This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.



http://books.google.com





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

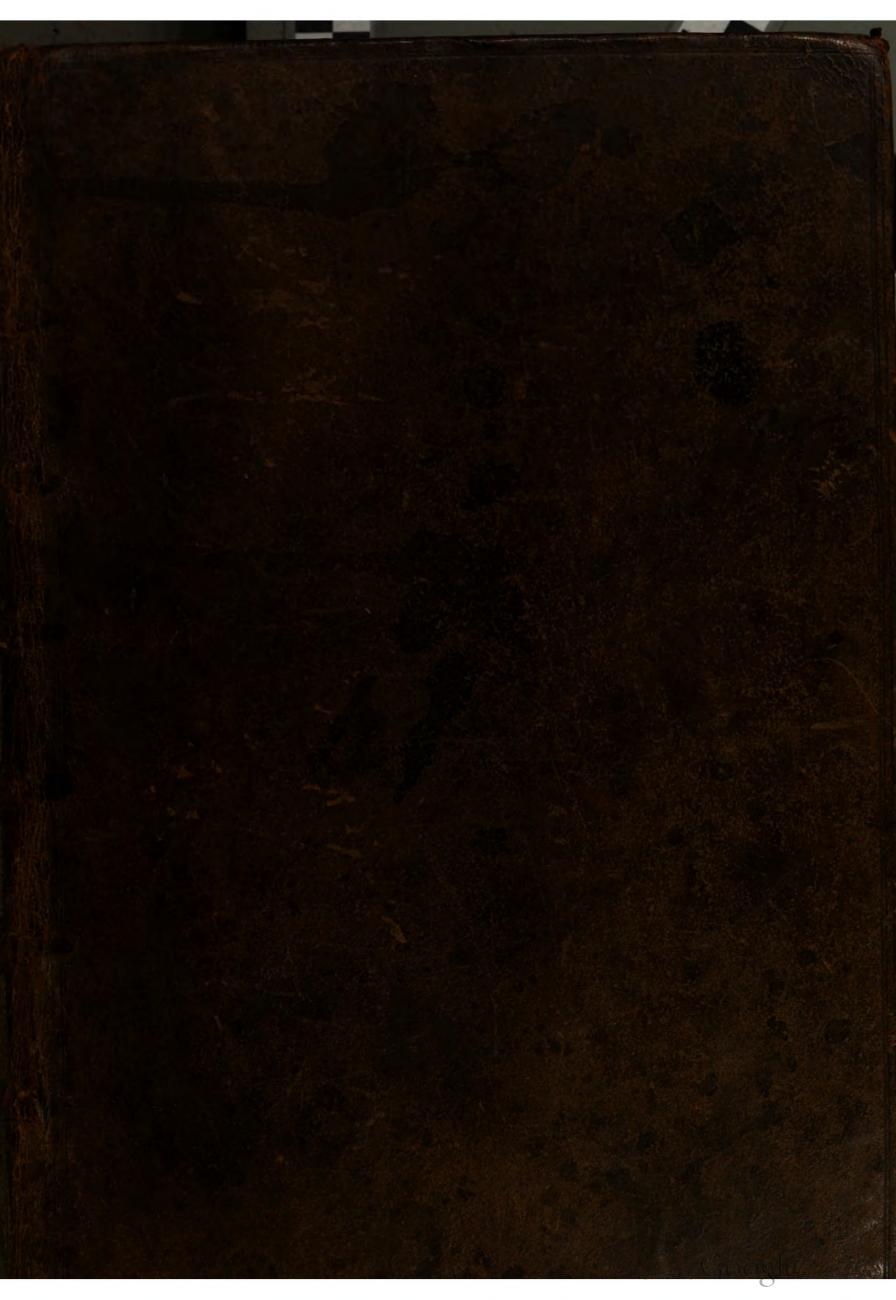
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com







A Section of the sect

Dibersheeters Jaklon-

A south of the



GRAND COVSTVMIER

general, contenant toutes les coustumes

generalles & particulieres du Royaume de France & des Gaulles:

> Mesmement toutes celles qui ont esté redigees par les trois Estats, és homolognees,

Corrigees & annotees de plusieurs decisions & arrests, diligemmet & fidellement par Messire CHARLES DV MOLIN, docteur és droits, Iurisconsulte de France & Germanie, ancien aduocat en la cour de Parlement de Paris.



A PSAKIS,

Par Iaques du Puys, libraire juré de l'vniuersité, à la Samaritaine, rue saint Ican de Latran.

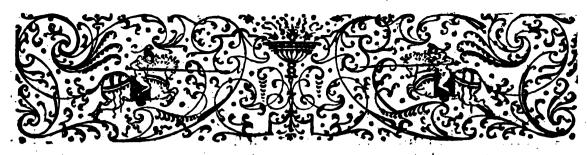
M. D. LXVII.

Auec prinilege du Roy.

Extrait du Priuilege du Roy.

de luin M.D.lxvi, signees par le Roy en son conseil, de Vabres, co seellees du grad seel en queuë de cire iaune, Il est permis à laques du Puys marchant libraire & iuré en nostre voiuersité de Paris, de faire impriles coustumes generalles comparticulieres du Royaume de France on des Gaulles, corrigé of annotté de plusieurs decissons on arrests par Messire Charles du Molin: Et sont faites desenses à tous autres marchans libraires on imprimeurs de non imprimer ny faire imprimer, Vendre n'y faire vendre autres exemplaires dudit Coustumier general, que ceux que ledit du Puys aura fait imprimer, pendant of durant le temps de cinq ans, à compter du iour que ledit sure aura esté acheué d'imprimer, once sur peine de consistation des dits liures on despens, dommages on interests dudit exposant, comme plus à plain est contenu esdittes lettres.

PARACHEVE' D'IMPRIMER LE XXIII. NOVEMBRE, M.D.LXVI.



Amplissimo & illustrissimo viro D.

CHRISTOPHORO THOUANO

C Æ L I O, Æquiti, ac supremi Paristorum Senatus Præsidi primo, dignissimo & eruditissimo, sarolus Molinæus Franciæ & Germaniæ Iurisconsultus, & in eodem Senatu antiquus aduocatus sineday

VLTIS nominibus, plurimisque & eisdem grauissimis causis tibi, tuæq; prærogatæ dignitati(princeps amplissimi Galliarum Senatus illustrissime) & debetur, & dedicatur ingens hæc omnium Galliæ consuetudinum vniuersitas, in duos Tomos, non absque graui maturóque iudicio, à nobis distincta. Prior Tomus ab vibe nostra natali totius Franciæ imperij capiti, in qua dexterrimè & æquissime mè principem supremi & primarij totius Gal

lie Senatus, agis: incipiens, ad Oceanum vsque Occidentalem & Borealem pertingens, per Belgium & Sequanos, ripas Ligeris meridiem versus attingit. Posterior Tomus, à Ligeri reliquam Gallie partem, tam Orientalem quam Meridionalem, & Occiduæ residuum, complectitur. In queis vniuersitas omnium Galliæ consuetudinum, nouo & venusto nostro ordine, cum breuibus annotationibus nostris marginalibus & analyticis, continetur. Cuinam verò magis dicari debeat quam tibi, principem Senatus in vrbe Capitali & narali, & principe (à qua relique omnes Galliarum consuctudines fluunt) agenti? Deinde tibi, Parisiensi, & à Pariensi? Tertiò, Tibi, tibi,inquam,qui ante quinque & quadraginta annos studia mea cognouisti, probasti, publicis etiam (non sine superioris numinis afflatu) editis elogiis, ante annos quindecim exaratis:verum, ita, vt nemo vnquam sine adulatione & sine fuco de me liberius & rectius scripserit, & vaticinatus sucrit. Ego enim & tota familia mea luculenter experti sumus, que de me in doctissimis & eruditissimis illis tuis elogiis, ante quindecim annos scripsisti, ipso duo ωπιχαφφ ad me transmisso. Ego quoque ab eo tempore, in codem sta tio indefessus cucurri, in codem pistrino semper laboraus, vt omnes, totaq; Europa cognouerunt: quanquam familie mee nimis infeliciter, propter infelicia, in que cecidi, tempora: sed bene habet, quòd sancte & docte vaticinatus es, ea mihi, posteritati tandem honori fore. Ego verò nimis aut so cors aut stupidus viderer, nisi me memorem & gratum horum æstimatorem, eidem posteritati declararem. Sed quarta insuper vrget ratio, quòd tuipse bonæ parti harum Consuctudinum reformandæ, non solum præsens interfuisti, sed auctor, & ipsarum iudex legum, veluti whose employer præfuisti. Hec sciant velim omnes, tibiq; in primis gratiam habeant copiosæ huius & multiiugę editionis: Tu verò feliciter vale, antiquotum laborum meorum, quos & plane nosti, mihi nimis infelicium, memor. O viinam scires, quàm multa, quàm magna & luce digna habeam reposta: hoc Franciscus ille Montholoneus nouit, etiam sæpe palàm testatus: ille quoque magnus Francie Cancellarius Oliuarius, affinis tuus, ingentia valde pollicitus: sed ambo morte preuenti lampada tibi certè currentes manu tradiderunt: vt omittam te honorificentissime sæpe de me, sanctisq; studiis meis, in medio illo amplissimo Senatu, locutum esse: quod & illustrissimi decessores tui fecerunt: quos dexteritate, vigilantia, diligentia & eruditione longe antecellis. Hiciterum felicius, Vale. Parisiis. Idib. Nouemb. anno 2015 1916 as sesquimillesimo sexagesimo sexto.

TABLE



TABLE DE TOVTES

les Coustumes generalles & particulieres des Gaulles, contenues au second Tome.

•	• •	• •	,	Ċ	1 Tonys	Mejiere	s fuest.xvr.
inceres a	·		:	•	6 Chartrès	Dreux	cli.
Le vray ordre da fe- conte- năs les confin mes ge meral- les de	1 Tours 2 Anion 3 Mayne 4 Grand Perche 5 Chafteau neufen 6 Chartres 7 Bloys 8 Berry 9 Bourbonnoys 10 Aunergne 11 La Marchè 12 Lodunoys 13 Poissou 14 Angoulmois 15 La Rochelle 16 Bourdeaux 17 Xainstonge 18 Bretaigne	fucilles premier xxxix.b lxxvii cxivb Thimerais cxxxi cxlvii. cxxxxv.b. ccxxxv.b. cccxxxv.b. cccxxxvii. cccxciii. cccxciii. cccxciv. cccxv.		7 Blois & sor xvÿ	1 Dunoys 2 Romora 3 S. Aig 4 Menes 5 Selles es 6 Vallanc 7 Vaftan 10 Soefm 11 Lepur 12 La Fei 13 Tremb 14 Chabr 15 Molis	mtin man man man mar	clxx.b clxxv clxxvi
	Lao Dreinigne			nois. 10 Au- uer-	3 Germigh 4 S. Pourc 5 Style 1 Le bas pi 2 La Comi 3 Le haut p	ain ays é	ccixib cclxi.b cclxi.b ccxcvij ccxcix

Indice alphabeticq' de toutes les cou-

STUMES GENERALLES ET
particulieres du second

	A	•		P	
Aniou Angoulmoys Auuergne Autroché		fueillet xxxix.b ccclxxxvij cclxxx cbxxiiij	Perche Poictou	Ř	fueillet cxi.b cccli
Berry Billy	B	excviij celxj	Romorantin Rochelle Rue d'yndre	S	fueillet clxxv. cccxciii. clxxx
Bloys Bourbonnoys Bourdeaux Bretaigne	c	cxlix cccxxxv.b cccxcyiii.b ccccxy	Sainct Aignam Sainct Pourcain Selles en Berry Soesmes	•	fueillet cchi.b cchi.b chaviii chavii
Chabris Chartres Chasteau neuf en Ti		fueillet chxxiij.b cxlvii cxxxi	Tours Trembeny	T	fueillet j. chxxiii
	D			v	• • •
Dreux Dunoys		fueillet cli clxx.b	Vallauray Vaftan	•	fueillet chaviti.b
•	G		ernueil Ville franche sur	cher .	cclxi clxxxy
Germigni Grand perche		fueillet cclxj.b cxj.b		x	11
	Ļ		Xainctonge		meillet coccis
La ferté Aury La ferté Ymbaut La Rochelle La Marche Le Puroux Lodunoys		fueillet clxxii.b clxxi.b eccxciii eccx fueillet clxxii.b eccxxxy.b		FIN.	TABLE
•	M				•
Mayne Mesieres Marche Meneton sur cher Moulins en Bersy	• • •	fueillet kxvij xvi eccs ckxvii ckxxiiii.b			

Table des chapitres de toutes les coustumes

GENERALLES ET PARTICU-lieres contenues en la feconde partie du grand co-general Coustumier des Gaulles.

goner an Confinence aces o unaces.					
Et premierement les Chapitres de la Coustume	8 La tierce partie de la nature des fiefs. xhiii. b				
de Touraine fueilles premier.	9 Reception de foy simple xlvii				
Juciacs premier.	10 Reception de foy lige au meime fueillet				
1 De basse iustice fueillet.i	11 De franc aleu xlvii.b				
2 De moyenne iustice iii	12 La Quarte partie de la punition &c.au mes.b				
3 D'espaues mobiliaires au mesme fueil.b	13 La cinquieme partie de fief xlix.b				
4 De haute iustice au mesme sueillet.b	14 La sixieme partie de despié de sief & para-				
Des droits de Chastellain au mesme sueil. b	ges 1.				
6 De droits de Baronnie iiii	15 La septieme partie de successions li. b				
7 De droits de Comtes au mesme sueil. b	16 La huictieme partie des partages ly				
8 De droits de peage au mesme sueillet.b	17 La neufieme partie d'acquisition &c. lvi				
De loyaux aydes & roucins &c. v.	18 La dixieme partie de douaires. au mesme.b				
10 De droit de fautrage &c. au mesme fueil.b	19 La vinzieme partie de donations lviii				
11 Du droit de ban à vin au mesme sueillet.b	20 La douzieme de retraicts. lxix				
12 Du droit d'indemnité au mesme sueil.b	21 La trezieme de prescriptions lxiii.b				
13 Des hommages d'offres deuz au seigneur. vi	22 La quatorsieme de expunctions lxv.b				
14 De despié de fief & parages au mesme sueil.b	23 La quinzieme de hypotheques lxvi				
15 De rachapts & ventes vii	24 D'affiette de rente lxvii.b				
16 De retraicts au mesme sueillet.b	25 La seizieme part de communauté kix				
17 De delaissemens & esponces &c.	Proces verbal lxx				
18 D'heritages defensables au mesme sueil.b	1AA				
19 De prescriptions au mesme sueillet. b	3 Mayne fueil.lxxvii				
20 Des veuës, efgouts &c. au mesme sueillet.b	jacinixx'011				
21 De rentes hypotheques au mesme sueil.b	1 La premiere partie des &c. fueil. lxxvii				
22 De meuble ou immeuble xi	2 Des bas iusticiers au mesme sueillet				
23 De communauté de biens au mesme sueil. b	3 De moyenne iustice lxxix.b				
24 De donations au mesme fueillet.b	4. De haute iustice au mesme sueillet.b				
25 Des successions entre nobles xii	5 Droit de chastellenie au mesme sueil.b				
'26 De partage de Comte, vicote, & baronie. xlii. b	6 Des Barons lxxx				
27 De succession de roturiers au mesme sueil b	7 La seconde partie de preuention lxxxi				
28 De succession de bastard xiiii.b	8 La tierce partie de fiefs. lxxxii				
29 De testamens xy	9 Reception d'hommage simple lxxxiii.b				
30 De douaires au mesme fueillet.b	To Reception d'hommage lige lxxiiii.b				
31 Du bail au mesme fueil.b	11 De franc aleu. lxxxy				
32 De tuteurs, curateurs xvi	12 La Quarte partie de punition de &c. au mes.				
22 De emancipation au melme fueiller b	13 La Cinquieme partie de perte de fief.lxxvii				
34 D'assiette de rente au mesme sueillet	14 La sixieme de despié de sief & para. lxxxviii				
35 D'amende au mesme sueillet.b	15 La septieme de successions lxxxix.b				
36 Decrimes au mesme fueillet.b	16 La huictieme des partages xciii				
30 Dearmes au menne ruemet.	17 La neufieme d'acquisition pendant le maria				
Sous Touraine est la constume localle de	ge au mesme fueillet				
	18 La dixieme de douaires xciiii.b				
Mesieres fueil.xvii	19 l'ynzieme de donations xcy.b				
Proces verbal xvli	20 La douzieme de retraicts xcvi.b				
3 loces verbal	21 La trezieme de prescription ci.b				
2 Aniou fueil.xxxix.b	22 La quatorzieme de expunctions ciii				
2 Aniou fueil.xxxix.b	23 La quinzieme de hypotheques fueil.ciii.b				
La premiere partie du droit des seigneurs	24 La seizieme de communauté cy.b				
	Proces verbal cvi.b.				
temporeks futil.xxxix.b	CTIO.				
† De bas iusticiers xxxix.b	4 Grand perche fueil.cxi.b				
TO 101	T				
5 1	1 De droit de baronnie &c. fueil.cxi.b				
4 Droits de chastellenie au mesme fueillet	_ ^ ^				
5 De seigneurs barons au mesme fueillet					
	3 La taxe de rachapts cxiii.				
Discourse and an arms of the facility	4 De cens & droits seigneuriaux cxv				
7 D'exemption par apper au meime ruemet	5 De donations cxv.b				

6 De communauté	cxv.b	Dreux a coustume particul	ière discordante
7 De douaire	cxvi -	à celle de Charsres	fueil.cliis
8 De testaments	au mesme fueillet.b	a teme at Chaire	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
9 De successions	cxvñ	1' De fiefs	' cliii
10 De gardiens & tuteurs	cxviii	b'offres deues par vassaux	au mesme fueil.
11 De retraicts	au mesme fueillet.	3 De cheual de seruice	au meime fueil.b
12 D'hypotheque	cxix	4 Quand le fief chet en rach	at au mesm.b
1 3 De crices	au melme fueillet	Con De saisse feodale	· cliiii
14 D e prescription	au melme.b	8 Si le vassal peut imposer cl	rarge fur fon het.
15 De feruitudes	au mesme fueillet.b	au melme fueillet.	
Proces verbal.	, CXX.	7 De souffrance	au mesme fueil.b
	من مؤ مرشن	• = • • • • • • • • • • • • • • • • • •	au mesme fueillet.
5 Chastean neuf en	Thimerais Ju.cxxxi.	9 De douaire	au nielme fueil. cliii
	, and	16 De communauté	au melme.
De fiefs	cood. au meime fueillet b	11 De la puissance du mary	au mesme fueil.b
2 Des offres des vassaux 2 De cheual de seruice	cxxxii.b	12 De retraict feodal	au melme fueil.b
~ ~ 1 . 1	au melme	13 De retraict lignager 14 De seruitude & prescripti	_
4 De proffit de rachat 5 Quand le feigneur peu	the state of the s	15 De decrets, criees.	cliiif.
6 Des louffrances	au melme fueil. b	16 De donation mutuelle	au mesme fueillet.
7 De cens	au mesme fueillet.b	17 De donation entre vifs	au mesme fueil.b
8 De douaire	cxxiiii	18 De legs, testamens.	au mesme fueillet
9 De communauté	au melme.b	19 De succession	au melme fueillet.
10 De puissance de mary	au mesme fueillet.b	20 De bail, tutelle	cl ∀.
11 De retraict feodal	CXXXY	21 Bail de mineurs n'a lieu	au mesme.
12 De retraict lignager	au mesme.	22 Amende de champarts	au mesme fueil.
13 De seruitude & prescri	ption cxxvi.	•	
14 De criees	aŭ meime.	6 Proces verbal des c	onstumes de
15 De donation mutuelle	au mesme fueillet. b	Chartres	chr.
16 De donations entre vif			
17 De leg, testamentaires	3,&c. au melme.	Bloys	fueillet.dix.b
18 De succession	au meime.b	, 2y.	
19 De bail, garde, tutelle.	cxxviii	1 De l'estat des personnes	fueil.clix.
20 Amende de fiefs & de	cens au melme.	2 Des gardiens & baillistres	au mesme.b
21 Amende de champart	au melme fueiller.	3 De iurisdiction des iuges	au melme
22 Amende de prinse de b	pestes au mesme. au mesme syeillet.	4 De droits seigneuriaux	clx.b
23 Amende d'arrest	exxxix	5 De fiefs	clxi.
Proces verbal.	S S	6 De garentir en partage	eu melme.b
6 Chartres	fueil.cxxy.	7 De proffits feodaux	
6 C/4/1/c3	Jaconsange	8 Adueuz & denombrement	ckiiii
1 De fiefs	exlvii	p De cens	au melme fueil.b
2 Des offres deuës par va	essal au mesme.	10 De droit de terrage 11 De successions	cky
3 De cheual de seruice	au mesme fueil.b	12 De donations	au mesine.b
4 Quand le fief chet en r		13 De mariages	clxvi.b
5 De saisse feodale	cxlviii.b		
	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Ta De douaires	CIXVIE
6 5116 valial peut impoie	. 10	14 De douaires	clxvii au mesme fueillet.
The Configuration	er,&c. cxlix. au mefme.	15 De prescription	au mesme fueillet.
	er,&c. cxlix. au mefme. au mefme fuell.	15 De prescription 16 De retraict lignager	
7 De souffrances	er,&c. cxlix. au melme. au melme fuell. au melme.b	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse	au mesme fueillet. au mesme fueillet.
7 De souffrances 8 De cens & du censier 9 De douaire 10 De communauté	er,&c. cxlix. au mefme. au mefme fueil. au mefme.b cl.	15 De prescription 16 De retraict lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possessires	au mesme fueilleta au mesme fueilleta claviii au mesme fueila au mesme fueila
7 De fouffrances 8 De cens & du cenfier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mas	er,&c. cxlix. au mefme. au mefme fueil. au mefme.b cl. au mefme	15 De prescription 16 De retraict lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possesses 19 De prinse de bestes 20 D'estangs	au mesme fueillet- au mesme fueillet- claviii au mesme fueil- au mesme fueil- au mesme fueil-
7 De fouffrances 8 De cens & du cenfier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mas 12 De retraicts	er,&c. cxlix. au mefme. au mefme fueil. au mefme.b cl. y au mefme au mefme.b	15 De prescription 16 De retraict lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possesses 19 De prinse de bestes 20 D'estangs	au mesme fueillet. au mesme fueillet. ckviii au mesme fueil. au mesme fueil. au mesme fueil. buu mesme fueillet.b
7 De fouffrances 8 De cens & du cenfier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mai 12 De retraicts 13 De servitude & prescri	er,&c. cxlix. au mefme. au mefme fueil. au mefme.b cl. y au mefme au mefme.b	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possessires 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De seruitudes reelles 22 Dettes personnelles	au mesme fueillet. au mesme fueillet. ckviii au mesme fueil. au mesme fueil. au mesme fueil. bu mesme fueillet.b
7 De souffrances 8 De cens & du censier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mai 12 De retraicts 13 De seruitude & prescri 14 De decret, criees.	au mesme.b au mesme.b cl. au mesme.b cl. au mesme.b cliption au mesme.b au mesme.b	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possessires 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De seruitudes reelles	au mesme fueillet. au mesme fueillet. ckviii au mesme fueil. au mesme fueil. au mesme fueil. bu mesme fueillet.b
7 De souffrances 8 De cens & du censier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mas 12 De retraicts 13 De servitude & prescri 14 De decret, crices. 15 De donation mutuelle	au mesme.b au mesme.b cl. au mesme.b cl. au mesme.b cliption au mesme.b cliption au mesme.b au mesme.b	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possessires 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De servicus reelles 22 Dettes personnelles 23 De crices & subhastations	au mesme fueillet. au mesme fueillet. clxviii au mesme fueil. au mesme fueil. au mesme fueil. bu mesme fueillet.b
7 De souffrances 8 De cens & du censier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mas 12 De retraicts 13 De servitude & prescri 14 De decret, criees. 15 De donation mutuelle 16 De donation entre vis	au mesme.b	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possesses 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De servitudes reelles 22 Dettes personnelles 23 De crices & subhastations Sous les generalles de Bla	au mesme fueillet- au mesme fueillet- clxviii au mesme fueil- au mesme fueil- au mesme fueil- au mesme fueil- clxix- fueil-clxx
7 De fouffrances 8 De cens & du cenfier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mas 12 De retraicts 13 De feruitude & prescri 14 De decret, criees. 15 De donation mutuelle 16 De donation entre vis	au mesme. b au mesme.b cl. au mesme.b cl. au mesme.b iption au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possessires 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De servicus reelles 22 Dettes personnelles 23 De crices & subhastations	au mesme fueillet- au mesme fueillet- clxviii au mesme fueil- au mesme fueil- au mesme fueil- au mesme fueil- clxix- fueil-clxx
7 De souffrances 8 De cens & du censier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mai 12 De retraicts 13 De seruitude & prescri 14 De decret, criees. 15 De donation mutuelle 16 De donation entre vis 17 De legs testamentaire 18 De succession	au mesme b cl. au mesme b cl. au mesme.b cl. au mesme.b iption cli au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.cli au mesme.cli au mesme.cli au mesme.clii. au mesme	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possessires 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De servitudes reelles 22 Dettes personnelles 23 De crices & subhastations Sous les generalles de Bla Stumes particulieres d	au mesme fueillet. au mesme fueillet. clxviii au mesme fueil. au mesme fueil. au mesme fueil. bu mesme fueillet.b clxix. fueil.ckx
7 De souffrances 8 De cens & du censier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mas 12 De retraicts 13 De servitude & prescri 14 De decret, criees. 15 De donation mutuelle 16 De donation entre vis 17 De legs testamentaire 18 De succession 10 De bail, garde, tutelle.	au mesme.b au mesme.b au mesme.b cl. au mesme.b iption cli au mesme.b	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possesses 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De servitudes reelles 22 Dettes personnelles 23 De crices & subhastations Sous les generalles de Bla	au mesme sueillet. au mesme sueillet. clxviii au mesme sueil. au mesme fueil. au mesme fueil. bu mesme fueillet.b clxix. fueil.clxx
7 De fouffrances 8 De cens & du cenfier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mai 12 De retraicts 13 De servitude & prescri 14 De decret, crices. 15 De donation mutuelle 16 De donation entre vis 17 De legs testamentaire 18 De succession 19 De bail, garde, tutelle. 20 Amende de fies & de c	au mesme.b au mesme.b au mesme.b cl. au mesme.b iption au mesme.b au mesme	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possesses 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De servitudes reelles 22 Dettes personnelles 23 De crices & subhastations Sous les generalles de Blo Stumes particulieres de generalles.	au mesme fueillet. au mesme fueillet. clxviii au mesme fueil. au mesme fueil. au mesme fueil. bu mesme fueillet.b clxix. fueil.ckx
7 De fouffrances 8 De cens & du cenfier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mar 12 De retraicts 13 De servitude & prescri 14 De decret, criees. 15 De donation mutuelle 16 De donation entre vis 17 De legs testamentaire 18 De succession 19 De bail, garde, tutelle. 20 Amende de shampart	au mesme.b au mesme.b cl. au mesme.b cl. au mesme.b cli au mesme.b cli au mesme.b cli au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.clii. au mesme au mesme	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possessies 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De servitudes reelles 22 Dettes personnelles 23 De crices & subhastations Sous les generalles de Blo Stumes particulieres de generalles.	au mesme sueillet. au mesme sueillet. clxviii au mesme sueil. au mesme fueil. au mesme fueil. bu mesme fueillet. clxix. fueil.clxx
7 De souffrances 8 De cens & du censier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mas 12 De retraicts 13 De servitude & prescri 14 De decret, criees. 15 De donation mutuelle 16 De donation entre vis 17 De legs testamentaire 18 De succession 19 De bail, garde, tutelle. 20 Amende de fies & de c 21 Amende de prinse de l	au mesme.b au mesme.b cl. au mesme.b cl. au mesme.b cli au mesme.b cli au mesme.b cli au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.clii. au mesme au mesme	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possessires 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De servitudes reelles 22 Dettes personnelles 23 De crices & subhastations Sous les generalles de Bla stumes particulières de generalles. 1 Dunoys	au mesme sueillet. au mesme sueillet. clxviii au mesme sueil. au mesme fueil. au mesme fueil. bu mesme fueillet. clxix. fueil.clxx
7 De fouffrances 8 De cens & du cenfier 9 De douaire 10 De communauté 11 De la puissance du mar 12 De retraicts 13 De servitude & prescri 14 De decret, criees. 15 De donation mutuelle 16 De donation entre vis 17 De legs testamentaire 18 De succession 19 De bail, garde, tutelle. 20 Amende de shampart	au mesme.b au mesme.b cl. au mesme.b cl. au mesme.b cli au mesme.b cli au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.b au mesme.cliii. au mesme au mesme	15 De prescription 16 De retraich lignager 17 D'emphiteuse 18 De matieres possesses 19 De prinse de bestes 20 D'estangs 21 De servitudes reelles 22 Dettes personnelles 23 De crices & subhastations Sous les generalles de Blo Stumes particulieres de generalles.	au mesme sueillet. au mesme sueillet. clxviii au mesme sueil. au mesme fueil. au mesme fueil.b au mesme fueil.b clxix. su mesme sueillet.b clxix. su fueil.clxx fueil.clxx fueil.clxx.b

18

b t. l. ii e. b b e. ii.

et. l.b let

et. lv. ic. il.

x.b.e.b.i.ibbiib vbbii t. tiil.l.bb c. x

. •						
2 Estimation de rachat	člxxii			rinse de bestes		
3 De matiere censuelle	- au meline	5	D'er	npeschemens de	chemins àu mesm	ıe
4 De champart	ckxiii			·	e e e e e e e e e e e e e e e e e e e	
5 De pasturages	au melmei		. 7	i Vastan	fueil.slxxix	C.
6 Espaues	au mesme.			_	.!.	٠.
7 Communauté entre mariez		I		enš - 📆 .	au mehne fueille	
	au mesme fueil.b	2		errage .	au meime fueillet	
9 Descruitude reelle	au mesme.	3			au melme	
10 Donation entre vifs	au mesnie.	4		ecutions 11	au melme fueil	
11 Donation en mariage	au mesme	5		rescription	au meime fueil	
12 Donation testamentaire	au melme.	6		etraict lignager	au melme fueillet.l	
13 De douaire	cbexilii	7		ouair e	au mesme sueillet	
14 De successions	au melme.	8		rinse de bestes	au mesme fueille	
	u mesme fueillet.	9		ftamens	. clxx	
	au mesme fueil.b	1	o De it	ıccessions	au meime	Ę
17 D'executions pour louages						
18 D'execution par obligation	clxxy.		8	La Rue d'Indi	re fueil.clxxx	ė
•	£!1 .1	_	D	مدمد همانی در	au málma	_
2 Romorantin	fueil.clxxv.	I		ettaict lignager es feodaux	au melme au melme	
- Danser Carlo Caf	· malma fuaillas	2			au melme.b	-
	n mesme fueillet au mesme fueil.b	3		noses censuelles	au meime.	
	u mesme sueillet	4		ccessions	au meime	
-		5		rinse de bestes	4	
	i melme fueillet.	6		enfe faite en tau	au melme	_
, · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	mesine fueillet.	7	_	risdiction	au meime	
6 De retraict lignager	au mesme fueil.	8		otaires	au meime	
7 De prinse, & desgagement	au melme.	9		ncipation	· au meime	
4 De matiere feodalle	clxxvi		o Basta - Deess	ras ription	au meime	
C.in. H. diamen	fusil slavesi			es & delicts	au meime	
3 Sainct Aignan.	fueil.clxxvi.		2 Cilii 3 Asseu		au mesme.b	
i De prinse de bestes	au mesme.		3 Mileu	ictez	au memie.	
	mesme fueillet.		9 .	La Ferté Ymban	us fueil.clxxxi.b	
D	au mesme.		9	LA F CITE I MOUN	y y wenter a street	,
To 1	au mesme fueil.b	1	Defie	fs	au mefme	
4 De douaires 5 De fuccessions	au mesme fueil.	2	De ce		au melme.	
	mesme fucillet.	3	De te	-	au melme	
7 De retraicts lignagers au	mesme fueillet.	4	De ca	s possessoires	au melme	
8 Droits feodaux	clxxvii	₹.	De pr	inse de bestes	clxxxii	
	3					
4 Menetou sur Cher	fueil.clxxvii.		10	Soefmes	fueil.clxxxii.	•
				,		
1 De cens au	mesme fueillet.	I	De ch	amparts	au melme.	i
2 De terrages	au mesme fueil.	2	De ce		au melme	j
3 De pasturages	au mesme fueil.	3	Prinfe	de bestes	au melme	
	u melme fueil.b	4	De re	traict lignager	au meline.b	,
5 D'estangs, garennes	au mesme fueil.					
6 De retraict lignager	au melme fueil.		· 11	Lepuroux	fueil.clxxxii.b	ſ
7 De l'estat des personnes	au mesme.					
8 De prescription au	mesme fueillet.	I		inse de bestes	au mesnie	
9 De douaires	au mesme fueil.	2		nfilcatio n	au melme	
10 De feruitutes reelles	au melme.	3	De ter	<u> </u>	au melme	
11 De disme	clxxviii	4.	De fu	ccession	au melme	
- 11	e i i					
5 Selles en Berry	fueil.clxxviÿ.		12	La Ferté Aura	y fueil.clxxxii.b	
n Damintalahataa	au melme fueil.	J	D	inte de heftes	au mesme	
De prinse de bestes	au meime fueil.			infe de beftes	clxxiii	
- C C	mesme sueillet.	.	De cei	·4	Illanait	
.	au meline.			Trembleuy	fueil.clxxxiii.	
4 De douaires	au menne.	÷	13	1 remoteuj	jaen.cixxxiii.	
6 Vallancay	fueill.clxxviÿ.	1	Define	cessions	au melme	
_	au mesme fueil.	2		inse de bestes	aumelme	
	au melme.	3		isdiction	au mesme.b	
2 De terrage 3 De successions au	mesme fueillet.	3	De do		au meime	
3 De luccenions au		7	_ ` =			

				N7 .	c
	14	Chabris	fueillet clxxxiii.b	11 Notaires	au melme.
:			•	12 Lettres, contracts, &c.	_
I	Prinse d		au melme	13 Executions	CCXXXIX
2	Cens, vc	ntes,reliefs	au melme	14 Taxe de despens	ccxli.b
3	Douaire	•	clxxxiiii	15 Droit & estat des person	
4	Succession	ons '	au mefme fueillet	16 Tutelles	au mesme fueillet.b
5	Donatio	ons	au melme fueillet	17 Bastards, aubains	ccxlii i
6		:s	au melme.	18 Taxes personnelles	au melme
7	Bastards		au mesme fueillet.b	19 Donations	ccxliiii
				30 Donations en mariage	au mesme.b
	70 12	Colins en Berr	ry. fueil.lxxxiiii.b	21 De gens mariez, dot	au mesme
	1)	LUMMS CH DEFF	y. Juciussasiii.	22 Communauté	ccxlyii
	Cens		au melme	23 Chose reputee meuble	au mesme.b
	Bois		_		ccxlviii
2		C. J. L. Q.	au melme	24 Testamens,&c.	
3	Neicouii	le de bestes	au meſme.	25 Successions	au mesme fueillet.b
	,		<i>c</i>	26 Droits seigneuriaux	ccl.
•	16	Autroche	fueil.clxxxiiii.b	27 Ficfs	cch.b
	_			28 Censiues,&c.	cclii.b
1	Cens		au mesme fueillet.	29 Retraicts, retenues,&.	ccliiii
2	Champe		clxxxv	30 Tailles reelles	cclvi.b
3	Prinse de	e bestes	au mefine	31 Seruitudes reelles	cclvii.b
•			**	32 Prinse de bestes	cclviii.b
	17	Ville franche	sur Cher clxxxvi.	33 Moulins, fours	cclix
,	- /	·	,	34 Acences & baux	au melme.b
I	Prinse de	e bestes	au melme.	35 Chaptel de bestes	au mesme fueillet
	*			36 La maniere d'assiette	cclx
	7 P	roces verbal d	es coustumes de	Coustumes localles	cclxi
	Blog		fueil.clxxxv.b		
	מושב	,	Jucinicuality	I Marciaiges	çclxi
	0 7		Const.	2 Germigny	cclxi.b
·	8 B	erry	fueil.cxcviii.	3 Sainct Pourcain	cclxi.b
_	D. P.A.	. 0		•	
I		t & qualité des		Style de la Seneschaussee de	Rourhonois, celvi.b
3		s,iugemens,&		1 Adiournemens	au mefme fueillet.
3	Des nota		cci.b	2 Deffaux	cclxii
4		chofes font me		•	
5	De fiefs		au melme fueillet	3 Renuois	cclxiii
6		rentes,&c.	cciiii -	4 Delais	au mesme fueil.
7	De dona	tions	ccv.b	5 Appellations, & attentate	
8	De maria	iges,douaires,	&c. au mesme.	9 Proces verbal des con	stumes de Bour-
		ions, criees	ccvii	bonnois	cclxv.
	Droits pr		. ccxi.b	10 Annergne	cclxxx.
		utes rcelles	ccxii.b		
	De prescr		ccxiii.b	1 Des adiournemens	au mesme fueil.
		de fief vendu	ccxiiii	2 Des iuges & iurisdictions	
	Retraict		au mesme fueillet.b		au mesme fueillet.b
	De vigne		ccxvi	4 De procureurs	au mesme fueil.
		ins, riuieres,&	_	5 De recusations6 De dilations	au melm e au melm e
	De testan	el de bestes	au melme		
			ccxvii	7 De renuois	au meime
		ns ab intestar		8 Obiects, reproches	cclxxxi.
		ges & diuifior		9 Des contumaces	au melme
Pr	oces verba	al .	ccxxi.	10 Asseuremens & sauuegard	
;		_	100	11 Des tuteurs	au melme
	9 B	Bourbonnois	fueil.ccxxxv.b	12 De successions, testamens,	&c. cclxxxii
*.		1		13 De mineurs	cclxxxiii.b
I	De iu. isd	iction & iustic	e au mesme.b	14 Donations,&c.	cclxxiiii
2	Renuoys		ccxxxvi	15 Affociations	celxxxy.
3	Prescripti	io n	au mesme fueillet.	16 Achats & ventes	au mesme.b
4	Exemptio		au mesme fueillet.b	17 Prescriptions	cclxxxvi.
5	Reproche		au melme	18 Obligations, solutions	au mesme.b
		on de fermen		19 Respits d'vn & cinq ans	au mesme
7	Asseurem		au melme	20 Cessions de biens	cclxxxvii
	Crimes	15	au mesme.b		
	Respits, &	tre.		21 Emphiteuses, louages 22 Fiess	au meime
9	Cellions		ccxxxviii		au meime.b
Y.O	Caions (TE DICHA	au mesine.	23 Retraict ou retenue	cclaxxix
			• • •	•	24 Execu-

lme.

llet.b xxxix xxli.b ccxlii llet.b

cxlii**i** elme xliii**i** ne.b elme xlvii ne.b kiii et.b ccl. h.b ii.b liii**i** vi.b ii.b ii.b clix e.b llet cclx clxi lxi xi.b xi.b

ki.b llet. lkiii lxiii leil. ne.b

xx.

eil. eil. t.b eil. me me me xi. me e.b ne xii i.b iji**i** XT. b.b vi• .b 110 ii C d. (iX u-

			, 2 2,	, ~
a . Total	utions, ventes, subha	stations. ccxc	11 Comment hommage se do	the an melma f
ar Tail	les, guets,& autres fe	ruitudes cexcii.b		u melme fueiller b
				cccxl
26 Esp.		ccxciii		
	n-morte	au mesme fueillet		au mesme fueiller
	urage & dommage d		, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	cccxli
	res, crimes & peines	ccxciiii.b		cccxliii
јо Арр	ellations	ccxcv.b		au mesme fueil.
31 Affic	ette de rente	ccxcv.b	18 Quittances & esponces d'h	eritage au mes.b
٧,	•		19 Heritages defeniables	au melme fueiller
•	Constumes localles	fueil.ccxcviii	20 Prescription	cccdiiii
100		,	21 Veuës, elgouts &c.	. cccxliiii.b
7 Mon	itpensier	au mesme fueillet		au mesme fueillet
	omté d'Auuergne	ccxcix	23 Chose reputee meuble	cccxly
	stumes localles du pay			au mesme fueiller
	stumes localles du pay		25 Donaisons entre roturiers	au mesme fueil.
7 001	reunies tocanes au pa	, state teer	26 Donaisons entre nobles au	
_				
1	o Proces verbal des		27 Succession de fief	cccxlvi
	uergne	fueil.cccvisi	28 Comment baronnie se parti	
	· ·		29 Successions de roturiers	•
•	II La Marche	fueil.cccx.b	30 Succession de bastard	cccxlix
	· ·	•	31 Douaire de femme noble :	au mesme fueillet
T Des !	luges, iurisdictions	fueillet cccx.b	32 Douaire de femme roturier	
2 Des	fergens &c.	ccexi.		mesine fueillet.b
3 Des	renuoys	cccxi	34 Tuteurs & curateurs	
-	procureurs ·	cccxi.b		au mesme fueiller
	remens	au mesme fueillet	36 Comment on baille rente pa	
4		au mesme fueillet		u me îme fueiller
		au mesme sueillet		
7 Dila				u melme fueillet
	auts, amendes	cccxii	39 Crimes	au mesme fueil.
	asations	au mesme fueillet	- 1 e	<i>a</i> .1
	ects, reproches de tesn		13 Poicton	fueil.ccclj
ir Ceffi	on de biens 🔏 👟	au meime fueillet		
			~ C C ~ 1 1011 01	A
12 Bail	le mineurs 🛮 🍀	an melme fueillet	1 De fiefs, & iurisdiction	fueillet ccclj
12 Bail o 13 Preso	de mineurs	ayı melme fueillet cccxiii	2 Donations	.ccclxi.b
13 Bail o 13 Preso 14 Obli	de mineurs friptions gations &c.	au melme fueillet cccxiii cccxiii.b	2 Donations3 Droit appartenans à gens ma	.; ccclxi.b
13 Bail o 13 Preso 14 Obli	de mineurs friptions gations &c.	ayı melme fueillet cccxiii	 2 Donations 3 Droit appartenans à gens ma 4 Douaires 	.; ccclxi.b
12 Bail o 13 Preso 14 Obli 15 Appo	de mineurs friptions gations &c.	au melme fueillet cccxiii cccxiii.b	2 Donations 3 Droit appartenans à gens ma	ccclxi.b riez&c.ccclxii.b
13 Bail o 13 Preso 14 Obli 15 Appo	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii	 2 Donations 3 Droit appartenans à gens ma 4 Douaires 	ccclxi.b ariez&c.ccclxii.b ccclxiiii
12 Bail o 13 Preso 14 Obli 15 Appo 16 Lots 17 Hom	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c.	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet	 Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions 	ccclxi.b ccclxii.b ccclxiiii au mefme ccclxy
13 Prefe 13 Prefe 14 Obli 15 Appe 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, lerfs &c. & droits d'iceux	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii	 Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c 	ccclxi.b ariez&c.ccclxii.b ccclxiiii au mefme- ccclxy au mefme
13 Prefe 14 Obli 15 Appe 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux imens, fuccessions & c.	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxviii cccxviii	Donations Droit appartenans agens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles	ccclxi.b ccclxiiib ccclxiiii au mefme ccclxy au mefme ccclxvi
13 Prefer 14 Oblin 15 Apper 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retr	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux imens, fuccessions & c.	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxviii cccxviii cccxx	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &c-	ccclxi.b ccclxii.b ccclxiiii au mefme ccclxy au mefme ccclxvi ccclxvii.b
13 Prefer 14 Oblig 15 Apper 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retr. 21 Dona	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux imens, fuccessions & c. aict lignager &c. rions, dots, douaires &	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxviii cccxviii cccxxiii	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains & e Tutelles & curatelles Jouissance paternelle & corroit of Retraich lignager	ccclxi.b ccclxiiii ccclxiiii au mefme ccclxv au mefme ccclxvi ccclxviiib
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblif 15 Apport 15 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Teft 20 Retr. 21 Dona 22 Moul	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux imens, fuccessions &c. aict lignager &c. utions, dots, douaires & ins, fours, estangs	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxviii cccxviii cccxxiii cccxxiii	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &c. To Retraict lignager Retraict conventionel	ccclxi.b ccclxii.b ccclxiiii au mefme ccclxy au mefme ccclxvii ccclxviiii ccclxviii
13 Prefo 14 Obli 15 Appo 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 20 Retro 21 Dona 22 Moul 23 Du b	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux mens, fuccessions & c. aict lignager &c. tions, dots, douaires & ins, fours, estangs an	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxviii cccxxiii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet	Donations Droit appartenans agens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conventionel Prescriptions	ccclxi.b ccclxiiii ccclxiiii au mefme. ccclxy au mefme ccclxvi ecclxviii ccclxviii ccclxix au mefme.
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retr. 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux amens, fuccessions & c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxviii cccxxiii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet au mesme fueillet	Donations Droit appartenans agens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conventiones Prescriptions Notaires	ccclxi.b ccclxiiii ati mefme. ccclxy au mefme ccclxvi ccclxviiib ccclxviiib ccclxviii ccclxiix au mefme.b au mefme.
13 Bail of 14 Oblif 15 Apport Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retr. 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Design	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux imens, fuccessions & c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans pornes	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxviii cccxxiii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet au mesme fueillet	Donations Droit appartenans agens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co To Retraict lignager Retraict conventiones Prescriptions Notaires A Sergens	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxv au mefme ccclxvi ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii ccclxiii
13 Prefer 14 Oblig 15 Apper 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefts 20 Retr. 21 Dons 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Dest 26 Dest	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux mens, fuccessions & c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans pornes errages	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxviii cccxxiii cccxxii u mesme fueillet.b au mesme fueillet	Donations Droit appartenans agens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co To Retraict lignager Retraict conuentiones Prescriptions Notaires A Sergens Sentences &c	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxv au mefme ccclxvi ccclxviii ccclxviiii ccclxviii ccclxiii ccclxiii ccclxiii
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblif 15 Apport 15 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Teft 20 Retr. 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Des 6 27 Des	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux mens, fuccessions &c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages crimes	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxviii cccxviii cccxxiii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conventiones Retraict conventiones Retraict senuentiones Sergens Sergens Sergens Sentences &c Sentences &c Sentences &c Sentences &c Sentences &c Sentences &c	ccclxi.b ccclxiiii au mefme ccclxv au mefme ccclxvii.b ccclxviii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii
13 Bail of 13 Preformant of Lots 17 Home 18 Fiefs 19 Tefts 20 Retro 21 Dong 22 Moule 23 Dub 24 Epau 25 Dest 26 Dest 27 Dest 28 Dom	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux mens, fuccessions &c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages rimes mage de bestes	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxviii cccxxiii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii	Donations Droit appartenans agens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Iouissance paternelle &c Retraict lignager Retraict conventiones Prescriptions Notaires Sergens Sentences &c Appellations Asserved	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxy au mefme ccclxvii.b ccclxviii ccclxiiii ccclxiii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxxi au mefme. ccclxxi au mefme. au mefme.
13 Bail of 13 Preformant of Lots 17 Home 18 Fiefs 19 Tefts 20 Retro 21 Dong 22 Moule 23 Dub 24 Epau 25 Dest 26 Dest 27 Dest 28 Dom	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux mens, fuccessions &c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages crimes	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxviii cccxviii cccxxiii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conuentiones Prescriptions Notaires Sentences &c Appellations Assented	ccclxi.b ccclxiiii au mefme ccclxv au mefme ccclxvii.b ccclxviii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii ccclxiii
13 Prefo 14 Obli 15 Appo 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 20 Retri 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Des c 27 Des c 28 Dom 29 Execu	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux mens, fuccessions &c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages rimes mage de bestes	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxviii cccxxiii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii	Donations Droit appartenans agens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Iouissance paternelle &c Retraict lignager Retraict conventiones Prescriptions Notaires Sergens Sentences &c Appellations Asserved	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxy au mefme ccclxvii.b ccclxviii ccclxiiii ccclxiii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxxi au mefme. ccclxxi au mefme. au mefme.
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 20 Retrieve 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Dest 27 Dest 28 Doma 29 Execu 30 D'aff	de mineurs criptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux amens, fuccessions & c. aict lignager &c. ations, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages crimes mage de bestes ation de meubles &c. iete de rente	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxviii cccxviii cccxxiii au mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii cccxxiiii	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conuentiones Prescriptions Notaires Sentences &c Appellations Assented	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxy au mefme ccclxvii ccclxviii ccclxviiii ccclxiiii au mefme. ccclxxiii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxxi au mefme. au mefme. au mefme ccclxxi au mefme
13 Prefo 14 Obli 15 Appo 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 20 Retri 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Des c 27 Des c 28 Dom 29 Execu	de mineurs criptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux amens, fuccessions & c. aict lignager &c. ations, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages crimes mage de bestes ation de meubles &c. iete de rente	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxviii cccxxiii u mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii cccxxiiii cccxxiiii	Donations Droit appartenans agens may Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conuentiones Prescriptions Notaires A Sergens Sentences &c Appellations Appellations Appellations Reddition de compte &co Secution de sentences	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxv au mefme ccclxvii.b ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxx au mefme. au mefme au mefme au mefme
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 20 Retrieve 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Dest 27 Dest 28 Doma 29 Execu 30 D'aff	de mineurs criptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux amens, fuccessions & c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages crimes mage de bestes ation de meubles &c. iete de rente s verbal	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxvii cccxxiii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii	Donations Droit appartenans agens may Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conuentiones Prescriptions Notaires Sergens Sentences &c Appellations Afleuretez Reddition de compte &co Secution de sentences Criees	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxvi au mefme ccclxvii.b ccclxviiii ccclxviiii ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mefme.b au mefme ccclxxi au mefme au mefme au mefme.au mefme.
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 20 Retrieve 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Dest 27 Dest 28 Doma 29 Execu 30 D'aff	de mineurs criptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux amens, fuccessions & c. aict lignager &c. ations, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages crimes mage de bestes ation de meubles &c. iete de rente	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxviii cccxxiii u mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii cccxxiiii cccxxiiii	Donations Droit appartenans agens may Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Douissance paternelle &co To Retraich lignager Retraich conuentiones Retraich conuentiones Retraich senuentiones Retraich conuentiones Retraich de conuentiones Retraich de compte &co Retraich de compte &co Retraich de compte &co Retraich de senuences Crices Proces verbal	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxvi au mefme ccclxvii.b ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxxi au mefme. au mefme au mefme au mefme au mefme ccclxxi au mefme ccclxxii
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 15 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Teft 20 Retrical Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Des terms 27 Des terms 29 Execus 30 D'affe Proce	de mineurs criptions gations &c. cellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux mens, fuccessions &c. aict lignager &c. arions, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages crimes mage de bestes ation de meubles &c. iete de rente s verbal	au mesme fueillet cccxiii cccxiii.b au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxvii cccxxiii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii	Donations Droit appartenans agens may Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conuentiones Prescriptions Notaires Sergens Sentences &c Appellations Afleuretez Reddition de compte &co Secution de sentences Criees	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxvi au mefme ccclxvii.b ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxxi au mefme. au mefme au mefme au mefme au mefme ccclxxi au mefme
13 Bail of 13 Preformance 14 Oblif 15 Apport 15 Apport 15 Apport 16 Apport 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retra 21 Dona 22 Mould 23 Du best 27 Dest 27 Dest 28 Doma 29 Execus 30 D'aff Proce	de mineurs criptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux mens, fuccessions & c. aict lignager &c. crions, dots, douaires & c. crions, dots, douaires & c. crions, estangs an es, biens vacans cornes errages crimes mage de bestes ation de meubles &c. criete de rente s verbal 12 Lodunoys s de basse instice	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxvii cccxxii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet au mesme fueillet au mesme fueillet au mesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii fueil.cccxxxv.b	Donations Droit appartenans agens may Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &como Retraich lignager Retraich conuentionel Prescriptions Notaires Sentences &c Kerne Appellations Afleuretez Reddition de compte ∁ Execution de sentences Proces verbal	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxvi au mefme ccclxvii.b ccclxviiii ccclxviiii ccclxiiii ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxxi au mefme ccclxxi au mefme. ccclxxi au mefme ccclxxi ccclxxxviii
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retr. 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Des 6 28 Dom 29 Execu 30 D'aff Proce	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, ferfs &c. & droits d'iceux mens, fuccessions & c. aict lignager &c. ations, douaires & inis, fours, estangs an es, biens vacans cornes errages rimes mage de bestes ation de meubles &c. iete de rente s verbal 12 Lodunoys s de basse iustice oyenne iustice	au mesme fueillet cccxiii cccxiii au mesme fueillet cccxiii au mesme fueillet cccxvii cccxvii cccxxiii mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxiii fueil.cccxxviii	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conuentionel Prescriptions Notaires Sergens Sentences &c Appellations Afleuretez Reddition de compte &co Perces verbal LAngoulmoys De la distinction des iurissa.	ccclxi.b ccclxiiii ati mefme. ccclxy ati mefme ccclxvi ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii ati mefme.b ati mefme. ccclxx ati mefme. ccclxx ati mefme. ati mefme ati mefme.
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retr. 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Des 6 28 Dom 29 Execu 30 D'aff Proce 1 Droit 2 De m 3 D'eft	de mineurs riptions gations &c. ellations & ventes mes francs, serfs &c. & droits d'iceux mens, successions & c. aict lignager &c. aict li	au mesme fueillet cccxiii cccxiii au mesme fueillet cccxiii au mesme fueillet cccxvii cccxviii cccxxiii mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxiii fueil.cccxxviii	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &conocitate lignager Retraict lignager Retraict conuentiones Retraict conuentiones Retraict sonuentiones Retraict conuentiones Retraict lignager Retraict conuentiones Retraict conuentiones Retraict conuentiones Retraict conuentiones Retraict conuentiones Retraict lignager Retraict conuentiones Retraict lignager Retraict conuentiones Retraict lignager Retraict lignager Retraict lignager Retraict conuentiones Retraict lignager Retraict lig	ccclxi.b ccclxiiii att mefme. ccclxv att mefme ccclxvi ccclxvii.b ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii att mefme.b att mefme. ccclxx att mefme. att mefme att mefme. att mefme. att mefme. fueil.ccclxxxvii fueil.ccclxxxvii ccclxxxviii.b
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retr. 21 Dona 22 Moul 23 Dub 24 Epau 25 Des c 27 Des c 28 Dom 29 Execu 30 D'aff Proce 1 Droit 2 De m 3 D'eft 4 De ha	de mineurs criptions gations &c. cellations & ventes mes francs, serfs &c. & droits d'iceux amens, successions & c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & airions, dots, douaires & airions, dots, douaires & arions, douaires & arions, dots, douaires & arions, douaires &	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxvii cccxxii uccxxii umesme fueillet.b au mesme fueillet au mesme fueillet au mesme fueillet umesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiiii cccxxviii fueil.cccxxxv.b fueil.cccxxxv.b cccxxxviii mesme fueillet.b	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co To Retraich lignager Retraich conuentiones Retraich conuentiones Retraich conuentiones Retraich lignager Retraich conuentiones Retraich conuentiones Retraich conuentiones Retraich conuentiones Retraich lignager Retraich conuentiones Retraich conuentiones Retraich lignager Retraich lignager Retraich lignager Retraich lignager Retraich lignager Retraich conuentiones Retraich lignager Retr	ccclxi.b ccclxiiii at mefme. ccclxv at mefme ccclxvi ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxxi au mefme au mefme au mefme ccclxxi au mefme fueil.ccclxxxvii fueil.ccclxxxvii ccclxxxxiii.b ccclxxxiix
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retr. 21 Dona 22 Moul 23 Du b 24 Epau 25 Des c 28 Dom 29 Execu 30 D'aff Proce 1 Droit 2 De m 3 D'eft 4 De ha 5 Droit 2 Droit 2 Droit 2 Droit 2 Droit 3 Dro	de mineurs criptions gations &c. ellations & ventes mes francs, serfs & droits d'iceux ances, successions, douaires & crions, dots, douaires & crions, dots, douaires & crions, dots, ellangs an es, biens vacans cornes errages crimes mage de bestes ation de meubles &c. iete de rente s verbal 12 Lodunoys s de basse iustice oyenne iustice caue mobiliaire aute iustice saue Mobiliaire aute iustice	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxvii cccxvii cccxxi u mesme fueillet b au mesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxviii fueil.cccxxxv.b fueil.cccxxxv.b cccxxxvii.b cccxxxvii mesme fueillet.b au mesme fueillet	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co- To Retraict lignager Retraict conuentiones Retraict conuentiones Retraict sonuentiones Retraict conuentiones Retraict lignager Retraict conuentiones Retraict lignager Retraict lignager Retraict conuentiones Retraict lignager Retraict conuentiones Retraict lignager Retraict lign	ccclxi.b ccclxiiii at mefme. ccclxv at mefme ccclxvii.b ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxx au mefme au mefme au mefme ccclxxii au mefme ccclxxii ccclxxiii fueil.ccclxxxviii fueil.ccclxxxviii ccclxxxiii.b ccclxxxiix ccclxxxiix
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 19 Tefta 20 Retr. 21 Dona 22 Mould 23 Dub 24 Epau 25 Dest 27 Dest 28 Doma 29 Execus 30 D'aff Proce 1 Droit 2 De m 3 D'eft 4 De ha 5 Droit 6 Droit 6 Droit 6	de mineurs criptions gations &c. ellations & ventes mes francs, serfs &c. & droits d'iceux amens, successions & c. aict lignager &c. ations, dots, douaires & ins, fours, estangs an es, biens vacans bornes errages crimes mage de bestes ation de meubles &c. iete de rente s verbal 12 Lodunoys s de basse iustice oyenne iustice eque mobiliaire aute iustice is du Chastellain es de baronnie	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxviii au mesme fueillet cccxviii cccxviii cccxviii cccxxiii mesme fueillet au mesme fueillet cccxxiii cccxxviii cccxxviii cccxxviii mesme fueillet.b	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraich lignager Retraich conuentionel Prescriptions Notaires Sentences &c Kergens Sentences &c Kergens Reddition de compte &co Pexecution de sentences Crices Proces verbal I Angoulmoys De la distinction des iurissa. Notaires Communauté de biens Donations Retraich lignager	ccclxi.b ccclxiiii au mefme. ccclxvi ccclxvii.b ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mefme.b au mefme. ccclxxi au mefme ccclxxii ccclxxiii fueil.ccclxxxviii fueil.ccclxxxviii ccclxxxiii.b ccclxxxix ccclxxxix.b au mefme
13 Bail of 13 Preformation 14 Oblir 15 Apport 15 Apport 15 Apport 16 Lots 17 Home 18 Fiefs 19 Tests 20 Retriction 22 Mould 23 Dub 24 Epau 25 Dest 27 Dest 28 Domi 29 Execus 30 D'aff Proce 1 Droit 2 De m 3 D'est 4 De ha 5 Droit 6 Droit 7 Droit 7 Droit 7	de mineurs criptions gations &c. cellations & ventes mes francs, serfs &c. & droits d'iceux mens, successions & c. aict lignager &c. ations, douaires & aict lignager &c. ations, douaires & aict lignager &c. ations, douaires & an es, biens vacans bornes errages crimes mage de bestes ation de meubles &c. lete de rente s verbal 12 Lodunoys s de basse iustice ovenne iustice ovenne iustice caue mobiliaire tute iustice caue mobiliaire	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxvii cccxvii cccxxii u mesme fueillet.b au mesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxviii fueil.cccxxxv.b fueil.cccxxxv.b cccxxxviii mesme fueillet.b au mesme fueillet.b	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conuentionel Prescriptions Notaires Sentences &c Kenselles & compte &co Reddition de compte &co Recution de sentences Crices Proces verbal La Angoulmoys De la distinction des iurissances Communauté de biens Donations Retraict lignager Douaires	ccclxi.b ati mesme. ccclxvi ati mesme. ccclxvi ati mesme ccclxvii.b ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mesme.b au mesme. ccclxxi au mesme au mesme. au mesme. au mesme ccclxxi ccclxxxviii b ccclxxxviii.b ccclxxxxi ccclxxxix.b au mesme cccxc.b
13 Bail of 13 Prefer 14 Oblir 15 Apport 15 Apport 15 Apport 16 Lots 17 Hom 18 Fiefs 20 Retrical Dona 22 Moul 23 Dub 24 Epau 25 Dest 27 Dest 28 Dom 29 Exect 30 D'aff Proce 1 Droit 2 De m 3 D'eff 4 De ha 5 Droit 6 Droit 7 Droit 8 Loyar	de mineurs criptions gations &c. cellations & ventes mes francs, serfs &c. & droits d'iceux mens, successions & c. aict lignager &c. aict	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxvii cccxvii cccxxii mesme fueillet.b au mesme fueillet au mesme fueillet au mesme fueillet au mesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxviii fueil.cccxxxv.b fueil.cccxxxv.b cccxxxviii mesme fueillet.b au mesme fueillet	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conuentionel Prescriptions Notaires Sentences &c Kenselles & compte &co Reddition de compte &co Recution de sentences Crices Proces verbal La Angoulmoys De la distinction des iurissances Communauté de biens Donations Retraict lignager Douaires Successions	ccclxi.b ccclxiiii att mefme. ccclxy att mefme. ccclxy att mefme ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii att mefme.b att mefme. ccclxx att mefme. att mefme. att mefme att mefme. att mefme. att mefme. att mefme. att mefme. att mefme ccclxxiii fueil.ccclxxxviii ccclxxxviii ccclxxxviii ccclxxxxviii ccclxxxxviii ccclxxxxviii ccclxxxxviii att mefme ccclxxxiix
13 Bail of 13 Preformation 14 Oblif 15 Apport 15 Apport 15 Apport 16 Lots 17 Home 18 Fiefs 19 Tests 20 Retriction 22 Mould 23 Dub 24 Epau 25 Dest 27 Dest 27 Dest 28 Domi 29 Execus 30 D'aff 29 Proce 29 Droit 20 Banà	de mineurs criptions gations &c. cellations & ventes mes francs, serfs &c. & droits d'iceux mens, successions & c. aict lignager &c. aict	au mesme fueillet cccxiii cccxiiii au mesme fueillet cccxiiii au mesme fueillet cccxvii cccxvii cccxxii cccxxi u mesme fueillet.b au mesme fueillet au mesme fueillet au mesme fueillet au mesme fueillet cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxiii cccxxviii fueil.cccxxxv.b fueil.cccxxxv.b cccxxxviii au mesme fueillet au mesme fueillet.b au mesme fueillet	Donations Droit appartenans à gens ma Douaires De testamens De successions Bastards, aulbains &c Tutelles & curatelles Jouissance paternelle &co Retraict lignager Retraict conuentionel Prescriptions Notaires Sentences &c Kenselles & compte &co Reddition de compte &co Recution de sentences Crices Proces verbal La Angoulmoys De la distinction des iurissances Communauté de biens Donations Retraict lignager Douaires	ccclxi.b ati mesme. ccclxvi ati mesme. ccclxvi ati mesme ccclxvii.b ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxviii ccclxiii au mesme.b au mesme. ccclxxi au mesme au mesme. au mesme. au mesme ccclxxi ccclxxxviii b ccclxxxviii.b ccclxxxxi ccclxxxix.b au mesme cccxc.b

		•
10 Emancipations	cccxcii	11 Successions ab intestat au mesme sueillet.b
Proces verbal	au mesme fueil.	12 Droits & preeminences en succession cccexiii
<u>.</u>		13 Prescription au mesme sucil.b
15 La Rochelle	fueil.cccxciii	14 Deffaut contre l'impetrat de let. &c. au mes
,	J	15 D'arrest & adueu sur meubles au mesme
1 De Iurisdiction	fueil.cccxciii	16 D'oblig ations & hypotheques au mesme
2 De ventes & honneurs	au mesme fueil.	17 Criees& subhastations cccexiiii
_	au mesme fueillet	18 De rentes generalles au mesme
4 Saisir les choses du subiect	au mesine	19D'affiettes & precontemens au mesme
5 Offre de sergens	cccxciii.b	20 Poids & mesures. au mesme sueillet.b
	au mesme fueil.	Proces verbal au mesme sueillet.b
7 Adueuz & contre-adueuz	cccxciii	2 10 to 1610al
8 Arrest de meuble	au mesme.	18 Bresaigne ccccxv.
9 Droits de mary		io brimight title ve
10 Donner sentences per contu		1 De iustices & iurisdictions fueil.ccccxv
11 De plus demander qu'il n'es	A deu cocciiii b	2 Droits du prince ccccxvii
12 Retraicts lignagers	au mesme	3 Procureurs ccccxviii
13 Institution n'a lieu	CCCXCY	4 Pleigemens & attentats sur iceux au mes.
14 Donations	au mesme	5 D'arrests & ostages au mesme sueillet.b
15 Douaire	_	6 Monstrees & veues ccccxix
16 Communauté	au melme	
17 Donations entre les conioin	au mefine	7 Garens & requeites au meime fueillet.b 8 Preuues & fermens cccexx
18 Succeder és intestats	· ·	9 Sentences, appellations au mesme sueillet. b
19 Successions nobles	cccxcv.b	10 Despens & dommages au mesme
	au mesme.	
20 Executions de complaintes	au meime	11 D'obligations &c. cccexxi 12 Donations cccxxil
21 Complant 22 Saifine&c	cccxcvi	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
	au melme	13 Executions, appreciations au mcsme
23 Exemption d'appel	au meime	14 Appropriances par bannes &c. cccexxiii.b
24 Arrerages de rentes	au meline.	15 Premesses & retraich lignager ccccxxiiii. 16 Fiefs, feautez, hommages ccccxxy
25 Obligation à prinse de corps	_	
26 Religieux profez Executeurs, testaments	au melme	17 Moulins, colombier, garennes &c. ccccxxvi.b. 18 Assiss, amende & desdomage &c.cccxxvii.b.
Proces verbal	au meime	19 Mariages, Douaires & droits &c. cccxxviii.b
Proces verbar	cccxcvi	5
- C Boundalone	C: 1	
16 Bourdeloys j	ueil.cccxcviii.b	21 Mineurs & autres à qui on doit &c. cccexx 22 Successions & partages cccexxi.b
T'affat Br drait des marfan	Suail agent iii l	
L'estat & droit des person.		23 Testaments & legats ccccxxxiii
De retraich lignagerDe louage	au mesme	24 Crimes, amendes, confilcations cccxxxiiiib
	cccc	Caulumas de maiordinas de 1 11
4 Dot & douaire coustumier	au melme	Coustumes particulieres & localles.
5 Testaments &c. 6 Iurisdiction au	ccci	fueil. cccoxxxv
_ ^	mesme fueillet.b	The Property of the Property o
7 Prescription	ccccii	r Rennes ccccxxxv-
8 Droits des seigneurs seodaux		2 Gouelo au mesme sueillet.
9 Espaues	ccciii	3 Vennes au mesme sueillet.
10 De celuy qui desrobbe son sei	gn. &c.au mes.	4 Nantes au mesme fueillet.
11 Bestail trouué en heritage d'a	autruy. au mef.	5 Aucunes constitutions & ordon. f.cccexxxv.
12 De ceux qui desrobbet aubar		
13 Criees & subhastations	ccciiii	I Iurement d'Aduocats fueil.ccccxxxviii
14 Vaisseaux à tenir vin	au melme	
15 Salaires des gabariers	au melme	18 Proces Verbal des conflumes de
Proces verbal	cccxxvi.b	Bretaigne fueill.ccccxl.
17 Xainstonge	fueill.ccccix	
	Jacinicula	£
1 D'association & affiliation	fueil.ccccix	Fin de tous les chapitres contenus és cou-
2 D'emancipation	au melme	fumes tant generalles que par-
3 En quel temps finit curatelle	au mesme	
4 Droits de iuridiction	au melme	
5 Cessions, & transports	cccx.b	de partie.
6. Retraict lignager	au mesme	
7 Societé	cccxi	Σ
8 Donations & mariage	au mesme.b	
9 Droits appartenans au surui	uant &c. cccerii	,
10 Testaments	cccexii.b	
•		•



GRAND COVSTVMIER GENERAL DE FRANCE

ET DES GAVILES CONTENANT TOVTES LES COVSTVMES GENERALLES

& parti culieres des pays, estans outre la riuiere de Loyre vers midy & au dessouz vers Occident, depuis Normandie iusques en Bretaigne, inclusiuement colloquées en nouueau & bon ordre, corrigées & annotées diligemment & fidellement par messire CHARLES DV MOVLIN Docteur és droictz, iurilconsulte de France & Germanie, ancien aduocat au parlement de Paris, tresexpert & renommé.

COVSTVMES DV DVCHE, ET BAILLAGE DE Touraine, anciens ressors & enclaues, regis & gouvernez selon iceluy:

CHAP. 1.

De basse iustice, autrement dite basse voirie.

Article premier.



(iii

ne c

ii

ſ.

.**b**

me.

110

i.b

iii**i**∢ αv

i.b

i.b

i.b

x.b.

XXX

i.b

xii**i** iiib

lles.

xV.

XV.

let.

et.

et. x**v** :

iik

E seigneur qui a basse iustice peut cognoistre en sa cour des causes de serips in conpartie à partie, tant de simples dommages de bestes prinses es domaines 2.glo.3.mu. 8. estans en son sief & iurisdiction, y faire monstree, que de ses debuoirs & autres actions reelles & petitoires concernans le tresfonds, dont l'amende 30.9.47. In n'excede sept sols six deniers: saire asseoir bornes entre les heritages de ses fi. gio. panor. subiets, & prendre amende iusques à sept sols six deniers du roturier, & de indici. pa-

des nobles & gensd'eglise iusques à cinq sols: & doibt faire tenir ses assisses quatre fois l'an: au-nor. In c trement & à faulte de ce faire, le subiet pourra auoir son recouts au superieur immediat, au- for.compet. quel audit cas laditte cause sera deuolue.

LE bas iusticier peut contraindre par sa iustice ceulx qui tiennent en son fief, à bailler par c.m.2 declaration tous les heritages & rentes qu'ils tiennent nuement, 2 & à declarer les debuoirs, 2. Idest imme ou luy faire monstree desdits heritages: peut aussi contraindre ceux qui tiennét de luy en ho mage bailler leurs adueuz dedans quarante iours apres lesdits hommages faicts.

ET ne peuvent les seigneurs des fiess contraindre leurs subiects à ce que dessus, sino qu'vne fois en leur vie, s'il n'y auoit mutation de seigneur ou de subiect. Et si le seigneur ou son pro cureur veult debattre & blasmer ladicte declaration, sera tenu le faire dedans l'an : autrement n'y sera plus receu.

ET si le subiet est adiourné en cour superieure pour debuoirs particuliers contre luy pretenduz à cause de quelques heritages, le seigneur est tenu luy faire monstree desdits heritages, si le subiet le demande: mais si lesdits debuoirs sont generalement demandez à cause de ce que le subiet tient en sief en ce cas le seigneur n'est tenu luy en faire monstree.

• LE seigneur de sief est fondé d'auoir vn denier de cens pour quartier de terre, pré, vignes ou autres domaines. Toutesfois s'il y auoit aucuns domaines ou heritages dont son eust accoustumé payer moindre ou plus grand debuoir par l'espace de trente ans, le vassal payera à iondit leigneur de fief ledit debuoir.

ET feront tenuz tous seigneurs de siefs, soyent comtes, vicomtes, barons, chastellains & autres de quelque qualité qu'ils soyent, qui n'auroyent maison ou manoirs en leurs fief, en nomer & eslire vn certain au dedans d'iceluy sief, auparauant qu'ils puissent proceder par aucune saisse sur leurs subiets: auquel lieu lesdits subiets se pourront addresser pour payer leurs detuoirs & exhiber leurs contracts & faire tous autres actes & diligences qu'ils sont tenuz faire à leurs seigneurs,

Le bas iusticier qui a vn ou plusieurs fiefs est fondé d'auoir moulin banal à eaue en l'vn de ses fiefs, posé qu'ils sussent tenuz de plusieurs & diuers seigneurs, & contraindre de venir moudre à icelui moulin estat en estat tous ses subiets, estagiers, coustumiers de sesdits fiess, pourueu qu'ils soient demourans au dedans de la lieuë dudit molin, & que ledit molin ait eau perpetuelle. Toutef fois ledit bas sufficier ne peut de nouvel faire construire molin banal, quand son seigneur a eu d'ancienneté molin banal, où il ait accoustumé de contraindre les subiets dudit bas iusticier.

Et s'ils ne viennent moudre, ledit seigneur par son sergent ou commis peut faire prendre la farine en la conduisant au dedans de son fief, & l'appliquer à son profit, & luy demourera commise, apres declaration faitte en sa cour: laquelle declaration il sera tenu faire terminer & decider dedans vingtquatre henres apres laditte prinse: autrement se pourrale subiet pouruoir par deuant le chastellain superieur dudit seigneur, ou bien pardeuant le iuge Royal du lieu à son choix & election: & la poche, beste & harnois ne tumbent en commise. Et si la farine n'est trouuee en son sief en la conduisant, ledit seigneur ou le meusnier qui aura son droit pourra faire conuenir ledit subiet pour en auoir sept sols six deniers d'amende auec l'interest de sa moulture & fraiz de la poursuitte.

Et l'il n'a molin en estat, ses subiets yront au molin du seigneur suzerain s'il est au dedans de la lieuë. Et deslors que le vassal aura fait reparer son molin banier ancien, sommation faitte à son seigneur de luy rendre ses hommes moulans, il sera sais & demeurera en son droit de les y pouuoir contraindre.

Si le subier est bolenger publicq, & le molin de son seigneur n'est propre a faire farine à pain blanc (declaration premierement faitte en la iustice dudit seigneur, & à luy ou son proceureur fignifiee) il peut aller ailleurs.

LE subiet qui a achetté bled hors le bancquaige de son seigneur en l'amenant en son esta ge, le peut faire modre a autre moulin fans offence.

SI le subier enleue bled du bancquaige, il le peut faire moudre ou bon luy semble pour en vendre la farine ou pain hors dudit bancquaige.

LIEVE de moulin doit contenir deux mil pas, chacun pas valant cinq piedz a prendre de la huche du molin venant à l'entree de l'enclos de l'estage. Et sera teneu le musnier rendre la farine moulue bien & conuenablement dedan deux iours & vne nuict, ou deux nuictz & vn iour:autrement le subiet pourra prendre son bled, & le mener moudre à autre molin où bon luy semblera-& du temps sera creu le subiet par serment.

Droit de molage est tel, que quand on baille aux meusniers le bled nettoyé & curé, ils doiuent rendre du boisseau de bled raiz vn comble de farine bien & conuenablement moluë, & rendre treize pour douze: & au dessouz, à la raison dessusditte: & l'outreplus, le meusnier peut seulement retenir. Et au cas que le meusnier ait receu & amené bled, il ne sera plus receu à dire quil n'estoit curé & nettoyé. Et à laditte mesure le boisseau doit auoir de prosond le ti-

Et sera tenu ledit meusnier tenir son molin à point roué, & bien cloué, sur peine d'amende arbitraire. Et seront contraints lesdits meusniers à rendre la mesure selon l'article precedent par detention & arrest de leurs bestes & poches.

Le bas iusticier n'est fondé d'auoir four à ba, & n'en peut vser si d'aciëneté il n'en a ioy xvij Le bas iusticier est fondé d'auoir espaues d'auettes qui sont mouches à miel.

Le seigneur qui a basse iustice peut prendre & saissr en sa main par sa iustice la chose tenuë de luy immediatement à foy & hommage roturierement, ou autrement quand la chose est vacante par defaut d'hoir apparent, ou qu'elle mue main, ou par defaut d'exhibition de tiltres & contracts ou de droits & deuoirs non payez & renduz à iour & autres causes raisonnables. Et peut & doit icelles choses faire exploitter, leuer & gouuerner souz sa main par commissaires estans de sa iustice & commis par icelle, & dont ledit seigneur sera responsable. prouné sur la Et tiendra laditte saisse insques à ce que celuy ou ceux qui pretendent droit desdittes choses saisses ayent reblandi ledit seigneur ainsi qu'il appartient, ou qu'il y aytappel ou opposition pour le regard des choses roturieres.

Toutes-fois pour adueu non baillé à iour pour la premiere iniunction, le seigneur ne peut 2 Il suffi que saissir : aussi ne peut saissir par commission generale: 1 & ne peuuent lesdittes saisses estre fait- 1 tes sans declarer particulierement les causes d'icelles.

Et doit laditte saisse estre signifiee à la partie qui sera au sief ou à son domicile, si aucun en

1.19. Cest cy dite d'augmen ter les greffes Paris 15.52 glo.nu.109. autres suyuas. re en l'exploit.

Digitized by Google

y a: sinon par apposition de brandon en saisse d'heritage, en signifiant laditte appositio à deux voisins du lieu, si aucuns en y assinon au prosne de l'eglise parrochiale où ledit heritage est situé & assis, ou à issue de grand' messe ou vespres. Et en arrest & saisse de rente doiuent lesdittes faisies & arrest estre signifiez à la personne du subiet, ou à son domicile, si aucũ en a en laditte seigneurie: sinon, à la personne du detteur de laditte rente, en baillant (és cas dessufdits) l'arrest, saisse & commission par escrit au detteur, & aux commissaires commiz au regime & gouuernement desdittes choses saisses aux fraiz dudit seigneur: sauf à les recouurer fur fon subjet.

nd

ij.

re

ra

a-

Di**t**

est

ins

it-

de

X.

e à

ro-

хj.

lta

ur

iij.

dc

: la

vn

on

ii**j.**

oi-

,&

eut

ıà

ti-

x۷.

en-

c**c-**

vi.

vij

'iij•

uë

eit

til-

onpar

olc.

ses

ion

ζίΧ•

cut

ait- I

XX. 2

en

Aussi peut ledit seigneur prendre & saisir par saute d'homme & d'hommage non sait:& peut leuer ou faire prendre & leuer à son profit le reuenu desdittes choses par sa main ainsi que bon luy semblera: & susques à ce qu'il ayt homme qui luy ayt fait hommage, ou que ledit fuiet ayt demandé fouffrance, ou autrement le foit mis en fon deuoir.

En saisse par faute d'homme & hommage non fait, le seigneur du sief sait les fruits siens, & est à son choix de les leuer ou faire leuer en sa main ou par commissaires commis par sa iu stice & estans de sa iustice, dont il sera responsable iusques à ce qu'il ait esté deument reblandi. Toutef-fois s'il y auoit differend sur le reblandissement, seront pendant iceluy les choses regies par commissaires, à la charge d'en rendre compte par eux en fin de cause à qui il appartiendra. Et en ce cas l'appellation ou opposition ne suspend la saisse ainsi faitte, sinon que le subiet informast promptement ledit seigneur ou ses officiers, auoir fait laditte foy & hommage, ou qu'il desaduouast tenir les choses de luy, ou maintint n'estre deu hommage pour 1. ad hac que raison desdittes choses. Esquels cas le subiet doit ioir pendant le procespar prouision en bail- u.parist. S. I. lant caution.

xxiij. 810-4-9-30. Apres que ledit seigneur aura saisi aucun heritage par desaut d'hoir ou comme vacant,& il l'aura tenu & possedé ou autre de par luy, pat trente ans, deslors en auant il en sera & de-² mourera seigneur proprietaire & domanier. ²

Et audit cas demourera ledit heritage pour le tout à celui à qui le fief appartient, sans que dhomme qui a celui des conioints par mariage, auquel ledit fief n'appartient, y puisse aucune chose preten- tune in aternit dre, sinon pour la part des deniers communs deboursez, si aucuns en y a.

Et commencera ledit temps de trente ans du jour de la faisse faitte desdits heritages. Tou consuet.pariss. tess-fois si ledit seigneur auoit sait bannir iceux heritages en son sief par les edits de huitaine, 5.1. glo. 4.4. quinzaine, & quarantaine selon ce qui sera declaré en l'article subsequent, dessors il fera les nu. 9. alias in fruits desdits heritages siens, sans qu'il soit tenu en faire aucune restitution à son subiet venant au dedans de trente ans le reblandir. Et en ce cas ne sera tenu ledit subiet payer aucuns arrerages des rentes ou deuoirs deuz pour raison desdittes choses escheuz du temps passé. Et si ledit seigneur n'auoit fait faire lesdittes bannies, ainsi que dit est, & le subiet venoit au' dedans de trente ans, en ce cas lesdits heritages seroient renduz audit subiet auec les fruits d'iceux, en reblandissant deument, & payant les arrerages des rétes & deuoirs deuz du temps passé, auec les loyaux cousts & mises.

Le seigneur bas iusticier a droit de faire bannir les heritages vacans en son fief par ban de huittaine, quinzaine & quarantaine par son sergent. Et se doiuent faire lesdits bans deuant la porte de l'eglise parrochiale où les choses sont assisses, à l'issue de la grand messe, au iour de dimenche ou autre feste solennelle, en requerant congé ou obeissance au seigneur de fief du dit lieu où sont faittes lesdittes criees, ou à ses officiers, encores qu'il ne luy soit ottroyé. Pour faire lesquels bans seront mis pannonceaux du Roy ou affiches à la porte d'icelle eglise.xxvij.

Et si aucun brise la saisse dudit seigneur, il pourra former complainte sur saisse brisee contre celui qui aura exploitté par dessus sa main, ou faire conuenir en sa cour, ou par deuant son suzerain ou iuge Royal superieur à son choix & election, pour en auoir reparation ou

Et la maniere de reblandir son seigneur est telle: Celui qui a droit en la chose saisie, doit venir deuers le seigneur, ou à son seneschal ou bailly, sçauoir la cause de laditte saisie. Et s'il respond que c'est pour deuoirs non payez, & le subiet luy face offre certain & suffisant de les payer, & requiere la deliurance, la main luy doit estre leuee. Et si le seigneur de mandoit plus grand deuoir que deuoir coustumier selon le sief: en luy faisant offre de payer ledit deuoir coustumier, ou plus grad deuoir, tel que ledit subiet cosessera, &baillant pleige de ster à droit pour l'outre plus en s'opposant pour le dit outreplus, ledit seigneur, son seneschal ou bailly le doit receuoir & leuer sa main-mise. Et sera ledit pleige de la terre dudit seigneur A ij ou de

XXIIIj. 2 23. Secus se XXV. non prescribit

oude son suzerain, & sera submission en la cour dont procedera la ditte saisse. XXIX. Et s'il le refuse, leditsubiet requerant se peult complaindre contre ledit seigneur, s'ur tort fait & sur refus detpleige, ou appeller en la cour de son suzerain.

Et où le subicct aura faict diligence à luy possible de trouuer ledit seigneur, son seneschal

ou bailly duquel procedera laditte saisse au lieu, terre & seigneurie dont procede icelle saisie: audit cas il pourra faire ledit reblandissement audit seigneur, son seneschal ou bailly en quelque lieu qu'il les trouuera au dedans dudit fief, sans qu'il soit tenu l'aller chercher ail-

Et où il ne trouueroit ledit seigneur, son bailly ou seneschal au dedans dudit sief, il se pourra pourueoir au iuge suzerain, ou par deuant le iuge Royal a son choix comme dessus: & vauldra telle diligence, reblandissement.

Et si ledit seigneur de sief maintient que la saisse est par desault d'hoir, le requerant sera tenu de bailler par escript les moyens par lesquels il pretend droit es choses saisses: & l'infor- I mant deuement, les liures choses luy scront deliurees en baillant caution suffisante de les re quust possession si fituer au plus prochain si aucun en y anaquene caucion icia de la compartición si inrisdiction du iuge Royal superieur, & fera les submissions au cas requises. Toutesfois ne compartición de se supera le seigneur de sies faire saissir par default d'hoir, quand il y aura enfans, freres, cousins ou nepueuz apparens & probablement congneuz au lieu de la demeure du decedé. xxxiii.

Et si la chose a mué main, ledit seigneur peult dire qu'il veult veoir les tiltres & contracts **an. conf. 51. par lesquels le requerant vient à la chose par acquest, & monstrera de ses droits par lettres annotat. dixi & telmoings, ou autrement, à fin que ledit seigneur puisse demander & auoir ses lots, ventes ou autres droits feodaulx, ou prendre la chose par puissance de fief si la matiere y est disposee: ou autrement vser de ses droits seigneuriaulx comme de raison. Et sera tenu le subiet 10.lib.7.Phi. exhiber ses contracts, iurer & affermer le contenu en iceulx estre veritable, si le seigneur le Dec. cons. 34. requiert: sauf audit seigneur de pouuoir informer du contraire.

Le seigneur de sief qui veult auoir par puissance de sief la chose acquise par vente ou au-Alteiat. in trement subiette à retrait, aura les contracts pour les veoir, & les pourra retenir quinze sumptio. pre- iours si l'acquereur ne luy en baille le double collationné en sa presence, de son iuge ou pro-Sump. 3. facit cureur: & en receuant les contracts ou copies comme dessus, assignera iour de quinzaine, lieu soi. 3. libr. 1. & heure certains au dedans de son fies à l'aquereur pour entendre sa declaration, sçauoir s'il veult prendre les choses par puissance de fies, ou receuoir les lots & vétes. Et si à laditte quin veult prendre les choses par puissance de fief, ou receuoir les lots & vétes. Et si à laditte quin zaine le subiet faict default, le temps ne courra point contre le seigneur qui comparoistra: mais si le seigneur default & le subiet compare, en ce cas la quinzaine ensuyuant courra con tre le seigneur, au dedans de laquelle, s'il n'execute le retrait seodal & rembourse le subiet du pris principal, fraiz & miles par deuant son iuge, greffier, sergent où notaire, il n'y sera plus receu, & demourera la chose à l'acquereur à la charge de payer les ventes où elles seront deues. Et ne pourra plus le seigneur de fief prendre par puissance de fief ce qui est en sondit fief. Et si l'acquereur ne monstre audit seigneur ses lettres & contracts d'acquest dedans quinze iours, il est fondé d'auoir vne amende qui est de sept sols six deniers.

Et depuis la saisse desdittes choses acquises faitte par le seigneur, ou adiournement baillé sur exhibition de contracts à la requeste dudit seigneur de sief, ledit seigneur de sief qui vouldra retenir par puissance de fief (apres remboursement du pris principal & loyaux cousts ou confignation faitte dudit pris principal) fait les fruits siens: & en ce cas l'acquereur ne paye aucune amende.

Tenement de subiet par l'espace de dix ans, empesche que le seigneur puisse prendre par puissance de fief sur l'acquereur, les choses estans en son fies:& à moindre temps ne l'empesche, sinon que ledit seigneur, son receueur ou fermier eust receu les deuoirs, ou autrement esté recognu par le subiet: & que le deuoir eust esté payé & receu au nom de l'acquereur. Et seront tenuz le seigneur, son receueur ou fermier signer, si faire le peuuent, la quittance desdits deuoirs à celuy qui les paye sans en prendre aucune chose, en luy portant escritte & preste à signer: sauf que si ledit subiet veut auoir laditte quittance par notaire, il sera tenu la payer.

Le seigneur qui a fief, & n'eust-il que basse iustice, peut construire & faire estang: & quad ein si non ha- la chausse est en son fonds & fief, il peut saire retenuë d'eaues: & en ce saisant submerger les domaines de ses subiets estans en son fiesen les recompensant prealablement, sinon qu'il dicum, C.M. y eust maison ou fief au dedans desdits domaines. Aussi peut le seigneur du fief 2 faire en 2

in l.z.c. quor. bonor . Ale-24. 2. vbi in lib.I. conf.90 dixi Andr.

1.32. Sufficit

237 habens la tifundium:seberet domaniñ vel valde mofon fief fuye ou garenne si bon luy semble.

ur

hal

laien

ail-

Χi.

lle

ü.

ra

or- I

re

: la

ne

ns

ili.

Sts

cs

cs

0-

et

le

11.

u-

ze

u il

n

IS

Gens d'eglise & de mainmorte peuuét auoir & retenir par puissance de fief les fiefs mouuans d'eulx quand ils sont venduz, à la charge d'en vuider leurs mains s'ils en sont requis par le procureur du Roy ou autre seigneur.

De moyenne iustice, appellee Grand voirie.

xxxix.

E seigneur qui a moyenne iustice peult congnoistre à ses assises de toutes causes reelles '& personnelles dont l'amende n'excede soixante sols és choses concernans laditte moyé ne iustice. Et sera tenu ledit moyen iusticier faire tenir ses assises quatre fois l'an: autrement le subiet aura son recours au seigneur superieur où la cause sera & demourera deuolue.

Le moyen iusticier est fondé de droit de boucherie de bailler à ses hommes & subiets mesure à bled, vin & huille, s'il n'y a vsance au contraire.

Si le seigneur inferieur qui est tenu adiouster sa mesure au sep & estellon de son superieur, vse de plus grande ou moindre mesure, il perd & est decheu de son droit de bailler mesures, & est amendable d'amende arbitraire.

Le seigneur ayant droit de mesure, soit comte, vicomte, baron, chastelain ou autre ne peut auoir que vn sep ou estelló, lequel il ne pourra croistre ou diminuer, ainsvser dudit droit comme il a accoustumé d'en vser d'ancienneté: & s'il fait le contraire, il perd & est decheu dudit droit de mesures: & sont tenuz les seigneurs ayans droit de mesures, apporter ou enuoyer en l'hostel de la ville plus prochaine, en laquelle, y a droit de mairie ou comunauté, le sep ou estellon dont il s'entend aider pour y auoir recours. Et si en laditte ville il n'y a droit de mairie & communauté, au siege Royal superieur plus prochain: & pour ce faire ne sera prins par les maire & escheuins de laditte ville ou iuge superieur aucun salaire.

Quand aucuns forains qui ne sont du bailliage de Touraine decedent en la iustice d'vn seigneur, a l'edit l'eigneur droit d'aubenage : c'est à scauoir vne bourse neufue, & quatre deniers dedans: & doit estre payé ledit aubenage au seigneur, son receueur ou sermier, ou en son absence à son officier, ou porté à son logis ou maison si aucune en a, vingtquatre heures apres que le corps sera inhumé & mis en terre, sans ce que pour raison dudit droit l'inhumation dudit corps puisse estre retardee. Et en defaut de payer ledit aubenage, ledit seigneur peult prendre & leuer soixante sols d'amende sur les heritiers & biens dudit defunct, ensemble fondit droit d'aubenage.

Ledit moyen iusticier peult saisir par sa iustice les biens meubles du decedé, iusques à ce 44. Intellige qu'il soit apparu d'heritier, & doibt faire mettre lesdicts biens meubles par inuentaire & ap-lier & subiet, precier: & apres le faire banir de huictaine, quainzaine & quarantaine à iour de dimenche adhue hec con au prosne de la messe parrocniale de la parroine ou reseau parroine ou reseau d'icelle messe ou autre sour solennel: sinon qu'il y eust enfans, freres, cousins ou nepueuz ap-seq. non debes xlv. praisidicare ha

Et lesdittes banies faittes, sera le decret adiugé au profit dudit moyen iusticier à l'assisse l & au dedans trois ans apres la mort du decedé, l'heritier pourra demander & auoir lesdits consuerudinis. biens meubles, en informant de son droit & payant les fraiz & mises. Et lesdits trois ans C.M. passez, sera ledit heritier exclus, & lesdits biens meubles du decedé acquis au seigneur.xlvi.

Moyen iusticier peult par la iustice faire mettre brandon & seeller huis, congnoistre de saisse brisee, doit tenir ses assisses quatre sois l'an: aussi peult auoir prisons pour la capture & garde des delinquans, jusques à vingtquatre heures: apres lequel temps sera tenu rendre les delinquans au superieur immediat, hault susticier, chastellain ou baron, qui sera tenu faire les fraiz du proces.

Le moyen iusticier prend les espaues mobiliaires qui seront trouuees en son fief, en gardant les folennitez cy apres declarees au chapitre d'espaues.

Le moyen iusticier est fondé d'auoir soixante sols & vn denier d'amende où il appartiendra.

Moyen iusticier qui a bourg, & par temps suffisant a acquis droit de four à ban, peut contraindre les lubiets coultuniers estaigers demourans en iceluy bourg, à venir cuire leurs pastes à son four estant audit bourg: & s'ils n'y viennent, il peut faire prendre leur pain qu'ils ont fait cuire à autre four, par son sergent, & par sa instice le faire declarer estre sien: laquelle declaration il fera faire dedans vingt-quatre heures apres la prinse:autrement, ne peut plus riens pretendre contre le subier. Et outre sera tenu faire chauffer son four, & faire cuire le

pain de ses subiets trois sois la sepmaine pour le moins. Toutes-fois en baillant caution au sergent pour la valleur du pain saiss, en sera faitte deliurance audit subiet: & neantmoins ne seront en ce comprins pour laditte contrainte les boulengiers publicques pour le pain qu'ils ont à vendre.

Moyen iusticier qui a molin banal, peut contraindre ses subiets estaigers & coustumiers au dedans de la lieue de son molin, à aller moudre à sondit molin, sur peine de soixante sols vn denier tournois d'amende, pourueu qu'il y ait eau, & qu'il soit en bon estat de moudre. li.

En la court du moyen iusticier on peut donner aux subiects d'icelui moyen iusticier tutelles & curatelles.

D'espaues mobiliaires.

lÿ.

ESPAVE mobiliaire appartient au seigneur qui a moyenne iustice, quand elle est trouuee en son sief & iurisdiction: & icelle chose doit garder pour icelle rendre à celuy à qui elle seroit s'il la luy venoit demander. Et en l'informant qu'elle sust sienne, la luy doit rendre & restituer en rendant les impenses.

Quand aucunes espaues sont trouuees en la terre d'aucun seigneur, icelui seigneur les doit faire proclamer par trois dimenches ou sestes solennelles en la parroisse du lieu où elles ont esté trouuees, ou par trois iours de marché, s'il y a iour de marché. Et si durant les dittes trois proclamations il ne vient aucun qui les aduoue, ledit seigneur en peut disposer à son plaisir, declaration prealablement saitte par son iuge ou autre iuge competent..

Si aucun des subiets du seigneur trouue essain d'abeilles en son sonds, où il n'a sief ne iustice, il sera tenu de le reueler au seigneur, en la iustice duquel est ledit essain dedans huit iours: & en ce faisant il aura la moitié dudit espaue d'abeilles: & l'autre moitié appartiendra à celuy à qui sera la iustice. Et s'il le recele, & il en soit conuaincu, il restituera laditte espaue d'abeilles, & payera l'amende de soixante sols, à applicquer, c'est à scauoir, au bas iusticier sept sols six deniers, & le surplus à son suzerain. Et s'il prend ledit essain d'abeilles au sonds d'autruy, & les emporte, il sera puny à l'arbitrage de iustice.

De haute iustice, où n'y a droit de Comté, Vicomté, Baronnie on Chastellenie.

lv.

Le haut iusticier est fondé de tenir ses plaids de mois en mois, & ses assisses quatre sois l'an, & donner seureté, & faire leuer homme trouué mort en sa haute iustice hors grans chemins, congnoistre & punir des cas criminels concernans haute iustice, excepté de meurtre sait de guet à pend, de semme sorcee, de boutement de seu: & peut prendre amendes tant coustumieres que arbitraires.

Le haut iusticier doit saire tenir ses plaids & assisées selon le temps declaré en l'article precedent, hors mis le temps des induces, mestiues, vendanges, & autres temps, ausquels les plaids doiuent cesser: autrement, & en desaut de ce faire, la cognoissance des causes pendans en sa iustice, sera & demourera deuolue par deuant le iuge superieur immediat. Et le semblable sera gardé pour les comtez, vicomtez, baronnies & chastellenies où ils ne seroient tenir leurs plaids és iours qu'ils sont tenuz par la coustume.

Et si le haut iusticier a vassaux qui tiennent de luy à foy & hommage, & n'ayent molins en leurs fiefs, ledit haut iusticier pourra contraindre les estaigiers coustumiers de ses vassaux à venir moudre à son molin, pourueu qu'ils soient demourans au dedans de la lieue dudit molin, & que ledit molin ayt eau, & soit en estat pour moudre.

C eluy qui a haute iustice peut auoir iustice patibulaire à deux pilliers, & liens par dedans & par dehors.

Des droits de seigneur chastellain non aiant droit de Comté,Vicomté ou Baronnie. lix.

LES droits de seigneur chastellain sont tels qu'en sa terre & chastellenie, il a haute iustice, moyenne & basse: & peut bannir de sa terre & non rappeller. Aussi des droits de seigneur chastellain sont & dependent droits de sorests, colleges, soires, marchez, aus moneries, maladeries, seels de contracts, droit de peage, de long & du trauers, & droit de preuosté en sa ter re, chastellenie & seigneurie: A la cognoissance de gras chemins & des cas commis en iceux:

ulerne lequ'ils
L
miers
e lols
e. li.

lÿ. troutui elliii.

tutel-

s doit s ont trois laifir, liiii. iustiiours: celuy

e d'ar sept d'au-

l'an, cheirtre tant lvi.

pres les dans emt telvii. s en ux à

viil

lans

ice, neur nalaa ter eux: excepté pour les cas Royaux, meurtres faits de guet à pend, de femme forcee, & de boutement de feu. Et doiuent lesdits grans chemins auoir seize pieds de large, & le voisinal huit pieds. Et tiendront leurs plaids de quinzaine en quinzaine, & leurs assisse quatre sois l'an: autrement les causes demeureront deuolues, comme il a esté dit cy dessus.

Le seigneur chastellain est fondé d'auoir preeminence auant ses vassaux és eglises estans en & de sa chastellenie, comme d'auoir & tenir littres en ses armes & timbres au dedans & dehors desdittes eglises: & peut prohiber & dessendre qu'autres ses vassaux ne mettent littres ne armoiries esdittes eglises au preiudice de sa preeminence: sinon que son vassal fut sondateur special de laditte eglise: auquel cas il pourra auoir & tenir littres à ses armes & armoiries à timbres, & autrement au dedans & dehors de laditte eglise: sinon que laditte eglise sustante la principalle eglise parrochiale, en laquelle sut assis le chastel ou principalle maison de laditte chastellenie: auquel cas il ne pourra auoir sessities littres & armes dehors: mais le pourra auoir par dedans seulement: & aussi si ledit vassal d'ancienneté auoit accoustumé de tenir littres & armes au dedans de laditte eglise, faire le pourra.

Les fiefs & autres choses enclauees en Touraine, scauoir est dans lesquels on ne peut entrer sinon par le territoire du bailliage, se gouuernent par les vs & coustumes dudit pays de Touraine.

Le seigneur chastellain a droit de police, saire bans, criz, proclamatios en sa ville ou bourg mettre & indire peine sur ses suiets selon la qualité du cas: aussi mettre aune, poids, balances, crochets & mesures: & sont tenuz apporter ou enuoyer le sep ou estellon desdits poids & mesures à l'hostel de la ville plus prochaine ayant droit de mairie & communauté de ville. Et s'il n'y a ville ayant laditte qualité, par deuant le iuge Royal superieur plus prochain, & ce vne sois à la vie dudit seigneur qui a icelui droit. Et outre a ledit chastellain droit de instituer arpenteur, messier & mesurer.

Et seront saits les vaisseaux à vin comme pippes, trauersiers & quarts de bon bois sec, non punais, rouge, vergé ne artisonné, sans aubour, reliez bien & conuenablement: & tiendra chacune pippe trente six iallais, chacune iallay de douze pintes à la grand mesure: & les trauersiers & quarts à l'equipollent: & est desendu à tous tonnelliers de sire ade uns vaisseaux qu'ils ne soient de matiere & mesure susditte : & seront tenuz les dits sonnelliers chacun en droit soy, mettre leur marque en chacun vaisseau qu'ils vendront: le tout sur pesse d'amende arbitraire, & de payer les interests & dommages des parties. Ft seront ses dits seigneuts chastellains garder le contenu cy dessus, à peine de sen prendre à eux.

Ledit seigneur chastellain est fondé d'auoir chastel, & peut auoir iustice parsoulaire à trois pilliers garnis de liens par dedans & par dehors.

Tous vendans drap en destail, les aulneront par le fest, sur peine d'amende arbitraire, fors les roleaux & carisis d'Angleterre.

Nul ne peut de quelque estat ou condition qu'il soit, demeurant au bailliage de Touraine tirer ou faire tirer à poulies ne autres engins les draps de laine qu'il sera ou fera faire, ou aura achepté pour les reuendre. lxvij.

Et ne seront lesdits draps de laine venduz ou exposez en vente à l'aulne audit bailliage de Touraine, sinon qu'ils soient mouillez, retraicts & prests d'eau: & ceux qui seront trouuez faisans le contraire, seront punis selon & ainsi qu'il appartiendra.

Toutes aulnes du bailliage de Touraine seront egalles, & adioustees à l'aulne Royal de la inwille. C.M. ville & cité de Tours, sans preiudice au reste des droits des seigneurs ayans droit de mesure & aulnages: lesquels bailleront d'oresenauant les aulnes à leurs subiets à la mesure de laditte aulne du Roy à Tours.

Des droits de Baronnie.

Le baron vse de tous les droits dont vsent les seigneurs & iusticiers precedens. lxxj.

Auant qu'aucun se puisse dire seigneur baron, il conuient qu'il ayt soubs luy plusieurs chastellenies ou deux pour le moins: & est sondé d'auoir ville close, collège, abbaye ou prieuré, & autres droits declarez au chapitre des droits du seigneur chastellain. lxxij.

Le seigneur baron peut donner à son vassal qui tient de luy à soy & hommage, haute iusti-

lxx.
lxx.
cedens. lxxj.
oubs luy plusieurs
ce, abbaye ou pri-

Solum per er-Elum regu Ca roli.§. de optă di.g. hec con-Suetudo est & abolita. C.M

172. Ini- ce, moyenne & basse. I Toutes-fois ne les peut donner au preiudice de ses subiets, ne des 1 droits du Roy, ou du ressort: tellement que les appellations du iuge dudit seigneur à qui telrorem emerse- le iustice a esté donnee, ne ressortissent par deuant le juge du seigneur superieur de celui qui rus: Jed essam a donné: & peut ledit baron auoir iustice patibulaire à quatre pilliers garnis de liens par de-Regue bonu dans & par dehors: mais il n'y aura point de fez par dessus.

En baronnie la iustice du parageau ressortit en la iustice du seigneur superieur par deuant sudo, es certi lequel ressortissent les appellations du juge du parageur.

Des droits des Comtes, & de leurs preeminences.

bxxiiÿ.

L E seigneur Comte a tels & semblables droits que tous les seigneurs iusticiers precedens, '& outre peut eriger fourches patibulaires à fix pilliers.

Ledit seigneur Comte, & aussi les barons peuuet auoir douze notaires en chacune Comté ou Baronnie, & non plus. Et les seigneurs chastellains en auront six seulement, sur peine de nullité de contracts & instruments qui seront passez par les supernumeraires.

Lesdits seigneurs comtes & barons peuuent auoir douze sergents: & les chastellains & autres hauts, moyens, & bas iusticiers en auront six seulement: le tout sur peine de nullité des exploicts faits par les supernumeraires.

Et ne doit estre receu aucun notaire ou sergent qu'il n'ait attaint l'aage de vingt & cinq ans,qu'il ne sache lire & escrire, & qu'il ne soit trouué capable & suffisant par le juge du lieu.

Nul ne peut estre notaire & sergent en mesme cour & iustice.

lxxviij. lxxix.

En toute iurisdiction subalterne n'y aura que deux degrez au parauant que de venir deuant le iuge Royal.

Et s'il y auoit vn comte, vicomte ou chastellain ressortissant nuement par deuant le juge Royal estant de toute ancienneté fondé d'auoir deux degrez de iurisdiction, à sçauoir iuge chastellain, bailly ou seneschal, il en pourra vier en la manière accoustumee: & quant aux autres chastellains & iusticiers qui ne ressortissent nuement par deuant le iuge Royal, ils n'auront qu'vn bailly juge ou seneschal: les appellations duquel viendront pardeuant le bailly ou seneschal desdits confte, vicomte, baron, ou chastellain; & d'iceux bailly ou seneschal pardeuant ledit iuge Royal.

Des droits de peage, & coustume.

lxxxi.

MARCHANT forain ou autre conduisant denrees par le chef de la peagerie, passant outre delle peagerie sans aquitter, paye soixante sols tournois d'amende, & le droit de la coustume ou du peage, & les fraiz de la poursuitte. Mais si le forain passe outre par l'vn des branchages de laditte peagerie, ignorant ledit peage ou coustume, en iurant laditte ignorance & payant laditte coustume, il s'en ira sans amende pour la premiere sois. Et s'il ne veut, ou differe iurer, il payera soixante sols d'amende, & ledit d'oit de peage ou de coustume,& les fraiz de la poursuitte. Et sont tenuz tous seigneurs pretendans droit de peage, soit par eaue ou par terre, mettre à vn posteau au chef de la peagerie la pancarte contenant les droits qu'ils pretendent: laquelle ils doiuent faire verifier par deuant le iuge Royal superieur du lieu où est deu ledit peage.

Qui conduit ou fait conduire par eaue les choses du creu de son heritage ou autres meubles à luy appartenants d'une peagerie en l'autre en aucune de ses maisons, ne doit que depry, en certifiant par luy en personne ou par cedulle, & en defaut de deprier, paye amende de soixante sols, & les fraiz de la poursuitte: & par terre n'est deu coustume ne depry s'il ne passe par le chef de la peagerie, ou autre lieu où il ayt billette, auquel cas il doit depry seulement: & laquelle billette sera mise au lieu où elle a accoustumé d'estre anciennement. lxxxiij.

Ceux qui achettent bled, vin ou autres choses pour leurs prouisions, doiuent la coustume, s'ils ne sont priuilegiez, auquel cas doiuent depry seulement: & en defaut de depry, payelxxxiiij. ront soixante sols d'amende, auec les fraiz comme dessus.

Qui a droit de peage doit tenir en reparation les ponts, ports & passages sur chemins, riuieres & ruisseaux du grand chemin peagier: sinon qu'autres par deuoir y sussent tenuz. Et au regard des reparations des autres chemins voisinaulx, il y sera pourueu par les iuges ordinaires des lieux, en la iustice desquels sont lesdits chemins, ainsi que de raison.

Et si le marchant ou autre passant outre ledit peage par defaut d'entretenir lesdits ponts, ports ne des **r** ui telui qui r dexxiij. uant

lens, lxxv. Compeine

kxvj. & aué des exxvij. cinq eu. eviij.

r dexxx. iuge iuge au-'au-

αix.

xi.

pafcle
par
tte
ne
tte
luoit
les

de de ne le-

٤ij٠

eij. ii-

V.

Li-

ports, passages, & chemins en bonne & suffisante reparation soussfroit & soussenit aucus dommages & interests, ledit seigneur ayant ledit droit ou son fermier, en sera tenu. Et pourra ledit seigneur suzerain ou le iuge Royal à la requeste de la partie interesse saissir les fruits de la seigneurie où sera situé ledit peage, iusques à pleine satis-faction desdits interests & dom mages, ledit seigneur ou ledit sermier à ce appellez: & en ce cas tiendra la saisse faitte par le iuge Royal, sans preiudice de l'appel, & par prouision.

Lixxivi.

Si aucun marchant part de son logis pour aller à soire ou à marché, passant par aucune

Si aucun marchant part de son logis pour aller à soire ou à marché, passant par aucune peagerie, & en iceluy iour il retourne par ses pas, ne doit peage ne depry, ores qu'il ayt vendu saditte marchandise, ou partie d'icelle: & ne sera deu par le marchant aucun droit en la peagerie de son domicille, quand il part d'iceluy, encores qu'il transporte sa marchandise ailleurs, & qu'il ne retourne ledit iour.

Pour auoir mal acquitté, n'y a confiscation: mais il eschet amende de soixante sols auec le droit de peage, & les fraiz, mises & despenses.

De loyaux aydes & roucins de service, & des gardes deuz aux chasteanx des seigneurs.

LOYAVX aydes sont deux par le vassal à son seigneur en trois cas, & pour trois caules quand elles y aduiennent.

Le premier, est pour la rançon du seigneur duquel la chose hommagee est tenue (si rancon est payee) quand il est prisonnier des ennemis de la foy ou du Royaume. xc.

Le second, est pour le premiermariage de sa fille aisnée par luy, & non par la mere, ma rice, encores qu'elle fust seule.

Le tiers, quand le seigneur qui a accoustumé suiure les armes, est fait cheualier. xcij. Et si les deux ou trois cas aduiennent en vne annee, ledit seigneur peut leuer les dittes aides par diuerses annees ensuiuant l'vne l'autre: mais il ne peut leuer toutes en vne annee, ne plus d'vne fois en sa vie pour chacun desdits cas. xciij.

A noble & non roturier est deu loyal ayde: & ne peut ledit droit estre cedé, donné, transporté ne baillé à ferme. xciiij.

Quand les loyaux aydes non abonnez escheent, ils se leuent sur ceux qui tiennent à hommage & seruice annuel: c'est à scauoir la tierce partie d'iceluy deuoir ou seruice, & la quinzieme partie du reuenu du sief d'vne annee outre ledit seruice. Et s'il n'y a seruice annuel, les loyaux aides se leuent à la valeur du cinqieme du reuenu dudit ses pour l'annee que ils escheent sur le droit dudit vassal, & non du laboureur: & entant q touche les cens & retes inseodees, s'ils ne passet vint solz, ils doublent. Et si les ces ou rentes excedent laditte somme de vingt sols, ils ne doublent: comme s'il y auoit vingt cinq sols, il paye la cinqieme ou quinzieme auec le tiers dudit deuoir, & ainsi des autres. Et si le deuoir consiste en bled, il double à la raison de ce que le bled est estimé par la coustume du pays, sans ce que le dit subiet soit tenu de payer le bled pour ledit doublement: mais seulement laditte estimation. Et à sem blable des chappons, poulles, oyes & autres choses: & des rentes roturieres n'est deu aucun aide: & sont dittes rentes roturieres, qui sont acquises ou prinses par puissance de sief par le seigneur en son sies.

Roucins de seruice aucunes-fois sont deuz à muance d'homme, & aucunes-fois à muance de seigneur, & aucunes-fois à muance d'homme & de seigneur: & y a aucuns roucins qui sont abonnez, & les autres non.

Pour roucin de seruice non apprecié ou abonné, sera payé la cinqueme partie de la valeur du reuenu dudit sief pour vne annee. xcvij.

Ceux que le vassal garantit en parage, luy doiuent ayder à payer les aydes & rouçins dessussities de la tierce partie de ce qu'ils tiennent, & payera vn chacun desdits parageaux tant fils que fille, selon ce qu'il tiendra desdittes choses: & payera l'vsufruittier les loyaux aides, & en est le proprietaire deschargé.

xeviij.

Celuy qui doit gardes à son seigneur, les doit faire vne sois en sa vie quand elles luy sont commandees: & s'il desaut & il soit noble, il paye d'amende pour chacun iour dix sols, & le roturier cinq sols tournois pour chacune faute.

Les vassaux qui doiuent gardes des corps des seigneurs, auec gens en leur compaignie, les doiuent faire par semonce, & y peuuent estre contraints.

Des droits de faultraige & preaige.

VI a droit de faultraige ou preaige, le tiendra en sa main, sans l'affermer, soit particulierement ou auec la totallité de laditte seigneurie, & en vsera comme s'ensut:c'est à scauoir qu'il sera tenu garder, ou faire garder les prez dudit faultraige ou preaige. Et quand il mettra ou fera mettre les bestes dudit faultraige ou preaige accoustumees y estre mises, illes fera toucher de pré en pré sans internalle. Et les dittes bestes qu'au commencement dudit faultraige ou preaige y auront esté mises, ne pourront estre changees. Et si lesdittes bestes sont trouuees sans garde, elles pourront estre mences en prison. Et ceux qui ont droit de mettre bestes cheualines & vaches auec leurs suittes, ny mettront ouc le croist & suitte de l'annee seulement.

Et si par desaut de garder lesdittes bestes, elles sont aucun dommage, ledit seigneur en respondra: & s'il vse dudit saultraige ou preaige autrement qu'il est contenu au precedent article, il pert & est decheu dudit droit à perpetuité.

Du droit de ban à vin.

E seigneur qui a droit de ban à vin, peut vendre le vin de son creu de son fies, pour raison duquel il a ledit droit de bannalité, ledit vin bon, pur & net, à pris raisonnable selon le cours du pays durant son ban par les mains de ses seruiteurs ou commis au dedans de saditte bannalité. Et ledit droit ne pourra bailler ne affermer generalement auecques sa terre particulierement ne autrement: & ne durera ledit ban que quarante iours, pendant lesquels il peut faire desenses à toutes personnes demourans en saditte bannalité de vendre vin en destail. Toutef-fois sondit vin vendu, en pourront ses subiets vendre, encores que lesdits quarante iours ne soient passez, & si ledit seigneur vse dudit droit autrement qu'il est contenu cy dessus, il perd & est decheu dudit droit.

Du droit d'indemnité.

S I gens d'eglise, frairies, communautez, ou autres main-mortes acquierent ou leur est donné aucuns heritages, rentes ou domaines, le seigneur au fief duquel sont les dittes cho ses, n'eust-il que basse iustice, les peut faire conuenir à sa cour, ou à la cour de son suzerain, si bon luy semble, pour leur faire iniunction de mettre hors de leurs mains dedans l'an & iour, 1 103 dissi in 1 apres laditte iniunction, tous les acquests, dons & legs qui leur ont esté faits depuis qua-1 rante ans precedens laditte iniunction: & leur peut la cour indire & declarer que en cas de defaut d'obeir à laditte iniunction, le seigneur leuera à son profit les fruits desdits acquests, dons & legs iusques à ce qu'ils ayent obey: & l'an & iour passez, s'ils n'ont obey à laditte iniunction, ledit seigneur leuera les fruits desdittes choses à son profit, iusques à ce qu'ils ayét obey, comme deflus.

Et ne peuuent lesdits seigneurs seodaux vser de laditte saisse qu'apres l'an & iour de laditte iniunction.

Et si la rente ou domaine au temps de l'iniunction appartenoit à l'eglise ou autres mainmortes quarante ans au parauant, ledit seigneur ne peut saire laditte iniunction: mais il contraindra les dessussits de luy payer profit de indemnité pour vne sois, ou rente par chacun an. Et l'entend laditte indemnité qu'il aura la cinqieme partie des deniers de l'acquest, ou la cinqieme partie de la valeur des choses acquises, où il n'y a eu deniers baillez, ou la cinqueme partie du reuenu de l'heritaige ou rente à perpetuité, ou leuera le reuenu dudit heritaige cinq ans pour laditte indemnité au choix dudit seigneur de sief.

Et n'empesche en rien le payement du deuoir seodal fait au seigneur par les gens d'eglise desdittes choses de leursdits acquests, dons ou legs depuis ledit temps, que ledit seigneur ne leur face faire iniunction, & qu'il n'ait laditte indemnité par la forme & maniere cy defsus declaree.

Indemnité par quelque tenement ne se preserit, sinon par temps immemorial, qui est de cent ans.

Les seigneurs suzerains peuuent pour leur interest & à la conservation de leurs droits taire interrompre au dedans de quarante ans, la possession des gens d'eglise, ou autres tenants à main-morte, qui ont acquis dedans les fiefs de leurs vassaux, & leur faire vuider les mains.

Des hom-

rificm.§.41. C.M.

1 109. Sed vtrŭ sanssai-

parti-

ut:c'est

quand

miles,

ent du-

tes be-

t droit

cur en

ent ar-

railon

lon le laditte

: parti-

uels il

ntenu

ur est

s cho

iin, fi

iour,

cas de

uests,

ayét

cillj. le la-

CV.

nain-

con-

n an• inq-

pareinq

cvj.

gli-

neu**r**

def

cvij•

i elt

viij• oits teider

m-

qua-I

cj.

VAND aucun vassal qui tient à foy & hommage d'aucun seigneur, va de vie à tres-vidi ante 26. pas, son heritier est tenu aller vers ledit seigneur dedans quarante iours apres la mort nem de fasto dudit vassal, pour faire la foy & hommage audit seigneur des choses tenues de luy à laditte in auditorio I foy: & l'il ne le fait, ledit seigneur peut leuer à son profit tous les fruits & reuenuz d'icelle libellorum sup terre par defaut de foy & hommage non faits, reservé le droit du laboureur. Et peut faire pasalus in L pescher les estangs qui sont en pesche, & coupper & vendre les bois de couppe, fans en fai- su proprinter re rauage, gast ne dissipation, insques à ce qu'il y ait homme.

Et si ledit vassal ne trouue ledit seigneur au lieu, à cause duquel l'hommage est deu pour chusearil n'a luy en faire ledit hommage, il doit faire l'offre à ses officiers, si aucuns en a en iceluy lieu, ou Do. Ioh. Preen la presence des mestayers ou gens demeurans audit lieu, & d'vn notaire auec deux tesmoins: & est telle diligence suffisante pour empescher que le seigneur ne face les fruits siens
me consuluit, Et si ledit seigneur venoit au lieu auquel l'hommage est deu, & qu'il y seiourne & reside par Gargumenta huit iours ou autre tel téps que ledit vassal ne le puisse ignorer, si ledit vassal ne retourne de- bat ur per huc uers luy, le seigneur se peut ensaissner & prendre son sief comme descouuert. Ce qu'aussi il reteri cossetueu peut faire apres le ban publié en sa parroisse, si ledit vassal ne fait son deuoir, comme dessus: dim § 1. hoe mais en faisant derechef par ledit vassal les diligences ou par procureur special pour luy beri ex sola ne en cas d'excuse legitime (dont il sera creu par serment) ledit seigneur ne fait les fruits siens: gligentia, de tellement que si ledit seigneur l'empesche, ledit vassal s'en peut complaindre.

S'il aduient qu'aucu acquiere aucune terre qui soit tenuë à foy & hommage d'vn seigneur Ego verò dice il doit aller au dedans quinze iours apres son acquest deuers ledit seigneur, luy monstrer les ba boc iniqui se dissipue se contracts de son acquest, & luy offrir laditte foy & hommage: & aussi luy doit offrir ses ven- contra circum tes & deuoirs.

Et si ledit acquereur ne le fait, ledit seigneur pourra prendre & leuer par defaut de foy & ei persuase per 2 hommage 2 non faits, comme dessus: & si ledit seigneur (veuz les contracts) veut prendre la text. in §. 19. chose par puissance de fief, saire le pourra, si l'acquereur n'est parent du vendeur, & en la ligne in veteri condont meut laditte chose vendue. Et sera au choix dudit seigneur de prendre les ventes & se mentio de gands, ou le rachat d'icelle annee, ou la chose par puissance de fief.

Le seigneur qui leue par desaut d'homme, doit laisser la portion du laboureur & mestayer stu hominian partiaire au regard des fruits artificiels & non des naturels: & en ioira ledit seigneur ainsi que tequă siate me le proprietaire & ledit laboureur auoient accoustumé d'en vser: sauf que si lesdittes choses e- frustium, sue stoient baillees à ferme de deniers, grains ou autres choses, le seigneur n'est tenu d'entrete- text nuc aper nir laditte ferme, si bon ne luy semble:mais ne peut expulser ou changer le mestayer ou la- 5.2 1.22. Per

Le seigneur nouuellement venu en sa terre auant que le uer sur ses vassaux, ia inuestiz bet modificaris Plus dicebam & possesseurs auant son nouuel aduenement par defaut d'homme, s'il est seigneur chaquo ettà cesstellain doit saire crier ses hommages au lieu accoustumé de faire criees à iour de foires ou de ses bec mesta marché, & par cedulle attachee au posteau de la halle ou autre lieu publicq: & vaut pour tous text.ledit seiceux qui ont fief en la chastellenie: & s'il y a aucuns aians fiefs hors de laditte chastellenie, le- gneur pourra dit seigneurs leur sera signifier lesdits hommages à la personne du vassal ou par cedule atta- fit, sunt faculchee à la porte, ou lieu hommagé, s'il y a chastel ou manoir: sinon par apposition de brandon tatu penalus. en laditte terre, en le signifiant à deux des prochains voisins des lieux, ou au prosne de la pardebet prims de roisse à issue de messe: & si la chose hommagee est sans domaine comme en droit de dismes, clarate suit vo rentes infeodees & semblables droits incorporels, il les fera assauoir au prosne de l'eglise par littatem super commisso frurochiale ou issue de grand' messe. si ledit seigneur n'a droit de chastellenie, il fera assauoir stant, containe ses hommages à ses vassaux ou par cedulle attachee à la porte desdittes choses tenuës par seldits vassaux (si manoir y a) sinon comme dessus: & contiendra laditte assignation quarante trabitur retro iours pour le moins.

Le vassal doit faire hommage simple à son seigneur, nue teste, les mains iointes & le bai- dominus debet ser: & celui qui doit hommage lige, le doit faire mains iointes sur les euangiles, nue teste, des- prim declara-

re suam volutatem super commisso dominy villu ve late dixi in consuetudine parissen. §.30.nu. 106. Quibus adde Alexand.consi.173.col.vlt.lib.2.Iob. Ryminal.in l. vlt.col.4. C.d. pact. Et ita secundum consilium meum suit iudicatum. Tunc enim & ante triginta annos etiam primores Senatus, prasses & iudices prominciarum, antequam multiplicata esset turpis perniciosa nundinatio officiorum iudicatura, solebant me consulere in sententiu à se serendio. Quod postea no potuerunt & desier unt. alligati questuariis indoctu, & sactioss, ve sape ad me questi sunt. Adde \$.6.20. vbi consuetudo vult prehensionem probe significari antequam habeat essectum. Quod est generale, ve dixi in consuetudine Parisensis, §. 1. glos. 4. num. 2. & §. 19. num. 1. in sin. C.M.

2. 112. Et upres saisse significe, comme i ay det en l'annotation precedente. C.M.

CX. se debere fru-

seint, & le baiser, en faisant les serments requis: & n'y sera le subiet receu par procureur s'il ne plaist au seigneur, sinon en cas d'excuse legitime.

Si le baillistre rend la terre à son mineur auant son aage, ses hommes ne luy seront hommage s'ils ne veulent: & aussi les seigneurs du mineur ne le receuront à hommage s'il ne leur plaist. Mais l'aage de dixhuit ans venu, les subiets y seront contraints.

Si aucun est adiourné à la cour d'vn seigneur, & par icelle cour luy est demandé qu'il baille ou monstre par declaration ce qu'il tient du seigneur censiuement ou par hommage, & il desaduouë tenir aucune chose de luy, il perd à perpetuité ce qu'il tient dudit seigneur: & s'en peut le dit seigneur ensaissner, declaration premierement faitte par le iuge suzerain, pource qu'il a desaduoué tenir aucune chose dudit seigneur. Mais si le dit homme auoit esté condemné à bailler par declaration ce qu'il tient de luy, & en icelle il escrit qu'il proteste que si aucune chose a oblié à mettre en la ditte declaration qui soit tenuë dudit seigneur, il la baillera par declaration, & s'aduouëra tenir de luy si tost qu'il en aura cognoissance. Et en ce cas si aucune chose auoit omise, & viensist dedans l'an, apres la ditte declaration receuë, il seroit creu par son serment, en iurant qu'il ne l'aura fait par malice & en fraude: mais qu'il n'en auoit eu cognoissance.

De depié de fief, & de Parages.

exviy

128 quasi departie.

Les seigneurs doiuent demander par action pour la premiere fois l'hommage de chose venuë à aucun par parage sailly, & par depié de sief, & quand la soy est interrompue par t vn moyen: & sont entenduz ces mots, Par vn moyen, quand le predecesseur seigneur n'a esté serui de laditte soy & hommage, ou quand le vassal immediat n'a fait laditte soy & hommage.

Hommage est deu par le depié de fies, quand on transporte partie de la chose hommagee sans retention du deuoir: & aussi quand on transporte plus du tiers auec deuoir ou sans deuoir: pour ueu que ledit deuoir precompté y ayt neantmoins plus du tiers aliené. cxx.

Depié de fief n'a point de lieu en partage fait de droit successif.

Quand aucun fief est despecé, & derechef les parties sont reunies & consolidees, il demeure en & souz la premiere soy.

On ne peut aliener ses rentes & deuoirs hommagez, ou charger son heritage hommagé de rente ou autre deuoir que iusques à la tierce partie de la valeur d'iceluy, que soy & hommage ne soit acquise par depié de sief de chacun des acquereurs & abonneurs au seigneur suzerain. Mais pour abonner ou changer hommage à deuoir, n'est point le sief despecé. cxxiij.

Pour rentes constituees à pris d'argent, soit pour constitution generale ou particuliere, ne sont deuz aucuns droits de lots & ventes, ou autres profits seigneuriaux, ne pour le rachapt d'icelles. Mais s'il se fait aucune vendition voluntaire, ou par decret, du sonds chargé desdittes rentes, elles seront reputees faire partie du pris: & en ce cas sont deuz lots & ventes tant pour le pris dudit sonds que constitution de la ditte rente.

Pour rentes constituees à pris d'argent en general ou particulier, n'y a depié de fief.cxxv Quand les acquereurs font hommage au seigneur suzerain par depié de fief, sans sommer e seigneur vendeur de leur porter garantage, ce ne peut estre au presudice dudit seigneur Ivendeur qu'il n'en ait dereches l'obeissance, sommation faitte à son seigneur de la luy rendre, en l'informant qu'il tient aduenant & portion suffisante pour le garantir si le seigneur veut mettre en fait le desaduenant.

Le parage faut en trois mauieres, Quand celuy qui tient le fief est tellement esloigné que on se peut prendre par mariage, qui est du quart au quint degré: quand la chose garantie est transportee à personnes estranges: « quand le parageau sans sommer son parageur a fait homage au seigneur fuzerain: aaquel cas l'obeissance en peut estre rendue audit parageur s'il le requiert: lequel parageau sera en apres laditte soy audit parageur. cxxvij.

Hommage deu par parage failly se doit faire au parageur immediat, tel qu'iceluy parageur fait à son suzerain. Et en outre iceluy nouueau vassal s'il tient le tiers de la terre, il payera audit parageur le tiers du deuoir du pour raison dudit sief: sinon pour telle portion qu'il en tiédra: mais il n'en payera rien pour la premiere soy & hommage.

L'aisné ou aisnée qui baillent à leurs puisnezpar partage, portion d'vn sief, sont tenuz porter la soy & homage pour le tout, & en garantir en parage leurs puisnez & leurs successeurs à titre vniuersel, tant que le parage soit failly: & pendant ledit parage ne sont tenuz les dits puis-

Digitized by Google

nez faire hommage à leur parageur.

ir filne

it hom-

ne leur

CXVi.

ı'il baille

ge,& i)

r:&fen

pource

ondem-

li aucu-

era par

ıs fi auit creu

uoit eu

exviy.

chose:

r'a esté

mma-

CXIX.

magee

ns de-

CXX.

CXX).

emeu

cxxij.

magé

hom-

eur fu-

exxiij.

iliere,

le rahargé

entes XXIII)

CXXV

ımer

neur

ıdre,

vcut cxvj-

que est

hō-

il le.

xvij.

cur

au-

tie-

viij.

OI-

5 à

.11*!*cz

oue par I

Le parageau a telle iustice, & tient aussi noblement que son parageur, s'il n'est party de baronnie ou au dessus auquel cas il ne peut auoir & demander les droits & preeminences, sans lesquels baronnie ne peut estre ditte:comme le chastel & autres droits declarez au chapitre de droits de baronnie cy dessus.

Le parageau ne ses subiets hors baronnie ne respondent durant le parage à la cour du parageur, qu'en cas de mesure pour les venir querir & adiouster au sep & estellon dudit parageur, & aussi pour racompter le parage.

Si le parageur transporte les fiefs, à cause desquels il garantit le parage à personne estrange ou autres, iceluy successeur est tenu garantir tant que le parage se pourra precompter & nombrer entre le parageau & le premier parageur: & sont entéduz personnes estranges quat à ce, ceux qui ne sont en premier & prochain degré pour succeder ab intestat.

Des rachats & ventes.

1 HOMME noble ou roturier fait rachat de la chose hommagee à luy appartenat à cau- 1. 232. id est se de sa femme, soit qu'il y ayt communauté de biens ou non : si ce n'estoit durant le pa- non obstante rage d'elle & des siens: & encores qu'il y ayt douaire sur la terre hommagee, le seigneur en fecisse sidem prendra tous les fruits:mais le proprietaire sera tenu en recompenser la douairiere. cxxxiij. & homagiums

En succession directe n'eschet aucun rachat, ne aussi des freres ne des sœurs: & en toutes autres y aura ouuerture de rachat.

Si aucun fait foy & hommage à fon feigneur de la chofe dont le rachat est deu,& il ait-gagné & actuellement offert le rachat de la chose hommagee,& somme le seigneur de prendre & leuer les fruits de laditte année, ledit seigneur doit prédre&leuer pour son rachat les fruits & reuenuz de la chose hommagee pour laditte année : autrement lesdits fruits demeureront au peril dudit seigneur: & n'est tenu le proprietaire en l'annee du rachat vuider sa maison & manoir:mais seulement est tenu laisser au seigneur les granges, celiers & autres choses necessaires pour la recollection des fruits de laditte annee, auec vne chambre pour le seruiteur ou commis dudit seigneur dominant, si laditte maison & manoir le peuuent commodement porter.

Quand aucun leue par rachat la chose homagee, il ne peut faire coupper les bois de haute fustaye, ne les laiz, ne autre bois que celuy qui est en couppe, ne pescher les estags, sino qu'ils ayent esté par deux ans entiers en eaue & peuplez, ne faire chose que bon pere de famille ne doiue faire, sans vier de rauage: & pour le regard desdits estags & tailliz, soit que lesdits estags fussent en pesche, & tailliz en couppe, ou non, le seigneur en prendra à la raison d'vne annee tant seulement, eu egard au temps que lesdits tailliz & estágs ont accoustumé estre couppez ou peschez par la coustume du pays. Et s'il aduient en laditte année aucun profit des arrièrevassaux, le leuera pour le temps,& à la raison susditte, insques àce que l'annee dudit rachat soit

Pour premiere foy & hommage quise fait par depié de fief, ou par parage failly, n'est deu aucun rachat, si les choses de laditte foy & hommage ne se separent du sief par fait estran ge:à sçauoir quand le parageau vend ou aliene autrement que par donation en faueur de mariage, ou auancement de droit successif fait à son heritier, la chose à luy garantie : auquel cas l'acquereur doit au seigneur qui estoit parageur, rachat ou ventes à l'option dudit seigneur.

Si plusieurs rachats escheent en vn an,ils auront lieu,& par la gageure & offre reelle & aauelle du second finit le premier.

Le seigneur ne peut leuer les heritages hommagez de la semme nouuellement espousee, par defaut de foy & hommage, insques à quarante iours apres les espousailles.

Le seigneur qui leue par rachat n'acquittera aucunes charges, obligatios ne hypotheques d'heritages, sinon qu'il, ou ses predecesseurs les ayent consentiz, ou qu'elles soient anciennes de quarante ans:& quant aux charges deuës à cause du fief, les aquittera : & semblablement le ban & arriereban & loyaux aydes de laditte annee:& le feigneur qui leue ledit rachat est tenu de faire faire de toutes façons les vignes du lieu, si l'annee precedence elles ont esté en tel estat,& icelles ficher de pesseaux qui y estoient,& en vser comme bon pere de famille:&les ré dre en l'estat quelles estoient au temps que le rachat est commencé à leuer.

Et si ledit rachapt & les loyaux aides aduiennent en vne mesme annec, le rachapt se leue-

ra par le seigneur: & en ce faisant, seront confus en luy les loyaux aydes qui escherront pendant ledit rachapt.

Si homme d'eglise qui doit foy & hommage pour raison d'aucun fief admorty & indemnisé dependant de son benefice, se meurt ou se depart de son benefice, est deu rachapt au seigneur pour la nouuelle foy. 1

Chapitres, conuents, frairies & communautez qui doiuent foy & hommage à cause d'aucuns heritages amortiz & indemnisez, seront tenuz bailler homme qui face laditte foy, par la mort duquel est deu rachat au seigneur pour la nouuelle soy. cxliij.

En heritages hommagez eschangez estans en diuers fiefs à ventes ou rachat, au choix dudit seigneur:mais il n'y a aucune prinse par puissance de fies: & est tenu ledit subiet faire les di ligences enuers ledit seigneur de fief pour faire la foy & hommage.

Femme qui suruit son mary, estant veuue, sera hommage de l'acquest de la chose hommaqu'il sayeroit gee d'eux deux sans rachat, poùrueu que son mari ayt payé les ventes, ou gaigé & payé lo ra-

> De la chose tenuë à franc devoir n'est deu rachat:mais sont deuës ventes és cas esquels elles sont deuës par la coustume: & est à entendre Franc deuoir, quand l'hommage a esté mué en deuoir, ou que l'heritage roturier est baillé par le seigneur du fief à franc deuoir, posé que ledit deuoir soit annuel ou soit deu à muance d'homme ou de seigneur.

Le seigneur de fief doit estre receu à faire demande de ses ventes, des choses acquises en dre comple of son fief contre l'aquereur insques à trente ans:mais il ne sera receiu à faire demande desdittes ventes à la femme ou heritiers que au dedans de dix ans apres l'aquest, sinó que l'aquereur en eust esté mis en proces:mais si ledit proces auoit esté discontinué par trois ans, il n'en pourra plus faire poursuitte: & semblablement ne sera receu à faire demande de ses ventes contre le tiers aquereur pour le regard des ventes qui feront deuës par fon autheur au parauant dix ans ne aussi pour l'exhibition des contracts de ses predecesseurs : mais pour les autres ventes escheuës depuis dix ans, peut saissir: toutes-fois en baillant par le subiet caution desdittes ventes de sondit predecesseur, & payant celles de son aquest, il aura main-leuce par prouision, en luy baillant delay competant pour faire appeller sondit autheur.

Pour vendition d'heritages ou choses adiugees par decret sont deuës ventes pour vingt causa agere- sols vingt deniers, tant du pris principal que du vin du marché: Le pour les gands quinze deniers pour tout l'aquest, sinon que ledit seigneur eust de temps immemorial accoustumé pren dre plus grand ou moindre droit dr vetes, dont ledit seigneur sera tenu informer à ses despés & sont deuës ventes de tous heritages permutez en diuers fiefs à l'arbitrage de preudhome, & pareillemet sot deues vetes pour les donatios qui sot faittes pour cause de recopése.cxlviij

En vendition où il y a grace de rachat donnee iusques à trois ou quatre ans du moins, & iroit, il auroit celle grace auant qu'elle soit finie, est prorogee par vn contract ou plusieurs, pourueu qu'elle perdu cesse im soit saitte en mesme forme que le premier contract, ne sont deuës ventes pendant laditte gra char pour ne ce & prorogation, si elle n'excede neuf ans:mais si la grace est generale ou perpetuelle, il y a

Et si auant la possession ou ioissance prinse ou baillee autrement que par le contract de la chose vendue ou alienee, ledit contract estoit resolu du consentement desparties: il n'en sera article qui est deu aucunes vetes. Toutes-fois si l'aquereur estoit couenu pour exhiber ses cotracts ou payer l'article 10. ses vetes, il sera tenu informer de laditte resolution promptement & par mesme forme que souz ce titre le premier contract. cl.

En transaction faitte de immeubles ou droits, en laquelle y a deniers baillez ou equipollent, y a ventes pour ce qui est baillé.

En retour de partage n'y a aucunes ventes si le retour est fait de chose mobiliaire de la meme succession, & par mesme contract de partage: & ne sont deuës vetes pour choses immeus bles baillees en faueur de mariage, encores qu'elles fussent bailees par estimation. clij.

> cliÿ• De retraits.

VAND aucune chose immeuble est vendue ou transportee par contract subjet à retrait,& les lignagers du vendeur habilles à luy fucceder en la ligne dont meut la chofe vendue, ont fait bailler adiournement de retrait au dedans de l'an & iour de laditte vendition ou possession, lesdits lignagers peutieut auoir laditte chose ainsi vendue, encores qu'ils ne fussent nez ny conceuz lors du contract de vendition, en refundant les deniers & pur sort,

Digitized by Google

1. 141.L'abbé de bourquil tient vne barö me en Tourai nesle comissai re du Roy la faifit & au-tres fiefs.l'abbé se presenta & fut recen ? foy & homage à la charge rachat: neant moins depuisil se faitrecenoir en foy 6 homage en lachit bre des coptes dont il a maï-

leuce, & ce fait se fait rë payer par son fermier qui ere? Resp. quod hec calliditas prodest se que la premiere sai sie tient par faute de ra-

chat. Die Lu ne 27. Iulij

anno 155 1.du

Du puys pro

abbate dicebat qu'il estoit amorts le scul hommage re-serué. Mais quand ainsi se s'estre oppose à la redactio

de l'ancienne coustume sem ad hoc Ang. in l. 1. §. 1. D. quado adpell. Jit.fut mu au conseil. C.M.

que l'achepteur en auroit payez auec les loyauxcoustements.

nt pen-

indem-

ot au lei-

ule d'auy,par la

101x du-

re les di

cxliiij.

omma-

ré loracxly.

sté mu**é**

osé que

cxlvj.

iiles **en**

eldittes

reur en

pourra

ontre le

dix ans

ntes eF

ventes

, en luy

cxlvij.

r vingt

e deni-

ié pren

despés

lhóme, cxlviij

ns, &i-

qu'elle

itte gra

e, il y a

cxlix. R de la

en lera u payer

ne que

luipok

nmeul clij.

cliy.

et à re-

choic

dition

i'ils nc fort,

clj. la me-

cl.

cxlij. _I

Et est à entédre l'an & iour, que si la possessió estoit prise le premier iour du mois, l'adiournement doit estre baillé ledit premier iour du mois de l'an reuolu: & ainsi des autres. cliij. qua primus

Et seront les plus prochains lignagers du vendeur preserez aux moins prochains: tellement que si aucun moins proche auoit fait bailler adiournement en retrait, & qu'il eust esté cuperamerit si cogneu en iugement, & chargé d'apporter les deniers dudit retrait dedans huit iours (ainsi me redemptione voluntaria qu'il est aceonstumé de le faire) celuy qui est plus proche du lignage dudit vendeur, peut ve- sine permuta nir audit iour de huitaine entre la bourse & les deniers qui seront sourniz dedans le iour clos, donato, decla & en offrant & payant lesdits deniers, il aura ledit retrait, & non pas celuy le plus lointain rando per redu lignage qui aura esté cogneu audit retrait, en luy payant les despens raisonnables qu'il cuperatorem auroit pource faits.

Et si les deniers du sort principal de l'achapt n'auoyent encores esté payez pour le tout, sur antiqua linea non ve & y eust terme du reste, le lignager ne sera tenu rembourser que ce qui a esté payé &debour- социенти пони sé,à la charge toutes-fois de bailler caution dudit reste, auec l'ypotheque speciale de la chose \vec{c} .M. retiree, Et encores le premier acheteur sera deschargé par le retrayant lignager qui entrera 2.159. Hunc en son lieu: & pourra estre executé comme l'acheteur. clvj.

En acquest y a lieu de retrait au profit du lignager du vendeur qui auroit fait ledit acquest. Turonus, here-Et si la chose acquise par les conioints par mariage, constant iceluy estoit vendue, les lignagers peuuent demander à auoir laditte chose par retrait. Toutes-fois ne sera tenu l'aquereur cum viro re-(si bon ne luy semble) cognoistre audit retrait pour le tout le lignager de l'vn desdits coioints listo et habefeulement: ains pour vne moitié concernant son lignage. Et si deux lignagers de chacun co sté concurrent audit retrait, en ce cas ils pourront auoir laditte chose par egale portion. clvij. constante ma

Et où il y a grace par le cotrat de vendition, l'an & iour dudit retrait ne court contre le lignager sinon apres l'an & iour de laditte gtace finie.

Et si le contract de vendition est par escrit, la grace sera par escrit:autrement elle ne pourra preiudicier au lignager ne au seigneur du sief. Et sera la grace faitte en mesme forme que prietate dini le contract principal, & par mesme instrument. Et quant aux, supplements & prorogations die domus, em de grace qui se font apres, seront aussi faittes en mesme forme que le premier contract. Et tario co duooù ledit contract de vendition ou alienation seroit sans escriture, la grace donnee en faisant bus restibus ledit contract se pourra prouuer par tesmoings tout ainsi que la vendition. Et si auant la tranem, tamen I dition, possession ou ioissance reelle de laditte chose aquise le contract estoit resolu du consentement des parties, & sans fraude, il n'y aura point de retrait.

Et doit l'aquereur prendre possession des choses aquises en presence de deux notaires ou fructuariupos vn notaire & deux telmoings voisinaux prochains du lieu duquel la possession est prinse, encores qu'ils ne soient les plus prochains, & soit qu'il y ait vn notaire ou deux, il y doit auoir niut infra an deux tesmoings: & sera le notaire de la terre ou de celle du seigneur superieur dudit sief, si- mum ad retra non qu'il fust Royal & du ressort: ce qui suffira pour la formalité de la possession, à ce que les ei rédite. Pra ² lignagers du vendeur puissent auoir cognoissance de laditte vendition. ²

Celuy qui aura ioy par l'espace de dix ans plainement & publiquement de quelque heritage subjet à retrait, se peut dessendre contre tous lignagers & seigneurs de siefs, encores que trassum, & il n'ait prins possession en la forme que dessus.

Le plus prochain lignagier est preferé au moins prochain à auoir les choses par retrait, tit. in veteri pourueu qu'ils viennent dedans temps deu : c'est à sçauoir dedans an & iour par adiournement en retrait, ou entre la bourse & les deniers de la cognoissance dudit retrait faite audit Ego vero remoins prochain lignager, pourueu que la huitaine de bailler lesdits deniers soit au dedans de spodiqued est l'an dudit aquest ou possession: & se reiglent les retraits selon les successions: 3 neantmoins en proximorum. 3 retrait lignager, l'oncle est dreferé au neueu, combien que d'ailleurs representation ayt lieu Ergo cotra cos en matiere de successions.

Si aucuns qui sont lignagers du vendeur en plusieurs degrez demandent tous en vn iour la aquit. ff. de le retrait de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & leg. Ergo non futilité possesses de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & sufficir possesses de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & sufficir possesses de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & sufficir possesses de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & sufficir posses de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & sufficir posses de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & sufficir posses de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & sufficir posses de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & sufficir posses de la chose vendue par leurs parens, le retrait sera adiugé à eux & a chacun d'eux, & sufficir posses de la chose vendue par leurs parens de la chose vendue par leurs posses de la chose vendue par leurs posses de la chose vendue parens de la chose vendue par leurs posses de la chose vendue parens de la chose vendue par leurs posses de la chose vendue parens de la chose vendue par leurs posses de la chose vendue par leurs parens de la chose vendue parens de la chose vendue parens à celuy d'eux qui plus habile sera à auoir ledit retrait:en maniere que si le plus proche ne four siocapta coram nissoit des deniers au jour de la huitaine, le plus proche apres luy peut auoir ledit retrait en duobus vicinis emetis, si ob id fournissant comme dessus: & ainsi des autres.

clij. I 558.

Elo habus è clix. tant viru vt

tia publicam.

Tŭ illi erat vicini ementu. Consuetudo vero potius loquitur de vicinis venditoris & possessori. Tŭ hec consuetudo symbolisat cum cosuetudine

Cenomaness que requirit possessionem notam.C.M.
3 161. V nde per Arestum prolatum solenniter in purpura per prasidem Antonium Minardum die Lune 7. Septembru, anno sesquimillesimo quadragesimo quinto retractus integer totius sundi suit adiudicatus sols primogenito: quia per hanc consuetudinem successisse in totum.C.M.

Quand plusieurs d'vn degré demandent vn retrait, chacun d'eux en aura sa part, s'ils veulent:& si l'vn delaisse sa part, les autres l'auront en baillant les deniers. clxiiij.

Si aucun acquiert de son frere domaine, rente ou heritage, & l'vn des autres freres veut auoir la chose par retrait, il ne l'aura toute, mais en aura sa portion: & ne l'aura le seigneur de sief par puissance de sief auant le lignager: car le lignager est preseré au seigneur. clxv.

Et si aucun seigneur de sief achette heritage en son sief, & ledit heritage soit retrait par aucun lignager, iceluy seigneur de sief sera payé de ses ventes & hon neurs par le retrayeur de la chose.

Si l'heritage est baillé à rente à condition ou faculté de l'amortir à deniers dedans certain temps ou à perpetuité, le lignager peut demander le retrait dudit heritage dedans l'an du cotract ou possession à la charge de laditte rente. Et si l'admortissement est sait apres l'an, le lignager ne peut demander que la rente, & le congnoistra l'acquereur au fonds ou à rente, à son choix. Et s'il n'y a point de condition ou faculté d'admortir laditte rente, & elle soit admortie dedans l'an du contract, le lignager demandera le sonds ou rente, à son choix.

Quand heritage est baillé à rente, & outre laditte rente y a deniers baillez ou equipolent, la chose est subject à retrait, en rendant les deniers & loyaux coustuments, à la charge de laditte rente. Et pour prendre possession d'icelle, doit l'acquereur insinuer son contract au detteur de laditte rente, ou à deux s'ils sont plusieurs, leur notifiant qu'il prend en ce faisant laditte possession: le tout en presence de notaire & deux tesmoings.

L'acquereur fait les fruits siens de la chose par luy acquise, iusques à l'assignation à luy baillee en retrait par deuant iuge competant, à la charge des labourages & mises faittes desdits fruits: ou peut compter lesdits labourages & mises: & laisser lesdits fruits à son choix & election. Et ledit iour escheu, celuy des acquereurs ou lignager qui se desaudra ou dilayera, perdra les fruits qui escherront d'oresenauant, & seront au diligent. Et si l'acquereur se treuue delayant, le lignager ne sera tenu faire aucune consignation pour gaing de fruits, sinon que la cognoissance de retrait luy eust esté faitte.

Les sergents non Royaux ne pourront bailler adiournement en matiere de retrait par deuant vn iuge inserieur non Royal, sinon à l'assisse prochaine, & qu'il y ayt huit iours entre l'appel & la menee du sergent & l'assisse. Et si l'assisse ne tient trois mois apres l'adiournement baillé, les parties se pourront pourueoir par deuant le iuge superieur, ou pardeuant le iuge Royal à leur choix & election. Et quant aux sergents Royaux, pourront bailler tous adiour nements de retrait par deuant le iuge Royal en assisse & dehors: sans toutes-sois laisser passer vne assisse prochaine ensuiuant, & bailleront adiournement à la seconde, sur peine de nullité de leurs adiournements, & des despens, dommages & interests des parties contre les sits sergents. Et sera au choix du lignager de faire bailler l'adiournement de retrait ou pardeuant le iuge de laditte chose acquise, ou pardenant le iuge de l'acquereur.

Et si l'acquereur a fait aucunes mises necessaires en la chose par luy acquise, comme à faire labourer terres, vignes & autres reparations necessaires parauant & depuis ledit adiournement baillé, le retrayeur sera tenu payer les coustements & mises dessussités en fai-sant ledit retrait: & ne pourra l'acquereur faire demolition ne nouuel edifice sans authorité de iustice, au dedans de l'an de son acquest & possession.

Si le lignagier du vendeur qui aura eu le retrait, vend ou transporte les choses ou à paction & intelligence de ce faire, soit à grace ou autrement, au dedans de l'an & iour apres ledit retrait, le premier acquereur ou lignager du vendeur qui auroient fait leurs diligences & esté congneuz, auront ledit heritage en rendant & payant lesdits deniers qui auroyent esté payez: & en ce cas lesdits lignagers exclueront l'aquereur second, & les autres lignagers ayans fait laditte fraude, moyennant qu'ils viennent au dedans de l'an & iour apres ledit second acquest & possession prinse.

Et si aucun aquereur en faisant la cognoissance du retrait au lignager, habonde plus grand somme de deniers pour le sort principal qu'il n'en a payez, & met le retrayeur par sa fraude en necessité de sournir les les deniers, & le le le taquereur en soit conucincu, il restituera audit retrayeur les deniers qu'il auoit trop habondez, & autant d'auatage, & les despens, & l'amendera à la iustice de soixante sols: & à semblable, si l'aquereur habonde, & fait payer d'auatage du vin du marché, fraiz & mises, & il en deschet, il restituera le double du trop habondé, & ce qu'il auroit receu, comme dessus.

L'ac-

ils veu-

clxiiij. s veut a-

ncur de

clxy.

rait par

clxvj.

certain

1 du có-

e lign**a-**, à son

mortie

olent, charge

n con-

prend

clxviij.

es def-

choix

ou di-

uereur

fruits,

clxix.

ut par

entre

ment

: iuge

adiour passer

nulli-

lefdits

leuant

clxx.

ıme à

lit ad-

n fai-

orité

lxxj.

ì pa-

es le-

es &

esté

rs a-

t 1c-

xxij•

rand

aude

audit

nen-

tage

ć, &

(XII)•

L'acquereur adiourné en retrait qui nie purement auoir acquis, & il en succumbe, il perd 1 173.L'ala chose, & les deniers au profit du lignager, & l'amendera de soixante sols: & ne pourra euiter forme de perla peine, encores qu'il vueille ceder au proces apres contestation en cause.

Et pareillement si l'acquereur adjourné en retrait nie auoir baillé deniers ou equipolent firmat se non emisse, sedperen meuble, & succumbe, il perd la chosé, & les deniers au profit du lignager, & l'amendera mulasse apres comme dessus: & ne peut aussi euiter laditte peine, encores qu'il voulust ceder au proces a- montions par pres contestation en cause.

En purs eschanges & baux à rente faits sans fraude, n'y a aucun retrait, soit lignager questessilation de descouverte

Si dedans l'an & iour de l'eschange, l'vn des compermutans acquiert de l'autre à deniers le demandeur la chose par luy baillee en contr'eschange, le lignager du vendeur aura à son choix la chose petit commisvendue ou la chose eschagee qui sera cesee de mesme nature que laditte chose vedue. clxxvij. sum fundi &

El s'il y a deniers baillez ou chose equipollente, qui n'excede le contreschage, iln'y a point precij: Par sen tence des prede retrait. Mais si le meuble excede l'immeuble d'outre moitié, premierement retenu par l'a- sidianx y est quereur des choses de l'eschange à la valleur du contr'eschange, il y a retrait au residu dudit eschange, qui se peut raisonnablement & profitablement diviser. Toutes-fois quand ledit a- pour l'appellate quereur qui a baillé lesdits deniers voudroit cognoistre ledit lignager en toutice luy eschange obtimuit quast ledit lignager sera tenu de le prendre, & rendre les deniers baillez par l'aquereur, auec l'estiat rique ad mation de la chose eschangee au choix de l'acquereur: autrement le lignager n'aura riens du- sententià: sed dit retrait.

Retrait ne se cognoist à quartier au preiudice de l'acquereur, s'il ne luy plasse: c'est à dire, pres contessaque si aucun acquiert vn heritage ou plusieurs qui soient de plusieurs branches ou degrez, & il soit adiourné en retrait enuers aucun qui ne soit lignager que de l'vne des branches, il est dé non super •au choix dudit acquereur de cognoistre ledit retrait en tout ou en partie dudit aquest. Et si ledit retrayeur ne demande que la portion regardant son lignage, & n'en vueille plus, deaux, aufsi ledit achetteur le cognoit en tout dudit aquest, iceluy retrayeur sera tenu & contraint quels n'apparde prendre le tout, ou il n'aura rien dudit retrait. Mais si ledit retrayeur demandoit le tout de l'interprepar retrait, & l'achetteur ne les voulsist cognoistre sinon en la portion regardant le ligna-tation de couge & branchage dudit retrayeur, il n'en aura sinon autant qu'il y en aura de son branchage. si mon debet tra Et ne pourra ledit seigneur de sief, aussi ne sera contraint prendre par puissance de sief sors bi in consequé les choses estans en son fief.

Et si aucun acquiert par plusieurs & diuers contracts, & le lignager du vendeur au dedans suet de lignager du vendeur au dedans suet de lignager du vendeur au dedans suet de lignager du vendeur au dedans sue lignager du vendeur au dedans suet de lignager du vendeur au dedans sue lignager du vendeur au dedans su de lignager du vendeur au dedans sue lignager du vendeur au de dans sue lignager du vendeur du ve de l'an desdits contracts, fait adiourner par retrait, ledit acquereur: & il luy demande auoir par retraict les choses qu'il a acquises de son lignager depuis an & iour, sans les declarer autrement, & l'acquereur cognoisse & met à habondance ses achapts, en declarant separement le pris de chacun contract, & ledit lignager declare aussi qu'il ne veut auoir que l'vne des cho ses contenuës en l'vn ou l'autre desdits contracts, il n'y sera receu s'il ne prend le tout. Mais si ledit lignager fait demande particuliere des choses contenues par vn contract, il y sera receu en prenant toutes les choses contenuës par ledit contract: & ne sera tenu de prendre autres choses contenuës par autres contracts, combien qu'ils soient dedas l'an & iour. clxxx

En trasaction faitte sans fraude és choses adjugees par decret, n'y a retrait pour le lignager ne prinse par puissance de sief par le seigneur de sief, 2 sinon qu'au parauant le decret y eust sactif est sapris certain & contenu entre celuy sur lequel le decret est fait, & celuy au proffit duquel il est more debitorio executé: auquel cas y aura retrait, & commencera l'an & iour d'iceluy, du iour de la possession prinse en vertu de laditte conuention. Toutes-fois n'y aura qu'vne vente tant pour laditte partion, que decret sinon que le prix du decret excedant le pris convenue recondé aura dum, re libete paction que decret, sinon que le prix du decret excedast le pris conuenu & accordé entre rius à lite relesdittes parties. Et audit cas y aura ventes pour l'outre-plus seulement.

L'action ou faculté de retrait lignager ou feodal, ne se peut donner, ceder ou transporter ores que laditte action soit intentee ou non.

Si le lignager auant que d'estre recognu au retrait, a intelligence ou pactió de bailler à autruy la choie qu'il demande, l'acquereur i'en peut deffendre en prouuat iommairemét laditte paction ou intelligence: & aux fins de laditte preuue luy pourra deferer le ferment. clxxxiiij.

En retrait cogneu en iugement n'a qu'vne adiudication, pourueu que les choses soient prinses par le lignager, & qu'il y ayt eu adiournement baillé au parauant la cognoissance:& toutel-fois si ledit retrait est prins & executé reaument & de fait par l'vn des lignagers auparauant l'an & iour, le fils ou fille, frere ou sœur du vendeur seulement, & non autres,

CIXXIII'. mutation afclxxv. lations er enclxxvj. reusacquiesce, clxxviij. consuet.ibi aclxxix. tiam: fed fer-

clxxxj. ra disecdaturi

pourront au dedans de trois mois apres laditte execution, rauoir lesdittes en refundant le sort principal & loyaux coustements, salaires & vacations du premier lignager, moyennant que lesdits trois mois soient au dedans de lan & iour de la possession prinse par l'acquereur.

Si deux lignagers font bailler adjournement en diuerses cours au dedans de l'an & du jour la cognoissance ne se pourra faire au prejudice l'vn de l'autre : mais ce sera à la charge de l'adjournement ia baillé.

Les deniers du retrait & recousse par grace se doiuent bailler au suriuuant des conioints par mariage acquereurs communs en biens (les heritiers du decedé presens ou appellez) & en ioira ledit suriuant ainsi qu'il est cy apres declaré au tiltre de succession de gens roturiers en baillant caution de rêdre la moitié desdits deniers aux heritiers du decedé és cas de la coustume: apres la mort du dernier decedé, les deniers viendront aux heritiers d'iceux conioints par moitié, lequel my denier sera reputé le propre patrimoine desdits ensans & heritiers, le sera tenu l'heritier du suruiuant bailler & rendre ledit my-denier ausdits ensans & he ritiers du premier decedé.

Si par conioints en mariage ont esté faits des deniers communs aucuns acquests par droit de puissance de fiefs, le suruiuant desdits conioints tiendra lesdits acquests durant sa vie, comme aussi sera dit cy après audit tiltre de succession de gens roturiers.

En vendition de fruits d'heritage posé que les fruits soient encores pendans, aussi en vendition de fruits ou pensions d'heritages, de douaire coustumier ou conuentionel appartenat à semme noble ou roturiere, ou d'autre vsus ruit n'a point de retrait.

Le seigneur de sief ne doit prendre par puissance de sief les heritages acquis en son sief, sinon pour remettre à son domaine & non en fraude de l'acquereur pour les bailler à vn autre: & s'il aduient qu'il les vueille prendre par puissance pe sief, & les bailler à vn autre au dedans l'an de la prinse par puissance de sief, en ce cas le premier acquereur les pourra rauoir dedans vn an apres, en rendant les deniers qu'il en a receuz dudit seigneur de sief, & en luy payant les lots & ventes qui estoient deuës par l'acquereur, sur lequel acquereur toutes-sois les lignagers du premier vendeur pourront demander à auoir les dittes choses par retrait, pourueu que ce soit au dedans de l'an & iour de la possession prinse par iceluy acquereur.

Les lignagers & seigneur de sief peuvent avoir par retrait les choses subiettes à retrait védues à grace, en gardant laditte grace au vendeur telle qu'elle a esté donnee par l'acquereur: & durant laditte grace ne pourront les lignagers & seigneur demolir, ains seulement saire les reparations necessaires.

Donation pour aggréables services est subjette à retrait au dedans de l'an & jour de la possible services, en payant l'estimation d'icelle: toutes-fois donation faitte en faueur de mariage n'est subjette à rerrait ne à devoir seigneurial.

Retrait fait hors iugement est reputé vendition: & en seront faittes les recognoissances en plain iugement & plaine audience. cxcij.

Rente creee au parauant dix anz, soit sonciere ou autre acquittee sur soy, n'est subiette à retrait lignager ou seodal, entant qu'il concerne le detteur & pour sa part & portion, pour-ueu que l'acquittement soit sait sans fraude. Toutes-sois si celuy qui a admorty laditte rente auoit des condetteurs, ils se pourront ayder dudit admortissement enuers l'acquereur en le remboursant de la part & portion dont ils sont detteurs, & ne fera ledit acquittement subiet à retrait.

Pour autres rentes acquittees sur soy depuis ledit temps de dix ans y aura retrait, l'an & iour duquel retrait se doit prendre du iour du premier terme qui escherra apres ledit aquittement.

Si l'aquereur est absent du bailliage de Touraine ou que l'acquereur fust mort, & n'eust au cus enfans ou heritiers apparens, en maniere que le lignager ne luy puisse faire bailler adiour nement en retrait, & qu'il n'ait domicile audit bailliage, il pourra faire par authoriré de iustice prendre & saissir les choses acquises, iusques à ce qu'il ayt trouué personne capable pour receuoir ledit adiournement: & en faisant par le lignager offre de retrait au our de la menee du sergent, en l'ordinaire duquel seront assisses les saisses par deuant le iuge competat dont sera emanee laditte saisse, à l'assis lors ensuiuant laditte saisse, il fera les fruits siens: tou tes-sois si tost que l'acquereur s'apparoistra & acceptera iour pour proceder audit retrait, la saisse

idant le

ennanr

XXXIIII.

lu iour

le l'ad-

XXXV.

ioints

cz) &

uriers

a cou-

conheri

& he

xxvj.

droit

com-

xviij. ven-

tená**t**

XVIII.

n fief,

n au-

auoir

n luy

1-fois

trait,

reur.

XXIX.

it vé-

ereur:

ıt fai-

a poi

n fa-

cxcj. nces

xcij.

te à

our-

nte

ı le

ict

ciij•

· &

uit-

iiij•

t au our

iuour

nee

etát Ou

, la

sie

ıu de- 🍝

faisse cessera, & ioira des choses par luy acquises comme il faisoit auparauent sans autre ministere de iustice.

Quand aucun adiournement sera bailsé en retrait, le sergent sera tenu nommer la perfonne, à la requeste de qui & qui luy aura commandé l'adiournement, ensemble declarer par son exploit le domicile & demeure au dedans du ressort de celuy qui luy a commandé ledit exploit & adiournement: & si au iour & assignation baillee, le demandeur en retrait fait desaut, ledit adiournement demeure nul, soit qu'il sust bailsé à la requeste de maieurs ou mineurs.

Si au iour de l'execution dudit retrait les deniers sont baillez & fourniz par le pere ou mere, encores que ce soit à la requeste de son fils que le retrait sust executé, la chose retiree sera reputee aquest de pere ou mere, & viendra en partage comme acquest entre ses enfans.

L'an & iour du retrait lignager, & le temps ordonné par la coustume pour le feodal cour contre toutes personnes maieurs, mineurs, absens, furieux, & insensez, sans esperance d'aucune restitution.

De delaissemens & esponces d'heritages. cxcviy,

ON ne peut faire quittance & esponce d'heritage s'il ne plaist à la partie à qui on est perfonnellement obligé. cxcix.

Le detenteur d'heritage chargé d'vne rente, poursuiuy pour le payement d'icelle, qui ne seroit personnellement obligé, ou qui ne seroit heritier de l'obligé, peut au parauant contestation en cause, deguerpir & esponcer ledit heritage chargé de laditte rente: en ce faisant demeurera quitte des arrerages de laditte rente dont il est poursuiuy, son recours contre son autheur, sinon qu'il eust acheté l'heritage à ceste charge: & apres contestation ne sera plus receu qu'en payant les arrerages & despens.

Ledit detenteur non personnellement obligé, ou n'estant heritier de l'obligé peut saire tel deguerpissement & esponce, encores qu'il eust esté condemné, en payant toutes-fois les arrerages escheuz tant au parauant la condemnation, que depuis le jour de l'esponçe. ccj.

Peut aussi ledit detenteur de l'heritage subiet à rente, qui n'est personnellement obligé ou qui n'est heritier de l'obligé, faire telle quittance & esponce de l'heritage qu'il tient, encores qu'il ne sust detenteur que de partie de l'heritage hypothequé, sans le consentement du seigneur de laditte rente, en payant toutes sois les arrerages d'icelle depuis laditte contestation: auquel cas icelle part esponcee accroist aux autres detenteurs de l'heritage hypothequé qui demeurent chargez de payer toute laditte rente, sinon que le seigneur à qui elle est deuë, vou sist accepter icelle part: auquel cas la rente demeurera coususe à la raison de la portion esponçee.

Des heritages deffensables.

ccÿ.

LES bestes cheualines, aumailles, bestes à laine & asnes peuvent pasturer és prez non cloz à sossez ou hayes, depuis que l'herbe est fauchee, senee & emmenee, iusques au huitieme inur de Mars: & quant aux prez gainiaux cloz à sossez ou hayes, n'y peuvent pasturer, & si apres elles y sont trouvees, ceux à qui sont les prez ou autres leurs serviteurs ou commis les pourront prendre ou mener incontinent (si faire le peuvent) en prison, s'il y en a au lieu, sinon à la plus proche prison: & ce pour la garde seulement.

Les proprietaires tant desdits prez, que bois, tailliz, vignes & autres heritages dessensables & les gardiens d'iceux heritages seront creuz par serment du dommage iusques à cinq sols seulement pour chacune sois qu'il les prendront & meneront à iustice: & en aura le seigneur iusticier pour laditte prinse sept sols six deniers tournois d'amende: & s'il y a garde saite, en aura soixante sols tournois d'amende, & la partie le desdommagement qui sera prouué sommairement.

Et si aucun à qui sont les dittes bestes, les oste à celuy qui les a prinses en son pré, ou les empesche de les mener à iustice, la chose prouuee il en payera à iustice soixante sols d'amende pour la recousse.

cev.

Et s'il aduient que celuy qui a prins les dittes bestes en son danger, par luy ou par autre de sa famille, ne les puisse amener à iustice, en venant deuers la iustice du lieu, vingtquatre heures apres que les dittes bestes luy seront eschappees, il sera creu par son sermét tant de la prin-

Büij

fe que de son dommage, jusques à trois sols quatre deniers tournois: & enuèrs la justice y aura vingt deniers tournois d'amende, sinon que le proprietaire voulust maintenir, prouuer & verifier sommairement & promptement le contraire de laditte prinse,

Et està sçauoir que si les bestes dessusdittes sont prises esdits prez, bleds ou vignes d'aucunes personnes, elles pourront estre prinses & amences en prison, & en auront les seigneurs des heritages ou autres ayants interest, & la iustice desdommagement & amendes ainsi & en la manière que dit est: & si plus grand dommage ils font que de cinq sols tournois, ceux à qui le dommage aura esté fait, en scront desdommagez insques à la valeur du dommage qui sera prouué, comme dit est.

Si pourceau ou truye, en quelque saison que ce soit, sont trouuez en bleds, prez ou vignes, seront amenez à iustice, si amenez peuuent estre, & en sera prinse l'amende de sept fols six deniers, aussi le desdommagement selon la quantité du dommage: & le pareil sera des cheures, afnes & autres bestes trouuees és vignes: & si les oyes sont trouuees en bleds ou prez, & elles ne peuuent estre amenees en prison, on les peut tuer sans offense.

De Prescriptions. VAND aucun acquiert domaine ou heritage, & ledit acqueteur l'a tenu & possedé par cinq ans i notoirement sans interruption, iccluy acquereur se peut deffendre par ledit tenement contre les acquereurs de rente constituce, dons & legs saits depuis trente ans, & demeure exempt de laditte rente ou charge: sinon que ledit domaine eust esté baillé à la charge de laditte rente.2

ccix. 2 Cens & rente fonciere se prescriuent par trente ans, & non par moindre temps. CCX. Entre acquereurs de rente la diligence de l'vn des acquereurs ne preiudice au droit de celuy qui l'a premierement acquise: & sera le premier acquereur preseré, pourueu qu'il ayt ² 208 in fin. eu possession: autrement tous lesdits acquereurs viendront par contribution, sinon que ledit dernier acquereur eust fait poursuitte pour auoir payement de saditte rente, par execution ou adiournement libellé: auquel cas sera preferé a tous autres qui n'ont prins possession arin, quia da- ne fait semblable diligence.

Si les seruiteurs ne font question & demande de leurs loyers & salaires à leurs maistres au dedans de l'an & iour apres qu'ils seront hors de leurs seruices, ou qu'ils ayent fait bailler adiournement au dedans dudit temps, ils n'y feront plus receuz, sinon que leursdits maistres leur fussent obligez ou condemnez: parcillement les maçons, charpentiers, vignerons, maled pars tanti nouuriers, cousturiers, serruriers, menuisiers & autres vendans' marchandises en destail ne pourront faire demande de leurs iournees ne matieres, six mois apres l'ouurage fait, sinon ex que hoc fit comme dessus.

Des veues & esgouts de maisons & autres seruitutes.

VEVES & esgousts de maisons de doublier (qui est à dire sans gouttiere) par quelque temps qu'elles ayent esté maintenuës, fust de cent ans ou plus, ne portent possession ne tur reditus fu saissine, sinon que par paction faitte entre les parties, l'vn soit tenu porter l'esgoust, ou soufdarius: Seem frir la veuë de l'autre: ou que par partage & diuision faits d'aucunes choses communes l'vne serue à l'autre: esquels cas demeureront en leur estat, si par ledit partage n'est dit au con-

Nul ne peut faire ou construire latrines, troux ou chambres aisces en son heritage pres --- l'heritage de son voisin, sinon qu'il y ait entre lesdittes latrines & lesdits heritages dudit voibus, licet du- en comble.

De rentes & hypoteques.

ccxiiii.

teur de

ccxii.

ccxiii.

N execution qui se fait sur chose immeuble hypothequee au payement d'une rente, le creancier hypothecaire est preseré au creancier qui n'a qu'action personnelle. ccxv. · Si deux auoient acquis rente, encores que le second fust premier en possession, neantmoins le premier en hypotheque sera preferé. ccxvj. Le seigneur de fief est preseré à tous autres creanciers: & apres luy, celuy à qui est deu la premiere rente fonciere. Hypotheque speciale ne se diusse, & est au choix du creancier s'addresser contre le deten-

1 208. Adde 7. consuetu dine Andesi parte If. 6. 487.491. 6 in consuetudi. Cenoman. S. 479.490. C.M.

Quid en partage. Ego repeto talem re-ditum fundifundus pro hoc reditu & ad onuseius: verū est quod non totus fundus, 1. Cels. D. de vsucap. Tame ab ittio inipfu traditione fü di satu est, & est hypotheca tus, & censesi pro securita te reditus fun diarij alimfi traire. dus hypotheca rum sit. C.M

teur de la chose specialement hypothequee, ou contre l'obligé de son heritier, sans faire discution: & où il y auroit plusieurs consors, ledit creancier se peut addresser cotre vn seul pour le tout, qui seroit detenteur du tout, ou de partie de la chose hyppotequee.

Et quant à l'hypotheque generale, elle se diuise fors contre l'obligé ou sondit heritier: & neantmoins le creancier doit premierement discuter l'hypotheque speciale, ou l'obligé ou son heritier, au parauant que l'addresser au detenteur de la chose generalement hypothequee & peut ledit detenteur deguerpir & renoncer à laditte chose generalement hypothequee, sinon qu'il fust obligé ou que l'heritage luy fust baillé à laditte charge.

Compensation a lieu seulement de dette liquide à autre dette liquide.

Meubles n'ont suitte par hypotheque: toutes-fois le vendeur n'estant payé du pris de la chose par luy vendue, la pourra poursuiure & reprendre, si elle est en essence és mains de l'achetteur, sans ce que pource il vienne à contribution & desconsiture auec les autres creanciers.

Des choses reputees meubles ou immeubles.

CCXXI.

MOVLIN à eau estant en basteau est reputé meuble, sinon qu'il y eust attache & 1 221. Intellige exmera facultate: seencores qu'il fust audit batteau sans attache, est reputé immeuble.

Moulin pendant 2 estant sur riuiere ou ruisseau fiché sur pilliers & autre fondement staue, quia tune ble & immobile, est reputé immeuble.

Vn pressoir edisié en vne maison qui ne peut estre osté d'icelle sans estre despecé, auec mobile, re atous vrancilles seruans en iceluy, est reputé immeuble. CCXXIII]. C.M.

Cuues & autres ouurages miz & appropriez en vne maison pour y estre perpetuellemet 2 222. Scill-& qui ne peuuent estre ostez sans les despecer, sont reputez immeubles.

Toutes choses de maison tenants à cloux & à cheuilles, sont reputez immeubles. ccxxvj. pa, rel ab adi Toutel-fois où vn vsu-fruittier, fermier, louager ou autre semblable auroit fait faire quelques cuues, pressoir ou autres choses semblables pour sa commodité, encores qu'elles suffent attachees à cloux ou à cheuilles, il les peut enleuer, sinon que le proprietaire l'en vou-

fift recompenser. ccxxvij. Artilleries & fauconneaux & autres grosses pieces destinees à la desfense du chasteau ou maison forte, sont reputez immeubles. ccxxviii.

Rentes constituees à pris d'argent, generalement ou specialement, sont reputez immeubles iusques à ce qu'elles ayent esté rachettees. ccxxix.

Le pareil est des huitiemes & autres aydes achettees du Roy ou autre ayant son droit à faculté de rachat.

De communauté de biens.

ccxxx.

ccxxxiÿ

HOMME & femme mariez ensemble, nobles ou roturiers aquierent dés le iour de la benediction nuptiale communité de biens meubles, conquests & acquests immeubles faits durant le mariage, sinon qu'il y ayt conuention au contraire par le contrat de mariage.

Comunauté de biens n'a lieu qu'en mariage, si elle n'a esté couenuë & accordee. ccxxxij. Femme mariee, noble ou roturiere, ne peut ester en iugement, ne contracter sans l'autho rité de son mary, soit au preiudice du mary ou d'elle, sinon qu'elle fust separee deument, ou qu'elle fust marchande publique: & estant marchande publique, elle se peut obliger seule pour le fait & dependence de laditte marchandise.

De donations,

E roturier n'ayant enfans peut donner à personnes estranges qui ne sont ses heritiers presumptifs, ou heritiers de ses heritiers presumptifs, tous ses acquests & tierce partie de son patrimoine à luy aducnuz à cause de ses predecesseurs, à vie seulement: & tous ses meubles à perpetuité. Toutes-fois peut douner à perpetuité tous ses meubles, acquests & tierce partie de son patrimoine pour causes pitoyables, & pour le salut de son ame: comme donner à l'eglise, aux pauures, à pauures filles à marier, à œuures publiques, & autres semblables: pourueu que tels donnataires soient persones estranges comme dessus. Mai s'il a des enfans, il ne pourra donner que la moitié des meubles à perpetuité, & moitié des aquests à viage

CCXXIJ. cus si iure ser-CCXXIIJ. est aliquid im CCXXV. ficio fite in ri-

Teulemet, soit pour lesdittes causes pitoyables, ou à persones estrages come dessus. ccxxxiiij.

ET sont entenduz heritiers presumptifs, tous ceux qui tiennent le premier lieu en la succession comme seroyent les enfans ou freres, nepueuz ou cousins ou autres & chascun d'eux en desaut du plus prochain selon leur ordre & degré: & les heritiers presumptifs des heritiers presumptifs sont aussi entenduz les descendans ou collateraux plus prochains dudit heritier presumptif & habiles à luy succeder en ce qui luy seroit donné.

Toutesfois où le donateur a vn ou plusieurs enfans, les plus proches parens de ses ses faits enfans ne sont reputez pour la prohibitió de ladite coustume heritiers presumptifs des heritiers presumptifs: en maniere que la donation à eux faite du viuant desdits enfans est bonne & valable & vaudra du viuant d'iceux enfans seulement.

Si donations se font en faucur de mariage par l'vn des suturs conioints à l'autre, seront valables iusques à la concurrence de tous les meubles à perpetuité, & de la moitié des acquests à vie.

Tous donataires vniuersels de meubles, soit entre viss ou par testament, en faueur de mariage ou autremêt, sont tenuz payer toutes dettes mobiliaires & personnelles, fraiz funeraux, dons & legs testamentaires mobiliaires: lesquels dons & legs testamétaires seroient à vne sois payer seulement: & ce nonobstant que le donateur ou testateur eust à ce specialement desrogé.

Pour l'effet & validité de donations, soit d'entre nobles ou roturiers, saites entre viss ou par testament à quelques personnes que ce soient où il n'y-a point de patrimoine, audit pais de Touraine ou ailleurs, les acquests representent le patrimoine, & en desaut d'acquests & de patrimoine, les meubles representent le patrimoine. Le cxxxix.

Donations entre roturiers ne vallent, si elles ne sont faites & passees en la maniere que desus. ccxl.

Le donataire doit auoir la possession par la main de l'heritier, si le donateur ne luy en a baillé la possession en son viuat, ou que par contract il y ait clause de constitut precaire, retention d'vsus qui contract il y ait clause de constitut precaire, retention d'vsus qui contract equipolent à tradition: esquels cas ledit donataire, soit noble ou roturier, mary ou semme suruiuant, sera & demourera saisy, & pourra former complainte pour les choses données contre l'heritier & tout autre. cexlj.

Et en cas de donation d'entre les deux conioints, le donataire suruiuant sera tenu faire inuentaire des tiltres & enseignemens. ccxlij.

On peut doner à son bastard tant entre viss que par testamét la quarte partie de ses acquests à vie seulemét, & tous ses meubles à perpetuité, en la maniere qu'ils les faut doner à vn estrager.

Home & femme conioints par mariage ayans enfans dudit mariage ou d'autres ne se peuuent donner mutuellement, ne autrement, soit entre viss ou par testament: mais s'ils n'auoiét enfans dudit mariage ou d'autre, se peuuent par donatio simple mutuelle, entre viss ou par testament doner l'vn à l'autre tous leurs meubles à perpetuité, acquests & conquests, & la tierce partie de leur propre patrimoine à vie, pourueu que le dit donateur soit en santé, ou estant malade il ne decede de la maladie en laquelle il seroit.

Et n'est requis pour la validité de ladite donation mutuelle entre lesdits coioints qu'ilssoiét esgaux en biens: mais suffit & est requis à ce qu'elle sortisse effet pour les propres que les dits conioints ayent propres au pais de Touraine ou autre, ou y ait semblable coustume quant à ce: & où ils n'auroyent propre, sera neantmoins valable pour les meubles, & le tiers des acquests & conquests à vie: & ne peut telle donation mutuelle estre reuoquee sans le mutuel consentement d'eux: & toutes autres donations faites constant le mariage ont traict à mort, & iusques à icelle peuuent estre reuocquees.

Le bastard peut faire donation de ses biens comme fait le legitime. ccxlvj.

Don fait en concubinage ne vaut, tant entre nobles que roturiers. ccxlvij

Homme & femme nobles coioints par mariage ne se peuuent doner de leurs immeubles I'vn à l'autre autrement que les roturiers en la maniere deuant dite. Et quant aux meubles ils appartiennent au suruiuant s'il les veut prendre, à la charge de payer les debtes personnelles mobillaires, fraiz funeraux, dons & legs testamentaires à vne sois payer: & s'ils ont ensans, ne se peuuent donner ne à autre estranger, que la moitié de leurs acquests à vie, encores que ce suist en faueur de mariage.

Home ou femme noble peuuent donner à tous leurs enfans puisnez ensemble tous leurs meubles,

I 238. Adde cösuetu.pitlauiesem. S. 150. Inveteti. S. 212. 223. In moua Gangolismesem. S. 49. Ce noma nesem. S. 252. Andesem. S. 327. C. M. meubles, acquests & tierce partie de leurs propres à perpetuité, ou à l'vn d'eux leurs dits meubles, & les deux parts de leurs dits acquests a perpetuité: en maniere q la tierce partie des dits propres & acquests demeurent aux autres puisnez: & ce pour telle part que chascun d'eux doit succeder par ladite coustume. Et quant aux deux parts dudit propre auec le principal manoir & le cheze demeurent à l'aisné.

Semblable disposition a lieu en donatiós faites par les freres & oncles chefs de ligne n'ayas enfans à leurs freres, nepueuz & autres parens collateratix.

Le puissé n'ayant enfans & tenant son partage diuisé peut donner à l'vn de ses freres ou sœurs ou à tous ensemble ses acquests & meubles à perpetuité.

Si homme ou femme nobles, donent à personne estrange l'acquest par eux fait en leur fier leurs enfans ou autres heritiers le pourront auoir dedans l'an du deces du donateur, en baillat au donataire les deniers & mises desboursez pour ledit acquest. cclij.

Les pere & mere ayans marié leur fils aisné comme aisné & principal heritier, ne peuuent apres, par donation ou autremét, faire que les deux parts de leur propre, auec l'aduantage, ne demeurent audit aisné, fors pour la redemption de leurs corps, ou necessité de leur vie.

Et auant le mariage dudit aisné ainsi marié peuuent lesdits pere & mere donner en faueur de mariage & don de nopces à leur fille aisnee ou autre premierement mariee plus que l'aduenant: & est l'aduenant entendu la portion des propres, en laquelle ladite fille peut succeder ab intestat: & le plus que l'aduenant, est la quarte partie de ladite portion.

Le mary soit noble ou roturier peut sans le consentement de sa femme vendre ou eschanger tous les acquests saits constant leur mariage: mais n'en peut donner de sa part autrement qu'il a esté dit cy deuant.

Le mary ou femme soit noble ou roturier ne confisquent és cas où il ya confiscation par la coustume, que leur part & portion de leurs meubles & acquests.

Donation faite en faueur de mariage entre nobles ou roturiers n'ayat enfans n'a lieu quad le donataire precede ne delaissant aucuns enfans dudit mariage ou representans en ligne directe, quelque conuention qu'il y ait au contraire.

Toutes donations faites entre nobles ou roturiers simples ou mutuelles ne vaudront autrement en la maniere que dit est.

Des successions entre nobles, fors en Baronnie

cclviÿ.

ENTRE toutes personnes nobles ou roturiers institution d'heritier n'a lieu: qui est à dire qu'elle n'est necessaire: mais ne vitië le testament, & vaut comme legs iusques à la concurrence de ce que le restateur peut par la coustume disposer par son testament. cclix.

Le mort saisst le vis son plus proche heritier habile à luy succeder noble ou roturier, & pour telle part qu'il doit succeder. cclx.

Entre freres & sœurs nobles ou ceux qui les representent, soit fils ou fille, apres le deces de pere ou mere, ayeul ou ayeulle, ou autres ascendans en ligne directe, à l'aisné hoir masse ou son representant appartiennent tous les meubles, aussi les deux parts tant en sief qu'en roture des choses demourees desdittes succession directes, auec l'aduâtage, qui est le chastel ou hostel noble estat en sief, & la proprinse d'iceluy, auec vne soy & hommage si elle y est: sinon vn arpent de terre, ou cinq sols de rente au choix dudit aisné on son representat, & le cheze qui est deux arpens de terre enuiron ledit hostel: auquel cheze il pourra faire garenne à connins 1 is bon luy semble: & aux puissez appartient la tierce partie mis hors ledit aduantage.

1.260. Sita mëspatiti ter rapatiatur. C.M.

Et si au dedas dudit cheze, closture ou circuit il y a estangs, pescherie, moulin ou sour bannal, suye, garenne, bois de haute sustaye, clos de vigne, les dittes choses demeurerout à l'aisné pour telle valleur qu'elles seront prisees, à la charge de recompenser les puisnez de leur tierce partie des choses de la ditte successions, cclxij.

Entre nobles les proches heritiers recueillent respectiuement les successions immeubles qui leur escheent, & en sont saissiz chacun pour leur portion des le jour du deces de celuy à la succession duquel ils sont appellez: pour desquelles portions ils peuuent former complaincte dedans l'an & jour dudit deces, sans qu'ils soient tenuz sommer leur aisné pour gaigner les fruicts.

Si l'vn des puisnez ayans eu leur tierce partie decede sans hoirs de sa chair auant que d'en

auoir fait subdiuision, ou que l'aisné eust esté en demeure notable comme de trois mois ou plus, de bailler ladite tierce partie à part & diuis: la portion dudit decedé retourne aux autres puisnez, autrement laditte portion vient à laisné, ou ceux qui le representent. cclxiiij.

L'aisne noble pour le droit qu'il prend plus que ses puisnez, cit chargé de faire les soy & hommages, & garantir en franc paraige sous son hommaige à ses puisnez leur tierce partie franche de tout deuoir seodal ordinaire deu pour raison dudit hommage, en retenat à soy les deux parts du sief, durant ledit parage, qui dure insques à ce que la lignee, yssue desdits aisné & puissez se puisse prédre par mariage, qui est du quart au quint degré: mais lesdits puisnez cotribueront pour leur regard auec ledit aisné aux charges du ban, arriere ban & loyaux aydes.

cclxv.

Chascun des puisnez peut en l'absence ou negligence de l'aisné faire les foy & hommages deuz pour les choses de leur successió. Et si ledit aisné qui auroit esté absent pour cause necessaire retournésest receu esdits soy & homage, ledit puisné luy rendra compte iusques à la co-currence de ses portions.

Les puisnez ou puisné qui pour leur tierce partie auront eu par partage sief ou lieu entier, sont tenuz d'en faire les soy & hommage qui en seront deus. cclavij.

Si l'aisné decede sans hoir de sa chair, l'aisné des puisnez prend les deux parts de sa successio, auec l'aduantage tel qu'en succession directe: & l'autre tiers hors ledit aduantage demeure aux autres puisnez, dont ilz sont saisses se peuuent complaindre comme dit est. cclaviij.

L'aisné qui a prins les meubles du decedé doit payer les dettes dont il sera poursuiuy pour le tout, parce que par la coustume les dettes personnelles suyuent les meubles. Et si la veusue dudit decedé prend les dits meubles, sera neantmoius au choix des creanciers s'addresser à l'en contre dudit aisné ou vesue reservat audit aisné qui en sera poursuiuy son recours contre ladit menubles s'aim te vesue. I celxix.

Si la femme noble suruiuant renonce aux meubles dedans quarante-trois iours apres le deou par cotract
relatif à la cou

sum par cotract
sum par cotract
sum contractif,
come par plucome par plusum par plusu

Laditte femme suruiuant n'est receuë à renoncer ausdits meubles, si par mesme moyen el feu Messire le ne renonce aux acquests & autres profits de la comunauté: & audit cas sera tenuë faire in
lacques crosuentaire & appreciation desdits meubles.

cclxxj.

L'aisné doit faire partage à ses puisnez: & s'ils ne sont contents de la tierce partie que ledit tes, Curateur de Charles aisné leur baillera, ils sont tenuz faire deux portions des deux tiers retenuz par ledit aisné, hors-mis le droit d'aineesse: desquelles portions l'aisné en prendra vne auec la tierce partie ditte resue qu'il auroit presentee ausdits puisnez: & l'autre portion demourera ausdits puisnez. celxxij.

Toutes-fois s'il y-a plusieurs terres & seigneuries en laditte succession, ledit aisné sera tenu bailler ausdits puisnez leurdit partage en vne piece ou seigneurie entiere si faire se peut, dont audit cas lesdits puisnez seront tenuz se contenter, sans que ledit aisné soit contraint leur bailler part & portion en chascune desdittes seigneuries.

Es successions directes & collateralles procedans du chef des nobles qui aduiennent à filles nobles, chacune d'elles est saisse de sa portion par teste, fors que à l'aisse appartiét l'hostel principal auec le cheze & aduantage par la forme & maniere que prend l'aissé masse sur puissez: & est tenuë ladicte aisse faire les soy & hommages & garantir en parage, & durant viceluy les portions de ses puissees, sinon que la puissee ou puissees eussent fief entier pour leur partage, auquel cas elles feront les soy & hommages où elles sont deuës.

Et pourra laditte fille aisnee prendre tant en succession directe que collateralle tous les meubles: quoy faisant payera toutes debtes comme seroit l'aisné masse. Et si elle ne préd que sa portion, les dittes dettes se payeront par teste entre elles & sedittes puisnees. cclxxv.

Si le fils ou fille aisnee ou leurs representant desaillét à faire lesdits foy & hommage dot ils sont tenuz, & que par desaut de ce, les seigneurs suzeraints leuent les fruits des choses hommagees, les dits puisnez auront action pour leurs interests & dommages contre les dits aisné ou aisnee.

meubles i vim
de la couftume
ou par cotracti
relatif à la cou
flume, secus si
caperetper me
ru contracti,
come par plufleurs troubles
les dittes e
prouuee par
Tsabcau Cha
bot refue de
feu Messire
Tucques crofsay cotre Fra
cos Fandettes, Curateur
de Charles
Turpincy laditte resue
par arrestabsoute d'acquit
ter les dettes.

Contre du
Si la fer
ces de for
renonciat
venduz p:
desdittes
heritiers:
pour l'aut
Laditte
le ne reno
uentaire &
L'aisné
aisné leur
hors-mis
qu'il auro
Toutes
ter les dettes.
bailler aus

Digitized by Google

Si l'aisné

aux autres
cclxiiii,
e les foy &
crce partie
it à loy les
ts aisné &
minez cox aydes.
cclxv.
ommages

cclxvij. cccfsio, emeure cclxviji.

uy pour veufue er à l'en tre ladit celxix. es le deaquelle oriez &

ement
le ferot
ler aux
lement
cclxx.
oyen el
ure in-

cclxyine ledit
aifné,
partie
clxxijn tenu
dont

bailexiij. à filoftel fes ant

iiij.
les
lue
xv.
ils
mné
vi.
iné

Si l'aisné ou aisnee ou leurs representans, transportent l'hostel principal & droit d'aisnees se, les les puisnez parageaux doiuent estre par l'acquereur garantiz souz la soy & hommage que doit faire l'acquereur durant le parage, & iusques à ce qu'il soit failly: & à defaut de ce sai re, ledit acquereur sera tenu des dommages & interests enuers les dits puis-nez. Mais le dit parage failly, les dits parageaux feront soy & hommage audit acquereur à cause des choses que ils tiendront subiettes audit hommage.

Les puis-né ou puis-nez sont tenuz apres le parage failly, faire foy & hommage à leur parageur, ou à celuy qui le represente: & ce pour raison des choses qu'ils tiennent, & qui garanties leur auoient esté durant le parage: laquelle foy & hommage doit estre demandee par action pour la première fois.

cclxxviij.

Si aucun des parageurs transporte à personne estrange le sief garanti en parage, ledit acquereur sera au parageur immediat telle soy & hommage que ledit parageur fait au seigneur suzerain, payera ledit acquereur à iceluy parageur les deuoirs prorata de ce qu'il tient, eque ledit parageur paye à sondit superieur.

Les successions du puis-né ou puis-nez ou yssuz de puis-nez, qui ont eu leur partage diuisé, decedez sans hoirs de leurs corps, reuiennent à la table de l'aisné dont ils sont descenduz, ou ses representans, sçauoir est à l'aisné pour les deux parts, & à ses puis-nez pour le tiers. Et s'il n'y auoit que filles, elles succedent par teste, hors-mis l'aduantage qui appartiendra à l'aisnee comme dit est.

Si à aucuns puis-nez ou puis-né est par partage baillee la tierce partie d'aucun fief, icelle tierce partie sera partagee entre ses enfans, ainsi que dit est cy dessus.

Et celuy qui aura eu les deux parts que l'aduantage qui y appartient, garantira à ses autres puis-nez leur tiers, souz le garentage du premier chef parageur qui les garantira tous enuers le seigneur suzerain dominant, tant que le premier parage durera. cclxxxij.

Entre nobles les successions collaterales viennent à l'aissé ou aisse ou leurs representans & n'y prennent riens les puis-nez fors en deux cas: l'vn, quand les puis-nez tiennent leurs partages ensemble indiuisez, & que l'vn deux decede sans hoir procreé de sa chair : l'autre, quand la succession naist & procede du frere aissé ou autre parent chef de la ligne ou souche dont ils sont descenduz, ou de leursdits representans: laquelle succession aduenant audit dernier cas, tous les membres en sont abreuez, & en aura l'aissé les deux parts & l'aduantage, comme en succession directe, & tous les puis-nez le tiers.

Si l'vn des puis-nez tenans leur partage ensemble, ayans aquis meubles ou heritage, decede sans hoir de sa chair, lesdits aquests & meubles appartiendront aux autres puis-nez, si prendre le veulent, pourueu toutes-fois qu'il n'y eust pere ou mere, ou autres ascendans: car audit cas les meubles & acquests appartiendront ausdits pere ou mere, & en leur defaut aux ayeul ou ayeulle ou autres ascendans, si bon leur semble, aux charges de laditte coustume.cclxxxiiij

Fille noble mariee par pere ou mere suffisamment appanagee, qui a eu don de mariage, est auec ses descendans, forclose dessuccessions de sesdits pere, mere, ayeul ou ayeulle, & de celuy d'eux qui a fait ledit don, encores qu'elle mourust du viuant desdits pere ou mere: & ce tant qu'il y aura hoir masse ou hoir descendant d'hoir masse. Et ne sera laditte fille ou sesdits descendants, part en laditte succession, combien qu'on ne luy eust donné qu'vn chappel de roses, sinon qu'en faisant le contract dudit mariage luy eust esté reserué de venir à laditte succession, ou que par lesdits pere, mere, ayeul ou ayeulle, elle ou sesdits descendans eussent esté rappellez: esquels cas elle ou les descendans d'elle rapporteront ce que laditte fille auroit eu en mariage.

Si le frere noble marie sa sœur, & luy donne moins que aduenant, elle pourra neantmoins demander le surplus de ce qui luy appartient de son droit de partage, ce que pourront faire se enfans si elle decede.

Si fille noble ou roturiere est conuaincue auoir forfait en son corps au parauant l'aage de vingtquattre ans, elle peut estre priuee par ses pere & mere, des successions directes non aduenuës, & non des collaterales, & par autre que par lesdits pere & mere ne peut estre pour raison dudit sait, priuee d'aucune succession.

En succession tant de noble que de roturier, representation a lieu infiniment en tous degrez, tant en ligne directe que collaterale, egal ou inegal degré: & ne prendront tous les representans plus grand droit que celuy ou celle qu'ils representent: & retourneront les biens paternels aux heritiers paternels, & les maternels aux maternels de l'estoc & branchage dont

sont procedez lesdits biens, cobien que lesdits parens ne fussent les plus prochains, colxxxviii. Et l'entendent lesdits heritiers estre de l'estoc & branchage dont sont procedez lesdits heritages, quand ils sont descenduz de celuy par qui ils sont premierement acquis: & y succederont encores qu'ils ne se treuuent les plus prochains parens dudit desunt.

Et s'il y a acquest ou meubles ils appartiennent pour le tout aux freres & sœurs conioints des deux costez, ou leurs representans: & en leur defaut, aux freres ou sœurs conioints d'vn costé seulement, ou leurs représentans.

Femme noble peut dedans quarantetrois iours, & la roturier e dedans vingt, apres que le deces de leur mari est venu à leur cognoissance, renoncer en personne ou par procureur spe cial par deuant iuge competant aux meubles & acquests communs d'entre elles & seursdits feuz mariz: quoy faisant ne sont tenuës aux dettes de leursdits mariz, sinon qu'elles y soient obligees expressement, ou qu'elles se soient immiscees és biens.

Et pourront lesdittes semme noble & roturiere faire renonciation en la forme que desfus ausdits meubles & acquests du viuant de leurs mariz, si lesdits mariz tournent à pauureté & autres cas de droit, iceux sommairement verifiez, le mary oy & appellé: & en ce faisant ne seront tenuës aux dettes de leursdits mariz, sino qu'elles se soiet obligees come dessus.ccxcij.

Apres les renonciations faittes & jugees en la maniere que dit est, les propres desdittes femmes ou les fruits d'iceux ne seront saisse par les creanciers desdits mariz pour leurs dettes: & s'il y auoit dispute sur la validité de la renonciation, la femme ioira de ses propres pen dant le debat.

Les femmes nobles ou roturieres auront aussi nonobstant telles renonciations ainsi faittes, leur douaire coustumier ou conuentionnel: & en outre vn lit garny, leurs heures & patenostres, l'vne de ses meilleures robbes, & l'autre moyenne, tant d'hyuer que d'esté: mais n'aura bagues & ioyaux.

De partage de comté, vicomté & baronnie.

cexcing.

OMTE, vicomté & barónie ne se depart, pourueu que l'aisné ou aisnec ait dequoy recompenser ses puisnez ou puisné, en chastel ou chastellenie de la succession mesme dont sont venuz lesdits comté, vicomté & barónie: & s'il n'y auoit dequoy recompenser en la maniere que dit est, lesdits puis-nez aurot leur portion par la main dudit aisné ou aisnee, horsmis le droit d'aisneesse: duquel droit appartenant ausdits puis-nez, ils sont saisiz dés le deces de leur pere, & peuuent former complainte, comme dessus.

A l'aisné ou aisnee desdits comté, vicomté & baronnie appartient le chastel, sossé & pourprinse d'iceluy, auec le droit de guet, tel qu'il luy peut appartenir par tiltre particulier deument verifié, ou ioissance de temps immemorial: pour esdits cas en ioir suivant l'ordonnance du Roy sur ce faitte : aussi luy appartient vn hommage en chastellenie à son choix, droit de patronnage, don d'aumosnerie & maladerie, auec le cheze, qui est quatre arpens de terre autour dudit chastel, hors lesdits fossez: pourueu que au dedans dudit cheze n'y ayt ville, molin, ou four bannal: esquels cas il prendra pour sondit cheze lesdits quattre arpens de terre au plus pres dudit chastel: & les ville, moulins, four à ban & autres droits, comme de iustice, foire & marchez, seaux à contracts, ban à vin, preuosté & peage se diuiseront entre lesdits aisné & puis-néz, en la maniere dessus declaree és successions de nobles: ou pour iceux l'aisné pourra recompenser lesdits puis-nez des choses de la succession, ou les retenir,& en payer lesdits puis-nez par ses mains.

De successions de gens roturiers ou coustumiers.

HOMME ou femme noble ou roturier qui entre en religion approuuce, apres qu'ils ont fait profession expresse & valable sans force ou contrainte, sont forclos de toutes successions escheuës & à escheoir, lesquelles viendront à leurs parens ainsi que s'ils estoient decedez, sans ce que lesdittes personnes facent en apres part esdittes successions.

Entre gens roturiers successions directes ou collaterales se departent par teste, & en est 2. 297.id 637 chacun de heritiers saissi pour sa portion. Toutes-fois s'ily a aucuns heritages nobles acquis de bourse coustumiere, & tumbez en tierce soy, ils se partagent noblement entre l'aisné & les 1 puisnez ou leurs representans: & en aura ledit aisné ou sesdits representans, les deux parts auec l'aduantage qui est le chastel principal, vn hommage s'il y est, ou cinq sols de rente, au choix & optio duditaisné, & le cheze tel qu'il est declaré au chapitre des successos des nobles:

Digitized by Google

fera ledit aisné les foy & hommage, & payera les deuoirs seigneuriaux ordinaires en la maniere desdits nobles: & les puis-nez auront le tiers, hors-mis ledit aduantage. Et chacun desdits aisné & puis-nez sont saisiz respectiuement, & se peuvent complaindre : aussi payeront les charges de l'arriereban & loyaux aydes à raison de ce qu'ils tiendront.

Et si esdittes successions n'y a que filles, lesdits heritages nobles escheuz en tierce soy se departent par teste entre lesdittes silles ou leurs representans: excepté que laisnee aura l'hostel principal noble auec ledit aduantage, ainsi que dit est cy dessus, à la charge de faire l'hommage, payer lesdits deuoirs seigneuriaux ordinaires, deuz à cause dudit hommage. ccxcix.

Heritage tenu à franc deuoir, acquis de bourse coustumiere, qui par succession est tumbé en tierce main, se depart en la mesme forme que l'heritage noble escheu en tierce foy.

Fiefs ou heritages nobles tumbent en tierce foy ou main, quand ils sont acquis de bourse coustumiere, donnez ou leguez, & par succession continuez en tierce main, dont l'acquereur sait la premiere.

Chose hommagee venuë au seigneur de sief par puissance ou droit de sief, se depart entre les heritiers roturiers comme les choses dudit sief.

Personne coustumiere ne peut directement ou indirectement par contract de donation, encores que ce sust en faueur de mariage, vendition, arrentement, eschange ou autrement par quelque autre contract que ce soit, faire la condition de l'vn de ses heritiers, meilleure ou pire que l'autre: soit que les dits contracts soient faits auec l'heritier presumptis, ou l'heritier de l'heritier presumptis, ou auec autre personne estrange en faueur de luy pour le luy rendre, sort toutes-sois pour cause de recompense de services ou merites, bien & deument verifiez, & qui meritassent ledit don qui pource auroit esté sait.

Mais pourra laditte personne coustumiere priuer & exhereder son heritier ou heritiers en tout ou partie de saditte successió, s'il se treuue qu'ils ayent contre luy sait ou commis cause d'ingratitude, comprinse & declaree en droit & le semblable aura lieu entre nobles cociiis.

Si aucuns desdits heritiers roturiers durant la vie des pere, mere, ou autres dont ils viennent à succession, auoient eu aucuns biens par mariage ou en auancement de droit naturel, ils les doiuent rapporter en partage en telle valeur que les dittes choses valoient au temps dudit don, à sin que chacun des heritiers en ayt sa contingente portion. Et si les dittes choses n'es stoient rapportees, elles leur seront precomptees ou rabbatues sur leur portion. Toutes-sois ne se rapportent les fruits des heritages ainsi donnez, vestements, despense de nopces, d'escolle & apprentissage: mais tous autres frais qui se sont pour aduancement des enfans se rapporteront.

Fraiz de funerailles & legs testamentaires se payeront sur les biens du mary ou semme predecedez, cccvj.

Et les dettes personnelles desdits conioints communs en biens se payerot par moitié entre le suruiuant, & les heritiers du predecedé. cccvij.

Entre les suruiuans de l'vn desdits mariez, & les heritiers du predecedé, les meubles communs se partiront egalement, excepté que le suruiuant aura par aduantage ses vestements de tous les iours, & ceux des dimenches, tant d'hyuer que d'esté: & s'il veut auoir le surplus de ses dits vestements, faire le pourra en payant la moitié de la valleur. Et aura le mary par auantage & principut, s'il est noble suiuant les armes, ses armes: & s'il est de lettres, ses liures, sans en payer l'estimation.

Si la femme roturiere renonçant aux meubles & acquests, comme dit est, estoit obligee, & fust poursuiuie & contrainte payer les dettes creees au profit de laditte communauté, elle aura son recours sur les biens de sondit mary pour la moitié, concernant le chef de sondit mary.

Si l'vn des enfans du roturier qui a eu par aduancement d'hoirie ou autrement quelque chose de son pere ou mere, veut apres leur deces renoncer à leur succession, il n'y sera receu, s'il ne rapporte ce qui luy auoit esté baillé selon la valeur qui estoit au temps du do.cccx.

Les perc & mere nobles ou roturiers succedent à perpetuité aux meubles & aquests pour le tout de leurs enfans, à la charge de payer les dettes personnelles, fraiz suneraux & dons te-stamentaires mobiliaires, comme il a esté dit cy deuant. Et quant au propre desdits enfans, les les pere, mere, & autres ascendans ny succedent: ains les autres plus proches parens collateraux selon l'estoc & branchage, dont les dits propres sont procedez, y succedent, gar-

Digitized by Google

1.310.vel alser corum;idë de quounascëdense.C.M. dans quant à ce le droit de representation. Et s'il ne se treuue parent collateral dudit branchage ou d'autre, les pere & mere s'seront preserez au sisque.

Toutes-fois si pere ou mere auoient donné à leur fils ou fille en faueur de mariage ou autrement, aucuns deniers pour estre employez en propre, & les les fils ou fille decedassent sans hoirs de leur chair, ledit pere ou mere donateur y succedera entierement, comme n'estant propre naturel, ains conuentionnel: & pareillement leur succedera ledit donateur és heritages qu'il leur auroit donnez.

Et si ledit trespassé n'a pere ne mere, mais ayeul ou ayeulle ou autre ascendans des deux costez, chacun d'eux aura la moitié desdits meubles & conquests: & payera par moitié les-dittes dettes, fraiz funeraux, dons & legs. Et s'il n'y auoit ayeul ou ayeulle que d'vn costé, le-dit ayeul ou ayeulle ne prendra que la moitié desdits meubles & acquests: & les heritiers collateraux de l'autre costé & ligne auront l'autre moitié, & payeront les dettes, comme desfus.

Toutes-fois lesdits pere ou mere, ayeul ou ayeulle pourrot, si bon leur semble, renocer aufdits biens, ce qu'ils seront tenuz faire dedans quarante iours apres le deces desdits enfans ou autres descendans venu à leur cognoissance: & en ce cas les autres heritiers seront tenuz de toutes les dettes & accomplissement du testament.

Succession roturiere qui aduient à gens nobles, se depart roturierement és choses roturieres, & noblement és choses nobles qui seront escheuës en tierce soy.

Succession d'homme nouuellement anobly ayant enfans auant l'anoblissement, se departira roturierement pour la premiere sois, si lesdits enfans ou leurs representans, sont viuants lors de la succession escheuë: & s'il n'y en auoit, ains seulement d'autres enfans nez depuis ledit anoblissement, icelle succession sera partagee noblement. cccxvj.

Et si ledit homme nouuellement anobly, ou semme roturiere mariee à homme noble decede sans hoirs procreez de sa chair, sa succession se partagera entre ses collateraux roturierement quant aux choses roturieres: & noblement pour les choses nobles escheuës en tierce soy, sino que toutz les dits collateraux sussent nobles d'ancienneté: auquel cas sa succession sera partagee noblement comme dit est.

Femme roturiere qui se marie à homme noble, est reputee noble, & se depart sa succession noblement, sinon que au parauant elle eust esté mariee à homme roturier, & eust ensans ou leurs representans viuans au temps qu'elle decederoit: auquel cas sa succession se partagera entre ses ensans roturierement.

Si laditte femme ayant esté mariee à homme noble, duquel elle eust enfans ou reprefentans, se marie à homme roturier dont elle ayt autres enfans, sa succession se partagera noblement entre tous lesdits enfans, si au temps qu'elle eschet les enfans dudit premier mariage ou leurs representans estoient viuans.

Le suruiuant de deux conioints par mariage communs en biens, soient nobles ou roturiers où il n'y auroit enfans de leur mariage, ioira de tous les conquests & acquests saits durant ledit mariage, moitié en proprieté, moitié par vsus ruis, sans charge d'alimenter ou entretenir les heritiers collateraux du predecedé: & s'il ya ensans, & ledit suruiuant ne se remarie, ioira aussi pendant sa viduité de la part des meubles, acquests & propres appartenants aux ensans estants souz l'aage de puberté, & iusques à ce qu'ils ayent attaint ledit aage, à la charge de les entretenir selon leur estat: mais si ledit suruiuant ayant ensans se remarie, pert laditte ioissance desdits meubles, acquests & propres appartenants aus dits ensans. Toutes-sois si lesdits ensans decedent sans hoirs de leur chair, ledit suruiuant pourra auoir la moitié desdits acquests qui appartiennent ausdits ensans, en payant la moitié de la valeur & estimation desdits heritages.

De succession de bastard.

cccxx.

Le S enfans de bastards nez en loyal mariage, viennent à la succession de leur pere ou mere, & se depart la succession rotutierement, & par teste. cccxxj. Le seigneur insticier succede aux bastards en ce qui est en son fics, quand ils sont nez en sa terre, qu'ils y demeurent & y decedent sans faire testament ne delaissans aucuns enfans.

De testa-

cccxxy.

POVR la vallidité d'vn testament, est requis qu'il soit escrit & signé de la main du testateur, ou receu par deux notaires Royaux ou d'autre iurisdiction subalterne, seculiere ou d'vn notaire & deux tesmoins cogneuz, & residans au lieu, non legataires & n'y ayans interest, ou par le curé ou vicaire general de la parroisse y deservant actuellemét, & deux tesmoins de la qualité dessussités que ledit testamét soit signé de la main du testateur, si faire le peut sinon qu'il soit sait mention comme il n'a peu signer, & aussi que ledit testament ne soit suggeré, ains soit dicté ou nommé par ledit testateur, & à luy releu, & qu'il soit fait mention, comme il a esté dicté ou nommé & releu.

Et pour cognoistre qui sont les vicaires generaux, seront les dits vicaires tenuz de se faire enregistrer és greffes des bailliages Royaux, au ressort desquels est la parroisse, & y escrire leur nom & seing dont ils s'entendent ayder: & sont les dits notaires ou vicaires tenuz faire bons registres des testaments qu'ils receurot, pour y auoir recours quad besoin sera cccxxiiij

L'aage requis pour pouvoir faire testamens, est aux masses de vingt ans, & aux semelles de dixhuit accompliz, pour pouvoir tester de leurs meubles & aquests immeubles: mais pour pouvoir disposer de leurs propres, est requis qu'ils aiet attaint l'aage de vingtein q ans. ccexxv

Par testament on ne peut disposer de ses biens plus que par donation entre viss à personnes, & à la maniere que dit est cy dessus.

De donaires. cccxxvi.

FEMME suruiuant son mary noble, aura par douaire la tierce partie des biens propres ou acquests que sondit mary auoit lors de leur mariage, ou de ceux qui par successions directes ou collateralles luy sont escheuz pendant iceluy: duquel douaire, soit coustumier ou conuentionnel, elle est saisse dessors du deces de son mary: & si elle y estoit empeschee, s'en pourra complaindre contre les heritiers & tous autres.

Si à laditte femme estoit par contract de mariage baillé pour douaire vne terre ou seigneu rie, elle se peut dire saisse desdittes choses, & se dessendre en la possession d'icelles, sauf aux heritiers à eux pouruoir par action pour faire reduire ledit douaire au coustumier, au cas que il se trouuast excessis se s'il n'y a assignation certaine, luy sera baillé douaire commode à part & diuis.

Si le mari sans le consentement de sa femme, aliene aucuns des heritages qui luy appartenoient lors de son mariage: laditte femme peut apres le trespas de sondit mary, s'addresser cótre les acquereurs pour la part que les choses vendues sont subiettes audit douaire, sinon que elle en eust eu recopense, ou que ledit mary durât ledit mariage eust fait autres aquests de pareille valeur que les choses alienees, & que laditte femme se tint à la communauté: auquel cas sera faitte imputation desdits acquests au lieu des choses alienees. cccxxix.

Si le mari auoit plusieurs chasteaux ou maisons, le principal heritier aura & prendra tel cha steau ou maison qu'il voudra, nonobstant que par contract de mariage y est conuention au cotraire. Et laditte vesue aura celuy des autres chasteaux ou maisons qu'elle voudra: qui luy sera precompté sur son douaire. Et si le desunt n'auoit que la maison où il est trespassé, elle y aura sa demeure, au cas qu'elle & les heritiers y puissent auec elle commodement loger. cccxxx

Femme noble ou roturiere apres le deces de son mari, ne doit estre contrainte partir la maison & logis où le desunt est decedé, iusques à quarante iours apres ledit deces. cccxxxj.

S'il y a chasteau és choses baillees en douaire, le capitaine doit faire le serment au proprietaire: aussi ledit proprietaire reçoit les hommages deuz à cause des lieux baillez en douaire: mais s'il y eschet rachapts ou autres profits, ils viendront au profit de laditte douairiere.

cccxxxij.

Si à femme noble ou roturiere à esté promisdouaire conuentionnel, moindre que le coustumier, elle n'en pourra demander autre: mais fil excedoit, il sera reduit au coustumier. cccxxxiij.

Si à femme noble ou roturiere est par pere & mere, ayeul ou ayeulle de son mary promis ou assigné douaire conuentionnel, laditte semme noble aura la tierce partie, & la roturiere la moitié des choses roturieres, auec la tierce partie des choses nobles escheuës en tierce soy Toutes-sois si lesdits heritages dudit mary decedé ne peuuent porter tel ne si grand douaire que ledit conuentionnel, laditte semme s'addressera pource qu'il desaudra contre lesdits pe-

Digitized by Google

re, mere, ayeul, ou ayeulle qui auroient promis ledit douaire conuentionnel leur vie durant tant seulement: & apres leur deces est au choix des heritiers payer ledit douaire conuentionnel, ou le coustumier, sur telle part que ledit desunt mary eust eu s'il eust suruescu celuy qui auoit assigné ledit douaire. cccxxxiii.

Douairiere noble ou roturiere doit tenir les maisons, vignes & autres choses en tel estat que baillees luy ont esté par douaire, les reparer comme vn vsufruittier, sans coupperne extirper vignes, arbres fruitaux, bois anciens, & non accoustumez à coupper, sinon que laditte couppe se face pour reparer les choses dudit douaire, ledit proprietaire toutes-fois audit cas preallablement appellé: & si elle fait autrement, est priuee des choses du douaire, esquelles elle a mal versé.

Si aucuns deuoirs ou rachats estoient deuz à cause de l'heritage baillé en douaire, le proprietaire sera tenu les payer & aquitter iusques au iour de la deliurance d'iceux: mais quant aux autres charges qui escherront par apres, laditte douairiere les payera, ensemble les arriebans & loyaux aydes escheans pendant le douaire: & ce iusques à la concurrence de ce qu'elle en tiendra: & le semblable sera gardé en tout autre vsussuit.

Femme noble ou roturiere qui forfait en son mariage, pert son douaire s'il y en a plainte faitte par le mary en iustice: & autrement n'en pourra l'heritier saire querelle apres la mort du mary.

cccxxxvij.

Femme noble ou roturiere ne peut auoir don & douaire ensemble, quelque conuention ou'il y eust au contraire par contract de mariage, & en faueur d'iceluy: mais aura le choix de opter le don ou douaire dedans quarantetrois iours apres le deces. cccxxxviij.

Femme mariee à homme roturier a droit d'auoir par douaire sur les heritages demourez du deces de son mary, la moitié des choses roturieres, & tierce partie des choses nobles escheuës en tierce soy: & court ledit douaire dés le jour dudit deces au profit de la vesue qui en est faisse, sans qu'elle en face aucune sommation.

Du bail. cccxxxix.

NTRE gens nobles, le bail & garde noble des enfans mineurs appartient aux pere ou mere seulement, sans qu'ils le puissent ceder ou transporter, autrement il leur sera en iustice par l'election de leurs proches parens & amis, pourueu de tuteur ou curateur qui en sero faire inuentaire & appretiation, dont ils rendront compte & reliqua ausdits mineurs eux venuz en aage: & si la mere se remarie, elle pert ledit bail.

Le bail dure pour le regard du masse iusques à dixhuit ans accompliz, & de la fille iusques à quatorze, pendant lesquels le baillistre fait les fruits siens, & prend les meubles, à la charge d'entretenir les dits mineurs selon leur estat, faire les reparations de leurs heritages, acquitter les dettes personnelles, arrerages de rentes & autres charges selon qu'on dit vulgairement, Qui bail prend, quitte le rend.

Si ausdits mineurs aduient quelque succession directe ou collaterale, pendant ledit bail, elle leur appartient pour le tout: en aura toutes-sois ledit baillistre l'administration, à la charge de faire inuentaire & appretiation dedans quarante iours, & d'en rendre compte & reliqua audit mineur luy venu en aage, ou à son curateur: & à faute de faire ledit inuentaire, est ledit baillistre priné dudit bail.

Le baillistre en prenant le bail, sera tenu faire inuentaire & appretiation du bestail & autres meubles necessaires à l'agriculture estans aux mestairies appartenants aux mineurs: selon lequel inuentaire & appreciation, il rendra les dittes choses ledit bail siny, & laissera les mestairies bien & deument garnies selon la saison.

Baillistres & tuteurs ou curateurs sont les hommages, & aussi les reçoiuent de ceux qui sont à entrer en hommage, & non de ceux qui seront entrez au parauant ledit bail aduenu, lesquels feront hommage audit seigneur venu en aage, & estant hors de bail, quand il aura fait proclamer & assigner ses hommages.

cccxliiij.

Ledit bail finy, le masse ayant dixhuit, & la fille quatorze, comme dessus, peuuent receuoir les hommages de leurs vassaux, & aussi les faire à leurs superieurs : & si sur la prestation desdits hommages il aduient proces ou different, il sera pourueu de curateur ausdits mineurs. cccxlv.

Baillistre ne reçoit adueu, & ne le baille.

Ė

De tu-

Ntre gens coustumiers, les enfans sous l'aage de puberté, sçauoir est les masses soubs l'aage de quatorze ans, & les filles de douze, apres le deces de leur mere demeurent & sont en la tutelle naturelle & gouvernement de leur pere, qui a droit de prendre le reuenu & emolument des heritages desdits mineurs à la charge seulemét de les nourris, entretenir, pour chasser le leurs choses necessaires, & payer les charges de leurs dits heritages: pareillement les dits enfans apres le deces de leur pere demeurét & sont en la tutelle naturelle de leur mere, qui a pareils droits: & hors ledit aage de puberté sont les dits pere & mere tenuz rédre côpte des biens des dits enfans & en payer le reliqua, si les dits biens sont plus que suffisans pour leur nourritute & entretenement.

Lesdits pere & mere sont fondez és droits cy dessus, encores qu'ils sussent mineurs de vint cinq ans.

Et sera tenu chacun desdits pere & mere suruiuant faire inuentaire & appreciation par authorité de iustice des biens meubles, lettres, tiltres & enseignemens commus entre luy & ses enfans qui sont au dessous de vingt-cinq ans, les parens & amis desdits mineurs si aucuns sont au lieu de la demeure du predecedé, & en leur desaut le procureur du Roy ou de la seigneurie appellez, à la diligence dudit suruiuant, & aux despens comuns: & s'il ne sait faire ledit inuentai re, communauté de biens a lieu, & se continue au prosit & aduatage desdits ensans si bon leur semble.

Si pere ou mere auec lequel les enfans ont communauté se remarie, laditte communauté se continue entre eux pour vn tiers, tellement que les lits enfans auront vn tiers, & le pere ou mere suruiuat vn autre tiers, & celuy auec lequel il se remarie l'autre tiers: & si celuy qui auoit communauté auec se enfans se remarie auec autre qui auoit communauté auec se enfans, en ce cas se diusse la communauté en quatre portions, tellement que les dits pere & mere faisans le chef de laditte communauté emporteront chacun d'eux vn quart, & les enfans des deux lits continuans chacun vn quart.

Si le pere ayat enfans se remarie, il ne pert la tutelle naturelle de ses enfans, & quat à la mere se remariant elle pert laditte tutelle: & en ce cas les proches parens & amis desdits enfans appellez leur sera par leur election & aduis pourueu par iustice de tuteurs ou curateurs qui serot tenuz faire inuentaire, appreciation & partage des biens communs, & selon ledit inuentaire rendre bon compte & reliqua ausdits enfans.

De emancipation.

cccli

HOmmes & femmes nobles ou roturiers mariez, encores qu'ils soien t mineurs de vingtcinq ans sont vsans de leurs droits pour iouir & disposer de leurs meubles & fruits de leurs immeubles, ester en iugement, contracter pour ce regard, contraindre leurs dits curareurs à leur rendre compte & payer le reliqua, & toutes lesdittes poursuittes, receptes & quittances qu'ils feront quant aux choses susdittes sont bonnes & valables, pour ueu que pour le regard de l'audition du compte de leurs biens & payement du reliqua soient appellez deux de leurs principaux parens par deuant le iuge ordinaire: & sil n'y auoit parés: sera appellé le procureur du Roy ou de la seigneurie du lieu où le compte sera rendu: auquel cas n'y aura lieu de restitution sous pretexte de minorité.

D'assiette de rentes.

ccclij.

SElon la coustume, assiette se doit faire la tierce partie en domaines: l'autre tiers en rentes de deniers: & lautre tiers en rentes de bleds: c'est à sçauoir tiers froment, tiers seigle, & orge & auoine par moitié pour l'autre tiers.

En domaines & heritages n'a aucune appreciation arrestee, par-ce qu'ils peuuent plus ou moins valloir selon l'assiette desdits heritages: & s'en fera appreciation par gens en ce experts & cognoissans: & ne seront tenuz les vendans ou constituans lesdittes rentes, faire laditte assiette, sinon que à ce ils soient expressement obligez.

Vn septier froment mesure de Tours est apprecié dix sols de rente.

ccclv.

Vn septier d'orge mesure dudit Tours est apprecié cinq sols, & le septier d'auoine trois sols neuf deniers.

Vn septier de seigle mesure dudit Tours est apprecié sept sols six deniers tournois de ren-C iiii

te.		ccclvij
Et pour-ce que les mesures dudit pais de Toura	iine different,fera fai	
quipolent de laditte mesure de Tours.		ccclviij
Oye de rente est appreciee quinze deniers.		ccclix
Vn chapon est apprecié douze deniers: Ge	line, huit deniers:	
niers.	••	ccclx
Toutes choses qu'on baille à ferme, soient dism		
estimees à la valleur de la rente, le moyen de ce qu	e pour trois années	•
elles auront esté & seront baillees.		ccclxj
Menuz cens en deniers sont prisez le double d'	autres rentes.	ccclxij
Foy & hommage lige, dix fols.		ccclxiij.
Foy & hommage simple, cinq sols.		
D'Amendes.	·	ccclxiiÿ.
Omme ou femme roturiers venans contre son	n abligation nave (ai	vante fols d'amende
	n obligation paye for	. ccclxv
Pour faisse brisee y-a amende de soixante sols.		ccclxvj.
Pour deuoirs non payez à iour & pour decheut		
y-a améde de sept sols six deniers sur le roturier:&		
ront deus plusieurs & diuerses amédes pour les arr	erages d'vn deuoir q	ui leroit deu pour plu-
fieurs annees, quand le subiet paye lesdits arrerages	à vne fois. Pareillem	ent ne iont deues plu-
sieurs & diuerses amédes pour plusieurs deuoirs de		
lesdits arrerages ensemble: ains esdits cas est deue v Aussi pour plusieurs contrats recellez & depuis		ccclxvij. our n'est deue qu'vne
amende.		ccclxviij.
Homme noble en la cour de son seigneur dot il	est homme de foy o	u de suzerain_duquel
il est estaiger pour saisse brisee deuement signifiee	ou qui vient cotre lo	
de arbitraire.		ccclxix.
Qui dechet de requeste de lettre fermee deuen		
sols, tant le demandeur que desendeur: & pour ladi		
le sergent en la ville & faux-bourgs n'aura que cino	I fols tant pour luy q	
fil va dehors, sera payé selon l'ordonnance.		ccclxx.
En chose mobiliaire chet adueu & cott adueu,	& qui en dechet apre	
appleigé, paye d'amende soixante sols.	·	ccclxxj.
L'appellant qui dechet d'appel paye d'amende		ccclxxij.
Qui dechet de clain de poursuite faite de cour e	eccletiaitique paye to	
Daniel San 1-1-0-6: /11: 1-6:		ccclxxiij.
Pour domage de bestes fait és taillis du seigneur	rau dedans de trois ai	
mande soixante sols.	.'	ccclxxiiij.
Pour delais d'appel fait au dedans de huit iours r	i y-a amende:∝ apres	s mure rours y-a rorxan-
te fols en cour Royalle,& fept fols fiz deniers en co	our interteure, pour i	e regad du roturier,& .ccclxxv
fur l'homme noble ou d'eglife cinq sols.	m da aubieusius sans n	
Qui me son seing & succumbe doit payer l'ame	nde arbitraire,tant n	cclxxvj.
Pour ventes recellees, apres quinze iours passez	v v.a d'amende fent (
les ont esté recelees par an & iour à moyen iusticie		
te fols.	a or autre inherients	-ccclxxvij.
Ne sera deuë ne leuee amende sinon que le des	faut foit juge & l'ame	
par le iuge.	1016 100 0C 1 allile	
[

Crimes. ccclxxviij.

Vi confisque le corps ne consique les biens fors en cas de leze maiesté diuine & humaine: & en crime de fauce monnoye, celuy qui la fait ou forge confisque sa maison si elle luy appartient, non autrement: sinon que celuy qui en est seigneur en eust cognoissance.

Coustu-

Digitized by Google

Constume locale.

ccclxxix.

E S seigneuries de Mezieres, Busançois, Dazay le Ferro, la Mothe sur Yndre, de Bauche, de sainct Genoust, de sainct Cyran, & de l'isle Sauary, estans en la temporalité & bailliage de Touraine, & au diocese de Berry, sies & iustices, n'ont riens messé ensemble: par-ce que tel 1. 369. Het est seigneur de la iustice, qui n'est seigneur de sies, au contraire: & que les dittes iustices sont le dicitur loca liusuis est services & limitees.

1.369. Hat
cöfuetudomale dicitur loca
lis quia est generalis rbique
rt dixi in cöfuetu.parisi.§
1.gl.5.q.1.nu
45.C.M.

FIN DES COVSTVMES DY PAIS DE TOVRAINE.

Proces verbal.



'A N mil cinq cens cinquante-neuf, le diméche huictiesme iour du mois d'Octobre: Nous Christosse de Thou, presidét, Barthelemy Faye, & Iaques Viole, conseillers du Roy, en sa cour de Parlemét, sommes arriuez en la ville de Tours, pour en icelle estre par nous procedé à la redaction des coustumes du duché & bailliage de Touraine, suyuant les lettres patentes dudit seigneur à nous addresses. & c. Et le lendemain nous sommes trasportez au palais Royal dudit lieu où sont comparuz pour l'estar

mes trasportez au palais Royal dudit lieu où sont comparuz pour l'estat de l'Eglise, Reuerend pere en Dieu, messire Simon de maille Archeuescque, seigneur Baron du Palais Archiepiscopal de Tours, seigneur chastellain des chastellenies d'Arthone, de Vernou & de sainct Martin de Caudes, d'vne seigneurie seant en la ville de Chinon & és enuiros, & pour tout le reuenu de sondit archeuesché estant audit bailliage de Tours, par maistre Iacques Bien-assis abbé de Boysaubry Vicaire general & official dudit Archeuesque: les Doyen, Chanoines & chapitre de l'Eglise de Tours, pour tout le reuenu qu'ils ont audit bailliage: par maistres René Pasquier chantre: Antoine Fumee archediacre d'Oultre Loire, Pierre parage archipresbtre, Iean Binet, & Simon Galland, tous Chanoines prebandez de laditte eglise, afsistez de maistre Pierre bastard léur procureur:le Reuerendissime Cardinal de Lorraine, abbé de Mairemonstier religieux & couent d'icelle abbaye, par freres Guillaume vallet aumosnier Almynadab de treignac enfermier, Gilles Robier pitancier, Iean Drouin procureur general, affistez de maistre Lois trauers leur procureur, comparans tant pour le chef de laditte abbaye que pour les membres depédans d'icelle situez audit pays de Touraine, chastellenie de Louroux, de sainct Laurés en Gastine, les seigneuries de Pots de Tours, de Perçay, la Vare, Breneçay, Foucher, Ses, Souzay, la Grage S. Martin, Saimblançay & Chahaignes: le reuerédissime Cardinal de Giury baron de Chasteau-neuf, à cause de sa tresorerie en l'eglise collegiale de S. Martin de Tours, par maistre Iean Pauillon son Procureur: Reuerend pere en Dieu messire Philbert Babou Euesque d'Angoulesme baron de Ligueil, à cause de son doyenné en laditte eglise de sainct Martin de Tours, par maistre Loys Gaulegied iuge dudit Ligueil, & maistre Pierre yuon son procureur:les autres dignitez, chanoines & chapitre de laditte eglise collegial le de s.Martin de Tours, pour leur terre & chastellenie de Lynieres & autre reuenu qu'ils ont audit bailliage, par maistre Claude de Troyes cellerier & Iacques Quetier preuost de la Varéne Chanoines prebedez en laditte eglise: Reuered pere en Dieu, messire Iacques lé Roy, archeuesque de Bourges & abbé de villeloing, religieux & couent de laditte abbaye, par maistre Anthoine Yfore leur procureur, tant pour la chastellenie dudit Villeloing, que pour autres iustices qu'ils ont audit bailliage de Touraine: Reuerend pere en Dieu, messire Anthoine de Crequy Euesque de Nantes, Abbé de sainct Iulien de Tours, par frere Iean du Bois Prieur de Chasteau Regnaut son grand vicaire, & les religieux & conuent de laditte abbaye, par frere Emery Berland cellerier de laditte abbaye:reueréd pere en Dieu messire Charles de pisseleu euesque de Codo abbé de Bourgueil, religieux& couet de laditte abbaye, par maistre Michel Gaulthereau leur iuge & procureur special: maistre Iean de la Roche-foucaut abbé de Cormery, religieux & conuent d'icelle abbaye seigneurs chastellains dudit Cormeay & autres sei gneuries appartenans ausdits abbé & conuent à Bournant & à Boussees, par ledit Ysore leur vicaire & procureur:maistre Charles Thiercelin abbé de Fontaines les blanches, religieux & couent d'icelle abbaye, par frere Nicolas Audebert prieur claustral, & maistre Pierre Houdericq leur procureur:maistre Nicolas Thiercelin abbé de la Clarté Dieu, religieux & conuent

Proces

d'icelle abbaye.par maistre Ican Riviere leur procureur : maistre René de l'Hospital abbé de fainct Genoust sur Yndre, & à cause d'icelle abbaye, baron dudit sainct Genoust, religieux & conuent de laditte abbaye, par maistre Gabriel Caillou procureur fiscal de laditte baronnie, assisté dudit trauers leur procureur: maistre Guillaume du mayne abbé de Beau-lieu, religieux & conuent d'icelle abbaye, par maistre Ican Sournyn leur procureur, tat pour laditte abbaye que pour le prieuré de Dierre dependant d'icelles maistre Thomas Gadaigne abbé de Turpenay, religieux & conuent de laditte abbayé, comme chastellains dudit Turpenay, par maistre Pierre de la Myne leur procureur: ledit maistre Iaques Bié-assis abbé dudit Baysaubry en personne, & aussi coparant pour les religieux & conuent d'icelle abbaye: maistre lean de Troyes abbé de Gastine comparant en personne, tant pour luy que pour les religieux & conuent d'icelle abbaye: maistre Claude de la Rue abbé de Baugerays aussi en personne, comparant tant pour luy que pour les religieux & conuent de laditte abbaye:maistre Iean de mouuoysin abbé de sainct Ciran en Brenne, religieux & conuent de laditte abbaye, par maistre Iean Morin assisté de maistres François Baret & Pierre Yuon aduocat & procureur audit Tours: les religieux, abbé & conuent de Laudays par ledir Trauer's leur procureur: les religieux, abbé & couent de Miseray, par maistre Gilles Quinaut & Simon Boucaut leur procureur: les religieux, abbé & conuent de Pruilly, par frere Estienne Proust chambrier d'icelle abbaye & leur procureur:les religieux, abbé & conuent Daigue-viue, par maistre René Hubert leur procureur: maistre Regnauld de Beaulne Conseiller du Roy en sa cour de Parlement à Paris, Prieur de Grad mont lez Tours, & preuost de Doue en laditte eglise collegiale de S. Martin de Tours. & les religieux & conuent dudit prieuré de Grand-mont, par maistre Ican Buffe leur procureur:Domp Iean Nicou prieur de sainct Iean Duliger de l'ordre chatreuse lez Loches, & les religieux & conuent dudit lieu, par maistre Iean de Meziere, present: messire Charles de Rōsar prieur de saince Cosme lez Tours, & les religieux & conuent dudit prieuré, par maistre Touslaincts Rousseau leur procureur: les chanoines & chapitre de l'eglise sainct Pierre le puillier dudict Tours, par maistre Mathurin œuure I'vn desdits chanomes & ledit Maizieres leur procureur:les chanoines & chapitre sainct Venant dudit Tours, par maistres Guillaume Aublac, Iean le moine & Iean Riuiere leurs procureurs: les chanoines & chapitre de sainct Martin de la bazoche dudit Tours, par maistres Thomas iouanneau, & Iean Vigneron chanoines dudit lieu, present maistre Germain gasmoy leur procureur les chanoines & chapitre de l'eglise de saince Mesme de Chinon, par maistre Guillaume burges l'vn desdits chanoines, present:les prieur, chanoines & chapitre de l'eglise de Loches, par maistre Iean marron l'vn deldits chanoines present, & maistre Estienne dordillon leur procureur: les prieur, chanoines & chapitre de Chastillon sur Yndre, par maistre Richard de la haye leur procureur: les chanoines & chapitre de sainct Floretin d'Amboyse, par maistre Iean meon seur procureur : les chanoines & chapitre de Maille, par Macé girő procureur dudit chapitre, assisté de maistre Thomas de la folie leur procureur: les chanoines & chapitre de Bueil, par malstre Martin le clerc, I'vn desdits Chanoines & leur procureur general, assisté de maistre Iean de la Forge : les tresorier, chanoines & chapitre de Maiziere eu Brenne, par maistre Georges tyouere tresorier de laditte Eglise, & par maistre Vrsin bonneau leur procureur : les Chanoines & chapitre de Palluau, par ledit bonneau leur procureur: Frere Iacques du brueil prieur de Lamps curé de sainct Martin de subtray, par ledit Yuon son procureur: les religieux, prieur & conuent de Benests, par maistre Iean mollan leur procureur: maistre Iean destorettes seigneur de Bussy prieur de sainct Thomas d'Amboise, par maistre Martin le large son procureur: le prieur de Grand-mont pres Chinon, par ledit Retailleau son procureur: maistre Pierre cotin prieur de Chesley, par ledit Guerin: les religieux, prieur & conuent du prieur é conuentuel de nostre Dame du Poucier aigres lez Chinon, ordre de Grand-mont, par ledit retailleaus srcre Pierre ysore prieur de Doluz & de Chissey, par ledit Guerin: le prieur curé de Dierre, par messire François roy son vicaire, le prieur de saince Patrice en persone & par maistre Iacques de brie son procureur: maistre Iean d'Amblezet presbtre prieur de Barou & curé de S. Martin de Precigny, present: maistre Nicole supplice prieur commendataire de sainct Lozin de maison, par ledit boucher son procureur: les religieuses, abbesse & conuet de Beau-mot lez Tours par maistre Guillaume mangot leur procureur: les religieuses, prieure & conuent de Rillay, par ledit Pauillon leur procureur : le commandeur de Brison, par maistre Antoine robin son procureur:frere Mathurin seiourne commandeur de Fretay, par ledit Yuon:le commandeur de Buzançois, par ledit de la haye son Procureur: maistre Anthoine de saige lais commandeur d'Am-

d'Amboise present maistre Iean de moucheres comandeur de Ballan, present le commadeur de Liste-bouchard, par maistre Denis dupuy-herbaut son procureur : maistre Iean bonnet prebître curé de sainct Simple de Tours, present maistre Georges trihoire curé de sainct lea de Beau-mont pres Tours, present: maistre François chaudin curé de sainct estienne de Buzãçois, par ledit bonneau: maistre François marchant curé de sainct Ciran de Iambot, present messire Iean le grand curé de Menetriau, par ledit trauers: messire Iean pie curé de Bauche, par ledit trauers: frere René de marçay curé de Hengne, par ledit trauers: maistre Gabriel gail lard curé de Prunay, par maistre Iean morin son procureur: maistre Sebastien herauldon curé de sainct Martin d'Abilly, pres Buzaçois, par ledit Yuon: maistre Iean de cirac curé de Clyo, pyr ledit trauers maistre Pierre cormesson curé de Flere sur Yndre, autrement Flere la riuiere, present: maistre Pierre courcillon curé de Ville-bernin, par ledit trauers: maistre Iacques fyneau curé de nostre dame d'estree, par ledit honneau: maistre Hugues sanxon curé de Clere du bois, present: maistre Pierre mercier curé de saince Nicolas de Pruilly, present: maistre Iean massot curé de Precigny & de sainct Georges en la vallee de la haye en Touraine present, assisté dudit trauers:maistre lea de la riuoire curé du petit Precigny, par M. Anthoine piause n vicaire & Procureur:maistre Adrian galland curé de la Roche de pouzay, par ledit petit:m. a ques degre curé de Barou en personne & par ledit buffe: maistre Maurice marne curé de châbon en personne & par ledit buffe: maistre Philippes perrinaut curé de la Selle-guenaut, par messire Pierre chesneau prebstre, assisté dudit trauers: maistre Anthoine lonau curé de saince Iulite en personne:maistre Iean bastard curé de Chaumussay & chanoine de saince Pierre Puillier de Tours, present: assisté dudit de la mine: maistre Thomas tournyhoust curé de Mot bason, en personne: maistre Pierre poullyuet euré de Monts, en personne: assisté de maistre René le moine: frere Ieun berruyer curé de Ioue, par messire Guillaume esnault prebstre son vicaire & procureur:maistre Estienne chastignier curé de Sorigny, present: frere Annet resneau prieur, curé dudit lieu & soy disant auoir droit de chastellenie à cause dudit lieu, par led t buffe: maistre lacques berou curé de Branche, par ledit chailliau: M. Claude de moussy curé d'Esure, par messire Nicolas le page son procureur: messire Mathurin roullais prieur, curé de Sauonniens, par ledit de la folie son procureur: messire Charles de Ronssart prieur curé de Colombiers, par maistre Iean roy prebstre son vicaire & procureur:maistre Martin le fey curé de Vallieres, par ledit de Maizieres: maistre Georges girard curé de Druis, par messire Pierre de sache son vicaire: maistre Girard l'aisné curé de Mire, assisté dudit laurenceau : maistre Emery de courcelles curé d'Athees en personne, assisté dudit retailleau: maistre Martin marchant curé de sainct Pierre de Venzay, present: assisté dudit fillon: maistre Nicolas brissen curé de Vereiz present, assisté dudit challiau: messire Iean gaudin curé de Larçay, present: mat stre Pierre au-blanc curé de Brethenay & de sainct Genoust, present:messire Martin boulle, curé de Bourray, par ledit de brie son procureur: maistre Iean pater prebstre curé de Thenay present, & par maistre Robert rousseau: maistre Iulien du bois curé de Faugeres, present, & par ledit rousseau:maistre Pierre boireau curé de saint Iulien de Chedo, present:messire René maurice curé d'auge, par ledit challiau:maistre Pierre arondelle curé de Chissay:present:frere Pierre ysore prieur dudit Chissay, par ledit Guerin: M. Pierre de poucre curé de Ciuray pres Bleré, present: maistre Iea martel curé de la croix de bleré, present, assisté de perdriau: maistre Iean menard curé de Cigongne, present: maistre Emard de la mothe cure de Fondettes, prefent:maistre Guillaume lusson curé de Vallieres, present, assisté dudit guerin : maistre Guillaume rousseau curé d'Ambillou, present, assisté de bourre son procureur: maistre Guillaume vm brage curé de sain& Anthoine du rocher, present: assisté dudit guerin: messire Mathurin mynaut curé de Samblançay, present: maistre Estienne papillon prieur, curé de Meillepont pierre, present: maistre Estienne charton prieur curé de sainct Mars de la pille, present: maistre Anthoine gautier curé de nostre Dame de Doue, present : maistre Iacques chesneau curé de Neufuy, present: maistre Iacques preteseigle curé de Beau-mont de la Ronce en personne, as sisté de maistre Iustin dandre son procureur: maistre Vrsin bonneau curé de Rilly en personne:maistre Robert de thuille curé de villeboureau, assisté de maistre Iean nandeau:maistre Iea berneul curé de Veufues, present: maistré Iean buet curé de Chahaignes, present: assisté de maistre Barthelemy terreau: paistre Pierre de baillet prebstré prieur curé de saince Pierre de Chenillé & curé de sainct Estienne d'Espeigne, par maistre Estienne l'admiraut son procureur:maistre Iean bouger curé de nost re Dame de bane, present:assisté dudit laurenceau: mai stre Claude d'Orleans curé de Boystaut, par maistre Iean richard son vicaire, assisté dudit lau-

Proces

renceau maistre Pierre roulleau curé de Neufuille en personne, maistre Iean barreau curé de Ville-porcher, present, frere Iean pillet curé de Mouzille, present, maistre Iean yuon curé de sainct Laurens en Gastine, present, maistre Pierre charlot curé de Crotelles, present, assisté dudit yuon, maistre Iean michau curé de Monstreul, assisté dudit trauers, maistre Simon de la roche curé d'Autreiche, assisté dudit laurenceau, maistre Iean cheurolles curé de Noezay, present, maistre Gilles berthonneau curé de sainct Iean de Langes, present: maistre Pierre lebeau curé de sainct Laurens dudit Langes, par maistre Iean sournyn son procureur: maistre Oliuier corbeau prebître curé de Mazieres, present : assisté de maistre Nicole coqu son procureur, maistre andré tascher curé des Esarts, present maistre André tascher curé de Trogues present, assisté dudit challiau: maistre Gilles dauolle curé d'Auche, present: maistre François nicoreau curé de la Roche-clairmau, par ledit retailleau son procureur: M. Loysde boissourdain curé de fainct Espain, present: maistre François du val curé de Verneul, par ledit bonueau son procureur:maistre Anthoine pauureau curé de Morignon, par ledit guerin:maistre René du pont curé de Rille pres Lisle-bouchard, present: maistre Laurens dauid prieur curé d'Azay le rideau, par maistre Pierre de seiche son procureur: maistre Denis masserot curé de Sache, present:maistre Pierre chatin curé de Cheille, par ledit guerin: messire Iean massot curé de fainct Georges de la Haye en Touraine par ledit trauers:maistre Martin besnard curé d'Abilly, present maistre Oger peincterel curé de Ferrieres larçon, present maistre Anceau de Villeneusue prebstre curé d'Ingrande, present: maistre François du Val curé de Verneul pres liflebouchard, present assisté dudit bonneau: maistre Iean berthin curé d'Escueillé, par messire Matthieu rousseau son vicaire: maistre Henry bierne curé d'Orbigné en personne: maistre Maurice moussier curé de Beau-mont faulx-bourgs de Montresor, present : maistre Briant perraut prebître curé de saint Iustin de bossay pres Pruilly, present, assisté dudit coqu: masstre Christosse foucault curé de Loroux en personne:maistre Michel le pelletier curé de Louans. en personne, assisté dudit trauers: maistre Pierre grueil de sainct Bault, present: maistre Pierre presteseigle curé de coursay, par maistre martin dadre son procureur: maistre anthoine sumee curé de Genillé, present: messire Iacques bourdin curé de Chedigny, present: maistre Gilles gassebois curé du Liege, par maistre Denis delanuay son vicaire: maistre Bernard de villegontier curé de sainct Quentin, present: maistre Cypien iusto curé de Perrusson, present: maistre Gilles boyleau curé de saince Martin de Sarcay, par M. Pierre hamelin son vicaire: M. Michel daresse prebstre curé sainct Senoch, present messire Martial pijaut prebstre curé de sainct Jea de Bridoire, present: messire Charles laurens prebstre curé de Villedannain, present: messire Jean fillault prebître curé de la chappelle saincte Ypolite pres Loches, present: messire Macé perrier prebître curé de saince Germain sur Yndre pres loches, present maistre le a moureau prebître curé de Seuenieres, present: maistre Nicole naullet prebître curé de Victry, present: maistre Hugues sanxon curé de Cleré la riuiere, par ledit trauers, maistre Philbert ancelo prieur de la Cheze parroisse de Clyon, par ledit de la haye son procureur: maistre Philbert carré curé de Vallieres les grands, present: M. Claude blandin curé de sainct Ouin du bois en presonne:messire Gacien pineau curé de Neigron outre Loire, assisté dudit coqu: messire Loys fluriaut curé de Lyeles, present: maistre Martin pin curé de Taussigné, par messire le a richard son vicaire:messire pierre crozillon curé de Villebernin, par ledit bonneau: messire Pierre le moine prebître curé de la Magdalaine de Pruilly, present messire Guillaume chabryon prebstre curé de saince Pierre de Lyen, present: maistre Estienne papillon prebstre curé de Mesville pompiere, par ledit boneau: maistre Iean pean curé de Perse outre loire, en personne, & par ledit bonneau:maistre Simon pellerin curé de sainct Flonier, present:maistres Georges gi rard curé de d'Ouis, par messire Mathurin Roy son vicaire, assisté de maistre François fillon: maistre François le d'anig curé de Peire, par maistre Iean breau: maistre Iean breau curé de Fracueil, present: maistre Nicole preuost curé de la parroisse de Lezille present, assisté de maistre Philippes bessy son vicaire:maistre Mathurin Helouis curé de Ville-chantre, present:maiître Charles dauaillolles curé de Theueil, present: maistre Iean seruace curé de Darche, present:M. Michel chauuyn curé d'Azay le chetif, par maistre Philbert charpentier son vicaire: maistre Gilles Bretonneau, curé de sainct Iean de Lengest, en personne : maistre Claude de voysines, curé de Laleu, present: maistre Nicolas pichon curé de sainct Michel sur Loire, par messire Oliuier raguyn prebstre son vicaire: messire Pierre tondereau prebstre, curé de Neufuille, present : maistre Iean de bedon, curé de la Tour de sainct Gelin, present, maistre André caué, curé de Coussy le bois, de nostre pame & de saince martin de coursay, par ledit chailluau: maistre

maîstre Geruais brossin prebstre, curé de Crouzelles, par ledit Laurenceau son procureur messire Philippes audiger, curé de Mozé, par maistre Iean boisseau son procureur : frere Bertrand geoffrion, curé de Mary en personne: maistre Iean brisset, curé de Poilly, present : maistre Iean corset, curé de Chambon sur Yndre, present: maistre Iean guerin prebstre, l'vn des curez de l'Eglise parrochial de sainte Maure, present: maistre Guillaume challopin prebstre, curé de Cheuisson, present: maistre Pierre vacher prebstre, curé de sainte Geruais de Sauzay, en personne, assisté dudit coqu: maistre Iean belon prebstre, curé de sainte Saturnin de Sauigné sur Amboise, present, par ledit coqu: messire Guillaume abraham prebstre, curé de la parroisse de Velleiches, par maistre Anthoine champaigne son procureur : les curez de Therousse, par messire Maixent bruneau, son vicaire: de sainte Aulbin le despaince, par messire Thomas chauuyn son vicaire: de Chasteau-Regnaut, par messire Iean rougeau son vicaire: de Sonnay, par ledit de brueil: de Monnoye, par maistre Pierre le mercier son procureur : de Rochecorbon, par ledit Rousseau son procureur: & de Marzon, par maistre René belyard son procureur.

Et pour l'estat de noblesse, sont comparuz dame Loise de bourbon duchesse de Montpensier, & messire Lois de bourbon aussi duc dudit Montpensier pair de France son fils, à cause de leur terre & seigneurie de Champigny sur voulde & du sief de la tresorerie vnie à icelle, par noble homme Estienne fergon seigneur de la Pataudiere leur procureur, dame Suzanne de bourbon, dame de Rieux, d'Ancenis & de la chastellenie d'Husse, à cause de laditte chastellenie, par ledit fergon: messire Leonor dorleans duc de Longue-ville, à cause de sa seigneurie de Chasteau-Regnaud, par maistre Iean drouyn son procureur siscal: dame Dianne de Poictiers duchesse de Valentinois, dame de Chenonceau, à cause dudit Chenonceau, par maistre Estiéne tabois son procureur:messire Lois de la Trimoille comte de Benó & de Taillebourg, vicóte de Thouars, baron de Ciran & Sully, par ledit de mazieres son procureur : dame Françoise de Long-vy vefue de feu messire Philippes chabot en son viuant admiral de France, comtefse de Buzançois & dame des seigneuries destuille, Heugne, les quatre parroisses de Laps mébres dependans & annexez audit comté, par maistre Iean dorense son procureur, assisté de maistre Oliuier de hacquart preuost dudit lieu:messire Lois de Rohan comte de Montbason & seigneur de sainte Maure & Nouastre vniz audit comté baron de la Haye, ledit comté, baronnie & seigneurie assises en Touraine, par ledit retailleau son procureur: messire Lois seigneur de bueil comte de Sancere, cheualier de l'ordre dn Roy, baró de saint Christosle en Touraine, chastellain de la Marchere, Chenille & Espeigne, par ledit boucher son procureur: messire René de bastarnay côte du Bouschage seigneur chastellain de Montresor & du Bridore, par ledit perdriau: messire Nicolas daiou seigneur baron de Maizieres, par ledit bastard son procureur, assisté de maistre Iean morin seneschal dudit lieu de maizieres: messire Iean de touteuille cheualier seigneur chastellain de Verets, par maistre Estienne bourdillon son procureur fifcal: René de la val seigneur baron de Maille & chastellain de Roche-corbon, Benests, & les Escluses situees audit Touraine, par ledit de la folye: messire Honnoré de sauoye, baron du Grand Precigny & chastellain de Ferrieres larçon, par maistre François fauereau son procureur fiscal:messire Iacques de beaulne vicomte de Tours, seigneur baron de Saimblançay, & de la preuosté de Neufuy dependant de la ditte barónie, seigneur chastellain de la chastellenie des Ponts de Tours, lez ledit Tours, par ledit buffe son procureur: maistre Iean preuost conseiller du Roy, & president és requestes du palais à Paris, seigneur chastellain de faint cire dugaut, par maistre Iaques douyn bailly de laditte seigneurie: maistre André de hacqueuille aussi conseiller du noy en laditte cour seigneur de la Crosilliere, par ledit busse: lois de prunelle escuyer seigneur chastellain de Herbaut, par ledit pauillon son procureur: Gilles de commacre escuyer seigneur de Retail, & I'vn des maistres d'hostel ordinaires du Roy, en personne:maistre Iean de la chesnaye general des finances du Roy, seigneur de Moran & de la Charmoye, par maistre Iean couuers procureur fiscal, assisté dudit guerin: Marc de la Rue seigneur de la Couste, & de la Morellerie & de la Barengerie, Malicorne, & du fief de Rochecorbon, en personne: damoiselle Françoise du bueil, dame en partie de la Barónie de Mermande, par ledit boucher son procureur: messire François du sou cheualier seigneur chastellain de saint Mars de la Pille & du fief de lisse à mazieres, par ledit boucher: dame Marie gaudin vefue de feu messire Philbert babou, dame de Thuisseau, de la Bourdairiere & de Chis se, par ledit boucher son procureur: Iean de beaulne escuyer gentil-homme de la chambre du Roy, seigneur de la Tour-dargy & des Roches-neufs, par ledit challiau:maistre Claude bur-

Proces verbal

gensis secretaire des finances du Roy, seigneur chastellain de montgoguyer & sain& Espain, par ledit buffe son procureur:messire Adrian thiercelin cheualier gentil-homme ordinaire de la chambre du Roy, seigneur chastellain de Brosses, par maistre Pierre houdry son procureur: messire Emard deprie cheualier seigneur chastellain de Montponpon, par maistre nené le moine son procureur: messire Anthoine bohier general des sinances du Roy à Bourges seigneur chastellain d'Auges, par maistre Iacques de brye son procureur : messire Anthoine bohier gouverneur de Touraine seigneur baron de Sainct Ciergue, de la chastellenie de Nazelles & du fief de Berry seant en la ville de Tours & és enuirons, par ledit de brye son procureur:messire Iaques thiercelin escuyer seigneur chastellain de Possay & gentil-homme seruat en la maison du Roy, par ledit houdry: messire Christosse de coue seigneur chastellain de Fontenailles, par maistre Iean lemee son procureur: Iaques despinay seigneur chastellain de saint Michau sur Loire & de la terre & seigneurie de Mont-contour, par maistre Leon bourru son procureur: Astremoine du bois escuyer seigneur chastellain de Marran & de Sonzay & outre scigneur de Főtames, present, assisté de maistre Barthelemy terreau: François berard seigneur chastellain de Bleré en personne:René berard seigneur chastellain de la croix de bleré, aussi en personne:maistre Claude le breton seigneur de Villandry& de Coulombiers,par maistre Iea de maizieres son procureur fiscal: dame Ieanne de moulins en son nom & comme baillistre de Charles de Villebresme son fils seigneur chastellain de Fougeres, par maistre Robert roufseau son procureur:messire Iean guenaut cheualier seigneur de sain& Ciran de iambot, par maistre Nicolas verrier son procureur & receueur: damoiselle Ieanne berruyer vesue de seu Iean de Maisselles escuyer, Dame de la chastellenie de Cothereau, par ledit busse son procureur: Dame Loise de surgeres vesue de seu seigneur des Arpentits, Dame de Montrueil & Autreiche, par maistre René claueau son procureur: dame Anne de basternay vesue du seu seigneur de Ludes, dame de la Ferriere & de Rille, par maistre Claude piró son procureur: messire François roy seigneur chastellain de Sainte Iulite, par ledit challuau son procureur: messire Iean chastegnier seigneur de la Roche de pousay, & de Pruilly en partie, par maistre Iean penissault son chastellain & procureur, assisté de maistre François baret bailly dudit lieu : messire Charles de varie seigneur de Lisse Sauary & en partie d'Azay le serron, par ledit bonneau son procureur:messire Paul turpin cheualier seigneur chastellain de Trogues, Boisay, la Turba l'ere & de Mothoison en partie, par maistre Simo garnaut son procureur: messire Lois brossin seigneur de Mere & de Mouzay gentil-home ordinaire de la châbre du Roy, par ledit dordil lon son procureur, assisté de maistre Ioachim le Paige Aduocat en la cour de Parlement: Oullaume de Constances escuyer seigneur chastellain de la Selle dron & de la Selle guenaut par maistre Ican de rochebouer son procureur: Claude brascher escuyer seigneur chastellain de Palluau, par maistres Pierre bonnet & Lois trauers ses procureurs: François de crauant escuyer seigneur chastellain de Bauche en personne; assisté de François du brueil son procureur:Estienne garin escuyer seigneur chastellain de la chappelle Heurte-maille en personne & par ledit bonneau fon procureur:François du felier escuyer seigneur chastellain de la carte, par ledit Buffe son procureur fiscal:Lois de marrafin seigneur chastellain de saint Flouyer, de Nots, de nochecot & de terre frote situees audit bailliage de Tours, par ledit trauers son procureur: Iaques de brilhac seigneur chastellain d'Argy, par ledit bonneau: Iean de guynemont seigneur chastellain de sainct Ceuers, en personne: messire Pierre de coingan seigneur de Cangé, en personne tat pour laditte terre que pour les seigneuries de Rechaussay & du Chartemeau estans audit bailliage de Tours, assisté de maistre Nicole de vienne son procureur: Christofle du viuier seigneur de la rouauldiere, en personne, assisté dudit de la folye son procureur:maistre Michel boullo seigneur de Iallauges & de la preuosté de villemereau, par maistre Toussaints rousseau son procureur: Geoffroy de marray, seigneur de la roche de charge & de la Mothe pres Mont-richard, par ledit challuau son procureur : René Chardon seigneur de Millay & Mectre & de la seigneurie de Luygny, par ledit houdry son procureur: Lois de rochefort seigneur d'Armille, present: Guy de la gaubertiere seigneur de Bresne, present: Georges Baudet escuyer Seigneur de Varennes & d'Ysernay, present: Claude de motfort seigneur d'Es-vres, present: Pierre berruyer escuyer seigneur de Taffonneau, present: Henry berruyer leigneur de Chaumes, par ledit coqu: Lois broquier curateur de damoiselle Charlotte de Thays seulle fille & heritiere de messire Iean de Thays cheualier seigneur dudit lieu, par ledit de brye son procureur: Claude de corbin escuyer seigneur de Bois-bonnard, present: Hardouyn de la barre escuyer seigneur de la Barraudiere, en personne: François de rouzay

rouzay escuyer seigneur du Vau, de Vallere & d'Aulnay, en personne: René le gay seigneur de Chambon, present: Claude de sauary seigneur de Longhomme & de la Barre en Touraine, par ledit trauers: François dallais seigneur de Corbeil, present, assisté de maistre Mathurin perdriau son procureur: Alexandre iuste seigneur de sainct Aubin le despainct, present: Iaques de maille seigneur de Benehart, par ledit perdriau: Charles pinard seigneur de Marzon, par maistre Gabriel buzet son procureur : damoiselle Roze de fouuille, dame de Ville-dommain, par ledit trauers:damoiselle Agnes de nozay, dame de montchery, par ledit trauers: maistre Guilbert sanguyn seigneur de sain& Lactancin, par ledit bonneau: Mathurin drouaut seigneur de Pauzieres, par ledit bonneau: Iean de fontaines escuyer seigneur de Verueilles, par ledit bonneau:Roch desorbiers seigneur des Pruneaux, par ledit trauers:maistres Gilles guynot foy disant hault iusticier de Pel-voisin, en personne, Iean le roux seigneur, de la Merdelle, autrement Cocques, par ledit trauers: René de chasteignier & Iean de hercemaille seigneurs de Luche en personne:maistre Iean bongret soy disant auoir droit de la chastellenie de la Motthe Chauuro, en personne: René de preaux escuyer seigneur de Ville-douyn eschaçon du Roy par ledit guyoneau: Anthoine du pont seigneur de Rauzay & de Pouzieres, par Tannegny bru net son procureur: René des-orbiers seigneur de Pouzieux, par ledit trauers: Lois de voisines escuyer seigneur de Laleu, par ledit trauers: Iacques douyn seigneur en partie de villiers & de Sainct Iulien de chedod, par ledit bonneau: damoifelle Marie de bombelle au nom & comme tutrice de son fils seigneur du Roger, par ledit Laurenceau son procureur: Guy de faryneau seigneur de Bourray, par ledit bastard son procureur: Iean de cigongne escuyer seigneur de la Barriliere parroisse d'Orbigne, par ledit yuő son procureur: damoiselle Marguerite de lyniers dame de Maille le noble, par ledit fauereau bailly dudit lieu: Adam de hodon seigneur d'Estilly & de la moitié de la chastellenie de Crauant, par maistre Iean lemee son procureur: Lois mauleo seigneur de Narcay & de la quarte partie de laditte chastellenie de Crauant, par ledit retailleau son procureur:Lois de lestenau seigneur de bon ferre, par ledit yuon: Charles turpin escuyer seigneur de Crisse & de la seigneurie de Nueil, par ledit challuau: Iean voyet clcuyer leigneur de Paulmy, par ledit fauereau:dame Anne de vernon dame du chastellier & du fief bruneau seant en la parroisse de Neully le noble, par ledit fauereau: nené de gebert escuyer seigneur du nuau, par ledit buffe son procureur: Gabriel de benoist escuyer seigneur de la quarte partie de cherelles, par ledit petit son procureur. Charles de la Tousche seigneur de marigny, par maistre mathurin gautier son procureur: Iean Dauaillolles seigneur de Roncee, par ledit bonneau: Iean esmard seigneur de Sarilley, par ledit retailleau: Henry decran seigneur de coulleynes, par maistre Iulien leger son procureur: Ioachin de razilles Seigneur de Beau-chesne, par maistre Adrian de forges son procureur: Charles dauaillolles seigneur de nonce neigron, par ledit de maizieres son procureur: nené de montesson seigneur de marray, par ledit challuau: Pierre de bausselle seigneur de Guillemont, par ledit Yuon:Baptiste de ville-guyer vicôte de la Guyerche, par ledit petit son procureur: Hardouyn du fau escuyer dudit lieu & Adrian du fau son fils seigneur de l'Espinay, par ledit lemee leur procureur: Lois de Berruyer Seigneur de Sainct Germain sur Yndre, par maistre Hylaire bedoye son procureur: François & Gabriel de Sainct Georges Seigneurs de Vernueil, par maistre Anthoine robin leur procureur: Damoiselle nenee de Quinquempoix dame de Ponts vesue de seu René d'Argy en son viuant seigneur dudit lieu, par maistre Pierre houdry son procureur: Iean de la chastre seigneur de Paray, de Launay & de la Touche pres sainct christosse, par ledit trauers: Eustace de villiers seigneur de la Felonniere, par ledit garnault son procureur: Iean de la couste seigneur du Pontlong, de la suye, & d'Ancre pres Tausigny, present: René chappeau seigneur de la Bourdilliere & des siess & seigneuries des Foux & de Langotie, present, assisté dudit yuon son procureur: François du val escuyer tant en son nom que comme tuteur ordonné par instice de Herué du valseigneur de la Barataire, & encores à cause de damoiselle Iacquine durant sa femme seigneur d'Allais, & Sainct Patrice, prefent& affifté dudit chailluau: René de bourtic escuyer seigneur de Rouzai de Laleu, & du Boul lay, present: René luillier escuyer seigneur de la Fuye chantelou, par ledit challuau: Mathurin de donant escuyer seigneur de Paucieres, par ledit bonneau son procureur : le seigneur de la haulte iustice de la Charlottiere en la parroisse de Chambon, par ledit bongret:le seigneur de la haute iustice de la Fontaine en la parroisse de sainct Flouyer, par ledit bongret: le seigneur de la Roche guenet, present.

Sont aussi comparuz les officiers du Roy & practiciens dudit duché & bailliage de Tou-

Proces verbal

roine, à sçauoir maistres Iean bourgeau president au siege presidial dudit Tours, Adrian quinart iuge & lieutenant general du bailly, de Touraine, René bourgeau lieutenant criminel audit siege, Geruais goyet lieutenant particulier dudit siege: maistre Mathurin gautier, René gardette, Estienne le pelletier, Claude barraut, Laurens du bois, Emery binet, Claude de la rue, Lois gleterane, Nicole le clerc, & Estienne parent, tous conseillers magistrats audit siege presidial de Tours:maistre Iean challopin & Iean falaiseau aduocats pour le Roy audit siege: maistre Iean houdry procureur du Roy audit siege: maistre Estienne berthereau preuost dudit Tours, maistre Estienne pauillon son Lieutenant: maistre Iean Bois-gaultier procureur du Roy en laditte preuosté: maistres Guillaume ruze & Galliot mandat eleuz pour le Roy en laditte ville de Tours:maistres Denis tramin receueur du domaine du Roy: maistres François fromont bally de la ville d'Amboyse, Iacques sauare lieutenant particulier au siege royal dudit Amboyse, Charles challou aduocat, Florent maugent procureur audit siege, Anthoine de cours preuost dudit lieu, presens: maistre Iean de la barre lieutenant dudit bailly de Touraine au siege royal de Chinon : Pierre belle-fille assesseur audit Chinon , Guillaume philbert iuge preuostaire audit lieu, René iousselln conseiller audit siege, Guillaume de la noue aduocat du Roy audit siege, Jacques cochart procureur du Roy audit siege, presens maistre Iean baret lieutenant dudit bailly de Touraine au sieges de Loches, Iean de seriziers lieutenant criminel audit siege, Iulien gaultier lieutenant particulier & assessieur audit siege, Claude hamelin aduocat du Roy tous presens: maistre François taffouret procureur du Roy audit lieu comparant par maistre Anthoine Dauonneau son substitut, maistres Gilles grantin enquesteur audit siege, Nicole sauuage iuge de la preuosté dudit lieu, & Nicole blanche lieutenant dudit preuost: maistres Gilles quinaut lieutenant dudit bailly de Touraine au fiege de chastillon, Iean colin l'aisné & François morin aduocat & procureur du Roy audit lieu: maistres Anthoine damarron lieutenant du bailly de Touraine au siege de Langes, Mathurin nau juge de la preuosté dudit lieu: maistres Iean de seriziers bailly de la chastellenie de Mont-richard, Anthoine du bois chastellain, & Georges du bois procureur du Roy audit lieu, presens maistres Pierre gouernau, René bascher & Michel moussart greffiers ordinaires audit siege de Tours:maistres François baret, Lois delcheac, Matthieu forget, Iean gilles, Iean pauillon, François fireau, Anthoine & René raucheres, Iean maille, Michel retailleau, Iean de rochebouet, Christosse le maistre, André christosse, Iean breche, Claude sous-main, Pregent parnault, Iacob daret, Iean le sainctier, Claude piron, Gilles du verger, Iaques iobion, Gatian gaut, Lois dauuet, Matthieu aubry, Girard iulienne, Iacques poicteuin, Guillaume baret, Iean vigueau, Anthoine robin, Iulien aubry, Iean def-vmbres & Iean trouy, tous aduocats audit siege presidial de Tours, presens: maistres Iean de la forge, Thomas mãgo, Guillaume girard, Germain berthereau, Iean boissiere, Iean naudeau, François langlois, François soullet, Cardin targats, Estienne Dordillon, Iean moreau, François du brueil, Iean roche-bouet, Matthieu challuau, Iean riuiere, François Fillon, Pierre Dore, Vrfin bonneau, Thomas de la folye, Iean Guerin, Cardin Arrault, Michel Habert, Raoul Paris, Audet Iallier, Nicole de Vienne, Iean de mazieres, Estienne Pauillon, Bertrand Petit, René Habert, Nicolas de bournigalle, Anthoine colin, Iean charpentier, Iulien Leger, Iean bruneau, Pierre Yuon, Barthelemy Terreau, Iean bernard, Toussaincts rousseau, Iacques de brye, André chemin, Martin Fey, Lois Trauers, Gilles maurice, Adrian de Forges, Charles Fournyer, Thomas Des-champs, Marc bonrou, Ieau Huaut, Nicole coqu, Pierre barrier, Honnoré Lalongnes, Pierre Farduel, René le moine, Germain gasnay, Robert rousseau, Martin bergu, Nicolas laurenceau, Iean guyonneau, Estienne Lamiraut, Iacques turneau, Sanctin Gault, René claueau, Bastien martin, Estiéne Guyonniere, Pierre bastard, René beliard, Michel caillou, Iean iallet, Pierre Neron, Nazaire bonnichon, Iean meon, Anthoine bruyere, Robert le febure, Iean bellair, François ioubert, Iean leude, Iean gillier, Thomas bechereau, Iulien aleaulme, Pierre cheualier, Michel moussart, Nicolas bastard, Estienne berneust, Pierre goussart, Pierre Houtruau, René bascher, Guillaume pampare, Martin dandre, Anthoine dore, Iean challuau, Guillaume iallet, Martin le baube, Hylaire bedoye, René naudin, Matthieu gautier, Pierre le maistre, Pierre de la mine, Gilles neiron, Iean de la forge, Pierre poussin, Simon garnaut, Iean giraud, Iean de masseres, Michel guyon & Pierre digeois tous procureurs & pacticiens audit siege presidial de Tours, presens.

Et outre pour le tiers estat sont coparuz les manas & habitas de la ville de Tours, par Lau-

rens le blanc escuyer seigneur de la Valliere maire: les dits maistres René gardette, Guillaume ruze & Galliot mandat:maistre Mathurin dauenet Vicomte de Preaulx, notaire & secretaire du Roy, seigneur de Bon-repos: & Beniamin de garence seigneur du Pauillon, Escheuins d'icelle ville : les manans & habitans de la ville d'Amboyse par lesdits Chaillou & Maugent aduocat & procureur du Roy, audit siege: les manans & habitans de la ville de Chinon par lesdits de la Noue & Cochard aduocat & procureur du Roy audit siege: les manans & habitans de Loches, par Michau babault, tant pour luy que pour Guillaume moreau procureurs de la fabrice dudit lieu:les manans & habitans de Chastillon sur Yndre, par lesdits Colin l'aisné & Morin aduocat & procureur du Roy audit lieu:les manans & habitans de Langes, par Denis groflard procureur de la fabrice dudit lieu, affisté dudit Mathurin nau iuge de la preuosté dudit langes:les manans & habitans de Mont-richard, par Gabriel fournier procureur & receueur desdits habitans: les manans & habitans de Bleré, par René beau-chesne procureur de sabrice dudit lieu, assisté dudit perdriau : les manans & habitans de Mont-bason, par ledit Retailleau leur procureur: les manans & habitans de Maille, par Iean-bisener procureur de la parroisse dudit lieu, assisté dudit cloppin: les manans & habitans de Ligueil, par ledit challuau les manans & habitans de Rilly, par ledit bonneau: les manans & habitas de sainct Christofle, par ledit boucher: les manans & habitans de Chenille, par Gatian desprez procureur de la fabrice dudit lieu, affisté dudit rousseau: les manans & habitans de Chasteau-regnaut, par ledit drouin:les manans & habitans de Roche-corbon, par Lois boullan, & Michel meanze: les manans & habitans de sainct Genoust sur Yndre, par Iean de ville procureur de la fabrice, assisté dudit trauers: les manans & habitans de Nostre Dame de buzançois, de sainct La-Cancin, & de la parroisse de la chappelle Heurte-maille, par ledit bonneau: les manans & habitaos de Menetriau, par messire François guybourg & Lois pinault procureurs de la fabrice dudit lieu: les manans & habitans de Songe, par ledit trauers : les manans & habitans de Vendeuure, par ledit bastard: les manans & habitans de Bauche, par ledit guyon procureur de la fabrice dudit lieu:les manans & habitans d'Argy, par ledit bonneau: les manans & habitans de Heugne, par Pierre ianuroys, & Anthoine morisson peureurs de la fabrice dudit lieu: les manans & habitans de Subtray, de Maizieres en Brenne, & de Martiray, par ledit morin: les manans & habitans de Villiers en Brenne, de Prunay & de Clion, par ledit trauers: les manans & habitans d'Abilly pres Buzançois, d'Arfueille, & de Saincte Iame, par ledit bonneau: les manans & habitans de Mur, par ledit trauers: les manans & habitans de Flere sur Yndre, autrement de Flere la riuiere, par ledit de la Haye leur procureur: les manas & habitas de sainct Michel en Brenne, par ledit trauers, assisté de Pierre germillon procureur de laditte fabrice : les manans & habitans de Villebernyn, par ledit trauers, assisté de Iean martin dit Pellerin & Anthoine berthelot procureurs de la fabrice dudit lieu:les manans & habitans de nostre Dame d'estree, par ledit Iean de ville procureur de fabrice, assisté dudit trauers: les manans & habitans de Pruilly par ledit trauers:les manans & habitans de Precigny, par maistre Pierre yuó & Lois debit procureur de la fabrice : les manans & habitans de sainct Martin de Boussay, par Pierre chercelle, assisté dudit trauers: les manans & habitans de la Roche de Pouzay, par ledit perit:les manans & habitans de Chambon, par ledit bonneau:les manans & habitans de Charnizay par Pierre pillaudeau scindic desdis habitans, assisté de maistre Anthoine robin leur procureur: les manans & habitans de Sain& Flouyer, par ledit de brye leur procureur: les manans & habitans diseures par Anthoine Philippeau l'vn d'eux assisté dudit bonneau:les ma nans & habitans de Cussay les bois, par ledit challuau : les manans & habitans de saincte Iulite par Anthoine chercelle l'vn d'eux affisté dudit robin:les manans & habitans de Chaumussayc par lean girouard fabricier dudit lieu, affisté dudit trauers: les manans & habitas de la chappelle blanche par André vallet & Maurice meusnier procureurs de sabrice, assiste dudit yuon: les manas & habitans de Cussay, par Cuillaume archabaut, assisté dudit yuon: les manans & habitant de Ville-perdue, par Michau martineau & Michau anguille leurs procureurs: les manans & habitas de Ioue par Gacien creslier procureur de fabrice, assisté dudit de la mine: les manas & habitas de Theruse, par Mathurin dreux & Pierre bellot procureurs de la fabrice dudit lieu assistez dudit challiau:les manas & habitas de Sorigny par Bertrand bergeot & Iacques roille procureurs de fabrice, assistez dudit de la mine: les manans & habitans de Vergne, par M.Michel retailleau leur procureur:les manans & habitans de sainct Branche, par Iean touschard & Emery haroteau procureurs de fabrice, affistez dudit guerin: les manans & habitans Des-vre par Yuonnet mousnier procureur de fabrice, assisté dudit guerin : les manans & habitans de

D iij

Proces verbal

Ballan, par maistre Anthoine robin leur procureur: les manans & habitans de Sauonyeres, par Ican ferrant & Ican cocquin, presens: les manans & habitans de Coulobiers, par Martin rousseau procureur de la fabrice dudit lieu, assisté dudit de maizieres: les manans & habitans de Val lerre, par Ican violet procureur de la fabrice dudit lieu, assisté de maistre Martin le sey: les manans & habitans de Myre, par lesdits texier & laurenceau: les manans & habitans d'Athees, par Martin radault leur procureur: les manans & habitans de Chambray, par Ican clotteau procureur de fabrice de laditte parroisse: les manans & habitans de Sainct Pierre de Venzay, par Vincent suart procureur de fabrice dudit lieu assisté dudit fillon: les manans & habitans d'Azay sur Cher par ledit leger leur procureur: les manans & habitas de Verets, par ledit challuau:les manans & habitans de Larçay, par maistre Robert rousseau leur proçureur:les manans & habitans de Lynieres, par maistre Martin le sey: Anthoine violet & Estienne pichin procureurs scindics desdits habitans: les manans & habitas d'Arthais, par Phillon tusseau & Vincent godin procureurs de fabrice dudit lieu: les manans & habitans de Brethenay, par Guillaume mestais procureur de la fabrice dudit lieu: les manans & habitans de Thenay, par Iean baron procureur de la fabrice present, assisté dudit laurenceau: les manans & habitans de Fougeres par Estienne colas & Lois brossart procureurs de la fabrice de laditte parroisse: les manans & habitans de Prullay, par maistre Estienne guyonniere leur procureur: les manans & habitans de S. Iulien de chedon, par maistre Robin besnard procureur fabricier dudit lieu, & par ledit rouffeau:les manans & habitans d'Auge, par ledit challuau:les manans & habitans de Mareil, par Aignan menard & André bonneau ptocureur de fabrice dudit lieu: les manas & habitans de Francueil, par maistre Iean ioubert procureur de la fabrice dudit lieu assisté dudit laurenceau: les manans & habitans de Chissay, par pierre gibaut, tant pour luy que pour Gabriel archambaut procureur de fabrice assisté dudit guerin : les manans & habitans de Chisseau, par maistre Iean huaut leur procureur, present Iean desernes procureur de sabrice: les manans & habitans de Ciuray pres Bleré, par ledit de la folye leur procureur: les manas & habitans de la croix de Bleré, par Michaut boutin, & Estienne bourreau procureurs de laditte parroisse, assistez dudit bastard : les manans & habitans de Lezille, par Mathurin des-champs & François boistard procureurs de la fabrice dudit lieu, assistez dudit guerin : les manans & habitans de Cigongne par Nicolas mabilleau & Macé ponchard leur procureurs, assistez dudit lamiraut: les manans & habitans de sainct Michel pres Chedigny, par Pierre dauau, affisté dudit bonneau: les manans & habitans de sublaines, par Martin quentin, & Iean belot Procureurs de la fabrice dudit lieu, assistez dudit lamiraut : les manans & habitans de Sainct Roch, par ledit de la folye: les manans & habitans de Fondettes, par Charles salmon procureur scindic, assisté dudit de la folye: les manas & habitans de Vallieres, par Martin bourreau, tant pour luy que pour Martin bonet procureurs de fabrice, assistez dudit guerin: les manans & habitans d'Ambillou, par Pierre bodin procureur de fabrice dudit lieu, assisté dudit de la folye les manans & habitans de sain & Estienne de Chine, par René chigny l'vn d'eux, assisté dudit guerin: les manans & habitans de Saimblançay, par Iean chesneau, s'vn d'iceux, assisté dudit buffe: les manans & habitans de Meillepont pierre, par Geoffroy boutard procureur de la fabrice, assisté dudit de la folye: les manans & habitans de Sonzay, par Iean moreau procureur de fabrice assisté dudit coqu:les manans & habitans de Marray, par Hugues rochebouet:les manans & habitans de San& Mars de la Pille, par Innocent desnoues & Noël gorgon procureurs de la fabrice dudit lieu, assistez dudit guerin : les manans & habitans de Neufyu, par Deni s dauuet leur procureur: les manans & habitans de Beau-mont de la Ronce, par Pierre de mont-martin procureur de fabrice, assisté dudit fordueil : les manans & habitans de Breiche, par Emery pater procureur de fabrice dudit lieu, assisté dudit laurenceau : les manans & habitans de sainct Aulbin de despainct, par Iean pillois leur procureur : les manans & habitans de Chahaignes, par Ambroys fromont fabricier dudit lieu: les manans & habitans de Beaumont de la Chartre, par Mathurin gallebrun procureur de la fabrice dudit lieu:les manans & habitans du Lorouer, par ledit buzet leur procureur:les manans & habitas de sainct Pater, par ledit de maizieres: les manans & habitans de sainct Pere de Chenille, par Geruais ioignet procureur de fabrice dudit lieu, & par ledit amyraut: les manans habitans de Nostre Dame de Banne, par ledit laurenceau les manans & habitans de la Ferriere, par Vincét le blanc procureur de la fabrice dudit lieu: les manans & habitans d'Espeigne, par Denis bessul'vn des procureurs, present lemee : les manans & habitans de Sonnay, par Jean sariau de la folye, present: les manans & habitas de Ville-porcher, par Michel cheualier l'vn des fabriciers present, assisté dudit challuau: les manans & habitans d'Auzouer par Michel bitenier procureur de laditte parroisse, assisté dudit cloppin: les manans & habitans de Monnoye par maistres Cardin arraut leur procureur:les manans & habitans de Mouzille, par Simon lore procureur de la fabrice, affisté dudit yuon: les manans & habitans de saint Laurent en Gastine, par Estienne trepeau leur procureur: les manans & habitans de Crotelles, par Guillaume faye & Iaques leger procureurs de la fabrice dudit lieu: les manans & habitans de Villlechauue, par Ambrois piger procureur de la fabrice, tant pour luy que pour Iulien haueau son compagnon, affisté dudit yuon: les manans & habitans de saint Gourgon, par Michelle chereau l'vn des procureurs de la fabrice, assisté dudit yuon: les manans & habitans d'Autreiche, par Ichan pain d'orge l'vn desdits habitans, assisté dudit Laurenceau : les manans & habitans de Francay, par Estienne chardon, & Mathurin pardessus procureurs de la fabrice dudit lieu, affistez dudit pauillon: les manans & habitans de Vonuray sur Loire, par Gilles aubert procureur de la fabrice dudit lieu. les manans & habitans de Chançay, par Bertrand couragon leur procureur: les manans & habitans de Noezay, par Iehan hardouyn procureur de la fabrice, assisté dudit de la folie : les manans & habitans de Ponceaux, par Mathurin roulleau procureur fabricier dudit lieu: les manans & habitans de saint Patrice, par René morisseau procureur de la fabrice dudit lieu, assisté dudit guerin: les manans & habitans de Trogues, par ledit challuau: les manans & habitans de saint Espain, par ledit bonneau: les manans & habitans de Ryuarennes, par Iaques ianot procureur de fabrice, assisté de iallier: les manans & habitas de Vernueil, par Iulien aucher, & Guillaume aligneuille fabriciers dudit lieu comparans par barrier: les manans & habitans de Rille, pres Lissebouchard, par ledit de la folie : les manans & habitans de Luzay, par ledit barrier leur procureur: les manans & habitans d'Azay le riddeau, par André rochelle leur procureur : les manans & habitans de Villaines, par Iehan & Iaques les rolands procureurs de fabrice dudit lieu les manans & habitans de Sache, par Iehan thiau, l'vn des procureurs de fabrice assisté dudit morice: les manans & habitans de Pont de ruan, par Iehan chauueau, tant pour Oliuier chotart que pour luy, procureurs de la fabrice, assisté dudit gaut: les manans & habitans de Lislebouchard, par maistre Denis du puvherbaut, l'vn desdits habitans : les manans & habitans de Cheille, par maistre René le moine leur procureur: les manans & habitans de nostre Dame de la haye en Touraine, par François laureau leur procureur: les manans & habitans de Meille le noble, par maistre Simon garnaut leur procureur: les manans & habitans d'Abilly par ledit faureau leur procureur: les manans & habitans de Balesme, par ledit garnaut leur procureur : les manans & habitans de Ferrieres larçon, par Iehan martineau & Iehan destruches habitans dudit lieu, assistez dudit Robin: les manans & habitans d'Ingrande, par Iaques bourreau procureur de la fabrice dudit lieu: les manans & habitans de Sazille, par maistre Guillaume mangot leur procureur: les manans & habitans d'Auon, par ledit leger leur procureur: les manans & habitans de Parçay pres Lislebouchard, par Guillaume rotier procureur de fabrice dudit lieu, assisté dudit garnaut: les manans & habitans de nostre Dame de Crousolles pres lissebouchard par Iehan rabusseau procureur de la parroisse dudit lieu, assisté dudit garnaut: les manans & habitans de saint André de Beaulieu, par Gilles boiteux, l'vn des procureurs dudit lieu, assisté dudit bonneau les manans & habitans d'Escuelle, par Gilles barrou l'vn des fabriciers dudit lieu prefent, assisté dudit bonneau: les manans & habitans de Nouan, par Iehan chasles & Estienne gon procureurs de la fabrice dudit lieu, assistez dudit rousseau: les manans & habitans de Beaumont fauxbourgs de Montresor, par Guillaume sallier procureur de fabrice dudit lieu, assufté dudit trauers: les manans & habitans de Vou, par Iehan ragon, tant pour luy que pour Martin poiteuin procureur dudit lieu, assisté dudit yuon: les manans & habitans de Bourna, par Michau robin procureur de fabrice dudit lieu, assisté dudit bonneau: les manans & habitans de Ciuray pres la Haye, par Estiéne le comte l'vn des procureurs de la fabrice dudit lieu, assisté desdits bonneau & challuau: les manans & habitans de Bossay, par Iehan morin & Iehan germain assistez dudit trauers: les manans & habitans de Mantelan, par Iehan ioucquet marchant charron, tant pour luy que pour Iehan de la croix de Grandchamp procureur de la fabrice dudit lieu, assisté dudit yuon: les manans & habitans de Loroux, par Gilles brepin procureur de la fabrice dudit lieu, assisté dudit trauers : les manans & habitans de Louans, par Estienne hardouin procureur de fabrice dudit lieu, assisté dudit guerin: les manans & habitans de Tauxigni, par Guillaume sauge & François du vau procureurs de laditte parroisse, assistez dudit guerin: les manans & habitans de nostre Dame de Fougeray lez Cormery, par D iiij

Iehan bosse procureur de laditte parroisse: les manans & habitans d'Azay sur Yndre, par Tho mas michelet leur procureur: les manans & habitans de Coursay, par Pierre tranquart l'vn desdits habitans & procureur de fabrice dudit lieu, present, assisté dudit dorru: les manans & habitans de Ferrieres sur Beaulieu, par André rustiere procureur & fabricier dudit lieu: les manans & habitans de Chedigny, par Guillaume gronaut l'vn des procureurs de fabrice dudit lieu: les manans & habitans de saint Quentin, par François migeon l'vn des procureurs dudit lieu, affifté dudit lamiraut: les manans & habitans de Chambourg, par Nicolas besnier & Loys gallois procureurs de fabrice dudit lieu, affifté dudit bonneau: les manans & habitas de Flere du bois, par ledit de la haye leur procureur: les manans & habitans d'Orfueille, par Maurice cholle I'vn desdits habitans: les manans& habitans de Selles sur Mahon, par ledit tra uers: les manans & habitans de Troge, par Ichan perruau procureur de fabrice dudit lieu, affisté dudit trauers: les manans & habitans de Vallieres les Grands, par René pasquier leur procureur en personne: les manans & habitans de saint Ouyn du boys, par Estienne gousseau pour luy & pour Ioachin gallier procureurs de fabrice dudit lieu assité dudit guerin: les manans & habitans de Limeray, par Florentin perthuis & Iehan ruau procurcurs de fabrice dudit lieu, assistez dudit guerin: les manans & habitaus de Souuigny pres Amboyse, par René breton procureur de fabrice dudit lieu, assisté dudit guerin: les manans & habitans de Dierre par Loys godeau procureur de fabrice dudit lieu.

En procedant ausquelles comparitions & à l'appel des comparans, ont esté par aucuns

d'eux faittes les remonstrances & protestations qui s'ensuiuent.

Par maistre Laurent garnier aduocat du Roy au bailliage de Blois, present le procureur du Roy audit lieu, a esté remonstré que les chastellenies de Chasteauregnaut & Herbaut, & seigneurie de Fougeres estoient du bailliage de Blois, se doiuent regir & gouverner selon les vs & coustumes dudit lieu, estoient les dittes chastellenies de Chasteauregnaut & Herbaut temuës dudit comté en soy & hommage en tout droit de iustice & ressort. Que si aucunemét le bailly de Touraine y auoit eu quelque iurissicité, ce auroit esté pour raison des cas Royaux lors que le comté n'appartenoit au Roy, Que à la reformation des coustumes de Blois, les seigneurs de Chasteauregnaut & Fougeres y auroient esté appellez, & y auroient comparu: & les subiets dudit Fougeres auroient de tout temps suby iurissicition pardeuant le bailly dudit Blois, en ses assisses seroient comparuz au ban & arriereban à Blois: & que audit lieu de Fougeres y auoit notaires & tabellions commis par le Roy, qui receuoient les contracts souz le seel royal du bailliage de Blois: aussi que à l'establissement du siege presidial de Blois laditte seigneurie y estoit comprinse.

Par les aduocats & procureur du Roy audit bailliage de Touraine a esté soustenu au contraire, que less littes chastellenies de Chasteauregnaut, Herbaut & seigneurie de Fougeres estoient du bailliage, ressort & coustumes de Touraine: & que les seigneurs desdits lieux auoient comparu à la derniere resormation des coustumes de Touraine: Qu'au proces qui ses stoit meu à la cour entre le duc de Nemoux & le seigneur de Vaudemont, pour vn tiers de la chastellenie de Chasteauregnaut, auroit esté ordonné par arrest de la cour, que turbes seroiét faittes à Tours, sur la forme de subdiuiser en ligne collateralle entre les pui-nez nobles: suy-uant lesquelles turbes laditte terre auroit esté partagee: Qu'à l'erection du siege presidial de Tours furent faittes pareilles remonstrances par le procureur du Roy à Blois: & nonobstant icelles, ordonné que les dittes terres de Chasteauregnaut & Herbaut demeureroient souz le ressort de Touraine: Quant à Fougeres, qu'elle estoit tenuë du Roy, à cause de son chastel de Montrichard où les seigneurs desdits lieux auroient tousiours comparu pour faire les hommages, & que les officiers de Montrichard auoient cogneu des causes ciuiles & criminelles des subiets dudit lieu de Fougeres.

Pareilles remonstrances ont esté faittes par ledit procureur du Roy à Montrichard, pour

le regard de laditte seigneurie de Fougeres.

Par maistre François fromont bailly d'Amboise a esté remonstre que les comparitions que les officiers d'Amboise sont audit lieu de Tours, estoient sans preiudice des droits & preeminences du bailliage d'Amboise ressortissans immediatement en la cour de parlement non subiets ne insticiables au bailly de Touraine ne à ses lieutenans.

Pareilles remonstrances & protestations ont esté faittes par les maires & escheuins de laditte ville d'Amboise.

Par ledit cheualier pour le Roy de Nauarre duc de Vendosmois, a esté remonstré que les

terres & seigneuries de la Ferriere, Fontenailles, Espaigne, Cruce, Fontaines, Rozieres, Baratoire & Maron estoient tenuës dudit seigneur Roy, à cause de son chastel & baronnie de Lauerdin membre de son duché de Vendosmois, se regissoient selon les coustumes du duché d'Aniou & Vendosmois respectiuement, empeschoit qu'elles sussent comprinses souz la coustume de Touraine, auec lequel se seroit ioint le procureur du Roy à Bauge, qui auroit remonstré que les dittes terres estoient regies & gouuernees par les coustumes d'Aniou, & les subiets d'icelle auoient suby iurisdiction à Bauge, messimement pour les cas royaux.

A esté remonstré au cotraire par ledit procureur du roy à Tours, que lesdittes terres estoiét notoirement du ressort du bailliage de Touraine enclauees en icelui, auoient les subiets d'i-celle respondu pardeuant le bailly de Touraine ou son lieutenant à Tours, sors Cruce, qui estoit du ressort de Langes, & auoient esté appellez à la derniere resormation des coustumes

de Touraine, où ils estoient comprins.

Par ledit Piron pour laditte dame Anne de Bastarnay, comtesse de Lude, a esté dit qu'il y auoit controuerse entre le procureur du Roy en Touraine & le procureur du Roy à Bauge, pour raison du ressort de sa chastellenie, terre & seigneurie de Reilhe, & aussi entre ledit procureur du roy en Touraine, & le procureur du roy à Bauge pour raiso du ressort de sa chastelle nie, terre & seigneurie de Reilhe, & aussi entre ledit procureur du roy en Touraine, & le procureur fiscal du dac de Vendosmois, pour raison du ressort de sa chastellenie, terre & seigneurie de la Ferriere, & qu'à la resormation des coustumes d'Aniou, qui sut en l'an cinq cents huit, les seigneurs dessittes chastellenies & seigneuries qui pour lors estoient, y surent appellez: protestoit que l'assignation qui luy auoit esté baillee par deuant nous, ne luy peut preiudicier iusques à ce que le disserend du ressort sus vuidé: pour le soustenement duquel se rapportoit aussits, procureur du roy & duc de Vendosmois.

Pareille remonstrance à esté faitte par ledit maurier, procureur des manas & habitans du

Pareille remonstrance a esté faitte par ledit maurier procureur des manas & habitans du dit lieu de reilhe & de chaunay, soustenant que de tout temps & ancienneté lesdits manans & habitans s'estoient gouvernez par les coustumes d'Aniou, avoient suby iurisdiction, tant en premiere instance par prevention, appel, que autrement par devant le seneschal d'Aniou ou son lieutenant à Bauge, protestoit que l'assignation à eux baillee pour comparoir en Tou-

raine, ne leur peut preiudicier.

Ledit procureur du roy à Bauge s'est ioint auec lesdits manans & habitans, & a soustenu que laditte chastellenie de Reilhe estoit tellement enclauee audit ressort de Bauge, qu'il n'essoit possible entrer en icelle sans passer par la chastellenie de Champcheurier & autres lieux de Bauge. Qu'audit Reilhe de tout temps y auoit eu sergent royal de Bauge, demourant audit Reilhe, Que les habitans dudit lieu estoient quotisez à la taille & impositions commandez par le Roy par les officiers d'Aniou, & aussi y prenoient tous leurs sacremens: & où il se trouueroit que par arrest auroit esté dit que la terre de Reilhe se departiroit selon la coustume de Touraine, & que les seigneurs desdits lieux auroient esté appellez à la resormation ancienne des coustumes de Touraine (que non) ce seroit pour autre terre de Reilhe estant en Touraine, que celle dont est question, qui de tout temps & ancienneté estoit appellé Reilhe en Aniou, tenuë de la baronnie de Chasteaux, estant notoirement du ressort de Bauge, & regie selon les coustumes d'Aniou.

Soustenu au contraire par ledit procureur du roy en Touraine, & que laditte chastellenie de Reilhe estoit tenuë du roy en soy & hommage à cause de son chasteau de Tours, Ont tant les seigneurs que vassaux d'icelle respondu au ban & arriereban par deuant le bailly de Touraine, & presenté leur declaration quand le cas s'estoit offert, Y auoit en laditte chastellenie vn sergent ordinaire, qui a son appel d'amenee à l'vnzieme iour des assises royaulx de Tours, Que les appellations du bailly dudit lieu releuent par deuat le bailly de Tours: & sont les subiets dudit lieu imposez à la soute des cinquante mil hommes audit bailliage de Touraine: & que l'an cinq cents cinquante deux lesdits habitans de Reilhe auoient obtenu lettres patentes pour eux faire declarer contribuables à laditte soute de cinquante mil hommes audit bailliage de Touraine, comme estans du ressort, iurisdiction, teneure seodale, vsance & coustumes d'iceluy: lesquelles lettres, le procureur du roy en la seneschause d'Aniou, & les maire & escheuins de la ville d'Angers appellez, auroient esté enterinees: Que par arrest du trezieme Feurier cinq cents & huit, sur le dissernal de proces d'entre maistre Iehan hubaille, au nom & comme curateur de François de bastarnay escuyer, & damoiselle François de maille pere & mere de laditte dame Anne de bastarnay, d'une part, & messire François de la

Proces verbal

ual curateur de François de maille, d'autre, pour raison de leurs partages auroit esté entre autres choses, ordonné que la terre, chastellenie & seigneurie de la Ferriere seroit partagee seló la coustume de Touraine: & aussi à la reformation de la coustume de Touraine, qui sut l'an cinq cents sept, le seigneur de Reilhe y sut appellé, y comparut sans aucun debat & contradiction, comme subiet à icelle coustume: au contraire ne comparut, & aussi ne sut appellé à la reformation de la coustume d'Aniou, comme on peut veoir par les proces verbaux d'icelles coustumes.

Nous sur lesdittes remonstrances & protestations, auons ordonné que les parties auront

acte, pour leur seruir ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

Ont aussi esté appellez les gens d'eglise, nobles, & gens du tiers estat, qui ensuiuent, contre lesquels (le procureur du Roy ce requerant) auons donné defaut, à se auoir contre les doyé chanoines & chapitre de faint Iehan du plessis lez Tours: les chanoines & chapitre de saint Iehan de Langes: les chanoines & chapitre de l'eglise de saint Martin de Candes, les chanoines & chapitre d'Vssay: les chanoines & chapitre de Montresor: les religieux, abbé & conuent de l'Estoille: les religieux, abbé & conuent de Noyers: les religieux, abbé & conuent de Seully: les religieux, prieur & conuent de saint Ichan dugres : les religieuses, abbesse, & conuent de Fonteuraut: les religieuses, abbesse & conuent de Bonlieu: les religieuses, abbesse & conuent de Renes: le commandeur de Selles sur Mahon: le commandeur de l'hospital des enfans pres Mazerelles les curez de nostre Dame de Buzançois, de s. Lactancin, dela chap pelle Heurtemaille, de Souge, de Vendeuure, d'Argy, de saint Martin de lamps, de Subtrait de Maizieres en Brenne, de Martiray, de Villiers en Brenne, d'Arfueille, de sainte Gemme, de Mur, de saint Michel en Brenne, de saint Genoust sur Yndre, de saint Ciran en Brenne, de Mun sur Yndre, d'Ouzam, d'Aubeterre, de saint Martin de boussay, de Charnizay, de saint Martin d'Estableau, de Cussay les bois, de Villeihesus, de la Guyerche, de saint Michel du boys, de Tourion, de Lezigni, de saint remi sur creuze, de Ligueil, de la chappelle blanche, de Bez, de Cussay, de Villeperdue, de Ballan, de chambray, d'Azay sur cher, de Lignieres, d'Ortaye, de Montrichard, de Faurolles, de Prullay, de Mareil, de ceray, de marrans, de Genille, de saint Georges sur cher, de chisseau, de Laleu, de chenonceau, d'Espeigné, de Bleré, de saint michel pres chedigni, de Sublaines, de sainte Geneuieue de maille, de saint Venant dudit lieu, de saint cyre, de saint Roch, de saint Estienne de chigne, de Parrenay, de Mectray, de charentilly, du Serrin, de Sonzay, de marray, de Rouziers, de Rilly, de Parçay, de saint chri stosse, de Breiche, de Vouuray sur le Loir, de Beaumont, de la chartre, du Lorouer, de Bueil, de saint Pater, de Fontenailles, de la Ferriere, des Hermites, de nothes, de cheuillé, de Villedieu, du Boullay, de faint cire du Gaut, de Meille le lierre, d'Auzouer, de Ruigni, de Moran, de Villedesmier, de Villechauue, de saint Gourgon, de Françay, de Poçay, de Vouuray sur Loire, de chançai, de Ponceaux, de Cleré, de saint Morice de chinon, de saint Iaques de chinon, de faint martin de candes, de faint Louans d'Auoines, d'Vismes, de Ligre, de crauant, de маrçai, de Plais, de мaille, de Nouastre, de Noyers, d'Anthoigni,de la Celle saint Auant, du Pazigni, de Marcille, de Porcs, de Noyens, de saint Mesmin dudit lieu, d'Espinay, de Parillay, des Roches, de saint Paul, de nostre Dame de riuiere, de sainte Katherine de Fierbois, de Rigne, de Riuarennes, de Brethemon, de Cherelles, de Luzay, de Marrigni, de Ponçay, de Villaines, de Pont de Ruan, de Lislebouchard, de nostre Dame de la Haye en Touraine, de Maille le noble, de Baleime, de Sazille, d'Auon, de Parçay pres Lislebouchard, de nostre Dame de Loches, de saint Ours dudit Loches, de saint Laurent de Beaulieu, de saint Pierre de Beaulieu, de faint André de Beaulieu, de Loche, de Nouan, de Montresor, de Villeloin, de Mouze, de Vou, de Bournan, de Ciuray pres la Haye, de Mantelan, de Taupigni, de Cormeri, de nostre Dame de Fougeray lez Cormeri, d'Azay sur Yndre, du Fau, de Ferrieres sur Beaulieu, de Cheuillé, de Chambourg, de saint Ichan sur Yndre, de Verneil, de collanges, d'Orbigni, de Chastillon sur Yndre, de Flere du boys, de saint Saturnin, Deslandes, Despreaux, de faint martin de vertu, d'Orfueille, de Selles sur mahon, de ieumalloche, de Troge, de la Cheze, de Pelvoisin, de Villegouyn, de Palluau, Donzain, de Limeray, de Souuigni pres Amboise, de Rille pres Amboise, de montlouys, de saint martin le beau.

ET contre les nobles, asçauoir, le seigneur baron de Pruilli, tant pour le chef que pour les puis-nez, le seigneur chastellain du Chastellier, le seigneur chastellain de Noizay, le seigneur chastellain de reaumont de la Ronce, le seigneur chastellain de crassay, le seigneur chastellain de Souuigné souz chasteaux, le seigneur chastellain d'Audigni, le seigneur chastel-

lain de Bez, le seigneur chastellain d'Estableau, messire François de crauant seigneur chastellain de Cinge & Dupui souz Azay, maistre Martin sumee maistre des requestes ordinaire de l'hostel du Roy, seigneur chastellain des Roches, saint Quentin & de Genillé, le seigneur de Azay le ferron, le seigneur chastellain du coudrai pres maizieres en Brenne, le seigneur de saint Ouin du boys, le seigneur de chastres, le seigneur de Boissay, le seigneur des Arpentils, le seigneur de marray, le seigneur de Prillai, le seigneur de charentilli, le seigneur de Gaines, le seigneur de Larçai, le seigneur de Sublaines, le seigneur de couzieres, le seigneur de couzieres, le seigneur de couzieres de seigneur de sublaines de seigneur de couzieres de seigneur gneur de la Tourisore, le seigneur de Foucaut, le seigneur de la chasteigneraye, le seigneur de Bossay, le seigneur de charnizai, le seigneur de Villeihesus, le seigneur de la Vernolliere, le seigneur de Notz, le seigneur d'Isaires, le seigneur de Parrou, le seigneur de cresse le bois, le seigneur de Vouuray sur le Loir, le seigneur de Breiche, le seigneur d'Espeigne, le seigneur de Rotte, le seigneur de Beaumont de la chartre, le seigneur de Lorouer, le seigneur de la Iaille, le seigneur de Villedieu, le seigneur des mes de menou, le seigneur de Vil legruin & les Bellordieres, le seigneur de Germalloche, le seigneur de la Roche aubin, le seigneur de Villebernin, le seigneur de la preuosté de Mur, le seigneur ou dame des Effes de l'hospital souz Marerolles, le seigneur de Graz & de saint Saturnin des landes, le seigneur de Vertru & de la Lande, le feigneur de Marteau, le feigneur de Gratin, le feigneur de Genillé, le seigneur de Fenillet & de Meleun, le seigneur chastellain preuost de Retigni, le chastellain du Plessis riddeau, le seigneur chastellain d'Husse, le seigneur chastellain de Villaines, le seigneur chastellain de Vernueil, le seigneur chastellain de Riuarannes, le seigneur de la Vermaire, le seigneur de la Guynouere, le seigneur de la Voerie, le seigneur de Fourneux, le seigneur de la chapelle de Voides, le seigneur de l'Espinettes, le seigneur de la Lande, le seigneur de Rilli pres Boisaubri, le seigneur de Francpalais, le seigneur de Velort, de Beaumont & de Marçay, le seigneur chastellain du Verger, le seigneur chastellain de mantelan, le seigneur chastellain de Coursay, le seigneur du Grandmarsaint, le seigneur de marrolles, le seigneur de Rouuray, le seigneur de la Bonnardiere, le seigneur de Gorbeil, le seigneur du petit marsaint, le seigneur de Brouuillart, le seigneur de la Roche aux bellains, le seigneur de la Gaillardiere, le seigneur de Fontenay, le seigneur de Loche, le seigneur de Baigneux, le seigneur de la Marche, le seigneur d'Aarmençay, le seigneur d'Azay sur Yndre, le seigneur des Placiers.

Et aussi contre les gens du tiers estat habitans des villes & villages qui ensuiuent: A sçauoir les manans & habitans de saint Martin de Lamps, de saint Pierre de lamps, de saint Ciran en Brenne, de Meun sur Yndre, de Ouzan, de saint Estienne de Buzançois, de saint Cs ran de iambot, de Clere du bois, de saint Nicolas de pruilly, de nostre Dame de pruilly, du petit precigni, de Barrou, de la Selle Guenaut, d'Aubeterre, de saint martin destalleau, de Villeihefus, de la Guierche, de Saint michel du bois, de martizay, de Thourion, de Lefigni, de saint Remi sur Creuze, de Bets, de montbason, de monts, de Druis, de Faurolles, de Bourroy, de Cleray, de marrans, de Genillé, de saint Georges sur cher, de Laleu, de Chenonceau, d'Espeigné, de sainte Geneuieue, de maille, de saint Venant dudit lieu, de Sainte cire, de Pertenay, de mectray, de saint Anthoine du rocher, de Charentilli, du Serrin, de Rouziere, de nostre Dame de Doue, de Perçay, de Saint christofle, de Villebourreau, de Veufues, de Vouuray sur le Loir, de marzon, de sueil, de Loistaut, des Hermittes, de Roches, de Villedieu, de chasteauregnaut, de Neuuille, du Boulley, de saint cire du Gaut, de Raigni, de moran, de Villesinier, de monstrueil, de Poçay, de Clere, de saint Iehan de langes, de mazieres, des Essars, de saint maurice de chinon, de saint Iaques de chinon, de saint martin de caudes, de Saint louans, d'Auoines, d'Vismes, de Ligre, de Crauant, de marçay, de Plais, d'Auche, de maille, de Nouastre, de Noiers, d'Anthoigny, de la Selle saint Auant, de Pazigni, de marcille, de Porcs, de Noyens, de Sainte maure, de Saint mesmin dudit lieu, de la Roche clairiuau, d'Espinai, de Pazillay, de nostre Dame de riuiere, de Sainte Katherine de Fierbois, de Rigue, de Brehemon, de chereiles, de morignon, de Veilleiche, de marrigni, de Ponçay, de saint Georges de la Haye en Touraine, de Verneil pres lislebouchard, de nostre Dame de loches, de saint Ours dudit loches, de saint Laurent de Beaulieu, de saint Pierre de Beaulieu, d'Orbigné, de Montresor, de Villeloin, de Mauze, de saint Baut, du Fau, de Genillé, du Liege, de Perrusson, de saint Iehan sur Yndre, de saint Martin de Sarçay, de Vernueil, de sainte Senoch, de Coullanges, de Nohan, d'Orbigni, de saint Iehan de bridore, de Villedauuain, de saint Ypolyte, de saint Germain sur Yndre pres Loches, de Seuenie-

Proces verbal

res, de Victry, de Chastillon sur Yndre, de Cleré la riuiere, de saint Saturnin des landes, Despreaux, de saint Martin de Vertu, de Villebernin, de Ieumaillorge, de la Cheze, de Villegouin, de Palluau, Donzain, de Neigron outre Loire, de Reilhe pres Amboise, de Montlouys, de saint Martin le beau.

Contre lesquels non comparans en personne, ny par procureur, auons donné desaut por-

tant tel profit que de raison.

Ce fait, auons fait faire le serment aux gens desdits trois estats, en tel cas requis & accoustumé:

A sçauoir, qu'en leurs loyautez & consciences ils nous rapporteroient ce qu'ils auroient veu garder & obseruer des coustumes anciennes desdits Duché & Bailliage de Touraine: & ce qu'ils en sçauroient, cessant toute affection priuee & particuliere, ayant seulement esgard au bien public: nous disans aussi leur aduis & opinion de ce qu'ils trouueront dur, rigoreux & desraisonnable des coustumesanciennes, cy deuant par eux obseruees, pour (comme tel) estre par nous selon qu'il nous est mandé par lesdittes lettres de commission, temperé, moderé,

corrigé, ou du tout tolu & abrogé: ce qu'ils nous ont promis & iuré de faire.

Et ledit iour de lundy neuf-ieme desdits mois & an à deux heures apres midy, auons commencé en presence des officiers & gens de trois estats, à faire lecture dudit ancien cayer, & continué à ce faire les mardy, mercredy, ieudy, & vendredyensuiuans, matinees & apres-dinees: & de l'aduis desdits officiers a esté intitulé ledit coustumier par ces mots, Coustumes du Duché & Bailliage de Touraine, anciens ressorts & enclaues, regiz & gouuernez selon icelui. Et en procedant à la lecture du premier tiltre ou rubricque contenants ces mots, Chapitres des droits de basse iustice, qui est appellee Voirie, autrement Semidroit, A esté de l'aduis desdits estats changé & immué comme s'ensuit.

De basse Iustice, autrement ditte, Basse voirie.

T ainsi que voulions proceder à la lecture du premier article dudit tiltre, par ledit Bienassis pour & au nom dudit arceuesque de Tours: Fumee & Binet pour les dits doyen, cha noines & chapitre de la ditte eglise de Tours, a esté remonstre que l'an cinq cents sept, seuz maistres Thibaut saillet president, & Iehan Burdelot procureur general en la cour de parlement, furent commis par le seu Roy Loys douzieme pour rediger & arrester les coustumes dudit Duché & Bailliage, par deuant lesquels lors ils feirent protestation que la comparition qu'ils faisoient tant pour eux que pour le clergé & adherans, estoit seulement pour obeyr au mandemens dudit Seigneur, auquel ils deuoient tout honneur & reuerence, & pour le bien & vrilité du pays du Duché de Touraine, pour donner conseil au fait dont estoit question, & non pour assubiettir la ditte dignité archiepiscopale, clergé & adherans, & deroger aucunement aux priuileges, immunitez, libertez & preeminences des eglises & clergé dudit Touraine: & lesquelles protestations ils reiteroient, disans qu'ils n'entendoient consentir aucune chose au preiudice desdittes libertez & priuileges: & où par nous seroit au contraire statué aucune chose, entendoient debattre & impugner de nullité.

Et outre ont protesté audit nom qu'ils n'entendoient aucune chose estre changee & immuce des coustumes cy deuant accordees, iugemens & arrests donnez à leur profit, sinon d'autant qu'il en sera par eux & les trois estats par ensemble accordé & consenti, requerant

leurditte protestation estre inseree en nostre proces verbal.

Lesquelles remonstrances ont esté employees par lesdits de Troyes, Cellerier, Quetier Preuost de la Varenne pour lesdits doyen, tresorier, chanoines & chapitre de laditte eglise de saint Martin de Tours.

Et par le procureur du Roy a esté dit que deuions nonobstant les dittes remonstraces proceder à la reformation & redaction selon qu'il nous estoit mandé par les dittes lettres de comission: mesmement pour le regard dudit arceuesque, des dits de saint Martin de Tours, & le clergé de Touraine, en ce qui concerne les terres, seigneuries & autres heritages, rentes & biens immeubles par eux possedez en ce pays de Touraine, la connoissance des quels appartient aux iuges Royaux & non aux eccles astiques: aussi en la redaction faitte l'an mil cinq cents sept, sut par les dits Baillet & Burdelot commissaires procedé à la ditte redaction, non-obstant pareille remonstrance qu'ils seirent; requerant par ce moyen que les dits arceues que & chapitre, tant de Tours que de saint Martin & clergé de Touraine pour raison de leurs dits biens, soient subiets à la coustume dudit pays & Duché de Touraine, selon & ainsi qu'elle se-

ra accor-



ra accordee par les trois estats, & par nous de leur aduis arrestees: Desquelles protestations auons donné acte aux dessudits respectivement, & neantmoins auons ordonné qu'il sera procedé par nous à la redaction desdittes coustumes selon la teneur de nostreditte commission.

A la fin du premier article, commençant par ces mots [Le seigneur qui a basse iustice] ont de l'aduis desdits estats, au lieu de ces mots [Et faire tenir ses plaids quatre sois l'as esté mis ces mots [Et doit saire tenir ses assisses quatre sois l'an : autrement & à saute de ce faire, le subiet pourra auoir son recours au superieur immediat, auquel audit cas ladite cause sera deuoluë.

Les articles trois-ieme commençant par ces mots [Et ne peuuent] & quatre-ieme, commençant par ces mots, [Et si le subiect] ont esté de l'aduis desdits trois estats adioustez, pour auoir lieu à l'aduenir.

A la fin du cinq-ieme article, començant par ces mots, [Le seigneur de fief,]qui estoit le trois-ieme article dudit ancien cayer, qui commençoit par ces mots, [Par la coustume] au lieu de ces mots [Le seigneur desdits domaines payera audit seigneur de fief, tel deuoir que apparoistra ce qui a esté accoustumé de payer] qui ont esté rayez par l'aduis desdits estats, ont esté mis ces mots, [Par l'espace de trente ans le vassal payera à sondit seigneur de sief ledit deuoir] pour auoir lieu pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Le six-ieme article, commençant par ces mots, [Et seront tenuz] a esté de l'aduis desdits

estats de nouuel introduit,

Au huit-ieme article, commençant par ces mots, [Et s'ils ne viénent moudre] qui estoit le cinq-ieme dudit ancien cayer, apres ces mots [En sa cour] & deu at ces mots [Et la poche] ont esté par l'aduis desdits estats, interposez ces mots [Laquelle declaratio il sera tenu saire termi ner & decider dedans vingtquatre heures apres laditte prinse: autrement se pourra le subiet pouruoir par deuant le chastellain superieur dudit seigneur, ou bien par deuant le iuge Royal, du lieu, à son choix & election] pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

Au dix-ieme article, començat par ces mots [Si le subiet] qui estoit le septieme dudit ancie Anton cayer, entre ces mots, [Dudit seigneur] & ces mots [Y peut aller] ont esté mis & adioustez ces mots [Et à luy ou son procureur signifié] pour auoir lieu pour l'aduenir, sas presudice du passé.

Au quatorzieme article qui estoit l'vnzieme dudit ancien cayer, començant par ces mots, [Droit de moullage] apres ces mots [Peut seulement retenir] & deuant ces mots [Et à laditte mesure] ont esté de nouuel interposez ces mots, [Et au cas que le meusnier ait receu & amené bled, il ne sera plus receu à dire qu'il n'estoit curé & nettoyé.]

A l'article dixhuit-ieme, qui estoit le quinze-ieme dudit ancien cayer, commenç at par ces mots [Le seigneur qui a basse iustice] ont esté adioustez en plusieurs endroits d'iceluy, premieremet ce mot [Immediatemet] ce mot [Apparent] & ces mots [Dot le seigneur sera resposable] & ces mots [Ou qu'il y ayt appel ou opposition] pour plus grande explicatio dudit article.

Au vingt-ieme article, commençant par ces mots, [Et doit laditte saisse] Entre ces mots, [En saisse d'heritages] & ces mots [Et en arrest] ot esté mis & adioustez de nouvel pour avoir lieu pour l'aduenir, & sans preiudice du passé, ces mots, [En signifiat laditte opposition à deux des voisins du lieu, si aucuns en y a, sinon au prosne de l'eglise parrochiale où ledit heritage est etué & assis, ou à issue de grand' messe ou vespres.]

A la fin du vingtvn-ieme article, commenç at par ces mots [Aussi peut] au lieu de ces mots [En ses respits] ont esté mis ces mots [Ou que le subiet ait demandé souffrence, ou que autrement se soit mis en son deuoir.]

L'article vingtdeuxieme, començant par ces mots [En saisse] a esté mis au lieu du dixneusieme article dudit ancié cayer, dont la teneur estoit [Et en saisse faitte par desaut d'homme ou d'hommage non sait selon la coustume du pays, l'appellation ou opposition ne suspendra laditte saisse: & sera au choix dudit seigneur de leuer ou saire leuer les dits fruits en sa main, ou les saire leuer par commissaires: & en chacun de ces deux cas sera les struits siens, iusques à ce qu'il ayt esté reblandi, sinon que ledit subiet informast promptement ledit seigneur ou ses officiers auoir sait laditte soy & hommage, ou auoir reblandy deument, ou que ledit vassal des aduouast tenir les choses de luy.

L'article vingtquatre-ieme, commençant par ces mots [Et audit cas] a esté de l'aduis des-Art. 24-dits estats, adiousté de nouuel.

A la fin du vingtsix-ieme article, commençs nt par ces mots [Le seigneur bas iusticier] qui Art.26. estoit le vingtdeuxieme dudit ancien cayer, commençant par ces mots, [Le bas iusticier] ont esté adioustez ces mots [Pour faire lesquels bans, seront mis panonceaux du Roy, ou affiches

E E

Proces verbal

à la porte d'icelle eglise pour auoir lieu pour l'aduenir.

Au vingtsept-ieme article, commençant par ces mots [Et si aucun brise] qui estoit le ving-Arti. 27. quatre-ieme dudit ancien cayer, apres ce mot, Suzerain, & deuant ces mots [A fon choix, ont esté mis & interposez de nouuel ces mots, Ou iuge Royal superieur pour plus grande ex-

plication dudit article.

Art.28. Aussi à l'article vingt huit-ieme, commençant par ces mots [Et la manière] qui estoit le vingtquatrieme dudit ancien cayer, ont esté entre ces mots[Luy face offre]& ces mots, De les payer mis ces mots Certaine & suffisante pour plus grande explication.

À la fin du trête-ieme article, qui estoit le vingtsixieme dudit ancié cayer, començant par ces mots Et où le subiet au lieu de ces mots Au bailliage de Touraine ot esté par l'aduis desdits estats mis ces mots, Au dedans dudit sief, sans ce qu'il soit tenu l'aller chercher ailleurs. A l'article trentevn-ieme, comenant par ces mots [Et où il ne trouueroit] qui estoit le vingtseptieme dudit ancien cayer, en cosequece de l'article precedet, ont esté adioustez ces mots, [Au dedans dudit fief,]mis au lieu de ces mots,[Au dedans dudit balliage,] & adioustez ces mots Ou pardeuant le iuge Royal & ces mots En maniere que le subiet se pourra pouruoir par les voyes & manieres du stille & de la coustume qui estoient à la fin dudit ancien article dudit cayer, de l'aduis desdits estats, rayez, comme estans superflus.

A la fin du trentedeux-ieme article, commençant par ces mots [Et si ledit seigneur,]qui estoit le vingthuitieme audit ancié cayer, ont esté par l'aduis desdits estats, adioustez ces mots, Laquelle caution fera de la terre du seigneur, ou de la iurisdictoi du iuge Royal superieur, & fera les submissions au cas requises: toutes-fois ne pourra ledit seigneur de sief faire saisir par defaut d'hoir, quand il y aura enfans, freres, cousins ou neueuz apparents, & probablement

conneuz au lieu de la demeurance du decedé.]

Pareillement à la fin du trente-troisseme article, commençant par ces mots. Et si la chose a mué main qui estoit le vingtneuf-ieme article dudit ancié cayer, ont esté de l'aduis que dessus, adioustez ces mots Et sera tenu ledit subiet exhiber ses contracts, iurer & affermer le cotenu en iceux estre veritable, si le seigneur le requiert, sauf audit seigneur de pouuoir informer du contraire]pour auoir lieu pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Au lieu du trentieme article de l'ancié cayer, dont la teneur estoit [Le seigneur de fief qui veut auoir par puissance de fief la chose acquise par vente ou autre contract subiet à retrait, aura les cotracts pour les veoir, & les pourra retenir huit iours, si l'acquereur ne luy en baille le double collationné en sa presence ou de son juge ou procureur, & aura huit jours à deliberer: & ce fait assignera iour de huitaine à l'acquereur de venir receuoir ses deniers, tant du principal que des cousts & mises: & si ainsi ne le fait, il n'aura plus la chose par puissance de ficf,& demeurera audit acquereur en payant les ventes où elles feront deuës:& fi l'acquereur ne monstre audit seigneur ses lettres de contracts de l'acquest, dedans huit iours, il est sondé d'auoir son amende, qui est de sept sols six deniers] a esté de l'aduis desdits estats mis le trentequatrieme article, commençat aussi par ces mots, [Le seigneur de fief,] pour auoir lieu pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

A la fin du trentesix-ieme article qui estoit le trentedeux-ieme dudit ancien .cayer, com> mençant par ces mots, Tenement de subiet, Jont esté de l'aduis desdits estats, adioustez ces mots, [Et seront tenuz le seigneur, son receueur ou fermier, signer, si faire le peuvent, la quittance desdits deuoirs à celuy qui les paye, sans en prendre aucune chose, en luy portant escrite & preste à signer, sauf que si ledit subiet veut auoir laditte quittance par notaire, il sera te-

nu la payer. A la fin du trente septieme article, qui estoit le trête trois-ieme article dudit ancien cayer, comméçant par ces mots[Le seigneur qui a fief,] ot esté adioustez ces mots[Aussi peut le sei gneur de fief faire en son fief, suye ou garene, si bo luy semble pour auoir lieu pour l'aduenir.

L'article trentehuit-ieme, commençant par ces mots, [Gens d'eglise] a esté par le substitut du procureur general du Roy ce requerant, & par l'aduis des gens d'eglise & de noblesse, de nouuel adiousté, comme aiant esté obserué & determiné par jugemens & arrests de la cour.

De moyenne iustice, appellee Grand voirie.

V trenteneuf-ieme article, commençant par ces mots, Le seigneur qui a moyenne iusti-Ce:qui estoit le premier de laditte rubrique en l'ancien cayer, ont esté de l'aduis desdits estats adjoustez ces mots [Et sera tenu ledit moyen iusticier faire tenir ses assises quattre fois l'an, au-

Digitized by Google

Art:30.

Art.3 t.

Art. 32.

Art.33.

Art.34.

Art. 36.

Art.7.

Art. 38.

Art. 39.

l'an, autrement le subiet aura son recours au seigneur superieur où la cause sera & demourera deuoluë: pour auoir lieu pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

Sur le quarantevnieme article, commençant par ces mots, [Si le seigneur inferieur] qui Art.41. est le trois-ieme article dudit tiltre & rubrique audit ancien cayer, ledit substitut dudit procureur general du Roy, a protesté que l'arrest & publication qui seroit faitte par nous dudit article ne pourroit empescher l'edit du Roy, qui a este nagueres sait pour reduire les poix & mesures, requerant acte de saditte protestation, que luy auons ottroyé,

A la fin du quarante deux-ieme article, qui estoit le quatrieme dudit tiltre audit ancien cayer Art. 42. commençant par ces mots, [Le seigneur ayant droit] ont esté adioustez ces mots [Et sont tenuz les seigneurs ayants droit de mesures, apporter ou enuoyer à l'hostel de la ville plus prochaine, en laquelle y a droit de mairie, ou droit de communauté, le cep dont il s'entend aider, pour y auoir recours,& si en laditte ville n'y a droit de mairie ne communauté, au siege royal plus prochain: & pour ce faire ne sera prins par le maire & escheuins de laditte ville ou iuge superieur, aucun salaire.

Le quarante trois-ieme article, començant par ces mots, [Quand aucuns forains] a esté de Art. 43. l'aduis desdits estats, mis au lieu du cinqueme article dudit tiltre & rubrique dudit ancié cayer dot la teneur estoit Quand aucus forains qui ne sont du bailliage de Touraine, decedét en sa iustice, il a droit d'auoir l'aubenage: c'est à sçauoir vne bourse neuue, & quatre deniers dedas: & doit estre payé ledit aubenage au seigneur son receueur:ou en son absence, à autre son officier, auat que le corps du decedé soit mis hors de la maison où il est trespassé: & en defaut de payer ledit aubenage, ledit seigneur peut prendre & leuer soixante sols d'amende sur les heri tages & biens dudit defunt, ensemble sondit aubenage.]

A la fin du quarantequatre-ieme article, commençant par ces mots, [Ledit moyen iusticier] Art.44 qui estoit le six-ieme de laditte rubrique audit ancien cayer, ont esté de l'aduis que dessus, adioustez ces mots, Sinon qu'il y ayt enfans, freres, cousins, ou neueux apparens ou problablement conneuz au lieu de la demeure du decedé en consequence de l'addition faitte au susdit trentedeux-ieme article.

Aussi à la fin du quarantecinq-ieme article, commençăt par ces mots, [Et lesdittes banies] qui Art.45. estoit le sept-ieme de laditte rubrique dudit ancié cayer, ont esté par l'aduis desdits estats, adioustez ces mots, Et lesdits trois ans passez, sera ledit heritier excluz, & lesdits bien meubles acquiz au seigneur]pour auoir lieu pour l'aduenir, & sans preiudice du passé.

Le quarante six-ieme article, commençant par ces mots, [Moyen iusticier] a esté mis au Art. 46. lieu du huit-ieme article de laditte rubrique dudit ancien cayer, dont la teneur estoit [Moyen iusticier par sa iustice peut faire mettre brandon, & seeller huis, connoistre de saisine brisee, tenir ses assisses quatre fois l'an,& conoistre de simple seur,& auoir cep, sers& anneaux de ser & autres prisons à garder les malfaitteurs, & les punir iusques au supplice de mort exclusiue.]

A la fin du xlix.article,començant par ces mots[Moyen iusticier qui a bourg]qui estoit le Art.49. vnzieme de laditte rubrique dudit ancié cayer, ont esté par l'aduis desdits estats, adioustez ces mots [Laquelle declaration il fera faire dedans xxiiij.heures apres la prinse:autremet ne peut plus rié pretendre cotre ledit subiet: & outre, sera tenu faire chauffer son four & faire cuire le pain de ses subiets trois fois la semaine pour le moins: toutes-fois en baillat cautio au sergent pour la valeur du pain saiss, en sera faitte deliurance audit subiet, & neantmoins ne serot en ce comprins pour laditte contrainte, les boulengers publiques pour le pain qu'ils ont à vendre.

Pareillement, à la fin du cinquantieme article, començant par ces mots Moyen iusticier Artso qui a molin qui estoit le douzieme article de laditte rubrique dudit ancien cayer ont esté de l'aduis desdits estats, adioustez ces mots, [Pourueu qu'il y ayt eau, & qu'il soit en bon estat de moudre pour plus grande explication du contenu audit article.

Du cinquantevn-ieme article commençant par ces mots, [En la cour] qui estoit le trezeieme & dernier de laditte rubrique dudit ancien cayer, ont esté de l'aduis desdits estats, rayez ces mots [Connoistre de denonciments ciuils, applegements, contrapplegemens, adueuz, contradueuz,& de toutes actions ciuiles, soient reelles, personnelles,& mixtes, dont l'amende n'excede soixante sols.

De haute Iustice, où il n'y a droit de Comté, Vicomté, Baronnie ou Chastellenie.

ADITTE rubrique de l'aduis desdits estats, a esté mise au lieu de l'ancienne rubrique qui estoit conceuë en ces mots [Chapitre des droits de haute iustice] non ayant droit de

Digitized by Google

Proces verbal

chastellenie ou baronnie.

Art.57.

Art.62.

Art.6 2.

Art.70.

Art.72.

Art.73.

Art. 56. Le cinquantesix-ieme article, commençant par ces mots, Le haut iusticier doit saire: a e-sté de l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

A la fin du cinquantesept-ieme, començat par ces mots, Et si le haut iusticier: qui estoit le deux-ieme de laditte rubrique, ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, Et que le-dit moulin ait eau, & soit en estat pour moudre: pour plus grande explication dudit article.

Des droits du seigneur Chastellain, non ayant droit de Comté, Vicomté ou baronnie.

ADITTE rubrique a esté de l'aduis desdits estats, mise au lieu d'une rubrique estant audit ancien cayer, contenant ces mots, Chapitre des droits de seigneur chastellain.

Art. 59. A l'article cinquante neuf-ieme, commençant par ces mots, Les droits de seigneur chastel lain: qui estoit le premier article dudit ancien chapitre & rubrique, entre ces mots, Commis en iceux: & ces mots, Et doiuent: ont esté de l'aduis desdits estats, mis & adioustez de nouuel ces mots, [Excepté pour les cas Royaux, meurtres faits de guet à pens, de semme forcee, & de boutements de seu] & aussi à la fin dudit article ont esté adioustez ces mots, Et tiendront leurs plaids de quinzaine en quinzaine, & leurs assisses quatre sois l'an: autrement les causes demeureront deuoluës, comme il a esté dit cy dessus: pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

A l'article soixantevnieme, començant par ces mots, Les siefs, qui estoit le trois-ieme dudit tiltre audit ancien cayer, entre ces mots, Les siefs: & ce mot, Enclauees: ont esté mis ces mots, Et autres choses.

L'article soixantedeux-ieme, commençant par ces mots, Le seigneur chastellain: a esté par l'aduis que dessus, mis au lieu du quatrieme article dudit tiltre, dont la teneur estoit, Le seigneur chastellain a droit de police, saire bans, criz, proclamations en sa ville, mettre & indire peine sur ses subiets, selon la qualité du cas: aussi mettre aune, poids, balaces, crochets: & serot tenuz ceux qui ont droit & vsent de droit de cep, à poix & mesures, de presenter leurdit cep à la iustice du seigneur qui a celui droit, à ce qu'ils ne puissent estre creuz ou diminuez: & a droit d'instituer appenteur, messier & mesureur.

Et aura le dit Gardette pour les dits maire & escheuins de la ville de Tours, acte de ce qu'il nous a remonstré qu'ils sont fondez en droit de police de la ditte ville & sauxbourgs, & mesmement d'auoir la garde de ceps & estellons de mesures, supposé qu'autres qu'eux en ayent la garde, protestant que ce qui sera par nous ordonné ne puisse preiudicier aux priuileges & droits de la ditte ville.

Et pareillement Charles budet portier & garde de la premiere porte & prisons du chasteau d'Amboise, aura acte de ce qu'il a remonstré qu'à cause de sessitats il a la garde des estellons, mesures, aunages, poix & balances de ladltte ville & saux-bourgs d'Amboise, dont il dit auoir ioy par temps immemorial.

A la fin de l'article soixantetrois-ieme, commençant par ces mots, Et seront: qui estoit le cinq-ieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, [Et seront les dits seigneurs chastellains garder le contenu cy dessus, à peine de s'en prendre à eux.]

Des droits de Baronnie.

A LARTICLE septante-ieme, commençant par ces mots, Le baron, qui estoit en l'ancien coustumier le premier dudit chapitre, ont esté rayez dudit ancié cayer, ces mots Et auec ce peut rappeller.

A l'article septantedeuxieme, commençant, Le seigneur baron: entre ces mots, Et basse iu stice: & ces mots, Et peut: par l'aduis desdits estats ont esté adioustez ces mots, Toutes-sois ne les peut donner au preiudice de ses subiets ne des droits du Roy ou du ressort: tellement que les appellations du juge dudit seigneur à qui telle justice a esté donnée, ne ressortissent parde-uant le juge du seigneur superieur de celuy qui a donné.

L'article septante trois-ieme, commençant par ces mots, En baronnie, a esté par l'aduis desdits estats, mis au lieu du quatre-ieme article dudit chapitre, dont la teneur estoit, En baronnie la iustice du parageau ressort en la iustice de son chef parageur.

Digitized by Google

Des

Des droits de Comtes, & de leurs preeminences.

No me par l'aduis desdits estats tant laditte rubrique que tous les articles contenuz Arti. 74. 75. fouz icelle adioustez, pour auoir lieu à l'aduenir, & ce sans auoir esgard à l'opposition for 80. mee par ledit maistre Bertrand petit procureur de messire Iehan chasteignier, seigneur de la Roche de Pozay, & en partie de la Baronnie de Pruilly, en ce que par l'article septanteneuf-ieme, commençant par ces mots, En toute iurisdiction: luy est osté vn degré de iuris-

Des droits de peages & coustumes.

LA fin de l'article octantevn-ieme, commençant par ces mots, Marchans forains : qui Art. 81. A estoit en l'ancien cayer le premier article dudit tiltre, ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots. Et sont tenuz tous seigneurs pretendans droit de peage, soit par eau ou par terre, mettre à vn posteau au chef de la peagerie, la pancarte contenant les droits qu'ils pretendent, laquelle ils doiuent faire verifier par deuant le iuge royal superieur du lieu où est deu le peage.

A l'article octantedeux-ieme, commençant par ces mots, Qui conduit, qui estoit en l'an- Art. 824 cien cayer le deux-icme dudit tiltre, ont esté interposez ces mots, Ou autres meubles à luy appartenants: & encores à la fin dudit article ont esté adioustez ces mots, Et laquelle billette sera mise au lieu où elle a accoustumé d'estre anciennement.

A l'article octantecinq-ieme, commençant par ces mots, Et si le marchant : qui estoit en Ar.85. l'ancien cayer le cinq-ieme article dudit tiltre, ont esté interposez ces mots, Ou le iuge royal: & à la fin d'iceluy adioustez ces mots, Et en ce cas tiendra la saisse faitte par le iuge Royal, sans preiudice de l'appel, & par prouision.

A la fin de l'article octantesix-ieme, començant par ces mots, Si aucun marchat: qui estoit Art. 86. en l'ancié cayer le six-ieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, Et ne sera deu par le mar chant aucun droit en la peagerie de son domicile quand il part d'icelui, encores qu'il trasporte sa marchandise ailleurs, & qu'il ne retourne ledit iour.

Des loyaux aydes & roucins de seruices, & des gardes deu% aux chasteaux des seigneurs.

A L'ARTICLE octanteneuf-ieme, commençant par ces mots, Le premier est: qui e- Art. 89. stoit en l'ancien cayer le troif-ieme article dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, Si rançon est payee.

A l'arricle nonante-ieme, commençant par ces mots, Le second est qui estoit audit ancien Art. 90. cayer le quatre-ieme article dudit tiltre, par l'aduis que dessus a esté deuant ce mot, Mariage: adiousté ce mot, Premier: & à la fin dudit article ont esté adioustez ces mots, Par luy & non par la mere mariee, encores qu'elle fust seule.

A la fin de l'article nonantedeux-ieme, commençat par ces mots, Et si les deux: qui estoit Art. 92. le six-ieme dudit tiltre, ont esté par l'aduis que dessus, adioustez ces mots, Ne plus d'vne fois en sa vie pour chacun desdits cas.

A la fin de l'article nonantetroif-ieme, commençant par ces mots, A noble: qui estoit le Art.93. douze-ieme dudit tiltre, par l'aduis desdits estats, ont esté adioustez ces mots, Et ne peut ledit droit estre ceddé, donné, transporté, ne baillé à serme.

L'article nonantesept-ieme, commençant par ces mots, Ceux que le vassal: a esté prins de Art. 97. partie du neuf-ieme article qui estoit souz ledit tiltre, audit ancien cayer: & pour obuier aux difficultez qui ont esté faittes sur icelui, par l'aduis desdits estats, ont esté adioustez ces mots, Et payera l'vsufruittier les loyaux aydes, & en est le proprietaire deschargé: sans preiudice du passé, & procez intentez.

Des droits de Fautrage & Preage.

A L'ARTICLE cent-ieme, commençant par ces mots, Qui a droit: qui estoit le pre-Artion. mier dudit tiltre audit ancien cayer, apres ces mots, Sans l'affermer: ont esté interposez ces mots, Soit particulieremet ou auec la totallité de laditte seigneurie: & à la fin ont esté aussi adioustez ces mots, Et si lesdittes bestes sont trouuces sans garde, elles pourrot estre mences en prison: & ceux qui ont droit de mettre bestes cheualines & vaches, auec leur suitte, ny mettront que le croist & suitte de l'annee seulement.

E iij

Art.101.

A la fin de l'article cent vnieme, commençant par ces mots, Et si par desaut, qui estoit le deuxieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, A perpetuité.

Du droit de ban à vin. .

Art.102.

L'ARTICLE cent deuxieme, commençant par ces mots, Le seigneur, qui estoit en l'ancien cayer, le premier dudit tiltre, apres ces mots, Ne affermer, ont esté interposez ces mots, Generalement auec sa terre particulierement ne autrement, & encores apres ces mots, Quarante iours, ont esté interposez ces mots, Pendant lesquels il peut faire desenses à toutes personnes demourans en saditte bannalité de vendre vin en destail: toutes-sois sondit vin vendu, en pourront ses subiets vendre, encores que les quarante iours ne soient passez.

Du droit d'indemnité.

Art.103.

'ARTICLE cent quatrieme, commençant par ces mots, Et ne peuuent, a esté adiou

Ité pour l'explication du precedent article.

Art.108.

A la fin de l'article cent huitieme, commençant par ces mots, Les seigneurs suzerains, qui estoit à l'ancien, le cinq-ieme dudit tiltre, ont esté par l'aduis que dessus, adioustez ces mots, Et leur faire vuider leurs mains.

Des hommages & offres qui se doiuent faire par le vassal à son seigneur.

Art.110.

A L'ARTICLE cent dixieme, commençant par ces mots, Et si ledit vassal, qui estoit le deuxieme dudit tiltre apres ces mots, Les diligéces, ont esté interposez ces mots. Ou par procureur special pour luy en cas d'excuse legitime, dont il sera creu par serment, pour explication de l'article, & sans preiudice du passé.

Art.111.

A l'article cent vnzieme, commençant par ces mots, S'il aduient, qui est le troisieme dudit tiltre, ces mots, Quinze iours, ont esté mis au lieu de ces mots, Huit iours, estants en l'ancien.

Art.113.

A l'article cent trezieme, començat par ces mots, Le seigneur, qui estoit le trezieme article du tiltre de depié de sief, en l'ancie coustumier, a esté adiousté ce mot, Partiaire, & en la sin d'icelui, ont aussi par l'aduis desdits estats, esté adioustez ces mots, Et en ioira ledit seigneur ainsi que le proprietaire & ledit laboureur auoient accoustumé d'en vser, sauf si lesdittes choses estoient baillees à serme de deniers, grains ou autres choses, le seigneur n'est tenu d'entretenir laditte serme, si bon ne luy semble: mais ne peut expusser ou changer le mestayer ou laboureur: pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

Art.114.

A l'article cent quatorzieme, començat par ces mots, Le seigneur est nouvellemet venue qui estoit le quatorzieme article dudit tiltre, ont esté par l'aduis desdits estats, interposez entre ces mots. Sur ses vassaux ses mots, Par desaut d'homme: ces mots, Ia inuestiz & posses suant son nouvel aduenement: & entre ces mots, A la porte du lieu hommagé: & ces mots, Et si ledit seigneur: ces mots, S'il y a chastel ou manoir, sinon par apposition de brando en laditte terre, en le signifiant à deux des prochains voisins des lieux, ou au prosne de la parroisse yssue de messes si la chose hommagee est sans domaine, comme en droit de dixmes, rentes inseodees, & semblables droits incorporels, il le fera à sçauoir au prosne de l'eglise parrochiale ou yssue de grand' messes entre ces mots, Par sesdits vassaux: & ces mots, Et contié dra ces mots, Si manoir y a, sinon comme dessus, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

Art.115.

A la fin de l'article cent quinzieme, commenç at par ces mots, Le vassal, qui estoit le quinzieme article dudit tiltre de depié de fief, ont esté de l'aduis que dessus, adioustez ces mots, Et n'y sera le subiet receu par procureur s'il ne plaist au seigneur, sinon en cas d'excuse legitime.

Art.116.

Pareillement à la fin du cent seizieme article, commençant par ces mots, Si le baillistre: qui estoit le seizieme article dudit tiltre de depié de sief, commençant par ces mots, Si le bail: ont esté de l'aduis que dessus, adioustez ces mots, Mais l'aage de dixhuit ans venu, les subiets y seront contraints

De depié de fief & de parages.

Art.118.

A LA fin du cent dixhuit-ieme article, commençant par ces mots, Les seigneurs, qui cstoit le premier dudit tiltre, ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, Et sont entenduz ces mots, par vn moyen, quand le predecesseur seigneur n'a esté seruy de laditte soy dite foy & hommage, ou quand le vallal immediat n'a fait laditte foy & hommage, pour plus

grande explication du contenu en iceluy.

A l'article cent vingtdeux-ieme, commençant par ces mots, On ne peut aliener, qui estoit Art.122. le cinq-iesme dudit tiltre audit ancien cayer, commençant par ces mots, On ne peut aboner, apres ces mots, Mais pour abonner, estans sur la fin dudit article, ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, Ou changer.

Les articles cent vingttrois-ieme & cent vingtquatriesme, commenças par ces mots, Pour Art. 123.

rentes constituees, ont esté par l'aduis desdits estats de nouvel introduits.

A l'article cent vingt-septiesme, commençant par ces mots, Hommage deu, qui Art.127. estoit l'vnziesme article dudit tiltre, apres ces mots, Au parageur, a esté adiousté ce mot, Immediat.

A l'article cent vingthuit-ieme, commençant par ces mots, L'aisné ou aisnee, a esté mis au Art. 128. lieu du douziesme article dudit tiltre de l'ancien cayer,& pour explication d'iceluy,& duquel la teneur estoit, Nuls parageaux, iaçoit qu'ils soyent seigneurs proprietaires, ne sont tenuz faire hommage durant leur parage.

A la fin de l'article cent trente-vnieme, començant par ces mots, Si le parageur, qui estoit le neufuielme dudit tiltre, ont par l'aduis desdits estats est é adioustez ces mots, Et sont enten duz personnes estranges quant à ce, ceux qui ne sont en premier & prochain degré pour succeder ab intestat.

Des Rachapts & ventes.

AL'ARTICLE cet trentedeux-ieme, començant, par ces mots, Home noble, qui estoit Art. 132. audit ancien cayer le premier dudit tiltre, ont par l'aduis desdits estats, esté adjoustez ces mots, Soit qu'il y ait communauté de biens ou non, si ce n'estoit durant le parage d'elle & des siens. & encores qu'il y ait douaire sur la terre hommagee, le seigneur en prédra tous les fruits mais le proprietaire sera tenu en recompenser la douairiere.

A l'article cent trentetrois-ieme, commençant par ces mots, En succession, qui estoit Arta33. le deuxiesme dudit tiltre, ont esté adioustez pour explication ces mots, Et en toutes autres y

aura ouuerture de rachapt.

A la fin du cent trentequatriesme article, commençant par ces mots, Si aucun fait foy, qui estoit le troissesme dudit tiltre, ont esté de l'aduis desdits estats adjoustez ces mots, Autrement lesdits fruits demoureront au peril dudit seigneur, & n'est tenu le proprietaire en l'annee du rachapt vuyder sa maison & manoir:mais seulement est tenu laisser au seigneur les grages, celiers & autres choses necessaires pour la recollection des fruicts de laditte annee, auec vne chambre pour le seruiteur ou commis dudit seigneur dominant, si laditte maison & manoir le peuuent commodement porter.

Aussi à la fin de l'article cent trencinq-ieme, commençant par ces mots, Quand aucu lie- Art. 135. ue par rachapt, qui estoit le quatriesme article dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, Et pour le regard des estangs & taillis, soit que lesdits estags fussent en pesche, & taillis en couppe ou non, le seigneur en prendra à la raison d'une annee, tant seulement, eu esgard au temps que lesdits taillis & estangs ont accoustumé estre couppez & peschez, par la coustume du pais. Et s'il aduient en laditte année aucun proffit des arrière-vassaux, le leuera pour le temps, & à la raison susditte, iusques à ce que l'annee dudit rachapt soit finie, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

A l'article cent trentesix-ieme, commençant par ces mots, Pour premiere foy, qui estoit Arti.36. le cinquielme article dudit tiltre, apres ces mots, Par fait estrange, ont esté mis ces mots, A sçauoir quand le parageau vend ou aliene autrement que par donation en faueur de mariage ou auancement de droit successif sait à son heritier, la chose à luy garantie, pour obuier aux difficultez qui se sont faites par cy deuant sur leditarticle, & pour plus grande explication

A l'article cent trentehuit-ieme, commençant par ces mots, Le seigneur, qui estoit le sep- Art. 138. tiesme dudit tiltre, a esté mis ce mot, Quarante, au lieu de ce mot, Quinze, qui estoit en

A l'article cent trenteneuf-ieme, commençant par ces mots, Le seigneur qui lieue, qui Art. 139. estoit le huit-ieme dudit tiltre, apres ces mots, De quarante ans, ont par l'aduis que dessus, & pour obuier aux difficultez qui se sont faites par cy deuant, esté adioustez ces mots, Et quand

aux charges deues à cause du fief, les acquittera, & semblablemet le ban & arriereba, & lòyaux aides de laditte annee, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé: & aussi à la fin dudit article, pour plus grande explication ont esté adioustez ces mots, Et les rendre en l'estat qu'el les estoient au temps que le rachapt est commencé à leuer.

Art.145.

A l'article cent quarantecinq-ieme, commençant par ces mots, De la chose, qui estoit le trezieme dudit tiltre, ont apres ce mot, Rachapt, esté adioustez ces mots, Mais sont deuës vétes és cas esquels elles sont deuës par la coustume, pour explication de l'article, & pour obuier aux difficultez qui se sont faites sur le contemu en iceluy.

A11.146.

A la fin de l'article cent quarantesix-ieme, commençant ces mots, Le seigneur de sies, qui le quatorzieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, Mais si ledit proces auoit esté discotinué par trois ans, il n'en pourra plus faire poursuitte, & semblablemet ne sera receu à saire demande de ses ventes contre le tiers acquereur pour le regard des ventes qui seront deues par son autheur au par-auant dix ans, ne anssi pour l'exhibition des contracts de ses predeces seurs: mais pour les autres ventes escheues depuis dix ans, peut saissiritoutes sois en baillant par le subiet caution des dittes ventes de sondit predecesseur, & payant celles de son acquest, il auaura main leuce par prouision en luy baillant delay competant pour saire appeller sondit autheur.

4-4-147.

A l'article cent quarentesepti-eme, commençant par ces mots, Pour vendition, qui estoit le quinz-ieme article dudit tiltre, ont esté interposez ces mots, Ou choses adiugees par decret, pour explication de l'article, & pareillement ces mots, Tant du pris principal, que du vin du marché, pour obuier aux fraudes qui se pouvoiét commettre par deniers baillez sous couleur de vin de marché.

Et auons octroyé acte audit Retailleau, pour le seigneur de Guemene, de ce qu'il a remonstré auoir droit de prendre trois sols quatre deniers pour liure des ventes qui se sont en ses ter res & seigneuries de sainte Maure, Noastre & la Haye, dont il dit auoir ioy luy & ses predeces seurs de tout temps immemorial, & que pareil droit ont ses vassaux tenans de luy à cause des-

dittes seigneuries.

Pareillemet auos octroyé acte audit Gilles de Comacre, maistre d'hostel ordinaire du Roy, de ce qu'il a remostré que à cause de ses terres de Reteil, Vaulx le verger, Bez, Bois-durat Bois-goutier, Boisgiraut, Fayette, la Bouuiniere, le sief Guenaut tenuz & mouuas en soy & homage dudit seigneur de Guemene, il a droit de prédre trois sols quatre deniers pour liure, ainsi que ledit seigneur de Guemene son seignenr seodal, & dont il dit auoir ioy de tout temps immemorial.

Pareille acte octroyé audit Bastard, pour & au nom de messire Claude de Laubespine cheualier, secretaire d'estat & sinances du Roy, de ce qu'il a remonstré que à cause de sa seigneurie de Cousieres tenue & mouuante de laditte seigneurie de la Haye, il est sondé en possession

immemoriale d'auoir droit de trois sols quatre deniers pour liure.

Et audit Gardette audit nom, auons octroyé acte de ce qu'il a remonstré au contraire, que quelque vsance que les les seigneurs autres pretendans semblables droits puissent alleguer, ne puisse nuire ne preiudicier audit tiers estat, comme estant plustost vsurpation que possession.

Art.149.

A l'article cent quaranteneuf-ieme, commençant par ces mots, Et si auant la possession, qui estoit le dixsept-ieme dudit tiltre, apres ces mots, Ou bailliee, ont esté mis ces mots, Autrement que par le cotract de la chose vendue ou alienee, & à la fin ont esté adioustez ces mots, Et par mesme forme que le premier contract.

Art.130.

À l'article cent cinquant-ieme, commençant par ces mots, En transaction, qui estoit le dixhuict-ieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, D'immeubles ou droits, pour explication d'iceluy.

Art.151.

A la fin de l'article cent cinquantevn-ieme, commençant par ces mots, En retour de partage, qui estoit à l'ancien, le dixneus-ieme article, ont esté adioustez ces mots, Et par mesme contrat de partage, & ne sont deues ventes pour choses immeubles baillees en faueur de matiage, encores qu'elles sussent baillees par estimation.

De retraits.

S arricles cent cinquantedeux-ieme, commençant par ces mots, Quandaucune chose, & cent cinquante-quatrieme, commençant par ces mots, Et seront les plus prochains, qui sont

sont prins du premier article dudit tiltre de Retraits en l'ancien coustumier, ont esté apres ces mots, Ainsi vendue, estans audit cent cinquantedeux-ieme article, adioustez ces mots, Encores qu'ils ne fussent creez ne conceuz, lors du contract de vendition, & apres ces mots, Et les deniers, estans audit cent cinquantequatr-ieme article, ont esté adioustez ces mots, Qui serot fournis dedans l'an & iour clos, & au lieu du mot, Assisse, estant audit ancien article a esté mis ce mot, Iugement, & quant au cent cinquantetroif-ieme article, commençant par ces mots, Et est à entendre, a est é adiousté de nouuel, le tout pour plus grande explication, & pour obuier aux difficultez qui se sont meuës sur ledit article, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudi-

L'article cent cinquantecinq-iesme, commençant par ces mots, Et si les deniers, a esté ad- Artissi.

iousté de nouvel, par l'aduis que dessus.

L'article cent cinquantesix-ieme, commençant par ces mots, En acquests, a esté par l'aduis desdits estats adiousté, apres que les officiers & practiciens desdits sieges ont tous concordablement rapporté auoir ainsi esté par-cy deuant practiqué: & que suyuant ce, ont esté donnez plusieurs iugemens & arrests, depuis lesquels a esté ledit article tenu pour coustume notoire.

A l'article cent cinquantehuit-ieme, commençant par ces mots, Et si le contract de vendi- Art. 158. tion, qui estoit le trois-ieme dudit tiltre, apres ces mots, Au seigneur de sief, ont esté adioustez ces mots, Et sera la grace faite en mesme forme que le contract principal, & par mesme instrument: & quant aux supplemens & prorogations de grace qui se font apres, seront aussi faites en mesme forme que le premier contract, & ce pour plus grande explication du contenu audit article.

A l'article cent cinquanteneuf-ieme, commençant par ces mots, Et doit l'acquereur, qui Art. 159. estoit le quatr-ieme dudit tiltre, ont esté apres ces mots, Voisinaux, adioustez ces mots, Prochains du lieu duquel la possession est prinse:encores qu'ils ne soient lesplus prochains,& soit qu'il y ait vn notaire, ou deux, il y doit auoir deux tesmoings: & sera le notaire de la terre, ou de celle du seigneur superieur dudit sief, sinon qu'il fust Royal, & du ressort, ce qui suffira pour la formalité de la possession.

Le cent soixant-iesme article, commençat par ces mots, Celuy qui aura ioy, a esté de nou- Art. 160. uel adiousté par l'aduis desdits estats, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé, droits acquis aux parties & proces intentez.

A l'article cent soixantevn-ieme, commençant par ces mots, Le plus prochain, qui estoit Art. 161. le cinq-iesme article dudit tiltre, ont esté de nouuel adioustez ces mots, Neantmoins en retrait lignager l'oncle est preseré au neueu, combien que d'allieurs representation ait lieu en matiere de successions.

A l'article cent soixantesix-ieme, commençant par ces mots, Si l'heritage, qui estoit le dixieme dudit tiltre, apres ces mots, A códition, ont esté adioustez ces mots, Ou faculté: & apres ces mots, Certain temps, ont esté adioustez ces mots, Ou à perpetuité, & apres ces mots, [S'il n'y-a point de condition,]ont auffi esté adioustez ces mots,[Ou faculté.]

A l'article cent soixantesept-ieme, commençant par ces mots, Quant l'heritage, qui estoit Art. 167. l'unzielme dudit tiltre, a esté de nouveladiousté ce qui s'enfuyt, Et pour prendre possession d'icelle, doit l'acquereur infinuer son contract au detteur de laditte rente, ou à deux, s'ils sont plusieurs, leur notifiant qu'il prend, en ce faisant, laditte possession: le tout en presence de notaire & deux tesmoings.

A l'article cent soixantehuit-ieme, commençat par ce mot, Lacquereur, qui estoit le dou- Art. 168. zieme dudit tiltre, ont esté de nouuel adioustez ces mots, Et si l'acquereur se trouue dilayant, le lignager ne sera tenu faire aucune confignation pour gaing des fruits, sinó que la congnoifsance de retrait luy eust esté faite.

L'article cent soixanteneus-iesme, commençant par ces mots, Les sergens, a esté mis au Art. 169. lieu de l'article trezieme dudit tiltre, dont la reneur estoit, Les sergens ne pourront bailler adiournement en clam de retrait, fors à l'assisse prochaine ensuyuant leurdit adiournemet, pourueu qu'il y ait huit iours entre l'appel & amence du sergent, & laditte assise.

A la fin de l'article cent septantieme, commençat par ces mots, Et si l'acquereur, qui estoit Artaro. le quatorzieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, Et possession.

L'article cent septantevn-ieme, commençant par ces mots, Si le lignager, a esté mis au lieu Art. 171. du quinzieme article dudit tiltre, dot la teneur estoit, Si aucun a acquis l'heritage, & le ligna-

ger du vendeur qui aura eu ledit retrait le vend ou transporte, soit à grace ou autrement, à autre, au dedans de l'an & du iour apres ledit retrait, le premier acquereur aura ledit heritage, en payant & rendant les deniers qu'il aura receuz dudit retrayeur.

Art. 172

A la fin de l'article cent septantedeux-ieme, commençant par ces mots, [Et si aucun] ont esté adioustez ces mots [Et à semblable, si l'acquereur habonde & fait payer d'auatage du vin du marché, fraiz & mises, & il en dechet, il restituera le double du trop habondé, & ce qu'il auroit receu, comme dessus.]

Art.173.

A la fin de l'article cet septantetrois-ieme, començat par ces mots [L'acquereur adiourné] quiestoit le dixseptieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, Et ne pourra euiter la peine, encores qu'ilvueille ceder au proces, apres contestation en cause] pour auoir lieu à l'aduenir & sans preiudice des proces intentez & droits acquis.

Art. 174.

A la fin de l'article cent septantequatre-ieme, commençant par ces mots, [Et pareillemet] qui estoit le dixhuit-ieme dudittiltre, ont esté adioustez ces mots [Et ne peut aussi euiter ladit te peine, encores qu'il voulust ceder au proces apres contestation en cause] pour l'aduenir, & sans preiudice des procez pendans & droits acquis aux parties.

Art.175

A l'article cent septantecinq-ieme, commençant par ces mots, [En pur eschanges,] qui estoit le dixneus-ieme dudit tiltre, apres ce mot, [Eschanges,] ont est é adioustez ces mots, [Et baulx à rentes saits sans fraude] & à la fin dudit article à esté adiousté ce mot, [Enodes]

Art.180.

A la fin du cent octante-ieme, commençant par ces mots, [En transaction faite] qui estoit le vingtquatre-ieme dudit tiltre, ont este adioustez ces mots [Sinon que au parauant le decret y eust pris certain & conuenu entre celuy sur lequel le decret est fait, & celuy au prossit duquel il est executé: auquel cas y aura retrait: & commencera l'an & iour d'iceluy, du iour de la possession prinse en vertu de laditte conuention: toutes sois n'y aura qu'vne vente, tant pour laditte paction, que decret, sinon que le pris du decret excedast le pris conuenu & acccordé entre les dittes parties: & audit cas y aura ventes pour l'outreplus seulement.

Art.181.

A la fin de l'article cent octantevn-ieme, commençant par ces mots, [L'action] qui estoit le vingteinq-ieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, [Ores que laditte action soit intétee, ou non]

Art.183.

A l'article cent octantetrois-ieme, començant par ces mots, [En retrait] qui estoit le vingt-sept-ieme dudit tiltre, ont esté misces mots [En iugemét] au lieu du mot [Assise] està à l'ancié & à la fin dudit article ont esté adioustez ces mots, [Et qu'il y ait eu adiournemét baillé au parauant la cognoissance: & toutes sois si le dit retrait est prins & executé reaulment & de fait par l'vn des lignagers auparauant l'an & iour, le filz ou fille, frere ou sœur du vendeur seulement, & non autres, pourront au dedans de trois mois apres la ditte execution, rauoir les dittes choses, en refundant le sort principal, & loyaux coustemens, salaires & vacations du premier lignager: moyennant que les dits trois mois soient au dedans de l'an & iour de la possession prin se par l'acquereur.

Art.184.

A la fin de l'article cent octantequatre-ieme, començant par ces mots, [Si deux lignagers] qui estoit le vingthuit-ieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, [Mais ce scra à la charge de l'adiournement baillé, pour explication dudit article.]

A la fin de l'article cent octantecinq-ieme, commençant par ces mots, [Les deniers du retrait, qui estoit le vingtneus-ieme article dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, [Et lequel my denier sera reputé propre patrimoine desdits enfans & heritiers: & sera tenu l'heritier du suruiuant, bailler & rendre ledit my denier ausdits enfans & heritiers du premier decedé]& au surplus a esté ledit ancien article corrigé pour la jouissance que doit auoir le suruiuant des conjoints par mariage, en consequence du dernier article du chapitre des successions de gens roturiers.

_art.185.

L'article cent octantesix-ieme, commençant par ces mots, [Si par conioints,] a esté mis au lieu de l'article tréte-ieme dudit tiltre, duquel la teneur estoit, [Si aucus acquests sont faits, par les conioints en mariage, des deniers communs en aucunes choses, par droit de puissance de sief, le suruiuant desdits conioints tiendra les dittes choses sa vie durant comme de pur acquest, ainsi qu'il sera declairé cy apres esdits chapitres: mais le suruiuat decedé, les dittes choses retourneront aux heritiers de celuy à qui estoit le fief, en payant aux heritiers de l'autre, le demy denier de l'acquest, auec les cousts & mises] lequel ancien article a esté corrigé & reformé par l'aduis desdits estats en consequence dudit dernier article du chapitre de successios

de gens roturiers.

Ă la fin du cent octantehuit-ieme, començant par ces mots, Le seigneur de fief qui estoit. Art. 188. le trentedeux-ieme article dudit tiltre ont esté, par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Sur lequel acquereur toutesfois les lignagers du premier védeur pourront demander à auoir lesdittes choses par retrait, pourueu que ce soit au dedans de l'an & iour de la possession prinse par iceluy acquereur]

Le cent octanteneuf-ieme article, començant par ces mots, [Les lignagers] a esté par l'ad-Art.189. uis desdits estats mis au lieu du trentetroisseme article dudit tiltre, duquel la teneur estoir [Le seigneur de fief peut auoir par puissance de fief les choses aquises en son fief à grace, en gardat laditte grace au vendeur telle qu'elle a esté donnee par l'acquereur: & durant laditte grace ne pourra ledit seigneur de fief demolir, ains seulement pourra faire reparations necessaires

A la fin du cent nonante-ieme article, commençant par ce mot, Donation qui estoit Art. 190. le trentequatre-ieme article dudit tiltre, ont esté de l'aduis desdits estats adjoustez ces mots, Toutesfois donation faite en faueur de mariage n'est subiette à retrait n'y à deuoir seigneurial pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

L'article cent nonantedeux-ieme, commençant par ces mots, [Rente créet au parauant]a Art. 192. esté de l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

L'article cent nonantetrois-ieme, commençant par ces mots, [Pour autres rentes] par l'ad- Art.193. uis desdits estats & en consequence du precedent article a esté mis au lieu du tréresepr-ieme article dudit tiltre, dont la teneur estoit, [Les an & iour du retrait de la rente franchie & acquise sur soy, se doinent prendre du jour du premier terme qui escherra apres ledit franchissement] pour ledit article cent nonantetrois-ieme auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du

A l'article cent nonantequatre-ieme, commençant par ces mots, [Si l'acquereur] qui e- Art. 194 stoit le trentehuit-ieme dudit tiltre, sur le commencement d'iceluy article, ont esté interpofez ces mots, [Ou que l'acquereur fut mort & n'eust aucuns enfans ou heritiers apparés | pour plus grande explication d'iceluy.

Ala fin de l'article cent nonantecinq-ieme, commençant par ces mots, [Quand aucun adiournement qui estoit le trenteneuf-ieme dudit tiltre, ont esté par l'aduis desditsestats adioustez ces mots. Ensemble declarer par son exploit le domicile & demeure au dedans le ressort de celuy qui luy a commandé ledit exploit & adiournement: & si au iour & assignation baillee le demandeur en retrait fait defaut, ledit adjournement demeure nul, soit qu'il fust baillé à la requeste de maieurs ou mineurs pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

L'article cent nonantefix-ieme, començant par ces mots, [Si au iour]a esté par l'aduis que Art. 196. dessus de nouvel adjousté, pour avoir lieu à l'advenir, sans prejudice du passé.

Aussi l'article cent nonantesept-ieme, commençant par ces mots, [L'an & iour de retrait] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit, pour auoir lieu à l'aduenir, & en consequéce dudit article cent nonantequatrieme & autres precedens, a esté par ledit aduis rayé l'article quarante-ieme & dernier dudit tiltre, dont la teneur estoit, [Et quand l'adiourné en clam de retrait, aura cogneu le lignager en son absence, telle congnoissance de retrait sera signifiee à sa personne ou domicille l'aucun en a audit bailliage, sinon par attache mise & apposee à la porte de l'auditoire, si auditoire y-a où aura esté faite laditte congnoissance: & où il n'y auroit auditoire sera signifiee laditte congnoissance par attache mise & apposee par le premier sergent, en la presence de deux recors à la porte de l'eglise parrochiale du lieu où aura esté faite laditte congnoissance:laquelle congnoissance & attache ledit sergét sera tenu signifier à deux des prochains voisins dudit auditoire ou de laditte eglise parrochiale; en leur saisant sçauoir qué si ledit lignager ne vient huit iours apres laditte affixion audit auditoire, s'aucun en y-a, si-

De delaissemens & esponces d'heritages.

non en la maison dudit sergent, apporter ses deniers, il demeurera forclus dudit retrait.

'ARTICLE cent nonanteneuf-ieme, commençant par ces mots, [Le detenteur] a esté par l'aduis desdits estats mis au lieu du deux-ieme article dudit tiltre estat en l'ancien cayer dont la teneur estoit, Le detenteur d'aucun heritage, qui ne seroit personnellement obligé, peut delaisser ou quitter ledit heritage, sans payer les arrerages desdittes rentes, sinon que lesdits detentenrs d'iceux heritages eussent esté par-auant certifiez de la constitution de laditte rente, auquel cas ils payeront les arrerages escheuz depuis laditte certificatio: & des precedés

Digitized by Google

Art.195.

ils en demeureront quittes, en faisant laditte quittance & esponce.

Arti.200. 201. Les articles deux cens-ieme, commençant par ces mots, [Ledit detenteur] & deux cents vn-ieme, commençant par ces mots, [Peut aussi] ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

Des heritages deffensables.

Arti.202.

A V lieu de l'article premier de laditte rubriche, dont la teneur estoit, [Les bestes cheualines, aumailles, bestes à laine & asnes peuvent pasturer és prez non clos à sosse ou hayes, & non gainiaux, puis q l'herbe est fauchee & emmenee, iusques au huit-ieme iour de Mars: & si apres y sont trouvees, ceux à qui sont les prez ou autres leurs serviteurs ou comis, les pourront prédre, & mener en prison, sil les y peuvent amener: & en auront ceux à qui sont les prez leur desdommagement, duquel ils seront creuz à leur serment, iusques à cinq sols pour chacune sois qu'ils les prendront, & meneront à iustice: & la iustice en aura pour laditte prinse, sept sols sur deniers tournois d'amende: & s'il y-a garde saite, il y-a d'amende soixante sols, & le desdommagement à la partie ont esté mis les deux cens deux-ieme article, commençat par ces mots, [Les bestes cheualines] & deux cents trois-ieme, commençant par ces mots, [Les proprietaires].

Arti.205.

A la fin du deux cens cinq-iesme article, commençant par ces mots, [Et s'il aduient] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Sinon que le proprietaire voulust maintenir prouuer & verifier le contraire de laditte prinse sommairement & promptement] & en consequence dudit article, a esté rayé l'article dernier dudit tiltre dudit ancien cayer, dot la teneur estoit, [Si les bestes sont trouuees és vignes, en quelque saison que ce soit, y-a sept sols six deniers d'amende, auec le desdommagement de la partie.]

De prescriptions.

Arti.208.

AL'ARTICLE deux cens huit-ieme, commençant par ces mots, [Quaud aucun] qui estoit audit ancien cayer le premier dudit tiltre, entre ces mots, [Acquereur de rente] & ces mots, [Depuis trente ans] ont esté de l'aduis desdits estats interposez ces mots, [Constituee, dons & legs faits] pour plus grande explication du contenu en iceluy.

Arti.210.

L'article deux cens dix-iesme, commençat par ces mots [Entre acquereurs] a esté par l'aduis desdits estats mis au lieu du trois-ieme article dudit tiltre, dont la teneur estoit, [Entre acquereurs de rente, interruption n'a point de lieu, & seront les premiers acquereurs preserez, pour ueu qu'ils aient eu possession autrement yront par contribution, quoy que l'acquereur ait sait pour sur auoir payement de saditte rente, par execution, ou adiournemet libellé.

Art.211.

A l'article deux cens vnze-ieme, commençant par ces mots, [Si les seruiteurs] qui estoit le quatrieme & dernier dudit tiltre, sur la fin d'iceluy, apres ces mots, [De leurs iournees] ont esté adioustez par l'aduis que dessus, ces mots, [Ne matieres] pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

Des veuës & esgouts de maisons,& autres servitutes.

ALA fin de laditte rubriche, ont esté de l'aduis desdits estats mis ces mots, [Et autres seruitutes,] au lieu de ces mots, [Et latrines].

Art.2 12

Au deux cens douze-ieme article, commençat par ces mots, [Veuës & esgousts] qui estoit le premier article dudit tiltre en l'ancien cayer, apres ce mot, [Maintenues] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Fust de cent ans ou plus]

Art.213.

A la fin du deux cens treze-ieme article, commenç at par ces mots [Nul ne peut] qui estoit le deux-ieme dudit tiltre, ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Du fons en comble]

De rentes & hypotheques.

Art.214-215.217-218.219 220Les articles deux cens quatorze-ieme, commençant par ces mots, [En execution,] deux cens quinze-ieme, commençant par ces mots, [Si deux auoiét] & deux cens dixsept-ieme cómençant par ces mots, [Hypotheque speciale] ont esté mis au lieu des premier, deux-ieme & quatre-ieme articles dudit ancien coustumier, sous laditte rubriche, dont la teneur estoit, [En matiere d'execution sur la chose immeuble hypotequee, au payement de rente acquise,

le crediteur qui a eu possession de laditte rente, doit estre preferé aux creanciers qui n'ont que dettes personnelles: & s'il n'a eu possession, en sera payé, & les creanciers personnels, & autres selon l'ordre de droit:sinon que l'acquereur ait fait poursuitte pour auoir payement de saditte rente par execution ou adjournemet libellé. Et si deux auoient acquis rente l'vn apres l'autre, suppose que le second acquereur eust eu possession auant Je premier, & le premier eust eu pos session apres, neaumoins il sera preferé au second, qui auroit eu premieremet possession [L'hypotheque special ne se diuise, mais le general se diuise.] Et quant aux deux cens dixhuit-ieme article, commençant par ces mots, [Et quant à l'hypotheque] deux cens dixneuf-iesme, commençant par ce mot, [Compensation] & deux cens vingt-ieme, commençant par ces mots, [Meubles n'ont suitte]ont lesdits articles de l'aduis desdits estats esté de nouuel introduits.

De choses reputees meubles ou immeubles. ALA fin du deux cens vingtvn-ieme article, commençant par ces mots, [Moulin à eaue,] Art. 221
ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Sinon qu'il y eust attache & affiche audit moulin, pour y estre perpetuellement, ou que le moulin sust bannal: lequel encores qu'il

fust audit batteau sans attache, est reputé immeuble.]

A l'article deux cens vingtdeux-ieme, commençant par ces mots, [Moulin pendant,]qui estoit le second article dudit tiltre, entre ces mots, [Sur riviere,]& ces mots, [Est reputé,]ont esté pour plus grande explication, par l'aduis desdits estats, mis & adioustez ces mots [Ou ruifleau fiché sur pillotis & autre fondement stable & immuable.]

A l'article deux cens vingttroif-ieme, commençant par ces mots, [Vn presseoir,] qui estoit le troif-ieme dudit tiltre, entre ces mots [Sans estre despecé]& ces mots [Est reputé]par l'aduis desdits estats,& pour plus grande explication du contenu en iceluy,ont esté adioustez ces mots[Auec tous vtanfilles seruans en iceluy.]

Les articles deux cens vingtsix-ieme, començant par ce mot [Toutesfois] deux cens vingt- Art. 226. sept-ieme,commençant par ce mot[Artilleries]deux cens vingthuit-ieme,commençant par 227.228.229 ces mots [Rentes constituees] & deux cens vingtneuf-ieme commençant par ces mots, [Le pareil]ont esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

De communauté de biens.

AL'ARTICLE deux cens trentieme, commençant par ces mots [Homme & femme] Att.230.

qui estoit le premier article dudit tiltre, en l'ancien coustumier, ont esté adioustez ces mots[Dés le iour de la benedictió nuptiale,] au lieu de ces mots[Apres an & iour] qui estoiét audit ancien article: lequel par l'aduis desdits estats a esté pour ce regard corrigé.

L'article deux cens trentedeux-ieme, commençant par ces mots, [Femme mariee,]a esté par l'aduis que dessus adiousté pour l'aduenir.

De donations.

E S articles deux cens trentetroif-ieme, commençant par ces mots, [Le roturier,] deux 234.235. cens trentequatrieme, commençant par ces mots, [Et sont entenduz] deux cens trente- 239. cinq-ieme, commençant par ce mot[Toutesfois]deux cens trentesix-ieme, commençant par ces mots[Si donations,]deux cens trentesept-ieme,commençant par ces mots, [Tous donataires]deux cens trentehuit-ieme,commençant par ces mots[Pour l'effet]& deux cens trenteneuf-ieme, començant par ces mots [Donations entre roturiers] ont esté par l'aduis desdits estats accordez pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé, droits acquis & proces intentez,& mis au lieu du premier article dudit tiltre de donations entre roturiers, qui auoit esté remis à la cour, duquel article la teneur estoit [Le roturier peut donner à vne personne ou à plusieurs, qui ne sont ses heritiers presumptifs ou heritiers presumptifs de ses heritiers, tous ses acquests & tierce partie de son patrimoine à luy aduenuz à cause de ses predecesseurs, à vie seulement, & tous ces meubles à perpetuité: toutes sois il pourra donner tous ses meubles, acquests,& tierce partie de son patrimoine, ad pias causas, pour le salut de son ame: & s'il n'a point de patrimoine les acquests representent en ce le patrimoine: & en defaut d'acquests & patrimoine, le meuble represente le patrimoine.

Et auront lesdits Bienassis, Fumee & de Troyes acte de l'opposition par eux formee en ce que nous reformons & restraignons laditte anciene coustume, par laquelle estoit permis de doner à perpetuité tous ses meubles, acquests, & tierce partie de son patrimoine, ad pias cau-

fas, encores qu'il y eust enfans.

Et ledit Gardette de ce qu'il a remonstré qu'il estoit bien dur de restraindre la puissance &

Art.232

faculté de disposer des acquests & meubles:toutessois la matiere mise en deliberatio, par l'ad uis des affistas a esté coclud& arresté q l'article demeureroit ainsi qu'il a esté de nouvel cedigé.

A la fin de l'article deux cens quarâticme, començant par ces mots [Le donataire] ont cité adioustez ces mots, [Ou que par contract il y ait clause de constitut, precaire, rerention d'vsu-fruit, ou autre equipolent à tradition, esquels cas ledit donataire, soit noble ou roturier, mary ou semme suruiuant, sera & demeurera saisy, & pourra former coplainte pour les choses donnees contre l'heritier & tout autre.

L'article deux cens quarantevn-ieme, commençant par ces mots, [En cas de donation,] a esté par l'aduis desdits estats adiousté.

Le deux cens quarantedeux-ieme article, commençant par ces mots, [On ne peut doner à fon bastard] a esté par l'aduis que dessus, mis au lieu du trois-ieme article dudit tiltre, duquel la teneur estoit [Home estat en santé, peut donner à son bastard, la quarte partie de ses acquests, à sa vie seulement: mais qu'en sa vie luy soit baillee la possession & saisine de ce qui luy aura esté donné, & non autrement.]

Les articles deux cens quarantetroif-ieme, commenç at par ces mots [Homme & femme] & deux cens quaratequatrieme, començant par ces mots [Et n'est requis] ont esté par l'aduis & consentement de tous lesdits estats accordez pour l'aduenir, sans prejudice du passé, droits acquis, & proces pendas: & ont esté misau lieu des quatre, cinq, six & septiemes articles dudit tiltre de l'ancien coustumier: lesquels auoient esté remisà la cour, & desquels ancies articles la teneur estoit: Les deux conioints par mariage peuuent faire entr'eux donatio mutuelle, eux estans en santé, l'vn à l'autre, de tous leurs acquests & tierce partie de leur patrimoine, à viage seulement, & de tous leurs meubles à perpetuité: à la charge de nourrir & aliméter les enfans mineurs du premier decedé, iusques à ce qu'ils soient en aage, & aient industrie selo leur estat de gaigner leur vie, si à eux ne tient:aussi d'acquitter & payer les dettes personnelles & droit funerail. Et sont entenduz ces mots eux estans en santé, que si l'vn desdits conioints au temps de laditte donation estoit malade, & il allast de vieà trespas de laditte maladie, telle donaison ne vaudroit mais s'il guerisoit & il ait congnoissance & ratifie laditte donaison faite en icelle maladie, supposé que apres il mourust le premier, neantmoins laditte donaison sera bonne & vallable. Et ne peut telle donaison mutuelle estre reuocquee par l'vne des parties, sans le consentement de l'autre, pourueu que tous deux aient actuellement & de fait patrimoine ou matrimoine au pais de Touraine, ou autre pais de semblable disposition quant à ce:car en defaut de patrimoine le don sortira son effet seulement pour tant que touche lesdits meubles & acquests:lesquels acquests audit cas seront censez & reputez patrimoine: & sil n'y auoit acquests, les biens meubles seront reputez patrimoine. Donaison simple faite entre coioints par mariage en la maniere deuant ditte ne vaut si elle n'est confermée par testament.]

L'article deux cens quarantesept-ieme, commençat par ces mots, [Homme & semme noble conioints] a esté par l'aduis & consentement de tous lesdits estat accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé, droits acquis & proces pendans, & mis au lieu du deuxieme article de l'acien coustumier, sous le tiltre des donatios entre meubles: lequel auoit esté remis à la cour, & dont la teneur estoit: [Homme & semme noble mariez peuvent faire donaison l'vn à l'autre de la tierce partie de leur patrimoine, à viage, & de tous leurs acquests, à perpetuté: & de leurs meubles ne peuvent ils rien donner l'vn à l'autre: car par la coustume ils sont au survivat s'il les veut prédre: & celuy qui les prendra les aura à la charge de payer les dettes personnelles & driot sunerail: & aussi laditte donaison à la charge de nourrir & entretenir les ensans du premier decedé s'aucuns en a, selon leur estat, iusques à ce qu'ils soient en aage & aiet industrie selon leur estat, de viure & eux entretenir s'i à eux ne tient.] ¹.

Les articles deux cens quaranteneuf-ieme, commençant par ces mots [Semblable disposinit granato erga alios
re quidă male
nation]ont esté par l'aduis que dessus accordez pour l'aduenir, sans prejudice du passe.

Des successions entre nobles, fors en Baronnie.

LA fin de l'article deux cens cinquante huit-ieme, començant par ces mots [Entre toutes personnes] qui estoit en l'ancien cayer le premier dudit tiltre, ont pour explication esessions entre nobles, fors en Baronnie.

LA fin de l'article deux cens cinquante huit-ieme, començant par ces mots [Entre toutes personnes] qui estoit en l'ancien cayer le premier dudit tiltre, ont pour explication esessions entre nobles, fors en Baronnie.

LA fin de l'article deux cens cinquante huit-ieme, començant par ces mots [Entre toutes personnes] qui estoit en l'ancien cayer le premier dudit tiltre, ont pour explication esessions entre nobles, fors en Baronnie.

La fin de l'article deux cens cinquante huit-ieme, començant par ces mots [Entre toutes personnes] qui estoit en l'ancien cayer le premier dudit tiltre, ont pour explication esessions entre nobles, fors en Baronnie.

A l'article

Arti.241.

Arti.240.

Arti.242.

Arti.243.

Aru.247.

1. Sup. 248. at Omissa futto hac annotatio quod donare se cudo geniti se mulvt cosuetu do permittit nonest donare vni subordinate grauato erga alios vt quidă male putabăt, sedest simul aqualiter omnibus do nare, Aiud simul, aliud su cessiue, aliud suri pure o alius sub condi-

A l'article deux cens cinquantencuf-ieme, començant par ces mots, [Le mort saisst le vif] ATL259 qui estoit le deux-ieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots [Noble & roturier, & ce pour telle part qu'il doit succeder au lieu de ces mots qui estoiet en l'acien Sauf entre nobles, ainsi qu'il sera cy apres declaré] & pour ce regard, l'ancienne coustume corrigee de l'aduis q dessus.

A l'arricle deux cens soixantieme, commenç at par ces mots, [Entre freres & sœurs] qui e- Arti. 260 stoit le trois-ieme dudit ancié cayer, ont esté adioustez ces mots [Fils ou fille] & ces mots [Tat en fief qu'en roture] & aussi ces mots [Au choix dudit aisné, ou son representant] le tout pour explicatió seulemet: & outre, entre ce mot [Hostel] & ces mots [Et la pour prinse] ont esté mis ces mots Noble estant en fief pour les difficultez qui se faisoient pour ce regard, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé

A l'article deux cens soixantevn-ieme, començant par ces mots [Et si au dedans] qui estoit le quarrieme dudit tiltre, a esté adiousté ce mot [Closture] & ces mots Bois de haute sustaye] pour explication seulement.

Les deux ces soixatedeux-ieme article, començant par ces mots Entre nobles & deux ces 263. soixate troisieme, començant par ces mots Si l'vn des puisnez Jont esté mis au lieu des 5.86. art. dudit tiltre desquels la teneur estoit Entre nobles, l'aisné recueille les successiós escheuës à luy & à ses puisnez, & est sais de tous les heritages, rentes, & choses immeubles desquels est mort sais le defunt duquel il est heritier: & les puisnez ont leur tierce partie par lamain de l'ais né, ou qui le represente: lequel la leur doit bailler quand il en est sommé par le puisné ou puisnez ensemble, ou chascu à part soy: & auat laditte sommation, l'aisné aura tous les fruits desdits heritages: & les autres fruits escheuz, depuis laditte sommatio, se departirot entre l'aisné & les puisnez, par les deux parts & par le tiers, mis hors ledit auantage. Si l'aisné baille à ses puisnez la tierce partie, & auant que lesdits puisnez aient departy entr'eux leurditte tierce partie, l'vn des puisnez decede sans hoir de sa chair, la portion dudit decedé accroist aux autres puisnez: mais s'ils auoiet partagé entre eux leurditte tierce partie, la portió du decedé reuiet à l'aisné, où qui le represente lesquels ont esté par l'aduis desdits estats corrigez: & pareillement a esté corrigé & abrogé le septieme article dudit tiltre, dot la teneur estoit [Apres ce que le puisné ou puisnez aurot sommé leur aisné ensemble, ou chacu à part soy, de leur bailler leur cotin géte & legitime portió, lesdits puisnez par ladite sommatió & chascu d'eux sont saisiz de leurditte portion, & le peuuent appleiger, doloir & coplaindre en cas de nouuelleté contre ledit. aisné dedans l'an & iour de laditte sommation:pourueu que telle sommation soit faite au dedans de trente ans apres le decez de celuy dont ils sont heritiers: & sommation faite par l'vn desdits puisnez, tant pour luy que pour les autres puisnez, profitera aux autres comme à luy.] Art. 264.

A l'article deux cens soixantequatre-ieme, commençant par ces mots, [L'aisné noble,] qui estoit le huit-ieme dudit tiltre, à esté apres ce mot [Feodal] adiousté ce mot [Ordinaire] & à la fin dudit article ont esté adioustez ces mots Mais lesdits puisnez contribueront pour leur regard auec ledit aisné aux charges du ban, arriereban & loyaux aides pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

A l'article deux cens soixantecinq-ieme, commençant par ces mots [Chacun des puisnez] Art. 265 qui estoit le neuf-ieme article dudit ancien cayer, commençant par ces mots, [Le puisné]ont esté rayez ces mots[Les quarante iours passez] qui estoient audit ancien article.

A la fin du deux cens soixantesept-ieme article, commençant par ces mots, [Si l'aisné,] qui Ar.287 estoit l'vnzieme dudit tiltre, commençant par ce mots [Et s'il auenoit,] ont esté adioustez ces mots Dont ils sont saisiz, & se peuuet complaindre, comme dit est sau lieu de ces mots Et setot tenuz lesdits puisnez sommer ledit aisné de leur bailler pertage par la maniere que dessus] qui estoient en l'ancien, lesquels par l'aduis desdits estats ont esté corrigez en consequence des precedens articles.

Les articles deux soixtehuit-ieme, començant par ces mots L'aisné qui a prins deux cens 269. 270. soixanteneuf-ieme, commançat par ces mots [Si la femme noble] & deux cens septantieme, commençant par ces mots[Laditte femme]ont esté mis au lieu du douzieme article dudit tiltre duquel la teneur estoit Et au regard des dettes personelles si l'aisné a prins les meubles du decedé, les creanciers se pourrot addresser pour le tout audit aisné: & audit cas sera tenu payer lesdites dettes, par-ce q par la coustume les meubles suiuet les dettes personnelles: & si la femme du noble decedé, auoit prins lesdits meubles, ledit aisné ainsi couenu par lesdits creanciers pour les les dettes personelles aura son recours a l'encôtre de la dite semme diceluy noble.]

L'article deux cens septantedeux-ieme, commençant par ces mots [Toutes fois s'il y-a plu- Art. 272

sieurs terres]a esté de nouvel adiousté de l'aduis desdits estats, pour obuier aux difficultez qui se faisoient sur le contenu en iceluy.

Arti.274.

A la fin du deux cens septantequatrieme article, commençant par ces mots, [Et pourra laditte fille] qui estoit audit ancien cayer le vingtieme article dudit tiltre, commençant par ces mots, [Quand aucune succession] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots [Et si elle ne préd que sa portion, les dittes dettes se payer ot par teste entre elle & ses ditts puisnez.]

Arti.275.

Le deux cens septantecinq-ieme article, commençant par ces mots, [Si le fils ou fille,] a esté en consequence de la correction d'aucuns precedens articles mis au lieu du quinzieme article dudit tiltre, duquel la teneur estoit [Si le fils aisné ou fille aisnee nobles ou qui les repre sentent qui ont recueilly les successions dessudittes dont ils doiuent faire les hommages aux seigneurs ausquels les homages sont deus pour eux& pour leurs puisuez par la maniere dessuditte, & font desaut de les faire dedans temps deu, qui est quarante iours apres le trespas du decedé, & par desaut de ce les seigneurs lieuent tous les fruits desdites choses dot est deu homage, les seigneurs puisnez en auront leur action de leurs interests & dommages contre les dits aisnez des fruits & reuenuz escheuz depuis sommation saite à l'aisné par les dits puisnez.]

Arti.276.

De l'article deux cens septantesix-ieme, començant par ces mots, [Si l'aisné ou aisnée] qui estoit le sezieme article dudit ancien cayer, commençant par ces mots, [Et si le sils aisné] ont esté en consequence des corrections cy deuant faites rayez ces mots, [Depuis la sommation comme dessus] qui estoient audit ancien article.

Arti.279.

A la fin de l'article deux cens septanteneus-ieme començant par ces mots, [La succession] qui estoit le vingtvn-ieme dudit tiltre, au lieu de ces mots, [Qui est l'aisne ou l'aisnee du decedé, si prendre les veut] estans en l'ancien cayer, qui ont esté par l'aduis desdits estats rayez, ont esté par l'aduis que dessus mis ces mots [Sçauoir est à l'aisné pour les deux parts, & ses puisnez pour le tiers: & s'il n'y auoit que filles, elles succederont par teste horsmis l'aduantage qui appartiendra à l'aisné comme dit est] pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice des droits acquis & proces intentez.

Arti.283.

A la fin de l'article deux cens octantetroif-ieme, commençant par ces mots, [Si l'vn des puifnez] qui estoit le vingteinq-ieme dudit tiltre, commençant par ces mots, [Et si l'vn] ont esté par l'aduis désdits estats adioustez ces mots, [Pourueu toutes sois qu'il n'y eust pere ou mere, ou autres ascendas: car audit cas, les meubles & acquests appartiendrot audit pere ou mere, & en leur desaut, aux ayeul ou ayeulle, ou autres ascendans, si bon leur semble, aux charges de laditte coustume,] pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

Art.284.

Le deux cés octatequatrieme article, començant par ces mots [Fille noble] par l'aduis defdits estats a esté mis au lieu du vingtsix-ieme article de l'ancié cayer, dot la teneur estoit [Fille noble mariee par pere ou par mere suffisanmét appanagee, & qui a eu don de mariage, est forelose de succession de pere ou de mere, d'ayeul ou d'ayeulle de celuy qui aura fait ledit dont, tant qu'il y ait hoir masse, ou hoir descendant d'hoir masse, sne luy eust on donné qu'vn chappel de rozes, si expressement ne luy a esté reserué en faisant ledit mariage.]

Arti.286.

L'article deux cens octantesix-ieme, commençant par ces mots, [Si fille noble] a esté par l'aduis desdits estats mis au lieu du vingthuit-ieme article dudit tiltre dont la teneur estoit, [Si fille noble est prouuee soy estre fait despuceller parauant l'aage de vingtquatre ans, elle peut estre priuee des successions directes non aduenues, & non pas de collateralles]

Art.287.

L'article deux cens octantesept-ieme commençant par ces mots [En succession] a esté par l'aduis desdits estats mis au lieu du trente-ieme article dudit tiltre, dont la teneur estoit, [En succession tant de noble que de roturier representation a lieu en Touraine.]

Art.288

Les articles deux cens octatehuit-ieme, començant par ces mots, [Et fentendent] & deux cens octanteneuf-ieme, commençat par ces mots [Et fil y-a] ont esté par l'aduis desdits estats adioustez pour l'explication des precedens articles adioustez de nouvel.

Art.290.

Les deux cens nonantieme, commençant par ces mots [Femme noble] & deux cens nonantevn-ieme, commençant par ces mots, [Et pourront] ont esté par l'aduis desdits estats mis au lieu des trentevn-ieme, trentedeux-ieme, & partie du trentetrois-ieme article dudit tiltre desquels la teneur estoit, [Femme noble suruiuant son mary n'est tenue aux dettes de seu son mary si elle n'y est expressement obligee, en renonçant toutes-sois par laditte semme aux meubles & acquests communs d'entre eux: & sera tenue faire laditte renonciation par deuant iuge competant quarante-trois iours apres la mort de son mary, laquelle renonciation vaudra pourueu qu'elle ne se soit immiscee esdits biens communs: & pourra la semme noble ou

ronmere faire renonciation des meubles & acquests, & d'auantage laditte roturiere de son douaire du viuat de leurs maris, si vergat ad inopiam, & és autre cas de droit.

A la fin de l'article deux cens nonatedeux-ieme, comançant par ces mots, [Apres les reno 🗸 rt. 292 ciations, qui estoit partie du trentetrois-ieme article dudit tiltre, ont esté adioustez ce mots, [Et l'il y auoit dispute sur la validité de la renociation, la femme ioira de son propre pédant le debat de laquelle partie du troisseme article la teneur ensuit En faisant laquelle renociation deuëment, comme dit est, elle ne pourra estre poursuiuie de dettes créees par son mary, sino qu'elle y fust expressement obligee.

L'article deux cens nonantetroif-ieme, commençant par ces mots, [Les femmes nobles] à esté par l'aduis desdits estats de nouuel introduit, en ce qu'il parle de la semme roturie:& in-

terpretatifen ce qu'il parle des robbes d'Yuer & d'Esté.

De partage de comté, Vicomté & Baronnie.

LES articles deux cens nonantequatrieme, commençant par ces mots, Comté, vicomté, 295. '& deux cens nonantecinq-ieme,commençant par ces mots,[A l'aifné]ont par laduis defdits estats esté mis au lieu des premier, deuxiesme, & trois-ieme articles dudit tiltre estas audit cayer ancié, desquels la teneur estoit [Baronnie ne se depart point pourueu que l'aisné ou aisnee ait dequoy recopenser les puissé ou puissez de leur portion en chastel & chastellenie d'vne mesme succession dont est venue laditte baronnie: & s'il n'y auoit dequoy recopenser en la maniere que dit est, les puisnez aurôt leur portion par la main de l'aisné mis hors le droit d'aisneesse, lequel droit d'aisneesse est le chastel, fossez & pourprinse d'iceluy, auec le droit de guet tel qu'il luy peut copeter& appartenir, vne foy& homage en chastellenie à son choix droit de patronnage, dont d'aumosniere & maladeries, ensemble le cheze qui est quatre arpés de terre à l'entour du chastel hors les fossez, pour ueu que au dedas d'iceluy n'y ait ville, moulins ou four à bã, efquels cas il prendra pour ledit cheze au plus pres lesdits quatre arpés de ter re: & lesdits ville, molin & four à ban & autres droits, come de instice, soire, marchez, seaux à cotrats, ba à vin, preuosté & peage, ils se diuiserot entre l'aisné & puisnez en la maniere dessus declaree en successions de nobles, ou pour iceux l'aisné pour recompenser les dits puisnez des choses de la succession, ou les tiendra à soy si bon luy semble pour les payer par ses mains.

De successions de gens roturiers coustumiers.

A L'ARTICLE deux cens nonantesix-ieme, començant par ces mots, [Home ou femment. 296] me noble qui estoit le premier dudit tiltre audit ancié cayer, ce mot, [Approuuee] & ces mots [Expresse & valable sans force ou contrainte] & pareillement ces mots estans à la fin dudit article[Sans que lesdittes personnes facent en apres partesdites successiós]ont esté adioustez pour explication du contenu en iceluy.

Et a esté doné acte à frere Anthoine de S.Gelais cheualier de l'ordre de saint Iean de Ierufalem, de ce qu'il a dit que par arrest de la cour a esté iugé que les Cheualiers dudit ordre peuuent succeder à leurs parens pour ioir ne leur portion hereditaire à vie seullement:& à requis que laditte coustume soit sans preiudice des droits qu'il pretéd par le moyen desdits arrests.

Et audit Gardette pour le tiers estat de ce qu'il a dit & remonstré au contraire, & que l'vsa-

ge & ancienne coustume est au contraire de ce que requiert ledit de saint Gelais.

En l'article deux cens nonantesept-ieme, commençant par ces mots [Entre ges roturiers] Art.297. qui estoit le deux-ieme dudit tiltre, ont esté interposez ces mots [Directes ou collateralles]& ces mots[Au chois & election dudit aisné]aussi ce mot[Ordinaires]pour interpretation seule ment & à la fin de l'article ont esté aussi adioustez ces mots Et chacu desdits aisné ou puisnez font saissiz respectivemet, & se peuvet coplaindre, aussi paierot les charges de l'arriereba & loy aux aides, à raison de ce quills tiendront] pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

A L'article deux cens nonatehuit-ieme, començant par ces mots [Et si esdittes successios] Art.298. qui estoit le trois-ieme dudit tiltre, ont esté pour explication adioustez ces mots [Ou leurs re-

presentans & ce mot Ordinaires.

A l'article trois cens-ieme, commençant par ces mots [Fiefs ou heritages] qui estoit le sixieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots [Ou main] & pareillement ces mots, [Dont l'acquereur fait la premiere]pour interpretation seulement: & aussi apres ces mots[De bourse coustumiere ont esté adioustez ces mots, Donnez ou leguez, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.



F iij

Art.302.

L'article trois cens deux-ieme, commençant par ces mots, [Personne coustumiere] à esté mis au lieu du huit-ieme article dudit tiltre dont la teneur estoit, [Personne coustumiere ne peut faire la condition d'aucun de ses heritiers meilleure ne pire que l'autre par quelque cotract que ce soit par donation, vendition, arrentement, eschange ne autrement, soit sait ledit contract ou transport auec ledit heritier presumptif ou autre personne estrange en saueur de luy pour le luy rendre.]

Art.304

À l'article trois cens quatre-ieme, commençant par ces mots, [Si aucuns] qui estoit le dixieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, [Et apprentissages.]

Art.305.

A l'article trois cens cinq-ieme, commençant par ces mots [Frais de funerailles] qui estoit l'vnzieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, [Et legs testamentaires]

Art. 307.

A l'article trois cens sept-ieme, commençant par ces mots, [Entre le suruant de l'vn,] qui estoit le trezieme dudit tiltre, ont esté pour plus grande explication interposez ces mots, [Et aura le mary par auantage & preciput, s'il est notable suyuant les armes, ses armes: & s'il est de lettres, ses lures, sans en payer l'estimatio] pour auoir lieu à l'aduenir, sans preindice du passé.

Art. 308.

L'article trois cens huit-ieme, commençant par ces mots, [Si la femme] à esté mis au lieu de l'article quatorzieme dudit tiltre, dot la teneur estoit, [Les meubles comuns des conioints par mariage roturiers se departent par moitié entre le suruiuant & les heritiers dudit decedé: toutes-soys semme roturiere peut renonçer à son droit dudit meuble comun: en y renoçant deuëment sans fraude, & aux acquests comuns d'eux deux, & au douaire qu'elle deuroit auoir de son mary, par la coustume elle ne sera tenue aux dettes de son mary si expressemét elle n'y estoit obligee: & sera laditte renociation en iustice dedans huit iours apres la mort de son mary venue à sa congnoissance: toutes sois elle pourra retenir ses vestemens de tous les iours & des dimenches & vn lit garny & ses heures & patenostres.

Art.310.
311.312

Les articles trois cens dix-ieme, commençant par ces mots, [Les pere & mere,] trois cens vnzieme, commençant par ce mot, [Toutesfois] & trois cens douzieme, commançat par ces mots, [Et siledit trespassé,] ont esté accordez par les les estats pour l'aduenir, & sans preiudice du passé, & mis au lieu des articles sezieme & dixsept-ieme dudit tiltre, desquels la teneur estoit, [Le pere ou mere viennent à la succession du meuble de leurs enfans decedez sans hoir de leur chair, & à l'ayeul ou ayeulle en desaut de pere ou mere, à la charge de payer & acquitter les dettes personnelles, les sunerailles & ordonnances personnelles faites par testament: & aux immeubles & heritages leurs heritiers leur succederont: & si le trespassé n'a pere ne mere, mais ayeul ou ayeulle, chasc des des des personnels faitz par testamét: & ses heritiers en la ligne ou il n'y aura ayeul où ayeulle, auront l'autre moitié, & payeront comme dessus.

Art.313.

A l'article trois ces trezieme, començant par ces mots, [Toutes-fois lesdits pere] qui estoit le dixhuit-ieme dudit tiltre, commençant par ces mots [Si bon leur semble] ont esté de l'aduis desdits estats interposez ces mots, [Ce qu'ils seront tenuz faire dedans quarante iours apres le decez desdits enfans ou autres descendans venu à leur congnoissance] pour auoir lieu a l'aduenir.

Art. 314.

A la fin de l'article trois cens quatorzieme, començant par ces mots [Successio roturiere] qui estoit le dixneus-ieme dudit tiltre, ont este de l'aduis desdits estats pour plus grande explication du contenu en iceluy adioustez ces mots, [Escheux en tierce foy],

A l'article trois cens sezieme, commençant par ces mots, [Et si ledit homme,] qui estoit le vingt-ieme dudit tiltre deux ces mots[Lesdits collateraux] a esté adiousté ce mot, [Tous.]

Art.316.

L'article trois cens dixneuf-ieme, commençant par ces mots, [Le suruiuant] a esté par l'aduis desdits estats mis au lieu du vingtquatrieme & dernier article dudit tiltre, dont la teneur estoit, [Le suruiuant des conioints par mariage communs en biens, apres la mort du premier decedé prend la moitié des meubles & tiendra tous les acquests sa vie durant, moitié en proprieté, & le tout en vsufruit, sinon que la part des biens meubles & patrimoine des enfans mi neurs s'aucus ya du premier decedé, ne susset suffiss pour nourrir & entretenir les dis mineurs selon leur estat: auquel cas, ce sera en l'election dudit suruiuant de prendre l'vsufruit des dits acquests, meubles & patrimoine des dits mineurs à la charge de les nourrir & entretenir iusques ce qu'ils soient en aage & ayent industrie selon leur estat, de gaigner leur vie, ou de leur bailler leurditte moitié des dits meubles, acquests & leur patrimoine: & s'il n'y auoit enfans, ledit suruiuant ioira des dits acquests sa vie durant, moitié en proprieté, & le tout en vsufruit, sans estre chargé d'alimenter ou nourrir les heritiers collateraux du decedé.

De suc-

De succession de Bastard.

ARTICLE trois cents vingtvn-ieme, commençant par ces mots[Le seigneur iusti- Art. 32t cier,] a esté de l'aduis desdits estats, de nouuel introduit.

De testament.

A ESTE par l'aduis desdits estats, ordonné qu'il sera fait rubriche de testament, & souz Art. 322. icelle mis le trois cents vingtdeux-ieme article, commençant par ces mots, [Pour la validité d'vn testament] trois cents vingttrois-ieme, commençant par ces mots, [Et pour connoistre] trois cents vingtquatrieme, commençant par ces mots [L'aage requis] & trois cents vingtcinq-ieme, commençant par ces mots [Par testament] pour auoir lieu à l'aduenir.

De donaires.

ES articles trois cents vingts: ieme, commençant par ces mots, [Femme suruiuant] Articles trois cents vingt sept-ieme, commençant par ces mots, [Si laditte semme] & trois cents vingts: vingthuit-ieme, commençant par ces mots, [Si le mary sans le consentement] ont esté par l'aduis desdits estats, accordez pour l'aduenir, & mis au lieu du premier article dudit tiltre estant en l'ancien coustumier, dont la teneur estoit, [Femme noble par coustume prend par douaire la tierce partie de l'heritage de son mary qu'il auoit au temps & durant le mariage, & aura ledit douaire par la main de l'aisné, & heritier principal de son seu mary ou de celuy qui le represente: & si le mary durant ledit mariage auoit sait aucune vente ou alienation de son heritage, ou sur icelui auoit constitué aucune charge, ce sera sans preiudice dudit douaire, si elle n'y auoit donné consentement: & se pourra addresser par action contre le detenteur, si bon luy semble.]

A l'article trois cents vingtneuf-ieme, commençant par ces mots, [Si le mary auoit plusseurs] qui est prins du deux-ieme article dudit tiltre, commençant par ces mots [Et si le mary] & de partie du quatre-ieme article dudit tiltre, commençant par ces mots, [Femme noble] ont esté par l'aduis desdits estats, adioustez ces motss, [Nonobstant que par contract de mariage y eust convention au contraire.]

A l'article trois cents trente quatreieme, commençant par ce mot [Douairiere] qui estoit Art.334. le sept-ieme article dudit tiltre, ont esté interposez ces mots [Ledit proprietaire toutes-sois audit cas prealablement appellé] au lieu de ces mots [Elle pert son douaire] qui estoient à la fin dudit ancien article, ont esté mis ces mots [Est priuee des choses dudit douaire, esquelles elle a mal-versé.]

L'article trois cents trente cinq-ieme, commençant par ces mots, [Si aucuns deuoirs] a esté de l'aduis desdits estats, adiousté pour auoir lieu à l'aduenir, & pour obuier aux difficultez qui se faisoient sur le contenu d'iceluy.

A la fin de l'article trois cents trentesix-ieme, commençant par ces mots, [Femme noble Art.336. ou roturiere qui forfait] ont esté adioustez ces mots, [S'il y en a plainte faitte par le mary, en iustice: & autrement n'en pourra l'heritier faire querelle apres la mort du mary.]

L'article trois cents trente sept-ieme, commençant par ces mots [Femme noble ou rotu-Art.337. riere ne peut] a esté mis au lieu du premier article de Douaire entre roturiers, estant en l'ancien cayer, duquel la teneur estoit, [Femme soit noble ou roturiere, ne peut auoir don & douaire ensemble: & si don luy est fait, ce sera à son election de prendre l'vn ou l'autre] pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé, droits acquiz, & procez pendans.

A la fin de l'article trois cents trentehuit-ieme, commençant par ces mots, [Femme ma-Art.33& rice] qui estoit le deuxieme dudit tiltre de Douaire entre roturiers, ont esté adioustez ces mots [Et court ledit douaire dés le iour dudit decez au profit de la vesue qui en est saisse, sans qu'elle en face aucune sommation,] au lieu de ces mots, [Et ne court ledit douaire susques apres la sommation] qui estoient en l'ancien coustumier.

Et quant au dernier article dudit tiltre de Douaire de femme noble, qui estoit au cayer aucien, dont la teneur estoit, [Fille noble heritiere principalle de terre, noblement mariee, ne peut auoir douaire sur les heritages de son mary, si par expres au contract de son mariage ne luy est conuenancé] a esté par l'aduis desdits estats, abrogé.

F iiij

De bail.

Art. 341. A fin de l'article trois cens quarantevn-ieme, commençant par ces mots [Si auldits mineurs] qui estoit le deuxieme dudit article, ont esté adioustez ces mots [Et à faute de faire ledit inuentaire, est ledit baillistre priué dudit bail.

Art.343

A12.344

L'article trois cents quarante deux-ieme, commençant par ces mots[Le baillistre,] a esté par l'aduis que dessus, mis au lieu du trois-ieme article dudit tiltre, dont la teneur estoit, [Et sera tenu le dit bail laisser les metairies garnies de bestail & autres meubles necessaires à agricul ture, le dit bail sini, ainsi qu'il les aura trouuees.

L'artiele trois cents quarantequatre-ieme, commençant par ces mots, [Ledit bail fini] a esté par l'aduis desdits estats de nouvel adiousté.

Detuteurs & curateurs.

Art. 346.

A L A fin de l'article trois cents quaratelix-ieme, commençant par ces mots, [Entre ges]
qui estoit le premier dudit tiltre audit ancien cayer, ont esté pour plus grande explication de l'ancienne coustume & vsage, adioustez ces mots [Et hors sedit aage de puberté, sont les dits pere & mere tenuz rendre compte des biens desdits enfans, & en payer le reliqua, si les dits biens sont plus que suffisans pour leur nourriture & entretenement] & pour mesme cause que dessus a esté adiousté l'article trois cents quarantes ept-ieme, commençant par ces mots, [Les dits pere & mere.]

A l'article trois cents quarantehuit-ieme, commençant par ces mots, [Et sera tenu] qui eftoit le deux-ieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, [Qui sont au dessouz de vingt &
cinq ans] & pareillement ces mots, [Et en leur desaut, le procureur du Roy ou de la seigneu
rie appellez à la diligence dudit suruiuant, & aux despens communs.

L'article trois cents quarante neuf-ieme commençant par ces mots, [Si pere ou mere] a esté par l'aduis desdits estats de nouuel adiousté, sans preiudice du passé.

De emancipation.

Art.351.

L'ARTICLE trois cents cinquante vnieme, commençant par ces mots, [Homme & femme noble] a esté par l'aduis que dessus mis au lieu de l'article vnique dudit tiltre estant audit ancien cayer, dont la teneur estoit, [Homme ou femme mariez sont tenuz pour emancipez.]

Chapitre d'amende.

Art. 366.]

A L A fin de l'article trois cents soixante six-ieme, commençant par ces mots, [Pour deuoirs non payez] qui estoit le trois-ieme dudit tiltre, ont esté adioustez ces mots, [Pareillement ne sont deuës plusieurs & diuerses amendes pour plusieurs deuoirs deuz à vn
seul terme, quand le subiet paye tous lesdits arrerages ensemble, ains audit cas est deuë vne
seule amende.]

L'article trois cents septante cinq-ieme, commençant par ces mots, [Qui nie son seing] a esté mis au lieu du vingtdeux-ieme article de laditte rubriche, dont la teneur estoit, [Qui nie son seel ou seing manuel, & il en est succombé, y a d'amende sur le roturier, soixante sols: & sur le noble, arbitraire.]

Art.376.

A l'article trois cents septantesix-ieme, commençant par ces mots, [Pour ventes recellees] qui estoit le vingttrois-ieme dudit tiltre, a esté mis, [Quinze iours] au lieu de [Huit iours.]

Art.377.

L'article trois cents septante sept-ieme, commençant par ces mots, [Ni sera deu] a esté par l'aduis desdits estats, adiousté de nouvel.

De crimes.

PAR l'aduis desdits estats, a esté ordonné, que dudit tiltre seront rayez les deux, trois, quatre, six, sept & huit-iemes articles, qui estoient en l'ancien cayer, desquels la teneur estoit, semme qui tue son enfant par malice, & à son escient, doit estre arse & brusse. Si homme a fait adiourner autre à luy donner seureté ou treues, & pendant l'adiournement a-uant qu'ils les ayt donnees, il luy mes-fait, il en doit estre puni comme de treues ensraintes combien qu'elles ne soient donnees.

[Pour batteures enormes faittes au sergent Royal en faisant son exploit, on doit auoir le poing couppé. Crochetteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre penduz & estranglez. Le domestique qui fait surt à son maistre sans briz, si ledit surt est iusques à vingt sols, doit estre battu par les carresours pour la premiere sois. Le corps de celui qui se fait mourir à son escient, doit est trainé & pendu, s'il est homme. Et semme, doit estre ensouie declaration premierement saitte qu'il s'est fait mourir à son escient, aque les peines des delicts mentionnez es es reicles, seront remises à la discretion des iuges pour en iuger en leur conscience, selon les ordonnances du Roy, & la raison escritte.

E T apres la lecture faitte desdittes coustumes, lesdits maistres François Morin procureur du Roy à Chastillon sur Yndre, Estienne Dordillon procureur des prieur, chanoines & chapitre de l'eglise collegiale de nostre Dame de Loches, comme seigneurs de Fromenteau procureur du Roy au siege d'Amboise, Georges du Bois procureur du Roy à Montrichard, Iehan Drouyn procureur general des religieux, abbé & couent de Mairemonstier lez Tours, Iehan Penissaut chastellain & procureur de messire Iehan Chasteignier seigneur en partie de Pruilly, & frere Estienne proust châbrier & procureur des religieux & conuent dudit Pruilly Vrsin Boneau pour messire Charles de Varie, seigneur en partie d'Azay le ferron, encores ledit Penissaut pour ledit Chasteignier seigneur de la Roche Pouzay, Bertrad Petit procureur de Baptiste de Vuilleguier, seigneur vicomte de la Guierche, Pierre Yuon procureur dudit messire Philbert Babou euesque d'Angoulesme, & doyen de saint Martin de Tours, baron de Ligneil, à cause de son doyenné de s. Martin de Tours, Vrsin bonneau procureur de damoiselle Siluaine Dore dame de la Mothe sur Yndre, Iehan Dorense procureur de laditte dame, Françoise de Longey comtesse de Buzançois & dame des seigneuries d'Estuille, quattre parroisses de Lamp & Heugnes membres dependans & annexez audit comté, François Debrueil pour François de Crauant seigneur de Banche, Loys de Trauers procureur de maistre René de l'Hospital seigneur baron de saint Genoust sur Yndre à cause de son abbaye dudit lieu, Pierre Bastard procureur dudit baron de Maissieres, Iehan Morin pour lesdits religieux, abbé & conuent de saint Ciran en Brenne, ledit Bonneau procureur dudit messire Char les de Varie seigneur de Lisse Sauary, ledit Drouyn pour ledit messire Leonor d'orleans duc de Longueuille seigneur chastellain dudit chasteauregnaut, Iehan Pauillon procureur de Loys Prunelle seigneur d'Herbaut, Thomas de la Folie procureur dudit René de Laual seigneur baron de Maille, & chastellain des Escluses, nous ont dit & remonstré respectiuemet qu'esdittes terres & seigneuries de Chastillon sur Yndre, Fromenteau, Amboise, Mont-ririchard, Mairemonstier, Pruilly, Azay le Ferron, la Roche Pouzay, la Guyerche, Ligneil, la Mothe sur Yndre, Buzançois, de Banche, saint Genoust, de Coudray, de Maizieres, saint Ciran en Brenne, Lisle Sauary, Chasteauregnaut, de Herbaut, & des Escluses, y auoyent plusieurs coustumes locales, desquelles la teneur ensuyt.

CHASTILLON SVR YNDRE.

PREMIEREMENT, au siege Royal de Chastillon sur Yndre, le Roy à cause de son chastel & chastellenie, a droit d'hommes, lesquels il priuilegie en telle maniere, que posé qu'en plusieurs seigneuries dudit bailliage estans en la temporalité de Touraine, & au diocese de Bourges, les seigneurs, barons, chastellains, & autres seigneurs ayans hommes & sem mes sers taillables, se sont accoustumé d'en vser, & tels hommes ou semmes sers taillables, se sont hommes du Roy, & ils estoient excessiuement taillez de taille à volonté par leur seigneur, il loist au Roy ou à ses officiers audit lieu de Chastillon, au resuz que le seigneur duquel ils sont serss, ne les voudroit moderer raisonnablement, corriger & diminuer les dittes tailles ainsi excessiuement faittes: & s'estend ledit droit és seigneuries de Buzançois, Maissieres, saint Genoust, Cleon, Argy, & autres seigneuries circonuoissnes.

Par laditte coustume, tous hommes ou semmes sers qui viennent demourer au dedans des terres & chastellenie dudit Chastillon, & sont par an & par iour sans estre suiuiz & inquietez de leurs seigneurs, ils sont francs & liberes & de libere condition.

Par laditte coustume locale les subiets tonsurez & d'eglise d'icelle chastellenie, & tous autres de la ville de Chastillon, de quelque condition qu'ils soient, peuuent impugner, & leur loist mener moudre leur blé où bon leur semble sans contrainte aucune, & peuuent tenir sours particieurs pour tenir leur esteuoir & cuire leurs pastes.

Proces verbal FROMENTEAV

PAR la coustume locale de la seigneurie de Fromenteau, le seigneur de laditte seigneurie a droit d'auoir hommes & semmes sers de taille abonnee, & autrement comme les autres seigneurs estans en la temporalité de Touraine, & en la spiritualité de Berry.

AMBOISE.

LE Roy, à cause de sa baronnie d'Amboise, a droit d'auoir, prendre & leuer tous aubeins tant de meuble que immeuble en quelque sief que decede l'aubein estant en laditte baronnie & tenuz dudit Amboise, & n'appartient ledit droit a autre qu'audit seigneur, & des natifs du royaume prend les biens desdits aubeins à cause de la couronne.

Par laditte coustume locale ledit seigneur a droit que nuls meusniers estans demourants tant en laditte baronnie qu'ailleurs ne peuuent ou doiuent chasser & aller querir les bleds des subiets de laditte baronnie pour moudre à leurs moulins, s'ils ne sont affermez aux sermiers des grands moulins appartenants audit seigneur, fors & excepté, ceux qui sont privilegiez.

MONTRICHARD.

PAR la coustume locale de Montrichard le Roy a droit d'auoir & prendre tous aubeins tant meubles qu'immeubles, en quelque sief que decede l'aubein estant au dedans de laditte chastellenie de Montrichard, sors des estrangers natifs hors du Royaume, dont il prend les biens à cause de la couronne: & a accoustumé ledit seigneur faire tenir ses plaids de huitaine en huitaine.

MAIREMONSTIER.

PAR la coustume locale de Mairemonstier en leur iustice qu'ils ont outre les ponts de Tours ils tiennent leurs plaids de quinzaine en quinzaine.

PRVILLY.

P A R la coustume locale de Pruilly, le droit d'espaue d'anettes & autres espaues appartiennent au moyen iusticier, & n'y peut pretendre ou demander aucun droit le bas justicier.

Pour droit d'aubenage, outre la coustume generale, en laditte baronnie est deuvne liure de cire, & en defaut de payement de laditte cire, est l'amende selon laditte coustume generale.

Par laditte coustume au seigneur chastellain appartient sensement de tenir plaids, & les autres seigneurs inferieurs peuuent seulement tenir leurs assises quatre fois l'an, & eussent ils haute iustice.

En laditte baronnie les seigneurs chastellains d'icelle baronnie, comme sainte Iulite, la Roche de Ponzay, Azay le Ferron, saint Flomer, sont tenuz vne fois à la vie du seigneur baron ou du seigneur chastellain quand il mue armes pour mettre en son cep, de venir adiuster aux ceps du seigneur baron leurs mesures à bled, vin, huille, aulnes, toises, poids, balances, auant que adiuster & distribuer mesures à ses subiets: & de ce en a on vsé en laditte baronnie sans le reuocquer en doute, excepté ceux du parage.

Ledit seigneur baron a droit en saditte baronnie d'auoir iustice patibulaire à quatre pillier, quattre pointes & sest par dessus.

AZAY LE FERRON

PAR la coustume locale, le fief & iustice n'ont rien messé ensemble: car tel est seigneux de la iustice qui n'est seigneur de fief, & econtra: & sont les iustices bournees & limitees.

Par laditte coustume, ceux qui ont iustice limitee ne peuuent tenir plaids s'ils ne sont cha stellains, posé qu'ils ayent haute iustice: mais peuuent bien tenir leurs assisse quatre fois l'an.

Ledit seigneur Dazay a droit d'hommes & semmes sers, les vns à volonté, les autres abonnez, dont il peut & doit vser ainsi que de tout temps & d'ancienneté il en a vsé, & qu'on a accoustumé vser és baronnies, chastellenies & seigneuries estans en la temporalité de Touraine, au diocese de Bourges.

Par laditte coustume locale, les subiets qui sont demourans au dedans de la licuë du moulin bancquier sont tenuz menenleur bled moudre ausdits moulins, & aller querir leurs farines

& sils sont hors la lieuë, ils peuuent mener moudre leur bled où bon leur sembles mais si autres meusiniers que le meusinier desdits moulins bancquiers estoient trouuez chassans bleds, & emmener farines au dedans de laditte chastellenie, lesdits bleds & farines peuuent estre consisquez, declaration premierement faitte.

En laditte chastellenie de sainte Iulite dependant de laditte baronnie de Pruilly, y a pa-

reilles & semblables coustumes qu'en laditte baronnie.

LA ROCHE DE PONZAY.

PAR la coustume locale de la chastellenie de la Roche de Ponzay, le seigneur chastellain dudit lieu, outre le droit d'aubenage ordonné par la coustume generale, a droit d'auoir & prendre auant que enleuer le corps dudit aubain, vne liure de cire: & en defaut de payement, y a soixante sols d'amende.

LA GVIERCHE.

P A R la coustume locale dudit lieu, ledit seigneur de la Guierche en ses seigneuries & dependences d'icelle prend ou a tel droit d'aubenage que le seigneur de Pruilly & de la Roche de Ponzay.

LIGNEIL.

PAR la coustume de la baronnie de Ligneil, le doyen de l'eglise monseigneur saint Martin de Tours, seigneur dudit lieu de Ligneil, à cause de sa dignité de Canal prend en saditte terre & baronnie rachapts des choses tenuës de luy à foy & hommage toutes-fois & quantes que lesdittes choses hommagees muent main, soit du pere au sils, du frere au frere, & en toutes autres manieres que lesdittes choses hommagees muent main, comme dit est: & d'iceluy droit, il & ses predecesseurs ont iouy par tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire.

LA MOTHE SVR YNDRE.

PAR laditte coustume entre autres choses, domaine, sief & iustice n'ont rien meslé ensemble, & les autres droits comme en la seigneurie de Buzançois.

BVZANCOIS.

PREMIEREMENT les iustices desdits lieux sont bournees & limitees les vnes des autres, & n'ont les siefs, sonds & iustice rien meslé ensemble: car tel a sief, qui n'a la iustice: & tel a la iustice qui n'a le fief.

Esdits lieux les seigneurs barons & chastellains ont droit de tenir plaids & assisses : & au regard des autres seigneurs inserieurs, posé qu'ils ayent haute iustice, ils n'ont droit de tenir

plaids:ains peuuent seulement tenir leurs assises quatre sois l'an.

Par laditte coustume celuy qui a droit de fief ou cenfif en la iustice desdits barons & chastellains, est tenu plaidoyer en la iustice où est sondit fief situé & assis: car comme dit est, le fief ne suit la iustice, ne la iustice le fief.

Par laditte coustume lesdits seigneurs barons & chastellains peuuent contraindre seurs subiets estants en leur sief, ou és sief de leurs subiets qui n'ont moulin bancquier, d'amener leur bled moudre à leurs moulins bancquiers: & si sessites sont hors la lieuë, ils peuuent mener leur bled moudre où bon leur semblera: toutes-sois lesdits seigneurs barons & chastellains peuuent prohiber, faire prohiber & desendre à tous meussiers de non chasser par leurs terres, & s'ils y estoient trouuez, ont droit d'auoir consiscation des bleds & farines dont seroient trouuez saisiz lesdits meussiers, declaration premierement saitte par leurs iuges.

Ledit baron de Buzançois a droit d'auoir hommes & femmes serfs, les vns à volunté, les autres abonnez, duquel droit il peut vser comme on a d'ancienneté accoustumé d'vser en laditte baronnie, & autres seigneuries estans en temporalité en Touraine, & en spiritualité au diocese de Bourges, sans preiudice des droits & desenses de sessits hommes & subiets au

contraire.

Par laditte coustume locale, ledit baron de Buzançois en saditte baronnie a droit de prendre & appliquer à soy les meubles & immeubles des aubeins & bastards nez au Royaume de

France, qui decedent sans hoir en icelle baronnie, sinon que lesdits bastards & aubeins se susfent faits en leur vie hommes du Roy à Chastillon: auquel cas quand ils sont hommagiez du Roy, le Roy prend leur succession, & non ledit seigneur.

BANCHE.

PAR la coustume locale de laditte chastellenie & ses appartenances, sonds, sief & iustice n'ont rien messé ensemble: car aucunes-sois tel a le sief qui n'a pas la iustice, & e contra: & sont les iustices limitees de bournes les vnes des autres, en maniere que s'il y a aucū seigneur qui ayt du sief ou sonds de la iustice de son voisin, il faut que ledit seigneur dudit sief aille plaidoyer sondit sief s'il en est question en la iustice de celui où est assis sondit sief, sinon qu'il sust suzerain de celuy à qui appartiendra la iustice, auquel cas il ne seroit tenu aller plaidoyer de-uant son vassal.

Par laditte coustume, au seigneur baron ou chastellain appartient seulement tenir plaids & assisses, & ne peuuent les autres seigneurs inferieurs, posé qu'ils eussent autre instice, tenir

plaids:mais bien peuuent ils tenir leurs assises quatre sois l'an.

Par laditte coustume, le seigneur haut iusticier peut en son sonds & sief saire construire & edifier chauses d'estang, arrest d'eaues & saire bonde ou bondes: & si lesdits estangs submergent ou noyent aucuns domaines ou heritages de ses subiets ou vassaux, il sera tenu les recom penser raisonnablement à l'arbitrage de gens de bien, sans qu'aucunement ledit vassal ou subiet le puisse empescher, sinon qu'en la comprinse desdits estang ou estangs y eust moulin ban quier, garenne, edifice de maison ou autres grands edifices, aussi que lesdittes terres ne soient tenuës noblement.

Et par laditte coustume, le roturier ne peut faire ne asseoir bonde ou bondes en edifices d'estangs, sans le congé du seigneur iusticier, & sans luy faire deuoir de laditte bonde, qui concerne le droit de laditte iustice.

Par laditte coustume, ledit seigneur de Banche a droit d'auoir hommes & semmes serss à volunté & abonnez, comme les autres seigneurs barons & chastellains estans en laditte temporalité de Touraine, & en la spiritualité de Berry, duquel droit il vsera comme lon a accoustumé d'en vser d'ancienneté, sans preiudice des droits de ses subiets.

SAINT GENOVST.

Par la coustume locale de saint Genoust, le fief & iustice n'ont rien messé ensemble l'vn auec l'autre: car tel est seigneur de fief, qui n'a pas la iustice, & econtra.

Par laditte coustume, les subiets demourans au dedans de la banlieue des moulins de ladit te seigneurie, sont tenuz mener moudre leurs bleds ausdits moulins, & sont tenuz aller querir leur farine: & s'ils sont hors laditte lieue, ils peuuent aller moudre où bon leur semble.

Quand aucun meurt sans adueu du seigneur, au dedans de sa iustice, qui s'appelle vulgairement Aubein, ledit seigneur de saint Genoust se peut porter heritier du decedé, tant de ses

biens meubles que immeubles.

Par laditte coustume ledit seigneur a droit d'auoir hommes & semmes serss à volonté & abonnez, comme les autres seigneurs barons & chastellains estans en la temporalité de Touraine & la spiritualité de Berry: duquel droit il vsera comme lon a accoustumé d'en vser d'ancienneté, sans preiudice des droits & desenses de ses subiets.

LE COVDRAY.

Par la coustume locale de Coudray, le seigneur de laditte seigneurie a droit d'auoir hommes & semmes sers de taille, abonnee & autrement, comme les autres seigneurs estans en la temporalité de Touraine, & en la spiritualité de Berry.

MAIZIERES.

CELVY qui a fief n'est fondé d'auoir iustice, & luy est prohibé par ledit seigneur iusticier tenir assis ne autre iurisdiction.

Le seigneur de sief non ayant iustice, est fondé de contraindre par la iustice de son suzerain iusticier, ses subiets tenant noblement ou roturierement, de luy bailler aducu ou declaration des choses qu'ils tiennent en son sief, luy payer ses deuoirs, & faire saissir pour les causes contenuës en la coustume generale.



Les subiets demourans en laditte baronnie & chastellenie d'icelle, sont tenuz mener mou dre leurs bleds & grains à l'vn des moulins dudit seigneur baron de Maizieres ou de ses vas-saux chastellains ou autres ayans cause dudit seigneur baron ou sesdits vassaux, & retourner leurs farines, soient lesdits subiets demourants en ou hors la lieuë desdits moulins, & chacun d'iceux.

Si lesdits subiets vont moudre à aucun des moulins estans hors laditte baronnie, ressort & iurisdiction d'icelle, & ils soient trouuez par les sergents ou officiers dudit seigneur baron, ou de sessit vassaux chastellains, ou ayants moulins, & amenez à iustice, la farine est commise audit seigneur baron iusticier diligent, declaration faitte: & est ledit subiet amendable de soixante sols, iusques au payement de laquelle amende les bestes & harnois peuuent estre retenuz és mains de iustice.

Les moulins dudit seigneur & de ses subiets ou d'autres circonuoisins ne peuuent ou doiuent chasser ne aller querir les bleds desdits subiets pour mener moudre à leurs moulins, sur les peines qui s'ensuiuent: c'est à sçauoir s'ils sont meusiniers de laditte baronnie ou desdits vas saux ou ayans cause, ils seront retenuz en soixante sols d'amende, & leurs bestes & harnois retenuz iusques au payement s'ils sont trouuez & prins en laditte baronnie: & s'ils n'y sont trouuez, peuuent estre conuenuz pour laditte amende, & ne payera audit cas le subiet mouture ne amende, par ce qu'il n'a offensé.

Et si le meusnier est de seigneurie circonuoissne trouué & prins, comme dessus, il payera l'amende de soixante sols tournois, & seront tenuz les bestes & harnois iusques au payemet, & la farine commise au iusticier diligent.

Le seigneur baron de Maizieres, & autres seigneurs chastellains de laditte baronnie, chacun endroit soy, ont droit, & sont sondez chacun d'eux respectiuement, d'eux dire & porter seigneurs, gardes & protecteurs de toutes & chacunes les riuieres, sleuues parennes, & qui decourent en tout temps, ont droit de prohiber, garder & desendre qu'aucun sors eux, n'y sacent aucun moulin, arrest ou destour d'eaue, ne pesche à aucuns engins sans leur congé, permission & licence, & sans leur en faire deuoir ou redeuance.

Que les meusniers demourants esdittes baronnies & chastellenies, cobien qu'ils ne soient és sies & arrieresses desdits barons ou chastellains, ains seulement en leurditte iustice & chastellenie, sont tenuz vne sois l'an, frapper par trois coups le pal de la quintaine en la plus proche riuiere du chastel dudit seigneur baron ou chastellain, ou autre lieuraccoustumé: & s'ils se saignent, rompre leurs perches: ou s'ils dessaillent au iour, lieu & heure accoustumez, y a d'amende soixante sols.

Et en laditte baronnie aucun, s'il n'est seigneur chastellain, ne peut de nouuel faire moulin sans le congé, permission ou licence dudit seigneur baron ou chastellain, & sans luy en faire deuoir: auquel cas sedit meusinier sera tenu frapper la quintaine, comme dessus, soient ses dits moulins en riuiere ou ailleurs.

En laditte baronnie & chastellenie d'icelle le moyen iusticier n'a cognoissance d'aucunes causes personnelles qui ne concernent les faits de la moyenne iustice, & ne peut cognoistre d'aucuns cas, esquels eschet punition corporelle.

Le moyen iusticier n'a droit d'espaues mobiliaires, ains appartiennent au seigneur baron ou chastéllain, chacun endroit soy.

Le droit d'aubenage n'appartient au moyen iusticier: mais appartient au seigneur baron ou chastellain, chacun endroit soy: & se lieue le dit droit d'aubenage en la ditte baronnie ou chastellenie sur les decedants esdittes baronnie ou chastellenie, qui ne sont du cresme de Bourges de quelque estat ou condition qu'ils soient.

Le haut inflicier esdittes baronnies & chastellenies n'a droit de cognoistre de crime ne pu nition corporelle ne auoir fourches patibulaires, & ne peut tenir ses plaids: mais seulement les assisses quatre sois l'an.

Le haut iusticier peut construire & edifier estang ou estangs, & arrest d'eaues en son fonds fief & iustice, & non autre, sans son congé, & luy en faire deuoir.

Et si lesdits estangs submergent aucuns domaines, celuy qui aura construit lesdits estangs sera tenu recompenser le seigneur domanier selon la valeur desdits domaines: & ne peut le-dit domanier empescher saire lesdits estangs en saisant lesdittes recompenses, sinon que audit domaine eust maison, garenne, moulin ou autre edifice, ou que ce sust l'interest de la chose publique.

En laditte baronnie, qui conduit & mene marchandise par aucun destroit d'aucune peage rie, &ce iour retourne par ses pas, & amene autre marchandise que celle qu'il auoit passe par ses pas au matin, il doit peage & l'amende par defaut.

Si aucun s'en va demourer hors le destroit desdittes baronnie & chastellenie, il doit peage pour ses vstencilles & biens meubles qu'il conduit en autre peagerie, & l'amende par desaut.

Lon peut estre conuenu pour le peage ou depry en la cour du seigneur du peage.

Les iustices enclauees en laditte baronnie sont subiettes en ressort & iurisdiction, à la iusti-

ce dudit seigneur baron.

Ledit baron de Maizieres, ses vassaux, chastellains & autres seigneurs de sief, ont droit d'auoir hommes & semmes serss à volonté ou abonnez, comme autres seigneurs estants en la temporalité de Touraine, & spiritualité de Berry, duquel droit sis vieront comme on a accoustumé en vser d'ancienneté, sans presudice des droits & desenses de leurs sub-iets.

SAINT CYRAN EN BRENNE.

PAR la coustume locale de saint Cyran & des seigneuries dependantes d'icelle, celuy qui a sief, n'est pas sondé d'auoir iustice, & le seigneur de sief non ayant iustice, peut demader par la iustice où est assis sondit sief ou autre suzeraine, auoir adueu ou declaration des choses tenuës de luy noblement ou roturierement, à luy payer ses deuoirs, & faire saisir pour les causes contenuës en lacoustume generale.

Par laditte coustume tous les subiets de la iustice dudit lieu de saint Cyran, posé que ils ne soient en son sies, ains seulement en sa iustice, sont tenuz mener moudre leurs bleds à l'vn des moulins bancquiers de laditte chastellenie, & ramener leurs farines, soient lesdits subiets demourants en ou hors de la lieuë du moulin, & ce sur les peines contenuës en la cou-

stume generalle.

Par laditte coustume les meusniers de laditte seigneurie ou autres seigneuries circonuoisines, ne peuuent ou doiuent chasser ou aller querir les bleds des subicts pour mener mou
dre à leurs moulins, & s'ils y sont trouuez & soient meusniers de laditte seigneurie, ils sont amendables de soixante sols tournois, & les bestes & harnois retenuz iusques au payement de
laditte amende, & sera la farine rendue au subiet: & si les meusniers sont de seigneurie circouoisine, laditte farine sera commise ou consisquee au seigneur, declaration faitte par son iuge:
& ledit meusnier retenu en soixante sols d'amende, & contraint à icelle payer, comme des
sus: toutes-fois si ledit meusnier n'estoit trouué en laditte seigneurie, & il eust chassé & sait
comme dessus, le subiet pourra estre conuenu en la iustice dudit seigneur de saint Cyran pour
auoir la moute & l'amende.

Le seigneur de saint Cyran par laditte coustume peut construire en son fonds, sief & iustice, estang ou estangs & arrests d'eaues, & asseoir bonde ou bondes, & non autre, sans son con-

gé,& sans luy en faire deuoir.

Et si lesdits estang ou estangs par luy ou autre par son congé faits, noyent aucunes terres & domaines, celuy qui aura fait ledit estang, sera tenu recompenser le seigneur domainier de la valeur de son domaine submergé: & ne peut le seigneur domainier empescher, sinon qu'il y eust esdittes terres & domaines, maisons, granges, garennes, moulins ou autres grands edifices, ou que ce fust l'interest de la chose publique.

Par laditte coustume le droit d'aubenage se prend par ledit seigneur de saint Cyran, & en chacune iurisdiction dependante de saditte chastellenie, tel qu'il est introduit par laditte coustimme generalle, si le decedant n'est du cresme de Bourges, pource que laditte chastellenie est

en la spiritualité de Berry, & en la temporalité de Touraine.

Par laditte coustume quand aucun mue son domicile de laditte chastellenie de saint Cyran & sen va demourer en autre chastellenie ou seigneurie hors la peagerie dudit saint Cyran, il est tenu payer peage audit lieu de saint Cyran pour ses vstencilles & autres biens meubles qu'il emmene du lieu & peagerie de saint Cyran hors d'icelle peagerie: & par desaut de payement du peage est deu amende.

Par laditte coustume ledit seigneur de saint Cyran a droit d'auoir hommes & semmes serss à volonté & abonnez comme les autres seigneurs barons & chastellains estans en la temporalité de Touraine, & en la spiritualité de Berry, duquel droit il vsera comme on a accoustu-



mé d'en vser d'ancienneté, sans preiudice des droits & defenses de ses subiets.

LISLE SAVARY.

PAR la coustume locale de Lisle Sauary, preuostez & seigneurie dependans d'icelle situez & assis en la temporalité de Touraine, & spiritualité de Berry, les iustices sont bournees & limitees les vnes des autres, & n'ont les siefs, sonds, iustice, rien messé ensemble: car tel a le sief qui n'a iustice: & tel a iustice qui n'a le sief.

Par laditte coustume, au seigneur baron ou chastellain appartient seulement tenir plaids & assisses au regard des autres seigneurs inferieurs, & eussent ils haute sustice, ils ne peuuent tenir plaids:mais seulement leurs assisses quatre fois l'an.

En laditte chastellenie droit d'aubenage se prend par le seigneur sur tous ceux qui ne sont du diocese de Bourges, & est ledit droit & l'amende tels qu'ils sont declarez par la coustume generale.

Par laditte coustume aucun ayant droit de sief ou censif du baron ou chastellain, est tenu plaidoyer en la cour & iustice où est sondit sief assis:car comme dit est, le sief ne suit la iustice, ne la iustice, le sief.

Par laditte coustume notoiremét observee en laditte chastellenie de Lisse Sauary tous les demourans en la iustice dudit lieu de Lisse sont tenuz, & peuvent estre contraints d'aller & porter moudre leurs bleds, & aller querir leurs farines à l'vn des moulins bancquiers dudit seigneur en saditte chastellenie, & ne peuvét aller autre part moudre, fors respectivemet les subicts de laditte iustice peuvent mener leurs bleds aux moulins dudit seigneur de Maizieres. Ad idem les subicts de laditte seigneurie & justice de Maizieres peuvent mener moudre leurs bleds es seigneuries de la lisse Sauary, sans toutes-sois que les meusiniers des dittes seigneuries de Maizieres, de Lisse, ne autres meusiniers puissent chasser en & au dedans d'icelles seigneuries & iustices, respectivement.

Si lesdits meus meus leurs bleds, & apportans leurs farines de ou à autres moulins qu'aux & des dessudits, ledit seigneur de Lisle, ses officiers peuvent prendre les bestes, farines & bleds, & icelles à luy appliquer, declaration premierement faitte par ses bailly, iuge ou chastellain.

Et quand aucun par forfaitture confisque son corps, auec ce confisque ses biens, & ainsi en a tousiours iou de temps immemorial.

Ausi peut auoir ledit seigneur de Lisse Sauary iustice patibulaire à quatre pilliers, garniz de liens dedans & dehors, & de pointes, comme les autres chastellains desdittes chastellenies estans en la spiritualité de Berry.

Ledit seigneur de Lisse a droit, à cause de saditte seigneurie de Lisse, d'auoir hommes & semmes sers de taille abonnee & autrement, comme les autres seigneurs estans en la tempo ralité de Touraine, & en la spiritualité de Berry.

Ledit seigneur a droit de segreage depuis la parroisse de Trage par dela la riuiere d'Yndre, iusques à la garenne de la forest de Loches, comme ledit droit s'estend, poursuit & comporte tant en long qu'en large, & en a ioy luy & ses predecesseurs de tout temps d'ancienneté, & la iustice & cognoissance concernant ledit droit de segreage.

CHASTEAV REGNAVD.

PAR la coustume locale de laditte chastellenie de Chasteauregnaud, outre la coustume generale, y a coustumes telles: c'est à sçauoir que en & au dedans de laditte chastellenie, pour autant que la riuiere de Brenne s'estéd, poursuit & comporte, sur laquelle riuiere y a plusieurs moulins no bacquiers, les meusiniers desquels moulins n'autres quelscoques, n'ont droit & ne peuuét aller chasser ne querir les bleds par laditte chastellenie, pour les faire moudre en leurs moulins, sans les congé, permission ou licence dudit seigneur chastellain, ses officiers ou pre-uost, fermiers de laditte chastellenie, sinon qu'ils sussent abonnez audit seigneur à perpetuité: & d'iceluy droit il a ioy, come dit est, & affermé auec sa preuosté, & celuy qui afferme saditte preuosté, afferme les les meusiniers: & où il se trouue aucuns meusiniers qui ne soiét affermez, chassans par laditte chastellenie, ledit preuost peut faire prendre les farines, & sont consisquez & condemnez en améde, & lequel droit est pareil & semblable que le Roy nostre sire a en sa comté de Blois, de laquelle est sortie laditte seigneurie & chastellenie, & dudit droit en a ioy paisiblement sans contends, & de tel temps qu'il n'est memoire du contraire.

G ij

Par laditte coustume a droit de tenir iustice patibulaire à quatre pilliers, garniz de liens par dedans & par dehors, combien que par la coustume generale le seigneur chastellain n'est fondé que de tenir iustice patibulaire à trois pilliers.

Par laditte coustume a droit & a vsé, de tenir ses plaids en saditte chastellenie de huitaine en huitaine:combien que par laditte coustume generale le seigneur chastellain ne soit sondé

de tenir sessits plaids que de quinzaine en quinzaine.

HERBAVT

PAR la coustume locale de Herbaut, le seigneur a droit de reliefs, lesquels luy sont deuz par la mort & trespas de ceux qui decedent, qui ont terres en saditte seigneurie, des terres que lessits decedez possedoient alors de leurs trespas, des terres tenuës censiuement seulement, & non pas des hommagees: lesquels heritages doiuét estre prisez à la commune valeur & en payét les heritiers des decedez de vingt sols, vingt deniers, au prix que sont prisez les sheritages, comme s'ils estoient venduz, duquel droit ledit seigneur, ses predecesseurs & subiets ont ioy, & ioyssent comme estans au comté de Blois: auquel comté on en ioist, & ne tiét point cedit droit de Tourainé, pource que saditte seigneurie n'est en Touraine: mais est en Blaisois.

Par laditte coustume ledit seigneur a droit de chasse de meusniers, qui est que nuls hommes ne peuuent chasser ne aller querir bled par saditte terre sur ses subiets particulierement pour moudre hors son moulin dudit Herbaut sans son congé, & qu'on ne luy paye tribut, lequel droit pareillement il tient & ioist comme estant en Blaisois, parce que dudit droit on en ioist en cest estat audit Blaisois.

Le seigneur de Fracine a les droits dessudits, fors droit de chastellenie.

LES ECLVSES.

PAR la coustume locale de la chastellenie des Ecluses, combien que par la coustume generale ne soit permis de mettre les bestes és prairies iusques au huit-ieme iour de Mars: ce neantmoins il a droit de mettre depuis ledit huit-ieme iour de Mars iusques au quinzieme iour d'Auril, ou faire mettre en sa prairie dudit lieu des Ecluses estants à Langes, bestes aumailles & cheualines, aussi brebial en toute saditte chastellenie, & pour chacune beste aumaille & cheualine prendre & auoir quattre deniers tournois, & pour trois moutons ou brebis vn denier tournois, le tout payable à sa recepte dudit lieu des Ecluses au iour de Pasques sleuries, qui est deuoir annuel & seigneurial.

Combien que par laditte coustume generale il soit dit que celuy qui a droit de fautrage & preage, il le doit tenir en sa main sans l'affermer: à la charge de garder les prez dudit sau trage, & faire toucher les bestes de pré en pré sans intervalle. Neantmoins ledit seigneur des Ecluses a droit seigneurial de mettre ou faire mettre en saditte prairie des Ecluses trois iuments auecques leurs poullains & poudres de l'annee: lequel droit, il & ses predecesseurs ont tousiours affermé ou autrement tenu en leur main ainsi que bon leur a semblé.

Et n'est luy ne ses fermiers tenu toucher ou faire toucher lesdits iumés:mais seulement est tenu son sergent prairier les remuer depuis qu'elles ont esté quinze iours deuers la boere ap pellee La boyere des hayes, & icelle mettre & mener en icelle prairie du costé appellé La ma rotte, auquel lieu ils sont iij. semaines, & puis remises de l'autre part du costé desdittes hayes.

Toutes-fois luy ne sondit fermier ne changent les premieres iumes mises en icelle prairie.

A Quoy par ledit sustitut du procureur general du Roy, & pareillement par ledit Gardette pour le tiers estat, a esté dit que l'an mil cinq cents sept, les articles cy dessus transcrits
furent alleguez par les seigneurs desdittes seigneuries ou leurs procureurs respectiuement
pardeuant lesdits seigneurs commissaires lors deputez à la redaction desdittes coustumes generales, requerans que comme telles, elles sussent se incorporees auec lesdittes coustrumes generalles, ce qui sut empesché par son predecesseur lors procureur du Roy: surquoy
sut par l'aduis desdits estats en general ordonné que lesdits articles neseroient receuz, publiez
ne arrestez pour coustumes locales, par ce que s'estoient plus droits seigneuriaux que de cou
strumes: mais seulement seroit reserué ausdits seigneurs d'yser sur leurs subicts de tels droits
qui leur pouuoient appartenir, requerants tant ledit substitut que scindic, que lesdits articles sussent appareir des
droits

droits par eux pretendus: & qu'en tout euenemet la possession immemoriale qu'ils voudroiét alleguer pour sonder leurs droits, ne coure que du temps precedent ledit an cinq cents sept.

Sur quoy, apres auoir veu le proces verbal desdits commissaires, estant audit ancien cayer auons de l'aduis desdits estats, ordonné que à la fin desdittes coustumes par nous reformees, sera mis l'article trois cents septanteneuf-ieme & dernier, commençant par ces mots, Es sei gneuries de Maizieres]: & quant aux autres articles qu'ils ne seront par nous receuz ny arreîtez pour coustume, attendu que ils n'ont esté rapportez par les trois estats, comme il appartient, reservans neantmoins ausdits seigneurs respectivement de pouvoir vser des droits, esquels ils se trouueront sondez par adueuz deument verifiez, & autres tiltres particuliers, ou par ioissance de temps immemorial, sauf à leurs subiets leurs defenses au contraire: & quant aux droits particuliers que lesdits seigneurs & autres nous ont alleguez n'estans escrits audit cayer ancien, & concernans leur particulier seulement, & non contenuz en laditte coustume generale ou locale du pays, auons ordonné que aucune mention n'en seroit faitte en nostre present proces verbal, & les poursuiuront si bon leur semble, ainsi & pardeuant qu'ils ver ront estre à faire par raison: auons neatmoins donné acte audit Bonneau, pour & au nom dudit messire Iaques de Brilhac seigneur d'Argis, de ce quil a requis qu'aucuns articles de coustume pretendue locale de sa chastellenie d'Argis, qui est souz la temporalité de Touraine, & spiritualité de Berry, a nous presentez, sussent receuz, ce qu'à la resormation des coustumes faittes en l'an cinq cents sept, il n'auroit remonstré, au moyen que audit téps il estoit mineur & en bas aage:par l'vn desquels estoit porté que fief & iustice n'ont rié de comun ensemble, & que tel a le fief qui n'a iustice: & tel a iustice qui n'a le fief: parce que les iustices sont limitees & bournees:pour le regard duquel article luy auons ottroyé acte: & pour le regard des au tres par luy alleguez, auons ordonné qu'il n'en seroit faitte mention en nostre proces verbal, sauf à luy de se pournoir pour les droits par luy pretenduz sur ses subiets, ainsi qu'il verra estre à faire par raison: & à sesdits subiets leurs desenses au contraire: auons aussi donné acte audit de la Folie, pour & au nom de Christofle du Viuier, seigneur de la Rohaudiere, de ce qu'il a empesché que le seigneur de Herbaut ne puisse pretédre les coustumes locales par luy cy deuant alleguees contraires à laditte coustume generalle de Touraine, mesmes pour les droits de relief à cher pris, forestage & segreagé sur les bois qui se vendent en laditte seigneurie de Herbaut, tant de haute fustaye, tailliz qu'autres heritages.

Et ledit vendredy treze-ieme iour desdits moys & an en procedant à la lecture, arrest & pu blication desdittes coustumes, qui a esté faitte par l'ordonnance & en la presence de nous co missaires susdits, & des officiers du Roy audit duché & bailliagé de Touraine audit palais & auditoire Royal, lieu destiné pour ce faire, auons ledit substitut du procureur general du Roy audit siege de Tours ce requerant, dit & ordonné, disons & ordonnons que les susdits adiour nez qui ne sont comparuz durant nostre seance, à la redaction desdittes coustumes, soient gens d'eglife, de noblesse, ou du tiers estat, seront pour le prossit dudit desaut par nous contre eux donné, censez & reputez estre subiers aux coustnmes dudit duché & bailliage de Touraine ainsi arrestees par lesdits trois estats: & au surplus auons dit & ordonné que lesdittes coustumes seront tant par lesdits deffaillans que comparans, entretenuës, gardees & obseruees pour loy: & à ce faire les auons condamnez, leur faisans inhibitions & defenses de poser & articuler d'oresenauant autres coustumes: & au bailly, ses lieutenats & autres officiers dudit duché & bailliage de Touraine de non receuoir les parties à poser & articuler autres coustumes & de les appointer à informer sur icelles par turbes : faisans aussi inhibitions & defenses aux aduocats, procureurs & autres gens de conseil de poser ou alleguer en iugement & ailleurs autres coustumes que les susdittes accordecs.

Et tout ce que dessus, nous commissaires susdits, certifions estre vray, & auoir esté fait come est contenu en ce present nostre proces verbal: lequel en tesmoing de ce auons signé de noz seings manuels, & seellé du seel de noz armes, les an & iours que dessus.

DE THOV, FAYE, VIOLE.

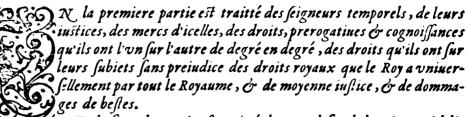
FIN DV PROCES VERBAL.

Digitized by Google

G iij

Les coustumes generalles du pays

et duche d'aniou, contenant feize parties.



En la seconde partie est traitté des cas, desquels le prince videlicet le duc d'Anion,a la prenention sur les subiets desquels il rend la court à ses vassaux, & les vassaux à leurs subiets de degré en degré,

& aussi des exemptions par appel ou autrement.

En la tierce partie est traitté de la nature des siefs, & des prosits & aduentures qui appartiennent aux seigneurs d'iceux. Et en icelle partie est traitté de la matiere des bails, & en quelle maniere le seigneur peut assigner sur son sief, & prendre par des aut d'homme. Et des ventes que prénent les seigneurs de sief pour les choses nouvellement acquises, & des cheuaux de service, & des doublages, liges & estages, gardes, eligences, reception de soy simple, reception de seauté lige, & de la terre tenue en franc aleu.

En la quarte partie est traitté de la punition des crimes & des amendes, profits, forfaitures, pertes de fief, ventes, aduentures & confiscations que les seigneurs ont sur leurs subiets, & en quel

cas.

En la cinq-ieme partie est traitté des cas, esquels le vassal homme de foy pert son sief enuers son seigneur: c'est à sçauoir tout ce qu'il tient de sondit seigneur à foy & hommage, & aussi és cas esquels le seigneur pert l'obeissance de son homme. Et des connils des robez.

En la sixieme partie est traitté de la matiere de despié de sief, & des parages.

En la sept-seme partie est traitté des successions tant de nobles que de non nobles, qui vulgairement s'appellent roturiers & coustumiers.

En la huit-ieme partie est traitté de la maniere des partages, & comment ils se doiuent faire entre les coheritiers & autres ayants ensemble choses à diviser par entre eux.

En la neuf-ieme partie est traitté des acquisitions faittes par homme & par femme leur mariage durant, & quel droit y a le survivant, & d'autres acquests & proffits d'iceux.

En la dix-ieme partie sera traitté des donations que les femmes prennent sur les heritages de

En l'unzieme partie sera traitte des donations & recompensations.

En la douze-ieme partie sera traitté des retraits lignagers ou feodaux, & ce qu'en depend.

En la treizieme partie est traitté des prescriptions & tenements, & en quel cas prescription a lieu, d'interruption de proces.

En la quatorZieme partie est traitté des expontions, & en quel cas elles ont lieu.

En la quinze-ieme partie est traitté de la matiere des hypoteques & nature d'icelles, & des interruptions d'acquereur contre-acquereur.

En la seize-ieme & derniere partie est traitté de communauté de biens, & en quel cas elle a lieu.

Partie premiere.

Article premier.

Les inges inferieurs n'ont aucune cognoiffance fur les fuperieurs.

aucune cognoislance

des matieres criminelles.

clarez en chacun degré, dont la cognoissance appartient aux suzerains, les inferieurs n'ont aucune cognoissance s'il n'est expressement declaré: mais au contraire, les suzerains en iurisdiction ont la cognoissance en toutes matieres qu'ont, & sont sondez leurs inferieurs.

Nous auons en generaux termes, deux actions, l'vne criminelle, & l'autre ciuille. Des criminelles les bas iusticiers n'ont aucune cognoissance: mais sont sondez de cognoistre entre leurs

leurs subietz des civilles reelles, concernans choses immeubles soient petitoires ou possessoires, dont pour choiste d'icelle cause n'y-a que la loy d'améde, qui est sept sols six deniers tournoys entre nobles, & dix sols entre roturiers. Toutes-fois s'il interuenoit aucun incident en laditte cause comme vice de litige, fausonnerie ou autre crime incident, seruant ou preiudiciable à la decision de la matiere:La congnoissance leur en appartient auec l'amende & tauxation d'icelles selon le cas interuenu audit incident.

Et au regard d'autres actions réelles dont l'amende excede les loix & amendes dessussité tes, & des pures personnelles ilz n'en ont aucune cognosssance, s'ilz n'auoient acquis ce droit par tiltre particulier, priuilege ou prescription, fors pour leur saissine brisee, où ilz peuuét tauxer par leur iustice l'amende de lx. sols tournois pour iceluy bris, & pour les ventes qui leur pures person nelles.&c. ont esté recelees par an & iour. Aussi pour auoir mis & assis bournes en leur fief sans auctorité de leur iustice, où il peuuent tauxer ceux qui y ont assis bornes de leur auctorité priuee, pour chacune borne assise soixante sols tournois.

Les bas iusticiers sont fondez d'auoir ventes, retraitz par puissance de fief, exhibition de contracts des acquests faits en leurs fiefs, amendes pour defaut d'auoir exhibé lesdits cotracts, rachapts & autres emolumens de fief comme sera cy apres declaré.

Le subiet acquereur doit exhiber l'original de son contract d'acquest au seigneur de fief ou à ses officiers tenans sa iurisdiction: Mais en laissant & baillat à ses despens la coppie collationnee à l'original, iceluy original luy doit estre rendu.

Aussi peuvent contraindre ceux qui tiennent en leur fief, à bailler par declaration tous Lepriuilege les heritages & rentes qu'ils tiennent nuement, & declairer les deuoirs qu'ils leur en doiuent ou à leur faire monstree desdits heritages au choix dudit seigneur. Et peuvent contrain- leurs suiers dre ceux qui tiennent d'eux à hommage, de bailler leurs adueuz dedans quarante iours apres l'hommage fait. Lesquels adueuz & declarations doiuent estre declaratifs & par le menu. Aussi pourra contreindre les suiets prochains & immediatz de ses hommes de foy à declairer en gros & non par le menu leurs obeissances de fief par moyen: mais des autres moyens plus loingtains n'y doiuent estre contraints à faire telles declarations & obeissances à leurs

Si le subiet a vne fois baillé deuëment ses declarations ou adueu non desfectifs, & par a- Du suiet qui pres son seigneur vend ou aliene sa terre, s'il est apres appellé par le seigneur acquereur pour a vne sois luy bailler nouuel adueu ou declaration, ce ne doit estre à la charge ou despens dudit suiet autre chose seroit s'il y auoit mutation de seigneur par mort.

Les dits bas iusticiers ont amendes pour leurs deuoirs non payez: auecques ce ont ventes & autres esmolumens de fief. Aussi ont les amendes sur leurs vassaux pour les desfaux qu'ils auroiet fais d'auoir baillé leurs adueuz, ainsi qu'il sera traicté aux autres lieux cy apres. Peuuet à la requeste de partie ou pour leurs droitz & deuoirs non faits & non payez, saisir & dessaisir les choses tenues d'eux:Ont la cognoissance de faire mettre bornes entre leurs suiets par les lieux que les parties ou sçauans du pays en debat des parties aduiseront. Ont aussi la petite coustume des denrees vendues en leur fiescomme bled, vin, bestes & autres choses.

Pareillement ont leuage des denrees qui y ont seiourné huit iours naturels venduës & autrement transportees en autruy main, mises hors iceluy fief s'il n'y-a tiltre, prescription ou des bas iusti exemption au contraire. Lequel leuage est deu par l'achepteur: & s'en pourra addresser le sei- ciers. gneur contre le vendeur ou achepteur à son chois. Toutes-fois le vendeur en sera deschargé, en aduertissant le seigneur de fief son receueur ou sergent de soy faire payer dudit leuage auat que la denree soit leuce de sondit fief: Aussi ont le leuage des biens de leurs suiets qui vont demourer hors leur-dit fief.

Lesdits bas iusticiers ont aussi les espaues soncieres, c'est à sçauoir du sons & domaine ou autres choses immeubles, par autant qu'elles s'estendoient en leurdit sief & nuesse. Et lequel leuage & petite coustume est vn denier pour vn bœuf, vache, pipe de vin & charge de bledz venduz & tirez hors le fief, & pour autre bestail menu come porcz, moutos & brebis védus& qui auroit seiourné par huit iours, sera payé obole. Et au regard du leuage des biens des suiets Des espaues qui vot demourer hors le fief, tel leuage ne pourra exceder cinq solz tournois. Et pource qu'é souciers. plusieurs lieux n'est accoustumé vser d'iceux droits de petites coustumes & leuages, n'est en riens defrogué ne preiudicié aux exemptions & prescriptions qu'on pourroit auoir au contraire. Auec ce est entendu que s'aucun seigneur prenoit droit de preuosté ou grand coustume, il n'auroit la petite.

claration au



G iiij

Coustumes du Duché d'Aniou.

Les bas iufli cierscógnoif fent des domages des beites. Des espaues desmouches à miel.

Les dits bas insticiers ont congnoissance des demandes des domages des bestes, lesquelles bestes leur sergent peut prendre en present messait & les emprisonner iusques à satisfaction du domage ou qu'autrement par iustice en soit ordonné: toutes-sois le sergent peut saire deli urance à celuy à qui sont les bestes s'il le requiert en baillant pleige suffisant du pays.

Les espaues des anettes nonobstant qu'elles soient mouuantes tenans & estant en aucun arbre ou autrement assisses au fief d'aucun, appartient pour le tout au seigneur du fons où elles sont assisses si ledit seigneur du sons y-a iustice sonciere en nuesse.

Et l'il n'a iustice fonciere en fons elles luy appartiennent pour la moytié & au iusticier en nuesse pour l'autre moytié. Mais si lesdittes ancttes sont poursuyuies auant qu'elles se soiét encores logees& prins leurs nourrissement audit lieu où elles se sont assises, le seigneur du lieu dont elles sont parties les peut poursuiuir & les doit auoir comme siennes.

De moulin bannier appartenát au bas iusticier

Du moulin

bas iusticier

Outre peut auoir ledit bas iusticier moulin à bled au dedans ou dehors son fief. Et peut contraindre ses subiets estagiers coustumiers demourans au dedans de la banlieue dudit moulin, d'aller moudre à iccluy moulin par confiscation de la farine prinse & arrestee en son fief & du pain fait d'icelle mouture à autruy moulin, ou les traiter par sa cour & en prendre l'améde, ou pourroit poursuyuir son interest par sa cour suzeraine, pourueu que ledit moulin soit en suffisant estat & reparation s'il n'ya exéption ou prescription au contraire, & ne sont point la beste, harnois ne sacz confisquez.

Et si le subiet veut maintenir son bled auoir esté moulu au moulin de son seigneur ou son pain fournoyé à fondit four, il en aura deliurance ou pleige. Et l'il dechet & il est trouué qu'il du leigneur y ait confiscation, il sera d'auantage mis en amende de la loy pour auoir mal requis la deliurades suiers du ce & rassaisira son seigneur de fief.

Et s'il n'a moulin en estat suffisant ses subiets sont contraignables d'aller au moulin de son feigneur fuzerain duquel ils tiennent par reffort f'il est au dedans de la banlieue, car les subiets ne sont tenus d'aller moudre au moulin de leur seigneur dot ils sont subiets par ressort neuement n'autrement, si ledit moulin n'est dedans la lieuë de leur demeure.

Et est asçauoir que toutes-fois que le seigneur de sief aura acquis ou fait faire moulin en lieu aduenant: c'est à sçauoir au dedans de la lieue, soit au dedans ou dehors son fief, il aura la moulte desdits subietz & n'yront plus au moulin du suzerain. Mais en sera saisy ledit seigneur sommatió & requeste par luy faite à sondit seigneur suzerain de luy laisser la moulte de sesdits subiets, pourueu que telle sommatió soit faite dedás l'an à compter du iour que ledit seigneur auroit acquis ou fait faire ledit moulin en estat suffisant de moudre, & apres l'an pourra poursuyuir laditte moulte de ses subiets par action petitoire.

Bonú publicú prefertur

Si le subiet est boulenger publicque & le moulin de son seigneur ne soit propice à faire faprinato. &c. rine à pain blanc, il peut aller aillieurs, car le bien de la chose publicque qui presere l'especial,

> Le subiet qui achepte bled en autruy pouvoir hors le fief de son seigneur en l'amenat à son estage le peut faire moudre à autruy moulin sans mesprendre.

Du moulin cómunentre plusieursper fonnes.

Quant moulin est commun ou personnier entre deux ou plusieurs personnes & il y faut meule roue, rouet ou autre reparation ou refection necessaire, parquoy ilz ne puissent mouldre, l'vn des parsonniers peut sommer l'autre de contribuer à la reparation du moulin. Et laditte sommation faite s'il ne veut ou s'il delaye, l'autre personnier le peut faire reparer, & prendra & fera siens tous les profits du moulin iusques à ce que l'autre personnier ait payé la part de la reparation:mais s'il le faisoit reparer sans le sommer, l'autre personnier payeroit la part de la reparation. Et auroit sa part de ce que le moulin auroit gaigné.

Oultre peut ledit bas iusticier auoir moulin à draps, & par la forme dessusditte contrain-Le bas iusti dre ses subiets estagiers demourans au dedans de trois lieues dudit moulin à y aller fouller leurs draps. Et l'ilz sont trouuez allans fouller, où leur drap foullé à autre moulin, ilz seront tenus payer douze deniers tournois pour chascune aulne outre le droit de foullage. Et en laditte coustume ne sont comprins les draps qui se foullent au pied.

Des draps qui se foullet au pied.

cier peut a-

à draps. &c.

Lieuë de moulin doit contenir mil tours de roue, ayant laditte roue quinze pieds tour, & de circuyt par dehors à prendre depuis la maison du subiet insques à la maison dudit mou-

Le bas iustide fairefour à ban.

Si ledit bas iusticier à bourg ou partie en bourg neuëment tenu de luy, il a droit d'y faire four à ban. Et y peut contraindre ses subiets estagiers dudit bourg d'y faire cuyre leur pain & en prendre le proffit du fournage accoustumé, pour ueu que convenablement & sans perte & empi-

empirement de leur paste les subiets y puissent aller, & prendre par confiscation le pain de ses subiets sournoye à autre sour, iceluy sour estant en estati& sera tenu ledit seigneur de bien entretenir sondit four à ban: ou en dessaut ou delay de ce, pourront les subiets en faire & edifier en leurs maisons ou autrement se pourueoir sans plus estre contraignables, requeste de ce preallablement faite audit seigneur, s'il n'y-a exemption ou prescription au contrai-

Des meufa niers & four

Meusnier & fournier doiuent estre condempnez & contraints par leditseigneur à desdommager le moulant & cuysant iusques à cinq sols des trois dernières cuytes ou moultes, niersbaniers & non de par-auant, en iurant par le subiet de bonne renommee celuy dommage, où seront receuz à prouuer s'ils veullent maintenir auoir eu dommage plus grand. Et en ce cas sera receu le mousnier ou fournier à alleguer ou prouuer faits au contraire des subiets, comme dire qu'il n'auoit pas tant de bled, ou qu'il leur a baillé tant de farine, & luy en faire prompte iustice. Et en cas de reffus ou delay du seigneur de faire reparer lesdits dommages, les subiets ne sont tenus retourner audit four ne moulin iusques à ce que le seigneur leur ait fait

Et est à entendre que lesdits meusniers, outre leur payement & droit de mouture, sont tenus rendre de douze boisseaux de bon bled sec & net, treize boisseaux pour le moins de farine, comblez & paeslez au boisseau, qui aura de parsond le tiers de son large. Et pourront (se bon leur semble) lesdits mousniers faire mesurer en presence de ceux qui baillent ledit bled, iceux bleds qui leur seront portez ou baillez à moudre. Autrement ils seront tenuz en rendre tel nombre de bled que celuy ou ceux qui l'auroient porté offreront iurer, s'ils sont gens dignes de foy, ou la farine à la raison dessusditte.

Le subiet qui a mené son bled au moulin de son seigneur, quand sondit bled a seiourné par lebleddusub xxiiij. heures audit moulin de son seigneur sans estre moulu, il peut mener pour celle sois iet dedans moudre sondit bled à tel moulin qu'il luy plaira.

Les subiers ne se peuvent exempter de non aller au four ou moulin de leur seigneur ayant droit de four ou moulin de leur seigneur : & possession d'estre allé ailleurs, ne leur vaut pour moins de temps que de trente ans, ayant ledit seigneur durant lesdits trente ans sesdits moulin & four en estat, & demourans sessits subiets en lieu qu'il les ayt peu contraindre à

La possession faite d'aller au four & moulin par ceux qui n'y sont contraignables, qui y qui vot mou sont allez de leur volunté & sans contrainte ou par forme de courtoisse, ne nuyst par quelque temps que ce soit, & n'acquiert aucun droit au seigneur des siess de les y contraindre subieues pour l'aduenir mais la possession faite par ceux qui y sont contraintz & par les contraignables

XXVIIJ. D'estragiers

Le seigneur de fief peut faire estang en son fief & nuesse, pourueu que la chausse en soit nouce par les deux bouts en son domaine: & si ledit seigneur de fief noye les prez ou terre de ses subiets par ledit estang, il les peut & doit contenter par eschange aduenant: & ne le peuuent empescher sesdits subiets, pourueu que le desdommagement soit sait ausdits subiets par-auant que les heritages desdits subiets soient submergez n'autrement empeschez. Et lequel desdommagement doit estre fait preallablement ausdits subiets en autres heritages, & de telle valleur comme ceux desdits subiets qui seront empeschez par ledit estang.

Celuy qui tient à foy & hommage le hebergement où il demeure, foit noble ou coustufoy & homa
er ne pave à son seigneur aucunes parises construent a la seigneur a la se mier, ne paye à son seigneur aucunes petites coustumes ne leuages: & n'est subiet ne contrai- ge le hebergnable à aller au four & moulin de son seigneur: mais peut aller à tel sour & moulin que bon sil demeure luy semble. Et si autre que luy y demouroit, come vn mestayer ou autre, ou qu'il l'eust baillé à ede sa fran ferme ou rente, il sera contraint à aller au four & au moulin de celuy de qui ledit hebergement est tenu à foy & hommage.

Gens d'eglise, ne nobles, ne doiuent moutes ne fournages, pressoirages ne coruces s'ilz ne uoir buysson acquierent choses qui les doiuent, combien qu'ilz ne peuuent faire four ne moulin au preiudice des seigneurs: & yront leurs mesta yets & gens roturiers demouras és lieux & seages nobles, audit moulin & four: car le priuilege de non y aller, descend des personnes non pas des

Homme noble ou coustumier en son domaine hommagé, est fondé d'auoir buysson à connins deffensable, au vol d'vn chappon, enuiron la maison de son domaine hommagé & contient vol de chappon huit vingt pas doubles, qui sont seize vingts pas simples, vallant à pren

De celuy Domainehő XIX. magé peut a



Coustumes du Duché d'Aniou

ble peut a-

Homme no- dre à la longueur des cordes d'vn mesureur, où cordeleur de terre.

XXXIII.

Homme noble peut auoir buysson à connins dessensables au vol d'vn chappon enuiron la maison de son domaine où il fait sa demeure continuelle, supposé que ledit domaine ne soit hommagé sans le preiudice d'autruy.

Tous autres accroissement de garennes sont prohibez estre faits au preiudice d'au-

Nul ne peut de jour ne de nuyt tendre ne thesurer en autruy domaine: & s'entend laditte coustume tant és quintes d'Angiers que aillieurs.

De chasse deffenfable

Qui n'a forest ou breil de forest ou longue possession, n'est fondé d'auoir chasse desfensable a groffes be à groffes bestes s'il n'est chastellain pour le moins. Et est reputé breil de forest vn grant boys marmenetau ou taillis, auquel telles grosses bestes ont coustume soy retirer ou frequenter: & de chasser auec les chies ou à la gaulle au domaine d'autruy aucu n'en est fondé:toutesfois aucuns seigneurs peuuent auoir acquis celuy droit par prescriptions & possessions anciennes, & neantmoins seroit entendu qu'ils en vsassent sans endomager iceux subiets en leurs bleds n'en leurs vignes ou autres labourages:autrement pourroient demander iceux subiets les des-Des acquisi dommagement.

tions des he ritages fairs

Si gens d'eglise, frairies, comunautez ou autres mains mortes acquieret par quelques conpar gens d'e tract, don, legat ou autre acquisition d'aucuns heritages, domaines, rente ou autres choses immeubles, le Roy ou ses officiers les peuuet faire conuenir en sa cour si bon leur semble, pour leur faire iniunction de mettre hors de leurs mains tous & chacuns lesdits acquestz, dons & legz qui leurs ont esté faits ou acquis depuis quarante ans, & les seigneurs subalternes depuis trente ans, eu regard au temps de l'exhibition des contracts ou depuis qu'ils en auroient eu congnoissance. Et n'auront lesdits gens d'eglise ou autre mains mortes que deux ans de téps à vuyder leurs mains desdittes choses, depuis l'iniunction à eux faite, & lesdits deux ans paffez apres condemnation fur-ce faite par iuge competant, ledit feigneur auffi les autres iusticiers pourront faire faisir lesditz nouueaux acquests dons & legs: mais il sera au chois du seigneur de fief d'en prendre son indemnité se bon luy semble, ou faire proceder en laditte iniuction & contrainte. Laquelle indemnité se monte la valleur des fruits de trois annees des cho ses acquises, si autrement n'en est composé.

Dc foy &h5 mage fait par gensd'eglise des acquisitios par eux faites. &c.

Et si ledit seigneur de sief, son receueur ou autre officier auoient receu les deuoirs seodaux foit hommage ou deuoir annuel auec les ventes d'iceux acquestz ou les rachapts desditz dos & legs:ce nonobstat est ledit seigneur feodal apres ce, fondé& receuable à faire faire telles iniunctions:ne lesdittes approbations ne receptions de ventes, deuoirs, hommages & rachapts ou rentes de tels acquests n'empeschent laditte iniunction ne l'effet d'icelle, ne le droit d'icelle indemnité si ledit seigneur feodal en veut prendre saditte indemnité. Et au cas que ledit seigneur de fief apres qu'il aura receu lesdittes ventes ou rachaptz, veut contraindre lesdits gens d'eglise ou autres mains mortes à mettre lesdittes choses hors de leurs mains, le seigneur de fief sera tenu de leur rendre auant l'execution de la ditte sentence l'esmolument desdittes vétes ou rachaptz qu'il en aura receuz.

> De moyenne iustice,laquelle moyenne iustice,grand voyere & iustice à sang, est tout vn.

xxxix.

Et par

De la congnoissance& pouruoir du moven iusti cier.&c.

E moyen iusticier peut auoir gibet à deux pilliers, à lyens au dessus & au dessous par dedas '& non par dehors,& congnoist outre les cas desfusdits des simples homicides sans guet à pens & des cas qui en dependent, de ceux qui ont arraché ou emblé bornes. Et a la congnoifsance des actions personnelles. Outre congnoist entre ses subiets de toutes simples demades ciuilles soyent reelles ou personnelles: & peut congnoistre des incidens comme dessus.

Des droits du moyé iusticier.

Ont aussi lesdits moyens iusticiers droit de bailler mesures à blé & à vin du patron & essief du seigneur dont ils tienent leur iustice. Aussi peuuent donner tutelles & curatelles & procurations par non puissance. Outre ont droit d'espaues mobiliaires quant elles se trouuent en leur fief: & doiuent les choses trouuees prinses par espaues, estre proclamecs par trois dimenches ou festes solennelles en la parroisse du lieu où elles ont esté trouues: ou par trois iours de marché, s'il y-a marché. Et si durant lesdittes trois proclamations il ne vient aucun qui les aduouë, ledit seigneur, declaration faite par le seneschal, bailly ou autre iuge competant, en peut xlj. disposer à son plaisir.

Et par icelle coustume les biens meubles des bastardz ou aulbains appartiennent aux sei- 1. Albinatite gneurs à chascun pourtant qu'il est trouvé en seigneurie qui ont droit despaue mobiliaire en capacitas nec leur terre. Et les heritages acquis par tels bastardz appartiennent au bas iusticier en la iurisdi- mera indigniction desquels ilssont assis, quad tels bastards ou aulbins trespassent sans hoir de leurchair yssus gnitassed poté impedimetum en loyal mariage: & s'en peuvent iceux seigneurs de sief dire & porter saiss comme pour- & occupation roient faire autres heritiers.

De haute iustice.

E haut iusticier peut auoir gibet à deux pilliers à liens au dessus & au dessouz dedans & au nir & corriger les malfaicteurs, peut congnoistre de batures faites de guet à pens & de propos deliberé. Et peut donner trefues entre ses subiets & non pas les ofter : peut principalle- minuneglique ment cognoistre de fausonnerie & de ce qui en despend, & a tous les autres droitz de la quia secudum antiqui vsum moyenne & basse iustice, sans preiudice des droits & esmolumens que les inferieurs ont sous francerii, veri luy chascun en sa nuesse.

Droit Z de chastellenie.

Eluy qui a droit de chastellenie, est fondé d'auoir chastel ou maire de chastel, grands che-tur. Domini lo mins peageaux, la congnoissance de delits faits en iceux chemins, acquitz; branchières, corum habetes mertimperiu, trauers, preuosté, foires, marchez, seaux de contracts, mesures à bled& à vin dont il prent le pa que al raiussi. tron à soy-mesmes, & au maire du gibbet de sa iustice patibulaire, peult mettre trois tid vocatsetia pilliers.

Le seigneur chastellain est fondé d'auoir toute iustice, haute, moyenne & basse auec la con-habet im occu gnoissance des grands cas cy apres declairez: Cest à sçauoir de rauissement de personnes, d'ho pundi bona va micide fait de guet à pens & de encis, qui est de meurdrir semme enceinte ou son enfant au qui no possune habercheredes, ventre, d'embraseurs de maisons, guetteurs de chemins, sacrileges, des sobeurs & desserpilleurs de passans lesdits chemins, depopulateurs de champs, brigans, empoisonneurs & autres cas tes filis legitisemblables qui en dependent: Mais autres iusticiers au dessous ne sont fondez de congnoistre min, vel legiti desdits grands cas.

Ledit seigneur chastellain peut faire bans, edits, crys & proclamations, mettre & indire the cogni peine sur ses subiets selon la qualité & necessité du cas.

Peuuent d'auantage lesdits seigneurs chastellains faire tenir leurs petits plaidz chastellains vi nec habiles de quinze iours en quinze iours:esquelz leursdits officiers en office de chastellain peuuet con hocregno, vico gnoistre de toutes actions personnelles ciuilles non excedans la somme de soixante sols tourgnati corii qui
nois entre gens laiz roturiers seulement: toutes sois entre marchans forains peuvent bien lesni, id est persdits officiers chastellains congnoistre sommairement & de plain de plus grands sommes sans grini. Sed nuattendre lesdits plaidz chastellains, duquel l'officier chastellain on peut appeller: & doit on releuer en l'ordinaire des affises dudit seigneur chastellain deuant le bailly, iuge ou seneschal. Et rifficales, iura ne peut ledit officier chastellain donner tutelles, curatelles & procurations par non puissance, dominorit, con n'autre prouision de iustice.

Des Seigneurs Barons.

Proite baronnie doit auoir trois chastellenies subiettes du corps de la baronnie, ville close, abbaye, prieuré conuentuel ou colliege auec prest. Et qui auroit trois chastel- binos, id est alenies subiettes du corps sans les autres choses dessussités, ou deux auec ville close, ou catter habuevne auec les autres choses desusdittes, peut estre dit baron. Au baron appartient l'espaue du sui multos en faucon & du destrier: & est entendu destrier vn grand cheual de guerre, courcier ou cheual de propisios. Delance.

Les comtes, vicomtes, barons, soubz le ressort de suzeraineté du Roy & Duc d'Aniou, ont restringere iutoute iurisdiction, haute, moyenne & basse en leur territoire & sur leurs subiets, la punition & ra dominori correction d'eux: & peuvent forbanir leurs subiets de leurs terres: & peut auoir le comte ou succedendi spur maire de sa iustice, gibet à six pilliers, & les vicomte & baron à quatre pilliers : toutes-sois le concurre subme

qua fit per re-gë deficiëtibus haredibusin re gno suo. Quod chartis, & pro xliy. cessus verbalis dinissatis test.s xlvj. tamë sunt exte suetudinem, re Stringere carpe

ria & ab omni Francorum auo, haberent in suo territorio ius succedends in omnibus bonis quoquomodo vacantibus, & en, manu iniecta, occupandi, tanquam per obitum saistuad onus tamen testamets validi per defunctiom sacti, traditione petenda a Domino, vt ab harede: Secus de bonis de sacto in ulium translata per defunctum, quorum dominus non est saistus, nec potest prahensione vei, contra tertium qui posset infic appellare : sed habet omnes actiones rescundentes 👉 rescisorias, quas verus hares habet. C.M.

Coustumes du Duché d'Aniou

duc d'Aion peut bien auoir gibet à fest, & tel que bon luy semblera, en signe de suzeraine-

Lesdits comtes, vicomtes, barons & seigneurs chastellains sont sondez d'auoir soires, marchez, seaux de contracts, tous droits des coustumes, preuostz, peages, acquitz, trauers, confiscation & forfaitures des denrees & marchandises trespasses, par les destroitz & passages de leur seigneurie, sans payer l'acquit ou coustume, ainsi que dit sera cy apres.

Deceluyqui trespasse la coustumede vn baró ouvi romte.

S'aucun marchant forain trespasse par les branchieres d'aucune coussumerie par la terre des comte, vicomte, de baron ou seigneur chastellain lans acquitter sa denree : s'il ignore l'acquit, pour deu qu'autres-fois n'y ait passé, il sera receu à le jurer par serment : & en sera la loy d'améde de dix sols tournois: & s'il ne l'ose iurer, il payera lx. sols d'amende & la coustume. Ij.

Et aussi fil passe par & outre le corps de la chastellenie sans acquitter, il payera lx. sols tournois d'amende sans estre receu audit serment, pour-ce qu'en ce cas ignorance ne le peut excuser, attendu qu'en passant par le corps dessussit peut auoir cognoissance de laditte coustume: & en iceluy cas luy seront rendues ses denrees, cheuaux, charettes & autres voitures, en payant les frais de iustice, mises & despenses raisonnables faites à cause de ce.

Et est entendu le corps de la chastellenie, la principalle ville ou le principal bourg d'icelle: & les branchieres sont les autres lieux ou lon a accoustumé d'ancienneté mettre & asseoir la billette en autre lieux hors la principalle ville ou bourg.

Duvoiturier qui passe oulenie sans ac quitter.

Qu'eft à di-

rele corpsde

chastellenie

Et si le voiturier passe outre les bornes & limitations dudit corps ou branchieres au tre lachastel dedans desquelles se reçoit laditte coustume scientement, sans acquitter ses denrees ou marchandifes: les cheuaux, charrettes ou autres voitures seulement, sont confisquees au leigneur de laditte coustume s'ils sont prins saiss de laditte denree. Et aussi seront confisquees les denrees & marchandises és cas où l'on pourra monstrer que le marchant ait commis dol, fraude ou larrecin pour defrauder ou defrober l'acquit ou coustume. Et est a noter qu'au cas defsuldit & tous autres où la coustume du pays permet confiscation, declaration est necessaire, qui se fera sommairement & de plain & d'heure à heure : & ce pendant seront les dittes choles desquelles on requiert confiscation, appreciees & estimees par gens notables & expers: &. ce fait, sera au chois de celuy à qui appartiennent les choses desquelles on demande confifcation, de consigner en main de iustice ledit pris à quoy lesdittes choses auront esté appreciees, ou de bailler pleige & caution soluable & suffisant du pays, qui se constituera detteur & achepteur de biens, pour en respondre où il appartiendra: lequel pleige sera tenu obeyr & respondre à la iurisdiction du seigneur qui demande ladite confiscation & à ce soy soubmettre: & en ce faisant, sera faitte deliurance desdittes choses pendant le proces de laditte confiscation.

Amende cotre ceux qui trespassent : aucunpeage sans acquitter.

Et si aucun marchant ou autre trespasse aucu peage sans acquitter, & il retourne par la coustumerie qu'il a trespasse, le seigneur d'icelle le peut contraindre à payer lx. sols d'amende & la coustume: & n'aura point de confiscation, pour-ce qui n'a plus de denree. Et parcillement en viera l'on au regard des nobles ou autres primiegiez fils faillent à deprier.

Gens d'eglise, nobles, escoliers & autres en ce prinilegiez, ne sont tenus payer coustume, n'acqult: Mais sont seulement tenus deprier par eux ou leurs gens ou seruiteurs, menans & conduylans leurs choses par pays. Et si leurs gens ou seruiteurs n'ont certification, ils seront creuz en verifiant par serment que lesdittes choses sont ausdittes gens priuilegiez ou à aucun d'eux. Et seront tenus par apres les dittes gens & seruiteurs, en rapporter ou r'enuoyer certification dudit privilege.

S'aucun afferme frauduleusement qu'il maine marchandise ou autre chose par pays pour gens d'eglife, nobles ou autres privilegiez, s'il en est attaint & il est trouvé que les dittes choses pour lesquelles il a deprié, ne soient pour lesdits privilegiez: tel abuseur en sera puny comme fausaire ou autrement à l'arbitration de iustice. Et outre payera la coustume & l'améde au scigens d'egli- gneur auquel aura esté faite laditte fraude.

Chascun pourra passer le reuenu de ses heritages ou de ce qu'il a achepté pour sa prouisson & non pour reuendre en depriant, pourueu qu'il ne soit marchant ordinaire ou tel qu'on n'y puisse noter aucune fraude.

Et est à sçauoir que pour obuier aux fraudes & abus que les fermiers des preuostez font chascun iour contre les marchans & passans par lesdittes preuostez:en eux absentant & laissant leurs maisons sans gens ou desaduouant ceux qui y seroient pour vouloir greuer lesdits trespassans, lesdits preuosts seront tenus faire residence ou laisser ges à leurs maisons pour

De ceux qui frauduleule ment afferment les dérees qu'ilz meinent appartenir à

1c.&c.

Que lesfermiersou aueux ferótrefidence. &c.

receuoir la coustume & depry: autrement lesdits trespassans seront tenus quittes en payant la coustume, ou faisant depry à ceux qui seront trouuez en la maison ou aux plus prochains voisins s'aucuns en y-a: & de ce seront creuz les trespassans à leur serment. Et seront tenus lesdits preuosts faire & tenir leur recepte de laditte preuosté sur le grand chemin, & és branchie res pendre la billette que lesdits trespassans puissent veoir, & non en autre lieu, hors, n'appart dudit chemin: en maniere que ceux qui doiuent acquit ou depry, soyent contraintz reculer n'eux destourner dudit grand chemin pour aller payer ledit acquit ou depry.

Tout homme qui a coustume & acquit en sa terre, doit tenir les ponts & chemins publicques en estat & reparation: & les lieux où il n'ya point de preuostez, le seigneur chastellain tenir les ou autres qui ont en celuy endroit cognoissance desdits grans chemins, le seront reparer aux despens d'eux, Toutesfois si par le desfaut ou coulpe d'aucus habitans, lesdits chemins estoiét stat empeschez, tels seroient contraignables à en faire la reparation & oster ledit empeschement aux despens de ceux par le deffaut ou coulpe desquelz est interuenu tel empeschement. lx.

Grand chemin peageau doit contenir quatorze piedz de large pour le moins : mais il n'est pas entendu que lesdits chemins peageaux qui ont plus grand largeur que de quatorze piedz doiuent estre rescidez, n'est ressis.

La fortune d'or trouuee en mine, appartient au roy: & la fortune d'argét trouuee en mine, pa aurifodi na & argentient au comte, vicomte ou baron, chacun en sa terre. Toutes-fois thresor trouué au sief lifodina. & nuëce d'aucun seigneur soncier ayant basse iustice, appartient moytié audit seigneur de sief ou leigneur foncier, & l'autre moytié a celuy qui tel thresor a trouué: & si tel thresor estoit trouué en quelque lieu non homagé, le seigneur de fief y aura vn tiers, du sons vn autre tiers: & l'autre tiers aura l'inuenteur dudit thresor.

Le comte, vicomte & ledit baron, peuvent bien donner haute iustice, moyenne & basse à aucuns de leurs vassaux, & en retenir le ressort & suzeraineté, 1 & non pas les autres au desfoubs. lxiij.

Outre les seigneurs dessuditzy-a audit pays aucuns autres seigneurs qui ne sont comtes, vicomtes, barons ne chastellains, qui ont chasteaux, forteresses, grosses maisons, places qui correctum ve sont parties de comtez, vicomtez, baronnies ou chastellenies desdits pays. Et telz s'appellent dixi 7. super co bacheliers: & ont bien autelle & semblable iustice comme ont ceux dont ils sont partis, & en \$.71.C.M. font fondez par la loy & coustume du pays ainsi qu'il sera touché cy dessoubz plus à plain en la matieres des parages.

Les seigneurs barons & chastellains, pourront faire tenir leurs assises quatre fois l'an. Et les hauts, moyens & bas iusticiers, pourront faire semblablement tenir leurs plaidz quatre fois chastellains l'an, & non plus. Et s'il y-a lettres d'abbreuiation, leurs seneschaux seront tenus faire l'expedition des causes és lieux où lon pourra auoir suffisant conseil. Esquels lieux pourront empruter terriroire filz ne lont.

La seconde partie.

Pour la seconde partie, est traité des cas desquels le prince, videlicet le duc d'Aniou, a la preuention sur ses subiets, & desquels il rend la cour à ses vassaux, & les vassaux à leurs subiets, de degré en degré, & aussi des exemptions par appel ou autrement.

Premierement le Roy comme duc d'Aniou, a resort & suzeraineté sur les subiets dudit tion des co-autres seigneurs de sief chacun en son regard. Et outre ledit duc d'Aniou, comtes, vicomtes, leursvassaux barons, seigneurs chastellains & autres de degré en degré, ont par preuention la cognoissance de tous cas criminelz& ciuils en toutes actions ciuilles, reelles & personnelles sur leurs vas saux & les subiets de leurs vassaux, iusques à ce que litiscontestation soit faite pour laquelle les parties soyent appointees en faits contraires & en requeste. A laquelle contestation & nó plustost si le vassal ou autre inferieur dot les choses desquelles est questió, sont subiettes si c'est matiere reelle: Et si c'est matiere personnelle non criminelle, si le dessendeur est estagier dudit vassal, & est iceluy vassal ou son procureur requiert la cour, renuoy & obeissance de la cause: elle luy sera rendue auec les parties adiournees, pour proceder en icelle cause en la cour dudit vassal. Et si à requerir ledit renuoy, se trouuent assemblement le seigneur immmediat des choses dont est question & son suzerain, ledit seigneur immediat y sera preseré, pourueu qu'il ait telle iustice qu'il soit fondé de cognoistre d'icelle cause. Et en iceluy cas que ledit seigneur immediat ou procureur pour luy ne seroit trouué à acquerir ledit ren-

Qui a droit

Des affiscs

De la preué



Coustumes du Duché d'Aniou

uoy,& seroit rendue à son seigneur suzerain, ledit seigneur immediat le pourra aller requerir en la cour de sondit seigneur suzerain à la contestation : toutes-fois en cause d'appel releué ou anticipé en cour suzeraine omisso medio, ledit seigneur immediat relaissé en aura le renuoy auant contestation s'il le requiert : Aussi le peult requerir la partie intimée ou anticipée.

causes és cours subalternes.

Et abien que lesditz iuges suzerains dudit duc d'Aniou & autres seigneurs ayent la preué Que les iu- tion telle que dessus : neantmoins pource que souventes sois aucuns en petites matieres per ges suzerais sonnelles de xx. sols tournois & au dessous s'entreuexent & trauaillent, en s'entre-faisant les petites adiourner au loing come six lieuës ou enuiron, cobien qu'ils puissent recouurer és cours des seigneurs subalternes: lesdits iuges suzerains si sommairement & de plain ne vuydent leur question & proces, pourront en faire incontinent renuoy parauant contestation si lon congnoist qu'il y ait officiers residens esdittes chastellenies suffisant pour administrer iustice. Et si lon cognoist que malicieusement iceux demandeurs ayent sait adiourner au loing les deffendeurs pour petites matieres come de xx. sols & au dessous, ledit iuge suzerain pourra pour reprouuer telle vexation & trauail des subiets, condemner tel demandeur en amende & despens, & faire le renuoy come dessus par deuant celuy iuge subalterne qu'il verra estre à faire. Et doiuet les iusticiers qui cognoistrot des petites causes personnelles de trente ou quarante sols & au dessous, les vuyder sommairement & de plain, sans souffrir libelle estre baillé fors par leur acte d'icelluy iour, & sans autre figure de proces ordinaire, sur peine d'en estre punis & corrigez par amendes ou autrement, s'ils sont reprins faisant le contraire.

Le subjet peur faire adiourner son seigneur suzerain.

Et est assauoir qu'vn subiet peut faire adiourner en la cour suzeraine son seigneur dont il tient, & duquel il est estagier declairement sur tort fait ou en cas d'appel, s'il est appellant: au pardeuat le quel cas pendant la cause dudit tort sait ou appel, il est exempt de la iustice de son-dit sei-

Quand aucun se porte exempt de son seigneur soit sur tort fait ou par appel, fait de luy ou de ses officiers, il sera exempt de son seigneur & de ses officiers en celle cause & toutes autres si bon luy semble: toutes sois ses subiets n'en serront pource exemptz, sinon que nomeement ils fussent appellans, ou maintissent tort leur auoir esté fait.

Pour quels cas vn subiet fon le igneur

Et au regard des appellations intericctees du duc d'Aniou, ou de ses seneschaux ou iuges est exept de su zerains, les appellans d'eux ne seront exemptz, sors en la cause en laquelle ils ont appellé. Et encores en icelle cause ou il est appellant, n'est exempt, s'il se peut reparer en dissinitiue. Er est sur-ce assauoir que pour simple clain ou adiournement, s'il n'est nommeement en cas d'appel ou sur tort fait, iceux subiets ne sont aucunement exempts de leurs seigneurs ne de leurs officiers. Et auec ce pour estre iceux subiets appellans des sergens, preuostz & chastellains d'aucun baron ou chastellain, ils ne sont pour ce exempts de leurs iuges. Et pareillement les appleigemens simples faits de ses subiets à seigneur, comme de voisin à voisin, ne portent aucune exemption d'iceluy subiet ne de ses hommes.

De denócement criminel fait en cour fuzerai subiet d'vn vallal.&c.

Sans attempter le malfaicteur exempt par appel ou par clain sur tort fait information precedente du cas, peut estre constitué prisonnier si le cas de soy est subiet à emprisonnement, ne contre le & enuoyé auec l'information à la iustice suzeraine. Aussi sans information peut aucun estre prins pour crime notoire ou present messait.

S'aucun fait denocement criminel deuëment appleigé à l'encontre d'aucun, soit de meurdre, de l'arcin ou d'embrasement, de semme violee ou rauie, de bature ou mutilation, saite de guet à pens, ou d'autre crime en la cour suzeraine, iamais le vassal n'en aura la cour ou renuoy:mais en aura la punition celuy qui a preuenu en la cognoissance, supposé que le denonceur se delaisse auant que la cause ait prins fin. Et semblablement en pourront vser les comtes, barons, seigneurs, chastellains, hauts & moyens insticiers.

Et si denoncement estoit fait par vne mesme personne, & d'vn mesme cas en cour suzeraine & en cour subiette, iceluy qui premier aura receu & executé le denoncement, en aura la cognoissance pourueu que le seigneur subiet informe les officiers du suzerain qu'il ait pre-

D'accusatió d'office con-

Et si par accusation d'office ledit criminel auoit esté preuenu par vne cour, & apres la partie plaintiue fist denoncement ou accusation appleigee par autre cour : en ce cas la co gnoissance en demourera à celuy qui aura preuenu d'office: & doit la partie par deuant luy pourluyr son interest sans ce que ledit denoncé sust tenu en proces en diucrses cours pour vn mesme cas. Et à semblable si tel criminel ou delinquant estoit conuenu à l'office de justice en diuerles

diuerses iurisdictions capables pour raison d'vn mesme cas, à celuy qui auroit preuenu, demoureroit la cognoissance. Et est à entendre telle prouisson, si entant que touche la partie principalle, yauoit denoncement formé & deuëment appleigé ou adiournement baillé sur Celuy iuge ledit cas d'exces. Et au regard de l'office de iustice, celuy aura preuenu qui premier prendra premier a le criminel ou delinquant, ou qui l'aura premier fait adiourner personnellement ou fait saissir prins ou ad-&inuentorier ses biens information precedente: sinon in fraganti delicto; où l'on peut emprifonner fans information.

Et si par denonciation ou acculation criminelle d'office aucun malfaicteur est conuenu & approché par la cour du haut iusticier dont il ne soit estagier, & le seigneur de qui il est estagier, & qui n'est voisin du seigneur par la cour duquel a esté faite la preuention, ait telle iustice qu'il puisse cognoistre dudit cassiceluy seigneur duquel le malfaicteur n'est estagié qui en aura entreprins la cognoissance, sera tenu le rédre audit voisin de qui ledit malfaicteur sera estagier fil le requiert en quelque estat que soit le proces, en payant les fraiz : Mais si le delit a esté fait au pouuoir de celuy qui premier la approché, la cognoissance luy en demourera: & ne le rendra point audit voisin duquel ledit malfaicteur est estagier.

En matiere reelle le suzerain ne fera aucun renuoy à son vassal de ses hommes si les choses dont sera question entre les parties, sont assisse en plusieurs & diverses iurisdictions, comme le suzerain dudit vassal & d'autre seigneur. Semblablement ledit comte, vicomte & baron, iouyssent de la en matiere preuention & autres cas dessusdits sur son vassal, & de degré en degré chacun sur son subiet fans diffinction.

De ne faire

En matiere d'execution de lettres obligatoires passes souz seaux des contracts du Roy, Touchat les & aussi quand il est question qu'il y ait eu fauceté commise esdits contracts & lettres, au Roy, à ses iuges & officiers en appartient la cognoissance & preuention seul & pour le tout & non ses sous les à autre, posé que les parties soient nuëment subiets desdits comtes, barons, chastellains & au-seaux du tres vassaux. Et n'est pas ainsi des lettres passes sous les seaux des contracts desdits comtes, barons & chastellains : car chacun a la cognoissance de son subiet, sans auoir regard au feelé.

Semblablement de l'execution des sentences, iugemens, ou appointemens donez, ou pro- Des sentennoncez en la cour du prince, que les anciens escrits appellent la cour du Roy, ne s'en fait point à la cour du de renuoy. Autant & en pareils termes est de l'execution des sentences iugees, & appointe-Roy.&c. mens donnez ou prononcez en la cour des comtes, vicomtes & barons, & de fauseté commise en leurs lettres ou seaux dont la cognoissance appartient à eux & à leurs iusticiers, sinon és cas de preuention où ils procederont par la voye dessusditte.

Les treues données en la cour du prince enfraintes, la cognoissance, punition& correctió en appartient au prince, & à ses iuges & officiers. Et semblablement est il de treues & asseuremens donnez en la cour des vassaux dont la cognoissance, punition & correction, appartient donnees en à leurs iuges & officiers, si le prince ou autre suzerain n'en auoit entreprins la cognoissance la cour du prince. par preuention, comme dit est.

Autres cas sont esquels le suzerain ne rend point la cour ne les causes à son vassal, soit baron, chastellain ou autre, ne semblablement les barons à leurs hommes & subiets, c'est à sçauoir d'empeschement de chemin peageau, de delit sait en grand chemin quand par preuention le suzerain a entreprins la cognoissance d'auoir mesure à fauce aune ou fause mesure, de bris de marché, de denoncemens criminelz faits par le blecé en la cour du suzerain selon la forme dessussitée declaree en matiere d'ypothecque vniuersel, quand il est que - 1. 80. Scilicet de ijs que sunt stion de rentes ou arrerages d'icelles, & que les choses pothecquees sont en diuerses iurisdilxxx.

Lxx.

Es causes de relieuement ou restitutions qu'autres que le Roy ne peut octroyer, les offiid est, iuris coid est, iuri

ciers du Roy n'en rendront la cour, ne feront aucun renuoy anx inferieurs. lxxxj.

On se peut reclamer de cour inferieure en cour suzeraine en maniere de retrait pour iceluy fiscales Regy co cognoistre, à ce que les deniers de l'acquereur ne soient retardez, & no en autre cas. lxxxij. ad sum forti

Tout adiournement pour auoir treues, doit estre baillé nommeement & declareement per Papales en demande de treues: autrement celuy qui sera adiourné, aura despens, sinon que ledit de- ad Juam tramandeur monstre promptement par relation ou rapport de sergent qu'il a fait bailler ledit textu intermeadiournement en demande de treues. Lesquelles ledit dessendeur sera neantmoins tenu luy ti, vel quan

Et si au premier iour de l'adiournement baillé declareement en demande de treues, la par-

Coustumes du Duché d'Aniou

tie iure qu'il auoit & entendoit auoir cause de demander treues, il n'y aura point de despens, sinon que celuy qui aura esté adiourné, informe qu'il ait offert donner les dittes treues au pays deuant le fergent & deux tesmoins : auquel cas f'il les veut auoir plus amples par deuant le iuge, il fera despens.

La tierce partie.

A tierce partie, est de la nature des fiefs & des proffitz & aduentures qui appartien-'nentaux seigneurs d'iceux. Et en icelle partie est traité de la matiere des bailz, & en quelle maniere le seigneur peut assigner sur son fief & prendre par dessaut d'hôme. lxxxiiij.

Tous herita ges& pollefen rachat enuers le sei gneur.

La coustume & ancien establissement dudit pays, est que tous heritages, rentes & possesfions cheent en rachapt enuers le feigneur dot ils sont tenus & mouuas à foy, par le trespussement de l'hôme ou femme de foy, quad le successeur desdits hsmme on semme n'est heritier desdits homme ou semme de foy sans moyen, comme s'il n'estoit fils ou fille, frere ou sœur & no plus. Et tous autres fils ou fille, frere ou sœur, rachetent l'heritage de leur predecesseur tenu à foy comme si l'heritage descend d'ayeul ou ayeulle, à l'enfant de leursdits sils ou sille, qu'iceux ayeul ou ayeulle ayent suruescu : en ce cas a rachat par la coustume generalle, par-ce qu'il y-a moyen entre l'ayeul & l'enfant de l'enfant. Aussi l'heritage n'est pas venu sans

moyen de pere au fils ou fille.

Le pere ou la mere ont le bail de leurs enfans mineurs.&c.

Le pere ou la mere tant seulement auront le bail de leurs enfans mineurs se bon leur semble: & en ce cas feront les fruits des heritages desdits mineurs, leurs, tant seulement, & payeront les dettes personnelles. Et si lesdits pere ou mere se remarient, sera pourueu de tuteurs ausdits mineurs: ausquels tuteurs sera fait deliurance des heritages & meubles d'iceux mineurs à la charge d'en rendre compte & reliqua: & seront tenus les dits pere & mere, en prenant le bail, faire inuentaire des meubles desdits mineurs, pour leur conseruer & garder leurfdits biens meubles. Et en prenant par lesdits pere ou mere le bail de leursdits enfans, ils seront tenus les nourrir & entretenir selon l'estat & qualité de la maison dont ils sont, iusques à ce qu'ilz soient aagez.

Le bail du masse noble, dure insques à ce que celui qui est tenu en bail, s'il est masse, ait vingt ans accomplis: & de la fille insques à ce qu'elle ait quatorze ans accomplls.

Lemarydoit rachat des ficfs de sa femme.

Si femme se marie, son mary deura rachat aux seigneurs des fiess dont les choses hommagees de laditte femme sont tenues à foy & hommage. Et aussi bien doit sondit mary rachat si aucunes choses hommagees luy aduenoient par succession ou autrement, à cause de saditte femme, durant ledit mariage.

Des tuteurs baillez par iustice aux mineurs.

Femme coustumiere qui se remarie, pert la tutelle naturelle de ses enfans mineurs: & leur doit iustice pourueoir de tuteurs à la requeste de leurs parens & amys. Lesquels tuteurs doiuent faire inuentaire par auctorité de iustice des biens meubles appartenans ausdits mineurs qui demoureront en la garde de leur mere, en baillant caution ydoine & suffisante d'en rendre compte & reliqua, eux venus à leur aagé. Et n'y eschet aucun bail entre gens rotu-

1. 91. Erge sumptibus mi norum. Quid enim ad debitorem, seu redi menteni? Sed tamen ipfo inre valet & te net redemptio privatimfacta nec superest ni si periculum ресипіл**уит** simalesint vel periculose solu te culparedimentis:qui no caruit iuxta consilium lait

norib. de solu-

Le bail d'enfans mineurs n'a la garde de leurscorps, sinon le bail naturel comme le pere ou la mere. Et en iceluy cas qui n'ont bail naturel, iustice en doit bailler la garde à leurs autres parens & amys, ou à l'vn d'eux qui ne seroient heritiers presumptifs & plus prochains, & leurs bailler prouisson de leur viure iusques à la tierce partie des biens dudit mineur ou autre portion selon que le cas le requiert, à l'arbitration de iustice.

Droit de bail ne se peut transporter à autruy, mais il s'en peut bien abstenir : toutes-fois les fruits & emolumens dudit bail se peuuent bien transporter ou bailler à serme.

Et si le predecesseur du mineur a fait aucun acquest subiet, à grace de remeré, qui dure encores au temps du deces du predecesseur du mineur, & les deniers & pecune soient raportez durant ledit bail, iceux deniers ou pecune appartiendrot aux mineurs pour telle portion qu'ils sont heritiers du trespassé: & ne se pourra faire laditte sans auctorité de iustice, pour l'interest desdits mineurs. XCII.

Et à semblance, s'aucun do de meuble ou d'heritage est fait audit mineur durant ledit bail, pretor d.demi iceluy don appartient audit mineur, & no pas au bail, reservé les fruits de l'heritage.

Lesdits bailz seront tenus faire, par auctorité de instice, inuentorier & apprecier iceux minori.c.41. biens meubles qui demoureront ausdits mineurs incontinent que lesdits bailz leur seront aduenus, uenus, & en laisser l'inuentaire és mains de iustice pour la garder ausdits mineurs, & bailler caution de la rendre eux venus à leur aage.

Femme roturiere suruiuant son mary noble, est bail des enfans mineurs d'eux deux : & fait les fruits des heritages, mouuans deuers son mary deffunct, siens, aux charges dessuldit-

Bail ne pourra demander n'auoir attente d'heritier, sous vmbre qu'il soit poursuiuy d'aucune action reelle, personnelle ou autre, qui depend du fait des predecesseurs des mineurs, quelque moyen qu'il y ait entr'eux:mais bien aura delay competant de s'enquerir : toutes-fois s'il deffend mal le mineur, il en sera tenu pour sa male administration.

Celuy qui entre en aucun heritage à tiltre de donation, doit rachat au seigneur de sief, dont tel heritage est tenu à foy, sinon en donation faite par pere ou mere à leur fils aisné heri- re au fils aistier presumptif en auancement, ou à ses filles ou aucunes d'icelles non maryees: esquels cas né n'y-a n'a rachat:mais quand icelle donation est faite à la fille en mariage, ou qu'elle se marye apres chat. le don à elle fait, le mary en fera l'hommage: & en fera rachat.

Si l'homme noble donne à son fils puissé par heritage chose hommagee, il y-a rachat, pour-ce qu'iceux fils puisnez nobles ne sont heritiers, par-ce qu'ils succedent en bien-fait & vsufruit seulement, sauf és lieux cy apres declairez où les puissez nobles succedent par herixcviij.

Nul mineur n'a le bail d'autruy mineur, ne bail d'vn mineur à cause qu'icelluy mineur Vn mineur n'a le bail de sa en n'a le bail n'auroit pas le bail d'vn autre mineur:mais luy venu à son aage, peut recueillir le bail de ses en- n'a re pair d'vn autre

Femme vefue laisse grosse d'enfant, come ayant la garde de son enfant, sera les soy & hom mage des heritages de son mary. Et aussi laditte semme apres le deces de son mary fera la soy fant sait les & hommage des acquests saits durant le mariage d'elle & de sondit mary: Aussi séra la soy & foy& hôma-hommage de ses propres heritages. Et chet la terre hommagee en rachat, si elles se remarye desonmary. , comme dessus.

L'vn de plusieurs coheritiers peut couurir le fief, faire offre d'hommage & empescher la [1.100, Etiam prinse par desfaut d'homme: toutes-sois par telle diligence & offre n'est fait aucun preiudice nez qui n' aux autres coheritiers qui ne d euroient aucun rachat.

Homme & femme venus à succession des choses tenues à foy & hommage, a temps & delay de faire laditte foy & hommage dedans quarante iours apres la mort d'iceluy de qui il viêt c.m. à succession. Et ne peut, durant celuy temps, ledit seigneur de sief prendre sur luy par dessaut d'homme. Et aussi ce pédant ne pourra le subiet empirer le sief au preiudice du seigneur: mais peut demourer au hebergement, coupper boys pour son vsage de chauffage ou autre affaire vrgent & necessaire, & prendre conils, & pigeons pour son viure seulement.

Pareillement ceux qui viennent à estre seigneurs soit par acquestz, mariage ou autrement acquieient que par mort d'aucunes choses hereditaux tenues à foy & hommage ils doiuent tourner à heritages te l'hommage de leur seigneur dedans quarante iours après le cas aduenu, pourueu que ce pendant le sief ne sera point empiré comme deuant.

Quand le seigneur de sief n'est deuëment seruy de l'hommage qu'il pourra monstrer luy quand le sei auoir esté fait par le dernier predecesseur & vassal, par la mutation duquel est deu ledit homageoù luy auoir esté cogneu pour adueu, acception de respit ou offre faite par le subiet de faire ledit hommage ou par iugement, condemnation ou autrement deuëment, il la peut prendre dre ment deuëment, il la peut prendre dre ment deuëment. par deffaut d'hôme, nonobstant opposition ou appellation quelconques. Et mettre en sa main en samain la la chose tenue de luy à foy & hommage, dedans l'an & le iour apres que ledit hommage luy de luy. fera deu & escheu. Ou que le seigneur aura fait assauoir deuëment au subiet qu'il vienne faire ledit hommage, & n'y ait obey: & fera les fruits siens des heritages tenus de luy à foy & homage,& si peut prédre & leuer l'effoueil, reuenu & accroys du bestail nourry du domaine & mestayerie tenue de luy à foy & hommage pour la portion du vassal subiet & seigneur vtile dudit lieu, auec tous autres proffitz, reuenus & aduentures de fief qui escherront en la chose tenue de luy, & applicquer à son proffit sans coupper les boys marmenteaux & arbres fructuaux, ne empirer la proprieté de la chose: & en iouyra comme vn bon pere de famille sans faire aucun Le seigneur

Ledit seigneur de fief ne sera tenu faire aucune deliurance à sondit subiet homme de foy, deliurance ne le laisser jouyr desdittes choses hommagees iusques à ce que son sief soit seruy. Et apres ce insques à ce qu'il aura esté seruy, tous les fruits & emolumens prins par le dessaut dudit hommage non uy.&c.

udhoc 7.5.126

ciiij. qui à saisy le

fait & que seroient consommez, demoureront audit seigneur de sief. Toutessois par laditte coustume n'est point entendu que sedit seigneur de sief puisse par dessaut d'homme prendre n'applicquer à soy meubles n'autres choses que ceux qui procedent du reuenu desdittes choses hommagees ainsi prinses par dessaut d'homme: & iouyra de tout le reuenu de la chose hommagee tant de bestes qu'autres choses ainsi que le subiet en cust peu vser, & comme vn bon pere de famille pourroit faire: & ne prendra riens du droit des mestayers & labou-

Le seigneur rendra les fruitspar luy prins à son vassal depuis les offres. Le seigneur est tenu reteur on cura neur, à luy faire les foy & hommage

Et si le subiet homme de foy vient deuers son seigneur, & il luy ait offert à saire son hommage & payer les droits & deuoirs, ledit seigneur est tenu luy rédre & restituer les fruits qu'il aura prins depuis laditte offre.

Le seigneur de fief dont l'heritage du mineur est tenu à foy, ne peut prendre par dessaut de iour sur luy, c'est à entendre quandledit mineur n'a bail, tuteur, ne curateur : mais quand les mineurs ont bail, tuteur ou curateur, ils doiuent faire la foy & hommage & seruir le fief. Et ceuoir le tu l'ils n'en auoient, le seigneur de fies peut tenir l'heritage en sa main iusques à ce que les mineurs soient pourueuz de bail, tuteur ou curateur. Et laditte prouision saite de tuteur ou curateur, ledit seigneur apres ce qu'il aura esté seruy de son hommage, sera tenu rendre ce qu'il aura leué desdits fruits audit tuteur ou curateur au proffit dudit mineur les charges & mises fur-ce deduitres.

> Et sera tenu ledit seigneur receuoir ledit tuteur ou curateur à luy saire la foy & hommage des choses hommagees dudit mineur si requis en est: & luy receu, ledit seigneur aura les deux parts des fruits d'vn an desdites choses hommagees pour le deport, & la tierce partie pour la nourriture dudit mineur, en celuy cas que le bail n'auroit esté recueilly. Et s'il n'y-a parens & amys desdits mineurs qui veulent faire les diligences & prendre la charge pour eux, ledit seigneur sera tenu de faire pourucoir ausditz mineurs de tuteur ou curateur aux despens defdits mineurs.

De la terre du mineur qui chet en rachapt.

1.109.Nisia-

niat .C.M.

ne,s'l est deu,

gnificatione,

si dominuspriº

chapt de l'an-

piat, nec am-

chapt.C.M.

Pareillement est à entendre qu'en tous les autre cas où la terre du mineur chet en rachapt, le seigneur qui lieue tel rachapt, sera tenu laisser le tiers du reuenu d'icelle terre pour la nourriture & entretenement dudit mineur, si ledit mineur n'a autres terres censiues dont conuenablement il puisse estre nourry & entretenu selon son estat.

La maniere de venir à la foy de son seigneur, est de soy presenter au lieu soit chastel, hostel 1 congrue inuq- ou autre lieu au regard duquel homage est deu. Et qui trouue le seigneur, luy offrir l'homage auec le rachapt quat rachapt y appartient: 2 & qui ne trouue ledit seigneur, saire laditte offre 2 à ses officiers: & s'il n'y en a aucuns, faire laditte offre audit lieu en presence de tesmoings, & le non debet offer risub conditio signifier ou faire sçauoir audit seigneur ou à ses officiers, s'il les peut trouuer au dedans de la lieuë: & en deffaut du seigneur ou officier, le doit signifier aux mestayers du seigneur, si aubitum: tamen cus en y-a, ou des prochains voysins ou subiets si le mestayer ou officier ne peuuét estre troupotest addi,tel uez: & la diligence ainsi faite, le seigneur ne peut plus ries leuer ne prédre par dessaut d'hôme: qw'il est deu p uez: & la dingence anni faite, le leigneur ne peut plus ries leuer ne preute par de mane la construme du & est son sies serve que le dit seigneur la construme du & est son sies serve que le dit seigneur luy ait fait à sçauoir à ban en la parroisse, où la chose à cause de laquelle est deuë ladite foy, si le sine vlteriorisi fubiet est non noble: & s'il est noble, à sa personne ou par attache au lieu, à cause duquel est deu quam consueledit hommage, pourueu qu'il soit signissé au mestayer ou autre demourant au lieu, f'il y en a: tudo no requi ***** & finon, aux prochains voysins: car la coustume est, que noble en ce cas cy ne respondra pas reret reparifiu du ban. Et n'est tenu de venir ne comparoir s'il n'est adiourné à sa personne ou la personne de son sergent ou autre officier, ou par attache au lieu à cause duquel il doit homage. Et lors doit venir à l'hômage de son seigneur: & s'il n'y vient, le seigneur dedans l'an & le iour ensuyuant, nee, vt potest, toutes-fois qu'il luy plaira, peut assigner & prendre par dessaut d'homme sur son sief comme tire & offerre non seruy & descouuert en la maniere dessus declaree.

quod illud ca-

Quand gens d'eglise cathedrales ou collegialles, abbayes, prieurez conuentuelz, maison plus requiri-plus requiri-tur sequiri-doyen ou cheuccier desdittes eglises, l'abbé, prieur ou maistre de la maison dieu, ou procureur de la fabricque, les doiuent faire & receuoir: lesquels doyen & cheuecier, abbé, prieur ou maistre de laditte maison Dieu ou autre chef d'eglise qui est pourueu du benefice ou administration dont nouvellement entrent és homages deuz pour raison des appartenaces de leurs benefices ou administrations, en font rachapt. Et en absence ou legitime empeschement desdits chefs, celuy qui par le corps & communauté sera commis, pourra faire & receuoir lesdits homages, couurir le fief pourueu qu'il ait pouuoir especial, quand à ce. cxi.

Et au regard des choses hommagees des fabriques & autres colleges qui n'ont point de chef principal, ledit rachat sera deu par la mort naturelle de celuy qui a fait hommage, & non plustost, supposé qu'ils eussent laissé parauant leur benefice, charge ou administration. exij.

Si aucun homme d'eglise à cause de son benefice, a terre hommagee, & le benefice vaque en quelque maniere que ce soit:celuy qui sera pourueu dudit benefice, fera soy & hommage: gee à cause & payera rachat pour laditte rente, au seigneur de qui elle est tenuë.

La maniere de l'acceptance de l'

La maniere de leuer rachat, est que le seigneur de fief aura l'annee de la chose tenue de luy ce. à foy & hommage: & demourera és chasteaux & maisons les quarante iours passez: pendat les quels quarante iours il pourra enuoyer loger esdits chasteaux & maisons, de ses seruiteurs,& luy mesme si bon luy semble, sans desloger l'heritier ne ses seruiteurs. Et exploittera les choses en la forme & maniere que le seigneur le faisoit ou deuoit faire, parauant, sans plus ne sans moins: peschera les estangs, sils ont esté trois ans en eauc depuis la derniere pesche, aura les proffits & aduentures du fief, si fief y a, couppera les boys taillis seulement qui ont accoustumé estre couppez depuis trente ans, pourueu que le taillis air cinq ans passez, fors les sausayes coudrayes & fresnayes, qui se pourront coupper à trois ans. Et ne pourra coupper aucuns boys marmenteaux, ne faire aucune chose au preiudice de la proprieté

Et est à sçauoir que s'il y a mestairies exploittees en main de mestaier, le mestaier aura la stairie moitié des fruits d'icelle annee, en la maniere qu'il auoit auec son maistre en labourant, se main deme-CXV. stayer. mant & seruant deument à la mestairie.

Et commence ledit rachat dés l'heure de la mort ou autre cas aduenu, pour lequel soit deu rachat, posé que l'homme n'ait esté sait ou offert, & que ledit rachat soit gaigé, comme dit

Et combien qu'il soit dit que rachat commence dés l'heure de la mort ou autre cas adue- mage qui ne nu, est à entendre que si par apres l'hommage n'estoit deument serui dedans le temps sur ce est deument ordonné, le seigneur qui eust leué par rachat, pourra prendre & leuer par defaut d'homme, & faire les fruits siens, iusques à ce qu'il soit serui de son hommage, & sans ce que telle prinse tourne en l'aquit d'icelui rachat.

Si le deffunt, par le trespas duquel eschet rachat, auoit laissé en ses bois tailliz des leys pour faire limitations & ceintures dudit boys ou pour autres causes raisonnables, comme pour touschage autour de la maison: le seigneur pour son rachat ne les pourra coupper, posé que ils n'aient trente ans. Et pareillement ne pourront les douairieres n'autres vsufructiers coup-

Et si le seigneur trouue les terres labourables cheues en rachat, ensemencees, il sera prins fur le monceau commun procedant d'icelles terres, autant de semences comme il y en auoit ensemecees esté mis pour les semer, laquelle semence demourera au lieu tenu à soy. Et si elles n'estoient en rachat. trouuees ensemencees, & le seigneur en fournist, il ne sera tenu laisser aucunes seméces.cxix-

Et est à entendre que si les choses cheuës en rachat, y a vignes & terres:le seigneur qui lieue ledit rachat, est tenu de les faire faire & labourer comme faisoit le seigneur d'icelles, des facons en quoy elles estoient au temps dudit rachat. Et est tenu les luy rendre en la fin d'ice-

Quand le rachat est escheu, celuy qui a quarante iours de venir à l'hommage du seigneur, De n'amoin ne doit ce pendant amoindrir le proffit du rachat, comme pescher estangs, s'ils y sont, vendan drir le profger vignes, coupper bois, ainsi que dit est dessus.

Si és choses tenuës en rachat, a estangs à bondes, le seigneur de fief ne peut trancher la De peuple chausse pour enleuer le poisson: mais s'il n'y a bonde en la chausse, & laditte chausse ait ac- les estangs. coustumé estre tranchee, il la pourra trancher, & autrement non. Et par apres sera tenu resaire & reclorre icelle chaussee comme parauant. Et aussi sera tenu le seigneur de sief qui fait pescher estangs par rachat, les laisser peupler d'autant de peuple qu'il trouuera ausdits estangs de grosses pieces.

Quant aux mestairies ou domaines baillez à rente ou à ferme, il sera au choix du seigneur de fief de prendre la portion des fruits qu'vn seigneur a accoustumé de prendre sa mestairie labouree par mestayer ou la ferme ou rente si la chose est affermee ou à rente à son choix, si par trente ans continuels la chose n'a esté arentee ou affermee : auquel cas le seigneur ne Le seigneur pourra prendre que la rente ou ferme. Et ne pourra ledit seigneur desloger ledit sermier, ren- à qui est deu tier ou mestaier. & ne doit tirer les sumiers, chaumes, soins, pailles n'autres sourrages du lieu, rachat ne pourra ofter n'empirer le dit lieu: mais en doit vser comme bon pere de famille. Et demourera sur le lieu le le bestial.

De la me-

bestial dudit domaine ou mestairie pour y estre nourry & entretenu comme parauant. Et pédant l'annee, ledit seigneur de sief s'en pourra raisonnablement seruir, & en auoir le prossit & accrois.

Du rachat rencontré.

Si rachat aduient à aucun seigneur seodal soit par mort ou autrement, & durant ledit rachat aduient mutation d'homme parquoy la choie hommagee chet derechef en rachat, ledit seigneur l'aura, & luy demourera ce qui seroit escheu du premier rachat iusques alors que sera escheu le second rachat seulement. Et commencera dereches à leuer sondit rachat dernier escheu iusques à la fin de l'annee d'iceluy rachat. Et si durant l'annee du rachat eschet autre rachat d'aucune terre tenuë à hommage de la terre qui est escheuë en rachat:ledit seigneur se odal qui lieue ledit rachat, en ioira tant comme l'annee du premier l'achat durera, & non plus: & l'appelle rachat rencontré.

Homme de for doit fai-

La coustume dudit pays est telle, qu'homme de foy doit faire la foy & hommage en perre les foy & sonne, s'il n'est furieux, insensé ou surprins de telle maladie, vieillesse ou impotence qu'il ne hommage puisse aller ne venir au lieu où il doit lecht hommage: auquel cas son curateur ou procureur a pouuoir special, & quant à ce sera receu à laditte soy & hommage.

De la chose

Foy & hommage est deu à chacune mutation de seigneur & de subiet par le seigneur pronommagee achettee à prietaire de la chose hommagee. Car si les possesseurs ou detenteurs ne sont qu'vsufruitiers faculté & comme fils puisnez nobles, douairieres ou autres vsufruittiers, ils ne seront pas receuz à en faire la foy fors les bails, tuteurs ou curateurs des mineurs qui font & reçoiuent les homma-

> Qui achette chose hommagee à grace & faculté de recousse,ne fera hommage durant icelle grace & faculté, si telle grace n'est perpetuelle, ou qu'elle excede neuf ans: mais nonobstant la vendition à grace qui n'excede neuf ans pendant icelle, le vendeur ou son heritier qui a laditte grace, fera ledit hommage si le cas y eschet: & respondra en la cour & iurisdiction du seigneur de fiestoutes-fois s'il ne le faisoit, l'achetteur pour empescher la prinse par defaut de homme,& que conclusion ne se feist en son prejudice, pourroit saire & offrir l'hommage, & couurir le fief:& autant en pourroit faire le puisné noble tenant l'hommage : aussi bien fait la douairiere ou autre vlufruittier si par dol, collusion ou negligence l'aisné proprietaire ne seruoit l'homme deu par raison de la proprieté.

Le seigneur ses hommes

En baillee à rente faite sans fraude, où il n'y a argent baillé, n'y a ventes ne rachat. exxviij-La coustume gardee & observee entre nobles, est que le scigneur noble peut doubler ses noble peut doubler ses deuoirs sur ses hommes en chacun des trois cas: c'est à sçauoir pour sa cheualerie, pour le madoubler ses deuoirs sur ses hommes en chacun des trois cas: c'est à sçauoir pour sa cheualerie, pour le madoubler ses deuoirs sur se deuoirs sur riage de sa fille aisnee emparagee noblement, & pour luy ayder à payer sa rançon pour la deliurance de son corps quand il auroit esté prins en la guerre du Roy nostre sire ou de son prin ce naturel en ce royaume. Et ne peut leuer lesdittes tailles qu'vne fois en sa vie. Et est àscauoir que le subiet est tenu payer à son seigneur és cas dessudits pour le doublage de tous ses deuoirs quels qu'ils soient, apres la prochaine feste d'apres Aoust, iusques à la somme de vingtcinq sols tournois & au dessouz, pour tout doublage: & est entenduce doublage en la maniere qui s'ensuit : c'est à sçauoir que posé que le subiet, sur qui le deuoir sera doublé, doiue auenages, bled, vin & plusieurs autres cens, rentes ou deuoirs à sondit seigneur de fief, montant plus grand somme que vingt cinq sols tournois, il ne sera tenu pourtant de payer pour le doublage de tous lesdits deuoirs, plus grand somme que lesdits vingt cinq sols tournois: & si moins en doit, soit vn denier, deux deniers o u autre somme au dessouz de laditte somme de vingt cinq sols tournois, il ne doublera qu'iceluy deuoir qu'il doit à la prochaine sessé apres Aoust. Et si cens, seruice & rente sont deuz pour raison d'une mesme chose, le cens & seruice fe pourront doubler & non la rente.

Homme de foy simple pour les trois causes du doublage dessusdit, doit payer le double de la taille annuelle qu'il doit: & s'il ne doit taille, il payera le double du deuoir ou seruice annuel qu'il dolt à son seigneur à qui sera deu le doublage. Et s'il ne doit taille, deuoir ou seruice annuel, il sera tenu payer vingt cinq sols tournois pour ledit doublage.

Des hommages de foy lige.

Et au regard des hommes de foy lige, ils doiuent payer au seigneur à qui sera deu ledit dou blage, les tailles jugees & abournees qu'ils doiuent audit seigneur. Et s'ils ne doiuent tailles iugees, ils payeront chacun vingt cinq fols tournois pour le doublage: & en payant lesdits doublages, lesdits hommes de foy simple & lige, peuvent requerir leurs subjets coustumiers qu'ils leur payent autant comme ils payent à leurdit seigneur pour ledit doublage, & non plus: & les y pourront contraindre. CXXXj.

La coustume dudit pays est telle, que le subiet qui doit cheual de seruice, est quitte en payant la somme de cent sols tournois, sinon que tel cheual de seruice sust abourné à plus ou moins.

Cheual de seruice se paye ordinairement selon la coustume, par eux qui tiennent terres se paye chesubiettes à cheuaux de seruices à mutation par mort de seigneur, & de subiet, & de chacun uai de seruid'eux, & combien que les foys & hommages ne soient pas faits, toutes-fois peut on auoir & ... demander ledit cheual de seruice qui est deu par raison de la mutation, non pas par raison de l'hommage.

Et si cheual de seruice est deu, & eschet à aucun mineur tenu en bail, son bail ne le prendra point:mais sera gardé audit mineur luy venu à son aage. Et à semblable, si la terre d'aucun est escheuë en rachat,& pendant iceluy rachat y eschet cheual de seruice, le seigneur qui lieue ledit rachat, ne le prendra, mais sera gardé & obserué au seigneur proprietaire d'icelle terre tenuë en rachat:car c'est vn droit qui eschet par la mutation des proprietaires qui leur doit estre conserué. cxxxiiij.

Aucuns vassaux sont qui doiuent lige estage ou chastel de leur seigneur, & ont maison ou Des vassaux lieu propre pour le faire: & ceux doiuent faire personnellement le lige estage: & illec peuvet, qui doiuent lige estage. si bon leur semble, amener leur semme & famille. Et si semme n'ont leur samille, & doiuet aller à leur estage lige dedans huit iours apres q leur aura esté semons en téps de guerre. cxxxv.

Et s'ils n'ont maison ou lieu où ils doiuent leurs estages, le seigneur les en doit sournir. Et si lesdits hommes sont dessaut, le seigneur de sief peut prendre & tenir la terre de son hom-qui doit lige est est me iusques à ce qu'il ait obey. Et audit cas ne rendra point les fruits par luy leuez: & les en deffaillant. peut traitter en sa cour ou ailleurs. Et pour le defaut, si homme de foy en est attaint, il payera amende arbitraire. Et aussi ne s'en pourra partir durant sa ligence, sans le congé du seigneur: & l'ils doiuent ligence à plusieurs seigneurs, ils les feront premierement au premier requerant, fauf qu'ils obeiront au prince auant tous autres. Et en iceux cas ils seront tenuz bailler gens suffisans aux autres seigneurs à qui ils doiuét ligence, si requis en estoient durant le téps qu'ils feroient leurs autres ligences à autres seigneurs.

Autres vassaux sont qui doiuent garde de leurs corps, armez suffisamment, par huit iours, Des vassaux quinze iours, vn mois, de trois mois, d'vn an, l'autre plus & l'autre moins, au chastel de leur qui doiuent seigneur. Le de de leurs corps. de de leurs corps. gardes à leurs despens quand ils sont semonds: & les y peut on contraindre par la voye dessus touchee au regard des lignees.

Reception de foy simple.

cxxxvÿ.

ELVY qui diuisera la foy, doit dire à l'homme de foy simple aiant les mains iointes, Forme de en les mains de son seigneur, telles paroles: Vous cognoissez estre homme de soy simple faire au seigneur la soy ment la soy men de mon seigneur qui est icy, au regard de telle sa seigneurie ou de tel son chastel, pour raison simple. de telles choses. Et luy promettez par la foy & serment de vostre corps que doresenauàt loyauté vous luy porterez, d'autre que de luy des choses declarees vous ne vous aduouerez, bien & loyaument ses deuoirs vous luy payrez, par vostre adueu ne autrement son fief vous ne rognerez,& en tous termes enuerss luy vous gouuernerez, ainsi qu'homme de foy simple doit faire enuers son seigneur, & sur les peines qui y appartiennent.

Reception de foy lige.

VOVS cognoissez estre homme de foy lige de mon seigneur, qui cy est, au regard de tel- La formiede le sa terre ou tel son chastel, pour raison de telles choses. Et iurez à Dieu, aux saintes Eua giles, & par la foy & serment de vostre corps, que vous porterez & serez enuers luy bon & lige. loyal homme de foy lige:le bien & honneur de luy & de madame sa femme, de mes-seigneurs ses enfans vous garderez, & ne procurerez par vous ne par autres le contraire. Et si aucun cas iniurieux en oyez, vous le luy direz ou ferez dire, ou promptement l'en excuserez, ses saits secrets ne reuelerez sans son congé, contre tous qui peuuent viure & mourir sors contre le Roy &vostre prince naturel les seruirez, d'autre que de luy des choses declarees vous ne vous aduouerez, & en tous termes enuers luy vous gouuernerez ainsi que l'hôme de soy lige doit Dedss quel faire enuers son seigneur, & sur les peines qui y appartiennent.

Lesdittes foy faittes, lon doit enioindre aux vassaux qui les ont faittes, d'apporter leurs adueuz dedans quarante iours: lequel adueu se peut bailler au seigneur en ingement ou dehors. alueu-

CXXXIX. temps le val



Et doit iceluy seigneur le receuoir és protestations dedans contenues, & puis assigner iour à son homme de le venir voir lire à sa prochaine assise.

Des terres tenues en franc alen.

cxl

Homme qui en frác alcu ne doit aucú hommage.

E subiet qui tient sa terre en franc aleu, est exempt à cause d'icelle soy d'hommage, de deuoir, de rachat, de prinse par dessaut d'homme, & de toutes autres seruitutes quelsconques, fors quand il est appellé en la cour de son seigneur en la demande de qui il s'aduouë subiet, il doit respondre de bouche qu'il aduouë telle sa terre tenir en franc alcu,&s'en aller. Et s'il se desfaut en ce, de terme ou intimation, il payera l'amende des desaux : car tel assranchissement qui luy est donne, ne luy permet pas contemner la iurisdiction de son seigneur, qu'il ne doine venir vne fois declarer ce que dit est. Et si la terre se vend ou eschange, le seigneur y prendra ses ventes & autres emoluments de fief.

La quarte partie.

A quarte partie est de la punition des crimes & des amendes, proffits, forfaittures, pertes de fief, ventes, aduentures & confiscations que les seigneurs ont sur leurs subiets,& en quel cas.

Le duc d'Aniou, comtes, vicomtes, barons & seigneurs chastellains, comme dessus est tou ché, ont la cognoissance, punition & correction des grands cas dessus declaré au traitté des droits de chastellenie.

Les delinquans de tels meffaits, si c'est homme, il doit estre trainé, pendu & estranglé: & sont ses meubles confisques: Si c'est femme, elle doit estre arse: & y a semblablement confis cation de meubles qui appartient aux seigneurs insticiers qui ont ce droit: & quant aux heritages, il n'y a point de confiscation: & conuertira le seigneur de sief les fruits d'vne annee des heritages du malfaitteur, à son proffit l'annec prochaine ensuiuant la condemnation. Et apres leront reduits aux hoirs pour les posseder: car esdits pays n'a confiscation ne forfaittures de terres en matiere criminelle, sauf en deux cas, en crime d'heresse, & en leze maiesté: bien y a perte de fief és cas cy apres touchez.

Des autres cas les seigneurs, posé qu'ils ne soient que hauts insticiers, ont la punition & correction chacun en la leigneurie: & peuuent lesdits hauts iusticiers par tiltre ou par possestion, auoir la cognoissance desdits grands cas auec la confiscation qui y appartient, telle que cxliii.

En simple homicide fait sans guet à pens, n'a confiscation de meuble ne d'heritage: mais a desserui le delinquant d'estre pendu & estranglé.

Si l'vn de deux conioints par mariage delinque, quid iuris.

autre.

de terres 2 Licu.

> La partie blecee ou autrement endommagee par crime ou delict, par personne mariee, se pourra addreffer fur les meubles communs de deux coniomts, fils ou l'vn d'eux ont delinqué & sur les fruits de leurs heritages s'ils ont esté par an & par iour ésemble en leur mariage, parquoy y ait communauté de biens meubles entre eux:autre chose est f il n'y a encores commu nauté:auquel cas la reparation & dommage s'en prendroit seulement sur la partie des bies du delinquant. Toutes-fois apres le delict commis & perpetré par l'vn des conioints par mariage, celuy qui n'auroit aucunement delinqué, pourroit requerir à iustice que les biens de la communauté fussent inuentoriez & separez, & que la partie blecee fust desdommagee sur la part du delinquant: & pourra la femme querir autres prouisions à la chancellerie du Roy, ou à la iustice ordinaire du pays, tant d'auctorisation que requerir separation de biens : laquelle separation desdits biens si elle se fait, durera iusques à ce qu'ils rassemblent iceux biens en communauté, ou qu'autrement en fust ordonné.

De celuy Si aucun est trouué saisi d'aucun meuble, & l'autre l'aduouë sur luy par adueu deument apqui est trouué saisi d'au plegé, la chose demourera en main de iustice iusques en definitiue, ou iusques à ce qu'autrecun meuble ment par iustice en soit ordonné. Et si le dessendeur ne peut monstrer excusation par garant aduoué par de celuy qui luy a baillé, ou autre deffense vallable, il demeure criminel, & sera puni selon la na ture du cas:& si le demandeut succombe, il fera améde arbitraire: mais il se pourra bien delaisfer auant qu'il produise tesmoings, en payant la loy d'amende, & en faisant le serment, qu'il ne se delaisse que par deffaut de preuue.

Combien qu'ordinairement personne noble ne soit tenuë respondre d'adiournement sait à ban:toutef-fois quand il est question de matiere criminelle, ou s'il est question d'autre matiere qui requiert prouision, comme de deliurance de prisonniers ou autre: & on ne peut con-

непаыеment recouurer tel noble, le iuge peu: decretter adiournement à ban, cry public & autrement ainsi q'il voit estre à faire aussi bienque contre gens coustumiers.

Et pource qu'aucuns qui pour leurs malesiœs ont esté banniz par iustice, du pays, nen tiénent compte, mais y frequentent & habitent comme parauat, & autres se dissimulent de lieu nonobstand en lieu par le support & soustrait de ceux qui les retirent chez eux, ce qui tourne au grand es-ledit basseclandre de iustice. A ceste cause est ordonné que tels banniz qui seront surprins & trouuez quentent le és pays ou seigneuries, desquels ils seront banniz, pourrot pour la premiere fois estre essorillez pour leur attemptat & desobeissance: & pour la seconde fois pourront estre plus grieuement punis. Pareillement doiuent estre corrigez & puniz tous ceux & celles qui és lieux dudit bannissement recueilleront tels banniz en leurs maisons ou autrement les supporteront en attentant contre l'authorité de iustice.

Et à ce que chacun se garde de mesprendre: tous bannis par iustice, seront enrotulez en vn tableau és auditoires, & pareillement au tableau des prisons royaux d'Angiers, Saumur & Bauge, à ce qu'on y ait recours quand besoin sera.

Celui qui troune espaues mobiliaires, & les recelle par huit iours, fait la loy d'amende, qui Deceux qui est sept sols six deniers tournois sur le noble, & dix sols tournois sur le coustumier. Et s'il re-recellét les espaues par celle par quinze iours ou plus, il fait soixante sols tournois: car il est veu qu'il la veut retenir: sux trouvez & les doit rapporter à suffice. Et si l'espaue est bannie & demandee, s'il ne la rend, il commet larrecin:& en doit estre puni comme de larrecin si le ban vient à sa cognoissance.

Gentil-homme qui recelle espaue, huit iours passez, s'il est homme de foy du seigneur de fief à qui elle appartient, fait amende arbitraire.

Si aucun refuse de donner treues à autruy, & depuis celuy soit nauré, mutillé ou desrobé, le refusant en sera puni comme de treues enfraintes, s'il ne peut monstrer & prouuer excusation au contraire. Aussi peut estre le resusant contraint par prinse de corps & detention de sa personne à donner les dittes treues.

cliij. Des ventes

En ventes recellees trente iours apres le contract passé y-a améde de loy: & qui les recelle recellees. par an & par iour, y a soixante sols tournois d'amende, supposé qu'en iceluy fief n'y ait que iustice fonciere.

En contract de baillee à rente pur & absolu, n'appartient aucunes vétes au seigneur de sief: mais si la rente est par apres amortie, il y a ventes.

En contract d'eschange & permutation d'heritage à ventes, supposé que les heritages foient en vn melme ou diuers fiefs.

Et audit contract d'eschange ou de vendition, les ventes se payent à la raison de vingt de- & issues. niers tournois pour liure, sinon en aucunes contrees & parties où il y a ventes & yssues: c'est à sçauoir trois sols quatre deniers pour liure. Et si ledit côte de Vendosme ou autres vassaux des dits pays ont accoustumé & sont en possession suffisante d'auoir quints, requints, reliefs ou au tres droits dont ne foit cy faite mention, ils en iouiront en la forme accoustumee.

Pour quitances de ventes excedants cent sols, y a pour le saillaire du gressier ou receueur deux sols six deniers tournois. Et de quittances de ventes de cent sols & au dessouz, eschet douze deniers tournois.

euze deniers tournois.

Clviij.

Des ventes
non demanritaux, n'est mis en proces en son viuant en demandes de ventes d'icelles choses par luy aqui- dees a l'acses ou sa semme ou heritiers dedans l'an apres son deces, le seigneur de fief desdittes choses a- quereur du-rant sa vie. pres ledit an, ne pourra proceder par saisine privilegiee par defaut d'exhibition de contracts & ventes non payees: mais neantmoins pourra iceluy seigneur proceder par action ou simple saissine insques à trente ans, à compter du jour du contract.

Si aucun prent heritage à rente à grace d'amortir, & pendant la grace le bailleur d'heritage à rente, vent ou transporte la rente, & le preneur l'admortisse au dedans du temps d'icelle grace, il ne deuera qu'vnes ventes.

Et pareillement à ventes en terre baillee à complant pour planter en vigne, sen doiuent baillees à co payer les ventes incontinent apres le terme de complant fini, à la raison de la valleur à vne plant. fois payer, des choses qui demourent à celuy qui les a complantees, eu regard au temps du contract de la baillee à complant. Et semblablement y a retrait aux lignagers du bailleur iusques au dedans de l'an & iour dudit complant fini, en payant les cousts & mises raisonnables d'iceluy complant. Et l'entend ledit complant fini, quand le terme du contract & marché est paracheué & accompli.

Il n'y a aucunes ventes en acquests de rentes generalles dont assiette n'est faitte. En vendition d'heritages par les seigneurs des siefs d'eeux heritages en vendition à grace, qui ne passe neuf ans. En donnaison simple, causee & faitte de la liberalité du donneur, n'a aucunes

De réte par vmuerte lle ou particu-

Combien qu'en rente par hypotheque vniuerselle n'y ait ventes : toutes-fois s'il y a hypotheque especial, & l'achetteur s'il si veut addresser pour faire assiette, y eschet ventes: & à le declarer y peut estre contraint par le seigneur de sief, iaçoit ce qu'en hypotheque vniuersel l'aquereur n'y soit contraignable à declarer où il se voudroit adresser pour faire assiette, comme cy apres est plus à plain touché.

En execution de requeste de lettre, l'obligé ou l'heritier de l'obligé qui foppose, & en dechet, s'il est homme coustumier, fait amende de soixante sols tournois. Et s'il n'est obligé n'heritier de l'obligé, il fait amende de dix fols tournois de loy. Et f'il n'est noble homme, & il est obligé ou heritier de l'obligé, il fait amende arbitraire. Et semblablement le bail ou tuteur du mineur noble heritier de l'obligé apres ce qu'il aura esté informé de la dette, & neantmoins persiste en son opposition, sait amende arbitraire, comme dessus. Et si la requeste est trounce frauduleuse, le requereur soit noble ou coustumier, paye pareillemet l'améde arbitraire. clxv.

De ne trancher bois en autruy reft.

Centilhomme ou roturier qui tranche boys en autre forest, en fait amende selon la coustu fo- me de la forest.

En simples actions petitoires, reelles, aussi és personnelles, comme de dettes, doinages de bestes & autres telles actions, le demandeur ou dessendeur qui succombe, fait amende de la loy. Toutesfois est à entendre que si le deffendeur confesse la demade du demadeur dés le premier terme, sans y auoir fait contradiction n'opposition ne proces, n'y eschet amende. Et est à noter que si aucun subiet est appellé en diuerses causes & demandes en vne mesme iurisdiction,& fil y defaut,n'y a qu'vne amende pour iour, etiam quand lesdites causes sont separees Des amédes & diuisces. Et pourtant que touche les amendes mises à l'office sur les deux parties ou l'vne d'icelles qui sont appellees l'vne vers l'autre, s'ils se deffaillent de terme en intimation, on met tra l'amende sur le desfaillant tant pour les desfaux que pour le principal. Et qui prend l'amende d'vn deffaillant d'vn deffaut ou plusieurs auant que celuy deffaillant soit cheu en terme en intimation sans luy commander, garde le terme où il est demouré prouué par les desfaux, il retourne en iour simple quant à l'office:&si le dessaillant de terme en intimation a autres-fois payé les deffaux precedens ou aucuns d'iceux, desquels depend ledit terme en intimation, le iuge en tauxant l'amende dudit terme en intimation, y doit faire moderation & y auoir regard selon la qualité de la cause: & ne le doit lon plus faire retourner n'appeller à l'office: mais l'en doit lon rapporter à la partie de la poursuiuir, si bon luy semble.

Amende cotre celui qui l'appellatió

de terme.

En cas d'appel, l'appellant qui dechet, s'il est coustumier, doit soixante sols tournois d'adechet de mende. Et l'intimé s'il dessend la cause, & il en dechet, ne doit point d'amende, pource qu'il y a eu de prime face, couleur de soustenir la sentence & appointement du juge, donnez ou faits à son prossit. Et si l'appellant est noble & subiet de la iurisdiction dont il appelle, & il dechet de son appel, il fait amende arbitraire. Et s'il n'en est subiet, il en fait soixante sols d'amende, le tout en la cour où est iugé l'appel.

De celuy qui dechet de son apple gement.

En choiste de cause en applegements simples a amende de loy:toutes-fois si celuy qui dechet de son applegement ou complainte possessoire, n'auoit grand apparéce de faire tels proces, y aura fur luy par les ordonnances royaux, amende arbitraire. clxviij.

Et pour exploitteurs prins en aduouërie en applegement où il n'y a cu violence esdits exploits ne port d'armes, n'assemblec effrence d'exploitteurs, n'y aura amende.

Celuy qui brise la saissine de son seigneur, s'il est coustumier, doit payer soixante sols tournois d'amende: & s'il est noble, il fait améde arbitraire. Et outre peut estre contraint par prinse de corps ou autrement, selon la qualité du cas, à reintegrer la main de la cour.

Auant que failie nepuit cit il requis

Et à ce que la saissine soit vallable, quant à la condemner en laditte amende pour saissine brise estre dit- see, il est requis que lesdittes choses soient saisses royallement & de fait, & que laditte saissne tebrisee, qui soit signifiee, & fait à sçauoir à partie ou à personne capable, & qu'il y ait commissaires comis à regir & gouuerner les choses par le seigneur ou par son seneschal, en jugement ou par son sergent: Et si lesdits commissaires sont à sçauoir ladite saisine à ceux qui voudront exploitter lesdites choses en leur monstrant leur commission, & neantmoins ils exploittét lesdites choses, ils brisent laditte saisine: & y a amende, comme dessus. Et si celuy qui est accusé d'auoir bri sé laditte saisine, veut denier qu'elle soit venuë à sa cognoissance, il en sera creu par serment si

elle n'a esté faitte en iugement, ou qu'il soit deument prouué contre luy.

En applegement de saissine brisee sur ressus de pleige d'auoir chassé en la garéne ou pesché De saire ex en l'estang ou deffaiz de son seigneur ou de son subject, d'auoir instice ou pouvoir d'aucun seigneur comme en tenant plaids, en prenant biens, gens au corps, & autres exploits de iustice, truy seigneu à amende arbitraire des nobles personnes: & des coustumiers soixante sols tournois.

Celuy qui tranche chemin ou l'empesche scientement, tellement qu'on n'y peut aller come par chemin public, fait soixante sols tournois d'amende, s'il est coustumier: & s'il est noble & veut attribuer à soy chemin ou le changer sans l'authorité de celuy qui le peut permettre, il fait amende arbitraire. Et en chemin empesché par desfaut de reparation, celui qui le doit entretenir, fait amende de la loy soit noble ou coustumier. Toutes-fois s'il auoit esté condemné à reparer ledit chemin, ou luy eust esté commandé par iustice; & n'eust obey, on l'en pourroit punir comme desobeissant, de plus grande amende, à l'arbitration de iustice.

Tous vendeurs de draps en detail, les aulneront par le fest sur peine d'amende arbitraire: & Forme d'aul fil est trouué que les texiers y facent fraude en faisant le drap plus long par le fest que par les lizieres, ils en seront punis: & ceux qui en seront trouuez participans, par amende arbitraire, comme dessus.

Homme de foy qui se deffaut de terme en intimation de bailler adueu ou denombremét, & semblablement de faire ses gardes liges, ou lige estage, fait amende arbitraire, s'il est noble: & fil est coustumier, soixante sols tournois.

Si pour execution de sentence, iugement ou condénation faitte contre le subiet de bailler son adueu, declaration ou autre droit seodal, ses choses estoient saisses, & apres laditte saissine faute debail signifiee, le subiet n'obeist dedans le terme qui luy sera prefix, lon pourra mettre sur luy autre le adueu. & plus grande amende arbitraire. Et n'aura le subiet deliurance desdittes choses saisses iusques à ce que lesdittes amendes soient payees,& qu'il ayt deument obey.

Si aucun homme de foy va de vie à trespas sans auoir baillé son adueu, son heritier ne pourra estre contraint fournir d'vn adueu, pour & au nom d'iceluy deffunt: mais suffit qu'il en baille vn bon & competant de son temps: toutes-fois ledit heritier pourra estre contraint à trespas sans payer l'amende, en laquelle seroit encouru son predecesseur par desfaut d'auoir obey comme bailler son deffus.

Quand cheual de seruice est deu au seigneur de sief, il peut prédre (si bon luy semble) la ter De la terre re de son subiet en sa main en deffaut de payement: mais si le subiet luy requiert deliurance de main du seifa terre o pleige, le seigneur luy en doit saire deliurace, & rendre les fruits, si aucuns en a leuez, gneur par dessaut de sinon és cas cy apres touchez: c'est à sçauoir, où le seigneur feroit apparoir promptement par adueu, declaration ou codenatio, acte iudiciel ou instrumet faisant plaine preuue, ledit cheual cheual de de seruice dont seroit questió, auoir autres-fois esté cogneu ou approuué estre deu: auquel cas seruice. n'auroit aucune deliurace finon qu'il garnist la main de la cour iusques à la valleur dudit cheual. Et s'il est trouué qu'il ait mal requis ladite deliurance, & il en dechet, il sera amende arbitraire audit seigneur, s'il est noble, pource que la requeste de la deliurance de sa chose porte op positió & contradiction du deuoir dudit service. Et parcillement est il à faire où leseigneur de fief voudroit faire comandemet par son sergent ou autres officiers à son subiet de payer ledit cheual, & ledit subier s'opposoit encontre. Et semblablement le subiet noble tenant à soy, fait améde arbitraire à fon seigneur en toutes matieres où il denie son deuoir estre deu & il est có uaincu:mais esdits cas le coustumier homme de soy fait soixate sols toutnidamende. clxxviij. Amende co

Celuy qui deffaut, soit noble ou coustumier, de payer & rédre ses ces ou autres deuoirs in- tre ceux qui feodez à son seigneur aux termes qu'ils sont deuz, en fait amende de loy: lesquels deuoirs seo- dessaillét de daux sont redeuables au seigneur de sief ou à son receueur, & non requerables. Et si ledit sel-autres degneur de fief a sur son subjet cens & rente, la rente n'est point amendable: mais s'il n'y a seule-uoirs. ment que rente qui foit infeodee, pour icelle non payce à iour, y aura amende.

Cens & deuoirs deuz à aucun qui a fief, denotent seigneurie de fief en nuesse sur les choses, par raison desquelles ils sont deuz: ce que ne fait pas rente, s'il n'appert autrement que ce foit son fief.

30

S'aucuns frarescheux ou heritiers sont, ausquels soient venuz aucus heritages tenuz à cens, Le seigneur rentes ou deuoirs d'aucuns seigneurs de sief, & les departent entre eux, & par leurs partages son deuoir, de seigneur de sief. chacun d'eux ait prins sa portion à la charge de payer partie desdits deuoirs, cens ou rentes: s'il ne luy le seigneur ne departira pas son deuoir, s'il ne luy plaist, c'est à sçauoir qu'il ne prendra pas de plaist. l'vn des frarescheux partie du deuoir: mais sont tenuz de luy apporter ou enuoyer toutensem-

ble: & n'est autrement tenu de le receuoir: & s'ils en font desfaut, ils en feront amende de loy: & peut faire executer chacun pour le tout: c'est à sçauoir le seigneur foncier prendre & saisir le fons & non pas le meuble de son subjet pour son deuoir non payé. Et celuy qui a haute & moyenne iustice, peut faire executer sur le meuble de sondit subiet ou prendre & saissir le fons à son choix. Et sera receu le subiet és cas dessussition.

Du subiet qui denie en iugement le deuoir à son seigneur.

Mais file subiet denie en iugement le deuoir dont le seigneur de fiefluy fait question, & pour lequel il auoit fait saisir ou executer, ledit subiet aura deliurance le proces pendant. Si le feigneur de fiéf ne faisoit apparoir promptement d'adueu, declaration, condemnation, ou autre enseignement, par lequel depuis trente ans le deuoir dont seroit question, eust autres-fois esté cognu ou approuué estre deu, comme dessus est dit : auquel cas il escherroit garnison de main:car si tels enseignemens estoient de parauant trente ans, on ne s'en pourroit ayder quat en laditte garnison de main, fors seulement contre ceux contre lesquels ils auroient esté obtenuz, & non contre autres leurs heritiers ou autres successeurs.

Tranchiz de boys font de

De celuy qui trouue les bestes en son dómage

Celuy qui auec ses bestes endommage autruy en boys tailliz estans au dessouz trois ans en poys sont de fensables iuf tiers & iusques au moys de May ensuiuant inclus, sait amende de soixante sols tournois outre ques à trois le desdommagement de la partie: car tranchis de boys sont dessensables iusques à trois ans & vn may, posé ores qu'il y ait vsagiers qui y aient droit d'herbages & pasturages.

Celuy qui trouue les bestes d'autruy se dommageat, il sera creu par serment de la prinse & aussi du dommage iusques à la somme de cinq sols tournois, pourueu qu'il soit homme de bone renommee, & ne soit coustumier de faire question de telles demandes, & que ce soit dedans les trois moys apres le dommage faitil n'y aura aucune améde:mais y aura despens pour la pavrie, si ainsi est que le deffendeur ait esté sommé. clxxxiiij.

Celuy qui vend vin en detail durant le ban de son seigneur, sans congé de luy ou de ses officiers, il fera soixante sols tournois d'amende: & dure le ban ordinairement quarante iours subsecutifs par chacu an sans internalle. Et appartient ledit droit aux seigneurs chastellains ou au tre suzerain, & non aux inferieurs, s'ils ne l'ont par tiltre ou prescriptio. Et doit ledit seigneur, durant ledit ban vendre vin de son creu à detail à pris commun & competant.

Du ban de vendange.

Ban de vendanger n'est reputé prerogatiue de chastellenie ne haute iustice. Et pour ceux qui sont en possession ancienne d'en vser, en iouyront: & y eschet neantmoins amende de loy contre ceux qui rompent tel ban.

Gens priuilegiez comme nobles & gens d'eglise, ne sont exempts du ban de leur seigneur tant de vendre vin que de vendanger en plus que coustumiers, sinon que par tiltre ou possesfion sufficante, ils ayent acquis telle exemption.

La cinq-ieme partie.

A cinq-ieme partie est des cas esquels le vassal homme de foy, pert son fief enuers son seigneur: c'est à sçauoir tout ce qu'il tiét de sondit seigneur à foy & hommage. Et aussi és cas esquels le seigneur pert l'obeissance de son homme.

Quad il ya perte de fief l'homme de foy simple le pert savie durant.

Est à entendre en premier lieu qu'és cas cy apres declarez, esquels y a perte de fief, l'homme de foy lige le pert à toussoursmais: & l'homme de foy simple pert son fief sa vie durant. Et e conuerso le seigneur s'il y succombe, il pert l'obeissance de son homme lige à tousioursmais & d'homme de foy simple sa vie durant : toutes-fois le mary ne forfait la seigneurie ou le fief de sa femme. clxxxviij.

Homme lige qui oit appeller son seigneur, duquel il est homme de soy lige, de trahison, pert son fief s'il ne l'en excuse à son pouvoir, ou il ne le reuele ou fait reueler à son seigneur, pour s'en deffendre ainsi que bon luy semblera.

S'il met les mains en son seigneur, la femme, ou son sergent ou autre son officier, faisant son office, ou en contempt d'iceluy office ou de son seigneur malicieusement, il pert son sief. Et fil commet trahison & felonnie contre son seigneur, il pert son fief.

Du vassal

Si le fubiet est sommé par son seigneur de se departir du domaine de sondit seigneur qu'il l'auroit aduoué & entreprins sur luy, & depuis que laditte sommation il persiste malicieusedomaine de ment iusques en diffinitiue, il perdra autant que vaut ce qu'il a voulu entreprendre du domaisonseigneur ne de sondit seigneur: & sera condemné en amende arbitraire.

Nul seigneur fors le prince, ne peut conclure en sa cour à confiscation de fief. Si le subiet pesche les estangs ou deffaiz de son seigneur, & préd ses connins de jour en ses garennes, il fait amende arbitraire. Et s'il le fait de nuit, il sera puny extraordinairement.

Ī.

Et pour les connins emblez ou desrobez és garennes par autres de jour ou de nuit, ils seront semblablement puniz comme dessus.

S'il couche aucc la femme ou auec la fille de son seigneur, qui soit pucelle, & il en est preu ue, il pert son fief, supposé qu'elle y donne son consentement.

Si le seigneur baille à garder sa parente à son homme de soy, & il la depucelle, il pert son me ou fille flupposé qu'elle v donne son consentement. fief, supposé qu'elle y donne son consentement.

Et au contraire, si le seigneur succumbe enuers son subiet és cas dessusdits, il pert l'obeissance de son homme (comme dit est) quand on fait conclusion à ce par deuant le iuge fuzerain.

Et est à sçauoir que durat & pendant le temps que le seigneur & le subiet ont plaid & proces ensemble pardeuat leurs suzerains és cas dessudits où y auroit felonnie par le vassal ou exemption de fief contre le seigneur feodal, autres qui ne sont, come de voisin à voisin, mais sur tort fait de l'vn à l'autre, soit en demandant ou dessendant, le subiet demeure exépt de son seigneur & de ses iuges & officiers en icelle cause & en ce qui en depend & en toutes autres, si bon luy semble: sauf qu'en la cour du duc d'Aniou n'y a exemptio fors en la cause particuliere du duc d'andont seroit questió, & non pas en autres matieres. Et au regard des subiets du vassal pour tort iou n'y aexfait que maintient ledit seigneur contre ledit vassal, ils ne doiuent demourer exempts dudit emption. seigneur. Autre chose est, si ledit vassal maintient ledit tort fait tel que lesdits subiets y ayent interest, & se constituent parties. Auquel cas ils demourent exempts en ladite cause & és dependances d'icelle & non és autres: mais icelle cause decidee & terminee par sentence diffini tiue, s'il est declaré que ledit seigneur ait fait le tort parquoy il demoure exépt en toutes choses, les dits subiets demoureront pareillement exempts.

Ainsi est-il de ceux qui abusent de leur iustice:car s'ils en sont reprins ou attains par leur sei gneur suzerain, ils la perdent: & est deuoluë à celuy de qui ils la tiennent.

Et si lesdits vassaux ayants la iustice & punition des delinquants, souffrent ou tollerent les Des vassaux delinquants frequenter & converser en leurs territoires & iurisdictions, sans faire poursuite les deliquas & diligence de les corriger, ils & leurs officiers en seront reprins: & sera procedé par leurs su en leurs serzerains à declaration de perdition d'icelle iustice, ou autrement punis de leur dessaut & negligence, selon l'exigence du cas. Et si pour leur negligence conuenoit que les officiers de la iustice suzeraine enuoyassent gens pour prendre tels delinquants, ce sera aux propres despés d'iceux vassaux.

Si aucun home desfoy baille son adueu à son seigneur, & par iceluy relaisse à employer partie des chosés de son hommage, en affermant par serment la protestation conteuué en son adueu, il ne perdra ne confisquera les choses relaisses: mais sera condemné refaire sondit adueu,&à y employer lesdittes choses relaissees: il fera amende arbitraire, s'il est noble: & soixate fols tournois, s'il est coustumier.

Et au regard de ceux qui bailleront par declaration, les choses qu'ils tiennet censiuement, Deceux qui fils en relaissent riens, ils le perdent, soient nobles ou coustumiers, pource que par leurditte césiue & qui declaration ils ne sont receuables à faire protestation. Et s'ils le sont, elle ne leur proffite: mais relaissent au auant que le seigneur, auquel a esté baillé telle declaration desseures, se puisse ensaisser des chochoses relaissees, & qui luy sont aquises, est requis qu'il en ait fait faire declaration par cour su declaratio. zeraine:toutes-fois si le subiet auant la contestation de la cause, & au dedans d'icelle offre au seigneur de fief à reformer sa declaration, & y employer les choses qu'il a relaissees, & s'en aduouë subiet, en affermant par serment qu'il a fait diligence possible de sçauoir quelles choses il tenoit de sondit seigneur, & que malicieusement il n'a riens relaisséen celuy cas n'y a aucune confiscation: & sera seulement condemné en despens & en amende de soixante sols tournois vers son seigneur, & à reformer saditte declaration, sinon qu'il voulsist laisser à son seigneur lesdittes choses relaissees à declarer: En quoy faisant, il demourera quitte de l'amende enuers son seigneur, en luy payant despens.

La six-ieme partie.

South Control Committee Control Control

N la sixieme partie de ce present liure est traitté de la matiere de despié de fies & des pa-ccia

La coustume du pays est telle, que tout homme de foy peut bien donner comme cy apres foy peut de foy peut bien donner comme cy apres foy peut de for de for de fon do maine for re, come de son chef seigneur, à foy & hommage, & y retenir soy & hommage ou deuoir an-

Du vassai CXCIIIJ. auec lafem-

nuel. Et en ce cas l'hôme de foy fait de son domaine son fies: & aura les ventes & autres droits feodaux: & garantira icelle tierce partie en son hommage d'iceux droits seodaux, saus des rachats prins par defaut d'homme, dont ledit chef seigneur iouyra sur la tierce partie, pareillement que sur les deux pars, toutes fois que le cas y escherra sur icelles deux pars. Et en celuy cas sera tenu celuy qui tient lesdittes deux tierces parties, des dommager celui qui tient de luy l'autre tierce partie. Et neantmoins jouira celuy qui tient lesdites deux tierces parties des rachats, sil y a retenu hommage & autres droits feodaux sur celuy qui tiendra l'autre tierce par tie, quand le cas y escherra qu'icelle tierce partie cherra en rachat. Et ne suffiroit point pour garantir icelle tierce partie, que ledit homme de foy, qui l'a donne, ou autrement aliene, y retienne iustice seulement: mais est requis qu'il retienne expressement foy & hommage, ou deuoir annuel pour le moins, comme dit est. Autrement est quand le fief est defpiecé par parage(comme sera dit cy apres) où il n'est requis faire retention de foy & hommage ou autre deuoir.

Et est ainsi que l'homme de foy ne reçoit foy & hommage ou deuoir, sur la chose ainsi tras portee pour la garâtir souz l'hommage desdittes deux tierces parties, le suzerain ou ledit chef feigneur, dont ledit fief meut, & est tenu à foy & hommage, en auroit foy & homage & ventes, si laditte tierce partie auoit esté vendue ou autrement alience par contract subiet à ventes ou rachat, si elle auoit esté donnee ou autrement transporté par contract où il eschut rachat: & seroit nuement & sans moyen tenu de luy par devolution.

Il est ainsi (comme dit est) tant comme les deux tierces parties sont entieres, elles garantisqua sententia. sent l'autre tierce partie en la forme dessussite. Aussi est il ainsi que toutes fois que l'homme de foy mettra iamais aucunes choses hors d'icelles deux tierces parties, & les despiecera par 4. 204. 3 cili-tet pre iuribus vendition ou autre alienation: en celuy cas tous ceux qui eurent oncques aucune chose dufuturi tempo- dit fief, viendront à la foy & hommage du suzerain chef seigneur par despié de fief: & ne les I 718 CP partien pourra plus garantir le subiet homme de foy souz sondit hommage. Et n'y aura doresena-5.205 Vassal uant ledit subiet homme de soy, sief, iustice ne seigneurie: mais est tout deuolu audit suzerain lus vendidit & chef seigneur. Et payeront ventes de leurs acquests subiets à ventes du contract, par le vittem seudi, moyen duquel a esté 2 consommé le despié de sief, & autres qui depuis seront saits où le ra-2 creditor facile chat s'il y eschet par raison de despié de fief. Et en aura le seigneur de fief l'emolumet 3 depuis 3 minus feudi iceluy despié de fief, & non des contracts de parauant. Et aussi payeront du denoir de fief pro

- Et est à sçauoir que prescription 4 n'a point de lieu en ce cas cotre le seigneur au regard de 4 ditor emit ius ceux qui se voudroient dessendre qu'ils auroient tenu à eux la chose à eux donce ou transporrassali, & it tee par trente ans ou quarate ans: car le suzerain que la coustume appelle le chef seigneur, n'a besser respective de la coustume appelle le chef seigneur, n'a action d'icelles choses demader, insques à ce que les deux tierces parties soient despiecees & de quod potest departies, soit par aduancement d'hoirie, de vendition ou autre alienation: mais dessors que sessivité fe facere sub-rogari in pro- les deux tierces parties seront despiccees & departies, prescription courroit contre luy par cessivité subhassa laps de trente ans, & non de moins: car prescription a lieu de subiet à seigneur par trente ans. tionis loco vas comme dit sera cy apres en la matiere des prescriptions. Et n'a action de despié de sies lieu en ry, faciendoa- succession & partages de choses hommagees entre gens roturiers que des nobles, pourueu lum subroga- qu'elles soiet departies par les deux pars, & par le tiers & que celuy à qui en demeuret les deux pars, and partages de choses hommagees entre gens roturiers que des nobles, pourueu qu'elles soiet departies par les deux pars, & par le tiers & que celuy à qui en demeuret les deux pars, & que celuy à qui en de metalle de la contract de la co prosequatione pars, retienne deuoir sur la tierce partie.

Pource que la consolidation & reintegration des fiefs, c'est à sçauoir qu'ils demeurent entest resumere tiers, est bien fauorable chose: il est ainsi que si aucun fief estoit despecé, & depuis le depie ou processum de despiés de fies, soy & hommage ou soys & hommages eussent esté faits pour raison d'iceux despié de fies, despiés de fies, deslors que la chose sera retournee en sa premiere nature, & consolidee aucc nŭ feudi, se- le lieu dont elle est partie, le tout demourera à la foy & horismage où il estoit deuant, non obque tueri pro stant proces, condemnation ou possession qui pourroient estre interuenuz au contraire au futuro tembore,quia ia feu parauant laditte consolidation.

Item st & eà entendre que toute matiere de despié de fief chet en action. 6 Mais quand la 6 tum integrii, sed debet ei sol condemnation ou sentence sont données, le seigneur de sies en executant la sentence, peut auere laudimia pres huitaine qu'icelle sentence aura esté faitte, à sçauoir au condemné prendte par desfaut 6. 206. Idest d'homme, & assigner sur son fies.

non potes peti nissi vitalition nis, nissi vitalition nissi vitaliti nis quitur.C.M. degré en degré:aussi à leur aduatage se peuuet accroisstre & accroissent par aquests & par ma-

1. 203.Idest omnes subuafalli.C.M. 2.cosomme)er go statim à di Eta alienatione sine alia de claratione. C.M.

3.depuis)ergo non opus est ali 4.204.Scilivassalum per- rata. sequitur en de Spié de foy:cre

Praterea po-

dum habet sta

riage, comme si aucun seigneur acqueroit aucune chose tenuë de luy nuement à foy & homa gescens ou autrement, ou s'il se marie à aucune femme qui tienne de luy nuemet sa terre, tous iceux acquests & heritages sont consolidez en la seigneurie, & tenus nuement du suzerain: & est son fief qui parauant estoit son arrierefief. Et auroit rachat sur le tout, si le cas y aduenoit, & ventes, si la terre estoit venduc:mais en celuy cas qu'il y auroit eu consolidation par mariage:si lesdits mariez decedoient sans hoirs de leurs chair, ou que la ligne d'eux deux desfaillist, parquoy les choses retournassent chacun en sa ligne dont elles sont parties: audit cas telle cosolidation defaudroit: & retourneroient les choses à leur premiere nature.

Pource qu'abournements sont licites audit pays, & dont aucuns vsent, c'est à sçauoir qu'il loist à tout seigneur de fief de mettre & abourner aucune foy & hommage qui luy est deu à foy & homcause d'aucun sief ou heritage à vn petit deuoir ou à vne grosse rente inseodee, ou grand de-mage. uoir les peut diminuer ou appetisser, & en prendre deniers, tels contracts sont diminution ou alienation de seigneurie: & seroit comprins au proffit du suzerain auec les autres contracts de alienation, pour monstrer despié de son fief & auoir hommage des acquereurs. Et ne peut l'homme de foy abourner ses cens, rentes, deuoirs & hommages, que iusques à la tierce partie: C'est à sçauoir à la valleur de la tierce partie de la terre tenuë à soy: & si plus en alienoit, le

fief seroit despecé, comme dit est.

Si le subiet homme de foy qui auroit ainsi abourné, acquis & diminué les hommages & deuoirs qu'il deuoit à son seigneur de fief à cause de ses terres, dommaines & mestairies, achetoit le fiéf de son seigneur, tout seroit ensemble consolidé au proffit de son suzerain: lequel au acreue la sei roit foy & hommage, ses profsits, ventes & rachats quand les cas y escherroient, sur tous les suzerain. heritages tant de l'homme de foy, comme du fief de celuy qui l'auroit acquis, sans auoir plus grand regard à tels abournemens: car ils ne se peuuent faire au presudice du suzerain: & par ce en mout de manieres se peut accroistre la seigneurie du suzerain.

Semblablement, si l'homme de foy auoit tant chargé sa terre de rentes, qu'icelles rentes excedassent la tierce partie du reuenu de sa terre, le seigneur suzerain aura foy & hommage par despié de fief de chacun des acquereurs.

Si le suzerain auoit receu & prins l'homage par despié de sief de tels aquereurs de la terre par despié de son home de soy sans ce qu'ils eussent appellé à garant le védeur qui leur eust promis gara de siefreceu tirce ne peut estre au preiudice du subiet home de foy, qui n'y auroit point esté appellé:mais des acquepourroit requerir à son suzerain qu'il luy rendit l'obeissance de ses homes comme deuantsen suzerain. luy offrant à monstrer qu'il tient encores aduenant pour les garantir. En le prouuant & monstrant, le suzerain seigneur luy rendroit l'obeissance de ses homes: & seroient en ce cas lesdits hommages adnullez:& aussi sera receu le suzerain à monstrer le desaduenant:car si le vassal ne peut monstrer l'aduenant, à bonne cause ont esté par le suzerain receuz tels hommages.ccxij.

La matiere de parage depend de depié de fies: & n'a lieu ledit parage, si n'est entre nobles personnes, & en choses hommagees.

Quand gentilhomme marie la fille ou sa sœur, il luy peut doner la tierce partie de sa terre De parage qu'il tient à foy de son seigneur, & la luy garantir en parage tant que le parage durera, sauf de lieu. rachats & prinses par deffaut d'homme, dont le chef seigneur iouira sur les parageaux quand la terre du parageur y escherra comme sur leurdit parageur : lequel parage durera tat qu'entre les successeurs du parageur, videlicet du pere ou du frere, & les successeurs de la fille ou sœur que lon appelle parageaux, le lignage soit si esloigné que mariage s'en puisse trouuer faire & consummer sans dispensation d'eglisc, c'est à sçauoir hors le quatre degré.

Et semblablement le successeur fils ou heritier du parageur, de ses deux parts qui luy seront ainsi demources, peut bien donner à sa fille ou sœur, comme deuant, le tiers d'icelles deux geau. parts à tenir de luy en parage, comme dessus. Et de succession en succession chacun en peut autant faire:fi fera le parageau de fon tiers qui ainfi luy aura efté baillé,&qui luy eft garanti en parage, en pourra bien donner à sa fille ou sœur, le tiers. Et ainsi le sief noble se peut diminuer par successions, sans ce que le chef seigneur, dont le fief meut, & est tenu à foy, le puisse empescher, ne qui luy puisse demader à foy & hommage par despié de fief, puis que le fief est depecé par succession ou auancement d'hoirerie: Mais, comme dit est, autre chose seroit si le parageau ou ses successeurs auoient aucune chose alienee dudit sief autrement que par auancement ou partage de succession: auquel cas chacun qui tiendroit portion de la terre, seroit soy & hommage par despié de fief au seigneur suzerain.

Celuy qui tient en parage, a telle & semblable iustice comme son parageur: & tient aussi

De l'home



departent point.

noblement comme luy s'il n'est parti de comté, vicomté ou baronnie: auquel cas il ne pout-Les droits roit pas demander n'auoir sur ses subiets les droits & prerogatiues qui appartiennent au com de cote, vi-comté ne se té, vicomté ou baronnie, dont a esté dessus touché, s'il ne luy estoit expressement transpor-. té: Car les droits & prerogatiues de comté, vicomté & baronnie, ne se departent point, comme il sera declaré en la matiere des successions des nobles.

> Le parageau & ses subiets, le parage durant, ne respondront point en la cour de leur parageur:mais en la cour & iurisdiction du chef seigneur, saut en deux cas. L'vn en cas de mesures, c'est à sçauoir pour les estalonner & adiuster à celles de son seigneur. Le second pour racom. ter parage, pource que le parageau esdits deux cas doit vne sois retourner à l'obeissance de fon parageur.

De racoter parage par parageau.

Chacun parageur peut faire appeller en sa cour son parageau pour racomter parage: Et doit le parageau obeir à racomter sondit parage: & si par le racomtement dudit parage, il est. encores si prochain qu'il doiue estre garanti, il en sera enuoyé si le parageur ne vouloit monstrer & prouuer que le lignage fust si essongné qu'il doine auoir foy & hommage par parage failly. Et si ledit parageur ne le veut ou peut monstrer, le parageau sera serment qu'il a bien & loyaument racompté son lignage: & en sera enuoyé comme dessus.

Que doit cft failiy.

Quand le parage est failly, le parageau doit venir à la foy & hommage de son parageur des raire le para geau quand choses qui anciennement partirent de la foy. Et si le parageur faisoit soy lige, le parageau sera se parage semblablement soy lige ou simple si la foy est simple. parage semblablement foy lige ou simple, si la foy est simple. Et en sera assis deuoir sur les choses qui ont esté garanties en parage selon la grandeur d'icelles, eu regard au deuoir, soit cheual de ser uice ou autre que le parageur fait au chef seigneur: & en payera au parageur à la raison de ce qu'il tient. Et pour ceste premiere foy faitte par parage failli, le parageur n'aura aucun rachat de son parageau, si l'hommage n'est deu à cause de la femme du mary: auquel cas il appartientre rachat. Et par ce peut-on bien voir que durant ce parage, prescription ne court point condra le parageur.

De la terre transportee par le parageau.

Sile parageur transporte tout son sief & sa terre à personne estrange, le parageau ne sera pas pour ce foy & hommage à l'achetteur:mais sera garanti, comme deuant, tant comme la lignee durera entre son parageur & luy, en la maniere que dessus est dit. Autre chose est du parageau: Car s'il vend, aliene ou transporte l'heritage qui luy aura esté garanti en parage, à autre:l'achetteur ou autre acquereur fera foy & hommage au parageur:& payera ventes t'il a eu les choses par contract subiettes à ventes.

Foy & hom-

Si le parageau donne ou transporte les choses qu'il tient en parage par alienation subiette mage peu-uét estre a- à rachat: celuy auquel seront transportees icelles choses, payera rachat: & ne sera plus garantiquis au para Et pource en ce cas peuuent estre foy & hommage acquises au parageau par deux voyes: l'vgeur par deux voyes. ne par parage failli: l'autre par alienation du parageau des choses de son parage.

. Et en ces deux cas le parage failli & hommage fait au parageur, deflors les heritages tenuz & garantiz en parage, sont subicts neument & sans moyen, au seigneur parageur & à ses fuccesseurs: & les subiets dudit parageau sont subiets en cas de ressort & suzeraineté, audit seigneur parageur. Et deflors le parageur, ses gens & officiers y feront tous exploits de iustice comme en leur fief & nuesse. Et en aura le parageur les rachats & ventes, quand le cas y escherra: Car la foy qui luy est faitte par parage failly, luy acquiert iurisdiction & cognoissance sur les choses baillees audit parageau & ses subiets neument & sans moyen: car en ce cas ce qu'autres-fois estoit son domaine, est son fief.

La sept-ieme partie.

De foy &ho mage faitte au parageur par parage failly.

fonne noble

N la sept-ieme partie est traitté des successions tant des personnes nobles que des non nobles, qui vulgairement s'appellent roturiers & coustumiers.

En succession de personne noble qui a plusieurs enfans naturels & legitimes, au fils aisné, si Du fils aif-né en succes fils y a, sinon à la fille aisnee, fil n'y a que filles ou leur representation, compette par precipu & sion de per- aduantage, le principal chastel, manoir ou hebergement de laditte succession à son chois & election, auec tout ce qui est en iardin & cloison de sossez enuiron le chastel ou hebergement. Et au regard du hebergement qui n'est point forteresse, vne piece de terre ou iardin pres laditte maison iusques à la valeur de cinq sols tournois de rente, & non plus: Lesquels precipu & aduantage ne cheent point en partage. Et au surplus ledit fils aisné, si fils aisné y a, sinon laditte fille aifnee ou leur representation, s'il n'y a que filles, succede pour les deux tiers deschoses deladitte successió, soient paternelles ou maternelles ou aquests: & les puisnez enfans succcde-

Digitized by

cederont pour l'autre tiers, & le diuiseront par entr'eux par egalles portions: mais les puisnez masses ne sont sondez de tenir & auoir leur portió d'iceluy tiers qu'en bienfait seulemét, c'est à sçauoir leur vie durant: & apres leur deces la succession de leur bienfait retourne à l'aissé ou à sa representation iusques à ce que par la cour en soit ordoné. Et quat aux silles ou leur representation, elles succedent en leur portion d'iceluy tiers par heritage: Toutes sois par toute l'assistence a esté ordonné que les enfans heritiers des puisnez ou leur representation succederot en tous les acquests d'iceux puisnez leurs pere, & aussi que les lieurs puisnez succederont és lignes collateralles par heritage auec les filles.

Et s'il aduenoit que les dittes filles ou aucunes d'icelles, soient decedes parauant laditte succession directe escheuë & elle ait representation, saditte representation departira sa portion qu'elle eust prinse en laditte succession tout ainsi que si le cas sust aduenu que laditte des suncte eust suruescu & succedé, & que les enfans eussent recueilly laditte portion immédiate par la mort d'icelle fille. Et aura l'aisné fils ou aisnee fille d'icelle dessur tiers en icel le portion sans aucu preciput: car en vne succession soit directe ou collateralle, n'ya qu'vn precipu & aduantage. Et si les choses d'une mesme succession nobles, sont assisse en diuers bailliages ou seneschaucees royalles: toutes sois l'aisné ou heritier principal aura un precipu & aduatage en chacun bailliage ou seneschausee. L' ccxxiij.

Et à semblable s'il aduenoit qu'vn oncle noble mourust sans hoirs de sa chair & qu'a sa succession vinssent les enfans de freres & sœurs, qui sont vulgairement appellez nepueux, ou les enfans des enfans d'iceux nepueux, & qu'il y eust deux ou trois moyens au temps du trespas d'iceluy oncle & succession aduenue, y aura pour chacune representation & pro qualibet stirpes, aut stipite nouuel aduantage pour l'aisné: Cest à sçauoir de chacune representation se se pur le tiers: toutes sois n'y aura qu'vn precipu.

Et est à sçauoir qu'en toutes successions soient nobles ou roturiers, representation à lieu dempronincia, quod esse mandit pays tant comme lon peut trouuer, nommer & monstrer le lignage. CCXXVj. mindurum, necessité de mindurum de mindurum

Aussi est a entêdre que posé que le filz aisné soit mineur ou de moindre aage que ses sœurs ou l'vne d'icelles, toutes-fois si ail les droits & aduantages dessus distinces en la ditte succession.

Et s'il n'ya que fils, & n'y-a aucunes filles, si ne sont fondez tous les puisnez d'auoir leur tiers qu'en biensait ou vsus ruir et durant, qui retournera audit aisné ou à sa representation apres leurs deces entant que touche les propres venans de succession de pere ou de mere. Et aussi si ledit aisné n'auoit aucuns freres puisnez, & n'eust que sœurs qui sussent plus aagees ou moins, que leur dit frere, toutes sois les dittes silles sont sondees d'auoir iceluy tiers par heritatemen venier in stirpes consideration.

© ccxxvij.

Si le trespassé noble n'a que filles, en semblable portion & aduantage succede l'aisnee audit est vera opinio pays ou ceux qui la representent, comme l'aisné filz.

CCXXVIII.

Quant ausdits puisnez masles qui succedent comme biéfaicteurs & ne sont heritiers proloc dixi.

prietaires en la succession de pere ou de mere, & dont leurdit droit de bienfait qu'ilz prennét
estitutes successions de pere & de mere, retourne à l'aisné ou à sa representation: s'ils sont plusieurs fils puisnez qui ayent tousiours tenu leur bienfait à eux baillé assembleement par leur
aisné indiuisé & non departy, & l'vn aille de vie à trespassement, sa portion dudit bienfait ne
vient pas incontinent à l'aisné, mais aux autres fils puisnez qui la tiendront par bienfait: lequel
set must pas incontinent à l'aisné ou à sa representation iusques à ce que lessits puisnez masles soient
tous decedez si les suruiuans d'iceux puisnez ne diuisoit ledit bienfait: mais si vne fois ils le diuisoient ou departoient entr'eux ainsi que chacun d'eux qui auroient diuisé ou partagé sondit
bienfait, yra de vie à trespassement, la portion du trespassé retournerà à l'aisné ou sa representation:

ne succedent ne prennent en riens les filles ou sœurs desdits puisnez ne leur representation par heritage ne autrement à la portion du bienfait desdits puisnez apres leurs deces
via aperiatur,
redeant. C. M.

En toutes successions collateraux comme de freres aisnez quand ils trespassent sans hoirs subandiendim yssus de leurs corps, 4 sœurs, oncles, tâtes, nepueux, cousins germains & autres, les sils & silles est, lors les y succedent auec l'aisné. Et se departent telles successions par les deux pars & par le tiers en la maniere que dessus est declaré en successió directe, c'est à sçauoir pour le second frere puissé qui demoure au lieu de l'aisné apres le deces de sondit frere aisné s'aucun y-a ou sa representation, ledit precipu & aduantage auec les deux tiers, & pour les sils & silles ou leurs representations pour l'autre tiers: & s'il n'est demouré frere ne representation de frere, & n'est demouré que silles ou leurs representations, la fille aisnec ou saditte representation a semblables droits

in a faction of the pro
con a faction of the pro
conflicted of the pro
c

I iüj

& aduantages eldittes successions que y auroit ledit fils, si fils y auoit.

Du frere ail né qui va de vie à trespas fans hoirs vilus.

S'il aduenoit que le frere aisné allast de vie à trespas sans hoirs yssus de sa chair, ou que la ligne de luy descendat fust faillie, & qu'il cusse laissé vn ou plusieurs ses freres puisnez ou leur re presentation, l'aisné desdits puisnez ou saditte representation, y prendra lesdits deux tiers en laditte fuccession auec ledit aduantage: & prefereroit lesdits freres ou lesdittes sœurs ou leurs representations qui auront l'autre tiers: & s'il n'y-a que sœurs ou leur representation apres le deces dudit aisné ou desdittes representations, l'aisnee succedera pareillement à tous meubles & heritages pour les deux tiers auec l'aduantage à l'aisné appartenat: Et les puisnez fils ou filles pour le tiers, ainsi que dit est.

Des puisnez en la comté de védoine. Le fils aifné quất auxfoy &hommage puilnez.

Le file aisné

pour le bié-

nez porte la

foy.&c.

Aucuns fiefs ou chastellenies sont audit pays d'Aniou esquels les puisnez masses succedent en succession directe par heritage, c'est à sçauoir, en la comté de Védosme & ailleurs qui sont vsages locaux contre la coustume generalle dudit pays.

L'aisné fils qui est le principal heritier ou ceux qui le representent, ou l'aisnee fille s'il n'y-a gaantift les que filles come dit est, sont la foy & hommage aux seigneurs de qui ils tiennent leur terre: & garentissent aux puisnez en parage:mais fil y-a fief entier tenu à vne foy & homage qui cheet en partage des filles puisnees, elles en feront chacune vne foy sinon que par partage fait entre icelles puisnees à l'vne d'icelles filles fussent demourez lesdeux tiers d'iceluy fies: auquel cas elle pourroit garentir l'autre tiers à ses sœurs sous son hommage, en retenant deuoir, ou qu'il soit baillé à tenir nommeement & declareement en parage, comme dit est.

Autre chose est du bienfait des puisnez masses: car posé qu'ils tiennent en leur bienfait sief entier, leur aisné en fera & portera la foy. Aussi est il heritier proprietaire: & les puisnez, sont fait des puis vsufruitiers seulement.

Les puisnez en succession noble soient fils ou filles, sont sais sans sommation n'apprehension de fait de leur droit: c'est à sçauoir, les masses de leur biensait, & les filles de ce qu'il leur appartient par heritage. Et si le fils aisné en prent les fruits, il sera tenu les restituer auf-1. 234. Scili- dits puisnez soient fils ou filles depuis la mort d'iceluy dont despend la succession. Et au decer a aie sur-bationis ne ni- dans l'an de la succession aduenue s'en peut complaindre ou appleiger, s'ils sont troublez milicorrigatur en leur-dit droit: & apres l'an 1 pourront demander leur-dit droit auec lesdits fruits par 1

C.M. Le fils aisné nee en sucprent les

meubles.

Quant à la succession des meubles d'iceux nobles, l'aisné fils ou aisnee fille si fils n'y-a ou sa ou fille aif- representation, y succede pour le tout, soit la successó directe ou collateralle: Et en ce cas qui cessió noble les prent & accepte come heritier, il est tenu faire faire & accomplir l'obsecque, funeraille & testament du decedé, payer ses dettes personnelles & tous ses arrerages de rentes & deuoirs. Et s'il ne accepte lesdits meubles come heritier, il les peut faire inuentorier & apprecier par iustice à ce appellez. Et en succession collateralle les fils & filles, si aucunes y-a, ou leurs marys si elles sont mariees. Et en ligne directe lesdittes filles ou leurs marys tant seulemet. Et apres ce, couertir iceux meubles les premiers en l'execution & dettes dessus dittes. Et le surplus doit estre payé par les heritiers dudit deffunct, pourtant que chacun est heritier proprietaire en laditte succession. Et au regard des puisnez masses bien-faitteurs ils ne seront point tenus contribuer aus dittes dettes personnelles ou autres de leurs predecesseurs, sauf és successions collateralles esquelles ils succedent auec les filles par heritages comme dessus.

L'aisnee en successiónoble peut coces.&c.

L'aisné ou heritier principal en succession noble, ou sa representation, peut reprendre, duire lespro conduyre & dessendre les proces, causes & droitz de son predecesseur pour le tout, supposé qu'il y ait autres coheritiers. Et pareillement se peut lon auant que partage soit fait, adresser Qui prét les pour le tout contre luy. CCXXXVII.

decedé, doit tes.&c.

Si le fils ou fille noble ou coustumiere va de vie à trespassement, sans heritier yssu de son payerles det corps: ses pere & mere s'ils le suruiuent, ou celuy d'eux qui suruiura, luy succederont quant aux meubles: & en iceux acceptant, seront subiets de payer les dettes personnelles & arrerages de rentes & deuoirs qui pourroiet estre deuz par lesdits fils ou fille, & d'accomplir l'execution du testament, dudit fils ou fille decedé: Car par la coustume dudit pays qui prent & accepte vniuersellement à quelque tiltre que ce soit les meubles du decedé, est tenu payer & acquitter ses dettes. Et qui en prent portion par maniere de quotité, est tenu pro

Lafemmeapres le tres- quota. pasdesonma meubles.

Femme soit noble ou coustumiere, n'est tenue mettre aucune chose en l'obsecque, sunery prent la moytié des raille & accomplissement du testament de son seu mary quad il est trespassé: Mais a droit d'auoir & prendre la moitié des meubles, dont ils estoient seigneurs & saiss, ou qui leur estoient

deuz au temps du trespassement dudit mary, s'ils ont esté par an & iour emsemble, tellement qu'ils soient communs en biens meubles. Et si la semme, soit noble ou coustumiere, ne veut riens prendre esdits biens meubles ne és acquestz communs faits durant le mariage d'elle & decemer à son de sondit mary, elle y peut renoncer dedans vn moys apres le deces de son dessustit mary. Et audit cas qu'elle renoncera ausdits biens meubles & acquestz communs entr'eux, ne sera tenue de payer aucunes desdittes dettes de sondit mary, ne contribuer au payement d'icelles, si expressement elle n'y estoit obligee, ou qu'il apparust icelles dettes auoir esté crees pour sui-si in Italia: re le prossit & vrilité de la dessussit de serve peur sui-si in Italia: re le prossit & vrilité de la dessussit est meubles.

Les fruits qui escherront des vignes qui seront beschees, & de terres labourees & enseméces de meuble commun de l'homme de la semme au téps du deces du premier decedé des deux conioints qui ont esté par an & par iour en leur mariage, sont reputez pour meuble comun entre le suruiuant & les heritiers du premier trespassé pour la prochaine étueillette ensuyuant ledit deces, posé que less vignes ou terres, soient les propres heritages de l'vn d'indicate des les suruiuant demeurent sais chacun de son heritage mouuant sa ligne & costé. Et doit le suruiuant & les heritiers du premier decedé à cause desquels ne seroit mouuant l'heritage, saire demander par action de la moytié desdits fruits desdits bleds semez ou vigne beschee, au seigneur proprietaire dudit heritage. Et si les dittes vignes ou terres, ont esté baillees à faire à moytié, ou pour liberis de in service sou pour les laboure, aucune portion des fruits: ce sera reputé estre fait du meuble commun.

Et si par le deces du premier decedé lesdits proces, heritages ou partie d'iceux cheoient en rachat: en celuy cas celuy en la ligne duquel l'heritage n'est point mouuant, n'y prendra riens: & s'en yroient lesdits fruits à celuy qui a le droit dudit rachat: toutes-fois celuy à cause duquel est deu ledit rachat, sera tenu faire recompense des semences & labourages.

lis. I dam in bo nui si na lis. I dam in bo nui si si na lis. I dam in bo nui si si na lis. I dam in bo nui si na lis. I dam in li

Homme noble peut bien donner à sa fille plus grand mariage qu'aduenant: car il luy pourroit bien donner la tierce partie de sa terre ou choses immeubles, iaçoit que ordinairement
ne luy en appartint par succession que quart, quint, six-ieme, sept-ieme ou plus ou moins:
mais aussi s'il luy donne moins en mariage qu'il rie luy sust escheu de sa succession, & ne luy
cust il donné qu'vn chappeau de roses: c'est à sçauoir, quelque legier don de mariage, mais
qu'elle soit mariee & emparagee i noblement par le pere, si ne peut elle riens demander en
succession directe de pere, de mere, d'ayeul ne d'ayeulle tant comme il air hoir masse es mais
gelle peut succeder à ses freres & sœurs & en autres successions collateralles par la maniere
dessus declaree.

Autre chose est si l'homme noble marie sa fille à homme non noble, ou que sans le pere re hic.C.M.
icelle sille eust esté maryee noblement: Car en ces cas elle reuiendra à succession és heritages
& choses immeubles de ses pere & mere, ayeul & ayeulle, en rapportant le don de son mariage à elle fait par heritage seulement, sinon qu'expressement elle eust renoncé à reuenir ausdites successions,

ccxliij.

Et au regard du don de meubles fait à laditte fille noble qui luy est donné en simple nature st inhabiliu 1.

de meuble sans mettre n'apposer en faisant ledit don paction de le mettre és acquests d'herinistabiliu no
tages qui seroient censez & reputez son propre heritage d'elle, tel simple meuble n'est point cesur, dixi in
rapportable.

ccxliiij.

Si homme noble marye sa sœur, & ne luy donne mariage aduénant, c'est à sçauoir, iusques à la valleur de sa loyalle & legitime portion de la terre & succession de ses pere & mere & autres parens, apres le trespassement de son mary, elle sera bien receuë à demander son loyal partage, en raportant ee que suy aura esté donné audit mariage si elle n'auoit expressement accepté iceluy don pour sa legitime portion: ou qu'elle y eust autrement renoncé: mais supposé qu'elle n'eust faite expresse acceptation ou renonciation: toutessois tant comme le mariage dure, elle ne peut autre chose demander ne son mary, à cause d'elle, que ce que suy aura esté promis & donné en mariage. Et en ce cas ne court point prescription contre elle son mariage durant.

Homme ou semme noble qui marye son heritier principal & presumptif, ou heritiere principalle & presumptiue declairement comme son heritier principal ou heritiere principalle,

CCXIj. platriere, seiccxliij. lium quia tuc ccxhiij. cosseend. Ar

cet de bonutuc presentibus, cenoman. 6. 25 8. Sed quid si erat vnushlias & ma fil:aque postquă per patrem ad pedit:Tùm pa rétes mone nurus bene stiebant filiam il-

preffe quedam tacite renucia wit: fili eft ma rié comme aifné, an possit filia renocari (ucceffionem vt videtur quod no inspecto sta tu teporu matrimony fily quofilia nondŭ erat rehabilitata ad succes stone. Contrazium dixi videlicer qu'elle n'a peu estre rappellee etia post nuptias il las fratruquia tel rappel trahitur retro pront erat perpetua faculta tù ficut enim expressa renuciatio non impedit filiam iterum vocari w dixi in co-Suet. Borboni. \$. 305 An com mentario: Ita multominus

teri tertiam. C.M. 3. demouré) Non tamen se quitur quod sunc possit tertiam partem presentiŭalienare in fraudë primogeniti. С.М.

4.248. Idem.

lamposse reno-

cari ad successionem & sic

non fuerunt de

ceptive dixi in

tract de renoc. donat.C. M.

21.246.Scili-

cet de paucisac quisitusimpli-citer & de re

1. 245. Scili- ne peut apres tel contract fait en faueur dudit mariage rien vendre, donner, transporter n'aliener de son heritage à quelque personne que ce soit, de telle portion côme il seroit escheu 1 idem de cosuet. audit heritier principal ou heritiere principalle au temps dudit mariage, si ledit homme & femme noble qui ont ainsi maryé leurdit heritier ou heritiere estoient trespassez, sauf en aucuns cas, c'est à sçauoir pour leur extreme necessité de viure, & pour la redemption de leurs corps:toutesfois auant que tel contract de mariage peust lyer n'estraindre les acquereurs & tierces personnes, seroit requis que tel contract sust deuëment publié. ccxlvj.

Mais au regard du surplus qui seroit outre laditte portion desdits heritiers ou heritiere, il peut ce nonobstant estre aliené 2 par lesdittes personnes nobles qui ainsi ont marié leurdit 2 heritier ou heritiere: & si telle alienation est faite, toutes-fois les autres heritiers puisnez ou puisnees auront apres les deces desdits homme ou semme nonobstant ledit mariage de leur aisné ou aisnee leurs tiers de ce qu'est demouré 3 en la succession des immeubles desdits hom me ou femme decedez, & ledit aisné ou aisnec ou leur representation, les autres deux tiers auec son precipu & aduantage.

S'il est ainsi qu'homme noble ait donné à l'vne de ses filles, ou à plusieurs, plus grand ou moindre mariage qu'aduenant: c'est à sçauoir, moins ou plus que sa valleur & legitime portio, c'est au proffit ou dommage de l'aisné:car audit cas ledit aisné prendra en la succession de pere & de mere la portion qu'eust prins sa sœur, sur-ce deduit & precompté en laditte portion la valeur de ce que luy a esté donné par droit d'heritage, en faisant ledit mariage. Et si elle en a plus eu qu'elle n'en eust prins par succession, les autres puisnez auront le tiers de ce qui en de-

Si noble homme met son fils ou fille en religion approuuee, en laquelle lesdits fils ou fille facent profession: le fils aisné d'iceluy homme noble prendra en la succession la portion que y eust prins ledit fils ou fille religieux ou religieuse s'ils sussent demourez seculiers & eussent suruescu leurdit pere, 4 Sauf en la chastellenie de Mirebeau, où le filz aisné ou aisnee fille ne 4 prendra riens en icelle portion:mais se departira la succession tout ainsi que si ledit religieux ou religieuse sussent morts au temps de leur profession.

Homme ou femme noble ou roturier qui entre en religion : apres ce qu'il a fait profession dellors il est exclus de toutes successions escheuës? & à escheoir depuis laditte profession. Et 5 viendront lesdittes successions à ses parens comme s'il eust esté decedé. Et pourront lesdits religieux ou religieuses de ce qu'il leur seroit escheu auant laditte prosession, en disposer parauant icelle selon la coustume des donations.

Si noble homme donne à son fils ou frere puisné aucune chose immeuble par heritage ou ciatio, hoc im- lieu de son bienfait, les enfans du puisné succederont à celuy don. Et s'il va de vie à trespassement sans hoirs de sa chair, tel don se departira entre les hoirs dudit decedé, c'est à sçauoir en deffaut d'hoirs de sa chair entre ses freres aisné & ses sœurs ou leur representation par les deux pars & par le tiers & pareillement les acquests. Et n'est pas à entendre que si tel don est fait audit puissé de son droit qu'il auroit ordinairement en bienfait à le tenir par heritege durat le mariage dudit puisné & de sa femme, que tel don soit reputé leur acquest:ne laditte femme n'y peut demander que son douaire si elle suruit. Et en desaut d'heritiers yssus de sa chair, tel don sen va en la ligne dont il est procedé comme dessus.

Si femme noble se fait despuceller hors mariage auant l'aage de vingt-quatre ans, & en soit attainte elle pourra estre priuee par le pere & mere, ayeul ou ayeulle de leurs succes-

Les enfans yssus du mariage de femme noble & homme coustumier, departiront l'heritage d'elle: & y succederont noblement. Et semblablement la portion des conquests & meubles d'icelle femme se departira pour la premiere fois noblement, & à tousiours-mais coustumic-

Et au contraire les enfans yssus du mariage d'homme noble & femme coustumiere, departiront pour la premiere fois coustumierement selon la nature des non nobles, les heritages, acquests & meubles d'icelle semme & apres à tousiours-mais noblement. Et ainsi par-ce que dit est, il est veu que l'homme anoblist la femme & enfans, & que la femme ne peut anoblis,

I.In coluetud. cenomaniss \$.266.nec est ratio nisi quod non collocantur ibi absque sumptu vel reditu diminuente successionem & se clausula sequens generaliter locum habe ve debet quando nihil datum est tali filio vel filia qui tunc pro mere premortuu habentur.C.M.
5.249.Quemadmodum dicitur dereliquu eius bonii quia non sit tacita dedicatio in hoc rezno nec recepta est Auth. ingressi.c. de sacrosan.eccles. xt ibi tradit Io. Faber. & dixi in consuet. paris. \$. 152. C.M.

l'homme ne leurs enfans fils ne sont de sont de pere noble.

Cu:

ccliiii.

Succession roturiere qui aduient à gens nobles, se depart pour la premiere fois roturierement:car lon a regard à la qualité de celuy qui decede & au temps de son trespas.

Quant à la succession de gens coustumiers le fils aisné posé qu'il soit de moindre aage que & succession la fille ou la fille aisnee, s'il n'y-a que filles, y succede pour les deux tiers des choses tenues à foy & hommage anciennement, & qui sont cheutes par succession en tierce soy, & ses freres & stumiers. sœurs pour le tiers par heritage: & n'y-a autre aduantage ne precipu pour l'aisné. Et au regard des conquests & acquests soient tenus à foy ou autrement, ils serot departis entreux esgallement sans aduantage, pour-ce que tous acquests faits de bourse coustumiere, se departent roturierement auec tous heritages cheuz en censiue ou deuoir sans foy& hommage:mais si tost que les acquests & conquestz tenus à foy, viendront à la tierce foy, ils se departiront entre les hoirs de telz gens coustumiers par les deux pars & par le tiers.

Et pour entendre comme lesdits acquests sont cheuz en tierce foy, est vray que l'acquereur. fait ou doit faire la premiere foy, & les heritiers d'iceluy acquereur en font ou doiuent faire la seconde qui departent lesdits acquests roturierement: Mais apres les heritiers des heritiers de iceux acquereurs departirót tels acquests par les deux parts & par le tiers, pource que deslors ils font cheuz en laditte tierce foy.

Aussi est à sçauoir que si l'hôme & semme ensemble conioints par mariage, ont fait iceux faits par hóacquests durant leurdit mariage, parquoy la femme quand elle est suruiuant sondit mary, qui a met femme droit de tenir iceux acquests, moytié en pleine, pprieté & le tout par vsufruit, soit tenue apres me coioints le deces de son mary faire foy & hommage:toutes sois telle soy n'est pas coptee pour seconde foy:car toutes les foy& hommages qu'en font les acquereurs,& chacun d'eux en leurs temps, ne sont comptees que pour vne foy & hommage: & semblablement si plusieurs foys & hommages se faisoient par lesdits acquereurs ou leurs heritiers par la mutation dudit seigneur dot telles choses sont tenues: toutes-fois icelles fois & hommages que chascun deux fait en son temps, ne sont comptees qu'vne foy & hommage.

Si personne coustumiere, c'est à sçauoir personne non noble aborne à quelque deuoir ou miere qui aamortist la foy & hommage qu'elle doit à cause d'aucuns heritages à elle appartenans par son borneson de acquest, ce neantmoins tels heritages & choses autres sois hommagees demoureront en leur quehommapremiere nature quant aux successions: car ce sont acquests fais de bourse coustumiere qui ge. pour la premiere fois se departent coustumierement & esgallement:mais apres à toussoursmais se departiront noblement tant comme il sera memoire qu'ils aurot vne sois esté tenus à foy& hommage. Et a ceste coustume lieu seulement és acquests faits par celuy qui aborne ou amortist l'hommage & non en ses heritages hommagez anciens:car pour tel abornement ou amortissement d'hommage ne sera changee la forme de y succeder & les partager noblemét: toutes-fois quant au seigneur de fief, il n'y prendra plus rachat n'autres obeyssances en plus qu'en autres choses roturieres & censiues.

En la succession des meubles des coustumiers no nobles, n'y-a point d'auantage : car lesdits meubles escheent, & se doiuent departir esgallement entre les heritiers ou leur representa- 1. 261. Eligit

Si homme ou femme coustumiers donnent aucune chose à leur fils ou fille ou autres leurs biles eliges heritiers presumptiss en mariage ou autrement : chascun desdits enfans fils ou fille ou autres heritiers presumptifs est tenu de rapporter ou desduyre & precompter sur son droit succes- matager inter fif,ce que luy aura esté donné par lesdits pere & mere ou l'vn d'eux ou autre predecesseur dor mebiles & ins ils sont heritiers en mariage ou autrement, ou la valeur dudit don auant que venir à partage electionemmi-& succession des biens qui sont à partager entreux de sesdits pere ou mere ou autre succession de celuy ou celle qui auroit fait iceluy don. Et s'il en auoit plus eu que ne se monteroit saditte portion, il sera tenu d'en faire le retour reel à ses coheritiers: Car la coustume of st tantum est telle que aucune personne non noble ne peut saire la condition d'aucun de ses heritiers bonor. I as on l. presumptifs pire ou meilleure de l'vn que de l'autre.

Aussi est à sçauoir que si l'vn des enfans auoitamendé le don son mariage, comme y auoir tio.col.vlt.D. I fait maisons, estangs ou autres amendemens, il ne rapportera pas reellement iceluy don, s'il Ludo. Rom. in ne luy plaist:mais luy sera prisé& precompté en son partage au pris qu'il vailloit au temps qu'il life donatione. c.de collati. es luy sut donné & baillé. Et econtra s'il empiroit les choses dudit don, comme laisser cheoir les ibi philip.des. maisons ou vignes en ruyne, il les prendra aux pris qu'elles estoient quand elles luy furet bail- infiret manlees:mais si le pere ou mere ou l'vn d'eux donnent à l'vn de leurs enfans en mariage ou autre-

CCIXj. 2.5.mutui da

ment en auancemet de succession, il ne rapportera les fruits de l'heritage à luy doné escheuz par auant le deces du donneur apres le deces desdits pere ou merc: Et rapportera seulement l'heritage comme dessus est dit. Et aussi s'ils donnent à l'vn desdits enfans pour le tenir à l'escol le, il n'en rapportera riens, fors que les liures pourront estre comptez & rabatus s'ilz sont en essence au temps de la succession escheuë.

garantist ses freres pour les foy& hómages.

Comme dit est és heritages anciennement tenus à foy & hommage, entre coustumiers Le fils aisné l'aisné heritier succedera pour les deux tiers, & sera la foy & hommage, & garantira l'autre tiers à ses puisnez de foy & d'hommage enuers le seigneur suzerain dot le tout est tenu à foy & hommage, en y retenant deuoir: mais ne les exemptera point de rachatz & prinses par deffaut d'homme quand les cas y aduiendront sur lesdittes deux parts. Auquel cas ledit seigneur de fief en iouyra sur ledit tiers comme sur lesdittes deux parts, Et en celuy cas l'aisné, si c'est par son fait ou coulpe, sera tenu recompenser & desdommager lesdits puisnez. Et est au chois des puisnez de faire deuoir à leur aisné & d'estre ses subiets ou de faire soy & hommage au seigneur de sief dont tout meut & despend. Et est à entendre que si au partage & succession des puisnez demeure aucun domaine tenu à foy, l'aisné ne les garantira: mais seront la

Quand les puisnez non nobles ont choisy de faire deuoir à leur aisné & d'estre ses subiets censiuement par raison de leurditte tierce partie, les heritiers d'iceux puisnez departirot leur portion d'iceluy tiers par esgalles portions. Autre chose seroit si iceux puisnez auoient choisy faire foy & hommage au suzerain ou à leur aisné: car en iceluy cas icelles choses se departire comme hommages.

L'aisné qui garantist les tenir les le deuoir.

Si telles gens coustumiers ont aucun domaine ou mestayerie à eux venu par succession tegai autres, doit nue à foy, & qu'ils departent entr'eux esgallement & par testes, chascun sera foy & hommage pour sa portion 1 mais si à l'vn d'eux ils en laissoient les deux parts, il sera la soy: & garantira aux autres le tiers, en y retenant deuoir: car par la coustume il conuient que celuy qui garantist les autres, tienne les deux tiers, & y retienne deuoir.

Les coustumes dessudittes qui ont lieu au regard des successions de gens coustumiers, ont aussi bien lieu entre les freres & sœurs, cousins, cousines & autre parens qui viennent à la succession l'vn de l'autre par dessaut d'heritier yssu de leur corps, comme de pere à ses en-

Pour-ce que partage d'heritiers nobles ou coustumiers ne se peut pas faire souuentessois proptement pour l'absence l'vn de l'autre ou pour autres causes: l'vn des heritiers neatmoins le partage non fait, peut venir deuers le seigneur des fiess dont les heritiers sont tenus à foy & hommage, & luy offrir & faire la foy pour luy & pour les autres, & luy gaigner le rachat si rachat y eschet. Et ne le peut le seigneur refuser au moins par celuy empescher par la coustume de prendre par deffaut d'homme.

Si l'homme coustumier a esté plusieurs sois maryé, & ait ensans de chacune semme : ses neum remotio- enfans succederont à ses heritages & conquests par esgalles portions. Et au regard des heritages escheuz en tierce foy, l'aisné y prendra les deux tiers, comme dit est. Et semblablement est il des femmes coustumieres qui auroient esté plusieurs sois mariees, & de chascun mary auroient eu enfans qui succederoient à l'heritage de leur mere & conquests en la forme des-

Pour-ce que representation a lieu esdits pays, les heritages & conquests d'aucun quand il n'y-a hoir de son corps, sen vont en deux lignes: 1 vne en ligne de pere, & lautre en ligne de 1 mere. Et s'il n'ya hoir en l'vne des lignes, le seigneur de sief en nuesse auquel pouuoir & iurifdiction les choses & biens sont assisses, succedera s'il luy plaist pour la moytié, videlicet pour que errore non la ligne deffaillant, 2 c'est à sçauoir pour les conquests & meubles: & quant aux propres heritages le seigneur de fief y succedera pour le tout, entat qu'il en sera trouué en son fies: & payeront les seigneurs des siefz les dettes du desfunct pro rata chascun à la raison de ce qu'il aura eu des biens d'iceluy deffunct: & l'autre ligne prendra & succedera aux heritages de sa ligne: Et aussi payera la moytié des dettes côme dit est: toutes sois si ledit seigneur de sief en nuesse quia etiam re n'auoit droit de moyenne iustice, il ne succedera point aux meubles: mais seront acquis à cegium fiscu ex-cludut quicu- luy qui a moyenne iustice immediate és lieux où seront trouuez iceux meubles.

Si aucun a esté absent du pays par sept ans continuelz, tellement que sa semme ou ses en re dixi in co- fans ou ceux qui seroient ses prochains heritiers n'en eussent ouy nouelles & il fust absent 147.C.M. du pays par sept ans continuelz sans venir & sans ce qu'il fust aucunement memoire de luy:

deux tiers &

1.268. Pater

erat opponensa

la complainte

formee par l'o clematernel:le pere fut main-

tenu en l'vlu-

fruitseulement dont il appella à minima dices quod non à pa rentibus alius paternis debe-bat habere totum paternum contra extrarem? Resp.pastam causam cum etiam iurè comuni sua intentio nita- susditte. tur.C.M. 2. deffaillat,) emersiteodemfuitimpugnamen stat donec in generallista tuum consessu corrigatur:

que cognati,

Digitized by Google

ccux

ceux qui doiuent estre ses heritiers, se peuvent ensaissner des choses de sa succession: mais si 1.272. Intelapres il retournoit au pays, sesdits biens & choses luy seront rendus auec les fruits qu'en lige de extraauroyent portez ses heritiers.

'n

:0

:15

it

崽

3

ge

th ij,

ij

A

Si aucuns enfans ayans meubles ou immeubles, vont de vie à trespassement sans hoirs de secus de consor leurs corps ou representation directe d'iceux, leurs biens meubles escheent par succession nea & vero en proprieté & vsufruit à leur pere & mere ou à celuy d'eux qui suruiura lesdits enfans : & coherede: quie au regard des choses immeubles audit cas lesdits pere & mere ou celuy qui suruiura, en auront l'vsufruit pour le tout : & les plus prochains lignagers collateraux chascun en sa li- sed iurecomugne en auront la proprieté. Et en dessaut desdits pere & mere & de chascun d'eux, lesdits ni visiduos biens meubles & immeubles escheent à leurs prochains lignagers en leur ligne collateral: bald. D. de ac car supposé qu'ilz eussent ayeul ou ayeulle, ils ne recueilleroient lesdits meubles & vsu-quir.velomie. fruits.

Combien qu'institution d'heritiers ne soit observee, & n'ait lieu audit pays, toutes-fois ex- 1. in fi.c. qui te

heredation se peut faire és cas permis de droit.

En succession soit noble ou roturiere, le mort saisst le vis son plus prochain heritier habille conservat possible a luy succeder. Et est saissi chacun de son droit & portion de la succession dudit mort, sans aptonisment tonsortion de son de soit en de soit prehension de fait au dedans de l'an & du iour du deces d'iceluy mort: car si lesdits successeurs paul. conf. 54. ou aucuns d'eux laissent passer l'an & le iour apres ledit deces, sans apprehension de fait & de l. merito. D. tention de leursdittes portions ou sans soy coplaindre ou appleiger, & en seuffrent autre posprosecte qu'ils y vinssent par dix in consue.

dix in consue. action, si n'estoit que laditte succession sut escheuë à femme maryee ou à mineur : car la fem- $\frac{r_{\alpha} r_{\alpha} r_{\alpha}}{C.M.}$ me maryee ou ses heritiers dedans l'an & le iour du mariage dissolu ou finy, s'en pourra en- 2. aage.) Hoc faissner & dire saisse de sa portion: & pareillement ledit mineur au dedans de l'an apres qu'il rasticat tum contra cobere-² fera venu à son aage. ² Et ad idem d'vn furieux ou insensé ou autre à qui auroit esté fait inter- dem quam codiction d'administration de ses biens qui equipolle au mineur.

Si aucun baille ou transporte son heritage en eschange & permutation d'autre heritage: tel erde. C.M. heritage sortist la nature de l'heritage permuté: & entre les heritiers seroit departy comme 3.273 \$.255.
264. Et adhec
eust esté ledit heritage dont la permutation est faite en la forme qui declarce est cy dehec cossuedo

Les executeurs d'vn testament sont saiss dedans l'an & le iour du trespas du testateur des questin in e meubles & acquests s'il y-a patrimoine pour l'accomplissement du testament, & par faute de dem pronincial meubles & acquests de la cierce partie du partie de la provincial meubles & acquests de la cierce partie du partie de la cierce partie de la cierce partie du partie de la cierce partie du partie de la cierce partie de la cierce partie du partie de la cierce partie de la meubles & acquests de la cierce partie du patrimoine: & neatmoins serot les heritiers appellez par l'executeur pour veoir executer le testament. Et l'an & iour passez, les heritiers se quado interno

Homme & femme & chacun d'eux peut retenir la moytié des fruits de leur heritage de fois en tierce trois annees estre employé en leur bien-fait, pourueu que la moytié desdits fruits de trois an- foy 6 non alnecs iointe auec ce qu'ils auront donné, n'excede ce que leur est permis donner de leurs hedifferentiam ritages & choses immeubles.

ages & choses immeubles.

Les testamens redigez par escrit, ne sont valables n'auttentiques, sinon qu'ils soient faits qui dividitur pro deuant vn notaire & trois tesmoins ou le curé ou son vicaire & trois tesmoings ou que le te-prima vice, Se stateur l'ait escrit & signé de sa main:toutesfois si le testament est fait ad pias causas, & il n'excede la somme de dix liures tournois, il suffira qu'il y ait vn notaire & deux tesmoings ou le cu- predio steo Seré ou son vicaire & deux telmoings.

La huit-ieme partie.

E N la huit-ieme partie est traitté de la maniere des partage, & comment ils se doi- lem heredy linea brach couent faire entre les coheritiers, & autres, ayans ensemble choses a diuiser par en-permutati re tr'eux.

Premierement quant aux nobles s'ils ne peuuet conuenir de leurs partages des choses im- dines ve dixi, meubles de la succession a eux escheuë, les puisnez doiuent requerir leur aisné de leur faire in cossue parist. partage desdits immeubles d'icelle succession. Et l'aisné est tenu faire aux puisnez vn lot à non que adspe part pour leur tierce partie. Et s'ils ne le vouloient prendre n'accepter, ils mettront en deux cialia internationalisse.

consuctudinus localis. V nde cum quidam permutasset son sief en roture sons ceste coustume ses heritiers pro prima vice la partageret comme sief & benè. Secundi haredes rolüt idem sacere male quia roture; non-obstat consuctudo quia respicit paterna paternis & sic qualitatem extrinsecam pour estre propre ou conquest & paternel ou maternel & de telle ligne, sed non qualitatem extrinsecam pour faire q sief soit roture; quia ha qualitates primò sunt intrinseca, secundo dependent atera ti potestate, tertio sunt seuda Andibus monentia à Turonens, vel brittonibus, vel pictauens sun sunt subditi huic cossetudini. Non-obstat consuet du Mans. \$.290. quia ret possit sacere interpretationem consuetud. Andium, quia retraque provincia suit olim sub codem domino & cadem consuetud. Tamé esse els ulle extraordinarius consumptus suit au premier partage nec debet trahi in consequentiam. C. M.

CCIXX. alterius linez: cclxxj. fo.Phil.deci.l. cclxxiiij. restringiturve quia tunc benè fortietur quali tatem generacclxxvij. generalitervo-

lotz les deux autres tiers que l'aisné auroit retenuz, desquels l'aisné prendra & choisira celuy que bon luy semblera: & auec ce prendra & retiendra à luy ledit premier lot qu'il auoit presenté à sessits puisnez. Et aura en outre le precipu dont dessus est faite mention, qui ne chet point en partage ne diuision. Et l'autre lot desdits deux riers que premier auroit retins ledit aisné pour lesdits deux tiers qui n'aura esté choysi par ledit aisné, demourera ausdits puisnez pour leurs tiers. Et s'ils ne veullent ainsi saire, & qu'il en sust debat entr'eux: iustice les pourra contraindre à partir par telle maniere ou autre raisonnable, en gardant à chascun son

La forme de faire partage touchant les

L'aisné qui à la comté ou la baronnie, doit recopéser les puisnez.&c.

Forme de

fairepartage

coustumiers

Combien qu'on ait dessus touché de la succession des nobles,& quelle portion chacun en doit auoir, & en quelle maniere elle se doit departir: Toutes sois au regard des partages des cótez & baronnies dudit pays, y-a autre forme d'vser: car côté & baronnie ne se depart point encomtez &ba ronnies. &c. tre les freres & sœurs ne seurs representations, ne les dignitez & noblesses d'iceux, comme le chastel, la iustice, & les autres droits de baronnie si le pere ne leur en auoit fait partage en son viuant:mais l'aisné doit saire ailleurs aduenant bien-fait aux puisnez masses: & doit bailler à ses sœurs seur portions coustumieres autre part s'il y-a dequoy. Et s'il n'yauoit que la baronnie, elles y auroient leur portion coustumiere & pareillement les puisnez leur bien-fait sur laditte baronie, sauf des dignitez & prerogatiues qui demoureront à l'aisné sans les departir. Et est à entendre par ceste coustume que combien qu'à l'aisné demeurent lesdittes dignitez & prerogatiues: toutes fois il est tenu recompenser les puisnez de la tierce partie desdittes dignitez & prerogatiues autre part. Quant aux partages des coustumiers des successions & escheoistes qui leur sont escheues,

le plus aagé des enfans soit fils ou fille ou sa representation, doit faire les lots: & les puisnez doiuent choifir de degré en degré:c'est à sçauoir le plus ieune choisira, & ainsi successiuement en accedant. En faisant lesquels lots, le plus aagé doit & est tenu mettre les choses de laditte succession en maniere qu'elles soient plus prossitablement & entierement que faire se pourtouchant les ra au proffit & vtilité de chascun desdits lots. Et ce fait, si lesdits puisnez n'en sont contens: celuy ou ceux qui les dissentiront, referont iceux lots: & les autres choisiront chascun en son degré. Toutesfois si en succession de personne roturiere y-a aucune chose hommagee cheuë en tierce foy, l'aisné ou autre à qui appartiendra les deux tiers, sans autre aduantage baillera aux autres vn tiers: duquel l'ils ne se veulent contenter, sera procedé (comme dessus est dit) du parrage des nobles. Et duquel tiers tant entre nobles que roturiers le plus aagé desdits puisnez

en degré,

iusticier.

De celuy qui demade faite des choses communes.

En partage fait d'vn heritage entre coheritiers, n'y-a aucunes ventes.

Frarescheurs qui ont departy la succession à eux aduenuë, n'y peuuent mettre n'assoit bor-Des bornes nes ne diuiles lans auctorité de iustice: bien peuvent mettre paux & enseignemens, en attenarrachees, la dant que par iustice bornes y soient mises. Et s'ilz mettent bornes sans appeller iustice, n'en appar- ils en feront soixante solz tournois d'amende. Laquelle amende appartient au seigneur de la tient au bas iustice fonciere qui auroit droit d'y mettre & saire mettre les dittes bornes: Toutes sois de bornes oftees & arrachees les bas infliciers n'ont pas la cognoissance, comme dit est

ou sa representation fera les lots: & choisiront les plus ieunes ou leur representation de degré

Si aucun requiert par iustice choses immeubles communes autrement que par succession & induisees entre luy & autre personne, soient departies & diuisees: celuy qui requiert & demande partage, fera les lotz: & l'autre ou autres choisiront: & si du chois ils ne peuuent conue nir ensemble, iustice les sera: & sorte dirimatur. Et si pour faire les lots, eschet grand inquisition, peine & diligence, ce seroit aux despens communs & raisonnables.

Si en faisant partage de coheritiers, les vns baillent aucun retour d'argent aux autres pour mieux & plus esgallement s'entrepartager, n'y-a ventes ne retrait. Et si l'vn d'eux auoit tout l'heritage de l'vne ligne, & son frarescheur tout l'heritage de l'autre ligne, n'y eschet aucunes vétes: quand chacun d'eux peut succeder en toutes lesdittes lignees comme s'ils sont freres de pere & mere ou leur representation: mais se l'on bailloit à celuy qui est seulement frere en vne ligne, l'heritage de l'autre ligne où il n'eust peu succeder, y escherroit vente au seigneur de fief pour tel eschauge.

La neuf-ieme partie.

EN la neuf-ieme partie est traitté des acquisitions faites par homme & semme leur mariage durant,& quel droit y-a le furuiuant,& d'autres acquests & proffit diceux. Le surui-

cclxxx.

Des acquisitions faittes en mariage.

Le furuitant des deux conionts par mariage (liberis existentibus) aura les acquests moytié en proprieté, & moytié en viufruit tant qu'il sera en viduité, à la charge de nourrir & entretenivles enfans mineurs tant qu'ils soient en aage: & si ledit suruiuant se remarye, lesdits 1.283. Esprio acquests se departiront entre iceluy survivant & les heritiers du premier decedé, ou leur representation en ligne directe : & fil n'y-a aucuns enfans, ledit suruiuant aura tous lesdits ac- C.M. quests, moytié en proprieté & l'autre en vsufruit.

Si aucuns acquests sont fails par deux conioints par mariage ou fief de l'vn d'eux, & n'ayét aucuns hoirs de leurs corpsil heritier d'iceluy d'iceux conioints à qui est le fief, aura lesdits acquests: & luy demoureront fil veut, en payant la moytié des deniers qui cousterent aux heri-ioints doit tiers de l'autre, dedas l'an du trespassement du premier decedé. Et peut saire le dit retrait hors iu quess. gemet, sans adiournement: mais si celuy desdeux conjoints qui n'estoit seigneur de sies, au dedans duquel auoient esté faits les dits acquests, suruit : posé qu'on luy rende icelle moytié des deniers, par-quoy tout l'acquest soit consolidé en proprieté auec le fief, il iouyra neantmoins de la moytié des fruits desdits acquests sa vie durant, pour-ce que le suruiuant des deux conioints, a droit de tenir les acquests moytié comme heritier, & moytié comme vsufruittier sedon la limitation susditte.

Aussi si deux conioints sont acquest ensemble d'auctines choses immeubles estans en la ligne de l'vn d'eux: le suruiuant d'iceux conioints dedans l'an & le iour apres la mort du premier decedé, pourra auoir & demander lesdits acquests estans en sa ligne, en rendant aux he-immeuble ritiers du premier decedé la moytié des deniers que consterent iceux acquests: & se peut faire estat en la lihors iugement comme dit est. Et pareillement seront receuz les heritiers du premier decedé des deux coficeux acquests estoient en leur ligne. Et neantmoins jouyra ledit suruiuant de la moytié des joints & acfruits desdittes choses sa vie durant selon la limitation dessussities.

Et est à entendre que si deux conioints par mariage, ensemble deschargent l'heritage ou Del'heritachoses immembles de l'un d'eux de la rente, charge ou deuoit deuz & créez sur iceluy heritage ge descharon chose immenties de l'und eux de la rente, charge ou deuoir deuz & creez iur iceluy neritage of gé d'une fent ou chose immenties par auant ledit mariage, celuy deuers lequel ledit heritage ou chose immeuble n'est pas mouuantou ses heritiers, doit estre restitué & recompensé de la moytié des par deux codeniers baillez pour l'admortissement de laditte rente ou charge s'il y-2 eu communauté de biens meubles entr'eux. Laquelle recompense chet en action. cclxxvij. De la chose

Si aucum seigneur de sief acquiert aucunes choses immeubles ou sief de son homme & sub- acquise par iet, le subiet ne le souffrira pas le tenir s'il ne luy plaist mais le peut sommer qu'il luy baille home qu'il puisse iusticier: laquelle chose ledit seigneur de sief est tenu de faire. Et s'il ne le fait, le de son homsubiet le pourra à ce faire contraindre par la instice de leur suzerain, à ce qu'il luy baille homme qu'il puisse iusticier, ou qu'il mette la chose hors de ses mains. Et est au chois du subiet de prendre homme, ou de luy faire mettre hors de ses mains: car ce seroit repugnance à la seigneurie que le seigneur en la suzeraineté fust subiet de son home:aussi son homme ne le pourtoit contraindre de luy obeyr. cclxxxviij.

cclxxxix. de Védosme

Aucuns lieux sont esdits pays esquels les acquests se divisent entre le survivant & les heri-locale de la tiers du premier decedé desdits conioints par mariage, sans ce que ledit survivant ait droit de chastellenie les tenirs pour le tout par viufruit comme en la chastellenie de vendosme.

Le mary peut bien acquerir l'heritage ou chose immeuble du meuble comun de luy & de fa femme, fans l'y appeller: & auffi fans son consentement peut vendre & aliener tels acquests, les charger & ypothecquer constant le mariage d'entr'eux par cotract de vendition ou tel autre contract dont les deniers, ou proffit, viennent à la communauté d'entr'euximais n'en peut donner que sa partitoutes-sois le mary peut bien, pour la descharge de sa conscience, quand il voudra par son testament, ordonnance, ou derniere volonté, ordonner & disposer desdits acquests ou partie d'iceux estre rendus par sa semme, & par les heritiers de luy à ceux de qui il les a acquis, en rendant & payant ce qui cousterent sans ce que telle restitution soit subiette à ventes n'a retrait: auquel la femme du deffunct tiendra & possedera les deniers qui en seront receuz pareillement qu'elle eust fait lesdits acquests.

Si tels acquests faits durant & constant ledit mariage desdits conioints, à grace ou faculté Des aquests donnees de les retirer & rescourre, qui dure encores au temps du deces du premier decedé& faits durat & durant le temps d'icelle grace ou faculté, l'acquest soit recoux, & l'argent rapporté: ledit argent ou deniers que lesdits acquests auroient cousté, sera departy entre les heritiers du pre-faculté de re mier trespassé & le sutuiuant s'il y-a communauté de biens entre lesdits conioints.

L'argent de l'acquest fait à grace ou faculté de recourre par le mary ou sa femme auant leur

mariage, rapporté apres le deces de l'acquereur d'iceux comoints par vertu d'icelle grace à ses heritiers, sera entreux & le suruinant desdits consoints departy par moytiés il a eu communauré entre ledit mary & sa femme. Et semblablement si au temps que l'argent est rappor té par verru de laditte grace ou faculté, & durant icelle lesdits coioints sont tous deux mortis ledit argent sera departy par moytic entre les heritiers desdits conidints dessince s'il y-a eu communauté comme dessus. and the cexcip

Des deniers renduz par vertu de gra ce doneepar deux conioints.

Deniers rendus sans fraude par vertu de grace donnée ou ralongée ou par retrait lignager ou feodal, se departiront par moytié entre le surminant de deux conjoints par mariage & les heritiers du trespassé.

Sy retrait lignagier ou feodal estoit sait durant la grace ou faculté donnée ou retenue de rescourre iceux acquests, ledit retrait soit lignager ou seodal, ne pourra estre sait qu'à la charge d'icelle grace ou faculté.

De tels acquests faits par homme & femme dutant le mariage par la mort de l'vn des maryez, n'est requis aucun rachapt au seigneur de sief: mais par la semme si elle suruit, la soy & homage sera faite d'iceux acquests ti foy en est deuë. Et si c'est le mary qui ait surverseu la femme il n'en conuiendra faire nouuelle foy: aussi les heritiers du premier decedé n'ont que sairé d'en venir à la foy insques apres la mort du survivant. Et ce 1 a lieu ou le survivant a droit de te-1 coxcvi nir lesdits acquests moyrié à viage & moytié en plaine proprieté.

1. 294. Scili-cet istud vitimum quodhzredes non tenentur quanfructus superflitis.Ita etia risis & gene-raliter. C.M.

S'aucu acquiert rente sur les heritages vniuerselz d'aucun védeut assis en plusieurs siefz: les din directofu- seigneurs desdits fiefz, n'aucun d'eux ne peuvent contraindre l'acquereur d'en payer les ventes insques à l'assiete ou insques au temps qu'ils en vouldront aucune chose aduouer en leut observatur Pa fies: & lors celuy au fies duquel sera assise ou aduouee laditte rente en aura les rentes à la raison de ce qu'il en vengera ou voudra venger en son fief, soit par assiete ou autrementiou le prédra par puissance de fief s'il luy plaist. Et ne pourra le dit acquereur estre cotraint declarer en quel fiefille veut venger & faire son assiete: & en ce cas prescription ne courra point contre le seigneur de fief qu'il ne puisse auoir ventes ou retrait iusques à ce que tel acquereur luy ait deam Parifiuser claré soy vouloir venger en son fief, & luy ait exhibé ses contracts ainsi qu'il appartiet: & pour idem sirecepta auoir poursuluy payement d'arrerages seulement sur aucuns heritages particulieres estans au fief d'aucun seigneur, ce ne suffriroit pour lacquerir a celuy seigneur droit de ventes ou rementum comme trait. Toutesfois fil y auoit ypothecque especial, l'acquereur pourroit estre contraint à declater fille veut venger en celuy fief comme dessis.

2. 296. Idem generaliter eti pecunia,quam confire ad ang nitatu impen-Jam:fecus si in tiliter diffirara sit.C.M.

ludiant inut Sile mary & fa femme ou I'vn d'eux auoient vendu leur propre heritage & patrimoine ou partie d'iceluy dont leur fust deu aucune somme de deniers au temps du deces de l'vn d'eux par l'acquereur ou acquereurs desdits heritages ou patrimoine, les deniers qui en sont encores deuz au téps dudit deces, reuiendront & escherront pour le tout à celuy d'eux ou ses hoirs deuers le quel ledit heritage & patrimoine vendu estoit mouuat. Et seront iceux deniers censez & reputez entre le suruiuant & les heritiers du premier trespassé desdits maryez de la nature du propre heritage& patrimoine, nonobifat qu'il y ait eu communauté entre ledit mary & la femme.2 ccxcvij. 2

tissement de deux conioints.

Aussi si l'vn desdits conioints auoit admortie la rente ou autre charge qui auroit esté deuë deuza cause sur le propre heritage & patrimoine de l'vn desdits coioints, & au téps du deces de l'vn d'eux, les eeniers desdits admortissemens ou partie d'iceux fussent encores deuz :celuy d'eux au prorentesurl'he sit & descharge duquel seroit sait ledit admortissement sur son propre heritage & patrimoine, ritage pro- est tenu payer tous iceux deniers deuz par-ce qu'ils viennent du tout à son prossit, acquit & pre à lvindes descharge, nonobstant qu'il y ait communauté comme dessus.

Et si les deniers dudit admortissement auoient esté solus & acquittez costant ledit mariage les heritiers d'iceluy au proffit duquel auroit esté fait ledit admortissement sur son propre heritage, seront tenus rendre au surumant la moytié desdits deniers, ou luy payer & continuer la moytié de la renre admortie au chois desdits heritiers.

La dix-ieme partie.

Du droit de douairede la femme qui furuit fon mary.

E N la dixieme partie est traité des douaires que les semmes prennent sur les heritages de cexcix.

La femme qui suruit son mary, soit noble ou coustumiere, a droit d'auoir la tierce partie de douaire & vsufruit sa vie durant des heritages & choses immeubles dont sondit mary estoit seigneur au temps de son mariage, & durant iceluy, fauf és cas cy apres decla-

Féme noble heritiere principalle de la terre de ses pere&mere, ou de l'vn d'eux ou d'autres tiere princises lignagiers, au temps de ses nopces n'est fondee d'auoir ou prendre aucun douaire sur la ter-pale de quel re de son mary noble, s'il ne luy a esté promis ou connenancé par expres : auquel cas elle aura queterre au iour de ses ce que luy aura esté promis ou conventioné à tenir par douaire si elle survit son mary insques nopces. à la tierce partie de l'heritage de sondit mary, si tat luy en auoit esté accordé. Et si en plus large luy en auoit esté conuentionné, il sera rescindé à la tierce partie: & si moins que laditte tierce partie luy en auoit esté conuenancé, elle n'en aura que la portion que luy en aura esté conuétionnec.

Et si laditte semme noble ou heritiere principale ou presumptiue de terre, estoit maryee à homme coustumier, elle auroit son douaire, sut iceluy douaire conuentionné ou non. cccij.

Femme noble qui n'est heritiere principalle de terre, est fondee de prendre en douaire la tierce partie de la terre de son feu mary noble, s'il ne luy en auoit esté moins promis ou conuenancé:car en ce cas elle ne pourroit autre chose demander: & si plus en estoit conuenancé que laditte tierce partie, si sera il rescindé, en maniere qu'il n'excederoit point icelle tierce

Si home foit noble ou coustumier qui ayt ayeul ou ayuelle, pere ou mere, se marye auec leur consentemét,& il se meurt auat sa femme, soit noble ou roturiere, elle prendra en douaire apres le deces la tierce partie de telle portion que sondit mary eust prins en la succession de sesdits ayeul ou ayeulle, pere ou mere, s'il leur eust succedé: toutes sois elle attendra insques à ce qu'ils soient decedez:mais le pere ou la mere, ayeul ou ayeulle du fils trespassé qui auroiét donné consentement, seront bien contraints de luy bailler aucune prouisson sur leur terre, c'est à sçauoir la moytié du tiers de ce que fust escheu à sondit mary par leur trespas : & apres le deces de sessaire entier, c'est à sçauoir tout le tiers:mais s'ils ne s'y consentent, elle n'aura douaire sinon sur les choses dot le mary estoit seigneur au temps du mariage & de son deces.

Mais en autres escheutes comme de freres, sœurs, cousines, & autres successions collateraux qui escherroient apres la mort de son mary soit noble ou coustumier, elle n'y

Et si lesdittes successions collateraux estoient aduenues à sondit seu mary auat son trespasfement, elle y prendroit douaire: car la femme de l'homme soit noble ou coustumier, est fondec d'auoir en douaire la tierce partie des heritages & choses immeubles escheues à son mary durant le temps de leur mariage.

Si le mary noble ou coustumier vend, donne ou autrement aliene de son heritage & chose immeuble depuis qu'il est maryé, & sa femme n'y soit obligee ou consentante par expres, el le pourra demander douaire sur iceluy heritage & chose immeuble à ceux qui le tiendront a pres la mort de son mary:car plus tost n'y eschet.

Si le mary soit noble ou coustumier, a plusieurs pieces de terres, & ses heritiers vousissent bailler à femme son douaire sur chascune piece, elle ne le prendra pas s'il ne luy plaist : mais luy doiuent les heritiers bailler & asseoir son douaire sur vne piece ou deux ou autrement le les heritiers plus entierement que faire se pourra seló la qualité & valleur desdits heritages & choses immeubles sur lesquelles elle a droit de douaire.

17)

X

Щ

10

; **š**

170

CIL

100

زارا: نذايا:

Maintesfois aduient que deux ou trois douaires se treuuent sur les choses hereditaux & immeubles d'vne succession lesquels n'empeschent l'vn l'autre, pour-ce que la premiere femme comme la femme de l'ayeul ou du pere suruiuant lesdits ayeul ou pere, aura son douaire entier tel qu'il luy appartient: & la seconde sur le demourant : & ainsi des autres subsequentes fur les portions de leurs marys:mais ainsi que les premiers douaires decedent, le douaire des derniers accroist successivement.

Femme noble est fondee de demourer en la maison de son mary noble desfunt iusques à ce que l'heritier luy ait pourueu de logis aduenant selon la qualité de la succession. Et s'il n'y-a qu'vn logis, elle en aura la tierce partie. Mais ainsi n'est pas de la femme du coustumier: car elle ne peut demander maison pour sa demeure s'il ne luy eschet en son douaire toutes sois elle ne pourra estre deslogee de la maison de son mary iusques à ce qu'on luy ait baillé son douaire, sinon qu'elle se remarye.

Femme de noble ou de coustumier ne peut auoir don & douaire sur les heritages immeubles de son mary: mais il est au chois de la semme de prendre la donation ou son douai-

Du douaire defemmeno principale.

Du filsquise marie sans le cólentemét de ses pere

defemmeno

De asseoir

Dulogisque

guid:Quidam ontre le donai donaire. re donne cinq cës escus, dein-Quidamdicebant que c'est me dette co qu'il la faut jayer surle rebles. Ego confrancshors mis le donaire. Erre qui est le tiers liberas ædes habet cotre la vefuego nec in subsidiñ quidem, quod est clarii quan do vnus est ha res mobilium persona:quia estdebitum limobilibus tā-

tum capiendu: tremet iln'eust donnési grand ditte.
douaire sur les immeubles. C.M.

ritier ou du

mary depuis le

mariage:combien qu'ils ne

Lidittecharge. Et est cela

sans doute

coustume : Mais à Chal-

attendu ceste

lons &V ermä

telle conflume,

que la cause

1.3 to. Sed re: & en estisant l'vizelle est forclose de l'autre: & neantmoins peut auoir don de meuble &

Femme doit tenir les heritages & choses immeubles de son douaire en bon estat, comme ces ejeus, aein-de tousses meu les maisons, vignes & autres choses. Et si elle laisse courre les vignes ou partie d'icelles, de tailler & de bescher par deux années continuelles, elle pert tout son douaire. Et est tenuë neantmoins de desdomager l'heritier. Pareillement pert elle tout son douaire si elle laisse cheoir par sa faute & coulpe les maisons & aucunes d'icelles qui luy ont esté baillees pour son douaire. Ad idem des gros boys anciens qui ne furent couppez passé a trente ans. Autant est sides legs que le desfunt predecesseur auroit laisse és boys taillis, posé que ce sust depuis trente ans & des arbres fructuaux si elle les fait coupper:mais elle pourra bien (l'heritier appel me det te limi lé, ou la iustice en deffaut ou absence de l'heritier) prendre les boys anciens pour reparer les tee, que la con maisons & choses necessaires dudit douaire. Et en outre pourra pour son chaussage prendre & auoir du boys mort & mort boys sans ailleurs le pouuoir vendre, donner ou distribuer. Et sa. à la douainiere est laissé ou baillé par douaire terre & seigneurie où il y ait forest, elle iouyra des ventes du bois ordinaire qui y ont accoustumé y estre tenus d'ancienneté sans en faire des immeubles la douairiere n'en pourroit iouyr. Et aussi seroit elle punie par prination de douaire quand elvlle distraction. Et si le seigneur n'auoit tenu qu'aucunes ventes de boys non accoustumees, le vendroit ou alieneroit aucunes des choses dudit douaire par heritage: & en tous autres cas ou par sa coulpe l'heritier seroit endommagé és choses qu'elle tient par douaire. Et en outre l'heritier la peut contraindre par iustice à la reparer & desdommager. Et à semblable est-il du bail & de tous vsufruictiers.

> Les fruits du douaire soit coustumier ou conuentionnel entre nobles ou coustumiers, sont deuz depuis le iour du trespas du mary & sans demande & sommation.

Femme peut demander son douaire en la cour du prince ou autre iurisdiction capable. Et Efilius remo- si le proces prent aucun delay, elle doit auoir prouision, c'est à sçauoir, la moitié de ce que de tus heres immobilium: sed prime face elle est sondee d'en demander tant contre les heritiers du mary que contre auidem ineadem tres detenteurs.2 cccxiiij.

Si femme maryee de sa propre volonté par fornication laisse & habandone son mary, ou mitatumsuper par iugement d'eglise par sa faute & coulpe, est separce d'auec son mary, &ne se soit depuis reconciliee a luy, elle pert son douaire.

Femme de bastard prent par douaire la tierce partie des acquests que ledit bastard auoit ita restringere saits par-auant ledit mariage: & des acquests saits durant & constant leur mariage, elle les peut tenir, moytié en plaine proprieté, & moytié par vsufruit à la modification dessufcccxvi.

Quand la terre sur laquelle semme prend douaire par le deces de son mary, chet en rachat le seigneur de fief prent les fruits de l'année comme il est declairé en la matiere des rachats. 2.313. Pour- Et en aucuns cas est tenu l'heritier desdommager la douairiere, c'est à sçauoir, quand l'heritieueu qu'il appa re 3 de la terre tenue en douaire se marye, parquoy droit de rachat est acquis au seigneur de 3 acquis de l'he- fief, est tenu des dommager la douairiere des fruits & leuces qu'elle pouvoit avoir & prendre si n'eust esté ledit rachat.

Et pareillement en autres cas dont l'heritier ou heritiere est en cause ou en coulpe : mais si par mort la terre tenuë en douaire, chet en rachat, comme quand elle vient par le deces du trespassé ou trespassée en ligne collateral ou autre qui fait rachat, l'heritier ou heritieren'eust point tenu desdommager la douairiere, n'en autres cas semblables en quoy il n'auroit peu pourueoir: & à semblable des autres vsufruittiers. CCCVIII.

Pour le meffait de l'homme, ne pert sa femme son douaire.

Si homme maryé est dissipeur & degasteur de biens,& de mauuais gouuernemet, & pour don où n'y-a ses dettes ses heritages soient venduz par iustice ou autrement: sa femme à qui droit de douaire est acquis moyennant ledit mariage, peut & luy loist soy opposer pour sondit douaire par arrest sur que les heritages de sondit mary ne soient vendus, saus la proprieté pour la portion qu'elle le champ, moy en doit auoir par douaire, pour ueu qu'elle ne soit expressement obligee esdittes dettes, soient reelles ou personnelles, ou qu'il apparust icelles dettes auoir esté crees pour le prossit & vtilité

eust esté par les plus grands du palais abadonnee, Que la sentence provisionnalle du douaire seroit executoire contre le tiers acquereur qui fut condamné és despens. Et presdoit Bertrandi lors premier President.C.M.

3. 316.Id est, La proprietaresse. Idem quando alias ex saclo vel mutatione contingente ex parte proprietary, contingit relevium deberi: vt dixi in consuet. parissi. §. 22.9.48. C.M.

vtilité de la ditte femme, comme dessus est touché. Et aura & sera deliuré à la ditte semme, si son mary est de l'estat dessus fuits supposé qu'il soit encores en vie de sondit heritage pour en iouyr des fruits sa vie durant comme douairiere de telle portion, comme elle en auroit par douaire apres le deces de luy: toutes sois si apres le deces de son mary icelle semme n'auoit renoncé à meubles & acquests communs, saudroit qu'elle payast sa part d'icelles dettes nonobstant telles oppositions.

L'unze-ieme partie.

POVR l'vnzieme partie sera traitté des donations & recompensations.

Homme ou semme noble ne peut rien donner à son principal heritier presumptismais procè, ve j. S. luy peut bien desaisser, ceder & transporter en auancement de droit successif, telle portion de succession de choses hereditaux & immeubles qui luy pourroient venir & escheoir audit heritier presumptif après le decès de sondit predecesseur noble: lequel auancement ne sera pas reputé donation pure & simple, mais auancement d'hoirie.

**Tamen è cotra niss auancement étra procè, ve j. S. 326. 326. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procè, ve j. S. 326. 328. C.M.

**Justime de cotra niss avec procès pr

1 n. Entre nobles le pere ou mere pourront donner seulement à l'vn de ses puisnez ou à tous ses puisnez la tierce partie de leur patrimoine, auec la tierce partie de ses aquests & conquests pour en iouyr par heritage auec tous leurs meubles pour en iouyr à perpetuité. Aussi le mary causa succession permittiturin permittiturin permittiturin permittiturin permittiturin payer les dettes personnelles, & accomplir le testament. Et s'il n'y a aucuns ensans, pourront de succession de se conquests à qui bon leur settlement. Et s'il n'y a aucuns ensans, pourront de sibne. C.M.

1 n. Entre nobles le pere ou mere pourront donner seulement à l'vn de ses puisses ou à tous ses liberis qui se liberis qui se liberis qui permittiturin permittiturin permittiturin payer les dettes personnelles, & accomplir le testament. Et s'il n'y a aucuns ensans, pourront de succession personne disposer de la tierce partie de leur patrimoine, ensemble de tous leurs s'ilatim possition sont personne poble que s'est s'ilatim possition s'ilatim possition s'ilatim possition personne poble que s'ilatim possition s'ilatim possition s'ilatim possition s'ilatim possition personne poble que s'ilatim possition s'ilatim possition s'ilatim possition personne poble que s'ilatim possition s'ilatim personne s'ilatim possition s'ilatim possition s'ilatim possition s'ilatim possition s'ilatim possition s'ilatim possition s'ilati

Si personne noble auoit fait à son fils puissé don à perpetuité ou autrement, d'aucun heritage, & par apres durant la vie du donneur, le frere aissé d'iceluy donataire alloit de vie à trespas, parquoy droit d'aisneesse aduiensist audit puissé donataire : tel don sera extaint & quia ista conadnullé: 4 & sera departy auec le surplus des choses hereditaux du donneur entre ledit donataire, & les autres puissez par les deux pars & par le tiers, comme touché est en la matiere des
successions es diuissons faci
ende post obitum donatoris

Tum donata-

Si le pere noble ou frere aisné noble ou sa representation, donne à son fils ou frere puisné, tem donatoris sa portion par heritage ou à perpetuité, pour luy & ses hoirs, laquelle il n'estoit sondé à tenir rius ille potest ordinairement qu'à viage & par vsufruit : tel don & aduantage ne sera pas reputé son acquest abstinere ab ne de nature d'acquest: mais sera reputé comme son propre heritage & patrimoine procedat la la ligne dont il est party.

CCCXXIIIJ. retinet vel po

Aucun, soit noble ou coustumier, ne peut donner s' de son heritage & choses immeubles à tout alienare, viage ou par vsusquit plus qu'à heritage ou à perpetuité. Et celuy qui a heritiers en deux li-liberis vel cum gnes, ne peut pas assigner tout ledit don qu'il pourroit bien faire sur les choses de l'une, d'i, liberis qui recelles. Et n'en peut donner ou charger de do en chacune desdittes lignes que le tiers du patriment donner ou propre heritage mouuant icelle ligne, soit noble ou coustumier.

Luit alienare, deïdemorissime deïdemorissime liberis qui recelles. Et n'en peut donner ou charger de do en chacune desdittes lignes que le tiers du patriment donner ou propre heritage mouuant icelle ligne, soit noble ou coustumier.

Homme & femme conioints par mariage, ensemble peuuent biế faire mutuelle ⁶ donatiố nim renocatur donationist do I vn à l'autre de tout ce que la coustume peut sousfrir par la maniere deuant ditte. cccxxyj. natarius vel

Et s'ils ne donnét les meubles qu'à viage, iceux meubles seront appreciez par iurez ou par gens à ce commis par iustice à somme certaine. Et sur iceux seront payees les dettes & executions testamentaires: & du reste le donataire iouyra, & baillera caution aux heritiers du dóment de faire rendre la valleur dudit reste apres sa mort. Et au regard des donations faittes à since comme donataire, est tenu payer & acquitter les dettes personnelles du donneur, & les arrerages des rentes & deuoirs qui estoient deuz par iceluy donneur, & accomplir l'excecution du testament en ce que touche & concerne les choses personnelles mobiliaires.

Et à ce que telles donations mutuelles soient de valleur quant au patrimoine, est requis que chacun des donneurs ait patrimoine: & quant aux acquests, que chacun ait acquests: & alteri donaret sed quant aux meubles que chacun ait mouble, le tout au temps que ledit don eschet. Et est à entendre que si l'vn desdits donneurs n'a qu'acquests, il n'en pourra donner que telle portion qu'il feroit de son patrimoine, s'il en auoit. Et aussi ne prendra riens au patrimoine de l'autre donneur: mais seulement aura telle portion de ses acquests comme luy-mesme en peut donner. Et s'il n'a que meubles sans patrimoine n'acquests, il n'en pourra donner par telle de-

CCCXX. nisi ambo reci CCCXXIIIJ. retinet vel po CCCXXV. toris : non e-

K iiij

nation mutuelle n'autre, soit par testament ou autrement, fors la moitié de ses dits meubles. Et en ce cas sera tenu celuy qui acceptera tel don, payer la moytié des dettes personnelles, & mobiliaires du decedé, & fournir à la moitié de l'execution du testament, obseques & sune-

1. 328. Secus è contra. S. 5. 321. C.M.

Contract que femme face auec son mary au proffit dudit mary tentre viss ou auec les pa- 1 rens de son mary, au preiudice & alienation de l'heritage & autres choses immeubles d'elle, n'est vallable sinon que ce soit par donation mutuelle.

Donation mutuelle se quer.

Donation mutuelle faitte entre vifs hors testament, ne se peut reuoquer si ce n'est du conpeut reuo-, sentement expres des donneuts.

Aussi bien peuuent faire donation mutuelle deux estrangiers l'vn à l'autre, comme peuuet faire deux conjoints par mariage. D'auantage peuvent faire icelle donation l'vn à lautre par heritage & à perpetuité, de telles portions qui peuuent estre comprinses souz icelle donatio, & selon les modifications susdittes au chapitre des donations mutuelles faittes entre le mary

De donatió mutuelle faitte en testament.

Donation mutuelle faitte durant la maladie, dont l'vn desdits donneurs, decede, ne cccxxxij.

Et au regard de donation mutuelle ou autre, faitte en testament, & tout ledit testament, ils se peuuent reuocquer par lesdits donneurs ou l'vn deux : & nonobstant que ledit testament fust validé de foy & serment. cccxxxiij. 2

2 .332. 6 4-Suetu: quia ex quo facta est in mutue testamenti. C.M.

Donation faitte en faueur de mariage d'heritier ou heritiere presumptiue du donneur ou donneresse, soit heritier presumptif en tout ou en partie, supposé qu'elle soit saitte aux deux conioints ou celuy d'eux qui n'est heritier n'heritiere presumptifs du donneur ou donneresse, est veu estre fait en faueur dudit parent ou parente du donneur. Et est reputé iceluy don, asetur facta ve uancement d'hoirie, & le propre patrimoine & heritage desdits parent ou parente mouuant tes & pars te- de sa ligne & costé en la ligne desdits donneur ou doneresse. Et pource si lesdits parent ou parente donnataires alloient de vie à trespassemet sans hoirs de son corps, ou que la ligne de suy deffaillist, les choses dudit don retourneront en la ligne d'iceluy donneur. Autre chose seroit quand iceluy don auroit esté fait en faueur dudit mariage,par vn estrangier, auquel lesdits coioints ou l'vn deux, ne pourroient succeder ou par autre, dont l'vn d'iceux conioints ne fust heritier prefumptif ou lignager. Car en celuy cas le don appartient à celuy d'eux à qui il est expressement fait, ou à tous les dits conioints, si à tous deux est donné. Et pource si tel donataire decede sans hoirs de sa chair, ou sa ligne estoit dessaillie, iceluy don retournera en la ligne d'iceluy desdits conioints à qui ledit don aura esté fait.

Si le pere ou autre roturier donne à aucun de ses enfans ou heritiers presumptifs, soit en auancement de droit successif ou autremet: & apres sa mort ledit enfant ou heritier veuille renoncer à sa successió, il y sera receu auant qu'autrement se porter heritier, en rendant à l'ordonnance de iustice tout ce que sondit pere ou mere ou autre parent luy a donné. Et faudra qu'il rapporte à la raison de la valleur enquoy estoient les dittes choses donnees au temps d'iceluy don: toutef-fois tel donataire ne fera tenu rendre les fruits des choses donnces.cccxxxv

De celuy qui donne peut, à diuer les personnes.

Qui donne plus qu'il ne peut à diuerles perlonnes par vn contract ou plusieurs, le don sera plus qu'il ne rescindé sur chacun des donataires selon la grandeur du do, si ainsi est que les dons soient saits à iceux donataires pour en iouyr apres le deces du donneur,& non plustost : mais si d'aucuns -des dons le donneur se despouille,& en saissif les donataires dés son viuant, & depuis sait autres dons:ceux qui se seront ensaisinez des premiers dons qui n'excedent point, iouyront de tous iceux dons. cccxxxvi.

Du mari qui vend les pro pres heritages de fa féme,pour s'a quitter.

Quand le mary vend l'heritage de sa femme de son consentement, pour acquitter les propres faits & dettes personnelles dudit mary, creees parauant ledit mariage, ledit mary la doit recompenser sur ses heritages, d'autant & semblable valleur, & non de plus: car la recompense doit estre egalle. Et pource quand il en est question, couient mostrer l'heritage auoir esté ven du la valleur de la recompense, & la dette veritablement auoir esté deuë & creec parauant ledit mariage. Et semblable recompense doit faire la femme au mary.

3.337. Non dicit etiam si fit hæres, sed videtur intel-S.eo ne bic fuperfluat. C.M.

Quant est des gens coustumiers, les donations dessusdittes ont lieu par les manieres dessus declarees, pourueu qu'ils les facent à personnes qui ne soient leurs heritiers presumptifs, coligi per \$.334 me à son fils, au fils de son fils ou à son neueu : car personne coustumiere à son fils ou fille ou aux enfans de son fils ou fille ou autre heritier presumptif qu'il ait, ne peut donner plus à l'vn qu'à l'autre, ne faire la condition de l'vn pire ou meilleure que de l'autre. 3 cccxxxviij. 3

Digitized by Google

Aucun

.Et

ż,

١,

Ì,

)4

I

ľ

Aucun ne peut auoir don & partage d'une mesme succession: mais bien peut en auoir don de meuble de personne noble & parrage d'heritage & chose immeuble. · cccxxxix.

Donation fairte en restament & derniere volunté, & donatió qui est appellec en droit Do natio causa mortis, se peut reuocquer, changer, diminuer & croistre, pourueu que le don ou accroissement n'excede ce que dessus est escrit;

Si aucun soit noble ou coustumier, n'a qu'aquests & coquests, il n'en peur donner que telle Dudonneur portion comme il pourroit faire de son patrimoine s'il auoit patrimoine : & s'il n'a que meu- qui n'a que acquests ou bles, n'en peut donner que la moirié, comme dir est.

: Tout donataire & legataire doit estre saiss par les mains de l'heritier du doneur, sinon quel I le donneur luy air baillé la possession I sa vie durant & en plaine santé.

Donation faitte de concubin à concubine, & de concubine à concubin, ne vaut : car ils ne actuelle ve. peunent riens donner l'vn à l'autre durant le temps de leur concubinage, ne apres s'ils retournent à iceluy pechéi.

Ex pour ceste consideration, bastards n'ont point de propre heritage. Et quand ils ont aci per tot. c. de na quests ou conquests hereditaux & immeubles, ils en peuuent doner la tierce partie: mais s'ils ibinon sufficie en meurent vestus & saiss, sans en auoir ordonné, & ils trespassent sans hoirs de leurs corps ispossible per asus en loyal mariage: leurs acquests, conquests & meubles sont à leurs seigneurs de sief, au
cary constitusiefs desquels iceux acquests sont assis. Et s'en perment les dits seigneurs de siefs dire saiss, chau vel retenticun de ce qui est en son fies. Et au regard des biens meubles, le bastard les peut bien tous don- ent est en son fies. Et au regard des biens meubles, le bastard les peut bien tous don- ent est en son fies. Et au regard des biens meubles, le bastard les peut bien tous don- est est est en son fies. ner à personne capable dudit don, soit par testament ou autrement, pour ueu qu'il y ait choses men bic sufficccxliii, at. C.M. immeubles: autrement n'en peut donner que la moitié.

Les enfans des baftards nays en loyal mariage, viennent à fuccession de pere & de mere: & se depart telle succession roturierement entre lesdits enfants, par teste.

Homme ou femme, soit noble ou coustumier; ne peut donner à son enfant bastard ou ba- re ou par starde aucuns de ses biens ou choses par testament n'autrement, si au viuant & santé dudit do- stards. neur ne luy en est baillé possession reelle, actuelle, & qu'il en ioysse dessors.

La douze-ieme partie.

POVR la douzieme partie sera traitté des retraits lignagers ou seodaux, & ce qui en

En donation, eschange ou permutation d'heritages, faits sans fraude & absolument, n'a Retrait n'a lieu en perpoint de retrait: Mais en tout contract d'alienation d'heritage & chose immeuble où il y a armutation fai-gent baillé ou promis bailler, ou autre meuble qui equipolle à ce, a retrait aux prochains du li te sans frau-de. gnagor du vendeur ou alienateur, en faisant adiourner l'acquereur en demande de retraict ou faisant saisir les choses dedans l'an & iour du contract ou de la possession prinse, en payant & refondant le fort principal que les choses ont cousté, & les loyaux cousts & mises, ainsi que cy apres sera declaré.

Et le seigneur de fief peut parcillement auoir & prendre par retrait se dal, les choses here Le seigneur ditaux acquises en son fief par contract subiet à retrait, au dedans dudit temps d'an & de iour bé, & l'offre de ventes faittes au descouuert dudit acquest, si le lignager au dedans du temps à chose aquise en son hes. luy ordonné, n'auoit prins ou demadé ledit retrait:ou si ledit seigneur de fief ou son receueur ordinaire apres exhibition faitte audit seigneur ou à son receueur ordinaire, du contract duditacquest, auoient receu du nouuel acquereur les ventes & deuoirs, sinon que ledit seigneur de sief l'eust expressement prohibé & reserué à luy, & qu'il eust fait publier laditte prohibitio ou referuation en ses plaids ou affiles ou autrement deument. Et pareillement seroit ledit seigneur forclos dudit retrait, si luy ou autre ayant puissance quant à ce, de luy, auoit receu la foy & hommage deuz pour raison des choses que ledit seigneur de sief voudroit auoir par retrait, ou s'il auoit donné terme ou respit de tourner à son hommage, en l'approuuant à fubiet.

Le lignager aura le retrait de l'heritage vendu par son proesme lignager auant le seigneur. Le lignager de fief. Et si le lignager ne le prend, le seigneur de fief l'aura s'il luy plaist, entant qu'il y en est preseré au seigneur. aura en son fief: & fera de son fief son domaine, en payant les deuoirs principaux & les loyaux cousts & mises, comme deflus.

Si aucun faisoir adiourner l'acquereur en demande de retrait, disant estre lignager, & l'acquereur luy cognoisse ledit retrait sans debattre qu'il fust de la ligne: & apres autres ligna-

cccxlij. I. 341. Non cccxliij. diesus. l. i. &

cccxlv. faite par pe

actuel fait au dit premier faux retrayat C. M.

1. Salicet in- gers prochains dudit vendeur, dedans l'an demandent au retrayeur auoir lesdittes choses par 1 retrait, disant qu'il n'est point du lignage du vendeur, ils seront receuz.

Tout adjournement de retrait se doit faire & bailler à la requeste des lignagers ou d'autre en leur nom, dedans l'an du contract ou de la possession prinse par l'acquereur ou de la grace finie, si grace a esté donnee par ledit contract, sinon en vn cas cy après declaré: autrement est du seigneur feodal, comme touché est és autres articles cy apres.

Et quand les acquereurs ne peuvent estre trouvez pour leur baillet adiournement, soit de retrait lignager ou feodal, le fergent, au bailliage duquel les choses acquises sont affises, peut à la requeste dudit lignager sans mandement ou commission, ou autre sergent par mandement & commission du juge competant, saisir en main de cour icelles choses acquises, & y mettre commissatres pour gouverner lesdittes choses, insques à ce qu'on ayt trouné ledit acquereur, pour luy signifier & bailler ledit adiournement de retrait. Et semblablement le peut faire le seigneur seodal, de ce que iceluy acquest seroit situé en son sief & nuesse. Et laditte saisine faite, le temps ne court point contre ledit lignagier on seigneur seodal: mais sont tousiours à temps de faire bailler ledit adiournement de retrait toutef-fois & quantes que ledit acquereur se trouuera pour requerir la deliurance desdittes choses ainsi saisses,

En heritage baillé à réte

En transport d'heritage & chose immeuble baillee à rente fait sans fraude à tousioursmais, n'a aucun re n'a aucun retrait:mais s'il y a argent baillé ou autre meuble qui equipolle à ce, il y aura retrait pour le tout au lignager & au seigneur de fief, pro rata de ce qui est en son fief.

En contract d'eschange aussi fait sans fraude, n'a point de retrait, si le preneur ou l'vn d'iceux qui acquiert par eschange, ne retournoit argent ou autre meuble : mais en ce cas auroit retrait aux prochains du lignage, au regard & à la raison du pris de l'argent seulement ou au seigneur de fief, si le lignager ne le prenoit. Et au surplus demeure ledit eschange en sa vertu-& fera faitte equiualation d'vn eschange à l'autre. cccliiij.

Eneschange fait par frau de y a retrait,& semblablement en beritage

Aussi si en faisant ledit contract de prinse à rente ou eschange, auoit paction, promesse ou intelligence de bailler ou faire bailler deniers pour l'admortissement d'icelle rente ou partie d'icelle, que le preneur fist ou promist faire faire dedans l'an ou autre temps d'apres iceluy contract. Et à semblable és contracts d'eschange s'il promet d'acheter ou faire acheter le conbaillé à réte tr'eschange, ou d'en bailler ou faire bailler deniers, en maniere que par le moyen d'icelle promesse ou intelligéce, ledit contr'eschange ne demourast és mains de celuy à qui il a esté baillé: en celuy cas y auroit retraict par ledit contract, à la charge dessussite.

En heritage baillé à réte s'il y a pro-metle d'amortir, retrait a lieu.

. 356. I lest

liberam da-

tam accipienti ad suam liber

batem vt non

teneatur redi-

id est, vt acci

mere.C.M. 3. d'amortir)

Aussi si en faisant ledit contract, où audedans de l'an & iour d'iceluy, y auoit promesse d'amortir icelle rente,& d'en bailler deniers au bailleur en quelque temps que ce soit: puis qu'il I'y submet en maniere qu'il est contraingnable, y a retrait par la maniere dessussite.

En contract de baillee à rête fait sans fraude, n'a retrait: mais si laditte rête est rescousse ou admortie dedans l'an dudit contract, y a retrait tant du fons que de laditte rente. Et si laditte rescousse est faitte apres l'an, si c'est par simple 2 facult é donnee par l'acquereur, en faisant le- 2 dit contract, n'y a retrait: mais si en iceluy contract faisant, y a eu promesse & paction d'admor tir 3 laditte rente, y aura retrait au lignager ou au seigneur de sief, comme dessus.

Et ne sera contraint le lignagier qui veut prendre & auoir le retrait d'aucune rente, à pren dre par sondit retrait, les arrerages escheuz de laditte rente, n'à les payer, s'il ne luy plaist. Et à semblable, en vendition de rente.

Si aucun heritage est baillé à rête à grace perpetuelle de rescourre laditte rente, si tost que icelle rente est rescousse, le lignager l'aura par retrait, si bon luy semble, dedans l'an & iour d'icelle rescousse, en faisant bailler à l'acquereur l'adiournement dedans l'an de laditte rescousse ou admortissement de laditte rente:car si telle rescousse estoit faitte dedans l'an dudit cotract, le fons & la rente seroient subiets à retrait, comme dessus est dit.

En baillee faitte d'heritage pour payer les rentes, fees & charges d'iceluy, & sans fraude, n'y a point de retrait: mais s'il y a quelque argent baillé ou promis bailler, ou autre meuble, comme si le preneur demouroit tenu acquitter les arrerages, y auroit retrait pour le

En transaction où il y a mutation de possesseur de la chose auec cession & transport de pro prieté ou du droit que le possesseur y prendroit, y a rerrait, aussi y a ventes, lesquelles se doiuét payer à la raison de ce qu'a esté baillé & payé par celuy qui est fait nouueau possesseur de la chose:mais quand par la transaction n'y a eu transport ne mutation de possesseur: celuy à qui demeure la chose pacifique, ne doit aucunes ventes: & n'y a retrait, posé qu'il ait baillé argent

piens teneatur redimere, & vare, hoc casu statilocus est retractui: prieri vero casu demum post re demptione, vt ĵ.§. 358. С.М.

En trasactió où il y a mu tatió de pos seileur, y a retrait.

ou autre chose par laditte transaction. I

D.

Ġ

CE

I,

: k

ß,

ď,

215,

IZ

i

d lui.

12

Ш

117

0

Ŋ.

k

dr.

ţ,

pi

h

:01

tk:

IV

T

100

i)

Œ đ

ıÆ

L

T2L

101

Ik

ď

le la

qu

en

Combien qu'ordinairement contract de vendition ou autre alienation de meublesou cho act. 1. se prosesmobiliaires de soy ne soiét subiettes à retrait: toutes-fois si en faisant contract de vendition fudo. C. co sit. ou autre alienation d'heritages ou choses immeubles par contract subiet à retrait, y a aliena- quod veru est exforma contion & transport de meubles ou choses mobiliaires par iceluy mesme contract:le tout ensem- trassus: sed se ble & meubles & immeubles audit cas sont subiets à retrait.

En tous contracts d'heritages vendus auec grace qui excede neuf ans de rapporter l'argent nus probandis à retrait aux lignagers du vendeur dedans l'an & iour de la possession prinse, & aux seigneurs quod verŭ ime des fiefs dedans l'an & iour de l'exhibition du contract: & y a vétes. Mais en autres graces d'un flori, qui acce an, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neufans, n'a ventes telle grace durant, quand le pta pecunia re vendeur ou ses heritiers font les recousses dedans les les graces : mais neantmoins y a retrait, comme dessus, en gardant laditte grace: & ne peut estre laditte grace donnee & ralon- xi in consuet. gee au dedans d'icelle iulques à neuf ans: & si elle excede neuf ans, ventes en sont acquises au parisi. §. 12.1.q. seigneur de fief. Et si au moyen desdittes graces de neuf ans & au dessouz, ledit lignager veut prendre ledit retrait, il y sera receu, & aussi dedans l'an apres la grace finie.

Si l'acquereur apres la grace donnee & finie donne autre grace au vendeur de rescourre Duvendeur l'heritage vendu, & ralonge apres quelle est finie, en apportant les deniers: en tel contract a qui done seventes au seigneur de siefincontinent apres la premiere grace sinie, nonobstant que le tout de remeré n'excede neuf ans. Aussi y aura retrait au lignager de celuy qui aura donné telle faculté de re- & raloge a courre, si la rescousse se sait: Car à son lignagier droit de retrait a esté acquis puis qu'vne sois i- pres quelle est finie. icelle grace a esté finie.

Le pris de la grace achetee par l'acquereur, se mettra en habondance auec le principal en cognoissance de retrait soit lignagier ou feodal. Lequel pris d'icelle grace & les cousts & mises qui en dependent auec le pris principal, le lignager ou seigneur seodal s'il prend le retrait, sera tenu rembourser à l'acquereur.

Et à semblable le supplayement fait par l'acquereur par auctorité de iustice & sans fraude Du suppleauant adjournement à luy baillé en demande de retrait ou saissine mise sur les choses par luy a- mét fait par authorité de quises, iusques à ce qu'on l'ait trouué pour luy bailler ledit adiournement, se mettra en habon- iustice. dance auec ledit principal:mais l'il faisoit tel supplayement apres les dits adiournement ou sai sine, il en seroit aucunement remboursé par le lignager.

L'heritage ou chose immeuble acquis par aucun, s'il le reuend depuis, est aussi bien retirable au lignager du vendeur comme l'heritage descendu de propre ligne.

Si aucun lignager poursuit par retrait, la chose vendue ou alienee par son parent: si ce pen- Du retraydant le vendeur ou autre alienateur par contract subiet à retrait, va de vie à trespassement, & le cede au ven demandeur audit retrait luv succede icelus demandeur a leisse au ven demandeur audit retrait luy succede, iceluy demandeur ne laissera pas à poursuiure& auoir le- deur apres dit retrait puis que l'adjournement a esté lié auant le deces de sondit predecesseur védeur: car le retrait écommencé. f'il auoit attendu à faire bailler ledit adiournement en demande de retrait apres le deces dudit vendeur ou alienateur, auquel il auoit succedé, & dont il se seroit porté heritier, il ne seroit plus receu à poursuiure, auoir ne demander ledit retrait.

Qui ne succede, ne vient à retrait, c'est à dire que nul ne peut demander retrait s'il n'est de Nul ne peut la ligne du vendeur ou alienateur en la ligne dont les choses vendues ou alienees, sont mou- n'est du liuans. Et s'il est du lignage en toutes lignes, il peut demander par retrait, la chose vendue ou alience par contract subiet à retrait, entant & pourtant qu'il en a en sa ligne ou pour le tout si l'acquereur l'y veut cognoistre: car il sera au choix de l'acquereur de luy cognoistre tout ledit retrait, ou de retirer ce que ne sera en la ligne du demandeur & lignager:autre chose est de retrait seodal: Car le seigneur de sief en peut precisement demander seulement ce qui en est en son fief. Et ne le peut l'acquereur cognoistre par raison de ce qu'en seroit hors ledit fief.

Et est à entendre que par la coustume dudit pays, representation aura lieu en matieres de En matiere retrait comme en matiere de successions, & pour telles parts & portions qu'iceux lignagers retrait de re fuccederont sans precipu ou pour le tout, si autres ne le demandent. Et seront receuz les puisnez nobles, soient masses ou femelles, à auoir & demander le retrait d'heritages venduz par leurs parents, soient en ligne directe ou collateralle.

Si aucun retrait est cognu à aucun lignager du vendeur ou autre alienateur, par contract prochains li subier à retrait, le plus prochain en degré de lignage sera bien receu deuant le sergent ou au- veulent retre executeur dudit retrait au iour assigné pour payer les deniers à prendre le retrait, en paiat traire côtre les mois pro

ccclyj. 1.360. L.nul li.D.detranf. ccclxij. Pelit actor in

chains.

les deniers, & venir entre la bourse & les deniers : c'est à entendre au cas qu'au iour assigné pour executer ledit retrait, on est encores au dedans de l'an & du jour de l'acquest ou possession prinse d'iceluy ou grace finie: car si le lignager auoit poursui son proces tant que l'an & autre temps de faire bailler ledit adiournement de retrait fust passé, les autres plus prochains qui n'auoient fait leur diligence dedans iceluy temps, ne viendroient iamais entre la bourse & les deniers. Et aussi le iour assigné de payer les deniers, passé, & ledit retrait soit fait & executé au proffit du plus lointain, sans ce que le plus prochain parauant icelle execution ait fait bailler à l'acquereur adjournement en demande de retrait, ou soit venu entre la bourse & les deniers, comme dessus, nonoblant que le temps d'an & de iour dessusdit, durassent encores, toutes-fois le plus prochain ne viendra plus entre la bourse & les deniers: & ne sera receu y à poursuiure ne demader retrait par adjournement subsequent laditte execution:car en vn contract n'y a qu'vn retrait quand il est deument cognu, fait & executé sans fraude. Et n'y a que huit iours de payer les deniers depuis la cognoissance iugee & acceptee en presence. Et si les parties prennent plus long ou plus brief terme, ce ne peut estre au preiudice des autres lignagers.

Combié dure l'heure & le iour d'executer le retrait.

Et est à entendre que le jour d'executer le retrait, dure pour tout iceluy jour jusques à heure du foleil couché: Parquoy si l'execution s'en faisoit plustost auant lheure dessussite, ce ne pourroit estre au preiudice du plus prochain lignager qui auroit faculté de le prendre, entre la bourse & les deniers, come dit est:lequel, ce nonobstant, y sera receu s'il y vient auant l'heure dessusditte. ccclxxii.

Il est ainsi que l'acquereur qui nie par fraude, le lignage de celuy qui poursuit & demande le retrait de la chose aquise par ledit aquereur, & ledit lignager le prouue, il aura ledit retrait: & sera le dessendeur condamné és despens, dommages & interest, & en amende arbitraire, tant enuers le roy, qu'enuers la partie. ccclxxiiij.

De l'acquereur qui a fait mettre au contract plus grand prix que la chose ne lui a cousté.

Les deniers du retrait tant du pris principal que des cousts & mises, se doiuent payer à huit iours apres la cognoissance iugee. Et si l'acquereur a mis ou fait mettre plus grand pris en son contract que la chose ne luy a cousté, & semblablement declare plus grande habondan ce qu'il n'y a, le lignager ne les payera pas s'il ne luy plaist. Et ne receuera l'executeur deuant qui est fait ledit retrait, le serment accoustumé de l'acquereur, qui est qu'il doit iurer deuant l'executeur d'iceluy retrait, combien la chose luy a cousté. Et consignera le lignager s'il veut, en la main dudit executeur, ce qu'il verra que ledit acquereur aura trop mis & employé tant en principal pris que és habondances. Et doit payer ce neantmoins à l'acquereur le iuste & loyal pris & cousts que l'acquest a cousté, s'il le veut receuoir: & qu'en ce faisant, les choses acquises soient deliurees au lignager. Et si iceluy acquereur ne les veut receuoir, ledit lignàger doit configner le tout en main de iustice, & faire adiourner sa partie pour luy voir deliurer ledit acquest. Et n'est tenu de consigner ce que l'achetteur aura trop mis en habondance & en principal cousts & mises, sil ne luy plaist: mais sil consigne tout, l'heritage luy sera deflors deliuré par l'executeur dudit retrait. Et s'il n'a payé ou configné ce qu'aura deliuré l'acquereur: iceluy acquereur sera saisi, le proces pendant. Et s'entend ceste coustume, quand le retrait est cogneu en absence du lignager:mais quand il est cogneu en sa presence, s'il n'est protesté en faisant la cognoissance de monstrer au jour de l'execution dudit retrait que l'acquereur n'a pas tant payé en principal achat, comme il a mis en habondance, il ne sera plus receu: & s'il paye plus que la raison, soit principal ou des habondances, & autres mises, cuydant icelles estre vrayes, & depuis il sçait le contraire, il peut repeter ce qu'il en aura trop

De l'améde

S'il est trouvé & prouvé que l'aquereur ait mis ou fait mettre en son contract plus grand pris que la chose n'a cousté, il fait amende arbitraire: car cest espece de crime de faux. Et aussi fil a mis en ses habondances, coults & mises, plus grand chose qu'il ne doit, il en sera amende, & desdommagera la partie à l'arbitration du juge. Et pareillement serot punis tous ceux soiét nobles ou coustumiers, qui commettent & l'aydent scientement de contracts frauduleux, & les notaires qui les passeront & le sçauent, & ceux qui le conseillent.

Au premier

Pource que quand le lignager à fait adiourner l'acquereur sur retrait, ce n'est pas raison que les deniers soient delaiez à celuy aquereur à ce qu'il en puisse faire ailleurs son proussit au trait l'acque premier iour affigné par le premier adiournement de retrait, vienne ou non le lignager, l'aquereur sera receu cognoistre le retrait en son absence ou presence, nonobstant que le demandeur voulsist prendre attente de conseil, ou qu'il vousist friuolement appeller ou eust appellé

pellé, ou prendre autre delay. Et sera tenu iceluy lignager paier par deuant le sergent ou autre à ce commis audit acquereur, les loyaux deniers& coufts, à huit iours apres ce que la cognoifsance de retrait luy aura esté signifiee deument.

Et si ledit lignager ne vient à huit iours apres saire & executer ledit retrait, en payant & baillant audit iour à iceluy acquereur sesdits pris & loyaux cousts & mises, iceluy lignager n'y sera iamais receu: & en est forclos, nonobstant quelconque appellation.

Si l'acquereur au premier terme ne cognoist le retrait, mais s'il dessaut ou delaye, il ne De l'acquescroit pas receu regulierement à le cognoistre en absence du lignager aux autres termes: car premierteril auroit premierement delayé de son costé: Mais faudroit que tel lignager, auant quil peust me ne coestre cogneu audit retrait en son absence sust à la requeste de l'acquereur appellé à droit de trait. clairement, pour voir faire laditte cognoissance: & s'il dessaut, tel le lignager demandeur sera secondement appellé: & alors soit present ou absent, pourra estre cognu. Et en ce cas qu'il aura fait telle diligence, ne courreroient point les fruits contre ledit acquereur: mais les gai gnera. ccclxxviij.

L'an & temps durant que les prochains du lignage ont de retraire l'heritage & choses immeubles alienees par contract subiet à retrait par leurs parens, les acquereurs ne peuuent deteriorer n'empirer la chose ne meliorer, sauf des reparations necessaires: car s'ils y auoient fait autres choses volontiers, le lignagier ne seroit pas tenu de les payer.

Si les heritages venduz sont terres labourables qui ayent esté cultiuees, labourees & ense-labourables mencees par l'acquereur ou de par luy: la moitié des fruits demourera à l'acquereur pour son ensemécees labourage, s'il le fait labourer en sa main auec ses semences: mais il est au choix du lignager de payer audit an les labours, & prendre toute la leuee, ou laisser la moitié de la leuee à l'acquereur, sans payer les labours. Autant en seroit-il si l'acquereur auoit commencé à labourer la terre:le lignager ne laissera paracheuer & ensemencer & prendra la moitié de la leuce, ou payera deflors à l'acquereur le labeur commencé: mais si c'estoit mestairie, terres, vignes ou autres terres labourables qui soient labourees par mestayers ou autre laboureur, pour auoir portion des fruits:en celuy cas ledic mestayer ou laboureur a sa part des fruits pour son labourage si fruicts y a: sinon sera payé de ses labeurs. Et le lignager apres l'execution de retrait, y prendra seulement la portion qui y eust prins l'acquereur: auquel cas il n'en est rien tenu payer audit aquereur.

29

2:

Į, Œ.

 Δ_{i}^{a}

116

١

e.

15

T.

الما

),;

Le lignager aura les fruits des heritages & choses immeubles aliences par son lignager qui escherront depuis l'adiournement baillé en cause de retrait si l'acquereur denie ou delaye le- 1.382. Scilidit retrait, & il succumbe en icelle cause.

retrait, & il succumbe en icelle cause.

Et si l'aquereur ne pouvoir estre trouvé pour luy bailler ledit adiournement de retrait par actorexcludaquoy les choses par luy acquises fussent saisses, & depuis icelle saissne luy soit deument signifiee, & neantmoins ne fait diligence de soy faire deliurer icelles choses en receuant ledit adiournement de retrait dedans vn mois prochain ensuiuant icelle signification. En iceluy fertur. Actor cas fil est depuis adiourné en ladite cause de retrait: & il succumbe, il sera & doit estre con- re Parissin qui denné à rendre les fruits escheuz non seulement depuis ledit adiournement, mais aussi qu'en in interibir est escheu depuis le moys apres icelle signification de saissne. Et si tel acquereur se dissimule nat, sed patitellement qu'on ne luy puisse signifier laditte saisine, & laisse par vn an les choses ainsi saisses tur codonation fans venir receuoir adiournement de retrait, les fruits courront contre luy apres ledit an paslé.Et ad idem du leigneur de fief.

Tout retrait doit estre demandé en toutes les iurisdictions où les choses acquises sont assi-I ses quoy que ce soit, en celles où la plus part des choses aquises sont situees & assisses, ou en la textum: sed do cour suzeraine qui soit capable du tout. Et l'adiournement baillé declairement en demande lis non solum de retrait par le sergent au bailliage & pouvoir duquel les heritages & choses aliences sont non potestified assisses ou la plus part d'icelles : ce que le sergent peut faire en son ordinaire sans mandement etiam nulla ils & commission: toutel-sois quand les choses sont assisses en diuers bailliages de sergens ordiquia maires d'un mesme ressort & seigneurie, vn des sergens, au bailliage duquel y aura aucune cho lente ser d'un mesme ressort de le contract de le co se assise des choses acquises, pourra bailler ledit adjournement en la cour dont il sera sergent. allo & citato in vi legiu vel Et vaudra tel adiournement pour toutes choses acquises estant audit ressort & seigneurie. consuetudinis, Et siles choses acquises estoient assises & situees en diuers ressorts, en celuy cas faudroit bailnon parit nonon parit noler l'adiournement en tous les ressors ou en la cour suzeraine où la plus grand part des choses "" un lucra qu'on veut retraire, sont assisses, pource que retrait ne sen va pas par parties ne à quartiers tium pecuniquant aux lignagers. Et pource conuient faire adiourner l'acquereur en demande de retrait m. C. M.

quòd alter p

en tous les ressors dont la chose est subiette: & quant au regard des iurisdictions subalternes dudit pays d'Aniou, esquelles n'y a aucuns ressors, mais seulement bailliages & sergens, chacun sergent en son bailliage & amence pourra vier pourtant que touche lesdits adiournemés ainsi que les sergens dudit duc d'Aniou sont és ressors dudit pays par commission de juge capable ou autre ayant pouuoir de ce faire. ccclxxxiij.

Vn sergent par vertu de commission de juge competant peut bailler adjournement de repeut adiour trait au regard des choses qui sont hors son bailliage.

> Les seigneurs de fiefs n'ont retrait par puissance de fief, sauf de ce qui est chacun en son fief & audit cas retrait s'en peut aller par parties. Et si ledit seigneur de sief en prenoit en plus large,ce qui seroit hors son fief, seroit subjet à retrait sur luy. ccclxxxv.

Si aucun acquereur est mis en proces à cause des choses par luy acquises, & depuis le lignager le fait adiourner en demande de retrait, il luy pourra cognoistre ledit retrait à la charces pour les ge dudit proces ou telles autres charges que de raison.

En matiere de retrait & repetition d'iceluy, d'interruption d'appel, de peine commise, de tort fait, de treues & sauues gardes enfraintes, de messait dedans terme pour nyer ou con gnoistre son seing manuel, pour voir reuocquer dessaux, & pour prendre ou laisser proces, est requis especial adiournement nommement & declarement estre baillé en chacun des cas dessusdits. ccclxxxvij.

En retrait fe odal prescri prion ne

Vn sergent

par cómissió

ner encasde

rctrait pour

les choses estas hors son

bailliage.

De l'acque reur qui est

mis en pro-

choses par

luy aquiles.

Le seigneur de sief a plus grand delay de prendre le retrait seodal, & saire de son sief son dommaine que le prochain lignager: car en retrait feodal prescription ne court point concourt point tre le seigneur de sief, plustost que l'acquereur soit venu deuers luy on par deuers son bailly ou seneschal. Ou en dessaut de trouuer son seigneur, bailly ou seneschal en luy faisant signifier, & le faifant appeller pour faire exhibition de ses contracts en cour suzeraine, & les luy ayt exhibez ou offert exhiber comme dessus est declaré, & en ce faisant luy ayt offert reallemet & au descouuert les ventes & ses droits seodaux tels qu'ils escheent. Apres laquelle exhibition & offres ainsi faites, le seigneur feodal a encores temps & delay de faire adiourner ledit acquereur en demande de retrait dedans l'an & iour d'icelle exhibition & offres, ou en faisant saisir comme dit est, en deffaut de trouuer l'acquereur : car s'il ne faisoit les diligences dessussitan & iour apres laditte exhibition, il n'y seroit plus receu, & en seroit forclos.

Et le dit adjournement de retrait feodal baillé à l'acquereur, iceluy acquereur le peut cognoistre au premier iour assigné, vienne ou non ledit seigneur de sief quelque appel ou delay fire le re- gnoîttre au premier iour auigne, vienne ou non leure le gnoît real au fei- qu'il prenne, & il n'y a que huit iours pour le faire & executer apres la ditte cognoissance signeur feo-dal au pre- gnisse audit seigneur seodal, comme en retrait lignager, comme dit est dessus.

Et s'il aduient que le seigneur de fies ou son receueur ordinaire & commis en office de re-Duscigneur cepte du sief, terre & seigneurie dont ledit sief depend, ayt vne sois receules ventes, deuoirs fois receu ou autres obeissances à luy deuës à cause desdittes choses dudit acquereur ou autre pour luy, les audeuoirs les ayt payees en son propre & priné nom, ledit seigneur de sief ne sera plus receu à les auoir par retrait, comme dessus est touché.

Si le seigneur de fief prent par retrait seodal dedans le temps que le lignager a encores saculté de venir au retrait lignager, les choses hereditaux & immeubles acquises en son fief, le lignager qui les voudra auoir par retrait dedans ledit temps, y sera receu, & pourra faire adiourner ledit seigneur de sief en demande de retrait, ainsi qu'eust peu faire ledit acquereur,& fera contraint ledit seigneur de fief à luy delaisser par retrait, en luy restituant & payant seulement les deniers qu'il en auoit payez à l'acquereur & autres loyaux cousts & miles tels qu'il eust fait à l'acquereur en faisant ledit retrait, supposé qu'il soit dit qu'en vn contract n'a qu'vn retrait quand il est fait, pource qu'il n'a pas lieu en ce cas.

Le seigneur de fief peut par sa cour ou cour suzeraine, faire saissir les choses immeubles & chacunes d'icelles acquises en son fief depuis trente ans, dont autres fois exhibition ne luy auroit este faitte ou à son sencschal, bailly ou son lieutenant tenant sa iurisdiction ordinaire, & sans ce qu'il soit tenu en faire ou souffrir deliurance en estre faitte à l'acquereur, insques à ce qu'il ayt exhibé les contracts, & baillé la coppie collationnee deument à l'original aux despes dudit subiet, si le subiet ne luy vouloit laisser sondit contract original, & fait les offres reclles des ventes & deuoirs comme dessus est dit, s'il les confesse: mais icelles exhibition & offres faittes, ledit seigneur de sief peut receuoir les contracts, & les visiter s'il veut prendre ses ventes, & les prouffits du contract, & s'il veut faire de son fief son dommaine, il peut prendre ad-

de l'acque-Le lignager peut retraire contre le feigneur fcodal.

L'aquereur

peut cognoi

mier iour.

Le seigneur de fief peut faire laisir les choses immeubles aquises depuis trente ans.

uis de ce faire & à an & iour apres l'exhibition des contracts & offre de ventes au descouuert de prendre la chose par retrait, & faire adiourner l'acquereur en sa cour ou en la cour du seigneur suzerain, pour auoir par retrait & puissance de fief, l'heritage vendu en payant les deniers & les coults. Et incontinent lesdittes exhibitions & offres faittes, ledit acquereur aura la deliurance des choses par luy acquises des fruits d'icelles,& ne le peut ledit seigneur de ficf empeicher.

Tou retrait fait hors iugement, est reputé vendition , sauf demy denier, qui est la moitié 1. volontaire. cccxciij. 3.6.382. du pris, dont dessus est touché.

Si aucun vend son heritage, rente ou autre chose immeuble auec grace & faculté de cer- La chosevetain temps de le rescourre en rendant & payant les deniers, le lignager l'aura par retrait, si aude remeré
de remeré
de la grace que l'acquede remeré
de de remeré
de remeré
de remeré reur aura donné en faisant ledit contract à la charge de garder icelle grace. Et si la grace passe, encores aura le lignager le retrait dedans l'an & le iour de la grace finie, ou de la possession peutestre re trait dedans prinse: Et au regard de la rente qui seroit deuë à deux ou plusieurs termes en l'an auant ledit temps. qu'on se puisse ayder par tenement, possession ou prescription contre les lignagers qui demandent le retrait d'icelle, il faut à l'acquereur à ce qu'il s'en puisse desfendre de tout ne de partie, auoir eu possession de toute la rente par an & pariour, à compter iceluy apres les termes passez de tous les payemens: & ne suffiroit pas d'auoir eu possession de partie de la

L'an & le iour du retrait de la rente acquise sur soy ou sur sa chose, se prend du iour de l'ac-2 quest, & affranchissement de laditte rente. 2

Si aucun acquiert de son prochain lignager aucun heritage mouuant en la ligne d'iceluy a- rit saure ci-quereur, l'autre lignager plus lointain n'en aura le retrait: mais s'il estoit plus prochain en de-tionis. I dem si gré de lignage, ou representant autres plus prochains que ledit acquereur: en ce cas ledit plus la rente essoit prochain ou le representant l'aura sur iceluy acquereur. Et si iceluy qui y voudra demander ledit retrait, estoit aussi prochain en pareil degré & mesme ligne, & no plus que ledit aquereur, chetable. ou qu'il le representast, si auroit-il par retrait la moitié de l'heritage & chose alience: & seroit C.M. au choix de l'acquereur de luy cognoistre tout le retrait ou la moitié. Et s'ils sont plusieurs & touts en mesmes & pareil degré que ledit acquereur ou representant, comme dit est, chacun en aura tant l'vn comme l'autre respectiue & per stirpes, en resondant chacun du pris principal, & des loyaux cousts & mises pro rata. cccxcvj.

Si aucun homme & femme ensemble conioints par mariage, acquierent des prochains pa rents de l'vn d'iceux conioints aucuns heritages & immeubles mouuans de la ligne de l'vn ou deux conde l'autre d'iceux mariez:nonobstant que l'vn d'iceux consoints ne soit lignager, toutes-fois il iosts par ma iouyra du droit de l'autre lignager auec lequel il est conioint, en telle maniere qu'autres plus prochainspa lointains lignagers que celuy d'iceux conioints, en la ligne duquel lesdittes choses acquises rens de l'vn sont mouuants, n'y seront pas receux au retrait: mais si iceux conioints ou l'vn d'eux alloit de ioints. vie à trespassement sans heritiers yssus de leur corps en leurdit mariage, les heritiers du trespassé en quel ligne l'heritage estoit mouuant au temps qu'il viuoit, si ont la moitié dudit acquest comme heritiers: & l'autre moitié ils l'auront par retrait du suruiuant ou deses heritiers en quel ligne l'heritage ne meut, en payant le my denier. C'est à sçauoir la moitié des deniers de l'achat ou autres cousts & mises raisonnables du proces & execution dudit retrait dedans l'an & iour de la mort trespassé. Et est à sçauoir qu'en la moitié en quoy tels heritiers sont proprietaires, le suruiuant aura son vsufruit sa vie durant selon la coustume dessussité. Et semblablement y sera receu le suruiuant si les choses sont mouuants de sa ligne, en faisant adjourner les heritiers du premier decedé dedans l'an & iour du deces du premier decedé, si ledit retrait de my denier n'est fait hors iugement du consentement des parties. Auquel suruiuant en executant ledit retrait, sera adiugé la proprieté appartenant ausdits heritiers en iceux acquests, en baillant caution ausdits heritiers que le my denier d'iceux acquests sera rendu à iceux heritiers apres le deces dudit suruiuant, pource qu'il a droit d'en auoir l'vsufruit comme dit est: autre chose seroit és autres lieux, esquels les acquests se diuisent & departent sans attendre la mort du suruiuant. Et n'aura lieu le retrait de my denier qu'és contracts où les retraits seront ordinairement introduits.

Et si desdits conioints y a enfans, ils pourront auoir par retrait d'iceluy my denier dedans ledit an & iour sur le suruiuant de leur pere ou mere, en la ligne duquel lesdittes choses acquises ne seront mouuans. cccxcyiij. L ij

Dulignager · l'an de ladite chose aisi retraite.

Si aucun lignager a esté cogneu au retrait d'aucuns heritages & choses immeubles acquiqui apres le retrait a alli- ses de son proesme, & ledit retrait ait esté fait & executé, & iceluy lignager les vend ou autreené dedans ment aliene par quelque contract que ce foit, à autres perfonnes estrangiers au dedans de l'an de l'executió dudit retrait, c'est à sçauoir qu'ils ne soient lignagers en la ligne dont sont mouuans lesdittes choses: le premier acquereur les aura par repetition de retrait, en rendant les de niers & non plus grand somme qu'il en receut de prochain : car il est veu que le lignagier ne les a pas retirez pour demourer en sa ligne. Et pour telle repetition de retrait, ne sont acquises nouuelles ventes au seigneur de fief.

Le seigneur luy retraite. trait.

Si vn seigneur de sief fait de son sief son domaine sur aucun, il peut incontinent ou quand la chose par bon luy semble, vendre ou transporter la chose à vn autre sans dangier de repetition de re-

De l'acquegrand pris qu'il ne les a achettez.

Si aucun acquiert aucuns heritages & choses immeubles pour aucun pris & somme de de reur qui re- niers, & ledit aquereur les reuend plus grand somme: les lignagiers du premier alienateur ou uena les ne-ritages plus le seigneur de sief en aura le retrait dedans l'an & iour du premier contract ou de la possession printe pour le premier pris, en faisant sa diligence dedans le temps dessus declaré: mais le second acheteur aura son recours de desdómagement contre son vendeur au regard de ce qu'il excederoit le principal du premier contract.

De l'vn des dedans l'ála choie par duy baillee.

1.402. Scili-

cet collateraux

tium, & igna

nia affistentin

Si l'vn des permutans ou autre de par luy, acquiert à deniers de l'autre dedans l'an & iour de leur eschange la chose par luy baillee en contreschange: en iceluy cas le lignager de celuy qui vend, aura par retrait à son choix & election la chose vendue ou la chose dudit eschan-

En vendition de fruits d'heritages, posé qu'ils soient encores pendans: Aussi en vendition de fruits ou pensions d'heritages, de douaires, de baillees à viage ou autre vsufruit, n'a ventes ne retrait.

Si aucun a fief, & en iceluy fief ait fait acquests, & apres son trespassement ait heritiers en deux diuerses lignes: les heritiers i en la ligne desquels le fief seroit mouuant, auront lesdits a- x quests s'ils veulent, en rendant aux heritiers de l'autre ligne le demy denier dedans l'an &iour boc corroborat apres le deces d'iceluy en quelle ligne le fief n'est mouuant.

opinionë mea, de qua scripsi in cosuetu.paris. §. 13.glos. 1.9. 1. cŭ boc 3. 9. 348. 6 certe hic retra Elus nuquam fuit per cosuetudinë inuen-

Si plusieurs lignagers auoient particulierement fait adiourner aucun acquereur pour auoir par retrait l'heritage aliené par leur parent : l'acquereur ne respondra aux plus loingtains s'il ne luy plaist, tant comme le proces du plus prochain dure. Et surçoira le proces dudit plus lointain iusques à ce que lon cognossse si le plus prochain aura le retrait: & sil le prent, les autres en seront forclos: & s'il pert sa cause, ce n'est au preiudice des autres: & toutef-fois il est au choix de l'acquereur de cognoistre le retrait: & ne le peut cognoistre à vn seul, mais à tous ensemble, s'il n'y auoit aucuns particuliers, contre lesquels il eust deffenses particulieres: & en ce cas le plus prochain apportera ses deniers à l'huit-iesme iour, s'il luy plaist. Et s'il ne fait ledit retrait, les autres cogneuz au retrait, viendront tout à temps le lendemain:& de lendemain au lendemain gradatim de payer les deniers, chacun pour soy, pour cit consultatudo tant comme il luy en pourra competer. Et si ledit plus prochain estoit negligent de poursui-Borbonii, ure & faire terminer ledit proces, le iuge luy pourra prefiger terme de ce faire sur peine d'en bitio conscribe estre forclos.

Quand le plus prochain a fait adiourner l'acquereur en cour suzeraine,& autres plus lointains ont fait adiourner ledit acquereur en cour subiette, lon surçoira de cour subiette: mais si le plus prochain auoit fait bailler son adiournement en cour subiette, & le plus lointain en cour suzeraine, il ne sera cessé en cour subiette du proces du plus prochain: car il est tousiours preseré auant les autres: & en celuy cas l'acquereur pourra cognoistre ledit retrait en laditte cour subiette tant au regard du proces pendant en icelle cour subiette comme de ce qui en pend en la cour suzeraine, en signifiant laditte cognoissance & le iour sur ce assigné à celuy ou ceux qui demanderont ledit retrait en laditte cour suzeraine. Et audit cas ne sera audit plus prochain en iugement baillee assignation de huitaine de faire l'execution dudit retrait: mais sera baillee à autre terme plus long à l'arbitration de iustice, à ce que ce pendant l'acquereur qui a cognu ledit retrait, puisse faire à sçauoir ausdits plus lointains laditte cognoissance: & qu'ils en puissent faire l'execution le lendemain du jour qui aura esté affigné audit plus prochain en cas qu'il feroit defaut de prendre ledit retrait. Et faut qu'entre laditte signification & affignation d'execution dudit retrait, y ait huitaine.

Si aucun acquereur est adiourné en demande de retrait en cour subiette, & il ne vueille debatdebattre ledit retrait, il se peut clamer en cour suzeraine, pourueu que l'assisse de cour suze- L'aquereur raine tienne premierement que celle de cour subiette. Et illec sera tenu cognoistre le retrait cas de re& y doit estre receu nonobstant qu'il ne maintienne tort fait ne droit voye, & sans en faire trait encour renuoy en icelle cour subiette, à ce que les deniers ne suy soient dilayez, & la cognoissance sai subiette, se te. Et pourra estre commise l'execution au sergent de la cont subiette qui a baillé le premier en sour succccvij. zeraine. adiournement.

Si aucun fait adiourner autre en cas de retrait, & il y est cogneu, & ne prend le retrait, le demandeur est tenu és despens, dommages & interests du dessendeur. cecevij.

Si aucun acquereur à la requeste d'aucun lignager est adiourné en cas de retrait, & pendat De l'aquel'adiournement le dessendeur transporte les choses acquises ou partie d'icelle:en ce cas il comet vice de litige: & sera le dessendeur condemné és despens, domages & interests du deman journement deur & en amende orbitaire. Mais sil mans deur de litige: & l'addeur, & en amende arbitraire. Mais s'il transporte parauant l'adiournement, il est receu à de-chose aquise clarer qu'il n'auoit plus rien à l'heritage au temps d'iceluy adiournement, & qu'il l'auoit trasporté à autre, lequel il doit nommer. Et le doit declarer au premier iour qu'il comparoist en iugement, à fin que le demandeur lignagier le puisse poursuiure. Et qui pourroit trouuer que celuy riers qui detient la chose à luy transportee pour le premier acquereur, l'eust acquise luy aiant cognoissance dudit adiournement de retrait baillé audit premierucquereur, il sera semblablement tenu & contraint payer despens, dommages & incerests & amendo arbitraire audit lignager. Et vaut & sert tel adiournemet de tetrait baille audit premier acquereur, pour interruption de temps, & perpetuer l'action de retrait cotre tous. Et ad idem en toutes matieres petitoires, où de raison se peut commettre vice de litiget

Et si ainsi estoit que tel acquereur parauant l'adiournement eust transporte l'heritage, & tem respectus neautmois l'exploistast & possedast au temps de l'adiournement, il seroit tenu de respondre à longi rel lonla demande dudit demandeur s'il le confessoit: & s'il le nioit, en prounant qu'il sust possesseur silon. M. de l'heritage au temps de l'adiournement, il fera receuable à intenter & pourfuiure la demande en laditte matiere de retrait.

Es choses immeubles & heritages venduz au plus offrant par decret, pour les dettes d'aueu és herita cun detteur, autre que le creancier qui seroit approprié d'aucune rente, retrait en est acquis ges venduz aux prochains lignagers dudit detteur: Supposé que les creanciers aient possession de leur par decreta rente par an & par iour, voire par plus grand temps: car les creanciers n'vsent point de leur possession en ce cas, puis qu'ils souffrent laditte adiudication de decret estre faitre à vn autre. Autre chose seroit s'ils le retenoient pour leur rente, dont ils sussent appropriez, & qu'icelle rente fut exempte de retrait. Auquel cas le lignager n'en auroit qu'au pris de l'argent des arrerages,& des cousts, ou d'autres sommes qui seroient mises en outre le principal d'icelles rétes, bien y a retrait au seigneur de sief.

Aucun ne sera receu à faire adjourner autre en demande de retrait, s'il n'est subjet & rece-2 ant 2 au pays, auquel il fera bailler ledit adiournement, s'il ne baille pleige suffisant dudit pays, cet non habés & receant en iceluy, au seigent à qui il requerra l'adiournement auant que le faire bailler. Les in hac prouinquel pleige sera tenu de receuoir les adiournements, significations & exploits dependans du- cia domicilia. dit retrait, & de payer les despens & interests si ledit demandeur en cause de retrait, succumbe, où ledit demandeur ne seroit soluable au pays. Et lequel sergent pourra receuoir ledit pleige en presence d'un tesmoin, & le iuger de la submission, & en bailler relation à partie. Et si autrement est fait, il ne vaut, sinon qu'au premier terme il fornisse de pleige en jugement. Et neantmoins en defaut de prendre & receuoir pleige par ledit sergent, iceluy sergent sera tenu és interests de la partie.

ď

(t

51

1

a

00

1

ď

ż;

 \mathcal{J}_{i}^{i}

Si le sergent à qui est requiz adiournement de retrait estre baillé, ne peut trouuer l'acque. Du sergent reur, ou autre capable pour luy bailler adiournement de retrait, il peut apres sa diligence faite trouver l'ac prendre & saissir les choses de l'acquest, & les bailler à commissaires. Et vaut icelle saissne pour quereur conseruer le demandeur au regard de sa demande de retrait, & pour empescher la prescriptio pour l'adiourner en dont ledit acquereur se voudroit ayder contre luy, pourueu que la saisine ait esté nommemét cas du re-& declarement faitte pour celle cause, & qu'elle ait esté signifiee aux demourants ou voisins trait. desdittes choses saisses.

Si le premier adiournement de retrait est denié en jugement par le dessendeur, il suffira au est creu de demandeur de le prouuer par rapport & relation du sergent & deux records. Et pareillement pourueu au regard d'autres premiers adiournemens en autres causes, où le principal se peut perdre ou que il aye ccccxiiij. moins. gaigner,& se peuuent ouyr & examiner en ingement auant contestation.

CCCCIX. prescriptionis

CCCCXIIJ. Vn sergent

ij

Coustumes du Duché d'Aniou

Le demandeur en demande de retrait doit declarer quand il fist bailler son adiournement, si le dessendeur le requiert, à fin qu'iceluy dessendeur ait faculté de prouuer son tenement cer

De preseri- En cause de retrait cogneu en jugement en absence de partie, prescription courra contre ption en ma le demandeur s'il ne fait diligence vallable de prendre ledit retrait dedans l'an apres laditte co trait cognu gnoissance, & en est le lignager forclos, & ne le pourra plus auoir par retrait ledit an passé, soit en iugemet. Le seigneur que laditre cognoissance luy ait esté faitte à sçauoir ou non.

de fier peut ... Le seigneur de fies peut saisir en sa main les choses nouvellement acquises en son fies & les choses y renir sans en saire deliurance à l'acquereur ou pleige ne autrement, iusques à ce qu'il luy les choses ait apparu de ses contracts dudit acquest, & offert ses ventes au descouvert & autres droits mét aquises. seodaux, s'ils yiescheent: mais apres que l'acquereur luy aura fait exhibition de sessities contracts, & offert à payer les deniers desdites ventes au descouuett, il est tenu luy faire deliumnce de ses choses, soient lesdittes ventes payees ou non, si ledit seigneur seodal resuse de les reeeuoir. ccccxvij.

Toureffois si l'acquereur veut debattre qu'il n'est tenu payer ventes, ou s'il veut auoir autre à garant en la demande de ventes apres laditte exhibition de son contract faitte, il aura deliprance lans faire aucun payement ou offre de ventes jusques à ce que sentence s'en soit ensuivio au proffit du séigneur de sies.

En abourne ment de fief

... En abournement de fief n'a retrait aux lignagers ne autres, c'est à sçauoir quand aucun retrait, n'a li vassal ou subiet doit un ou plusieurs hommages à cause de sa terre, à son seigneur de sief, & eui & qu'est sondit seigneur remet ledit hommage ou hommages à vn ou plusieurs ou à seruice ou deuoir de fief, hie annuel on autre denoir-où quand ledit vassal doit des seruices, denoirs ou seruitudes qui luy. vide. Le la font remis par sondit seigneur de fief à moindre deuoir, c'est abournement de fiest & n'y a vé tes ne retrait, supposé qu'en susant ledit abournement, ait eu argent baillé par ledit vassal à fondit leignaur feodal.

La treze-ieme partie.

the determinant of a N la creze-ieme partie est traitté des prescriptions & tenemens, & en quel cas prescription als interruption de proces.

Chose meu 111 Si aucun a bon tiltre possede publiquement & notoirement aucun meuble par trois ans tre est pre- continuels en la presence d'iceluy qui pourroit pretendre y auoir droit, ou luy estant au pays, tellement qu'il le puisse sçauoir, & n'en puisse vray-semblablement pretendre cause d'ignorace, il acquierr le droit de la chose: & s'en peut dessendre contre tous ceux qui aucune chose y voudroient pretendre & demander.

Titre de bófe meuble de crime.

trois ans.

Et si ledit acquereur à tiltre ne l'auoit encores possedé par ledit temps de trois ans, si tel ne foy excu se meuble suy est demandé ou vendiqué par adueu ou autrement, il ne s'en peut dessendre par feur de cho- ledit temps mais où ledit demandeur fonderoit son intention, si ledit dessendeur n'auoit autres desfenses peremptoires, ou n'eust tiré à garant & esté prins en garantage, il seroit excusé quant au crime, fil estoit poursuiuy en matiere d'adueu & de denonciement, en prouuant & monstrant son tiltre de bonne soy: car autrement il seroit subiet à punition d'amende ciuille & corporelle selon la matiere subiette.

Meuble n'a bligé.

· Celuy qui acquiert ou achette aucun meuble à tiltre iuste & de bonne foy, & en prent la possessions si le vendeur doit à autruy aucune somme de deniers, il n'en peut estre poursuy par mains de l'o le crediteur comme detenteur de tel meuble obligé, puis qu'il est hors des mains du detteur. car en telles matieres meuble quand il est hors des mains de l'obligé ou de son heritier, n'a point de suitre. Autre chose seroit si le meuble estoit ia arresté par iustice à la requeste dudit orediteur:car il ne pourroit estre aliené en son preiudice. Et aussi fil est arresté à la requeste d'vn tiers crediteur:car vn autre seroit bien receu à opposition pour estre payé de sa dette sur tel meuble, & y estre preferé ou pour y venir à contribution.

De prescrip tion de chofes îmeubles ne foy.

Si aucun acquiert aucuns heritages & choses immeubles, & les tient & possede par cinq ans continuels paisiblement à iuste tiltre & de bonne foy, & sans adjournement d'interruppossedez par tion ou autre inquietation : tel acquest est exempt & deschargé de toutes rentes, charges tiltre de b6- & hypothecques constituees sur l'heritage par ledit vendeur ou autre alienateur depuis tréte ans, si n'estoit l'heritage baillé à la rente ou à la charge dont seroit question, ou contre le scigneur de fief.

Aucune distinction y a en ceste mariere. Si l'obligé auoit vendu ou autremét aliené de son heri-

heritage & immeuble à son fils, fille ou autre son heritier presumptifiles gens de ceste condition ne se dessendront pas par laditte possession de cinq ans ou autre moindre possession contre telles rentes ou hypothecques: car il seroit veu le detteur l'auoir fait pour desfrauder les crediteurs. Et si auroient lesdits crediteuts iuste cause d'ignorance puis que l'heritage ne seroit veu en la main d'estranges personnes. Et pour-ce ledit renement de cinq ans a lieu entre estranges personnes, & non entre l'obligé & son heritier. CCCCXXIIIJ. De prescri-

Si aucun heritier presumptif d'autruy, la vie durant d'iceluy dont il est presumptif heritier, ption de trêtient aucus de ses heritages & choses immeubles: en ce cas n'a aucune prescription moindre que de trente ans contre ceux qui auroient droit de rentes ou charges : car il est veu que par tollerance & pour amour naturelle son predecesseur le luy a laissé tenir.

Et si le pere ou mere ou autre parent roturier auoit à l'vn de ses enfans, ou heritiers pre- Le frere cosumptifz, fait quelque don ou transport ou autre contract au presudice des autres coheritiers tre le frere presumptifz, posé que celuy au prossit duquel le transport ou contract auroit esté fait, en me prescrit à luy ionyst & le possedast durant la vie d'iceluy pere ou mere, ou durant qu'auroit fait tel trans- transponte. port: telle possession ne vaut, ne prossite quant à la prescrire contre les autres frarescheux: mais commence la prescription apres le deces de celuy:de cuius successione quæritur. Car les autres frarescheux ou coheritiers n'ont eu faculté de agir ne riens enquereller durant la vie dudit predecesseur qui pouvoit bailler & laisser les fruits & iouyssances sa vie durant à qui bon ccccxxvj. Possessio est luy sembloit.

Celuy qui a tenu & possedé aucun heritage & choses immeubles par an & par iour pai- acquise par siblement, a acquis la possession de la chose: & s'en peut dessendre contre tous en matiere jour. & c. possessoire, soient gens d'eglise ou autres qui auroient faculté de agir, en sommant en termes generaux qu'il a possedé à tiltre, en prouuant les derniers exploits par an & par iours sans ce qu'il luy soit besoin prouuer n'alleguer autre tiltre particulier.

Si aucun a vendu à autre partie de ses heritages & choses immeubles, & soit obligé à les garantir: & apres vend autre partie de sessitis heritages & choses immeubles à autres personnes, le premier acquereur peut faire adiourner en demande d'interruption en cour caplable le dernier acquereur dedans lesdits cinq ans apres ledit acquest fait & possession d'iceluy acquest printe, affin qu'il ne se dessende par tenemét que les choses par luy acquises ne demeure ypothecquees & obligees à son garantissement des choses acquises par ledit premier acquereur: ra dessendre par ledit tenement de cinq ans, que les choses ne demeurent hypothecquees & scripte par obligees audit garantissement & ne peut le dernier acquereur empescher ladite interruptio: & icelle cogneuë, il ne se pourccccxxviij. tre acqueobligees audit garantissement.

Acquereur contre acquereur de rente ou hypothecque prescrit par cinq ans continuelz reur choses acquises depuis trente ans, pourueu que tel acquereur soit personne estrange & non heritier presumptif de l'obligé, & que ce ne soit la chose baillee à la rente ou à la charge dont est question ou contre le seigneur de fief. ccccxxix.

Et est à entendre qu'à ce que ledit acquereur se puisse dessendre par ledit tenement & pos- no remaner in session de cinq ans, il est requis qu'il ait possedé par ledit temps continuellement par possessione, sed publicque & non clandestinement: mais convient qu'elle soit telle que les autres acquereurs bifacit sieri ou crediteurs vray semblablemet n'ayet eu ou peu auoir cognoissance. Et pour-ce si celuy qui bail à ferme à a vendu ou aliené, demeure fermier ou detenteur des choses apres ce qu'il a aliené, iaçoit firidie emit es que ce soit au nom de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit suffisante pour porter nomine sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit suffisante pour porter nomine sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit suffisante pour porter nomine sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit suffisante pour porter nomine sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit suffisante pour porter nomine sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit suffisante pour porter nomine sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit suffisante pour porter nomine sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit suffisante pour porter nomine sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit sur la comme de l'acquereur : toutes-fois telle possession ne seroit sur la comme de l'acquere s nes eussent esté deuëment acertenez: auquel cas laditte prescription de cinq ans au-euam retraise roit lieu. E à semblable sera gardé és matieres de retrait quant à la possession d'an & Quod se dica-

Celuy qui a possedé & tenu aucun heritage & chose immeuble à tiltre d'achat, don, per-inquilinum re mutation ou autre iuste tiltre & de bonne soy par dix ans continuels entre presens, a acquis figeret retra-le droit & proprieté de la chose, en monstrant & prouuant son iuste tiltre auec sadittte posses his sadius ad fion de dix ans: & fil a tenu par vingt ans continuels entre les absens à iuste tiltre, il a prescrit cursum tësporus & acquis contr'eux le droit & proprieté de la chose, en monstrant le tiltre & possession com-

Celuy qui a tenu & possedé aucun heritage & chose immeuble à tiltre & sans tiltre par tré- c.m. te ans continuels soit entre presens ou absens, a prescrit & acquis droit en la chose: & n'est besoin monstrer son tiltre:mais alleguer & prouuer seulement sa possession & prescription de

1.429.Secussi CCCCXXX). de simulatione

Coustumes du Duché d'Aniou

trente ans entre seculiers ayans puissance d'agir. Et parcillemét contre gens d'eglise au regard des acquests faits depuis quarante ans.

Action de rescission de contract de supplayement pour deception d'outre moytié de iuste pris en mariere d'heritage & choses immeubles, dure iusques à trente ans. 1 ccccxxxiij. 1

Si aucuns frarescheurs divisent ensemble l'heritage à cux escheu d'aucun leur parent, pere & mere ou autres leurs predecesseurs sans rien en passer par escrit, & tiennent chacun son lot à part & à diuis par dix ans continuelz, & l'vn ou plusieurs apres lesdits dix ans demandast que les heritages fussent departis, il n'y sera ouy s'il ne plaist aux autres: mais desfendra chascun sont lot qu'il aura tenu par ledit tenement de dix ans qui ne pourra monstrer fait au contraire & prouuer qu'ils eussent fait icelle diuisson non point par forme de partage finel, mais seulement par prouision en attendant partage & division, ou que telles autres pactions eufsent esté faites entr'eux, ou apparust autre chose de fait qui empeschast laditte prescri-CCCCXXXIIIj.

Frarescheux contre freres & autres coheritiers qui sont successeurs en aucune succession. ne peuuent acquerir ne prescrire le droit l'vn de l'autre en la fraresche & succession par tenement, possession ou prescription moindre que de trente ans, eu regard au temps d'icellosuccession aduenuë.

Et pour empescher prescription de trente ans ou icelle interrompre entre frarescheurs, fuffità celuy frarescheur contre lequel lon obiceroit prescription, monstrer & enseigner quant aux choses communes & indiuisces entre lesdits frarescheurs, que l'vn d'eux a esté inquieté ou sa possession intertompuë:car en ce cas où les choses sont encores indivisees, l'inter ruption faite à l'vn, preiudicie aux autres.

Le vassal subiet sera tenu dedans les quarante iours faire l'hommage à son seigneur seodal ou le luy offrir faire. Et si ledit vassal dedans lesdits quarante iours ne faisoit ledit hommage ou offres, iceluy seigneur seodal apres les quarante iours dedans l'an que tel hommage sera deu ou qu'on aura fait assauoir d'y tourner, pourra saissir le sief de son vessal. Et du iour de la saissine & main mise deuëment saite, il ferales fruits siens iusques à ce qu'il ait hom-

Si aucun a tenu & possedé aucun heritage ou chose immeuble par luy acquis à inste tiltre & de bonne foy par dix ans continuelz entre les presens, & autre apres iceux dix ans passez demandast rente sur tel heritage ou chose immeuble à l'acquereur ou à ses hoirs, laquelle rente fut creée & constituee par-auant trente ans, & dont ledit acquereur n'a esté inquieté durat iceux dix ans:tel acquereur ne l'en peut deffendre : car il à prescrit par ledit tenement de dix ans contre toutes rentes & hypothecques creees sur laditte chose par luy acquise, soit parauat trente ans ou depuis qu'il ne pourroit monstrer contre luy qu'en faisant l'acquisition, laditte rente luy eust esté certifiee estre deuë sur tel heritage & chose immeuble ou baillee à ceste charge. Auquel cas conuiendroit trente ans de prescription. CCCCXXXVIII.

Quand tel acquereur se veut dessendre par tenement & prescription de dix ans contre 2. 438.NV de telles rentes. Ce n'est pas à entendre de bailler à rente : car si l'heritage acquis estoit l'heritage baillé à aucune rente, l'acquereur 2 ne s'en dessendra ou exépterapar prescription ou exem- 2 ption moindre de trente ans. cccxxxix.

Le seigneur de fief peut acquerir l'heritage ou autres droits de son subiet ou autre seruitude par prescription ou tenement de trente ans sans tiltre sur l'heritage tenu de luy & non de moins, sinon que le seigneur eust possedé le fief de son vassal pour saisine & main mise par faute d'homme, droits ou deuoirs non payez.

Et par semblable le subiet ne peut preserire n'acquerir l'heritage, rente, deuoir, autre droits de son seigneur n'exemption contre luy, de ses deuoirs ou droits deuz sur l'heritage & choses immeubles tenans de luy par tenement, moindre de trente ans. ccccxli.

L'acquest, don ou laiz tenu auec son fief, domaine ou mestairie par dix ans, est reputé cenlé des appartenances dudit fief, domaine ou mestayerie, & non de la nature dudit fief, domaine ou mestayerie:car l'vn peut estre hommage & l'autre non.

Si aucun heritage & chose immeuble tenu censiuement d'aucun seigneur de fief, demouré uemet d'au-cunseigneur de la succession d'autruy n'est recueilly parses heritiers ou autres prochains parens, le seigneur de sief le peut deslors prendre en sa main, & faire bannir par trois bannies au iour du Dimanche à ban d'Eglise, ou par trois soires & marchez s'il les a, pourueu qu'il y ait vne sepmaine entre chacune bannie, & les baillet à exploitter au plus offrant & dernier encherisseur au proffit

1. 432. Fidetur hec corre-Eta per costicio tionem Ludo. 1 n.vt poteposte riore lată anno 1512. contra eum teneri po test quia illa constitutio paru est rationa bilist equin ne, quod tresor dines statuum buim provicia voluerunt sibi specialiter in hoc consernare vt eis fuit lici tum:Ímò etiá permissum ab eodem Rege 👉 Senatu,nec de bac speciali co swetudine sic confirmata fa Eta est mentio inx.Barth.in 1.3. S. diums defepulchio vio

Prescriptio court contre par l'espace de dix ans.

telligit ergo de tertio acquire te bona fide sine onere cotinuando ad S. precedentem, mais le presessi n'a ne tiltre ne bomme for & ne pent coman cer prescriptio de son temps.

De l'heritage tenu césin'est recueil ly par les he

ccccxliiii.

au prossit de ses deuoirs & de qui il appartiendra. Et s'il n'appert d'aucuns heritiers dedans dix ans qui viennent recueillir la chose, le seigneur lors la peut prendre & applicquer à soy cóme sienne: & en ce cas a juste tiltre. Et s'ils viennent dedans dix ans, rendra lesdits heritages auec les fruits desdits deuoirs premierement rabatus:mais apres iceux dix ans il n'est plus tenu de les rendre aux heritiers, ne les fruits qui en ont esté leuez, s'il n'estoit ainsi que les heritiers fussent mineurs ou insensez au temps de la succession à eux echeuë: auquel cas ils reuien dront à leur heritage.

Prescription de trente ans ne court point contre mineurs.

U

[

£1

ń

Ė

ú

ΙЩ

ï

141

1.70

12

:11

XIL

TH

105

71 1

i)il

3.5

(7)

3 OUT

Est est à sçauoir que le masse noble n'est aagé insques à vingt ans accomplis, & la fille noble à quatorze ans. Mais enfans coustumiers soyent fils ou fille sont aagez à quatorze ans, & sont habilles à la poursuitte de leurs droits, posé que le coustumier ne soit aagé de tenir sa terre tenuë à foy plus-tost que le noble, comme dit est deuant. Et vaut & tient contract fait auec 1. 444. Adiceux coustumiers aagez de quatorze ans, en tant que touchent leurs meubles seulement. Inte tune tan-Et pourt-ant que touche les contracts portans alienation des choses hereditaux, ils ne sont tum tollitur I vallables sans auctorité de iustice, iusques à ce qu'ils ayent vingt ans I comme les no- autem restitu

Si le mary, durant le mariage, vend, aliene & hypothecque l'heritage ou chose immeuble dubio non cende sa femme, sans le consentement & l'obligation d'elle, l'effet du contract tiendra le maria-setur sublata ge durant tant seulement:mais apres le deces du mary, separation des biens ou dissolution de quam liti.c. de leur mariage, la femme ou ses hoirs s'ils ne sont portez heritiers du mary, se viédront à son heritage: car l'homme ne peut aliener l'heritage de sa femme sans son consentement. Et pource que dixi in consentement. Et pource consent, parif. qu'elle n'a puissance n'auctorité constat le mariage, s'il ne viét du mary qui est administrateur 95.5.21. apres son trespassement, peut elle retourner à son heritage par action si pourueu n'y-a esté autrement dedans ledit an: & ne court le mariage durat aucune prescription à l'encôtre d'elle quant à la proprieté. cccxlvj.

La femme de qui le mary est absent, peut estre auctorisce par iustice à poursuiuir les droits ne de l'egli d'icelle.

Prescription ne court contre le patrimoine de l'Eglise par moins de temps de quarante cio xl. annoans, c'est à entendre l'heritage de la fondation ancienne & des acquests & accroissement faits rum. par auant quarante ans. Et depuis quarante ans prescription courroit comme contre gens ccccxlviij.

En acquests nouveaux faits par gens d'Eglise depuis trente ans en matiere de prescription ou tenement, ils ne sont plus privilegiez ne preferez que gens laiz.

Seruitudes aucunes sont ruraux, autres de ville & de cité. Quant aux seruitudes ruraux, come d'auoir sentier ou voye par le domaine d'autruy à pied, à cheual, à charrettes & à bestes tudessont ac mener:boire à l'estang ou viuier d'autruy, ou pour autres choses comme bescher terre, arene quises periou sablon du fons d'autruy, ou autres semblables, elles se peuuent acquerir sans tiltre par trête sans tiltre ans continuelz de prescription & non par moins de téps en matiere petitoire:mais pour s'en deffendre ou soustenir matiere possessioire, il suffit en auoir vsé par an&par iour prochain, precedant le temps de l'exploit dont seroit question.

En debats de seruitudes des maisons voisines en bonne ville & faux-bourgs comme de veuës, goustieres, priuaises, toux, cauaux & autres debats qui suruiennent touchant seruitudes, de maisons tenement ne prescription de temps n'y court point, soient telles seruitudes latentes ou apparentes. Et en doit lon iuger tant en petitoire que possessoire ainsi que lon voit estre raisonna- les & fauxble desdits debats, appellez à ce preudes gens non suspects auec les iurez, sçauans & cognoissans en telles choses sans receuoir aucu a alleguer possessios au cotraire: mais est lon receu à altessans tiltre leguer pactions, stipulations, appointemens, ou autres consentement des parties apparoissans ou enseigne ment sustipar lettres ou autres preuues suffisantes. cccclj. fant.

La prouifion en peril de maison ou mur ruineux en bonne ville, est de faire adiourner de heure à heure. Et ce fait, viennent ou non, la cour doit appointter que les iurez tourne-ront sur les lieux, & incontinent seront leur rapport pour y estre pourueu comme de rai-

Nul ne peut faire construire latrines ou chambres aysees en son heritage pres l'heritage tur ruinam. de son voisin, sinon qu'il y air entre deux, vn mur de deux pieds & demy despes à chaux & à De costrui-

Exemptions contre servitudes personnelles s'aquierent par prescription de dix ans con- ou priuez.

cccxlv. tio in integrit

Le patrimoi ccccxlvij. se n'est pre-

Seruitudes

cccclij. dodomus ci

ccccliij. re latrines

Coustumes du Duché d'Aniou

tinuelz sans tiltre: mais pour acquerir lesdittes seruitudes par tenement de dix ans, est tiltre necessaire.

Seruitudes reelles qui ont cause continue d'amener & faire venir eaue courante d'aucune 1. 454.5. 5. fontaine viue en autre lieu par aucun ruysseau ou canau pour arrouser ou abreuuer le fons, quandosemper moulin, estang ou viuier d'autruy, elles sont acquises par dix ans continuelz comme les pertransi velaqua labi potest ita fonnelles: mais les seruitudes qui ont cause discontinuë come d'agoutz de maisons, d'aller & venir à charrette, ou à pied ou à cheual, par le fons d'autruy, ou telles autres feruitudes femrestringi debet hacodiosa conblables, I facquierent par trente ans & non moins, s'il n'y-a tiltre comme dit est.

On peut faire veuë sur soy, & n'y eust que demy pied à y veoir, & sur son voisin se comme en ven peut faire fenestres ou veuës à sept piedz de haut qui seront grissees & vitrez à verre dor-

> En matiere de retrait, prescription court par an & par iour contre tous lignagiers, soient mineurs, fols, furieux, insensez ou autres: c'est à sçauoir que si aucun par ses deniers ou par son meuble à acquis aucun heritage, & la possedé par an & par iour passiblement sans grace & faculté de rescourre, il est exempt de toute action & retrait soient entre presens & cccclvij.

> Prescription ne peut commencer son cours contre mineurs, suricux & insensez, fors en matiere de retrait lignager. cccclviij.

Interruption de proces a lieu seulement entre deux clains en matiere de retrait & d'inter-

Et s'entend quand le demandeur en demande de retrait ou d'interruption, cesse de proceder par an & par iour, depuis le iour qu'il a de proceder en la cause: & courra l'interruption du iour qu'il se deffaudra au iour du droit, & non autrement.

Et ne se pourra ayder le desfendeur de laditte interruption entre deux assignations de proces, sinon qu'il monstre diligence de sa part en soy comparoissant, & prenant dessaut de sa

En matiere de retrait & d'interruption quand le demandeur laisse la poursuyte de sa demã-Le retraieur en matiere de retrait & d'interruption quand le demandeur laine la pourluyte de la dema-qui delaise de de retrait & d'interruption par an & par iour, il n'y-a perte de droit caulé & de querelle la pourluitte contre le demandeur. Et est le droit requis aux dessendeurs essittes marieres pour se dessencontre le demandeur. Et est le droit acquis aux dessendeurs esdittes matieres pour se desseniour, pert sa dre par prescription d'auoir cessé laditte poursuitte desdittes causes par an & par iour, en faiquerelle.&c sant par lesdits dessendeurs apparoir de leur part auoir comparu & obey.

La quatorZieme partie.

EN la quatorzieme partie est traicté de la matiere des exponcions, & en quel cas elles ont lieu.

Deux exponcions sont observees audit pays & gardees : I'vne au regard des Seigneurs des fiefz: l'autre au regard des rentes de bledz, de vins, de deniers & autres que prent aucun seigneur de sief ou autre sur le sons d'aucun heritage ou chose immeuble, en tant que touche les seigneurs des siefz:c'est à sçauoir si aucun seigneur de fief a rente ou deuoir sur aucune maison, vigne, terre, estangs, prez, boys ou autre heritage: celuy à qui est l'heritage, le peut quitter au seigneur de sief & luy en saire exponce & quittance, assin que luy, ne ses hoirs ne soient d'illec en auant tenus de luy continuer ne payer lesdittes rentes ou decccclxiij.

Mais à ce que l'exponcion & quittance soit vallable, trois choses y son requises. La premiere, que la chose chargee de ladite rente ou deuoir, soit en estat & reparation bone & conpetant.La seconde, qu'on paye tous les arrerages escheuz & deuz de la réte ou deuoir.La tierchoses sont ce, qu'elle soit faite au iour & terme auquel laditte rente ou deuoir sont deuz & escheuz au seigneur de sief, ou à son receueur commis de par luy à receuoir les deniers de sa terre: Et en gardant ceste solennité, le subiet ne ses hoirs ne payeront plus laditte rente ou deuoir pour Faduenir. cccclxiiii.

Et si le seigneur ou son receueur ne veut receuoir lesdits arrerages ne laditte exponcion, ou que le detteur du deuoir ou tente ne les puisse, ou l'vn d'eux, apprehender en personne : le subiet ne les doit retenir, mais en leur desfaut les consigner en main de la iustice suzeraine: & en prendre lettres & le faire signifier audit seigneur de sief, en le faisant adjourner en cour suzeraine, pour le veoir declarer quitte & deschargé pour l'aduenir desdits deuoirs & arrerages du temps passé au moyen desdittes exponcion & consignation. cccclxv.

tate querendo rum fructuum veldecimarum colligedarum. C.M.

par an &par

Suetudo, Secre

si par saisons

danges sewlement:Car lors faut garder le droit tommun

qui requiert

temps immemorial: Aut

Saltem tempis

dupticatum 1. vlt.c.desernit.

Idem proban-

dum effet quod

sure fernitutis er non pro sim plici commodi-

De faire exponcion ou quittace de heritage au seigneur de

Auantqu'on puise quitter la terre tequiscs.

La seconde exponcion, est que si aucun a rente sur aucune maison ou autre sons d'herita- Des exponge, supposé qu'il ne soit seigneur de sief, le possedant iceluy heritage le peut quitter & faire de réce esponce de la chose chargee de la rente, en payant les arrerages du temps passé au iour & terme que la rente est deuë & escheuë, pourueu que l'heritage ainsi quitté soit en bon estat& reparation tel qu'il estoit au temps de la prinse.

Telles exponcions ainsi faites soit au seigneur de sief ou autre : celuy qui quitte & expont, fait exposione doit plus toucher à l'heritage & chose immeuble quittez: car s'il y touchoit plus, il renonce ne doit touroit en son preiudice à l'effet d'icelle exponcion.

Et est à sçauoir que telles exponcions on quittances n'auront lieu si tels possesseurs ou de-En quel cas tenteurs des heritages qu'on veut quitter, estoient obligez personnellement auec les autres exponcion n'a lieu. biens & choses ausdites rentes ou deuoirs, ou qu'ils fussent heritiers desdits obligez.

cccclxviij. cher à l'heri

Hypothec -

La quinzieme partie.

N la quinzieme partie est traité de la matiere des hypotecques & nature d'icelles, & des qua nó dini-interruptions d'acquereur contre acquereur. interruptions d'acquereur contre acquereur. cccclxviij.

Selo la loy dudit pays hypothecque ne se diuise point: c'est à sçauoir que plusieurs sont obligatos. gez en aucune rente, deuoir ou autre chose soit reelle ou personnelle enuers aucun crediteur, il est au chois d'iceluy crediteur de s'en prendre à tous les obligez ou sur lequel qu'il luy plaira pour le tout, & soy addresser en matiere d'execution ou autrement poursuiuir son hythecque, pour ueu qu'ils foient obligez chacun pour le tout, & qu'ils ayent renoncé au benefice de division.

Autant est il des heritiers des obligez : car par la mort d'iceux obligez hypothecque ne se diuise és personnes de leurs heritiers: Mais peut estre poursuiui pour le tout du contenu en L'Hypothec l'obligation sur l'vn des heritiers ou sur tous ensemble, sur ses biens au chois du crediteur, uise point uise point vndecunque prouenient bona. Et si peut lon proceder par voye d'adiournement & action entres leshe simple ou par execution sur eux, comme lon feroit sur les principaux obligez s'ilz vi- ritiers des obligez. uoient. cccclxx.

Les rentes & deuoirs du seigneur de fief qu'il a sur les heritages & choses immeubles assises en son fief, sont de semblable nature: car come dit est en la matiere des cens, rentes, deuoirs, proffits & prerogatiues qu'ont les seigneurs sur leurs subiets par la mort & trespassement d'au- Le seigneur cun leur subiet qui a delaissé plusieurs heritiers, ou aussi quand la chose immeuble tenuë à de sief ne di cens, rente ou deuoir du seigneur de sies, eschoit à plusieurs soit par successió, acquisition, alie-s'il ne veut nation ou autremet, qui tienne laditte chose indiussement ou la diussent à plusieurs par entre son deuoir eux:le seigneur de sief ne diuisera pour-ce son deuoir, cens ou rente s'il ne luy plaist: car supuision que posé que plusieurs ayent divisé entr'eux l'heritage à eux commun & prins à payer chacun sacét les dela portion de la charge ou rête, cens ou deuoir qui est deu dessus, le seigneur de fief n'est tenu be l'améde de receuoir sa rente ou deuoir, s'il n'est payé tout ensemble: & s'il n'est payé tout à vne fois, les de la loy. &c heritiers ou autres qui ont portion en laditte chose subjette audits cens, tête ou deuoit, serot amende de la loy pour chacun terme qu'il en sera fait defaut, au cas que par trente ans ledit leigneur de fief ou son receueur n'auroit receu sondit deuoir diuiseement. Et de laquelle améde d'une loy ledit seigneur de fies se pourra addresser pour le tout sur chacun d'iceux heritiers ou detenteurs. cccclxxj.

Hypothecque est de telle nature que quand le crediteur requiertexecution sur son detteur iniussum nist de ce qu'il luy est deu & dont appert par lettres obligatiores, la iustice doit tenir en main de propter corru-cour des choses de l'obligé iusques à la valeur de la dette sans en faire deliurace auec pleige ne fulstates comautrement, l'il ne plaist audit crediteur pour quelque opposition ou appellation faite au con-mittere solité traire par-auant l'execution de la ditte requeste ou depuis quand le dit crediteur a fait requeste presertim per de lettre formee ou mis son obligation en requeste appleigee.

cccclxxij.

Et est a entendre qu'auant que le sergent puisse proceder par execution ne saissne priuile- dixi in trast. gee par vertu de lettres obligatoires ou requeste de lettre formee, il est necessairemet requis que le demandeur & requereur monstre & face apparoir au sergent desdittres lettres obliga-linex quo a-toires, deuëment seellees & auttentiques selon l'ordonnance royal. Et s'il y-a opposition au tione incipit iour assigné, le demandeur sera tenu faire lecture d'icelles lettres obligatoires sans estre tenu debet integre 1 faire lecture du iour & datte: autrement le deffendeur & opposant aura main leuce & delietiam diem
edere, C.M.

Et combié que hypothecque ne se diuise point come dit est, toutes sois le crediteur ou sei-

Coustumes du Duché d'Aniou

Hypothecque se peut diuiser s'il

Nota du pri uilege d'hypothecque cotre lesderenteurs.&c

gneur de fief le peuvent bien diuiser s'il leur plaist : car le crediteur peut demander à chacun des obligez ou à chacun de leurs heritiers de sa dette pro rata & portion, & ledit seigneur de plaistaucrea fief peut receuoir son deuoir, cens ou rente de chacun des heritiers ou autres qui tienne l'heritage tenu de luy, telle portion que chacun luy baillera & qu'il sera tenu par le partage, ou le leur demander & en poursuiuir chacun pro rata si bon luy semble.

> Hypothecque est tant sauorable audit pays en saueur desdits crediteurs, que si aucun est obligé à autre en aucune réte & ses biens hypothecquez, supposé que les lettres obligatoires ayent esté passes par-auant trente ans, si peut le crediteur par vertu de ses lettres obligatoires ou ses heritiers requerir l'execution contre l'obligé ou ses heritiers ou autres successeurs de l'obligé. Supposé qu'ils ne soient heritiers, pourueu qu'ils soient bien tenans, c'est à sçauoir, qu'ils tiennent le tout ou quelque portion des choses immeubles qui autre-fois auoient esté audit obligé en tel temps qu'elles seroient comprinses en l'hypothecque dudit crediteur, en ce cas le crediteur se pourra adresser sur icelles choses obligees & non sur les meubles ne autres biens dudit detenteur. Mais si le crediteur ne prouue possession de sa rente depuis trente ans, par ceux qui sont tenus au payement de la rente ou deuoir ou pour l'vn d'eux, il succumbera par le laps de temps des prescriptions, dont dessus est faite men-

Hypothecque ou rente ou annuel le prestatió ensuit l'heritage quelque partque il voyle.

Celuy qui a rente ou autre prestation annuelle creée depuis trente ans, ou autre dette sur aucun qui luy soit obligé, & ses bies & choses hypothecquees & obligees au payement & cotinuation d'icelle rente & prestation annuelle ou d'une dette à une sois payer. Et depuis ledit obligé ou son heritier, aliene ou baille en main d'autre personne estrange ses choses immeubles ou parties d'icelles hypothecquees & obligees à icelle rente, prestation annuelle ou autre dette, ledit crediteur peut poursuiuir hypothecquairement sa rente ou detes sur icelles, pourueu que ledit acquereur estrangier n'ait eu possession d'icelles choses par cinq ans continuelz sans auoir esté interrupté, auquel cas ledit crediteur ne pourra plus rien poursuiuir con-

Le premier creancierest toufiours or**e**fer**é aux**

fublequ**ens.**

D'interrupter par le ancier les **Subsequens**

premier cre dedans cinq

De crediteur qui a · doné au det teurgracede rescousse ius ques a neuf ans. quisepar pos flession de trente ans

Le premier crediteur iaçoit ce qu'il n'eust eu possession de sa réte, sera tousiours preseré & premier payé que les autres subsequens crediteurs ou acquereurs sur les biens du detteur qui n'auroient eu possession de leurs rentes, en faisant par le premier interrupter les subsequens au dedans de cinq ans apres la possession prinse par lesdits subsequens. Et posé que le second ou subsequent acquereur ait eu possession, toutes-fois elle ne luy est suffisante sinon qu'il fust demouré paisible sans interruption par cinq ans : car si dedans lesdits cinq ans ledit premier acquereur faisoit reallement ou ciuilement interrupter, alors ledit premier acquereur posé qu'encores n'eust eu possessió, seroit preferé au subsequét. Et si ledit premier acquereur qui n'auroit eu possession ne faisoit sa diligence d'interrupter les subsequens au dedans desdits cinq ans de la possession par eux prinse, en ce cas les subsequens qui auroient eu possession, seroient preserez au premier: car par la coustume, priorité& posteriorité n'a pas en ce lieu, mais si lesdits subsequens qui auroient par la forme dessusditte acquis droit d'estre preferez au premier estoient si negligens qu'ils souffrissent que ledit premier crediteur ou acquereut acquist possessió de cinq ans sans le faire interrupter, en iceluy cas ledit premier apres cinq ans possession paissible auoir recouuert droit d'aller à contribution & pareil degré que lesdits subsequens crediteurs qui auroient premierement acquis droit de le preserer. Et si ledit premier acquereur qui a eu possession, auoit cessé & esté negligent de faire interrupter lesdits derniers acquereurs au dedans desdits cinq ans apres la premiere possession par eux euë. En ce cas celuy ou ceux desdits derniers acquereurs qui n'auroiet esté interruptez au dedas desdits cinq ans apres leur premiere possession, yront à cotribution auec ledit premier crediteur ou acquereur sinon que sa rente sust creée par-auant trente ans. cccclxxvij.

Et si aucun desdits crediteurs ou acquereurs a donné grace qui n'excede neuf ans de rescourre la terre ou rente par luy acquise le tenement de cinq ans ou autre prescriptió ne court point en manière d'hypothecque au proffit de l'acquereur a telle grace durant le temps d'icel

Celuy qui a eu possession d'aucune rente par trente ans sur aucun heritage par le seigneur De rête ac- ou vray possesseur d'iceluy, pourra hypothecquairement s'adresser & faire payer sur ledit heritage a ce hypothecqué& non sur le general des biens, supposé que de saditte rente il ne monstre ou face apparoir par lettres obligatoires, & en ce cas tel crediteur pourra proceder par etia sine titu adiournement ou simple saisine dudit heritage, & n'y aura matiere privilegiee. Les

Les lettres qui apperront par lettres obligatoires où il y-a hypothecque & aussi celles dot appert par sentence ou iuge de cour sont preserces aux dettes simples & personnelles, & qui sont sans hypothecque, lesquelles cheent en action & non en execution.

Si aucun a rête sur autruy qui a celle payer soit obligé & ses bies affectez & hypothecquez il est preferé & premier payé quand vient à executer les biens de l'obligé auant tous autres I creanciers qui auroient aucunes dettes personnelles I sur les biens & choses de tel obligé si ainsi est que le creancier ait eu possession & saissine de saditte rente.

nsi est que le creancier ait eu possession & saissine de saditte rente.

Et s'il n'a eu saissine & possession de saditte rente les dettes personnelles dont il apparoist sue sude videtur sentimentia. par obligation hypothecquaire, seront en pareil degré & autant priuilegiees comme lesdittes hypothecaires.

2 rentes & dettes reelles & viendront tels crediteurs en matiere d'execution à contribution 2 selles de les institution 2 selles de les institution 2 selles de les institutions d chacun pro rata. Et en ce cas priorité & posteriorité de contractz n'a lieu.

Les rentes assisses sur l'heritage & choses immeubles du debteur qui seroit l'heritage baillé priorem credia telle rente soient creees par-auant trente ans ou depuis, seront preserees auant toutes autres rente, & charges anciennes deuës & creees sur tel heritage parauant laditte baillee a rente & les deuoirs feodaux.

& les deuoirs feodaux.

Le creancier auquel est deu rente ou arrerages, à cause d'heritage baillé à celle réte, se peut sis mutuauis. adresser contre chacun des detenteurs des heritages & choses de laditte baillee on departie d'iceux. Et à semblable le creancier qui a rente par hypothecque vniuersel sur tous & chacuns les biens presens & aduenir d'aucun, se peut addresser sur telle piece de son hypothecque que bon luy semble, posé ores que le detteur ne fust au temps de son obligation encores seigneur CCCCIXXXIIIJ. do, deteriorem de la chose sur laquelle tel creancier se veut venger.

Et pareillement se pourra adresser sur icelles choses hypothecquees si elles sont transportees en la main d'vn tiers acquereur, pourueu que tel acquereur ait esté interrupté par la for- toris et hypome dessus declaree. Mais autre chose est si aucun detteur auoit hypothecqué tous & chacuns ses biens au payement de quelque dette personnelle a vne sois payer, car en ce cas l'on ne se peut adresser contre tels acquereurs & tiers possesseurs, sinon que premierement le creancier ait fait sa diligence contre le principal detteur ou qu'il apparust n'estre solua-

La prouision que la loy dudit pays donne sur-ce est telle, que le premier acquereur de la De l'adiour nemetraire adne de la destreur, doit faire adnesses de tel detteur, doit faire adnesses d'un faire de la la communication de la communication de la communication de la communication d'un faire de la communication de rente ou celuy qui a l'obligation & hypothecque sur tous les bies de tel detteur, doit faire adiourner en demande d'interruption les autres acquereurs subsequens & autres detenteurs terruptio co ou celuy qui a l'obligation & hypothecque sur tous les biens de tel detteur, doit faire adiour- ree les subse ner en demande d'interruption les autres acquereurs subsequens & autres detenteurs des qués acquereurs. des reurs. &c. choses hyperhecquees auant qu'ils ayent eu saisine & possession de leur rente ou d'autres biens dudit detteur par le temps de cinq ans, à ce qu'ils ne se puissent dessendre par ledit tenement que la rente ou arrerages d'icelle, ou dette ne soit preserée, premier payee, & preallable en matiere d'execution que la rente ou dette des autres ou que la chose immeuble dudit detteur que ledit acquereur tiendroit, ne demeure hypothecquee & obligee à la rente & arre rages d'icelles ou dettes du premier crediteur. Et en ce cas ledit premier crediteur fait sa condițion la meilleure: & y fera receu.

Quand l'heritage ou biens du detteur est mis en main de iustice par execution à la requeste d'aucun crediteur: les autres crediteurs qui depuis trente ans auroient acquis rêtes ou autres redeuances, charges ou dettes sur tel heritage, doiuent eux opposer auant l'adiudication font en madu decret:autrement ils ne se pourroient plus adresser sur ledit heritage apres ce qu'il seroit rieres de creces d'headiugé par decret sinon de l'heritage baillé à la rente. Et aussi ceux qui y ont rentes anciennes ritages. creees par auant trente ans, lesquels ne perdront point par telles criees leurs-dittes rentes, & ne perdent seulement par dessaut d'eux s'opposer contre icelles crices que leurs arrerages desdittes rentes si aucunes y en auoient : mais les seigneurs des fiefz ne prendront leurs deuoirs n'arrerages par telles criees, ne par moins de temps que de trente

Celuy qui a rente ou autre dette creee depuis trente ans sur les biens d'autruy, & voit que tier l'acque son obligé ait vendu partie de son heritage obligé & hypothecqué à sa rente, doit faire adiour-reur de partie de l'heri ner tel acquereur en demande d'interruption dedans cinq ans de la possession de l'heritage tage en deou rente par luy acquis affin qu'il ne se puisse dessendre par tenement, que tel heritage ne soit mande d'inobligé vers luy en ente par luy acquise. Et s'il laisse passer les dits cinq ans, il ne vient plus das cinq ans à temps: & l'il vient dedans ledit temps, il sera receu: & luy sera congneu son interruption.

ccclxxxij. quia non deber

De adiourcccclxxxvij. ner par le ré

Coustumes du Duché d'Aniou

Et apres pourroit poursuiuir la rente & arrerages sur l'heritage qu'il auoit interrupté iusques à trente ans, pour ueu que l'heritage fust demouré és mains de l'acquereur interrupté ou de ses hoirs. Car s'il estoit allé en autres mains estranges par alienation, sust de contract, de don, de permutation ou de vendition ou autre contract, ou qu'il n'eust semblablement fait interrupter le second acquereur dedans ledit temps de cinq ans, à compter du temps du contract dudit second acquereur ou de sa possession prinse, il n'y seroit point

Nul ne se pter de la ré te par luy creee par m oins de temps que trente ans.

Et est àsçauoir que l'obligé ou heritier de l'obligé & autres heritier de l'heritier & de degré en degré ne se peuvent exempter de la rête ou autre prestation annuelle, creee par luy ou son predecesseur par moins de temps que de trente ans. Ne peuuét parcillemét eux exépter par moins de temps que de trente ans, ceux qui vne fois ont esté interruptez ne leurs heritiers:& fil y-a plusieurs obligez ou heritiers de l'obligé ou acquereurs deuëment interruptez qui soient tenus à chacun pour le tout en icelle rente ou prestation, & entre lesquels hypothecque ne se diuise point, & le crediteur ait eu payement ou possession de saditte rente ou autre prestation annuelle par l'vn d'eux ou aucuns d'eux durant iceux trente ans : toutesfois en celuy cas telle possession proffite audit crediteur contre tous lesdits obligez heritiers, & tenus en icelle rente, tout ainsi que s'ils auoient fait eux mesmes ledit payement: & ne se pourront ayder de laditte prescription de trente ans, si tous n'en estoient demourez ezempts fans en faire payement ou possession par ledit temps, sinon qu'aucuns d'entr'eux eust contredit de payer:car la prescription auroit cours depuis la contradition quant au contredisant seu-

De l'obligé qui transpor te au creanction de sa dette.&c.

Forme de vé dre les meu-

bles par exe

la vete: car la

huittaine ne court dewant

icelle.C.Mi

2.491. Sans

sed has cosue-

tudo estiniusta

respectu credi-

torum extero rum er etia re

spectuabsentin vel minorum

etiam indige-

norum. C.M.

cution. 1. 490.Apres

Trois manieres sont entre les autres par lesquelles le crediteur se peut faire payer par son obligé. L'vne quand l'obligé luy transporte son heritage pour l'assiette & satisfactió de sa dette. Et en ce cas les autres crediteurs ont action contre luy dedans les cinq ans de la possession par luy prinse de l'heritage à luy transportee, de le faire interrupter: & y seroit receu s'il ne pouuoit monstrer ou prouuer qu'il deust estre preferé auant eux: & que sa dette ou rête pour laquelle il a accepté laditte affiette, deut estre preseree au subiet à venir à contribution selon que dessus est touché:caril y sera autant priuilegié, en la chose à luy baillee par assictte, qu'il eust esté en sa dette ou rente.

La seconde quand il requiert execution de sa rente ou dette, & l'obligé se cosent que l'executeur prenne de ses biens ou heritages iusques à satisfaction: s'il prent meubles, l'executeur les doit vendre publicquement & faire sçauoir la vente au detteur : & y-a huyt iours de rescousses pendant la huytaine les autres crediteurs se peuvent bien opposer pour venir à co-1 tribution ou estre payez ou preferez si la matiere y est subiette. Et apres la huittaine passe ils n'y seront plus receuz pour-ce que meuble n'a point de suitte. Laquelle huytaine de rescousse au preiudice des autres creanciers ne se peut abreger n'oster.

S'il consent que lon prenne par execution des heritages & choses immeubles à la valeur de sa dette ou rente, l'executeur doit prendre des voisins congnoissans en valleur d'heritage & les doit faire iurer partie presente ou appellee, d'apprecier loyaument les dits heritages iusques à satisfaction & assistante de sa dette. Et ce fait, ledit sergent fera son rapport à iustice : & intimera les parties par deuant iug competant qui adiugera les choses au creancier. Et en 2 ce cas les autres crediteurs le peuuent interrupter comme dessus dedas les cinq ans de la possession de l'heritage à luy baillé par execution, s'il n'estoit privilegié en saditte dette ou rente, ainsi que dessus est declaré.

D'assiette de rente.

ccccxcy.

De celuy qui requiert que assiette luy soit faite de sa rente.

CI à aucun est deuë quelque réte, & il requiert qu'assiette luy soit faite ou baillee, on luy bail-Slera par assiette heritage & chose immeuble vallans chacuns ans par commune estimation la valleur de sadite réte toutes charges dessus dittes: laquelle assiette sera faite &baillee à la raifon de ce qu'on pourra trouuer de ferme ordinairement & communs ans fans fraude des choses baillees en assiette. Et est entendu pourtat que touche l'assiette faite en sons de domaines, rentes & prestations annuelles dot ne peut proceder autre esmolument que le reuenu ordi-

Des herita- naire. ges baillez en affiette où il y-a deustice.

Mais si és choses baillees en assiette y-a cens & deuoirs ordinaires inscodez en haute iustice sur aucunes choses censsiues & non tenues à foy d'icelle terre, sief & Teneurie baillee en noirs de hau assiette, en laquelle terre baillee en assiette & au sief qui en depend, y-a droit de haute iustice, tels cens & deuoirs se tierçoiront: c'est à sçauoir que les deux seront estimez valloir trois. Et si esdit-

Des Assiettes de rente.

si esdittes choses baillees en assiete, y-a deuoirs infeodez en moyenne iustice : c'est à scauolr, qu'il y ait droit de moyenne & basse iustice, ils seront quartayez : c'est asçauoir, que le trois seront estimez valloir quatre en assiette. Et ceux qui seront infeodez en basse iustice seulement, seront quintayez, tellement que les quatre vaudront & seront baillez en assiete de cinq: car sous lesdits tierçoyemens, quartoyemens & quintoyemens, sont comprins tous les. csmolumens de sief qui peuuent arriuer aux choses baillees enassiette sur les choses chargces desdits cens & deuoirs:comme ventes, amendes & autres esmolumens de fief & de iusti-

Et si en icelle terre, sief & seigneurie baillee en assiete, y auoit hommages: c'est à sçauoir ter res, fie z & seigneuries & autres choses tenuës à foy & homage d'icelle terre baillee en assietr tettels hommages seront appreciez & estimez communement en la valeur & estimation d'icelle chose baillee en assierte au soult la liure, qui est a enrendre que si la terre & seigneurie 1. 194. Par tenuë à soy & hommage, vaut charges deduittes cent liures de rente: elle sera prisee & prinse par sem maires augmentation de la valleur de la terre dont est tenuë pour cent sols de rente, & du plus, fre Pierre Li d'icelle chose baillee en assiette au soult la liure, qui est a enrendre que si la terre & seigneurie plus: & du moins, moins: à celle raison du soult la liure. Car en icelle estimation & appreciatio set en robbes font comprins les proffits des rachats, prins par deffaut d'homme, ventes, amendes & tous 1538. desante autres esmolumens de sief & de instice qui peuuent aduenir & proceder à laditte terre baillee Noël, sur du, on officere d'institut de la laditte terre baillee.

en affictte d'icelle chose hommagee.

Mais au regard du deuoir & seruice annuel & ordinaire deu sur lesdittes terres hommagees tenuës de laditte terre baillee en afsiette, y sera seulemét prins denier pour denier sans le tiercoyer ou autrement accroistre, pour-ce que les esmolumens de sief qui en peuuent proceder, luy qui a esté sont assis, comprins & estimez en laditte estimation du soult pour liure.

Est on faisoit laditte assiette sur quelque terre & seigneurie où il y eust droit de baronnie qui offroit sels ou chastellenie ou autres plus grans droits, prerogatiues & preeminences que les droits apqui on bailleles choses serves de telles choses de telles choses serves de telles choses de telles chose partenans à ceux qui n'ont que haute iustice, moyenne & basse: pour-ce que de telles choses sur-qui ne se pourroit cy faire loy & limitation certaine, tels droits qui seront outre & par dessus seur Sanguen lesdits droits de haute, moyenne & basse iustices, seront appreciez & estimez en assette à l'arbitration de iustice, eu regard à la qualité & quantité d'iceux droits, prerogatiues & preeminences & du pays & territoire où s'estendent iceux droits & autres circonstances qui en peuuent despendre.

ent despendre.

Boys marmentaux & le fons d'iceux en matiere de partages ne se doiuent estimer à la rai
le se que vaudroient iceux hoys suls estoient entierement coupper, ne pareillement le fons

l'estimation

l'estimation so de ce que vaudroient iceux boys s'ils estoient entieremet couppez, ne pareillement le fons à la raison de ce que vaudroit le reuenu apres iceux boys ostez: mais se doiuent priser & esti- sousait. 499. mer à la raison de ce qu'ordinairemet ils ont acoustumé: & peuvent valloir par an, en glandee, parnages, pasturages, chauffages, chasses, maisonnages & autres commoditez en vsant d'iceux comme vn bon pere de famille & bo administrateur doit & a accoustumé d'vser. Mais en matiere d'affiette de rentes le tout se doit estimer à quelque raisonnable pris en ayant regard tant

Et pour l'estimation des hommages simples ou liges, combien qu'ordinairement vn hom- De l'estima mage simple doit estre estimé à rinq sols tournois de rente & chacun hommage lige dix sols mages simple ou lige. tion des hómmages sestoient de grand valleur & replé ou lige. uenu annuel, comme de vingt, trente, quarante liures de rente & au dessus, l'on peut & doit on faire plus grande cstimation en ayant regard aux emolumens de ventes, rachats & prinsès par deffaut d'homme qui y peuuent aduenir: & l'en doit faire l'estimation à l'arbitration de iustice & par l'aduis de gens en ce cognoissans.

Et au regard de l'estimation des bledz a esté deliberé qu'en matiere d'assiette és charges de froment se doit estimer trente sols tournois de rente.

Charge de mesteil. Charge de seigle.

Charge d'auoine à double mesure sans combles

Charge de febuesi

Charge de pois.

Charge de mil.

Charge d'orge

Cheurcau.

Chappon.

xxv. sols tournois de rente. xxij. sols six deniers. D'estimerle xv. sols tournois. re d'affiette xxx sols tournois. de rente. xxxv.fols tournois. xxij. sols fix deniers tournois.

xv.fols tournois. iij. sols quatre deniers tournois. xij.deniers tournois.

M ii

CCCCXCVj. conaene van. ler en assette



Coustumes du Duché d'Aniou

Poulle. viij.deniers tournois. Mouton gras. vij. sols sis deniers tournois. xv.deniers tournois. Oycs. v.deniers tournois. Pigcon. iij. sols quatre deniers tournois. Liure de cire. Biaius & coruces chacune iournee d'yuer. x.deniers tournois. Et en esté pour faucher, fener, aouster, vendenger. xv.deniers tournois. ij. fols six deniers tournois. Cochons ou gorins.

La réte peut

lesheritages

meubles.

Et est ainsi qu'il y auroit retrait au prochain lignager du vendeur, si le crediteur n'auoit eu entre retraite par le lipossession par an & par iour de sa rente. Auquel cas le lignager ne viendroit à temps d'auoir le gnager de- retrait, mais le seigneur de fief y viendroit bien à temps non-obstant la possession de la rente comme cy deuant est declaré.

Si aucun donne oppposition contre l'execution d'aucuns arrerages de rente ou deuoir dot on ait fait requeste, si le detteur de laditte rente ou deuoir confesse le principal d'icelle rente ou deuoir estre deu : non-obstant icelle opposition le crediteur se pourra faire payer par nounelle requeste ou autrement, des arrerages qui escherront d'icelle rente ou deuoir, durant ledit proces.

La tierce maniere de soy faire payer, est en desfaut de bies meubles, de faire mettre les bies Forme de fai immeubles de tel obligé & saisir en main de iustice, comme dit est, pour arrerages des rentes ou dettes personnelles, donner entendre la requeste à l'obligé ou son heritier ou detenteurs desdits immeubles, & ce fait l'oppose ou non, l'executeur peut saire cryer & subhaster faute de biés l'heritage de l'obligé de huytaine. Et apres la huytaine du premier cry les faire cryer de quinzaine, & lesdits quinze iours escheuz & accomplis, peut faire cryer de quarantaine & attendre quarante iours, & les quarante iours passez, l'executeur peut assigner iour deuant le iuge a celuy ou ceux sur lesquels ont esté faites lesdittes crices, & aux opposans & encherisseurs si au cuns y-a pour veoir adiuger le decret au plus offrat. Et ce pendat auat l'adiudication du decret tous autres crediteurs peuuet venir les vns pour empescher l'adiudicatio du decret, les autres pour estre preferez, les autres pour venir à cotribution chacun selo la nature de sa dette, & le iuge doit tout oyr &determiner les oppositions auat aucune adiudicatio du decret & expedition d'iceluy. Et sera la derniere enchere mise & publiee en jugemét. Et ce fait sera icelle enchere attachee à la porte de l'auditoire & signifiee par icelle q si aucun veut estre receu à l'encherir il y fera receu iusques à la quinzaine escheuë & sera de rechef publice laditte quinzaine passe en iugement. Et ce fait sera procedé à l'adiudication dudit decret.

> L'acquereur se peut dessendre par tenement de dix ans contre tous hypothecques creees par-auant trente ans,&contre celles qui seroient creees depuis trente ans,il suffit à l'acquereur auoir eu tenement de cinq ans sans interruptio, excepté contre la rente deuë à cause de l'heritage baillé à la rente ou contre le seigneur de fief, où il est requis tenement de trente ans pour

pothecques est acquise par dix ans.

Le seigneur d'une maison sera payé & preferé de son louage sur les biens de son louager estans en icelle, auant tous autres crediteurs d'iceluy louager, si depuis son terme passé il n'a prins obligation nouuelle de son louager, auquel cas il auroit fait de son louage, dette commune qui ne seroit plus priuilegee: sinon que par l'obligation nouuelle par luy prinse fust priuile-Les loca- gec.

Le maistre ou seigneur de la maison peut en attendant iustice, de son auctorité prendre & retenir des biens de son louager pour payement de son louage.

Si detteurs sont furieux, insensez, mineurs ou absens :iustice, à la requeste des crediteurs, doit appeller la femme si femme y-a & des plus prochains parens desdits furieux, mineurs ou intensez & leur donner curateur. Et aussi donner curateur aux biens vacans desdits absens ausquels sera fignifiee la requeste desdits crediteurs. Et seront tenus iceux curateurs eux informer des dessences cotre lesdittes requestes, & s'il n'en trouvoient aucus ou n'en pouvoiet mineurs, su- informer, peuuent souffrir condemnation & saire & souffrir estre sait payement de la dette fensez, & aux en baillant caution par celuy qui pretend laditte dette, si le iuge voit que faire se doiue: mais biens vacás. fi lesdits detteurs vinéent apres ce & ils monstrent quittance ou satis-factió, lesdits crediteurs seroient contraints par la instice ordinaire sans autre prouision restituer ce qu'ils en auront receu auec les dommages & interestz.

Si le mary l'oblige tout seul en aucune somme & sa femme se meurt, le crediteur se prédra

Possessió có tre tous hy-

teurs des maisons sont preferez à tous autres crediteurs. De donner à larequeste des anciens curateur par sustice aux

pour le tout audit mary ou à ses heritiers, si bon luy semble, combien que les heritiers de la De l'obliga femme fil y-a eu communauté entre elle & son mary sont tenus en la moytié:mais ledit mary ou ses heritiers auront bien lesdits heritiers d'elle à garant. Et si laditte semme suruiuoit son- par le mary. dit mary, les heritiers de sondit mary la pourroient auoir à garant, ou s'en pourroit ledit crediteur adresser contre elle ou ses heritiers pour la moytié par simple action.

Marchans, gens de mestier & autres, vendans leurs denrees & marchandises à detail, medecins, cyrurgies, barbiers, or feures, apothicaires, massons, charpentiers, laboureurs, mannouuriers, seruiteurs & autres mercennaires, ne peudent saire action, question ou demande de leursdittes denrees, marchandises, salaires, & services apres deux ans passez, lesdittes denrees le seulement venduz, debitees, & deliurees à detail, ouurages, labours & services saits, sors & excepté celles de six tou qui auront esté & seront recogneuës par l'obligation ou cedulle.

Si aucun est adiourné pour cognoistre ou nyer son seing manuel, fil le cognoist il sera contraint garnir la main du contenu en la cedulle, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques tout ainsi qu'il seroit contraint suire en matiere de requeste de lettre deuëment ap-CCCCCX. gnue,&c.

Femme maryee est en la puissance de son mary & ne peut contracter des biens de la communauté n'autres sans l'auctorité de sondit mary, sinon qu'elle soit marchade publique & que rice ne peut ce soit fait de la marchandise: & sauf par testament.

La seizieme partie.

E N la seizieme partie est traitté de communauté de biens, & en quels cas elle a lieu.

Homme & semme qui ont esté en mariage par an & iour à conter du iour des nopces sont communs en biens meubles, dettes personnelles & arrerages de rentes & en tous acquests nautédebies qui sont faits durant la communauté ou apres ledit mariage par-auant laditte comunauté s'ils y demeurent par an & iour tellement qu'ils acquierent laditte communauté, chacun y-a autat l'vn comme l'autre, posé que l'acquest soit fait au nom de l'vn d'entr'eux s'il n'y-a paction ou conuenance entr'eux au contraire. Et si aucune succession de meuble eschet à l'vn desdits coioints estas en comunauté de biens, ils sont acquis à laditte comunauté. Et au regard des heritages qui appartiennét aux conioints par mariage, à cause de la succession de leurs predecesseurs, ou que leur escheent durant ledit mariage ou de leurs acquests faits par-auant ledit mariage ils ne cheent en comunauté. Et si l'vn desdits conjoints va de vie à trespas dedans l'an& iour, la femme ou ses heritiers emporteront ce quelle y apporta & non plus.

Aucun soit noble ou coustumier n'acquiert comunauté auec autre personne n'autre personne auec luy, fors seulement par contract ou paction expresse faite entr'eux, si ce n'est entre homme & semme maryez ensemble qui acquieret comunauté par an & par iour comme dit est.

1.512. Scilicet par simple
demande, 70
in § pracediti
Sed faute entre Sed
in § pracediti
Sed faute entre Sed
in § pracediti
Sed faute entre Sed
in § pracediti sed faute entre Sed
in § pracediti sed faute entre Sed
in § pracediti sed faute entre Sed
in § pracediti sed faute entre sed in § pracediti sed in § pracediti sed faute entre sed in § pracediti sed in §

Si don d'heritage ou baillé à rente est fait à l'vn des compaignons de la communauté par alios action vo celuy de qui il est heritier presumptif : ce est reputé auancement de succession & non pas acquests, & n'y prendront rien les autres compaignons : car tels dons ne cheent en communauté.

Publication desdittes coustumes.

ES coustumes & articles cy dessus escrits ont esté leuës & publices au conuet des cordeliers d'Angiers par maistre lean dabert greffier de la seneschaucee d'Aniou par l'ordonnace & és presences de nous Thibaut baillet president & Iean le lieure conseiller du Roy nostre sire en sa cour de parlement, commis & deputez par ledit seigneur pour faire la publication desdittes coustumes. Et aussi és presences de tres-reuerend pere en Dieu monseigneur l'archeuesque de Lyon euesque d'Angiers, & de frere Iean prestoris euesque de Sydoine, frere Iean de thintheneac abbé desaint Aulbin d'Angiers, frere Maurice abbé de saint Nicolas lez Angiers, frere René de la barre abbé de Mellinais, frere Thibaut motays abbé de toussaints d'Angiers, frere Loys sanson abbé de sainct George sur loyre, frere Iean de la ialle abbé de caloche, frere Iean aulmart abbé de pontheron. Venerables & discrettes personnes maistre Ica louet doyé de S. Maurice d'Angiers, Iean bellanger archediacre, Iean pinelle tresorier de laditte eglise, René de monteiean doyen de mauge, Guy pierre doyen de chemille, Mathurin

L'ordonnan chant lesdit

cedule con-

Femme macontracter sentemét de fon mary.



Coustumes du Duché d'Aniou.

de brie doyen de craon, tous comparans en personne, maistre René de la vignolle procureur du chapitre saint Maurice d'Angiers. Et aussi és presences de maistres Estienne tremblay & Iacques de bernay chanoines de laditte eglisc commis & deputez par lesdits de chapitre, de maistre yues de tesse procureur des doyen & chapitre de saint Lau lez Angiers, & aussi dudit de la vignolle doyen de laditte eglise de saint Lau, maistre Iean du cleray procureur des doyé & chapitre de saint Martin d'Angiers, maistre Iean guillotteau procureur des doyen & chapitre de faint Iean baptiste d'Angiers, messire Henry Kauarech procureur des doyen & chapitre de saint Pierre d'Angiers & chanoines de seditte eglise, maistre Pierre hommede procureur des chanoines & chapitre de saint Maurille d'Angiers, maistre Guillaume d'amours chantre en l'Eglise de saint Mainbeuf d'Angiers, comparant pour lesdits chanoines & chapitre, maistre René quétin procureur du chapitre de saint Lienard de chemille, maistre Guillaume herué procureur du chapitre de faint Pierre de molimant, maistre Iean du pin procureur du chapitre de clison, maistre Iean planson procureur du chapitre de monterueil bellay: maistre Gilles poyet procureur des doyen & chapitre de nostre Dame du puys,& de maistre Iean gohin procureur de monseigneur le duc d'Alençon vicomte de Beaumot & seigneur de Chasteaugontier, de la Fleche & de Ponence: & maistre Iean de guisy & Iean gilles comparans pour monseigneur le comte de Vendosme, maistre Iean frappin, comparant pour monseigneur le duc de Longue-ville seigneur & baron de Montereaubellay, & de maistre Iean barratin chastellain de Mirebeau:pour dame Ieanne de france dame dudit Mirebeau, maistre Iacques harengot procureur de messire Loys de la trimoille baró de Craon, messire Hardouyn de la tour baron dudit lieu & seigneur de Bourinont, messire Iean de Iambes seigneur de Monsoreau, René de la iumeliere seigneur de Martine, Briand, & de la Guierche: Ioachin de Montespedo seigneur & baron de Chemille & de beaupreau: Guy seigneur de Sepeaux, Françoys de laual seigneur du Boys-dauphin: Faançoys baraton seigneur de la roche baraton, lean de montalays seigneur de Chambelle, Iean de brie seigneur de Serrant, Charles bourre seigneur de iarze, François de la ialle seigneur de Durestal & de Mathefelon, Iean thilló seigneur de la Berthiere, François de ville prouuee seigneur de Treues, Thibaut bellangier seigneur de barres, Iean pierre seigneur du plessis baudouyn, comparans en leurs personnes. Et pareillement ptesens maistre Raoul le roy lieutenant general du seneschal d'Aniou, Fraçois binel iuge d'Aniou, Iea le camus iuge de la preuosté d'Angiers, maistre Iean le loup aduocat du Roy à Angiers, maistre Thibaut le masson procureur du Roy audit lieu, maistre Emery louet lieutenant du senechal à Bauge, maistres Iean regnier licencier és loix, licutenat pour le juge d'Anjou à Saumur: Iean cerifay aduocat du noy audit lieu, René ambellou iuge & garde de la preuosté dudit lieu, Iean patrin procureur du Roy audit Bauge, maistres Bertrand du vau, Thibaut bernard esseuz d'Angiers, Olivier berraut receueur des tailles & aydes en l'election d'Angiers, Iean binel iuge des eaues & forestz au pays d'Aniou, Robert de blauou seneschal des cens d'Aniou, Iean le blanc receueur ordinaire d'Aniou, Picrre loriot commis du Lieutenant dudit Senefchal, Pierre de pinsse Lieutenant dudit iuge d'Aniou, Loys mignon lieutenant du iuge de la preuosté, Iean richodeau substitut de l'aduocat du Roy, Pierre landeuy substitut du procureur du Roy, Pierre iarry & Iean du pin lieutenans des elleuz dudit Angiers, Ieā d'abert greffier de la seneschaucee d'Aniou, sire Iean landeuy maire d'Angiers, Iean bouuery, Oliuier bouuery, nobert theuin & maistre Vincet crespin escheuins de laditte ville d'Angiers. Et en la presence de plusieurs autres tant d'eglise, nobles, practiciens & bourgeois estans en grand nobre. Apres laquelle publication auons enioint aux dessussites & tous autres de d'oresnauant garder & obferuer comme loy lesdittes coustumes publices & arrestees, & fait desfences de non alleguer autres coustumes contraires ne desrogantes à icelles. Et outre auos fait desfences ausdits lieutenant, iuges, officiers du Roy & autres aduocatz, practiciens & coustumiers de laditte seneschaucee que doresnauant pour la preuue desdittes coustumes publiees comme dessus, ils ne facent aucune preuue par tourbe ou tesmoins particuliers:mais par l'extrait d'icelles signé du greffier de laditte seneschaucee & deument expedié. En tesmoin desquelles choses nous auos cy mys nos feings manuels, & fait feeller de nos feels le fixiefme iour d'Octobre mil cinq cens & huit.

T.baillet.

I.le lieure.

I.d'abert.

Proces



Proces verbal.

L'AN mil cinq cents & huit, le sept-ieme iour de Septembre, Nous Thibaut Baillet conseiller du Roy nostre sire & president, & Iehan le Lieure auss conseiller dudit seigneur en la cour de parlement, receusmes de Iaques de mailly huissier en laditte cour, les lettres pa-

tentes & commission du Roy.&c.

Et pour le clergé comparurent tres-reuerends peres en Dieu monseigneur l'archeuesque de Lyon & euesque d'Angiers: frere Iehan prestoris euesque de Sydoine suffragant dudit euesque d'Angiers audit euesché, frere Iehan de tintheneac abbé de s. Aubin d'Angiers present en personne, l'abbé de s. Florent comparant par maistre Estienne tremblay son procureur, frere Iehan de chamnay abbé de saint Cierge lez Angiers comparant par frere Iehan du plesseiz son procureur, frere Iehan maurice abbé de saint Nicolas lez Angiers present en personne, frere René de la barre abbé de Melynais, frere Thibaut motais abbé de toussaincts d'Angiers, frere Loys sanson abbé de saint George sur Loyre, frere Iehan de la ialle abbé de Calloche, frere Iehan aulmart abbé de potheró tous presens en personnes, frere Iehan allain abbé du Perrayneuf comparant par maistre Christofle legier son procureur. Et pour les doyé chanoines & chapitre de l'eglise saint Maurice d'Angiers comparurent maistre Iehan pinelle thresorier & René de la vignolle procureur dudit chapitre, maistre Estienne Tremblay, Iacques de bernay tous chanoines de laditte eglise commis & deputez pour lesdits de chapitre. Et pour les doyen, chanoines & chapitre de saint Laulez Angiers, comparurent maistre Yues de tesse procureur dudit chapitre, les doyen & chapitre de saint Martin d'Angiers com parans par maistre Iehan du cleray procureur dudit chapitre. Les doyen & chapitre de saint Iehan baptiste d'Angiers par maistre Iehan guilleteau procureur dudit chapitre. Les doyen & chapitre de saint Pierre d'Angiers comparans par maistre Henri de Karuarech docteur és droits & chanoine de laditte eglife. Et pour les doyen, chanoines & chapitre de saint Maurille d'Angiers comparut maistre Pierre Hommede chanoine en ladite eglise. Les chanoines & chapitre de saint Maimbeuf d'Angiers par maistre Guillaume d'amours chantre en laditte eglise. Le chapitre de saint Nicolas de craon par maistre Iehan l'enfant chanoine en laditte eglise, Le chapitre de saint Leonard de chemille comparant par maistre René quentin leur procureur, Le chapitre de saint Pierre de maulinart par maistre Guillaume herué leur procureur, Le chapitre de Clisson par maistre Iehan du pin leur procureur, Le chapitre de Monteraubellay par maistre Iehan planson leur procureur, Les doyen & chapitre de nostre dame du Puy par maistre Gilles poyet leur procureur, maistre Iehan bellangier archidiacre de laditte eglise d'Angiers, René de monteian doyen de Maulge & chanoine de laditte eglise d'Angiers, Guy pierres doyen de Chemilles, Mathurin de brie doyen de Craon presens en personne, dame Renee de Bourbon abbesse de Fonteuraut, comparant par maistre Guillaume bodin son procureur, dame Iehanne de la ialle abbesse d'Angiers comparant par maistre Barthe lemy son procureur, frere pierre du pont prieur du bourg de Chemille comparant par maistre René quentin son procureur, frere Anceau rigaut prieur de saint Iehan l'euangeliste de Angiers present en personne, frere Iehan milleteau prieur de la haye aux bons hommes present en personne, frere Pierre du boys prieur de la papeillaye & des trois parrains present en personne. Et pour monsieur le duc de Longueuille comte de Dunois, seigneur & baron de Montereaubellay comparut maistre Pierre frapin son procureur, monseigneur le comte de Vendosme, comparant par maistre Iehan de guisy son lieutenant general, & Iehan gilles son procureur audit lieu de Vendosme. Et pour messire Loys de la Trimoille cheualier baron de Craon comparut maistre Iacques harengot son procureur, messire Pierre de Rohan maref chal de France seigneur du Verger & de Penehouet, coparant par maistre Pierre sournier son procureur, Christofle de Monbront seigneur baron de Mauleurier comparat par maistre Iehã richodeau son seneschal, messire René de bretaigne cheualier seigneur de champtoceaux par maistre Charles guillemin son procureur, messire Hardouyn de la tour baron dudit lieu& seigneur debourdemont present en personne, Loys de Chasteaubriant seigneur de Cande comparant par maistre Pierre landeuy son procureur, le seigneur de Laual seigneur de la Rochedire par maistre Pierre Loriot son seneschal audit lieu de Rochedire, Iehan de Beaumont feigneur de la forest & du plessiz-mace par maistre I chan cadu son procureur, messire I aques d'Espinay cheualier seigneur de Segre par maistre Guillaume quatrébat son procureur, mes-

Proces verbal.

sire Anthoine de Bueil cheualier, baron de Chasteaux en Aniou par maistre Iacques de chartres son procureur: Ioachim de montespedon baron de Chemille & seigneur de beaupteau present en personne, René de la iumeliere seigneur de la guierche & de martignibriand present en personne, Guy seigneur despeaux present en personne, François de laual seigneur du boys dauphin present en personne, Oliuier baraton seigneur de la roche baraton present en personne, Iehan de la porte seigneur de vezins comparant par maistre Iehan auger son procu reur, René de cosse seigneur de Bressac comparat par maistre Guillaume iarze son procureur, messire Iehan du bellay seigneur de lire comparant par maistre charles guillemin son procureur, Iehan de laual seigneur de chanzeaux par maistre Pierre iarry son procureur, Iehan de montailais seigneur de chambelle present en personne, messire Charles du plessiz cheualier seigneur de la Bourgouyniere present en personne, messire Henry le roux cheualier seigneur de la roche des aubiers par ledit richodeau, Iehan de brie seigneur de Serrant present en personne, François de la ialle seigneur de Durestal & de Matherelon present en personne, Iehan d'auangour seigneur de Neufuille par maistre Maurice denys son procureur, Ichan tillon seigneur de la Bertiere & de Sace present en persone, christosse de goulasme seigneur dudit lieu & deChaze& de Chermisson present en personne, Iehé pierre seigneur du plessiz baudouyn present en personne, Iehan brethier seigneur de thoreil coparant par m. Christoste leger son procureur, François de ville prouuce seigneur de Treues present en personne, Gilles sanglier seigneur du boys rogues present en personne, lacques de beauuau seigneur de Tigne par mai stre Iehan bouchard son procureur, Iehan de chiures seigneur dudit lieu present en personne René de bille seigneur de Varanne comparant par ledit Richodeau, Iehan de Montbron seigneur d'Auoir comparant par René pelaut qui l'a exonié de maladie, Anthoine pelaut seigneur de la messonniere present en personne, Iehan seigneur de champaigne comparant par maistre René l'espriuier son procureur, Loys le roux seigneur de Lesnay comparant par ledit Richodeau, François de vallee seigneur de Passay comparant par ledit richodeau. A tous lesquels procureurs dessus nommez ordonnasmes mettre vers le gresse leurs lettres de procuration, En commandant au greffier les prendre & garder deuers luy. Comparurent aussi honnorables personnes maistre Raoul le roy lieutenant general du seneschal d'Aniou, François binel iuge d'Aniou, Iehan le loup aduocat du Roy & Thibaut le masson procureur dudit seigneur audit pays d'Aniou, Emery louet lieutenant du seneschal d'Aniou en son siege de Bouge, Iehan le camus iuge de la preuosté d'Angiers, Bertrand du vau & Thibaut bernard esleuz d'Angiers, Oliuier berraut receueur des tailles & aydes en l'election d'Angiers, Iehan binel iuge des eaues & forests, Robert de blauou seneschal des cens d'Aniou, Iehan le blanc receueur ordinaire d'Aniou, Pierre le prince lieutenant dudit iuge d'Aniou, Pierre loriot commis dudit lieutenant du seneschal d'Aniou, maistre Loys mignor lieutenant dudit iuge de la preuosté, Iehan richodeau substitu de l'aduocat du Roy, Pierre l'andeuy substitu dudit procureur du Roy, Pierre iarry, Iehan du pin, Iehan dabert greffier de la seneschausee d'Aniou ou ressort d'Angiers & de l'election dudit lieu, Iehan le roy gressier des assules royaux d'Angiers, Thomas le maire greffier extraordinaire dudit iuge d'Aniou, René durant greffier des remébrances des assises d'Angiers, Iehan de breslay gressier des rolles des sergens ordinaires desdites assisses, Iehan l'enfant greffier des cens d'Aniou, Guillaume le comte procureur des aydes & gabelles audit Angiers, touts officiers en laditte ville d'Angiers & presens en leurs personnes. Et pour l'vniuersité de laditte ville d'Angiers, comparut messire Nicolle adam, messire Anceau Rayneau, messire Michel Passin docteur en loix & regent en laditte vniuersité d'Angiers, maistre Iehan Mesnard scribe de laditte vniuersité, maistre Pierre le Breton bedeau general d'icelle, maistre René le Loup receueur de la nation d'Aniou, Iehan le Mal procureur de laditte nation, Guillaume Poullain, bourgeois de laditte vniuersité, tous presens en personne. Et pour la ville d'Angiers comparurent semblablement sire Iehan l'andeuy maire de laditte ville, maistre René iusse procureur de laditte mairie, Iehan du brueil greffier d'icelle mairie, Iehan bouuery, Olivier bouvery, Robert theuin, maistre Vincent crespin escheuins de laditte ville d'Angiers tous presens en personnes. Comparurét aussi maistre René breslay seneschal de beaufort, Guy poyet, Pierre sournier, Guillaume bouyn, Guillaume iarze, Pierre le coureux, Iehan poix, Iaques du moulinet, Barthelemy du fay, Guillaume moisant, Iehan de leblay, Iacques de montortier, Thibaut cailleau, Guy ferrant, Gilles de roes, René de fondrectes, Pierre arraut, Pierre trucart, Guillaume du moulinet, Bertrand de blauon, Thibaut grimaudet, Iehan de soulesme, Robert cheureul, Nicole girard, Iehan

augere, Pierre taulpier, Nicole guyot, Iacques de chartres touts licenciez en loix, aduocats & practiciens en laditte ville d'Angiers presens en personnes. Et Raoulet tanneau, Iehan aillenaut, François baron, Oliuier bouchard, Ichan giller, Iehan ogier, Iehan richard, Iehan guyet, Ichan furet, Ichan beaulieu, Estienne franchequin, Pierre huet, Guillaume le comte, Ichan tardif, tous bourgeois & marchants de laditte ville d'Angiers. En la presence desquels & de plusieurs autres ledit iour de Ieudy vingthuitieme par ledit Dabert gressier furent leues les lettres de nostre commission dessus inserees. Et leur seilmes saire serment à tous les desfusdits, de bien & loyaument conseiller & dire verité sur le fait des coustumes de ladite seneschaucee, & remonstrer & aduertir ce que des choses contenues esdittes coustumes en seroit vtile & profitable, ou preiudiciable & dommageable au bien commun & vtilité du pays.

Et apres seismes lire le cayer auquel lesdittes coustumes sont escrittes: & en lisant le vingt-& vnieine article estant en la premiere partie, duquel la teneur s'ensuit: [Outre, peut ledit bas insticier auoir moulin à draps: & par la forme dessuditte contraindre ses subiets estagiers de cle estant au mourans au dedans de trois lieuës dudit moulin, à y aller fouller leurs draps. Et l'ils sont trou-tiltre des sei uez allans fouller ou leur drap foullé à autre moulin, il y a confiscation dudit drap au seigneur gneurs tem de sief. Et le peut saire prendre comme à lux appartenant par confiscation. They be a leigneur por els. de fief. Et le peut faire prendre comme à luy appartenant par confiscation. Par l'aduis & opinion de tous les assistants ledit article sut escrit & corrigé ainsi qu'il s'ensuit: Outre peut ledit bas iusticier auoir moulins à draps, & par la forme dessuditte contraindre ses subiets estagiers demouras au dedans de trois lieuës dudit moulin, à y aller fouller leurs draps: & sills sont trou uez allan souller ou leur drap foullé à autre moulin, ils feront tenuz payer douze deniers tout nois pour chacune aulne outre le droit de foullage. Et en laditte coustume ne sont comprins

les draps qui se foullent au pied.

Et quant au trentesept-ieme article, duquel la teneur ensuir [Si gens d'eglise, frairies, communautez ou autres mains mortes acquierent par quelque contract, don, legat ou autre aqui fition aucuns heritages, dommaines, rentes ou autres choses immeubles, chacun seigneur de fief, auquel sont acquises telles acquisitions, & n'eust-il que basse iustice, les peut faire conuenir en sa cour ou en la cour de son suzerain, si bon luy semble, pour leur faire faire iniunction de mettre hors de leurs mains dedans l'an & iour apres icelle iniunction, tous & chacuns lesdits acquests, dons & legs, lesquels leur ont esté faits ou acquis depuis quarante ans, eu regard au temps de l'adiournement sur ce baillé, & proces encommencé. Et leur peut la cour indire & declarer, que au cas & deffaut d'obeyr à laditte iniunction, ledit seigneur de fief leuera à son proffit tous les fruits desdits acquests, dons & legs, iusques à ce qu'ils ayent obey. Et ledit an & iour passez, apres condemnation sur ce faitte par iuge competant, ledit seigneur & aussi les autres insticiers pourront faire saisir lesdits nouveaux acquests, dons & legs Et si le condemné ou condemnez obeissent à laditte sentence au dedans de l'an & iour apres laditte saisse, ils auront deliurance des fruits qui auront esté leuez par commissaires depuis laditte saisse, comme à eux appartenants. Et en cas de dessaut d'obeir au dedans de l'an & iour apres icelle saisse, lesdits seigneurs & insticiers leueront les fruits desdittes choses à leur proffit: & les feront leurs, & les applicqueront à eux iusques à ce qu'ils ayent obey comme dessus: mais il sera au choix du seigneur de fief de prendre son indemnité si bon luy semble, on faire proceder à laditte iniunction & contrainte, laquelle indemnité se monte à la valleur des fruits des trois annees de telles choses aquises, si autrement n'en est composé. Apres aucunes remonstrances sur ce faittes par les gens d'eglise, par l'aduis & deliberation de tous les l'art.xxxvii. assistant, ledit article a esté escrit & accordé ainsi qu'il s'ensuit. [Si gens d'eglise frairies, communautez ou autres main-mortes acquierent par quelque contract, don, legat ou autre acquisition aucuns heritages, dommaine, rentes ou autres choses immeubles, le roy ou ses officiers les peuvent faire convenir en sa cour si bon leur semble, pour leur faire iniunction de mettre hors de leurs mains touts & chacuns lesdits acquests, dons & legs qui leur ont esté faits ou acquis depuis quarante ans, & les seigneurs subalternes depuis trente ans, eu regard au temps de l'exhibition des contracts, ou depuis qu'ils en auront eu cognoissance. Et n'auront lesdits gens d'eglise ou autres mains-mortes, que deux ans de temps à vuider leurs mains desdittes choses, depuis l'iniunction à eux faitte: & lesdits deux ans passez, si lesdits gens d'eglife ou autres acquereurs n'obeissent, le Roy, ses officiers ou lesdits seigneurs pourront faire saissir les dittes choses: mais il sera au choix du seigneur de sief d'en prendre son indemnité, si bon luy semble, ou faire proceder à laditte iniunction & contrainte. Laquelle indemnité se monte à la valleur des fruits de trois années desdittes choses acquises, si autrement n'en



Proces verbal

est composé.

Et quat au quaratevnieme article estant en laditte partie au chap. de moyenne iustice cótenant ce que l'ensuit. [Les biens meubles des bastards ou aulbains appartiennent auseigneur à chacun pour tant qu'il est trouué en sa seigneurie, qui ont droit d'espaue mobiliaire en leur terre, & les heritages acquis par tels bastards, appartiennent au bas iusticier: en la iurisdiction desquels ils sont acquiz quand tels bastards ou aubains trespassent sans hoirs de leur chair, yfluz en loyal mariage. Et l'en peuuent iceux seigneurs de fief dire & porter saisiz, comme pourroient faire autres heritiers. Apres la lecture d'iceluy, reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque d'Angiers tant pour luy que pour son clergé, fist dire & remonstrer par maistre Pierre Fournier que le contenu audit article, estoit contraire & preiudiciable aux droits & libertez de l'eglise, disant & maintenant que les eucsques doiuent succeder és biens meubles des gens d'eglise, soient bastards ou aubains, s'opposant & protestant entant que besoing estoit que le contenu audit article ne peut nuire ne preiudicier aux droits & libertez de l'eglise, requerant auoir acte de son opposition & protestation. Le procureur du Roy soustenant le contraire, disoit que la succession des aubains appartient au Roy, & non à autre. Et quant aux bastards, les biens immeubles appartiennent aux insticiers, en la iurisdiction desquels ils sont assiz: & les meubles, à ceux qui ont moyenne ou haute iustice. Et par les nobles a esté dit & soustenu, qu'és biens des aubains le Roy ne doit succeder: mais les barons, scigneurs chastellains & insticiers, en la iurisdiction desquels les biens desdits aulbains sont assiz. Apres lesquelles choses par la plus grand partie de ceux de l'assistance, sut dit, que la coustume du pays d'Aniou estoit telle qu'elle est contenue audit article, & telle estoit escrite és anciens coustumiers du pays. Et apres ordonnasmes que pour lors ledit article ne seroit mué ne changé:mais que l'euesque, les gens & officiers du Roy auroient acte de leur protesta tion & opposition.

Corroboration du xli. article au ti tre de moyé ne iustice.

Et le quarante six-ieme article qui est en laditte premiere partie au chapitre intitulé droit de chastellenie, duquel la teneur s'ensuit: Peuuent d'auantage les dits seigneurs chastellains sai retenir leurs petits plaids chastellains de quinze iours en quinze iours, esquels leursdits officiers en office de chastellain peuuent cognoistre de toutes actions personnelles ciuilles non excedantes la somme de soixante sols tournois entre gens laiz roturiers seulement, toutesfois entre marchans forains peuvent bien lesdits officiers chastellains cognoistre sommairement & de plain, de plus grands sommes, sans attendre lesdits plaids chastellains, duquel officier chastellain on peut appeller. Et doit on releuer en l'ordinaire des assisses dudit seigneur chastellain deuant le bailly, iuge ou seneschal. Et ne peut ledit officier chastellain doner tutelles, curatelles par non-puissances n'autres prouissons de iustice. Apres la lecture dudit article maistre Iehan frappin procureur de monseigneur le duc de Longueuille seigneur de Montereaubellay, a protesté que le contenu audit article ne peut presudicier aux droits dudit seigneur, requerant que de laditte protestation en fissions mention en nostre proces verbal,ce

que luy auons accordé & ottroyé.

Et quant au quarantehuitieme article qui est en laditte partie au chap. des seigneurs baros, contenant que le comte, vicôte de Beaumont souz le ressort & suzeraineté desdits duc d'Aniou comte du Maine, ont toute iurisdiction haute, moyenne & basse en leur territoire, comté vicomté & baronnie, & sur leurs subiets la punition & correction d'eux. Ont aussi le pardon & remission des delits faits par leurs subiets en leurs iurisdiction, forban & rappel, & peuuent muer le cas criminel en cas ciuil, & peuuent auoir le comte, vicomte de Beaumont ou merc de leur iustice gibet à six pilliers, & le baron à quattre pilliers: toutes-fois le duc d'Aniou peut bien auoir gibet à fest, ou tel que bon luy semblera en signe de suzeraineté. Et ne peut le Roy fans l'assentement dudit duc d'Aniou & comte du Maine, mettre coustume en leur pays, n'ils ne la peuuent aussi mettre en iceux sans l'assentement de leurs vassaux selon les liures, ancies dudit pays. Sur le contenu duquel article a esté remonstré que le Roy seul peut remettre & pardonner les crimes & delits commis & perpetrez par les subiets de son royaume, bailler rappeau de ban, & muer le cas criminel en cas ciuil:à quoy pour les comtes, vicomtes & barons dudit pays d'Aniou a esté respondu, que du droit de donner pardon ou remission des delits faits par leurs subiets & en leurs terres, ils en auoient iouy d'ancienneté, & estoit tout le contenu dudit article escrit és coustumes anciennes dudit pays d'Aniou. Et depuis par l'aduis & deliberation de tous les assistants, ledit article a esté arresté ainsi que l'ensuit: [Les cōtes, vicomtes & barons fouz le resfort & suzeraineté du Roy & du duc d'Anion, ont toute in-

risdiction haute, moyenne & basse, en leurs territoires & sur leurs subiets, la punition & correction d'eux, peuuent forbanir leurs subiets de leurs terres. Et peuuet auoir le comte au merc de sa iustice gibet à six pilliers, & les vicôtes & baros à quatre, toutes-fois le duc c'Aniou peut bien auoir gibet à fest, ou tel que bon luy semblera, en signe de suzeraineré, au contenu de l'article liij. duquel la teneur s'ensuit: [Et s'il passe outre les bournes & limitations dudit corps ou branchieres, au dedans desquelles se reçoit laditte coustume scientement sans aquit ter ses denrees & marchandises: les cheuaux, charrettes, ou autres voitures sont confisquees au seigneur de la coustume, s'ils sont prins saisse de laditte denree. Et aussi seront confisquees en touts cas où lon pourra monstrer qu'il ayt commis fraude, larrecin ou abuz, pour cuyder defrauder ou desrober l'acquir ou coustume. Et sera aussi bien prinse la confiscation & amende par la forme dessussite pour le dessaut, dol ou fraude saite par le voiturier, comme par le propre seigneur de la marchandise. Et est à noter que aux cas dessusdits & tous autres où la , coustume du pays permet confiscation, declaration est necessaire, qui se fera sommairement, & de plain & d'heure à heure. Et ce pendant seront les dites choses, desquelles on requiert cofiscation, appreciees & estimees par gens notables & expers. Et ce fait sera au choix de celuy à qui appartiennent les choses desquelles on requiert confiscation, de consigner en main de iustice, ledit pris à quoy lesdittes choses auront esté appreciees, ou de bailler pleige & cautio soluable & suffisant du pays, qui s'en constituera detteur & achetteur de biens, pour en refpondre où il appartiendra: lequel pleige sera tenu obeyr & respondre à la iurisdiction du seigneur qui demande laditte confiscation, & à ce se souzmettre: & en ce faisant, sera faitte deliurance desdites choses pendant le proces de ladite confiscation. Le procureur des marchans du pays d'Aniou, en la presence de plusieurs d'iceux dist & remonstra qu'au commencement de la premiere partie dudit article, est fait mention de la confiscation des denrees & marchãdises passes par la chastellenie, sans payer la coustume, soit par le marchant ou voiturier. Et que si laditte coustume estoit tenue & gardee, elle seroit preiudiciable & dommageable à plusieurs marchans: & n'y auoir apparence de vouloir auoir par confiscation la marchandise; souleur qu'on auroit deffailly de payer vn ou deux deniers pour la coustume ou detioir:car la confication de la denree & marchandise pouvoit môter à grand somme de deniers: & deuroit bien suffire au seigneur de la coustume ou peage, d'auoir saditte coustume auec l'amende qui est de soixante sols, sans luy bailler droit de confiscation. A tout le moins sans ce que par le desfaut, dol ou fraude faitte par le voiturier, les denrees & marchandises sufsent confisquees au preiudice du marchant & seigneur d'icelles. A quoy par maistre Iehan pa trin pour les nobles, seigneurs; chastellains & autres ayants droit de peage, a esté respondu que ledit article ne deuoit estre corrigé: car lesdits marchants ayants cognoissance du droit de peage, en fraudant les seigneurs de leur droit de peage, deuoient forfaire & confisquer leur marchandise, & que laditte coustume, telle ou semblable au côtenu de ce present article est escritte au liure coustumier ancien du pays d'Aniou: & aussi en auoit lon ainsi vsé audit pays. Lesdits marchans disants au contraire, que combien qu'elle soit escritte, si n'a elle esté vlitee ne pratiquee: & quand elle auroit esté praticquee, comme inique & trop rigoureuse, deuoit estre corrigee, ou à tout le moins moderee quant à la confiscation des denrees & marchandises procedants par la faute des voituriers. Et apres requismes aux assistants leur aduis & opinion sur ce. Et par l'opinion de touts fut ordonné que ledit article seroit escrit audit liure coustumier, ainsi qu'il s'ensuit: [Et si le voiturier passe outre les bournes & limitations dudit corps ou branchieres, au dedans desquelles se reçoit laditte coustume, scientement fans acquitter ses denrees & marchandises, les cheuaux, charrettes, ou autres voitures seulement sont confisquees au seigneur de laditte constume, s'ils sont prins saisiz de laditte denree. Seront aussi confisquees les denrees & marchandises és cas où lon pourra monstrer que le marchant ayt commis dol, fraude ou larrecin pour defrauder ou desrobber l'acquit ou coustume. Et est à noter qu'aux cas dessussites & touts autres où la coustume du pays permet con fiscation, declaration est necessaire, qui se fera sommairement & de plain & d'heure à heure. Et ce pendant seront lesdittes choses desquelles on requiert confiscation, appreciees & estimees par gens notables & experts. Et ce fait sera au choix de celuy à qui appartiennent les choses, desquelles on requierr confiscation, de consigner en main de iustice, sedir pris à quoy lesdittes choses auront esté appreciees, ou de bailler pleige & caution soluable & suffisant du pays, qui se constituera detteur & achetteur de biens, pour en respondre où il appartiendra: lequel pleige sera tenu obeyr & respondre à la iurisdiction du seigneur qui demande laditte

Proces verbal

confiscation, & à ce se souzmettre. Et en ce faisant sera faitte deliurance desdittes choses pen-

dant le proces de laditte confiscation.

Corrobora-

Confirma-

tre des sei-

Apres la lecture du cinquate sept-ieme article, duquel la teneur ensuit Chacu pourra passer reuenu de ses heritages ou de ce qu'il a achetté pour sa prouisson, & non pour reuendre en depriant, pourueu qu'il ne soit marchant ordinaire, ou tel qu'on n'y puisse noter fraude. Les doyen, chanoines & chapitre de saint Lau lez Angiers, Et semblablement le seigneur de Môt tion du lvii. foreau, ont dit & protesté que le ditarticle ne leur peut preiudicier, maintenants qu'ils ont article au ti tre des sei- droit de peage sur toutes personnes, soit que ce qu'ils sont mener & conduire, soit pour leur gneurs ba- prouisson ou nourriture de leurs maisons ou non, & les officiers du Roy ont protesté au conitraire. Et apres a esté ordonné que ledit article demourera ainsi qu'il est escrit. Et auroient

esdits doyen & seigneur de Montsoreau acte de leur protestation.

Et quant au contenu du lxij, article, duquel la teneur ensuit: [Le comte, le vicomte, le baró peuuent bien donner haute iustice, moyenne & basse à aucuns de leurs vassaux, & en retenir le ressort & suzeraineté, & non pas les autres au dessouz. [Apres la lecture dudit article les gés & officiers du Roy ont dit & remonstré, que les vicomtes & barons en donnant haute iustice, moyenne & basse à aucuns de leurs vassaux, & retenans à eux le ressort & suzeraineté, sont par ce moyen plusieurs degrez de iurisdiction au preiudice du Roy & de ses subiets: & par ce ledit article ne doit estre accordé pour coustume, protestans que le contenu en iceluy, entat tion du lxii. que touche le ressort, ne puisse nuire ne preiudicier aux droits & prerogatiues du Roy, requerans que de ce en fissions mention en nostre proces verbal. A quoy par les nobles a esté resgneurs ba- pondu que ledit article estoit escrit en l'ancien coustumier, & d'iceluy en auoient tousiours iouy & vlé, & par ainsi deuoit estre obserué & gardé pour coustume. Ce que pour lors sut or-

donné, & que les gens & officiers du Roy auroient acte de leur protestation.

Et le lavi, article estant en la seconde partie dudit cayer contenant ce que s'ensuit Et com bien que lesdits iuges suzerains dudit duc d'Aniou & autres seigneurs, ayent la preuention telle que dessus: neantmoins pource que souventes-fois aucuns en petites matieres personnelles de vingt sols & au dessouz, s'entrevexent & trauaillent en soy entrefaisant adiourner au loin, comme six lieuës ou enuiron, combien qu'ils puissent recouurer iustice és cours des seigneurs subalternes, lesdits iuges suzerains si sommairement & de plain ne vuydent leur question & proces, pourront en faire incontinent renuoy parauant contestation, si l'on cognoist qu'il y ayt officiers residents esdittes chastellenies, suffisans pour administrer iustice. Et li l'on cognoist que malicieusement iceux demandeurs ayent fait adiourner iceux deffendeurs au loin pour petites matieres, comme de vingt sols ou au dessouz, ledit iuge suzerain pourra pour reprimer telle vexation & trauail des subiets, condemner tel demandeur en l'amende & despens, & faire le renuoy comme dessus, par deuant celuy iuge subalterne qu'il ver ra estre à faire. Et doiuent les dits insticiers qui cognoistront de petites causes personnelles de trente sols ou quarante & au dessouz, les vuyder sommairement & de plain, sans souffrir libelle estre baillé, fors par leur acte d'icelui iour, & sans autre figure de proces ordinaire, sur pei ne d'en estre puniz & corrigez par amende s'ils sont reprins faire le contraire.] Apres la lectu re duquel article maistre Iehan de guisy & Iehan gilles procureurs de monseigneur le comte de Vendosme, & aussi plusieurs des gens d'eglise & nobles dirent & remonstrerent qu'à cause de la preuention & cognoissance que le duc d'Aniou & aussi les comtes, vicomtes, barons, chastellains ont sur leurs vassaux & subiets, les subiets sont fort vexez & trauaillez: car souuét pour petites fommes, comme de vingt sols, trente sols, quarente sols, & autres petites matieres, l'on les contraint de playder par deuant les officiers du duché d'Aniou, en les distrayant & faisant comparoir par deuant eux, de plus de dix & vingt lieuës loin de leurs demeures & residences: & seroit plus proffitable ausdits subiets de payer la somme qu'on leur demande, que de laisser leur labeur & perdre leur iournee pour playder si loin & pour peu de chose. A quoy par le procureur du Roy fut dit & respondu que si le Roy a la preuention sur le comte, aussi a le comte sur ses vassaux: & ne doit lon oster au Roy ledit droit de preuention, dont luy

Lelavi.article au tiltre assissans, ordonnasmes que les dittes parties produiroient ce que bon leur sembleroit, pour en quels le pri- faire nostre rapport à la cour, à fin d'y estre sur ce pourueu pour le temps aduenir au bien & ce a preuen proffit du pays. Et que neantmoins du contenu audit article, l'on en vieroit ainsi que lon auoit

accoustumé. Et apres la lecture des soixante sept, & soixantehuit articles contenants. Et est à sçauoir qu'vn

& ses predecesseurs ont tousiours iouy & vsé. Et pour la diuersité des aduis & opinions des

qu'vn subiet peut saire adiourner en la cour suzeraine son seigneur, dont il tient, & duquel il est estagier declareement sur tort fait ou en cas d'appel, s'il est appellant. Auquel cas pendant la cause d'appel ou tort fait, il est exempt de la iustice de sondit seigneur. Quand aucunse porte exempt de son seigneur, soit par appel ou clamsur tort fait qui equipolle à appel fait par luy ou de ses officiers, il sera exempt dudit seigneur & de ses officiers en celle cause, & toutes autres si bon luy semble: toutes-fois ses subiets n'en seront pour ce exempts, sinon que nommement ils sussent appellants ou maintinssent tort leur auoir esté fait. Les gens d'eglise, nobles & autes ayants droit de iustice; dirent qu'ils sont fort dommagez à cause de ce que leurs subiets pretendent estre exempts d'eux & de leurs officiers par appel, requerants qu'il pleust au Roy & à la cour d'y pouruoir pour l'interest de leur iustice, offrants bailler par elcrit, & mettre deuers nous leurs causes & raisons à ceste sin. Ce que leur auons ordonné faire, & les monstrer & communicquer au procureur du Roy pour y respondre au contraire, & produire ce qu'ils voudront d'vn costé & d'autre, à fin d'en faire nostre rapport à la cour pour y pouruoit. En ordonnant outre que le contenu audit article, seroit gardé & obserué iusques à ce qu'autrement en fust ordonné.

L'article soixante & seize-ieme estant en laditte partie, contenant ce qui s'ensuit [Quand à la cour du prince est question de l'execution de lettres passes souz seaux royaux, ou du duc d'Aniou, n'y eschet point de renuoy: mais en appartient la cognoissance au preuention. prince ou à ses iuges & officiers, & non pas à autres, posé que les parties soient nuement subiettes desdits comtes, barons & seigneurs chastellains, & d'autres vassaux dessusdits. Et n'est pas ainsi de l'execution de lettres passes souz les seaux des contracts desdits comte, baron & seigneurs chastellains: car chacun a la cognoissance de son subier sans auoir regard au seellé. Et pareillement ne se fera aucun renuoy de la cour du prince en tout cas où il se trou uera en la contestation de la cause, question de fauseté commise en contracts & lettres ou autrement. Par l'aduis & deliberation de tous les affistants ledit article a esté escrit & corrigé ainsi qu'il s'ensuit. [En matiere d'execution de lettres obligatoires passes souz les seels des contracts du Roy quand il y a eu fauseté commise esdits contracts ou lettres. En ce cas au Correction Roy, à ses iuges ou officiers en appartient la cognoissance seul & pour le tout & non à auticle estant tre: & s'il y a preuention; posé que les parties soient nuement subiettes desdits comres, ba- au chapitre rons, chastellains & autres vassaux. Et n'est pas ainsi des lettres passes souz les seaux des quels le pri-contracts desdits comtes, barons & seigneurs chastellains: car chacun a la cognoissance de son ce a preuen subjet sans auoir regard au seellé.

Et quant au contenu de l'article lxxxj. estant en laditte partie, contenant que si adiournement est baillé en cour suzeraine sur clam de poursuitte ou deuant aller au premier iour & assignation, soit la partie qui se clame absent ou present, exoine, ou non exoine, le iuge de laditte cour suzeraine renuoyera les parties par deuant le iuge subiet, deuant lequel la cause estoit intentee & pendant entre lesdittes parties; sinon au cas que laditte partie euoquant present en personne ou par procureur voudroit maintenir tort fait ou droit voye, & y concludu lxxxi. arre, & allegast autre cause raisonnable. Et pour ledit clam ou ledit clamant ne maintiendroit ticle estant tort fait ou droit voye n'autre cause suffisante, y auta despens presudiciaux à la partie clamee de la nature sans les reserver en diffinitive: & n'y aura aucune amende à la cour pour le premier clam: & des siefs. si la partie clamee au premier iour & assignation d'iceluy se desfailloit ou se faisoit exoiner, ce neantmoins renuoy de ladite cause sera fait si la partie clamant ne maintient tort fait ou droit voye: mais laditte partie qui se dessendroit, n'aura où renuoy faisant, aucuns despens par ce qu'elle se dessaut. Par la deliberation de touts les dessussites le dit article a esté corrigé en la maniere qui s'ensuit:[On se peut clamer de cour inferieure en cour suzeraine en matiere de retrait pour iceluy cognoistre à ce que les deniers de l'acquereur ne soient retardez, & non en autres cas. Et quant aux articles estans en la tierce partie dudit cayer faisant mention des bails dès mineurs contenant ce que s'ensuit:Le surviuat des pere ou mere est bail naturel des enfants mineurs yssuz de leur mariage: & ne fait ledit bail naturel rachat aux seigneurs dont les heritages des mineurs sont tenuz à foy & hommage. Non fait la sœur quad le bail de son frere ou autres freres & sœurs luy escheent, & si telle n'est mariee: mais si ainsi estoit que la meré ait suruescu son mary & luy soit escheu le bail de ses enfans: si elle se remarie; elle ne pert le bail audit pays d'Aniou. Auquel pays sondit mary sera rachat des heritages desdits mineurs: si sera pareillement rachat en chacun desdits pays, la sœur à qui le bail seroit escheu si elle est maryee au temps apres icelluy escheu: & commence ledit rachat le

Les lxviii.& au tiltre des

Proces verbal des coustumes

mariage parfait & accomply, foit ledit rachat gaigé ou non, fil n'y a pour les mineurs aucun bail naturel qui soit, comme dit est, les pere ou mere, ledit bail s'en yra à l'ayeul ou ayeulle fils ou l'vn d'eux ils sont. Et en deffaut d'eux, tel bail s'en va à la sœur aagee d'iceux mineurs: & fil n'y fœur aagee, le bail des mineurs fen va aux oncles ou tantes chacun en fa ligne & non plus auant. Car en deffaut desdits pere ou mere, ayeul ou ayeulle, sœur, oncle ou tante desdits mineurs n'auront aucun bail qui face les fruits ne les meubles, siens: mais leur sera pourueu par iustice de tuteur qui fera au seigneur des fiess les homages. Et pour le deport ou rachat payera audit seigneur des siess respectivement les deux pars du reuenu de l'annee des choses homagees renuz d'eux. Et le tiers & reste demourera pour l'entretenemet du mineur lequel tuteur sera tenu rendre cote & reliqua. Si le bail qui a fait rachat, se meurt, celuy qui recueillira ledit bail, le fera neatmoins: car tant de bails, tant de rachats, si ce ne sont les bails sans moyé, come dit est. S'il y a plusieurs enfans, & les aucus d'iceux soient aagez, ils n'aurot le bail de leurs freres & fœurs puisnez durant la vie du pere ou de la mere à qui le bail en appartient: mais si le bail est descendu en ligne collateral, comme à l'oncle ou tante: l'vne des sœursvenue à son aage, aura le bail de ses autres freres & sœurs mineurs. Et l'ostera au bail du plus lointain collateral qui le tenoit, sans ce que celuy qui a tenu le premier bail, soit tenu rendre les fruits & meubles du temps passé au second bail:aussi le second bail ne sera tenu contribuer aux dettes:mais sera tenu le premier rendre quitte son mineur iusques au temps de son bail fini, com me dit est, de toutes dettes personnelles & arrerages du temps passé. Toutes-fois si ledit premier bail n'estoit soluable & n'auoit dequoy, celuy qui se seroit porté second bail, seroit tenu acquitter, son action reservee contre le premier bail ou ses heritiers, le frere & sœur quand ils ont age, si c'est entre les nobles le frere d vingt ans: & si c'est la fille de quatorze ans, ont le bail de leurs autres freres & sœurs mineurs, & ceux ne sont point de rachat. Et est à entendre que tat que le pere ou la mere, qui sont bails naturels, & en deffaut d'eux l'ayeul ou l'ayeulle, le fre re ne la sœur n'auront le bail de leurs autres freres & sœurs, comme dit est. Semblablemét est il des coustumes non nobles, sauf que l'heritage, rente ou possession du coustumier tenu autrement qu'à foy, ne chet point en bail: mais en tutelle non font leurs meubles. Et aussi que le bail du non-noble ne fait point les fruits siens des choses tenuës en censiue, & en réd compte. Et autrement est des nobles : car ceux font les fruits leurs des heritages des mineurs dont ils ont le bail. Et aussi lesdits bails des nobles prennent les meubles en la forme cy apres declaree, payent les dettes mobiliaires, & arrerages de rentes & deuoirs, tiennent ses heritages en bonne reparation. Et en la fin du temps doiuent rendre les mineurs quittes de toutes dettes & arrerages de rentes. Et de tout ce que dessus bailleront bonne & suffisante cautió auant que riens leuer dudit bail. Et entant que touche le bail des enfants coustumiers, il ne prent les meubles: & ne fait les fruits siens des heritages des mineurs tenus à cens comme dit est:mais luy appartiennent les fruits des heritages tenuz à foy & homage qui cheent en bail, à la charge de contribuer pro rata aux aliments & entretenements des mineurs, & de payer les arrerages des rentes & deuoirs qui escherront pendant ledit bail sur lesdittes choses hommagees, & de faire les reparations d'icelles choses. Et toutes-fois les fils ou filles coustumiers en leurs heritages tenuz à foy, ne sont point plustost aagez que les nobles: Et supposé que les bailz des nobles ayet accoustumé prendre tous les meubles. Toutes-fois pource que le temps passé se sont ensuiulz plusieurs inconueniens aux mineurs cheuz en bail: lesquels eux venuz à leur aage, se sont trouuez desnuez de toutes vstencilles en leurs maisons, & bestial en leurs lieux & dommaines, qui a esté cause de leur donner occasion de vendre, charger & hypothequer leurs heritages ou partie d'iceux, dont plusieurs ne se sont peu releuer, est ordonné que doresnauant les bails auront seulement l'or & l'argent monnoyé & à monnoyer, les pierres precieuses, arrerages de rentes, dettes personnelles deuës au desfunt, par la mort duquel est aduenu ledit bail auec les fruits des heritages du mineur, iusques à ce qu'ils soient en aage, à la charge d'acquitter les mineurs, comme dit est. Et le surplus de tous les biens escheuz & aduenuz par la mort & trespas des predecessenrs des mineurs demourera & appartiendra aufdits mineurs.] Apres la lecture des articles dessussitions parinous dit & remonstré que selon l'ancienne coustume du duché d'Aniou, Entre nobles ceux qui auoient le bail, faisoient touts les meubles des mineurs, leurs, ensemble touts les fruits de leurs heritages durant leur souzaage. Et que par ce que dernierement auoit esté accordé à l'assemblee faitte par lesdits officiers d'Anious presens plusieurs gens d'eglise, nobles, & ceux du tiers estat, l'on auoit encores delaissé aux baillistres l'or & l'argent monnoyé & à monnoyer, pierres precieuses, arre-

rages de rentes, dettes personnelles deuës au deffunt, par la mort duquel estoit aduenu bail, & les fruits des heritages desdits mineurs. Et qu'à cause de la coustume dessusditte plusieurs no bles du pays estants mineurs, auoient ia eu & souffert, & les autres autoient & souffriroient pour le temps aduenir grands pertes, dommages & interests, tant par ce que selon la couflume dessus escritte, les aucuns desdits mineurs auoient ia esté & les autres seroient pour le temps aduenir par leurs baillistres spoliez & desnuez tant de la proprieté des meubles qui leur escheoient par succession, comme aussi de touts les fruits & leuces de leurs heritages escheuz durant leur minorité, qui estoit chose contraire à bonne raison & equité. Et ne prenoient lesdits baillistres la charge dudit bail sinon quand ils veoient qu'il leur estoit vtile & prouffitable. A ceste cause sut par nous requis & demandé aux gens d'eglise & du tiers estat leur aduis sur ce. Et par l'opinion de tous les dessussities les dits articles furent corrigez ainsi qu'il s'ensuit [Le pere ou la mere des mineurs auront seulement le bail de leurs en-Articles ray fans mineurs, si bon seur semble. Et en ce cas feront seurs tant seulement les fruits des herse gez. tages de leursdits enfans mineurs, & payeront les dettes personnelles. Et si lesdits pere ou mere se marient sera pourueu de tuteurs ausdits mineurs:ausquels tuteurs sera faitte deliurance desdits heritages & meubles d'iceux mineurs, à la charge d'en rendre compte & reliqua. Et seront tenuz lesdits pere ou mere en prenant le bail, faire inuentaire des meubles desdits mineurs pour leur conseruer & garder lesdits biens meubles. Et en prenant par lesdits pere ou mere le bail de leursdits enfants, ils seront tenuz les nourrir & entretenir selon l'estat & qualité de la maison dont ils sont, iusques à ce qu'ils soient en aage.

Et quant à l'article xciiijestant en ladite partie, contenant ce qui s'ensuit [Home roturier marié à femme noble, est bail des enfans mineurs d'eux deux apres la mort d'elle, & fait les meubles dessuz declarez & fruits des arrerages mouuans deuers sa feue femme, siens comme dessus est declaré, soient les heritages tenuz à cens ou autrement. Et semblablement semme roturiere suruiuant son mary noble, est bail des enfans mineurs d'eux deux. Et fait pareillement les meubles dessus specifiez & fruits des heritages mouuants deuers son mary desfunt, siens, aux charges & reservations dessus declarees.] Ledit article par l'aduis & deliberation de Correction tous a esté corrigé ainsi qu'il s'ensuit:[Femme roturiere suruiuant son mary noble, est bail na- du xciiii. arturel des enfans mineurs d'eux deux. Et fait seulement les fruits des hetitages mouuants deticle au tiltre de la nauers son mary defunt, siens, aux charges dessudittes. Et l'article cv. contenant que si le subiet ture dessies homme de foy vient vers son seigneur, & il luy ayt offert à faire son hommage, & il le trouve encores sais des choses prinses par defaut d'homme ou parties d'icelles, ledit seigneur est tenu de les luy rendre & restituer s'il les requiert auec plege parlant. Et si ledit seigneur en fait reffus, ledit subiet s'en peut appleger ou complaindre. Par la deliberation de tous ceux que dessus a esté ledit article corrigé ainsi qu'il s'ensuit.] Et si le subiet homme de soy vient deuers son seigneur, & il luy ait offert à faire sondit hommage, & payer les droits & denoirs, ledit seigneur est tenu rédre & restituer les fruits qu'il auroit prins depuis laditte offre d'hommage.]

Et l'article claviij. estant en la quarte pattie au chapitre d'amendes contenant: [Et pour exploitteurs prins en aduouërie en applegemens où il n'y a eu violence esdits exploits ne port d'armes n'assemblee effrence d'exploitteurs, suffira mettre vne amende de loy pour tous, sans Modificatio mettre sur chacun d'eux l'amende. Mais s'il y auoit port d'armes, violence ou assemblee effre- du claviii. ar nee, il y eschet améde sur chacun d'eux à l'arbitration de iustice, posé que quant au simple exploit ils fussent prins en aduouërie. Toutes-fois pour le port d'armes, violence ou autre delict amendes. n'y a point de garans:& ne peuuent estre deschargez pour estre prins en aduouërie.] Par l'aduis & deliberation de tous ceux de l'affistance a esté ledit article escrit ainsi qu'il s'ensuit. [Et pour exploitteurs prins en aduouërie en applegemens où il n'y a eu violence ausdits exploits ne port d'armes n'assemblee effrence d'exploitteurs, n'y aura amende.]

Et quant à l'article excessant en la cinq-ieme partie, contenant ce que s'ensuit: [S'il aduouë en cour suzeraine aucune chose du dommaine ou heritage de son seigneur, dont il est hamme de foy, il pert son fies: car qui fies ronge, fies pert.] Par l'àduis & deliberation de ceux Correction de laditte assemblee ledit article a esté corrigé en la maniere qu'il s'ensuit: Si le subiet est som du exc. arti. mé par son seigneur de se departir du dommaine de sondit seigneur qu'il auoit aduoué & enune chapitre des casoù le
treprins sur luy, & depuis laditte sommation il persiste malicieusement iusques en diffinitiue,
vassaile
vassaile
perdra autant que vaut ce qu'il a voulu entreprendre du dommaine de sondit seigneur: & seson de manda de la chapitre
des casoù le
vassaile
son ses. ta condemné en amende arbitraire.

Er apres la lecture du cexxij. article, qui est en sa sept-ieme partie au chapitre des succes-

Proces verbal des coustumes

fions, contenant ce que f'ensuit: En succession de personne noble qui a plusieurs enfans natu

rels & legitimes, au fils aisné si fils aisné y a, sinó à la fille aisnee, s'il n'y a que filles ou leur repre sentation, compete & appartient par precipu & aduantage, le principal chastel, manoir ou he bergement de laditte succession, à son chois & election, auec tout ce qu'est en iardin & cloyfon des fossez enuiron le chastel, manoir ou hebergement de ladite succession à son chois. Ét au regard du hebergement qui n'est point forteresse, vne piece de terre ou jardin pres laditte maison iusques à la valleur de cinq sols tournois de rente & non plus, lesquels precipu & adua tage ne cheent point en partage. Et au surplus ledit fils aisné si sils aisné y a, sinon laditte sille aisnee ou leur representatios s'il n'y a que filles, succede pour les deux tiers des choses de ladite succession, soient paternelles, maternelles ou acquests. Et les puisnez enfans succederot pour l'autre tiers, & le diusferont par entre eux par egalles portios. Mais les puisnez masses ne sont fondez de tenir & auoir leur portion d'iceluy tiers qu'en bienfait seulemet, c'est à sçauoir leur vie durant: & apres leur deces la succession de leur bienfait retourne à l'aisné ou à sa representation. Et quant aux filles ou leur representation, elles succedent en leur portió d'iceluy tiers par heritage. Par aucuns estans en ladite assemblee sut dit & remostré que les puisnez nobles dudit pays d'Aniou estoient fort greuez & endommagez par le contenu audit article, par ce que le tiers qu'ils prenoient és successions de pere ou de mere, ne leur estoit baillé à heritage, mais à vie seulement: tellement qu'apres leur trespas ledit tiers retournoit à leur aisné ou à ceux qui le representoient: & demouroient les enfants des puisnez sans aucune prouisson. Disoient aussi que si du reuenu dudit tiers qui leur estoit delaissé, ils faisoient aucuns acquests durant leur vie, que lesdits acquests retournoient à leur aisné selon l'ancienne coustume: & ne leur succedoient leursdits enfants ou heritiers à iceux. Et aussi que lesdits puisnez succedoient en ligne collateralle, qui estoyent choses bien preiudiciables & dommageables aufdits puisnez, à leurs enfans & posterité & contraires à toute equité. Apres lesquelles remonstrances demandasmes les aduis & opinions aux gens d'eglise, nobles & autres du tiers estat: qui tous furent d'opinion que ledit article deuoit estre escrit & moderé ainsi qu'il s'ensuit: [En succession de personne noble qui a plusieurs enfans naturels & legitimes, au fils aisné si fils y a de l'article sinon à la fille aisnee s'il n'y a que filles ou leur representation, compete par precipu & aduanestat aucha pitre des sue le principal chastel, manoir ou hebergement de ladite succession à son chois & election cessions. auec tout ce qui est iardin & cloyson des sossez enuiron le chastel ou hebergement. Et an regard du hebergement qui n'est point forteresse, vne piece de terre ou iardin pres ladite mai son iusques à la valleur de cinq sols tournois de rente & non plus: lesquels precipu & aduantage ne cheent point en partage. Et au surplus ledit fils aisné si fils aisné y a, sinon laditte fille aisnee ou leur representation, s'il n'y a que filles, succedent pour les deux tiers des choses de la ditte succession soient paternelles, maternelles ou acquests. Et les puissez enfants succederont pour l'autre tiers, & le diuiseront par entre eux par egalles portions: mais les puisnez masses ne sont fondez de tenir & auoir seur portion d'iceluy tiers qu'en bien-fait seulement: c'est à sçauoir leur vie durant. Et apres leur deces la succession de leur bien-fait retourne à laisné ou à sa representation. Et quant aux filles ou leur representation elles succedent en leur portion d'iceluy tiers par heritage. Toutes-fois par toute l'assistance a esté ordoné que les enfans & heritiers ou leur representation des puisnez succederoient en tous leurs acquests tant faits du reuenu de leur tiers que d'autre chose. Et aussi que les dits puisnez succederont és lignes collateralles par heritage auec les filles. Et si les puisnez qui prenoient leur tiers ou portion d'iceux en ligne directe en bienfait & vsufruit l'auroient à heritage ou à vie.]Pour la diuersité des opinions des assistans, a esté ledit differend par l'aduis & opinion de touts remiz à la cour, & ordonné que les parties produiroient d'vne part & d'autre ce que bon leur sembleroit. Et ce pendant la coustume ancienne quant au tiers à vie seroit entretenuë & gardee iusques à ce que par laditte cour autrement en sust ordonné. Et apres ce, maistres Iehan de guisy lieutenant & Iehan gilles procureurs du comte de Vendosme, ont remonstré qu'audit comté de Vendosme les puisnez succedét par l'heritage,& ont requis que de ladite coustume ils en puissent vser ainsi qu'ils auoient accoustumé, ce qu'a esté accordé. Et par maistre Iehan barratin chastellain de Mirebeau sut dit qu'il auoit charge de par les estatz de la chastellenie de Mirebeau, de requerir que la coustume de Mirebeau, par laquelle les nobles succedent par teste, fust reduite à la coustume generalle d'Aniou, en reservant aux puisnez de succeder en leur tiers par heritage. Et apres demandasmes audit chastellain s'il auoit procuration expresse pour consentir ce que dessus, qui nous fist response qu'à l'assemblee qui dernieremet auoit

Moderation

esté tenuë par les estats desdittes seigneuries, il auoit esté ainsi accordé. Et pource qu'il n'en faisoit apparoir, luy sut reserué d'enuoyer procuration expresse, ou d'en faire apparoir à la

cour pour estre pourueu sur laditte requeste, ainsi que de raison.

Et quant au cexxvj. article, estant en la sept-ieme partie, contenant ce que s'ensuit: Aussi est à entedre que posé que le fils aisné soit mineur ou de moindre aage que ses sœurs ou l'vne d'icelles:toutes-fois si a il les droits & aduantages dessusdits en laditte succession. Et s'il n'y a que fils, & n'y a aucunes filles, si ne sont fondez tous les puisnez d'auoir leur tiers qu'en biéfait & vsufruit, leur vie durant, qui retournera audit aisné ou à sa representation apres leur deces. Et aussi si ledit aisné n'auoit aucuns freres puisnez, & n'eussent que sœurs qui fussent plus aagez ou moins que leurdit frere: toutef-fois lesdittes filles sont fondees d'auoir iceluy tiers. par heritage: c'est à sçauoir pour elles & leurs hoirs.] A esté ledit article escrit & corrigé en la maniere qui l'ensuit: Aussi est à entendre que posé que le fils aisné soit mineur ou de moindre aage que ses sœurs ou l'vne d'icelles: toutes-fois si a il les droits & aduantages dessudits Correction en laditte succession. Et s'il n'y a que fils, & n'y a aucunes filles, si ne sont fondez tous les puis-du cexxvi. at nez d'auoir leur tiers qu'en bien fait & vsufruit leur vie durant, qui retournera audit aisné ou ticle estant au chapitre sa representation, apres leur deces, entant que touche les propres venuz de succession de pe- de despié de re ou de mere. Et aussi si ledit aisné n'auoit aucuns freres puisnez, & n'eussent que sœurs qui sies. fussent plus aagees ou moins que leurdit frere: toutes-fois icelles filles sont sondees d'auoir iceluy tiers par heritage, c'est à sçauoir pour elles & leurs hoirs.]

Et l'article cexx.estant en laditte partie, duquel la teneur s'ensuyt: [Quant aux puisnez masles, ils ne succedent point esdittes successions collateralles, comme dit est: toutel-fois s'il aduenoit que le frere aisné allast de vie à trespas sans hoirs yssuz de sa chair, ou que la ligne de luy descendant fust faillie, & qu'il eust laissé vn ou plusieurs ses freres puisnez ou leur represen tation: laisné desdits puisnez ou saditte representatio, y prendront lesdits deux tiers en laditte fuccession auec ledit aduatage: & prefereroit seldits freres & seldittes sœurs ou leur represen tation en l'autre tiers: & n'y prennent rien les puisnez masses, comme dit est: & s'il n'y a que sœurs ou leur representation apres le deces dudit aisné ou de saditte representation, laisné suc cedera pareillement à tous meubles & heritages pour les deux tiers auec l'aduantage à aisné appertenant, & les puisnez fils & filles pour le tiers, ainsi que dit est. Par l'aduis & deliberatio du cexxx. ar de tous les assistans, ledit article a esté escrit & corrigé en la maniere qui s'ensuit: S'il adue- nicle estant noit que le frere aisné allast de vie à trespas sans hoirs yssus de sa chair, ou que la ligne de luy des successions de succession de succession de luy de succession de successio descendant sut faillie, & qu'il eust laissé vn ou plusieurs ses freres puisnez ou leur representation:laisné desdits puisnez ou saditte representation y prendront lesdits deux tiers en laditte succession auec ledit aduantage: & prefereroit les freres & sœurs puisnez ou leur representation qui auront l'autre tiers. Et s'il n'y a que sœurs ou leur representation apres le deces dudit aisné ou de saditte representation, l'aisnee succedera pareillement à tous meubles & heritages pour les deux tiers auec l'aduantage à l'aisné appartenant, & les puisnez fils & filles pour le tiers, ainsi que dit est.]

Et l'article ccxxxv. contenant: [Quant à la succession des meubles d'iceux nobles, l'aisné fils ou aisnee fille, si fils n'y a ou sa representation, y succedent pour le tout, soit la succession directe ou collateralle. En ce cas qui le prent & accepte comme heritier, il est tenu faire faire & accomplir l'obseque, funeraille & testament du decedé, payer ses dettes personnelles & tous ses arrerages de rentes ou deuoirs. Et s'il n'accepte lesdits meubles comme heritier, il les peut faire inuentorier & apprecier par iustice, à ce appellez deument lesdittes filles, si aucunes y a, ou leurs marys, si elles sont mariees. Et apres ce conuertir iceux meubles, les premiers à l'execution & dettes dessudit defunt, pour tant que chacun est heritier proprietaire en laditte successió. Et au regard des puifnez masses biens-faitteurs, ils ne seront point tenuz contribuer ausdittes dettes personnelles ou autres de leurs predecesseurs. Par l'aduis & deliberation de tous ceux de l'assemblee ledit article a esté escrit & corrigé ainsi qu'il s'ensuit: Quant à la successió des meubles d'iceux no bles, l'aisné fils ou aisnee fille, si fils n'y a ou sa representation, y succede pour le tout, soit la suc cessió directe ou collateralle. Et en ce cas qui les prét & accepte come heritier, il est tenu faire faire l'obseque & funerailles, & testament du decedé, payer ses dettes personnelles & tous du cexxxv. ses arrerages de rentes ou deuoirs: & s'il n'accepte les lits meubles comme heritier, il les peut article estát faire apprecier & inuétorier par iustice, à ce appellez en successió collateralle lesdits fils & fil- au chapitre des successións de la constant de successión collateralle les fils & fil- au chapitre des successións de la constant les si aucunes y a, ou leurs maris, si elles sont mariees, & en ligne directe desdites filles ou leurs ons.



Proces verbal des coustumes

marys tant seulement. Et apres ce, conucrtir iceux meubles les premiers à l'execution & dettes dessussites. Et le surplus doit estre payé par les heritiers dudit dessunt, pourtant que chacun est heritier proprietaire en laditte succession. Et au regard des puisnez masses biéfaitteurs ils ne feront point tenuz contribuer ausdittes dettes personnelles, ou autres de leurs successeurs: sauf en succession collateralle, en laquelle ils succedent auec les filles par heritage.

L'art. cexlix a esté arreite & corroboré.

Et quant à l'article cexlix.contenant ce que s'ensuit. [Toute personne qui entre en religió soit noble ou coustumier, & y fait profession, n'est plus habile à recueillir aucune successió qui depuis laditte profession seroit escheuë, n'y au lieu d'icelle personne n'y peut succeder son mo nastere. Et semblablement, si aucune succession ou autre bien appartenoit à icelle personne . religieuse parauant laditte profession, ce ne viendroit audit monastere: Mais ce escherroit à ses prochains parens & lignagers, tout ainsi que si celle personne religieuse estoit decedee, si telle personne n'en auoit disposé auat l'entree de laditte religion. Toutes-sois si apres l'entree d'icelle religion & auant professió luy escheoit aucune succession, si telle personne ne vousoit demourer en laditte religion, & se faire profes, mais retourner au monde auant laditte profes sion, il n'en seroit pas priué.] Apres les remonstrances faittes par les abbez & autres gens de religion par l'aduis & deliberation des assistans, ledit article a esté escrit & arresté ainsi qu'il s'ensuit. [Homme ou semme noble ou roturier qui entre en religion, apres ce qu'il a fait profession, deslors il est exclud de toutes successios escheuës apres laditte profession, & à eschoir & viendront lesdittes successions à ses parens, comme s'il estoit decedé. Et pourront lesdits religieux ou religieuses de ce qu'il leur seroit escheu auant laditte prosession, en disposer parauant icelle, selon la coustume contenuë au chapitre des donations.

Et quant à l'article celj, qui est en laditte partie, contenant que si femme noble se fait despu celler hors mariage auant l'aage de vingt & quattre ans, & elle en soit attainte, elle est priuee de succession de pere & de mere, d'ayeul ou ayeulle, si elle ne luy estoit escheuë parauant: toutes-fois si elle se veut retirer, iustice luy doit sur tel droit successif qui luy eust appartenu, bailler prouisson de viure à viage iusques à vne moitié. Et si par apres elle se remettoit à mal, telle prouision cesseroit.] Par la deliberation de ceux que dessus, ledit article a esté corrigé ainsi qu'il l'ensuit: Si femme noble se fait despuceller, hors mariage, auant l'aage de vingtquattre ans,& elle en soit attainte, les pere ou mere, ayeul ou ayeulle la peuuent priuer de leurs suc-

au chapitre des successicessions. ons.

Et le deux cents cinquante trois-ieme article, duquel la teneur s'ensuit: Et au contraire, les enfants yssus du mariage d'homme noble & femme coustumiere, departiront pour la premiere fois, coustumierement selon la nature des non-nobles, les heritages, acquests & meubles d'icelle femme, & apres à tousiours noblement. Et aussi par ce que dit est, il est veu que l'hom me ennoblist la femme & enfans, & que la femme ne peut ennoblir l'homme ne leurs enfans, s'ils ne sont de pere noble.] Apres la lecture dudit article, plusieurs ont dit & remonstré, que ce mot Enfans, auoit esté adiousté nouvellement audit article, & n'estoit en l'ancien coustumier, ainsi qu'il se pourra voir. Et pour la diuersité des opinions des aduocats & autres, ledit article n'a esté accordé n'arresté.]

L'article au chapitre des successions n'a esté accordé ny arresté.

Correction

du ccli. arti.

Et l'article celxxiiij.contenant:[Les heritiers d'vn decedé auront si bon leur semble, des executeurs, l'execution du testament de leur predecesseur, pour l'accomplir, en baillant caution de le faire. Et en prenant laditte execution par les heritiers, ils seront tenus à leurs despés bailler à l'executeur ou executeurs le double dudit testament deuant juge competant, qui receura laditte caution. Et leur enioindra accomplir ledit testament dedans vn an, ou autre téps qui sera limité: laquelle peine sera executoire sur lesdits heritiers qui auront prins laditte char ge, en deffaut d'informer dedans ledit temps qu'ils ayent accomply ledit testament, sans autre cognoissance de cause. Et neantmoins seront lesdits heritiers contrains à accomplir ledit testament.]Par plusieurs de l'assistance sut dit & remonstré qu'il estoit besoin de pouruoir au co tenu dudit article pour la faute & obmission de l'accomplissement de plusieurs testamés, procedans à cause de ce que les executeurs qui auoient esté esseuz par les testateurs pour faire & accomplir les dispositions testamentaires, esperans pour la confiance qu'ils auoiet en eux, qui les accompliroient, en estoient priuez & deschargez, en preserant les heritiers à iceux. A ceste cause feisines derechef lire ledit article. Apres la lecture duquel, par l'opinion des assistans a esté escrit & moderé, ainsi qu'il s'ensuit: [Les executeurs d'vn testament sont saisiz dedans cclxxiiii. au l'an & iour du trespas du testateur, des meubles & acquests, s'il a patrimoine, pour l'accomplis fuccessions. sement du testament: & par faute de meubles & acquests, de la tierce partie du patrimoine. Et

Modificatió de l'article

neantmoins seront les executeurs tenus appeller les heritiers pour veoir accomplir le testament par lesdits executeurs: & l'an & iour passez, les heritiers se pourront dire saiss.]

L'article deux cens lxxxiij. estant en la neuficsme partie duquel la teneur s'ensuyt. [Le suruiuant de deux conioints ensemble par mariage, qui ont fait acquestz des choses immeubles durant leur mariage, pour ueu qu'au temps du deces du premier decedé, ils soyent communs en biens, a droit de tenir iceux acquestz moytié en plaine proprieté, & l'autre moytié par vsufruit & à viage seulement, & dont ledit suruiuant se peut dire & porter saisy: & s'en peut complaindre & appleger s'il y est troublé: & apres le deces du surumant iceux acquestz se departiront entre les heritiers du premier decedé & les heritiers du furuiuant. Par l'aduis & oppinion de tous les affiftans ledit article a esté corrigé en la maniere qu'il s'ensuyt [Le surumant de deux coniointz par mariage (liberis existentibus) aura les acquestz moytié en proprieté, & moytié en vsufruit tant qu'il sera en viduité, à la charge de nourrir & entretenir les enfans Corrections mineurs tant qu'ils soient en aage. Et si ledit suruiuant se remarye, lesdits acquests se partiront entre iceluy suruiuant & les heritiers du decedé ou leur representation en ligne directe. pitre des ac-Et l'il n'y a aucuns enfans, ledit suruiuant aura tous les dits acquests pour en iouyr, moytié en par hôme & proprieté & moytié en vsufruit.] Et par l'aduis & deliberation que dessus a esté adiousté au femme. & c. dernier article de la neufieme partie ce que l'ensuyt. [Et si les deniers dudit admortissement auoient esté baillez, solus & accquittez durant & constant ledit mariage: les heritiers d'iceluy au proffit duquel auroit esté fait ledit admortissement sur son propre heritage, seront tenus rendre au suruiuant la moytié desdits deniers, ou luy payer & continuer la moytié de la rente admortie au chois desdits heritiers.

Et quant au ccc.xiij.article estant en la dix-ieme partie duquel la teneur s'ensuyt. [Femme ne peut demander aucuns des fruits de son douaire soit noble ou coustumier, sinon depuis la fommation quelle aura faite aux heritiers qui luy affiéent & baillent sondit douaire. Et depuis arti. au chala sommation ils sont tenus de luy bailler les fruits de ce que vaut son douaire pour-tant qu'il pitre desdoen seroit escheu depuis la sommation s'ils ne luy auoyent esté conuentionnez: auquel cas elle nations. est fondee d'auoir les fruits dudit douaire escheu depuis le deces de sondit mary, duquel douaire elle ne se peut dire saisse insques à ce qu'il ait esté baillé: mais chet en action. Par l'oppinion de tous ceux de l'assemblee, ledit article a esté escrit en la maniere qui s'ensuyt. [Les fruits du douaire soit couentionel ou coustumier entre nobles ou coustumiers, sont deuz depuis le iour

Modificatio

du trespas du mary sans demande ne sommation.]

Et quant au cccxxj.article estant en xj. partie contenant, Qu'homme noble peut donner du cccxxi.ar à sa femme, à ses enfans puisnez ou à l'vn d'iceux, si feroit il à vn estrangier entre viss ou par ticle auchatestament la tierce partie de son propre heritage & patrimoine non comprins quant à ce le pitre des do principal chastel, manoir ou hebergement & aduantage & appartenant par precipu à l'aisné noble par succession: aussi peut donner touts ses acquests, conquests & meubles, comme defsus, fors les choses qui en sont exeptees, c'est à sçauoir, son propre harnoys, son cheual, & les aornemens de sa chappelle auec le principal chastel, manoir ou hebergement & tout ledit precipu & aduantage à l'aisné noble appartenant par succession. Mais ledit mary ne peut rien donner de ses choses immeubles à sa femme qu'à viage & par vsufruit seulement, nec econtra. Et peut faire la femme noble semblable donation à ses enfans puisnez ou à vn estrangier elle estant hors le lyen de mariage ou autorisee de son mary: mais ne pourra faire ledit don à son mary que par don mutuel ou par testament & à viage seulement. Par l'oppinion & aduis de tous les affiftas ledit article a esté corrigé ainsi qu'il fensuyt. [Entre nobles les posre ou mere pourront donner seulemet à l'vn de ses puisnez ou à tous ses puisnez la tierce partie de leur patrimoine auec la tierce partie de leurs acquests & conquests pour en jouyr par heritage auec tous leurs meubles à perpetuité. Aussi le mary (liberis existentibus) peut donner à sa femme & à vn estrangier la tierce partie de son patrimoine & aussi la tierce partie de les acquestz & conquests pour en iouyr par vsufruit. Et aussi leur peut donner ses meubles à perpetuité. En ce faisant sera le donataire des meubles tenu payer les dettes personnelles & accomplir le testament: & s'il n'y-a aucuns enfans, pourront les mary & semme disposer de la tierce partie de leur patrimoine ensemble de tous leurs meubles, acquests & coquests à qui bon leur semblera à viage ou à perpetuité.]

Et l'article trois cens vingt-cinq duquel la teneur s'ensuyt. [L'homme & semme conioints par mariage, ensemble peuuent bien faire mutuelle donation l'vn l'autre à viage seulement de tout ce que la coustume peut souffrir: c'est à sçauoir que le suruiuant par telle donation au-N iiij

Proces verbal

Modificatio roit sa vie durât la tierce partie du propre heritage du premier decedé auec tous ses acquests un cecsavi. Et au regard des meubles ledit suruiuant les aura à perpetuité à la charge, desdits donataires pitre des do tant nobles que coustumiers, des dettes personnelles, arrerages de rente & de l'execution du testament du premier decedé]Par l'aduis & deliberation de tous les assissans ledit article a esté escrit en la maniere qui s'ensuyt. [Homme & semme nobles consoints par mariage, ensemble peuuent bien faire mutuelle donation l'vn l'autre de tout ce que la coustume peut sousser par la maniere deuant ditte.

L'article cccxxvj.contenant. [Et fils ne donnent les meubles qu'à viage:tel donataire ne fera tenu acquitter les dette n'execution du testament: & seront les dits meubles appreciez par iurez ou par gens à ce commis par iustice à somme certaine & nommee: & baillera le donataire caution aux heritiers du donneur de rendre laditte somme apres sa mort. Et au regard des donations faites à perpetuité de meubles vniuersels: celuy qui les prent & accepte come donaitaire, est tenu payer & acquitter les dettes personnelles du doneur & les arrerages des rentes & deuoirs qui estoient deuz par iceluy donneur, & accomplir l'execution de son testament en ce que touche les charges personnelles & mobilaires. Par l'aduis & deliberatio des desfusdits ledit article a esté escrit ainsi qu'il s'ensuyt Et s'ils ne donent les meubles qu'à viage, iceux meubles seront appreciez par iurez ou par gens à ce comis par iustice à somme certaine:& sur iceux se prendront les dettes & execution testamentaire:& du reste, le donataire en iouyra & baillera caution aux heritiers du donneur de faire rendre la valleur dudit reste apres sa mort. Et au regard des donations faites à perpetuité des meubles vniuersels, celuy qui les prent & accepte comme donataire, est tenu payer & acquitter les dettes personelles du donneur, & les arrerages des rentes & deuoirs qui estoient deuz par iceluy donneur, & accomplir l'execution de son testament en en ce que touche & concerne les charges personelles & mobiliaires.

Modificatió pitre des do nations.

Et au contenu du ecclyj.article estant en la doux-ieme partie duquel la teneur s'ensuyt. [Quand l'heritage ou chose immeuble est baillé à rente à condition qu'en payant dedans certain temps aucun argent, la rente sera adnullee & admortic: si l'argent est baillé pour ledit admortissement dedans l'an du contract, le prochain aura par retrait le sons de l'heritage & la rente ensemble ou la rête sans le fons lequel qu'il luy plaira, en resondat les deniers & coustz. Et si la rente est admortie apres l'an, le lignager n'aura le retrait que de la rente: mais audit cas il sera au chois du preneur de l'heritage, de cognoistre le fons de l'heritage ou la rente. Par l'aduis & deliberation de tous les dessussités, ledit article a esté corrigé ainsi qu'il s'ensuyt. [En contract de bailler à rente, n'y-a retrait: mais si laditte rente est rescousse ou admortie dedans l'an dudit contract, y-a retrait tant du fons que de laditte rente. Et si laditte rescousse est faite apres l'an:si c'est par simple faculté donnee par l'acquereur en faisant ledit contract, n'y-a retrait:mais si en iceluy contract faisant y-a promesse & paction d'admortir laditte rente, y aura retrait au lignager ou au seigneur de sief comme dessus.]

Et l'article ccclxij.contenant[Il est ainsi que l'acquereur qui nye par fraude le lignage de celuy qui demade & poursuyt le retrait de la chose aquise par ledit acquereur, & ledit lignager le prouue, il aura le retrait sans deniers bailler ne payer si le requiert & conclud. Par la deliberation des assistans ledit article a esté corrigé ainsi qu'il s'ensuyt. [Il est ainsi que l'acquereur qui nye par fraude le lignage de celuy qui poursuyt & demande le retrait de la chose acquise par ledit acquereur, & ledit lignager le prouue, il aura le retrait: & sera le dessendeur codemné és despens, dommages, & interests du demandeur, & en améde arbitraire, tant enuers le Roy qu'enuers la partie.]

Correction du ecclxxii. arti. au chapitre des retraits lignagers.

> Et l'article ccccxxxix.estant en la xiij. partie contenant. [Le seigneur de sief ne peut acquerir l'heritage ou autre droit de son subiet n'autre seruitude par prescription ou tenement moindre que de trente ans sans tiltre sur l'heritage tenu de luy. Par l'oppinion des dessussits ledit article a esté corrigé comme s'ensuyt.[Le seigneur de fies peut acquerre l'heritage ou autres droits de son subiet ou autres seruitudes par prescription ou tenement de trente ans & non de moins sans tiltre sur l'heritage tenu de luy, sinon que le seigneur seodal eust possedé le fief de son vassal par saisine & main mise par saute d'homme droits & deuoirs non payez.]Et quant à l'article contenant. [Et par semblable si aucune succession luy estoit escheuë mouuant la ligne & costé d'icelle femme, que le mary eust laissé passé sans le recueillir ou en intenter le proces durant la vie du mary:icelle femme ou ses heritiers apres la mort de son mary ou dissolution de son mariage pourroient dedans l'an se dire & porter saiss. Et apres ledit an s'ils le laissent

Correctiódu ccccxxxix. art.estant au chap.de prescriptions.

laissent sans soy ensaisser ou intenter matiere possession, pourront demander son heritage, pourueu que ce soit dedans trente ans d'icelle succession aduenuë, ou apres la minorité d'elle ou mariage sinis.] Par l'oppinion de tous les dessudits ledit article a esté rayé & remis à droit.

Et sur l'article cceclexity, contenant ce qui s'ensuyt. [Quand l'heritage ou bien du detteur est mis en main de iustice par execution à la requeste d'aucun crediteur : les autres crediteurs qui depuis trente ans auront acquis rentes ou autres redeuances, charges ou dettes fur tel heritage, doiuent eux opposer auant l'adiudication du decret : autrement ils ne s'en pourroient plus adresser sur ledit heritage apres ce qu'il seroit adiugé par decret, sinon de l'heritage baillé à la rente: & aussi ceux qui ont rentes anciennes creees par-auant trente ans lesquels ne perdront point par telles cryees leurs rentes & ne perdent seulement par desfaut d'eux opposer contre icelles cryces que leurs arrerages desdittes rentes si aucunes y en auoit:mais les seigneurs des fiefs ne perdent leurs deuoirs n'arrerages par telles cryees ne par moins de temps que de trente ans.] Fut par nous dit aux affistans, que le contenu audit article, pouvoit estre fort domageable, par-ce que l'acheteur par decret, ne seroit seur de ce qui luy feroit adiugé:qui est l'yne & la principale cause pour laquelle se font telles cryees: & que si de laditte coustume s'en trouvoit aucune chose par escrit, toutesfois si estoit elle à corriger & moderer. Et en l'vn des bailliages ou preuosté de ce royaume ou semblable article auoit esté couché pour coustume, les gens d'eglise, nobles & praticiens auoient requis qu'il fust corrigé. Attendu qu'en la cour de parlement, és requestes du palays, du thresor & autres iurisdictions de ce royaume, celuy ou ceux qui ne seroient opposans ausdittes cryees pour leurs rentes & arrerages, & aussi les arrerages des droits seigneuriaux apres le decret adiugé, perdent leurs rentes & arrerages qu'ils pourroient auoir sur lesdits heritages adiugez par decret. Sur-quoy nous fut respondu que telle estoit la constume ancienne qui par eux auoit esté entretenue & gardee,& lors ordonnalmes que dudit article ils en vleroient ainsi qu'ils auoient accoustumé. Et neantmoins du contenu en iceluy, ferios nostre rapport à la cour, pour sur-ce y pourueoir comme de raison. Lesquelles corrections, modifications ou additions du vouloir & consentement desdits euclques, abbez, gens d'eglise, nobles, praticiens, aduocats & autres ont esté faites comme dessus, pour seruir & valoir és questions & proces qui suruiendront pour le téps aduenir. Et apres laditte publicatió auós prins lesdites coustumes pour les apporter en la cour de parlemet: & en auons laisse vn double signé de nous comissaires dessustites & desdits lieutenat general & greffier de ladite seneschaucee, en faisant dessences ausdits lieutenat, officiers du Roy & autres aduocatz, praticiens & coustumiers de laditte seneschaucee, que d'oresnauant pour la preuue desdittes coustumes publices comme dessus, ils ne facent aucune preuue par tourbe ne telmoins particuliers:mais seulement par l'extrait d'icelles figné & deuëmét expedié, & aussi de non alleguer ne poser autres coustumes contraires ne desrogantes aux coustumes publices & arrestees:ains les obseruer & garder comme loy, le tout selo les lettres d'Edit du Roy.

Les Coustumes generalles du pays

E'T COMTE DV Maine.¹.

Article premier.

I

OVR la declaration de la premiere partie sera traité des seigneurs temporent viraque pronincia diu subjecte des des droits, prerogatiues & configure qui ls ont l'un surre, de degré en degré, des drois qu'ils ont l'un surre, de degré en degré, des drois qu'ils ont l'un surre, de degré en degré, des drois qu'ils ont l'undonico, Caroli quinti surre, de des droits noyaux que le Roy a vniuers ellement par tout son Royaume.

Nous auons le Roy, le comte du Maine, le comte de Laual, vicomte de hniu comita-Beaumont, & barons, chastellains, hauts, moyens & bas insticiers.

Des bas insticiers.

POVR la declaratió & entendemét des iustices, degrez & prerogatives desdits seigneurs, enclius sus felon l'vsage, coustume & commune observance dudit pays, sera traité en premier lieu des ducatum. C.M.

1. No mirum
fe multă symbolisant cum
pracedentibus
cum veraque
pronincia diu
sub eodem donit mino surrit in
Ludonico, Caroli quinti fra
dium duce, cutui in appana
gium in cuius
su persona, comitatus Andin
erectus fuit in
ducatum.

Coustumes du Comté & pays du Maine.

droits & cognoissances qu'ont les seigneurs, ayant seulement basse iustice, soncière & simple voierie qui est tout vn apres de chacun des autres au dessus. Et est à entendre que tous les cas és droits declarez en chacun degré, dont la cognoissance appartiét aux suzerains, les inferieures n'ont aucune cognoissance s'il n'est expressement declaré. Mais au contraire les suzerains en iurisdition, ont la cognoissance en toutes matieres qu'ont, ou sont sondez, leurs inse-

Duz actiohes, crimina les & ciuiles

Nous auons en generaux termes deux actions, l'vne criminelle & l'autre ciuille. Des criminelles, les bas iusticiers n'ont aucune cognoissance: mais sont fondez de cognoissre entre leurs subietz des ciuilles, reelles concernants choses immeubles, soyent petitoires ou possessoires, dont pour chroistre d'icelle cause n'y-2 que la loy d'amende sept solz six d'eniers mansays qui est le double des tournois entre nobles, & dix solz mansays entre roturiers & non no-

Deniers mã lays. 1. 5. Alias in dubio de tournois etiă parifis.C.M.

Et est à sçauoir que toutes-fois & quantes qu'il est fait mention de ce mot mansays, soit en amende, en contratz, en recepte ou autrement, est entendu le double de tournois. 1 Toutef 1 fois f'il interuenoit aucun incident en ladite cause, comme vice de litige, fausonniere ou autre crime incident servant ou prejudiciable à la decision de la matiere, la cognoissance leur en appartient auec l'amende pecuniaire de taxation d'icelle selon le cas interuenu audit incident.

Le bas iusti cier ne congnoist de

Et au regard d'autres actions reelles dont l'amende excede les loix & amendes dessussités & des pures personnelles, ilz n'en ont aucune cognoissance s'ils n'auoyent acquis ce droit par actio reelle. tiltre particulier, privilege ou prescription fors que leurs saisine brisee où ils peuvét taxer par leur iusticie l'amende de soixante solz mansays pour iceluy pris & pour les ventes qui leur ont esté recellees par an & iour. Aussi pour auoir mis & assis hornes en leur sief, sans autorité de leur iustice, où ils peuuent taxer ceux qui ont assis bornes de leur autorité prince, pour chacune borne affife soixante sols mansays.

Au basiusticier appar-

Les bas infliciers sont fondez d'auoir vétes, retraits; par puissance de fief, exhibitió des contracts, amendespar deffaut, d'exiber sessites contrats, rachats & autres emolumens de fief comrachats, par me sera cy apres declaré. Aussi peuuent contraindre ceux qui tiennent en leur sief à bailler par puillance de declaration tous les heritages & rentes qu'ils tiennent nuëment & declarer les deuoirs qu'ilz leur en doiuent, ou à leur faire mostre desdits heritages au chois dudir seigneur : c'est à sçauoir que pour faire laditte monstre ou bailler laditte declaration, le seigneur ne payera aucune cho se audit subiet:mais aussi iceluy subiet ne payera riens audit seigneur ne ses officiers fors l'emo lument du greffe. Et peuuent contraindre ceux qui tiennent à hommage, de bailler leurs adueuz contenans declarations dedans xl.iours apres hommage fait.

Si le subiet à vne fois deuëment baillé sa declaration ou adueu non descetif, & par apres son 2. 8. Stilicet seigneur vend ou aliene sa terre, s'il est apres appellé par iceluy acquereur à bailler nouuel adni, etia si mu- ueu ou declaration, il sera tenu de luy bailler. 2

impensisdomit atto nous do-\$.17.in fi. vbi si lerate scriprum.C.M.

Le seigneur ne peut contraindre ses subiets en arriere fief, c'est à sçauoir qui tiennent de bitum relalias luy par moyens, à declarer leurs-dits moyens, sinon les subietz prochains & immediatz des ve dixi incosse. subjetz en nuesse d'iceluy seigneur qui tiennent audit arriere-fief, par vn seul moyen, & non parif. S. 48. plus, lequel subjet en arriere-fief n'est tenu declarer par le menu & confrontation : mais en videatur de co gros auec le deuoir:toutes-fois s'il y auoit aucuns subjetz en arriere-fief, posé qu'ilz tiens sissent par deux, trois, quatre moyens ou plus, lesquelz fussent loin de la seigneurie & corps principal ridetur in co- du territoire dudit feigneur, ou au-dedans d'aucuns fiefz enclauez, ou autres cas où il y-a euident interest pour la conservation des fins & limitations de laditte seigneurie dudit seigneur esdits cas: il les pourroit bien contraindre à declarer leurs moyens en gros. Mais audit cas sussi ra les declarer en iugemet: & sera enregistré par le greffier se bon luy semble sans ce qu'il couste rien au subiet par laditte enregistreure. Et si le greffier ou sergent les sont reuenir, ilz sont subietz à amende & à interest de partie.

'Le basiusticier a droit d'améde sur fon subiet.

Lesdits bas iusticiers ont amendes pour leurs deuoirs non payez: auec ce, ont ventes & autres emolumens de fief. Aussi ont les amendes sur leurs vassaux pour le desfaut qu'ils auroient fait d'auoir baillé leurs adueuz:ainsi qu'il sera traité en autres lieux cy apres, peuuet pour leurs droitz & deuoirs non faits & non payez, saisir & dessaisir les choses tenues d'eux. Ont la congnoissance de faire mettre bornes entre leurs subietz par les lieux que les parties, ou les sçauas du pays en debat des parties aduiseront, Ont la petite coustume des denrees vendues en leur fief, comme blé, vin, bestes & autres meubles. Et lequel leuage & petite coustume, est vn de-

nier par bœuf & par vache. Pipe de vin ou charge de blé, venduz & tirez hors le fief & pour autre menu bestail, comme moutons, brebis, porcz, venduz & qui auroient seiourné par huit iours, sera payé maille. Et est à entendre, que pour autres meubles sera payé quatre deniers pour charrette, deux deniers pour charge de cheual, & vn denier le tout tournois pour faiz d'hommes, excepté par les gens privilegiez.

Pareillement ont le leuage des denrees qui y ont seiourné par huit iours naturelz vendues & autrement transportees en autre main mises hors iceluy fief, s'il n'y-a prescription ou exé- Du droit de ption au cotraire, lequel leuage est deu par l'acheteur. Et ne pourra ledit leuage exceder cinq solz,& s'en pourra adresser le seigneur contre le vendeur ou acheteur à son chois audedans de l'an:Toutef-fois le vendeur en sera deschargé, en aduertissant le seigneur de fief, son receueur ou sergent de soy faire payer dudit leuage auant que la denree soit leuce de son-dit sief auec le leuage des biens de leurs subietz qui vont demourer hors leurdit fief. Et si aucu seigneur prenoit preuosté ou grand' coustume, il ne pourra prendre ne demander la petite coustume: & aussi ont les espaues foncieres: C'est à sçauoir du sons & domaine ou autres choses immeubles, par autant qu'elles s'estendroyent en leur-dit fief & nuesse.

Lesditz bas iusticiers ont la conoissance des demandes de dommages de bestes, lesquelles gesde bestes bestes leur sergent peut prendre en present messait, & les emprisonner iusques à satis-faction se de la prin du dommage, ou qu'autrement par iustice en soit ordonné: toutes-fois le sergent doit saire deliurance à iceluy qui sont sessites bestes s'il le rquiert, en baillant pleige suffisant du

Les espaues des anectes nonobstant qu'elles soyent mouuantes, tenans & estans en aucū Des espaues arbre ou autrement assisses au fief d'aucun, apartiennét pour le tout au seigneur du fons où el-des anectes. les sont affises, si le seigneur du fons, y a iustice fonciere en nuesse. Et s'il n'a iustice en son fons, elles luy appartiennent pour la moytié, & au iusticier en nuesse pour l'autre moitié: mais si lesdittes anectes sont poursuiues auant qu'elles soient encores logees & prins leur nourrissement audit lieu où elles sont assisses: celuy à qui elles appartenoient, les peut poursuyuir & les doit auoir comme siennes.

Outre peut auoir ledit bas iusticier moulin à blé, au dedans ou dehors de sondit fiest peut Le bas iusticontraindre ses subietz estagiers coustumiers demourans au dedans de la banlieue dudit mou de moulin. lin d'aller moudre à iceluy moulin, par confiscation de la farine prinse & arrestee en son fies: & du pain d'icelle mouture à autre moulin, ou les traiter par sa cour & en prendre l'amende, ou pourroit poursuyuir son interest par cour suzeraine, pourueu que ledit moulin soit en suffi fant estat & reparation. Et ne sont point la beste, harnoys ne sacz confisquez.

Et si le subiet veut maintenir son blé auoir esté moulu au moulin de son seigneur, ou son pain fournoyé à sondit four, il en aura deliurance ou plege. Et s'il dechet, & il est trouué qu'il y ait confiscation, il y sera d'auantage mis en amende de la loy pour auoir mal requis la deliurace: & refaisira son seigneur de fief.

Et s'il n'a moulin en estat suffisant, ses subietz sont contraignables d'aller au moulin de son feigneur fuzerain, duquel ils tiennent par ressort, s'il est au dedans de la banlieuë: car les subiets ne sont tenuz d'aller moudre à aucun moulin de leur seigneur, dont ils sont subietz par ressort nuëment, n'autrement, si ledit moulin n'est dedans la lieuë de leur demeure.

Et est à sçauoir que toutes-fois que le seigneur de fief aura acquis ou fait faire moulin en lieu 1. 19. Tame is aduenant: c'està sçauoir au dedans de la lieuë, soit au dedans ou dehors de son fies, il aura la no molendini moulte de sessits subjetz, & n'yrot plus au moulin du suzerain: mais en sera sais y ledit seigneur rel alio exemfommation & requeste par luy faite à sondit seigneur suzerain de luy laisser la moulte de sesdits pto non potest subietz, pourueu que telle sommation soit saite dedans l'an, à compter du iour que ledit sei- renditoriu Bar gneur auroit acquis ou fait faire ledit moulin en estat suffisant de moudre. Et apres l'en pourra poursuyuir laditte moulte de ses subietz par action petitoire.

Si le subiet est boulenger publicq' & le moulin de son seigneur ne soit propre à faire farines à pain blanc, il peut aller ailleurs: car le bien de la chose publicque qui presere l'especial, extraneo non

Le subiet qui sans fraude a acheté blé en autre pouvoir hors le fief de son seigneur, en l'amenant à son estaige, le peut faire moudre à autruy moulin sans mesprendre.

Quand moulin est commun ou personnier entre deux ou plusieurs personnes, & il y faut tem iuris commeule, rouë, rouet ou autre raparation ou refection necessaire par-quoy il ne puisse moudre, manu non habentelibertati l'un des personniers peut sommer l'autre de contribuer à la reparation du moulin . Et s'il ne c.m.

XVIII. blica, sed hic prinilezio exe-

Coustumes du Comté & pays du Maine.

veut ou s'il delaye, l'autre personnier le peut faire reparer, & prendre tous les proffitz du moulin insques à ce que l'autre personnier ait passé sa part de la reparation. Mais s'ille faisoit reparersans sommer, l'autre personnier payeroit sa part de la reparation: & auroit sa part de ce que le moulin auroit gaigné.

Le bas iusticier peut aà draps.

Oultre peut ledit bas iusticier auoir moulin à drapz,& par la forme dessusditte contraindre uoir moulin ses fubietz estagers demourans au dedans de trois lieues dudit moulin à y aller fouller leurs

> Et l'ilz sont trouuez allans fouller, ou leur drap foullé à autre moulin, il y-a confiscatio dudit drap au seigneur de fiest & le peut saire prédre comme à luy appartenant par confiscation. Mais sera ledit drap rachetable par celuy à qui il appartient, à quinzaine se bon luy semble, au pris chacune aulne de xij. deniers mansays: & neantmoins payera le droit de foullage.

De la licuë de moulin.

Lieuë de moulin doit contenir mille tours de rouë, ayat laditte rouë quinze piedz de tout & de circuyt par dehors, à prendre depuis la maison du subiet insques à la maison dudit mou-

Le bas iusticicr peut auoir four à ban.

Si ledit bas insticier à bourg ou partie en bourg nuë met tenu de luy,il a droit d'y faire four à ban: & y peut contraindre ses subietz estagers dudit bourg d'y faire cuyre leur pain & en prédre le proffit de fournage accoustumé, pourueu que conuenablement & sans perte ou empirement de leur paste les subietz y puissent aller. Et prendre par confiscation le pain de ses subiets fournoyé à autre four, pourueu que ledit four soit en estat: & sera tenu ledit seigneur de bien entretenir sondit four à ban, Ou en dessaut ou delay de ce par vn moys pourront les subietz en faire edifier en leurs maisons.

Le mounier ou fournier, doiuent defdőmager le

Mousnier ou fournier doiuent estre condemnez & contraintz par ledit seigneur à desdomager le moulant & cuysant iusques à cinq sols de chacune des trois dernieres cuytes ou moultes, & non de parauant, en iurant par le subiet de bonne renommée celuy domage, ou seront receuz à prouuer s'ils veulet maintenir auoir domage plus grad. Et en ce cas sera receu le mounier, ou fournier à alleguer ou prouuer faitz au cotraire des subietz, & dire qu'il n'auoient pas tant de blé, ou qu'il leur a baillé tant de farine & en faire prompte iustice. Et en cas de refus ou delay du seigneur de faire reparer lesdits dommages, les subietz ne sont tenuz retourner audit four ne moulin, jusques à ce que ledit seigneur leur ait fait raison.

Commentle moulnier doit rédre la farine mouluc.

Et est à entendre que les dits mouniers outre leur payement & droit de moulture sont tenus rendre de douze boisseaux reez de bon blé, sec & net, quatorze boisseaux de farine coblez & pellez à boisseaux, qui aura de profond, le tiers de son large. Et pourront si bon leur semble les dits mouniers faire mesurer en leur presence les blez qui leur seront portez & baillez à mouldre. Autrement ilz seront tenus en rendre tel nobre de blé, que celuy ou ceux qui l'aurot porté & auront iuré l'ils sont gens dignes de foy, ou la farine à la raison dessuditte.

Le subjet qui ameine son blé au moulin de son seigneur, quand son-dit blé a seiourné par vingt-quatre heures audit moulin de son seigneur sans estre moulu, il peut mener pour celle fois moudre sondit blé à tel moulin qu'il luy plaira.

Dn pressoir au bas iusticier.

Outre, a ledit bas iusticier droit de contraindre ses subietz par la forme dessusdite à tourner ' à son pressoir au regard des vignes qu'ils tiennent de luy, ledit pressoir estant en estat & au dedans de demye lieuë de distance desdittes vignes.

Du subiet qui a 🛪. quar tiers de vignes & au deilus

Si l'vn desdits subietz a dix quartiers de vigne ou au dessus, en la nuesse du seigneur foncier, & en autres fiefz au dedans d'vne lieuë dudit pressoir, iceluy subiet peut faire pressoir pour soy seulement: & n'est plus contraignable à celuy de son seigneur: mais il faut auant que pressoirer à son pressoir, s'il a pressoiré à celuy de son-dit seigneur, qu'il ait informé son-dit seigneur qu'il ait quatité de vignes, & luy ait payé cinq sols quatre deniers tournois laquelle somme demourera audit seigneur qui portera dessaisine du pressoirage qu'il auoit accoustumé auoir sur sondit suiet.

Et si le cas aduient que lesdits dix quartiers de vigne ou au dessus soyent diuisez apres le deces dudit subiet entre ses enfans ou autres sesheritiers, ils & non autres pourront pressoirer la vendange de leurs vignes & non d'autres audit pressoir de leur predecesseur.

Par cobiede téps peut le subiet acque rir preseri-

Les subietz ne se peuuét exépter de non aller au four, moulin ou pressoir de leur seigneur: & possession d'estre allé aillieurs, ne leur vaut pas moins de temps que de trente ans, ayant ledit seigneur durant lesdit trente ans, sesdits moulin, four & pressoir en estat demourans prion contre le dit leigneur durant le loit tre lite alls, le loit le moulindu le foit s'ubietz en lieu qu'il les ait peu contraindre à ce. Et au regard des pressoirs à cildre, ils ne dependent, par la coustume du pays, d'aucune iurisdiction. Et en peuuét auoir chacun pour

son vsage, ou aller pressoirer où bon leur semblera, sinon qu'ils ayent tiltre, possession ou prescription au contraire.

La possession faite d'aller au four, moulin & pressoir par ceux qui n'y sont contraignables qui y sont allez de leur volonté & sans contrainte & par forme de courtoisse, ne nuyst par quelque temps que ce soit, & n'acquiert aucun droit aux seigneurs des fiefz de les y contraindre pour l'aduenir. Mais la possession faite par ceux qui y sont contraints, & par les contraignables, leur nuyct.

Le iusticier foncier peut contraindre son subiet à ressentir d'estage, ou lieu, où il a esté ancienemet& d'estager, sinon qu'il vueille quitter ledit estage. Et sans ce q la mutation soit dont d'estage. mageable au seigneur de fief au dedans de trente ans apres ledit estage demoly: & n'aura ledit estager que trois ans de ressentir apres la sentence sur-ce donnee.

Le seigneur de sief peut faire estag en son sief & nuesse, pourueu q la chausse en soit nouce Le bas iustipar les deux bouts en son domaine. Et si ledit seigneur de sief noye les prez ou terres de ses cier peut sai subjetz par ledit estang, il les peut cotenter par eschange aduenant, & ne le peunet empescher fon sief. lesdits subietz, pour ueu que le desdommagement soit fait ausdits subiets parauat que les heritages desdits subietz soyent submergez n'autrement empeschez. Et lequel desdomagement doit estre fait preallablement ausdits subjetz en autres heritages, & de telle valleur comme ceux desdits subjetz qui seront empeschez par ledit estang.

Celuy qui tient à foy & homage le hebergement où il demeure, soit noble ou coustumier, ne paye à son seigneur aucunes petites coustumes ne leuages, & n'est subiet ne contraignahebergemet ble à aller au four & moulin de son seigneur:mais peut aller à tel four & moulin que bon luy à soy & hom semble, Et si autre que luy y demouroit, comme vn mestayer ou autre, ou qu'il l'eust baillé à mageferme ou à rente, il fera contraint à aller au four & moulin de celuy de qui ledit hebergement est tenu à foy & hommage.

Gens d'eglise ne nobles, ne sont contraignables à aller au four ne au moulin, & outre ne Gens nobles doiuent pressoirage ne corueess'ils ne tiennent chose qui les doiuent, cobien qu'ils ne peuuer ou d'eglise ne sont sub-faire sour ne moulin au preiudice des seigneurs. Et yront leurs mestayers & gens roturiers ierz au sour demourans és lieux & feages nobles audit four, moulin & pressoir : car le priuilege de non y ou moulin de leur seialler, descend des personnes & non des deux. Et ne pourront aucuns doresnauant vser de ver- gneur. tes moultes.

Home noble ou coustumier en son domaine homagé, est fondé d'auoir buysson à connils deffensable au vol d'vn chappon enuiron la maison de sondit domaine hommagé.

Homme noble peut auoir buysson à connils dessensable au vol d'vn chappon enuiron la maison de son domaine où il fait sa demeure continuelle, supposé que ledit domaine ne soit hommagé sans preiudicié d'autruy.

Tous autres accroissemens de garennes sont prohibez estre faits au preiudice d'autruy. Des accrois Nul ne peut de iour ne de nuyt tédre ne thesurer au domaine d'autruy. Et de chasser auec les semés de ga chiens ou à la gaulle, si aucu n'en est fondé. Toutes-fois aucuns seigneurs sur leurs subietz peuuent auoir acquis celuy droit par prescriptions & possessions anciennes. Et neantmoins seroit entendu qu'ils en vsassent sans endommager iceux subietz en leurs vignes, bledz & autres labourages:autrement tels subietz pourroient demander desdommagement.

Qui n'a forest ou brueil de forest, qui est à entendre buysson tel que conuenablement les grosses bestes s'y puissent retirer: tiltre ou longue possession n'est fondee d'auoir chasse dessen sable à grosses bestes, s'il n'est chastellain pour le moins.

Si gens d'eglise, frairie, communautez ou autres mains mortes acquierent par quelque co-tract, don, legat ou autre acquisition aucuns heritages, domaines, rentes ou autres choses tio faite par immeubles, le Roy ou ses officiers, ou autres seigneurs ou ses officiers, ou autres seigneurs au gens d'espire fief desquels sont assisses telles acquisitions, & n'eussent ils que basse iustice, les peuuent faire nautez. conuenir audedans de xl. ans en leur cour ou en la cour de leur suzerain, si bon leur semble, pour leur faire faire iniunction de mettre hors de leurs mains dedans deux ans apres icelle cõiunction tous & chacuns lesdits acquestz, dõs & laiz qui leur ont esté faits ou acquis depuis xl.ans, eu le regard au téps de l'adiournemet sur-ce baillé & proces encomencé. Et leur peut la cour indire & declarer qu'au cas du deffaut d'obeir à laditte iniunction, ledit leigneur de fief leuera à son proffit les fruits desdits acquestz, dos & laiz insques à ce qu'ils ayent obey. Et lesdits ij ans passez apres condenation sur-ce faite par juge copetant, ledit seigneur pourra faire faisir lesdits nouueaux acquestz, dos & laiz. Et si le codené ou condenez obeyssent à laditte sen



Coustumes du Comté & pays du Maine

ful.s specialis dimia;etia ab **E**cclefiasticis nec sufficeret claufula genedonaria les reçoit.Res. non praindicat dominoqui debebit restituere tua,ad dimitconf. parif.§. C.M.

ralu vel etiam nestiendi quos cunque.C.M. 2. Quid sivsu si vellit cogere de quo dixi in 3. 48. Ce sont les droits anciens desnobles d'auoir generallement tout droit de confistatio en leurs terres, où ils ont haute inprocesverbalde ceste constame & de celle de Anion, sur l'article. 41. Et par les unciens registres & chartulaires des coustumes : Combien que depuis aucuns fiscaux Royaux que-stuaires cherchans toutes nonnelles inuentions pour augmenter le fijq duRoy, diminuer les droits des inferieurs, &melmement de l'estat de noblesse qui est le principe ori ginal fondement & defen Ic. ce de la courone: Et d'entree fe font efforcez leur ofter les

aubains, & de puis de limiter Lisuccessió des

tains cas : Il randroit bean

coup mieux re

1. 42. Requi-tence audedas de deux ans apresladite faifine, ils aurot deliurace des fruitsqui aurot esté leuez par comissaires depuis laditte saisine come à eux appartenas. Et en cas de dessaut d'obeit aurecipiendi lau dedans desdits deux ans apres icelle saisine, ledit seigneur de sief leuera les fruits desdittes cho ses à son proffit, & les fera siens & les appliequera à luy, iusques à ce qu'ils ayet obey come des hominibus vel sus:mais il sera au choix du seigneur de fies d'en prendre son indemnité, si bon luy semble, ou faire proceder à laditte iniunction & contrainte. Laquelle indemnité se monte à la valleur des fruits de trois années desdittes choses acquises, si autrement n'en est composé.

Et si le seigneur de sief, son receueur ou autre officier ayant pouuoir especial de receuoir vniuersalis in-, d'iceux les ventes ou rachats de tels dos laiz ou acquestz, les receuoit: ledit seigneur seodal a 2 pres ce ne sera receuable à faire telles iniunctions, & pourra demander son indemnité: mais file seigneur ou son receueur receuoit les deniers & deuoirs ordinaires, telles receptions de finition riminel deuoirs ou rentes de tels acquestz, n'empeschent laditte iniunction ne l'effet d'icelle ne le

droit d'icelle indemnité, si le seigneur seodal en veut prendre saditte indemnité.

De moyenne iustice.

xliÿ.

DE moyenne iustice laquelle moyenne iustice grand voierie, & iustice à sang, est tout vn.

Le moyen iusticier peut auoir gibet à deux pilliers à lyens par en haut & par bas par dedas tendum fundu & non par dehors. Et cognoist outre les cas dessudits, des simples crimes, comme de larcins, de simples homicides sans guet à pensee, & des cas qui en dependent, de ceux qui ont arraché ou emblé bornes, & a la cognoissance des actions personnelles.

Outre cognoilt entre ses subjetz de toutes simples demandes ciuilles, soyet reelles ou perfonnelles, & peut cognoistre des incidens comme dessus.

Ont aussi lesdits moyens iusticiers droit de bailler mesures à bled & à vin du patron & esset du seigneur, dont ils tiennent leurs iustice.

Aussi pennent lesdits moyens insticiers donner tutelles & curatelles & procurations, par non puissance. Outre ont droit d'espaues mobiliaires, quand elles se treuuent en leur fief. Et fice, comme il doiuent les choses trouuees prinses par espaue estre proclamees par vn dimenche ou feste so appere par le lennelle en la parroisse du lieu où elles ont esté trouvees & és deux autres parroisses voysines ou par trois iours de marché, s'il y-a marché. Et si durat lesdites proclamations ou huyt iours apres il ne vient aucun qui l'aduouë, ledit seigneur declaration faite par iuge competant, en peut disposer à son plaisir. Et pourra le sergent dudit seigneur faire les dittes proclamations esdittes parroisses, nonobstant que ce ne soit son territoire. Et aussi pourra ledit seigneur faire proceder à laditte declaration, nonobstant que sa iurisdiction ne tienne.

Les biens meubles des bastardz ou aubains & autres natifz du royaume, & qui decedent sans hoir, appartiennét aux seigneurs, à chacu pour-tant qu'il en est tenu en sa seigneurie qui ont droit d'espaue mobiliaire en leur terre. Et les heritages acquis par tels bastardz, appartiénent aux bas iusticiers en la iurisdiction desquels ils sont assis quand tels bastards où aubains trespassent sans hoirs de leur chair, yssus en loyal mariage. Et s'en peuuent iceux seigneurs de

fief dire & porter faisis comme pourroient faire leurs heritiers.

De haute instice.

xlix.

Le haut iusticier peut auoit gibet à deux pilliers à lyens par en haut & par bas dedans & de hors. Et outre les droits dessussit a toute iurisdiction haute, moyenne & basse pour punir & corriger les malfaiteurs, peut cognoistre de batures faites de guet à pésee & ppos deliberé. Et peut donner treues entre ses subiets & non pas les oster. Peut principalement cognoistre de faussonnerie & de ce quui en depend, & a tous les autres droits de la moyenne & basse iustice, sans preiudice des droits & emolumens que les inferieurs ont sous luy en chacun sa nues

Droit de chastellenie.

ELVY qui a droit de chastellenie, est fondé d'auoir chastel ou merc de chastel, grands chemins peageaux, la cognoiffance des delits faits en iceux chemins peageaux, acquitz, brancheres, trauers, preuosté, foyres, marchez, seaux de contracts, mesures à blé & à vin, dont il prent le patron à soy-mesmes: & au merc du gibet de saditte iustice patibulaire peut mettre bastards à cer trois pilliers.

Le seigneur chastellain est fondé d'auoir toute iustice haute, moyenne & basse auec la co-

integrer & maintenir les droit Zanciens des estats de France sans lesquels la couronne ne peut fleurir ne durer. C.M.

gnoissance



gnoissance des grans cas cy apres declarez: c'est à sçauoir de rauissement de personne, d'homis Le seigneur cide fait de guet à pensee, de encis, qui est de meurdrir semme enceinte ou son enfant au ven-tre, d'embraseur de maisons, guetteurs de chemins, sacrileges, des robeurs ou desserbilleurs de ce des grans passans lesdits chemins, depopulateurs de champs, brigans, empoisonneurs & autres cas semblables qui en dependent.

Le seigneur chastellain peut faire bans, edits, crys & proclamations, mettre & indire peine fur ses subiets selon la qualité & necessité du cas.

De pétis

Peuuent aussi d'auantage lesdits seigneurs chastellains faire tenir leurs petits plaidz de leurs chastellains de quinze iours en quinze iours : esquels lesdits officiers en office de chastellain plaids des peunet cognoistre de toutes actions personnelles, ciuiles non excedans la somme de soixante sols mensays entre gens laiz roturiers seulement: toutes-fois entre marchans forains peuuent biens lesdits officiers chastellains cognoistre sommairement & de plain du fair de leurs marchandises de plus granssommes, sans attédre lesdits plaidz chastellains, duquel officier chastellain on peut appeler: & doit on releuer en l'ordinaire des affises dudit seigneur chastellain deuant le baillif, iuge ou seneschal: & ne peut ledit officier chastellain donner tutelles ne curatelles ne procurations par non puissance n'autres prouisions de iustice.

Des seigneurs barons.

liigs

ROIT de baronnie doit auoir trois chastellains subietz du corps de la barônie, ville close, abbaye, prieure conuentuel, ou college auec forest. Et qui auroit trois chastellenies fubiettes du corps sans les autres choses ou deux auec ce, villes closes ou vne auec les choses de baronnie est

Au baron appartient l'espaue du faucon & du destrier, & est entendu, destrier, vn grad cheual de guerre, appelé coursier, ou cheual de lance.

l de guerre, appelé courfier, ou cheual de lance. lvj. cipalle ville est Les côte, vicôte de Beaumont & baron fous le reffort & fuzeraineté dudit comte du Mai-la murer ausc ne ont toute iurisdictió, haute iustice & basse en leur territoire, coté, vicoté ou baronie & sur leuis, sans auleurs subietz la punition & correction d'eux. Et peuvent avoir le côte & vicomte de Beaumot et mouvelle ou merc de leur iustice, gibet à six pilliers, & le baron à quatre pilliers : toutes-fois le cote du impetration du prince, de Maine peut bien auoir gibet à fest & tel que bon luy semblera, en signe de souueraineté. lvij. que per 10. sur la baron & que per

Lesdits conte, vicomte de Beaumont, le baron & aucuns seigneurs chastellains ont soires, marchez, seaux de cotractz, tous droitz de coustumes, preuostez, peages, acquitz, trauers, co-nuin s. s. sans la min s. sans l fiscation & forfaitures de denrees & marchandises trespasses par les destroits & passages de institude rer.di leur seigneurie sans payer l'acquit ou coustume ainsi que dit sera cy apres.

Si aucun marchant forain trespasse par les branchers d'aucune coustumerie par la terre du col.3.D.de in. conte, du baron, seigneur chastellain ou autres ayans droit de preuosté, sans acquitter sa denree, s'il ignore l'acquit, pourueu qu'autre-fois il n'y ait passé, il sera receu à le iurer par sermét: int. 1.01.1.02. & en fera la loy d'amende de dix sols mansays: & s'il ne l'ose iurer, payera soixante sols tournois in l. rose in fi. d'amende & la coustume.

Et aussi s'il passe par & outre le corps de la chastellenie sans acquitter, il payera soixante de pac. cossans sols tournois d'amende sans estre receu audit serment, pour-ce qu'en ce cas ignorance ne le in verb. ciuita peut exculer, attendu qu'en passant par le corps dessussitif peut auoir cognoissance de ladite 161.C.M. coustume. Et en celuy cas luy seront rendues ses denrees, cheuaux, charrettes & autres voitures, en payant les fraiz de iustice, mises & despenses raisonnables faitz à cause de ce.

Et est entendu le corps de la chastellenie la principalle ville ou le principalle bourg d'icelle corps de la Et les brancheres sont les autres lieux où lon a accoustumé d'ancienneté mettre & asseoir la chastellenie billette en autres lieux hors la principalle ville ou bourg.

Et sil passe outre les bornes & limitations dudit corps ou brancheres, au dedans desquelles se reçoyt laditte coustume scientement sans acquitter ses denrees ou marchandises, les de peage cheuaux, charrettes ou autres voitures sont confisquees au seigneur de laditte coustume s'ils non payón sont prins & saisse de la denree. Et aussi seront confisquez en tous cas où lon pourra monstrer qu'il y ait commis fraude, l'arrecin ou abus pour cuyder defrauder ou desrober l'acquit ou coustume. Et sera aussi bien prinse la confiscation & amende par la forme dessussité pour le deffaut ou fraude faite par le voiturier comme par le propre seigneur de la marchandise. Et est à noter que au cas dessussité tous autres où la coustume du pays permet confiscations, declaration est necessaire qui se fera sommairement & de plain & d'heure à heure. Et ce pendant seront les choses desquelles on demande confiscations, appreciees & estimees

Coustumes du Comté & pays du Maine

par gens notables expers. Et ce fait, sera au choix de celuy à qui appartiennent les choses desquelles on demande confiscation, de consigner en main de justice ledit pris, à quoy lesdittes choses ont esté appreciees, ou de bailler plege ou caution soluable & suffisant du pays qui s'en constituera detteur & acheteur de biens pour en respondre où il appartiendra. Lequel plege sera tenu obeyr & respondre à la jurisdiction du seigneur qui demande laditte confiscation & à ce submettre. Et en ce faisant, sera faite deliurance desdittes choses pendant le proces de laditte confiscation.

De celuy ié le peage Sans acquit-Des gés priuilegez.

Et fiaucun marchant ou autre trespasse aucu peage sans acquitter, & il retourne par la couqui a trepat- stumerie qu'il a trespassee, le seigneur d'icelle le peut contraindre à payer lx. sols tour. d'amende & la coustume, & n'y aura point de confiscation: pour-ce qu'il n'a plus la denree.

Et pareillement en vsera lon au regard des nobles, s'ilz deffaillent à deprier. Gens d'eglife, nobles, & escolliers & autres en ce privilegez, ne sont tenus payer coustume, n'acquit, mais sont seulement tenus deprier par eux ou leurs gens & seruiteurs, menans ou conduysans leurs choses par pays. Et si leurs gens ou seruiteurs n'ont certification, ils seront creuz, en verifiant par serment, que lesdittes choses sont ausdits gens priuilegiez ou aucuns d'eux.

De ceux qui abusent des primleges.

Si aucun afferme frauduleusement qu'il meine marchandise ou autre chose par pays pour gens d'eglise, nobles ou autres privilegez, fil en est attaint, & il est trouvé que les dittes choses pour lesquelles il à deprié, ne soyent pour lesdits privilegez, tel abuseur en sera puny comme fausaire, ou autrement à l'arbitration de iustice. Et outre payera la coustume & l'amende au 1. 70. In reli- seigneur, auquel aura esté faite laditte fraude.

Aucũ n'est tenu pour trespasser, fort à faire depry pour le reuenu de ses heritages ou de ce qu'il achete pour sa prouision, & non pour reuendre ou pour mener de son meuble d'vn lieu à autre, s'il ne sortoit hors le pays, pour ueu qu'on y puisse noter fraude.

Et est à sçauoir que pour obuier aux fraudes & abus que les fermiers des preuostz font chacun iour contre les marchans & passans par lesdittes preuostez en eux absentant & laisfant leurs maisons sans gens ou desauouant ceux qui y seroient pour vouloir greuer lesdits trespassans, les dits preuostz seront tenus faire residence ou laisser gens à leurs maisons, pour receuoir la coustume & depry:ou autrement lesditz trespassans seront quittes, en payant la coustume ou faisant depry à ceux qui seront trouuez en la maison ou aux prochains voisins si aucuns en y-a: & de ce seront creuz lesdits trespassans à serment. Et seront tenus lesdits preuostz faire & tenir leur recepte de laditte preuosté sur le grand chemin & és bracheres, pedre la billette que lesdits trespassans puissent veoir, & non à autre lieu hors n'à part dudit chemin, en manière que ceux qui doiuent acquit ou depry, soyent cotraintz reculer n'eux distraire dudit grand chemin, pour aller payer ledit acquit ou faire ledit depry.

Tout homme qui a coustume & acquit en sa terre, doit tenir les pontz & chemins publicques en estat & reparation. Et és lieux où il n'y-a point de preuosté le seigneur chastellain ou autres qui ont en celuy endroit cognoissance desdits grans chemins le seront faire reparer. Toutef-fois si par le dessaut ou coulpe d'aucuns habitans, lesdits chemins estoiet empeschez, telz seront contraignables à en faire la reparation, & oster ledit empeschement aux despens de ceux par le deffaut ou coulpe desquels est interuenu tel empeschement.

Grand chemin peageau doit contenir quatorze piedz de large pour le moins : mais il n'est pas entendu que lesdits chemins peageaux qui ont plus grand largeur que quatorze piedz, doiuent estre rescindez n'estroicis.

La fortune d'or trouuee en mine, appartient au Roy: & la fortune d'argent trouuee en mine, appartient au comte, vicomte de Beaumont & baron. I

Le comte, le vicomte de Beaumont & le baron peuuet bien donner haute iustice, moyenconfu. Parif. o ne & basse à aucuns de leurs vassaux, & en retenir le ressort en suzeraineté, 2 & non pas les au- 2 tres d'audessouz, comme le chastellain, bachelier & haut insticier.

Outre les seigneurs dessudits, y-a audit pays aucuns autres seigneurs qui ne sont comt s, vicomtes, baros ne chastellains qui ont chasteaux, forteresses, grosses maisons & places qui font parties des comtez, vicomtez, baronnies ou chastellenies desdits pays: & tels s'appellent bacheliers. Et ont bien telle & semblable iustice comme ont ceux dont ils sont partis, & en sont fondez par loy & coustume du pays, ainsi qu'il serà touché cy dessouz plus à plain en la matiere de partage.

quis aute metallis flabitur iuri communi, de quo in S. Thefauros. In Stit.de rer. diuisio. & in l. vnic. de Thefuur.li. 10. C. reielt 1 extranaganti friderici Aenoba. in c. que sunt regalia in vsi. fendor.de quo cercu est quod nunquam potuit leges condere in gallia. C.M.

2. 71. Sed hodie, non licet obstante noua constitutione Carol.9.v: do mini locorum uisi vno gradu inrifdictio. Jen Tribunali, & ficmultominus possunt multiplicare: quod esset in graua men populi & Subaitor#:vt etiam scripsiin 10.74.25.00 in annota.id. c.vlt.ne clere vel mona.li.6. Gin c.fi is cui. glo.penut.in fi. de offi. delega. li.6 . dixi etia in tract.de di-

gnitat.6ma-

giftr.rom. nu. ÿ١.

lxxiÿ.

POVR la seconde partie est traité des cas, desquels le côte du Maine a la preuention sur ses subietz & desquels il rend la cour à ses vassaux, & les vassaux à leurs subiets de degré en degré, aussi des exemptions & par appel & autrement.

é, aussi des exemptions & par appel & autrement. Premierement le Roy, comme comte du Maine, a ressort & suzeraineté sur ses subietz desdits pays, tant en cas d'appel qu'autrement. Aussi ont les autres vicôtes de Beaumont, baros, Roy. chaîtellains & autres seigneurs de fief chacun en son regard.

Et ont par preuention la cognoissance en tous cas criminelz & ciuilz, en toutes actions ci- 1.75. Scanoir uilles, reelles & personnelles sur leurs vassaux & les subietz de leurs vassaux, iusques à ce est quadit y-a que litiscontestation soit faite, par laquelle les parties soyent appointees en faits contraires res, ou quand 1 & en enqueste, A laquelle contestation & no plus tost, si le vassal ou autre inferieur, dont les ils sont appoin 2 choses desquelles est question, sont subietes, si c'est matiere reelle, 2 & si c'est matiere personquand il n'y-a
3 nelle & le dessendeur est estager dudit vassal, & iceluyvassal ou son procureur requiert la cour faits contrairenuoy & obeyssance de la cause, elle luy sera rendue auec les parties adjournées, pour proce-par tes moins. der en icelle cause en la cour dudit vassal. Et si à requerir ledit renuoy se trouuet assemblemet C.M. seigneur immediat des choses dot est question & son suzerain, ledit seigneur immediat sera 2. reelle,) Tüc indistincte. preferé, pour ueu qu'il ait telle iustice qu'il soit fondé de cognoistre d'icelle cause. Et en iceluy C.M. cas que ledit seigneur immediat ou procureur pour luy ne se seroit trouué à requerir ledit 3. estager) 1d renuoy, & seroit rendu à son seigneur suzerain, ledit seigneur immediat le pourra aller querir res, on y residate res, on y residate en la cour de son seigneur suzerain en la contestation qui sera faite: toutessois en cause d'ap- & habitant.
pel releué ou anticipé en cour suzeraine obmisso medio, ledit seigneur immediat relaisse, en 4. auant) See 4 auroit le renuoyant auant 4 cotestation, s'il le requiert. Aussi le peut requerir la partie intimee no post. c. M. 5 ou anticipee. 5

Et cobien que les lits iuges suzerain dudit comte du Maine & autres seigneurs du Maine mino tacente ayent la preuention telle que dessus, neatmoins pour-ce que souvétes-fois aucuns en petites que sont la preuention telle que dessus, neatmoins pour-ce que souvétes fois aucuns en petites que sont en ser sont la preuent en sent en ser sont en ser se sont en se sont matieres personnelles s'entre vexent & trauaillent en s'entre-faisant adiourner au loin, comre gradum iubien qu'ils peussent recouurer iustices és cours des seigneurs subalternes, les dits iuges suzerississimment. rains pourront en faire incontinent renuoy parauat la contestation & autrement, ainsi qu'ils qu'ils ma instantia verront estre à faire. Et si lon cognoist que malicieusement le demandeur ait fait adiourner au non possit pri-loin le dessendeur pour petites matieres, ledit iuge suzerain pourra pour reprimer telle vexa-tion & trauail des subietz, condemner tel demandeur en amende & despens, & faire le ren-reinrississisuoy comme dessus par deuant celuy subalterne qu'il verra estre à faire.

y comme dessus par deuant celuy subalterne qu'il verra estre à faire. lxxvij. né supriorisge na-Si le seigneur ou son procureur & le subiet sont en proces l'vn contre l'autre, soit en cour turalis, quod fuzeraine ou ailleurs, dont le subiet soit appellant, ledit subiet si bon luy semble, est exempt et iam generaliter semant liter sema contre autre que son seigneur, ou son procureur, il n'est exempt de la iustice de son seigneur c.m. qu'en laditte cause.

Quand aucun se porte exempt de son seigneur, soit sur tort fait ou en demande torssonnere ou par appel fait de luy ou de ses officiers, il sera exempt dudit seigneur & de ses officiers en celle cause & toutes autres, si bon luy semble, au cas dessusdit. Toutes-fois ses subjetz n'en seront pource exempts, sinon que nommément ilz sussent appellas ou maintiensissent tort leur auoir esté fait, ou que lesdits subietz eussent interestz en laditte cause.

Et au regard des appellatios interiectees dudit comte du Maine, du seneschal iuge du Maine, les appellans deux ne seront exempts, fors en la cause, en laquelle ilz ont appellé.

Et est à sçauoir que pour simple clain ou adiournement, s'il n'est nommément en cas d'appel sur tort fait ou en demande torssonnere, iceux subietz ne sont aucunement exemptz de leurs seigneurs ne de leurs officiers. Et auec ce, pour estre iceux subietz appellans de sergens, preuostz ou chastellains d'aucun baron ou chastellain, ils ne sont pource exemptz de leurs iuges, sinon de ceux dont ils sont appellans. Et pareillement applegemens simples faits de subiet à seigneur de voysin à voysin, ne portent aucune exemption d'iceluy subiet ne de ses hom-

Si aucun fait denoncement criminel deuëment applegé cotre autre, soit de meurtre, de lar Des denonrecin ou d'embrasement de seu, de semme violee ou rauie, de batures ou de mutilation saite cemens saits de guetà pensce ou d'autre crime en la cour suzerainé, iamais le vassal n'en aura la cour ou zeraine. le renuoy: mais en aura la cour & la punition, celuy qui a preuenu en la cognoissance: sup-

lxxvj. 5. anticipee.)
Maine

posé que le denonçant se delaisse auant que la cause ait prins fin.

lxxxii.

S'il n'y-a partie accusant ou denonceur, celuy qui premier prent le crimineux ou qui le fait adiourner personnellement, ou que l'adiournemet est decreté & fait inuétaire de ses bies, selon la qualité du cas, il a preuenu par execution reelle, & en aura la cognoissance.

Et semblablement en pourront vser les comtes, barons, seigneurs chastellains, hauts & moyens insticiers.

De la preué tion criminelle contre le denoncia ocur.

Ét si par accusation d'office ledit crimineux auoit esté preuenu par vne cour, & par apres la partie plaintiue fist denoncement ou accusation applegee par autre cour, en ce cas la cognoissance en demourera à celuy qui aura preuenu d'office, & doit la partie par deuant luy poursuyuir son interest, sans ce que le denoncé fut tenu en proces en diuerses cours pour vn mesme cas, Et à semblables, si tel crimineux ou delinquant estoit conuenu à l'office de iustice en diuerses iurisdictions capables pour raison d'vn mesme cas, à celuy qui auroit preuenu demoureroit la cognoissance. Et est à entendre telle preuention entat que touche la partie principalle, s'il y auoit denoncement formé, & deuëment applegé. Et au regard de l'office de iustice, celuy aura preuenu qui premier prendra le crimineux & delinquant, ou qui l'aura premier fait adjourner personnellement, ou fait saisir & inventorier ses biens, & n'y suffiroit dire avoir fait faire information, s'il n'y auoit telle ou semblable diligence que dessus.

De rendre le mal-faiteur au sei-

Et si par denonciation ou accusation criminelle d'office aucun mal-faicteur est conuenu& gneur voisin approché par la cour du haut insticier, dont il ne soit estager, & le seigneur de qui il est estager & qui n'est que voisin du seigneur, par la cour duquel a esté faite la preuention, ait telle iustice qu'il puisse cognoistre dudit cas, iceluy seigneur duquel le mal-faicteur n'est estager, qui en aura entreprins la cognoissance, sera tenu le rendre audit voisin, de qui ledit mal-faiteur sera estagier, s'il le requiert en quelque estat que soit le proces, en payant les fraiz mais si le delit a esté fait au pouuoir d'iceluy qui premier l'a approché, la cognoissance luy en demourera, & ne le rendra point audit voysin, duquel ledit malfaiteur est estager.

Le suzerain

En matiere, soit reelle ou possessoire, le suzerain ne fera aucun renuoy à son vassal de ses nefait révoy
a son valial. hommes, si les choses dont seva question entre les parties sont assisse en plusieurs & diuerses iurisdictions comme dudit vassal & d'autre seigneur.

Semblablement le côte, vicôte de Beaumôt & baron, iouyst de ladite preuention & autres cas dessussition can vassal de degré en degré, chacun sur son subjet sans distinction. lxxxviij.

En executió de lettres passes souz le seel des cotractz du Roy, si lesdites lettres sont maintres passes tenus fauses, au Roy seul & à ses officiers en appartient la cognoissance, & és autres cas le iuge royal parauat la cotestation de la cause, sera tenu en faire le réuoy, s'il en est requis. lxxxix.

De treues données en la cour du prince enfraintes, la cognoissance, punition & correction donnees en en appartient au prince & à ses iuges & officiers. Et semblablement est il des treues & asseuremens donnez en cour des vassaux, dont la cognoissance, punition & correction appartient à leurs iuges & officiers, si le prince ou autre suzerain n'en auoit entreprins la cognoissance par preuention comme dit est.

tion des letfouz le feel royal. Des treues la cour des vallaux.

Des cas des-

quelz le su-

zerain ne fe

uoy.

De l'execu-

Autres cas sont esquelz le suzerain ne rend point la cour ne les causes à son vassal, soit baron, chastellain ou autre, ne semblablemet les barons à leurs hômes ne subietz, c'est à sçauoir ra aucu ren- d'empeschemét de chemin peageau, de delit fait en grand chemin quand par preuétion le suzerain en a entreprins la cognoissance d'auoir mesuré à fause aulne ou à sauce mesure, de bris de marché & denoncemens criminelz faits par le blecé en la cour du suzerain selon la forme dessus declaree. En matiere d'hypothecquevniuersel quand il est question de rentes ou arrerages d'icelles, & que les choses hypothecquees sont en diuerses iurisdictions.

Es causes de relieuement ou restitution qu'autres que le Roy ne peut otroyer, les officiers du Roy n'en rendront la cour & n'en feront aucun renuoy aux inferieurs.

On se peut clamer de cour inscrieure en cour suzeraine, en matiere de retrait, pour iceluy cognoistre, à ce que les deniers de l'acquereur ne soyent retardez. Et aussi pour demande torsionnere & non en autre cas, & esdits cas exoine ne doit estre receuë.

Adiournemande de treues.

Tout adiourne ment pour auoir trefues doit estre baillé nomément & declarément en dement en de- mande de treues: autremét celuy qui sera adiourné, aura despés, sinon que le demadeur monstre proptement par relation ou rappor du sergent qu'il ait fait bailler ledit adiournement en demande de treues, lesquelles ledit deffendeur sera neantmoins tenu luy donner.

De donner treues.

Et si au premier iour de l'adiournement baillé declarement en demande de treues, la partie qui les demande, iure qu'il auoit, ou entendoit auoir cause de les demander, celuy qui est adiourné,

De Preuention.

adiourné, sera tenu en personne ou par procureur special les luy doner: & n'y aura despens, sinon que celuy qui aura esté adiourné, informe promptement qu'il a offert donner lesdittes treues deuant le plus prochain iuge capable:auquel cas celuy qui les demande auoir, plus amplement fera despens. Semblablement fera despens s'il fait adiourner à treues & à demande ou demandes,& au iour du premier adiournement il se restraint à demander treues seulemet Et ne pourra adiournement à treues estre si bres, que celuy qui est adiourné, n'ait pour chacunes dix lieuës vn iour, en ce non comprins le iour de l'adiournement.

Et en autres matieres nul ne sera receu à soy faire exonier que de maladie de sa personne aquand elqui soit telle, qu'il ne puisse aller en iugement, ou qu'il y ayt empeschement és chemins & les ont lieu. voyes publiques, comme d'inundation d'eaues ou de rivieres, ou d'autre cas & fortunes, où ledit adiourné ne pourroit pouruoir, ou d'adiournement à comparoir en personne en cour suzeraine, lesquelles exoinesseront semblablement receuës en autres matieres que esdits

XCV. Desexoines

La tierce partie.

xcvi.

A tierce partie est de la nature des fiefs, & des proffits & aduentures qui appartiennent aux seigneurs d'iceux. Et en icelle partie est traitté de la matiere des bails, & en quelle maniere le seigneur peut assigner sur son sief, & prendre par desaut d'homme.

La coustume & ancien establissement dudit pays est, que tous heritages, rentes & possessions cheent en rachat enuers le seigneur dont ils sont tenuz & mouuants à soy, par le tres-choses qui passement de l'homme ou semme de foy sans moyen, comme s'il n'estoit fils ou fille, frere ou arachat. Tœur,& non plus. Et tous autres que fils ou filles, frere ou fœur rachettent l'heritage de leur predecesseur tenu à foy, comme si l'heritage descend d'ayeul ou ayeulle, à l'enfant de leurdit fils ou filles, qu'iceux ayeul ou ayeulle ayent suruescu: en ce cas y a rachat par la coustume generalle, par ce qu'il y a moyen entre l'ayeul & l'enfant de l'enfant. Et ainsi l'heritage n'est 1. 97. Et sie pas yenu sans moyé du pere au fils ou fille, excepté à la Ferté Bernard, où il y a tant de morts no debetur releuium in mu tant de rachats.

Le pere ou la mere tant seulement auront le bail de leurs enfans mineurs si bon leur sem- tre in filiti, de ble: & en ce cas feront les fruits des heritages de leursdits enfans mineurs leurs tant seulemet fratre in fra-& payeront les dettes personnelles. Et si lesdits pere ou mere se remarient, sera pour ueu de tu tur alias etia teurs ausdits mineurs, ausquels tuteurs sera saitte deliurance des heritages & meubles d'iceux tem, quod est mineurs, à la charge d'en rendre compte & reliqua. Et seront tenuz les dits pere ou mere en inspirit d'orprenant ledit bail, faire inuentaire des meubles desdits mineurs. Et en prenant par lesdits pere ou mere ledit bail de leursdits enfans, ils seront tenuz les nourrir & entretenir selon l'estat gi debetur de & qualité de la maison dont ils sont jusques qu'ils soient en 2000. & qualité de la maison dont ils sont, insques qu'ils soient en aage.

Le bail de masse noble dure iusques à ce que celuy qui est tenu en bail, ait vingt ans accom- mis pragmatipliz,& de la fille iusques à ce qu'elle en ayt quatorze accompliz.

Si femme se marie, son mary deuera rachat aux seigneurs des siefs dont les choses homma cerent non degees de laditte femme sont tenuz à foy & hommage. Et aussi bien doit sondit mary rachat, si beri, quia non aucunes choses hommagees luy aduiennent par succession ou autrement, à cause de saditte moi sain cafemme durant ledit mariage.

cj. uetur. J. §.
Femme coustumiere qui se remarie, pert la tutelle naturelle de ses enfans mineurs: & leur

doit instice pourroir de succession de la leure par la cause de la leure par la leur

doit iustice pouruoir de tuteurs à la requeste de leurs parens & amys, lesquels tuteurs doiuét c.m. faire inuentaire par l'auctorité de iustice des biens meubles appartenans ausdits mineurs qui demeureront en la garde de leur mere, en baillant caution idoine & suffisante d'en rendre cote & reliqua eux venuz en aage.

Si les enfans mineurs n'ont aucun bail naturel, iustice en doit bailler la garde à leurs autres parens & amys ou à l'vn d'eux qui ne seroient leurs plus prochains heritiers presumptifs Des enfans & leur bailler prouisson de leur viure, iusques à la tierce partie des biens dudit mineur ou au- qui n'ont au ciij. turel. tre portion selon que le cas le requiert à l'arbitration de instice.

Droit de bail ne se peut transporter à autruy, mais on s'en peut bien abstenir: toutes-fois les fruits & esmoluments dudit bail se peuuent bien transporter ou bailler à serme. ciiij.

Et si le predecesseur du mineur a fait aucuns aquests subiets à grace de remeré qui dure en cores au temps du deces du predecesseur du mineur, & les deniers & pecune soient rapportez durant ledit bail, iceux deniers ou pecune appartiennent aux mineurs. Et seront baillez és mains dudit bail par l'auctorité de iustice pour les rendre à iceux mineurs, eux venuz à leur

Des herita-

XCVIIJ. tatione de pa

Droit de bail ne se transporte.

O iiij

asge. Et ne se pourra faire laditte rescousse sans auctorité de iustice pour l'interest desdits mi-

au mineur De l'inuentaire fait par les bails.

De don fait Et à semblable d'aucun don est fait audit mineur durant ledit bail, ou il acquiert quelque durat le bail chose, iceluy don ou acquest appartient audit mineur, & non pas au bail.

Les dits bails seront tenus faire par auctorité de iustice inuentorier & apprecier iceux bies meubles qui demoureront ausdits mineurs incontinent que les dits bails leur seront aduenuz, & en laisser l'inuentaire és mains de iustice pour les garder ausdits mineurs, & bailler caution de les rendre eux venuz à leur aage.

Bail ne peut auoir attente d'heritier

Homme roturier marié à femme noble, est bail des enfants mineurs d'eux deux apres la mort d'elle. Et fait les fruits des heritages mouuans deuers sa femme, siens, comme dessus est declaré, soiét temis les heritages à cens ou autremét. Et semblablement femme roturiere surumant fon mary noble, est bail des enfans mineurs d'eux deux : & fait pareillement les fruits des heritages mouuans deuers ledit mary deffunt, siens, aux charges & reservation dessus declarees.

Bail ne pourra demander n'auoir attente d'heritier souz vmbre qu'il soit poursuiuy d'aucune action reelle, personnelle ou autre qui depende du fait des predecesseurs des mineurs, quelque moyen qu'il y ayt entre eux:mais bien aura delay competant de l'en enquerir: touteffois s'il deffend mal le mineur, il en sera tenu pour sa malle administration.

Celuy qui entre en aucun heritage à tiltre de donation, doit rachat au seigneur de sief dot tel heritage est tenu à foy, sinon en donation saite par pere ou mere à leur fils aisné heritier 1/109 soiltet presumptif en auancement ou à ses filles ou à aucunes d'icelles non mariees, esquels cas n'a 1 auait pere en point de rachat:mais quand icelle donation est faitte à fille en mariage, ou qu'elle se marie apres le don à elle fait, le mary en fera hommage, & en fera le rachat.

Et semblablement si l'homme noble donne à son fils puissé par heritage, chose hommagee, il y a rachat, pource qu'iceux fils puisnez nobles ne sont heritiers, parce qu'ils succedent en bien & vlufruit seulement: sauf és lieux cy apres declarez où les puisnez nobles succedent

Nul mineur n'a bail d'autruy mineur, ne bail d'vn mineur, à cause d'iceluy mineur n'auroit pas le bail d'vn autre mineur : mais luy venu à son aage, pourra recueillir le bail de ses enfans

Femme laifsee grosse, fait les foy

\$.00, C. M.

Femme veufue laisse grosse d'enfant, comme ayant la garde de son enfant, pourra faire les foy & hommage des heritages de son mary. Et aussi laditte femme apres le deces de son mary & homage fera la foy & hommage des acquests faits durant le mariage d'elle & de son seu mary, aussi la foy & hommage de ses propres heritages.

L'vn de plusieurs coheritiers peut couurir le fief, faire office d'hommage, & empescher la prinse par destaut d'homme. Toutes-fois par telle diligence & offre n'est fait aucun preiudice aux autres coheritiers.

Du temps introduit à faire foy & hommage.

Homme & femme venuz à succession des choses tenuës à foy & hommage, a temps & delay de faire ladite foy & hommage dedans quarante iours apres la mort de celuy de qui il viét à succession: & ne peut durant celuy temps le seigneur de fief prendre sur luy par desfaut d'hô me. Et aussi ce pendant ne pourra le subiet empirer le fics au preiudice du seigneur: mais peut demourer au hebergement, coupper boys pour son vsage de chauffage, ou autre affaire vrgét & necessaire, & prendre connins & pigeons pour son viure sculement. Et à semblable pourra prendre des poissons des estangs & riuieres.

De celuy qui est sei-

Et au regard de ceux qui viennent à estre seigneurs soit par acquest, mariage ou autrement gneur de fi- que par mort d'aucunes choses hereditaux tenuz à foy & hommage, ils doiuent tourner à l'ho ef par ac- mage de leur seigneur dedans quinze iours apres le cas aduenu, pourueu que ce pendant le quest. fief ne sera point empiré comme deuant.

Le seigneur deuoir non fait peut lai-

Quand le seigneur de fief n'est deument seruy dedans les temps dessus ordonnez, respectipar faute de uement de l'hommage qu'il pourra monstrer luy auoir esté fait par le dernier predecesseur & vassal, par la mutation duquel est deu ledit hommage ou luy auoit esté cogneu par adueu, acceptations de respit ou offre faitte par le subiet de faire ledit hommage ou par iugement, codemnation ou autrement deument, il peut par dessaut d'homme prendre & saissir en sa main la chose tenuë de luy à foy & hommage, nonobstant opposition ou appellation quelconque dedans l'an, ou apres que ledit hommage luy sera deu & escheu, ou que le seigneur aura fait à sçauoir deument au subiet qu'il vienne faire ledit hommage, & n'y ayt obey: & fera les fruits

fiens desdits heritages tenuz de luy à foy & hommage depuis la saisine & mainmise deument faite iusques à ce qu'il ayt homme. Et si peut prendre & leuer le seul reuenu & escroist du be-I stial, du nourry, du dommaine & mestairie tenuz de luy à foy & hommage, auec tous autres 1.5.116.idem prouffits, reuenues & aduentures de fiefs qui escherront en la chose tenuë de luy, & appliquer dium. §. 103. à son prouffit, sans coupper les boys marmentaux& arbres fructaux, n'empirer la proprieté de sed intelligenla choie.

Ledit seigneur de sief ne sera tenu de faire aucune desiurance à sondit subiet homme de soy los principali ne le laisser jouyr desdittes choses hommagees iusques à ce que son sief soit seruy. Et apres ce ter destinatus qu'il aura esté seruy, tous lesdits fruits & emolumens prins par dessaut dudit hommage non gnu Glepora-fait, demoureront audit seigneur de sies. Toutes-sois par laditte coustume n'est pointentendu riji dicitur. que le seigneur de fief puisse par deffaut d'homme, prendre, n'appliquer à soy meubles n'autres choses que ceux qui procedent du reuenu des choses hommagees ainsi prises par deffaut d'hommes. Et ioyra de tout le reuenu de la chose hommagee tant de bestes qu'autres choses ainsi que le subiet eust peu vser, & comme vn bon pere de famille pourroit faire. Et ne pren-2 dra rien du droit des mestayers & laboureurs.².

Le seigneur de sief dont l'heritage du mineur est tenu à soy, ne peut prendre par dessaut dium. § 104. d'homme sur luy, c'est à entendre quand ledit mineur n'a bail, tuteur ou curateur: mais quand C.M. les mineurs ont bail, tuteurs ou curateurs, ils doiuent faire la foy & hommage, & seruir le fies: & s'ils n'en auoient, le seigneur de fief peut tenir l'heritage en sa main iusques à ce que les mineurs soient pourueuz de bailstuteur ou curateur. Et laditte prouisson saitte de tuteur ou curateur, le seigneur de sief apres ce qu'il aura esté seruy de son hommage, sera tenu rendre ce qu'il aura leué desdits fruits audit tuteur, ou curateur au prouffit dudit mineur, les charges sur ce desduittes: sauf à la Ferté Bernard, où il y a coustume localle que le tuteur ne doit point

Et sera tenu ledit seigneur receuoir ledit tuteur ou curateur à luy faire la foy & hommage Le seigneur des choses homagees dudit mineur, si requis est: & luy receu, ledit seigneur aura le deport sur de sief doit les choses hommagees dudit mineur qui est à entendre les vrays fruits d'vne annee à la charge de bailler prouisson audit mineur à l'ordonnance de justice tout ainsi qu'eust esté tenu de faire ledit bail fil eust esté accepté & recueilly. Et fil n'y a parens & amys desdits mineurs qui vousissent faire les diligences, & prendre la charge pour eux, ledit seigneur sera tenu de faire pouruoir ausdits mineurs de tuteur ou curateur aux despens desdits mineurs.

La maniere de venir à la foy de son seigneur, est de soy presenter au lieu soit chastel, hostel ou autre lieu, au regard duquel l'hommage est deu: & qui trouue le seigneur, luy offrira l'hom- de proceder mage auec le rachat, quand rachat y appartient. Et qui ne trouue ledit seigneur, faire ledit of par le vatial fre à ses officiers: ou s'il n'y en a aucuns, faire ledit offre audit lieu en presence de tesmoins, & fonseigneur le signifier & faire à sçauoir audit seigneur ou à ses officiers s'il les peut trouuer au dedans de la lieuë. Et en deffaut du seigneur & officiers, le doit signifier aux mestayers du seigneur si aucuns y en a, ou à des voisins prochains ou subiets, si les officiers ou mestayers ne peuvent estre trouuez. Et laditte diligence ainsi faitte, le seigneur ne peut plus rien prendre ne leuer par des faut d'homme: & est son fief couvert. Et n'est plus tenu son homme d'aller à sa foy, iusques à ce qu'il luy ayt fait sçauoir trois semaines pour le moins auant que tenir lesdits hommages: & ce à ban & yssue de la messe parrochialle ou au prosne d'icelle en la parroisse où la chose, à cause de laquelle est deuë laditte soy, si le subier est non-noble: & s'il est noble, à sa personne ou par attache au lieu à cause duquel est deu ledit hommage:pourueu qu'il soit signissé au mestayer du seigneur ou autre demourant au lieu si aucun en y a, sinon aux prochains voisins. Car la coustume est que noble en ce cas ne respondra pas du ban:& n'est tenu de venir ne có paroir s'il n'est adiourné à sa personne ou à la personne de son sergent ou autre officier, ou par attache au lieu à cause duquel il doit l'hommage. Et lors doit venir à homage de son seigneur: & s'il ne vient, le seigneur dedans l'an apres ensuiuant, toutes fois qu'il luy plaira peut assigner & prendre par desfaut d'homme sur son fief comme non seruy & descouuert en la maniere dessus declarce.

Quand gens d'eglises cathedralles ou collegialles, abbayes, prieurez conuentuels, maison hommage dieu ou fabrique d'eglise ou autres communautez, doiuent homages ou qu'ils leur sont deuz, deue par co les doyen ou cheuecier desdittes eglises, l'abbé & prieur ou maistre de la maison dieu ou procureur de la fabrique les doiuent faire ou receuoir. Lesquels doyen, cheuecier, abbé & prieur ou maistre de la maison dieu, ou autre chef d'eglise qui est pourneu du benefice ou admini-

CXVIIJ. 2.5.117. Ide



stration dont nouvellement entrent és hommages deuz pour raison des appartenances de leurs benefices ou administrations en font rachat: & en l'absence ou legitime empeschement desdits fiess, celuy qui par le corps ou communauté sera commis, pourra faire & receuoir lesdits hommages & couurir le fief, pour ueu qu'il ayt pouvoir especial quant à ce.

Du rachat des choses communau-

Et au regard des choses hommagees des fabriques & autres colleges qui n'ont point de de quelque chef principal, ledit rachat sera deu par la mort naturelle de celuy qui a fait l'hommage, & non plustost, supposé qu'il y eussent parauant laissé leur benefice, charge ou admini-

> Si aucun homme d'eglife à cause de son benefice, a terre hommagee, & le benefice vacque en quelque maniere que ce soit, celuy qui sera pourueu dudit benefice, sera foy & hommage, & payera rachat pour laditte terre au seigneur de qui elle est tenuë.

Des choses qui sot cheu & la maniere d'y proce der.

La maniere de leuer rachat, est que le seigneur de fief aura les fruits de l'année de la chose es en rachat tenue de luy à foy & hommage, & demourera és chasteaux & maisons les quarante iours passez:pendant lesquels quarate iours il pourra enuoyer loger esdits chasteaux & maisons, de ses seruiteurs, & luy mesmes si bon luy semble, sans desloger l'heritier ne ses seruiteurs. Et exploi tera les choses en la forme & maniere que le seigneur le faisoit ou deuoit faire parauant sans plus ne sans moins, peschera les estangs s'ils ont esté trois ans en cauë, depuis la derniere pesche:aura les proffits & aduentures du fief, si fief y a, couppera les boys tailliz qui ont accoustumé estre couppez depuis trente ans, pour ueu que tailliz ayt six ans passez, fors les saulsayes, coudroyes & fresnayes qui se pourront coupper quatre ans passez. Et ne pourra coupper aucuns boys marmentaux, ne faire aucune chose au preiudice de la proprieté.

Et est à sçauoir que s'il y a mestayries exploitees en la main de mestayer à moitié, le mestayer aura la moitié des fruits d'icelles annees en la maniere qu'il auoit auec son maistre, en labourant, semant & seruant deument à la mestairie.

Quad commece rachat

Et commence ledit rachat dés l'heure de la mort ou autre cas aduenu, pour lequel soit deu rachat, posé que l'hommage n'ait esté fait ou ofsett, & que ledit rachat ne soit gaigé, comme

Des vignes cheuës en ra

Et si le seigneur trouue les terres labourables cheuës en rachat, ensemencees, il sera prins sur le monceau commun precedent d'icelles terres, autant de semence qu'il en auoit esté mis pour les semer, laquelle semence demourera au lieu tenu à foy. Et si elles n'estoient trouuees ensemencees, & le seigneur en fournist, il ne sera tenu laisser aucunes semences.

Et est à entendre que si es choses cheuës en rachat, y a vignes & terres, le seigneur qui leue ledit rachat, est tenu de les faire saire & labourer comme faisoit le seigneur d'icelles des saçons en quoy elles estoient au temps dudit rachat, & les y rendre en la fin d'iceluy.

Quand le rachat est escheu, celuy qui a quarante iours ou moins de venir à l'hommage dudit seigneur, ne doit ce pendant amoindrir le proussit du rachat, comme pescher estangs s'ils y sont, vendanger vignes, coupper boys, ainsi que dit est dessus.

Si és choses tenues en rachat,a estangs à bondes, le seigneur de fief ne peut trancher la chausse pour en leuer le poisson:mais s'il n'y abonde, & ladite chausse ait accoustumé estre tranchee, il pourra trancher, & autrement non.

Et apres sera tenu reclorre & refaire laditte chausse comme parauant. Et aussi sera tenu le seigneur de fief qui fait pescher les estangs par rachat, les laisser peuplez de peuple qu'il trouuera iusques à nombre suffisant, & du surplus fera son proffit.

Duscigneur de fief qui fait pescher les estangs par rachat.

Quant aux mestairies ou dommaines baillees à rente ou à serme, il sera au choix du seigneur de fief de prendre la portion des fruits qu'vn seigneur a accoustumé de prendre en sa mestairie labouree par mestayers, ou la ferme ou rente, si la chose est affermee ou arrentee, à son choix, si par trente ans continuels la chose n'a esté arrentee ou affermee: auquel cas le seigneur ne pourra prendre que la ferme ou rente. Et ne pourra ledit seigneur desloger le fermier, rentier ou mestayer. Et ne doit tirer les fumiers, chaumes n'autres fourrages du lieu, n'em pirer ledit lieu:mais en doit vser comme bon pere de famille. Et demourera sur le lieu le bestiail dudit dommaine ou mestairie, pour y estre nourry & entretenu comme parauant. Et pendant l'annee le seigneur de fief s'en pourra raisonnablement seruit: & en aura le prossit & accroist.

Mutation d'hôme du-

Si rachat aduient à aucun seigneur seodal, soit par mort ou autrement, & durant ledit rarat le rachat chat aduient mutation d'homme parquoy la chose hommagee chee derechef en rachat, le seigneur l'aura & luy demourera à ce que sera escheu du premier rachat, iusques alors que se-

y pourroit contraindre.

gees, ils payeront chacu vingteinq sols tournois pour ledit doublage. Et en payant lesdits dou ditm, tune loblages, less than the state of the state of

ra escheule second rachat seulement. Et commencera derechef à leuer sondit rachat derni- 1. 133. Idem er escheu iusques à la fin de l'annee d'iceluy dernier rachat. Et si durant l'annee du rachat eschet autre rachat d'aucune terre tenue à hommage de la terre qui est escheue en rachat, ledit vide que dest seigneur seodal qui lieue ledit rachat, en iouyra tant comme l'annee du premier rachat dure
paris, 5, 22, ad ra & non plus. Et fappelle rachat rencontré.

La coustume dudit pays est telle que homme de foy doit faire sa foy & homage en person-home de foy ne, s'il n'est furieux, insensé ou surprins de telle maladie, vieillesse ou imporence qu'il ne puis-doit faire se aller ne venir au lieu où il doit ledit hommage. Auquel cas son curateur ou procureur a puis sonne. 2 sance especial quand à ce sera receu à faire laditte foy & hommage.2

rce especial quand à ce sera receu à faire laditte foy & hommage. * cxxxv. 2.134.ad loc Foy & hommage est deuë à chacune mutation du seigneur & du subiet par le seigneur pro 10.Fab. in §. prietaire de la chose hommagee: car si les possesseurs ou detenteurs ne sont que vsufruittiers, fuerat. instit. comme filz puisnez, nobles douairieres ou autres vsufruittiers, ils ne seront pas receuz à en dixi in cosult. faire la foy, fors les bails, tuteurs ou curateurs des mineurs qui font & reçoiuent les homma-

Qui rachette choses hommagees à grace & faculté de rescousse, ne sera hommage durant Des choses icelle grace & faculté, si telle grace n'est perpetuelle, ou qu'elle excede neuf ans: mais nonobfrant la vendition à grace qui n'excede neuf ans: & pendant icelle le vendeur ou son heritier grace & faqui a ladite grace fera ledit hommage, si le cas y eschet, respondra en la cour & iurisdiction du culté, &c. seigneur de fief. Toutes-fois s'il ne la faisoit, l'achetteur pour empescher la prinse par deffaut d'homme, & à ce que collusion ne se feist à son preiudice, pourroit faire & offrir l'hommage, 3 & couurir le fief. 3 Et autant en pourroit faire le puisné noble, tenant chose hommagee en bié 3.136. Idem fait, & la douairiere ou autre vsufruitier, si par dol, collusion ou negligence l'aisné & proprie- \$.129. & cotaire ne seruoit, l'hommage par raison de la proprieté.

En baillee à rente faite sans fraude où il n'y a argent baillé, n'y a ventes ne retrait. Et s'il y ille soluere desoit argent baillé ou promis bailler, y auroit ventes à la roison. La barrent se retrait d'ille soluere desoit argent baillé ou promis bailler, y auroit ventes à la roison. La barrent se retrait argent la roison. auoit argent baillé ou promis bailler, y auroit ventes à la raison de l'argent & retrait pour bebat salue re

La coustume observee & gardee entre nobles personnes, est que le seigneur noble ne peut est aqui. Sed doubler les deuoirs sur ses hommes en chacun des trois cas : C'est à sçauoir pour sa cheualepecunia nume
pecunia nume rie, pour le mariage de sa fille aisnee emparagee noblement, & pour luy ayder à payer sa rencon pour la deliurance de son corps quand il auroit esté prins en la guerre du Roy nostre sire rari promissa. ou de son prince naturel en ce royaume, & ne peut leuer lesdittes tailles qu've sois en sa vie. sum accipients Et est à sçauoir que le subiet est tenu payer à son seigneur és cas dessusdits pour le doublage redimereredide tous ses deuoirs quels qu'ils soient apres la prochaine feste d'apres Aoust iusques à la somme de vingt & cinq sols tourn. & au dessouz, pour tout doublage: & est entendu ce doublage sex annos etia en la forme qui l'ensuit: c'est à sçauoir posé que le subiet sur qui le deuoir sera doublé, doit aue silvendo parté nages, bled, vin & plusieurs autres cens & rentes ou deuoirs à sondit seigneur de sief montat press redemplus grand somme que vingt & cinq sols. Il ne sera tenu pourtant de payer pour le doublage prionis? Dux Guistanus que de tous lesdits deuoirs plus grand somme que lesdits vingt cinq sols tournois. Et si moins en erat dominus doit, soit vn denier, deux deniers ou autre somme au dessouz de ladite somme de vingt & cinq feudi pratensols tournois, il ne doublera que celuy deuoir qu'il doit à laditte prochaine sesse Aoust. tracsus, sed co Et si cens, service ou rente sont deuz pour raison d'vne mesme chose, le ces & service se pour- silioprimarioront doubler & non la rente.

Et au regard du doublage appellé relief, dont l'on vse en aucunes baronnies & chastelle- sis, inter quos nies dudit pays, qui est le double du cens ou rente du deuoir qui se paye par l'heritier, par le des suite qui a l'heritier q trespas de son predecesseur tenant l'heritage à cens:ceux qui l'ont par tiltres & adueuz, en iou non sumus in yront & prendront le droit de doublage tel qu'ils ont accoustumé vser.

Homme de foy simple pour les trois causes du doublage dessusdit doit payer le double de quamui in es la taille annuelle qu'il doit. Et s'il ne doit taille, il payera le double du deuoir ou seruice annuel hypothess conqu'il doit à son seigneur à qui sera deu le doublage. Et s'il ne doit taille, deuoir ou seruice annuel, il sera tenu payer dix sols tournois pour ledit doublage.

CXXXIIIj. fin.C.M.

CXXXIX. rum huius se-natus parisse-Et au regard des hommes de foy lige ils doiuent payer au seigneur à qui sera deu ledit doublage, les tailles iugees & abournees qu'ils doiuent audit seigneur. Et s'ils ne doiuent tailles iu de facto redecxlij. C.M.

Par qui se paye cheual de leruice. Cheual de service se paye ordinairement par ceux qui tiennent terres subiettes à cheuaux de service, à mutation de subiet & de seigneur: & saut qu'ils soient touts deux muez. Et combien que les soys & hommages ne soyent pas saits, toutes-sois peut-on auoir & demander ledit cheual de service qui est deu pour raison de la mutation, non pas pour raison de l'hommage. Et la coustume dudit pays est telle, que le subiet qui doit le cheual de service, est quitte en payant cent sols tournois, sinon que tel cheual de service sus plus ou moins.

Du cheual de seruice escheu à vn mineur.

Et si le cheual de seruice est deu ou eschet à aucun mineur tenu en bail, son bail ne le prendra point: mais sera reserué audit mineur luy venu à son aage. Et semblablement si la terre d'aucun est cheuë en rachat, & y eschee cheual de seruice, le seigneur qui lieue ledit rachat, ne le prendra pas: mais sera gardé & conserué au seigneur proprietaire d'icelle terre tenuë en rachat: car c'est vn droit qui y escheoit par la mutation des proprietaires, qui leur doit estre conserué.

De la diuer sué de foy li ge.&c. Aucuns vassaux sont qui doiuent lige estage, ou chastel de leur seigneur: & s'ils ont maisons ou lieu propre pour le faire, iceux doiuent faire personnellement le lige estage, & illec amener leur semme & samille: & si semme n'ont, leur samille: & doiuent aller à leur estage lige dedans huit iours après ce qu'il leur a esté semons en temps de guerre.

Et s'ils n'ont maison ou lieu où ils doiuent leurs estages, le seigneur les en doit sournir. Et si lessits hommes sont dessaut, le seigneur de sief peut prendre & tenir la terre de son homme iusques à ce qu'il ayt obey. Et audit cas ne rendra point les fruits par luy leuez: & si ledit seigneur ne prent les dits fruits, les en peut traitter en sa cour ou ailleurs. Et pour le dessaut si homme de soy en est attaint, il payera amende de son meuble, qui est de soixante sols mansays Et aussi ne s'en pourra partir durant sa ligence sans congé du seigneur. Et s'ils doiuent ligences à plusieurs seigneurs, ils les seront premierement au premier requerant, sauf qu'ils obeyront au prince auant touts autres.

Et en iceux cas ils seront tenuz bailler gens suffisants aux autres seigneurs à qui ils doiuent ligence si requis en estoient, durant le temps qu'ils seront leurs autres ligences à autres seigneurs.

Quand les vallaux font feruice de leurs corps.

Autres vassaux sont qui doiuent gardes de leurs corps armez sussissamment par huit, par quinze iours, vn moys, troys moys, d'vn an: l'autre plus & l'autre moins au chastel de leur seigneur: & autres de deux ou trois cheualiers, selon la qualité du sief, ceux doiuent faire leurs gardes à leurs despens quand ils en sont semons, & les y peut lon contraindre par la voye des sus touchee au regard des ligences, s'il n'y a droit ou paction au contraire.

Reception de foy & hommage simple.

cxlviÿ.

ELVY qui diuisera la foy, doit dire à l'homme de foy simple ayant les mains iointes entre celles de son seigneur, telles parolles.

La maniere de faire foy & hommage fimple.

Vous cognoissez estre homme de foy simple, de monseigneur qui cy est, au regard de telle sa terre, ou de tels on chastel, pour raison de telle chose, & luy promettez par la soy & serment de vostre corps, que d'icy en auant loyauté vous luy porterez: d'autre que de luy des choses declarees, vous ne aduouerez: bien & loyaument ses deuoirs & seruices vous luy payerez, par vostre adueu ou autrement son sies ne luy rongnerez: & en touts termes enuers luy vous gouuernerez, ainsi que l'homme de soy simple doit saire enuers son seigneur, & sur les peines qui y appartient.

Reception de feauté lige.

cl.

Maniere de faire foy lige. V O V S cognoissez estre home de foy lige, de monseigneur qui cy est, au regard de telle sa terre & seigneurie, ou de tel son chastel, pour raison de telle chose. Et iurez à dieu & aux saintes euangilles, & par la soy de vostre corps, que vous porterez & serez enuers luy bon & loyal homme de soy lige. Le bien & honneur de luy & de ma dame sa semme, & de mes-seigneurs ses ensans vous garderez: & ne procurerez par vous ne par autres le contraire. Et si au cun cas iniurieux en oyez, vous le luy direz ou serez dire, ou promptemét l'en excuserez. Ses saits secrets ne reuelerez sans son congé. Contre tous qui peuuent viure & mourir, sors contre le Roy ou vostre prince naturel le seruirez. D'autre que luy des choses declarees, ne vous aduouerez. Et en tous termes enuers luy vous gouuernerez, ainsi qu'homme de soy lige doit saire enuers son seigneur, & sur les peines qui y appartiennent.

De la punition des crimes.

Et doit ce que dessus estre fait & dit par l'homme de foy lige ayant les mains iointes entre les mains de son seigneur la teste nue & desceint. Et apres sur vn liure faire derechef le serment dessusdit. Et si le prelat ou home d'eglise doit ledit hommage, il doit mettre la main dex tre à la poitrine, & le faire iurer à Dieu & aux saintes Euangilles & saintes ordres de prestrise auec les autres sermens dessusdits.

Et lesdittes fois faites, on peut enioindre aux vassaux qui les ont faittes, de bailler leurs adueuz dedans quarante iours: lequel adueu se peut bailler à son seigneur en iugement & de- le seigneur hors. Et le doit iceluy seigneur receuoir auec les protestations dedans cotenues: & ledit adueu receu, le subiet s'en va sans iour: mais ledit seigneur de fief ou son procureur en sa cour pourté baillee. ra faire appeller sondit subiet qui a rendu ledit adueu, soit en jugement ou dehors dedans vn an ensuiuant la reception dudit adueu, pour le venir lire & le dire desectif: & ce pendant ne sera tenu comparoir ledit subiet esdits plaids ou assisses, s'il n'y a quelque autre affaire. Et si ledit seigneur ou son procureur ne le fait audedans dudit temps, ledit adueu demeure pour bié baillé:& ne pourra plus estre argué de deffectió. Et si dés l'heure de sa receptió ledit seigneur ou son procureur fait bailler à son subiet iour d'ouyr lire sondit adueu, & le voir dire destectif, ledit seigneur sera tenu le faire audit iour. Et en cas de desfaut, le subiet aura despens, ou s'en yra sans iour, & son adueu bien baillé, à son choix. Et à semblable sera fait quant aux declarations, fors qu'és declarations n'y aura protestation.

De la terre tenue en franc aleu.

cliy.

[E subiet qui tient sa terre en franc aleu, est exempt à cause d'icelle, de foy & d'hom- Quels drois mage, de deuoir, de rachat, de prinse par deffaut d'homme, & de toutes autres ser- a celuy qui uitutes quelzeonques, fors quand il est appellé en la cour de son seigneur en demande aleu. de qui il se aduouë subiet: il doit respondre de bouche qu'il aduouë à tenir telle sa terre en franc aleu, & s'en aller. Et s'il desfaut en ce de terme d'intimation, il payera l'amende par deffaut: car tel affranchissement qui luy est donné, ne luy permet pas contemner la iurisdiction de son seigneur, qu'il ne doine vne fois venir declarer ce que dit est. Et si la terre est vendue ou eschangee, le seigneur n'y prendra ventes ou autres emoluments

Le vassal peut vendre & aliener son sief sans le consentement de son seigneur.

Quarte partie. De la punition des crimes.

clv.

A quarte partie est de la punition des crimes & des amendes, proussits, forfaittures, pertes de fief, ventes, aduentures & confiscations que les seigneurs ont sur leurs subiets & en quels cas.

Le comte du Maine, vicomte de Beaumont, barons & seigneurs chastellains, comme dessus est touché, ont la cognoissance, punition & correction des grands cas dessus declarez en traittant des droits de chastellenie.

Audit pays n'a confiscation ne forfaittures de terres en matiere criminelle, sauf en deux En quel tas cas:en crimes d'heresie & en leze maiesté. Bien y a perte de sief és cas cy apres touchez. Et en y a consiscala baronnie de Maissie là iugez le baron pretend que qui pert la vie, il confisque les meubles res en matiés cas dessusdits.

clviij.

Des autres cas les seigneurs posé qu'ils ne soient que hauts iusticiers, ont la punition & correction chacun en sa seigneurie: & peuuent lesdits hauts iusticiers par tiltre ou par possession auoir la cognoissance desdits grands cas auec la confiscation qui y appartient telle que deslus.

En simple homicide fait sans guet à pensee n'a confiscation de meubles d'heritage, fors en la baronnie de Maisne, où il y a confiscation de meuble de celuy qui confisque le corps: autre homicide chose est s'il confisquoit le membre.

La partie blecee ou autrement endommagee par crime ou delict par personne mariee, se Com pourra addresser sur les meubles communs de deux conioints, s'ils ou s'vn d'eux ont delinqué, & sur les fruits de leurs heritages s'ils ont esté paran & iour ensemble en leur mariage, tie steresse parquoy y ait communauté de biens meubles entre eux. Autre chose est s'il n'y a encores co- par delit &c munauté: auquel cas la reparation & d'hommage se prendroit seulement sur la part des biens du delinquant. Toutel-fois apres le delit commis & perpetré par l'vn des conioints par mariage, celuy qui n'auroit aucunement delinqué, pourroit requerir à iustice que les biens de la co-

munauté sussent inuentoriez & separez, & que la partie blecee sust dedommagee sur la part du delinquant. Et en iceluy cas y aura pour l'aduenir separation de leursdits biens, sinon que par apres ils rassemblent iceux biens en communauté.

De meuble aduouć efcheu en la autruy.

Si aucun est trouué saisy d'aucun meuble, & autre l'aduouë sur luy par adueu deument applegé, la chose demoure en main de iustice iusques en diffinitiue, ou iusques à ce que par iupossessionde stice autrement en soit ordonné: & si le dessendeur ne peut monstrer execution par garant de celuy qui luy a baillé ou autrement deffence vallable, il demeure criminel: & sera puny selon la nature du cas: & si le demandeur succumbe, il sera amende arbitraire: mais il se pourra delaisser auant qu'il produise tesmoins, en payant la loy d'amende: & en faisant le serment, qu'il ne s'en delaisse que par desfaut de preuuc.

De connils emblez de nuit en garenne, & de poisson emblé de nuit en estang, le larron coustumier de ce faire, doit estre puny corporellement: & ne peut aucun de iour ne de nuit tendre ne thessurer en autrui dommaine.

Des receleurs d'espa aires.

Celui qui trouue espaues mobiliaires, & les recele par huit iours, sait la loy d'améde, qui est ues mobili- sept sols six deniers mansais sur le noble, & dix sols mansais sur le coustumier. Et s'il la recele par quinze iours ou plus, il fait soixante sols mansais: car il est veu qu'il la veut tenir: & les doit apporter à iustice. Et si l'espaue est bannie & demandee, s'il ne la rend, il commet larcin, & en doit estre puni comme de larcin, s'il n'allegue iuste cause d'ignorance.

Gentil-homme qui recele espaue huit iours passez, s'il est homme de foy du seigneur de sief à qui elle appartient, fait amende de son meuble: laquelle amende de meuble se moderera à soi xante sols mansais, selon la valleur du sief qu'il tient, la qualité de la cause & la faculté d'iceluy qui est imposé en icelle amende.

Faux tabellions par la coustume & loy du pays doiuent estre punis corporellement, c'est à sçauoir d'estre penduz & estranglez.

Des exces faits en assé que.

En exces faits en marché ou en foire comme celuy qui a battu de simple basture autruy, blee publi- fait à la cour amende pecuniaire à l'arbitration de iustice, soit noble ou coustumier, & l'interest de partie, à larbitration du juge, selon la qualité des personnes & de l'exces.

Si aucun refuse de donner treues à autruy, & depuis celuy soit nauré, mutillé, ou desrobbé, le refusant en sera puny comme de treues enfraintes, s'il ne peut monstrer & prouuer excusation au contraire. Aussi peut estre le refusant contraint par prinse de corps & detention de sa personne, à donner lesdittes treues.

De denoncement fait pour crime & delit.

Si aucun fait denoncement contre autre, foit de meurdre, larcin, de femme efforcee, d'embrasement, de batures & mutilations de guet à pense ou autre crime, il est receu à soy delaisser de son denoncement ou accusation, en iurant qu'il cuydoit auoir bon denoncement & loyal, & qu'il ne f'en delaisse que par deffaut de preuue: & payera l'amende de loy. Mais f'il procede tant qu'il descende en enqueste, & face productió de tesmoins, ou s'il se laisse choir en terme: 1.168. Secussi la cause tenue aux enquestes s'il se delaisse depuis, il fera amende de trente sols mansais: & accusato quod en iceluy cas on ne prendra point de serment de luy. Et neantmoins pourra le procureur de sua interest, la cour poursuiure l'interest de iustice.

Aucun ne sera receu à faire denoncement pour raison de battures, si elles n'ont esté faites sertio ex quo de guerà pense, ou que lesdites batures faittes sans guerà pense, soient trouuees grieues & a-accusatus hoc

Le subiet qui fait dessaut par huitaine d'exhiber le contract ou contracts, dont il y a profcia, sicut nec fit & emolument de fief, sera l'amende de la loy. clxxj.

En ventes recellees de huitaine apres le contract passé, a amende de loy: tel qui les recele transactionis, par an & iour, de soixante sols mansays d'amende, supposé qu'en iceluy sief n'y ait que iustice

En contract de baillee à rente pur & absolu, n'appartiét aucunes ventes au seigneur de sies: chiridio in ver mais si la rente est par apres amortie, il y a ventes.

En contract d'eschange & permutation d'heritages, a ventes, supposé que les heritages soient en vn mesme ou diuers fiefs.

Et audit contract d'eschange ou de venditio les ventesse payent à la raison de vingt deniers tournois pour liure audit pays: sinon en aucunes contrees & parties où il y a ventes & yssues, c'est à sçauoir trois sols quatre deniers tournois pour liure. Et si aucuns audit pays ont accoustumé & sont en possession d'auoir quints & requints, reliefs & autres droits, dont ne soit cy faite mention, ils en iouyront en forme accoustumee. clxxv.

Etcst

quia non dici tur mera deacceptat, nec erit locus mul casu permisse sigere. c. de fonciere. transact. Io. Imbert.in enbo, accusator. C.M.

Et est à entendre que par la coustume dudit pays, si aucun acquereur d'aucunes choses hereditaux n'est mis en proces en son viuant en demande de ventes d'icelles choses par luy acquises ou sa femme ou heritiers dedans l'an apres son deces, le seigneur de fies desdittes cho-bille à dema les apres ledit an ne pourra proceder par faisine privilegee par deffaut d'exhibition de contracts & ventes non payees. Mais neantmoins pourra iceluy seigneur proceder par action ou simple saisine iusques à trente ans accompliz du temps dudit contract.

Si aucun prent heritage à rente ou grace d'amortir, & pendant la grace le bailleur de l'heritage à rente vend ou transporte la rente, & le preneur l'admortisse au dedans du temps d'icelle grace, il ne deura qu'vnes ventes.

Et pareillement a ventes en terres baillees à complant pour planter en vigne: & en doiuét baillees payer les ventes incontinent apres le terme du complat finy à la raison de la valleur à vne fois complant y payer des choses qui demeurent à celuy qui les a complantées. Et semblablement y a retrait eschet venaux lignagers du bailleur, iusques au dedans de l'an & iour dudit complant finy, en payant les cousts & mises raisonnables. Et s'entend ledit complant siny, quand le terme du contract & marché est paracheué & accomply.

Il n'y a aucunes ventes en aquests de rentes generalles, dont affiette n'est faite en venditió En quel cas d'heritage par les seigneurs des fiefs d'iceux heritages en leurs fiefs, en vendition à grace qui ne passe neuf ans, & en donation simple causee & faite de la liberalité du donneur.

Et est à entendre que pour quittance de ventes excedants cent sols, y a pour le salaire du sons set enter ou receneur deux sols six deniere se de constant de la solicité de s greffier ou receueur deux sols six deniers, & de quittance de ventes insques à cent sols, & au quid circa ter dessouz y a douze deniers tournois.

En l'execution de requeste de lettre l'obligé ou heritier de l'obligé qui s'oppose & en dechet, fil est homme coustumier, fait amende de soixante sols mansays: & fil n'est obligé, n'he distus nouem ritier de l'obligé, il ne fait amende que de loy. Et s'il est noble homme & il est obligé ou heritier de l'obligé, il fait son meuble: & s'emblablement le bail ou tuteur du mineur noble heritier tio, qui infra illud tépus redimires de l'obligé apres qu'il aura esté informé de la dette, & neantmoins persiste en son opposition, fait amende de ses meubles, qui est de soixante sols mansies. Et s'els requeste est trouve frances de la dette, de soixante sols mansies. fait amende de ses meubles, qui est de soixante sols mansais. Et si la requeste est trouuee frau- ter dico deberi duleuse, le requereur soit noble ou coustumier paye amende arbitraire.

Gentil-homme ou coustumier qui tranche boys en forest, sera puny selon la coustume de prio no fit per la forest. Mais pour l'aduenir les sergents desdittes forests ne seront creuz de leurs rapports; renditore, nec s'ils n'ont vn record non suspect pour le moins.

En simples actios, soient petitoires, reelles ou personnelles, comme de dettes, dommages acsi vasallus de bestes & autres telles actions, le demandeur ou dessendeur qui est succumbé, fait la loy d'a absolute rendidisser. Emmende. Toutes-fois est à entédre que si le dessendeur confesse la demande du demandeur dés prio estassi gra le premier terme, sans y auoir contradiction, opposition, delay ne proces, n'y eschet amende: tin insillud redimendi cessemais seulemet despes à la partie en ce cas: & n'en aura le greffier rabat n'yssue de cour. clxxxiij

Et est à noter que si aucun subiet est appellé en diuerses causes & demandes en vne mesme iurisdiction, il n'y a qu'vne amende pour iour, combien que les causes soient separces & jumma pecunue, debebutur
dinisses.

Et pourtant que touche les amédes mises à l'office sur les deux parties ou l'vne d'icelles qui de primo qua de secundo pre font appellees l'vne vers l'autre, s'ils se deffaillét de terme auec intimatio, on mettra l'amende tio. I des l'office que sur le principal: & qui prend l'amende du deffaillant d'vn des principal ditor ei de l'entre pendat d'in l'entre pendat d'i faut ou plusieurs auant qu'iceluy desfaillant soit cheu en terme auec intimation, sans luy com rel cedat famander garder le terme où est demouré prouvé par les desfaux, il retourne en iour simple cultatem hac quant à l'office, si ledit deffaillant de terme auec intimation a autres-fois payé des deffaux pre- c.M. cedents ou aucuns d'iceux, desquels depend ledit terme auec intimation:le iuge en tauxat l'amende dudit terme auec intimation, y doit faire moderation, & y auoir regard selon la qualité de la cause: & ne doit lon plus faire retourner n'appeller à l'office ne contraindre à payer isfue de cour:mais f'en doit on rapporter à la partie de la poursuiure, si bon luy semble. clxxxv.

En cas d'appell'appellant qui dechet, soit noble ou roturier doit d'amende soixante sols de de l'apmansays. Et l'intimé s'il dessend la cause & il en dechet, ne doit point d'amende, pource qu'il pellant. a eu de prime face couleur de soustenir la sentence, appointement ou exploits donez ou faits à ion proffit.

En cheute de cause en applegemens simples y a amende de loy.

clxxxvij. Celuy qui brise la saissne de son seigneur sans port d'armes ou force publique, soit noble ou coustumier, doit payer d'amende soixante sols mansays. Et outre peut estre contraint par

lxxix. 1. 178. Idem clxxx. tiuopenulticlxxxij. dem, peride est

Pij

Des exploit teurs prins 6 prinse de corps ou autrement, selon la qualité du cas à reintegrer la main de la cour. clxxxviij. Et est à entendre que pour exploiteurs prins en aduouërie en applegement où il n'y a eu violence esdits exploits ne port d'armes n'assemblee illicite ou effrence d'exploitteurs, suffira mettre vne amende de loy pour tous, sans mettre sur chacun d'eux l'amende: mais s'il y auoit port d'armes, violence ou assemblee illicite, y eschet amende sur chacun des exploitteurs à l'arbitration de iustice, combien qu'au simple exploit ils sussent prins en aduouerie: toutel-fois pour port d'armes, violence ou autre delit n'y a garant, & ne peuvent estre deschargez pour estre prins en aduouerie.

Qu'est-il re quisà ce que saisine soit vallable.

Et à ce que saissine soit vallable, il est requis que les choses soient saisses realement & de fait & que laditte saisine soit signifiee, & fait à sçauoir à partie ou à personne capable, & qu'il y ait commissaires commiz à regir & gouverner les choses par les seigneur ou son seneschal, ou par son sergent. Et si lesdits commissaires sont à sçauoir laditte saitine à ceux qui voudront exploitter lesdittes choses en leur monstrant leur commission, & neantmoins ils exploittent esdittes choses, ils brisent laditte saisine: & y a amende, comme dessus.

D'applegement de saifine brifee.

En applegement de saissine brisee sur refus de plege d'auoir chassé en la garenne, ou pesché en l'estang ou deffaits de son seigneur, ou de son subiet, d'aduouoir iustice ou pouoir d'aucun seigneur, comme en tenant plaids, en prenant biens, gens au corps & autres exploits de justice, y a amende de soixante sols mansays, comme dessus est dit.

Celuy qui trache chemin ou l'empcsche scientement, tellement qu'on n'y peut aller comme par chemin public, fait soixante sols mansays d'amende s'il est coustumier: & s'il est noble & veut attribuer à soy le chemin ou le changer sans auctorité de celuy qui le peut permettre, il fait amende arbitraire. Et en chemin empesché par desfaut de repartion, celuy qui le doit entretenir, fait amende de la loys foit noble ou coustumier: toutes-fois s'il auoit esté condemné à reparer ledit chemin, ou luy eust esté commandé par instice & n'eust obey, on l'en pourroit punir, comme desobeyssant de plus grande amende, à l'arbitration de iustice.

Deceuxqui font trouucz saisisde faux

Semblable amende de soixante sols mansays, fait l'homme soit noble ou coustumier qui est trouué sais de fause aune, poix ou mesure sans en auoir vsé : mais s'il en auoit vsé, il doit estre puny d'amende arbitraire. Et pareillement le marchant de draps en l'ouuroir ou bouticque duquel sont trouuez faux draps, qui est trouué les vendant ou les auoir exposé en vente, iceux draps doiuent estre ars publicquement, ou donnez aux pauures, à l'arbitration du iuge: & neantmoins iceluy marchant doit estre mis en amende arbitraire.

Maniere de auner draps

Tous vendants draps en detail, les auneront par le fest sur peine d'amende arbitraire. Et s'il est trouué que les texiers y facent fraude, en faisant draps plus long par le fest que par les lisieres, ils en seront puniz, & ceux qui en seront trouuez participants, par amende arbitraire, comme dessus.

L'homme de foy qui se desfaut de terme auec intimation, de bailler adueu ou denombrement, posé qu'il ayt esté present & se soit absenté, & semblablement de faire ses gardes liges ou lige estage, fait amende de soixante sols mansays.

faillant de

Quand cheual de feruice est deu au seigneur de fief,il peut prendre si bon luy semble,la ter re de son subjet en sa main en dessaut de payement : mais si le subjet requiert la deliurance de sa terre ou plege, le seigneur luy en doit faire deliurance, & rendre les fruits si aucuns en a leual de serui- uez, sinon és cas cy apres touchez, c'est à sçauoir où le seigneur feroit apparoir promptemet par adueu declaration, condemnation, acte iudiciel ou instrument, faisant pleine preuue, ledit cheual de seruice dont seroit questió auoir autres-fois esté cognu ou prouué estre deu:auquel cas n'auroit aucune deliurance sinon qu'il garnist la main de la cour iusques à la somme à laquelle a esté aualué ledit cheual: & s'il est trouué qu'il ayt requis laditte deliurance, & il en dechet, il fera amende de soixante sols mansays audit seigneur, pource que la requeste de la deliurance de la chose porte opposition ou contradiction du deuoir dudit seruice. Et pareillemét est il à faire où le seigneur de fief voudroit faire commandement par son sergent ou autres officiers à son subiet de payer ledit cheual, & ledit subiet s'opposoit encontre. Et semblablement fait le subiet noble, tenant à foy, amende de son meuble à son seigneur en toutes matieres où il denie son deuoir, & il en est conuaincu.

Deffaut de payer ses ré

Celuy qui deffaut soit noble ou coustumier, de payer & rendre ses cens ou autres deuoirs infeodez à son seigneur, aux termes qu'ils sont deuz, en fait amende de loy: lesquels deuoirs feodaux sont redeuables au seigneur de fief ou à son receueur, & non requerables: & si ledit deuoir est requerable, & il est requis par le seigneur, son procureur ou reccueur, & il ne le

Digitized by Google

payc

paye huit louis apres, il y a afficiede telle que dellus. Er fi ledit seigneur de fiel asur son subjet cons & rente, la rente n'est point amendable: mais fil n'y a seulement que rente qui soit infeodée, pour icelle non payee à iour, y a amende.

Cens & denoir deux à aucun qui a fief denottent leigneurie de fief en nuelle sur les choses par failon desquelles ils sont deuz, ce que ne fait pas tente, fil trappert autrement que ce soit **វិសា មែន** ដោយដែលមេ ដែលប្រាស់ ស្រាស់ ប្រាស់ ប្រាស់ ប្រាស់ ស្រាស់ ប្រាស់ ប្រាស់ ប្រាស់ ប្រាស់ ប្រាស់ ប្រាស់ ប្រាស់

L'Si arcuns frarescheurs ou heritiers sont, ausquels sovent venuz aucuns heritages tenuz Le seigneut à cens, rentes ou deuors d'aucun feigneur de fief, & les départent entre eux, & par leurs de fier ne de partages chacun d'eux ayt pfins la portion, à la charge de payer partie desdits deuoirs, cens uoir s'il ne où rêntes, le seigneur ne departira pas son deuoir, s'il ne suy plaist; c'est à scauoir qu'il ne suy plaist. prendra pas l'vir des frarescheurs partie du deubli? Mais sont tenuz de les suy apporter ou emioyer tout ensemble, & n'est autrement tenu de le receubir. & s'ils en font dessaut, ils seront amende de loy, & peut faire executer chacun pour le tour, e'est à spauoir, le seigneur foncief prendre & faisir le fons & le meuble qu'il troinite en fon fles pour son déuoir non payé, comme dit est dessus. Et celuy qui a haute & moyenhe inflices peut faite executer sur le meuble de sondit subiet, ou prendre ou faisir le fons, a foir choix (Er sera recen le subiet es cas def તો કર્તા મેનિયાના જ હિન્દુ અને પ્રાથમિક મામ છે. તે કર્યા હતા જે હિન્દુ મામ છે. જે જે હતા જે હિન્દુ મામ છે. જે જ fuldits'à opposition:

Mais si ledit subité denie en ingement le dévoir dont ledit seigneur de sief suy fait que stion; & pour lequel Parioit fait faisir ou executer, ledit subier aura deliutunce le proces pen- deuoir au dant, si ledit seigneur de sief ne faisoit apparoit promptement d'adueu de declaration, con-seigneur demhation ou autré enleignement, par lequel depuis trente ans, le deuoir dont est question, eust autres-fois esté cognu ou approuué estre deu, comme dessus est dit Auquel cas il escherragarnison de main. हिंदा है महिंति एक कार्य कर के कि है है है है

Celuy qui par les bestes endominage antruy en bois tailliz, estant au dessouz de trois ans entiers, & iusques au moys de May ensuluant includs, fait amende de soixante sols mansays comme dessus, outre le desdommagement de la partie car tranchiz & tailliz de boys sont des fensables insques à trois ans & vn may, combien qu'il y ayt vsagers qui ayent droit d'herbages & pasturages. & pasturages.

Celuy qui vend vin en detail durant le ban de son seigneur sans le congé de lity ou de ses De ne venofficiers, il fera soixante sols mansays d'amendet & dure ordinairement ledit ban quarate iours de vin dusubsecutifs par chacun an sans inférualle: & appartient ledit droit aux seigneurs chastellains du seigneur. feulement & non aux inférieurs, l'ils ne l'ont par tiltre ou par prefeription.

Et lesquels seigneurs qui ont ce droit par tiltre ou par prescription, en iouytont pour les Commer le vins de leur-creu leulement. Et leront lesdits vins sains & nets, & les vendront à pris copetant adroit de la selon le cours du pays. Et vendrot ou feront vendre lesdits vins en leurs mains, sans qu'ils puif- en doit vser. sent affermer n'autrement bailler ledit droit à autruy, es bourgs de leurs seigneuries où il y a chemin passant, & où on a accoustumé de vendre vin en detail. Et ne pourront les habitants desdits bourgs (iaçoir qu'ils ne soient subiets desdits seigneurs) vendre vin en detail durant ledit ban. Et s'ils le font, ils payeront pour chacune fois dont ils sont attaints, dix sols d'amende aux seigneurs qui ont le droit dudit ban. Et si lesdits seigneurs n'ont vins de leurdit creu à suffire pour fournit durant ledit bansou que lesdits vins ne fussent sains & netz, ou les vendissent hors le pris raisonnable: ceux qui voudront vendre vins esdits bourgs, le pourtont faire. Et sont lesdits seigneurs princz dudit ban pour icelle fois.

Ban de vendager n'est reputé prerogatiue de chastellenie ne haute iustive: & pource ceux qui sont en possession ancienne d'en vser, en jouyront: & y eschet neantmoins amende de loy: cciiij. contre ceux qui rompent tel ban.

Gens priuilegieu comme nobles & gens deglife, ne sont exempts du ban de leur seigneur, Nul n'est etant de vendre vin en detail que de vendanger, en plus que coustumiers, sinon par tiltre ou droit de ba. possession suffisaire, ils ayent acquis telle exemption.

Cinq-ieme partie.

A cinq-ieme partie est des cas, esquels le vassal homme de foy pert son fief enuers son seigneur. C'est à sçauoir tout ce qu'il tient de son seigneur à foy & hommage, & aussi és cas esquels le seigneur pert l'obeissance de son homme.

Et est à entendre en premier lieu, qu'es cas cy apres declarez, y a perte de fief. L'hommé de La différéce foy lige le pert à tousioursmais, & l'homme de foy simple pert son fies sa vie durant. Et è con-

Coustumes du Comié & pays du Maine 100 long.

uerfo le seigneurs il y succumba, il pere l'obeyssance de son homme lige à tousiours, & de l'home de foy simple sa vie durantitoutes-fois le mary ne forfait la seigneurie ou fief de sa femme que le mariage durant.

Du subiet qui est somgneur de partie.

si le mariage durant.
Si le subjegmentes mains en son seigneur, la semme on son sergent ou autre son officier en mé par le sei faisant son office ou en coptempt d'iccluy office ou de son seigneur malicieusement, il pert son fief. fil commet trahyson ou autre felonnie contre son seigneur, il pert son fief. egyiji,

-Si le subier est sommé de son seigneur de soy departir du domaine de sondit seigneur qu'il auoit aduoue & entrepring fur iceluy, & depuis laditte formation il perfifte malicieusement iusques en diffinitive il perdra la valleur de ce qu'il a voulu rongner du fief de son seigneur, &. sera condemné en amende arbitraire. :. , ment of memory of posicions

. Autre chose seroit quand il feroit proces en la cour du seigneur, duquel il nient nuement, auquel cas n'y a confilcation, mais y a amende selon l'exigence du cas: car nol autre seigneur, fors le prince ne peut audit cas conclurre en la cour a confication de fich and in conficer.

Du subict qui pesche les estangs du seigneur

Si le subier pesche les estangs ou deffait rimieres ou ruysseaux deffensables de son seigneur, & prentses connins de jour en ses garennes, il fait son memble d'amende de soixante sols masais. Et s'il le sainde nuyt, il sera puny extraordinairement, comme deuant est dit.

Et au contraire, si le seigneur succube enuers son subjet és cas dessusdits, il pert l'obeissance, de son homme comme dit estiquand lon sait conclusion à ce par denat le juge suzerain, etxij.

Le subiet du rant le plaid empt.

Et est à sçauoir que durant & pendant le temps que le subiet & le seigneur ont plaid & proqu'il a cotre aces ensemble par depant leurs, suzerains és cas où il y auroit confiscation ou exemptio de sief, demeure ex le subiet demeure exempt de sondit seigneur, & de ses iuges & officiers en icelle cause, & en. ce qu'en depend & toutes autres, si bo luy seinble; sauf qu'és cours dudit comté du Maine, où n'y a exemption, fors en la cause particuliere, dont sera question, & non pas en autres matieres. Et au regard des subiets du vassal pour le tort fait, que maintient le vassal contre ledit seigneur, ils ne doiuent demourer exempts dudit seigneur. Autre chose est si ledit vassal maintient ledit tort fait tel que sesdits subiets y ayent interests, & se constituent parties: auquel cas ils demeurent exépts en ladite cause, & és dependances d'icelles, & non és autres. Mais icelle cause decidee & determinee par sentence diffinitive, s'il est declaré que ledit seigneur ait fair si le tort, parquoy le vassal demeure exempt en toutes choses, sesdits subiers demoureront pa-

Des subicis : Et si les les les les surfaces de puniçon des delinquants, souffrent ou tollerent les punition des delinquants frequenter ou connerser en leur territoire & invidictions sans saire poursuitte & delinquants diligence de les punir & corrigerils & leurs officiers en seront reprins , & sera procedé par leurs suzerains à declaration & perdition d'icelle instice ou autrement paniz de leur dessaut & negligence selon l'exigence du cas.

"Si aucun homme de foy baille son adueu à son seigneur 1 & par iceluy relaisse à employer partie des choses de son hommage en affermat par serment la protestation contenue en son adrieu, il ne perdra ne confisquera les choses relaissees: mais sera condemné à refaire sondit adueu, & à y employer les choses relaissees, & feraamende de soixante sols mansays.

De ceux qui tiennent céfiuement, & qui obmet-

Et au regard de ceux qui baillent par declaration les choses qu'ils tiennent censiuement, s'ils en relaissent rien, ils le perdent, soient nobles ou coustumiers. Pource que par leurditte declaration ils ne sont receuables à faire aucunes protestations: & s'ils le sont, elles ne leur tent en leur proffite: mais auant que le seigneur auquel a esté baillee telle declaration dessectiue, se puisse ensaissner des choses relaissees, & qui luy sont assiles, est requis qu'il en ayt sait saire declaration par cour suzeraine. Toutel-sois si le subiet auant la contestation de la cause & au dedans dicelle offre au seigneur de fief à reformer sa declaration, & y employer les choses quil a relaissees, & s'en aduouë subiet en passant par serment qu'il a fait diligence possible de scattoir quelles choses il tenoit de son seigneur: & que malicieusement il n'a riens relaissé. Et en celuy cas n'a aucune confiscation: & sera seulement condemné és despens, & en l'amende de soix ate sols mansais enuers son seigneur, & à reformer saditte declaration, sinon qu'il vousist saisser à son seigneur lesdittes choses relaissees à declarer: en quoy faisant, il demourera quitte de l'amende enuers son leigneur.

Sixieme partie.

P N la sixieme partie de ce liure est traitté de la matiere de despié desief, & des para-cervi.

La coustume du pays est relle que tout honme de foy peur bien donner comme sera cy a- De l'alienapres declaré plus à plain en la matiere des donations, vendre ou aliener la tierce partie de sa l'homme de terre tenue de son chef seigneur à foy & homage, & y retenir foy & homage ou deuoir annuel soy de ce Et en ces cas l'homme de foy fait de son domaine son fief, & en aura les ventes & autres droitz qu'il tiet en feodaux, Et garantira icelle tierce partie en son hommage d'iceux droitz feodaux, sauf les rachatz & prinles par deffaut d'homme, dont ledit chef seigneur jouyra sur la tierce partie pareillement que sur les deux pars, toute-fois que le cas y oscherra sur icelles deux pars: & en celuy cas sera tenu celuy qui tient lesdites deux tierces parties, desdommager celuy qui tient de lux l'autre tierce partie, sinon qu'il y ait trente aus passez. Auquel cas apres lesdits trente ans passez ledit chef seigneur ne pourra prendre par dessaut d'homme le droit de rachat, ou autre emolument de fief. Et neantmoins jouyraliceluy qui tient lesdittes deux tierces parties de rachatz fil y-a retenu hommage & autres droitz feodaux fur celuy qui tiendra ladite tierce partie quand le cas y escherra qu'icelle tierce partie cherra en rachat. Et ne suffiroit point pour garantir icelle partie, que ledit homme de foy qui la donne ou autrement aliene, y retienné iu flice seulement: mais est requis qu'il y retienne expressement soy & hominage ou demoir annuel pout le moins comme dit est. Autrement est quand le fief est depiecé par parage comme sera dit cy apres, où il n'est requis faire recention de foy & hommage our autre : de-

Et est ainsi que si home de soy ne retient soy & hommage ou deuoir sur la chose ainsi trans De l'hôme portee pour la garantir souz homages desdites deux tierces parties, le suzerain ou ledit chef de foyqui aseigneur, dont ledit sief meut & est tenu à foy & hommage, en auroit foy & homage & ven-tenir soy & tes, si ladite tierce partie auoit esté venduë, ou autrement alienee par contract subiet à vente hommage. ou rachat, si elle auoit esté donnee, ou autrement transportee, par contract où il eschevist rachat: & seroit nuement & sans moyen tenuë de luy par deuolution.

Il est ainsi come dit est, tant come les deux tierces parties sont entieres, elles garantissent l'autre tierce partie en la forme dessussité. Aussi est il ainsi que toutes-fois que l'hôme de foymertra pour l'aduenir hors aucunes choses d'icelles deux tierces parties, & les despecera par vendition ou autre alienation: en iceluy cas tous ceux qui curent oncques aucune chose dudit fief, viendrot à la foy & homage du suzerain chefseigneur par depié de fief, & ne les pourra plus garantir le subiet home de foy sous son hommage. Et n'y aura doresnauant ledir subiet homme de foy fief justice ne seigneurie : mais est tout deuolu audit suzerain & chef seigneur. Et payerot ventes de leurs acquestz subietz à ventes du contract par le moyen duques a esté consommé le depié de fief, & autres qui depuis serot faits, ou le rachat s'il y eschet par raison du depié de fief. Et en aura le seigneur de fief l'emolument depuis iceluy de pié de fief, & non des contractz de parauant. Et aussi payeront du deuoir de sief pro rata.

Et est à sçauoir que prescription n'a point de lieu en ce cas entre le seigneur, au regard de De prescriceux qui se voudroient dessendre, qu'ils auroient tenuë la chose à eux donnee ou transportee iet à seipar trente ou quarante ans: Car le suzerain que la coustume appelle le chef seigneur, n'a actio gneur. d'icelle chose demander, insques à ce qu'icelles deux tierces parties soyét despecees & departies, soit par auancement, vendition ou autre alienation: mais dessors que lesdittes deux tierces parties seront despecees & departies, soit par succession ou auancement d'hoirie, Sauf par parage, come dit sera cy apres, prescription courroit contre luy par le lapz de trête ans & non de moins:car prescription a lieu de subiet à seigneur par trente ans, comme dit sera cy apres en la matiere des prescriptions.

Pour-ce que la cosolidatio & reintegration dessiefz, c'est à sçauoir qu'ilz demeuret entiers est bien fauorable chose, il est ainsi que si aucun sief estoit depecé, & depuis le despié ou despiez de fief foy & homage ou foys & homage eussent esté faits pour raison d'iceux despié de integration fief, dellors que la chose sera retrouuee à sa premiere nature, & cosolidee auec le lieu dont elle est partie, le tout demourera à la foy & hómage où il estoit deuant, nonobstant proces, con demnations ou possessions qui pourroient estre interuenus au contraire au par-auant laditte consolidation. Et n'a action de depié de fief lieu en succession & partages de choses hommagees entre gens roturiers que de nobles, pourueu qu'elles soyent departies pour les deux parts & par le tiers. Et que celuy à qui en demeurent les deux parts, retiennent deuoir sur la

Et est à entendre que toute matiere de despié de fief, chet en action: mais quand la codemnation ou sentence sont donnees, le seigneur de fief en executant la sentence, peut apres huy-gist en actio.

taine qu'icelle fentence aura esté faite, à sçauoir au condemné prendre par desfaut d'homme & affigner fur fon fief.

Tout ainfi uent ils accroistre.

Et aussi come les fiefz se peuvet depecer par les moyens cy dessus touchez au prejudice du comme les ficrs se peu- suzerain & ches seigneur come du prince, du cote, du baron, du chastellain & de degré en denérdepecer, gré, aussi à leur auantage se peuvent accroistre & accroissent par acquesta & par mariages, come si aucũ seigneur acqueroit aucune chose tenuë neuëment de luy à foy & hōmuge, ces ou autrementiou s'il le marié a aucune femme qui tienne de luy nuëment sa terre, tous iceux acquests ou heritages sont cosolidez en la seigneurie & tenus nuemet du suzerain, & est son fief, qui parauant estoit son arrieresies. Et auroit rachat sur le tout si le cas y aduenoit, & ventes si la terre estoit venduë e mais en celuy cas qu'il y auroit consolidation par mariage, si lesdits maryez decedoient sans hoir de leur chair ou que la ligne d'eux deux dessaillist, parquoy les choses retournassent chacun en sa ligne dont elles sont parties, audit cas telle consolidation desfaudroit, & retourneroient les choses à leur premiere nature.

ges

Pource qu'abornemés sont licites audit pays, & dot aucus vsent, c'est à sçauoir qu'il est loi-De aborner sible à tout seigneur de sief mettre & aborner audune soy & homage qui luy est deuë à cause foy &homa- d'aucun fief ou heritage à vn petit deuoir ou à vne grosse rente infeodee ou grand deuoir, les peut diminuer ou appetisser & en prendre deniers. Tels contractz sont diminution & alienation de seigneurie, & seroient comprins au proffit du suzerain auec les autres contractz d'alienation pour monstrer depié de son fief & auoir hommage des acquereurs. Et ne peut l'homme de foy aborner ses ces, rentes, deuoirs & homages, que iusques à la tierce partie, c'est à entendre à la valleur de la tierce partie de la terre tenuë à foy : & si plus en alienoit, le siefseroit depecé comme dit est.

Commentia seigneurie se peut accroistre.

Si le subiet homme de foy qui auroit ainsi aborné acquits & diminué les hommages & deuoirs qu'il deuoit à son seigneur de fief à cause de ses terres, domaines ou mestayeries, achedu suzerain toit le fief de son seigneur, tout seroit ensemble consolidé au prossit du suzerain lequel auroir foy & hommage, ses proffits, ventes & rachatz quand le cas y escherroit sur tous les heritages tant de l'homme de foy comme du fief de celuy qui l'auroit acquis sans auoir plus regardà tels abornemens: car ils ne se peuvent faire au preiudice du suzerain. Et par ce en mout de manieres se peut accroistre la seigneurie du suzerain.

Semblablement sil'homme de foy auoit unt chargé sa terre de renter, qu'icelles rentes excedassent la tierce partie du reuenu de sa terre, le seigneur suzerain aura soy & hommage par depié de fief de chacun des acqueremens.

deur

Si le suzerain auoit receu & prins l'hommage par depié de fief de tels acquereurs de la ter-De la foy fai re de son homme de foy sans ce qu'ils eussent appelé à garant le vendeur qui leur eust proreausuzerain mis garantir, ce ne peur estre au preiudice du subiet homme de soy qui n'y auroit point esté fans y apel- appelé:mais pourroit requerir à son suzerain qu'il luy rendit l'obeissance de ses hommes:com peler le ven me devent en luy offrent à mondrer qu'il sient encoras educaté pour les grantines le propriet de la propriet de me deuant, en luy offrant à monstrer qu'il tient encores aduenat pour les garantir:en le prouuant & monstrant, le suzerain chef seigneur luy rendroit l'obeyssance de ses hommes: & seroient en ce cas lesdits hommages adnulles. Et ussi sera receu le suzerain à monstrer le desauenant:car si le vassal ne peut monstrer l'auenant, à bonne cause ont esté receuz par le suzerain tels hommages. CCXXVII.

De parage.

La matiere de parage depend de despié de fief, & n'a lieu ledit parage, si se n'est entre nobles personnes en choses hommagees.

De donatió faite par hóqu'il tient à

Quand gentil homme marie sa fille ou sa sœur, il luy peut donner la tierce partie de sa terre qu'il tient à foy de son seigneur & la luy garantir en parage rat que le parage durera, Sauf de rachat & prinses par deffaut d'homme dont le chef seigneur iouyra sur les parageaux, quad Partie de ce la terre du parageau y escherra comme sur leur parageur. Lequel parage durera tant qu'entre les successeurs du parageur videlicet du pere ou du frere & les successeurs de la fille ou sœur que lon appelle parageaux, le lignage soit si essongné, que mariage se puisse trouver, faire & consommer sans dispensation d'eglise, c'est à sçauoir hors le quart degré.

Del'heritier

Et semblablement le successeur fils ou heritier du parageur de ces deux pars qui luy seront du parageur ainsi demourees peut bien donner à sa fille ou sœur comme deuant le tiers d'icelles deux pars, à tenir de luy en parage comme dessus. Et de succession en succession chacun en peut autant faire, si fera le parageau de son tiers qui ainsi luy aura esté baillé & qui luy est garanty en parage, en pourra bien doner à sa fille ou sœur le tiers. Et ainsi le fief noble se peut diminuer par successions, sans ce que le chef seigneur dont le sief meut & est tenu à foy, le puisse empes-

cher ne qu'il y puisse demander foy ne homage par depié de sief, puis que le sief est depecé par succession ou auancement d'hoirie. Mais (comme dit est) autre chose seroit sile parageur ou minure par ses successeurs avoient aucune chose aliené dudit sief autrement que par auancement ou par-succession. tage de succession auquel cas chacun qui tiendroit portion de la terre, seroit soy & hommage par depié de fief au seigneur suzerain.

Celuy qui tient en parage a telle & semblable iustice comme son parageur, & tient aussi Dela iustice noblement comme luy, s'il n'est party de comte, vicôte, ou de baronnie, auquel cas il ne pourroit pas demander, n'auoir sur ses subietz les droits & prerogatiues qui appartiennent au comte, vicomte ou à baronie dont a esté cy dessus touché s'il ne luy estoit expressement transporté:car les droits & prerogatiues de comte, vicomte & barónie ne se departent point, comme il sera declaré en la matiere des successions.

Le parageau & ses subietz le parage durant ne respondront point en la cour de leur parageur:mais en la cour & iurisdiction du chefseigneur, Sauf en deux cas: l'vn en cas de mesures, c'est à sçauoir pour la estallonner & adiouster à celle de son seigneur : le second pour racopter parage, pource que le parageau esdits deux cas doit vne sois retourner à l'obeissance de son parageur. ccxxxij.

Duracopte-

Chacun parageur peut faire appeller en sa cour son parageau pour racompter parage: & ment de padoit ledit parageau obeyr à racompter sondit parage. Et si par racomptement dudit parage, 12ge. il est encores si prochain qu'il doit estre garaty, il en sera enuoyé si le parageur ne vouloit mo strer & prouuer que le lignage fut si estogné qu'il doyue auoir foy& homage par parage failly, Et si ledit parageur ne veut ou peut monstrer le parageau, fera serment qu'il a bien & loyaument racompté son lignage: & en sera enuoyé comme dessus.

Quand le parage est failly, le parageau doit venir à la foy & hommage de son parageau des choses qui anciennement partirent de la foy. Et si le parageur faisoit foy lige, le parageau De la natufera semblable foy lige ou simple si la foy est simple, Et sera assis deuoir sur les choses qui ont re de parage esté garanties en partage selon la grandeur d'icelles, eu regard au deuoir soit cheual de seruice sous autre que le parageur fait au chef seigneur: & en payera au parageur à raison de ce qu'il tient. Et pour ceste premiere soy faite par parage failly, le parageur n'aura aucun rachat de son parageau si l'hommage n'est deu à cause de la semme du mary : auquel cas il appartiendroit rachat: & par-ce on peut bien veoir que durant ce parage prescription ne court point contre le parageur. ccxxxiiij.

Si le parageur transporte tout son sief & sa terre à personne estrange, le parageau ne fera Duparageur pas pour ce foy & hommage à l'acheteur: mais sera garanty comme deuant tant comme la li- qui transpor gnee durera entre son parageur & luy en la maniere que dessus est dit. Autre chose est du parageaux car l'il vend, aliene ou transporte l'heritage qui luy a esté garanty en parage, à autre a- strange. cheteur ou autre acquereur, fera foy & hommage au parageur: & payera ventes s'il a eu les choses par contract subjet à ventes.

Et si le parageau donne ou transporte les choses qu'il tient en parage par alienation subiette à rachat: celuy auquel sont transportees icelles choses, payera rachat: & ne sera plus garanty. Et pour-ce en ce cas peut estre soy & hommage acquises au parageur par deux sont subjetvoyes: l'vne par parage failly, l'autre par alienation du parageau des choses de son para- tes à rachat.

Toutes-fois qu'en ces deux cas le parage est failly & l'hommage faite au parageur, deslors les heritages tenus & garantis en parage, sont subiets neuëment & sans moyen au seigneur parageur & ses successeurs, & les subiets dudit parageau sont subiets en cas de ressort & su- quis au para zeraineté audit seigneur parageur. & ne ressortissent plus nuement au suzerain, ne luy obeirot geurendeux cas. sinon audit cas de suzeraineté: & deslors le parageur, ses gés & officiers y feront tous exploits de iustice comme en leur fief & nuesse. Et en sura le parageur ses rachats & ventes quand le cas y escherra: car la foy qui luy est faite par parage failly, luy acquiert iurisdiction & cognoislance fur le parageau nuëment & fans moyen:car en ce cas ce qui estoit son domaine, est son ficf.

Sept-ieme partie.

EN la septieme partie est traité des successions tant de personnes nobles que de non nobles que vulgairement l'appellent roturiers & coustumiers.



Le mort saifift le vif.

Entre nobles ou roturiers, institution d'heritier n'a point de lieu: & aussi le mort saissit le vif son plus prochain heritier habile à luy succeder.

En succession de personnes nobles qui a plusieurs enfans naturelz & legitimes, au fils aif-1. 135 Enli né si fils y-a, sinon à la fille aisnee s'il n'ya que filles ou à leur representation compete par precipu & aduantage le principal hostel, manoir ou hebergement de ladite succession à son chois & election auec tout ce qui est en iardin, & la cloison des fossez enuiron le chastel ou heber-

Maine n'y-a advantage en meubles entre personnes qui departent comfumierement qui est à dire Sans prerogati ue de noblesse. C.M.

Et au regard du hebergement qui n'est point forteresse, vne piece de terre ou iardin pres laditte maison iusques à la valleur de cinq sols tournois de rente & non plus, lesquels precipu & aduantage ne cheent point en partage. Et au surplus ledit fils aisné si fils y-a, sinon laditte fil le aisnee ou leur representation s'il n'ya que filles, succedent pour les deux tiers des choses de ladite succession soient paternelles, materneles ou acquestz, & les puisnez enfans succederot 1 pour l'autre tiers: le diuiseront par entr'eux, par esgalles portios : mais les puisnez masses ne sont fondez de tenir n'auoir leur portio, n'iceluy tiers qu'en bien-fait l'eulemet, c'est à sçauoir 2 leur vie durant. Et apres leur deces la succession de leur bien-fait retourne à l'aisné ou à sa representation, & quant aux filles ou leur representation elles succederont en leur portion d'inui in hoc se- celuy tiers par heritage, fors & excepté en la côté de Vendomois où les puisnez succedét par heritage. Et neantmoins pour le different desdits trois estats, à sçauoir si lesdits puisnez succederont en bien-fait ou par heritage, escriront & produiront hincinde, pour en estre ordonné par la cour, laditte coustume ce pendant en sa force & vertu.

Et s'il aduient que lesdittes filles ou aucunes d'icelles soient decedees parauant laditte succession escheuë, & elle ait representation, saditte representation departira sa portion qu'elle eust prinse en laditte succession, tout ainsi que si le cas sust aduenu que ladite dessuncte eust sur multi pauperes uescu & succedé, & que les enfans eussent recueilly laditte portion immediate par la mort d'icelle fille, & aura l'aisné fils ou l'aisnee fille d'icelle deffuncte les deux tiers en celle portion nec secundum sans aucun precipu:car en vne succession soit directe ou collateralle, n'a qu'vn precipu & aduatage. Et si les choses d'une mesme succession noble sont assisses és pays d'Aniou & du Maine, toutes-fois l'aisné ou herstier principal n'y aura qu'vn precipu & aduantage, posé qu'il y ait en chacun d'iceux pays vne maison demouree d'icelle succession.

> Et est à sçauoir qu'en toutes successions soient nobles ou roturieres representation a lieu eldits pays tant comme l'on peut trouuer, nommer & monstrer lignage.3

Aussi est-il à entédre que posé que fils aisné soit mineur ou de moindre aage que ses sœurs ou l'vne d'icelles, toutes-fois si a il les droits & aduantages dessussités en laditte succession: & fil n'y-a que fils & n'y-a aucunes filles, si ne sont fondez tous les puisnez d'auoir leurs tiers qu'en bien-fait ou vsufruit leur vie durant, qui retournera audit aisné ou à sa representation apres leur deces. Et aussi si ledit aisné n'auoit aucuns freres puisnez, & n'eust que sœurs qui sus mercaturu & sent plus aagecs ou moins que leurdit frere, toutes-fois lesdites filles sont fondees d'auoir icemechanicu ar luy tiers par heritage, c'est à sçauoir pour elles & leurs hoirs.

Si le trespassé noble n'a que filles, en semblable portion & aduantage succede l'aisnee audit tui nobilitatio pays, ou ceux qui la representent comme l'aisné fils.

per minutulas Quant ausdits puisnez masses qui succedent comme bien-faiteurs & ne sont heritiers pro-Seruaretur. Ad prietaires en la succession de pere ne de mere & d'où leur-dit droit de bien-fait qu'ils prennét do hoc vtile in esdittes successions de pere & de mere, retourne à l'aisné ou à sa representation, s'ils sont pluthurt sint qui sieurs fils puisnez qui ayent toussours tenu leur bien-fait à eux baillé assemblement par leur aisné indiuisé & non departy, & l'vn aille de vie à trespassement, sa portion du bien-fait ne viet scipere. C.M. pas incontinent à l'aisné:mais aux autres fils puisnez qui le tiendront par bien-fait, lequel ne retournera à l'aisné ou à sa representation jusques à ce que tous les dits puisnez massez soient in effectu con- tous decedez, si les suruiuans d'iceux puisnez ne divisoient leur-dit bien-fait: mais si vne sois suetudo Turo- ils le divissent ou departent entr'eux ainsi que chacun d'eux qui auroit divisé ou partagé sonnensis. 9. 287. dit bien-fait, yra de vie à trespassement, la portion du trespassé retournera à l'aisné ou à sa reerrarunt dice- presentation. Et ne succedent, ne prennent rien les filles ou sœurs desditz puisnez ne leur re-

2. bienfait) Quod multis tur, sed D. des loges Cenomanatu Consilia rius plausibile ratione mili reddidit, quia mercatores artem exercent, fed nobiles non ideo si hi diniderent fierent qui mutuo sese gravare possens statum vinere. Ideo eia secun dorenitis inter nobiles viilior est hac confuesudo quibus vtilius est potentem habere **c**on โปกจนเท**ะนั** tate nobilě mi litiam vel collo cationem nas cisceretur: Ali

as cogerentur

tibus le subiice

re:quonia sta-

partes no con-

locus limitro-

nem locorii (u

3. 241. Idem tes,beneficio re

esse in codem gradu in quo sunt nepotes ex sorore etiam vterina defuncti. Hoc enim fulsum est, Quia representatio semper recta procedit non autem retrograde: Et sic patrueles non possunt reprasentare contra nepotes ex fratre nisi sese magus elongando vel retrogradendo, quod non licet ve patet in figura quam posui in consuet. paris cod. tit. Rursus nota quod representatio nunquam est de persona viuente, sed tantum de parente mortuo naturaliter vel ciusliter. L. si qua pæna. D. qui sunt sui vel alie. iu. I taque matre repudiante sily esus non possunt venire per representationem etiam in linea directa: sed bene venient iure suo ex successorio edicto si sint proximiores in gradu vel aque propinqui cum alys succedentibus vel reprasentantibus, concurrendo. C.M.

presentation par heritages n'autrement en la portion du bien-fait desdits puisnez apres leur deces tant qu'il y aura frere aisné ou sa representation.

Et si lesdits puisnez masles font aucuns acquestz soit du reuenu de leur-dit bien-fait par seruice de prince ou autrement, leurs enfans si aucuns en ont naturels & legitimes, succederont en leurs meubles & acquestz selon la coustume precedente. Et s'ils n'ont aucuns enfans, leurs aisné ou ceux qui le representent, prendront esdits acquests leurdit precipu & aduautage à aisné noble appartenant, ainsi & par la forme & maniere dessus declaree auec les deux tiers ou surplus desdits acquestz d'iceux puisnez. Et les sœurs ou leur representation y prendront l'autre tiers à departir par entr'elles par esgalles portions. Et aussi lesdits puisnez succederont és lignes collateraux auec les filles.

En toutes successions collateraux comme de freres aisnez quand ils trespassent sans hoirs yssus de leurs corps, 1 sœurs, oncles, tantes, nepueux, cousins germains & autres, les fils & filles succedent auec l'aisné. Et se departent telles successions par les deux pars & par le tiers, c'est à sçauoir pour le second frere puisné, qui demoure au lieu de l'aisné, apres le deces de son-dit lu grecogallifrere aisné si aucun y-a ou sa representation, ledit precipu & auantage auec les deux tiers. Et pour les fils ou filles ou leurs representations pour l'autre tiers. Et s'il n'est demouré frere ou 2. 252. Idem representation de frere, & n'est demouré que filles ou leurs representations, la fille aisnee ou men non dicit, fa representation a semblables droits & auantages esdittes successions que y auroit, ledit fils la rette en soy,

S'il auenoit que le frere aisné allast de vie à trespassement sans hoirs yssus de sa chair, ou ret bic constique la ligne de luy descendue fut faillie qu'il eust laissé vn ou plusieurs ses freres puisnez ou tuit reditum leur representation, l'aisné desdits puisnez ou sadite representation prendra lesdits deux tiers duodecima, ven laditte succession auec ledit auantage: & prendront lesdites sœurs & sesdits freres ou sœurs na cut itio side ou leur representation l'autre tiers. Et s'il n'y-a que sœurs ou leurs representation apres le deces dudit aisné & de saditte representation, l'aisnee succedera pareillement à tous meubles & cipale obligat, aux heritages pour les deux tiers auec l'auantage à aisné appartenant, & les puisnez pour le infra tres antiers ainfi que dit est.

Aucuns fiefs ou chastellenies sont audit pays du Maine, esquels les puisnez masses succedent par heritage: c'est à scauoir par dela la riuiere de Braie, en tirant du Mans à Mont-dam herede Doubleau & ailleurs, qui sont vsages locaulx contre la Coustume generalle du-dit mobilium, con

ccxlix. 'thu ugit ad re L'aisné fils qui est le principal heritier ou ceux qui le representent ou l'aisnee fille, s'il n'y-a dimendü? Exque filles come dit est, sont la foy & hommage aux seigneurs de qui ils tiennent leur terre: & cipitur quod non est debition garantissent aux puisnez en partage: mais s'il y-a fief entier tenu à vne foy & homma- mobiliare. Coge qui chee en partage des filles puisnees, elles en feront chacun vne foy sinon que par trariu respondis, Tum quita partage fait entre icelles puisnees, à l'vne d'icelles fisses sussesses de icelles fest de deux tiers talis redit sin de icelles ses de l'un de icelles ses de de iceluy fief: auquel cas elle pourroit garantir l'autre tiers à ses sœurs sous son homlu est ve dixe mage, en retenant deuoir, ou que nommeement soit baillee à tenir en parage comme in consuetudi-

Autre chose est du bien-fait des puisnez masses: car posé qu'ils tiennét en leur bien-fait sief reputetur imentier, leur aisné en fera & portera à la foy, Aussi est-il heritier proprietaire: & les puisnez sont mobiliu, tamen ylufructiers leulement.

Les puisnez en succession noble soient fils ou filles, sont saiss sans sommation n'apprehen- toru non est ni sion de fait de leur droit : c'est à sçauoir les masles de leur bien-fait, & les filles de ce qui fobligatio ad leur appartient par heritage. Et si le fils aisné en prend les fruits, il sera tenu restituer solvendum: ausdits puisnez soient fils ou filles depuis la mort d'iceluy dont depend la succession: & quamuis videa tur obligatio' dedans l'an de la succession aduenuë s'en peuuent complaindre ou appleiger s'ils sont troublez en leur-dit droit. Et apres l'an pourront demander leur-dit droit auec lesdits fruits par quam dădi ve action.

Quant à la succession des meubles d'iceux nobles, l'aisné fils ou l'aisnee fille si fils n'y-a dividui, que re ou sa representation, y succede pour le tout soit la succession directe ou collateralle. Et en ce mitto. Hectro cedunt et iumsi cas qui les prent & accepte comme heritier, il est tenu faire faire & accomplir l'obsecque, su- Titim esse ci 2 neraille & testament du decedé, payer ses dettes personnelles & tous ses arrerages de rentes quia debet atou deuoirs. Et s'il n'accepte les dits meubles comme heritier, il les peut saire inventorier & rendi domiciapprecier par iustice, & à ce appeller deuëment lesdittes filles si aucunes y-a, ou leurs marys si lium principaelles sont maryees, & apres ce conuertir iceux meubles, les premiers en l'execution & detres 6.M.

CCX VIII. nos redimere, inter Titiu & cclj. heredem dobicclij. dinidni & in-

dessusdittes, & le surplus doit estre payé par les heritiers dudit dessunct pour-tant que chacun est heritier proprietaire en laditte succession. Et au regard des puisnez masles bien-faitteurs ils ne seront point tenus contribuer ausdittes dettes personnelles ou autres leur predeces-

De reprinse de procesen tre nobles.

L'aisné ou heritier principal en succession où sa representation peut reprendre, conduyre & deffendre, soit en demandant ou en deffendant les proces, causes & droits de son precesseur pour le tout, supposé qu'il y ait autres coheritiers. Et pareillement se peut lon auant que parta ge soit fait, adresser pour le tout cotre luy, sans ce qu'il en puisse appointer au preiudice de ses coheritiers.

les meubles de leurs enfans siens.

Si le fils ou fille noble ou coustumier va de vie à trespas sans heritiers yssus de son corps, Que pere ses pere ou mere s'ils le suruiuent, ou celuy d'eux qui suruiura, luy succederont quant aux meubles: & en iceux acceptans, seront subietz de payer les dettes personnelles, & arrerages de rentes & deuoirs qui pourroient estre deuz par lesdits fils ou filles, & d'accomplir le testament dudit fils ou fille decedez: car par la coustume dudit pays qui prent & accepte vniuersellement à quelque tiltre que ce soit les meubles du decedé, est tenu payer & acquitter ses dettes. Et qui en prent portion par maniere de quotité, en est tenu pro quo-

La femme ne depend rić pourl'ob feque de fon mary.

Femme soit noble ou coustumiere, n'est tenuë mettre aucune chose en l'obsecque funerail le & accomplissement du testament de son mary quand il est trespassé: mais a droit d'auoir & prendre la moytié des meubles dont ils estoient seigneurs & saiss ou que leur estoient deuz au temps du trespassement dudit mary s'ils ont esté par an & par iour ensemble, tellement qu'ils soient communs en biens meubles, & à semblable du mary.

1. 256. Sine Sumptibussuis, liue operu alterutrius vel

Les fruits qui escherront des vignes qui seront beschees & des terres labourees & ensemécees du meuble commun de l'homme & de la femme, au temps du deces du premier decedé des deux conioints qui ont esté par an & par iour en leur mariage, sont reputez pour meuble commun entre le suruiuant & les heritiers du premier trespassé, pour la prochaine teneiur.C.M. cueillette ensuyuant lesdits decez, pourueu que lesdites vignes ou terres, soient les propres he ritages de l'vn d'iceux conioints:mais les heritiers du premier decedé & le suruiuant demourront faisis chacun de son heritage mouuant sa ligne & coste: 2 doit le suruiuat & les heritiers 2 du premier decedé à cause desquels ne seroit mouuant l'heritage, faire demande par actio de sa moytié desdits fruits, desdits blez semez ou vigne beschee au seigneur proprietaire dudit he ritage. Et si lesdites vignes ou terres ont esté baillees à faire à moytié ou pour en auoir par celuy qui les laboure autre portion des fruits, ce ne sera reputé estre fait de meubles com-

2. costé) Ide des acquests anciens qui ne Sont de la com munautè. C.M.

> Et si par le deces du premier decedé lesdits propres heritages ou partie d'iceux cheoient en rachat, en celuy cas celuy en la ligne duquel l'heritage n'est point mouuant, n'en prendroit rien : & s'en yroient les fruits à celuy qui a le droit dudit rachapt : Toutes-fois celuy à cause duquel est deu ledit rachat, sera tenu faire recompense des semences & laboura-

3.25 8. Secons videtur de ma tre,quia cosue tudo non expri mitdevtroque, vt solet quando de viroque intelligit.§. 267.272.6 275.C.M.

Homme noble 3 peut bien donner à sa fille plus grand mariage qu'aduenant: car il luy 3 pourroit bien donner la tierce partie de sa terre ou choses immeubles, posé qu'ordinairemet ne luy en appartint par succession que quart, quint, six-ieme, sept-ieme ou plus ou moins: mais aussi s'il luy donne moins en mariage qu'il ne luy fust escheu de sa succession, & ne luy eust il donné qu'vn chappel de roses:c'est à sçauoir quelque legier don de mariage, mais qu'el-4.elle) Scilices le soit maryee & emparagee noblement par le pere, si ne peut elle 4 rien demander en succes-4 sion directe de pere, & de mere, d'ayeul ne d'ayeulle tant comme il y ait hoir masse de ses pere & mere ne representation d'hoir masse, s'il ne luy est reservé en faisant le mariage: mais elle peut succeder à ses freres & sœurs & en autres successions collateralles par la maniere dessus declaree.

rebus sic stantibus secus se heres institua tur à patrevel matre,quia re ducitur ed legatu, potesteni ei donari vel tertiam partem non potest tatione mascu li sed valet ve

Autre chose seroit si homme noble marye sa fille à homme non noble ou que sans le pere icelle fille eust esté maryee noblement: car en ces cas elle reuiendra à succession és heritages & choses immeubles de ses pere & mere, ayeul ou ayeulle, en raportant le don de son mariatem non potest directoinssitui ge à elle fait par heritage seulement, sinon qu'expressement elle eust renoncé de reuenir ausfrantereprasen dittes successions.

Et au regard du don des meubles fait à laditte fille noble qui luy est donné en simple natulegatum.C.M re de meuble sans mettre n'apposer en faisant ledit don pactió de le mettre en acquestz d'heritages ritages qui seroient cesez & reputez son propre heritage d'elle, tel simple meuble n'est point rapportable.

Si homme noble marye sa sœur & il ne luy donne mariage aduenant, c'est à sçauoir iusques sus un ques di senà la valleur de sa loyalle & legitime portion de la terre & successió de ses pere & mere & au- tes no sufficere tres parans, apres le trespassement de son mary elle sera bien receuë à demander son loyal partage, en raportant ce qui luy aura esté donné audit mariage, si elle n'auoit expressement ac- dicat renucio cepté iceluy don pour laditte legitime portion ou qu'elle y eust autrement renocé: mais sup legitime vel posé qu'elle n'eust fait expresse acceptation ou renonciation, toutes-fois tant que le mariage 10 per.L. si qua dure, elle ne peut autre chose demander ne son mary à cause d'elle, que ce qui luy aura esté donné en mariage, & en ce cas ne court point prescription contre elle son mariage du- testa. Sed boc

Homme ou feme noble qui marye son heritier principal & presumptif ou heritiere principalle & presumptiue declairement comme son heritier principal ou heritiere principalle, ne peut apres publication & declaratió faite au plus prochain siege royal ou és assises de la plus prochaine baronnie ou chastellenie de tel contract fait en faueur dudit mariage rien vendre, donner, transporter n'aliener de son heritage à quelque personne que ce soit de telle portion comme il en seroit escheu audit heritier principal ou heritiere principalle au temps naria cui renti dudit mariage. Si ledit homme & femme noble qui ont ainsi maryé leurdit heritier ou heritiere, estoiet trespassez sauf en aucuns cas: c'est à sçauoir pour leur extreme necessité de viure & pour la redemption de leurs corps.

Mais au regard du surplus qui seroit outre laditte portion desdits heritier ou heritiere, il peut ce nonobstant estre aliené par lesdittes personnes nobles qui ainsi ont maryé leurdit he- dumodo sie ma ritier ou heritiere. cclxiiij.

Et si telle alienation est faite, les autres heritiers puisnez ou puisnees auront apres le deces desdits homme ou semme nonobstant ledit mariage de leur aisné ou aisnee, leur tiers de ce qui est demouré en la succession des immeubles desdits homme ou femme decedez. Et le- approbatio hu ditaisné ou aisnee ou leur representation les autres deux tiers auec son precipu & aduanta-

S'il est ainsi qu'homme noble ait donné à l'vne de ses filles, ou à plusieurs, plus grand ou 2. 266. Idem moindre mariage qu'auenant, c'est à sçauoir moins ou plus que la valeur & legitime portion, 248. I dem de c'est au prossit & dommage de l'aisné:car audit cas ledit aisné prendra en la succession du pere matre, quia & de mere la portion qu'eust prins sa sœur, sur-ce deduit & precompté en laditte portion la quod hic solume valeur de ce qui luy a esté donné par droit d'heritage en faisant ledit mariage. Et si elle en a sur est cause plus qu'elle n'en eust prins par succession, les autres puisnez auront le tiers de ce qui en de-

Si noble homme 2 met son fils ou fille en religion approuuee, en laquelle lesdits fils ou fille respective success facent profession, le fils aisné d'iceluy homme noble prendra en la succession la portion que matre vidua, y eust prins ledit fils ou fille religieux ou religieuse s'ils fussent demourez seculiers, & eussent Quimun Io. furuescu leurdit pere.

Homme ou femme noble ou roturier qui entre en religion:apres qu'il a fait profession, des get aressum in lors est exclus de toutes successions escheues apres ladite profession & à escheoir: & viendrot est intelligedin lesdittes successions à ses parens comme s'il estoit decedé. Et pourront lesdits religieux ou religieuses de ce qui leur seroit escheu auant laditte profession, en disposer par-auant icelle selo les coustumes des donations.

Si noble homme 3 done à son fils ou frere puissé aucune chose immeuble par heritage, ou de matre quie u de son hien-fait les enfons du puis se de son hien-fait les enfons du puissé se contrat les enfons du puissés du pui lieu de son bien-fait, les enfans du puisné succederont à iceluy don. Et s'il va de vie à trespas- hic deviro caus sement sans hoirs de sa chair, tel don se departira entre les hoirs dudit decedé, c'est à sçauoir c.m. fon frere aisné & ses sœurs ou leur representation par les deux pars & par le tiers, & pareillement les acquestz. Et n'est pas à entendre que si tel don est fait audit puisné de son droit qu'il auroit ordinairement en bien-fait à le tenir par heritage durant le mariage dudit puisné & de sa femme, que tel don soit reputé leur acquest, ne laditte semme ne peut demander que son douaire si elle suruit: & en deffaut d'heritiers yssus de sa chair, tel don s'en va en la ligne dont il est procedé. cclxix.

Si femme noble se fait despuceler hors mariage auant l'aage de vingt ans, & elle en soit attainte, les pere & mere ayeul ou ayeulle la peuuent priuer de leurs successions. Les enfans yssus de mariage de femme noble & homme coustumier, departiront l'heritage

do.§.generali-ter.C.de inoffi. ad portionem virile successio cclxiij. famina sit mi nor viginti quianon folent nuptă daripost ins consuctudi cclxv. decreti. C.M. cclxvij. paponlib. 17.

deinde filium post eŭ, postea nepotes dinidë tertia fide, sine factajine facië da: fine actu fi enim requirtur quod fater vel aum boma gium fecerint la souffrance leur vant foy pournen qu'ils en ayent iouy comme de ficf. C.M. 2.278.Die lu ne.17. Iuni, anio. 1560. Valde contronersa fuit in Senatu parisië si hac questio, Filie nubenti ra, posica apres L'adiournemet pour venira partagele mary la vend & pumoinsprédre uescu. l'estimatioque valoit **la terre** lorsde fon mariage, neantmoins par sen-tence du Senes chal du May ne i est cödené

rapporter in speciequasialie

natio sit nulla

nt pote post ci-

tat ione multi

variabant sen tetia, prafeser

maior pars Cu

rie, procurator & advocatire

gu sentiebant

proappellante,

oquod etiam in dubio indi-

candum lecun

du ius comune, Appellato

videns causam

suam periclita ri,met en fait

modum riedi,

parquoyfutdit

par arrest que les parties in-

formeroient de

dant par proui

dite estimatio

C.M.

modo vtendi G que ce pen-

z.273. Exclu d'elle, & y succederont noblement. Et semblablement la portion des conquestz & meubles patre tenuisse d'icelle femme se departira pour la premiere fois noblement & à tousiours-mais coustumie-

Et au contraire les enfans yssus du mariage d'homme noble & de semme coustumiere, detes dicunturin partiront pour la premiere fois coustumierement selon la nature des non nobles les heritages, acquestz & meubles d'icelle semme & apres à tousiours-mais noblement. Et ainsi par-ce que dit est, il est veu que l'homme anoblist la femme, & que la femme ne peut anoblir l'homcclxxij...

Succession roturiere qui aduient à gens nobles, se depart pour la premiere sois roturiere-

Quant à la succession de gens coustumiers, le fils aisné ou la fille aisnee fil n'y-a que filles, y succede pour les deux tiers des choses tenues à foy & hommage anciennement & qui sont cheutes par succession en tierce foy, & ses freres & sœurs pour le tiers par heritage: & n'y-a 1 autre auantage au precipu pour l'aisné. Et au regard des acquestz & conquestz soient tenus à foy ou autrement, ils seront departis entr'eux esgallement sans aduantage, pour-ce que tous acquestz faitz de bourse coustumiere, se departent roturierement auec tous heritages tenuz en censiue ou deuoir sans foy & hommage:mais si tost que les acquestz & conquestz tenus à foy, viendront à la tierce foy, ils se departiront entre les hoirs de telles gens coustumiers par les deux pars & par le tiers,

Et pour entendre coment lesdits acquestz sont cheuz en tierce soy, est vray que l'acquedata erat ter- reur fait ou doit faire la premiere foy: & les heritiers d'iceluy acquereur en font ou doiuent faire la seconde qui departent les les heritiers des heritiers d'iceux acquereurs departiront tels acquestz par les d'eux pars & par le tiers, pour-ce que lors ils sont escheuz en la tierce foy. Et où il y auroit succession par representation, ce ne offre raporter seroit accroissement de nombre de soy&hommage, sinon que celuy qu'on represente, ait sur-

Aussi est à scauoir que si l'hôme & semme ensemble coniointz par mariage, ont fait iceux acquestz durant leur-dit mariage, par-quoy la femme quand elle est suruiuant sondit mary qui a droit de tenir iceux acquestz moytié en plaine proprieté & le tout par vsufruit, soit tenuë apres le deces de fondit mary faire foy & hommage:toutesfois telle foy n'est pas coptee pour seconde foy: car toutes les foys & hommages qu'en font les acquereurs & chacun d'eux en leur temps, ne sont comptees que pour vne foy & hommage. Et semblablement si plusieurs foys & hommages se faisoient par lesdits acquereurs ou leurs heritiers par la mutation du rel frandulëta seigneur dont telles choses sont tenues: toutes-fois icelles foys & hommages que chacun leur fait en son temps, ne son comptees qu'vne foy & hommage.

> Si personne coustumiere, c'est à sçauoir personne no noble, aborne à quelque deuoir ou amortit la foy & hommage qu'elle doit à cause d'aucus heritages à elle appartenus par son acquest, ce neantmoins tels heritages & choses autres fois homagees, demoureront à leur premiere nature quat aux successiós:car ce sont acquestz faits de bource coustumiere, qui pour la premiere fois se departiront coustumierement & esgallement: mais apres à tousiours-mais se departiront noblement tant comme il sera memoire qu'ils ayent esté vne sois tenuz à soy & hommage, Et a ceste coustume lieu seulement és acquestz faits par celuy qui a abourné & amortist l'hommage, & non en ses heritage hommagez anciens: car par tel abornement ou amortissement d'hommage ne sera changee la forme d'y succeder & les partager noblement. Toutes-fois quant au seigneur de fief, il n'y prendra plus rachat, n'autres obeyssances en plus qu'en autres choses roturieres & censiues. cclxxvij.

> En la fuccession des meubles des coustumiers & non nobles n'y-a point d'auantage : car les dits meubles escheent, & se doiuent departir esgallement entre leurs heritiers ou leur reprefentation.

Si homme ou femme coustumiers donnent aucune chose à leurdit fils ou fille ou autres leurs heritiers presumptifs en mariage ou autrement, chacun desdits enfans fils ou filles ou fion rapporter autres heritiers presumptifz est tenu de rapporter ou deduire & precompter sur son droit voitseullemetle successifice qui luy aura esté donné par sesdits pere & mere ou l'vn d'eux ou autres predecesseurs, dont ils sont heritiers en mariage ou autrement, ou la valleur dudit don 2 auant que 2 venir à partage & succession des biens qui sont à partager entr'eux de sesdits perc ou mere ou autre succession de celuy ou celle qui auroit fait iceluy don: & s'il en auoit plus eu que ne íc mon-

r se monteroit sadite portion, il sera tenu d'en faire le retour reel à ses coheritiers: car la coustume me est telle, qu'aucune personne non noble par quelque maniere que ce soit, ne peut saire la condition d'aucuns de ses heritiers pire ou meilleure de l'vn que de l'autre. Et sentend la non potest minute capere, est coustume és heritiers ou heritieres des heritiers, tant en ligne directe que collateralle.

celxxix.

Aussi est à sçauoir que si l'vn des enfans auoit amendé le don de son mariage come y auoir sait maisons, estangs ou autres amendemens, il ne r'aportera pas reallement iceluy don, si andium. §. 255, nuper via luy plaistemais luy sera prisé & precompté en son partage au pris qu'il valloit au teps qu'il di thema, mulier babens si luy fut donné & baillé. Et econtra sil empiroit les choses dudit don; comme laisser cheoir les maisons ou vignes en ruyne, il les prendroit au pris qu'elles estoient au temps qu'elles luy su rent baillees. Mais si le pere ou mere ou l'vn d'eux donnoient à l'vn de leurs enfans en mariage ou autrement en auancement de succession, il ne raportera point les fruits de l'heritage didit silio prediment a l'uy donné escheuz parauant le deces du donneur apres le deces desdits pere ou mere: & raportera seulement l'heritage comme dessus est dit. Et aussi s'ils donnent à l'vn desdits enfans pour le tenir à l'escolle, il n'en rapportera rien, fors les liures pour estre comptez & rabatus, sons sons germana succest medit se medit au me di l'un dessus medit mendi au me di l'un dessus medit mendi au me l'amoust medit ment mendi l'un destant ment l'amoust medit ment l'electron des ment l'amoust ment l'amoust medit ment l'amoust ment l'amou

Comme dit est és heritages anciennement tenus à foy & homage entre coustumiers, l'aisime retractuse né heritier succedera pour les deux tiers: & sera soy & hommage, & garantira l'autre tiers à proximitations proximit

Quand les puisnez non nobles ont choisy de faire deuoir à leur aisné & d'estre ses subietz re in comuni, censiuement par raison de leurdite tierce partie, les heritiers d'iceux puisnez departiront leur portion d'iceluy tiers par esgalles portions. Autre chose seroit si ceux puisnez auoient choisy saire soy & hommage au suzerain ou à leur aisnétear en iceluy cas icelles choses se departirot comme hommagees.

Si teles gés coustumiersont aucun domaine où mestairie à eux venuë par succession tenuë eratrili presso à soy, & qu'ils departent entr'eux esgallement & par teste, chacun sera soy & hommage pour sait valebat, suc facultas re tiers, en y retenant deuoir: car par la coustume il couient qu'iceluy qui garatist les autres, tienne les deux tiers & retienne deuoir: & sera gardee la coustume localle de la baronnie de la potuie apponis rette Bernard touchant le sief boursal.

Les coustumes dessus qui ont lieu au regard des successions des gens coustumiers, ont aussi bien lieu entre les freres & sœurs, cousines, cousines & autres parens qui viennent à la bebat intentio fuccession l'vn de l'autre par dessaut d'heritier yssu de leur corps comme de pere à ses enfants:

"ideretur le so formater noi ha bebat intentio de pere à ses enfants redemit, sed prehonoră-

Pour-ce que partage des heritiers nobles ou coustumiers ne se peut pas saire souvente-sois di quod non po respectivon de l'autre ou pour autre cause, l'vn des heritiers neantmoins le partage non fait, peut venir deuers les seigneurs de fies, dont les heritages sont tenus à soy & hommage & luy offrir & faire la soy pour luy& pour tous les autres, & luy gaiger le rachat, si rachat y eschet: & ne peut le seigneur resuler, au-moins luy est empesché par la coustume de prende par dessaut d'homme.

Si homme coustumier a esté plusieurs sois maryé & ait enfans de chacune semme, ses enfans succederont à ses heritages & conquestz par esgalles portions: & au regard des heritages escheuz en tierce soy, l'aisné prendra les deux tiers comme dit est. Et semblablement est-il des semmes coustumieres qui auroient esté plusieurs soys maryees: & de chacun mary auroient eu enfans qui succederoient à l'heritage de leur mere & conquestz enla sorme dessuré ditte.

Pour-ce que representation a lieu audit pays, les heritages & conquestz d'aucun, quand il n'y-a hoirs de son corps, s'en vont en deux lignes, l'vne en ligne de pere, & l'autre en ligne

cclxxx. foror germana cclxxxj. Sunt, sed tenen cclxxxij. eumeuw.... CCIXXXIII. ad collorem ne CClxxxiiij. sed pralionora-

bec babut pulchram questio nem. Quidam ru relicto frafratre consanguineo, Certu esiquod germa nus iure scripto Roma. alret Sed in terminus buius co suetudinis que rebatur de diuisionemobiliü & prediorum Acquisitoru? Respodi, quod germanus ha-bet dimidiam quæ defertur paternis in qua excludit alteră qui non est materno alter : vero diсит со, диіа non minus est paternus qua ille, ofic totio cumuli habet Dodrantem il lequadrantem tantum:bis eni cosuetudinibo sublatus est beneficium du li cu vinculi in renouvellarum tantum intro ductum. C.M.

de merc. Et s'il n'y-a hoirs en l'vne des lignes, le seigneur de sief en nuesse auquel pouuoir & t iurisdictió sont les choses biés assisses, succedera s'il luy plaist pour la moytié videlicet pour la ligne dessaillant: c'est à sçauoir pour les coqueste & meubles. Et quant aux propres heritages, le seigneur de sief y succedera pour le tout, entant qu'il en sera trouué en son sief, & payeront les seigneurs des siefz les dettes du dessunct pro rata chacun à la raison de ce qu'il aura eu des biens d'iccluy dessunct: & l'autre ligne prendra & succedera aux heritages de sa ligne: & aussi irre seri-pto Roma. alterum exclude ret, sel in ter-pto Roma. alterum exclude ret, sel in ter-pto se les series de series de moyenne iustice immediate és lieux où seroient trouuez iccux meubles.

Si aucun a esté absent du pays par sept ans continuelz, tellement que sa semme, enfans ou autres qui seroient ses prochains heritiers presumptifz, n'eussent oy nouuelles depuis ledit temps qu'il sust sans estre retourné, sessit sheritiers presumptifs se peuuent ensaissner des choses de sa succession. Et si autres qu'eux s'en estoient ensaissnez ou ensaissnoient, ils s'en pourront appleiger ou complaindre dedans l'an de l'ensaissnement de celuy qui a ainsi possedé son heritage ou autrement soy pourueoir par iustice. Mais si apres il retournoit audit pays, lesdits biens & choses luy seront rendues auec les fruits qui en auront esté leuez.

Si aucuns enfans ayants meubles & immeubles vont de vie à trespassement sans hoirs de leurs corps ou representation directe d'iceux, iceux biens meubles escheent par succession à leur pere & mere ou à celuy d'eux qui suruiura sessitis enfans. Et au regard des choses immeubles que les que les que les corps ou mere leur auroient donné, soit par mariage ou autrement: audit cas les que les q

En succession soit noble ou roturier, le mort saissist le vis son plus prochain heritier habille à luy succeder: & est chacun saissi de son droit & portion de la succession dudit mort sans apprehension de fait audedans de l'an & du iour du deces d'iceluy mort: car si les dits successeurs ou aucuns d'eux laissent passer l'an & le iour apres le dit deces sans apprehension de fait & detention de leurs dittes portions ou sans soy douloir, complaindre ou appleger, & en seuffrent autre possesseur par le dit temps, ils n'en seroient plus saisses mais couiendroyt qu'ils y vinssent par action, si ce n'estoit que la ditte succession fut escheue à semme maryee ou à mineur, car la femme maryee ou ses heritiers dedans l'an & iour du mariage dissolu, s'en pourra ensaisser & dire saisse de sa portion. Et pareillement le dit mineur audedans de l'an apres qu'il sera venu à son aage. Et ad idé d'vn furieux ou insensé, d'vn absent pour cause ou autre à qui auroit esté fait interdiction de non aliener, qui est equipollé à mineur.

Si aucun baille ou transporte son heritage en eschange & permutation d'autre heritage, tel eschange sortist pour la premiere sois la nature de l'heritage permuté. Et entre les heritiers seroit pour laditte premiere sors departy come eust esté ledit heritage, dont la permutation est saite en sorme que declaree est cy deuant.

Les executeurs du testament sont sais sedans l'an & iour du trespas du testamét des meubles & acquestz, s'il n'y-a patrimoine pour l'accoplissement du testamét. Et par faute de meubles & acquestz, de la tierce partie du patrimoine, desquels meubles ils seront tenus faire inuentaire auant qu'eux ensaissner d'iceux. Et neantmoins seront les heritiers appellez par les executeurs pour voir executer ledit testamét. Mais si tel executeur n'est receat du pays, serot les meubles inuentoriez & mis en depost pour en estre disposé par l'executeur: & l'an & iour passez, les heritiers s'en pourront dire saiss.

Les testamens redigez par escrit, ne sont vallables n'auttentiques sinon qu'ils soient faits deuant vn notaire & trois tesmoins ou le curé ou son vicaire & trois tesmoins, ou que le testateur l'ait escrit & signé de sa main. Toutes-sois si le testament est fait ad pias causas, & il ne excede six liures tournois, il suffira qu'il y ait vn notaire & deux tesmoins ou le curé ou son vicaire & deux tesmoins.

D'heritage eschangé à autre.

Des executeurs d'vn te stament.

Huyt-



Huyt-ieme partie

E N la huyt-icsme partie est traité de la maniere de partages, & comment ils se doi uent faire entre les coheritiers & autres ayants ensemble chose à diuiser par entre

Premierement quant aux nobles, s'ils ne peuuent conuenir de leurs partages des choses immeubles de la succession à eux escheuë, les puisnez doiuent requerir leur aisné de leur faire nobles partis partage desdits immeubles d'icelle succession, & l'aisné est tenu faire aux puisnez vn lot à part pour leur tierce partie: & s'ils ne vouloient prendre n'accepter, ils mettront en deux lots les deux autres tiers que l'aisné auoit retenus, desquels l'aisné prendra & choisira celuy que bon luy semblera: & auec ce prendra & retiendra à luy ledit premier lot qu'il auoit presenté à sesdits puisnez. Et aura en outre le precipu, dot dessus est faite mention, qui ne chet point en partage ne diuision, & lot desdits deux tiers que premier auoit retenu ledit aisné: pour lesdits deux tiers qui n'aura esté choisy par ledit aisné demourera ausdits puisnez pour leur tiers. Et s'ils ne le veulent ainsi faire, & qu'il en fust debat entr'eux, iustice les pourra contraindre à departir par telle maniere ou autre raisonnable, en gardant à chacun son droit.

Comment

Combien que l'on ait dessus touché de la succession des meubles, & quelle portion chacun en doit auoir, & en quelle maniere elle se doit departir: toutes-sois au regard des partages ges de côté, des comté, vicomté de Beaumont & barónies dudit pays y-a autre forme d'vser: car comté, vicomté ou baronnie ne se departent point entre les freres & sœurs ne leur representation ne les dignitez & noblesses d'iceux comme le chastel, la iustice & les autres droits de baronnie, si le pere ne leur en auoit fait partage en son viuant:mais l'aisné doit faire ailleurs aduenat bienfait aux puisnez masses: & doit bailler à ses sœurs leurs portions coustumieres autre part s'il y-a dequoy:& f'il n'auoit que baronnie:elles y auroient leur portion coustumiere, & pareillement les puisnez leur bienfait sur laditte baronnie, sauf des dignitez & prerogatiues qui demoureroient à l'aisné sans les departir. Et est à entendre par ceste coustume que combié qu'à l'aisné demourent lesdites dignitez & prerogatiues: toutes-fois il esttenu de recompenser les puisnez de la tierce partie desdittes dignites autre part.

Quantaux partages des coustumiers des successions & eschoistes qui leur sont escheuz, ges & diuile plus aagé des enfans, soit fils ou fille ou sa representation, doit faire les lots, & les puisnez doiuent choisir de degré en degré, c'est à sçauoir le plus ieune choisira, & ainsi successiuement en ascendant. En faisant lesquels lots, ledit plus aagé doit & est tenu mettre les choses de ladite succession en maniere qu'elles soient le plus prossitablement & entierement que faire se pourra au proffit & vtilité de chacun desdits lots. Et ce fait, si lesdits puisnez n'en sont contens, celuy ou ceux qui les dissentiront, referont iceux lots: & les autres choisiront chacun en

Toutes-fois si en succession de personne roturiere d'aucune chose hommagee escheuë en tierce foy, l'aisné ou autre à qui en appartient les deux tiers, sans autre aduantage baillera aux autres vn tiers:duquel fils ne se vouloient contenter, sera procedé come dessus est dit au partage des nobles, & duquel tiers, tant entre nobles que roturiers, le plus aagé desdits puisnez ou sa representation fera les lots: & choisiront les plus ieunes ou leur representation de degré en degré.

Frarescheux qui ont departy la succession à eux aduenuë, n'y peuuét mettre, n'asseoir bornes ne diuises sans autorité de iustice: bien y peuvent mettre paux ou enseignes, en attendant pourrot met que par iustice bornes y soyent mises: & s'ils y mettent bornes sans appeler iustice, ils en sechoses à eux ront soixante sols mansays pour chacune borne, laquelle amende appartient au seigneur de escheues. la iustice fonciere qui auoit droit d'y mettre ou faire mettre les dittes bornes, toutes-fois de bornes ostees ou arrachees les bas iusticiers n'ont pas la cognoissance comme dit est

Si aucun requiert à iustice que choses immeubles communes autrement que par successió Deceluyqui & indiuises entre luy & autre personne soient diuisez & departis, celuy qui requiert & demande partage, sera les lots, & l'autre ou autres choisiront: & si du chois ilsne peuuent conucnir ensemble, sorte dirimatur.

Neuf-ieme partie.

EN la neuf-ieme partie est traitté des acquisitions faittes par homme & semme leur mariage durant, & quel droit y-a le suruiuant & d'autres acquestz & prossitz d'i-

Au suruiuat ioints appar tient la moy tié des conquestz en proprieté.

Le surviuant de deux conioints ensemble par mariage qui ont fait acquestz de choses imde deux con meubles durant leur mariage, pour ueu qu'au temps du deces du premier trespassé ils soient communs en biens, a droit de tenir iceluy acquest moytié en plaine proprieté, & l'autre moy tié par vsuffruit & viage seulement, & dont ledit suruiuant se peut dire & porter saisi & s'en douloir, complaindre & appleiger s'il y est troublé. Et apres le deces du suruiuant iceux acquestz se departiront entre les heritiers du premier trespassé & les heritiers du suruiuant. Mais le surumant desdits conioints qui a l'vsufruit de la moytié desdits acquestz laquelle appartenoit au premier decedé, ne pourra icelle moytié vendre, transporter, n'aliener, sans le vouloir & consentement des heritiers du premier decedé s'ils sont maieurs ou s'ils sont mineurs, sans l'autorité ou consentement de leurs tuteurs ou curateurs & decret de justice. Et fi autrement estoit fait, telle vendition, transport ou alienation, seroit de nul effet & valleur: & neant-moins seroit perdu ledit vsufruit & retourneroit ipso facto & sans autre declaration aux heritiers dudit premier decedé seigneurs de la proprieté, qui pourront en ce cas comme seigneurs en plaine proprieté eux ensaissner de laditte moytié, & y aller à l'exploit ou eux complaindre ou appleger, ainsi que bon leur semblera au dedans de l'an & iour dudit transport fait & possession prinse par l'acquereur. Et apres l'an & iour la pourront demander par action simple: & s'il aduenoit que ledit suruiuant se remarie, en ce cas seront inuentorices les lettres desdits aquestz dont lesdits heritiers auront les doubles si bon leur semble, & en demourera l'inuentaire deuers iustice pour en fournir en temps & lieu, & où, & à qui besoing se ra, fors en la baronnie de Mayenne la iuhez, où les acquestz se diuisent par moytié entre le sur uiuant & les heritiers du premier decedé.

Du surviuat de deux con ioints qui se remarie.

Desacquests faits au fief de l'vn des deux conioints.

Si aucuns acquestz sont faits par deux conioints par mariage ou fief de l'vn d'eux & ne ayent aucuns hoirs de leurs corps, l'heritier de l'vn diceux conioints à qui est le fief, aura lefdits acquestz: & luy demoureront s'il veut, en payant la moytié des deniers qu'ils cousterent aux heritiers de l'autre dedans l'an du trespassemet du premier decedé. Et se peut faire ledit retrait hors iugement sans adiournement: mais si celuy des deux conioints qui n'estoit seigneur de fief au-dedans duquel avoiét esté faits lesdits acquestz survit, posé qu'on luy rende icelle moytié de deniers, par-quoy tout l'acquest soit consolidé en proprieté auec le fief, il iouyra neantmoins de la moytié des fruits desdits acquestz sa vie durant, pour-ce que le suruiuant de deux conioints a droit de tenir les acquestz moytié comme proprietaire & moytié comme vlufruitier.

Desacquests chué à la li-

Aussi si deux conioints font acquestz ensemble d'aucunes choses immeubles estans en la ligne de l'vn d'eux, le suruiuant d'iceux conioints dedans l'an & iour apres la mort du premier decedé, pourra auoir & demander lesdits acquestz estans en sa ligne, en rendant aux heritiers du premier decedé la moytié de deniers que cousterent iceux acquests, & se peut faire hors iugement comme dit est: Et pareillement y seront receuz les heritiers du premier decedé si iceux acquestz estoient en leur ligne: & neantmoins iouyra le suruiuant de la moytié des fruits desdittes choses sa vie durant.

Et est à entendre que si deux conioints par mariage, ensemble deschargent l'heritage ou chose immeuble de l'vn d'eux de la rente, charge ou deuoir deuz & creez sur iceluy heritage ou chose immeuble parauant ledit mariage, celuy deuers lequel ledit heritage ou chose immeuble n'est pas mouuant ou ses heritiers, doit estre restitué & recompensé de la moytié des deniers baillez pour l'amortissement de ladite rente ou charge s'il y-a eu communauté de biés entr'eux, laquelle recompense chet en action.

Du seigneur quiert aucufief de son homme.

Si aucun seigneur de fief acquiert aucunes choses immeubles ou fief de son homme & subiet, le subiet ne luy souffrira pas le tenir s'il ne luy plaist, mais le peut sommer qu'il luy baille homme qu'il puisse iusticier : laquelle chose ledit seigneur de fief est tenu faire, Et s'il ne le fait, le subiet le pourra à ce faire contraindre par la iustice de leur suzerain, à ce qu'il luy bail-· le homme qu'il puisse iusticier, ou qu'il mette la chose hors de ses mains. Et est au chois du subiet de prendre homme, ou de luy faire mettre hors de ses mains; car ce seroit repugnance à la seigneurie que le seigneur en sa suzeraineté sust subiet de son homme, puis que son hom-

me ne le pourroit contraindre de luy obeyr.

Le mary peut bien acquerir heritage ou chose immeuble du meuble commun de luy & de Des aquests sa femme sans la yappeller: & aussi sans son consentement peut-il vendre & aliener tels acquests, les charger & hypothecquer constant le mariage d'entre eux par contract de vendi- & en dispotion ou tel autre contract, dont les deniers ou proffits viennent à la communauté d'entre eux me. mais n'en peut donner que sa part. Toutes-fois le mary peut bien pour la descharge de sa conscience, quand il voudra par son testament, ordonnance ou derniere volunté, ordonner & disposer sessions acquests ou partie d'iceux estre renduz par la femme, & par les heritiers de luy. à ceux de qui il les a acquis, en rendant & payant ce qu'ils cousterent, sans ce que telle resti tution soit subiette à ventes n'a retrait. Auquel cas la femme du deffunt tiendra & possedera les deniers qui en seront receuz, pareillement qu'elle eust fait les dits acquests. Et au cas que ledit deffunt n'auroit fait donnation de ses acquests à saditte semme, elle sera tenue de bailler caution de restituer la moitié des deniers d'iceux acquests, aux heritiers dudit mary apres le deces d'elle.

Si en tels acquests faits durant & constant ledit mariage desdits conioints, à graces ou Beaugueste facultez donnees de les retirer & rescourre, qui dure encores au temps du trespas du premi-faits par hóer decedé, & durant le temps d'icelle grace ou faculté, l'aquest rescoux & l'argent rapporté: me&semme ledit argent ou deniers que lesdits acquests auoient cousté, sera departy entre les heritiers grace. du premier trespassé & le suruiuant, s'il y a communauté de biens meubles entre lesdits con-

L'argent de l'acquest fait à grace ou faculté de rescouurer par le mary ou sa semme auant leur mariage rapporté apres le deces de l'acquereur d'iceux conioints, par vertu d'icelle grace à ses heritiers, sera entre eux & le suruiuant d'iceux conioints, departy par moitié, s'il y a eu communauté entre ledit mary & sa femme. Et semblablement si au temps que l'argent est rapporté par vertu de laditte grace ou faculté, & durant icelle lesdits conioints sont tous deux morts, ledit argent sera departy par moitié entre les heritiers desdits conioints desfuncts, s'il y a eu communauté, comme dessus.

Deniers renduz sans fraude par vertu de grace donnee ou ralongee, se departiront par De la diuimoitié entre le surviuant des deux consoints par mariage, & les heritiers du trespassé. Autre tre le survichose est quand les prochains lignagers du vendeur, qui ont faculté par la coustume du pays, une de deux de retraire les choses vendues par leur prochain dedans l'an & le jour de la grace faillie, retirent les choses vendues par leurs parents, ou le seigneur de fief par puissance de fief: car en celuy cas le suruiuant desdits espoux acquereur, iouyra de tout l'argent du retrait, c'est à sçauoir moitié à viage, dont il baillera caution de le rendre aux heritiers, comme dessus est dit. Et l'autre moitié comme du sien propre.

Si retrait lignager ou se odal estoit sait durant la grace ou faculté donnee ou retenue de re- De retrait courre iceux acquests, ledit retrait soit lignager ou feodal, ne pourra estre fait qu'à la charge lignager ou collateral. d'icelle grace ou faculté.

De tels acquests faits par homme & femme durant leur mariage par la mort de l'vn des nariez, n'est acquis aucun rachat au seigneur de fiest mais sera & fait la semme si elle suruit, la 10y & hommage d'iceux acquests, si foy en est deue. Et si c'est le mary qui ayt suruescu la fem me, il ne conuiedra faire nouuelle foy: ne les heritiers du premier decedé n'ont que faire d'en venir à la foy iusques apres la mort du suruiuant: & a ce lieu, où le suruiuant a droit de tenir lesdits acquests moirié à viage & moitié en pleine proprieté.

Si aucun acquiert rentes sur les heritages vniuersels d'aucun vendeur, assiz en plusieurs Des acquis fiefs, les seigneurs desdits fiefs, n'aucuns d'eux ne peuvent contraindre l'acquereur d'en payer tions de ren les vetes iusques à l'assiette, ou iusques au temps qu'ils en voudront aucune chose aduouer en les biens leur fief. Et lors celuy au fief duquel sera assise ou aduouee laditre renre, en autre le aventes à la aucunraison de ce qu'il s'en vengera ou voudra venger en son fies, se t ... utrement, ou le prendra par puissance de fief, fil luy plaist. Enne pourra ledit acqueren estre contraint à declarer en quel fief il se veut venger, & faire it massiette. Et en ce cas prescription ne courra point contre le seigneur de fief, qu'il ne puisse auoir ventes ou retrait iusques à ce que tel acquereur luy ait declaré soy vouloir venger en son fief, & luy ait exhibé ses contracts, ainsi qu'il appartient. Et pour auoir poursuiuy payement d'arrerages seulement, sans auoir assiette pour arrerages ou principal sur aucuns heritages particuliers estants au fief d'aucun seigneur, ce ne suffiroit pour acquerir à iceluy seigneur droit de ventes ou retrait.

Q_i iiij

Desdeniers deuz à caufe du propre heritage de l'ú des deux conioints vé

Si le mary & sa femme ou l'vn d'eux auoient vendu leur propre heritage & patrimoine ou partie d'iceluy dont leur fust deu aucune somme de deniers au temps du deces de l'vn d'eux par l'acquereur ou acquereurs desdits heritages & patrimoine: les deniers qui en seront encores deuz au temps dudit deces, reniedront & escherront pour le tout à celuy d'eux ou à ses hoirs deuers lequelledit heritage & patrimoine vendu estoit mouuant. Et seront iceux deniers censez & reputez entre le suruiuant & les heritiers du premier trespassé desdits maryez de la nature du propre heritage & patrimoine, non obstant qu'il y ayt eu communauté entre ledit mary & sa femme.

Aussi si l'vn d'iceux conioints auoit admorty la rente ou autre charge qui auoit esté deue sur le propre heritage & patrimoine de l'vn desdits conioints, & au temps du deces de l'vn d'eux les deniers desdits admortissements ou partie diceux sussent encores deuz, celuy d'eux au prossit & descharge duquel seroit sait ledit admortissement sur son propre heritage & patrimoine, est tenu payer tous iceux deniers deuz, par ce qu'ils viennent du tout à son proffit, acquit & descharge, nonobstant qu'il y ayt communanté, comme dessus.

Dix-ieme partie.

N la dixieme partie est traitté des douaires que les semmes prennent sur les heritages de cecxiij.

de la femme Du douaire de femme

noble.

La femme qui suruit son mary, soit noble ou coustumier, a droit d'auoir la tierce partie par Du douaire douaire & par vsufruit sa vie durant, des heritages & choses immeubles, dont sondit mary efuruiuat fon stoit seigneur au temps de son mariage & durant iceluy, sauf és cas cy apres declarez.cccxiiij.

Femme noble & heritiere principalle de terre de ses pere & mere ou de l'vn d'eux ou d'au tres les lignagers au temps de les nopces, n'est fondee d'auoir ou prendre aucun douaire sur la terre de son mary noble, s'il ne luy a esté promis ou conuentionné par expres: auquel cas elle aura ce que luy aura esté promis ou conuentionné à tenir en douaire si elle suruit son mary, iusques à la tierce parie de l'heritage de sondit mary, si tant luy en auoit esté accordé: & si en plus large luy en auoit esté conuentionné, il sera rescindé à laditte tierce partie:& si moins que laditte tierce partie luy en auoit esté conuentionné, elle n'en aura que la portion qui luy a esté conuentionnee.

Et si laditte semme noble heritiere principalle de terre, estoit mariee à home coustumier, elle auroit son douaire, fust iceluy douaire conventionné ou non.

De femme noble quine est heritiere principalle de terre.

Femme noble qui n'est heritiere principalle de terre, est fondee de prendre en douaire la tierce partie de la terre de son seu mary noble, s'il ne luy en auoit esté moins promis ou conuenancé:car en ce cas elle n'en pourroit autre chose demander. Et si plus en estoit conué tionné que ladite tierce partie, si sera il rescindé en maniere qu'il n'en excedera point icelle tierce partie.

De douaire à femme sur les biens des de fon mary

Soit homme noble ou coustumier qui aytayeul ou ayeulle, pere ou mere se marye à leur appartenant consentement, & il se meurt auant sa semme soit noble ou roturiere, elle prendra en douaire apres leur deces la tierce partie de telle portion que sondit mary eust prins en la sucpere & mere cession desdits ayeul ou ayeulle, pere ou mere si leur eust succedé. Toutes-fois elle attendra fondit douaire iusques à ce qu'ils soient decedez. Mais le pere ou la mere, ayeul ou ayeulle du fils trespassé qui y auroient donné leur consentement, seroient bien contraints de luy baillet aucune prouisson sur leur terre : c'est à sçauoir la moitié du tiers de ce qu'il fust escheu à sondit mary par leur trespas. Et apres le deces de ses pere & mere, ayeul ou ayeulle, elle aura tout son douaire entier, c'est à sçauoir tout le tiers: mais s'ils ne s'y consentent, elle n'aura douaire, sinon sur les choses dont ledit mary estoit seigneur au temps du mariage & de son deces, & en autres elchoiltes comme de freres, lœurs, coulins, coulines & autres luccessions collateraux qui escherront apres la mort de son mary, soit noble ou coustumier, elle n'y prendra rien. cccxviij.

Des succesfions collate raux.

Et si lesdittes successions collateraux estoient aduenues à sondit mary auant son trespassement, elle y prendra douaire: car la femme soit noble ou coustumiere, est sondee d'auoir en douaire la tierce partie des héritages & choses immeubles escheues à son mary durant le téps de leur mariage, soit sondit mary noble ou coustumier.

Si le mary foit noble ou coustumier vend, donne ou autrement aliene de son heritage & chose immeuble depuis qu'il est maryé & sa femme n'y soit obligee, consentant par expres, elle pourra demander douaire sur iceluy heritage & chose immeuble à ceux qui la tiendront

apres la mort de son mary:car plustost n'y eschet douaire.

Si le mary soit noble ou coustumier, a plusieurs pieces de terre, & ses heritiers vousissent bailler à sa femme son douaire sur chacune piece, elle ne le prendra pas s'il ne luy plaist: mais luy doiuent les heritiers bailler & asseoir son douaire sur vne piece ou deux, ou autrement le plus entierement que faire se pourra, selon la qualité & valeur des heritages & choses immeu bles, sur lequel elle a droit de douaire.

Maintes fois aduient que deux ou trois douaires se treuuent sur les choses hereditaux & a plusseurs immeubles d'une succession lesquels n'empeschent l'un l'autre, pourceque la premiere semme, comme la femme de l'ayeul ou du pere furuiuant, les dits ayeul ou pere aura son douaire succession. entier tel qu'il luy appartient: & la seconde sur le demourant, & ainsi des autres subsequentes fur les portions de leurs amys. Mais ainsi que les premieres douairieres decedent, le douaire des dernieres accroist successivement.

Femme noble est fondee de demourer en la maison de son mary noble dessur iusques a Dudomicilce que l'heritier luy ait pourueu de logis aduenant, selon la qualité de la succession. Et s'il n'y noble apres a qu'vn logis, elle aura la tierce partie: Mais ainsi n'est pas de la femme du coustumier : car elle le deces de ne peut demander maison pour sa demeure fil ne luy eschet en son douaire:toutes-fois elle ne pourra estre deslogee de la maison de son mary, iusques à ce qu'on luy ayt baillé son douaire ou prouision de son douaire, sinon qu'elle se remarie.

Féme de noble ou de coustumier ne peut auoir don & douaire sur les heritages de son mary:mais il est au choix de la femme de prendre la donnaison ou son douaire: & en essisant l'vn, elle est forclose de l'autre: & neantmoins peut auoir don de meuble & douaire. cccxxiiij.

Commét la femme doit

Femme doit tenir les heritages & choses immeubles de son douaire en bon estat comme pour so dou les maisons, vignes & toutes autres choses. Et si elle laisse courre les vignes ou parties d'icelles, de tailler & bescher par l'espace de deux anenes continuelles, elle pert son douaire. Et est tenuë neantmoins de desdommager l'heritier. Pareillement pert elle tout son douaire si elle laisse cheoir par sa faute & coulpe, les maisons, ou aucunes d'icelles qui luy ont esté baillees pour son douaire. Et par semblable de gros boys anciens, qui ne furent par l'espace de trente ans:& des arbres fructuaux si elle les fait coupper: mais elle pourra bien l'heritier appellé, ou la iustice en deffaut ou absence de l'heritier, prendre des boys anciens pour reparer les maisons & choses necessaires dudit douaire. Et aussi seroit elle punie par priuation de douaire, quand elle vendroit ou alieneroit aucune desdittes choses dudit douaire par heritage. Et en outre l'heritier la peut contraindre par iustice le reparer & desdommager. Et à semblable il est du bail & de tous vsufruittiers.

Femme ne peut demander aucuns des fruits de son douaire, soit noble ou coustumier, 1.325. quido finon depuis la sommation qu'elle aura faitte aux heritiers qui luy assient ou baillent son- per s. sequenté chet en action.

dit douaire: & depuis la sommation ils sont tenuz de luy payer les fruits de ce que vaut midiatur refon douaire, pour tant qu'il en seroit escheu depuis la sommation s'il ne luy auoit esté con-listamen sufuentionné. Auquel cas elle est fondee d'auoir les fruits dudit douaire escheu depuis le deces ficere puto exde son maryiduquel douaire elle ne se peut dire saisse iusques à ce qu'il luy ayt esté baillé:mais taffato tamen

Femme peut demander son douaire en la cour du prince, ou autre iurisdiction capable. ma.g. 1011/1872-Et si le proces prend aucun delay, elle doit auoir prouision, c'est à sçauoir la moitié de ce que oblig.idest rede prime face elle est fondee d'en demander, tant contre les heritiers du mary que contre au
llico instrutres detenteurs.

Si femme mariee de sa propre volunté par fornication laisse & habandonne son mary, ou in.C.M. par iugement d'eglise par sa faute & coulpe est separee d'auecques son mary, & ne se soit depuis reconseillee à luy, elle pert son douaire. cccxxviij.

Femme de bastard prent par douaire la tierce partie des acquests que ledit bastard autoit faits parauant ledit mariage: & des acquests faits durant & constant leur mariage, elle les peut tenir moitié en plaine proprieté, & moitié par vsufruit.

Quand la terre sur laquelle semme prend douaire par le deces de son mary, chet en ra- Quandle ra chat, le seigneur de fief prent les fruits de l'annee, comme il est declaré en la matiere des ra-chat est deu chats, & en aucun cas est tenu l'heritier desdommager la douairiere. C'est à sçauoir quand l'he lee en douritier de la terre tenuë en douaire, se marie, parquoy droit de rachat est acquis au seigneur de aire. fief, il est tenu desdommager la douairiere des fruits & leuces qu'elle pouvoit avoir & prendre si n'eust esté ledit rachat. Et pareillement en autre cas, dont l'heritier ou heritiere est cau-

CCCXXVj. iuxtal.qui Ro CCCXXVII. mentoadhibi-

se ou en coulpe. Mais si par mort la terre tenuë en douaire chet en rachat, comme quand elle vient par le deces du trespassé ou trespassée en ligne collateralle ou autre qui fait rachat, l'heritier ou heritiere n'est point tenu de desdommager la douairiere n'en autres cas semblables; en quoy il n'auroit peu pouruoir, & à semblable des autres vsufruittiers.

Pour le meffait de l'homme ne pert sa femme son douaire.

De l'home maunais gouvernediffipe fes biens.

Si homme marié est dissipeur & degasteur de biens & de mauuris gouvernement: & pour qui est de ses dettes ses heritages soient venduz par iustice ou autrement, sa semme à qui droit de douaire est acquis moyennant ledit marrage, peut & luy loist soy opposer pour son douaire que ment & qui les heritages de son mary soient venduz fauf la proprieté pour laditte portion qu'elle en doit auoir par douaire, pourueu qu'elle ne soit obligee esdittes dettes, soient reelles ou personnelles. Et aura & sera deliuré à laditte semme si son mary est de l'estat dessusdit, supposé qu'il soit encores en vie, de sondit heritage pour en jouyr des fruits la vie durant d'elle, comme douairiere de telle portion, comme elle en auroit par douaire apres le deces de luy: & contre laditte vente qui se feroit desdits heritages par iustice, pourroit venir par opposition. Et contre celles qui ne se feroient par iustice, elle sera receue par action: mais la proprieté desdits heritages de sondit douaire pourra estre vendue pour lesdittes dettes, sans ce qu'elle le puisse empescher. Et audit cas que ledit mary vend de sessitis heritages sans le consentement de saditte femme, elle pourra interrupter les acquereurs: & sera receuë en jugement à poursuiure ladite interruption. Et aussi les proces d'opposition dont dessus est touché sans auctorisation n'autre prouision que de la iustice ordinaire. Et pourra intenter laditte interruption dedans trente ansimais quant à l'opposition de la vente qui se feroit par iustice, faudroit qu'elle feist faire diligence parauant laditte iudication du decret.

De intenter par la féme.

VnZe-ieme partie.

DOVR l'vnze-ieme partie est traitté des donations & recompensations. cccxxxi;. En premier lieu est à entendre que toute personne soit noble ou roturier, peut faire donation de la tierce partie de son heritage, & tous ses acquests, & ses meubles, selon les modifications cy apres declarees;

Homme & femme no-

Homme ou femme noble ne peut rien donner à son principal heritier presumptif: mais remme no-ble ne peut bien delaisser, ceder & transporter en auancement de droit successif, telle portion de rien donner succession és choses hereditaux & immeubles qui pourront venir & escheoir audit heritier au fils aiiné, presumptif apres le deces de sondit predecesseur: lequel auancement ne sera pas reputé donnation pure & simple, mais auancement d'hoirie. cccxxxiiii.

Deux conioints ensemble par mariage soient nobles ou coustumiers, peuuent par donnation mutuelle ou autrement (liberis existentibus) donner l'vn à l'autre tant seulement leurs meubles à perpetuité, leurs acquests & conquests pour en jouyr à viage, & tant qu'ils seront en viduité, à la charge de nourrir les enfans mineurs insques à ce qu'ils soient en aage. Et s'il 1.334. Nil di n'y a meubles, acquests & conquests, pourront donner l'vn à l'autre la tierce partie de leur pa rit des propres trimoine à perpetuité. Et s'il n'y a aucuns enfans, lesdits deux conioints peuvent donner l'vn Quid ergo si à l'autre leursdits meubles & acquests à perpetuité.

Home ou temme nouse peuvent donnet à tous seure patrimoine à perpetuité, ou à l'vn de leurs meubles & acquests, & la tierce partie de leur patrimoine à perpetuité, en Home ou femme noble peuuent donner à tous leurs enfans puisnez à tous ensemble tous ti dire tertia leursdits puisnez tous leursdits meubles, & les deux parts de leurs acquests à perpetuité, en parté patrime maniere que la tierce partie de leur patrimoine & la tierce partie des acquests demeure aux sed contra pui autres enfans puisnez à chacun d'eux pour telle portion qu'ils peuuent & doiuent succeder to, quod cosue par laditte coustume. Et quant aux deux pars du patrimoine auec le principal manoir, & le tudo non dicit nec hoc casure cheze demeurent à l'aisné.

Quant aux estrangiers; lesdits deux conioints ou l'vn d'eux (liberis existentibus) ne pourquia carentes beris non existentibus) peuuent donner touts leursdits meubles & acquests à perpetuité liberissum pro ou à vie. ront donner que la tierce partie des meubles & acquests à perpetuité ou à viage: & (licccxxxvij.

Si le pere noble ou frére aisné noble ou representation donne à son fils ou frere puisné sa portion par heritage ou à perpetuité pour luy & les heritiers, laquelle il n'estoit fondé à tenir ordinairement qu'à viage & vsufruit: tel don & àduantage ne sera pas reputé son acquest ne est non indul- de nature d'acquest: mais sera reputé comme son propre heritage & patrimoine, procedant gendi. C.M. de la lignee dont il est departy. Et par ce n'est entendu que les droits des seigneurs des siess

Digitized by Google

petit vt in præ cedenti versinioresad traf ferenda hæredia in alienă familia quod restringedum

foient tolluz ne ostez.

Aucun soit noble ou coustumier, ne peut doner son de heritage & choses immeubles à viage ou vsufruit plus qu'à heritage ou perpetuité.

Celuy qui a heritier en deux lignes, ne peut pas faire n'affigner tout le don fur l'vne des li-I gnes:mais sera assigné ledit don sur chacune ligne à la raison de la valleur & reuenu de cha- 2.339, Quacune ligne, comme si le donneur auoit soixante liures de rente en ligne de pere, & trente en ligne de mere, & le don se monte trente liures de rente, il sera prins vingt en la ligne de pere mon viltra, dix en la ligne de mere: & ainsi des autres.

Contract que femme fait auec son mary au proffit dudit mary 2 entre vifs, si ce n'est par do 2.340.No di mutuel comme dit est, ou auec les parens de son mary au prejudice & alienation de l'herita- ciré conuersor ge ou autres choses immeubles d'elle, n'est vallable.

Donation mutuelle faitte entre viss hors testament, ne se peut reuocquer si ce n'est du co- donate vivorite

sentement expres des donneurs. Aussi bien peuuent faire donation mutuelle deux estrangiers l'vn à l'autre comme peuuét 100 7. 5. 248,

cccxlij. contrariu vecccxliij. Sumene tame

faire deux conioints par mariage. Donation mutuelle faitte durant la maladie dont l'vn dés doneurs decede, ne vaut ccculiij. poteste legare Et au regard de donation mutuelle ou autre faite en testament, & tout ledit testament se rxori, adde co successive peut reuocquer par lesdits donneurs ou l'vn d'eux: & nonobstant que ledit testament sust va- 328.C.M. lide de foy ou de serment, pourueu qu'il soit dispensé dudit serment par son prelat. cccxlv.

Donation faitte en faueur de mariage d'heritier ou heritiere presumptiue du donneur ou Du don fait donneresse soit de la control conioints ou à celuy d'eux qui n'est heritier n'heritiere presumptif du donneur ou doneresse, rieest veue estre faitte en faueur du parent ou parente du donneur. Et est reputé iceluy don aduancement d'hoirie, & le propre patrimoine & heritage desdits parent ou parente mouuant sa ligne & coste en la ligne desdits donneur ou donneresse. Et pource si lesdits parent ou parente donataires alloient de vie à trespassement sans hoir de son corps, ou que la ligne luy defaillist, les choses dudit don retourneroient en la ligne d'iceluy donnateur. Autre chose seroit quand iceluy don auroit esté fait en faueur d'iceluy mariage par vn estrangier, auquel lesdits conioints ou l'vn d'eux ne pourroit succeder ou par autre don l'vn d'iceux conioints ne fust heritier presumptif ou lignager: car en iceluy cas le don appartiét à celuy d'eux à qui il est expressement fait, ou à tous lesdits conioints si à tous deux est donné. Et pource si tel donnataire decede sans hoirs de sa chair, ou sa ligne estoit desfaillie, iceluy don retourneroit en ligne de celuy desdits conioints à qui le don auroit esté fait.

Si le pere ou autre roturier donne à aucuns de ses enfans ou heritiers presumptifs soit De l'aduanen aduancement de son droit successif ou autrement, apres sa mort ledit enfant ou heritier du pere au vueille renoncer à sa succession, il y sera receu auant qu'autrement se porter heritier, en ren- fils dant à l'ordonnance de iustice tout ce que sondit pere, mere ou autre parent luy a donné. Et faudra qu'il rapporte à la raison de la valleur en quoy estoient les dittes choses donnecs au temps d'iceluy don: toutes-fois tel donataire ne sera tenu rendre les fruits des choses donnees.

Qui donne plus de son heritage & patrimoine qu'il ne peut, à diuerses personnes par vn Quand aucontract ou plusieurs, le don sera rescindé sur chacun des donnataires selon la grandeur du do cun donne si ainsi est que les dons soient faits à ceux donnataires pour en jouyrapres le deces du doneur doit. & non plustost. Mais si d'aucuns des dons le donneur se despouille & saissif les donataires dés son viuant, & depuis fait autres dons, ceux qui se seront ensaisinez des premiers dons qui n'ex cedent point, iouyront de tous iceux dons.

Le mary ne peut vendre l'heritage de sa femme sinon du consentement d'elle & auec decret de iustice, pour acquitter les propres faits & dettes dudit mary parauant leur mariage: auquel cas ledit mary la peut recompenser sur ses heritages d'autant & semblable valleur & non de plus:car la recompense doit estre egalle. Et pource quand il en est question, cóuient monstrer l'heritage auoir esté vendu la valleur de la recompense, & la dette veritable auoir esté deue & creee parauant ledit mariage. Et semblablement recompense peut faire la cccxlix. On ne peut femme au mary.

Quant est des gens coustumiers, les donnations dessus dittes ont lieu par les manieres des- aduantager sus declarees, pourueu qu'ils les facent à personnes qui ne soient heritiers presumptifs: car vn heritier personne coustumiere à son fils ou sille ou autre heritier presumptif qu'il ayt, ne peut donner tre.

plus à l'vn qu'à l'autre, ne faire la condition de l'vn pire ne meilleure que de l'autre, comme dessus est dit. cccl.

Aucun ne peut auoir don & partage d'vne mesme succession: mais bien peut on auoir don de meuble de personne noble & partage d'heritage & chose immeuble.

Donnaison faitte par testament & derniere volunté, & donaison qui est appellee en droit (donatio causa mortis) se peut reuocquer, charger, diminuer & accroistre, pourueu que le don ou accroissement n'excede ce que dit est.

Des aquests & cóquests.

faite de cócubin à co-

Cubine, & è

contra.

Si aucun soit noble ou coustumier, n'a qu'acquests ou conquests, il n'en peut donner que telle portion comme il pourroit faire de son patrimoine s'il auoit patrimoine. Et s'il n'a que meuble, n'en peut donner que la moitié, comme dit est. cccliij.

Tout donataire & legataire doit estre saisy par les mains de l'heritier du doneur, sinon que le donneur luy ayt baillé sa vie durant la possession. cccliiij.

De donatió Donnation faitte de concubin à concubine, & de cocubine à concubin ne vaut. Car ils ne peuuent rien donner l'vn à l'autre durant le temps de leur concubinage, n'apres s'ils retournoient à iceluy peché.

Et pour ceste consideration bastards n'ont point de propre heritage. Et quand ils ont acquests ou conquests hereditaux & immeubles, ils en peuuet donner la tierce partie: mais s'ils en mouroient vestus & saisiz sans en auoir ordoné, & ils trespassoient sans hoirs de leur corps yssus en mariage, leurs acquests, conquests & meubles sont à leurs seigneurs de fief, au fief desquelsiceux acquests sont assis. Et s'en peuvent les dits seigneurs de fief dire saiss chacun de ce qui est en son fief. Et au regard des biens meubles le bastard les peut tous donner à personne capable dudit don fait par testament ou autrement, pourueu qu'il ayt choses immeubles: autrement n'en pourroit donner que la moitié comme dessus.

Des enfans des bastards

1.359. Sufficit eum habe-

re mandatum

expressum vel

tacitum, puta

les droits sei-

sir & döner la

saisine:quia ta

lu sicut inne-Stiendo praiu-

dicat , ita reci

piendo: secus se

tus ad recipi-

endum soluti-

Les enfans des bastards nez en loyal mariage, viennent à succession de pere & de mere : & se depart icelle succession roturierement entre lesdits enfans par teste.

Homme ou femme soit noble ou coustumier ne peut donner à son enfant bastard ou bastarde aucuns de ses biens & choses par testament n'autrement, si au viuant & santé dudit doneur ne luy en baillent la possession reelle & actuelle, qu'il en iouyst dessors.

Douze-ieme partie.

POVR la douzieme partie sera traitté des retraits lignagers & seodaux, & de ce qui en depend.

En donation, eschange & permutation d'heritage fait sans fraude & absolument, n'a point de retrait: mais en tout contract d'alienation d'heritage & chose immeuble où il y a argent baillé ou promis bailler ou autre meuble qui equipolse à ce, a retrait au prochain du lignage du vendeur ou alienateur, en faisant adiourner l'acquereur en demade de retrait, ou faisant saifir les choses dedans l'an & iour, & payant & refondant le principal sort que les choses ont cousté, & les loyaux cousts & mises, ainsi que cy apres sera declaré.

gneuriaux, sai Et le seigneur de fief peut pareillement auoir & prendre par retrait feodal les choses hereditaux acquises en son fief par contract subiet à retrait, au dedans dudit temps d'an & de iour d'iceluy contract ou possession prinse, ou aussi au dedans de l'an & iour apres ledit contract à luy exhibé, à son receueur ou fermier ou autres ses officiers tenant sa iurisdiction: & si n'en a apres la lecture & publication de son contract fait, à yssue de messe parrochial où ledit esset deputafief est assis, & l'offre des ventes faitte au descouuert dudit acquest. Si ledit lignager au dedans du temps à luy ordonné, n'auoit prins & demandé ledit retrait, ou si ledit seigneur de fief ou fon receueur ou fermier ¹ n'auoit receu du nouuel acquereur les ventes ou deuoirs : esquels 1 cas il seroit forclos, sinon que ledit seigneur de fief l'eust expressement prohibé & reserué à luy, & qu'il eust fait publier laditte prohibition & reservation en ses plaids ou assise ou autrement deument. Et pareillement seroit ledit seigneur forclos dudit retrait s'il ou autre ayant puissance quant à ce, de luy, auoit receu la foy & hommage deuz par raison des choses que ledit seigneur de fief voudroit auoir par retrait:ou s'il auoit donné terme & respit de retourner à son hommage, en l'approuuant à subiet.

Le lignager aura le retrait de l'heritage vendu par son proesme lignager auant le seigneur de fiest & si le lignager ne le prent, le seigneur l'aura s'il luy plaist, entant qu'il en aura eu son fief. Et fera de son fief son dommaine, en payant les densers principaux & les loyaux cousts & mises, comme dessus. Et si ledit seigneur de sief au dedans de l'an & iour des lignagers en fait

onem dắt axat quia intelligitur de debito certo 🔡 incŏmutabili, non autem de eo in no requiritur liquidatio, de claratio vel electio domini: quia illa non est mandata, ideo debet dominus consuli vt feripfi in co fuetw.farif. 5.

de son fief son dommaine:ce neantmois le lignager au dedans dudit an le pourra auoir sur ledit seigneur de fief.

CCClxj. Mart. 4. may

Tout adiournement de retrait se doit saire & bailler à la requeste des lignagers ou d'autres segneur de che en leur nom dedans du contract ou de la grace sinie, si grace y a, sinon qu'elle excedast neuf mant & de ans, sors en vn cas cy apres declaré. Autrement est du seigneur seodal, comme touché est és autres articles cy apres.

Et quand les acquereurs ne peuvent estre trouvez pour leur bailler adiournement, soit de retrait lignager ou seodal, le sergent au bailliage duquel les dittes choses acquises sont assisses peut à la requeste dudit lignager sans mandement ou comission, ou autre sergent par mandement & commission du juge competant saisir en main de cour icelles choses acquises & y mission en termes generaux mettre commissaires, pour gouverner les dittes choses, jusques à ce qu'on ayt trouvé le dit pour adiourner acquereur pour luy signifier & bailler le dit adiournement de retrait. Let semblablement le peut faire faire le seigneur seodal de ce que d'iceluy acquest seroit assis en son sies acquesté de son pere, le seroit adiourne de retrait toutes sois quantes que le dit aquereur se trouver a pour requerir la deliurace des des distins ainsi saisses ceclxiij.

En transport d'heritage & chose immeuble baillee à rente fait sans fraude à tousioursmais, moir fait diline en contract d'eschage aussi sait sans fraude, n'a point de retrait, si le preneur ou l'vn de ceux gence de cherqui acquierent par eschange ou rente, ne retournoit argent ou autre meuble: mais s'il y auoit
argent baillé ou promis bailler ou autre meuble equipollent, il y auroit retrait aux lignagers
ou au seigneur de sies signagers ne le prenoient: c'est à sçauoir en contract d'eschage à la
raison de l'argent baillé tant seulement & pour le tout, en baillee à rente.

que apres amoir fait diligence de cherscher ledit seigneur de Chemant & qu'il
ne l'auoit peu
trouver, il saifissi ledit seiscollaiij.

ration de l'argent baillé tant seulement & pour le tout, en baillee à rente.

Aussi si en faisant ledit contract de prinse à rente ou eschange auoit paction, promesse ou intelligence de bailler ou faire bailler deniers pour l'admortissement d'icelle rente ou partie d'icelle que le preneur sist ou promiss faire ou faire faire dedans l'an ou autre temps d'apres iceluy contract. Et à semblable és contracts d'eschange s'il promet d'acheter ou faire acheter, exploit notisse contre eschange ou d'en bailler ou saire bailler deniers en maniere que par le moyen de telle promesse ou intelligence ledit contre-eschange ne demourast és mains d'iceluy à qui il a esté luy adiourné baillé:en iceluy cas y auroit retrait pour tout ledit contract à la charge dessussities.

Aussi si en faisant ledit contract ou au dedans de l'an & iour d'iceluy y auoit promesse d'ad- les il la lignager, mortir icelle rente, & d'en bailler deniers au bailleur en quelque temps que ce soit puis qu'il de l'otrey de sy submet, en maniere qu'il est contraignable, y a retrait par la nianiere dessussition de l'attre dessussitions.

Quand l'heritage ou chose immeuble est baillee à rente auec condition qu'en payant de dans certain temps aucun argent, la rente sera adnullee ou admortie: si l'argent est baillé de nouneau ve pour ledit admortissement dedans l'an du contract, le prochain aura par retrait le sons de l'heritage & la rente ensemble, ou la rente sans le sons, lequel qu'il plaira; en resondant les deniers & cousts. Et si la rente est admortie apres l'an, le lignager n'aura retrait que de la rente: mais audit cas il sera au choix du preneur de l'heritage de cognoistre le sons de l'heritage ou rente.

La laditte comission de l'aurant de mountain ve mai sa cognoi sance, et constitut par mai sa cognoi sance, et constitut par mai sa cognoi sera de l'heritage de cognoistre le sons de l'heritage admortie apres l'avant a rente d prene depuis su depuis su depuis su de l'aurant de l'aurant de l'aurant d'avant a rente d prene de l'aurant de l'aurant d'avant a rente d'aurant de l'aurant de l'aurant de l'aurant d'avant a rente d'aurant d'avant d'avant de l'aurant de l'aurant d'avant de l'aurant de l'aurant d'avant d'avant de l'aurant de l'aurant d'avant de l'aurant d'avant de l'aurant de l'aurant d'avant de l'aurant d'avant de l'aurant de l'aurant d'avant d'avant de l'aurant d'avant de l'aurant d'avant de l'aurant d

Et ne sera contraint le lignager qui veut prendre & auoir le retrait d'aucune rente, à prendre dre par sondit retrait les arrerages escheuz de laditte rente, n'à les payer fil ne luy plaist. Et à riginal en motion de rente.

Cocl*viiji

Cocl*viiji**

Cocl*viiji**

Noel Boulard

Noel Boulard

Si aucun heritage est baillé à rente aucc grace perpetuelle de rescourre laditte rente, si tost qui depuis sur qu'icelle rente est rescousse, le lignager l'aura par retrait si bon luy semble, dedans l'an & iour ral, disaitqu'il d'icelle tescousse, en faisant bailler à l'acquereur l'adiournement dedans l'an de la recousse ou luy estout lieure admortissement de laditte rente. Et si telle rescousse est faitte dedans l'an dudit contract, le separ ceste cou se leure. Aler fons & la rente seroient subiets à retrait, comme dessus est dit.

tons & la rente leroient lubiets à retrait, comme dessus est dit.

En baillee faitte d'heritage pour payer les rentes sees & charges d'iceluy & sans fraude,n'y qu'elle s'ented quand l'aque point de retrait: mais s'il y a argêt baillé ou promis bailler ou autre meuble, comme si le preneur demouroit tenu acquiter les arrerages, y auroit retrait.

ccclxix.

gret, repliqua qu'elle s'ented quand l'aque reur est incerneur demouroit tenu acquiter les arrerages, y auroit retrait.

En contract de transaction pute & simple saite sans fraude, n'a ventes ne retrait seodal ne il essoit certai lignager: mais le contract de transaction où son pourroit notter fraude, auoir esté saitte au grantat qu'il preiudice du seigneur de sief ou des lignagers, seroit subiet à ventes & retrait tant lignager failloit du comencement mencement mencement

nir à personne on à domicille, comme est la regle du droit comun, & que ce n'a esté assez venir à la chose souvembre de ceste constume laquelle debet intelligi secundum ims quando persona est incerta l.z.C. de noxa actio.C. cum dilectus de consuet glos, in l. vlt. S., si de computatione.C. de iure deliber. Surquoy gangna sa cause, & fut dit l'appel & ce dont appelle, au neant: l'intimé condemné aux despens, & consequemment debouté desinitiuement de son retrait. C.M. R.

ccclaviiji Noel Boulard CCCIXX. tain: mais que

que feodal, comme si par ledit contract faisant, celuy à qui l'heritage demeure, bailloit argent ou autre meuble autant ou pres que ledit heritage pourroit valloir, ou autrement en quelque force qu'on y peuft notter fraude ou tromperie.

Combien qu'adiournement, contract de vendition ou autre alienation de meuble ou cho ses mobiliaires de soy ne soit subiet à retrait, toutes-sois si en faisant contract de vendition ou autre alienation d'heritages ou choses immeubles par contract subiet à retrait, y a alienation & transport de meuble, & choses mobiliaires par celuy mesme contract, le tout ensemble & meubles & immeubles audit cas seront subiets à retrait.

Du cotract d'heritage wendu à gra

En touts contracts d'heritage vendu à grace qui excede neuf ans, de rapporter l'argent, à retrait au lignager du vendeur dedans l'an & iour de la possession prinse, & aux seigneurs des rendu a grace fiefs dedans l'an & iour de l'exhibition du contract, y a ventes: mais en autres graces d'vn an, de neufans. deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit & neufans n'a vente icelle grace durant, quand le védeur ou ses heritiers font la rescousse dedans lesdites graces: mais neantmoins y a retrait comme dessus, en gardant laditte grace si par ledit contract appert laditte grace auoir esté donnee: & peut estre laditte grace donnee & ralongee audedans d'icelle iusques à neuf ans: & si elle excede neuf ans, ventes en sont acquises au seigneur de fief. Et si au moyen desdittes graces de neuf ans & au dessouz, ledit lignager veut prendre ledit retrait, il y sera receu, & aussi dedans l'an & iour apres la grace finie.

Si l'acquereur apres la grace donnee & finie, donne autre grace au vendeur de rescourre 21. 373. Hoc l'heritage vendu, ou ralonge apres qu'elle est finie en rapportant les deniers: en tel contract a valde durum: ventes au seigneur de fief incontinent apres la premiere grace finie, nonobstant que le tout Jed quod est in n'excede neuf ans: 1 aussi y aura retrait au lignager de celuy qui aura donné telle saculté de res-1 rs est insustri, courre, si la rescousse se fait: car à son lignager droit de retrait a esté acquis puis qu'vne sois isi secunda pa- celle grace a esté finie.

Le prix de grace achettee par l'acquereur au parauant l'adiournement baillé en demande de retrait, se mettra en abondance auec le principal en cognoissance de retrait soit li-Tiraq. in tra. gnager ou feodal: lequel prix d'icelle grace & les cousts & mises qui en dependent auec le de retrac. proximit. §. 1. gl.

Que retrac. proprix principal, le lignager ou seigneur feodal s'il prent le retrait, sera tenu rembourser à l'acximit. §. 1. gl. quereur.

Et à semblable le supployement fait sans fraude par l'acquereur, sans l'adiournement à luy 2. 376. Hac consuerdo est baillé en demande de retrait ou saissine mise sur les choses par luy acquises, iusques à ce qu'on odiosa & ini- l'ait trouué pour luy bailler ledit adiournement, se mettra en habondance aucc ledit princiqua: ideo debet pal: mais s'il faisoit tel supployement apres ledit adiournement ou saissine, il n'en seroit autrestringi, ve pro ment remboursé par le lignager.

L'heritage ou chose immeuble acquis par aucun, s'il le reuend depuis, 2 est aussi bien retira-2 empior reuen-dit aly, & ex ble du lignager du vendeur comme l'heritage descendu de propre ligne.

Si aucun lignager poursuit par retrait, la chose vendue ou alienee par son parent: si ce pendant le vendeur ou autre alienateur par contract subiet à retrait, va de vie à trespassement, & dit: Sed si em- ledit demandeur audit retrait luy succede: iceluy demadeur ne laissera pas poursuiure & auoir ptione facta ledit retrait, puis que l'adiournemet a esté lyé auant le deces de sondit predecesseur vendeur: tertio cederet, car s'il auoit attendu à faire bailler ledit adiournement en demande de retrait apres le deces etiă pretio recepto: vel siincontinenti alij roit plus receu à poursuiure, auoir ne demander ledit retrait.

Qui ne succede ne vient à retrait, c'est à dire que nul ne peut demander retrait s'il n'est de la ligne du védeur ou alienateur en la ligne dont les choses vendues ou aliences sont mouuas. ternallum 1/2 la ligne du védeur ou alienateur en la ligne dont les choles vendues ou alienees sont mouuas.

gnat. Quod se Et s'il n'est du lignage en toutes lignes, il peut demander par retrait la chose védue ou alienee rel eius haredi par contract subiet à retrait, en tat & pour tant qu'il en y a en sa ligne ou pour le tout si l'aque renendat, cef- reur l'y veut cognoistre: car il sera au choix de l'acquereur de luy cognoistre tout ledit retrait, sat hec consu-etudo indistin ou d'en retenir ce qui ne sera en ligne du demandeur & lignager. Autre chose est de retrait He. C. M. feodal: car ledit seigneur de sief en peut precisement demander seulemet ce qui en est en son fief: & ne le peut l'aquereur cognoistre par raison de ce qui en seroit hors ledit fief. ccclxxix.

Et est à entendre que par la coustume dudit pays representation aura lieu en matieres de retrait comme en matieres de successions, & pour telles pars & portions qu'iceux lignagers fuccederoient sans precipu. Et seront receuz les puisnez nobles, soient masses ou femelles, à auoir & demander le retrait des heritages venduz par leurs parens, soient en ligne directe ou collateralle.

Si au-

fiat post annu a priore finita.vide And. 7.74.24.

C.M. cedat quando emptor reveninternallo,puta postquă per reuendat, ibi depuis, quod 7venditori suo

Representa tion en matiere de retrait.

Si aucun retrait est cognu à aucun lignager du vendeur ou autre alienateur par cotract sub- En tout reiet à rettait, le plus prochain en degré de lignage sera bien receu deuant le sergent ou autre executeur dudit retrait au iour assigné pour payer les deniers à prendre ledit retrait, en payant porte. les deniers, & venir entre la bourse & les deniers. Ce qui est à entendre au cas que au jour assigné pour executer ledit retrait, l'on est encores au dedans de l'an & iour de l'acquest ou pos selsion prinse d'iceluy auec grace finie: car si l'autre lignager auoit poursuiui son proces tant que l'an & autre temps de faire bailler ledit adjournement de retrait fussent passez, les autres plus prochains qui n'auroient fait leur diligence dedans iceluy temps, ne viendront iamais entre la bourse & les deniers, & aussi si le iour assigné de payer les deniers, passe, & ledit retrait En vn confoit fait & executé au prouffit du plus lointain sans ce que le plus prochain parauat icelle exe- trat n'aque cution ait fait bailler à l'acquereur adiournement en demande de retrait, ou soit venu entre vn retrait. la bourse & les deniers, comme dessus: nonobstant que le temps d'an & iour dessussitis, durassent encores:toutes-fois ledit plus prochain ne viendra plus entre la bourse & les deniers: & ne sera receu à en poursuiure ne demander le retrait par adiournement subsequent l'execution:car en vn contract n'a qu'vn retrait quand il est deument cognu, fait & executé sans fraude.Et n'y a que huit iours de payer les deniers depuis la cognoissance iugee & acceptee: & si les parties prennent plus long ou plus brief terme, ce ne peut estre au preiudice des autres liccclxxxj. gnagers.

Et est à entendre que le iour d'executer le retrait, dure pour tout iceluy iour iusques à De l'acquel'heure du soleil couchant. Parquoy si l'execution s'en faisoit plus tost & auant l'heure dessuf-le lignage. dite, ce ne pourroit estre au preiudice du plus prochain lignager qui auoit faculté de la prendre entre la bourse & les deniers, comme dit est: lequel ce nonobstant y sera receu s'il vient àuant l'heure dessusditte.

III.

Œ

11

Ľ.

1

II.

i

110

III:

UT,

111)

 $M_{\rm c}$

 \mathbb{N},\mathbb{K}

de

jac

[C

31.

1100

كفاللا

34

>

يوساع. nh:

'nά

Il est ainsi que l'acquereur qui nie par fraude le lignage de celuy qui poursuit & demande le retrait de la chose acquise par ledit acquereur & ledit lignager, le prouué sera tenu és despens, dommages & interests.

Les deniers de retrait, tant du pris principal que des cousts & mises se doiuent payer huyt Quad se doi iours apres la cognoissance iugee. Et si l'acquereur a mis oufait mettre plus grand pris en son les deniers contract que la chose ne luy a cousté, & semblablemet declare plus grandes abondances qu'il de retrait. n'y a, le lignager ne les payera l'il ne luy plaist. Et receura l'executeur deuant qui est fait ledit retrait, le sermét accoustumé de l'acquereur, qui est qu'il doit iurer deuat l'executeur d'iceluy retrait, combien la chose luy a cousté: & consignera le lignager s'il veut, en la main dudit executeur ce qu'il verra que ledit acquereur aura trop mis & employé, tant en principal pris que és abondances. Et doit payer ce neantmoins à l'acquereur le iuste & loyal pris & cousts que l'acquest à cousté s'il le veut receuoir. Et en ce faisant, les choses acquises seront deliurees audit lignager. Et si iceluy aquereur ne le veut receuoir, ledit lignager doit consigner le tout en main de iustice, & faire adiourner sa partie, pour luy voir deliurer ledit aquest: & n'est tenu de configner ce que l'achetteur aura trop mis en abondance & en principal, cousts & mises, s'il ne luy plaist: mais s'il cossigne tout, l'heritage sera dessors deliuré par l'executeur dudit retrait: & l'il n'a payé ou configné ce que aura declaré l'acquereur, iceluy acquereur lera faisi le proces pendant. Et s'entend ceste coustume quand le retrait est cognu en absence du lignager: mais quand il est cognu en sa presence, s'il ne proteste en faisant la cognoissance de monstrer au iour de l'execution dudit retrait que l'acquereur n'a pas tant payé en principal achat comme il a mis en habondance, il n'y sera plus receu:& s'il paye plus que la raison, soit du principal ou des abondances & autres mises, cuydant icelles estre vrayes, & depuis il sçait le contraire, il peut repeter ce qu'il aura trop payé.

S'il est trouué & prouué que l'acquereur ayt mis ou fait mettre en son contract plus grand prix que la chose n'a cousté, il fait amende arbitraire : car c'est espece de crime de mettre aucó faux. Et aussi s'il a mis en ses abondances, cousts & mises plus grand chose qu'il ne doit, tract de ven dition plus il en sera amende: & desdommagera partie à l'arbitration du iuge. Et pareillement seront grandesompunis touts ceux, soient nobles ou coustumiers, qui commettent & s'aydent scientement me qu'il n'a de contract frauduleux, & les notaires qui les passeront, & le sçauent, & ceux qui les con-

Pource que quand le lignager a fait adiourner l'acquereur sur retrait, ce n'est pas raison que les deniers soient delayez à iceluy acquereur, à ce qu'il en puisse ailleurs faire son prouffit au premier iour assigné par le premier adiournement de retrait, vienne ou non le lignager,

K ij.

l'acquereur sera receu à cognoistre le retrait en son absence ou presence, nonobstant que le demandeur vousist prendre attente de conseil, ou qu'il vousist friuollement appeller, ou eust appellé, ou prendre autre delay. Et sera tenu iceluy lignager payer par deuant le sergent ou autre commis audit acquereur, les loyaux deniers & coults à huit iours apres ce que la cognoissance dudit retrait luy aura esté significe deument.

Dulignager qui est debouté.

De l'acquereur qui def faut au iour de la premicre assigna-

Et si ledit lignager ne vient à huit iours apres saire & executer ledit retrait, en payant & baillant audit iour à iceluy acquereur sesdits pris & loyaux cousts & mises, iceluy lignager n'y sera iamais receu, & en est forclos, nonobstant quelque appellation. Si l'acquereur au premier terme ne cognoitt le retrait, mais se dessaut au delay, il ne seroit

pas receu regulierement à le cognoistre en l'absence du lignager aux autres termes: car il auroit premierement delayé de son costé: mais faudroit que tel lignager auant qu'il peust estre cogneu audit retrait, en son absence sust à la requeste de l'acquereur, appellé à droit declarement pour voir faire laditte cognoissance. Et si audit iour ledit lignager comparoit, il aura & gaignerales fruits sur l'acquereur; mais si ledit lignager se dessaut, il sera secondement appellé. Et alors soit present ou absent, pourra estre cogneu: & en ce cas que l'acquereur aura fait telle diligence, n'auront point les fruits contre ledit acquereur: mais les ccclxxxviii.

L'aquereur ne peut dechose védue

L'an & temps durant que les prochains du lignage ont de retraire l'heritage & choteriorer la ses immeubles aliences par contract subiet à retrait par leurs parents, les acquereurs ne peuuent deteriorer ne empirer la chose: & ne doiuent l'ameliorer, sauf des reparations necessaires : car s'ils y auoient fait autres choses voluntaires, le lignager ne seroit pas tenu de ccclxxxix.

De la chose retraitte qui a este cultiuce.

Si les heritages venduz sont terres labourables qui ayent esté cultiuees, labourees & ensemencees par l'acquereur ou de par luy, la moitié des fruits demourera à l'acquereur pour son labourage, sil la fait labourer en sa main: mais il est au choix du lignager de payer audit an les labours, & prendre toute la leuce, ou laisser la moitié de la leuce à l'acquereur, sans payer les labours. Autant en feroit il si l'acquereur auoit commencé à labourer la terre, le lignager le laissera paracheuer & ensemencer: & prendra la moitié de la leuce, ou payera dessors l'acquereur le labour commencé: mais si c'estoit mestairie, terres, vignes ou autres terres labourables qui soient labources par mestayer ou autre laboureur pour auoir portion des fruicts: en celuy cas ledit mestayer ou laboureur a sa part des fruits pour son labourage: & le lignager apres l'execution du retrait, y prendra seulement la portion qu'y eust prins l'acquereur. Auquel cas il n'en est rien tenu payer audit acquereur, fors ce qu'il pourra monstrer auoir mis & employé.

Le lignager aura les fruits des heritages & choses immeubles alienees par son lignager, qui escherront depuis l'adiournement baillé en cause de retrait, si l'aquereur denie ou delaye ledit retrait, & s'il succumbe en icelle cause.

Et si ledit aquereur ne pouvoit estre trouvé pour luy bailler ledit adiournement de retrait, parquoy les choses par luy acquises, sussent saisses & depuis icelle saissne luy soit deument signifiee:& neantmoins ne fait diligence de se faire deliurer icelles choses, en receuant ledit ad iournement de retrait dedans vn moys prochain ensuiuant icelle significatio: En celuy cas s'il est adiourné depuis en laditte cause de retrait, & il succombe, il sera & doit estre condemné à rendre les fruits escheuz non seulement depuis ledit adiournement, mais aussi ce qui en est escheu depuis le moys apres icelle signification de saissne. cccxcij.

Tout retrait lignager doit estre demandé en toutes les iurisdictions où les choses acquises sont assisses, ou en la cour suzeraine qui soit capable du tout, & l'adiournement baillé declarement en demande de retrait par le sergent, au bailliage & pouuoir duquel les heritages & choses aliences sont assisses, ce que ledit sergent peut faire en son ordinaire sans mandement & commission. Car si le lignager n'auoit fait bailler l'adiournement qu'en vne iurisdiction, il n'auroit pas le retrait, pource que le retrait ne s'en va pas par parties ne quartier. Et qui a tenement en partie, a tenement en tout. Et pource faut faire adiourner l'achetteur en toutes les iurisdictions, dont la chose est subiette, ou en la cour suzeraine capable du tout & dedans l'an.

Le sergent par vertu de commission de juge competant peut bailler adjournement de retrait au regard des choses qui sont hors son bailliage.

Les seigneurs des fiess n'ont le retrait par puissance de fies, sauf de ce qui est chacun en son

1.390. Diner sis vult And. Tiraq. ĭ trac. de retract, pro ximit. §. 2.gl. 1.nu. 15 . sed in stius idem esse contra emetoremmorosum, quia necesseest actori pecuniă Semper parată En quelle iu risdictiódoit estre demā-

de le retrait

fies: & audit cas retrait s'en peut aller par parties. Et si ledit seigneur de sies en prenoit en plus large, ce que seroit hors de son sies, seroit subiet à retrait sur luy.

Si aucun acquereur est mis en proces à cause des choses par luy acquises, & depuis le ligna gier le fait adiourner en demande de retrait, il luy pourra cognoistre ledit retrait, à la charge dudit proces ou telles autres choses que de raison.

En matiere de retrait, d'interruption, d'appel, de demande torsionnaire, de peine commile, de treues enfraintes, de messait dedans termes, pour nier ou cognoistre son seing manuel, & pour voir former & executer complainte en cas de saissne & de nouvelleté, & pour
reprendre ou delaisser proces, est requis especial adjournement nommement & declaremet
estre baillé en chacun des cas dessussités.

| fincte: quin 7| mile, de peine com| nije producteur
| collusion : jeun in| contrait de peine com| nije producteur
| collusion : jeun in| contrait de peine com| nije producteur
| collusion : jeun in| contrait de peine com| collusion : jeun in| contrait de peine com| nije producteur
| collusion : jeun in| contrait de peine com| nije producteur
| collusion : jeun in| contrait de peine com| nije producteur
| collusion : jeun in| contrait de peine com| contrait de peine com| contrait de peine com| nije producteur
| collusion : jeun in| contrait de peine com| contrait de peine com| contrait de peine com| nije producteur
| collusion : jeun in| contrait de peine com| contrait de peine contrait de peine com| contrait de peine com| contrait de peine contrait de

Le seigneur de sief a plus grand delay de prendre le retrait seodal & saire de son sies sexcitaread maine que le prochain du lignage: car en retrait seodal prescription ne court point contre le seigneur de sief plus tost que l'acquereur soit venu deuers luy ou par deuers son baillis ou se reseaute deterrendos arque le prochain du lignage: car en retrait seodal prescription ne court point contre le sexcitaread deterrendos de se excitaread deterrendos arque les sus des plus tost que l'acquereur soit venu deuers luy ou par deuers son baillis ou se raisentes: atque ideo no ta se sexcitaread deterrendos arque ideo no ta se sexcitaread deterrendos in ta se sexcitarea de ta se sexc

Et ledit adiournement de retrait feodal baillé à l'acquereur, iceluy acquereur le peut cognoistre au premier iour assigné, vienne ou non ledit seigneur de sief, quelque appel ou delay qu'il prenne: & n'y a que huit iours pour le saire executer apres laditte cognoissance signifie debentur anaudit seigneur seodal comme en retrait lignager ainsi que dessus est dit.

Et s'il aduient que le seigneur de sief ou son receueur ordinaire & commis en ossice de recette ou le fermier du sief, terre & seigneurie dont ledit sief depend, ayant puissance & pouoir
especial, ayt vne sois receu les ventes ou rachats à luy deuz à cause desdittes choses dudit acquereur ou autre pour luy, les ayt payez en son propre & priué nom, ledit seigneur de sief ne
dera plus receu à les auoir par retrait come dessus est touché. Et pour auoir receu les deuoirs
de illis purè sol
de illis purè sol
uendu: secue er

Si ledit seigneur de sief prend par retrait seodal dedans le temps que le lignager a encores sacrulée de venir au retrait lignager, les choses hereditaux & immeubles acquises en son sief soluisse cuidă le lignager qui les voudra auoir par retrait, dedans ledit temps y sera receu: & pourra faire adiourner ledit seigneur de sief en demande de retrait ainsi qu'eust peu saire ledit acquereur. Et sera contraint ledit seigneur de sief à le luy delaisser par retrait, en luy restituant & payant les bet apochă pri deniers qu'il en auroit payez à l'acquereur, & autres loyaux cousts & mises tels qu'il eust sair suite dominus quand il est fait, pource qu'il n'a pas lieu en ce cas.

Le seigneur peut par sa cour ou cour suzeraine faire saissir les choses immeubles & chacune d'icelles acquises en son sie sette faitte ou à son sensitive esté faitte ou à son sensitive set saitte à l'acquereur, iusques à ce qu'il en soit tenu en faire ou soussife de lurance en estre faitte à l'acquereur, iusques à ce qu'il luy ayt exhibé ses contracts & baillé la copie collationnee deument à l'original, aux despens dudit subiet, si ledit subiet ne vouloit laisser sonsitive sensitive se sensitive set les ventes & deuoirs (comme dessus est dit) si les confesses mais icelle exhibition & sons sensitive sensit sensitive sensitive sensitive sensitive sensitive sensitive sen

Tout retrait lignager fait hors iugement, est reputé vendition.

Si aucun vend son heritage, rente ou autre chose immemble auec grace & faculté de cerR iij

seccesty, I. 395. Indifincte quia interest litigate nift probareture, & pour ague si emptor collusio: sed no ague si emptor collusio: sed no interest enim multasli tes excitaread contre le tes excitaread contre le contracts, fauetur ageti quam defendenti. C. M.

fignifiee debentur ancccxcix, nuatim aquocunque iuste
ede reed pouoir sidente, et didudit acle fief ne
es deuoirs 3. 401. Id est
de illis pure sol
e fiences go si eode actu
fon fief, soluisse cuidă
fon fief, soluisse cuidă
forecur. Et
ayant les
eust fait
ccccj.
es & chait tunc dominus
non potest inci
per eligere, et
sic ei nou currit tempusetiă
re, & sans
ques à ce
chace offres
cition & retrait
re, & sans
ques à ce
paux deses offres
cition & retrait es
cotion & redre se
cotion & red se
cotion se
cotion & red se
cotion con
cotion se
cotion se
cotion se
cotion se
cotion se
cotion s

tain temps de la rescourre, en rendant & payant les deniers, le lignager l'aura par retrait, si aura le seigneur de fief si le lignager ne le veut prendre durant le temps de la grace que l'acquereur aura donné, en faisant ledit contract à la charge de garder icelle grace. Et si la grace passe encores, aura le lignager le retrait dedans l'an & iour de la grace finie ou de la possession prinse. Et au regard de la rente qui seroit deuë à deux ou plusieurs termes en l'an, auant que l'on se puisse ayder par tenement, possession ou prescription contre les lignagers qui demandent le retrait d'icelle, il faut à l'acquereur à ce qu'il s'en puisse dessendre de tout ne de partie, auoir eu possession de toute la rente par an & iour, à compter iceluy apres les termes passez. Et ne fusfiroit pas d'auoir eu possession de partie de la rente.

L'an & iour du retrait de la rente acquise sur soy ou sur sa chose, se prent du iour de l'aquest & affranchissement de laditte rente.

En faueur de l'entretenement & augmentation des villes & citez & des edifices & bastiretractus in lumens d'icelles, quand aucun admortist ou acquiert la rente qu'il doit par raison des choses affises esdittes villes & citez, il n'y a point de retrait pour les lignagers des vendeurs ne pour le 1 seigneur de fief. Et en aura seulement ledit seigneur ses ventes si elles y escheent, sinon que tel admortissement fust fait au dedans de l'an de la baillee à rente. Auquel cas tels contracts de baillee à rente, seroient reputez vendition, & y auroit retrait: & si celuy qui auroit telles rentes sur choses assises esdittes villes & citez, en faisoit venditió à autre qu'à celuy qui la doit si le lignager du vendeur n'en prent le retrait au dedans du temps deu:en iceluy cas le detteur de telle rente dedans vn an apres le temps du retrait lignager passé, pourra auoir, prendre & admortir laditte réte sur l'acheteur d'icelle pour le pris qu'elle a cousté, & autres mises & impenses raisonnables. Aussi la pourrail prendre & admortir dedans le temps du retrait destus, nec alias dits lignagers, Sauf à eux à le rauoir & prendre sur luy tout ainsi qu'ils eussent peu faire sur redimibilis, ve dixi in consu- l'acquereur. Et sera ledit detteur de rente à ce preseré au seigneur de fies: & n'y aura qu'vnes

Si aucun acquiert de son prochain lignager aucun heritage mouuant en la ligne d'iceluy sition faitte acquereur, l'autre lignager plus lointain n'en aura le retrait: mais s'il estoit plus prochain en degré de lignage ou representant autre plus prochain que ledit acquereur: en ce cas ledit plus prochain ou le representant l'auroit sur iceluy acquereur. Et si celuy qui voudra demander le retrait, estoit aussi prochain & en pareil degré & mesme ligne & non plus que ledit acquereur, ou qu'il le representast, si auroit il par retrait la moitié de l'heritage & chose alienee, & seroit au choix de l'acquereur de luy cognoistre tout le retrait ou la moitié. Et s'ils sont plusieurs & touts en mesme & pareil degré que ledit acquereur ou representant que dist est, chacun en aura autant l'vn comme l'autre, en refondat chacun du pris principal & des loyaux cousts & mises pro rata.

Si aucun homme ou femme conioints ensemble par mariage, acquierent des prochains pa

rens de l'vn d'iceux conioints aucuns heritages & immeubles mouuants la ligne de l'vn ou de l'autre d'iceux mariez, nonobitant que l'vn d'iceux conioints ne soit lignager: toutes-sois il iouyra du droit de l'autre lignager, auec lequel il est conioint en telle manière qu'autres plus lointains lignagers que celuy d'iceux conioints, en la ligne duquel lesdittes choses acquises font mounantes, n'y seroient pas receuz au retrait: mais si iceux conioints ou l'vn d'eux alloit de vie à trespassement sans heritier yssu de leur corps en leurdit mariage, les heritiers du trespassé en quelle ligne l'heritage estoit mouuant au temps qu'il viuoit, ont la moitié dudit acquest comme heritiers: & l'autre moitié ils l'auroient par retrait du suruiuant ou de ses heritiers en quelle ligne l'heritage ne meut, en payant le my denier: c'est asçauoir la moitié des de niers de l'achat & autres cousts & mises raisonnables dedans l'an & le iour de la mort du trefpassé. Et est à sçauoir qu'en la moitié en quoy tels heritiers sont proprietaires, le suruiuant au-Du retrait ra son vsufruit sa vie durant selon la coustume generalle: & semblablement y sera receu le suruiuant si les choses sont mouuants sa ligne, en faisant adiourner les heritiers du premier decedé dedans l'an & iour du deces d'iceluy premier decedé. Auquel suruiuant en executant ledit retrait, sera adiugé la proprieté appartenante ausdits heritiers en iceux acquests, en baillant caution ausdits heritiers que le my denier d'iceux acquests sera rendu à iceux heritiers

apres le deces dudit suruiuant, pource qu'il a droit d'en auoir l'vsufruit, comme dit est. Autre chose seroit és autres lieux esquels les acquests se diuisent & departent sans attendre la mort dudit suruiuant: & n'aura lieu le retrait de my denier, qu'és contracts où les retraits sont ordinairement introduits. Et si desdits conioints y a enfans, ils pourront auoir par retrait d'ice-

d'argent:secus d'vne rente de bail d'heritage, in qua ha-bet locă vterque retractus, dummodo refpeclu fendalis ifjet infeudaeind.parifi.eo. ventes. De l'acquide fon prochain lignager.

1. 405. Imo

hoc est genera le vt กินกฤนส์

habeat locum

itione scalicet

d'vne rente co

silvee à pris

ioits par ma riage qui aquierent de l'eurs pro-chains.

De deux co-

de my denier.

luy my denier dedans ledit an & iour sur le suruiuant de leur pere ou mere en la ligne duquel lesdittes choses acquises ne seroient mouuantes.

Si aucun lignager a esté cogneu au retrait d'aucuns heritages & choses immeubles acqui- En quel cas ses de son proesme, & ledit retrait ait esté fait & executé, & iceluy lignager le vend ou autrement aliene par contract subiet à retrait, à autres personnes estrangers, c'est à sçauoir qui ne l'heritage re soyent lignagers en la ligne dont sont mouuans lesdittes choses: dedans l'an de l'execution dudit retrait, le premier acquereur les aura par repetition du retrait, en rendant les deniers & non plus grant somme qu'il en receut du prochain:car il estveu que le lignager ne les a pas retirez pour demourer en sa ligne: & pour telle repetition de retrait ne sont acquises nouvelles ventes au seigneur de fief.

Si vn seigneur de sief sait de son sief son domaine sur aucun, il peut incontinent ou quand bon luy semble, vendre ou transporter la chose à vn autre sans danger de repetition de re-

Si aucun seigneur de sief baille sa terre, sief & seigneurie à ferme à aucu, soit à peu de temps qui fait de ou à long, tel sermier au nom du seigneur pourra faire du sief le domaine des choses qui se- domaine. ront acquises audit fief par contract subiet à retrait seodal durant le temps de saditte ferme:& en pourra iouyr & prendre les fruits comme des autres choses de laditte ferme. Et apres que ladite ferme sera finie, le seigneur au-dedans de l'an & iour prochain ensuyuant pourra recouurer sur ledit fermier lesdites choses prinses par puissance de sief, en luy rendant le principal& I loyaux coustz, mises, & aussi en luy payant les ventes qui en eussent esté deues si ledit retrait I. 410. 2440 feodal n'eust esté fait. Et si ledit seigneur ne le fait au-dedans de l'an & iour, lesdites choses de- no tenetur reus deducerei de l'an & iour, les dittes choses demoureront à toussours-mais audit fermier & aux sies, & à semblable d'vn bail & d'vne douairie- frustibus quite re,& de tous autres vsufruitiers où il en sera ainsi vsé.

Si aucun acquiert aucuns heritages & choses immeubles pour aucun pris & somme de deniers, & ledit acquereur les reued plus grad somme, le lignager du premier alienateur en aura pana. C.M. le retrait dedans l'an & iour du premier contract, ou de la possession prinse pour le premier pris, en faisant diligence dedans le temps dessus declaré: mais le second acheteur aura son recours de desdommagement contre le premier, au regard de ce qui excederoit le principal du premier contract.

Sil'vn des permutans ou autre de par luy, acquiert à deniers de l'autre dedans l'an & iour de leur eschange la chose par luy baillee en contrechange, en celuy cas le lignager d'iceluy qui vend, aura par retrait à son chois & election ladite chose vendue, ou la chose dudit eschan-CCCCXIIJ. En venditió

En vendition de fruits d'heritages posé qu'ils soyent encores pendans. Aussi en vendition de fruits pede fruits ou pensions d'heritage, de douaire, de baillees à viages ou autre vsufruit, n'a ventes ne n'a lieu.

Si aucun a fief, & en iceluy fief ayt fait acquestz, & apres son trespassement ayt heritiers en deux diuerses lignes, les heritiers en la ligne desquels le fiefseroit mouuant, auront lesdits acquestz s'ils veullent, en rendant aux heritiers de l'autre ligne le my denier dedans l'an & iour apres le deces d'iceluy, en quelle ligne le fief n'est mouuant.

Si plusieurs lignagers auoyent particulierement fait adiourner aucun acquereur pour lignagers qui font auoir par retrait l'heritage aliené par leur parent, l'acquereur ne respondra aux plus loing- adiourner tains s'il ne luy plaist tant comme le proces du plus prochain dure: & surçerra le proces du l'acquereur. plus loingrain iusques à ce que l'on cognoisse si le plus prochain aura le retrait à la requeste duquel lignager plus loingtain pourra estre enioint audit acquereur & plus prochain poursuyure ledit proces sans prendre continuations ou autres delaiz que les ordinaires, & faire diffinir les proces dedans trois ans l'il n'y-a cause legitime qui l'empesche, ou si bon luy semble soy adherer & affister audit proces à ce qu'il ne puisse interuenir collusion. Et si ledit plus prochain le prent, les autres en sont forclos. Et s'il pert sa cause, ce n'est au prejudice des autres. Et toutef-fois il est au chois de l'acquereur de cognoistre le retrait: & ne le peut cognoistre à vn seul, mais à tous ensemble s'il n'y auoit aucuns particuliers, contre lesquels il eust deffenses particulieres. Et en ce cas le plus prochain apportera ses deniers à l'huytiesme iour fil luy plaist. Et sil ne fait ledit retrait, les autres congneuz au retrait, viendront tout à temps le lendemain de payer les deniers chacun pour soy pour-tant qu'il luy en pourra com-

Quandle plus prochain a fait adiourner l'acquereur en cour suzeraine, & autres plus R iiii

CCCXj. spectabane ad en iure proprio

CCCXV. Deplusieurs

preferé.

En cas de re lointains ont fait adiourner ledit acquereur en cour subiette, l'on surçerra de cour subiette: prochain est mais si le plus prochain auoit sait bailler adiournement en cour subiette, & les plus lointains en cour suzeraine, il ne sera cessé en cour subiette du proces du plus prochain, car il est tousiours preferé auant les autres. Eren celuy cas l'acquereur pourra cognoistre ledit retrait en la cour subiette, tant au regard du proces pendant en icelle cour subiette, comme de ce qui en depend en laditte cour suzeraine, & signifiant laditte cognoissance & le iour sur-ce assigné à celuy ou à ceux qui demaderoient ledit retrait en laditte cour suzeraine. Et audit cas me sera, audit plus prochain en iugemet baillé assignation de huytaine de faire execution dudit retraits mais sera baillé autre terme plus long à l'arbitration de instice, à ce que pendant l'acquereur qui a cogneu ledit retrait, puisse faire assauoir ausdits plus lointains ladite cognoissace, & qu'ils puissent en faire l'execution le lendemain du jour qui aura esté assigné audit plus prochain, en cas qu'il feroit deffaut de prendre ledit retrait: & faut qu'entre laditte signification & assignation d'execution de retrait y ait huytaine.

De l'adiour nement bail lé en diuerses iurisdictions.

Si aucun acquereur est adiourné en demande de retrait en cour subiette, & ne vueille debatre le retrait, il se peut clamer en cour suzeraine, s'il est ainsi que les plaidz ou assisses où l'adiournement à esté premierement baillé, ne tienne dedans trois moys, à compter du iour de l'adiournement: & illec sera tenu cognoistre le retrait: & y doit estre receu & sans en faire renuoy en icelle cour subiette, à ce que les deniers ne luy soyent delayez. Et la cognoissance faite, en sera commise l'execution au sergent de la cour subiette qui a baillé le premier adiour-

De l'acquereur qui cómet vice de litige.

Si aucun fait adiourner autre en cas de retrait, & il luy est cogneu & il ne prent le retrait, le demandeur est tenu és despens, dommages & interestz du desfendeur.

Si aucun acquereur à la requeste d'aucun lignager est adiourné en cas de retrait, & pendant. l'adiournement le deffendeur transporte la chose acquise ou partie d'icelle :en ce cas il comet vice de litige: & doit estre condemné és despens, dommages & interestz du demandeur & en amende arbitraire:mais s'il a transporté par-auant l'adiournement, il est receu à declarer qu'il n'auoit plus rien en l'heritage au temps d'iceluy adiournement, & qu'il auoit transporté à autre lequel il doit nommer: & le doit declarer au premier iour qu'il coparoist en iugement, affin que le demandeur lignager le puisse poursuyure. Et qui pourroit trouuer que celuy tiers qui detient la chose à luy transportee par le premier acquereur, l'eust acquise duy ayant cognoissance dudit adiournement de retrait baillé audit premier acquereur, il sera semblablement tenu és despens, dommages & interestz& en amande arbitraire. Et vaut & sera tel adiournemét de retrait baillé audit premier acquereur pour interruption de temps, & perpetuer l'action de

Et si ainsi estoit que tel acquereur par-auant l'adiournement eust transporté l'heritage,& neant-moins l'exploitait & possedait au temps de l'adiournement, il seroit tenu de respondre à la demande dudit demandeur s'il le confessoit : & s'il le nyoit, en prouuant qu'il sut possesseur de l'heritage au temps de l'ardoutnement, le retrait seroit adjugé audit demandeur. ccccxxj.

Des choses immeubles & heritages vendus au plus offrant par decret pour les dettes d'aucun detteur autre que le creancier qui seroit approprié d'aucune rente, retrait en est acquis aux prochains lignagiers dudit detteur, I supposé que les creanciers ayent eu possession de x leur rente par an & par iour, voire par plus grand temps: car les creanciers n'vsent point de leur possession en ces cas puis qu'ils souffrent ladite adiudication de decret estre faite à vn autre. Autre chose seroit s'ils le retenoient pour leur rente dot ils fussent appropriez, & qu'icelle rente fust exempte de retrait. Auquel cas le lignager n'en auroit qu'au pris de l'argent des arrerages & des coustz ou d'autres sommes qui seroient miles en outre le principal d'icelles rétes, bien y ait retrait au seigneur de sief. ccccxxij.

Aucun ne sera receu à faire adiourner autre en demande de retrait, s'il n'est subiet & receant au pays auquel il fera bailler ledit adiournement, l'il ne baille pleige suffisant dudit pays & receant en iceluy au sergent à qui il requerra adiournement auant que le faire bailler. Le quel pleige sera tenu receuoir les adiournemens, fignifications & exploits dependans dudit retrait & de payer les despens & interestz si le demandeur en cause de retrait succumbe, où ledit demandeur ne seroit soluable au pays. Et lequel sergent pourra receuoir ledit pleige en presence d'un tesmoin, & le juger de la submission: & en baillera relation à partie: & si autrement est fait, il ne vaut, sinon qu'au premier terme il sournisse de pleige. Et neant-

moins

1.42 T. Et que ritur domino directo ius retractiu vel lau zi in consuet. parist. adde And. Tiraq. zit. de retract. proximita. S. 1.g'of 14.nm. 14.C.M.

moins en deffaut de receuoit & prendre pleige par ledit sergent, iceluy sergent sera tenu és

Si le sergent à qui est requis l'adiournement de retrait estre baillé, ne peut trouuer l'acquereur ou autre capable pour luy bailler l'adiournement de rerrait, il peut apres sa diligence faite prendre & saisir les choses de l'acquest & les bailler à commissaires: & vaut telle saisine pour conseruer le demandeur au regard de sa demande de retrait, & pour empescher la prescriptió dont ledit acquereur se voudroit ayder cotre luy, pourueu que la saissne air esté nommément & declarément faite pour celle cause, & qu'elle ait esté signifiee aux demouras ou voisins dedittes choses saisses.

Et si tel acquereur se dissimule & laisse par vn an, les choses ainsi saisses sans receuoir adiournement de retrait, les fruits courront contre luy apres ledit an passé. Et à semblable du seigneur de fief, s'il n'allegue cause raisonnable, parquoy telle saisine ne soitveuuë à sa cognois-

Si le premier adiournement de retrait est denyé en jugement par le deffendeur, il susfira au demandeur de le prouuer par rapport ou relation du sergent & d'vn record. Et pareillemet casderetrait au regard d'autres premiers adiournemens en autres causes où le principal se peut perdre ou qui est denyé gager,& si le sergent ou record se mouroient auant qu'ils sussent oys & examinez sur-ce,& il approisse par relation du sergent signé des mains de luy & dudit record du temps& forme dudit adiournement baillé ou par son papier iournal, auquel il a accoustumé enregistrer ses ex-I ploitz, ce portera pleine foy en ces cas. Et pareillement elle portera pleine preuue en ces termes quand elle seroit seellee du seel du sergent & signé de son record.

Le demandeur en demande de retrait doit declarer quand il fist bailler son adiournement, si le dessendeur le requier, assin que celuy dessendeur ait saculté de prouuer son tenement cer

En cause de retrait cogneu en iugement en absence de partie, prescription courra contre De prescrile demandeur s'il ne fait toute diligence vallable de prendre ledit retrait dedans l'an apres ladite cognoissance: & en est le lignager forclos: & ne le pourra plus auoir par retrait ledit an pas sé, soit que laditte cognoissance luy ait esté faite à sçauoir ou non.

Action de retrait lignagier ne se peut donner, ceder ne transporter. ccccxxix.

Le seigneur de fief peut saisir en sa main les choses nouvellement acquises en son fief, & les y tenir sans en faire deliurance à l'acquereur, au pleige, n'autrement iusques à ce qu'il suy ait 1. 431. Sacer apparu de ses contractz dudit acquest, & offert ses ventes au descouuert & autres droits seo- stum leganit daux s'ils y escheent: & tiendra telle saissine, nonobstant opposition ou appellation: mais apres famulo in reco que ledit acquereur luy aura fait exhibition de sessition de sessition de sessition de ses deniers of de le ditte contractz, & offert à payer les deniers of de le ditte contractz, & offert à payer les deniers of de le sessition de ses de le ditte contractz. desdites ventes au descouert, il est tenu luy faire deliurance de ses choses, soyent lesdites ven- tus? Videbates receues ou non, si le seigneur seodal resule les receuoir, soit le dit seigneur en iugement ou dehors: car le subier qui est deuant son seigneur de sief. dehors:car le subiet qui est deuant son seigneur de fief, est veu estre en iugement pour be- est legatificita songner auec luy: & pour-ce peut ledit seigneur sans attendre ses plaidz ou assises, faire le re-cenjebat primo res huius Sena trait feodal. Et si ledit seigneur de sief en receuant le contract, & lors de laditte exhibition declaire qu'il veut en faire de son fies son domaine, & auoir les choses par retrait seodal: & le sub-declaration, ne pourra retenir le contract, si le subiet luy en baille la copie à ses despens: & s'il sunt instit. de lega in prin. n'en baille la copie, le pourra retenir par huyt iours: & sera tenu le tendre au subiet qui le re
ccccxxx.

D.de lega. in

D.de lega. in

CCCCXXX.

Toutesfois si l'acquereur veut debatre qu'il n'est tenu payer ventes, ou s'il veut auoir autre à garant en demande de ventes:apres laditte exhibition de son contract fait il aura deliurance sacrificali in sans faire aucun payement ou offre de ventes, iusques à ce que sentence s'en soit ensuyuie au processiu verba proffit du seigneur de fief.

Don de heritage fait à charge que le lignagier pourroit faire, i est subiet à rétrait.

En abornemen de fief n'a retrait aux lignagers n'autres, c'est à sçauoir quant aucu vassal ou peregrinatiosubiet doit vn ou plusieurs hommages à cause de sa terre à son seigneur de sief, & son-dit seigneur remet ledit hommage ou hommages à vn ou à plusseurs ou à service & devoir annuel que non minus ou autre deuoir, ou quand ledit vassal doit seruice, deuoirs ou seruitudes qui luy sont remis par fieri possunt per sondit seigneur de sief à moindre deuoir, c'est abornement de sief: & n'y-a ventes ne retrait, tracto abusu supposé qu'en faisant ledit abornement, ait eu argent baillé par ledit vassal à sondit seigneur stadum regul

De l'adiout

CCCCXXXj. hic & locumha CCCCXXXIJ. doti ad onus CM.

feodal. cccxxxiiij.

Des heritages baillés à ferme & de-

Si aucun prent à ferme aucunes choses hereditaux, & par apres durat icelle ferme les achete:le lignager qui prendra & aura lesdites choses achetees par retrait, ne sera tenu garder & puis achetez entretenir le marché de ferme audit acquereur:mais sera estainte telle ferme pour la presumption de fraude qui est contre tel fermier qui a prins tel marché de ferme pour defrauder le lignager. Et pour-ce seront subietz à retrait tous contractz où sera trouuee veheméte presumption de fraude faite pour empescher retrait lignager.

Trezieme partie.

EN la treizieme partie sera traité des prescriptions & tenemens, & en quel cas prescription 'a lieu & interruption de proces.

Meuble est prescrit par trois ans.

Si aucun à bon tiltre possede publicquement & notoirement aucun meuble par trois ans continuels en la presence de celuy qui pourroit pretendre y auoir droit, ou luy estant au pays, tellement qu'il puisse sçauoir, & n'en puisse vray semblable pretendre cause d'ignorance, il acquiert le droit de la chose: & fen peut dessendre contre ceux qui aucune chose y voudroyent

Et si leditacquereur à tiltre ne l'auoit encores possedé par ledit temps de trois ans : si tel meuble luy estoit demandé, ou vendiqué par adueu ou autrement, il ne le peut dessendre par ledit temps:mais où ledit demandeur fonderoit son intention si ledit dessendeur n'auoit autres deffenses peremptoires, ou n'eust tiré à garant & esté prins en garantage, il seroit excusé quant au terme l'il estoit poursuyui en matieres d'aueu ou denoncement, en prouuant & mostrant son tiltre de bonne foy:car autrement il seroit subiet à punition d'améde ciuille ou corporelle selon la matiere subiette.

Acheteurde meuble ne doit estretra uaillé pour les detes du vendeur.

Celuy qui acquiert ou achete aucun meuble à tiltre iuste & de bonne foy, & en prent la possession: si le vendeur doit à autruy aucune somme de deniers, tel acquereur n'en peut estre poursuyui par le crediteur comme detenteur de tel meuble obligé, puis qu'il est hors des mains du detteur : Car en telles matieres meuble quand il est hors des mains de l'obligé ou de son heritier, n'a point de suytte: autre chose seroit si le meuble estoit ia arresté par iustice à la requeste du crediteur:car il ne pourroit estre aliené en son preiudice : & aussi s'il est arresté à la requeste d'vn tiers crediteur : car vn autre seroit bien receuà opposition pour estre payé de sa dette sur tel meuble, & y estre preseré pour y venir à contribu-

Si aucun acquiert aucuns heritages ou choses immeubles, & le tienne & possede par cinq ans continuels paisiblement à iuste tiltre & de bonne foy sans adiournement d'interruption ou autre inquietation, telacquest est exempt & deschargé de toutes rentes, charges & hypothecques constituees sur l'heritage par le vendeur ou autre alienatur depuis trente ans, à iuste tiltre si n'estoit l'heritage baillé à la rente ou à la charge dont seroit question ou contre le seigneur ccccxxxviij.

En quel cas l'acquereur ne le peut deffendre contre les creanciers.

De prescription d'heri

tage possedé

Aucune distinction y-a en ceste matiere. Si l'obligé auoit vendu ou autremét aliené de son quia possede heritage & immeuble à son fils, fille ou autre son heritier presumtif, les gens de ceste conditio par cinq ans ne se dessendroient pas par laditte possession de cinq ans ou autre moindre possession contre telles rentes ou hypothecques:car il seroit veu le detteur l'auoir fait pour defrauder les crediteurs: & si auroient lesdits crediteurs iuste cause d'ignorance puis que l'heritage ne seroit venu en la main d'estranges personnes. Et pour-ce que ledit tenemét de cinq ans a lieu entre estráges personnes & non entre l'obligé & sondit heritier. ccccxxxix.

> Si aucun heritier presumptif la vie durant de celuy dont il est heritier presumptif, tient aucuns de ses heritages ou choses immeubles: & en ce cas n'a aucune prescription moins que de trente ans contre ceux qui y auroient droit de rente ou autre charge: car il est veu que par tollerance & pour amour naturelle son predecesseur le luy ait laissé tenir.

Et contre frarescheurs ou autres commence laditte prescription apres le deces d'iceluy dont est question de la succession: car les autres frarescheurs ou coheritiers n'ont eu faculté d'agir, ne rien quereller durant la vie du predecesseur qui pouvoit laisser ou bailler les fruits Possessió est ou jouyssance sa vie durant.

acquise par an & par

Celuy qui a tenu & possedé aucun heritage & chose immeuble par an & iour paisiblemet, a acquis la possession de la chose: & s'en peut desfendre contre tous en matiere possessioire, loyent

foyent gens d'eglise ou autres, en sommat en termes generaux qu'il a possedé à tiltre, & prouuant les derniers exploits par an & par iour, & fans ce qu'il luy foit befoing prouuer n'alleguer I autre tiltre particulier. I

Si aucun a vendu à autre partie de ses heritages immeubles, & soit obligé à les garantir: & duersa probaapres vend autre partie de sessitis heritages & choses immeubles à autres personnes, le pre-retexpartes sur la premier acquereur peut faire adiourner en demande d'interruption en cour capable le dernier acquereur dedans lesdits cinq ans apres ledit acquest fait & possession d'iceluy acquest prinse, probationum affin qu'il ne se deffende par tenement que les dites choses par luy acquises ne demourent hy
quia tunc titulata vel anpothecquees & obligees à son garantissement des choses acquises par ledit premier acque-, tiquior vincit reur: & ne peut le dernier acquereur empescher ladite interruption: & icelle cogneuë, il ne se pourra dessendre par ledit tenement de cinq ans que les choses ne demourent ypothecquees, inte de probati. & obligees audit garantissement.

Acquereur contre acquereur prescrit par cinq ans continuels és choses acquises depuis. Decision.M. trente ans pourueu que tel acquereur soit personne estrange & non heritier presumptif de l'obligé, & que ce ne soit la chose baillee à la rente ou à la charge dont est question ou rente creee par auant trête ans, ou contre le seigneur de sief, ou qu'iceluy acquereur ait esté certifié en faisant ledit contract. ccccxliii.

Et est à entendre qu'à ce que le dit acquereur se puisse dessendre par le dit tenement & pos-, 2.447. Omfession de cinq ans, il est requis qu'il ait possedé par ledit temps continuellement par possessión correction per publicque non clandestine:mais convient qu'elle soit telle que les autres acquereurs ou credi- constitution teurs vray semblable en ayent eu ou peu auoir cognoissance: & pour-ce si celuy qui a vendu anno. 15 12. ou aliené, demeure fermier ou detenteur des choses apres qu'il a aliené, iaçoit que ce soit au sed non est nom de l'acquereur, toutes fois telle possession ne seroit suffisante pour porter presudice à autres tierces personnes, sinon que dudit dernier cotract lesdites tierces personnes eussent esté serestringit ad deuëment acertenees: auquel cas laditte prescription de cinq ans auroit lieu: & à semblable se-predia & sic ra gardé és matieres de retait quant à la possession d'an & iour.

Celuy qui a possedé & tenu aucun heritage & chose immeuble à tiltre d'achat, don, permy- confeit. odiosa tation ou autre iuste tiltre habile à transferer seigneurie & de bonne soy par dix ans cotinuels entre presens, a acquis le droit de proprieté de la chose, en monstrant & prouvant son iuste & hoc est certiltre auec saditte possession de dix ans: & s'il a tenu par vingt ans continuels entre les absens à sum st hac coiuste tiltre, il a prescrit & a acquis const eux le droit & proprieté de la chose, en monstrant le minus post cotikre & possession comme dessus.

Celuy qui a tenu & possedé aucun heritage & chose immeuble à tiltre ou sans tiltre par fuerit, quia trente ans continuels, soit entre presens ou absens, a prescrit & acquis droit en ladite chose & the conflictation n'est besoin monstrer son tiltre, mais alleguer & prouuer seulemet sa possession & prescriptio illa est ibi de illiague morib de trente ans entre seculiers, ayans puissance d'agir, & pareillement contre gens d'eglise au reccqcxlvij. consuetudo gard des acquestz faitz depuis quarante ans.

Action de rescisson de contract ou supployement pour deception d'outre moytié de juste son son so-2 pris, en matiere d'heritage & choses immeubles dure iusques à trente ans. 2 ccccxlviij.

Si aucuns frarescheurs diuisent ensemble l'heritage à eux escheu d'aucun leur parent pere & mere ou autre leur predecesseur sans rien en passer par escrit, & tiennet chacun son lot à sicin perpetui part & à diuis par dix ans continuels: & l'vn ou plusieurs apres lesdits dix ans demandast que estam in senales heritages fussent departis, il n'y sera oy s'il ne plaist aux autres: mais dessendra chascua in parissens ho son lot qu'il aura tenu par ledit tenement de dix ans, qui ne pourroit monstrer fait au bus autoritacontraire & prouuer qu'ils eussent fait icelle diuision non point par forme de partage final, tibus bon mais seulement par prouision, en attendant partage & diuision, ou que telles autres pactions Rex Ludo. 12. eussent esté faites entr'eux, ou apparust autre chose de fait qui empeschast laditte prescri- volebat me co ption. . . .

Frarescheurs comme freres & sœurs & autres coheritiers qui sont successeurs en aucune mam quaque succession, ne peuuent acquerir ne prescrire le droit l'vn de l'autre en la fraresche & successió prominciam in par tenement, possession ou prescription moindre que de trente ans.

Le seigneur de sief ne peut acquerir l'heritage ou autres droits de son subier n'autre seuitu quere.C.M. de par prescription ou tenement, moindre que de trente ans sans tiltre sur l'heritage tenu de

Et par semblable le subiet ne peut prescrire n'acquerir l'heritage, rente, deuoir ou autres droits de son seigneur n'exemption contre luy de ses deuoirs ou droitz deuz sur l'heritage &

ccccxliij. Vbi dixi in

ccccxlix. gitabat dero-CCCCI. fuo fensu serio

ge fine titule per S.pracedetem etiam's fit vallaties vel censuarius. C.M.

1. 451. Intelli choses immeubles tenus de luy par tenement moindre que de trente ans. 1 cccclij. I L'acquest, don ou laiz tenu auec son fief, domaine ou mestairie par dix ans, est reputé & cenfe des appartenances dudit fief, domaine ou mestairie.

Si aucun heritage tenti censiuement d'aucun seigneur de fief, demouré par le deces d'autruy n'est recueilly par ses heritiers, le seigneur de fief le peut prendre en sa main & le faire bannir par trois bans d'eglise ou à foires & marchez si les a', & les bailler à exploiter au plus offrant & dernier encherisseur au proffit de set deuoirs, & de qui il appartiendra. Et si dedans dix ans il vient heritier, il aura lesdits heritages & fruits d'iceux premiers deduits, & rabatus fur iceux les arrerages desdits deuoirs, mises & vacations raisonnables à iceux recueillir. Et De preseri- si apres dix ans ledit heritier vient, il pourra auoir lesdits heritages au-dedans de trente ans ption entre d'icelle succession aduenuë. Nonobstant que le seigneur de seigneu seigneur de sief, par-ce qu'entre le seigneur de sief & le subiet prescription ne peut courir par moins de temps que de trente ans:mais si l'heritier ne vient dedans dix ans d'icelle succession aduenuë, comme dit est, ledit seigneur de fief pourra si bon luy semble; retenir lesdits fruits pour ses deuoirs, peines & vacations par luy ou les commissaires & encherisseurs faites. Et en iceluy cas demourera l'heritier quitte desdits deuoirs & rentes vers ledit seigneur de fies: & rendra ledit seigneur de sief lesdits heritages quittes des arrerages desdittes rentes & deuoirs tant à luy deuz qu'à autres pour raison d'iceux. Et où ledit seigneur de sief ne voudra prendre lesdits fruits, ils seront par luy deliurez audit heritier, pourueu qu'iceluy heritier. payera preallablement audit seigeneur de sief les atrerages de son cens, rente, ou autre deuoir auec lesdittes mises raisonnables saites à la collection d'iceux fruits. Et par ce n'est entendu que lesdits seigneurs de sief ne puissent prendre par dessaut d'homme ainsi & és cas cy dessus declarez.

& le fubier.

Côtre quele. Préscription ne court point contre mineurs, mais viennent à saissine: & se peuvent dire & nes preserie maintenir saissis dedans l'an qu'ilz sont venus en aage de tous leurs droits, dont leur pere & mere, aveul ou aveulle & autres leurs predecesseurs estoient sais au temps de leur trespassement pourueu qu'au temps de la succession aduenue desdits ayeul ou ayeulle, pere & mere ou autres parens ils soient demourez mineurs.

Et est à sçauoir que le masse noble n'est aagé iusques à vint ans acomplis, & la fille noble à quatorze ans:mais enfans coustumiers soyent fils ou filles, sont aagez à quatorze ans : & sont habiles en la poursuyte de leurs droits, posé que le coustumier ne soit en aage de tenit sa terre , tenuë à foy plustost que le noble comme dit est deuat. Et vaut & tient contract fait auec iceux construmiers aagéz de quatorze ans, entant que touche leurs meubles menus, & qui ne se peuuent garder seulement. Et pourtant que touche les contractz portas alienation des autres meuble & choses hereditaux & immeubles, ils ne sont vallables sans auctorité de instice infques à ce qu'ils ayent vingt ans comme les nobles. 2

2. 455. Tame : Et file laissent passer ledit an apres qu'ils sont aagez de vingt ans soyent nobles ou cousturnon tollitur re miers sans éux ensaisiner, douloir, appleger ou complaindre par raison desdittes choses apres ledit an, ils y pourront venir par action, sance ques le temps escheu durant leurditte minorité leur puisse nuyre. cccclvij.

Si le mary durant le mariage véd, aliene ou hypothecque l'heritage & chose immeuble de sa femme sans le consentement d'elle: & si au téps de l'alienation le mary ou sa femme estoient possesseurs, la femme ou ses heritiers s'ils ne se sont portez heritiers du mary, viendront à son ff.de iurifdie. heritage & s'en pourront ensaissner, dire & soustenir saiss dedans l'an de la mort du mary, si feront les enfans ou autres heritiers de la femme dedans l'an de la mort d'elle si elle se meurt deuat sondit mary:car l'homme ne peut aliener l'heritage de sa femme sans son consentemet. Et pour-ce qu'elle n'a puissance n'auctorité costant le mariage s'il ne vient du mary qui est administrateur, apres son trespassement elle peut retourner à son heritage: c'est à sçauoir par saiud hac cossum sine & possession dedans l'an prochain ensuyuant ledit mariage dissolu, & apres ledit an par dinem quod fi action si pour sieu n'y-a esté autrement dedans ledit an. Et ne cour le mariage durant aucune putantur ma- prescription à l'encontre d'elle.

Et par semblable si aucune succession luy estoit escheue mouuant la ligne & costé d'icelti annos cople- le femme que le mary eust laissé passer sans la recueillir ou en intenter proces durant ledit mariage, icelle femme ou ses heritiers apres la mort de son mary ou dissolution de son ma-161.3. per.q. riage pourroient dedans l'an soy dire & porter saiss: & apres ledit an s'ils le laissent sans soy ensaissner ou intenter matiere possessoire, pourront demander son heritage, pourueu que ce Soit

les personption n'a point de : licu.

stitutio in integru per not. Alex. Paul. Ias.in l. postquă 'sti super glo.wlt.C.de path. I af. in l. 1.col.6.nu. 10 om.Indic. dixi in consuet. Parif. 6. 1.910. 7.nu. 6. Et in-Super no Sequiiores annus ante vigin-

tos, nifi in ca-

Su speciali.S.

foit dedans trente ans d'icelle succession aduenuë.

Prescription ne court contre le patrimoine de l'glise par moins de téps que de xl.ans, c'est De prescrià entendre l'heritage de la fondation ancienne, & les acquestz & accroissemes faits parauant l'eglise. xl.ans:& de ceux qui sont depuis xl.ans prescription courroit comme contre gens laiz. Aussi De droit de ne peuuent prescrire les dittes gens d'eglise contre le droit de contrainte & iniunction que les iniunction. seigneurs feodaux ont de leur faire mettre lesdits acquestz hors de leurs mains, ou d'en payer l'indemnité au chois desdits seigneurs de fiefz, & ce qu'en depend desdittes iniunctions & droit d'indemnité par moins de temps que de quarante ans.

Es acquestz nouueaux, faits par gens d'eglise depuis xl. ans en matiere de prescription ou tenement, ils ne sont plus privilegez ne preferez que gens laiz. Ont protesté comme dessus 1.465. Scililes gens d'eglise & requis ledit article estre reietté desdittes coustumes.

gens d'eglife & requis ledit article estre reietté desdittes coustumes. cccclxj. lignager qui Les acquestz, dons & laiz faits à l'eglise par-auant quarante ans, sont reputez l'heritage de est stricti iuru l'ancienne fondation d'icelle eglise.

En debatz de seruitutes des maisons voysines en bones villes & villages, comme de veues, goutieres, priuces, tous canaux & autres debats qui suruiennent touchant seruitudes, tene- 2.466. Sciliment ne prescription de temps ne court point, soyent telles seruitudes latentes ou apparentes: & en doit on iuger tant en petitoire que possessoir ainsi qu'o voit estre raisonnable pour seudali, om le temps desdits debatz, appelez à ce preudes gens non suspectz auec les iurez sçauans & co- alijs, non per tres, sed per gnoissans en telles choses, sans receuoir aucun à alleguer possession au cotraire. Mais on est receu à alleguer pactions, stipulations, appointemens ou autres consentemens de parties, appatantum interrumpitur. roissans par lettres ou autres preuues sussiantes. cccclxiij. c.m.

On peut faire veuë sur soy & n'y eust-il que demy pied à y voir: & sur son voisin se peut faire fenestre à sept piedz de haut qui seroit grillee & victree à verre dormant.

En matiere de retrait prescription court par an & par iour cotre tous lignagers soyent mineurs, folz, furieux, incensez, ou autres : c'est à sçauoir que si aucun par ses deniers ou par son in textu substi meuble a acquis aucun heritage & possedé par an & par iour paisiblement sans grace & facul- tuitnon enim té de rescourre, il est exempt de toute action de retrait soyent presens ou absens.

Prescription ne peut commencer son cours contre mineurs, surieux & insensez sors en etia contuma-I matiere de retrait.

Interruption de proces entre deux clains a lieu seulement en matiere de retrait 2 & d'interruption par cinq ans: & s'entend quand le demandeur en demande de retrait cesse de pro- non soli quod ceder par vn an, & en matiere d'interruption par cinq ans depuis le jour qu'il a de proceder fed et iam quod en la cause. Et courra l'interruption du jour qu'il sé dessaudra au jour du droit & non autre-pars aduersa ment. Et ne se pourra ayder le dessendeur de laditte interruption entre deux assignations de non comparuit per tembus il. 3 proces, sinon qu'il monstre dilgence de sa part, en soy comparoissant & prenant 3 dessaut de sa lud expessua. partie.

QuatorZieme partie.

4 E N la quatorzieme partie est traité de la matiere des exponcions, 4 & en quel cas elles ont alexa.ide alexa.

cccclxvij. conf. 100. col. cccclxvij.

Deux exponcions audit pays obseruees & gardees. L'vne au regard des seigneur de siefz. L'autre au regard des rentes de blez, de vins, de deniers & autres que prent aucun seigneur de fief ou autre sur le fons d'aucun heritage ou chose immeuble entant que touche les seigneurs des fiefs. C'est à sçauoir si aucun seigneur de fief a rente ou deuoir sur aucune maison, vigne, terre, estangs, prez, boys ou autre heritage: celuy à qui est l'heritage, le peut quiter au seigneur ciations, que de fief, & luy en faire exponce & quittance affin que luy, ne ses heritiers ne soyent d'illec en a- les autres couuant tenus de luy payer ne continuer lesdittes rentes ou deuoirs:mais à ce que l'exponcion ou quittance soit vallable, trois choses y sont requises. La premiere, que la chose chargee de laditte rente ou deuoir, soit en bon estat & reparation. La seconde, qu'on paye tous les arrerages escheuz & deuz de la rente & deuoir.La tierce, qu'elle soit faite au iour & terme auquel laditte rente & deuoir sont deuz & escheuz au seigneur de sief ou à son receueur commis de par luy à receuoir les deuoirs de sa terre: & en gardant ceste solemnité, le subiet ne ses hoirs ne payeront plus laditte rente ou deuoir pour l'aduenir.

Et si le seigneur ou son receueur ne veut receuoir lesdits arrerages ne laditte exponcion, ou que le detteur du deuoir ou rente ne les puisse ou l'vn d'eux apprehender en personne, le

cccclxij. rt in S.prece-cedenti.C.M.

cccclxiiij. 3. & prenat) cccclxvj. cia est accusan
da,idest,in a-\$. € fi idē. C. de indi.qui ita debet intelligi

A. Ideft, reno

fubiet ne les doit retenir mais en leur deffaut les configner en la main de iustice suzeraine, & en prendre lettres & le faire signifier au seigneur de sief, en le faisant adjourner en cour suzeraine, pour le veoir declarer quitte & deschargé pour l'aduenir desdits deuoirs & arrerages du temps passé au moyen desdittes exponcions & consignation.

De l'expoce que fait le fimple detéteur de la chose chargee de réte. La seconde exponcion est, que si aucun a rente sur aucune maison ou autre sons d'heritage supposé qu'il ne soit seigneur de sies, le possedant d'iceluy heritage, s'il est obligé ou heritier de l'obligé, ne pourra faire exponce ou quittance de l'heritage sans payer tous les arrerages: mais autre detenteur pourra faire laditte exponce sans ce qu'il soit tenu payer les arrerages, fors les arrerages escheuz depuis la sommation & notificatio saite par le crediteur, ou qu'il eust prins l'heritage à la charge de laditte rente, pour ueu que l'heritage ainsi quitté soit en tel estat & reparation comme il estoit au temps du bail.

Telles exponcions ainsi faites soit au seigneur de sief ou autre, celuy qui quitte & expond, ne doit plus toucher à l'heritage & chose immeuble quittez: car s'il y touchoit plus, il renon-

ceroit en son preindice à l'effet d'icelle exponcion.

Quinzieme partie.

L'hypothec que ne se di usse point. En la quinzieme partie est traité de la matiere des hypothecques & nature d'icelles, & des interruptions d'acquereur contre acquereur.

Selő la loy du pays, hypothecque ne se diusse point, c'est à sçauoir que si plusieurs sont obligez en aucune rente, deuoir ou autre chose, soit reelle ou personnelle enuers aucun crediteur, il est au chois d'iceluy crediteur de s'en prendre à tous les obligez ou sur lequel qu'il suy plaira, pour le tout, à soy adresser en matiere d'execution, ou autrement poursuyure son hypothecque, pour ueu qu'ils soyent obligez chacun pour le tout, & qu'ils ayent renoncé au benefice de diussion. I

I. 471. Idem
fi non renütia
runt sed ex iu
re non sit locus
tali benesicio.
C.M.

Autant est-il des heritiers des obligez: car par la mort d'iceux obligez hypothecque ne se diuise és personnes de leurs heritiers:mais peut estre poursuyui pour le tout du côtenu en l'obligation sur l'vn des heritiers ou sur tous ensemble au chois du crediteur: & si peut l'on proceder par voye d'adiournement & action simple, ou par execution sur eux comme l'on feroit sur les principaux obligez s'ils viuoient.

cccclxxiij.

Des rentes deucsau seigneurde fier

Les rentes & deuoirs du seigneur de fief qu'il a sur les heritages & choses immeubles assises en son fief, sont de semblable nature. Car (comme dit est en la matiere des cens, rentes, deuoirs, proffitz & prerogatiues qu'ont les seigneurs sur leurs subietz) par la mort & trespassement d'aucun leur subiet qui a delaissé plusieurs heritiers, ou aussi quant la chose immeuble tenue à cens, rente ou deuoir du seigneur de fief, eschet à plusieurs, soit par succession, acquisition, alienation ou autrement qui tiennent laditte chose indiuiseement, ou la diuisant en plufieurs parties entr'eux, le seigneur de fief ne diuisera pour-ce son deuoir, cens ou rente s'il ne luy plaist. Car supposé que plusieurs ayent diuisé entr'eux l'heritage a eux commun & prins à payer chacun sa portion de la charge ou réte, cens ou deuoir qui est deu comme dessus, le seigneur de fief n'est tenu de receuoir sa rente ou deuoir s'il n'est payé tout ensemble. Et s'il n'est payé tout à vne fois, les heritiers ou autres qui ont portion en laditte chose subiette ausdits cens, rente ou deuoir, feront amende de la loy pour chacun terme qu'il en sera fait deffaut, ou cas que par trente ans ledit seigneur de fief ou son receueur n'auroit receu sondit deuoir indiuisement,& de laquelle amende ledit seigneur de fief se pourra adresser pour le tout sur chacū d'iceux heritiers ou detenteurs. Et la portió ou portions de tels subietz qui sont delayans d'obeyr & payer les rentes & deuoirs, pourront estre baillees à exploiter à celuy ou ceux qui auront payé la rente ou deuoir: & tiendront telles saissines iusques à ce que soient remboursé de ce qu'aura payé ensemble de ses interestz & dommages.

De lanature d'hypothecque côtre le detteur.

Hypothecque est de telle nature que quant le crediteur requiert execution sur son detteur de ce qui luy est deu, & dot appert par lettres obligatoires, la iustice doit tenir en main de cour des choses de l'obligé iusques à la valleur de la dette, sans en faire deliurance auec pleige n'autrement s'il ne plaist au crediteur pour quelque opposition ou appellation faite au contraire par-auant l'execution de la dite requeste ou depuis, quand le dit crediteur a fait requeste de lettre formee ou mis son obligation en requeste applegee.

Et est à entendre qu'auant que le sergent puisse proceder par execution ne saisune priuilegee par vertu des lettres obligatoires ou requeste de lettre sormee, il est necessairement re-

quis

ide

quis que le demandeur, & le requereur monstre & face apparoir au sergent desdittes lettres obligatoires deuëment seellees & autenticques & deuëment appleigees. Et s'il y-a oppositio au iour assigné, le demandeur sera tenu faire lecture d'icelles lettres obligatoires sans estre tenu en faire lecture du iour & datte:autrement le dessendeur & opposant aura main leuce & deliurance. cccclxxvi.

Et combien que hypothecque ne se divisent point come dit est, toutes-fois le crediteur ou seigneur de fief le peut bien diusser s'il luy plaist:car le crediteur peut demander à chacun des obligez ou chacun de leurs heritiers de sa dette pro rata & portion. Et ledit seigneur de sief peut receuoir de son deuoir, cens ou rente, de chacun des heritiers ou autres qui tiennent continue diuil'heritage tenu de luy, telle portion que chacun luy baillera, & qu'il y sera tenu par le partage, dit nist appa-ou de leur demander & en poursuyure chacun pro rata si bon luy semble. cccclxxvij. reat quod ani mo dividendi, ou de leur demander & en poursuyure chacun pro rata si bon luy semble.

Hypothecque est tant fauorable audit pays en faueur desdits crediteurs, que si aucũ est obli gé à autre en aucune rête & ses bies hypothecquez, supposé que les lettres obligatoires ayent bitu annuis coesté passes parauant trente ans:si peut le crediteur par vertu de ses lettres obligatoires ou ses heritiers, requerir execution contre l'obligé ou les heritiers ou autres successeurs de l'obligé, suppose qu'ils ne soient heritiers, pourueu qu'ils soyent biens tenans, c'est à sçauoir qu'ils tiennent le tout ou quelque portion des choses immeubles qui autres-fois avoient esté audit 1/414.8.89- 1 obligé, en tel temps qu'elles seroient comprinses en l'hypothecque dudit crediteur : en ce cas ledit crediteur se pourra adresser sur icelles choses obligees & non sur les meubles n'autres bies dudit deteteur. Mais si le crediteur ne prouue possession de sa rente depuis trente ans par iceux qui sont tenus au payement de laditte rente ou deuoir ou par l'vn d'eux, il succumbera par le laps de temps des prescriptions dont dessus est faite mention. cccclxxviii.

Celuy qui a rente ou autre prestation annuelle creee depuis trente ans ou autre dette sur aucun qui luy soit obligé, & ses biens & choses hypothecquez & obligez au payemet & cotinuation d'icelle réte & prestation annuelle ou d'une dette à une sois payer: & depuis ledit obligé ou son heriter aliene & baille en main d'autre personne estrage ses choses immeubles 2. 478. Sed ex terns aut foré ou parties d'icelles hypothecquees & obligees à celle rente, prestation annuelle ou autre det- sissuffam cau te: ledit crediteur peut poursuyure hypothecquairement sa rente ou dette sur icelle chose im i sam ignoratue habens huius meuble, pour ueu que le dit acquereur estrange n'ait eu possession de celle chose par cinq ans exorbitantis ² continuels fans auoir esté interrupté:auquel cas ledit crediteur ² ne pourra plus riens poursuy- consuetudinu ure contre luy, pource que telle execution reelle vaut interruption.

Le premier crediteur iaçoit ce qu'il n'eust eu possession de sa rête, sera tousiours preferé sur sa doctrina in les biens du detteur & premier payé que les autres subsequens crediteurs ou acquereurs qui n'auroient eu possession de leur rente, en faisant par le premier interrupter les subsequens & au-dedans de cinq ans apres la possession prinse par lesditz subsequens. Et posé que le second ou subsequent acquereur ait eu possession, toutessois elle ne luy est sussiante, sinon qu'il sust tris phis decidemouré paisible sans interruption par cinq ans: car si dedans lesdits cinq ans ledit premier confil. 19. vois in annota. diacquereur le faisoit reellement ou ciuilement interrupter, lors ledit premier acquereur posé xi.C.M. qu'encores n'eust eu possession, seroit preferé au subsequent. cccclxxx

Et si ledit premier acquereur qui n'auroit eu possession, ne faisoit sa diligence d'interrupter le secondero les subsequens au dedans desdits cinq ans de la possession par eux prinse: En ce cas les subse-diteurest pre quens qui auroient eu possession, seroient preserez au premier: car par laditte coustume priorité ou posteriorité de contractz n'a pas en ce,lieu. cccclxxxj.

Mais si lesdits subsequens qui auroient par la forme dessusdite acquis droit d'estre preserez au premier, estoient si negligens qu'ils souffrissent que ledit premier crediteur ou acquereur acquist possession de cinq ans sans le faire interrupter. En celuy cas le premier acquereur apres icelle possession paisable d'iceux cinq ans, auroit recouuert droit d'aller à contribution & estre. en pareil degré que lesdits subsequens crediteurs qui auroient premierement acquis droit de

En matiere d'execution sur la chose immeuble hypothecquee au payemet de la rente action faitesur quile, le crediteur qui a eu prescription de laditte réte, doit estre preseré aux autres creanciers immeuble qui n'ont eu perception de leur rente & autres creanciers qui n'ont que dettes personnelless cune rente. Car le creancier qui a eu perception de sa rente, est preferé à tous autres, sans auoir regatd à la priorité ou posteriorité de contract. Et si le premier creancier qui n'a eu perceptió de la ren te, fait interrupter au dedans de cinq ans le second creancier, il y sera preseré, posé que le second creancier ait eu premier perception & au-deuant ladite interruption. cccclxxxiij.

quod minº pra

cccclxxix. poterit in inte

De grace do

Et si aucun desdits crediteurs ou acquereur a doné grace qui n'excede neuf ans de rescourde neuf ans, re la rente ou terre par luy acquise, le tenement de cinq ans ou autre prescription ne court point en matiere d'hypothecque au proffit de l'acquereur à telle grace durant le temps d'icelcccclxxxiiij.

> Celuy qui a eu possession d'aucune rente par trente ans sur aucun heritage par le seigneur ou vray possesseur d'iceluy, s'en pourra hypothecquairemet adresser & soy faire payer sur ledit heritage, supposé que de sadite rente il ne monstre ou face apparoir par lettres obligatoires. En ce cas tel crediteur pourra proceder par adiournement ou simple saisine dudit heritage: & ccccbxxxv. n'y aura matiere privilegee.

Quand la ré te est prefe-

Si aucun a rente sur autruy qui à icelle payer soit obligé, & ses biens affectez & hypothecquez, il est preferé & premier payé quant vient à executer sur les biens de l'obligé auant tous re aux dettes personnelles autres creanciers qui auroient aucunes dettes personnelles sur les biens & chose de tel obligé si ainsi est que le creancier ait eu possession & saissne de saditte rente.

Et s'il n'a eu saisine ne possession de saditte rente, les dettes personnelles dont apparoist par obligation hypothecquaire, seront en pareil degré & autant privilegees come lesdites rentes & dettes reelles. Et viendront telz crediteurs en matiere d'execution à contribution chacun pro rata. Et en ce cas priorité ne posteriorité de contractz n'a lieu.

Les rentes assisses sur l'heritage & chose immeuble du detteur qui seroit l'heritage baillé, à telles rentes, soient crees par-auant trente ans ou depuis, soient preferees auant toutes autres rentes & charges, si ce n'estoient les charges anciennes deues & creees sur tel heritage paruant laditte baillee à rente & les devoirs feodaux. cccclxxxviii.

De la proui. quandil y-a vne mefme €kofc.

La prouisson que la loy dudit pays donne sur-ce, est telle. Que le premier acquereut de la fion donnee rente ou celuy qui a l'obligation & hypothecque sur les bies de tel detteur, doit faire adiourplusieurs cre ner en demande d'interruption les autres acquereurs subsequens & autres detenteurs des dicurs, sur choses hypothecquees auant qu'ils ayent eu saisine & possession de leurs rentes ou d'autres biens dudit detteur par le téps de cinq ans, à ce qu'ils ne puissent dessendre par ledit tenemét, que la rente ou arrerages d'icelles, ou dette, ne soit preferee & premier payee & preallable en matiere d'execution que la rente ou dette des autres, ou que la chose immeuble dudit detteur que ledit acquereur & adiournement tiendroit, ne demeure hypothecqué& obligé à la rente & arrerage d'icelle ou dette dudit premier crediteur. Et en ce cas ledit premier crediteur fait la condition la meilleure: & y sera receu. cccclxxxix.

Des biens immeubles de l'obligé de iustice.

Quand l'heritage ou biens du detteur est mis en main de justice par execution à la requeste d'aucun crediteur: les autres crediteurs qui depuis trente ans auroient acquis rentes ou autres redeuances, charges ou dettes fur tel heritage, doiuent eux opposer deuant l'adiudication mis en main du decret. Autrement ils ne se pouroient plus adresser sur ledit heritage apres qu'il seroit adiu gé par decret, sinon que ce fust l'heritage baillé à la rente: & aussi ceux qui ont rentes anciennes creees par-auant trente ans lesquels ne perdront point par telles cryees leursdites rentes, & ne perdent seulement par desfaut d'eux opposer contre icelles cryees que leurs arrerages desdittes rentes, si aucues en y-a:mais les seigneurs des fiefz ne perdent leurs deuoirs n'arrerages par telles cryees ne par moins de temps que de trente ans.

mande d'in-

Celuy qui a rente ou autre dette crece depuis trente ans sur les biens d'autruy & voit que son obligé ait vendu partie de son heritage obligé & hypothecqué à sa rente, doit faire adiour-De adiour- ner tel acquereur en demande d'interruption dedans cinq ans de la possession de l'heritage ou ner l'acque- rente par luy acquis : à fin qu'il ne se puisse desfendre par tenement que tel heritage ne soit obligé vers luy en la rente par luy acquise. Et s'il laisse passer les dits cinq ans, il ne vient plus terruption. à temps: & s'il vient dedans ledit temps, il sera receu: & luy sera cogneue son interruption: & apres pourroit poursuyure sa rente & arrerages sur l'heritage qu'il auroit interrupté insques à trente ans, pourueu que l'heritage fust demouré és mains de l'acquereur interrupté ou de ses hoirs:car s'il estoit allé en autres mains estranges par alienation, sust de contract, de don, de permutation ou vendition, ou autre contract: & qu'il n'eust semblablement fait interrupter dedans les cinq ans le second acquereur, à compter du temps du contract dudit second acquereur ou de la possession prinse, il ne seroit point receu.

Nul ne se peutexépter de réte creee finon partré te ans.

Et est à sçauoir que l'obligé ou l'heritier de l'obligé & autres heritiers de l'heritier & de degré en degré ne se peuvet exépter de la rente ou autre prestatio annuelle creee par luy ou son predecesseur par moins de téps que de trente ans: & ne peuuét par eillement eux exépter par moins de teps q de trete ans ceux qui vne fois ont csté interruptez ne leurs heritiers.cccxcij.

Et fil y-a plusieurs obligez ou heritiers de l'obligé ou acquereurs deuëment interruptez qui soient tenus chacu pour le tout en icelle rente ou prestation, & entre lesquelz hypothecques ne se diuisent point, & le crediteur ait eu payement ou possession de saditte rente ou autre prestation annuelle par s'vn d'iceux ou aucun d'eux durant iceux trente ans : toutes-sois en celuy cas telle possession profite audit crediteur contre tous lesdits obligez heritiers & tenus en icelle rente, tout ainsi que s'ils auoient fait eux mesmes ledit payemet: & ne se pourroyent ayder de laditte prescription de trente ans si tous n'en estoiét demeurez exemptz sans en faire payement au possesseur par ledit temps, sinon qu'aucun d'entreux eust contredit de payer:car prescription auroit lieu depuis la contradiction quant au contredisant seulecccxciij. Lecrediteur

Trois manieres sont entre les autres par lesquelles le crediteur se peut faire payer par son obligé: l'vne quant l'obligé luy transporte son heritage pour l'assiette & satisfaction de sa debte. Et en ce cas les autres crediteurs ont action contre luy dedans les cinq ans de la possion nieres. par luy prinse de l'heritage à luy transporté, de le faire interrupter: & y seroyent receuz, s'il ne pouuoit monstrer ou prouuer qu'il deust estre preferé auant eux: & que sa dete ou rente pour laquelle il a accepté ladite assierte, deust estre preferee & subiette à venir à contribution selon ce que dessus est touché. Car il sera autant priuilegé en la chose à luy baillee par assiette qu'il eust esté en sa dette ou rente.

de sa rente

La seconde quand il requiert execution de sa rete ou dette, & l'obligé se consent que l'executeur les doit vendre publicquement & faire sçauoir la vente au detteur, & y-a huyt iours de dre meuble rescousses pendant laditte huytaine, les autres crediteurs se peuuet bien opposer pour venir à contribution & estre payez ou preserez, si la matiere y est subiette. Et apres huytaine passe ils ne seront plus receuz pour-ce que meuble n'a plus de suyte: laquelle huytaine de rescousse, au preiudice des autres crediteurs ne se peut abreger n'oster.

S'il consent que lon prenne par execution de ses heritages choses immeubles à la valleur Des heritade sa dette ou rente, l'executeur à ce prensent vn notaire de cour laye, doit prendre voisins à execution & ce cognoissans en valleur d'heritages: & les doit faire iurer partie presente ou appellee, d'apprecier loyaument lesdits heritages. Et ce sait, les peut adiuger audit crediteur par la prisee: & de proceder rapport desdits voysius faits, iurer iusques à satis-faction & assiette de sa dette. Et en ce cas les autres crediteurs le peuuent interrupter comme dessus dedans les cinq ans de la possession de l'heritage à luy baillé par execution f'il n'estoit priuilegié en saditte dette ou rente ainsi que dessus est declairé.

Et est ainsi qu'il y aura retrait au prochain lignager du vendeur si le crediteur n'auoit eu possession par an & par iour de sa rente:auquel cas le lignager ne viendroit à téps d'auoir le retrait:mais le seigneur de fief y viendroit bien à temps, nonobstant la possession de la rête comme cy deuant est declaré.

Si aucun donne opposition contre l'execution d'aucuns arrerages de rente ou deuoir dont on faite requeste:si le detteur de ladite rente ou deuoir confesse le principal d'icelle rente ou deuoir estre deu:nonobstant icelle opposition, le crediteur se pourra faire payer par nouuelle sur aucune requeste ou autrement des arrerages qui escherront d'icelle rente ou deuoir durant ledit pro-

De l'oppos

La tierce maniere, est en deffaut de biens meubles de faire mettre des biens immeubles de tel obligé & saiss en main de iustice (come dit est) pour arrerage de rente ou dettes personnelles doner à entédre la requeste à l'obligé ou à son heritier ou detéteur desdits immeubles: & ce fait, l'oppose ou non, l'executeur peut faire cryer& subhaster au prochain marché publique, nonobstant que ce ne soit en son bailliage l'heritage de l'obligé dedans la huytaine. Et apres la huytaine du premier cry les faire cryer de quinzaine. Et lesdits quinze iours escheuz & acoplis, peut faire cryer de quarantaine & attendre quarante iours. Et les quarate iours pas sez, l'executeur peut assigner iour deuant le iuge à celuy ou à ceux sur lesquels ont esté saites lesdittes civees & aux opposans & encherisseurs faucuns y-a, pour veoir adiuger le decret au plus offran: Lt ce pendant auant l'adiudication du decret, tous autres crediteurs peuuet venir les vns pour empescher l'adiudication du decret, les autres pour estre preferez, & les autres pour venir à contribution chacun selon la nature de sa dette. Et le juge doit tout oyr & determiner les oppositios auant aucune adiudicatio du decret & expeditio d'icelluy.

L'acquereur se peut desfendre par tenemét de dix ans côtre toutes hypotheques crees par auant trente ans: & contre celles qui seroient creces depuis trente ans, il suffit à l'acquereur

auoir eu tenement de cinq ans sans interruption, excepté contre la rente deuë à cause de l'heritage baillé à la rente & contre le seigneur de sief où il est requis tenement de trête ans pour prescrire.

Le seigneur d'une maison sera payé & preseré de son louage sur les biens de son louager cstant en icelle auant tous autres crediteurs d'iceluy louager, si depuis son terme passé il n'a prins l'obligation nouuelle de son louager, auquel cas il auroit fait de son louage dette commune qui ne seroit plus priuilegee, sinon que l'obligation nouuelle par luy prinse fust priuilegce,& est permis audit seigneur ou locateur de la maison retenir des biens meubles de son louager en attendant iustice insques à la raison de son deu.

Le locateur est preferé à tous autres creanciers.

Si detteurs sont furieux, insensez, mineurs ou absens, iustice à la requeste des crediteurs doit appeller la femme si femme y-a, & des plus prochains parens desdits furieux, mineurs ou insensez & leur donner curateur. Et aussi donner curateur aux biens vacans desdits absens: auquel sera signifié la requeste desdits crediteurs & autres exploitz de instice. Et seront tenuz iceux curateurs eux informer des deffences contre lesdittes requestes. Et s'ils n'en treuuent aucunes,& n'en peuuent informer, peuuet fouffrir codition & faire ou fouffrir estre fait payement de la dette, en baillant caution par celuy qui pretend laditte dette, si le iuge voit que faire se doiue:mais si lesdits detteurs viennent apres ce, & ils mostrent quittance ou satis-factio, lesdits crediteurs seront contraintz par la iustice ordinaire sans autre prouisson à restituer ce qu'ils en auront receu auec les dommages & interestz.

Quant detteurs ne peu uentestre en iugement.

Si le mary l'oblige tout seul en aucune somme & sa semme se meurt, le crediteur se prédra pour le tout audit mary ou à ses heritiers si bon luy semble, combié que les heritiers de la semme s'il y-a eu communauté entr'elle & son mary, y sont tenus en la moytié : mais ledit mary & ses heritiers auront bien lesdits heritiers d'elle à garans. Et si laditte semme suruit sondit mary, les heritiers de sondit mary la pourroyent auoir à garant ou s'en pourroit ledit crediteur adresser contr'elle ou ses heritiers pour la moytié par simple action.

Du mary qui s'oblige sans sa femme.

Marchans, gens de mestier & autres vendans leurs denrecs & marchandises à detail, medecins, chyrurgies, barbiers, orfeures, apporhicaires, massons, charpentiers, laboureurs, manou uriers, scruiteurs & autres mercenaires ne peuuent faire action, question ou demade de leurs denrees & marchandises, salaires & seruices apres deux ans passez, les dittes denrees vendues, debitees & deliurees à detail, ouurages, labours & seruices faits, sors & excepte celles qui auroient esté & seroient recogneues par obligation ou cedulle.

De cognoiifre ou nyer cedule.

Si aucun est adiourné pour cognoistre ou n'yer son seing manuel, s'il le cognoist, il sera cotraint garnir la main du contenu en la cedule, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, tout ainsi qu'il seroit contraint faire en matiere de requeste deuëment applei-

Femme maryce est en la puissance son mary: & ne peut contracter ne disposer des des biens de la communauté n'autres fans l'autorité de son mary, sinon qu'elle soit marchande publicque & que ce soit du fait de la marchandise, sauf par testament.

Sezieme partie.

De communauté auec le furuiuant.

POVR la sezieme partie nous traiterons en quel cas comunauté de biens alieu. ccccvj. Si le pere ou mere vont de vie à trespas delaissez enfans mineurs, & le suruiuant ne fait inuentaire: les parens prochains appellez, il sera loysible ausdits mineurs de demander leur iuste part & portion qui leur auroit appartenu par le trespas du premier decedé, ou demader communauté auec le suruiuant.

Si don d'heritage ou bail à rente est fait à l'vn des compaignons de la communauté par celuy de qui il est heritier presumptif, ce est reputé auancement de succession & non pas acquest: & par-ce moyen les autres n'y prendront rien.

Homme & femme qui ont esté en mariage par an & par iour à compter du iour des nop-1.508. Id off ces, font communs en biens meubles, dettes personnelles & arrerages de rentes & en tous trabitur intro acquestz qui sont faits durant laditte communauté ou apres ledit mariage par-auat ladite co-Ttiarii.C.M. munauté s'ils y demeurent par an & par iour, tellement qu'ils acquierent ladite comunauté, chacun y-a autant l'vn come l'autre, posé que l'acquest soit sait au nom de l'vn d'entr'eux s'il n'ya paction ou conuenance entr'eux au contraire. Et si aucune succession de meuble eschet à l'vn desdits conioints estans en communauté de biens, ils sont acquis de laditte comunauté.

Et au regard des heritages qui appartiennent aux conioints par mariage à cause de la succession de leurs predecesseurs ou qui leur escherroient durant ledit mariage, & de leurs acquests faits au parauant leurdit mariage, ils ne cheent en communauté. Et si l'vn desdits conioints va de vie à trespas dedans l'an & iour, la femme ou ses heritiers emporteront ce qu'elle y apporta, & non plus.

Aucun soit noble ou coustumier, n'acquiert communauté auec autre personne, n'autre nauté de bipersonne auec luy, fors seulement par contract ou paction expresse faite entre eux, si ce n'est ens en estra entre homme & femme maryez ensemble, qui acquierent communauté ensemble, comme giers. dit est. Et au cas du premier article de ceste presente partie faisant mention des mineurs.

ES coustumes & articles cy dessus escrits ont esté leues & publices au conuent des freres prescheurs du Mans, par Martin le sage greffier en la seneschausee du Maine, par l'ordonnance & és presences de nous Thibaut baillet consciller du Roy nostre sire, president en sa cour de parlement, & Iehan le Lieure aussi conseiller en icelle, commiz & deputez par ledit seigneur pour faire laditte publication. Et aussi en la presence de reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque du Mans, de frere Iehan roussart abbé de saint Kales, frere Michel bu reau abbé de la Coulture, frere Yues morisson abbé de saint Vincent lez le Mans, des abbez de Fontaine daniel, Belle branche, Persaigne, de Lespau & de Tironneau presens en leurs personnes, de maistre Guy rahier bailly de Suron pour les religieux, abbé & conuent dudit lieu, frere Iehan d'abatans procureur des religieux, abbé & conuent de Beaulieu, frere Iacques boutier pour les religieux, abbé & conuent de Champaigne, maistre Estienne Veau procureur des religieux, abbé & conuent du Perrayneuf, maistres Lezin cheminard doyen, François le chat chantre, Alain de treanna grant archediacre en laditte eglise du Mans, commiz & deputez par le chapitre dudit Mans, & aussi lesdits cheminart & abbé de Fontaine daniel, pour le clergé de la baronnie de Mayenne la iuhez, maistre Guillaume de cordon procureur des abbesse & conuent du pré, messire Michel gautere procureur des abbesse & conuent d'Estiual en Charnie. Et en la presence de maistre Nicole le camus procureur de madame d'Alenson comme ayant le bail de monseigneur le duc son fils à cause de sa vicomté de Beaumont & baronnie de Mayenne la juhez & sonnois, maistre Ichan bouglier & Estienne peschart procureurs de monseigneur le duc de Lorraine pour les baronnies de Sable & de la Ferté bernard, maistres Iehan perot & Loumer vaumour procureurs de moseigneur le comte de Vendosme seigneur de Montdoubleau & saint Kales, François de la pommeraye & maistre René hennier procureurs du comte de Laual, François de harcourt seigneur de Bonnestable, François de coesmes seigneur de Luce & d'Orthe, Iehan dauerton seigneur de Belin & du bourg dauerton, messire Iehan de baif cheualier seigneur dudit lieu & de mange, Ambrois de saint Mars vicomte de bresteau & seigneur de la mousse, Pierre seigneur de Champaigne seigneur des chastellenies de vaallon, maigne & loupelande, René bouchet sei gneur de sourches, Iehan de vasse seigneur dudit lieu, messire Iehan de maridort cheualier seigneur de la fressonniere, Guillaume de maridort seigneur de vaux, Loys du bellay seigneur de lange, Ambrois de taruel seigneur dudit lieu, messire Iehan Morin cheualier seigneur de Leudon, messire Loys le clerc cheualier, Iehan de clinchamp seigneur de la buisardiere, mesfire Iaques de tuce cheualier seigneur de thuce, maistre Helie framboucher procureur du ba ron du chasteau du Loir, maistre Nicole rochereau procureur de la baronnie de Sille le guillaume, & Loys le boucher procureur du baron de Millesse, maistre Robert de saunois & Guillaume l'amy procureurs du seigneur Dambrieres & de maistres Pierre de courthardy iu ge du Maine, Iacques tahureau lieutenant du seneschal du Maine, Raol blanchet lieutenant duditiuge du Maine, Guillaume guimont bailly de la preuosté & vairie du Mans, Iehan ferraut procureur du Roy audit pays du Maine, Guillaume le valleur & Iehan sergent enquesteurs dudit pays du Maine, Pierre le pelletier procureur des manans & habitans de la ville du Mans, ledit Nicolas le Camus, François de courbefosse, Iehan de saint Denis & Iulian fram boucher escheuins de laditte ville du Maine, maistre Iehan salle, Anthoine courbefosse, Gilles Placier aduocats & pratticiens audit lieu du Mans, maistre Guy de Bauge lieutenant du bailly de la Ferté, Iehan de longlee lieutenant du bailly de Beaumont, & plusieurs autres tant gens d'eglife, nobles, pratticiens & bourgeois escrits & nommez en nostre proces verbal. Apres laquelle publication auons enioint aux dessus dious autres, d'oresnauant garder & observer comme loy lesdittes coustumes publices & arrestees, & fait dessenses de non al-

Proces verbal

leguer autres coustumes contraires ne desrogantes à icelles. En outre auons sait dessenses aus dits lieutenants, iuges, officiers du Roy, & autres aduocats, pratticiens & coustumiers de la ditte seneschausee, que doresnauant pour la preuue desdittes coustumes publices, ils ne sacent aucune preuue par turbe ou tesmoins particuliers: mais par l'extrait d'icelles signé du gressier de la ditte seneschausee, & deument expedié. En tesmoin desquelles choses nous auons cy mis nos seings manuels le xv. iour d'Octobre, L'an mil cinq cents & huit, Signé, Baillet, Le lieure, Iaques tahureau, Le sage.

CY ENSVIT LE PROCES VERBAL FAIT A LA CORRECTION & promulgation des coustumes du pays & comté du Maine, en en suyuant le commandement du Roy nostre Sire.

L'an mil cinq cents & huit, Nous Thibaut baillet president, & Iehan le lieure conseillers du Roy nostre Sire en sa cour de Parlement, partismes de la ville d'Angiers pour aller en la ville du Mans saire publier les coustumes de

la seneschausee du Maine, en ensuiuant les lettres patentes du Roy,&c.

Et pour le clergé comparurent personnellement reuerend pere en Dieu François de Luxembourg euesque du Mans, frere Iehan roussart abbé de saint Kales, frere Michel bureau docteur en thelogie abbé de la Couture, frere Yues morisson abbé de saint Vincent lez le Mans, frere Macé petiot abbé de fontaine Daniel, frere Iehan du mesnil abbé de Bellebranche, frere Raouland le gouz abbé de Perseigne, frere Ichan aubiniere abbé de Lespau, frere Loys le breton abbé de Tironneau, & pour maistre François de Chasteaubriand abbé commendataire de Suron, comparut maistre Guy rahier licencié en loix & bailly dudit lieu, & pour frere Guy du parc abbé de l'abbaye de Beaulieu, comparut frere Iehan de batans prieur du cloistre de laditte abbaye, & pour frere Iehan abbé du Perrayneuf, & pour le conuent dudit lieu comparut maistre Estienne veau licencié és loix, procureur de laditte abbaye, Lancelot de Beaumanoir abbé de Champagne comparant par frere Pierre boutier religieux de laditte abbaye, & pour les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise du Mans comparurent maistres Lezin cheminart doyen, messire François le chat docteur és droits, chantre, Alain de treanna licencié en loix, grand archediacre, tous chanoines de laditte eglise, procureurs & commiz pour les dits de chapitres, Iehanne de Crets abbesse du Pré comparut par maistre Guillaume de cordon son procureur, Ichanne de Laual abbesse Destiual en Charnie par mesfire Michel gautere son procureur, les doyen, chanoines & chapitre de saint Pierre de la cour du Mans comparans par maistre Iehan de Courthardin doyen de laditte eglise, frere Adam more prieur de Chasteaux en l'hermitage present en personne, frere Ichan de lamps prieur de saint Victeur present en personne, les chanoines & chapitre de saint Kales comparans par Symon pastoul leur procureur, le cheuecier & chapitre de Sille le Guillaume comparans par Edim simon leur procureur, frere François de saint Mars prieur de Grammont par messire Pierre dauy prestre son procureur, messire Gilles de commers docteur és droits & ossicial du Mans present en personne, m. Ichā bordier licēcié en loix, promoteur dudit euesque du Mās present en personne, & haut & puissant seigneur le duc de Lorraine, baró de Sablé & de la Fer té bernard coparant par maistre Ichan bouglier & Estienne peschart ses procureurs, madame Marguerite de Lorraine duchesse d'Alenson ayant le bail de môsseurle duc d'Alenson son fils pair de France pour la vicomté de Beaumont, & entant que touche Beaumont, Fresne & S. Susanne depédans d'icelle Vicomté, & pour les baronnies de Mayennes la iuhez comparant par maistre Nicolas le camus son procureur, le comte de Vendosme seigneur de Mondoubleau & de faint Kales comparant par maistre Iehan perot licencié en loix bailly dudit Mondoubleau & Loumer vaumour chastellain dudit saint Kales ses procureurs, Guy comte de La ual comparant par François de la pommeroye conseiller & contrerolleur des finances dudit comte, & maistre René hennier licencié en loix lieutenant du juge de Laual ses procureurs, François de harcourt baron de Tilly & seigneur de Bonnestable present en personne, messire Pierre de Rohan cheualier mareschal de France à cause de la baronnie du chasteau du Loir par maistre Helie francboucher licencié en loix son procureur, maistre René de Monteian prothonotaire du faint siege apostolique ayant le bail, garde & administration des enfans mineurs dans de feu Loys en son viuant seigneur de Monteian & de Sille le Guillaume comparant par maistre Nicole rochereau licencié en loix son procureur, Baudoyn de Tuce baron

de Millesse seigneur de la chastellenie de Tuce comparant par maistre Loys le Boucher son procureur, Charles de coesme seigneur de Luce & d'Orte present en personne, Iehan dauerton seigneur de Belin & du bourg Dauerton present en personne, messire Iehan de bays che ualier seigneur dudit lieu & de Menge, Mery thibergeau seigneur de la mote, Ambrois de saint Mars vicomte de Bresteau & seigneur de la mousse, Pierre seigneur de champaigne, des chastellenies de Vaalon, Meigne, Loupelande & la Suze present en personne, Loys de labregement baron de Pirenul seigneur chastellain de Noyen & de Courcelles, Helaine de vil leblanche bail des enfans du deffunt seigneur de Lauardin, de Lamenay & de la chappelle ga stineau par maistre Iehan denisot licencié és loix son procureur, Iehannot dinuerse escuyer d'escuyrie du Roy nostre sire seigneur de la chastellenie de Ballon par Iullian portier son procureur, René bouchet seigneur de la chastellenie de souches present en personne, Iehan de Vasse dit groignet, seigneur de la chastellenie dudit lieu de Vasse, le seigneur de la Lassay, cóparant par Pierre de la Haye procureur dicelle chastellenie & seigneurie, par ce qu'elle est en la main du Roy, messire Iehan de la Palu, seigneur dudit lieu de Villaine & de grant champ par Iehan vasse son procureur, le seigneur de montsort comparat par Guyon pahouean bailly dudit lieu, messire I chan de maridort cheualier seigneur de la Fressonniere & du chasteau seneschal, messire René de la Roche baraton seigneur de la chastellenie d'Ambrieres, comparant par maistre Robert des aunes son procureur, Guillaume maridort escuyer seigneur chastellain de vaux bail du seigneur de saint Aignen, Blanche de montbron dame de Nouans, Geure & Courpourtrain comparat par maistre Iacques de la haye, messire René de steschart seigneur chastellain de polligne & de la grant & petite loiere comparant par maistre Antoine de Courbefosse licencié és droits son procureur, Jaques despeaux seigneur de Fontenelles & de lesperonniere present en personne, Ambrois de courtauel seigneur dudit lieu & de Peze, messire Emard desteualle seigneur dudit lieu, Georges dorenge seigneur de la Foullee & de la Couebe, Iehan de vasse escuyer seigneur de saint George sur Erne, Ambrois le cornu seigneur de l'Aunay & de la Courbe, messire Iehan morin cheualier seigneur de Leudon & du Tronchet, Iehan de Clinchamp escuyer seigneur de la buisardiere & de murce, Iaques bailleur seigneur de Beauuois, messire Loys le clerc cheualier seigneur de coullaines, Iehan de ville arceau seigneur dudit lieu, Iehannot le vasseur escuyer seigneur de congnees premier veneur du Roy nostredit seigneur, Guillaume de cordoué escuyer seigneur de mimbre, Christofle aubry seigneur de raderay, René baucher escuyer seigneur de vaigron, Iehan de villiers seigneur de Mondan, messire laques de tuce cheualier seigneur de bouer, Mery garnier escuyer seigneur du breil & de monceaux, Guyon le seneschal escuyer seigneur du bois-bertenger, René daron escuyer seigneur de bordeaux. Comparurent aussi honorables personnes, maistres Iaques tahureau licencié és loix lieutenant general du seneschal du Maine, Pierre de courthardy licencié és droits iuge ordinaire du Maine, Iehan ferraut licencié és droits procureur du Roy audit pays du Maine, maistre Raoul blanchet licencié és droits lieutenant du iuge du Maine, Guillaume guymont licentié és loix bailly de la preuofté & vairie du Mans, Guillaume le bailleur enquesteur pour le Roy audit pays du Maine, maistres Gilles placier, Estienne richier, Guillaume le chesne, Iehan hurtier, René menart, François menaut, Pierre trouillart, Nicolas thomas, Nicolle villette, Geruais huet, Thibaut pescheret, Michel flotte, Iehan mallet, Adam lozenge, Iehan veau, Charles de longlee, Guillaume le boindre, An dré mellet, Geoffroy piete, Iehan le cormier, Iehan Rubay, Kales guiuray, Georges guybert, Edim mettayer touts licenciez és loix presens en personnes. Colas richier grefsier de la cenfiue pour le Roy, Iehan de launay greffier de la iurisdiction temporelle du chapitre du Mans, Pierre thomas, Symon couppe, Ichan le roy, Ichan moreau, Regnaut cheual, Pierre badin, Christosle de vallois, Guezinot perot touts aduocats & pratticiens en cour laye, Iehan de lan glee lieutenant du bailly de Beaumont, Robert guillon lieutenant du bailly de Fresnay, Guy de bauge licencié és loix lieutenant du bailly de la Ferté bernard, Geoffroy vieil lieutenant du bailly de Sonnois, Macé blanchet lieutenant du seneschal du Mayenne, Guillaume gault licencié és loix bailly du chasteau du Loir. Et pour la ville du Mans comparurent François de courbefosse & Iehan de saint denis escheuins de laditte ville, maistre Pierre le pelletier licen cié és loix procureur des manants & habitants de la ville du Mans. Comparurent aussi Macharin iuglet procureur de la communauté des subiets de la Ferté bernard, Iehan regnaut procureur de la vicomté de Beaumont, Michel guillotin procureur de la batonnie de Sonnois, Michel iagaut procureur de la chastellenie de valló, Pierre poinet, Guillaume picart, Symon

Proces verbal

schier procureur de manants & habitants de la ville de Sablé, maistre Pierre courtain procureur des gens d'eglise de la Ferté bernard, François triquel procureur des habitants de Vienny, Iehan de la noe procureur des parrochiens de saint Lou, Iehan Baudry procureur des parrochiens de Flee, Pierre iolis procureur des parrochiens de saint Frambourg: de lassay la bazoche, Guydouyn, faint Lou, Nyort & Chamteigne, Macé thion procureur de brullon, Iehan le maire procureur des parrochiens de Beaumont pied de beuf, Iehan guilloust procureur de faint Brice, maistre Jea de paroux chastellain de Luce & Macé soulay procureur des manans & habitas dudit lieu de Luce, Iehan fauueau procureur des parrochiens de Rubay A touts lesquels procureurs dessuf-nommez ordonnasmes mettre vers le gresse leurs lettres de procuration, en recommandant au greffier les prendre & garder deuers luy. En la presence desquels & de plusieurs autres ledit iour de Lundy neusieme dudir moys par ledit le sage greffier furent leuës les lettres de nostreditte commission dessus inserees. Et apres seismes faire le serment à routs les desfusdits, de bien & loyaument conseiller & dire verité sur le fait des coustumes de laditte seneschausee, & remonstrer & aduertir ce que des choses cotenues esdittes coustumes en seroit vtile & proffitable ou prejudiciable & dommageable au bien comun & veilité du pays. Et lors par ledit abbé de la Coulture fut dit & remonstré en la presence dudit euesque du Mans, tant pour ledit euesque que pour son clergé, que par l'assistance qu'ils saisoient à rediger par escrit, & reformet les coustumes dudit pays, ils n'entendoét que si en aucuns des articles y auoit choses contraires ou preiudiciables aux droits & libertez de l'eglife; y consentir & estre subiers sinon pour autant que par droit commun ils seroient ab--straints de ce faire: & protestoient de les impugner & debattre en temps & lieu, requerant auoir acté de leurditte protestation:ce qu'à esté accordé.

Et apres feismes lire le cayer auquel lesdittes coustumes sont escrittes: & en lisant le xxij. article estant en la premiere partie au chapitre intitulé de bas iusticiers, contenant ce que fensuit. [Et fils sont trouuez allans fouller, ou leur drap foullé à autre moulin, il y a confiscation dudit drap au seigneur de fief, & le peut faire prendre comme à luy appartenant par conifiscation.] Par l'aduis & deliberation de touts les assistants ledit article a esté moderé ainsi Moderation qu'il s'ensuit: [Et s'ils sont trouuez allants fouller ou leur drap foullé à autre moulin, il y a du xxii. arti confiscation dudit drap au seigneur de sief, & le peut prendre comme à luy appartenant par tre des bas confiscation: mais sera ledit drap rachettable par celuy à qui il appartient, dedans quinzaine si bon luy semble, au pris chacune aulne de douze deniers mansays: & neantmoins payera le-

dit droit de foullage.

-m Et l'article quarante huit estant en laditte partie au chapitre de moyenne iustice, duquel la teneur s'ensuit: Les biens meubles des bastards ou aulbains & autres natifs du royaume qui 'decedent sans hoits, appartiennent au seigneun à chacun pour tant qu'il en est tenu en sa seigneurie qui ont droit d'espaue mobiliaire en leur terre. Et les heritages acquiz par tels bastards; appartiennent aux bas iusticiers, en la iurisdiction desquels ils sont assis. Quand tels bastards ou aulbains trespassent sans hoir de leur chair yssuz en loyal mariage, s'en peuuet iceux seigneurs dire & porter saisiz comme pourroiet saire leurs heritiers. Apres la lecture duquel article les gens & officiers du Roy protesterent qu'en tant que touche la succession des aulbains, que laditte coustume ne doit aucunement prejudicier au droit du Roy, lequel seul & non autre, succede aux biens meubles & immeubles desdits aulbains.] Et apres l'official de l'euesque du Mans rant pour monseigneur du Mans que pour le clergé s'est opposé, disant que audit article ne doiuent estre comprins les biens meubles des bastards qui par dispense auroient esté faits clercs ou prestres: car esdits biens meubles, la pluspart desquels procedent du bien de l'eglife, les euesques y doiuent succeder: & quant aux biens des aulbains & natifs hors du royaume qui sont clercs, disoient qu'ils appartenoient à l'euesque, pour desdits Le xlviii ar biens en disposer en beuures pitoyables: & des droits dessuldits en auoir ledit euesque toufticle estant au tiltre de iours iouy & vséquisques à ce que puis aucun temps en ça les gens & officiers du Roy l'auoiét moyenne iu voulu empescher, en voulant entreprendre contre les droits & libertez de l'eglise: & de ce y flice est de-mouré pour en auoit proces en la cour de parlement. Nonobstant lesquelles remonstrances par la plus grande & laine partie de ceux de l'affiftance fut dit & declaré que la coustume dudit pays du Maine estoit telle qu'elle est contenue audit article: & d'icelle en auoient vsé de tout temps & d'ancienneté, & aussi que long temps a qu'elle auoit esté & estoit escritte és anciens couflumiers du pays, & depuis ordonné que du contenu audit article, n'en seroit aucune chose pour lors immué: mais que tant l'euesque que les officiers du Roy auroient acte de leur protestation

iusticiers.

sestation & opposition.

Et quant au lj.& lyj.article estans en laditte premiere partie aux chapitres intitulez, droits de chastellenies & des seigneurs barons, contenants ce qui s'ensuit. [Le seigneur chastellain est fondé d'auoir toute iustice, moyenne & basse auec la cognoissance des grans cas cy apres declarez: C'est à sçauoir de rauissement de personnes, d'homicide fait de guet à pensé, & de encis, qui est de meurdrir femme enceinte ou son enfant au ventre, d'embraseurs de maisons, guetteurs de chemins, sacrileges, desrobbeurs ou desserpilleurs de passants lesdits chemins, depopulateurs de champ, brigans & empoisonneurs, & autres cas semblables, & qui en dependent. Et peuuent lesdits seigneurs chastellains en simples crimes où il n'y a train par leurs iuges, baillifs ou seneschaux muer le cas criminel en cas ciuil, si le cas y est disposé:mais autres iusticiers au dessouz ne sont fondez de cognoistre desdits grans cas, ne de muer le cas criminel en cas ciuil, s'ils ne sont acquiz par prescription ou tiltre. Les comte, vicomte de Beaumot barons& souz le ressort & suzeraineté dudit comté du Maine, ont toute iurisdiction hau te, moyenne & basse en leur territoire, comté, vicomté ou baronnie, & sur leurs subiets la pu nition & correction d'eux. Ont aussi le pardon & remission des delits faits par leurs subiets en leur iurisdiction, forban & rappel: & peuuent muer le cas criminel en cas ciuil. Et peuuent auoir le comte & vicomte de Beaumont ou mere de leur iustice gibet à six pilliers, & le baró à quattre pilliers. Toutes-fois le comte du Maine peut bien auoir gibet à fest & tel que bo luy semblera en signe de suzeraineté. Et ne peut le Roy sans l'assentement desdits comte du Maine mettre coustume en son pays, & aussi ne la peut mettre en eux sans l'assentement de ses vassaux.] Apres la lecture desquels articles a esté dit & remonstré qu'au Roy seul appartient donner pardons & remissions des crimes & delicts faits par les subiets du royaume, rappeau de ban, muer le criminel en ciuil. Et pour les comte & vicomte de Beaumont & barons estas soubs le ressort & suzeraineté dudit comte du Maine, a esté dit & respondu que dudit droit de donner pardon & remission des delits faits par leurs subiets & en leurs terres, & de muer le cas criminel en cas ciuil, ils en auoient iouy d'ancienneté: & estoit tout le contenu esdits articles escrit és coustumes anciennes dudit pays du maine. Apres lesquelles remonstrances & autres causes & raisons alleguees d'vn costé & d'autre: par l'aduis & opinion des assistants lesdits articles ont esté escrits & arrestez ainsi qu'il s'ensuit. [Le seigneur chastellain est fondé d'auoir toute iustice, haute, moyenne & basse, auec la cognoissance des gros cas cy apres de- Moderatio clarez: c'est à sçauoir de rauissemet de personnes, d'homicide fait de guet à pensé, & des encis & arrest du li. & lvi. arti qui est de meurdrir femme enceinte ou son enfant au ventre, d'embraseurs de maisons, guetteurs de chemins, sacrileges, desrobeurs ou desserpilleurs de passans lesdits chemins, depopu au chap. des lateurs de champs, brigans, empoisonneurs & autres cas semblables & qui en depédent: mais fellenie. autres iusticiers au dessouz ne sont fondez de cognoistre desdits grans cas, s'ils n'ent ont tiltre, ou qu'ils l'ayent acquis par prescription.] Et depuis la correction dessussite maistre Iehan bouglier, Estienne peschart procureurs de mon seigneur le duc de Lorraine baron de Sable & de la Ferté bernard, ont dit & remonstré que ledit duc de Lorraine auoit droit de bailler re mission & pardon esdittes baronnies, & aussi de conuertir le criminel en ciuil, protestans que la correction dudit article ne peut aucunement preiudicier à ses droits, & de ce ont requis auoir acte, qui leur a ottroyé.

Et quant au lxxvj. article, estant en la seconde partie dudit cayer contenant ce qui s'ensuit: Et combien que lesdits iuges suzerains dudit comte du Maine & autres seigneurs ayent la preuention telle que dessus: neantmoins pource que souventes-fois aucuns en petites matieres personnelles s'entrevexent & trauaillent en s'entresaisant adiourner au loin, combien que peussent recouurer iustice és cours des seigneurs subalternes, les dits iuges suzerains pourront en faire incontinent renuoy parauant contestation & autrement, ainsi qu'ils verront estre à faire. Et si lon cognoist que malicieusement le demandeur ayt sait adiourner au loin le deffendeur pour petites matieres, ledit iuge suzerain pourra pour reprimer telle vexation & trauail des subiets, condemner tel demandeur en amende & despens, & faire le renuoy comme dessus, par deuant iceluy iuge subalterne qu'il verra estre à faire. Apres la lecture duquel article par maistre Nicolas le camus procureur de ma dame la duchesse d'Alençon ayant le bail de monseigneur le duc d'Alençon son fils, vicomte de Beaumont, Fresne, sainte Susanne, & baron de Mayenne la iuhez. Et aussi par maistre Iehan bouglier & Estienne peschart procureurs de monseigneur le duc de Lorraine baron de Sable & de la Ferté bernard, & par maistres Iehan perot & Lommer vaumour procureurs de môseigneur le comte de Vendos-



Proces verbal

me seigneur de Mondoubleau & de saint Kales, & par plusieurs autres nobles sut dit & remonstré que les subietz des baronnies, chastellenies & seigneuries dessusdittes estoient sort molestez & trauaillez d'estre adiournez & conuenuz hors les fins & limites de leurs iurisdictions, plusieurs desquelz sont couenuz par preuention deuant les officiers du roy pour vingt solz, trente solz, ou quarante solz & au dessoubs. Les aucuns distans du lieu ou ilz sont adiournez de plus de dix, vingt, vingtcinq ou trente lieues. Et souuent aduient qu'ilz ayment mieux payer ce qu'on leur demande que d'estre trauaillez d'aller plaider si loin pour si petites sommes. Ont aussi les barons, seigneurs chastellains & hauts insticiers du pays, grand interest esdites preuentions: car par ce ilz perdent leurs iurisdictios, & la cognoissance de leurs subietz: & est venu directement contre l'intention du roy, qui veut & entend en toutes choses releuer le peuple, ses subietz & vassaux d'oppressió & violèce. A quoy par le procureur & officiers du roy fut respondu qu'oncques ne fut que le comte du Maine n'eust droit de preuention sur ses vassaux en toutes actions: & est ledit droit de grand profit & reuenu au roy : car les greffes de la senechaucee, preuosté & autres iurisdictions en sont baillez a ferme à plus grande somme:& diminueroit le domaine du roy de plus de deux mille liures. Et aussi tel droit de preuen tion que le roy a comme comte du Maine sur ses vassaux de cotraindre ses subiets en premiere instance à respondre par deuant ses officiers. Les barons à semblable ont tel droit de preuention sur leurs vassaux, chastellains & autres insticiers: & n'a le roy, comte du Maine droit ne prerogatiue de preuention que les barons seigneurs chastellains n'ayét gradatim sur leurs fubietz & inferieurs. Et dudit droit en auoyent le roy, les comtes, vicôtes & barons tousiours iouy & vsé sur leurs subietz. Et pour la grand plainte & dolcance que les gens d'eglise, nobles & autres faisoient du contenu audit article, & la contradiction des gens du Roy au contraire, ordonnasmes que les parties escriroient par vne cedulle leurs causes & raisons plus amplement, qui seroient monstrees au procureur du Roy pour y respondre: & produiroient par deuers nous, pour de ce en faire nostre rapport à la cour, pour y estre pour ueu comme de

Le lxxxviii. article estat en la seconde partie.

Et l'article iiij.xx.viij.qui est en ladite partie, contenant que quand à la cour du prince il est question de lettres passes souz seaux royaux ou du comte du Maine, n'y eschet point de renuoy: mais en appartient la cognoissance aux prince & à ses iuges & officiers & non pas à autres, posé que les parties soient nuement subietz desditz comtes, barons ou seigneurs chastellains & d'autres vassaux dessussibles.] Par la deliberation des assistants ledit article a esté escrit ainsi qu'il s'ensuit. En execution de lettres passes souz le seel des contractz du Roy, si lesdites lettres sont maintenues sauses, au Roy seul & à ses officiers en appartient la cognoissance. Et és autres cas le iuge royal par aux la contestation de la cause en sera tenu, asin de faire renuoy s'il en est requis.]

Moderation de l'article quatre vingt & huit.

Et quant aux articles estans en la tierce partie faisans mention du bail des mineurs contenant ce que l'ensuit. [Le suruiuant des pere & mere est bail naturel de leurs enfans mineurs yssus de leur mariage. Et ne fait ledit bail naturel rachat au seigneur dont les ditz heritages des mineurs sont tenus en foy, non fait la sœur quand le bail de son frere, ou autres freres & sœur luy eschet si elle n'est mariee:mais si ainsi estoit que la mere eust suruescu son mary, & luy soit e scheule bail de ses enfans, si elle se remarye, elle pert le bail aussi la tutelle naturelle: & fera pareillement rachat audit pays la sœur à qui le bail seroit escheu, si elle est maryee au temps ou apres iceluy escheu. Et commence ledit rachat quinze iours apres le mariage parfait & accomply, soit ledit rachat gaigé ou non, si le bail qui a fait rachat, se meurt, celuy qui recueillira ledit bail, le fera neantmoins: car tant de bailz tant de rachatz, si ne sont les bailz sans moyen comme dit est: S'il y a plusieurs enfans & les aucuns d'eux soient aagez, ilz n'auront le bail de leurs freres & sœurs puisnez durant la vie du pere & de la mere à qui le bail en appartient. Le frere & sœur quand ils sont en aage, si c'est entre les nobles, le frere de vingt ans, & si c'est la fille de quatorze ans, ont le bail de leurs autres freres & sœurs mineurs: & iceux ne font point de rachat: & est à entendre que tant que le pere & la mere viuét, qu'ils sont bails naturelz, le frere ne la sœur n'auront le bail de leurs autres freres & sœurs comme dit est. Et entant que touche le bail des enfans coustumiers, ilz ne prent les meubles: & ne fait les fruitz siens des heritages des mineurs tenus à cens comme dit est: mais luy appartienent les fruictz des heritages tenus à foy & homage qui chéent en bail, à la charge de contribuer pro rata aux alimens & entretenemens des mineurs, conduite de proces & de payer les arrerages des ren tes & deuoirs qui escherront pendant ledit bail sur les choses hommagees, & de faire les reparations

Di.

(1)

10

el.

Ü

11

rations d'icelles choses. Et toutes-fois les fils ou filles coustumiers en leurs heritages tenuz à foy, ne sont point plustost aagez que les nobles: & baillera pleige, come dit est, du bail des nobles. Et supposé que les bails des nobles aient acoustumé prédre tous les meubles, toutes-fois pource que le temps passé se sont ensuiuis plusieurs inconveniés aux mineurs cheuz en bail: lesquels eux venuz à leur aage, se sont trouuez desnuez de toutes vtensilles en leurs maisons, & de bestiaux en leurs lieux & dommaines, qui a esté cause de leur donner occasion de vendre, charger & hyppothecquer leurs heritages ou partie d'iceux, dont plusieurs ne se sont peu releuer, est ordonné que doresenauant les bails auront seulement l'or & l'argent monnoyé qui auroit appartenu au deffunt, sinon qu'iceluy deffunt par son testament en ayt ordonné pour le mariage de ses filles ou pour l'entretenement de ses fils puisnez aux escolles ou au ser uice du roy ou d'aucun prince. Aussi auront arrerages de rentes & dettes personnelles deuz audit deffunt, par la mort duquel est aduenu ledit bail, auec les fruits des heritages du mineur iusques à ce qu'il soit en aage.] Apres la lecture des articles dessudit stut par nous dit & remonstré que selon l'ancienne coustume du pays du Maine entre nobles ceux qui auoyent le bail faisoient tous les meubles des mineurs, leurs, ensemble tous les fruits des heritages desdits mineurs, & que par la correction nouvelle demourroient encores àusdits baillistres l'or & l'argent tant monnoyé qu'en vaisselle, tapisserie, linges & autres biens meubles, auec tous les fruits des heritages : à cause desquelles choses plusieurs nobles du pays estants mineurs auoient ia eu & souffert, & les autres auroient & souffriroient pour le temps aduenir grans pertes & dommages, tant par ce que selon la coustume dessus escrite les aucuns desdits mineurs auoient ia esté & les autres seroient pour le temps aduenir par leurs baillistres spoliez & desnuez tant de la proprieté des meubles qui leur escheoient par succession, comme aussi de tous les fruits & leuces de tous leurs heritages escheuz durant leur minorité qui estoit chose contraire à bonne raison & equité. Et ne prenoiet lesdits baillistres la charge dudit bail, sinon quad ils veoyent qu'il leur estoit vrile & profitable. A ceste cause sur par nous requis & demandé aux gens d'eglise, nobles & du tiers estat leur aduis sur ce: & par l'opinion de tous les dessudits lesdits articles surét rayez & corrigez ainsi qu'il s'ensuit. [Le pere ou la mere tant seulement aurôt le bail de leurs enfans mineurs si bon leur semble. Et en ce cas feront & radiation les fruits des heritages de leursdits enfans mineurs leurs tant seulement, & payer ot les dettes des articles personnelles. Et si lesdits pere ou mere se remarient, sera pourueu de tuteurs ausdits mineurs: estans en la tiercepartie ausquels tuteurs serafaite deliurance des heritages & meubles d'iceux mineurs, à la charge faisant men d'en rendre compte & reliqua. Et seront tenus les dits pere ou mere en prenant le dit bail, faire tion du bail des minours inuentaire des meubles desdits mineurs. Et en prenant par lesdits pere ou mere ledit bail de leursdits enfans, ils seront tenus les nourrir & entretenir selon la qualité de la maison dont ils sont iusques ils soient en aage.

Et quant au contenu du exeviij. article estant en la quarte partie contenant ce que s'ensuit. S'aucuns frarescheurs ou heritiers sont ausquels soient venus aucuns heritages tenus à cens, rentes ou deuoirs d'aucun seigneur de fief, & le departent entr'eux, & par leur partage chacun ait prins sa portion à la charge de payer partie desdits deuoirs, cens ou rente, le seigneur ne departira pas son deuoir s'il ne luy plaist, c'est assauoir qu'il ne prendra pas de l'vn des frarescheurs partie du deuoir: mais sont tenus de le luy apporter ou enuoyer tout ensemble: & Protestatios n'est autrement tenu de le receuoir. Et s'ils en sont dessaut, ils seront amende de la loy: & peut d'eglise sur faire executer chacun pour le tout, c'est à sçauoir le seigneur foncier prendre & saissir le fons le executiar & le meuble qu'il trouue en son sief pour son deuoir non payé, comme est dit dessus. Et celuy qui a haute ou moyenne iustice, peut saire executer sur le meuble de sondit subiet, ou prédre & saisir le fons, à son choix. Et sera receu le subiet és cas dessudits à opposition.] Apres la le-Aure dudit article, les gens d'eglise ont protesté que le contenu en iceluy ne leur puisse preiu dicier:par ce qu'ils ne peuuent ne doiuent estre executez en leurs meubles.

Et l'article cciiij. estant en laditte partie, contenant que gens priuilegiez comme nobles & gens d'eglise ne sont exempts de ban de leur seigneur, tant de vendre vin en detail que de vé danger en plus que coustumiers, sinon que par tiltre ou possession suffisant ils ayent acquis telle exemption. Sur ledit article ont dit & remonstré les gens d'eglise que le contenu en iceluy ne doit estre arresté pour coustume entat qu'il est fait mention des gens d'eglise : car ledit statut ou coustume seroit contre la liberté d'icelle. Pource que par iceluy la vendition des biens le cciiii.armeubles des gens d'eglise leur est interdite & empeschee : lesquelz sont exempts de la iurisdi dits gés d'eaion des juges seculiers.

Proces verbal des Coustumes

Et apres la lecture des cexxxviij. & cexxxix articles contenant ce que l'ensuit. [En succession de personne noble qui a plusieurs enfans naturelz & legitimes ou fils aisné si fils y a sinon à la fille aisnee s'il n'y a que filles ou à leur representation, compete par precipu & aduantage le principal chastel, manoir ou hebergement de ladite succession à son chois & election, auec tout ce qu'est en iardin & la cloison des fossez enuiron le chastel ou hebergemet. Et au regard du chastel, hebergemet qui n'est point forteresse, vne piece de terre ou iardin pres ladite maison iusques à la valleur de cinq solz tournois de rente & non plus: lesquels precipu & aduantage ne cheent point en partage. Et au surplus ledit fils aisné (si fils aisné y a) sinon laditte fille aisnee ou leur representation, s'il n'y a que filles, succede pour les deux tiers des choses de laditte succession, soient paternelles, maternelles ou acquests. Et les puisnez enfans succederont pour l'autre tiers, & le diviseront par entre eux par egalles portions: mais les puisnez masses ne sont fondez de tenir, n'auoir leur portion d'iceluy tiers qu'en bien fait seulement, c'est assauoir leur vie durant: & apres la succession de leur bien fait retourne à l'aisné ou à sa representation. Et quant aux filles ou leur representation, elles succederont en leur portion d'iceluy tiers par heritage.] Apres la lecture desquels articles sut par nous dit & remonstré que les puisnez nobles dudit pays du Maine estoient fort greuez & endommagez pour le cotenu audit article, par ce que le tiers qu'ils prenoyent és successions de pere ou de mere, ne leur estoit baillé à heritage, mais à vie seulement: tellement qu'apres leur trespas ledit tiers tetournoit à leur aisné ou à ceux qui le representoient, & demouroient les enfans des puisnez fans aucune prouision. Et aussi que si du reuenu dudit tiers qui leur estoit delaissé, ils faisoient aucuns aquests durant leur vie, que lesdits acquests retournoient à leur aisné selon l'ancienne coustume: & ne leur succedoi et leurs dits enfans ou heritiers à iceux. Et outre que les dits puisnez succedoient en lignes colateralles qui estoient choses bien preiudiciables & dommageables aux puisnez, à leurs enfans & posterité, & trop rigoureuse & contraire à raison & equité. Apres lesquelles remonstrances demandasmes les aduis & opinions aux gens d'eglise, nobles & autres du tiers estat, qui tous furent d'opinion que ledit article deuoit estre escrit & moderé ainsi qu'il s'ensuit: [Et si lesdits puisnez masles sont aucuns acquests soit du reuenu de leurdit bien fait par seruice de prince ou autrement, leurs enfans s'aucuns en ont naturelz & legitimes, succederont en leurs meubles & acqueits selon la coustume precedente. Et s'ils n'ont aucuns enfans, leur aisné ou ceux qui les representent, prendront esdits acquests leur dit precipu aduantage, à aisné noble appartenat ainsi & par la forme & maniere dessus declaree auec les deux tiers ou surplus desdits acquests d'iceux puisnez. Et les sœurs ou representation y prendront l'autre tiers à partir par entre elles par esgalles portions, & aussi lesdits puisnez suc Les cc. & cederont en ligne collateralle auec les filles: & si les puisnez qui prenoient leurs tiers ou porxxxviii.& ce tion d'iceux en ligne directe en bienfait & vsufruict, l'auroient à heritage ou à vie. Pour la dixxxix arti-cles ontesté uersité des opinions des assistans a esté ledit different par l'aduis & opinion de tous remis à la cour, & ordonné que les parties produyroient d'vne part & d'autre ce que bon leur sembleroit pour en faire nostre rapport, & que cependant la coustume ancienne quant au tiers deu aux puisnez à vie, seroit entretenue & gardee iusques à ce que par ladite cour autrement en fust ordonné.

cour.

Et quant au celxvij.article contenant que toute personne qui entre en religion approuuee & y fair profession, n'est plus habille à recueillir aucune succession, qui depuis ladite professio feroit escheuë, n'y au lieu d'icelle personne ne peut succeder son monastere. Et semblablement s'aucune succession ou autre bien appartenoit à icelle personne religieuse parauant ladite profession, ce ne viendroit pas audit monastere: mais ce escherroit à ses prochains parens & lignagiers, tout ainsi que si icelle personne religieuse estoit decedée, si telle personne n'en uoit disposé auant l'entree d'icelle religion. Et si auant profession luy escheoit aucune succession, si telle personne ne vouloit demourer en ladite religion & se faire profes: mais retourner au monde auant ladite profession, il n'en seroit pas priué. Et apres aucunes remostrances fur ce faites par les gens d'eglise, ledit article fut escrit ainsi qu'il s'ensuit. [Homme ou semme du deux cés noble ou roturier qui entre en religion, apres ce qu'il a fait profession, deslors est exclus de toutes successions escheues apres ladite profession & à escheoir: & viendront lesdites successions à ses parens comme s'il estoit decedé. Et pourront lesdits religieux ou religieuses de ce qu'il leur seroit escheu auant ladite profession, en disposer parauant icelle selon les coustumes des donations.

Moderation lxvii.article

Et quant aux cexci. article estant en ladite partie, duquel la teneur s'ensuit. [Les heri-

tiers d'vn decedé autont sibón leur semble d'executeurs l'execution du testament de leur pre decesseur, pour l'accomplir, en baillant caution de le faire en prenant ladite execution par les heritiers, ils seront tenus à leurs despens bailler à l'executeur ou executeurs le double dudit testament dedans vn an ou autrement qui sera limité selon que la matiere y sera disposee, & für certaines peines qui seront indittes ausdits heritiers par ledit juge, à appliquer moytié à l'executeur ou executeurs nommez audit testament, & lautre moitié pour l'ame dudit defunt en deffaut de l'accomplir dedans ledit temps limité: laquelle peine sera executoire sur lesdits heritiers qui auront prins ladite charge en deffaut d'informer dedans ledit temps qu'ils ayent acomply ledit testament sans autre cognoissance de cause. Et neantmoins seront lesdits heritiers qui auront prins ladite charge, contraints d'accomplir ledit testament. Et pource que par aucuns de l'assistance sut dit & remonstré que par l'entretenement & observance du contenu audit article, plusieurs testamens demoureroient inexecutez & non accomplis, par ce que ceux que les restateurs auoyent esseus pour la confiance qu'ils auoyent en eux pour faire & accomplir leurs dispositions testamentaires, en estoient deschargez, seismes derechef lire ledit article. Apres la lecture duquel par l'opinion des assistans sut escrit & moderé ainsi qu'il fenfuit. Les executeurs d'un testament font saisir dedans l'an & iour du trespas du testateur, des meubles & conquests fil n'a patrimoine pour l'accomplissement du testament: & par faute de meubles & acquests, de la tierce partie du patrimoine, desquels meubles ils seront tenus faire inuentoire auant qu'eux ensaissner d'iceux. Et neantmoins seront les heritiers appellez par les executeurs pour veoir executer ledit testament. Mais si tel executeur n'est resseant du pays, serot les meubles inuentoriez & mis en depost pour en estre disposé par l'executeurs & l'an & iour passez, les heritiers fen pourront dire saiss.

Et le celexxij.article estat en laditte partie, contenant que les lettres obligaroires redigees par escrit, ne seront vallables ne auctenticques, tellement qu'elles facent pleine foy & preuue du deux cés en ce qu'elles portent don, alienatio, ou charge d'heritages & choses immeubles, si telles let- & xii article tres ne sont passes & signees de deux notaires en cour laye, presens deux tesmoings dignes de foy. Et à semblable des testamens fors que gens d'eglise, comme le curé, vicaire, chapellain ou commis de la paroisse du testateur, pourront faire & passer testamens en presence de tesmoins digne de foy, iaçoit qu'aucuns articles d'iceux testamés portent alienation d'heritage finon que tel don ou alienation d'heritage, fust faite au profit de celuy ou ceux qui passeroient ledit testament ou de leur eglise: esquels cas tel don ou alienation d'heritage, ne vaudroit. Par l'aduis & opinion de tous les dessusdits tout le contenu audit arricle, a esté rayé, & seulement escrit ce qui s'ensuit. [Les testamens redigez par escrit, ne sont vallables n'autenticques, sinon qu'ils soyet faits deux vn notaire & trois tesmoins ou le curé ou son vicaire & trois tesmoins, cciiii.xx.& ou que le testateur l'eust escrit & signé de sa main: toutes sois si le testamét est fait ad pias cau- xii articles. sas, & il n'excede six liures tournois, il suffira qu'il y ait vn notaire & deux tesmoins, ou le curé

ou son vicaire & deux tesmoings.]

Et quant au contenu du coexxiiij. article estant en l'vnzieme partie, duquel la teneur s'enfuit. [Homme noble peut donner à sa femme & à ses enfans puisnez ou à l'vn d'eux, si feroit il à vn estranger entre vifs ou par testament, la tierce partie de son propre heritage & patrimoine non compris quant à ce le principal chastel, manoir ou hebergement, & tout ledit pre cipu & aduantage appartenant à l'aisné noble par succession. Aussi peut donner tous ses acquefts, conquests & meubles, fors les choses qui sont exceptees, c'est assauoir son propre harnoys, son cheual & sa chapelle auec le principal chastel, manoir ou hebergement, & tout ledit precipu & aduantage à laisné noble appartenant par successions mais ledit mary ne peut rien donner de ses choses immeubles qu'à viage seulement ou par vsufruit : & peut faire la semme noble semblable donation à ses puissez ou à vn estrangier elle estant hors le lien de mariage ou auctorifee de son mary, que par don mutuel ou par testament & à viage seulemet.]Par l'aduis & deliberation de toute l'assissance ledit article a esté corrigé ainsi qu'il s'ensuit:[Deux co- du cccxxiiii ioints ensemble par mariage soient nobles ou coustumiers, peuuent par donation mutuelle article. ou autrement (liberis existentibus) donner l'vn à l'autre leurs meubles tant seulement à perpetuité, & leurs acquests & conquests pour en jouyr à viage, & tant qu'ils seront en viduité, à la charge de nourrir les enfans mineurs jusques à ce qu'ils soient en aage: & s'il n'ya meubles, acquests ne conquests, pourront donner l'vn à l'autre la tierce partie de leur patrimoine à perpetuité: & s'il n'y a aucuns enfans, lesdits deux conioints pourront donner l'vn à l'autre leursdits meubles & acquests à perpetuité. Homme ou femme nobles peuuent donner



Proces verbal des Coustumes

à tous leurs enfans puisnez à tous ensemble tous leurs meubles & acquets, & la tieree partie de seur patrimoine à perpetuité, ou à l'vn de seursdits puisnez tous seursdits meubles & les deux pars des acquests à perpetuité, en maniere que la tierce partie de leur patrimoine & la tierce partie des acquests demoureront aux autres enfans puisnez, à chacun d'eux pour telle portion qu'ils penuent & doiuent succeder par laditte coustume. Et quant aux deux pars du patrimoine auec le principal manoir & le cheze, demeutent à l'aisné, quant aux estrangiers lesdirs deux conioints ou l'yn d'eux (liberis existentibus) ne pourront donner que la tierce partie des meubles à perpetuité ou à viage. Et (liberis non existentibus) pesuent donner tous leurs meubles & acquests à perpetuité ou à vie.

Oppolition . des gens d'e

Et quant au ccecxxxj. article contenant que don d'heritage, fait à la charge que le lignagier pourroit faire, est subiet à retraict. Apres la lecture dudit article les gens d'eglise ont requis glife contra pourroit faire, est subjet a retraict. Après la lecture du dit arriche les gens d'egine ont requis le cece, xxxi que ledit article ne soit passé pour coustume entant que toucheroit les dons à eux faits à char ge de service: & à ceste fin se sont opposez disant que le retrait a lieu seulement és choses alienees à tiltre de vendition:mais non point in contractibus innominatis. Et signamment és dos fairs à charge de diuin service: car des prieres & diuin service ne se doit faire vendition, ne recoiuent estimation: & combien que le lignagier soit capable de faire & accomplir la charge, neantmoins si ne doit-il estre receu à retrait car souvent telz donateurs ont grand regard à la capacité & ydoineté de ceux ausquels ils donnent, pour la confiance qu'ils ont en iceux: & qui receuroit les prochains lignagiers, ils seroyent frustrez de leur volonté & intention.

Et le ccccliii jarticle contenant que prescription ne court point contre mineurs: mais vienent à saissine. Et se peuvent dire & maintenir saisse dedas l'an qu'ils sont venus en aage de tous leurs droits, dont leur pere & mere, ayeul ou ayeulle, ou autres leurs predecesseurs estoyent faiss au temps de leur trespassement, pourueu qu'au temps de la succession aduenue desdits ayeul ou ayeulle, pere ou mere ou autres parens, ilz soyent demeurez mineurs. Apres la lecture duquel article a esté dit & remonstré à ceux de l'assistence que le contenu en iceluy pouuoir estre de grand consequence, par ce que si le pere d'vn mineur estoit mort, saisy & vestu d'aucuns heritages, & qu'à l'heure de son deces & trespas les mineurs ne fussent aagez que de deux ou trois ans, & pendant le temps de leur minorité aucun eust possedé lesdits heritages l'espace de quatorze ou quinze ans appartenans ausdits mineurs, & dont leur pere estoit mort faisi & vestu, s'ils entendoyet que lesdits mineurs venus en aage, fussent receuables à intenter proces en matiere possessione. A quoy ils ont respondu que ouy, & que telle estoit la coustume du pays: & du contenu audit article, ils en auoyent tousiours iouy & vse, & estoit escrit au coustumer ancien dudit pays, disans que ledit article deuoit estre obserué & gardé.

Et l'article cccclv estant en ladite partie cotenant. [Et est assauoir que le masse noble n'est aagé que iusques à vingt ans accomplis, & la fille noble à quatorze ans. Mais enfans coustumiers soit fils ou filles sot aagez à quatorze ans, & sont habilles en la poursuite de leurs droits posé que le coustumier ne soit en aage de tenir sa terre tenue a soy plustost que le noble comme dit est deuant. Et vault & tient cotract fait auec iceux coustumiers, aagez de quatorze ans entant que touche leurs meubles menus, & qui ne se peuuent garder seulement. Et pourtant que touche les contracts portans alienation des autres meubles & choses hereditaux & immeubles, ils ne font vallables fans authorité de iustice iusques à ce qu'ils ayent vingt ans comme les nobles.] Apres la lecture dudit article les gens de l'eglise ont protesté que le contenu audit article ne peut autrement preiudicier à ceux qui en l'aage de quatorze ou quinze ans en faisant leur profession ne peussent donner de leurs meubles & immeubles à la religion, requerans que le contenu audit article fust remis à la cour, ce que pour la diuersité des oppinions a esté fait.

Le.cccclv. article est remis à la cour.

> Et au. cccclvj. article duquel la teneur s'ensuit. [Et s'ils laissent passer ledit an apres ce qu'ils font aagez de vingt ans, soyent nobles ou coustumiers sans eux ensaisiner, douloir, appleger ou complaindre pour raison desdites choses apres ledit temps, ils y pourront venir par action sans ce que le temps escheu durant leurdite minorité leur puysse nuyre.]

Selon le contenu au. cccc.liiij. article dessus escrit, & le cccc. cinquante septiesme article contenant. Que si ledit mary durant le mariage vend, aliene ou transporte & hypothecque l'heritage & chose immeuble de sa femme sans le consentement d'elle, si au temps de l'alienation le mary ou la femme estoient possesseurs, la femme ou ses heritiers s'ils ne se sont portez heritiers du mary, viendront à son heritage & s'en pourront ensaissner, dire & soustenir saiss dedans l'an de la mort du mary : si feront les ensans ou autres heritiers de la femme dedans l'an de

l'an de la mort d'elle, si elle se meurt deuant sondit mary: car l'homme ne peut aliener l'heritage de sa femme sans son consentement. Et pource qu'elle n'a puissance n'authorité constat le mariage, s'il ne vient du mary qui est administrateur, après son trespas elle peut retourner à fon heritage: c'est asçauoir par saisine & possession dedans l'an prochain ensuiuant ledit mariage dissolu. Et apres ledit an par action, si pourueu n'y a esté autrement dedans ledit temps:& ne court ledit mariage durant aucune prescription à l'encontre d'elle.] Apres la lecture dudit article ont esté faittes remonstrances semblables à celles du ccccliiij. article, où est fait men tion de la possession du mineur: & ont ceux de l'assistance fait pareille response qu'audit quatre cens cinquante quatreielme article.

d'a

l()

30

M

 ${\rm J\!\!\!\!T}$

d

ľ.

ja

F

J.

72

1

3

T

17

10

T

13

2

4

1

ď

ø.

13

ŢĎ

Et apres la lecture des cecclix. & cecclx. articles contenans ce qui s'ensuit: Prescription ne court contre le patrimoine de l'eglise par moins de temps que de xl.ans, c'est asçauoir l'heritage de la fondation anciene, & des acquests & accroissemes faits parauant xl.ans, & de ceux qui sont depuis xl. ans, prescription courroit comme contre gens laiz. Aussi ne peuuent prescrire lesdits gens d'eglise contre le droit de cotrainte & iniunction que les seigneurs seodaux ont de leur faire mettre lesdits acquests hors de leurs mains, ou d'en payer l'indénité au choix desdits seigneurs de fies, & ce qui en depend desdites iniunctions & droit d'indemnité, par moins de temps que de quarante ans, en acquests nouueaux faits par gens d'eglise depuis xl. ans en matiere de prescription ou tenemét, ils ne sont plus priuilegiez ne preserez que gens laiz. Les gens d'eglise ont requis que lesdits articles fussent remis à disposition de droit commun, disans qu'autrement le contenu en iceux seroit contre la liberte de l'eglise s'opposant formellement à ce que le contenu esdits articles ne fust entretenu pour coustume. Les gens & officiers du roy soustenans le contraire disans que lesdits gens d'eglise deuoyent estre de- & cccc.lx. boutez de leur opposition. Sur le different de laquelle les parties ont esté remises à la cour.

Et quant au ccclxix.article estant en la quatorziesme partie, contenant que la seconde exponcion est, que si aucun a rente sur aucune maison ou autre sons d'heritage, supposé qu'il ne soit seigneur de fief, le possedant d'iceluy heritage luy peut quitter & faire exponce de la chose chargee de la rente, en payant les arrerages du temps passé au iour & terme que la rente est deuë & escheuë, pourueu que l'heritage ainsi quitté soit en bon estat & reparation ou solennitez dessudites. Par l'aduis & deliberation de tous les assistants ledit article a esté moderé ainsi qu'il s'ensuit. [La seconde exponcion est, que si aucun a rente sur aucune maison ou autre Moderation fons d'heritage, supposé qu'il ne soit seigneur de fief, le possedant d'iceluy heritage s'il est obligé ou heritier de l'obligé, ne pourra faire exponce ou quittance de l'heritage sans payer tous les arrerages: mais autre detenteur pourra faire ladite exponce sans qu'il soit tenu payer les arrerages, fors les arrerages escheus depuis la notification & sommation faite par le crediteur, ou qu'il eust prins l'heritage à la charge de laditte rente. Et pourueu aussi que l'heritage ainsi

quitté soit en tel estat & reparation comme il estoit au temps du bail. Et le cccc'lxxxij. article cstant en la quinzieme partie, duquella teneur s'ensuit: [Et si ledit premier acquereur qui a eu possession, auoit cessé ou esté negligent de faire interrupter lesdits derniers acquereurs au dedans de trois ans apres la premiere possession euë par eux. En ce cas celuy ou ceux desdits derniers acquereurs qui n'auroient esté interruptez au dedans desdits trois ans apres leur premiere possession, yront à contribuer auec ledit premier crediteur ou acquereur, sinon que sa rente sust creee parauant trente ans.] Par l'aduis & deliberation desdits assistants ledit article a esté escrit ainsi qu'il s'ensuit. En matiere d'execution sur la chose immeuble hypothecquee au payement de la chose acquise:Le crediteur qui a eu perce du cccc. iiii. ption de laditte rente, doit estre preferé aux autres creanciers qui n'ont eu perceptió de leurs xx. & ii.artirentes, & autres creanciers qui n'ont que dettes personnelles: car le creancier qui a eu perce-cle. ption de sa rente, est preferé à tous autres sans auoir regard à priorité & posteriorité de contract. Et si le premier creancier qui n'a eu perceptió de la rente, sait interrupter le second creancier dedans cinq ans, il sera preferé, posé que le second creancier ait eu premier perceptió & au deuant laditte interruption.

Et sur l'article cccc.lxxxix.estant en laditte quinzieme partic, contenant que quand l'heritage ou biens du detteur est mis en main de iustice par execution à la requeste d'vn crediteur, les autres crediteurs qui depuis trente ans auoient acquis rentes ou autres redeuances chargees ou dettes fur tel heritage, doiuent eux opposer auant l'adiudication du decret: autremét ils-ne se pourroient plus adresser sur ledit heritage apres ce qu'il seroit adiugé par decret sinó que ce fust l'heritage baillé à la rente. Et aussi ceux qui y ont rentes ancienes, creees par auant

Les cccc.lix esté remis à

Coustumes des pays & Comté du Perche

trente ans: lesquels ne perdent point par telles crices leursdites rentes: & ne perdent seulement par defaut d'eux opposer contre icelles crices que leurs arrerages desdites rentes s'aucunes en y a. Mais les seigneurs des fiefs ne perdét leurs deuoirs ne arrerages par telles cryees, ne par moins de temps que de trente ans. Apres la lecture dudit article fut par nous dit & remonstré ausdits assistant que ledit article pouvoit estre contre le bien & prosit commun du pays, par ce que l'acheteur par decret ne seroit seur de ce qui luy seroit adiugé, qui est l'vne & la principale cause pour laquelle se sont telles crices, & que si de ladite coustume s'en trouuoit aucune chose par escrit, toutes sois si estoit elle à corriger ou moderer. Et en l'vn des bailliages ou preuosté de ce royaume semblable article auoit esté couché pour coustume : mais les gens d'eglise, nobles & practiciens auoient requis qu'il sust corrigé en ce que touche & concerne les rentes & arrerages constituez sur les heritages criez, attendu qu'es criees faites, en la cour de parlement es requestes du palais du thresor & aussi en la plus part des autres bail liages & senechaucees de ce royaume, celuy ou ceux qui ne seroient opposans ausdites cryees pour les rentes & arrerages, & aussi pour les arrerages des droits seigneuriaux, apres le decret adiugé perdent leur rente & arrerages qu'ils pourroient auoir sur lesdits heritages adiugez par decret. Surquoy nous fut respondu que telle estoit la coustume ancienne qui par eux anoit esté entretenuë & gardee: & lors ordonnasmes que dudit article ils en vseroient ainsi qu'ils auoient accoustumé. Et neantmoins du contenu en iceluy, en ferions nostre rapport à la cour, pour ce y pouruoir comme de raison. Lesquelles corrections, modifications ou additions du vouloir & consentement desdits enesque, abbez, gens d'eglise, nobles, praticiens aduocats & autres ont esté faites comme dessus, pour seruir & valoir és questions & proces qui suruiendront pour le temps aduenir. Et apres ladite publication auons prins lesdites coustumes pour les apporter en la cour de parlement: & en auons laissé vn double signé de nous fant defenses ausditz lieutenant, officiers du Roy & autres aduocats, praticiens & coustumiers dudit bailliage, que doresenauant pour la preuue desdites coustumes publices comme dessus, ils ne facent aucune preuue par tourbe ne telmoins particuliers: mais seulement par l'extrait d'icelles, signé & deuement expedié, & aussi de non alleguer ne poser autres coustumes contraires ne defrogantes aux coustumes publices & arrestees: ains les observent & gardent com me loy, le tout selon les lettres d'edit du Roy, &c.

Le.cccc.iiii. xx.&.ix. article a esté remis à la

Coustumes des pays, Comté & Bailliage du GRAND PERCHE ET DES AVTRES TER-

RES ET SEIGNEVRIES, REGIES ET GOVVERNEES

selon iceux, redigees par escrit, és presences des gens des trois estats dudit Comté & bailliage l'an 1558.

Des droits de Baronnie, Chastellenie, haute, moyenne & basse iustice.

Article premier.

V seigneur baron appartient toute iustice, haute, moyenne & basse. Pour l'exercice de laquelle peut auoir preuost iugeant en premiere instance, & bailly ou seneschal, iugeant par appel & ressort. I ij.

Aussi luy appartient auoir sourches patibulaires à quattre pilliers. iij. Outre, luy appartiennet touts droits qu'ont seigneurs chastellains, hauts, moyens & bas iusticiers. iiij.

Aux seigneurs chastellains appartient tout droit de haute iustice, moyenne & basse, & auoir sourches patibulaires à trois pilliers.

Ont lesdits seigneurs chastellains droit de merques & mesures, seel & contracts.

Vj.

Ont pareillement droit de soires & marchez, pourueu qu'ils l'ayent rachetté, mis & employé

C'est ancien resort de la noblesse de fră ce nounellemet corrigé & reduit a vn instance par vn nouneau edit de Charles 9. C.M.

ployé dedans leur adueu, ou que de tout temps & ancienneté ils en ayent iouy.
Ont aussi droit de peages, trauers & forfaitures des denrees & marchandises, passans par les
destroits & passages de leurs seigneuries, pourueu qu'ils l'ayent racheté & employé en leur
adueu, ou qu'ils en ayent iouy de tout temps & ancienneté, en entretenant par eux en bon &
conuenable estat, les ponts, chaussées, passages & autres lieux, pour raison desquels ils perçoy-
uent lesdits droits. viij.
Et outre lesdits chastellains, ont tous droits appartenans aux hauts, moyens & bas iusti-
ciers.
Au seigneur haut iusticier appartient la cognoissance de toutes actions ciuiles & criminel-
les,& peut donner asseurance aux parties respectiuement, ou auec sommaire cognoissance de
cause à l'vne d'icelles seulement.
Peut bannir les delinquans hors son territoire, toutes-fois estans bannis, ne luy appartient
de les rappeller.
Le haut iusticier peut saire dresser en sa iustice, sourches patibulaires à deux pillliers,
& les faire reedifier quand elles sont abbatues, sans cognoissance de cause & ministere de iusti-
ce. xij.
Doit ledit haut iusticier auoir prisons seures & raisonnables à rez de terre, sans vser de
fepts. xiij.
Doit auoir lieu certain, conuenable & honneste pour exercer sa iustice, sans icelle faire ex-
cercer aux tauernes.
Doit pareillement auoir iuge & greffiers exerçant la iustice sur le lieu, à iours certains, &
qui soyent residens au comté & bailliage du Perche.
Au haut iusticier appartient droit d'espaues, lequel il doit racheter & employer en son ad-
ueu, sinon que sut sief appartenant à l'eglise & admorty: Auquel cas ne laisse à auoir ledit droit,
encores qu'il ne soit comprins & employé en adueu. xvj.
Biens vacans appartiennent au haut iusticier. xvij.
La succession des bastards decedez sans hoirs de leurs corps appartient aux hauts iusticiers,
pouruen que lesdits bastards soient nez & decedez en leur haute iustice, & que leurs biens y
foyent affis. xviij.
Droit d'aubeine appartient au Roy seul.
Qui confisque le corps, confisque les biens meubles, conquests & acquests immeubles, &
non les propres, & appartient la confiscation au haut iusticier, excepté en crimes leze maie-
sté humaine, où la confiscation appartient au Roy seul.
Quiconques a droit de haute iustice, a droit de moyenne & basse iustice, & tous droits ap-
partenans à icelle. xxj.
Aux seigneurs moyens iusticiers appartient la cognoissance de toutes actios personnelles,
& non des actions reelles. xxij
Leur appartient aussi de pouruoir aux mineurs de curateurs aux causes, mais autrement ne
leur appartient pouruoir, ne bailler tuteur ou curateur à leurs personnes & biens. xaiij.
Peuuent lesdits moyens iusticiers faire tenir & exercer leurs iurisditions de quinzaine en
quinzaine, en lieux certains & honnestes. xxiiij.
Aux seigneurs bas iusticiers appartient la cognoissance des causes d'entreux, & leurs sub-
iets, pour leurs deuoirs feodaux, censuels, & seigneuriaux, & peuuent faire exercer leurs iusti-
ce de quinzaine en quinzaine, en lieux certains & honnestes.
Il est loisible ausdits bas iusticiers auoir moulin en leur iustice & seigneurie, en le rachetat
du seigneur feodal, & l'employant en leurs adueuz, & faisant entretenir ledit moulin en bonne
& suffisante reparation. Peuuent contraindre leurs subiets estagiers demourans en la banlieuë
d'y aller faire moudre leur blé, estat creu en leur fief, ou s'il n'y estoit creu, y ayant reposé vingt
quatre heures. Et doit le munier dudit moulin faire moudre ledit blé dedas vingt-quatre lieu-
res: Autrement ledit temps passé(& dont ledit subiet sera creu par serment) peut mener mou-
dre son blé autre part, ou bon luy semblera. xxvj.
Et où le subiet seroit dessaillant de mener sondit blé au moulin dudit seigneur, il est permis
Et où le subiet seroit deffaillant de mener sondit blé au moulin dudit seigneur, il est permis
Et où le subiet seroit dessaillant de mener sondit blé au moulin dudit seigneur, il est permis à iceluy seigneur trouuant ledit munier au dedans de son sief conduisant sa farine, la prendre &
Et où le subiet seroit dessaillant de mener sondit blé au moulin dudit seigneur, il est permis à iceluy seigneur trouuant ledit munier au dedans de son sief conduisant sa farine, la prendre & icelle applicquer à luy, declaration preallablement faite en iustice: toutes-sois audit cas la po-
Et où le subiet seroit dessaillant de mener sondit blé au moulin dudit seigneur, il est permis à iceluy seigneur trouuant ledit munier au dedans de son sief conduisant sa farine, la prendre & icelle applicquer à luy, declaration preallablement faite en iustice: toutes-fois audit cas la poche, harnois & beste portant laditte farine, ne tumbent en commis.
Et où le subiet seroit dessaillant de mener sondit blé au moulin dudit seigneur, il est permis à iceluy seigneur trouuant ledit munier au dedans de son sief conduisant sa farine, la prendre & icelle applicquer à luy, declaration preallablement faite en iustice: toutes-sois audit cas la po-

Coustume du pays, Comté & Bailliage du grand Perche.

autre ayant droit de luy faire conuenir ledit subiet pour auoir l'améde de deux sols six deniers tournois, en laquelle il est encouru, outre & par dessus le droit de mouture, qui est aussi acquis audit seigneur.

Toutes-fois, où le subiet seroit boulenger & le moulin dudit seigneur ne seroit propre à fai re pain blanc, peut ledit boulenger mener moudre son blé à autre moulin, pour faire farine à pain blanc.

Les dits seigneurs bas iusticiers ont droit de coustume, qui est de prédre vn denier tournois pour chacune beste à quatre pieds, nourrye en leur sief, achetee & liuree en iceluy, rachetant ledit droit de leur seigneur superieur & l'employant en leur adueu. Et se doit payer ledit droit de coustume dedans la huitaine, apres que laditte beste aura esté liuree. Et à faute de payer ledit droit dedans iceluy temps, est deuë l'amende de deux sols six deniers tournois pour coustume non payee, pour ueu que ce ne soit beste de laict, volatille, & menues dérees, pour lesquelles n'est deu ledit droit de coustume.

Et si l'acheteur de laditte beste subiette audit droit de coustume, n'est demeurant en la seigneurie, le subiet qui a icelle venduë, doit receuoir la coustume de son marchant, & le payer à son seigneur dedans le temps dessudit sur peine de laditte amende.

De Fiefs. xxxi.

FOY, hommage, & rachats de fiefs, sont deuz en toutes mutations de vassal proprietaire du fief, par mort ou autrement, soit en ligne directe ou collateralle. Et ne sont deuz telz rachats, que pour choses hommagees.

Le seigneur du sief par saute d'homme, droits & deuoirs non saits, & non payez, & pour chacun d'iceux, peut proceder par saisses sur les heritages tenus de luy en sief. Et doit saire signifier saditte saisse, bailler assignation sur icelle, aux detenteurs du sief, aux plaidz prochains ensuyuans & autres iours copetans de la iustice dont procede la saisse, laquelle saisse doit estre rapportee en laditte iustice, en laquelle, où y aura partie opposante, ledit seigneur seodal au par-auant que iouyr par ses mains doit auoir deliurance & permission de iouyr. Et doit estre la main par luy mise & assis, leuee à son prossit, pour apres par ses mains en iouyr & saire les fruits siens, iusques à ce qu'il ait esté deseruy & payé de sessits droits & deuoirs, pour raison desquelles laditte saisse a esté faite.

Et faut qu'il y ayt dix iours francs, entre la faisse, & le rapport d'icelle en iustice. xxxiiij. Et ne peut le seigneur feodal proceder par saisse, sinon quarante iours apres la mort de son vassalz Pendant lequel temps, le nouuel detenteur du sief seruant doit saire soy & hommage & offres à son seigneur en la maniere qui s'ensuyt. xxxv.

Ledit nouuel detenteur se doit, dedans les dits quarante iours, transporter au lieu du fies dominant. Et illec estant nud teste, ayant laissé ses armes, appeller son seigneur à haute voix par trois & diuerses sois, le semondre & interpeller de le receuoir soy & homage, luy offrir payer le rachat, selon la taxe qui s'en sera, sur la declaration qu'il est tenu auoir en sa main, contenant par le menu les heritages & choses, desquelles il entend saire soy & hommage & payer rechat. Et à ceste sin offrir argent à descouuert.

xxxvj.

Et où ledit seigneur scodal, ne seroit sur ledit lieu, doit appeller & interpeller en la maniere que dessus le procureur, receueur, sermier ou commis dudit seigneur & faire les offres en la maniere deuant dite, leur en laissant copie, ensemble de laditte declaratio, en presence d'vn no taire & de deux tesmoins. Et en l'absence des dessus dessureur, receueur, sermier ou comis, doit saire les dits offres deuat ledit lieu seigneurial, ou autre lieu certain & designé à saire & rece uoir les homages, en la presence desdits notaires & deux tesmoins, en la maniere sus ditte. Et où il n'y auroit aucu lieu certain, doit saire les dits offres en la maniere que dessus, deuat l'eglisé parrochialle, & prendre acte dudit notaire, & iceluy acte auec laditte declaration attacher à la principalle porte d'icelle Eglise.

Et où le rachat auroit esté aborné, il n'est requis pour la validité desdittes offres, presenter aucune declaration. Mais suffit offrir le pris du rachat, selon l'abornement, faisant apparoir dudit abornement. Neantmoins apres le rachat payé, soy & hommage faits, le vassal aborné sera tenu bailler son denombrement dedans le temps de la coustume.

xxxviij.

Les offres ainsi faites equipolent à foy, & où il y auroit plusieurs seigneurs de fief dominat, suffist faire les ditres offres à l'vn d'eux en la maniere cy deuant ditte.

1. 31. Quidde possessione: Ref. ide non apparente proprietario, Et itavt non ex persona vtriusque, dixi in consu. paris. §. 22. ad si. C. M.

ľij,

Ī

La taxe & estimation des choses qui tumbent en rachat est par laditte constume, telle qui s'ensuyt.

L'ARPENT de pré gaignable, & à deux herbes en riuiere & hors riuiere, est estimé, & se rachete dix solx tournois.

Et s'il n'est qu'à vne herbe, cinq sols tournois.

L'arpent de terre à froment, tinq sols tournois.

L'arpent de terre mestail, trois sols quatre deniers tournois.

L'arpent de terre à seigle, deux sols six deniers tournois.

L'arpent de terre en pasture & bruyeres, deux sols six deniers tournois.

L'arpent de vigne, trois sols quatre deniers tournois. L'arpent de bois de haute sustaye, dix sols tournois. Et s'il est couppé par le vassal, pour la premiere sois se rachete pour bois de haute sustaye, & apres pour bois tailliz.

L'arpent de bois taillis, cinq sols tournois.

Le denier tournois de cens, vn denier parisis.

La rente se rachete pour semblable somme qu'elle se paye par chacun an.

L'hebergement contenant vn arpent, ou moins, se rachette pour dix sols tournois. Et s'il contient plus d'vn arpent, se rachete à laditte raison, eu esgard à ce qu'il contient. Et si c'est chasteau ayant douues à l'entour, se rachete pour soixante sols tournois.

Le patronnage de l'Eglise parrochialle ou chappelle, se rachete, soixante sols tournois.

La fuye ou coulombier, soixante sols tournois.

La garanne à eau & connils, chacun soixante sols tournois.

L'estang à vne ou plusieurs bondes, soixante sols tournois.

L'estang qui n'a bonde, se rachete pour chacun arpent, cinq sols tournois. La iustice, solvante sols tournois.

Le moulin, foixante fois tournois.

Chacun vassal, foixante fois tournois.

Chacun vassal, foixante fois tournois.

Iournee de coruee, deux fois six deniers tournois.

Seaux à contracts, foixante fols tournois.

Marques & mesures, foixante fols tournois.

Droits de coruages, foixante fols tournois.

Le four bannier,

Droit de peage & travert.

Droit de peage & travert.

foixante fols tournois.

foixante fols tournois.

Droit de peage & trauers,
Droit des pauez,
Le chapon,
foixante fols tournois.
quinze deniers tournois.

La poule, dix deniers tournois.

Le poulet, cinq deniers tournois.

La liure de cire, trois fols quatre deniers tournois.

La liure de beurre, cinq deniers tournois.

Le formage, cinq deniers tournois.

Le boisseau de blé, cinq sols tournois. Le boisseau de mestail, trois sols quatre deniers tounois.

Le boisseau de seigle,

Le boisseau de pois,

Le boisseau de sebuse

trois solt tournois.

cinq solt tournois.

Le boisseau de febues, cinq sols tournois.

Le boisseau d'auoine, vingt deniers tournois.

En èlement de la chasse de la c

Et à la mesure de la chastellenie de Mortaigne, le boisseau de blé froment, mestail, segle, pois, sebues, se rachete à la moytié des estimations dessudittes. Et le boisseau d'auoine au tiers de laditte estimation d'auoine seulement. En laquelle chastellenie de Mortaigne, le septier de blé fromét, orge, seigle, pois & sebues, reuiet & se paye à huit boisseaux, chascu septier. Et vaut chacu setier, mesure dudit Mortaigne, en terre deux arpés. Et le septier d'auoine se paye à douze boisseaux, & vaut ledit septier auoine en terre trois arpens. Et à Bellesme, Nogent, & autre lieux subiets audittes coustumes, le septier de tous les dits grains, vaut quatre boisseaux, & en terre vn arpent. Lequel arpét en tout ledit pais du Perche, doit contenir cent perches, chacune perche vingt-quatre pieds, & chacun pied treze pouces.

Coustume du pays, Comté & Bailliage du grand Perche

Le vassal est renusaire la soy & hommage en personne, à son seigneur, s'il n'a empesche ment par maladie, ou pour le service du Roy en ses guerres, pour la chose publicque ou autrement legitimement. Et ledit empeschement cessant, doit quarante iours apres porter la soy & hommage en la maniere deuant ditte.

L'aage pour porter la foy & hommage est aux masses de vingt ans, & aux femelles de seize ans. Au parauant lequel aage le seigneur seodal est tenu bailler au tuteur & curateur desdits mi neurs, ou aux curateurs de personnes surieuses, sousstrance. En payat toutes-sois par lesdits tuteurs & curateurs, le rachat & prossit de sies, qui seroit deu au seigneur seodal. Et en ce saisant icelle sousstrance equipole à soy.

xlij.

Le vassal dedans quarante iours apres l'hommage par luy fait, doit bailler à son seigneur feodal son adueu & denombrements xlinj.

Si lesdits quarante iours passez, ledit vassal ne baille son adueu & denobrement, le seigneur de sief peut en dessaut de ce saire, saisir le sief de sondit vassal, & tiendra la main dudit seigneur, iusques à ce que ledit vassal y ait sourny. Et si par quatre quinzaines successiuemet apres icelle saisse, ledit vassal est dessailler sondit adueu & denombrement, est pour chacune des trois dernieres quinzaines amendable, en sept sols six deniers tournois. Et lesdittes quatre quinzaines passes, fera ledit seigneur les fruits siens, au moyé de laditte saisse, iusques à ce que ledit vassal ait obey.

Ledit aducu & denombrement, baillé par le vassal, ledit seigneur seodal a quarante iours pour le veoir & blasmer. Apres lesquels quarante iours, ledit vassal doit retourner par deuers son seigneur, s'il est au lieu du sies dominat, sinon par deuers son procureur, receueur, ou sermier ou autrement son commis estant audit lieu, pour sçauoir si ledit seigneur entend blasmer iceluy denombrement. Et où dedans ledit temps, ledit seigneur ne l'auroit blasmé, passera simplement iceluy denombrement. Et où en partie il l'auroit blasmé & debatu, demourera la saissie pour-ce qui est en debat, à la charge des dommages & interests, en fin de cause. Et pour le surplus non debatu passera ledit denombrement, & sera main-leuee baillee pour-ce regard.

Si pendant la saisse du seigneur seodal, l'arriere-vassal decede, & eschet aucun proffit d'arriefief, tout le proffit dudit arriere sief appartient audit seigneur seodal, sans qu'il soit tenu saire autre saisse, que celle qui aura esté faite par le vassal sur ledit arriere-fief, Et n'ayant ledit vassal fait
saissir peut ledit seigneur, si bon luy semble, le faire saissir pour en auoir le proffit. Et sont acquis
audit seigneur seodal, les fruits de l'arriere sief, escheuz depuis la saisse par luy saite sur son vassal,
& non ceux qui sont escheuz au precedent.

xlvj.

Quand mutation aduient du costé du seigneur, du sief dominant, le nouuel seigneur peut faire en general proclamer ses hommages à certain iour, pourueu que l'assignation d'iceluy soit de quarante iours, & sil est Baron ou chastellain, doit estre faite laditte proclamation en plain marché, par trois iours de marché continuels, & affiche, faisant mention de laditte proclamation, mise au posteau de la halle, & autres lieux publicqs. Et sil n'est Baron ou Chastellain, doit estre saite icelle proclamation à yssue de messe par trois dimanches continuels. Et au iour assigné se doiuent trouuer les vassaux, saire la soy & homage, payer les rachats & deuoirs si aucuns sont deuz. Et où ils seroyent defaillans de comparoir audit iour, ou comparans ne seroyent la soy & hommage, ou offres valables, peut ledit seigneur saite saisir les sits fies mouuans de luy, & faire les fruits siès, iusques à ce qu'il soit deseruy & satisfait, de ce qu'il luy peut estre deu.

Et où ledit vassal n'auroit comparu au iour & lieu assigné, peut se trasporter au manoir dudit sief dominant, ou autre lieu certain & designé à faire la foy & hommage, & illec faire laditte soy & hommage audit seigneur, s'il y est present, sinon à son procureur, receueur, ou sermier ou autre commis par ledit seigneur. Et où il n'y auroit manoir ou autre lieu certain pour saire laditte soy & hommage, procureur, receueur, sermier, ou autre commis, peut saire laditte soy & hommage deuant l'Eglise, à yssue de messe parrochiale du lieu du sief, en prendre acte, & iceluy attacher à la principalle porte d'icelle Eglise.

Et quant aux chapitres, colleges & communantez, esquels n'y-a mutation de sief dominat, peuuent faire proclamer leurs hommages de quarante en quarante ans. Et y doiuent comparoir les vassaux, & renouueller leurs sois & hommages en la maniere que dit est, en l'article precedent.

Quand -



水山

7:

·III

-

ď,

(1)

1

Œ

1

ď

II.

1

3

Quand laditte mutation eschet de la part du seigneur dominant, est deu par le vassal, la foy & hommage seulement, sans aucun proffit, sinon qu'il sust deu pour autre cause precedente.

Le vassal confisque son fies, és cas qui s'ensuyuent: Assauoir quand il met violentement les mains sur son seigneur, ou sa semme, quand il cognoist charnellement la semme ou sille de sondit seigneur, quand il commet selonnie contre sondit seigneur, & quand il le desauouë à seigneur.

Pour pareille cause, que le vassal confisque enuers son seigneur feodal, ledit seigneur pert la teneure seodale sur son vassal.

Le vassal est tenu d'aduouer ou desaduouer formellement celuy qui se pretend son seigneur de sief, sinon au cas que deux se pretédissent estre ses seigneurs de sief. Auquel cas pendant le debat d'entr'eux, n'est tenu d'aduouer ou desauouer l'vn ne l'autre. Ains suffit qu'il offre à faire la soy & hommage à celuy qui obtiendra en sin de cause. Et se doit en ce cas faire receuoir par main souueraine, en consignant en iustice les profsits seigneuriaux qu'il peut de-uoir.

Et n'est tenu ledit seigneur seodal instruire son vassal aux sins d'estre par luy aduoué ou desaduoué. Mais si ledit vassal ayant aduoué ledit seigneur, afferme par serment n'auoir par deuers luy aucuns tiltres & enseignemens de ce qu'il tient & doit racheter dudit seigneur, & que par dol & fraude n'a de laissé à l'auoir, en declarant qu'il est prest de prendre droit par les tiltres & enseignemens de sondit seigneur, en ce cas sera iceluy seigneur tenu d'exhiber tous & chacuns sesdits tiltres & enseignemens, si aucuns en a, lequel aussi s'en purgera par serment.

Si ledit seigneur de sief est resusant (sans cause) de receuoir en soy & hommage, son vassal, offrant luy faire soy & hommage, & luy payer les droits & deuoirs portez par la coustume, se peut en ce cas ledit vassal faire receuoir par la main souueraine. Quoy faisant (pédant le proces) luy doit estre faite main-leuce, en consignant, les dits droits & deuoir en la maniere que dessus.

Le seigneur de sief, n'est tenu de receuoir en soy & hommage le detenteur du sief tenu de luy, si premierement il n'est payé des rachats, droits & deuoirs, au parauant escheuz, & à luy deuz à cause dudit sief. Pour raison desquels il pourra neantmoins saisir ledit sief. Et si apres la saisie signifiee audit vassal, iceluy vassal perçoit les fruits dudit sief, il doit estre contraint les restablir en sustice, au par-auant lequel restablissement ledit seigneur n'est tenu de le receuoir en soy & hommage.

Et doit ledit seigneur faire liquider dedans trois moys lesdits fruits. Autrement à faute de ce faire, & ledit temps passé, sera baillé main-leuee audit vassal, en baillant par luy caution de payer lesdits fruits quand ils seront liquidez. Et neant-moins pendant ledit teps de trois mois, ledit seigneur ne fera les fruits siens, au moyen de laditte saisse, si elle ne tient pour autre cause que pour ledit restablissement.

Et où ledit seigneur du sief auroit sait establir commissaires qui n'auroient esté empeschez par le vassal, en la jouyssance dudit sief, ledit seigneur se doit adresser contre lesdits commissaires. Et est l'establissement desdits commissaires, au peril & fortune dudit S eigneur.

Si apres la saisse, & auant que les fruits soyent separez du sond, le vassal fait offre raisonnable, & se met en son deuoir, lesdits fruits doiuent appartenir au vassal, & non au seigneur.

L'aisné des heritiers du vassal decedé, ou son representant, est homme de soy, sans aucune declaration ou election, encores qu'il n'y ait partage fait: toutes sois si partage faisant le lieu tenu en sief ou principal manoir d'iceluy sief est baillé au puisné, dessors ledit puisné deuiet home de soy, mais pour tel partage n'est deu aucun prossit.

Par le trespas de chacun aisné heritier du vassal, est deu rachat & proffit de sies, encores que le le le rachat aisné n'ait sait la soy & hommage, ne payé les deuoirs de sies escheuz, par le deces de son predecesseur.

Si le vassal, ayant esté sais, compose auec son seigneur du rachat & prossit de sief qu'il peut deuoir, & pour iceluy payer, luy est doné terme, dedans lequel il n'ait payé, peut ledit seigneur iouyr dudit sief, ainsi qu'il faisoit au par-auant, & iceluy saisir de nouuel, si saisi n'a esté, qui est ce qu'on dit communement, [quand argent saut, sinaison nulle.]

Coustume du pays, Comté & Bailliage du grand Perche

Par laditte coustume rachat croist & diminuë. Diminuë quand plusieurs coheritiers partagent & diuisent vn sief, & seigneurie à eux aduenus par succession. Car chacun puissé tient si bon luy semble, sa portion de laisné, lequel rachete du seigneur superieur chacun des puissez pour vn vassal, estimé chacun vassal & rachat, soixante sols tournois seulement: toutes-sois tout ledit sief, pour la premiere sois, se rachete entierement & plainement, par la mort du predecesseur desdits coheritiers.

Peuuent neantmoins ledit puissé, ou puissez, si bon leur semble, tenir & releuer chacun leur portion de leur superieur seigneur de sies, ce qui ils seront tenus declarer en saisant les sitte partages. Autrement tiendront de leur dit aisné, en la maniere contenue en l'article precedent.

Diminue aussi le rachat, quand la nature & qualité de la terre & heritages racheté est naturellement ou par la disposition du vassal, immuee. Comme quad le bois de haute sustaye est abbatu & mis en taillis, pour la premiere sois apres la couppe, il se rachete come bois de haute sustaye, mais apres se rachete come bois taillis seulemet, come a esté dit cy dessus. Aussi quand l'estang à bonde, & le présont mis en labeur pour la premiere sois escheant apres laditte mutation de qualité, ils se rachetent come estang à bonde & prairie, mais apres se rachetent selon que les terres ont esté disposees & employees, soit à blé sormét, mestail, ou autrement. Et à pa reille raison, le rachat croist au cas cotraire, come si la terre estat mise en labeur, est employee & conuertie en prarie ou estang.

Aussi rachat croist, quant le sief seruant est vny & consolidé auec le sief dominant en quelque maniere que ce soit. Auquel cas ce qui se rachetoit pour vn vassal seulemet aduenant mutation, se rachetera en plain rachat.

Le vassal ne peut denombrer ne diminuer son fies, au preiudice de son seigneur, sino au cas que le rachat croist & diminue, comme il a esté dit cy dessus.

Si gés d'Eglife, chapitres, colleges, comunautez, ou autres gens de main-morte acquierent par achat, don, ou autremét aucuns heritages, rentes, ou domaines, le seigneur du sies (dedans lequel les choses sont situees & assisées) encores qu'il n'ait que basse iustice, peut par ses officiers saire faire commandement aus dits gens de main-morte, d'en vuy der leurs mains dedans vn an apres le dit commandement. Et s'il n'obeyssent, l'an & iour passé le dit seigneur peut faire sais le struits siens, iusques à ce que les dits gés de main-morte ayent obey audit commandement, sans ce que le dit seigneur soit tenu de receuoir homme viuant & mourant, sinon que les dittes choses sussent admorties par le Roy. Auquel cas le dit seigneur est tenu receuoir homme viuant & mourant, estant premierement satis-fait de son indemnité.

Le vassal n'est tenu de racheter de son seigneur, que ce qui luy plaist, & peut laisser en la main de sondit seigneur, ce que bon luy semble. Et neantmoins ce qu'il aura delaissé le pourra racheter, en payant par luy le rachat ou rachats, pour-ce deuz: & outre soixante sols tournois pour le delaissement fait en la main de sondit seigneur. Lequel seigneur neant-moins pourra faire saissir sessions et les fruits siens, iusques à ce qu'il en soit deseruy.

Rachat est deu pour donation, encores que le donateur ait retenu l'vsuffruit des choses par luy donnees dés l'instant de la donation acceptee, sans attendre la consolidation. Ixx.

durum per ea Le seigneur de fief, qui tient en sa main l'heritage de son vassal par faute d'homme, n'est tequadixi in conu payer & acquiter les rentes dont ledit heritage est chargé, sinon que les dites rentes & char
surf, ad
spes fussent anciennes & infeodees par luy ou ses predecesseurs.

Le seigneur de fief, qui tient en sa main l'heritage de son vassal par faute d'homme, n'est tequadixi in cosurf, ad
spes fussent anciennes & infeodees par luy ou ses predecesseurs.

Lxj.

Si gens d'eglise tenans, à cause de leurs benefices, aucuns siefs, vont de vie à trespas, ou resipremori & seu gnent leurs dit ad haredes
qui alias rocă
fois si les dittes gens d'Eglise auoyent baillé homme viuant & mourant, qui eust esté receu en
tur deuenire:
& so sie tria rele
uia deberenfoy & hommage par le seigneur de fief, le rachat seroit deu par la mort dudit homme baillé, &
non par la mort ou resignation du beneficié.

Fille se mariant ne doit rachat pour son premier mariage, ne pareillement pour la mort de son mary, pour ueu qu'aupar-auant ledit mariage elle en ait esté acquitee: mais si elle se remarie, pour chacun mariage apres le premier, doit rachat, & non pour la mort de ses maris .lxxiij.

Le seigneur de sief, ne peut coupper les bois, taillis, ne pescher les estangs de son vassal sais, sinon en temps conuenable: doit vier du sief sais, comme bon pere de samille. lxxiiij.

Le temps pour coupper bois taillis, est de sept en sept ans: pour pescher les estangs de trois en trois ans, apres qu'ils auront esté peuplez.

Le

1.69.Hocest
durum per ea
quadixi in cosuct. parist. ad
si.Tu quia donatarimpotest
premori Sen
du ad heredes
qui alias vocă
eur deuenire:
Sic tria rele
uia deberentur tro vmo.

7

30

ÛŠ

)ij(-

Œ.

è

ũ

trois en trois ans, apres qu'ils auront este peuplez.

Le bois ayant passé trois couppes n'est plus reputé bois taillis, ains bois de haute sustaye, & pour tel se doit racheter.

kxvi.

Cheual de seruice est deu en chacune mutation d'hôme, & n'est tenu le vassal iceluy payer qu'apres la soy & hômage par luy faits. Et est ledit cheual de seruice estimé à la somme de soixante sols, vn denier tournois. En payant laquelle somme, le vassal en est quitte. Toutes sois ne est deu ledit cheual de seruice pour renouuellement de soy. lxxvij.

Si le fief est baillé à rente, le preneur doit faire la foy & hommage & payer le rachat, sinon que le bailleur ait rezenu à soy de porter soy de la chose par luy bailleur, car en ce faisant, la rente doit representer le sons, & est deu plein rachat par la mort du bailleur, ou alienatio de la réte te tout ainsi que du sons. lxxviij.

Si le vassal qui doit porter la foy pour ses puissez ou boursaux, vend sa portion de sief subiette à laditre foy, l'acheteur est tenu acquirrer lesdits puissez ou boursaux des rachats deuz à cause de laditre mutation enuers le seigneur dominant, & faire oster les empeschemens & saisies saires par ledit seigneur dominant.

Entre le seigneur feodal & levassal, n'y-a prescription de la soy & hommage, ne de la teneure seodale. Mais les rachats & prossits seigneuriaux se prescriuent partitente ans. Aussi laditte teneur seodale peut estre prescrite par vn tiers, par ledit temps de trente ans.

Le seigneur feodal ne peut faire les fruits siens, sinon qu'il ait fait saist le fief dé son vassal. Et ayant ce sait, ne laisse à faire les dits fruits siens, encores qu'il n'ait fait establir commissaires.

De cens & droits seigneuriaux.

lxxxi.

L'ACQVEREVR d'heritage tenu à cens, doit dedas quarante iours exhiber ses lettres d'acquisition au seigneur, dont ledit heritage est tenu. Et à faute de ce faire, doit sept sols six deniers tournois d'amende. Et neantmoins peut le seigneur contraindre ledit acquereur de luy exhiber les lettres pour se faire payer des droits à luy deuz. lxxxij.

Le seigneur censuel peut pour cens & double cens, non payé aux termes qu'ils sont deuz, faire saisse l'heritage redeuable dudit cens. Mais par le moyen de telle saisse, ne fait les fruits siens, & se paye seulement sur iceux de ce qui luy est deu dudit cens & double cens, ensemble de l'amende, qui est de sept sols six deniers tournois, pour n'auoir payé ledit cens ou double cens audit terme.

Toutes-fois où le cens seroit requerable, l'amende n'est deuë, sinon apres la requisition, au par-auant laquelle le seigneur ne peut saisir.

Le seigneur censuel, auquel appartient cens premier, ou infeodé, a droit de prendre double cens à toute mutation de censier, qui est tel: que si le cés est d'vn denier, le double cens sera de deux deniers. Lequel double cens se doit payer dedans quarante iours apres la ditte mutation. Et neantmoins le dit censier ne laissera de payer le simple cens au iour qu'il est ordinairement deu.

Le seigneur à toutes mutations aduenues d'vn costé ou d'autre, peut contraindre ses subiets, tenans de luy à cens ou rentes inseodees à vie ou perpetuité, bailler par declaration les he ritages tenuz de luy. Et s'ils sont subiets du ban de son moulin, le doiuent employer en leurditte declaration.

Par laditte coustume, ventes sont deuës, par l'acquereur, à la raison de vingt deniers tournois pour liure, pour raison de vendition d'heritages qui sont tenus à cens seulement, sors & excepté en laditte chastellenie de Mortaigne, où ne sont deuës aucunes ventes. Toutes-sois en la chastellenie de Regmallard & siess qui en dependent, comme Feuillet, Vauiours & autres, sont deuës ventes, à la raison dessuditte.

Et quant à la baronnie de Longny, pour les choses estans en la bourgeoisse dudit lieu, sont seulement deuz dix deniers tournois pour liure. Et hors ladite bourgeoisse vingt deniers tour nois, comme dessus.

lxxxviij.

En eschange fait but à but, sans retour & sans fraude ne sont deuës ventes, encores que les heritages eschangez soyent en diuerses seigneuries. Mais où il y auroit retour & soulte de deniers, sont deuës ventes pour laditte soulte seulement.

Pour donations simples & remunerations faites sans fraude, ne sont deuës aucunes

.. A. on a du nava como à le bailligge du grand Darcha

Countimie du pays, comite de Dannage du grand retene
ventes.
En bail à rente pur & simple, ne sont pareillement deuës aucunes ventes. xcj.
Pour rentes constituces à pris d'argent, ne sont deuës ventes. xcij.
Toutes-fois si la terre affectee à laditte rente, estoit venduë à la charge d'icelle, laditte char-
ge sera estimee faire portion du pris, & pour raison d'icelle seront deuës ventes.
De donations. xciy.
IL est l'oisible à toute personne vsant de ses droits de disposer entre viss, de tous ses biens
meubles propres & acquests immeubles, & les donner à toutes personnes capables, soit parent ou autre.
L'homme & femme conioints ensemble par mariage estans en santé, ou n'estans malades
de la maladie, dont ils seroient depuis decedez, penuent faire donation mutuelle l'vn'à l'autre,
& au suruiuant d'eux, de tous leurs meubles à perpetuité: & de leurs acquests & conquests im-
meubles, à vie & par vsuffruit, & aussi de leurs propres, pour le temps & espace de neufans (si
tant vit le suruiuant)seulement. Le tout pourueu qu'il n'y ait enfans de seur mariage, ou d'au-
tre, viuans lors du deces du premier decedé. En baillant par le surviuant, caution, telle qu'il
pourra bailler, de iouir desdittes choses subiettes à retour, comme bon pere de famille, les en-
trenir en estat suffisant, & tel qu'il les aura euz. Et neantmoins en affermant par ledit suruiuat,
ne pouuoir bailler caution, en iouyra à sa caution iuratoire, & souz obligation & hypothecque
de tous & chacuns ses biens presens & aduenir.
Et sera ledit suruiuant saisi des choses à luy donces, du iour du deces du predecedé, pour rai-
son desquelles pourra former complainte contre l'heritier ou autre, sans qu'il soit tenu en de-
mander deliurance. xcvj.
Aussi sera tenu ledit donataire suruiuant, payer & acquitter les charges reelles desdites cho-
ses à luy donnees. Et pareillement iceluy suruiuant (auquel les dits meubles auroyent esté don-
nez) sera tenu accomplir le testament dudit desfunt, payer les obsecques, sunerailles & dettes
mobiliaires. xcvij.
Et pendant le temps que la ditte femme iouyra des immeubles à elle donnez, en la maniere
cy dessus, y aura confusion de son douaire. Et iceluy expiré, aura lieu ledit douaire. xcviij.
Et par autre moyen que par laditte donation mutuelle, lesdits conioints par mariage, ne se
penuent donner entre viss directement ou indirectement, par quelque maniere que ce
loit.
Vn bastard peut disposer entre viss, & par testament, de tous ses biens.
Don de concubinaire à concubine, & de concubine à concubinaire frequentans & conuer
fans ordinairement ensemble, ne vaut.
Don ne saissif sinon entre deux conioints, comme il a esté dit cy dessus. Et saut qu'il y ait
deliurance actuelle, retention de viuffruit, constitution de precaire, ou autre clause translatiue
de possession, ou que le donataire ait du consentement du donateur, iouy des choses à luy don-
nees.
De communauté de biens.
T'HOMME & femme conioints par mariage, ayans demouré par an & iour en iceluy
L'HOMME & femme conioints par mariage, ayans demouré par an & iour en iceluy mariage, acquierent communauté de tous meubles & outre des acquests & conquests im-
meubles par eux faits durant & constant ledit mariage. Tellement que le mary est tenu per-
sonnellement de payer les dettes de sa femme, & en peut estre valablement poursuiuy durant

ledit mariage. Aussi la femme est tenuë apres le trespas de son mary, payer la moytié des dettes mobiliaires faites par ledit mary, tant durant ledit mariage qu'au-par-auant iceluy.

Ledit mariage dissolu, lesdits meubles & conquests se divisent par moitié entre le survivat, & les heritiers du decedé. Pourueu que les conioints ayent demouré par an & iour ensem-

Peut toutes-fois laditte femme renoncer(si bon luy semble) à laditte communauté dedans quarante iours, apres qu'elle aura eu cognoissance du deces de son mary, si elle est noble, & trente iours apres, si elle est roturiere. En faisant laditte renonciation en personne, ou par procureur specialement fondé, pardeuant le iuge ordinaire du lieu de leur demourace, ou du lieu où le mary seroit decedé (l'heritier apparét appellé, si aucun en y-a) sinon le procureur du Roy ou de la seigneurie dudit lieu.



cxi.

Neantmoins où il se trouueroit que la semme eust fait fraude, emporté, latité ou recellé aucuns biens de laditte communauté, sera priuce dudit benefice de renonciation.

La communauté d'entre lesdits conioints par mariage, ne se discontinuë par le trespas de l'vn d'eux, ayant laissé enfans dudit mariage ou autre. Ains peuvent lesdits enfans demander (si bon leur semble) communauté de tous les biens meubles & conquests immeubles auec le suruiuant, soit qu'il se remarie ou non, iusques à ce que inventaire desdits biens ait esté fait so-lennellement par devant le iuge ordinaire du lieu, & tenu pour clos.

Entre autres personnes que les dessudits, n'y-a communauté par quelque demeurance que les personnes ayent sait ensemble, sinon que elle soit expressement contractee.

Le mary est maistre des meubles, acquests & conquests immeubles, saits durant le mariage, tellement qu'il en peut disposer par disposition entre viss à sa volunté. Ensemble des fruits prouenans des propres de saditte semme, sans fraude.

Femme mariee ne peut l'obliger ne estre en iugement sans l'autorité de son mary, & le cotract fait par elle sans laditte autorité est nul, soit au presudice d'elle ou de sondit mary, sinon qu'elle soit separee par iustice, ou marchande publicque. Et estant marchande publicque, se peut obliger sans son mary, pour le fait de sa marchandise.

Le mary seul peut conduire les actions mobiliaires & possessores de sa femme. Mais quant aux reelles & petitoires, ne les peut conduire sans le consentement de saditte semme, sinon pour son interest.

De douaire.

FEMME mariee est douee par laditte coustume de la tierce partie de tous & chacuns les heritages qui appartenoyent à son mary au iour des espousailles. Et de la tierce partie des heritages, qui depuis les dites espousailles seroient aduenuz à sondit mary en ligne directe, pour en iouyr par elle sa vie durant.

Et si douaire estoit prefix & accordé à ladite semme par contract de mariage, a neantmoins laditte semme choix & option de prendre ledit douaire coustumier, ou se tenir audit douaire prefix, sinon que par ledit contract de mariage sust dit par expres que laditte semme n'aura douaire coustumier, ains se tiendra à son douaire prefix & conuentionnel.

Femme qui au cas dessudit, a oppositió de douaire coustumier ou presix, doit dedans quarante iours apres le deces de son mary opter & le signifier à l'heritier, s'il y en a apparent, sinon à iustice. Et à faute de ce faire pert laditte option, & se doit tenir à son douaire conuentionnel.

Douaire saissist du iour de la declaration faite par laditte semme, audit cas d'option. Et où elle n'auroit laditte option, ains seulement douaire coustumier ou presix, ledit douaire tant coustumier que presix saissist du iour du deces du mary.

Femme vefue peut demourer en la maison de son seu mary par an & iour apres le deces de iceluy, pour ueu qu'elle ne se remarie dedans ledit temps. Et où il n'y auroit qu'vne maison, ledit temps passé en sortira. Mais où il y auroit plusieurs maisons, apres que l'heritier en aura prins & choisi vne pour luy, laditte semme pourra demourer en telle des autres maisons que elle voudra choisir, durant sa viduité seulement. Et ne luy sera la maison comptee pour douaire, mais l'aura outre & par dessus iceluy.

Laditte femme est tenuë d'entretenir laditte maison en bon & suffisant estat. Ensemble les autres heritages dont elle iouyt par douaire, & les acquitter de toutes charges reelles. cxvij. Douaire est acquis à la femme, dés la benediction nuptialle. cxvij.

Douaire est acquis à la femme, dés la benediction nuptialle.

Pour le forfait du mary, par lequel ses biens seroyent confisquez, la part que la femme a des obstateques en confisquez, la part que la femme a des

Si le mary sans le consentement de sa femme, vend son heritage subiet à douaire du tout ou interpositie, du modo matrimo modo matrimo nium siz publication de la heritages ainsi venduz. I les heritages ainsi venduz les heritages ainsi

Plusieurs douaires peuuet auoir lieu sur vne mesme terre, & n'épeschent l'vn l'autre. Et aura la premiere douairiere son douaire sur le tout. La secode sur le demeurat, & ainsi des autres.

in consuparistic. M.

a des obstätequocünfispofispofispuesapsu tepo
rus, & nonobstante decreto
rus & subhastatio
nibus interim
interpositis, du
intur modo matrimo
nium sit publi
cum & nos elix
in consu-paris.
vo tit.C.M.

Coustume du pays, comté & bailliage du grand Perche

De testamens.

cxxi.

INSTITUTION d'heritier n'a lieu, c'est à dire qu'elle n'est requise pour la validité du testament, laquelle faite en iceluy, neantmoins vaudra comme legs & disposition testamentaire pour le regard, & iusques à la concurrence de ce qui est par la coustume permis au testateur de disposer.

Le testament est reputé solemnel & vallable, quand il est escrit & signé de la main du testateur, ou bien par luy ditté ou nommé, & receu par le curé du lieu ou son vicaire principal, ou vn notaire ou tabellion, en presence de deux tesmoins. Et qu'iceluy testament soit par les dits curé, vicaire, notaire ou tabellion, en presence des dits tesmoins releu au testateur, & qu'il soit faite expresse mention audit testament, qu'il a esté nommé ou ditté, releu & entendu par le dit testateur. Et est tenu le dit curé d'an en an, declarer au iuge ordinaire du haut iusticier du lieu où aura esté receu le dit testament, le nom de sondit vicaire principal, & le faire enregistrer au gresse de la iustice dudit lieu.

En ligne tant directe que collaterale aucun ne peut estre heritier & legataire ensembleent. CEXIII.

t.123. N'y ment. I aussi donataire par l'arti. suy. Le l'uant, & par l'article. 150. té ou d'

Le legataire n'est saiss, mais doit estre saiss par l'heritier.

Pere, mere, ayeul, ayeulle ou autres ascendans, ne peuuent par testament & derniere voluté ou disposition entre viss, soit en faueur de mariage ou autrement, en maniere que konque directement ou indirectement, auantager leurs enfans l'vn plus que l'autre, soit qu'ils viennet à la succession, ou qu'ils y veulent renoncer.

Et si pere, mere, ayeul ou ayeulle, ont donné aucune chose à l'vn de leurs enfans, soit en faueur de mariage ou autrement, la ditte chose donnee se doit rapporter au partage, ou la iuste valeur & estimation d'icelle, qui doit estre saite pour le temps que la chose a esté baillee: & no du temps du rapport & partage.

Toutes-fois les fruits desdittes choses donnees ne se raportent, ne la despense faite pour entretenir enfans aux escolles, ou pour les enuoyer en la guerre, ou pour leur apprendre mestier & marchandise.

Homme & semme conioints par mariage, ne peuuent par testament & ordonnance de derniere volonté, donner l'vn à l'autre directemet ou indirectement, par maniere que ce soit, s'ils ont enfans de leur mariage ou autre. Et s'ils n'ent ont, se pourront donner l'vn à l'autre, la portion des meubles à eux appartenans.

Toutes autres personnes peuuent donner, par testament, tous & chacuns leurs biens meubles, acquests & conquests immeubles, ensemble le quint de leurs propres à toute personne capable, soit parent ou autre.

Toutes donations & autres dispositions saites entre viss, durant la maladie (de laquelle le donateur seroit apres decedé) sont reputees testamentaires. cxxxj.

L'aage pour pouvoir valablement tester des meubles & acquests immeubles, est quant aux masses, de vingt ans accomplis, & quant aux femelles, de dix-huit ans. Et pour le regard des propres, quant aus dittes masses étans mariees disposer sans l'authorité de leurs marys.

Le mary par son testament, ne peut disposer des biés meubles, acquests & coquests immeubles, comuns entre luy & sa semme au preiudice de saditte semme: ains seulement peut disposer de sa moytié.

L'executeur testamentaire est saisi du iour du trespas du testateur des biens meubles, delaissez par iceluy pour l'accomplissement de son testament, iusques à la concurrence de ce qui est liquidé par le testament. Et où l'heritier luy voudra bailler & consigner deniers contens pour acquitter ledit testament, sera faite entiere deliurance audit heritier des biens de la succession.

Auquel cas sera ledit executeur deschargé du surplus de laditte execution, sans ce que les legataires ou autres, se puissent addresser contre luy, sinon pour les dittes choses liquides: les quelles il sera tenu payer & acquitter en plus grande diligence que faire se pourra. Et où il seroit en demeure, sera poursuyui par le procureur du Roy, ou de la seigneurie. cxxxv.

Ledit executeur testamentaire n'est tenu d'accepter ladite execution, si bo luy ne semble, sinon qu'il eust prins & accepté le legs testamentaire à luy fait. Auquel cas sera contraint executer ledit testament en la forme & maniere que dessus.

Des

2.131. Valde aquum ad obuiandü subhastationibus. C.M. (7)

ite ner.

11

li.

1,0

14

12

R:z

T.

Th.

II

OT:

W

117

en:

 \mathcal{I}_{i}

tab.

112

T

171

(1)

IIIK E

chr.

T.J

III

 \mathbb{R}^{3}

0

Œ

ΙŒ

tio

: 0

III.

Tu

13

I

1

ĽĆ pr

XIV.

روا نور

III. p:\.

E mort saissift le vif, son plus prochain heritier habille à luy succeder. Entre nobles en succession directe, appartient au fils aisné ou les representis, soit fils ou fille pour son droit d'aineesse & preciput, le chastel & manoir principal, haute & basse cour, auec le circuit & toutes choses estans dedans ledit circuit; comme grages, estables & autres edifices, pressor, douues & sossez le fil n'y-a sossez luy appartient auec le dit manoir & cloradinos e e ellepes, concernadistre exxistifi ture, vn arpent de terre.

Appartient aussi audit aisné le bois de haute fustaye, estant pres de la veue de la ditte mais son, limitee & reduitte à vn quart de lieuë, où ledit bois ne consiendra plus de quamme arpés. Et où il contiendra d'auantage, le surplus demourera aux puisnez, desquels toutes sois ledit aisné le pourra racheter en les recompensant en autres biens de la succession, si tant y en a, sinon xixxix mais the control of delice to a delice to a control of en deniers & pris raisonnable.

Et où apres laditte maison y aura plusieurs bois de haute sustaine le le la remude prendre & le contenter du plus prochainzencores qu'il fuit de moindre estendué ; que de plus lointain, & qu'il ne contint laditte quantité de quarante arpens.

Aussi appartient audit fils aisné pour sondit preciput & droit d'aineesse, la iustice de la terre en laquelle il prend ledit precipue, la fuye ou coulombier, ou droit d'icelle dependant du lieu où il a prins sondit preciput, les garennes à bois & à eauë, l'estang & moulins pendans en la chause de l'estang ou estangs sur la riuiere ou ruisseau, proffits & emolumens d'iceux. cxlj.

Et doit auoir ledit aisné lesdits bois de haute sustaye, laditte suye, garenne, estangs & moulins, encores qu'ils ne soyent assis au fief dudit principal manoir, pour ueu qu'ils soyent à veuë d'iceluy principal manoir. Et où lesdittes choses seroient assisse dedans ledit sief, les doit aussi auoir, encores qu'elles ne soyent à la veuë dudit manoir,

Et a lieu ledit preciput és successions tant de pere que de mere, ayeul, ayeulle; & autres ascendans, soit que lesdittes successions escheent, & soyent partagees en mesme ou diuers' cxliij. temps.

Peut ledit aisné prédre sondit preciput, en telle terre de chacune desdites successiós qu'il vou dra choisir, soit seodale ou roturiere, estant ladite roturiere és chaps, & non en la ville. exliii.

Et le surplus des heritages tant seodaux que roturiers, cens, rentes & tous immeubles se partagent entre les ailnez & puisnez: en maniere qu'où il y-a plusieurs puisnez, l'aisné noble ou ses representas, soyet fils ou filles, aura la moytié, & les puisnez l'autre moytié.

Et où il n'y aura qu'vn puisné ou ses representans, soit fils ou fille, doit auoir les deux tierces parties desdits heritages, cens, rentes & autres immeubles. Et le puisné soit fils ou fille, l'autre tierce partie.

Au fils aisné noble ou ses representants, comme dessus, appartiennent tous les meubles, dettes actiues, mobiliaires & personnelles, és successions de pere, mere & autres ascendans. Et le rapport fait par les puisnez de ce qu'ils ont eu par pere, mere ou autres ascendans en faueur de mariage ou autrement, se diuise entre ledit aisné (qui en prent la moytié) & les puisnez qui en prennent ensemblement l'autre moytié.

Le fils aisné noble prenat les meubles, est tenu d'aquitter les det tes mobiliaires du deffunt, payer les obsecques, funerailles & rachats, deuz par le deces dudit deffunt.

Ledit ailné a option de delaisser les meubles & accepter les autres auantages à luy donnez par la coustume: & en ce cas n'est tenu de payer les dettes, obsecques & sunerailles dudit desfunt, mais est tenu de payer les rachats.

reelles, desquelles est chargé l'heritage qu'il prent pour preciput à la raison & concurrence de est in lines dire la portion qu'il en tient.

En succession noble, où n'y-a que filles, se depart egallemet la succession entr'elles, sans aucune prerogatiue & auantage, fors quant au droit de choisir l'vn des lots & portion de partage, lequel droit appartient à l'aisnee & ses representans, & après elle aux puisnees, de degré en testat. deservie degré, selon leurs anges.

gré, selon leurs anges.

Clj. ergo idé in col-laterali per biéc
Entre nobles & roturiers representation a lieu infiniment, tant en ligne directe que collaconsuetud, que terale: & succedent les descendans ou collateraux du dessint, estans entreux en pareil ou in- vraque linea 1 egal degré par souches & non par testes. 1

Coustume du pays, comté & bailliage du grand Perche

Les heritages suyuent l'estoc & ligne, dont ils sont venus, c'est à sçauoir, que les heritages propres procedans de l'estoc & ligne paternelle, retournent aux heritiers du dessunt, ses parens & lignagers du costé paternel & ceux procedans de l'estoc & ligne maternelle, retournent aux heritiers, parens & lignagers dudit dessunt du costé maternel, encores qu'ils soyent emplus sontain degrés

Les freres de pere & de mere, excluent le frère ou sœur conioints de pere ou mere seulement, quant aux meubles & acquests immeubles. Mais quant aux propres, chacun desdits freres & sœurs (encores qu'il ne soit conioint que d'vn costé) succède en ce qui procede de son estoc, qui est ce que lon sit communement, [Parerna paternis, Materna maternis.] cliij.

En succession collateralie entre nobles, l'aisné ayant prins son preciput & auantage, tel que par la coustume luy appartient, ne préd rien en la successió de ses puisné ou puisnez, en ce que les littre successifit, & qu'il leur auroit esté baillé en partage, par leur-dit aisné mais vient telle succession des dits puisné ou puisnez, ou autres puisnez suruiuans, ou leurs representans. Toutes-sois les semelles n'y succedent quant aux heritages tenuz à soy & hommage ainsi appartenans au des unt de son propre, quand il y-a puisné ou puisnez masses. & où il n'y auroit aucuns puisnez masses, ence cas ledit aisné est preseré aux semelles, quant aus dittres choses tenues à soy & hommage, estans du propre du des unt. Et au regard des heritages acquis par ledit des surres biens à luy appartenans d'ailleurs que par partages faits auec sondit aisné, iceluy aisné y succede esgallement auecques les puisnez, soyent sils ou silles.

Quand aucun va de vie à trespas sans hoirs de sa chair, ses freres & sœurs & autres collatefaux de degré en degré, luy succedent quant aux heritages propres: & quant aux meubles & acquests immeubles dudit dessunt, le pere ou mere, ayeul, ayeulle, selon leur ordre y succedent.

Toutesfois si pere, mere, ayeul, ayeulle, auoyent donné à leurs enfans aucun heritage pour leur estre propre, & les les enfans decedassent sans hoirs de leur chair, le dit donateur succedera audit heritage, comme estant propre conuentionel, & non naturel. clvij.

En succession collateralle, soit noble ou roturiere, les masses excluent les semelles és heritages propres du dessunt, tenuz en soy & hommage, sinon que les dittes femelles representafent l'hoir masse: auquel cas elles prennent telle part esdits heritages qu'eust fait ledit hoir masse. Et quant aux autres heritages dudit dessunt, encores qu'ils sussent teodaux (estans desdits seodaux par luy acquis) les semelles y succedent egallement auec les masses. clvij.

Entre roturiers, il n'y-a aucun auantage à l'aisné, fors que la principale maison manable, tenuë en soy & hommage luy appartient, auec l'issue d'icelle maison pour y aller par l'estrage à pied, à cheual & par charroy. Aussi luy appartient demy arpent de terre descouuerte à son choix & option, au plus pres de laditte maison hors l'estrage. Et où il n'y auroit maison, luy appartient pour son droit de preciput & aisneesse demy arpent à descouuert en tel lieu qu'il le voudra choisir.

Et est tenu ledit aisné prenant ledit preciput, faire porter la foy & hommage, pour luy & pour ses puisnez. Et où il n'y aura soy & hommages à porter, ledit preciput n'aura lieu.

En succession, tant noble que roturiere, & tant directe que collateralle, l'aisné est tenu bailler par declaration les biens immeubles qui sont à partager, entre luy & ses puisnez, & se fait le partage en la maniere qui s'ensuyt.

Entre nobles en succession directe, tous les puisnez ensemble sont deux lots, & l'aisné choisist.

Et en toutes autres successions & partages, le plus ieune fait les lots, & l'aisné choissis & apres l'aisné les puisnez selon leur aage & antiquité. Et precedent les masses la femelle à choissir, encores que la ditte semelle sustainee, laquelle pour faire le dit partage est tousiours estimee puisnee, de sorte qu'encores qu'elle soit la plus aagee, est tenuë & chargee de faire les lots & partages. Et s'il y-a plusieurs silles, la plus ieune d'icelles doit saire les dits lots & partages.

clxiij.

Entre nobles en succession directe, l'aisné fait les fruits siens, iusques à ce qu'il soit sommé & requis par les puisnez de leur bailler partage.

Si l'aisné noble va de vie à trespas, soit au-par-auant partage fait auec ses puisnez, ou apres: la succession dudit aisné se partage entre les dits puisnez, sans aucun preciput & aduantage de aisneesse



ainesse entre eux.

3

ŧ.

ile Te

ì

X

:1

2

clyv.

Religieux & religieuses profez ne succedent à leurs parents, ne le conuent & monastere pour eux, soit que la succession fust escheuë au parauant la profession ou depuis.

Des gardiens & tuteurs.

clxvi.

PAR laditte coustume, la garde des enfans mineurs est deserce au pere, mere, ayeul ou ayeulle & autres ascendans: en preserant le pere à l'ayeul, & en degré pareil les ayeulx paternels aux maternels.

Lt ne sont tenuz lesdits pere, mere, ayeul, ayeulle & autres ascendans, accepter laditte garde, si bon ne leur semble: fils la veulent accepter, sont tenuz ce faire dedans quarante iours apres le deces du decedé: & en faire declaration par deuant le iuge ordinaire du haut insticier.

Si la mere, ayeulle ou bizayeulle ayant accepté laditte garde, se remarie, elle la pert: mais le pere, ayeul ou bisayeul se remarians, ne la perdent. clxix.

Le gardien doit poursuiure toutes & chacunes les actions personnelles, reelles & mixtes, tout ainsi que pourroit le tuteur & curateur.

Le gardien fait les fruits siens des heritages appartenans aux mineurs, à la charge de les nourrir, alimenter & entretenir selon leur estat & condition, tenir les dits heritages en bonne reparation, & les acquitter de toutes dettes & charges annuelles. Qui est ce que lon dit communement: Qui garde prend, quitte la rend.

Le gardien doit faire inuentaire des biens meubles de son mineur, par authorité du iuge du lieu, appellé le procureur du Roy ou de la seigneurie. Et peut s'ayder des deniers & meubles, qui pour vser ne se degastent ou deperissent: & la garde finie, doit rendre audit mineur les sites meubles selon ledit inuentaire, tels qu'il les a prins.

La garde, quant aux masses, sinist en l'aage de vingt ans: & quant aux semelles, en l'aage de seize ans. Mais si auant ledit temps sont mariees, laditte garde sinist par leur mariage, & ledit temps siny, ont l'administration de leurs biens: mais ne peuuent aliener ou hyppothecquer leurs immeubles, qu'ils n'ayent vingtein q ans passes.

Gens mariez sont vsans de leurs droits, encores qu'ils soyent mineurs d'ans: mais ne peuuent vendre ne aliener leurs heritages, sinon qu'ils ayent vingt cinq ans passez, comme dit est.

Où le gardien seroit dissipateur de biens, doit estre priué de la garde: & où les parens de mi neur ne seroient leur deuoir de l'en faire priuer, le procureur du Roy ou de la seigneurie en doit faire la poursuitte.

Si le gardien ne veut accepter laditte garde, ou decede auant qu'elle soit finie, sera pourueu de tuteur & curateur aux mineurs par le iuge ordinaire du haut iusticier, à la nomination des parens, voisins & amis paternels & maternels de chacun costé egallement, iusques au nombre de huit, si faire se peut.

Ledit tuteur ou curateur ne fait les fruits siens: ains est tenu faire inuentaire des meubles, & rendre compte & reliqua des fruits & reuenuz desdits mineurs, laditte administration finie.

Des retraits lignagers & feodaux.

clxxvii.

VAND l'heritage propre est vendu ou aliené à pris d'argent ou chose equipolente, les parens du costé & ligne du vendeur, le peuuent auoir & retirer dedans l'an & iour du contract par retrait lignager, en remboursant l'acquereur du pris & loyaux cousts. Et suf-fist que l'adiournement soit baillé dedans l'an & iour, encore que l'assignation escheé hors le-dit temps.

Et à la premiere affignation, faut que le retrayant offre deniers à descouuert, & à parfaire: autrement & à faute de ce faire deschet dudit retrait.

Et apres l'adiudication du retrait ou recognoissance d'iceluy, & que l'acquereur aura exhibé ses lettres & mis au greffe, & affermé le pris de l'acquisition, doit ledit acquereur dedans les vingt quatre heures rembourser le pris de laditte acquisition, & tout ce qui est liquidé par ledit contract, & les loyaux cousts dedans vingt quatre heures apres liquidation faitte d'iceux: autrement & à faute de ce faire dedans ledit temps, deschet & doit estre debouté dudit retrait.

The Colombia of the Colombia

V iiij

Coustume du pays, Comté & Bailliage du grand Perche

Le plus prochain lignager du vendeur est preseré au plus lointain lignager, venant au retraict dedans an & iour, encores que ledit plus lointain l'eust preuenu, & que le retrait eust esté executé à son prosit. Aussi si la venditio auoit esté faite à vn lignager, celuy qui seroit plus prochain du vendeur du costé & ligne, dont ledit heritage est procedé, le peut auoir par retrait dedans ledit temps sur ledit acheteur.

En concurrence de lignagers estans en pareil degré venans au retrait, celuy qui premier aura fait donner l'adiournement en retrait sera preseré, pourueu que les adiournemens ne soyent de mesme iour. Et ou deux ou plusieurs auroyent fait donner adiournement de mesme iouren ce cas l'aisné sera preseré au puisné, & le masse à la semelle.

L'an & iour du retrait commence à courir du iour du contract passé par deuant notaires ou tabellion. Toutesfois si par ledit contract y auoit grace & faculté de racheter de dans certain temps: ledit an & iour commence à courir seulement du iour que la dite grace est expiree mais si plustost les lignagers veulent venir audit retrait, faire le pourront, à la charge de la dite grace.

L'heritage de l'acquest du vendeur ne tumbe en retrait, sinon que ledit vendeur l'eust acquis de son parent qui le tenoit en ligne. Auquel cas le reuendant à personne estrange, tumbe en retrait aux parens lignagers de ladite ligne.

clxxxiii.

Le scigneur seodal peut dedans l'an & iour que son vassal luy aura exhibé le contract d'acquisition, par luy saite en son sies, auoir & retirer par retrait seodal l'heritage acquis par sondit vassal, tenu de luy en sies ou rente inseodee, en remboursant par luy le pris & loyaux cousts dedans le temps, & en la maniere qu'il est dit cy deuant au retrait lignagier: pour ueu que la dite exhibition ait esté faite dedans les dix ans, apres lequel temps n'est receuable audit retrait, soit que le contract luy ait esté exhibé dedans iceluy temps, ou non: pour ueu aussi qu'il n'ait esté payé du rachat & droits seigneuriaux deuz à cause de la dite acquisition, ou que pour raison d'iceux il n'eust fait specialement & expressement saisir son vassal.

Le seigneur seodal encores qu'il n'ait iustice en son sief, a ledit droit de retrait seodal.

Les lignagers sont preserez en retrait au seigneur seodal, y venans dedans l'an & iour dudit contract. clxxxvij.

Retrait n'a lieu en donation, soit simple ou remuneratoire, eschange, bail à rente perpetuelle, pure & simple, pour ueu qu'il n'y ait fraude.

L'eschange est reputé frauduleux quand celuy qui a eschangé se trouue possesseur dedans l'an & iour des choses changees & contrechangees. Et pareillement le bail à rente est reputé frauduleux quand le preneur de l'heritage rachete ladite rente dedans l'an & iour. clxxxix.

L'heritage acquis par eschange sait à l'heritage propre, est subrogé au lieu dudit heritage propre, & quand il est vendu tumbe en retrait.

Quand en eschange il y a soute de deniers, si la chose baillee auec lesdits deniers, excede la somme desdits deniers, tel contract est estimé eschange, & n'y a retrait: mais si ladite somme excede la chose baillee, est tel contract reputé vendition, & y a retrait: & est receuable le retrayant audit retrait, en remboursant le vray pris & estimation de la chose.

Si le propre heritage est baillé à rente auec faculté de la racheter, le dit heritage est subiet à retrait, pour ueu que les retraians viennt au retrait de dans l'an du contract, où la dite faculté de rachat seroit perpetuelle: & où elle seroit à temps, y venans de dans l'an & iour apres la dite faculté expiree.

cxcij.

L'adiournement en retrait se doit faire à personne ou domicile de l'acquereur : & s'il n'a domicile au pays suiet aux coustumes du Perche, suffist de le faire appeler sur le lieu acquis : & signifier l'adiournement au sermier ou detenteur d'iceluy, s'aucun en y a, sinon à deux des voissins d'iceluy lieu.

L'action de retrait lignager se peut intenter tant par deuant le iuge du lieu, où la chose est est assis, que pardeuant le iuge ordinaire du domicile de l'acquereur. exciiij.

L'acquereur pendant le proces en retrait, doit iouir de l'heritage par luy acquiz, & en vser comme bon pere de famille: mais s'il deschet du retrait, doit rendre & restituer les fruits, dés & depuis contestation en cause, encores qu'il n'y ait eu consignation reelle. Et où il n'y auroit eu consignation reelle, doit restituer les dits fruits dés & depuis ladit e consignation, encores qu'elle sust precedente la contestation.

L'acquereur ne peut dedans l'an & iour du retrait demolir, deteriorer, changer, ou inuer-



tir l'edifice ou heritage suiet à retrait, & où il auroit sait quelques impenses pour l'entretenement ou melioration dudit edifice ou heritage, ne les peut demander, sinon que telles impenses sussent de instice. excep.

Si l'acquereur d'heritage suiet à retrait le vend ou autrement l'aliene dedans l'an & iour qu'il est suiet à retrait, à plus grand pris qu'il ne l'auroit acquis, le lignager le peut auoir & retraire dedans l'an & iour de la premiere acquisitio, en remboursant le pris & les loyaux cousts d'icelle.

10

M

12

 χ

1

1

T.

 T_{i}

1,

1

Ġ

Ţ,

01

Ţ

1

17

à

Ĺ

Quand aucun esteint & amortit quelque rente ou prestation annuelle, de laquelle son heritage estoit chargé, telle rente n'est suiette à retrait.

Si l'acquereur depuis l'adiournement à luy baillé en retrait transporte l'heritage à personne priuilegee, ou autre, est tenu faire comparoir en iugement celuy auquel il a fait le transport, lequel ne peut decliner la iurisdiction souleur de priuilege ou autrement. Et où ledit cedant ne sera comparoir le cessionnaire, sera neantmoins procedé contre ledit cedant, & le iugement donné contre luy sera executé contre ledit cessionnaire, pour le regard de l'heritage adiugé par retrait.

Et où au-parauant ledit adjournement ledit acquereur, l'auroit transporté, le doit declarer à la premiere assignation: & en ce faisant demeure deschargé, & l'adjournement à luy baillé interrompt la prescription annuelle contre celuy auquel il l'auroit transporté, & tous autres cessionnaires.

Quand deux coioints par mariage ont acquis heritage, estant de la ligne de l'vn desdits deux conioints, la moitié appartenant à celuy desdits deux conioints qui n'est lignager tumbe en retrait dedans l'an & iour du trespas de l'vn d'iceux conioints. Et se peut retirer par les lignagers en remboursant la moitié du pris & des loyaux cousts de l'acquest, pourueu qu'il n'y ait enfans dudit mariage, ausquels laditte moitié subiette à retrait, puisse tumber.

L'heritage rețiré par puissance de fief par deux conioints par mariage apres le trespas de l'vn d'eux, doit retourner à celuy à qui le fief appartient, en remboursant par luy la moitié du pris dedans l'an & iour du trespas dudit decedé.

L'heritage propre adiugé par decret de iustice est suiet à retrait dedans l'an & iour de l'adiudication. cciij.

Tout heritage venant de succession est reputé propre à l'heritier. cciiij

Le cens vendu est suiet à retrait, mais la terre censuelle ne se peut retirer par le seigneur censuel, soit seigneur haut insticier ou autre.

D'Hypothecques.

ccv.

ELVY qui a hypothecque generale ou speciale peut s'addresser contre le detenteur de la chose hypothecque sans discution prealable, contre le detteur personnellement obligé, & est le detenteur tenu payer ou quitter l'heritage obligé. Et n'est tenu le creacier se contenter d'vne simple declaration d'hypothecque.

Meuble n'a point de suite; s'il n'est transporté par le conducteur hors de la maison de son lo cateur, ou que ledit meuble eust esté vendu sans iour & terme, sous esperance d'en estre payé promptement. Au quel cas le vendeur peut poursuiure ledit meuble en quelque lieu qu'il soit transporté, pour estre payé du pris qu'il s'a vendu, & encores que ledit meuble eust esté pris par execution, le pourra poursuiure insques à ce qu'il ayt esté vendu par authorité de instice.

Quand vn tiers detenteur est poursuiuy pour raison d'vne rente, dont est chargé l'heritage qui luy a esté vendu sans la charge de laditre rente, dont il n'auroit eu cognoissance au parauant laditte poursuitte, si (sommation faitte) son garand luy dessaut, peut le tiers detenteur auant contester en cause, renoncer audit heritage, en payant les arrerages encouruz de son temps.

Des criees,

ceviii.

PAR laditte coustume les criees & subhastations des heritages sais s pour estre venduz & adiugez par le decret se sont en la forme & maniere qui s'ensuit. Assauoir que le sergent commis à faire lessites criees, se doit transporter deuant l'Eglise parrochiale du lieu où les litts heritages sont assis: & illec à l'issue de la messe à iour de dimanche par quatre quatorzaines consecutiues & continuelles proclamer publiquement & dire à haute voix que les dits herita-

whose wife the second subjects

Coustume du pays, Comté & Bailliage du grand Perche

ges ont esté assis à la requeste de tel creancier sur tel detteur, à faute de payement, ou autre acquittement, pour estre adiugez par decret au plus offrant & dernier encherisseur.

De prescriptions.

PRESCRIPTION de dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non priuilegez, auec tiltre & bonne foy, a lieu: en maniere que celuy qui aura par ledit temps possedé & iouy d'aucun heritage ou autre droit reel, aura iceluy acquis: & pareillemet qui par ledit temps aura iouy d'aucun heritage paisiblement & sans inquietation d'aucune rente, aura prescrit ladite rente.

Quand aucun a esté payé par trois annees dernieres & consecutives, d'aucune rente, ou prestation annuelle, il a acquis possession, au moyen de laquelle il peut intenter complainte pour estre maintenu & gardé en la perception de ladite rente & prestation, si elle luy est de-

L'action personnelle & mixte se prescrit par trente ans, & l'hypothecquaire par quarante ans par le tiers detenteur, encore qu'il n'ait tiltre: & par le detenteur ayant tiltre & bonne foy par dix ou vingt ans, en la maniere que dit est.

Rente sonciere feodale & seigneuriale, ne se prescrit par quelque temps que ce soit par le preneur, ou ayant cause, en monstrant par le seigneur le sons par luy baillé & saisant apparoir des lettres de bail.

Mais rente fonciere non seigneuriale ne feodale se prescrit par quarante ansi ccxiuj. Entre coheritiers & frarecheux prescriptió n'a lieu par quelque temps que ce soit és choses entr'eux communes & indiuisees, mais si lesdits coheritiers & frarecheux auoient iouy à part & à diuis de leurs parts & portions par l'espace de dix ans, sont reputez auoir fait partages, encores qu'il n'en ait riens par escriti& ne se pourront inquieter l'vn l'autre esdites pars & portions ainsi par eux possedees.

Si le mary a vendu l'heritage de sa femme sans son consentement, la prescription ne doit courir contre elle pendant le mariage, mais commance à courir seulement du iour du deces de sondit mary, sinon que constant ledit mariage elle fust separee de biens.

De seruitudes.

ccxvi.

E VOISIN ne prescrit contre son voisin seruiteurs de veuës, goustieres, esgousts de maisons & autres choses semblables, s'il n'y a tiltre ou possession immemorable au con-

Il est loisible à toutes personnes de faire veues en sa maison, pourueu que le regard soit sur foy, & n'y cust il du sien qu'vn pied de terre, & où il n'y aura rien du sien, peut sur son voisin faire fenestre à voirre dormant à sept pieds de haut du xeez de terresmais telle fenestre n'empes che que le voisin ne puisse bastir sur son heritage & obfusquer ladite veuë, toutestois & quantes qu'il luy plaira.

Quand entre deux heritages y a haye assise sur sosse, celuy du costé duquel est le iet dudit fosse estant le creux d'iceluy deuers le voisin, il est reputé seigneur de la haye & du fossé, s'il n'y auoit tiltre, bornes, ou possessions au contraire.

De toutes prinses de bestes faisans dommage, le preneur soit proprietaire ou fermier, soit enfant ou seruiteur d'aage competant ou le voisin, seront creuz par serment, & du dommage iusques à douze deniers tournois. Et n'est loissble à aucunes personnes ayans bestail, quel qu'il soit, de le mener pasturer au bois taillis, vignes, prez, aulnois & autres heritages plantez d'arbres fruittiers, sur peine d'amende arbitraire, & des despens, dommages & interests, desquels & de la prinse les preneurs soyent proprietaires, mestayers, fermiers ou voisins seront creus. par serment, & du dommage ainsi que dit est.

Le voisin ne peut faire aucu puis, retraits, fosse de cuisine, ou autres, pour retenir les eaus de maisons, four ne forges pres vn mur moitoyen & commun, qu'il ne laisse ledit mur franc, & vn contremur de l'espoisseur d'vn pied, qui doit estre fait aux despens de celuy qui s'en voudra aider, & à son danger. Et s'il y a puys à l'vn ou à l'autre desdits voisins, les deux retrait & fosses lerot faits à dix pieds loing dudit puys, en y faisant entredeux vn cotremur de chaux & sable, aussi bas que les fondemens desdits retraits & sosses. all the section of th

Proces



Proces verbaldu Perche.

L'AN mil cinq cents cinquante huit, le Mercredy vingt-ieme iour du moys de Iuiller, Nous Christosse de Thou president, Barthelemy Faye, & Iacques Viole conseillers du Roy en sa cour de Parlement, Sommes arriuez à Nogent le Rotrou, lieu ordonné par ledit seigneur, pour en iceluy estre par nous procedé à la redaction des coustumes des pays, comté & bailliage du grand Perche, suiuant les lettres patentes dudit seigneur à nous addresses, desquelles ensemble de nos lettres de commission, la teneur ensuit. HENRY, &c.

Et le samedy vingt-troisseme dudit moys, nous sommes transportez au chapitre dudit prieuré, doyenné dudit saint Denis, lieu esleu & preparé pour par nous estre procedé à la reda-

ction desdites coustumes. Auquel lieu se sont presentez ceux qui s'ensuiuent.

Premierement, pour l'estat d'eglise reuerend pere en Dieu messire Charles Guillard euesque de Chartres, par maistre Pierre Durant. Les doyen, chanoines, chapitre de l'euesché dudir lieu par maistre Iehan musnier I'vn desdits chanoines : reuerend pere en Dieu messire Charles dangennes euesque du Mans, par ledit Musnier, assisté de maistre Nicole goullet. Reuerend pere en Dieu messire Pierre du val, euesque de Sees, par maistre Loys perit gars. Le reuerendissime Cardinal du Bellay, abbé de Thiron, pour raison de ce qu'il tient audit comté, à cause de ladite abbaye de Thiron, par maistre Loys pellé. Le reuerédissime cardinal de Tournon, abbé de saint l'hommer de bloys, par maistre Mathurin ferrand, reuerend pere en Dieu messire Loys Guillard à present euesque de Chalon sur Saone auparauant euesque de Chartres, par reserue apostolique, seigneur de Potgoing, terre & seigneurie episcopale dudit Chartres par maistre Iacques hebert assisté dudit Goulet. Reuerend pere en Dieu messire Iehan des Vrsins euesque de l'antriguier prieur, doyen de saint denis de Nogent le rotrou, & à cause dudit doyenné, seigneur temporel en partie dudit Nogent, & encore comme abbé de la Pelisse, pour les terres qu'il tient audit comté par ledit Durant: les religieux, abbé & conuent Darcisses par Guillaume brouart, assisté de maistre Hubert landais: les religieux, abbé & conuent de la Trappe par ledit Durant: les religieuses, abbesse & conuent de Clairez par ledit Durant:les religieux, abbé & conuent de nostre Dame du val Dieu par ledit Ferrant:frere Iehan bourbaillon prieur du prieuré Conuentuel de saint Martin du vieil Bellesme, & les religieux dudit conuent, par maistre Sebastian maçon leur procureur & receueur. Les religieux, prieur & couet de Moustiers par maistre Nicolas neueu, bailly dudit Moustiers: les religieux abbé & conuent de Caterage, par ledit brouart. Les religieux, prieur & conuet de Memers, par maistre Iehan Boussart.Les religieux, prieur & conuent de Chesnegalon par maistre Iehan denisot:les religieux de sainte Claire de Mortaigne par ledit Ferrant: maistre Guillaume Abot docteur és droits, coseiller & maistre des requestes du Roy & Royne de Nauarre, comme prieur commendataire du prieuré fainte Gauburge par maistre Iehan Guyné son procureur fiscal: maistre Iehan Abot archediacre de Corbonnois, doyen de Mante, comme curé des cures de saint Marts de Resno & de Feings & seigneur temporel de la terre & seigneurie de la Chaise par ledit Brouart: le prieur de Dame Marie par ledit Denisot: les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Tours seigneurs de saint Hilaire sur Erre par maistre Iacques bien-assis chantre de laditte eglise, assisté dudit Brouart; les doyen, chanoines & chapitre de faint Iehan de Nogent le Rotrou par ledit doyen assisté de maistre Valentin bernier chanoine,& de maistre Mathurin Gouyn leur procureur fiscal: les maistre & religieux de saint Eloy pres Mortaigne: les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise collegial de Toussaints de Mortaigne par ledit Ferrant: le prieur de Chemilly par maistre Robert culaiou: le prieur de Ceron par maistre Iehan binet prestre assisté de maistre Iehan mercier, Le prieur de saint Leon nard, par ledit Boussart. Le prieur de saît Aulbin de courteharaie, par ledit goullet. Les prieurs de Coullymer & de Courceraut, par ledit ferrant. Le prieur curé de Longny, par maistre d'ar genes le febure. Le prieur de la Magdelaine de Reno, par ledit brouart. Le prieur de Champ prond, par ledit durant: le prieur de Maisonmaugis, par ledit Brouart: le prieur de Regmallard par maistre Mathurin poyuret: le prieur de Bresnart par ledit Boussart: le commandeur de Villedieu de Manou par ledit Goullet: le maistre & administrateur de la maison Dieu de Mortaigne par ledit Dordoyne:le maistre & administrateur de la malladerie de Bellesme present en personne, & assisté dudit Boussart: le maistre & administrateur de la maison Dieu dudit Nogent par maistre Iehan durant:le maistre & administrateur de la maladerie de saint La-

1

فثنا

(0)

Ĺ.

Proces verbal des coustumes

dre dudit Nogent par ledit brouart de doyé de Bellesmois present, assisté de M. François mail let:M. François Fourmentin curé de s.Sauueur de Belesme par M.Guillaume chalambert assi sté dudit Boussart:maistre Guillaume heulin curé de s.Pierre de bellesme par Fraçois dumont assisté dudit Boussare maistre Guillaume chalambert curé de saint Martin du vieil Bellesme, & faint Iacques de Vaunoise son annexé present: maistre Cosme Belin curé de Dame Marie par maistre Guillaume le camus: maistre Jehan texier curé de saint Martin du Douct present affisté de maistre Iehan guerin: maistre Sebastian maçon curé de saint Ouen de la Cour prefent en personne assisté dudit Guerin: le curé de Verrieres par maistre Michel vaillant vicaire dudit Verrieres, assisté de maistre Estienne vallette: le curé de Condeau par Mathurin Sagot: maistre Richard girard curé de saint Germain des Groyes par ledit Sagot: le curé de Gourthioust en personne: maistre Ichan passe curé de saint Iouin de Blauou par maistre Mathurin villefou son vicaire affisté par ledit Boussart:maistre Guillaume de la Houlle curé de S.Martin des Pezeriz par ledit Durant: le curé d'Appenay par ledit Vallette: le curé de Nocé par ledit Gouin.M.Lois de blouaire, curé de Serigny present, assisté dudit le camus. Le curé de Parsondeual present en personne. Le curé de S. victor de Reno, par ledit Brouart: M. Michel thereau curé de saint hilaire des noyers, par maistre François barloue son vicaire. Le curé de S.Germain de Loysé present en personne: M. Pierre gaubert curé de Regmallard, par Jedit Valette: M. Mathurin gautier curé de saint Cir, assisté de maistre François mallet: Le curé de S. Ichan de la forest, par ledit Guerin. Le curé d'Origny le roux, par maistre Michel houis son vicaire, le curé de S. Iulian sur serte en personne, le curé d'Origny le boutin, par ledit boussart. Maistre Lois Chalambert curé de la Chappelle Souef par maistre Iehan simon son vicaire assisté dudit Guerin: maistre Charles de Surmont curé de saint Hilaire sur Erre par maistre André deschelles assisté dudit Brouart: le curé de Corubert present & assisté dudit Denisot: maistre Iehan Fauueliere curé de saint Morice sur Huigne present: le curé de Brunelles par Ichade Renes escuyer, assisté du dit brouart: maistre Nocl alaire curé de saint Forgent present, assisté du dit Durant: maistre Denis boutard curé de saint Pierre Desperraye par maistre Geruaise go illart son vicaire: le curé de saint Martin de Ygé present: le curé de saint Pierre de Ceton par maistre Ichan rousseau son vicaire: maistre Guillaume barbé curé de Viday par maistre René Challes:maistre Iehan Ferme curé de nostre Dame de Peuuray par maistre Iehan le verger son vicaire assisté de maistre Ichan lercau: maistre Gilles malles curé de saint Quentin le petit present & assisté dudit Gouyn: maistre Loys le breto curé saint Remy de la Rouge, present & affisté dudit Vallette: le curé de l'Hermitiere par ledit de Renes: maistre Gabriel Challes curé de Bellauillier present assisté de maistre René challes:maistre René bersil curé de Bellou soubs Regmallard par ledit Vallette:maistre Geoffroy couppe curé du Tail present & assisté dudit Valette: maistre Guillaume chalambert curé de saint Iacques de Vaunoise, present & affisté dudit Boussart: maistre Iehan pesse curé de nostre Dame de Mortaigne par ledit Goullet:maistre Iacques marchant curé de saint Malo, present & assisté dudit Goullet:le curé de Preaux par maistre Iehan goudet son vicaire assisté dudit maistre René challes: maistre Magdalain aubouin curé de Coulimer par ledit Brouard:maistre Ichan l'Anoyeux curé de Boissemaugis present & assisté de maistre Iehan le vaillant:maistre slorent seurier curé de Bizou pre sent: maistre Ichan le large curé du Maige present: maistre Felix goeurot curé de la Mesniere & Longpont par maistre Geruaise Rommer: maistre François chanterel curé de saint Aubin de Bouessay present & assisté de maistre Estienne gaillard:le curé de Soligny, par ledit Ferrat: le curé de Moustiers par maistre Thomas langis: maistre Iehan cousin curé de Dorceau par maistre René aubin son vicaire affisté dudit Souesue: le curé de Courtoullain par ledit Ferrant le curé de saint Hilaire pres Mortaigne par maistre Guillaume robert son vicaire: maistre Ichan le roy curé de nostre Dame de Lignerolles par maistre Marin slamant: maistre Sebastian Esnaut curé de Riuaillon present & assisté dudit Valette : maistre Pierre le vaigneur curé de faint hilaire de Comblo, par ledit ferrant. Le curé de Courgeon, par maistre Guillaume du chesne son vicaire, assisté dudit durant: le curé de Courseraut par maistre Marin guillein: ledit maistre Fœlix gœurot curé de manues, par ledit Ferrand: maistre Gilles le sec curé du Pin, par maistre Marin flament son vicaire, assisté dudit Sagot: maistre François fromentin curé de Loysel present:maistre Ambrois bernard curé de Thoroure, par ledit Landais:le curé de Buberthré present, & assisté dudit Poyuret: maistre Gilles giroust curé de Nully present, & assisté dudit Goullet:le curé de Courgehoust par maistre Iehan dubray son vicaire, assisté de maistre François mallet:maistre Iehan pesse curé de Bazoches par ledit Goullet: maistre Iacques Durant

durant curé de Villiers, par ledit Goullet.M. Charles gyquel curé de la Lande, par ledit Goul tet, le curé de Suré par m. François virelouuet, le cure de S. Denis des coudroyes, par ledit Petitgars:M.André goutart curé de Theligni, present & assisté dudit Poyuret:le curé de Marcilly par M. Iulian loide son vicaire, M. René noyer curé de la perriere, & S. Hilaire de soisay, pre sent affisté de M. Gilles cheualier: m. Guillaume vaillant, curé de la Bruyère, par ledit Valette, M.Bonnauenture bellanger curé de Theual present, & assisté dudit Valette: le curé de s. Denis fur huigne, par ledit Ferrant: M. Adrian bouteueille curé de nostre Dame de Buré, par Adrian bouteueille son pere, assisté de m. Iehan le reau le curé de S. Estienne sur Sarte, par M. Nicole fleury son vicaire:le curé de saint Oucn de seichorouure, par ledit Brouast, maistre Mathurin hirel, curé de saint Sulpice, assisté dudit Brouart: maistre I chan Chemin curé de champs, par maistre Loys cathinal, maistre lacques besnard curé de saint Hilaire des novers sous Nogent, present & assisté de Bonnauenture rouzaye: Le curé de saint Aubin des groyes, par m. André lochon son vicaire affisté dudit M. Iehan guerin: maistre Pierre regnard curé de nostre Dame de Nogent le Rottou, par ledit maistre Iehan denisot assisté de maistre Iean rousseau vicaire. le curé de saint Laurens dudit lieu present, le curé de saint Hilaire de Nogent le Rotrou present:le curé de nostre Dame de Margó present, & assisté dudit Landays:maistre Nicole bourdon curé de Condé present, & assisté de maistre Iehan verrier: maistre Quentin champion curé de saint Pierre de bertoncelles, par maistre michel raoulin prestre son vicaire, assisté du dit Souefue:le curé de S.Elif, par maistre Iehan collet: maistre Iehan aubeau curé de Meaucé present, & assisté dudit Goullet: maistre Pierre guyot curé de saint Denis d'authon par ledit Landais: le curé de Champront en Perchet present & assisté dudit Gouyn: le curé de Pierre Fitte, par maistre Sebastien martin son vicaire, assisté dudit Brouart: maistre André Berthe-·lot, curé de Bethonuillier, par maistre René Noyer, assisté de maistre Gilles cheualier, maistre lacques Guynard, curé de Vicheres present & assisté par ledit Vallette: maistre Nicole Baudouyn, curé de Trizé, par ledit Durant: le curé de faint Sierge present, maistre Mathurin allotheau, curé de saint Victor de buton, par ledit Goullet: le curé de Montlandon, par M. Macé cormier son vicaire, assisté par ledit Durant: le curé de Monthireau, par ledit Goullet: maistre Michel collas, curé de Fretigny, par ledit Brouart: le curé de saint Vincent de Marolles, par maistre Hubert landais: le curé de Coudreceau, par ledit Gouyn: maistre Iehan Saradin, curé de Coulonges present, & assisté dudit Soueuesmaistre Bernard Foucquet curé de Combres par maistre Pasquier de la Haye son vicaire: les curez de Haponuillier & de Nonuillier par ledit Durant maistre Iaques Brossart curé des Estilleux present & assisté dudit Challes: maistre Michel Colas curé de Marne par maistre Iehan Flot son vicaire, assisté dudit Brouart: le curé de Fontaine Symon par maistre Iaques Sagot son vicaire assisté dudit Goullet: maistre François Fromentin curé de saint Langis present en personne: maistre Thomas Trouué prestre, curé de saint Germain de Martigny par ledit Denisot: maistre Iehan Forgent prestre, curé de Mollicent par ledit Durant:maistre Iehan Pichart curé de nostre Dame de Broz en personne assisté dudit Brouart: le curé de Monceaux par M. Denis Daniel son vicaire: le curé de Chemillé par maistre Philippes Habert son vicaire, assisté dudit Brouart.

Et pour l'estat de Noblesse sont comparuz la duchesse Destouteuille, cotesse de Montsort & Chaumont, douairiere de la baronnie de Nogent le Rotrou, & des chastellenies de Riueré, Mötigni, Nonuillier, Mötlandon, la Ferriere & de Regmallard par ledit Goullet: dame Iaque+ line de Rohan, marquise douairiere de Rothelin, comme ayant la garde noble du Duc de Lõgueuille, côte de Dunois son fils, à cause de la Barônie de Longny, par M. Pierre Brulard son procureur fiscal en ladite Barónie de Lógny:messire Charles de croy côte de Senighan, à cau se de saquarte partie dudit Logny, hors mis le preciput, par m. Fiacre le seure: Messire Iean de Touteuille, cheualier de l'ordre, bailly & capitaine de Rouan, seigneur de Villebon, Blainuille, la Gastine & baron de Chesne Doré, & à cause de ses seigneuries de Boislandry, Fretigny & Chanceaux, au pais du Perche, par Ieha du portail escuyer, assisté de m. Gilles cherré: Messire Charles thiercelin, cheualier seigneur de la Roche du Maine, comme ayant la garde noble de damoiselle Loyse de la Val, dame de la Roziere, fille mineur de seu messire Lois de la val, par maistre Iean guiné:messire Esprit de Haruille, cheualier seigneur de Palaiseau gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, à cause de sa chastellenie, terre & seigneurie de la Mothe diuersay, par m. Mathurin ribot: messire Odard dilliers cheualier gentilhôme de la chambre du Roy, seigneur de Vaupillon à cause de sa chastellenie dudit Vaupillon par M. Iean goillart son procureur fiscal, assisté de m. Iulian houis:messire Iacques d'angennes, cheualier seigneur de

Digitized by Google

X j.

Proces verbal des Coustumes

Rabouillet gentilhome de la chabre du Roy, come ayat la garde noble des enfas mineurs das defunt Denis d'angénes en son viuat escuyer, seigneur de la Loupe, pour les terres & seigneuries de Blainuille & la Hanoudiere, par ledit Goullet, assisté de M.Gilles cherré, messire Iehan d'o cheualier gentilhôme de la châbre du Roy, seigneur de Manou & Nully, par M. François grauelle, dame Iaqueline de rouuerfaille dame de Castillon, tant en son nom que comme garde des enfans de feu messire Lois du perreau son mary & d'elle, à cause des chastellenies de Marcheuille & les orieux, par Ioachin faintu, assisté de M. Mathurin sagot, dame Anthoinette de s.Pere vefue de feu messire Loys le Roy en son viuant cheualier seigneur de Chauigny & capitaine des gardes du corps du Roy à cause de ses terres & seigneuries de Clinchans & vauuineux par M. Iehan du boys, messire François le roy seigneur de Chauigny gentilhomme ordinaire de la chambre du Roysà cause de ses terres & seigneuries de la Bausonniere, le Boucher, la Iallaife, & Villeneufue, par ledit Brouart, messire Guy de moceaux cheualier seigneur de Houdan present, assisté de M. Iehan durant, messire François de la noe cheuallier seigneur du haut Plessis en Berthoncelles & la grand Bruyere en Verrieres, par M. René Berault son bailly, messire Iehan de S. Eran seigneur des chastellenies de Preaux & le Tail, par ledie Ferrant, messire Loys de billy baron de Couruille & de Lonnoy, par M. François virelouuet, mesfire Christofle du refuge cheualier seigneur desmenuz, gentilhomme de la maison du Roy au nom & comme superintendant & administrateur des biens & successions du seu comte Danguyen, par ledit Durant, messire Iehan auué cheualier seigneur de Vauiours maistre d'hostel du Roy de Nauarre, par M. Pierre du Fay, Messire rené d'Assé cheualier seigneur de saint Victor de Buthon par Marin Vallee son procureur fiscal: damoiselle Gabrielle sapin vesue de seu maistre Denis riant, en son viuant conseiller du Roy & presidet en sa cour de parlement à Paris, tant en son nom que comme garde des enfans dudit deffunt & d'elle, dame des chastellenies de Villeray en Husson & Villeray en Assay par ledit Sagot:maistre Ichan Abot cosciller du Roy en sa cour de parlement à Paris, seigneur de la Chaize, & Cleriadus de la Rosiere aussi cóseiller du noy en laditte cour, seigneur de Poix& du plessis presens: Philippes de Boisguion efcuyer seigneur de Ceton en partie present en personne: Fiacre de saint Bertheuin escuyer sei gneur de Ponthus & de s. Germain de la coudre present en personne, assisté dudit Fay: Laques le boulleur seigneur de Montgaudri par M. Ichan fresnaye: Iehan damilli escuyer seigneur dudit lieu de Rossers & de la Bernardiere present: M. Loys le breton escuyer seigneur du vieil Bel lesme present, assisté de M. Charles de Vaussé: Lois desties escuyer seigneur de Iaut par M. Re né Challes: Robert de la Vouë escuier seigneur de Thoroure present: Lehan Gislain escuier sei gneur de s. Mars de Coulonges par ledit Brouart: damoiselle Marie de Souuré dame de la Vêtrouse par ledit du Fay: Claude gruel escuier seigneur de la Frette present en personne: Antoi ne de souuré escuier seigneur de geruaise par M. Guillaume petitgars: Lois de vicilpot cheualier, leigneur baron de Neuf bourg & de la lande par M. Thomas bonenfant: Pierre du Mouchet escuier seigneur de s. Quentin le petit par Lois le blot: Robert leschaps escuier seigneur de Vaunoise par ledit boussart:le seigneur de Gemaiges par M. Iea guiné son procureur siscal: Iean de monthireau escuier seigneur dudit lieu present en personne:les seigneurs de cetó presens en personnes: Gui de dampierre seigneur de la chesneliere par maistre René beraut: le seigneur de cissé present: le seigneur de sidenis sur huigne present: Eleazart du buart escuier, seigneur de harenuille maistre d'hostel du seigneur de Rambouillet present: Lois barat escuier sei gneut des chaizes, present: René de Prezescuyer seigneur de la chastellenie de prezen ceton, present & assisté dudit M. Iean durat son bailly: Iean caillard seigneur de la Guyardiere & de la haute iustice de preaux & de s. Aubin des Grois par ledit Ferrat: Robert de la riuiere escuiersei gneur de Digni & la Rousseriere, bailly de Chasteauneus en Timerais, par M. Noel de la Place:François de Blauette escuyer, seigneur dudit lieu & de Goron par maistre Pierre du Mouchet escuier: Iaques du Puisaye escuier seigneur de la Mesniere par maistre Charles de Vausfé:Iean de la Vouë escuier, seigneur de Villiers & de la chappelle Souesue, par maistre Iehan cheualier: François de Vaussé escuier, seigneur de la Roche, par ledit Charles de Vaussé : Eustache Feiller, seigneur du Coudray, maistre des eaues & forests du comté du Perché present:René Dassie, escuyer, seigneur de Beaumont, par maistre François le Comte: Iehan de Buberthré escuyer seigneur de la Pelletiere, par M. Marin Flamant: Lois de Fontenay escuier feigneur du boistier present:Balthazart le breton escuier, seigneur de la chastellenie de Montdoucet par maistre René beraut son procureur fiscal: M. Iehan Abot escuier seigneur de Bouchet, malais & le moulin neuf present: Ieha des seugerets escuyer seigneur dudit lieu present. René

René de Baruille escuyer seigneur de Nocé present Rubecler de baruille escuyer seigneur de Duramuille & de la Cheurolliere, par ledit Durant: damoiselle Loyse de marcouuille, dame de motgoubert, par ledit du Mouchet: Ambrois de marcouville escuyer seigneur de motgoubert & de l'ardiliere, par ledit le Comte; iehan d'Argenson escuyer seigneur d'Auoynes le Heaulme & Mehenry, par M. Iehan d'aigrefueille son bailly ; François le cirier escuyer seigneur de la Mouchere & de Semeur, par ledit Iehan des feugerais escuyer son gendre, Damoiselle Iehane de Cochefillet dame de Bellauillier par m. Ieha d'aigrefueille son procureur fiscal: Charles de vaussé escuyer seigneur des Roques & courtgonner present en personne, M.Cleriadus du mouchet aduocat en la cour de parlemet seigneur de la Mouchetiere present, Nicolas du mouchet escuyer seigneur de la Sassaye, par M. Robert culaion, Lancelot de rony escuyer seigneur de Brunelles, Coalmes & la cousture present, René le lieure escuyer seigneur de Beauuais & la rousseliere, Gatia de la bretoniere escuier seigneur dudit lieu present, le seigneur des Souillars & de s.Quétin le petit en partie present, I ehã de volette escuyer seigneur de la Sauuagiere, & de la Brosse present, m. Loys marin escuyer seigneur de Malaize present, damoiselle Anne le musnier dame de Mainuillier & de boisnezart, veusue de seu Ieha de s. Bertheuin escuyer seigneur de Potus, par m. Loys le blot, Loys de beaulieu escuyet seigneur du frenay, par ledit Gouyn, anthoine du grenier escuyer seigneur de la peloniere & du pin present, Michel rohard escuyer seigneur de Pigeo present, lea de sourmot escuyer seigneur dudit lieu, par M. Charles de sourmot son fils aisné, guillaume de rocqs escuyer seigneur de la Bouchardiere pre sent, Christine boysart dame du fies de Serigny, par Christosse brison son procureur; Gilles le preuost escuyer seigneur du Mesnil, par m. Rene Godefroy, Nicolas de bossosel escuyer seigneur de la Vaye & Courteharaye present, Charles de sourmont escuyer seigneur de la planche & de Milan present. Tassin bouuier, comme garde de ses ensans pour le lieu des Espinais en la paroisse de Courtoullain present, assisté dudit poyurer, Pierre de dampierre escuyer seigneur de Thisonniere en la paroisse de Bizou present, laques de rossart escuyer seigneur de Ry uaillon, par ledit Durant, Phillippes de marcouuille escuyer seigneur du Dessais, par Pierre du bouchet escuyer, François graffart seigneur Daunay & Dechaps, par ledit Ferrat, Iean de Ros fart escuyer seigneur de la gastine par ledit durant: François Gogué l'aisné escuyer seigneur de Mesnaut present, & assisté dudit Goullet, damoiselle Marie de la Louppe, côme garde des enfans mineurs de feu Renaud de la clergerie & d'elle dame vsufruitiere de launay, par m. ie a gol lard son bailly, assisté de micharies soueue son procureur. Je a de la fernat escuyer seign de Villiers en s.Germain de la coudre & fretigny present, Cleriadus de lussaut seig. de Doue marot.

1

ë

F

iū

14

ΪĊ

(3

: 1

Ì.

Lu

وام

1:

Ja

ı K

int ela

ر. الأور الأور

الأثانا

اوامد ساري

1 3

: [:

1276

Sont aussi comparus les officiers du Roy & praticiens dudit comté & bailliage du grand Perche: Assauoir lesdits maistres Lacques courtin bailly du perche, François brisart lieutenant particulier dudit bailly du Perche au siege de Bellesme, Fraçois creste lieutenat particulier dudit bailly au siege de Mortaigne, Richard labbé escuyer vicote dudit perche. Ieha abot lieutenăt general,& Galeră du fay lieutenăt particulier dudit vicoté au siege de Mortaigne. Michel rohard escuyer lieutenat particulier au siege de Bellesme, Ieha de sourmot aduocat du Roy à Mortaigne, Ioseph brisard aduocat du Roy à Bellesme, Charles crestot procureur du Roy audit Mortaigne tous presens, Eustace feillet Mides eaux & forests dudit côté du perche, par Mi Loys cathinal. Alexadre vallee lieutenat dudit M.des eaux & forests. Ieha mallet enquesteur. Michel perou receueur du domaine dudit côté du Perche, par M. Iehan thiercelin son cômis assisté par ledit Gouyn, Gregoire chartier cotrerolleur du domaine dudit côté, Mathurin durant sergent fieffé en la chastellenie dudit Mortaigne, ledit M. Michel Rohard esleu pour le Roy en l'election d'Alençon & du Perche, François cogué le ieune contrerolleur en ladite electió du Perche, Iehan de sourmot esleu particulier au siege de Mortaigne. Cleriadus desiouys principal fermier de la sergenterie fagon, Thomas brisart esleu particulier au siege de Bellesme. Guillaume gouyn esseu particulier au ressort de Nogent le Rotrou, en l'election de Alençon & du perche, & senechal de la baronnie de Nogent, Iehan Boussart procureur du Roy sur le fait des aides, tailles & gabelles esdits sieges & ressorts de Bellesme, Mortaigne & Nogét, Iehã crestot greffier en l'electió d'Alençó & du perche presens , ledit M.Michel perou receueur des aides & tailles du perche par ledit Thiercelin, Pierre pallu receueur alterna tif des tailles, audit côté du perche, Ieha maumatin greffier de la vicôté du Perche & Bellefme, fraçois du mot cotrerolleur du grenier à sel & magazin de Bellesme present, assisté dudit gouyn, Floret hubert bailly de Noget le rotrou present, estiene valette lieutenat du bailly hubert ladais lieutenat dudit senechal, nicole goullet procureur fical dudit Noget, Pierre du-

Proces verbal des Coustumes

rant bailly de faint Denis dudit Nogent: René challes lieutenant general dudit L'Denis: gilles Moreau escuier seneschal dudit s. Denis de Nogent: Mathurin poyuret procureur siscal dudit s.Denis de Nogent: Mathurin Gouyn sergent siessé dudit s.Denis: Mathurin Sagot bailly des chastellenies de Villeray en Husson & assay: Estienne crestot gressier en la viconté du perche: Ichan vallette grenetier de la Ferté bernard, Mathurin Ferrant bailly de preaux, Iehan durat bailly de Prez en ceton, Iulian houys lieutenat de vaupillon, nicolas neueu bailly de moustiers ledit M.Pierre durant lieutenant general du bailliage de Regmallard, ledit maistre Michel rohard bailly de saint Frogent, Loys de Fontenay bailly de sainte Gauburge tous presens, maiftre Charles de vaussé, Robert culaiou, Lois petitgars, Ichanguerin, François virelouuet, & Ichan guiné, tous aduocats audit comté du Perche, au siege & ressort de Bellesme presens, maistres Iehan demsor, René beraut, Florent le sebure, Fabien dordoine, Mathurin Gouyn, Gabriel vallette, Gilles cherré, Guillaume brouart & Gilles cheuallier tous aduocats audit No gét le Rotron presens, maistres Charles crestot, Marin samat, Loys cathinal aduocats au siege de Mortaigne, Ioachin saintu procureur fiscal de Marcheuille, Charles soueue aduocat, Ie han caillard elleu de Longny, Pierre bruflart procureur en laditte election, Iehan de rouuray bailly dudit Longny, Iehan Mineray vicomte dudit Longny, Robert chouaisne l'aisné lieutenant general audit bailliage, René chouaisne le ieune lieutenant general dudit vicomté, François feurier lieutenant au bailliage de Regmallard, Thomas bon enfant procureur fiscal de la Landestous presens.

Et outre pour le tiers estat sont comparuz Les manans & habitans de s. Sauueur & s. Pierre de Bellesme par maistre Robert culaiou:les manans & habitans de s. Martin du vieil Bellesme par maistre Ichan du boys: les manans & habitans de dame Marie par ledit le Camus: les manans & habitans de s. Martin du douet, par ledit Guerin, les manans & habitans de s. Ouen de la cour par maistre Thomas brisart:les manans & habitans de la parroisse de Verrieres par ledit Poyuret:les manans & habitans de la parroisse de Condeau par ledit Sagot: les manans & habitans de saint Germain des Groys par ledit Sagot:les manas & habitans de Collonnat par Guillaume hardy:les manans & habitans de Courthioust par ledit maistre Pierre durant: les manans & habitans de la parroisse de Fontaine simon par Pierre brulart assisté dudit Goullet: les manans & habitans d'Appenay par ledit Petitgars: les manans & habitans de s. Martin de Nocé par iceluy Petitgars: les manans & habitans de Serigny par ledit Petitgars: les manans & habitans de Parfondeual par ledit Goullet: les manans & habitans de s. Victor de Reno par Ichan pierre assisté dudit Feurier: les manans & habitans de s. Hilaire des Noyers par ledit M. Pierre durant:les manans & habitans de s. Germain de Loysé par Tassin bounyer l'vn desdits habitans assisté dudit Vallette: les manans & habitans de nostre Dame d'Authueil par ledit maistre Pierre durant: les manans & habitans de Regmallard, par maistre François seurier: les manans & habitans de saint Langis, par ledit Goullet: les manans & habitans de S. Iouyn de Blauou, par ledit M. Pierre durant: les manans & habitans de saint Cir, par maistre François Mallet:les manans & habitans de Peruencheres, par maistre Iehan lereau. Les manans & habitans de la parroisse saint Iehan de la forest par ledit Guerin:les manans & habitans d'Origny le roux, par ledit Poyuret: les manans & habitans de s. Iulian sur Sarte par maistre Charles de Vaussé: les manans & habitans de s. Germain de la Coudre par ledit Petitgars: Les manans & & habitans d'Origny le boutin, par ledit Bouffart: les manans & habitans de la chapelle Souef, par ledit le camus: les manans & habitans de saint Hilaire sur erre, par ledit Brouart: les manas & habitans de Corubert, par maistre Iean verdier: les manans & habitans de saint maurice sur Huyne, par ledit Guerin: les manans & habitans de Baruille, par Guillaume flotey: les manans & habitans de faint Forgent, par ledit Durant: les manans & habitans Desperraye, par maistre René chasses: les manans & habitans de saint Martin d'yge, par M. Michel le goys: les manans & habitans de saint Pierre de ceton, par ledit maistre Tean durant: les manans & habitans de faint Martin de Gemaiges, par Philippes l'enfant, l'vn desdits parroissiens: les manans & habitans de Viday, par ledit Boussart: les manans & habitans de Peuuray, par ledit Lereau : les manans & habitans de saint Iouyn de Dancé, par maistre Lois le blot: les manans & habitans de faint Quentin le petit par ledit Gouyn: les manans & habitans de faint Remy de la rouge par ledit Brouart: les manans & habitans de Chemillé, par maistre Iean du boys: les manans & habitans de l'Hermitiere de par Ancelin arondeau : les manans & habitans de nostre Dame de Bellauilier, par ledit maistre René challes: les manans & habitans de Bellou sous Regmallard, par ledit Sagot: les manans & habitans du Tail, par ledit Petit gars : les manans **&** ha÷

4

Ĭ.

& habitans de saint Iacques de Vaulnoise par ledit Boussart: les manans & habitans de nostre Dame de Mortaigne, par maistres Iehan mallet & Estienne gaillard. Les manans & habitans des paroisses de S.Iehan & S.Malo, par M. Charles crestoriles manans & habitans de Preaux, par ledit maistre René challes: les manans & habitans de Coullimer, par Iehan seriddes: les manans & habitans de Courteharaye, par Robin septier, assisté dudit maistre Pierre durant: les manans & habitans de Boyssemaugis, par ledit Vaillant : les manans & habitans de Bizou, par ledit Feurier: les manans & habitans du Maige, par iceluy Feurier: les manans & habitans de Champeaux, par Michel gadoys, les manans & habitans de la Mesniere & longpont, par Loys chollet, affisté dudit Culayou: les manans & habitans de Bouessay, par maistre Marin flamant:les manans & habitans de Soligny, par maistre Iehan denisot:les manans & habitans de moustiers par ledit Bonenfant:les manans & habitans de Mesnuilz, par ledit Goulet: les manans & habitans du Pas S.l'Hommer, par ledit Goulet:les manans & habitans de S.Hilaire de dorceau: les manans & habitans de Courtouillain par M. Simon le marié: les manans & habitans de S.Germain de Coullonges, par Ioachin saintu. Les manans & habitans de S. Hilaire pres Mortaigne, par ledit Houys: les manans & habitans de nostre Dame de Lignerolles, par ledit Flamant:les manans & habitans de la Poterie, par ledit Souefue : les manans & habitans de s.mars de Coullonges par ledit maistre Pierre durant: les manans & habitas de s. Iaques de Prepotin par ledit m. Iehan denisot: les manas & habitans de la parroisse de la Ventrouse par ledit Soueue:les manans & habitans de Ryuaillon par ledit M.Pierre durant:les manans & ha bitans de schilaire de Comblo par ledit ferrant:les manas & habitans de nostre Dame de cour geon par ledit M. Pierre Durant: les manans & habitans de la parroisse s. Nicolas de Maisonmaugis par m.Pierre du Fay:les manans & habitans de Courceraut par ledit Feurier: les manans & habitans de s. Mars de Resno par Marin du tail:les manans & habitans de mauues par ledit Feurier:les manans & habitans duPin,par Robert le bouc:les manãs & habitans de Loysel,par ledit Estienne gaillard:les manás & habitans de Thoroure,par ledit Poyuret:les manás & habitas de Randonay, par ledit Poyuret. Les manas & habitas de Buberthré, par ledit Poyuret:les manãs & habitãs de la paroisse de Nully, par ledit goullet:les manãs & habitãs de cour gehoust, par Ichā Sortey l'aisné: les manas & habitas de Feings, par Nicolas peron: les manas & habitans de la paroisse de Biuillier, par M. Laurens blot: les manans & habitans de Corbon, par ledit Soueue:les manans & habitans de Viliers, par Pierre boucher:les manas & habitans de la lande,par ledit Goullet.Les manans & habitans de Montgaudry, par M.Iean Fresnaye: les manans & habitans de Suré, par ledit Fresnaye: les manans & habitans de s.Denis des coudrois par ledit Petitgars:les manans & habitas de Dollon, par ledit Durant:les manas & habitans de Theligny par Ambrois maurice:les manans & habitans de S. Iehan desechelles, par ledit Valette. Les manans & habitans de scosme de vert, par laurens houllier: les manans & habitans du Bellou le trichart par ledit Petitgars: les manans & habitans de S. aubin des Groyes, par ledit Guerin: les manas & habitans de sainte gauburge, par Ieha guyne: les manas & habitans de S.Victor de Buthon, par M. Fabian Dordoyne: les manas & habitans de Marcilly, par ledit Virelouuet:les manas & habitas de la Pierriere & S.Hilaire de Souazé, par M.Ieha fresnaye:les manas & habitas de la bruyere, par ledit Sagot:les manans & habitas Dauezé & rauine,par ledit petit gars:les manans & habitans de theual,par ledit Ferrant:les manas & habitas de S.Denis sur huygne, par ledit Ferrat:les manas & habitans de s.Quentin de blauou, par Michel mauger: les manas & habitas de la chapelle Moligió par ledit goullet: les manas & habitans de coudreceau par ledit Gouyn: les manans & habitans de Longny, par m. François grauelle: les manans & habitans de Moullissant, par maistre Pierre durant: les manans & habitans de nostre Dame de Nogent le Rotrou, par Bertrand hubert: les manans & habitans de S. Laurens dudit Nogent par maistre Florent le seure : les manans & habitans de saint hilaire dudit Nogent par ledit Dordoine: les manans & habitans de nostre Dame de Magon, par ledit maiître Iehan durant: les manans & habitans de Codé, par Iehan guerrier: les manas & habitas de Bertocelles, par maistre Charles soueue: les manans & habitans de S. Eliph en comté, par ledit Goullet:les manans & habitans de Meaucé par ledit Goullet:les manans & habitans de s.Denis d'Authon par Iehan chauueau:les manans & habitans de Champrond en Perchet par m. Mathurin gouyn:les manans & habitans de Pierre Fitte par Charles beraut:les manans & ha bitans de Souensay par maistre René beraut:les manans & habitans de Coudré par ledit M. Iulian Houys: les manans & habitans de Bethonuillier par ledit maistre Iehan Denisot: les manans & habitans de Vicheres par ledit Houys: les manants & habitants de Trizé par ledit

Proces verbal des Coustumes

maistre Iehan durant. Les manans & habitans de Montlandon, par maistre Guillaume gouyn. Les manans & habitans de Monthireau, par maistre Hubert Landays: les manans & habitans de Marolles, par Bonnauenture rouzaye: les manans & habitas des Estilleux, par ledit Gouyn: les manans & habitans de Happonuilier, par ledit maistre pierre durant: les manans & habitas de S. Martin de marne, par ledit maistre Iehan durant. Les manans & habitans de Combres, par ledit Brouart: les manans & habitans de Fretigny, par maistre Iulian houys. Les manans & habitans de l'homme, par Nicolas aulbin: les manas & habitans de Marcheuille, par ledit maistre Pierre durant: les manans & habitans de la Mothe diuersay, par ledit Kathinal: les manans & habitans de S. Aignan sur erre, par ledit Guerrier: les manans & habitas de nostre Dame de Marcilly, par ledit Virelouuet: les manans & habitans de la paroisse de Brunelles par M. Charles beraut: les manans & habitans de nostre Dame de Monceaux par ledit vaillant: les manans & habitans de schaptans du ressort de Rauine par ledit Petitgars: les manans & habitans de la paroisse de champs par ledit Denisot.

En procedant ausquelles comparitions, & à l'appel des dessussités comparants, ont esté par aucuns d'eux cy apres nommez, faittes les remonstrances, protestations & declarations

qui ensuiuent.

Pour messire Loys Guillard euclque de Challon sur Saonne, A esté remonstré par ledit Goullet, que par reservation apostolique, il a plusieurs droits & prerogatiues sur l'eucsché de Chartres. Entre autres que la terre & baronnie de Pontgouin, ses appartenances & dependances luy appartiennent, & à cause d'icelle a plusieurs beaux droits, requerant y estre conserué & maintenu, & protestant que ce qui pourroit estre par nous arresté pour coustume du dit comté du Perche, ne luy puisse preiudicier.

Par lesdits doyen, chanoines & chapitre, de l'Eglise de Chartres a esté remonstré par ledit le Musnier, l'vn des chanoines d'icelle eglise, & procureur desdits de chapitre, qu'ils n'ont aucun bien ne heritage au bailliage du perche, & que ce qu'ils en ont aux enuirons est au dedans du bailliage de Chartres, & se reiglent selon les coustumes du bailliage de Chartres. Protestás que ce qui sera par nous fait à l'emologation des coustumes dudit bailliage du Perche, ne puis

se nuyre ne prejudicier en ce regard ausdits de chapitre.

Le dit bien assis chantre & chanoine de l'eglise de Tours, tant pour les dits doyen, chanoines & chapitre de la dite eglise de Tours, à causes de leurs terres & seigneuries de Viuiers, saint hilaire sur Erre, Corubert, & autres leurs terres & domaines, que pour les autres gens de l'Eglise, ayans terres & possessions audit comté du perche, a protesté que la comparition qu'il fait es dits noms ne puisse nuire ne preiudicier aux privileges, franchises, libertez, immunitez ne exemptions du clergé. Protestant où par nous seroit aucune chose ordonné au contraire, de le pouvoir contredire & empescher en temps & lieu, ainsi que de raison.

Par ledit M.Guillaume abot, prieur commandataire du prieuré de sainte Gauburge, membre dependant de l'Abbaye de S.Denis en France. A esté dit & remonstré par ledit M.Iehan Guyné, que la seigneurie de sainte Gauburge n'est du comté & bailliage du Perche, ne du ressort d'iceluy. Toutes sois est comparu à cause qu'en ladite seigneurie de sainte Gauburge l'on

vse des coustumes dudit comté du Perche.

A quoy par les gens du Roy a esté dit que ladite chastellenie de sainte Gauburge est de la fondation, dotation & augmentation du comté du Perche. Et où ladite chastellenie & seigneurie ressortiroit nuement en la court de parlement, toutes-sois ressortit à Bellesme pour

les cas Royaux, & aussi qu'elle est enclauee audit comté & bailliage du Perche.

Pour ledit maistre Iean abot Archediacre de Courbonnois a esté dit par ledit maistre Guillaume brouart qu'il comparoissoit comme proprietaire & possesseur de la moitié des vassaux arriereuassaux, terres labourables, cens, rentes, & autres choses dependantes de la terre & seigneurie de la Chaize, & comme vsufruictier du surplus & totalité d'iceluy lieu, siefs & appartenances. Et aussi comme seigneur proprietaire des siefs & seigneuries de Loyseliere. Protestant que ou aucun se seroit presenté comme seigneur de la Chaize, que telle qualité ne suy puisse aucunement presudicier.

Par ledit substitut du procureur general du Roy en l'appel qui a esté fait de maistre Iehan Pean, en qualité de maistre, & administrateur de la chapelle de saint Lazare de Nogét le rotrou, a esté dit qu'il empeschoit ladite qualité, & que ce n'estoit chapelle, ains maladerie. Au contraire le dit Brouart pour le dit Pean a soustenu que c'estoit chapelle, à laquelle est annexee

ladite maladerie.

Parle-



Par ledit Goullet, tant comme procureur fiscal de la baronnie dudit Nogent, que des chastellenies de Riueré, Montlandon, Montigny, Nonuillier & la Ferriere, dependantes d'icelle baronnie, & comme procureur speciallement fondé de laditte Duchesse de Touteuille, Contesse de Montsort, & douairiere de laditte baronnie & chastellenies, & aussi de la chastellenie de Regmallard, A esté protesté que la redaction & reformation desdittes coustumes, ne puisse en rien preiudicier aux droits & priuileges desdittes baronnie & chastellenies.

Par ledit substitut du procureur general du Roy, a esté dit que laditte terre & seigneurie de Nogent, n'est que simple chastellenie, & empeschoit laditte qualité de baronnie, & pareille-

ment que ledit Goullet se puisse nommer procureur siscal.

Par ledit Goullet a esté soustenu au contraire, que ledit Nogent est baronie composee de cinq chastellenies qui en dependent. Assauoir les dits Riueré, Montigny, Montlandon, Non-uillier, & la Ferriere. Et que les appellations interiettees des sentences données par les iuges d'icelles chastellenies, ressortissent par appel és assisées de Nogent, & aussi que la qualité de procureur fiscal appartient aux procureurs en la iurisdiction des barons, chastellains & autres seigneurs hauts iusticiers. Sur-quoy auons ordonné que laditte qualité de procureur fiscal demourera. Et au surplus que les parties auront acte de leurs remonstrances.

Ledit maistre Pierre durant bailly dudit saint Denis de Nogent le Rotrou pour messire Christosse du Resuge cheualier seigneur de Menuz, superintendant & administrateur general des biens de la succession iacente de seu messire Iean de Bourbon Duc de Touteuille, côte d'Anguyen & de Soissons, & baron dudit Nogent. A protesté que ce qui sera par nous fait en procedant à la redaction desdittes coustumes, ne puisse presudicier aux droits de ladite baron-

nie de Nogent, n'aux subiets d'icelle.

Et par ledit Brouart pour messire Loys de Bourbon cheualier de l'ordre, prince de Condé, tant de son ches, que comme habille à succeder audit dessure lean de Bourbo son fre-re, A esté protesté que quelque presentation qui ait esté faite pour laditte Dame de Toute-uille, vesue dudit seu de Bourbon, soy disant vsuffruitiere, & autrement en quelque maniere que ce soit, ou par ledit Ressuge audit nom, ensemble ce qu'on pourroit changer ou resormer de l'ancien vsage & coustume du pays & comté du Perche concernant mesmement les dons

& douaires, ne luy puisse preiudicier.

Pour laditte dame Marquise de Rothelin, comme ayant le bail & garde noble dudit Duc de Longueuille son fils, & baron dudit Loigny, A esté par ledit Brulart dit & protesté que la comparition qu'il faisoit ne puisse preiudicier à laditte dame, ne estre tiree en consequence, pour l'assubiettir directement ou indirectement audit comté du Perche, qui estoit comparoissoit seulement pour le fait de la coustume dudit comté du Perche, qui estoit commune en laditte baronnie de Loigny. En laquelle baronnie toutes-sois y auoit plusieurs coustumes locales & particulieres, qu'il auoit fait rediger, & lesquelles il entendoit cy apres nous presenter: Pour estre par nous procedé à la redaction & emologation d'icelles.

Pour ledit messire Charles de Croy, cheualier comte de Senighan, & seigneur en partie de laditte baronnie de Loigny, A esté pareillement dit & remonstré par ledit maistre Fiacre le seure, qu'icelle baronnie ne dependoit de rien de laditte comté du Perche, ains se meut de la baronnie de Pontgouyn, appartenat à l'euesque de Chartres. Et comparoissoit à la resormation desdittes coustumes, d'autant qu'icelle baronnie de Longny est regie & gouuernee par mesmes coustumes que ledit comté du Perche, protestant que par saditte comparition, il ne entendoit aduouer laditte Baronnie estre du ressort dudit comté & bailliage du Per-

che.

Ľ,

Ď.

: 5

W.

12

...

7

7

Pour ledit messire Esprit de haruille cheualier seigneur de Palaiseau & de la Mothe Diuerfay, ledit Ribot a aussi remonstré que la ditte chastellenie de la Mothe Diuersay n'est subiette ne tenuë dudit comté du Perche, & que la comparition qu'il faisoit estoit seulement pour le fait de la coustume dudit Perche qui est observe en la dite chastellenie, excepté qu'il y-a quelques coustumes localles & particulieres qu'il a fait mettre par escrit, & lesquelles il entend par cy apres, nous presenter pour icelles estre par nous redigees & emologuees.

Ledit maistre Guillaume Abot conseiller du Roy en laditte cour de parlement, a dit qu'il comparoissoit à la redaction des coustumes, comme seigneur & proprietaire de la terre & seigneurie de la chaize, selon & ainsi qu'il est contenu és lettres du don à luy fait, par noble homme maistre Iean Abot doyen de Mante, & archediacre de Courbonnois son frere. Et a ledit maistre Guillaume Abot dit & protesté, s'il se trouuoit autre comparitió ou protestation

Proces verbal des coustumes

faire pour raison de laditte terre & seigneurie de la Chaize que ceste presence par luy faite,

qu'elle ne puisse preiudicier en aucune manière que ce soit.

Ledit maistre Iean Durant pour ledit mesme Guy de Monceaux, cheualier seigneur de Houdans, & dame Françoise Auué sa femme, a protesté contre le seigneur de la Frette & autres, qui se sont dits seigneurs de Fueillet, que telle qualité ne luy puisse nuire ne preiudicier au proces qu'il a contr'eux, pour raison de laditte seigneurie de Fueillet.

Pour ledit seigneur d'Amilly present, & en personne, ledit maistre Iea d'Aigrefueille, a dit & protesté que ce qui seroit redigé & accordé pour coustume du grand Perche ne luy puissé nuire ne preiudicier pour ses fiefs de Beines & Ferrieres, ne pareillement l'appel qui a esté fait des manans & habitans desdits lieux, par-ce qu'ils sont du ressort de la baronnie de Brou, situee au pais du Perche Gouet, où y-a coustumes arrestees & emologuees diuerses ausdittes coustumes dudit comté du grand Perche.

Pour ledit seigneur de Bethonuillier, ledit le Feure a protesté que ce qui sera par nous fait à la redaction desdittes coustumes ne puisse preiudicier aux droits qu'a ledit seigneur en sadit-

te terre de Bethonuilier, lesquelles il rachete, & a accoustumé d'en vser.

Nous fur lesdittes remonstrances, declarations & protestations, sur lesquelles n'auons ex dessus particulierement fait droit, Auons ordonné que les dittes parties en auront acte pour

leur seruir,& se pouruoir sur icelles, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Ont aussi esté appellez les gens d'Eglise, nobles, & gens du tiers estat qui ensuyuent. Contre lesquels (le procureur du Roy ce requerant) auons donné desfaut. Assauoir contre le reuerendissime cardinal de Bourbon, abbé de Persaigne, pour-ce qu'il tient audit comté, à cause de laditte abbaye. Les doyen, chanoines & chapitre de l'Euesché du Mans. Les doyen, chanoines & chapitre de l'Euesché de Sees. Les religieux abbé & conuent de saint Eurou. L'abbé & religieux de saint Martin du Val de Chartres.Le prieur de la Chaize.Le prieur de Condeau.Le doyen de la Perriere. Le prieur de Roussart, aliàs saint Robert. Les curez de saint Germain de la Couldre, de Gemaiges, de Dancé, de Montgaudry, de saint Quentin, de Blauou, de sainte Gauburge, de Souençay, de Coudray, de Montigny, de Champeaux, de Courteharaye, de Mesnuz, du pas saint l'Hommer, de sainte Ceronne, de la Potherie, de Brezollettes, de Prepotin, de la Ventrouze, de Maisonmaugis, de Biuillier, de Contrebis, de Corbon, de Randonnay, du Thail, de Malestable, de saint Aignan sur Erre, de Collonat, de Bellou le trichart, de la chapelle Mauligeon, & de Hargenuillier.

Et contre les nobles : assauoir messire Galois le Bailleul, cheualier, maistre d'hostel du Roy de Nauarte, seigneur des Cailleaux & Longpont. Messire Martin de Pluuiers, cheualier seigneur de Buberthé. Iean du Boys, escuyer, seigneur du Plessis en Dancé. Laurent de Cochestlet escuyer, seigneur de la Houdarie. Iean cheualier, escuyer, seigneur de Bethonuillier. Robert de gaigné, escuyer, seigneur des Sablons. Le seigneur de saint Denis des Coudrois. Damoiselle Marie de Corboyer, dame dudit lieu. Martin de Cheuerois, escuyer, seigneur de Cherperrine & Marcilly. Damoiselle Magdaleine chapellain, vefue de seu M. Iaques brisart, en son viuat cofeiller en la cour de Parlement à Paris, tant en son no, que come garde des enfans dudit deffunt & d'elle. Claude le breton, escuyer, seigneur de la Calabriere & de Grandmont. François Regnoust, escuyer, seigneur de Pouuray. Iean du Grenier puisné, seigneur de la Pelonniere. Iean Gaubert seigneur de saint Lubin. Le seigneur de la Sausaye en Vaulnoise. Le seigneur des Mothayes. Claude de Milleuille, seigneur de la Congnardiere. Robert du Grenier, seigneur de Boilcordes. Le seigneur de la Belleure en Peruencheres. Le seigneur de la Fiance en saint Cir:la vefue & heritiers du seigneur de l'Hermitiere:le seigneur de la Lande en Peruencheres: le seigneur de la Roziere en Thorouure: le seigneur de la Courtiniere : le seigneur de l'Aunay en Dăcé:le seigneur de Souette:le seigneur du Buysson:le seigneur de villiers en Tourouure:le leigneur des sspinais:le seigneur de courthon en Coullimer:le seigneur de Baruille:le seigneur de Prulay:le seigneur de la Bretonniere en Coudreceau : le seigneur de Boisgautier : René du Fay, seigneur de saint Denis en Ceton: le seigneur de Boucqueual: le seigneur de Malestable, prés Logny: le seigneur de Brezolles: Iean de la Tour, seigneur du Pin & du Hamel & en Ceton: la vesue Iean Desseugerais: la vesue & heritiers du seu seigneur de l'Aulnay en Ceton: la vesue & heritiers du seu seigneur de Bourguinieres: le seigneur de la Peruenchere en S. Cir: Damoiselle Ieanne de Surmont, dame de Lignerolles: la vesue de seu seigneur de saint Quen tin de Blauou: la vefue & heritiers de feu Ioachin du Crochet, seigneur de la Ioussetiere: Baudouin de Guarguesalle, seigneur de Beaulieu: le seigneur de Mere Eglise: la vesue & heritiers du feu

du feu seigneur Dessorts en Nonuillier: les seigneurs de la Forests en la parroisse du Faueril: le seigneur de Perruchay: le seigneur Dardenay: le seigneur de Iarsant: François de Souchay, escuyer, seigneur des Loges: Damoisselle Ieanne Gislain, dame de Lienge: Pierre Diebles, escuyer, seigneur de saint Iean de la sorest: Iaques charron, escuyer, seigneur de la Heyere: Claude de Vaussé, escuyer, seigneur de la Gauderiere: François du crochet seigneur de la Prousterie, tant en son nom que comme garde des enfans mineurs de dessunt Guillaume de Malaize & de la grauelle: René de voré, escuyer, seigneur de Bures: Iaques de la Bretonniere, escuyer, seigneur de Vanhamé: Iean de Trousseanuille, escuyer, seigneur de Chenebrum: Charles gislain, escuyer, seigneur de Boisguillaume: Iean loysel, escuyer, seigneur de la Mare & Blauo: Bertrand Seaume, escuyer, seigneur du Mesnil: Odard de Rogues, escuyer, seigneur de la Fouderiere: François de Bailleul, escuyer, seigneur de Percé: Guillaume Bailleul escuyer, seigneur de Broz: Cleriadus Rohart, escuyer, seigneur de Meschetif, & Iean de Moriette seigneur de la Gourdiniere.

Et aussi contre les gens du tiers estat, habitans des villes & villages qui ensuyuent. C'est à sçauoir de saint Cierge, de Nonuillier, de Bure, de Bazoches, de saint Germain de Martigni, de saint Estienne sur Sarte, de saint Ouen de Sachoroure, de sainte Ceronne, de Bresollettes, de Sulpice de Contrebis, de Malestable, de saint Martin des Pezeriz, de Montigny, de Hargenuillier, de Beaumont & de saint Pierre du Faueril: Non comparans en personne, ny par

procureurs: Auons donné deffaut, sauf la seance portant tel profit que de raison.

C E fait, Auons fait faire le serment aux gens desdits trois estats en tel cas requis & accoustumé. A sçauoir qu'en leurs loyautez & consciences, il nous rapporteroyent ce qu'ils auroyét veu, garder & observer des coustumes anciennes desdits comté & bailliage du grand Perche, & pays qui sont gouvernez selon icelles. Et ce qu'ils en sçauroyent (cessant toute affection priuee & particuliere) & ayant seulement egard au bien public, nous disans aussi leur aduis & opinion de ce qu'ils trouveront dur, rigoureux & des raisonnable, des coustumes anciennes, cy deuant par eux observes. Pour comme tel, estre par nous (selon qu'il nous est mandé par les slettres de commissión) temperé, moderé, corrigé, ou du tout tollu & abrogé. Ce qu'ils

nous ont promis & iuré de faire.

Et le mardy vingt-six-ieme dudit mois, auons commencé en presence desdits officiers & gens des trois estats, à faire lecture dudit cayer, & continué à ce faire les autres iours suyuans, matinees & apresdinees, jusques au samedy trentieme & penultime dudit mois inclusiuemet, & à la lecture de l'intitulation dudit cayer dont la teneur estoit, [Coustumes du grand Perche, anciens ressorts & enclaues d'iceluy.] A esté par lesdits Durant & Goullet, dit & remonstré, pour les seigneurs dudit Nogent, que la Baronnie dudit Nogent estoit des anciens ressorts du bailliage de Chartres, dont elle a esté eclipsee & annexee au comté du Perche par prouision, & depuis quarante ans seulement. Combien qu'elle soit tenuë en foy & hommage dudit comté à cause du chasteau de Bellesme, & que de tout temps il se soyent regiz & gouuernez selon les coustumes du pays du grand Perche. Et que par les anciennes chartes & lettres du Roy addressaux esleuz d'Alançon & du Perche, a esté & est par chacun an faite specialle mention dudit Nogent le Rotrou, comme annexé dudit comté du Perche. Requerant à ceste cause que le semblable sust fait à laditte intitulation desdittes coustumes. Aussi par ledit Brulart pour laditte Marquise de Rothelin audit nom, & Ribot pour ledit seigneur de Palaiseau, a esté remonstré que les baronnie de Loigny & chastellenie de la Mothe Diuersay sont du pays Chartrain, ressort du bailliage de Chartres. Combien que de tout temps & ancienneté il ayent vié desdittes coustumes du grand Perche, requeranspareillement que speciale métion fust faite à l'intitulation desdittes baronnie & chastellenie. Et par ledit substitut du procureur general du Roy a esté dit & soustenu que laditte terre de Nogent & ce qui en depend est de tout temps & ancienneté du comté & domaine du Perche, tenue du Roy à cause de 's fon chaftel & chaftellenie de Bellesme au deuoir de foy & hommage & rachat & autres deuoirs ressortissant nuëment par appel audit Bellesme, & dudit Bellesme en laditte cour de Parlement, & n'ont iamais ressorty audit Chartres, sinon pour faison des cas noyaux, lors que les ducs d'Alençon ont tenu ledit comté du Perche en appanage de la couronne de France. Et quant ausdittes baronnie & chastellenie de Loigny & de la Mothe Diuersay, a esté d'accord auec lesdits Brulart & Ribot, qu'ils ne sont dudit côté & ressort du grant Perche. Neantmoins sont regies & gouvernees selon les coustumes dudit comté & bailliage du Perche. Et que le pareil est de la terre de Marchainuille. A ces causes a esté par nous ordonné que laditte

Proces verbal des coustumes

intitulatió sera faite, en la maniere qui s'ensuyt [Coustumes des pays, coté & bailliage du grand Perche & des autres terres & seigneuries, regies & gouuernees selon iceux, pour (ce faisant) y comprendre lesdittes baronnies de Nogent, Longny & chastellenie de la Mothe Diuersay, & autres de pareille qualité & condition. Et ce sans prejudice du debat sait par ledit substitut pour le regard dudit Nogent.

Des droits de baronnie, chastellenie, haute, moyenne & basse instice.

Art. 1.2. 7.

E S premier article commençant par ces mots, [Au seigneur baron,] deux-ieme comen-'çant par ces mots,[Aussi luy appartient,]& trois-ieme commençant par ces mots,[Outre huy appartient, Jont esté par l'aduis desdits estats adioustez comme anciens, mais ayant esté obmis audit cayer. Ce qui a esté accordé par ledit substitut du procureur general, quat aux barons du comté du Perche, excepté pour le regard du baron de saint Forgent, lequel il a dit n'auoir qu'vn seul degré de iurisdiction qui s'exerce par vn bailly, & n'a seaux, mercs, ne mesures, ains vse des seaux, mercs & mesures du Roy, en sa chastellenie de la Perriere: par ledit Rohart foustenu & protesté au contraire pour ledit baton. Sur-quoy auons ordonné que lesdites parties auront acte de leurs declarations.

Art. .

Le neuf-ieme article commençant par ces mots, [Au seigneur haut iusticier,] a esté accordé par lesdits estats en la manière qu'il est couché, au lieu d'vn autre article estant audit cayer, dont la teneur ensuit: Les hauts iusticiers ont cognoissance de toutes actions : peuuent aussi donner treues & asseurances entre leurs subiets.

L'article dixieme commençant par ces mots, [Peut bannir,]a esté par l'aduis desdits estats

adiousté, comme ancien, mais ayant esté obmis audit cayer.

Art. 1 1. 1

A L'article vnzieme commençant par ces mots, Le haut iusticier, Jont esté par l'aduis des dits estats adioustez ces mots [Et les faire reedifier quand elles seront abatues, sans cognoissan ce de cause & ministere de iustice.]

Ar.12.13.14

Les article douzieme commençant par ces mots, [Doit ledit haut,] trezieme commençat par ces mots, [Doit auoir lieu certain,] & quatorzieme commençant par ces mots, [Doit pareillement auoir, Jont de l'aduis desdits estats esté adioustez & miz au lieu d'vn article audit cayer, lequel a esté rayé comme n'ayant eu lieu par cy deuant, dont la teneur ensuyt: [Exerceront leurs iurisdictions en auditoire royaux, & principaux de leur ressort ancien & immediat, & non ailleurs.]

Arr. 15.

Art.19.

Sur le quinzieme article commençant par ces mots, [Au haut iusticier,]a esté remonstré par ledit fubstitut du procureur general,qu'au Roy feul appartient le droit d'espaues,& qu'aux baux faits pour ledit seigneur sont specialement baillez lesdits droits qui reuiennent à grosses sommes de deniers à la recette de son domaine. Ce qui a esté denié par lesdits estats, qui ont maintenu les haut iusticiers auoir tousiours ioy dudit droit d'espaues en toutes hautes iustices. Auons ordonné que l'edit substitut aura acte de sa remonstrance. Et sur ce que René le lieure, escuyer, a maintenu qu'aussi aux moyens iusticiers appartient droit d'espaues requerant qu'il en fust fait article de coustume: Ce que pareillemet a esté requis par aucuns de la noblesse, soustenu au contraire par ledit substitut. La matiere mise en deliberation, Auons ordonné qu'il n'en sera fait aucun article de coustume, sauf ausdits moyens insticiers leur droit, tel qu'ils peuuent auoir par tiltre & possession immemorialle & non autrement, & que ledit article xv. demeurera ainsi qu'il est. Auquel & pour plus grande explication d'iceluy (ce requerant ledit bien assis pour l'estat d'Eglise) ont esté adioustez ces mots, [Sinon que ce sust fies appartenant à l'Eglise & admorty, auquel cas ne laisse à auoir ledit droit, encores qu'il ne soit comprins & employé en adueu.

Sur le dixneuf-ieme article commençant par ces mots, [Qui confisque,]ledit substitut du procureur general, a remonstré qu'en crime de leze maiesté divine, la confiscation appartiét au Roy seul, prinatinement à cous autres, comme en crime de leze maiesté humaine. Soustenu au contraire par les seigneurs hauts iusticiers pretendans audit cas de crime de leze maiesté diuine la confiscation leur appartenir. Au moyen de-quoy auons ordonné que ledit article passera ainsi qu'il est, sans preiudice dudit debat: Pour lequel auons renuoyé lesdittes, parties à la cour de Parlement:Pour, ledit procureur general du Roy & elles oyz, en estre ordonné ainsi

qu'elle verra estre à faire par raison.

L'article

L'article xxj.començant par ces mots, [Aux seigneurs movens insteiers,] a esté par l'aduis Art.21. desdits estats accordé en la manière qu'il est couché, Nonobstant la remonstrance faite par aucuns de l'affultance pretendans qu'aux moyens iusticiers aussi appartient la cognoissance des actions reelles & petitoires.

Sur le vingt-quatrieme article commençant par ces mots, [Aux feigneuls bas iusticiers,] Ledit du Fay pour l'estat de noblesse a dit, qu'ausdits bas insticiers doit appartenir en premiere instance la cognoissance des actions personnelles, iusques à certaine somme qui doit settre limitee par l'assistance. Et par aucuns tant de l'estat de noblesse que praticions a esté din & raporté qu'il y-a coustume ancienne audit pays, par laquelle la cognoissance des actions personnelles appartient aux bas iusticiers, pourueu que la partie appelee vueille prendre droit par vn seul tesmoin. Et où elle ne voudroir ce faire, que l'officier du bas insticier doit renuoyer la cau se par deuant le juge ordinaire. Et à ceste fin nous ont exhibé vn vieil cayer escrit à la main, no signé, contenant ce que desfus. Ce qui a esté empesché par ledit substitut du procureur géneral du Roy, comme estant laditte pretenduë coustume barbare, inepte, & destraisonnable, & que lesdits bas insticiers n'en ont aucunement jouy. Ce qui a esté pareillement empesché par ledit Gouin pour le tiers estat. La matiere mise en deliberation, Auons ordonné que ledit vingt-quatrieme article (ainsi qu'il est couché) passera par coustume. Et sur ce que les dits bas iusticiers ont voulu pretendre plus ample cognoissance que ce qui est contenu audit article,

Sur les articles xxv.commençant par ces mots, [Il est loisible,] xxvj. commençant par ces Ar.25.26.27 mots, [Et où le subiet,]xxvij.commençant par cesmots [Et n'estant,] & xxviij.commençant par 28. ces mots, [Toutesfois.] Ledit Gouyn pour les habitans dudit Nogent aremonstré qu'il est loisible ausdits habitans de faire moudre le blé où bon leur semble. Soustenu au contraire par ledit Durant & Goullet pour lesdits seigneurs de Nogent. La matiere mise en deliberation: Auons ordonné que lesdits habitans auront acte de leur remonstrance pour sur icelle eux

les auons renuoyez à laditte cour, au lendemain de la saint Martin d'Yuer prochain, pour eux

ouyzauecq' ledit procureur general du Roy, leur estre pourueu ainsi que de raison.

pouruoir ainsi que de raison. Et que neantmoins lesdits articles demoureront.

En procedant outre à la lecture desdits articles a esté leu vn article estant audit cayer, dont la teneur ensuit:[Lesdits bas iusticiers peuuent contraindre leurs hommes tenans d'eux à foy & homage, de faire receantile par eux, ou gens pour eux sur le lieu qui est subiet à porter l'homage, ou leur payer pour non receantife deux fols six deniers tournois. Pour ueu que d'ancié neté y ait eu maison manable.] Lequel article par l'aduis desdits estats a esté rayé, pour n'auoir lieu à l'aduenir. Sans preiudice toutes-fois des droits acquis, & des proces pour ce pen-

Aussi a esté leu vn autre article estát audit cayer, dont la teneur ensuit Le Roy côte du Perche a preuention en matiere criminelle sur les subiets dudit comté. A la lecture duquel maistre Nicole Nepueu bailly de Moustiers s'est opposé pour ledit maistre Iean Huraut, prieur commendataire dudit Moustiers, seigneur & chastellain temporel dudit lieu, disant ledit article n'auoir iamais eu lieu. Auquel ont adheré les gens des trois estats. Et sur-ce ouy ledit substitut du procureur general du Roy, auons par l'aduis de l'assistance ordonné que ledit article ne passera par coustume.

Et par lesdits maistres Richard l'Abbey vicomte du Perche, Iean Abot lieutenant general, & Galleran du Fay lieutenant particulier audit vicomté, a esté remonstré que par la coustume du pais du Perche de tout temps & ancienneté gardee & obseruce, & par le premier chapitre de l'ancien cayer d'icelle y auoit articles contenans le reiglement des bailly &vicomte du Perche, que neantmoins maistre Iaques Courtin à present bailly dudit Perche, voulant autoriser fa iurisdition auroit obmis à mettre audit cayer qu'il nous a baillé, & desquels articles la teneur

enfuit.

ż ļ,

ķή

Œ.

[Le vicomte du Perche selon la coustume du pays, est iuge ordinaire, & à luy seul appartient la cognoissance de toutes causes & matieres tant criminelles que ciuiles en premiere in-

[Item, au bailly dudit comté selon laditte coustume, appartient la cognoissance des causes d'appel seulement, fors & excepté des causes & matieres en premiere instance des vassaux dudit pays qui sont hauts iusticiers quand il est question de leur haute iustice.

[Item, audit pays y-a trois chastellenies appartenantes nuëment audit côté du Perche. C'est à sçauoir Mortaigne, Bellesme & la Perriere,& en chacune desdittes chastellenies y-a sieges,

Proces verbal des coustumes

où ledit vicomte a accoustumé de tenir plaids de vicomté.]

[Item, au regard dudit bailly y-a deux sieges d'assises: C'est à sçauoir l'vn pour la chastellenie de Mortaigne, l'autre pour les dittes chastellenies de Bellesme, & la Perrière audit lieu de Bellesme.]

[Item, en chacune desdittes chastellenies y-a sergent pour faire les exploits de iustice, lesquels sont commis, instituez & receuz à serment par le vicomte du Perche ou son lieute-

naix.]

Nous requerans les dessussites l'Abbey, Abot & du Fay, vouloir iceux articles rediger & arrester pour coustumes. Ce qui a esté empesché par ledit Courtin bailly du Perche, dusant que ce n'estoit aux estats à faire reiglement entre luy & ledit vicomte, ains appartenoit au Roy, qui l'auoit pourueu dudit estat de bailly pour iouir d'iceluy en telle autorité, preeminence, & iurisdiction, qu'ont les autres bailliz de ce Royaume, selon & ensuyuant les edits royaux & arrests de ladite cour, par lesquels la iurisdiction desdits bailliz & autres iuges subalternes, comme preuosts & chastellain tel qu'est ledit vicomte, est reiglee & limitee, & en ceste qualité & condition a esté reçeu audit office de bailly, par la cour de parlemet, en laquelle aussi pour raison dudit reiglement y-a proces pendant entr'eux. Deniant au surplus ledit bailly lesdits pretenduz & alleguez articles auoir esté oncques receuz & obseruez pour coustume audit comté du Perche. Et qu'au contraire de tout temps & ancienneté audit bailly dudit Perche a appartenu la cognoissance des causes des nobles viuans noblemét, des terres nobles entre quelques personnes que ce soit, la preuention en toutes causes criminelles, congnoissance des subiets, & des hauts iusticiers, & generallement tout ce que par iceux edits & arrests est attribué à la cognoissance des bailliz, seneschaux, & autres iuges ressortissans sans moyen à laditte cour de Parlement. Sur-quoy auons ordonné que lesdites parties se pouruoiront en laditte cour pour le reiglement de leurs offices, ainsi que de raison.

Aussi par maistre Iean Rahier, escuyer, seigneur de Maisonmaugis, nous a esté presenté requeste contenant qu'à cause de saditte seigneurie de Maisonmaugis, où y-a haute, moyenne & basse iustice, luy appartiennent les droits de peage, trauers, & espaues, dont luy & ses predeces seurs ont tousiours iouy de tout temps & immemorial, & ont racheté les dits droits du comté du Perche, à cause de sa chastellenie de Mortaigne, ainsi qu'il offroit presentement faire apparoir. Et neantmoins en son absence, auroit esté passé par coustume qu'aux seigneurs chastellains seuls les dits droits de peage, trauers & espaues appartenoyent, à son grad preiudice & dómage, Requeroit à ceste cause qu'il luy sust reserué pouvoir iouir des dits droits, tout ainsi que luy & ses predecesseurs auoyét accoustumé de iouir & vser, come dit est, & en charger nostre proces verbal. Sur-quoy auons ordonné que la requeste seroit employee en nostredit proces verbal, à la conservation de son droit & possession immemorialle (si aucun en auoit) ausquels

n'entendons par la redaction desdittes coustumes aucunement preiudicier.

Des fiefs.

Art.39.

SV R le xxxix.article commençant par ces mots, [La taxe & estimatió,] ledit Goullet pour les sieurs de Nogent & de Regmaillard a remonstré que par cy deuat, l'estang pour chacune bonde a esté racheté de soixante sols tournois, & quand il excedoit dix arpens en eauë, cha cun arpent se rachetoit dix sols tournois. Semblablement que la garenne à connils n'excedat dix arpens, se rachetoit soixante sols tournois. Et où elle excedoit les dix arpens, le surplus se rachetoit pour la qualité de la terre d'icelle garenne. Requerant qu'il sus ainsi arresté pour coustume, disant aussi que pour raison de ce y-a proces pendant pour le rachat de la seigneurie de Fueillet. De laquelle remonstrance luy auons octroyé acte. Et neantmoins par l'aduis defdits estats ordonné que ledit article pour le regard du rachat de l'estang & garenne passera pour coustume, sans preiudice du passé, & des proces pour-ce intentez. Et sur autres remonstrances faites par ledit Goullet par l'aduis que dessus, ont esté adioustez ausdits articles ces mots, [Droit de peage& trauers lx.sols tournois,] comme ayans esté obmis audit cayer.

Art.44.

Art.48.

L'article xliiij.commençant par ces mots:[Ledit adueu,]a esté accordé pour l'aduenir sans

preiudice du passé.

L'article xlviij.commençant par ces mots, [Et quant aux chapitres.] Suyuant la remonstrace faite par ledit Bienassis pour l'estat de l'eglise de l'aduis de l'assemblee a esté adiousté pour auoir lieu à l'aduenir.

Les



Les articles liij. commençant par ces mots, [Et n'est tenu] liiij.commençant par ces mots, Ar.53.54.57 [Si ledit seigneur de fief,]& lvij.commençant par ces mots, [Et où ledit seigneur de fief,]Ont esté adioustez & de nouuel introduits par l'aduis desdits estats.

A la lecture du lxiij. article commençant par ces mots, [Peuvent neantmoins,] lesdits Art.63. seigneurs d'Amilly & de Thorouure ont dit que par coustume observée de tout temps audit pais du grand Perche les puisné ou puisnez ont releué de leur aisné indifferemment, sans qu'il leur fust loisible de pouuoir releuer de leur superieur de sief, & se sont opposez à ce que ledit article passe par coustume. Neantmoins & nonobstant leursdittes oppositions de l'áduis desdits estats, auons ordonné que tel article demeurera.

L'article lxiiij.commençant par ces mots [Diminuë aussi le rachat,] Par l'aduis que dessus a Art. 64. esté arresté pour coustume, sans preiudice des proces qu'aucuns de l'assemblee, ont dit estre pendans en ladite cour de Parlement pour raison du contenu en iceluy.

A la lecture d'vn article estant audit cayer, & dont la teneur ensuit.

[Si gens d'Eglise, frairies, communautez, ou autre main-mortes acquierent ou leur soyent donnez aucuns heritages, rentes ou domaines, le seigneur de fief, auquel sont les dirtes choses fituees & affifes & n'eust il que basse instice, leur peut faire faire par ses officiers insimotion de mettre hors de leurs mains dedans vn an ensuyuant icelle iniunction lesdits heritages, rentes ou domaines par eux acquis, ou qui leur auroyent esté donnez. Et l'an & iour passez s'ils n'ont obey à laditte iniunction, le seigneur pourra faire saisse saire siens les fruits & reuenuz d'icelles choses iusques à ce qu'ils ayent obey à laditte iniunction. Mais est tenu le seigneur receuoir pour eux home viuant & mourat. Et si le seigneur duquel les heritages sont tenuz nuëment, ne vouloit faire laditte iniunctio, le seigneur ou seigneurs superieurs, le pourront faire & vser du droit dessusdit.]

Ledit Bien-assis pour le clergé, a remonstré que ledit article n'auroit eu lieu pour le passé. Toutesfois où l'on voudroit receuoir pour coustume de faire vuyder les gens de main-morte leurs mains des heritages par eux acquis, que cela deuoit auoir lieu pour l'aduenir, & pour les nouuelles acquisitions seulement, sans y comprendre les domaines anciens de l'Eglise & choses admorties. Empeschät au surplus qu'autre que le seigneur de sief immediat vse dudit droit, & puisse faire vuyder les mains de gens d'Eglise desdits heritages par eux acquis, sur lesquelles remonstrances eu l'aduis desdits estats & suiuant iceluy auons au lieu dudit article, arresté pour coustume, le lxvij.article commençant aussi par ces mots[Si gens d'Eglise] Et iceluy mis & redigé par escritainsi qu'il est, pour auoir lieu pour l'aduenir, sans preiudice du passé, & des proces qui en sont pendans.

L'article lxxv. commençant par ces mots, [Le bois,] a esté accordé pour l'aduenir, sans Art.75.

preiudice du passé.

Ti

M

li

Ì,

14

å;

0

ď

Ţ

i,T

1

72

Ť

Ы

Ŋ,

مذ

De cens & droits seigneuriaux.

CVR l'article lexxiscommençat par ces mots [L'acquereur d'heritage] Ledit Cathinal pour Art. 81. le tiers estat de la Mothe Diuersay, nous a dit & remonstré qu'au destroit & iurisdiction de la chastellenie de ladite Mothe Diuersay y-a coustume speciale, par laquelle l'acquereur de l'heritage tenu à cens n'est tenu de faire exhibition de ses lettres d'acquisition, si premieremét il n'en est requis par le seigneur censuel, tellement qu'il n'encourt l'amende par faute d'auoir ce fait dedans quarante iours ou autre temps que ce soit. Mais seulement est tenu de faire ladite exhibition, quand il en est requis par le seigneur. Protestant qu'où voudrions arrester ledit article pour coustume, que ce soit, sans preiudice de laditte coustume speciale: desquelles remonstrances & protestations luy auons donné acte. Et nonobstant icelles de l'aduis desdits estats arresté ledit article pour coustume generale,& sauf de pouuoir faire raporter par cyapres & pendant nostre seance laditte coustume, & autres qu'il pretend estre locales en laditte chastellenie, ainsi qu'il appartient & en la maniere, en tel cas accoustumee.

Sur l'article exxij. commençant par ces mots, [Le seigneur censuel,] Ledit Cathinala Art.82. aussi pour ledit tiers estat de la Mothe Diuersay dit & remonstré que pareillemet y auoit coustume speciale en laditte chastellenie de la Mothe Diuersay, & par tout le destroit & iurisdi-Aion d'icelle par laquelle si le detteur de cens ou double cens deprie le seigneur censuel au iour qu'escheoit à payer ledit cens, que ledit detteur payant huit iours apres ledit depriement est exépt de l'amende & de la saisse contenuë audit article. Auquel protestant, comme dessus, auons de l'aduis desdits estats donné semblable ordonnance, que celle de l'article precedent.

Proces verbal des Coustumes

Art.85,

A l'article lxxxv.commençant par ces mots, [Le seigneur a toutes mutations] Ont esté par l'aduis desdits estats adioustez & interposez ces mots, [A toutes mutations aduenuës d'vn co-costé ou d'autre.]

Art.86.

Sur le lexxyj. commençant par ces mots, [Par laditte coustume] Ledit Bien-assis pour ledit clergé a remonstré que non seulement pour les choses tenues à droit de cens, sont deuz lots & ventes, mais aussi sont deuz pour heritages tenuz en champart, auenages, rente seodale, & autre pareil droit, qu'il a dit equipoller à droit de cens, encores que pour les dits heritages ne sus de de l'auc d'acit de cens, & que dudit droit de tout temps immemorial les doyens, chanoines & chapitre de l'Eglise de Tours pour leurs terres de viuiers, S. Hilaire & autres qu'ils ont audit comté du Perche en ont vsé comme pareillement en ont vsé les Prieur & Preuost de saint Denis de Nogent, & en a ledit Preuost obtenu sentence & arrest à son prossit. Au moyé dequoy s'est opposé, & empesché que ledit article passe pour coustume, sinon qu'il soit reserué à ceux qui ont jouy dudit droit, d'en jouyr & vser comme ils ont fait par-cy deuant.

Semblables remonstrances, requestes & empeschemens ont esté faites par ledit Goullet pour la baronnie dudit Nogent, chastellenies qui en dependent, & la chastellenie de Regmallard. Et par lesdits Sagot & Sainctu, pour laditte dame de Marcheuille & Orieux pour raison des heritages tenuz à rente infcodee, auenages, chapons, poulles, ou autres deuoirs seigneuriaux, pretedat que pour raison d'iceux sont deuz lotz & vétes, & que les dits seigneurs & dame & leurs predecesseurs en ont de tout temps & immemorial iouy esdittes seigneuries de Nogent, Regmallard, Marcheuille & Orieux. Et par ledit maistre Thomas Bon-enfant a esté dit & remonstré pour les habitans de Moustiers, qu'au Prieur dudit Moustiers n'appartient aucu proffit de vente, combien qu'il ait droit de censiue, par-ce que le cens à luy deu en laditte parroisse de Moustiers, à cause de sondit Prieuré, est simple prestation annuelle donnée aux Prieurs dudit lieu par les comtes du Perche, fondateurs dudit Prieuré, qui n'emporte aucun droit de vente ne proffit seigneurial, ioint qu'en la chastellenie de Mortaigne, en laquelle est situé ledit prieuré, ne sont deuës aucunes ventes, aussi ledit prieur n'en a iamais iouy & y-a proces pour raison de ce entre ledit prieur & lesdits habitans, pendant tant par deuant le bailly du Perche, qu'en ladite cour de Parlement. Empeschant que laditte coustume ait lieu, pour le regard desdits habitans de Moustiers.

Et par ledit maistre Charles souesue pour les manans & habitans de Bertoncelles & Dorceau: A esté pareillement dit & remonstré que pour les heritages que tiennent à cens lesdits habitans dudit Pricur de Moustiers ne sont deuës aucunes ventes, & que de ce, ils ont obtenu sentéce arrest à leur proffit. Ioint que les dits villages sont situez en la dite chastellenie de mor taigne, en laquelle ne sont deuës aucunes ventes. Et par ledit Goullet pour les seigneurs de Nogent, seigneur de Riueré a esté dit & remonstré que lesdits seigneurs ont donné & aumofné audit Prieur plusieurs cens, pour les perceuoir simplement, sans aucuns prossits de lots & ventes, & fans pounoir contraindre pour ledit cens les redenables d'iceluy, par denant autre iuge que celuy de la chastellenie dudit Riueré, s'estant rescrué la jurisdiction sur lesdittes censiues, empeschant que le dit seigneur de Moustiers puisse par le moyen de la dite coustume exiger aucunes ventes sur lesdits heritages assis audit Riueré, ressort & destroit d'iceluy. Au contraire par ledit M. Nicole Neueu pour ledit M. Iean Huraut Prieur comendataire de Moustiers, a esté dit que lesdits Bonenfant & Souesue n'auoyent pouuoir ou procuration de faire lesdites remostrances, & que ledit prieur est seigneur temporel de ladite chastellenie de Mou stiers, laquelle s'estend és parroisses de porceau coté, Riueré, Bertoncelles, & le pas sil'Homer, Menuz & autres, du tout distraite & separee de laditte chastellenie de Mortaigne, & n'estoit aucunement subjette d'icelle, de laquelle aussi elle estoit distante de six lieuës ou enuiron. Esquelles parroisses ledit Prieur a grade quantité de terres subjetes à cens, portant profit de vétes, quand lesdites terres sont véduës ou alienees. Et que desdites vétes luy & ses predecesseurs ont esté tousiours payez, & en sont en possession immemoriale, & qu'au vieil coustumier y auoit article special pour ledit lieu de Moustiers & Regmallard, portant qu'ausdits lieux ventes font deuës. Requerant que l'article contenu au cayer qui a esté presenté, portant aussi qu'audites chastellenies de Regmallard & Moustiers ventes ont lieu, demeure pour coustume, nonobstant les oppositions faites au contraire. Pareillement par ledit Neueu a esté dit & remonstré pour ledit reuerédissime cardinal de Tournon, abbé de saint l'Homer de Blois, religieux & couent dudit lieu, qu'il y auoit plusieurs ces & droits de vetes, en laditte chastellenie de Moustiers, employat ce que pour-ce regard il en auoit dit pour ledit prieur de Moustiers,

 R_{03}

1

150

C. C

iid:

i II

þ

i de

13

lice

11 10

1

188

R di

uilla.

Hall

0.463

13.

111

105

1 7

ik O

1/1

2 12

21/18

1

ولي الم

n.E

آمل.

T. I

KITT

reas

Sur l'article octante-sept-ieme commençant par cesmots [Et quant à la baronnie] Par ledit Art. 874 Grauelle pour les bourgeois de Loigny,a esté dit & remonstré, que pour les maisons & herita ges situez en laditte bourgeoisse de Loigny, de tout temps & ancienté ont esté payees ventes à la raison de dix deniers tournois pour liure seulement, & doubles cens, quandil y escheoit: & que ledit cens de bourgeoisse estoit requerable par ledit seigneur. Et de ce, s'en est rapporté audit Brulatt procureur dudit seigneur de Loigny. Ce qui a esté accordé & consenty par ledit Brulart, disant toutesfois qu'apres que ledit cens de bourgeoisse auroit esté requis par ledit seigneur de Loigny, la huictaine passee, en desfaut de payement dudit cens par le bourgeois dudit Loigny, ledit seigneur le pouvoit contraindre au payement dudit cens, & exiger l'améde de sept sols six deniers toutnois: Dont lesdits Gravelle & Bruslart ont respectivemen. requis acte, & leurfdittes remonstrances estre employees en nostre proces verbal. Ce que leur auons octroyé: Et par ledit maistre Iean du Bois procureur de laditte dame Anthoinette de faint Pere, dame de Clinchant, & de Vauuineux, A esté remonstré qu'elle à cause de son chastel & seigneurie de Clinchant, a droit de cens sur plusieurs maisons & heritages, situees en la bourgeoisse de Bellesme. Et qu'à cause dudit cens luy appartient droit de ventes, le cas de vendition aduenant,& à ceste cause empeschoit pour ladite dame, que le Roy print droit de ventes fur lesdittes maisons & heritages situez en laditte bourgeoisse tenues audit deuoir. Protestant que leditarticle ne luy puisse preiudicier à ses droits, desquelles remonstrances & protestation, luy auons octroyé acte.

Sur l'article lxxxviij.commençant par ces mots, [En eschange,]Par ledit Bretonniere subîtitut du procureur general du Roy audit Belleîme₃a eîté dit & remonîtré que ledit feigneur a droit de Bourgeoisse par tout le lieu & fauxbourgs dudit Bellesme, iceluy droit equipollent à droit de cens, pour lequel est deu indifferemment en tous contracts faits simplement, purement, par eschange ou autrement droit de ventes, à raison de vingt deniers tournois pour liure, soit que les maisons & heritages estans audit lieu & fauxbourgs de Bellesme, soyent redeuables de cens,rente infeodee, ou d'autre debuoir. Et que de ce ledit leigneur est en jouyslance & possession immemoriale, & est baillé ledit droit de deux ans en deux ans au plus offrant & dernier encherisseur, comme les autres fermes muables du domaine dudit seigneur en sadite chastellenie de Bellesme. Le semblable a esté dit & remonstré par ledit Goullet, disant que pour eschanges faits en diuerses seigneuries est deu prossit de ventes, & que les seigneurs dudit Nogent,& chastellenies qui en dependent,& Regmallard,en ont continuellement & immemoriallement iouy, empeschant que ledit article passe pour coustume pour ce regard. Et par ledit Sagot pour laditte damoyselle Gabrielle Sapin, vesue de seu maistre Denis Riant, en son viuant conseiller du Roy, & president en ladite cour de parlement, seigneur des chastellenies de Villeray en Husson & Asse, A esté dit & remonstré qu'en sesdites terres & seigneuries & autres circonuoisines en eschanges de terres en quelque sorte qu'ils soyent faits (pourueu que lesdittes terres soyent en diuerses seigneuries) est deu prostit: A sçauoir de l'heritage tenu à cens ou rente infeodee sont deuës ventes, qui sont de vingt deniers tournois pour liure: de ce qui est tenu enhommage est deu rachat:duquel droit ladite damoyselle &ses predecesseurs ont toussours en sesdittes terres & seigneuries iouy,& aussi en la seigneurie de la Chastre qui luy appartient, requerant qu'où autrement seroit dit & arresté pour coustume, qu'il luy fust reserué & permis de iouyr de sesdits droits, ainsi qu'elle & ses predecesseurs ont fait par cy deuant.Pareille remonstrance a esté faite par ledit Sagot, pour laditte dame de Marcheuille & des Orieux.Sur-quoy de l'aduis desdits estats,auons ordonné que ledit article lxxxviij.passera par coustume ainsi qu'il est, sans preiudice dudit droit de bourgeoisse & des droits, tiltres & possessions immemoriales desdittes parties si aucunes en ont.

Les articles octante-neuf-ieme, commençant par ces mots, [Pour donations simples,] & Art. 89. 46.92 xcij.commençant par ce mot[Toutessois] ont esté accordez par lesdits estats pour auoir lieu à l'aduenir.

Proces verbal des Coustumes

De donations.

Art. 94-98.

E S articles nonante-quatrieme commençant par ces mots, [Homme & femme,] nonante-cinq-ieme, commençant par ces mots: [Et sera ledit suruiuant,] nonante-six-ieme commençant par ces mots, [Aussi sera tenu,] Ont esté par lesdits estats accordez pour l'aduenir, sans prejudice du passé.

De communauté de biens.

Art. 106. L'ARTICLE cent six-ieme, commençant par ces mots, [La communauté,] A esté accordé par lesdits estats pour auoir lieu pour l'aduenir seulement.

Art.109. A l'article cent neuf-ieme commençant par ces mots, [Femme marice,] Ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Soit au preiudice d'elle ou de sondit mary.]

De donaire.

ARTICLE cent vnzieme, commençant aussi par ces mots [Femme mariee,] Ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Et de la tierce partie des heritages qui depuis lesdittes espousailles, seroyent aduenuz à sondit mary en ligne directe,] Pour auoir lieu à l'aduenir.

Art. 112-113.

Les articles cent douzieme, commençant par ces mots, [Et si douaire estoit,]cent trezieme, commençant par ces mots, [Douaire faisist] cent quinzieme commençant par ces mots, [Douaire faisist] cent quinzieme commençant par ces mots [Femmes vesues] cent dix-sept-ieme, commençant par ces mots, [Douaire est acquis] & cent dix-suit-ieme commençant par ces mots [Pour le forfait] Ont esté accordez par lessits estats pour auoir lieu à l'aduentire.

De testamens.

Art. 121.122 ES articles exxj. commençant par par ces mots, [Institution d'heritier] & exxij. commencant par ces mots, [Le testament,] Ont esté adioustez pour auoir lieu à l'aduenir.

Art. 125.126

Art.130.131

Art.138.

Sur les articles exxv.commençant par ces mots [Pere & Mere] & exxvj.commençant par ces mots [Et si pere, mere] Ledit maistre Iean Durant pour ledit messire Guy de Moceaux, & dame Françoise Auué sa semme, a remonstré que ledit article estoit contre la liberté des pere & mere, qui ont accoustumé d'vser de leurs biens enuers leurs enfans, comme il leur plaist, & que chacun desdits enfans le merite, & specialement en faueur de mariage, & s'est opposé audit nom que lesdits articles passent pour coustume. Requerant qu'ils soyent remis à la disposition du droit commun. Et qu'où lesdits estats le voudroyent accorder & passer pour coustume, qu'il soit dit que telle coustume aura lieu pour l'aduenir seulement, & sans preiudice du passé, & mesmement du proces meu & pendant entre ledit de Monceaux & sadite semme de vne part, & les seigneur & dame de la Fretté & autres pretendans droit en la terre & seigneurie de Fueillet, d'autre. Sur-quoy la matiere mise en deliberation, auons suyuant l'aduis desdits estats, ordonné que lesdits articles passeront pour coustume, sans preiudice des proces pendans & intentez entre lesdittes partics.

Les articles cxxx.commençant par ces mots[Toutes donations]& cxxj.commençant par ce mot, [L'aage.]Ont esté par l'aduis desdits estats denouuel introduits.

Sur l'article exxxviij.commençant par ces mots, [Appartient aussi,] Ledit maistre Fiacre le Feure pour ledit comte de Senighan, a dit & remonstré que pour raison de laditte pretenduë coustume y auoit proces pendant & indeciz en laditte cour de Parlement, entre ledit comte de Senighan d'vne part, & dame Iaqueline de Rohan, Marquise de Rothelin, ayant le bail & garde noble du duc de Longueuille son fils, ayant reprins le proces au lieu du duc d'Ascot, d'au tre. Et empeschoit qu'il sust arresté pour coustume que le boisde haute sustaié sust baillé à l'ais né par preciput, sinon celuy qui estoit pres & à la véuë de la maison seigneuriale, & qu'icelle veuë sust limitee par chemins, & qu'il ne sust baillé audit aisné plus grande quantité que de dix arpés de bois, suiuat l'ancié vsage qu'il disoit estre au pais. Au cotraire par ledit Brulart pour la dite Marquise de Rothelin audit nom a esté soustenu que de tout temps par ladite coustume appartient à l'aisné tout le bois de haute sustaye, sans aucune limitation de veuë, quoy que soit ladite veuë ne doit estre limitee à moins que de demye lieuë, & qu'ainsi a esté iugé par arrest pour ledit duc de Longueuille cotre ledit cote de Senighan, & ledit arrest executé. Sur-quoy la mati-

La matiere mise en deliberation, & apres que lesdits estats nous ont rapporté qu'il y-a eu plufieurs differents pour la limitation de la veuë du bois de haute fustaye,& qu'il estoit expediét d'y pourueoir, & la limiter à quantité certaine pour l'aduenir: Nous par l'aduis desdits estats auons redigé ledit article ainti qu'il est, pour auoir lieu par cy apres, sans preiudice du passé, droits acquis, & proces intentez.

L'article exliij. commençant par ces mots, [Peut ledit aisné,] Pour le regard du chois que Art. 143 leditaisné a par iceluy de prendre son preciput en terres roturieres estans aux champs, aura lieu par prouision seulement. Et au principal pour l'importance de la matiere l'auons renuoyé

à laditte cour de parlement.

L'article exlv.commençant par ces mots, [Et où il n'y aura,] A esté de l'aduis desdits estats arresté, sans preiudice des proces qu'aucuns ont dit estre pendans pour raison du contenu en

L'article exlvij. commençant par ces mots, [Au fils aisné,] A esté par l'aduis desdits estats Ar.1474 de nouvel introduit pour le regard du rapport fait par les puisnez qui se divise entre l'aisné & les puisnez, & l'ancienne coustume abrogee, par laquelle le rapport de l'auantage fait en meubles ausdits puisnez, appartenoit audit fils aisné seuli

L'article exlviij.commençant par ces mots, [Ledit aisné à option] a esté accordé pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

L'article clvj.commençant par ces mots [Toutesfois] a esté par l'aduis desdits estats de nou- Art. 156. uel introduit.

Sur l'article clviij : commençant par ces mots, [Entre roturiers, Ledit maistre Marin fla- Art. 158. mant a remonstré que par cy deuant n'appartenoit audit aisné par la coustume pour son droit d'aisneesse autre chose qu'vne ferme de maison valant vingt liures, auec demy arpent de terre au descouuert n'estant de la pire ne de la meilleure hors l'estrage. Et que si laditte ferme estoit de plus grand valleur que ladite somme de xx.liures, il estoit tenu recompenser ses coheritiers de l'outre-plus, fors que s'il y auoit aisneesse ancienne qui eust esté baillee audit aisné, soit en maison de quelque quatité ou qualité qu'elle fust, elle apartenoit audit aisné pour son droit de aisneesse, protestant que ce que voudrions arrester pour coustume au contraire ne puisse preiudicier pour le passé. Surquoy auons ordonné que ledit Flamant aura acte de ses remonstrances & protestation. Et que neantmoins suyuant l'aduis desdits estats, l'article demourera ainsi qu'il est couché.

Sur l'article clxiiij.commençant par ces mots, [Si l'aisné,] Ledit Fiacre de saint Bertheuin, Art. 164. escuyer, s'est opposé à ce que le dirarticle passe pour coustume, pour le différent & interest qu'il dit auoir au partage qu'il a à faire auec ses puisnez: sur-quoy auons par l'aduis desdits estats ordonné que ledit article passera pour coustume, Sans preiudice des proces pendans, si aucus en y-a.

Des gardiens & tuteurs.

ES articles clavij.commençant par ces mots, [Et ne sont tenus] claviij. commençant par 'ces mots,[Si la mere,]& clxxij.commençant par ces mots,[La garde,]ont esté par l'aduis 172. desdits estats accordez pour l'aduenir sans preiudice du passé.

Des retraits lignagers & feodaux.

L'ARTICLE claxix.commençant par ces mots, [Apres l'adiudication,] Ont esté de Art. 179. Al'aduis desdits estats adioustez & interposez ces mots, [Mis au greffe,] Pour auoir lieu à l'aduenir.

Les articles chexij.commençant par ces mots, [En concurrence,] exe, commençant par Art. 181. 190 ces mots, [Quand en eschange,]& exevij.commençant par ces mots, [Quand aucun,] Ont esté accordez par lesdits estats, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passe, & des proces pendans si aucuns en y-a.

A l'article ec. commençant par ces mots, [Quand deux conioints,] Ont esté de l'aduis des-Art. 200. dits estats de nouuel adioustez ces mots[Pourueu qu'il n'y ait enfant dudit mariage, auquel laditte moitié subierte à retrait puisse number.

L'article ccj.commençant par ces mots[L'heritage retiré] A esté accordé par lesdits estats Art. 2011 pour auoir lieu à l'aduenir.

. Sur l'article celiij.començant par ces mots[Le ces védu]ledit Goullet pour lesdits seigneurs Art. 2041 Y iij

即由

;3 Κå

, 1 71

1,11 ئالة

°Œ

はははははは

Proces verbaldes Coustumes

de Nogent, a remonstré qu'audit seigneur baron & chastellain appartient droit de retrait par puissance de sief pour heritages tenus d'eux à deuoir de cens, quand ils sont venduz & alienez, & qu'ainssien ont iouy les dits seigneurs de Nogent & de Regmallard. Et s'est opposé que l'article passe pour coustume. Pareillement se sont opposez le dit seigneur de Preaux & du Teil, le dit Feurier pour le seigneur de Vauiours, le dit Brulart pour le seigneur de Loigny, & le dit Ribot pour le seigneur de la Mothe piuersay, tous pretendans qu'au seigneur seodal appartiét droit de retrait, aussi bien pour les terres censuelles tenues de luy, que pour les hommagees. La matiere mise en deliberation: Auons de l'aduis des ditts estats ordonné, que nonobstant les dittes oppositions des dessus dont les auons deboutez, l'article demeurera pour coussume.

Des prescriptions.

Art.20*9*.

L'ARTICLE ccix. commençant par ce mot, [Prescription,] a esté par l'aduis desdits e-stats de nouvel introduit, & l'ancienne coustume (par laquelle prescription de dix & vingt ans n'auoit lieu) abrogee.

Art.210.

L'article cex.commençant par ces mots, [Quand aucun a esté payé,] Par l'aduis desdits es stats, a esté de nouuel introduit pour & au lieu d'vn ancien article, estant audit cayer, lequel a esté abrogé, & dont la teneur ensuit.

[Quand aucun a esté saisi par quelque autre de quelque rente ou prestation annuelle, à cau se de certain heritage pour quelque terme, & en l'annee prochaine ensuyuat, celuy qui l'a saisi desaut de payer ladite rente ou prestatió annuelle, il peut estre couenu & adiourné sur dessais ne: Et en prouuant la saisine & payemens precedens, il doit estre contraint resaisir ce qu'il au-

roit dessais, & luy faire payement de ladite rente ou prestation.]

Art.212.213 ·

Les articles cexij.commençant par ces mots, [Rente fonciere feodale,] & cexij.commençant par ces mots, [Mais rente fonciere non seigneuriale] ont esté par l'aduis desdits estats accordez & redigez en la maniere qu'ils sont, pour & au lieu d'vn ancien article, estant audit cayer, dont la teneur ensuit: [Rente fonciere creee à tiltre de bail d'heritage ne se prescrit par quelque laps de temps que ce soit, par le preneur, ses hoirs & ayans cause. En faisant apparoir par le seigneur de la rente, des lettres dudit bail, & que l'heritage sur lequel il pretend sa rente, soit cestuy baillé à rête: Lequel article a esté rapporté auoir esté de tout remps vsité, pratique & tenu pour coustume audit pais & comté du Perche. Toutes sois a semblé dur & des raisonnable, pour le regard de rente sonciere non seigneuriale. A ceste cause a esté ledit article reformé pour laditte rente non seigneuriale, ainsi qu'est cotenu audit article cexiij: sequel aura lieu pour l'aduenir seulement.

Art.2 14.

A l'article cexiiij.commençant par ces mots, [Entre coheritiers,] ontesté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots [Mais si lesdits coheritiers & frarescheurs auoyent iouy à part & à di uiz de leurs parts & portions par l'espace de dix ans, sont reputez auoir fait partages, encores qu'il n'y en ait rien par escrit. Et ne pourront inquieter l'vn l'autre esdittes parts & portions, ainsi par eux possedees.] Pour auoir lieu à l'aduenir.

Des sernitutes.

Ar.219.220.

E S articles cexix. commençant par ces mots, [De toutes prinses,] & cexx.commençant par ces mots, [Le voisin ne peut,] Ont esté par les dits estats accordez pour auoir sien à l'aduenir.

Ce fait, ledit xxx. & penultime iour de Iuillet ledit Brulart pour laditte dame Marquise de Rothelin, comme ayant le bail & garde noble dudit duc de Longueuille son fils, seigneur & ba ron de Loigny persistant aux remonstrances par luy saites, & cy dessus contenues aux debass des comparitions. A dit qu'il y-a articles de coustumes localles & particulières en laditte baronnie de Loigny, qu'il a fait rediger par escrit en vn cayer pour estre receues, publices & homologuees par mesme moyen, auec les coustumes generales dudit comté du Perche, dont il disoit auoir communiqué auec les autres officiers de Loigny & gens des trois estats: Leur saisant à sçauoir qu'ils eussent à comparoir par deuant nous pour estre procedé à la redaction desdites coustumes locales: Lequel cayer signé Brulart, il nous a presenté iceluy contenant dix sept articles, dont la teneur ensuit.

[Premierement que ledit seigneur baron & chastellain dudit Loigny est seigneur voyer,

& luy appartiennent les grands chemins de toute sa baronnie & chastellenie de Loigny, & la congnoissance des crimes & delits commis en iceux, & toute chose appartenant au droit de voirie, dont il est en possession immemoriale, & a on accoustumé d'en vser de tout téps d'ancienneté, sans contredit.]

[Ledit seigneur baron & chastellain de Loigny peut contraindre ses suiets à reparer le che min chacun à l'endroit de son heritage. Et à faute de ce, à faire ouuerture sur son heritage à ce qu'on y puisse passer, insques à ce qu'il ait reparé le chemin: & d'anantage à coupper les branches des arbres, espines & autres bois qui pendent & nuisent sur le chemin.]

[Item, le vassal qui exploite son sief saisi par le brandon du seigneur souuerain doit estre con

damné en l'amende qui est de xv. Lt.]

ille The

:di

'n

ij.

Ť.

27.76

rii**i**

pur

INT

1022

[Ci

17.0

لناثا

\$13

KC3

1011

iik (C

uzn

مينرز نوبان

mer

80

die

[Item, la femme doit rachat de son propre heritage par la mort de son mary.]

[Item, le seigneur de fief peut leuer sur ses vassaux tenans en fief de luy tailles en trois cas, le premier, quand il est prisonnier des ennemis de la soy, & du royaume pour ayder à payer sa rançon, le second, quand il marie sa fille aisnee, & le tiers, quand il fait son fils cheualier, laquel-le taille est seulement la douzieme partie de la valeur du rachat.]

[Item, le cheual de seruice est deu & doit estre payé quand& le rachat. Par ce que si le vassal estoit receu en la soy de son seigneur de fies, tous les profits qui luy seroyent deus seront couuers, & ne seroit plus receuable ledit seigneur de fies les demander, & tout ainsi que de toutes

morts & mutations est deu rachat, aussi est-il deu cheual de seruice.]

[Item, quand aucuns heritages tenus à cens d'vn seigneur ayant iustice, sont eschangez à autre heritage de aliene iurisdiction, combien qu'il n'y eust deniers deboursez, vêtes sont deues au seigneur censier, à la raison de vingt deniers pour liure, de la valeur & estimation dudit horitage tenu à cens.]

[Item, au fils aisné noble & à ses representans, ausquels appartient la iustice dependant du preciput, appartient aussi le droit de receuoir en soy & hommage les vassaux tenans en sief de luy & de ses coheritiers, sans que ausdits coheritiers puisnez soit loisible receuoir lesdits vas-saux de leur aisné & d'eux à laditte soy & hommage, dont ledit droit est individu, sauf que apres lesdits partages saits entre lesdits aisné & puisnez de leurs hommages & vassaux, lors cha

cun reçoit son vassal à laditte foy & hommage, & en fait & dispose à son plaisir.]

[Item, renuoy ne doit estre fait par ledit seigneur baron de Longny à ses vassaux és cas qui ensuiuent: c'est assaucir en empeschement de grand chemin, en bruits & excez saits à iour de foire ou de marché, & en cas d'auoir mesuré à fausse mesure & tous autres crimes & delits, en actions vniuerselles, en treues enfraintes, en executios de lettres obligatoires passes sous les seaux de ladite baronnie, & en cas de saissine & de nouvelleté, Ains la congnoissance des cas susdits appartient audit seigneur, baron de Longny, ou à ses bailly & vicomte dudit Longny par preuention.]

l'Item, le seigneur ayant droit de Champart, peut contraindre son suiet tenant de luy audie deuoir mettre ses terres tenues audit deuoir en labeur pour en auoir son droit de Champart, & de celles qui sont en pasture, ledit seigneur a droit d'en auoir & prédre par chacun an redetuance, à la raison de chacun appent de terre à froment cinq sols tournois, de terre à mestail, trois sols quatre deniers tournois, & de terre à seigle deux sols six deniers tourn. Et qui enleue les grains de ladite terre tenue en champart, sans prealablemêt le faire scauoir à son seigneur, ou ses officiers ou commis, ou l'vn d'eux, il chez en l'amende de quinze sols tournois.]

[Item, quand aucun heritage tenu au deuoir de cens, est rendu ou remis par retrait volonrairement, le contract ou acte est reputé vendition pure & simple, & en sont deues les ventes aus seigneur: si sel retrait est hors le temps de la coustume ou de la paction saite deuement & sans fraude.]

[Item, quand il y a condition & faculté donnée par l'acquereur au vendeur de retirer dedas certain temps l'heritage ténuis cents, laquelle condition foit après prorogée, les ventes sont deutes au seignem par la dite prorogation.

[Item, ledit seigneur baron de Loigny a accoustumé & luy est loysible de faire venir ses suacts à moudre leur grains à ses moulins baniers combien que ce sust hors la banlieue du domi cile de sessit suiers des grains ayans esté requeilliz en sadire baronnie & autres grains qui auroyent reposé par ving tquatre heures audit domicile du subjet.]

[Item, h ceux qui ont droit de peage & traters in entretienent les ponts; planches & grads chemins en bonnes & luffilantes reparations ail destroit de leurdit peage, me leur doit estre Y iii.

Proces verbal des coustumes

payé ledit droit de trauers & peage.

[Item, quand il se treuue que les parties ont traitré & conuenu de pris pour l'heritage; & neantmoins apres one fait escrire & passer leur contract par eschange, bail à rente, ou autrement cuydans desguyser la vendition: Tel heritage est subiet non seulement au retrait lignager, mais aussi au retrait seodal enuers le seigneur, si mieux ne veut prendre son droit de ventes ou profit de fief, & si doiuent estre priuez du pris de la chose védue, ceux qui sont trouuez auoir commis telle fraude.]

[Item, en la bourgeoysie dudit Longny qui s'estend dés & depuis la grand rue tendant de l'Eglise parochiale S. Martin, insques à la rue desprez, & en ladite rue des prez insques au droit de la rue cordier, en la rue du bourg cheureul, iusques au pot de pierre: & en la rue de la chaufse insques à la vallee de misere; & aux biches exclusiuement: les ventes ne sont deues que demies seulement, qui est à la raison de dix deniers pour liure du prix des maisons & heritages de ladite bourgeoisse, & outre sont deus les cens doubles comme au reste de ladite barónie, auquel sont deues les ventes entieres de vingt deniers pour liure, & les dits cens doubles.]

[Item, à faute de payer à son seigneur le cens au terme dou, le suiet doit l'améde de sept sols

lix deniers tournois.

Et par ledit Grauelle procureur des bourgeois, manas & habitans dudit Longny a esté dit, combien que ladite baronnie de Longny ne soit dudit comté du grand Perche, ains du bailliage de Chartres: Neantmoins en ladite baronnie de Longny l'on à tousiours vsé de coustumes pareilles qu'audit comté du Percheià ceste cause empesche que les dits articles presentez par ledit Brulart pour coustumes locales soyent receuz, disant iceux n'auoir esté vsitez & m'auoir eu lieu en ladite baronnie de Longny, consentant à ladite redaction des coustumes generales dudit comté du Perche pour auoir lieu en tout & par tout en ladite baronnie de Longny.

Pareillement par ledit Ribot procureur dudit de Haruille seigneur de la Mothe diuersay, persistant aux remonstrances par luy faites & cy dessus contenues aux debats desdites comparitiós, a esté dit qu'en ladite chastellenie de la Mothe dinersay y a coustumes locales & particulieres : lesquelles apres en auoir communiqué & deliberé auec les gens des trois estats de ladite chastellenie, il a fait rediger par escrit en vn cayer, lequel il nous a presenté, signé Ribot

contenant ledit cayer huit articles, desquels la teneur ensuit,

[Premierement que le vassal qui exploite son fief saiss par dessus le brandon de son seigneur doit estre condamné en l'amende de quinze sols tournois.

[Item, que la femme doit rachat de son propre heritage par le trespas de son mary.]

[Item, quand il se trouue que les parties ont traitté & conuenu de pris pour l'heritage, & neantmoins apres ont fait escrire & passer leur contract par eschange ou bail à rente ou autre ment, cuydans desguyser la vendition: tel heritage est suiet non seulemét au retrait lignager: mais aussi au retrait seodal enuers le seigneur, si mieux ne veut prendre son droit de ventes au profit de fief: & si doiuent estre priuez du pris de la chose vendue ceux qui soix trouuez auoir to most escription, a concommis telle fraude.]

[Item, que le seigneur chastellain de la Mothé diuersay est seigneur voyer, & luy appartien nent les grands chemins de sadite chastellenie, & la cognoissance des crimes & delits commis en iceux, & toute chose appartenant au droit de voirie.

[Item, à faute de payer à son seigneur le cens au terme deu, le suiet doit amende de sept sols dan in Lungsil.

for deniers tournois.

[Item, le seigneur de fief peut leuer sur ses hommes tenants en fiefide luyitailles en trois cas: le premier, quand il est prisonnier des ennemis de la foy, ou du royaume, pour aider à payer sa rançon:le second, quad il marie sa fille aisnee: & le tiers, quad il fait son fils cheualier: laquelle est seulement la douzieme partie de la valeur du rachat.

[Irem, le cheual de service est deu & se doit payer de flors que le rachat est deu, & se paye par ce mesmemet que si le vassal estoit receu en la foy tous profits de sies seroient couerus.] [Item, qui confisque le corps, confisque les biens.] * I \mathbb{A} \dots io monification I carri

Nous requerant ledit Riborandit nom, vouloir proceder à la lecture & redaction desdires coustumes locales & particulieres. Et par lesdits seigneur de la Frette & Damilly a esté slit qu'ils n'empeschoyent qu'il ne suit procedé à la lecture & redaction desdices constumes de Longny & de la Mothe Diuerlay, & par ledit substitut du procurour general du Roy, à esté dit qu'il n'empeschoit que lesdits Brulart & Ribot eufsent acte de leurs remonstrances, mais quant

quant aux articles par eux presentez, empeschoit que lecture en fut faité, attendu que lesdits articles n'estoyét signez des gens des trois estats desdites seigneuries de Longny & de la Mothe Diuersay, ne par eux par deuant nous rapportez, ainsi qu'il appartenoit, mesmes que aux pretendues coustumes locales de Longny y auoit opposition formee pour le troissemé estat & qu'ils eussent à eux pourueoir par deuers ladite cour de parlement ou ailleurs, ainsi qu'ils verroyent estre à faire par raison, & que ce pendant ils fussent reglez & gouvernez selon lesdites coustumes generalles dudit pais & comté du Perche, sur quoy auons ordonné que les dits Brulart & Ribot auront acte de leurs remonstrances pour eux pourueoir, ainsi que de raison. Et quant à present ne sera procedé à la lecture desdits articles & redaction desdites pretendues coustumes locales: ains lesdits seigneurs, manans & habitans de Longny & de la Mothe diuersay par prouisson se regleront & gouvernerot en tout & par tout selon la coustume generale dudit comté du Perche.

Ce fait, en procedant à la lecture, arrest & publication desdites coustumes (qui a esté faite par l'ordonnance de nous commissaires susdits, & en la presence des officiers du Roy audit co té & bailliage du grand Perche & de plusieurs autres des trois estats conuoquez & assemblez audit chapitre dudit prieuré & doyenné de S.Denis de Nogent, lieu destiné pour ce faire) Auons (ledit substitut du procureur general du Roy ce requerant) dit & ordonné, disons & ordonnons que les susdits adjournez qui ne sont comparus durant nostre seance à la redaction desdites coustumes soyent gens d'eglise, de Noblesse, ou du tiers estat, seront pour le profit dudit defaut par nous contreux donné, censez & reputez estre suicts aux coustumes dudit comté & bailliage du grand Perche, ainsi arrestees par lesdits trois estats, & au surplus auons dit & ordonné que lesdites coustumes seront tant par lesdits defaillans que comparans, entrerenues, gardees & observees pour loy, & à ce faire les auons condamnez, leur faisant inhibitions & defenses de poser & articuler doresenauant autres coustumes: & audit bailly, vicomte du Perche, leurs lieutenant & autres officiers tant dudit comté & bailliage du grand Perche que desdites terres seigneuries de Longny, de la Mothe diuersay & autres, qui se regissent selon les coustumes dudit grand perche, de receuoir les parties à poser & articuler autres coustumes,& de les appointer à informer par turbes, faisans aussi inhibitions & desenses aux aduocats, procureurs, & autres gens de conseil de poser & alleguer en sugement & ailleurs autres coustumes que les susdites accordees.

Et tout ce que dessus, Nous commissaires susdits, certifions estre vray & auoir esté fait come est contenu en ce present nostre proces verbal, lequel en tesmoing de ce auons signé de nos seings manuels, & seellé du seel de nos armes, les an & iour que dessus.

FIN DES COVSTVMES GENERALES DV COMTE ET

BAILLIAGE DV GRAND PERCHE.

CHASTEAVNEVF EN

Coustumes generalles & vsages de la Baronnie, calium cosue de la manufe de la manuf CHASTELLENIE, TERRES ET SEIGNEVRIES DV tradiditialio-

THIMERAIS I RESSORT FRANCOIS ET misse fuissent! dependances des lieux, terres & seigneuries estans és fins, mettes, & enclaues d'icelle Barónie & chastellenies, arrestees, accordees & publices.

CHAPITRE I.

Des fiefs,& de leur nature:& des droits & prerogatiues d'aisneesse.

OVS vassaux sont tenus saire des siess qu'ils tienent, à leur seigneur seo- parmisse, nulla dal foy & hommage & serment de fidelité.

Le frere aisné peut retenir & porter la se

Le frere aisné peut retenir & porter la soy des fiess venus de pere ou de facta, nunmere, ayeul ou ayeulle ou autrement en ligne directe du consentement de qua putassement de qua putassement en ligne directe du consentement de qua putassement en licesse freres & sœurs & de ceux qui le voudront consentir & en ce faisant les tas consentations. Flauue & garătist de profit de rachat: & tiendrot sessitis freres & sœurs leurs nes socales, nuportions de luy sa vie durant seulement:sans toutesfois payer aucua rachat, si vidissem.

I.Gratia haclarissimo 😙 erudito vira domino I dh**ă**ni Gaspari barchino mediolanen's honestorii studiorum aman tissimo,qui ma harum loprocessu verb.s li consuetudinum pertici inuenissem hu ins baronnie officiales illic consuetudinii Article. i. ergo vocatos fuisse & comtione suarum

Coust. general. de Chasteauneuf en Thimerais : 3

par les dits freres & sœurs audit frere aisné, ne audit seigneur se data la dite vie durant dudit frere aisné.

Apres le trespas dudit fils aisné ses freres & sœurs ou heritiers sont tenus payer rachat pour la part & portion de ce qui leur est escheu en fief de la succession de leurdit frere aisné decedé sans hoirs de sa chair: parce que ce leur est escheu en ligne collaterale: mais de leurs parts & portions, desquelles il portoit pour eux la soy & garantie, n'est deu aucum rachat s'ils sont mas les, & s'ils sont semelles & elles se marient du viuant de leurdit frere aisné qui porte la soy pour ses freres & sœurs, ne sera deu aucum rachat par lesdittes silles, soient qu'elles se marient du viuant de leurdit frere aisné, vne sois ou plusieurs. Mais si apres la mort de leurdit frere aisné les silles ou aucunes d'elles se marient, soit en premieres ou secondes nopces, il sera deu rachat au seigneur seodal pour le regard dudit mariage sait & celebré apres le deces dudit frere aisné, pour la part & portion afferant ausdittes silles.

Le fils aisné en faisant les foy & hommage aux seigneurs seodaux acquitte les filles des rachats de leurs premiers mariages.

Le frere aisné entre plusieurs enfans, pour sa part & portion doit auoir pour son droit d'ais ncesse, le principal manoir & arpent & demy de terre à l'enuiron dudit manoir, s'ils y sont, ou le vol d'un chappon, estimé à arpent & demy de terre, auec la moitié de tous les fiefs: & l'autre moitié appartient à tous les autres enfans. Et fil aduient qu'ils ne soient que deux, & qu'il y ayt vn fils, tel fils aura & doit auoir les deux tierces parties auec ledit principal manoir: & le puisné, soit fils ou fille, le tiers seulement. Et n'y a qu'vn droit d'aisne esse quant audit principal manoir, en la succession du pere ou de la mere & de tous les deux, si elles sont assises en ceste baronnie, chastellenies, terres, seigneuries & enclaues d'icelle. Et aura laisné le choix de prendre lequel qu'il voudra des manoirs, soit du pere ou de la mere: & où il auroit choisi vn manoir d'vne desdittes successions,& il en aduient vn autre de l'autre succession, il pourra prendre & laisser celuy manoir qu'il auoit ia prins & accepté en la succession du pere ou de la mere, ayeul ou ayeulle. Et s'il y a vn feul manoir feodal procedant de l'acquisitió du pere ou de la mere ou autrement en quelque manière que ce soit, ledit fils aisné le prendra integrallement pour son principal manoir apres le trespas de ses pere & mere: sans que ses autres freres & sœurs y puifsent rien pretendre ne demander de ce qui en sera escheu de la succession de la mere auec l'ar pent & demy de terre, comme dessus.

Entre filles qui sont en pareil degré de succession, n'y a aucun droit ou prerogatiue d'aisneesse ne doit l'aisnee soit en heritage tenu en fief ou censif, auoir ne prendre plus que ses puisnees: ainçois doiuent partir egallement.

Es heritages tenus en censis n'y a aucun aduantage ou prerogatiue d'aisneesse : mais y succedent les freres & sœurs egallemet & par teste, aussi font ils és meubles: & ce tant entre nobles que roturiers.

CHAPITRE 2.

Des offres que le vassal qui doit profsit, est tenu faire à son seigneur feodal.

L'evassal qui veut entrer en soy & hommage, & qui doit rachat à son seigneur seodal, est tenu de luy saire trois offres: l'vne d'vne somme d'argent telle qu'il aduisera, l'autre de l'estimation & arbitrage du dit de preud'hommes: la tierce du reuenu de l'annee auec le marc d'ar gent aualué selon la qualité du sies.

L'annee auec le marc d'argent aualué s'entéd que si le sief est entier c'est à dire valant trente liures tournois de reuenu par an & que le seigneur seodal accepte pour l'vne desdites offres l'annee auec le marc d'argent aualué: Il aura & prendra en ce cas l'annee dudit sief, auec ledit marc d'argent entier: & si ledit sief n'est entier, c'est à dire qu'il vaille moins que trente liures tournois par an, il payera ledit marc d'argent au suramplaige & au pro rata du reuenu dudit sief.

Le marc d'argent aualué vaut & est estimé à six liures tournois: & si le fief n'est entier il se payera au pro rata & au furamplaige de ladite estimation & reuenu dudit fief comme dessus.

Les preud'hommes & arbitres ont accoustumé en matiere de taxation de rachat, arbitrer & taxer pour droit de rachat des heritages tenus en fief c'est assaucir. Vne maison ou manoir soit qu'il soit edifié ou non, soixante solz tournois. La iustice soixante solz tournois. Le coulombier



lombier soixante solz. La garanne soixante solz tournois. Le four bannier soixante solz tournois. Le moulin bannier soixante sols rournois. Droit de tabellionnage & seaux authentiques lx. sols tour. Droit de peage, soixante solz tour. Tous vassaux entiers à plain cheual de service chacun, soixate solz tournois. Chacun muy de terre, soixante sols tour. Qui est pour chacun arpent, einq solz tournois. L'arpent de boys de haute sustaure solz tournois. L'arpent de taillis & d'autre bois, einq sols tournois. L'arpent de pré, dix sols tournois. L'arpent de noe, six sols tournois. L'arpent en bon estang sermé de bonde & de chausse, dix solz tournois. L'a bonde si l'estang contient vingt arpents ou plus, soixante solz tournois.

Et s'il ne contient vingt arpens ou plus la bonde n'est point estimee en rachat, mais se rachette à l'arpent comme dessus.

Le cens se tiercoye & la rente infeodee se rachette simplement, c'est assauoir de vingt solz tournois de cens, trente sols tour. De vingt sols tournois de rente, xx. solz. xiii.

Et si les choses dessudites n'estoyent en bone nature & valleur la diminution escherroit & eschet au dit & arbitrage desdits preud'hommes, lesquels considereront les causes de ladite di minution, si par l'hostilité ou par la coulpe & faute du vassal ou pourquoy & comment. xv.

Desquels preud'hommes le seigneur & le vassal seront tenus conuenir de chacun vng ou deux dedans huitaine apres l'acceptation de l'offre ou la quarantaine passee, & les dits huit iours passez ou que les dits preud'hommes ne puissent conuenir ou ne conviennent de la dire diminution le juge suzerain fera la dite arbitration.

Le seigneur feodal a le chois desdits trois offres à luy faites , à prédre celle qui luy plaira dedans quarante iours apres icelles faites, durant lesquels quarante iours ledit seigneur ne doit exploiter sondit fies: & s'il l'exploite, il est reputé payé dudit rachat : & est tenu le vassal à la fin desdits quarate iours & iceux passez reiterer lesdits offres à son seigneur seodal s'il n'a exploité ledit fief ou que composition en ait esté saite : non comprins esdits quarante iours le iour desdits offres & de la reiteration d'icelles:mais si ledit seigneur seodal accepte l'annee, & il y a fermier ou mestayer ou bien le vassal ou autre laboureur de bonne soy qui ait fait aucuns sabours & semences ledit seigneur feodal les payera & remboursera de leurs labours & loyaux coustemens au taux & arbitrage des gens à ce cognoissans s'il ne se veut contenter de la moitié ou du droit que le vassal eust prins de son fermier ou mestayer : pour taxer lesquels labours & loyaux coustemens, ledit seigneur feodal & le vassal conuiendront de gens à ce cognoissans dedans la huitaine apres ladite acceptation: & apres lesdits huit iours passez ou que lesdits gés elleuz & choisiz ne conuiennent ou ne puissent conuenir de laditte taxation, le iuge du seigneur du fief saississant qui aura iustice & iurisdiction à cause de sondit fief, sera laditte estimation & taxation: & si le seigneur du sief n'a iustice & iurisdiction ordinaire, le iuge du seigneur du fief dominant soit mediatement ou immediatement qui aura iurisdiction, sera laditte taxation & estimation:ausquels iuges subordinement & comme dessus, les parties auront leurs re--cours pour ce faire.

Le vassal est tenu saire en personne la soy & hommage & lesdits trois offres au manoir de la seigneurie dont despend tel sief qu'il tient: & si le seigneur n'est demourant sur le sief, le vassal est tenu luy signifier ses offres en sa iustice, s'il a droit de chastellenie & haute iustice & iurisdiction & plaids qui tiennent ordinairement: & si ailleurs & autrement est fait, le seigneur seodal n'est tenu receuoir le vassal, si bon ne luy semble: Et ne sont les offres du vassal autrement faittes sussiliantes: & sera tenu ledit vassal laisser à ses despens, à sondit seigneur seodal ou ses officiers, procureurs ou mestayers demourans sur le lieu, la coppie de ses offres & reiterations.

Et si le seigneur seodal n'a hostel seigneurial, le vassal sera tenu saire ses offres à la personne dudit seigneur seodal s'il est demourant au lieu ou à trois lieuës à l'entour au dedans de ceste baronnie, si recouurer l'y peut, & sinon à ses officiers, si aucuns en a audit lieu, ou à ses fermiers & mestayers aussi demourans audit lieu ou à trois lieuës à l'entour au dedans de la ditte baronnye & non autrement. Le sera tenu signifier les dits offres en la justice dudit seigneur seodal ayant droit de chastellenie ou haute justice, si elle tient ordinairement, où il ne les auroit saittes à la personne dudit seigneur seodal.

La iustice est reputee tenir ordinairement quand il y a assisse qui se tiennent de six sepmaines en six sepmaines: ou autre iurisdiction de haut iusticier, qui se tienne de quinzaine en quinzaine ou de huitaine en huitaine: & s'il y a discontumacion faitte sans cause raisonnable le vassal se met en son deuoir de faire ses offres sur le lieu & principal manoir & en les signi-

Coust. general. de Chasteauneuf en Thimerais

fiant audit seigneur ou à ses officiers & fermiers, comme dessus, sans faire signification en ladite iustice qu'ainsi seroit discoutumee ou transmuce de lieu en autre sans cause raisonnable.

Le vassal qui ne doit point de rachat & qui doit foy & hommage seullement n'est tenu saire les les trois offres, mais est tenu saire la soy & hommage à son seigneur de sief comme des sus au premier article, & où son seigneur ne le voudroit receuoir à ladite soy & hommage pour se mettre en son deuoir, doit offrir faire ladite soy & hommage au lieu & manoir dont depéd le sief & le signifier audit seigneur ou à ses officiers en sa instice s'il à haute instice comme dessus & là où il n'y auroit haute instice tenant ordinairement il sussis de saire ladite offre sur le lieu, & le signifier au seigneur ou à ses officiers ou fermiers comme dessus: & n'est tenu reiterer sessaires au bout de quarante iours.

CHAPITRE 31

Du cheual de service.

xxi.

Le cheual de seruice se peut leuer par le seigneur seodal quand le sief est entier, & est reputé iceluy sief entier, au regard dudit cheual de seruice quand il vaut soixante sols tournois de rachat: & s'il vaut moins, il peut estre leué par portion & pro rata de ce qu'il vaut : & vaut ledit cheual entier soixante sols tournois, & se peut leuer vne sois seullement en la vie du vassal, & sur le vassal qui doit rachat & prosit de sief, & sera demandé par le seigneur seodal à tel vassal par simple action & non par voye de saissne.

CHAPITRE 4

Quand le fief chet en profit de rachas.

XXŸ

E vassal du fief qui luy est venu & escheu par le deces de pere & de mere, ayeul ou ayeulle & par succession de ligne directe, soit en ascendant ou descendant, ne doit point de rachat mais doit seulement la bouche & les mains & est tenu le seigneur seodal receuoir son vassal à qui il est ainsi escheu en ligne directe en sief sans profit de rachat toutes-fois si le fief est abour né on se doit regler selon labournage & si ledit abournement porte que le fils doiue rachat par le deces de pere ou de mere ayeul ou ayeulle, il se doit payer & se payera selon ledit abournement.

Le vassal est tenu à son seigneur feodal faire soy & hommage & serment de sidelité & luy payer profit de rachat des siess qu'il a acquis & qu'ils luy sont venus & escheuz en ligne collateralle.

xxiiij.

Celuy qui prent heritage tenu en fief, à rente & rescousse, doit rachat & aucuns profits de fief de l'heure de laditte prinse comme s'il auoit achetté ledit heritage: mais pour bail à rente à tousiours mais où le bailleur tiendra à luy la foy & hommage, n'est deu aucun rachat. xxv.

En succession de ligne collateralle où il y a heritages tenuz en fief, est deu rachat & profit de fief au seigneur seodal. xxvj.

Si vne fille se marie vne ou plusieurs sois, par chacun mariage le mary doit profit de rachat du sief de sa semme, & aussi si le sief luy eschet durant ledit mariage soit de ligne directe ou collateralle, & pour chacune mutation de mary: pourueu toutes-sois que son frere aisné ne portast la soy pour elle en succession directe: car en ce cas il la garentist de rachat sa vie durant comme dit est dessus.

La femme marice par le deces de son mary qui durant ledit mariage à racheté l'heritage de sa femme, tant qu'elle sera veusue ne doit point de rachat n'aussi des heritages acquis durant le mariage de la moytié qui luy en apartient dont son mary a payé & fait les deuoirs: mais si elle se remarie, deura rachat comme dessus.

xxviij.

Les enfans ou hoirs en directe ligne pour les partaiges & diuisions faits entre eux des heritages tenus en sief ne doiuent point de rachat: & s'ils sont dereches partages sans retour de iceux mesmes heritages ou autres qui soyent de la premiere succession de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle ou d'autres en droite ligne ou en collaterale dont le rachat est payé, ne doiuét s'emblablement point de rachat au seigneur du sief qui est tenu à ce regard les receuoir en soy & hommage desdits heritages ainsi partagez sans auoir rachat desdits partages ainsi saits ou resaits sans retour.

CHAP.



CHAPITRE 5.

Quand le seigneur feodal peut saisir & mettre en sa main le sief tenu de luy & faire les fruits siens.

xxix.

SI le vassal quitte la foy de l'heritage qu'il tient, le seigneur seodal peut par dessaut d'homme, empescher le sief, & le mettre en sa main iusques à ce que celuy (au prosit duquel ladite quitance aura esté faite) en ait sait ses deuoirs audit seigneur seodal, lequel sait cependat les fruits de celuy sief, siens.

Vn seigneur seodal par dessaute d'homme, peut saisir & prendre en sa main le sies tenu de luy, & d'iceluy iouir & prendre les fruits à son prosit, & en vier comme vn bon pere de samille sait & doit saire de sa chose, iusques à ce qu'il en ait homme qu'il ait serui, & sait ses deuoirs de sies enuers luy.

Le seigneur seodal ne pourra saissir, empescher ne exploiter par dessaut d'homme soit qu'il soit deu rachat ou non, apres la mort de son vassal, le sief tenu de luy, sinon quarate iours apres iceluy trespas: esquels quarante iours ne seront comprins les iours dudit trespas & de la quarataine: durant lesquels quarante iours le vassal ne pourra vser de sondit sief, sinon comme vn bon pere de samille.

Le seigneur seodal fait les fruits siens de l'heritage qu'il tient en sa main par dessaut d'homme, supposé qu'il descende ou viene à fils de succession de pere ou de mere ou autrement, en ligne directe, & qu'il ne soit deu aucun rachat.

Vn seigneur seodal par dessaut d'homme ou de deuoirs de sies non saits & payez, peut assigner luy mesme brandon sur les heritages tenus en sies de luy, & les mettre en sa main, & les
empescher: & peut aussi si bon luy semble, saire mettre & apposer la main du Roy ou d'autre
seigneur son suzerain dont le sies despend en confortant sa main: Et pendant le temps de ladite main mise signisse à son vassal ou au detenteur dudit sies le signeur dudit sies fruits
siens: & si le vassal les prent, il est tenu de les restituer & restablir auparauant que le seigneur
soit tenu le receuoir en soy & hommage ou luy leuer la main, & au deuant de la main mise le
vassal sait les fruits siens: & si'est tenu de les restituer, supposé qu'il n'ait pas sait ses deuoirs:
qui est à dire que quand le seigneur dort le vassal veille, & que quand le vassal dort le seigneur
veille.

Si le vassal est en foy de son seigneur feodal, non obstant ce par dessaut d'adueu non baillé, peut bien saissir & empescher le sief tenu de luy:mais au moyen de tel saississement ne peut saire les fruits siens.

Le vassal est tenu bailler son adueu dedans quarante iours apres la reception de foy & hōmage, ou dedans quarante iours apres qu'il a esté interpellé par son seigneur de ce faire: & ledit adueu baillé & presenté par le vassal, le seigneur ou ses officiers seront tenus blasmer ledit adueu dedans trois mois apres, autrement & les ses sons passez, au cas que tel adueu n'ait esté blasiné par ledit seigneur seodal ou ses officiers, il sera tenu pour receu & passé sans contredit & blasme.

Pour adueu non baillé, le seigneur seodal peut saisir & empescher le sies tenu de luy tat que l'adueu soit baillé, & commettre commissaires au gouuernement du sies, & quand l'adueu est baillé ledit seigneur doit saire rendre les fruits à son vassal en payat les frais de la commission, & les frais & salaires raisonnables des commissaires & quinze sols tournois d'amende pour l'adueu non-baillé dedans les sits quarante iours.

Quand la foy & hommage faut du costé du seigneur seodal & non du vassal, & que par deffaut dudit hommage, le seigneur seodal fait saisir son vassal, tel saisissement est reputé vne simple denonciation tellement que dedans quarante iours apres ledit empeschement ou hommages criez & tenus, il ne peut exploiter ledit sies n'y commettre commissaires: mais lessits
quarante iours passez, ledit seigneur pourra faire saissir & commettre commissaires au regime
& gouuernement dudit sies & toutes sois & quantes que ledit vassal yra faite ladite soy &
hommage, ledit seigneur seodal sera tenu le receuoir, & apres luy seuer la main, & faire redre
& restituer les fruits qui auront esté prins au moyen de ladite main mise, en payant par ledit
vassal les despens & frais pour & à cause d'icelle main mise, & l'amende comme d'adueu
non-baillé.

S'il aduient qu'vn vassal eust imposé charge ou rente sur son heritage tenu en sief, telle Z j.

Coust.general.de Chasteauneuf en Thimerais.

charge ne preiudicie point au feigneur feodal,& est en son choix de receuoir en foy celui qui a acquis la rente,& infeoder icelle, ou de la refuser,& s'adresser à son fies.

Le vassal ne peut, par quelque maniere que ce soit, obliger ne hypothecquer aucun heritage qui soit tenu à foy & hommage d'aucun seigneur, sans le vouloir & consentement dudit sei gneur de fief, au moinsque telle obligation ou hypothecque, que pourroit auoir faite d'iceluy heritage le vassal puisse ne doiue nuyre ne preiudicier aucunement audit seigneur seodal quat aux droits de fief ne és autres profits & redeuances feodaux ou qui pourroyent estre deuz à iceluy seigneur de sief, mesmes où ledit sief cherroit en profit de rachat.

Les obligations & hypothecques constituees par le vassal sur aucun heritage tenu en fief, ne pourroient & ne peuuent empescher que le seigneur de sief ne leue & exploite en sa main l'heritage tenu de luy, auecques les fruits d'iceluy pendant le temps qu'il n'a point d'homme, & iusques à ce qu'il ait esté payé & satisfait des prossits & redevances de sief qui luy sont deuz à cause d'iceluy heritage: & n'est & ne sera ledit seigneur de sief aucunement tenu payer lesdites hypothecques.

CHAPITRE 6.

Des souffrances.

xli.

VAND le seigneur seodal a donné souffrance à son vassal du sief tenu de luy, il ne le peut plus auoir par puissance de fief. La souffrance donnée par le seigneur feodal à son vassal, vaut foy durant le temps qu'elle du-

Le seigneur feodal est tenu donner souffrance au pere ou à mere, ayeul ou ayeulle ayant la garde noble de leurs enfans ou autres mineurs d'ans iusques à ce qu'ils soyent en aage de porter la foy sans payer aucun rachapt au profit des heritages à eux venus & escheuz en ligne directe durant ladite souffrance, & en demendant icelle souffrance, & pareillement aux tuteurs & curateurs de tous enfans mineurs soient nobles ou non nobles.

L'enfant malle pour porter la foy à son seigneur feodal, est aagé en l'aage de vingt & vn an, & la fille à quinze ans.

Quand le vassal desaduoue son seigneur feodal à seigneur, il commet felonnie & forsait son fief enuers luy:& apres tel defadueu, le vaffal doit auoir main-leuee de fon fief & fruits d'iceluv sans preiudice de la felonnie & forfaiture & confiscation pretenduz par ledit seigneur feodal.

CHAPITRE 7.

De cens, & du seigneur censier.

xlvi•

E seigneur censier sait les fruits siens des heritages vaccans tenans à cens de luy, & par luy mis en sa main, & les peut bailler à son prossit iusques à ce qu'il y ait proprietaire venu vers luy recognoiftre lesdits droits & deuoirs de cens: & en iceux recognoissans le proprietaire est tenu de payer les reparatios & meliorations raisonnables qui auroient esté faites par permittit cef- le seigneur censier ou celuy à qui ils auroyent esté baillez: & pendant le temps que ledit seigneur censier tient iceux heritages en sa main, ledit proprietaire demeure quitte enuers luy des arrerages dudit cens.

Quand aueun heritage est empesché à la requeste du seigneur censier, pour les arrerages de cens à luy deu, l'empeschement doit tenir sans faire recreance des fruits empeschez à l'opposant audit empeschement, iusques à ce qu'il ait consigné trois années d'arrerages de cens feullemét au moins, lelon ce que le feigneur ou fon procureur ayant puissance, affermera par ferment en justice luy estre deuz, & ce sans prejudice des années precedentes.

Quand aucun heritage tenu à cens est baillé à rente à recousse ou que sur iceluy est constitué speciallement aucune rente à recousse, celuy qui a prins ledit heritage à rente à recousse, ou achette ladite rente rescouable, doit & est tenu payer dés l'heure du contract au seigneur censier gands & ventes de la somme à quoy ladite recousse se môte ou ladite rente a esté vendue, tout ainsi que si ledit heritage estoit vendu purement & simplement, & à ce moyen par la recousse ne seroit deuës aucunes ventes.

Rente infeodee, fonciere & perpetuelle, & aussi rente fonciere, seigneurialle & premiere qui sentent estre creee par le bail de celuy qui tient en fief l'heritage baillé, est reputee cens, & tenu sortir la nature du cens en toutes choses, & non autrement.

L'herita-

1.41. Scilicet à faire foy:secus de fouffra ce de saisie: ve quando domimus tantum sare à manu inijcienda vsque ad tepus, infraquod fiet editio.C.M.

L'heritage tenu à cens, vendu ou eschangé en diuerses censiues, le seigneur censier doit auoir pour son droit de ventes vingt deniers tournois pour liure auec les gands de son sergent, estimez à vingt deniers tournois: & le semblable est de la rente constituee sur iceluy heritage où le seigneur ayant droit de ventes voudra prendre tel droit de ventes & dependances d'iceluy pour raison de telle rente ainsi constituee.

Pour non auoir payé vétes d'heritages tenus à cens, & pour auoir icelles recellees, est deu amende de soixante sols tournois, & pour non auoir payé dedans la huitaine apres le depry, il

est deu amende qui vaut sept sols six deniers tournois.

En bail à rente à tousioursmais d'heritage tenu en censif, ne sont deuz aucuns gands ne ventes, sinon qu'il y ayt eu bourse desliee, auquel cas l'acquereur sera tenu payer pro rata de l'argent deboursé: mais apres si lesdittes rentes ou heritages sont venduz, sont deuz gands & ventes de ladite vendition.

En eschanges faits en diuers censiss, la chose eschangee se doit priser & estimer pour certisier, sçauoir & cognoistre quelles ventes en sont deuës aux seigneurs censiers, à sin de les leur payer: & ce sera la prisee pardeuant le juge où la matiere sera traittee.

Quand deux heritages ou autres droits immeubles estans en vne mesme censiue, sont eschangez sans retour & sans fraude, n'y a aucunes ventes: & s'il y a retour, il y a ventes dudit retour, & pour le retour seulement.

CHAPITRE 8.

De donaire.

lv.

A femme noble ou non noble est douee de douaire coustumier de la moitié de tous les heritages & immeubles qui appartiennent à son mary, & dont elle le trouua seigneur & saisi au i our qu'elle l'a espouzé, & qui luy sont escheuz durant leur mariage par succession de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle ou d'autres en directe ligne: & s'acquiert ledit douaire dés la premiere nuit que la semme a couché auec son mary, & commence à auoir cours & effet apres le trespas dudit mary, Et s'il y a douaire presix & conuentionnel, on se doit regler selon la conuention des parties.

Douaire coustumier est (comme dit est dessus) de la moitié de tous les heritages que tient & possede le mary & dont il est sais & vestu au temps du mariage fait & consommé entre luy & sa femme, & de ceux qui luy viennent & escheent apres & durant iceluy mariage par succession de ligne directe.

Douaire conuentionnel est celuy qui est accordé, taxé & limité en traitté de mariage par paction & conuention faits entre le mary & la semme ou leurs procureurs & commis ayans puissance. lxviij.

Entre non nobles le douaire coustumier & conuentionnel se finist & termine par le trespas de sa femme douce.

Le douaire par le trespas de la femme douce se finist & estaint, soit qu'elle trespasse auant le mary ou apres, sauf qu'entre les nobles le douaire de la mere est reputé le propre heritage des enfans issuz en mariage, en telle maniere qu'il ne peut estre védu, obligé ne hypothecqué contre ne au preiudice d'iceux enfans.

La douairiere est tenue en luy faisant deliurance de son douaire, bailler caution de iouyr: & vser des choses à elles baillees ainsi que vsufruictier est tenu bailler selo droit, & si est tenue entretenir les heritages & choses qui luy seront baillees, en l'estat que baillees luy seront, & acquiter les cens, rentes & deuoirs sonciers deuz & escheuz durant qu'elle en iouyra. lxj.

Douaire coustumier saisit dedans l'an & iour du trespas du mary. lxij.

Douaire prefix n'a point de lieu iusques à ce qu'il soit demandé en iugement. lxiij. Femme douce de douaire prefix, ne peut demander douaire coustumier s'il ne luy est permis par son traitté de mariage.

Douaire prefix a lieu, & courent les arrerages d'iceluy, depuis le iour & datte que ledit dou aire a esté demandé en iugement par celuy ou ceux à qui il est deu aux heritiers du mary dont procede & qui a constitué ledit douaire.

مآ

ï

Douaire en meuble retournera aux heritiers de celuy qui aura creé tel douaire apres le trespas de sa femme.

Digitized by Google

Z ij.

Coust.general.de Chasteauneuf en Thimerais.

CHAPITRE 9.

De Communauté & division de biens communs.

lxvi.

HOMME & femme qui sont conioints par mariage en premieres nopces, sils ont esté & demeuré an & iour ensemble en mariage, ils sont communs en biens meubles, dettes, creances mobiliaires faits au parauant ledit mariage & durant iceluy & des acqueremens faits durant leurdit mariage par eux ou l'vn d'eux, en telle maniere qu'entre non nobles apres le trespassement de l'vn d'eux, iceux meubles & creances mobiliaires & acqueremés se diuisent entre les heritiers du trespassé & le survivant egallement, si autrement le trespassé n'a disposé de sa part. Et entre nobles, tous les meubles appartiennent au surviuant si bon luy semble en payant par luy toutes les debtes, creances mobiliaires, obsecques & funerailles, & entre lesdits nobles les acqueremens faits durant leurdit mariage se partissent comme dessus.

Si home & femme conioints par mariage ou l'vn d'eux ont esté autres-fois mariez ils sont communs dés la premiere nuit de leur mariage és biens meubles, dettes personnelles & acqueremens qui se font durant & constant leurdit mariage, & aussi des dettes & creances mobilaires, esquelles chacun desdits conioints estoiet tenus au precedent dudit mariage. Ixviij.

Quand I'vn desdits conioints ensemble par mariage en premieres nopces, va de vie à trespas deuant l'an & iour escheu d'iceluy mariage, communauté n'a point de lieu & peut chacun reprendre ce qu'il a apporté.

Si deux conioints par mariage font durant iceluy, Jabourer aucun heritage qu'ils tiennent à ferme, moisson ou pension, apres le trespas d'iceux conioints ou l'vn d'eux, les fruits ameublis se partiront par moitié comme fruits venus d'acquerement fait durant leur mariage, & si les fruits font encores pendans par la racine en l'heritage desdits conioints ou de l'vn d'eux lors dudit trespas, ils se partiront aussi par moitié pour l'annee dudit trespas, & seront tenuz payer chacun par moitié, les charges & redeuances deuës pour raison dudit heritage en laditte annee, sans comprendre en ce les fruits naturels & non industriaux ainsi pendans par la racine lors dudit trespas, qui seront & demoureront au proprietaire de tel heritage, soit le suruiuant ou l'heritier du decedé.

Pour acquerir droit de communauté entre deux ou plusieurs, trois choses sont requiles: La premiere est, qu'il y ayt lignage entre eux, & qu'ils soient personnes de soy, vsans de leurs droits: la seconde, qu'ils ayent demouré ensemble par an & iour à despens communs : la tierce, qu'il y ait apport & communication de biens par chacune des parties: & ses trois choles concurrentes, ils sont communs és biens meubles & acqueremens faits par eux ou l'un d'eux,f'il n'y a accord ou protestation au contraire,durant ladite communauté,& durera icelle communauté de biens tant entre mariez qu'autres, si aucun d'eux decede, iusques à ce que le suruiuant ait fait faire inuentaire ou aucune acte contraire.

CHAPITRE

De mariage,& de la puissance que le mary a sur la femme & sur ses biens.

A femme est en la puissance de son mary, tellement qu'elle ne peut ester en jugement, ne faire contracts sans l'authorité de son mary, si elle n'est marchande publicque ou proposee en aucune negociation par son mary. Auquel cas elle peut contracter touchant ce qui concerne le fait de la negociation & marchandise seulement, à laquelle elle a esté ainsi proposee, & non autrement.

Par mariage le mary est reputé maieur & personne de soy en iugement & dehors, tellemét qu'il peut poursuiure ses actions, & passer tous contracts: toutes-fois si ledit mary en faisant ses contracts est sous l'aage de vingt cinq ans, & il est lezé par iceux contracts, il pourra estre restitué pour le regard de ses choses & biens immeubles.

Pareillement la femme est reputee maieure & personne de foy en iugement & dehors,& peut poursuiure ses actios, & passer tous contracts le tout auec l'authorité de son mary, toutes tur ergo de im tois si le mary luy prestat authorité est au dessous de l'aage de vingt cinq ans, & la semme aussi bus se est enor le mary a le gouvernement en l'article precedent.

Le mary a le gouvernement en l'article precedent. mobilibres tan mineure de vingt cinq ans, est lezce par le moyen desdits contracts elle pourra estre releuce

Le mary a le gouvernement & administration des heritages & possessions de sa femme le mis lasso, cum mariage durant, & est le seigneur des biens meubles, fruits, profits & reuenus appartenans à vierque sit in sa femme, & de ses dettes il les peut demander & poursuiure en jugement, & dehors en son nom fans

1.73. Vide-

non sans sa femme, & luy en competent les actions personnelles & possessions toutes fois qu'il puisse vendre ne aliener les heritages & possessions de sadite femme sans son vouloir & consentement, mais peut seul sans ladite femme disposer à son plaisir & voloté de tous les meubles & conquests immeubles communs entreux & faits durant le mariage, fors que par testament il ne peut disposer que de la moitié d'iceux meubles & conquests à luy appartenans.

CHAPITRE II.

De retrait par puissance de sief.

lxxv.

N seigneur chastellain peut retirer & appliquer à son domaine vn heritage assis en sa chastellenie, vendu & mouuant de luy en sief, en payant le pris que l'acquesteur en a baillé & payé, & les loyaux coustemens dedans l'an & iour de la vendition d'iceluy heritage, & dedas quarante iours apres qu'on luy a notissé ladite vente, & exhibé les contracts s'aucuns en y a par escrit. Et en ce saisant peut saire de son sief son domaine, s'il n'a receul acheteur dedans ledit temps en sa soy, ou donné soussirance.

Le lignager du vendeur du costé & ligne dont l'heritage vendu, luy est venu & escheu, est à preferer au seigneur chastellain au retrait d'iceluy heritage dedans l'an & iour de la vendition: & à ce que ledit seigneur de sief ne puisse estre frustré de son droit en celant par les acheteurs la vendition de tels siefs, l'acheteur de tel heritage sera tenu notifier au lieu dont il est tenu, en parlant au seigneur ou à ses officiers si aucuns en a, ledit acquerement par luy sait, & luy exhiber ses contracts si aucuns en y a, portez par escrit quarante iours au plustart au para-uant la sin de l'an & iour, & où il notifier a plustart, ledit seigneur pourra du iour de la cognoif-sance qu'il en aura, demander dedans quarante iours apres tel heritage par puissance d'icelle.

CHAPITŔE 12.

De retrait lignager.

lxxvÿ.

VI vend son heritage propre à luy venu de succession de ses parens & lignagers, à vn estrange de la ligne dont meut ledit heritage, il peut estre retrait par vn du lignage dudit vendeur du costé & ligne-dont l'heritage luy est escheu, dedans l'an & iour de la possessió reelle & actuelle, faite & prinse sans fraude par l'acquereur au moyen de son tiltre d'acquisition, publiquement, en presence de personne publique & tesmoins, en remboursant l'acheteur des deniers de la vente dedans le temps de coustume, qui est de huitaine apres l'adiudication ou recognoissance faite par l'acquereur: & aussi des fraiz & loyaux coustemens, que l'acquereur fera taxer & liquider dedans ledit temps de huitaine de laditte adiudication ou recognoissance, le retraiant appellé pour voir ce faire: & au cas que ledit aquereur n'aura fait ou peu faire taxer sessit fraiz & loyaux cousts dedans laditte huitaine, le retraiat sera neanmoins le remboursement de ladite aquisition:& huitaine apres ladite taxe & liquidation desdits frais faite luy appellé pour voir ce faire, rembourfera iceux frais & loyaux coustemens, aliàs & en defaut de ce faire, sera decheu dudit retrait: & luy serot par l'aquereur les deniers du sort principal qui auroient esté pour ce faits, remboursez audit retraiant, renduz & restituez : & s'il y a aucun qui foit plus prochain lignager dudit costé dot meut ledit heritage vendu, que celui qui aura fait bailler ledit adiournement, qui vueille auoir ledit heritage par retrait, il fera preferé à celuy qui aura fait bailler ledit adiournement, pourueu qu'il vienne dedans quinzaine apres la premiere affignation de ladite matiere qu'on sera tenu prendre en plain iugement, en rébour fant par ledit plus prochain lignager l'autre lignager, des frais, mises & loyaux coustemés faits par celuy qui aura fait bailler iceluy adiournement: & fil y en a deux ou plusieurs en semblable degré, qui vueillent auoir par retrait ledit heritage vendu, l'aisné sera preseré au puisné, & le masse à la semelle: Et s'il n'y a que filles, l'aisnee sera preseree aux puisnees,& sera tenu ledit prochain lignager faire serment qu'il ne demande point iceluy retrait en fraude, mais le demade pour luy pour le remettre en sa ligne, & s'il est trouué qu'il y ait fraude de son costé, sera condamné en amende arbitraire du juge & à delaisser ledit heritage à luy adjugé, à celuy qui aura fait bailler ledit premier adiournement pour le sort principal & loyaux coustemens faits pour raison de ladite premiere vente.

C

Ţ,

م)(

14.

Ĺ

L'adiournement en manière de retrait se doit faire sur le lieu & heritage qu'on veut retraire presens tesmoins hors huitaine, qui s'entend qu'il doit auoir huit iours francs, entre le iour de l'adiournement & le iour de l'assignation, & signifier ledit adiournement à l'acheteur, & à la

Digitized by Google

Z iij.

Coust.general.de Chasteauneuf en Thimerais.

premiere assignation de la cause les deniers doiuent estre offerts à descouuert par celuy qui veut retraire tel heritage, & autrement le retraiant dechet dudit retrait: sauf toutes-sois que pour succession vniuerselle ou pour aucun droit de succession ou autre droit incorporel qu'on voudra retirer suffist faire l'adiournement à la personne au domicile de l'acquereur en la presence de tesmoings en faisant les offres que dessus. Et parcillement où il y a plusieurs pieces de terres venduces suffist faire l'adiournement & offres que dessus sur l'vne desdites pieces de terre pour toutes les autres estans en vne mesme seigneurie.

Et où l'achepteur sera demourant hors de ceste baronnie, sins & enclaues d'icelle: la signistion de l'adiournement qui ainsi sera fait, sera faite au detenteur de l'heritage si aucun en y a & à cry publicq à l'issue de messe parrochiale du lieu où les dits heritages seront assis.

Si homme & femme sont conioints par mariage & il leut est adjugé aucun heritage par retrait soit du costé du mary ou de la semme tel heritage ainsi retrait est reputé acquerement & demeurera au suruiuant d'iceux conioints par moitié & aux ensans du desunt l'autre moitié s'ily a ensans d'iceluy mariage, & s'ils n'ont ensans ceux du lignage dedans l'an apres le deces de la personne du costé de laquelle a esté fait ledit retrait ou de ses ensans, pourront auoir iceluy heritage ainsi retrait par maniere de remboursemet supposé qu'il y ait plusieurs ans passez depuis ledit retrait en payant comme dessus les deniers chastels & loyaux coustemens & sera le plus prochain lignager preseré comme dessus.

De fooursement & remboursement a lieu quand on vent son heritage propre à aucun de son lignage & apres l'acheteur le vendra à vn estranger & hors du lignage dedans l'an & iour & temps que dessus, l'vn des lignagiers du costé dont meut ledit heritage le peut auoir par sorme de remboursement, en remboursant l'acheteur du sort principal & des loyaux coustemens comme dit est, & sera le plus prochain lignager preseré comme dessus. Ixxxij.

Et pareillement ledit remboursement a lieu, quand celuy à qui aucun heritage est adiugé par retrait lignager le vend à vn estranger de la ligne en y venant dedans l'an & temps que dessus & en remboursant comme dessus : & pour ledit remboursement n'est deu aucun droit de vente comme dit est.

Quand aucun heritage propre est baillé à rente, à ressousse à vn estrager de la ligne, l'vn des lignagiers du bailleur du costé & ligne dont meut ledit heritage, le peur auoir par retrait de-dans l'an, iour, & temps dudit bail que dessus, à la charge de laditte rente & ressousse. Et en ce faisant sera tenu ledit lignager descharger & garantir le preneur de laditte prinse à rente, & de ce bailler caution suffiante. Et sera le prochain lignager preseré, comme dessus. lxxxiii.

Quand aucun baille son heritage propre ou partie d'iceluy ou par autre contract, la leue auec des boursement de deniers ou autre meuble, à personne estrange de la ligne dont meut ledit heritage, tel heritage est suiet à retrait & remboursement, comme dessus, enuers le ligna ger du costé & ligne dont meut ledit heritage propre, adiugé par decret, est suiet à retrait lignager, en gardant les solemnitez que dessus.

Quand aucun baille son heritage propre à rente à toussoursmais, à personne estrange de son lignage, son lignager du costé & ligne dont meut ledit heritage, peut auoir par retrait, laditte rente perpetuelle, si elle est vendue dedans l'an de laditte vendition, en remboursant l'acheteur du sort principal & loyaux coustemens, & sera preseré le plus prochain lignager, comme dessus.

Quand aucun vend sur son heritage propre, rente à personne estrange le lignager du costé & ligne dont meut ledit heritage, peut auoir par retrait ladite rente dedans l'an & iour te
de ladite vendition, en remboursant l'acheteur comme dessus: & sera le plus prochain lignager preseré, comme dessus: Et ce pour ueu toutes-sois que l'acheteur de ladite rente ne veulle
declarer que pour raison d'icelle rente il ne se veut adresser sur l'heritage propre du vendeur:
auquel cas telle rente ne sera suiette à retrait.

tract. de commer. & volut.

Le temps de retrait lignager ne court point sinon depuis l'inseodation ou la saisine & poses in consuet. session reelle faits, euz & prins par l'acheteur, & sans fraude.

Le temps de retrait lignager ne court point sinon depuis l'inseodation ou la saisine & poslxxxviij.

Si vn achepteur dedans l'an du retrait edifie de nouueau ou fait reparation non necessaire fur la chose par luy aquise suiete à retrait, si tel heritage est retrait telles meliorations ne se re-

1.86. Non est intelligendum des rentes, vol lantes ad rationem duodecima, per ea qua dixi in tract. de commer. & vsur. & in consuet. Parist. S. 57.

flituent point par le lignager au seigneur retraiant, mais pourra l'acheteur tollir lesdittes reparations si faire le peut sans endommager la chose.

Si aucun baille son heritage propre à rente à tousiours-mais, à personne estranger, & hors la ligne dont meut ledit heritage, & en ce faisant il y ait bourse dessiers ou autres chesequiuallens baillez ou promis bailler: en ce cas le lignager du costé dont vient & procede
ledit heritage le pourra auoir par retrait lignager, à la charge de laditte rente, & en payant lesdits deniers ou choses equiualents & loyaux coustemens dedans le temps de coustume comme dessus, & en ce faisant le preneur sera dechargé de ladite rente: & sera le plus prochain lignager preseré, comme dessus est dit.

d

D,

14

17

ίķ

lik.

íl.

17

Ū,

i (c

II II

ir.

Ę

[75] [74]

í,

άs

ġe.

CC

de

ij,

:2

W.

111

-

77,

وسنة

Ш

و...

ij,

أقان

3

"e

ű.

VI,

. 11

کنا: ماین

5.

75

ئ 11 Pour heritages ou autres choses adiugees par retrait lignager ou par forme de remboursement, ne seront deuz gandz, ventes ne proffitz de siefz, au seigneur césier ou seodal, mais seullement aura iceluy censier ou seodal lesdits gandz, ventes & proffits de sief, de la vendition saite, au moyen de laquelle est fait ledit retrait ou remboursement, lesquelles gandz, ventes & proffits de sief, seront comprins és chastels & loyaux coustemens si ledit acheteur les a payez, sinon sera tenu celuy à qui sera adiugé ledit retrait, les payer audit seigneur censier ou secidal.

S'il est trouué que l'acquereur ait commis dol & fraude pour frustrer le lignager du retrait lignager, & il est par apres descouuert & l'heritage adiugé par retrait audit lignager par iugegement contradictoire, tel acquereur perdra son sort principal, & sera consisqué à iustice.

Chose mobiliaire ne chet point en retrait qui n'est habille à succeder ne peut à retrait ligna ger aspirer.

CHAPITRE. 13.

De seruitute & prescription.

xciiÿ.

N villes, faux-bourgs, bourgades & villages de laditte baronnie, chacun est tenu de soy clorre de closture conuenable entre son voysin& soy: ou bailler terre pour porter ses eauës en son dangier, ou en ruë & hors le danger & dommage de son voisin, s'il n'y-a seruitute constituee au contraire.

Aucun ne peut auoir ne tenir veuës ou fenestres ouurans contre & sur l'heritage de son voisin, sinon qu'elles soyent de sept piedz de haut à rees de terre ou de plancher & voirre dormant, ne prescrire en tout ce que dit est, par quelque temps ou iouyssance que ce soit, s'il n'y-a servitute constituee au contraire.

Le seigneur seodal & le vassal ne peuuent prescrire l'vn contre l'autre au regard des droits & deuoirs seigneuriaux, & de la proprieté par quelque temps qu'il iouyssent de l'heritage, ne semblablement en droit censuel, excepté toutessois des rachats & arrerages de cens qui pourroient estre deuz qui se prescriuent par le laps de trente ans. Et lesquels rachapts & arrerages ledit vassal ne sera tenu payer apres qu'il aura iouy trente ans paissiblement de son sief & sans auoir esté inquietté, & seront les rachapts & arrerages deuz au par-auat les dits trente ans couvers. Et aussi par la receptió de soy & hommage faite par le seigneur sans reservation expresse des rachats qui luy sont deuz, tous rachats precedans sont couvers.

Marchans, gens de mestiers, hostelliers, tauerniers & autres vendans leurs danrees & marchadises en destail, chirurgiens, barbiers, orseures, apporhicaires, maçons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, seruiteurs & autres mercennaires en laditte baronie de chasteauneus, sins & enclaues d'icelle ne pourront faire action, question ou demande de leurs dittes denrees & marchandises, salaires & seruices apres le temps de six moys, fors & excepté de celles qui autoient esté & seroyent recogneuës par obligation ou cedule.

CHAPITRE 14

De decret, cryee's & subhastations.

xcviÿ.

VAND aucun heritage est mis en cryees par ordonance de iuge à la requeste d'aucu, les solemnitez gardees, tel heritage appartenant au detteur, doit entant que touche ledit detteur, estre sequestré & mis en la main de iustice & regy par comissaires auec les fruits

Coust general.de Chasteauneuf en Thimerais

d'iceluy pendant lesdites cryees au proffit de qui il appartiendra, si le detteur ne vouloit garnir ou satisfaire, en quoy faisant doit iouyr pendant lesdites cryees. xcix.

Il est loysible aux creanciers ausquels sont deuz aucuns deniers, ou qui ont droit de rente sur aucun heritage, dont arrerages sont deuz & escheuz, & esquels le detenteur est enuers eux obligé ou condemné de faire mettre ledit heritage, par desfaut de payement d'iceux deniers ou arrerages en cryees & subhassations, les solemnitez en tel cas requises & gardees.

Les cryees & subhastations d'heritages, se doiuent faire par le sergent, en vertu de la commission du iuge de la iustice, du seigneur chastellain ou haut iusticier, souz laquelle tels heritages sont subietz: ou en vertu des obligations en forme autenticque ou sentence, apres comandement sait au detteur de payer & ressus par luy sait, en la maniere qui s'ensuyt. C'est à sçauoir par quatre iours de marché suyuant l'vn l'autre, en la ville de Chasteauneus & lieux où il y-a marché: en plat pays, où il n'y-a marché, au prochain marché de la chastellenie où ledit heritage est assis, encores par quatre iours de Dimenche à l'yssuë de la Messe parsaites & deuëment raportees & passes sont assis: & icelles quatre cryees faites & parsaites & deuëment raportees & passes, al quarantaine passe à compter du iour que sut saite la premiere cryee, icelles cryees seront rapportees en iugement, en la iustice de laquelle dependront les dits heritagescryez, à iour ordinaire de plaids, & iceux tenans seront leuë en iugement à haute voix, en presence du iuge, qui tiendra le siege, des aduocatz, procureurs & assistans, qui seront nommez, par l'aduis desquels ledit iuge declarera si lesdittes cryees sont bien & deuëment faites: & continuees suyuant la commune vsance de ladite baronnie, par acte qui sera signé du gressier ou son commis, & attaché ausdittes cryees.

Dés la premiere cryce le fergent mettra & attachera la copie des cryces, contenant la declaration des heritages & encheres du creancier, à la porte de l'Eglife parrochial, où les lits heritages seront affis, & aussi l'attachera au posteau des halles du marché où les dittes cryces serot faites à ce qu'aucun ne puisse pretendre cause d'ignorance.

Les cryees ainsi faites & parfaites, le sergent qui aura fait les dittes cryees ou autre, adiournera le proprietaire parlant à sa personne ou à domicille, à iour certain par-deuat le iuge, pour voir interposer le decret de sessitis heritages, & bailler moyens de nullité si aucuns en veut bail ler. Ensemble les opposans, si aucuns en y-a, pour dire leurs causes d'opposition, lequel iuge a-uant qu'adiuger par decret les dits heritages, sera preallablement droit sur la nullité des dittes cryees & cause d'opposition, affin de distraire, & sur les oppositions formees pour rentes & droits reels sonciers, si aucuns en y-a. Ce fait le juge procedera à l'adiudication par decret, au plus offrant & dernier encherisseur, à la charge des droits & deuoirs seigneuriaux, fraiz & despens des cryees, à qui il appartiendra: & auant laditte adiudication, les causes d'opposition des opposans, lettres & tiltres seront communiquees, tant au proprietaire s'il compiert poursui-uant, qu'autres.

Quand aucun heritage est adiugé par decret, & il se treuue sur iceluy rétes & hypothecques constituees pour pris d'argent, elles seront admortisables, en remboursant les creanciers du pris de la vente d'icelles rentes, & en payant les arrerages iustement, & loyaument deuz.

Tous opposans seront receuz à opposition auant le decret seellé, mais s'il s'opposent apres les causes d'oppositio des opposans communicquez, tant au proprietaire poursuyuant, qu'opposans, seront tenus de resonder les despens des responces qu'il conuiendra faire à leurs causes d'opposition, comme despens prealables & preiudiciaux.

Quand aucun heritage est adiugé par decret, les solemnitez en tel cas requises, gardees, ledit decret baillé & deliuré en sorme autenticque au dernier encherisseut, & possession prinse au moyen d'iceluy decret, les heritages à luy adiugez par iceluy: ledit acquereur est fait par ce moyen proprietaire & possession de tel heritage à luy adiugé par ledit decret, en telle maniere que tous ceux qui au-par-auat ledit decret eussent peu pretendre ou demander aucun droit d'hypothecque, proprieté ou possession sur tel heritage, en sont sorclos, priuez & deboutez.

CHAPITRE. 15.

De donation mutuelle.

DE V X conioints ensemble par mariage soyent nobles ou roturiers ayans ensans, peuuent donner l'vn à l'autre mutuellement tous & chacuns leurs meubles & conquestz
immeu-

immeubles pour en iouyr par le suruiuant par vsuffruit, à la charge de nourrir & entretenir par le suruiuant durant ledit vsuffruit, les enfans selon leur estat, & auant qu'en auoir la deliurance par les mains de l'heritier, sera tenu ledit suruiuant faire inuentaire & bailler caution, & si ledit suruiuant se remarie, laditte donation mutuelle demeure nulle, & entre roturiers les si meubles & conquests immeubles, & entre nobles les conquests se departissent entre le suruiuant & les enfans du premier decedé, & s'il n'y-a nuls enfans dudit mariage, les dits deux conioints pourront donner mutuellement l'vn à l'autre tous leurs dits meubles, conquests immeubles pour en iouyr par ledit suruiuant en proprieté.

Aussi par donation mutuelle homme & semme conioints ensemble par mariage peuuent disposer & saire don l'vn à l'autre, des fruits de leurs heritages propres, par vne année seulement.

Conquest immeuble est ce qui est acquis par les conioints, ou l'vn d'eux durant leur mariage, & acquest est vn terme general qui comprent les acqueremens saits auant le mariage, & depuis.

CHAPITRE 16.

ld 11

ď

Įΰ

ķ.

Des donations & contracts faits entre vifs.

cix.

N chacun peut donner, vendre & aliener ses heritages, ainsi que bon luy semble, par venditions, donations & autres contracts faits entre vifs, sans le consentement de ceux qui luy doiuent succeder, & vaut telle donation, alienation ou disposition, & mesmement laditte donation quand elle est faite entre vifs, & par personnes ydoines à ce faire & à personnes capables, pour ueu que par laditte donation, les enfans des donateurs ne soient point priuez de leur legitime part & portion à eux deuë de droit de nature.

Donner & retenir ne vaut, si le donateur ne baille la possession de la chose par luy donnee, & toutes sois il s'entend qu'vn chacun peut donner & bailler la possession reelle, ou retenir l'v-suffruit de la chose qu'il donne, & vaut telle donation, o retention d'vsuffruit, en ce desistant de la proprieté.

CHAPITRE. 17.

Des legZ & ordonnances testamentaires & de derniere volonté. cxi.

TOVS executeurs testamentaires, sont saisiz par an & iour apres le trespas du testateur, de tous & chacuns les biens meubles seulement demourez par le deces d'iceluy testateur, en faisant inuentaire deuëment & à la charge d'appeller par les dits executeurs, les heritiers du dessure pour voir payer les dettes & autres choses qui pourrot estre deuës par ledit testateur, autres que les ordonnees pour ses obitz, obseques & sunerailles: lesquelles choses ordonnees par iceluy testateur, pour ses dits obitz; obseques & sunerailles; les dits executeurs pourront payer & mettre à execution sans appeller les dits heritiers. Et neantmoins si les dits heritiers d'iceluy decedé veullent bailler argent contant aus dits executeurs pour accomplir le dit testament, entant que touche ses dits, obseques & sunerailles, & autres dettes cogneuës, & baillent bonne & suffisante caution de payer les autres dettes, & accomplir le residu dudit testament dedans le dit an, en ce cas les suites autres dettes, bon leur semble, deliurance des siens meubles.

Tous testamens, codicilles, ordonnances & dispositions de derniere volonté, saits & passez par testateur en la presence d'un notaire ou tabellion & trois tesmoins, ou du curé ou vicaire du lieu & trois tesmoins: & aussi si tel testament, codicille, & ordonnance de derniere voloté, escrits & signez, le tout de la main du testateur, sans tesmoins, serot bos & vallables, & à iceux adioustera lon pleine & entiere soy: & si ledit testament, codicilles, ordonances & dispositios de derniere volonté n'estoient faits & passez, les solemnitez dessudites observes & gardees, ils ne vaudront, & seront de nul essex valleur.

Homme & femme conioints par mariage, & autres habilles & ydoines à tester, peuvent disposer par testament & ordonnance de derniere volonté, de tous leurs biens meubles & acqueremens immeubles,& du quint de leurs propres, auec le reuenu d'vne année de tous iceux propres à leur plaisir & voloté,& les donner & laisser à qui il leur plaira, pour ueu que les

Coust general.de Chasteauneuf en Thimerais

legataires soient personnes capables, & que les enfans des testateurs ne seroient priuez & frustrez de la legitime, à eux deuë de droit de nature. exisij.

Aucun ne pourra estre ensemble heritier & legataire, en vne mesme succession.

CHAPITRE 18.

De succession.

CXT.

REPRESENTATION aura lieu en laditte baronnie, enclaucs, fins, mettes & reffort françois d'icelle, en ligne directe in infinitum, & tant qu'elle se pourra estendre, & en ligne collateralle, iusques aux freres & enfans des freres, suyuant la disposition du droit.

Le mort saissif le vis, son plus prochain heritier habile à luy succeder, & sans apprehension de fait.

Institution d'heritier, n'a point de lieu en laditte baronnie.

CXVIII.

Les heritages d'aucun deffunt, soient en sief ou en censiue, viennent & escheent aux plus prochains lignagers dudit deffunt du costé & ligne, dont iceux heritages meuuent & descen dent.

En succession de ligne collateralle, les filles ne prennét riens és choses tenues en sief,& si le fils aisné, n'ayant aucuns enfans procreez de sa chair en mariage, decede, le plus aagé des pussenz suruiuant ou le representant, aura par preciput le principal manoir, appartenant audit sils aisné decedé, auec arpent & demy de terre, & la iustice: & le reste de sa succession se partira egallement entre luy & les autres freres, & consequemment de puisnez en puisnez. cxx.

Es heritages tenuz en censis, & és heritages tenuz à rente, n'y-a point d'auantage entre freres & sœurs aisnez ou puisnez, en ligne directe ou collaterale.

Tous heritages qui escheent en succession de ligne collateralle, sont reputez le propre heritage de ceux à qui ils escheent.

Quand aucun va de vie à trespas ayans enfans de diuers mariages, sessits enfans tant du premier que second mariage luy succederont, tant és propres que conquests, soit seodaux ou roturiers, egallement le droit & prerogatiue d'aisneesse gardee, & sont tous mariages reputez secondz, hors le premier.

Vn pere ou vne mere ne peuuent par donation faite entre vifs, & par testament & ordonnance de derniere volonté, ou autrement en maniere quelconque, auantager l'vn de leurs enfans venans à leur succession, plus que l'autre.

Le pere & la mere, ayeul ou ayeulle, succedent aux biens meubles & conquests immeubles de leurs enfans qui decedent sans hoirs de leur chair seulement, & non és propres, par-ce que propre ne remonte point.

Tous religieux & religieuses, profez, sont forclos & inhabiles de succeder à quelque succes sion qui leur peut aduenir, soit directe ou collateralle, & le conuent ou monastere où les ligieux ou religieuses sont profez ou demourans, ne pourront pretendre aucun droit pour, ne au nom & lieu desdits religieux & religieuses, n'autrement.

En succession de ligne collateralle, come de frere ou sœur, les freres & sœurs, qui sont conioints ex vtroque parente, excluent ceux qui ne sont conioints que d'vn costé, quat aux meubles & acquests, mais quant aux heritages propres, le frere vterin, ou d'vn seul costé, pourra succeder esdits propres, s'ils sont du costé duquel il attaint au dessunt, & en ce cas & autres suc cessions collateralles, se practiquera la raison, paterna paternis, materna maternis. cxxvij.

Si par le pere ou mere, ou l'vn d'eux, en leur viuant a esté donné aucune chose à aucu, ou au cus de leurs enfans, & apres leur trespas ils se veullét d'eux porter pour heritiers, auec leurs autres enfans qui n'ont rien eu, & ausquels n'a esté aucune chose donné: ils seront tenuz de rapporter & remetre esdittes successions, ce qu'ainsi leur a esté donné, pour estre party auec les autres biens desdites successions, eutr'eux & leurs autres enfans, leurs coheritiers ou moins prenans esdits biens desdittes successions, autrement ne doiuent estre receuz à eux porter heritiers de leurs dits pere ou mere.

En ligne collateralle, les propres heritages d'aucun deffunt, retournét à ses parens & lignagers, habiles à luy succeder, les plus prochains du costé & ligne, dont procedent & luy sont venuz & escheuz les dits heritages, si d'iceluy deffunt ils se veulent porter pour heritiers, supposé qu'ils ne soient les plus prochains simplement dudit dessunt.

Lcs



Les heritiers d'aucun deffunt en pareil degré, tat en meuble qu'immeuble, sont tenuz perfonnellement de payer & acquitter les dettes d'iceluy deffunt, dont ils sont heritiers, chacun pour telle part & portion qu'ils sont heritiers d'iceluy deffunt.

Les parens & lignagers des Euesques & autres gens d'Eglise seculiers, leur succedent.

L'oncle succede à son neueu, auant le cousin germain.

1

ų.

Ġ

23

5

:

X.

16

....

Z iz

نتا.

115

Ŋ,

ارد. سائد

:57

....

T,

000

at a

in.

011 152 xxxii

Tous instrumens & obligations autenticques, faits souz les seaux de ceste chastellenie, où autres seaux autenticques, seront executoires contre l'obligé, & contre ses heritiers, chacun pour sa portion contingente, apres toutes-sois que les dittes obligations auront esté declarees executoires par jugement, contre les dits heritiers.

CHAPITRE. 19.

De bail, garde, tutelle, & curatelle d'enfans mineurs.

cxxxiij.

PAR le trespas de pere ou de mere, les enfans sont en leurs droits & hors de la puissance d'autruy, supposé qu'ils eussent ayeul ou ayeulle, & desfaut la puissance que le pere auoit sur eux.

Si tels enfans sont mineurs & souz aage, ils doiuent auoir tuteurs & curateurs, pour gouuer ner eux & leurs biens, si le pere ou la mere, ayeul ou ayeulle, n'en vouloient prédre ou recueil-lir la garde, gouuernement & administration, ce qu'ils peuuent faire de leur autorité, sans en venir à iustice, & peuuent renoncer les pere & mere, ayeul ou ayeulle, à laditte garde, si bon leur semble.

Si le pere ou la mere prent la garde des enfans mineurs d'ans, orphelins de pere ou de mere fils sont nobles, les meubles appartiennent au suruiuant de son chef, & les fruits des heritages sont audit pere ou mere gardien seulemét. Et ce en nourrissant & entreten as les lédits mineurs, selon leur estat & soustenans leurs dits heritages, & aussi en payant les charges & redeuances d'iceux heritages durant le temps de la ditte garde.

Si la mere, qui a la garde, se remarye, la garde faut, par-ce qu'elle rement en la puissance de son mary: « quant au mary, ne la perdra point s'il n'est trouué qu'il fust de maluersatio, ou qu'il tournast à pouureté, auquel cas il sera pourueu par iustice.

cxxxvij.

Entre roturiers, le pere ou la mere peuuent prendre la garde de leurs enfans, qui est reputee tutelle legitime, & seront subiets neantmoins à faire inuentaire & rendre bon comte & reliqua.

Durant la garde d'enfans mineurs d'ans, n'y-a point de proffit de rachat au seigneur seodal, pour raison d'icelle garde.

En ceste baronnie, bail de mineurs n'aura plus lieu, mais sera pourueu de tuteurs & curateurs, sinon que les peres ou meres eussent prins la garde d'iceux mineurs, ainsi que dessus est dit.

Tous gardes & tuteurs, tant legitimes datifs qu'autres sont tenuz faire inuentaire & tenir comte: sauf toutes sois les pere & mere nobles, lesquels quant aux meubles & fruits qui sont à eux, comme dit est dessus, seront excusez de comte, mais non de faire inuentaire des heritatages, tiltres, & enseignemens desdits mineurs.

Mmende de sief Z & de cens.

exli.

VI recelle & ne paye, ou deprye, dedans huitaine au seigneur, son receueur ou commis ou au procureur ou sergent là où ledit seigneur, receueur ou son commis ne seront demourans & residans sur le lieu où lon a accoustumé faire ledit payement ou depry: les ventes de l'heritage acquis est amendable de soixante sols tournois, enuers le seigneur, & s'il deprye dedans la huitaine de son acquest & il ne paye les dittes ventes dedans la huitaine ensuyuante ledit depry, il est amendable de sept sols six deniers tournois.

Qui leue ou fait enleuer les fruits ou choses empeschees par le seigneur seodal ou censier apres l'empeschement signissé, il chet en améde de soixante sols tournois, pour main enfrainte si tel seigneur empeschant a iustice, iusques à lx. sols tournois. Et s'il a iustice fonciere seulement, n'y-a que sept sols six deniers tour. & est tenu reintegrer les fruits par luy leuez. cxliij.

Coust. general. de Chasteauneuf en Thimerais

1. 144. Cest

articleest gene

rullemet corrigé par tout ce

Royaume, par l'arrest fondé

ralle, come l'ay

escrit sur la cou

stume de Paru S. 57. sans és cas que i ay ex

ceptez audit lieu.CM.

Qui tient heritage à cens, qui est deu à certain iour & en certain lieu, & il ne paye ou deprye au iour & lieu, il chet en amende de sept sols six deniers tournois vers ledit seigneur céfier:& fil ne paye ledit cens apres le depry, il est en amende comme dessus.

Quand aucune personne vend ou constitue rente sur son heritage, l'acheteur d'icelle rente doit les ventes audit seigneur censier ou foncier, dont est tenu & mouuant l'heritage sur 1 lequel ledit vendeur a constitué laditte rente.

Par deffaut de payer les ventes, le feigneur auquel elles sont deuës, peut faire saisir l'heritage & fruits d'icelluy vendu ou aliené, pour raison duquel lesdittes ventes sont deuës: & au regi en raison gene me d'icelluy faire ordonner commissaires, sans ce que toutes sois au moyen dudit saisissement face les fruits siens.

> Et ledit seigneur payé desdittes ventes & amendes, sera tenu leuer la main en payant les frais de l'empeschement & commissaires, ou pourra ledit seigneur, si bon luy semble, poursuiure lesdites amendes & ventes par action.

> Il est loisible à vn seigneur foncier ou censier, de poursuyure l'acquesteur & nouuel detenteur d'aucun heritage estant en sa censiue ou seigneurie fonciere, affin d'apporter & exhiber les lettres d'acquisition d'iceluy heritage, si aucune en y-a, pour estre payé des droits de gands, ventes, saisines & amendes, s'ils y escheent.

> Le seigneur censier ou foncier, peut proceder ou faire proceder par voye d'arrest ou brandon, sur les fruits pendans en l'heritage, à luy redeuables d'aucun cens ou fons de terre, pour les arrerages qui luy sont deuz.

CHAPITRE.

Amende de champart.

cxlix.

VI leue ou emporte les fruits d'vne terre tenuë à champart ou terrage, au desceu & sans . le faire fçauoir au feigneur à qui le chãpart appartient, ou à fon procureur & commis, il chet en amende de lx.fols tournois enuers ledit seigneur,& est tenu de rendre ledit droit de champart ou terrage.

CHAPITRE. 22. Amendes de prinse de bestes.

cl.

EN prinse de bestes, le preneur bien samé & renommé, sera creu par son serment, de la prin 'se desdittes bestes, failans dommage, & vaut laditte amende, pour la prinse saite hors sorests & bois taillables cinq sols tournois, & sauf à celuy, auquel les bestes prinses appartiennét, de recouurer laditte amende & ses autres dommages & interests, au cas que ledit preneur seroit trouué auoit mal fait laditte prinse.

CHAPITRE.

Amendes d'arrest & main-mise.

VI leue ou transporte, ou fait leuer ou transporter aucune chose, par dessus l'arrest & main-mile fignifiee d'vn leigneur qui a iustice, iusques à foixante sols tournois, il chet en amende de lx.sols tournois,& doit reintegrer laditte main-mise.Et si ledit seigneur à moin dre iustice, n'y-a que sept sols six deniers tournois: Et doit restablir & reintegrer comme des-

On ne peut faire de nouueau coulombier, ne trye, ne volliere, où il affluë multitude de pigeons, en la iustice d'autruy, sans le congé du seigneur chastellain.

Quad deux ou plusieus sont obligez vn seul & pour le tout, vn chacu d'entr'eux peut estre & sera executé de toute la somme deuë sans faire diuisson ne discution, supposé qu'ilz n'ayent renoncé au benefice de diuision.

Quand aucun respond ou se constitue detteur, ou fait sa propre dette pour autruy, il peut estre poursuiuy de la somme & chose pour laquelle il a respondu & s'est constitué detteur sans faire discution sur le premier detteur.

Proces verbal.

'A N mil cinq cens cinquante deux, le cinq-ieme iour de Septembre: En ensuyuant les 'lettres patentes du Roy nostre sire, données à Foulembray le quatorzieme iour d'Aoust, mil cinq cens cinquante-deux: Nous Anthoine du lion, Robert de herlay, Conseillers du Roy nostre sire, en sa cour de parlement, & Christosse de herouard, aussi conseiller du Roy lieutenat general & iuge presidial au bailliage de chartres & ressort d'iceluy, expédiames noz lettres de comission sous nos seings& seelz, pour faire appeller pardeuant nous en l'auditoire du bailliage de Chasteauneuf en Thimerais, les gens des trois estats de la baronnie dudit chasteauneuf, chastellenies, terres, seigneuries, fiess appartenans & dependans & des enclaues d'icelle, pour voir par nous proceder suyuant autres lettres patentes & commission du Roy, donnees à Fontainebleau le dix-sept-ieme iour de nouébre, mil cinq cens quarante-sept, & accorder, lire & publier les coustumes de laditte baronnie, terres, seigneuries, chastellenies, & depédaces, enclaues, fins & metres d'icelle, reprins les procedeures, faites par maistre Iea le Sueur, en son viuant coseiller à Roue, & maistre Fraçois arroust, reprins le cayer signé de leurs seings, auquel lesdittes coustumes ont esté mises & redigees par escrit, & icelles lire, accorder, & publier, seló & ainsi qu'il est plus à plain porté & contenu par lesdittes lettres patentes & commission du Roy, & que par icelle commission dudit xiiij.iour d'aoust dernier passé, nous estoit

& est commis & mandé faire par icelle.&c.

ĵ. Ú,

'n

T),

1

ik

Þ

'n

Ü

'n

a

Ė

Ľ

U

J

()

نز نش

Ż

7

Et le lendemain trente-vnieme iour dudit mois d'Octobre nous serions transportez en l'auditoire dudit bailliage de Chasteauneuf, heure de huit heures de matin, assignation cy dessus par nous continuee pour l'effet & accomplissement de nostreditte commission: Et là en la presence de maistre rhibaut chaillou, lieutenant general dudit bailly de chasteauneus: maistre Iean de Thacher vicôte d'icelle baronnie de chasteauneuf:maistres Estiéne petit son lieutenat general: Christoste de hallegrain aduocat du Roy: Robert dobet procureur pour le Roy, en laditte baronnie,& plusieurs autres notables personnages, gens d'eglise, nobles , aduocats, procureurs, & gens du tiers & comun estat en grand nombre, estans illec presens & assistans: auos par M. Guillaume adam greffier ordinaire dudit bailliage de Chasteauneuf, fait lire & publier lesdites lettres patentes & commission du Roy cy dessus inserees,& aussi nosdittes lettres de commission & continuation cy dessus mentionnees. Apres la lecture desquelles, & qu'auons fait entendre aux gens desdits trois estatz le contenu en icelles,& le vouloir & bon plaisir du Roy, selon qu'il est amplement declaré & porté par icelles lettres & comission, par lesdits de hallegrain aduocat & pobet procureur pour le Roy en laditte baronnie, nous a esté dit qu'aumoyen de nosdites lettres de cómission, ils auroient fait appeller, signiffier & publier par tous les lieux & enclaues de ladite baronnie, fait faire les adiournemens & assignations en tel cas necessaires, pour assister & coparoir par deuant nous par lesdits estats pour le fait, accord, lectu re & publication desdites coustumes d'icelle baronie, enclaues, sins & mettes d'icelle: & qu'ils auoient en ensuyuant le côtenu desdites lettres patêtes, retirer ou fait retirer des mains dudit arroust, l'vn des anciés comissaires, le cayer d'icelles coustumes dont métion est faite par lesdit tes lettres patêtes & comission du Roy, signé desdits Arroust, le Sueur, & aussi de M. Michel le baudrez lors aduocat fiscal, & M. Pierre haye lors procureur fiscal en ladite barónie de chasteauneuf,& de plusieurs autres audit téps practiciés en icelle barónie & officiers d'aucus des seigneurs de ladite barónie, qui a esté publiquement par deuant nous tel recogneu. Et lesdits aduocat & procureur du Roy ce requerans receu, pour ledit cayer reprins & sur iceluy estre par nous procedé à l'effet desdites comissions suyuant les lettres patentes du Roy, ainsi qu'il nous est mandé & comis faite par icelles:Et pour l'Abbé de s.Vincent au bois, situé & alsis en ladite barónie, s'est cóparu & presenté reuerend pere en dieu M. Martin baucher, abbé d'icelle abbaye en personne:le couent d'icelle abbaye, par frere pierre teto procureur syndic:le prieur de thimer par M.Guillaume maury: l'abbe & conuent de s. Lhoumer de bloys pour leurs fiefs assis en ladite barónie, par Nicolas Guillaumeau leur procureur fermier & receueur: le prieur de Bresolles, par M. Sanxon pigousse son procureur: le prieur & baron de s. Ange, par maistre Nicole adam, lieutenant general en ladite terre, & par maistre Pierre guillaumeau procureur en icelle:le prieur de pigny, par maistre Pierre le simple son vicaire & receueur audit prieuré: les religieuses, prieuré & conuent de Belhoumer par ledit pigouse leur bailly & procureur en ceste partie:le prieur & baron darmentieres par M.Guillaume oliuier son procureur:le prieur

Proces verbal des coustumes generalles

de Grouflu, par Nicolas guillaumeau, son pere, & procureur: M. Charles de moretz prieur de iaudrez: maistre Germain lamy prieur de Frilleuze & curé de chasteauneus: le curé de thimer: en sa personne:le prieur, curé de saint Ican de Rebeuuiller, par maistre Pierre teton prieur d'iceluy lieu:le tresorier & chanoines de l'eglise collegial de maillebois par maistre Simon le seure leur procureur: le curé du Tremblay le vicôte, par messire Guillaume cyuenne son vicaire: le curé de Verrigny,par maistre Iean benard vicaire dudit lieu: le curé Dardelles, par messire Robert chesneau vicaire dudit lieu le curé de saint mesmes, par maistre lubin rossignol le curé de faint Germain de Lizeau, par ledit roffignol fon procureur : maistre lean gouget, curé des chaises le curé de Garantieres, par maistre Mathurin barrier son vicaire : le curé de bleuy par maistre Pierre guillaumeau son procureur: le curé de senonches par M. Iean du pré, vicaire dudit lieu:le curé de dapierre sur bleuy par M. Lois alleaume son procureur:le curé de s. Ange en sa personne: le curé daunay souz couve, par M. Iean de s. bonnet son vicare: le prieur dillou, par geruais gétil son procureur & receueur: M. germain lamy curé de loupuiller endroys: le curé de la ville aux nonains, par ledit pigousse son peureur: le curé de manou, par M. le a rabache bailly dudit manou son procureur le curé du mesnil thomas par messire Martin ianeuois:le curé de tardes par M.Robert berthaut son procureur:le curé de bresolles par ledit berthaut son procu reur:le curé de normendel, par ledit pigousse son procureur:le curé de Boecy endroys, par M. noël le nourrissier aussi son procureur: le cure de Motigny, par M. Iean tussay son procureur: le curé de Berou & la Mulotiere, par M. Guillaume oliuier: le curé de Vitray, par ledit oliuier: le curé de mainternes par ledit Rossignol: le curé de Chataincourt, par M. Guillaume cauchoix: le curé Dalainuille par ledit le Nourrissier : le curé de reuercourt par ledit Maury : le curé de Conce, par ledit Berthaut:les curé des Chastellees, par ledit Berthaut:le curé de la manceliere par ledit Berthaut:le curé de la Sancelle par ledit oliuier : le curé de Laons par maistre Guillaume presleux son vicaire:le curé de preudommanche, par maistre Lean baril son vicaire : le curé de saint Lubin des ioncheretz, par ledit Pigousse son procureur: le curé de dampierre sur aure par messire le a liegart son vicaire: le curé de Fessauuille, par le dit berthaut son procureur le curé de s.Remy sur aure, par messire Guillaume de la mare son vicaire: le curé de la gadeliere par ledit maury son procureur:le curé de Matonuiller par ledit berthaut:le curé de la Ferté ernaut, par ledit maury son procureur: le curé de la Behardiere, par maistre Iean sortes son procureur:le curé de Moussonuiller, par ledit oliuier:le curé de la chapelle fortin, par maistre Michel le boulenger son procureur:le curé de neueillon, par ledit maury:le curé de rueil par ledit oliuier:le prieur de saint Berthelemy, par ledit bouléger son procureur:le curé de saint Victor fur aure par ledit maury:le curé de resuyntes par ledit duclos:le curé de Rohaire par ledit Mau ry, le curé de boecy le sec par ledit oliuier : le curé de moruiller par ledit berthaut : le curé de Beauche par ledit maury:le curé de faint Maurice, par ledit boulenger:le curé de faint Martin du vieil verneul par ledit Maury:le curé de saint Lubin de creuent par ledit oliuier : le curé de Champront par ledit Olivier : le curé de Couvay par maistre Iean de saint Bonnet son procureur : le curé de la Framboysiere par ledit Oliuier, son procureur : le curé de la Bourgondiere par ledit maury son procureur: Et pour messire François de Vendosme, cheualier, vidame de Chartres, Seigneur des chastellenyes de Beaussart & la Ferté Ernaut, s'est comparu & presenté messire Petre marie escuyer, capitaine dudit lieu de la ferté ernaut & come procureur dudit seigneur vidame, sondé de sa procuratio specialle en ce cas par luy mise au greffe: messire Iea do cheualier seigneur de maillebois & bleuy, saint mesmes, chappes & beaufouet, par maistre denis petit lieutenant de son bailly de maillebois & bleuy & maistre Simon le feure son procureur à ceste fin: & dame Helaine dilliers sa femme & espouze: dame de la chastel lenie de la Ferriere & Manou par maistre Iean Rabasche vicomte dudit lieu de la ferriere & Bailly dudit Manou & ledit le feure son procureur: messire Milles dilliers Euesque du Luçon & seigneur de la Balliuyere & acheres par maistre quillaume maury bailly dudit acheres & son procureur en ceste partie: tresreuerend pere en Dieu messire Estienne de poncher, Archeues que de Tours & seigneur du tremblay:le vicomte la Houssaye, ville neufue ardelles & chapigny, par maistre Mathurin le coq son procureur esdites seigneuries: messire Gallois dache che ualier seigneur de bresolles en partie par maistre Guillaume bahere son procureur audit lieu: messire lois de courselle cheualier, seigneur de saint Remy sur aure, par maistre Iean tustay son bailly audit lieu:messire Iean de chambary cheualier, seigneur de Deurbois leuauille & yueruille par maistre Guillaume olivier son procureur: Messire Ianot de gaston chevalier, seigneur de Menainuille, par maistre Sanxon pigousse son procureur: messire Hugues de Laual seiRe:

į.

fir.

üri

¥

Ċ

7

Ξŧ,

30

DE No

'n

والوا

1.S

ξţ

ů

G

17:1

πĖ

Ľď

ÚŒ

tcc

5 W.

iat

M.

∖\a

100

17

. .

<u>"</u>"

1.18

مو`. بمستد

:01: :21:

OF.

ereb

المراجعة معامل الم

K I

gneur de la puissaye, par ledit Oliuier son procureur: messire Fraçois de baudart, cheualier, seigneur de la Luccasiere & de Boucheruille, en sa personne: noble home Iaquesde beaumaistre seigneur Descorpain, par maistre Iacques le nourrissier, son bailly, & par Iean closet son procureur audit lieu:messire Chaterin de raillard, cheualier, seigneur de Saunieres & saint Sauueur, en sa personne:noble homme Iean de tacher seigneur de nomphays, en sa personne:Esprit de tacher escuyer, seigneur de la Halliere, en sa personne: Iean gruel escuyer, seigneur de la Frette & Tresneau, par ledit Pigousse son procureur: Anthoine du bois escuyer, seigneur de rauieres, par ledit maury son procureur: Iaques du bois escuyer, seigneur de la Motte, en sa personne: Esprit de haruille escuyer, seigneur de Fresne le Guillemer & la Boullaye lez s. Sauueur, par ledit oliuier son procureur: Ican de la chausse escuyer, seigneur de Theuny, en sa personne de sei gneur & baró de Couuay, par ledit maury fon procureur: Iean de dalóuille escuyer, seigneur du belluet & du coudray en la perlonneile leigneur de bretonieres en la perlonneidame Catherine de raillard dame de villette, par ledit oliuier son procureur: dame Anne de Harcourt, dame de Garantieres, par ledit oliuier:damoiselle Roberde doynuille dame de Iaudrez, par ledit oliuier son procureur:les seigneurs des Friches, par robert lochereau leur procureur & receueur Iea du thieulin escuyer seig. du plessis par M. Iaques le nourissier son peureur: Iaques desguetz escuyer, seigneur de la poumeraye, en sa personne: laques desguets, escuyer, seigneur de la poti niere, par ledit oliuier son procureur: Iean de menemares escuyer, seigneur de Vitray, par ledit Berthaut son procureur : damoiselle Christine duhamel vesue de seu Richard de Fourneuax, escuyer, par ledit Pigousse son procureur: François de graffort escuyer, seigneur d'Aunay, par ledit maury son procureur: Iaques de gauuille escuyer, seigneur du nouuel laumonette la Bella siere & les bois des Aises, par ledit Maury son procureur:le seigneur de Berthomyer, pour le fief de Crecy en la parroisse d'Aunay, par ledit maury: I ean de saint Aubin escuyer, pour le fief de Chambleam, par ledit oliuier: Iaques de sabreuoys escuyer, seigneur Descluzelles, par ledit maury: Charles de chartres escuyer, seigneur de Paradis, par maistre Lubin rossignol son procureur:maistre Christosse de marle, seigneur du grand oruillier, par ledit oliuier: Loys du boucquet escuyer, seigneur de la gadeliere, tant en son nom, que come ayant la garde de ses enfans, par ledit maury:Robert de ballu escuyer, seigneur du bois & de Bouscheau, par maistre Iean alleaume son bailly esdites seigneuries:Robert de theres, seigneur de la Billonniere & de Groslier, par ledit alleaume: nicolas decaillebot escuyer, seign. de la salle du mesnil thomas, par ledit alleaume son bailly: M. Christoste de Herouard escuyer, seigneur de Sauseux, en sa personne: Philippes de papilló escuyer, seigneur de Fouuille, par maistre Ieã alleaume son bailly: Anthoi ne de sansauoir escuyer, seigneur de Campray, par maistre Iaques de pressainuille son procureur:Pierre de courseulle escuyer, seigneur du Rouuray en sa personne:Robert de la riuiere escuyer, seigneur de Digny, par ledit Pigousse son procureur: Pierre & Denis les decaulmot pour partie du fief de vriseul par ledit pigousse:messire penis dangenes cheualier, seigneur dudit de vitray lamote du bois & du Marinois par ledit Berthaut son procureur: Robert de canquelin, escuyer, seigneur de la Paletiere par ledit oliuier: Philippes de s. Pol, escuyer, seigneur de boecy le sec prés Nogent le Roy, en sa personne: anthoine de Monthureau escuyer, seigneur dudir lieu par ledit pigousse:Robert de Baronay, seigneur dudit lieu par ledit Maury son procureur: Iean de coural escuyer, seigneur desloges en sa personne: Loys de gauuille escuyer, seigneur de Tessily, en sa personne: Adria de gadou escuyer, seigneur du sausy par M. thomas bocquain son procureur: Iean du buchet escuyer seigneur de Bigennettes, par M. Nicolas teton son procureur:maistre Adrian du drac escuyer, seigneur dudit Bigennettes en partie, par M. Yues gobbé son procureur: Iaques de papilló escuyer, seign, de la Mainferme en partie, en sa personne: M. Iean maigret, president en la cour de parlement & seigneur du Tronchay cordelle, par ledit pigousse:le seigneur de Cherance par m. Michel le boulenger: Gilles doruille escuyer seigneur de la Trinité, par ledit le boulenger son procureur: noble homme Pierre desguets seigneur de Belleuille & de la Saucelle par ledit oliuier son procureur:dame Loise Dardenay,tant en son nom que come ayant la garde de ses enfans, par iceluy olinier son procureur: Iean de tronseau uile escuyer seigneur de Chesnebru, par ledit oliuier son procureur: damoiselle Marguerite de moucheron vefue de feu Pierre de s. Clerc, en son viuant escuyer seig. de corbó, ayans la garde de ses enfans, par ledit oliuier son procureur:le seigneur du Parc, par ledit pigousse: le seigneur des Ressuintes, par ledit pigousse: Iean & Charles de conhes seigneurs de mothauuiller, par ledit berthaut: M, Guy bouguier seigneur de la motte du Coulobier par M. Lubin guilles son bailly: M. Iaques de graffor escuyer, seigneur de Bahenuiller, par ledit gilles son bailly M. Iean

Proces verbal des coustumes generalles

de mineray escuyer, seigneur de Magny, par ledit tuffay son procureur: Lois daçon escuyer, sei gneur de voismez par M. Nicole duclos son procureur le seigneur de septhômee, par ledit ber thaut son procureur:le seigneur de la Choletiere, par iceluy Berthaut:René & Lois de Courseulles seigneurs de menouuiller, par ledit Berthaut: Iean du Fayet escuyer, seigneur de la Perruche, en sa personne: messire Iean le véneur cheualier, seigneur de Pigalle, par ledit maury: la vefue feu Iaques de mesieres, en son viuant escuyer, seigneur du moncel, par ledit oliuier: gauuain de laburouer escuyer, par ledit pigousse: Robert de soburouer escuyer, par ledit pigousse: le seigneur de Fessauuillier par ledit Bahere son procureur:le seigneur de la vallee par M. Frãçoys iuglet son procureur: le seigneur du bois girard, par ledit oliuier son procureur: damoiselle leane de terues par ledit oliuier:leseigneur de la louuiere, par ledit le Feure son procureur:le feigneur de Hanches par ledit oliuier:le seigneur de rardes en sa personne:les seigneurs duluat claire, par M. Iean Sortes, leur procureur: les Celestins desclimont, seigneurs de Mauriaulieu, par ledit M.Mathurin le coq:le comandeur de villedieu, par M. Nicolle cordier son procureur: Florentin des acres escuyer, seigneur de la manceliere, en sa personne : les manans & habitans dudit Chasteauneuf par Nicolas theuuy & Iean hallegrain l'aisné, gaigiers & prouiseurs de laditte parroissiens de Thimer, Iean Gouget & par Iean sauare gagiers : les parroissiens de Fauieres, par ledit maury leur procureur: les parroissiens de saint Sauueut & Lcuauille, par Iean ballay gagier & par ledit Bocquain, leur procureur: les parroissiens de saint Iean de Rebeuuillier, par ledit le Nourrissier leur procureur, & par Iacques Mauuoisin gaigier, Les parroissiens de Saunieres, par Pierre Thibaut I'vn des gaigiers & garny dudit maury, leur procureur: les parroissiens du Tremblay le vicomte, par lacques pillon l'un des gagiers:les parroissiens de Bonuiller, par ledit maury : les parroissiens de Theuuy, par Bastien Vallee, I'vn des gagiers: les parroissiens d'Ardelles, par ledit Pigousse: les parroissiens de laudrez, par ledit Boquain: les parroissiens de Hautesriues, par Guillaume Berot l'vn des gagers : les parroissiens de saint Martin delizeau, par Iean hamon l'vn des gagiers: les parroissiens de Fouleuze, par ledit maistre Germain lamy, curé dudit lieu: les habitans de Chesne chenus: le Boullay, Bernier & Champigny, par Iean garnier l'vn desdits habitans: les parroissiens de Billancelles, par ledit maury, leur procureur : les parroissiens de saint Mesmes par ledit Rossignol leur procureur: les parroissiens de saint Germain de lizeau, par ledit Rossignol leur procureur: les parroissiens Dascheres, par ledit maury: les parroissiés des Chaises, par le coq leur procureur: les parroissiens de Fontaines les ribousts, par Iean longuelune, l'vn des gagers d'icelle parroiffe:les parroifsiens de Garantieres, par ledit oliuier leur procureur:les parroissiens de loupuiller endrois, par Loys mallette l'vn des gagers:les parroissiens de villette le bois, en ce qui en est de ceste baronnie, par Adrian de cœurs : les parroissiens de maruille moustier brulé & blaiuille, par ledit oliuier leur procuteur: les parroissies de Garnay, par Simon lorion, André moretz: les parroissies de mitainuiller & Gelainuiller, par ledit tuffe, leur procureur: les parroissiens de Bleuy, par Iean-le grand, seigneur de Noë: les parroissiens de Dampierre sur Bleuy, par maistre Lois alleaume, l'vn des gaigers: les parroissiens de saint Germain de la gastine, par ledit tusse leur procureur: les parroissiens de s. Ange & torsay pour enclaue, par M. Iaques de pressauuille, procureur pour les habitans de sange seulemet: les parroissiens daune souz couuay, par Iean de s. Michel: les parroissiens de Senonches, par M. Frãçois moreau gager de ladite parroisse:Les parroissiens de digny,par geoffroy daripeau gager: les parroissies de belhoumer, par ledit pigousse leur procureur: les parroissies de la ville aux nonains, par Robin hubert l'vn des gagers: les parroissiens de Manou par ledit rabasche, bailly dudit manou: les parroissies de la Ferriere, par ledit Rabasche: les parroissies de Mesnil thomas, par lois marneur l'vn desgagers: les parroissiés de tardes, par Iaques de gastel escuier: les parrossiés de Bresoles, par ledit berthaut: les parroissies de normédel, par ledit le bouléger: les parroissies de la trinité, par icelluy le bouléger: les parroissies de boecy endrois, par M. noël le nourrissier: les parroissies discorpain par iceluy pigousse: les parroissies motigny, par iceluy tuffe leur procureur: les parroissies de Berou & la nulotiere, par ledit olivier leur procureur: les parroissiens de voismez, par hardouyn daniel leur procureur: les parroissies de Vitray, par Iean gautier leur procureur: les parroissiens de Mainternes, par Iean loree leur procureur & l'vn des gagers: les parroissiens de Chataincourt, par Guillaume cauchoix leur procureur: les parroissiens dalainuille, par ledit maury leur procureur: les parroissiens de Reuecour par iceluy maury: les parroissiens de Conce, par ledit berthaut: les parroissiens des Chastellees, par iceluy berthaut: les paroissiens de la manceliere par ledit berthaut:les parroissies de la saucelle par ledit oliuier

les parroissiens de Laos, par Denis forcuit l'vn des gagiers: les parroissies de Preudhomanche, par Ican le Duc l'vn des gagers. Les parroissiens de saint lubin des Ioncherets par Mathry le bouléger l'vn des gagers:les parroissiens de Dampierre sur aure, par Iean pertuis l'vn d'iceux, garny dudit bocqua leur procureur: les parroisses de Fessonuiller, par ledit bahere: les parroisses de se sant le la gadeliere, par ledit maury leur procureur & par Iean marmyon l'vn d'iceux parroissiens: les parroissiens de Matonuiller par ledit Olivier: les parroissiens de la Ferté ernaut, par ledit maury: les parroissies de labelore, par ledit berthaut:les parroissiens de la behardiere, par ledit Oliuier: les parroissiens de la puilaye par ledit oliuier:les parroissiens de Moussonuiller, par ledit oliuier:les parroissiés de la cha pelle fortin par ledit maury: les parroissiés de Reuillo par iceluy maury: les parroissiés de rueil, par ledit oliuier:les parroissiés de s.Victor sur aure, par ledit pigousse leur procureur:les parrois siens de Ressuintes par ledit duclos:les parroissiens de Rohere par ledit maury:les parroissiens de Boecy le sec, par ledit oliuier: les parroissiens de Moruiller, par Mery bocquet l'vn d'iceux: Les parroissiens de Beauche par Iean maubert l'vn d'iceux:les parroissiens de s. Maurice, par ledit le boulenger leur procureur: les parroissiens de Cherence, par iceluy le boulenger: les parroissiens de s. Martin du vieil Vernueil, par ledit maury leur procureur : les parroissiens Darmentieres, par ledit oliuier: les parroissiens de s.lubin de Creuent, par maistre Mathieu le verrier, l'vn d'iceux: les parroissiens de chapront, par ledit Oliuier leur procureur: les parroissiens de Couuay, par ledit maury: les parroissiens de la Fraboissere, par ledit oliuier. Aussi sont comparuz par deuant nous comissaires dessus nommez, lesdits M. Thibaut chaillou licétier és loix, lieutenant general audit bailliage & baronnie de Chasteauneus: Noble homme maistre Iean de tacher vicomte & receueur dudit Chasteauneus:maistre Estienne perit, lieutenant general en ladite vicomté & baronnie:Christosle de halegrain, aduocat pour le Roy: Robert dobet procureur pour ledit seigneur, en icelle baronnie: Sebastien le roy escuyer, seigneur des Toucheres, lieutenant general des eauës & forests dudit Chasteauneuf: M. Sanxon pigousse, lieutenant particulier en laditte vicomté:Guillaume maury, capitaine dudit Chasteauneuf, & aduocat audit lieu: Iean alleaume: Noël gobbé: Iean tuffe: Guillaume oliuier: François moreau, lieutenant des eauës & forests de Senonches, & lieutenant du bailliage de Beausart: Thomas bocquain:Iaques pigousse:Michel le boulenger:Loys demaine:Iaques le nourrissier : Noël le nourrissier, licenciers és loix:nicolle duclos & nicolle adam, bacheliers és loix:Tous aduocats & practiciens audit Chasteauneuf: Maistre Thomas Sauuage, Greffier en la Vicomté dudit Chasteauneuf: Nicolas teron greffier des eauës & forests de laditte baronnie: Nicolas de theu uy notaire Royal en icelle: Christosse buthier aussi notaire Royal: Robert le comte, Tabellion audit Chasteauneus: Iean Sortes commis du greffier de laditte vicomté: Pierre nicolle, commis dudit greffier desdittes eauës & forests: François ingler: Lubin rossignol: Leonard oliuier & Yues gobbé: Tous procureurs & practiciens audit Chasteauneus: maistre Robert berthaut, lieutenant en laditte vicomté de Chasteauneuf, pour le siege de Bresolles: maistre Lubin guilles licentier és loix, bailly dudit Brefolles: Guillaume bahere aussi licencier és loix, procureur 'dudit bailliage: Nicole cordier licécier és loix, aduocat audit Brefoles: mathurin le coq, bachelier és loix, procureur de la feigneurie du Tréblay le vicôte: Iaques de presainuille: Iaques masselin:Christosse percheró & penis petit, practiciens audit chasteauneus:Et pareillemet est coparu pardeuat nous ledit M.Nicole cordier, au nó & cóme procureur d'Adrian de boulanuil-ler, escuyer, seigneur de la motte boullain de loupuiller lez le perche & de Rotignon : lequel a dit, tat pour luy que come peureur des manas & habitas dudit loupuillier, q lesdites seigneuries sont &tiennét à cause de la vicoté de preux: & les rachete le seigneur du coté dudit preux, auquel coté y-a coustumesarrestees& emologuees, lesquelles ils obseruét:& a ledit cordier au dit no protesté, que l'euocation presentemet faite pardéuat nous des persones dudit seigneur & habitans pour voir emologuer, approuuer & accorder icelles coustumes ne leur puisse nuyre ne preiudicier. Séblablement l'est comparu ledit M. Iea tuffe procureur des religieux, abbé couent de s. Pere en vallee de Chartres seigneurs de Mytainuillier & le Lieul en ceste baronnie qu'auons fait euocquer pardeuant nous, lequel audit nom a dit que lesdits religieux, abbé, & couent de s. Pere, ne sont, à cause desdites seigneuries, tenus comparoir à ladite euocquatio, par-ce que les appellations interiettees du preuost de mitainuillier se releuet directemet pardeuat le iuge presidial de chartres, & a fait pareille protestatió que ledit cordier: pareillemet auos fait appeler & euocquer pardeuat nous les manas, habitas & parroifsiens de verrigy qui y sont coparuz par M. nicole duclos leur peureur: lequel audit no a dit que lesdits parrossies sot

7.

.3

13

10

12

X

.Z.

-

1000

Aa iij

Proces verbal des coustmes generalles

subiets & insticiables du bailliage de Chartres, & tiennent & obseruent les constumes dudit Chartres, & a fait pareille protestation que les precedens. Et outre auons fait appeller les parrossiens de la Bourgondiere qui y sont comparuz par ledit Pigousse leur procureur, & par Pierre iumeau l'vn desdits habitans, lequel a fait pareille remonstrance & protestation que ledit Duclos: & par lesdits aduocat & procureur du Roy en ladite barónic, a esté dit & soustenu le contraire, & protesté qu'icelles protestations cy dessus faires par ledits Cordier, Tuffe, Duclos & Pigousse, esdits noms ne leur puisse nuire ne preiudicier. Et suiuant la requeste desquels aduocat & procureur du Roy en icelle baronnie: Auons fait appeller & euocquer par-deuant nous les doyen & chapitre de Chartres: le prieur de Senonches: le prieur du grand Banlieu de Chartres: le curé de Fauiere: le curé de Leuauile & s. Sauueur: le curé de Saunieres : le curé de Fresne le gillemer: le curé de Hauteriues: le curé de s. Martin de Lizeau: le curé de Billancelles: le curé du Boullay thiery:le curé pascheres:le curé de Fotaine les ribousts: le curé de messeres, Lure & Oruiller:le curé de Villette le boys:le curé de maruille moustier brussé:le curé de garnay:le curé de mitainuiller:le curé de s.Arnoul des bois: le curé des. Germain de la Gastine: le curé de Monceaux la poterie:le curé de maruille la touche : le curé de Challet : le curé de Gastellessle curé de loupuiller lez le Perche:le curé de la Trinité:le curé descorpa:le curé de Voifmez & bouflez:le curé de la puissaye:le curé de cheransay:le curé de s. Victor de buton:le curé de Fretigny:le curé de Moulandon:le curé de monthureau:le curé de Boecy le sec:messire Ie 2 de touteuille, cheualier seigneur de villebon, pour son sief de Belladart: Oliuier dasche, escuyer seigneur de Bresolles & de la Plame en partye: Quentin & Guy les Depillauoynes, seigneurs du Boullay thierry: Iaques de Mesieres escuyer, pour son sief duclos morin: Iaques Daufreuille elcuyer, leigneur du Melnil launay & melieres: Pierre delguez elcuyer, leigneur du petit Oruillier: les seigneurs de Memont: Dame Françoise de villette, dame des moulins & du vionne: les seigneurs de la Verdiere: Denis de Monceaux escuyer, seigneur de Vigny & de la Charmaye:les seigneurs du petit Coudray:les seigneurs de Montulle des hays: Hugues de la chaussee escuyer, seigneur de Plateau: Regné des ligneris escuyer, seigneur de Champrondiere: Artus de Belezaifes feigneur du Pleffis hauton : la vefue Leonard de blondel:Roland deftafort: la vefue Bastien desguez: le seigneur de Rochesort: les seigneurs du Buchet, Iean de Raimbert seigneur de Puiscux : le seigneur de Fontaines lez ribousts : les parroissans de Fresne le gillemert:les parroissiens du Boullay thierry:les parroissiens de Messeres:les habitans de la parroisse de saint Arnoul des-boys:les habitans de Monceaux la poterye : les habitans de Maruille la touche : les habitans du Belluet & la hucherye : les parroissiens de s. Victor: les habitans de la parroisse de Fretigny:les parroissiens de moulandon:les parroissiens de monthyreau:les habitans de Boecy le sec prés Houdent: Tous appelez & adiournez pour voir par nous proceder à l'accord, lecture, publication & emologation des coustumes d'icelle baronnie, chastellenies, terres, leigneuries, fiefs, appartenances & dependences, enclaucs, fins & mettes d'icelle, par Loys le mestayer sergent en laditte barónie au moyen de nosdites lettres de commissió :ainsi qu'il nous est apparu par le rapport & proces verbal d'iceluy le mestayer sergent, lesquels n'y font coparuz ne procureur pour eux: Pourquoy auons ausdits aduocat & procureur du Roy, ce requerans donné & donnons deffaut à l'encontre des desfusdits appellez portant tel prosfit que de raison: Au moyen & par vertu duquel, nous auons dit & ordoné que passerions outre à la lecture, publication, accord & emologatió d'icelles coustumes de laditte barónie, chastellenics, fiefs, terres feigneuries, appartenaces & dependances, & resfort françois d'icelle, selon & ainsi que est côtenu & mandé nous faire, par lesdites lettres patêtes de cômission du noy. Et le mercredy ij.iour dudit mois de Nouembre: Est coparu en sa personne frere Charles du refuge cheualier de l'ordre s. Iean de Hierusalé & comandeur de ville Dieu en durgesin: Pierre le Roy procureur de dame Fraçoise de villette, dame de vieil pôt des Moulins & du viône:M. Estiéne Perit, au nom & come procureur de dame Magdaleine le Payen, vefue de feu messire Fráçois de marsilac en son viuant premier presidét de Roue, dame de la guyllerie & du petit chesne:maistre Pierre Hay substitut dudit procureur du Roy en la chastellenie de bresolles : maistre Pierre badouilleau aussi substitut dudit procureur du Roy en la chastellenie de Chraprot M.Robert Thibaut lieutenant particulier en la vicomté de champront : Iean l'Anglois greffier en la ditte vicomté: maistre Iaques le sappetel, lieutenant en la vicomté de Senonches: Marin lifzay greffier en icelle vicomté: Charles lapye clerc dudit Aduocat du Roy: & Ican de bougeu & Martin le bauldrez clers dudit Adam, greffier dudit bailliage: Et le prieur curé de Theuuy,par Iean de la chaussee escuyer, son pere, & procureur.

Apres lesquelles comparances auons à tous lesdits assistants gens d'eglise, nobles, praticiés & autre gens du tiers & commun estat, sait saire & prester le serment de bien & veritablemét, dire, aduiser, & oppiner, sur le fait, accord & resormatio, desdites coustumes pour le bien profit & vtilité du commun & bien public du pays, aduiser & remonstrer ce qui leur semblera estre bon, vtile, prositable & necessaire: Aussi des choses qu'ils cognoistront n'estre au prosit, vtilité du commun du pays le dire: aussi ce qui doit estre en mieux & plus prositable pour ledit commun. Et en tout saire leur bon & loyal deuoir à ce qu'ils ont iuré & promis faire.

Et auons commencé à faire lire par ledit Adam greffier dessusdit, les les coustumes escrites audit cayer, qui ce commence selon qu'il ensuit. [Coustumes generalles & vsages de la Baronie, chastellenie, terre & seigneurie de Chasteauneus en Thimerais, Ressort François, & dependences des lieux, terres & seigneuries estans és sins, mettes & enclaues d'icelle baronie chastellenie, arrestees, accordees & publices,]Et apres s'ensuit. [Des siefs & de leur nature, & droits, prerogatiue d'aineesse.] Et le premier article commençant. [Tous vassaux sont tenus faire.] Le second commençant. [Le frere aisné peut retenir & porter la soy] A esté par les des-

suldits comparans passé, accordé, & arresté pour coustume ancienne du pays.

En lisant le troissesme article contenant ce qui s'ensuit [Apres le trespas du fils aisné ses freres & sœurs ou heritiers, sont tenus payer rachat pour la part & portion de ce qui leur est escheu en fief de la succession de leur dit frere aisné decedé sans hoirs de sa chair: Pour ce que ce
leur est escheu en ligne collateralle. Mais de leurs pars & portions, desquelles il portoit pour
eux la soy & garantie, n'est deu aucun rachat, s'ilssont masses & s'ils sont semelles, & elles se re
marient apres le trespas de leur dit frere aisné, elles payeront rachat & pour chacun mariage:
& où elles se seront mariees la vie dur at de leur dit frere aisné, & trouuees mariees lors de son
deces, aucuns ont esté d'oppinion qu'elles doiu et rachat: les autres ont esté d'oppinion qu'elles n'en doiuent, & n'en payeront point si elles ne se remarient pour vne autre sois.] Mis en
deliberation le contenu en cest article, par l'aduis desdits estats & assistans a esté arresté, conclud & accordé par tous concordablement: que le dit article sera accordé & demourera pour
coustume doresenauant & pour tousioursmais en la dite baronnie de Chasteauneus, ainsi qu'il
fensuit.

[Apres le trespas dudit fils aisné les freres & sœurs ou heritiers sont tenus payer rachat pour la part & portion de ce qui leur est escheu en fies de la succession de leur dit frere aisné de cedé sans hoirs de sa chair: Par ce que ce leur est escheu en ligne collateralle. Mais de leurs pars & portions, desquelles ils portoit pour eux la soy & garantie, n'est deu aucun rachat sils sont masses: Et sils sont semelles, & elles se marient du viuant de leur dit frere aisné qui porte la soy pour ses freres & sœurs, ne sera deu aucun rachat par les dites silles soyent qu'elles se marient du viuant de leur dit frere aisné vne sois ou plusieurs: Mais si apres la mort de leur dit frere aisné les dites silles ou aucunes d'elles se marient soit en premieres ou secondes nopces, il sera deu rachat au seigneur seodal pour le regard dudit mariage fait & celebré apres le deces dudit frere aisné pour la part & portion afferant aus dites silles.]

En lifant le quatriesme article par l'aduis de toute l'assistance a esté accordé , arresté & de-

mouré pour coustume.

1

ij.

ĸ.

Û

Ç.

11 P. 14

a.

12

Ŀ

113

7

....

.(

lik

III

:lt

. 11

T.

7.0

1k

]] |-|-

. 1

ıt.

ioa 11.t

12. 12.

di

办

2:

ŊŢ.

....

ئة: <u>.</u> بمث

拉出四部的日本西部市公司

Au cinquiesme article sur la rubriche commençant: [Comme les siefs se diuisent, & des prerogatiues des aisnez] A esté accordé & arresté qu'au lieu de ces mots, [Trois mynes de ter re pour le vol du chappon de l'aisné auec le manoir principal] sera mis, [arpent & demy de ter re] au lieu de ce mot [prouincé,] sera mis [en la baronie, terre & seigneurie de Chasteauneus, enclaues, sins & mettes d'icelle,] Et qu'il sera adiousté audit article. [Si constant le mariage du pere & de la mere estoit acquis vn chasteau ou maison seigneurial tenu en sief, & il n'y eust, & demourast de la succession des pere & mere, que ce manoir par eux acquis, le sils, aisné pourra integrallemét pour son principal manoir prendre tout ledit manoir pour son droit d'aisnees-se,] Et par ainsi ledit article a esté arresté, accordé & passé pour coustume selon & és termes qui s'ensuyuent.

[Le frere aisné entre plusieurs enfans, pour sa part & portió doit auoir pour son droit d'aisneesse le principal manoir & arpét & demy de terre à l'enuiron dudit manoir, s'ils y sont, ou le vol d'un chapó estimé à arpét & demy de terre: auec la moitié de tous les siess: & l'autre moitié appartient à tous les autres enfans. Et s'il aduient qu'ils ne soyent que deux & qu'il y ait un fils, tel fils aura & doit auoir les deux tierces parties auec ledit principal manoir. Et le puissé soit fils ou fille, le tiers seulement. Et n'y a qu'un droit d'aisneesse audit principal manoir en la Aa iiij.

Proces verbal des coustumes generalles

fuccession du pere ou de la mere & de toutes les deux si elles sont assisse en ceste baronnic, chastellenyes, terres, seigneuries & enclaue d'icelle: & aura l'aisné le choix de prendre lequel qu'il voudra des manoirs: soit du pere ou de la mere: Et où il auroit choisi vn manoir d'vne desdites successions, & il en aduiét vn autre de l'autre succession, il le pourra prendre & laisser celuy manoir qu'il auoit ia prins & accepté en la successió du pere ou de la mere, ayeul ou ayeulle: & s'il y a vn seul manoir procedant de l'acquisition du pere & de la mere ou autrement en quelque maniere que ce soit, ledit fils aisné le prendra integrallement pour son principal manoir apres le trespas de ses pere & mere, sans ce que ses autres freres & sœurs y puissent riens prendre ne demander de ce qui en sera escheu de la succession de la mere auec l'arpent & demy de terre, comme dessus.

Lisant ledit sixiesme article commençant. [Entre filles qui sont en pareil degré] apres plusieurs disputes & oppinions des assistants, a esté par la pluralité desdits assistants arresté & conclud que la coustume articulee audit sixieme article, demeurera & sera tenue & gardée pour coustume par maniere de prouision, sauf audit seigneur Vidame de Chartres, seigneur & Dame Do comparant comme dessus, d'eux pourueoir à la cour par remostrance, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison: pour la prerogatiue d'aisneesse qu'ils disent deuoir estre accordee pour le regard de la fille aisnee entre filles qui sont en pareil degré: A laquelle fille aisnée ils demandoyent estre arresté pour coustume, luy deuoir appartenir le principal manoir, & la moitié des siess dependants dudit principal manoir ou du sies dont depend ledit manoir, comme à

l'aisné.

Le septiesme article commençant. [Es heritages tenus en censis,] par l'aduis de tous les assistans est demeuré & sera pour coustume en ladite baronye, chastellenie, terres, seigneuries, enclaues, sins & mettes d'icelle.

Et pour reuerence de la feste de toussaints, & feste des trespassez auons l'assignation conti-

nuce à mercredy prochain en cedit lieu heure de mydiattendant vne heure.

Et le mercredy deuxiesme iour dudit mois de Nouembre à l'heure d'vne heure apres midy assignation par nous commissaires dessussitions, continuee audit lieu & auditoire dudit ch. steauneus, Auons procedé en outre à la lecture, accord, publication & execution de nostredite commission, reprenant au lieu où estions à l'assignation precedente, demourez, qui estoit au chapitre des offres que le vassal qui droit prosit, est tenu faire à son seigneur seodal, huitiesme article dudit cayer, a esté passé & accordé pour coustume, & aussi les neus & dixiesmes ar-

ticles dudit chapitre, & les onze, douze, treize & quatorziesmes articles.

En lisant le quinziesme article commençant, [Le seigneur seodal a le choix desdites trois offres.] Par l'aduis & oppinion de l'assistance, a esté ordonné, accordé & conclud qu'il sera adiousté audit article que le iour des offres & le iour de la reiteration d'icelles ne seront comprins en la quarantaine: Et outre, que si le vassal ou autre laboureur de bone soy ait fait aucuns labours, le seigneur seodal le payera & remboursera de ses labours & loyaux coustemens au taux & arbitrage de gens de bien à ce congnoissans, & que le iuge ordinaire du seigneur saissifant, au cas que les gens esseus & choiss pour faire la taxe desdits labours, n'en conuienent & n'en puissent conuenir de l'estimation & taxation d'iceux, en cognoistra & en fera la taxe: &

'par ainfi l'article demourera pour coustume selon qu'il s'ensuit.

[Le seigneur seodal a sechoix desdites trois offres à luy saites à prendre celle qui luy plaira dedans quarate iours apres icelles saites: durant lesquels quarante iours ledit seigneur ne doit exploiter sondit sies et s'il s'exploite, il est reputé payé dudit rachat, & est tenu le vassal à la sin desdits quarate iours & iceux passez, reiterer lesdites offres à son seigneur seodal s'il n'a exploi té lestit sies offres à de la reiteratio d'icelles: mais si ledit seigneur seodal accepte l'annee, & s'il y afermier ou mestayer, ou bien le vassal ou autre laboureur de bonne soy, qui ait sait aucuns labours & semences, le seigneur seodal les payera & réboursera de leurs labours & loyaux coustemens au taux & arbitrage de gens à ce cognoissans s'il ne se veut contenter de la moitié ou du droit que le vassal eust prins de son fermier ou mestayer. Pour taxer lesquels labours & loyaux coustemens, ledit seigneur seodal & le vassal conviendront de gens à ce cognoissans dedans la huitaine apres ladite acceptation: Et apres lesdits huit iours passez, ou que lesdits gens esseus & choisis ne conviendront ou ne puissent convenir de ladite taxation, le iuge du seigneur du sies saits sur la sur la sur la sur les sur la su

gneur du fief dominant soit mediatement ou immediatement, qui aura iurisdiction, sera ladit te taxation & estimation.]

Ausquels iuges subordineement, & comme dessus, les parties auront leur recours pour ce faire.

Et sur le seize-ieme article dudit chapitre commençant [Le vassal est tenu faire en personne, la soy & hommage] A esté par toute l'assistance d'vn commun accord ordonné qu'il sera adiousté audit article que [Le vassal sera tenu laisser à ses despens, à son seigneur seodal, ses officiers, procureurs ou sermiers, la coppie de ses offres, & reiterations:] par ainsi contiédra ledit

article ce qui s'ensuit.

[Le vassal est tenu faire en personne la foy & hommage & lesdits trois offres au manoir de la seigneurie dont depend tel sief qu'il tient: & si le seigneur n'est demourant sur le sief, le vassal est tenu luy signifier ses offres en sa iustice, s'il a droit de chastellenie & haute iustice & iurisdiction & plaids qui tienent ordinairement: Et si ailleurs & autrement est fait; le seigneur feodal n'est tenu receuoir le vassal si bon ne luy semble: & ne sont les offres du vassal, autremétifaites suffisantes: Et sera tenu ledit vassal laisser à ses despens à sondit seigneur feodal ou ses officiers, procureurs ou mestayers demourans sur le lieu, la coppie de ses offres & reiterations.]

Les dixsept, duixhuit, dixneufiesmes articles dudit cayer sont demourez pour coustumes

accordees.

74.3

Ιij.

, îil-

ildi

....

1.1

(J.

117

يان المان

300

Tid:

61

100

: c<u>l</u>.

ا الأثا

flor.

itel

657

نبيد. -ناب

7ľ

Œ.

]][].

En lisant le vingtiesme article au chapitre du cheual de seruice comméçant. [Le cheual de seruice se peut leuer par le seigneur seodal,] a esté conclud & accordé que le cheual de seruice se sera demadé par action & non par voye de saisse, au vassal qui deut a rachat & prosit de sief & non pas au vassal qui doit seullement la soy & hommage sans autre prosit: & par ainsi con-

tiendra ledit article ce qui f'ensuit.

[Le cheual de seruice se peut leuer par le seigneur seodal quand le sief est entier: & est reputé iceluy sief entier au regard dudit cheual de seruice quad il vaut de rachat soixante sols tournois: Et s'il vaut moins, il peut estre leué par portion & prorata de ce qu'il vaut: & vaut ledit cheual entier soixante sols tournois, Et se peut leuer vne sois seullement en la vie du vassal, Et sur le vassal qui doit rachat & prosit de sief, & sera demandé par le seigneur seodal à tel vassal, par simple action & non par voye de saisse.]

Le vingt vn-iesme article commencant au chapitre, [Quand le sies chet en prosit de ra-

chat]est accordé & demeuré pour coustume.

Aussi sont les vingt deux, vingt trois, vingt quatre, vingt cinq, vingt six, & vingt septiesmes articles dudit chapitre demourez & arrestez pour coustume.

Sur le chapitre commençant, [Quad le seigneur feodal peut saisir,]Les vingt huit, & vingt

neufiesmes articles sont demourez & arrestez pour coustumes.

En lisant le trentiesme article à esté accordé que ces mots [trente iours apres iceluy trespas]seront ostez, & qu'au lieu d'iceux sera mis [quarante iours, esquels quarante iours ne seront comprins le iours du trespas, & le iour de la quarantaine] par ainsi contiendra ledit article ce qui s'ensuit.

[Le seigneur seodal ne pourra saisir, empescher n'exploiter par dessaut d'homme, soit qu'il soit deu rachat ou non, apres la mort de son vassal, le sief tenu de luy, sinon quarante iours apres sceluy trespas: esquels quarante iours ne seront comprins les iours dudit trespas & de la quarantaine, durant lesquels quarante iours le vassal ne pourra vser de sondit sief sino comme vn bon pere de samille.]

Les articles trente vn, trente deux & trentettoisiemes, contenus sous ce mesme chapitre,

font tenus pour coustumes.

En lisant le trente quatriesme article a esté par toute l'assistance accordé qu'il sera adiousté audit article [apres lestrois mois que le vassal aura presenté son adueu au seigneur seodal ou ses officiers, que ledit seigneur seodal sera tenu blasmer ou receuoir & passer ledit adueu, autrement apres les litts troismois passez à comter du jour de la presentation dudit adueu, tel adueu sera tenu pour receu & passé sans contredit, par le seigneur,] Par ainsi contiendra ledit article ce qui s'ensuit.

Le vassal est tenu bailler son adueu dedans quarate iours apres la reception de soy & hommage au dedans quarante iours apres qu'il a esté interpellé de ce faire par son seigneur: & ledit adueu baillé & presenté par le vassal, le seigneur ou ses officiers seront tenus blasmer ledit adueu dedans trois mois apres, autrement & les dits trois mois passez au cas que tel adueu

Proces verbal des coustumes generalles

. 4

n'ait esté blasmé par le seigneur feodal ou ses officiers, il sera tenu pour receu & passé sans con tredit & blasme.]

Les trente cinq, trente six, trente septiemes articles sont passez pour coustumes.

Sur le trente huitiesme article a esté accordé & conclud qu'il sera mis sur la fin d'iceluy ar-

ticle ces mots[en rachat & profit de fief] & contiendra ledit article ce qui s'ensuit.

[Le vassal ne peut par quelque maniere que ce soit, obliger ne hypothecquer aucun heritage qui soit tenu à soy & hommage d'aucun seigneur, sans le voulloir & consentement dudit seigneur de sief, aumoins que telle obligation ou hypotecque qui pourroit auoir faite d'iceluy heritage, le vassal ne puisse ne doiue nuire ne preiudicier aucunement audit seigneur seodal quant aux droits de sief ne és autres profits & redeuances seodaux ou qui pourroient estre deuz à iceluy seigneur de sief, mesmes où ledit sief cherroit en profit & rachat.

Le trenteneusieme article accordé & passé pour coustume.

Sur le chapitre des souffrances les quarante, quarante vn, quarante deux, & quarate troisse-

mes articles dudit chapitre, sont accordez & passez pour coustume.

Et sur le quarante quatriesme article, a esté accordé & conclud, qu'il sera adiousté audit article ces mots, [que le vassal qui desaduouë son seigneur auta main leuce de son sief & fruits d'icelluy, sans presudice des droits de forsaiture & consiscation, pretendus par ledit seigneur seodal,]& contiendra ledit article ce qui s'ensuit.

[Quand le vassal desaduoue son seigneur feodal à seigneur, il commet felonnie, & forsait son sief enuers luy: Et apres tel desadueu, le vassal doit auoir main leuce de son sief & fruits d'iceluy, sans prejudice de la felonnie, forsaiture & consiscation pretendus par ledit seigneur

fcodal.]

Sur le chapitre de cens & du seigneur censier les quarante cinq, quarante six, quarante sept

iemes articles contenus audit chapitre sont passez pour coustume.

Lisant le quarante huitieme article contenu audit chapitre, a esté par plusieurs de la compagnie, dit, que la rente infeodee ne doit en toutes choses estre reputee cens, mesmes pour l'amende par faute de payer ou depryer le cens au iour qu'il est deu, Et que par faute de payer la rente infeodee sonciere & perpetuelle. Et aussi la rente sonciere, seigneurialle & premiere qui s'entend estre creee par le bail de celuy qui tient en sies l'heritage baillé, n'est deu aucune amende au seigneur de ladite rente: & par autres de la compagnie en grand nombre a esté sou stenu au cotraire pour l'amende, Surquoy apres auoir ouy les gens d'eglise, nobles, aduocats, procureurs & praticiens du siege gens du commun & tiers estat, & pour la diuersité des aduis & opinions, pour ce regard & entant que touche ladite amende, Nous auons ordonné que par maniere de prouision l'article tel qu'il est escrit audit cayer, demourera pour coustume, sans preiudice toutes sois dudit droit d'amende qui est demouré en differend, pour lequel differend auons le negoce renuoyé à la cour pour sur ce en estre ordonné.

Le quarante neufieme article sur ledit chapitre, est accordé & passé pour coustume.

Lisant le cinquantiesme article commençant, [Pour non auoir payé ventes] a esté accordé que ledit article demourera pour le regard des ventes deues pour l'heritage tenu à cens. Et quand ventes sont deues, pour le regard de l'heritage tenu à rente telle qu'il est contenu audit quarante huitiesme article, aucuns de l'assemble ont esté d'aduis que pour raison de telles ventes n'est deu aucune amende, & les autres ont esté d'aduis contraire. Pour raison duquel disserend & attendu la diuersité des opinions, Nous auons renuoyé & remis ledit disserend à la cour de parlement, Et ordonné que ledit article demoura ainsi qu'il est pour le regard de l'amende deue des ventes deues d'heritage tenu à cens, & contiendra ledit article ce qui s'ensuit.

[Pour non auoir payé ventes d'heritage tenu à cens & pour auoir icelles recellees, est deu amende de soixante sols tournois: & pour non auoir payé dedans la huitaine apres le depry, il est deu amende qui vaut, sept sols six deniers tournois.

Les cinquante vn, cinquante deux, & cinquate troissemes articles, sont passez & accordez

pour coustumes.

Les cinquante quatre, cinquante cinq, cinquante fix, cinquante fept, cinquante huit, cinquante neuf, soixante, soixante deux, soixante trois, & soixante quatriemes articles fur le chapitre de douaire, sont passez & accordez pour coustume.

Les soixante cinq, soixante six, soixante sept, & soixante huitiemes articles, du chapitre de communauté & diuision de biens communs, sont accordez pour coustumes. Et quant au soixante



soixante neufieme article contenu audit chapitre a esté accordé qu'il sera adiousté que la communauté de biens durera insques à ce que le survivant ait fait faire inventaire ou autre acte

contraire: & par ainsi contiendra ledit article ce qui s'ensuit.

ir Is

i

30

:kg

COL

MC

11010

une

1025

631

hone

COL

al P

للنَّا

it,(E

[Pour acquerir droit de communauté entre deux ou plusieurs, trois choses sont requises, La premiere est qu'il y ait lignage entr'eux, & qu'ils soyent personnes de soy & vsans de leurs droits:La seconde qu'ils ayent demeuré ensemble par an & iour à despens communs: La tierce qu'il y ait apport & communication de biens par chacune des parties: & ces trois choses concurrentes ils sont communs en biens meubles & acqueremens faits par eux ou l'vn deux & au iour d'icelle, S'il n'y a accord ou protestation au contraire durant ladite communauté: Et durera icelle communauté de biens (si aucun d'eux decede) iusques à ce que le suruiuant ait fait faire inuentaire, ou autre acte contraire.]

Et fut l'assignation continuee au lendemain ensuivant heure de huit heures de matin.

Auquel iour & heure nous commissaires dessus nommez sommes transportez audit auditoire dudit chasteauneus l'assignation par nous continuee: Et auons par ledit Adam, gressier dudit bailliage, fait lire le contenu audit cayer commençant au chapitre de mariage & de la puissance que le mary a sur la semme & sur ses biens, le premier article qui est en nombre le septantiesme article dudit cayer commençant [la semme est en la puissance de son mary] a esté accordé & passé pour coustume.

Et en lisant le septante vnieme article contenant ce qui s'ensuit.

[Par mariage le mary est reputé maieur & personne de soy en iugement & dehors, tellemét qu'il peut poursuiure ses actions & passer tous contracts,]a esté aduisé, accordé & arresté par l'aduis de l'assistance qu'il sera adiousté en iceluy article [que si le mary est sous l'aage de vingt cinq ans en contractant des choses immeubles, il est lesé, il pourra estre releué des contracts qui seront par luy faits depuis son mariage iusques à ce qu'il ait atteint ledit aage de vingt cinq ans,] Et par ainsi contiendra ledit article ce qui s'ensuit:

[Par mariage le mary est reputé maieur, & personne de soy en iugement & dehors, tellement qu'il peut poursuiure ses actions, & passer tous contracts: toutes-fois si ledit mary en faifant ses contracts, est soubs l'aage de vingt cinq ans, il est lesé par iceux contracts, il pourra e-

stre restitué pour le regard de ses choses & biens immeubles.]

Sur le soixante & douzieme article commençant par ces mots [Pareillement la semme est reputee maieur & personne de soy en iugement & dehors, & peut poursuiure ses actions, & passer contracts, le tout auec l'autorité de son mary:] a esté accordé que ledit article sera corrigé, & sera adiousté en iceluy, [Et si le mary est au dessouz dudit aage de vingt cinq ans, & y a lesion, soit au mary ou à la semme, par le moyen de tels contracts, ils pourront estre releuez & restituez, comme il est contenu en l'article precedent:]Et contiendra par ces moyens ledit article ce qui s'ensuit.

[Pareillement la femme est reputee maleur, & personne de soy en iugement & dehors, & peut poursuiure ses actions, & passer contracts, le toutauec l'authorité de son mary: Toutesfois si le mary luy prestant auctorité, est au dessouz de l'aage de vingt & cinq ans, Et la semme aussi mineure de vingt cinq ans, est lesee par le moyen desdits contracts, elle pourra estre re-

leuee d'iceux, comme il est contenu en l'article precedent.]

Le lxxiij.article a esté accordé pour coustume.

Le soixante & trezieme article apres plusieurs aduis & opinions des estats de laditte assistance, ledit article a esté passé & accordé selon le contenu dudit cayer: & est reserué au seigneur du Tremble qui dit estre en possession de retirer par puissance de sief, les heritages seodaux venduz par ses vassaux, de vier de ses droits & pretendues possessions, sans presudice à ses vassaux & subiets de leurs dessenses au contraire.

Le soixante quinziesme article est passé & accordé pour coustume : 1000 est

Lisant le soixante seizieme article qui est sous le chapitre de retrait lignager commençant. [Qui vend son heritage propre à luy venu de succession de ses parens & lignagers, à vn estrage de la ligne dont meut ledit heritage, il peut estre retrait par vn du lignage dudit vendeur du costé & ligne dont l'heritage suy est escheu, ded as l'an & iour de la possessio actuelle prinse sans fraude & iouyssance publicque, En remboursant l'acheteur des deniers de la vente, ded as le temps de coustume qui est de vingt quatre heures apres l'adiudicatió saite & des chastels & loyaux coustemens: lesquels taxez par le juge gisent en executió: Et sil y a aucun qui soit plus prochain lignager dudit costé dont meut ledit heritage vendu, que celuy qui aura fait bailler

Proces verbal des coustumes generalles

ledit adiournement, qui vueille auoir ledit heritage par retrait il sera preseré à celuy qui aura fait bailler ledit adiournement, Pourueu qu'il vienne dedans quinzaine apres la premiere assignation de la matiere, qu'on sera tenu prendre en plein iugement, en remboursant par ledit plus prochain lignager l'autre lignager, des frais, mises & loyaux coustemens faits par celuy qui aura fait bailler ledit adiournement: & l'il y en a deux ou plusieurs en semblable degré, qui vueillent auoir par retrait ledit heritage vendu, l'aisné sera preseré au puisné, & le masse à la femelle: & s'il n'y a que filles, l'aisnee sera preferee aux puisnees: & sera tenu le prochain lignager faire serment qu'il ne demande point iceluy retrait en fraude: mais le demande pour luy pour le remettre en sa ligne: & s'il est trouvé qu'il y ait fraude de son costé, sera condamné en amende arbitraire du juge, & à delaisser ledit heritage à luy adjugé, à celuy qui aura fait bailler ledit premier adiournement pour le sort principal & loyaux coustemens faits pour raison de ladite premiere vente. Par toute l'assistance a esté aduisé, accordé & conclud qu'il sera mis au lieu de [vingt quatre heures] qu'est tenu faire ledit retrayant ledit remboursement [dedans huitaine,] & que le retraiant dedans ledit temps de huitaine sera le remboursement du sort &pris principal de la vendition desdits heritages dedans le temps de coustume, qui est de huitaine apres ladite adjudication faite ou recongnoissance faite par l'acquereur, & des frais & loyaux coustemens. Et seront ostez dudit article ces mots [lesquels taxez par le iuge gisent en execution,] & au lieu d'iceux sera adiousté & mis audit article [pendant lequel temps de huitaine l'acquereur sera taxer & liquider lesdits frais & loyaux coustemens que le retrayant sera tenu rembourser auec ledit fort principal, sur peine d'estre descheu dudit retrait. Et où l'acheteur n'aura & ne pourra faire liquider lesdits frais & loyaux coustemens dedans ledit temps de huitaine, le retraiat neantmoins ne laissera à faire ledit remboursement dudit sort principal dedans le temps dessussit. Et sera tenu neantmoins faire le remboursement d'iceux frais & loyaux coustemens dedans huitaine apres la taxe & liquidation d'iceux faire, luy appelé, aliàs & en deffaut de rembourser lesdits frais & loyaux coustemens dedans ledit temps de huitaine apres la liquidation d'iceux, sera descheu de son retrait: Et n'aura l'an de retrait lignager sinon du jour de la possession faite & prinse sans fraude en la presence de personne publique & tesmoins & en vertu du tiltre de l'acquisition,] Et par ainsi contiendra ledit article ce qui l'enfuit.

[Qui vend son heritage propre à luy venu de succession de ses parens, & lignagers à vn estrange de la ligne dont meut ledit heritage, il peut estre retrait par vn du lignage dudit vendeur du costé & ligne dont l'heritage luy est escheu, dedans l'an & iour de la possession reelle & actuelle faite & prinse sans fraude par l'acquereur au moyen de son tiltre d'acquisition publicquement en presence de personne publicque & tesmoins, en remboursant l'acheteur des deniers de la vente dedans le temps de coustume qui est de huitaine apres l'adjudication ou recognoissance faite par l'acquereur, & aussi des frais & loyaux coustemens que l'acquereur fera taxer & liquider dedans ledit temps de huitaine de ladite adiudication ou recongnoissance, le retrayant appellé pour ce voir faire & au cas que ledit acquereur n'aura fait ou peu faire taxer sessions & loyaux coustemens dedans ladite huitaine, Le retraiant sera neantmoins le rembourlement de ladite acquisition: Et huitaine apres ladite taxe & liquidation desdits frais faite, luy appellé pour ce voir faire, remboursera iceux frais & loyaux coustumens: aliàs & en defaut de ce faire, sera descheu dudit retrait: Et luy seront par l'acquereur les deniers du fort principal qui auroient esté pour ce faits, remboursez audit retrayant renduz & restituez: & s'il y a aucun qui soit plus prochain lignager dudit costé dont meut ledit heritage vendu, que celuy qui aura fait bailler ledit adiournement, qui vueille auoir ledit heritage par retrait, il sera preseré à celuy qui aura fait bailler ledit adiournement, pourueu qu'il vienne dedans quinzaine apres la premiere assignation de ladite matiere, qu'on sera tenu prendre en plain iugement, en remboursant par ledit plus prochain lignager l'autre lignager, des frais, mises & loyaux coustemens faits par celuy qui aura fait bailler ledit adiournement: Et fil en y a deux ou plusieurs en semblable degré, qui vueillent auoir par retrait ledit heritage vendu, l'aisné sera preferé au puisné, & le masse à la femelle: Et s'il n'y a que filles, l'aisnee lera preseree aux puisnees: Et sera tenu ledit prochain lignager saire, serment qu'il ne demande point iceluy retrait en fraude: mais le demande pour luy pour le remettre en sa ligne: & s'il est trouvé qu'il y air fraude de son costé, sera condamné en amende arbitraire du iuge,& à delaisser ledit heritage à luy adiugé à celuy qui aura fait bailler ledit premier adiournement. Pour le sort principal & loyaux coustemens faits pour raison de ladite premiere vente

cxlv.

vente.

àÎ.

14

I(t

ice. Sik

T.

. ¢.

Ċ.

'n

Ĭ.

(0)

O

.

Ţ

1

II

,

...5

ni.

Ė

XI.

4.4

13

:: £

C i

را ط

ŋ K

تث

37

西野田岩

(T)

111

Les septante sept, septante huit, septante neuf, octante, octante vn, octante deux, octante trois, octante quatre, octante cinq, octante six, octante sept, octante huit, octante neuf, nonante, nonante vn, nonante deux, nonante troissesses sont passez & accordez pour coustumes.

Sur le chapitre de seruitute & prescription, les nonante quatre, nonantecinq, & nonante sixiesmes articles couchez audit chapitre, sont passez & accordezpour coustumes.

En lisant le iiij.xx.xvij.article, escrit audit chapitre contenant ces mots [Marchans, gens de mestier, hostelliers, tauerniers & autres vendans leurs denrees & marchandises en destail, chirurgiens, barbiers, orseures, apothicaires, maçons, charpentiers, laboureurs, seruiteurs, & autres mercenaires en laditte baronnie de chasteauneus, fins & enclaues, ne pourront saire action, question ou demande de leurs dites denrees ou marchandises, sallaires & seruices apres deux ans passez, les dites denrees & marchandises vendues, debitees & deliurees en destail, ouurages, labours, seruices & sallaires saits, fors & excepté de celles qui aurot esté recongneues par obligation ou cedule, sans deroguer sur ce à l'ordonnanne du Roy Loys douzies me.]

Par l'aduis de l'assistance, a esté accordé & arresté que ces mots [apres deux ans passez] contenus par l'article, seront ostez & rayez & qu'il sera dit que les gens de mestier & estat declarez par ledit article ne pourront faire question ou demande de leurs denrees & seruices apres le temps porté par l'ordonnance qui est de six mois: Et partant contiendra ledit article

ce qui f'ensuit.

[Marchans gens de mestier, hostelliers, tauerniers, & autres vendans leurs denrees & marchandises en destail, chirurgiens, barbiers, orseures, apoticaires, maçons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, seruiteurs & autres mercenaires en ladite baronnie de chasteauneus, sins & enclaues d'icelle, ne pourront faire action, question ou demande de leursdites denrees & marchandises, salaires & seruices apres le temps de six mois, fors & excepté de celles qui auroyent esté & seroient recongneues par obligation ou cedulle.]

Le nonante huitiesme article, sous le chapitre de decret, cryees & subhastations, demeure-

ra accordé pour coustume.

Au nonante neuf article seront rayez ces mots [de biens meubles trouuez en la possession de l'obligé ou condamné,] Et demourera le dit article ainsi qu'il s'ensuit.

[Il est loisible aux creanciers, ausquels sont deuz aucuns deniers, ou qui ont droit de rente sur aucun heritage, dont arrerages sont deuz & escheus, & esquels le detenteur est enuers eux obligé ou condamné, de faire mettre ledit heritage par dessaut de payement d'iceux deniers

ou arrerages, en crices & subhastations, les solemnitez en tel cas requises, gardees.]

Quant au centiesme article contenant ce qui s'ensuit. [Les cryées & subhastations d'heritages se doiuent faire par ordonnance & commission de iuge de la iustice du seigneur chastellain ou haut iusticier sous laquelle tels heritages sont suiets, le proprietaire & detenteur ad iourné à sa personne ou domicille, presens tesmoins pour veoir decerner ladite commission, c'est assauoir en la ville de chasteauneus & lieux où il y a marche par quatre iours de marché en suyuas l'vn l'autre, & en plat pays où il n'y a marché, au prochain marché de la chastellenie où ledit heritage est assis encores par quatre iournees de dimenche à l'issue de la messe parrochiale, en laquelle tels heritages sont assis, & icelles quatre cryées faites & parsaites, & deuement rapportees & passes, la quarantaine passe à comter du iour que sut faite la premiere, cryée, ou que toutes les oppositions soyent discutees en iugement: l'adiudication de tels heritages se fait & peut faire au plus offrant & dernier encherisseur par le iuge & non autre, se ra corrigé ainsi qu'il s'ensuit.

[Les criees & subhastations d'heritages se doiuent faire par le sergent en vertu de la commission du iuge de la iustice du seigneur chastellain ou haut iusticier, sous laquelle tels heritages sont suiets, ou en vertu des obligations en forme authenticque ou sentence apres commandement sait au detteur de payer, Et ressus par luy sait en la maniere qui s'ensuit.

[C'est à sçauoir par quatre iours de marché suiuas l'vn l'autre en la ville de Chasteauneus & lieux où il y a marché, & en plat pays où il n'y a marché au prochain marché de la chastellenie où ledit heritage est assis: & encores par quatre iournees de Dimenche à l'issue de la messe parrochiale, en laquelle parroisse tels heritages sont assis: & icelles quatre criees faites & parfaites & deument rapportees & passes & la quarantaine passe à comter du iour que sut faite la premiere cryce, icelles criees seront rapportees en iugement, en la iustice de laquelle dep-Bb j.

Proces verbal

pendront lesdits heritages criez à iour ordinaire de plaids, & iceux tenans seront leuës en iu gement à haute voix en presence du juge qui tiendra le siege, des aduocats, praticiens & affi-Itans, qui seront nommez: par l'aduis desquels le juge declarera si lesdites crices sont bien & deument faites & continuees suiuant la commune vsance de laditte baronnie, par acte qui sera figné du greffier ou son commis,& ataché ausdites criees.]

Le cent vniesme article souz ledit chapitre, passé & accordé pour coustume.

Lisant le cent deuxiesme article contenant ce qui s'ensuit, [Les cryees ainsi faites & parfaites, la coppie d'icelles ainsi atachee comme dit est, & le tout deument rapporté & verissé, la quarantaine passee à comter du jour que sut faite la premiere cryce & que toutes les oppofitions font discutees en iugement, l'adiudicatió de tels heritages se fait & peut faire aux plus offrant & dernier encherisseur par le iuge, seigneur chastellain ou haut iusticier] sera corrigé en la maniere qui s'ensuit.

[Les cryes ainsi faites & parfaites le sergent qui aura fait lesdites cryees ou autre, adiournera le proprietaire parlant à la personne ou à domicille à iour certain par deuant le iuge pour veoir interposer le decret de sessitis heritages, & bailler moyens de nullité si aucuns en veut bailler, Ensemble les opposans si aucuns en y a, pour dire leurs causes d'opposition : lequel iuge auant que d'adiuger par decret lesdits heritages sera prealablement droit sur la nullité des-

dites cryees & caules d'opppsition afin de distraire.

Et sur les oppositions formees pour rentes & droits reels fonciers, si aucuns en y a, ce fait le iuge proceddera à l'adiudication par decret au plus offrant & dernierencherisseur, à la char ge des droits & deuoirs seigneuriaux, fraiz & despens des cryces à qu'il appartiendra & auant ladite adiudication: Les caufes d'opposition des opposans, lettres & tiltres seront communicquees tant au proprietaire l'il compiert, pour sui uans, qu'autres opposans.]

Le cent troisseme article accordé pour coustume.

Lisant les cent quatre & cent cinquiemes contenus audit chapitre seront rayez, & au lieu

d'iceux sera mis ce qui s'ensuit.

[Tous opposans seront receus à opposition auant le decret seellé: mais s'ils s'y opposent apres les causes d'opposition des opposans, communicquees tant au proprietaire poursuiuant que opposans, seront tenus de resfonder les despens des responses qu'il conuiedra faire à leurs causes d'opposition, comme despens prealables & prejudiciaux.]

Le cent sixiesme article scra corrigé en ces mots, [Les oppositios des opposans discutces.]

Et au lieu d'iceux ledit article demeurera comme il s'ensuit.

Q uand aucun heritage est adiugé par decret les solemnitez en tel cas requises, gardees, ledit decret baillé & deliuré en forme authentique au dernier encherisseur, & possession prinse au moyen d'iccluy decret, des heritages à luy adjugez par icelluy, ledit acquereur est fait par ce moyen proprietaire & possession de tel heritage à luy adiugé par ledit decret, En telle maniere que tous ceux qui auparauant ledit decret, eussent peu pretendre ou demander aucun droit d'hypothecq, proprieté ou possessió sur tel heritage, en sot forclos, priuez & deboutez.]

Les cent sept, cent huit, & cent neufiemes articles du chapitre de donnations mutuelles,

iont passez & accordez pour constumes.

Les cent dix, & cent vnziesmes articles du chapitre de donations & contracts faits entre

vifs, accordez & passez pour coustumes.

Les cent douze, cent treze, cent quatorze, & cent xv. articles sous le chapitre des legs & ordonnances testamentaires & ordonnance de derniere volunté, accordez pour coustumes.

Lilant le cent seixeiesme article sur le chapitre de successió, accordé ledit article pour coustume, du consentement des trois estats pour auoir lieu doresnauant & de ce iourd'huy, en la maniere qui l'ensuit.

[Representation aura lieu en ladite baronnie, enclaues, fins, mettes & ressort François d'icelle en ligne directe in infinitum & tant qu'elle se pourra estédre: Et en ligne collateralle ius-

ques aux freres & enfans des freres suyuant la disposition de droit.

En lisant lequel article maistre Estienne petit procureur de dame Magdelaine le payen, vefue de feu messire François de Marsilac en son viuant premier president de Rouen, s'est opposé au present article pour les causes par luy dites: Et maistre Guillaume maury comme pro cureur de Loys du bousquet escuyer seigneur de la Guadeliere au nom qu'il procede & consors, a requis que le present article ait lieu du temps que lesdites coustumes furent redigees, & que Iehan de faillant escuyer au nom qu'il procede, a dit au contraire: sur quoy auons ordō-

1

he que les parties auront acte de leur dire pour le pour la four la cour ainsi qu'ils verront bon

fumes. Cent dixlept, cent dixlinit, selent dixneuffemes articles accordez & paffez pour cou-

 $(C_{i,C}^{*})$

ž£

112

100

Ċ

JÙ.

177

311

fall

cuis

ď.

بثث

-

i,T

Ĉ

1.6

170

Ü

ern ern

Le cent vingtiesnie article contenant en succession de lighe collateralle, en pareil degré les filles ne premient tien es heritages temis en fiel, & n'y a point d'aisneelle mais les freres y fliccedent egallement, lera corrige ainfi qu'il l'Unfuit.

En succession de ligne collateralle, les filles ne premient riens, es choses renues en sief. Et Ale fils aisné n'ayant aucuns crifans procreez de la chair en mariage, decedde, le plus aagé des puisnez suruiuant du le representant, aura par preciput le principal mandir appartenant audit

fils aisné decedde, auec arpent & demi de terre & la justice. Et le reste de sa succession se partira egallement entre luy & les autres freres & consequemment de puisnez en puisnez.

Les cent vingevascent vinge deux, accordez pour couffumes.

-"En lifant le tent vingt troilleme article contenant ce qui fenfuit, [Aux enfans du premier mariage appartiennent les propres heritages tenus en fief: Et aux enfans du fecond mariages les conquells leitus en fiche lont tous mariages reputez féconds hors le premier : les autres heritages tenus en censif & à rente se partiffent égallement entre tous les dits enfans.]

En lisant leques article les aduocats & procureur du Roy ont requis ledit article estre corrigé pour le bien & vrilité public, & que les enfans tant du premier que du second mariages friecedent egallentent à leur pere & mere rant aux propres que conquelts, tant feodaux que

roturiers suyuans les articles precedens, le droit de l'aisné gardé.

La matiere mile en deliberation par la plusgrande & saine partie des trois estats & praticiens apres plulieurs remonstrances à eux faites à esté accorde que ledit article sera corrigé alua tagat ingde**-F** en la maniere qui l'enfuit.

[Quand aucun va de vie à trespas ayant enfans de diuers mariages, sesdits enfans tat du pre mier que second mariages, luy succederont rant és propres que conquests soyent seodada ou rotutiers egallement, le droit & prérogatiue d'aisneesse gardé. Et sont tous mariages reputez

feconds, hors le premier.

Apres la lecture duquel article ainsi reformé que dit est, voyant qu'il y auoit quelques vnsqui estoient d'opinion contraire, & que ledit ancien article deuoit demourer, Auos ordonné par maniere de prouision, que ledit article nouveau ainsi corrigé par l'aduis de la plusgrade & · faine partie des trois estats, demeurera pour coustume, sans preiudice à ceux qui y pretendent interest, de leur pouruoir par deuers la cour, ainsi qu'ils verront bon estre.

Lescent vingtquatre, cent vingtcinq, cent vingt lept, cent vingthuit, cent vingt neuf, cent trente, cent trentevn, & cent trente deuxiemes articles ont esté accordez pour coustumes.

Et en lisant ledit cent vingtsixiesme article, ledit de Ressuge commendeur de ville Dieu, Fest opposé audit article, disant que par privilege de leur ordre, il pourroit succeder: surquoy af uons ordonné que ledit de Ressuge aura acte de son opposition: & sans prejudice d'icelle-ledit article demourera.

Le cent trente troisseme article contenant Tous instrumens & obligations authentiques faits sous les seaux de ceste Chastellenie ou autre seaux authenticques, seront executoires cotre l'obligé & cotre ses heritiers, chacun en sa portion contingéte, apres soy faite desdites lettres obligatoires à chacun desdits herrtiers,] ledit article sera corrigé en la maniere qui s'ésuit.

[Tous instrumens & obligations authentiques faits sous les seaux de ceste chastellellenie ou autres seaux authentiques seront executoires contre l'obligé & cotre ses heritiers, chacun pour la portion contingente, apres toutes-fois que lesdites obligations auront esté declarees.

executoires par ingement, contre lesdits heritiers.]

Le cent trentequatriesme article sous le chapitre de bail, garde, tutelle, & curatelle d'enfans mineurs, Est accordé que ledit articlé contenant, [Par le trespas du pere ou de la mere, les enfans sont sui iuris, & hors de puissance d'autruy : supposé qu'ils eussent ayeul ou ayeulle, Et deffaut la puissance que le pere auoit sur eux,] Et que ledit article demourera en mettant au lieu de ces mots [sui iuris] sont en leurs droits]& partant ledit article cotiendra ce qui s'ensuit.

Par le trespas de pere ou de mere les enfans sont en leurs droits & hors de puissance d'autruy supposé qu'ils eussent ayeul ou ayeulle, & desfaut la puissance que le pere auoit sur eux.]

Les cent trente cinq, cent trente six, cent trente sept, cent trente huit, cent trente neuf, cent quarante, cent quarate vniemes articles dudit chapitre accordez poùr coustumes. Bb ij.

Coustumes generalles du bailliage de Chartres

Les cens quarante deux, & cens quarante troissemes articles, du chapitre d'amende de fief & de cens, accordez.

Le cent quarante quarreiesme article contenant [Qui tient l'heritage à cens qui est deu à certain iour & en certain lieu, & il ne paye ou deprie audit iour & lieu, il chet en amende de Sept sols six deniers tournois vers ledit seigneur censier: Et s'il ne paye ledit cens apres ledit depry:il est en améde come dessus, Et le semblable est de rente se odale se igneurialle sonciere:

En lisant ledit article nous a esté remonstré que ledit article devoit estre corrigé pour le regard de l'amende deue à cause de la rente seodalle, seigneurialle sonciere & qu'il n'y deuoit auoir aucune amende: la matiere mise en déliberation auons ordonné que le dit article tiédra. Et a esté accordé pour le regard du cens seullement. Et quant à l'amende pour le regard de ladite rente feodalle, seigneurialle fonciere, auons renuoyé le differend à la court de parlement. Et partant demourera ledit article ainsi que s'ensuit,

Qui tient heritage à cens qui est deu à certain sour & en certain lieu, & il ne paye ou deprie au iour & lieu, il cheer en améde de sept sols six deniers tournois vers ledit seigneur censier: & s'il ne paye ledit cens apres le depry, il est en amende comme dessius.].

Les cens quarante cinq, cent quarante six, cent quarante sept, & cent quarante huitiemes

articles dudit chapitre, sont accordez pour coustumes. Le cent quarante neusieme article du chapitre d'amende de chapart est accordé pour cou-

me. Le cent cinquantiesme article sous le chapitre d'amende de prinses de besses, est accordé

Les cens cinquante vn, cent cinquante deux, cent cinquante trois, cent cinquante quatriemes & dernier article du chapitre d'amende d'arrests, sont accordez pour coustumes.

Lesquelles corrections, modifications ou additios desdites coustumes susdites ont esté faites du voulloir des gens des trois & diuers estats & officiers de ladite baronnie pource assemblez. Ce fait ce requerans les officiers du Roy, auons publié icelles coustumes pour seruir & valloir és questions & proces qui suruiendront pour le temps aduenir, Exordoné qu'il en demeurera vn cayer par deuers le greffe du bailliage de ladite baronnie signé de nous auec nostre proces verbal, & qu'vn autre cayer & proces verbal aussi signé de nous sera mis par deuers le greffe de ladite court, auons fait & faisons deffences ausdits officiers du Roy, aduocats, procureurs, praticiens, & à tous autres suiets & iusticiables de ladite batonnie, terre françoise, & & ressort François de Vernueil, & enclaues d'icelle baronnie, Que dores nauant pour la preuue desdites coustumes publices comme dessus, ils ne facent ou seuffrent faire aucune preuue par turbe, ou tesmoins particuliers, Mais seullemet par extrait d'icelle signé du greffier: Et aufsi de n'alleguer ne passer autres coustumes contraires ne desrogeantes ausdites coustumes publiees cy dessus, leur enioignant sur peine d'amende arbitraire de les garder & obseruer, comme loy, Le tout suiuant les lettres patentes du Roy cy dessus inserces. Lyon, de Harlay, de Herouard, & Adam greffier dudit bailliage.

FIN DES COVSTVMES GENERALLES DE LA BARONNIE, ET CHASTEL-LENIE DE CHASTEAUNEUF EN THIMERAIS, $\mathcal{Y}^{(G)}$

Coustumes & vsages dont on a accoustumé vser A CHARTRES, PAYS CHARTRAIN, BARONNIES

ET CHASTELLENIES D'ALLVYE, BROV, MONT-MIRAL ET LA BAZOCHE gouet estans au Perche gouet, & des autres chastellenies, terres & seigneuries estans au bailliage de Chartres. Et pource que les coustumes & vsages des fiefs sont les plus nobles auons commencé à en traiter.

CHAPITRE. 1.

Des fiefs & de leurs natures, & des droits & prerogatiues d'aisneesse. Article premier.

(th) de de ke:

)U. Ł

ar:

21/2

Cum

itte

пà

. 10

UCIS

Mi

TI.

12

(SF

OVS vassaux sont tenuz de faire des fiefs qu'ils tiennent, soy & homma-

OVS vassaux sont tenuz de faire des fiets qu'ils tiennent, toy & hommage, & serment de fidelité à leur seigneur seodal.

Le frere aisné peut retenir & porter la soy des fiets venus de pere ou Le ser, vel quilo de mere, ayeul ou ayeulle, ou autrement en ligne directe, du consentement co eiusab extre des freres & sœurs. Et en ce faisant les sauue & garantist de proussit de ra- nes emptori re chat. Et tiendront sesdits freres leurs portions de luy sa vie durant seu- traxit, dumlement, fors audit Perche gouet: pource que de toutes morts & mutations sie de eade li-

est deu rachat, si ledit frere aisné porte la foy pour ses freres & sœurs, ils tiendront & rache-nea directa. teront de luy leurs parts & portions, & s'il aduient qu'aucunes desdites sœurs se marie, pour 2. rachat) et la ce que par ledit mariage y a mutation, son mary & elles payeront rachat de leur portion au- filim, etià pludit frere aisné. Et aussi es dites baronnies ladite coustume s'entend en vn mesme sief: pource rel inuicem in que s'il y a plusieurs fiefs, le frere aisné, s'il ne prend la moitié en chacun fief ne peut porter la collaterali lifoy & hommage pour sessits freres & sœurs des siefs où il ne prend ladité moitié. Et apres le nea succedétes, 3 trespas de l'aisné ne doyueront les freres & sœurs aucun rachat, 3 sinon qu'apres ce, aucune 3. aucun rades lœurs le remariast.

Apres le trespas dudit fils aisné qui decede sans hoir legitime de sa chair, les freres ou heri- vel apertura tiers sont tenus de payer rachat pour la part & portion de ce qui leur est escheu en fief de la antiqua : sed succession de leur dit frere aissé par ce que ce leur escheux en liene au liene au liene de firesuccession de leurdit frere aisné, par ce que ce leur escheet en ligne collatetalle. Mais des cessione frattis parts & portions desquels il portoit la foy& garantie pour ses freres & sœurs, n'est deu aucun fine liberis mor

Le fils aisné entre plusieurs enfans pour sa part & portion doit auoir pour son droit d'aisneesse le principal manoir & trois mines de terre à l'enuiron, si elles y sont, ou le vol d'vn chapon estimé ausdits trois mines de terre, auec la moitié de tous les fiess: & l'autre moitié appartient à tous les autres enfans. Et s'il aduient qu'ils ne soyent que deux, & qu'il y ait vn fils, tel fils aura & doit auoir les deux tierces parties auec le principal manoir.

Toutef-fois si audit vol de chappon ou trois mines de terre y auoit moulin ou bonde d'estang, en ce cas ledit moulin ou bonde seront censez & reputez dudit principal manoir. Mais ne seront moulin ou estang tenus en fief de soy censez ne reputez principaux manoir: ma is 4 le partiront comme fiefs.

partiront comme fiefs. 4

Vj. 4-5. Dixi in
Entre filles qui sont en pareil degré de succession n'y a aucun droit ou prerogative d'aif\$.8.glo.5. ncesse, & ne doit l'aisnee, soit en heritage tenu en sief ou en censiue, auoir ne prédre plus que C.M. ses puisnees: ainçois doiuent partir egallement.

En heritages tenus en censis n'y a aucun aduantage ne prerogatiue d'aisnesse: mais y succedent les freres & fœurs egallement & par teste.

CHAPITRE. 2.

Des offres que le vassal qui doit proffitzest tenu de faire à son seigneur feodal. บเห็

E vassal qui veut entrer en soy & qui doit rachat à son seigneur seodal, est tenu de luy fair e Des offices trois offres, l'une d'une somme d'argent telle qu'il aduisera, l'autre de l'estimation & arbi-re le vassal trage de dit de preud'hommes. La tierce du reuenu de l'annee du fief auec le marc d'argent a- au seigneur. ualué selon la qualité du fief.

Ladite coustume est telle par tout ledit bailliage, sauf qu'és cinq baronnies dudit Perche gouet,n'y a marc d'argent aualué auec l'annee,ne consequemment estimation dudit marc de argent, ainsi que le porte l'article qui ensuit.

L'annee auec le marc d'argent aualué, l'entend, que si le fief est entier valant trente liures d'argét auat tournois de reuenu par an,& que le seigneur seodal accepte pour l'vne des offres l'annee a- lué. uec le marc d'argent aualué, il aura & prendra en ce cas l'année du fief auec ledit marc d'argét entier. Et si ledit sief est entier & qu'il vaille moins que trente liures tournois par anjil payera ledit marc d'argent au suremplage & pro rata du reuenu d'iceluy fief: mais par la coustume desdites cinq baronnies n'y a estimation de marc d'argent, ainsi qu'il est contenu en l'article precedent.

Les preud homes & arbitres ont accoustumé audit bailliage de Chartres, sauf esdites cinq De la taut tion pour baronnies en matiere de taxation de rachat, arbitrer & taxer pour droit de rachat des herita- droit de rages tenus en fief, vne maison ou manoir soixante sols tournois, la iustice soixante sols, le co-Iombier soixante sols, la garenne soixante sols, les sour & moulin bannier chacun soixante preud'homsols, l'arpent de pré dix solz. Et si tel vassal a seaux authenticques soixante sols tournois, & mes.

De la tauxa

Coustumes generalles du bailliage de Chartres

pour droit de peage semblable somme. Tous vassaux entiers & à plein cheual de seruice chacun soixante sols. Chacun muy de terre soixante sols, qui est pour chacun septier cinq solz tournois. L'arpent de bois de haute fustaye dix sols, l'arpent d'autre bois cinq sols, l'arpent de noë cinq sols, si elle est d'aussi bone valleur que bon pré. Auquel cas elle s'estimeroit autat que ledit pré. L'arpent d'eaue en bon estang ferme de bonde & chausse vingt sols tournois, la bonde soixante sols tournois. Si l'estang contient vingt arpés d'eaue ou plus, & s'il ne les contient, la bonde n'est point estimee en rachat. Le cens se tierçoye, & la rente inseodee se rachette simplemet, c'est assauoir de vingt sols tournois, de cens trente sols tournois, & de vingt fols de rente vingt fols, Et si les choses dessudites n'estoyent en bonne nature & valleur, la diminution cherroit & chet ausdit arbitrage desdits preudhommes.

Et par la constume desdites cinq barónies & fief gouet lesdits preud hommes ont acoustu mé tauxer ainfi qu'il f'enfuit: C'est à sçauoir le manoir en quelque edifice qu'il soit edifié est estimé à l'arpent ou septier. Et est estimé chacun arpent contenu au circuit du manoir ou estri ze dix sols tournois, au pro rata de ce qui y est. Iustice soit haute, moyenne ou basse, soixante sols tournois, seaux à contracts soixante sols, la preuosté soixante sols, peages & coustumes soixante sols, colombier à pied ou faye soixante sols, garenne en terre ou riuiere chacune soixante sols, vn moulin soixante sols, vn four bannier soixante sols, l'arpent de pré sur riuiere & à deux herbes dix sols, l'arpent d'autre pré & à vne herbe cinq sols, l'arpent de noé deux sols six deniers tournois. La iournee de fauchage estimé à demy arpent, soit en pré ou en noé ne prehende de vaut qu'au pris de la moitié de l'arpent. L'arpent de boys en plessis que les aucuns appellent touche, vaut dix sols, l'arpent de boys de haute sustaye cinq sols, l'arpent de boys taillables & de brocelles & autres boys moindres que haute fustaye deux sols six deniers tournois.La bon de de chacun estang soixante sols. Et ne sont plusieurs bondes en vn estang reputees ne conhensionis iam tees en rachat que pour vne. L'arpent d'eauë en estang cinq sols, chacun arpent ou septier de tournois, le cens se double, c'est assauoir de dix sols vingt sols, la rente inseodee se rachette sim plement de ce qu'elle vaut, & ce qui est trouvé des choses dessudites en non vallement l'arbitrage & direction l'arbitra quadragitadi- l'arbitrage & diminution des preud'hommes.

Le seigneur feodal a le choix desdites trois offres à luy faites à prendre telles qu'il luy plaira dedans quarante iours apres icelles offres faites, durant lesquels quarante iours le seigneur ne doit exploiter 'ledit fief. Et s'il l'exploite, il est reputé payé dudit rachat. Et à la fin desdits interim post il seigneur feodal le payera & remboursera de ses labours & loyaux coustemens au taux & arbitrage de gens de bien en ce cognoissans.

Le vassal est tenu faire en personne la foy & hommage, & lesdites trois offres au lieu 3 & sei 3 effectu manu gneurie dont depend & est tenu tel fief qu'il tient, tellemét que s'il les fait ailleurs, le seigneur initiere & fru feodal n'est tenu de le receuoir si bon ne luy semble. Mais s'il n'y a hostel seigneurial, le vassal re sine preiudi lera tenu lignifier les offres au seigneur seodal, à ses officiers, si aucuns en a audit lieu, ou à ses fermiers & mestayers, pour ueu qu'ils soyent demourans au lieu ou à trois lieuës à l'entour &

> CHAPITRE. 2. Du cheual de sernice.

E cheual de seruice se peut leuer par le seigneur feodal quand le fies est entier. Et est reputé iceluy fief entier. Au regard dudit cheual de seruice quand il vaut lx sols tournois en sit co loci ha- rachat, & s'il vaut moins, il peut leuer par portió & pro rata de ce qu'il vaut. Et vaut ledit cheual entier lx. sols tournois, qui se demande par action. Et ne se peut leuer qu'vne fois en la vie dem non tene- du vassal qui aura deu rachat.

CHAPITRE. 4.

Quand le sief chet en prosit de rachat.

E vassal du fief qui luy est venu & escheu par le deces de pere, mere, ayeul ou ayeulle, & par successions de ligne directe, soit en ascendant ou descendant ne doit point de rachat ou profit: mais est tenu le seigneur seodal le receuoir sans profit de rachat. Toutes-sois si le sief est abonné, on se doit regler selon l'abonnage. Et si la nature dudit sief abonné est que le fils doyue rachat par le decés de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle, il doit seulement payer ledit abonna-

Digitized by Google

nono, rel fibi applicado fruetus, secus de simpli ci cont inuatione praes ad deliberădum.Sed quid si vassallus los quadragin ta dies potest dominus cum Elus (uos facecio excufationis si quam in stam vassallus non autrement. habeat & domino notificamerit.fac.cons. de Lorris. S. 13.C.M. 3.14.Si nullus recipiendi ın fi tur illam face r e quia nec fie ri potest parie tions vel hosiiis vt stulti putant: satis est offerre &

justrumeti re

ferre oblatio-

1.13.Intelligo

de

ï

Ø

1

D

U

닖

abonnage. Et est laditte coustume generalle audit bailliage de Chartres, fors esdittes cinq ba-ronnies & Perche gouet. xvij. Par la coustume localle esdites cinq baronnies & Perche gouery-a rachat des peres & me-lement de toutes morts & mutations d'hommes du costé du vassal 3 sauf & excepté en retrait

lignager, duquel n'est deu rachat ne ventes de ce qui est tenu en fief ne censiue. Et est teserué 1 à l'Euesque de Chartres & aux seigneurs seodaux dudit Perche gouet 1 que maintienneur a- 1 17. Hors les la disse cinq hauoir droit de rachat de toutes morts & mutations sur tous & chacun leurs vasseurs & artierevaffeurs, tenus & mouuans d'eux, c'est à sçauoir. Eledit Eucsque à cause de sa chastellenie, terre & seigneurie de pont Going & chambre episcopale, & les autres dessussais à cause de leurs fiefs fituez & affis audit Perche gouet, quelque part que lesdits fiefs, ainsi tenuz d'eux, soyent situez & assis, de pouuoir vser de tel droit qu'il leur peut competer & appartenir sur leursditz

vasseurs & arriere-vasseurs,& à iceux vasseurs & arriere-vasseurs desseules au cotraire. Et aussi aux doyen & chapitre de l'eglise de Chartres, qui pareillement prezendent auoir droit de rachat de toutes morts & mutations en toutes leurs mairies & fiefs, bourciers tenus d'eux en foy & hommage quelque part qu'icelles mairies & fiefz bourciers soyent situez & assis, est

faites à eux & à leursdits vasseurs semblable reservation que dessus. Parautre coustume localle desdites cinq baronnies du Perche gouet, vn vassal peut par pusses vne sois vendre son heritage tenu en sief à vn autre auec saculté donnée par l'acheteur, de dua faculté. rescourre ledit heritage vendu dedans trois ou cinq ans, pourueu que laditte faculté du remo-derascoulleré ou rescousse soit portee par escrit és lettres d'icelle vendition, ou par autres lettres passes souz le notaire ou tabellion qui aura passé les lettres de vendition en vn mesme iour, heure, & temps, sans ce que par laditte vendition il soit deu aucun rachatau seigneur duquel ledit heritage est tenu en fief, iusques à ce que le temps de remeré ou rescousse soit passé & expiré: Et si ledit vendeur rend & restitue à l'acquereur ses deniers dedas ledit temps de trois ou cinq En venditio ans, il reprend son heritage sans en faire aucun proffit à son seigneur feodal. Et en ce cas n'y-a faite à facul pas mutation parfaitte iusques à l'expiration du remeré, par-ce que l'acquereur n'est pas séi-te de rescou gneur incommutable. Et semblablement ladite coustume a lieu pour droit de ventes en heri-tation par-

Le vassal est tenu faireà son seigneur feodal foy, hommage & serment de sidelité & luy pa-2 yer proffit de rachat, des fiefs qu'il a acquis 2 & qui luy sont venus & escheuz en ligne collate. 2. 19. Etiam nummis: quia ralle.

Celuy qui prend heritage tenu en fief à rente à rescousse doit rachat de l'heure 3 de laditte sudine, no n'est 4 prinse. Mais pour bail à rente à toursiours-mais, où le bailleur retiendra à luy, la soy, 4 n'est deu practification procession p

Par autre coustume dudit bailliage, sauf esdittes cinq baronnies & Perche gouet, quand au- lenio, vi in docun vend son heritage tenu en sief ou censiue à faculté de le pouvoir retirer pour le pris & 22 quaun in loyaux coustemens, l'acquereur du iour du contract est tenu payer rachat, entrer en soy & hos-census locus pra mage de ce qui est tenu en sief, & payer les gands & ventes de ce qui est tenu en censiue: mais cyrt parisis s. file vendeur retire ledit heritage au moyen de ladite faculté, ne sera tenu pour ledit retrait 6.48.C.M. payer aucuns gands, ventes ne profits de fief.

Et par autre coustume localle desdittes cinq baronnies & Perche gouet, quand aucun bail-pestata redem le aucun heritage tenu en fief à rente à rescousse perpetuelle qui est, totiens quotiens, par le dit prione, et amfi contract le preneur doit payer le rachat & faire tous deuoirs de fief. Mais si laditte rescousse mat, etias us nedure que trois ou cinq ans au plus ou au-dedans, il ne doit rachat jusques à ce que laditte dedit permia. rescousse soit faite. Et ne peut laditte rescousse passer cinq ans, sans faire proffit au seigneur. 4.fox.) Et par XXIIJ. tem domany ·Et semblable chose est en heritage tenu à cens pour les ventes.

En successió de ligne collateralle où il y-a heritages tenus en sies, est deu rachat & prossit de soum sendum rachat au seigneur seodal.

Si vne fille se marie, par le mariage, le mary doit prossit de rachat du sief de laditte semme. Et auffi si le fief luy eschet deuant le mariage, & de chacune mutation de mary semblable- un fidei re dini in confue.

La semme maryee par le deces de son mary qui durant le mariage, rachere-liberitage dessa qui com. femme, tant qu'elle sera vesue ne doit point de rachat, n'aussi des he ritages acquis durant ledit mariage de la moytié qu'il luy en appartient, & dont il aura fait ses dévoirs: mais si elle se rema rye,elle deura rachat comme dessus.

XXJ. sed tatum re-

XXIJ. 3. 20. No ex-XXIIIj, dures ad redi-

Bb iiij

Coustumes generalles du bailliage de Chartres

Les enfans ou hoirs en directe ligne par diuise & partages faits entreux, des heritages tenus en sief ne doiuent point de rachat, & s'il sont de reches partages sans retour d'iceux mes heritages, ou autres qui soient de la premiere succession de pere ou de mere, ayeul ou ayens en de ou autres en directe ligne ou collateralle, dont le rachat est payé, ne doiuent semblable-iniqui, Et adhuc limitandi ment point de rachat au seigneur de sief qui est tenu à ce regard de les receuoir en soy & homos procedat in mage désdits heritages.

XXVIJ.

Toutes fois esdittes cinq baronnies y-a la limitation qui ensuyt. Pourueu que ceux qui setaria: sessenta ront les partages ne soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta ront les partages ne soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta ront les partages ne soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta ront les partages ne soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta que comment recheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta que sessenta qui se soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta que se soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta que se soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta que se soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta que se soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta que se soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soy & hó
fit per sessenta que se soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soient de ce qui leur est escheu par le premier partage entrez en soient de ce qui leur est escheu par le premier partage en soient de ce qui leur est escheu par le premier partage en soient de ce qui leur est escheu par le premier par le prem

est deu rachat.1.

CHAPITRE. 5.

² Quand le seigneur feodal peut saisir & mettre en sa main le sief tenu de lay & en faire les fruits siens. xxviÿ.

nes numeri cor rigidi fuerunt prique ad fine.

SI le vassal quitte la foy 3 de l'heritage qu'il tient, le seigneur feodal peut par dessaute d'hō-3 me empescher le sief & le mettre en sa main iusques à ce que celuy au prossit duquel la quitance en aura esté faite, en ait fait ses deuoirs audit seigneur seodal, lequel fait ce pendant les fruits d'iceluy sief siens.

xxix.

Vn seigneur seodal par dessaut d'homme peut saisse & prendre en sa main le sief tenu de luy reterna sole d'iceluy iouyr & prendre les fruits à son prossit, & en vser comme vn bon pere de samille seigneur fait, & doit saire de sa chose, insques à ce qu'il air homme qui l'ait seruy & sait ses deuoirs de sief sum, dominus enuers luy.

> Le seigneur seodal fait les fruits siens en heritage qu'il tient en sa main par dessaut d'homme, supposé qu'il descende & vienne à fils de succession de pere ou de mere, ou autrement en ligne directe, & qui ne doit aucun rachat.

Vn seigneur seodal par dessaut d'homme ou de deuoirs de sief, non saits & payez, peut asdubio sit inter
pretatio contra iusu onero
sa empescher, & y faire mettre & apposer la main du Roy, ou d'autre seigneur, son souuerain,
dont le sief despend en confortant saditte main. Et pendant le temps de sa main mise significe
à son vassal ou au détenteur dudit sief, le seigneur du sief face les fruits siens. Et si le vassal les
perçoit, il est tenu de les restituer & restablir au par-auat que le seigneur soit tenu les receuoir
en soy & hommage & luy leuer la main, & audeuant de ladite main-mise, le vassal sait les fruits
siens, & n'est tenu de les restituer, supposé qu'il n'eust pas fait ses deuoirs, qui est à dire quand
le seigneur dort le vassal veille, & quand le vassal dort le seigneur veille.

Si le vassal est en soy de son seigneur seodal, ledit seigneur, nonobstant ce par dessaut d'adueu non baillé, peut bien saissir & empescher le sief tenu de luy: mais n'en peut saire les fruits siens. Et se doit bailler ledit adueu dedans quarante iours apres la reception de soy & homma-

Pour adueu non baillé, le seigneur feodal peut saisir & empescher le sief tenu de luy tat que l'adueu soit baillé, & commettre au gouvernement du fief, & quand l'adueu est baillé, doit ren dre les fruits à son valsal en payant les fraiz de la commission & les fraiz & sallaires raisonnables de commissaires, & quinze sols tournois pour l'amende d'adueu non baillé dedans les quarante iours.

Par la main dudit hommage, le seigneur feodal fait saissir son vassal, tel saississement est reputé vne simple denonciation, tellement que dedans xl. iours apres ledit empeschemet ou hommage cryez & feigneur me tenus il ne peut exploiter ledit sief n'y cometre commissaires: mais lessits xl. iours passez ledit signeur pourra faire saissir seigneur se dudit ses saissir seigneur se saissir seigneur se saissir saissi

CHAPI-

2

iniqui, Et adhuc limitandii
vt procedat in
divissione volu-i
taria: seenson
necessaria quae
fit per sententiam.C.M.
2. Hic pos S.
27. male adusque numerarunt articulii,
quia non est
S. sed rubrica, ideo omnes numeri cor
rigedi sucrunt
vsque ad sine.
C.M.
3. 28. Ergo esiam si vendidistrictudio
districtudio
redeptione ad
tempus permis

districted districted and tempus permis fair on teefs mank injectes: Idem si le vassallus dona uit feudum ad tempus tatum le reteta sidequia interpretandu quòd donanit frustus tatum le reteta sidequia interpretandu donanit frustus tatum ligardo si ligar

Du nef faify ge par adueuno baille. l'ac

CHAPITE, 6,.

¹Si le vaßal peut imposer aucune rente ou charge sur son fief.

1.0

Uz.

dily. $\chi_{\rm h}$

 $III_{i,j}$

71

ile

Ç.

r:h

Ш

den

car Car

Ū

4.1

Ш 1011

ZZ 'Ula

H 22

:DI

ű, U

1

علقلها I

H. IC

西西子说是出版

S'I L aduenoit qu'vn vassal eust imposé charge ou rête sur son heritage tenu en fief, telle char in this etiam malè collocatur gene preiudicie point au seigneur seodal, est en son choix de receuoir en soy celuy qui a articulus, qui a articulus, qui a acquis la rente & infeoder icelle, ou de la refuser & s'adresser à son fief.

Le vassal ne peut, par quelque maniere que ce soit, obliger n'hypotecquer aucun heritage brica sexta. qui soit tenu à foy & hommage d'aucun seigneur, sans le consentement & vouloir dudit seigneur de fief, au moins que telle obligation ou hypothecque que pourroit auoir faite d'iceluy heritage le vassal puisse ne doyue nuire ne preiudicier aucunemet audit seigneur seodal quant aux droits de fief, ne des autres proffits & redeuances feodaux, ou qui pourroient estre deuz à iceluy feigneur de fief. XXXVIII.

Les obligations & hypothecques constituees par le vassal sur aucu heritage tenu en fief ne Des obligapourroyent & ne peuuent empescher, que le seigneur de sief ne tiene & exploite en sa main uoussur l'he l'heritage tenu de luy, auec les fruits d'iceluy pendant le temps qu'il n'a point d'homme & iuf ritage tenu ques à ce qu'il ait esté payé & satis-fait des proffits & redeuaces de fief qui luy sont deuz à caufe d'iceluy heritage.

CHAPITRE 7.

Des soufrances.

xxxix.

VAND le seigneur feodal a donné souffrance à fon vassal de fief tenu de luy, il ne le 2. 39. Scilice .. peut plus auoir par puissance de fief.

La souffrance donnée par le seigneur seodal à son vassal vaut soy durant le temps qu'elle est pupillo XIj. cui statim de-

Le seigneur feodal par la coustume dudit bailliage de Chartres, (sauf esdittes einq baronnies & Perche gouet,) est tenu donner souffrance au pere ou mere ayant la garde noble de to viso dari po leurs enfans ou autres mineurs d'ans, & iusques à ce qu'ils soient en aage de porter la foy test, ideo st tusans aucun rachat ou proffit des heritages à eux venus & escheuz en ligne directe & en la de-pilli sui feudă mandant. Et pareillement aux tuteurs & curateurs de tous enfans mineurs soyent nobles ou emit & obtinon nobles. Et esdittes cinq baronnies la coustume est telle que dessus, sauf que ceux qui ont directo iducias la garde à qui on a donné souffrance en faisant les fruits des heritages des mineurs à eux, sont sidei, dominu tenus payer incontinent le rachat. Et où ils ne feroient les fruits à eux, le seigneur feodal à retractu feu sera tenu donner souffrance aux enfans soyent masses ou filles iusques en l'aage de quatorze dali per sous chats.

L'enfant malle peut faire & porter la foy à son seigneur en l'aage de vingt-vnan, & la sum temporu fille à quinze ans par la coustume dudit bailliage, sauf esdittes cinq baronnies esquelles les nem emptionis enfans soyent fils ou filles, peuuent porter la foy en l'aage de quatorze ans comme dessus est sinstrumen-

Quand le vassal desaduoue son seigneur seodal à seigneur, il commet felonnie & forsait son consuer pariss. fict enuers luy. CHAPITRE 8.

De cens & du censier.

E seigneur censier sait les fruits siens des heritages tenus à cens de luy & par luy mis en sa Le seigneur censier sait les fruits sien sait les fruits sies les peut bailler à son prossit insques à ce qu'il y ait proprietaire venu vers luy, recognoistre lesdits droits & deuoirs de cens. Et en iceux recognoissans est tenu payer les re-d'heritages parations & meliorations raisonnables qui auroyent esté faites par le seigneur censier ou mis en sa celuy à qui ils auroyent esté baillees. Et pendant le temps que ledit seigneur censier tiet iceux heritages en sa main, ledit proprietaire demeure quitte enuers luy des arrerages dudit

Quand aucun heritage est empesché à la requeste du seigneur censier pour les arterages 3.44. Pour les ieulement ou moins, selon ce que le seigneur ou son procureur ayant puissance affermera par C.M. serment en iustice luy estre deuz. Et ce sans preiudice des annees precedentes.

5.13.glo. vls.

Coustumes generalles du bailliage de Chartres

Quand aucun heritage tenu à cens est baillé à rente à rescousse, ou que sur iceluy est constitué speciallement aucune rente à rescousse, celuy qui a prins ledit heritage à rente à rescous 1. 46. Quant se, ou a acheté laditte rente reconurable, 1 doit & est tenu payer des l'heure du contract au 1 dux remes con le, ou a achiere laditte tente le conditable, do de contract du contract au fliques cecyest seigneur censier gands & ventes de la somme à quoy ladite rescousse se monte où ladite rente. corrigé par ar-rest de parlemoyen par la rescousse ne feront deuës aucunes ventes.

D'heritage tenn à cens, vendà ou eschangé en diuerses censiues, le seigneur censier doit anotation, sur la moir pour son droit de ventes le douzieme denier auec les gandz de son sergent estimez à vingts deniers tournois. Lesquels vente & gandz l'acheteur seul est tenu payer, sauf qu'esdites cinq chastellenies & Perche gouet les gandz ne sont estimez qu'à quatre deniers tourrest a lieu gene fiols.

rallement . sino Et quant à l'abbé de Vendosme seigneur de la chastellenie de l'Isle, qui pretend auoir droit es cas que l'ay de relief pour la mort & trespas de celuy qui tient en censis qui est de vingt deniers tournois pour liure de l'heritage tenu en censine estimé. Et aussi droit de quint & requint à cause des Sµr ledit artide.C.M. heritages vendus & tenus en fief. Et pareillement pour le seigneur d'annet qui pretend auoir droit en saditte chastellenie d'Annet, tant pour luy que pour ses vasseurs & arrière-vasseurs de 7. 5. 148. sub prendre pour ses ventes huyt blancz pour liure. Leur est reserué vser de telz droits qui leur. consuet. Dro-

En bail à rente à tousioursmais d'heritage tenu en censif ne sont deuz aucuns gadz ne venpim consuetu. tesssinon qu'il y ait eu bource deslice. Auquel cas l'acheteur sera tenu payer pro rata de l'art cti primati : ve gent desbourcé, mais si apres lesdittes rentes ou heritages sont vendus seront deuz gandz & me patrocinete ventes de la dite vendition.

En eschange fait en diuers censisz la chose eschägee se doit priser & estimer pour certifice dixi in consult sequeir & cognoistre quelles ventes en sont deues aux seigneurs censiers à fin de les leur

Quand deux heritages ou autres droits immeubles estans en vne mesme censiue sont eschangez sans retour n'y-a aucunes ventes, & s'il y-a retour il y-a ventes dudit retour.

CHAPITR'S 9.

Du douaire.

A femme noble ou no noble est douce de douaire coustumier qui est de la moytié de tous les heritages & immeubles qui appartendiét à son mary & dont elle le trouua sais au jourqu'elle l'epoula, & qui luy sont escheuz durant leur mariage par succession de pere ou de mete, ayeul ou ayeulle ou d'autres en directe ligne. Et l'acquiert ledit douaire dés la premiere nuyr que la femme à couché auec son mary: & commence à auoir son cours après le trespas du mary & se doit requerir aux heritiers de luy. Et s'il y-a douaire prefix & conuentionnel on se doit reigler selon la conuention des parties, & a ladi te coustume lieu par toutledit bailliage, sauf ef-4. 53. Sed fi dites cinq baronnies & Perche gouettentre roturiers la femme est douce du tiers de ce que dit est seulement

Le douaire de la femme coniointe par mariage coustumier ou conuentionnel entre noble libus legiti- ne se finist pas par le trespas de la femme douce. Sinon au regard d'elle, car si elle a enfans yftrë, douari pe sus d'elle & de son mary qui ainsi l'a douce, son douaire apres son trespas est fait le propre hemitus extigui- ritage de leurs enfans. Combien que ledit mary & pere d'iceux enfans doit iouyr sa vie du-

Douaire 5 coustumier est de la moytié de tous les heritages que tient & possede le mary & dont il est saisi & vestu au temps du mariage sait & consommé entre luy & sa semme, & qui leur viennét & escheent apres & durant iceluy mariage par succession de ligne directe, sauf qu'esdittes cinq baronnies & Perche gouer entre roturiers la semme est douce du tiers seule-5.54. Iste §. ment comme dit est dessus.

Cum sequenti Douaire conventionnel est celuy qui est accordé, taxé & limité en traité de mariage par pote coprehense paction & conuention faite entre le mary & la femme ou leur procureur & comis ayant puis-

Entre 6 non nobles le douaire coustumier & conventionnel se finist & determine, par le sup suis: quia trespas de la femme douce, le douaire par le trespas de la femme douce, se finist & estaint soit conteut.in § qu'elle trespasse auant le mary ou apres. Sauf qu'entre les nobles le douaire de la mere est reputé

datio Blesis vt tud . parisi. §.

53. nu. 12. cu payer. Seq.C.M.

censi.C.M.

3.48.Et no in

ment du 10.

may. 1557.re-

coustame de Paru , article

58. lequel ar-

umnes illi filij moriuntar fine liberunatora. tur:siçut fi superminerent & adirent haredi tittë patru: yt dixi in consue. parisi.eo. tit.

in §.52.C.M fance.

6. 56. Ifie S.

1.61.Consuet. Drocĕsis.j. §. 165.addit affi

nité. Duo fratres diu fimul

vixerut, senior

puté le propre heritage des enfans yssus en mariage, en telle maniere qu'il ne peut estre vendu, obligé n'hypothecqué contre n'au preiudice d'iceux enfans.

CHAPITRE. 10.

De communauté & diuision de biens communs.

11

西西

M,

109

RS.

BH

3

ďз

ď

ï

jt

t:

it!

li,

tous

Æ

90

1

Y

١.,

114

P5 1

و أو

r de

والماء

ķ.

FL.

park

त्रीत भीत lvÿ.

Momme & femme coioints par mariage en premieres nopces s'ils ont esté & demouré an & iour ensemble en mariage, ils sont communs en biens meubles, dettes, creaces, faits au par-auant ledit mariage & durant iceluy, & acqueremens faits durant leurdit mariage par eux ou l'vn d'eux, en telle maniere qu'entre non nobles apres le trespas de l'vn d'eux, iceux meubles, dettes & creances mobiliaires & acqueremens se diuisent entre les heritiers du trespassé & le suruiuant egallement, si autrement ledit trespassé n'a disposé de sa part. Et entre nobles tous les meubles appartiennent au suruiuant si bon luy semble, en payant par luy toutes les dettes, creances mobiliaires, obsecques & funerailles. Et entre les les acqueremens se mem societatis, et mis faits durant & constant leurdit mariage se partissent comme dessus.

Si homme & femme conioints par mariage ou l'vn d'eux ont esté autres-sois mariez, sententà adio dicatur: Apils sont communs de la premiere nuyt de leur mariage en biens meubles, dettes personnelles de acqueremens qui se sont durant & constant leurdit mariage, & aussi des dettes & creances mobiliaires esquelles chacun desdits conioints estoit tenu, au precedent ledit mariare dua partes,
ge.

Quad l'vn des coionts ensemble par mariage en premieres nopces va de vie à trespas auat tis. Sed opponil'an & iour d'iceluy mariage escheu, communauté n'a point de lieu, & peut chacun reprendre tur quod reconstruction est distribution est des parts de la proporté.

Si deux conioints par mariage font durant iceluy labourer aucun heritage qu'ilz tiennent de parëtela, es à ferme, moyson & pension, apres le trespassement d'iceux conioints ou de l'vn d'eux, les fruits ameublez se partiront par moytié comme fruits venus d'acquerement fait deuant leurdit mariage. Et si les fruits sont encores pendans par la racine en l'heritage d'iceux conioints il sera das sed apud Druydas sed apud Druydas sed apud Carnutes. Et si les fruits à qui est l'heritage de prendre tous leurs fruits, en payant la moytié des chastelz & loyaux coustemens à l'autre partie ou à son heritier, ou luy laisser prendre la moytié d'iceux fruits si autrement n'en a esté ordonné par testament.

l'aprieta, est domicilit partium non erat apud Druydas sed apud Carnutes. Et sic varonne de chastelz & loyaux coustemens à l'autre partie ou à son heritier, ou luy laisser prendre la moytié d'iceux fruits si autrement n'en a esté ordonné par testament.

Pour acquerir droit de communauté entre deux ou plusieurs, trois choses sont requises. La tudine, nec epremiere est qu'il y ait lignage i entr'eux & qu'ilz soient personnes de soy & vsans de leurs droitz. La seconde qu'ils ayent demouré ensemble par an & iour à despens commus. La tierce qui non est soi qu'il y ait apport & communication de biens par chacune desdittes parties. Et ces trois choses concurrentes ils sont communs en biens meubles & acqueremens saits par eux durant laditte communauté, s'il n'y-a accord ou protestation au contraire.

CHAPITRE. II.

Du mariage & de la puissance que le mary a sur sa femme & ses biens.

A femme est en la puissance de son mary, tellement qu'elle ne peut ester en iugement ne faire contracts sans l'auctorité de son mary, s'elle n'est marchande publicque ou proposee à aucune negociation par son mary. Auquel cas elle peut contracter touchant ce qui concerne le fait de la negociation & marchandise seulement, à laquelle elle a esté ainsi proposee & non surrement.

Par mariage le mary est reputé maieur & personne de soy en iugement & dehors, tellement qu'il peut poursuiure ses actions & passer tous contractz. lxiiij.

Le mary a le gouvernement & administration des heritages & possessions de sa femme le mariage durant, & est seigneur des biens meubles, fruits, prossitz & reuenuës appartenans à siriliter divides de se dettes, & les peut demander & poursuiure en iugement & dehors en son detur. Et sicin illa habebit quintamparie tessois qu'il puisse vendre n'aliener les heritages & possessions de saditte semme, sinon de son vouloir & consentement, mais peut seul sans saditte semme disposer à son plaisir & volunté de tous les meubles & conquest immeubles communs entr'eux, fors que par testament ne peut disposer que de la moytié d'iceux à luy appartenans.

& huic tant# sententia adin lix. & sic Triente lxj. de hac consue-S.vlt.de verb. fignifica . Sed foluto matrimenio ipsa vel hæredes éiusha bebunt partem in societate ma IXIII. mo deducit vi vefocius.C.M 2. soy) Id of

fui iuris per 6.seq.& J.63.163.167.0mnia exceptaria nimis errabunde habebant foy: veteres libri habet 6.63.aliàs 64.habent soy, vt hic emendani. C.M.

C H A P I T R E.

De retrait par puissance de fief.

lxv

1.69.Scilicet iniudicio:qui.t hoc non requiritur hic in ased quod citatio sit libe rata.C.M. 2.71.Hîc vi-

telligëdo de fiinsun alterius

duabu filiab° muptis quarum mariti cum so cero dinidunt, Gainst en ion ssent à dinn plus de trente ans, etiam post quam emptor vxorem duxit ex qua reliquit filios,T nc non folum nuliter indicasis retractue proximitatu: sed etiam iniquè indicarit,

E seigneur de fief peut retirer & aplicquer à son domaine vn heritage assis en son fief védu & mouuant & tenu de luy en plain fief pour le pris qu'il est vendu en y venant dedans l'an & iour de la vendition d'iceluy heritage, s'il n'a receu l'acheteur dedans ledit temps en sa foy, ou qu'il luy ait donné souffrance. Et ce faifant faire de son fief son domaine.

Et à ce que ledit seigneur de fief ne puisse estre frustré de son droit en cellant par les acheaetur contra-diclio intextu, teurs la vendition de tels fiefs, l'acquereur de tel heritage sera tenu notifier au lieu dont il est sed debet intel tenu en parlant au seigneur ou à ses officiers si aucuns en a, ledit acquerement par luy fait xl. ugi quando su jours au plus tard au parauant la fin de l'an & iour. Et où il notifiera plus tard, ledit seigneur est de ille late- pourra du jour de la cognoissance qu'il en aura, demander dedans al. jours apres tel heritage conunes & sic par puissance de fief.

Qui vend son heritage propre à luy venu de la succession de ses parens & lignagers à vn estranger de la ligne dont meut ledit heritage, il peut estre retrait par vn de son lignage du parente de re-ponent in sua costé dont il luy est escheu dedans l'an & iour de la possession reelle & actuelle saite sans frau-lineam, sed in-de en r'emboursant l'acheteur des deniers de la vente dedans le temps de coustume des chatin priorn cu- stels & loyaux coustemens, qui est de huytaine apres l'adiudication.

Et s'il y-a aucun qui soit plus prochain lignager dudit costé dont se meut ledit heritage mairimoni ab vendu que celuy qui aura fait bailler ledit adiournement qui vueille auoir ledit heritage par guia ssiu state retrait, il sera preseré à celuy qui aura fait baillet ledit adiournement, pourueu qu'il vienne dedans huytaine apres la premiere assignation de laditte matiere qu'on sera tenu à prendre en ad corum com plein iugement, en remboursant par ledit plus prochain lignager l'autre lignager des fraiz, modum contra mises & loyaux coustemens faits par celuy qui aura fait bailler iceluy adiournement. Et s'il y fortime contra re en a deux ou plusieurs en semblable degré qui veullent auoir par retrait ledit heritage vendu, motiores. Qui- l'aisné sera preferé au puisné, & le masse à la femelle. Et s'il n'y-a que filles l'aisnee sera preferee aam in territo aux puisnees. Et sera tenu ledit prochain lignager faire serment qu'il ne demande point iceluy emit domum à retrait en fraude, mais le demande pour luy pour le remettre en la ligne. Et s'il est trouué qu'il ru, que postes y ait fraude de son costé, sera condané en l'amende arbitraire du juge, & à delaisser ledit herita moritur reliciu ge à luy adjugé à celuy qui aura fait bailler ledit premier adjournement pour le sort principal & loyaux coustemens faits pour raison de laditte premiere vente.

L'adiournement en matiere de retrait le doit faire sur le lieu & heritage qu'on veut retraire presens tesmoins hors huitaine, & signifier à l'acheteur, & à chacun iour d'assignatio de la cause deniers doyuent estre offers à descouuert par celuy qui veut retraire tel heritage iusques au iour de la litiscontestation includ, autrement il dechet dudit retrait.

Le lignager du vendeur du costé & ligne dont l'heritage vendu luy est venu & escheu, est ale secundam à preserrer au seigneur de sies au retrait d'iceluy heritage dedans l'an, iour & temps que des-

Si homme & femme sont conioints par mariage & il leur est adiugé aucun heritage par regeneri illi ague trait soit du costé du mary ou de la femme, tel heritage ainsi retrait est reputé acquerement & fu. contra :- demourera au suruiuant d'iceux conioints par moytié, & aux enfans du deffunt l'autre moyfos, qui absoltité, s'il y-a enfans d'iceluy mariage. Et s'ilz n'ont aucuns enfans, ceux du lignage dedas l'an anuntur in pri pres le deces de la personne du costé de laquelle a esté fait ledit retrait ou de ses enfans, poursed condemnă- ront auoir iceluy heritage ainsi retrait par maniere de remboursement, supposé qu'il y ait plusur, par les pre sieurs ans passez depuis ledit retrait en payant comme dessus les deniers, chaptelz & loyaux Chartres: Ref. coustemens, & sera le plus prochain lignager preferé comme dessus.

Desbourcement a lieu quand aucun vend son heritage propre à aucun de son lignage, & rut, quia non apres l'acheteur le vend à vn estranger & hors de la ligne dedans l'an & iour & le temps que possibilité pric des lignagers du costé dont meut le dit heritage, le peut auoir par forme de rensret appellatio- boursement, en remboursant l'acheteur du sort principal & des loyaux coustemens comme ne remota, co- dessus est dit, & sera le plus prochain lignager preferé comme dessus.

> Et pareillement ledit remboursement a lieu quand celuy à qui aucun heritage est adiugé par retrait lignager le vend à vn estranger de la ligne, en y venant dedans l'an & le temps que dessus. Et est le remboursement comme dit est. lxxiiij.

Quand aucun heritage propre est baillé à rente de rescousse à vn estrange du lignage, I vn

die dicta divisionu, ideo consului statim antequam causa processus scripti examinari possit in curia parlamenti obtinendas ab es insubitiones particulares no emptitijillipresidiales sententiam suam de facto exequantur. C.M.

des ligna-

des lignagers du bailleur du costé & ligne dont meut ledit heritage le peut auoir par retrait dedans l'an & iour & temps dudit bail que dessus, à la charge de ladite rente & rescousse. Et en ce faisant sera tenu ledit lignager descharger & garantir le preneur de laditte prinse à rente, & de ce bailler caution suffisante. Et sera le prochain lignager preseré comme defius.

10

d

rd:

li je

53

Į.

Wi:

)II

10

t qu'.

COL

L

:Class

:50

京門馬田 多四日 四日 河南田

Quand aucun baille son heritage propre à rente à tousiours-mais à personne estrange de son lignager, son lignager du costé & ligne dont meut ledit heritage peut auoir par retrait ladite rente perpetuelle si elle est venduë dedans l'an & temps de ladite vendition que dessus, en remboursant l'acheteur du sort principal & loyaux coustemens. Et sera le plus prochain lignager preferé comme dessus.

Quand aucun vend ou constitue speciallement sur son heritage propre & generallement I sur tous les autres biens à personne estrange rente perpetuelle ou à rescousse. Le lignager du costé & ligne dont meut ledit heritage, & sur lequel est speciallement constitué laditte ren te, peut auoir par retrait icelle rente dedans l'an & temps de la vendition comme dessus, mili, re au de en remboursant l'acheteur, & sera le plus prochain lignager preseré; comme dessus est niervingt, que dit,

Si aucun baille son heritage propre à rente à tousiours-mais à personne estrange & hors la Lt. ff. de reb. ligne dont meut ledit heritage. Et en ce faisant il y ait bourse desliee, deniers ou autres choses dub. & sic ma lè intelligitur equivallens baillez ou promis bailler. En ce cas le lignager du costé dont vient & procede le-de reditib vul dit heritage le pourra auoir par retrait lignager, à la charge de ladite rente & en payant lesdits garibus duode deniers ou choses equiuallens & loyaux coustemens, dedans le temps de coustume comme subsunt huic dessus. Et en ce faisant le preneur sera deschargé de laditte rente, & sera le plus prochain ligna retractui: ve ger preferé comme dessus est dit.

Pour heritages ou autres choses adiugeespar retrait lignager, ne seront deuz gandz, ventes \$.172.C. M. ne proffits de fiefz au seigneur censier ou feodal, mais seulement aura iceluy seigneur censier ou feodal lesdits gandz, ventes & proffitz de fief de la vendition faite, au moyen de laquelle est fait ledit retrait. Lesquels gands, ventes & prossits de sief seront comprins és chastelz & loyaux coustemens si ledit acheteur les a payez. Sinon sera tenu celuy à qui sera adiugé ledit retrait, les payer audit seigneur censier ou feodal.

lxxviij. parisi. \$.58

CHAPITRE. 13.

De seruitude & prescription.

N la ville & fauxbourgs de Chartres, villes & bourgades desdittes einq baronnies & PerDe soy clor
che gouet, chastellenies & preuostez estans audit bailliage de Chartres, chacun est tenu de recontre son soy clorre de closture conuenable contre son voisin, ou bailler terre pour porter ses eauës en voisin. fon danger hors de dommage de son voisin s'il n'y-a seruitude constituée expressement au co-

Aucun ne peut auoir ne tenir veues ou fenestres ouurans, contre & sur l'heritage de son voisin, sinon qu'elles soyent de sept pieds de haut à rez de terre ou de plancher & à voarre dor mant, ne prescrire en tout ce que dit est par quesque temps ou iuyssance que ce soit, s'il n'y-a seruitude constituee au contraire.

Le seigneur feodal & le vassal ne peuvent prescrire l'vn contre l'autre au regard des droitz & deuoirs feigneuriaux & de la proprieté. Excepté des rachatz & arrerages de cens qui pourroient estre deuz qui se prescriuent par le laps de trente ans. Et lesquels ledit vassal ne sera tenu payer apres ce qu'il aura iouy paisiblement de son fief & sans auoir esté inquieté. Et pareillement seront les rachatz deuz au parauant lesdits trente ans couuers. Et aussi par la receptió de foy & hommage faite par le seigneur sans reservatio expresse des rachats qui luy sont deuz tous rachats precedens font couvers.

Marchans, gens de mestier & autres vendans leurs denrees & marchandises en destail, chirurgiens, barbiers, orfeures, apothicaires, masçons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, ser-donnace fainiteurs & autres mercénaires au bailliage de Chartres, Perche gouet, ne pourront faire actió, te du Roy question ou demande de leursdittes denrees & marchandises, salaires & services apres deux Loys xix ans passez lesdittes denrees & marchandises vendues, debitees & deliurees à detail, ouurages, labours, salaires & services faits: Fors & excepté de celles qui auroient esté & servient recon gneuës par obligation ou cedulle.

Cc j.

Coustumes generalles du bailliage de Chartres.

CHAPITRE 14. De decret, cryes & Subhastations.

lxxxiÿ.

VAND aucun heritage est mis en cryees par ordonnance de iuge à la requeste d'vn creancier, les solennitez gardees, tel heritage entant que touche le deteur, doit estre sequestré & mis en main de iustice & regy par commissaires, auec les fruits d'icelles, pendant lesdites cryces, au proffit de qui il appartiendra. lxxxiiij.

Il est loysible aux creanciers ausquels sont deuz aucuns deniers ou qui ont droit de rente fur aucun heritage dont sont plusieurs arrerages deuz & escheuz, & esquels le detenteur est enuers eux obligé ou condemné, de faire mettre ledit heritage par deffaut de payement d'iceux deniers ou arrerages & des biens meubles trouuez en la possession dudit obligé ou condemné en cryees & subhastations, les solemnitez de droit en tel cas requises, gardees & obieruces.

Comment & par qui se doyuent fai re les crices

Les cryees & subhastations d'heritages se doiuent faire par ordonnance & comission de iuge de la iustice souz laquelle telz heritages sont subiers, c'est à sçauoir, en la ville de Chartres par quatre samedys entre-suyuans l'vn l'autre, és chastellenies par quatre iours de marché & au plat pays, & où il n'y-a point de marché par quatre dimenches, à l'yssuë de la messe parrochial de la parroisse, en laquelle telz heritages sont assis, les dittes cryces entre-suyuans l'vn l'au tre sans internalle. Et dés la premiere cryee doit estre mise & attachee la copie desdites cryees à la porte de l'auditoire, où telles cryees se doiuét raporter. Et icelles cryees faites & parsaites & ladite copie ainsi attachee & le tout deuëment raporté & verissé la quarantaine passee, à comter du iour que fut faite la premiere cryce,& que toutes les oppositios sont discutees en iugement, l'adiudication de tels heritages se fait & peut faire au plus offrant & dernier enchèrisseur par le juge souz la jurisdiction duquel telles cryees ont esté faites. Et si le chapitre de Chartres, en leur iurisdiction de Loing, veullent faire les criees de leurdite iurisdictio au marché de Chartres, faire le pourront, en demandant affistance aux officiers du Roy, lesquelz serot tenus la leur donner.

Quand aucun heritage est adiugé par decret les solemnitez en tel cas requises, gardees, les oppositions des opposans discutees, le decret baillé & deliuré en forme authétique à la partie & possession printe au moyen d'iceluy des heritages à luy adiugez par decret, il est fait par ce moyen seigneur proprietaire & possesseur de telz heritages à luy ainsi adiugez par decret. En telle maniere que tous ceux qui au deuant dudit decret eussent peu pretendre ou demander aucun droit d'hypothecque, propriet é ou possession sur ledit heritage ainsi adiugé par decret & qu'auant l'adiudication d'iceluy decret ne se seroient opposez, en sont forclos, priuez & deboutez.

CHAPITRE 15.

De donation mutuelle.

lxxxvÿ.

EVX conioints ensemble par mariage, soyent nobles ou coustumiers ayans enfans peuuent donner l'vn à l'autre mutuellement tous & chacuns leurs meubles & conquests immeubles, pour en iouir par le furuiuat par vsuffruit, à la charge de nourrir & entretenit les enfans selon leur estat. Et auant qu'en auoir deliurance par les mains de l'heritier, sera tenu ledit furniuant faire inuentaire & bailler caution. Et si ledit suruiuant se remarie ladite donatio mutuelle demourra nulle. Et entre roturiers lesdits meubles & coquests immeubles. Et entre notiendum, sicut tuelle de mourra nuile. Et entre roturiers leigits meubles & coqueits immeubles. Et entre notendum, sicut tuelle de mourra nuile. Et entre roturiers leigits meubles & coqueits immeubles. Et entre nonec illud de in bles les conquests se departiront entre le suruitant & les ensans du premier decedé: & s'il n'y a nuls enfans dudit mariage, lesdits deux conioints pourront donner mutuellement l'vn à l'au tre tous leursdits meubles & conquests immeubles, pour en jouyr par ledit suruinant en proprieté.¹.

> CHAPITRE. 16. De donations & contracts faits entre vifs.

lxxxvii.

 $oldsymbol{V} \mathbf{N}$ chacun peut vendre & aliener fes heritages ainfi que bon luy femble par venditions, do nations & autres contracts faits entre vifz sans le consentement de ceux qui, luy doiuent preaeffuncts succeder, & vaut telle donation, alienation ou disposition, & mesmement quand else est saite trimonio legi- entre vifs & personnes ydoines à ce faire, & à personnes capables, pourneu que par ladite dotimare dixi in nation les enfans des donateurs ne soyent point priuez de leur legitime part & portion à eux consuer pariss. 5.155. C.M. deuë de droit de nature. kxxix.

CHAPI-

uentario 👉 satisdatione: quia illa & e-tiam illud s'il se remarie suns adposita fauo re liberorum communium tantum.Intel live tamen salva filtorum prædeffuntti

1. 87. Non re

petit s'il se re

marie, Et sic tuto non repe-

1. 90.Hoc de cretu territas

CHAPITRE. 17.

Des laiz & ordonnances testamentaires & de derniere volunté.

1

iJ.

1

.

ĬĬ.

. :

ij

ı A

IJ,

13

:5

12

1

27.

1.7

177

.

Ш, ,les

:THE ar (1

ı.E ولي. خلاد

بوم. اناماً،

34.

T

30

ÖĞ

مدوا نطاریا

فآر

100

0.1

> 100 III

Ous executeurs testamétaires sont saissis par an & iour apres le trespas du testateur de tous num.C.M. & chacuns les biens meubles sculement demeurez par le deces d'iceluy testateur en faisant inreduplicie vi inuentaire deuement, & à la charge d'appeller par lesdits executeurs les heritiers du deffunt, culi in collatepour veoir payer les dettes & autres choses qui pourrot estre deuës par ledit testateur, autres hec consuetudo que les ordonnees pour ses obits, obsecques & funerailles. Lesquelles choses ordonnees par non explicet, iceluy testateur pour sesdits obits, obsecques & funerailles lesdits executeurs pourront payer explicat. 7. 6. & mettre à execution sans appeller lesdits heritiers. Et neantmoins si lesdits heritiers d'ice - 203. quod taluy decedé veulent bailler argent contant aufdits executeurs pour accomplir ledit testa - men no habet locum in barement entant que touche lesdits obits, obsecques & funerailles, & autres dettes cogneuës & dia voi sufficie baillent bonne & suffisante caution de payer les autres dettes & accomplir le residu dudit te-steru mide pro-stament dedans ledit an. Et en ce cas les dits heritiers auront, si bon semble, deliurance desdits biens meubles.

Tous testamens, codicilles, ordonnances & disposition de dernière volonté faits & passez censis, s. 199. par testateur en la presence d'vn notaire ou tabellion, & trois tesmoins ou du curé ou vicaire C.M. du lieu & trois telmoins, & aussi si tel testament, codicille & ordonnance de derniere volonté contentio suit estoient escritz & signez le tout de la main du testateur sans tesmoins, setont bons & vallables an hic textus & à iceux adioustera lon pleine & entiere soy. Et si lesdits testamés, codicilles, ordonnances & restringeretur dispositions de derniere volonté n'estoient soyent & passez les sollennitez dessusditus ob-salie uner cos I feruees & gardees, ils ne vaudront & feront de nul effet & valleur. I

Home & femme conioints par mariage & autre habilles & ydoines à tester peuvent dispo- eiusdem cellula fer par testament & ordonnance de derniere volonté, de tous leurs biens meubles & acquere- or gradue or pres à leur plaisir & volonté, & le donner & laisser à qui leur plaira, pourueu que les legataires sont personnes capables. & que les enfans des restaures formes capables. més immeubles& du quint & de leurs propres auec le reuenu d'une annee de tous iceux prosoyent personnes capables, & que les ensans des testateurs ne soient priuez & frustrez de la da sorore gerlegitime à eux deuë de droit de nature. Et est laditte coustume accordee par tout ledit baillia mana & ne ge sauf qu'esdittes cinq baronnies & Perche gouet, & par coustume localle dudit lieu les coniointz ne peuuent quant aux propres donner l'vn a l'autre que le quint tenu en fief,& le quart mano predef. tenu en censif & non le reuenu d'vne annee. Et quant au surplus à ladite coustume lieu esdit: functo qui rotes baronnies & Perche gouet.

Aucun ne pourra estre ensemble heritier & legataire en vne mesme succession.

CHAPITRE 18.

De saccession.

PEPRESENTATION alieu audit bailliage, mesmement audit Perche gouet en ligne directe & collateralle felon disposition de droit.2. xciij. Le mort saissif le visson plus prochain heritier habille à luy succeder & sans apprehension dicatum fuit

Institution d'heritier n'a point de lieu audit bailliage & Perche gouet.

En succession de ligne collateralle en parcil degré, les filles ne prennét rien és heritages re ressum prolation 3 nus en fief & n'y-a point d'aisneesse, mais les freres 3 y succedent egallement.

Es heritages tenus en censis n'y-a point d'auantage entre freres & sœurs aisnez ou puisnez or se sous fenda en ligne directe ou collateralle.

Aux enfans du premier mariage appartiennent les proptes heritages tenus en fief, & aux cata exclusa enfans du second mariage les conquests tenus en fief, & sont tous mariages reputez secondz amita. I dem 4 hors le premier. Les autres heritages tenus en censif se partissent egallement entre tous les prins anno.

lxxxix. fauorabile est odio suggestio XC. Satis oftendit excludere in feudis. Sed per sententia pre xcy. In supplicables pro amita.Ne XCIIIJ. potes appella-XCV. Tunt & vice-XCVj. die sabbati.10 XCVIJ. Sub hac confue. 1545.per ar-

sum fuerat pro domino Do. o fic non est amplina dubitandum: Secus dicerem si illi nepotes essent ex sorore desfuncti: quia tune cocurrerent ad dimidiam cum sum surest pro domino Do. & sic now est amplieu dubitandum: Secus dicireus si illi nepotes essent est sorore dessentitiquia tuno cocurrerent au asmiaiam cum al tera sorore dessentitiono esim possent quantumun masculi potiores esse matre sua quim representant. C. M.

4. 97. Tantum dicitur primum illud ex quo super sunt seniores silvicomnia vero sequentia matrimonia dicuntur vuum secundum. Vidi q. valde contronersam
Titius habet sliiam qua ex primo viro habet silios & etiam ex secundo, deinde moritur relicto patre & silviqui non sunt heredes matru ob eius debita, postea
moritur Titius auus, nepotes ex primo viro volunt habere omnia seuda antiqua quia tacite videntur matri succederes ed non est itazquia omnes veniunt ex
capite suo, veruntamen quia veniunt ex pluribus matrimonis eius dem silva videtur eadem mens consuetudini etiam sin nepotibus. Porro si hac qui unita valda
contronersa in dicto casu simplici, multomagiu suit ambagiosa in casu mixto, Titio relinquente silva em nepotes & nepotes dimersorum matrimonis silva prades untique sexcludes untique suit silva suit suit suit matrimoni in seudis antique
excludet omnes masculos secundi. Vidi lepidiam quastionem: vidua habens vnicam silvam hoc tacito & vt virgo nussit nobili qui dedit ei dimidiam de su terva de Marolles pour luy estre propre & ipsa in tractatu matrimony vicessim dat mediam de tous set sins pour en iouyr par luy & les siens à la charge que s'il
ny-a ensans, il en iouira seulement sui un tractatu matrimony vicessim dat mediam de tous set sins pour en iouyr par luy & les siens à la charge que s'il
ny-a ensans, il en iouira seulement sui sunt recept donatary matrus
sure est se seulement sui succedere debent conserve en consequenter ominia seulement matrim tratiti relinquere soroi y terina per \$.99.C.M. sua ergo, si velme ei succedere debent conferre & consequenter omnia feuda qua fuerunt mattù relinquere sotori vterina per \$.99.C.M.

Coustumes generalles du bailliage de Chartres.

dits enfans. xcviij.

Tous heritages qui escheent en succession de ligne collateralle, sont reputez le propre heri tage de ceux à qui ils escheent.

Le pere ne la mere en leur fuccession ne peuuent aduantager leurs enfans l'vn plus que l'au

Le pere & la mere, ayeul, ou ayeulle fuccedent aux biens meubles & conquestz immeubles de leurs enfans qui decedent fans hoir de leur chair.

Tous religieux & religieuses profes sont forclos & inhabilles de succeder à quelque succes sion qui leur peut aduenir, soit directe ou collateralle. Et le conuent ou monastere où lesdits religieux & religieuses sont profes ou demourans, ne pourront pretendre aucun droit pour n'au nom & lieu desdits religieux & religieuses n'autrement.

CHAPITRE. 19.

De bail, garde, tutelle & curatelle d'enfans mineurs.

cy.

PAR le trespas de pere ou mere les enfans sont sui iuris & hors de la puissance d'autruy supposé qu'ils eussent ayeul ou ayeulle, & desfaut la puissance que le pere avoit sur eux. Si tels enfans font mineurs & fouz aage, ils doiuent auoir tuteurs & curateurs pour gouuerner eux & leurs biens, si le pere ou la mere n'en vouloient prendre ou recueillir la garde, gouuernement & administration, ce qu'ils peuuent saire de leur auctorité sans en venir à iuitice.

Si le pere ou la mere prent la garde des enfans mineurs d'ans orphelins de pere ou de me-De la garde noble desmi re. Et l'ils sont nobles, les meubles & les fruits des heritages sont au gardien, en nourrissant & deues heritages heritages hien & deues deues deues deues deues heritages hien & deues d entretenant lesdits mineurs selon leur estat, & soustenant leursdits heritages bien & deuëment en payant les dettes mobiliaires. Et aussi en payant les charges d'iceux heritages durant le temps de laditte garde.

Si le pere ou la mere,qui ont la garde, se remaryent, la garde deffaut, & sera pourueu & ordonné de tuteurs & curateurs aux enfans mineurs.

Durat la tutelle &curadeu aucú rachat.

Durant la garde, tutelle & curatelle d'enfans mineurs n'y-a point de proffit de rachat au telle il n'est seigneur feodal pour raison d'icelle garde, tutelle & curatelle.

Audit bailliage de Chartres & Perche gouet les bailz des mineurs n'ont point de lieu:mais leur sera pourueu de tuteurs & curateurs, sinon que les pere ou mere eussent prins la garde d'iceux mineurs ainsi que dessus est dit.

C H AP I T R E.

Amende de fief Z & de cens.

cvin.

VI recelle & ne paye ou deprie dedans huytaine au seigneur, son receueur ou commis, ou au procureur ou sergent là où lesdits seigneur, receueur, ne son comis ne seroient demourans & residens sur le lieu où on a accoustumé faire ledit payement ou depry, les ventes de l'heritage acquis est amendable de lx. sols tournois enuers ledit seigneur censier, & s'il deprie dedans la huitaine, & il ne paye lesdittes ventes dedans la huitaine ensuyuant, ledit depry il est amendable de sept sols six deniers tournois.

De l'améde fraintè.

Qui leue ou fait enleuer les fruits ou choses empeschees par le seigneur feodal ou censier apres l'empeschement signifié, il chet en amende de lx. sols tournois pour main enfrainte, & si tel seigneur empeschant a iustice iusques à soixante sols tournois. Et s'il a iustice sonciere seulement, n'y-a que sept sols six deniers tournois. Et est tenu de reintegrer les fruits par luy prins.

Toutes personnes qui ont droit de censif sont pour le moins reputez seigneurs fonciers,& on droit de commettre sergent, pour faire saissir & mettre en leur main les heritages tenus loco & tempo fonciere iusques à sept sols six deniers tournois, par dessaut desditz cens, droits & deuoirs seiresolui debet, gneuriaux non payez.

non tamen co-

Qui tient heritage à cens qui est deu à certain iour & en certain lieu, & il ne paye ou dequia porest esse prie ausdits iour & lieu, il chet pour chacune annee qu'il dessaut à payer ou deprier en amenpossulabilis, re de de sept sols six deniers tournois enuers le seigneur censier. Et s'il ne paye ledit cens durant dixi in consue. parifi. §. 62. in le temps dudit depry qui est de huit iours, il est en amende come dessus, si tel cens n'est reque rable auquel cas ficeluy qui doit le cens apres que le seigneur censier luy aura requis, ne le

paye

Digitized by Google

timu precisê:

CHAPITRE 21.

eic,

3

ļ E

ر العار

α å æ

(1)

100

77

12

عند. غندا

CO

11/15

لمزير

را دار

2010

م موالم

Imendes de champart & terceau.

VI leue ou emporte les fruitz d'vne terre tenuë à chapart ou terrage, au desceu & sans ا او faire sçauoir au seigneur à qui le champart appartient ou à son procureur ou cómis, Deceluyqui il chet en amende de lx. sols tournois enuers ledit seigneur. Et est tenu rendre le droit de chapart ou terrage.

Et semblablement qui despouille vignes qui doiuent terceau, s'il tire son vin de la cuue ou autre vaisseausans le faire assauoir au seigneur à qui il est deu ou à son procureur, receueur doit terceau ou commis, il chet en l'amende de la sols tournois enuers ledit seigneur. Et doit payet ledit pour raison de sa vigne terceau & en quittant par celuy à qui appartiét la vigne la despouille de l'annee d'icelle le iour au seigneur. saint Barthelemy au mois d'Aoust és mains que dessus, il sera quitte dudit terceau pour laditte annee. Et pourra le seigneur faire vendanger laditte vigne & prendre les fruits de ladite annee fi bon luy femble.

CHAPITRE. 22.

Amende de prinse de bestes.

exity.

EN prinses de bestes, le preneur bien samé & renomé sera creu, par son serment, de la prin-'se desdites bestes faisans dommage. Et sera l'amende de laditte prinse payee, selon qu'on a prinses en accoustumé par-cy deuant, és lieux, terres & iustices où ladite prinse sera faite.

Des bestes dommage.

CHAPITRE. 23.

Amendes d'arrest & main-mise enfrainte.

VI leue ou transporte ou fait leuer & transporter aucune chose par dessus l'arrest & main-mise signifiee dudit seigneur qui a iustice iusques à lx. sols tournois, il chet en Deceluyqui amende de soixante sols tournois, & doit reintegrer laditte main mise. Et si le seigneur a ropt la main moindre iustice n'y-a que sept sols six deniers tournois, & doit restablir & reintegrer comme

I.Que in mul tis different à Carnotensi-

E sont les vsages & coustumes dont on a accoustumé vser en l'auditoire & bailliage du comté de Dreux, de tous temps & d'ancienneté.

CHAPITRE.

bus:quaus cocxvi., dem contexts

Et premierement des fiefs & de leur nature & des droits & prerogatiues d'aineesse.

TOVS vassaux sont tenus faire des fiess qu'ilz tiennent à leur seigneur seodal soy, hommage & serment de fidelité. Le frere aisné peut retenir & porter la foy des fiefz venus de pere ou de mere, ayeul ou ay-

eulle ou autrement en ligne directe du consent ement de ses freres & sœurs. Et en ce faisant les sauue & garde de prossit de rachat. Et tiendront sesdits freres & sœurs leurs portions de luy fi bon leur semble.

Le fils aisné entre plusieurs enfans pour sa part & portion de pere ou de mere, doit auoir pour son droit d'aineesse le principal manoir & arpent & demy de terre ou enuiron iceluy, s'ils. y sont ou le vol d'vn chappon, auec la moytré de tous les fiefz & l'autre moytié appartient aux autres enfans. Et l'il aduient qu'ils ne soyent que deux, il y-a vn fils, tel fils doit auoir les deux tierces parties auec ledit principal manoir, & le puisné le tiers seulement. Et n'y-a qu'vn droit,

² d'ailneesse quant au principal manoir.² Entre filles qui sont en pareil degré de succession n'y-a aucun droit ou prerogative d'aisne- 2.118.1d of, esse, and doit l'aisnee, soit en heritage tenu en sief ou censis, avoir ne prédre plus que ses puis in successione nees:ainçois doiuent egallement partit.

Es heritages tenus en censis n'y-a aucun auantage ou prerogatiue d'aisneesse : mais y succedent les freres & sœurs egallement & par teste.

principale ma sionem capere in successione CXX. Ge contra: Se

CHAPITRE. 2.

Des offres que le vassal qui doit proffit est tenu faire à son seigneur feodal.

E vassal qui veut entrer en soy & qui doit prossit à son seigneur seodal, est tenu de luy saire cuius successione trois offres, l'vne d'vne somme d'argent telle qu'il aduisera, l'autre de l'estimation & arbi- ne accepit, non trage du dit de preud hommes, la tierce du reuenu de l'année du fief auec le marc d'argent aua est communis fed alterisseme lué selon la qualité du fief.

L'annee auec le marc d'argent auallué s'enstend que si le sief est entier vallant trente liures c.m.

Coustumes generalles du bailliagede Dreux.

tournois de reuenu par an, & que le seigneur seodal accepte pour l'vne des offres l'anee auec le marc d'argent auallué, il aura & prendra en ce cas l'annee du fief auec ledit marc d'argent entier. Et si ledit sief n'est entier & qu'il vaille non moins desdittes trentes liures tournois par an il payera ledit marc'd'argent au surempleige, c'est à sçauoir pro rata du reueuu dudit fief.

rachat doit estre estimé par les preu-

Les preud'hommes & arbitres ont accoustumé estimer en matiere de taxation de rachat Commet le des heritages tenus en fief, vne maison & manoir soixante sols, la iustice soixante sols, coulom bier à pied soixante sols, la garenne soixante sols, le four & moulin bannier chacun soixante sols, l'arpent de pré dix sols, l'arpent de vigne dix sols, & si tel vassal a seaux autenticques soixante sols & pour droit de peage soixante solx. Tous vassaux entiers à plain cheual de seruice à chacun soixante sols. Chacun muy de terre vallant douze arpens soixate sols, qui est pour chacun arpent v.fols. L'arpent de boys de haute fustaye x.fols, l'arpent d'autre boys cinq sols, l'arpent de noë cinq fols, si elle n'est d'aussi bone valleur que pré:car elle s'estimeroit autat que ledit pré. L'arpent d'eauë en bon estang ferme de bonde vingt sols, la bonde soixate sols, si l'estang contient vingt arpens d'eauë ou plus, & s'il ne les contient, la bonde n'est point estimee en rachat. Et est à entendre & sçauoir qu'en laditte comté de Dreux tous les deniers & sommes sont à parisis, tant en bail qu'en recepte & telle est la coustume de tout temps & d'anciéneté.

Estimatió du rachat de ré te infeodee.

mu de ladit**ean**

licet ad hoc vi

prinetur doms

Sed si vassallo

cadunt in com

non est scriptñ

nec equi, prefertim sivas al lus & pupillo,

quăuu non de-

cesserit, qui co

huius ditionis

domini.C.M.

nee.C.M.

Le cens se tierce & la rente inscodee se rachete simplement, c'est à sçauoir de vingt sols de cens trente sols de vingt sols de rente vingt sols. Et si les choses & heritages dessudittes n'estoient en bonne valleur & naturé, la diminution cherroit & chet au dict & arbitraige desdits preud'hommes.

Le seigneur feodal a le choix desdittes trois offres à prendre celle qui luy plaira dedans qua 1. 124. Id eft rante fours apres icelles offres faites, durant lesquels quarante fours ledit seigneur ne doit exelegisse le rene-ploiter sondit fief, & s'il exploictoit, il est reputé payé dudit rachat. Et oultre est tenu ledit vas fal à la fin desdits quarante iours reiterer 2 lesdites offres à sondit seigneur seodal, s'il n'a exploi-2. reiterer) Sci Cté sondit fief ou que composition du rachat n'ait esté faite.

Le vassal est tenu faire la foy & hommage & lesdittes trois offres au lieu & seigneurie dont nus electione. depend le fief qu'il tient, tellement que s'il les fait aillieurs, le seigneur feodal n'est tenu de le receuoir si bon ne luy semble. Et ne sont telles offres vallables & ne pourra ledit seigneur saistr rare, non amit le fief qu'il ne soit les xl. iours apres le trespas de son vassal, pourueu que tel fief soit venu par tit fruction,nee succession. Et si le seigneur est absent de son manoir & lieu seigneurial, le vassal sera tenu le simissium: quia gnifier à son procureur ou fermier, s'il est demourant dedans la lieuë.

CHAPITRE. 3.

De cheual de seruice.

exxvi.

cxxvy.

E cheual de seruice se peut bien leuer par le seigneur feodal quand le fief est entier de reue-'nu & valleur de trente liures . Et est reputé iceluy fief entier . Quant au regard dudit cheual tra opinaretur de seruice, s'il vaut trente liures de reuenu, & s'il vaut moins, il le peut leuer à portion & pro sn fauore IVI-uernensis, tune rata, & vaut ledit cheual entier soixante sols.

Quand le fief chet en proffit de rachat. CHAPITRE 4.

. E vaffal du fief qui est venu de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle par successió de ligne direche en ascendant ou descendant, ne doit point de prossit de rachat, mais est tenu ledit seigneur le receuoir sans proffit de rachat. Toutesfois si le sief est abonné, on se doit reigler selo l'abonnage. Et si la nature du fief abonné est que le fief doiue rachat apresle trespas du pere ou de mere, ayeul ou ayeulle, il doit payer selon l'abonnage.

Le vassal est tenu à son seigneur feodal faire soy & hommage & serment de sidelité. Et luy. payer proffit de rachat des fiefz qu'il a acquis, & qui luy sont venus & escheuz de ligne collate-

De l'heritate & à rescoulle.

Si aucun baille à rente son heritage tenu en fief & qu'elle soit à rescousse, celuy qui la rescoust est reputé acheteur, & doit faire ses deuoirs de sief & payer rachat comme s'il auoit acheté ledit fief incontinent que le fief est baillé à rente à rescousse, il est deu rachat au seigneut

En succession de ligne collateralle où il y-a heritages tenus en fief, est deu rachat ou prossit de rachat au seigneur feodal.

Si vne fille se marye, par le mariage le mary doit prossit de rachat du sief de saditte semme.

Er

911

 $\mathcal{I}\mathcal{D}$

غذلن

は、湯

T.

П Ţ.

TI:

31

شأ

ũ. şΉ

!!5

:::

IIV. 300

ele

را الله

بغ. المارا

ŮB

74

三江 江江

1.

سر»: سر: W

بتزر

IJ,

Et aussi si ledit sief luy eschet durant ledit mariage, & de chacune mutation de mary semblablement.

La femme mariee par le deces de son mary qui durant le mariage a racheté l'heritage de sa femme tant qu'elle sera veuue, ne doit point de rachat, n'aussi de la moitié des heritages acquis qui luy appartiennent, & qui ont esté acquis durant le mariage, & dont le mary auoit fait les deuoirs: Mais si elle se remarie, elle deuera rachat.

Les enfans ou hoirs en droite ligne diuis & par partages des heritages tenus en fief, ne doi- Les enfans uent point de rachat. Et s'ils font derechef partages d'iceux mesmes heritages sans retour, rachat pour ou d'autres heritages qui soient de la succession de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle, ou d'au-les heritatres en droite ligne, ne doiuent point semblablement de rachat au seigneur seodal qui est tenu les receuoir à foy & hommage desdits heritages.

CHAPITRE. 5.

Quand le seigneur feodal peut metere le sief en sa main, & faire les fruits siens. exxxiiy.

S I le vassal quitte la foy d'hommage qu'il tient, le seigneur seodal peut mettre en sa main d'homme le seigneur mettre en sa main d'homme le seigneur mettre en sa main d'homme le seigneur mettre en sa main de seigneur mettre en sa main d'homme le seigneur met le seigneur mettre en sa main d'homme le seigneur met le seigne celuy à qui la quittance en aura esté faite. Et qu'il en ait fait & payé ses deuoirs, le seigneur seodal ce pendant fait les fruits siens.

Vn seigneur feodal peut prendre & faire les fruits siens par deffaut d'homme, apres les quarante iours d'vn fief tenu de luy qu'il auroit mis en sa main, & en iouyr comme vn bon pere de famille doit faire de sa chose, iusques à ce qu'il ait homme qui ait fait ses deuoirs du-

Le seigneur feodal fait les fruits siens d'vn heritage qui est tenu de luy par desfaut d'homme supposé qu'il descende & vienne de fils à fils de succession de pere ou de mere ou autre- siens du fief ment en ligne directe, & qu'il ne doiue aucun rachat, pour ueu qu'il ait fait empescher. Et suffist au vassal qui ne doit que la foy & hommage, de faire ses offres à son seigneur vne fois seu-

Vn feigneur feodal par deffaut d'homme & deuoirs de fief non faits & payez, peut affeoir. fur les heritages tenus en fief de luy sa main, les brandonner & empescher & y faitre mettre & apposer la main du Roy ou autre seigneur suzerain en confortant la sienne. Et pendant le temps de la main mile signifier au vassal iceluy seigneur de fies auoir fait les fruits siens. Et apres ladite main mise si le vassal les perçoit, il est tenu les restituer & restablir. Et au deuant de a main-míse le vassal fait les fruits siens supposé qu'il n'eust fait ses deuoirs & est à dire quand أ le seigneur dort, le vassal veille, & quant le vassal dort, le seigneur veille.

Si le vassal est en foy de son seigneur feodal, ledit seigneur feodal nonobstant ce par deffaut d'adueu non baillé, peut saisir & empescher le sief tenu de luy, mais n'en peut faire les fruits

Pour adueu non baillé le seigneur feodal peut faire saisir & empescher le sief tenu de luy, tant que l'adueu soit baillé, & peut commettre au gouvernement d'icelluy. Et quant l'adueu est baillé doit rendre les fruits à son vassal en payant les frais de la commission & les salaires raisonnables des commissaires.

CHAPITRE 6.

Si le vassal peut imposer aucune rente ou charge sus son sief.

S'I L aduiét qu'vn vassal eust imposé charge ou rente sur son heritage tenu en sief telle charge ne prejudicie au seigneur feodal, & est en son choix de receuoir celuy qui a acquis la renvassal. te & infeoder icelle ou de la refuler,& l'addresser à sondit fief, ou peut auoir ladite rente pour

Le vassal ne peut obliger n'hypothecquer aucun heritage tenu en sief sans le consentemét du seigneur dont il le tient en fief. Au moins que telle obligation ou hypothecque ne puisse nuyre ou preiudicier audit seigneur seodal quant à ses droits, prossits & redeuances de

Les obligations hypothecques ne peutient empescher que le seigneur de sief n'exploite en sa main l'heritage tenu de luy, aucc les fruits d'iceluy pendant le temps qu'il n'a point d'ho me, & iusques à ce qu'il ayt esté payé des proffits de fiel.

Cc iiij

CHAPITRE. 7.

De souffrance.

exlin.

1.143.Intelli ge de volunta ria ve dixi in consuet. prece denti. ăplia, si ne dederit inducias fidei prastanda sine relevii solvendi. Sed bec mnia limitata vt procedunt postquă prius facta est exhi bitio instrume torum acquist tionis domino directo qui deinde fcicter has inducise dedit.C.M. 2.146.*fine* ha beatur pro deiacet. C. M.

VAND le seigneur seodal à donne souffrance 'à son vassal du sief tenu de luy, il ne la peut plus auoir par puissance de fief.

La souffrance donnée par le seigneur seodal à son vassal durant le temps qu'elle dure vaut foy. Le seigneur feodal est renu donner souffrance aux pere & mere ayant la garde noble ou autres de leurs enfans ou nepueux en directe ligne mineurs d'ans & iusques à ce qu'ils soyent en aage de porter la foy lans aucun profit ou rachat des heritages tenus en fief à eux venus & escheuz en ligne directe. cxlv.

L'enfant masse peut faire & porter la foy à son seigneur seodal en l'aage de.xxj.an,& la fille

en l'aage de quinze ans.

Quand le vassal desaduouë son seigneur feodal à seigneur, il commet selonnie & forfait son fiefenuers luy.

CHAPITRE 8

Da cens & du seigneur censier.

cxlvi.

E seigneur censier fait les fruits siens des heritages tenus de luy vaccans 2 & par luy mis en 'sa main & les peut bailler à son profit iusques à ce qu'il y ait proprietaire venu de vers luy recognoistre lesdits droits & deuoirs de cens. Et en iceux recognoissant est tenu payer les rerelicto fine quia hereditat parations & melioratios raisonnables faites par ledit seigneur ou celuy à qui il auoit baillé lesdits heritages. Et pendat que ledit seigneur censier tient iceux heritages en sa main, ledit proprietaire demoure quitte des arrerages du cens.

Quand aucun heritage est empesché à la requeste du seigneur césier pour les arrerages du cens à luy deu, l'empeschement doit tenir sans faire recreance des fruits empeschez à l'opposant audit empeschement, iusques à ce qu'il ait cossigné les arrerages de trois annees, au moins que le seigneur affermera luy estre iustement deuz. cxlviij.

D'heritage tenu à cens vendu ou eschagé en diuerses 3 seigneuries & censiues, le seigneur tantum refer censier doit auoir pour son droit de ventes le sixiesme denier, & se payent les ventes par moy tié entre le védeur & l'acheteur, & pourra l'acheteur acheter l'heritage à la charge de payer toutes ventes sans reuentons. 4

Le vendeur & acheteur sont tenus apres vendition faite dedans huit iours ensuiuans, an-1. reuentons.)

1. dest non de noncer & faire sauoir à seut seigneur censier la vente, & payer ou deprier sessites ventes. Et où ils sont desaillans il escheent en amende de soixante sols enuers le seigneur centier de qui deniers.C.M. l'heritage est tenu.

Et où lesdites ventes sont depriées dedans lesdits huit iours, n'y eschet point d'amende, mais le doiuent demander & poursuiure par action.

Quand aucuns heritages sont eschangez & ils sont en diuerses seigneuries & censsues, ils doiuent extimer & priser pour certifier & sauoir cognoistre de la valeur, car les ventes en sont deues au seigneur censier.

Quand deux heritages estans en vne melme censiue sont eschangez sans retour n'y a aucunes ventes, & s'il y a retour il y a ventes dudit retour.

Celuy qui tient heritage à cens d'aucun seigneur censier, il est tenu payer ou deprier au iour qu'il doit,& f'il est defaillant de le payer il eschet en cinq sols d'amende,& s'il deprie & il ne paye dedans la huitaine, il eschet en semblable amende de cinq sols enuers ledit seigneur, & f'il n'y a cens, n'en est deu ventes, & st l'heritage est baillé à rente à recousse les ventes sont deues à l'heure du bail.

Pour prinse de bestes en aucun dommage, le preneur bien samé & renommé est creu par son simple serment en affermant sa prinse, & non du dommage, lequel dommage doit estre truy doma- visité dedans les vingt quatre heures par le congé du serment du lieu, & pour l'amende est tenu de payer celuy à qui sont les bestes ii.s.vi.den.Si le dommage est fait en vigne cinq sols, ou file dominage est fait en la forest de crothais estant en la comté de Dreux cinq sols.

Et quand aucun heritage est empesché ou brandonné à la requeste du seigneur seodal ou censier & l'exploit signifié, y a soixante sols d'améde au seigneur auec la restitution des fruits, si celuy à qui l'heritage leue par dessus ladite main.

> CHAPITRE 9. Duidouaire.

zelvi.

A femme noble ou non noble est douée sur la moitié de tous les heritages & immeubles 'qui appartenoyét à son mary, & dont elle le trouuz saisi au iour qu'elle l'espousa, & qui sont

3. 148. Hec qualitas fitus tur ad permu tata, vt patet j.co.\$.151. С.М. bentur, licet vēdiderit frācs

De celuy

qui prêt be-

Digitized by Google

venus durant leur mariage de pere, mere, ayeul ou ayeulle & d'autre succession de droite ligne s'acquiert le douaire dés la premiere nuit qu'elle couche auec son mary & commence à auoir son cours apres le trespas du mary. Et doit requerir & demáder aux heritiers d'iceluy,& fil y a douaire prefix ou couentionnel on se doit regler selon la couention des parties. clvij.

Le douaire de la femme coniointe par mariage, coustumier ou conventionel entre nobles ne se finist pas par le trespassement d'icelle semme douce, sinon quant au regard d'elle : car si elle, à enfans yffus de fon mary & elle qui l'a ainfi douce apres le trefpas d'elle fon douaire est fair le propre heritage de leurs enfans, Combien que ledit mary & pere en doit iouyr sa vie durant comme bon pere de famille tant seulement. Et ne peut iceluy douaire estre vendu ne aliené au preiudice d'iceux enfans.

Douaire coustumier est de la moitié de tous les heritages que tient & possede le mary, & Douairecou dont il est saisi & vestu au temps du mariage fait & consommé entre luy & sa femme, ou qu'ils luy viennent & escheent depuis ou deuant iceluy mariage par succession de ligne dire-

Douaire conuentionnel est celuy qui est limité entre le mary & la femme ou leur procu- conétionel. reur ou commis ayant puissance.

Entre nobles le douaire coustumier ou conuentionnel se finist & termine par le trespas de la femme douairiere.

De communauté & diuision de biens communs. CHAPITRE.

clxi.

HOMME & femme qui sont conioints par mariage & en premieres nopces, sils ont esté & demouré an & iour ensemble en mariage, ils sont communs en biens meubles & acquerements faits leurdit mariage durant, par eux ou l'vn d'eux, & en telle maniere qu'apres le trespas de l'vn d'eux, iceux meubles & acqueremens faits par eux, ou l'vn deux se dinisent entre les heritiers du decedé & le survivant egallement si autrement le decedé n'en a diposé en son viuant de sa part, car le mary peut vendre sans le congé de sa femme tous les biens meubles & conquests immeubles, sans la y appeller. Car il est seigneur & maistre d'i-

Si homme & femme conioints par mariage ou l'vn deux ont esté autrefois mariez, ils sont communs dés la premiere nuit de leurdit mariage en biens meubles, debtes personnelles & acqueremens qui se font durant leurdit mariage. Et aussi és debtes esquelles chacun desdits clxiij. Comunauté conioints estoit tenu au precedent ledit mariage.

Quand l'vn des conioints ensemble par mariage en premieres nopces, va de vie à trespas de biens n'a parauant l'an & iour escheu d'iceluy mariage, communauté n'a point de lieu, & peut chacun l'u des deux reprendre ce qu'il a apporté. clxiiij. conioints de

Si deux conioints par mariage font durant iceluy labourer aucun heritage qu'ils tiennent redét dedas à ferme, moilon ou pension, apres le trespas d'iceux cóioints ou de l'vn d'eux, les fruits ameublis se partiront par moitié comme fruits venus d'acqueremens faits durant leurdit mariage. Et si les fruits sont encores pendans par la racine en l'heritage de l'vn d'iceux conioints, il sera au choix de la partie à qui est l'heritage de prendre tous les fruits en payant la moitié des chastels,& loyaux coustemens à l'autre partie ou à son heritier, ou luy laisser prendre la moitié d'i ceux fruits, si autrement n'en est ordonné par testament.

Pour acquerir droit de communauté entre deux ou plusieurs, trois choses sont requises, la premiere est qu'il y ait lignage on affinité, & qu'ils soyent personnes de soy, & vsans de leurs droitsLa léconde qu'il y ait an & iour qu'ils ayent esté ensemble à despens communs. La tierce qu'il y ait apport & communication de biens par chacune desdites parties & volonté en- ioits par ma tr'eux de comunauté. Et si lessiones choses dessindites sont concurrentes, il sont communs en riage qui tie biens meubles & acqueremens faits durant ladite communauté.

ges a ferme. me.&c.

CHAP. II. Du mariage & de la puissance que le mary a sur sa femme & ses biens.

A femme est en la puissance de son mary, tellement qu'elle ne peut ester en iugement ne faire contracts sans l'auctorité de sondit mary, si elle n'est marchande publique ou propodee à aucune negociation parson mary. Auquel cas elle peut contracter ce qui concerne le fait de la negociation & marchandise seulement. A laquelle elle a esté ainsi proposee & non La semme autrement.

Par le mariage le mary est reputé maieur & personne de soy en jugement & dehors, telle-marine peut

clxvij. rité de son

Digitized by Google

clix. De douaire

ij

Ĭ,

E

d

Ľ,

Coustumes generalles du bailliage de Dreux

ment qu'il peut poursuiure ses actions & passer tous contracts.

clxviii. I

Le mary a le gouuernement & administration des heritages & possessions de sa femme le mariage durant, & est seigneur des biens meubles, fruits & profits & reuenues à sa femme appartenant, & de ses debtes, & les peut demander en son nom, sans sa femme en iugement & dehors, & luy en appartiét les actions personnelles & possessions toutesuoies qu'il puisse vendre n'aliener les heritages de ladite semme saits son congé & consentement.

CHAPITRE. 12.

Du retrait par puissance de sief.

VN seigneur feodal peut retirer & applicquer à son dommaine l'heritage vendu mouuant & tenant de luy en fief, pour le pris qu'il a esté vendu auec les loyaux coustemens quand bon luy semblera dedans l'an, s'il n'a receu l'acheteur à foy & hommage, ou donné souffrance dedans ledit temps. Et en ce faisant fait de son fief son dommaine.

> CHAPITRE. 13.

De retrait lignager.

clxx.

VI vend son heritage propre à luy venu de la succession de ses parens & lignagers, il peut estre retrait par vn de son lignage du costé dont l'heritage est escheu dedas l'an & iour, en remboursant l'acheteur des deniers de la vente & des chastels & loyaux coustemés Et si le retrayat se laisse mettre en comparuit, l'vn des lignagers pourra estre subrogé au lieu à pourchasser le retrait.

L'adiournement en matiere de retrait se doit faire sur le lieu & heritage que lon veut retraire presens hors huitaine. Et le signifier à l'acheteur, & à la premiere assignation donnee doiuent estre offers à descouuert les deniers par celuy qui veut retraire tel héritage, & aussi le iour de la litiscontestation, autrement il deschet dudit retrait.

Le lignager du vendeur du costé & ligne dont meut ledit heritage vendu, luy est venu & escheu, est à preferer au seigneur scodal au retrait d'iceluy heritage dedans l'an & iour de la

De deuxcóioints par cũ heritage.

1.167. Etiam

alienando im-

mobilia subla-

ta nulli tate 😙 Salua restitu-

tione in inte-

grume rememunu: vnde si

est le sus infra

dimidiam poterit restitui

v∫que ad vigī-

ti nouem annos: si verò le -

sus sit vitra di midiam, poterit petere resci

sione vsque ad trigesimüquin

tum annum tantum.C.M

Si à homme & femme conioints par mariage est adjugé aucun heritage en retrait soit du mariage qui costé du mary ou de la femme, tel heritage ainsi retrait est reputé aquerement, & demourera retrait auau furuiuant desdits conioints par moitié, & aux enfans dudit desfunt l'autre moitié, s'il y a enfans d'iceluy mariage. Et l'ils n'ont aucuns enfans, ceux du lignage dedans l'an apres le deces de la personne du costé duquel a esté fait le retrait ou de ses enfans, pourront auoir iceluy heritage ainsi retrait par maniere de desboursemer, Supposé qu'il y ait plusieurs ans passez depuis ledit retrait en payant comme dessus les derniers chastels & loyaux coustemens & payat les meliorations.

Des boursement a lieu quand aucun vend son heritage propre à aucun de son lignage, & Du rebourapres l'acheteur le vend à vn estranger & hors du lignage, dedans l'an & iour de telle vente quat il alieu l'vn des lignagers dont meut & procede ledit heritage le peut auoir par forme de tembourlement en le remboursant du sort principal & loyaux coustemens.

D'heritage Et pareillement ledit remboursement a lieu quand celuy à qui aucun heritage est adiugé te & à res- par retrait lignager, le vend à vn estranger de la ligne en y venant dedans l'an & iour, & est le rembourlement comme dessus.

> Quand aucun heritage propre est baillé à rête & à recousse à vn estrager du costé du lignage l'vn des lignagers du bailleur du costé & ligne dont meut ledit heritage le peut auoir par re rait dedans l'an & iour dudit bail, à la charge d'acquitter ladite rentel 🖽 🗸 🗀 💛 💆 clxxvij.

> Quand aucun baille son heritage propre à toussours-mais à personne estrange de son ligna ge, son lignager en ligne dont meut le dit heritage peur auoir par retrait la dite rente perpetuelle si elle est vendue, dedans l'an de ladite vendirió, en remboursant l'acheteur du sort prina Salawana basin na sanc cipal & loyaux coustemens.

> Quan d'aucun baille son heritage propre à personne estrange à rente perpetuelle, le lignager du costé & ligne dont meut ledit heritage peut auoir par retrait ladite rente dedans l'an de ladite vendition en remboursant l'achèteur comme dessus.

Del heritage propre baillé à rente à petsonne estrange. Prescriptió est acquise par dix ans entre prefés & vingt aus

-p.:120:r

baillé à ren-

cousse.

Deservitudo & preseription. CHAPITRE 14. VAND aucun à iuste tiltre & de bonne soy a jouy d'aucun heritage paisiblement par l'espace de dix ans entre presens, & vingt ans entre absens aagez & non prinilegiez. Il entre ableus a acquis droit de prescription & exception vallables à l'encontre de ceux qui le voudroient inquieter

Digitized by Google

inquieter en la proprieté ou possession d'iceluy heritage.

Pal!

ee k

Tå

-

N'E

ł

77.7

) L

ď T

Ŀì

21

III.

: de

[C:2 171

e de

id

بتآ

c.1

٠

Ţ,

وأنا

III.

中門師師即即回

En la ville de Dreux chacun est tenu de soy clorre de closture conuenable contre son voisin, ou bailler terre pour porter ses eaues sur son danger ou en rue, & hors le danger de son voisin, s'il n'y a seruitude expressement constituée au contraire. clxxxj.

Nul ne peut auoir ne tenir veuës ne fenestres ouurans sur l'heritage de son voisin, sinon Des veues qu'elles soyent de sept pieds de haut à reez de terre ou plancher & à voirre dormant, & n'est ouurans sur tenu personne porter l'esgoust de son voisin, & en tout ce que dit est n'y à point de preseri- autruy. ption par quelque temps & iouyssance qu'on en ait iouy, S'il n'y a seruitude constituee au

Le seigneur feodal & le vassal ne peuuent prescrire l'vn contre l'autre au regard des droits prescrit cofeigneuriaux & feodaux par quelque temps qu'il iouysse de l'heritage, semblablemet en droit 🛚 tre le seicenfuel.

clxxxiij. gneur nec

Marchans, gens de mestier & autres vendans leurs denrees & marchandises en detail, chirurgiens, barbiers, orfeures, appoticquaires, massons, charpentiers, laboureurs, manounriers, ordonnance seruiteurs & autres mercenaires au comté de Dreux ne pourront saire action, question ou feu roy loys demande de leursdites denrees & marchandises, sallaires & seruices apres deux ans passez: xii. lesdites denrees vendues, debitees & deliurees en detail, ouurages, labours, sallaires & seruices faits, fors & excepté de celles qui auroient esté & seroient recogneues par obligation ou cedulle.

Des decrets, crices & subhastations.

VAND aucun heritage est mis en cryces par ordonnance de iuge à la requeste du creancier les solennitez gardees, tel heritage doit estre sequestré & mis en main de iustice regy & gouverné par commissaires avec les fruits d'iceluy, pendant les dites cryees au pro-sequestre. fit de qui il appartiendra.

Il est loisible aux creanciers ausquels sont deuz deniers, ou qui ont droit de rente sur aucun heritage dont il leur est deu des arrerages escheus,& esquels le detenteur est enuers eux obligé ou condamné, faire mettre ledit heritage par deffaut de payement d'iceux arrerages & de biens meubles trouuez en la possession dudit obligé ou condamné, en cryées & subhastations les solennitez & autre choses gardees.

Les crices subhastations d'heritage se doiuent faire par ordonance & commission du juge de la iustice soubs laquelle tels heritages sont suiets : c'est assauoir à la ville de Dreux par quatre lundys iours de marché ensuiuas l'vn l'autre de quinzaine en quinzaine, & és chastellenies doinét faire dudit comté & lieux où il y a haute iustice par quatre iours de plaids ou de quatre iours de di-menche à yssue de messe parrochiale, de quinzaine en quinzaine sans internalle, en laquelle solennité. parroisse les heritages sont assis. Et icelles cryees faites & parfaites, rapportees denment la quinzaine passe, à comter du jour que sut faite la derniere cryee ou plus long, & que les oppositions sont discutees en jugement, l'adjudication se fait & peut faire au plus offrant & dérnier encherisseur, par le juge souz la jurisdiction de qui telles criees ont esté faites. clxxxvij.

Commét se

Quand aucun heritage est adiugé par décret les solennitez en têl cas requises, gardees, Heritage ad les oppositions des opposans discutees, le décret baillé & deliuré en forme authentique, ce- ingé par deluy est fait seigneur proprietaire & possesseur de l'heritage ainsi adiugé par decrer. En telle plus estre maniere que s'y aucun y eust peu demander aucun droit de proprieté, possession hypothec- querelle. que sur ledit heritage qui au parauant ladite adiudication ne se seroient opposez, en sont sor clos, priuez & deboutez.

EVX conioints ensemble par mariage soyent nobles ou coustumiers ayants enfans peuuent donner l'vn à l'autre mutuellement, tous & chacuns leurs meubles & conquests La donation mutuelle est immeubles, Pour en iouyr par le suruiuant par vsufruit, à la charge de nourrit & entretenir expireequat les enfans selon leur estat. Et auant qu'en auoir deliurance par les mains de l'heritier, sera l'û des deux

De donation mutuelle.

tenu ledit suruiuant saire inuentaire & bailler caution. Et si ledit suruiuant se remarie, ladite remarie. donation mutuelle demourera nulle. Et entre roturiers lesdits meubles & conquests immeubles: Et entre nobles, les conquests se departiront entre le suruiuant & les enfans du premier decedé. Et l'il n'y a nuls enfans dudit mariage, lesdits deux conioints pourront donner mutuellement l'vn à l'autre tous leursdits meubles & conquests immeubles, pour en jouyr par

ledit suruiuant en proprieté.

CHAPITRE. 16.

Digitized by Google

i tlxxxviy.

Coustumes generalles du bailliage de Chartres

CHAPITRE 17.

Des donations & contract & faits entre vifs.

clxxxix.

Pere & mere ne peu-uét fruitrer lcurs enfans de leur legi time.

J. N. chacun peut donner, vendre & aliener ses heritages ainsi que bon luy semble, par donations, venditions & autres contracts faits entre vifs, sans le consentement de ceux qui luy deueront succeder. Et vaut telle donation, vendition, alienation ou disposition: & mesmement quand elle est faite entre viss & par personnes idoines à ce faire, & à personnes capables selon droit & sans fraude, pourueu que les enfans naturels & legitimes des donateurs ne soiét fraudez de leur legitime à eux deuë de droit de nature.

Donner & retenir rien ne vaut, si la personne ne baille la possession de la chose par huy

Vn chacun peur donner fon heritage à qui bon luy femble,& en retenir l'vhifruit feulemét & vaut telle donation en se desistant & desaisssant de la proprieté.

Les heritiers peuuent executeurs

Des legs & ordonnances testamentaires & derniere volonté. TOVS executeurs testamentaires sont saiss par an & iour apres le trespas du testateur de tous & chacun les biens meubles seulement demourez par le decés d'iceluy testateur en bien obuier faisant inventaire deuëment, à la charge d'appeller par lesdits executeurs les heritiers du defà ce que les funt, pour veoir payer les dettes & autres choses lesquelles pourroient estres deuës par le desne soient sai sussitie fuscion fai sus funciones que les ordonnes pour ses obits, obsecques & sun crailles. Lesquelles sis des meu- choses ainsi ordonnees par iceluy testateur pour lesdits obits, obseques & funerailles lesdits executeurs pourront payer & mettre à execution sans appeller lesdits heritiers. Et neatmoins si lesdits heritiers d'iceluy decedé vuellent bailler argent contant ausdits executeurs pour accomplir ledit testament entant que touche lesdits obits, obseques & funerailles & autres dettes cognues,& baille bonne & fuffifante caution de payer les autres dettes & accomplir le residu dudit testament dedans ledit an. En ce cas lesdits heritiers auront si bon leur semble, deliurance desdits biens meubles,

Tous testamens, codicilles,ordonnances & dispositions de derniere volonté fais & passez par testateur en la presence d'vn notaire ou tabellion & trois tesmoins, ou du curé ou vicaire du lieu & trois tesmoins, & aussi si tel testament, codicille & ordonnance de derniere volonté 1.195. Ha- estoient escrits & signez le tout de la main du testateur sans tesmoins, serot bons & vallables, & à iceux adioustera-l'on pleine & entiere foy, & si lesdits testamens, codicilles, ordonnances & dispositions de derniere voloté n'estoient faits & passez, les solénitez dessudites observees & gardees, il ne vaudront & seront de nul effet & valeur.

Homme & femme conioints par loy de mariage & autres habilles & ydoines à testaméter peuuent testamenter & ordonner par testament & derniere voloté, de tous leurs biens meuuit quiequit bles & acqueremens immeubles à leur plaisir & volonté, & les donner & laisser à qui il leur rediu suis: Le- plaira, pourueu que lesdits legataires soiét capables de prendre & accepter lesdits legs, & que gatarins petit les enfans & heritiers du testateur ne soyent fraudez de leur legitime à eux deuë de droit de quintum? Res.

> Et semblablement par leur testament peuuent disposer de leurs heritages propres iusques à la quinte partie en fief, & de la quarte partie en censif, auec vne année de tout le reuenu de tous leurs propres heritages, pour ueu aussi que les ensans heritiers dudit testateur ne soient I priuez & fraudez de leurdite legitime comme dessus.

> > CHAPITRE 19.

De succession.

exevi.

actionem. D. de reg. iure. EN succession droit de representation a lieu en ligne directe & en ligne collateralle au pre-c.m. cxcvij. Le mort faissif le vif son heritier habille à luy succeder, & sans apprehésion de fait. excesij.

Institution d'heritier n'a point de lieu audit comté.

Les heritages de la succession d'aucun deffunt soient en fief ou en censiue viennent & cheent aux plus prochains lignagers dudit deffunt du costé & ligne dont iceux heritages vienent & descendent.

En succession de ligne collateralle en pareil degré, les filles ne prénent riens aux heritages ficium: qui est tenus en fief & n'y a point d'aisneesse, mais les freres y succedent egallement.

Es heritages tenus en censif n'y a point d'auantage entre freres & sœurs aisnez ou puilnez 7.9.92.C.M en ligne directe ou collateralle. CCIJ. Aux

Digitized by Google

feudu cum ce-Ju fed nihil ex ecută nisi post mortem (uam: Interim legapoterat de henihil potest pe tere de feudo šam alienatė sed de censu de buo, tantum parte quartă capit: quia a-Etioadharedia censetur heredium. L. qui actionem. D. 2.196. Scilicet in directa in infinitü 🗇 in collateralli vsque ad filios fratrum vt fint in prime gradu fecun-dum ius ponti

re civili:facit

Aux enfans du premier mariage appartienent les propres tenus en fief, & aux enfar s du 1 fecond les conquests tenus en fief, & sont tous mariages reputez seconds hors le premier, & de fendis act les autres heritages tenus en censif se partissent egallement entre les dits enfans cciij.

 (y_{ij})

 $\Gamma(\mathfrak{h})$

en C

1

1

: 4

Œ,

T.C

1

 Υ_{i}

34

11.7

άĠ

Œ

, 210

ı.IC

nté

1102 1102 1952

نام. باساد

ŢŤ

. 1

Ţ,

17.0

مالاً ملت مندن En succession de ligne collateralle comme de frere ou sœur, les freres & sœurs qui sont co maritum de parte pæne de joints ex vtroque parente excluent ceux qui ne sont conioints que d'vn costé. 2 cciiij. detalis re el

Pere ou mere ne peuuent plus donner ou auantager à la succession l'vn de ses ensans plus sent proprie que l'autre en quelque maniere que ce soit. Et aussi exheredation n'a point de lieu, s'il n'y a consenta macause suffisante pour ce saire qui soit dite & nommée expressement.

Tous religieux & religieus prosez sont forclos & inhabilles de succeder à quelque succession qui leur peut aduenir soit directe ou collateralle. Et le conuent ou monastere où lesdits religieux & religieus sont prosez ou demourans, ne pourront pretendre aucun droit pour ne au nom & lieu desdits religieux & religieus son autrement.

debeant cedere filiis seundi matrimonij vzoris? Vi
deretur quòd
sec quia non

CHAP 20. De bail, garde, tutelle & curatelle d'enfans mineurs. covi-

PAR le trespas de pere ou de mere les ensans sont sui iuris & hors de la puissance d'autruy, supposé qu'ils eussent ayeul ou proayeul, & dessaut la puissance que le pere auoit sur eux.

CHAPITRE 21. Audit comté bail des mineurs n'a point de lieu. covij

SI tels enfans sont mineurs & en bas aage ils doiuent auoir tuteurs & curateurs pour les gouuerner & leurs biens, si le pere ou la mere ne vouloient prendre ou recueillir la garde, gouuernement & administration, ce qu'ils peuvent faire sans congé de justice. cevijj.

Si le pere ou mere qui ont la garde se marient la garde faut.

Ccix.

Durant la garde d'ensans mineurs d'ans n'y a point de prossit de rachat au seigneur seodal

pour raison d'icelle garde.

CHAPITRE 22. Amende de champars & censiue.

VI leue ou emporte les fruits d'une terre tenue à champart au deceu & sans le faire de renoc, do nat. et inofficion fauoir au seigneur, son procureur ou commis, il eschet en l'amende de soixante sols, cio.C M.

& est tenu rendre le droit de champart.

ccxj. 2. 203. His

& est tenu rendre le droit de champart.

Et semblablement qui despouille vignes ou autres terres tenues en censiues brandonnees pour le cens, & signifie l'empeschement il eschet en amende de lx. sols, s'il ne luy est permis fratrum per in temperatione de leuer, & si est tenu de rendre les fruits.

Quand aucun denie le cens à son seigneur censier de l'heritage tenu de luy à cens il eschet.

1963 - 100 - 1

Vn heritage baillé à rente à tousiours-mais ou à rescousse, & l'obligé meurt ou baille à vn harediis, in autre soit à la charge de la rente ou non, Le creancier de la rête pourra proceder par voye de execution sur le detenteur dudit heritage si bon luy semble.

En matiere de retrait d'heritage le retrayant ne doit aucunes vétes à cause dudit retrait & que rinculi pourra le plus prochain lignager auoir par retrait l'heritage vendu si bon luy semble. ccxv. per 5:99.5:00 c.m.

Quand deux coioints par mariage entre nobles l'vn d'iceux va de vie à trespas au suruiuant appartienent les meubles.

Quand deux conioints vont de vie à trespas entre nobles & il demeure enfans mineurs d'i ceux auquels sont baillez vn gardien, tel gardien est tenu faire inuétaire des meubles pour les rendre. Et pourra iouir des heritages en nourrissant & entretenant les mineurs selon leur es stat & payant les debtes, & à la fin de la garde rendre les dits meubles selon les modifications des sufficients.

Proces verbal.

LES coustumes & articles cy dessus escrites ont esté leuës & publices en la grand salle de l'hostel episcopal de l'euesque de Chartres, par maistre Pierre la troyne gressier du bailliage de Chartres, par ordonnance & és presences de nous Thibaut baillet president & Iean le lieure conseiller du Roy en sa cour de parlement, commis & deputez par ledit seigneur pour faire la publication desdites coustumes. Et aussi és presences de maistre Esprit de haruille sous doyen, Michel mauterne chancelier & Iehan pigeart chanoines de l'eglise de Char-Dd j.

qui situ per sic: quia non sunt haredia si respectiue aliis.C.de [ec. per tacitum partum. L.ta le pallum.in. fi.D. de pall. CCX. que remitto: CCXIII citas veriuf-

Proces verbal

tres comparans pour le chapitre de ladite eglise. Et de maistre Vuastin des seugerais, Mathurin plumé vicaire de l'euesque de Chartres, frere Iean de la vouë abbé de Bonneual, frere Guillaume de hargeuille abbé de coulombs, frere André de montauy dit Dauy abbé de Iosaphat, frere Iehan iacquin abbé de saint Iehan en vallee, freres Damia gouyn & Mathurin godeffroy religieux & procureurs de l'abbaye de faint Pere en vallee, messire Iehan de Montaudouyn procureur desdits religieux, abbé & conuent de saint Iean en vallee, frere Iehan fourré procureur des religieux abbé & conuent dudit Iosaphat de noble homme Loys dilliers seigneur de Villeneufue, messire Raouland de prulay cheualier seigneur de Grissay, Iean de saint Bartheum seigneur de Mollehard, Iean raillard seigneur de Maruille, Loys d'ansseruille seigneur de Messieres baillif de Dreux, Gilles de mauterne seigneur du Russin baillif de Nogent le Roy, Nabourg de commargon seigneur de Mere eglise, Iehan de crouy seigneur de saint Piat, Pierre d'allonuille seigneur de Perruchay, Iehan de gauille seigneur de Gauercy, Iean & Guyó de saint benoist eux disans vn chacun d'eux seigneur chastellain de Premot. Et pareille met en presences de maistres Iean berzeau lieutenant general de par le Roy dudit bailly de Chartres, Regnaut de gynes preuost en garde dudit Chartres, Estienne de champront aduocat du Roy, Guillaume bouffineau procureur dudit lieu, Guillaume le moyne receueur dudit lieu, Michel michon aduocat, Iehan haligre, François bouffineau procureurs aux negoces, Pi erre le dois procureur de la communauté de Chartres, Michel chantaut, Guillaume courtin, Philippe bichot, Guillaume haligre & Martin pineau escheuins de ladite ville, Anceaume de la cherue preuost de Bonneual, Guillaume le court procureur du Roy audit lieu, Iean le clerc commis pour le Roy à l'exercice de la iurisdiction de la preuosté des hautes & basses Sollongne audit bailliage de chartres, maistre Symon le roy lieutenant, Thomas rotiou procureur, Pierre grauelle receueur du comté de Dreux. Et en la presence de plusieurs autres tant d'eglise, nobles, que praticiens & bourgeois estans en grand nombre. Apres laquelle publication auons enioint aux dessussautres de d'oresen-auant observer & garder comme loy lesdites coustumes publices & arrestees, & faites desenses de non alleguer autres coustumes contraires ne defrogantes à icelles. Et outre auons fait deffenses ausdits lieutenans, iuges, officiers du Roy & autres aduocats, praticiens & coustumiers dudit bailliage, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publiées comme dessus. Ils ne facent aucune preuue par tourbe ou telmoins particuliers: Mais par l'extrait d'icelles figné du greffier dudit bailliage & deuement expedié. En telmoin desquelles choses nous auons cy mis nos seings manuels & fait feeller de nos feels. Et pareillement figner par fesdits Berzeau lieutenat & la Troyne greffier d'iceluy bailliage. Le xx. iour d'Octobre l'an de grace, Mil cinq cens & huit.

Ainsi signé Baillet, Le lieure, Berzeau La Troyne.

AN mil cinq cens & huit le lundy seiziesme iour d'Octobre nous Thibaut baillet president & Iean le lieure conseillers du Roy nostre sire en sa cour de parlement à Paris partismes de la ville du Mans pour aller en la ville de Chartres pour faire publier les coustumes du bailliage de Chartres auec les lettres patentes du Roy nostre ditseigneur à nous addressans desquelles la teneur s'ensuit. Loys, &c.

Ordonnasmes à maistre Pierre la troyne greffier dudit bailliage appeller ceux qui estoyent comparus. Et pour reuerend pere en Dieu monseigneur l'euesque de Chartres comparurent maistres viussin des seugeraiz & Masturin plumé vicaire dudit euesque de Chartres. Et pour les doyen, Chanoines & chapitre de nostre Dame de Chartres comparurent maistres Esprit de haruille sous-doyen, Michel mauterne chancellier, Iehan pigeart tous chanoines de ladite eglise de Chartres. Reuerends peres en Dieu frere Anthoine de hargueuille abbé de Coulombs, frere André de montauy dit Dauy abbé de Iosaphat, frere Iehan iacquin abbé de faint Iean en vallee, frere Guillaume de la vouë abbé de Boneual tous en personne, l'abbé de saint Pere en vallee de Chartres comparant par Philippe le maignen son procureur, l'abbé de samt Cheron lez Chartres par Iean le messe son procureur, l'abbé de tiron par Guitlaume renouard & M. Macé renomet & Pierre l'apostrire ses procureurs. Le conuent de la dite abbaye desaint Pere en vallee par frere Damyan gouyn & Maturin godesfroy religieux & procureurs dudit conuent. Le conuent de ladite Abbaye de saint Iehan en vallee par mesire Iean de montaudouyn religieux , leur procureur, le conuent de ladite abbaye de Iosaphat par frere Iean fourré religieux & procureur de ladite abbaye. Les doyen & chapitre de faint T.

Th h

1.

17.5

11. 15.

1.

is,P

:11

17:2

kit

1

in:

n: E

7

, th

11

: PI

ر افع افغا

....

Pri Pri

یلی و

2.0

在各世界 世界 医甲甲氏

de saint André de Chartres par Pierre arondeau leur procureur: les chanoines & chapitre de Dreux par maistre Iea de saint aubin prestre, chanoine dudit lieu leur procureur, messirePierre de dampierre curé de saint Aubin. Et aussi y comparurent nobles hommes messire Raouland de prullay cheualier seigneur de grissay, Loys dilliers escuyer seigneur de villeneusue, Iean de saint bertheuin escuier seigneur de Motlehart, Iean raillard escuyer seigneur de Maruille, Nicolas d'anfferuille escuyer seigneur de Masseres bailly de Dreux, Gilles mauternes escuyer seigneur de Ruffin, Nabourg de commargon escuyer seigneur de Mere eglise, Iean de crouy escuyer seigneur de saint piat, Pierre d'allonuille escuyer seigneur de perruchay, Pierre de fauieres escuyer seigneur de mondonuille, Lois de vernous escuier seigneur des yys, Macé de fiefs escuyer feigneur de la ronce, Iehan de ganuille escuyer feigneur de iauercy , Iehan & Guyon de saint benoist, chacun d'eux soy disant seigneur de la chastellenie de Premont, Iean d'allonuille seigneur dudit lieu, Rogerin de rameray escuyer seigneur de la brosse, Anthoine collonneau seigneur de Soret, Bertaut le begue escuier capitaine d'alluye, Guillaume de berou escuyer seigneur de maigneuille. Guillaume le picart escuyer seigneur d'orsin, Iean descarbot escuyer seigneur de gemasses. Madame la duchesse d'alençon dame de la chastellenie de Gaillardo par Philippe mouton son procureur en ladite chastellenie, messire Anthoine de luxembourg cheualier comte de Roussy à cause de la baronnie d'Alluye assise au Perche gouet, & pour la chastellenie de Pierre couppe estant au pays Chartrain par Guillaume bernard & Pierre le doits ses procureurs, messire Iehan seigneur de la gruture gouuerneur & lieutenant general pour le Roy au pays de Picardie seigneur des chastellenies de mont-miral, Anthon & la Bazoche gouet, par Iehan gille substitut du procureur fiscal desdites chastellenies, Loys de grauille Admiral de France comme ayant le bail & garde noble des enfans mineurs de seu Iaques de vendosme en son viuant Vidame de Chartres & seigneur de Meslay, par Pierre le maire procureur & Pierre mestimercy gressier dudit lieu de messay, messire Loys de Breze cheualier grand Senechal de Normandie, à cause des chastellenies de Nogent le Roy, Annet breual & montchauuer, par Pierre du pierroy receueur dudit seigneur à nogent le roy, maistre Iean coctereau tresorier de France seigneur de la chastellenie de maintenon, par maistre Pierre sachet bailly, Mathurin quedasne procureur & receueur de ladite chastellenie. Dame Helene de beauueau veuue de seu messire Charles de touteuille en son viuant cheualier seigneur de vibon & la gastine par Aubert le long lieutenat Loys riquier procureur & Simon haynaut greffier de ladite chastellenie de la Gastine, messire Florentin girard cheualier seigneur des chastellenies de Brou, Fraze & Dangeau situees au Perche gouet, & de la terre & seigneurie de la Motte par maistre Iehan de barenton son procureur, maistre Charles dilliers seigneur des chastellenies & seigneuries de la Moutoniere & Glatigni, par maistre Mathurin quedasne son procureur. Frère Loys de creuen abbé de Vendosme pour & à cause de la chastellenie de l'Isle, par maistre Loys gaubert son procureur, mes sire Bertin de Silly cheuallier seigneur de la chastellenie d'Auneau par Girard le tirant lieutenant Iehan pillon procureur & Colas brossart greffier de ladite chastellenie d'Auneau, Damoiselle Loyse de vieils pont veufue de seu perceual de billy dame de la chastellenie de Couruille, par Hubert bernier lieutenat & Pierre oliuier procureur de ladite chastellenie de Couruille, messire Iaques de daillon seigneur de la chastellenie dilliers, Par Nicolas auis lieutenant & Robert pineau receueur en ladite chastellenie, Hugues de broye escuyer seigneur de la cha stellenie de ver, par maistre Regnaur de guyes baillif, & Martin belot procureur & receueur de ladite chastellenie. Honorables hommes & sages ledit maistre Iean berzeau lieutenant general de par le roy audit bailliage de Chartres, maistre Michel michon lieutenant particulier, Estienne de champront aduocat du Roy, Guillaume boussineau procureur dudit seigneur audit bailliage. Regnaut de gyues preuost en gardes pour le Roy audit lieu de chartres & Ican halligre & François bouffineau procureur aux negoces. Pierre le doits procureur aux causes de la communauré de la ville de Chartres, maistre Mathurin plume Michel chaneaut, Guillaume courtin, Philippe bichot, Guillaume halligre & Martin pineau escheuins de ladite ville de Chartres, maistre Estienne de la croix, Pierre beaucouche, Ichan grenet, Guillaume lamberr, Nicolas daniel, Michel chantaur, Pierre le cheneuix, Thomas des champs, Anthoine le beau, Iehan boyleau, Iean nicolle, Pierre sachet, François arrost, Iehan le sueur, Iaques fleury, Claude gontier, Philippes yfambert, Esprit pateau, tous licenciez en loix, aduocats & practiciens audit bailliage, Michel la troine, Pierre le doits, Robert saillart, Philippe le meignen, Ichan le melle, Raoulin rossignol, Ichan du seux, Ichan petit, Michel quentin, Dd ij.

Proces verbal

Iehan martin, Estienne du boille, Pierre mestiner, Iaques pigou, Michel hesart, Ieha lambert, Pierre lapostoire, Pierre poperon, Gilles cochin, Michel flatrus, Pierre arondeau, Ichan curard, Ieha goussart & Pierre rouge oreille, tous procureurs en cour laye audit Chartres, maistre Anseaulme de la charue preuost & garde de Bonneual, Guillaume le court procureur du Roy audit lieu, maistre Iehan hardy procureur de la iurisdiction temporelle de l'abbaye dudit lieu de Bonneual, Michel cartenay tabellion de ladite abbaye, Pierre le doits maire pour le Roy des mairies de Beuille, le comte Fiesnoy du coudroy & sours, Guillemin l'homme lieutenant dudit lieu de Beuille & Philippe ianuier greffier desdites mairies, Iehan le clerc commis pour le Roy à l'exercice de la iurisdiction de la preuosté des haute & basse soulongne au bailliage de Chartres, maistre Simon le roy lieutenant du comté de Dreux pour le seigneur d'allebret comte dudit Dreux, Thomas rotrou procureur dudit lieu, Pierre grauelle receueur dudit comté de Dreux, maistre Anthoine mussart procureur des maite & escheuins dudit coté de Dreux. A tous lesquels procureurs dessus nommez ordonnalmes mettre vers le gresse leurs lettres de procuration en commandant audit greffier les prendre & garder deuers luy. En la presence desquels & de plusieurs autres ledit iour de mercredy seismes saire lecture par ledit greffier des lettres de nostre commission dessus inseree. Et apres seismes faire serment aux dessussites comparans de bien & loyaument conseiller & dire verité sur le fait des coustumes dudit bailliage, & aduertir & remonstrer les choses contenues esdites coustumes qui seroyent vtiles & profitables ou preiudiciables & dommageables pour le bien commun & vtili té du pays. Et apres és presences des dessus feismes commencer à lire les dites coustumes qui auoyent esté redigees par escrit par l'ordonnance dudit berzeau lieutenat general, en ensuiuant le mandement & commission du Roy, & qui depuis auoyent esté enuoyees par iceluy lieutenant deuers nous commissaires.

En lisant le dixseptiesme article estant au chapitre intitulé, quand le sies chet en prosit de rachat duquel la teneur l'ensuit. [Par la coustume localle desdites cinq baronnies ou chastellenies du perche gouet y a rachat de peres & meres à fils ou filles, d'ayeux ou ayeulles, aux nepueux ou niepces en ligne directe, & generallement de toutes morts & mutations d'hommes du costé du vassal, sauf & excepté en retrait lignager duquel n'est deu rachat ne ventes de ce qui est tenu en fief ne censis. Et apres les aduertissemens & remonstrances faites tant par les vicaires & officiers dudit euclque de Chartres comme aussi par les dessudits commis & deputez dudit chapitre, par l'opinion de tous les affistans suit adiousté audit article la clause qui s'ensuit. Et est reserué à l'euesque de Chartres & aux seigneurs du Perche gouet qui maintiennent auoir droit de rachat de toutes morts & mutations sur tous & chacuns leurs vassaux & arriere vassaux, tenus & moudas d'eux, c'est assauoir ledit euesque à cause de sa chastellenie de pontgouyn & chambre episcopalle. Et les autres dessusdits à cause de leurs fiess assis audit Perche gouet, quelque part que lesdits fies ainsi tenu d'eux, soyent situez & assis, de pouuoir vser de tel droit qui leur peut competer & appartenir sur leursdits vassaux & arrierevassaux. Et auldits vaffaux & arrierevaffaux leurs defenfes au contraire, & auffi aux doyen & chapitre de Chartres qui pareillement pretendent auoir droit de rachapt de toutes morts & mutations en toutes leurs mairies & fiefs boursiers tenus d'eux, quelque part qu'icelles mairies & fiefs boursiers soyent situez & assis, leur est faite à eux & à leursdits vassaux pareilles & semblables reservations que dessus.

Et du xlij.article qui est au chapitre intitulé Des souffrances, duquel la teneur s'ensuit. [Le seigneur feodal par la coustume du bailliage de Chartres, sauf desdites einq baronnies ou chastellenies & perche gouet, est tenu donner souffrance au pere ou mere ayant la garde noble ou autres de leurs enfans ou neueux en directe ligne, mineurs d'ans, & iusques à ce qu'ilz soient d'aage de porter la soy, sans aucun rachat ou proussit, des heritages à eux venuz & escheuz en signe directe en la demandant. Et pareillement aux tuteurs & curateurs de tous enfans mineurs soyent nobles ou non-nobles. Et esdites cinq baronnies la coustume est telle que dessus. Sauf que ceux qui ont la garde à qui on a donné soussirance en saisant les fruits des heritages des mineurs à eux, sont tenus payer incontinent le rachat, & où ils ne seront les fruits à eux, le seigneur seodal sera tenu donner soussirance aux enfans, soyent masses on silles iusques en l'aage de quatorze ans. En laquelle aage ils pourrôt & sont tenus faire la soy & hómage & payer les rachats.] Par l'aduis & deliberation de tous les dessussirances au chapitre de bail & garde.

En lifant

H.

T.

4.

1

Lij

is ?

d.

gá

ÇΙ

ůτ

1

e ce

: 3

· cc

t Œ

្មា

Ш

يا لملك

3

ر مارا

k

غآبة

W

1

3.0

م المناب

33

71

1

En lisant le xivij, article qui est au chapitre intitulé De cens & du seigneur censier, duquel la teneur l'ensuit.[D'heritage tenu à cens vendu ou eschangé en diuerses censsues, le seigneur censier doit auoir pour son droit de ventes le douziesme denier auec les gands de son sergent estimez à vingt deniers tournois. Lesquels ventes & gands l'acheteur seul est tenu payer, sauf qu'esdites cinq baronnies & Perche gouet les gads ne sont estimez qu'à quatre deniers tournois. Par le procureur de l'abbé de Vendolme fut dit & remonstré que ledit abbé à cause de sa chastellenie de l'isle à droit de relief par la mort & trespas de celuy qui tient de luy en censiue, qui est de vingts deniers parisis pour liure de l'heritage tenu en césiue estimé, a aussi droit de quint & requint à cause des heritages vendus & tenus en sief. Et pareillement par le procureur du seigneur d'Annet sur dit, qu'il auoit droit en sadite chastellenie d'Annet, tant pour luy que pour les vasseurs: & arriere vasseurs, de prendre pour ses ventes huit blancs pour liure, de tous lesquels droits ne se pouvoit faire decisson sans ouyr les suiets des dessussités. A ceste caule par l'opinion de tref-tous les affistans y fut mis la clause qui s'ensuit. [Et quant à l'abbé de Vendonne seigneur de la chastellense de l'Isle qui pretend auoir droit de relief par la mort Screepas de celuy qui cient en censue, qui est vingt deniers parisis pour liure de l'heritage te nu en confif estimé, & aussi droit de quint & requint à cause des heritages vendus & tenus en tief: Exparoillement pour le seigneur d'Annet qui pretend auoir droit en sadite chastellenie d'Anner, rant pour luy que pour les vasseurs & arriere vasseurs de prédre pour ses ventes huit blancs pour l'ure, leur est reservé vser de tels droits qui leur peuvent competer & appartenir és choles deffuldires, & à leurs suiets & vassaux leurs desfenses au contraire.]

Et le la visarticle qui est au tiltre de retrait par puissance de sief, duquel la teneur s'ensuit. [Vn seigneur chastellain peut retiter & applicquer à son dommaine vn heritage assis en sa chastellenie vendu, mouuant & tenu de luy en plain sief pour le pris qu'il est vendu en y venant dedans l'an & jour de la vendition d'iceluy heritage. S'il n'a receu l'acheteur dedans ledit temps en sa soy, ou qu'il luy ait donné sous sence faisant faire de son sief son domaine. Et apresaucunes remonstrances saites sur ledit article faisant mention, que le seigneur chastellain auoit droit de retenir par puissance de sief, lequel droit appartient plus à cause de la tenue seodalle que de la chastellenie ou iustice.] Par l'opinion de tous les assistans ledit article sur escritains qu'il s'ensuit.

[Le seigneur de sief peur retirer & applicquer à son domaine vn heritage assis en son fief ve du & momant & tenu de luy en plein sief pour le pris qu'il est vendu en y venant dedans l'an & iour de la vendition d'iceluy heritage. S'il n'a receu l'acheteur dedans ledit temps en sa soy, ou qu'il luy ait donné soussirance. Et en ce faisant faire de son sief son domaine.]

Ét au soixantehuitieme article estant audit tiltre, duquel la teneur s'ensuit. Qui vend son heritage propre à luy venu de la succession de ses parens & lignagers à vn estranger de la ligne dont vient ledit heritage, il peut estre retrait par vn de son lignage, du costé dont il luy est escheu, dedans l'an & iour de la possession reelle & actuelle faite sans fraude, en remboursant l'acheteur des deniers de la vente dedas le temps de coustume, & des chastels & loyaux coustemens] ont esté en la sin dudit article adioustez ces mots [qui est de huitaine apres l'adiudication] Et par l'aduls & deliberation de tous les dessudités a esté adiousté en la sin du chapitre intitulé de servirude & prescription l'article qui s'ensuit.

[Marchans, gens de mestier & autres vendans leurs denrees & marchandises en detail, chi rurgiens, barbiers, orseures, apporthicaires, massons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, seruiteurs & autres mercenaires au bailliage de Chartres & Perche gouet, ne pourront saire action, question ou demande de leursdites denrees & marchandises, sallaires & seruices apres deux ans passez de leursdites denrees & marchadises vendues à detail & debitees, d'ou-urages, labours, sallaires & seruices faits, fors & excepté de celles qui auront esté & seront recogneues par obligation ou cedulle.]

Et au lxxxvj. article qui est au chapitre de criees & subhastations duquel la teneur s'ensuit. [Les criees & subhastations d'heritage se doiuent faire par ordonnance ou commission de iu ge, de la iustice sous laquelle tels heritages sont suiets: c'est assauoir en la ville de Chartres par quatre Samedys ensuiuans l'vn l'autre, és chastellenies par quatre iours de marché, & au plat pays où il n'y a point de marché par quatre diméches à l'yssue de messe parochiale, en laquelle telz heritagez sont assis. Les dites cryees entre-suyuans l'vne l'autre sans interualle, & dés la premiere cryee doit estre mise & attachee la coppie desdites cryees à la porte de l'auditoire où telles cryees se doiuent rapporter. Et icelles cryees faites & parsaites, Dd iij.

Digitized by Google

Proces verbal

& laditte coppie ainsi attachee, & le tout deument rapporté & verisié la quarantaine passee à compter du jour que sut faite la premiere cryee, & que toutes les oppositions sont discutees en jugement, ladite judication de tels heritages se fait & peut faire au plus offrant & dernier encherisseur par le juge, souz la jurisdition duquel telles cryces ont esté faites, a esté adjousté en la fin dudit article ce qui s'ensuit.

[Et si le chapitre de Chartres en leur iurisdition de Loing, veulent saire les crices de leurdite iurisdition ou charge de Chartres saire le pourront en demandant assistance aux officiers

du Roy, lesquels seront renus la leur donner.]

Et sur le chapitre de donation mutuelle saite entre le mary & la semme, de leurs bies meubles, acqueremens immeubles & du quint de leur propre est vallable, pour ueu qu'ils soient egaux en biens, en santé ou peu pres , & que leurs enfans ne soient point priuez de leur legitime part & portion à eux deuë de droit de nature, par l'aduis & deliberation de tous let dessuf-

dits,a esté corrigé en la maniere qui s'ensuit.

[Deux conioints par mariage soient nobles où coustumiers aians enfans peuvent donner l'vn à l'autre mutuellement tous & chacuns leurs meubles & conquests immeubles, pour en iouyr par le suruiuant par vsus leurs de nourrir les enfans selon leur estat, & auant qu'en auoir deliurance par les mains de l'heritier, sera tenu ledit suruiuant faire inventaire & bailler caution. Et si ledit suruiuant se remarye, ladite donation mutuelle sera nulle, & entre ro turiers les sits meubles & conquests immeubles, & entre les nobles les conquests se departiront entre le suruiuant & les enfans du premier decedé. Et sil n'y a nuls enfans dudit mariage, les dits deux conioints pourront donnet mutuellement l'vn à l'autre tous leurs dits aneubles, & conquests immeubles, pour en iouir par ledit suruiuant en proprieté.

Et au commencement du chapitre intitulé de legs & ordonnances testamentaires & derniere volonté. Par l'aduis & deliberation de tous les assistans ont esté adioustez les deux articles qui s'ensuivent. Tous executeurs testamentaires sont saisis par an & jour après le trespas du testateur de tous & chacuns les biens meubles seulement demourez du deces d'iceluy testateur, en faisant inuentoire deuement, à la charge d'appeller par lesdits executeurs les heritiers du deffunct, pour veoir payer les dettes & autres choses qui pourront estre deues par ledit testateur autres que les ordonnees pour les obits, obsecques & funerailles, lesquelles cho sexecuteurs pourront payer & mettre à execution sans appeller lesdits heritiers, & neantmoins si lesdits heritiers d'iceluy decedé veulent bailler argent content ausdies executeurs pour accomplir ledit testament entant que touche lesdits obits, obsecques & funerailles & autres debtes congneues en baillant bonne & suffisante caution de payer les antres debtes & accomplir le residu du testament dedans ledit an_sen ce cas lesdits heritiers aurôt si bon leur femble, deliurance desdits biens meubles. Tous testamens; codicilles, ordonnances & dispositions de dernière volonté faits & passez par testateur en la presence d'un notaire ou tabellion, & trois tesmoins ou du curé ou vicaire du lieu & trois tesmoins. Et aussi si tel testament, codicille ou ordonnance de derniere volonté estoyent escrits & signez le tout de la main du testateur sans tesmoins seront bons & vallables. Et à iceux adioustera l'on pleine & entiere foy. Et si lesdits testamens, codicilles, ordonnances & dispositions de derniere volonté n'estoyent faits & passez les solemnitez dessusdites obseruees & gardees, il ne vaudront & feront de nul effet & valleur.]

Et quat à l'article.xciij.estant au chapitre de succeder, duquel la teneur s'ensuit. [Representation aura lieu audit bailliage en ligne directe & collateralle, selon la disposition de droit & aussi au Perche gouet.] Apres la lecture d'iceluy Loys diliers dit & remonstra que ledit article ne deuoit estre escrit pour coustume, attendu que par l'vsage & coustume ancienne representation n'auoit lieu, & auoit esté ledit article nouvellement mis & apposé par aucun de ceux qui auoient par le commandement du Roy redigees les coustumes par escrit, & par ledit Ber zeau lieutenant general audit bailliage sut dit, qu'à l'assemblee qui par ordonnace & commandement du Roy auoit esté faite au mois de Iuing cinq cens & sept, & grand nombre tant de messieurs de l'eglise, nobles qu'autres du tiers estat estoyent presens pour le bien commun, prosit & vtilité dudit bailliage. Par l'aduis & oppinion de tous sut ordoné que ledit article seroit escrit & arresté pour coustume. Et pour plus seurement proceder au contenu d'iceluy, sut dereches par nous demandé à tous les assistants tat d'eglise, nobles, que ceux du tiers estat que tous concordablement sans nul excepter surent d'opinion que representation devoit aque tous concordablement sans nul excepter surent d'opinion que representation devoit a-

Digitized by Google

uoir auoir lieu en ligne directe, combien qu'anciennement n'eust lieu. Et quant en ligne collateralle tous les dits seigneurs de l'eglise & du tiers estat surent d'opinion que representation y deuoit auoir lieu. Et au regard des nobles, les lists Loys dilliers, Picard & d'Alonuille
furent d'opinion qu'en ligne collateralle ladite representation ne deuoit auoir lieu. Et les lists
Lean de gauuille, Guyon de saint Benoist, Gilles mauserne, Nicolas de saueriez, Pierre d'Alon
uille, Loys de vernons, Nabourg de commergon, messire Raouland de prulay, Nicolas dranffreuille, Iean Raillart, messire Pierre de Dampont, Bertrand le Begue, Anthoine Broullart,
Loys de la rouë & Pierre du say & tous les autres nobles surent d'opinion que laditte representation deuoit auoit lieu en ligne collateralle. Et pour-ce par l'opinion de rous les des
sus sur sur les des pour coustume, dont
les lists pisses, Picard & d'Alonuille se porterent pour appellans, & peu apres, & deuant que
partir dudit lieu, les dits Picard & d'Alonuille, en la presence des distans, renoncerent à
leur appel.

A esté semblablement par l'opinion & deliberation de tous les assistants adiousté audit chapitre de succession l'acticle qui l'ensuyt. [Institution d'heritier n'a point de lieu audit bailliage.]Et aussi a esté adiousté audit chapitre par l'opinion de tous les dessussits vn autre article, duquel la teneur s'ensuyt. Tous religieux ou religieuses proses sont sorelos & inhabiles de succeder à quelque succession qui leur peut aduenir, soit directe ou collateraile, & leur conuent & monastere où lesdits religieux ou religieuses sont profes ou demourant, ne pourront pretendre aucun droit pour n'au nom & lieu desdits religieux ou religieuses n'autremét.] Auquel article f'opposa ledit messire Iean de montaudouyn religieux, tant en son nom que comme procureur desdues religieux & conuent de saint Ican en vallee, lequel dist qu'ilz auoyent priuilege au contraire: neantmoins fut dit par tous les assistans qu'il auoyent tousiours veu vser, tenir & garder pour coustume le contenu audit article, combien que par inaduertace of eust obmis & oublié de l'escrire en la premiere assemblee. Et à ceste cause sur ordoné que le dit article seroit d'oresnauant obserué & gardé pour coustume sans presudice de ladite opposi cion, & que pour proceder sur icelle lesdits religieux & conuent mettroyent par deuers nous leurs priuileges qu'ils disent auoir sur-ce, pour les monstrer & comunicquer aux gens du Roy: à fin d'y respondre, & en faire nostre rapport à la cout pour en estre par elle ordonné comme

Et apres la lecture du cent quattieme atticle duquel la teneur ensuyt. [Si tels ensans sont mineurs & souz aage ils doiuent auoir tuteurs & curateurs pour gonnerner eux & leurs biés. Et si le pere oula mere ayeul ou ayeulle, ne vouloyent prendre ou recueillir la garde, gounernement & administration, ce qu'ils peuvent faire de leur auctorité & sans y venir à instice, pource que le bail que le pere ou la mere, ayeul ou ayeulle ou autres qu'il auoyent des mineurs estoit au grand preiudice & dommage d'iceux mineurs, par-ce que ceux qui ont la garde sont les meubles & fruits, leurs, des heritages des mineurs, a esté reserué au pere ou à la mere seulement d'auoir la garde desdits mineurs, tant qu'il ne se remarient & demeurent en vidui é.]

Et l'article cviij estant audit chapitre contenant ce qui fensuyt. En corrigeant & amendat du consentement de tous les distans assemblez pour le fait desdires coustumes & vsances; La pretendue vsance de tout ledit bailliage de Chartres, par laquelle l'on disoit, qu'aux baillistres entre nobles competoyent & appartenoyent tous les meubles des mineurs, fruitz & re-uenus de leurs heritages iusques à ce qu'ilz fussent mariez ou en aage. Il est ordonné, que d'oresenauant ladite pretendue vsance n'aura lieu, ains sera casse est mise à neant, sans ce qu'elle soit tenue ne deputee par coustume n'vsance, mais qu'apres le deces de ceux qui aurôt la garde noble d'enfans mineurs, s'ils sont encores souz aage, on leur donnera tuteurs & curateurs selon & ensuyuant le droit escrit. Ledit article a esté osté, & au lieu d'iceluy a esté mis & escrit l'article qui s'ensuyt.

[Audit bailliage de Chartres & Perche gouet les bails des mineurs n'ont point de lieu, mais leurs sera pourueu de tuteurs & curateurs, sinon que les pere ou mere eussent prins la garde d'iceux mineurs ainsi que dessus est dit.]

Au cx.article qui est au chapitre d'amendes de bestes prinses,a esté adiousté ce qui s'ensuit. [En prinses de bestes le preneur bien samé & renommé sera creu par son serment de la prinse desdittes bestes faisans domage, & sera l'améde de laditte prinse payee selon ce qu'on a accoustumé par-cy deuant, és lieux, terres & iustices où laditte prinse sera faite.]

Dd iiij.

Proces verbal

Et apres la lecture des coustumes du bailliage de Chartres, en lisant ceux du côté de preux, du second article estant au premier chapitre dudit coustumier, duquel la teneur s'ensuyt. [Le frere aisné peut retenir & porter la soy des siefz venus de pere ou de mere, ayeul ou ayeulle ou autrement en ligne directe, du consentemét de ses freres & sœurs. Et en ce faisant les sauue & garde du prossit de rachat. Et tiendront sessitis freres & sœurs leur portion de luy, si bon leur semble. Et semblablement son sils aisné apres son trespas qui decede sans hoirs de sa chair, ses frères & sœurs ou heritiers sont tenus de payer rachat pour la part & portió de ce qui leur est eschéu en sief de la succession de leur dit frere aisné, par-ce qu'il leur est escheu en ligne collateralle. Mais de leurs parts & portions desquelz il portoit la soy & garantie, n'est deu aucun rachat, s'ils sont masses.]

A esté rayé dudit article par l'opinion de tous les dessus depuis ces mots. [Et semblable:

ment son fils aisné, &c. liusques à la fin dudit article.

Et au xlvj.article qui est au chapitre intitulé du cens, & du seigneur censier, duquel la teneur s'ensuyt. [Quand aucun heritage est empesché à la requeste du seigneur censier pour les arterages du cens à suy deu, s'empeschement doit tenir sans faire secreance des fruits empeschez à l'opposant audit empeschement, insques à ce qu'il ait consigné les arterages de neus années ou moins, que le seigneur affermera par serment suy estre instement deuës]. Par l'opinion de tous les assistants ont esté ostez ces mots [neus années,] au lieu desquels ont esté mis ces mots [trois années.]

Et en l'article execution faite dedans les vingt & quatre heures, annoncer & faire seauoir à leur seigneur censier la vente, & payer ou deprier les sittes ventes. Et où ilz sont deffaillans ils escheent en amende de chacun soixante sols enuers le seigneur censier de qui l'heritage est tenu.] Par l'aduis & deliberation de tous les dessussités, ont esté ostez ces mots, [dedans les vingt & quatre heures,] au lieu desquels ont esté mis ces mots, [dedans les huyt

iours.]

Et les articles xlij.xliij.&xlv.desquelz la teneur s'ensuyt. [Quand aucun est mis en desfaut au bailliage de Dreux par simple adiournement, pour la desfaillance il y eschet enuers le seigneur en la somme de sept sols six deniers. Et d'oresenauant est accordé, que le seigneur ne prendra que cinq sols pour ledit desfaut. Quand l'adiournement est personnel pour le delit commis, & il est desfaillant, il eschet en l'amende enuers le seigneur en soixante solz : en assignations d'assisses de preuue escheuë en matiere d'execution il y-a soixante sols d'amende à celuy qui dechet de sa cause qu'il doit payer au seigneur s'il y-a obligation. Et en autres matieres n'y eschet que deux sols six deniers pour chacune desdittes parties.] Par l'opinion & deliberation de tous les assistants pource qu'ils concernoyent plus le stille que coustume, surent rayez & ostez dudit coustumier.

Et de l'article lvij. estant au chapitre de retrait par puissance de fief duquel la teneur s'ensuit [Vn seigneur chastellain peut retirer & applicquer à son domaine l'heritage vendu, mouuant & tenu de luy en fief, pour le pris qu'il a esté vendu, auec les loyaux coustemens, quand bo luy semblera, & dedans l'an, s'il n'a receu l'acheteur en soy & hommage ou donné soussirance dedans ledit temps, & en ce faisant faire de son sief son domaine.] Par l'opinion de tous les dessus au lieu de ces mots [seigneur chastellain] ont esté mis ces mots [seigneur feodal] pour les causes que dessus contenues en pareil article des coustumes generalles du bailliage de Chartres. Et au chapitre intulé de servitude & prescription. Par l'aduis & deliberation de tous ceux

de l'affistence a esté adiousté l'article qui s'ensuyt.

[Marchans, gens de mestier & autres vendans leurs denrees & marchandises en destail, chi rurgiens, barbiers, orseures, apothicaires, mascons, charpentiers, laboureurs, manouuriers, seruiteurs & autres mercennaires du comté de Dreux, ne pourront faire action, question ou demande de leurs dittes denrees & marchandises, salaires & seruices apres deux ans passez les dites denrees vendues, debitees & deliurees à detail, ouurages, labours, salaires & seruices faits: Fors & excepté de celles qui auroient esté & seroient recongneuës par obligations ou ced ul-les.

Et le lxxiiij.article estant au chapitre de donation mutuelle, duquel la teneur s'ensuyt. [Donation mutuelle entre le mary & la semme de leurs biens meubles & acqueremens immeubles & du quint de leur propre heritage en sies, le quart en censis est vallable, pourueu qu'ils soient egaux en biens, santé ou propres & que leurs enfans ne soyét fraudez & priuez de leur ligiti-

legitime à eux deuë de droit de nature.] Par l'aduis & deliberation de tous les assistans a esté rayé & corrigé ainsi qu'il s'ensuit. [Deux conioints ensemble par mariage, soyent nobles ou coustumiers ayans ensans, penuent donner l'vn l'autre mutuellement tous & chacuns leurs meubles & conquests immeubles pour en iouir par le suruiuant par vsussiruit, à la charge de nourrir & entretenir les ensans selon leur estat. Et auant qu'en auoir deliurance par les mains de l'heritier sera tenu ledit suruiuant faire inuentaire & bailler caution, & si ledit suruiuant se remarye laditte donation mutuelle demourera nulle. Et entre roturiers lessits meubles & coquests se departiront entre le suruiuant & les ensans du premier decedé, & s'il n'y-a nuls ensans dudit mariage iceux deux conioints pourront donner mutuellement l'vn à l'autre tous leurs dits biens meubles & conquests immeubles pour en iouyr par ledit suruiuant en proprieté.]

T.

1000

Þ,

21

1)(

M

. IS

Ţ,

2

Œ,

.7

W.

T

Ш

đ-

nc

ehr

Ŧ

ŀ

-

1

Ħ

1

J D

:∫5

jë.

낦

2

بل

1

71

Et au chapitre de legs & ordonnances testamentaires & dernière volonté, ont esté adiouflez par l'aduis & deliberation de tous ceux de l'affiftence les articles qui f'ensuyuent. Tous executeurs testamentaires sont saisis par an & iour apres le trespas du testateur de tous & cha cuns les biens meubles seulement demourez par le deces d'iceluy testateur, en faisant inuentaire deuëment & à la charge d'appeller par lesdits executeurs les heritiers du desfunt, pour veoir payer les dettes & autres choses qui pourront estre deuës par ledit testateur autres que les ordonnees, pour ses obits, obsecques & funerailles. Lesquelles choses ordonnees par iceluy testateur pour sesdits obitz, obsecques & funerailles lesdits executeurs pourront payer & mettre à execution sans appeller lesdits heritiers. Et neantmoins si lesdits heritiers d'iceluy decedé veullent bailler argent content ausdits executeurs pour accomplir ledit testament entant que touche lesdits obits, obsecques & funerailles & autres dettes cogneuës, & baillent bonne & suffisante caution de payer les autres dettes & acomplir le residu du testament dedans ledit an. En ce cas lesdits heritiers autont, si bon leur semble, deliurance desdits biens meubles. Tous testamens, codicilles, ordonnances & dispositions de derniere volonté saits & passez par testateur en la presence d'un notaire & tabellion & trois tesmoins, ou du curé ou vicaire du lieu & trois tesmoins. Et aussi sirtel testament, codicille & ordonnance de derniere volonté estoient escrits & signez le tout de la main du testateur sans tesmoins seront bons & vallables, & à iceux adioustera l'on pleine & entiere foy. Et si lesdits testamens, codicilles, ordonnances & dispositions de derniere volonté n'estoient faits & passez, les solennitez dessufdittes observees & gardees, ils ne vaudront & seront de nul effet & valleur, par l'aduis & deliberation de tous les desfusdits.....

Au chapitre intitulé de successions ont esté adioustez les arti. lexxj. & lexxvj. desquels la teneur ensuyt. [Institution d'heritier n'a point de lieu audit comté, tous religieux ou religieuses proses, soint sorclos & inhabilles de succeder à quelque succession qui leur peut aduenir, soit di recte & collateralle & le conuent ou monastere où les distre religieux ou religieuses sont proses ou demourans ne pourront pretendre aucun droit pour n'au nom & lieu des dessussités religieux & religieuses n'autrement.] Et en la fin du chapitre intitulé de bail, garde, tutelle & cura telle d'ensans mineurs, a esté adiousté l'article qui s'ensuyt.

[Audit comté bail de mineurs n'a point de lieu.]

Pres laquelle publication auons prins lesdites coustumes pour les apporter à ladite cour de Parlemét& en auons l'aissé vn double signé de nous, commissaires dessussités, & désdits lieutenant general & gressier dudit bailliage. En faisant dessens audits lieutenant, officiers du Roy& autres aduocats, practiciens & coustumiers dudit bailliage, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publices come dessus, ils nésaéet aucunes preuues par tourbes ne tesmoins particuliers, mais par l'extrait d'icelles, signé & deuëment expedié. Et aussi de non al leguer ne poser autres coustumes contraires ne des rogantes aux coustumes publices & arrestees, ains l'observer & garder comme loy, le tout selon les lettres d'Edit, desquelles la teneur s'ensuyt. Loys, &c.

FIN DES COVSTVMES DV BAILLIAGE DE CHARTRES.

milia, id eft. manetes in do mo & priori administratio ne patru. C.M. 2.2.Non tamen alienare immobilia Kne decreto.l.2. c.de hu qui re ni.etat. impetr.adhuc non tollitur restitu tio, Paul.conf. dubium Ludo. Roma.conf.91 quamun aliter sentiat Ange. perus.l. L.in fi. de acq. vel a-mittit heredi. C.M.3.3.Nec in ci uili nec in ecclesiasticofore,

de codicil.

pothecantur,

tutores l.dabi-

m° §.1.l.si quis vezotiŭ. D.de

prinil creditor l.vlt.D.de tu

tor. O curat.

C.M.

emicipalisnis Coustumes generalles du Pays & Comté de supperintin sa BLOYS, AVEC LES COVSTVMES LOCAL-CHASTELLENIES

ressort dudit Comté.

CHAPITRE.

De l'estat des personnes.

Article premier.

NFANS font faits à leurs droits quand ils sont mariez. Enfans mineurs par mariage sont reputez maieurs, & deslors peuuent J'ester en iugement, contracter & eux obliger, & sont capables de saire tous 'actes legitimes que pourroient faire maieurs.2.

Femme mariee est en la puissance de son mary sans l'autorité duquel ne peut estre en iugement, contracter ne soy obliger, sinon qu'elle sust marchande publicque, & sur le fait de sa marchandise seulement, ou que lesdies

c.si de momét. conioints fussent separez de biens, & que la separation soit publice au prosne de la parroisse où Posses le second Dimanche du iour qu'elle est faite; excepté en mariere in l. more. D. d'exces & iniures.

Des gardiens & baillistres.

114.

VANT au pere ou mere soyent nobles ou roturiers, vot de vie à trespas delaissant en fans mineurs de leur maraiage. Au furuiuant appartient iplo facto fans autre confirquaur 10.Fa. mation la garde & gouvernement & administration des personnes & biens de leursdits en-4

11.1.c.de bon.
mater. tamen fans. Et si lesdits enfans demeurent orphelins de pere & de mere, laditte garde, gouvernement Sufficit inter- & administration est descree aux ayeulx ou ayeulles desdits mineurs. Toutessois audit cas les poni vel semel masses sont preserez aux semelles, & les paternelz aux maternelz.

Liubemus.c.de En garde de mineurs nobles les gardiens soit pere ou mère, ayeul ou ayeulle, font leurs, les emancip liber. fruits des heritages desdits mineurs, tant comme dure laditte garde, dont ils sont tenus vier flat.Bald.l. 1. comme bons peres de famille. Et à la charge de payer les obsecques & funerailles des pere & 23. oppos c. qui mere desdits mineurs ou autres leurs parens ausquels ils succedent, de nourrir & entretenir bere testare po les les mineurs, de tenir leurs edifices & heritages en bone & suffisante reparation, de faire les reft. Bald.l.r. foy & hommages aux seigneurs du sief pour raison desdits heritages, payer les seodaux profc. de leg. fur. fits si aucuns en sont deuz, & d'acquitter lesdits mineurs de toutes dettes. Et à la fin si lesdits stamentul. de mineurs sont masses les monter de cheuaux. Et s'ils sont filles les vestir: le tout selon leur estat tessame. Alex. & condition. Et au regard des meubles doresenauant en sera faite inventaire solennel, & oum qui chiro en appartiendra la moytié au suruiuant pere ou mere, & l'autre moytié aux enfans, & n'augraphi delega ront aucune choses esdits meubles, lesdits gardiens, au moyen de la garde desdits mi-1.6 conf.155. Visis li.2. Ias. neurs.

l.no idcirco. l. En garde de mineurs non nobles lesdits gardiens ne sont leurs les meubles & fruits des heritages desdits mineurs: mais sont subiets à confection d'inuentaire & redition de comte com-4.4. Hoe of, me sont tuteurs legitimes de droit.

custodia,qu.1si En deffaut de ascendant n'y aura aucun gardien, ains sera pourmen ausdits mineurs de tutela l. 3. in princ versmee tuteurs & curateurs par auctorité de iudice, appellez les parens du costé paternel & materputet D.de ad nel. mitutor. l. vl.

fis. vnde hori és femelles de douze ans. Garde expire aduenant l'aage de puberté, c'est à sçauoir és masses l'aage de quatorze ans & તા કેલ્લા કેલ્લાના કરે

La mere soit noble ou roturiere perd laditte garde, gouvernement & administration desquia sunt pro dits enfans, fi elle convolle en secondes nopcesses de la conventación de l

CHAPITRE. 3.

De la iurisdiction des iuges du Comté de Bloys.

PREMIEREMENT le Roy nostre sire, à cause de sa Comté de Bloys, a tout droit de iustice haute, moyenne & basse, & cognoissance de toutes actions personnelles, reel-

cum tacitas c. de bonu que liber. & ista tutela consuetudinaria instar legitimarum sunt.Bal.cons.145 pramissi verbu lib.2. unde ide quod de tutellu iuru communis nist quatenus apparet dinersum. C.M.

Digitized by Google

les

les & mixtes, ciuilles & criminelles, & la punition & correction de tous cas, crimes & de-

Leditseigneur, comme Comte de Bloys, a ressort & suzeraineté sur les vassaux & subiets estans audit comté : c'est à sçauoir, sur le Comté de Dunoys & sur les barons, chastellains, Du ressort hauts, moyens & bas iusticiers, estant audit Comté de Bloys, tant en cas d'appel qu'autre- que le Roy a ment. Et a ledit seigneur preuention en tout sondit Comté & ressort d'iceluy és cas de nouuelleté.

Discordé par les gens d'eglise & nobles, entant que touche ces mots, qu'autrement & pre-

Ledit seigneur comte, barons & chastellains dudit comté & bailliage de Bloys, ont droit de tenir leurs assiles quatre fois l'an, esquelles assiles sont traitees les causes d'appel interietees des iuges inferieurs, ressortissans és sieges desdits seigneurs, & ausquelles sont tenus comparoir lesdits vasseurs ou leurs iuges ou procureurs en leursdittes iustices.

13

1

نَّة

10

110

152

.1 11

şkî

Vict

765

معار سارا

,T

Ü

سنو] اسا]

11

3**1**.

بازر

 \mathbb{I}

, iii

Le baron a droit d'auoir fourches paribulaires à quatre pilliers lyees par dedans & par dehors & à fest & fourfest, & tout autre droit de iustice qu'ot les chastellains & autres seigneurs inferieurs.

Le seigneur chastellain, qui est moindre du baron, a toute iurisdiction & cognoissance de toutes actions reelles & personnelles & mixtes. Et aussi la cognoissance & correction de tous cas, crimes & delitz faits en sa terre & chastellenie, excepté les cas royaux.

Ledit seigneur chastellain peut auoir deux iuges: c'est à sçauoir, bailly & preuost, dont le- Le chasteldit bailly a cognoissance des actions reelles & mixtes & la correction desdits crimes & delitz. lain peut en Et ledit preuost des actions personnelles tant seulement, les appellatios duquel preuost ressor sa chastelle-nie auoir tissent par deuant ledit Bailly.

XVJ. deux iuges.

Ledie seigneur chastellain a droit d'auoir fourches patibulaires à quatre pilliers, lyees par dehors & parees par embas.

Aussi ledit seigneur chastellain a seel à contractz & droit de tabellionnage, peut bannir & exiller de sa terre les delinquans en saditte terre, a la cognoissance des grans chemins, des cas commis en iceux, peut donner tuteurs & curateurs à mineurs, prodigues & insensez, faire inuentaire des biens, criees, & subhastations des heritages. xviij.

Item ledit seigneur chastellain a droit de retenues par puissance de fief des choses tenues I de luy en foy & hommage vendues à personnes estranges du lignage dudit vendeur audedas de l'an de l'exhibition des lettres d'acquest, en remboursant l'acquereur de son sort principal indissincte, hos & loyaux coustz & miles. Pourueu que il n'ait receu l'acquereur en foy & hommage, où tantum excebaillé souffrance : toutes-fois s'il y avoit concurrence audit retrait entre ledit seigneur & pto semptor haberet ius re le lignager du vendeur qui seroit venu dedans l'an, le lignager sera preseré audit sei-trassus proxi-

XIX mitatu, st aly

Le haut iusticler non ayant droit de chastellenie a vn seul iuge qui s'appelle bailly, lequel a fet.C.M. cognoissance de toutes actions reelles, personnelles & mixtes. Et peut punir & corriger tous crimes & delits qui sont commis & perpetrez en son bailliage; tant ciuillement que criminellement, sinon, qu'il y air reservation expresse au contraire.

Item ledit haut insticier, pour executer les sentences de sondit bailly, peut auoir sourches patibulaires à deux pilliers seulement lyees par dedans & patees par embas, pillier & carcan affichez. Mais il n'a point de seel à contractz ne droit de tabellionnage, sinon qu'il eust lesdits droits par concession & octroy deses superieurs, ou qu'il en eust iouy par temps immemorial: mais bien peut donner commission en màtiere de saisine & de nouvelleté de crices, subhastazions, creer tuteurs & curateurs à mineurs, faire & ordonner inventaire de biens. Et aussi adroit de prendre & applicquer à luy les terres dont les seigneurs meurent sans laisser aucuns lignagers,& qu'il y-a estainte de ligne. Et les successions des bastardz qui meurent sans enfans naturels & legitimes.

Discordé par le procureur du Roy entant que touche la succession des bastardz. . xxg.

Le moyen iusticier que lon appelle vulgairement gros voyer, a cognoissance de toutes à- De la co-Ctions personnelles, reelles & mixtes, des marieres dont les amendes n'excedent lx. sols tour, gnoissance Sauf des cas de nouvelleté dont il n'a cognoissance.

Discordé par les moyens iusticiers pretendans auoir cognoissance des cas de nouvelle-Symple o a grant chair enaile

Item & si lesdittes matieres dont l'amende excede soixante sols tournois sont introduites

dumoyen in sticier.

Coustumes generalles du Pays & Comté de Bloys

par deuant luy, il n'en doit cognoistre: mais en doit faire renuoy par deuant son iuge suzerain qui en cognoistra. Et neantmoins sur l'amende qui en ystra ledit gros voyer prendra lx. solz t. & lon leigneur fuzerain le furplus.

Le grosvoyer peut cocertams cas criminelz.

Item que le iuge dudit gros voyer a cognoissance seulement des cas criminels qui s'ensuygnoiltre de uent. C'est à sçauoir de furt simple, soit de iour ou de nuit, d'homicide fait en chaude messe, & non quad il est fait de guet à pens & propos deliberé, & de tous autres cas criminels moindres que les dessudits.

Item que ledit gros voyet peut auoir fourches patibulaires à deux pilliers fichez sans pate, pillier & carcan pour executer les delinquans par son iuge condemnez pour les cas dont il à cognoissance

Confilcatio de biens appartient au seigneur suzerain. Espaues mo-

Item si le cas des criminels requiert confiscation, & elle est adiugee par la sentence de son iuge, laditte confiscation appartiendra à sondit seigneur suzerain & non à luy. Sauf qu'il prendra preallablement sur les biens confisquez la somme de lx.solz tournois d'amende, auec les fraiz & miles qu'il aura faits à la poursuyte dudit criminel.

Ledit gros voyer a droit de prendre toutes espaues mobiliaires trouuces en la terre iusques biliaires appartient à lx sols tournois. Et le reste appartient à son superieur, les criees & declarations à ce requises gros voyer. preallablement faites.

Le bas iusticier qu'on appelle simple voyer, a cognoissance sur ses subiets & estrangers de toutes actions personnelles civilles, dont les amendes n'excedent point la somme de sept sols ix deniers tournois.

Contredit par les religieux, abbé & conuent de Mairemontier & le seigneur de vauperreux. KXVIIJ.

Le bas iusticier avn seul iuge.

De l'améde

deuč au bas

chant lesde-

linquens.

Item le bas iusticier a vn seul iuge pour cognoistre desdites matieres personnelles ciuiles. Et peut auoir siege pour saditte iurisdiction exercer, & sergens pour faire les exploits d'icel-

Item peut le bas iusticier auoir prison & seps pour tenir, & garder les prisonniers vingt & quatre heures leulemét:& plus ne les doit ne peut tenir:mais les doit denoncet au luge auquel il est subiet sans moyen à fin qu'il l'enuoye querir.

iusticier, tou Item, & si ledit prisonnier à commis cas pour lequel ses biens soient confisquez ou qu'il soit condemné en l'amende pour son forfait, ledit bas iusticier y aura & prendra la somme de sept fols fix deniers tournois feulement auec fes frais & miles. XXXJ.

Item le bas iusticier n'a aucunes fourches patibulaires n'autre instrument pour punir les delinquans, car aussi la punition & correction des malfaicteurs ne luy en appartient. Mais seulement la caption fi prendre peut les delinquans. 🕐

Item le bas iusticier a droit d'espaues mobiliaires iusques à sept sols six deniers tournois. Et le surplus appartient à son superieur, les crices & declarations preallablement faites.

> CHAPITRE 4. Droitz seigneuriaux.

V Côté & bailliage de Bloys & ressors d'iceluy y-a trois droitz seigneuriaux recognitis A de seigneurie. C'est à sçauoir sief, cens & terrage, lesquels s'apellent seigneuriaux, pour-ce qu'aucun ne peut tenir heritage esdits Comté, bailliage & ressort sinon qu'il se recognoisse tenir d'aucun seigneur à l'vn des trois droitz. Si lesdits heritages n'estoient bien & deuëment ad r. 33. Alias mortiz, & que les leigneurs y pretendans censiues, terrage ou feodalité qussent esté payez de 1 leurs indemnitez.

Discordé par les gens d'eglise qui en ont appellé.

-filixxx:cn: Item lesquels trois droits sont incompatibles & ne peuvent estre concurrens en va meslu pratesa pra me subiet, tellement que l'heritage tenu en sief, ne peut estre tenu à cens ou terrage, nec eco uerlo, sinon qu'au contraire y eust conuention expresse entre les parties.

Item que lesdits trois droits seigneuriaux sont imprescriptibles & ne se peuvent prescrire par le subiet à l'encontre du seigneur par quelque laps de temps que ledit subiet ayur tenu les heritages subietz ausdits droits ou l'vn d'iceux, sans les payer ou recognoistre, bien se petwent prescrire les prossits qui en dependent par le laps de trente ans.

Discordé par les doyen & chapitre de saint Andry de Chasteaudun. Item & l'entend laditte coustume que prescription n'alieu esdits trois droits entre le seigneur & le subiet: car deux seigneurs pretendans vn heritage estre tenu d'eux à l'vn desdits droits peuvent prescrire l'vn contre l'autre.

Item

non prodesset allegare tëpus cetum annorii 🗀 vel immemorabde,quia ta Scriptio nen solum esset contra imprivati, sed etiam contra ius publicum huius cŏsuetudinu, et de facto confuini prodo.de in ceanno.1548 C.M.

Prin

IJη.

الأكر

[[0]]

I.

3)5

iil)

12

I

ŭ.

IX

ij, T

Ċ

l'ii ijÌ

Ū, 1

1

U

į.

I

1

أكمر

Item ledit seigneur feodal ne peut prescrire l'heritage tenu de luy en sief par quelque laps de temps qu'il le tienne en ses mains par faute de foy non faite, droits non payez & denom-I brement non baillé. Et tellement que toutes & quates-fois que le vassal offrira audit seigneur 1. 37. Seem se faire la foy & payer les proffits qui en seront deuz, ledit seigneur sera tenu rendre audit vassal non capit possi iondit heritage.

Item lesdits seigneurs qui ont droit de sief, cens ou terrage ou leurs procureurs peuuent fed pro su divi par la commission 2 du seigneur, s'il a iustice, sinon par son superieur ayant iustice prendre, sai- in consu. paris. fir, & mettre en leur main, si bon leur semble, l'heritage tenu d'eux à l'vn desdits droits par faute de recognoissance & payement desdits droits & proffits d'iceux. Et signifier lesdits saissisemens aux seigneurs ou detenteurs desdits heritages, & leur faire desfendre tous ex- xi in consuer. ploits.

Item apres ce peuvent lesdits seigneurs obtenir comission confortative du Roy, ou de leur wifit clausula, superieur immediat, si bon leur semble, pour conforter sa saisse & doit tenir la main de iustice en este d'opposé iusques à pleine satisfaction. Pour laquelle faire seront les fruits venduz & adenerez par le additurla max 3 sergent & executeur. Et fil y-a opposition 3 ladite main de instice tiendra insques à ce que par tentite. C.M. iustice en soit ordoné, ou que l'opposant presente garant qui prenne la cause, & pretende l'he ritage saissi estre tenu de luy à l'vn desdits droits, auquel cas ledit opposant aura main leuce des cosse appellatio: truits pendant ledit proces & en iouira fouz main de iustice.

Item audit bailliage & ressors y-a plusieurs autres droits seigneuriaux comme tailles, tant & male: ostizes, coruces, obliaiges, auenages & autres droits, mais toutes-fois sont prescriptibles & quia ista macompatibles tant l'vn auec l'autre qu'auec lesdits trois autres droits de fief, cens & terra-

Gens d'eglise, communautez, confrairies, & autres qui sont reputez main-morte ne peuuent acquerir heritages tenuz en fief, cens ou terrage sans congé, permission & licence cis de se non est des seigneurs feodaux, censuels ou terrageaux. Et s'ils en acquierent les dits seigneurs les peune de server en les dits acquierent les dits seigneurs les peune de server les dits acquierent les dits de server les dits acquierent les dits de server les dits acquierent les dits de server les dits de server les dits acquierent les dits de server les d uent contraindre dedans quarante ans, apres lesdits acquests, de les mettre hors de leurs testato confict 4 mains.4

Item & lesquels gens d'eglise & mains-mortes ont termes & delay de mettre lesdits glo.4.C.M. heritages hors de leurs mains vn an apres, que lesdits seigneurs leurs ont denoncé de ce faire. Et fils ne le font, le seigneur les pourra contraindre de ce faire par saisse de instice, currant mino-& tiendra la main pendant le proces s'il en y-a. Et si ledit seigneur obtient, il gaignera les sibustate dixi fruits.

Item lesdits seigneurs seodaux, cesuels & terrageaux, peuuent indemner & permettre aufdits gens d'eglife ou mains-mortes, tenir lesdits heritages en leurs mains, mais en ce faisant, ne peuuent preiudicier à leurs superieurs.

Item & si lesdits gens d'eglise ou autres faisans main-morte tiennent & possedent lesdits heritages par eux acquis par quarante ans sans interpellation ou sommation de les mettre morte peuhors de leurs mains, lesdits seigneurs seodaux, censuels & terrageaux, ne les pourront plus uent present contraindre de les mettre hors de leurs mains. Toutes-fois ils seront tenus bailler aux seigneurs feodaux, censuels ou terrageaux, s'ils en requierent, homme viuant & mourant pour le temps de vicaire, qui fera audit seigneur seodal la foy & hommage, à mutation duquel sera deu proffit de rachat. Et en heritage censuel lesdits gens d'eglise, ou main-morte, ou leur vicaire payeront le cens annuel. Et à la mutation d'iceluy vicaire le proffit de relief, selon la nature de la censiue. Et s'il n'y-a vicaire baillé il payeront lesdits prossits par la mort ou mutation du chef desdittes eglises ou main-morte s'il en y-a, ou de celuy qui tiendra le benefice en tiltre ou comende.

Quand vn seigneur feodal ou censuel ou leur receueur & procureur ayant pouuoir espe- Seigneur seo cial, a receu les proffits des ventes des heritages d'aucunes personnes qui sont reputez main- dal, qui a remorte ou qui leur ont esté donnez, les dits seigneurs ne peutient plus contraindre telles perfonnes à mettre hors de leurs mains lesdits heritages, bien les pourront contraindre de bail- heritagessco ler vicariat.

> Des fiefs. CHAPTITE 5.

PAR la coustume desdits Comté & Bailliage de Bloys & ressors d'iceluy, fiess se pennet acquerir, tenir& posseder indifferemmet, par hommes& femmes nobles ou roturiers. Et soit qu'ils soyent possedez par nobles ou roturiers, ne se muë la nature d'iceux.

XXXVIIj. dere iure feudi

XXXIX. Paris. \$.52.6

nus insectio no xlij. ve dixi in con-

daux des gés d'eglise, ne xlvi. faire laditte contrainte.

Coustumes generalles du Comté de Bloys

Le vassal doit faire la foy & hommage à son seigneur de fief toutes & quantes que ledit fief est vuyde & ouuert, & que ledit seigneur de fief n'a point d'homme, ce qui aduient en deux manieres:L'vne quand la foy faut du costé du seigneur de sief, l'autre est quand la toy faut du costé du vassal.'

1. 47. Sed non peromniazqui paranturyt.j. §.52. C.M.

Item que laditte foy faut du costé du seigneur, quand ledit seigneur va de vie a re fran, ou qu'il vend, cede, ou transporte à autruy son heritage, à cause duquel son vassal tient en foy & hommage de luy, ou qu'autrement y-a mutation de leigneur.

Item que la foy faut du costé du vassal, quand ledit vassal va de vie à trespas, qu'il vend, aliene, cede, ou transporte l'heritage qu'il tient en foy & hommage de son seigneur de

Foy faut par la mutation du seigneur 'vaffal.

2. 52. Scilicet

ter manus in-

manet impen-

Comment le

vallal doitfai

re les foy & hommage au

seigneur feo

3.54. Id eft,

osculu. Vidua vassalla presens

obtulerat fide

Chomagium, postea dominus

canillabatur

lerat, seuspecia

tim presentaue

rat la bouche

& les mains? Res. oblatione

validam, 💇

fuit & bene:

quia hacverba non debent ad

captionem tra bi. C.M.

dal.

Item quand il aduient que la foy faut du costé du seigneur, le dit seigneur est tenu sommer son vassal de luy faire la foy & hommage:autrement le vassal n'est tenu à luy faire ce que ledit reodal u du scigneur de fief peut faire en trois manieres. La premiere est par cry public, quand leditseigneur de fief a droit de chastellenie, en le faisant publier à cry public, aux lieux accoustumez, & que l'assignation de luy faire les foy & hommage porte xl.iours.

Item la seconde maniere de sommer son vassal pour faire la foy & hommage à son seigneur est tenu de le sommer à sa personne ou à son domicille, & de luy declarer & faire sçauoir qu'il est son seigneur de fief à cause de tel heritage, par les moyens qu'il luy declarera & le sommer de faire la toy.

Item la tierce maniere de sommer son vassal se fait par empeschement, 2 lequel empescheieclionem que ment vaut sommation. Et se doit intimer & notifier au vassal, ou detenteur de l'heritage empeiché.

Item si laditte soy faut du costé du vassal, il a quarante iours de terme pour saire la soy & rustilli C.M. hommage, à son seigneur, dudit fief, si ledit fief luy est venu par succession, ou vingt iours par acqueit.

Que le vassal pour faire deuëment la foy & hommage à son seigneur de fief, se doit transporter en personne ou par procureur és cas cy apres declarez, au lieu dont l'heritage est tenu en fief au-dedans de quarante iours, que le dit heritage luy est escheu & aduenu par successió. Et si ledit heritage luy est aduenu par acquest, dedans vingt iours. Et s'il treuue audit lieu son seigneur de fief, il luy doit faire ou offrir faire ladite foy & hommage, en luy presentant la bouche 3 & les mains & les profits il aucuns en sont deuz, quand ledit heritage est aduenu par succession. Et s'il est aduenu par acquest en luy payant ou offrant payer les droits & deuoirs. Et si ledit seigneur de sief estoit absent, se doiuet faire lesdits offres à la porte de l'hostel seigneurial si aucune en y-a, sinon au lieu dont l'heritage est tenu en fief par deuant vn notaire & tesmoins ou par deuant deux notaires, & telle offre vaut pour foy faite.

Item toutef-fois si ledit seigneur de sief, par son trespas, delaisse plusieurs enfans qui n'ayét fait partage de leurs fiefs, il suffira que le vassal s'adresse à l'aisné pour luy faire laditte soy ou offres, ou au lieu dont depend ledit fief.

Item quelque offre qu'aye fait ledit vassal en absence dudit seigneur, ledit seigneur neantita indicatum moins pourra faire poursuyte des proffits, si aucuns luy sont deuz, par action ou saisse. Par laquelle saisse ne fera toutes-sois les fruits siens, sinon que l'offre ne sust deuëment sai-

> Item si le vassal est vicil valitudinaire ou absent pour la chose publicque, au moyen dequoy ne puisse conuenablement aller deuers sondit seigneur luy faire, laditte, soy & hommage. Efdits cas pourra constituer procureur special pour faire ladite foy & hommage ou offres telles que dessus, qui vaudront tout ainsi que si ledit vassal estoit en personne, ou sera tenu ledit seigneur luy bailler fouffrance si par procureur ne le veut receuoir.

> Item tureurs, curateurs, ou gardiens feront receuz à faire lesdits foy & homage pour leurs pupilles & mineurs, Et pour-ce ne doiuent aucun proffit: ou sera tenule seigneur donner louffrance iusques à ce que lesdits mineurs soyent en aage de puberté.

> Item que la fouffrance baillee par le leigneur ou tuteur empesche la faisse, tant que la souffrance durera. lx.

Vassal peut vendre & aliener fon Sef.

Item le vassal peut vendre, donner, eschanger ou autrement aliener tout son fiel sans le colentement de lon leigneur, dont toutel-fois lera pource deu & acquis audit leigneur proflit lelon que cy dessous sera declaré au chapitre des prossits de sief.

Item le vassal se peut esbatre de la tierce partie de son fief par véte, donation ou autre con-

Digitized by Google

tract

I tract alienatif, retenu à luy la foy & hommage ou autre deuoir annuel, I dont pour-ce ne sera deu aucun prossit au seigneur du sief. Toutes-fois ne pourra ledit vassal faire laditte alienation te insta trienau preindice de son seigneur, tellement que nonobstant laditte alienation si l'heritage tumbe tem alienata. en proffit, le seigneur de sief exploictera entierement sondit sief, & sera toutes-sois ledit vassal Quid si trientenu garantir enuers sondit seigneur de fief celuy ou ceux ausquels il auroit faite laditte alie- cum reditu re

Item que le vassal peut bailler à rente ensserement tout son fief, en retenant à luy la foy & hommage. Et pour-ce ne sera deu aucun proffit feodal audit seigneur. Neantmoins si ledit sief tombe en prossit, ledit seigneur exploictera tout, & sera toutes-fois ledit vassal tenu garantir bentur laudiledit preneur.

Item que les dismes deuemet infeodees accoustumces estre possedees par gens laiz sont alienables, & se peuuent vendre & aliener, hypothecquer & prescrire: & la cognoissance en ap- "huiss & sintelli partient aux iuges seculiers comme choses patrimonialles.

Souffrance equipolle à foy tant qu'elle dure. Fief & iustice n'ont rien commun ensemble.

the

in.

Ľ

i S

Ė

3

7

10.

Ŋ.

Item si vn seigneur acquiert aucu sief renu de luy, ou fait de son sief son domaine, & par partage fait entre ses heritiers, son principal fief eschet à vn desdits heritiers, & le fief qu'il a acquis à l'vn des autres.En ce cas ledit fiefacquis sera & demourra tenu en hommage du principal 2 fief, comme il faisoit au-par-auant ledit acquest.2

Item si vn seigneur acquiert aucun sief tenu de luy, ou fait de son sief son domaine, & auant faire la foy & hommage à son seigneur, dont il tient son principal sief, il aliene ou met hors de fit expression. ses mains sondit fies, iceluy acquest demourera tenu en foy & homage de luy comme il estoit item inter seit au-par-auant sondit acquest. Mais s'il en auoit fait vne sois la soy & hommage à sondit superieur, & depuis il aliene sondit acquest, sera d'oresenauant tenu dudit seigneur suzerain & non impeadius serplus dudit acquereur.

Item rente constituee sur l'heritage feodal nest point censee feodalle iusques à ce que l'acquereur en foit entré en foy & hommage,& fi auant ce faire ledit acquereur decede, laditte rente le partira entre les heritiers comme roturiere.

CHAPITRE. 6. De garantir en partage. lxix. VAND aucun fief vient à plusieurs enfans par succession en ligne directe. Entre les-, quels enfans y-2 vn fils qui a la prerogatiue d'aifneesse, iceluy masle peut porter la foy de tout le fief, enuers le seigneur feodal, & garantir en partage tous ses coheritiers & leurs hoirs pour leurs parts & portions dudit fief, iusques à ce que luy & sesdits heritiers ayent fait partage dudit heritage feodal, soit que lesdittes filles soyent maryees, ou

Item & s'il aduient que ledit fils aisné aille de vie à trespas, sans auoir sait partage dudit heritage feodal auec ses coheritiers, & il delaisse vn enfant masse ou plusieurs, son fils aisné garantira & peut garantir en parage sessitis coheritiers de seu son pere enuers leur seigneur de cles. fiet, tout ainsi que faisoit & pouuoit faire son seu pere predecedé.

Item que ledit parage & garantage d'iceluy dure tant & si longuement que lesdits heritages seodaux demeurent en communauté sans les partir ne diuiser, & qu'il y-a hoir masse descendant dudit fils aisné, ou que lesdits hoirs soyent si essongnez les vns des autres qu'il puis-· sent contracter mariage ensemble sans dispense.

Item mais quand aduient que lesdits coheritiers departent lesdits heritages feodaux & que chacun a sa portion contingente & hereditaire, le fils aisné ne les peut plus garantir en parage: mais sont tenus tous lesdits coheritiers faire la foy & hommage à leur sei foy & homgneur de fief pour les parts & portions qui leur sont escheuës & aduenuës par ledit parta-

Item& combien que le fief aisné puisse garantir en paragesses coheritiers iusques à ce qu'ils Les garantiz ayent partagé, & divisé entreux. Et neantmoins s'il semble bon ausdits coheritiers ils peuvent peuvent faire la fov & faire la foy & hommage à leur seigneur de fief, pour telle part & portion qu'il leur compete, hommage. & appartient en commun, & par indiuis esdits heritiers seodaux. En payant par les marys des filles qui sont maryees, le proffit de rachatau seigneur de sief pour leur portion dudit herita-

Item si le fils aisné ou ses hoirs qui ont garanty en parage leurs puisnez & coheritiers, alienent leur portion dudit fief en la mettant hors de leurs mains. En ce cas ledit garantage & pa-

sem cum pradi?Res.pro ralxiiij. gitur quando IXV. tum alsenat re lxvj. siduo retento: secus si totum alienat. C.M.

2.66. Scilicet

Du fils de

Combié du-

Quád les ga

Coustumes generalles du Comté de Bloys

rage cesseront, & ne seront plus leursdits coheritiers garantis en parage: Mais seront tenuz leursdits coheritiers faire la soy & hommage au seigneur de sies. lxxv.

Item & pareillement si lesdits coheritiers, ou l'vn d'eux, ou leurs hoirs alienent & mettent hors de la ligne leurs parts & portions contingentes, ledit garantage cessera pour leurs parts & portions ainsi alienees seulement & non pas pour les autres portions qui sont demourees entre les mains desdits coheritiers sans aliener.

Des proffits feodaux.

lxxvi

SI le seigneur scodal trouue son sief vuyde & ouuert & qu'il n'ait point d'homme qui luy ait fait la soy & hommage ne les offres en la maniere dessuditte, il peut saire exploicter sondit sief en pure perte pour le vassal pour la commission de son iuge s'il a iustice, sinon par son superieur ayant iustice apres le temps dessus declaré. Et sera siens tous les fruits, prossitz, reuenuz & emolumens qu'il aura prins ou fait prendre audit sief iusques à ce qu'il ait homme, &
qu'il soit payé de ses prossits secodaux si aucuns en sont deuz. lxxvij.

Item que ledit seigneur de sief peut exploieter sondit vassal par dessaut d'homme quand il trouue sondit sief vuyde & ouuert non seulement quant au domaine dudit vassal; mais aussi quant aux arrieres vassaux, lesquels ledit seigneur peut exploieter tout ainsi par la forme & 2 maniere que seroit son vassal s'il auoit sait la soy & homage & payé lesdits droits seigneuriaux audit seigneur de sief & non autrement.

Item mais toutes-fois si ledit seigneur de sief trouue sondit sief vuyde & ouuert, le doit exploicter comme bon pere de samille & non autrement: car il ne peut coupper n'abbatte boys de haute sustaye, ne touche qui soit l'embellissement du lieu, ne cueillir les fruits s'ils ne sont en maturité, comme bleds, en la saison d'Aoust, & les vignes, en la saison des vendanges, ne pescher les estangs s'ils ne sont en pesche, ne coupper les tailliz des boys s'ils ne sont en couppe & en saison comme il est accoustumé saire, & ainsi des autres semblables. Esquels fruits & en tous autres le seigneur de sief ne prendra plus ne outre qu'eust sait ledit vassal: Et ne peut en tous ces cas le laboureur, sermier ou maisonnier 3 dudit vassal perdre son droit, & est reputé boys de haute sustaye quand il a esté trente ans sans couppe.

Item quand le vassal vend son fies il est deu au seigneur feodal pour raison de laditte vente, prossit de fies qui s'appelle quint denier qui est de cent sols, vingt sols: & de cent liures, vingt liures & ainsi à l'equipolent de plus, plus, & de moins, moins.

Item que quand laditte vente est faite par ledit vassal dudit sies sans dire n'exprimer que les deniers de ladite vente soient francs audit vendeur, iceluy vendeur est tenu de payer iceluy prossit de quint audit seigneur scodal à la raison dessuscite. Sans ce que ledit acheteur soit tenu aucune chose payer de quint.

Item si en laditte vente sont contenuz ces mots par expres que les deniers conuenuz entre le vendeur & acheteur soient francs audit vendeur, en ce cas il est deu au seigneur de sief prossit de quint & requint: C'est à sçauoir de cent liures xxiiij. liures qui est vingt liures pour le quint de cent liures, & quatre liures pour le quint de vingt liures, lesquels en ce cas ledit acheteur doit payer.

Item que par laditte coustume toutes-sois & quantes qu'vn heritage tenu en sief 4 est ven- 4 du & l'acheteut a donné reemeré audit vendeur, & que ledit reemeré est inseré dedans les lettres de la vente pour ueu qu'il n'excede le temps de neuf ans. En ce cas n'est deu aucun prossit de quint & requint denier audit seigneur de sief tant que le reemeré dure. Et si ledit reemeré n'est inseré dedans les slittres, combien qu'il ait esté donné: le prossit de quint & requint est deu audit seigneur de sief, selon la distinction des prochains precedens articles.

Item si ledit reemeré est par ledit contract de vente accordé à moindre temps que de neut ans durant iceluy temps il est prolongé à vne sois ou plusieurs n'est deu aucun prossit, pour-ueu que toutes lesdittes graces & prorogations n'excedent ensemble neuf ans à comter du iour dudit contract de vente. Et saut que laditte prolongation soit passe par personne public-que pour euiter les fraudes.

Ixxxiii.

Il y-a autre proffit de fief lequel l'appelle rachat qui est deu au seigneur feodal en plusieurs manieres. Car si vn heritage eschet à aucun par succession en ligne collateralle, comme de fre-

1. 76. Itaque desfectu commissionis non lucrabitur seu clusifed no de bet sumptus nec dimmi nec interesse se mum minus soleniter iniecit.C.M.

2.77.Ide refpectu des biux a cens ou rente.C.M.

3.78. Secus du prencur à ces, fief, ou rente. 5. §. 61. 62.

De l'acheteur qui ne paye ledit quint.

4. 82.Ide dico in terminis census cari præ cy.5. §. 116. C.M.

Noua fed an tiqui declaratiua. re à frere ou autres collateraux il est deu prossit de rachat au seigneur seodal, qui est le reuenu

Item combien qu'vne fille pour succession directe en ligne ascendant, ne doit aucun proffit pour heritage feodal à elle escheu: Toutes-fois si lors de la succession à elle aduenuë elle e-I ftoit mariee ou depuis se marie, le mary 'd'elle doit au seigneur feodal vn proffit de rachat, sinó qu'elle eust frere ou autre qui la garantist en parage. lxxxvj.

Item que si aucun a acquis constant son mariage aucun fief, & il va de vie à trespas delaisse de sinquim per ea fa vesue, suyuant laditte vesue doit seulement audit seigneur dudit sief la soy & hommage de que dixim co-la moytié dudit sief, qui luy appartient par le trespas de son mary.

lxxxvij. siet. paris. so.

lxxxvij. siet. paris. so.

25. C. M.

Item & toutes & quantes fois qu'vn heritage feodal est aliené par autre contract que de vente soit par eschange, donation, bail à rente où il y-a dessaisine de foy, tellement qu'il y-a mu tation d'homme il est deu prossit de rachat audit seigneur de sief qui est la leuce d'une an-

Item par partage & division faite entre coheritiers n'est deu aucun prossit au seigneur seo-Quand bour dal, posé ores qu'en faisant ledit partage y ait retour de bourse, pourueu que le retour de bour- se dessiee ne se n'excede de la moytié de la valleur du fief. łxxxix.

Item par donation faite par pere ou mere ou autres parens en auancement de succession n'est deu prossit, mais si apres le trespas du donneur le donataire se tient à son don, ledit do-2 nateur sera tenu payer au seigneur seodal tel prossit qu'il eust deu si ledit heritage luy sust adue uancement nu par fuccession.2.

1

1

Z,

Į,

Π.

1/

ï

Ċ

T.

L

. :

. .

Z

المنا

T)

1

Item & quand le vassal va deuers son seigneur feodal pour luy faire la foy & hommage de l'heritage qu'il tient de luy en fief, il est tenu de monstret & exhiber à sondit seigneur de fief 2.89 Salices les lettres de ses acquestz & comment il a eu ledit heritage, 3 soit par vente, permutation ou collateralli. eschage, bail à rente, donaison ou autremet & doit offrir à sondit seigneur de sief de luy payer lesdits proffits feodaux, soit de quint, requint ou rachat. xcj.

Item & pource que le proffit du rachat est le proffit de l'annee, ledit vassal doit offrit à sondit seigneur feodal qu'il huy plaise le receuoir en foy & hommage, & prendre l'annee pour le-formia vt in dit rachat. Et en ce faisant ledit seigneur seodal est tenu de prendre & accepter laditte annee à nensi, et Carcommencer du iour de laditte offre. Et laditte année expirée ledit seigneur de sief est tenu de meti. C.M. receuoir en foy & hommage sondit vassal, soit qu'il ait prins les fruits de laditte année ou no. Car par ledit vassal n'a tenu qu'il ne l'ait prinse attendu saditte offre, lequel prossit de rachat est tel que le vassal eust peu & deu prendre & non autrement.

Item & si en vne mesme eschoitte & temps aduenoit qu'il escheut deux prossits, comme 4 si vn heritage seodal aduenoit à vne semme mariee par succession collateralle, il n'en sera deu 4.92. Dixi in qu'vn 4 proffit de rachat: Mais s'il aduenoit que durant l'annee que le seigneur seueroit pour consuet parisse rachat, aduiensist vn autre prossis de rachat, Le second commencera à l'heure qu'il aduiendra, m. 113.C. M & que le vassal fera ses offres & le premier cessera. xciij.

Les seigneurs seodaux ont vnautre droit & prossit & droit de sief, lequel est appellé De rocin de roncin de seruice, qui est estimé par laditte constume soixante sols tournois quand il est deu entier, & que ledit heritage tenu en fiefvaut par an dix liures de rente & au dessus. Et s'il ne le vaut il est estimé à l'equipollent selon la valleur dudit heritage. Et peut le vassal laisser à son seigneur feodal le reuenu de l'annee de l'heritage qu'il tient de luy en fief, pour ledit roncin, supposé qu'il ne baille pas laditte somme de soixante sols tour-

Item ledit droit & proffit de roncin de seruice n'est deu qu'vne fois durant la vie du vassal, en telle maniere que si le vassal a vne sois payé ledit roncin de seruice, soit à son seigneur seodal viuant ou à ses predecesseurs, iamais ne peut estre contraint tant qu'il viura de payer autre roncin de seruice.

Item que ledit roncin de service est de telle nature qu'il est requerable. Et faut que ledit sei De la nature gneur feodal requiere son vassal de luy payer: & s'il n'est requis il n'est point deux ellement que, redu roncin de service. si le vassal va de vie à trespas sans estre requis de payer, ses hoirs ne le vassal subsequens ne sont tenus d'en payer aucune chose.

Item que le seigneur seodal pour ledit roncin de seruice ne peut saisse ne faire empescher Roncin de par la vertu de la commission du iuge superieur, l'heritage de son vassal, iaçoit ce que ledit roncin de service luy soit deu. Ains est requis que ledit seigneur de sief poursuyue ledit roncin de feruice par voye d'action & non autrement.

proffit au sei gneur. Quád le do-XC. d'hoire paye

vtilia funtvni

Digitized by Google

Ee iij.

Coustumes generalles du Comté de Bloys

Quand lesci en action. De l'offre equipolent à foy.

Item que si le seigneur de sief reçoit son vassal en foy & hommage sans auoir esté payé de gneur met son restaux de le leigheur de nerreçoit son vaniar en 10 y ce nominage sans adoit ette paje de son executio ses prossits seodaux, ledit seigneur ne pourra saire sais ir les fruits: mais doit proceder ledit seigneur de fief par action.

Item aussi quand ledit vassal vient offrir la foy & hommage à son seigneur de sief, quand il luy doit seulement la foy, & s'il luy doit les prossits qu'il les offre à sondit seigneur, ledit seigneur est tenu de receuoir son vassal à luy faire laditte foy, & s'il est reffusant, telle offre vaut & equipolle à luy faite.

Contre qui complainte n'a lieu.

Item vn vassal ne se peut complaindre en matiere de saissne de nouvelleté contre son seigneur feodal exploictant Pheritage dudit vassal tenu dudit seigneur en foy & hommage, quad ledit seigneur exploicte ledit heritage par saute d'homme & par saute de luy payer sesdits droits & proffits feodaux lesquels luy sont deuz.

Si ledit seigneur, qui a fait saisir le fief de son vassal par desfaut d'homme, a commencé à faire coupper les fruits dudit fief, & ledit vassal luy offre deuëment de luy faire la foy & hommage & payer les proffits si aucuns luy sont deuz auec les fraiz & mises de la faisse, les fruits ia cou pez demoureront audit seigneur seodal. Et ce qui reste à coupper appartiendra audit vassal. Et si audit sief y-a estang qui sust en pesche, & la bonde eust esté leuce auant laditte offre les fruits & pesche dudit estang appartiendront pareillement audit seigneur seo-

Quand la sai

Quand aucun seigneur seodal vient exploicter son sief ayant plusieurs appartenances par sie est bone. saisse & main mise de juge come dessus est dit, il suffit de mettre & apposer laditte saisse sur le principal lieu dudit fief:& s'il n'y-a manoir sur l'vne des pieces d'iceluy pour toutes autres. Pourueu que ledit exploit soit signissé au vassal ou detenteur dudit sief. Et apres laditte saisse & signification ledit seigneur peut prendre & leuer par sa main les fruits dudit sies s'il n'y-a opposition. Mais s'il y-a opposition les dits fruits sont leuez sous la main de iustice par le commissaire commis par le sergent executeur de laditte saisse: Sinon que le seigneur de l'heritage desaduouast en iustice purement & simplement estre vassal dudit seigneur. Auquel cas il iouyroit pendant le proces. Et si ledit seigneur preuue ledit heritage estre tenu de luy en foy ledit vassal perdra l'heritage, & sera adingé audit seigneur feodal par ledit desadueu: car qui fief denie, fief perd.

> Adueux & denombremens. CHAPITRE. 8.

De l'iniunction & teps de bailler de

VAND aucun seigneur de fief reçoit son vassal en foy & hommage ledit seigneur feodal peut enioindre à sondit vassal qu'il baille par escrit son adueu & denombrement nombremet. de l'heritage duquel il est tenu en soy & hommage de luy dedans quarante iours apres ensuyuans, au moyen de laquelle iniunction le vassal est tenu de bailler à sondit seigneur de fief sondit adueu & denombrement dedans lesdits xl.iours.

De saisse par faute d'ad-

Item & si ledit vassal est dessaillant de bailler sondit adueu & denombrement dedans ledit. ueu no bail- temps de xl. iours, ledit seigneur feodal peut faire saisir & mettre en sa main ledit sief, & dessen dre à sondit vassal tous exploitz.

Item & si ledit vassal n'est receu en foy où qu'il eust fait ses offres par la maniere que cy dessus est dit, il sera tenu bailler sondit adueu & denombrement à sondit seigneur dedans quarante iours apres l'iniunction à luy faite de ce faire par ledit seigneur & non plustost.

Item que par deffaut d'adueu non baillé dedans lesdits quarante iours ledit seigneur seodal peut faire faisir par auctorité de iustice tous les fruits de l'heritage tenu de luy en foy & hommage, lesquelz il ne fait pas pourtant siens: mais est tenu les restituer à son vassal en luy rendant sondit adueu, en payant l'amende qui est de quinze sols tournois & les fraiz sur-ce faits.

Discordé par les nobles dont ils ont appellé.

Dutépspour visiter l'adueu.

Item que ledit adueu baillé par le vassal à son seigneur feodal iceluy seigneur a delay pour voir & visiter ledit adueu pour le passer ou cotredire qui est de xl.iours. A la fin duquel delay ledit seigneur seodal est tenu passer ou contredire ledit adueu, autrement il sera tenu pour pallé & receu comme bon & vallable. Et pour ce faire & sçauoir sera tenu ledit vassal compa roir à la fin desdits quarante iours par-deuant sondit seigneur de fief ou au lieu dont meut son-

Item & si ledit seigneur seodal, à la fin desdits xl. jours veut contredire ou debatte ledit ad-

ueu, ledit vassal aura main leuce & deliurance de sondit sief saisi, ensemble des fruits d'iceluy, & demourront les parties en cause sur ledit contredit dudit adueu en la cour du juge où ledit 1.108. Issu con ses demourront les parties en cause sur ledit contredit dudit adueu en la cour du juge où ledit sietude non est heritage est situé & assis, & auquel la cognoissance en appartient.

Discordé par les nobles.

ĽŢ

ıķ.

ĮŢŢ

فيدا

. . .

ĊJ.

î ât

1113

127

lc:

î (III

10

DÍ.

a

لشائذ

. (1.1

10

1

CHAPITRE. 9. Des cens & profits censuels.

OVTES censives doivent estre infeodees & aduouees estre tenues en foy & homma-oftendat impu ge d'aucun seigneur, sinon qu'elles sussent admorties ou données par le prince ou autre rioris: sed potest seigneur ausquels ladire censiue a appartenu.

Discordé par les gens d'eglise qui en ont appellé.

Au bailliage de Bloys y a deux manieres de censifs, dont les vns se payent à lour nommé, chapitre de Le & les autres sont à queste, & en y a aucuns qui sont à cher pris 2 en ventes & reliefs, & les au tres sont à tels cens tels teliefs, ainsi que declaré sera cy apres.

Discordé par le tiers estat en tant que touche le cens à cher pris qui en ont appellé. Item que les cens qui se doiuent à iour nommé, & se doiuent receuoir & payer aux iours o nonneaux & lieu qu'ils sont deuz, entre soleil leuant & le soleil couchant.

Item que qui dessaut à payer le cens au jour nommé qu'il est deu, & au lieu que lon a acoustumé de le receuoir auant soleil couchant, il eschet enuers le seigneur censuel en l'amende hoc non potest de cina sole tournois de cinq sols tournois.

Item & si les seigneurs detenteurs des heritages tenuz à cens à jour nommé dessaillent de dinem que le payer ledit cens par plusieurs annees, ledit seigneur censuel peut faire poursuite de sessities de dede neufannees & des amendes trois annees à la raison de cinq sols tournois d'amende pour ate, non autem chacune desdites trois annees, dont ledit seigneut peut saire poursuite par action si bon luy de emendicato femble, ou par saisse en vertu de la commission de justice de juge ordinaire, en la maniere qu'il ab officialibus est declaré au chapitre des droits seigneuriaux.

Item & au regard du cens à queste il doit estre requis & demandé par le seigneur censier 2. 109. ou son commis & deputé au seigneur & detenteur de l'heritage qui est redeuable dudit cens pet par les gens à queste en la presence de tesmoins au temps & saison de caresme ou autre temps par vne sois en l'an, autrement ledit seigneur ou detenteur desdits heritages, n'eschet en aucune amende au proces verpar deffaut de le payer. cxiiij.

Item, Mais si ledit cens à queste est deuëment requis & demandé par la maniere dessussité tiers estat, & te, le seigneur ou detenteur dudit heritage eschet par chacun desfaut en la somme de cinq sols obtins par s tournois d'amende.

Item & si l'heritage tenu à droit de cens soit à iour nommé ou à queste, ou soit à cher pris, le 13. Ivin l'a ou à tels cens tels reliefs, est vendu ou rété, sur iceluy profit de ventes est deu par l'acquereur lation, et es audit seigneur censuel à la raison du douziesme denier du pris conuenu entre le vendeur & dont a esté apl'acheteur, pour ueu que le contract soit à perpetuité. C'est assauoir de douze francs vn franc, l'opposition re-3 & de douze vingt liures vingt liures, & ainsi à l'equipollent.

Empesché 3 par les gens d'eglise entant que touche la clause, pourueu que le contract soit les parties reà perpetuité & remis à la court.

Item & fil y a remeré en sera iouy comme il est dir dessus en la rubriche des droits de fief: du droit de ces c'est assauoir quand l'achereur a donné remeré au vendeur, & ledit remeré est inseré dedans rendu la lettre de vente, s'il n'excede le temps de neufans, ne sont deuës aucunes ventes. Et si gës d'eglise & ledit remeré n'est inseré dedans les lettres, combien qu'il ayt esté donné, les ventes se mobiles, & alle ront deuës.

Item & si ledit heritage ainsi vendu est retrait par les parens & lignagers du vendeur par prenue & re-rification d'ice ledit retrait n'est deu aucun prossit de ventes audit seigneur censuel: mais seulement luy sont luy droit par deues les ventes du premier achat. Et a lieu ladire coustume en heritages seodaux.

Item celuy qui a acheté ledit heritage tenu à droit de cens est tenu de payer lesdites ven- dite redaction tes au leigneur censuel & non pas le védeur. Et est tenu ledit acheteur notifier & faire sauoir de constume, à son acquest audit seigneur censuel au dedans de huit jours eu regard à sondit acquest & lay fon acquest audit seigneur censuel au dedans de huit iours eu regard à sondit acquest & luy oppositio, tont exhiber les contracts de sondit acquest ou luy nommer les tesmoins s'il n'y a contract passé ainsi es par la qui certifieront le pris de la vente. Autrement il en chet en l'amende enuers luy de cinq sols forme et maniere qu'ils euf tournois pour les ventes recellees. Et s'il faut denotifier sondit acquest au dedans de l'an au-sent fait oupen

prohibitina nec negatina, I deo no excludit ius agentis ad sensum si no CIX. gi vt fidelita-tem subeat. Le want soixante ans auoit prins amortissement des francs fiefs acquests moye-CXIIJ. questuarijs re-CXVIJ. de la poursuite CXVIIJ. tous autres mo

uant ladite redactiö: Id estiure privato probado, & non iure cosuetudinu, nec fundate intentionu, de quo plene scripsi in consaparis 🕏 53 .mu. 12 .mu. 31. C. M. 3.115. Et male: quia si vendo ad tempus, vel si vendo reditum decem unnovum tantum, potius censetur alienatio fructuum. C.M

Ee iiij

· Coustumes generalles du Comté de Bloys

dit seigneur censuel il eschet en soixante sols tournois d'amende enuers ledit seigneur cencxix.

Item quand l'heritage tenu à droit de cens est baillé en eschange à l'encontre d'autre heritage qui est vn mesme censis il n'est point deu de profit de ventes au seigneur censuel: mais fi lesdits heritages ainsi eschangez sont en diuers censifs, il est deu profit de vetes au seigneur censuel à la raison du douziesme denier de l'appreciation qui sera faite audit heritage. Et semblablement fi ledit heritage tenu à cens est eschangé à l'encontre d'autres heritages tenuz en ficf au terrage à la raison du douziesme denier.

Item s'il aduient que ledit eschange fait desdits heritages supposé qu'ils soient assis & situez en vn melme censis il y ait tournes ou bourses deslices d'aucune somme de deniers, le profit de vente en est deu au seigneur censuel pour autant que se montent lesdites tournes & sommes de deniers au feur, à la raison du douziesme denier.

Des ventes de donation

Item si l'heritage qui est tenu à droit & deuoir de cens est donné sans charge en pure & meure liberalité à quelque personne que ce soit, aucun profit de ventes n'en est deu au seigneur centuel. Mais si ladite donaison est faite à charge ou pour recompense, il en est deu pro fit de ventes à la raison que dessus, pourueu que la donaison soit faite à perpetuité.

Remis à la cour entant que touche ladite clause, pourueu que ladite donaison soit faite à perpetuité.

Item par donation faite par pere ou mere ou autres parens en auancement de succession n'est deu profit: Mais si apres le trespas du donneur le donataire se tient à son don, ledit donabourse taire sera tenu payer au seigneur censuel tel profit qu'il cust deu si ledit heritage luy sust aduenu par luccession. CXXIII.

Item par contract de bail à rente fait à teps, à vies, ou à tousiours-mais n'est deu aucun profit de ventes: s'il n'y a bourse desliee. Et se payeront ventes pour autant que se montera l'argent qui aura esté des boursé.

Remis à la cour entant que touche les baux faits à temps & à vies.

CXXIIIJ. Item d'heritage baillé à rente, à vie ou temps ne sera deu aucun proffit de relief par le trefpas du preneur ne de les ayans caule:mais sera deu seulement quad le bail sera fait à tousiours-

Item quand l'heritage tenu à droit de cens est baillé à rente à tousioursmais & le bail leur succede, le profit de reliefsera deu de ladite rente & non de la seigneurie vtile. Et pareillemét si le preneur decede, sera deu par son trespas relief de ladite seigneurie vtille, & non de ladite

Quand l'heritage cenfuel baillé à rente soit à vie, ou à tousiours-mais est vendu, il est deu Des ventes prossit de ventes, soit que le sons ou la rente soient venduz.

Remis à la cour entant que touche ces mots à vie.

cxxvij. Item nul ne pourra bailler à nouvelle censiue aucun heritage qu'il tiendra en censiue d'autre leigneur. CXXVIIJ.

Item les gens d'eglife & autres ayans heritages deuëment amortis les pourront bailler à cens ou rente, ainsi que bon leur semblera, pour ueu qu'il soit en leur censis.

Item que cens se peut diuiser & departir.

CHAPITRE.

De droit de terrage.

cxxx.

E droit de terrage est tel, que les heritages qui sont tenus audit droit quad ils sont en fruitez en grains ou autres fruits il en est deu au seigneur du terrage certaine portion, aux aucuns plus, aux autres moins, & ainsi qu'on les a accoustumez de payer selon la diuersité des lieux.

Item que les seigneurs ou detenteurs desdits heritages emblauez, cueillis & abbatus ne peutient, & ne doiuent enleuer lesdits bleds du champ n'autres fruits suiets à terrage sans appeller le seigneur du terrage son fermier ou commis pour veoir coter & nombrer les gerbes & vendange, àfin qu'il puisse cognoistre & fauoir quel nombre & quantité il luy est deu pour son droit de terrage. Et ne pourra le detenteur muer ne changer la nature de la terre suiette à terrage au preiudice du terrage.

Item & quand lesdites gerbes & vendanges & autres fruits suiets à terrage sont ainsi comtez, le seigneur dudit heritage ne peut ne doit enleuer les fruits ne les applicquer à son profit iusques à ce qu'il ait mené, conduit & charroyé, ou sait mener, conduyre & charroy er à ses despens

Dcs ventes de vaux.

chose

baillee à ré-

1.128. Idest,

dummodo non moveantur ab

alio domino di

recto: sed fint in corum domanio. C. 11.

de

deslice.

despens ledit terrage à la grange ou pressoir terrageux.

3

Ţ

1

ċ

Ţ

11

h

1

Ė

177

) اور j

72

πť.

M,

Ti.

1

<u>[]</u>

12. , ii

(III)

Item si ledit seigneur ou detenteur dudit heritage enleue les fruits ou gerbes dudit terra- est simplex de ge sans appeller le seigneur du terrage ou son fermier & commis pour les voir compter, ou a- staratio qua pres qu'elles sont comtees sans charoyer, conduire & mener ou faire charoyer, conduire & ram duobus mener ledit terrage en ladite grange ou pressouer terrageaux, il eschet en l'amende de soixan iestibus vel 4te sols tournois à appliquer audit seigneur de terrage. Et suffira de signifier au lieu où est tenu lias, dummode mener ledit terrage au seigneur ou à son fermier ou commis. Et au cas qu'on ne trouuast sine presentia, , les dessussit suffit de faire la diligence en presence de tesmoins. Et pourra faire emmener scientia vel au ses gerbes & vendanges, & laisser ledit droit de terrage sur le champ apres ce qu'il les aura tis que vocanombrez en presence de tesmoins.

Item & si le derenteur est desfaillant de labourer lesdites terres ainsi tenues à terrage par semper ambuneufannees entieres, le seigneur les peut appliquer à luy, sinon qu'il y eust convention au létoria est vs-

Pour heritage tenu à droit de terrage n'est deu aucun prossit des ventes ne reliefs, s'il n'y a 2.140.1d est convention au contraire.

CHAPITRE

Des successions.

PAR la coustume du Comté & Bailliage de Bloys conforme à la coustume generalle du potes sint ex royaume de France, le mort saissit le visson plus prochain heritier habille à luy succeder, yel ex éadem lans autre apprehension de fait.

Item par ladite coustume institution d'heritier n'a point de lieu.

Item par la coustume ancienne du bailliage de Bloys representation n'a point de lieu, soit li ex sua celluen ligne directe ou collateralle:sinon qu'elle fust accordee par celuy ou ceux de la succession la rel miex desquels est question: auquel cas qu'elle sust accordee elle a lieu en ligne directe in infinitum: pluribus cellu-lu gratificădi: laquelle coustume a semblé estre rigoureuse, & deuoir estre corrigee en la maniere qui s'en-

Sçauoir est representation aura lieu d'oresenauant en ligne directe, soit qu'elle soit accordee ou non:mais en ligne collateralle n'aura lieu si elle n'a esté accordée par celuy ou ceux de libera voluita la succession desquels est question. Ce qu'ils pourront faire sans y appeler aucuns de leurs heimplices sons de cuimplices sons de leurs heimplices so 1 ritiers prelumptifs. 1

Item que d'oresenauant representation accordee en ligne collateralle à vn parent profite que eius obitins. à celuy auquel elle aura esté accordee seulement & non aux autres qui sont en pareil de- 3.141. sue pri 2 gré. 2

Item doresenauant niepce en ligne directe representera son pere à la succession de l'ayéul ou masculo.C.M ayeulle en toute prerogatiue ou preeminence droit de primogeniture, quand ledit ayeul ou 4.143.Pour-3 ayeulle n'aura point d'hoirs masses. 3 Mais si ledit ayeul ou ayeulle auoient hoirs masses ce destiné à la de cas ladite niepce representera son pere audit droit de primogeniture: mais viendra par repre-meure & habs sentation en la succession d'ayeul comme vn puissé seulement, & appartiendra ledit droit de tation du pere de famille:car aisneesse au masse s'il n'en y a qu'vn, ou à l'aisné s'il en y a plusieurs.

En succession d'heritage roturiers & biens meubles tant masles que semelles succedent nierà eau ou pent n'est esgallement sans aucune prerogatiue soit en ligne directe ou collateralle.

En chacune succession d'heritage feodaux du pere & de mere, d'ayeul ou ayeulle en ligne me pareille-directe, s'il n'y a que deux enfans, à l'aisné masse d'iceux de quelque mariage qu'il soit, & soit de me gra-directe, s'il n'y a que deux enfans, à l'aisné masse d'iceux de quelque mariage qu'il soit, & soit de me granoble ou roturier appartient pour son droit de primogeniture & prerogatiue d'aisneesse de pressoir en 4 prendre vn manoir tel qu'il luy plaira 4 essire en ladite successió auec le vol d'un chappon estires qu'il suffice mé à un arpent de terre à l'entour dudit manoir à le prendre au plus prochain. Toutessois si se peut choisir audit arpent de terre y auoit four bannier, moulin, ou chausse d'estang separez dudit manoir quad ores n'y ils n'y seront comprins. Et auec ce aura les deux tierces parties de tous les heritages seo- en auroit d'au exliiij. tres, dixi in

Item fi en ladite fuccession y a enfans outre ledit nombre de deux l'aisné masle prendra vn 5.8.C.M. manoir selon ce que au precedens articles est dit: & l'autre moitié seulement desdits heritages feodaux. Et les autres enfans soient masses ou femelles l'autre moitié.

Si en ladite fuccession n'a que filles, à l'aisnee n'appartient aucune prerogatiue d'aisneesse: mais y succedent egallement.

Bastardz ne succedent à leurs pareus: Mais toutes-fois leurs enfans naturels & legitimes leur succedent.

CXXXIIIj. tur, e etiam hac declaratio fine fint in eade cellula vel exxxvi. diversis, id est sine omnes ne-CXXXVIJ. sórore vel ex CXXXVIIJ. eft mirabilis exl. agitur adus-CXlj. mi gradne si-CXlij. le toiet de mus Xliij. pas manoir

Coustumes generalles du Comté de Bloys

1. 147. Hec valuit sub regno monachorum, fed etate nostra consetacitam suffiallegare diffensum cotra expressam, probandus est cedut.C.M. 2. 150.Etia fi non descendant à stipite vel primo aceons.paris.s. 112.C.M. 3.15 2.Intelli gitur de mas-

culo descenden pe ex masculo, quod est clari in hac consue. per.S. 141. 3. eo. quanuu กอ sit tam claris in cons. parist. 4.155. Intelli

du vt per sen-tentiam bailli ui Dunensis indicată fuit confirmatam per bailliuum blesensem:dein de in causa de V illebrames iudicatum per arestum, quòd non atteditur duplicitas vin culi vitra filies fratrum: Jed ' tantum stirps lateris

vnde prædia descendunt:

restri#gendo

mites nouell& in authent. de Successio. ab in huyt. testat. C. M. 5.157. Idem consuet. Andegauensis. S. 290. 6 omtudines gallice vt dixi in \$.57.C.M. 6.161.Etiäs minores fint viginti quinque annis:non enim solent sæ

Les religieux profez de profession expresse ou tacite i ne succederont aucunement à leurs 1 peres, meres ne autres en ligne collateralle ou trasuersalle, ne le monastere pour eux. exlviij.

Les parens & lignagers des euelques & autres gens d'eglise seculiers, leur succedét. En deffaut d'hoir en ligne directe la succession du fils ou nepueu quant aux biens meubles

re, ayeul ou ayeulle, & en excluent les freres & fœurs & autres collateraux du deffunt.

Item: Mais quant aux heritages qui seront echeus audit desfunt par succession ils s'en vot aux collateraux plus prochains dudit deffunt du costé dont procedent lesdits heritages. 2 clj. 2

minit, o fic escheus par succession d'eux à leurs enfans, en ce cas leur ayeul ou ayeulle du costé dot seroit exeurt o succession de venu le dit acquest leurs succederont audit acquest. Si toutel-fois lesdits heritages auoient esté acquis par pere ou mere & ils fussent depuis

En ligne collateralle les masses excluent les femelles estans en mesme degré quant aux he ritages feodaux en deffaut toutesfois d'hoir masse 3 en mesme degré elles sont plus capables d'y succeder, & en excluent les plus lointains.

En succession d'heritages feodaux en ligne collateralle n'a aucune prerogatiue d'aisneesse, ains se depart esgallement entre heritiers.

En ligne collateralle les nepueux & cousins estans en pareil degré succedent per capita & non stirpes.

En toutes successions collateralles les parens qui attiennent le desfunt ex viroque parente, excluent tous autres qui attienent seulement ex vno latere.4 clvj. 4

Esdites successions collateralles, le plus prochain en degré du desfunt prent les meubles & conquests:mais-quant aux patrimoniaux ils s'en vont paterna paternis & materna maternis comme dit a esté.

Rentes foncieres & volantes à vies, à long temps ou à toufioursmais, sont censees & reputees heritage, & se partiront comme choses immobiliaires, sinon que lesdites rétes fussent rage quado sunt in codem gra- cheptables. Auquel cas tant que le remeré durera seront reputees & se partiront comme clviii. meubles. 5 clviij.

Item aucun ne peut estre heritier & donataire ou legataire, & si le donataire ou legataire veut venir à la succession du donateur, sera tenu de rapporter ce qui luy aura esté donné, & no les fruits de la chose à luy donnee.

Item despences ne nopces,alimens,entretenemens aux escolles,& en marchádise ou mestier, faits par pere ou mere constant leur mariage, ne sont suiets à rapport.

CHAPITRE.

Des donations faites tant entre vifs comme par testament.

PAR la coustume ancienne du bailliage de Bloys estoit permis & loisible à suturs espoux au parauant leur mariage confommé faire donaison l'vn à l'autre de tous leurs biens, tant meubles, conquests que patrimoniaux: laquelle coustume a semblé estre des raisonnable, & au moyen de ce plusieurs bonnes maisons en auoir esté destruites. A ceste cause les assistans ont esté d'aduis qu'elle deuoit estre reformee entant que touche les roturiers seulement, pour-

clx

hunc's. ad lice que les nobles ont declaré vouloir viure selon laditte coustume ancienne. A ceste cause du consentement des gens d'Eglise & autres du Tiers estat, a esté couché l'article qui s'en-

• Hommes & femmes roturiers qui se veulent & peuuent marier ensemble en faueur de ma riage, auant iceluy consommé, peuuent donner l'vn à l'autre tous & chacuns leurs biens meubles & conquests immeubles, 6 & la moitié de leurs heritages patrimoniaux à vie ou à tous-6 iourf-mais. Et vaut & tient tel don, pourueu que ledit mariage se consomme & paracheue, & sera le suruiuant saiss: Toutes-fois si apres le deces du trespassé il n'y auroit enfans dudit maconsuer, paris, riage ysluz d'eux deux, ou les enfans decedent sans enfans, en ce cas l'heritage ainsi donné retournera au donnateur ou à ses plus prochains heritiers du costé dont procedoit ledit heri-

Par l'ancienne coustume homme & femme durant & constant leur mariage peuuent saire donnaison mutuelle l'vn à l'autre de tous & chacuns leurs biens meubles & conquests immine expecta meubles à tousiours-mais, laquelle donnaison est bonne & vallable, & tien foit qu'il y ayt enre vigefimum fans ou non, dudit mariage: laquelle coustume a esté reformee par l'aduis desdits assistans quat

sum antequa sub hac consuetudine nubant: & sic limitatur. L. pradia. C. de prad.mino.M.C.

au rotu-

aux roturiers seulement en la maniere qui s'ensuit.

Ů,

77

TE

1.Tr

::<u>;</u>;

14

ومرس. ماسکان

\$1.0

OLE:

51

المارية المارية المنتأثي

di

1

1.5

(I

ندارا<u>) اع</u>

3116

مُعَلَّا إِنَّا

11.00

clxiij.

Hommes & femmes roturiers durant & constant leur mariage, peuuent & leur loist saire donaison mutuelle l'vn à l'autre de tous & chascuns leurs biens meubles & coquests immeubles à tousiours mais, pour ueu qu'il n'y ait enfans de leur mariage. Et s'il y a enfans ledit do auras feulement lieu pour en iouyr, par le suruiuant sa vie durant tant seullement: mais ne sera tenere durant de bailler caution, sinon qu'il conuolast en secondes nopces ou qu'il sust dissipateur de disconsens.

Si constant le mariage de deux conioints, l'vn d'eux vend son heritage propre, l'autre des mulle etiam in dits conioints peut accorder audit vendeur que les deniers qui en ystront, soient employez en heritage qui sera propre dudit vendeur, ou que les deniers soient premiers prins par ledit vendeur ou ses hoirs apres les deces de l'vn d'iceux.

S'il aduient que homme ou femme vendent leur propre heritage sans auoir sait expressión arrestum suque les deniers qui ystront de la vente d'iceluy, sussent employez au propre heritage du vendicatum suit
et a sussent s

Item que par cy deuant estoit loisible & permis à vn chacun par la coustume du bailliage collateraux ede Bloys, faire donnaison entre viss, fust durant ou hors mariage, à quelconques personnes que ce sussent entre viss, fust durant ou hors mariage, à quelconques personnes que ce sussent entre viss, conquests que patrimoniaux: En saississant le donnataire ou retenant l'vsuffruit des choses donnees. Laquelle coustume a semblé à la congregation estre trop dure, & venir à restraindre en la forbert. Quid se filsus donatalisses donata-

C'est à sçauoir que homme & semme de bon sens & entendement, ayans enfans ou non, peuuent donner par donnation saite entre viss à toutes personnes capables de receuoir don, sous libers al seurs enfans ou estrangers, la moitié de leurs propres patrimoines seulement, & tous leurs meubles & conquests seulement. Toutes-sois si lesdits donnataires venoient à la succession dudit donnateur, ils seroient tenus conserer & rapporter à partage ledit don: par ce que l'autre, en seur succession. Mais se pourra tenirs ledit donnataire à son don, en renoçant à la succession dudit donnateur.

Item & si ledit don estoit sait à l'vn des enfans de l'heritage presumptif du donnateur. Et conserve, alla si che singulis, il est reputé estre sait aux enfans & heritiers immediats.³ clxix. este solution fac.

Item donation fairte entre vifs, donner & retenir ne vaut, ⁴ en telle maniere qu'il est de que dixi in necessité que ledit donnateur se desaissiffe & le donnataire soit sais en la vie du donnateur, realex consuet. aument & de fait: ou que ledit donnateur retienne à luy l'vsuffruit des choses donnees: laquela 24.li.1. C.M le retention d'vsuffruit equipolle à tradition de fait.

5 Item donnation pour cause de mort ne vaut rien. 5

Item que toutes donnations faites entre viss par quelqu'vn constitué en maladie, de laquelle il decede, est censee & reputee estre faitte pour cause de mort, & à ce moyen ne vaut consuet, pariss.
rien, soit qu'elle soit simple ou mutuelle.

Donation faitte d'heritage en faueur de mariage aux futurs espoux ou l'vn d'eux par l'vn

5.170.Nec

6 des parens de l'vn d'eux ou autre, est reputee le propre 6 de celuy desdits futurs espoux en fa
ueur duquel elle est faite.

5.170.Nec

7t legatum

quidem nisi
fiat in forma

tessameti rel

Item & par testament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament vet
testament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament vet
testament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux, le quart en centestament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux l'estament l'on pourra donner de ses heritages patrimoniaux l'estament l'estam

Item homme & femme conioints par mariage ne peuuent donner par testament l'vn à quia tunc ral'autre aucune chose.

Clxxv. let ad limites

Testamens, codicilles & autres dispositios de derniere volunté faits par deuant vn curé ou source presents deux tesmoins, ou par deuant vn notaire & deux tesmoins ou deux notaires sans tesmoins: Ou quand les les testamens ou codicilles sont escrits & signez de la main du testateur sans tesmoins: ou signé & non escrit de sa main present deux tesmoins sont bons estus inste institute est ou colixis.

& vallables, & n'y est requise autre solennité.

num: Ergo multominus valebit legatum testamento inclusum sed ad interrogationem legatary sullum, quia non procedit ex mero arbitrio testamis. Vidivalde controuersam questionem de donatione inclusa testamento. Et par ce testament saisant ie donne à tel equint & le quart de mes propres & mes conquests le notaire stipulant: & de eadem insirmitate obitidicebat hares esse donationem causa mortis nullam: tamen indicatum suit validam esse quia saltem testamento con sirmatur: item intellige de insirmitate, de ma timetur mors prasens vel vicina, alias ve in sebre quartana secus. L. queritur. D. de re indicadde. Philip.com.consil. 68. litera. M. lib. 3. C. M.

6. 172. Scilicet contra conjugem, quia non cadit in communionem, yt plene dixi in consuet. Paris. §. 56. nu. 38. & §. 55. glo.i.nu. 102.nu. 103. vbi quod si haredium detur à conjuncto remanet antiquum ex latere illius. C. M.

clxviij. debet integrè Clxx. 4.169. Nist clxxj. etiam propriè CIXXIJ. \$.160. C.M. clxxiiij. ant codicillum clxxvj. tutum est o-

Coustumes generalles du Comté de Bloys

Ité donataires soit par donnation mutuelle faite entre viss ou par testament ne seront saissis mais seront sais s par les mains de l'heritier. Et où l'heritier voudroit empescher l'effet de ladite donation de laquelle ledit donataire fist prompte foy par lettres & tiltres, si ledit heritier est estranger ou ne possede biens suffisans en ce pays, il sera tenu de bailler caution ou le 1 donataire suruiuant en iouyra en baillant caution.

Les executeurs des testamens apres inuentaire deuëmet fait sont saisse dedans l'an & iour des meubles iusques à la concurrence du testament s'ils sont suffisans. Et s'il ne suffisent sont

faissi des immeubles 2 iusques à laditte concurrence.

CHAPITRE 13. De mariages.

clxxviÿ.

ONSTANT le mariage de deux conioints tous biés meubles de quelque costé que ils y foyét aduenus foit du costé du mary ou de la femme. Ensemble tous les acquests immeubles faits par eux ou l'vn d'eux constant leur mariage sont en la pleine disposition du mary,& d'iceux peut disposer par quelque cotract que ce soit comme vn vray seigneur de sa propre chose, & sans le consentement de sa semme.

Le mary durant le mariage a le gouvernement & administration des heritages propres de sa femme de quelque costé qu'il luy soient aduenus soit par succession ou autrement. Et fait siens les fruits d'iceux tant que le mariage dure. Toutes-fois n'en pourra d'oresenauant saire bail à ferme ou moison, outre le temps de leur mariage, sans le consentement de sadite sem-

Homme qui prent femme par mariage, la prend cum honore & onere. Et par ce moyé est tenu payer les debtes personnelles dont il la trouue chargee & tenue, & pour icelles peut e-Adrian. 1011. Itre poursuiui. Et aussi luy appartient la poursuite des actions personnelles & possessoires de sadite semme & à elle appartenans durant ledit mariage.

Les biens de deux conioints par mariage, ne peuuent estre prins par execution pour leur debte, promesse & obligation de la femme, creez durant & constant leurdit mariage,sinon que la femme foit marchande publique, & qu'il foit question de la marchandise de ladite femme. clxxxii.

Par le trespas de l'vn de ceux conioints, tous les meubles que lesdits conioints auront lors du trespas du premier decedé d'eux deux, & tous les conquests immeubles faits & acquiz par eux ou l'vn d'eux constant leur mariage: ensemble toutes leurs dettes & credittes se diuisent en deux:c'est à sçauoir la moitié au suruiuant,& l'autre moitié aux heritiers du trespassé.

Empesché par les nobles dont ils ont appellé.

Item & d'orefenauant, filors du trespas du premier decedé d'eux il y a enfans mineurs & le furuiuant prend & applique à luy tous les meubles & acquests immeubles sans en faire in- 3 3. 183. Hor uentaire par l'authorité de justice, 3 il est au chois & electió d'iceux mineurs de requerir condum curatore tre le surviuant partage desdits meubles & coquests immeubles. Et seront creuz iurameto in filys, sed nore-litem si ledit survivant est encores en vie, de la valleur & quatité desdits meubles & conquests quiritur afti-matio siuce appreciatio, satis en tous biens meubles qu'aura ledit survivant lors qu'iceux mineurs demanderont ledit parest constate de tage. En tous les conquests immeubles qu'aura faits ledit suruiuant depuis le trespas du prena fide factă, mier decedé.

Empesché par les nobles comme dessus.

Si lors du trespas de l'vn desdits conioints ,les terres sont ensemencees, & les vignes marrées & taillees qui estoyent propres de l'vn desdits conioints, les fruits desdites terres & vignes se diuiseront pour ladite année, entre le suruiuant & les heritiers du premier decedé egallement.

Et touchant les fruits d'vn estang qui autoit esté peuplé à communs despens, si ledit estang estoit en pesche l'annee du trespas de l'vn desdits conioints, sera la pesche partie comme meu ble, egallement entre le suruiuant & les heritiers du decedé.

Si constant le mariage de l'homme & de la femme, ils acquestent quelques heritages terim tamen le nuz de l'vn d'eux en foy & hommage ou en censis, & ils facet de leur fief ou censis leur dommaine: en ce cas apres le trespas de l'vn des conioints, les enfans ou heritiers de celuy d'eux, tie & enfait dont sera tenu en foy & hommage ou cens ledit lieu acquest. 4 A ce que ledit lieu demeure 4 les fruits siens. consolidé auec ledit fief ou cens, & qu'il ne soit desmembré dudit fief ou cens.

CHAPI-

prædia enim Semper extant & sufficiunt. l.∫ciendum. in prin.D.qui sa tisda. cozant. C.M. 2:177.Fortius confu. Au relia. 6. 228. Quid silegata domus? Resp. executores no possunt tradere nist vocatis haredibus, quibusvocatio jî vitium, aut exceptio prom pta non appareat, possunt tradere & pos ball sessionemtras- me. ferre per hunc text.l. vlt. C. de Edict.di. C.M.

1.176. Scili-

cet, de donati-

one mobilium:

feriptione bovt cosilio meo sæpe indication

4.186. Inte-Suruinant est CHAPITRE 14.

3

17.7

CI)

ie E

Ь

)C.

::id

im M

Œί.

ارا:

و ساخا

Ç

T.

:1

: ::

....

Ĭ.

. عدا

Ýïr

ئى ئالىق

T

De donaires.

cclxxxvä.

PAR la coustume dudit bailliage de Blois y a deux manieres de douaires, l'vn couentionel, prefix & limité, & l'autre coustumier.

Item par ladite coustume si ledit douaire a esté prefix à la femme auparauant son mariage foit en meuble ou heritage, la femme apreș le trespas de son mary ne peut demander autre douaire que ledit douaire qui luy a esté prefix & limité, & n'a point d'action à demader douaine coustumier, sinon qu'election luy fust reseruee.

Item & l'il n'y a aucun douaire prefix, ladite femme prédra douaire coustumier qui est tel qu'apres le trespas dudit mary la femme a droit de tenir par vsufruit sa vie durant la moitié de 1.189. Non d tous & chacuns les heritages dont elle trouve son mary sais lors dudit mariage, ou qu'ils escheent & aduiennent audit mary durant & constant leurdit mariage en ligne directe ascen- fant es partat dant. C'est assaucir de pere, mere, ayeul ou ayeulle: & sic de singulis. Laquelle semme suruide si le mary
uant est tenue tenir, maintenir & entretenir lesdits heritages en bon estat & suffisant. Iceux
n'est sais lars faire cultiuer & labouter bien & couenablement comme bon pere de famille, & payer & ac- de son decés, il quiter les charges foncieres & anciennes & rentes constituees auparauant le douaire constitué, autrement on la peut contraindre à ce faire.

Douaire prefix est deu du iour du trespas dudit desfunt, & douaire coustumier est deu du iour qu'il est requis & demandé & non plus tost, & est deu ledit douaire posé que la femme n'ait riens porté auec fon mary.

be en rachat par la mort du proprieraire, les heritiers du proprietaire seront tenus acquitter du l'en dessonne ladite veufue d'iceluy rachar ou l'en desdommager.

> G H A P. 15. De prescription.

ITEM que personne qui aura iouy d'aucun heritage & droit incorporel par dix ans entre cons. 120. viso presens, & par vingt ans entre absens à juste tiltre de bonne soy, & par trente ans sans tiltre consultations. comme gens l'ais, & quarante ans contre l'eglise : il en est fait vray seigneur & proprietaire, dessis, delphi. en telle maniere qu'il ne peut plus estre inquieré pour raison dudit heritage ou droit incor- 274.C.M. porel.

> CHAPITRE. 16. Des retraits lignagers. exciÿ.

VAND aucun vend son heritage patrimonial ou rente sur iceluy à luy escheu de ses parens & lignagers à personne estrange de son lignager, il est loisible à son parent lignager du costé, estoc & fourchage dont meut ledit heritage, demander & auoir par cause de retrait lignager par deuant juge competant dedans l'an & jour de l'achat qu'en a fait ledit acquereur à comter du iour d'iceluy 3 en remboursant ledit acquereur de son sort principal & 3.193. Intelli de ses loyaux cousts, chastels & mises.

Item apres le delay fait par ledit acquereur & ses lettres mises à court, le retrayant est tenu mettre & configner en iustice les deniers contenuz & declarez és lettres d'acquest dedans la mic in fide huitaine dudit delay, pourueu que l'acquereur ait mis ses lettres en court dedans deux iours ita tenendum apres ledit delay. Ét s'il est desaillant de consigner lesdits deniers, il sera priué dudit reex que bic non
trait.

cxcv. est verbu de la
la signe. C.M.

Item & si le cotract n'estoit par escrit l'acquereur sera tenu informer par tesmoins du pris de ladite vente deuement auant qu'il foit tenu configner.

 ${f L}$ 'acquereur adiourné en matiere de retrait lignager $\,$ fera tenu de ${f m}$ ettre $\,$ fe ${f s}$ $\,$ lettres $\,$ d'acquest à court dedans l'heure des plaids deux iours apres le delaiz, & le retrayant huit iours apres ledit delais, sera tenu consigner le pris contenu esdites lettres dedans l'heure des plaids, Et en desfaut de ce faire sera priué, forclos & debouté dudit retrait sans ce qu'il puisse iamais demander ledit heritage par retrait. Et sans ce que besoin soit audit acquereur saire appeller ledit deffaillant pour auoir forclusion dudit retrait, mais en est debouté par ledit deffaut feulement & sera condemné és despens dudit acquereur qui aura esté trauaillé. Et au cas que ledit acquereur ne mette à court lesdites lettres d'acquest dedans lesdits deux iours apres ledit delais par luy fait, le temps & delay de consigner ne courra audit retrayant, mais commencera à courir apres l'exhibition desdites lettres, & sera ledit aquereur adiourné par faute d'auoir mis à court icelles lettres d'acquest & condemné és despens dudit retrayant

CXCj. 2.190Nisi de Stepha.bertră cxcy. di cons. 24.li.

saisine. C.M.

Coustumes generalles du Comté de Bloys

ia escheuz & qui escherront pendant le proces par faute de ce.

Item qu'au jour affigné les parties comparantes l'acquereur est tenu delaisser ledit heritage s'il n'allegue cause vallable pour l'empescher: & ne peut prendre delay sinon à auoir declaration dudit heritage. Et où ledit acquereur fait le delaiz dés ledit premier iour, ledit demandeur sera tenu consigner comme dit est dedans ladite huitaine, autrement il sera forclos sans ce qu'il puisse auoir aucun delay.

Item si ledit acquereur prent & leue les fruits de l'heritage par luy acquis parauant ledit adiournement en ladite matiere ou sont cueillis ou leuez: en iceluy cas il les fait siens sans ce qu'il soit tenu en rendre audit retrayant aucune chose. Et par ce moyen payera ledit retrayat aucuns fraiz & mises pour raison desdits fruits. Et si bon semble audit acquereur il sera remboursé de fraiz & rendrales fruits si aucuns en a prins. Et s'illes prend depuis ledit adiournement il les rendra au retrayant, car le retrayant gaigne les fruits depuis & du iour de l'adiournement baillé nonobstant qu'il n'aye point consigné, car il n'est point tenu par laditte coustume de consigner sinon apres le delais sait & lettres mises en court: & ledit adiournement en matiere de retrait ne pourra porter plus long delay que de quin-

1.198. Et ita regulariter ser ia. C.M.

> Le plus prochain en lignage est preferé au moins prochain à auoir les choses par retrait, pourueu qu'il vienne dedans ledit an & iour, sinon que l'acquereur ait fait le delaiz à autre parent auant ledit adiournement dudit plus prochain, & qu'il soit remboursé par luy. Et est celuy reputé le plus prochain audit retrait qui seroit le plus prochain à succeder audit heri-

Et si le delaiz est fait à aucun parent dudit vendeur & autre plus prochain que luy au dedas de l'an & iour d'iceluy acquest, & au dedans de la huitaine d'iceluy delais fait, vient & demande ledit heritage par retrait & consigne la somme pour laquelle ladite vente a esté faite, il sera preferé audit retrait à celuy auquel est fait iceluy delaiz plus loingtain en degré dudit vendeur, pourueu que ladite huytaine dudit delais foit au dedans dudit an d'iceluy acquest, & f'appelle venir entre la bourse & les deniers, en payant par les plus prochain les fraiz, mises & despens audit moins prochain.

Si plusieurs d'vn mesme degré demandét auoir par retrait lignager l'heritage vendu par le parent & le lignager, sera preferé le plus diligent & celuy qui aura fait le premier adiournement. Et l'ils se treuuent deux lignagers concurrens audit adiournement, sera l'heritage divi-2. 201. Quid sé 2 entr'eux, en remboursant par eux ledit acquereur comme dit est.

L'acquereur ne pourra faire demolition ne nouuel edifice au dedans de l'an & iour de son de haute fusta acquest en l'heritage par luy acquis. Et si l'acquereur fait aucunes mises necessaires en la chose par luy acquise parauant & depuis l'adiournement à luy baillé, le retrayant sera tenu paretrait lignayer icelles mises en faisant ledit delaiz par ledit acquereur.

ger? Resp. Celuy des deux

En pur eschange fait sans fraude n'y a point de retrait.

CCV.

En donaison pure & simple & bail à rente aussi pur & simple sans bourse deslier, n'y a point de retrait.

Item si heritage suiet à retrait est vendu par le premier acquereur plus grand somme de deur, & qu'il deniers qu'il n'a baillé au parent & lignager de celuy qui le demande auoir par cause de rene soit couppé, trait, en ce cas ledit lignager n'est tenu de rembourser ledit second acquereur que de la somrécquia certat me payee au premier vendeur.

Si l'acquereur donne grace & remeré au vendeur de retirer son heritage par luy vendu, le mis aliter indi- parent dudit vendeur peut venir demander par retrait ledit heritage durant ledit remeré, & au dedans de l'an & iour apres la grace & remeré finie & donnee au vendeur.

Item si l'vn de deux conioints en mariage est parent de celuy qui leur vend quelque heritage patrimonial venu de l'estoc & fourchage de l'vn desdits conioints, iceluy heritage n'est firmé par le bailly de Blois suiet à retrait la vie durant desdits conioints, mais se conserue insques apres le trespas de l'vn qui ont ordon- desdits conioints:au dedans de l'an & iour duquel trespas l'estranger és mains duquel cherra né la couppees ledit heritage, sera tenu le delaisser par des boursemet au lignager du védeur du costé & sourwiston, qui est chage dont procede ledit heritage en le remboursant come dessus, ensemble des reparations encores vn au- & meliorations qu'il y auroit faites.

Le lignager est preseré au seigneur seodal qui demande auoir l'heritage par puissance de pronisio de cho fief & qu'à ce moyen l'auroit ia eu en le demandant par ledit lignager au dedans de l'an & iour de la vente d'iceluy heritage, en faisant ce qui est requis par la coustume de retrait com-

de vente de la couppe de bois ye?Car ils tiĕretray ans, qui veut le boys estre conserué à Son parent vede conseruando à la ligne: qua catum sit par le bailly de S. aignan en berry, & mal cose irreparable.

C.M.

Digitized by Google

me contenu est en l'article du seigneur seodal.

Ĵij,

113

21

ting

S.C. 3

321

 ${\mathbb T}$ ii.

ĈŢ.

 \overline{a}

T. Ex

ľ

i de de E

10

13

id ¢,

:77

UP.

'L'

1

ZŽ

....

3

į,

مو. سال

3

ا ۱۹ بور مصملوی

أزيا

10

Si propre heritage est baillé à rente à tousiours-mais à personne estrange sous faculté de 👉 pouuoir racheter ladite rente par le preneur ou partie d'icelle, le parét ou bailleur le peut retraire dedans l'an & iour du contract,& l'an & iour passez ne pourra plus retraite ledit heritage, mais seulement pourra retraire ladite rente dedans l'an & iour qu'elle sera rachetee par le preneur ou autre.

Item que si vn acheteur d'heritage le transporte au dedans de l'an du retrait & depuis il est adiourné à caule du retraict, adiournement fait au premier acquereur vaudra & tiendra,& fe-

🛾 ra tenu faire venir & representer 🖟 ceux à qui il aura transporté.

CHAPITRE 17.

Des emphiteoz.

ccxi. tio facta pri-

I. 2 IO.Cert#

ccxÿ. Elio.C.M.

BAIL à rente fait de quelque heritage par gens d'eglise ou laiz, soit à tousioursmais, à vies terripitifeil à ou long temps n'est point dit contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphiteoticque que par la coustume dudit baillia- fraudu rel est properties de la contract emphite est properties est properti ge de Bloys. Si ces motz [ledit heritage baillé à rente en emphiteoze]ne sont inserez és let- lusionis, suffitres dudit bail, en telle maniere que si lesdits mots [baillé à rente en emphiteoze] ne sont inscrits & inserez esdites lettres, ledit heritage n'est point censé ne reputé cotract emphiteotic- taris es posque tellement que ledit heritage n'est point cheut en commis si le preneur ou ses ayans cause est disti uni cessent de payer ladite rente au bailleur ou à sessit ayans cause par trois ans és gens d'eglise nec ' g ... 2 ou laiz.

CHAPITRE

Des matieres possessoires.

VI aiouy par an & iour de quelque heritage ou droit incorporel, non vi, non clam, non hocforti? que precario, il est fait vray possesseur d'iceluy heritage.

Item que quand vne femme mariee a de l'heritage parrimonial qui luy est escheu & adue- confitame. 8. nu de ses parens, son mary costant le mariage de luy & d'elle iouysse & vse dudit heritage, tel- phil. Deci. le iouyssance qu'en fait son mary durant & constant leurdit mariage redode en ladite semme Authen-qui En telle maniere que si ledit mary va de vie à trespas auant ladite semme, les heritiers de desacro, eccle. fondit mary ne s'en peuuent dire possesseurs. Mais en est & s'en peut dire la femme suruiuant 😻 🚥 1760 possessers Et si elle va de vie à trespas ladite iouyssance & possession profite à ses heri-

Item que pasturage & champeage de bestes en heritage d'autruy qui n'est clos ne deffenfable n'acquiert droit de possession ne prescription sans tiltre vallable.

Item aller & venir, passer & rappasser n'acquiert point semblablement de possession ne de rescription vallable.

Item iouyssance ou exploits faits és choses cachees & latitees qui ne se peut congnoistre n'acquiert point de possession.

CHAPITRE 19'

De prinse de bestes.

`ELVY qui voit prendre ou trouue bestes d'autruy en son heritage luy faisant dommage ou duquel les fruits luy appartienent, & il meine lesdites bestes à iustice ou s'efforce de son pouvoir les mener, ou s'il n'e les peut mener & il demade gage le jour ou le lendemain de ladite prinse au seigneur desdites bestes à personne ou domicille ou au pastre quand il est 3 d'aage competant doit estre creu par serment dudit dommage à luy sait à l'heure de la veue, dico. 71. \$ 5. prinse & trouuee ensemble du gage demandé. Et selon son sermét le seigneur desdites bestes 223. 6 index descreus inradoit estre condamné, & sera renu reparer ledit dommage aux dessussauquel il a esté tait. metum potest Pourueu que le seigneur desdites bestes ou gardien soit adjourné au dedans de trente jours a- summam t pres ladite veue prinse & trouuee. ccxviij.

Item que celuy qui prend lesdites bestes ne les peut retenir: mais les doit mener à iustice le iour ou le lendemain.

Item & fi aucun voit ou trouue autruy en fon heritage ou duquel les fruits luy appartienét luy faisant dommage & il luy demande gage & le fait adiourner au dedais de trente sours apres la veue & trouuce pour auoir reparation dudit dommage, celuy qui a fait ladite veuë & trouuee doit estre creu par son serment dudit dommage à luy fait lors de ladite veuë & trouuce & dudit gaige demandé. Et selon son serment luy doit estre adjugé ledit dommage. Toutel-fois le iuge de son office pourra faire information sommaire dudit dommage si besoin est pour en estre par luy ordonné comme de raison.

Ff ij.

Coustumes generalles du Comté de Bloys

Autant est il si lesdites prinses sont saites par les seruiteurs mestayers, commis & deputez des seigneurs desdits heritages esquelles icelles prinses veues & trouuees sont saites. ccxxj.

Et si aucun qui aura demandé ledit gage & on le luy ressus, ost e icelluy gage par force & violence auquel il le demande, il sera debouté de sa demande & payera l'amende de iustice & despens de la partie qui l'aura fait conuenir, & sera tenu rendre icelluy gage sans en a-uoir prosit. Et si ledit gage luy est baillé il sera tenu le porter à iustice. C'est assauoir à vn sergent ou preuost de la iustice où sera l'heritage assis & situé dedans le iour ou le lende-

Den'oster gages par force.

Qui trouuera les oyes d'autruy en ses prez, vignes, bleds, gaignages luy saisant dommage, luy sera loisible & permis en tuer vne ou deux pour le plus quand lesdites oyes sont par trouppes. Et s'il n'y en treuue qu'vne, est permis icelle tuer, & la doit laisser sur le champ. Et où il ne voudroit ou ne pourroit tuer lesdites oyes, il pourra demander à instice reparation du dommage qu'elles luy pourroient auoir sait, qui luy sera adiugé sans amende de instice.

Amade des bestes trouuces en domage.

Item que doresenauant en prinse de bestes faite en l'heritage d'autruy desensable ou en fructe de iour auec garde faite, ou de nuit sans garde, y faisant dommage il y aura sept sols six deniers tournois d'amende pour la premiere sois à applicquer à iustice où ledit heritage est assis. S'il a iustice iusques à ladite somme. Et pourra ladite partie demader son dommage en iustice. Et pour la seconde sois que lesdites bestes auront esté trouuees audit heritage de iourauec garde saite ou de nuict sans garde y aura peine excedant lesdits sept sols six deniers tournois à l'arbitrage du iuge. Et pour la troisseme sois seront punis corporellement ceux qui auront mis leurdites bestes esdits heritages, Pourueu qu'il y ait deux tesmoins à veoir lesdites deux & dernieres prinses.

Item les prez non clos sont dessensables depuis la my mars iusques à ce qu'ils soyent fauchez & l'herbe emmence, sauf ceux qui se fauschent à deux herbes lesquels sont desensables

iusques à ce que l'herbe soit leuee au moins iusques à la toussaints.

De ne mener bestes en ses vignes. Item quelque temps que ce soit nul ne pourra mener ne saire mener bestes en ses vignes enuironnees d'autres vignes circonuoisines appartenates à autruy, mais s'il a vignes separees d'autres vignes il y pourra mettre & mener ce que bon luy semblera. Et en taillis où il y a v-sage n'est loisible à vsagiers y mettre bestes iusques à quatre ans apres la couppe. Et où il n'y a vsage il est dessendu en quelque temps que ce soit, Toutes-sois celuy auquel appartient bois tailliz separez d'autres taillis appartenans à autruy y pourra mettre & mener ce que bon luy semblera.

En nul temps on ne peut mener les porcs és prayries ne és vignes.

ccxxvij.

Item que de chacune cheure prinse en heritage d'autruy en est deu pour l'amende douze deniers tournois.

CHAPITRE 20.

D'estangs.

ccxxviÿ.

De la suitte de poisson.

1.230.Intel-lige de simplici stillicidio in are, idest non ausescente in fudo vicinisine pendeatsupra fundăvici ni siue no pede at, sed in illud Stillat : Secus de incorporato 👉 inedificato visibiliter vel qwiescente super fundo vicini.per. L.in vēdendo. ff.de

cŏtra. emp.& vendi**t.dixi in**

consuet. paris. 6.80.C.M.

VE toutes & quantes fois que le poisson d'aucun estang montant par affluance d'eaue ou autrement en quelque temps que ce soit, le seigneur dudit estang le peut suiure iusques à la sosse de la bonde du prochain estang qui pourroit estre au dessus & le prédre & pescher en ladite sosse. Et s'il n'y a point d'estang au dessus il le peut suiure jusques en l'heritage prochain où il sera trouué en montant. Et a sa suite le seigneur dudit poisson en montant & non pas en descendant.

Item & si tost & incontinent que la bonde d'vn estang est leuée pour pescher le poisson estant audit estang est fait meuble, comme dessus a esté dit au chapitre des siefs.

C H A P . 2 I.

De seruitudes reelles.

ccxxx

VEVES & esgousts ne portent point de saissne à celuy qui les a sur autruy, sinon qu'il ait tiltre, & sans tiltre ne les peut prescrire cotre celuy sur lequel il a lesdites veues & esgouts par quelque temps que ce soit.

En mur commun & moytoyen on ne peut faire veues & esgouts sans le consentement de partie, qui y a interests & portion.

Si aucun ayant heritage veut edifier & edifie vn mur en vn heritage iouxte l'heritage de son voisin, & ledit voisin vueille edifier & soy ayder dudit mur, faire le pourra en payant la moitié dudit mur & du sohs pour tant & pour telle portion qu'il s'en voudroit ayder.

Digitized by Google

Des derres personnelles & executions, &c.

Ù.

 $\{ \} \}$

:::\b

Ć;

11

10

10.

123

101

II d

Ē

: }

4

Œ.

:3

11

Ŋ

Pourueu que le mur foit suffisant pour porter les edifices d'eux deux. Toutes-fois celuy à qui appartient ledit murne sera tenu retitenses redifices qu'il a faits en ladite muraille. Et demoureront ses cheminees, arcs & merriens & autres choses, en l'estat qu'ils sont audit mur Et peut celuy qui aura edifié ledit mur empescher ledit voisin de soy en ayder jusques à ce qu'il soit payé.

En mur commun & moitoié il est loisible à vn chacun des seigneurs dudit mur percer ice- on peut fai-luy mur tout outre, & y mettre & asseoir ses traines, courges, manteaux de cheminees & autres merriens en rebouchat les troux & pertuis. Sauf que si celuy qui est de l'autre costé veut moitoyen. faire cheminee ou mettre merriens à lendroit, Celuy qui aura mis ses courges, traines & merriens dedans ledit mur qui passeront tout outre, sera tenu coupper lesdites courges & merriens à la moitié dudit mur àfin que son voisin puisse mettre ses courges & merries à l'endroit en l'autre moitié.

Si aucun veut faire cheminee ou arcs en vn mur commun & moitoien il ne pourra prendre que la tièrce partie dudit inura

Si aucun veut faire retraits & chambres aisees au long du mur commun & moytoyen, il batistretrait sera tenu faire vn autre mur au long dudit mur qui aura vn pied & demy par bas d'espesseur moytoyen. o ccxxxvj. admortissant d'vn pied iusques à la couronne de la voute desdits retraits.

Entre vn four & mur moitien doit auoir demy pied & vn espan de contremur pour euiter le dangier de la challeur & inconvenient de feu. ccxxxvij.

On ne peut empescher és rivieres courans perpetuellement que les moulins ne meullent ou qu'ils n'ayent vne allee ouverte pour donner cours à l'eaue. Sauf és rivieres & moulins qui ne peuuent moudre sans retenue d'eaue & sans escluses, & qui en ont ainsi iouy le temps palsé. Toutes-fois ne pourra retenir l'eaue, en maniere que l'eau submergeast ne noye les terres d'autruy, & ne pourront empcscher la nauigation publique. ccxxxviij.

On ne pourra leuer les viez & fuz grauier du moulin sans appeler iustice & prédée eschantillon pour le remettre au lieu où il estoit au parauant.

Item nul ne pourra faire edifier coulombier & fuye à pied i ne garenne, sinon qu'il aye ligitur settidis dispersantes. ce droit ou qu'il aye iouy desdits garenne & coulombier d'ancienneté.

Item que quand on baille aux musniers le bled pour moudre nettoyé & curé ils doiuent di regionis.L. rendre du boysseau de bled rez le boysseau de farine comble bien & conuenablemet moulue, vium in fr.ff. & rendre treize pour douze: & l'outreplus doit retenir au musnier & non plus, autrement seront detenues & arrestees leur bestes & poches iusques à ce qu'ils ayent satissait à ce que decum in eleua-

Item que d'oresenauat sera tenu le seigneur ou son musnier tenir son moulin à point rond guarner pedi-& bien clos sur peine d'amende arbitraire, & seront tenus ceux qui ont moulins carrez soient & ainst à c banniers ou autres de les faire faire ronds dedans trois mois sur peine de dix liures d'amende sé ingé à blois & demolution de leursdits moulins s'ils sont trouuez carrez ledit temps passé.

CHAPITRE. 22.

Dettes personnelles & executions faites par vertu de lettres obligatoires des rentes & louages des maisons.

ETTES personnelles, actives & passives suivent les meubles. CCXIII. Dettes font Vne personne qui vend pain & vin à destail peut faire conuenir celuy qui a fait despen- meubles. se en sa maison au dedans de xl. iours de ladite despense, & en doit estre creu par serment iusques à cinq sols tournois & au dessous. ccxliiij.

Manouuriers, homme de bras & toutes autres manieres de gens qui vot besongner à iournee, si apres les quarante iours passez ils font demande de leurs loyers & sallaires à celuy pour lequel ils auront besongné, & il propose payement, il sera creu par serment dudit payement apres lesdits quarante iours.

Lettres obligatoires faites & passees sous le seel royal ou autre seel authentique sont executoires, & par vertu d'icelle on peut prendre par execution les biens de l'obligé.

Vn seigneur foncier de quelque maison, qu'il ou ses predecesseurs ont baillé à rête à quel- De l'execuque somme de deniers, peut vallablement par vertu de ses lettres obligatoires faire prendre tion du seipar execution les biens estans en ladite maison pour les arrerages, escheus de ladite rente, gneur focier supposé que le detenteur ne soit obligé, & qu'il soit tiers detéteur. Et s'il y a sur ce opposition interiectee, la main de iustice tiendra durant le proces, sinon que l'obligé consigne argent ou

CCXXXV. Commet on

de Campigny va∬al, C.M.

ccxly.

Coustumes generalles du Comté de Bloys

autres biens.

Vn homme ayant rente qui n'est fonciere sur quelques heritages specialement obligez, peut par vertu de ses lettres obligatoires faire executer l'obligé pour les arrerages de ladite rente, pour autant de temps que l'action personnelle dure.

Celuy auquel a esté vendu rente sur quelque heritage ne peut faire executer vn tiers detenteur desdits heritages specialement obligé pour ses arrerages à luy deuz de ladite rente en ses biens meubles:mais pourra faire conuenir ledit detenteur en declaration d'hyppothecque si bon luy semble, comme detenteur.1

Vn homme ayant droit de rente fonciere sur quelconques heritages ou droit de moison, ferme ou pension 2 peut saire prendre & saisst les fruits pendans par les racines d'iceux pour 2 les arrerages qui en sont deuz. Et pour le terme prochain aduenir, & par vertu desdites lettres choritate do- de commission en forme commune pour rentes ou moisons, du juge, où seront assis lesdits heritages,& tient la main de iustice sur eux.

Porteur de lettres obligatoires peut faire faire execution sur le detteur à ce obligé comme feroit le principal creancier: & est receuable à conduire le proces qui s'en pourroit ensuiure si proces internient comme porteur de lettres, sinon que le creancier soit mort, pour ueu que les lettres obligatoires facent mention dudit porteur d'icelles. cclj.

Les heritiers & veusue d'un creancier trespassé, pourront faire mettre à execution les letditti imposititres obligatoires sur le detteur obligé & en ses biens, pour les sommes contenuës esdites lettres, tant pour arrerages de rentes que dettes personnelles.

Et au contraire le creancier ne pourra proceder par execution sur les heritiers du desfunt obligé:mais sera tenu proceder par action, si bon luy semble.

Toutes-fois si aucu detteur va de vie à trespas delaissez heritiers de pays estrange, lon pourra faire arrester les biens du deffunt par congé de juge, en la jurisdiction duquel sont ses biens. Et tiendrà la main de iustice iusques à la fin de response faite par lesdits heritiers ou ceux qui auront fait faire lesdits arrests: lesquels heritiers seront tenuz eslire domicille en la iurisdictio & bailler caution bourgeoife, & payer le iuge.

Item & f'il n'y a heritier apparent dudit trespassé detteur, le creancier pourra faire faire arrest sur ses biens qu'il tiendra, iusques à ce qu'il y ayt heritier apparent & soluable.

Vn acheteur de biens quel qu'il foit, est tenu payer la somme pour laquelle il se porte & constitue acheteur de biens dedans trois samedys apres ensuiuans, sur peine de tenir prison fermee. Et nonobstant ladite prison peuvent estre venduz ses biens iusques à la valleur de la fomme de jour à jour, & d'heure à heure au lieu accoustumé sans autre solennité.

Vn sergent est tenu mettre à execution les lettres de sentences & obligation qui luy sont baillees à executeur dedans les nuits, qui sont les trois Samedys ensuyuans l'vn l'autre sur peine de payer la somme pour laquelle il deuera & pourra faire execution, & de tenir prison iusques à pleine satisfaction. cclvij.

Vn sergent ne pourra executer pour son sallaire. cclviij.

 ${f V}$ n feigneur d'hoftel pourra faire executer le louager de fa maifon, foit qu'il foit preftre ou m ilay, sans obligation ou condemnation les iours & vigilles de festes de Noel, saint Iehan baptiste & le lendemain, pour les termes escheuz ausdites festes des louages de sadite maison, par le priuilege des manans & habitans de la ville & banlieue de Bloys, duquel ils ont iouy de tou te ancienneté, & tiendra la main de iustice. Toutes-fois les prestres & clers pour le louage de la maison pourront estre executez en leurs biens meubles estans en ladite maison 3 seulemet, mo tempore ob, sans ce que pour raison dudit louage leurs biens meubles, dettes, & fruits des benefices estans hors de ladite mailon, puissent estre prins & arrestez. Et hors lesdits iours pourront lesdits seigneurs louagers faire faire ladite execution par congé de juge pour lesdits termes: & tiendra la main comme dessus.

Vn creancier pourra faire arrester la marchandise de son detreur ou ses biens par congé de iuge sans obligation. Et tiendra la main iusques à la responce saite en iustice à la demande du demandeur. Et si le detteur est estranger il sera tenu eslire domicille, auant qu'il ait main leuee.

Vn creancier peut faire faire arrest & empeschement sur le detteur de son detteur pour la somme à luy deue par vertu des lettres de sentence & obligatoires, sans faire diligence de trouuer des biens meubles sur sondit detteur, & celuy sur lequel sera fait ledit arrest, sera tenu configner & mettre en main de iustice la somme sur luy arrestee, ou autres biens meubles

1. 248. Non intelligas de simplici colono vel inquilino: nomine & aumini est, vt tu tor , maritus, fructuarius. C.M. 2.249.Intellige de simili videlicet : de bail d'heritatio: & ita iudicari

De l'arrest fait fur les funt quand fes heritiers font estrangers.

C.M.

3.258. Iftud ab antiquissilia, dicunt ex privilegio regio:sed non est ita, quia con-Suetudo est an tiquior,quam postea rex approbauit. C.M.

arrestez. Et pour consentir la deliurance de laditte somme, ledit creancier pourra faire conuenir son detteur, qui sera tenu le consentir ou dire causes vallables pour l'empescher. Et durant le proces tiendra la main de iustice.

Le creancier, sans lettres obligatoires ou condemnation, pourra faire faire pareil arrest ou empeschement par congé de juge: & tiendra la main seulement jusques qu'il ait respondu en iustice comme dessus.

3

0<u>.</u>2.

Ü

 $\mathbb{K}_{\mathcal{T}_{M}}$

1

. 13

27

(i)

ź

ij.,

7.

ď.

مر آبر آبان

1.0

شت. شنا

Si celuy qui sera executé par vertu de lettres obligatoires, ou condemnation, ou autres enseignemens vallables à faire execution, s'oppose à laditte execution. Et le sergent qui aura fait laditte execution ; n'a prins biens suffisans ne vallables pour la somme, l'executé ne sera iamais ouy en les causes d'opposition, iusques à ce qu'il face rapporter main plei-

Celuy qui aura transport de quelque somme de deniers, ne pourra faire executer l'obligé ou condemné pour la somme à luy cedee: mais sera tenu poursuyure son transport par actio & informer le detteur, soit detteur, soit dette personnelle ou reelle.

Le mary, constant leur mariage, peut faire executer ceux qui sont obligez ou condemnez ineptus:contra à la femme en son nom & sans saditte femme, tout ainsi que si les obligations ou condemnations estoient faites & passees au nom dudit mary.

Vn seigneur d'hostel peut contraindre vn louagier à garnir de biens la maison qu'il a louee, ne proprie sed à fin que son louage en soit mieux asseuré.

Cedulles priuees recogneuës, ou deuëment prouuces, portent garnison de main contre le datu actionib detteur auant qu'il soit oy.

Item voicturiers par eauë ou par terre, pourront pour leurs salaires & voicture retenir de sum exequenla marchandise qu'ils ont menee & voicturee pour leurs charrois & voictures, iusques à ce tur net amitti qu'ils soient payez à la valleur de leur salaire & du pris conuenu entr'eux. Et s'ils ont baillee tur ex parte sans retenuë, il n'en pourront saire poursuyte outre les xl. iours. Et s'ils en sont poursuyte outre les xl. iours. Et s'ils en sont poursuyte outre les xl. iours. tre lesdits xl.iours, les marchans en seront creuz par sermét, sinon qu'il ait recognoissance par toru: que morescrit au contraire.

Meuble n'a point de suyte par hypothecque, tellement que fil est prins par execution, en- frument deleué & mis hors de la possession du detteur, le creancier qui l'a fait prendre sera preseré à tous claretur execuautres creanciers, sinon qu'il fust question du louage de maison, en laquelle ledit meuble au- & aly in c. roit esté prins, ou d'autre dette privillegee. Pour lesquels, les locateur & creaciers privilegiez quis V. ext. de indicin. C.M. feront preferez, iusques à la vente dudit meuble, & non plus: & apres laditte vente faite auec la solennité accoustumee, l'acheteur dudit meuble est asseuré contre tous, si n'estoit chose sur-

L'action ad exhibendum & compensation auront desormais lieu pour laditte coustume, mais par icelle coustume reconuention & exception de pecune non nombree n'ont

Toutes rentes vollans 2 constituees à pris d'argent dedans la ville de Bloys, serot desormais appellation: no & pour le temps aduenir rachetables en rembourfant le fort principal.

Des cryees & subhastations..

AVANT qu'aucunes cryces d'heritages soyent vallables apres les commandemens saits redit. & rour.

par le sergent de payer la somme pour laquelle il fait son execution, ledit sergent est tenu tamen in hac de faire diligence de trouuer des biens meubles sur le detteur. Es sil na commandemens faits de faire diligence de trouuer des biens meubles sur le detteur. Et s'il ne treuue biens suffisans tione, faite en en vertu des lettres obligatoires, sentence ou condemnation, il pourra prendre & saissir les he-faueur des mais ritages de l'obligé ou condemné, signifier à iceluy obligé ou codemné qu'il a prins & saiss seldits heritages, & luy en signifiera la véte: & iceux prins & saissiz, les cryera védables & en vente il appert par le par trois crys deuëment faits de quinzaine en quinzaine, à iour de dimenche à l'yssuë de la proces verbal, grande messe parrochialle dudit lieu & parroisse, où seront assis & situez lesdits heritages. Et situees à pris par vne huytaine d'abondant aussi à iour de dimenche, à l'yssue de la grande messe de nostre d'argenty some comprinses. Dame de Bourgmoyen au change de Bloys, & le tout presens tesmoins quant aux heritages C.M. qui sont cryez & subhastez en vertu des lettres de commission obtenues de monseigneur le bailly de Bloys ou son lieutenant,& és autres bailliages & iustices qui se reiglent selon le bailliage de Bloys, & feront les trois premieres criees ainsi que dessus. Et la criee de laditte huitaine se fera au prochain iour de plaidz deuant le pretoire à l'yssuë desdits plaidz.

CCIXIII). ticulus valde emna- que observa-cclav. tur, & etiam cclxvj. nomine ceden CCIXVIJ. experieur. [160 cclaviij. heredes, vt in-

veniŭt reditus ad rationem trientalis viucclxxi. re, rel vnius in

Coustumes localles du Comté de Dunoys,&c.

Et ce fait à la derniere crice ledit sergent signifiera que lesdits heritages sont aliurez. C'est à sçauoir, par deuant monfeigneur le Bailly de Bloys, au iour de samedy & és autres bailliages à certain iour de plaidz ordinaires enfuyuant lesdittes crices, qu'ils ont accoustumé, au plus offrant & dernier encherisseur. Et s'il y-a encherisseurs ledit sergent les y receuera durant icelles cryees. Et aussi receuera les opposans à icelles cryees, si opposans y-a, & leurs afsignera iour pour dire les causes de leur opposition par deuant le iuge.

Et signifiera ledit iour à celuy, ou ceux à la requeste desquels lesdittes cryees seront faites, lesquelles oppositions seront vuydees auant que proceder au decret: & pendant lesdittes oppositions & cryces lesdits heritages seront sequestrez & mis en la main du Roy, ou du seigneur, en la iurisdictió duquel lesdits heritages seront assis & situez & faites lesdites cryces. Sous laquelle main seront regiz & gouuernez lesdits heritages par bons & suffisans commissaires iusques au decret & liuraison desdits heritages.

Et s'il n'y-a aucuns opposans ou que lesdittes oppositions soient vuydees, lesdits heritages mis en cryees apres que ledit sergent aura fait relation desdittes cryees ainsi faites par la maniere dessuditte, seront de rechef cryees vendables au plus offrant & dernier encherisseur ausdits iours par deuant leditinge, qui liurera iceux heritages audit dernier encherif-

Item & si aucun heritage est mis en cryees & subhastations, posé qu'il fust tenu en fief, toutes rentes constituees depuis trente ans en ça, que l'on appelle rentes vollans, seront rachetables en payant le sort principal, arrerages, loyaux coustz, fraiz & mises.

1.275.Ideft, Theritagen est pas vendu à la charge, maula rente se prendra sur le pris entant qu'il le peut porter. C.M.

Le Viste. Preuost. Destampes. Musset. Papim.

OVSTVMES localles du comté & bailliage de Dunoys, seigneuries de Marchesnoir & Freteual membres dependans dudit comté & autres terres enclauces qui font fouz les coustumes estant regies & gouvernees par la coustume de Dunoys.

CHAP. I

Article premier.

E vassal peut vendre son sief ou partie d'iceluy sans le consentemet de son seigneur de sief. Et est tenu le seigneur receuoir en foy & hommage l'acquesteur dudit sief ou partie d'icelluy en luy payant les proffits & rachats de fief qui seront deuz. Aussi peut le dit vassal védre ren tes sur son fief sans le consentement de sondit seigneur. Mais ledit seigneur de fief n'est point tenu receuoir en foy & homage l'acquesteur de la rente, si bon ne luy semble. Et aussi ne peut ledit seigneur de fief contraindre l'acquesteur de laditte rente de luy faire la foy & hommage de laditte rente.

Le vassal, quand la foy faut de son costé il est tenu d'aller deuers son seigneur de fief faire la toy & hommage de son fief, s'il est à dix lieuës prés de sondit fief. A cause duquel le vassalest tenu luy faire la foy, si tel seigneur de fief a domicille au-dedans desdittes dix lieuës. Et s'il est outre lesdittes dix lieuës, il suffist aller audit lieu à cause duquel ledit vassal est tenu faire la soy Levassalpeut & hommage & offrir payer les proffits de fief si aucuns en doit, tels qu'il feroit à la personne de son seigneur de fief. Apres lesquelles offres ledit vassal peut iouyr de son fief sans offenment du sei- se, autrement tel vassal ne fait son deuoir, & pourra le dit seigneur de sief iouyr & vser de son droit:mais si le seigneur de sief ignorant lesdittes offres faites par son vassal en son absence faissift ou ressaissified ledit fief, & le vassal ne va dedans quarante iours, apres le second saissiemét, saire ses offres comme dessus & payer ses deuoirs de sief, ledit seigneur de sief pourra exploicter ledit fief par la commission de son iuge, s'il a iustice, sinon par son superieur ayant iusti

le consentegneur.

Quand aucun doit rachat il doit offrir à son seigneur de fief trois choses. Sçauoir est , la reuenue d'vne anne de son fief, vne somme d'argent telle que le vassal verra estre conuenable, ou foy quand el ce que deux preud'hommes estimeront. Et dessors ledit seigneur de sief ne fait plus les fruits le faut de son siens dudit sief, mais si bon semble audit seigneur il aura quarante iours pour choisir & estire I'vne desdittes trois offres.

Si le seigneur feodal prent & eslit la iouyssance de laditte annee, ledit seigneur payera les loyaux cousts & mises. Et s'il choisist le droit de deux preud'hommes, le seigneur en prendra

Digitized by Google

Où doit aller le vassal entrant en costé.

(3)

id : P

(III

):(3

ů. 10

CC.

5(3

-

..... [[]...

Œ

T

Œ, 1

ã.D

1.

17

. .

...

当日日前日本日日日 四年 : 今日日日

& eslira vn & le vassal l'autre, lesquels arbitreront en leur consciences ce que peut valoir ledit

Quand vn vassal a fait ses offres au seigneur de fief, ledit seigneur de fief est tenu rendre responce à sondit vassal dedans quarante iours laquelle des offres il veut accepter. Et en desfaut de ce faire ledit seigneur de fief ne peut plus prendre, accepter ou choisir l'annee. Mais seulement peut prendre & choisir lequel qu'il luy plaira de la somme de deniers ou du dict de deux preud'hommes. Et est comté le jour des offres pour le premier desdits quarante jours. Et est ledit vassal tenu retourner à la fin desdits quarante jours, & demander responce de ses offres quand il doit rachat.

Et si le seigneur de sief accepte la somme de deniers qui luy sera offerte, en ce cas les fruits empeschez ou leuez seront restituez au vassal en payant les fraiz.

Quand vn seigneur feodal a choisi l'annee, pour le prossit de rachat, à luy deuë: & en icelle annee, audit fief, y-a boys prest à coupper ou estangs à pescher, ledit seigneur ne peut coupper lesdits boys, ne pescher lesdits estangs, en l'estat qu'ils sont, mais doit prendre seulement la reuenue d'aucune annee. Et doit ont estimer combié le reuenu desdits boys & estangs peut valoir pour vne annee. Et n'aura ledit seigneur sinon la valleur du reuenu d'vne annee seulle-

Entre trois ou plusieurs enfans en succession de fief, en ligne directe, le fils aisné prend vn manoir principal auec les vassaux dependans dudit principal manoir ainsi qu'il se comporte & poursuyt auec le vol d'un chapon estimé à trois mines de terre, à l'entour dudit manoir, fil y-a tant de terre ioignant. Ensemble la moytié de tous & chascuns les heritages, rentes & reuenuz tenus en fief. Et les autres enfans soyent fils ou filles auront l'autre moytié laquelle ils partiront egallement, & y aura autant la fille que le fils.

Et s'il n'y-a que deux enfans, le fils aisné prendra le manoir & vassaux ainsi que dit est, & les deux tiers du residu. Et l'autre, soit fils ou fille, aura l'autre partie des choses seodalles, fors & excepté à Marchelnoir qui le regist & gouuerne en ce cas selon la coustume general-

Le fils aisné ne peut demander droit ou prerogatiue d'aisneesse quant au manoir qu'vne Quand aisfois seulement en succession de pere ou en successió de mere, pourueu que tel manoir soit en-neesse a lieu tier, sauf à Marchesnoir & Freteual, où ledit fils aisné prend manoir, tant en succession de pere tant en succession paterqu'en succession de mere.

Les enfans masses nobles ou non nobles, sont reputez en aage, quant à droit de fief, & faire finir leur garde à xx.ans & vn iour, & les filles à xiiij.ans & vn iour.

Vn fils noble ou non noble , aagé de vingt ans & vn iour ,peut porter la foy & hommage pour tous ses freres & sœurs, mariez & non mariez, & garder vne fois en sa vie sessitis freres & sœurs de payer proffit, soit qu'il y ait partage ou non: & la fille à quatorze ans & vn iour non mariee peut porter la foy & hommage de ses heritages seodaux sans payer aucun prof-

xiij. sequenter ha-Le fils du fils aisné n'autres de luy descendans ne peut porter la foy & hommage pour ses Vassalli debet relemin oncles & tantes.

Si pere ou mere, ayeul ou ayeulle, donnent en mariage à leur fille, aucun heritage ou autre- dedomanio, no ment en auancement de succession, il n'en est deu au seigneur de sief aucun proffit, sinon que feudo depende le mary de laditte fille vousist entrer en foy & hommage, & que celuy qui ainsi fait laditte do- is, ite mile vas nation se desmiss de la foy en laditte donation faisant.

Le seigneur de sief peut acquerir le sief que son vassal tient de luy & le ioindre à son domai- feudum que sine. Et n'est tenu en saire soy n'hommage au seigneur de qui il tient son plain sies, mais son henum suam ponum suam poritier, ou celuy qui a la cause de luy, en est tenu faire foy. Et aussi si le seigneur de sief meurt a- nere, ad quod pres que son vassal aura accepté son rerefief, ledit vassal est tenu en faire la foy, tant du fief du- etiam superiodit seigneur feodal que du rerefief, & n'est plus reputé qu'vn fief.

Nul ne peut auoir droit d'aubenage s'il n'est chastellain. Et quant à la confiscation, elle ap-dilationem sal partient au haut iusticier où seront assises & situees les choses confisquees.

Empesché par le procureur du Roy.

Quantà vn chastellain ou haut iusticier aduient par confiscation vn fief qui n'est point te-du non ipso iunu de luy ou vn arrierefief qui est tenu de luy il en doit dedas l'an qu'il sera requis, vuyder ses etiam dixi in mains pour raison de l'indemnité du seigneur de sief ou arrieresief, ou à faire la foy & hommage au seigneur seodal & luy payer les droits & prossits de sief. Autrement le seigneur de sief en c.m.

1. 15 . Et co-XIIIj. totius tanqua XV. fallus vel eine heresvelit sub XVj. nicto habebit

Coustumes localles du Comté de Dunoys,&c.

iouyra & exploictera par faisse faite par la commission de son iuge, s'il a iustice, sinon par son superieur, ayant iustice.

Quad le seigneur ne domét à son vas

Quand vn seigneur de siefa receu son vassal en soy, il ne luy peut plus donner empeschene empesche ment pour les prossits qui luy pourroient estre deuz au-deuant de la reception de soy, sinon fal pour les que fust faite reservation expresse desdits prossits. Auquel cas telle reservation ne gist qu'en

Quad le vas re saisi.

 ${
m Vn}$ vaffal en quelque maniere que le fief hıy foit aduenu,foit par fucceffion , acquest ou ausalie peut di trement, ne se peut dire saiss de son fies à l'encontre de son seigneur de fies, iusques à ce qu'il en ait fait la foy & hommage à sondit seigneur ou que de luy il ait souffrance qui equipole à foy & hommage, ou qu'il ait offert deuëment à son seigneur de fief, à son domaine, la foy & hommage, & payé les droits & proffits de fief si aucuns en sont deuz, esquels cas il se peut dire sai-

> Et les xl. iours passez pour bailler par le vassal son adueu, peut le dit seigneur de fief sommer son vassal luy bailler sondit adueu, lequel le vassal a encores autres xl. iours pour sondit adueu baillé. Et si pareillement il ne le baille dedans lesdits xl. iours, sera tenu de pareille amende xv. sols, laquelle payce aura main leuce de son sief en payant les fraiz. Et s'il ne le baille encores le pourra sommer pour tierce foys. Et si dedans ledit temps de xl.iours, il ne le baille scra tenu en femblable amende,& neantmoins n'aura deliurance de fon heritage ne des fruits d'iceluy qu'il n'ait baillé sondit aducu, mais le tiédra en sa main iusques à ce qu'il ait esté baillé, lequel adueu baillé & les frais & amende payees cessera la main dudit seigneur & rendra son vassal les fruits perçeuz, & iouyra ledit vassal de sondit sief & sera les fruits siens, nonobstant qu'il soit en proces sur le debat & question de l'adueu.

Du tempsde bailler aducu.

Quand le seigneur de sief exploicte l'heritage tenu de luy en plain sief par dessaut d'homme & foy non faits, il ne peut exploicter és vassaux de son vassal rerefies de luy, s'ils ne sont en foy dudit vassal. Et s'ils ne sont en foy dudit vassal tant que ledit seigneur tient l'heritage de son vassal, les peut sommer à venir à sa foy, à laquelle faire ils ont quarante iours à sommer leurdit seigneur de fief pour aller faire son deuoir, deuers sondit seigneur de fief. Et s'il ne le fait ledit seigneur principal ne peut exploicter sessats vassaux, rere-vassaux dudit seigneur dedans lesdits quarante iours. Et si ledit vassal ne fait son deuoir, dedans lesdits quarante iours, lesdits rere-vassaux sont tenus faire la foy audit premier seigneur, & bailler leur-dit adueu & denombrement, comme tenant en rere-fief de luy, sur peine d'estre exploicté comme pleix

Quád le seigneur ne peut exploi cter les arrie refiefz.

Si le seigneur de sief, apres les trois offres à luy faites par le vassal, accepte l'annee des fruits des heritages tenuz de luy en fief, ou qu'il exploicte par desfant d'homme, il ne pourra coupper les boys de haute fustaye n'autres boys, qui ont esté delaissez d'ancienneté, pour seruir de tousches & embellissemens de maisons, sinon que le vassal les eust venduz & y les eust commencé à exploicter par maniere de vente, auquel cas ledit seigneur de sief pourra exploicter en saison de couppe ce qui a esté vendu seulement.

Vn cheual de feruice est estimé à lx sols t.& est tenu le dit vassal payer laditte somme pourueu que ledit heritage contienne vn muy de terre & au dessus. Et si ledit heritage ne contient vn muy de terre, ledit vassal n'est tenu en payer sinon pro rata de ce que contient ledit heritage tenu en fief au deslouz dudit muy de terre.

Du seigneur l'annee.

Quand deux ou trois ou plusieurs seigneurs de sief tiennent indiuisement vn sief à cause qui accepte duquel sont & dependent vn ou plusieurs vassaux, il sussist ausdits vassaux d'aller faire la soy & hommage à l'vn desdits seigneurs, auquel il plaira audit vassal, s'il est demourant dedans dix lieuës prés du lieu, àcause dequoy il tient son fief. Et si lesdits seigneurs sont demourans outre lesdittes dix lieuës, il suffist d'aller sur le lieu desdits seigneurs de fief faire ou offrir saire lesdittes foy & hommage, & offrir payer les droits & deuoirs de fief si aucuns sont deuz. Et si l'vn d'iceux seigneurs auquel premier seront signifiees lesdittes offres, reçoit ledit vassal ou compose auec luy des prossits de sief, accepte l'une desdittes trois offres ou fait composition auec ledit vassal desdits prossits & le reçoit en foy, telle acceptation ou composition vaut tant pour luy que pour les autres seigneurs, & ne pourront aller au contraire desdittes composition & acceptation:mais pourront auoir lesdits autres seigneurs dudit sief qui n'auroient esté presens à laditte composition & acceptation leur recours pour demander contre ledit feigneur qui telle composition & acceptation aura faite, leur portion & interest qu'ils pourroient pretendre.

C H A P.

CHAPITRE. 2.

L'estimation commune d'un rachat qu'on dit le dict de deux preud hommes

五章五

1.5

7

1

三江

:d-

1

d di

и Т

......

-4

中国共和国国际首目首 经营营管理基础

DOVR le manoir est deu. lx.fols tournois Pour vn coulombier à pied, en quelque lieu qu'il soit assis lx.sols tournois Pour la garenne est deu. lx.fols tournois Pour la iustice est dou. lx fols tournois. Pour chacun muy de terre est deu. lx.fols tournois. Pour chacun vassal entier qui contient vn muy de terre & au dessus est deu. Et s'il n'est entier d'vn muy de terre n'est deu que cinq sols tournois pour chascune sexteree ou arpent. Pour chacun arpent de pré estant sur riuiere. x. sols tournois. Pour chacun arpent de noue est deu. v.sols tournois. Pour chacu arpent de boys de dix ans & au dessus qu'on appelle boys de ferpe est deu cinq sols tournois. Et ne peut ledit seigneur de sief exploicter ledit boys s'il n'a esté dix ans sans Pour chacun arpent de boys au dessus de dix ans, iusques à ce qu'il ait trente ans qui est dict boys de couppe, est deu. vij. sols fix deniers tournois. Pour chacun arpent de boys qui est au dessus de trente ans, qui est dict boys de haute sustave est deu. x. fols tournois. Pour chacun arpent de boys de touche qu'on appelle embellissement de maison, ce qui est comprins en trois mynes de terres ne doit rien: mais pour le surplus est deu pour chacun arx, fols tournois. Pour moulins estans en mesme sault & sous vne mesme couuerture à quelques vsages qu'ils soyent ordonnez & establiz: combien qu'ils ayent diuerses rouës, est deu pour le ralx.fols tournois. Pour chacun arpent de riuiere. x.fols tournois. Pour chacun arpent de vigne v. sols tournois. Les censiues, tailles & festages quand ils tombent en rachat, doublent. Pains d'hostellage mangez & auenages, doublent pareillement de moytié comme lesdites tailles & festages. xxviij. Dismes deuëment infeodees, terrages & champars ne doublent pas comme les dessustits auenages:ainçois les exploicte le seigneur seodal comme les autres. Estangs tenus en foy & hommage pour les bondes de chacun estang, pour ueu que chacun estang contienne vn arpent & au dessus lx.sols tour. & pour chacun arpent d'eauë x.sols tour-Vn vassal ayant & tenant boys en foy & hommage de quelque nature que soit ledit boys

ne le pourra d'oresenauant applicquer à autre chose qu'à boys, sinon que le boys sust sec, auquel cas par ordonnance de iuge le pourra faire coupper. Au comté de Dunoys, membres enclauez & ressors d'iceluy qui se gouuernent par la cou-

stume de Dunoys n'a aucun droit de quint & requint s'il n'y-a adueuz ou autres tiltres suffifans au contraire.

> De matiere censuelle. C H A P I.

AVDIT Côté & bailliage de Dunoys, ressors & autres seigneuries enclauees des susdites choses est re choses est re quis tiltre. tiltre au contraire.

Vn feigneur cenfier n'est tenu de donner depry à celuy qui tiết de luy à cens, si bon ne luy femble.

Aucun, non ayant droit de cens, ne peut de nouvel creer censif, ne bailler heritage audit bailler heridroit de censif portans gands, ventes, saisines & amendes s'il n'est seigneur chastellain, ou tage à cens. à tout le moins qu'il ait haute iustice, moyenne & basse. Et si ne se peut creer de nouuel autre censis sur les choses tenuës à censis mais se peut bien augmenter par tous autres qui ont ledit droit de cens: Mais si ledit seigneur de cens retire aucune piece, il la pourra rebailler à tiltre de cens ou autre piece audit tiltre de cens.

De depry.

Qui peut

Coustumes localles du Comté de Dunoys,

D'empesche méspourcés non payé.

Le seigneur censier pour les arrerages de son cens & de sondit dessaut peut empescher l'he ritage tenu à cens de luy. Et si le seigneur ou detenteur dudit heritage brile la main de iustice apposee par la commission du haut iusticier deuëment signifiee, il enchet en lx. sols tournois d'amende enuers ledit haut iusticier. Sur laquelle amende ledit seigneur censier prendra cinq sols tournois seulement. Et peut saire empescher pour les arrerages de neuf annees derniers escheues & d'une amende seulement, l'heritage tenu de luy à cens. Et si le detenteur dudit heritage foppose, s'il confesse ledit heritage estre redeuable enuers ledit seigneur censier dudit cens, ou que ledit seigneur de laditte censiue enseigne par les papiers anciens ou tiltres, en ce cas la main-mile tiendra pour neuf annees & vne amende seulement & par diuerses annees & par diuerses cessations de payemens pour chacun empeschement y'a cinq sols 1 tournois

Prisdesgads & vétes&en tépsdepayer

Quand n'y a

que gands.

Quand yn heritier ou aucune chose immeuble tenuë à cens, est venduë, il est deu par l'acheteur, au seigneur censier, quatre deniers tournois pour les gandz. Et pour les ventes vingt deniers rournois pour chacune liure du pris de la vente.

Les gandz se doiuent payer par l'acheteur dedans huit sours apres l'achat au seigneur, à son procureur ou receueur fils sont presens. Ou sinon en leur absence les consigner au greffe de la iustice ordinaire dont en payera deux deniers t.seulement pour l'escriture sur peine, de lx.sols tournois d'amende à applicquer audit seigneur cenfier. Sauf à Marchesnoinou si on desfaut de payer lesdits gands dedans huitaine n'y-a que cinq sols tournois d'amende. Et si on dessaut de par vn an, lx. fols tournois d'amende.

En eschange d'heritage redeuable à censiue fait but à but sans fraude ne sont deuz que les gands seullement qu'on sera tenu payer comme dessus; iaçoit ce que les heritages eschangez foient en diuerfes cenfiues ou iuftices:mais f'il y-a toutnes font deuz gands & ventes desdites tournes au pris dessusdit.

De bail à rente à toussours-mais d'vn heritage tenu à cens ne sont aussi deuz que les gandz seulement, sinon qu'en faisant ledit bail le preneur eust payé & desboursé au bailleur quelque somme de deniers qui est reputee pour achat, pour lequel desboursement sont deuz gandz & ventes pour la fomme desboursee & non autrement, sauf à Marchesnoir où on ne doit gands en bail à rente simple.

En don ou transport simple, fait sans fraude, ne sont deuz que les gands comme dessus s'il n'y-a bourse desliee.

Des gands& ventes de ré te acquise.

Quand on vendrente fonciere ou constituë rente sur heritage tenu à cens, soit à vies ou à tousiours-mais, ou que l'on vend heritages à vies redeuables à droit de cens, sont deuz gands & ventes par l'acheteur au pris dessusdit.

Si aucun vend ou constitui rente perpetuelle ou à remeré sur ses biens & heritages sans specifier aucuns heritages particuliers:en ce casn'y-a aucun droit de gands ne ventes : mais si l'acheteur fait declarer aucuns d'iceux heritages censuels hypothecquez à sa rente, dessors en sont deuz gands & ventes qui se payeront comme dessus.

Gads & vétes de mar-

Si vn acheteur des heritages censuels qui n'a payé, se deporte de son achat & le vendeur ché rompu. reprend ledit heritage par luy vendu en acquit dudit pris, au seigneur censier en sont deuz les gands & ventes de la premiere vendition seulement.

Par partage fait d'aucuns heritages censuels, n'est deu aucun prossit au seigneur censuels'il n'y-a bource desliee.

Qui peut có ler declaration.

Vn seigneur censuel peut contraindre, vne fois en sa vie, les detenteurs & acquereurs des traidieà bail heritages de son censif, de luy bailler par declaration, les heritages tenuz de luy à droit de

Cens est divisible, & sont les detenteurs redevables dudit cens quittes en payant ledit cens chacun pour sa portion de l'heritage diuisé dont ils sont detenteurs. Et les peut contraindre le leigneur censier à ce faire.

De la vendi tió d'heritage censuel.

Le seigneur de l'heritage tenu à cens, ne peut vendre ou aliener partie dudit heritage sans charge de la iuste partie dudit cens, à peine de cinq sols tournois d'amende enuers ledit seigneur, & de faire reduire la charge à ses despens.

Ledit seigneurcensier peut faire les fruits siens des heritages tenuz de luy à cens qu'il treuue vacans sans estre occupez & les tenir en sa main, ou les peut bailler à son prossit iusques à ce qu'il ait proprietaire qui les recognoisse. Et en le recognoissant est tenu payer les reparations & meliorations necessaires qui auront esté faites par le seigneur censier ou de par luy:

De terrage de champart, pasturages, herbages & espaues, &c.

clxxiij.

& pendant le temps que ledit seigneur censier tient lesdits heritages en sa main, ledit proprietaire demoure quitte du deuoir qu'il en faisoit.

ály.

72

11

m

Ľ

Ų.

Pour raison des gandz & autres droits seigneuriaux, ventes deuës par gens forains au seigneur centuel, tel leigneur peut, si bon luy semble, faire proceder par voye d'empeschement sur les fruits des heritages censuels. Et s'il y-a opposition, sera baillee prouisson par le iuge au detenteur de tel heritage de leuer & recueillir les fruits. Pour ueu qu'iceluy detenteur soit suffilant d'en rendre comte & reliqua.

> De terrage de champart. С Н А Р. 4.

Charges &

ELVY qui tient & occupe terre subiette à terrage ou chapart, qui est reputé vn mesme champart. droit ne peut enleuer sa desblee sans appeler le seigneur à qui est deu ledit terrage où chãpart, son commis ou fermier, & s'il fait le contraire il enchet en l'amende enuers le seigneur, dudit terrage ou champart qui est de lx.sols tournois. Pourueu que ledit seigneur, son sermier ou commis, face residence en la parroisse où est assis l'heritage durant le temps d'Aoust, & nonobstant laditte amende sera payé ledit champart. Et au surplus chacu iouyra dudit droit de terrage & champart ainsi qu'on a accoustumé en vser d'ancienneté, pour-ce qu'il y-a diuerses manieres de leuer & payer lesdits champart & terrage.

Tout arpentage se doit saire à cent perches & à vingt pieds pour perche, pour arpent & l'arpent & septier, pied & mesure de Roy. Et est & sera reputé tout vn chacun arpent & septier de terre, septier. sauf à Marchesnoir & Freteual qui ont cent cordes pour arpent, & chacune corde vingt & deux pieds.

С н а р. 5. Des pasturages & herbages.

VAND aucun treuue en ses heritages aucunes personnes ou bestes luy faisant dom- Decelui qui - mage, il s'en peut clamer à iustice dedans quinze iours ensuyuans. Et en affermant par en domage. luy l'entree & dommage fait par icelles bestes, celuy à qui appartiennent, doit estre condemné en l'amende de iustice qui est de cinq sols tournois, pourueu que le denonciateur soit personne egalle & que telle amende luy appartient, il la peut affermer ou faire affermer par ses enfans, seruiteurs, procureurs, familiers ou domesticques, en ayant auec luy vn tesmoin. Et en Marchesnoir vne personne non reprochable est creu de ses dommages insques à cinq sols tournois.

En saison que les fruits & desblee sont en terres & no cueilliz, il est prohibé mener les bestes pasturer aux chaps où il y-a desblees auant le point du iour leué & les y tenir apres le iour couché sur peine d'amende arbitraire.

> Espanes. C H A P.

liiÿ.

VI recelle aucune espaue plus de vingt-quatre heures, & il ne le porte ou maine à iustice, il est condemnable en l'amende de lx. sols tournois enuers iustice.

Toutes espaues qui sont amenez à iustice se doiuent cryer & subhaster par trois iours de marché au lieu où lon a accoustumé faire crys. Et s'il ne vient personne qui aduouë sien- De cryer les ne laditte espaue, elle doit estre venduë & liuree au marché, où lon vend les biens prins par espaues. execution au plus offrant & dernier encherisseur. Et sur les deniers qui ystront de la rente de laditte espaue, en doit estre deliuré iusques à soixate sols tournois au preuost fermier de la iustice où sera trouwee laditte espaue se tant est venduë,& le surplus au seigneur de laditte iusti-

Et si aucun vient dedans lesdits trois marchez qui aduouë sienne laditte espaue en informant deuëment qu'elle luy appartient elle luy sera deliuree par iustice en payant par luy les fraiz raisonnables.

С н а р. 7.

De communaute & d'entre hommes & femmes marie .

SE durant & costant le mariage du mary & de la femme le mary véd ou costitue aucune rente en general sur tous ses biens & heritages, sans le consentement de saditte semme, après dué par le mary, la dite semme est tenue de la moytié des arrerages de la dite rête pour autant que peut valoir la moytié des meubles & conquests immeubles, & demoure sa moytié sa femme.

Coustumes generalles de la comté de Dunoys.

des acqueremens hypothecquee pour la moytié de laditte rente: mais s'il vend ou constitué ladite rente speciallement sur aucuns de ses propres heritages & acqueremens, l'acheteur ne le pourra prendre à la generalité sinon en destaut de pouvoir recouurer ses rente & arrerages sur l'heritage propre speciallement obligé.

Femme separee de son mary quant aux biens peut & luy loist contracter & disposer de ses bies meubles & immeubles ainsi & en la maniere qu'elle pourroit faire si elle n'estoit mariee: mais telle separation est reputee nulle, si elle n'est publice au prosne de la parroisse où ils sont

demourans dedans le second dimenche du iour qu'elle est faite.

Des societez. снар. 8.

lix.

Quad socie-té à lieu. So CIETE'n'a point de lieu sinon qu'elle soit par contract exprés accordee entre les par-ties.

Des seruitutes reelles.

N mur moitoyen le premier qui assiet ses, cheminees l'autre ne les luy peut faire oster ne reculler en laisant par moytié du mur & vnechantille pour contre-seu: mais au regard des lanciers & iambes des cheminees & cymeles, il peut percer ledit mur tout outre & y asseoir ses lanciers & cymeses à sleur dudit mur.

On ne peut faire ne tenir retraictz, latrines, esgouts, cysternes pres du puys à eauë de son voisin sinon qu'il y ait entre-deux neuf pieds de distance, pourueu que ledit puys à eauë soit

De patience forcee.

Quand aucun fait edifier ou reparer en son heritage, son voisin est tenu luy donner & prester patience à ce faire, en reparant & amendant diligemment par celuy qui a edifié ce qu'il auoit desmoly, rompu & gasté à sondit voisin. Et ne peut pour-ce l'edifiant acquerir droit ne possession contre n'au prejudice de celuy qui a donné laditte patience de reparer & amen-

D'oresenauant vn chacun ayant maison dedans la closture de la ville de Chasteaudun, sera tenu dedans l'an apres la publication de cestes, faire faire latrines en icelles maisons ou appartenances d'icelles de creux de quatre toyses pour le moins, autremét ledit an passé sans l'auoir fait, les loyers & pensions desdittes maisons seront arrestez & employez à faire lesdittes latri-

> C H A P. 10

Des donations faites entre vifs.

lxiiy.

1. 64.Scilicet de suo, quod si cautius cauedo, aut prauide do melius gefduad inuidia, C.M.]

E pere ou mere, ne peut auantager I l'vn de leurs enfans plus que l'autre, venant ou reno-çant à leur succession, soit en mariage ou autrement, en quelque maniere que ce soit. lxv. Don est reputé acquest, pour ueu qu'il ne soit sait à personne qui peust succeder au donasteur sans moyen, auquel cas il est reputé propre.

CHAP. 11. Donation faite en mariage.

VAND pere ou mere ont donné, en mariage faisant, à leurs enfans aucuns biens meubles ou immeubles, & lesdits pere & mere vont de vie à trespas, lesdits enfans & leurs heritiers seront tenuz de rapporter ou precompter chacun en leur regard ce qui leur a esté donné en mariage, en telle maniere qu'ils ne peuuent aduantager l'vn de leurs enfans plus que l'autre, sauf les fruits dont ne sera fait aucun rapport, comme dit sera cyalxvij.

Quelles cho

Les fruits des heritages ou reuenuz de rente donnez en mariage ne se rapportent ne conses ne se rap ferent, nonobstant la coustume deuant ditc.

CHAPITRE.

Des donations testamentaires & pour cause de mort.

lxviy

De donatió mutuelle.

OMME & femme conioints par mariage, sains d'entendement, peuvent donner à tousiours-mais l'vn à l'autre par don mutuel fait entre viss, & confermez par testament fait par eux d'eux ensemble, ou par testament seulement fait ensemblement, tous & chacuns leurs biens meubles & acqueremens immeubles, tant en proprietaire que en viuffruit qu'ils auront alors du trespas du premier decedé d'eux deux, & l'viuffruit de tous leurs heritages propres la vie durant du suruiuant seulement. Et vaut la ditte donation

foit qu'ils ayent enfans ou non. A la charge toutes-fois de nourrir, entrenir, pourueoir & assigner les enfans selon leur estat durant leur minorité, ou qu'ils soyent mariez ou autrement pourueuz. Et payer les dettes, legs, funerailles du premier decedé, ensemble les charges foncie res que doiuent les heritages, & d'iceux entretenir: & demeure ledit suruiuant donataire saiss. Mais esdittes seigneuries de Marchesnoir & Freteual quand y-a enfans, lesdits meubles & coquests ne se peuvent donner à toussours-mais, & en icelles se peuvent faire ledit don sans le confermer par testament.

> Des douaires des femmes. C H A P. 13.

VAND aucune femme soit noble ou roturiere est coiointe par mariage, & par le trai- coustumier. té n'y-a aucũ douaire prefix ne conuentionnel, ladite femme est par ladite coustume douce de la moytié de tous les heritages que le mary auoit lors de la consummation dudit mariage & de ceux qui depuis luy aduiennent de pere & de mere, ayeul ou ayeulle & autres ascendans, pour d'icelle moytié iouyr & vser par laditte femme sa vie durant. En soustenant & acquittant les charges que doiuent iceux heritages & durant le temps dudit douaire à la raison d'iceluy. Et est laditte semme saisse dudit douaire qui est appellé douaire coustumier. Et où il n'y auroit heritages ou douaire prefix, la femme est douee de lx. sols tournois pour vne

Quand vn homme noble affigne à sa femme par mariage pour son douaire prefix, rente ou De douaire heritage, il ne peut durant ledit mariage, faire vente ou alienation de ses heritages au preiudice de laditte affignation de douaire:& luy decedé, laditte rente ou heritage est faite le propre des enfans de luy & de saditte semme, tellement que laditte semme suruiuant, ne les peut vendre n'engager que sa vie durant: durant laquelle vie elle ionyra, pourueu que douaire ait lieu, & que ladite femme suruiue son mary : sauf à Marchesnoir & Freteual où ladite coustume n'a lieu.

CHAP. 14. Des droits de successions.

N succession de ligne collateralle d'heritages propres on n'a aucun regard à la consangui-nité & proximité de lignage:mais seulement à la descendue & souche dont les heritages sont descenduz & aduenuz. Et à iceux heritages propres ne succedent les plus prochains en degré de consanguinité:mais seulement ceux qui sont de la ligne dont lesdits heritages procedent, referendo paterna paternis, materna maternis.

Si aucun ayant propres heritages venduz de l'acquest de ses pere ou mere, va de vie à trespas sans hoirs du costé dont luy vient tel heritage, & il a freres de pere ou de mere d'autres mariages, tels freres luy succedent esdits propres, combien qu'ils ne soyent de la ligne dont procedent lesdits propres.

Quad ce que

Enfans bastardz peuuent disposer de tous leurs biens en leur testament & entre viss, & à eux peuuent succeder leurs enfans legitimes.

Propre heritage ne monte point par succession au pere, mere, ayeul ou ayeulle, & autres 'ascendans en ligne directe. lxxv.

Tous heritages venans de succession sont reputez propres.

lxxvj.

Quand aucun fait prinse de quelque heritage à vie ou à temps, tel preneur ses hoirs ou ayat Du preneur cause ne peuuent demolir, couper, n'abbatre les bois de haute sustaye, arbres fruitiers, n'autre à temps. boys anciens qui ne sont de couppe, n'aussi les boys faisans la decoration & embellissement des lieux:ne faire fossez en iceux heritages, & n'en peut & ne doit vier sinon comme vn pere de famille s'il n'y-a conuention au contraire.

lxxvij. De son heri

Aucun ne pourra prendre ne recueillir aucuns heritages prins à vies par ses predecesseurs tier. fans se porter & declarer d'eux heritier. Et jouyront & disposeront les heritiers desdits heritages à vies comme d'autres heritages le bail durant.

Meubles & conquests immeubles sont reputez d'vne mesme nature & condition quant à

C H A P. 15.

la succession.

100

141

127

: 10

...

II.

tu.

II.

7.

-12

1

ľ , E

T

.

: 5

.

7:1

7

 \mathcal{H}

والذ

. Tun:

En matiere de retrait.

V I vend son heritage propre à luy venu de ses parens & lignagers à vn estranger de la ligne dont meur & procede ledit heritage, il peut estre retrait par vn de son lignage du costé dont il luy est escheu dedans l'an & iour de la possession reelle & actuelle

Gg ij

Coustumes generalles de la comté de Dunoys.

faite sans fraude, en remboursant l'acheteur des deniers de la vente & loyaux coustemens dedans le temps de coustume, qui est de huytaine apres l'adiudication.

En la seigneurie de Marchesnoir saut que le retrayant soit de la ligne, souche & sourchage dont meut tel heritage qu'il veut auoir par retrait: & n'est tenu le retrayant consigner son argent en iustice, sinon huit iours apres que l'acquereur aura mis ses lettres en cour, & laditte iudication saite dudit retrait.

Qui est pre feré en retrait.

Si le plus prochain lignager vient dedans la huytaine, apres la premiere assignation indiciairement prinse en laditte matiere de retrait, sera preseré à l'autre lignager qui aura fait faire adiournement, en remboursant ledit lignager adiournant de ses loyaux coustz & mises, sauf en la seigneurie de Marchesnoir & Freteual, esquelles laditte coustume n'a lieu.

De l'adiour neméten retrait. L'adiournement en matiere de retrait lignager, se doit saire sur le lieu & heritage qu'on veut retraire present tesmoins & donner l'assignation certaine. Et dedans quinzaine signifier à l'acheteur, s'il est demourant au comté, & s'il est absent le signifier à celuy qui tient cocupe les lieux seulement. Et chacun iour d'assignation de la cause offrir deniers à descouuert par celuy qui veut retraire ledit heritage, insques au iour de la contestation includ, autrement il dechet dudit retrait.

Pour heritages ou autres choses adiugees par retrait lignager, ne sont deuës aucunes ventes ne prossit de sief, pourueu que l'acquereut les ait payees. Mais seulement la soy & hommage és choses seodalles & les gandz és choses qui sont tenuës à cens.

Si l'acquereur d'un heritage propre en chose subiette à retrait auant son acquisition, a fait r.84. Id est, st ou fait faire prinse de la chose retrayable à quelque temps, le lignager en retrayant l'heritage sarifecit ter- l'aura purement & simplement auec le droit de prinse, en payant les loyaux cousts & miles tio in fraudem comme dessus.

1.84. Id eft, se conduxit vello cari fecit tertio in fraudem retrahentu, ve sape solent facere: cotra qua fraude hac con suet. optime pro uides, or generaliter observada esse c M

CHAP. 16. De prescriptions.

lxxxv.

VICONQVE S iouyst d'aucun heritage, rente ou droit incorporel paisiblemét sudet, or generaliter observait d'aucun heritage, rente ou droit incorporel paisiblemét & de bonne soy par trente ans entiers & consecutifs entre personnes aagees & non privilegees soit qu'il ait tiltre ou non, il est acquesteur & est fait seigneur de l'heritage, rente ou droit incorporel ainsi par luy possedez. Saus le vendeur de la rente obligé ou heritier du vendeur ou obligé qu'il acquiert par xl.ans.

C H A P. 17.

Des executions de bouages de maisons & mestayerie.

lxxxvi.

L'eroissans en icelle és logis de laditte mestayrie, & pourra estre conioint, lesquels fruits responderent de la charge, pension ou moyson à laquelle a esté baillee laditte mestayrie, & les pourra faire saissir ledit bailleur, ses hoirs & ayans cause, saire mettre en main de instice, & les faire vendre si mestier est, insques à plein payement & satisfaction de son droit. Et en sera le-dit bailleur, ses hoirs & ayans cause preseré à tous autres creanciers insques à la concurrence de son debt.

pesfumiers, pailles & eftrains d'icelles.

Cotraincle

Les fumiers, pailles & estrains ne peutient estre enleuez d'vne mestayerie: ains doiuent demourer pour estre conuertiz pour mener és terres de laditte mestayerie, & pource peutient estre arrestez, empeschez & poursuyuis.

Le conducteur qui n'a dequoy payer ou qui ne garnist l'hostel de biens meubles pour le payement de deux termes de loyer en peut estre expellé & mis hors par le seigneur dudit hostel par auctorité de suffice.

Ceux qui sont courratiers ou mediateurs de faire vendre ou acheter quelques biens, cheuaux ou marchandises seront contrainctz à restituer ou à bailler le pris qu'ils en auront receus par prison.

Langayeux qui ont langayé pourceaux & asseurez sains, s'il est trouué, en les mant, qu'ils soient mezeaux en la langue, ils sont tenus de les prendre & restituer le pris à l'acheteur. Et s'il n'y-a rien en la langue & il en a dedans le corps, iambons & ailleurs, le vendeur sera tenu les reprendre & restituer les deniers.

Vn seigneur d'hostel ou ayant rente sonciere sur iceluy peut audit hostel saire executió par vn sergent sur les biens du detenteur & demourant en iceluy hostel pour trois années precedentes

cedentes & dernieres à luy deuës du loyer ou rente fonciere d'icelle maison. Et vaut & tient icelle execution sans lettres obligatoires. Et doit ledit sergent signifier la vente des biens par luy prins au detéteur, & fil foppose luy donner iour en opposition. Auquel iour ou a stre assigné par le iuge, est tenu l'executant d'informer de son droit par lettres obligatoires, tesmoins ou confession de partie. En ce faisant pendant le proces la main tiendra sur lesdits biens prins, aliàs en deffaut de ce faire l'executé doit auoir main leuce.

Et f'il est question entre deux seigneurs dudit hostel pour rente fonciere, le conducteur en confignant & mettant en main de iustice la pension du loyer de laditte maison, aura main leuce desdits biens.

I

0001

012

((T

بزا

110 1323

167

 \overline{H}

UI.

-

133

,i...**1**

....

127

11.5

للمارزيلي

Si le conducteur ou autre que le seigneur de rente sonciere enleue desdits biens estans en Desaireral'hostel baillé à louage, sans le consentement du locateur, ledit locateur peut faire appeller le meubles meubles conducteur ou celuy qui a fait ledit entiercemet en restablissement pour restablir lesdits biens pour seureté audit hostel pour seureté d'estre payé desdites trois annees dernieres si tat en est deu, & outre du louage. pourra faire contraindre le conducteur à garnir la main pour vn an.

xcity.

CHAPITRE. 18. Des executions faites par vertu de lettres obligatoires.

NNE sentence donnée contre aucuns ayans prins la cause pour vn autre est executoire, tant de principal que de despens, tant contre celuy, qui est condemné que celuy pour lequel il a prins la cause en ayant sait diligence contre le principal condemné.

Lettres obligatoires ne sont executoires par le porteur apres la mort du creancier, toutes- Executió de fois les veusue & heritiers du creancier les pequent faire mettre à execution sur le detteur vi- leures obliuant en la maniere que dessus.

Le rapport de main pleine se doit bailler par le detteur à ses despens au creancier de la som me pour laquelle l'execution aura esté faite auant qu'estre ouy sur son opposition, & la chose est obligee speciallement.

Vn sergent qui fait execution és biens d'autruy par vertu des lettres obligatoires, sentence ou autremet doit auoir auec luy vn notaire ou deux telmoins à faire ladite execution, sur peine d'amende arbitraire. Et s'il y-a plusieurs sergens à faire laditte execution, chacun d'eux en re executio. pourra estre conuenu & tenu seul & pour le tout.

Vn fergent est tenu executer les lettres à luy baillees & rendre les lettres executees dedas trois iours de marché apres qu'il aura receu lesdites lettres sur peine de payer le debt & tenir prison, sinon qu'il y eust opposition ou autre cause raisonnable qui peut empescher ou differer laditte execution.

Execution faite fur meubles non enleuez ou desquels aucun autre que le detteur ne s'estconstitué acheteur de biens, est reputee nulle quant au preiudice d'vn autre creacier. Et n'em Executio de pesche point qu'il ne les puisse enscuer. Et doit le sergent en toutes executions auat que pro- meubles no ceder à aucune vendition, signifier la vente desdits biens au detteur huit iours francs auant enleuez. .de faire ladite vente, en presence d'vn notaire ou de deux tesmoins.

Le sergent ne peut faire vente des biens prins par execution: sinon au lieu où lon a accoustumé faire lesdites ventes, & en presence d'vn notaire & de deux tesmoins: lequel notaire sera tenu designer les biens particuliers & le dernier encherisseur. Et aura ledit notaire pour laditte vente douze deniers tournois.

> Coustumes localles de la chastellenie de Romorantin, Millançay, Villebroffe & Billy.

> > Des proffits de fiefs.

Article premier

VAND à aucun seigneur feodal est deu par son vassal proffit de rachat qui est le proffit De trois of-- & leuce d'une année des fruits des heritages tenus en foy & hommage, ledit val- fres duvallat sal est tenu faire trois offres à sondit seigneur. Sçauoir est qu'il prenne & accepte si bo luy sem au seigneur. ble, la cueillette & leuce d'vne annee, ou bien luy doit offrir vne fomme d'argent pour les dits fruits & proffits, ou l'estimation qui sera faite par deux preud'hommes. Et si ledit seigneur accepte la leuce de laditte annee, en ce cas il sera tenu payer les loyaux cousts & mise du laboureur,& en vser comme vn bon pere de famille. Et s'il aduient qu'en laditte annee il y eust Gg iij.

Coustumes localles dela baronnie de saint Aignan

estag en pesche, qui n'a acoustumé d'estre pesché que de deux ans en deux ans au plus tard:ou de bois taillis, qui n'ont accoustumé d'estre couppez que de dix ans en dix ans ou autre temps. En ce cas ledit seigneur ne prendra sur ledit estang & bois taillis que le prossit d'une annee seulement, qui est sur le dit estang la moytié ou la tierce partie de la pesche. Et sur le bois taillis la dix-ieme ou autre partie de toute la couppe.

> De succession de fiefs. C H A P.

De droit de aimeelle.

4. Scilicet

respectu seudo-หนึ่ sitorนี intra

hot territoriй.

Quid si pater Gmater acqui

finerunt fundu feudale in hoc

territorio i que mansione con-

struxerunt.an integram ha-

beat primozeni

tus heresveri-

usque parentus? no enim est ele

eiusdem mansionis: Et sic cu

verba huius lo calis consue. no

congruant, vi-

ru fanorabilis'

est.l.illam vbi

phil. Dec. C.de collatio.C.M.

EN succession de sief, en ligne directe, le sils aisné prend & choisist vn manoir ainsi qu'ilse pourfuyt & comporte,auec le vol d'vn chapon estimé à vn arpent de terre à l'entour dudit manoir, l'il y-a tant de terre ioignant ledit mangjr apec le principal vassal & vn homme de serue condition, tel qu'il voudra eslire, si aucun en y-a dependant dudit manoir. Et le surplus desdits heritages, soyent roturiers ou feodaux, se portent egallement par teste entre le fils aisné & feldits freres & fœurs.

Et l'il aduient, qu'au-dedans dudit arpent de terre & à l'entour dudit manoir ait moulin, estang ou four à ban, il ne les pourra prendre pour laditte prinse dudit arpent de terre: mais prendra sondit arpent de terre ou le surplus de ce qu'il en resteroit en autre heritage le plus prochain dudit manoir.

Et ne peut ledit fils aisné auoir ne prendre qu'vne aisneesse en la succession de son pere ou de la mere, lequel que bon luy semblera.

CHAP. Des proffits censuels.

v.

IL y-a deux manieres de cens, les aucuns sont à lots, ventes & desfaux, quand le cas y eschet, & les autres qui ne portent ventes ne deffaux.

> снар. 4. Des terrages.

vi.

ES seigneurs ou detenteurs des terres situees & assises au-dedans d'yn circuyt de terrage, qui ont accoustumé d'estre cultiuees & mises en labeur sont subiets à labourer & cultiuer lesdites terres, & payer ledit droit de terrage à la raison qu'il appartiét. Et si lesdits detenteurs, sont desfaillans ou negligens de labourer & ensemencer lesdites terres par le temps & espace de neufannees continuelles & consecutives: en ce cas le seigneur dudit terrage peut & luy est partes aquales loyfible prendre & applicquer à luy lesdites terres accoustumees d'estre labourees côme dit

Celuy qui tient & occupe terre subiete à terrage, ne peut enleuer sa desblee sans appeller le seigneur, à qui est deu ledit terrage, son commis ou sermier, sinon qu'il ait priuilege ou detur recurren iouyssance de temps immemorial au contraire. Et s'il fait le contraire, il enchet en l'amende du ad consuet, de lx sols tournois, à appliequer moytié à instice, & moytié au seigneur terrager de sondit aqualitasfilio termier.

De dons & recompense. : CHAP. 5.

VIY.

'HOMME & femme conioints par mariage ne peuuent contracter l'vn auec l'autre, ne faire don l'vn à l'autre foit mutuel ou autre, durant & constant leurdit mariage, mais bien peuuent donner & auantager l'vn l'autre par le contract de leur mariage.

> с н а р. 6. De retrait lignager.

Quels heriicts à retrait.

VAND aucun heritage patrimonial, est vendu & aliené à personne estrange, il est pernis & loyfible au parent & lignager dudit vendeur du cofté & ligne,dont procede letagessontsub dit heritage, de l'auoir & demander pour cause de retrait lignager dedans l'an & iour de ladite vente, Et celuy desdits parens qui premier fait adiourner ledit acquereur, est presere à tous autres parens, combien qu'ils soient plus prochains en degré.

Coustumes localles de la baronnie de saint Aignan.

De prise & desgaigement.

De celuyqui est creu iusques à v.sols

VAND aucun fait prinse ou desgaigement sur gens ou bestes qu'il trouue en son heri tage luy failant & portant dommage, par la coustume il est creu de ses dommages iusques à la somme de cinq sols tournois, & au-dessouz en les affermant. Et si plus en demande il est tenu de le prouuer. Xj. Item

En matiere feodalle, prinses de bestes, &c.

clxxvj.

Item tous heritages estans és chastellenies de Romorantin, Millançay, Billy, & Villebrosse sont dessendus pour aller, venir, passer, & rapasser par aceux outre le gré & voloté du seigneur & pasturer & champayer. Et peuuent les seigneurs des heritages prohiber & defendre quand il leur plaist, & aussi quand ils veullent ils permettent sans ce que celuy qui passe par heritage d'autruy, on fait mener ses bestes ainsi pasturer, puisse acquerir possessió en heritage par quelque laps de temps, qu'il ait peu passer & rapasser ou faire champayer & abbreuuer bestes sans tiltre ou constitution de seruitude fait entre parties.

Item terre en issue de ville si elle n'est bouchee, n'est deffensable.

t:T

th

:::3

230

:Ì

3.3

فنو

...

re n'est dex14. fensable.

En matiere feodalle.

VAND deux seigneurs de sief pretendent la foy d'aucun heritage, le vassal empesché aura deliurance des fruits en confignant par luy les deuoirs qu'il pourra deuoir, laquel ، le confignation faite ledit vassal pourra estre receu par main souueraine. Item en ladite chastellenie n'y a aucuns reliefs. 1

XV. I.14.Sed non excluduntur laudimia in

Coustumes localles de la baronnie & seigneurie de saint Aignan.

De prinse de bestes.

Premier article. ad cons. gene-

L'est permis à vn chacun possesseur ou detenteur d'aucuns heritages dessensables quand ils trouuent les bestes d'autruy en iceux, les prendre ou faire prendre & les mener en iustice pour en auoir l'amende coustumiere, qui est de cinq sols à applicquer les deux parts au preneur, & le tiers à iustice. Et est ledit preneur creu par serment du lieu où il a fait ladite prinse, pourueu qu'il ait saiss iustice desdites bestes, ou qu'il ait plaige ou gage de ladite amen-

Item si le preneur desdites bestes les retient oultre les xxiiij. heures, & n'en saissif iustice il est amendable de soixante sols. Et si ledit preneur pretend plus grand dommage que de cinque sols pour ladite amende, il est receu à demander ses dommages tels que monstrer les pourra, pourueu qu'il n'y ait priuilege au contraire.

Item tous prez gaigneaux & pastoureaux que l'on voudra dire dessensables outre la saison De boucher dessuldite, faur qu'ils soyent deuement fossoyez ou bouschez. iiij.

les prez.

Item les vignes & iardins sont desensables en tout temps, & les terres enfructuees en bleds ou autres semences, & les chaumes insques à la toussaints, & semblablement les taillis de tous boys iusques à quatre ans apres la couppe.

Quand aucun trouue autruy en ses heritages luy faisant & portant dommage, il le peut degager ou faire desgager: & est ledit desgagé amendable de cinq sols à appliquer pour les deux pars à celuy qui fait ledit desgagement, & le tiers à iustice. Et si ledit desgagé empesche que instice ne soit saisse dudit gage, & qu'il l'oste & recouure, il enchet en l'amende de lx. sols à applicquer comme dessus, s'il n'y a privilege ou concession au contraire.

Item celuy qui recourt ou empesche que les bestes prinses en dommage d'autruy ne soiét qui empesmences à iustice, il est amendable de lx. sols à applicquer comme dessus.

Toutes personnes qui empeschent chemins publics, & errans par sa faute & coulpe, encheent en lx.sols d'amende s'il n'y a privilege ou concession au contraire.

De droits & deuoirs de cens.

'OVTE personne qui doit cens, est tenu les payer aux iours & lieux accoustumez. Et s'il deffaut il enchet en l'amende de cinq sols enuers les seigneurs desdits cens, toutes-fois fil deffaut de payer ledit cens par diuerses années consecutives il ne doit que l'amende d'un deffaut. Et peut le seigneur dudit censis saite saisir les choses tenues audit deuoir pour auoir payement desdits profits en ayant lettres de commission du juge desdits lieux.

Tous cens desdites seigneuries qui sont infeodees sont à ventes & reliefs, & quand ils sont tes & reliefs venduz, en est deu au seigneur dudit cens vingt deniers pour liure. Et pour le relief douze deniers tournois pour vn denier de cens,& de plus plus,& de moins moins. Toutes-fois en la vil le & banlieue dudit saint Aignan, n'a que tel cens tels reliefs.

ix. Prix de ven

De communauté.

OMME & femme roturiers conioints par mariage incontinent leur benediction nuptialle faite, sont vns & communs en biens meubles & conquests immeubles par eux ou Gg iiij.

Coustumes localles de la Baronnie de S. Aignan.

l'un d'eux faits durant leurdit mariage, en telle maniere que la moitié en appartient au furuiuant desdits conioints, & l'autre moitié aux heritiers du trespassé.

Et au regard des nobles le suruiuant gaigne les meubles à perpetuité. Et au regard des cóquests immeubles, la moitié en appartient en proprieté audit suruiuant, & si iouist de l'autre moitié en viufruit sa vie durant à la charge de payer les dettes, funerailles & obsecques du pre decedé & les charges anciennes & entretenir les edifices & heritages ainsi qu'vn bon pere de famille,& nourrir les mineurs fi aucuns en y a.

De douaires.

xy.

IL y a deux manieres de douaire, l'vn qui est prefix & l'autre qui est coustumier. Le douaire coustumier est tel, que la semme qui suruist son mary iouist par maniere de douaire de la tierce partie des heritages propres de sondit seu mary, par maniere d'vsufruitsa il est personnel vie durant à la charge de les tenir en reparation & payer les charges deues pour raison de ladite tierce partie.

ebme aussi en la coustume ge nerale & auffen celle d'or kins. C.M.

De successions.

NTRE gens nobles l'aisné prend pour son droit d'aisneesse le maistre hostel noble & le vol d'un chappon estimé à une septerce de terre, auquel vol n'est comprins moulin, sour à ban & estang s'aucun en y a. Et le surplus de sadite succession se depart par teste entre les massles & semelles. Et si en succession d'homme & semme nobles n'a que choses roturieres, elles se departent par teste & n'y a aucun droit d'aisneesse, & aussi entre gens nobles n'y a que vne ailneesle.

En successions de gens anoblis les siefs nobles demourez de leur succession, se departent par teste entre les fils & filles, & n'y a point de droit d'aisne esse pour la premiere fois. Et quad lesdites choses nobles vienent en seconde souche, elles se departet come entre ges nobles, & en prend l'aisné le maistre hostel & le vol d'vn chappon comme dessus est dit.

Fiefs nobles elcheuz à gens roturiers par succession directe, le departent par teste insques à ce qu'ils viennent à la tierce foy. Et quand ils sont en tierce foy, y prend tel aduantage comme font les gens nobles.

Item & si en succession de gens nobles n'y a que filles, succedent egallement. xviij. En succession collateralle les masses & femelles succedent és choses nobles, & n'y a aucun

droit d'aisneesse, soit entre nobles ou non nobles.

En toutes les baronnies & seigneuries dudit saint Aignan, representation a lieu en toutes successions tant directes que collateralles, ainsi que le droit le permet.

Par ladite coultume successions de bastards decedez sans hoirs legitimes appartiennent à mondit leigneur. Et aussi les successions des aubains, ensemble les successions vacantes.

Empesché 2 par le procureur du Roy.

De donations.

xxi.

HOMME & femme roturiers au contract & traitté de leur mariage, peuuent faire don mutuel l'vn à l'autre de leurs biens meubles & conquests immeubles pour en iouyr C'est assauoir des meubles à perpetuité par ledit suruiuant, & des conquests immeubles la vie du-bonne reparation, pourueu toutes-fois que lesdits conioints ou l'vn d'eux n'ayent aucuns enfans. Et s'il y a enfans ladite donation aura lieu pour lesdits conquests immeubles seulement, iusticier, qua- & non pas desdits biens meubles.

Les conioints par mariage s'ils n'ont aucuns enfans peuvent faire don mutuel l'vn à l'autre des coquests immeubles par eux ou l'vn deux faits durant & costant leurdit mariage, pour en iouyr par le suruiuant sa vie durat, à la charge de payer les deuoirs deuz pour raison d'iceux:& f'il y a enfans lesdits conioints peuvent faire ledit don mutuel l'vn à l'autre de la moitié de leur moytié, qui est la quatriesme partie desdits conquests immeubles pour en iouyr par ledit suruiuant.

De retraits lignagers.

xxiy.

IL suffist que celuy qui pretend ledit retrait, offre de faire le remboursement au jour qu'il a 'fait adiourner ledit acheteur. Et qu'en signe de ce il consigne vn grand blanc. Et si ledit ache-

tient au haut un noni fisca-les quastuarÿ fecerit.C.M.

2.20.Mal em pesché: car ce-la est general

quasi par tou-tos les constu-

mes de Gaule,mesmes sous le Comté de

flandres & de

Successio appar

acheteur cognoist à retrait ledit lignager, iceluy lignager est tenu rembourser ledit acheteur desdits sort principal & loyaux cousts dedans huit iours apres ladite cognoissance. Et si ainsi ne le fait il en demeure forclos.

Droits feodaux.

xxiiy.

VAND il aduient que gens nobles vont de vie à trespas, & qu'ils delaissent des filles . lesquelles prenent & recueillent leurs successions, si lesdites filles renoncent à ladite succession au profit de leur frere aisné ou autre, moyennant certaine somme de deniers, en ce cas en est deu profit de quint au seigneur feodal, duquel lesdites choses sont tenues en foy & hommage.

Coustumes locales de la chastellenie de Menetou sur Cher.

Des cens & droits censuels.

Article premier.

VAND aucun doit cens qui se paye à iour & lieu nommez pour aucun heritage, & il De celui qui ne paye ledit iour qu'il est deu il n'y a aucun defant, sinon que l'heritage ait esté baillé 📭 paye 🧯 à ceste charge ou qu'on ne monstre du contraire.

nommé.

Item quand aucun heritage redeuable de cens est vendu, les ventes en sont deuës au seigneur censier de la somme qu'il luy a esté vendu au prix de vingt deniers tournois pour liure: & est tenu l'acheteur les deprier dedans neuf iours à peine de soixante sols tournois, à appliquer au seigneur censier la moitié & l'autre moitié à iustice. Et ledit depry fait, ne peut ledit acheteur estre contraint de payer lesdites ventes, insques à quarante iours francs à prendre du iour de ladite vente, & n'y a amende, & ne peut estre poursuiuy que par action ou empeschement de l'heritage. Et est tenu l'acquereur de payer lesdites ventes, s'il n'est conuenu au con- Des reliefs

En la chastellenie de Menetou n'y a aucuns reliefs.

2

d,

icr:

LO.

لبتلا

mi.

Ī

CH

En 1.5.

, D 10

Ũij

170

П

1

المستع

2

II.

لاستناني

م ما ال

Des terrages.

VAND aucuntient terre redenable de terrage, il n'en peut enleuer sa des blee sans le - faire affanoir an feigneur dudit terrage, son procureur ou commis. Et s'il fait le contraire il enchet en l'amende de soixante sols tournois qui est à appliquer la moitié au seigneur dudit terrage ou à son sermier, & l'autre moitié à iustice. Et est tenu le detenteur de la terre redeuable audit droit, mener & conduire à ses despens ledit terrage. Et si ledit seigneur dudit gerrage effoit negligent d'aller terrager apres qu'on luy-a fait fauoir, le feigneur de l'heritage jou laboureur pourra enleuer & mener sa desblee. Et s'il y a sermiers diuers d'vn mesme terrage, seront tenus office yn lieu ou grange dedans le circuit du terrage, où ledit terrage sera

Que les habitans de la chastellenie de Menetou, ne pourront desormais mettre en prez Des habitas ne pastis les terres qu'il tienent à droit de terrage, Aussi ne seront contraints mettre en labeur de Menetou pastis les terres que de present tienent en prezion pastis; exceptees les terres que depuis neuf ans en galesdirs habitans ont prins du seigneur de Menerou. A la charge expresse d'icelles cultiues & bourer,

Des pasturages, herbages & paissons.

vi.

ે સંવધાન દેશો VIN chacup peut moner les bestes fors les parcs, paistres és prez depuis qu'ils sont fauchez sans controditius plessà la nostredame da Mars, sinon que les prez soient clos & fermez auquel cas ils sont toutiours deffenduz. นูลในที่ ๑ การกูร รับเป็นกักกับก

Item on ne peut mener en quelque saison que ce soit les porcs esdites prayeries. Et s'ils y · font trouuez, on les peut prendre & mener à infliee & y eschet amende.

On napeut mener les bestes es terres d'autruy, sinon que lesdites terres soient en geuret En quelles ou lemest du en gaignage, ou en chauline ou embouchees, toutel-fois le leigneur n'est renn terres boucher fesiberinges & font les vignes dessandues en tout temps.

Toutes personnes pequent prendre gens & bestes d'autruy qu'il trouue en son heritage deffenduluy faisant dommage, & est creu par sermét de sa prinse du lieu où il l'a faite & de son · dommage iulques à cinq fols tournois,& au deffous, en fignifiant ladite prinfe à la partie ou à iustice, dodans huit iours. Et aufi peut prendre gaige bon au restus du pastre ou gardien de bestes, & le denoncer comme dessus. Et se peut tenir ausditz eing solz tournois ou prouver

Coustumes local de la chast de Menetou sur Cher.

l'outreplus de son dommage, & n'y a aucune amende pour iustice sur les gens francs de franche condition, mais sur les gens serss y a vingt & vn denier tournois à iustice.

Item si les bestes de diuers tects estoiet prinses, il y a diuerses amendes & pour chacun tect est deu vne amende, supposé qu'elles soyent sous vn mesme garde & sous vn mesme pastre: toutes-sois en froux ou friche on ne peut faire prinse, sinon qu'il soit bousché.

Item quad aucunes bestes sont prinses par nuit en heritage dessendu & qu'elles sont trouuees à garde faite, il y a soixante sols tournois d'amende.

_ _

Des espanes.

хÿ.

ESPAVES se doiuent crier & publier par trois hustaines au lieu accoustumé à faire cris, Et si dedás ledit temps ne s'apparoist aucuns, lesdites espaues sont acquises au preuost iusques à soixante sols & au dessous, & le residu au seigneur si plus elles vallent, declaration preal lablement faite par iustice.

Des estangs & garennes.

xiÿ.

STANGS & garennes sont desfendus, qui y chasse ou pesche en sera puny comme de larrecin.

On ne peut leuer bonde d'estag en son heritage ou autre part, ne saire saut de moulin sans le congé du seigneur.

Dé retrait lignager.

XV.

VAND aucun vend son heritage hors sa ligne, le prochain parent procedant du costé & estoc dont procede ledit heritage, le peut auoir par retrait lignager dedans l'an & iour de la vente en faisant son adiournement libellé, & remboursant l'acheteur de son sort principal, loyaux fraiz, cousts & mises. Et suffist à la premiere expedition consigner vne piece d'argent vallant dix deniers tournois pour le moins, en contestant parfaire.

xvj.

Celuy des lignagers qui premier fait ses diligences de faire conuenir & adiourner l'acquereur en matiere de retrait faisant ses adiournemens, libelles & offres, est preseré deuant tous autres etiam plus prochains en degré, pourueu que le retrayant soit du costé, ligne & forchage dont meut & procede l'heritage & chose retrayable.

De l'estat & droits des personnes.

XU

TTEM fil y a aucuns mineurs de condition seruille, qui demeure apres le deces de ses peres & mere, le seigneur peut & a accoustumé de faire pouruoir par ses officiers de tuteur on curateur selon leur aage, pour la tuition & dessense des corps & biens desdits mineurs & n'en peuuent les parens en faire pourueoir sans le vouloir & consentement dudit seigneur, de ses juges & officiers.

Des prescriptions.

xviü.

VI iouist & vse, & 2 iouy & vsé d'aucun heritage ou droit incorporel par distans entre presens, vingt ans entre les absens auec tiltre le tout de bonne soy. Et par érête ans sans tiltre paissiblement, & par telle ioussance on acquiert prescription & tout droit de possession, proprieté & seigneurie de la chose dot lon a iouy & vsé. Sauf toutes sois les dits droits de siefs, cens ou terrage qui sont droits imprescriptibles. Et ne se peuvet presente par quelque temps qu'on en ait iouy sans le payer des terres & choses suiettes & redeuables dudit droit. Xix. Item droit de sessance ne se prescrit contre ledit seigneur en la ville & banlieue.

De donaires,

XX.

ENTANT que touche le douaire coussimier entre gens de labeur, le dit douaire coussumer est seulement de cent sols tournois à prendre sur les biens communauté, s'il n'y a enfans. Et s'il y a enfans le dit douaire n'est que de cinquante sols tournois. Et quand aux nobleds, marchans & bourgeois aura lieu comme la generalle.

De seruitudes reelles.

xxi.

A Toute personne qui a heritage sur la riuiere de Cher, ayant l'eau droit endivit de ses heritages, iusques au sil de l'eau luy compete & appartient l'eaue, sinon qu'il y ait tiltre au contraire.



contraire. Toutes-fois le long de ladite riuiere y a sente à pied pour y aller & venir. xxij. Item que l'on peut pescher en icelle à la ligne à trois poils seulement sans en pouvoir e-

stre reprins, & aussi à l'ableret autrement appellé le caré. xxiij:

Item que les garennes & archaux en ladite riuiere de Cher sont desenduz. Et pareillement les sosses autrement appellees les bouldures des moulins qui sont soubs la rouë & bastiment desdits moulins.

Item que de chacune chieure prinse en l'heritage d'autruy en est deu pour l'amende douze deniers tournois, ou le preneur a son chois de luy coupper la langue & la mettre en la corne.

Item qu'on peut aller & venir, paistre, pasturer & champayer en l'heritage d'autruy, & n'y peut on saire prinse, mesmement en heritage estant sur le chemin public au front de village n'ailleurs, sinon que l'heritage soit clos & ensemencé ou en chaume ou gaignage, sauf monfeigneur qui n'est point tenu de boucher & des prinses saites és heritages estans de la nature dessussite ne pourra estre saite demande, sinon qu'en heritage estat sur le chemin public, frot de village & ailleurs non bouchez, les bestes sussent tenues & trouvees à garde saite. Auquel cas y aura amende coustumiere, & non pas eschappee.

De disme.

xxvi

TERRES & choses decimalles tenues en foy & hommage ne sont pour raison de ladite foy franches ne affranchies de dismes, mais doiuent s'il n'y a autre chose au contraire.

Coustumes localles de la chastellenie de Selles en Berry.

De prinse de bestes.

Article premier.

PAR la coustume dudit lieu de Selles il est permis à vn chacun possesseur ou detenteur de aucuns heritages dessensables quand il y trouue les bestes d'autruy, les prendre ou faire prendre & les mener au preuost du lieu ou son commis pour en auoir l'amende coustumiere qui est de cinq sols tournois, à applicquer les deux pars au preneur & le tiers à iustice. Et est creu ledit preneur par serment du lieu où il a fait ladite prinse. Et si ledit preneur veut pretendre plus grand interest & dommage que ladite amende, il y est receu en le prouuant par luy.

Item il est permis à vn chacun seigneur ou possesseur d'aucun heritage quand il trouue autruy en iceluy faisant & portant dommage, le desgaiger, & dudit gage saisir iustice pour en auoir l'amende coustumiere, qui est de cinq sols tournois, à applicquer les deux pars à celuy qui a fait ledit desgaigement & le tiers à iustice.

Des droits & deuoirs de cens.

żij.

ENS infeodez sont suiets à ventes & reliefs en telle maniere que quand les choses tenues à droit & deuoir de cens sont vendues, il est deu au seigneur censier au sur de vingt deniers pour liure. Et pour le relief douze deniers pour vn denier.

Empelché par les gens du tiers estat.

Ŋ

OLC

(1)

3

11

2.7

...3

F.

19

27

r:1

gei.

103

Missi

غنگا لله د کنیدر iiij.

Item lesdits gens doiuent payer au iour & lieu où ils sont deuz, & en desfaut de ce il y a amende de cinq sols tournois à applicquer audit seigneur censier.

De successions.

 v_{\bullet}

SVCCESSIONS de gens roturiers se departét egallement par teste, & a representation lieu en toutes successions tant directes que collateralles, ainsi que droit le permet.

Le seigneur dudit lieu de Selles a la succession des bastards & aubains qui meurent sans hoirs habilles à leur succeder, & aussi les successions vacantes.

Empesché par les gens du Roy.

De douaires.

vÿı

VAND homme & semme sont conioints par mariage, si le mary meurt le premier sa femme qui le survit iouist sa vie durant de la tierce partie des heritages patrimoniaux de sondit mary, si par contract de mariage n'est autrement parlé dudit douaire, en entretenat ladite rierce partie d'heritages & payant les charges qui y sont.

Coustumes local de la chastellenie de Vallancay.

Coustumes locales de la chastellenie de Vallançay.

Des cens.

Article premier.

TOVS cens sont à ventes & reliefs, C'est assauoir vingt deniers tournois pour liure en vendition. Et au regard du relief il y a vn sol pour denier.

De terrage.

4.

SI par le temps de sept ans suyuans l'un l'autre sans interualle les laboureurs des terres suiettes à terrage desaissent icelles terres sans y faire labour & les enfructer, le seigneur dudit ter rage les peut faire labourer & emblauer par autre pour auoir son droit de terrage, qui est de douze gerbes vne.

Quand vne personne tenant seu, & cheseolage dedans les sins & limites d'aucune dismerie, va labourer & ensructer aucunes terres hors icelle dismerie, en ce cas le seigneur ou dame d'i celle dismerie où est demourant, a droit & luy est permis prendre la moitié du disme des choses decimalles ainsi labourees & ensructuees esdites tetres hors sadite dismerie, pour ueu que ce ne soit és dismeries d'eglise, esquelles nulle personne n'a droit de suitte. Aussi n'ont les curez desdites eglises aucune suyte pour leursdites dismeries.

De successions.

iiij.

SVCCESSIONS de gens anoblis touchant fiefs nobles se departent par teste entre les enfans fils ou filles & n'y est droit d'aisneesse pour la premiere fois. Et quand ladite succession vient en seconde souche elle se depart comme entre les gens nobles.

Bastards ne peuuet succeder à autruy, mais leurs enfans en loyal mariage leur peuuent succeder. Et s'il n'ont enfans, ledit seigneur de Vallançay a accoustumé de prendre & recueillir les successions de gens aubains, qui meurent sans hoirs habilles à leur succeder.

Empesché par le procureur du Roy quant à la succession des bast ards.

vj.

Ledit seigneur de Vallançay comme seigneur chastellain a droit & suy est permis par la coustume auoir droit par retrait les heritages véduz, qui sont mouuans & tenus de suy à cens remboursant l'acquereur d'iceux du sort principal & loyaux coustemens. Et sera tenu quaran te iours apres l'exhibition des contracts, declarer s'il veut auoir l'heritage acquesté ou non.

De prinse de bestes.

vÿ

VAND prinse de bestes est faite de nuit és bleds & vignes en tout temps & saisons, & és prez en la saison depuis la feste nostreDame chassemars, insques à la saint Michel si plus tost ne sont fauchez, en iceluy cas les amendes sont de soixante sols tournois ladite prinse de nuit prouuee.

Quand aucun a fait prinse d'aucun gage sur aucun, il est tenu le mettre en iustice dedas huit iours. Et en dessaut de ce faire lesdits huit iours passez, est le detenteur dudit gage amendable de soixante sols pour le recellement d'iceluy.

Quand aucun est dessais de bestes d'autruy ou du gaige prins ou fait prendre en ses heritages, ou empesché par rescousse & voye de fait de les mener à iustice, en ce cas ladite rescousse prouuee celuy qui icelle aura faite est amendable de soixante sols tournois, à appliquer à celuy qui aura faite ladite prinse. Et si iustice sy adioint elle y aura le tiers, & si elle ne sy adioint elle n'aura que cinq sols que ledit preneur, sur qui aura esté saite ladite recousse, sera tenu payer à ladite iustice sur lessits soixante sols tournois.

Et au cas que celuy sur qui aura esté faite ladite rescousse, ne veut icelle poursuyure, iustice le pourra faire. Et en ce cas aura toute ladite amende de soixante sols tournois. Et si ledit demandeur en ladite rescousse dechet de sa cause, il est amendable de pareille somme de soixante sols tournois enuers iustice.

Si aucun est conuaincu d'auoir prins & osté, fait prendre ou oster aucunes bestes prisonnieres d'entre les mains de iustice saisse d'icelles, en iceluy cas est amendable d'amende arbitraire.

D'empeschemens de chemins.

хŷ.

VAND aucune personne tient & occupe aucun chemin public & errant par sa coulpe empesché il est amendable de soixante sols tournois enuers iustice.

Cou-

Des cens, & profits d'iceux, &c.

Coustumes localles de terres & chastellenies de Vastan, Buxueil, Villeneusue sous Barillon, & le puy saint Laurian.

Des cens & profits d'iceux.

1

1

Article premier.

VAND l'heritage tenu à droit de cens est vendu, l'acheteur doit au seigneur de qui il est tenu vingt deniers tournois pour liure & payer le double cens de l'annee seulement: mais si le seigneur veut auoir l'heritage ainsi vendu par retenue, il le pourra auoir & retenir en rendant à l'acheteur le prix de l'achat & loyaux frais, sinon que ledit acheteur fut du lignage dudit vendeur du costé & ligne dont iceluy heritage est venu, auquel cas ne seroient deuz audit seigneur que lesdites ventes & double cens.

Quand aucuns heritages tenuz de l'eglife à droit de cens sont venduz, les dits seigneurs d'eglise ont accoustumé d'auoir & prendre pour liure du pris de la vente la somme de deux sols tournois pour les ventes d'iceluy heritage & auec le double cens: mais les dits seigneurs d'eglise n'ont point ledit heritage vendu par droit de retenue.

De terrage.

iÿ

TEM esdites terres & seigneuries a plusieurs terres labourables, & non labourables, qui sont de telle conditió que par ladite coustume le laboureur qui laboure & emblaue lesdites terres n'en doiuent aucunes rentes ne cens au seigneur de qui elles sont tenues:mais des bleds & grains creus en icelles sont tenues en payer au seigneur de qui elles sont tenues de douze gerbes l'vne, ou grains creuz & cueillis en icelles. Et ce est appelé terrage en ce non coprins le disme, lesquelles terres on peut vendre à ladite charge de terrage.

Lesquelles terres ainsi tenues audit denoir de terrage seront tenues en telle conditió, que si le laboureur qu'il les auroit tenues & labourees cessoit par trois & vn mois de May consecutifs & continuez, de labourer & emblauer icelles terres, il est permis au premier laboureur qui voudroit icelles labourer & emblauer de prendre icelles & les appliquer à son prosit audit deuoir de terrage. Et ne le pourroit par ladite coustume empescher le laboureur qui les auroit ainsi delaisses à labourer & emblauer par ledit temps comme dit est, quelque laps de temps qu'il les cust tenues.

Des inges & iurisdictions.

v.

SELON la coustume, vsance & commune observance des villes, terres & iustices dessufdits, le iuge & garde des preuostez & iurisdictions d'icelles, sont iuges ordinaires pour y exercer iurisdiction. Et le bailly desdites terres & chastellenie, est iuge suzerain immediat dudit iuge & garde, pour cognoistre des causes d'appel à vn chacun siege desdits lieux & y auoir sur luy iurisdiction suzeraine. Et aussi peut ledit bailly par preuention exercer toute iurisditió & congnoistre en premiere instance de toutes causes comme iuge & garde, soient criminelles ou autres, & en ce preuenir son iuge.

Des executions.

vi

PAR la coustume desdites chastellenies sont executables les louages, accenses & arrentement de maisons baillees à temps ou à tousioursmais, sur les biens estans esdites maisons pour cause de ce qui est deu des termes ia passez, s'il appert sommairement & de plaindesdites accenses ou arrentement. Et en cas d'opposition doit la main estre garnie pour la seureté du debt.

Et aussi par ladite coustume sont executables les louages ou accenses à temps ou à perpetuel des prez, terres, vignes ou autres heritages, estans esdites terres dessus declarees sur les fruits estans en iceux heritages. Et peut on proceder par execution, arrest ou empeschement en la maniere dessus declaree.

De prescription.

ขมั่น.

TOutes choses & tous droits prescriptibles, & la seigneurie & proprieté d'icelles & droits d'iceluy se prescriuent & acquierent par vser par l'espace de xxx. ans continuels & accomplis, pourueu que l'on en iouisse à iuste tiltre & de bonne soy, & se perdent par non vser par le laps dudit temps contre toutes personnes, soient mineurs ou autres hors l'eglise, contre laquelle on ne peut prescrire que par xl. ans.

Hh. j.

ix.

xiÿ.

PAR ladite coustume faculté de retrait lignager, ne se peut ceder ne transporter ne le retrayeur ne le peut retraire en faueur d'autruy.

Que le parent & lignager du vendeur venant audit retrait doit presenter & offrir à l'acheteur au iour assigné à l'intention du proces le pris de la vente reaulment & de sait. Et à son ressure de la prendre & receuoir, doit ledit retrayant consigner & mettre en main de iustice le pris dudit rachat, à ce present & appellé ledit acheteur. Et aussi doit ledit retraiant offrir payer les loyaux frais & coustemens, & consigner par iceux fraiz vne piece d'argent, en offrant par-faire à payer les dits frais & mises à l'ordonnance de iustice.

Des douaires. xi.

N cas de douaire fait à la femme si elle suruit son mary, par ladite coustume elle n'a aucun douaire coustumier, & n'aura aucun douaire que celuy qui luy est ordonné par les conuenances de son mariage, auec son droit de communauté de biens. xij.

Aucuns demourans, beuuans & mengeans ensemble, ne sont pour ce reputez vns & communs en biens: car par laditte coustume, communauté ne s'acquiert point par demourance que l'on face ensemble, s'il n'estoit par exprez dit & accordé entre les dites parties, ou si ce n'estoit entre homme & semme mariez ensemble.

De prinse de bestes.

AR la coustume, est permis à chacun prendre toutes personnes ou bestes d'autruy pu'il trouue en son heritaige luy faisant dommage, & faire prédre par les sergens des dites iustices ou ses commis pour les mener à iustice, pour estre payé de ses interests & dommages ou icelles bailler aux parties: Et par ladite coustume celuy ou celle qui prend les sestes ou personne est creu par son serment de sadite prinse, & bailler aux parties: lequel sermét fera en iustice present la partie à qui sont les dites bestes. Et depuis que celuy à qui appartient ledit heritage où aura esté fait ledit dommage, a fait l'accusation des prinses y a amende de iustice de vij. s. vj. d. tourn. & iusques à ce que ladite amende soit cogneue, & icelle prise rapportee, ne peut la partie intercesse appointer de son domage apres l'adiournement fait au preiudice du seigneur sur peine de l'amende arbitraire: mais si celuy ou ceux à qui sont les sites bestes les gardoit ou faisoit garder à garde faite, il l'amendera à l'ordonnance de iustice se sels ledit cas. Ouquel cas de garde faite celuy qui fait ladite prinse, n'est creu sans tesmoins, par ce que l'amende excede les dits sept sols six deniers tournois.

Que celuy qui fait rapport desdites prinses à iustice, est tenu le faire dedans huit iours a comter du iour de la dite prinse, autrement il n'est plus à ce receuable.

Par icelle coustume les prez appellez sercherons sont dessens la mettre ne mener bestes depuis la nostre Dame de Mars, iusques à la my Aoust. Et les prez des riuieres sont dessens depuis la sainte croix de May iusques à la saint Michel. Et qui fait le contraire on peut faire prinse comme dit est, mais depuis les ses ses ses pourceaux qui en tout temps sont dessenduz d'aller esdits prez. xvi.

Si oyes sont trouuees en prez ou vignes en quelque téps que ce soit ou terres emblauees & semees, pource qu'elles y sont grand dommage, elles y peuuent estre prinses & mences en iustice, ou si bon semble à celuy à qui elles sont dommage luy est permis par ladite coustume en tuer vne ou deux, & sur le champ les laisser mortes.

xvij.

Et aussi par ladite coustume és lieux incultiuez qui sont en chaulme, en friche, bruiere & buissons, & n'y a & n'y peut on faire prinse de bestes en quelque temps que ce soit. xviij.

En boys quel qu'il soit n'y a n'y eschet prinse de bestes en quelque temps que ce soit, s'il n'y a tailliz, fruits, paissons ou garenne. Car où il y a taillis durant trois ans accomplis & vn moys de May à comter du temps de la couppe. Et aussi où il y a fruit ou paisson, c'est assauoir depuis la my Aoust iusques à Pasques, & où il y a garenne y eschet prinse de bestes comme dit est, fors seulement vn bois appellé pourry ou estant en la terre de Buxueil, lequel en tout téps est dessendu & gardable.

Par ladite coustume n'est loysible ne permis à aucun de faire ne de tenir & auoir garenne, suye, coulombier mouuant de pied, n'esseuer bonde d'essang n'edister moulin esdites terres & seigneuries, outre ceux qui d'ancienneté sont faits sans le vouloir & consentement du seigneur.

Sont

Des testamens, dernieres volontez, &c.

· clxxx.

Sont tenus ceux qui ont leurs heritages pres & contiguz les villages pastoureaux & abreuuoirs communs tenir leursdits heritages bouchez, ou autrement si par eschappee, les bestes y entroient, ne seroient amendables les personnes à qui seroient les dites bestes.

Des testamens & dernieres voluntez,

xxi.

PAR la coustume notoirement tenue, gardee & obseruee esdites terres, iustices & seigneuries dessussitées, testament a lieu au temps que le droit en veut & ordonne pour le temps aduenir reduite à la coustume du bailliage de Bloys.

Des successions.

XXU

- AR ladite coustume representation en ligne directe & collateralle a lieu & s'estend felon la forme de disposition de droit escrit & non plus, & a lieu seulement entre les roturiers.
 - = Coustumes localles de la baronnie de la rue d'Yndre estans és fauxbourgs de la ville de Chasteauroux & des chastellenies & iustices estans tenues en soy & hommage & ressors d'icelles.

De retrait lignager.

Article premier.

AR la coustume celuy qui retrait l'heritage vendu par son lignager est tenu de prefenter à l'acheteur deuant le iuge de la chose vendue les deniers de ladite vente. Et offrir de payer les loyaux impenses & fraiz à l'arbitre & tauxation du iuge, aliàs ledit acheteur auroit congé & despens contre luy.

Et auant qu'aucun soit receuable à retraire l'heritage vendu par son lignager, il conuient que ce soit heritage qui soit tombé en succession & aduenu par succession à son lignager vendeur, qu'il soit parent de l'estoc dont meut ledit heritage, & qu'il y ait vente pure & absolue au contract equipollent à icelle, car en matière d'eschange & d'autres semblables, retraict lignagier n'a lieu.

S'il aduient que le contract de vente soit incogneu au retrayeur, ou qu'il ignore le pris que a esté vendus heritage par son lignager & l'afferme par serment, il sussist qu'il offre à la premiere iournee déuant ledit iuge vne piece d'or ou monnoye, en offrant de parsaire le pris à l'achepteur qu'il aura baillé pour ledit heritage vendu auec les frais & coustemens, & vaudra ladite offre.

Et si l'acheteur resuse de prédre les deniers lon doit consigner la somme és mains du juge. Et en ce faisant l'on gaigne les fruits qui escherront pendant le proces. Et qui ne consigne les deniers ou fait offre de les consigner en jugement au cas contenu au precedent article, l'on perd les fruits.

Droits feodaux.

V

OVT seigneur feodal a droit de prendre la chose seodalle, vendue, permutee, esta changee ou autrement alience par son vassal en la baronnie de chasteauroux, & ses appartenances, pour les deniers qu'elle aura esté vendue ou alience, ou de prendre le droit de rachat qui est de la valeur des fruits d'vne année que vaut ladite chose seodalle vendue au choix & election dudit seigneur seodal.

Et si ladite chose feodalle est vendue en main roturiere & d'homme non noble, ledit seigneur feodal peut contraindre l'achereur à mettre hors de sa main ladite chose, & la mettre en main noble, ou la prendre pour les deniers. Et se fera ladite contrainte par caption de la chose feodalle saisse en la main dudit seigneur feodal qui en iouyra iusques à ce que la chose soit mise hors de main roturiere. vij.

Semblablemet quand la chose feodalle vient par succession ou autrément en hoir de quenoille, ledit seigneur seodal prend sur le sief & chose feodalle droit de rachat, qui est des fruits dudit sief d'vn an.

Et y a trois cas esquels le vassal confisque son sief par la coustume. Le premier, s'il machine la mort ou met main en son seigneur seodal. Le second, s'il scet qu'aucuns la machinent, ou qu'il besongne contre sa vie & honneur & ne luy fait sauoir. Et le tiers s'il cognoist charnellement sa semme ou sa sille.

Hh. ij.

TOVT seigneur censier a droit de retenue, & peut prendre la chose censuelle pour les deniers qu'elle aura esté védue ou prédre le droit de rachat, qui est vingt deniers tournois pour liure au chois & election dudit seigneur censier, & à ladite election insques à ce que le contract de vente luy sera notissé, & apres ladite notification ledit seigneur censier a l'an & iour pour deliberer, s'il prendra ladite chose vendue pour les deniers ou son droit de rachat qui est vingt deniers tournois pour liure comme dit est.

x.

Et peut ledit seigneur censier contraindre par chacun an ledit detenteur de la chose cenfuelle, à luy payer les cens constituez sur icelle. Et s'il est negligent par dix, quinze, vingt, trente ou quarante ans de leuer ledit droit de cens annuel, il ne peut contraindre son tenancier à luy payer arrerages sors de trois ans precedans l'an qu'il intentera son action & poursuite, lequel droit & deuoir de cens ne peut estre escrit par les tenanciers de ladite chose censuelle par quelque temps qu'ils soient exempts de payer.

Et touchant les choses feodalles & censuelles, estans és mains des gens d'eglise, ils peuvent iouyr des droits de rachapts, & par la coustume n'ont aucun droit de retenue des choses seo-

dalles & censuelles qui sont tenues d'eux.

De successions.

xÿ.

E fils aisné pour son droit d'aisneesse préd le maistre hostel fort ou place s'il en y a plusieurs & semblablement l'hostel s'il n'en y a qu'vn & le vol d'vn chappon tout autour, le maistre fies & le principal homme serf, & le surplus de l'heredite se diuise par egalle portion entre luy & ses autres coheritiers.

En succession collateralle les successions se divisent per capita & egalle portion, & n'y a aucun droit d'aisneesse. Et y succede la femelle comme le masse.

Remis à la cour. xiiij.

Qu'entre homme & femme nobles mariez ensemble le suruiuant gaigne les meubles à la charge de payer les dettes, & sous icelle charge a l'administration des ensans mineurs.

Remis à la coustume generalle pour le temps aduenir.

XV.

En mariage desdits nobles, il y a par la coustume douaire coustumier, qui est de l'vsufruit de la moitié de la cheuance du mary & douaire conuentionel, lequel a lieu s'il ne excede ledit douaire coustumier.

Donations mutuelles faites inter virum & vxorem constante ma trimonio non existentibus liberis, vallent par la coustume de ladite baron nie. xvij.

Donation faite par aucun entre viss(liberis non existétibus) veut en delaissant aucune chofe au droit heritier, & potissime quand elle est confermee par testament.

De la forme de succeder entre personnes franches, bourgeois, eximees, & abonnees des lieux de seruitudes & qu'ils ont faculté de succeder les vns aux autres, & disposer de leurs biens & autrement.

xviÿ.

LESDITES personnes succedent les vns aux autres per capita, tant en succession collateralle, & leur est permis de tester & disposer de leurs bien par donation mutuelle, quand ils n'ont enfans ou autrement à qui bon leur semble. Aussi peuvent faire tous contracts ventes & alienations de leurs biens tant meubles que immeubles.

Item iceux main-mis ne peuuent succeder à leurs lignagers qui sont sers à eux, mais est ne cessité qu'ils soyent de condition franche comme eux, auant qu'ils puissent succeder les vns lignagers aux autres.

De prinse de bestes.

xx.

TOVT homme de bonne renommee & d'honneste vie & conuersation, en prinse de bestes est creu de la prinse, en affermant par son serment qu'il a veu ou prins les dites bestes
en son danger luy faisant dommage: Et par icelle seulle affirmation luy est decidee ladite matiere par le iuge, pourueu que par la demande dudit demandeur soit dit & proposé qu'il a fait
ladite prinse puis quinze iours, eu regard à la denonciation.

xxj.

Et conuient apres la condemnation faite par le iuge poursuiure les dommages & les prouuer par tesmoins, aliàs iceux dommages ne seront payez. xxij.

Et

De despence saite en tauerne publicque.

clxxxj.

Et quant à autres dommages donnez en biens ou en personnes, il les convient poursuiure par simple action quad c'est simple dommage. Et les prouer par tesmoins ou autres legitimes preuues, excepté és delits enormes où il y a grands excez esquels escherroit grand punition, où il est procedé par procedure extraordinaire selon l'exigence des cas.

Despense faite en tauernes publicques.

xxiÿ.

TOVT tauernier publicque peut de luy mesmes arrester ceux qui ont fait despense en son hostel & ne veullent payer, & leur doner l'arrest à la peine de soixante sols. Et si les arrests s'en vont par dessus l'arrest, ils enfraignent & escheent en la somme, comme si ledit arrest estoit fait par vn sergent.

xxiii.

Et sont les tauerniers creuz en leur serment en l'action qu'ils seront à aucun pour desense saite en leur hostel iusques à cinq sols tournois & au dessous. Pour ueu qu'ils intentent ladite action dedans an & iour, à comter que la despence en sera faite, & que le dit tauernier soit tauernier publicq, c'est à dire qu'il vende continuellement pain & vin en destail, & qu'il soit bien samé, & d'honneste vie & conuersation.

De la iurisdiction & bus instituer.

xxv.

MOYENNE iustice & iurisdiction iusques à soixante sols & vn denier eu regard à la valleur & estimation de la chose demandee, & iusques à icelle somme a le moyé iusticier iurisdiction & cognoissance des causes que par premiere instance sont introduites par deuant luy en action personnelle seulement.

Et le bas iusticier a iurisdiction iusques à sept sols six deniers tournois, eu regard à la valleur de la chose demandee de causes que par premiere instance sont introduites par deuant son iuge. Et n'ont lesdits moyens & bas iusticiers qu'vn seul iuge, qui se doit nommer communement iuge veher, en action personnelle seulement.

Et ont iceux iusticiers droit de remuoy quand leurs suiets sont conuenus en la iurisdiction superiore.

Touchant notaires.

xxviÿ.

TOVS notaires sont tenus prendre commissió du seigneur, & de saire serment de loyaument excercer ledit office de notaire.

Et sont lesdits notaires salariez selon l'escriture & labeur qu'ils ont à la minute & grosse dudit contract qu'ils reçoiuent, aux taux & arbitre du garde du seel.

D'emancipation.

XXX

Le pere peut emaciper son fils deuant le iuge, & ledit iuge receuoir l'emancipation. Et aus fi par ladite coustume tous fils de famille mariez incotinent qu'ils le sont ils sont reputez maieurs & emancipez, supposé qu'ils demeurent auec leur pere, & peuvent ester en iugemet & agir & dessendre en toutes causes sans autorité de leurdit pere esto qu'ils seussent mineurs de vingt cinq ans.

Et peut ledit iuge emanciper les femmes mariees, és cas ou emancipation eschet. Comme quand les dits maris sont prodigues, voluntaires & de mauuais gouvernement.

Touchant les bastards.

xxxÿ.:

Lé seigneur baron de la rue Dyndre succedent aux bastards en tous les biens esquels ils sont sais se vestus à l'heure de leur trespas quand ils n'ont enfans descendans de leurs corps, soient nobles ou roturiers.

De prescriptions.

xxxiy.

TOVTES choses se prescriuent entre toutes personnes layes, soyent nobles ou roturiers par l'vser de trente ans continuels, & se perdét par ledit laps de téps par non vser. xxxiiij. Et entre les gens d'eglise toutes choses s'acquierent par l'vser de quarante ans, & se perdent par ledit laps de temps par non vser.

De crimes & delicts.

xxxv

L'iuge quand il y a partie formee contre aucun à cause de crime, est tenu de soy informer sur l'accusation & partie formee saite contre le criminel, & l'information veue il doit Hh. iij.

Coustumes localles de la ferte d'Ymbaut.

faire constituer prisonnier si apprehendé peut estre, sinon faire saisir les biens & mettre par inuentaire, & adiourner ou faire adiourner ledit criminel à iour certain & competant, à comparoir en personne par deuant luy sur peine d'estre attaint & conuaincu des cas à luy imposez, & à certaines grandes peines.

Ou si le cas estoit perilleux & requeroit celerité, ledit iuge au moyen de ladite partie formee doit faire constituer prisonnier l'accusé de crime ou accusement, lequel sera essargy à bonne caution pour faire sa preune.

Et n'est le procureur de la cour receuable à conuenir aucun par deuant le iuge, s'il n'afferme par serment ou monstre par escrit, qu'il est deuëment informé, qu'il a cause de demander & poursuiure par luy la chose pretendue & demandee.

Asseuretel & saucegardes, & des peines indites aux infracteurs. xxxviy.

E iuge donne asseureté à celuy qui la demande, & fait promettre au conuenu en asseureté de la tenir. Et leur enioint de le faire sur peine de la hart, qui est d'estre pendu & estranglé au gibet patibulaire.

Et si telle asseureté est enfrainte, ledit infracteur doit estre par ladite coustume puny du dernier supplice de mort, & pour le moins de punition publicque & corporelle, quant à l'infraction faire en corps, & quant à l'infraction des biens par amendes arbitraires.

Et touchant les sauuegardes, le iuge prend le requerat en la sauuegarde du seigneur, & sait ou fait faire inhibition à ceux qu'il luy requiert qu'il ne luy mefface en corps n'en biens, à la peine de cinq cens liures ou autre grande somme de deniers.

Et si la sauuegarde est enfrainte l'infracteur est puny de ladite peine à luy indite, ou d'autre peine par amende arbitraire telle que le iuge aduisera selon la qualité & quantité de l'infra-

Et est à noter que toute la baronnie & seigneurie de la rue D'yndre & ressors d'icelle, y a trois manieres d'amende. La premiere est de sept sols six deniers tournois. La seconde de soixante sols tournois. La tierce est arbitraire.

Coustumes localles de la baronnie de la Ferré Ymbaut.

Des fiefs.

Sous laquelle ymbaut est le bailliage de

Samlbrus qui vse de la mes-

localle comme i'ay ren.C.M

Article premier.

OVTES-FOIS & quantes que le vassal fait offre à son seigneur de luy faire la foy & me constume hommage de ses heritages qu'il tient de luy, & dont est deu profit de rachat, il doit faire à fondit seigneur de sief trois offres. L'vne est qu'il prenne le reuenu de l'annee de l'heritage qu'il tient de luy pour le prossit & rachat ou vne somme de densers, ou le dit de deux preud'hommes, lequel seigneur de fief prendra & eslira lequel que bon luy sembler a.

De cens & proffits censuels.

EN ladite baronnie de la ferté, le vendeur doit les ventes & non l'achepteur. Et en deffaut de payer ou deprier les dites ventes dedans huit iours apres la vente le dit vendeur est amendable de soixante sols tournois à applicquer moitié à iustice & l'autre moytié au seigneur dudit cens, pourueu qu'il soit adiourné.

En permutation ou eschange ne sont deues ventes, soit que l'heritage soit en diuers cenfifs ou non.

Item en ladite seigneurie n'y a aucun relief.

De terrage.

ELVY qui enfraint le terrag e est amendable de soixante sols tournois, à applicquer moitié à iustice, & l'autre moytié au seigneur dudit terrage.

De matieres possessoires.

PASSER & rappasser ou paistre & champayer en heritage d'autruy, n'acquiert point de possession par quelque laps de temps que ce soit, pourueu qu'il n'y ait cotradition. Et sont tous heritages dessensables en toutes saisons, soit qu'ils soient enfructez ou non.

De prin-

De prinse de bestes.

υÿ.

ix.

IL est loisible à tout homme de prendre & desgager toutes manieres de gens & bestes qu'il trouve en ses heritages luy faisans & portans dommage 31 & faut amener les bestes prisonnieres à iustice, ou les bailler au pastre gardant icelles dedans vingt-quatre heures, apres qu'elles auront esté faites, ou les mener en la maison de celuy à qui elles appartiennent qu' prendre gaige dudit pastre qui garde icelles. Et s'il prend gaige, il suffit de le bailler à instice dedans huit iours apres que laditte prinse aura esté faite. Et de laditte prinse, denonviation & acculation d'icelle, est le preneur creu par serment, lequel il doit faire en iustice, le seigneur defdites bestes present ou appellé. Et en ce faisant celuy qui est prins, ou le maistre des bestes qui sont prinses, est amendable de cinq sols tournois, dont chappartient les deux tiers au préneur & l'autre tiers à iustice, toutel-fois s'il ne veut retraindre à la prinse coustimmere il pourra deu a piece vi presente mini i gru i aparale suci r**vii).** mander son interest, en le verissant.

Qui chasse en garenne, ou pesche en estang, est puny comme de l'arcin. Nul ne peut asseoit bonde d'estang sans le congé du seigneur. Aussi nul ne peut asseoir moulin sans le congé dudit seigneur.

Coustumes localles de la terre & seigneurie de Soesmes.

Les et l'apper de la monte de manager. Les est and men de la poblicie premier.

TOVTES les terres estans en champart nommé terrage en icelle terre de Soesmes estas emblauees, celuy qui a fait le bled dedans lesdittes terres, peut cueillir & enleuer son bled par luy ensemencé sans euocquer le seigneur dudit terrage ne procureur pour luy, en laissant ledit terrage tout debout & prendre de vingt-quatre rayes les deux,&aussi ledit seignour dudit terrage ou procureur pour luy peut cueillir sondit droit de terrage deuant celuy qui aura ensemencé ladite terre aussi en terrage de vingt-quatre rayes les deux, comme dit est, sans autre chose y demander, n'estre tenu à autre subjection n'euocation de personne. Et ainsi en vse ្រាស់ ស្រី ស្រីក្នុងមានិងការស្រាល់មានស៊ីលី ស៊ី **រ៉ូ រ៉ូ:** lon en ladite terre de Soesmes.

Qu'esdites terres qui sont en terrage, pour-ce que laditte terre de Soosmes est en maigre pays & qu'elle abonde assez en bestail à laine, les premiers chaumes qui auront esté sumez esdittes terres de terrage sont seulement de garde, & y peut celuy qui les aura sumez & emblauez ou son commis faire prise dedans, sans toutes-fois les autres bontez & annees ensuyuans. Esquelles autres années les chaumes, millerines & aueneris ne sont aucunement de garde, sinon tant que le fruit est dedans lesdittes terres: car autrement en laditte terre de Soesmes lon ne pourroit nourrir bestail, qui seroit la destruction de laditte terre &

De cens.

iÿ.

VE les cens deuz en laditte terre de Soesmes des terres & heritages estans dedans icel-le, sont appellez cens truans. C'est à sçauoir qu'en laditte terre les heritages tenuz en cens n'y-a ne lots ne ventes quand ils sont vendus, mais seulement qui auroit acheté vn heritage tenu en censiue, est tenu de payer au seigneur censier le double cens pour la premiere annee seulement au iour que le cens eschet, qui est de deux deniers tournois, quatre deniers tournois, & de plus plus, & de moins moins, sans autre chose en payer, nonobstant les autres terres & seigneuries circonuoisines, & ainsi en vse lon en laditte terre de Soesmes.

Prinse de bestes.

114

VANT aux prinses des bestes & desgagemens de corps celuy qui fera la prinse ou desgagement en quelque lieu que ce soit en laditte terre, sera tenu de faire apparoir de la beste prinse, ou gaige à tout le moins par vn tesmoin digne de foy à iustice, ou autrement la prinse ou desgagement sera nulle & de nulle valleur, & sont en laditte terre de Soesmes les prinses & delgaigemens de dix sols tournois, cinq sols à partie, & cinq sols à iustice, iaçoit ce que par cy deuat le preneut est creu par serment auoir fait ladite prinse & offroit veuë du lieu.

Hh iiij

Coustumes local de la chastellenie de Lepuroux & Bouge

De retrait lignager.

T quant au retrait lignager en laditte terre de Soesmes, celuy qui veut euocquer vn autre à retrait, il faut qu'il soit du lignage & estoc dont meut ledit heritage qu'il veut retraire, & celuy qui premier fait ses diligences par adiournement est preseré à tous autres, & suffiil plus bas en degré de proximité, pour ueu que l'heritage soit descendu de son estoc, & que ce soit sans fraude.

Et convient en ladite terre de Soesmes auoit commission du bailly ou son lieutenant, pour faire adjournement en matiere de retrait par-deuant ledit bailly ou son lieutenant, par deuant lequel ledit retrayant au jour assigné ost tenu faire offres d'or & d'argét à descouvert, une piece ou plusieurs, offrant à parsaire le total dedans le temps ordonné qui est de huit jours après le retrait delassifé aucc les soyaux fraiz & mises. Et en dessaut de payement dedans ledit temps, l'heritage demeure au premier acheteur, & ainsi en vse lon:

Coustumes localles des terres & chastellenies de Lepuroux & Bouge.

De prinse de bestes.

Article premier.

PN prinse de bestes en son dommage, le preneur est creu de sa prinse, en icelle affermant par serment, & des dommages & interests iusques à la somme de cinq sols tournois. Et si par le dessendeur la redition desdittes bestes luy est denyee, est tenu le demandeur de le prouuer.

De confiscation.

ÿ.

V E confilcation n'a lieu, sinon en cas de crime de leze maiesté diuine on humaine.

De terrage.

iÿ.

V E aucun ayant terres à terrage cesse par trois ans & vn moys de labourer & enfrucer lesdittes terres terrageaux, il est permis au premier laboureur de les prendre & labourer. Et n'est deu aucun prossit au seigneur, sinon qu'il a douze gerbes de blé creu en icelle.

De successions.

114

PAR la coustume dudit lieu le fils aisné ne prend que le principal manoir & vol d'vn chappon ou vn arpent de terre à l'entour dudit manoir, pour ueu qu'au-dedans d'iceluy il n'y ait four à ban, moulin, chaussee. Et le reste se diuise par egalle portion.

En succession en ligne collateralle, soit en fief ou roture, les masses & les semelles succedent par egalles portions. Et n'y-a aucun droit d'aisneesse, pour ueu qu'ils soyent en pareil degré.

Discordé & remis à la cour.

vj.

Par laditte coustume on n'vse point de rappel, & a representation lieu. vij.

Par laditte coustume entre nobles, le suruiuant gaigne les meubles, soit qu'il ait enfans ou non.

Remise à la coustume generalle pour le temps aduenir.

Coustumes de la chastellenie de la ferté Auray.

De prinse de bestes.

Article premier.

VE tous preneurs de bestes ou desgageurs de gens sont tenus mener les bestes à iustice se faire le peuuent. Et s'ils ne le peuuent faire ils sont tenuz requerir gage au maistre & pasteur des bestes & denoncer laditte prinse à iustice au-dedans de vingt-quatre heures. Et ce fait ledit preneur pourra poursuyure saditte prinse ou desgagement & dommage iusques à trente iours apres le denoncement.

Duquel hommage ledit preneur des bestes ou desgageur de gens en sera creu iusques à cinq sols & au-dessouz en le iurant par sermét. Et s'il ne veut iurer son dommage, il n'aura que quatre

6. Scilicet infra terminos iuru . Quid fi is rapelle pmepotes exsoro re cum nepotibus ex alia sorore? Ref.quòd isti vocati veniunt iure lega ti tantu, non veniunt vt he redes, nec sunt faisite: quia co Suet. prohibet, sed no impedit quin valeat in re legati, quatenus legari po teft.CM.

A

quatre deniers seulement pour saditte prinse. Et s'il vouloit iurer sondit dommage au dessus de cinq sols, il sera tenu prouuer l'outre-plus de son interest.

On ne peut mener champayer les bestes en quelque saison que ce soit en l'heritage d'autruy, sans le consentement du seigneur à qui appartient l'heritage.

Ét si aucun fait prinse de bestes ou desgagemens sans ce que dommage luy soit sait, mais à cause de ce que le preneur ou desgageur voudroit dire qu'on voudroit entreprendre possession sur son heritage, en ce cas si le preneur ou desgageur veut iurer dommage luy auoir esté fait, ou semblablement qu'il a faites les dittes prinses ou desgagemens, pour l'entreprinse qu'on pourroit faire sur son heritage, le seigneur des bestes où le desgagé sera conde mné en l'amende & és despens, pourueu que celuy ou ceux qui ainsi seront desgagez ou à qui appartiendront les dites bestes ne pretendent droit ou possession en l'heritage, & qu'ils consentent, & accordent que le preneur ou desgageur soit maintenu & gardé en possession & saissine dudit heritage.

Item qu'aller, passer & faire pasturer les bestes en heritage d'autruy, soit qu'il soit clos, deffensable ou non, n'acquiert point le droit de possession par quelque temps que ce soit contre le seigneur dudit heritage. Si de ce pouvoir faire celuy ou ceux qui ainsi feront aller & passer ou auroient mené ou fait mener & faire passer & champayer leursdittes bestes, n'auroient & faisoient apparoir de iuste tiltre & vallable.

Des cens. vi.

VAND aucun va de vie à trespas ayant heritage tenu à droit de cens & relief & vétes, & il delaisse ses heritiers soit en directe ligne ou en ligne collateralle, & en ascédat ou descendant, les heritiers dudit decedé sont tenus de payer les reliefs audit seigneur censuel qui sont tels cens, tels reliefs. C'est à sçauoir qu'au iour que se payent les dits cens lesdits heritiers, seigneurs desdits heritages, sont tenus payer double cens, qui est pour vn denier deux: & ainsi à l'equipolent. vij.

L'autre droit de cens est tel. C'est à sçauoir qu'on paye audit seigneur reliefs par mort & succession auec ledit cens au iour nommé, & les prossitz des dessaux & ventes quand le cas y eschet ainsi qu'il est declaré par le coustumier de Bloys.

Coustumes localles de Trembleuy & Villebrosse.

Des successions.

Article premier

SI pere ou mere roturiers & non nobles ayas heritages tenus en fief vont de vie à trespas, & ils delaissent deux enfans ou plus, dot l'vn ou plusieurs sont masses, l'aisné fils prendra seulement pour son droit d'aisneesse & auat partage le principal lieu & manoir à son choix & election auec le vol d'vn chappon estimé à vn arpent de terre outre ledit manoir, à le prendre au plus prochain dudit manoir, pourueu qu'audit vol dudit chapon n'y ait sour bannier, moulin, chausse d'estang sepatez des autres maisons. Et au surplus succederont les dits enfans tant ledit fils aisné que les dits autres enfans, soyent masses ou femelles, & par egalle portion en tous les autres heritages tant seodaux que roturiers sans prerogatiue d'aisneesse.

Et ne peut le fils aisné auoir ne prendre qu'vn aisneesse en la succession de son pere ou de mere lequel que bon luy semblera.

En ligne collateralle succederont egallement les masses & semelles tant és heritages seodaux que roturiers. Et ce a lieu entre gens roturiers & non nobles.

Qu'en laditte chastellenie de Trembleuy & Villebrosse, n'y-a aucuns reliefs.

De prinse de bestes.

υ.

TOVS heritages contenus au bailliage & chastellenie de Trembleuy, sont dessensavi.

Qu'on ne peut ne ne doit on aller ou passer, mener & faire champayer ne pasturer bestes en heritage d'autruy en quelque saison que ce soit & quelque heritage que ce soit, sans le gré & consentement du seigneur dudit heritage, soyent iceux heritages clos, & dessens ou vij.

Et loist à toute personne prendre ou faire prendre bestes & desgager gens en son heritage luy portans & faisans dommage. Iceux accuser à iustice, faire payer l'amende, dommages &

Coustumes local de la chastellenie de Chabris

despens ainsi qu'il est amplement declaré esdittes coustumes de laditte chastellenie de Bloys. Et sera creu le preneur de son dommage iusques à cinq sols tournois seulement & au-dessouz en l'affermant par serment. Et si plus il en demande il en sera tenu d'informer sussissamment, & l'amende de iustice est de cinq sols tournois seulement. Et si le preneur demande aucune chose de son dommage il aura quatre deniers tournois pour venir iurer & affermer laditte prinse.

Estangs & garennes sont dessenduz, & pareillement sosses & sossez, & qui y pesche ou chas

se sera puny comme de larcin.

Il est loysible à chacun de son auctorité prince faire en son heritage estangs, & asseur bondes & grisses d'estang, pour ucu qu'il n'entreprenne sur les chemins droits & heritages d'autruy.

Par la coustume de la chastellenie de Trembleuy qui a douhe il a fossé : qui est à entendre que celuy qui a la douhe du fossé du costé de son heritage, pareillement le fossé luy appartient.

De iurifdiction.

xi.

SI aucun forain ou estranger fait quelque contract, promesse, paction ou marchandise, en la iurisdition dudit Trembleuy, & que pour raison de ce il soit dedans les vingt-quatre heures conuenu & appellé, il sera tenu respondre par deuant le iuge dudit lieu.

De douaires.

хÿ.

EN traité de mariage entre gens roturiers auquel n'y-a conuention de douaire & le mary n'a aucuns propres heritages, la femme aura pour son douaire le quart des conquestz de la portion des heritiers du trespassé en vsuffruit en payant les charges. Et s'il n'ya conquests aura la quarte partie des meubles de la portion des heritiers du trespassé à perpetuité, desduittes les dettes.

Coustumes localles de la chastellenie, terre, iustice & seigneurie de Chabris.

De prinse de bestes.

Article premier.

IL est permis par la coustume du pays à vn chascun seigneur possesseur & detenteur d'aucus heritages, prendre ou saire prendre par autruy en son adueu les bestes & les mener en iustice, auquel cas celuy à qui sont les dittes bestes est amendable de l'amende coustumiere de cinq sols tournois à applicquer les deux parts à iustice, & le tiers à la partie qui a fait laditte prinse.

Et de laquelle prinse de bestes celuy qui l'aura faite en sera creu insques à la somme de cinq sols, pour ueu que desdittes bestes il aye saisi instice ou qu'il ait gaige, partie ou pleige.

Et si le preneur desdittes bestes pretend luy auoir esté fait plus grand dommage par iceluy excedant laditte somme de cinq sols faire le pourra, & aura ses dommages tels que monstrer le pourra.

Et si le preneur desdittes bestes les detient& recelle outre xxiiij.heures, il est amendable enuers iustice de l'amende de soixante sols tournois.

Et sont les heritages esquels lesdittes bestes, ainsi trouuees, sont prinses & reputees dessensables esquels lesdittes bestes peuvent faire & porter dommage: c'est à sçauoir, prez seicherons depuis la Nostre Dame de chasse Mars iusques à la saint Iean. Et les grands prez depuis la Sainte croix de May, iusques à la Saint Michel, si plus-tost ne sont fauchez.

Que tous prez gaigneaux & pastureaux que lon voudra dire & tenir dessensables outre les saisons dessus desseus fait qu'ils soient fossoyez & bouschez suffisamment. vij.

Et neantmoins il est permis à vn chacun prendre ou faire prendre en ses prez, les pourceaux en tout temps & saisons.

De cens, ventes & reliefs.

viÿ

TOVTES personnes qui doiuent cens en la terre & chastellenie dudit lieu de Chabris sont tenus payer aux iours & lieux accoustumez, & qui deffaut à payer lesdits cens par diverses



uerles annees, ils ne doiuent que l'amende d'vn deffaut qui est de cinq sols tournois, quelque temps qu'ils ayent deffailly, iusques à ce que demande luy soit faite dudit deffaut de droit de cens, mais doit les cens de toutes les annees.

Tous cens en ladite terre de Chabris sont à ventes, & y-a vingt deniers tournois pour liure en vendition de l'heritage au seigneur ou seigneurs desquels ils sont tenus.

Tous acquereurs d'heritages subiets à cens sont tenus payer les ventes au-dedans de l'an & iour de l'acquest par eux fait. Et qu'il ne le paye ils sont amendables de l'amende coustumiere qui est de soixante sols tournois, comme de ventes recellees & susannees d'an & 50 - Wally

De douaire coustumier & presix.

VAND home & femme sont conjoint z par mariage entre roturiers si le mary meurt le premier, la femme prend sur la partie des biens meubles de son mary par douaire coustumier audit lieu, la somme de lx. sols tournois& non autre chose si par le contract de mariage n'a esté parlé autrement de douaire.

De successions.

xy.

XI.

11

ENTRE nobles l'aisné prendle maistre hostel, le vol d'un chappon, auquel vol n'est com- Droit d'aisprins moulin, four, estang, si aucuns en y-a duditvol qui est estimé l'estenduë d'vne sexteree neesse. de terre à l'entour dudit maistre hostel, & le surplus de laditte succession se depart par teste entre lesdits nobles, soyent masses ou femelles. Xiij. Quand &où

Et est à noter que si en succession d'homme & de semmes nobles n'y-a que choses roturie- aisneesse n'a res elles se departent par teste. Et n'y-a aucun droit d'aisneesse en succession de pere & de me lieu. re en laditte chastellenie de Chabris.

En succession de gens anobliz les choses & fiefs nobles se departent par teste entre les en-gés anobliz. fans, fils & filles, & n'y-a point de droit d'aisneesse pour la premiere fois, mais quand ladite succession des choses nobles vient en seconde souche, elle se depart comme entre gens no-

C'est à sçauoir l'aisné a le maistre hostel tenu noblement,& le vol d'vn chappō, tel que desfus est dit.

Les fiefs nobles escheuz à roturiers par succession, se departent par teste, insques à ce qu'ils viennent à la tierce fois. xvij.

Et si en succession de nobles n'y-a que filles, elle succedent egallement.

xviij.

En successions colateralles soit entre masses ou femelles n'y-a aucun droit d'aisneesse soit entre entre XIX. filles. nobles ou non nobles.

En laditte terre, seigneurie & chastellenie de Chabris, par la coustume du pays, & ainsi que De representation. le droit le permet, y-a droit de presentation en succession.

De donations.

xx.

HOMMES & femmes conioints par mariage, peuuet faire donation mutuelle l'yn à l'autre de leurs biens meubles & conquests, c'est à sçauoir des biens meubles à perpetuité, & des conquests immeubles pour en iouir par maniere d'vsuffruit sa vie durant, pourueu qu'il n'y ait aucuns enfans d'eux deux en leurdit mariage. Et s'ils ont des enfans & qu'ils ayent patrimoine tous deux, laditte donation aura lieu & demourra ledit patrimoine aux enfans du decedé. Et s'il n'y-a aucun patrimoine, le suruiuant n'aura que laditte moytié desdits conquests & vsuffruit seulement auec la moytié qui luy appartient desdits conquests. Et sera la moytié de l'autre moytié, qui est la quarte partie desdit tes choses immeubles reputé pour patrimoine aux enfans desdits conioints. Etsera tenu le suruiuant acceptant laditte donation en ce faisant payer les dettes, funerailles & obsecques, & entretenir les edifices & heritages.

De retraits.

PAR la coustume dudit Chabris en matiere de retrait en choses acquises & depuis reuenduës par l'acquereur d'icelles n'a aucun retrait lignager, sinon que ledit acquest aye esté fait par l'acquereur de son propre parent, duquel les choses védués luy estoient aduenues par suc-

Coustumes local de la chastellenie de Molins en Berry

cession de lignage, sourchage ou branchage, dont meuuent les dittes choses venduës. Auquel cas si ledit acquereur les vendoit en ligne estrange, le prochain parent dudit sourchage & brachage dont meuuent les dits heritages, l'aura par retrait au-dedans de l'an & iour, en payant comme dessus le sort principal & loyaux cousts.

xxij.

Les fruits d'heritage subiet à retrait sont acquis au retrayant du iour de l'adiournement & offres deuëment saites. xxiij.

Les heritages eschangez sortissent nature d'heritage baillez en recopense par ledit eschange xxiiij.

Propre heritage ou rente venduz souz faculté de remeré peut estre retrait par le lignager du vendeur durant ledit remeré & dedans l'an & iour apres iceluy remeré finy, soit que ledit remeré soit accordé hors ou dedans les lettres du contract.

On ne peut retirer portion d'heritage vendu par vn mesme contract, mais il faut retraire le tout, autrement on n'est receuable.

De bastards.

xxvi.

LES seigneurs de Chabris, en leurditte chastellenie & terre de Chabris, ont la succession des bastards, aubains & espaues, qui meur et sans hoir habille à eux succeder, & aussi les confiscations des criminels.

Empesché par le procureur du Roy.

Coustumes localles de la chastellenie de Molins en Berry, tenuë de la chastellenie de saint Aignan.

De cens.

Article premier.

ES cens de laditte seigneurie de Molins sont à ventes & reliefs c'est à sçauoir pour les seiners ventes vingt deniers tournois pour liure. Et pour le relief douze deniers tournois pour denier de cens à mutation de seigneur des dits heritages censuels auec le double cens. Et sont tenus les acheteurs des dits heritages censuels payer les lots & ventes des dits choses vendués dedans l'an & iour dudit acquest à peine de la sols tournois d'amende applicquables audit seigneur.

Boys de haute fustaye & taillis.

ü.

VE les taillis dudit Molins-sont dessens en tout temps, & sont les amédes des prinses des bestes & autres delits qui y sont commis au dessouz de la coupe de quatre ans de lx. sols tournois. Et pour les prinses qui y sont faites en autre temps il y-a cinq sols d'amende le tout applicquable audit seigneur.

De rescousse de bestes.

iü.

N rescousse de bestes deuëment prouuee y-a lx. sols d'amende contre celuy qui à fait la dite rescousse, & est applicquable à iustice. Et si le demandeur dechet de la ditte rescousse il n'est amendable que de cinq sols tournois. Et sont toutes amendes de prinses de bestes & defgaigemens applicquables à iustice.

Ét de l'outreplus des coustumes de ladite chastellenie de Moulins elle se reigle selon les coustumes de la baronnie de saint Aignan. Et en dessaut que les dites coustumes de s. Aignan n'y satisferoyent ladite chastellenie de Molins se reigle selon les coustumes generalles dudit comté de Bloys.

Coustumes localles de la seigneurie & bailliage d'Autroche.

De cens.

Article premier.

VE par ladite coustume en laditte seigneurie d'Austroche y-a deux manieres de césifs dont l'vne est à tels cens tels reliefs, & l'autre est à pur cens seulement sans aucuns reliefs. Esquelles censiues y-a droit de ventes, desfauts & amendes quand le cas y eschet selon la coustume de Bloys.

De champeage.

QV'ON



Deprinse de bestes.&c.

V'ON ne peut & ne doit on mener paisste ne champayer aucunes bestes en quelque temps & saison que ce soit en heritage d'autruy soient dessensables ou non sans le cofentement de celuy, auquel appartient ledit heritage.

TL est loysible & permis à chacun de prendre en son heritage gens & bestes luy faisant doma ge, soit qu'il soit clos ou non & requerir & demander gaige. Et est tenu celuy qui fera laditte prinse l'accuser au preuost fermier, ou au sergent de la iustice au dedans la huytaine. Et apres laditte huytaine ledit preneur peut faire adiourner celuy qui luy a fait ledit dommage dedans trente iours apres pour auoir reparation de son dommage, duquel il est creu par son serment insques à cinq sols & au dessouz. Et pour l'amende de iustice en appartient seulemet la somme de cinq sols, laquelle amende ledit seigneur ou son fermier est tenu la poursuyure dedans xl. iours apres laditte prinse faite, autremet n'en peut faire poursuite apres les lits xl. iours contre celuy qui ainsi autoit prins ne contre celuy qui auroit fait ledit dommage.

Que celuy qui aura fait aucune prinse de gens & bestes est tenu icelle affermer. Et si apres qu'il l'aura affermee il se deporte de sondit dommage, il aura pour sadite affirmatio xx. deniers tournois sans autres despens.

Que toutes amendes ordinaires sont de cinq sols tournois seulement, & les autres selon les cas dont elles procedent.

Coustumes localles de la chastellenie de Villefranche sur Cher.

De prinse de bestes.

Article premier.

N matiere de prinse de gens & bestes au preneur est adiugé trois sols, & au preuost dudit lieu deux sols pour l'amende de chacune prinse. Et neantmoins le preneur est creu à demander ses dommages & interests iusques à telle somme qu'il les pourra prouuer & monstrer s'ils excedent ladite somme de trois sols tournois.

Et apres la lecture desdites coustumes tant generalles que localles auons procedé à la publication d'icelles en la forme & maniere qui s'ensuit.

OVS Roger barme president & Ichan preuost conseillers du Roy nostre sire en sa cour de parlement commissaires comis de par le Roy nostre souuerain seigneur en ceste partie, declarons les coustumes qui ont esté leuës par lacques de mailly huissier en ladite cour de parlement en vos presences selon les modifications & limitations de vos consentemens & en vos presences faites & accordees, mises & couchees en nostre proces verbal estre les vrayes coustumes du bailliage de Bloys. Et selon icelle iouxte le pouvoir à nous donné, Nous commandons à vous gouverneur & bailly de Bloys, à vostre lieutenant & à tous autres iuges, que ils ayent à iuger, decider & determiner de tous les procez meuz & à mouuoir. Et en deffendant par exprez à tous aduocats qu'ils n'ayent doresenauant à alleguer, poser ou articuler aucunes coustumes contraires ou derogantes à icelles. Et à tous iuges du dit pays & comté que pour la preuue des coustumes & articles dessussitions en la preuue des coustumes de coustumes des coustumes de coustume turbe, ayans pour la verification d'icelles ils ayent à prendre extraits par le greffier dudit bailliage, ou par le greffier de la cour de Parlement sans preiudice des oppositions particulieres, des oppositions dont est faite mention en nostre proces verbal. Pour lesquelles decider, auons renuoyé les parties en ladite cour de parlement à six septmaines. Et cependant pourront mettre & produire par deuers nous tout ce que bon leur semblera pour en faire nostre rapport à la cour. Et neant-moins auons reserué aux seigneurs insticiers & autres qui pretédent droit particulier sur leurs subiets plus ample que par ces presentes coustumes d'vser de leurs droits se bon leur semble, & à leurs subiets leurs dessences au contraire. Et aussi auons reserué aux suiets d'vser des priuileges, libertez & franchises qu'ils pretédent leur competer & appartenir comme de raison, & aux seigneurs leurs dessences au contraire. Et pource qu'entre les dites coustumes y en a aucunes non accordees, mais discordees & remises à la court, nous auos delaissé & delaissons les parties en tous tels droits & possessions esquelles ils sont & estoient auparauant l'acte de ceste presente publication. Fait le xviij.iour d'Auril.L'an mil cinq cens xxiiij.apres Pasques.

Ainsi signé. Le viste. Preuost. Destampes. Musser. Papin.

Proces verbal.

L'An de grace mil cinq cens.xxxiij.le xj.iour d'Auril apres pasques: Nous Roger barme conseiller du Roy nostre sire & presidét, & Iean preuost aussi coseiller dudit seigneur en sa cour de parlement à Paris, arriuasmes en la ville de Bloys pour y faire publier & arrester les coustumes dudit bailliage selon & en ensuyuant les lettres patentes & missues dudit seigneur, desquelles la teneur sensuy. Françoys, & o

Et le xiij.iour dudit mois, iour de l'affignation, nous transportasmes au conuent des Iacolbins. Et comparurent pour reuerend pere en Dieu l'Eucsque d'Ostun abbé de saint Lomer de Bloys, maistre Pierre boucher son bailly, & Zacharie boyuin son procureur: Et pour les religieux & conuent dudit lieu maistre Claude cheualier leur procureur : pour les religieux & conuent de Bourgmoyen freres Pierre roillart prieur de saint Honoré dudit Bloys, Iean le court prieur dudit conuent, Georges barreau grenetier, Philippe rousseau chambrier, tous les religieux de laditte abbaye, & Iean barreau leur procureur : pour les doyen, chanoines & chapitre de saint sauueur de Bloys, maistre Guillaume Habert, chantre & chanoine d'icelle eglise & Pierre munet leur procureur: pour les religieux, abbé & conuent de Pontleuoy, maistre Iean grenasie leur bailly & Iaques pesnyn leur procureur : pour les religieux, abbé & conuent de la Magdaleine de Chasteaudun frere Iean penssault religieux de laditté abbaye leur procureur: pour les religieux, abbé & conuent de nostre Dame de l'Aumosne de l'ordre de Cisteaux, maistre Noël le iay leur procureur: pour les religieux, abbé & conuent de Celles en berry, maistre Denys du pont leur procureur: pour les religieux, abbé & conuent de Mairemontier à cause des iustices qu'ils tiennent tant en leur chef que prieurez membres dependans dudit monastere, maistre Pierre boucher & Iean perraut leurs baillyz en aucunes de leurs terres & seigneuries:pour les religieux, abbé & conuent de la sainte Trinité de Vendosme à cause de leur seigneurie du chesne carré, ledit M. Pierre boucher : pour les religieux, abbé & couent de Thiron à cause des seigneuries de Bouchedaigre & yro, ledit boucher leur bailly, l'abbé de bonneual en personne pour les terres estans audit bailliage. Et pour les religieuses, abbesse & conuent de la guische maistre Iea moreau leur procureur: pour les religieuses, abbesse & conuent de saint Auy lez chasteaudun, maistre Richard des champs & Zacharie boyuin leur procureur:pour les religieuses, abbesse & conuent du lieu nostre Dame lez Romorantin, Siluain gode leur procureur: pour la prieure & couent de Menetou sur Cher, ledit gode leur procureur:pour l'archediacre de Bloys en l'eglise de chartres, M. Pierre sceueau son vicaire & official audit Bloys:pour les doyen & chapitre de saint André de chasteaudun, maistre Noël le Iay leur procureur: pour les prieur, chanoynes & chapitre de saint Aigna en berry, maistre Denis du pont leur procureur:pour les prieur & chapitre de saint Siluain de Lepuroux, Içan mesnart leur procureur: pour les prieur & chapitre de saint Laurian de Vastan, maistre Estienne courriau chanoyne de laditte eglise leur procureur: pour les chanoynes de la ferté Ymbaut, Zacharie boyuin leur procureur: pour les chanoynes de la ferté Aurain ledit gode leur procureur: pour les prieur & conuent de saint Ladre de Bloys frere Regnaut prieur dudit lieu & ledit Boyuin leur procureur pour les prieur & conuent de l'aumos ne de Bloys frere Iean vallee prieur dudit lieu & ledit Boyuin leur procureur : pour le prieur de saint Martin de chemars és sauxbourgs de Chasteaudun ledit le Iay son procureur: pour les chantre & chapitre de Iargeau seigneurs temporels de Villean, Eutrope margart leur procureur:pour le procureur du saint Sepulchre és faubourgs de chasteaudun ledit le Iay fon procureur:pour le commandeur de rougeou, maistre Iean seneschal le ieune son bailly,& Pierre gombaut son procureur:pour madame mere du Roy duchesse d'Angoulmoys& d'Aniou à cause de sa chastellenie de Romorantin, Millançay, Billy, Villestranche & Villebrosse coparut maistre Iean bazin procureur sussilamment sondé souz les protestations par luy faites cy apres inferees. Et pour monfeigneur le duc de Longueuille à cause de son comté de Dunoys, seigneuries de Marchesnoir, Freteual, le Meez & Chasteauregnaut maistre Guillaume roussellet aduocat & François du chastel procureur audit comté de Dunoys souz les protestations dont cy apres fera fait mention:pour le côte de Tonnerre à cause de sa baronnie de saint Aignan & Celles en Berry maistre Iean gallus bailly dudit saint Aignan, Denys du pont aduocat d'iceluy seigneur Iean Huguet lieutenant, & Pierre le sage procureur audit saint Aignan, & Françoys pasteau procureur d'iceluy seigneur audit lieu de Celles souz les protestations par eux faites inserees en ce present proces verbal:pour messire Florimont robertet cheualier

cheualier seigneur de Bury conseiller du Roy & riesorier de France, à cause de sa chastellenie de Bury, Zacharie boyuin son procureur Messire Loys dessampes cheualier seigneur de Vallaçay, gomerneur & bailty de Bloys coparur en personnemessire Roaul huraut cheualier seigneur de Chenerny & de Courviur Loyrogenèfal dessinances de la Royne, & president de fos dopres à Bloys en personne-pour le seigneme de Chairmont sur loyre & des Rochetes Ieal caufe de la feigneurie de Vaupereux imaistre Lean pertatulon bailly & lea mesnart son procurunt mellire Robert le loup chemiter, leignour du Menerou lus Cher, en personne : messiro Riefroduspry cheualier leigneur dudiolieu EsperVaffade Cauria, de Buxueil & Ville-neuve fur barillon en personne, & par Iaques pesnyn son procureur: pour la dame de Lepuroux Pierredrier & Hierofine emery procurem de ludife leignémier pour le conne de Rochefoucaut à caule de lus feigneuries de Vinzairi, d'Almiennique grand Vauliage & Lauerdin, Zacharie boys ain & Gdillamie du vinier les probureurs méllira douild'estampes chonalier, seigneur de la forté Ymbaût en performerpour le frigneur de Bous-villier Se de la ferté Hubert, Iean du bai-l re son procureur pour le loigneur de la Ruie di Mildre comparut le die Silvain gode procureur de Damo Prançoile de maille d'ame de Chafteau-noux. Et pour meffire Hardouyn de la tour feigneut de Chafteau toux mailtre Guy bohnin son protureur : le seigneur de Trembleuy nommé le Comte de Vulnopshgand en personne n'imessifé Ieans de ville-bresme oches tialier l'eigneur de Fougeres en perlonné pour Charles du plessis seigneur de Sauonnyeres & Douschamps ledit Zacharie boyum Ton procureir pour moseigneur Loys seigneur de la Trimoille, Pierre pocier substitut de lean agnes son procureur: pour Iean de meung escuyer, seigneur de la fercé Aurain, Herué le maire son procureur, pour le seigneur de la ferté Villemeil M. Pierre boucher son bailly. Estiéne le breto & Lea barreauses procureurs: pour les seigneurs de Villestanche M. Jean basin leur procureur: pour le commandeur de Villestanche ledit Gode son procureur pour le seigneur de Villegogis & son juge, Estienne billard seur procureurs pour le seigneur de Cherelles lésdits Billard & Gode ses procureurs qui ont declaré que ladito feigneurie de Cherelles compete & appartiétà la dame de Villagongis & qu'ils n'ont autres coustumes localles que celles de la baronnie de la Ruë d'Yndre coformes aux coustumes de la baronnie de Chasteaul-roux, & qu'au reste les constumes de la dire baronie de la Rue d'Yndre sont conformes aux construmes generalles du Bailliage de Bloys. Le seigneur de Lorges comparur en personne & declara n'auoir aucunes localles pour le seigneur d'Autroche comparur Estienne billard bailly dudit lieu: pour le seigneur de: Vienne lez Bloys ledit Boynin son procureur: pour messire laques de rency cheualier, seigneur de montigny le ganellon en Dunoys, ledir le Jay son bailly & procureur pour le seigneur d'Auangourt cheualier, seigneur de courrallin mailtre laques Triboil son procureur: pour le seigneur de molitard ledit le lay son procureur : pour le seigneur de Rabestan maistre Pierre roussellet ou nom & com me curateur ordonné par iustice aux biens vaccans de seu maistre lacques de souches en son viuant seigndur dudit Rabestan. Charles lucas en personne tant pour luy que pour François lucas son frere seigneurs de Vielzuy:pour le seigneur de Barenton seigneur de la Theure ledit te lay fon bailly & procureur pour le seigneur de Luçay lemal maistre Anthoine rousseau & Iulian bernardeau ses procureurs: pour les seigneurs de Villentras, maistre Pierre du sour bailly dudit lieu: Denys Huraut escuyer, seigneur de saint Denys, capitaine dudit Bloys en personne:pour messire Ymbert de baterney cheualier de l'ordre, seigneur de Molins en Berry, Zacharie boyuin, Iean du four & Gilles chesné ses officiers & procureurs : pour le seigneur de Varennes François pasteau son procureur: pour la dame Dange maistre Pierre le sage procureur de la seigneurie de saint Aignan comme estant laditte terre Dange saisse par dessaut d'homme:pour messire Anthoine des essars cheualier, seigneur de Lye en Berry maistre Anthoine Rousseau & Iulian Bernardeau ses procureurs : pour les seigneurs de Baudreboge, Pierre driet leur procureur: pour les seigneurs de vie sur naho M. Iean du sour leur procureur: pour le seigneur de Soesmes Blaise lucas procureur suffisamment sondé: & pour Charles dilliers & sa femme seigneurs de la quarte partie dudit Soesmes Iean ladas leur procureur. Et encores ledit Landas comme procureur de damoiselle Romaine de sainte vesue de Loys dilliers, dame de la quarte partie dudit Soesmes: les seigneurs de la mothe lez Mer, en personne, lesquels ont declaré n'auoir aucunes constumes localles: le feigneur de Sallebris en person ne maistre René le fuzelier seigneunde Cormeray en personne: Iean de gaignon escuyer, seigneur de saint Bonhaire en personne: pour le seigneur du pont au Thiloins Iean benoist son

Proces Verbal

procureur: pour la seigneurie des rochettes Iean perceual & Iean mesnart procureurs deuément sondez: pour le seigneur du plessis des Chelles Iaques de nezoment son procureur: pour le seigneur de Villexanton Siluain gode son procureur: pour l'Archeuesque de Bourges seigneur en partie de Chabris maistre Iean de Varenne son procureur: Gabriel rabeau & Ambroys iostin seigneurs en partie dudit Chabris, en leurs personnes pour messire François herpyn, aussi seigneur dudit Chabris, Iacques pessyn son procureur, qui a protesté que les comparitios faites par les dessussitis la cques pessyn son procureur, qui a protesté que les comparitios faites par les dessussitis la comparition puissent prejudicier pour les causes qu'il dira en têps & lieu, pretendant estre seighéubauec l'archeuesque de Bourges d'icelle seigneurie de Chabris. Et les ditz Rabeau & Iostin ont procesté au contraire Pour le seigneure de Pour ge Pierre dryet son procureur.

Maistres Denys musset coseiller du Roy, Belieureriant general au bailliage de Bloys en perfonne: Iean le roy lieutenant particulier en personne: Iean seneschal le ieune aduocais & Guillaume poisson procureur du Roy audit comté, Iean grenasse maistre des gomtes du Roy
la Royne à Bloys: Guillaume boucher enquesteur: maistre Iean bouder, notaire - & secretaire
du Roy, receueur de Chartres: Iaques allard, Estienne viau & frere Olivier dorual religieux de
saint Lomer de Bloys escheuins & esseus gouvernement des negoces & assaires de laditte
ville de Bloys. Et pour les manans & habitans de laditte ville de Bloys companient. Pierre
munet procureur, & maistre Denis du pontaire per la laditte ville de Bloys companient. Pierre
Companier pareillement maistres Pierre boucher: Iean perraut: Philippe; ioslin: Gilbere

guignart: Estienne louat: Anthoine rousseau: Iean ioslin: Pierre breserglles: Iean moreau rous licenciez & aduocatz audit lieu de Bloys: Estienne billard & Iean papin greffiers dudit bailliage:Zacharie boyuin: Iea barreau: François chardon: Viatre papin: Nicolas samedy: Siluain gode: Iaques pesnin: Pierre dryet: Iean mesnart: Pierre forget & Iean farineau tous, procureurs & practiciens en cour laye audit Bloys en personne: Robert saussaye seigneur de la borde les boysmartin: Robert du four: Iean hoguet: Mery symonnet: Michelet guerin: Alexandre de couffy: Guillaume mareschal: Iaquet messee: Ican le bret: Maury desmontile: Michel tricaut: Mathurin hennequin: Pierre bouillon: Ican terrier seigneur de boysuore & plusieurs autres en grand nombre, manans & habitans de laditte ville de Bloys: pour les habitans de Chasteaudun, maistre Iaques de villexis: Charles de robetot & Iaques triboil, escheuin de laditte ville: pour la seigneurie de Freteual Iean Huare lieucenant dudit lieu: pour la seigneurie de Marchesnoir ledit Huart & maistre Laurent Grenoilleu, lieutenant dudit Marchesnoir: pour les manans & habitans de Vastan Iean du Rhau leur procureurs pour les manans & habitans de Romorantin maistres Iaques Godarn & Iaques de la Motthe leurs procureurs:pour les manans & habitans de faint Aignan maistre Laques Roger & Gilles rabouyn leurs procureurs: pour les manans & habitans de Celles Iean Allart leur procureur : pour les manans & habitans de la parroisse de Contres, Siluain gode leur procureur; pour les manans & habitans de Lepuroux, Ican ioslin leur procureur: pour les manans & habitans de Celles, saint Denys, terre & iustice de la ferré Ymbaut, ledit Gode leur procureur pour les manans & habitans de la Ruë d'Yndre iceluy Godç leur procureur:pour les manans & habitans de Trembleuy, iceluy Gode leur procureur:pour les manans & habitans de Senely, pierre potier & Gentian guyon leur procureur: pour les manans & habitans de la ferté Aurain ledit Gode:pour les manans & habitans de Rougeou, Iean bailly, Iean barré, Iean huet & Siluain le tort leur procureur:pour les manans & habitans de Sallebris ledit Goder pour les manans & habitans d'Autroche iceluy Gode. Fur et aussi appellez le duc de Vendosmoys à cause des fiefs qui iadis furent Blesois & à present sont Vendosmoys: & se regissent & gouuernent par les coustumes du bailliage de Bloys: Frere Guillaume d'Hombellieres commandeur de Sones en chartrain pour sa chastellenie d'Ouaruille:le seigneur de Raye breméde menas:le preuost de mezange:le seigneur de villelouer:le seigneur de buneil:les prieur & conuent de faint Iean en grefue lez Bloys, les chanoines de Romorantin: les preuost & chapitre de la fainte chapelle de Chasteaudun, les seigneurs & officiers de Chasteauregnaut estás de l'ácien ressort dudit bailliage, lesquels ne coparurent ne persone pour eux. Et à l'encoure d'iceux non coparans, le procureur du Roy requist desfaut portant tel profit que de raison. Apres lesquelles coparitions, ledit procureur du Roy pour la conservatio de ses droits, ledit Basin pour Madame mere du Roy:ledit Rouffellet pour le duc de Logueuille, ledit Gallus pour le côte de Tonerre baron de s. Aignan, feirent verballement & publicquemet plusieurs remonstraces & protestations pour la conservation de leurs droits, auctoritez, preeminences & privileges, requerequerans en faire mention en nostre proces verbal. Ce que leur accordasmes qu'à ceste sin les mettroient par escrit par deuers nous pour y estre inserez. Et declarasmes que par ce present acte & ordre que les dessussitions esté conuocquez & appellez n'entendions aucunement prejudicier à leurs droits, prerogatiues de siefs, n'autres quelconques. Et depuis iceux, Basin, Rousselet & Gallus & procureur du Roy, ont produit par deuers nous leurs dittes pro-

testations dont la teneur s'ensuyt.

Par deuant vous president & coseiller de la court commissaires, dit le procureur de Madame mere du Roy en ses seigneuries & chastellenies de Romorantin & Millançay que madite dame, à cause d'icelles seigneuries, chastellenies & iurisdictions, a plusieurs droits. Entre autres, que madire dame & les subiers desdittes deux chastellenies, & singuli corum de minimo víque ad fummum habent ex priuilegio, vel aliàs qu'ils ne sont subiets in prima instatia, ou par appel, preuention des cas de faissine & nouueauté n'autrement quouismodo à la subiection, contrainte ne iurisdiction de la cour royalle de Bloys, au siege mesme dudit bailliage, mais esdits Romorantin & Millançay y-a & tousiours a eu, ab omni æuo & tempore immemoriali, iurisdictions ordinaires auecq' personnes à ce requises pour là excercer Chastellain pour lesdites deux sustices procureur & gros sieges. Et causes qui ont esté pertractees & expediees iusques à sentences diffinitiues inclusiuement & dont a esté appellé, & les appeaux releuez tant és actions ciuilles que criminelles. Lesquelles causes par appel deuolluës ont esté vuydees & determinees par affises qui ont esté tenuës ausdits Romorantin & Millançay par deuant monseigneur le bailly de Bloys ausdit siege de Romorantin & Millançay respectivement ou par le lieutenant commis de par le Roy esdits lieux. Nec est memoria in contrarium qu'autrement il en eust esté fait & ordonné. Et à ceste cause ne sur iamais madite dame ne ses predecesseurs, officiers & subietz tenuz comparoir en jugement au perron de Bloys à raison des causes procedans du contenu desdites jurisdictions, soit en premiere instance ou par appel.Ce neantmoins ils, & chacun d'eux, ont esté appellez par deuant vous pour laditte reformation desdittes coustumes dudit bailliage de Bloys esquelles il n'ont point d'interest en ce qu'il touche ledit bailliage de Bloys pour le siege du Perron & ressors. Mais au regard dudit bailliage de Bloys au siege desdits Romorantin & Millançay, maditte dame ne se veut pas exempter que mondit seigneur le bailly ou son lieutenant, soit de par le Roy, ou de par mondit seigneur le bailly, n'en ait cognoissance ou iurisdiction par appel, en toutes causes, questions & debats soient ciuilles ou criminelles. Et proteste ledit procureur de ne prendre autrement cour ne iurisdiction par-deuant vous sur laditte sin. Et que les constumes qui seront reduittes & reformees en tout le bailliage, ne luy pourront nuyre ne prejudicier. Et que les sieges desdittes chastellenies desdits Romorantin & Millançay n'y sont comprinses, lyces n'y obligees in omnibus & singulis titulis desdites coustumes. Sinon que lesdittes iurisdictions & sieges desdittes chastellenies tant dudit bailly de Bloys esdits lieux soient conscruez & gardez, & les droits de maditte dame & de ses subietz sans estre contraintz comparoir audit siege du Perro de Bloys n'autres lieux qu'esdites chastellenies. Auquel cas & quia bonum & vtile est, il offre que laditte reformation, reduction & emologation desdites coustumes soient par vous & la cour de parlement faites comme verres estre à faire par raison.

Ledit procureur du Roy protestant au contraire disant que le contenu en ladite requeste du procureur de Romorantin ne contenoit verité. Et que les chastellenies de Romorantin & Millançay estoient deux chastellenies tenuës en soy & hommage du chastel & comté de Bloys ressortissans neuëment par appel deuant leur bailly de Bloys & subiets à luy en tous cas de superiorité que le comte de Bloys a sur ses autres vassaux, chastellains dudit comté. Et lesquelles chastellenies se regissoient & auoient accoustumé estre gouvernees, & les proces & differendz touchant les personnes heritages & biens estans esdittes chastellenies, decidez par les coustumes generalles duoit comté, sinon qu'ilz eussent coustumes localles. Et où il n'y auroit eu coustume particuliere auoient eu leur recours à la generalle comme les autres subietz dudit bailliage. Et combien que par certaines pretenduës pactions faites entre les comtes de Bloys & les seigneurs desdittes chastellenies, le bailly de Bloys voise tenir ses assisses es chastellenies. Toutes fois is stud non arguit exemptionem, quant aus lidites chastellenies, sed potius subiectio & superiorité sur elles quant audit bailly de Bloys. Par-quoy ne sont les declarations & prote-

stations dudit procureur de Romorantin vrayes ne pertinentes.

S'ensuyt la protestation du procureur de Longueuille.

Proces Verbal

François du chastel procureur general du duc de Longueuille en son comté de Dunoys, dit & declare que Romorantin est vne simple chastellenie pour raison dequoy ledit lieu de Romorantin ne deuoit & ne doit estre mis en premier lieu, aumoins deuat la comté de Dunoys, ains au contraire que ledit comté de Dunoys, qui est trop plus excellent que laditte chastellenie deuoit & doit estre mis & preseré audit ordre de priorité, & là où ledit lieu de Romorantin seroit euocqué le premier & preseré audit ordre de priorité & deuant ledit comté de Dunoys, vous a requis & requiert ledit du chastel procureur susdit qu'il soit par vous dit que ladite euocation saite en premier lieu du lieu de Romorantin a esté & est pour l'excellence de la personne de Madame mere du Roy, dame dudit Romorantin, & non pour raison dudit lieu, vous priant inserer en vostre proces verbal ladite protestation pour seruir & valoir ce que de raison. Et aussi à ce que le temps aduenir ledit acte ne puisse nuyre ne preiudicier à modit seigneur de Longueuille, entant que touche ladite priorité. A fait aussi protestation le procureur dudit comté de Tonnerre.

Et requis que voulsissions receuoir ledit comte de Tonnerre baron de saint Aignan, comme premier euocqué au roolle de l'appel des seigneurs & ressors dudit comté, & luy garder la prerogatiue & privilege qu'il a sur lesdits seigneurs vassaux & instices subalternes dudit comté.En posant & disant qu'il est le premier desdits vassaux dudit comté qui a iustice & prerogatiue, tant au moyen qu'il est yssu de la maison dudit coté par le moyen de l'appennage & partage fait & baillé de laditte baronnie par vn comte de Bloys à celuy à qui a esté le commencement de laditte baronnie de saint Aignan, duquel ledit comte de Tonnerre est heritier & en a le droit & cause en cest esgard, Qu'aussi que moyennant ledit partage sut accordé qu'entre ledit comte de Bloys, qui estoit pour lors & ledit premier baron de saint Aignan que pour l'aduenir, il ne se feroit & n'y auroit preuention par ledit comte & ses successeurs sur laditte baronnie de saint Aignan n'aucune entreprinse ne surprinse sur icelle, en retenant seulement par ledit comte de Bloys les foys, hommage & la souueraineté des appellations, & de ce en auroit par-cy deuant ledit comte de Tonnerre à cause de saditte baronnie de saint Aignan, iouy & vsé de tout temps immemorial, iointz les possessions de ses predecesseurs & mesmement quand il a esté question par ledit comte de Bloys de tenir ses estats, ledit comte de Tonnerre come premier baron a esté premier appellé. Offre neantmoins ledit cote de Tonnerre nous informer de ses droits & iouyssance par tiltres & tesmoins bons & loyaux requerat à ce y estre receu en implorant vostre office, & ou aucun voudroit maintenir le contraire proteste l'opposer & verifier plus à plain ses droits & prerogatiues come dessus. Et où ne le voudrions faire, proteste d'en appeller. Aussi proteste que le lieu qui est prins par audace par les officiers de madame dame de Romorantin & du cote de Dunoys sans ordonnance ne comandement, ne puisse preiudicier audit baron de s. Aignan n'à ses priuileges & prerogatiues, mais ce qui en a esté fait par eux, soit seulement comm'estans officiers de Madame mere du Roy, & du costé de Dunois comme duc & non autrement. Et a fait toutes autres protestations en cas pertinét Et apres que contre les deffaillans non exoniez auons donné deffaut au procureur du Roy, portant tel proffit que de raison. Nous aux dessus prieurs & autres de l'estat ecclefiasticque auons fait mettre la main au pys, & à eux & aux nobles & gens du tiers estat auons fait faire le serment de bien & loyaument deposer du fait desdittes coustumes, & de nous aduertir des choses qu'il verront & cognoistront estre vtilles & prossitables ou dominageables au bien & vtilité du pays. Ce qu'ils ont promis & iuré de faire, & en procedat à ladite publication feismes faire lecture par ledit mailly, des coustumes dudit bailliage, selo le cayer à nous baillé par le bailly, lieutenant general, aduocat, procureur du Roy & autres officiers & practiciens dudit bailliage. Et pour-ce qu'audit cayer y auoit plusieurs articles de nouuel adioustez, cobien que par les trois estatz ils soyet accordez pour en auoir la cognoissance ordonnalmes que sur chacun des articles adiousté, seroit mis en teste Noua. Et ce fait pour ledit estat ecclesiastique & clergé fut dit & remonstré que par l'assistance qu'ils faisoient à rediger par escrit & reformer les coustumes du pays, ils n'entendoient que si en aucuns des articles desdites coustumes y auoit choses contraires ou preiudiciables aux droitz & libertez de l'Eglise y consentir sinon pour-autat que par disposition de droit comun ils y seroient abstraintz & subietz requerant auoir acte de ce qui leur a esté accordé. Et en lisant le premier article qui est au chapitre de l'estat des personnes contenant. [Enfans sont faitz à leurs droitz & reputez emancipez quad ilz sont paruenuz en l'aage de xxv.ans, ou qu'ilz sont mariez] Apres les remostrances par nous faites des incoueniens qui pouuoiet aduenir à cause de ces motz[& sont reputez emancipez

cipez quand ils sont paruenuz en l'aage de xxv.ans] apposez audit article. A esté du consentement des trois estats resormé ledit article en la forme qui s'ensuit. [Enfans sont saits à leurs

droits quand ils sont mariez.

Sur le deuxieme article qui est audit chapitre de l'estat des personnes contenant. [Enfans mineurs par mariage sont reputez maieurs, & deslors peuvent ester en iugement, contracter & eux obliger & faire tous actes legitimes que peuvent faire maieurs.] Apres que leur auons sait plusieurs remonstrances & demandé s'ils entendoient que les lits mineurs reputez maieurs par mariage peussent aliener leurs immeubles sans interposition de decret. Et leur auoir aussi donné à entendre les inconveniens & proces qui en pourroient advenir au moyé de ces mots, que les dits reputez maieurs peuvent faire tous actes legitimes que peuvent saire maieurs. Auons ordonné du consentement des dits trois estats, que dudit article seront cor rigez ces mots [& faire tous actes legitimes que peuvent faire maieurs,] & demourera le dit article escrit en la maniere qui s'ensuit. [Enfans mineurs par mariage sont reputez maieurs, & des lors peuvent ester en iugement, contracter & eux obliger, & sont capables de faire tous

actes legitimes que pourroient faire maieurs.]

Sur le iij.article qui est audit chap. de l'estat des personnes, contenant [Femme mariee est en la puissance de son mary, sans l'authorité duquel ne peut ester en jugement, contracter ne foy obliger ou quiter, si n'est que son mary fust absent de longue absence, ou qu'elle fust marchande publique,& sur le fait de sa marchandise seulement, ou que lesdits conioints sussent separez de biens, laquelle longue absence sera arbitree par le juge selon l'exigence du cas. Toutes-fois si durant ladite abscence ladite semme mariee fait quelque contract ou chose qui conserue l'vrilité & profit de la maison & mesnage, en ce cas vaudra ce qui a esté fait par elle.]Apres que auons remonstré aux gens desdits trois estats, que ledit article estoit trop obscur, mesmement entant que touche ces mots, [si n'est que sondit mary fust absent de longue abscence.] Et à cause de ce pourroiét mouvoir plusieurs proces, pour à ce obuier a esté ledit article de leur consentement reformé en la forme qui s'ensuit, [Femme mariee est en la puisfance de son mary, sans l'authorité duquel ne peut ester en jugement, contracter ne soy obliger sinon qu'elle sut marchande publique, & sur le fait de sa marchandise seulement, Ou que lesdits conioints fussent separez de biens, & que la separation soit publice au prosne de la parroisse où ils sont demourans, dedans le second dimanche du iour qu'elle est faite, & excepté en matiere d'exces & iniures.]

Sur le v.article qui est au chapitre des gardiens baillistres contenant. [En garde de mineurs nobles les gardiens font leurs tous les meubles de leursdits mineurs & fruits de leurs heritages tant que dure ladite garde dont ils sont tenus vser comme bon peres de famille, &à la charge de payer les obsecques & funerailles des pere & mere desdits mineurs & autres leurs parens ausques ils succederont, de nourrir & entretenir lesdits mineurs, de tenir leurs edifices & heritages en bonne & fusfisante reparation, faire les foy & hommage aux seigneurs de fief pour raison de leurs heritages, payer les seodaux profits si aucuns en sont deuz. Et d'acquitter lesdits mineurs de toutes debtes. Et à la fin si lesdits mineurs sont masses de les môter de cheuaux. Et fils sont filles les vestir le tout selon leur estat & condition. Auons dit & remonstré à ceux desdits estats que au moyen que ledit baillistre fait siens tous & chacuns les meubles & fruits des heritages desdits mineurs se sont ensuyuis le temps passé plusieurs inconveniens aux mineurs cheuz en bail, lesquels venus en aage se sont trouuez denuez de tous meubles,& leur estoit donné occasion de vendre, charger & hypothecquer leurs propres heritages ou partie d'iceux, & estoit chose contraire à toute raison & equité que les dits poures mineurs fussent doublement affligez de la perte de leur pere ou mere & de leurs biens. Et aduenoit souvent que le survivant qui avoit accepté le bail se remarioit, & les enfans du premier maria ge estoient frustrez desdits meubles dont estoient nourriz & enrichis les enfans du second mariage, & d'auantage quand celuy qui se remarie en secondes nopces va de vie à trespas les meubles demeurent au suruiuant qui ne les auoit acquis ne gaignez. Et ne seruoit de riens dire que le baillistre estoit chargé de payer les dettes que devoient lesdits mineurs, de les nourrir, alimenter & entretenir leurs heritages, payer leurs charges qu'ils doiuét, & en la fin dudit bail rendre iceux heritages en bon estat : car nul n'est contraint de prendre le bail se bon ne luy semble. Et est vray semblable que ceux ausquels ils doit appartenir ne l'accepteront sinon quand ils cognoistront qu'il leur est vtille & profitable. Et supposé que les pere ou mere ayat ledit bail soient tenus entretenir & reparer les heritages : toutesfois est aduenu & aduiét sou-

uent que lesdits heritages d'iceux mineurs estoient delaissez en ruine, & conuenoit ausdits mineurs venus en aage auoir proces contre leurs baillistres où ils consomment & leurs temps & argent,& en procedent plusieurs inimitiez. A ceste cause auons demadé aux gens d'eglise, nobles praticiens & du tiers estat leur aduis sur ce. Lesquels gens d'eglise & du tiers estat ont esté concordablement d'opinion que ledit article deuoit estre corrigé, & qu'il deuoit suffire au baillistre de faire siens les fruits desdits heritages au charges dessus declarees. Et par les nobles fust remonstré au contraire que dudit bail selon ladire coustume, ils auoient vsé de tout temps & d'ancienneté, dont eux & leurs predecesseurs s'estoient tres-bien trouuez, & esti-moient que ladite coustume saisoit plus à l'aduantage & conservation des maisons qu'à la diminution & destruction d'icelles. Et apres demandasmes ausdits praticiens si ladite coustume estoit veritable & ancienne. Lesquels ont dit & affermé que és anciens coustumiers ils auoient veu la dite coustume telle que dessus escrite, mesmemét en certains liures coustumiers datez de l'an mil cccc. xcviij. & de l'an mil cinq cens sept. Et dés ledit temps xcviij. les practiciens & autres qui furent assemblez pour rediger lesdites coustumes, furent d'opinion que ladite coustume dont est question, estoit pernicieuse & qu'elle deuoit estre corrigee, & depuis ledit temps ont veu que plusieurs nobles l'ont alleguee pretendans au moyen du bail par eux accepté faire leurs les meubles & fruits des heritages desdits mineurs. Toutesfois n'ont peu prouuer en turbe ladite coustume. Et finablement du consentement, aduis & opinion desdits gens d'eglise, aduocats, praticiens & autres dudit tiers estat, & d'aucuns desdits nobles. C'est assauoir du seigneur de Menctou & du seigneur de Marmeignes a esté par nous ordonné que leditarticle sera reformé en la maniere qui s'ensuit. Et sur iceluy seroit mis ce mot No ua, dot lesdits nobles exceptez les dessus de Menetou & de Marmeignes se sont portez pour appellas. En garde de mineurs nobles les gardies soit pere ou mere, ayeul ou ayeulle font leurs les fruits des heritages desdits mineurs tant comme dure ladite garde, dont ils sont tenus vier comme bon pere de famille. Et à la charge de payer les obseques & funerailles des pere & mere desdits mineurs ou autres leurs parens ausquels ils succederont, & de nourrir & entretenir lesdits mineurs, de tenir leurs edifices & heritages en bonne & suffisante reparation, de faire les foy & hommage au seigneur du fief pour raison desdits heritages, payer les feodaux proffits si aucuns en sont deuz, & d'acquitter lesdits mineurs de toutes debtes. Et à la fin si lesdits mineurs sont masses les monter de cheuaux, & s'ils sont filles les vestir tout selon leur estat & condition. Et au regard des meubles d'oresenauant en sera fait inuentaire solennel,& en appartiendra la moitié au suruiuant pere ou mere,&l'autre moitié aux enfans.Et ne auront aucune chose esdits meubles lesdits gardiens au moyen de la garde desdits mineurs.]

Sur le septiesme article dudit chapitre de gardiens baillistres contenant. [En desfaut de ascendant les dits gouvernement & administration de la personne & biens desdits mineurs, quand ils sont collateraux est devolué aux plus prochains parens collateraux desdits mineurs de degré en degré, laquelle administration s'appelle bail, lesquels baillistres toutes-sois ne seront leurs les meubles & fruits des heritages des mineurs, mais seront comptables & suiets a faire inventaire.] Apres les remonstraces faites à ladite assemblee que ledit article n'estoit en bonne forme, mais sort dommageable à la chose publicque. A esté du consentement que dessus ordonné que d'oresenauant par nouvelle coustume ledit article demourera en la forme qui s'ensuit. [En desfaut d'ascendant n'y aura aucun gardien, ains sera pourueu ausdits mineurs de tuteurs & curateurs par auctorité de iustice, appelez les parens du costé paternel & maternel. Et en teste dudit article sera mis ce mot Nova.

ternel.]Et en teste dudit article sera mis ce mot. Noua. Sur le xi. article qui est au chapitre de la inrisdition d

Sur le xi. article qui est au chapitre de la iurisdition des iuges du Comté de Bloys contenant, ledit seigneur comme comte de Bloys a ressort & suzeraineté sur ses vassaux & suiets estans audit comté, c'est assaudit comté de Dunois, & sur les barons, chastellains, haux,
moyens, & bas iusticiers estans audit comté de Blois tant en cas d'appel que autrement. Et a
ledit seigneur preuention en tout sondit comté & ressort d'iceluy és cas de nouvellité. Audit
article les nobles & haux iusticiers se sont opposezpretendans interests desdites preuentions
par ce qu'ils perderoiét leurs iurisditions & la cognoissance de leurs suiets qui est directemét
contre l'intention du Roy qui veut & entend en toutes choses releuer le peuple, ses suiets &
vassaux de oppression & violence. A quoy par les procureur & aduocat du Roy a esté respondu que ladite coustume estoit tout notoire, & qu'ocques ne sust que le comte de Blois n'eust
droit de preuention au ressort dudit comté en toutes actions, & ainsi en ont iouy de tout teps
& ancienneté. Sur ce ouys les aduocats & practiciens auons ordonné que ledit article entant

que touche ces mots, qu'autrement & la preuentió demoureroit en discord & non accordee, & produiront les parties ce que bon leur semblera dedans six sepmaines pour en faire nostre rapport à la court, & cependant & iusques à ce qu'autrement en soit ordonné les auos laissez en leur possession & iouyssance telle qu'ils ont accoustumé de iouyr & vser.

Sur le xviij article qui est audit chapitre de iurisdiction des iuges du comté de Bloys contenant. [Item ledit seigneur chastellain a droit de retenue par puissance de sief des choses tenants de luy en soy & hommge vendues à personnes estranges du lignage dudit vendeur au dedans de l'an de l'exhibition des lettres d'acquest, en remboursant l'acquereur de son sort principal & loyaux cousts & mises. Pourueu qu'il n'ait receu l'acquereur en soy & hommage. Toutes soit y auoit concurrence audit retrait entre ledit seigneur & le lignager du vendeur qui seroit venu dedans l'an, le lignager sera preseré audit seigneur] du consentement des dits trois estats apres ces mots [qu'il n'ait receu l'acquereur en soy & hommage] ont esté adioustez ces mots, [ont baillé soussance,] le residu de l'article demourant ainsi qu'il est escrit audit coustumier.

Sur le xix.article qui est audit chapitre de iurisdition des iuges contenat. [Le haut iusticier non ayat droit de chastellenie à vn seul iuge qui s'appelle bailly, lequel a cognoissance de toutes actions reelles, personnelles & mixtes. Et peut punir & corriger tous crimes & delits qui sont commis & perpetrez en son bailliage tant ciuillement que criminellement, sinon qu'il y ait reservation expresse au contraire. Les religieux, abbé & conuent de saint Lomer de Bloys, ensemble les seigneurs de Lorges & de la Mothe se sont opposez entant que ledit article con tient, que le haut iusticier non ayant droit de chastellenie a vn seul iuge qui s'appelle bailly, pretendans les dits opposans auoir deux iuges: c'est assauoir preuost & bailly.] Et apres auoir ouy l'opinion des dits estats, auons ordonné que le dit article ainsi qu'il est couché demourera par maniere de prouision, nonobstat la dite opposition & sans preiudice d'icelle, & iusques à ce que autrement en soit ordonné.

Sur le xx.article qui est audit chapitre de iurisdiction des iuges començat. Item ledit haut iusticier pour executer les sentéces de sondit bailly peut auoir sourches patibulaires à deux piliersseulemet, lyees par dedas & patees par embas, pillier & carca affichez. Mais il n'a point de feel à contract ne droit de tabellionnage, sinon qu'il eust lesdits droits par cocession & otroy de ses superieurs, ou qu'il en eust iouy par temps immemorial. Mais peut bien donner commission s en matiere de saisine & de nouvelleté, de cryces & subhastatios, creer, tuteurs & curateurs à mineurs, faire & ordonner inuentaire de biens. Et aussi a droit de prendre & applicquer à luy les terres dont les seigneurs mourent sans laisser aucuns lignagiers, & qu'il y a estainte de ligne. Et les successions des bastardz qui mourent sans enfans naturelz & legitimes] Ledit article a esté contredit & empesché par le procureur du Roy entant que touche la successió des bastardz & les biens vacans qu'ilz appellent estainte de ligne, disant le haut iusticier n'auoir le droit d'auoir & appliquer à luy lesditz biens vacans ne succession des bastardz: mais Jeuoir appartenir au Comte de Bloys.Les officiers de Romorantin, Dunoys, saint Aignan & autres dessusditz ayans haute iustice pretendans le contraire. Et sur ce ont esté interroguez les praticiens, lesquelz ouyzauons ordonné que ledit article demoureroit pour coustume, fors & excepté quant à la succession des bastardz. Surquoy le procureur du Roy est receu à opposition, & en jouyront les parties comme ilz ont accoustumé, dont ledit procureur du Roy s'est porté pour appelant. Nonobstant lequel appel auons ordonné que sans preiudice d'iceluy ledit article demoureroit ainsi qu'il est audit coustumier.

Sur le xxj. article dudit chapitre de iurisdition des iuges côtenant. [Le moyen iusticier que lon appelle vulgairement le gros voyer, a cognoissance de toutes actions personnelles, reelles & mixtes, des matieres dont les amendes ne excedent lx. sols tourn. Sauf des cas de nouvelleté dont il n'a congnoissance.] Par l'aduis & opinion des practiciens a esté par nous ordonné, que ledit article demourera pour coustume, except ené ces motz: [Quat és cas de nouvelle-

té dont il n'a la cognoissance, lesquelz motz demeurent en discord.

Sur le xxxiij.article qui est audit chapitre de iurisdition des iuges contenant. [Item que le iuge dudit gros voyer a cognoissance seulement des cas criminels qui s'ensuiuent. C'est assaucir de larrecin tel qu'il soit soit qu'il soit sait de nuict ou de iour, d'homicide sait en chaude messee, & non quand il est sait de guet à pens & propos deliberé. Et de tous autres criminels moindre cas que les dessussités, du consentement desdits trois estats en lieu de ces mots, [de larrecin quel qu'il soit] ont esté mis ces mots [de furt simple.] Et demourera ledit article au

residu ainsi qu'il est escrit audit coustumier.

Sur le xxvij.article qui est audit chapitre de iurisdiction des iuges, contenant. [Le bas iusticier qu'on appelle simple voyer a cognoissance sur ses suiets & estagiers de toutes actios personnelles ciuilles dont les amendes n'excedent la somme de sept sols six deniers rournois. Ledit article a esté contredit par ledit Perraut pour le seigneur de Vauperreux, Par ledit Bou cher pour les religieux, abbé & conuent de Mairemonstier, pretendans que le bas insticier à congnoissance de toutes matieres personnelles & reelles dont les amendes ne excedent la fomme de sept sols six deniers tournois, les gens du Roy disans le cotraire. Et sur ce ouye l'opinion des affistans, Auons ordonné que lesdits bas insticiers cognoistront des actios personnelles ciuilles. Et demourera le dit article en la forme qu'il est vouché audit coustumier par maniere de prouisson, & insques à ce qu'autrement en soit ordonné, dont Ican mesnart pour ledit seigneur de Vauperreux, & sedit Boucher pour lesdits religieux de Mairemostier se sont portez pour appellans. Nonobstant lequel appel, & sans prejudice d'icchiy, auons ordonné que ledit article demoureroit ainsi qu'il est escrit audit cayer. Depuis nous a ledit Boucher allegue qu'il prétend auoir à concession de prince pour cognoistre de toutes matieres personnelles & reelles. Auquel auons declaré que nons n'entendons le debouter de sadite commif-

Et audit chapitre de iurisdiction des iuges y auoit vn article contenant. [Aucun ne peut estre dit baro s'il n'a deux ou trois chastellenies tenus de luy en foy & homage, & ressortissans fans moyé par deuat son bailly, abbaye, college de chanoines ou prieuré conentuel. Et si ledit dit baron a forests ou riviere, il a droit d'auoir vn maistre des eaues, lequel maistre à cognoisfance des forfaitures qui se font eldites forests & riuieres, & des contracts faits pour raison desdites eaues & forests. Et ressortist la iurisdition dudit maistre par appel par deuant le bailly dudit barron. Mais les feigneurs chastellains n'ont point ce droit, sauf Romorantin, Vallaçay, Celles, Marchesnoir, Chasteauregnaut & Freteual, qui en ont iouy d'ancienneté pource que lesdites chastellenies ont esté desmembrees dudit Comté de Bloys, Jlequel article du consentement des trois estats a esté rayé du liure coustumier. Et en sera fait & vsé comme d'ancienneté l'on a accoustumé de faire,

Sur le xxxiij.article qui est au chapitre des droits seigneuriaux contenant. [Au Comté & bailliage de Bloys & restors d'iceluy y a trois droits seigneuriaux recognitifs de seigneurie. C'est assauoir fief, cens & terrages, lesquels s'appellent seigneuriaux par ce que aucun ne peut tenir heritage esdits Comté, bailliage & ressort, sino qu'il recognoisse tenir d'aucun seigneur à l'vn desdits droits. Ledit article a esté contredit & empesché par les religieuxa, bbé & conment de saint Lomer, de Bourg moyen, par les chanoines & chapitre de saint Sauueur, disans qu'en la fin dudit article lon deuoit adiouster, ou que lon en eust iouy par temps immemorial Et par les doyen & chapitre de saint Andry, par les religieux abbé & couent de la Magdaleine, par les religieuses, abesse & couent de saint Auy, & par les escheuins de Chasteaudun, entat que audit article sont couchez ces mots [esdits Comté, bailliage & ressort.] Sur ce ont esté par nous interroguez les praticiens fil y auoit coustume localle au contraire. Lesquels nous ont rappporté que non. Partant auons ordonné que ledit article demoureroit pour coustumes, en declarant par nous que par lesdits mots, & ressort n'entendons preiudicier aux coustumes localles des seigneurs & chapitres particuliers. Et par l'aduiz desditz trois estatz auons ordonné qu'en la fin dudit article seroient adioustez ces motz. [Si lesditz heritages n'estoient point bien & deuëment admortiz, & que les seigneurs y pretendans censsues, terrage ou feodalité eussent, esté payez de leur indempnité, I dont les dessusditz ont appellé, nonobstant lequel appel appointasmes que ledit article tel que dessus demoureroit audit

Sur le xxxv.article qui est audit chapitre des droitz seigneuriaux, contenant. Item que lesditz trois droitz seigneuriaux sont imprescriptibles & ne se peuuet prescrire par le suietà l'écotre du seigneur par quelque lapsde temps que ledit suiet ait tenu lesdits heritages suiets auditz droit ou l'vn d'iceux, sans les payer ou recognoistre. Bien sepeuuent prescrire les proffits qui en dependet par le laps de trente ans. Ledit le Iay pour lesdits de S. Andry de Chasteaudun l'est opposé. Nonobstant laquelle opposition & sans preiudice d'icelle auons ordonné

que ledit article demourera pour coustume.

Sur le xxxvij.article qui est audit chapitre des droitz seigneuriaux, contenant. [Item ledit seigneur seodal ne peut prescripre l'heritage tenu de luy en fief par quelque laps de téps qu'il

le tienne en ses mains par saute de soy non saite. Et tellement que toutes & quantes sois que le vassal offrira audit seigneur saire la soy, & payer les prossits qui en seront deuz ledit seigneur sera tenu rendre audit vassal sondit heritage, Par l'aduis & opinion des assistans aus ordoné que apres ces mots, [par saute de soy non saite,] ser ot adioustez ces mots, [droits non payez & denombrement non baillé.]

Sur le xxxviij.article qui est audit chap. de droits seigneuriaux, cotenant. [Item lesdits seigneurs qui ont droit de sief, cens ou terrage ou leur procureur peuuent sans commission & auctorité de iustice prendre, saisir & mettre en leur main l'heritage tenu d'eux à l'vn desdits droits. Et y mettre & apposer bradon par faute de recognosssance & payemer desdits droits, & prosits d'iceux, & signifier lesdits saisissemét & brando aux seigneurs ou detenteurs desdits heritages, & leur faire dessendre tous exploits. Et s'il y a infraction de bradon, l'infracteur enchet en l'amende de cinq sols tournois enuers ledit seigneur, dont il pourra saire poursuite en iustice.] Apres qu'auons remonstré les inconueniens & abuz qui à cause de ce pouuoient aduenir. Et mesmement qu'il y auoit d'aucuns seigneurs qui n'auoient iustice, ont les sits estats accordé que ledit article sust corrigé en la forme & maniere qui s'ensuit. [Item les dits seigneurs qui ont droit de sief, cens ou terrage ou leurs procureurs peuuet par la commission du seigneur, s'il a iustice, sinon par son superieur ayant iustice prendre, saisir & mettre en leur main se bon leur semble l'heritage tenu d'eux à l'vn desdits droits par faute de recognosssance & payement desdits droits & prosits d'iceux, & signifier lesdits saisssement aux seigneurs ou detenteurs desdits heritages, & leur faire dessendre tous exploicts.]

Les gens d'eglife, nobles, practiciens & autres du tiers estat nous ont requis que l'article xlv. estant audit tiltre de droits seigneuriaux comme tresvtille & prossitable à la chose publicque suste server audit liure coustumier comme coustume nouvelle. Ce que leur auons accordé, & contient ledit article ce qui s'ensuit. [Quad vn seigneur seodal ou censuel ou leur receveur & procureur à ce commis a receu les profits des ventes des heritages d'aucunes personnes qui sont reputez main morte, ou qui leur ont esté donnez, less seigneurs ne peuvent plus contraindre telles personnes à mettre hors de leurs mains less seigneurs ne peuvent plus contraindre àbailler vicariat. Et sur ledit article sera mis ce mot Noua. Audit chapitre de droits seigneuriaux y avoit vn article contenat, [Item vn seigneur seodal, censuel ou terragier peut applicquer à luy toutes terres estans tenues de luy en & au dedans de son sief, censue ou terrage quand elles sont vacates & non aduouees par aucun.] Apres la lecture duquel, & que leur auons remonstré l'iniquité, & qu'à cause d'iceluy se pourroyent engendrer plusieurs proces. Pour ausquels obuier ont less gens des estats consenty ledit article estre rayé & mis hors dudit coustumier.

Sur le liii, article qui est au chapitre des fiefs contenant. [Item le vassal pour faire deuemét la foy & hommage à son seigneur de fief, se doit transporter en personne ou par procureur és cas si apres declarez au lieu dont l'heritage est tenu en fiess au dedans de xl. iours que ledit heritage luy est escheu ou aduenu, Et s'il trouue audit lieu son seigneur de sief il luy doit saire ou offrir faire ladite foy & homage, en luy presentant la bouche & les mains. Apres que auos remoîtré en ladite assemblee que ledit article estoit trop general & obscur, & ne pouruoyoit à plusieurs inconueniens qui pouuoiet aduenir, ont accordé ledit article estre corrigé& couché en la maniere qui l'ensuit. [Que le vassal pour faire deuennent la foy & homage à son seigneur de fief se doit trasporter en personne ou par procureur és cas cy apres declarez au lieu dont l'heritage est tenu en fief au dedans de xl. iours que ledit heritage luy est escheu & aduenu par succession. Et si ledit heritage luy est aduenu par acquest dedans xx.iours, & s'il trouue audit lieu son seigneur de sief il luy doit faire ou offrit faire ladite soy & hommage en luy prefentant la bouche & les mains quand ledit heritage luy est aduenu par succession. Et s'il est aduenu par acquest en luy payant ou offrant payer les droits & deuoirs. Et si ledit seigneur de ficf estoit absent se doiuent faire lesdites offres à la porte de l'hostel seigneurial si aucun y en y a, sinon en lieu dont l'heritage est tenu en fief par deuant vn notaire & tesmoins ou par deuant deux notaires, & telle offre vaut pour foy faite.

Sur le ly, article qui est audit chapitre des fiefs contenat. [Item quelque offre qu'ait fait ledit vassal en l'abscence du seigneur, ledit seigneur neantmoins pourra faire poursuite des profits s'aucuns luy en sont deuz par action ou saisse, par laquelle saisse ne sera toutes-fois les fruits siens.] Du consentement & aduiz desdites gens des estats ont en la fin dudit article esté adioustez ces mots, Sinon que l'offre ne sust deuement saite.]

Sur le lvij.article qui est audit chapitre des siefs contenant, [Item si le vassal est vieil, valitudinaire ou absent pour la chose publicque, au moyen dequoy ne puisse conuenablement aller deuers sondit seigneur luy faire ladite soy & hommage. Esdits cas pourra costituer procureur special pour faire ladite soy & hommage ou offres telles que dessus qui vaudrot tout ainsi que si le vassal estoit en personne.] Par l'aduis & consentemet desdits trois estats ont en la fin dudit article esté adioustez ces mots, [ou sera tenu luy bailler souffrance, si par procureur ne le veut receuoir.]

Sur le lxxy, article qui est au chapitre des prosits seodaux, contenat. [Si le seigneur seodal trouve son sie vuyde & ouvert, & qu'il n'ait point d'hôme qui luy ait sait la soy & hômage ne les offres en la maniere dessussite il peut exploiter son dit sie en pure perte pour le vassal sans authorité de instice, & fera siens tous les fruits, prosits, reuenuz & emolumens qu'il prendra & aura pris ou sait prendre audit sies insques à ce qu'il ait homme & qu'il soit payé de ses prossits seodaux saucuns en sont deuz.] Apres les remonstraces par no saites en la dite assemblee des abus & inconveniens qui en pouvoient advenir, mesmement qu'il y a plusieurs seigneurs qui n'ont instice, a esté le dit article du consentement des dits trois estats corrigé en la maniere qui s'ensuit. [Si le seigneur feodal trouve son sies vuyde & ouvert & qu'il n'ait point d'homme qui luy ait sait la soy & hommage ne les offres en la maniere dessussit il peut saite exploiter son sit sies en pure perte pour le vassal par la commission de son iuge s'il a iustice, sinon par son superieur ayant iustice apres le temps dessus declaré. Et fera siens tous les fruits, prossits, reuenus & emolumens qu'il aura prins ou sait prendre audit sief iusques à ce qu'il ait homme, & qu'il soit payé de ses prosits seodaux s'aucuns en sont deuz.

Sur le lxxxiij, article qui est audit chapitre des prossits seodaux, contenat. [Item si ledit remeré est par ledit contract de vente accordé à moindre temps que de neus ans. Et durant ice-luy temps il est prolongé à vne sois ou plusieurs, durant iceluy n'est deu aucun prossit pour raison de ladite prologation, pour ueu qu'elle n'excede neus ans à comter du iour dudit contract de vente. Et saut que ladite prologation soit passe par personne publicque pour euiter à frau-de.] Leur auons remonstré que ledit article estoit obscur, & qu'en le laissant ainsi couché s'en pour royent engendrer plusieurs proces. Auons ordonné du consentemét des trois estats que audit article seroient adioustez ces mots, [pour ueu que les dits grace & prolongation n'exce-

dent ensemble neufans. Et demoure pour coustume ancienne.!

Sur le octante & huitiesme article qui est audit chapitre des prosits seodaux, contenant. [Item par partage & diuision saits entre coheritiers, n'est deu aucun prossit au seigneur seodal, posé ores qu'en saisant ledit partage y ait retour de bourse.] Auons ordonné que pour obuier aux fraudes qui s'y pourront commettre & du consentement desdits estats qu'en la fin dudit article seront adioustez ces mots. [Pourueu que le retour de bourse n'excede la moitié de la valeur du sies.]

Sur le cent vniesme article qui est audit chapitre de profits seodaux, contenant. [Quand aucun seigneur seodal vient exploiter son sief qui a plusieurs appartenances par opposition de son brandon ou par main mise de iuge à qui la cognoissance en appartient, il suffist de mettre & apposer ledit brandon sur le principal lieu dudit fief. Et s'il n'y a manoir sur vne des pieces d'iceluy pour tous autres. Pourueu que ledit exploit soit signissé au vassal ou detéteur dudit fief. Et apres ladite opposition de brandon & signification ledit seigneur peut prendre & & leuer par sa main les fruits dudit fief s'il n'y a opposition. Laquelle main leuée s'appelle vulgairement Rauoire, mais fil y a opposition lesdits fruits sont leuez sous main de iustice, sinon que le seigneur de l'heritage desauouast en iustice purement & simplement estre vassal dudit seigneur. Auquel cas il iouyra pendant le proces.] Apres qu'auos remostré ausdits trois estats les causes & moyens pour lesquels ledit article estoit desraisonnable, & à cause de ce se pourroient ensuiure plusieurs proces, ont accordé ledit article estre corrigé en la forme qui s'enfuit. Quand aucun seigneur feodal vient exploiter son sief ayant plusieurs appartenances par saisse & main mise de juge comme dessus est dit, il suffist de mettre & apposer ladite saisse sur le principal lieu. Et l'il n'y a manoir sur l'vne des parties d'iceluy pour toutes autres, pourueu que ledit exploict soit signifié au vassal ou detenteur dudit sief, Et apres ladite saisse & significatió ledit seigneur peut prendre & leuer par sa main les fruits dudit sief, s'il n'y a opposition: mais fily a opposition lesdits fruits sont leuez sous la main de justice par le commissaire com mis par le sergent executeur de ladite saisse. Sinon que le seigneur de l'heritage desaduouast en iustice purement & simplement estre vassal dudit seigneur, auquel cas il iouyroit pendant le proces

le proces. Et si ledit seigneur preuue ledit heritage estre tenu de luy en foy, ledit vassal perdra l'heritage, & sera adiugé audit seigneur seodal. Car qui sief denye, sief perd. Et audit chapitre de profits feodaux auoit vn article contenant: Item, mais si ledit vassal a fait la foy & hommage à son seigneur de fief qu'il a receu, & luy a solu & payé ses droits & profitz seodaux, ou luy a offert faire ladite foy & hommage & luy payer lesdits droits & profits seodaux. Et que neatmoins ledit seigneur de sief par voye de fait exploite ledit sief. En ce cas ledit vassal se peut bie complaindre en matiere de saissine & de nouvelleté contre ledit seigneur, mais s'il exploitoit par voye de iustice, se doit ledit vassal pour uoir par opposition ou autrement par voye de iustice, & non par coplainte. Apres qu'auons remonstré en ladite assemblee les causes & moyes pour lesquels ledit article estoit desraisonnable & dommageable à la chose publicque, ont accordé ledit article estre rayé & mis hors dudit coustumier.

Sur le cv. article qui est au chapitre des adueux & denombremens, contenant. [Item que par deffaut d'adueu non baillé dedans lesditz quarante jours, ledit seigneur feodal peut faire faisir par authorité de iustice tous les fruits de l'heritage tenu de luy en foy & hommage, lesquels il ne fait pas pourtant siens, mais est tenu les restituer à son vassal en luy rendant sondit adueu en payant l'amende qui est de quinze sols tournois & les fraiz sur ce faits, Ledit article a esté contredit & empesché par les nobles. Et apres les remonstrances par nous faites à ladite assemblee, des abus & inconveniens que pour raison du contenu audit article sont advenuz & de iour en iour peuvent aduenir auons interrogué les praticiens du fait de ladite coustume, qui nous ont dit & affermé que de tout temps & ancienneté elle a esté gardee & observee. Partant auons ordonné, attendu ladite deposition, que par prouisson ledit article demourera pour coustume sans prejudice des oppositions des nobles, dont ils se sont portez pour appellans, nonobstant lequel appel auons ordonné qu'elle demourera pour coustume.

Pareillement a esté contredit par les nobles le cvij. article qui est audit chapitre des adueux & denombremens, contenant. I tem & si le seigneur seodal à la fin desdits quarate iours veut arrest du 13. contredire & debatre ledit adueu, ledit vassal aura main leuee & deliurance de sondit sief saisi zuin. 1535. ensemble des fruits d'iceluy. Et demeureront les parties en cause sur le contredit audit adueu dit cy demant en la court du juge où ledit heritage est situé & assis, & auquel la cognoissance en appartient, sur le mention en postre proces verbal, que leur avos. requerant que dudit debat en vousissent faire mention en nostre proces verbal, que leur auos

accordé.

Sur le cviij.art.qui est au ch.de cens & des profits censuels, contenant. Toutes céssues doiuent estre infeodees & aduouees estre tenues en foy & hommage d'aucun seigneur, sinó que elles fussent admorties. Ledit article a esté contredit & empesché par les gens d'eglise requerans que l'on adioustast ces mots. [Sinon qu'ils en eussent iouy par temps immemorial, disans telle possession servir & equipoller à tiltre, & qu'autrement on leur seroit tort & iniustice, par ce que plusieurs de leurs lettres, tiltres & fondatios ont esté perdues & bruslees. Et y a six ces ans & plus qu'ils iouyssent des censiues dont ils ne sçauroient monstrer les infeodations ne concessiós. Et per indirectum seroit les destruire & faire perdre leurs droits. Le procureur du Roy disantau contraire que cotre ladite coustume on ne peut alleguer prescription, & sur ce auons remonstré que quand par statut ou coustume toute prescription est ostee, toutes-fois demoure la difficulté de droit si la prescription centenaire & immemorialle est abolie. Et finablement sans preiudice de ladite opposition appointasmes que ledit article demoureroit comme il est escrit. Et qu'en la fin d'iceluy seroient adioustez ces motz, [Ou donnez par le prince ou autre seigneur ausquelz ladite censiue a appartenu, dont lesdits gens d'eglise ont appellé.

Sur le cix.article qui est audit chapitre des cens & profits censuels, contenant. [Au bailliage de Blois y a deux manieres de censifs dont les vns se payét à iour nommé, & les autres sont à queste. Et en y a aucuns qui sont à cher pris en ventes & reliefs. Et les autres sont à tels cens, tels reliefs, ainsi que declaré sera cy apres. Les gens du tiers estat se sont opposez pretendans n'y auoir aucune coustume ne ces à cher pris. Et si l'on en auoit iouy, ce auroit esté par exaction. Et est vn droit odieux & inique. Et sur ce ouyz les praticiens ont declaré l'esset & consequéce dudit article quiest tel. [Qu'à chacune mutatió, soit en succession de pere à fils ou autre mutation le seigneur censuel s'efforce faire estimer les maisons & heritages tenus de luy à cens à cher pris, & veur prendre le douxiesme denier de l'estimation. Comme de cents liures douze liures, & de douze cents liures cents liures, qui estoit grosse charge & seruitude.] Auons remonstré aux gens d'eglise, nobles & autres pretendans auoir ledit droit de censis

Klz

à cher prix que bon seroit & prositable à la chose publicque en prendre recompense, mesmement en ce que concerne les maisons estans en la ville de Bloys, lesquelles demeurent en ruyne & decadence, & plusieurs d'elaissent à les bastir & mettre en nature, au moyen que le téps aduenir elle seront estimees à plus haut prix dont leurs ensans & successeurs payent le xij. Et apres que les praticiens sur ce interroguez nous ont dit & deposé la coustume estre telle que contenu est audit article, Auons ordoné qu'elle demoureroit pour coustume par maniere de prouision sans preiudice de l'opposition des gens dudit tiers estat, & que neantmoins que des remonstrances saites aux gens d'eglise de prendre recompense pour le droit de cés à cher prix qu'ilz pourroient auoir dedans la ville seulement pour la decoration & liberté de ladite ville, en serions mention en nostre proces verbal, & rapport à ladite cour. Dont les dits gens du tiers estat ont appellé. Si auons ordonné que nonobstant ledit appel & sans preiudice d'i-

celuy, ladite coustume demourera.

Sur le exvarticle qui est audit chapitre de cens & proffitz censuelz, contenant. [Item & si l'heritage tenu à droit de cens, soit à iour nommé ou à queste, ou soit à cher prix, ou à tels cens telz reliefz, est vendu ou renté sur iceluy profit de ventes, est deu par l'acquereur audit seigneur censuel à la raison du douziesme denier du pris conuenu entre les vendeur & l'achepteur pourueu que le contract soit à perpetuité, C'est assauoir de douze francs vn franc, & de douze vingt liures vingt liures, & ainsi à l'equippollent. Les gens d'eglise ont remonstré que ledit article estoit adiousté à cautelle audit cayer des coustumes à nous presenté, pour les frustrer des droits & proffits censuels à eux appartenans de tout temps & ancienneté. A la perception & iouyssance desquels ils estoient fondez en coustume ancienne, en prescription & possession immemorialle & en infinis iugemens & sentences, dont ils offroient faire promptement apparoir. Et mesmement des baux par eux faits à vies & à temps, & qu'autrement seroit les frustrer de leur censis, par ce qu'il est tout notoire, que gens d'eglise ne font baux ne contracts à perpetuité. Les gens du tiers estat soustenans le cotraire, disans que c'estoit vraye coustume & ancienne & conforme à toute raison & equité & conseruant le bien, profit, soulagement & liberté des suiets de la chose publique: Surquoy auons ordonné qu'attendu la cótradiction dessussite que le dit article entant que touche la clause, [pourueu que le cotract soit à perpetuité] ne demoureroit pour coustume, & l'auos remis à la cour, & appointé que si les gens d'eglise & ceux du tiers estat vouloient aucune chose produire pour l'entretenement, abolition ou correction duditarticle, qu'ils le mettroient par deuers nous dedans six sepmaines prochaines venans, pour en faire nostre rapport à laditte cour, pour en estre par elle ordonné comme de raison.

Sur le exxj. article qui est audit chapitre de cens & prossits censuels, contenant: [Ité si l'hetitage qui est tenu à droit & deuoir de cens est donné sans charge en pure & meure liberalité à quelque personne que ce soit, aucun prossit de ventes n'en est deu au seigneur censuel. Mais si laditte donaison est saite à charge ou pour recompése, il en est deu prossit de ventes à la raison que dessus, pour ueu que ladite donaison soit saite à perpetuité.] Auons ordonné que ledit article passera pour coustume, excepté quant à ces mots [pour ueu que ladite donaison soit saite à perpetuité.]

te à perpetuité: lesquels demoureront en discord, & seront remis à la cour.

Sur le cent vingt troisieme article qui est audit chapitre de cens & prossits eensuels, contenant, [Item par contract de bail à rente fait à temps, à vies ou à tousioursmais, n'est deu aucum prossit de ventes, sil n'y a bourse desliee.] Ledit article a esté contredit par les gens d'eglise: ce nonobstant auons ordonné que ledit article demourera pour coustume, excepté quant à ces mots [A temps & vies] pour lesquels demoure non accordé, & remis à la cour, comme les articles precedens. Et neantmoins du consentement des gens desdits trois estats, auons ordonné qu'en la sin dudit article seront adioustez ces mots [Et se payeront ventes pour autant que se monteroit l'argent qui aura esté des boursé.]

Sur le exxyj.art.commençant. [Quand heritage censuel baillé à rente soit à vie ou à tousioursmais est vendu, il est deu profit de ventes, soit que le sons ou la rente soient venduz.] Ledit article qui est audit chapitre de cens & profits censuels a esté debatu par les gens d'eglise pour ces motz, [Soit à vie,] par les moyens par eux dessus alleguez. Si auons ordoné que le dit article demourera pour coustume, excepté quant esditz motz. [Soit à vie,] qui demeure non accordé comme les precedens, faisans mention de contracts saits à vie ou à temps.

ou con-



ou constitue rente sur iceluy, soit par pure & simple vente, par eschange, par don ou autre cotract que bon luy semble, soit que ledit heritage soit tenu à cens à iour nommé ou à queste. Toutes fois si ledit heritage estoit tenu à droit de cens du bailleur, & le bail est fait à vies ou à temps seulement, il ne sera deu prossit de ventes à iceluy bailleur quand le seigneur vtil vendra sa seigneurie vtille. Item si aucun heritage estoit indemné ou admorty à l'eglise ou autre main morte ladite eglise ou main morte, ne pourront faire baillee dudit heritage à retenue enuers eux d'aucun droit seigneurial, lesquels articles ont esté discordez par ladite assemblee. Au moyen dequoy de leur consentement auons ordonné qu'il seront rayez & mis hors dudit coustumier. Et outre, de l'accord & consentement des gens desditz trois estatz, ont esté mis les articles qui s'ensuyuent. [Item nul ne pourra bailler à nouuelle censue aucun heritage qu'il tiendra en censue d'autre seigneur. Item les gens d'eglise & autres ayans heritages deuëment admortiz les pourront bailler à cens ou rente ainsi que bon leur semblera, pourueu qu'il soit en leur césis. Item que cens se peut diuiser & departir, lesquels sont les cxxvij. cxxviij. & cxxix. escrit audit chapitre de cens & prosits censuels.]

Sur le exxxij.article, qui est au chapitre de droit de terrage, contenant. [Item & quand lesdites gerbes & vendanges sont ainsi comptez ledit seigneur dudit heritage ne peut ne doit enleuer les fruits ne les applicquer à son profit iusques à ce qu'il ait mené, conduit ou charroyé, ou sait mener, conduire ou charroier à ses despens, ledit terrage en la grage ou pressour terrageaux.] Auons ordonné du consentemét des trois estats qu'audit article apres ces mots, [Et quand les dites gerbes & vendanges] seroient adioustez ces motz, [& autres fruits suiets à

terrage.]

Sur le cxxxv.ar.qui est audit cha.de droit de terrage contenat. [Pour heritage tenu à droit de terrage n'est deu aucun profit de ventes ne de reliefz.] Auons ordonné pour obuier à proces qu'en la fin dudit article seront adioustez ces motz, [s'il n'y a conuention au contraire.]

Sur le exxxix.art.qui est au chap.des successions contenant. [Sçauoir est representatió aura lieu d'oresenauant en ligne directe soit qu'elle soit accordee ou non, mais en ligne collateralle n'aura lieu si elle n'a esté accordee par celuy ou ceux de la succession desquels est question, ce qu'ils pourront faire sans y appeller aucuns de leurs heritiers presumptifz. [Auons ordonné que ladite coustume demourera comme nouvelle & que sur icelle sera mis, Noua.

Sur le cxl.art.qui est audit chap.des successions contenant. [Item que representatió accordee en laditte ligne collateralle àvn parent, profite à tous les autres en pareil degré.] Auons du consentemét que dessus ordóné que ladite coustume seroit corrigee le téps aduenir & escrit comme nouvelle en la forme qui s'ensuit. [Item que d'oresenauat representatió accordee en ligne collateralle à vn parent profite à celuy auquel elle a esté accordee seulement, & non aux

autres qui sont en pareil degré.]

Sur le cxlj. article qui est audit chapitre de successions contenant. [Les nepueux & niepces en ligne directe comme representans leur pere & mere succederont à leur ayeul ou ayeulle tant és heritages feodaux que censuels, en tel droit & prerogatiue qu'eussent fait ou peu saire leur pere & mere s'ils eussent suruescu les dits ayeul ou ayeulle.] Apres que leur auons remonstré que ladite coustume pouuoit estre cause de perditions de maisons, mesmement entre nobles & à cause d'icelles se pourroient susciter infiniz proces. Par l'aduis & deliberation desditz trois estatz a esté accordé pour la conservation, profit & vtilité des agnations & maisons que ladite coustume seroit escrite & couchee comme nouvelle en la forme & maniere qui s'ensuit. Le tout sans preiudice des proces intentez. [Item d'oresenauant niepce en ligne directe representera son pere à la succession de l'ayeul ou ayeulle en toute prerogatiue ou precminence de droit de primogeniture quand ledit ayeul ou ayeulle n'aura point d'hoirs masses, mais si ledit ayeul ou ayeulle auoit hoirs masses, en ce cas ladite niepce ne representera son pere audit droit de primogeniture, mais viendra par representation en la succession de l'ayeul comme vn puisné seulement, & appartiendra ledit droit d'aisneesse au masse, s'il n'y en a qu'vn ou à l'aisné s'il y en a plusieurs.

Sur le exlvij. article qui est audit tiltre des successions contenant. [Quand aucun entre en religion sans auoir disposé de ses bies meubles & heritages, ses plus prochains parens huy succedent par la seule entree de religions, & rant luy que le monastere seront excluz de toutes successions aduenir.] Ledit article empesché par les gens d'eglise. Et apres plusieurs altercations a esté ressoume s'ensuit. [Les religieux prosez de profession expresse ou tacite, ne succederont aucunement à leurs peres, meres ne autres en ligne collateralle

Digitized by Google

Klz ij.

ou transuersalle, ne le monastere pour eux. Et derechef iceluy article ainsi ressormé a esté debatu & empesché par les gens d'eglise disans que les lits mots [tacite ou expresse] n'y doiuent estre mis, & que de droit commun les religieux proses estoient capables de toutes successiós, & n'estoit raisonnable de restraindre cy auant les dites successions. Et se sont opposez que ladite coustume eust lieu quant aux proses tacitement. Les dits nobles & gens du tiers estat soustenans au contraire disant que les dits religieux proses expressement ou tacitement ne deuoiet succeder. Et qu'autrement les dits religieux commettroient infinies fraudes & abus. Et differeroient à faire les prosessions de leurs nouices iusques apres la mort des peres, meres & autres proches parens pour auoir leurs successions. Et apres plusieurs remonstraces saites aus dits religieux, mesmemét qu'en termes de droit la prosession tacite est de tel esse & vertu que la prosession expresse, excepté quand à obtenir benefices reguliers: auons ordonné par l'aduis des nobles, praticiens & autres gens du tiers estat que sans preiudice de ladite opposition ladite coustume demourera en la forme que dessus.

Audit chapitre des successions de l'aduis & consentement desdits trois estats auons ordoné que l'article qui s'ensuit seroit adiousté audit constumier, & est le exlvii, article, [Les parens

& lignagers des euesques & autres gens d'eglise seculiers leurs succedent.]

Sur le clx.article qui est au chapitre des donations saites tant entre viss comme par testament & recompenses, contenant, [Par la coustume ancienne du bailliage de Blois, estoit loi-sible & permis à suturs espoux auparauant leur mariage consommé saire donaison l'vn à l'autre de tous leurs biens tant meubles, coquests que patrimoniaux, laquelle coustume a semblé estre destraisonnable, & au moyen d'icelle plusieurs bonnes maisons en auoir esté destruites. A ceste cause les dits assissant esté d'aduis que la dite coustume se deuoit resormer comme il s'ensuit. Et est le clx, article.

[Hommes & femmes roturiers qui se veullent & peuuent marier en semble en saueur de mariage auant iceluy consommé peuuet doner l'vn à l'autre tous & chacuns leurs biens meubles & coquests immeubles, & la moitié de leurs heritages patrimoniaux à vie ou à tousiours-mais, & vaut & tient tel don pourueu que ledit mariage se consomme & paracheue: & sera le suruiuant saisi. Toutes-fois si apres le deces du trespassé il n'y auoit enfans dudit mariage yssus d'eux deux, ou les enfans decedent sans enfans. En ce cas l'heritage ainsi donné, retournera au donateur ou à ses plus prochains heritiers du costé dont procedoit ledit heritage. Et est ladite

constume pour nounelle.

Le clavij article dudit chapitre de donations, &c:commençant, [C'est à sçauoir que home & semme de bon sens & entendement, ayans enfans ou non, peuuet donner par donation sai te entre viss, à toutes personnes capables de receuoir don, soit à leurs enfans ou estrangers, la moitié de leurs propres patrimoines seulemét, & tous leurs meubles & coquests seulement. Toutes sois si les dits donataires venoient à la succession dudit donateur ils seroiet tenus conferer & rapporter à partage ledit don, par ce que les pere ou mere ou autres ne peuuent aduantager l'un de leurs enfans ou heritiers plus que l'autre en sa succession: mais se pourra tenir ledit donataire à son don en renonçant à la succession dudit donateur.] Par le cosentemét des sits se est a csté accordé pour nouvelle quant aux roturiers seulement. Et au regard des nobles, ils se gouvernent selon leur ancienne coustume.

Sur le clxxvij.article qui est audit tiltre de donations contenant. [Executeurs de testament sont saissis des biens meubles du desunt iusques à la cocurrence des choses données & leguees ad pias causas seulement: mais toutes-fois seront tenus en faire inuentaire par auctorité de iustice presens ou appellez les heritiers du testateur sils sont au pays.] Apres que leur auons remonstré que ledit article n'estoit raisonnable, & que plusieurs testamens selon ladite coustume pourroient demourer inexecutez, Auons du consentement desdits trois estats ordonné que ledit article seroit corrigé & demoureroit pour coustume nouvelle en la maniere qui s'en suit. [Les executeurs des testamens apres inventaire deument sait, sont saisis dedas s'an & iour des meubles iusques à la concurrence du testament, s'ilz sont suffisans. Et s'ilz ne suffisent, sont saisiz des immeubles iusques à ladite concurrence.]

Sur le claxix article qui est au chapitre de mariage contenant. [Le mary durant ledit mariage a le gouvernemet & administration des heritages propres de sa femme de quelque costé qu'ilz y soient advenuz, soit par succession ou autrement, & fait siens les fruitz d'iceux tant
que ledit mariage dure, toutes-fois n'en pourra d'oresenauat faire bail à serme ou moyson outre le téps de leur mariage sans le consentemet de sadite semme.] A esté ledit article accordé

par lesdits estats depuis le commencemet, Le mary &c, iusques à ces mots. [Toutes-fois pour coustume ancienne.] Et depuis ces mots. [Toutes-fois n'en pourra d'oresenauant saire bail à ferme ou moyson oultre le temps de leur mariage sans le consentemet de sadite semme.] Ac-

cordé pour coustume nouvelle.

Sur le clxxxij.article qui est audit chapitre de mariages contenant. [Par le trespas de l'vn de deux conioints, tous les meubles que les ldits conioints auront lors du trespas du premier decedé d'eux deux, Et tous les conquests immeubles saits & acquis par eux ou l'vn d'eux con stant leur mariage, ensemble tous leurs dettes & credites se diuisent en deux. C'est assauoir la moitié au surviuant, & l'autre moitié aux heritiers du trespassé,]Les nobles se sont opposez disans la coustume ancienne estre au contraire. Et qu'entre les nobles tous les meubles & cóquests appartienent au surviuant, & ainsi en auoir esté vsé mesmement és maisons de Chaumont, Onzain, saint Aignan & autres infiniz: leur auons remonstré le preiudice & dommage qui en aduiédroit aux mineurs & à la chose publicque. Et sur ce auons interrogué les praticiés qui ont deposé & affermé auoir veu escrite en leur ancien coustumier, ladite coustume telle que les nobles la pretendent: mais que neantmoins les assistans qui furent lors assemblez sur, rent tous d'opinion que ladite coustume deuoit estre resormee. Finablement par l'aduis & consentement des gens d'eglise, aduocats & praticiens & autres du tiers estat, Auons ordonné que ladite coustume demourera ainsi qu'elle est couchee audit cayer comme nouvelle,

dont les nobles se sont portez pour appellans.

Sur le clxxxiij.article qui est audit chapitre de mariages, contenat. [Item & d'oresenauant fi lors du trespas du premier decedé d'eux, il y a enfans mineurs, Et le suruiuat prend & applicque à luy tous lesdits menbles & conquests immeubles sans en faire inuentaire par authorité de iustice, il est au choix & election d'iceux mineurs de requerir contre ledit suruiuant partage desdits meubles & conquests immeubles. Et seront creuz in iuramento in litem si ledit suruiuant est encores en vie, de la valleur & quantité desdits meubles & conquests immeubles ioint la commune estimation, ou se pourront lesdits mineurs porter communs en tous biens meubles qu'aura ledit suruiuant lors qu'iceux mineurs demanderont ledit dommage. Et en tous les acquests immeubles qu'aura fait ledit suruiuant depuis le trespas du premier decedé. Ledit article a esté contredit par les nobles disans qu'entre le suruiuant & les enfans n'y auoit communauté de biens, & que par l'ancienne coustume la communauté de bies n'auoit point de lieu. Et sur ce ouyz les praticiens auons ordonné que d'oresenauant ladite coustume comme nouuelle, sera obseruee & gardee comme contenu est audit article Les gens d'eglise, nobles, praticiens & autres gens du tiers estat nous ont d'vn comunaccord requis que le excij. qui est au tiltre de prescriptió fust mis en escrit au liure coustumier. Attendu sequel consentement & accord vnanime auons ordonné que ledit article seroit couché audit coustumier se-Ion la forme & manière qui l'ensuit, [Item que personne qui aura iouy & vsé d'aucun heritage & droit incorporel par dix ans entre presens, par vingt ans entre absens à iuste tiltre & de bone foy, & par trente ans sans tiltre contre gens laiz, & quarante ans contre l'eglise il en est fait vray seigneur & proprietaire en telle maniere qu'il ne peut plus estre inquieté pour raison dudit heritage ou droit incorporel.

Sur le exciji, article qui est au chapitre des retraits lignagers contenant. Quand aucun véd son heritage patrimonial ou rente sur iceluy à suy escheu de ses parens & lignagers à personne estrange de son lignage, il est loysible à son parent & lignager du costé, estoc & sourchace dont meut ledit heritage, demander & auoir par cause de retrait lignager par deuant iuge copetant dedans l'an & iour de l'achat qu'en fait ledit acquereur à compter du iour d'iceluy, en remboursant ledit acquereur de son sort principal & de ses loyaux cousts, chastels & mises, leur a esté remonstré que ladite coustume estoit repugnate audit droit de retrait lignager introduit pour la conservation des agnations de maisons. Et à fin que les heritages demourent en l'estoc & ligne dont ils procedent. Et par ladite coustume le lignager en sera strussiré, au moyen que les contracts de ventes se peuvent faire secrettement sans ce que les lignagers en pussent estre advertiz & par le dol & fraude de achepteurs taisans & recellans leurs acquisitions, les lignagers serot frustrez & privez dudit droit de retrait, & qu'à ceste cause bon seroit ordonner que d'oresenauant l'an dudit retrait ne commençast à courir quand l'heritage vendu est feodal, sinon apres la soy & hommage saits, & en heritage censuel apres la saissne, en ce saissne, en le consense de la saissne, en le consense de la saissne, es le contre de censuel apres la saissne, en le consense de la saissne, en le consense de la saissne, en le consense de la saissne, es le consense de la consense de la saissne, es le consense de la consense

Digitized by Google

Klz iij.

Car lesdits droits appartenans au seigneur seodal, censuel ou terragier se doiuent payer & sont deuz par la coustume] Nonobstant lesquelles remonstrances les gens du tiers estat ont requis que ladite coustume demourast telle que contenu est audit coustumier sans aucunement la corriger ne resormer disans qu'elle estoit vtille à la chose publique. Et qu'il est fauorable qu'vn chacun puisse vendre ce qu'il luy appartient à telle personne que bon luy semble: & apres auoir ouy les aduocats & praticiens lesquels ont affermé ladite coustume estre toute notoire & maniseste, & que iamais ne la veirent reuocquer en doute, Auons ordonné que ledit article demourera pour coustume ancienne en la forme qu'elle est, & que neantmoins desdites remonstrances serions mention en nostre proces verbal & nostre rapport à la cour pour en estre par elle ordonné comme de raison.

Sur le exevilarticle qui est audit chapitre de retraits lignagers contenant. [Item & si ledit demandeur en retrayant dessaut, & ne se comparoist au iour à luy assigné ne autre pour luy. Et celuy iour l'acquereur delaisse ledit heritage audit retrayant & le congnoisse audit retrait en mettant ses lettres d'acquest en cour dedans xxiiij. heures. Iceluy retrayat sera tenu consigner & mettre en iustice les deniers contenus & declarez esdites lettres au dedans de ladite huitaine. Et s'il deffaut de mettre & consigner lesdits deniers, il est priué, forclos & debouté dudit retrait sans ce qu'il puisse iamais venir à demander ledicheritage par retrait, & sans ce que besoin soit audit acquereur faire appeller ledit desaillant pour auoir forclusion dudit retrait: mais en est debouté par ledit dessaut seulement & par saute d'auoir consigné lesdits deniers dedans ledit temps, & sera condemné és despens dudit acquereur qui ainsi aura esté trauaillé.] Apres qu'auons remonstré à ladite assemblee les causes & moyens pour lesquels ledit article n'estoit en bonne sorme. Du consentement desdits trois estats ledit article a esté corrigé en la forme & maniere qui l'ensuit. [L'acquereur adiourné en matiere de retrait lignager sera tenu de mettre ses lettres d'acquest à cour dedans l'heure des plaids deux iours apres les delaiz, & le retrayant huit iours apres ledit delay sera tenu consigner le pris contenu esdites lettres dedans l'heure des plaidz, & en desfaut de ce faire sera priué, forclos, & debouté dudit retrait sans ce qu'il puisse iamais demander ledit heritage par retrait, & sans ce que besoin soit audit acquereur saire appeller ledit dessaillant pour auoir sorclusion dudit retrait, mais en est debouté par ledit desfaut seulement. Et sera condemné és despens dudit acquereur qui aura esté trauaillé: Et au cas que ledit acquereur ne mette à cour sessitites lettres d'acquest dedans lesdits deux iours apres ledit delay par luy fait, le temps & delay de cosigner ne courra audit retrayant, mais commencera à courir apres l'exhibition desdites lettres. Et sera ledit acquereur adiourné par faute d'auoir mis à court icelles lettres d'acquest, & condemné és despens dudit retrayant la escheuz, & qui escherront pendant le proces par saute de ce.

Sur le cojarticle qui est audit chapitre de retraits lignagers, contenat. [Item si plusieurs de vn mesme degré demandent auoir par cause de retrait lignager l'heritage vendu par leur parent lignager. A chacun d'eux & pour leurs portions doit estre adiugé iceluy heritage par retrait en remboursant par eux ledit acquereur.] Apres que leur auos remonstré que ledit article pourroit estre cause de mouuoir plusieurs proces mesmement entre parens. Ont les dits gens des estatz accordé la correction dudit article pour coustume nouuelle en la maniere qui s'ensuit. [Si plusieurs d'vn mesme degré demandét auoir par retrait lignager l'heritage vendu par leur parent & lignager, sera preseré le plus diligent & celuy qui aura fait le premier adiournement. Et s'ils se treuuent deux lignagers concurrens audit adiournement sera l'heritage diuisé aux deux retraians en remboursant par eux ledit acquereur comme dit est.]

Sur le cexix article qui est au chapitre de prinse de bestes contenant. Item & si aucun voit ou trouue autruy en son heritage ou duquel les fruits luy appartiennent luy saisant dommage, & il luy demande gaige, & le sait adiourner au dedans de trente iours apres la veuë & trou uce pour auoir reparation dudit dommage, celuy qui a sait ladite veuë & trouuee doit estre creu par serment dudit dommage à luy sait lors de ladite veuë & trouuee dudit gaige demandé. Et selon son serment luy doit estre adiugé ledit dommage. Du consentement desdits trois estats auons ordonné qu'en la fin dudit article seront adioustez ces mots. Toutes sois le iuge de son office pour ra saire information sommaire dudit dommage si besoing est, pour en estre par luy ordonné comme de raison.

Sur le cenni, article qui est audit chapitre de prinse de bestes contenant. Qui trouuera les oyes, poullailles & autre vollatille d'autruy en son heritage luy saisant dommage luy sera loysible & permis icelles tuer pourueu qu'il les laisse mortes sur le champ, & emportent leur a-

mende quant & elles. Et où il ne voudroit ou pourroit tuer lesdites oyes, il pourra demander en iustice reparatió dudit dómage qu'elles luy pourroient auoir fait qui luy sera adiugé sans amende à iustice.] Si leur auons remonstré que ledit article est trop rigoureux à cause de faire dommage à autruy. A ceste cause de leur consentement auons ordonné que ledit article comme coustume nouvelle sera corrigé en la forme & maniere qui s'ensuit. [Qui trouuera les oyes d'autruy en ses prez, vignes, bleds ou gaignages luy faisans dommage luy sera loysible & permis en tuer vne ou deux pour le plus quand les dites oyes sont par trouppes. Et s'il n'y en trouue qu'vne est permis icelle tuer, & la doit laisser sur le châp. Et où il ne voudroit & pourroit tuer les dites oyes il pourra demander à iustice reparatió du dommage qu'elles luy pourroit tuer les dites oyes il pourra demander à iustice reparatió du dommage qu'elles luy pour-

royent auoir fait, qui luy sera adiugé sans amende, à iustice.]

Sur le cexxiij.article qui est audit chapitre de prinse de bestes contenant. [Item en prinse de bestes faites en l'heritage d'autruy de iour auec garde saite ou de nuit sans garde y faisant dommage, il y aura soixante sols tournois d'amende pour la premiere fois, à applicquer moitié au seigneur de la iustice (si iustice a) iusques à ladite somme où ledit heritage est assis, & l'autre moitié à la partie endommagee. Ou si son dommage estoit plus grand la pourra demáder en iustice & renoncer à ladite moitié d'amende. Et si pour la seconde y sont trouuees, ladite amende d'oublera à applicquer comme dessus. Et pour la tierce sois seront consisquees lesdites bestes, moitié à celuy à qui les trouuera, & l'autre moitié au Roy ou au seigneur en la iustice duquel est assis iceluy, si tant a de iustice, en prouuant par luy par vn ou deux tesmoins que ledit dommage luy a esté fait pour la tierce fois, pourueu qu'il y ait vn ou deux tesmoins à veoir faire ladite seconde & derniere prinses. Leur auons remonstré que ladite coustume est trop rigoureuse, dont de leur consentement a esté accordé comme nouvelle en la maniere qui s'ensuit. [Item que doresenauant en prinse de bestes faite en heritage d'autruy desensable ou enfructé de iour auec garde faite ou de nuit fans garde y faifant dommage, il y aura fept sols six deniers tournois d'amende pour la premiere sois à applicquer à iustice où ledit heritage est assis s'il a iustice, iusques à ladite somme. Et pourra ladite partie demander son dommage en iustice. Et pour la seconde fois que lesdites bestes auront esté trouuees audit heritage de iour quec garde faite, de nuit sans garde, y aura peine excedant lesdits sept solz six deniers tournois à l'arbitrage du iuge. Et pour la troisseme fois seront puniz corporellement ceux qui auront leursdites bestes esdits heritages, pourueu qu'il y eust deux tesmoins à veoir faire lesdits deuxiesme & derniere prinses.

Sur le deux cents vingt quatriesme article qui est audit chapitre de prinse de bestes contenant. [Item les prez non clos sont dessenables depuis la my mars iusques à ce qu'ils soiét sauchez & sherbe emmence. Sauf ceux qui se fauchent à deux herbes.] Audit article du consentement que dessus en la fin d'iceluy ont esté adjoustez ces mots. [Lesquels sont dessensables

iusques à ce que l'herbe soit leuce, au moins iusques à la toussaints.]

Sur le cexxvarticle qui est audit chapitre de prinse de bestes, contenant. [Item en quelque temps que ce soit nul ne pourra mener ne faire mener bestes és vignes de luy ne d'autres ne en taillis au dessonz de quatre ans sur les peines & amendes que dessus.] Par l'accord & consentement desdits estatz a esté corrigé ledit article & demourera pour coustume nouvelle en la maniere qui l'ensuit.[Item en quelque temps que ce soit nul ne pourra mener ne faire mener bestessen ses vignes enuironnees d'autres vignes circonuoisnes appartenantes à autruy. Mais fil a vigne separee d'autres vignes il y pourra mettre & mener ce que bon luy semblera. Et en raillis où y a vsagen'est besoin à vsagers y mettre bestes insques à quatre ans apres la couppe. Et là où il n'y a vsage, il est dessendu en quelque temps que ce soit. Toutessois celuy auquel appartient boys raillis separez d'autres tailliz appartenans à autruy y pourra mettre & mener ce que bon luy semblera. Et nous ont requis lesdits gens d'eglise, nobles, praticiens, & autres du tiers estat mettre & coucher audit chapitre de prinse de bestes les deux articles cotenans nounelles coustumes qui sont les cexxyj, & cexxyiij articles comme profitables au -bien du pays & de la chose publique. Attendu lequel consentement leur auons accordé, dont Ja teneur sensuit. En nul temps on ne peut mener les porcs és prayries n'és vignes. Item que de chacune cheure prinse en heritage d'autruy est deu pour améde douze deniers tournois.] Semblablement par l'accord & deliberation desdits trois estatz ce requerans a esté adiousté audit coustumier le cexli article qui est au chapitre de seruitudes reelles comme coustume nounelle tel qu'il l'ensuit.[Item que d'oresenauant sera tenu le seigneur ou son musnier tenir moulin à point rond & bien clos sur peine d'amende arbitraire. Et seront tenus ceux qui ont Klz iiij.

moulins carrez, soient banniers ou autres, de les saire ronds dedans trois mois sur peine de dix liures d'amende & demolition desdits moulins, s'ils sont trouuez carrez ledit temps

passé.]

Sur le cc.xlv.article qui est au chapitre des dettes personnelles & executios faites par vertu de lettres obligatoires de rentes & louages de maisons contenant. [Lettres obligatoires faites & passes sous seel royal ou autre seel auctentique sont executoires, & par vertu d'icelles on peut prendre par execution les biens de l'obligé. Tout ainsi que s'il estoit condemné par sentence sans comission de iuge] leur auons remonstré que laditte coustume en ces mots, [Tout ainsi que s'il estoit condemné par sentence sans commission de iuge] estoit des saisonnable, & qu'à cause d'iceux en pouuoient aduenir plusieurs inconveniens. Au moyen dequoy ont accordé les dits mots estre rayez & ostez dudit article.

Sur le cclvij.article qui est audit chapitre des dettes personnelles contenant. [Vn sergent ne pourra executer pour son salaire. Mais en executant pour le principal pourra executer pour sessions autrement. Et si le detteur paye sans execution faire, & le sergent vueille dire auoir sait quelques courses ou voyages, il ne pourra pour iceux saire execution, mais sera tenu les demander & poursuyure paraction, si bon luy semble.] Apres qu'auons remonstré en laditte assemblee que ledit article depuis ces mots mais en executat pour le principal, &c.] iusques à la fin contenoit iniquité toute notoire, & que plusieurs grads abuz à cause d'icelle se pouvoient commettre, ont accordé les sonts, mais en executant, &c.] iusques

à la fin estre rayez & ostez dudit article.

Sur le cclviij.article qui est audit chapitre des dettes personnelles contenant. [Vn seigneur d'hostel pourra faire executer le louager de sa maison, soit qu'il soit prestre ou lay sans obligation ou condénation, les iours & vigilles de sestes de Noël, s. Lean baptiste & le sédemain pour les termes escheuz ausdites sestes des louages de sadite maison] Par le priuilege des manans & habitans de la ville & banlieuë de Bloys, duquel ils ont iouy de toute ancienneté & tiendra la main de iustice. Ledit article a esté contredit & debatu par les gens d'eglise en ces mots. [Soit qu'il soit prestre] requerans qu'ils sussent rayez, le procureur du Roy soustenant le contraire. Apres qu'auons oy l'aduis des aduocats & praticiens, aus ordonné que ledit article demourra ainsi qu'il est couché auec les modifications qui seront adioustees en la sin dudit article qui s'ensuyt. [Toutes-sois les prestres & clercs pour le louage de la maison pourront estre executez en leur bieus meubles estans en laditte maison seulement. Sans ce que pour raison dudit louage leurs biens meubles, dettes & fruits de benefices estans hors de ladite maison, puissent estre prins n'arrestez.]

Sur le cclxvij. article qui est audit chapitre des dettes personnelles contenant. [Item voi-Eturiers par eauë & par terre, pourront pour leurs salaires & voictures retenir de la marchandise qu'ils ont menee & voicturee pour leurs charroys & voictures insques à ce qu'ils soient payez à la valeur de leurs salaires du pris conuenu entr'eux. Et sils l'ont baillee sans retenuë ils n'en pourront faire poursuyte outre les xl. iours. Et sils en sont poursuyte outre sessites quarante iours, les dits marchandz en seront creuz par serment.] Par l'aduis des dits est au sin dudit article ont esté adioustez ces mots. [Sinon qu'il y ait recognoissance par escrit au con-

traire.

Sur le celxix article qui est audit chapitre des dettes personnelles, contenant. [L'action ad exhibendum, compensation, reconuention & exceptio de pecune non nombree n'ont point de lieu par laditte coustume] Apres qu'auons remonstré aus dits estats que la ditte coustume estoit des raisonnable, ont accordé l'article estré corrigé & mise comme nouvelle en la forme & maniere qui s'ensuyt. [L'action ad exhibendum & compensation auront desormais lieu par ladite coustume, mais par icelle coustume reconuention & exceptio de pecune non nombree n'ont lieu.]

Audit chapitre de dettes personnelles y auoit trois articles: Le premier contenant, [Item que lon peut intenter action hypothecaire contre le detenteur de l'heritage supposé qu'il soit simple, colon ou louager & sans auoir fait poursuite contré le principal obligé. Et lera tenu le detenteur guesner & habandonner ledit heritage pour estre mis en criees & subhastations ou representer son aucteur pour garand.] Le second [Clercs, prestres & laiz conuenuz par deuant iuge lay pour cognoistre ou nyer cedules faites sous leur seel ou seing manuel, sont tenus icelles cognoistre ou nyer par deuant le iuge lay & y respondre quant à laditte cognoissance & è conuerso.] Le tiers article contient. [Ceux qui ont fait mestiues & cueillettes de grains, bleds,

Des coustumes de Dunois, Marchesnoir, & Freteual.

bleds, ou vendanges peuuent pour leur salaires dedans huit iours saire arrester & empescher les bleds, grains, vendanges ou vin venu d'icelles, cheuaux, marchandises & biens de leurs detteurs à la requeste desquels ils ont besongné, & tiendront tels arrestz & empeschemens iusques à plein payement. Et s'il y-a opposition, le creancier en cas de ny, informera de son debt dedans vn brief delay qui luy sera prefix par le iuge, & n'auront les gens qui auront sait aucunes besongnes ou œuures, aucune action, sinon contre ceux qui les auront mis en besongne, lesquels articles apres que leur auons dit & declaré l'iniquité & iniustice notoire contenuë en iceux: de leur consentement auons ordonné qu'ils seront rayez & mis hors dudit coustumier. Les gens du tiers estat nous ont requis que pour le bien & vtilité de la chose publicque & cosseruation des maisons sust introduit que toutes rentes vollans constituees à pris d'argent depuis trente ans sussent declarees rachetables en remboursant le sort principal. Et sur-ce oy les gens d'eglise, nobles & praticiens a esté ordonné que desormais & pour le temps aduenir auroit lieu, & seroit adiousté l'article qui s'ensuyt qui est le cclxx. [Toutes rentes vollans & constituees, & constituees, & collans & collans & constituees, & collans & constituees, & collans & collans & collans & collans & collans & collans & collans

PVRENT aussi leuës les coustumes localles du comté & bailliage de Dunoys, seigneuries de Marchesnoir& Freteual membres dependans dudit comté & autres chastellenies, ressors & fiefz enclauez en iceluy. Et en icelles lisant ont declaré les officiers de Dunoys qu'ils entendent que les appellations de Dunoys, Marchesnoir & Freteual ressortissent par appel par deuant le Bailly de Bloys. Les officiers de Freteual ont dit auoir coustumes particulieres, & qu'au residu se doiuent gouuerner selon la coustume de Bloys, lesdits officiers de Dunoys maintenantz le contraire. Les officiers de Marchesnoir ont dit que leurs coustumes sont plus accordans aux coustumes de Dunoys qu'aux coustumes de Bloys. Et ont veu faire preuue tant à Bloys qu'à Dunoys. Si ont accordé d'oresnauant viure selon les coustumes de Dunoys, sans preiudice des proces pendans & indeciz. Maistre Pierre habert pour le doyen & chapitre de Chartres pour la terre de Charre, a dit & remonstré que combien que la ditte terre de Charre soit enclauce és terres de Dunoys, que toutes-fois ne se regist selon les coustumes de Dunoys par-ce qu'elle est du ressort du bailliage de Chartres. Sur-ce auons ordonné qu'en l'intitulation dudit coustumier de Dunoys sera escrit, Coustumes localles du comté & bailliage du Dunoys, se igneuries de Marchesnoir & Freteual membres dependans dudit comté & autres terres enclauees qui sont sous les coustumes estans regies & gouuernees par la coustume de. Dunoys.

Sur le ij.article qui est au chapitre des siefs contenat [Le vassal quad la foy faut de son costé, il est tenu d'aller deuers son seigneur de sief saire la soy& homage de son sief, s'il est à dixlieues pres de sondit sief à cause duquel le vassal est tenu luy faire la soy. Si tel seigneur de sief a domicile au dedas desdites dix lieues, & s'il est outre lesdites dix lieues, il sussit aller audit lieu à cause duquel ledit vassal est tenu saire la soy & homage, & offrir payer les prossits de sief s'aucuns en doit, tels qu'il feroit à la personne de son seigneur de sief. Apres lesquelles offres ledit vassal peut iouyr de son sief sans offense, autrement tel vassal ne sait son deuoir, & pourra ledit seigneur de sief souyr & vser de son droit. Mais si ledit seigneur de sief ignorant lesdittes offres saites par ledit vassal, en son absence saissist ou resaissist ledit sief, & le vassal ne va dedans xl.iours apres le second saississement saire ses offres comme dessus & payer ses deuoirs de sief, ledit seigneur de sief pourra exploiter ledit sief. Apres que leur auons remonstré qu'il y-a aucuns seigneurs qui n'ont iustice, & à ceste cause se peuuent commetrre plusieurs abuz & en aduient gros inconuenient, Auons ordonné du consentement des trois estatz, qu'en la fin dudit article seront adioustez ces mots. [Par la commission de son iuge s'il a iustice, sinon par son superieur ayant iustice.]

Sur le ix.article qui est audit tiltre des siess contenant. [Et s'il n'y-a que deux enfans, le fils aisné prendra le manoir & vassaux ainsi que dit est, & les deux tiers du residu. Et l'autre soit fils ou fille, aura l'autre tierce partie des choses seodalles.] A esté accordé qu'en la fin dudit article sera adiousté se excepté Marchesnoir qui se regist & gouuerne en ce cas selon la coustume generalle.]

Sur le xij.article qui est audit tiltre des sies contenant. [Vn fils aisné noble ou non noble, aagé de vingt ans & vn iour peut porter la soy & hommage pour ses freres & sœurs mariez & garder vne sois en sa vie sessities freres & sœurs de payer prossit soit qu'il y ait partage ou non. Et la sille à quatorze ans & vn iour non mariee peut porter la soy & hommage de ses heritages seodaux sans payer aucun prossit.] S'est opposé maistre Noel le Iay pour lesdits sei-

gneurs de Montigny, Molitard & de Barenton disant que lesdits seigneurs en ont iouy au cotraire, & qu'ils en ont priuilege particulier. Nonobstant laquelle opposition, apres auoir ouy l'opinion desdits trois estats, Auons ordonné que ladite coustume demoureroit comme ancienne, & que de laditte opposition ferions mention en nostre proces verbal.

Le xvj.article audit chapitre des fiefs contenant. [Nul ne peut auoir droit d'aubenage s'il n'est chastellain. Et quant à la confiscation, elle appartient au haut iusticier où seront assisses & situees les choses confisquees] A esté, entant que touche le droit d'aubenage, contredit & empesché, & de fait s'est opposé ledit procureur du Roy disant qu'au Roy seul apartiét ledit droit

d'aubenage, & en ce l'auons receu à opposition.

Sur le xvij.art.dudit cha. des fiefs contenat[Quant à vn chastellain ou haut iusticier appartient par conscatio vn fief qui n'est point tenu de luy, ou vn arrierenef qui est tenu de luy, il en doit dedans l'an qu'il sera requis, vuyder ses mains pour raison de l'indénité du seigneur de fief ou arriere-fief, ou faire la foy & homage au leigneur feodal, & luy payer les droits & proffits de fief. Autrement le seigneur de fief en iouyra & exploictera par saisse faite par la commission de fon iuge l'il a iustice, sinon par son superieur ayant iustice,]En la fin d'iceluy du consentement que dessus, ont esté adioustez ces mots, [par la commission de son iuge, s'il a iustice, sinon par son superieur ayant iustice. Et audit chapitre des fiess y auoit quatre articles. Le premier contenant. Le seigneur de fies s'il est chastellain, peut auoir le fies tenu en fies, si bon luy semble, pour le pris qu'il a esté vendu, dedans xl.iours, apres les offres à luy faites par l'acheteur. En failant lesquelles offres, l'acheteur est tenu monstrer audit seigneur chastellain son contract en forme. Le second contenant. En succession de nobles, aux enfans du premier mariage competent tous les propres heritages de pere & de mere, qui leurs sont aduenus par succession.] Le trois-ieme contenant. [Et aux enfans du second, tiers & autres mariages subsequens, competent & appartiennét tous les meubles & conquests en quelque sorte qu'ils soient faitz, soit deuant les mariages, en viduité ou autrement. Et à ce moyen sont tenuz acquiter toutes les dettes. Le quatrieme article contenant. Les eglises & autres reputez main morte ne peuuet acquerir & tenir heritages en leurs mains au preiudice du seigneur de fief ou censuel d'iceux heritages, ainçois font tenus d'en vuyder leurs mains & les mettre entre les mains des perfonnes qui ayet puissance de les vendre, aliener & en disposer en telle maniere que les droits seodaux & censuels n'en soient deteriorez ne diminuez. Et apres que la soinmation ou commandement lera faite ausdits gens d'eglise & autres qui ont la main morte, de vuyder leurs mains desdits heritages, ils auront delay d'vn an à ce faire. Et si ledit seigneur seodal les a vne sois receuz par vicaire, il sera tenu à toutes mutations le receuoir par ledit vicaire.] Et s'entend ce present article entant que touche les heritages qui sont acquis, leguez ou donnez depuis xl. ans, ou fil n'y-a tiltre ou privilege au contraire, & fil ne concerne l'interest de ville. Apres que auons remonstré en ladite assemblee aux gens desdits trois estats l'iniquité du ij. article par lequel y auoit inequalité en la forme de succeder entre les enfans du premier & second mariage,& que c'estoit contre disposition de tout droit & raison, & fort dommageable à la chose publicque. Et que quant aux autres trois articles estre suffisamment pourueu par la coustume generalle du bailliage de Bloys. A laquelle peuuent ceux de Dunoys auoir leur recours, auons de leur consentement & accord ordóné que lesdits quatre articles seront rayez & mis hors dudit cayer. Et que quant au contenu d'iceux les habitans dudit comté & bailliage de Dunoys se regiront sous la Coustume generalle dudit bailliage de Bloys, & auront leur recours à icelle.

Sur le xxx.article qui est au chapitre de l'estimation commune d'vn rachat qu'on dit le dict de deux preud'hommes, est telle, contenant [Vn vassal ayant & tenant boys en soy & hommage de quelque nature que soit ledit boys ne le pourra d'oresenauant applicquer à autre chose qu'à boys.] Audit article s'est opposé maistre Pierre habert pour le doyé & chapitre de Chartres. Et apres plusieurs raisons par luy alleguees, & oyz sur-ce les praticiens, auons ordonné qu'en la sin dudit article seront adioustez ces mots. [Sinon que le bois sust sec. Auquel cas par ordonnance de iuge le pourra faire couper.] Et est laditte coustume nouvelle.

Sur le xxxiiij, article qui est au chapitre de matiere censuelle contenant. [Aucun non ayant droit de cens, ne peut de nouvel creer censis, ne bailler heritage audit droit de censis portans gands, ventes, saissines & amendes, sil n'est seigneur chastellain, ou à tout le moins qu'il ait haute iustice, moyenne & basse. Et si ne se peut creer de nouvel autre censis sur les choses tenues à censis, mais se peut bien augmenter par tous autres, qui ont ledit droit de cens.] Apres que

leur auons remostré que ledit article estoit dommageable à la chose publicque, & oyz lesdits trois estats, de leur consentement & accord ont esté adioustez en la fin dudit article les mots qui l'ensuyuent. [Mais si ledit seigneur de cens retire aucune piece, il la pourra rebailler à tiltre de cens, ou autre piece audit tiltre de cens.] Apres auoir leu le chapitre de terrages & chapart.Les religieux, abbé, & conuent de Bonneual, nous ont dit & remonstré, qu'ils ont droit de champart sur plusieurs terres, assisses au comté & iurisdiction de Dunoys, lesquelles sont fructueuses en bon labeur & grand rapport sans internalle que d'vn an en trois. Et comme seigneurs directs dudit droit de terrage, ont accoustumé de tout temps contraindre les redeuables audit droit de champart seigneurial & imprescriptible dessaillans à faire le labourage accoustumé, de payer les proffits dudit droit selon l'estimation de la valleur du reuenu & proffits dudit terrage, comme s'ils eussent esté labourees au pris & selon la nature dudit champart, & felon la coustume des lieux. Nous requerans que l'article dernier dudit chapitre de terrage & champart desdites coustumes de Dunoys de ce faisant mention, soit tenu & mis en coustume audit Dunoys, ou leur soit reserué iouyr de leur droit sans auoir egard à la coustume generalle du bailliage de Bloys, selon laquelle ils n'ont accoustumé eux reigler. Auquel lieu de Bloys les terres ne sont de tel & si fructueux apport qu'audit comté de Dunoys, & qui ensuyuroit ladite coustume generalle dudit Bloys, le seigneur de terrage & direct, seroit grandement interessé de n'auoir son droit accoustumé, que dedans le terme de neuf ans. Et si la coustume dudit Dunoys est tenuë, elle sera cause que les seigneurs vtils de terres tenuës audit droit de champart les feront labourer & exploicter selon les bonnes saisons, sur-ce audit comté accoustumees. Et qu'à ceste cause empeschent & s'opposent qu'autrement soit procedé à l'emologation d'icelles, requerans de ce, acte: & qu'en feissions mention en nostre proces verbal, que leur auons accordé. Et au chapitre des pasturages y auoit deux articles, l'vn contenant. [Qui trouue oyes en ses dangers luy faisans ou portans dommage. S'il y en a plus de six, il en peut tuer deux, l'vne pour son dommage, & l'autre pour l'améde du preuost. Et s'ils sont au-dessous de six, il en pourra tuer vne seulement pour son dommage.]L'autre article contenant.[Il n'est permis nourrir cheures, boucz, ou daings, si ce n'est en son danger. Et s'ils sont trouuez au dager d'autruy, ou broutant, ou rongeant les hayes & clostures, ils seront confisquez moytié au seigneur de l'heritage, & l'autre moytié à iustice. Et sera creu par sermét celuy qui les trouuera, sauf qu'on les pourra mener par la corde par les chemins sans faire domage à autruy, pourueu que l'accusateur soit personne legalle comme dessus: sauf en la chastellenie d'Aruilie ou laditte coustume n'a lieu Lesquels articles dessudits auons remonstré estre rigoureux & donans occasion de faire mal à autruy. A ceste cause cause du consentemeut desdits trois estats ont esté rayez & ostez dudit coustumier, & permis en iouyr & vser selon que contenu est esdittes coustumes generalles de Bloys. Et au chapitre des droits de successions y auoit vn article contenant. [Tous gens d'eglise ayans conuent ou chapitre, peuuent & leur est loysible faire baillees à vies, à temps ou à tousioursmais des heritages de leurs eglises sous leurs seaux, ou en main de notaire de cour laye. Et vallent tels baux, sans qu'il soit besoin les faire decreter ou auctorizer par le superieur.] Apres qu'auons remonstré en laditte assemblee ledit article estre tres-inique & destraisonnable, & contraire à tout droit, Auons ordonné qu'il sera rayé & mis hors dudit coustumier & du tout remis à droit commun, dont les officiers dudit comté de Dunoys se sont portez pour appellans, & depuis se sont desistez dudit appel. Au chapitre des executions de louages de maisons & mestayrie y auoit deux articles, l'vn contenant [Tous acheteurs de bestail & paissons doiuent estre contraintz à payer le pris de l'achat par prison fermee, quand ils sont adiournez à la requeste du vendeur creancier dedans la huytaine de l'achat, sans pour-ce pouuoir iouyr d'anion, quinquannion, ou cession.] L'autre article contenat. [Vendeurs de bestail seront tenuz reprendre ce qu'ils ont vendu, & rendre le pris à l'acheteur si tel bestail vendu ne viuent neuf iours, pourueu qu'il n'y ait coulpe de l'acheteur.] Lesquels deux articles auons remonstré à laditte assemblee estre trop rigoureux. A ceste cause du consentement desdits trois estats, ont esté rayez & mis hors dudit coustumier.

Semblablement au chapitre des executions faites par vertu de lettres obligatoires y auoit trois articles. Le premier contenant. [Porteurs de lettres obligatoires peuuent faire executió fur le detteur obligé, si à ce est obligé, comme feroit le creancier principal, & est receuable pourueu qu'il ait procuration pour conduyre & soustenir le proces qui en pourroit ensuyure. Et seront tenus les forains eslire domicile en faisant laditte execution en la iurisdiction. Autrement ladite execution est nulle.] Le second article contenant. [Lettres de sentence en de-

claration d'hypothecque donnees contr'vn detenteur, sont executoires contre le condamné, tant qu'il est detenteur dudit heritage redeuable de la rente. Nonobstant que l'an & iour d'iceluy soit passé. Le tiers article contenant. Saissine & dessaissine sait par contract de notaire de cour laye vaut & equipolle à tradition de fait, au prossit d'vn acquereur sans auoir apprehésion de fait. Lesquels articles du consentemét desdits trois estats ont estérayez & ostez dudit coustumier.

ON T pareillemet esté leues, publices & accordees les coustumes localles de Romorantin, Millançay, Villebrosse & Billy. En la fin desquelles, ont à la requeste des trois estats desdits lieux, esté adioustez deux articles. C'est à sçauoir le xij. article qui est au chapitre de prinse & desgaigement contenant. [Item terre en yssue de ville, si elle n'est bouschee, n'est dessenble] Et le xiiij. article qui est au chapitre intitulé. En matiere seodalle contenant. [Item en laditte

chastellenie n'y-a aucuns reliefs.]

A V S S I ont esté leuës & publices les coustumes localles de la baronnie saint Aignan. Et en lisant les v.& vij. articles qui sont au chapitre de prinse de bestes contenans. Le cinq-ieme. [Quand aucun trouue autruy en ses heritages luy faisant & portant dommage, il peut desgaiger ou saire desgaiger. Et est ledit desgaigé amendable de cinq sols, à applicquer pour les deux parts à celuy qui fait ledit desgaigement, & le tiers à instice. Et si ledit desgaigé empesche que instice ne soit saisse dudit gaige & qu'il l'oste & recouure, il enchet en l'amende de lx. sols à applicquer comme dessus.

Le vij.article contenant. [Toutes personnes qui empeschent chemins publicques & erras par sa faute & coulpe, enchet en lx. sols d'amende.] Les habitans de Contres ont dit auoir priuilege au contraire, au moyen dequoy ont esté accordez lesdits deux articles sans preiudice des priuileges & libertez des habitans de Contres, & autres ayans priuilege. Et auons ordonné qu'en la fin desdits articles seront mis ces mots. [S'il n'y-a priuilege ou consession au con-

traire.

Sur le xx.article qui est au chapitre de successions contenant. [Par ladite coustume successions de bastards decedez sans hoirs legitimes appartiennent à mondit seigneur.] Et aussi la succession des aubains, ensemble les successions vaccantes, A esté ledit article contredit par le procureur du Roy & sy est opposé. A quoy a esté receu entant que concerne la succession des bastards. Et era mis en teste, son accordé quant à la succession des bastards. Et en iouy-

tont les parties comme ils ont accoustumé.]

PARÉILLEMENT ont esté leuës & accordees les coustumes de la chastellenie de Menetou sur Cher, & en la sin du chapitre des cens & droits censuels à la requeste des trois estats dudit Menetou, a esté adiousté le trois-ieme article contenant. [En la chastellenie de Menetou n'y-a aucuns reliefs.] Aussi à la requeste desdits trois estats a esté adiousté le cinquieme article, qui est au chapitre des terrages contenat. [Que les habitans de la chastellenie de Menetou, ne pourront desormais mettre en prez ne passiz les terres qu'ils tiennent à droit de terrage. Aussi ne seront contraints mettre en labeur les terres que de present tiennét en prez & passiz. Excepté les lettres qui depuis neuf ans en ça ont esté prinses du seigneur de Menetou à la charge expresse d'icelles cultiuer & labourer.]

ES coustumes localles de Celles en Berry estans du ressort dudit comté de Blois ont aussi esté publices. Le iij article qui est au chapitre de droits & deuoirs de cens cotenant. [Cens infeodez sont subjets à ventes & reliefs en telle maniere que quand les choses tenuës à droit & deuoir de cens sont venduës, il est deu au seigneur censier au seur de vingt deniers pour liure, & pour relief douze deniers pour vn denier.]A esté contredit & empesché par les gens du tiers estat de Celles disans en auoir iouy autrement. Sur-ce auons ordonné que ledit article demoureroit par maniere de prouisson iusques à ce qu'autrement en soit ordonné, & que

dudit debat & empeschement en serions mention en nostre proces verbal.

Sur le vj.article qui est au tiltre de successions contenant. [Le seigneur dudit lieu de Celles à la succession des bastards & aubains qui mourent sans hoirs habilles à leurs succeder, & aussi les successions vaccantes.] Le procureur du Roy s'est opposé, disant qu'au Roy seul compete & appartient ledit droit de succeder aux bastards. Si l'auons receu à opposition, comme és autres articles precedens de ce faisans mention.

Sur la requeste faite par les gens des trois estats dudit Celles qui nous ont presenté vn article contenant. [Quand homme & semme sont conioints par mariage, si le mary meurt le premier, sa semme qui le suruit iouyt sa vie durant de la tierce partie des heritages patrimoniaux

niaux de sondit mary: si par contract de mariage n'est autrement parlé dudit douaire en entretenant ladite tierce partie d'heritages, & payant les charges qui y sont disans que ledit article a esté obmis par inaduertance ou autrement, requerans ledit article estre mis, couché & escrit audit coustumier, & qu'ainsi ils ont iouy & vsé. Sur-quoy auons interrogué les practiciens dudit lieu, qui nous ont dit ladite coustume estre telle. Si auons ordonné attendu leur cosentement & opinion que ledit article seroit mis & escrit audit coustumier, pour en iouyr comme des autres coustumes anciennes. Et est le v.article, qui est au chapitre de douaires. Les gés du tiers estat de Celles nous ont presenté vne requeste, disans, qu'audit coustumier de Celles ne est faite mention du droit de terrage, & qu'il a esté obmis par dol à fin de le prédre & d'en vser fouz la coustume generalle, qui viendroit au grand preiudice des subiets de ladite terre, par-ce qu'ils n'ont acoustumé mener & coduyre le droit de terrage en la grage du seigneur terrager: Mais a accoustumé ledit seigneur ou son fermier l'aller querir au champ, parquoy requeroiét qu'ils demourassent en leur possession & iouyssance. Les religieux abbé & couent dudit Celles soustenans le contraire. Sur-ce auons ordoné que lesdits religieux, abbé, couent & habitas dudit lieu de Celles ne seront quant audit article, comprins ne subiets à la coustume generalle de Bloys, mais qu'ils en jouyront tout ainsi & par la forme & maniere qu'ils ont accoustumé. E S coustumes localles de la chastellenie de Vallaçay ont aussi en ladite assemblee esté pu-

bliees & accordees fors & excepté le varticle qui est au tiltre de successions contenat[Bastards ne peuuent succeder à autruy, mais leurs enfans en loyal mariage leur peuuet succeder. Et l'ils n'ont enfans le seigneur de Valançay a acoustumé prendre & recueillir leurs successiós & de gens aubains qui meurent sans hoirs lequel pour l'opposition faite par le procureur du Roy quant aux successions des bastards seulement, auons remis à la cour. Et ce pendant iouy-

ront les parties comme ils ont a accoustumé.

S Emblablemét ont esté en ladite assemblee leues & publices les coustumes localles des terres & chastellenies de Vastan, Buxueil, Villeneusue souz Barillon & le puy s. Laurien, & accordees selon le contenu audit coustumier, sors & excepté le xxij. article qui est au chapitre des testamens & dernieres voluntez contenant par la coustume notoirement tenuë, gardee & observee esdites terres, instices & seigneuries [Testament a lieu autat que le droit en veut& ordonne]Laquelle coustume pour le temps aduenir, sera reduite à la coustume generalle de

Bloys, du consentement & accord desdits trois estats.

La lecture & publication des coustumes localles de la baronnie de la ruë d'Yndre estans A la lecture & publication des confidences à comme procureur és fauxbourgs de la ville de Chasteauroux, M. Guy bonnyn ou nom & comme procureur de noble home messire Hardouyn seigneur de la Tour, aussi seigneur & baron de Chasteauroux, s'est opposé, disant qu'en la baronnie de la rue d'Yndre n'y auoit aucunes coustumes localles, mais se gouuernoiet selo la coustume du bailliage de Bloys. Maistre Denys du pont difant au contraire, qu'il y auoit esdits lieux coustumes localles. A pres auoir ouy l'aduis des gens des trois estats estas en ladite assemblee, qui nous ont dit y auoir esdits lieux coustumes localles autres que les generalles dessudites, auons ordonné qu'elles seront leues & publices, dont ledit Bonnyn s'est porté pour appellant, persistant qu'il n'y en auoit aucunes.

Et sur le xij.article qui est audit chapitre des successions contenant. [En succession collateralle les successions se divisent per capita & egalle portion, & n'y-a aucun droit d'aisneesse, & y fuccede la femelle come le masse]Ledit Bonnyn nous a remonstré que pour raison du contenu audit article proces est pendat en la cour de parlement, & qu'en iceluy enquestes ont esté faites,& que le contenu audit article est la decision du proces. Parquoy attendu ce que dit est,

auons remis ledit article à la cour, pour y estre decidé comme de raison.

Le xiiij.article dudit chapitre contenant. [Qu'entre homme & femme nobles mariez ensemble, le suruiuant gaigne les meubles à la charge de payer les dettes. Et sous icelle chargé a l'administration des enfans mineurs]Du consentemét des trois estats remis à la coustume ge-

neralle pour le temps aduenir.

Sur le xxxij.article qui est au chapitre intitulé touchant les bastards contenat.[Le seigneur baron de Chasteauroux succede aux bastards en tous biens, desquels ils sont saisiz & vestus à l'heure de leur trespas quand ils n'ont enfans descendans de leurs corps soient nobles ou roturiers.]Le procureur du Roy s'est opposé disant, qu'au Roy seul compete & appartiét ce droit. Si l'auons receu à opposition comme aux precedens articles, maistre Hierosme Emery pour le seigneur de saint Gildast, a employé les dittes coustumes, & en consent & accorde l'emologation d'icelles.

ONT esté aussi leues les coustumes de la baronnie de la ferté Ymbaut. Et au chapitre de cens & prossits censuels. A la requeste des gens desdits trois estats dudit lieu, ont esté adioustez deux articles. C'est à sçauoir les iij. & iiij. Le iij. contenant. [En permutatio ou eschange ne sont deues ventes, soit que l'heritage soit en diuers censifs ou non.] Le quatriesme con-

tenant.[Item en laditte seigneurie n'y-a aucuns reliefs.

Sur le v.ar.qui est au cha.des terrages contenant [Celuy qui enfraint le terrage est amendable de lx. sols tournois, à applicquer moytié à iustice, & l'autre moytié au seigneur du terrage] Les habitans dudit lieu ont dit & remostré qu'ils ne sont tenus mener le grain enla grage terrageresse. Si leur auons permis en iouyr &vser come ils ont accoustumé d'ancienneté. Esdites coustumes à nous presentees y auoit vn article contenant [En cryees & subhastations, il conuient que les heritages foient cryez védables par trois huytaines, trois quinzaines, trois quarãtaines & par an & iour auant que lon puisse proceder au decret & adjudication des heritages ainficryez. Et ne faut qu'il y ait interruption esdites criees. Car qui faudroit d'vn seul iour, ce qui en auroit esté fait seroit de nul effet, & ne peut on faire les dittes cryees sans commission de iuge.] Apres que leur auons remonstré que le temps contenu audit article estoit trop log, nous ont requis ledit article estre reduit à la coustume generalle de Bloys, que leur auos permis & accordé pour en vser selon icelle pour le temps aduenir.

Aussi ont esté leuës, publices & accordees les coustumes de la seigneurie de Soesmes sans

S'Emblablemet ont esté leues & publices les coustumes de Lepuroux & Bouge. Et au v.article qui est au chapitre des successions contenant [En succession en ligne collateralle, soit en fief ou roture les masses & semelles succedent par egalles portions. Et n'y-a aucun droit d'aisneesse pourueu qu'il soient en pareil degré.]M.Guy bonyn comme procureur du seigneur du Chasteauroux s'est opposé audit article disant que proces en est pendant & indecis en la cour de parlement. Si auons ordonné que sur ledit article seroit mis, [discordé & remis à la cour.]

Sur le vij.article qui est audit tiltre des successions contenant par laditte coustume. [Entre nobles le suruiuant gaigne les meubles soit qu'il ait enfans ou non.] Par l'aduis & accord des trois estats dudit Lepuroux & Bouge a esté ladite coustume remise à la generalle pour le téps

Ont esté leues les coustumes de la chastellenie de la ferté Aurain & accordees sans aucune scontradiction.

D'Areillement ont esté leues en ladicte assemblee les coustumes de Trébleny & Villebrosse. Le xij.article quiest au chapitre des douaires contenant[En traité de mariage entregens roturiers auquel n'y-a commencemet de douaire, Et le mary n'a aucuns propres heritages, la femme aura pour son douaire le quart des conquests de la portion des heritiers du trespassé en vsuffruit, en payant les charges. Et s'il n'y-a conquestz aura la quarte partie des meubles de la portion des heritages du trespassé à perpetuité deduites les dettes.]A esté accordé du consentement desdits trois estats pour coustume nouuelle.

A Pres ont esté leuës les coustumes localles de la chastellenie, terre, iustice & seigneurie de Chabris. Et ont fait les pretendans droit en laditte seigneurie leurs protestations telles que contenuës font en la comparition par eux faite au commencement de nostre proces verbal. Les officiers de la baronnie de saint Aignan ont voulu empescher la publication desdittes coustumes, disant que la dite chastellenie de Chabris est dependat de la baronnie de s. Aigna Et sur-ce ouyz les gens des trois estats, & par leur aduis & opinió ont esté leuës & accordees

lesdites coustumes.

Le xxvj.art.qui est audit chap.de bastards contenant Les seigneurs de Chabris en leurdite chastellenie & terre de Chabris, ont la succession des bastards aubains & espaues qui meurent san s hoirs habilles à cux succeder, Et aussi la confiscation des criminels.] A esté contredit & em pesché par le procureur du Roy comme és autres articles pareils & semblables.

ES coustumes localles de la chastellenie de Molins en Berry tenuë de la baronnie de saint 'Aignan, ont esté leues & publices en ladite assemblee sans preiudice au seigneur des droits par eux pretenduz desquels les auons laissez en telle possessió qu'ils sont de present, & aux sub-

iets auons reserué leurs dessenses au contraire.

NT esté aussi leues & accordees les coustumes localles, tant de la seigneurie & bailliage d'Atroche que de la chastellenie de Villesranche sur Cher, sans aucune contradition.

Et pource q nous ont esté presentees plusieurs autres coustumes localles par les seigneurs & habi& habitans des lieux. Et aussi qu'és cayers des coustumes localles y auoit plusieurs articles pareils & semblables en substance à la constume generalle. Pour obuier à prolixité les au os rayez & ostez desdits cayers de coustumes localles, & ordonné qu'en ce qu'il dessaudra esdittes coustumes localles les habitans des lieux dessus des uront recours aux coustumes generalles d'iceluy comté & bailliage de Bloys, lesquelles en ce cas auront lieu.

Et tout ce certifions estre vray, & ainsi par nous auoir esté fait les an & iour que dessus. En telmoin desquelles choses nous auons signé & fait signer lesdites coustumes par messire Loys d'estempes cheualier seigneur de Vallançay gouuerneur & bailly de Bloys, M. Denys musset

lieutenant general, & Iean papin greffier dudit bailliage.

FIN DES COVSTVMBS

Coustumes generalles des Pays & Duché de

BERRY, TANT DE LA VILLE ET SEPTAINE DE

BOVRGES QVE DES AVTRESVILLES dudit Pays & Duché.

De l'estat & qualité des personnes.

Article premier.

ES manans & habitas de la ville & septaine de Bourges premiere & capitalle du Duché de Berry, par l'ancienne coustume sont libertez & de franche condition non subietz à aucuns droits & deuoirs deuz & procedans à cause d'estat ou qualité seruile, soit par droitde suite ouautre maniere quel-Conque.

lieu de Contressaut

Semblable coustume ont les manas & habitans des vines & cuares fugit . fuiste foudun, ville & septaine de Dun le Roy, Mehun sur Yeure, Vierzon, & du fugit . fuisse lij.

iij. bic latitans consuet. loquiture de o qui sur de eo Les enfans mariez bien qu'ils soient mineurs dessous l'aage de vingt cinq ans, & aussi les maieurs de vingt cinq ans indiferément sont reputez par la couseume du pais & Duché de factus est publication de la puissance paternelle, & peuvent ester en iugement & agir, disparissimm no poser & contracter comme enfans vrayement emancipez par la coustume & deliurez de la habet hot privis parissimment emancipez par la coustume & deliurez de la habet hot privis la puissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la puissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la puissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la puissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la puissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la puissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la puissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la puissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la puissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la parissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la parissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la parissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la parissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la parissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la parissance par la coustume & deliurez de la habet hot privis la parissance par la coustume & deliurez de la puissance par la coustume & deliurez de la la puissance par la coustume & deliurez de la puissance par la coustume & deliure puissance paternelle.

mance paternelle.

Toutel-fois s'ils sont mineurs de vingt cinq ans bien qu'ilz soient deliurez de la puissance Chasteaurous ternelle ne pour a l'inner le chasteaurous de la puissance chaste putilance paterneue.

Toutel-fois s'ils sont mineuts de vingt cinq ans bien qu'ilz toient denurez de la panale paternelle, ne pourront aliener leurs biens immeubles sans auctorité de curateurs & decret de dica son serficielle, notablement qui c'essoit require sont restriction en entier.

V. tiré, & fait bourgeois de parales obsts

Et peut le pere emanciper son enfant present ou absent en quelque aage qu'il soit, & n'est Paru, et obifte requise par ladite coustume la solemnité de droit en l'emacipation des enfans qui sont de l'aa- la provision?

Quida dicunt que la cause pour laquelle lon fera ladite emancipaque pour le retion foit au proffit desdits enfans.

Lesdits enfans de famille, exerçans publiquement marchandise, peuvent ester en iugemet, tant en demandant qu'en dessendant pour raison des choses concernans l'estat & fait de mar- Reyaume chandile, sans l'auctorité de leur pere.

Et le semblable quant aux semmes mariees exerçant marchandise publiquemet, lesquelles le centree de ce pour raison d'icelles peuvent agir & estre convenues sans l'auctorité de leurs maris!

mary, constant le mariage, si n'est qu'elle eust exercé ledit fait de marchandise au veu& sceu de son mary, & souz son adueu & consentement expres ou taisible, auquel cas sera executoire contre le mary pour le tout, tout ainsi que s'il estoit donné contre luy.

Et par semblable, le iugement donné contre le fils de famille, ne sera executé contre le pere, si n'est que ledit filz de famille eust exercé le fait de marchandise au veu & sceu de son pere,& fouz fon adueu & confentement expres ou taisible.

Et si lesdits enfans de famille ou femmes exercent ledit estat & sait de marchandise souz l'aueu du pere, ou du mary comme dessus est dit, serot aussi tenuz lesdits pere ou mary des dettes passiues contractees par lesdits fils de famille ou semme, pour cause ou occasion dudit fait de marchadile, & pourrot estre couenuz lesdits pere ou mary pour raison desdites dettes pas-

Delahistre aucest ...

Coustumes generalles du Duché de Berry

fiues, tout ainsi & en la forme & maniere que si elles auoient esté par eux mesmes contratrees.

Les dits fils de famille & femmes mariees ne peuvent en toutes autres causes ester en iugement, soit en demandant ou en dessendant, sans l'auctorité du pere ou mary, sinon és matieres d'iniures & criminelles, quant ausquelles l'auctorité du pere ou du mary ne sont requises.

Les iugemens donnez contre la femme, ou filz de famille, esdittes causes d'iniures & criminelles, esquelles ilz peuvent ester en iugement, soit en demandant ou dessendant sans l'auctorité du pere ou du mary ne se peuvent executer à l'encontre du mary ou du pere, ou sur leurs biens, eux viuans.

Et ne pourra au cas susdit, constant le mariage, courir prescription contre celuy qui a obtenu iugement contre la semme, si n'est qu'il y eust separation de biens, ne pareillement à celuy qui a obtenu iugement contre le fils de samille, tant qu'il sera en la puissance du pere. xiii.

Ceux qui sont sous gouvernement de tuteurs, ne sont capables, soit en demandant ou en desendant, ester en jugement, ains seulement leurs tuteurs: mais quant aux adultes, ayans curateur, pourront ester en jugement en demandant ou en dessendant auec l'autorité de leur curateur, ou leur curateur seul pourra poursuiure en jugement leurs actions ou iceux dessendre, & suffira de faire les adjournemens & exploits aux cas susdits en la personne des tuteurs ou curateurs seulement.

Femme marice par la coustume est en la puissance du mary.

Contracts de vendition, donation & autres faits par femme mariee, ou fils de famille estant en la puissance paternelle ou autres personnes estans en puissance de tuteur ou curateur sans l'auctorité desdits mary, perc, tuteur ou curateur, sont du tout nuls & de nul effet & valleur, si n'est és cas susdits, qu'ils exerceroient marchandise publiquement, & contractoient à cause d'icelle.

Et n'obligent lesdits contracts lesdits fils de famille, femmes & autres personnes estans en la puissance de tuteurs ou curateurs aucunement, en maniere que quand le mariage est dissolu ou les enfans de famille deliurez de la puissance paiernelle, & les personnes estas en la puissance de tuteurs & curateurs mis hors d'icelle, lesdits contracts ne peuvent auoir aucun esser, ne estre executez à l'encontre d'eux.

Durant & constant le mariage, le mary est censél & reputé seigneur de tous les meubles & conquests par eux ou l'vn d'eux saits, durant & constant le mariage, & en peut disposer come de sa propre chose.

Toutes-fois s'il apparoissoit les dispositions ou altenations faites par le mary desdits meubles & conquests auoir esté faites pour frauder la semme du droit de sa communauté, ne doiuent sortir aucun esse au presudice de la semme.

Le mary a l'administration & gouuernement des heritages appartenans à saditte semme, par quelque moyen que ce soit, & d'iceux fait les fruits siens.

La femme ne peut disposer de sessitis heritages & biens sans l'auctorité & consentement de son mary, s'il n'y auoit conuention expresse en leur contract de mariage au contraire, auquel cas aussi si la femme est mineur de xxv.ans, ne pourra disposer des biens immeubles sans l'auctorité de son mary, & decret de iuge.

Le pere est legitime administrateur des biens maternelz & autres aduentis appartenans à ses enfans, estans en sa puissance, & aussi aux enfans qui auroiet esté emacipez pour leur proffit & vtilité, & fait les fruits siens, iusques à ce que les masses soient aagez de dixhuit ans, & les filles de quatorze ans.

Et en acceptant par le pere ladite administration, sera tenu acquiter ses sensans des dettes mobiliaires, ausquelles ils estoient lors de l'acceptation de ladite administration obligez, & payer les charges pour le temps de son administration deuës sur les les heritages de ses sensans, ensemble les arrerages de rentes, si aucunes en sont deuës, les nourrir, alimenter & entretenir, & faire les fraiz des proces, le tout iusques à la concurrence de la valleur des fruits, & non plus auant. Et à la fin de laditte administration leur rendre les dits heritages en bon estat, sans deterioration ou diminution d'iceux. xxiiij.

La mere pareillement (ou le pere n'est viuant) à tant qu'elle sera en viduité, l'administration des personnes & biens de ses enfans mineurs d'ans, & fait les fruits des heritages siens, ainsi que le pere, en quelque aage qu'elle soit, à la charge de la nourriture & entretenement de ses ensans

enfans, acquittemens des dettes & frais des proces, iusques à la concurrence de la valleur desdits fruits, & rendra lesdits heritages ausdits mineurs, laditte administration finie, en bon & suffisant estat, ainsi que dessus est dit du pere.

Toutes-fois où la mere sera mineur de vingt-cinq ans, sera pourueu à ses enfans mineurs d'ans, curateur aux causes que les mineurs auront en iugement, en quelque matiere que ce soit, lequel curateur ensemblement auec la mere, fera la poursuyte des droits desdits mineurs, tant en matiere personnelle que reelle, sans qu'il soit besoin pouruoir d'autre curateur à la me-

Et au regard des biens meubles appartenans aux enfans mineurs, estans sous le bail & administration du pere ou de la mere, ayeul ou ayeulle, entre nobles appartiennent audits baillistres & administrateurs & les sont leurs, à la charge de l'entretenement & nourriture desdits mineurs, d'acquitter & descharger iceux mineurs de toutes charges & dettes mobiliaires par eux deuës,& payer pour le temps qu'ils auront ledit bail, les charges reelles, ensemble les arrerages escheuz au precedent, si aucuns en sont deuz, & de faire tous les fraiz & despens des proces qu'ont ou auront lesdits mineurs, pendant ledit bail & administration, & de rendre à la fin dudit bail lesdits heritages en bon & suffisant estat, sans deterioration ou diminution, ainsi que dessus est dit.

Et où lesdits pere, mere, ayeul ou ayeulle, ayans l'administration & bail de leursdits enfans mineurs, durant laditte garde & administration n'auroient satisfait aux charges dessus declarees, seront & demoureront priuez du gaing desdits meubles & fruits, & seront tenuz iceux rendre à leursdits enfans eux venuz à l'aage dessus declaré, & à ceste fin seront tenuz de faire inuentaire desdits meubles, incontinent apres que le bail& administration leur seront deserez auant qu'eux immiscer à laditte administration.

Toutef-fois fil n'y auoit faute que quant aux reparations, ils n'en seront priuez, si n'est que ladite faute soit notable.

Et au regard des baillistres collateraux, nobles comme dessus, feront pareillement les fruits des heritages des mineurs, desquels ils auront le bail, leurs: mais non doresenauant les meubles, & seront tenus à l'acquittement des dettes mobiliaires, nourriture & aliment des mineurs, iusques à la concurrence de la valeur desdits fruits tant seulement, & non plus auant, & rendront lesdits heritages desdits mineurs le bail siny en bon & suffisant estat, sans deterioration ou diminution, & seront tenus faire bon & loyal inuentaire des meubles, auant qu'eux immiscer à l'administration d'iceux pour les rendre au mineur, le bail finy ou l'estima-

Et si lesdits pere ou ayeul non nobles ayans l'administration des biens de leursdits enfans estans en leur puissance, conuolent à autres nopces ne seront plus les fruits des heritages ou biens immeubles de leursdits enfans, leurs.

La mere ou ayeule conuolant à fecondes nopces,perd l'administration & gouuernement des biens de ses enfans,&ne fera plus les fruits siens,&ne gaignera aussi audit cas entre nobles les meubles, pource que voluntairement elle delaisse le bail, & neant moins sera tenuë de faire pouruoir, auant que contracter le second mariage, de tuteur ou curateur de sessitis enfans, & rendre lesdits biens meubles selon l'inuentaire, & compte & reliqua de l'administration qu'elle a euë auant que folennifer le fecond mariage. Et f'elle conuolle à fecondes nopces auat que ce auoir fait, sera priuee des droits de succession, & autres droits qui luy sont deserez par la mort de sesdits enfans.

Et audit cas que la mere ou ayeulle perd le bail pour estre conuolee à secondes nopces, ne retombent lesdits enfans à nouuel bail:mais leur doit estre pourueu par le juge du lieu, de tuxxxiij.

Entre nobles le bail du mineur noble appartient à son pere, & apres le deces du pere, à la mere, tant qu'elle demeurera en viduité seulement.

Etapres les personnes susdittes, le bail dudit mineur noble appartient au plus prochain pa- nuptius hoc no rent & lignager masse du costé du pere dudit mineur, s'il en y-a, ou au plus prochain parent & perdit. C.M. lignager masse du costé de la mere d'iceluy mineur, en baillant toutes-fois par les collateraux bonne & suffisante caution bourgeoise, s'il n'est qu'ilz sussent notoirement receans & sol-

Et s'ils sont plusieurs parens en mesme degré, au plus ancien le bail appartient, pourueu que ledit lignager soit noble,& en aage parfait de xxv.ans,& non autrement.

XXXIIIj. ser per secudas

Coustumes generalles du Duché de Berry

Et seront tenuz faire inuentaire desdits biens meubles, auant qu'aucunement eux immiscer à l'administration, & iceux rendre au mineur, incontinent le bail siny. xxxvij.

Le bail du mineur dure seulement iusques à l'aage de puberté de quatorze ans accompliz, aux masses, & de douze ans accomplis aux filles: & apres ledit aage leur sera pourueu de curateur par le juge ordinaire, pour leurs causes & negoces. xxxviij.

Celuy auquel par la coustume le bail est deseré, est tenu dedans trente iours apres declarer s'il veut accepter ledit bail, & les dits trente iours passez, en demeure priué, & est ledit bail deferé aux autres plus prochains parens.

Et ne doiuent les baillistres, tuteurs & curateurs proffit de rachat, ausquels sera tenu le seigneur de bailler souffrance pour les mineurs, iusques à ce qu'ils, ou l'vn d'eux, seront en aage pour porter la foy.

S'il y-a plusieurs enfans mineurs d'ans, sous le bail de leurs parens ou lignagers collateraux; l'aisné venant à l'aage de quatorze ans, & consequemment hors le bail, attrait à soy le bail de ses autres freres & sœurs, insques à ce qu'ils soient en aage auquel par la constume finist ledit bail.

Auquel toutes-fois frere aisné estant hors de bail, & qui aura attrait à luy le bail de ses freres & sœurs mineurs, sera pourueu tant pour ses negoces & causes, que de ses fits fous son bail de curateur, par le iuge du lieu, appellez trois parens desdits mineurs du costé paternel, & trois du costé maternel, si tant en y-a, qui soient demeurans dedans le destroit & iurisdiction du iuge ordinaire, & sil n'y auoit parens susques audit nombre, au lieu d'iceux seront appellez des plus apparens voisins de la qualité des mineurs iusques audit nombre. Et prendra ledit curateur les biens meubles desdits mineurs par inuentaire fait solennellement en la maniere accoustumee, auant que s'immisser aucunement à l'administration desdits biens.

Tuteurs & curateurs sont tenuz auant qu'aucunement eux immiscer à l'administration des biens des mineurs, n'aucune chose toucher és meubles, faire faire bon & loyal inuentaire desdits meubles par le suge à qui la cognoissance en appartient, ou son commis, appellé auec luy le grefsier & deux bons & notables personnages, pour assister à laditte consection d'inuétaire, lequel inuétaire lesdits tuteur & curateur ferot clorre & arrester le plustost qu'il sera possible. Et au plus tard dedans xl. iours apres la tutelle à eux decernee.

Et dedans ledit temps seront tenus aussi d'arrester & clorre l'inuentaire les baillistres, gardes, & autres administrateurs des biens des mineurs, qui sont tenus d'iceluy faire, ainsi qu'il est contenu cy dessus.

Tuteurs, curateurs & autres administrateurs tenus de faire inuentaire, feront apprecier les biens meubles qui seront mis audit inuentaire par gens expers & à ce cognoissans, qui à ce faire seront appelez par le iuge ou commis qui fera ledit inuentaire, par l'aduis des deux plus prochains parens desdits mineurs, ou d'autres personnes estans sous le gouuernement & administration d'autruy, pour ueu que lesdits parens soient demour as sur les lieux, ou en dessaut des parens, deux bons & notables personnages de la qualité du mineur, ou autres personnes susdittes, & des amys de leur maison, en prenant par ledit iuge, le serment desdits appreciateurs de faire bonne & loyalle extimation desdits meubles, laquelle appreciation il fera rediger par escrit dedans ledit inuentaire, & en la ville & septaine de Bourges se fera ladite appreciation par les priseurs iurez de la ville & septaine de Bourges : toutes fois quant à l'appreciation qui sera faite par les priseurs iurez de laditte ville & septaine, ou les tuteurs & administrateurs seront tenus de rendre la valeur desdits meubles, sera augmentee de tournois au parisis.

Et en faisant ledit inuentaire ou iceluy sait, sera ledit iuge voir par lesdits appreciateurs & autres gens à ce cognoissans, prins d'eux preallablement le serment en tel cas accoustumé, s'il y-a aucuns desdits meubles qui soient perissables, & que ce soit le prossit & vtilité des mineurs qu'ils soient venduz, & lesquels lesdits tuteurs ou curateurs apres la permission du iuge, seront tenuz vendre ou faire vendre en la maniere que sera trouuee la plus commode pour les mineurs, appellez deux des plus prochains parens desdits mineurs, & les deniers qui prouiendront de la vendition desdits meubles perissables, seront mis entre les mains desdits tuteurs & curateurs.

Et si le pere desdits mineurs estoit marchant, & qu'il eust laissé quantité notable de marchandise, la seront lesdits tuteurs, curateurs & administrateurs vendre & debiter le plus commodement



modement que faire se pourra pour lesdits mineurs, par quelque bon & notable personnage expert & entendu au fait de la marchandisse desdits mineurs, qui sera choisy & esseu par lesdits tuteurs & curateurs, & trois des plus prochains parens desdits mineurs qui demoureront fur les lieux, qu'ils appelleront auec eux pour ce faire, & feront par l'aduis desdits parens continuer le train de la marchandise s'ils trouuent que ce soit le plus vtile & profitable pour lesdits mineurs, & qu'il se puisse faire.

Et la tutelle finie, sera tenu le tuteur rendre les biens meubles non perissables, & le pris des biens qu'il aura venduz.

Les separations de biens entre le mary & semme, & permission de l'administratió d'iceux à la femme, sans l'authorité du mary ne peuuent prejudicier n'auoir effect quant aux creanciers, iusques à ce qu'elles auront esté deuement insinuees, leuës, publices, & enregistrees en iugement à iour ordinaire de plaidz, par deuant le iuge lay, auquel la cognoissance en appartient, quand il est question de separation de biens tant seulement.

Et seront faites lesdites separations de biens en jugement auec cognoissance de cause, & inquisition sommaire d'icelle, bien que le mary & la semme les voulussent accorder voluntairement, afin d'obuier aux fraudes que lon pourroit faire par le moyen desdites separatios aux creanciers.

CHAPITRE.

Des iugesziugemenszrescisionszespaueszamendes & confiscations. Article premier.

S pays & duché de Berry, par l'ancienne & inueteree coustume d'iceluy en quelque crime que ce soit commis & perpetré par les manans & habitans audit pays ou aucuns d'iceux, confiscations de biens estans audit pays n'a lieu.

Toutes-fois en crime de leze maiesté humaine au premier chef, comme de conspiration Hic. 5 per ipcontre la personne du prince, ou son royaume seulement, ladite confiscation a & doit auoir sun lyserico-

Et en tous autres crimes les biens desdits delinquans, bien qu'ils soient executez à mort fuit, & sic in par iustice, viennent à leurs hoirs & successeurs, soit en ligne directe ou collateralle, tout ainsi metus es successeurs de leurs hoirs & successeurs de leurs de leurs hoirs & successeurs de leurs d & en la forme & maniere que la succession eust esté deserce s'ilz n'eussent commis lesdits cri- 4.c.M. mes,&n'eussent esté executez pour iceux.

Par l'ancienne coustume, vsage & observance de la ville & septaine de Bourges, le iugement des causes criminelles des manans & habitans de ladite ville, fauxbourgs & septaine apres que le proces aura esté instruit & mis en estat de iuger par les iuges royaux desdits lieux qui en ont la cognoissance, appartient au maire, escheuins & bourgeois de laditte ville iugeas audit cas, par & souz l'authorité du Roy, par deuers lesquels le proces est apporté par le juge royal qui l'a instruit, veu & leuren sa presence, par son greffier, & doit dire le premier son opinion, & aussi y doiuent assister les aduocats & praticiens du siege en competant nombre, pour en dire leur aduis.

Et les amendes & confiscations, où lesdites confiscations ont lieu, appartiennent entierement au Roy: & sont lesdits iugemens executez par l'auctorité de la iustice du Roy, à sçauoir le iuge royal qui a fait le proces & la sentence enregistree & expedice par son greffier.

Et ont accoustumé de toute ancienneté les appellations interiettees desdits iugemens & sentences ressortir sans moyen à la cour de parlement.

Les hauts iusticiers ayans droit d'espaue, apres l'auoir trouué & prins, sont tenuz le faire crier dedans la premiere huitaine qu'il aura esté trouué par deux sois distant l'vne de l'autre de trois iours entiers:la premiere d'icelles au iour de marché de leur iustice, s'il y a marché. Et où il n'y a marché, au lieu plus apparent de la iustice, & l'autre au iour de dimanche à l'issue de la grand messe parrochiale de l'eglise de laditte iustice.

Et si laditteespaue est chose mouuante, pasturable ou posturable, comme chieures, brebis, moutons, cochons, veaux & autres semblables menues bestes, les gardera par l'espace de xv. iours auant que les exposer en vente, pendant lequel temps si le seigneur desdites bestes pretendues espaues, vient & fait apparoir sommairement qu'elles luy appartienent, luy serot deliurees en payant la despence qui aura esté faite cependant par lesdites bestes, pour laquelle le seigneur ne pourra prendre pour chacun chef de bestes menues outre iij. deniers tournois pour iour, & lesdits xv. iours passez ne sera plus le seigneur d'icelles receuable à les demander: & pourra ledit seigneur qui les a prinses comme espaues, icelles vendre, ou les retenir à luy, Ll iiij.

Coustumes generalles du duché de Berry.

& en faire son profit.

Et quant aux grosses bestes, comme bœufs, vaches, iumens, cheuaux, poulains, pourceaux & autres semblables, est tenu ledit haut iusticier les garder sans les exposer en vente, l'espace de trente iours, durant lequel temps il est tenu les saire crier & proclamer dedans la premiere quinzaine qu'elles auront esté trouuees par trois diuerses fois, distantes de trois iours l'une de l'autre, les deux d'icelles au iour de dimenche à l'issue de la grand messe de la paroisse de laditte iustice, & l'autre au lieu de marché, si marché y a,& s'il n'y a marché, au lieu plus apparent d'i-

Et si pendant ledit temps de trente iours celuy à qui appartiennent lesdites bestes, vient & ge inter regios fait apparoir sommairement qu'elles luy appartiennent, luy seront deliurees en payant la des-pidelicet qua-pense qui aura esté faite cependant par les lieres bassant la la liere pense qui aura esté faite cependant par les lières bassant la liere la liere le lière le la liere la lière la liè pense qui aura esté faite cependant par lesdites bestes: pour laquelle le seigneur ne pourra regim estificam prendre pour cheual outre deux sols tournois par iour, & pour grosses bestes, comme vaches, pourceaux & autres semblables, outre six deniers tournois. Et si celuy à qui appartienmont tempora-lis,quia quem-nent lesdites bestes ne vient dedans ledit temps de xxx.iours, ne sera plus receuable, & pouradmodum vin ra ledit seigneur vendre lesdites bestes, ou les retenir & en faire son profsit.

Et quant aux espaues appartenans au Roy, seront vendues apres ledit temps, & le pris mis le iudicatum, entre les mains du receueur du Roy, pour en faire compte comme des autres deniers de sa recepte.

Et au regard des autres choses mobiliaires non pasturables ou posturables ne perissables, le seigneur les doit garder quarante iours, & durant les vingts premiers iours les faire crier par trois fois, durant lequel temps de quarante iours, si celuy à qui sont lesdits meubles vient mulcla friuola & fait apparoir qu'ils luy appartiennent, en payant les fraiz raisonnables, pour lesquelz le seiad eundem spe gneur ne pourra prendre outre cinq solz tournois, luy seront renduz.

Et lesdits quarante iours passez, le seigneur ne sera tenu les rendre, ains les pourra retenir, & en faire son proflit. X1111.

S'aucun a trouué espaue, chose perdue ou esgaree, sera tenu dedans vingtquatre heures le notifier au seigneur haut iusticier du lieu où il l'aura trouuee, & sera contraint de rendre & le fermier des restituer ladite espaue au seigneur, & pour l'auoir recelee & n'auoir notissé dedans vingtquatre heures, sera condemné en l'amende arbitraire, à la discretion de iustice, quant au seigneur subalterne, & en l'amende accoustumee de soixante solz parisis enuers le Roy.

> Le defaillant adiourné en parlant à sa personne doit vij. s. vj. deniers parisis pour l'amende de iustice à Bourges, & à Dun le Roy, quant aux laiz. Et quand aux clers, audit Dun le roy, ne doiuent que sept sols six deniers tournois.

> Età Ysoudun, Mehun, Vierzon, & Concressaut n'y a pour desfaut amende que de cinq lolz tournois. xvij.

Celuy qui succumbe en matiere possessione ou d'execution, doit soixante solz parisse d'a-& fust l'exe- mende en la ville & septaine de Bourges & de Dun le roy, & en toutes autres villes royalles du pays de Berry, soixante sols tournois, & le tiers opposant à l'execution, s'il succumbe doit à Ysoudun cinq sols tournois. XVIII.

Pareillement pour le fol appel ou fol iugé des iuges des iurisdictions subalternes, 1 est deu 1 grans iours de amende au Roy de soixante sols parisis, és villes & septaines de Bourges & Dun le roy, & soi-Rio l'a 1546, xante solz tournois és autres villes royalles du pays de Berry. xix.

Le deffaut en matiere criminelle en la ville & siege d'Ysoudun, soit par deuant le baillif ou que depuis en garde de la preuosté, quand à l'adiournement, est fait parlant à la personne du delinquant, ou à cry public, & sur peine de bannissement, emporte soixante sols tournois d'amende enuers le furent receues Roy, laquelle est executable par vertu du roolle, ou extraict du registre du gresse.

Pareillement l'on a accoustumé audit Ysoudun pour dessaut baillé en matiere d'asseurede ceste constu ment, payer soixante sols parisis d'amende au Roy.

Et quant aux iurisdictions des seigneurs subalternes ou lon auroit accoustumé prendre Rey se ioigni- moindre amende que de sept solz six deniers tournois pour dessaut, ne seront les desaillans rent auec les tenus payer plus grande amende que l'amende accoustumee, & aussi n'en pourront prendre fermiers, & lesdits seigneurs subalternes outre lesdits sept sols six deniers tournois.

Et où le deffaillant auroit esté adjourné en sa personne, pour cause de treiziesme de vin végneurs pour du en la ville & septaine de Bourges, ne sera tenu de payer ladite amende.

Deffauts donnez en cas de tesmoignage, deniers de ville on pourra assister à la taxe d'aucuns despens, sommations, ou pour veoir faire veues d'heritages, n'emportent aucune amende.

do index è quo feest index domini temporadominus loci solet in mulétam condemnsri.Ita quădo male adpel latur ab co, Lat, or sta fuit indicată a Isoudun par l'opinio detous les assistas, sur le champ entre Roy & vn fol appellant executé pour l'amende par ledit fermier: l'executé disoit qu'il ausit payé l'amede au seigneur du lienauquel elle estoit deue cution declaree tortionaire dot ledit fermier appella où il acquiesça Ie sçay bien semblable can Se les parties à informer de modo vtendi me au moyen que les ges du foullé les sei-

cuyder enri-

chir le Roy. C.M.

La partie apres la cause ciuille contestee, soy desistant d'icelle, ou confessant l'intention de sa partie aduerse, ou qui pert sa cause par sentence, ou qui laisse interrompre le proces par an &iour, & laquelle par ce moyen doiuent succumber en iceluy, doit pour le ny, par ce que dessus attaint & verifié, sept solz six deniers tournois d'amende aux sieges de Bourges, & de Dun le roy seulemet. Et au siege d'Ysoudun, Mehun, Vierzon & Concressaut cinq sols tournois. li Et quant aux matieres criminelles, s'il y a condemnation d'autre amende enuers le Roy, ladite condemnation d'amende contenue en l'article precedent n'a lieu. Le sergent ayant prins charge d'executer iugement, sentence ou lettres obligatoires passees sous seel authentique, sera tenu és lieux & villes esquelles lesdites sentences ou lettres obligatoires luy auront esté baillees, faire & parfaire son execution dedans le lende-Et hors lesdites villes & lieux, si c'est dedans la prouince dudit pays & duché de Berry, dedans huitaine pour tous delays. XXVIIj. Et les executions faites esdits lieux & villes, rendront lesdites lettres obligatoires, iugemés ousentences executees, dedans trois iours apres l'execution faite. Et quant aux executions qui seront faites hors les dittes villes & lieux, les rendront dedans la huitaine ensuiuant, pour le plus tard. En maniere que la partie qui aura mis en besongne ait lesdits exploits avant le iour assigné à l'executé escheu. Et en dessaudir esté sur ce sommairement ouy, promptement en iugement, sans en faire plus long proces, s'il confesse auoit prins la charge, ou qu'il soit verissé par celuy qui l'aura mis en besongne, en tous ses dommages & interests,& en l'amende arbitraire de iustice. Au pays & duché de Berry, exception de pecune no nombree n'a lieu pour charger le demandeur ayant l'obligation ou cedule recogneue de preuue: mais bien le pourra obiicer le deffendeur, en prenant sur luy la charge de preuue. Et pourta audit cas celuy qui proposera ladite execution deferer sur icelle le serment decisoire au creancier, lequel ledit creancier sera tenu accepter ou referer, s'il n'y a juste cause pour recuser la delation. I Par exploits de iustice l'on ne peut pretendre trouble pour former complainte : mais doit satum sit in-Fon se pourueoir sur iceux par opposition ou appellation, s'il y a grief. Les concracts contenas alienations de choses meubles ou bail à ferme d'heritages, à moins lave, e. 2. A. de de dix ans faits par maieurs & par personnes capables à contracter, sont bons & valables, sans probatio. sed ce que l'on puisse demander la rescission d'iceux, sinon qu'il y eust eu dol ou fraude du costé post biennium de celuy auquel est faite l'alienation dudit meuble ou bail à ferme, à moins de temps que de ditor formale dix ans, excepté où il seroit question d'alienation d'vniuersité de grans meubles ou de meu-quoddam inbles precieux, de grande valeur, esquels la rescission aura lieu, comme en alienation de choses bire, sain est xxxiiij. quod iuret de-beri: ergo mul Le minent ayant quatorze ans non ayant curateur, peut contracter sur son meuble, & fai- to minus cogi re bail à ferme de ses heritages, à moindre temps que de dix ans. Toutes-fois s'il est deceu & potest ad inter circonuenu notablement par sa facillité, pourra demander restitution en éntier. Le seigneur subalterne est tenu de respondre des iugemens de ses iuges, sautes & abus par quibus non sieux commis à l'exercice de leurs offices, & doit estre condemné à l'amende pour le mal jugé, sed exigeretur qui est de soixante sols parisis seulement. L'appelant de jugement diffinitif ou interlocutoire contre luy donné, sera tenu d'oresen. C.M. auant releuer son appel par deuant les iuges superieurs du pays & duché de Berry, qui dosuét reognoiftre de la canse d'appelés matieres ordinaires, dedans quarante iours, autrement l'appelant sera discuté, & és matieres sommaires dedans dix iours. Et ne seront aussi doresenauant lesdites appellations releuees au iour d'assise: mais seront terus les releuer aux iours ordinaires d'audience, & ne pourront faire bailler aux parties intimes és causes ordinaires plus long delay que de quinzaine, autrement pour n'auoir releué deument ainsi qu'il appartient, pourront estre adiournez en desertion. XXXVIII. Et quant aux causes sommaires, ne pourront bailler plus longue affignation que de huitaine, autrement aussi ne seront reputez auoir deuement releué: ains pourra l'appellation estre

Et pour adiourner les dits appelans en desertion, l'on prendra la commission au gresse du

declaree delerte

XXXIJ. 1.31. Siue pu blicu siuo pri-XXXIIJ. frumentum XXXV. ticularia, in XXXV]. iuramentum.

Coustumes generalles du duché de Berry.

inige de la cause d'appel.

CHAPITRE.

Des notaires.

Article premier.

ES notaires seront tenus cy apres dresser la minute des contracts par escrit auane que prendre la main & serment des parties pour la receptió d'iceux, & en faire lecture intelli-20150 gible, en la presence des parties & des tesmoins qui y seront appellez.

Les notaires ecclefiasticques, apostolicques ou episcopaux, ne peuuent & ne doiuent receuoir aucuns contractz faitz entre personnes layes ou pour choses reelles & mixtes. Ei silz

font le contraire, l'instrument ne portera aucun effect de realité ou execution.

CHAPITRE.

Quelles choses sont reputees meubles.

Article premier.

SOVS le nom de meubles deferez par la coustume, sont comprins les noms & actions co-perans à meubles, & sous le nom des immeubles aussi deserces par ladite coustume, sont comprins les noms & actions competans à immeubles.

Et ce que dessus aura lieu d'oresenauant és contracts & aussi és dispositions de derniere volonté, que sous le nom de meubles seront comprins les noms des dettes actives & actios mobiliaires: c'est assauoir competans pour meubles: & souz le nom des immeubles, les noms & actions competans & choices immeubles.

Les moulins tant à eaue, sur basteaux qu'à vent, & autres de quelque sorte qu'ils soyét, sont censez immeubles, exceptez les moulins à bras.

Artillerie seruant pour la dessence des chasteaux, places sortes & maisons, est reputee immeubles.

Choses meubles adherans aux maisons & autres edifices & tenans à clou ou cheuilles, sont reputees & censees comme immeubles, toutes-fois quant au locatif, ladito coustume n'aura lieu pourueu qu'il se puisse ofter sans deterioration notable de la maison.

Pressouer, cuues à vin, huylle & veriust edisié & mis en vne maison, sont censez, reputez & iugez comme immeubles.

CHAPITRE 5.

Des fiefs.

Article premier.

FIEFS ou arrierefiefz peuvent estre vendus, cedez, transportez, permutez & alienez, en tout ou partie de noble à non noble, & peuvent estre acquiz & tenus par toutes personnes, foient nobles ou non nobles, hommes ou femmes, fauf toutef-fois le droit du Roy & des feigneurs feodaux.

Et n'est besoin pour faire lesdites cessions, transportz & alienations susdites des choses tenues en fief, cens ou emphiteose, faire aucune denonciation au seigneur seodal, censier ou emphiteoticque, ne requerir sur ce leur consentement ou licence.

Le seigneur seodal est tenu receuoir l'acquereur des choses seodalles de luy mouuans en foy & hommage, si tost qu'il en est par luy requis, en payant seulement le droit de ra-

En bail à ferme à moindre temps que de dix ans d'heritages feodaux, n'est deu rachat, n'en heritages censuels tenus à cens aucun profsit, pource que ledit bail n'est alienation: mais si lesdits baux desdits heritages seodaux ou censuels estoient à dix ans ou au dessus, seroient deux droits de rachat au seigneur feodal & profit de cens au seigneur censser: car lors lesdits baux contiennent espece d'alienation.

L'acquereur d'aucune rente constituee à pris d'argent ou autrement, ou autre charge reelnation of spe- le sur le sief, i est tenu en porter la soy & hommage au seigneur seodal & payer les droits de cialium.C.M. rachat tout ainsi comme s'il auoit acquis partie du fies.

Et sont les ditz droitz de rachatz deuz au seigneur par le nouuelacquereur, le reuenu de la premiere année de la chose acquise, après que le vassal a fait les soy & hommage, & n'est tenu le vassal payer autre chose, & pourrot les seigneur seodal & vassal coposer, si bon leur semble, pour le reuenu de la premiere année à certaine somme de deniers: toutes-fois s'il y auoit fraude commise par le vassal pour fruster le seigneur de la preception des fruitz de la premiere an nee, en failant de ce apparoir par le seigneur, il prendra pour son droit de rachat le reuenu de

Le nouvel acquereur du fief ou partie d'iceluy, ou de rentes ou autres charges reelles sur ledit

ledit fief, est tenu d'aller deuers son seigneur seodal luy faire la soy & hommage, & payer les droitz de rachat dedans vingt iours, autrement les ditz vingt iours passez peut ledit seigneur seodal mettre & tenir ensa main & exploicter les dites choses acquises, en prédre perceuoir les fruitz, & les saire siens iusques à ce qu'il aura homme, & sera satis-sait de ses droitz & proffitz de sies.

Toutel-fois où le vassal fera enuers sondit seigneur feodal le deuoir ou offres de faire les foy & hommage, & payer les ditz droitz de rachatz dedans quarante iours apres le saississement, audit cas les ditz fruitz ne seront acquis audit seigneur feodal, ains sera tenu les rendre, si les a prins & perceuz au vassal, en payant les fraiz raisonnables.

Le successeur en sief ou partie d'iceluy par escheoite ou succession collateralle, est tenu saire les soy & hommage dedans quarante iours apres la succession à luy dessere, & payer les ditz droits de rachatz: & en dessaut de ce faire dedans les ditz quarante iours, ou offres raisonnables, peut le seigneur seodal mettre en sa main & exploiter la chose seodalle, & saire les fruits siens iusques à ce que le vassal ait fait les soy & hommage & prisé les droits de rachat ou sait offres.

Toutes-fois s'il vient encores dedans quarante iours apres la main mise seodalle, doit estre receu, & ne fera audit cas le seigneur seodal les fruits siens: ains sera tenu les rendre au vas-fal.

Et en la chastellenie, preuosté & ressort d'Ysoudun en succession collateralle ou premier degré comme de frere à frere, n'est deu droit de rachat. xij.

En succession de sief en ligne directe n'est deu aucun droit de rachat au seigneur seodal, neantmoins est tenu le nouuel vassal luy aller faire la soy & hommage dedans quarante iours, & les les les quarate iours passez, si le vassal ne s'est mis en deuoir comme dessus, le seigneur seodal pourra saisir & exploiter son sief & faire les fruitz siens iusques à ce que le vassal ait sait les soy & hommage.

Toutef-fois si apres ladite mainmise feodalle, dedans quarante iours apres icelle, le vassal va deuers le seigneur & luy fait le deuoir, doit estre receu. Et ne fera ledit seigneur audit cas les fruitz siens, ains ceux qu'il aura perceuz sera tenu de rendre au vassal.

Et si lesditz vassaux, acquereurs ou successeurs en ligne directe ou collateralle vont apres lesdits quarante iours de la saisine & main mise deuers le seigneur feodal, auant les fruitz du sief recueillis, doiuent estre receuz, & demoureront lesdits fruits qui n'auroyent esté recueillis au vassal, sans ce que le seigneur y puisse aucune chose pretendre. xv.

Et si les fruits du fief ont esté baillez à ferme à neuf annees ou au dessouz, apres la recollection des fruitz qui seroient creuz esdites fermes, bien que le iour du payement de la pension de la ferme ne soit encores escheu, serot lesdits fruits reputez recueillis, & acquis cosequement au seigneur, si lors de ladite recollection il exploictoit le fief: mais si ladite serme estoit à dix ans ou au dessus, lon doit auoir regard au iour que la ferme doit estre payee, & no de la recollection des fruits, & le semblable quant aux cens & rentes qui ne seront censez recueillis, iufques à ce que le iour, qu'ils doiuent estre payez, sera escheu.

En donation de chose feodalle faite par l'ascendant ou descendant qui deuoit succeder ab intestat, en ladite chose feodalle, au donateur n'est deu aucun droit de rachat: mais est censé & reputé ledit sief comme s'il estoit deseré par succession directe audit donateur. xvij.

En renonciation, cession & transport saits par freres & sœurs de leurs parts & portios des fiess à leurs autres freres & sœurs en contract de mariage moyennant le dot ou somme de deniers baillez par les dits freres & sœurs, en faueur desquelz les ditz cession & transport se font par le dit contract de mariage, & en faueur d'iceluy ne sont deuz aucuns droits de rachat ou prossits de sies, pour ueu qu'il n'y eust eu partage au precedent, & le semblable a lieu quand par contract de mariage le pere ou mere ou autre ascendant, appannage aucuns descendans en directe ligne, & le sait renoncer aux successions tant sutures qu'indisseres. xviij.

Pour acquisition d'vsussirien aucune chose seodalle par douaire, donation ou autrement n'est tenu l'vsusructier porter la soy & hommage, ne payer aucun droit de rachat ou autres droits seodaux.

Le vassal est tenu de faire personnellemet la soy & hommage à son seigneur seodal, si n'est qu'il eust empeschement de prison, griefue maladie ou autre raisonnable, auquel cas pourra enuoyer le vassal procureur deuers son seigneur seodal ayant procuration speciale de faire ladite soy & hommage contenant la supplicarion & honneste excusation dudit vassal, lequel

Coustumes generalles du duché de Berry.

1. 19 .Hac est additio Petri lyseti pragma tici inqua: quia seper suf ficerat testimonium hone storii virorii: puto quod rari dominorii velini hoc exigere solebat ille augere sseum es qua ssum sudicialem.C.M.

procureur sera tenu exhiber audit seigneur seodal, acte iudiciaire pour la verification desdites excusations. Auquel cas sera ledit seigneur seodal tenu le receuoir. Et au resus de ce faire, pourra faire ledit procureur les offres, lesquelles seront de tel essect comme si elles estoient faites par le vassal present en personne.

Le vassal est tenu pour saire & porter la soy & hommage, aller seulement au lieu du sief dominant, & sil ne trouue audit lieu le seigneur seodal ou autre ayant puissance le receuoir, le vassal sera le deuoir desdits soy & hommage à la porte dudit lieu du sief dominant, en baisant le verroil ou porte du manoir du seigneur, sil en y a, ou sil n'y a manoir, sera le deuoir au lieu de la iustice où est assis le fief dominant. Duquel deuoir sait par le vassal au lieu du sief dominat, le vassal doit prendre instrument public, & sera tenu en laisser vn semblable au gressier de la iustice dudit lieu, sil y en a demourat sur le lieu où le deuoir a esté sait au receueur, ou au procureur, ou au fermier ou detenteur dudit lieu, ou au voisin habitant & demourant au lieu, ou l'vn d'iceux au choys du vassal ou par actache au lieu principal, & s'il y a plusieurs freres, sera saite la soy à laisse s'il est present, & consequemment à ses autres freres & sœurs aisnez seigneurs dudit sief trouuez sur iceluy, dequoy sera faite mention par l'instrument. xxj.

Et ce que dessus se fera, bien qu'il y ait plusieurs seigneurs du sief, pour le regard desquels suffira vne seule prestation de soy & hommage sur le lieu, comme dessus est dit, saite à l'vn des seigneurs, ou en leur abscence, en la maniere declaree és deux articles precedés, & aussi ne sera tenu ledit vassal bailler qu'vn denombrement.

Toutes-fois quant és foy & hommage deuz au Roy, seront faits & portez selon les ordonnances royalles, & formes qui ont par cy deuant esté pratiquees. xxiij.

Le vassal en quelque maniere que le fief luy soit deseré par succession ou acquisition ne se peut pretendre sassi dudit sief à l'encontre de son seigneur feodal, iusques à ce qu'il aura fait les soy hommage, ou qu'il se ser mis en deuoir suffisant de ce faire, & de payer les droits seigneuriaux, s'aucuns en sont deuz, ou qu'il ait eu souffrance de sondit seigneur feodal, laquelle equipolle à soy, ou qu'il sust encores dedans le temps de faire les soy & hommage, & autrement peut former complainte contre sondit seigneur seodal, mais bien la pourroit intenter contre vn tiers qui luy feroit trouble.

Le vassal apres les soy & homage saits, est tenu de bailler son adueu & denombrement à son seigneur seodal dedans soixante iours par le menu, selon les tenans & aboutissans qui seront lors qu'il baillera ledit denombrement. Et par dessaut de ce saire dedans les lits lx. iours, pourra le seigneur saissir le fief, & iceluy tenir en sa main insques à ce que le vassal ait satissait, toutes-sois ne fera les fruits siens, ains seront perceuz & leuez sous la main de instice, pour estre rendus & baillez au vassal incontinent qu'il aura satissait, en payant les fraiz raisonnables de ladite mainmise & leuee de fruits.

Par deffaut de faire les foy & hommage par le vassal dedans le temps dessus declaré & de payer les droits & deuoirs de rachatz és cas esquels ils sont deuz, peut le seigneur seodal vser d'exploit dommanier sur la chose seodalle par luy ou son commis, & icelle tenir en sa main, en prendre les fruits, & iceux faire siens insques à ce que le vassal aura fait le deuoir enuers luy: en faisant signifier ladite saisse à son dit vassal possesser ou detenteur dudit sies. xxvj.

Et peut ledit seigneur seodal faire mettre audit sief en confortant sa main, la main de iustice: & s'il y a opposition formee à la saisse faite par ledit seigneur seodal, ou à l'execution dudit confortemain, sera l'opposant par la vertu d'icelle conserué en sa possession, & en icelle demourera iusques à ce qu'il soit discuté de ladite opposition. Et si l'on auoit prins ou leué aucuns fruits, seront renduz audit opposant. xxvij.

Toutel-fois aux fiefs tenus & mouuas du Roy qui est le souverain, s'ils sont saiss en sa main par dessaux de foy & hommage saits, aux droits & deuoirs no payez, bien qu'il y ait oppositio demourera la main du Roy saisse, & ne plaidera ledit seigneur dessais contre son vassal, & seront les fruits dudit sief saiss pendant l'opposition prins & perceus sous la main dudit seigneur par le receueur de son dommaine, à la charge de rendre par ledit receueur lesdits fruits à l'opposant, où il seroit trouvé en sin de cause qu'il se seroit bien & deuëment opposé, & à ce saire sera ledit receueur contraint par toutes voyes deues & raisonnable, & comme depositaire de iustice.

Et où l'opposant à la saisse du seigneur feodal subalterne qui est conserué par le moyen de son opposition en sa possession, prend les fruits du sief saiss, succomberoit en sin de cause & seroit trouué la saisse auoir esté bien & deuement saite, sera tenu de rendre & restituer à son seigneur

scigneur seodal tous les fruits par luy perceuz, dés & depuis la mainmise dudit seigneur seodal, où que sedit seigneur seodal eust peu prendre & perceuoir, s'il eust iouy pendant laditte opposition dudit sief.

Le vassal si en soustenant son oppositió ou autrement denie iudiciairement tenir le fies du seigneur qui aura sais, ou le desaduoue, perd sondit fies. Et est dés l'instat de laditte denegatió sormelle ou desadueu, censé & reputé acquis au seigneur, pourueu que lesdittes denegations sormelles du fies, ou desadueu, soient faites par le vassal en personne, ou par procureur sussissament sondé de lettres de procuration speciale, & pourra le seigneur s'il y a proces sur la mainmise seodalle, requerir que ledit vassal aduoue ou desauoue.

Yn nouuel acquereur des choses tenues en sief, est tenu monstrer & exhiber au seigneur feodal l'instrument du contract de l'acquisition dedans quarante iours.

Et pourra toussours le vassal quelque espace de temps que le seigneur seodal ait tenu le sief en sa main, requerir estre receu en soy & hommage en payant les droits de rachats, & en ce-saisant aura main leuce de son sief, toutessois les fruits precedens demoureront au seigneur seodal, és cas esquels ils luy peuuent appartenir, pourueu qu'ils ayent esté prins & recueillis par luy: & quat à ceux qui ne sont recueillis, appartienent au vassal, come dessus est dit. xxxij.

En partage ne sont deuz droits de rachats n'autres proffits feodaux pour raison dudit partage.

Le seigneur tenant le fief saiss és cas esquels il fait les fruits sies, bien que la saisse sus fust faite, les fruits est aux prests à recueillir, fait les fruits siens apres les aux recueillis en pure perte du vassal, en maniere que par le gaing desdits fruits ne pourra pretendre le vassal le seigneur aux aux illises de son droit de rachat.

Apres que le vassal aura fait les soy & hommage ou sait offre sussissant de ce faire, pourra pour le droit de rachat laisser à son seigneur son sief deliure & vacquant, pour en prendre & perceuoir les fruits de ladite premiere annee, & en ce faisant demourera quitte dudit droit de rachat, pour ueu qu'il ait fait signifier ledit delaissemét incôtinent iceluy sait à sondit seigneur ou le sief n'auroitesté saiss. Et ou le sief anroit esté saiss, n'est requis autre signification. xxxv.

Où il y a mutation du costé du seigneur seodal, soit par succession ou alienation, & y auroit depuis ladite mutation ouuerture de fief du costé du vassal, ne pourra le nouuel seigneur seodal par dessaut de soy & hommage, & droit & deuoir de rachat non payé, ou aduenu de denombrement non baillé, saisir & exploiter le fief contre le nouuel vassal, successeur ou acquereur d'iceluy, sans premierement sommer ledit vassal au lieu du fief seruat de faire son deuoir, en parlant au vassal s'il y est, ou s'il n'y est à la personne des detenteurs, fermiers, receueurs ou autre prenant les fruits d'iceluy: apres laquelle sommation, sera tenu le nouuel vassal faire les soy & hommage & payer ledit droit de rachat au nouuel seigneur seodal, dedans vingt sours, quand le sief est acquis par contract: ou quarante iours, quand le sief est deseré par succession, autrement ledit temps passé, pourra ledit nouuel seigneur faire saisir ledit sief, exploiter & saire les fruits siens, iusques à ce que ledit vassal ait sait son deuoir & payé le rachat és cas esquels il est deu.

En faisant toutes-fois par ledit vassalles foy & hommage dedans quarante iours apres laditte mainmile, & payant les droitz & deuoirs deuz & les fraiz raisonnables, ne fera le seigneur les fruits siens, ains sera tenu rendre à son vassal les dits fruits dés & depuis la mainmise, ainsi que dessus a esté dit.

Apres que le vassal aura fait les soy & hommage au seigneur dedans les quarante iours apres sa saissie & mainmise seodalle, s'il est deu droit de rachat pourra le vassal, si bon luy semble, laisser au seigneur pour son droit de rachat les fruits de l'annee qui auroient esté prins par ledit seigneur, lesquels luy demoureront, & s'il n'auoit prins & recueilly entierement les fruits d'une annee, paracheuera les perceptió d'iceux fruits iusques à la fin de laditte annee. xxxviij.

Apres que le seigneur seodal a receu le vassal en soy & homage, s'en ce saisant il ne s'est fait payer des droits de rachat & seigneuriaux és cas esquels ils sont deuz, ne pourra pour raison d'iceux saissir le sies mandera par action, si n'est qu'il y eust quelque ouuerture de sies occultee par le vassal au seigneur, au moyen de laquelle sust deu aucun droit de rachat, ou que le seigneur eust reserué en receuant le vassal en soy & hommage, de pouvoir saisir pour le payement des dits droits, esquels cas, nonobstant laditte reception de soy & homage, il pourra pour le dit droit saisir laditte chose seodalle.

xxxix. 1.39. Expreservation.

Souffrance baillee par le seigneur vassal, tant qu'elle dure, est equipollente à prestation c.m.

Mm

Coustumes generalles du Duché de Berry

de foy & hommage.

Le seigneur seodal prenant pour son droit de rachat, és cas esquelz rachat a lieu, les fruits de la premiere annee, depuis la saissine par luy faite, ne pourra perceuoir sinó les fruits qu'eust prins son vassal durant laditte annee, & non plus auant, sinon qu'il y eust quelque contract ou autre empeschement donné par le vassal, par frauder son seigneur seodal de la perception de son sit de rachat en tout ou en partie.

En permutation ou donation de fief, rachat est deu au seigneur seodal, si n'est que les deux siefs commutez sussent sous mesme seigneur seodal, auquel cas n'est deu aucun rachat. xlij.

Le seigneur seodal exploitant le sief de son vassal par dessaut d'homme & droits, & deuoirs non payez, peut prendre & recueillir tous & chacuns les fruits de son sief qui sont prests à estre recueillis, soit de boys, taillis, estangs, prez, terres emblauces & autres fruits & emolumés quelconques prouenans du sond de son sief, & iceux applicquer à son prossit, és cas esquelz il fait les fruits siens, non comprins les fruits & prossits du bestail tant gros que menu. xliij.

Et aussi ne peut prédre le seigneur aucune choses és boys de haute sustaye qui sont en proprieté & non en fruit, si n'est les fruits d'iceluy. Ne pareillement és autres bois destinez pour la decoration de la maison du vassal, & qu'ils n'ont accoustumé estre en couppe, ne consequément en fruits: toutes-sois pour le chaussage de la maison du vassal qui aura esté saisse, ou le seigneur seodal, son fermier ou receueur y demourera, pourra prédre du mort bois & bois mort modereement és autres bois, quant au mort bois qui ne sont pour la decoration de la maison en vsant d'icelny comme bon pere de samille.

Et ou ledit seigneur seodal tient en sa main & exploite son sief pour les fruits de la premiere annee apres la mainmise seodalle par luy faite, qu'il doit prendre pour son droit de rachat, il prendra les fruits des terres emblauees & des vignes en remboursant toutes-sois les frais de la semence & labourages des terres, & du labour & saçon des vignes: eu esgard à celles qu'il tiét en ses mains. Et quant aux estangs qui n'ont accoustumé estre peschez, sinó la deuxiesme ou la trosseme annee, où ils seront seulement peschez la troisseme annee, en prendra le seigneur seodal la tierce partie de la valeur de ladite pesche, les frais de l'empoissonnement desduits à l'estimation de gens à ce cognoissans, ou la tierce partie de la ferme s'ils ont esté baillez à ferme par le vassal auant l'ouuerture du sief: & si l'on a acconstumé de les pescher la seconde ou quarte annee, prendra le seigneur seodal la moitié ou quarte partie de ladite pesche, les fraiz de l'empoissonnement desduits à l'estimation comme dessus.

Et le semblable sera fait és bois tailliz, soient pres à couper l'annee que le seigneur exploitera le sies, ou non. Et en prendra seulemet ledit seigneur seodal iouissant de son sies pour son droit de rachat, la dixiesme partie du prosit de la coupe d'iceux, lesquelz serot estimez par ges à ce cognoissans, desquels les parties s'accorderont.

Et ne pourra ledit seigneur seodal saire la couppe desdits bois taillis, ne faire pescher lesdits estangs, si n'est au temps qu'ils doiuent estre peschez ou couppez sans les dessaisonner ne prendre les fruits, si n'est au temps de la maturité d'iceux, & sera tenuà veoir saire ce que dessus, faire appeler son vassal, pouruen qu'il soit demourant dedans le pays, Duché & ressort du bailliage de Berry, & sil estoit demourant ailleurs, son sermier ou procureur du lieu.

Et quant aux garennes & colombiers, en prendra aussi les profits & emolumens pour laditte annee ainsi & en la maniere qu'auoit accoustumé de faire se vassal, sans deterioration ou diminution d'iceux, & en exploictant les dittes garennes & colombiers comme vn bon pere de famille.

Et sera tenu ledit seigneur seodal exploitant comme dessus le sies de son vassal en quelque maniere que ce soit durant le temps qu'il les exploitera & tiendra en sa main, entretenir en bon & sussissant les maisons, manoirs & edifices d'iceluy sies, quant aux menues reparations, & le semblable sera quant aux iardins, prez & autres choses dont il iouyra, lesquels il sera tenu exploiter sans aucune deterioration ou diminution d'iceux, & en vier comme bo pere de famille, & payera les charges anciennes pour le téps qu'il tiendra & exploitera ledit sies, & sera les fruits siens.

Le vassal peut vendre son sies à faculté de remeré iusques à neuf ans, seulement pour vne sois, sans qu'il soit deu aucun droit de rachat au prossit du sies: mais si la faculté de rachat excede les les reus ans, ou qu'elle sust generale, toutes & quantes sois audit cas deueroit l'acquereur droit de rachat. Et si le vassal prorogeoit laditte faculté de rachat donnée à neuf ans puis

puis apres iusques à dix ans ou au dessus, sera deu droit de rachat.

Toutef-fois n'y auta audit cas qu'vn seul rachat pour ladite vendition, & ou les choses ven duës par le vassal à faculté de remeré perpetuel ou à dix ans, seront rachetees par ledit vassal & recouuertes, ne deura pource ledit vassal aucun nouuel droit de rachat.

Et sera la faculté de rachat, pour sçauoir s'elle a esté à neuf ans tant seulement, à dix ans, ou perpetuelle inferee dedans l'instrument de vendition:& s'il y auoit contre-lettre secrette baillee par l'acquereur du fief au vassal vendeur contenant faculté de rachat à dix ans, ou à perpetuel, bien que dedans l'instrumét ladite faculté ne fust qu'à neuf ans, aura audit cas le seigneur sondit droit de rachat.

Le vassal peut bailler à cens ou rente les terres particuliers de son fies, lans que pource soit census. I.52. Secus in census peut bailler à cens ou rente les terres particuliers de son fies, lans que pource soit census. I.52. Secus in deu aucun droit de rachat.

liij. \$.21.C.M.

Le seigneur feodal peut contraindre gens d'eglise qui sont de mainmorte, comme euesques, chapitres, abbez colleges ou autres gens ecclesiastiques acquerans à l'eglise & au proffit d'icelle aucuns fiess ou heritages censuelz dedans an & iour, à comptet du temps de la fignisication de l'acquisition faite au seigneur feodal ou censuel à en vuider leurs mains precisemet. Et lesdits an & iours passez les peuvent aussi contraindre à en vuyder leurs mains, ou bailler homme viuant & mourant, & payer l'indemnité au chois & election desdites gens ecclessa-Iticques.

Et seront tenus apres l'iniunction & commandement à eux fait par le seigneur seodal ou censuel, satis-faire à ce que dessus, dedans l'an apres. Et en dessaut de ce saire dedans ledit temps, pourra ledit seigneur seodal ou censuel mettre en sa main & exploitter le sief ou heritage de luy tenu en censiue, & sera les fruits siens, iusques à ce que lesdits gens d'eglise ayent

Toutel-fois filly a oppolitió formee par leldits gens d'eglife à ladite mainmife feodalle, par vertu d'iceux demoureront iouyssans pour le regard desdits seigneurs subalternes: mais non pour le regard comme dessus est dit. A la charge toutes-fois de rendre par lesdits gens d'eglise les fruits qu'ils prendront cependant audit seigneur seodal ou censuel. Ou que ledit seigneur feodal ou censuel eust peu prendre & perceuoir s'il est trouué en fin de cause leur opposition n'estre vallable.

Si le vassal a baillé vne sois son denombrement non desectueux à son seigneur seodal, & qu'il y ait mutation de seigneur, ne sera tenu de bailler nouuel denombrement, lvij.

Le fief n'argue la iustice au ressort, ne la iustice de ressort fief, & n'ont rien commun.

De cens, rentes, & hypothecques. CHAPITRE. Article premier.

PN alienation, vendition permutation ou autres contracts de choses censuelles, tenues du Roy, sont deuz par l'acquereur audit seigneur double cens, & non aucuns accordemés, lots ue ventes, si n'est en aucuns heritages censuels, esquels lesdits accordemés, lots & ventes sont deuz au Roy par conuention apposee au bail desdits heritages, ou autrement par droit costitué ou prescript.

Toutes-fois si par acquisition, confiscation aubeine ou autrement aucuns droits de cens portans accordemens, lots & ventes, estoient acquis au Roy, luy demoureront en la qualité qu'ils estoient au precedent. Et prendra lors ledit seigneur lesdits droits accordemens, lots &

Et au lieu, ville, septaine & ressort de Vierzon, les cens ou festage deuz au roy, emportent accordemens, lots & ventes en cas d'alienation d'heritages censuels seulement, qui sont xx. deniers pour liure:mais ne sont audit Vierzon deuz accordemens au roy, par succession soit directe ou collateralle.

En la ville chastel & chastellenie d'Y soudun par acquisitió de chose censuelle, soit par succession directe ou collateralle, par contract ou autrement, ne sont deuz aucuns accordemens, lots & ventes, ou doublecens, s'il n'y auoit paction ou conuétion speciale ou bail d'heritage à cens ou autre droit constitué, auquel cas quad ladite paction seroit par ces mots, Ces portans lots, ventes: les dirs cens sont de la nature & condition de ces coustumiers & accordables. Tou telfois au cas de ladite paction & conuétion en fuccession directe ou collateralle, ne sont deuz aucuns droitz de lots & ventes.

En la ville & septaine de Dun le Roy, cens sont simples & non accordables, s'il n'est qu'il soit ainsi dit & accordé par le bail, ou que l'on en ait ainsi iouy par droit costitué par escrit. vj. Mm ij.

Coustumes generalles du Duché de Berry

Les ces deuz aux seigneurs subalternes, gens d'eglise, à cause de leur eglise ou laiz en la ville & septame de Bourges, emportent où il y a vendition d'heritages censuels, permutation ou autre alienation, droit d'accordement, lots & ventes, assauoir ausdits ges d'eglise deux sols tourn. & aux laiz xx. denier tourn. pour chacune liure du pris de l'alienation. Si n'est quant à ceux qui par droit constitué, pactionné prescript, ou autre moyen vallable ne doiuent que simple cens ou moindres accordemens, que ceux dessus declarez.

Et s'il n'y a pris de bourse deslice, mais autre espece d'alienation, permutation, donation ou autres transports semblables, doit l'heritage censuel aliené, estre estimé par ges à ce cognoissans, desquels le seigneur censuel & l'acquereur s'accorderont: & où il y auroit discord, seront prins par les iuges superieurs des seigneur censuel & acquereur, & pour chacune liure de laditte estimation sont deuz accordemens, lots & ventes deux sols tourn.aux gens d'eglise, & xx.deniers tourn.aux laiz, ainsi qu'il est contenu en l'article precedent.

En vendition d'heritage censuel ou rente constituee sur iceluy à faculté de rachat de dix ans ou au dessus, sont deux accordemens, lotz & ventes, & au roy le profit tel que dessus est declaré:mais si laditte faculté de rachat est à moindre temps que de dix ans, ne sont deuz lots 1.8. Et sie de- ventes, n'autres droits seigneuriaux.

9

bet ciuiliter in o Et és cas esquels accordemens, lots & ventes & autres droits seigneuriaux sont deuz en atelligi, scilicer lienation d'heritage censuel, sont pareillement deuz en constitution de rente, specialement de redditibus faite sur aucuns heritages censuelz.

ias redimendi io Le successeur des heritages césuelz en ligne collateralle, doit accordemens, lots ventes ou potest limita-ri. quia bi demi funda e- ges:mais non le successeur en ligne directe qui ne doit aucune chose, excepté les ville, chastel quipollet cum & chastellenie d'Ysoudun, qui n'en doiuent au cas dessusdit.

redimibiles: se 11 En acquisition d'vsusseruit des choses censuelles par donation, douaire ou autrement, ne tus de his que sont deux accordemens, lots & ventes n'autres droits seigneuriaux.

redimendi effix Par deffaut de cens & accordememens, lots & ventes & autres deuoirs seigneuriaux non essentialis es payez, le seigneur censuel peut faire assigner & mettre sa main sur les heritages qui doiuent illimitabilis peut ratione les les les cens, pour raison desquelz sont deuz les dits accordemes, lotz & ventes, ou autres droits

duodecime, & deuoirs seigneuriaux.

quia hi cretrius pro detrius pro bito mobili by dit heritage.

pothecario hu 14 Et au moyen desdittes assignatio & mainmile pourra le seigneur censuel tenir en samain, & in S. seq. vbi posseder lesdits heritages de luy tenu en cens, en prendre & receuoir les fruits & emolumés, equiparat red s'il n'est qu'il y eust opposition formee à ladite assignation & mainmise, par vertu de laquelle ditum fundo sur sur l'opposant demourera en sa possession.

2. 2. 2. 3. 4. 4. 5. Toutes-sois si les dittes assignation & mainmises sont faites pour les ces ou droits seigneu-

bijs, intelligiriaux deuz au Roy, l'opposant ne iouyra:mais demourera l'heritage censuel saisi en la main du ditu qui porest Roy, iusques à ce qu'il aura esté satis-fait, ou qu'autrement en aura esté ordonné par iustice, en

gerere vicem faisant droit sur laditte opposition. immobilis & if Et ne fait audit cas le Roy ou autre seigneur censier les fruits siens de l'heritage censuel, perpetui fa- sur lequel il a mis sa main par saute de payement de cens, doubles cens, accordemens, lots & cere preiudieium domino ventes: mais seront prins & receuz par le receueur du Roy, ou les seigneurs subalternes, s'il n'y directo, re di- a opposition comme en main de iustice à la charge de les rendre & restituer à celuy qui doit xi in tract. le cens, ou accordemens, lots & ventes, apres qu'il aura fatis-fait, en payant les frais raisonnaeomer. & sin conbles pour la mainmise & leuce desdits fruits. Et à ce faire seront contraintz les dits receueur du suet . parif. s. Roy & seigneurs subalternes, comme depositaires de iustice.

17 Et s'il y a opposition formee par le seigneur vtile, possesseur ou detéteur de l'heritage cenfuel à l'assignation & mainmise censuelle du seigneur, dedans l'an & iour, à compter du iour de la signification de laditte assignation & mainmile faite par le seigneur censuel au seigneur vtile, possesseur & detenteur de l'heritage, aura l'opposant par vertu de son opposition deliurance de la iouyssance de son heritage, & luy seront tous les fruits prins & perceuz par le seigneur rendus & restituez, en payat par luy les fraiz raisonnables, faits pour ladite main mise& perception des fruits. Et le semblable sera gardé si ledit seigneur vtile ou possesseur de l'heritage censuel satis-fait dedans ledit temps au seigneur censuel du cens ou deuoir, pour lesquels ladite assignation ou mainmise ont esté faites.

Toutef-fois quant au Roy, nonobstant l'opposition il doit iouir, & seront prins les fruits

par son receueur, à la charge de les rendre apres qu'il sera satisfait, ou que l'opposition sera vuydee au proffit de l'opposant. Et à ce faire sera ledit receueur contraint comme depositaire de iustice, commme dessus est dir.

Et où celuy sur l'heritage duquel le seigneur censuel vse d'assignatió & maimmise, ne s'opposeroit ou satis-feroit dedans l'an & iour, à comter du iour de la notification de ladite assignation & maimmile à luy faite, il ne pourra demander aucune restitution des fruits & leuces saites par le seigneur censuel, ains luy demoureront comme siens.

20 Vn nouuel acquereur des choses tenues à cens, est tenu exhiber & monstrer au seigneur censuel l'instrument du contract de l'acquisition dedans quarate iours apres l'acquisitio. xxi.

21 En l'heritage censuel baillé à rente ou pension perpetuelle, sont deuz accordemens, lots ventes ou double cens, és lieux esquels ils sont deuz, & pour iceux droits d'accordemens, lots & ventes, prendre par le seigneur censuel, sera estimee chacuue liure de rente ou de pension perpetuelle, à quinze liures tournois.

22 Et si ledit bail d'heritage censuel, est fait à rente de blé froment, chacun septier de ladite rente pour chacune annee, l'vne portant l'autre, mesure de la ville & septaine de Bourges, est estimee valoir vingt solz tournois, & si ladite rente est blé, seigle, ou mil, le septier de ladite mesure est estimé à quinze sols tournois, & le septier de blé mesteil à ladite mesure est estimé à dixsept sols six deniers tournois. Et quant au blé maresche & orge à ladite mesure est estimé à dix sols tournois, & le septier d'auoine, qui est de treize boisseaux à ladite mesure, à dix sols tournois. Les poix & sebues à vingt sols tournois le septier, à ladite mesure du froment. Et les grains susdits de rente ou pension perpetuelle seront estimez comme dessus en tous autres lieux du Duché & pays de Berry, combien qu'il y ait en iceux diuersitez de mesurres, en reduisant leurs mesures à equalité à ladite mesure de la ville & septaine de Bour-

23 Et quant au chappons de rente, chascun chappon est estimé par chacune année l'une portant l'autre vingt deniers tourn. La poulle douze deniers tourn. L'oye vingt deniers tourn. & au feurs susdits sera faite estimation à la raison d'vn denier, quinze pour vn. C'est assauoir que chacun franc ou liure tournois de l'estimation susdite, vaudra quinze liures tournois pour vne fois, pour le regard des accordemens, lots & ventes, qui se doiuent payer comme dessus. Et à ladite fin tant seulement a esté faite l'estimation contenuë és articles precedens.

الله Et l'estimation susdite des grains & chappons, & aussi à l'estimation du pris desdits grains على الله & chappons à quinze pour vn, auront d'oresenauant lieu, quant aux constitutions des rentes qui seront à pris d'argent sur aucuns heritages, ou en general sur tous biens. Et audit pris serot reduites toutes rentes qui seront constituees cy apres à moindre pris, toutes-fois ne seront reputees ou iugees illicites ou nulles, pour n'estre constituces audit pris, pourueu qu'elles foyent au denier dix ou dessussification for au denier dix ou dessussification for au denier dix ou dessussification for a sussification for a sus ¹Et seront toutes rentes cy apres constituees rachetables.

Le seigneur vtile de l'heritage tenu à c'ens ne peut iceluy aliener par quelque tiltre ou contract que ce soit, sans specialement apposer dedans iceluy, comme ladite alienation est saite tione duodeci-

a cnarge au cens qui iera declare.

26 Si le seigneur vrile de l'heritage censuel, laisse iceluy vaccant par an & iour, apres le temps

trassente.

tr qu'il a accoustumé demourer vaccant par la coustume du pays, pourra le seigneur censuel par gallic. @ opauthorité de sa iustice ordinaire, prendre en sa main l'heritage censuel de luy tenu, iceluy sai- nionem meam re labourer & ensemencer, & en prendre les fruits: & si ledit seigneur vtile dudit heritage reuient dedans dix ans, luy sera rendu son heritage en l'estat qu'il sera pour lors, en payant tou- Sequani ex tel-fois les fraiz & miles des semences & labeur de l'annee, si les fruits ne sont encores recueil lis & les fruits perceus & recueillis seront & demoureront au seigneur.

Toutes-fois fil y auoit aucuns enfans mineurs ausquels appartinssent lesdits heritages cen- ad de J.S. 33. suels demourans sur les lieux ou dedans vne lieuë pres, sera tenu le seigneur leur faire pourueoir de tuteur & faire enioindre audit tuteur faire labourer lesdites terres au temps qu'elles deueront estre labourees, auec commination que si dedans vn an apres ledit tuteur ne fait labourer lesdites terres, le seigneur les prendra en sa main comme dessus est dit, reserué au mineur son recours contre le tuteur.

29 Pour partage n'est deu aucun droit d'accordemens, lots & ventes, n'autres profits, pour raison d'iceluy partage.

Le seigneur de rente fonciere ou constituee sur certains heritages, peut cotraindre le tiers Mm iij.

XXVIj. ad fi.huius. S.

detenteurs d'iceux, à luy passer nouvel tiltre, & soy obliger à la continuation de la rente, tant & si longuement qu'il sera detenteur.

3º En renonciation, cession & transports faits par freres ou sœurs en contract de mariage de leurs parts & portions, au profit de leurs freres & sœurs, moyennant constitution de dot, ou de deniers baillez en faueur de mariage ne sont deuz accordement, lotz & ventes, n'autres droits & deuoirs seigneuriaux, pour ueu qu'ils n'eussent fait partage au precedent. xxxj.

Cens sur cens ne peut estre mis & constitué par le tenancier, & si de fait il est mis, ne peut auoir esse au preiudice du premier seigneur censier, ains est & demeure nul, quant audit seigneur.

Le seigneur, vtile detéteur des heritages tenus à cens ou rentes, est tenu iceux entrenir en bon & suffisant estat, en maniere que ledit seigneur césier, ou rentier puisse estre satisfait defdits cens & rentes, & à ce peut estre contraince ledit seigneur vtile desdits heritages. xxxiij. 35 Toutes rentes constituees à pris d'argent depuis trente ans par la coustume du pays & duché de Berry, sont rachetables. xxxiij.

Cedulle priuee iudiciairemet recognue, emporte hypothecque du iour de ladite cognoif-

CHAPITRE. 7.

De donations.

Article premier.

DONATION entre vifs non parfaite par subsequente tradition, durât la vie du donateur est de nul effect & valeur, car donner & retenir ne vaut.

Toutes-fois retention d'vsus-fruit en ladite donation equipollee à tradition saissif & est reputee par icelle la donation parsaite.

Donation faite entre vif, en laquelle le donateur s'est constitué posseder la chose donnée simplement ou precairement, au nom du donateur est vallable, & saissift le donataire.

Donatio faite entre vif de laquelle l'effect & executio sont conferez apres la mort, est bone & vallable, pourueu qu'é icelle dessors le cas aduenat le donateur se cossitue posseure plemet ou precairemet au no du donataire, auq l'eas ladite donatio saisira, ledit cas aduenat. v.

Donation faite à fils de famille estant en la puissance paternelle est nulle. Toutes-fois peut estre confermee par mort, s'il y a tradition vraye ou sicte ou equipolente, quand le donateur perseuere en mesme volonté.

vj.

Et si ladite donation est faite en contract de mariage du fils ou fille, par le pere ou ayeul, au fils ou nepueu, fille ou niepce en droite ligne, estans en la puissance du pere, pour eux & les descendans dudit mariage, & en faueur & contemplation d'iceluy sont les dittes donations bonnes & vallables: & ne se peuuent reuocquer au preiudice des descendans dudit mariage ne de la mere, s'elle a cotracté, & saisissent les donataires & leurs descendans, le cas aduenat. vij.

Et pareillement toutes autres donations, pactions & conuentions faites en contract de mariage par quelconque personne que ce soit en faueur des mariez & leurs descendans dudit mariage, saississent les leurs descendans, le cas aduenant.

Donation faite pour cause d'estude par le pere au filz estant en la puissance paternelle, est bonne & vallable.

Tous maieurs hommes & femmes vsans de leurs droits, ayans enfans, peuuent donner librement à estrangers la moitié de tous & chacuns leurs biens, tat meubles qu'immeubles, & propres & conquests: mais non plus auant. En maniere qu'ils seront tenus d'oresenauant laister la moitié entiere de tous leurs biens meubles & immeubles propres & conquests à leursdits enfans. Et si outre ladite moitié auoyent donné, ladite donation en ce qu'elle excedera, se ra nulle & de nul effet & valeur.

Toutes-fois pourront les pere & mere & chascun d'eux donner librement à l'vn ou plusieurs de leurs ensans, leurs ditts biens meubles ou immeubles, propres & conquests, en laissant la legitime telle que de droit, aux autres. Pour le regard de laquelle legitime, si la donation excede, sera reputee nulle, & de nul esset & valeur.

Donation entre viss seront doresenauant insinuees iudiciairement, presens les donateur adioussé par & donataire, ou à leurs procureurs ayans pouvoir de requerir les distes insinuations, & acceliset au moyé de l'ordonnace pter par devant les tuges ordinaires tant des parties que des choses donnees.

CHAP. 8. Des marigaes, douaires, societes & communautez. Article premier.

ES deux conioints par mariage solennisé ou consommé, ne peuvent iceluy durant donner l'vn à l'autre par donation simple ou reciprocque entre visou à cause de mort, par

1.11. Ceci fut
adiousté par
liset au moyé
de l'ordonnace
de l'an. 1539.
arti. 132. qu'il
auoit n'agueres publies.

Digitized by Google

testament ou autre disposition de derniere volunté, leurs biens ou partie d'iceux, soient meubles ou conquests immeubles ou propres, n'aduantager l'vn l'autre de leurs biens par quelque contract ou maniere que ce soit, directement ou indirectement.

Mais auant le mariage solennisé, peuuent au traité d'iceluy ou autrement, faire donations le fuit addition ou autres dispositions, l'vn en faueur de l'autre, comme pourroyent saire personnes estranpropter perion-

Toutes-fois doresenauant où lesdits conioints par mariage, n'auront enfans, pourront mutuellement par donation reciprocque donner l'vn à l'autre la tierce partie des meubles & vsus
fruit entier des acquests, pour ueu qu'ils ne soient malades de maladies de laquelle ils decedét
dedans xl.iours apres, ou que les dittes donations soyent faites en la pleine santé des donataitres.

111.

6 non habet
locum in cass.

5.8. 3. tit. 19.
76i coniunx
portes hares in
sur des donatailiuis des conioints par mariage, n'auront enfans, pourront mulocum in cass.

5.8. 7. tit. 19.
76i coniunx
portes hares in
lared in cass.

6 non habet
locum in cass.

76i coniunx
portes hares in
lared in cass.

En la ville, chastellenie ressort d'Yssouldu, les deux conioints par mariage, se peuvent entredonner par donation mutuelle & reciprocque, s'ils n'ont enfans dudit mariage ou d'autre, tous & chascuns leurs biens meubles & immeubles, & s'ils ont enfans se peuvent entredoner par vsus-fruit la moytié de leur acquest & conquest seulement, pour ueu que doresenauant les dits donateurs ne soient malades lors qu'ils feront les dittres donations de maladie, de laquelle ils decedent dedans xl.iours apres.

Iaçoit ce que le mary & la femme quand le mariage est solennisé ou consommé puissent donner simplement ou mutuellement l'vn l'autre: toutes-sois ils ne pourront, par ledit contract, instituer heritier l'vn l'autre, soit mutuellement ou simplement, ne pareillement conue-nir que l'vn succedera à l'autre apres son deces, mutuellement ou simplement, comme dit est, en tous biens vniuersellement: mais bien pourront dessors donner leurs biens simplement ou reciprocquement l'vn à l'autre qui sera surviuant, conserant par ce moyen l'esse execution de laditte donation simple ou mutuelle, apres la mort du donateur, & aussi saire conuention reciprocque ou simple, de l'obuention & succession en aucuns biens particuliers.

Laditte institution d'heritier faite en contract de mariage en faueur des descendans dudit mariage, n'est vallable: mais bien les donations en faueur d'iceux, ou convention de succeder en certains biens, pourueu qu'elle ne soit vniuerselle de tous biens presens & aduenir.

Les conioints par mariage des l'instant de la solennisation ou consummation d'iceluy mariage, sont communs en tous biens meubles, noms, dettes, actions actiues & passiues, & tous les conquests, qui se feront durant & constant iceluy mariage.

Toutes-fois audit contract de mariage pourront lesdits conioints par conuention expresse nonobstant la coustume, conuenir & accorder qu'il n'y ait communauté. Et sera laditte conuention bonne & vallable, non seulement pour le regard des conioints, mais aussi pour le regard des creanciers.

Et où il y aura conuention par le contract de mariage, qu'apres le deces du mary, la femme se pourra tenir à la communauté, ou à ses conuentions matrimonialles à son choix & election, laditte conuention sera bonne & vallable pour le regard du mary & de ses heritiers: mais du preiudice des creanciers ne vaudra laditte conuention, si n'est pour le regard de cé qui est venu du costé de la semme seulement, & non pour l'aduantage que le mary auroit sait à la semme de ses biens par le contract de mariage, excepté le douaire presix ou coustumier, qui seront reduits audit cas à l'vsus-fruit de la tierce partie des biens du mary, duquel la semme iouyra en se tenant à sessites conuentions, comme dit est, pour le regard desdits creanciers.

Freres ou sœurs, ou autres demourans ensemble, viuans à mesmes despens, ne sont pourtant reputez auoir contracté entreux communauté. Toutes-fois si auec ladite habitation, demourance & despense commune y auroit communication de gaings, prossits & pertes par an & iour, entre personnes capables à contracter societé, par-ce seroit induite taisible societé entreux, quant à la communication des meubles & conquests faits & acquis durant & constant laditte taisible societé.

Si par le contract de mariage n'y-a douaire constitué à la semme, elle doit auoir pour son douaire, s'elle survit le mary, l'vsus-fruit de la moytié de tous & chascuns les heritages & biens immeubles à iceluy appartenans au temps de son deces, exceptez les conquests saits durant & constant leur mariage, quant ausquels elle ne peut pretendre aucun vsus-fruit en la portion ap-Mm iiij

el
testamento no
elerat prohibiti
ij: veteri consuet.
tamen no male fuit additi
npropter pericula suggestioni
iij. & non habet
lulocum in casu.
sus setti. 19.
voi consunx
potest heres in
aistitus defectu
haredu. C.M.

partenant aux heritiers de son mary.

Toutes-fois en la ville, preuosté & ressort d'Yssouldun, douaire coustumier n'a lieu: mais seulement constitué.

xij.

xij.

xij.

Le suruiuat des deux conioints par mariage entre nobles, si le predecedé n'a delaissé aucus enfans dudit mariage ou d'autre, sait tous les meubles siens mais s'il a delaissé enfans, le suruiuant ne doit auoir que la moytié des meubles & conquests sais durant & constant le mariage par son droit de comunauté, si n'est qu'il y eust conuention au contraire au contract de mariage.

Le douaire constitué en contract de mariage ou coustumier, n'a lieu que durant la vie de sa femme, & par la mort d'icelle est du tout siny & estaint.

Si le douaire constitué ou coustumier consiste en certaine somme de deniers, à payer pour vne sois, ou en autres biens meubles, cas de douaire aduenant, la semme ne sait lesdittes sommes ou meubles siens: mais seulement à l'vsus-fruit & perception du prossit & commodité d'iceux durant sa vie tant seulement, lesquels apres sa mort doiuent estre renduz & restituez aux heritiers de son mary, si n'est qu'il y eust conuention au contraire au contract de mariage: & que par iceluy eust esté declaré que toute la somme de deniers appartiendroit perpetuellement à la semme, & le semblable quant aux autres meubles.

La femme en cas de douaire aduenant, est saisse de son douaire constitué ou coustumier. xvij.

Si la douairiere ne iouist de son douaire & laisse par logue espace de temps entre les mains des heritiers de son mary, ne pourra demander que les arrerages de cinq années immediatement precedens.

xviij.

Si la douairiere ne veut iouyr par ses mains de son douaire, mais iceluy bailler à ferme, ou le ceder ou transporter à pris d'argent, les heritiers de son mary seront preferez à tous autres. Et si ledit bail à ferme est ia fait, pourront les dits heritiers du mary recouurer & remettre en leurs mains ledit douaire, en payant la ferme à la douairiere. Et à ce faire eux obligeant & leurs biens, & où il y auroit suspicion notable en baillant caution bourgeoise, qui renonce au benefice de discussion. Et en cas d'alienation, cession ou transport à pris d'argent, en remboursant l'acquereur du pris par luy baillé & loyaux cousts & frais, pourrot les dits heritiers du mary remettre en leurs mains ce dont ladite vesue iouissoit par douaire par elle cedé & transporté.

La communauté induite par la coustume entre les deux conioints par mariage, est continuee entre le suruiuat les heritiers du predecedé, soit en ligne directe ou collateralle, insques à ce qu'il y ait inuentaire deuëment fait, clos & arresté par le suruiuant les heritiers du predecedé, les partage fait entr'eux desdits biens ou offre le presentation dudit partage, par ledit suruiuant aux heritiers du predecedé, ou autre declaration de volonté, apres ledit inuentaire fait par ledit suruiuant, qui ne veut perseuerer en laditte communauté, n'icelle continuer.

Les societez & comunautez conuentionnelles expresses ou taisibles, induites par demourance & despense commune, & comunication de tous gaings prossits, se contiennent entre les suruiuans & heritiers des predecedez en ligne directe ou collateralle, maieurs ou mineurs, iusques à ce qu'il y aura inuentaire fait par les suruiuans, & partage ou offre de partage autre declaration expresse de volonté par les suruiuans, qu'ils n'entendent perseuerer à la societé contractee auec les predecedez ou taisibles declaratios, en se separant par le suruiuant demeuré, & negociation des heritiers des predecedez, apres ledit inuentaire sait, & seront les soit declarations expresses signifiees ausdits heritiers ou leurs tuteurs & curateurs, s'ils sont mineurs.

Payement fait à l'vn des associez & compaignons en tous biens, ou en vne serme & marchandise par les redeuables à icelle, deliure & acquitte le detteur enuers les autres, tout ainsi que s'il estoit sait à tous les dits compaignons ensemblement: pour ueu que celuy à qui le payement sera sait administre les biens de la compagnie.

Les dispositions & contracts saits par les maistres & principaux gouverneurs, administrateurs des biens, marchandises ou fermes de compagnie ou communautez des meubles appartenans à icelles, sont bons & valables: non seulement pour le regard des contractans: mais pour le regard de leurs compagnons ou associez, ausquels les dits contracts des dits maistres, gouverneurs & administrateurs preiudicient: & les obligent affectuellement, & par sembla-

Digitized by Google

ble leur proffitent.

Les fruits pendans par les racines és vignes & terres ensemencees & labourees, constant le mariag e, bien qu'ils n'ayent efté prins & recueilliz auant la dissolution d'iceluy, sont censez & reputez de la communauté: & se doiuent diusser & departir entre le suruiuant & les heritiers du predecedé, comme meubles. Et le semblable se doit faire entre tous compagnons,& associez eux departans de leur communauté ou le surumant desdits associez & communs, & 1.23. Intelliles hetitiers du predecedé soit en societé expresse ou taisible, à la charge de payer les cens, ré-geprorate têtes ou autres deuoirs qui sont deuz pour l'annee à cause desdits heritages pour leur part & por di caperut coli tion.2

Autre chose est des fruits naturels, esquels n'est besoin de semence, ou autre grande indupeu sur sement pro
strie, comme sont soings, glan, pommes, poires, noix, Edautres fruits semblables, lesquels s'ils nata temparis n'ont esté recueilliz constant le mariage, ne sont reputez meubles, & n'eschoient en commu-ideo sont de nauté, mais appartiennent à celuy à qui doit appartenie liberitage.

Rente constituee à pris d'argent rachetable par contiention à temps ou perperuellement, sque M. est censee & reputee auant le rachat immeublet mais apres le rachat est censee & reputee vray 2. Infi. 5. pro meuble.

La femme suruiuant le mary, par droit de comunauté n'est tenue au payement des rentes, au cens qui sol mais seulement des dettes mobiliaires. Toutesfois si lestites rêtes sont constituees sur aucuns nitur in des conquests faits, durant & constant le mariage ou autres biens immeubles communs, des gnitione doni quels le mary pouvoit disposer par la coustume, demoureront chargez de laditte rête, au pre-citur cesso dici iudice de laditte femme. Et fil y auoit constitution généralle de ladite rente sur tous biens seu dies quo sol meubles & immeubles, demourera la portion des acquests de laditte semme, chargee de ladite rente, & sera tenuë pro rata, en acquitter les heritiers.

CHAP. 9 Des executions, crices & subbaftations.

Article premier, sur in regne.

E N execution de biens meubles faite sur le detteur, sil y-a opposition formee en laditte opposition & faite pour chose iugee, ou obligation passee sous seel autentique, nonobstant laditte opposition, le sergent passera oultre insques à garnison de main, non plus auant, mais affignera à l'opposant certain brief iour selon la distance des lieux par deuant le juge auquel la cognoissance en appartient, pour dire ses causes d'opposition.

Et si au iour assigné l'opposant dessaut, sera donné dessaut au demandeur ce requerant, & lecture iudiciaire faite de l'exploict, par vertu d'iceluy desfaut sera ordonné que l'execution encommencee sera faite & parfaite, pourueu que l'exploit ait esté fait en personne au domicile de l'executé, en parlant à la personne de la femme, enfans ou frere de l'executé maieurs de vingt ans, & par attache d'une cedulle à la porte de sa maison.

Et où il n'y aura opposition, signifiera le sergent au detteur que le x. iour ensuyuant il procedera à la vendition & deliurance des biens meubles par luy prins au plus offrant & dernier encherisseur, au lieu public de la iustice ou ladite execution aura esté faite au iour de marché s'il en y-a, ou autre iour, s'il n'y-a marché, en commençant par le sergent laditte vente apres neuf heures de matin, & auat dix heures, & ne deliurera lesdits meubles iusques à l'heure d'vne heu

Toutel-fois la manière & forme d'executer pour les deniers qui sont deuz au Roy, lesquels sont priuilegiez, demourera & au lieu, pourueu qu'il y ait quatre iours francs entre l'execution

Et si lors que ledit sergent voudra faire laditte vente & deliurance des meubles prins par execution, le detteur executé se vient opposer, sera receu, & luy assignera ledit sergent certain brief iour par deuant le iuge auquel la cognoissance en appartient, pour dire ses causes d'opposition, & ne procedera lors ledit sergent plus auant.

Et au iour assigné s'il compare, sera tenu promptement dire ses causes d'opposition pour y faire droit sur le champ, si faire se peut. Et à deffaut de comparoir ou dire ses causes d'opposition, sera donné deffaut, & par le moyé d'iceluy apres la lecture iudiciaire de l'exploit, sera adiugé le proffit comme dessus.

Les detteurs forains trouuez és villes de Bourges, Ysoudun, & autres villes royalles du pays & Duché de Berry, obligez sous le seel royal estably és preuostez desdittes villes, auec submission à la iurisdiction royalle d'icelle, pourront s'ils sont obligez par corps, estre arrestez,

XXIIIj. Sumptu comu-

tatione genera liter observan-

iusques à ce qu'ils auront payé le contenu és lettres obligatoires. Ou s'ils ne sont obligez par corps leurs cheuaux & meubles. Et si ledit detteur s'oppose audit arrest & execution de ses meubles, il sera receu, la main de iustice demourant garnie. Et luy sera donné assignation par deuant le juge, sous le seel duquel l'obligation est passee auec submission, sans prejudice du priuilege des escoliers.

Toutes-fois quand les gentils-hommes, gens d'ordonnance ou de ban & arriereban, seront en voye pour aller au seruice du Roy, ne pourront leurs cheuaux & bagage estre arre-

Biens meubles n'ont suite' par hypothecque contre le tiers detenteur.

1.9. Hac gene raluve Borbos \$.116.Claro-Lorris.co.tit. 15. ofererbiconsurparisis. 77.C.M.

Tous forains trouuez en la ville de Bourges ou autre ville royalle du pays & Duché de Bermontes, 16. de 1y, peuuét estre adiournez par deuant les iugesroyaux d'icelle en recognoissance de cedulle, & à icelle recognoistre ou nyer peuuent estre cotraints par arrest, de leurs cheuaux ou meubles, que se dissi in 10 lques à ce qu'ils ayent cogneu ou nyé:mais no plus auat, lans preiudice de la iurildictio & co gnoissance au principal des seigneurs subalternes, ou elle leur appartiendra. Et du renuoy des detteurs apres laditte cognoissance par deuant le juge ausquels la recognoissance en doit appartenir.

> Apres la cedulle recogneuë par le detteur par deuant le iuge ordinaire, auquel appartiét la cognoissance de la matiere principalle, ledit iuge doit iceluy detteur condemner à garnir la fomme contenuë en la cedulle, entre les mains du creancier, en baillant caution, pourueu qu'elle soit liquide, & que laditre cedulle ne soit conditionnelle, ou que la condition apposee en icelle soit verifiee. Et sera sur-ce le detteur ouy sommairement, & donné ledit iugement de garnison sur le champ, si faire se peut. Lequel ne pourra estre retardé par aucuns moyens qui pourroient estre alleguez par le detteur, s'ils requierent plus longue preuue: mais si ledit detteur auoit aucunes lettres en forme autenticque, ou quittance signee du creancier, par lesquelles ledit detteur promptement seist apparoir de ses exceptios & dessenses, il sera receu, & y aura le iuge tel regard que de raison.

> Et pourra aussi ledit detteur desserer le sermét decisoire de toute la cause, & non seulemét d'instance de garnison au creancier, s'il est present en iugement, ou sur les lieux, ou qu'il peust venir dedans huytaine: mais s'il falloit plus long delay, ladite dilation de serment ne doit empescher la garnison du contenu en la cedulle recogneuë.

> Et sera tenu le condemné garnir dedans vn seul delay qui luy sera presigé, selon la distance du lieu de sa demourance,& quantité de la somme. Et où il ne garniroit dedans ledit delay, & iceluy escheu, declarera le iuge que par luy sera procedé à le condemner à payer par faute de garnir, affignant au plus prochain iour des plaids apres ledit delay efcheu, pour voir proceder à ladite condemnation, & audit iour où ledit condené à garnir, fera deffaut, ou qu'il comparé & n'allegue & face apparoir promptement, à tout le moins sommairement & en premiere apparence de iustice, & legitime cause qu'il le doyue excuser, sera codemné par desfaut de n'auoir garny à payer.

> L'heritier estranger du detteur qui estoit domiciliaire au pays & Duché de Berry, qui a delaissé aucuns biens meubles audit pays, sera tenu respondre & proceder des dettes deuës audit pays, par son predecesseur, par deuant le iuge ordinaire du domicille du dessur, & à ce faire sera cotrainct par arrest de meuble hereditaire, desquels il n'aura main leuce iusques à ce qu'il aura baillé caution suffisante dedans ledit pays de Berry de proceder, ester en iugement, & satilfaire au iuge, s'il y-a cedulle ou lettres obligatoires, ou autre preuue propte de la dette pretenduë.

> Le detteur obligé par breuet ou instrument autenticque à payer par prinse de ses biens & corps, apres commandement à luy fait de payer, en parlant à sa personne & en lieu opportun, sans faire autre discution de ses biens meubles, pourra estre constitué prisonnier suyuant l'obligation, s'il est lay, és prisons de juge lay, & s'il est clerc, aux prisons de juge d'egli-

> Et fera audit cas laditte execution de laditte prinse de corps saite auec la moderation qui se ensuyt. C'est à sçauoir, que si le sergét qui a charge d'executer laditte prinse de corps, fait com mandement au detteur trouué en la ruë, ou en quelque autre lieu, où il ne peut fournir de deniers, s'il requiert ledit sergent venir en sa maison pour satisfaire, sera tenu sursoir l'execution iusques à ce, & y aller en le tenant en seureté, pourueu que le detteur aye son domicille au lieu où le commandement sera fait. xvij.

> > Et

X.

Et nonobstant laditte prinse & saisse de corps de la personne, pourra neantmoins le creancier(si bon luy semble) saire execution en ses biens meubles & immeubles, vne voie d'execution non cessant pour l'autre, ains pourront estre cumulees iusques à ce que le creancier aura esté entierement satissait.

Le gardien de meubles prins par execution ou acheteur de biens, seront tenus comme depositaires de iustice. Et peuuent estre contraints par detention de prison, le gardien à rendre les meubles prins par execution, & l'acheteur à payer le pris. Et seront tenus les sergens apres le commandement sait audit gardien de justice ou acheteur de biens: & à deffaut d'obeir par ledit gardien ou acheteur de biens, les emprisonner prompte-

Les tauerniers & hosteliers peuuent retenir les biens meubles & cheuaux de ceux qui ont fait la despense en leur maison pour la derniere fois, iusques à ce qu'ils ayent satis-

Sera preferé l'hostelier & tauernier pour la despense faite en sa maison, depuis que l'hoste y est derniere fois logé, sur ses cheuaux & autres meubles estans en icelle appartenans ausdits hostes, à tous autres creanciers, à la requeste desquels s'il y auoit arrest desdits cheuaux & meubles, se pourrot les dits tauerniers & hosteliers opposer, iusques à ce qu'ils ayet esté payez de leur despense. Et iusques audit payement sait, pourront retenir les dits cheuaux & meu-

Par la coustume dudit pays de Berry, lettres de respit à vn an, ou à cinq ans, sur le payement des dettes, n'ont effet quant à dettes procedans d'arrerages, de cens & rentes foncieres, loyers de maisons, pensions, fermes, accenses d'heritages, pension, nourriture d'enfant & des escoliers, reddition de compte & reliqua, d'administration de tutelle de mineurs, des biés de la chose publicque, ou de l'eglise, des prodigues ou insensez, ou dettes procedans de condemnation de crime, esquels y-a sentences passes en force de chose jugee, fraiz funeraux ou alimentz deuz à enfans mineurs, pauures orphelins ou autres pauures qui ne peuuent souffrir delay.

Semblament quant aux acheteurs de bestail, vin, bled ou autres victuailles qui ont promis ou doiuent payer le pris promptement, & n'y-a eu delay à eux donné par les vendeurs, ne peuuent & ne doiuét iouyr lesdits debteurs de l'effet du respit:ains pourront estre contraints par iustice à payer le pris desdittes choses, par eux achetees par prinse & detention de leurs personnes, si tost que par le iuge sera ordonné.

Le creancier ayant lettres obligatoires ou sentence passe en force de chose iugee contre son detteur, pourra faire proceder par voye d'arrest sur les sommes deuës à sondit detteur, & icelles faire consigner és mains de iustice, iusques à la concurrence de celuy qui est deu par lesdittes lettres obligatoires, ou sentence passe en force de chose iugee, apres le commandement fait à sondit detteur de payer ressus ou delay d'iceluy, sans ce qu'il soit tenu faire preallablement discussion sur les biens meubles ou immeubles dudit detteur.

L'opposant à l'execution faite à l'encontre de luy par vertu de sentence passe en force de anni, 1539, chose iugee, ou autre iugement donné par iuge royal, executoire par dessus l'appel, par l'or- Ideo servatur donnance ou lettres obligatoires passes sous seel autenticque, est tenu suffisamment garnir bique in toto regno. C.M. la main de iustice, & au iour qui luy sera assigné pour dire ses causes d'opposition, se puger par serment s'il a autres biens meubles dont il puisse suffisamment garnir la main de iustice, auant qu'estre ouy à dire ses causes d'opposition. Et neantmoins pourra audit cas le creancier faire. prendre & saisir les biens immeubles de son detteur, & iceux saire cryer & subhaster, si bon luy semble.

Et si lon trouue, pres que le detteur opposant se sera purgé par serment, qu'il ait latité, caché ou recellé aucuns biens meubles, desquels ils pounoit garnir la main de iustice, sera condemné en amende arbitraire. Et neantmoins si lesdits meubles auec ceux qui ia ont esté prins par execution, peuuent satisfaire aux sommes deuës, sera tenu ledit executé à ses despens les rapporter & mettre en main de iustice.

Le sergent executeur ne pourra faire aucune execution sur les biens meubles du detteur fans appeller pour y affister auec luy deux personnages capables & ydoines, en la presence desquels il fera laditte prinse de meubles qui seront baillez en garde, sur les lieux, à quelque bon & reseant personnage, maieur de vingt-cinq ans & vsant de ses droits, qui les puisse rendre & restituer quand il appartiendra, en parlant à sa personne. Et si ledit sergent sait le con-



traire, l'execution sera nulle & de nul effet & valeur, & luy condemné en tous les dommages & interests, tant enuers la partie qui la mise en besongne, qu'enuers la partie executer, & outre en amende arbitraire.

xxviji

Et pour-ce que lon trouue bien souuent que les les sergens font plusieurs fautes & abus aus dittes executions, tant enuers les parties qui les ont mis en besongne, qu'enuers les parties executees, seront tenus les dits sergens modes tement & sans iniure faire les dittes executions. Et s'il est trouué qu'ils facent le contraire, seront punis à la discretion de suffice. xxviii.

Pareillement l'il est trouué qu'ils ayent prins, esgaré ou adiré aucuns des biens meubles qui ont esté par eux prins par execution, ou qu'ils ayent iceux achetez par personne interposee, ou commis aucune fraude & tromperie en faisant laditte execution, seront griefuement punis. Et si apres laditte punition ils rencheent & sont trouuez coustumiers, sera procedé à plus grande & griefue punition, selon l'exigence des cas.

A l'execution faite sur les biens meubles du detteur, se peut vn tiers, pretédant iceux luy appartenir, opposer, & à ce sera receu par le sergent, lequel baillera en garde par iustice les dits meubles prins par execution, sil les a trouuez en la possession de celuy sur lequel il a fait l'execution, où en la maison detenuë & possede par ledit detteur, & non autrement. Et ne passera plus auant iusques à ce qu'il sera discuté de l'opposition formee par le tiers, auquel assignera certain & competant iour par deuant le suge, pour dire ses causes d'opposition.

Et audit iour, ledit opposant sera tenu de comparoir & proposer promptement ses causes d'opposition. Et les moyens par lesquels il pretend les biens prins par execution luy appartenir. Et sur-ce les parties sommairement ouyes, si l'opposant verifie promptement par lettres son intention, le iuge sera droit aux parties sur le champ, & en dessaut de ce, ordonnera que dedans certain brief delay qu'il arbitrera selon la distance des lieux seul & peremptoire, l'opposant verifiera comment les biens prins par execution luy appartiennent, & le demandeur au contraire, en declarant dessors la partie negligente de ce faire dedans le temps, forclos & debouté. Et ordonnant qu'au premier iour des plaids apres le delay escheu, les informations saites parties appellees, seront rapportees en iugement. Et s'il est question de chose d'importance, ordonnera audit iour auant que proceder à aucune publication d'enqueste, que les parties respectiuement bailleront, si bon leur semble, reproches de tesmoins, dedans trois iours autrement les trois iours passez, sera procedé par luy à faire droit aux parties, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Corratiers ou vendeurs de biens publicquement, qui ont accoustumé de ce faire, prenans la charge de vendre aucuns biens meubles, pourront estre contraints à la volonté d'iceluy qui leur a baillé, luy re ndre les dits meubles incontinent qui les demandera, s'ils n'ont esté vendus ou le pris d'iceux, si vendus ont esté. Et ce par prinse & detention de leurs personnes, apres qu'il aura esté cogneu qu'ils auoient prins la charge de vendre les dits meubles. xxxij.

Et où lesdits corratiers & vendeurs ou venderesses auroient fait esdittes véditions de meubles aucune fraude ou tromperie, en applicquant partie du pris à eux, & le recellant à celuy qui aura baillé lesdits meubles, seront contraints par detention de leurs personnes à les rédre. Et neantmoins condemnez en telle peine pecuniaire ou corporelle selon l'exigence des cas qu'il appartiendra par raison, & de sorte que ce soit exemple aux autres. xxxiij.

Les detenteurs d'aucuns heritages chargez de rentes soncieres ou constituees, sont tenus & obligez de payer & continuer la rente, tant & si longuement qu'ils seront detenteurs, & à payer les arrerages escheuz au temps de leur detention, sont personnellemet obligez. Et pour le regard de la continuatió de laditte rente pourrot, si bon leu semble, delaisser l'heritage à celuy auquel la rente est deuë, & en ce faisant, seront deschargez de laditte cotinuation de rente: toutes-fois quant aux arrerages escheuz de leur temps ausquels ils sont obligez personnellement, pourront estre contraints au payemet d'iceux par toutes voyes deuës & raisonnables, & par execution pour la derniere année seulement.

xxxiiij.

Le preneur à rente fonciere ou constituant rente sur son heritage ou les heritiers d'iceluy qui sont obligez personnellement par vertu du premier contract, ne pourrot s'il ne plaist à celuy auquel la rente est deuë, delaisser leur heritage, pour euiter la continuation du payement de laditte rente.

Toutes-fois les locatifs des maisons tant de la ville de Bourges, que des autres villes royalles du Duché & pays de Berry, ne seront tenus & ne pourront estre corraints de payer les arrerages des laditte rente, n'icelle continuer si n'est que insques à la concurrence des loyers qu'ils



qu'ils doiuent, & neantmoins pourront les dittes maisons estre mises en criees.

Et afin que lesdittes maisons ne soient vaccans seront baillees à louage par iustice, & en la ville de Bourges par les iuges ordinaires de laditte ville, ou par les maire & escheuins ayans la cognoissance du fait de la police, par preuention auec les iuges ordinaires, & seront criees les dittes maisons pour estre baillees au plus offrant & dernier encherisseur à vn seul iour, & les deniers desdits louages mis és mains des receueurs de villes, comme mains des depositaires de iustice.

Le locateur d'aucune maison & heritages peut faire proceder pour son louage par executio contre le conducteur, pour les termes à luy deuz, sur les biens meubles estans en la maison ou heritages par luy baillez, ou fruits desdits heritages, iaçoit ce qu'il n'y ait obligation par escrit, instrument autenticque ou sentence.

Les conducteurs d'aucunes maisons sont tenus les tenir garnir de meubles suffisans pour satisfaire au louage pour vne année. Et si les dits biens meubles auoient esté prins ou emportez par les dits conducteurs ou autres, seront tenus iceux conducteurs restablir la ditte maison des dits biens, ou autres suffisans pour le payement de vne année du louage.

Pour le payement du louage d'vne maison, le seigneur proprietaire d'icelle est preseré à tous autres creanciers, pour le regard des biens meubles estans en laditte maison.

Le conducteur peut vser de retention des louages par luy deuz, pour les reparations necesfaires faites, ou qui se doiuent faire par accord & consentement du locateur, en la maison qu'il tient à louage.

Pour ne auoir par le conducteur garny suffisamment la maison, qu'il tient à louage de biens meubles, pour payer vne annee dudit louage, ou cessation de payement d'iceluy par ledit an, peut estre expussé de laditte maison & contrainct par iustice auec sommaire cognoissance de cause en vuyder, & neantmoins condemné à payer ce qu'il doit.

L E premier conducteur peut vser contre le second, à qui il a baillé la maison que il tient à louage, de semblables contraintes & execution, comme son locateur peut vser à l'encontre de luy. Et pareillement le second conducteur peut vser de semblable droit de retention que le premier, contre le premier locateur qui luy a baillé à louage.

xliij.

Le conducteur d'aucune maison ne la peut bailler à autre, au preiudice du locateur, sçauoir est à personnage qui peut vray-semblablement endommager laditte maison, ou qui tiendroit train deshonneste & scandaleux en icelle.

xliiij.

LES fruits recueillis ou pendans par les racines en aucunes heritages baillez à ferme ou rente fonciere, peuvent pour le payement de la ferme ou rente la derniere année, estre arrestez par iustice, à la requeste du seigneur proprieraire qui a baillé lessits heritages à serme ou à rente, bien que les termes dudit payement pour laditre derniere année ne soyent encores du tout escheuz, iusques à la concurrence de ce qui est deu tant seulement. Toutes-sois pourra audit cas le fermier ou rentier saire batre son bled sans riens desplacer, appellé le seigneur: & pareillement iceluy vendre pour satisfaire audit seigneur de sa rente ou serme, en appellant à ce saire le seigneur, comme dit est, iaçoit ce qu'il n'y eust lettres obligatoires.

Et par semblable pourra ledit seigneur à qui la ferme ou renté sont deuz faire arrester les fourrages & pailles destinees pour le nourrissement du bestail de la ditte mestairie, & pour faire les sumiers requis pour sumer les terres d'icelles, iaçoit ce contine dit est en l'article precedent, qu'il n'y eust lettres obligatoires.

Et si lesdits fruits, paille & fourrages auoiét esté enseuez & trasportez aillieuts, le seigneur les peut poursuyuir, & saire arrester & rapporter en saditte mestairie, & pour le regard d'iceux doit estre preseré à tous autres creanciers.

xlvij.

Et s'il y-a opposition formee és cas susdits ausdits arrestz dessus declarez, tiendront neantmoins insques à ce que l'opposant aura baillé caution, auquel sera assigné iour par le sergent qui aura fait lesdits arrests, pour dire les causes d'opposition par deuant le iuge, auquel la cognoissance en appartient.

Tous mestayers ou conducteurs de mestairies, maluersans en icelles les deteriorants, en Nn

couppant les arbres fructiers ou autres, qui sont pour la decoration de la maison de la mestairie, si aucuns en y-a, ou demolissans les edifices d'icelle, sans le consentement du seigneur, peuuent par auctorité de iustice sommaire, cognoissance de cause precedente, en estre expulsé, & contraint de vuyder, & neantmoins payer la ferme ou louage ia escheu, & les dommages & interestz.

Apres commandement fait par vertu de lettres obligatoires passes sous le seel autenticque, ou de lettres de sentence passe en force de chose iugee, ou executoire par dessus l'appel par l'ordonnance, si le detteur ou codemné, ne garnist la main suffisamment, pour le payement du deu, pourra le sergent saissir ses immeubles pour estre mis en cryces & subhastations, vendus & deliurez par iustice, si faire se doit au plus offrant & dernier encherisseur, lequel saississement par son exploiet il signifiera au detteur ou condemné, parlant à sa personne ou en son domicile.

Et ce fait dedans la huitaine ensuyuant, fera la premiere cryee au lieu public & accoustumé de faire cryees & proclamatios du lieu de la iustice, en laquelle les heritages cryez sont situez & assis, & de huitaine en huitaine fera les deux autres cryees audit lieu. Et encores d'abodant seront les dittes cryees precedétes signifiees à cry public à l'yssuë de la messe parrochialle du lieu, où les dits heritages sont assis au iour du dimenche, en assignant iour par le sergent, speciallement au proprietaire, en parlant à sa personne ou en son domicile, & aussi à ceux qui se sont ja opposez, & en general à tous autres qui se voudroient opposer à comparoir au mois ensuyuant, par deuant le iuge ordinaire, auquel la cognoissance de la matiere appartient, auec comination que s'ils ne coparent, nonobstant leur absence sera procedé à la vente & interposition de decret des ditts heritages, ainsi qu'il appartiendra par raison, & attachera laditte notificatio & assignation des dittes cryees à la porte de la iustice, par l'auctorité de laquelle seront saites les dittes cryees. Laquelle attache contiendra les saississemens, notification & assignation des dittes cryees.

Et si les heritages saisses en cryees sont en divers lieux, iustices & iurisdictions, seront les les tres en les serves en la forme & maniere declarees, faites à chacun des dits lieux, iustices & territoires en la forme & maniere declaree au precedent article, autrement ne pourroient les dittes cryees & signification d'icelles faites en vn lieu & iustice estre valables, n'auoir effet pour le regard des heritages assis en autres lieux de iustices.

Et iour assigné aux proprietaire & opposans seront appellez en iugement, & s'ils comparent, quant au proprietaire s'il s'oppose & declare vouloir empescher l'adiudicatió, pretendat moyen de nullité de la saisse & cryces, sera tenu de les bailler dedans huitaine apres, pour tous delays, & produire tout ce que bon luy semblera pour la verification de ses sites moyens: & le semblable quant aux opposans qui seront rendus ou rendront audit iour opposans, lesquels aussi dedans la huitaine pour tous delays bailleront leurs causes & moyens de leurs oppositios, & produiront tout ce que bon seur semblera pour la verification d'icelles, soit assin de distraire ou pour la conservation de leurs dettes & hypothecques, & pour estre mis en leur ordre.

Et en dessaut de ce saire dedans ledit temps, en demoureront sorclos & deboutez & sera procedé en outre sans plus les receuoir ou ouyr, s'il n'y auoit quelque cause & iuste empesche ment qui les deust excuser de contumace ou negligence, durant laditte premiere huitaine, de laquelle ils seissent apparoir promptement à tout le moins sommairement & en premiere apparéce. Auquel cas leur baillera le iuge vn autre delay de trois iours, ou huitaine auplustard. Et en dessaut de sournir dedans lessites trois iours, seront forclos & deboutez, & declaré par le iuge qu'il sera procedé à l'adiudication de decret des choses saisses, nonobstant leurs oppositions, & sans auoir regard à icelles, desquelles ils seront deboutez.

Et s'ils baillent leursdits moyens, & produysent dedans le temps & delay qui leurs seront donnez, seront les moyens & productions tant du proprietaire qu'opposans communiquees au demandeur, & poursuyuant les dittes cryees, bien qu'il ne le requiere, & le semblable sera fait quant aux causes d'oppositions & productions faites par tous les autres opposans, lesquelles seront aussi communiquees au proprietaire, iaçoit ce qu'il ne le requiere, & pour le regard des autres opposans, entr'eux leur seront communiquees aussi, s'ils le requieret, & non autrement.

•

Εt

Ex seront requis au circommunication, bailler leurs responses, & saire leur production au contraire dedans la huitaine ensuyuat, pour tous delaiz, si n'est qu'il y eust quelque piece necessaire peremptoire & decisiue du proces, laquelle les proprietaire, demandeur & poursuy-uant cryces ou autres opposans ne peussent produire promptement, ains sust besoin donner plus long delay pour icelle recountir, auquel cas apresqu'ils auront preallablement affermé par serment qu'ils ont laditte piece, laquelle contient ce qui est contenu par la response; du'elle est au lieu où ils ont besoin la recouurer, & qu'ils ne demandent ledit delay pour proceller ou delayer la cause principalle, leur serà baillé le plus brief que saire se pourra, selon la distance des lieux, en les declarant dessors forclos & deboutez, ledit delay escheu.

demandeur poursus de nullité & causes d'opposition du proprieraire & opposant, ou du demandeur poursuyuant cryces, y auoit quelque fait peremptoire & decisif, qui ne se pourroit producer par lettres, & pourroit estre prouvé par tesmoins, sera celuy qui a proposé ledit fait interrogué par serment, sil le veut verifier par lettres, ou seulement par tesmoins. Et sil afferme qu'il ne se veut verifier que par tesmoins, sera ordonné aux parties pour informer d'une part & d'autre sur ledit sait un brief seul & peremptoire de luy, qui sera arbitré selon la distance des sieux ou les tesmoins seront demourans, jusques au nombre de l'ordonnance sur chacun fait, en declarant dessors la partie negligente forclos & debouté: & sans plus y retournée.

Toutes-fois s'il y auoit eu, durant le premier delay, quelque legitime empeschemet, duquel la partie qui den anderoit nouvel delay, seist apparoir promptement & sommairement, autrement que par son serment, luy sera baillé vn autre brief & second delay, sans plus y retourner pour quelque cause que ce soit.

maire de plaids, & iceux tenans, & par l'aduis de l'assistance les declarer & certifier bien deuemaire faites, se lon la coustume du pays.

Ersi le demandeur & poursuyuant cryces se desiste & depart de la poursuyte, l'vn des opposans pourra reprédre laditte poursuyte des cryces au lieu du demandeur & poursuyuant. Et pareillement si l'opposant qui aura reprins la poursuyte au lieu du demandeur se desiste de la ditte poursuyte, la pourra reprendre vn des autres opposans en son lieu, & consequemment de tous les autres opposans. Et sera tenu le demandeur & poursuyuant qui se desistera de la poursuyte desdittes cryces mettre & laisser és mains de l'opposant qui reprendra la poursuyte desdittes cryces, le proces verbal & la procedure qui seruira pour la poursuyte d'icelles, en réboursant par l'opposant, reprenant pour la poursuyte au lieu du poursuyuant cryces, i celuy poursuyuant des fraiz raisonnables, s'il n'en a esté satissait, & non autrement.

Et si aucuns opposans viennent apres que les autres opposans auront baillé leurs causes de opposition auant le jugement de discussion en fournissant promptemet ou dedans trois jours pour le plus tard de leurs causes d'opposition & productió de lettres, seront receuz, en resondant toutes-sois les despens des responses qui leur seront baillees par le demandeur & pour-suyuant cryces par le proprietaire, ausquels les dittes causes d'opposition & production seront promptement communiquees, & dedans la huitaine apres seront tenus bailler leurs responses.

Et incontinent que ledit proces sera en l'estat de juger, sera donné le jugement de discussión promptement, apres lequel ne sera aucun receu à s'opposer. Et apres ledit jugement de discussion, sera ordonné que dedans la huitaine apres, serot mises les encheres & attaches à la porte de l'auditoire du juge, par deuant lequel seront conduites les dittes cryces, & aussi à la porte de l'eglise parrochialle du lieu où sont les dits heritages assis, & y demoureront les dittes encheres l'espace de trois sepmaines entieres, durant les quelles seront receuz tous encherisseurs au gresse du lieu où sera ledit proces. Et sera la derniere enchere saite durant les dittes trois sepmaines, & icelles escheues publiees en jugement les plaidz ordinaires tenans. Et serot lors receuz tous autres encherisseurs jusques à la fin du siege & audiéce, qui sera pour la journee. Et seront les choses cryces adjugees par decret, à celuy qui sera lors trouvé le dernier encherisseur, sains qu'aucun y puisse stre receu.

Et quant à la forme des encheres, seront faites par ordre aux charges contenues au iugement de discussion, & selon l'ordre d'iceluy, tant & si auant que l'encherisseur voudra. Et si vn autre veut encherir apres suy, & que toutes ses charges cotenues au iugement de Nn ij

Digitized by Google

discussion ne soient comprinses en la premiere enchere, reprendra le second encherisseur les charges contenuës en la premiere enchere. Et outre des charges restans au ingement de discussion, si auant & tant qu'il voudra.

Etsi à la premiere, seconde, tierce & quatrieme enchere ou autres subsequentes, toutes les charges contenuës au ingement de discussion ont esté comprinses selon l'ordre de priorité & posteriorité dudit iugement de discussion, en ce cas le nouvel encherisseur mettra outre les dittes charges contenuës és precedentes encheres, certaines sommes de deniers, & consequemment les autres.

Et sera tenu le dernier encherisseur, dedans huitaine, sournir au gresse du siege, où l'adiudication aura esté faite, le pris de son enchere, autrement à saute de ce saire dedas la huitaine, & icelle escheuë, sera constitué prisonnier & contraince par detention de sa personne à ce saire. Et si dedans l'autre huitaine apres, luy constitué ou non costitué prisonnier, il ne sournist encores à saditte enchere, pourra l'immediatement & precedent encherisseur prendre (si bo luy semble) pour le pris de son enchere ledit heritage: & neantmoins demourera ledit dernier encherisseur prisonnier pour la folle enchere, & iusques à ce qu'il l'ait payee. Et outre sera condemné pour l'abus qu'il a fait en iustice d'encherir & n'auoir dequoy payer contant le pris de l'enchere, en amende arbitraire, enuers iustice. Et pour le payement tant de laditte solle enchere qu'amende, pourront les parties ciuilles & procureur du Roy ou de la iustice subalterne saire proceder outre la detention de la personne, par execution sur tous les biens meubles & immeubles du sol encherisseur.

Et si ledit immediatement precedent encherisseur ne vouloit prendre ledit heritage, selon l'enchere par luy saite, les pourront prendre par ordre les autres procedens encherisseurs, si bon leur semble, demourera neantmoins ledit dernier encherisseur obligé pour toute la solle enchere, & tiendra prison, iusques à entiere satisfaction d'icelle.

Et où aucun desdits precedés encherisseurs ne voudra prédre l'heritage pour le pris, pourra en ce cas le demandeur ou proprietaire, ou l'vn des opposans requerir que de rechef en iugemet l'heritage soit enchery, & que laditte enchere soit proclamee, & par attache huit iours au precedent, & sera ledit heritage adiugé à celuy qui sera trouvé audit iour, plus offrant & dernier encherisseur, demourera neantmoins le precedent dernier encherisseur obligé, & tiédra prison pour la solle enchere.

Et ne seront receuz aucuns encherisseurs qu'ils ne declarent les lieux de leur demourance, leur estat & qualité, & sera le iuge au iour de plaidz, auquel il deliurera l'heritage adiugé par decret, saire serment au dernier encherisseur s'il a esté suscité ou instigué par fraude à saire laditte enchere par le proprietaire, ou par autre. Et s'il a deniers contans pour satissaire à laditte enchere dedans huitaine, luy declarant le danger & peril auquel il se met pour les dittes peines.

Et si aucun vouloit encherir par procureur, ne sera receu sil n'a enuoyé procuration speciale contenant le lieu de son domicille & sa qualité, & pouvoir special audit procureur d'affermer par serment en iugement en l'ame du constituant le contenu cy dessus, qui est tenu affermer celuy qui encherist en personne.

Le dernier encherisseur s'il est des creanciers opposans & mis en son ordre par le iugemet de discussion, & que sa dette soit comprinse en l'enchere, sera tenu & contrainct par l'emprisonnement de sa personne consigner tout le pris de l'enchere comme dessus est dit, excepté la somme à laquelle se môte la dette, pour laquelle il a esté mis en son ordre, qui sera comprinse en laditte enchere.

Toutes encheres & adiudications de decrets seront faites en premier lieu, à la charge des droits seigneuriaux, & des fraiz & mises des cryees, sans y mettre aucunement la charge des despens d'icelles cryees ou despens faits à l'occasion d'icelles cryees.

Les heritages mis en cryces doiuent pendant icelles demourer saiss, & estre regis & gouuernez sous la main de iustice, par bons & suffisans commissaires, qui seront establis par aucto-1. 77. Non rité de iustice, autres que les parties, iuges, ossiciers & sergens des lieux, ou enfans, freres ou sequitur que nepueux d'iceluy sur lequel on crye, ou ses fermiers en l'heritage crié. lxxij.

Et affin d'obuier aux fraiz & mises qu'ont accoustumé faire les comissaires, si les heritages estranger sera saisses ont esté baillez à ferme, y pourra le juge laisser le fermier jusques àce que sa ferme soit sisomissaire qui nie, pourueu qu'elle soy à pris raisonnable & sans fraude, qu'il soit chargé de faire les reparareceuera dudit fermier. C.M tios necessaires, & d'étretenir la ferme en bon estat, ainsi qu'elle luy aura esté baillee, & q ledit

Digitized by Google

-fermier soit reseant & soluable, & qui ne la doiue tenir outre trois ans, en payant par ledit sermier la pension d'icelle serme au commissaire.

Et si les dits heritages n'ont esté baillez à ferme, ou baillez à ferme autrement qu'en la maniere dessussitions baillez au plus offrant & dernier encherisseur, par deuant le iuge, par vertu de la commission duquel ils auront esté saiss, à trois ans tant seulement, à la charge de les entretenir en bon estat & des reparatios necessaires, & à la charge aussi de bailler par ledit fermier bonne & suffisante caution.

Et pour ce faire seront mises affixes & attaches és lieux publicqs de la iustice où lesdits heritages saisis sont assis & situez, & pareillement au lieu où ils doiuent estre baillez huit sours au precedent, contenans la declaration des heritages, le lieu, iour & heure esquels ils doiuent estre baillez, & à ce faire pour leurs interests, seront appellez le proprietaire & le demandeur seront est interests pour sur d'heri granari le bailleur d'heri bailleur d'heri

Et sera tenu le commissaire estably au regime & gouuernement, payer les cens desdits hetage qui est en
tritages si aucuns en y-a.

lxxvj. requeste des

Et quant aux rentes foncieres, pourront ceux à qui elles seront deuës par le bail desdits heritages saiss & cryees, requerir par deuant le iuge, par deuat lequel sera la matiere de cryees, serieurs non apparentibus demandeur, proprietaire & opposans, ou leurs procureurs, s'ils en ont, & seront les parties s'editoribus. Ideo dico quod sont le dent ledit bail à rente, ordonnera par prouission que laditte rente sonciere sera payee en baillant caution s'sufficante de la rendre, s'il est dit en fin de cause que faire se doiue.

Et ne pourra doresenauant au regime & gouuernement desdits biens mis en cryees estre teans, enesgard à la saisse estably qu'vn seul commissaire, pour ueu que les heritages saissis soient en mesme iustice, ou les vns non distans des autres de plus de six lieuës, pour obuier aux grans fraiz & mises: mais gulariter prefiil y auoit heritages distas l'vn de l'autre de plus de six lieuës, audit cas lon en pourra commettre deux, vn en chacun endroit.

Et ne s'establiront lesdits commissaires qu'ils ne soient presens, & s'ils alleguoient au sergét quelque cause d'excusatió, & que ledit sergent ne trouuast autre capable qui voussist accepter la charge, assignera iour aux excusans par deuant le iuge qui aura decerné la commission, pour dire leurs causes d'excusation, & ou au iour assigné ils ne comparoistront, sera donné des tune verissimiliter non sunt faut, & promptement & sur le champ apres la lecture de l'exploit en vertu d'iceluy ordonné, simends antequ'ils demoureront commissaires, & s'ils comparoissoient & alleguoient iuste cause d'excusations, s'ils en sont deuëment & promptement apparoir, sera par le iuge ordoné autre commissiment de signeur de signeur de signeur de

Les fraiz & mises de cryees sont, par la coustume du pays & Duché de Berry, les fraiz du lant sauuer ses faississement & establissement des comissaires de cryees faites sur les lieux & significatio d'icelles rentes sources le decertification desdittes cryees, & ceux que le demandeur & poursuyuant cryees fait pour le iugement de discussion, tant pour le iuge que le gressier, ensemble les fraiz saits pour les actes iudiciels, precedens ledit iugement de discussion.

Et tous autres fraiz, tant du poursuyuant cryces que des opposans à icelles, ne sont censez consultes ren & reputez fraiz & mises de cryces, & ne peuuent & ne doiuent estre comprins en l'enchere font reputecs ou adjudication par decret.

Et sera tenu le demandeur & poursuyuant les cryces, saire taxer les fraiz desdittes cryces, sincontinent apres l'adiudication de decret, & dedans huitaine pour tous delays, affin que l'encherisseur puisse estre certain de la somme qu'il deuera consigner pour les dits fraiz & mises de l'art. 70. dont
il sur debouté

Si le seigneur seodal prédouuerture de sief, és choses saisses & mises en cryces par ladite saisse de la main-mise seodalle, & d'exploicter son sief par dessaus d'hôme, & droits & deuoirs no payez. Laquelle main-mise seodalle sera tenu le comissaire esta d'hôme, & droits & deuoirs no payez. Laquelle main-mise seodalle sera tenu le comissaire esta des sessime qu'il bly au regime des heritages cryez; signifier ou faire signifier auplust oft au proprietaire des heritages saiss, & au demandeur & poursuyuat cryces, sur peine de rendre compte des fruits qui sersionet perceuz par ledit seigneur seodal, par saute d'anoir sait laditte signification. le le soute ses sur le sersionet perceuz par ledit seigneur seodal, par saute d'anoir sait laditte signification.

Et sera tenu le vassal sur lequel on crye, dedans quinzaine apres que laditte main-mise seobailleur auoit dalle luy sera significe, aller porter les soy & hommage, & faire le deuoir à soin seigneur seodal, tousiours esté par le serante fermier descripé et deputé par les commissaires, ce seroit inste cause de luy conserver sa rente sonciere, Fa. L. Pomponius, D., quemad. Institute.

lxxv. bailleur d'heri lxxvj. possession a la IXXVIIJ. priorescreditolxxix. feigneur de Chafferon von lxxx. que per modu IXXXj. droits seignen-

& satissaire à ce qu'il doit. Et au dessaut de ce saire dedas quinzaine, pourra le iuge, par la commission duquelles heritages ont esté cryez, deputer personnage qui portera la soy & hommage, & payera les droits & deuoirs des fruits des heritages, pour & au nom du vassal, en declarant que laditte prestatio de soy & hommage sera de tel esset, que si le vassal mesme l'auoit portee.

1. 83. Ad portee.

h.e., que dixi
in conf.pari.S.

18. quam of inionem meam
this edită imitat' eft Lifet'
hic. C.M.

82. amos

CHAP. 10. Des droits presidiaux.

Article premier,

BESTES d'autruy trouuces en present dommage, par le seigneur possesseur, fermier, recueur ou commis d'aucun heritage dedans sondit heritage, peuuent par luy estre prinses & amences dedans xxiiij. heures à iustice, pour auoir par luy reparation de sondit dommage, & dudit dommage & prinse de bestes en son heritage, il sera receu par son serment iusques à la somme de cinq solst. & au dessous. Et si plus grand dommage il pretend, il sera tenu faire apparoir dudit dommage, autrement que par son serment. Et s'il retient les dittes bestes par luy prinses outre xxiiij. heures, sera amendable de la somme de lx. sols parisis enuers le Roy en la ville & septaine de Bourges, & és autres lieux de lx. sols tournois.

Et celuy duquel les bestes ont esté prinses en present dommage, bie qu'elles ne sussent dees, est amendable enuers le Roy de cinq sols pariss.

Et où le scigneur, ses fermiers & domesticques trouveroient en present dommage dedans leurs heritages aucunes bestes, & ne les pourroient prendre, seront creus par leurs sermens de ce qu'ils auront trouvé les dittes bestes, & ne les auront peu prendre, & du dommage iufques à cinq sols tournois. Et aussi sera audit cas le seigneur des dittes bestes qui auroient esté trouvees en dommage, amendable de cinq sols parisis envers le Roy, & en l'améde accoustumee envers le seigneur subalterne, pour ueu qu'elle n'excede cinq sols tournois.

Et si les dittes bestes estoient trouves en faisant dommage, gardees en l'heritage d'autruy est deu amende de lx. sols pariss au Roy, & aux autres seigneurs hauts insticiers, telle amende quils ont accoustumé, pour ueu qu'elle n'excede lx. sols tournois.

Et si le scigneur d'aucũ heritage trouue en sondit heritage aucune personne en present dómage, couppant & abbatant ses arbres, prenant les fruits desdits heritages, soient prez, terres, vignes ou autres heritages quelsconques, le pourra gager de sa robbe, habillement ou autres gages, & sera tenu denoncer à iustice le gage prins dedans xxiiij. heures, & sera creu par son serment de ce qu'il a trouué laditte personne par luy gagee en present dommage, dedans son heritage: & qu'il ne l'aura peu gager, & ce pour auoir reparation de sondit dommage iusques à cinq sols t. & au dessous. Et si plus grande reparation pretend, sera tenu de prouuer, autremét que par son serment, le dommage par luy pretendu. Et s'il ne denonce à iustice dedans les xxiiij. heures, sera amendable, come dessus. Et neantmoins au cas susdit fera faire le iuge la denonciation, saite information du surte & larcin, pour en faire punition exemplaire. vj.

Dés & depuis le premier iour de Mars, iusques au xv.iour d'Octobre, tous prez sont dessen sables, & n'est loysible y metre aucunes bestes pour pasturer, s'il n'est apres qu'ils sont sauchez, ou que le soing aura esté recueilly, ou que le seigneur aura eu temps sussissant pour le retirer, auquel cas iaçoit ce qu'il y cust prohibition & dessens desseur, est loysible à tous autres y mettre leurs bestes pasturer, toutes-sois si les dits prez portoient seconde herbe & reuiure, seront dessens durant le temps dessussissant que la premiere herbe aura esté sauchee, iusques à ce que la seconde herbe aura esté recueillie.

Tous prez & autres heritages clos & fermez de murailles, hayes, palys & fossez, sont deffensables en quelque temps que ce soit, & les peuuent les seigneurs d'iceux faire clorre en la maniere que dessus, pour les faire dessensables, bien qu'ils ne l'ayent iamais esté au precedent.

Tous pastureaux sont aussi dessensables, depuis le xv. iour de Mars, insques au xv. iour de Iuillet.

Vignes en tout temps sont desfensables, & n'y peut lon mener bestes n'y chasser, ains est amendable celuy qui y chasse, & doit estre condemné en tous dommages & interest de la partie.

En tout temps, prez, iaçoit qu'ils ne soient fauchez, sont dessensables quant aux pourceaux, & s'ils y sont trouuez, y eschet prinse comme dessus.

Lieux non cultiuez qui sont en chaumes, frisches, bruyeres & buissons, ne sont aucunément dessensables, en quelque temps que ce soit, toutes-sois pourra le seigneur y faire pastu-

TC1

rer ses bestes, si bon luy semble, & faire chasser les autres, sans prejudice du droit de saintre aux seigneurs qui en feront deuëment apparoir.

Boys ne sont desfensables, si n'est en temps de glandee & paisson, qui dure depuis la my aoust insques à Pasques. Et quand ils ont esté couppez nouuellement, insques à trois ans & vn moys de May.

Boys tallis, & boys bruflez, apres qu'ils sont couppez ou bruflez, sont deffensables iusques à trois ans & vn moys de May.

Garennes en tout temps sont dessensables.

Es pastureaux communs, les habitans des lieux peuuent indifferement en tout temps y amener leurs bestes pasturer, excepté les pourceaux, & en peuvent prendre auec la faulcille en tous temps, pour leur vsage, mais non auec la faux, si n'est depuis la feste de saint Michel, iulques à la feste de nostre Dame en Mars, excepté à Dun le roy, où il est permis à chascun du lieu, dés le lende-main de la feste de la Magdaleine, faucher és pastureaux communs.

Les dilmes & dilmeries estans au patrimoine lay, sont alienables, tout ainsi que toutes autres choses patrimoniales.

XVIJ. 1.17 Vt ples

Disines tant patrimoniales qu'ecclessafticques, doiuent seulemet estre payees des choses, ne dize in con desquelles elles ont accoustumé estre prinses & perceues, & en la maniere qu'elles ont accou 46.C.M. stumé estre prinses & leuces, & non autrement.

Suyte de disme a lieu quand auec les bestes tenues, nourryes & hyuernees, depuis le premier iour de Nouembre, iusques au premier iour de Mars, en aucune dismerie non labouree en autre dismerie, auquel cas le seigneur de la dismerie où les dittes bestes sont tenues, nourries & hyuernees, come dessus, par droit de suite, doit auoir la moitié des dismes des fruits creuz en ladite autre dismerie & terres labources par lesdittes bestes qui ont esté nourries & hyuernees en saditte dismerie.

Heritages estans sur grans chemins, & à l'yssue des villes & villages, doiuent estre deuemêt clos & bouchez, autremet l'on ne peut en iceux faire prinse de bestes trouuces en faisant domage, si n'est qu'elles y fussent gardees pour pasturer.

Ceux qui rompent les murs ou hayes, fossez des prez, terres, iardins, vignes, boys, garennes & autres heritages, sont amendables de soixante sols tournois.

Et si laditte rompure est faite par les bestes, par faulte de garde, seront tenus les seigneurs d'icelles restablir le dommage, & payer cinq solz tournois d'amende.

La haye viue ou buysson estant en vn pré & vne terre, vigne ou boys, est censee & reputee estre du pré, & non de la terre, vigne ou boys, s'il n'appert du contraire.

Celuy qui tient & possede terre à droit de terrage, s'il cesse par trois ans & vn moys de May subsecutiuement icelle labourer, & la laisse vaccante, le seigneur la pourra mettre en ses mains, & la labourer: & sans la cessation susdite, le seigneur ne luy peut oster pourueu qu'il en ait iouy luy ou ses predecesseurs l'espace de dix ans pour le moins:ou qu'il ait bail exprez à luy fait par le seigneur, autremét le seigneur la pourroit mettre en sa main, en remboursant preallablement le detenteur des meliorations par luy faites en laditte terre.

Et ne pourrot lesdits terragiers vendre ou autrement alliener lesdittes terres terragieres, fans la licence ou consentement du seigneur, si n'est qu'il leur fust permis par le bail, conuention ou autre moyen vallable.

Droit de terrage est de douze gerbes, vne, tant en blé, seigle, orge, auoine, poix, sebues, naueaux, millet, chanure, lin qu'autres fruits, si n'est qu'il y eust conuention, droit constitué ou prescrit particulierement au contraire, auquel ne sera desrogué n'à la possession d'iceluy par la redactió de ce present article: & sera payé ledit droit de terrage, apres le droit de disme. xxvj.

Le detenteur d'aucune terre à terrage, sera tenu auant la recollection des fruits ou desplacemét d'iceux, le faire signifier au seigneur ou à son receueur ou fermier, pourueu qu'ils soiét demourans dedans les fins & limites de la iustice, ou est assise laditte terre terragiere: & pour ce faire ne sera tenu appeller qu'vn seul tesmoin sur le lieu: affin que s'il en estoit question, la cause soit decidee par le serment dudit tesmoin& de la partie qui en aura faite laditte denonxxvij. ciation, sans ce qu'il soit requis auoir plus grande preuue.

Et apres laditte significatio faite, si le seigneur ne vient ou envoye dedans vingtquatre heu res, le detenteur de laditte terre terragiere pourra apres les dittes vingtquatre heures leuer & emporter son blé, en laissant le droit de terrage au seigneur, sans entendre par ce preiudicier aux seigneurs, qui auroient droit constitué ou prescrit de saire charier ledit terrage en leurs

Nn iiij.

granges, par les detenteurs des terres.

CHAPITRE.

De seruitudes reelles, tant aux villes qu'aux champs. ON ne peut acquerir seruitude par prescription en la maison prochaine & voisine, par actes occultes & latents, qui ne sont cogneuz au voisin, contre lequel on veut prescrip-

Droit de ventes & esgouts ne peuuent estre prescriptz sur la maison ou heritage du voisin, par quelque laps de temps que ce foit, si n'est qu'il y eust eu cotradiction expresse & formelle, dés & depuis laquelle la prescription de laditte seruitude pourroit estre encommencee & seroit parfaite par le laps & espace de trente ans continuels & consecutifs.

Pareillement seruitude de passage n'est acquise pour auoir passé par l'espace de trente ans, ou autres plus long temps, par la terre, pré, ou autre heritage de son voisin, si n'est qu'il y eust eu contradictió expresse, & que nonobitat icelle l'on eust passé par ledit heritage par l'espace de trente ans, à compter des & depuis le temps de laditte contradiction.

En mur moitoyen l'on ne peut faire sans le consentement du voisin auec lequel ledit mur est moitoyen, aucune veuë, ne ietter aucuns esgouts au preiudice dudit voisin, si n'est par droit constitué ou prescription dés & depuis qu'il y a eu contradiction.

Au mur moitoyen commun aux deux seigneurs des maisons ou heritages prochains ou voifins, l'vn d'iceux pourra edifier sur ledit mur moitoyen, apres auoir sommé le consigneur dudit mur, & iceluy mur hausser à ses despens, autant que bon luy semblera, pour la commodité de sa maison ou autres heritages. Et ne se pourra le coseigneur dudit mur moitoyen aider dudit mur, s'il veut puis apres bastir de sa part, si n'est en payant la moitié des frais dudit mur. Et à ceste sin celuy qui edifiera, sera tenu delaisser des corbeaux & autres enseignes de mur moitoyen, par lesquels toutes-fois sera seulement prouué que ledit mur est moitoyen: mais non que le voisin qui vouldra edifier de nouueau ait contribué aux fraiz.

Et pour cognoistre la vraye estimation desdits frais, fera celuy qui edifie appeller son voifin conseigneur dudit mur, pour faire visiter & estimer les fraiz& impenses dudit nouuel edifice fait sur ledit mur moitoyen, afin de sçauoir quelle somme de deniers ledit coscigneur dudit mur, quand il voudra edifier fur iceluy, sera tenu de rendre preallablement à celuy qui a fait le-

En edifice de maison, grange & bergeries, moulins, estangs & autres bastimens communs où il y aura ruine eminente requerant prompte & necessaire reparation, visitation preallablement faite par gens à ce experz & cognoissans par authorité de iustice, & leur rapport fait, lera tenu le conseigneur d'icelle maison, contribuer pour la part & portion qui luy appartiét en icelle, aux fraiz de la reparation necessaire, dedans certain temps qui luy sera prefix.

Et en deffaut de ce faire par ledit conseigneur dedans ledit temps, sera permis à celuy qui veut faire lesdittes reparatios, d'icelles faire, & d'exploiter & tenir laditte maison & heritage, tant en sa main qu'en les baillant à louage ou ferme, & fera les fruits siens, iusques à ce que celuy qui a part & portion en la maison ou autres heritages susdits, qui aura esté sommé, ait remboursé celuy qui aura fait lesdittes reparatiós necessaires, de la part & portion des fraiz desdites reparations par luy deuë, sans pouuoir desduire aucune chose desdittes portions, des fraiz & impenses sur les louages desdittes maisons, & fruits des choses susdittes.

Et ne pourra toutes-fois prescripre celuy qui jouyra de laditte maison ou autres heritages fuldits, pour la cause que dessus, contre ceux qui ont parr & portion esdittes maisons & heritages, par quelque laps de temps que ce soit.

En mur moitoyen l'on peut edifier cheminees, pour ueu que l'on ne passe le milieu d'icel-

Aucun ne peut faire en mur moitoyen latrines ou esgouts de cuisine qui puissent endommager le mur moitoyen, ne porter preiudice au voisin qui y a part & portion, soit de puantise par edifice deldites latrines ou efgouts, ou deterioration dudit mur, ce qui a lieu aussi en celuy qui veut faire latrines & esgouts en son propre heritage pres & ioignant le mur d'au-

Aucun ne peut edifier four pres & ioignant les maisons de la ville, lieu ou village, sans laisser distance d'vn pied franc entre le mur du four & le mur de la maifon, pour euiter le danger

Digitized by Google

du

Article premier.

du feu. Les partir le mention en equipe de la contraction de l'économie de xiii.

Celuy qui a droit de veuë sur la court, iardin ou autre heritage de son voisin, si ledit droit n'est expressément declaré par la constitution de laditte seruitude, ou autrement par conuen tion faite entre les parties, est tenu de faite sa fenestre ou autre ouverture à hauteur de terre du bas plancher de sept piedz pour le moins, la barrer competamment & seurement en manière que par laditte ouverture on ne puisse entrer en la maison ou iardin du voysin, & y met tre du voirre dormant ou chassis de toille ou papier, assin que lon ne puisse avoir veuë de cognoissance sur la maison ou heritage du voisin.

Le fossé citant entre deux heritages, appartient au loigneur de l'heritage, du costé duquel est le iect dudit fossé, & s'il est des deux costez, est commun, & le semblable s'il n'y a apparence de iect.

xv.

Où le bas d'une maison appartient à un, & le hault à l'autre, le seigneur du bas est tenu d'entretenir toute la muraille à l'entour iusques au plancher, iceluy comprins, & entretenir aussi en bonne & suffisante reparation le plancher qui le couure.

Et celuy à qui appartient le second estage & haut de laditte maison, est tenu d'entretenir la closture de la muraille, dés & depuis le plancher, & ledit plancher couurir au dessus de carreau, boys ou plastre. Et aussi tenir le haut plancher d'icelle en bonne & suffisante reparation. Et pareillement la couuerture de la maison en maniere qu'il n'en puisse aduenir inconueniét à celuy à qui est la maison en bas: & quant aux viz, degrez & montees, chacun est tenu de les entretenir, iusques à la concurrence du haut de son estage, & portion de maison. xvij.

Libremet chacun peut edifier sur sa place, si haut que bo suy semble, & s'il y-a quelques che urons ou autre matiere de boys, pierrre ou terre en la muraille du voisin sortant ou pendant sur la place de celuy qui veut de nouuel edifier, sera tenu ledit voisin qui a lesdits cheurons ou autres choses sur la place de son voisin, les retirer insques à l'endroit & alignement de sa muraille, à icelle prendre des le bas de terre & pied de la muraille, quelque laps de temps que les dits cheurons ou autres choses sortans sur la place du voisin y ayent demouré, par lequel ne pourra le voisin pretendre auoir acquis aucun droit de prescription.

xviij.

Pour la fanté, honneste & bone disposition de la ville de Bourges, d'Ysoudun & autres villes royalles du Duché & pays de Berry par l'anciene coustume dudit pays: l'on ne peut nour rir au dedans des murs d'icelles, pourceaux, truyes, boucs, chieures, brebis, moutons & autres semblables bestes, sur peine d'amende arbitraire, si n'est quat aux chieures en cas de necessité, pour maladie ou nourriture des petis enfans.

En laditte ville de Bourges, Yfoudu & autres villes royalles du pays & Duché de Berry, l'o ne peut tenir hors lesdittes maisons & rues publicques desdittes villes aucus sumiers, ordures ou autres immundices & choses infectes outre vingt & quatre heures, dedans lesquelles ceux qui ont mis lesdits sumiers ou iecté lesdittes ordures & immundices, seront tenus de les faire vuyder & porter hors lesdittes villes & lieux accoustumez à receuoir immundices, & hors les sauxbourgs desdittes villes, assin qu'il n'en puisse aduenir infection ausdittes villes. xx.

Etesdittes villes de Bourges, Ysoudun & autres villes royalles du pays & Duché de Berry, I'on ne peut & ne doit on sur peine d'amende arbitraire apporter aucunes ordures, immundices, pierres, grauois ou autres choses quelconques és fossez desdites villes, qui puissent remplir lesdits fossez, ou partie d'iceux, ne pareillement és fosses des areines de laditte ville de Bourges, & és entours des murs d'icelle.

Ceux qui font edifier & construire maisons en la ville de Bourges, Ysoudun & autres villes royalles du Duché & pays de Berry, peuvent durant le temps requis pour la construction des edifices faire mener au deuant de leurs maisons és rues publicques desdittes villes les pierres, chaux, sable & autre matieres necessaires pour laditte construction. xxij.

Pourueu qu'és grans rues publicques desdittes villes, esquelles on a accoustumé passer les chariotz, ils laissent espace suffisant d'vn costé de la rue, pour le passage desdits chariotz. xxiij.

Et apres ledit edifice parsait, seront contraints ceux qui l'on sait saire, de saire vuyder les grauois & reste desdittes matieres, dedans certain brief temps, qui sera presigé par iustice sur peine d'amende arbitraire.

Et où ils differeroient par lespace de temps notable, de continuer ledit edifice, & laisséroient tousiours les dittes matieres en la rue, incommodant par ce moyen l'vsage d'icelle, leur
ponrra l'on faire presiger par iustice certain temps, selon la grandeur de l'edifice, ded as lequel
ils seront tenus de le parsaire & paracheuer. & en dessaut de ce faire dedans ledit temps, &

C H A P.

iceluy passé, leur enioindra le iuge dedans la huitaine apres, faire oster lesdittes matieres, & les mettre en autre lieu non dommagéable ne preindiciable à la rue & voye publicque, sur peine d'amende arbitraire.

Des prescriptions.

Article premier.

OVS droirs, noms, actions, heritages, terres, feigneuries & biens quelcoques font prefcriptz par le temps & espace de trente ans continuelz & consecutifs, & non moindre. Et a lieu ladite prescription contre toutes personnes, & contre les eglises, colleges ou autres comunautez, mesmes contre les mineurs, & n'y a audit pays qu'vne seule prescription de trente

Toutel-fois par laditte coustume n'a esté entendu estre desrogé au benefice special des eglises & mineurs, de restitution en entier, és cas esquels il doit auoit lieu, s'ils en sont relenez par benefice du prince & par lettres royaux, en la maniere accoustumee.

Le seigneur feodal ne prescrit contre son vassal, n'au contraire le vassal contre le seigneur feodal les droits, deuoirs & choses dependans du fief, pour la mutuelle & reciprocque obligation de fidelité de l'vn enuers l'autre, par quelque laps de temps que ce soit, & ce que dessus a lieu en heritages censuelz, esquelz le seigneur ne peut prescripre contre le censier, ne le cer tier contre le seigneur aussi, par que lque laps de temps que ce soit.

Toutef-fois n'est entendu par la coustume precedente, qu'aucun ne puisse prescripre par le laps & espace de trente ans droit de feodalité & vasselage actif, sur aucun heritage qui n'estoit de luy tenu en fief, & encommencé laditte prescription dés & depuis qu'il y aura eu exploictation faite par luy sur ledit heritage comme seodal, & qu'il aura receu, prins & perceu 6.cum seq. ad les droits appartenans au seigneur seodal, comme les soy & hommage, droit de rachat & exploicté le fief, & prins les fruits, & qu'il ait depuis continue soy disant seigneur séodal tous cas semblables aduenans sans interruption, insques à trente ans continuelz & confecutifs.

Et au contraire peut aucun prescrire comme vassal aucun heritage estant en la plaine seigneurie d'aucun seigneur, pour estre seodal, à commencer laditte prescription dés & depuis le temps qu'il aura fait les foy & hommage au leigneur,& aura esté receu à faite les autres deuoirs, aufquels le vassal est obligé enuers le seigneur, & icelle possession continuer sans contra diction ou interruption, iusques à trente ans continuelz & consecutifs, les cas semblable aduenant. Et n'est és cas susdits reputee laditte prescription du vassal cotre le seigneur, ou du seigneur contre le vassal.

Et ce que dessus a lieu en censiue, comme en fief, en perceuant par aucun comme seigneur la censiue par trente ans continuelz & consecutifs ou en payant par ledit censier possedat l'he ritage, comme censier laditte censiue par trente ans cotinnelz & cosecutifs, auquel cas n'est censé le seigneur prescripre contre le censier, ne le censier contre le seigneur.

Les droits & proffits des fiefs ia escheuz au seigneur par ouverture d'iceluy, si le seigneur n'en fait poursuite & demande dedans trente ans, à compter du temps qu'ils ont commencé luy copeter & appartenir, sont prescriptz & perdus par le seigneur, & n'en peut plus faire demande: & le femblable a lieu quant aux accordemens, lots, ventes aux heritages censuels, bien que le cens ne soit prescriptible par quelque laps de temps que ce soit. Toutes-fois quand au droit de retenue, la prescrition de quarante iours à lieu: mais ne commence auoir que du iour que les lettres d'acquisition ont esté exhibees au seigneur feodal ou censuel. 2

Arrerages de cens ne le peuuent demander si n'est pour les cinq dernieres années. Et si lon tummis tituli a cessé par plus long temps en faire poursuite, ceux qui sont escheuz au precedet lesdits cinq dernieres annees, sont prescriptz, sans toutes-fois y comprendre les arrerages du cens du

Vn tiers peut prescrire le droit de vassellage & de seodalité ou de censiue, sur le vassal ou censier du seigneur feodal ou censuel, contre ledit seigneur feodal ou censuel, par iouyssance & possession dudit droit par trente ans, pourueu que durant lesdits trente ans y ait eu deux ouuertures de fief, auec saisse reelle & actuelle & exploitation du seigneur deuement notifillus ve vsu- fice, & aura commencé ladite prescription courrir dés & depuis la premiere exploicta-

Prescription triennalle és choses meubles que l'on appelle selon le droit vsucapió, n'a lieu par la coustume du pays & Duché de Berry. XJ. Ces

1.4. Hoe sum psit & addidit Liset us ex scriptu meisin in fi.ff.de vsucapio. C.M.

2.7. Sed interim bene incipit prescriptio illa triginta annoru, quia currit quanhibiti & dominusignora- Roy uerit, dumme dò nouus acquisitor naturaliter possede rit:secus quādiu vetus vafructuarius vel etiam vt colonus in pofsessione rema-

Ces mots toutes & quantesfois, perpetuellement & à iamais apposez en faculté de rachat n'empeschent qu'icelle faculté ne soit prescripte par le laps & espace de trente ans.

Le censier ou rentier, ayant vnisormement payé portion dudit cens ou rente par l'espace de trente ans continuellement, sans contradiction ou protestation au contraire du seigneur qui a receu ledit payement, prescrit la liberté du demourant.

L'interruption ciuile par adiournement libellé, ou conuention iudiciaire, ou autrement faite pour le regard de l'vn des possesseurs ou detenteurs par indiuis de la maison ou heritage que l'on veut prescrire, a effect contre tous les autres possesseurs & detenteurs par indiuis dudit heritage, & leur nuist & preiudicie. 1

heritage, & leur nuilt & preiudicie. '

Le nouvel acquereur d'aucun heritage chargé de cens ou rente fonciere, ne prescrit ledit super toto conps ou rente à l'encontre du seigneur avouel il est deu tât qu'icelus seigneur est payé de son menitur & sumentent à l'encontre du seigneur avouel il est deu tât qu'icelus seigneur est payé de son menitur & sumenitur & cens ou rente à l'encontre du seigneur auquel il est deu, tat qu'iceluy seigneur est payé de son per 1010 procecens ou rente, par l'ancien seigneur vtile de l'heritage qui a iceluy aliené: mais seulemet commencera la prescription du iour que l'ancien seigneur vtile dudit heritage chargé de rente ou
quammin se conquammin se concens, qui a iceluy aliené, aura cessé de faire & continuer le payement desdits cens ou rente, si tra im scriptil n'est qu'au precedent le seigneur censser au de la l'au precedent le seigneur censser au de la la l'au precedent le seigneur censser au de la la l'au precedent le seigneur censser au de la la l'au precedent le seigneur censser au de la l'au precedent le seigneur censser au de la l'au precedent le seigneur censser au de la la l'au precedent le seigneur censser au de la la l'au precedent le seigneur cens ser l'au precedent le seigneur cens ser l'au precedent le seigneur cens ser l'au precedent le seigneur censser au de la la l'au precedent le seigneur cens ser l'au precedent le ser le serve l'au precedent le ser l'au precedent le ser le serve l'au precedent l'au precedent l'au precedent le serve l'au precedent l'au precedent l'au precedent le serve l'au precedent n'est qu'au precedent le seigneur censier eust esté deuëment aduerty de laditte alienation & in dividuissepossession de l'acquereur, auquel cas commencera la prescription de liberté courir du temps ueniat voum laditte science dudit seigneur.

xv. ex possessoribus pro parte
Le fermier des exploits & amendes, apres la ferme finie est tenu de deux ans faire poursuisur ex possessoribus pro parte
tantum; de laditte science dudit seigneur.

te & diligence de recouurer les amédes, desfaux & autres droits estans de sa ferme, & n'est re- quia tune recenable en faire demande apres lesdits deux ans passez, si n'est qu'il y eust sommation ou promesse de payer dedans lesdits deux ans.

esse de payer dedans lesdits deux ans.

Es biens propres ou conquestz, appartenans à la semme auant le contract de mariage, ou

Li.c.de long. qui luy sont venus pendant iceluy qui ne tumbent en communauté: mais le mari en a l'admi- semp. prascri. nistration, & fait les fruits siens, prescription ne peut courir contre la femme, costant le mariage. Toutef-fois fil y auoit eu separation entre le mary & la femme, quant aux biens du jour d'icelle, la prescription peut commencer à courrir contre elle.

1.13. Intelli-

CHAPITRE. 13.

De la retenue des choses vendues, tenues en sief ou és cens.

Article premier.

E seigneur de l'heritage seodal ou censuel vendu, cedé ou transporté à pris d'argent par le vassal ou censier, peut iceluy retenir pour le prix, en iceluy rendant à l'acquereur auec les loyaux frais & cousts, s'aucuns en y a dedans xl.iours, à compter du temps que par ledit acquereur luy a esté exhibé le tiltre de l'acquisition, & ledit temps passé, ou s'il auoit receu en soy & hommage, le nouvel vassal ou receu les accordemeus, lots & ventes du nouvel acquereur cen sier, ne peut vser dudit droit de retenue, ains demeure forclos.

Et pareillement s'il y-a aucune rente constituce sur ledit heritage feodal ou censuel, par le 2. 2. Cecy ne vassal ou censier, la peut ledit seigneur feodal ou censuel retenir pour le pris, 2 en iceluy payat is rentes du reallement & de fait, auec les loyaux fraiz, l'aucuns en y-a à l'acquereur dedas xl. iours, à compter du temps de l'exhibition du tiltre de l'acquisition, comme dessus est dit, pour ueu qu'il ne
pour l'osage
ait receu ledit acquereur en foy & hommage de ladite rente, ou receu les droits d'accordedu commune de montre de l'acquereur en foy & hommage de ladite rente, ou receu les droits d'accordedu commune de montre de l'acquereur en foy & hommage de la ladite rente, ou receu les droits d'accordedu commune de montre de la ladite rente de l'acquereur de la ladite rente de l'acquereur de la ladite rente de l'acquereur de la ladite rente de la ladite rente de l'acquereur de la ladite rente de la ladite rente de l'acquereur de la ladite rente de la ladite rent mens, lots & ventes du nouvel acquereur de ladite rente sur l'heritage censier, auquel cas ils mes és rètes re en demoureront forclos, comme dessus est dit.

Toutes-fois en la ville & chastellenie d'Ysouchin en vendition d'heritages censuels, droit denier, constide retenue n'a lieu, s'il n'y a conuention au contraire. The first of

L'eglise n'vse de droit de retenue en heritages tenus & mouvans d'elle en sief ou censiue, pour les devenduz ou alienez par le vassal ou censier.

Ledit droit de retenue n'a aussi lieu, quand la chose feodalle ou censuelle est vendue à audit sur la coum lignager du vendeur de l'est co 8 r ligna de mais l'est de l'est concum lignager du vendeur de l'estoc & ligne dont vient la chose seodalle ou censuelle.

Au reffus de vouloir recognoistre par l'acquereur de la chose feodalle ou censuelle, vi. flume de Paris, 57.0 au leur ayat droit de retenue au retrait feodal ou censuelle, le sei- traité des rous avant des rous des rous de retenue au retrait feodal ou censuel seur ayat droit de retenue au retrait feodal ou censuel se le seigneur ayat droit de retenue au retrait feodal ou censuel, peut le seigneur offrir à l'acquereur, ru.C.M. loyaument le prix de l'acquisition auec les loyaux cousts, s'aucuns en y a,& s'il refuse les receuoir, configner le prix en justice & les loyaux cousts, s'ils sont liquides, ou s'ils ne sont liquides, pour iceux telle somme de deniers & si petite que bon luy semblera, offrant iceux parsaite apres que l'acquereur en aura fait apparoires no la comme de la

111. chetables 111j. on à la fille niers de taux,

Et en ce faisant du iour desdittes offres & cossgnatio, lesdits heritages feodaux & censuels sont reputez acquis au seigneur par droit de retenue, & luy en sont deuz les fruits. viij.

Ou le pris de la chose feodale ou censuelle védue, ne doit estre payé proptemet par l'acheteur au védeur: mais y-a par le cotract de véditio terme & delay de payer, doné par le védeur à l'acheteur, suffit audit cas que le seigneur s'oblige & baille caution bourgeoise au védeur de payer és termes couen⁹, en deliurat par ce moyé l'acquereur de laditte obligatio, & fil ne fai-soit laditte obligatio, & bailloit cautio bourgeoise bone & suffisante, ou gage suffisat au lieu de laditte caution dedans xl. iours, il ne peut plus vser du droit de retenue, ains en est forclos. ix.

En vendit ion d'heritage feodal ou césuel faite à faculté de rachat à neuf ans ou au dessous, droit de retenue n'a lieu: mais si ledit rachat est à dix ans ou plus, droit de retenue a lieu, tout ainsi qu'en vendition simple est tenu le seigneur faire le remboursement du pris & loyaux cousts dedans quarante iouts, à compter du iour du tiltre de l'acquisition, sans attendre que la faculté de rachat à dix ans ou au dessis soit expiree: mais neantmoins sera laditte retenue à la charge de la faculté de rachat telle qu'elle estoit donnée au vendeur.

En adiudication de decret d'heritage feodal ou censuel ne peut le seigneur vser de retenue s'il ne vient dedans la huitaine, dedans laquelle le plus offrant & dernier encherisseur est tenu de consigner en iustice le pris de l'enchere, & se mettre au lieu du dernier encherisseur, & s'obliger au gresse du siege ou l'adiudication a esté faite, à faire la consignation dudit pris de l'en chere, tout ainsi & par la forme & maniere qu'estoit tenu faire le dernier encherisseur, & ce dedans trois iours apres laditte huitaine escheuë, autrement ledit temps passé, en sera forclos & debouté.

CHAP. 14. De retrait lignager. Article premier.

N vendition ou autre cession & transport à pris d'argent d'heritage propre, peut le prochain lignager du vendeur de l'estoc & ligne dont vient l'heritage, vser de droit de retenue dedans soixante iours, à compter du iour de la vendition: lequel temps court audit lignagersa 1.4.5: ipseus chant ou ignorant laditte vendition, maieur ou mineur.

ij.

emptor rendst tüc excluditur nound Efficie est entre est e remboursé de son pris.

Retrait lignager a lieu en toutes venditions pures & simples, ou faites auec faculté de raterito non du- chat, soit ledit rachat perpetuel ou à temps, & audit cas encommence à courir le temps de lx.
bitatur si të- iours, dedans lesquels le lignager doit exercer ledit droit de retenuë, dés & depuis l'acquisitió
pus largiatur.

C.M. faite, sans attendre que la faculté de rachat soit expiree, autrement desdits lx. iours passez il en
a. acquis.) 1d est forclos.

iiij.

En acquests ou conquests venduz ou cedez à pris d'argent, retrait lignager n'a lieu, & ne rel filia super- sont reputez les dits conquests de la nature d'acquests & conquests, pour exclure le retrait lifitem & hare gnager, si n'est en la personne de celuy qui les a acquis : mais s'ils ont fait souche en la person sont de dem.C.M.

3. venus stille post illum la lateralle, sont reputez propres, & a lieu en la vendition d'iceux le retrait lignager.

V. 4.

Entre les prochains du costé & ligne dont vient l'heritage vendu, ausquels par la coustuautem immediaté. C.M.
4. In st. Vulgò
libellé donné à l'acquereur, sera preseré à tous autres, bien qu'ils sussent plus prochains en deputant st fraqui ei successit retrait, eust portion par indiuis à l'heritage:mais s'il y auoit cocurrence en diligence dudit adputant extraiournement libellé de plusieurs lignagers, & qu'il n'apparust lequel a preuenu, sera le plus
neo quòd soror
(que nibil ym
prochain lignager preseré, & s'ils estoient en mesme degré, le plus ancien, ou le masse à la fequă in eo pramelle.

Le retrayant lignager consignant en main de iustice le pris de la vendition, auec les fraiz set non est ita: & loyaux cousts, s'ils ne sont clers & liquides, ou quelque petite somme de deniers, s'ils ne qui a istud non sont liquidez, offrant parsaire, au ressus de receuoir ledit pris par l'acquereut, dés le iour de la est ius acquiss ditte cossignation, sera les fruits siens: toutefoisbien que les fruits n'ayent esté lors de laditte seruntoria, in consignation perceuz, l'acquereur en aura sa part & portion pour le temps precedent laditte similia, at-consignation, dés & depuis le pris par luy deboursé.

vij.

Juam fuit in Ou que l'acquereur d'aucun heritage suiet à retrait lignager se cacheroit & latiteroit, en familia, & ita nuper consului. C.M. roit en son domicile, ne sa semme, enfans ou autres domesticques, pour en leurs personnes

Digitized by Google

emptor vendit
tuc excluditur
nonus Gruturus retraclus,
fed de praterito non dubitatur si tëpus largiatur.
C.M.

2.acquis.) Id
est, si sise reliquerit silium
vel filiă supersilicet post illum
euentum Gruediate, non
autem immediate. C.M.
4. In si. V ulgo
putant si sraqui illu nonsed non est ita:
qui ai successit
vendat extraneo quòd soror
(qua nihil vn
quă in eo pradio habuit) po
test retral ere,
sed non est ita:
qui ai sud non
est ius acquis
torium sed con
signid non
firmilia, atqui illa nonyuam fuit in
familia, & ita nuper consului. C.M.
Tertal red
si vendat extraqui illa nonyuam fuit in
familia, & ita nuper consului. C.M.
Tertal red
si vendat extrased non est ita:
qui illa nonqui illa nonsuum fuit in
familia, & ita nuper consului. C.M.

faire ledit adjournement, & que les voisins dudit domicile ne sçaurosent où est ledit acquereur, perquisition sommaire de ce faite par le sergent auec les voisins, laquelle sera conuenue en l'exploir, sera audit cas loisible saisir en la main de instice l'heritage vendu, & establir commissaire au regime & gouuernement d'iceluy, & par ce moyen sera la prescription que pourroit pretendre l'acquereur contre le tetraiant suffisamment interrompuë.

Et neantmoins audit cas pourra le lergent faire ledit adiournement à l'acquereur, en parlant aux voisins, leur enioignant de le faire sçauoir audit acquereur, & laissant vne cedulle libellee, attachee au domicile d'iceluy, & s'il n'a domicile, au lieu public de la iustice où est assis l'heritage acquis, & aussi par proclamation & cry public audit lieu où le retraiant seroit ignorant ou est la personne & domicile dudit acquereur.

L'acheteur est tenu exhiber les lettres de son acquisition au prochain lignager demadeur en retrait, & affermer par serment qu'elles contienent verité, & qu'il n'y a aucune fraude, dol, ou mal engin.

Pareillement le demandeur en matiere de retrait, est tenn affermer par sermét enuers l'acquereur ce requerant, qu'il veut & entend retirer la chose vendue à son profit, & pour demou rer en sa famille, & qu'il la retire de ses deniers propres, 1 & n'à aucune conuention, paction ge seundum ou intelligence auec autruy, pour luy bailler laditte chose vendue, apres qu'il l'aura retiree par predicte, quia

Pour le delaissement par retrait au prochain lignager, ne sont deuz nouveaux droits sei- esses immenda gueuriaux de rachats ou accordemens, lots & ventes: toutef-fois fils n'auoyét esté payez par titi enim nitl'acquereur, & qu'ils fussent encores deuz, pourra le seigneur seodal & censuel, iceux deman-sunt L. 2.D. mander & poursuyure contre le retrayant, & vser de son exploit & mainmise, tout ainsi & en de reb. credit. la forme & maniere qu'il eust peu faire contre l'acheteur.

Et si lesdits droits de rachats, accordements, lots & ventes & autres droits seigneuriaux, a-traneo reddere uoient esté payez par l'acquereur, auant qu'estre conuenu en retrait lignager, & que ledit ar-predium, sed quereur en ait quittance du seigneur, en forme autentique & valable, où qu'ils luy ayent esté sum: predium donnez en remuneration de services en seisce ! donnez en remuneration de services, en faisant de ce apparoir promptement par lettres au-reinere. tentiques & en forme de preuue, sera tenu le retrayant rembourser reallement l'acquereur C.M. desdits droits seigneuriaux, tout ainsi que du prix principal, & s'il y a ressus pour gaigner les fruits, faire la consignation desdits deuoirs entierement, rout ainsi que du sort principal. xiij.

Le retrait lignager où il y a lieu, est preferé au retrait feodal ou censier. Heritages acquis par permutation au lieu d'heritages propres venas du costé & ligne, sont comme subrogez au lieu d'iceux censez & reputez de mesme nature, qualité, ligne, & estre comme estoient lesdits propres, en maniere que s'il s'ensuit vendition d'iceux, le retrait ligna ger alieu tout ainsi & en la forme & maniere qu'il eust eu lieu en la vendition desdits heritages propres.

Où en eschange & permutation d'heritage y a pour sursoulte 2 ou autremet bourse desliee 2.15. Adde & pris d'argent baillé auec l'heritage, si ledit pris d'argent excede l'estimation de l'heritage suet. Pariss. qui auroit esté baillé en contreschange & permutation, le contract, bien que les parties luy 23.94.16.94. ayent baillé nom & tiltre de permutation & d'eschange, sera neantmoins censé & reputé cotract de vendition, quant à l'effet du retrait, en maniere que ledit retrait aura en iceluy lieu, tout ainsi qu'il auroit en contract de pure & simple vendition : & le semblable a lieu quant au retrait feodal ou retenue du seigneur censuel.

Et audit cas sera tenu le retrayant lignager rembourser ou consigner le pris principal qui a esté des boursé, & quant à l'heritage baillé en contreschage, sera estimé par gens à ce cognoissans, desquels les parties s'accorderont dedans vingt quatre heures apres le iour de l'adiournement baillé en retrait escheu, & en desfaut de ce faire dedans le dit temps, seront prins par le iuge,& fera tenu le retrayant rembourfer dudit pris & estimation l'acquereur, ou au reffus de les vouloir receuoir par ledit acquereur, les consigner en iustice auec l'autre pris declaré au

Si l'acheteur de l'heritage propre & subiet à retrait lignager vend iceluy à autre deuat que estre conuenu audit retrait, le nouuel acquereur pourra estre conuenu & poursuyui audit retrait, pourueu que le retrayant soit dedans les soixante jours tout ainsi & par la maniere que cust esté le premier acheteur, & auec ledit second acheteur pourra le retrayant conuenir le premier acheteur (si bo luy semble) & ne sera tenu rembourser, si n'est le pris & loyaux cousts de la premiere vendition.



Toutes-fois si laditte seconde venditió estoit saite à l'vn des prochains du premier vendeur du costé & ligne dont vient l'heritage vendu, & qu'il sust receuable au retrait, n'aura lieu audit cas retrait lignager au prossit d'autre lignager, bien qu'il sust plus prochain.

Par le retrait lignager le proffit de contract de vendition doit venir entierement auec ses qualitez au retraiant, en maniere que s'il y a terme ou delay donné de payer le pris de laditte vendition, ou partie d'iceluy au vendeur, suffira audit cas que ledit retrayant s'oblige & baille caution bourgeoise qu'il renoncera specialement au benefice de discussion, de payer ledit pris principal audit vendeur, és termes & iours conuenus au contract de vendition. xx.

Et audit cas les droits de rachats, accordemens, lots & vétes & autres droits seigneuriaux ont esté payez par l'acquereur audit seigneur feodal ou censuel, & qu'il en ait quictance en sor me autenticque & vallable, ou qu'ils luy ait esté donnez en remuneration de services, & que il en apparoisse par lettres autenticques, sera tenu audit cas le retrayant en rembourser proptement l'acquereur. & en dessaut ou ressus de les receuoir par l'acquereur, en faire consignation reelle.

Les terres chargees d'ancienneté de droit de terrage, ne sont suiettes à retrait lignager. xxij.

En achat d'heritage propre fait par vn des conioints par mariage prochain du vendeur du costé & ligne dot viét ledit heritage, le retrait lignager ne peut auoir lieu durant & constant le mariage, mais apres la dissolution d'iceluy aura lieu pour le regard de la moitié dudit heritage appartenant à celuy desdits conioints qui n'estoit lignager du vendeur, ou à ses heritiers.

Auquel retrait, sera preferé le suruiuant desdits conioints lignager du vendeur ou ses heritiers, pour ueu qu'ils soiét aussi lignagers dudit vendeur, du costé & ligne, & qu'ils sussent receuables audit retrait.

Retrait fait par le mary à cause de sa semme, rend l'heritage retiré propre à la semme & à ses heritiers, en remboursant par laditte semme ou ses heritiers au mary ou à ses heritiers la moitié du pris & loyaux cousts desboursez par le mary pour ledit retrait dedas soixante iours, à compter du iour de la mort, & s'elle renonçoit à la communauté, sera tenu de rembourser tous le pris dedans ledit temps, autrement en dessaut de ce saire dedans iceluy, sera ledit heritage reputé conquest, & le semblable en l'acquisitió qui seroit saite par le mary de ses parens, constatle mariage, d'aucun heritage propre de son costé & ligne, lequel demourera audit mary & ses hoirs comme propre, en réboursant par ledit mari ou ses heritiers la moitié du pris & loyaux cousts, à la semme ou à ses heritiers dedans les lists soixante iours, autrement sera reputé conquest.

En vendition faite par iustice & adiudication de decret d'aucun heritage propre, le prochain parent du costé & ligne dont vient ledit heritage, pourra dedans la huitaine apres l'adiudication du decret, saire appeller en iustice le plus offrant & dernier encherisseur à qui ladite adiudication a esté saite, & se pourra mettre & saire subroger en son lieu, en s'obligant au gresse, à consigner dedans trois iours apres par mesme contraincte comme ledit plus offrant & dernier encherisseur le pris entier de l'enchere: & pendat laditte huitaine sursera la coplainte contre ledit dernier encherisseur.

Si par la faulle affirmation de l'acquereur, le retrayant à configné plus grande somme de deniers qu'il ne deuoit à l'acquereur, sera condemné ledit acquereur aux dommages & interests dudit retrayat, qui seront estimez au pris de six pour cent. Et si sera condené d'auantage ledit acquereur pour ladite faulse assignation en amende arbitraire à la discretió de iustice.xxvij.

Et où l'acquereur n'exhiberoit ses contracts ou les exhiberoit, ne voudroit affermer iceux contenir verité, en ce cas suffira au retrayant consigner en iustice telle & si petite somme de deniers que bon luy semblera, offrant de parfaire, & s'obligeant au gresse de rembourser l'acquereur du pris principal, droits seigneuriaux par luy payez, les frais & loyaux cousts, s'aucuns en y a apres q ledit acquereur aura fait deuëment apparoir, & sait l'affirmation requise.xxviij.

Ét seront lesdittes cossignation & obligation faites au greffe au cas susdit quant à l'acquisition par retrait, & consequent gaing des fruits de tel effect, comme si la consignation auoit esté faite royaulment & de fait.

xxix.

Et enioindra audit cas le iuge audit acquereur, s'il compare au iour de l'assignation à luy baillee, & est resusant de saire l'exhibition des contracts ou affirmation, où s'il ne compare par le moyen du dessaut qu'il donnera contre luy, apres la lecture iudiciaire de l'exploict

du sergent de venir saire lesdits exhibition & assirmation dedans trois iours apres, ou autre delay competant, selon la distance des lieux, autremét en desfaut de ce faire & ledit delay escheu, en faifant par ledit retrayant la confignation & obligation contenus en l'article precedent, qu'il procedera à l'adiudication du retrait, au profit d'iceluy retrayant, par vertu des con signation & obligation sustites, tout ainsi, en la forme & maniere que s'il auoit remboursé l'acquereur du principal & loyaux cousts , droits & deuoirs seigneuriaux , & fera audit retrayant deliurance de la chole vendue.

En la ville chastel & chastellenie 'd'Ysoudun, retrait lignager n'a lieu.

TO TE HAPITE BE 15. Des vignerons.

ES vignerons, laboureurs de vignes besongnans à journee pour autruy, seront tenus al-ler en besongne depuis le premier jour de Mars, jusques au premier jour d'Octobre, deuat tur aux besteurs. ringheures, & prendre temps suffisant auant laditte heure; selon la distance & longueur de ressource de resso chemin qu'il y aura, iusques aux lieux & contrees des vignes où ilz iront besongner pour co lement dans la mencer & estre en besongne à laditre heure de cinq heures precisemet, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisemet, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisemet, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, & besongner iusques de la ditte heure de cinq heures precisement, de la difference de l à fix heures du soir. Et depuis le premier iour d'Octobre, insques audit premier iour de May, seront en besongne dedans la vigne où il iront besongner au point du jour aussi precisement estendue, ainsi & besongneront iusques à la nuit, pendant lequel temps ils employrot leur sournee à faire les quoi imme-façons desdittes vignes pour lesquelles ils seront enuoyez loyaumét & diligemment, & bien diate est de proprie terau profit de ceux qui les auront mis en besongne, & ne seront à la fin de leur iournee aucune ritorio cassirit. huce ne cry pour aduertir & inciter les autres à laisser besongne, ainsi qu'ils auoient accoustu- non autem de mé faire par cy deuant. Et s'ils font le contraire du contenu au present article, perdrot le prix in par ressort. & fallaire de leur iournee.

Les vignerons ne feront seu dedans les vignes en quelque temps que ce soit, bien pourrot fenter castro hors icelles aux heures de leur repas seulement faire seu de charbon, si bon leur semble, & no tamen remades perches, pesseaux, charniers, paux, pallis, hayes ou boucheture desdittes vignes, n'emporter en leurs maisons, ou faire emporter aucus bois d'icelles, soiét desdittes perches, pesseaux, sur per charmiers, paux, pallis où bouchetures, moessines n'autres fruits en quantité notable, vendre en consentit se ou donner cheueluz ny chabots, auoir aucuns chiens esdittes vignes en quelque temps que nuda, D. de ce soit. Et sils font le contraire, seront amendables de soixante sols tournois, & tenus aux inte pignor . actio. rests de la partie.

Les vigneros ou autres comis à la garde de vignes n'entrerot dedans en quelque forte que 🕏 yors qui est ce soit, si n'est pour prinses de personnes ou de bestes qui y seroient entrees, & tiendront les passages d'icelles clos & hienbouchez, en sorte que par leur faute & negligéee les dittes bestes non de la chan'y puissent entrer: mais serot & se tiendront à faire laditte garde au tour & du long des bouchetures desdittes vignes & par dehors, specialement és grans chemins publicques, à ce que trait nombl'on n'y puisse entrer à leur desceu, pour y prendre, emporter & desrober les raisins ou autres fant qu'elle fruits, & s'ils font le cotraire, serot ten aux interests de ceux à qui serot les vignes, ou les dites par vin serres bestes seroiet entrees, ou autres personnes pour faire ce que dessus, & si serot amedables iiij. taire.C.M.

Il n'est permis à aucun de quelque estat qu'il soit ayant vignes en clos, scelles vendager iusques à ce que l'ouuerture des vendanges sera faite par le juge ordinaire du lieu, ou par les maire & escheuins de laditte ville de Bourges. Quant en laditte ville en laquelle ils ont la pollice & és autres villes royalles dudit pays, appelez les escheuins ou gouuerneurs: ayans la superintendence des affaires communes d'icelles, & és seigneuries subalternes & villages, les procureurs des fabriques ou autres ayans la superintendence des affaires de la communauté.

C

ijγ

111

مليا

]]]5

,1

110

Et pour ce faire seront aussi appellez esdittes villes royalles quatre bons & notables bourgeois d'icelles, & esdittes seigneuries & villages dudit pays quatre laboureurs habitas d'iceux & encores en toutes lesdittes villes & villages quatre vignerons ayans vignes aux clos què lon voudra visiter, pour eux transporter ensemblement esdittes vignes, en tel endroit ou quar tier d'icelles qu'ils sont requis, & aduiser en leurs consciences, si les fruits & raissns y pendans sont en suffisante maturité pour estre recueillis & vendangez, & en quels endroits, contrees & vignobles, affin que par l'aduis de laditte assemblee ou de la plus grande partie l'ouverture desdittes vendanges soit faite & permis en chacune desdittes contrees pour le bien & vtilité commun en declarant pour chacun endroit & contree le iour que l'on comencera à vendanger audit endroit ou contree.

Et laquelle ouuerture sera proclamee à cry public es lieux ou l'on a accoustumé faire pro-

1.30.Non ad Article premier. ve facit. 3. tit - ij, adeo ve ceiam

clamations. Et ceux qui vandangeront auant laditte ouuerture, seront mulcez de cent sols tournois ou de plus grande somme à la discretion de iustice, & seront condemnez aux dommages & interests de leurs voisins.

vij.

Il n'est aussi permis à aucun entrer és vignes d'autruy apres qu'ellesseront vendagees, pour y chercher & prendre les fruits & grappes de raisins qui y pourroiet estre demourez, iusques à ce que tous les clos d'icelles soient vendangez, sur peine d'amende arbitraire. viij.

Les fermiers & accenseurs des vignes, seront tenus de prouigner par chacun an en chacu arpent d'icelle de quatre vingts prouins pour le moins, & les faire bien labourer, coupper & tailler en temps deu: A sçauoir les deschausser, tailler, marrer & asserter dedans le quinzieme iour d'Auril, & biner en May, de sorte qu'elles ne soient deterrees, deteriorees ou diminuees par saute que toutes les dites saçons ne sussent bien & deuement saites par les seigneurs. Et ceux qui seront le contraire du contenu cy dessus, seront condemnez enuers les seigneurs desdittes vignes en tous leurs dommages & interests.

CHAP. 16. Des moulins & musniers, rivieres & estangs. Article premier.

HACVN peut faire en son heritage edisser & construire moulin à vent, pour ueu q ce ne soit ded as le territoire & iustice d'auc un seigneur ayat droit de moulin banier à bled. ij. Chacun peut en son heritage par lequel passe aucun fleuue ou riviere no navigable ne publicque, saire edisser moulin, pour neu que ce ne soit ded as les sins & limites d'aucune terre & seigneurie d'aucun seigneur ayant moulin bannier, & que le lieu soit disposé pour ce faire, assauoir qu'il y ait saut & entryon.

Chacun peut en son fond faire faire estangs & y auoir bonde, pour ueu que ce soit sans pre-

iudice au droit de son seigneur,& d'autruy.

CHAP. 17. Duchastel de bestes.

Article premier.

r.1. Id est à EN bail de bestes à chastel, 'ne peut le bailleur ou preneur exiguer: c'est à dire soy deparla charge que tir dudit chastel de trois ans entiers pendat & durant lesquels est tenu le preneur nourrir
grex seu capi & entretenir les bestes à luy baillees à chastel. Et les dits trois ans passez, peut le dit preneur emero restitua xiguer & soy departir, en requerant & sommat de ce faire dedas quinzaine, apres les dits trois
tur, reliquem ans passez le bailleur. Et le semblable peut faire le bailleur au preneur. Et si dedans quinzaine
autem sit com
il ne requeroit le bailleur de ce faire, sera tenu nourrir les dites bestes iusques à la S. Ican ensuiuant. Apres laquelle passee pourra exiguer: c'est assauoir faire partage auec le bailleur, s'il n'y

Et si lesdittes bestes ont esté baillees à moitié, sera tenu le preneur les nourrir & perseuerer audit contract, sans pouvoir exiguer. C'est assaucir faire partage l'espace & temps de cinq ans entiers, lesquels siniz, pourra exiguer & faire ledit partage, pourueu que dedans quinzaine apres les dits cinq ans sinis il somme & requiere le bailleur de ce faire, & autrement sera tenu (s'il plaist au bailleur) les nourrir encores iusques à vn an, le bail siny, s'il n'y a conuention au contraire.

En chastel, celuy qui veut exiguer apres le temps conuentionnel ou de la coustume passe, & qui demande partage, soit le bailleur ou le preneur, doit estimer & priser les bestes, & selon icelle prise pourra iceluy lequel on somme d'exiguer, retenir lesdittes bestes, si bon luy semble ou les laisser pour ledit pris à celuy qui les a estimees dedans la huitaine ensuyuant: lequel priseur, ou les dittes bestes seront laisses pour ledit pris, sera tenu de payer content. Assauoir si le preneur les a prinses & luy demeurét, de payer ledit droit de chastel au bailleur, & la moitié de ce que môtera laditte prisee outre ledit droit de chastel, & s'elles demeurét au bailleur, sera tenu iceluy bailleur desduire son droit de chastel, & s'il y-a gaing, bailler la moitié d'iceluy au preneur.

Et si laditte appreciatio desdites bestes est moindre que le chastel que doit prendre le bailleur, la perte qui est sur ledit chastel, doit estre diuisee par moitié, & de la moitié sera tenu le preneur en rembourser le bailleur: & si par faute de coulpe & negligéee dudit preneur laditte diminution & deterioration de bestes sont prouenues, il est tenu aux dommages & interestz du bailleur.

Le preneur de bestes à chastel à moitié ou autrement, ne peut auxile temps qu'elles doiuent estre tondues, en tirer ne prendre aucunement la laine, & attendre que le temps qu'elles doiuent estre tondues soit venu. Et apres qu'elles seront tondues, partiront le preneur & bail-

Digitized by Google

& bailleur toute la laine egallement. Et s'il est trouvé le preneur faire le contraire, il sera tenu payer pour chacune beste, de laquelle il auroit prins la laine deuant la saison, deux sols tournois pour l'interest du maistre.

Toutef-fois s'en autre téps qu'à la saison qu'on a accoustumé todre les bestes, estoit besoin pour la santé & entretenement desdittes bestes leur oster & prendre de la laine en aucuns endroits, lesdits preneurs le pourront faire, en le denonçant au bailleur pour prendre la moitié cit tessamende laditte laine. Et s'ils font le cotraire, payeront deux sols tournois pour chacune beste, & ce tum, instituite haredes tres pour l'interest du maistre, comme dessus.

Les preneurs ne peuvent vendre les bestes par eux prinses, soit à chastel, moitié ou autre- solus habet ex ment, si n'est du vouloir & consentement exprés du bailleur. Et s'ils font le contraire, sont a- viri & alijs s mendables enuers iustice à la discretion d'icelle, & sont aussi tenus aux maistres en tous leurs liabus secundi dommages & interests, pour lesquels comme procedans de crime, iceux liquidez & taxez, legat súmmas, tiendront lesdits preneurs prison, & s'ils sont coustumiers, pourra lon proceder extraordinairement contre eux, pour leur imposer telle punition que de raison.

ment contre eux, pour leur imposer telle punition que de raison.

viij. que successores les faire arrester sur l'a-la visima sucheteur, & luy serot deliurees par prouisió, en baillat cautió & faisant par luy sommairement persua apparoir que luy appartienet, & neatmoins l'acheteur, s'il est trouué ql sceust q lesdittes be- quia non partier institutions l'acheteur, s'il est trouué que les distributions l'acheteur les di stes eussent esté baillees à chatel à celuy q les luy aura védues, sera puni selo droit & raison. ix. tutio heredis,

Le bailleur en baillant ses bestes à chastel, moitié ou autrement, les pourra marquer à sa nec opus est co marque, & ne sera tenu de prédre les peaux qu'apportera le preneur, s'elles ne sont marquees quia locii legi-

Si auant le chastel payé le preneur sousser que par execution ou autrement lon vende les beros, quibms bestes par luy prinses, sans en aduertir le bailleur. Et en cas ledit bailleur a droit de suyté sur debetur legistlesdittes bestes, & les peut vendiquer comme à luy appartenans, nonobstant laditte vendition filia ante mafaite par fouffrance du preneur, & en faisant apparoir sommairement qu'elles luy appartien- trem obitt reli nent, luy seront deliurees par prouision, en bailiant caution, sans ce que ledit bailleur soit tenu dis nepotibus, de payer aucuns fraiz de la nourriture desdittes bestes, si n'est depuis le temps qu'elles auront le cu s de nonesté nourries aux despens de l'acheteur de bonne soy, iusques au temps qu'elles aurot esté arlicet male, que restees par le bailleur, & sera neatmoins ledit preneur qui a souffert ladite vête sans en aduer non possibilité tir le bailleur, amédable enuers instice à la discretion d'icelle, & condemné és despens domages & interests du bailleur.

Tous contracts de bail de bestes à chastel ou autrement, duquel le bailleur doit prendre nam consigna profit & emolument du fruit, s'il est dit en iceux que les bestes seront aux perilz & fortunes sur saistit exdu preneur entierement, & que le cas fortuit aduenant sur icelles, sera soustenu du tout par i- cepte quatero celuy preneur, sont reputez nuls & de nul effect & valeur, comme illicites xij.

Et par semblable les bailz desdittes bestes saits à certaine moisson & pension annuelle, si le boutee de la so cas fortuit d'icelles doit entierement tumber sur le preneur sont comme illicites, nuls & de plainte sans

xiij. mages & inte Et si par vertu desdits bails, lesdits bailleurs ont prins aucune moisson ou autres fruits, serõt rests, instituti ront tenus de rendre le demourant, & ne pourront demader aucune chose pour ledit chastel. linres que a-

> CHAPITRE. 18.

Des testamens.

HACVN peut faire testament, & par iceluy faire premiere institution d'heritier, tat supplement du legitime. Do. de celuy qui luy doit succeder ab intestat, que d'autre personne estrange, & faire legs tant Canaye putapour le salut de son ame qu'autremet, pour ueu que le testateur soit en pleine puberté assauoir bat, bene : pro en l'aage de dixhuit ans.

Les enfans de famille estans en la puissance du pere, en laquelle ils demeurent iusques à l'a Galliafils' no age de vingt cinq ans, s'ils ne sont mariez ou autrement emancipez, ne petuent tester, ou faire disposition de derniere volonté, si n'est de leurs biens acquis par industrie militaire, ou en supplemeii, sed l'estat & profession de juge, aduocat & procureur, où es choses qui leur seront donnces par sur legitima de le prince souuerain, au seruice duquel ils seroyent.

Toutel-fois la femme mariee, bien qu'elle soit en la puissance de son mary, & ne puisse sans est demander son auctorité contracter, s'elle est en aage de pleine puberté, qui est de dixhuit ans, pourra sans partage & selicence de son mary, tester, ou autrement disposer de ses biens par ordonnance de derniere questre in sai volonté. L iiij. C.M.

virili & fic Article premier. sans presudice de demader le iij. & habet inter

Qo iij.

Et bien qu'il n'y eust institution d'heritier, neantmoins peut chacun disposer de ses biens par disposition de derniere volunté, par legs & autrement.

Iaçoit ce que chascun puisse par testament instituer heritier estranger, toutes-sois sil a enfans naturels & legitimes procrees en loyal mariage, n'aura audit cas l'institution d'heritier
de l'estranger essect, que pour la moitié des biens appartenans au testateur, & de l'autre moitié se pourront dire l'ensant ou enfans heritiers ab intestat, saisiz par la coustume, si n'est qu'il
eust quelque iuste cause d'heredation de celles qui sont exprimees en droit ou semblables
ayans mesme raison. Laquelle exhereditation n'empeschera le saississement iusques à ce que
no males asta la cause d'icelle aura esté deuement verisiee.

Toutef-fois audit cas d'exheredation fil y auoit plusieurs enfans, & qu'il n'y eust ingratituprim solim veniens ab intede, si n'est pour le regard de l'vn, iceluy sera exheredé. Et neantmoins toute la moitié, qui est
state ent unse
l'alum solitue
vij.

Et bien que l'heritier testamentaire qui ne doit auoir que la moitié ne sust habile de succe2.7. In si. puta der ab intestat, & consequemment saisi par la rigueur de la coustume generale du Royaume defuncti absti de France, neantmoins pour euiter circuit, sera saisi & pourra intenter remede possessione d'heritier ab intestat, tant pour laditte moitié que pour le tout, où l'institution d'heritier aura lieu pour le tout. viij

Et pour obuier doresenauant aux suggestions, inductions, dol, fraude & fausseté que lon pourroit commettre aux testamens & autres dispositions de derniere volunté, s'elles contien nent institution d'heritier ou legs, iusques à la valeur de la moitié des biens du testateur pour la preuue & validité d'iceluy, sera gardee la forme & solennité qui s'ensuit, exceptees les dispositions faites entre les enfans, ou qui seront faites pour causes pitoyables: quant ausquelles les dispositions des censures ciuile & canonicque seront gardees.

Qu'où le testateur voudra faire son testament ou autre disposition de derniere volunté secrette: & ne voudra le contenu en icelle estre cogneu iusques apres sa mort: l'escrira de sa main ou sera escrire par autre auquel il aura considence, & le signera de sa main, s'il sçait escrire. Et s'il ne peut escrire, le pourra faire signer par vn notaire ou tabellion pour & en son nom.

Et ce fait sera ledit testament ou autre disposition de derniere volonté redigee par escrit en papier ou parchemin, close & seellee par iceluy testateur, s'il a seel, ou signee de son auneau ou autre marque. Et appellez vn notaire ou tabellion de cour laye, & trois tesmoins gens d'honneste vie, priuez d'infamie publicque, masses ayans l'aage de vingt ans pour le moins: declarera en leur presence que ce qui est escrit en la fueille de papier ou de parchemin ainsi close & signee, est son testament ou autre disposition de derniere volunté, & requera ledit notaire & tesmoins vouloir souscrire au dessus dudit testament ou disposition de derniere volunté, dequoy le notaire fera sommaire mention au dessus dudit testament ou autre disposition de derniere volunté, ainsi close seellee & signee, & la signera & fera signer par les trois tesmoins qui seront à ce saire conuocquez.

Et où le testateur ne pourroit ou ne voudroit garder la forme prescrite, pourra saire appeler vn notaire ou tabellion de cour laye, & trois tesmoins de la qualité dessus declaree, en la presence desquels il declarera sa volonté, tant quant à l'institution d'heritier, que tous legs, qui voudra faire, ce que ledit notaire redigera par escrit. Et apres sans diuertir à autres actes, le rapportera audit testateur, & en la presence desdits iij tesmoins lira audit testateur clairement & intelligiblement le contenu en laditte minute, & lay demandera s'il a ainsi voulu & entendu, veut & entéd, & mettra par escrit ledit interrogatoire & respose en la fin du testamét. xij.

Et la lecture d'iceluy faite audit testateur en la presence desdits trois tesmoins, asin que le on ne puisse arguer ledit testament d'impersection de volonté, demandera audit testateur si c'est tout ce qu'il veut & entéd disposer, & s'il requiert de mettre ledit testamét en forme pu blicque & autétique, & redigera par escrit ledit interrogatoire, & la respoce du testateur. xiij.

Et quant aux autres dispositions de derniere volonté, non contenant institution d'heritier ou legs, iusques à la moitié de tous les biens du testateur ou disposant, sera gardee l'ancienne coustume dudit pays de Berry, qui est:

xiii.

Ordonnance ou disposition de dernière volonté saite par ledit testateur, escrite & signée de sa main, est bonne & valable comme s'elle estoit saite par deuant vn notaire & deux test moins, ou deux notaires.

Dispositions de derniere volonté saites par deuant deux notaires, ou vn notaire & deux tes-

1.7. Additio no male facta per Lifetü sed prius solus veniens ab intestato erit inso lidum saistus. C.M. 2.7. In s. puta solitis ex liberis defuncti absti wether. C.M. tesmoins, sont bonnes & valables.

Et le semblable s'elle est faite par deuant le curé ou son vicaire, & deux tesmoins.

Xvij. Si lesdits notaires escriuent dedans les restamés qu'ils receuront aucuns legs à leur proffit, & indubitade leurs enfans, ou de leurs femmes, seront nuls, & de nul effet & valeur, & le semblable quant die Liset mad aux curez & vicaires:mais bien pourront escrire pour faire seruices ou fondations en leurs e- augenda lucra glifes.

Et où l'on seroit en griesue maladie (de laquelle le disposant iroit de vie à trespas) aucune stator viuens donation entre viss, iusques à la moytié de tous les biens du donateur, bien que laditte dona-1 tion soit censee & reputee vraye donation entre vifz, & non donation de cause de mort. Toutel-fois pour obuier aux fraudes, suggestions, induction, dol, circonuetion, & fausset aux fraudes suggestions induction, dol, circonuetion, & fausset aux fraudes, fausset pourroit faire, pour la preuue & validité d'icelle, sera gardee la forme & solennité dessus declaree és deux articles concernans les dispositions testamentaires d'institution d'heritier, ou publicationem autres contenans legs, iusques à la moitié de la valeur des biens.

L'heritier estranger institué par testament, bien qu'il soit saiss de la moitié ou du tout, ou lu renocatio. l'institution à lieu pour le tout, comme dessus est dit, neantmoins ne pourra actuellement ne reellement soy immisser en la jouyssance de laditte hoirie ou succession, que premierement il siplicare lucra n'ait fait insinuer & publier le testament i en jugement. Et laditte publication faite sans autre assure as permission & licence, pourra ledit heritier de son auctorité apprehender la iouyssance reelle emunité renë & actuelle.

actuelle.

Et la forme de laditte publication sera, quant au testamét, clos & seellé, de le faire ouurir & officia. C.M. lire en iugement. Et quant à celuy qui ne sera clos & seellé, suffira seulement de le lire en iugement, comme dit est.

Et l'il y auoit en faisant laditte publication quelque requeste faite pour empescher l'appre- turnis cossuehension reelle de l'heritier testamentaire, seront les parties sommairement ouyes. Et si celuy tudo expresse qui veut empescher laditte apprehension teellee de l'heritier testamentaire, ne monstre ou sonem dicendo fait apparoir promptement de moyen vallable qui puisse ou doiue empescher l'esset dudit te-quod no possint stament, & que ledit testament ne cotienne aucun vice visible, sera permis à l'heritier faite la li de latere: aditte apprehension, & soy immiscer; sauf à la partie contredisant de soy poutuoir apres en pe- list re solet af titoire ou possessione, ainsi qu'il verra estre à saire.

Les executeurs testamentaires sont saisse par la coustume, durant l'an & iour de l'executio sur satum per de tous les biens meubles, noms, dettes, & actions mobiliares, lusques à la concurrence des modum prelalegs pitoyables, fraiz funeraux ou salaires des serviteurs declarez par le restamét, & dettes pas- de lege de emafiues du desfunt, cogneuës par iceluy, desquels biens ils sont tenuz de saire inuentaire auant cipatis. C. da que soy immiscer, appellez les heritiers. Al control ad remotiores que soy immiscer, appellez les heritiers. India &

Toutes-fois pourra audit cas l'heritier offrir royaument ausdits executeurs deniers contas si tamen repepour l'execution des choses susdittes. Et en ce faisant ne se pourront les dittes executeurs aucunement immiscer aux meubles desdits testateurs.

Et seront tenus incontinent apres l'an passé les sits executeurs rendre compte de leur execution aux heritiers du deffunt, & leur payer le reliqua, si aucun en y-a.

CHAPITRE.

Des successions ab intestat.

S biens propres du decedé sans testament & sans enfans, succedent les plus prochains parens collateraux du costé & lione dont les dits biens propres se plus prochains pasens collateraux du costé & lione dont les dits biens propres se plus prochains pasens collateraux du costé & lione dont les dits biens propres se plus prochains parens collateraux du costé & ligne dont lesdits biens propres sont descendus, & sont prese- no potest retra rez à tous autres lignagers des autres costez, bien qu'ils fussent plus prochains en degré du here, ergo non lignage du deffunt, & s'il n'y auoit parent dudit costé, ligne & estoc, dont lesdits biens sont re. Et ita iudiprouenuz, les plus prochains de l'autre ligne & branchage succederont, & en seront saisse. Et cani contra est ce que dessus a lieu en quelque degré que soyent les dits collateraux, & sont tousiours preserez au fisque.

Et au regard des acquests conquests & biens meubles du trespassé sans hoirs descédans de dicens se bareson coprs, s'il n'y a pere ou mere, ayeul ou ayeulle, ou autre ascendant en droite ligne à luy sur-quod non pro-uiuant, le plus prochain parent de quelque costé ou ligne qu'il soit, y succède, & en est saiss in-probabat se he continent apres la mort du trespassé.

umuis reus probaret boua esse mateuna, sed non probabat se maternium, procurator verò regius pratendebat illa iure confiscationis , desectu 🕒 baredis 🗢 male per hunc textum, & per isu commune. C.M.

XXIj. firmatine lo stat quod non trait lignager Article premier. Etu stricti' est 111- probabat se ha 11j. redem paternñ

5 obtinuit:

Digitized by Google

Oo iiij

Et où il y auroit pere ou mere, ou en dessaut d'iceux y autoit ayeul ou ayeulle, ou en dessaut d'ayeul ou ayeulle, autre ascendat en ligne directe, tous les meubles du trespassé luy appartiennent en pur gaing: sans ce qu'il soit tenu pour raison d'iceux payer aucunes dettes, si n'est sub-sidiairement en dessaute de tous autres biens, & ainsi luy appartient l'vsus-fruit des acquests & conquests immeubles du trespassé.

Et si les pere & mere survivent tous deux à leurs enfans, gaignent les meubles de leurs dits enfans, & ont l'vsus-fruit de leurs acquests & conquests immeubles par egalles portions. Et le sembable quant à l'ayeul ou ayeulle ou autres ascendans, & les plus prochains en degré desdits ascendans au decedé, sont preferez à ceux qui sont en degré plus distant, comme les pere & mere aux ayeul & ayeulle, & les ayeul ou ayeulle aux autres ascendans, si ly en auoit plus distas en degré.

v.

Et si aucun desdits ascendans, en ligne directe, auoit donné aucuns heritages au trespassé, qui decede sans hoirs descendans de son corps, ils retournent audit donateur libremet & sans charges des dettes personnelles: mais non quant aux charges reelles, desquelles lesdits heritages demeurent chargez, lequel donateur toutel-sois comme dessus est dit, sera tenu subsidiairement au payement desdittes dettes, ou le demeurant des biens du dessunt ne suffiroit. Et ce iusques à la concurrence desdittes choses donnees à luy retournees, comme dessus est dit.

1.6.Et sic multo fortius in alis bone indiferentiame.

C.M.

2. g. Et feront

les heritiers sai sis vtš.tit.18. Es successions collateralles des propres qui sont deserez par estoc & ligne, les freres & enfans des freres qui seront conioints, non seulement du costé & ligne dont les heritages propres, de la succession desquels est question, descendent mais aussi de leur costé, seront preserez à ceux qui ne sont conioints du trespassé, que seulement du costé & ligne dont les heritages descendent.

Mais quant à tous autres collateraux, exceptez lesdits freres, & enfans des freres, ceux qui feront conioints des deux costez, ne serot preserez à ceux qui sont conioints d'vn costé, pour-ueu que ce soit du costé & ligne dont descendent les lists heritages.

Et en dessaut de tous parens en ligne directe & collateralle, le mary succede à la semme, & la semme au mary, allant de vie à trespas, sans testamét ou disposition de derniere volonté. Lesquels testamens & dispositions de derniere voloté, s'il en y-a, sortiront leur effect audit cas, au prejudice du mary ou de la semme. ix.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 7.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 7.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 7.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 7.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 7.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 7.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 7.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 7.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 7.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 8.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 8.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 8.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 8.

Les heritiers ab intestat ou testamentaires, peuuent eux porter heritiers par benesice d'intione, dequa 8.

Les heritiers ab intestation par deuant le iuge ordinaire du lieu, dedans klours en lugues 8.

Les heritiers ab intestation par deuant le iuge ordinaire du lieu, dedans klours en lugues 8.

Les heritiers ab intestation par deuant le iuge ordinaire du lieu, dedans klours en lugues 8.

Les heritiers ab intestation par deuant le iuge ordinaire du lieu, dedans klours en lugues 8.

Les heritiers ab intestation par deuant le iuge ordinaire du lieu, dedans klours en lugues 8.

Les heritiers ab intestation par deuant le iuge ordinaire d

Et laditte confection d'inuentaire se fera par le iuge ordinaire ou son commis & deputé, & y seront appelez à son de trompe & cry public les creaciers du dessur incognus à l'heritier par benefice d'inuentaire. Et ceux qui seront certains & cognuz par l'inuentaire & lettres du dessur ou autrement, seront appellez nommeement & particulierement, s'ils sont demourans dedans le destroit & iurisdiction du lieu où son fera l'inuettaire, & non autrement. Et semblablement les legataires à certain & competant iour pour assister à laditte confection d'inuentaire, si bon leur semble, auec intimation que s'il ne comparent, en leur absence, dessur my de benefice de Prince non & maniere que s'il estoient presens.

Et sera fait ledit adiournement des creanciers & legataires incertains & incogneuz à l'hede droit escrit ritier par proclamation & cry publiq és villes & lieux accoustumez à faire criees & proclaconstrume le do mations, & aux villages, à iour de dimanche, à l'yssue de la grand messe parrochialle.

Et sera tenu l'heritier au commencement de la consection dudit inuentaire, faire serment se donne, & su folennel en la presence du iuge ou son commis qu'il besongnera audit inuétaire, qu'il exhiberater par pour descrire en iceluy, & mettra peine de faire exhiber par ceux qui ont eu le maniement de thesaur. li.

de thesaur. li.

10.C.M.

Et sera tenu l'heritier au commencement de la consection dudit inuentaire, faire serment serment de la consection dudit inuentaire, faire serment serment su pour descrire en iceluy, & mettra peine de faire exhiber par ceux qui ont eu le maniement de la consection dudit inuentaire, faire serment serment serve de la consection dudit inuentaire, faire serment serment serve de la consection dudit inuentaire, faire serve de la co

9.7. Tume hoc casu valebit le gatum factum toniugi nonob-Stante prohibi tit.8.9. 1.qui4 institutio hoc Supersti tes habiles ad succedendum si ab-Stinere malunt quia tunc ide est acsi non es-Prince non de droit escrit confiume le do ncscommenussis le droit escrit stra patribus imploratur,

ce desdits biens. Et apres laditte description, extimation, & appreciatió desdits biens, arrest & closture d'iceluy inuentaire, sera de rechef tenu ledit heritier iurer qu'il a exhibé & fait demostrance de tous les biens de laditte succession, lettres, instruments & enseignemes du dessunt, & a fait la diligence à luy possible de faire faire le semblable à ceux qui ont eu le maniement & cognoissance desdits biens, sans en rien receller ne retenir.

Et ce pendant iusques à l'arrest & closture dudit inuentaire, tiendra lon les lieux où sont les lieux et sellez, & sous seure garde, pour le temps que lon ne besongnera audit inuentaire à moindres fraiz toutes sois que faire se pourra: & sera fait & parsait ledit inuentaire sans rien desplacer des dits biens.

Et pourra lon durant les quarante iours donnez à l'heritier pour deliberer, & aussi durant les autres quarante iours apres, dedans lesquels lon doit faire ledit inuentaire, prendre ou aliener par auctorité de iustice des meubles moins dommageables de la succession, s'il est besoin & requis pour sournir aux fraiz suneraux, & aliments de ceux qui seront deputez pour la garde des dits biens.

Et où ledit heritier ab intestat ou testamentaire, ne seroit laditte declaration dedas xl.iours & apres iceux, dedans autres xl.iours apres ne seroit faire par auctorité de iustice, auec les solennitez dessus declarees, ledit inuentaire, & iceluy parsaire, arrester & clorre, ou s'immisceroit esdits biens & succession en quelque sorte que ce soit, auant la persection & closture dudit inuentaire, ou quand icelle closture & arrest d'inuentaire auroit prins, soubstrait, occulté & recelé, aucuns désdits biens, & n'auroit baillé caution, sera priué du benefice dudit inuentaire, tenu censé & reputé vray heritier simple & comme tel pourra estre couenu, tant par les creaciers que legataires.

Et au cas dessudit de gestion d'heritier par benesice d'inuentaire, soit par l'heritier testamé taire, ou ab intestat, si aucun du parentage ou lignage du dessunt de quelque costé, ligne ou estoc qu'il soit se veut porter heritier simple, auant la confection d'inuentaire y sera receu, & ne sera procedé plus auant audit inuentaire, & apres ledit inuentaire pourra encores vn des parens du dessunt de quelque costé & ligne qu'il soit, dedans dix ans, à compter du iour de l'eschoite hereditaire se porter heritier simple, & exclorre & debouter ledit heritier par benesice d'inuentaire, & audit cas s'il y auoit plusieurs parens eux voulans porter heritiers simples, le plus prochain du costé & ligne dont viennent les biens, sera preferé, & sera entr'eux la succession reglee en la manière qu'il a esté dessus declaré.

Et où le pere ligitime administrateur des biens de son fils mineur d'ans, ou le tuteur & curateur d'aucu mineur eux voudroient, pour & au nom desdits mineurs parens du dessurter heritiers simples, pour exclurre & debouter l'heritier par benefice d'inuentaire testamentaire ou ab intestat, seront receuz.

xviij.

Mais si l'inuentaire a esté ja fait par ledit heritier par benefice d'inuentaire desdits biens de la succession, seront iceux biens, selon le contenu en iceluy inuentaire, baillez & deliurez audit pere & legitime administrateur tuteur ou curateur, à la charge de satissaire d'iceux biens aux creanciers de laditte hoirie & succession, & aussi aux legataires iusques à la concurrence de la valeur desdits biens, sans iceux employer en autres affaires desdits mineurs, acquittement de dettes ou autrement, iusques à ce que lesdits creanciers & legataires de laditte succession seront satissaires, en faisant dessens, sur peine d'amende arbitraire ausdits pere ligitime tuteur & curateur de commiscer ou messer les dies suec les autres biens desdits mineurs, & de entremesser les administrations d'iceux, iusques à ce que la satissaction desdits creanciers & legataires aura esté saite, assin que si le mineur estoit releué de laditte gestió d'heritier simple par le moyen que dessus, soit subuenu & pourueu à l'indemnité des creanciers & legataires.

Et neantmoins où ledit mineur ne seroit releué de laditte gestion dedas le temps de droit, demeurera ledit mineur obligé comme heritier simple au payement desdittes dettes & legs de laditte hoirie & succession entierement & pour le tout.

Et où il n'y auroit lors de laditte gestion d'heritier simple qui se sera par lesdits pere& legitime administrateur, tuteur ou curateur des mineurs, pour & au nom d'iceux, inuétaire sait, sera tant pour le regard des mineurs, que pour le regard des creanciers & legataires, sait inuentaire par lesdits pere & legitime administrateur tuteur ou curateur, en la maniere, sorme & solennité dessus declaree, excepté la prestation de caution, & ledit inuentaire sait & arresté, sera sait deliurance au pere & legitime administrateur, tuteur ou curateur desdits biens, à la char-

ge & en la maniere contenuë en l'article precedent.

XX).

Et si le pere & legitime administrateur, tuteur ou curateur s'immisçoit esdits biens auat láditte confection d'inuentaire faite en la forme que dessus, pourront non seulement les dits mineurs, mais pareillement les creanciers & legataires de laditte hoirie & succession, auoir leurs recours contre lesdits pere & legitime administrateur, tuteur ou curateur, pour le payement entier de toutes les dettes & legs de laditte hoirie & succession.

Et ne pourra lon doresenauant saire porter vn mineur, heritier simple d'aucun desfunt, s'il n'est parent & habille à succeder pour exclure l'heritier par benefice d'inuentaire ou autrement, en quelque maniere que ce foit, pour recueillir la succession du deffunt, & par semblale precede ne re ble vn maieur estranger non parent du desfunt, ne se pourra porter heritier du desfunt pour nonce formelle exclure l'heritier par benefice d'inuétaire ou autrement, exceptez les maris & temmes, és cas ceffio comme il esquels ils penuent succeder l'vn à l'autre. xxiij.

1. 22. Et enco res fi celuy qui fut sur le chăp iugé par arrest le lundi 26. Nouembre. 1565.C.M.

Si dedans les dix ans aucun lignager du deffunt vient & declare iudiciairement à l'heritier par benefice d'inuentaire, soit par testament ou ab intestat, qu'il se veut & entend porter heritier simple pour l'exclure & debouter, pourra ledit heritier par benefice d'inuentaire dedans trois iours, apres loy dire & porter heritier simple, & en ce faisant retiendra l'hoirie. & succession, exclura & deboutera d'icelle ledit parét qui se sera declaré heritier simple, & ce indifferemment quant à l'heritier par benefice d'inventaire qui est heritier par testament, & quant à l'heritier par benefice d'inuentaire qui estoit heritier ab intestat, pourueu qu'il soit plus prochain en degré du trespassé, & de l'estoc & ligne dont descendent les herita-

Et où celuy qui se voudroit de nouueau porter heritier simple, seroit en equalité de degré auec ledit heritier par benefice d'inuétaire, audit cas ledit heritier par benefice d'inuétaire, se declarant heritier limple, retiendra par ce moyen à luy la part & portion de laditte luccession qui luy deuoit appartenir. Et quant aux autres parts & portions qui doi uet appartenir ausdits prochains qui pouuoient succeder, & sont nouuellement apparuz eux portans heritiers simples, leurs seront baillees & deliurees, nonobstant que ledit heritier par benefice d'inventaire se soit porté heritier simple.

Et aussi si celuy qui vient de nouueau, & se veut porter heritier simple & plus prochain que l'heritier ab intestat, par benefice d'inventaire, iaçoit ce que ledit heritier ab intestat par benefice d'inuentaire, se declare heritier pur & simple:sera neantmoins ledit plus prochain receu, & forclorra & deboutera ledit heritier par benefice d'inuentaire detenteur de laditte fuccession.

Et si lesdits heritiers par benefice d'inuentaire estoient allez de vie à trespas auat qu'autres 2. 26. Amplio parens du desfunt soy portant heritier simple d'iceluy sust apparu, pourront les heritiers 2 desetiast isti sunt dits heritiers par benefice d'inuentaire decedez, saire la declaration telle qu'eussent peu saire. mere extranei leurs predecessens. Et en ce saisant retenir hoirie & succession és cas esquels leurs predecesto, & simpli- leurs deffunts l'eussent peu retenir.

Où il y aura enfans descendans en loyal mariage du testateur, l'heritier par luy institué; sera tenu de se porter heritier simple, & où il se porteroit heritier par benefice d'inuentaire, Eliharedis per & auroit en iugement de ce fait declaration, pourront les enfans du deffunt eux porter hedummodo ille ritiers simples, & pour le tout de leur pere. Et en ce faisant exclurront ledit heritier testaheres per inuë- mentaire, iaçoit ce qu'il vousist puis apres porter heritier simple, & le semblable pourront tarium fuisset faire les enfans qui descendront en loyal mariage, comme dit est, des enfans du testa-

> Le mort saissift le vis, son plus prochain heritier habille à luy succeder ab intestat, & aussi son heritier testamentaire, comme dessus.

Au bastard decedant sans hoirs procreez de son corps en loyal mariage & sans testament contenant institution d'heritier, le seigneur haut iusticier succede entierement en tous & mis post obitum chacuns ses biens.

Toutel-fois peuuent lesdits bastards disposer de leurs biens, tant par contracts, que disposiquam suissent tion de derniere volonté, saire testament, & instituer heritier, par iceluy lequel sera present pinente. au seigneur haut iusticier: toutes-fois quant au Roy, demourera és droits, iouissance & possessions qu'il a eu,& dont il a vsé par cy deuant.

En succession de nobles, en ligne directe, le fils aisné doit auoir pour son droit d'aisneesse par preciput le principal manoir de la succession, auec le vol d'vn chappon qui s'estend iusques

Digitized by Google

priors defuntestato, vt 3.5 23. quia isti Superuenientes vi fint haredes simplices non debent effe me lioris conditioheredu, qui fe

à vn arpent de terre, si tant en y-a appartenant à la maison, à le prendre au bord du fossé, s'il en y-a, & s'l n'y-a fossé au pied de la muraille & dedans ledit arpent seront comprinses les garénes, si aucunes en y-a, suyes & coulombiers, granges, bergeries & estables, iusques à la concurrence dudit arpent, & non plus: mais non les estangs, moulin, ou four bannier. Et est transmis ledit d'oit d'aisneesse aux enfans descendans du fils aisné qui en doiuét iouyr, tout ainsi qu'eust peu faire le pere.

1. 31. Et la faminas per ea xxxij. que dixi in co

Où il y-a plusieurs heritiers testamentaires ou ab intestat, en ligne directe ou collateralle, 3-4.5.C.M.

les aucuns desquels succedent aux propres, les autres aux acquests conquests, & les autres aux meubles, sont tenus tous les dits heritiers & chacun d'eux payer & acquitter toutes dettes pour la valeur des biens qui leur sont deserez, & selon la quantité de l'emolument d'iceux, en reduysant les dittes estimations & valeurs à certaines cottes, as fin que lon puisse clairemet sque li sine famina c.M.

3. enfans) Et nepotes ex eis pramortuis de meure obligé. Et ne sen tend qu'ils ne demeurent obligez comme vrais heritiers simples, outre la valeur de ce que vaudront leurs portions hereditaires. Et ne peut audit cas ledit heritier, quant aux meubles, ita indicatum contre Damou rettes des immeubles, payer pour leurs portions en la maniere des declangements le 21. Apuril.1564.

Exxxiij. C.M.

En contract de mariage des enfans, 2 le pere ou mere leur peuuent donner de leurs heritages & biens pour leurs parts & portions, ce que bon leur semblera, & moyennant ce leur faire renoncer à leurs sutures successions, & escheoites au prossit des autres enfans. Et lesquelles renonciations seront bonnes & valables, & rendront inhabiles les dits enfans, 3 renonçans à la fuccession, lesquels par ce moyen ne se pourront dire apres le deces du pere ou mere saisiz de aucune part & portion de leurs successions.

XXXIIII.

4. 34. Et sic quadur on nocate de deces du decrement de deces d

Toutes-fois si par ledit contract & donation à eux faite, ils n'ont eu leur entiere legitime fois l'é dit que ayant regard au temps de la mort du pere ou de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é dit que de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é dit que de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é dit que de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é dit que de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é dit que de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é dit que de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é dit que de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é dit que de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é dit que de la mere, ils pourront agir & demander le sup
de le ceste coustume fois l'é ceste coustume fois l'étre coustu

Pourront aussi les les pere ou mere, nonobstant les dittes renonciations, rappeller leurs enfants à leurs successions. Auquel cas seront sais comme les autres, & seront tenus de rapportent de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemple de mariage ou autrement, pour leur part & portion.

**Exemp

Religieux profez, expressement ou taisiblement, est inhabile à succeder, soit en ligne dire. Marillac, adcte ou collateralle, & pareillement le monastere auquel il a fait laditte profession expresse & depuis aduocat taisible.

Et quant aux successions qui luy sont ja desferees auant qu'entrer en religion, s'il a fait en icelle laditte profession expresse ou taisible, ne sont reputees par ce acquises audit monastere,
resp, mais s'elains demeurent à ceux qui deuroient succeder ab intestat, & non ausdits religieux, & le semblable quant à tous les autres biens.

butte de supplement par ar
resp, mais s'elmarine & remarine & remarin

Toutef-fois pourra celuy qui entre en religion dedans l'an de probation disposer de ses bies cesse nonnelle 3 au prossit de ses parens ou autres, selon que de droit est permis: mais ne pourra faire dedicatió constitume, l'ar rest servit iniou donation expresse de ses biens au prossit du monastere, si n'est de la tierce partie de ses que, en j sau biens.

Et s'il sort hors de la religion auant la profession expresse ou taisible, recouurera tous ses 5. 38. Mod biens.

Les parens des gens d'eglise leur succedent tant en leurs biens patrimoniaux, qu'acquestz qu'ils auroient faits, & en tous meubles sans saire discretion ou différence, s'ils sont venus des s.c.m. fruits de leurs benefices ou non.

Et pareillement lesdits gens d'eglise seculiers sont habilles à succeder à leurs parens tout ainsi comme les laiz.

En succession de pere & mere les choses par eux données autrement qu'en preciput & auantage d'autres ensans sont subiets à rapport, toutes fois les despens faits par le pere ou mere pour entretenir les ensans à l'estude, & leur faire aussi acquerir les degré, ou pour le promouuoir à la gendarmerie, aux ordonnances du Roy ou cheualerie, ne seront subiets à rapport.

En succession d'oncle paternel ou maternel les nepueux, enfans du frere ou sœur, succedas auec leurs oncles, representent leur pere ou mere pour telle part & portion qu'eussent peu & deu succeder leurs dits pere ou mere, s'ils estoient viuans auec leurs dit oncle. Mais où il n'y au-

que dixi in co sue..Pa§.3.gl xxxiij. с.м. XXXVj. M. Gabriel XXXVIj. du Roy, fut de-XXXVIIj. noncé depuis XXXIX. droit anoir ef-

roit oncle ou tante pour succeder auec lesdits nepueux:mais seulement lesdits nepueux, sucront chacun par teste & esgalle portion.

CHAPITRE. 20

Des partages & diuisions des successions & autres communautez.

Article premier.

S biens escheuz par succession à plusieurs coheritiers ou autremet communs par indiuis, pourra l'vn des coseigneurs, pourueu qu'il ait l'aage de xxv. ans accompliz, prouocquer les autres à diuision & partages, & les sommer extraiudiciairement de proceder audit partage: ce qu'ils seront tenus faire dedans la quinzaine apres tous delaiz.

ij.

Et iceluy qui tient & possede les biens, & a eu l'administration d'iceux, comme le frere aisné ou le principal administrateur d'autres biens communs, ne voudroit entendre dedans ledit temps de quinzaine apres laditte sommation extraiudiciaire à luy faite, de proceder audit partage, le fera le prouocquant appeller deuant le iuge auquel la cognoissance doit appartenir, à certain brief iour, par comission dudit iuge libellee, & laquelle sera inserce en l'exploit de l'adiournement.

Et s'il ne compare audit iour, sera donné dessaut contre luy sauf huitaine, & laditte huitaine escheuë, sera la cause rappellee, & s'il ne compare audit iour, donné dessaut pur & simple, & ordonné que le demandeur sera apparoir de la comunauté, tant par lettres que tesmoins, dedans certain delay pour ce sait, & rapporté par deuers ledit iuge estre procedé à l'adiudication du prossit dessaux, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Et ce fait & rapporté par deuers ledit iuge, verra dedans trois iours apres la commission & exploit, la preuue literalle & par tesmoin du demadeur, les actes des desfaux, & s'il trouue l'adiournement bien & deuëment fait & libellé, les sits desfaux bien obtenuz, & l'intention du demandeur suffissamment verifiee, deboutera par vertu desdits desfaux les adiournez & desfaillans de toutes exceptions & dessenses, des ordonnera que dedans la huitaine apres, ils seront tenus de proceder au fait dudit partage.

Et si les adiournez comparent & n'ont fins declinatoires, & ne demandent delay de venir en partage d'aucune chose particuliere, ou de garand, car autre delay ne peuuent requerir, où les delais escheuz, seront tenus promptement & sur le champ alleguer & proposer leurs dessenses, attendu que l'adiournement aura esté libellé. Et s'ils confessent la communauté, & n'alleguent moyens valables pour empescher ledit partage, ordonnera le iuge sur le champ qu'il sera procedé à iceluy partage en la maniere cy apres declaree.

Et si la communauté est denice, ou autre exception proposee gisant en preuue de fait, pour empescher le partage, ordonnera le iuge que les parties informeront dedans vn brief de-lay seul & peremptoire, tant par lettres que part tesmoins, de leursdits faits contenuz en leurs plaidoiers, declarant dessors la partie negligéte de ce faire dedas ledit delay, & iceluy escheu, forclos & debouté.

Et ledit delay escheu, seront tenuës les parties rapporter en court leurs informations par eux respectiuement saites, parties appellees dedans huitaine apres pour tous delaiz, ensemble leurs lettres, tiltres & enseignemens, lesquels seront communiquez respectiuement dedans trois iours apres pour bailler contredits dedans la huitaine, & dedans la huitaine ensuyuant saluations, si bon leur semble. Autrement la partie negligente demourera forclose & sans autre declaration & forclusion, procedera le iuge à donner son iugement par ce qui sera trouué pardeuers luy.

Et seront aussi les enquestes des parties receuës & publices dedans trois iours apres qu'elles auront esté rapportees en cour. Et pourront les parties auant la publication d'icelles, bailler reproches de tesmoins si bon leur semble, autrement ne seront receuables.

Et s'il trouue que le demandeur en matiere de partage ait à suffisance prouué de sa part la communauté, & qu'il n'y ait preuue suffisante au contraire pour empescher le partage, & que sans enquerir la verité des faits des reproches, la matiere se puisse vuyder dedans trois iours apres pour tous delaiz, sera tenu ledit iuge donner son iugement, par lequel ordonnera qu'il sera procedé au sait du partage dedans la huitaine ensuyuant.

Et que pour ce faire les parties l'accorderont dedans deux iours apres par deuat luy de trois bons & notables personnages, pour faire les appreciations & estimations de biens. Et les lotz

Digitized by Google

& ietz d'iceux, les dittes parties appellees. Et les quels lots, après qu'ils seront faits, seront communiquez aus dittes parties pour les debattre, si bon seur semble, dedans trois iours après pour tous delaiz, & dedans trois iours après seront iettez par sort.

Et pource que laditte instance de partage & executió d'iceluy pourroiét auoir long traict, & que les detenteurs des biens communs le plus souuent ne sont que delayer le sait du partage, pourra le demandeur & prouocant ledit partage ou l'instance prendroit long traict, & que le desendeur delayeroit la cause iniustement, requerir que les biens subietz audit partage soient gouuernez & regiz sous la main de instice, pendant le proces & le partage, s'il est trouué que saire se doine, pour oster au desendeur toute occasion de plus longuement delayer.

Et en faisant apparoir au cas susdit par ledit demandeur & prouoquant, dedans vn brief delay sommairement de laditte communauté, apres que les parties auront esté sur-ce en iugement ouyes, si le desendeur qui veut empescher le partage n'a de sa part quelque preuue prompte dedans ledit brief delay, à tout le moins sommaire des moyens par lesquels il entend & peut empescher ledit partage, & le iuge voit qu'iceluy desendeur vueille retarder contre raison ledit partage, & qu'il a requis plusieurs delaiz pour ce faire, pourra ordonner sans preiudice des moyens & exceptions dudit desendeur au principal, que les dits biens communs subiets à partage seront regiz & gouuernez souz la main de iustice, iusques à ce que ledit partage, s'il y eschet, aura esté fait. Et qu'au regime & gouuernement des dits biens seront commis & establis bons & notables personnages. Sous la main desquels les dits biens seront baillez à ferme par auctorité de iustice au plus offrant & dernier encherisseur, pour euiter fraiz & mises, à la charge de les entretenir en bonne & sussissant en partage.

Et par les mains desdits commissaires, chacune des parties prendra sa contingente part & portion, de laquelle les dittes parties seront d'accord des fruits des ditts heritages. Et les autres fruits des portions dont les parties ne seront d'accord, demourreront entre les mains desdits commissaires iusques à la fin dudit proces ou dudit partage, s'il est dit que faire se doiue.

Cy apres est inseré le proces verbal des commissaires deputez par le Roy, pour les reformation & reduction par escrit desdittes coustumes, contenant bien au long les procedures par eux faites, & appointemens par eux donnez. Et à la fin dudit proces est contenu l'arrest de la cour qui a sait droit sur plusieurs articles, Sur lesquels y auoit opposition sormee & appointement donné par lesdits commissaires, d'en faire leur rapport à la cour, & par lequel laditte court a auctorisé & esmologué lesdittes coustumes, & ordonné que lesdittes coustumes seroient publiees, observes & gardees en tout le bailliage & ressort des Pays & Duché de Berry.

Proces verbal.

L'AN Mil cinq cens xxxix.le douzieme iour de Iuing: Nous, Pierre Lizet premier president, & Pierre Mathé coseiller du Roy en la cour de parlemet à Paris, Auons receu les lettres patentes dudit seigneur, desquelles la teneur s'ensuyt. François, &c. Et le quatrieme iour d'Octobre audit an.

Nous Lizet premier president, & Mathé conseiller & commissaires susdits en la salle du Palais Royal de Bourges, lieu accoustumé à tenir les plaids & iurisdiction ordinaire en la ville de Bourges deputé & assigné pour proceder au traict de la reduction & reformation d'icelles coustumes & stile accompaigné desdits de Moruillier lieutenant general, Pelorde lieutenant à la conservatoire, des Fosses lieutenant audit Ysoudun, Cousin lieutenant audit Dun le Roy, Bonyn lieutenant audit Mehun, Lore lieutenant audit Concressaut, Sauzay preuost de Bourges, du Vergier aduocat, chambellan procureur du Roy en Berry & autres officiers, aduocats & practiciens dudit pays pour-ce par nous assemblez & appellez en bon & grand nobre, nous aurios par Estienne Cautou huissier en laditte cour de parlemét sait appeller les gens des trois estats dudit pays & Duché selo les adiournemés & assignatios à eux bail-

Digitized by Google -

Proces verbal des Coustumes

lez suyuant nostreditte commission lesquels eussent comparu. Scauoir est, Tresreuerend pere en Dieu l'archeuesque de Bourges seigneur temporel de saint Palais, Turly, Cornusse, Maupas & de Naues par maistre Iean dolle chantre de laditte eglise, son vicaire general, & Guillaume de la porte official dudit archeuesque, ses procureurs: pour les doyen, chanoynes & chapitre de l'eglise cathedralle, metropolitaine & principale de Bourges, seigneurs temporels du cloistre de laditte eglise & des terres & seigneuries de Crosses, Iussy en champagne, Bengy, Neufuy sur bareniou en partie, groises, Astilly, Ioigny, Lury, Beaulieu, Dapierre sury en vaux, Chaueniol, Cermoy, Chery, Veu, Vouhet, sainte Radegonde & aurres, par maistre Anthoine du Brueil & Guillaume penyn chanoynes de laditte eglise: Les thresorier, chanoynes & chapitre de la fainte Chappelle du Palais Royal de Bourges, barons de Graiçay, seigneurs temporels des terres, iustices & seigneuries de Pruilly, Diou, Mery és Boys, la Place & de Menestriou sous Saulers: Maistre Iacques allabat chantre & Estienne des Barres chanoynes de laditte chapelle: Reuerend pere en Dieu frere Pierre legier abbé de l'abbaye de saint Sulplice lez Bourges en personne, tant pour luy que pour les religieux & conuent de laditte abbaye, seigneurs temporels du bourg saint Sulplice & Iouhet: maistre Philippe de coutenay abbé de Lourroys en personne pour luy & les religieux & conuent de laditte abbaye:pour les religieux, abbé & conuent de Chailleury maistre Claude bridart : l'abbé de Varennes en personne pour luy & les religieux & conuent de laditte abbaye : l'abbé de Bardelles en personne pour luy & les religieux & conuent de laditte abbaye: Pour les Religieux & conuent de Puyserrant, maistre Iean Roux: Le prieur de saint Vrsin en la ville de Bourges en personne, & les chanoyes & chapitre de laditte eglise, par maistre Guillaume du brueil : le prieur de l'eglise saint Pierre le Puellier à Bourges en personne, & les chanoynes & chapitre de laditte eglise, par maistre Philippe mestiuier l'vn desdits chanoynes, l'abbé de Vierzon en personne pour luy & les religieux & conuent de laditte abbaye: pour le prieur, chanoynes & chapitre de l'eglise collegial nostre Dame de Salles, maistre Iean Bidaut l'vn desdits chanoynes: pour maistre Martin Quetier preuost de l'eglise collegial de Lezé seigneur temporel dudit Lezé, maistre Pierre de Laubier: pour les cheuecier, chanoynes & chapitre dudit Lezé ledit de Laubier: pour les prieur, chanoynes & chapitre de l'Eglise de Dun le Roy, m. Pierre Blondeau: pour les doyen, chanoynes & chapitre de l'eglise de Mehū lur Yeure, M. Gabriel Pigne chanoine en laditte eglise: pour les prieur, chanoynes & chapitre des Ays dangillon, ledit Bridart:pour les prieur, chanoynes & chapitre de Sansergues, ledit Blondeau: maistre Pierre collasson prieur de saint Serlz seigneur temporel dudit saint Serlz en personne:pour la communauté des vicaires de nostre dame de Sancerre, maistre Noel besnier: Pour le prieur de Ruilly seigneur temporel dudit lieu, maistre Guillaume le Lourain, pour les prieur, chanoynes & chapitre de saint Astrille de Graiçay, maistre Iacques du Pont: pour maistre Iean de Taralu preuost commendataire de saint Benoist du Saut, maistre Françoys boutaut: pour les religieuses, prieure & conuent Dorsan, maistre Pierre Guillemer: pour les prieur, chanoynes & chapitre de la Chastre, maistre Iean Vaucherons pour les prieur, chanoynes & chapitre de Neufuy saint Sepulchre, ledit de Laubier: pour les prieur, chanoynes & chapitre de Maignon, maistre Vrbain chauueton: pour les religieules, abbesse & conuent de saint Laurens de Bourges, ledit de laubier: pour frere Pierre du mont cheualier de l'ordre faint Iean de Hierufalem commandeur des bordes, ledit bridart: pour frere Iean Perret cheualier de l'ordre de saint Iean de Hierusalem commadeur de Lisse Dieu, ledit bridart:pour le comte de Sacerre seigneur de Vailly, Barlieu, Charpignon, Mainsoutout, de Chasteaux & Vaulioux, messire Claude arroust cheualier seigneur de la Couchardiere, capitaine & gouuerneur de Sancerre, & ledit Besnier lieutenant audit comté, ses procureurs les barons seigneurs de Chasteauroux. C'est à sçauoir: Pierre daumont escuyer en personne: messire Iean de la tour cheualier, par maistre Guy bonyn son procureur: messire Gabriel de cullant cheualier, seigneur de cullant en personne pour messire Robert Stuart cheualier, seigneur daubigny, le croter, la chappellote, brecy, ialoignes, croify vauuerins & pinazilons, maiître Ada bergeuin son procureur pour dame Marie d'Albret Duchesse de Neuers, dame de la chappelle Daugillon, des Ays, Argent, Clemmon & villezon, ledit bergeuin, messire François de Chasseron cheualier, seigneur de Montsaucon en personne, sous protestation faite par lesdits de l'eglise de Bourges, comre de Sancerre, Dame de Neuers, seigneur Daubigny, de chazero, que laditte coparition ne leur puisse preiudicier à la declaratio qu'ils entédét faire pardeuant nous, qu'aucunes desdittes terres, baronies & seigneuries susdittes respectiuement

sont regis sous la coustume de Lourris: pour dame Rence de montberon tant en son nom que comme ayant la garde noble de François de Bar seigneur de Baugy, Chantelou & Estrecy, ledit de bar en personne: Georges du puy escuyer, seigneur du Coudray, Ciuray, Champenois, Marseuure & Bellesais en personne: pour messire Iean de Bretaigne cheualier, comte de Pontieure, seigneur de Boussac & de la Perruze, maistre I ean de la Chapelle: pour Ioachin du boys seigneur baron de saulucterre & de saint Loup, maistre Blaise fillaut : pour le seigneur de Leuroux pour raison des iustices & seigneuries qu'il a au ressort dudit bailliage de Berry, maistre Pierre le Blanc son procureur fiscal: pour messire Philippe chabot, cheualier de l'ordre, admiral de France, comte de Buzançois, baron de Brion, maistre Guy bonyn: pour dame Loyse de Bourbon princesse de la Roche sur Yon, dame du Chastellet, Argenton, Cluys desfous & Agurande, maistre Iean André:pour messire François seigneur de la Trimoille cheualier de l'ordre, vicomte de Thouars, seigneur de Bosmiers, saint Aoust & Neufuy, Palioux, M. Estienne lucazeau pour les seigneurs barons de la maison Fort, seigneurs de Douçay messire Ioachim de la chastre par ledit blondeau, & Claude de la Chastre en personne, ledit messire Ioachim de la Chastre seigneur de Nançay par ledit Blondeau:pour messire Fraçoys de beaufort cheualier seigneur de sainte Seuere, de Myrebeau saint Loup, berains tariay, puyieion & mercigeau, maistre Symon Bruyart: pour Iacques de la Trimoille seigneur de la Barre prés Romefort maistre Estienne auger: pour dame Ieanne de Gasuille dame de Menestou sallon, maistre Iean lauueriat: ledit Pelorde escuyer, vicomte de coloignes seigneur de Troy en personne, lacques thibaut escuyer, seigneur de Quantilly en personne: pour Charles du Mesnil escuyer & seigneur de parracy, maittre Iean Vaulcheron, messire Iean de Barbaçois cheualier seigneur de Chazon en personnes pour Christoste du mesnil seigneur de Maupas à l'auctorité de Iean au compte son curateur ledit Beraut, Iacques le Roy escuyer, seigneur de saint Florent en personne: Loys de courtenay seigneur en partie de morogues par ledit Bridart, maistre Philippe de sauzay seigneur de Mylandres, baton de contremoret en personne, Pierre allabat seigneur de la Chabotiere en personne: Ican daucry seigneur de Menestou cousture en personne, maistre Estienne l'alemet seigneur de marmaignes en personne: André cheurier de Villeneusue sur Chier en personne: ledit du Vergier seigneur de Luë en personne : Fraçois de la grange escuyer, seigneur de montigny en personne: pour Estiennette escorial, Dame de Vauuerdon & Vaulserlant ledit chartier: Iean de la porte escuyer, seigneut de Veaulgues, de deux Lyons & cogny en personne: pour Gillebert de bonay, escuyer, seigneur de Precy ledit Chartier: Iean Ceheau escuyer, seigneur de Charenthonnay en personne: messire François de par escuyer, seigneur du creu en personne, Iean de la Verue, escuyer seigneur de Vauurilles en personne : pour maistre Iean de montaulieu escuyer, seigneur du Brion ledit Blondeau, Charles baulin escuyer, seigneur de Berlieres en personne : Claude tabou escuyer seigneur de Verrieres & de Cresancy en personne : Iean Iacquinet escuyer, seigneur de Chassy en personne: Iean salat escuyer seigneur de Noysement en personne: maistre Hugues herpin seigneur de Hombligny en personne: Charles de la porte seigneur de Pesselieres par ledit Iean de la porte: pour Christofle couchon escuyer seigneur de la Mothe Couchon, maistre Guillaume minereau pour damosselle Guyonne couchon vefue de feu Philippe du val, Dame de Chanterennes & de Chastillon ledit Chaumeau: pour Dame Anne de Trousseboys vesue de seu René de Mehun, en son viuant escuyer, seigneur de Douars, tant en son nom que comme ayant la garde noble de Charles, Iean, Renee, Françoise de Mehun ses enfans, ledit Chartier: pour Robert Briauseigneur de la garde, Iacques, Gregoire Iean George escuyer, seigneur du grand & petit Maunay en personne: Ledit Chaumeau seigneur de Lassay en personne: les seigneurs Dauor, Farges & Boys Bozon, Maistre Anthoine du puy Ivn desdits seigneurs, maistre Pierre chambellan vicointe du perron en personne: maistre Guy de fontenay archediacre de Neuers en personne, tant pour luy, que pour ses freres, escuyers, seigneurs de Neufuy à deux clochiers & de la Tour de Vefure pour Iacques cotin escuyer, seigneur de Valiers Simon Guyot: pour Iacquette des Bans daine de Thauuenay, du ryon, de Senes & de Roches ledit bridart: pour Iean de Grosboys escuyer, seigneur de broilamyon ledit beraut, Iean du mas escuyer seigneur de Lisse en personne: le seigneur de saint Georges sur arnon en personne: Bertrand cheurier escuyer seigneur de Pauldy en personne: le seigneur de la Fetté Gilbert en personne: le seigneur de Charrors & de Fontiurireau en personne: pour Iean de Damas escuyer, seigneur de Mareul ledit colladon & Sebastien giller, Iean cheurier escuyer, seigneur de Chaulde par ledit sillaut: pour le seigneur de saint Austrille & de saint

Digitized by Google

Pp ij

Proces verbal des Coustumes

Valentin maistre Iean hametout: pour Anthoine de la Brosse escuyer, seigneur de saint Christosse en bardelle maistre Hierosme du mostier, seigneur de Toullaut en personne: pour la dame de Romefort Estienne augier : pour le seigneur Dalbonne & de la Chappelle Saint Gilles, ledit de Laubier: pour le seigneur Dorsonne ledit de Laubier: pour Damoyselle Anne de Menon, Dame de Gargillesse Michel Sayat: pour Loys des serys escuyer, seigneur de Selon & de Boysrobert ledit maistre Guy Bonyn: Messire Charles de gaucourt cheualier seigneur de Cluy dessus Bonesses & Gournay en personne: pour dame Anne despinay dame de la Ruelle de Maignet, Motipouret & Chambrun ledit de Laubier: pour messire François de saint Iulian cheualier, seigneur de Luzeret, maistre Iean Godin: pour Fraçois pot escuyer, seigneur de Chassingrimont maistre Marcial bien:pour messire André de Moniehan cheualier seigneur de Prunger & de Masseres ledit arnaut : Elyon de Barbançois escuyer, seigneur de sarzay & douzans en personne: pour la Dame du Lys saint George ledit Vaucheron: pour Claude de la marche escuyer, seigneur de Bussiers, Daillac ledit Vaucheron: pour Iean Gigaut escuyer seigneur de Bellefont ledit Chauueron: pour Dame Bertrande de Racoureol, tant en son nom que comme ayant la garde noble des enfans mineurs d'ans de seu messire Philippe de Cluy son fils en son viuant seigneur de Briaute & de la forest, maistre Iean Picodon: pour Charles de Lesuys escuyer, seigneur de Pouligny, Chamfromental, Commesoir, Lugny & Chausseaux, maistre Gilbert de la roze: pour Guillaume Bertrand escuyer, seigneur du boys ledit colladon : pour la dame Daguréde maistre Iean andré:pour le seigneur de Tarsillat ledit Blondeau: le seigneur de Preueranges en personne: pour lean de la l'arrye seigneur de Lauau, de Bonneu ledit Blondeau: pour dame Loyse de Valentinois, dame de la Motthe, de Feully & de Nerets ledit Vaucheron: pour messire Claude Durphe cheualier, seigneur de Beauuoix sur Annon ledit de Laubier: pour les seigneur & dame de Chasteauneuf sur Cher & saint Iulian ledit Vaucheron: Adrian de gamaches, seigneur de quinquempoix en personne: Anthoine de laillier seigneur de Chasseres en personne : les seigneurs de Solengny en personne: pour le seigneur de la court prés Arcay ledit de Laubier: pour maistre lean palluz seigneur en partie de Contres ledit Vaucheron: pour Hugues de grossauce seigneur de Mongoublin ledit Blondeau: pour le seigneur de la vezie de s. Valétin m. Richard chapuz: pour messire Anthoine de la Rochechaudry chaualier seigneur de Concressaut ledit Chaumeau, pour la dame de blancafort ledit Bergeuyn: pour messire Françoys decreuant cheualier, seigneur de Bauche & de Cassignolles ledit collandon: messire Elyon de la chastre cheualier, seigneur de Brulehaut en personne: pour messire Iacques de bridiers cheualier, seigneur de Fernils, de bestes quatrieme partie de Nozerines & du chastellier ledit colladon: Iean d'estăpes seigneur de Tellay en personne:pour Jacques de changy escuyer, ledit colladon:pour René de bastarnay escuyer, seigneur de Chassin & de Theres maistre Marcial bien: pour Philippe chauuet escuyer, seigneur de villette ledit de Laubier:pour Iean penin & Françoise frãberge vefue de seu maistre Nicolas penin seigneur de Chezal, Chaumer ledit bridart: pour Catherin de gamasches escuyer, seigneur de sury és boys ledit Blondeau:pour le seigneur Diuoy le Pré Iean daguin commissaire à regir sous la main du Roy laditte terre, & Nicolas soucheret procureur d'icelle, le seigneur de Villegenon en personne, Guillaume de rochechouat escuyer de Breuiandes & de iars par ledit Bridart:le seigneur de Boncard & de Gardesort en personne: le seigneur de Sens, Nully, les quartier Rougier & Beauieu en personne: pour la dame de Fruessy maistre Christosse de Boisrouuray, François de l'Estang escuyer, seigneur de Quincy en personne, Robert sathenat aussi escuyer, seigneur dudit Quincy & de Launay Sathenat en personne: Emond de Rony escuyer seigneur de Coullanges, en personne, maistre Iean lauueriat receueur ordinaire du domaine de Berry en personne : lesdits Iober maire, Arnaut, Buraton, Estienne & Pierre luilliers escheuins de laditte ville en leurs personnes: Pour les gouuerneurs de la ville d'Ysoudun, maistre Guillaume le Lorrain l'vn desdits gouuerneurs, & maistre Richard Chapuz leur procureur: pour les gouuerneurs de la ville de Dun le Roy maistre Loys l'esueillé:pour les gouverneurs de la ville de Vierzon maistre Gabriel courion: pour les gouverneurs manans & habitans de la ville de Sancerre maistre Noel belnier: pour les manans & habitans de Beaulieu sur loire maistre Pierre picard: pour les gouuerneurs manans & habitans de la ville de Chasteauroux ledit de Laubier: pour les gouuerneurs de la ville de Chastre maistre Vrbain chauueron: pour les gouverneurs de la ville de Rully Luquet de mergery:pour les manans & habitans du Bourg de Derlz maistre René dauenes: pour les manans & habitans Dagurende ledit beraut: pour les manans & habi-

tans de la fabrique de saint Christosse lez Chasteauroux ledit de Laubier: pour les manans & habitans des parroisses de Villegongis, Vineul & Chezelles ledit de Chaumeau: pour les manans & habitans de Massay maistre Philippe doulceron: pour les manans & habitans de la ville de Charotz ledit Beraut: pour les gouverneurs, escheuins, manans & habitans d'Aubigny maistre Pierre doriual: pour les gouuerneurs de la chappelle Dangillon ledit Doriual: pour les manans & habitans des parroisses de Sury en vaux, Buy & saint Iame, ledit Granger: pour les manans & habitans de la parroisse & lieu de Lezay, maistre Thibaut houssay: pour les manans & habitans de Boucart & Montoux ledit Bridart. Et pour les gouverneurs de Cenquoins ledit Bridart. Et apres les comparitions des dessusdits, & que par ledit Moruillier lieutenant general nous fust requis proceder à la reduction, reformation, arrest & publications desdittes coustumes de la ville & septaine de Bourges, Pays & Duché de Berry, ensemble du stile, forme & maniere de proceder à l'instruction & decision des causes tant ciuiles que criminelles dudit pays & Duché. Nous par le greffier dudit bailliage seismes saire lecture des lettres patentes du Roy, à nous pour-ce addressans des sus transcriptes. Et nous sust dict par ledit du Vergier aduocat en Berry, qu'entre autres des gens des premier, second & tiers estat outre les dessus nommez comparans, auoyent esté adiournez tant en general qu'en particulier en plusieurs villes & lieux dudit Duché & pays, à comparoir huy deuant nous en laditte salle du Palays pour veoir proceder à la reduction, reformation, arrest & publication desdittes coustumes, ou intimation au cas pertinente. Les religieux, abbé & conuent de saint Satur: les religieux, abbé & conuent de saint Ambroys: les religieux, abbé & conuent d'Ysoudun: les religieux, abbé & conuent de la Prehe: les religieux, abbé & conuent de Prebenoist: les religieux, abbé & conuent de Meaubé: les religieux, abbé & conuent de Chezalbenoist: les religieux, abbé & conuent de nostre dame en Bazelle: les religieux, abbé & conuent des Pierres: les religieux, abbé & conuent de Plaimpiedz: les religieux, abbé & conuent de la Varenne: les religieux, abbé & conuent de la Colombe:les religieux, abbé & conuent de faint Gildas : les religieux, abbé & conuent d'Aubignac : les religienx, abbé & conuent d'Oliuet : les religieux, abbé & conuent de Fontmorigny: les religieux, abbé & couent du bourg de Delz: les prieur, chanoynes & chapitre de l'eglise collegial de saint Austrille du challeau lez Bourges:Le prieur de la Charité, pour les terres qu'il a audit Duché & bailliage de Berry:les prieur, chanoynes & chapitre de chasteauneuf sur Cher:les prieur, chanoines & chapitre de nostre Dame de Graçay:les prieur, religieux & couent de Blezo:les doyen, chanoines & chapitre de sainte Croix d'Orleans, pour les terres & leigneuries qu'ils ont audit pays de Berry:les prieur chanoines & chapitre de saint Cir d'Ysoudun: les prieur, chanoines & chapitre de saint Denys d'Ysoudun: les doyen, chanoines & chapitre de Lynieres : le prieur seigneur insticier de la terre de Brynes: le prieur de Ruffet: le prieur de Lignac : les religieuses & mere ancelle de l'annunciade de Bourges: les religieuses, abbesse & conuent de Beauuoix: les religieuses, prieure & conuent de Longefont:le prieur de saint Gondon:le prieur de Prely prés Gyen:les religieux, abbé & conuent de Saint Cyran: le prieur de Saint Seuere: la prieure & conuent de Glatigny: Les Recteur, Docteurs, facultez & nations de l'université de Bourges: Messire Philebert de Beauieu Cheualier, baron de Lynieres, seigneur de Rezay, Thenay, Pierreficte és Boys, Blanchebraque & Austry: le seigneur de Luant, le seigneur de Lançonne, & de Moulin Robert : le seigneur de Suzanne : le seigneur de Challeuoy millon: Le seigneur de Boireaux : le seigneur de Tracy : Iean de contremoret, seigneur de Marcilly: le seigneur de Seury : le seigneur de la Prugne au Pot : le seigneur de la Ferté : René de la Haye, seigneur de Chaizelet: Emond de Vonet, seigneur de Villeneusue: prés de la riuiere de la Creuse: le seigneur de Chabenet : le seigneur de Veux sous Modon: le seigneur de Chambon: le seigneur de Boys Cyrenne: le seigneur de Courre: le seigneur desaint Fremin sur Loyre: le seigneur de Launay: Dame Oliue de la Brosse, Dame de Fins:messire Iean du Monstier, cheualier seigneur de Saragoce: Gillebert de la porte escuyer, seigneur de Bryou le Fourneray & Angy:la dame des Roches: Damoyselle Marguerite Bardin dame d'Erry: Gaspard de Vernoilles seigneur de Pouligny: le seigneur d'orual & de Chasteaumillan: le seigneur de Chezelles, Vineul & Villegongis: le seigneur de la Grange estenart : le seigneur de la creusette: le seigneur du puy de Varénes: Iean & estienne du Bryou, seigneur de Vouzeron:les gouuerneurs, bourgeois, manans & habitans de Mehun sur Ye ure, tous deffaillans, & contr'eux eust ledit du Vergier requis deffaut. Et en leur deffaut, Pp iij.

Proces verbal des Coustumes

& nonobstant leur absence proceder à la reduction, reformation, arrest & publicatio des coustumes de laditte ville & septaine de Bourges, pays & Duché de Berry. Ensemble dudit stille, lequel desfaut sut par nous donné contre les dits desfaillans. Sçauoir est, cotre les dits religieux, abbé & conuent desdittes abbayes de saint Satur: du Bourg de Delz: de Chezal benoist: d'Ysoudun: de Massay de sontmorigny:saint Gildas de la prehec:de prebenoist: Religieuses abesse & conuent de Beauuoix:Pierre de glatigny, prieur du chasteau, doyen de Monstiermoyen: les prieur, chanoines & chapitre de Chasteauneuf sur cher: doyé, chanoynes & chapitre d'Orleans:prieur de Graçay:prieur de Blezon: seigneur de Linieres: seigneur de Voulzeron: Sauf sils comparoissoient le lundy prochain ensuyuant. Et contre tous autres dessaillans, sauf huitaine, & contre lesdits seigneurs de la Prugne au pot d'Orual: Chasteaumillan: de Chazelles: Vineul & Villegongis:religieux, abbé & conuent des abbayes de Merbert: de saint Cyran: de Chezalbenoist, de la Colombe: de Prebenoist: de Bazelle & du Mostier: sauf quinzaine. Et sut par maistre Iean senechal, aduocat, & Guillaume poisson, procureur du Roy au bailliage & vicomté de Bloys, qui comparurent en leurs personnes, dit & remonstré que les baronnies, chastellenies & seigneuries de Lepuroux: la ruë d'Yndre: saint Gildas: Vineul: Villegongis: Villiers: sief & seigneurie de Chezelles & Treullaut, estoient en & au dedans du bailliaige & coté de Bloys, tenus & mouuans en plain fief & arriere-fief d'icelluy, tant en dommaine, iustice, que ressort de suzeraineté, & come tels auoient les seigneurs, manans & habitans desdits lieux esté appellez en la reduction des coustumes desdits comté & bailliage de Bloys, selon lesquelles ils estoient regiz & gouuernez, & qu'induëment les seigneurs, subiets & demourans esdits lieum auoient esté appellez par deuant nous à la reduction & reformatio des coustumes dudit Berry, esquelles ils ne seroient comprins, ains seroient licenciez de laditte euocatio, ausquels dire, requestes & conclusions ledit de la Tour, l'vn desdits seigneurs & baron de Chasteauroux, par ledit Bonyn son procureur fust adheré, & d'auantage fust par luy allegué aucuns arrests de laditte cour de parlement, par lesquels il eust dit lesdits lieux & seigneuries dessus declarees auoir esté dits estre du ressort dudit comté & bailliage de Bloys: lesdits du Vergier & chambellan aduocat & procureur du Roy & de la Royne de Nauarre, Duchesse de Berry, & Arthuis procureur desdits seigneur & dame au siege & ressort d'Ysoudun. Et ledit Daumont l'un desdits barons de Chasteauroux eussent dit au contraire, & que lesdits lieux estoient au Duché, bailliage & ressort de Berry, d'iceux lieux ressortissoient les appellations par deuant le baillif de Chasteauroux, & dudit baillif par deuant ledit baillif de Berry au siege & ressort dudit Ysoudun de tel temps qu'il n'estoit memoire du contraire: & estoit ledit pretendu arrest prouisionnal seulement: & laditte baronnie de Chasteauroux estoit tenuë à deuoir de foy & hommage du Roy à cause de son Duché de Berry. Et si aucuns des habitans desdits lieux auoyent comparu à la reduction & reformation desdittes coustumes du Comté de Bloys, la Royne de Nauarre & sessities officiers n'auoyent esté ouyz n'appellez: & par-ce les seigneurs & habitans desdits lieux tenus comparoir à la reduction desdittes coustumes de Berry, nonobstant le dire des dessussités sur-ce, fut par nous ordonné que les dires parties mettroyent par deuers nous par vn brief plumetiz leurs dires alleguez, causes & raisons. Et ledit de la Tour les arrests par luy alleguez, pour au lundy prochain apres estre par nous sur-ce ordonné ce que de raison, ou en estre fait nostre rapport à la cour, si besoin estoit. Et fust par ledit Daumont protesté contre ledit messire Philippe Chabot, que la comparition qu'il auroit saite comme baron de Brion, ne luy peust preiudicier au proces pendant en laditte cour pour raison de la pretenduë erection de seigneurie de Brion en baronnie, sur laquelle protestation sust par nous ordonné que ledit Daumont auroit acte pour luy seruir en temps & lieu, ce que de raison. Nous fust semblablement dict par l'aduocat du Roy au bailliage de faint Pierre le Monstier siege & ressort de Xamcoings, que ledit siege & ville de Xamcoings n'estoit aucunement du Duché, bailliage & ressort de Berry: ains dudit bailliage de saint Pierre le monstier, & ne deuoyent auoir esté euocquez à laditte reduction des coustumes de Berry, & qu'ils deuoient estre licenciez de laditte euocation, & le semblable lesdits gouuerneurs, manans & habitans de Lezé, par Maistre Thibaut Housse, nous cussent dit, declaré & requis, sur-ce ouyz lesdits aduocat & procureur du Roy en Berry qui n'eussent seu que dire pour-ce empescher, sut par nous dit que lesdits gouuerneurs de Xamcoings & de Lezé ne seroiet tenus assister à laditte reduction & reformatio des coustumes de Berry. Et le lundy vj.iour desdits moys & an,en laditte salle du Palais accópaignez cóme dessus, feismes appeller les deffaillas, cotre lesquels sut par nous samedy dernier doné deffaut, sauf ledit iour de lundy: & com-

& comparurent pour les dits religieux, abbé & conuet de S. Satur seigneur des terres, iustices & chastellenies de saint Satur, sauigny, belleuille, mesue, coriohan & cossi, frere Richard rousseau docteur en theologie l'vn desdits religieux, pour lesdits doyen, chanoines & chapitre de monstier moyen, maistre François tan doyen, pour les religieux, abbé & conuent de Massay, ledit Colladon. pour les religieux, abbé & conuent du bourgs de derlz, maistre Iean chambelly, pour les religieux, abbé & conuent des pierres, ledit fillaut. Pour les religieux, abbé & conuent de la Varenne, frere Pierre grozbois prieur de laditte abbaye, pour les religieux, abbé & conuent de la prehee, M. Marc foucaut, pour les religieux, abbé & conuent de nostre dame de bazelle, ledit Foucaut, pour les religieuses & mere ancelle de L'annunciade de Bourges, ledit bridart ledit du moustier en personne: la dame derry par bridart: de vignolles, seigneur de polligny en personne pour le seign d'orual & de ChasteaumillaM. Jea parnaio pour le seigneur descloyes, M. Guy dole, pour le seigneur de la Creusete, Michel de villesablon, les gouverneurs de Chasteauneuf par Chambart, les manans & habitans de Maugiuray & Sarre zay, par fillaut: les manans & habitans du Maigny, par ledit fillaut, pour les doyé, chanoines & chapitre d'Orleas M. Beraut foubert, le prieur du chasteau en personne, & les chanoines & chapitre de ladite eglise, par maistre Vincent vieillart, pour la prieure de Glatigny, maistre Iean bazin, pour les religieuses abbesse & conuent de beauuoir, ledit asse, le prieur de saint patier lez Ysoudun, en personne: Les recteur, docteur, facultez & nations de ladite vniuersité de Bourges, par ledit rousseau, docteur en ladite vniuersité: ledit de beauieu seigneur & baron de lignieres en personne:dame Olyue de la brosse, dame Defins, par ledit Fillaut, la dame de Sancergue, par maistre André gassot, sous protestation que laditte comparitió ne luy puisse preiudicier, attendu la declaration & protestations dudit comte de Sancerre, pour raison de sadite coustume de Lorriz, duquel elle est vassalle iusques à ce que desdittes declaration & protestations soit discuté: Anthoine estenart escuyer, & damoiselle Philleberte veusue de seu François estenart escuyer au nom & comme ayant la garde noble des enfans mineurs d'ans dudit deffunt & d'elle, seigneurs de la Grange estenart, par Iacques ioanneau, Ichan & Estienne de briou escuyers, seigneurs de boulseron, en personne, pour les manans & habitans de Mehun sur yeure, maistre pierre poller, pour les gouuerneurs de la ville de Boussac, ledict bridart. Et pour les manans & habitas de Cluys dessus. Iaques du pin & les autres dessaillans dessus nommez ne comparurent: parquoy fut par nous contre eux donné desfaut, & ordonné que l'on mettroit par deuers nous les relations des adiournemens à eux baillez, par vertu de nostre commission, pour icelles veuës, apres estre adjugé le profit & vtilité desdits dessaux à l'encon tte d'eux, ainsi que verrions estre à faire. Lesquelles relations auroient depuis esté mises par deuers nous Mathé, & aurions trouué les adiournemens bien & deuëment faits. A ceste cause nous Lizet & Mathé aurions pour le proffit desdits dessaux declaré que procederions à la reduction, reformation, arrest & publication desdittes coustumes, tout ainsi que si lesdits defaillans dessus nommez estoient presens, & nonobstát leur absence. Et ce fait, sut par nous remonstré aux gens des trois estats dudit pays comparans par deuant nous en bon & grand nobre, que par deuaut nous Mathé, suyuant ce que par nous Lizet premier president, & Mathé conseiller, fut ordonné le xxvj. iour d'Aoust dernier, seroient comparus les lieutenas, tant en general qu'autres dudit pays & duché de Berry, auec grand nombre d'auocats & praticiens: lesquelz auoient esté assemblez en la maison de la ville de Bourges, & auoient veu les cayers des coustumes dudit pays, & fait le premier iect de laditte reduction d'icelles par rubrices & articles, pour puis apres les reuoir, corriger, y adiouster ou diminuer, ainsi que l'on verroit estre à faire en nostre presence, apres que nous serions de retour audit Bourges. Et à ceste cause que pour receuoir lesdits articles, iceux corriger, y adiouster ou diminuer, comme dit est dessus, auant que les arrester & clorre, par l'aduis & accord desdits trois estats, ou de la plus grande & saine partie d'iceux la reduction & reformation desdittes coustumes : en icelles faifant lire & publier en nostre presence, estoit besoin assembler lesdits officiers du Roy, aduocats, praticions susdits. Et pour assister auec eux, que chascun desdits estats commist & deputast deux bons & notables personnages d'entreux, pour estre & coparoir à laditte assemblee, fi bon leur sembloit, & donner leur aduis sur lesdittes reuision, correction, diminutió & augmentation desdits articles de coustumes proiectez, ainsi que dessus, pour puis apres les faire lire & publier en l'assemblee desdits trois estats, & par leur aduis ou de la plus grande & faine partie d'iceux, les arrester & conclurre suyuaut la comission à nous addressee par le Roy: & pour ce faire il failloit du téps, à ceste cause que les gens d'eglise, nobles & autres dudit pays Pp iiij.

Proces verbal des coustumes

eux pourroient retirer, iusques au vingtiesme iour dudit mois. Pendat lequel temps nous vacquerions & entendrions diligemment & soigneusement à faire ce que dessus, pour puis apres en faire lecture & publication en leur presence, comme dessus a esté dit, afin que si lors apres lesdittes lecture & publication d'articles, lesdits estats ou aucuns particuliers d'iceux y trouuoyent quelque difficulté notable, ils la peussent remonstrer, & que par nous par leur aduis, ou de la plus grande & saine partie d'iceux en fust ordonné ainsi qu'il appartiendroit par raison. A quoy lesdits estats ainsi par deuant nous assemblez generalement & sans contradictio faccorderent, & leur enioignismes eux trouuer & comparoir par deuant nous audit lieu de Bourges, audit vingtiefine iour dudit moys, au lieu ou nous tenions lors le siege, pour ouyr la lecture & publication desdits articles, & estre par leur aduis, accord & consentement, ou de la plus grande partie d'iceux procedé à l'arrest desdittes reduction & reformation des coustumes, auec intimation qu'aucun deux deffaudroit, qu'en leur abscence & sans plus les appeller seroit procedé par nous à ce que dessus, ainsi que verrios estre à faire par raison, à quoy pareillement ils l'accorderent. Et ledit iour de lundy de releuee feismes comparoir derechef les gés desdits trois estats par deuant nous. Ausquels remonstrasmes qu'il y auoit plusieurs d'entr'eux pretendans coustumes localles en leurs terres & seigneuries, ou en leurs villes & lieux où ils estoyent demourans, & qu'à ceste cause il estoit besoing deuëment verisser par les praticiens des lieux, esquels lon pretendoit lesdittes coustumes locales, iusques au nombre de dix, si tant en y auoit: ou en desfaut desdits praticiens, par autres gens notables cognoissans au fait des coustumes, insques audit nombre de dix, le contenu és articles des cayers par eux presentez pour la reduction desdittes coustumes locales, & à ceste cause leur ordonnasmes que dedans le vingtiesme iour dudit mois, ils feissent deuëment faire verifier le contenu esdits articles de leursdits cayers concernans lesdittes coustumes localles tant seulement, & que pour ce faire ils auroient commission de nous, addressant aux lieutenans du baillis de Berry aux sieges dudit bailliage, preuosts, leurs lieutenans & enquesteurs esdits lieux & chacun d'eux, & en leur deffaut, ablence ou legitime empelchement, au plus ancien aduocat eldits lieges & autres qui par nous seroient commis, prins & appelez auec eux pour adioints, quelques bos & notables personnages, par lesquels seroient examinez lesdits praticiens desdits lieux ou lesdittes coustumes localles estoient pretendues iusques au nombre de dix, non suspects ne fauorables, & où n'y auroit suffisant nombre de praticiens au lieu où l'on pretendoit lesdittes coustumes:ou és lieux circouoisins seroient examinez des gentilzhommes, ou autres gens à ce cognoissans iusques audit nombre: qui peussent & sceussent entendre au fait desdittes coustumes: & lesquels à ceste fin ils feroient appeller par deuant eux, ausquelz ils feroient lecture du cayer desdittes coustumes, les interrogueroient par serment sur le contenu audit cayer desdittes coustumes locales, s'ils auoient veu les articles inserez audit cayer, pratiquer en iugement, ou hors ingement en quelles causes, & entre quelles personnes, & leurs depositions seroient rediger par vn briefacte iudiciaire, qu'ils signeroient & seroient signer par tous lesdits praticiens ou autres deposans desdittes coustumes, & s'ils ne sçauoient signer, par notaire ou autré personne publicque. Lequel acte seroit attaché sous le seel dudit bailliage ou autre, audit cayer, & à faire ce que dessus, seroient appeller les gens desdits lieux, ayans quelques benefices ou administrations, les gentils hommes d'iceux lieux, s'il y en auoit, & pareillemet les consuls, gouverneurs, sindics & autres qui ont accoustumé avoir la superintendence des affaires des communautez & des habitans en bon nombre, en la presence desquels seroit prins le serment de ceux qui seroient examinez sur le contenu és articles dudit cayer, & apres que ils auroyent esté examinez secrettement, & en l'absence desdits seigneurs & desdits habitans par forme de turbe seroit faite lecture desdits articles & de laditte iudiciaire contenant la disposition de ceux qui auroyent esté examinez pour la verification desdittes pretédues coustumes ausdits gens d'eglise, nobles, & de l'estat populaire sur ce assemblez: ausquels seroit demandé par lesdits commissaires s'ils vouloient & accordoient le contenu és articles dudit cayer estre tenu pour coustume locale esdits lieux, où s'ils la vouloiet contredire & empescher en tout ou en partie: & seroient lesdits examen & choses susdites faits dedans le xx, de ce mois. Autrement & à deffaut de ce faire, ledit temps passé, seroit procedé à la reduction, arrest, esmologation & publication desdittes coustumes generalles, sans auoir esgard aux pretendues coustumes locales, & enioignismes aux dessusdits gens d'eglise, nobles & autres de l'estat populaire demouras esdits lieux:esquels lesdittes coustumes locales estoiét pretendues, qui seroient appelez comme dessus, & ausquels nostre presente inionction seroit

signifiee par lesdits commissaires, sur peine d'amende arbitraire d'enuoyer par deuers nous d cdans ledit iour, procureur suffisamment fondé, pour declarer en iugement par deuat nous fils accordoient le contenu audit cayer, lartest & reduction d'iceluy, ou fils le vouloyent empescher, dire & declarer les causes de leur contredit ou empeschemét, pour les parties sur ce par nous sommairement ouyes, estre fait droit ou autrement ordonné ce que de raison, & ou ce que dessus ne pourroit estre fait dedans ledit temps, en verissant par eux de diligence & caule suffisante seroit pourueu d'autre delay, si faire se deuoit. Et pource qu'esdits cayers & pretendues coustumes locales y auoit plusieurs coustumes concernans les droits seigneuriaux qui ne seroient vniformes à grand nombre de seigneurs, iceux pretendans, & pour le regard desquels par ce moyen lon ne pourroit pretedre y auoir coustume induitte & formee: mais appartiendroit ausdits seigneurs les pretendans, ou par conuentions apposees au bail des heritages, ou par recognoissances deuëmet faites, ou par droit prescrit & non par coustume, declarasmes ausdits seigneurs tant d'eglise qu'autres pretédans lesdits droits seigneuriaux, fust à cause de qualité & condition seruile ou autrement, que ne procederions à faire aucune redu ctió desdittes pretendues coustumes locales pour le regard d'iceux droits seigneuriaux, & que par la reduction de ces presentes coustumes generales ou autres locales, nous n'entendions aucunement éstre desrogé ou prejudicié à leursdits droits seigneuriaux à eux appartenans, à cause de qualité ou condition seruile ou autrement, soit par droit constitué, pactionné, deuëment prescrit, ou suffisamment & deuëment confessé & recogneu, ou par quelque autre moyen vallable, n'aux bonnes & iustes possessions qu'ils auoyent & pouuoient auoir desdits droits:ains leur declarasmes qu'ils demouroient entiers desdits droits & de leurs iustes & saintes possessions & saissnes d'iceux, en la forme & maniere qu'ils estoient au precedent la reduction des coustumes, & sans prejudice aussi à ceux sur lesquels ils les pretendoyent de leurs bonnes & iustes desfenses, au contraire s'aucunes en auoyent, pour le regard desquelles ils demoureroyent aussi en leur entier en la forme & maniere qu'ils estoient au precedent laditte reduction & la dessussite declaration, depuis leur reiteralmes par plusieurs & diuerses fois, & nous fut dit par les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Bourges, ledit comte de Sancerre par ledit Arrouft accompaigné dudit Besnier lieutenant, de maistre Iean arnaut procureur fiscal d'iceluy comte & maistre René pinchon son aduocat, dame Marie d'albret, duchesse de Neuers, dame de la chastellenie de la chapelle, des ays d'angillon, d'argent & clemon par maistre André bergeuyn son procureur. Messire Robert stuart, cheualier de l'ordre du Roy, conseillier & chambellan ordinaire dudit seigneur, capitaine de la garde de son corps, seigneur d'Aubigny du crorter, & de la chapellette, tant pour luy que pour les habitans desdittes terres ses subiets, par lesdits Bergeuin & Dorual ses procureurs. Messire François de chazeton cheualier, baron & seigneur de montfaucon, tant pour luy que pour ses vassaux, manas & habitans de laditte baronnie de montfaucon, ses suiets en personne, accompaigné de maistre. Barthelemy preuost, aduocat du Roy à Montargis son aduocat, & ledit de Beauieu baron de linieres, seigneur de saint Brisson, Autry le chastel, Blanchebracque, & Grosbois, la haye blanche, & ville note, assises & situees au ressort de Concressaut en personne, qu'ils & chacun d'eux respectiuement: c'est assauoir lesdits doyen chanoines & chapitre de l'eglise saint Estienne de Bourges pour leurs tertes & seigneuries de Beaulieu sur loyre, buy, suryen, vaux, chaueniol, & dampierre. Ledit comte de Sancerre, pour ledit comté, laditte dame de Neuers pour lesdittes chastellenies de la chappelle, les Ais, Argent & clemon. Ledit seigneur d'aubiny pour ledit lieu d'aubigny, du crorter, & de la chappelote, ledit de Chazeron pour laditte baronnie de montfaucon, & ledit baron de linieres pour lesdittes chastellenies de saint Bryson, Autry le chastel, Pierresitte és boys, Blanchebraque, Grosbois, la haye blanche, & villenocte. Que lesdits comté, seigneuries & chastellenies estoient regis & gouuernez selon les coustumes de Lourris, redigees & arrestees au lieu de montargis, en l'an mil cinq cens trente & vng. Auquel lieu ils auoyent esté appelez suyuant les lettres patentes du Roy, adressans aux commissaires sur ce commis & deputez, par deuant lesquels commissaires ils auoyent comparu, à raison dequoy n'auoyent deu ne peu estre appelez par deuant nous à la reduction desdittes coustumes de Berry, esquelles ils n'entendoyent aucument eux, leurs terres & seigneuries estre comprins regis & gouvernez, & devoyent estre licenciez de laditte euocation, & eussent mis par escrit par deuers nous leur dire, causes & raisons plus amples. Et lesdits aduocat & procureur du Roy en Berry & aduocat &. procureur de laditte ville de Bourges eussent dit au contraire, & que les dittes comté, lieux &

Proces verbal des coustumes

seigneuries susdittes estoiet en & au dedans du duché & bailliage de Berry, non aucunement subiettes ne insticiables du ressort de Lourris ou Montargis. Et par l'ordonnance en chacun bailliage doinét les coustumes estre reformees, à raison dequoy n'auoit laditte pretendue comission alleguee par les dessusdits, aucunement peu contraindre les demourans au duché de Berry, bailliage & resfort d'iceluy. Et à la reduction desdittes coustumes faite audit lieu de Motargis se seroit ledit procureur du Roy opposé, tant pour le fait desdits doyen, chanoines & chapitre de l'eglise de Bourges qu'autres dudit bailliage de Berry, & declaré appellant desdits commissaires de ce qui seroit fait par eux, pour le regard des comtez, baronnies & seigneuries iusticiables & subiets demourans au bailliage de Berry. A raison dequoy & attendu que les dessussites estoient demourans en & au dedans du duché, ressort & bailliage de Berry, estoient tenus estre & demourer à la reduction & reformation desdittes coustumes de Berry, nonobstant leurs dires causes & alleguez, les dessusdits disans au contraire, & persistas en leur dire: furquoy les parties par nous oyes, fut par nous ordonné qu'elles escriroient plus amplement par vne breue cedulle dedans trois iours leurs faits, causes, raisons & moyens aux fins qu'elles auoient tendu respectiuement, & mettroient par deuers nous tout ce que bon leur sembleroit dedans lesdits trois iours, sauf à pouruoir ausdittes parties de plus long delay par eux requis, si faire se deuoit, pour le tout par nous veu en deliberer & donner ausdittes parties, aux fins par elles plaidees tel appointement que de raison, ou en faire nostre rapport à la cour pour par elle en estre ordoné ainsi qu'elle verroit estre à faire, & en laquelle où nous appointerions lesdittes parties, en faire nostre rapport: lesdittes parties pourroient plus amplement produire, ou dedans huitaine apres l'affignation qui leur sera baillee, & employer leurs productios ia faites en laditte cour, l'aucunes en y auoit: & que sans preiudice du droit du ressort du bailliage de Berry, & remonstrances & requisitions qui avoient esté faites par lesdits doyen, chanoines, chapitre, comte de Sancerre, dame de Neuers, seigneurs d'aubigny, de Montfaucon, & de linieres seroit procedé à la reduction des coustumes generalles du Duché de Berry, sans ce que par icelle reduction des coustumes de Berry fust prejudicié à la reduction des pretendues coustumes de Lourris, & de Sancerre n'ausdittes parties. Et apres que les aduocats & procureur desdits comté de Sancerre, dame de neuers, seigneurs d'aubigny de montsaucon & de linieres, eussent requis qu'eussiós à mettre à nostre appointement ces mots. Et quat aux autres nous eussions declaré que nostredit appointement emportoit ce qu'ils requeroient, & ainsi entendions l'auoir ordonné. Et eussent lesdits François de bar escuyer, seigneur de Baugy, maistre Guy de fontenay tant pour luy que pour ses freres, seigneur de la tour de Besurie, neufuy & reigny, messire Anthoine de boucart cheualier seigneur dudit lieu de gardefort, Iehan de la porte, seigneur de deux lions, Iean de bar, seigneur de burambure & estman, messire François de bar seigneur du creu & de poissauon, Jean de la verue seigneur de vauurille, François de la grage seigneur de montigny, Iehan troussebois seigneur de Villegenon, Iean daulery, seigneur de meneston cousture, Charles baulin seigneur de Berliers presens, Loys de ruiauldes, tant pour luy que pour Michel de ruiaudes son nepueu: seigneur de la bou laye, Charles de la grange, seigneur de la Recullee & du Fouillay, Adrian de gamaches seigneur d'aurouer, aussi presens ont dit & declaré que combien qu'en plusieurs cas ils sussent re gis & gouuernez par la coustume de Lourris, & à l'exéple d'icelle, neatmoins consentoyét & vouloyét leurs coustumes telles qu'elles auoyent esté reduites & redigees en & sous le cayer qui se faisoit par nous pour le pays & Duché de Berry côme estans du bailliage & ressort d'iceluy, requeras estre ainsi fait, offrat verifier de leursdittes coustumes locales, & icelles verifiees estre enregistrees audit cayer, disans outre qu'ils n'auoient iamais esté appelez à la reductió & reformation de celles de Lourris: Protestans & auec eux les aduocat & procureur du Roy en Berry,&aduocat de laditte ville de bourges, de tous despens, dommages &interests. Et qu'où il seroit dit que les coustumes desdits comte de Sancerre, seigneur d'Aubigny, dame de Neuers, seigneur de Montsaucon & de Linieres, seroient redigees souz le coustumier de berry, que laditte reduction seroit faite aux despens desdits seigneurs, empeschans laditte reduction, les aduocats & procureurs desdits comte de Sancerre, d'Aubigni, dame de la chapelle & seigneurs de Montfaucon & de Linieres eussent protesté au contraire contre les dessus nonmez respectivement qu'ils disoient estre leurs vassaux à confiscation des siefs. Et fut sur ce par nous ordonné que les parties auroient respectivement actes de leurs protestations, & qu'en faisant droit ausdits de chapitre, comte de Sancerre, dame de Neuers, baron de Montfaucon, seigneur de Linieres & d'Aubigni, & autres dessus nommez, seroit fait droit ensemblement

blement audit debat & autres ses consors sur les remostrances & sins ausquelles les dessusdits auoient tendu respectiuement, dot feros nostre rapport à la cour pour en estre par elle ordon né. Et depuis ledit seigneur de Linieres se seroit dessisté & departy des dire declaration, reque-'ste & conclusions dessus contenuës. A quoy fut par nous receu, & à luy ce requerant fut par nous ottroyé commission pour informer que les coustumes desdits lieux & seigneuries, pour le regard desquelles il auoit tendu aux fins que dessus estoient on la pluspart d'icelles conformees aux coustumes de Lourris. Et sur ce que les religieux, abbé & conuent de Lourris: les prieur, chanoines & chapitre de Sancergue, la communauté des vicaires de l'eglise parrochiale de Sancerre, Toussainte du mesnissymon, dame de morogues en partie, Loys de courtenay, seigneur de morogues en partie, Estiennette escoriol, dame de Vauuerdon, Les feigneurs de la grange Estenart, le seigneur de precy , le seigneur de Cloyes, les seigneurs Dauor, le seigneur de valieres, Iacquette des Banltz, dame de Thauuenay, les roches & briou, de senes, le seigneur de sury és boys, le seigneur de Iars, le dit de la roche chaudry, le seigneur de blancaffort, la dame d'yerry, le seigneur du briou de Forueray, le seigneur de sens nully, Cartier roger & Beauieu, le seigneur de Charantonay, autry, la ville & Sernoy. Les gouuerneurs de la ville de Sancerre, les habitans de la paroisse de Beaulieu, les habitans d'Aubigny sur nerre, les gouuerneurs de la chappelle D'angillon, les manans & habitans des paroisses de Chaueniol, sury en vaux, buy sainte Iame, Boucart & montoux cussent dit & declaré que leursdittes terres, lieux, iustices & seigneuries respectivement estoiet regies & gouvernees selon lesdittes coustumes de Lourris, & qu'ils entédoient qu'ils fussent regiz par icelles & non par autre, nous eussions fait telle ordonnance que sur les dire & remonstrances desdits comte de Sancerre, seigneur d'Aubigni & dessussites. Et sur la requeste saite par ledit procureur du Roy au bailliage & comté de Blois,& messire Iehan de la Tour l'vn desdits barons de chasteauroux ioint auechiy, Tendant à ce que les baronnies, chastellenies & seigneuries de Leuroux, La rue d'Indre, saint Gildas, Vineul, Villegongis, Villiers, fief & seigneurie de Chezellas & Treullant ne soient comprinses ains rejectees de l'euocation & comparition par deuant nous à la reduction, reformation, arrest & publicatio desdittes coustumes dela ville & septaine de Bour ges, pays & duché de Berry d'vne part, & les officiers du Roy & de la Roine de Nauarre, duchesse de Berry és sieges & ressorts de sourges, Y soudun & Pierre d'Aumont aussi baron de chasteauroux ioint auec luy dessendeurs & empeschans l'enterinement de laditte requeste d'autrepart. Veu par nous les causes, raisons & moiens baillez par escrit par brief plumetis par lesdittes parties, les iugemens, arrests & productions par elle mis par deuers nous, & tout co sideré, nous eussions dit que pour aucunes bonnes & iustes causes à ce nous mouuans, nous ne rendrions pour le present droit ausdittes parties sur ledit incident & fins, ausquelles elles a uoient tendu respectiuement. Attendu les arrests & litispendences qu'aucunes desdittes parties pretendoyent estre en icelle: ains en ferions nostre rapport à laditte cour pour en estre par elle ordonné ainsi qu'il appartiendroit par raison. Et neant moins que cependant sans preindice des droits des ressorts & des sins ausquelles les dittes parties auoient tendu respectivement dudit incident fut ce formé par deuant nous , & de la reduction des coustumes faites au bailliage de Bloys, mesmes pour le regard desdits lieux que l'on pretendoit estre suiets au resfort,& des coustumes dudit Blois, & sans y entendre aucunement desroger, seroit par nous procedé à la reduction des coustumes generales des bailliage, duché & pays de Berry. Et aussi des particuliers quant à tous autres, sans entendre y comprendre les teres & seigneuries contentieuses, & pourroient lesdittes parties produire plus amplement, si bon leur sembloit, dedans le lendemain de la S. André, en ladite cour, & depuis auroient lesdits gens desdits trois estats esleuz deux de chascun estat. Asçauoir, l'estat de l'eglise, lesdits du Brueil & penin, & l'estat de noblesse, lesdits d'Aulery & de chirieres. Et le tiers estat lesdits Ioubart & Frader, & en la presence desdits esseuz & deputez ou d'aucuns d'iceux qui y ont voulu assister, & des lieutenans aux fieges general & particuliers dudit bailliage de berry,& des aduocats & procureur du Roy esdits sieges, & bon nombre d'aduocats & praticiens en iceux, auons reueu par le me nu tous les articles dudit cayer, & en iceux corrigé, reformé, adiousté & diminué ce qu'auss trouué par l'aduis de laditte assemblee, ou de la plus grade & saine partie d'icelle deuoir estre corrigé, reformé, a diousté ou diminué, & lesdits articles par l'aduis que dessus, auons redigez par ordre & sous rubriches par escrit, ainsi & en la forme & maniere qu'il est cotenu au cayer desdittes coustumes qui sur ce à esté fait & arresté en la présence des susdits, pour puis apres en faire la lecture & publication à l'assemblee desdits trois estats, suyuant ce qu'au precedent

Proces verbal des coustumes

auoit par nous esté ordonné, & le lundy xxj. iour dudit mois d'Octobre audit an, par deuant nous, accompagnez comme dessus, en laditte grandsalle du palais de Bourges, suiuat nosdits appointemens, comparurent les gens desdits trois estats en grand nombre comme dessus est dit, ou la plus grande & saine partie d'iceux, ausquelz aurions dit & remonstré que pour le grand nombre des personnes qu'ils estoient en chacun desdits estats, seroit besoin pour obuier à confusion & grande consommation de temps & de fraiz, estire & nomer dix personnes notables de chascun estat, lesquels sur les difficultez qui se pourroient offrir & aduenir à la lecture desdittes coustumes redigees qui seront leuës & publices en la presence de laditte assemblee, en diroiét leur aduis & opinió pour & au nom desdits estats, qui seroit de tel effet có me si chacun desdits estats en disoit son aduis particulierement, sauf aux autres desdits estats qui y seroyent presens,& esquels pour la cause susditte ne se pourroiet absenter, ains seroient tenus assister à laditte lecture & publication s'ils veoient apres l'aduis des deputez, qu'il y eust quelque chose digne de remonstrace pour le proffit commun du pays, ou pour l'interest particulier de le pouvoir dire & declarer, pour en ordonner par nous par l'aduis de l'assistéce ainsi qu'il appartiendroit par raison. A quoy lesdits gens desdits trois estats s'accorderent. Et depuis suyuant laditte remonstrance furent esleuz par chacun d'eux, dix personnages de leur estat. C'est ascauoir par ceux du premier estat, lesdits Dole chantre, Legier abbé, maistre Anthoine du brueil, Penin, Allabat ou des Barres, Bidaut, maistre Guillaume de la porte, official de l'archeuesque de Bourges, maistre Guillaume du brueil, chanoine en l'eglise saint Vrsin, maistre Vincent veillart, chanoine en l'eglise du chasteau, & maistre François chambart leur aduocat. Et par ceux du second estat, ledit de Beauieu, baron de Linieres, ou ledit de Cullant seigneur dudit lieu, ledit maistre Guy de fontenay, de Laillier, seigneur de Chicieres, Du puy, seigneur du Coudray, Dauzy, seigneur de Baubuart, de Barbançoys, seigneur de Chazó, de la Grange, seigneur de Montigny, Chenu, seigneur de Charantonnay, de Gamaches, seigneur de Quinquempoix, & Sathenat, seigneur de Launay sathenat, Et par ceux du tiers estat lesdits Ioubart, maire, Baraton, escheuin, Fradet, aduocat de laditte ville, Crenequin le lorrain, Iehan iobert, Lesueillé, Cousin, Hector bourguier & Coureou, Es presences desquels esseuz & autres gens desdits trois estatz en grand nombre & assemblee, par ledit Girardeau greffier fusdit feismes faire lecture dudit cayer commençant.

Coustume du pays & duché de Berry, tat de la ville & septaine de Bourges, que des autres villes & lieux dudit pays & duché, & par rubriches selon qu'elles sont inserees audit

cayer.

Et sur le premier article de la rubriche de l'estat & qualité des personnes, qui est ancienne coustume, les deputez des eglises cathedralle de Bourges & sainte chappelle, se sussent opposez la ou lon voudroit comprendre audit article les biens de leurs gens sers qu'il auoient au temps de leur retraitte en laditte ville de Bourges & en la septaine, tant pour le regard des biens que des personnes, de leurs par eux pretenduz serfs, sur lesquelles personnes & biens desdits pretenduz sers ils pretendent auoir suitte. Et pour le second estat sut dit le semblable quant à la septaine seulement. Et offrirent les dits de l'eglise de Bourges, sainte chappelle & second estat, verifier de leur dire, surquoy ordonnasmes qu'ils bailleroient leurs causes de oppositions par escrit, & mettroient par deuers nous tout ce que bon leur sembleroit dedans la S.André pour tous delaiz,& fans autre forclusion, pour leur faire droit sur icelle, ou à nostre rapport par la court, ainsi qu'elle verra estre à faire auat qu'estre procedé par elle à l'emologation & enregistrement desdittes coustumes, & sur le second article de laditte rubriche qui est ancien a esté formé opposition par les dessussitions, ensemble par le prieur, chanoines & chapitre de l'eglise de saint Laurian de vastan, par Iean de la varenne leur procureur, qui pretendent auoir droit de suitte, tant des personnes que des biens de leurs gens sers ses villes, septaines & ressorts respectivement mentionnez audit article, & offrirent verifier, ainsi que dessus. Surquoy ordonalmes comme dessus. Et outre sut par nous declaré que par la lecture desdits articles & autres articles subsequens n'entendons derroge au droit de suitte & seruitude pretendu par les dessussitions opposans, soit par droit constitué, preserit, ou autre moyen vallable. Et aussi n'entendons que ceux contenus audit article eussent autre liberté que celle de droit commun. Et que lesdittes causes d'opposition seroient communiquees aux manans & habitans desdittes villes & gouverneurs d'icelles pour y respondre, & le tout mis par devers nous dedans ledit temps pour en ordonner, ou à nostre rapport par la cour, auant qu'estre procedé par elle à l'emologation & enregistrement desdittes coustumes.

Etde

Et dé laditte rubriche les v. xxiij. xxiiij. xxv. xxx. reduisant à l'ancienne, quant audit cas xxxviij. xlv. & xlviij. articles sont nouuelles.

Et les iiij. xix. xxvij. xxvij. xxxvij. xlj. & xliij. articles d'icelle rubriche sont articles interpretatifs, & suppletifz des anciens. Et de laditte rubriche le xxij. article est aussi nouuelle coustume quant au gaing des fruits & emancipation.

Et le xix.est nouuelle coustume en ce que les baillistres collateraulx ne font les fruicts leurs.

Le xxxj. est nouuelle coustume depuis ces motz. [Et sera tenu.]

Le xxxiiij. est coustume nouuelle depuis ces motz. [En baillant toutesfois, &c.]

Le xlij. est nouvelle coustume quant au temps & solennité.

Le xliiij. est nouuelle quant à la solennité.

Et le xlviij. article de laditte rubriche a esté cotredit par l'Archeuesque de Bourges, en ces motz. [Pardeuant iuge lay auquel la cognoissance en appartient, quand il est question de separation de biens tant seulement,] soustenat que laditte coustume en ce estoit nouvelle & non ancienne, & se seroit opposé. Et ou ne le voudrions receuoir à opposition, en appelloit. Lequel Archesque receusimes à laditte opposition, & ordonnasmes qu'il bailleroit par escrit ses causes d'opposition, & tout ce que bon luy sembleroit dedans la saint André pour toutes pressixions & delaiz, sans autre forclusion. Pour estre fait droit ou à nostre rapport par la cour auant qu'estre procedé par elle à l'emologation & enregistrement desdittes coustumes.

L'article second de la rubriche des juges & jugemens, interpretatif de l'article precedent fut discordé par les gens du second estat, lesquels eussent requis que ledit second article sust dissertait, & que l'ancienne coustume sut gardee, ordonnasmes que ledit article demoureroir redigé, leu & publié sans prejudice des oppositions que l'on voudroit former à iceluy: à laquelle seroient par nous receuz ceux qui les voudroient former, en apportant procuration speciale, & noms des particuliers ou autres qui se voudroyent opposer audit article dedans la S. André

pour toutes prefixions & delaiz.

Sur le iiij.article de laditte rubriche des iuges qui est ancienne coustume, fut remostré par ledit Archeuesque de Bourges & chapitre de laditte eglise, lesdits de la sainte chappelle, de S. Vrsin, de saint Sulpice, religieux, abbé & conuent de saint Ambrois, par ledit Chambart. Qu'eux & chacun d'eux en sa maison, cloistre, destroit & fauxbourgs, tant en laditte ville & septaine & fauxbourgs de Bourges, avoient toute justice haute, moyene & basse. Ce que n'au roient discordé les lieutenans, preuost, aduocat, procureur du roy, maire & escheuins de laditte ville sur ce par nous interrogez: & declarasmes que n'entendions aucunement preiudicier ne desroger à leurs droits & authorité de justice par la reduction dudit article, ains en pourroient iouyr & exercer leurditte iurildiction, selon & en la maniere qu'ils faisoient auparauant laditte reduction. Et eussent les maire & escheuins, manans & habitans de laditte ville qu'outre ceux de la ville & septaine de Bourges, le jugement des estrangers leur appartenoit ainsi qu'il estoit escrit au cayer de l'ancienne coustume, dont ils auoyent iouy immemorialement. Et nous eussent requis ce mettre & rediger esdittes coustumes. Et les manans & habitans dudit Dun le Roy eussent dit & requis le semblable. Et d'auantage qu'ils pou uoyent assister au iugement desdits criminels fait par lesdit maire & escheuins de laditte ville de Bourges, Soustenans lesdits maire & escheuins, manans & habitans de Bourges & Dun le Roy qu'ils auoient par ce priuilege & ancienne coustume, de laquelle ils auoient tousiours iouy iusques à present. Sur ce ouys lesdits aduocat & procureur du Roy, eussions ordoné que lesdits maire & escheuins, bourgeois manans & habitãs de laditte ville de Bourges & de Dun le Roy mettroient par deuers nous leurs privileges, requestes & ce que bon leur sembleroit, & feroient apparoir de leurs droits, priuileges & coustumes, tant par lettre que tesmoins, dedans la saint André pour toutes prefixions & delaiz & sans autre forclusió, pour le tout communicquer au procureur du Roy: & luy sur ce ouy, estre par nous ou par la cour à nostre rapport sur le tout ordonné ce que de raison.

Sur le viij.article de laditte rubriche qui estcoustume ancienne, ledit Pelorde escuyer, vicomte de Coloignes, de Bar, vicomte de Villemesnart, de la Porte vicote de saint Gorges sur melon, de Coqueborne, vicomte, de Fussy, & François pelleuin, vicomte de Bourges à cause de sa femme, nous dirent & remonstrerent qu'à cause desdittes vicomtez qui sont situees & assisse en laditte septaine de Bourges leur competoit & appartenoit respectiuement entre autres droits, le droit de receuoir, garder & vendre les bestes espaues, prendre & applic-

Proces verbal des Coustumes

quer à eux la tierce partie des deniers procedans des ventes, & les deux autres tierces parties appartenoyent au Roy ou à son preuost fermier. Et semblablement leur competoit & appartenoit le droit de prendre & perceuotr la tierce partie de toutes amendes coustumieres & taxees par la coustume, iusques à la somme de lx. sols parisis ou au dessous pour cause des recel·lees des des des parties es par la coustume, prinses de bestes, recellees d'icelles bestes, & autres crimes & delicts commis es dittes vicomtez, sins & limites d'icelles, desquels droits ils auoient iouy par temps immemorial, & les tenoyent ensemble les dittes vicomtez en soy & hommage du Roy: & à ceste cause nous eussent requis que les ditts droits sussent edit article & autres articles sequens faisans mention des dittes amendes & iurisdiction des iuges. Ou bien que la reduction des dits articles sus ses reservations des des des autres droits à eux appartenans à cause des des vicomtez, & sans preiudice d'iceux: Sur ce par nous sut declaré que n'entendions par la reduction des des articles aucunement des roger aux droits par eux & chacun d'eux pretendus, s'aucuns en auoient.

Sur le xvj.article de laditte rubriche qui est ancienne coustume, ouy ledit procureur du Roy au siege & ressort d'Ysoudun qui a dit qu'audit Ysoudun y auoit amende de desfaut, sust que le desaillant ne sur adiourné en sa personne : mais seulement en son domicile bien & deuëment: laquelle estoit de cinq sols tournois, auons ordonné que le procureur general du Roy pourra sur ce dire & requerir pour la conservation du droit du Roy ce qu'il appar-

tiendra.

Sur le xxv. article & autres precedens en laditte rubriche faisant mention d'amendes: les quels articles sont d'ancienne coustume, declarasmes & ordonnasmes, apres auoir ouy les sens des trois estats & les aduocat & procureur du Roy à Bourges, les amendes mentionees es es dits articles, que les dits articles demoureroi et redigez & publiez sans preiudice des coustumes & amendes locales pretendu es par les dits gens des trois estats: & reservasmes aux seigneurs des seigneuries subalternes d'en pouvoir iouyr & leuer les dittes amendes, tout ainsi & par la forme & maniere qu'ils avoient iustement & deu ement accoustumé auparavant la presente reduction & resormation des dittes coustumes: sauf & reservé qu'ou les dittes amendes du Roy, se celles qui sont semblables ou moindres que les dittes amendes royalles, demoureront en leur estat & taxe accoustumée.

Sur le xxxv.article de laditte rubriche des iuges, qui est coustume ancienne, les gens du pre mier & second estat debatirent ledit article, requerans qu'à tout le moins ou ledit article auroit lieu, leur action sur reserve contre les iuges, pour leurs sols iugemés, sautes & abuz. Ausquels sut par nous respondu, qu'ils deuoient choisir & eslire pour bailler leurs dittes offices de iuges, gens de preud'hommie, sçauoir & experience requises, & qu'ils estoient reuocables à leur volonté, à ceste cause falloit qu'ils respondissent de leurs faultes. Et neantmoins leur auos reservé generalement leur recours contre ceux qu'il appartiendroit, & à eux leurs desenses au contraire. &c.

Et de laditte rubriche des iuges, les. xxvj. xxvij. xxvij. xxxvij. xxx

Et le xxxiij.est aussi nouuelle, depuis ce mot. [Excepté.]

Sur le deuxieme article de la rubriche des notaires, qui fut reputé ancienne coustume par le second & troisieme estat, & par l'archeuesque de Bourges soustenue nouvelle, disant que pour raison de ce en estoit procez pendant à la cour, auquel ne deuoit estre preiudicié, les par ties sur ce ouyes & les aduocat & procureur du Roy, ordonnasmes que ledit article seroit leu & publié pour coustume ancienne, sans preiudice toutes-fois dudit proces pretendu par ledit archeuesque. Et pourra ledit archeuesque bailler sa requeste sur ce à la cour dedas la S. An dré pour tour delaiz sans autre forclusion, pour par elle en estre ordoné come elle verra estre à faire par raison.

Et de laditte rubriche, le premier article est nouuelle coustume.

Et de la rubriche, Quelles choses sont reputees meubles. Le second article est nouvelle, in terpretative de l'ancienne. Et le cinquieme est nouvelle, depuis ces motz. [Toutef-fois &c.] aussi interpretative de l'ancienne.

Et de la rubriche des fiefz.le xj.article a esté debatu & contredit par les gens des premier & second estat, disant que la generale coustume estoit contraire. Et le procureur du Roy audit lieu d'Ysoudun auroit soustenu la coustume generale, & qu'elle se praticquoit à Ysoudun, quant

quant aux deuoirs deuz au Roy. Les manans & habitans dudit Yfoudun foustenans laditte coustume estre ancienne, selon qu'elle est contenuë auditarticle. Ouys les gés des trois estats & officiers du Roy, Auons ordonné que sans preiudice du dire des dessustitus, l'article demoureroit redigé publié, sans toutes-fois par ce des roger aucunement aux droits du Roy, à la iouissance & possession dudit seigneur, & semblablement sans preiudice des droits des seigneurs subalternes, si aucun leur eu compete & appartient, soit par droit constitué, pactionné, deuement recogneu ou suffisamment prescript, n'à leurs bonnes & iustes possessions d'iceux, s'aucunes en ont, ne pareillement des oppositions formees par les dessustits, & dire au contrai re desdits d'Ysoudun, qu'ils bailleront respectiuement & tout ce que bon leur semblera, dedans la saint André pour tous delaiz, sans autre forclusion, pour leur faire droit, ou à nostre rap

port par la cour.

Sur le xij article de laditte rubriche des fiefs, les gens dés premier & fecod estats ont difcordé ledit article, disans qu'il y-a obmission audit article, entant qu'il n'est faite mention des femmes mariees. Et que les maris à cause de leursdittes semmes doiuent rachapt pour raison des siefs qui aduiennent à leurs femmes en ligne directe. Côme aussi accordemens ou lots & ventes à cause des heritages qui aduiennent à leurs semmes tenus en censsue, ainsi que plus amplement est contenu au vij. & viij. articles de l'ancien coustumier, en la rubriche des siess & cens, soustenans que c'est coustume ancienne gardee & obseruee inuiolablement iusques à present, offrant icelle deuëment verifier, nous requerans y estre adiousté, que les maris sont, estoient & seront tenus payer les rachat & accordemens, ou lots & ventes des heritages qui escherrot au parauant ledit mariage ou depuis:le tout selon qu'il est couché audits sept & huitieme articles dudit pretédu ancien coustumier: ce qui auroit esté empesche par le tiers estat Sur ce ouys les aduocat & procureur du Roy, auon s'ordonné que les gens des premier & second estat, mettroient par deuers nous l'ancien coustumier & tout ce que bon leur sembleroit. Et le tiers estat au contraire, ce que bon luy sembleroit, dedans la saint André pour tous delaiz & fans autre forclusion, pour en estre fait nostre rapport à la cour, auant que lesdittes coustumes soyent enregistrees & emologuees par laditte cour. Et cependant pourroient lesdits estats informer de laditte coustume & de leurs dire & alleguez par le lieutenant general du baillif de Berry, prins auec luy pour adioint maistre Iehan des fosses, lieutenant audit Ysou dun. Et pourront lesdittes parties produire les tesmoins qu'elles nommeront. Et leur declarasmes que cependant nous n'entendions preiudicier au droit du Roy, n'à sa iouissance & possession, n'aux seigneurs subalternes qui pretendoiét semblable droit leur appartenir par droit constitué, prescript ou autre moyen vallable, n'à leurs bonnes & iustes possessions & saisines l'aucunes en auoient.

Et le xvij.article de laditte rubriche des fiefs a esté discordé par les gens du premier estat, disans que par ledit article y auoit alienation & mutation de seigneurie. Et par ce estoit deu ra chat de l'acquisition saite par le frere de la portion de sa sœur. Sur ce ordonnasmes & de leur vouloir & consentement qu'audit article seroient adioustez ces mots. [Pourueu qu'il n'y eust eu partage au precedent lesdittes renonciation & cession,] moyennant laquelle limitation & declaration, les ditz estats accorderent le contenu audit article.

Sur le xx.article de laditte rubriche des fiefs, qui est coustume ancienne, Lesdits de la sainte chappelle, seigneurs & baros de Graçay, ont maintenu la coustume estre audit lieu de Graçay, que les vassaux sont tenus les chercher à dix lieuës distant du sief dominant, comme au lieu de Bourges. Iceux ouys ordonnasmes que ledit article demoureroit arresté sans preiudice de la coustume par eux pretendue audit lieu, qui seroit mise és coustumes locales selon la verification d'icelle.

Sur le xxx.article de laditte rubriche des fiefz ancienne & nouuelle, quat au temps, Les gés du premier & second estat eussent requis que peine sust apposee contre le vassal, s'il n'exhibe dedans le temps de xl.iours, comme verrions estre à faire. Ordonasmes que sans preiudice de leurdit requisitoire, ledit article demoureroit publié. Et à eux permis de bailler leurditte requeste à la cour, auant l'emologation desdittes coustumes, pour en ordonner par elle quant à laditte adiection du pere ainsi qu'il appartiendroit par raison.

Sur le xlj.article de laditte rubriche des fiefs, pretendue ancienne par les second & tiers estats, & par le premier, nouvelle, a esté requis par les gens du premier estat qu'il sust adiousté en la sin d'iceluy article, que les siefz compermutez sussent de mesme valeur: à tout le moins que la diminution de l'vn à raison de l'autre ne sust notable. Sur ce ordonnasmes que sans

Digitized by Google

Qqij.

Proces verbal des Coustumes

preiudice de leur requisitoire ledit article demoureroit redigé. Et pourroient bailler leur requeste à nous ou à la cour auant l'emologation ou enregistrement d'icelle coustume à laditte

cour:pour en ordonner par elle ainsi qu'il appartiendra par raison.

Les lij.liij. & lv. articles de laditte rubriche des fiefs pretendus contenir ancienne coustume par les gens du second & tiers estats: & nouvelle par les gens du premier estat: ont esté discordez par les gens dudit premier estat, & se sont opposez à ce que laditte coustume soit redigee & publiec. Surquoy sur par nous ordonné que ledit premier estat bailleroit par escrit leurditte opposition, & mettroyent par deuers nous tout ce que bon leur sembleroit dedans la saint André pour toutes presixions & delaiz, & sans autre forclusion, pour en estre fait nostre rapport à la cour, pour par elle sur ce ordonner ce que de raison auant qu'estre procedé par elle à l'enregistrement & emologation desdittes coustumes.

Et les vij. & xxx.articles de laditte rubriche des fiess sont coustumes nouuelles, quant au

temps.

Et le lj.article de laditte rubriche est coustume nouuelle, suppletiue & declaratiue de l'an-

cienne.

Les quatre & cinq-iemes articles de la rubriche des cens, maintenus coustumes anciennes par ceux d'Ysoudun, & de Dun le Roy respectiuement, & par les gens des premier & second estats, maintenus nouvelles, ont esté discordez par les gens des premier & second estats, sous seles la ditte coustume estre telle que la generalle. Sur ce les advocat & procureur du Roy & receueur du dommaine de Berry ouys, aurions ordonné que les parties informeroyent deuëment dedás la saint André pour tous delaiz, & sans autre forclusion sur laditte coustume, pour ce fait en estre ordonné par nous ou à nostre rapport par la cour ainsi que de raison, auant qu'estre procedé par elle à l'emologation & enregistrement desdittes coustumes.

Sur le huit-ieme article de laditte rubriche de cens, qui est coustume ancienne, les gens du premier estat requirent qu'il sust adiousté audit article, pourueu que la ditte faute ne sust geminee, comme dessus est dit. Sur ce leur reservasmes faire droit auant l'enregistrement des dit tes coustumes à nostre rapport par la cour. Et neantmoins demoureroit le dit article leu & pu

blié, sans preiudice, comme dit est, de laditte requeste.

Le x article de laditte rubriche, qui est ancienne coustume, sut discordé par les ges du premier & second estat, pour le regard des maris qui dient deuoir à cause de leurs semmes. Aussi fut par eux discordé l'exception contenue audit article, Sur ce ouys les gens du tiers estat, sut par nous ordonné que les dittes parties informeroient, ainsi qu'il est dessus par nous ordonné en la rubriche des siess.

L'vnziesme article de laditte rubrice des cens, ancienne coustume, sut discordé par les gens du second estat, où par le moyen de la generalité dudit article y seroit comprins l'vsus-fruit du mary, constant le mariage, ordonnasmes que sans preiudice de leur dire, & d'y faire droit ou à nostre rapport par la cour, auant qu'estre procedé par elle à l'emologation & enregistrement

desdittes coustumes, ledit article demoureroit redigé.

Sur le xx.article de laditte rubriche des cens, coustume ancienne & nouuelle pour le téps, requirét les premier & second estats, que peine sust apposee à faute d'exhiber & mostrer dedans ledit temps, & iusques à ce qu'il ait remostré & exhibé au seigneur ledit temps ne court, ordonnasmes que sans preiudice de laditte requeste, l'article demoureroit redigé & publié, leur reservant d'y faire droit par nous ou à nostre rapport par la cour.

Sur le vingt deux-ieme article de laditte rubriche qui est coustume nouvelle declaratiue de l'article precedent, les gens du second estat requirent, que la reduction dudit article sust sans prejudice des mesures & droits des seigneurs subalternes, que leur ordonnasmes insques à ce

qu'autrement en seroit ordonné.

Le xxiiij.article de laditte rubriche des cés & vétes qui est coustume nouuelle, sut discordé par les gens du premier estat en ces mots. [Et serot toutes rentes costituees cy apres rachetables,] & s'opposerent à la reduction d'icelle quat à ce. Surquoy ordonasmes que dedas la S. An dré pour tous delaiz & sans autre forclusion, ils pouroyét laisser leurs dittes causes d'oppositio, & tout ce que bon leur sembleroit pour leur estre fait droit par nous, ou par la cour à nostre rapport, auant qu'estre procedé par elle à l'emologation & enregistrement desdittes cou stumes.

Le xxx. article de laditte rubriche qui est coustume nouuelle, sut discordé par les gens du premier estat, & à iceluy s'opposerent, soustenas que les accordemés, lots, & ventes & autres droits



droits sont deuz pour raison du contenu audit article. Ordonnasmes que serions nostre rapport à la court d'icelle opposition qu'ils bailleroient par escrit, & tout ce que bon leur sembleroit par deuers nous dedans la saint André pour tous delaiz & sans aucune forclusion, pour y estre sait droit auant qu'estre procedé par elle à l'emologation & enregistrement desdittes coustumes.

Le xxxiij.article de ladite rubriche des cens & rentes, qui est coustume nouuelle, sust discordé par les gens des premier & second estats, & par ledit maistre Pierre chambellan, vicomte du Perou, & à icelle l'opposerent, Ordonnasmes qu'ils bailleroient leurs causes d'opposition, & mettroient ce que bon leur sembleroit par deuers nous de dans la saint André pour tous delaiz sans autre forclusion, pour y estre par nous fait droit, ou par la cour à nostre rapport, auant qu'estre procedé par elle à l'emologation & enregistrement desdittes coustumes: & au surplus declarasmes aux gens du premier estat que n'entendions par la reduction dudit article desroger au droit par eux pretendu pour le regard des constitutions des rentes saittes pour les fondatios du feruice diuin, depuis ledit temps, & qu'ils demoureroiet en leurs droits, ainsi que iustement ils en ont iouy par cy deuant:& aussi quant aux rentes d'autre qualité, s'elles ont esté deuëmeut admorties, & à la publication & lecture des articles de laditte rubriche de cens & rentes, les habitans de Crozon par ledit de Laubier formerent opposition à la coustume generale du payement des lots & ventes, droit de retenue & droit de cens pretendus par la dame de Cluys dessous, soustenans que desdits droits ils sont francs & exempts ensemble leurs heritages, ou à tout le moins qu'il fust mis sur les articles faisans de ce mention sans preiudice de leur exemptió & priuilege, & par la dame de Cluys dessous par ledit André sondit procureur, eust esté dit & soustenu le contraire. Ordonnasmes que lesdits opposans feroiet apparoir dudit prinilege, pour iceluy veu, ordonner ce que de raison. Et que neantmoins cependant lesdits articles demoureroient ainsi redigez & publiez sans preiudice de leurdit priuilege & droit d'exemption. Et en faisant par eux deuëment apparoir dedans la saint André pour toutes prefixions & delaiz,& fans autre forclusion. Et par les gens du tiers estat nous sut remonstré que tous heritages estoient francs & allodiaux f'il n'apparoissoit du cotraire, & que de ce ils auoient iouy immemo riallement, nous requerans en rediger article fous laditte rubriche, Ordonnasmes qu'ils informeroyét de leur dire par forme de turbe par ledit lieutenat general, prins adioint ledit Pelorde, au siege & ressort de Bourges, & au siege d'Ysoudun par le lieutenant du baillif,prins adioint & mettroyent par deuers nous tout ce que bon leur fembleroit dedans la saint André pour tous delaiz sans autre forclusion. Et seroit le tout communicqué au procureur general du Roy, pour dire de sa part ce que bon luy semblera. Et luy ouy, faire par nous ou par la cour à nostre rapport droit sur ce, ainsi qu'il appartiendra par raison. Et que cependant ledit article de laditte pretendue coustume, ne seroit par nous redigé iusques à ce qu'autrement en auroit esté ordonné par laditte cour.

Et de laditte rubriche des cens & rentes le xxv.xxvj.xxx.xxxiij. & xxxiiij. articles sont coustumes nouuelles. Et le xx. nouuelle pour temps y mentionné xxj. xxiij. xxiij. xxiiij. xxvij. aussi

nouvelles declaratives des autres articles precedens.

Et de la rubriche des donations le ix article fut discordé par les gens du second estat seulement, Ordonnasmes que sans presudice de leur discord & remonstrances (attendu que les deux autres estats l'accordent) pour la instification de laquelle remonstrance ils pourroient bailler par escrit & mettre par deuers nous tout ce que bon leur semblera, dedans la saint André pour leur saire par nous droit, ou à nostre rapport par la cour auant l'emologation & enregistrement desdittes coustumes, que ledit article demoureroit redigé insques à ce qu'autrement en soit ordonné.

Les iiij.v.viij.& ix articles de laditte rubriche, sont coustumes nouuelles.

Et de la rubriche des mariages, douaires, societez & communautez.

Le quatriesme article est coustume nouvelle, limitative de l'article precedent.

Le cinquiesme est en partie nouuelle coustume, limitatiue & declaratiue de l'ancienne.

Le sixiesme est coustume nouuelle quant à l'exception, declaratiue de l'ancienne.

Les xv.xvj.xvij.& xviij.sont coustumes nouuelles. Et le xx.est nouuelle, ampliatiue, de l'an cienne.

Et les xxiij. & xxiiij. sont coustumes nouuelles, declaratiues comme dessus.

De la rubriche des executions, cryees, & subhastatiós, &c. Sur les premier. vij. x. xj. qui sont constumes nouuelles xv. xvj. xxiij. xxvij. xxxiix, lxiiij. & lxix. articles qui sont de droit, nous sut

Qq iij.

Proces verbal des Coustumes

requis par les gens du premier estat, qu'apres ce mot, [detteur, encherisseur,] ou autres mots semblables qui se peuvent referer aux personnes ecclesiastiques, sont mis ces mots, [Personnes executables.] Ausquels declarasmes que toutes dispositions de droit ou coustume, s'enten dent & doiuent entendre pour le regard des personnes capables actiuement & passiuement, & qu'ainsi nous l'auions entendu & entendons. Et d'auantage sut requis par lesdits gens du premier estat qu'audit dixiesme article de laditte rubriche des executios, apres ces mots, [Iu ges royaux,] sussent mis ces mots, [Et autres iuges subalternes chacun en son destroit.] Ausquels declarasmes qu'il y seroit par nous pourueu à leur demonstrance, en maniere que par la redaction dudit article ne leur seroit porté aucun preiudicie, ainsi que depuis a esté par nous sait en la presence de leur aduocat, & d'aucuns de leur deputez.

Et le xxxvj.article de laditte rubriche des executions, qui est coustume nouuelle, fut difcordé par les gens du premier estat de la ville de Bourges, en ce que la cognoissance des louages des maisons est baillee aux iuges ordinaires, & maire & escheuins, & ont requis qu'en leur destroit de leur iurisdiction ils ayent la cognoissance entierement du contenu audit article prinatinement à l'encontre des autres officiers. Ordonnasmes que sans preiudice de laditte re queste qu'ils pourroient bailler par escrit, & tout ce que bon leur sembleroit dedans la saint André pour tous delaiz, sans autre forclusion, pour y estre fait par nous droit, ou à nostre rap port par la cour, & sans prejudice de leur iurisdition, ledit article demoureroit redigé. Et les gens du secod estat eussent discordé lesdits .xv.xvj. & xvij. articles de laditte rubriche des executions, soustenant que la discussion des biens meubles deuoit preceder quant aux executables en biens meubles, & ainsi auoir tousiours esté obserué & gardé audit bailliage, requerant que laditte executió des meubles quat aux executables precedast. Ordónasmes que sans preiudice de laditte requeste que ledit estat pourroit bailler par escrit & mettre par deuers nous tout ce que bon leur sembleroit dedans la saint André pour tous delaiz sans autre forclusion, pour y faire droit, ou à nostre rapport par la cour auant l'emologation & enregistrement defdittes coustumes, lesdits articles demoureroient redigez.

Et le xxiiij. article de laditte rubriche sut discordé par less du second estat, disans qu'vn detteur pouuoit auoir plusieurs meubles, lesquels ils pouuoit ignorer. Et audit cas où il seroit contraint de saire serment, & le feroit, seroit iuré incertainement, & suffiroit seulement la saisie des immeubles. Ordonnasmes que sans preiudice de leur dire & remonstrance, lequel ils pourroyent bailler par escrit, & mettre par deuers nous tout ce que bon leur sembleroit dedas la saint André pour tous delaiz, sans autre forclusion, pour leur saire droit, ou à nostre rapport par la cour auant l'enregistrement & emologation desdittes coustumes, ledit article demoureroit redigé, attendu que les autres deux estats ne l'ont discordé. Et les deux, trois, quatrieme limitatiue & declaratiue de la precedente v. vj. vij. & viji. articles sont nouuelles coustumes.xxxv.xxxviji.l.quant à la prescription du temps seulement est nouuelle coustume. lj. lij. liij. liij. livij. lvij. lviji. lxiiji. lxiiiji. lxv. lxvj. lxvij. lxvij. lxiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxv. lxvj. lxvij. lxviji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxv. lxvj. lxviji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxv. lxvj. lxviji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxv. lxvj. lxviji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxv. lxviji. lxviji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxiiiji. lxv. lxviji.

Le lxxj.article est nouvelle coustume, quant à l'exceptió des commissaires. Les lxxij.lxxiij. lxxiiij. & lxxv.articles sont en partie, quat à la forme, nouvelles coustumes. Et les lxxvj.lxxviij. & lxxxj.articles sont aussi coustumes nouvelles, quant à la forme seulement.

Et la fin de lxxxij.article de laditte rubriche est coustume nouuelle, quat à porter la foy &

Et sur le premier article de la rubriche des droits, prediaux, les gens des premier & second estats remonstrerent & requirent qu'il sustations ét audit article ce que la ditte amende doit estre adiugee au seigneur subalterne, haut iusticier, hors les seigneuries du roy, telles qu'ils ont accoustumé, pourueu qu'elle n'excede soixante sols tournois. Surquoy declarasses que les amendes pretendues par autres que par le Roy demoureroient reduittes à la taxation des amé des du Roy, s'elles excedoient, & les moindres demoureroient aussi ainsi qu'elles estoient au precedent. Et sur le second article de laditte rubriche requirent qu'il sust mis, Es lieux esquels le Roy a iurissicition ordinaire. Et aux autres lieux, aux iurissicitions des seigneurs subalternes, telle qu'ils ont accoustumé auoir, pourueu qu'elle n'excede cinq sols tournois. Ausquels decla rasmes, que par la reduction dudit article n'auions entendu & n'entendions aucunement deroger aux iurissicitions subalternes, n'aux droits d'amende qu'ils ont accoustumé de prendre pour raison de la prinse des bestes saite dedans leur iurissicition & destroit, pourueu toutes fois qu'elle n'excede l'amende que le Roy a accoustumé de prendre.

Le

Le ix.article de laditte rubriche a esté discordé par les gens du second estat, & se sont opposez à iceluy disans qu'ils ont accoustumé aller chasser esdittes vignes, & les gens des premier & second estats ont soustenu& accordé ledit article, & requis la publication & emologation d'iceluy. Ordonnasmes que lesdits du second estat bailleroient leurs causes d'opposition, & tout ce que bon leur sembleroit dedans la saint André pour toutes presixions & delaiz, & sans autre forclusion, pour à nostre rapport leur saire droit par la court ainsi qu'elle verra estre à faire auant l'enregistrement de laditte coustume.

Sur l'article xviij. de laditte rubriche, les prieur & chapitre de saint Vrsin declairerent que par sentence ils auoient obtenu suyte de disme en la dismerie du chasteau, à cause des personnes parrochiennes des parroisses de saint Vrsin, & saint Iea des champs, & eussent requis que la reduction dudit article sut sans preiudice de leurdit droit de suyte. Sur-ce declarasses que la reduction dudit article seroit sans preiudice dudit droit de suyte, si aucunes en auoient. Et outre sur le xviij. article, les gens du second està requirent, qu'audit article sust adioussé, que suyte de disme n'auoit lieu quand aucun labouroit d'autres cheuaux que des siens, mesmemét à pris d'argent: Car bourse n'auoit suyte, qui estoit coustume ancienne. Ordonasses que sans preiudice de laditte requeste, laquelle les dits du second estat pourroient bailler par escrit & mettre par deuers nous tout ce que bon leur sembleroit dedans la saint André, pour toutes presixions delaiz, pour y faire par nous droit, ou à nostre rapport par la cour auat l'emologation & enregistrement des dittes coustumes, le ditarticle demoureroit ce pendat redigé, iusques à ce qu'autrement en seroit ordonné.

Sur le xxv.article de laditte rubriche, les gens du premier estat requirent que la disme sus declaree, à raison de xiij. gerbes l'vne. Et que les deux articles xiiij. & xv. de l'ancië coustumier, saisant mention que le disme des lanages & charnages sust payé és dismeries, esquelles les bestes ont esté hyuernees, pour les fraudes que lon y commet chacun iour, en amenat les bestes en autre lieu, sur le temps qu'il saut dismer. Ordonnasmes que sans preiudice de laditte requeste, qu'ils pourroient bailler par escrit, & tout ce que leur sembleroit, qu'ils mettroient par deuers nous dedans la saint André pour tous delaiz sans autre forclusion, pour y saire droit par nous, ou par laditte cour à nostre rapport, auant qu'estre procedé par elle, à l'enregistrement & emologation desdittes Coustumes, les dits articles demoureroient redigez. Et le six-ieme article de laditte rubriche, est coustume nouvelle quant à la prorogation du

Les vingt-quatrieme & vingtsix-ieme articles de laditte rubriche sont coustumes nouvel-

Sur le trezieme article de la rubriche des seruitudes reelles, ledit du Ban present a requis que la reduction dudit article sust sans presudice des proces qui sont pour raison du semblable de l'article, & pour raison des veuës qui sont dessa faites, pour lesquelles se pourroient ensuy-uir proces, declarasmes sur-ce que par la reduction dudit article, n'entendions presudicier au proces & dire dudit du Ban par luy alleguez, & le sept-ieme article de laditte rubriche, est coustume nouuelle quant au gaing des fruits. Et les xxj.xxij.xxiij. & xxiiij. articles de laditte rubriche, sont coustumes nouuelles.

Sur les premier & neuf-ieme articles de la rubriche des prescriptions. Les gens du premier estat requirent que les dits articles continsent exception à l'esgard de l'eglise & patrimoine d'icelle, que prescription ne courroit contr'elle, que par le temps de quarante ans, ainsi que de droit, & se seroit opposez à ce que la prescription de trente ans eust lieu contre l'eglise & patrimoine d'icelle. Sur-quoy ouyz les gens du Roy, & des second & tiers estats, ordonnasmes qu'ils bailleroient leurditte opposition, & tout ce que bon leur sembleroit dedans la saint André pour toutes presixions, & sans autre forclusion, pour leur faire droit sur icelle ou à nostre rapport par la cour, auant l'emologation & enregistrement des dittes coustumes.

Ét le xxiiij article de laditte rubriche est coustume nouuelle, & nous sust requis par les gés du second estat qu'il sut sait article en la rubriche de la retenuë, contenant que la permutation en laquelle le retour de bourse preponderé n'est censee permutation, ains vendition, & est subiette à retrait: Ordonnasmes qu'ils mettroient par deuers nous leur requeste, & tout ce que bon leur sembleroit dedans la saint André, pour tous delaiz sans autre forclusió, pour leur faire droit, ou à nostre rapport par la cour.

Le quatrieme article de la rubriche de la retenuë a esté discordé par les gens du premier e-stat,& s'y sont opposez, disans qu'ils ont droit de retenuë, duquel ils offrent faire apparoir, tat

Digitized by Google

Qq iiij

Proces verbal des coustumes

par sentence que l'arrest sur-ce interuenuz. Et les gens des second & tiers estat ont soustenu le contraire. Et requirent que les dits du premier estat declarent la cause pour laquelle ils prennent deux sols pour liure, attendu que les laiz n'en prenoient que vingt deniers. Lesquels du premier estat dirent qu'ils le declareroient en temps & lieu. Ordonnasmes qu'ils bailleroient seur opposition, & mettroient tout ce que bon leur sembleroit par deuers nous, ded sa la saint André pour tous delaiz, sans autre forclusion, pour leur faire droit par nous sur icelle, ou à nostre rapport par la cour, auant que proceder à l'emologation & enregistrement desdittes coustumes.

Et le premier article de la rubriche de retrait lignager, est nouvelle coustume, quant aux lx.iours.

Le v.article, est nouuelle quant au frere, fils, ou ayant communauté par indiuis. Et quat à la prorogation du temps qui est de xiiij. iours par l'ancienne coustume.

Et le vingt-cinq-ieme article de laditte rubriche, est coustume nouuelle, quant aux temps

& forme.

Le xxvj.article de laditte rubriche de retrait lignager, est nouuelle coustume, pour le prof-

fit de six pour cent.

Sur les ij. & iij. articles de laditte rubriche des moulin's, musniers, riuieres & estangs, sut remonstré par lesdits de la sainte chappelle, qu'en leur baronie de Graçay est prohibé & desendu faire moulins à eauë ou à vent, estangs, colombiers & garennes, sans leur permission. Et à ceste cause requirent que la reduction dudit article sut sans prejudice de leurs dits droits, ensemble de leurs moulins baniers qu'ils ont és fauxbourgs de la ville de Bourges. Declarasmes que n'entendios preiudicier ausdits droits & iouissance, où ils seroyet prescripts, constituez ou deuëment recognuz, ou à eux appartenans par autre moyen valable. Et le premier estat requist que l'article second de laditte rubriche des moulins & musniers, &c. fust rayé, pour-ce que c'estoit coustume nouuelle. Et ou voudrions passer outre, s'y opposoient. Ordonnasmes qu'ils bailleroient leurditte opposition par escrit, & tout ce que bon leur sembleroit, dedans la saint André pour toutes prefixions & delaiz, & sans autre sorclusion, pour leur faire droit par nous sur icelle, ou à nostre rapport par laditte cour auant l'emologatio & enregistrement desdittes coustumes. Et les gens du second estat discorderent lesdits premier, deux-ieme & troisieme articles de laditte rubriche des moulins. Par-ce que plusieurs seigneurs iusticiers auosent vsé du cotraire par téps immemorial. Sur-ce ordonnasmes que sans prejudice de leur dire, que ils bailleroient par escrit tout ce que bon leur sembleroit, dedans la saint André par tous delaiz pour y faire droit, ou à nostre rapport par la cour, auant l'emologation & enregistrement desdittes coustumes, lesdits articles demoureroient ce pendant redigez, iusques à ce qu'autremét en soit ordonné sans desrogation, comme dit est, de leurs droits.

Sur le x. & xj. articles de la rubriche des testamés, le premier estat nous requist que ces mots de court laye contenus esdits articles soyent rayez, pour raison de l'ancienne coustume estant au cotraire, par laquelle les notaires d'eglise ont accoustumé receuoir les testamens, & sont telle preuue & soy que s'ils estoient receuz par autre notaire. Ordonnasmes qu'ils bailleroient leur requeste par escrit: laquelle ils mettroient par deuers nous, & tout ce que bo leur semble-roit, dedans la saint André pour tous delaiz sans autre sorclusion. Et que sans preiudice de laditte requeste, & saus d'y faire droit par nous auant l'emologation & enregistrement desdittes coustumes, ou par la cour à nostre rapport, ledit article demourera ce pendant redigé iusques

à ce qu'autrement en soit ordonné.

Et le premier article de laditte rubriche des testamens, est nouuelle coustume quant à l'aage seulement.

Le cinq-ieme article est nouvelle coustume quant à la restitution, iusques à la moyié.

Le vij. article est nouuelle coustume quant au saississemét, pour le regard des heritiers testamentaires: qui ne sont habilles de succeder ab intestat.

Les viij.ix.xj.xviij.& xxij.articles, sont nouuelles coustumes. Et le xx. article de laditte ru-

briche, est nouuelle, quant à la forme.

Et le xxxxviij.article de la rubriche des successions ab intestat, sut discordé par les gens du second estat. Ordonnasmes qu'ils bailleroient leurs causes d'opposition, & tout ce que bo leur sembleroit, dedans la saint André pour tous delaiz sans autre forclusion, pour leur faire droit, ou à nostre rapport par la cour auant qu'estre procedé par elle à l'emologation & enregistre-

ment desdittes coustumes.

Et le quatrieme article de laditte rubriche, est coustume quant au gaing de l'vsus-fruit des acquests.

Les v.xxj.& xxxvij.articles, sont nouuelles coustumes.

Et les x.xj.xij.xiij.xiiij.xv.xviij.xix.& xx.articles de laditte rubriche, pour partie de la forme sont nouuelles coustumes.

Le xxviij.article,est coustume nouuelle.

Et le xxxviij.article, est coustume nouuelle quant à la restriction de la disposition de la tier-

Et le xxx.iour desdits moys & an, apres que sur aucuns des dire & remonstrances à nous faites par lesdits du premier, second & tiers estats, nous eussions adiousté, corrigé, augmenté & diminué en aucuns desdits articles, ainsi qu'il est à plain contenu audit cayer coustumier. En la presence du conseil desdits estats & d'aucuns de leurs deputez, auons demandé aux esseuz & deputez desdits trois estats, & plusieurs autres desdits estats comparans par-deuant nous en bon & grand nombre, si lesdittes coustumes par nous redigees & publices estoient bones, deuës & valables.Les accordoient, & estoient d'aduis qu'elles demourassent ainsi arrestees & publices, pour estre emologuees & enregistrees en laditte cour. Nous eussent dit & declaré que lesdittes coustumes par nous redigees, estoient bonnes & raisonnables, & icelles accordoient, fauf & referué les articles discordez, sur lesquels ils auoient formé opposition, & sur les autres sur lesquels ils auoient fait leurs requestes & remonstrances. Eussions remonstré à l'estat de l'eglise & de noblesse & aussi à l'estat populaire, qu'attendu que la reduction par escrit & reformation desdittes coustumes concernoient esgallement le profit & vtilité de chacun desdits estats, qu'il n'estoit raisonnable que le populaire portast le tout, & qu'en verité, droi-Aure & conscience, ils estoient tenus de contribuer aux fraiz & mises, de la reduction desdittes coustumes, & qu'ils y aduisassent ensemble pour nous en faire response, lesquels accorderent eux assembler pour en deliberer,& depuis aucuns des deputez de l'estat de l'eglise nous rapportent qu'ils auoient esté assemblez pour aduiser sur-ce qu'ils leur auoit esté par nous remonstré, & qu'ils n'entendoient contribuer ausdits fraiz, & quant à l'estat de noblesse, aucuns des deputez par ledit estat nous vindrent rapporter qu'ils auoient conferé ensemble, & qu'ils mettroient peine de soulager autant leurs subiets sur-ce qu'ils leur deuoient, & par-ce entendismes qu'ils n'entendoient contribuer ausdits fraiz, bien que nous leur eussions remonstré qu'ils y estoient tenus d'y cotribuer, & laquelle remonstrance leur fust par nous lors reiteree, & pour-ce que n'auions aucune puissance ou commission d'en ordonner, n'auons passé plus auat nous en rapportat, à celuy à qui appartiét en ordoner. Et auos en la preséce desdits de Mor uillierlieutenant general dudit baillif de Berry, Pelorde lieutenat dudit baillif à la coservatoire, Sauzay, preuost de Bourges, du vergieraduocat, & Fraçois chambellan procureur du Roy en Berry, des Fosses, lieuten at dudit bailif audit Ysoudun, & Lore lieuten at dudit baillif audit cocressaut, Bonynlieute nat dudit baillif audit Mehu, Agobert aduocat du Roy audit Ysoudu, Cre nequin & Baraton, aduocatz à Bourges, le Lorrain & Dorsenne aduocatz audit Ysoudun, & par maistre Pierre asselin substitut du procureur du Roy à Mehun sur Yeute & Dorsenne. Et aussi des deputez desdits estats,& plusieurs autres d'iceux estats en grand nombre, fait lire certains articles par nous & aucuns officiers & practiciens dressez, touchant le stile, ordre & forme de proceder, tant à l'instruction que decisson des causes criminelles & ciuiles, selo & ainsi qu'il nous estoit mandé par nostreditte commission, sur lesquels nous furent faites par aucuns desdits estats aucunes remostrances ayant regard ausquelles, corrigeasmes aucuns desdits ar-uocatz & practiciés, & come tels par eux foubscrits & signez, ou par la plus part d'iceux : desquels articles aucuns deputez de l'estat de noblesse en requirent auoir la coppie & double:ausquels respodismes qu'il ne nous estoit madé par nostre comission auoir sur-cel'aduis & cosen temét des trois estats. Et neatmoins les auos fait lire en leur presence, pour sçauoir & entédre fils feroient aucunes remonstrances, & y pourueoir ainsi que verrions estre à faire. Et sur-ce qu'il nous a esté par eux remonstré, a esté pourueu & releu en leur presence, & ne l'ont contredit, Neantmoins permettions qu'ils en eussent vn double & coppie: pour nous faire ce pendant que serions de pardelà, ou à la cour, apres que serions de retour en ceste ville de Paris, telles requestes & remonstrances que bon seur sembleroit: & semblable response sut par nous faite à aucuns des deputez du premier estat, & nous retournez en ceste ville de Paris,

Proces verbal des coustumes

nousa estérequis par ledit du Brueil, & Bidaut és nos & come deputez dudit premier estat leur bailler par extraict aucunes rubriche du stile criminel. Ce que leur auons accordé, pour bailler par eux par escrit pardeuers nous dans huitaine telles requestes & remonstrances que bon leur sembleroit, apres qu'ils auront eu la coppie desdits articles: assin d'en saire nostre rapport à la cour, pour par elle en estre ordoné ainsi qu'il apartiédra par raison. En tesmoin de ce nous auons signé ce proces verbal.

Ainsi signé, P.Lizet, & P.Mathé.

VEV par la cour le liure des coustumes generalles des pays & Duché de Berry, tant de la ville & septaine de Bourges, que des autres villes & lieux dudit pays & Duché, redigees& rapportees en laditte cour, par maistre Pierre Lizet premier president, & Pierre Mathé confeiller en icelle cour, suiuant les lettres patentes du Roy à eux addressees, pour la reduction & reformation desdittes coustumes données à l'abbaye de Vauluysant le vingt-cinq-ieme iour de Mars, L'an mil cinq cens trentehuit. Le proces verbal desdits Lizet & Mathé commissaires, estant en la fin dudit liure coustumier, auquel sont inserees lesdittes lettres de commissió desdits commissaires, autres lettres patentes du Roy addressans à laditte cour. Donnees à Paris le v.iour de Ianuier, mil cinq cens trente-neuf, signees Bayard. Par lesquelles le Roy inclinat à la supplication de la Royne de Nauarre Duchesse de Berry, sa sœur vnicque & desirant les reduction par escrit, & reformation desdittes coustumes au grand bien, prossit, vtilité, repos & tranquillité de ses subiets audit pays & Duché sortir leur effet, & estre inuiolablement gardez & entretenuz, sans aucunement y contreuenir, mandé & enioint à laditte cour que si elle trouuoit lesdittes reductió & reformation desdittes coustumes auoir esté faite selon la forme & reneur de saditte commission & autrement deuëment, ainsi que declaré estoit au narré desdittes lettres:& qu'il n'y eust chose contraire ne desrogant à ses droits, auctoritez, prerogatiues & ordonnances, en ce cas laditte cour procedast à l'emologation & enregistrement desdittes coustumes: non obstant que par lesdittes lettres de commission ne sust mandé specialement ce faire, ainsi & en la forme & maniere que lon a accoustumé par cy deuant proceder à l'emologation & enregistrement des autres coustumes qui ont esté redigees par escrit, & reformees par comissio de luy, ou de ses antecesseurs. Lesquelles coustumes qui par laditte cour feroiét ainsi emologuees & enregistrees, il auroit de sa certaine science, plaine puissance & auctorité royal auctorilé. En enioignant à tous ses iuges & autres iuges selő lesdittes coustumes qu'ainsi seroiét par laditte cour emologuees & enregistrees: & leur desendos tresexpressemét d'y cotreuenir, & à tous fubiets qui aurot aucunes causes & proces par deuat ses iuges, ou les inges des seigneurs subalternes dudit pays, d'alleguer autres coustumes que celles qui auroiét esté redigees par les dessudits commissaires, & qui seroient emologuees par laditte cour, & enregistrees en icelle, & d'en faire preuue, sinon par l'extrait dudit liure coustumier, sans ce qu'ils puillent estre receuz pour le regard des proces, esquels les parties n'ont esté appointees contraires,& en enqueste, quant aux coustumes anciennes à en informer par temoins, n'en tous proces à mouuoir cy apres, quat à toutes les coustumes tat ancienes que nouvelles, pour le regard des cas qui aduiendroient depuis la publication d'icelles, voulant que par laditte cour leur fussent faites semblables iniunctions, defenses & inhibitions: nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Et que lesdittes coustumes ne sussent specifices de mot à mot en sessible lettres, & sans prejudice de ses droits, & des oppositions qui par-deuant lesdits commissaires ont esté formees: & ouy sur-ce le procureur general du Roy, & le rapport d'iceux comissaires sur aucunes oppositions formees à la reduction d'aucuns articles desdittes coultumes, ou remonstrances, ou requestes saites sur iceux amplement declarez audit proces verbal. Sur-quoy ils auroient appoincté les parties à mettre par deuers eux, & à en faire leur rapport à laditte cour. Et tout consideré, la cour quant à l'incident formé par deuant les desfusdits commissaires du Roy, qui ont procedé à la reduction & reformation desdittes coustumes generalles dudit pays & Duché de Berry, sur la requeste du procureur du Royau bailliage & Comté de Blois, & messire Iean de la tour cheualier, l'vn des barons de Chasteauroux ioint auec luy, tendans à ce qu'és baronnies, chastellenies & seigneures de Leuroux, la Ruë d'Yndre, saint Gildas, Vineul, Villegongis, Villiers, sief & seigneurie de Chezelles & Treullaut, ne soiet comprin-

comprinses, ains soyent rejettees de l'euocation & comparition faite par deuant iceux commissaires, à la reduction & reformation, arrest & publication desdittes coustumes de la ville & septaine de Bourges, pays & Duché de Berry, comme estans en & au dedans dudit bailliage & comté de Bloys, & tenues & mouuans en plein fief & arriere-fief d'iceluy, tant en dommaine dudit bailliage & comté de Bloys, tenues & mouuantes en plein fief & arriere-fief d'iceluy tant en dommaine, iustice, que ressort de suzeraineté, regies & gouvernees selon les coustumes redigees dudit bailliage & côté d'une part. Et les officiers du Roy & de la Royne de Nauarre, Duchesse de Berry, és sieges & ressort de Bourges & Ysoudun, & Pierre d'aumont aussi l'vn des Barons dudit Chasteauroux ioint auec eux soustenans que lesdits lieux estoient au duché, bailliage & ressort de Berry, d'iceux lieux ressortissoient les appellations pardeuant le baillif de Chasteauroux, & dudit baillif, pardeuant le baillif de Berry au siege & ressort dudit Y foudun, de tel temps qu'il n'estoit memoire du contraire, & estoit laditte baronnie de Chasteauroux tenuë à deuoir en foy & hommage du Roy, à cause de son Duché de Berry d'autre. A ordonné & ordonne qu'auant faire droit diffinitiuement sur ledit incident & fins, ausquelles les parties ont tendu respectiuement, icelles escriront hincinde plus amplemét leurs faits, causes, raisons & moyens dedans vn mois, qui seront respectivement communiquez, pour y respondre à la quinzaine ensuyuant, & dedans deux moys après informeront respectivement de leurs faits, tat par lettres que par tesmoins, pour ce fait & rapporté par deuers laditte cour, faire droit diffinitiuement fur ledit incident,& fins contenuz en iceluy,ainfi qu'il appartiendra par raison. Et entant que touche le dire des doyen, chanoynes & chapitre de l'eglise de Bourges, pour leurs terres & seigneuries de Beaulieu sur Loyre, Buy, Sury en vaux, Chauenoil, & Dampierre.Du comte de Sancerre pour son comté, de dame Marie d'Albrer, Duchesse de Neuers, pour ses chastellenies de la Chappelle, les Ays, Argent & Clemon, de Messire Robert stuart cheualier de l'ordre du Roy, son coseiller & chabellan ordinaire, capitaine de la garde de son corps, seigneur d'Aubigny, du Crotel, & de Chappellotte, tant pour luy que pour les habitans desdittes terres ses subiets.De messire François de Chazeron,cheualier,baron & seigneur de Montfaucon, tant pour luy que ses vassaux, marrans & habitans de laditte ville de Montfaucon ses subiets. Disans tous respectiuement, que lesdits comté, seigneuries & chastellenies estoient regies & gouvernees selon les coustumes de Lorris, redigees & arrestees au lieu de Montargis en l'an mil cinq cenq trente-vn. Auquel lieu ils auroient esté appellez & co paru, à raison dequoy n'auoit peu ne deu estre appellez à la reduction desdittes coustumes de Berry, esquelles ils n'entendoient aucunement leursdittes terres & seigneuries estre comprin ses, regies & gouvernees. Et devoient estre licentiez de laditte euocation, soustenans les officiers du Roy en Berry, & l'aduocat de laditte ville de Bourges au contraire, & que les comté, lieux & seigneuries dessussaires de l'usaires estoient en & au-dedans du Duché & bailliage de Berry, non aucunement subiets ne iusticiables du ressort de Lorris ou Montargis. Pareillement quant au dire des religieux, abbé & conuent de Lorris, des prieur, chanoine & chapitre de Sancergue, la communauté des vicaires de l'eglise parrochialle de Sacerre, de Toussaintz, du Mesnilsimon, dame de Morogues en partie. De Loys de Courtenay, seigneur en partie dudit Morogues d'Estiennette Escoriol dame de Vauuerdon, des seigneurs de la grange Estenart, du seigneur de Precy, du seigneur de Cloyes, des seigneurs Dauort, du seigneur de Vallieres, de Iacquette deBans, dame de Chauuenay, des roches & Briou de seines, du seigneur de Sury és bois, des seigneurs de Iars, du seigneur de la Roche chaudery, du seigneur de Blancafort, de la dame d'Ierry, du seigneur de Briou le formeray, de seigneur de Sens, Neully, Cartier rogier, & Beauieu. Du seigneur de Charentonne Autry la ville & Cernoy, Des gouuerneurs de la ville de Sancerre, des habitans de la parroisse de Beaulieu, des habitans d'Aubigny sur Nerre. Des gouuerneurs de la chappelle d'Angillon, des manans & habitans des parroisses ds Chaueniol sury en vaux, Buy, sainte Iame, Boucard: & Motoux. Tous lesquels ont dit & declaré que leursdittes, terres lieux, iustices & seigneuries respectiuement estoient regies & gouvernees selon lesdittes coustumes de Lorriz: & qu'ils entendoient estre regies par icelles & non par autres.

Laditte cour a aussi ordonné & ordonne qu'auant que faire droit dissinitiuement sur la cotrouerse, disserent & sins ausquelles les parties ont tendu respectiuement: celles qui tendent estre de laditte coustume de Lorris escrirot plus amplement leurs saits qui seront communiquez aux officiers du Roy & de la Royne de Nauarre, Duchesse de Berry. Et aux manans & ha bitas tant de laditte ville & septaine de Bourges, que de ceux d'Ysoudun, pour y respodre dedans vn mois. Et de quinzaine en quinzaine apres, baillerot replicques & duplicques: & deux

Proces verbal des coustumes

moys ensuyuans apres informeront de leurs faits respectiuement, tant par lettres que par telmoins: pour ce fait & rapporté par deuers laditte cour, faire droit dissinitiuement sur lesdits different, controuerse & sins, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Et au regard de l'opposition formee par les eglises cathedrales de Bourges, & sainte chapelpelle du Palais dudit Bourges, ensemble par le second estat dudit pays & Duché de Berry, à la reduction, publication & emologation du premier article de la rubriche de l'estat & qualité

des personnes, qui est ancienne coustume, dont la teneur s'ensuyt.

Les manans & habitás de la ville & septaine de Bourges premiere & capitale du Duché de Berry, par l'ancienne coustume sont libres & de franche condition, non subiets à aucus droits & deuoirs, deuz & procedans à cause d'estat ou qu'alité seruile, soit par droit de suyte, ou autre maniere quelconque. Soustenans lesdits de l'eglise cathedrale de Bourges, & sainte chappelle leur opposition, ou lon voudroit comprendre audit article les biens de leurs gens serss, qu'ils auoient au temps de leur retraite en laditte ville de Bourges, & en la septaine, tant pour le regard des biens que des personnes de leurs par eux pretenduz serfs. Sur lesquelles personnes & biés desdits pretenduz serfz, ils pretendent auoir suyte. Et le secod estat le semblable, quat à la septaine seulement. I celle cour a pareillement ordonné & ordonne qu'auant que proceder à l'emologation dudit article, les dits opposans, suyuat ce qui a esté ordoné par les dessusdits comissaires, bailleront leurs causes d'opposition par escrit dedans quinzaine, qui seront communiquees ausdits officiers du Roy, & de la Royne de Nauarre Duchesse de Berry, ensemble aux manans & habitans de laditte ville & septaine de Bourges, & autres y ayans interest pour y res pondre, le tout dedans vn mois, & de quinzaine en quinzaine apres, bailleront replicques & dupliques, si bon leur semble. Et à deux mois ensuivans, informeront tant par lettres que par telmoins de leurs faits, super modo vtédi. Pour ce fait & rapporté pardeuers laditte cour, estre fait droit diffinitiuement sur lesdittes causes d'opposition, ainsi qu'il appartiendra par raison. Et quant à l'opposition formee par les dessussités, ensemble par les prieur, chanoines & chapitre de faint Laurien de Vastan, à la reduction, publication & emologation du second article de laditte rubriche, qui est ancien, tel qu'il s'ensuyt.

Semblable coustume ont les manans & habitas des villes & chastel d'Ysoudun, ville & septaine de Dun le Roy, Mehun sur Yeure, Vierzon, & du lieu de Concressaut. Pretendas lesdits opposans auoir droit de suyte, tant des personnes que des biens de leurs gens sersz és villes, septaines & ressort respectivement mentionnez audit article. A ordonné & ordonne laditte coursemblablement, que les parties escriront hincinde, plus amplement leurs faits dedans vn mois: & dedans quinzaine apres respondront respectiuement: & dedans deux mois ensuyuant informeront tant par lettres que par tesmoins de leurs faits, & supermodo vtendi. Pour ce fait & rapporté par deuers laditte cour, leur faire droit ainsi qu'il appartiendra par raison sur laditte opposition. Et entant que touche l'opposition formee par l'archeuesque de Bourges, à la reduction & emologation du xlviij.article de laditte rubriche, De l'estat & qualité de personnes, qui est tel. Les separations des biens entre le mary & la semme & permission de l'administration d'iceux à la femme sans l'auctorité du mary, ne peuuet preiudicier n'auoir effet quant aux creanciers, iusques à ce qu'elles auront esté deuëment insinuees, leuës & publiees & enregistrees en jugement à jour ordinaire de plaidz, pardeuant le juge lay auquel la cognoissance en appartient, quand il est question de separation de biens tant seulement, en ces mots, [par deuant iuge lay, auquel la cognoissance en appartient quand il est question de separation de biens tant seulement.] Soustenant ledit Archeuesque laditte coustume en ce estre nouuelle,& non ancienne:laditte cour sans auoir regard à laditte opposition, dont elle a debouté & deboute ledit Archeuesque, a ordonné que ledit article demourera enregistré come ancien.

Et au regard du second art. de la rubriche des iuges, iugemens & rescisions, espaues, amendes & confiscations, dont la teneur ensuyt: [Toutes-fois en crime de leze maiesté humaine au premier ches, come de conspiration contre la personne du prince, ou son royaume seulemet,] laditte confiscation a & doit auoir lieu, lequel article auroit esté discordé par les gens du secod estat, pardeuant lesdits commissaires, & cussent requis ledit article estre distrait, & que l'ancienne coustume fust gardee. Surquoy auoit esté ordonné par iceux commissaires que ledit article demoureroit redigé, leu & publié, sans preiudice des oppositions que lon voudroit former à iceluy. A laquelle seroient par eux receuz ceux qui la voudroient former dedans le téps à eux presix.

Laditte

Laditte tour a ordoné & ordone qu'iceluy ar. demourera redigé, leu & publié: & sera enregistré come emologué par icelle cour. Et quant au iii, arti. de laditte rubri. qui est tel : Par l'anciene coustume, vsage & observance de la ville & septaine de Bourges, le iugemet des causes criminelles des manas & habitas de laditte ville, saux bourgs & septaine, apres q le proces aura esté induit & mis en estat de iuger par les iuges Royaux des lieux qui en ont la cognoissance, appartiet aux maire, escheuins & bourgeois de laditte ville, iugeas audit cas par & sous l'autho rité du Roy par deuers lesquels le proces est apporté par le iuge royal qui l'a instruit, veu & leu en sa presence par son gressier, & en doit dire le premier son opinion: & aussi y doiuent assister les aduocats & practiciens du siege en competant nombre, pour en dire leur aduis.

Sur lequel ar ont les maite & escheuss, manas & habitas de ladite ville de Bourges, dit qu'outre ceux de la ville & septaine de Bourges le jugemét des estragers leur appartenoit, ainsi qu'il cstoit escrit au cayer de l'anciene coustume, dot ils auoiet iouy immemorialemet requeras ce estre mis & redigé esdittes coustumes, & les manas & habitas de Dun le Roy, eussent dit & requis le semblable. Et d'auatrage qu'ils pouuoiet assister au jugemet des criminels fait par lesdits maire & escheuins de laditte ville de Bourges, soustenas iceux maire & escheuins, manas & ha bitas de Bourges,& de Dû le Roy,qu'il auoiét ce par privilege & anciene coustume:de laquel le ils auoiet tousiours iouy iusques à present. Laditte cour a ordoné & ordone q lesdits maire & escheuins, bourgeois, manas & habitas de laditte ville de Bourges & de Dun le roy, escrirot plus amplemet leurs faits & dedas vn mois, qui serot comuniquez aux officiers du Roy & de la Royne de Nauarre, Duchesse de Berry, pour y respondre à la quinzaine ensuyuant: & de quinzaine en quinzaine apres baillerot replicques & duplicques, si bon leur semble, & deux mois apres ensuyuat informerot respectiuemet de leursfaits, & super modo viedi, tat par lettres que par telmoins, pour ce fait & rapporté par deuers laditte cour, ordonner par elle sur le requisitoire desdits maire & escheuins, bourgeois, manans & habitans de Bourges & de Dun le Roy, ainsi qu'il appartiendra par raison. Et entant que touche le xvj. article de laditte rubriche des iuges, iugemens & incissons, espaues, amendes & confiscations, contenant ce qui s'ensuyt.

[Et à Ysoudun, Mehun, Vierző & Cőcressaut n'y-a pour dessaut améde que de v.s.t.] laditte cour, veu le soustemement & substitut du procureur general du Roy, qui a dit qu'audit Ysoudu y auoit améde de dessaux, sur que le dessaillat ne sust adiourné en sa personne, mais seulement en son domicile bié & deuëment, laquelle estoit de v. s.t. A ordonné & ordone que ledit art. suy-uant ce qui a esté ordoné par les dessussitions comissaires, sera comuniqué au procureur general du Roy, pour-ce dire & requerir pour la conservation du droit du Roy, ce qui appartiendra.

Et au regard du xij.article de la rubriche des fiefs, contenant, [En succession de fief en ligne directe n'est deu aucun droit de rachat au seigneur seodal,& neatmoins est tenu le nouuel vasfal luy aller faire la foy & hommage dedans quarante iours. Et lesdits quarante iours passez, si le vassal ne s'est mis en deuoir comme dessus, le seigneur feodal pourra saissir & exploicter son fief:& fait les fruits siens iusques à ce que le vassal ait fait les foy & hommagre, Jauquel article a esté cotredit par les premier & second estats dudit pays & Duché de Berry, disant qu'il y auoit obmission audit article entant qu'il n'estoit faite mention des femmes mariees. Et que les maris à cause de leursdittes semmes doiuent rachat pour raison des siefs qui aduiennent à leurs femmes en ligne directe, comme aussi accordemens ou lots & ventes, à cause des heritages qui aduiennent à leurs femmes, tenus en censiue, ainsi que plus amplement estoit contenu au vij. & viij. articles de l'ancien coustumier, en la rubriche des fiefs & cens, soustenans que c'estoit coustume ancienne gardee & obseruee inuiolablement iusques à present. Offrans icelle deuëment verifier, requerans y estre adiousté, que les maris sont, estoient & seroient tenus payer les rachats & accordemens ou lots & ventes des heritages qui escherront auparauant le mariage ou depuis, ainsi qu'il est couché ausdits vij. & viij. articles dudit pretedu ancien coustumier. Ce qui auoit esté empesché par le tiers estat. Laditte cour a ordonné & ordonne que suyuant l'appointement des dessussités commissaires, les gens des premier & second estats mettront par deuers elle l'ancien coustumier, & tout ce que bon leur semblera. Et le tiers estat au contraire tout ce que bon luy semblera dedans deux mois pour toutes prefixions & delays,& sans autres forclusions. Et ce pendant pourrot lesdits estats informer de laditte coustume & de leurs dires & alleguez, sans ce pendant prejudicier au droit du Roy n'à sa jouissance & possession, n'aux seigneurs subalternes pretendans semblable droit leur appartenir par droit constitué ou prescrit ou autre moyen valable, n'à leurs bonnes & iustes possessions & saifines si aucunes en ont.

Proces verbal des Coustumes

Séblablement sur le liij.art.de laditte rubri.des siefs contenat ce qui s'ensuyt. [Le seigneur feodal peut contraindre gens d'eglise qui sont de main-morte, come euesques, chapitres, abbez, colleges ou autres gens ecclesiasticques acqueras à l'eglise & autres & au prossit d'icelle aucuns siefs ou heritages césuelz dedans an & iour, à copter du téps de la signification de l'acquisition saite au seigneur seodal ou censuel, à en vuyder leurs mains precisement, & les les an & iour passez les peuvent aussi contraindre à en vuyder leurs mains, ou bailler home viuat & mourant de payer l'indemnité aux choix & election desdits gens ecclesiasticques.]

Le liiij.ar.cotenant ce qui l'ensuyt [Et serot tenus apres l'iniunctio& comandemet à eux fait par le seigneur seodal ou cesuel, satisfaire à ce q dessus dedas l'an apres. Et en dessaut de ce faire dedas ledit téps, pourra ledit seig seodal ou cesuel mettre en sa mas & exploiter le sief ou heritage de luy tenu en cessue, & sera les fruits siens iusques à ce q lesdits ges d'eglise ayet satisfait.]

Le lv.art.contenant ce qui s'ensuyt. [Toutessfois s'il y-a opposition formee par lessits gens d'eglise à laditte mainmise seodalle, par vertu d'icelle demoureront iouyssans pour le regard des seigneurs subalternes: mais non pour le regard du Roy, comme dessus est dit, à la charge toutessois de rendre par lessits gens d'eglise les fruits qu'ils prendront ce pendant audit seigneur seodal ou censuel, ou que ledit seigneur seodal ou censuel eust peu prendre per perceuoir s'il est trouvé en sin de cause leur opposition n'estre valable] Lesquels trois articles pretendus contenir ancienne coustume par les gens du second & tiers estat, & nouvelle par les gens du premier estat, où ont esté discordez par les gens dudit premier estat, & se sont opposez à ce que laditte coustume sust redigee & publice. Laditte cour a ordonné & ordonne que les gens du seront communiquees aux gens du second & tiers estat. Pareillement aux officiers du Roy & de la Royne de Nauarre Duchesse de Berry, pour y respondre le tout dedans vn moys, & de quinzaine en quinzaine apres, bailleront repliques & dupliques, & produirot tout ce que bon leur semblera à six sepmaines apres ensuyuans, pour ce fait, & le tout veu par laditte cour, faire droit sur laditte opposition, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Et au regard des iiij. & v.articles de la rubriche des cens, rentes & hypothecques, & du x. art. d'icelle rubr. cotenant le iiij. art. ce qui s'ensuyt. [En la ville chastel & chastellenie d'Ysoudu par acquisitio de chose césuelle, soit par successió directe ou collateralle, par contract ou autrement, ne sont deuz aucuns accordemés, lots, ventes ou double cés, s'il n'y auoit pactió ou couention speciale au bail d'heritages à cés ou autre droit constitué, auquel cas quand laditte paction seroit par ces mots. [Cens portans lots & vétes, les sont de la nature & condition des cens coustumiers & accordables. Toutes-fois audit cas de laditte paction & conuention en succession directe ou collateralle, ne sont deuz aucuns droits de lots & ventes.

Le v.art.en la ville & septaine de Dun le Roy, ces sont simples & non accordables, s'il n'est qu'il soit ainsi dit & accordé par le bail, ou que lon ait ainsi iouy par droit constitué ou prescrit.

Le dixieme, le successeur des heritages censuels en ligne collateralle doit accordemens, lots, ventes & autres deuoirs seigneuriaux, ainsi & en la forme & maniere que les acquereurs desdits heritages:mais non le successeur en ligne directe qui ne doit aucune chose, excepté és ville, chastel & chastellenie d'Ysoudun qui n'en doiuent au cas dessusdir.Lesquels quatre & cinq-ieme articles ont esté discordez par les gens des premier & second estatz, escriront leurs faits plus amplement qui seront communiquez pour le regard desdits quatre & v. articles aux officiers du Roy & receueur du domaine de Berry, & aux gens du tiers estat pour le regard dudit dix-ieme article, pour bailler leurs responses à iceux & informer respectiuement de leurs faits. Et super modo vtendi, auant que proceder à l'enregistrement & emologation desdits articles. Pour ce fait & rapporté par deuers laditte cour, ordonner dudit enregistrement & emologation, ainsi qu'il appartiendra par raison. Et entant que touche le trentieme article de laditte rubriche, qui est coustume nouuelle, contenant, [Renonciation, cession & transport faits par freres & sœurs en auctorité de mariage de leurs pars & portions au proffit de leurs freres & sœurs moyennant constitution de dot ou deniers baillez en faueur de mariage, ne sont deuz accordemens, lots & ventes, n'autres droits & deuoirs seigneuriaux, pourueu qu'ils n'eussent fait partages au precedent] lequel article a esté discordé pat les gens du premier estat, qui se sont opposez, soustenans que les accordemens, lots & ventes & autres droits sont deuz pour raison du contenu audit article. Laditte cour a ordonné & ordonne que nonobstant l'opposition desdits gens dudir premier estat dont elle les a deboutez & deboute, ledit article demourera enregistré. Et sur la remonstrance faite par les

les gens du tiers estat disans que tous heritages estoient francs & allodiaux sil n'apparoissoit du contraire, & que de ce il auoit iouy immemoriallement, requerant en estre redigé article sous laditte rubriche. A ordonné & ordonne laditte cour qu'auant que faire droit sus laditte requeste, lesdits gens dudit tiers estat escriront plus amplement leurs saits, causes, raisons & moyens, qui seront communiquees aux gens du premier & second estat, pour y respondre le tout dedans vn mois: & à deux mois apres informeront hincinde, & respectiuement super modo vtendi: & immemorialle iouissance pretenduë, & sera le tout communiqué aux officiers du Roy, & de la Duchesse deBerry, pour la conseruation des droits du Roy, pour ce fait ordonner par laditte cour sur laditte requeste, ainsi qu'il

appartiendra par raison.

Et quant au xxviij article de la rubriche des executions, qui est tel. [Et affin que les maisons ne soyent vacantes, seront baillees à louage par iustice en la ville de Bourges par les iuges ordinaires de laditte ville, ou par les maire ou escheuins ayans la cognoissance du fait de la police par preuention auec les iuges ordinaires, & seront criees les dittes maisons pour estre baillees au plus offrat & dernier encherisseur à vn seul iour, & les deniers des dits louages mis és mains des receueurs des villes, comme és mains de depositaires de iustice.] Lequel article a esté discordé par les gens du premier estat de la ville de Bourges, en ce que la cognoissance des louages des maisons est baillee aux iuges ordinaires, maire & escheuins de laditte ville, & ont requis qu'au discord de leur iurissiction ils ayent la cognoissance entierement du contenu audit article privativement à l'encontre des autres officiers. Laditte cour a ordoné & ordone que comme dessus les parties escriront plus amplement leurs faits, qui seront communiquez pour y respondre respectivement, le tout dedans vn mois, & dedans deux mois apres ensuyuans, in sormeront de leurs faits, tant par lettres que par tesmoins, pour ce sait & rapporté par deuers laditte cour, leur estre fait droit dissinitiuement ainsi qu'il appartiendra par rai-son.

Et quant au ix.article de la rubriche des droits prediaux, qui est tel. [Vignes en tout temps sont desensables, & n'y peut on mener bestes, n'y chasser, ains est amendable celuy qui y chasse, & doit estre condemné en tous dommages & interests de la partie] Contre lequel article les gens du second estat se sont opposez, disans qu'ils ont accoustumé d'aller chasser est dittes vignes. Les gens du premier & tiers estat soustenans au contraire & accordans ledit article, tequerans la publication & emologation d'iceluy. Sur-quoy les dits commissaires auroyent ordonné, que les dits gens du second estat bailleroient leurs causes d'opposition, & tout ce que bon leur sembleroit, dedans le iour saint André lors ensuyuant & dernier passé, pour toutes presixions & delaiz & sans autre forclusion. Pour au rapport des dits commissaires leur estre fait droit par la ditte cour auant l'enregistrement de la ditte coustume, à quoy ils auoient satis-sait. Icelle cour a debouté & deboute les dits gens du second estat de leur opposition, & ordonné que nonobstant icelle la ditte coustume demourera enregistree.

Et au regard du xxv.arti.de laditte rubriche des droits prediaux, qui est droit de terrage, & de xij.gerbes vne, tant en bled, orge, auoine, poys, sebues, naueaux, millet, chanure, lin, qu'autres fruits sin'est qu'ils y eust droit constitué ou prescrit particulierement au contraire, auquel ne sera des rogé, n'à la possession d'iceluy, par la reduction de ce present article, & sera payé ledit droit de terrage, apres le droit de disme. Sur lequel article ont requis les gens du premier estat, que le disme sus declaré à raison de xijj. gerbes l'vne. Et que les deux articles xiijj. & xv. de l'ancien coustumier, faisant mention que le disme de lanages & charnages sust payé és dismeries, esquelles les bestes ont esté hyuernees pour les fraudes que lon y commet chacun iour, en amenant les bestes en autre lieu sur le temps qu'il faut dismer. Laditte cour a declaré & declare que quant à present ledit article demourera enregistré, sans rien y adiouster ne diminuer, saus à eux d'eux pourueoir s'il y-a controuerse ou difficulté sur la maniere de leur perception és proces & instances qui en seront meuz, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

Et quant au j. & ix. articles de la rubriche des prescriptios, qui sont tels. A sçauoir le j. [Tous droits, noms, actions & heritages, terres, seigneuries & biens quelconques sont prescriptz par le téps & espace de xxx. ans cotinuels & cosecutifs, & no moindre: Et a lieu laditte prescriptio de xxx. ans.] le ix. Vn tiers peut prescrire le droit de vasselage & seodalité ou cessue sur le vassal ou cesse d'un seigneur feodal ou cesse par iouyssance & successió dudit droit par xxx. ans. Pour ueu q durat les xxx. ans y ayt eu ij. ouuertures de sief aucc

Proces verbal des Coustumes

faisse reelle & actuelle, & explication du seigneur neuëment notifiee. Et aura commécé la ditte prescription à courir dés & depuis la premiere exploication. Pour le regard desquels articles les gens du premier estat auroient requis qu'iceux articles cotinssent exceptio à l'esgard de l'eglise & patrimoine d'icelle, que prescription ne courroit contrelle, que par le temps de quarante ans, ainsi que de droit, & se seroient opposez à ce que la prescription de trente ans

eust lieu contre l'eglise & patrimoine d'icelle.

Pareillement quant au quatrieme article de la rubriche de la retenuë des choses venduës, contenant, [l'eglise n'vse du droit de retenuë en heritages tenus & mouuas d'elle en sies, ou censiue vendus ou alienez, par le vassal ou censier.] Auquel article se sont les gens du premier estat opposez, disans auoir droit de retenuë, duquel ils offroient faire apparoir tant par sentence, qu'arrest sur-ce interuenuz. Les gens du second & tiers estatz soustenans le contraire, & requerans que les dits gens du premier estat declarassent la cause pour laquelle ils prenoient deux sols pour liure, attédu que les laiz n'en prenoient que vingt deniers. Semblablement quant à la requeste du premier estat à ce que le second article de la rubriche des moulins, contenant, [chacun peut en son heritage, par lequel passe aucun seuue non nauigable ne publique, faire edister moulin, pourueu que ce ne soit dedans les sins & limites d'aucunes terres & seigneuries d'aucun seigneur ayant moulin bannier, & que le lieu soit disposé pource saire, à sçauoir qu'il y ayt saut & entreiont,] sur rayé pour-ce que c'estoit coustume nouuelle, disans qu'où lon voudroit passer outre, s'y opposeroient.

Pareillement quant aux x. & xj.articles de la rubriche des testamens qui sont tels, A sçauoir le x. [Et ce fait sera ledit testament ou autre disposition de derniere volunté redigee par escrit en papier ou parchemin close & seellee par iceluy testateur s'il a seel, ou signee de son anneau ou autre marque, & appellez vn notaire ou tabellió de cour laye, & trois tesmoins gés d'honnesse vie, carens d'infamie publique, masles, ayans l'aage de vingt ans pour le moins, declarera en leur presence, que ce qui est escrit en la sueille de papier ou de parchemin ainsi close & signee, est son testament ou autre disposition de derniere volunté. Et requerra ledit notaire & tesmoins vouloir sousser au dessous dudit testament ou autre disposition de derniere voluté ainsi close, seellee & signee. Et la signera & sera signer par trois tesmoins qui seront à ce fai-

re conuocquez.]

L'vnzieme article, [ou le testateur ne pourroit, ou ne voudroit garder la forme prescripte, pourra faire appeller vn notaire ou tabellió de cour laye, & trois tesmoins de la qualité dessus declaree. En la presence desquels il declarera sa volonté tant, quant à l'institution d'heritier, que tous legs qu'il voudra faire, ce que ledit notaire redigera par escrit. Et apres sans diuertir à autres actes, le rapportera audit testateur. Et en la presence desdits trois tesmoins lira audit testateur clairement & intelligiblement le contenu en laditte minute. Et luy demandera s'il a ainsi voulu & entendu, veut & entend. Et mettra par escrit ledit interrogatoire & response à la fin dudit testament.] Quant ausquels articles a requis le premier estat que ces mots [de cour laye] sussent pour raison de l'ancienne coustume estant au contraire. Par laquelle les notaires d'eglise ont accoustumé receuoir les testamens, & sust telle preuue & soy que s'ils estoient receuz par autres notaires. Laditte cour a ordonné & ordonne pour le regard desdits

premiers & neuf-ieme articles de laditte rubriche des prescriptions.

Pareillement pour le regard du iiij.article de laditte rubriche de la retenuë des choses venduës, requeste sut faite à ce que le second article de la rubriche des moulins sust rayé. Et aussi pour le regard desdits x. & xj.articles de la rubriche des testamens, que les gens du premier estat escriront plus amplement leurs saits. Lesquels saits seront communiquez aux officiers du Roy & de laditte Duchesse de Berry, ensemble aux gens du second estat pour le regard dudit quatrieme article de laditte rubriche, de la retenuë des choses vendues, pour y respondre respectivement le tout dedans vn moys. Et de quinzaine en quinzaine apres, bailleront les parties repliques & dupliques, & dedans deux mois apres informeront tant par lettres que par tesmoins de leurs saits, & super modo vtendi. Pour ce sait & rapporté par deuers laditte cour, saire droit ausdittes parties ainsi qu'il appartiendra par raison: demourans toutes fois ce pendant les dix & vnzieme articles de laditte rubriche des testamens redigez ainsi qu'ils sont, iusques à ce qu'autrement en soit ordonné. Et entant que touche d'opposition du second estat au trente-huit-ieme article de la rubriche des successions, qui est tel. Toutes fois pourra celuy qui entre en religion dedans l'an de probation, disposer de ses biens au prossit de ses parens ou autres, selon que de droit est permis, mais ne pourra faire dedication ou dona-

tion expresse de ses biens au proffit du monastere, si n'est de la tierce partie : sur-quoy sessites commissaires eussent ordonné aux gens du second estat bailler leurs causes d'opposition, & tout ce que bon leur sembleroit dedas ledit jour s. André pour tous delaiz, sans autre forclusió, pour leur faire droit par eux ou par laditte cour à leur rapport. A quoy lesdits gens du second estat n'auroient fourny. I celle cour les à deboutez & deboute de leur opposition, & ordonné que le ditarticle de mourera enregistré. Et au surplus a ordonné & ordonne que tous les incidens d'opposition requestes & remostrance sur lesquelles parties ont esté appointees cy dessus à escrire & informer, apres qu'ils seront instruits, & seront communiquees au procureur general du Roy, qui baillera ses conclusions par escrit. Et les escritures & productions qui seront faites par les officiers du Roy & de laditte Duchesse de Berry, seront par eux monstrees & communiquees audit procureur general, pour voir & conduire lesdits incidens, si bon luy semble, en laditte cour, comme prenant la cause pour ses substitutz. Et neantmoins à ordonné & ordonne laditte cour que sans prejudice desdittes oppositions & des instances formees sur icelles & des droits respectiuement pretendus par les parties,& en enterinant les dessusdittes lettres royaux à elle addressans en datte du cinq-ieme de l'auier, Mil cinq cens xxxix. lesdittes coustumes seront publices audit bailliage de Berry, en tous les sieges d'iceluy tant en general que particulier, & enregistrees en icelle cour:lesquelles laditte cour a emologuees & emologue. Et a fait & fait inhibitions & defenses à tous iuges royaux & autres iuges de contreuenit: ains leur a enioint & enioint iuger selon lesdittes coustumes emologuees: A aussi inhibé & defendu à tous les subiets du Roy qui auront aucunes causes & proces par deuant lesdits iuges royaux, ou les iuges des leigneurs subalternes dudit pays, d'alleguer autres coustumes que colles cy dessus emologuees, & d'en fairé preuue, sinon par l'extrait dudit liure coustumier, sans ce qu'ils puissent estre receuz pour le regard des proces, esquels les parties n'ont esté apointez contraires & en enqueste, quat aux coustumes tat ancienes à en informer par tesmoins, n'en tous proces à mouuoir cy apres, tant à toutes les coustumes anciennes que nouuelles, pour le regard des cas qui aduiendroient depuis laditte emologation, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Le tout aussi sans preiudice des coustumes localles pretenduës par aucuns seigneurs concernans autres choses que les droits seigneuriaux, quant ausquels leur a esté fait droit par lesdits commissaires. Pour le regard desquelles coustumes localles laditte cour a referué & referue y consentir cy apres droit, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Ainsi signé, P.Lizet, & P.Mathé.

Fait en Parlement le viij.iour de Iuin, l'an mil cinq cens quarante.

FIN DES COVSTVMES DV PAYS ET DVCHE DR

Rr iij.

in fendum ab yno: Et tamë

Superior cognitio seu im ap-

(quod ressort ŭ vocāt) spectas

ad alium. latè

scrips in con-Suet.paris.§.1.

glo.5. nu. 45. cu seq . C.M.

dű videtur mi

nus temporis potestati publi ca dari, quàm

Ablur-

heur. Sed tex.

publicère cepti

pellationum

1.1.Imo et il l'aprilitée qu'à Coustumes generalles du Pays & Duché de doquemouerur

on guid budun

BOVRBONNOIS, PVBLIEES ET ACCORDEES

PRESENCES DE NOVS, ROGER BARME sident, & Nicole Brachet conseiller du Roy nostre sire en sa cour de parlement, commisfaires en ceste partie, Laditte publication faite en la ville de molins, principalle dudit Duché:Presens à ce & en grand nombre des gens d'eglise, nobles practiciens & bourgeois, tat de laditte ville, que des autres villes desdits pays & Duché, le xviij. iours du mois de Mars, L'an mil cinq cens vingt: & autres iours, en ensuiuant les lettres patentes du Roy.

> **5. 1.** CHAPITRE I

De iurisdiction & iustice.

Article premier.

VRISDICTION, ressort d'icelle & fief n'ont rien commun. Et peut de capte initue
nossité b rumalis. Scioqued lis.
manus scriptus de Subcassella
nishabet xxiiji.
beur. Sedera

bres & autres peines corporelles: comme de fustiger, pillorizer & eschaller, marquer, bannir hors de sa terre & iurisdiction, & autres semblables.

1.01.

mutare no li-Au moyen iusticier appartient bailler & decerner tuteurs, curateurs, cet. Sed de hu faire main-mises, inuentaires, subhastations, interpositions de decret & emancipahoru deducen- tions.

Le bas iusticier peut cognoistre en matiere ciuile indifferemment des causes de les subiets clu, repessatu és terres de sa iurisdiction:mais de matieres criminelles ne peut cognoistre de chose dont l'arel periculi oc- mende excede lx. sols tournois: aussi y-a autres bas iusticiers qui n'ont cognoissance crimineleurreiu.C.M.
3. 5. Scilicet le ne ciuile que iusques à sept sols d'amende. Tous lesquels bas & moyens iusticiers s'ils ont vn angariado per prisonnier dont ils ne doiuent auoir cognoissance, le doiuent signifier à leur superieur dedans modum Jerni-tuin, rei hude xiiij. 2 heures, pour le venir querir, en payat les fraiz raisonnables: & si le superieur est delayat 2 quibus per sa- dedans deux iours apres laditte notification faite, lesdits seigneurs bas & moyen iusticiers ne tobi.de s. Geor sont plus tenus de la garde: & pourra lon auoir recours au superieur dudit superieur dudit haut perin per Ias. iusticier audit reffus.

Le seigneur qui a haute iustice, ne peut contraindre ses hommes & subiets à garder les pri-§.impēdia. ff. fonniers en ses prisons.3

Les leigneurs iusticiers, leurs chastellains, lieutenans n'autres officiers ne peuuent tenir decij. Burdeg. leurs iours ou affises pendant l'audience que le seneschal de Bourbonnois ou son lieutenant tame sequitur tiet en leurs iustices & chastellenies: Et aussi pendat les assises des vassaux seigneurs iusticiers, qui electione pramisapossis les inscrieurs seigneurs iusticiers, leurs chastellains lieutenans ressortissans esdittes assises despramisapossis les inscrieurs seigneurs iusticiers, leurs chastellains lieutenans ressortissans esdittes assises despramisapossis les inscrieurs seigneurs iusticiers, leurs chastellains lieutenans ressortissans esdittes assises des pramisapossis les inscrieurs seigneurs iusticiers, leurs chastellains lieutenans ressortissans esdittes assises des pramisapossis les inscrieurs seigneurs iusticiers, leurs chastellains lieutenans ressortissans esdittes assis des pramisapossis de la company qui cogi mu- dits vassaux, ne peuvent tenir leurs iours & assises.

Si contre iuge ordinaire ou delegué sont proposees causes de recusatió 4 qui soient euide- 4 viensis ve en steonite inge of diffaire on delegae font proposees causes de recuiatio qui soient cause licitoris sub es- ment frivolles: ledit iuge se peut declarer iuge competant, & proceder: autrement doit faire gruo stipendio essire & nommer arbitres de droit en nombre impar par les parties, pour cognoistre desdittes suites de recusations, ausquels ordonnera d'en cognoistre, & les vuyder dedas le delay qui par de munerib. Iny leur sera prefix & baillé. Et au cas que lesdits arbitres n'auront vuydé lesdittes causes de re-4.7. Hodie lo cusation dedans ledit delay par la faute ou negligence du recusant: audit cas ledit iuge peut co-

co huime seq. gnoistre de laditte cause sans aucune assignation. S. sernatur co-situtio anni Et où lesdittes causes seroient trouuces non le Et où lesdittes causes seroient trouuees non legitimes ou non vallables par lesdits arbitres 1539.5.10.6# de droit:iceluy qui les a proposees, doit estre par eux condemné aux despens, dommages & 4-sequentibus interests de partie: & si lesdittes causes sont declarees legitimes ou vrayes, ledit iuge recusé du consentement des parties, doit commettre le negoce à personne idoyne pour en cognoistre

Les habitans d'aucunes iustices qui n'ont corps commun ne consulat, ne se doiuent assembler pour leurs affaires communs sans congé de leur seigneur insticier ou de ses iuges sur pei-

Digitized by Google

in I. disertio. Nicol. Boeri.

1 ne d'amende arbittaire. Aucuns qui n'ont corps commun ne consulat, ne peuuent saire assemblees pour saire im-rat.haber. Io. posts ne collectes sur eux, sans congé de leur seigneur haut insticier ou de ses iuges, sino qu'ilz fab. 6. miner en avent privilege: mais au restus dudit haut insticier, peuvent recouvrir à leur superieur im-stratu. Instit. mediat, & ainsi consequemment. Guido pap de cisto. delphin. Article xi. 106.C.M. CHAPITRE. 2. Renuoys. N matiere criminelle ne se fait renuoy que le seigneur ne face l'adueu, & requiere ledit réuoy, pourueu quant efdittes causes criminelles que la instice de laquelle il faduouë, soit audit pays, & duché de Bourbonois: & l'aura quar au crimiuel in quacunque parte litis, en payat 2 les fraiz. Qui est conuenu promptement au lieu ou il fait despense, par deuant le iuge dudit lieu 2. 11. Sime sie index regime 3 pour icelle payer, il est tenu d'y respondre; & ne luy est octroyé aucun renuoy. 3. sine non regins Des prescriptions. Article.xiy. quem subalter CHAP. 12: W. Leson La temptimweät ENIERS & choses deues pour saçon & ventes d'ouurages, labourages, saçons de vi- en tempere ha gnes, voictures, lalaires, & iournees d'advocatz, procureurs & fergens, de feruireurs cyrur-rum consuer, par giens, barbiers, orfeures, maçons, charpentiers & autres ouuriers, nourritures & instructions promincia eras d'enfans, denrees & marchandiles védues en destail par le menu & par parties, louages de che indices regii: uaux & autres bestes, se prescriuent par vn an: & apres ledit an passé ne se pestiume demander, sed hic & limisinon qu'il y eust obligation, recongnoissance ou action intentectudiciairement dedans le-62.7.in.C.M. ran. Par discontinuation de poursuyure yn process soit par dessaut de proceder au dessaut obte- excedatur ab nu par l'une des parties par trois ans, l'instance est perie, and antique de l'annue de Si l'on n'agist pour iniures verballes dedans l'an qu'elles sont ditres, l'on ne peut apres faire diterance de हात तक द्वानु के बहुत्वीतिक्वाकार के की कर्म XVj. incol.libr . 10. action & sont abolies. C.Ias.S.super Deniers de collectes & imposts, clames, amendes, dessaux & exploits de instice se preserie est collectes de instice se preserie est collectes de institución uent par trois ans fil n'y a innouation of the state of t Xvij. frit.de action. Esmolumens d'actes de cour, dessaux, grosses de sentences & autres actes se prescriuent C.M. par trois ans, finon qu'il y cust innouation ou proces intenté (hill) and le sait Arrerages de rentes constituees à pris d'argent, se preseriuent par cinq ans en ensuyuant l'ordonnance. Et arrerages de cens & autres deupirs portans directe seigneurie, par dix न है। है के बार से प्रदेशीय देश कर <mark>भारत्य प्र</mark>ाप्त के जाड़ र देश Actions de rescisions de contracts par deception d'outremoytié de iuste pris ou d'autres contracts quelzconques fondez sur dol, frande circonuention, crainte ou violence, se prescriuent par le laps & espace de dix ans continuelz, à compter du jour que lesdits contracts ont esté faits entre maieurs, & capables, en ensuyuant l'ordonnance. Faculté de rachepter totiens quotiens, est prescriptible par laps & espace de trente XXJ. 4.20. Intelli-La maniere de leuer & payer dismes, & aussi la quotte d'iceux, se prescriuent par le laps & dito de tra-espace que quarate ans, sans ce que le curé ou autre dismier en puisse que reller autre quottité, dito re dixi in XXIJ. tractat. red. que celle qui a esté accoustumee. Cens portans directe feigneurie & autres deuoirs annuelza font prescriptibles par l'espace 17.18.C. M. de trente ans contre gens lais, & contre l'eglise par l'espace de quarante, fors & excepté celuy qui aura recongneu ou qui auroit esté condempé iceux payer car celuy qui les auroit recongneuz ou qui auroit esté condemné iceux payer, ne les peut presente de son temps. Mais son heritier qui n'auroit passé tiltre nouueau, pourroit commencer à prescrire & vser de laditte 5 prescription de trente ou quarante ans. 5 XXIIJ. 5:22. Nisi co-Toutes autres choses prescriptibles se prescriuent par le laps & espace de mente ans 6 con uinceretur hatre toutes gens, excepté contre l'eglise ou il y a quarante ans. Et a lieu la ditte coustume seulement contre ceux qui ont pouvoir & faculté de poursuyure leurs droits en jugement contra-tiam. C.M. XXIIIj. 6. 23. Etiam hypothecaria, . Paggra ang mata sa it Quandaucune chose corporelle & divisible est commune entre plusieurs mineurs ensem vein simili no ble,& l'vn d'iceux est maieur auant les autres, la prescription commence à auoir lieu contre taut super con ledit maieur pour sa portion tant seulement depuis qu'il est fait maieur. Et autre chose est c.m. quant és choses incorporelles & non divisibles, comme serviteurs & autres semblables, es-Rr inj.

Coustumes du Duché de Bourbonnois

quelles la minorité de l'vn des communs empesche, que durant icelle ne court prescription à

l'encontre des maieurs. 1 L'homme de main-morte ne peut prescrire franchise ou liberté par quelque laps de temps 1.24. L.fi in comunem. De qu'il face demourance hors du lieu de main-morte quelque part que ce soit, s'il n'y a priuilege quèadmo. seruit amittat. Bald.conf.83. Quand aucunes choses sont tenues & possedees en commun & par aduis, l'on ne peut aclib.z. Āndr. querir, ne prescripre le droit l'vn de l'autre en petitoire ou possessoire par quelque laps ou essicul. cons.83. pace de temps que ce soit. lib.3. Iacobi. XXVI. de sancto geor Proprieté de biens dotaux immeubles, ne se prescript par vn tiers detenteur constant le gio in iunestitura feudal. in verb. Mar mariage: autre chole est des arrerages & fruits prouenans desdits biens dotaux & meubles qui se prescriuent par trente ans. xxviij. chi. col. 8.ad Prescription ne court durant le mariage contre la semme de ses biens dotaux ou paraferf.C.M. 2.25.Vt Binaux alienez par son mary 3 sans son consentement. saris, tetigi in Droit de taille és quatre cas de charroys & maneuures, de tailles personnelles ne se presfim prin. ad- cripuent, sinon depuis la contradiction: apres laquelle contradiction prescription commende guido pap. q.delphin.316 CC.4 XXX. 4 Arrerages de railles és quarre cas le prescriuent par le laps & espace de dix ans. Chassan in & Suet.burgund. Droit de fief ne se peut prescrire par le vassal contre le seigneur feodal: mais vn seigneur tit. des mains mortes. S. 2. peut prescrire droit de fief contre autre seigneur. Et aussi se prescriuent les profits escheus des C.M. fiefz par le vassal contre le seigneur feodal par l'espace de trente ans. 3.28 .quia no habet legiti-Si aucun vend ou transporte heritages ou choses immeubles tenus à cens, rentes ou autre man personil fine authorita deuoir d'aucun seigneur, & l'alienant paye au seigneur direct la charge de l'heritage ainsi venduien ce cas ne court prescription dudit cens au proffit de l'acquereur dudit heritage ou autre te cius qui e-tiam fructus de luy ayant cause pour quelque laps de temps qu'il le possede. 6 xxxiij. 6 suos facit. se-Prescription ne court contre les mineurs: C'est assauoir contre le masse auant vingt ans: Et cus ergo à tem pore que est be nu separata contre la femelle seize ans, combien que par cy deuant le masse aagé de quatorze ans, fust reputé d'aage parsait & la fille de douze: Et ledit temps de minorité est distrait? de laditte presrel forte data cription, soit qu'elle soit commencee cotre le mineur ou autre son predecesseur maieur: touro ve gnadotes-fois le temps & faculté de remeré ou de rachat par vertu de faculté de remeré court, & a que vidi,adde Nicol . boeri. lieu contre lesdits mineurs, sauf leurs recours contre les tuteurs. 8 decif. burde-Toutes prescriptions sont interrompties par innouation, obligation ou autre promesse, gal.328.C.M aussi par adiournement, libelles, exploits formels declaratifs de la chose querellee, ou par de-4.29.bal.C.i. mande iudiciaire. Et ont effect lesdittes interruptions combien que les exploits dessussites ne S.sacrament i de consuet.refoyent poursuyuiz, ou que l'instance sur-ce commencee soit perie. Eli fendi. in Interruption de prescription faite contre l'vn des freres ou communs possedans par indirsibus feud. guid.pap.deci. uis aucune chose sert & delphi. 316. niers en laditte chose. 9 uis aucune chose sert & proffite, comme si elle estoit saite contre les autres communs person lib.z.C.M. 1.7 Sl. . 5.31. V t nec CHAP. 4. xxxvi. Exemptions. hypothecaria queres super sit adde. J. S. 334.C.M. EXCEPTION de deniers non nombrez, n'a point de lieu en cour laye, ¹⁰ finon que la 10 partie s'en vueille rapporter au serment du creancier. xxxvij. Compensation a lieu liquide ad liquidum, en faisant apparoir promptement par celuy qui 6.32. Etiam si emerit vt al demande compensation de sa dette. XXXVIII. lodië. Et iuri Aucun n'est receu à proposer appointement, accord, arbitrage, ou departement de proces quo in L. pom en quelque maniere que ce foit, pour empelcher la procedure d'vne cause, s'il n'en iustifie sufponisu.ff.quib mod.vsuf.afisamment incontinent & sur le champ. mit, hec conf. addit,quodnec Reproches. xxxix CHAP. ipso quide inrecurrit pres 'OMBIEN que par cy-deuant publication d'enqueste n'ait eu lieu au pays & Duché de criptio nec op Bourbonnois: toutesfois pour le bien du pays & pour obuier és inconueniens que par cy confitutione. deuant se sont ensuyuis, & pourroient par cy apres aduenir, a esté aduisé par les estats dudit C.M.pays laditte coustume deuoir estre abrogee. Et que d'oresenauant publication d'enqueste aure.C.M. tuteurs.) sei ra lieu audit pays: & que pour laditte publication lecture sera faite des enquestes par le greffier licet fi habuerint tutores ofint solvendo alias restituuntur.C.M. 9.35. Nisialtio limitata fuisset ad partë indivisam rei tantum ve titigi in simili super consuet de Lorris. C.M. 10.36.I dem dico in fero ecclessastico, diversitas enim fori non Achet meritium causa variare es estam hit & intelligitur ad effectum enerando creditorem pro-b.ttione, sed non à mullo genere probationis rem excluditur:potéss que petere actorem interrogari non deserendo es inramentum. C.M.

2UX

aux parties ou leur procureur. Et pour faire laditte lecture, le greffier ne prendra aucun salaire: & neantmoins si les parties veullent auoir le double de leurs enquestes ou de celle de leurs parties aduerses ou de partie d'icelles: le greffier sera tenu de les bailler aux despens du requerant. & n'aura pour sue llet que dix deniers tournois.

V. 1

L'on ne peut bailler reproches contre les personnes des tesmoins seulement & non contre les dits & depositions: & se doiuent bailler auant publication: mais peuvent bailler saluations contre les reproches si bon leur semble.

Es matieres prouisionnalles comme és matieres de fournissement, surceance de sequestre, d'alimens, de douaires, medicamens, dation de tutelles, & aussi en autres incidens qui ne sont decisifs de la matiere principalle, publicatió d'équeste n'a lieu, ne aussi reproches de tesmoins: mais si l'enqueste saite esdittes instances & matieres est employee de la matiere principalle, les tesmoings desdits enquestes pourront estre reprochez audit principal: & seront les dittes enquestes publices.

Reproches d'estre larron, pariure, infame, rauisseur & d'autres crimes & delictz ne sont rez ceuz s'il n'y a sentence ou composition faite à partie. I

Reproche de familiarité & amitié n'est receu, n'aussi de service s'il n'est domesticque or L. furti. D. de jis qui not. in-

Obiets & reproches generaux ne sont admis ne receuz: mais faut qu'ils soient specifiez & anchara cons.

3 declairez. 3

Les aduocats ne doiuent sur peine d'amende & suspension de postulation à temps ou priuation à l'arbitrage du iuge, articuler aucuns faits de reproches, sinon qu'ils soient receuables, & qu'ils ayent charge des parties, ce qu'ils sont tenus d'affermer par serment s'ils en sont
246.05.398.

requis.

Les parties ne doiuent estre appointces à informer sur les faits de reproches & saluations diminusme et tes moins, sans veoir les dittes reproches & saluations auec les proces principaux: & ne sont receuz en preuue les dits faits, sinon qu'ils sussent tes concluans & contre tes moins sans la depotion des quels les dits proces ne se pourroyent iuger.

XIVI.

piuntur, quia
diminusme et se proces principaux: & ne sont
moniü. And.
Barbat.cös; 3.

XIVI.

ib.3.C.M.

Et ne sont les parties receuës à bailler reproches contre les tesmoins examinez sur les faits 3.44. Text.in contenus és premieres reproches, sinon que le juge en voyant les proces, le sist pour vrgente de sessibi.in.6. Cause.

CHAPITRE 6. Declar

Declarations de serment.

xlviÿ. bsa.53.C.M.

CELVY à qui est deseré le serment, n'est tenu iurer ne reserre si le deserant ne le veut croire, tant sur la delation que sur ses exceptions & dessent declaire si le suu proposer & bailler promprement assin que le deserant declaire s'il veut persister à minis de S. gestaditte delation ou s'en retirer.

Hosteliers, tauerniers & reuendeurs publicques sont creuz par leur serment des viures & ibigios. de ele-fiolibios prinses en leurs maisons: comme pain, vin, huylle, chandelle, espicerie & autres denrees vendues à destail iusques à cinq solz dedans trois mois, à compter du iour que elles ont esté baillees, pourueu que le marchant qui les aura baillees, soit de bonne renommée: & ne sont pour ce condemnez les dessendeurs és despens: & auant ledit serment sait, peut le dessendeur alleguer & prouuer payement si bon luy semble, par vn seul delay seulement.

Tuteurs, curateurs, procureurs de fabriques, marguilliers, executeurs de testamens & autres suiets à rendre comptes, sont creuz par leurs sermens de leurs mises iusques à cinq solz en chacun article sans quittances des choses concernans leurs administrations quand il est vray semblable qu'ilz les ont baillez sans fraude, sinon que la partie voulsist prouuer le contraire.

CHAPITRE 7.

Affeuremens.

li.

Molins ou autre iusticier du pays & duché de Bourbonnois, sinon que ce soit pour transport abusis de iurisdiction ou pour exces, information & decret de iuge preallable, ou que les adiournez sussent vacabonds & non domicilliez dudit pays & duché. Et si aucun est adiourné en asseurement en autre cas que les dessussités , il n'est tenu de comparoir personnellement. Et est tenu celuy qui l'aura fait adiourner, des despens, dommages & interests du-

Xliij. 1.42. Iuxta
L. furti. D. de
ys qui not. inxliiij. fa. adde p tr
anchara conf.
25. nicol boer.
xlv. decif. Burdegal. 321.C. M.
ceuan font
246.cof. 398.
Xlvi.
tions
diminuum coelemant testimoniü. And.
Barbat.cof. 3.
xlvij.
sfaits
Gente de testib.in.6.
Ludo. Roma.
conf. 290. Ad
de decisso. tho-

Coustumes du Duché de Bourbonnois

lij. dit adiourné.

1.52. Scilicet

tholosa. 489. nicola. boeri.

34.C.M.

En matieres d'asseuremés les parties és cas dessudits sont tenues de comparoir en personquand 11 y-a ne iusques à ce que par le iuge autrement en soit ordoné: & pour iceluy prester, n'a lieu rennon som simple uoy:mais si apres l'asseurement fait, les parties ou aucune d'icelles requierent la doleance fairequeste.C.M te estre renuoyce pardeuant leurs iuges ordinaires, le doiuent faire, si la matiere y est sub-

Asseuremet baillé vne fois ne peut estre reiteré, pour le cas pour lequel a esté baillé, en faisant apparoir promptement qu'il a esté baillé: auquel cas l'adiourné doit auoir despens, dommages & interests.

Si celuy qui est adiourné en asseurement, refuse de le bailler: il y est cotraint par emprisonnement de sa personne, & sans luy bailler aucun delay.

Fils de famille aagé de vingt ans, & fille de famille aagee de seize ans, & semmes mariees peuvent estre és cas dessusdits adjournees, & faire faire adjournement en cas d'asseurement actiue & passiue sans auctorité de leurs peres ou maris.

Assentement est enfraint pour battre & frapper indeuëment celuy à qui est donné ledit asseurement par luy ou autre à son adueu & poursuite, ou autre de sa famille ou maison, & non pour iniures verballes: toutel-fois si celuy qui donne ledit asseurement, iniurie verballement celuy à qui il aura esté donné: il est puny plus griefuement de peine pecuniaire à l'arbitrage du iuge: & est reputé l'asseurement enfraint, si celuy qui a fait faire ledit adiournement, a esté outragé par l'aduenir depuis l'adiournement posé.

Infraction d'asseurement emporte punition corporelle ou pecuniaire à l'arbitrage du iuge selon la qualité des personnes & exigence des cas: & en appartient la cognoissance au iuge pardeuant lequel a esté posé l'adiournement en asseurement.

Les suiets en iustice ne peuuent vser d'asseurement contre leur seigneur iusticier, Toutef fois ils se peuuent asseurer pardeuant le superieur.2

Asseurement special peut estre baillé par le seigneur haut iusticier ou son iuge à ses suiets. decission de la qui enfraint le dit asseuremét, il y eschet enuers le seigneur & la partie iniuriee en amende arbitraire, qui sera tauxee selon la qualité des personnes & du delict.

Quand l'asseurement du haut iusticier & de son superieur concurrent ensemble:celuy du fuperieur est preferé: & luy appartient l'amende pour l'infraction d'iceluy.

Asseuremét est enfraint pour batture & voye de fait commis à la personne de celuy qui est en asseurement, & non pour iniures verbales.

C H A P I T R E.

Crimes

Article lxÿ.

E seigneur en la iustice duquel le delict a esté commis, peut cognoistre dudit delict & pu-nir le delinquant: & n'est tenu iceluy rendre au seigneur du domicile si ledit delinquant a esté prins en present messait, ou par la poursuitte faite incontinent apres ledit delict.

Le procureur d'office peut poursuyr les delinquans auec information precedéte decretee par iuge, soit qu'il y ait plaintif & denonciateur ou nom. Et quand il y a partie, se peut ledit procureur ioindre auec laditte partie.

Si le denonciateur ou plainctif a faulsement denoncé, ilest tenu à l'amende & és interests & dommages des parties. Et s'il est partie au proces, & ne poursuit son accusation ou denonciation dedans les delaiz à luy donnez:il doit estre condemné en amende enuers iustice & és despens, dommages & interests de partie si elle le requiert.

Combien que le plaintif ou denonciateur ne soit en proces: si le dessendeur accusé est abfous, ledit denonciateur ou plaintif sur ce appellé, sera condemné en amende enuers le seigneur, & aussi és despens, domages & interests de cause enuers l'accusé s'il le requiert. lxvj.

Si le denonciateur ou acculateur compole ou appointe pendant le proces auec l'acculé & rapporte profit d'iceluy appointement: l'acculé est tenu en l'amende enuers le seigneur iusticier. Et si l'accusé ne rapporte proffit d'iceluy appointement, ou ne baille aucune chose à l'accusant ou denonçant, ledit accusant ou denonçant est tenu en l'amende. Et sera tenu celuy au profit duquel est fait ledit appointemét, se iustifier d'iceluy au procureur d'office du lieu ou pEd le proces, dedans quinze iours apres ledit appointement fait pour faire retenir l'autre par tie en l'amende, & à faute de ce est condemné en l'amende.

Si aucun delinquant obtient remissió, pardon ou autre prouisson de grace, il est tenu payer tous les fraiz faits pour la poursuite en laquelle aura esté procedé contre luy:mais pour raison d'iceux

1.68 . Verbu hoc habet em-

enim cotradi-

Etoria senten-

nem volunta-

autem intelli-

sed etiam pro-

uisionalem.

d'iceux n'aura le haut iusticier retention du prisonnier.

Respits & quinquennelles

Article laviy. phasir, signat

RESPITS d'vn, deux, trois, quatre ans, quinquennelles ou autres delaiz de ne payer dettes n'ont lieu contre la dette adiugee ¹ par sentence, louages de maisons, arrerages de ces rentes ou autres deuoirs annuelz emportant directe seigneurie, bail à sermes & acenses d'heritages, fruits & reuenus d'iceux, deuoirs de recepte, apprentissage, pension pour nourriture get, sed statum & entretenement de personnes, dettes de prodigues, insensez, de mineurs contractez auecques eux ou auec leurs tuteurs ou curateurs durant leur tutelle ou curatelle, biens & deniers baillez en deposts, reliqua de administrations & gouuernemens, que les debteurs ont eu des biens de l'eglise & choses publicques, acheteurs de viures & victuailles, ne pareillement de excludatur be ¿ sommes prouenas de crimes & delits 2 & exploits de iustice, ne de sallaire de ceux qui ont besongné & seruy pour les debiteurs. Ixix. tradictoriam

Respits n'ont lieu contre le mary poursuyuant le dot de sa femme, ne contre la veusue & lxx. diffinitiuam, ses enfans poursuyuans le payement & restitution de son dot ou partie d'iceluy.

Respits à vn ou à cinq ans ne sont enterinez sans appeller les creanciers.

CHAP.

Cessions de biens.

lxxi. hoc Guilielm.

V I veut saire cession de biens, il est tenu de saire appeller tous ses creanciers demouras se parte. S. au pays pardeuant le iuge pardeuant lequel il veut faire laditte cession. Et s'ils sont quanquam.D en diuerses iurisdictions & chestellenies audit Duché, ils sont appellez pardeuant le senechal L.s. reum.D. de Bourbonnois ou son lieutenant. lxxij. de re iudica.

Ceux qui vuellent faire cession de biens, doiuent comparoir & la faire en personne: & n'y Alberic. in sont receuz par procureur. Et sont tenus faire serment solennel deuant ledit iuge de ne 10. Ludo. Rofaire laditte cession pour frauder leurs creanciers, & qu'ilz n'ont fait aucune alienation de leurs biens par fraude, & qu'ils declareront leurs biens s'aucuns en ont. Et sont tenus eux depap, q. deplhin.
fceindre & ietter les ceintures à terre pour demonstrer qu'ils delaissent leurs dits biens. Aussi 109. C.M.

& ne seront dits valables, iusques à ce qu'elles soient insinuees & publices en iugement & gnoscere de seenregistrees à la iurisdition du iuge ou sont demourans ceux qui sont laditte separatio & cession. Et doiuent estre faictes telles separations & cessions de biens pardeuant les iuges seans de restitutio iudiciairement à iour ordinaire ou d'assisse. Et s'entendent lesdittes separations de celles qui se medens. Et font & intentent principalement deuant les dius iuges, sans toucher aux separations qui accessione de dius se foirement 3 en cas de divorce se demandent devant les iuges ecclesiastiques.

Notaires.

lxxiiÿ.

pore descriptio nu huius con-suetudinu ab

[7N notaire ou tabellion ne peut receuoir aucun contract fil y a deux tesmoins, ou qu'ils foient deux notaires. 4

Les tesmoins nommez en l'instrument du notaire doiuent estre masses & maieurs de vingt ans: & doit ledit notaire mettre leur demourance. Et s'ils sont varlers seruans, doit met-terent, tamen tre le nom des maistres qu'ils seruent: & doiuent les notaires cognoistre les tesmoins. lxxvj.

Les reçoiuent inserer mettre en leurs notes & lettres qu'ils reçoiuent, le lieu Regi nec eccle auquel ilz les reçoiuent autrement les lettres seront reputees escripture priuee, & le no fiassicio contra trire condemnées amondo. Es a mendo.

Et sont les les receuoir, & apres en sairicus rub. de re lecture haut & cler en la presence des parties & tesmoins. IXXVIII. off. procons. &

Et pareillement sont tenus de faire prothocolles & registres des lettres perpetuelles 6 par leg.bal.cap.2.

En tous contracts de vente, eschange, permutation & autres alienations & dispositions de conf. 41. Guid. heritages & choses immeubles, les notaires doiuent inserer & faire mention esdits contracts des cens, rentes & autres deuoirs deubz à cause desdittes choses immeubles, & à qui ils sont

5.76. Philip.Cor.concil.80.lib.4.decif.Tholof.quaft.491.Guid.pa.deci.delphi.582.tamen instrumenta antiqua ante reductionem harum consuctudinum factam etiam loco omisso sidem faciunt, & ita ante 29.ammos consulus pro collegio adis maioris Molinensis vrbis.C.M.
6.78. Idest qua protestum haben harum ad differentian denuntiationum vel protestationum qua momentaneum interesse concernunt, ita etiam modificanda constitutio anni 1539 .C.M.

Coustumes du Duché de Bourbonnois

natis, quanqua renocari (a honesta non autem ex can nisi causa cognita.C.M. 2.85. Guid.

118. 404. ledit retulit se du garde seel le notaire fait l. groffe 41 long.C.M. 3.36. Scilicet non excluditur restitutio

C.M. 4.88. Scilicet in actione sepa rata,vt in C. I.ext.de Mueus li reconuctio oriaturex natura actionu intentate vel ex melin exceptionis, vt colonus conuetus afin de vui der alleguant relocation se pent par moyen de ses desfenses con-

stituer deman

deur afin de

lettres & que le demandeur Soit condemné le faire ionir. Sed hac recouetio obscura ius fieri in pri ma liquida hic non tolliexceptio compesationis que potest lirepus instatie prioris Ang. perusi.in L. il de testamento

Alex. conf. 166. in fi.li.2 adde decisio.q. testata sed no

poft.C.M.

firenf. L.2.C.

183. Iden de deubz: & pour ce faire interroguer les parties. Et si les dittes parties sur ce interroguecs, dient & afferment sçauoir aucune chose: les dits notaires de leurs affirmations & interrogatios sont fieri debet do tenus d'en faire mention en leursdits contracts sur peine d'amende arbitraire.

Aussi tous contrahans sont tenus declarer les rétes, charges & hypothecques specialles,& fossine ex case assignations sur les heritages & choses immeubles qu'ils vendent, eschangent ou alienent entr'eux à tiltre onercux : autrement ils sont griefuement punis. Et s'ilz les vendent franchesu insumante ment, & elles sont trouvees chargees de leur fait ou d'autres, dont ils sont deuëment aduertis. ils sont punis comme faulsaires.

Aussi sont punissables comme faulsaires, ceux qui vendent ou autrement alienent chose rap dec. delph. à autre par eux auparauant venduë ou alienee.

La taxe requise des contracts receuz par notaires, se fait par le iuge ordinaire ou garde des fait an nom seaux ou l'vn d'eux: & se peut faire en absence des parties: & ne peuvent les dits notaires exiger pour chacune peau de grosse plus de vingt solz, & de plus plus, & de moins moins. Et doit contenir chacune peau soixante lignes, & chacune ligne soixante motz ou syllabes. | lxxxiij.

L'office de notaire n'est reuocquee pour la mort & mutation du seigneur qui l'a cree & maiorum, sed instituce.

Les prothocolles & registres desditz notaires de Bourbonnois apres leur deces appartienex capitemino nent à madame, & à semblable les prothocolles & registres des notaires des vassaux ayants atatis. feaux aux contractz, appartiennent apres les deces desdits notaires ausdits vassaux: & en doit estre fait inuentaire, & baillee quictance & descharge aux heritiers desditz notaires.

Les notaires ausquels sont vendues ou donnees les notes non grossoyees, les peuuent gros foyer & mettre en forme de retulit: auquel retulit ils doiuent inserer les payemens & choses enis petitio. Se qui se trouuent escrittes au doz ou au pied ou au dedans de laditte note: aussi doiuent faire mé tion si elle a esté grossoyee ou non & pour qui. 2

CHAPITRE 12.

Des lettres, contracts de vente, reuente, & ou est tenu le detteur porter ce qu'il doit, de cas de saisine & de nouvelleté & simple saisine & matiere possessoire. Article lxxxvi.

ECISION de contract d'outre moitié de iuste pris, & autres benefices de restitution ³n'ont lieu en vente de chose mobiliaire particuliere, ny en vente ou louage de fruits de 3 heritages faits à trois ans ou au dessouz. lxxxvii.

 ${f V}$ n vendeur de cheuaux n'est tenu de vices,excepté de morues,espousses, ${f corbes}$ ${f \&}$ corbatures, sinon qu'il les ait venduz sains & nects : auquel cas il est tenu de tous vices latens & apluy en passer parens huit iours apres la tradition.

lxxxix. Reconuention n'a point de lieu. 4

Quand aucun possesseur par an d'aucun heritage ou droit reel, corporel ou incorporel reputé immeuble, est troublé en sa possession & iouissance: il peut soy complaindre & intenter complainte en cas de saissine & de nouvelleté dedans l'an du trouble à luy fait & donné audit mon impedies heritage ou droit reel contre celuy qui l'a troublé.

S'ily a opposition formee en la complainte en cas de saisine & de nouuelleté:ladite opposi tion vaut trouble de fait, & doit estre la chose contentieuse sequestree par le iuge, sinon que l'opposant allegue possession triennale de luy ou de celuy dot il a droit:ce qu'il est receu prouuer & monstrer par vn delay seulement: & se perist l'instance possessoire entre capables d'agir par discontinuation de poursuite par an 5: & si apres ledit an de discontinuation l'vne des par- 5 ties jouist par an de la chose contencieuse, il en est fait possesseur, en maniere qu'apres il ne peut estre inquieté au possessoire par sa partie.

Aucun n'est receuable d'intenter complainte en cas de nouuelleté pour vne chose mobi-D. ad trebel- liaire particuliere, sinon qu'elle fust adherant ou dependant de chose immeuble, ou qu'elle lia. Paul. ca- fust vniuerselle comme pour les biens d'vne succession, ou pour maison & tous les biens ede compesatio. stans en icelle.

Celuy auquel deuoir annuel a esté payé, en est & demoure possesseur contre celuy qui aura fait le payement, iusques à ce que contradicton est faite de faire ledit payement: pour lathologa. 367. quelle contradiction il peut dedans vn an apres intenter complainte en matiere de nouuelle-5.90. Scilicet té & autre remede possessoire, nonobstant la cessation de payement par an ou autre temps ante litem co- moindre de trente ans precedente laditte denegation.

Et si laditte cessation concerne droits de mere faculté, laditte complainte & autres remedes ;

medes possessions se peut former dedans l'an de laditte contradiction formelle, nonobstant la cessation faite auparauant quelque laps de temps que ce soit.

la cessation faite auparauant quelque laps de temps que ce soit.

La possession des choses vendues, cedees ou transportees est continue aux acquereurs & cessionnaires apres qu'ils ont apprehendé la possession des dittes choses: & quant sue videntire
és droits incorporels les dittes acquisitions suffisent à la continuation de la ditte possession.

xev. est correctater

X. L:

D-

Quand aucun a iouy d'aucun heritage par la plus grande partie de dix annees prochaines & precedétes: le proces sur ce meu entre les parties en matiere de simple saissine, il luy est loistian. 15 39. §
fible conclurre en laditte matiere contre celuy qui auroit iouy de la chose dont il seroit que fiion par la moindre partie desdits dix ans, assin qu'il soit maintenu & gardé en possession debet intelizai sine de laditte chose: & en prouuant qu'il en a iouy par la plus grande partie desdits dix ans, il fasta pro locat doit obtenirà laditte matiere en cas de simple saissine.

Des executions.

A VCVN n'est receuable à faire proceder par voye d'execution sur les biens d'autruy ou teresse. Adhuc par emprisonnement à la personne d'autruy, sinon qu'il soit obligé ou condemné, ou que d'act constitue ce soit pour delict ou quasi delict ou pour chose prinilegee.

El A P. 13.

Des executions.

**CVI. tudo I de dans Gin teresse. Adhuc de dans Gin teres Gi

Sentences & condemnations des iuges laiz, & obligations faites sous seel authentique fidum ve divis pardeuat notaires laiz, cedulles recogneues ou prouuees pardeuant luges laiz emportet garnison de main qui se peut saire par les sergens nonobstant opposition ou appellation, en ensuyuant l'ordonnance du Roy Charles huitiesme. Toutes fois si icelles sentences, obligatios in quiere cogneuës sont conditionnelles, & que la condition ou autre chose y appose re quiere cognoissance de cause, est à la discretion du iuge parties ouyes d'ord oner de la ditte gar en misores nison.

Qui est adiourné pour garnir, il aura deux delaiz à l'arbitrage du iuge, & sera receu à garnit etiam in mulargent ou quittance de dans iceux delaiz, il sera content de de garnir argent ou quittance de dans iceux delaiz, il sera content de mné à payer.

Sentences ou condemnations données contre aucun qui a prins la cause pour vn autre, est sinuin consest executoire tant du principal que des despens tant contre celuy qui est condemné que celuy siluis ques pour lequel il a prins la cause au chois de celuy qui a obtenu, en ayant quant és despens seule
i ment fait deuë discussion sur les biens meubles du principal condemné.

c. **Total die 12.**

**Contre la vie de la vie discussion seule
i ment fait deuë discussion sur les biens meubles du principal condemné.

1 **Contre la vie de la vie discussion seule
i dies magniss

c. **Association sur les discussions meubles du principal condemné.

1 **Total vie dies la vie discussion seule
action de la vie discussion seule
dies magnis seule
action magnis seule
action magnis seule
dies magnis seule
dies magnis seule
dies magnis seule
action magnis seule
dies magnis seule
action ma

En execution de sentéces passes en sorce de chose iugee, le condemné n'est receu à oppo-meritiem.an. sition sinon que la sentence sus l'opposition doit est re renuoyee par de-la 1540. C. M. 3. 104. Et a uant le iuge qui a donné la ditte sentence.

Les seigneurs iusticiers peuuent saire proceder par execution sur les biens de leurs subiets apres qu'ils sont declairez detenteurs des heritages tenus d'eux à cens ou à autre deuoir, portant droit de directe seigneurie, pour auoir payemét des arrerages de dix annees desdits cens visit de iare & autres deuoirs portans directe quand ils sont obligez ou declairez non ayas iustice ils pour rot faire le semblable en ayat pouuoir & comission sussidients cas n'y aura garnison de main n'action d'arrerages que dix annees.

Le seigneur iusticier peut saire proceder par execution par son sergent sans commission delutio dari se aucune se suites pour auoir payement de ses exploits, dessaux & amendes de sa cour ver let debitori, nu rissez & signez par son gressier.

Celuy qui a recogneu tenir aucun heritage, est tenu continuer, payer les cens & charges, inst de doloante & peut l'on proceder contre luy par execution, posé qu'il die non estre tenancier iusques à ce qu'il ait nommé celuy auquel il a transporté. Et en nommant celuy auquel il a transporté, les plus des points sur luy prins par execution, luy seront recreuz & rendus sans fraiz: & s'il sait faulse nomination, il sera condamné en l'amende & dommages & interests.

Vn detteur obligé par prinse de corps & de biens, peut estre prins & arresté prisonnier 3 à la requeste de son creancier sans ce que ledit creancier soit tenu preallablement faire discussion sur les biens meubles ou immeubles dudit detteur obligé: mais en sournissant de gaiges de exploictables, 4 le detteur sera mis hors de prison: & si ledit detteur est obligé par prinse de corps & de biens & autres copulsions aucc clause qu'vne execution n'empesche l'autre, le cre ancier peut saire constituer le detteur prisonnier, & neantmoins proceder à prinse de biens:

Et audit cas ne pourra ledit detteur estre mis hors de prison qu'il ne consigne reaulment & de fait en deniers la debte auquel il est obligé, & en ce faisant sera mis hors de prison & luy seront

XCV. est correct a per xcvij. tio no tollit re XCIX. restum me fræ 3 . 104. Etia

sufficeres quaftio.Io.Galli 111.part.5.fili parlamenti.C.M.

Coustumes du duché de Bourbonnois

ses biens rendus. CV.

Qui est obligé à prinse de corps & de biens auec clause, qu'il ne soit admis à riens dire sans 1.105. An er consigner la dette, ledit detteur ne sera admis ne receu à aucune chose i s'il ne consigne reaula efficie bono ment & de fait laditte dette ou biens exploictables iusques à la concurrence d'iceluy, s'il n'est rum scio quan qu'il iustifie promptement & face apparoir par quittance vallable ou par tesmoins sur le doque indica- champ des payemens de laditte dette, ou que par l'inspection de l'obligé apparust laditte detvi molinis an-te estre prescrite, ou que d'iceux payemens ledit detteur en vousist ester au sermét dudit crean

Le creancier ou son heritier pour le payement de ce enquoy on luy est tenu par l'obliga-Justin & sie per lablement saite par le sergent de payer à son detteur & perquisition saite des biens meubles bar.in. L. i.de sur le detteur par le sergent de laquelle ledit sergent sera creu par son rapport, peut au reffus ression de la commencer son execution & araret.in de S.eii ou delay fait par ledit detteur de payer promptement, saire commencer son execution & araret.in de S.eii ou delay fait par ledit detteur de payer promptement, saire commencer son execution & arquoque ad fi. rest sur les immeubles de son detteur ou son heritier declaration preallablemet faite qu'il soit fedhoc est spino heritier. Mais si l'executé ou celuy sur lequel se sont crices soit principal detteur obligé lum & contra rium sentit & ou tiers possesseur fournist biens meubles vallans la somme pour laquelle il est obligé indicat dostif- & s'oppose à laditte execution, ne seront plus saissi les immeubles & surserront les crye-

Quand vn creancier pour estre payé de son deu fait proceder par voye d'arrest sur le detdreas side", ca teur de son detteur: en ce cas est tenu de declarer par serment s'il en est requis ce qu'il doit ausint.C.M. dit detteur en iustifiant par celuy qui fait ledit arrest de son deu par condemnation, obligation ou cedulle recogneue:pour lequel serment faire, ledit detteur ne peut estre distrait hors sa iurisdiction:mais s'il est trouvé en autre iurisdiction, il est tenu de faire la declaration par sermét sans estre renuoyé quant à laditte declaration: mais icelle faite entant que touche la consignation ou payement, il est renuoyé par deuant son suge. Et quad ledit adiourné affin de declarer iure ne deuoir aucune chose, celuy qui a fait faire ledit adiournement & arrest est tenu des despens. Et s'il afferme deuoir & que le principal detteur soit absent ou contredisant, le creancier payera les despens du declarant: sauf à les recouurer sur le principal det-

Et doiuent lesdits arrests faits estre notifiez audit detteur, contre lesquels sont faits en per sonne ou domicille dedans vn moys pour le plus. Et à faute de laditte notificatio dedans ledit 2. 108. Nist temps, ledit arrest est nul. 2

Et si le principal detteur est adiourné à certain iour pardeuant vn iuge de Bourbonnois bitori, quia hac pour veoir vuider les mains de son detteur: & au jour assigné y-a desaut contre le detteur forma magis principal, le desfaut emporte finalité & gaing de cause, en faisant apparoir de sa dette par oblise terrij. adde gation, condemnation ou cedulle recogneue ou prouuee comme dit est: & est le detteur du-Isla confil.8. dit debteur s'il est de la iurisdiction de Bourbonnois, contraint de payer ou fournir de gages iusques à la somme qu'il aura declarce & à la concurréce du deu dudit creancier dedans le téps qu'il luy sera prefix par le iuge, ayat regard à la nature & qualité de laditte dette & des parties. Et aura ledit detteur quittance aux despens dudit creancier par la cour & executoire decerné contre ledit detteur, pour recouurer l'obligation, & à ce le contraindre par prinse de corps & de biens.

Et sont les despens de la premiere assignation dudit detteur principal adiourné pour affermer prins sur le creancier, sauf à les recouurer. Et si le dit detteur du dit detteur principal adiourné pour affermer ce qu'il doit, fait deffaut au premier iour : il sera par vertu d'iceluy con-3.111. Nisap damné és despens & readiourné à telles peines que le iuge ordonnera.

En executions de biens meubles apres que le sergent par vertu de sa commission a sommé debitoris re pro le detteur ou son heritier declaré parlant à personne ou à domicille de payer ce enquoy il est creditore ex- obligé, condamné ou tenu par lesdittes cedulles recogneues ou prouuces : ledit sergent au Duins consuern refus de ce faire, doit prendre & saissir des meubles du detreur ou son heritier declaré. Et laditdinis & appel te prinse saite, assigner iour à la quinzaine, à copter du iour de laditte prinse si elle n'est seriee: fuit per arrest. & si elle est serice, elle se continue au prochain iour non serié ensuyuant pour veoir proceder me presente in à la vente & estrousse desdits biens pardeuant le iuge en la iurisdictió duquel lesdits biens ont consessible illie esté prins: lequel inge ou son lieutenant & non les dits sergens procede à la vente & estrousse que s'illie q'illie q'illie q'illie gnos vocats, die desdits biens presens ou desfaillans lesdits detteurs ou leurs heritiers à la quinzaine ou à l'as-5.O. Tob. anno sise ensuyuant au choix du creancier: autrement les executions sont nulles 3: & sont les biens 2540.C.M.

no 1531.entre cier. simus molinen CS. sы pretor an-

notificetur de-

prins par execution rendus par ordonnance du iuge, sinon qu'il sust autrement couenu & accordé par les parties.

Et est tenu l'acheteur desdits meubles payer promptemet les sommes pour lesquelles lesdits gages luy auront esté vendus, en luy en faisant deliurance par arrest & emprisonnement primis seu les seus les personnes.

cxij.

cxij.

cxij.

cxij.

cxij.

cxij.

rempt le couluite ment le couluite me

Le creancier ou son procureur est receu s'il est plus offrant, ou s'il n'y-a autre à mettre pris store qui de estits biens meubles qui seront vendus à sa requeste.

Le creancier qui a plusieurs det teurs à luy obligez vn seul & pour le tout pour vne mesme étor proptam dette, se peut prendre & adresser contre lequel qu'il luy plaira pour toute la somme, sansce qu'il se puisse aider de benefice de diuisson ou discussion, combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion, combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson ou discussion combié qu'à icelle il n'eust expresser contre le diuisson di la contre le di

Quand vn creancier a son principal detteur obligé & pleiges ou plusieurs: il ne se peut atetqualitatem
dresser au pleige ou pleiges auant le principal, sinon que le pleige ou pleiges se soient constituez principaux payeurs & detteurs, ou que le principal detteur soit demeurant hors dudit
pays ou non soluable discussion faite à ceste sin.

Meuble n'a point de suitte par hypothecque.

nj.

Il est loisible à vn proprietaire ou locateur de maison ou autres heritages par luy baillez à 2.119. Animo tiltre de loyer, de saire proceder par voyes d'execution pour les termes à luy deuz pour ledit houage, sur les biens du conducteur estas en icelle maison, ou fruits desdits heritages, iaçoit ce la reservatoria qu'ils n'ayent obligation par escrit.

CXVIII.

Si le conducteur ou autre que le seigneur direct ou foncier emportoit ou enleuoit les biens 3.120, si de ex estans en l'hostel baillé à louage, sans le consentement du locateur : iceluy locateur peut contraindre le conducteur à restablir les dits biens audit hostel pour la seureté du payement dudit louage pour la derniere annee: & outre peut faire contraindre ledit conducteur à garnir laditte maison pour vn an aduenir.

cxix.

cxix.

sigit. C. M.

3.120, si de ex traindiciali su permacua est hac clausula, permacua est hac clausula, permacua est hac clausula, permacua est hac clausula, permacua est dato confensa, sed si uniciali su pote dato consensa, sed si uniciali su permacua est pote dato consensa, sed si uniciali su permacua est pote dato consensa est pote dato c

Le seigneur d'une maison sera payé & preseré de son louage sur les biens de son louager e- stat alternati-2 stans en icelle, sinon qu'il y ait innouation. 2 cxx. ue, quia in in-

Le conducteur peut vser de retention de louage pour les reparations necessaires à faire ou mission indicis.

3 faites du consentemét dudit locateur en la maison où il demeure, sommation preallablemét C.M.

6-1144-seilices carjo institute sontre ledit locateur.

Le conducteur qui n'a dequoy, ou est refusant payer, ou qui ne garnist l'hostel de biens meu ton instrument bles pour le payement d'vne annee, en peut estre expellé & mis hors par le seigneur d'hostel, tum locationue executorium, auctorité de justice.

Le conducteur d'vne maison qui l'aura louce à vn autre, peut dur at le temps de sa tenue & fieri executioin vim instrumeconduction, vser de tels droits sur celuy auquel il a louce laditte maison, que le seigneur dudit ti nist in eo esthostel duquel il la tient à louage & ècontra.

cxxiij. set clausula pro

Vn conducteur ne peut louer la maison par luy louee, à aucun qui seroit dommageable & di quadiu post preiudiciable à la maison ou au seigneur de laditte maison plus que ledit conducteur, si ce n'est tempus sinité du consentement dudit seigneur.

Si celuy qui a loué ou prins à louage maison ou autres heritages par aucun temps ne declare auant ledit temps passé, qu'il ne veut plus que laditte location ou coduction dure ledit téps
delph. 480.
4 passé, est censee & renouvellee par vn an seulement. 4

cxxvi 132.col.3. lib.

Les fruits d'vne mestairie, pour les fermes ou rentes soncieres d'icelle, peuuent estre empeschez & arrestez par le seigneur de la mestairie, soit qu'elle soit de son heritage ou d'heritage de sa semme, & tient tel arrest & empeschement iusques à plain payement desdittes fermes ou rentes. Et semblablement peuuent estre arrestez & empeschez les sourrages & pailles, pour le nourrissement du bestail de laditte mestairie. Et aussi pour faire des sumiers afin de les conuertir à l'amendement des terres d'icelle mestairie, posé que ledit seigneur n'eust letters obligatoires expressement quant à ce. Et si les struits, pailles & sourrages estoient en le uees ou emportees: ledit seigneur les peut poursuyure & saire arrester: & sera preseré à tous autres.

Pour vin, bled, boys ou autre chose que deniers nombrez se peut saire execution en vertu d'obligation ou condemnation ou dette priuilegee sur les biens du detteur, iceluy premierement sommé de payer. Et s'il est resulant, delayant ou s'oppose la main garnie preallablement par le sergent, il adiourne le detteur pardeuant le iuge auquel la cognoissance en appartient pour veoir apprecier la quantité & chose deuë.

Ss ij.

cxij. 1.117. Etiam absque manda to indicus per ment primii seruientem, sed si reuis neget se condu e pris ctore rel quid cxiiij. actore nist ancheme ctor proptam sansce laxabitur exe cutio courter in actorne: quia oporteturi in actorne: quia oporteturi super qua fun datur execution non reuocari in dubitum rel cxvj. si datim probari cxvij. si datim probari c.m.

ledit nouandi facta

fine clausu
la reservatoria

kviij. Gric raro con
tigit.C.M.

3.120.si de ex

con-traindiciali su
pernacua est
hac clausula,
adit-reservatoria

consensa, sed si
de indiciali
er e-statalternati
cxx. nesquia in innicum sit permisso indicis.

emet C.M.

A.124. scilicet ipsa locatio sed non instrumen hostel, executorium, cxxij, ideo non potuit feri executio in vim instrumer tudit ti nist in eo escapio sed non potuit feri executio in vim instrumer to did ti nist in eo escapio sed n'est clausula pro mission solution maneret adde cxxiiij, edecla-guid.pap. decis delph. 480. Alex. consil. cxxvi 132.cel.3. lib. re em-lib.3. C.M. 5.125. Etiam es fer-emptoribus bo na sidei modo in fra breue të astantibus. c.M.

Coustumes du duché de Bourbonnois

Le cessionnaire peut proceder ou saire proceder par voye d'execution ou arrests sur les 1.127. Solent biens du detteur en vertu de l'obligation en quoy il est obligé & cession de creance, en iustifiant de transport.

Quad aucun doit cés, tailles ou autre deuoir annuel de bled, vin, huille & autres choses qui nem, sed suffi-cit extra indi payer sinon à la raison qu'elles ont vallu au plus haut pris de l'annee, desquelles ils doiuent lesnotificatione dits arrerages. Aussi est tenu de les payer audit plus haut pris, 's sans ce qu'il soit besoin en sai- 2 cessionis facta reaucune autre appreciation.

Se vn creancier pour le payement de son deu fait arrester & empescher par execution aucuns biens meubles-trouuez en la possession de son debteur qu'il pretend estre audit detteur huc cŏtra fugitium rel suf & il y a vn tiers opposant qui maintient lesdits biens luy appartenir, il sera receu: & de ce sont pectum no est les opposans & detteurs creu par serment, en affermant par lesdits debteurs & opposans lesnec notificatio dits biens appartenir à iceluy opposant sans fraude: & audit cas ledit opposant aura main-leuce ne nisi in pun & deliurance desdits biens sans despens, dominages & interests. Mais si le creacier veut maintenir & prouuer fraude entre l'opposant & le detteur, ou lesdits biens appartenir au detteur, 2.128.de. An ou qu'ils ne fussent receuables à porter tesmoignage, il sera receu à faire laditte preuue auant simus prator ledit serment: & n'est par ce empesché ledit opposant, que si ledit detteur ne vouloit affermer lesdits biens luy appartenir, qu'il ne la puisse autrement prouuer.

Quand arrest fur arrest, & execution fur execution sont faits par vne melme dette & entre friut prin que melmes personnes, Le dernier arrest & execution ne vallent, sinon que le premier arrest & execution ne vallent, sinon que le premier arrest & execution eussent esté discontinuez & interrompus, & les gaiges prins par la premiere execu bene vi exclu tion rendus.

Prosenettes, corratiers & autres commis à vendre marchandise ou autres meubles sont co trium circiter traints rendre les marchandises à eux baillees ou le pris qu'ils en ont receu par prinse ou dedierii caristia. rention de leurs personnes.

3.132. Scilia Tous achepteurs de Deitau, vin, Dieuz & autres viocuaines de le liurance des de la contra de leur baille terme & delay de payer, sont apres la deliurance des de liurance des de leur bailles cotraints de le liurance des de leur de le liurance des de le liurance de le liurance des de le liurance de le liurance des de le liurance Tous achepteurs de bestail, vin, bledz & autres victuailles 3 fils ne payent comptant ou que 3 viico argumen par prison à payer le pris conuenu & accordé entreux, sans pource pouvoir vser & iouyr de te sequetis & respits & vn, cinq ans ne de cession de biens. Et s'il y-a contradiction sur laditte vente ou pris d'icelle, se doit vuider sommairement & de plain sans figure de proces.

Les allans & venans és foires & marchez publicques, ou en iugemét pour l'expedition de leurs causes, de laquelle venuë ils sont creuz par leurs sermens, ne doiuent estre prins ne dete nus en corps n'en biens pour aucune dette ou matiere ciuile, quelque priuilege que le crean cier puisse alleguer.

Le creancier tauernier peut gaiger en sa maison celuy ou ceux qui auront beu & mangé se ils refusent à payer. 4 cxxxv. 4

Despens d'hostellage liurez à hostes, pelerins ou passans ou à leurs cheuaux, sont priuilegiez: & viennent à preferer à tous autres sur les biens & cheuaux hostellez: & les peut l'hoste lier retenir iusques au payement: & si aucun autre venant les vouloit saisir, l'hostellier a iuste cause de s'opposer pour lesdits despens. cxxxvj.

Les detenteurs des heritages chargez specialement de charges & rétes perpetuelles ou à temps declaration faite, qu'ils sont detenteurs, & sommation preallablement faite de payer, & perquisition faite, peuuent estre conuenus comme detenteurs d'iceux heritages, sans ce que il soit besoing s'addresser aux principaux obligez, leurs heritiers pleiges, & respondans, ne autrement garder ordre de droit.

Le creancier apres perquisition de meubles sur son principal detteur, de laquelle le sergent sera creu par son rapport, & en faute d'iceux, peut commencer son execution des cryees co-5.137. lequel tre le tiers possesseur s' & detenteur des choses immeubles subiettes à son hypothecque spe- 5 peut demader cialle, sans garder ordre de discussion ou autre benefice de droit: & n'est receu à monstrer ou garand former declarer autres biens appartenans au principal detteur ou son heritier apparent, pour empester l'effet de cher l'effet de sidittes cryces.

cxxxviij.

Et peut ledit creancier faire saisir auec ledits heritages les fruits d'iceux sans ce que ledit il y ait semba-detenteur ou son heritier en iouyssance pendat lesdittes cryees:car l'exploict tiédra en la proce contre luy prieté & fruits: pendant lesquelles cryces seront les dits fruits baillez à serme au plus offrant & dernier eucherisseur en deduction & diminution de la dette & fraiz desdittes cryces. cxxxix.

Et si lesdits fruits n'auoient esté saiss, & ledit creancier ou creanciers ou opposans le requeroient

indicado dice re solet au tius ont valu, or datur fortuita & infolens

tificadă cessio

cium testatu

paulo ante ex-

ecutionem ad-

propier duritiam que alias non debet pro-miscue admit ti.C.M.

4.134. Et fit incontinenti no pro prateri-

la saisie & crices sino que 5.146. C.M. queroient: il sera dit par le iuge que pendant le proces de cryees, lesdits heritages seront regis & gouvernez par commissaires.

En telle maniere que pendant & durant les dittes cryees qui sont saites contre le principal detteur ou son heritier declaré, ledit heritier principal ne son heritier ne pourra estre sermier des ditts heritages: & n'en iouyra par quelque caution qu'il pourra bailler durant les cryees, si ce n'est du consentement du poursuyuant cryees & opposans.

Au regime & gouvernement desdits heritages ne peuvet estre commis les iuge, son gréffier, sergens executeurs desdittes cryees, advocat & procureur des parties, les poursuyuans desdittes cryees & dessendeurs en icelles principaux detteurs ou heritiers declarez, les enfans ou freres des dessussibles sermiers ou accéseurs desdits fruits ou comis au regime d'iceux, leurs dits pleiges & cautions seront contraints de les rendre & restituer quand il sera ordonné comme achepteurs de biens de iustice, par prinse & emprisonnement de leurs personnes.

Le sergent ou comissaire procedant esdittes cryees, peut du consentement des creanciers opposans à la requeste desquels elles sont faites, receuoir les cautions dessutions des fus dittes au roit contradiction, ledit sergent remettra les parties sur la ditte reception de caution pardeu at le iuge auquel la cognoissance de la ditte matiere de cryees appartient, & sans interruption de icelle.

Esquelles cryees est obserué & gardé l'ordre & solennité qui s'ensuit : C'est asçauoir que le sergent executeur desdittes cryees, en vertu des lettres obligatoires passes sous seel royal ou de Bourbonnois ou autre autentique, ou de codemnation de cour seculiere, & des lettres de commission, peut & doit prendre, saisir & mettre en la main de iustice les heritages obligez au creancier,& semblablement les fruits d'iceux apres commandement fait par sedit sergent executeur à la personne ou domicile du detteur ou son heritier apparent ou tiers deten teur de payer: & signifiera audit detteur ou à son heritier apparent ou audit tiers detenteur à personne ou domicile laditte main-mise, ensemble les ventes & cryees és iours introduits par la coustume. Lesquelles cryees se feront és lieux accoustumez à faire cryees, & en la chastellenie ou chastellenies ou les heritages cryez sont assis: aussi signifiera les prinse & assignations de ventes à ceux qui pretendent auoir interests en general à la place publicque du lieu & iustice comme dessus est declaré, auquel se doiuent faire les dittes cryces à cry public & à haute voix. Et ce nonobstant opposition ou appellation quelzconques, en ensuyuant les ordonnances iusques au quart peremptoire en presence d'vn notaire de cour laye & deux tesmoins, afin que qui se voudra opposer esdittes cryees ou y pretendre droit, il n'en puisse pretendre n'auoir cause d'ignorance. Et à celuy sur lequel l'on crye par vne seule notification seulement, qui sera faite à personne ou à domicile. Alias si lesdittes criees & adiournemens pour veoir cofermer ne sont faits à la personne ou domicile du proprietaire possesseur des choses cryees, lesdittes cryees & adjudications de decret sont nuls.

Et si pendant lesdittes cryees suruiennent aucuns opposans, les doit receuoir à opposition & pour icelles dire leur assigner iour, pardeuat le iuge duquel est emanee la comission au iour qu'il doncra, pour veoir cofermer lesdittes criees, si n'estoit q les heritages cryez sussent en di-uerses chastellenies & iurisdictios: auq l'assignatio pour veoir cofermer les crye es & aux opposans pour dire les causes d'oppositio deuat le senechal de Bourbonois. cxlv.

Les cryees d'oresenauant se feront à iours certains & determinez, sans ce que l'on les puisse prolonger n'abreger. C'est asçauoir du iour de la prinse & saisse iusques au iour de la premiere proclamation & vente y aura quinze iours: & dudit iour iusques au premier peremptoire autres quinze iours, & dudit premièr peremptoire au secod, & du second au tiers, & du tiers au quart à chacun d'iceux quinze iours: comprins les iours desdittes prinse, vente & chacune desdittes quatre cryees comme de lundy en lundy: & si ledit iour de lundy ensuyuant est iour serié, assignation se rameine au mardy: & sera lors compté de mardy en mardy: & sera ainsi sait és autres cryees ensuyuans: & sont les iours feriez esquels l'on ne peut faire ne passer les dittes cryees les iours de dimenche, de Noel, Pasques, Pentecouste, & les deux iours sui-uans les dittes sers de Noel, Pasques & Pentecoste, Circoncision & le iour des Roys, L'assension, la feste Dieu, Toussaints, les festes de nostre Dame, des Apostres, des Euangelistes, & la natiuité S. Ican baptiste tant seulement.

En procés de cryees garand formel n'à lieu quant au debteur principal ou heritier declaré au tiers detenteur l'il y a sentence ou declaratio precedente contre le tiers detenteur. exlvij.

Sf iij.

Si pendant le proces de cryces le poursuyuant de cryees va de vie à trespas : son heritier en procedant sans nouvel adjournement ou comission peut reprendre le proces, & iceluy cotinuer cotre celuy fur lequel on crye & cotre autres oppofans:car par le deces dudit pourfuiuat les cryces ne sont interrompues:mais si le poursuyuant cryces par appointement ou negligéce ou intelligence auec celuy sur lequel on crye, est negliget poursuyure le proces des cryees, l'vn des opposans se peut faire subroger au lieu du poursuyuant: & sera le premier poursuyuat tenu bailler lesdittes cryces audit subrogé, en le remboursant desdittes cryces dont en la fin sera satis-fait par le proprietaire.

En matiere de cryees l'on peut encherir pendant le proces en quelque estat que la cause soit, & iusques à l'expedition & deliurance des lettres de decret.

Le dernier encherisseur est contraint par detention & empri sonnement de sa personne de configner au greffe les deniers de son enchere dedans huit iours apres laditte enchere fairit precedes li te & deliurance de decret, sinon que de laditte adiudication y eust appel.

Affignation escheant par deuant le iuge sur la confirmation desdittes cryees, si les appellez 5. 549. 551. en particulier & general sont desaillans: les cryces doiuent estre confermees, pour ueu qu'elles vide francisc. soient solennelles & faites comme dessus. Et sera sait droit aux opposans par discussió de priocrem. singul.

40.60 mecum rité. Et au pour suyust les dittes cryces & l'heritage adiugé au dernier encherisseur à la charge bar in L. lici des droits & deuoirs seigneuriaux seodaux & directs seulement, sans aucuns arrerages d'itator, st. de publica soil conblica soil conblica soil conceux, etiam si les seigneurs pour raison d'iceux ne se soient opposez: & aussi à la charge des sil. 194. modus fraiz desdittes cryces: & sont lesdits fraiz de cryces ceux qui sont faits pour la prinse & saisse, or forma lib. vente & peremptoires, façons de peremptoires, interposition, expedition & deliurance de

L'achereur soit creancier ou autre, est tenu consigner reaument & de fait le pris pour lefabia de môte quel les heritages luy seront adiugez & deliurez és mains du greffier ou autre commis par le fancti sau. in iuge qui a faite l'interposition & adiudication, les dits deniers comptez & nombrez, en luy de-જ મ્લે.લા. 78 liurant le decret desdittes choses vendues, si dudit decret n'est appellé:autremet non, sino que l'achepteur fust creancier, & que ledit pris ou partie d'iceluy luy eust esté adiugé, & qu'il fust preferé és autres: auquel cas sera tenu seulement consigner la somme qui excedera son deu pour lequel il est preferé.

> Et touchant les autres dettes pretendues par les creanciers opposans & à iceux adiugez, se ra ledit pris entr'eux distribué selon l'ordre de priorité & posteriorité, eu esgard à l'antiquité, priuilege & qualité desdittes dettes ainsi comme de raison: & en cas de discositure qui est touchant les opposans en l'ordre de discussion entre les personnelles, si du pris mis en l'adiudication de decret, apres les hypothecques payees n'y à argent suffisant pour icelles payer: en ce cas qui est cas de desconsiture, se payeront les opposans sur le pris restant au sol la liure. cliij.

En choses vendues & adiugees par peremptoire, euiction n'a point de lieu.

Le sergent ayant fait cryees, est tenu de faire proces verbal des cryees : & n'est tenu le garder que jusques à six mois:pendant lesquels il est tenu, s'il en est requis, bailler coppie desdittes cryees & proces verbal, moyennant falaire competant: de laquelle coppie en cas d'appoin tement, dissimulation ou departement fait par ledit creancier poursuiuant lesdittes cryees, les autres creanciers l'en pourront aider.

CHAPITRE 14.

Taxe de despens & amendes.

Article clv.

"AXE de despens se doit faire par le iuge, eu esgard à la qualité des personnes, d'istace de **s** lieux & merite de la cause: & est reuocquec & abrogee l'observance d'aucunes chastellenies dudit pays, par lesquelles n'estoit taxé és parties qui obtenoient despens de quelque qualité qu'ils fussent, ne quelque distance de lieu qu'il y eust, sinon la somme de cinq deniers tournois par iour, ou autre petite somme non raisonnable.

Les sergens de madame qui font exploicts d'execution, ont pour la prinse de biens, douze deniers, pour le iour de la vente douze deniers tournois: & quand ils reçoiuent rachapts de gage douze deniers tournois: & où ils font exploicts d'asseuremens, empeschemens maintenues & gardees & autre exploicts formelz, ils ont és villes franchises & parroisses où ils sont demourans pour leur escrit qu'ils sont tenus bailler par escrit, deux sols tournois pour tous: & pour vn adiournement simple s'il est rapporté verballement, cinq deniers tournois: & s'il est rapporté par escrit dix deniers tournois. Autre chose est si lesdits sergens sont

Digitized by Google

interim si iste non Jatisfececitator no liberatur vt J. aliss bartac. decret. in tracta. de gabel. col. 18.

leurs exploiciz hors desdittes villes, franchises & parroisses où ils font leurs demourances: Auquel cas leur taxe se fera à l'arbitrage du iuge qui doit auoir la cognoissance desdits ex-

En grosses d'escritures chacune pagee de fueillet doit contenir vingt lignes: & chacune ligne douze sylabes,&en grosse de sentence diffinitiue ou interlocutoire chacune peau doit cotenir cinquante lignes, & chacune ligne cinquante sylabes.

Les sentences interlocutoires ou diffinitiues excedas vne peau de parchemin, doiuet estre taxees par les iuges qui les ont donnees auant que le greffier en puisse demander aucune chofe aux parties:autrement elles neviennét en taxe: & si les greffiers font le contraire, ils sont cotraints rendre aux parties ce qu'ils en ont receu.

Si apres l'adiournement posé en matiere ciuile & auant l'assignation escheuë & rapport fait par le sergent,les parties sont d'appointemét & le font à sçauoir audit sergent:ledit sergét ne les peut relater:& f'il le fait,& les parties alleguent ou prouuent laditte notification,il n'y-a clame n'amende contre aucune des parties:& est le sergent amendable & tenu aux interestz & dommages.

Pour-ce qu'audit pays & Duché de Bourbonnois, y-a diuerfes taxes d'amendes , & que les amendes des actions personnelles, petitoires, possessoires, sauuegardes, mainmiles, executios, affignemes & autres instances se taxent à diuerses sommes & en diuerses manieres, & qu'il y-a diuersité d'vsage en diuers lieux, les taxes d'icelles amendes se feront selon que de tout temps a esté obserué & gardé, par-ce qu'on n'y sçauroit donner n'y assigner coustume general-

Qui iette eauë ou autre chose par fenestre en ruë publicque és villes, sans cryer par trois fois, il doit l'amende au feigneur iusticier & interest de partie.

On ne peut mettre chanure ne lins, chaux ou autres choses portans poyson en estang, pescheries, gourtz, maretz, appartenans à particuliers, sans leur vouloir & congé: autrement on est tenu en l'amende enuers le seigneur iusticier & à l'interest de partie.

Qui rescoust ou rauist ses bestes de celuy qui en a fait la prinse pour les mettre à iustice, il est amendable.

Si aucũ couppe, brusse ou abat arbres faisans limites de iustice, forestz, territoires ou autres choses, il est amendable: & est tenu és interestz des interessez.

Toutes amendes arbitraires se doiuent taxer sur le champ, ou en prononçant & donnant sentence & appointement.

C H A P I T R E.

Du droit & estat des personnes.

riage dissolu, en puissance de leursdits peres, ayeulx, ou autrement.

1.166.Hoc in Article clievi, tellige quando datur en habi FILS defamille mariez ou prestres sont reputez emancipez & maieurs quant à pouvoir em se qua-ester en jugement, & contracter sans l'auctorité de leurs peres, ayeulx ou autres, I sino que din rétinentur autrement sust conuenu en saisant ledit mariage. Et ne retournent lesdits sils de samille le ma-in domo paterclxvij. satu patet per Par le trespas du pere les ensans seront sui iuris & hors de la puissance d'autruy, supposé hanc consuere. CIXVIIJ. comuniter ac-

qu'ils eussent ayeul ou proayeul ou autre ascendant. Fils de famille & femme mariee exerçant marchandise publique, sont & peuvent ester en cidentibu. iugement, tant en demandant qu'en defendant par raison des choses concernas le fait de mar2. 168. Scill-2 chandile sans auctorité de leur pere & mary, & des dettes par eux faites, les maris en sont te- on section de nus, & le pere pour les dits enfans s'ils demeurent & exercent laditte marchandise en la mai- expressa set la presumison dudit mary ou pere ou aillieurs, sous & au nom dudit pere ou mary.

Fils de famille, femmes mariees & ceux qui sont en puissance de tuteurs ou curateurs, ne bal. in l. post mortem P. de peuvent ester en jugement sans l'auctorité du pere, mary, tuteur & curateur respectivement, adop. and. cos sinon en matieres d'iniures ou causes criminelles, lesquelles les dits enfans de samille & sem- 86.C.M. mes mariees peuvent intenter & soustenir en demandant & desendat sans auctorité de leurs du tatum ca-3 peres ou maris. 3 Toutes-fois si lesdittes femmes & fils de famille estoient condénez en aucu- 🕍 excipitur nes sommes ou amendes pour raison desdittes iniures ou causes criminelles, les executions serve sint sub intere d'icelles ne se peuvent faire sur les biens de la communauté durant icelle, & sur les bies du pe- rel curatore re:mais icelle communauté dissoluë ou apres la mort dudit pere ou emancipation dudit fils, querum autho se pourra faire execution sur la portion de laditte semme & biens dudit sils, tout ainsi qu'elle mr.C.M.

Clxix. tur hoc casu

Sí iiij

cust peu estre faite incontinent apres laditte condemnation, & sans se pouoir aider contre icelle de prescription ou autre laps de temps, sinon à commécer au temps que laditte execution peut estre faite.

Femme mariee est en la puissance de son mary.

1.170. Indi-

Stincte etiamsi

nes in bonu se cus facta leva-

ratione. C.M.

Iurameto in-

terueniete an-

dre.Sicut confil.36.lib.3.ni

si ad eoru vti-

litatem l. non eo minus C.de

procur. Ia f.co-

fil. 48. lib. I. and. Sicut co-

fil.5. colum.5.

lib.3. de dona

tione causa mortis, vide Pet. Ancha.

consil.384.

3. 173.Scili-

cet in mobilibo in quibus va-

let alienatio

ipso iuresalua restitutione

que nunquam

tollitur vt per

postquam liti C. de pact. ve

ve dixi in co-

Suet.paris. §. 2. glo.7. numero

6.er in hoc la

tis operatur cosuetudo que

nő loquitur de

immobilib" in quibus non tol litur decretum

alias non est lo

cas restitutioni sed millitati

adde Lud.Ro.

desinit facere fructus suos

quia innenta-

rium nibil bxbet comune cu

reliquis adde Iaf.conf.157. lib.4. C.M.

5. Scilicet om

nes sine liberis guia quandiu

vnus filiorum

vel è stirpe na turali & legi

tıma superest

illi accrescit.

ergo pater excluditur à tu-

C.M.6. 179. An

confil. 58. C.M.

C.M.

non lint comu

claxi. Contract de vendition, donation, quittances ou autres faits par femme mariee ou par enfans estans en la puissance de leurs pere, tuteurs ou curateurs sans le consentement desdits maris, peres, tuteurs ou curateurs ne vallent: 2 & ne sont tels contracts confermez & validez par 2. 17 I. Eliam la dissolution de mariage, ou par la mort dudit pere, emancipation desdits enfans & maiorité desdits mineurs.

> Si detteurs diviennent furieux & insensez, ou sont absens ou demeurans hors du pays & Duché de Bourbonnois, iustice à la requeste des crediteurs doit (appellee la femme, si femme y-a) & des plus prochains parens desdits furieux, insensez, ou absens, & leur donner curateurs en leurs biens, contre lesquels lesdits creanciers se peuvent addresser & seur faire signifier leur requeste pour eux pouruoir de desenses au contraire se faire le peuvent. Et à faute desdittes defenses, iceux curateurs pourront souffrir condemnation, & faire payement de la dette, en baillant caution par celuy qui pretend laditte dette de restituer, si restitution y eschet. Mais si lesdits detteurs, surieux, insensez viennent à conualescence, & lesdits absens retournent au pays, & ils iustifient de quittance ou satisfaction desdittes dettes payees: lesdits crediteurs sont contraintz par iustice à restituer ce qu'ils en ont receu, auec les dommages & inteclxxiii.

Combien qu'en certain cas par-cy deuant, les masses en l'aage de xiiij.ans, & les femmelles en l'aage de douze ans. Et de present en ceste publication, les masses en l'aage de vingt ans, & les filles en l'aage de seize ans ou autre moindre temps ayent esté reputez maieurs: Toutesfois par lesdittes coustumes n'est entendu que si le mineur de vingt cinq ans, fait aucun cotract duquel il pretende auoir esté blecé ou souffrir dommage, qu'il, ou son heritier, ne se puissent alex. Ias. in l. faire releuer.3

> 16. C H A P.

Tutelles.

Article clxxiii.

E pere est administrateur legitime des biens maternels aduentifs de ses ensans estans en la puissance:& fait les fruits siens si bon luy semble, iusques à l'aage de xiiij.ans quat aux filles, & xviij.quant aux masses: & sera tenu le perc en prenant laditte administration, payer les dettes que doiuent lors lesdits enfans, les nourrir, alimenter & entretenir, payer & acquitter les charges que doiuent lesdits heritages: à la fin de laditte administration rendre lesdits heritages en bon estat: & est tenu le pere de faire inuentaire 4 de leurs biens & les rendre à sesdits enfans 4 l'vsus-fruit siny: & si ledit pere se remarie, ou que lesdits enfans meurent 5 auant ledit temps, 5 l'vsus-fruit & administration sont finis. clxxv.

La mere est tutrice & legitime admistraresse de ses enfans mineurs tant qu'elle demeure en viduité si elle est aagee de vingt ans accomplis:mais où elle seroit mineur de vingt ans acco-4. 174. Tame plis, elle n'est capable: & ne peut auoir le gouuernement & administration de sessities enfans: & leur est pourueu de tuteurs & curateurs par auctorité de iustice: & si laditte semme venoit en aage de vingt ans accomplis, elle pourra, si bon luy semble, prendre la tutelle & administration de sesdits enfans, & icelle tenir tant qu'elle demourera en viduité: & est tenue prendre les biens desdits mineurs par inuentaire incontinent apres le trespas de sondit mary, & bailler caution iuratoire de rendre lesdits biens ausdits mineurs.

> Femme ayant gouvernement & administration de ses enfans, est tenuë avant que convoller en secondes fiansailles ou mariage, faire pouruoir à sessite enfans de tuteur & curateur:& sī elle conuolle en secondes nopces, elle est priuee de saditte tutelle & administration: & sera tenuë rendre compte & payer le reliqua.

Tutelles testamentaires sont valables & preferees à toutes autres.

clxxviij.

Et à faute d'icelle, la legitime & naturelle a lieu & la datiue apres: & doit laditte tutelle datiue estre confermee par le iuge & non laditte legitime & testamentaire.

Tutelle legitime n'a lieu qu'à la mere: 6 & en deffaut d'elle à l'ayeul ou ayeulle paternels & 6

tella legitima? Resp. Non, quia si filios emancipat si sint minores annis eo ipso sit & remanet eorum tutor naturalis & legitimus, alioquin cessunte emancipatione qua etiam non prasumitur siue matre viua, siue ea mortua pater semper habet silios naturales & legitimos in sua potestate. & sic superuacuum est loqui de tutella, & hac consuetudo refertur ad id quod crebrius vsu venit & also non supposito. C.M. mater-

Digitized by Google

maternels:& seront les paternels preserez aux maternels.

ü,

n.

ă 11

M

Tutelle dariue se doit donner par election des parens & affins desdits mineurs de chacun 1 costé: & au desfaut de parens & affins par election de voisins i insques au nombre de sept pour assistant courre le moins. Et dure laditte tutelle, quant és filles insques à seize ans, & quant és masses à vingt santur ve haans inclusiuement.

La mere, parens d'aucuns mineurs & procureur d'office en laquelle demeurent les lits mi- presumptio. se neurs, doiuent faire intelligence incontinent apres le trespas du pere de leur faire pour uoir de cino qui no so tuteur. & doit le dit procureur d'office faire la pour suyte si tost qu'il est venu à sa notice, & faire let locum nee appeller & adiourner la mere & parens si aucuns en ont: sinon les prochains voisins pour y personas freque tare.C.M. estre pourueu par leur aduis. Et si lesdits adiournez deffaillent, on les doit faire adiourner auec 2. 182. Ludo. intimation: & s'ils deffaillent ou aucun d'eux, ils y doment estre neantmoins pourueu inquisi- Ro. consil. 28. tion faire auec ceux qui se trouueront presens. Et si aucun des presens ou desfaillans est de106.deci.tolo. claré tuteur, il est contraint par mulctes & prinse ou exploictations de ses biens & toutes 289. fallie se autres voyes que de raison à prendre laditte charge, faire le serment & autres choses requi-· fes.

Tuteurs sont tenus de faire inuentaire incontinent & auant qu'eux entremettre à l'admi nistration de biens du mineur sur les peines de droit: & se doit faire ledit inuentaire par le iuge ordinaire, commis, greffier ou autre qui sera commis par ledit iuge à moins de fraiz que fai-res certes , ve dixi in consue. re se pourra, & sera rapporté ledit inuentaire dedans xl. iours.

Tuteurs, curateurs & autres ayans administration de biens de mineurs ou autres personq.2. facil 1. 2.

Stractari 7 fi. nes, en faisant leur inuentaire, sont tenus faire priser & estimer lesdits biens par gens à ce congnoissans, accordez & esleuz par les parens: & à deffaut qui ne les accorderont, sont esleuz par C.M. ledit inge ou commis: & sont tenus les dits priseurs de faire serment de bien & loyaument saire et iam assione laditte estimation & prisee: & en cas de restitution desdits biens, ils doiuent estre exhibez par tessameri acti celuy qui en est chargé par ledit inuentaire pour les deliurer à ceux à qui ils appartiennent, ou adde Lud. Ro. la prisee d'iceux au choix de ceux à qui ils doiuent estre deliurez : toutes-fois si celuy qui est confil. 43. nis chargé desdits biens par ledit inuentaire, craint ou doute le deperissement d'iceux : il les peut respettu passe faire vendre par auctorité de iustice dedans xl. iours apres la closture dudit inuentaire ou confection d'iceluy à cry public au lieu accoustumé de faire crices & ventes de biens à jour de chiam collatemarché ou d'assise, au plus offrant par vn seul edit: & demeurent les deniers de laditte vente és rales et reme mains du tuteur qui est chargé desdits biens: desquels deniers prouenans de laditte vente ainsi tur ve 5. sequ. faite, il est tenu de rendre compte, & non selon laditte prise. 11. 15 1

C H A P. 17.

Bastards & aubains.

clxxxiiy. Ro.const. 102.

N bastard peut disposer 3 de ses biens en tous contractz d'entre vifz comme vn legiti-

Bastards ne succedent ab intestat ne par testament à leurs parens & lignagers de quelque q-13. nu. 17-51 estoc qu'ils soient.

Les descendans en directe ligne en loyal mariage des bastardz leur succedent, & non plus rutame Guil. leurs autres parens & lignagers.

Si l'enfant du bastard va de vie à trespas, delaisse son pete ou mere ou freres : les biens meu- resbe & re. bles & acquestz immeubles appartiennent à ses pere, mere ou suruiuant d'eux auec ses freres no. adela . nu. à trespas sans enfans, pere, mere ne freres ne leurs descendans: en ce cas il à deux heritiers: l'vn est im reserva du costé paternel qui est le seigneur haut iusticier representant l'estoc paternel, qui succède à lois rois sisseala moytié des meubles & coquests, & aux propres du costé paternel & ses prochains heritiers les vsurparus. du costé maternel qui succedent en l'autre moytié desdits meubles & conquests, & en tout C.M.

Sheritage du costé maternel Clxxxviij. me grandedel'heritage du costé maternel.

La succession des aubains appartient à Madame, des biens estás au pays & Duché de Bour-4 bonnois.4

> C H A P. 18.

Tailles personnelles.

IL y-a audit pays & Duché de Bourbonnois des tailles qui sont tailles personnelles: & sont sur le chef & la personne dont les vnes sont franches:car elles ne rendent point la personne serue combien qu'elles soyent sur le chef & sur la personne: & d'autres qui ne sont point fran-

clxxxj. cop.quanto de clxxxiij pari. §.6.gl.6.

clxxxv. Boe.de. Burd. claxxvj. gl.pragma. ti. de collat.S. ve

sed institutue excluderet si-

scum.adde Lu.

Henry 2.donnee à Ioinuille en Iuin, l'an clxxxix. 1548.dot l'ay

ches, qui rendent la personne serue & de poursuyte & main-morte. CXC. Quiconque doit taille personnelle, est sur le chef, soit taille frche ou taille serue: la ditte tail le est à volonté raisonnable: & la peut le seigneur croistre ou diminuer selon la faculté des bies de celuy qui la doit.

Quiconques doit taille personnelle & sur le chef soit franche ou serue, il doit quatre charrois l'à à son seigneur s'il a bœufz & charrette ou beste traynat: & s'il n'a bœufz & charrette ou beste traynat, il doit quatre coruces l'an, où il plaist au seigneur l'employer à sonseruice, du soleil leuant au soleil couchant.1

Il y-a plusieurs sers audit pays, dont en y-a les aucuns qui doiuent quatre deniers à cause de seruitude: & s'appellét les quatre deniers de châtelle: & par la coustume n'eschointent 2 point 2 Sulicet quando les vns aux autres ne leurs enfans, pourueu qu'ils soient partis & separez. Autre chose est eux 3

Si Monseigneur le Duc ou son vassal ont vn serf par commun, & il y-a enfans qui soyent à partir:mondit-Seigneur le Duc a le choix quant on fait le partage. Et se fait le partage par la-Excipitur etia ditte coustume en ceste maniere que s'il y-a plusieurs sers ou femme de serue codition: monrempus que so- dit seigneur le Duc prent celuy que bon luy semble: & celuy qui est commun, choisist l'autre apres tel que bon luy semble: & mondit seigneur apres iusques au parachement: & s'il en reste vn ou vne, ils demeurent commis.

Si vne femme serue a plusieurs bastards ou bastardes d'vn homme franc, sesdits enfans vn ou plusieurs seront tenuz sers: & le contraire est, que si vne semme franche à bastards d'vn home serf: les enfans demeurent en bastardage: & ne seront point serfs.

Nul ne peut demeurer és chastellenies de Murat, Hericon, Montluçon & Chantelle, n'aucunes d'icelles par an & iour, qu'ils ne donnent taille franche à monseigneur ou autre: laquelle quib. mo. ius est sur le chef & sur la personne: & est de suitte, sinon que telle personne soit noble, clerc, ou personne priuslegee, ou s'il ne demeure en lieu de franchise.

Nul ne peut aduouer aubains ou nouueaux venans estragers esdittes chastellenies pour ses nedis. inrepet. hommes, ne leur indire, n'imposer laditte taille, si ce n'est Monseigneur le Duc & non autre, finon qu'il ait iustice haute, moyenne & basse.

Quiconque doit taille personnelle à vassal autre qu'à Monseigneur le Duc : laditte taille est ierue & de suitte & de main-morte.

Si aucune personne homme ou semme doit taille personnelle à Monseigneur le Duc , & taille à son vassal: la taille du vassal est serue comme dit est: & par le moyen d'icelle la taille de mondit-Seigneur est pareillement serue par le moyen du vassal qui l'asseruist: & par la coustume, la pire condition emporte & attraict à soy la meilleure.

Les enfans descendans en mariage d'vn homme serf ou femme serue, ensuyuent la conditió nere lege alin de leursdits pere & mere:tellement que si le pere ou la mere sont sers ou l'vn d'euxseulement regionibus de les enfans & les descendans de luy seront sers, cobien que droit escrit die, que partus ventrem sucrido Bituri sequitur. Car par la coustume la pire condition emporte la meilleure.

L'homme ou la femme franc ou franche ne succede point au sers mais le serf succede bien tamen ibi limi à ses parens francs.

La personne franche peut bien vendre & transporter son heritage au serf ou à personne ser ue:mais par le contraire la personne serue ne peut transporter son heritage à personne frache: hac cossuetudo & s'il le fait, l'heritage ainsi transporté par ledit homme serf à personne franche, est acquis au restringi, qua sinhumana de qui l'homme sers est sers, apres que ledit sers s'en seroit deuestu & dessais reaumét impiam censet & de fait: & l'acquereur en auroit prins la possession.

Quiconque doit taille personnelle trois sois l'an : C'est à sçauoir, en Aoust, à Noel & à dignissimus of Pasques esdittes quatre chastellenies, laditte taille est serue: & la personne qui la doit, est tissississississe ferue de serue condition. Et tous les descendans de luy quelque part qu'ils se transpor-

 ${f T}$ ous ceux qui doiuent quatre deniers de taille personnelle que lon appelle ${f les}$ quatre ${f de-}$ niers de chantelle & tous les descendans d'eux ainsi qu'ils seront escrits: & se treuuent au terhec consuerado rier ou papier dudit preuost desdits quatre deniers de chantelle, ils sont tous serss & de serue extra territorium sum obcondition de poursuitte & de main-morte.

intra illud retoutes sois ce nonobstant peuvent-ils passer tous contracts, ventes & trasports à leur proffit & contr'eux tant de mariages qu'autrement, reserué alienations de leurs heritages à personnes P.de iuris.om franches

1.191. Referasta tamen ho ra meridiana quietis l. medi-1'.de oper. lib. periculosum la estans communs.
bori vein italia prout etia d.l.intelligitur lent prandere. 2. 192. nes-chointent) Id est, non succedunt.C.M. 192. Hofriens, in summa de nat. ex lib. vent. 6. 71. Io.fa. S.1. ift. pat.po.sol.Gu. 361.Gui.Becap. raynutius

in ver. or vxo.

no. adela . nu. 953.C.M.

4. 202. Het no potest impo censis buic vic. tit.1.§.1. quă taui in fugien te & latitate, hic do. Io. pap. annota. in has cosuetudines ca ius iudiciŭ lan

Iud.C.M.

franches & autres que de leur condition: mais à gens de leur condition qui sont hommes d'vn mesme seigneur, ils peuvent vendre & aliener meubles, heritages & autres biens quelcoques, 1. 205. Sunt comme les hommes francs, & passer tous contracts sans congé de leur seigneur.

Tels gens de condition peuuet porter telmoignage: & sont receuz à tesmoignage indiffe
parif. §. 2.q.

remment comme autres gens.

Ccvj. gl.3.1. sa.inft.

Gens serfs de serve condition peuvent ester en ingement commencer & poursium de interdic. §.

Gens sers de serue condition peuvent ester en iugement, commencer & poursuyure proretinéde col. 3.
ces & causes, en demandant ou dessendant contre leur seigneur ou autre, & sans le consentetamen, pro doment de leur seigneur.

cevij. mino noadmit

Gens sers & de serue condition succedent à leursdits parens, come dit est. Et aussi seurs paBen. in repet.
rens de leurditte condition leur succedent s'ils sont comuns en biens & demourans auec eux: cap. raynutius
Mais s'ils sont separez d'eux, ils ne leur succedent point: & appartient leurs biens & succession no. adda. num.
à leur seigneur par droit de mortaille, posé qu'ils ayent enfans ou autres lignagers qui soient 972. de testa.
separez de biens d'auec eux: Toutes-sois si les enfans ou autres personnes habilles à succeder, lib. 2. C.M.
s'estoient departis pour estude, seruice, impression, ou mal traistement: ils succederont neantmoins esdits cas, comme s'ils estoient demourans ensemble.

Gens de serue condition peuuent marier leurs ensans & leur donner de leurs biens meubles & immeubles: car leurs ensans & posteritez ensuyuent tousiours leur condition: ainsi les heritages demeurent tousiours en leur condition: car, comme dit est, la pire codition emporte la meilleure.

CHAP. 19.

:tail

bies

rd.

:01 16

IOJ.

d

ini

ux j

Donations.

ccix.

DONATION vniuerselle entre viss de tous biens presens faite à autre qu'à ses propres enfans, ou de partie d'iceux, per modum quotæ, ne vaut sans bail & apprehension de possession reelle & actuelle: qui est seulement quand le donnant se dessaissift de la chose donnee, & le donataire sen saissift tant que faire se peut. C'est à sçauoir, quat és terres seodalles que le donataire soit receu en soy & hommage és choses tenuës en sies des censuiers, qu'il soit inuesty par le seigneur censuier des allodialles qu'il en ait prins possession en presence de notaire & deux tesmoins, sans ce que par constitution de precaire retention d'vius-fruit, soit quat à la validité de la ditte donation, autrement possession suffisamment transferee. Et en ce cas le dona-2. 211. De pra taire vniuersel des biens presens, est tenu payer les dettes que le dit donateur deuoit lors & au sentiment intelligitur, 72 temps de la ditte donation.

Temps de laditte donation.

CCX. patet per praDonation vniuerselle faite de tous biens presens & aduenir, ne vaut sinon en traité de mariage au prossit des contrabas & des descendans d'eux: Et en ce cas le donataire est tenu payer 105, C.M.
les dettes que le donateur deuoit, & deura insques à l'heure de son trespas.

ccxj. 3-315. Coine

Donations entre vifz de tous biens 2 retenu certaine somme de deniers ou partie desdits eius baredem biens pour en disposer à son plaisir & volonté, est bonne & valable quant és biens desquelz le rel etiam condonnant ne retient la disposition, s'il y-a bail & apprehension de possession reclle & actuelle: tra tertis qui acquissuit cis & les biens retenus en cas que le donateur n'en auroit autrement disposé, ne sont compris en onere buisus re laditte donation. Ains appartiennét à l'heritier ab intestat, si d'iceux le donateur n'en a autre-solutionis set ment disposé.

CCXIJ. possiblere capit

Donner & retenir hors mariage qui ne vaut par la coustume, & quand le donateur retient sino enere, puissance de pouvoir disposer quand bon suy semblera de la chose donnee, ou quand il charge ann correret, le donataire de payer ses detres qu'il deura à l'heure de son trespas.

Donation particuliere d'aucuns biens, est bonne & valable sans apprehension de possession resolutoria inreelle & actuelle: & si du viuant du donateur ledit donataire n'a apprehendé la possession de la toruersa: actua chose donnee, il la doit auoir apres son trespas par la main de l'heritier. — ccxiiij. enim interme-

Donation de chose particuliere faite auec retention d'vsus-fruit à la vie du donnant ou au-impedit contre temps, est bonne & valable: & n'est donner & retenir. Et est le donataire sais sant autre innestion extremorum, vapprehension de possession, ledit vsus-fruit siny.

En donation d'entre vifz d'aucune chose particulière ou autre valable, on peut saire clause sent filé acq. resolutoire, comme si le donnant suruit le donataire ou autres semblables: audit cas lesdittes inliss solutions donations soyent resolues & pour non aduenues, telles donations sont bonnes & valables. ff. de solutio. Et neathmoins le cas de la resolution aduenant, sont & appartiennent les choses donnees adde cons. Niuernensem. §.

3 esdits donateurs: les quels s'en peuvent esdits cas dire saiss & vestuz dedans l'an de la ditte re17. ti. de succes.

6 ccxyj. & arthas. §.
5. C.M.

de made made made ce. adde Guid.
papedec. delph.
105. C.M.
CCXJ. 3.315. Côtra
desdits
desdits
qui haredem
quelz le vel etiam concuelle: tra tertiù qui
acquistuit co
pris en onere huisus re
auttre-solutionisseess
station possibilitation
ccxij. possibilitation
ccxij. possibilitation
ccxij. repete qui ex tunc
ann' correret,
charge qui ex tunc
ann' correret,
ccxiij. tate possibilitation
on de la toruers. assure
ccxiij. dius contrario
tou auimpedit cons autre iunchione extremorum, vt
ccxv. not. in l. qui ab
e clause senti ff. de acq.
essibilitation
adde cons. Niuernensem. S.
itte re17. ti. dessucces.
ccxvi. & arthass.
s.

Le pere & la feme auctorisee 1 ou la mere apres le trespas de son mary & vsant de ses droits, 1 peuuent durat leur vie iusques à quarante iours 2 auant leur trespas partir & diuiser leurs bies 3 2 meubles & immeubles entre leursdits enfans, soyent en leur puissance ou non: & tient & vaut 3 telle disposition & partage: & ne peuvent lesdits enfans aller au contraire, sinon que par ledit partage leur fust aduenu moins 4 que de leur legitime: & est tel partage & diuision ambulatoire & reuocable iusques au trespas du disposant: apres lequel lesdits enfans & chacun d'eux se peuvent dire & maintenir saiss & vestus des choses à eux aduenues par ledit partage. Et se peut bailler laditte legitime en chose certaine : & s'il estoit moins delaissé à l'vn des enfans que de saditte legitime:elle est supplee par les autres ensans pro rata, ledit partage demeurant au residu en sa force & vertu: & se peut faire tel partage presens ou absens lesdits enfans iudiciellemet, ou pardeuat deux notaires, ou pardeuant vn notaire ou deux telmoins, ou sous l'escriture & seing manuel desdits pere & mere: & sont lesdits enfans tenus d'acquitter & payer les dettes, laiz & funerailles de leurs pere & mere pro rata, si par ledit partage fait par le pere ou mere n'y auoit sur lesdits enfans ordonnance particuliere de payer lesdittes dettes: Car en ce cas laditte ordonnance sera gardee iusques à la saulue de la legiti-

Le pere, mere 5 ou l'vn d'eux ne peuvent donner entre viss à leurs enfans hors contract de 5 mariage, soient lesdits enfans emancipez ou non.

Infinuation de donation n'est point necessaire de quelque valeur & estimation que soit laditte donation.6

CHAPITRE

Donations, dons mutuels & autres conventions faites en contract de mariage & constant iceluy.

OVTES donations, conuentions, auantages, institutions 7 d'heritiers & autres cho-7 ses faites en contract de mariage en faueur d'iceluy au prossit & veilité des mariez de l'vn d'eux ou des descendans dudit mariage, le mariage fait par parolles de present, sont bonnes & valables en quelque forme qu'elles soient faites, eriam en donnant & retenant: & posé qu'elles soient immenses, inosficieuses & iusques à l'exheredation des propres enfans dudit disposant. Soient icelles disputations faites opposees ou adioustees audit contract de mariage auant ou pendant les fiansailles, reservé toutes-fois ausdits ensans leur droit de legitime,8 8 posé aussi que lesdittes donations & auantages soient faites à personnes estranges 9 contractans ledit mariage, bastards ou autres quels conques: & saissifient telles dispositions les cas aduenus quand lesdittes donations & dispositions sont faites par personnes habilles à contra-

Institution d'heritier & pacte de succeder faits en contracts de mariage, l'estend seulement és biens qui se trouueront delaissez par le deces dudit disposant. Et n'empesche laditte institution ou conuenance de succeder, que ledit instituant ne puisse aliener ses biens par cotractz entre vifs.

Quand par contract de mariage n'est conuenu quelle partie de la somme accordee pour le dot de la femme doit sortir nature d'heritage au prossit de laditte semme : audit cas entre les queritur C.de nobles les deux tiers & entre les non nobles, la moitié de la somme sortent nature d'heritage au proffit de la femme. Et le surplus de meuble au proffit des mariez. Mais quand il y a heritage & argent ou autre meuble ensemble, l'heritage est propre à la semme : & le meuble est cense meuble au proffit desdits mariez & de leurditte communauté frautrement n'est accort est ar A. Less trait an Art JE CEXXIS

Celuy qui a institué aucun son heritier en contract de mariage & faueur des maries ou descendans dudit mariage, ne peut saire autre heritier par testament ou contract subsequent quel qu'il soit au preiudice de l'heritier ou heritiers instituez par ledit contract de maria-

6. 218. Non est tanta ratio extendendi constitutionem anni 1539. \$. 132. ad istos qui non solent facile donare, sed tamen extenditur: quia formam respicit.C.M.

7. 219. Que renocari non poffunt Io. fab.l.I.C. se mancip.ita venie decermtolos. 452. Guil. Benedic in repet. cap. raynutius in verb. duas bab. fil. nume . 197. Nicol.Boer.decif.Burdeg.155.C.M. 8. legitime) Tempore mortu parentu inspecto, vt dixi 5.5.2016.C.M.

9. estranges) Et sic corrigitur lege hac adiciali C.de secun nup quia fily primi matrimony non sunt minu quam extranei. C.M.

Digitized by Google

ge.

1.216 . Simul vel seorsim, hoc est etia de iure commi l. parentibus C. de inoff. testa. l.si cogitatione C.fam. decid. Si pater Dico tit.C.M. 2. quarante ionrs) Hocnon folis metu sug-gestionum: sed ne diuidens ni mium vicinis morti facile erret in aquali distribution ne, fed per continuationem quadraginta dierŭ satu pra Sumitur errore abesse. Quare si ante quadra gesimum diem mente alienato fuerit, deinde post 40. dies obierit, censetur quantum ad hanc. S. ab ea die obiisse, qua mentis im pos factus est. C.M. 3.lents biens) Non autě bo-

na filioru nisi de eorii 👉 ma iorum confensu: whee divisio permutatio m similis est l. oum pater . §. bareditatë 2. D de lega. 2. C.M.

4.moins) In quotepº mortis inspicitur iuxta reg.inth co munis l. cum inoff.testa. quia istemagis est actus vitima voluntatis vspote ambulatorins C.M 5.217. Idem de ascendentibus fanore æqualitatu.

C.M.

ccxxiij.

L'heritier institué par contract de mariage, est tenu payer & respondre de toutes dettes & cet si supersint cet si supersint

cet si supersinte de toutes de très & conquerante de toutes de très de la conquerante de toutes de très de la conquerante de toutes de très & conquerante de toutes de très & conquerante de toutes de très supersinte de toutes de très supersinte de toutes de très & cet si supersinte de toutes de très de très de très de toutes de très de

Donations & dispositions faites en faueur de mariage des mariez ou de l'vn d'eux ou leurs sincein sur que descendans dudit mariage, auec reservation que si ledit donataire trespassé sans hoirs surviuat le ledit donateur: telle reservation est bonne & Bene, in repet, valable: & tient laditte reservation és choses par luy donnees: lesquelles le donateur audit cas retournera, & en ser saiss.

Donations entre vifs vniuerselles aut per modum quotæ sont reuocquees, si le disposant au 408.4013. de 4 temps de son trespas a enfans naturels & legitimes suruiuans, fors és donations faites en có5 tract de mariage lesquels ne sont audit cas reuocables. CCXXVj. Burdegal. 53.

Le mary durant le mariage ne peut faire aucune association, donation ou autre contract auec sa femme, enfans de saditte semme d'autre lict, n'y autres esquels elle doine ou puisse succeder immediate, nec ècontra, la semme au mary, à ses enfans ou autres esquels le mary doine succeder immediate, supposé que les dits contracts soient validez par serment, si ce n'est en cottract de mariage ou contract de don mutuel, d'entre le mary & semme selon que sera dit cy apres. 6

CCXXVII. CONTRACTE de mariage ou contract de don mutuel, d'entre le mary & semme selon que sera dit cy apres. 6

Donation mutuelle faite entre le mary & la femme de leurs meubles & conquests immeubles, est bonne & valable: & par vertu d'icelle le suruiuant iouyra par vsus-fruit desdits meubles & coquests: & en sera sais incontinent après le deces du premier mourat, pourueu qu'il n'y ait succèdere omis que une enfant, aucuns enfant

Et en cas que laditte donation sortisse son effet, le suruiuant iouyssant dudit don mutuel, est uentarij non excluderetur genu payer sur tous 8 les les meubles & conquests les dettes qui estoient communes à l'heure per collateralie du trespas du premier decedé, les obsecques & funerailles, & deliurer les legs mobiliaires cótenus au testament ou ordonnance de derniere volonté d'iceluy.

Donation mutuelle ne peut estre reuocquee par l'vne des parties sans le consentement de 4225. Intelli 9 l'autre.9

Le suruiuant de deux mariez qui ont sait do mutuel ensemble, est tenu incontinet & auat q resteu in pro session pro session membles, saire priser les saissississes des immeubles, saire priser les saississes des immeubles, saire priser les saississes des immeubles saississes priser les saississes par les saississes priser des des des redre apres sa mort la moitié des dits meubles & coquests immeubles selo ladite prisee & estimation, sur laquelle prisee aduenat laditte restitutio, sera premier distrait ce que monte la part des dettes du decedé, & ce qui est necessaire pour acquitter le testament: dudit des dus decedé, & ce qui est necessaire pour acquitter le testament: dudit sux heritiers du premourant, de soustenir & entretenir les saites conquests immeubles durant sa vie, & les rendre quittes & deschargez des arrerages, de cens, rentes & autres redeuances de inost. se saites se de inost. de

Et ne se peuvent par lesdittes donations n'autrement remettre lesdittes cautios fideiussois fideius fideius fideiussois fideius fideiu

CHAP. 21. Des gens marieZ, dots & douaires. ccxxxi

EMME mariee est en la puissance de son mary tant que le mariage dure: & ne rerourne gare. C. M.
en la puissance de son pere, ayeul n'autre ascendat, soit que le mariage soit dissolu par mort du mary, ou qu'il ait separation de biens. L'Autre chose est si apres les siançailles ledit mariage marievel alterne son soit effet: car audit cas laditte sille siance de meure en la puissance de son pere, ayeul paternel ou autre ascendant.

ccxxiij. 8. 228. Et sic

Le mary & femme, le mariage fait par parolle de present, sont communs en tous biens state. C.M. meubles, dettes personnelles ja faites & à faire & conquests immeubles qui se feront con-

laria legare ma CCXXVIIJ. do beneficio in-CCXXIX. Jueru.purige. CCXXX. ge suruenus & encore viuans, CCXXXI. vt falua sit le-\$.33. C.M. CCXXXY. 6.226. Sed no probibetur le-CCXXIII. 8. 228. Et sic

fil. 78 lib. 4. fallit in l. si ab hostibus D. sol. matrimonio. C. M.
10. 23 I. Adde Pet. anchar. consil. 365 alex. consil. 57. lib. 3. & potest dari cautio de habitante extra hanc provinciam in loco vicino. C. M.
11. 232. Ergo simplex separatio bonorió reddit muliere separatam à potestate viri, ideo si est minor annio dandus est el curator, intelligendum etiam de separatione facta publice & auctore indice ordinario. C. M.

Digitized by Google

stant le mariage, en telle maniere qu'apres le deces de l'vn desdits mariez, le suruiuant doit auoir la moitié des choses dessusdittes, & les heritiers l'autre. Et en sont saisse & en possession fil n'est autrement conuenu au contract de mariage.

Quand aucune chose promise en contract de mariage à aucuns enfans mariez par seur pere & mere, ou par le pere seulement constant le mariage n'a esté payee n'acquittee durant leur communauté:le suruiuant est tenu payer la moitié de ce qui reste de laditte somme, & les heritiers du premourant l'autre moitié. Mais si durant ledit mariage les peres & meres marient leursdits enfans yssus d'autre mariage, & les sommes des deniers promises esdits enfans ne sont acquitees constant iceluy: le pere ou mere desdits enfans ou leurs heritiers sont tenus de payer entierement ce qui restera de laditte somme ainsi promise, sinon qu'il y eust renonciation faite par lesdits enfans:à laquelle l'autre desdits consoints prinst prossit : car audit cas laditte dette est payee par ceux qui en rapportent proffit pro rata d'iceluy. Mais si lesdittes sommes promises à enfans yssus d'autre mariage, sont acquittees durant & constant le second mariage:le pere ou mere desdits enfans sont tenus de rembourser: & rembourseront l'autre desdits mariez, qui n'est pere ou mere, de la moitié seulement, sinon qu'il y eust eu renon ciation:à laquelle il eust eu proffit, comme dit est.

Le mary a le gouuernement & administration des heritages & possessions de sa femme le mariage durant: & est seigneur des biens meubles, fruits, reuenuz & emolumens appartenans à la femme & de ses dettes mobiliaires. Et les peut demander & poursuiure en iugement & dehors en son nom sans saditte femme: & luy en appartiennét les actions personnelles & posscssoires: & en peut estre conucnu. Mais il ne peut vendre n'aliener les heritages de saditte femme fans son vouloir & consentement.

Le mary peut donner, vendre & aliener à sa volonté les meubles & les acquests saits par nus alias opus lesdits mariez ou l'vn d'iceux durant & constant le mariage par contracts faits entre vifs: mais autem curato- non pas par contracts ayans traicts à mort.

La femme coniointe par mariage, peut poursuiure ses actions de l'auctorité de son mary: & tum non potest au reffus de l'auctoriser par sondit mary sans cause legitime, elle sera auctorisee par iustice à faire laditte poursuite.

La femme peut vendre, donner & eschanger, & autrement aliener ses heritages de l'aucto-2. 238. Same rité de son mary sans en estre recompensee.2

Si le mary ou la femme de l'auctorité de son mary vend son heritage constant leur mariage, pour emploier en autre heritage au proffit du vendeur affirmation faite : lors de laditte vente ou au parauant par-deuant le iuge competant, ou par-deuat deux notaires, & tost apres ex internalle laditte vente lessits deniers ou partie d'iceux sont emploiez en acquisition d'autres heritages, En declarant & affermant lors de laditte acquisition que c'est des deniers procedans de laditte premiere vendition: En ce cas l'heritage acquis desdits deniers, est subrogé & de mesme nature qu'estoit celuy qui a esté vendu iusques à la concurrence de la somme cotenuë en la premiere védition: & semblable est obserué en deniers baillez pour la dot de laditte semme qui doiuent estre couertis en heritages : car l'heritage qui sera declaré par le mary faisant laditte acquisition, estre acquis desdits deniers, est propre à la semme.

Si le mary & la femme ou l'vn d'eux auoient vendu leur propre heritage & patrimoine au parauant leur mariage ou durant iceluy dont fust deuaucune somme de deniers au temps du deces de l'vn d'eux:les deniers qui en seront encores deuz au temps dudit deces, reuiennent & escheent pour le tout à iceluy d'eux ou ses hoirs duquel l'heritage a esté vendu : & sont reputez propre heritage & patrimoine du vendeur, nonobstant la communauté d'entre le mary & la femme.

La femme qui est personniere auec son mary en meubles & conquests , est tenuë apres le deces de son mary de payer les dettes de laditte communauté pour telle part & portion qu'elle prent és meubles & conquests de la communauté: & ne sont les frais funeraux reputez dettes:mais sont lesdits fraiz funeraux à la charge: & se payent par l'heritier du trespassé. Et semblablement le mary est tenu de payer la moitié des dettes de sa femme deuëment contra-

Et peuuent les creanciers eux addresser cotre les heritiers du dessunct detteur pour le tout si iceluy desfunct est obligé seulement, ou s'addresser contre la semme pour moitié, & contre lesdits heritiers pour l'autre moitié, au choix desdits creanciers. ccxliij.

Et si lesdits creanciers s'addressent pour le tout contre les heritiers du trespassé : lesdits heritiers

1.235. Dummodo etiam sit maior 25.anre: quia decre-& sic non prohibetur auctorari. C.M. intelligendum ne fiat ad motu viri vel suo rum, maritus etiam poterit bonă fide agno

C.M.

ritiers auront recours pour leur remboursement & interests pour la moitié de la dette contre le suruiuant ou ses heritiers: & quand les dits mariez sont obligez ensemble, les creanciers se peuuent addresser selon la forme de leur obligation.

Quand les creanciers se sont addressez contre les heritiers de l'vn des mariez obligé, & lesdits heritiers ne sont trouuez soluables: iceux creanciers se peuuent addresser subsidiairement & auoir leurs recours contre le suruiuant ou ses heritiers pour leur part & portion.

La femme apres le trespas de son mary peut renoncer à la communauté qu'elle auoit auec feu son mary, & neantmoins auoir & retenir son heritage & douaire: & ne sera tenuë d'aucu-Ines dettes procedans de laditte communauté: & doit faire la renonciation iudiciairement dedans quarate iours apres à qu'elle aura sceu le trespas de son mary, appellez pour ce faire les heritiers apparens du trespassé s'ils sont demourans en la iustice en laquelle le deffunct estoit 1.245. Secus se domicilié en Bourbonnois au temps dudit trespas: & à faute desdits heritiers, appeller le procureur de la iustice dudit lieu ou le trespassé est domicilié, & pendant lesdits quarante iours cum mulier cui viura en son mesnage és despens de l'heritier dudit dessunct. Et peut nonobstant laditte renomarito quilibet insolidam
ciation prendre & emporter l'une de ses robbes & habillemens, qui ne sera ne le meilleur, ne
vendidisset do le pire:mais le moyen quand il y en a plusieurs:& s'il n'y-a qu'vn habillemet, appartiendra à la- mum mariti,

Et s'il est trouué qu'elle ait substrait ou recellé aucuns desdits biens communs entr'elle & & arrestum sondit mary, elle est tenuë de payer la moitié desdittes dettes, nonobstant laditte renonetiam in totil ciation: & neantmoins sera tenuë à restitution & dommages & interests. Et si dedans lesdits nonobstance re quarante iours elle n'a fait laditte renonciation, elle est tenuë & reputee personniere, sans ce munciatione se qu'il soit besoin luy requerir en faire declaration ne qu'elle l'ait declaré, nonobstant qu'il eust sourceursu coesté conuenu de faire laditte renonciation dedans plus long temps que desdits quarante iours tra heredesvi-3 en contract de mariage ou autrement.3 ccxlvij.

CCXIVIJ. 2. apres) Sub-La proprieté des biens dotaux retourne à la femme ou à ses heritiers le mariage disso-frahidebet im lu: & en est laditte semme saisse & en possession ou ses heritiers sans autre apprehension de ressarium reccxlviij.

Si deniers de mariage qui doiuent sortir nature d'heritage, ne sont emploiez auant le trespas du mary ou de la femme, ils se prendront premierement sur les meubles: & s'ils ne suf- sinquo suspection filent, sur les conquests. Et si les biens meubles & conquests ne sufficent, sur les propres heritages: & par faute de payement (sommations & protestations preallablement faites mersari & site par-deuant iuge competant) seront les heritiers tenus és dommages & interestz de la sem-vidue non s

ccxlix. tuit accidere
nift post 40.

Douaire coustumier & conuentionnel a lieu: & eschet apres le trespas du mary, le mariage dies. Res. instal
t par parolles de present: & est estaint & siny par le trespas de la senue fait par parolles de present: & est estaint & finy par le trespas de la femme.

La femme est douce apres le trespas de son mary de la moitié de tous les heritages que le éxire & itare mary a le iour de son trespas mouuans de son estoc & autres dont il est mort, vestu & saiss, ete indicanit do. and . fæd. excepté des conquests ausquels laditte semme ne prentaucun douaire, par-ce qu'elle en a la propretor nec 4 moitié: 4 & a ledit douaire lieu, jaçoit ce que par le cotract de mariage ne luy soit aucu douaire obstat quod po constitué pour d'icelle moitié iouir par le cours de sa vie par maniere de douaire seulement: si- re procuratore non qu'en traitant le mariage, fut conuenu de douaire prefix & conuentionnel: auquel cas ces-quia prohibitit se ledit douaire coustumier: & est saisse laditte semme & en possession dudit douaire, soit coustumier ou conuentionnel, apres le trespas de son mary: & si le mary auoit plusieurs chasteaux excludi potuisou maisons, l'heritier aura & prendra le chastel ou maison qu'il luy plaira, & la vesue l'autre, si- se voto loc tépore pendennon qu'autrement fust conuenu.

Douaire sur douaire n'a point de lieu stant que le premier dure. Toutes-fois la semme a re-beredum viuet cours & action pour estre recompensee dudit second douaire contre les heritiers ou deten- confil.25 4. teurs des biens de ceux qui l'ont constitué.

La femme est tenuë d'entretenir son douaire en l'estat qu'elle l'a trouué, & aussi l'entrete- 3. 245. Que nir de clostures, couuertures, huis, planchiers, fenestres & autres menues reparations: & le pactio non vaproprietaire doit soustenir les fondemens, murs, pourres, cheurons & autres choses qui sont ditores sed bene communement de plus longue duree que de la vie d'un homme: & sont cheminees & non le contra heredes contrefeu comtees pour gros mur:aussi est laditte douairiere tenue de payer les charges reel-

pap.quast.delph.248.524. C.M.
4.350.Secus ergo si non est communis, quod est verum si non est communis ab initio quo derogatur societati, secus si non est communis quia vidua renuntiat non enim doarium augetur, quia semel ab initio limitatum sult.C.M.

5.251. De prafixo no loquitur: sed de consuetudinario quando secunda vxor fuit decepta, alioquin non habet recursum neque pro consueto neque pro consu.C.M.

Digitized by Google

ccxlvj. fuit illa vidua per sententiam

les que deuoient les choses sur lesquelles elle a sondit douaire.

ccliiis

Et peuvent lesdits proprietaires douairiers & chacun d'eux faire visiter les choses immeubles tenuës en douaire par auctorité de iustice à la conservation de leur droit, pour l'entretenement ou deterioration d'iceluy.

Femme ne prend point de douaire sur la chose sur laquelle son heritage ou dot est assigné, sino que laditte chose excedast saditte dot:auquel cas elle prendra le surplus pour & en deduction de son douaire.

Douaire d'vne somme de deniers pour vne sois promis à vne semme en son contract de mariage, demeure à laditte femme sans restitution és heritiers du mary apres le trespas de laditte femme.

En contract de mariage auquel n'y-a conuention du douaire prefix, si le mary ne laisse aucũ propre heritage par son trespas, la femme aura en vsus-fruit la moitié des meubles & coquests aduenans aux heritiers du trespassé, qui est le quart du totalideducto ære alieno, en payant les charges deuës à cause dudit conquest pour laditte portion.

Sile douaire est assigné sur chastel ou maison ou autre lieu noble où il y ait fief: le proprietaire receura les hommages à cause des choses tenuës en fief. Et si le douaire est assigné & costitué sur des deuoirs, droits de tailles & bourdelages & aucuns des heritages sur lesquels lesdits deuoirs sont deuz, sont communs, c'est au prossit dudit proprietaire: mais la douairiere en doit iouir & prendre les fruits.

La femme apres le deces de son mary n'est tenuë de diuiser la maison & heritage de son mary auquel elle auoit par douaire coustumier ou conuentionnel la moitié iusques à quarante iours apres le deces: & si laditte maison ne se pouvoit convenablement diviser, elle demourera à l'heritier, en recompensant premierement la vesue d'une autre maison & demourancclix.

Quand par pere, mere ou les ascendans en ligne directe est assigné douaire prefix à la femme de leurs fils ou fils du fils, & ledit fils ou fils du fils precede le constituant, ledit douaire prefix se prent sur les biens dudit precedé, tant qu'ils se pourront estédre, & le surplus sur les biés de celuy qui l'aura constitué.

Si douaire appartenant à la femme, est assigné ou se doit prendre sur plusieurs choses : elles n'est tenuë de prendre la moitié en chacune d'icelles: mais ledit douaire se prendra sur vne piece entiere: & si elle n'estoit suffisante, de prochain en prochain.

Si le mary a la proprieté d'aucune chose & vn autre y-a l'vsus-fruit:la femme de celuy qui ý auoit la proprieté y aura douaire quand l'viul-fruit sera consolidé auec la proprieté, nonobstat que ce soit apres la mort de son mary.

La douairiere peut en appellant l'heritier ou en fon deffaut ou abfence par auctorité de iustice ordinaire prendre du boys de haute fustaye où elle est douce, pour reparer les maisons & choses necessaires en sondit douaire.

La femme prent son douaire en l'estat qu'elle treuue apres le trespas de son mary, soit garny de fruits ou non: & aussi le laisse à l'heritier de son mary en l'estat qu'il est à l'heure de son trespas, sans rien recompenser tant d'une part que d'autre des impenses & labeurs faits pout les fruits dudit douaire: & s'il y auoit deterioration, l'heritier dudit constituant en a action con tre l'heritier de laditte douairiere pour en estre recompensé.

Douairiere qui véd ou aliene aucune chose dudit douaire à perpetuité, qui couppe ou abbat les arbres fruictiers ou marmaux & les gros bois qui ne le furent puis trente ans, doit prédre son douaire en la chose en laquelle elle a mal versé par la maniere deuant ditte: & outre est tenuë de l'empirement & deterioration.

Si personnes marient leurs enfans les vns auec les autres: les enfans ainsi mariez que lon 1.264. Alex. appelle par eschange, ont droit tant en meubles, heritages, que conquests, tel qu'auroiet ceux 5. Paul. Pic.l. au lieu desquels ils sont subrogez: & en demeurent sais s vestus: & succedent és pere, mere titia cum te-flamento §.ti tia chi nuberet gez, comme s'ils estoient enfans legitimes & naturels: & sont au moyen dudit eschange cenrol.75. D. de sez & reputez dessors estre appanez, sans preiudice des droits des seigneurs pour les taillaauth.qup rem bles, mortaillables & bourdelages: mais par tel eschange ou appanage n'est le masse forclos C. de sacros d'autre succession que de pere, mere, & ascendans : & la fille d'autre succession de pere, mere & ascendans frere & sœur, & autres successions collateralles estans dedans les termes de representation, tant qu'il y ait hoir masse ou descendans de masse, s'il n'y-a conuention

Digitized by Google

contraire: & a lieu laditte coustume seulement entre non nobles.

Si par delict escheoit confiscation, soit de biens de mary ou de la femme: laditte confiscation n'a lieu que pour la portion des biens du delinquant: & ne pert la femme par la confiscation de son mary son douaire ne son droit de communauté & autres à elle appartenans sur les biens de son mary: nec econtra, ne pareillement les creanciers leurs dettes & de-

C H A P.

Des communautez.

OMMVNAVTE' de biens ne se contracte taisiblement entre personnes de- secus de fratre mourans ensemblement par quelque temps que ce soit, s'il n'y-a conuention expresse de cum servere 17. societé faite entre eux, fors & excepté entre deux freres : ausquels cas est requis qu'ils annorum, imp I soient aagez de vingt ans pour le moins qu'ils soient hors puissance paternelle demou- haberet 20.411 rance d'an & jour, & qu'ils ayent faite entre eux durant ledit temps mixtion de biens: nos, vel etiam effet senior fraauquel cas lesdits freres taisiblement ont contracté entre cux societé & communauté de tre, qui a et ambiens: & en icelles sont comprins tous les meubles precedens & subsequent laditte communiques musicem maioring de la communique sont comprise de la communique sont comprise de la communique de nauté, & les conquests faits durant laditte communauté, & iusques à la dissolution d'icel-res annis, non

cclaviij. continentur in bac tacita societate: ergonec en toutes actions personnelles & possessiones, pour le fait de laditte communauté, sans procu- sour seum fraration de ses autres communs.

Conquests & dettes personnelles active & passive se partent entre communs comme les sur demus culis biens meubles: & sont reputez de mesme nature que meuble, s'il n'y-a conuention au contrai-

Si l'vn des conioints par mariage ou autres communs personniers vont de vie à trespas & laissent enfans ou autres qui soient ses heritiers, & le suruiuant desdits conioints ne fait aucu inuentaire, partage, diuision ou autre conuention equipollét à partage dedans quarate iours,3 ³ à compter du iour du trespas du premourant, la communauté des biens se continue & coserue entre ledit suruiuant & lesdits enfans pour la portion du desfunct si bon leur semble : & neantmoins sont saisse & en possession de la succession de leurs pere & mere trespassez ou autres desquels ils sont heritiers. cclxxj.

Si aucunes personnes sont communes en biens meubles & conquests, & l'vn bastist & au parauant, edifie de nouuel en son heritage ou en celuy de l'vn desdits communs durant laditte communauté: ledit edifice demeurera à celuy à qui est le fonds: & n'y ont rien les autres comcclxxij.

Toutes-fois ledit edifice est estimé selon la valeur d'iceluy au temps de la communauté disfoluë:& celuy à qui est le fonds, est tenu d'en rébourser sondit personnier pro rata. Autre chose est en reparations d'heritages: ausquelles n'y-a aucune recompense.

Quand aucun heritage ou autre chose reelle mouuant de l'estoc ou branche d'vn personnier d'aucune communauté, soit d'entre mary & femme ou autres est acquis par ceux de laditte communauté, ou l'vn d'eux: l'heritage n'est commun entre les dits personniers: ains demeure à celuy ou ceux qui est de l'estoc & branche dont meut ledit heritage si bon luy semble. Et pour leur portion dedans vn an apres laditte communauté dissoluë: pendant lequel rembouren ce cas sont les autres communs personniers remboursez des deniers de laditte acquisition sement les fruits desdittes choses sont communs entre lesdits personniers. Et à faute de rem- à la communs boursement, ledit an passé, laditte chose acquise est commune: & n'est plus ledit acquereur re- té & autre sar ceu à faire ledit remboursement. Mais ledit remboursement fair dedans le temps dessussité sugé sousia celuy dont meut ledit heritage, en est saisi.

Si don d'heritage ou bail à rente est fait à l'vn des communs par celuy de qui il est heritier presumptif ledit don est reputé auancement de succession & non acquest: & n'y prennét rien les autres communs personniers, sinon qu'il eust entrages ou deniers baillez: auquel cas il est 4 tenu de rembourler par ferue 4 sesdits communs personniers desdits entrages ou deniers bail- gron, tres-feat lez.

cclxvy. 1. 267. Erge cclxix. tre, quiz con-

2. 270. Cefte decedée vn peu cclxxiiij. coustume de cclxxv. Procureur en arlement &

rices au prossit du sils d'icelle auquel la communauté accreust depui le mariage de ses sœurs.C.M.

3 quarante iours) Id est, nist incipiat insra 40 dies, sunt enim inducia vt insra id tempus incommodo no sit societas nec à die mortis quidem alias durat vsque ad initium le gitimi inuentary vel alter sus sussitimi enuentary vel alter sus sussitimi enuentary vel alter sus sussitimi enuentary. 4. 274.Id est, pro rata. CM.

Tt iij.

Conquests immeubles aduenus és heritages d'vn trespassé, sont propres heritages esdits heritiers: tellement que si tels heritiers vont de vie à trespas sans hoirs de leurs corps: les les trespasses du costé & ligne d'iceluy, par le trespas duquel ils leur sont aduenus.

Meubles qui escheent par succession, sont communs entre mary & semme & autres communs personniers de meubles & conquests: mais les heritages & choses immeubles qui escheent par succession, ne sont de laditte communauté: & appartiennent à celuy qui est heritier, & y succede comme en l'heritage de son estoc. cclxxvij.

L'heritage prins à rente perpetuelle ou rachetable par l'vn des mariez ou communs d'autre que de l'estoc, est reputé conquest esdits mariez ou communs, és cas ou rentes se peuuent assoir.

Si durant & constant le mariage l'vn des conioints & communs personniers vendent ou hypothecquent leurs propres heritages, & que durant ledit mariage ou communauté ils les recouurent ou rachettét:ils ne sont apres ledit rachat reputez conquests: & n'y gist rembour-sement.

Si aucuns communs & personniers achetent aucuns heritages à tiltre de rachat: & pendat le temps & terme dudit rachat l'vn des communs & personniers va de vie à trespassles deniers prouenans dudit rachat, se partent entre lesdits communs personniers & lesdits heritiers. Autre chose est des heritages acquis par aucuns desdits personniers au parauant laditte communauté à charge de remeré. Car si tels heritages apres laditte communauté dissolue, sont rachetez: les deniers appartiennent à l'acquereur ou à ses heritiers. Et sont diuisez entre lesdits communs & personniers.

Si l'vn des deux ' ayans aucune chose commune & indiuise, s'en sert & en vse : il n'est tenu 1 de ce faire prossit n'y emolument à l'autre, sinon apres qu'il est sommé de ce faire ou diuiser laditte chose.

СНАР. 23.

Choses reputees meubles, conquests ou heritages.

cclxxxi.

OMS, dettes, actions pour choses mobiliaires & arrerages de cens & réte, sont reputez meubles.

Moulins assis sur basteaux és riuieres qui se peuuent mouuoir de place en autre, & pareillement moulin à vent, sont reputez & censez meubles. 2 cclxxxiij. 2

En la proprieté de chose immeuble donnee ou leguee à l'vn des personniers par contéplacet quado sunt tion de luy: le personnier n'y-a aucune chose. 3 cclxxxiiij. 3

Fruits pendans sont tenus & reputez meubles entre communs & personniers: & s'entend nexum habeat des fruits industriaux tant seulement comme vignes apres la taille, & les blés apres qu'ils sont seur ibi se seulement comme noix, soing, mayeres, pomes, poires & autre ibi moliture tres semblables: Car ils ne sont reputez meubles insques apres qu'ils sont separez du sonds & celxxxv.

Poisson en estang est reputé meuble apres les deux premiers ans passez, à compter du téps 5. marson. 2. 2. qu'il a esté appoissonné: aussi est le poisson mis en serue ou reserue pour vsage & prouisson de control de l'esessime sois ou de rédre & restituer à ses communs personniers pro rata, le pris qu'aura cousté sib. 4. C. M. du seigneur d'iceluy.

Artillerie & autres choses seruans à la tuition d'vn chasteau, dongeon, ou autre forteresse, ne sont reputez meubles : mais demeurent à celuy auquel laditte place doit appartenir.

Toutes choses de maison tenans à icelle à cloux ou cheuille, ne sont reputez meubles.

Un pressouer edifié en vne maison, est reputé immeuble, & les cuues reputees meuble.

C H A-

fratres vbi
Bal. ff.de acquir. vel omit.
hare.paul. Iaf.
pbilip.dec.in l.
1. in fi. C. qui
testa.fac.po.di
wi in coss.paris.
5.146. C. M.
2.282. Scilicet quado sunt
liberafacultatioset quado sunt
liberafacultatioset frui
ius seruitutis seruitutis molitus
vt alij teneantur ibi molitus tres seru
vam facere, vt
dixi in consu.
paris. S. 8. col.
5. numer. 7. 2.
editio. C. M.
3. 283. Nisse
essenti occionerum
num bonorum
lex consul. 66

1.280.Loqui tur in no sociu

& de hoc est casus in l. duo

Testamens, donations à cause de mort, legats, & executeurs d'iceux.

cclxxxix.

AVANT qu'vn testament soit reputé solennel, il est requis qu'il soit escrit & signé de la main & seing manuel du testateur, ou signé de sa main: & à luy leu & par luy leu entendu, en la presence de trois tesmoins, ou qu'il soit passé pardeuant deux notaires, ou pardeuat le curé de sa paroisse ou son vicaire general & vn notaire, ou dudit curé ou vicaire & deux tesmoins, ou d'vn notaire & deux tesmoins, ou de quatre tesmoins:iceux tesmoins ydoines & suffisans & non legataires dudit testateur, fors & excepté en tant que touche les legats pitoya bles, obseques & sunerailles d'iceluy testateur esquels toutes-sois & pour le moins sera gardee la folennité de droit canon.

Entre testament & codicille n'y a point de différence : & ne sont lesdits testamens ou codicilles inualidez à faute d'institution d'heritier, preterition ou exheredation.

Aueun ne peut par testament, codicille, donation ayant traict à mort, institution ou autre disposition de derniere volonté disposer de ses biens que de la quarte partie char- donatio cause gee de tous legs & funerailles, tellement qu'il faut que les trois quarts demeurent à l'he-mortis, ve paritier franchement sans charge de legs ne funerailles: & s'entend laditte quarte partie des bies s'innesti & ex dudit deffunct, ses dettes payees & acquittees: mais si laditte dispositio coprins les legats exce rubrica, quiede la quarte partie, le tout est reduit audit quart prorata: & au sol la liure sur chacun de ceux au bus of sentenprofit desquelz auroit esté disposé ou legué: & quand laditte disposition est moindre que du til variatum dit quart:celuy au profit duquel elle est faite, n'est chargee d'aucuns legs & funerailles, sinon Fit anno. 1550 V nde cum due que l'heritier ab intestat luy vousist suppleer iusques audit quart: lequel audit cas est chargé de sorores musuo tous lesdits legs & sunerailles.

CCXCIJ.

CCXCIJ.

Mobilia dediffent & coque

Le testateur ou disposant ne peut donner ne leguer directement n'indirectement aucune fius vet super-

chole aux notaires receuans & tesmoins instrumentaires desdits testamens ou dispositions. fitti retento y Et sont telles donations & legats nuls & de nul effet & valeur.

Legataires ne peuuent de leur auctorité prendre les choles à eux leguees, n'eux en dire fai- tum validam, sis:mais faut qu'elles leur soient baillees & deliurees par les mains des executeurs ou heritiers dam ad quar-

Donation faite par testament & derniere volonté à cause de mort, se peut changer & diminuer, accroistre & reuocquer nonobstant serment fait de non reuocquer.

Executeurs de testamens d'aucuns d'effuncts sont dedans l'an & iour du deces & trespas disposition de pour l'accomplissement du testament saiss des meubles & conquests du dessurer, insques executio, disposition de pour l'accomplissement du testament saiss des meubles & conquests du dessurer, disposition de pour l'accomplissement du testament saiss des meubles & conquests du dessurer, disposition de pour l'accomplissement du testament saiss des meubles & conquests du dessurer de la conquest de la à la concurrence des ordonnances & dispositions contenues audit testament. Et où il n'y au- stile verò bic roit meubles & conquests suffissans, sont saiss les les executeurs des propres dudit desfunct nec suffetium, iusques au paracheuement de la quarte partie de tous ses biens, pour l'accomplissement du- & ab ea sie de dit tessament. Son que les les horisiers ment de la quarte partie de tous ses biens, pour l'accomplissement dudit testament, sinon que lesdits heritiers mettent és mains desdits executeurs meubles suffifans pour l'accomplissement dudit testament. Car en ce cas lesdits executeurs apres qu'ils seront saissi desdits meubles, ne se peuuent plus dire saissi des biens dudit desfunct:mais si en la licet exela l fuccession dudit desfunct n'y auoit meubles conquests suffisans pour l'accomplissement du- tractum, confir dit testament, & que les heritiers ne vousissent bailler argent pour l'accomplir: en ce cas est matur senten-permis ausdits executeurs vendre des propres heritages dudit dessunct iusques à la quarte 21 1. cum.4. partie pour l'accomplissement d'iceluy, à faculté de remeré si faire peut, sinon à perpetuité les seq.C.M. heritiers appelez, pour de l'argent prouenant d'icelles venditions mettre à execution ledit te stament: & ne sera ledit executeur desaisi des choses dessudittes dedans l'an & iour du trespas pour quelque offre que l'heritier puisse accomplir ou faire accomplir ledit testamét. ccxcvj.

Vn executeur testamentaire ayant commécé son execution, est tenu la paracheuer & ren dre compte par deuant le juge ordinaire: 2 & pour ses vacations & sallaires se peut addresser audit iuge qui les luy tauxe selon qu'il verra estre à faire, sinon que le testateur par sondit testa 2.296. Stiliment en eust ordonné certain salaire: & est creu ledit executeur par son serment des frais du vel non, sed co conuoy, aumofnes, & messes celebrees.

Les legataires d'aucuns testamens apres deliurance de leurs legs à eux faite verballement cerdotes, quite par l'executeur ou executeurs du testament, se peuvent dire saisse des choses à eux leguees: & negotité issue pour raison d'iceux peuuent prendre & intenter complainte en cas de saisine & de nouuelle-

CCXCIIJ. fufruttu?Resp. CCXCIII]. tam bonorum

CCXCVij. ram ecclesiasti

Te iiij.

Les executeurs peuuent receuoir les dettes du deffunct dont les obligez & cedulles leur auront esté baillees par inuentaire & non autrement, sans le sceu & consentement de l'heri-1.300. Vie tier ou heritiers.

aureliis 👉 apud Mötargs cum qua fue-rut correctave

scrip.incos.paris. §. 10. q.8.

est respectu dif feretia inter fi tiam vlterioris eta, in qua ve- neesse.

quadratas mo

& eius clausu ram, debet habere mille qua

1550. rogatu primoru incli

mentar. meoin selon laditte prerogatiue. has conf. anno.

4.annos migrare, C.M.

CHAP. 25. Des successions.

cexcix.

E mort saissif le vis son plus prochain heritier habille à luy succeder ab intestat, sans appre -hension de fait.

Succession de pere & de mere se part & divise par testes & non point par licts, combien lios primi & que par cy deuant il y ait eu coustume contraire. I

En succession de gens nobles le fils aisné ou son fils aisné 2 apres son trespas emporte pour 2 matrimonifed son droit d'aisneesse le nom & les armes du deffunct, le chastel ou maison principalle en preci no excluditur puité & aduantage: & peut ledit fils choisir & eslire tel manoir que bon luy semble, soit paterin linea dire- nel ou maternel, si lors du partage la succession de la mere est aduenue par sondit droit d'ais-

per 8. cum filius inst. de ba sieurs enuironnans laditte place ou basse court: & si dedans la closture desdits fossez il y a gran Droit d'aisneesse s'entend s'il y a chastel ou place forte, & s'il y a fossé ou fossez vn ou pluches, estables ou autres choses: ils demourent à l'aisné ou son fils aisné comme dessus est dit: & 2.301. Erg. a outre l'enclos desdits fossez quarante toises 3 de terre à prendre du bout des fossez de toutes 3 Es s. seq. idem parts par dehors tant que lesdittes quarante toises se pourront estendre à l'entour desdits sosde consideres § sez:mais si en quelque endroit dudit chastel ou maison lesdittes quarate tosesi ne se pouvoiét 141. 306. §. trouuer, il n'aura q ce qui se trouuera en chacun costé: & n'en sera ailleurs recompensé. Et s'il 106. dixi in n'y a point de chastel ou place forte à fossé ou fossez, il aura la maison : & outre ce qui est encons. paris. 3.3. clos soit de mur ou de pal servant à la closture de la basse court, & quarante toises tout entour 8.6. latim 5. à prendre de la ditte closture soit de mur ou de pal: & sil n'y a mur, pal ou autre closture en la dit 134.C.M. te maison: lesdittes quarante toises se prendront à icelle maison le tout comme dessus: & est ge hexapedas la toise de six pieds.

Toutef-fois si dedans lesdittes clostures & quarante toises y auoit moulins, pressouers, ou de quibus dixi fours banniers, l'aisné les pourra retenir, en recompensant ses coheritiers de leurs parts & por in configurifs tions dedans l'an, autrement lesdits moulins, pressouers, ou fours banniers se partiront egalle-11.nu.6.no in ment: mais s'il y a moulins, pressours qui ne sont banniers ou l'vn deux dedans leslogum, sed in dittes clostures & quarante toises, ils demoureront à l'aisné pour sondit droit d'aisneesse & acircuitu, & fic uantage, sans recompenser ses autres coheritiers: & pendant ledit an de recompense les fruits tra manssonem desdits moulins, fours, ou pressouers banniers sont communs. cccv. 4

Entre filles n'y a point de droit d'aisneesse. 4

Fille mariee & appance 5 par pere ou par mere, ayeul ou ayeulle paternels ou maternels, a- 5 dringetos qua pres le deces de ses pere ou mere, ayeul ou ayeulle, paternelz ou maternelz ne peut demader quadratos si ta legitime ne suppleement d'iceluy, n'aussi venir à succession collateralle dedans les termes de iŭ terra feuda representation tant qu'il y ait masse ou descendant de masse, soit masse ou femelle heritat eslis seu mobilis admetiri que- dittes successions combien qu'elle n'y ait expressement renoncé: mais en succession collateat aqualiter ralle hors les termes de representation elle ou ses descendans succedent auec les masses ou in circuitu ma leurs descendans selon la prerogatiue du degré: & en dessaut de masse ou descendans de masnius dixi in eð le laditte fille ou fes descendans viennent à la succession du dernier descendant desdits masles

Les termes de representation 6 sont és successions directes des ascendans ou descendans 6

ta vrbs Molinensis incapi & mox videns chariss.do. Io. Papon commentaria in hac edidisse, decidi: sed cum ille vt candidi est animi & patria amantissimi obnixe me rogauit vt nihilominus pergerem vt feci donec anno 1552. propter sus publicum gallia & ecclesia a me propugnatum coactus sum in germaniam 4.304. Non tamen tollitur prarogativa iuris communis de qua in L. vlt. de fid . instru. L. catera fam. ercisc. vnde si quid sit indivisibile primogenita filia-

rum non tenetur iudicium sortis subire, sed st velit iure maioris atatis praferenda erit, sorores de estimatione partium recompensando, idem in similibus vt tetigi in consuet.paris. \$.26.C.M. 5-305. V trumque copulative requiritur Panor. confil.107. lib. 2. alex.confil. 13. num. 10. lib. 3. rbi in annota dixi Philip.dec. confuet. 105. confil. 261. rbi

tetigi & hic glof. 2. numero 4. vi mors parentis post traclatum sed ante celebratas nuptias faciat deficere hanc exclusionem. C. M. 6.306. Advocati & iuvidici Borbenienses semper consulverunt & iudicarunt que les termes de representation s'entendent data inequalitate partium 🕁 🚛 Etuali reprasentatione, alioquin filia sororu nupta vt supra non excludatur per filium fratris in successione patrui vel auunculi quia non indigent repra-sentatione. Ego vero semper censui verba dans les termes intelligenda, id est infra metas iu quibus est vel esse potest reprasentatio, & verba hors les termes id est extra metas vel gradus in quibus permittitur reprasentatio, ita vi in nonissimo themate samina excludatur per patruelem vel consobrinum etiam si unlus un patruorum vel auunculorum supersit & ita pro domino I mberto de la platicre domino de bordilhon obtinui per sententiam prasectorum à libellus palatis die 23. Iunis anno 1550. & per arrestum huius senatus construatorium die 18. Iulis anno 1551. relatore andrea teraquelo & possequia ex essicio curia qua re nuser 1560 miratus sum audiens pragmaticos molinenses in sua haress perseuerare. C.M.

in infi-

in infinitum. Et en ligne collateralle des freres & des sœurs ou de leurs enfans: & se partent & diuisentles biens d'vn deffuncten succession estant hors les termes de representation egalle ment entre les heritiers d'icelle par testes & non par stirpes tant meubles qu'heritages : mais dedans lesdits termes de representation lesdittes successions se partent par stirpes tant meubles qu'heritages.

fit de l'hoir masse germain & des descendans de luy, sans ce qu'il soit besoin d'en faire autre ex tacita, de qua pression, sinon qu'il sust dit expressement au prossit duquel laditte renonciation auroit esté 5.9.105.

Donations faites par pere, mere ou autres ascendans à leurs descendans & precipué en cotract de mariage & faueur d'iceluy, ne sont subiettes à collation entre les donataires & leurs coheritiers.

Fille mariee & appanee ayant renoncé expressement ou taisiblement au prossit des masses ou descendans des masses s'il n'y a masse, ou descendant de masse soit au temps de la renonciation ou apres, & n'y ait que filles, lors de la succession escheant, laditte fille ainsi mariee succede auec ses autres sœurs: & se peut dire saisse en rapportant 2 ou moins prenant és successions 2.309. Nisse datum set in

La portion de la fille mariee & appanee, comme dit est, accroist és masses seulement s'ils 308. 9 quate veullent payer la dot à elle constituee, ou le reste d'icelle. Et s'ils sont resusants de la payer, & il legitimă dio-y-a filles restans a marier: elles succederont à leur sœur mariee viuant leur pere auec les rum. C.M. masses ou descendans d'eux, en payant le dot pro rata, ou reste d'iceluy. Et combien que laditte fille ainsi mariee ne prenne part & portion esdittes successions, comme dit est, fi fait-elle nombre 3 & part auec les autres enfans pour la quotité & computation de legitifoli diminus
cccxj. de partes sinLe pere, mere ou autres ascendans en mariant en premieres nopces leurs filles & autres
guiorus sensus
g

descendans en directe ligne, pourront reserver à seurditte fille ou autres descendans en dire- lum legitime cte ligne droit successif de pere & de mere & autres lignagers tel que bon leur semble. Mais la de trient. Est ditte fille mariee en premieres nopces & appanee par ses pere mere ou autres ascendans ne semission. M. peut estre rappellee à aucun droit successif au presudice des masses ou leurs descendans sans leur consentement expres, soit par second contract de mariage ou autremet: toutes-sois n'est prohibé esdits pere & ascendans donner ou leguer à laditte fille ainsi mariee & appanee en premiere nopces ou disposer à son profit de ses biens autrement que par reservation ou rappel de leur droit successif.

Fille qui se marie sans le sceu & outre le gré de ses pere & mere ou de son pere seulement, ou de sa mere apres le trespas du pere auant l'aage de vingt cinq ans, peut estre par eux ou l'vn

Collation & rapport se doiuent faire en successions directes 5 & non collateral- pere ou mere ⁵ les.

Les ascendans ne sont heritiers & ne succedent à leurs descendans en directe ligne, reserué les peres & meres, & ayeulx ou ayeulles paternelz ou maternelz respectivement, les-dumins comquels ou l'vn d'eux apres le decés de l'autre succedent à leurs enfans és biens meubles & mune intenige tur ad quod tu aux conquests faits par leursdits enfans decedez auec leurs autres freres & Tœurs germains cite résertur ou leurs enfans par egalle portion. Et s'il n'y a freres ou sœurs germains ou enfans descennon conferent dans d'eux, lesdits pere ou mere, ayeulle dessussits sont entierement heritiers desditz meu-quia iure non bles & conquests. Et en forcluent les freres & sœurs vterins & paternels & autres parens, cauetur pater & font lesdits pere & mere ou en dessaut d'eux l'ayeul ou ayeulle chacun vn chef, & les-cunaturalis dits freres & sœurs germains chacun vn autre, & les enfans desdits freres ou sœurs ger- vi in S. seque mains vn chef seulement, posé qu'ils sussent plusieurs: & en outre les pere & mere, ayeulx conferut, orgo ou ayeulles succedent entierement à leurs enfans és biens que lesdits pere & mere, ayeul nec ascendetes ou ayeulle leur auroyent donnez: & en sont saissis en cas qu'il n'y aura enfans desdits en-

Quand aucun va de vie à trespas sans hoirs descendans d'iceluy & sans ses pere & mere, aycul ou ayeulle: les plus prochains du costé & estoc paternel succedent par la moitié des meubles & conquests, & les plus prochains du costé maternel en l'autre moitié: & aux heritages

CCCXiiij. adde fran.cur

fuccedent les plus prochains lignagers des estocs dont ils sont venus, soit en ligne directe ou

collateralle. Qui prend les meubles & conquests d'aucun, soit par contract 2 ou succession, est tenu de 2 1.315. Siste payer ses dettes mobiliaires. Tant qu'il y ait frere germain ou sœur germaine ou descendans d'eux ou l'vn d'eux, soit lapersint & ve lint alsas accre sume aussa accre ditte sour mariee ou appanee ou non, aye renoncé ou non, y ait representation ou nonsle fre iunclis alteri" re ou la sœur qui ne sont que de l'vn des costez, soit paternel ou maternel, ne les descendans lateria. C.M. d'eux ne succedent tant que la ligne du germain dure. Les biens de celuy qui entre en religion, ne sont dediez en l'eglise, sino qu'il y eust expresidem si legato & intellige de se dedication desdits biens. vniverlitate Le monastere ou religion auquel quelcun a fait profession expresse ou taisible : ne succede rata quota & és pere, mere, n'autre lignagers d'iceluy profez, soient lesdittes successions escheues ou à esrinnt amplia cheoir. Mais y succedent les autres parens tout ainsi qu'ils seroient si ledit religieux estoit deetiam st dona-cedé: car il ne fait part ne portion ne nombre pour la computation de legitime: mais est repugata omniamo té comme personne morte.

bilia vel dimi
Les proches Les prochains lignagers des gens d'eglise seculiers leur succedent és biens par eux delaisdia line onere soluëdi debita sez. Si à aucun heritier ab intestat est aucune chose leguee, il lu y est loisible de soy tenir à sondit quia nihilomi nus tenebitur laiz & repudier sa portion hereditaire. 3 cccxxij. 3 Bannis à perpetuel, ne succedent point à leurs lignagers: 4 mais succedent les autres pro-4 midiam foluere chains lignagers du deffunct. cccxxiij. saluo sibi recur Quand aucun va de vie à trespas (delaissez plusieurs heritiers habilles à luy succeder) & les su contra here des, secus in le-aucuns s'abstiennent ou renoncent à laditte succession: le droit qu'il leur eust appartenu s'ils gato vel dons n'y eussent renoncé, accroist és autres qui se voudront porter heritiers s'ils sont de mesme eparticularu. stoc & ligne. 5 Substitution d'heritier faite en testament ou autre disposition de derniere volôté, n'a lieu 3.321. Et fic & ne vaut aucunement audit pays par legat n'autrement en quelque matiere que ce soit, & quod no potest n'a aucun effect de legat. Quand aucun habille à succeder ab intestat, paye creanciers legats ou fait autre fait d'hericollaterali tier, il est tenu & reputé heritier: & ne peut apres repudier laditte succession quelque proteno n potest etia esse heres & do station qu'il puisse faire au contraire. Quand aucun a declaré en jugement estre heritier d'vn desfunct : ladite declaration prossirecla niss in ca te à celuy à la requeste duquel elle a esté faite & à tous autres. Et aussi quand aucun a decladem.C.M. réjudiciellement qu'il n'est heritier dudit desfunct: laditte declaration vaut renonciation de 4.322. Ergo laditte succession, & prossite à tous. Autre chose est s'il est reputé heritier par contumace: nec hoc illis in car en ce cas il n'est reputé heritier qu'au prosit de ceux contre lesquels il est declaré heripostea quesitis tier. quo in L.2.C. Le leigneur intticier ne peut rane mettre la main sans requirement qui tels se declarent, de bo.proscrip. successions des decedans en sa instice quand il y-a heritiers apparens qui tels se declarent, Le seigneur iusticier ne peut faire mettre sa main sans requisition de partie sur les biens & paris. 5. 186. comme pere, mere, enfans, freres, sœurs, oncles, cousins & cousines tant germains que remuez de germains, tantes, nepueux, niepces demourans au lieu & iustice ou le deffunct est 5.323. Intelli respassé. Mais si lesdits heritiers apparans ne te deciarent, ic icigine in internation de main-mise pour la conservation du droit des parties, ensemble inuentaire des do non autem re laditte main-mise pour la conservation du droit des parties, ensemble inuentaire des des des la conservation de la con fiscum. C.M. en verifiant sommairement & de plein qu'il est prochain lignager du trespassé. Le seigneur haut insticier succede aux decedans sans parens & lignagers habilles à luy sucfuneralibus rel perituris ceder, & ne le forclost le mary en succession de la femme, ne la femme en celle du mary, n'auscccxxix. 7 & intelligitur si lignager és biens esquels il n'est habille 7 à luy succeder. Le lignager qui se veut porter heritier simple est a preserrà ceux qui se veullent porter acquir. Tel e- heritiers par benefice d'inuentaire, combien qu'il ne soit si prochain du desfunct comme cemit. heredita. luy qui requiert estre admis par ledit benefice d'inuentaire. L'estranger ne peut estre receu à soy porter heritier simple, ne par benefice d'inuengede inhabilitaire, & pource le doute le lignager, requerant estre receu par benefice d'inuentaire. Tourt monachus tes-fois l'heritier conuentionnel par mariage, ou autrement, posé qu'il soit estranger pourvelspurius ve ra, s'il ne veut accepter simplement laditte succession, se porter heritier par benefice d'insuccedat in mo bilibus tantum alias maternus septims vel decimi gradus excludet siseum in paternis vt nuper tetigi. \$.323. reiecto vulgari errore. C.M. uentaire

;

uentaire si aucuns des lignagers du deffunct ne le veut estre par ledit benefice d'inuentaire.

CHAP. 26.

Des droits seigneuriaux.

cccxxxi.

TERRES, hermes, * & vacans sont au seigneur iusticier.

Biens vacans & espaues 2 appartiennent au seigneur haut iusticier.

Sur la censiue & sur le chef sief d'aucun seigneur, l'on ne peut vendre rentes, ne icelles sur-riscom ind. charger sans la volonté du seigneur du cens, ou du seigneur du chef sief, & qui le sait de sait, la dic. in repet. rente & surcharge sera ostee, & l'heritage deschargé: Et à ce faire peut le seigneur censiuier cap. raynutius ou feodal contraindre les parties. Autre chose est des membres du fief, car lon les peut surcha no. adela. num

ger, vendre & transporter.

r, vendre & transporter.
Supposé que lon ne puisse surcharger le cheffief de la chose feodalle de rente, ou redeuan3.222. 844. ce, ne mettre aucunes charges dessus, ne aussi sur les choses mouuans de la censiue & directe motat (adesse seigneurie d'autruy sans le vouloir & consentemét dudit seigneur: Toutes-fois si les seigneurs tà) quia affeodaux, desquels les choses sont tenues en fief, ou les seigneurs censiuiers & directs souffrét habét. vid. Io laditte rente & surchages estre leuces continuellement sur lesdittes choses, apres la notiinfl. de re. diu
fication à eux faite de laditte surcharge par lespace de trente ans, sans faire diligence d'iGuil. benedic celles faire descharger apres ledit temps continué, & la possession desdittes rentes & char-in repudicicap ges, lesdits seigneurs seodaux, ou censiuiers viendrontà tard requerir que lesdittes surcharbe response se dessire les desse se delle se consideration de les desse de desse se de de de se de se de de se de se de de se de ges soient ostees de dessus les dittes choses seodalles & censuieres. Ains tiendront les dittes adela mu. 952 surcharges, & demoureront, sauf les droits de directe seigneurie, esdits seigneurs seodaux & C.M.

Threfors mucez d'ancienneté appartiét, le tiers au feigneur haut iusticier, tiers au feigneur 3 de l'heritage, où ils seront trouuez: & tiers à celuy qui les a trouuez. 3

l'heritage, où ils seront trouuez: & tiers à celuy qui les a trouuez. 3 cccxxxvj. 3.335 Etiä in Bestes prinses pour espaues auant que pouvoir estre vendues par iustice, doiuent estre gar nibileminus dees, c'est assauoir, cheures, brebis, & autre menu bestail, l'espace de trois iours & trois nuits est de invission Et les grosses bestes, comme bœufs, vaches, iumens, porceaux & leurs semblables l'espace de étione et terhuit iours & huit nuits, pendant lequel temps sera faite notification audit lieu accoustumé a ni loci ve dixi faire proclamations du lieu auquel elles auront esté prinses, affin que les maistres ou seigneurs in cons. paris. desdittes bestes les puissent recouurer. Et si dedans ledit temps il n'appert qu'aucu face poursuite desdites bestes, elles peuvent estre vendues audit lieu public, apres ledit temps de trois ou huit iours passez respectiuement, au plus offrant & dernier encherisseur. Et si dedans qua rante iours apres laditte vete le seigneur desdites bestes reuient, & les veut recouurer, faire le pourra en payant les pastures & fraiz de laditte vente, autremêt les dits deniers appartiennét ausdits seigneurs. cccxxxvij.

Si aucun trouue vn abeillon à miel d'espaue en son heritage qui ne soit poursuiuy par celuy à qui il appartient, il est tenu de le reueler au seigneur iusticier ou à vn de ses officiers, en la iustice duquel il est trouué dedans vingt & quatre heures apres qu'il aura sceu ledit abellion estre en son heritage. Et si ledit abeillon n'est poursuiui de celuy à qui il appartient dedas huit iours, ledit reuelant en aura la moitié: & l'autre moitié sera au seigneur haut iusticier. Et fil ne le reuele & il en soit conuaincu, il restablira ledit abeillon & espaue, & sera condemné en l'amende.Et s'il le prend en autruy fonds il sera condemné en amende arbitraire, & à laditte re-

Aussi qui trouue espaue & le retient sans le reueler dedans xxiiij.heures à la iustice, ou aux officiers dudit seigneur iusticier, au territoire duquel laditte espaue est trouuee, il est amendable enuers ledit seigneur iusticier auec restitution de laditte espaue.

Homme suiet en iustice faisant seu, doit pour raison de la haute iustice trois charrois l'an fil y a bœufs & charrette, & fil n'y a bœuf ou bestail tirant à charrette, il luy doit trois coruces là où il plaist au seigneur l'employer en sa iustice ou hors. Et doit iceux charrois ou coruces faire de foleil leuant à foleil couchant, & tellement que du leuat il puisse estre en sa maison au couchant: & est tenu ledit seigneur qui prendra ledit charroy ou coruee de nourrir ceux qui feront lesdits charrois ou coruces, ou payer pour le charroy à deux bœufs six deniers tounois à quatre bœufs douze deniers tournois, à fix bœufs dixhuit deniers tournois, & pour coruees six deniers tournois au chois duseigneur. Et ne peuuent lesdits seigneurs contraindre les suiets saire charrois pour autres que pour eux & leurs assaires, n'aussi les prendre vne annee sur autre: car ils ne se arreragent point, & ne sont comprins en ceste taille les villes & autres

CCCXXXIJ. 1.331. Gre-CCCXXXIIJ. Specul. de in-

lieux dudit pays qui ont franchise & priuilege de ne faire aucun charroy ou coruee, aussi ne sont comprins ceux qui par sentence, contract ou composition en doiuent plus ou moins: pour quel cas ils sont tenuz faire le charroy selon lesdits traictez, compositions & sentences.

La riuiere tolt & donne au seigneur haut iusticier, & ne donne aucunement au seigneur tre-foncier & proprietaire qui n'a point laditte iustice. Et sera la croissance que la riuiere déne vray dommaine au seigneur haut iusticier, qui s'appelle communement laiz. ccexlj.

Et si la riuiere laisse isse, elle est au seigneur haut iusticier, en la iustice duquel laditte isse sera le plus pres, eu regard au fil de l'eau de laditte riuiere. Et s'entend des riuieres d'Allier, re, Cyolle, Cher, & Besbre, autre chose est des petittes riuieres & ruysseaux. cccxlij.

Motte ferme est coservative au seigneur proprietaire & tre-soncier, en telle maniere que si la riviere noye ou inunde vne partie de l'heritage d'aucun seigneur, la partie qui demeure en terre serme & non inundee conserve droit au proprietaire en la partie inundee tellement que si la riviere par traict de temps laisse la laditte partie inundee, le seigneur proprietaire la reprendra: & ne sera en ce cas au seigneur haut insticier.

Monseigneur le Duc a droit & faculté de tailler ses hommes residens & subiets en sa haute iustice en quatre cas és lieux esquels a accoustumé de prendre laditte taille, esdits quatre cas qu'on appelle, Queste. cccxliii.

Celuy qui a taille ou queste és quatre cas, peut tailler ses subiets quand il va en voyage d'ou tre mer visiter la terre sainte, quand il est prisonnier des ennemis, quand il marie sa fille en pre mieres nopces, & est fait cheualier, & est ledit cas de prison reiterable, & ne sont les autres cas reiterables.

Et est laditte queste abonnee en plusieurs desdittes villes & villages de Bourbonnois, & quand és autres lieux laditte taille se prend & leue selon les tailles personnelles & reelles, lesquelles esdits quatre cas & chacun d'iceux aduenans doublent l'annee que les dits cas ou l'vn d'eux aduenans est deu pour laditte taille personnelle & reelle le simple & ledit simple montoit dix sols tournois, sont deux pour ledit cas autres dix sols tourn . & du plus plus, & du moins moins: sinó qu'il y eust és cas dessus conuention, constitution, composition, priuilege, ou sentence au cotraire. cccxly.

Et si l'annee del'vn de cesdits cas aduenant laditte taille estoit double, & que pour ledit dou ble le simple comprins sust deuë la somme de vingt sols tournois, les sits vingt sols ne doublent à cause de saditte taille: mais seulement doublera le simple de laditte taille qui estoit dix sols, & audit cas ne se payera que la somme de trente sols tournois.

Quand plusieurs desdits quatre cas aduiennent en vne mesme annee, mondit seigneur ne leue laditte queste laditte annee que pour l'vn desdits quatre cas: & l'esmolument des autres se passe és annees prochaines subsequentes, annee par annee. cccxlviij.

Et les autres seigneurs soient iusticiers ou non qui ont droit de leuer & perceuoir laditte taille esdits quatre cas sur leurs hommes & suiets, ils en vseront selon leurs droits qu'ils auoiét auparauant la publication de ces presentes.

Les biens de celuy qui est banny à perpetuel ou est condamné à mort, confisquez sans autre declaration aux seigneurs hauts insticiers en la instice desquels les dits biens sont situez ou assis, soient meubles & immeubles en payant les frais de instice. Et si aucun des dits immeubles estoient heritages taillables, les heritages taillables appartiennent au seigneur dudit taillables & si ledit condamné à mort ou banny à perpetuel estoit mortaillable, ses biens meubles & immeubles sont & appartiennent au seigneur duquel il est mortaillable, & non au seigneur haut insticier.

Quand le seigneur haut iusticier prend biens confisquez ou biens vacquans, les creanciers sont payez tant que les biens se peuvent estendre & non autrement: & se commence le paye ment sur les meubles, noms, debtes & actios, & en desfaut d'iceux sur les immeubles. ccclj.

On ne doit aller aux vignes pour icelles grapper, que trois iours apres que les dittes vignes seront vendangees sur peine d'amende. Et n'est partant entendu que les seigneurs desdittes vignes ne les puissent garder plus longuement que du iour assigné de la bandee pour en faire leur prossit, si bon leur semble.

Quand aucun possed terres ou heritages à tiltre de terrage par criees, ou champars, ou vignes à carpot qui se vendangent hors bandee, il est tenu vingt & quatre heures auat qu'il puisse riens transporter hors le champ ou vigne, appeller ceux à qui est deu ledit droit ou ses com-

Digitized by Google

mis pour prendre sondit droit de terrage, parcière, champart ou carpot: & s'il ne le fait il est tenurau double du terrage, parciere, ou champart, pontueu que ledit seigneur soit fermier, receueur ou commis face residence en la paroisse ou est ledit heritage: & s'il n'y estoit les deten teurs de l'heritage ou vignes subiets audit carpot & autres droits des sus sont tenus faire sça uoir audit seigneur le dimanche precedent au prosne de la messe parochiale dudit lieu le sour qu'ils entendent vendanger. Autrement ne peuuent les laboureurs apres les tynes & gerbes comptees en presence de deux tesmoins emmener leur part franchement. Aussi sont tenus de mener incontinent ledit droit de carpot ou champart au lieu accoustumé, s'ils sont suiets de ce faire, & l'ils nesont subiets ils les peuvent laisser sur le lieu apres la denonciation fai-

L'on ne peut applicquer terres baillees à parciere & vignes à carport à autres vsages qu'ils ont esté baillez, n'en iceux construire & bastir aucun edifice sans le vouloir & congé du seigneur à qui la parciere ou carpor appartient, sur peine d'amende & des interests enuers le seigneur dudit heritage. cccliiii. The Maria Cara

Marchans forains & autres conduisans marchandises & denrees par le chef du peage auquel doit estre mise enseigne, s'ils trespassent iceluy sans l'acquitter, payent soixante sols tournois d'amende à applicquer au seigneur du peage & le droit dudit peage, ensemble les fraiz de laditte poursuite sans autre cossiscatio. Mais si ledit forain trespasse, par l'vn desbrachages dudit peage ignorant iceluy peage, en iurant l'ignorance & payant ledit peage, il est quitte de laditte amende pour la prenuere fois:& l'il ne veut iurer il est tenu de payer laditte améde aucc le droit d'iceluy peage & fraiz de laditte poursuitte.

Ceux qui achetent vins & autres choses pour leur prouision ou autrement, qui passent par les peages, doiuent le droit de peage, s'ils ne sont privilegiez: & s'ils le sont doivent certifier & faire apparoir de leur priuilege, autrement doiuent payer: & fils ne payent, ils sont tenus audit seigneur du peage, & en amende de soixante sols.

Et si dudit privilege y a debat pour cause apparéte entre le seigneur dudit peage ou son sermier, iceluy qui allegue ledit privilege est tenu d'enseigner ou bailler respondant pour ce que deroit dudit peage en la iustice duquel ledit peage est assis.

Mais si le seigneur dudit peage ou fermier succumbe au proces, il est tenu enuers ledit priuilege de tous despens, dommages & interests.

Si le seigneur du peage ou son fermier exigent plus grande somme que deuë n'est pour raison dudit peage: il est tenu en l'amende & de rendre le double de la somme exigee, & les despens,dommages & interests.

Quand vn marchant ou autre partant de sa maison pour aller en foire, marché, ou ailleurs a payé le peage ou passage par lequel il passe, il ne doit riens de retour, s'il retourne ledit iour: ait vendu sa marchise ou non.

Si le marchant ou autres passent par vn peage en desfaut d'entretenir les ponts, posts, passa ges & chemins ou sont prins lesdits peages en bonne & suffisante reparation, souffre ou soustient aucun dommage ou interest, le seigneur ayant le dit droit ou son fermier en est tenu. Et 1.360, Idem peut le seigneur suzerain à la requeste de partie interessee, saisir les fruits de la seigneurie dont tag. in trasla. depend ledit peage infques à pleine fatif-faction desdits interests & domages: lesdits seigneurs degabel. C.M ou fermiers dudit peage appellez.

Les seigneurs ayans lesdits peages doiuent entretenir les chemins & voyes publicques pour railon desquels ils tirent lesdits peages, & les tenit en seureté pour les passans & rapassans. Et quant és autres chemins, ponts, & voyes publicques, pour raison desquels n'est deu peage n'autre droit, les habitans des parroisses ou sont lesdits chemins ponts, & passages, sont tenus les reparer & entretenir, & seront contraints par le iuges ordinaires de cotribuer pour la quatité des somes necessaires pour reparer lesdits chemins & passages, & doiuét faire les im posts necessaires lesprocureurs desdittes parr oisses, & trois ou quatre d'eux appellez. Et est le dit impost sait sans aucuns fraiz, & vaut ledit impost, combien que tous les imposez ne soient de la surisdiction dudit iuge, mais que la plus grade partie en soit, doiuét lesdits imposez payer leur impost & quotitez, nonobstant opposition ou appellation quels conques selon l'ordonna ce & preiudice d'icelle.

Si aucun afferme frauduleusement qu'il meine aucune chose par pays pour gens priuilcgiez & il est conuaincu du contraire, il est puny comme pariure à l'arbitrage du iuge, & outre est tenu audit peager.

Combien que les choses appartenans à privilegiez soient voicturieres, par gens mercenai res & qui gaignent argent, toutef-fois n'en est deu aucun peage.

Quand aucun voicturier ne trouue le seigneur du peage ou son fermier audit lieu de peage & il baille ce qu'il est tenu bailler & payer à aucun qu'il trouue en la maison du seigneur, ou fermier ou au prochain voisin, il est quitte dudit peage & n'est amendable.

CHAP. 27.

ccclxv.

1.365.In delphin. Italia, Germania, Hispania, & fere voique i-dem & sinu S. fallit in varie locis de quib. dixi in confues parif. \$. 56.

ES choses seodalles, en tout ou partie peuvent estre vendues, aliences, & en peut estre prinse possession sans licence & congé du seigneur.

Choses seodalles se peuvent partir & diviser sans le consentemet dudit seigneur seodal, & & demeure chacun vassal & homme dudit seigneur pour la part & portion qu'il luy aduient: & est tenu chacun de faire son deuoir de fief selon la nature d'iceluy. ccclxvii.

Es choses feodalles les heritiers peuvent succeder comme en autres choses, soient masses ou femelles, & en prendre possession sans le consentement du seigneur du sief, & sans danger de commise. ccclxviij.

Quand vn fiefest ouvert paralienation ou autre mutation de vassal, le seigneur feodal peut par sa puissance de sief entrer en sondit sief, & le mettre en sa main, soit qu'il ait iustice sur iceluy ou non,& fera les fruits fiens, quarante iours apres ledit affignement, tant que le vaffal fera en demeure de luy faire laditte foy & hommage: & est ce que l'on dit audit pays, tant que le vassal dort le seigneur veille. Toutes-fois si ledit sief est ouuert par le trespas du vassal, ledit sei-2.368.Et ad- gneur feodal ne peut saisir auant quarante iours apres le dèces dudit vassal, & si le seirue non factet gneur du sief est negligent a saisir & contraindre le vassal à faire son sief, ledit vassal fait lessippostation 40 dits fruits siens: & est ce que l'on dit aussi audit pays, tant que le seigneur dort le vassal veil-

Quand il y a mutation du costé du seigneur de fief, son successeur & heritier ne peut saisir 3. 369. Intelli les fiefs dependans de luy 3 par faute d'hommage à luy fait, pour laditte saisse faire les fruits se des anciens siens. Mais peut saire proclamer ses siess, & en ce faisant saire commandement à tous ses vassi alias y asseit faux, que dedans quarante iours ils ayent à luy faire la foy & hommage pour raison d'iceux, ou se bon luy semble peut faire saisir verballement les sief particulierement tenus de luy par parif. \$. 47. faulte d'hommage non fait: & icelle saisse faire signifier au vassalen sa personne ou à domicille,& si dedans quarante iours apres laditte signification, le vassal ne fait la foy & hommage, en ce cas le seigneur du sief peut commettre commissaires au regime & gouvernement du sief & fait les fruits siens.

Et au regard des fiefs estans hors desdittes seigneuries, la proclamation ou signification se fait au valfal en fa perfonne ou au lieu du fief, fil y a manoir, ou au procureur dudit vaffal , fi aucun en ya, sinon par attache à la place publicque du lieu où le fief est assis.

La faisse & empeschement se doiuent faire & signisser au vassal en sa personne ou à son domicile f'il est demourant en la iustice ou paroisse du seigneur seodal: ou sinon au lieu de la chose feodalle en parlant és personnes de ses assenseurs, fermiers, entremetteurs, procureurs receueurs, ou negociateurs, ou domicile d'aucun d'eux. Et à faute des dessussities, à la place publique du lieu où la chose feodalle est affise par attache, qui sera signifié en presence de denx tesmoins au prochain vosin.

Si le detenteur du fief depuis les quarante iours apres l'empeschement & saisse fait & deue ment à luy signissé par le seigneur seodal, a prins les fruits de la chose seodalle, le seigneur seodal n'est tenu le receuoir à foy & hommage qu'il n'ait preallablement rendu lesdits fruits. Et si ledit seigneur feodal & son vassal ne s'accordent de la valeur desdits fruits, ledit vassal est tenu consigner és mains de justice ce qu'ils peuvent annuellemet monter & valoir par commune estimation, sans preiudice du plus ou du moins, quand lesdits fruits serot deuemet congneuz & verifiez, en ce faisant ledit seigneur seodal est tenu receuoir ledit vassal en soy & hommage: & ne fera apres les fruits fiens. ccclxxiij.

Si par faute d'homme droits & deuoirs non faits & non payez, aucun fief est saisi & mis en la main du seigneur feodal, il ne peut partant saissir les arrieressess n'y choses tenues de son vassal, mais peut bien prendre les prossits qui aduiendront durant laditte saisse dudit sief. Et si pendant laditte faisse ledit arrieresses est ouvert & que le seigneur d'iceluy sust en demeure de faire les deuoirs, le seigneur superieur mediat le peut exploicter durant saditte saisie comme son plein sief. Mais il ne peut exploicter son arrieresses, combien qu'il soit ouuert

Digitized by Google

sans premierement auoir saisi son plein sief.

ccclxxiiij.

S'il y a estangs à pescher en temps & saison raisonnable & le vassal a fait leuer la bode pour le pescher auant le saississement fait par le seigneur seodal, le vassal peut faire sienne laditte pesche & applicquer à son prositicar la bonde leuce, le possson est reputé meuble. Et ècontra si apres saississement fait par ledit seigneur seodal, & les saississement sait par ledit seigneur feodal, & les seigneur fait les fruits siens pourueu que laditte bonde sust leuce en temps de pesche conuenable & non autrement. ccclxxv.

Respit ou souffrance de saire la soy & hommage octroyé par le seigneur scodal au vassal, vaut soy & empesche que le seigneur ne sace les fruits siens tant que la ditte souffrance ou respit dure : neantmoins le dit respit passé n'empesche le droit de retenue dedans le temps que 1.375. Ergo le seigneur seodal le peut auoir.

Si le vassal est nouueau tenancier, il peut saire la soy & hommage à celuy qui le somme de 5. \$. 486.

pour sauuer les fruits & protester ne saire saux adueu si le sies se trouuoit tenu d'ailleurs, amplia no solu iniudiciu neces pourueu que de la part dudit vassal n'y ait en ce saisant fraude, lesquelles protestation, soy sarijs qua debe & hommage luy seruent pour euiter à la commise dudit sies s'il estoit trouué d'autruy sei-tam pupillo sed etiam in volu gneur.

Et est laditte foy & hommage faite sous la protestation dessussition dessussition pour pure & sim procedat si den ple quant au seigneur auquel elle aura esté faite s'il n'appert d'autre seigneur feodal. Mais si le antequa quid vassal desaduoue expressement le seigneur feodal, il ne peut sauuer la commise de la chose feo assum sit, sedentur dalle sous vmbre de laditte protestation: car elle ne vaut sinon pour ceux qui cofessent & sont postquam empliquam empliquam

Le seigneur seodal n'est tenu receuoir son vassal en soy & hommage s'il n'est au lieu dont depend le sies s'il ne veut, n'aussi le receuoir par procureur, combien qu'il sust sussilisement c.m. sondé sinon que ledit vassal sust le gitimement & necessairement empesché: auquel cas il peut par procureur speciallement sondé presenter les soy & hommage: & est tenu ledit seigneur seodal le receuoir ou luy bailler temps & sousstrance competant de luy saire en persone les sits soy & hommage, pendant le quel temps de sousstrance ledit seigneur seodal ne sait les fruits siens. Et peut mondit seigneur le Duc commettre pour receuoir les soy & hommage, à luy deuz si bon luy semble & non autre, inuitis vassallis.

Le seigneur seodal est tenu receuoir les tuteurs & curateurs des mineurs ou d'autres personnes estans en tutelle ou curatelle en soy & hommage, ou bailler sonsfrance és mineurs iusques ils seront maieurs, en saisant diligence suffisante par les tuteurs & administrateurs d'auoir laditte soussrance.

Le vassal qui veut faire foy & hommage apres requisition ou main-mise, se doit transporter au lieu dont depend le fief, & illec se mettre en deuoir de faire ledit hommage selon la nature & qualité d'iceluy fies: & s'il ne treuue le seigneur dudit fies ou le seigneur le resuse sans cause raisonnable, ledit vassal se peut presenter deuant la porte ou lieu principal d'iceluy lieu ou place dont depend ledit fief, & illec en la presence de notaire & tesmoins & les officiers dudit lieu appellez faucuns en y-a, faire ses soy & hommage comme il seroit en la presence dudit feigneur ou qu'il le vousist receuoir:& est ledit vassal tenu attendre ledit seigneur audit lieu & place dont depend ledit fies l'espace de xxiiij heures s'il est requis de ce faire par lesdits gens & officiers dudit seigneur feodal: toutes-fois ledit vassal faisant ledit homage à la porte au lieu principal & place dont il depend en l'abscence dudit seigneur seodal ou des gens par luy com mis, est tenu notifier son deuoir & diligence à sondit seodal dedans quarante iours s'il est au pays:& fil n'y est dedans quarante iours apres son retour: & doit luy en bailler instrument de fidelité requis & accoustumé assin que ledit seigneur feodal soit asseuré de son fies: & en ce faifant, ne fait ledit seigneur seodal les fruits siens: mais si ledit vassal veut faire lesdits foy & hommage de son gré & volonté sans y estre contrainct par main-mise ou empeschement, il est tenu cercher sondit seigneur en personne ou qu'il soit dedans le pays ou le sief est assis & situé: & en deffaut de le trouuer, ledit vassal peut faire lesdits soy & hommage en la manière deuant

La foy & hommage faits, le vassal est tenu de bailler au seigneur seodal à ses despens lettres appellees nommees & denombrement dedans quarante iours ensuyuans: & à faute de ce faire dedans lesdits quarante iours, ledit seigneur feodal peut empescher ledit sief & le mettre en sa main & y commettre commissaires pour leuer les fruits: mais il ne sera pas les fruits siens: toutes-fois sur les struits sont prins & perceuz les impenses & fraiz dudit empesche-

Vu ij.

ment de main-mise iustes & raisonnables: & se peut bien ledit temps de quarante iours prolonger par ledit seigneur & non pas amoindrir. Et si laditte saise faite à faute desdittes lettres & denombremens non baillez dedans le temps deu, le vassal enleue aucune chose & enfraint laditte main-mise, il est amédable: & doit restablir ce qu'il en a prins s'il est en nature: ou s'il n'y est, la iuste valeur auant qu'il soit receu à dire aucune chose cotre ladite main-mise. ccclxxxij.

En nommee & denombrement baillez les heritages & dommaines tenus & portez par le vassal, doiuent estre pour le moins declarez par deux confins les plus apparés. Aussi les tailles, cens, dismes infeodees, & autres deuoirs & redeuances auec les arrieresiefs qui en sont tenus & mouuans: & par qui ils sont tenus, doiuent aussi declarer les iustices, droits & prerogatiues dudit fief. Et s'il est aucune chose recellee par fraude : ce qui est recelé, est acquis au seigneur fcodal.

Q uãd denőbrement est baillé au seigneur seodal, il a xl. iours pour impugner & debatre les dittes lettres ou denobremet. Et s'il est trouvé desectueux ou les choses par ledit vassal baillees ne luy appartenir: ledit seigneur feodal le peut resuser & le faire corriger: mais si ledit denobre ment est receu par ledit seigneur, & qu'il en appert par l'instrumét de recepisse qui doit estre inseré au dos dudit denombrement: il fait foy cotre ledit seigneur feodal au prossit dudit vassal. Autre chose est si le denombrement est seulement prins pour le veoir & sans l'approuuer:car en ce cas il ne preiudicie au seigneur seodal.

Quand entre aucuns y a controuerse d'vne seigneurie tenue en sief d'autruy, & lesdits con tendans en laditte seigneurie ou l'vn d'eux offre de faire la foy & hommage: le seigneur seodal les y peut receuoir ou l'vn d'eux fauf son droit & l'aucruy.

Si entre plusieurs seigneurs seodaux est question d'aucun fief que chacun desdits seigneurs maintient luy appartenir:le vassal peut estre receu par main suzeraine, 1 & en jouyr pendant rel indicu or- le proces, en congnat en main de instice les droits & deuoirs si aucus en sont deus. ccclxxxvj.

Chose feodalle ne se commet ne confisque au seigneur feodal, sinon en cas de fellonnie ou staxari sum de faux adueu:mais si par autre crime le vassal confisque ses biens:la chose tenue en fies, est cóprus corum qui fisquee au seigneur haut insticier en la instice duquel elle est situee & assise.

Le seigneur feodal ne peut acquerir par prescriptions droit petitoire ou possessoire contre lariam regia son vassal de la chose mounant de son fief & mise par faute de foy & hommage non faits & denombrement non baillez. Et aussi le vassal ne peut acquerir par prescription droit petitoire ne possessoire contre son seigneur de la chose seodalle dont il auroit esté en demeure de faire la foy & hommage à son seigneur feodal. Sinon qu'en aucuns desdits cas il y eust eu contradiction, & apres icelle iouyssance & paisible possession de trente ans, & quant à l'eglise de quarante ans. ccclxxxviij.

Quand aucun achete vn fief mouuất de luy à cause d'vn autre fief qui tient & porte d'autre seign eur, ou achete & descharge aucun heritage tenu à cens ou rente fonciere mouuant de son fief, il est tenu en faire la foy & hommage au seigneur duquel meut son premier & princicipal fief: & ne sont plus tels fiefs, cens ou rente fonciere achetez tenus en arrierefief: mais sont tenus en plain fief du seigneur de qui le premier fief est mouuant.

Toutes-fois ledit fief ou rente ainsi acquis peut estre derechefaliené par ledit acquereur ou les siens, retenu à luy le fief en la qualité qu'il estoit auparauant.

Si autre que monseigneur le Duc acquiert chose au fief de son vassal tenu en arrierefief de luy, il est tenu en faire la foy & hommage au seigneur scodal. Et au regard de mondit seigneur Duc il pourra pour ce faire bailler homme viuant, mourant & confisquant.

Si plusieurs sont seigneurs comuns & par indiuis d'vn fief, & que les portios soyét entr'eux inegalles, le vassal peut faire homage à celuy q a la plus grade portio tat pour luy q pour les au tres seigneurs audit fief. Mais si lesdittes portios sont egalles entre freres & enfans, ledit vassal 2.392. I melli est quitte en faisant la foy & hommage à laisné: & s'ils sont autres que freres, enfans ou coheri ge non per emptione sub pecunia, sed per
cunia, sed per
cunia sed per
cunicipione sun
cunici à la personnne de l'vn de leurs officiers, procureurs ou negociateurs comme dessus est dit,

di alias cojuetudo esset valde stulta 😁 inepta.dixi in tom. I. consil. 30 in fi.C.M.

1.385 Scilicet Superioris com-

dinary,ideo no

tunt ad cancel

vt dixi in cof.

parif. §. 42. C.M.

CHAPITRE 28. Des censiues & droits de directe seigneurie. A premiere rente constituee 2 sur aucun heritage allodial, s'appelle rente sonciere, & emporte droit de directe seigneurie & de lots & ventes. cccxciii:

Digitized by Google

Vn

Des censiues & droits de directe seigneurie.

Vn seigneur de rente fonciere ou censiue peut poursuyuir l'acquereur & nouuel detenteur d'aucun heritage estant de sa censiue & rente sonciere, pour luy exhiber & faire ostension des lettres d'acquisition par luy faites dudit heritage, pour auoir les droits'sfeigneuriaux & recognoissance dudit cens ou rente fonciere.

En ventes d'heritages tenus à cens ou rentes foncieres d'aucun seigneur, l'acquereur est te nu de payer au seigneur droit de lots & ventes dedans xl. iours à compter du iour de la vente, & fil laisse passer lesdits xl.iours qu'il ne paye lesdits lots & ventes payera le double d'iceux. Mais si le seigneur direct n'a domicile en la iustice ou est situee la chose pour laquelle sont deuz lesdits lots, le detteur d'iceux pour euiter lesdits doubles lots peut dedans xl. iours iudiciairement configner & deposer les deniers desdits lots & ventes.

Lots & ventes se payent audit pays & Duché en plusieurs manieres, les vns au six-ieme denier qui est trois sols quatre deniers pour liure, les autres au tiers en montant, autres au quart, autres au douziesme selon les anciennes vsances, droit constitué, reconnoissance, composition ou condition faites & interuenues: mais s'il n'y a tiltre particulier, commune vsance ou prescription au contraire, lots & ventes se rendent audit pays & Duché audit sixiesme denier, qui est de trois sols quatre deniers tournois pour liure pour le simple du pris que la chose suiette audit lots & ventes aura esté venduë.

En contract de permutation où il y-a deniers ou meubles de retour en quelque nombre ou valeur que ce soit, lots & ventes sont deuz pour lesdits meubles ou deniers tant seulement. Et font lesdits meubles estimez selon ce qu'il vallent au temps dudit cotract. Aussi sont deuz lots & ventes en vente de fuccession & generalité de tous biens, en rabatant pro rata au sol la liure. la valleur des meubles & dettes actifs qui font en laditte fuccession. Et audit cas se fait l'estima tió aux despés de l'acquereur, sinon qu'il eust fait offre raisonnable, auquel cas si le seigneur ne l'accepte, elle se fait aux despens dudit seigneur. Mais si ledit contract de permutation est frauduleux, lesdits lots & ventes en sont entierement deuz.

Si l'acheteur auparauant la possession prinse de la chose achetee se depart de son contract de vendition pour cause raisonnable, comme pour euiction apparente de la chose par luy achettee ou autre chose semblable: En ce cas de laditte vendition qui n'a sorty son effect pour cause raisonnable ne sont deuz aucuns lots & vetes. Mais si ledit vendeur & l'achepteur apres la vendition parfaite I sans cause raisonnable : mais de leur simple volonté se departent dudit 1. 307. Intelli ECCXCVIIj. ge & ex inter nallo vt dixi in contract de vendition, en ce cas en sont deuz lots & ventes.

Le tenancier qui tient vn heritage en fief, cens, rente ou taille d'aucun seigneur, il le peut cosset. paris s. meliorer & non pas empirer, & sila basty ou fait de nouuel melioration ou augmentation au 13.4. 1. 6.2. dit heritage, il ne peut desmolir, vendre ou exploicter laditte melioration sans le congé dudit inf. 8.457. cccxcix. C.M. seigneur.

Qui tient & porte heritage à cés & rente deuëment costituee ou prescripte és cas ou réte se peut constituer taille ou autre deuoir, il en peut si bon luy semble quitter & guerpir au seigneur en payant les arrerages deuz, & deliurant à ses despens lacte ou instrument de la guerpine & laissant ledit heritage en bon & suffisant estat. Et quant és vignes on les peut aussi guer pir apres y auoir fait les labeurs & façons qui se doiuent faire parauant laditte guerpine, sinon que ledit deuoir sust constitué sur certaine chose, & generallement sur tous ses biens. Car en ce cas ledit seigneur de la chose particuliere ne receura laditte guerpine si bon ne luy semble.

Si aucun feigneur direct achette aucune chofe en fa directe, & laditte chofe fe retrait par au cun lignager, lots & ventes sont deuz audit seigneur direct par le retrayant.

En suppleement de iuste pris ou acquisitió de plus vallue, soit par transaction ou autremét, lots & ventes en sont deuz tout ainsi que du pris & sort principal. Mais en donation de plus vallue qui se fait en contract de vendition, lots & ventes n'ont point de lieu quant à laditte -plus vallue. ccccij.

En vente faite par cryees de biens immeubles lots & ventes sont deuz. cccciij.

Lots & ventes sont deuz pour l'heritage ou rentes baillees en payement de deniers soient dotaux ou autres: Toutef-fois si au contract de mariage vn pere constitue vne somme de deniers en dot, dont la moitié ou autre partie doine estre connertie en heritage propre, & le pe re ou autre constituant en ensuyuant laditte constitution baille heritages, en ce cas ne sont deuz lots & ventes.

Si le seigneur haut iusticier vend heritage vacant assis en sa haute iustice, & il est de la cen



fiue & directe seigneurie d'autruy seigneur, le seigneur direct duquel est ledit heritage porté, aura les lots & ventes de laditte vente.

Quand le frere, sœur, ou autres heritiers en tout ou en partie moyennant la constitutió de dot ou reception de deniers, en faueur de mariage ou en partage, quittent ou transportent leurs biens ou portios à autres freres & heritiers, n'en sont deuz aucuns lots & vétes. cccvj.

Sil heritage est racheté dedans le temps de la faculté accordee en faisant le contract de vé dition, ou depuis prorogé dedans ledit temps ne sont deuz aucuns lots & ventes pour le rachat: mais seulement pour la premiere vendition. Mais ou laditte faculté seroit donnée par interualle de temps apres laditte vendition & non en faisant laditte vente, ou apres que ledit temps de rachat seroit passé, lots & ventes sont deuz comme de la premiere acquisition.

Si en faisant contract par forme de permutation l'on baille reaument & de fait par eschange fonds ou rente certaine sons faculté de pouuoir rachepter les choses eschangees dedas aucun temps, & pour vn pris aucuns lots & ventes n'en sont deuz, sinon que la chose eschangee sur raison de la chose eschangee dont n'est donné aucun rachat, pource que ledit contract par laditte coustume est presumé contract de vente & non de permutation. Mais si la chose ainsi baillee par eschange à laditte faculté de racha t estoit racheptee apres ledit an par vertu de laditte faculté, sont deuz lots & ventes pour raison dudit rachat seulement. Autre chose est si les dits heritages ou rente baillee en contreschange sont incertains, & ne sont reaulment baillez & deliurez: car lots & ventes sont deuz dés le jour dudit contract sans attendre ledit rachat.

Le seigneur censier ou direct qui a fait saisse l'heritage à luy redeuable de censiue ou rente pour le deuoir de ses droits seigneuriaux ne fait les fruits siens. Mais seulemet prend sur iceux ses droits & frais de iustice auec le deffaut ou l'améde de cens non payez si aucune en est deuë, le surplus desdits fruits doit estre restitué à celuy ou ceux à qui lesdits heritages appartiennent.

Cens ou rente fonciere & autre rente és cas esquels elle se peut constituer n'est diuisible, sinon par le vouloir & consentement du seigneur censiuier ou rentier, lequel a son droit d'hypothecque sur chacune des choses hypothecquees, & peut contraindre tous les detenteurs & chacun d'eux seul & pour le tout, à luy payer par assenmens les dits cens & rente sans qu'il y ait benefice de diuision.

Les detenteurs d'aucun max peuuent pour le payement deu au seigneur pour raison dudit max saire entr'eux vne perequation dudit deuoir, & au iour assigné de payer ledit deuoir, icelle porter au seigneur auquel est deu, & s'ils ne portent le total: mais partie d'iceluy le seigneur est tenu prendre ce qui luy est porté par l'vn desdits perequans. Et du residu se peut prendre contre lesdits detenteurs & perequans & chacun d'eux seul & pour le tout, supposé que iceluy sur lequel il se prend eust ia payé sa part: car par telle perequation faite entre les detéteurs, l'hypothecque ne se diuise: & neantmoins si celuy ou ceux contre lesquels le seigneur s'est adressé à payer ledit seigneur: il se peut addresser contre les coequez & les contraindre personnellement & hypothecqueremét à payer vn seul & pour le tout ce qu'ils ont payé outre leurs parts & portions par prinse de meubles, prinse & saisse de leurs parts & autres heritages à eux appartenans.

Lots & vétes sont deuz au seigneur dudit max pour la véte saite de portió d'iceluy. cccexij. Si le seigneur censier, rentier ou leurs receueurs nyent auoir receu ce qu'ils ont receu des coequez ou perequez & il se treuue apres le contraire, ils sont tenus à tous les interests, pertes & dommages de celuy contre lequel ils auront sait laditte negation de reception de laditte coequation & en amende enuers iustice. cccexij.

Le seigneur taillablier, censier ou rentier soncier pour sa taille, censiue ou rente, lots, ventes, amendes & dessaux prouenans de laditte censiue peut saire empescher l'heritage chargé desdittes censiue, ou rente, ensemble les fruits pour la declaration de laditte hypothecque & payement des arrerages. Et saire vendre ledit heritage pour les choses dessussitions ce qu'il soit tenu les demander par action personnelle, n'autrement si bon ne luy semble.

Le detenteur d'aucun heritage est tenu & peut estre couenu par action personnelle payer les arrerages de cens, rentes & autres deuoirs deuz à cause dudit heritage pour les annees qu'il en a esté detenteur, non excedans dix ans, quant aux cens, & autres deuoirs portans dire

Digitized by Google

cte, & cinq ans quant aux rentes roturieres és cas esquels ils se peuvent constituer.

Quand aucun heritage est empesché à la requeste du seigneur rentier, taillablier, censier, ou autre pour droits directz & arrerages, & le detenteur de l'heritage s'oppose audit empeschement, ledit opposant est tenu auant qu'estre ouy, garnir la main de iustice iusques à dix annees d'arrerages du deuoir de cens, rente fonciere ou autre deuoir portant directe pretendu, si tant en sont deuz & au dessouz, & pour cinq ans quant aux rentes roturieres és cas permis, par celuy à la requeste duquel ledit exploict est fait, en monstrant de recognoissance terrier obligation ou condemnation dudit deuoir à luy fait par le detenteur opposant ou autre. Et à faute de ce faire par ledit opposant à laditte assignation ou autre ensuyuant, il est debouté de saditte opposition, & l'exploict confermé.

La perception de cens, tailles & autres deuoirs portans directe, ne preiudicie au seigneur direct en maniere que par vertu de laditte perception le censiuier & taillablier se puisse dire reuestu, n'ensaissné de l'heritage à luy aduenu par acquisition & autrement, sinon qu'icelle perception eust esté faite apres l'ostension des lettres de laditte acquisition faite au seigneur direct ou taillablier.

Recognoissance faite d'aucun deuoir de taille par vn tenancier pour luy & ses autres personniers sans nomer sessaits personniers, ne preiudicie au seigneur taillablier & ne prossite esdits personniers non nommez, sinon qu'ils eussent ou leurs predecesseurs esté entierement reuestuz dudit taillable. Et fussent residens auec celuy ou ceux qui ont fait laditte recognoifsance au temps d'icelle.

Rente constituee à pris d'argent non portant directe pour quelque pris ou somme que ce foit, est rachetable pour ledit pris, quelque contract ou renonciation qu'on puisse faire au cotraire.

En faisant apparoir par aucun redeuable de taille, cens, rente, ou autre deuoir annuel par quittance de payemens faits de trois années 1 consecutiues, il est quitte de tous les arrera-1.419. Plene ges precedens laditte quittance, en affermant par serment auoir payé les arrerages prece-paris, 6.62.

ccccxx. C.M.

Le detteur de ce qu'il a payé est tenu en passer lettres aux despens du seigneur auquel il a lias quia est pa payé s'il la veut par notaires. Mais quand les dittes quittaces ou lettres sont requises des mains stum legis codes parties receueurs ou commis respectiuement, il n'en est rien deu.

Contracts par lesquels ont preste argent ou autre chose iusques à certain iour, & pendant sum, laté dixi ledit iour, celuy qui preste en prent prossit. Et neantmoins on y met clause, que dés à present intracta. compour lors on vend pour ledit pris cheuance mouuant de fief ou de censiue d'autruy, tels con- sur q. q. s. tracts sont prohibez comme illicites & deceptifs, & sont les parties amendables ensemble c.m. les notaires qui les reçoiuent, & les doiuent les iuges punir: & neatmoins ou par vertu desdits 3. 422. Intelli contracts le cas aduenant l'acheteur entrera en possession de la chose ainsi venduë. En ce cas ra fasta in lofont deuz lots & ventes au seigneur.

CHAP. 29.

Retraits, retenues, & rachats.

mens.

VAND aucun a vendu & transporté son propre heritage à personne estrange de son li-per arressum lagnage du costé & ligne dotluy est venu & escheu par successió ledit propre heritage, il sum die Zonis est loisible au parent & lignager dudit vendeur du costé & ligne dont est venu & escheu ledit 17.Inl. l'an heritage, de demander & auoir par retrait lignager iceluy heritage dedans trois mois apres Bertrandi, 3 que l'acheteur aura esté inuesty, s'il est tenu en censiue ou qu'il ait esté receu en soy & hom-pour le vicommage s'il est tenu en fief, & s'il est allodial corporel, dedans lesdits trois mois, ou incorporel, dedans six mois du iour de la possession reelle prinse par l'acquereur en la presence d'un notaire & deux tesmoins, & en remboursant l'acheteur de son droit principal & loyaux couste-

Quand aucun a vendu rentes és cas esquels rente peut estre constituee sur ses propres heritages à personne estrange, non estant de la ligne dont procedent les heritages propres, il est loyfible au parent & lignager du costé dont procedent lesdits heritages, de demâder & requerir en jugement auoir laditte rente par retraict lignager dedans trois mois en l'infeodation ou inuestizon d'icelle. Et quand il y-a reemeré à certain temps, lesdits lignagers peuuent auoir laditte rente par retrait dedás le temps desfusdit à comter comme dessus, & encores trois mois apres le reemeré finy. ccccxxiiij.

Vu iiij

CCCCXXj. missoria gene-

co vnde potest inotescere, etiz appellatio fri wolaimpedit të CCCCXXy. pus currere ref

ccccxxiij.

Le seigneur feodal & censiuier peuvent avoir les heritages venduz en leur sief & censiue, dedans trois mois apres l'ostension & l'exhibition à luy faite des lettres d'acquisitio. Si ce n'estoit qu'au parauaut ledit seigneur feodal eust receu l'homage, & le seigneur censiuier les lots & ventes, car apres lesdittes receptions ne peut vser ledit seigneur feodal ou censiuier de re-

Et ne sont pourtant les retrayans empeschez de faire la retenue incontinent apres le contract de vente, & au parauant le iour desdittes prinses de possession, infeodation, & inuestizo, si faire le veullent. Et court le dit temps de trois mois contre toutes personnes mineurs, semmes mariees, & autres quelconques.

Le seigneur feodal ou direct, ou en leur absence leurs officiers peuuet gaigner l'original du contract qui leur sera presente par les acquerans des choses mouuans de leurs fiefs ou censiue, l'espace de xl. iours. Mais en baillant & laissant à leurs despens coppie collationnee à l'original, ils ne font tenus de laisser ledit original. ccccxxvii.

Il est loisible au retrayant de faire adiourner l'acquereur par-deuant le iuge en la iurisdictio duquelles choses sont, & si les choses aliences sont assisse en diuerses iurisdictions, il est loisible au retrayant de faire adiourner l'acquereur par-deuant le suzerain ou par-deuant le iuge du domicile dudit acquereur.

Quand aucun lignager du vendeur d'aucun heritage a fait adiourner l'acheteur d'iceluy heritage pour l'auoir par retraict, il couient que tel qui veut auoir ledit heritage par retraict offre bourse & deniers, loyaux coustemens, & a parfaire à chacune iournee de la cause, excepté à 1 la journee d'absence si aucune en est prinse, & s'il ne le fait il doit estre debouté dudit retrait: & in causa appel- aussi en ce faisant les fruits escheuz depuis la premiere offre luy appartiennent, & si en aucune desdittes iournees le dessendeur en matiere de retraict accepte l'offre du demandeur, en ce cas ledit demandeur est tenu de fournir son offte dedans vingt & quatre heures, à compter du temps de l'acceptation: alias parfaute de ce faire est debouté de renente.C.M. traict

Si l'acquereur apres l'inquisition par luy faite pour doute du retrait, ou autrement s'est absenté ou ne se treuue en la chastellenie où l'heritage est assis,& n'y ait domicile, on le doit faire adiourner en la personne de son procureur ou entremeteur de ses besongnes si aucun en y-a, sinon à cry public au lieu accoustumé à faire cris en la iurisdiction en laquelle l'heritage est assis & offrir en toutes les affignations iudiciairement les deniers & loyaux coustemens, & en ce faisant par trois deffaux est adjugé au lignager l'heritage par retraict apres auoir fait apparoir de sa demande & lignage en consignant en main de iustice le principal & loyaux couste-

Loyaux cousts & miles sont entendues les lettres & contracts, les labourages ou semences & les reparations necessaires & vtiles faites par auctorité de iustice, lots, ventes, quints & in auro: quid requints, sils ont esté payez.

Suppleement de iuste pris, Achat de droit de reemeré & fraiz qui en dependent faits sans fraude de par l'acquereur auant l'adiournement baillé en demande de retrait, se metsimili aurossed tet & comptent auec le sort principal. Mais si tel suppleement ou achat ou autre convention est faite au preiudice du voulant retraire apres l'adiournement, le retrayat n'est tenu rembourcccxxxij.

En matiere de retrait on n'est tenu payer le pris en semblables especes en laquelle l'acqui-3. 433. V'nde stiam bodieno Les notaires & rabellions sont con payer le pris en 1 emblables espece stiam bodieno Les notaires & rabellions sont con a con con monnoye.

Les notaires & tabellions sont tenus 3 & peuuent estre contraints par compulsoire ou au- 3' trement, d'exhiber és lignagers seigneurs seodaux & directs la note & contract de l'alienatio chatione dando par eux receuë, & leur en bailler coppie à leur despens si requis en sont. Aussi sont tenus les greffiers des seigneurs feodaux & directs ayans iustices exhiber aux lignagers si requis en sont les inuestizons & infeodations qu'ils auront faites des choses subiettes à retraict. Et les seigneurs censiuiers non ayans iustices seront tenus monstrer leurs papiers, lesquels doresenauant seront tenus faire en iceux escrire les lots & ventes qu'ils auront receuz de tel acheteur, pour raison de telle acquisition, & sans rien prendre pour raison d'exhibi-CCCCXXXIIIJ.

Retraict lignager a lieu iusques au sept-ieme degré exclusiuemet: 4Et n'a lieu en coquests 4 excedat deci- sinon qu'ils sussent faits par vn lignager de l'estoc & ligne dont ils meuuent & apres vendus. CCCCXXXV.

I. 428. Scilicet principalis instantie,quia li confignatione faéta 👉 ma

tabile damnii atiatur vei ditor & costet no esse in fraudem retractina pretiu couentum & soluti enim se emptor potest emere similë dom**u** pro non pro moneta area.dixi in bract.moneta- fer. rum latino de (unt reprehensi biles sine cunquñuis post cŏstitutione anni 15 39.5.77. cuctari possint donec à indice decernatur. 4.434.Nö ta tion. men sequitur

mum gradum.

Herita-

Heritages & autres choses sont césees & reputees estre de l'estoc de celuy qui veut retraire, quand il viennent par succession en ligne directe ou collaterale.

Qui n'est habile à succeder, comme vn bastard, ne peut venir à retraict lignaccccxxxvij.

Si le bastard legitime vend son heritage à luy aduenu du costé de celuy qui l'aura fait legitimer, il est subiet à retraict. ccccxxxviij.

Le lignager est preferé, quant à laditte retenuë, aux seigneurs seodaux censiuiers & directs soient que lesdits seigneurs ayét acquis la chose subiette, ou que l'acquereur la leur eust delaisfee par droit de prelation.

Lignager sur lignager n'a point de retenuë, tellement que si vn vendeur a vendu vn heritage à vn homme de son lignage & de l'estoc dont meut l'heritage, vn autre lignager ne peut vser de retenuë, combien qu'il soit prochain lignager du vendeur, ou si aucun du lignage vient premierement à la retenue de la chose vendue à personne estrange, il aura la retenue contr'vn plus prochain dudit estoc qui viendroit apres.

Si plusieurs lignagers concurrent en telle maniere qu'on ne puisse dire l'vn d'iceux auoir preuenu, le plus prochain aura la chose venduë, & fils sont en pareil degré, ils auront par moi-

Vn retrayant est deputé diligent & estre venu dedans le temps de la coustume, si dedans ledit temps il fait adiourner par adiournement libellé l'acheteur de la chose qu'il entend retirer, pour ueu que l'assignation soit baillee dedans dix iours apres pour le plus, & sert tel adiournement audit retrayant en maniere que s'il fait donner iour à l'acquereur par adiournement libellé, comme dit est, & apres vn autre fait poser semblable adiournement libellé à plus brief iour. Neantmoins le premier sera preferé quelque offre, consignation, ou deposition qu'aye fait celuy qui a fait faire le second adiournement à plus brief iour.

En assense perpetuelle d'aucun heritage baillé à perpetuel tenement pour aucun cens ou réte, supposé qu'il y ait entrages d'argét il n'y-a point de retenue au seigneur directau lignager, sinon que lesdits entrages en argent excedassent la charge ou devoirs perpetuels, auquel cas il

En toutes donations remuneratoires & autres faites sans fraude, retenue n'alieu, n'és choses mobiliaires, noms, dettes, & fruits pendans.

Les iuges, greffiers, aduocats & procureurs de parties, parens, enfans, ou freres ne peuuent reccuoir consignation de deniers, & sont telles consignations reputees nulles, & ont les con Traquel. in fignans leurs i Cours contre le iuge qui les prendra ou fera consigner de tous leurs interests & trasla, de re-

dommages.

Pour retenue par proximité de lignage ne sont deuz aucus lots & vétes, mais si l'acquereur sufficient de chose alience a payé aucuns lots & ventes au seigneur direct, le retrayant est tenu les rembourser, & s'ils n'ont esté payez il est tenu de les bailler audit seigneur direct en acquict de l'acccccxlvj. C.M. quereur.

Si par faute de payer par l'acheteur les lots & ventes au seigneur censiuier, dedans le temps de la coustume en sont deuz au seigneur censiuier doubles ventes, le lignager retrayant n'en doit que lots & ventes simples. Et fil paye au seigneur censiuier les doubles lots & ventes, il ccccxlvij. desfalquera sur son pris la moitié desdits lots & ventes.

Quand ily-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition & d'vn mesme estoc, le lignagier n'est receu à demander la retenue de l'vn ou de parties desdittes choses vendues, mais il ccccxlviij. faut qu'il retire le tout.

Si l'acheteur par vn seul contract acquiert heritages diuers, procedans de diuers estocs, & il est poursuiuy par lignagers de chacu estoc dont procedent lesdits heritages, il est en l'optio dudit acheteur de laisser à vn chacun desdits poursuiuans l'heritage de son estoc, en le remboursant par eux pro rata de son pris & loyaux coustemes, ou de laisser à l'vn desdits poursuyuans tel qu'il luy plaira tous lesdits heritages à la charge du proces contre les autres lignagers. Et en ce cas celuy auquel sera fait ledit delaissement est tenu de rembourser ledit acheteur delaissans de son pris principal & loyaux coustemens.

Et n'est tenu l'acheteur de delaisser au lignager vne partie des choses à luy vendues par vn mesme contract, sinon que ledit demandeur en matiere de retrait rembourse ledit acheteur de tout son sort principal & loyaux cousts. Et en ce faisant est l'acheteur tenu de laisser audit demandeur en matiere de retrait tout ce qu'il luy auroit esté vendu, soit qu'il soit

Coustumes du Duché de Bourbonnois de l'estoc dudit demandeur ou non. Propre heritage vendu & adiugé par decret en jugement par criees & subhastations cher on retraict. Quand en contract de vendition d'heritages ou choses immeubles y-a donation de plus value, telle donation n'empesche le droit de retenue, en payant par le retrayant le pris de la vente & loyaux cousts seulement. Droits de retenue a lieu en contract de permutation d'heritages à biens & choses mobiliaires. En payant par le lignager au seigneur seodal ou direct dedans le temps dessussit la valeur & estimation desdittes choses mobiliaires:car tel contract est reputé contract de ven-En contract de permutation faite de chose immeuble à immeuble, droit de retenuë n'a 1.453. Sed be- lieu, sinon qu'il y eust soulte & retour d'argent ou meubles excedant la valeur de l'heritage pro rata 3. 5. baillee par celuy qui feroit ledit retour. Si l'vn des permutans acquiert à deniers ou meubles la chose par luy baillee & côtre-eschãgec, en ce cas le lignager d'iceluy qui vend aura son choix & election de retraire la chose vendue ou la chose dudit eschange. L'acquereur à la requeste du lignager seigneur direct ou feodal est tenu de declarer par serment la verité du pris pour lequel la chose aura esté reaument vendue, & aussi le lignager tenu d'affermer par serment, si requis en est, s'il veut la chose pour luy & pour demourer en sa famille, & que pour la poursuite qu'il en a faite est pour luy en son nom à son proffit sans fraude, & de ses deniers & n'a fait conuenance, promesse, n'a intelligence auec autre de luy delaisser bailler ou mettre en ses mains la chose qu'il veut retirer. L'acquereur adiourné en cas de retrait qui par serment nie iudiciellement auoir aucune 456.Vel et la chose acquise & il succumbe l'amendera, & sera condemné és despes, dommages & interests, minoremasfir- & pareillement si par serment nie auoir baillé deniers 2 ou chose equipollent & il succumbe, 3 mauerit sum- il amendera, comme dessus, & payera les despens, dommages & interests. Le droit de retenue ou prelation de chose seodalle ou censiue, est cessible 3 par le seigneur 3 Preside Minar seodal ou direct & non par le lignager, sinon à autre lignager de mesme estoc. Quand aucun lignager seigneur feodal ou direct a fait adiourner ou a commencé proces 3.457.Hocno contre l'acquereur pour auoir par droit de retenue la chose vendue, le vendeur & l'acheteur est multum e-quum, vet dixi ne peuuent apres faire conuention ensemble à son preiudice. in consulparis. Contract de permutation est presumé simulé & frauduleux si l'yn des permutans est trou-• 13:30. 1.9. ué faifi, possesseur & detenteur de la chose qu'il auroit baillé par mutation dedans l'an apres le-Les diligences faites par les lignagers seigneurs feodaux ou direct à l'encontre de l'acquereur dedans le temps de la coustume, luy seruent & proffitent en telle maniere qu'en quelque mains que ledit heritage soit ou puisse estre transporté, le detenteur d'iceluy est tenu le laisser au retrayant s'il est capable le faire, en payant par le retrayant seulement les deniers, fraiz & loyaux coustemens de la premiere vente, saus le recours audit second acheteur contre son vendeur & recouurer à l'encontre de luy si plus payé en a, que de la premiere ven-La personne franche ne peut retirer par retrait lignager la chose mouuant de son estoc védu par son lignager serf, & de serue condition. Mais la personne serue peut retraire la chose

cccclxij. mouuant de son l'estoc vendu par son lignager de franche condition.

Quand aucun a chagé sa propre chose à l'encontre d'vn autre, la chose eschagee est le propre heritage de celuy qui l'a eschangee, & est subrogee au lieu de celle de celuy qui l'a eschangee, en maniere que s'il la vend, elle chet en retrait.

Si aucun vend l'vsus-fruit de son propre heritage à personne estrange, telle vendition d'vsul-fruit ne chet point en retrait, sinon qu'apres il sit vente à l'acheteur de la proprieté: car en ce cas il y-a retrait de la proprieté & vsus-fruit, & s'il vend à l'vn l'vsus-fruit & à l'autre la proprieté, laditte proprieté gist en retrait, & sera consolidé le dit vsus-fruit auec la ditte proprieté cccclxiiij.

Quand aucun heritage est acquis constant & durant le mariage de deux conioints mariez ou de communs personniers 4 par l'vn desdits communs ou conioints dont l'vn des deux est 4 proximita. 5. parent lignager du vendeur du costé & ligne dont l'heritage meut, l'heritage ainsi védu ne gist en retenue durant & constant ledit mariage ou communauté: mais apres le trespas de l'un desdits

Digitized by Google

4. 464. Vide iceluy finy. Andre Tira

desdits conioints ou communs, si ledit lignager commun ou ses heritiers n'ont remboursé les autres communs non lignagers ou leurs heritiers dedans trois mois à compter du temps de la societé dissoluë de la portion escheant esdits communs non lignagers ou leurs heritiers, gist en retrait trois mois apres lesdits trois mois passez:mais si ladite societé est dissolue par le contract & conuenancee faite entre lesdits communs, lesdits trois mois ne courent contre ledit lignager, sinon apres que declaration aura esté faite par-deuant le juge ordinaire desdits communs de laditte dissolue de communauté.

Le mary à cause de sa semme peut saire offre de retrait 3 & requerir en iugement pour saditte semme le retraict, sans le consentement ou procuration de saditte sem-

Sile mary & femme & chacun d'eux pour le tout vendent aucune rente i és cas où il cet ancie seus est permis tout ainst que le crediteur la peut demander pour le tout à celuy que bon luy s'de muo p semble, pareillement le lignager de l'un d'eux ou de l'autre peut in solidum venir au retrait samiliarit ren de la ditte rente. & si les deux lignagers conquerent en soliture peut in solidum venir au retrait samiliarit ren de laditte rente, & si lesdits deux lignagers concurrent ensemble le plus prochain du lignager du vendeur sera preseré. Et sils sont en pareil degré, seront receuz chacun par moige dixi in conge dixi in con-

Les lignagers du mary peuuét auoir par droit de retenue de la chose mouuat de l'estoc & li- facit] . 5-473. gne baillee par assignal à sa femme quand elle le vend & met en autre main. Mais si ledit assignal apres le trespas de la semme vient par succession à son frere ou cousin, & ledit stere ou cousin le vend, en ce cas le lignager dudit vendeur & de l'estoc de la mere sera receu à le demácccclxviii.

Si pere & mere en contract de mariage donnent aucune chose immeuble à leurs ensans de quelque costé qu'elle soit venue, icelle chose est reputee pour heritage ausdits enfans,& si elle est venduë elle sera subiette à retrait de l'estoc & costé de celuy qui l'aura don-

Si aucun baille pour sa nourriture & vie aucune chose, laditte chose ainsi baillee n'est retrayable.2

En chose achetee pour certain pris payable à certains termes, le retrayant a lesdits termes cilius inne en donnant bonne seureté au vendeur de payer lesdits termes. Et si ledit retrayant ne le fait, il 🦇 🗝 🖼 n'est receu s'il ne baille argent ou gaige à l'acheteur ou au vendeur.

En l'heritage propre vendu par l'executeur du testament y-a retrait. Combien que contract de vendition ou autre alienation de meubles ou choses mobiliaide retraction. res ne soient de soy subiettes à retrait, toutes-sois si par contract de vendition ou autre aliena- xim. §. 25. glo. tion de chose immeuble subiette à retrait, y-a par mesme moyen alienation & transport de mm.2. G.M.

meuble, il est au chois de celuy qui est adiourné en matiere de retrait de delaisser seulemet leimmeuble & retenir les meubles, ou de delaisser meuble & immeuble, & prédre son pris principal, enfemble ses loyaux cousts.

Q uand le proprietaire ou feigneur vtil d'aucun heritage affis en ville clofe & franchife, acquiert vne rente autre que fonciere sur sondit heritages és cas auquel laditte rente peut estre constituce, en ce cas n'y-a point de retrait de laditte rente. cccclxxiiij.

Si aucun baille sa terre, sief & seigneurie à ferme, ou la vend à tiltre de reemeré à certain temps, tel fermier ou acquereur peut auoir par droit de prelation les choses acquises mouuans & tenues dudit fief ou censiue par contract subiet à retrait, durant le temps de saditte ferme ou vente,& en peut iouir & prendre les fruits comme des autres choses de la litte ferme ou seigneurie acquise. Et laditte ferme, ferme finie ou en rachat par ledit vendeur la chose parluy vendue audit tiltre, les acheteurs ou fermiers sont tenus exhiber ausdits seigneurs vendeurs ou qui ont baillé à ferme les contracts desdittes acquisitions par eux faites, apres laquelle exhibition ils peuuent recouurer dedans le temps de trois mois introduitsspar la coustume sur ledit fermier ou acheteur, lesdittes choses prinses par puissance de fief ou droit de prelation, en luy rendant le principal & loyaux cousts, & en luy payat les ventes qui en eussent esté deues si ledit retrait de rachat n'eust esté fait, & si ledit seigneur ne le fait dedans ledit temps, lesdittes choses demoureront à perpetuel audit fermier ou acheteur, en payant audit seigneur les charges anciennes & accoustumees des choses ainsi acquises, sinon que ledic scigneur eust reservé les droits de retenue en faisant laditte ferme.

Et est obserué le semblable quant és douairieres & vsus-fruitieres & se coptent lesdits trois mois apres l'vsus-fruit & douaire finy, si n'est que les lettres d'acquisition eussent esté exhibees

cccclxvij. su. paris. \$.57.

ccclxxj. committe ad-CCCCIXXIJ. de andre.tira-

par lesdittes douairieres & vsus-fruitieres audit seigneur proprietaire, auquel cas le temps des trois mois court du iour de laditte exhibition.

Et si durant laditre ferme le fermier achete aucune chose subiette à retrait à cause de laditte seigneurie, le seigneur bailleur peut trois mois apres l'exhibition du contract à luy saite, recouurer lessittes choses ainsi vendues en payant les lots, ventes, sort principal & loyaux cousts ausdits fermiers, & si lesdits seigneurs bailleurs acquierent, pendant laditte serme, aucune chose mouuant du censis comprins en laditte serme, ils en doiuent lots & ventes: mais ne peut le sermier la prendre par droit de prelation s'il n'y-a conuenance au contraire.

Si aucun prent à ferme & assence aucune chose, & durant le temps & du fermier qui achete ce qu'il a prins à ferme, tost apres laditte ferme il l'achete le lignager seigneur seodal & céssuier qui prendra & aura laditte chose achetee par retrait, n'est tenu de garder & entretenir le marché de laditte ferme audit acquereur mais est esteinte telle ferme par la presumption de fraude, qui est contre le fermier. Autre chose seroit si par apres la moitié du temps de laditte ferme, ledit sermier achetoit la terre à luy assence , tellement qu'il n'y-a presumption de fraude : car en ce cas le lignager seroit tenu entretenir ledit sermier en sa ferme ou assence.

Qui veut auoir retrait d'aucune rente où elle se peut constituer, n'est contraint à prendre par sondit retrait les arrerages escheuz, n'y les payer s'il ne luy plaist. cccclxxix.

L'eglise n'a point de retenue: mais a droit de lots & ventes pour raison de ses censiues és lieux où elle a accoustumé les auoir d'ancienneté. CÇCCIXXX.

Par reception de foy & hommage par le seigneur seodal, & aussi par reception de lots & ventes ou recognoissance nouvelle faite au seigneur par l'acquereur, sont forclos lesdits seigneur par l'acquereur, sont forclos lesdits seigneur probandum est gneurs seodaux censiuiers ou directs du droit de retenue.

quod ab antiquo exegit las tions par luy faites en la chose achetee, & d'icelles n'en est tenu le demandeur en matiere de dimia es ita tions par luy faites en la chose achetee, & d'icelles n'en est tenu le demandeur en matiere de dinamina es ita tions par luy faites en la chose achetee, & d'icelles n'en est tenu le demandeur en matiere de dicatum cotre la cocclexité de iustidicatum cotre ce.

Si l'acquereur dedans le temps de retrait fait aucune demolition en diminution de l'heritage, cueille les fruits, ou pesche les estangs ou viniers auant le temps accoustumé, il est tenu restablir au retrayant les demolitios, fruits & estimatio d'iceux, auec domages & interests: mais si tels fruits ou poissons sont prests à cueillir ou pescher, & n'est ledit acquereur adiourné auant que les cueillir ou pescher, ils demeurent audit acquereur: mais s'il estoit adiourné deuement au parauant, il est tenu de les rendre, cccclxxxiij.

Qui a labouré & semé terre retraite auant le temps de recueillir les fruits ou l'adiournement posé, le retrayant auta les lits fruits en payant les labeurs & semences seulement: & saut prouisson de iustice pour faire les dits labeurs & seméces, pour-ce qu'ils sont de loyaux cousts & miles.

Si chose vendue à tiltre & faculté de reemeré est retraite par le lignager seigneur seodal ou direct, auant laditte faculté expiree, & apres ledit vendeur vend laditte faculté de reemeré elle est retrayable dedans trois mois apres laditte faculté de reemeré expiree. cccclxxxv.

Le lignager n'est empesché d'auoir & poursuiure dedans le temps de la coustume la chose vendue par son parent, combien que depuis laditte vente il ait esté heritier du védeur en tout stat pre alter. & partie.²

Souffrance & respit baillé de faire foy & hommage, n'empesche droit de retenue.

citationem libellatam sine poss, quicquid recisson d'outre moitié de iuste pris n'a lieu.³

CHAP. 30. Tailles reelles. cccclxxxviy.

JL y-a audit pais & Duché vn deuoir annuel que lon appelle taille, & sont les tailles audit pais in eam rem vi di multa arre stailles sont deues sur, pour raison & à cause des terres & heritages, comme prez, terres, maisons, tenemens & autres heritages, & ensuyuent la terre & heritage: les autres tailles personnelles sont deues sur le chef & sur les personnes. Desquelles tailles sera dit cy après ce que la coustume du pais de Bourbonnois en veut & donne.

Ouicon-

1. 479. Et sie non sufficit consufficit consume esse de censu ec clesia, sed etië probandum est quo exegit lau dimia & ita anne 1959, su dicatum corre les abbé & re trojeux du Montet.

C.M.

2. 485. Nouif vend fima copula & pa nativa & pa nucia fiue actor fit heres ante citationem libellatam fiue post, quicquid aliquid distin gant. C. M.
3. Generaliter observatur & ineam rem vi ineam rem vi ineam rem vi fie huise & les re

Quiconque doit au mois d'Aoust, pour raison d'aucun heritage, argent, blé & geline ou des trois les deux, dont l'argent soit l'vn, laditte dette est deuoir de taille reelle : & est ledit heritage taillable pour raison duquel ledit deuoir est deu, & est droit de directe seigneu-

Quicoque porte aucun heritage taillable & à taille il ne le peut, ou partie d'iceluy, vendre, changer, trásporter, y associer autruy, n'autremét l'aliener sans le congé & licence du seigneur de qui il est tenu à taille. Et s'il le fait, ledit heritage ou la partie alience, changee ou transportee est acquis & comis audit seigneur. Et s'en peut dire le seigneur estre saisi & vestu par laditte 1. 490. Niss coustume dedas l'an, que celuy qui vend, chage ou trasporte s'en sera departy & dessais, & que quam possessiones l'acquereur en prédra possession reelle. Et pour-ce qu'aucuns retiennét le bon vouloir & plai- 🧯 fir du seigneur direct, & auat qu'auoir le gré & consentement du seigneur celuy qui ved, chage ou transporte, s'en dessaissif, & l'acquereur en préd possession reelle, laditte reservation em c.m. pesche point que l'heritage vendu, eschangé, ou trasporté ne soit acquis au seigneur, tout ainsi que s'il n'y auoit point eu de reservation du bon plaisir & vouloir du seigneur.

S'ils font plusseurs personniers qui tiennent communement & par indiuis aucun heritage taillable d'aucun seigneur, il ne peut estre departy ne diuisé sans la licence & congé dudit seigneur duquel il est tenu à taille. Et s'ils font le contraire, il est acquis au seigneur comme à l'article precedent.

Nul ne succede en heritage taillable ou tenancier d'iceluy, soient ses propres enfans ou autres f'ils sont diuisez & separez d'ensemble. Et f'ils n'estoient communs & demourans ensemble auec le trespassé à l'heure de son trespas, & ses prochains habiles à luy succeder, ou ses enfans ou non separez de luy, posé qu'ils ne soient communs auec le pere & mere, car eux viuas ils n'ont point de biens, toutef-fois s'ils sont tousiours auec eux, ou par leur vouloir en seruice ou ailleurs sans estre separez d'eux, ils leur succedent en heritages taillables, mais s'ils sont separez voluntairement & sans impression, ils ne leur succedent point. Mais si par impression du pere ou de la mere ou marastre ou autres, ou par aucun debat & noise, ils demeurent hors d'auec leur pere, & il se prouue notoirement qu'il leur ait conuenu eux separer, ils ne laisseront point à leur succeder.

Le tenancier de l'heritage taillable ne peut sur-charger de rête ou autre sur-charge quelcoque ledit heritage sans le consentement du seigneur, & s'il ne le fait, ledit seigneur peut faire empescher laditte charge & la faire declarer par iustice estre acquise à luy. cccxciiij.

Le tenancier de l'heritage taillable ne peut hypotecquer à personne quelconque sont taillable ou partie d'icelle, sans le congé du seigneur.

Quiconque doit taille reelle à aucun seigneur, il luy doit trois charrois l'an sil a bœufs ou autre beste trayant à charrette, & s'il n'a bœufs & charrette il luy doit trois coruees de sa personne, pourueu que le tenancier soit basty, & air & tienne seu & lieu ou taillable : sinon aussi qu'en baillant ledit heritage lesdits charrois & coruees ayent esté abonnees à deux ou à trois, plus ou moins ou autres charges, ainsi que plusieurs fois entre le seigneur & le tenancier est accordé:& le tout felon les modifications & qualifications contenues au eccunuix. article de cepresent coustumier.

Toutes tailles deues en Aoust sont doublans & tierçans au regard de l'argêt. C'est à sçauoir quiconque doit taille, il doit vne annee le simple, & l'autre annee apres ledit simple, & la moitié plus:come si vn homme doit v. sols tourn. il deura l'autre année sept sols six deniers tourn. & l'autre année dix fols tour. qui est communement vne année le simple, & l'autre année le double.Mais le blé & autres dettes & deuoirs ne doublent ne tiercent.

Cóbien que de leur nature toutes tailles deues en Aoust doublent & tiercent en la maniere que ditte est, Toutes-fois il y-a plusieurs tailles simples qui ne tiercent ne doublent, pour-ce qu'ainsi a esté accordé, ordonné & couenu entre les seigneurs & tenanciers, que lon ne payeroit que le simple sans doubler ou sans tiercer, ou quainsi lon a accoustumé que lon ne paye que le simple par longue coustume legitimement prescrite. Et aussi si par conuention ou coustume legitimement prescrite y-a tailles doublans & tierçans en autre téps qu'en Aoust, elles se payent selon lesdits accords, convenances & longue coustume.

Et est à sçauoir qu'audit pais de Bourbonnois y-a plusieurs heritiers baillez à bourdelage, lequel droit de bourdelage est de pareille conditió & qualité que taille, & si gouverne lon par laditte coustume tout ainsi & en la forme & maniere qu'en heritage taillable. Et y-a du bourdelage qui double & tierce, aussi en y-a de simple comme de taille simple, excepté en la

chastellenie de Germigny, en laquelle les bourdelages sont par la coustume particuliere & localle de laditre chastellenie & ressort de la nature d'icelle qui s'ensuir. cccexcix.

Premierement par la coustume de laditte chastellenie de Germigny quiconque porte heritage ou tenement à bourdelage d'aucun seigneur il peut vendre, eschanger, transporter & autrement aliener tout entier, sans le vouloir & consentemét du seigneur, mais il ne peut ice-luy tenement sur-charger, partir ne diuiser, ne partie d'iceluy aliener, sans le congé dudit seigneur, & s'il le fait, la portion ainsi alience est commise audit seigneur. cccc.

Par laditte coustume de laditte chastellenie toutes & quantes-sois qu'aucun heritage tenu à bourdelage est entieremet vendu, eschangé, aliené ou autremet transporté, Le seigneur pret son droit de lots le tiers dernier en montant, qui est la moitié de la chose totalle de l'achat ou estimation de la chose eschangee, ou dudit heritage s'il est donné. ceccej.

Et par laditte coustume de laditte chastellenie nul ne succede en heritage de bourdelage ou tenacier d'iceluy, soient ses propres enfans ou autres, s'ils sont diuiz & separez d'ensemble, & sils n'estoient commus & demourans ensemble auec le trespassé à l'heure de son trespas, & ses prochains habiles à luy succeder, ou ses enfans non separez de luy, posé qu'ils ne soient comuns auec le pere & mere, car eux viuans ils n'ont point de biens. Toutes fois s'ils sont tousiours auec eux ou par leur vouloir en seruice ou ailleurs, sans estre separez deux, ils leur succederont en heritages de bourdelage: mais s'ils sont separez de luy voluntairemet sans impression, ils ne leur succedent point. Mais si par impression du pere ou de la mere, ou maratre, ou autres, ou par aucun debat & noyse, ils demeurent hors d'auec leur pere, & il se peruue notoirement qu'i leur eust conuenu eux separer, ils ne laisseront point à leur succeder. ccccij.

Par laditte coustume lon tient en ladite chastellenie, que si le tenancier de bourdelage cesse par trois ans continuels de payer au seigneur le deuoir qu'il luy doit chacun an, à cause dudit bourdelage, & que du payement ledit tenacier ait esté deuement interpellé, ledit bourdelage est acquis par droit de commise au seigneur de qui il est tenu.

CHAPITRE 31.

Seruitudes reelles & rapports de iurez.

ccccij.

M mur commun, on ne peut sans le consentement de son commun, saire veuës. ccccciiij. Si en terres communes l'vn des communs edisse mur, & l'autre commun s'en vueille aider pour edisser ou autre chose saire, il le pourra faire en payant la moitié pro rata de ce qui ioint son heritage: & le pourra empescher celuy qui l'aura edissé insques à ce qu'il soit payé de laditte moitié.

En mur commun chacune des parties peut percer outre le mur pour y mettre & asseoir leurs poutres & soliues & autres boys, en refermat les pertuis, sauf à l'endroit des cheminees où lon ne peut mettre aucun bois.

santum, idefi, Il est loisible à vn voisin de mettre ou faire mettre & loger les poutres & soliues de sa maisomuni pro di son dedans le mur d'entre luy & son voisin, si ledit mur n'est moitoyen. cccccvij.

Il n'est loisible mettre ou faire mettre & asse poutres de sa maison dedans le mur cóson plenedixi
in consum paris.

S. 85. C. M.

ou corbeaux suffisans, ou fil de pierre de taille pour porter les dittes poutres, & neantmoins celuy qui le fait est tenu restablir le mur.

cccccviij.

Aucun ne peut percer vn mur moitoyen d'entre luy & son voisin pour y mettre & loger les poutres de sa maison, que iusques à l'espesseur de la moitié dudit mur, & au poinct du milieu en restablissant ledit mur, & en y mettat ou faisant mettre iabes, chaines & corbeaux, comme dessus.

On ne peut auoir esgouts & ozmes, au moyen desquels les eauës & immundicitez puissent cheoir ou prendre conduict au puits ou caue de son voisin au parauant edifiez, sinon qu'il ait tiltre expres au contraire.

Quand aucun fait edifice & repare son heritage, son voisin luy est tenn de donner & prester patience à ce saire, en reparant & amendant diligemment par iceluy qui edifie ce qu'il aura rompu, demoly & gasté à sondit voisin. Et ne peut pour-ce le reedifieur acquerir nul droit de possession contre, n'au preiudice de celuy qui a sousser la latte reparation ou edifice.

Entre

1.505. Scilicet pro indius of qui proprie comanu est, secue de muro medio santum, idest, comuni pro di uiso reinfras.
508. plenedixi in consu. paris.
5.85. C.M.

Entre vn four & mur commun, doit auoir demy pied d'espace vuyde pour euiter le danger de la chaleur & inconuenient du seu.

Il est loisible à vn voisin contraindre ou faire contraindre par iustice à faire, ou faire faire le mur & edifice commun pendant & corrompu d'entre luy & son voisin, & d'en payer sa part chacun selon son heberge, & pour telles parts & portions que lesdittes parties ont & penuent auoir audit mur & edifice moitoyen.

Quand moulin, estang, maison & autres choses sont communes à plusieurs personnes, & il y faut reparations, apposisonnement ou resections necessaires à faute desquelles ledit heritage puisse choir en ruine & decadence, l'vn des personniers peut sommer iudiciairement l'autre de contribuer esdittes reparations necessaires, à fin de les entretenir & remettre en leur nature & vsage. Et s'il ne le veut & delaye le faire, l'autre personnier peut dedans deux mois apres laditte sommation & notification de l'ouurage accomplir, & fraiz qui aurôt & sommatio de payer, saire laditte reparation, & prendre tous les prossits desdittes choses communes, iusques à ce que par les autres comuns il ait esté réboursé de leur part & portion de laditte reparation, les sutres pour rien comptez audit remboursement. Mais s'il faisoit reparer sans faire laditte sommation, les autres personniers ou communs en payant les dittes reparatios pour leur portion, auront leur portion des fruits sans diminution.

Et si lesdittes reparations communes sont faites en choses où il n'y ait aucuns fruits comme gros murs & autres semblables. & il n'y ait en sommation iudiciaire de contribuer, apres laquelle l'vn desdits personniers en reffus ou demeure des autres, ait sait sait la ditte reparation necessaire. Si vn an apres la ditte reparation faite & notification auec sommatio de payer & certification des frais de l'ouurage, les dits communs n'ont remboursé leurs dits personniers de leur part & portion des dittes choses reparees, icelle part & portion est & appartient en pro prieté à celuy qui aura fait saite la ditte reparation: & s'en peut dire saiss & vestu. cccccxv.

Tous manans & habitans ou ayans maisons en villes closes, sont tenus d'y faire construire & entretenir latrines & chambres aysees, & à ce, sont contraints par prinse & exploictation de leurs biens meubles & immeubles, arrests de louages desdittes maisons & autres manieres deuës & raisonnables. Et si aucun est trouué portant, iettant ou ayant porté immundicitez ou ordures deuant la maison d'autruy, places, ou ruës vuydes, il est pour la premiere sois condemné en l'amende de sept sols tou. pour la deux-ieme sois xiiij sols tour. & pour la trois-ieme sois en amende de xxj. sols tour. Et le semblable est obserué cotre ceux qui iettent immundicitez contre les portes desdittes villes.

On ne peut faire retrait & aylance contre mur commun d'autruy, sans y faire contremur de pierre de chaux & sable d'vn pied d'espez, pour euiter que la fiante ne pourrisse ledit mur s'il n'y-a tiltre au contraire.

Si vne maison est diuisee entre plusieurs y ayans droit en telle maniere que l'vn ait le bas & l'autre le dessus, celuy qui a le bas est tenu d'entretemir & soustenir les edifices estans au desfous du premier plancher, ensemble iceluy premier plancher. cccccxviij.

Et celuy qui a le dessus est tenu de soustenir & d'entretenir la couuerture & autres edifices, ensemble le paué & quarelis dudit plancher s'il n'y-a conuention au contraire. ccccxix.

Aucuns en place vuyde soit in vrbano sundo vel rustico, par quelque laps de temps que ce soit n'acquieret droit de seruitude, possession & saisine. Et iaçoit ce que l'esgoust ou esuier d'vne maison descende en laditte place, ou que lon aye veuë sur icelle, ou que lon ait passé & repassé, venu, allé par aucun temps, pourtant n'est acquis en laditte place ou champ vuyde aucu droit de seruitude quelque laps de téps que ce soit, qu'il y eust tiltre au contraire, ou qu'és choses dessussites y eust eu contradiction, & apres icelles iouyssance de xxx.ans.

Quand aucun mur est commun entre deux voisins & l'vn desdits voisins a terre de son costé plus haut que sondit voisin, celuy qui a laditte terre haute est tenu de faire contremur contre ledit mur commun de son costé de la hauteur desdittes terres pour euiter qu'elle ne pourrisse ledit mur commun. cccccxxj.

A rapport de iurez deuemet fait, & par auctorité de iustice parties presentes ou appellees de ce qui gist en leur art & industrie, soy doit estre adioustee s'il n'en est demandé l'amendement.

CHAP. 32.

Prinses des bestes.

cccccxxy.

En prinse de bestes celuy qui les prend en faisant dommage à ses prez ou autres heritages ou les suit promptement, & incontinent apres ledit dommage, il sera creu de sa prinse & suitte en monstrant la diligence qu'il a faite d'auoir prinses les bestes, comme de les auoir menecs & rédues à iustice ou à son hostel, ou avoir prins gaige ou pleige: & le maistre de la beste sera creu du dommage que sa beste aura fait. Toutes-fois si le demandeur veut prouuer de plus grand dommage que le deffendeur ne dira, il fera receu auant le ferment, si le demadeur offre faire laditte preuue, & il afferme le dommage exceder la somme de cinq sols tourccccxxiij.

Prinses de bestes en garennes est pour l'interest du seigneur de laditte garenne, pour la premiere beste sept sols tournois, & pour chacune des autres douze deniers tournois, en monstrant deuement de la prinse faite en laditte garenne quand il en y-a plusieurs ensemble à vne prinse,& s'il ne se veut charger de la preuue, il aura son interest selon l'article precedent en ce non comprins l'amende du seigneur, laquelle est de septsols t. Et quand il en y-avne seule, il y-a tousiours sept sols tournois.

Taillis & boys reuenans font apres la coppe de garde trois ans & vn may:en telle maniere que la prinse de bestes faite en iceux durant ledit temps est de telle valleur & estimation comme celle de garennes. Toutes-fois si en garennes ou taillis ou joignant iceux y-a chemin royal passant, lesdittes bestes ne pourront estre prinses en passant seulement, pourueu qu'elles n'y arrestent aucunement: & ne sera le seigneur tenu faire telles preuues qu'en garenne. Mais sera creu le preneur de la prinse par son serment en monstrant de la diligence selon le premier article. Aussi si à l'issue des villes & villages à vn traict d'arc, aucuns, soient nobles ou autre, ont bois taillis & reuenans iusques à deux septerees, ils seront tenus les tenir clos & bouchez, autrement ils ne peuuent vser de prinses de bestes, comme en bois taillis. Mais en pourront vser comme en simple gast d'autres heritages.

Les prez estans en prairies non bouschez sont desfensables depuis la nostre Dame de Mars 1.525.Refibi iusques apres la faux: & les prez portans reuiures I sont dessensables depuis laditte nostre Dame, iusques à la saint Martin d'hyuer. Et y peut lon vser de prinses de bestes, & de laditte saint Martin d'hyuer en forests, non: & au regard des porceaux ils sont de prinse toute l'annee: & quat aux prez & prairies bouchees, & qui ont accoustumé de l'estre, on y peut vser de prinses toute l'annee. cccccxxvi.

> Fruitiers, iardins, & vergiers clos, & vignes soient closes ou non, sont dessensables en toutes saisons de l'an & de toutes bestes sur peine de l'amende au seigneur iusticier & interests des parties. Et si plusieurs particuliers auoient vignes, iardins, vergiers & fruitiers sous vne mesme closture, il n'est loisible à aucun y mettre pasturer son bestail, quand ores il le voudroit

Si depuis le premier iour d'Aoust iusques apres vendanges faites sont trouuez aucus porceaux & cheures esdittes vignes, lesdits porceaux & cheures sont confisquez, moitié au seigneur iusticier & moitié au possesseur & iouissant' desdittes vignes, & si lesdits porceaux & 2.927.10 etco-lono qui pati-tur damnum. sus.

2.927.10 etcoccxxviij. cccccxxviij.

> Plasons sont dessensables & de garde insques à quatre ans inclusiuement de cheures, moutons, brebis, asnes & autres bestes sur peine de l'améde enuers le seigneur iusticier, & dommages & interests des parties.

> Quand bestail est prins de iour en garde faite il y-a amende de soixante sols tournois, de laquelle le seigneur iusticier à la moitié: & la partie interesse outre son interest l'autre moi-

> Le bestail prins en garde faite de nuict, est confisqué moitié au seigneur iusticier, & moitié à celuy qui prend, outre les interests & dommages de la partie interesse.

> Et est ditte garde faire quand celuy qui est commis à la garde du bestail, est trouné gardant le bestail en l'heritage auquel le dommage est fait, ou que ledit gardien est pres dudit bestail, en maniere qu'il le puisse veoir, & ne fait diligence de le mettre dehors ou qu'il meine & conduit ledit bestail audit heritage, ou qu'il l'a declost & debouché, en maniere que sondit bestail y puisse entrer: & apres au moien de laditte ouuerture ledit bestail y entre. Et au contraire

herba secunda uentia interemni regione Italia. C.M.

3.927.Vel co-C.M.

contraire si aucun auoit desclos & desbouché son heritage pour donner occasion que le bestail d'autrui y entre, il est tenu en l'amende de lx. sols tournois enuers le seigneur iusticier, & ne peut prétendre interests au bestail qui est entré en son heritage.

Et quant aux amendes de sept sols & autres qu'en garde faite si les seigneurs iusticiers ont accoustumé les prendre plus grandes ils les auront. Aussi si les subiets ont accoustumé de les payer moindres, ils n'en payeront sinon ainsi qu'ils ont accoustumé. cccccxxxiij.

Si aucun heritage n'est suffisammét clòs & bouché pour empescher l'entree du bestail des circonuoisins, lesdits circonuoisins peuuet denoncer au seigneur de le clorre dedas xl. iours. Et à faute de ce, ils peuvent de leur auctorité clorre ledit heritage aux despens desdits circonccccxxxiii.

En la faison que les blés & autres grains sont en terre & non cueillis, il est prohibé mener les bestes pasturer és chemins &voies publiques prochains desdits fruits & bles auat le poinct du jour, & de les y tenir apres le soleil couché sur peine d'amende arbitraire.

CHAPITRE. 33.

Des moulins & fours.

ROIT de moulage est tel, que quand on baille aux meusniers le bled nettoyé, ils doiuét rédre du boisseau de blé rez, vn comble de farine & conuenablemét moulu outre le droit

Et peuvent lesdits musniers si bon leur semble faire mesurer en leur presence les blés qui leur seront baillez & portez à moudre, autrement ils seront tenus en rendre tel nombre de blé que celuy ou ceux qui l'auront porté affermeront l'ils sont gens de bonne renommee dedans le iour de leur farine renduë. Et sont contraincts lesdits musniers à rendre laditte mesure par detention de leurs bestes & autres leurs biens. ecccxxxvii.

Et est renu le seigneur ou son musnier tenir son moulin à point rond & bien clos sur peine d'amende arbitraire, & sont tenus ceux qui ont moulins carrez soient banniers ou autres, de les faire faire ronds dedans trois mois apres la publication des prefentes sur peine de dix liures d'amende & de demolition de leursdits moulins s'ils sont trouuez carrez ledit temps pasccccxxxviii,

Le musnier du moulin bannier est tenu de rendre la farine mouluë bien & conuenablement dedans deux iours & vne nuict, ou deux nuicts & vn iour qui sont trente six heures, autrement le subiet pourra prendre son blé, & le mener moudre ailleurs.

Et si ledit moulin n'estoit en estat de moudre, comme s'il estoit rompu, qu'il n'y eust point d'eau ou autrement pour-quoy fust notoire que la farine ne pourroit estre mouluë dedans le temps dessussit, ledit subiet peut prendre sondit blé & le faire moudre, où bon luy semble.

Et ledit moulin mis en estat de moudre, le seigneur dudit moulin est tenu de le faire denoncer & declarer au profne de la messe parrochialle ou à son assile où est ledit moulin assis : apres laquelle denonciation les subiets dudit moulin sont tenus moudre audit moulin comme parauant.

Musniers ou fermiers de moulins & fours pour moudre & cuire comme il appartient sont tenus de d'esdommager le moullant ou cuisant interessé insques à cinq sols tournois, en inrant par ledit interessé s'il est de bonne renommee, ledit interest, pourueu qu'il vienne huict iours apres le domage fait, autrement n'y est receu. Mais si ledit dommage excedoit laditte somme de cinq sols tournois, ledit interessé est receu à le prouuer, & ledit musnier à prouuer le con-

Si le subiet est boulenger public & le moulin de son seigneur ne soit propre à faire farine & pain blanc, declaration premierement faite par la iustice du lieu, il peut moudre ailleurs: car le pain public est preferé au particulier. ccccxliij.

Les suiets ne se peuvent exempter de non aller au moulin, four, ou pressoer bannier ayat [1.543.1as.co-droit dudit bannage par possession d'auoir esté moudre ailleurs pour moins de temps que de Nicola. Boer. ccccxliij. decif. Burdeg. trente ans contre les laiz, & xl.ans contre l'eglise.

La possession faite d'aller au molin, sour ou pressouer, par ceux qui ne sont tenus ne subiets:mais y sont allez de leur volonté sans contraincte & par forme d'aisance, courtoisse ou voysinage, ne leur peut preiudicier par quelque temps que ce soit, & n'acquiert droict au sei-

Ţ,

Xx iij

Coustumes du duché de Bourbonnois

gneur desdits moulins, four bannier ou pressouer, de les y contraindre pour l'adue.

Qui achete blé hors les limittes du moulin & fours baniers & le porte dedans lesdits limites, il est tenu de moudre ou cuyre ledit ble audit moulin ou four bannier sur peine d'amende. fil n'y-a privilege ou deuë prescription au contraire.

СНАР. 29.

Des assences & baux de fermes.

eccertui.

ES metteurs & encherisseurs des assences & fermes auquels elles ont esté estroussees son tenus de bailler pleige & cautio suffisante pour le payement de leurditte ferme dedas quatre iours apres l'estrousse à eux faite, lesquels pleiges & cautions sont tenus au payement desdittes sermes comme le principal payeur sans y obseruer ordre de benefice de division ne discussion. Et apres les quatre jours passez sont contraincts les dits fermiers à sournir leurs dits pleiges par prinse & detention de leurs personnes: & neantmoins audit cas peuvent lesdittes fermes estre criees de nouuel & baillees au plus offrant & dernier encherisseur, aux perils & fortunes desdits premiers metteurs qui n'auroient baillé pleiges & cautios en la maniere desfulditte.

En toutes estrousses de fermes & assences il n'y-a que huit iours de tiercement, & autres 1.547. Habi- huit iours d'apres de doublement, l'&laditte premiere huitaine passee on n'est plus receu à to semper restiercer & l'autre huitaine passe on n'est aussi plus receu à doubler.

Et se prennent lesdits tiers & doubles sur la somme de la premiere mise. C'est à dire que si foriem. C.M. la premiere mise est à dix liures tournois, le tiercement sera de cent sols tournois, & doublement de dix liures tournois, & du plus, plus, & du moins, moins, sont tousiours prins lesdits tiers & double si plusieurs y sont sur la premiere mise.

Et apres lesdits tiercemens & doublemens passez ceux qui ont fait mises, & non autres, sont receuz dedans xxiiij. heures apres à encherir lesdittes fermes de deux sols pour liure, qui se prennent sur toute la somme tant desdittes premieres mises que des tierces & doubles, si plufieurs en y-a sur la premiere mise, & se peuuet repeter lesdits deux sols pour liure de xxiiij. heures en xxiiij. heures iulques à quinze iours apres les tiercement & doublement finis: & 🛭 aucun desdits metteurs n'y-a mis deux sols pour liure, laditte ferme est tenue pour estroussee & demeure au precedent & immediat metteur.

Et se doiuent notisser les dits tiers doubles, & deux sols pour liure dedans les xxiiij. heures apres qu'elles sont faites à la personne des metteurs ou à leurs domiciles, lesquels ils sont tenus eslire au lieu où est l'estrousse faite en presence de tesmoins ou d'vn notaire pour leur notifier lesdittes mises & folles encheres.

Tous metteurs & encherisseurs en fermes & assences se peuvent departir de leur mises & encheres, tiercemens, doublemens & deux sols pour liure, dedans vingt & quatre heures apres la mise par eux faite, en payant contant leur derniere mise que lon appelle solle mise, & faisant sçauoir à son precedent metteur parlant à sa personne ou à domicile, en-quoy faisant il demeure quitte de sa mise: & demeure chargé le precedent metteur de sa mise. Mais il luy est loysible dedans vingt & quatre heures apres la notification faite faire le semblable, & aussi aux autres par ordre en payant comptant leurditte dernière mise.

Toutef-fois par les articles precedens ne sont empeschez les seigneurs de bailler leurs sermens en autres manieres, qualitez & conditions, si bon leur semble, & les metteurs d'y mettrc.

CHAPITRE 35

Chaptel de bestes.

ccccclin.

VAND bestes sont exigees & prisees par le bailleur, le preneur a le chois dedas huit iours apres ladite prisee à luy notifiee & declaree, de retenir lesdittes bestes ou icelles bestes delaisser au bailleur pour le pris que ledit bailleur les aura prisees, en payant ou baillant par ledit preneur caution fideiussoire dudit pris, autrement sont mises en main tierce. Et le semblable est obserué quand elles sont prisees par le preneur: car en ce cas le bailleur a le chois de les retenir ou les delaisser dedans huit iours. cccccliiij.

Si au temps de la prisee lesdittes bestes sont moins prisees que du pris pour lequel elles ont esté baillees à chaptel & croist, le bailleur prendra icelles bestes ou la somme du pris entiere-

ment, comme dessus: & lesdits bailleur & preneur seront tenus chacun par moitié de la deterioration & perte, de laquelle moitié ledit preneur est tenu de rembourser ledit bailleur. Mais si laditte deterioration est prouenue par dol, fraude, ou maluersation dudit preneur, il est tenu des dommages & interests enuers ledit bailleur.

Et sont illicites & nuls tous contracts & conuenances de chaptel de bestes, par lesquels les perces & cas fortuits demeurent entierement à la charge des preneurs. Aussi ceux esquels ou tre le chaptel & croist est promis par les preneurs aux bailleurs argent ou bled que l'on appel-

le droit de moisson.

СНАР. 36.

La maniere de faire assiette.

V pays & Duché de Bourbonnois y-a trois maniere de faire affiette. L'vne coustumiere, A V pays & Duche de Douisonnes, L'autre par amis, & l'autre en aualuement de terre.

Assiette en avaluement de terre autrement appellee de rendre rendable prise ou revenu,se prend pour le tiers plus en montant que la coustumiere soit és deniers, bleds, vins, qu'autres choses. Et ce qui s'en prend en assiette coustumiere pour vingt sols, se prend en laditte assiette d'aualuement de terre pour trente sols tournois, & du plus plus, & du moins moins.

Assiette par amis est faite du tournois leparisis de l'assiette coustumiere, & se préd en laditte assiette d'amis pour xx.s.t.ce que par laditte assiette coustumiere vaut xvj.s.t.& du plus plus,

& du moins moins.

Assiette coustumiere se fait des choses cy apres declarees selon les pris & estimations qui

fensuyuent.

Taille doublant & tierçant, ou doublant simplement vne annee & autre non, se prend pour le tiers d'auantage. C'est asçauoir xx.s.t.de taille doublant & tierçant, ou doublant simplement

fe prend pour xxx.s.r.

Tonneau de vin de rente trente sols tournois. Tonneau de miel trente cinq fols Tonneau de verius de grain vingt sols tournois. Tonneau de vin Tonneau de verius de pommes douze fols six deniers touraigre vingt fols tournois. Quarte de sel deux sols. Boyslean febues six deniers tournois. Boysseau orge quatre deniers tournois. Boysseau auoine trois deniers tournois.

Ét se baillent les bledz & grains dessussails raison de douze boisseaux mesure de Molins pour septier qui est le septier de S. Porcain, combien qu'au septier mesure de Molins y ait sei-

ze boisseaux.

Trois quartellees de terre à froment, vn quart froment. Trois quartellees de ter-Vne quartellee de terre froide six deniers. re Varenne, vn quart seigle. Arpent de vigne trente sols tournois.

Arpent de gros boys de haute fustaye contenant quarante toyses en carré. La coppe est estimee à pris de monnoye courant, & le dixiesme denier de la somme est prins pour rente en

alliette.

Arpent de boys reuenant deux fols six deniers.

Garenne à connils ou droit de pesche sur rivieres, sont baillez en assiette: C'est à sçauoir qu'ils sont estimez par gens à ce cognoissans par neuf ans, & se mettent ensemble, & est faite vne commune annee dont se rabat le tiers pour la directe, & les autres deux tiers se baillent en affiette coustumiere.

Chasse de sanglier de forests n'est point baillee à laditte assiette.

Le paon deux fols six deniers, Faysant bruyant vingt deniers Le cygne vingt deniers. La grue vingt deniers. Perdrix neuf deniers. Chappon douze de-Oiseaux de riuiere dix deniers. niers. Chapponneaux fix deniers. Oyes huit de Poullet deux deniers. niers. Quatre œuss vn Geline quatre deniers. denier. Pigeon, vn denier. Mouton auec layne cinq fols. Aigneau quinze denicrs. Veau cinq fols. Cheureau quinze deniers. Cochon dix deniers. dixhuit deniers. -

La chair de mouton quatre sols. La toyson d'vne brebis ou mouton douze de-Liure de pouyure trois sols. Liure d'huylle de noix quatre deniers. Liure de beurre quatre deniers. Liure de suif quatre deniers. Liure de plume huit deniers. Liure de cire dixhuit deniers. Charretee de foin pesant douze

Xx. iiij.

Coustumes du Duché de Bourbonnois

quintaux dix fols. deux folz.

Charretee de foin en pré, cinq sols.

Charretee de paille

Homme ayant maison & tenant seu suiet en toute iustice haute, moyenne & basse, auec les droits qui en dependent, est baillé en assiette pour cinq sols tournois.

Le seu dé iustice comprend les droits qui en dependent.

Feu en iustice moyenne & basse quatre sols.

Feu en iustice haute & moyenne seulement trois sols.

Feu en iustice basse seulement iusques à soixante sols tournois, trois sols tournois.

Droit de charroy ou maneuure deu pour raison de seu taillable se prend pour deux sols six deniers.

Homme mortaillable se prend en assiette à cause de la mortaille pour six sols.

Les guets tailles aux quatre cas, charrois, maneuures & autres droits & deuoirs qui dependent de justice, office de judicature, procureurs, gressiers & sergent ne sont prins en assierte: mais sont comprins sur le seu de haute justice.

Le ressort n'est pour riens compté en assiette, & est tenu le dit seigneur iusticier ayat ressort

bailler ledit ressort quand & quand laditte iustice sans le pouvoir retenir.

Les fiefs 's saillent en assiette pour la cent-iesme partie de ce qu'ils vallent de reuenu annuel, comme le fief vaillant cent liures tournois de rente, se baille en assiette pour vingt sols tournois de rente: mais si ledit sief est chargé d'aucun deuoir 'il est deduit & dessalqué de laditte valeur.

Vsufruictiers ou douairieres ne sont tenus de prendre lesdits siefs pour aucune chose.

Chasteaux, maisons & autres edifices dont dependet aucunes seigneuries baillees en affiette, se baillent pour la dixiesme partie de ce que vallent les dittes seigneuries de rente de la qualité de l'assierte, dot elle est baillee ou d'iceux est faite estimation par gens experts:& est la tren tiesme partie de laditte estimation baillee en assiette au choix de celuy auquel est faite laditte assiette. Comme si vne seigneurie vaut cent liures de rente, & le chastel & maison dont elle de péd est prisé ou estimé mil liures pour vne fois payees: Laditte maison se baille en assiete pour dix liures de rente, qui est la dixiesme partie de la valleur de laditte seigneurie, ou pour trente trois liures quatre deniers tournois, de rente qui est la trent-ieme partie de l'estimation de laditte maison au chois de celuy qui prend laditte assiette comme dit est. Et n'est tenu le creancier à qui est deu l'assiette de laditte rente prendre lesdits edifices en assiette, si n'est que en faisant laditte assiette, la moitié du reuenu & cheuance, dependant desdittes places pour le moins luy soit baillé outre & par dessus l'estimation dudit edifice. Toutes-fois si audit creacier est plus deu en assierte de rente que ne monte la moitié de laditte cheuance, & lesdits bastimens excedent ce que luy est deu de reste, il n'est tenu prendre lesdits bastimens pour ce que il faut que lesdits bastimens soient pris entierement ou laissez au detteur: sinon que le detteur vousist laisser ledit bastiment pource qu'il resteroit de laditte rente.

Autres edifices & maisonnages en villes & ailleurs qui ne dependet d'aucunes seigneuries sont baillez en assiette quand ils sont francs & quittes de cens & rentes, pour la quaranties partie de la prisee desdits edifices.

Celuy qui est tenu à faire assiette de rente, n'est tenu de bailler les deux parts bled & tiers en argent:mais sussist qu'il face l'assiette des choses à luy appartenans à la raison dessuditte de pro

chain en prochain.

Qui est obligé à asseoir cens ou rête censuelle selon la coustume de l'assiette du pays, il saut qu'il la baille en directe seigneurie: & ne sussissif de bailler rente rendable non portat directe seigneurie. Et quad l'o baille rente rendable au lieu dudit cens, on est tenu de sournir le tiers plus pour le droit de la directe, tellement que douze sols de rente rendable ne vallent que huit sols en l'assiette coustumiere: & au contraire quand la ditte rente directe est baillee pour rente ren dable, elle se prend pour vn tiers plus, tellement que huit sols en directe vallent douze sols de rente rendable, mais assiette de rente rendable autremet dite en aualuemet de terre, est prinse pour ce qu'elle vaut. C'est à sçauoir dix solz pour dix solz, sans saire augmentation ou diminution, & ce ou cas auquel la rente peut estre constituée.

Celuy qui est tenu asseoir rente absoluement sans autre adiection, il est quitte en asseant

rente en aualuement de terre autrement appellee rente rendable & de prinse.

Celuy qui doit rente pour quelque contract ou constitution que ce soit à perpetuel ou à temps, n'est tenu d'en faire assiette, & suffist qu'il la paye chacun an, sinon qu'il soit dit & accordé

Digitized by Google

1.Fiefs.1.sub. feuda.C.M.

2.denoir.)scilicet erga tertiù vel quod extraordinarium.C.M. cordé que laditte rente soit faite assiette. 1

Celuy qui est tenu ou a commencé à faire assiette de rente en aucun lieu assis audit pays, il intelligitur an est tenu bailler tous les cens, rentes, deuoirs & autres redeuances qu'il y a sans y rien retenir dum testima-iusques à la concurrence de la rente accordee: & s'il n'en y a assez, il est tenu de parsournir de tione comme, on non ad lato son autre cheuance de prochain en prochain, & est tenu le creancier prendre laditte assiette. rem hui? cosse

En matiere d'affiette coustumiere le sol de rente est estimé pour vne sois trente sols tourtudinu, nis diest entre rendoble le sol est estimé vingt sols tournois.

nois, & en rente rendable, le sol est estimé vingt sols tournois.

Quand aucun est obligé à asseoir cens ou rente en directe seigneurie, & ce pendant a pro- c.m. mis payer iusques l'assiette en soit faite, & ils en sont deuz des arrerages: pour chacune liure de

cens & rente en directe seigneurie sont deuz trente sols, qui est vn tiers d'auantage.

Lon peut bailler assiette de rente, disme parciere tant de bleds que de vins, moulins, estágs, & autres choses muables qui soiét quittes qui se doiuét estimer. C'est asçauoir mettre les neuf dernieres annees ensemble & icelles reduire à somme totalle, de laquelle sera prinse la neufieme partie qui fait l'annee commune : dont sera rabbatu vn tiers pour la directe, & vn tiers pour les cas fortuits, & la reste se baille en assiette deduitte: quant és moulins & estangs, les reparations necessaires & aussi l'emposssonnement desdits estangs.

Boys pour bastir de haute fustaye doiuent estre estimez combien peuuent valloir à vendre pour vne fois les fonds, arbres & reuenuz d'iceux, & fils sont estimez quinze cens liures tournois, ils sont baillez pour cinquante liures de rente en assiette qui est la trenteiesme partie: &

zinsi du plus plus, & du moins moins.

÷

ili

Boys de haute fustaye portans paisson de glan ou soyne, se peunent bailler en assiette, & faut regarder qu'ils ont vallu les quinze dernières années, & de la valleur d'icelle en vne somme de laquelle se prend la quinziesme partie, qui se baille en assiette rabatu le tiers pour la directe,& l'autre pour les cas fortuits. Toutef-fois le detteur peut à son choix faire estimer ledit boys auec les fruits & fermes d'iceux, & dudit pris que lesdits boys & fruits sont estimez à vendre, pour vne fois est prins la trentiesme partie, laquelle trentiesme partie dudit pris est baillee en affiette qui est à la raison de trente sols vn sol: & du plus plus,& du moins moins.

La taille perfonnelle franche & imposable à volonté raisonnable & les droits , se prennent en assiete pour le tiers d'auantage de ce qu'elle aura esté imposee les neufannees precedentes

icelles reduittes en somme totalle dont en sera faite vne.

Colombier se prend en assiette pour la neuf-iesme partie de ce qu'il a vallu ou peut valloir par commune estimation, deduit le tiers pour l'entretenement des pigeons,& le tiers pour la directe.

Sensuyuent les coustumes localles du pays & Duché de Bourbonnou Marciaiges.

FN la chastellenie de Verneul Merciaige a lieu és choses tenues en censiue & directe seigneurie. Et par le droit de Marciaige le seigneur censiuier & direct a droit de prendre de trois annees la despouille de l'vne, quand ce sont fruits naturels. Comme sauldoy quad c'est simplement sauldoy, ou de pré: & en ce cas le creancier est quitte du cens de laditte annee: mais si sont fruits industriaux, comme labourages ou vignes, le seigneur ne prendra que la moitié de laditte despouille pour son droit de marciaige, & ne payera le tenacier que la moi tie dudit cens de laditte annee.

En la chastellenie de Verneul, si ancune chose est tenue en censis & directe seigneurie à payer à terme & iour nommé ou l'on prend à deffaut de payement sept sols tournois, l'on ne

doit payer marciaige aucun, ains en est-on quitte par laditte coustume.

En la chastellenie de Billy, en choses qui sont tenues en cens & directe seigneurie marciaige a lieu. Mais la generalle coustume de la chastellenie dudit Billy est, que l'on ne paye qu'autat de marciaige que de cens:exceptez ceux de la ville & iustice de Varénes, qui dient en estre exempts par privilege ou coustume particuliere & localle dudit lieu.

Marciaige est deu du costé, & par la mutation par mort du seigneur, & du costé, & par la mutation du tenancier par mort. Et en vendition n'a point de marciaige, par ce que il y-a lots & ventes. Aussi heritages chargez de taille & de cens ensemble, ne doiuent point de marciai-

Coustumes localles

ges, sinon qu'il y ait obligation ou conuention au contraire.

Par la coustume du pays de Bourbonnois l'eglise ne marcie point. C'est à dire que l'eglise ne prend nuls marciaiges des choses tenues de sa censiue & directe seigneurie, par la mutatation du prelat ou seigneur de l'eglise, car l'eglise ne meurt iamais: mais prend seulement marciaigepar la mort du tenancier, és chastellenies & lieux & sur les heritages où ils ont accoustumé de le leuer.

Monseigneur le Duc ne marcie point, c'est a dire qu'il ne prend aucun marciaige. Toutes fois mondit seigneur veut pretendre qu'il peut marcier és terres portans marciaiges qu'il a ac quises, acquerra ou qui luy aduiendront de nouuel de ses vassaux & subiets, les difans le contraire. Et pource en iouyra mondit seigneur ainsi que de raison.

De Germigny.

TN la chastellenie de Germigny & ressort d'icelle, toutes & quantes-sois qu'aucune chose mouuant du sief d'aucun seigneur est vendue, alience ou autremét transportee & mile en autruy main, les quints & requints en sont deuz à monseigneur le Duc.

Saint Pourçain.

E lignager peut recouurer la chose immeuble vendue par son lignager prouenue de son estoc dedans an & iour à la prendre du iour de la vente en payant le sort & loyaux coustemens.

En matiere d'asseuremens se gouvernent selon la coustume du pays coustumier d'Auvergne, & en autres choses se gouvernent selon les vs & coustume du pays de Bourbonois, hors leurs privileges & compositions.

STILLE de la senechaucee de Bourbonnois des grands iours & ressors d'icelles, publié en la ville de Molins en la presence des trois estats dudit pays & Duché de Bourbonnois Par nous Roger Barme president, & Nicolle Brachet conseiller du Roy nostre sire en sa cour de parlement commis & deputez de par ledit seigneur.

Adiournemens.

ADIOVRNEMENS simples pour respondre ou pour ouir telles demandes, requestes & conclusions en iurisdictions ordinaires se peuvent faire par les sergens desdittes iurisdictions sans commission verballe ou par escrit, appellé vn tesmoin pour le moins à veoir faire ledit adjournement.

Mais les adiournemens en matiere d'execution de biens en cas & matiere de nouvelleté, fournissement de gages, & tous exploits formels, Adiournemens personnels en cas d'appel, Reprinse de proces, Matiere de retenue, Sauuegarde enfrainte de retrait lignager, Adiournement sur dessaut portant gain de cause & autres adiournemens libellez, se doiuent faire par commission expresse & en presence de tesmoins, & en doiuent les sergens bailler relation signee d'eux, ou par vn notaire à leur relation, & inserer le nom des tesmoins, autrement l'adiournement est reputé nul.

Adiournemens tant en matiere ciuile qu'en matiere d'exces soient simples ou personnels se doiuent faire à personne ou domicile, auquel les adiournez sont leur demourace au temps dudit adiournement.

Adiournement personnel, decreté par le iuge pour raison de crime ou exces commis en sa iurisdiction contre aucuu non ayant domicile en icelle, s'executera par les sergens d'icelle iurisdiction à cry public és lieux accoustumez à faire cryees: & le premier dessaut obtenu contre luy sera readiourné en cas de ban iudiciairemet par trois adiournemes de ban de dix iours en dix iours qui sont huit iours francs.

Ad iournement en matiere ciuile ne doit estre sait contre le masse mineur de vingt ans,& contre la semelle mineur de seize ans sans auctorité du tuteur, sinon que laditte semelle sust en lien de mariage: car en ce cas elle est reputee hors de tutelle.

Adiournemens contre chapitres, conuents ou colleges se doiuent faire és lieux desdits chapitres, conuents & colleges en parlant à la personne du chef, se faire se peut, sinon à la perne de celuy dudit chapitre, conuent ou college qui viendra au son du tymbre ou cloche qui pour ce sera sonné par le sergent: & si audit son de tymbre ou de cloche aucuu dudit chapitre, conuent ou college ne compare, sera fait ledit adiournement par attache à la porte de l'eglise signee

signee dudit sergent ou d'vn notaire à sa relation & par luy affichee en presence de tesmoins ou d'vn notaire. Et sera ledit sergent tenu notifier en presence d'vn notaire ou de deux tes--moins à quelque voisin dudit chapitre, conuent ou college ledit adiournement ainsi par luy fait par attache, & luy enioindre le faire sçauoir audit chapitre, conuent ou college ou presidét d'iceluy.

Adiournemens contre confuls, maires, escheuins de villes, ou contre communautez se doi uent faire és personnes de deux desdits consuls ou l'vn d'eux, & où ils ne sont trouvez, seront faits lesdits adjournement en la maison du consulat de laditte ville ou communauté se maison y-a. Alias à la porte de l'eglise parrochiale par attache mise & affichee par le sergent en la presence de deux tesmoins ou d'vn notaire, laquelle sera tenu ledit sergent notifier à quelcun des voisins comme dessus, pour le faire sçauoir ausdits consuls & communautez.

Contre celuy qui est trouué en iugement on peut proposer demande, combien qu'il n'ait esté adiourné, & est tenu de respondre sauf le renuoy s'il y eschet.

Si les parties adiournées comparans ne sont du pays & Duché de Bourbonnois, elles sont tenues si la partie le requiert, eslire domicile au lieu ou est la cause introduite. Et sert telle ele-&ion tant en la cause principalle, qu'en la cause d'appel. I

Deffaut.

EFFAVT ou congé donné sur adjournement simple fait de partie à partie, & sans comission, n'emporte en quelque matiere que ce soit gaing de cause. Mais en ce cas se baille provincia denot commission pour veoir donner congé ou desfaut.

Congé donné au deffendeur contre le demandeur non comparant, adiourné par commif-

sion, emporte absolution de l'instance auec condemnation de despens.

Contre vn deffendeur adiourné par commission libellee en matiere d'execution de meubles:en matiere de cryees pour veoir adiuger en matiere de nouuelleté, en cognoissance & ve rification de cedulles, en cession de biens, en respits à vn ou cinq ans, en enterinement de lettres prouisionales, en sommation de garantie, & contre vn acheteur de biens, & en execution de sentences contre le condemné, vn seul desfaut emporte gaing de cause: & par vertu d'iceluy l'execution encommencee à faire sera parfaite, & les biens prins vendus au plus offrant. L'adiudication du decret se fera sans plus appeller le proprietaire. Le demandeur sera maintenu & gardé, la cedulle sera renue pour confessee, le detreur sera receu à faire cession de biens. 2. Et se, dissi-Les lettres de respir, & autres lettres prouissonnelles seront enterinees. Les sommations & ce stile a esté protestation seront enregistrees, & l'acheteur de biens contraint par prinse de corps à payer deslaré abussis, la somme pour laquelle il est constitué acheteur de biens. Et sera la sentence executee condit bien appeltre le condemné, le condemné auec condemnation de despens.

Contre vn dessendeur adjourné par commission en matiere d'asseuremet, reprinse de profant l'intimé
ces en execution de sentences contre vn tiers non condemné, en recours de guarantie forcondiné és des melle, en matiere de reintegration, en matieres purgatiues. Et aussi quand vn detteur est adjest appel et les
iourné pour affermer ce qu'il doit à son creancier. Tauxes de iournees, cancellations de letparties rénoye
tres, declaration douairiere, dation de tutelle, redditio de compte, an possideat vel non, en demandes de douaires, deux deffaux auant contestation en cause, emportent gaing de cause. Et auait ingé. Et par vertu d'iceux les conclusions des demandeurs leurs doiuent estre faites & adiugees auec fer generalicondemnation de despens, en verissant par le demandeur le contenu en sa demande: pourueu cepit obset que au premiere deffaut foit inseree la demande du demandeur.

En autres actions personnelles ou petitoires, le desfaillant en vertu du premier dessaut est glecho. C.M. descheu de ses sins declinatoires, & baille ledit demandeur sa demande & prossit qu'il le requiert dudit deffaut, laquelle doit estre inseree audit deffaut. Et pour veoir adiuger ledit profit est le desfaillant readiourné dereches: & s'il fait desfaut pour la deux-ieme sois il est encores ad iourné aux fins que dessus auec intimation: & l'il est dessaillant pour la trois-ieme fois, les fins & conclusions contenues en la demande sont adjugees audit demandeur auec despens desdits deffaux & proces, en iustifiant par ledit demandeur le contenu en sa demande.

En matieres criminelles esquelles y a decret d'adiournement personnel, conuient obtenir quatre deffaux comme deffus est dit,& par vertu d'iceux sera declaré tel deffaillant attaint & conuaineu des cas & crimes à luy imposez, & pour reparation d'iceux condéné selon la qualité du delict qui fera prinse fur les informations fur lesquelles le iuge a decreté l'adiourenment personnel: lesquelles informations en iugeant les dittes desfenses, le iuge sera tenu veoir à ceste

I. Scilicet Infra fines huius consuetudinic: secus fi per appellationes Atur.C.M.

lé de tel s

Coustumes localles

fin, sans autrement les recollet.

Si pour celuy qui est adiourné à comparoir en personne ou en cas de ban compare à l'une des affignations quelqu'un ayant charge de l'exonier d'exonie suffisante. Apres ce que l'exoniateur aura affermé par serment l'exonie par luy proposee estre veritable: en ce cas le juge doit bailler dessaut sauf l'exonie, & si l'exoniateur ou autre procureur de la partie requiert co mission pour verisser l'exonie proposee, sera décernee commission à ceste sin, & aussi à la partie pour prouuer au contraire.

Et si la preuu e a esté saite sur l'exonie, le iuge en iugeant ses quatre dessaux doit voir les lites preuues, & selon ce ordonner des dessaux, ce que de raison. C'est à sçauoir si l'exonie legitime est prouue, doit ordonner que derechef sera adjourné. Alias si l'exonie n'est suffisamment prouue, ou le cotraire soit mieux prouué; en ce cas doit adjuger le prossit des quatre dessaux

come dessus est dit.

Desfaut donné en matiere d'asseuremet & sauuegarde enfrainte, emporte prinse de corps ou de biens si le corps ne peut estre apprehendé. Et ne atmoins le demadeur demeure asseuré.

Contre vne femme adiournee par commission expresse pour reprendre ou delaisser certain proces commencé contre son seu mary, si au iour elle ne compare, est donné dessaut, par vertu duquel le proces est tenu pour delaissé quant à elle.

Congé en cas d'appel obtenu par l'intimé contre l'appellant non comparant, ou non obeissant à l'appointement de venir dire ses causes d'appel, ou de conclure au proces si c'est par proces par escrit, emporte gaing de cause: cest à sçauoir qu'il doibt estre dit, par vertu diceluy bien procedé ou bien iugé, mal appellé, & condamné l'appellant en l'amende & aux despens.

Mais si l'appellant sur son appel est anticipé & tel appellant anticipé ne compate, en ce cas conuient obtenir deux dessaux, & par vertu d'iceux doibt estre dit come dessus, bien procedé ou bien iugé, & mal appellé auec l'amende & despens: toutes-sois si l'appellant anticipé compare & au iour à luy prefix de dire ses causes d'appel, ou d'icelles bailler par escrit, ou de conclure au proces par escrit, ne satisfait à ce, contre luy est donné congé, lequel congé emporte gaing de cause.

Contre l'intimé en cas d'appel non comparant, ou contre vn appellant adiourné en matiere de desertion d'appel, convient obtenir deux dessaux, & par vertu d'iceux, entant que touche l'intimé non comparant, sera dit mal fait, mal procedé ou mal jugé, & bien appellé: & sera le juge d'appel ce que devoit faire le juge à quo, avec condemnation de despens, & contre l'ad journé en matiere de desertion, sera l'appellation declaree deserte. Et que ce dont a esté ap-

pellé, sortira son effect auec despens & amende.

Contre adiournez pour porter tesmoignage, & pour pouruoir de tuteurs & curateurs à aucuns mineurs non comparans, est donné dessaut, p ar vertu duquel est dit, qu'ils seront readiournez à peines.

Desfaux ou congez sont donnez contre tuteurs, curateurs, cessionaires & autres agissans pour autruy s'ils ne sont promptement & à la premiere iournee, apparoir de la qualité en la-

quelle ils agissent, si requis en sont, auec condemnation de despens.

Le dessaut donné contre la partie qui a jour pour veoir jurer resmoins, est de tel proffit que par vertu d'iceluy le commissaire peut proceder à la reception & examen de tesmoins.

Deffaux donnez à l'encontre d'aucunes parties sont rabatus sans despens ne amende, si le iuge seant la partie deffaillant vient comparoir: & sont les deffaillans appellez à l'issue du siege & s'ils comparent seront releuez comme dessus, sans payer aucune chose au greffe.

Quand aucun conuenu en la cour de la senechausse és grans iours de Bourbonnois aura comparu à la premiere ou à l'autre assignation à luy donce par aucun procureur esdittes cours

& apres est obtenu dessaut contre luy, ledit dessaut ne se peut leuer, sinon qu'il soit notissé au procureur qui aura comparu, & laditte notissication à luy saite, s'il veut proceder, est ledit dessaut rabatu.

Renuois.

N dessendeur en matiere ciuile coparant deuant le iuge ou procureur pour luy qui prend sur la demande du demandeur delay d'absence, garand, ou sommatio, ou fait dessaut apres demande saite ne peut tendre à fin de renuoy, sinon qu'il sust clerc, & conuenu en action personnelle, ou autre dont la cognoissance en appartienne au juge seculier.

Vn deffendeur en matiere ciuile apres demande contre luy faite, peut decliner la iurildiction & demander son renuoy deuant le iuge dont il est suiet, supposé que son seigneur ne le requiere. Et si le demandeur le consent doit la cause estre renuoyee, sinon que le procureur de la iustice, pour aucune cause, empeschast le dit renuoy. En ce cas soit le procureur d'office ou le dessendeur succumbant, en son nom doit estre condemné aux despens.

Vn deffendeur en matiere ciuile pour decliner la iurisdiction du iuge deuant lequel il est adiourné faisant saux adueu d'autruy seigneur, outre les despens doit estre condemné en l'amende de lx. sols ou moindre selon la qualité de la matiere & des personnes.

En matiere criminelle, si le seigneur demande le renuoy de son suiet, il est tenu payer les fraiz de iustice saits deuant le iuge qui renuoye. Aliàs s'il ne les paye dedans le temps à luy pre six le iuge fera & parsera le proces dudit criminel, nonobstant le renuoy requis par le seigneur.

Delaiz.

DELAIZ à dessendre en matieres ordinaires, delaiz de garand ou de sommation de garant, compulsoires à produire, à bailler reproches de tesmoins & autres delaiz semblable sont arbitraires à la discretion des iuges eu esgard és matieres dont est question és personnes plaindans & à leurs domiciles. Et sur ce peut le iuge prendre le sermét des parties ou de leurs procureurs.

En matieres de requeste, declaration douairie, exhibition de lettres & quand vn resident au pays de Bourbonnois est contenu en matiere personnelle & de son fait à la requeste d'vn forain n'y-a qu'vn seul delay, ou és autres matieres en peut auoir plus largement, & les doit le iuge par discretion abbreger du iour au lendemain ou de matin à releuee selon les matieres suiettes.

En toutes causes & matieres non excedans xx.sols tournois pour vne sois, les iuges procedent sommairement & de plein par interogations selon ce qu'ils verront qu'il est besoin. Et s'ils ne le peuuent vuyder sur le champ, ils presigent & baillent vn seul delay à informer, tant par tiltre que par tesmoins qui seront examinez iudiciairement sans autres fraiz que l'acte iudiciaire, auquel seront en brief redigees les depositions desdits tesmoins, & contre les dittes depositions ne se bailleront aucuns contredits. Mais si au temps de la presentation desdits tesmoins & auparauant que receuoir leur deposition, la partie contre laquelle les dits tesmoins sont produits, reproche les dits tesmoins de reproches receuables, & le proces ne se puisse vuider sans enquerir la verité dudit fait de reproche. En ce cas & non autrement sera pressigé vn seul terme à la partie reprochant, & aussi à la partie desfaillant d'amener leurs tesmoins en iugement pour prouuer le reproche & saluation, & en ce cas seront les dits tesmoins examinez iudiciairement & sans fraiz, sinon de l'acte contenant leurs depositions.

En autres matieres excedans vingt sols pour vne sois apres demande baillee y-a vn seul delay d'absence, tant au demandeur qu'au dessendeur, tous autres delais d'aduis de respit & autres ostez, pourueu que le delay ait esté prins auant l'appointement en droit. Car apres l'appointement en droit, ledit delay d'absence ne se peut prendre, ains le iour escheant à faire droit, doit le iuge proceder à la procuration de sa sentence, nonobstant recusation ou appellation que lors on proposeroit contre luy en ensuyuant l'ordonnance du Roy Charles, viij.

Pour garnir la main de iustice de la somme contenue en cedulle recogneuë, ou obligation passee sous seel royal ou auctentique, y a deux delaiz à garnir: & par faute de garnir dedans i-ceux est le dessendeur condemné à payer la somme.

En proces ordinaires y-a trois delais de faire enqueste, & le quartauec cognoissance de cause, fors & excepté és proces en action personnelle excedans vingt sols, & non excedas dix

Coustumes localles

liures, esquels n'y a que deux delaiz à faire enqueste.

Mais en cause d'appel en surceance de sequestre, en recreance, en reproches de tesmoins

& autres choses incidentes en vn proces n'y a qu'vn seul delay à saire enqueste.

Si on fait adiourner quelcun en qualité d'heritier pour reprendre ou delaisser certain proces encommencé: tel adiourné peut demander delay à deliberer s'il est heritier ou non de celuy au lieu duquel il est poursuiuy. Lequel delay le iuge est tenu luy bailler à quarante iours ou autre terme plus briefselon la qualité de la matiere & la distace des lieux, sinon qu'il fust par la partie maintenu heritier, auquel cas ne luy sera baillé aucun delay pour deliberer: mais en ce cas luy sera baillé vn brief delay de huytaine ou moindre à la discretion du iuge que l'on appelle iour de conseil. & ledit iour de conseil escheu aura deux delais à la discretió du iuge pour reprendre ou delaisser.

Le greffier ne doit receuoit aucunes productions qu'elles ne soient inuentoriees par les parties ou leurs procureurs, lequel inuentaire ledit greffier doit verifier & encharger son registre. Et ne doit laditte production estre retiree sans ordonnance du iuge partie appellee ou

ion procureur.

Des appellations & attemptats.

ON doit appeller incontinent & sur le champ apres la sentence ou appointemens donnez ou exploits faits, autrement ne sont redeuables comme appellans, sinon qu'il y eust cause de n'auoir peu appeller illico, & en sussent releuez: & ne seruét de riens les protestatios

que l'on fait aucunes-fois d'en appeller.

Les appellans peuvent renoncer à leurs appellations par eux interiectees dedans huit iours apres sans amende: & n'est le iour de l'appel riens compté, Et sont tenus faire les sites renonciations quand ils sont appellans des iuges dont ils ont appellé, ou apud acta: & en ce cas ne sont tenus icelles notifier à la partie: & s'ils sont appellans des sergens sont tenus faire les renonciations és mains des sergens desquels ils ont appellé, aut apud acta: & icelles notifier dedans la huytaine aux parties. Aliàs telle renonciation n'excuse en riens l'appellant.

Si l'appellant est anticipé dedans lesdits huit iours introduits renoncer à son appel & il y re nonce dedans ledit temps, il est receu à laditte renonciation & aura despens contre l'antici-

pant,& s'il ne renonce il n'y a point de despens.

Les appellans des sergens, preuosts, chastellains, baillifs & autres iuges inserieurs du seneschal de Bourbonnois ressortissans par deuant luy qui n'ont renoncé à leurs appellations sont tenus de les releuer, impetrer & executer par deuant ledit seneschal dedans quarante iours desquels le iour de l'appel interiecté & le iour de l'adiournement ne sont coptez que pour vn & ad idem des appellations interiettez du premier iuge deuant le baillis, és iustices où y-a deux degrez de iurisdiction.

Les appellans dudit seneschal sont tenuz de releuer leurs appellations en la cour des grans

iours de Bourbonnois dedans trois moys.

Tous appellans des sergens, chastellains, preuosts, baillifs, & autres iuges & commissires & ressortiss par appel par deuant le seneschal de Bourbonnois sont tenus en vertu de relief faire adiourner les sergens, preuosts, chastellains, baillifs & autres iuges dont ils sont appellans ou leur seigneur iusticier de la iustice desdits preuosts, chastellains, ou baillifz, & intimer les parties aduerses respectiuement. C'est à sçauoir du chastellain de Moulins & sergens de la ditte chastellenie, pour le plus long à la prochaine audience du siege dudit Molins, apres les quarante iours introduits à releuer, passez, ou autre iour auant icelle audièce si faire le veul lent. Et touchat les autres appellans des autres chastellenies dudit pays de Bourbonnois & iuges inferieurs: ils sont tenus releuer leurs dittes appellatios à la prochaine assis du seneschal en suyuant & selon les lieux où les parties sont ressortiss. Et touchant les adiournemens desdits iuges ou seigneur appellez, ils seront faits au lieu de l'hostel & place fort de laditte instice, si aucune en y-a & qu'il y ait gens y demourans ou à la personne des officiers de la iustice ou de l'vn d'eux: & à faute desdits officiers à vn sergent de laditte iustice: & peuvent les dittes parties releuer & anticiper leurs causes d'appel à briefs iours & sans attendue d'assis n'audience par lettres de chancellerie.

Tous anticipez dedans le temps de releuer leur appel, sont par ce tenus pour bien releuez & auoir bien impetré & executé, & ne sont tenus de declarer le iour de leurdit appel: mais ne

sont parce releuez de n'auoir appellé illico: ne d'autres fins de non receuoir non procedans

du relief de leurdit appel.

L'appel de celuy qui ne relieue impetré & executé dedans temps deu & ordonné, est desert: & peut estre la sentence executee partie appellee, par le iuge qui l'a donnee, sans ce qu'il soit besoin à la partie de faire adiourner l'appellant pour la desertion dudit appel: & ne doit le iuge declarer l'appellation deserte sans requisition de partie ou de procureur du seigneur dot vient ledit appel.

Appellans adiournez en desettion d'appel n'ont qu'vn seul delay d'absence à l'arbitrage du iuge, & est tenu le demadeur en laditte desertion faire apparoir comme & duquel iour le des-

fendeur est appellant & d'en bailler coppie à l'adiourné, s'il le requiert.

Les appellans des sergens & de sentences interlocutoires des juges qui ont releué leur appel, & n'ot esté anticipez, sont tenuz declarer le jour qu'ils ont appellé, s'ils en sont requis. Au trement sur le champ l'appellation est declaree deserte & condemné l'appellant en l'amende & és despens de la partie.

Les appellans sont tenus iustifier à la premiere iournee des actes appellatoires és appellations verballes: & à faute de ce est donné congé auec amende & despens contre les appellans: & en proces par escrit l'intimé est tenu iustifier de la sentence. Autrement desfaut est donné

contre ledit intimé.

Si l'appellant en appellation verballe est anticipé, & l'anticipant le tient pour bien releué, impetré & executé, ledit appellant doit dessors declarer s'il est appellant ou non & de qui. Et s'il est appellant & ne soit prest de dire ses griess, il aura vn delay d'absence seulement pour les venir dire, qui luy sera presigé à l'arbitrage du suge, auquel iour est tenu de dire ses griess & tirer auant en sa cause d'appel: autrement est donné congé contre luy, & son appel declaré desert & mal poursuiuy & condamné en l'amende & aux despens de la partie.

Intimez sont tenuz dessendre & respondre és griess plaidez par l'appelat sans aucun delay. Mais apres ce que les parties auront plaidé, si la cause ne se peut promptement expedier, le iur ge les appointe en droit à bailler par aduertissement & produire dedans vn seul delay à l'arbitrage du iuge.

Si l'intimé se depart du proffit de la sentence auparauant l'execution du relieuemet d'appel ou apres, il est neantmoins condemné aux despens de l'appellant tels que de raison.

Les appellans par deuat le seneschal en ses affises sont tenus de poursuiure leurs causes d'appel d'an en an. Et à saute de ce saire l'appellation doit estre declaree deserte & mal poursuiure: & condemné l'appellant en l'amende & aux despens de partie.

Quand l'intimé va de vie à trespas l'appellant est tenu de faire adiourner les heritiers dudit intimé pour veoir reprendre ou delaisser le proces dedans le delay qui luy sera doné par le iu-

ge, autrement l'il ne le fait, l'appellation sera declaree deserte & mal poursuyuie.

Es proces par escrit qui viennent du chastellain de Moulins ou de se lieuxtenans par deuant le seneschal de Bourbonnois, les appellans ont deux delaiz pour rapporter le proces, cha
cun delay de trois sepmaines pour le plus long. & sauf audit seneschal de l'abreger selon la qua
lité de la matiere, personnes & distances des lieux & pour contraindre les gressiers dudit chastellain ou de sondit lieutenant à iceux apporter, sera aux appellans baillé compussoire s'ils le
requierent, aliàs les deux delaiz pour rapporter par l'appellant le proces par escrit passez, sera
contre l'appellant donné congé, & par vertu d'iceluy ce dont a esté appellé sera consirmé &
l'appellant condamné en l'amende & és despens. Mais és proces par escrit des autres chastellenies de Bourbonnois ressortissans par deuant ledit seneschal & qui se vuident en assis & sur
les lieux au iour de l'assis qui auparauant a esté proclamé, l'appellant est tenu de faire apporter les proces par escrit, aliàs si à ce iour il n'en sournist sera contre luy donné congé comme
dessus. Toutes-sois en ce ne sont comprins les proces par escrit, esquels l'appellation est
interiecte depuis la publication de l'assis . Et ad idem de l'intimé, s'il ne sournist de sa sentence: car contre luy sera donné dessaut par vertu duquel sera descheu de l'esse de la sentence: car contre luy sera donné dessaut par vertu duquel sera descheu de l'esse de la sentence.

Quand il y a sentence donnee par baillis, seneschal ou en la court des grans iours dot n'est appellé & de l'execution d'icelle est appellé, laditte appellation se doit releuer par deuant le iuge duquel est emance laditte sentence.

Si aucun appelle d'un luge il n'est par tant exempt és autres causes de plaider par deuant

ledit iuge, sinon qu'il fust appellant de denegation de droit, & il eust obserué la forme en tel cas requise.

Si l'anticipant obtient à fin de cause, l'anticipation & voyage de sergent sont tauxez, sinon

que la partie eust premierement releué auant que auoir esté anticipé.

Et combien que par cy deuant les appellans des inges inferieurs deussent releuer leurs appellations à la prochaine assisée du senechal de Bourbonnois, lesquelles alloit tenir sur les lieux & chastellenie du pays deux sois l'an seulement: que sous vmbre de ce, telles appellations estoiét, quat à la decision, immortelles à tout le moins de long temps elles n'estoiét decidees & que à la grande priere & requeste de tous les estats dudit pays & Duché de Bourbonnois moseigneur le Duc leur a ottroyé qu'il puissent releuer lesdittes appellations pardeuant le senechal de Bourbonnois à Moulins, ou à l'intimé de faire anticiper l'appellant audit Moulins, non obstant que l'appellant eust ja releué à laditte prochaine assisée, Et par commission du gresse de laditte seneschausses. A ceste cause nonobstant la maniere de faire dessus declaree, a esté aduisée par l'aduis des trois estats, que en ensuyuant ledit privilege & octroy à eux fait par monseigneur le Duc, l'appellant deura relever devant ledit senechal esdittes afsises ou audit lieu de Moulins à tel iour que bó luy semblera, & s'il releve esdittes afsises ou audit lieu de Moulins à trop long iour, l'intimé le pourra faire anticiper audit lieu de Moulins à plus brief iour par comission du gresse de laditte seneschausse pour liec en decider de iour à iour, & par briefs & competans intervalles de temps.

ES coustumes & articles cy dessus escrites ont esté leuës publices & accordees comme contenu est en nostre proces verbal en la ville de Moulins par maistre Iean Dinet licencié en loix aduocat de madame & monseigneur le Duc de Bourbon par l'ordonnance & és presences de nous Roger barme president & Nicole brachet conseiller du Roy nostre sire en sa cour de parlement, commis & deputez par le Roy nostredit seigneur à faire laditte publication. Lesquelles coustumes & articles autres que ceux desquels est faite mentió en nostre pro ces verbal qu'elles soient nouvelles, Auons declaré estre les coustumes du pays & Duché de Bourbonnois, selon lesquelles auons commandé au seneschal de Bourbonnois illec present, à son lieutenant & à tous iuges dudit pays & duché de Bourbonnois qu'ils ayet à iuger, decider & determiner tous les procez meuz autres que ceux esquels est ja faite enqueste sur les coustumes: & semblablement les autres proces à mouuoir, en dessendant par expres à tous aduocats qu'il n'ayent doresenauant à alleguer, poser ou articuler aucunes coustumes cotraires ou derogantes à icelles: & à tous iuges dudit pays & Duché que pour la preuue des coustumes & articles dessudits ils n'ayent à receuoir aucuns tesmoins en turbe: ains pour la verification d'icelles ils ayent à prendre extraicts par le greffier de laditte seneschausse ou par le greffier de laditte cour de parlement sans prejudice des oppositious particulieres des opposans, desquel les est faite mention en nostre procez verbal. Pour lesquelles decider les auons renuoyees en la cour de parlement à deux mois: Et cependant pourrot mettre & produire par deuers nous tout ce que bon leur semblera, & ce sans preiudice des droits du Roy lesquels par expres auos reserué au procureur general dudit seigneur ainsi que plus à plein est contenu en nostre proces verbal. Et entant que touche les coustumes nouvelles, auons ordonné que lesdittes coustumes demoureront escrites, come accordees par les trois estats ou la plus grande partie d'iceux. Mais l'auctorifation & decret d'icelles auons referué au Roy nostre sire, en luy suppliant treshumblement que si son vouloir est icelles anctoriser, son plaisir soit reserver la decision des oppositions d'aucuns particuliers opposans en petit nombre en la cour de parlement. Et est nonobstant ceste presente publication reservé au seigneurs insticiers qui pretendent droit particulier sur leurs subiets plus ample q par ces presentes coustumes d'user de leurs droits se bon leur semble & à leurs suiets leurs dessenses au contraire. Et aussi au os reserué aux suiets d'vser des priuleges, libertez & franchises qu'ils pretendent leur competer & appartenir com me de raison, & aux seigneurs leurs dessenses au contraire. En tesmoin de ce nous aus cy mis nos seings manuels, & fait signer par noble homme messire François de Vienne, cheualier, seigneur de Listenois & seneschal de Bourbonnois: & maistre Anthoine chauueau licencié és droits, lieutenant general de laditte seneschausse: & maistre Philippe chambon greffier d'icelle seneschaussee, le quinziesme iour d'Auril, L'an mil cinq cens vingt & vn apres Pasques.

Ainsi signé Barme, Brachet, De vienne, Chauueau, Chambon.

Proces



Proces verbal desdits Barme & Brachet.

L'AN mil cinq cens & vingt, Le vingt & trois-ieme iour de Feurier, A nous Roger barme president, & Nicole brachet conseillers du Roy nostre sire en sa cour de parlement, de la partie du procureur de madame la duchesse de Bourbonnois & d'Auuergne, contresse de la Marche: En la ville de Paris furent presentees les lettres patentes du Roy nostredit seigneur à nous adressans, Nous requerant en ensuyuant le contenu d'icelles, nous transporter en la ville de Moulins, pour arrester & publier les coustumes du pays & Duché de Bourbonois. Et pour adiourner les gens des trois estats dudit pays au quinziesse du moys de Mars ensuyuat pour assister à laditte publication, bailler nos lettres de commission, ce que leur accordasmes & leur baillasmes nossittes lettres de commission. Desquelles lettres patentes du Roy nostredit sei-

gneur & nostreditte commission la teneur s'ensuit.

FRANCOIS par la grace de Dieu Roy de France, À nos amez & feaux maistres Roger barme president, & Nicole bracher conseillers en nostre cour de parlement, salut & dilection. Nostre treschere & tresamee tante & cousine la Duchesse de Bourbonois & d'Auuergne, Comtesse de la Marche, Nous a fait exposer que pour le bien, profit & vtilité dudit pays & duché de Bourbonnois, feu nostre trescher & tresamé oncle & cousin Pierre Duc & Comte desdittes duchez son espoux, après plusieurs assemblées de ses officiers & des trois estats de sondit pays & duché des l'an Mil cinq cens auroit fait rediger par escrit & arrester les coustumes dudit pays & duché de Bourbonnois. Et en vertu des lettres obtenues de seu no-Are trescher seigneur & beau pere le Roy Loys douziesme de ce no, que dieu absolue, autoit faitpublier lesdittes coustumes par nos amez & feaux maistres Thibaut Baillet, & Iean de Be sanço lors coseillers en icelle, en la ville de Moulins capitalle dudit pays. A laquelle publicatio auroit obmis plusieurs articles de coustumes, stiles & vsances tenues, gardees & obseruees audit pays, declarations, intelligence, modification d'iceux grandement necessaires pour l'abbreuiation & decision de plusieurs debats & procez qui se meuuent sournellement audit pais & Duché, aussi l'anctorisation & decret desdittes coustumes lors redigees, n'auroiet esté pour fuyuies en nostre cour de parlement, & les deffenses en tel cas necessaires n'auroient esté faites aux praticiens & autres personnes dudit pays de ne poser, articuler, & ne prouuer par turbes, stiles, vsances & coustumes autres que celles qui sont ou seront escrites audit coustumier: & lesquelles se prouueroient par l'extraict d'icelles. Aussi nous auroit fait exposer nostreditte rante qu'en ensuyuant nosdittes ordonnances & pour le bien, soulagement, prossit & vtilité de son pays & comté de la Marche, Apres plusieurs assemblees de ses officiers dudit pays & des trois estats d'iceluy, elle auroit puis n'agueres fait rediger par escrit & arrester les stiles, coustumes & vsances dudit pays, lesquelles encores ne seroiet publices & decretees ainsi que il est besoin. Et doute nostreditte cousine qu'au moyen des choses dessusdittes on ne voufist adiouster pleine foy ausdittes coustumes, tant dudit pays de Bourbonnois que dudit pays & comté de la Marche, & aussi que les practiciens & autres personnes dudit pays vousissent poser, articuler & prouuer par turbes autres coustumes non redigees par escrit au grand preiudice & dommage du poure peuple & de la chose publicque desdits pays, requerant sur ce nos lettres de prouision.Parquoy nous, ces choses considerees, desirát pourueoir à nostre ditte cousine exposant,& lesdittes ordonnances sur la reduction des coustumes de nostre Røyau me sortir leur plein & entier effect, vous mandons & par ces presentes comettons qu'appellez és villes que verrez estre commodes esdits pays de Bourbonnois & de la Marche respectivement, les trois estats desdits pays exempts & non exempts, privilegiez & non privilegiez en la maniere accoustumee, lesquels voulons & ordonnons comparoir pardeuant vous en leurs personnes s'il n'y a excusation legitime, & à ce estre contraints. Asçauoir les gens d'eglise par prinse & saisse de leur temporalité, & les laiz par vente & exploication de leurs bies meubles & immeubles & autres voyes deuës & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, privileges, le contenu en iceux tenu pour exprimer, & sans preiudice d'iceux. Et en la presence des comparans, & absence des desfaillans suffisamment appellez, leurs absences reputees pour presences, faites rediger & mettre par escrit, lire & publier en la manie re accoustumee lesdits stiles, vsances & coustumes desdits pays, ensemble quantau pays de

Bourbonnois les stiles, vsances, coustumes, declarations, modifications, intelligence & limitations d'icelles necessaires & vtiles pour le bien de la chose publicque dudit pays obmises à laditte publication faite audit an Mil cinq cens, Et neantmoins voulous tous & chacuns articles desdittes coultumes qui seront accordees par lesdits trois estats assemblez, comme dit est, ou par la plus grade & saine partie d'iceux, estre publices par vous qui serez commis à laditte publication, & lesquelles coustumes ainsi accordees dés-maintenant comme pour lors & dellors pour maintenant Nous auons ainsi auctorisé & decreté, auctorisons & decretons de nostre certaine science, propre mouuemet, puissance & auctorité royal pour y asseoir desormais iugement, & estre gardees & observees inviolablemet comme loy & edit perpetuel par les procez meuz & à mouuoir, esquels n'aura esté faite enqueste au iour & date d'icelle pu blication, Et sans ce qu'il soit besoin de faire preuue d'icelles constumes ainsi accordees com me dit est autrement que par extraict de coustumier deuëment signé & verisié, prins & signé du greffier de nostre cour de parlement & autres greffes & cours où ledit coustumier sera deuëment enregistré. Et d'abondant auons prohibé & desfendu prohibons & desfendons ex pressement par la teneur des presentes à tous aduocats, procureurs, praticiens & autres personnes quelconques de ne poser & articuler autres coustumes, stiles & vsances desdits pays que celles qui seront escrites, arrestees & publices en la forme & maniere dessusditte. Et si en faifant laditte publication y furuenoient aucunes difficultez fur aucuns articles desdittes cou stumes, Nous desirans icelles estre vuydees vous auons donné & donnons pour faire laditte publication, pouvoir puissance & auctorité de les accorder du consentement toutes-fois desdits trois estats de la plus grande & saine partie d'iceux, comme dit est, voulons & nous plaist que ce que par vous sera ainsi accordé, soit tenu & observé comme loy, & au cas que lesdittes difficultez ne pourroient estre vuidees par le consentement de la plus grande & saine partie desdits trois estats:icelle publication toutes-sois demourant en sa force & vertu quant aux articles & coustumes accordees:voulons & ordonnons que vous faites mettre & rediger par es crit icelles difficultez, ensemble les raisons & aduis des officiers de nostre ditte tâte & des gés desdits trois estats. Et le tout renuoyez pardeuant nos amez & seaux les gens tenans ou qui tiendront nostre parlement à Paris pour par eux vous presens & appellez en decider & determiner ainsi que de raison, de ce faire vous donnons plain pouuoir, auctorité, commission & mandement especial par ces presentes. Mandons & commandons à tous nos iusticiers officiers & suiets qu'à vous en ce faisant soit obey : car ainsi nous plaist estre sait. Donné à Mauny le sept-ieme iour d'Aoust L'an de grace mil cinq cens vingt. Et de nostre regne le six-ieme,&c. En la grand salle du chasteau de Moulins le xviij. Mars. mil cinq cens vingt. Pour re uerend pere en dieu môseigneur l'euesque d'Ostun se comparut son official & son procureur par procuration:pour monseigneur l'euesque de Cleremont maistre Durant cebret son procureur:pour monseigneur l'euesque de Neuers tant à cause de sondit euesché que du prieure de Moucet, Nicollas guerin son procureur par procuration expresse, monseigneur l'euesque du Puy seigneur de Gondailly en personne: pour les abbez de Sephons seigneur du petit motet Guillaume allotot procureur en la senec haussee de Bourbonnois: de saint Guillebert maistre Guillaume mury licencié en loix son procureur par procuration expresse: des breulle mai. stre Christofle regin licencié en loix son procureur : de Nouerlat maistre Symó de cumieres. son procureur par procuration expresse. Pour l'abbesse de saint Menoux, Nicolas margot par procuration expresse. Pour les prieur de Souuigny maistre Geoffroy bigue, de saint Porçain, M.Iean dagard son procureur par procuration expresse: le prieur de S. Germain de salles en personne: pour les venerables doyen & chapitre de Moulins, M. Henry du monstier doyen de laditte eglise:pour les venerables doyen & chapitre de Herisson, M. Jean des escures doyen dudit lieu: pour les venerables doyen & chapitre de montluçon M. Nicolas mergot leur procureur:pour les venerables de montcenoux ledit M. Nicolas margot:pour madame & moseigneur les duchesse & duc de Bourbonois messire Pierre popillon cheualier seigneur de paray & de chaudousiers chancellier dudit Bourbonnois, messire François de vienne cheualier seigneur de Listenois, du Donion & de Chasteldon senechal dudit Duché de Bourbonnois en personne, messire I ean leuys cheualier baron de chastel morat seigneur de pierrefritte, motat mantier, chastillon, bournat & chantemeolle en personne: pour dame fraçoise dauphine dame de Ialligny M. Victor chauderon son procureur, messire Lodin de sailligny seigneur du dit lieu en personne: Pour M. Iean de chabonnes seigneur dechezeues maistre Noel la brosse son procureur, lacques de la croix seigneur de Flory sur loyre en personne: pour Anthoine de

pierrepont seigneur de saint Martin Deslactz & de Barienne, maistre Michel baraueau son procureur:pour damoiselle Loyse pasquiere dame de Beauuoix, de la Foy, Brosseloyse, maistre Aubert cuysson son procureur: Nicolas papillon escuyer, seigneur du Ryaubaron du chastel de Montaigne seigneur du Bois & de Martigny en personne: les seigneurs de Basse, Claude petit escuier, vn desdits seigneurs en personne: pour damoiselle. Anne de la touche vesue de feu Iacques de sarre dame de bouchaut maistre Guillaume aloutot son procureur, messire Iean disserpés cheualier, tuteur des seigneurs de Bosme, mineurs d'ans en personne: pour Gilbert de bressolles seigneur dudit lieu maistre Iean penard son procureur: Iean & Anthoine de vallorie seigneur de bizy en personne:messire Anthoine le long cheualier seigneur de Verrieres, Cheuillac, & des Fogys en personne: pour messire Iacques de chabannes cheualier, seigneur de la Pallisse, Montagu, le Belein, Chastelperron & autres ses seigneuries, maistre François obeilh licécié en loix son procureur: pour messire Iacques de beaufort cheualier, seigneur de ferrieres, maistre Nicolas du cholet son procureur: Iean dalbon escuyer, seigneur de saint André de Strizac, de Foctay, la Guillermie, le Preste Channel, Proussac & saint Christofle, en personne: ledit Iean dalbon & Loys du peschin escuiers, seigneurs du Suillet en personnes: pour le seigneur du Cognat, Matthieu caneau son procureur par procutation expresse : Guillaume de chantellot escuier, seigneur de la Chieze lez le Brulliz, en personne: pour le seigneur de Lourdye, Claude dinet son procureur:le seigneur de la Cheize en Aude en personne: Guillaume de chacellot seigneur de Beauperrier en personne: pour le seigneur de saint Geranduphe, maistre Guillaume nury son procureur: pour dame Magdaleine de guyette, comme tutrice de ses enfans seigneurs de Bouce, maistre Claude dinet son procureur, par procuration expresse: Nicolas de Bouce seigneur de Poncena, en personne: pour Charles de tongnes escuier, seigneur de la Mothe & des Noyes maistre François obeilh: le seigneur de Glenerande en personne: Iean de villars escuier, seigneur de seruillis en personne: le seigneur de la Roche-Chauffaut en personne:pour le seigneur de Tougeres en partie iceluy maistre Fraçois obeilh son procureur:pour le seigneur de Bassechieres lesdits Dinet & Obeilh : Anthoine dussel seigneur du Crepin en personne:le seigneur de Bonesont en personne:le seigneur de la Chieure en personne:Pour messire Pierre de Bourbon, seignenr de Vendat Iean vigier son procureur: pour le seigneur de Chastel Roux maistre François obeilh son procureur: le seigneur de Verfeillis en perfonne:le feigneur de la Breilliere en perfonne:meffire Blaife de chareil cheualier, seigneur de Cordebouf en personne, par maistre Claude dinet son procureur par procuratio expresse: les Celestins de Vichy par les prieur & procureur du conuét & par ledit aloutot leur procureur par procuration expresse: pour Pierre de la Roche escuier, seigneur de la Mothemorgon, maistre François obeilh: pour le seigneur de Beauceuoir ledit Obeilh: le seigneur de Billezois en personne, les seigneurs de Paramont, l'vn en personne, l'autre par la cheize : pour dame Magdaleine de Gayete dame dudit lieu, maistre Guillaume nury:le seigneur de Baucherel en personne: Fraçois gabart escuier, seigneur Deschallette en personne: pour messire Loys de lenyz côte de Vatadour, & seigneur de Beauregard, maistre Claude diner son procureur? Iean de la fayette seigneur de saint Germain, en personne : pour Guillaume de rollat seigneur Disserpens, maistre François obeilh: pour le seigneur de Charnat, maistre Claude dinet : pour Damoiselle Ieanne de rollat, dame de Chambon, maistre Guillaume nury son procureur, par procuration expresse: le seigneur de Buxolles en personne: pour le seigneur Daronne, maistre Guillaume nury son procureur:pour le seigneur de saint Pierre de Laual, Iean bernard : le seigneur de grad Val & Vaux, en personne: pour le seigneur de saint Clemet, Noel brosse: messire Iean disserpens seigneur de Chitain en personne : le seigneur de Sainctirre en personne: le seigneur de Croset le viel, en personne: pour le seigneur de Niolles, le seigneur de Busset son procureur par procuration expresse: Philippe finnyer seigneur de Pouzeillieres en personne: Iean de colonges escuier, seigneur de Buchasnes & de Chabannes en personne: pour le seigneur de Droicturier, le seigneur de Poncema, comme tuteur : pour le seigneur de Burnat, maistre Guillaume nury:le seigneur de Iozeran, Iayet & Prisat, en personne : le seigneur de la Tonnine, iustice de Sauzer en personne: le seigneur de Sauzer à la part de Merlin blanc, maistre Loys falcon, pour le seigneur ou dame de Langlads, par Michel intrant : pour Robert de Cordeboeuf escuier, seigneur de Beauuerger, maistre Loys falcon: Gilbert faslot escuier, seigneur de la Faulconerie, en personne: le seigneur de Marchat à cause de champs, en personne: le seigneur de saint Agolin en personne: Philbert de beauieu, seigneur de Lynieres à cause Dus sel & Rochefort en personne: pour messire Loys Iean cheualier seigneur de Vallen, maistre Yy iiij.

Claude dinempour le seigneur de Naddes, Marthieu caneau son procureur, par procuration expresse: le seigneur de la font saint Margeran, André pierre : le seigneur de Donzon & de Iuillart, en personne: Annet breschard escuier, seigneur Duliez, en personne : pour le seigneur de Challard, Pierre giard: pour le seigneur de Marcillat, maistre Claude dinet: pour Ythier d'Aubigny escuyer, leigneur de Genzat ledit dinet: messire Loys du peschin escuier, seigneur de Barbate en personne:pour le seigneur de Chazeul, maistre Claude dinet: Anthoine & Geoffroy de saint Gerá seigneurs de saint Loup, en personne, & par maistre leá soreau: pour les religieux de Souuigny, seigneurs de la ferté, maistre Geosfroy de Bigue: le seigneur de Montfan en personne, & par maistre Claude dinet:pour maistre Iean de la Loere, seigneur de Paray sous Brialhe, maistre Denis berlantile seigneur du Moulin neuf, en personne: pour Gilbert pointet escuier, seigneur de Laugieres, maistres Denis berland & Martin villon: pour Iean du bois escuier, seigneur de Souppezes & Salus, maistre Iea soreau prothonotaire: messire Claude de montcoquier cheualier, seigneur du Fouagie, en personne : le seigneur de la Mousse à cause de Chemilly, Madame, par moitié, pour l'autre moitié, Charles de la mousse escuyer, en personne pour le seigneur de Villars, le seigneur de Pontena: pour le seigneur de Sorbier Iean nyole:pour Ymbert de Chantemerle, seigneur dudit lieu & de la Clayette, Anthoine robin son procureur par procuration expresse: le seigneur de Chambot en personne: Iean de Vesures escuier, seigneur dudit lieu en personne: le seigneur de Chantellot en personne:pour Charles de Marcounay escuier, seigneur de Montare, maistre Anthoine varon: Pierre troussebois escuier, seigneur de Rizet Champmesgre, en personne: pour Ythier d'Aubigny seigneur de Genzac, maistre Loys falcon son procureur: Iacques de grassay escuier, seigneur de Chaperroux en personne: Regnault de bar, sei. de Clusors, en personne : le seigneur de Lespau à la part de Clusors, en personne : le seigneur de Beaumont en personne : pour Iean & Guillaume de l'Aubin mineurs, seigneurs de l'espine, messire Iaques de s'Aubin tuteur desdits en personne: le sei de la Motthe du Plessis en personne: le seig de Robin en personne: le sei de Beauregard en personne: Claude daleniz escuier, sei. de Mont-verin en personne: Iean esgrin, seigneur de la Forest saint Aubin en personne : le seigneur de Sarguerin en personne : dame Leanne de Grauille, dame Daueurdre en partie, par François touzelles: pour Loys desbarres escuier, seigneur de Nenny, Guillaume aloutor: Pierre andrault, seigneur de Langeron, par ledit Aloutot:le leigneur du Peschin en personne: le a blac escuier, seigneur de la Tour de Neuure en personne: Charles de Villars, seigneur de Blancfosse en personne: pour maistre Gilbert racquet lieutenant en la chastellenie de Bourbon, seigneur de Froidequeuë, maistre Gilbert daignet par procuration expresse: le seigneur du Bouys, maistre Lean de l'espine : le seigneur de Vaillignyvault en personne:messire Iacques de saint Aubain, cheualier, seigneur de Saligny en personne:pour le seigneur de Ponzy, maistre Iean de l'espine:Iean & Charles de la Souche escuiers, seigneurs de saint Augustin en personne: Philippe & Gilbert de Malgilbert, seigneur de Miscry, par Philippe de malgilbert, pour luy & pour Guillaume de malgilbert son cousin seigneur de Nusery, ledit Gilbert de boulle en personne : les seigneurs de Bort en personne: les seigneurs de Beaucaire, en personne: le seigneur de saint Marcel en personne : le seigneur de Fourchault en personne: pour le seigneur du Chauldray, maistre Claude dinet: le seigneur de Veanne en personne:le seigneur de Sauget en personne:les seigneurs de Marcillac à la part de Michel iacques & de maistre Gilbert digne, par Nicolas guenin par procuratió expresse: pour Gadiffert de maillez & seigneur de Lussart, Nicolas margot : pour le seigneur de Gonzon, François rapault: Iean de laige, seigneur de Quinsanes en personne: le seigneur de Puynault en personne: messire Anthoine de sollet cheualier, seigneur de Reuille en personne pour les seigneurs de Dorcenay, François roy:pour messire Iean dallebret cheualiet, seigneur de Dorual & autres plusieurs seigneurs, maistre Guillaume aloutot: pour le seigneur de Hariet G.condoux:pour le seigneur de Chauuieres, ledit G.condoux: pour le seigneur de Paillieres Rapault, le seigneur de Meanice en personne: pour le seigneur de Ialigny, pour moitié le Becas:pour le seigneur de Vaux, Nicolas margor: Guyor dubus, seigneur de Tizon en personne: Iean de Mauuoisin sei de la forest Mauuoisin en personne:pour messire Gabriel de Cullat, seigneur de saint Desiré, par René babon par procuration expresse: le seigneur de Nassignes en personne: pour Huguet de malleret escuier, seigneur de la Roche Guillebaut, ledit François rappaut:pour le seigneur de Vieille-Vigne, le dit Fraçois rappaut:pour le seigneur de Virignet lacques bragnon: pour le seigneur de la Croste René badon: Guillaume de Villelune, seigneur de la Rocheauthon en personne: le seigneur de Valleguinault en personne: pour dame Icane nk

ki.

IC.

h

tar

Ů,

ā.

Œ.

de Grauille, dame de sagone, Meillant, Charenton & autres ses seigneuries ledit François touzelles: le seigneur de la forest Taumier en personne: pour les seigneur de saint Amand, François roy:pour le seigneur de saint Amand le chastel & le seigneur de Changy, ledit Roy:le seigneur du Moulin Porcher en personne:pour les seigneurs du Pontdis, ledit François touzelles:pour le seigneur de Cimbe, Nicolas margot:maistre Iea dinet licencié en loix aduocat fiscal de Bourbonnois seigneur de Brueil és cas, en personne: pour le seigneur de Thomerays ledit Margot:le seigneur de saint Agnin en personne:pour le seigneur de Chandeul, Cumieres:pour le seigneur de Laigny, I. mouton:pour le seigneur de Iouy, Nicolas du chollet : pour le seigneur de Fontenay, Martin billon: messire Claude griueau cheualier, seigneur de Crossone en personne: le seigneur desbordes en personne: pour le seigneur de Cheizelles, Nicolas margor:le seigneur de Bonebuche en personne:Claude segauld escuier, seign. de la Fogerolle en personne: pour le seigneur de Croisy, I. mouton: le seigneur des Salles en personne: Guillau me de pierrepont escuier, seigneur de Ballenne, la Granche & Lucenat en personne: pour le seigneur de Giury & la vallee, dame Catherine des barres, vefue de seu messire Guillaume de pierrepont, dame de Darizolles, par Michel baraueau & Iean de pierrepont, & le seigneur de Balenne, pour sa part en personne: Pierre de Bonnay escuier, seigneur de Bussay en personne: maistre Gilbert daignet maire, maistre Iean duret, Iean parregnon, Guillaume benoist dict treilles & Lois rongnon escheuins de la ville de Moulins, en personne: pour les escheuins de Motluçon, maistre Pierre vrban: Anthoine baron, Iean dury & Guillaume hugues escheuins de Souigny en personne:pour les habitans de Bourbon, Pierre de Bellemaniere:pour les habi tans de Villefranche, Iean huguet: pour les escheuins Dainay, Martin odeau: pour les habitans de Hernon, maistre Iean gouffinet le ieune pour les habitans de Verneul, Pierre de cusi & Iea ferauld: pour les habitas de Chantelle, maistre Charles barbier: pour les habitas de Charroux, Legad:pour les habitans de Billy, maistre Guillaume nury:pour les habitans de Varennes, Iean morel: pour les habitans de Vichy, Guillaume ligier: pour les habitans de Gannat, Iean collier. & Iean gannay: pour les habitans de la Villeneufue, Iean morant: pour les escheuins de faint Pourçain, Ioachin vache, auec maistre Iean chomat licenciez és loix: Ont dit que lesdits habitans ne sont du ressort de la seneschaussee de Bourbonnois, ne de la contribution d'auec ceux de Bourbonnois, ains sont du ressort de Montserrant l'vne des treize bones villes d'Auuergne contribuans à tous subsides auec ceux du Bas. Auuergne, & qu'au dernier octroy fait à monseigneur le Connestáble par ceux du pais d'Auuergne, lesdits saint Pourçain, ont contribué, & semblablement aux fraiz de la publication des coustumes d'Auuergne: Et par-ce ont protesté n'estre tenus à l'octroy & fraiz des coustumes de Bourbonnois, & sous les protestations ont comparu & mis en cour deux procurations: pour les habitans de Germigny, maistre Pierre mathe:pour les habitans de Montagu en Combraille, maistre Loys falcon:pour les habitans de saint Germain des fossez, Claude mareschal: pour les habitans du Moucet, Gilbert faulconnier: pour les habitans de Cosne, François basse: pour les habitans de Chauueroche, Iean merle le ieune:pour les habitans de Charenton, maistre Simon de Cumieres: pour les habitans du Puy, ledit Cumieres: pour les habitans de Chandeul, ledit Cumieres: pour les habitans de Meillan, ledit Cumieres. A tous lesquels procureurs ordonnasmes mettre leurs procurations deuers le greffe en commandant au greffier les prendre & garder par deuers

Comparurent aussi maistre Iacques de lorme president de Bourbonnois, maistre Anthoine chauueau lieutenant general de laditte seneschausse: maistre Iean chanteau auditeur des comptes de Bourbonnois, maistre Iean dinet aduocat fiscal dudit Duché, maistre Nicole lappellin procureur general dudit Duché, maistre Iean cadier lieutenant general au dommaine, maistre Iean villonmat le ieune procureur pour laditte dame & Duchesse du dommaine, le chastellain de Moulins, maistre Charles rouer lieutenant general dudit chastellain: le maistre des eaues & forests, par maistre François tancard lieutenant particulier en laditte seneschaussee, maistre Iean billonat l'aisné, maistre Remy guillouet, maistre Gilbert daignet, maistre Denis berland, maistre Iacques cornillier lieutenant de Billy, maistre Loys desbon, maistre Anthoine carrel, maistre Charles coterouge maistre Vincent de laloere, maistre Gabriel lugaró, maistre Iean de l'espine, maistre Gilbert gay, maistre Estienne burelle, maistre Iean duret, maistre Iean de l'espine, maistre Pierre taboulas, maistre Gabriel du monstier, maistre Ieanbachellier, Geoffroy de bigue, maistre Loys Foucher, maistre Anthoine garbet, maistre Simon girard, maistre Loys guilhouet, maistre Pierre penyer, tous aduocats en laditte seneschaussee.

Comparurent aussi Anthoine gros, Guillaume aloutot, Guy saucheur, Pierre des granges, Martin billon, Nicollas margot lieutenant en la chastellenie de Beçay, Nicolas du chollet, lea des pasturaux, Iacques amirand, Iean arnault, Iean gascon, Michel baraueau, Thomas taneau, Aubert cousson, Nicolas herault, Estienne touzet, Iean becas, Iean penard, Nicolas guernier, Iean iontat, Iean planchard, Pierre amiraud, Nicolas guenie, Iacques brugnon, Loys allard, Iean de la croix, Claude dinet, Gilles de rouzay, Christoste preuost, Olivier symonet, Charles pennier, Matthieu dussord, Anthoine lescullier tous procureurs en laditte seneschaussee de Bourbonnois.

Aussi semblablement compaturent Guillaume bouciquaud, Odras bourcier, Guillaume peugris & Philippe chambon, grefsiers de laditte seneschausse, maistre François obeilh, maistre Nicolas blein procureur en la chastelleniede Beçay, Berault guy, Ieā gasco de Beçay, maistre Iean morel lieutenant de Varennes, maistre Loys bresman substitut du procureur general de Bourbonnois audit lieu de Varennes, Estienne burelle dudit Varennes: les seigneurs de

Bernet & de la Motthe de Vallieres, exoinez pour maladie.

Et ce fait, par ledit Dinet nous a esté requis desfaut contre les non comparans. Sur-quoy auons ordonné que les comparans par procuration specialle mettroient deuers le greffe de laditte seneschaussee leur procuration, & contre les autres non comparans, ou comparans par procurations generalles, ad lites, auons donné desfaut, sauf que si au parauant la publication des coustumes, ils comparoient ou fournissoient de procuration speciale, il sera rabbatu & sans plus appeller. Et après ce, aux dessussites gens d'eglise auons fait mettre la main au pis. Aux nobles practiciens & autres du tiers estat auons fait faire le serment de bien & loyaument deposer du fait desdittes coustumes & de nous aduertir sur icelles des choses qu'ils verront estre vtilles & proffitables & aussi dommageables au bien & vtilité du pais. Et par ledit official d'Ostum, tant pour ledit euesque que pour le clergé, sut protesté, que sa comparition presente de luy & autres gens d'eglise ne peut porter preiudice ou dommage aux droits & libertez de l'eglise. Sur-quoy luy fut par nous faite responce qu'ils estoient appellez comme le premier & principal membre des estats, & qu'es articles concernans les droits de l'eglise & autres ils pourroient dire ce que bon leur sembleroit, tant pour leur interest, que pour le bien commun du pais:Pour-quoy sembloir que laditte protestation ne fust receuable: & surce, par ledit official, au nom que dessus, fut dit, qu'il entendoit saire laditte protestation quant aux droits spirituels. Pour raison desquels ils n'estoient subiets à la iurisdiction temporelle . Et à ceste cause protestoit que ceste comparition, quantaux droits spirituels, leur peut preiudicier. Et sur-ce accordasmes que de laditte protestation & declaration, en serions mention en nostre proces verbal. Et pareillement les manans & habitans de Montagu lez Combraille, ont protesté, que par la comparition qu'ils font, ou feront cy apres, ils n'entendent desroguer à leurs priuileges, disans qu'ils sont du pais d'Auuergne. Aussi semblablement les religieux, prieur & conuent de saint pourçain, eux disans seigneurs temporels en toute iustice, hante, moyenne & basse dudit prieuré, membres & dependances d'icelle par fondation royal, le lont comparuz par maistre lean danglardz licencié en loix, leur procureur expres pour coparoir comme adiournez aux estats & reduction desdittes coustumes, & les manans & habitans de laditte ville de saint Pourçain. Aussi se sont comparuz par Ioachin vache procureur au fait commun d'icelle ville, & leur procureur expres auec maistre Iean chomat bachelier en loix, lesquels nous ont dit que laditte ville & prieuré de saint Pourçain & membres dependas d'icelle sont du bas pais d'Auuergne au ressort du bailliage de Montserrant contribuables en tous subsides auec ceux dudit bas pais d'Auuergne. Et ne sont dudit Duché de Bourbonnois, ressort & contributió d'iceluy, combien que leur territoire soit enuironné dudit pais de Bourbonnois, & qu'ils se gouvernent & regissent hors leurs compositions & privileges, selon les vs & coustumes dudit pays de Bourbonnois excepté que par coustume localle en maniere de retrait & retenuë, le lignager peut recouurer la chose immeuble véduë par son lignager prouenue de son estre dedans an & iour à la prendre du iour de la vente en payant le sort & loyaux coustemens. Et és matieres d'asseuremens se gouvernent selon la coustume dudit pais d'Auuergne, lesquelles deux coustumes localles doiuent estre contenuës & declarees au nouue au coustumier dudit pais d'Auuergne,&qu'ils n'entendent ne veullent par la publication& decret qui sera fait des coustumes dudit pais de Bourbonnois deroguer en aucune maniere à leurs priuileges, concordats, accords & copolitions faits entre les seigneurs & Ducz de Bourbon & lesdits religieux & iceux habitas. Ains ont protesté que les dittes coustumes ne puissent preiudicier ausdits priuileges, droits, accords & compositions. Nous requerans lessits religieux & habitans & chacun d'eux respectiuement que de leur dire, declaration & protestation en sust faite mention en nostre proces verbal, que leur auons accordé. Et ce sait sut par nous remostré aux gens desdits estats qu'au cayer desdittes coustumes à nous enuoyé, y auoit plusieurs coustumes de tout temps gardees & observées audit pais de Bourbonnois. Et aussi y auoit autres articles de nouvel adioustez desquels ils requeroient la publication; par-ce que les articles leur sembloient vtiles & prossitables. Et pour-ce que par les articles adioustez, supposé que par le consentement de tous les estats ils soient accordez & leuz; toutes-sois ils n'auoient effet que pour les cas qui escherroient & aduiendroient le temps aduenir apres l'au étorization & decret d'iceux. A ceste cause estoit besoin cognoistre les coustumes vieilles & les separer de celles qu'il y vouloient estre adioustees pour nouvelles à fin que les iuges & les parties en ayent vraye cognoissance, ce qu'ils promissent faire. Et seismes proceder à la lecture desdittes coustumes, lesquelles surent leuës par ledit Dinet aduocat de laditte dame.

Et sur le deux-ieme article contenant. [Celuy qui a haute iustice, a cognoissance des cas à mort, incisson de membres & autres peines corporelles, comme de sustiger, pillorizer & escheller, marquer, bannir, & autres semblables,]remonstrasmes que ce mot [bannir] estoit trop general & qu'ils ne pouuoient bannir hors que des limites de leur iurisdiction. Et accorder et les strois estats que les dits mots sussent limitez, c'est à sçauoir, bannir hors de sa terre & iu-

rildiction.

ilet,

Sur le quatrieme article commençant. [Le bas iusticier peut cognoistre en matiere ciuile indifferemment des causes de ses subiets, és terres de sa iurisdiction: mais des matieres criminelles ne peut cognoistre des choses dont l'amende éxcede lx. sols tournois. Aussi y-a autres bas iusticiers qui n'ont cognoissance criminelle ne ciuile que iusques à sept sols d'amende. Tous lesquels bas & moyens insticiers s'ils ont vn prisonnier dont ils ne doiuet auoir cognoissance le doiuent signifier à leur superieur dedans vingt-quatre heures pour le venir querir en payant les fraiz raisonnables. Et si le superieur est delayant, ledit bas & moyen iusticier ne sont plus tenus de la garde. Et pourra lon auoir, si bon luy semble, recours audit superieur, audit reffus]. Et pour-ce que le dit article en ce mot [Et si le superieur est delayant en termes generaux & confuz,] leur a esté remonstré qu'il seroit bon arbitrer le temps dedans lequel le superieur sust censé & reputé delayant. Et aussi touchant le recours au superieur, de declarer qui est le superieur. Sur-quoy de leur consentement a esté mis en la forme & maniere qui s'ensuit, [Le bas iusticier peut cognoistre en matiere ciuile indisferemment des causes de ses subiers és terres de sa iurisdictio, mais des matieres criminelles ne peut cognoistre des choses dont l'amende excede soixante sols tournois. Aussi y-a autres bas iusticiers qui n'ont cognoissance criminelle ne ciuile, que iusques à sept sols d'amende. Tous lesquels bas & moyen iusticiers fils ont vn prisonnier dont ils ne doiuent auoir cognoissance le doiuent signifier à leur superieur dedans xiiij. heures pour le venir querir en payant les fraiz raisonnables. Etsi le superieur est delayant dedans deux iours apres laditte notification faite, lesdits seigneurs bas & moyen insticiers ne sont plus tenus de la garde. Et pourra lon auoir recours au superieur dudit haut insticier audit reffus.]

Sur le sept-ieme article contenant. [Si contre iuge ordinaire ou delegué, sont proposees causes de recusation qui soient euidemment friuolles, ledit iuge se peut declarer iuge competant & procéder, autremét doit saire essire & nomer arbitre de droit en nombre impar par les parties pour cognoistre des dittes causes de recusation esquels ordonnera d'en cognoistre & les vuyder dedans le delay, qui par luy sera presix & baillé. Et ledit delay passé s'ils ne les ont vuidees ledit iuge peut cognoistre de la cause sans autre assignation. Après les remonstrances par nous faites a semblé ausdits estats qu'on deuoit adiouster ces mots. [Et au cas que les dits arbitraires n'auroient vuidé les dittes causes de recusation dedans le delay par la faute ou negligence du recusant, audit cas le iuge peut cognoistre de la ditte cause sans autre assigna-

tion.]

Sur le x.article commençant. [Aucuns qui n'ont corps commun, leur a esté temonstré que pour faire impost & collectes d'argent sur manas & habitans de quelques parries, est besoin obtenir lettres du Roy qui est souverain, & que sans auctorité de luy ne se penuent leuer aucuns impost ou collectes en ce Royaume sur ses subjects.] Surquoy les gens desdits estats nous ont dit qu'ils entendoient ledit article de petis impost & collectes qu'ils leuent pour la conduicte d'aucuns proces & la poursuite de leurs causes communes, & qu'ainsi ils en aucient

iony par temps immemorial. Sur-quoy auons veu leurditre deposition ordonné que sans preiudice des droits du Roy ledit article demoureroit escrit. Et sauf au procureur general le pou-

uoir debattre comme il verra estre à faire par raison.

Sur le xiij.article qui est au tiltre des prescriptions, commençant. [Deniers & choses deuës pour façon & véte d'ouurage, labourages, façon de vignes, voi étures, salaires & iournees d'adnocats, procureurs & sergens, de seruiteurs, chyrurgiens, barbiers, orfeures, massons, charpentiers, & autres ouuriez, nourritures & instructions d'enfans, denrees & marchandises vendues en destail par le menu & par parties, louages de cheuaux & autres bestes se prescriuent par vn an. Et apres ledit an passé ne se peuvent demander sinon qu'il y eust obligation, recognoissance ou action intentee iudiciairement dedans ledit an .] Auons remonstré audits estats que ledit article deuoit estre rayé par ce que par l'ordonnance du seu Roy Loys dernier decedé, publiee l'an mil cinq cens douze n'y auoit que six mois pour faire demande desdits ouurages, ce neantmoins par ce present article ils bailloient vn an. Et que depuis l'an mil cinq cens douze qu'auoit laditte ordonnance esté publié n'auoit temps suffisant, depuis lequel eussent peut introduire coustume contraire à laditte ordonnance. Et par lesdits praticiens & gens des trois estats nous a esté dit que ladite coustume estoit ancienne. Et qu'il leur sembloit que le temps de six mois estoit trop brief, requerant que ledit temps d'vn an demourast. Et ouy par nous lesdits practiciens & gens desdits trois estats, ordonnalmes que des remonstrances par nous faites & du dire desdits gens des trois estats, en ferions mention en nostré proces ver-

Sur le xvij.article qui est audit tiltre des prescriptions commençant [Emolumens des actes de cour, dessaux, grosses de sentences & autres se prescriuent par trois ans, sinon qu'il y eust innouation ou proces intenté] Auons remostré ausdits trois estats qu'il nous sembleroit estre des actes de contraindre les parties plaidans par deuant vn iuge, sut demandeur ou defendeur de leuer les actes de la cause, si bon luy sembloit, mesmement qu'ils prenoient plusieurs delaiz en la cause dont les parties n'auoient que faire de les leuer. Et aussi trouuios estrage qu'apres que le iuge auoit donné sa sentence y eust appel ou non, que le gressier contraingnist les parties sut le demadeur ou dessendeur, deleuer les actes de la cause. Et par ceux de l'eglise & nobles & aussi les practiciens a esté dit que les iurisdictions estoient patrimonialles, & qu'ainsi de tout temps & d'ancienneté auoit esté vsé audit pais de Bourbonnois. Et par les ges du tiers estat a esté requis que ledit article sus resormé. Auons ordonné que les dits ges du tiers estat pourroient par-deuant nous escrire & produire ce que bon leur sembleroit. Et le procureur de ma-dame la Duchesse, & les gens d'eglise & nobles au contraire escriroient & produiroient tout ce que bon leur sembleroit, pour en faire nostre rapport à laditte cour pour par icelle en ordonner, comme de raison.

Sur le xviij article qui est audit tiltre des prescriptions commençant. [Arrerages de rentes constituees à pris d'argent se prescriuent par cinq ans en ensuiuant l'ordonnance & arrerages de cens & autres deuoirs portans directe seigneurie par dix ans,]ledit article depuis ces mots

[& arrerages de cens]accordé pour coustume nouuelle.

Sur le xix article qui est audit tiltre des prescriptions commençant. [Actions de rescisions de contracts & deception d'outre moitié de iuste pris ou d'autres actes quelsconques sondez sur dol, fraude, circonuention, crainte on violence se prescriuent par le laps & espace de dix ans continuels à compter du iour que les dits contracts ont esté faits entre maiœrs capables en ensuiuant l'ordonnance.] Auons remonstré ausdits estats que le dit article deuoit estre rayé par-ce que l'ordonnance du seu Roy, publiee, l'an mil cinq cens & douze, auoit esté pourueu, & par-ce ne le failloit introduire par coustume. Sur-quoy les sont requis à ce que ceux dudit pais en eussent cognoissance que le dit article demourast. Sur-quoy auons ordonné veu leur ditte requeste vnisorme que le dit article domoureroit par prouision. Et que neantmoins de leurs remonstrances en ferios mention en nostre proces verbal pour en estre ordonné, comme de raison.

Sur le xzj.article qui est audit tiltre des prescriptions commençant. [La maniere de leuer & payer dismes & aussi la cotité d'iceux se prescriuent par le laps & espace de quarante ans, sans ce que le curé ou autre dismier en puisse que reller autre cotité que celle qui a esté accoustumé.] Ceux de l'eglise se sont opposez audit article, disans, que contre l'eglise par les laiz la disme ne se pouvoit prescrire. Et par les nobles & ceux du tiers estat, a esté dit, que la coustume telle qu'elle est couchee audit article estoit ancienne, & que de tout téps & ancien-

neté auoit esté telle, gardee & obseruee, maintenant que ledit article deuoit demourer. Èt appres ce qu'auons interrogé les practiens, sçauoir si laditte coustume estoit ancienne, aque tous nous ont dit laditte coustume estre anciene & obseruee & gardee de tout temps & d'ancienneté, comme elle est couchee audit article. Auons ordonné que contre laditte coustume receuons l'eglise à opposition, mais que non-obstant apreiudice d'icelle, la coustume demoureroit en sa force & vertu, iusques à ce que par la cour par vertu de laditte opposition autrement en soit ordonné.

CU

ΪĠ

Ċ.

'n

ìÌ,

Į.

ļ

Z¢

03

Sur le xxv.article qui est audit tiltre des prescriptions, commençant, [L'homme de main morte ne peut prescrire franchise ou liberté par quelque laps de temps que face demourance hors du lieu de main-morte quelque part que ce soit,]Les consuls des villes de Gannat, de Montagu en Combraille, Chantelle & Montluçon se sont opposez audit article, maintenans les aucuns auoir priuilege, les autres coustumes localles que depuis qu'vn homme de main-morte est demourant par vn an & iour esdittes chastellenies pouuoit prescrire franchise & liberté, requerans delay pour faire apparoir de leurs privileges & verifier leursdittes coustumes localles. Et les gens d'eglise & nobles & aussi procureur de laditte dame ont maintenu au contraire laditte coustume estre generalle par tout le pays & Duché de Bourbonnois & du consentement desdits trois estats, pour la conservation des dessusdits, a esté ordonné que seroient adioustez ces mots, [s'il n'y-a priuilege au contraire,] Sur le xxx. article qui est audit tiltre des prescriptions, commençant, [Arrerages de taille és quatre cas se prescriuent par le laps & espace de trente ans, Leur auons remonstré que laditte coustume estoit trop onereuse pour les subiets, & que quand le cas de la taille, aux quatre cas, aduient, si les seigneurs ne la demandent aux subiets, dedans cinq ou six ans, il est à presumer qu'ils ont volonté donner laditte taille pour celle fois à leursdits subiets: & sur-ce d'vn commun accord tous les dessussites ont reduit laditte prescription de trente ans, à dix ans. Et le xxij. lour dudit mois de Mars nous estás en laditte falle du chasteau, par maistre Iean Bachelier aduocat audit Moulins, nous fut dit qu'il auoit charge par lettres missiues de Nicolas popillon escuier, seigneur du Riau, qu'il a mile par deuers nous de requerir distribution de conseil: c'est à sçauoir, maistre Christosse regin, qu'il disoit auoir esté esseu pour plusieurs gentils hommes, pour assister à laditte publication, maistre Iacques boulaire lieutenant du bailly de saint Pierre le monstier au bourg de Neuers,& maistre Gilbert gay aduocat audit Moulins pour se conseiller pour aucus articles contenus esdittes coustumes qui luy touchoient. Et à laditte heure feismes appeller lesdits Regin & Gay, lesquels nous dirent qu'ils auoient charges d'aucuns seigneurs gentilshommes & autres qui auoient esté appelez ausdits estats, & qu'és articles qui seroient contre ceux, pour lesquels ils auoient ja la charge, ne pourroient estre de son conseiliquant aux autres articles ne refusoient estre de son conseil. Et ordonnasmes & distribuasmes pour conseil audit feigneur du Royau, lesdits Regin & Gay, pour les articles qui ne seroient contre les parties, pour lesquelles premierement ils auoient eu charge. Aussi luy distribuasmes ledit Bachelier, & entant que touche ledit boulacre par-ce qu'il nous fut dist qu'il n'estoit pas deça, luy dismes qu'il enuoyast querir, si bon luy semble. Ce fait, & luy ouy, nous en ordonnerons, ainsi comme de raison.

Sur le xxxvij.article qui est au chapitre des exceptions, commençant, [Compensation n'a point de lieu, etiam liquidi ad liquidum, sinon que laditte compensation se peut vuyder sur le champ par la delation de serment.] Auons remonstré ausdits estats, que ledit ai ticle estoit es tre dispositió de droit & pernicieux à la chose publique. Et que ceux de l'eglise & du tiers estat nous ont dit, que ledit article se deuoit laisser à la disposition de droit commun. Et par les nobles que ledit article estoit coustume ancienne & introduitte pour la conservation des iurisdictions. Et à ce que les creanciers poursuiuissent leurs detteurs par-deuant leurs iuges, & que par tant elle deuoit demourer. Finablement apres que leur auons declaré que tel interest que de conserver sa iurisdiction ne deuoit empescher la prompte expedition des proces qui suruenoient de iour en iour entre les subiets du pais, d'vn commun accord a esté ledit article corrigé, en la maniere qui sensuit, [Compensation a lieu, liquidi ad liquidum, en faisant apparoir promptement par celuy qui demande compensation de sa debte.

Sur le xxxix article qui est au chapitre de reproches, commençant, [Combien que par-cy deuant publication d'enqueste n'ait eu lieu au pais & puché de Bourbonois: toutes fois pour le bien du pais & pour obuier aux inconueniens que par-cy deuant sont ensuiuiz & pourroient par-cy apres aduenir, a esté aduisé par les estats dudit pais, laditte coustume deuoir estre

abregee, & que doresenauant publication d'enqueste aura lieu audit pais. A esté ladite coustume accordee du consentement desdits trois estats, pour nouvelle, & du consentement desdits trois estats l'article a esté mis en la forme qui s'ensuit, sur la forme de laditte publication, [Que pour publication lecture sera faite des enquestes aux parties, ou leurs procureurs par le grefsier. & pour faire laditte lecture, le gressier ne prendra aucun salaire. Et neantmoins si les parties vousoient auoir le double de leurs enquestes, ou de celles des parties aduerses, ou de partie d'icelles, le gressier seroit tenu de les bailler aux despens du requerant. Et n'aura ledit gressier pour sue let, que dix deniers tournois.]

Sur le quarantieme article dudit chapitre de reproches, commençant, [Et se bailleront reproches contre les personnes des tesmoins auant publication d'enqueste: mais il n'y aura aucun delay à bailler contredits contre les depositions des tesmoins: mais les pourront les dittes parties contre dire par saluations, si bon leur semble,]A esté ledit article modissé du consentement des trois estats, en la forme & manière qui s'ensuit, [Lon peut bailler reproches contre les personnes des tesmoins seulement, & non contre les dits, & depositions, & se doinent bailler auant publication: mais peuvent bailler saluations contre telles reproches, si bon

leur semble.]

Et le xlix article qui est au chapitre des delations de serment, commençant [Hostelliers, tauerniers & reuendeurs publiques sont creuz par leur serment des viures & marchadises prinses en leurs maisons, comme pain, vin, huille; chandelle, espiceries & autres denrees vendues
en destail, iusques à cinq sols, dedans trois mois, à compter du jour, qu'elles ont esté baillees,
pourueu que le marchant qui les aura baillees, soit de bonne renommee. Et ne sont, pour-ce,
condemnez les dessendeurs és despens. Et auant ledit serment fait, peut ledit dessendeur alleguer & prouuer payement, si bon luy semble, par vn seul delay seulemet.] A esté accordé pour
coustume nouvelle pour ces mots, dedans trois mois, [Et ne sont pour-ce condemnez les de-

fendeurs és despens.]

Sur le lj. article au chapitre d'asseurement, commençant, Asseurement se donne par le serment de celuy qui le requiert s'il ne peut autrement prouuer l'exces, inuasion ou menaces qu'il pretend luy auoir esté faits, pour-ueu qu'il apparoisse suffisamment de la legalité, preude hommie du requerant ledit asseurement. Et que la doleance soit d'outrages, iniures reelles, menaces & voies de fait ou notoire, transport abusif de iurisdiction. Par lesquels cas le iuge puisse cognoistre & arbitrer qu'il escheoit asseurement, Leur a esté temonstré que ledit article en la forme qu'il est escrit est pernicieux, & à cause d'iceluy se pourroient engendrer plusieurs proces, & mesmement que ledit adiournement en matiere d'asseurement emportoit coparitio personnelle: car ledit adiourné estoit tenu coparoir en personne, & en son desfaut estoit prins au corps. Surquoy lesdits des trois estats ont accordé ledit art. pour coustume nouuelle, en la forme & maniere qui l'ensuit, [Lon ne peut faire adiourner en asseurement par-deuant le seneschal de Bourbonnois, à Moulins ou à autre insticier du pais & Duché de Bourbonois, sinon que ce soit par transport abusis de iurisdiction, ou pour exces, informatio & decret de iuge preallables, ou que les adiournez fussent vacabonds & non domiciliez audit pais & Duché. Et si aucun est adiourné en asseurement en autre cas que des dessussitions, il n'est tenu de comparoir personnellement, & est tenu celuy qui l'aura fait adiourner des despens, dommages & interests dudit adiourné Sur-quoy ceux de l'eglise ont dit, que si contre vn clerc estoit baillé asseurement que ledit clerc ne peut estre prisonnier par le iuge lay. Et par lesdits nobles, practiciens & gens du tiers estat, & aussi par lesdits officiers desdits seigneurs Duc & Duchesse, fut dit que si mais n'entendoient par lesdits articles prendre cognoissance du clerc pour le delict commun, neant moins ils entendoient pour le dit cas privilegé, le pouvoir pu-

Sur le lvij.article au chapitre des crimes, commençant, [Si aucun delinquat obtient remiffio, pardo ou autre prouision de grace, il est tenu payer tous les frais faits pour la poursuite, en
laquelle aura esté procedé contre luy] Leur a esté remostré que sous vmbre desdits fraiz la decision du proces de remission & de pardon, ne doit estre differee, mais apres que lettres de remission leur ont esté exhibees, sont tenus renuoier le prisonnier par-deuant le iuge ordinaire,
auquel les lettres de remission s'addressent. Sur-quoy du consentement desdits trois estats à
la fin dudit article ont esté adioustez ces mots, [Mais pour raison d'iceux n'aura le haut iusticier retention de prisonnier.]

Sur le lxviij.art.au chapitre de respits & quinquennelles, commençant, [Respit d'vn, deux, trois,

trois, quatre ans quinquennelles, leur auons enquis s'ils entendoient qu'en rentes constituces respit ou quinquennelles n'ayent point de lieu. Sur-quoy nous ont dit concordablemet qu'ils entendent ledit article en rentes & deuoirs annuels portans directe seigneurie. Et qu'en ice-luy respit & quinquennelles n'ont lieu, & n'entendent ledit article des autres rentes.

Sur les lxxj.& lxxiij.articles qui sont au chapitre de cession de biens, commençant ledit lxxj. Qui veut faire cession de biens, il est tenu de faire appeller tous ses creanciers demeurans au pais par-deuant le iuge, par-deuant lequel il veut faire laditte cession. Et fils sont de diuerses iu risdictions & chastellenies dudit Duché, ils sont appellez par deuant le seneschal de Bourbon nois ou son lieutenant] Ledit lxxiij. començant [Separatios de bies d'entre mary & femme, & aussi les cessions de biens ne sortiront effect & ne seront valables iusques à ce qu'elles soient infinuces & publices en jugement, & enregistrees en la jurisdiction du juge où sont demouras ceux qui font laditte separation & cession. Et doiuent estre faites telles separations & cessions de biens par-deuant les iuges seans iudiciairement à iour ordinaire ou d'assisse.]Sur les remonstrances faites par ledit official d'Ostun pour ceux de l'eglise que lesdits articles estoient trop generaux, & qu'il sembloit qu'ils voulsissent comprendre les clercs; & aussi dessendre que les clercs ne peuflent faire cession par-deuant les iuges d'eglise, qui setoit contre droit commun & l'vsance observee& gardee en cour d'eglise, Et par les nobles & ceux du tiers estat a esté dit qu'ils n'entendoient comprendre par lesdits articles les elercs, ne toucher à la iutisdiction ecclessastigque en aucune maniere. Et à ceste cause a esté dit dudit cosentemet adjousté en la fin du laxiij article ces mots [. Et s'entendent lesdittes separations de celles qui se sont & intentent principallement deuant lessits iuges, sans toucher aux separations qui accessoirement en cas de divorse se demandent devant les iuges ecclesiasticques. A ceste cause avons du consentement desdits estats declaré que ledit article le la jurisfaisant mentio de cession de bies ne sentend de la succession de biens qu'vn clerc non marié peut saire deuant l'ossicial. Et dudit consentement à l'article lxxiij.ont esté adioustez en la fin d'iceux les mots qui s'ensuiuent; [Et l'entendent les sittes se parations de celles qui se sont & intentent principallement deuant lesdits iuges sans toucher aux separations qui accessoirement en casde diuorse se demandent dewant les iuges ecclesiasticques.

Sur le lxxviij, article au chapitre des notaires, commençant, [Et pareillement sont tenus de faire prothocolles & registres des lettres perpetuelles par eux receuës] Leur sut par nous demandé qu'ils entendoient par ces mots, [lettres perpetuelles] lesquels nous ont dit que par lettres perpetuelles ils entendent lettres de testamens contracts de mariages, constitutions de rétes & hypothecques, venditions, donations, eschanges & autres contracts trasslatifs de proprieté & seigneurie. Et n'entendent qu'obligations, quittances, louages & autres cottracts sem blables soient dits lettres perpetuelles.

Sur le lxxx.article audit chapitre de notaires, commençant [Aussi tous contrahans sont renus de declarer les rentes, charges hypothecques speciales & assignations sur les heritages & choses immeubles qu'ils vendent & eschangent ou alienent entr'eux à tiltre onereux, autrement s'il les vendent franchement & elles sont trouuees de le ur fait ou d'autre, dont ils sont deuëmét aduertis, ils sont punis comme faulsaires,] À esté le dit article accordé & reformé du consentement des dits trois estats, en la maniere qui s'ensuit [Aussi tous contrahans sont tenus declarer les rentes, charges, hypothecques speciales & assignations, sur les heritages & choses immeubles qu'ils vendent, changent ou alienent entr'eux à tiltre onereux, autrement il y serot griefuement punis. Et s'ils les vendent franchement & elles sont trouuees chargees de leur fait ou d'autre, dont ils sont deuëment aduertis, ils seront punis comme faulsaires.]

Sur le luxuij.article au chapitre des notaires, commençant, [La taxe requise des contracts receuz, &c.] A esté du consentent desdits estats, adiousté ces mots, [Et doit contenir chacune peau, lus lignes, lumots ou syllabes.]

Sur le le le le prothocolles & tegistres des notaires, commençant, [Les prothocolles & tegistres des districtes de Bourbonnois apres leurs deces appartiennent à madame. Et à semblable les prothocolles & registres des notaires, des vassaux ayans seaux à contracts appartiennent apres le deces desdits notaires ausdits vassaux] A esté adiousté à la fin dudit article du cofentement des dits trois estats, ces moss, [Et en doit estre faite inuentaire & baillee quittance & descharges aux heritiers desdits notaires.

Sur le lxxxx.viij.article des executions, commençant, Qui est adiourné pour garnir laditte main, il aura deux delaiz pour garnir à l'arbitrage du iuge,] Et du consentement desdits troje Zz ij.

estats a esté adiousté audit article, [Et sera receu à garnir argent ou quittace. Et à faute de gar-

nir dedans iceux delaiz, il sera condemné à payer.]

Sur le cij. article audit chapitre des executions, commençant, [Le seigneur iusticier peut faire proceder, par execution, par son sergent sans commission aucune, sur ses subiets pour auoir payement de ses exploits, dessaux & amédes de sa cour verifiez & signez par son gressier,
mais ne peut proceder par arrest & detention de la personne, si n'est par faute de biens, perquisition deuëment saite d'en trouner. Et audit cas n'est tenu le subiet de payer aucune chose
pour entree & yssuë de l'arrest. Toutes-sois ledit seigneur pour ses exploits & emolumens de
cour, peut proceder contre le sorain & estranger trouvé en sa iustice, par arrest & detentió de
sa personne iusques à ce qu'il ait sourny de meubles, ou qu'il ait baillé caution subiette dudit
seigneur, Auons remonstré qu'il nous sembloit ledit article estre pernicieux & contre toute
raison que pour vne amende procedant de cause ciuile vne personne tiensist arrest ou prison.
Et du consentement desdits trois estats a esté ledit article rayé depuis ces mots mais ne peut
lon proceder par arrest ou detention de sa personne siusques à la sin d'iceluy article.

Sur le ciiij, article audit chapitre des executions, commençant, [Celuy qui a recogneu tenir aucun heritage, est tenu continuer payer les cens & charge. Et peut lon contre luy proceder par execution, posé qu'il die non estre tenancier iusques à ce qu'il ait nommé le nouueau tenancier, du consentement desdits trois estats, ont esté en la fin dudit article, adioustez ces mots, [Et nommant celuy auquel il a transporté les biens sur luy prins par execution luy serot recreuz & renduz sans fraiz. Et s'il fait fausse nomination, il sera condemné en l'amende, dom-

mages & interests.]

Sur le cvj. article audit chapitre des executions, commençant, [Le creancier ou son heritier, &c.] Ont esté du consentement desdits trois estats adioustez de nouvel ces mots, [Et perquisition faite de biens meubles sur le detteur par le sergent, de laquelle le sergent sera creu par son rapport.]

Sur le exj. article qui est audit chapitre des executions, commençant, [En execution des biens meubles apres que le sergent, par vertu de sa commission, a sommé le detteur ou son heritier declaré parlant à personne, ou domicile de payer ce, en quoy il est obligé, condemné ou tenu par lesdittes cedules recogneues ou prouuees, ledit sergent au ressus de ce faire doit prendre & saisir des meubles du detteur ou son heritier. Et laditte prinse saite assigner iour à la quinzaine, à compter du jour de ladite prinse si elle n'est feriee: & si elle est feriee, elle se con tinue au prochain iour ensuyuant. Pour voir proceder à la vente estrousse par-deuant le iuge ordinaire dudit detteur, ou son heritier, lequel iuge, ou son lieutenant, & non lesdits sergens, procede à la vente & estrousse desdits biens presens ou desfaillans lesdits detteurs ou ses heritiers. Et où lesdits iuges ou lieutenans ne font residece audit lieu ou sont absens, laditte vete & estrousse se continue aux prochains iours & assises dudit lieu où lesdittes ventes sont faites. Et seront vendus, estroussez & deliurez lesdits biens au plus offrant & dernier encherisseur à laditte quinzaine ensuiuant, en icelle prins le iour de laditte prinse & vente. Et les deniers yssus de la vente baillez & deliurez au creancier, insques à la concurrence de son den, en baillat caution par le creancier l'il y-a opposition de rendre & restituer les deniers yssus de la vente, fil est dit que faire se doine, les fraiz preallablement deduits. Et sont lesdits fraiz taxezpar le iuge,]de l'accord & consentement desdits trois estats a esté ledit article corrigé, en la forme qui s'ensuit, [En execution de biens meubles apres que le sergent, par vertu de sa commission, a sommé le detteur ou son heritier declaré, parlant à sa personne ou domicile, de payer ce, enquoy il est obligé condemné ou tenu par lesdittes cedules recogneuës ou prouuces, ledit sergent au reffus de ce faire, doit prendre & faisir des meubles du detteur, ou son heritier declaré Et laditte prinse faite, assigner iour à la quinzaine, à compter du iour de laditte prinse, si elle n'est feriee. Et si elle est feriee, elle se continue au prochain iour non ferié ensuiuant. Pour veoir proceder à la vente & estrousse desdits biens pardeuant le juge, en sa jurisdiction, duquel lesdits biens ont esté prins, lequel iuge ou son lieutenant, & non lesdits sergens, procede à la vente & estrousse desdits biens presens ou desfaillans lesdits detteurs ou ses heritiers à la quinzaine ou à l'assise ensuiuant au choix du creancier, autrement les executions ne sont nulles. Et sont les biens prins par execution rendus par l'ordonnance du iuge, sinon qu'il fust autrement conuenu & accordé par les parties.

Sur le exxxiij.article audit tiltre des executions, commençant, [Les allans & venans, &c.]

Auons remonstré audits trois estats que ledit article nous sembloit estre contre tout droit & raison. Et apres qu'auons interrogé les practiciens si la coustume estoit telle d'ancienneté, & que les gésdes trois estats nous ont dit ladite coustume estre ancienne & qu'ils ne vouloient muer. Auos ordonné qu'elle demoureroit en l'estat, mais que des remostrances ainsi par nous saites en serions mention en nostre proces verbal.

Sur les exxxvj. & exxxvij. articles estans audit chapitre des executions contenant, Les detenteurs des heritages chargez specialement des charges & retes perpetuelles ou à temps declaration faite qu'ils sont detenteurs & sommation preallablement de payer, peuuent estre conuenus comme detenteurs d'iceux heritages, sans ce qu'il soit besoin s'addresser aux principaux obligez leurs heritiers, pleiges & respondans n'y autrement garder ordre de droit, le creancier peut commencer son execution de criees contre le tiers possesseur &detenteur des choses immeubles subietes à son hypothecque sans garder l'ordre de discussion ou autre benefice de droit, soit qu'il ait hypothecque generalle ou specialle, pour ueu qu'elle soit expresse? Auons remonstré audits estats qu'il sembloit estrange & aussi contre droit, qu'vn creancier peust contre vn tiers detenteur proceder par execution sans preallablement saire execution fur le principal detteur, & que c'estoit raison là ou les biens du principal detteur ne poutroient fuffire (ou qu'il feroit notoirement non soluable) qu'il peust auoir son recours sur les heritages detenus par ledit tiers detenteur, & que neantmoins il pourroient agir ce pendant à declaration d'hypothecque contre ledit tiers detenteur. Et auons interrogé les practiciens lesquels nous ont dit & affermé qu'ils auoient toussours tenu & veu tenir pour coustume ancienne, qu'en speciale hypothecque le creancier sans discussion preallablement faite sur son detteur se pouuoit addresser contre le tiers detenteur (mais non en generalle hypothecque. Et auons demandé ausdits gens des trois estats qu'il leur sembloit de laditte coustume. Si nous ont ceux d'eglise dit, qu'il leur sembloit que le creancier ne se pouvoir addresser contre le tiers detenteur que le principal detenteur ne fust preallablement discuté. Les nobles & ceux du tiers es stat ont dit, que c'estoit coustume ancienne, & attédu que ledit creancier avoit son hypothec que premiere que ledit tiers detenteur, qu'il se pouvoit addresser à l'encontre de luy, mesmement en hypothecque speciale, & que ledit tiers detenteur eust son recours contre son vendeur, si bon luy sembloit, & aussi pour la longueur des proces qui seroit s'il se falloit addresser contre le principal detteur requerant que telle fust arrestee. Sur-ce auons ordonné, attendu que ceux desdits estats estoient d'accord, & aussi ouye l'opinion des practiciens, que ledit cxxxvj.article demoureroit, & ledit cxxvij.article corrigé & modifié en la maniere qui s'enfuit.[Les detenteurs des heritages chargez speciallement des charges & rentes perpetuelles ou à temps declaration faite qu'ils sont detenteurs, & sommation preallablemet faite de payer & perquifition faite peuuent estre couenus comme detenteurs d'iceux heritages sans ce qu'il soit besoin s'addresser aux principaux obligez leurs pleiges & respondans n'autrement garder l'ordre de droit, le creancier apres perquisition de meubles sur son principal detteur de laquel le le sergent sera creu par son rapport, & en faute d'iceux peut commencer son execution de crices contre leurs tiers possesseur & detenteur des choses immeubles subiettes à son hypothecque speciale sans garder ordre de discussion ou autre benefice de droit. Et n'est receu à monstrer ou declarer autres biens appartenans au principal detteur ou son heritier apparent pour empescher l'effet desdittes crices, neantmoins que des remonstrances par nous faites & aussi que du dire de ceux de l'eglise en ferions mention en nostre proces verbal pour en estre ordonné par laditte court, comme de raison.

Sur le exlarticle estant audit chapitre des executions contenant, [Toutes fois ledit derteur son heritier detenteur dudit heritage hypothecqué, sera receu à la forme des fruits desdits heritages, & leurs seront baillez & laissez, sils sont derniers encherisseurs & metteurs, en eux obligeant & baillant bonne & suffisante caution du principal payer & de rendre & bailler chacun an, és mains de celuy qui sera commis par iustice au regime & gouuernement desdits biés ainsi peremptorisez, le pris pour lequel lesdits biens luy auoient esté assenéz, mais le tiers detenteur sera receu à auoir & leuer lesdits fruits, en baillant caution à tout le moins iuratoire, ont lesdits gens des trois estats corrigé, modissé & accordé pour coustume nouuelle, ledit article, en la forme qui s'ensuit. [En telle maniere, & c.]

M

i.

Sur le cliij, article qui est audit tiltre des executions, commençant, [Le sergent ayant fait criees est tenu de faire proces verbal des criees & en bailler coppie aux opposans moyennant salaire competant dedans six mois apres les dittes criees acheuees, de laquelle copie

Digitized by Google

Zz iij

en cas d'appoinctement, dissimulation ou departement sait par ledit creancier poursuiuant les les crices, les autres creanciers se pourront aider comme le poursuiuat] Apres que leurs auons remonstré que ledit article estoit trop obscur & qu'au moyen d'iceluy il sembleroit que le sergent ne sust tenu bailler ses exploits de crices insques à six mois, qui seroit contre toute raison. Auons du consentement des lits estats redigé ledit article en la forme & maniere qui s'ensuit. Le sergét ayant sait crices est tenu saire proces verbal des crices, & n'est tenu le garder que insques à six mois, pendant lesquels il est tenu s'il en est requis bailler coppie des dittes crices & proces verbal moyennant salaire competant. De laquelle coppie en cas d'appointement, dissimulation ou departement fait par ledit creancier poursuiuant les dittes crices les autres creanciers s'en pourront aider.

Quant est du clav. article qui est au chapitre des taxes de despens & amendes comméçant. [Taxe de despens & amendes se doit faire par le juge, &c.] Du consentemét desdits trois estats a esté accordé ce qui s'ensuit. [Et est reuocquee & abrogce, &c.] Et a esté la ditte coustume du consentemét desdits trois estats accordee pour nouvelle depuis ces mots [& est reuoc-

quee]à la fin dudit article.

Sur le clxix. article qui est au chapitre de taxe de despens & amendes, commençant, [Siapres l'adiournement posé,&c.] qui est coustume nouuelle, se sont opposez les seigneurs de Chasteaumorant, Monfault, Bellenaue, Montmorin & Charenton, ou leurs procureurs, disans que depuis que l'adiournement estoit baillé, la clame & amende estoit acquise à leurs iustices, soit du costé du demandeur ou dessendeur, tellement que par l'accord subsequent laditte amende ne pouuoit estre perduë, & que de tout temps ils en auoient ainsi vsé. Sur-quoy leur remonstrasmes qu'il n'y auoit pas grand propos quand vn pauure homme adiourné au parauant l'affignation, paye celuy qui l'a fait adiourner ou trouuer faço d'auoir terme de payer ou autrement appoincte, attendu que les parties ne sont entrees en plaid ne proces de dire en ce cas qu'il y ait amende. Et sur-ce le chancelier en Bourbonnois dit le contenu dudit article estre de grosse consequence pour le Duc de Bourbonnois, & que les fermes des exploicts au moyen dudit article l'en diminucroient, & requist auoir delay d'en parler audit seigneur Duc en auoir communicqué audit seigneur Duc de Bourbonnois, que pour le soulagement de ses subiets il consentoit ledit article. Et semblablement se sont departis de leurs oppositions lesdits seigneurs de Chasteaumorant, Montmorin, Charenton & Bellenaue, & ont consenty au dit article. Au moyen dequoy auons accordé que ledit article demourroit en la forme & maniere qui s'ensuit pour coustume nouuelle. Si apres l'adiournement posé en matiere ciuile, & auant l'assignation escheuë & rapport fait par le sergent,&c.]

Sur le tiltre du droit & estat des personnes par-ce qu'aucuns desdits articles ou par autres articles precedens estoit accordé que le masse en l'aage de vingtans, & la fille en l'aage de seize ans estoient reputez maieurs. S'ils entendoient que si les sits mineurs sussent masses ou se-melles au parauant l'aage de vingt cinq ans, faisoient aucuns contracts esquels ils sussent ble-cez ou eussent dommage, ils entendoient qu'ils n'en peussent estre releuez. Et accorderent les sits estats ledit huict vingts trezieme article en la manière qui s'ensuit. [Combien,

&c.]

Sut le lxxiiij.commençant: [Le pere,&c.] Leur auons remonstré l'iniquité de laditte coustume, entant que par icelle le pere, qui doit estre conservateur des biés de se enfans mineurs & pupilles, par laditte coustume les spolie & priue d'iceux: car telles charges de payer dettes, & d'alimenter les littes mineurs, ne sont causes suffisantes pour introduire laditte coustume: car si les biens aduentifs desdits mineurs sont suffisans pour payer les dettes, en ce cas le pere n'acceptera les littes biens aduentifs. Et à ceste cause seroit trop plus raisonnable que le pere (comme tuteur) peus prendre les dits biens aduentifs, & en rendre compte & reliqua, laditte tutelle finie. Sur-quoy les nobles & gens du tiers estat, nous dirent que la coustume estoit telle, & que de tout temps auoit esté observée & gardee audit pays & Duché de Bourbonnois. A ceste cause quelques remonstrances qu'ayons sceu faire n'ont consenty abrogation d'icelle, mais de leur consentement a esté modifice en la forme & maniere qui s'ensuit. [Le pere est administrateur legitime, &c.]

Sur le huictvingtquinzieme article commençant, [La mere est tutrice & legitime administraresse de se enfans mineurs tant qu'elle demourra en viduité si elle est aagee de vingt ans accomplis, & est aussi tenuë prendre les biens desdits mineurs par inuentaire incontinét

apres le trespas de sondit mary, & bailler caution iuratoire de rendre less biens aus dits mineurs, leur auons demadé si la mere mineur de vingt ans demeure en viduité, apres vingt ans a sçauoir si elle pourra recouurer la tutelle baillee à autre par faute de l'aage de vingt ans.] Sur quoy tous les dessussitions ont dit que laditre veusue venuë en l'aage de vingt ans peut recouurer laditte tutelle, & icelle administrer tant qu'elle sera en viduité. A ceste cause par leur aduis à esté mis ledit article en la maniere qui s'ensuit. [La mere est tutrice & legitime administraresse de ses ensans mineurs tant qu'elle demeure en viduité si elle est aagee de vingt ans ac complis, mais ou elle seroit mineur de vingt ans accomplis n'est capable, & ne peut auoir le gouuernement & administration de sessitis enfans. Et leur est pourueu de tuteurs & curateurs par auctorité de iustice, & si laditte semme venoit en l'aage de vingt ans accomplis, elle pour ra si bon luy semble prendre la tutelle & administration de sessitis enfans, & icelle tenir tant qu'elle demourera en vuidité. Et est tenue de prendre les biens desdits mineurs par inuentaire incontinent apres le trespas de sondit mary & bailler caution iuratoire de rendre les biens essitis mineurs.]

Sur le clxxyj.article qui est audit chapitre de tutelles commençant, [Femme ayant gouver nement & administration de ses enfans est tenue auant que convoller en secondes siançailles ou mariage saire pourueoir à sessite enfans de tuteur & curateur sur peine d'estre priuee de son douaire & autres gaings nuptiaux de la succession desdits enfans] Du consentement desdits estats ont esté rayez ces mots, [Sur peine d'estre priuee de son douaire & autres gaings nuptianx, & de la succession de sessite enfans,] & au lieu d'iceux adioustez ces mots, [Et si elle convolle en secondes nopces, elle est priuee de laditte tutelle & administration, & sera tenue rendre compte & payer le reliqua.]

Sur les clxxvii. & clxxviij.commençans, [Tutelles testamentaires sont baillables & preserces à toutes autres, & doiuent les tutelles testamentaires estre confermees par le juge du do micile du testateur, mais à faute desdittes tutelles testamentaires la legitime & naturelle a lieu, & la datiue apres. Et doiuent les dittes tutelles testamentaires & datiues estre cosermees par le juge & non la legitime,] Du consentement les dits articles ont esté modifiez & corrigez en la forme & maniere qui s'ensuit, [Tutelles testamentaires sont baillables & preferees à toutes autres. Et à saute d'icelles la legitime & naturelle a lieu & la datiue après. Et doit laditte tutelle datiue estre confermee par le juge & non laditte legitime & testamentaire.]

Le clxxx.article commençant, [Tutelle datiue se doit donner par election de parens & affins, &c.] A esté par le consentement que dessus accordé comme nouvelle depuis les mots [iusques au nombre de sept pour le moins. Et dure laditte tutelle quant és fillés iusques à seize ans: & quant és masses à vingt ans inclusiuement.]

Sur les cent octante & sept, & cent octante & huit articles faisans mention de la successió des bastards & aubains, leurs auons remonstré que le procureur general du Roy pretend lesdittes successions à luy competer & appartenir: & pretend que nul en ce Royaume, duc, comte ne autre en quelque dignité qu'il soit, ne peut succeder à aucun que le Roy. Surquoy les des sus fuscions ont dit, que les haux insticiers ont en leurs hautes instices de tout temps succedé és bastards, mais es aubains le Duc de Bourbonuois seul. A ceste cause sous la reservation expresse du droit du Roy, & sans aucunement toucher ne preiudicier à son droit entant que tou che la succession des bastards & aubains, auons ordonné que les dits deux articles demoureront audit coustumier ainsi qu'ils sont escrits esdits clxxxvij.& clxxxviij.atticles. Et audit chapitre des bastards & aubains y auoit vn article contenant, Quand prestre bastard va de vie à trespas le haut iusticier préd les immeubles dudit prestre bastard, mais les meubles appartiennent & sont à son prelat, & en est sais y & possesseur. Et est tenu le dit prelat de payer les detres iusques à la concurrence de la valleur desdits meubles.] Nous ont dit ceux de l'eglise que ledit article est contre droit & que l'euesque d'Ostun & autres prelats circonuoisins auoient accou stumé succeder aux prestres bastards. Et apres qu'auons interrogué les praticiens sur la coustu me couchee audit article, s'ils l'auoient gardee & obseruee, lesquels nous ont dit que de ce n'ont aucune coustume & qu'ils n'en virent iamais question ne proces, du consentement des dits trois estats, auons ordonné que ledit article seroit & qu'ils demoureroit en leurs possessions & droits tels que de raison. Et au chapitre des tailles personnelles & au premier article cotté clxxxix. ont protesté ceux de la chastellenie de Murat que les dittes constumes ne leur peussent preiudicier, & qu'ils deuoient seulemet taille franche, & n'entendoiet eux departir Zz iiij.

de l'arrest doné par la cour pour raison desdittes tailles entre maditte dame & eux. De laquelle

protestation auons ordonné qu'en serions mention en nostre proces verbal.

Sur le ccix.article commençant, [Donation vniuerselle,&c.] iusques à ces mots, [c'est asça uoir] leur auons requis de declarer ces mots [& le donataire s'en saissif tât que faire ce peut,] Lesquels nous ont dit que le donataire est reputé suffisamment saissiquant aux choses seodalles par la reception de soy & hommage, des censuelles par l'inuestition du seigneur censier, des allodialles par prinse de possession reelle en presence d'un notaire & deux tesmoins. Outre leur auons enquis si tel donataire vniuersel de tous biens presens est tenu de payer les dettes du donateur & quelles dettes, lesquels nous ont dit d'un commun accord que quand la donation est faite de tous biens presens comme contenu est audit article, le donataire uniuer sel est tenu payer toutes les dettes que deuoit le donateur au temps de la donation. Et à ceste cause de leur consentement audit article ccix.auons adiousté ces mots, [c'est asçauoir quat és terres seodalles] iusques à la fin de l'article.

Sur le cex.article seur auons demandé, Quelles dettes est tenu payer le donataire vniuersel de tous biens presens & aduenir, lesquels nous ont dit que tel donataire vniuersel de tous biens presens & aduenir est tenu payer les dettes que le donateur doit & deura iusques à l'heu re de son trespas. Et à ceste cause en la fin dudit article auons du consentement desdits estats adioustez ces mots, [Et en ce cas le donataire est tenu payer les dettes que le donateur de-

uoit & deura à l'heure de son trespas.]

Quant au cexix article qui est audit tiltre de donations, dons mutuels & autres conuentiós & c.commençant, [Toutes donations, conuentions, aduantages, & c.] Du consentement defdits trois estats ont esté adioustez ces mots ou des descendans dudit mariage, le mariage fait par parolle de present. Et entant que touche les dits mots de la ditte coustume a esté accordé

pour nouuelle, le residu demourant pour vieille coustume.

Sur le ccxxj.article qui est audit tiltre de donations, dons mutuels, &c.començant, Quad par contract de mariage n'est conuenu quelle partie de la somme accordee pour la dot de la semme doit sortir nature d'heritage au prosit de la semme. Audit cas les deux tiers de la somme sortent nature d'heritage au prosit de la semme, & l'autre tiers nature de meuble au prossit des mariez, mais quand il y a heritage ou argent ou autre meuble ensemble, l'heritage est propre à la semme, & le meuble est censé meuble au prossit desdits mariez & de leur ditte communauté, si autrement n'est accordé.] Ont du consentement desdits trois estats esté accordez pour l'aduenir ces mots, sentre les nobles les deux tiers, entre les non nobles la moitié. Et auparauant n'yauoit difference entre les nobles & roturieres & les deux tiers sortoient nature d'heritage, & le surplus nature de meubles.]

Sur le centralitation d'heritier faite en contract de mariage ou autre cotract au profit des mariez ou autrement en quelque maniere que ce soit sont reuocquees si ledit disposant ou instituant a eu enfans naturels & legitimes suruiuans apres les dispositions & institutions, leur auons mandé si apres vne donation vniuerselle aut per modum quotæ le donateur n'auoit eu enfans lesquels n'auroient vescu, tellement que à l'heure de son deces & trespas le donateur n'auroit aucuns enfans si telle donation vniuerselle aut per modum quotæ si elle demoureroit bone & vallable] Lesquels tous nous dirêt que telles donatios sont bones & vallables: tellement que par la nativité des dists enfans telles donations ne seront reuoquees si tels enfans ne vivoyent au temps du donateur : car en ce cas telle existence d'enfans sait re-vocquer la donation vniuerselle, aut per modum quotæ. A ceste cause, de leur consentement a esté ledit article corrigé en la maniere qui s'ensuit [Donations entre vist vniuerselles, aut per modum quotæ, sont reuoquees, si ledit disposant, au temps de son trespas, a enfans naturels & legitimes suruivans, sors és donations saites en contract de mariage, lesquelles ne sont au dit cas reuocables.]

Sur le deux cens vingt septieme article audit chapitre, commençant, [Donation mutuel le entre le mary & la semme, constant leur mariage, vaut & tient quant à tous biens meubles & conquests saits constant ledit mariage tellemét que par le trespas du premier decedé le sur-uiuant à la iouissance par vsus ruite desdits biens meubles & conquests, & en est possesseur & sai si le cas aduenant: mais telles donations faites durant la maladie de l'vn desdits disposans, dont il decederoit trois mois apres, ne sont vallables.] Et apres que leur auons remonstré laditte coustume estre pernicieuse, mesmement quand il y auroit enfans, du consentement desdits

trois estats,a esté leditarticle accordé en la maniere qui l'ensuit, Donation mutuelle faite en tre le mary, &c.] Et est accordé pour coustume nouuelle depuis ces mots, [& en sera faiss incontinent apres le deces,&c.]

Quant est du deux cens trezieme article, a esté aussi accordé pour coustume nouyelle depuis ces mots. Sur laquelle prisee aduenat laditte restitution sera premier distrait ce que mote la part des dettes du decedé, & ce qui est nécessaire pour acquiter le testament dudit deffunct, auec ses obseques & funerailles. Et outre ledit survivant doit bailler caution és heritiers du premourant, de soustenir & entretenir lesdits conquests immeubles durat sa vie, & les rendre quittes & deschargez des arrerages de cens, rentes, & autres redeuances dont ils seront

chargez.

Sur le deux cens quarante septieme article, comméçant, [La proprieté des biens dotaux, &c.] Auons interrogé lesdits praticiens quels biens ils entendoient estre dits doraux, & quels biens ils entendoient par ce mot, [douaire] lesquels nous ont dit que biens dotaux sont quad à vne fille est constituee & baillee en dot & mariage aucun heritage, ou autre chose immobiliaire, par ce que ledit heritage & chose immobiliaire à elle baillee demeure propre à elle & és siens. Ou quand aucune somme de deniers est accordee & promise estre baillee & payee pour laditte dot,& que partie d'icelle doit estre conuertie en heritage au prossit de la semme ou des siens, laditte partie ainsi accordee est la dot de laditte sémme, & douaire est ce qui est dit par la ditte coustume, que la femme suruiuant son mary doit iouyr sa vie durant de la moirié des heritages dont le mary meurt saisi & vestu au jour de son trespas. Ou ce qui est accordé ou encommencé au contract de mariage par le mari que sa femme doiue iouir d'aucune chose par laditte maniere de douaire sa vie durant, quand elle suruit sondit mari.

Sur le deux cens quarante huit-ieme article audit tiltre, commençant, [Si deniers de mariage,&c.] Apres ces mots, [Et s'il ne suffisent sur les conquests,]ont esté adioustez de nouvel par l'accord commun des dessussites, ces mots: [Et si les biens meubles & conquests ne suffifent fur les propres heritages, & par faute du payement fommation & protestation preallable ment faite par deuant iuge competant, seront les heritiers tenus és dommages & interests de

Sur le deux cens cinquantieme article audit tiltre commençant, La femme est douce apres le trespas de son mary de la moitié de tous les heritages que le mary a, &c.] A esté l'article du cosentement, comme dessus, accordé pour nouvelle coustume depuis les mots, [& si le mary auoit plusieurs chasteaux ou maisons, l'heritier aura & prendra le chastel ou maison qui

luy plaira, & la vefue l'autre, sinon qu'autrement fust conuenu.]

Sur le deux cens foixante fept-ieme article au tiltre des comunautez, commençant, [Com munautez de biens meubles & conquests l'acquierent entre aucuns par demourance d'an & iour, ensemble pourueu qu'ils soient aagez, C'est asçauoir le masse de vingt ans, & la fille de sei zeans, & qu'ils soient hors de puissance paternelle, & que mixtion de biens soit faite entre eux durant laditte demourance d'an & iour: & qu'ils viuent à communs despens. Combien qu'auparauant la communauté se contractoit en l'aage de treize ans quant au masse, & douze ans à la femmelle. Leur a esté remonstré que telle societé par la teneur de laditte coustume, se pourroit contracter entre deux ieunes enfans estranges de diuerses nations, demourans & conuersans ensemble par amitié & familiarité, entre lesquels pourroit auoir grande dissimilitude & inequalité de biens contre leur propre vouloir, tellement que si apres l'an qu'ils auroient ensemble demouré estoient interrogez s'ils entendoient auoir cotracté societé par laditte coustume, respondroient seallablement que non. Et à ceste cause que ledit article estoit mout general. Surquoy de leur commun accord ledit article a esté mis en la maniere qui s'enfuit, Communauté de biens ne se contracte taisiblement entre personnes demourans ensem blement par quelque temps que ce soit, s'il n'y a conuention exprésse de societé faite entr'eux fors & excepté entre d'eux freres, auquel cas est requis qu'ils soient aagez de vingt ans pour le moins, qu'ils soient hors de puissance paternelle, demourance d'an & iour, & qu'ils ayent fait entre eux durant ledit temps mixtions de biens. Auquel cas lesdits freres taisiblement ont contracté entr'eux societé & communauté de biens: & en icelles sont comprins tous les meu bles precedens ou subsequens de laditte communauté, & les conquests faits durant laditte communauté & insques à la dissolution d'icelle.

Sur le deux cens octante & huitieme article au chapitre des choses reputees meubles, con quests ou heritages, commençát, [Vn pressouer edisié en vne maison où il y a cuues & autres

ouurages, qui y ont esté mis & apposez pour l'vsage dudit pressouer pour perpetuelle demeure, sont reputez heritages: du consentement desdits estats a esté mis en la forme qui s'ensuit. [Vn pressouer edisié en vne maison, est reputé immeuble, & les cuues sont reputees meuble.]

Sur le ccc.art. commençant, [Succession de pere contraire à l'ancienne par laquelle telle succession se partissoit & divisoit par licts & non par testes. Excepté és chastellenies de Mont luçon, Vichy, saint Amand & Charenton, esquelles chastellenies les divices successions de pere

& de mere de tout temps se sont departies par testes & non par licts.

Sur le coctroil-ieme article qui est audit tiltre des successions commençant, [Toutes-fois si dedans les dittes clostures &c.] du consentement desdittes ges des trois estats a esté accor-

dé laditte coustume pour nouvelle, quant à ces mots [dedans l'an.]

Sur le trois cens cinquieme article qui est audit chapitre des successions, contenant, [Fille mariee & appance par pere ou par mere, ayeul ou ayeulle, paternels ou maternels apres le deces de ses pere & mere, ayeul ou ayeulle paternels ou maternels ne peut demander legitime ne suppleement d'icelle, n'aussi venir à successió collateralle dedans les termes de represen tation, tant qu'il y ait masse ou descendaut de masse, laditte fille ou ses descendans de masse soit masse ou femelle heritant esdittes successions: combien qu'elle n'y ait expressement renoncé mais en succession collateralle hors les termes de reptesentation elle ou ses descendans succe dent auec les masses ou leurs descendans selo la prerogative de degré. Et en dessaut de masse ou descendant de masse laditte fille ou ses descendans viennent à la succession du dernier des dits masse selon laditte prerogatiue Maistre Victor chaudron comme soy disant procureur de messire Anthoine de la Roche soucaut cheualier seigneur de Barbezieux&de dame Anthos nette d'Amboyle sa semme, l'est opposé audit article requerant qu'il sust escrit en ceste sorme. Fille marice & appanece par pere ou par mere, ayeul ou ayeulle ou par frere]& que telle estoit l'ancienne coustume obseruee audit pays & duché de Bourbonnois auparauant que lesdittes coustumes de Bourbonnois fusient redigees par messeigneurs les president Baillet & Besanço, & que pour l'aduenir ne vouloit empescher que ces mots, ou par frere, îne sussent ostez de l'article, requerant que nous eussions à interroger les praticiens assistans esdittes coustumes, aussi les gens des trois estats. Si auparauant l'an mil cinq cens que lesdittes coustumes furent publices par lesdits president Baillet & de Besançon, la constume ancienne n'estoit pas telle qui l'ensuit: [C'est asçauoir que fille marice & appanee par les pere, mere, ou freres apres la mort du pere & chacun d'eux est priuce. Et ne peut venir à successió de pere, mere, de sœur & frere n'autre directe ou collateralle dedans les termes de representation tant qu'il y a masse ou descendant de masse, &c.] Et maistre Gilbert gay pour messire Philippes de Beauieu seigneur de lignieres f'est opposé à ce que ne feissions aucuns interrogatoires maintenant au co traire que laditte coustume, [Fille marice & appanee par frere ne pouvoit venir, &c.] n'estoit ancienne ains nouuelle, Disant outre que pour raison de ce y auoit proces, & qu'à ce moyen ne deuons examiner les telmoins, & pourroient les dittes parties faire examiner les telmoins au proces sur laditte coustume se bon leur sembloit, & nous lesdittes parties ouyes, auons ordonné que laditte coustume pour l'aduenir auroit lieu sans preiudice des droits & proces des parties. Et reservasmes ausdittes parties de pouvoir prouver d'une part & d'autre, si laditte coultume estoit ancienne ou nouuelle. Et au surplus ont dit lesdittes gens des estats, que laditte coustume estoit nouuelle quant à ces mots, [à layeul ou ayeulle, paternels ou maternels.

Sur le ccexj. article audit tiltre des successions commençant, [Le pere, mere ottautres afcendans en mariant en premieres nopces leurs filles, &c.] Ont les dittes gens des estats dit laditte coustume estre nouvelle depuis ces mots [mais la ditte fille mariee en premieres nopces & appanee par les pere & mere ou autres ascendans, ne peut estre rappellee à aucun droit successif au prejudice des masses ou leurs descendans sans leur consentement expres, soit par second contract de mariage ou autrement: toutef-sois n'est prohibé ausdits pere & ascendans donner & leguer à la ditte fille ainsi mariee & appanee en premieres nopces, ou en disposer à son profit de ses biens autrement que par reservation ou rappel deleur droit successis.]

Sur le ccexiiij. & ccexv. articles audit tiltre commençant, Les ascendans ne sont heritiers & ne succedent à leurs descendans en directe ligne, reservé les pere & mere & ayeulles, paternels ou maternels respectivement, quand aucun va de vie à trespas, &c.] Du cosentement desdits trois estats ont esté adioustez ces motspour coustume nouvelle, [seulement ayeulx ou ayeulles,

ayeulles, paternels ou maternels.]

Sur le cccxvij.art.qui est audit tiltre des successions ,començant, [Tant qu'il y ait frere ger main ou sœur germaine ou descendans d'eux ou l'vn deux, soit laditte sœur mariee, ou appanee, ou non: le frere & la sœur qui ne sont que de l'vn des costez soit paternel ou maternel, ne les descendans d'eux ne succedent és meubles & conquests & propres de l'estoc dudit germain, tant que la ligne de germain dure: mais és propres vn chacun succede selon l'estoc dont ils sont prouenus.] A esté ledit article du consentement desdits trois estats corrigé en la forme qui s'ensuit. [Tant qu'il y ait frere germain ou sœur germaine ou descendant d'eux ou l'vn deux, soit laditte sœur mariee, on appanee, ou non, & ayat renocé on non y airrepresentation ou non; le frere ou la sœur qui ne sont que de l'vn des costez soit paternel ou maternel ne les descendants d'eux ne succedent rant que la ligne de germain dure.]

Sur les cccxviij article commençant, [Les biens de celuy &c.] Et cccxix.començant, [Le monastere &c.] Audit chapitre les gens d'eglise se sont opposez aus dits articles disant le trois cens dix-huitieme estre contre toute disposition de droit, entant que touche les religieux taisiblement profez, dilans que par profession taisible comme par profession expresse les biens du profez qui luy appartiennent au temps d'icelle profession, appartiennent par telle profes sion au monastere. Et semblablement le ccexix que les successiós escheues à vn qui se fait profez en vn monastere appartiennent audit monastere:car par telle professió il dedie luy & tous les biens que lors luy appartienent audic monaftere, requerans par ces moyens que du cayer fussent rayez lesdittes coustumes. Surquoy auons remonstré aux nobles & gens du tiers estat les arricles dessussités estre merueilleusement estranges & contte le droit de l'eglise. Mais non obstant les remonstrances par nous faites nous ont dit tous les dessudits, mesmement les ges du tiers estat interrogez les vns apres les autres par serment, que telle estoit laditte coustume audit pays & duché de Bourbonnois. Et que d'icelle auoient iouy par temps immemorial. A quoy les gens d'eglise se sont forméllement opposez. Surquoy veu la deposition de tous les praticiens estans en laditte assemble; & le dire des nobles en concorde. Auons ordonné que laditte coustume demoureroit escrite, neantmoins qu'à l'encontre d'icelle receuions & auios receu à opposition lessites gens d'eglise. Et que des remonstrances à eux par nous faites en serions mention en ce present nostre proces verbal. Et pour plus amplement desduire les causes d'opposition & tout ce que boh leur sembleroit, auons ausdits gens d'eglise baillé terme de deux mois à mettre par deuers nous ce que bon leur sembleroit, pour en faire nostre rapport à la cour.

Sur le trois cens vingtsix-ienne article audit tiltre commençant, [Quad aucun a declaré en iugement estre heritier d'vn dessinot, laditre declaration prossite à celuy à la requeste duquel elle est saite & à tous autres. Et aussi quand aucun a declaré iudiciairement qu'il n'est heritier dudit dessund; laditte declaration vaut renonciation de laditte succession, & prossite à tous.] A la sin dudit article ont esté adioustez ces mots. [Autre chose est sil est reputé heritier par contumace: car en ce cas il n'est reputé heritier que au prosit d'iceux. Contre lesquels ils est declaré heritier.]

Sur le trois cens trente cinq-ieme article, commençant, [Tresors mucez, &c.] Audit cha pitre apres que leur auons remonstré que la ditte coustume est cotraire au droit escrit. Et aufsi qu'elle est contraire aux droits du Roy, & que le Roy pretend tous les tresors d'or en quelque iustice ou seigneurie qu'ils soient trouuez à luy competer & appartenir. Tous les dessufdits nous ont dit laditte coustume estre ancienne & de tout temps observée audit pays de Bourbonnois. A ceste cause auons ordonné, que sans preiudice des droits du Roy & des proces s'aucuns en y-a pendans, pour raison de ce laditte coustume demoureroit escritte. Et a-uons reserué au procureur general du Roy, tout tel droit & action qu'il a & peut auoir aux cas dessusses, en la forme & maniere qu'il auoit auparauant la publication desdittes couftumes.

Sur le trois cens trente sixieme article au chapirre des droits seigneuriaux, commençant, [Bestes prinses pour espaue, &c.] A esté par les gens desdits estats accordé ledit article pour nouvelle coustume seulement, en ces mots, [Trois iours & trois nuits, & huit iours & huit nuits.]

Sur le trois cens trente huit-ieme article dudit chapitre des droits seigneuriaux, commençant, [Aussi qui trouue espaues & les retient sans les reueler dedans vingt quatre heures à la iustice, &c.] Nous ont dit les dits gens des estats la ditte coustume estre nouvelle sculement, en

ces mots, [dedans vingt quatre heures.]

Sur le trois cens quarantieme article commençant, [La riuiere tolt,&c.] Et le trois cens quarantedeux-ieme, commençant, [Et si la riuiere &c.] Audit chapitre maistre Denis berlad aduocat audit Moulins pour maistre Iean de laloere conseiller du Roy nostre sire en sa cour de parlement, & Gilbert pointet contrerolleur des cheuaucheurs d'iceluy seigneur, s'est opposé essits articles, maintenant les dittes coustumes estre nouvelles. Et apres ce qu'auons interrogé les dits praticiens, si les coustumes couchees es dits articles estoient anciennes ou nouvelles, Les quels nous ont dit estre anciennes, & pareillement que ceux des dits trois estats ont dit estre coustumes anciennes, Auons ordonné que les dittes coustumes demoureront pour anciennes sans preiudice de l'opposition des dits opposans, & des droits & procez des opposans, si aucuns en y auoit. Et que de leur opposition seroit faite mention en nostre pro-

ces verbal pour leur seruir, ce que de raison.

Sur le trois cens quarantequatrieme art.dudit tiltre,côtenant,[Celuy qui a taille ou queste és quatre cas peut tailler ses suiets quand il va en voyage d'outre mer visiter la terre sainte, quand il est prisonnier des ennemys, quand il marie ses filles en premieres nopces & est fait cheualier, & est ledit cas de prison reiterable. Et aussi ledit cas de mariage s'entéd de toutes les filles que le seigneur marie en premieres nopces, & ne sont les autres cas reiterables.] Ceux du tiers estat ont remonstré entat que touche laditte taille aux quatre cas, que celuy qui auoit droit de taille ou queste aux quatre cas, ne pouvoit demader laditte taille sino pour le mariage de sa premiere fille en premieres nopces. Et que s'il marioit apres vne ou plusieurs celuy qui auoit droit de laditte taille ne pouvoit pretedre icelle taille. Et par ledit Dinet pour moseigneur le Duc de Bourbon, & aussi pour les nobles a esté dit, que celuy qui auoit droit de taille aux qua tre cas, non seulemet pouvoit lever laditte taille au mariage de toutes ses autres filles. Et apres qu'auons sur ce interrogé lesdits praticiens qui nous ont dit, que quat à sa premiere fille, que le Seigneur qui auoit droit de taille, les ponuoit contraindte payer laditte taille. Et quat aux mariages des autres filles, ne virent iamais les seigneurs, ayans taille, quant au cas en faire aucune poursuite ou demande. A ceste cause auons ordonné que ledit article seroit escrit en la forme & maniere qui l'ensuit. [Celuy qui a taille ou queste, és quatre cas peut tailler ses suiets quand il va en voyage d'outre mer visiter la terre sainte, quand il est prisonnier des ennemis, quand il marie sa fille en premieres nopces & est fait cheualier. Et est ledit cas de prison reiterabl e, & ne sont les autres cas reiterable. Et neantmoins auons reserué ausdits seigneurs, leurs droits pour le mariage des autres filles tels qu'ils leur competent & appartiennét, & aux suiets leurs destenses au contraire. Et audit tiltre des droits seigneuriaux y auoit cinq autres articles couchez,[Le premier:Si gens d'eglise,confrairies,communautez,abbez,prieurs,conuents,colle ges & autres mains-mortes acquierent & leur aduiennent aucuns heritages ou cheuances à quelque tiltre que ce soit en la terre du haut iusticier, ledit haut iusticier les peut cotraindre de vuyder leurs mains de dans an & iour a compter du iour du commandement. Et à deffaut de ce iceux appellez & ouys les peut faire applicquer à son dommaine. Le second, Et si dedans la ditte haute iustice y a aucun heritage tenu en fief ou direct d'autruy par lesdits gens d'eglise, communauté ou main-morte, ledit seigneur haut iusticier à la requeste du seigneur seodal ou direct, doit contraindre lesdits gens d'eglise ou main morte, d'en vuider leurs mains au proffit dudit seigneur censier. Le tiers, Gens d'eglise, communautez, colleges, luminaires, confrairies & autres semblables si au profit de leurs eglises, communautez & colleges acquieret ou à cux aduiennent par confiscation, mortaille, dedication ou autrement heritages tenus en fiefs, peu uent estre contraints par les seigneurs seodaux à vuyder leurs mains de la chose ainsi acquise ou à iceux aduenue dedans l'an à compter du iour du commandement de ce faire. Et à faute de y obeir pourront lesdits seigneurs feodaux ledit an passé iouyr desdits heritages & faire les fruits leurs iusques à ce, que les heritages soient alienez à personnes capables. Le quatrieme article, Si chose feodalle ou redeuable ou autres deuoirs annuels auoit esté possede par gens d'eglise, frairies, communautez ou autres mains-mortes par quarante ans, sans ce que les seigneurs iusticiers feodaux ou directs les eussent sais ou interpellez d'en vuider leurs mains, les les jeurs ne sont plus receus à ce faire, mais sot les dittes mains-mortes tennes à payer indemnité qui est la six-ieme partie des deniers de l'acquest ou la sixiesme partie de la valeur des choses acquises où il n'y aura eu deniers baillez, ou prendre le reuenu dudit heritage durat six annees pour l'indemnité au choix du seigneur seodal ou direct. Mais si le seigneur de sief ou censiuier ayant pouuoir de luy auoit receu desdittes gens d'eglise ou mains-mortes lots &

ventes

ventes de telles choses seodalles ou redeuables ou autres deuoirs par eux possedez, le seigneur ne sera apres receuable d'en faire vuider les mains ausdittes gens d'eglise ou mains-mortes. Et pourra seulement demander son indemnité, mais si ledit seigneur ou son receueur receuoit les droits & deuoirs ordinaires, telle reception de deuoir ou rente de tels acquests n'empesche laditte saisse & l'indemnité, ne l'effet d'icelle pour quelque temps que la chose suiette à icelle soit detenue. Et ne se prescrit point sinon qu'il y ait temps immemorial.] Et le v. article contient, [Les seigneurs suzerains & superieurs peuvent vser desdits droits sur les choses ieunes en fief ou cens de leurs vassaux dedans le temps dessusdit respectivemet quand les vassaux font negligens de ce faire pour interrompre la prescription desdits gens d'eglise, Auons diffe ré de faire la publication desdits articles, par ce qu'ils faisoient mentio des francs & nouveaux acquests, esquels par ordonnance du Roy estoit suffisamment pourueu, & que ne sont choses esquelles coustume se puisse introduire au preiudice du Roy ne contre ses droits, & par ce que dit est, aussi que les gens d'eglise se sont opposez à ce que desdits articles ne se feist aucune publication. Auons ordonné que quand à present n'en serions aucune publication. Et que des remonstrances par nous faites & du requisitoire fait par les gens d'eglise ferions mention en nostre proces verbal.

Sur le ceclj. art. au chapitre des droits seigneuriaux, commençat, [On ne doit aller &c.] Ledit article du consentement des dit article du consentement des dits rois estats a esté accordé pour coustume nouvelle seule-

ment en ces mots, [trois iours apres.]

ij.

le

١

.

Sur le ceclij.art.audit chapitre des droits seigneuriaux, commençant. [Quand aucun &c.] Laditte coustume en ces mots, [vingt quatre heures,]a esté dit par les gens des trois estats en stre nouvelle.

Sur le ccclx.article audit tiltre contenant, [Si vn marchant, &c. Et ccclxj.commençant,] Les seigneurs ayans lesdits peages,&c.maistre François obeilh pour messire Iacques de Chabannes cheualier leigneur de la Palice & mareschal de France. Et messire Iehan de leuis cheualier seigneur de Chasteaumorant a protesté que lesdits articles ne leur peuuent nuire ne preiudicier, maintenat ledit Obeilh que les suiets de la ditte seigneurie de la Palice sont tenus d'entretenir les ponts & passages d'icelle seigneurie, requerans que de leur dire fust faite men tion en nostre proces verbal, ce que leur auons accordé. Et le neuf-ieme iour d'Auril ensuyuant maistre Christosle regin pour Nicolas guenin comme soy disant procureur de Nicolas popillon seigneur du Ryau suffisamment fondé de lettres de procuratio nous a requis que les articles des coustumes, & aussi ceux qui estoient à publier & auoient esté redigees par escrit, luy fussent communicquez pour pouvoir verballement ou par escrit deduire son interest. Auquel auons remonstré que touchant les articles ia leuz il y auoit assisté par aucunes iournees & auoient esté accordees & leuës. Et que pour l'opposition d'vn particulier ne se deuoit differer icelle lecture ne accord. Et auons ordonné que des articles ja leuz & accordez quant à present, ne luy en seroit faite aucune communication. Mais toutes icelles coustumes leuës & accordees, en laisserions vne coppie signee de nous au greffe de laditte seneschaucee, & par les mains du greffier en pourroit auoir communication & extrait des articles dont il auroit affaire. Et quant est des articles qui estoient à accorder que chacun desdits trois estats auoit eu vn cayer, & qu'il se retirast se bon luy sembloit par deuers l'vn des trois estats qu'il voudroit choisir & eslire pour luy estre communiqué. Et auons enioint à celuy desditz trois estats par deuers lequel il se voudroit retirer, qu'il luy en feist communica-

Sur le ccclxviij.au chapitre des fiefz commençant, [Quand vn fief, &c.] A esté ledit article feulement en ces mots, [quarante iours,] accordé pour coustume nouvelle du consentement des gens desdits trois estats.

Sur le ccclxxviij.audit chapitre des fiefs, commençant. [Le seigneur seodal n'est tenu receuoir &c.] Du consentement desdits estats ont audit article esté adiousté ces mots de nouuel, & peut mondit seigneur le Duc commettre pour receuoir les soy & hommage à luy deuz, se bon luy semble, & non autre inuitis vassalis.

Sur le trois cens octante troisieme article audit chapitre des fiefz, commençant, [Quand denombremét est baillé audit seigneur seodal il a quarante iours pour impugner & debattre &c.] Laditte coustume par lesdits trois estats a esté accordee nouvelle en ces mots, [quarante iours.]

Sur le trois cens octantecinq art.audit chapitre des fiefs, commençant, [Si entre plusieurs

seigneurs seodaux &c. Du consentement desdits estats ont audit article esté adioustez de nouuel ces mots, [en consignant en main de iustice les droits & deuoirs, si aucuns en font deuz.

Sur le trois cens nonantieme article audit chapitre des fiefs, commençant, [Si aucun seigneur de fief acquiert chose au fief de son vassal tenu en arrierefief de luy, il est tenu à cause de laditte acquisition bailler homme pour luy faire les deuoirs du fief, ou en vuyder ses mains. A esté ledit article du consentement desdits estats accordé en la forme qui s'ensuit. [Si autre

que monseigneur le Duc,&c.]

Sur le trois cens nonante & huit-ieme article commençant, [Le tenancier qui tient,&c.] Audit art, s'est oppose maisste Iehan feraut au nom & comme procureur des habitans de la chastellenie de Verneul, disant qu'en pareil article qu'on s'efforça publier l'an mil cinq cens, deslors s'opposerent comme il peut apparoit par la publication faite par mesdits seigneurs Bailet & Besançon. A ceste cause auons receuz lesdits habitans à opposition. Et pour icelle de duire leur auons assigné iour en laditte cour de parlement à deux mois. Et neantmoins que le dit article sans preiudice de leur opposition, entant que touche tous les autres, demoureroit en sa vigueur, force & vertu.

Et au regard du cccevij.article audit chapitre commençant, [Si en faisant contract &c.] A

esté accordé pour coustume nouuelle quant à ces mots, [dedans vn an.]

Sur le cccexxj.au chapitre des censiues & droits de directe seigneurie contenant, [Contracts par lesquels,&c.] A esté accordé laditte coustume du consentement que dessus, comme nouvelle. Et ont protesté ceux de l'eglise de pouvoir saire declarer par les iuges d'eglise tels

contracts vsuraires, & de punir les faisans tels contracts comme vsuraires.

Sur le cccexxij.article au chapitre de retrait, retenues & rachats, commençant, Retenues d'heritages & autres choses suiettes à retenues a lieu dedans quarante iours, à compter du iour de la possession de la chose acquise qui se prend par l'acheteur quant au lignager qui est de l'estoc de la chose vendue. Et quant au seigneur feodal ou censiuier, aussi dedans quarante iours apres l'ostension à luy faite des lettres d'acquisition. Et quand il y-a remeré à certain remps les dessudits peuvent faire la retenue dedans le temps dessussité à compter come dessur les remonstrances par nous faites que le temps de quarante iours qu'auoit le lignager pour retraire la chose védue qui estoit de son estoc nous sembloit qu'il estoit bien brief. A ceste cause lesdits trois estats ont accordé que tant le lignager pour auoir par retrait, que le seigneur pour l'auoir par retenue, aura trois moys pour les choses feodalles & censiuieres, mais quant és allodiales corporelles, y auoit trois mois du jour de la possessió & celle prinse en la presence d'vn notaire & deux tesmoins. Et és allodialles incorporelles six moys, à compter du jour de la possession prinse comme dit est. Et ont ceux de la ville de Moulins allegué & maintenu auoir coustume localle que le liguager pour retraire la chose vendue de son estoc : Aussi le seigneur iusticier & censiuier pour le droit de retenue ont an & iour. Et sur laditte coustume pretendue estre localle en laditte ville de Moulins, auons ordonné qu'ils la meissent comme localle si bon leur sembloit en tre les localles, & se lors ils l'approuuoient que volontiers l'accorderions comme localle, & a sté du consentement desdits trois estats ledit article remis ainsi que contenu est aux articles subsequens.

C'est asçauoir és eccexxij.cecexxiij. & eccexxiiij. Quand aucun a vendu & transporté son propre heritage à personne estrange de son lignage du costé de ligne dont luy est venu & escheu par succession ledit propre heritage, il est loisible au parent & lignager dudit vendeur du costé & ligne dont est venu & escheu ledit heritage, de demander & auoir par retrait lignager iceluy heritage dedans trois mois apres que l'acheteur aura esté inuesty, s'il est tenu en censiue, ou qu'il ait esté receu en foy & hommage s'il est tenu en fief. Et s'il est allodial corporel dedans lesdits trois mois, ou incorporel dedans six mois du iour de la possession reelle prinse par l'acquereur en la presence d'vn notaire & d'eux tesmoins en remboursant l'acheteur de son droit principal & loyaux coustemens. Quand aucun a vendu rente és cas esquels laditte rente peut estre constituee sur ses propres heritages à personne estrange non estant de la ligne dont procedent lesdits heritages propres, il est loisible au parent & lignager du costé dont procedent lesdits heritages, de demander & requerir en jugement auoir laditte rente

par retrait lignager dedans trois mois de l'infeodation ou inuestizon d'icelle.

Et quand il y a remeré à certain temps lesdits lignagers peuuent auoir laditte rente par par retrait dedans le temps dessus des compter comme dessus. Et encores trois moys apres le remeré siny, le seigneur seodal & censiuier peuvent avoir les heritages vendus en leur sief & censiue dedans trois mois apres l'exhibition & ostension à luy saite des lettres d'acquisition, si ce n'estoit qu'au paravant ledit seigneur seodal ou censiuier eust receu les lots & ventes: car apres laditte reception, ne peut vser ledit seigneur seodal ou censiuier de retenue.]

Sur le ccccxxix.article audit chapitre de retraits, retenues & rachats, commençant, [Si l'ac quereur apres l'acquisition par luy faite pour doute de retrait, &c.] Apres les remonstrances par nous faites ausdits trois estats, ont accordé laditte coustume comme nouvelle pour ces mots 2 [& offrir iudiciairement à toutes les assignations les déniers & loyaux couste-

mens.]

þ.

Sur le quatre cens trentetrois ieme article audit chapitre commençant, Les notaires & tabellions sont tenus & peuuét estre cotraints par copulsoire & autremét &c.] A esté par les dits gens des trois estats accordé ledit article pour coustume nouvelle depuis ces mots, [Aussi sont tenus les gressiers des seigneurs feodaux & directs ayans iustice, exhiber aux lignagers si requis en sont, les inuestizons & seodations qu'ils auront faites des choses suiettes à retraitz Et les seigneurs censiuiers non ayans iustices seront tenus monstrer leurs papiers, lesquels d'oresenauant seront tenus faire, & en iceux escrire les lots & ventes qu'ils auront receuz de tel acheteur, pour raison de telle acquisition, & sans riens prendre pour raison de l'exhibition.]

Sur le ccccxxxiiij.article audit chapitre contenant, [Retrait lignager, &c.] S'est iceluy maissire Christosse regin pour ledit Guenin, comme procureur dudit seigneur du Ryau, opposé audit article auec autres qui en dependent. Et auss interrogé les practiciens, sçauoir si laditte coustume estoit nouvelle ou ancienne, lesquels nous ont dit que c'est comme coustume ancienne, & qu'ils ont ouy alleguer & n'en ont veu donner sentence. Pareillemenr a esté dit par les gens desdits trois estats que laditte coustume estoit ancienne. Et ouys par nous les sits praticiens & gens desdits trois estats, auons ledit seigneur du Ryau receu à opposition. Et neantmoins auons ordonné que laditte coustume demoureroit en l'estat qu'elle est, sans preiudice

de l'opposition dudit seigneur du Ryau, & proces s'aucun en y-a.

Sur le ccccxl.commençant, [Si plusieurs lignagers concurrét en telle maniere, qu'on puisse dire l'vn d'iceux auoir preuenu, chacun desdits lignagers aura sa part pro rata. Et si l'vn
d'eux desaisse sa part ou en est debouté, les autres l'auront en payant les deniers.] Leur a remo
stré qu'il seroit vtile & à ce que l'heritage demourast entier à la ligne, que quand deux lignagers concurrent en adiournement & matiere de retrait, que le plus prochain lignager sust pre
feré au plus loingtain degré, mais ouils seroient concurrés & en diligéce & en degré, qu'en ce
cas la chose sust diuisee, & qu'vn chacun l'eust pro media. Ce que accorderent tous sessits estrats. A ceste cause a esté de leur consentement couché en la forme qui s'ensuit: [Si plusieurs
lignagers concurrent en telle maniere qu'on ne puisse l'vn diceux auoir preuenu, le plus prochain aura le tout de la chose vendue, & s'ils sont en pareil degré, l'auront par moitié lesdits li-

Sur le quatre cens cinquante sept-ieme art.contenant, [Le droit de retenue ou prelation de chose seodalle ou censiue est cessible par le seigneur seodal ou direct, & non par le lignager, sinon à autre lignager de mesme estoc.] Audit article s'est opposé ledit seigneur du Regin par ledit Ryau, disant que iamais il ne pourroit riens acquerir en Bourbonnois, & monseigneur le Duc pourroit tenir par puissance de sies les choses vendues, & apres les ceder à autres. Et apres que les trois estats nous ont requis que ledit article sust introduit pour coustume nouuel le, Auons ordonné que veu que les dits trois estats estoient d'accord que de leur requisitoire en ferions mention en nostre proces verbal, & qu'elle demoureroit escrite comme nouuelle coustume pour l'aduenir, sans preiudice de l'ppposition dudit seigneur du Ryau & des proces pendás si aucuns en y-a. Et le lendemain douziesme iour dudit mois d'Auril ledit Regin pour ledit seigneur du Ryau nous declara que dudit appointement par nous doné il se portoit pour appellant, disant que veu son opposition ne deuions prendre cognoissance, ains que la deuions renuoyer par deuers la cour.

Quant est du quatre cens soixante quatrieme article audit tiltre commençant, [Quand au cun heritage est acquis durant & constant le mariage de deux conioints mariez, &c.] A esté dit par lesdits trois estats que laditte coustume estoit quant à ces mots, [trois mois,]com
Aaa ij.

me dessus.

Sur le quatre cens lx vj article audit chapitre contenant, [Si le mary & femme & chacun d'eux pour le tout vendent aucune rente és cas où il est permis, tout ainsi que le crediteur la peut demander pour le tout à celuy qui bon luy semble, pareillement le lignager de l'vn d'eux ou de l'autre peut in solidum venir au retrait de laditte rente. Et si lesdits deux lignagers concurrent ensemble, ils seront receuz chacun par moitié.] A esté ledit article du cosentement des dits estats modisié en la sorme qui s'ensuit vers la sin. [Si lesdits deux lignagers concurrent ensemble, le plus prochain lignager du vendeur sera preseré. Et s'ils sont en pareil degré, il seront receuz chacun par moitié.]

Sur le quatre cens le vij. audit chapitre contenant, [Les lignagers du mary peutient auoir par droit de retenue la chose mouuant de leur estoc & ligne baillee par assignal à sa semme quand elle le vend & met en autruy main,] Du consentement desdits trois estats a esté adiousté en la fin dudit article, & en ces mots pour coustume nouvelle. Mais si ledit assignal apres le trespas de la semme vient par succession à son frere ou cousin, & ledit frere ou cousin le vend, en ce cas le lignager dudit vendeur & de l'estoc de la mere sera receu à la de-

mander par retrait.

Sur les cccclxxiiij.article commençant, [Si aucun baille sa terre, sief & seigneurie à ferme, ou les vend à tiltre de remeré,] & cccclxxv.commençant, [Et est obserué le semblable quant és douaires & vsufruitiers] quatre cens octante & vn commençant, [Et si durant laditte ferme le fermier achette aucune chose suiette à retrait &c.]cccclxxx.commençant, [Si chose vendue à tiltre & saute de remeré &c.estant audit chapitre de retraits, retenue & rachats &c.]en

tant que touche les trois mois est coustume nouuelle.

Sur le cens septante neuf article audit tiltre contenant, [L'eglise n'a point de retenue, mais a droit de lots ventes pour raison des censiues és lieux ou elle a accoustumé les auoir d'ancien neré.] Ceux de l'eglise se sont opposez audit article, maintenans qu'il est contre la liberté de l'eglise. Et qu'ils auoient des heritages seodaux, dont estoient mouuans plusieurs siess, & que ils les pouvoient aussi bien avoir par droit de retenue que les nobles, & que ce n'estoit coustu me ancienne, mais nouuelle, qui ne se pouuoit introduire sans leur consentement, offrans que quand ils les auroient euz par retenue, qu'on les peust contraindre d'en vuyder leurs mains, Et sur ce auons interrogué les practiciens si laditte coustume estoit aucienne ou nouvelle, lesquels nous ont dit que c'estoit coustume anciene, & que comme ancienne auoit esté publice par ledit seigneur president Baillet, L'an mil cinq cens, au chapitre de retenuës. Et apres que les nobles & ceux du tiers estat nous ont requis laditte coustume estre couchee comme ancienne, Auons receu ceux de l'eglise à opposition, & ordonné qu'ils bailleroient leurs causes d'opposition par deuers nous pour en faire nostre rapport à la cour. Et veu la deposition desdits practiciens & requisitoire des nobles & ceux du tiers estat, Auons ordonné par maniere de prouision, & que iusques à ce que par la cour autrement en soit ordonné, laditte coustume demoureroit escrite comme ancienne sans preiucice de l'opposition de ceux de l'eglife.

Sur le quatre cens quatre vingt& dix-ieme article qui est au chapitre de tailles reelles commençant. [Quicoques porte aucun heritage taillable, &c]. Maistre Gilbert gay comme procureur des manas & habitans de Germigny & Chaneroche s'est opposé audit article en ensuy uant l'opposition qui auoit esté faite pardeuant ledit seigneur Baillet L'an mil cinq cens, par les habitans dudit Germigny & Chaneroche au cinq-ieme chapitre du tiltre des tailles reelles. A laquelle opposition les auons receuz, & qu'ils pourroient bailler leurs causes d'opposi-

tion, pour icelles veuës en estre ordonné par laditte cour comme de raison.

Sur le ccccxcj.art.qui est audit tiltre des tailles reelles contenant, [Sils sont plusieurs personniers qui tiennét communement & par indiuis aucun heritage taillable d'aucun seigneur,
il ne peut estre party ne diuisé sans la licence & congé du seigneur duquel il est tenu à taille. Et
fils sont le contraire, il est acquis au seigneur come à l'article precedent ledit maistre Gilbert
gay pour les dits habitans de Germigny en ensuyuant l'opposition faite pardeuant ledit seigneur president Baillet, s'est opposé audit article. A laquelle opposition les auons receuz, &
ordonné qu'ils bailleroient leurs causes d'opposition, pour icelles veuës en estre ordonné par
laditte cour comme de raison.

Sur le v.ciij.art.qui est le premier art.de seruitudes reelles & rapport de iurez cotenant, En mur comun on ne peut sans le cosentemet de son comu faire veues à iceluy & autres ar.dudit tiltre.

tiltre. Et à tous les articles qui ont esté escrits pour nouvelle coustume, ledit Regin pour le dit seigneur du Ryau s'est opposé pour le proces qu'il a & qu'il peut auoir dependans des dits articles. Et auons ordonné que de saditte opposition en ferions mention en nostre proces verbal.

Sur le cinq cens vingtrois-ieme article commençant, [Prinse de bestes en garenne est pour l'interest du seigneur de la ditte garenne. La premiere beste sept sols rournois, & pour chacune des autres douze deniers tournois en monstrant deuëment de la prinse saite en la ditte garenne quand il y a plusieurs ensemble à vue prinse. Et s'il se veut charger de la preuue, il aura son interest selon l'article precedent. En ce non comprins l'amende du seigneur, la quelle est

de sept sols tournois. Et quand il y en a vne seule, il a toussours sept sols.t.]

[

Ü

Et le cinq cens vingt quarriesme article contenant, [Taillis & boys reuenant sont apres la coppe gardé trois ans & vn may, en telle maniere que la prinse de bestes faite en iceux durat ledit temps est de telle valleur & estimation comme celle de garenne. Toutes-fois si en garenne ou taillis ou ioignant iceux, y a chemin royal passant, les dittes bestes ne pourront estre prin ses en passant seulement, pour ueu qu'elles n'y arrestent aucunenement. Et ne sera ledit seigneur tenu faire telles preuues qu'en garenne mais sera creu le preneur par son serment de la prinse.En monstrant de la diligence selon le premier article. Aussi si à l'issue des villes ou villages à vn trait d'arc aucuns foient nobles ou autres ayant boys taillis & reuenans iusques à deux septerees, ils seront tenus les tenir clos & bouchez, autrement ils ne peuuent vser de prinse de bestes, comme en boys taillis: mais en pourront vser comme en simple gast. D'autres heritages qui sont au tiltre de prinse de bestes,] ledit le Gay pour les habitans de la chastellenie de Bichy s'est opposé en ensuyuant l'opposition faite des l'an inil cinq cens par deuant ledit seigneur president Baillet ausdits articles, maintenant auoir coustume localle & particuliere en laditte seigneurie, chastellenie & ressort d'icelle qu'vn homme ne fera qu'vne amende au seigneur de laditte garenne & du boys pour toutes ses bestes, laquelle est sept sols tournois. Et auons ordonné que de laditte opposition seroit saite mention en nostre proces verbal.

Au regard du cinq cens trentehuit-ieme article ou tiltre des moulins & fours comméçant, [Le meusnier du moulin bannier est tenu de rendre la farine mouluë &c.] A esté accordé par lesdits estats pour coustume nouuelle quant à ces mots (deux iours & vne nuit ou deux nuits & vn iour qui sont xxxv heures.)

Au tiltre des acenses & baux de fermes a esté le cinq cens quarante six-ieme article commençant. [Les metteurs & encherisseurs des acenses & fermes &c.] Accordé pour coustu-

me nouuelle en ces mots, [dedans quatre iours.]

Et semblablement le cinq cens quaranteneus-ieme article qui est audit tiltre des acenses & baux de fermes commençant. [Et apres lesdits tiercemés & doublemés passez,&c.] A esté accordé par lesdits trois estats pour coustume nouuelle en ces mots, [iusques quinze iours a-

pres le tiercement & doublement finis.]

Sur le cinq cens cinquantesix-ieme qui est au chapitre de chaptel de bestes commençant, [Et sont illicites & nuls tous contracts & conuenaces de chaptel de bestes par lesquels les per tes & cas fortuits demeurent entierement à la charge des preneurs.] Aussi ceux esquels outre le chaptel & croist est promis par les preneurs aux bailleurs argent ou bled que lon appelle droit de moisson. Ceux de l'eglise ont protesté que le ditarticle ne leur peut nuyre ne preiu dicier que de tels contracts n'en puissent auoir la cognoissance & faire declarer par le iuge d'eglise tels contracts vsuraires & de punir tant ceux qui seroient tels contracts que les notaires qui les receuroient. Et le samedi trezieme iour dudit mois d'Auril en laissent l'article commençant. [Au pays & Duché de Bourbonnois y a trois manieres de faire affiette. L'vne coustumiere, l'autre par amis & l'autre en aualuement de terre. Qui est le premier article de la maniere de faire affierte, à iceluy & autres articles dudit chapitre d'affierte,] ledit Regin pour ledit seigneur du Ryau s'est opposé à ce que audit tiltre ne soient mis & couchez autres articles que ceux qui d'ancienneté ont esté gardez; & n'y soient mis autres nouueaux, par ce que sur la maniere de saire assiette y a proces entre luy & messire Pierre popillon son frere. Aussi dit que des l'an mil cinq cens auoient esté redigees par escrit & publices les coustu mes dudit pays & Duché de Bourbonnois par ledit seigneur president Baillet & Besançon conseiller, & qui se arrestoit à la publication, & par ce que auons publié aucunes coustumes nouuelles, & aussi autres coustumes contraires à celles publices audit an mil cinq

Aaa iij.

Proces verbal

cens. D'icelle publication se portoit de nous pour appellant. Auquel remonstrasmes que de se porter pour appellant de laditte publication qu'il disoit par nous auoir esté faite, n'y auoit apparence: par ce que nous n'auions encores sait laditte publication. Et par ledit Regin sut dit que veuës les ses les ses par nous à luy faites il se des stoit de sondit appel. Et neant-moins s'opposoit à ce que ne sussent par nous publices autres coustumes que celles qui auroient esté publices par les dits seigneurs president Baillet & Besançon audit an mil cinq cens.

Sur ce ordonnasmes que au lundy ensuyuant ledit seigneur du Ryau pourroit, si bo luy sembloit, venit dire, declarer & cotter les articles qu'il maintient estre nouueaux ou cotraires aux articles publiez audit an mil cinq cens. Pour sait & luy ouy auparauant la publication que enté dions faire ledit iour, en estre par nous ordonné comme de raison. Audit tiltre des assistates ont esté accordez du consentement desdits trois estats pour nouueaux les articles qui s'ensuy uent.

Tonneau de miel trente cinq sols tourn. Tonneau de verius de grain vingt sols Tonneau de vin-aigre vingt solz tourn. Tonneau de verius de pómes douze folz six deniers tourn. Quarte de seel deux solz tourn. Le paon deux Faisant bruyant vingt deniers tourn. fols fix deniers tourn. Le cigne vingt deniers Perdrix neuf deniers tourn. La gruë vingt deniers tourn. Chappon Chapponneau six denierstourn. douze deniers tourn. Oiseaux de riuiere dix deniers tourn. Quatre œufz vn denier tourn. Pigeon vn denier tournois. Veau cinq solz tourn. Mouton auec laine cinq solz tourn. Cheureau Cochon dix de-Connil dix-huit deniers tourn. quinze deniers tourn. La toizon de mouton La chair de mouton quatre solz tourn. Liure de poiure trois solz tourn. ou brebis douze deniers tourn. Liure de beurre quatre deniers tourn. Liure de suif quatre deniers tourn. plume huit deniers tourn. Charretee de foin pesant douze quintaux dix solz tourn. Ledit article est accordé pour les mots, [pesant douze quintaux,] pour coustume nouuel-Charrettee de paille deux fols tourn.

Semblablement ont esté accordez par lesditz trois estats pour coustumes nouvelles le con tenu és articles qui l'ésuit, qui sont audit tiltre des assiettes. Les fiefz se baillét en assiette pour la cent-ieme partie de ce qu'ils vallent du reuenu annuel. Comme le fief vallant cent liures tourn. de rente se baille en assiette pour vingt sols tourn. de rente, mais si ledit sief est chargé d'aucun deuoir, il est deduit & desfalqué de laditte valleur : vsufruitiers ou douairieres ne sont tenus de prendre ledit fief pour aucune chose. Chasteaux maisons & autres edifices dont dependent aucunes seigneuries baillees en assiette, se baillent pour la dix-ieme partie de ce que vallent lesdittes seigneuries de rente de la qualité d'affiette dont elle est baillee ou d'iceux est faite estimation par gens experts: & est la trentieme partie de l'estimation baillee en affiette au chois de celuy auquel est faite laditze assiette, Comme si vne seigneurie vaut cent liures de rente, & le chastel & maison dont elle depend est prisee ou estimee mil liures pour vne fois, laditte maison se baille en assiette pour dix liures de rente qui est la dixiesme partie de la valeur de laditte seigneurie, ou pour trente trois siures quatre deniers tournois de rente, qui est la trentieme partie de l'estimation de laditte maison, au chois de celuy qui prend laditte assiette comme dit est. Et n'est tenu le creancier à qui est deu l'assiette de laditte rente prendre lesdits edifices en affiette, si n'est qu'en faisant laditte assiette la moitié du reuenu & cheuance depen dans desdittes places pour le moins luy soit baillé outre & par dessus l'estimation d'iceluy edifice. Toutes-fois si audit creancier est plus deu en assierte de rente que ne monte la moitié de laditte cheuance, & lesdits bastimens excedent ce qui luy est deu de reste, il n'est renu prendre lesdits bastimens:pource qu'il faut que lesdits bastimens soient prins entierement ou laissez au detteur, sinon que le detteur vousist laisser ledit bastiment pource qu'il resteroit de laditte rente. Aucuns edifices & maisonnages en la ville & ailleurs qui ne dependent d'aucunes seigneuries, sont baillez en assiette quand ils sont francs & quittes de cens & rente pour la quarantieme partie de la prinse desdits edifices en matiere d'assiette coustumiere. Le sols de rente est estimé pour vne fois trente sols. Et en rente redeuable le sols est estimé vingt sols tournoys. Quand aucun est obligé à asseoir cens ou rente en directe seigneurie, & cependant à promis payer iusques l'affiette en soit faite & ils en sont deuz des arrerages pour chacune liure de ces & rente en directe leigneurie sont deuz trentre solz, qui est vn tiers d'auatage. Boys

pour bastir de haute sustaye doiuent estre estimez combien peut valoir à vendre pour vne tois le sonds; arbres & reuenu d'iceux. Et s'ils sont estimez quinze cens liures tournois, ils sont baillez pour cinquante liures de rente en assiette, qui est la trentieme partie; & ainsi de plus, plus, & du moins, moins. Bois de haute sustaye portant paisson de glan, ou soine, se peut bailler en assiette, & saut regarder qu'ils ont valu les quinze dernieres annees & de la valeur d'icelles en faire vne somme, de laquelle se prend la quinzieme partie, qui se baille en assiette, rabatu le tiers pour la directe & l'autre pour les cas sortuits. Toutes sois le detteur peut à son chois saire estimer ledit bois auec les fruits & sermes d'iceux, & dudit pris que les litts bois & fruits sont estimez à vendre pour vne sois, est prins la xxx.partie, laquelle xxx. partie dudit pris est baillee en assiette qui est à la raison de trente sols pour sols, & du plus, plus, & du moins, moins. La tail le personnelle franche & impossible à volonté raisonnable, & les droits se prennent en assiette pour le tiers d'auantage de ce qu'elle aura esté impose les neus annees precedentes, icelles reduittes en somme totalle, dont en sera faite vne.

Colombier se prend en assiette pour la neuf-ieme partie de ce qu'il a valu ou peu valoir pat commune estimation, deduit le tiers pour l'entretenement des pigeons, & le tiers pour la directe. Apres lecture faite de tous lesdits articles nous ont tres-instamment les gens des trois estats requis, que lesdits articles desdittes coustumes nouvelles, qui sont ceux qui s'ensuivent, començas. C'est à sçauoir, les quatorze. [Par discotinnuation, &c.] seize [Deniers de collectes, &c.]trente trois,[Prescription ne court,&c.]qui sont au tiltre des prescriptions,] Le trentefix-ieme, [Exception de deniers no nombrez,&c.]qui est au tiltre des exceptions.Le trenteneuf-ieme, [Combien que par-cy deuant, &c.] quarante deux, [Reproches d'estre larron, &c.] quarante-trois, [Reproches de familiarité, &c.] qui sont au tiltre des reproches. Le lv. [Fils de famille aagé de vingt ans,&c.]qui est au tiltre des asseuremens. Le lxvj. [Si le denonciateur, &c.]qui est au tiltre descrimes.Le lxix.[Respits n'ont lieu,&c.]qui est au tiltre des respits.Les es notaires, le l'est l'est l'est l'est l'est l'est l'est le le l'est le l'est le l'est le l'est le l'est le le l'est le Le lxxxyj. [Rescission de contract, &c.] & xcv. [Quand aucun a jouy, &c.] qui sont au tiltre des lettres, contracts de vente, reuente: & où est tenu le detteur porter ce qu'il doit, des cas de saifine & de nouuelleté & simple saisine & matiere possessoire. Les exxviij. [Quand aucun doit cens,&c.]cxxxix.[Et si lesdits fruits,&c.]cxlv.[Les crices doresenauant,&c.]&cxlix.[Le dernier encherisseur est contrainct,&c.]qui sont au tiltre des executions.Le clvij.[En grosse d'escritures,&c.]clix.[Si apres l'adiournement posé,&c.]qui est au tiltre des taxes de despens & amendes, Les clxvj. [Fils de famille mariez, &c.] clxvij. [Par le trespas du pere, &c.] qui sont au tiltre du droit & estat des personnes. Le clxxxiij. [Tuteurs, curateurs & autres, &c.]qui est au tiltre des tutelles. Les xxxvj. [Le pere & la femme, &c.] ccxvij. [Le pere, mere ou l'vn d'eux, &c.]qui font au tiltre des donations.Les ccxx.[Institution d'heritier,&c.]ccxxvj.[Le mary durant le mariage,&c.]qui sont au tiltre des donations, dons mutuels & autres conuentions faites en contract de mariage & constant iceluy. Les cexlij. [Et peuvent les creanciers, &c.] cclvj.[En contract de mariage, &c.]cclxv.[Si personnes, &c.]qui sont au tiltre des gens mariez, dots & douaires. Les celxx. [Si l'vn des conioints, &c.] qui est au tiltre des communautez &c.]Les celxxxix.[Auant qu'vn testament,&c.]cexev.[Executeurs de testamét, &c.]cexevj. [Vn executeur testamentaire,&c.]ccxcvj.[Les legataires,&c.]ccxcviij. [Les executeurs peuuent receuoir,&c.]qui sont au tiltre des testamens, donations à cause de mort, legats & executeurs d'iceux,&c.Les cccxvj. [Qui prend les meubles,&c.] qui est au tiltre des successions. Les ccexxxvij. Si aucun trouue vn abeillon, &c.]qui est au tiltre des droits seigneuriaux. Les ecclxxix.Quand il y-amutatio,&c.]clxx.[Et au regard des fiefs,&c.]ccclxxij.[Si le detenteur du fief,&c.]ccclxxx.[Le vassal qui veut faire foy,&c.cccxcj.[Si plusieurs sont seigneurs communs,&c.]qui sont au tiltre des fiefs,&c.Les ccccx.[Les detéteurs d'aucun max,&c.]ccccxij. [Si le seigneur censier,&c.]ccccxv.[Quand aucũ heritage,&c.]ccccxviij. [Rente constituee à pris d'argent,&c.]ccccxx.[Le detteur de ce qu'il a payé,&c .] ccccxxj.[Contracts par lefquels,&c.]qui sont au tiltre des censiues & droits de directe seigneurie, &c. Les cccc xnviij. [Quand aucun lignager du vendeur.]cccclviij.[Le droit de retenue,&c.]cccclxxj.[En l'heritage propre,&c.]cccclxxxvij.[En l'heritage védu,&c.]qui sont au tiltre des retraits, retenues & rachaes. Les cocce.xxxiij. [Si aucun heritage n'est suffisant clos,&c.]ccccexxxiiij.En la saifon que les blés,&c.]qui sont au tiltre de prinse de bestes.Les ccccc.xxxv. [Droit de mollage, &c.]ccccexxxvij.[Et peuuent lesdits meusniers,&c.] ccccexlv.articles [qui achete blés hors les limites,&c.]qui sont au tiltre des moulins & sours.

Aaa iiij

Proces verbal

Outre, les articles contenus en ce present nostre proces verbal fussent & demourassent escrites pour coustumes nouvelles, que leur auons (attendu leur consentement) accordé. Et le landy xv.iour dudit mois d'Auril enuiron deux heures apres midy, nous transportasmes en la salle dudit chasteau, pour en ensuiuant l'appointement par nous donné le samedy derniet faire la publication desdittes coustumes. Auquel lieu se comparurent lesdits gens desdits trois estats & practiciens. Premierement si y comparut vn nommé messire Ica thureau prestre, soy disant procureur dudit Nicolas popillon, seigneur du Ryau lequel nous exhiba vne procuraration & vn memoire, qu'il disoit luy auoir esté enuoyez par ledit seigneur de Ryau, & l'interrogalmes s'il auoit autres pieces, lequel nous a dit, qu'il n'en auoit aucunes. Et apres ce, que l'eusmes interrogé par serment, s'il auoit autres pieces qui luy eussent esté enuoyees par ledit seigneur du Ryau, nous dist qu'ouy, & exhiba vnes lettres missiues dudit seigneur du Ryau. Et ce fait leusmes lesdittes lettres, procuration & memoire. Et par-ce que par lesdittes memoires il disoit qu'il auoit donné charge à Regin, le Gay & Guenin, ses procureurs, de nous recufer pour les causes des recusations cotenues audit memoire : interrogalmes en la presence de l'affistance, les dits Regin, le Gay & Guenin, s'ils nous auoient recusé au parauant le iourd'huy lesquels nous dirent que non. Et outre ledit Regin dist que ledit seigneur du Ryau luy auoit enuoyé vn memoire signé de luy contenant causes de recusation contre nous, & aussi plufieurs moyens pour debatre les articles des coustumes couchez de nouuel. Et par-ce que luy re seruasmes de pouuoir debatre à auiourd'huy lesdits articles, ne proposa lesdittes causes de recusation. Et aussi de long temps qu'il y auoit que besongnions ja ausdittes coustumes. Vray est qu'il nous dit ces mots, sans toutes-fois nous apparouuer à iuges. Et veu par nous les dittes cau-ses de recusation, memoires, procuratió & lettres missiues, attedu que le dit seigneur du Ryau auoit comparu esdittes coustumes s'estoit opposé à aucuns articles. Et le temps qu'auions vaqué ausdittes coustumes, & qu'à present estions prests à faire nostre publication, ordonasmes que nonobstant les causes de reculatios proposees par ledit seigneur du Ryau, passerios outre à faire laditte publication sous les modifications cy apres côtenues. Et que lesdits memoires, procurations & lettres missiues demoureroient par-deuers nous pour estre communiquees au procureur general du Roy, pour par luy requerir ce qu'il verroit estre à faire par raison. Au surplus sommasmes lesdits Regin, le Gay, Guenin & Thureau de cotter les articles contre lesquels ils se vouloient opposer, & de proposer les causes d'opposition, pour auant que faire la ditte publication en estre par nous ordonné, comme de raison, lesquels ne voulurent aucune chose dire. Et ordonnasmes que passerions outre laditte publication, laquelle auons faite en la forme & maniere qui l'ensuit.

Nous Roger Barme president & Nicole Bracher conseillier du Roy nostre sire en sa cour de parlement, commissaires commis & deputez par ledit seigneur, Declarons & publions les coustumes en presences leuës & accordees autres q delles desquelles est par expres saite métion en nostre proces verbal qu'elles soient nouuelles, estreles coustumes du pais & Duché de Bourbonnois, sans preiudice des oppositions particulieres des opposans. Pour lesquelles decider les auons renuoyees en la cour de parlement au mois. Et ce pendant pourront mettre & produire par-deuant nous, tout ce que bon leur semblera. Selon lesquelles nous commandons à vous Seneichal de Bourbonnois, vostre lieutenant & à tous iuges du pais & Duché de Bourbonnois que selon icelles ayez à iuger, decider & terminer tous les proces meuz (autres que ceux esquels sur les coustumes est ja faite enqueste) & ceux à mouvoir. En dessendant par expres à tous aduocats de n'alleguer doresenauant en demandes, dessenses & escritures aucunes coultumes contraires ou derogates à icelles, & à tous iuges dudit pais & Duché que pour la preuue desdittes coustumes ils n'ayent à receuoir aucuns tesmoins en turbe, ains pour la preuue d'icelles que les parties ayet à en prédre extrait par le greffier de laditte seneschausse ou le greffier de Parlement, au greffe de laquelle seront portees lesdites coustumes. Et entant que touche les coustumes nouvelles & desquelles est faite mention en la fin de nostre proces verbal, les dittes coustumes demoureront escrites comme accordees & demandees par les e--stats ou la plus grande partie d'iceux.Mais l'auctorifation & decret d'icelles l'auons referué au Roy nostre sire, en luy suppliant tres humblement, que si son bon plaisir est d'icelles nouvelles auctoriser, son plaisir soit reserver la decisson des particuliers opposans, à la cour de Parlement & icelles referuer à iour certain pour estre decidees auec les autres oppositions. Et est nonobstant ceste presente publication reserué aux seigneurs insticiers qui ont droit particulier sur leurs subiets plus amples que par ces presentes coustumes d'vser d'iceux droits comme au parauant parauant & à leurs subiets leurs dessenses au contraire. Et aussi auons reserué à tous subiets de vser de tels privileges, libertez & franchises qu'ils leur competent & appartiennét autres que celles escrites, & aux seigneurs leurs dessenses au contraire. Et au surplus auons fait & faisons deffenses à tous notaires de ne deliurer aucuns instrumés ou notes dont ils auront esté requis par les parties de ce qui a esté fait en procedant au fait, lecture, & publication desdittes coustumes, que preallablement ils ne nous l'ayent communiqué, & ce, sur peine d'amende arbitraire. Et le lendemain xvj. dudit mois d'Auril, Nicolas Guenin procureur dudit seigneur du Riau, auec ledit messire Ican thurcau, se retireret pardeuers nous en nostre logis audit Moulins, requerans leur bailler ce qu'auoit esté fait contre ledit seigneur du Riau, en faisant par nous la le-Eture & publication desdittes coustumes, ausquels feismes response que ne leur baillerions ce, à part, mais que nostre proces verbal fait, en mettrions vue coppie au gresse de laditte cour, &vne autre au greffe de laditte seneschausse de Bourbonois, & là, il la pourroiet recouurer. Et laditte response faite, nous requirent que de leur requeste seissions mention en nostre proces verbal, ce que leur accordasmes. Ainsi signé, Barme & Brachet.

S'ensuit la teneur des lettres d'auctorisation des constumes nounelles de Bourbonnois, & de la haute Marche, modifications, limitations, interpretation & abrogation d'aucunes anciennes.

FRançois par la grace de Dieu, Roy de France: Sçauoir faisons à tous presens & aduenir. Nostre treschere & tresamee Tate, la Duchesse de Bourbonnois & d'Auuergne, Et nostre trescher & tresamé Cousin, Charles Duc & Comte desdits Duchez & Comté, Connestable de France, nous ont fait exposer qu'à leur requisition, & pour le bien de iustice & soulagemet des habitans de leur pais, Duché de Bourbonois, & Comté de la Marche. Auons comis & deputez nos amez & feaux, maistre Roger Barme president, & Nicole Brachet, coseillier en nostre cour de Parlemét, pour rediger par escrit les coustumes d'iceux pais de Bourbonois, & de la haute Marche, icelles publier par-deuant eux, pour auctoriser & interpreter celles esquelles les gens des trois estats d'iceux pais de Bourbonnois & la haute Marche, consentiroient. En-quoy faisant a esté trouué qu'aucunes coustumes anciennes d'iceux pais de Bourbonnois; & la haute Marche, estoient grandement preiudiciables à la chose publicque d'iceux pais. Et Marche. qu'en autres y auoit diuersité d'opinion sur l'interpretation & observance d'icelles entre les practiciens d'iceux pays. Pource quat à celles qui estoiét preiudiciables, les gés des trois estats desdits pais de Bourbonnois & la haute Marche, ont les aucunes reduittes à la disposition du droit commun, & les autres modifiees. Et à celles sur lesquelles gisoit intepretatio & diversité d'opinions, ont suyui celles qui estoyent plus raisonnables, ainsi qu'il appert par les coustumiers qui faits en ont esté. Et si ont pour le bien desdits pays introduit aucunes nouuelles cou stumes, qui font comme nouuelles couchees ausdits coustumiers, ou és proces verbaulx defdits commissaires. Quoy faisant, lesdits commissaires ensuiuant seur pouuoir par eux donné ou auctorisé les anciennes par eux redigees par escrit, esquelles les gens des trois estats desdits pais auoient consenty. Et pareillement l'interpretation & modification desdittes anciennes coustumes ensuiuant leurditte commission:mais quant és nouuelles coustumes nous ont reservé l'auctorisation pour-ce que leurditte commission à ce ne s'estendoit: & par ainsi lesdittes coustumes ne sont entierement auctorisees. Aussi douttent nosdits Tante & Cousin, que par cauillation ou autrement on l'eluertue de faire interpretations nouvelles de fait sur icelles coustumes, & pareillement que les practiciens desdits pais, veulent alleguer autres coustumes que celles qui ont esté par nosdits commissaires, redigees par escrit. Qui seroit par laps de temps annichiler leur effet & reuenir en la confusion en laquelle estoient lesdits pais au parauant l'execution de nostreditte commission requerant sur-ce nosdits Tâte & Cousin nostre provision. Pour-ce est-il que nous ces choses considerees desirans le bien prossit & vtilité de nosdits Tante & Cousin, de leursdits subiets, terres & seigneuries, & que nostre vouloir & intention fur la reduction des coustumes de nostre Royaume, sorte son plein & entier effect, De nostre pleine puissance & auctorité Royal, aucs par ces presentes auctorisé & auctorisons lesdittes coustumes nouuelles, interpretations & modifications des ancienes, voulos & nous plaist que pour l'aduenir & aux cas, qui par cy apres escherront, le proces se vuydent & iugét



Proces verbal du Duché de Bourbonnois.

par lesdittes nouvelles coustumes. Et quant aux anciennes que les gens des trois estats desdits pais ont abrogees: Nous voulons que doresenauant ne portent aucun effet, ains que le proces pour les faits qui sont à eschoir se iugent & vuydent, ou par disposition de droit és cas esquels ils ont voulu disposition du droit, deuoir & auoir lieu, ou par lesdites nouuelles coustumes, lesquelles auroient esté faites & subrogees esdits liures coustumiers en lieu desdittes abrogees, & aussi par lesdittes interpretations & modifications desdittes coustumes anciennes, sans ce qu'il soit requis ou necessaire faire autre preuue sur icelles. Ains seulement leuer l'extraict qui sera prins & leué desdits sieges & cours où elles seront enregistrees, ou du greffe de nostreditte cour. Et auec ce, auons voulu, & nous plaist, que doresen auant ne soit loisible ne permis aux habitans & practiciens desdits pais n'autres, alleguer, vser ne mettre en sait aucunes nounelles coustumes autres que celles qui som faites & redigees par escrit esdits liures coustumiers, & selon la qualité en iceux escrire, ne sur icelles faire aucune interpretation de fait derogeant à icelles, & à tous iuges, ne de les admettre, surpeine d'améde arbitraire. Si donnons en mandement par ces presentes A nos amez & seaux les gens tenans nostreditte cour de parlemet, à tous autres iusticiers & officiers, que de nostre presente auctorisatio facent, souf frent & laissent iouir nosdittes Tante & Cousin & habitans desdits pais de Bourbonnois, & la Marche, plainement & paisiblement vuydent, & iugent leurs proces, en la forme & maniere cy dessus declarees, car ainsi nous plaist-il, & voulons estre fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Et que lesdittes coustumes ne soient icy specifiees de mot à mot, & sans preiudice de nos droits, & des droits qu'à vous, & à Madame nostre Mere, peuvent competer& appartent pour raison & à cause de la hoirie & succession de seuë, Ma-dame Susanne de Bourbo. Et aussi sans prejudice des oppositions que par-deuant nosdits commissaires auroiet esté faites, & quelconques lettres subreptices à ce contraires. Et à fin que ce soit chose ferme&stable à tousiours, nous auons sait mettre nostre seel à ces presentes. Donné à Fontainebleau, le xiij. iour de Mars, L'an de grace, Mil cinq cens xxj. Et de nostre regne le viij.

Extrait des registres de Parlement.

VR la requeste baillee à la cour, par le procureur general du Roy, & Duchesse & Duc de Bourbonnois, & d'Auuergne, comtes de la Marche, Par laquelle ils requierent les lettres octroiees parle Roy, à Fontainebleau le xiij.iour de ce mois, leur estre interinces, & en ce faisant dessenses estre faites à tous iuges, aduocats & practiciens de Bourbonnois, & de la Marche, & autres qu'il appartiendroit sur certaines & grandes peines de n'alleguer, vser ne mettre en fait aucunes nouuelles coustumes autres que celles qui auoient esté redigees par escrit és liures coustumiers desdits pais de Bourbonnois & de la Marche, publices par les commissaires à ce commis par le Roy, & selon la qualité en iceux escrite, ne sur icelles faire aucune interpretation de fait derogeant à icelles & aux iuges, ne les admettre sur peine d'amende arbitraire, ne faire preuue desdittes coustumes par tesmoins ou autrement, que par l'extrait desdit tes coustumes accordees & publices. Veu par la cour lesdittes requestes & lettres royaux, & tout consideré, la cour a ordonné & ordonne, qu'inhibitions & dessenses seront saites à tous les iuges, officiers, aduocats, practiciens & coustumiers desdits pais de Bourbonnois & de la Marche, & tous autres que doresenauant pour la preuue des coustumes desdits pais publices & enregistrees par lesdits commissaires, à ce ordonnez par le Roy, ils ne facent aucune preuue par turbe ou par tesmoins particuliers: mais par l'extraict d'icelles signé & deuëment expedié & aussi de non alleguer & poser aucunes autres coustumes nouuelles, ne faire aucune interpretatió contraire ausdittes coustumes accordees & publices: mais les observent & gardent, en ensuiuant lesdittes lettres duRoy. Le tout sur peine d'amende arbitraire, & ce, sans preiudice des oppositions & appellations, dont est faite mention au proces verbal desdits commissaires. Fait en Parlement, le xx. iour de Mars, L'an mil cinq cens xxj. Ainsi signé. & signé, Barme & Brachet. de Vignolles,

FIN DES COVSTVMES DV PAIS ET DVCHE DE BOVEBONNOIS.

Les coustumes generalles du haut

ET BAS PAIS

d'Auuergne.

CHAPITRE I.

Des adiournemens.

Article premier.

DES sergens des iurisdictions subalternes & ordinaires peuuet faire de par-Stie à partie, tous adiournemens simples & main-mises sur heritages, sans auoir, de ce, autre commission verballe, ne par escrit. Et n'est adiousté soy à leurs exploicts, si à iceux n'y-a vn ou deux resmoins, autres que ser-Adiournemens faits les iours feriez, à iour non ferié ou ferié, sont bos & vallables, comme f'ils estoient faits à iour non ferié: mais l'assignation escheant au iour ferié, est remise de soy, au prochain iour subsequent, non ferié. Adiournemens en cas de ban, faits és domiciles des absens si aucuns en ont en la iurisdictió du iuge qui a discerné iceux adiournemens auec ery publicq'és lieux accoustumez, ou le delict a esté commis, en les faisant appeller en jugement, au jour à eux assigné, sont bons & vallables sans aucune auctorisation. Et s'ils n'ont domicile en laditte iurisdiction, suffist faire lesdits adiournemens par cry publicq', au lieu du delict commis, & là où les crys ont accoustumé estre faits: car tels adiournemens en les faisant aussi appeller en iugement au iour assigné, sont bons, sans aucune auctorisa-Et se doiuent donner les assignations desdits adjournemens & autres personnels en cas de exces, crimes & delicts de dix en dix iours, qui sont huict iours francs. Et en matieres ciuilles sont arbitraires, eu esgard à la distance des lieux. vij. Le fils familier greigneur de xxv.ans peut ester en iugement, soit en demandant ou desfendant, sans auctorité ou licence de son pere: mais le jugemet qui s'en ensuit, ne porte aucun interest audit pere. Tout homme d'eglife peut estre adiourné par-deuant iuge lay sur verification & recognois-

C H A P. 2

Des iuges & leurs iurisdictions.

Article premier. Bard. vlt. ad

iij.

E vassal seigneur vtil ou subiet en iustice, ne peut prendre complaincte en cas de nonuelleté, n'autre remede possessione contre la saisse ou empeschement faits par iustice, à l'instace de son seigneur iusticier direct ou feodal, ne prendre laditte saisse ou empeschement pour
trouble de fait.

Mais se peut opposer, appeller ou venir par recours, si bon luy semble.

Toutel-fois iceluy vassal seigneur vtil ou subiet en instice, peut vser desdits cas de nouvelleté & autre remede possessoire, sur l'heritage dont il se voudroit dire possesseur contre le seigneur insticier direct ou seodal qui le tient, trouble, ou occupe, ainsi qu'il seroit contr' vn autre priné.

Le ressort peut estre à vn, & le sief à autre: car par la coustume, sief & ressort riens có-

Le seigneur iusticier n'est fondé à cause de sa iustice, de soy dire seigneur seodal des choses situees en icelle.

Les habitans d'aucune iustice qui n'ont cour comune ne consulat, ne se peuvent assembler pour leurs affaires communs sans demander licence à leur seigneur iusticier, ou és officiers du lieu dont ils sont subiets, sur peine d'amende, qui doit estre arbitree par le iuge, selon l'exigence du cas.

9. Io.fa.S. I.
instit. quod ciò
co. fa. Bal. l.
Macedoniani,
C.ad Maced.
Alex.apud
Barl. vit. ad
senatum Macedo, C.M.



La licence par eux requise en declarant le cas pour lequel se veullent assembler, si elle leur est resusee, se pourront assembler nonobstant le ressus, pourueu que sous couleur de laditte assemblee ils ne traictent chose qui ne soit licite & honneste. Et quant au departement des deniers royanx en vserot, comme ils ont accoustumé, & ont lieu lesdits deux articles precedes du bas pais d'Auuergne:car au haut les habitans en iceluy se peuuent assembler sans auctorité de iustice, pour faire luminiers ou iurez qui ont l'administratió des affaires commus des lieux, villages, ou parroisses dudit pais.

Remede possessione & sequestre n'ont lieu és choses mobiliaires.

ix.

Lettres non perpetuelles ne peuuét estre regrossoyees sans auctorité de iustice, & la partie appellee, qui y peut auoir interest.

L'on peut augmenter ou diminuer son libelle à la premiere assignation, quand les adjournemens ou relations font libellees.

Et si lesdits adiournemens ou relations, ne sont libellees, lon pourra augmenter ou diminuer lesdits libelles dedans la seconde assignatio, sans estre tenus esdits deux cas à aucuns despens à cause de laditte mutation, si n'est en fin de cause, ou si en ce la partie succumboit.

> Des sermens. C H A P.

Article premier.

ELVY à qui est deferé le serment, n'est tenu iurer ne referer si le deferant ne le veut croire, tant sur la dilation que sur les responses peremptoires sur-ce faites. Lesquelles sera tenu bailler promptement, affin que le deserant aduise s'il veut persister à saditte dilation ou

Hostelliers, tauerniers, reuendeurs & regratiers publics, sont creuz par leurs sermens des viures & marchádises prinses en leur maison, iusques à la somme de v.sols & au dessous, en les demandant & poursuiuant dedans trois mois, à compter du iour qu'ils les ont baillez, si iceux à qui lesdits viures & marchandises sont demandees, ont accoustumé frequenter les maisons des dessuldits, & prendre viures & denrees d'eux.

CHAP.

Des procureurs.

Article premier.

E mary pour la femme, n'autre conioincte personne, n'est receu à comparoir en iugemet, lans procuration.

Toute personne en matiere ciuile est receu à comparoir par procureurs, sans grace, i sinon qu'autrement par le juge en soit ordonné.

CHÁP. 5

Des recusations baillees contre les iuges.

Article premier.

SI contre aucun iuge ordinaire ou delegué causes de recusation sont baillees, & elles ne sont admissibles, ou qu'elles soient notoirement faulses, il se peut declarer iuge competat: autrement faut commettre arbitre de droit.

Et ou lesdittes causes de recusation seroient notoirement sausses, ou trouuces non veritables par lesdits arbitres de droit: le recusant qui les aura proposees, doit estre condemné en tous les despens, dommages & interests de partie à cause de la retardation du proces & en l'amende enuers le seigneur pour l'outrage fait à son officier.

C H A P. 6.

Des dilations.

Article premier.

ELAIZ en matiere ciuile sont arbitraires ayant regard à la distance des lieux, qualité des personnages & matiere dont est question.

Il y-a trois delaiz ordinaires 2 pour faire enqueste, & le quart auec cognoissance de cause: & sont les delaiz communs és demandeurs & deffendeurs.

Toutel-fois és petites causes & de petite importance, le iuge en pourra moins bail-

Le delay à deliberer d'estre heritier, est arbitraire à la discretion des iuges, ayans resgard àl a suetudinis sed qualité des parties, en distance des lieux.

CHAP. 7

Des renuoys des causes.

ADVEV emporte l'homme, soit en matiere ciuile ou criminelle, tellement que le subiet peut demander fon renuoy par deuant le feigneur-dont-il-faduouë , posé que ledit seigneur

constitutiones ler. quia non est materia con fyli.C.M

2. Ti.6.5.2. Hodie in eis

omnibus seruă

de sunt nove

1.Ti.3.5.2 Mudsuperfluit quia respicit

antiquam ini

serioribas pre-fertim consi-

znationem in predictu. C.M.

iam captură fiscalem,que exolevit de degneur ne le demande, pourueu toutes-fois, quant éscauses criminelles, que la iustice de laquelle s'aduoue, soit au pais d'Auuergne.

Et ou les parties sont d'accord de l'adueu & renuoy, le juge est tenu renuoyer celuy qui requiert ledit renuoy, si n'est que le procureur d'office du siege le voulsist empescher: auquel cas si ledit procureur l'empesche sans cause raisonnable, doit estre condemné és despens de partie en son priué nom.

Mais si ledit subjet fait faux adueus il doit estre condemné en l'amende de la sols enuers son seigneur, & en tous les despens, dommages & interests de partie.

Le delinquant qui est prins en fragrant delict, ne doit estre renuoyé deuant son iuge: mais peut estre puny par le juge rieres lequel il a esté trouvé delinquant.

En matiere criminelle quand aucun seigneur demade le renuoy de son subiet, il est tenu de payer les frais de iustice faits deuant le premier iuge qui luy renuoye, ou delaisse sondit sub-

Et si l'accusé tenant prison, demande ledit renuoy seul sans sondit seigneur, l'adueu sera signissé à iceluy seigneur ou à ses officiers pour le querir dedans le temps qui luy sera pre-

Et ledit temps passé, si on ne le vient querir, le premier juge en pourra cognoistre, sino que ledit delinquant se voullist faire mener à ses despens.

Et si ledit prisonnier dedans ledit temps est renuoyé deuant son seigneur, les frais saits deuant le premier juge, seront prins sur la confiscation des biens dudit delinquant ou condemnation d'amende, si aucune s'ensuit.

Si plusieurs seigneurs aduouent le criminel pour en auoir le renuoy sans fraude pour le debat des parties & sans preiudice de leur droit, le iuge qui a commencé cognoistre de la matiere, doit retenir la cognoissance.

CHAPITRE 8.

Des obiects & reproches de tesmoins.

Article premier.

BIECTS & reproches se doiuent bailler auant publicatio d'enqueste: autrement ne ij.

Reproches ou obiects contre tesmoins examinez sur reproches, ne doiuent estre receus si cen est que le iuge cognoissant de la cause, veist & cogneust vrgente cause pour ce fai-

Le iuge ne doit appointer les parties en preuue sur les faits contenus és obiects & saluations des parties sans veoir entierement les proces, wiuger preallablement les faits receua-

Reproche d'excommunication contre tesmoins, n'est receuable.

Es matieres ciuiles reproche d'estre larron, pariure, infame, rauisseur de filles ou autre cri- quam es simi me & delict ne sont receus, s'il n'y-a sentence ou composition d'amende, ou que lesdits crimes les confistutiofussent notoires, & ce pour reietter les tesmoins entierement: toutes-fois seront les dits reprochez receus quant à la diminution de la renommee des resmoius.

Obiects & reproches generaux sans specifier le caspour lequel lon veut reieter lé tesmoin, ne sont receuables.

Et quant és matieres criminelles, les reproches demeurent à l'arbitre du iuge.

Des contumaces. **СНАР.** 9.

Article premier.

Naction personnelle ou petitoire, le desfaillat en vertu du premier desfaut, est decheu des fins declinatoires, par le second des fins dilatoires, & par le tiers des fins peremptoires, &

Lesdits trois desfaux donnez, le demandeur sera apparoir de son intention par tiltres ou tesmoins, & sera readiourné le deffaillant pour veoir donner sentence.

Et ce fait, après le quatrieme dessaut, le juge peut donner sentence dissinitiue contre le desfaillant, selon qu'il trouue par raison.

En vertu de quatre deffaux, donnez contre vn delinquant, en cause criminelle, le iuge peut proceder à condemnation par les informations qui seront par deuers luy, sans qu'il soit besoin recoller les tesmoins.

Es matieres d'execution de meubles, de crices, de cas de nouvelleté & autres matieres

1113. Hac est consti vj. diri.C.M.

possession de cedulles, de cession de biens, taxe de despens, respits à vn & cinq ans, de recours sur-ce qu'à tort & sans cause, & recours en matiere d'inhibitions & dessenses, vn seul dessaut ou congé re integra, emporte finalité & gaing de cause.

vj.

Congé en cause d'appel obtenu par l'intimé cotre l'appellant, où il n'y-a anticipation, emporte gaing de cause re integra. vij.

Mais à l'appellant contre l'intimé, faut deux desfaux: & à l'intimé contre l'apppellant, où il y-a anticipation, en conuient obtenir deux pour auoir gaing de cause, soit en assis ou hors assis sei.

viij.

Vn seul dessaut en enterinement de lettres royaux obtenues assin d'estre releué de quelque obmission interuenuë au proces, emporte tel prossit que les lettres doiuent estre interinees, & aussi par le cogé obtenu contre l'impetrant il est debouté de l'essect d'icelles. ix.

Es matieres d'assenement, reprinse de proces, execution de sentence, recours de garantie, matieres purgatiues, taxes de journees, cancellation de lettres, matieres de partages, de succes sion ou de chose particuliere: Et aussi en matiere de bournes & limitations, deux desfaux emportent gaing de cause en justifiant par le demandeur de son droit.

x.

En matiere de reintegration le deffaillat, par vertu du premier deffaut, est decheu de ses deffenses: & n'a qu'vn seul ny. Et par vertu d'iceluy apres auoir informé de la possession & expoliation, le iuge peut proceder à sentence sans autre readiournement.

Es matieres pendans & indeciles par-deuant aucuns inges où les parties ont comparu, l'vne d'icelles obtient deffaut ou congé, le proffit est tel que la partie contre laquelle a esté obtenu, est decheuë de ce qu'auroit à faire à laditte assignation:

En toutes matieres convient inserer la demande & prossit de dessaut en l'acte du premier dessaut: autrement le juge n'y aura aucun regardi

CHAP. ÌO.

Des asseuremens & Sauuegardes.

Article premier.

Diournement en matiere d'affeurement se peut donner par le serment de celuy qui le requiert, s'il ne peut autrement prouuer l'exces, inuasion ou menaces qu'il pretend suy auoir esté faits, pour ueu qu'il apparoisse par information precedente de la legalité & preud'hommie de sa personne, & autres conie & ures qui pourroient à ce mouuoir le iuge.

Mais si les exces, battures ou menaces se pouvoient prouver: iceluy adiournemet ne se doit bailler sans informations precedentes, ioint le serment de partie. iij.

En matiere d'asseurement les parties sont tenuës comparoir en personne iusques à ce que par le iuge autrement sera ordonné.

Infraction d'asseurement emporte la hart, tellement que celuy qui est conuaincu de l'auoit en fraint, doit estre puny de peine capitalle.

Et est reputé l'asseurement enfraint, si celuy qui a obtenu l'adiournemet, a esté outragé par l'adiourné depuis ledit adiournement.

Si celuy qui a fait adiourner sa partie en matiere d'asseurement, ou qui a obtenu asseurement par sentence, est trouué blecé, battu ou mort, il est à presumer que l'adiourné ou celuy contre qui a obtenu sentence d'asseurement, ait enfraint & brisé ledit asseurement, s'il ne fait apparoir unt comunes, de son innocence.

Vij.

Le subiet en iustice ne peut vser de sauuegarde personnelle contre son seigneur iusticier.

CHAP. 11. Destuteurs. Article premie

TVTEVRS testamentaires sont preservations autres.

Le pere est administrateur legitime des biens aduentifs de ses ensans, & fait les fruits shabet locui et it mi nor 25, annin, quia lucra illa iceux.

TVTEVRS testamentaires sont preservations aduentifs de ses ensans, & fait les fruits shabet locui et it en usual le mariage faire inuentaire, sur peine d'estre priué de s'vsus-fruit qu'il a sur quia lucra illa iceux.

non suntilli da ta niss sub hac l'ayeul paternel est preseré quant à la tutelle de ses nepueux ou niepces en droite ligne, à sa l'a mere desdits nepueux ou niepces.

La mere aagee de x x v.ans est tutrice & administraresse de se enfans mineurs, si elle veut: & doit preallablement saire inuentaire des biens desdits mineurs.

Et est laditte mere tenuë rendre compte & reliqua de laditte administration, auant qu'elle conuole à secondes nopces, sur peine d'estre priuee des gaings nuptiaux. 2 vj. 2 Le

1. Tit. 11.§.3.
Hoc rationabile fub hac co
fuetudine in
quafamineno
funt comunes
fed funt quafi
ancille Graro
localetes.
C. M.

ancille Gravo
locupletes.
C.M.
2. \$.5. Hoc
vitra pænsi im
vis additur &
habetloció etil
si mater sit mi
nor 25. annis,
quia lucra illa
non suntilli da
ta nis sub hac
saltem tacita
conditione, &
fic nonobstante
que notatur in
l. vit. C. si aduersi delict.
G.M.

Digitized by Google

d

Ĭ,

Le monastere, auquel aucun a fait profession expresse ou taisible, ne succede és pere, mere n'autres lignagers d'iceluy profez. Et ne fait le religieux profez aucune part & portion en nombre d'enfans pour la compu-A. 14. Stilicet si nibil vel mo tation de legitime, mais est reputé personne morte. dicum accapit Le seigneur iusticier pourra faire mettre sa main sur les biens & succession de ceux qui dent iure pontifi cedent en sa iustice, pour la conservation de ceux qu'il appartiendra, fors & excepté la où il y To pro ingressus auroit descendans frere, ou oncle commun 2 en biens auec ledit nepueu, dedans le pais : auf-2 alias computa quels cas ne se fera aucune main-mise, pour ueu que dedans le mois à compter du iour que la bitur, adfinem tamen augensuccession est escheuë, ils se viennent porter heritiers. de legitime.

La semme, durant le mariage, peut disposer par testament de la quarte partie, tant de ses biés dotaux qu'autres charges de tous les legats & quarte partie des dettes, au proffit de ses enfans ou autres, excepté à son mary ou à ceux à qui le mary peut succeder, sur laquelle quarte partie aussi se prendra la quarte partie des sunerailles là, & quand le mary ne voudra accepter la gaigne coustumiere, 3 moyennant laquelle est chargé saire à ses despens les sunerail-

Ceux qui succedent du costé paternel, payeront les dettes prouenues dudit costé paterxviij.

Ceux qui succedent du costé maternel, payeront les dettes prouenans du costé mater-

Et si le desfunct a fait des dettes de son estoc, & qu'il delaisse aucun meuble & acquests, les parens du costé paternel qui succedent esdits meubles & acquests seront tenus payer les dettes faites par ledit deffunct.

Si lesdits parens du costé paternel ne veullent prendre & accepter lesdits meubles & acquests ils seront partis & diuisez entre les heritiers, tant paternels que maternels, & chacun desdits heritiers payera les dettes par moitié. XXL

Et s'il n'y auoit meubles, n'acquests dudit desfunct, icelles dettes se payeront par commun, par lesdits heritiers, tant paternels, que maternels, pro rata bonorum.

Les creanciers des dettes prouenus de l'estoc paternel, se pourront addresser seulemet con faciet. Adde tre les heritiers paternels quant à l'action personnelle. Et des dettes prouenues de l'estoc maternel qui sont à la charge des heritiers maternels, s'addtesseront contre les heritiers mater-

Mais les creanciers des dettes faites par ledit desfunct, dirigeront leur action personnelle, ést, quando re- cant contre les heritiers du costé paternel que maternel, sauf és heritiers leur recours l'vn cotre l'autre pour estre remboursez de ce qu'auront payé esdits creanciers outre ce qu'estoient tenus payer par laditte coustume, & sans preiudice en tous lesdits cas du droit d'hypothecque que pourroient auoir lesdits creanciers sur les biens du desfunct. xxiiij.

Les legats delaissez par ledit desfunct, seront payez par les heritiers, tant paternels que maternels pro rata bonorum.

Fille marice par le pere ou par l'ayeul paternel 4 ou par vn tiers, ou d'elle mesme: les dits pe-4 re ou ayeul paternel & mere viuans, douce ou non douce, ait quitté ou non, elle ne ses descenseuli, et pe no dans ne peuuent venir à succession de pere, mere, srere, sœur, n'autre quelconque directe ou prateritas suc- collateralle, tant qu'il y ait masse ou descendant de masse, heritant esdit tes successios, soit ledit descendant masse ou semelle, sinon qu'elle sust mariee en premieres nopces, en la maison s de 5 7.17. Et in ip session festites pere & ayeul, ou l'vn d'eux, sans constitution de dot: auquel cas n'est forclose desdittes

> Et en desfaut de malle ou descendans de masse, laditte fille ou ses descendans, pourront seulement venir à la succession du dernier mourant, 6 & autres successions apres escheans. xxvij.

Le pere & autres ascenadns en mariant en premieres nopces 7 leur fille & autres ascendas 7 en droite ligne, peuuent reseruer à leurditte fille, & autres descendans en droite ligne, droit successif de pere, mere & autres sesdits parens.

Et si les collateraux la marient, viuant le pere ou ayeul paternel, luy peuuent aussi reseruer leur succession seulemeur en tout, ou en partie.

Combien que par-cy deuant les coustumiers dudit pais ayent esté en altercation, si la fille mariee en premieres nopces, à laquelle n'auoit esté faite reservation de succeder, peut estre rappellee à la fuccession de ses parens & secondes nopces, ou autre traicté de mariage: A ceste caule

Digitized by Google

xiiij.

xv. t

C.M. 2.15. Adproximum tantii

refertur nec re quiritur quod frater vel descendens sit comunis.C.M. 3.16. De qua j.tst.14.9.44. 4. 25.Ideo de Solo ano pater no loquitur, quia solet filim vino patre eti**a** si habet vxorë nihilhabere, ni si forte quendă

ysufructu, & sic auns habet onnia in sua potestate: & neptes pro arbi t rio ellocat: Es sic solme anne li.1.Paul.cos. 29.in prin. li. nels. 2.C.M. 5. maison) Id tinetur in fa milia, mos loquendi patria,

invescripto. C.M. 6. 26. Id eft, qui nunc mori tur postquam Sculi, & fic no amissas. C.M So traclatu ma trimonij, non post. w 75.29. C.M.

dequo etiamin

ij,

Μ, į ¢

ch

6

Toutel-fois n'est prohibé esdits pere, mère & parens collateraux, luy donner, leguer ou difposer à son prossit, de leurs biens, autrement que par resetuation de l'espoir dudit droit succes- \$.25.5.00. 21

Iaçoit que par-cy deuant la portion des filles marices par leur pere ou ayeul, ou de leur vi- infra tit.14.5. uant, accreuft és filles non marice somme és malles, & que laditte fille non marice fust repu- 1. bi est in po tee masse, quant à ce, toutes-fois en ayant regard à la coustume generalle deuant-ditte & à la testate sponse sur les deux de la testate de la testate deux de la testate de la testate deux de la testate deux de la testate de la testate deux deux de la testate deux de la testate deux de la testate d raison d'icelle, & pour la conservation des masses dudit pais, a esté aduisé par lesdits estats pour tellige quando l'aduenir, que la portion de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de la fille mariee, ainsi forclose de succeder par les moyens dessussitions de succeder par les moyens de succeder pa 1 accroistra és masses seulement, s'fils veulent payer la dot à elle constituce, ou les restes d'icel- ta fuit, seus se le, en conferant laditte dot, ou moins prenant de la part & portion, comme laditte fille feroit, vimony fluerie si elle succedoit, sans ce qu'audit cas les filles restans à marier, puissent aucune chose preten- coclusius restants à marier, puissent aucune chose pretendre en la portion de laditte fille mariee.

Et combien que laditte sille, ainsi mariee, ne prenne part ne portion esdittes successions, missa quamcomme dit ch, si fait elle nombre & part auec les autres enfans, pour la quotte & computatio un ante solution de legitime.

Bt si laditte fille est mariee par lesdits pere ou ayeul paternel ou autre, ou de soy-mesme, sionem, pareires apres le trespas de sa mere, elle peut venir à la succession de saditte mere & autres ses parens mortui jurint tainen excludi 2 dudit costé & estoc maternel.2

Mais quant à la succession de session pere & ayeul, & autres parens lignagers, du costé parernelselle en est forclose, comme dit est.

Laquelle fille mariee par les dessuldits ainsi forclose desdittes successions, ne peut demander legitime ne suppleement d'icelle. Toutes-fois si elle n'a point esté douce, elle peut seulement requerir estre douce selon que les autres filles de la maison, si aucunes en y-a, ont esté xi ad alex.codouces. Et s'il n'y-a autres filles douces de laditte maison, elle sera douce selon l'aduis des pa- fil. 13. numer. rens & amis de laditte fille, eu regard és constitutions des mariages du lieu & voisins de sent-philh. dec. conblable qualité.

Et a esté aduisé par lesdits estats, que si laditte fille se marie, au desceu, & ontre le gré de per weum fa ses pere & mere, à homme qui ne seroit d'estat & qualité condigne à son lignage; ne pourra aucune chose pretendre ne quereller és biens de sesdits pere & mere, par dol n'autre-

Fille fiancee viuans sans pere & ayeul paternel, ou l'vn d'eux, n'est forclose des successions Ro. confil. 122. de sessits pere, ayeul, mere n'autres collateraux, si le mariage n'est accomply, leur vie du- 2.lib.4.C.M.

nt. Le lignager qui se veut porter hetitier simple, est preseré, en baillant caution à celuy qui se respettu primo veut porter heritier par benefice d'inuentaire, combien qu'il ne soit si prochain du dessunct, secus de substicomme celuy qui requiert estre admis par benefice d'inuentaire.

L'estranger ne peut estre receu à soy porter heritier simple, ne par benefice d'incentaire: 5.73.C.M. & par-ce ne deboute le lignager requerant estre receu par benefice d'inuentaire. Toutes-fois habet bona al'heritier conuentionnel par mariage ou association, s'il ne veut accepter simplement laditte libi voi potest succession, se pourra porter heritier par benefice d'inuentaire, si aucun des lignagers du des quia residaum Institution d'heritier testamentaire, n'a point de lieu. & est reputé icelluy institué legataifeilicet immofunct ne le veux estre; car ils seroient preserez audit heritier conuentionnel.

4:TC.4 Et ne peut aucun par testament, codicille, n'autre disposition de dernière volonté disposer de ses biens à pires causes, n'autrement, au preiudice de l'heritier ab intestat, que d'vn biliatiensent. quart chargé de tous legats, & de la quarte partie des dettes & quarte partie des funerail- lite se seds

Et se doit prendre ledit quart par la main des heritiers ab intestat, sans ce que les legataires consuerudo non fen puissent dire saisis.

Et si lesdits legats excedent ledit quart, sera le tout reduit au quart & distribute au sols la lixhiij. hac conf.C.M

XXX: baredes.C.M. XXXIj. renunciauerit XXXIII trimonij execu XXXIIIJ. thr tam per PACCLIN 6. qua XXXV. për mentë ha-XXXVj. fil.163. cbl.1. xxxvij. sed hoc ita ff:

XXXIX. togo vt infra XII) domiciliù , hac' xliij. habes locu nisi

Bbb iij.

S'il aduient que les heritiers instituez par ledit testament ou disposition de derniere volor té, sussent le ritiers ab intestat ou conuentionnels par traicté de mariage ou association, ils ne auront que les trois quarts, sans prendre aucun proffit du testament sur ledit quart, qui sera reduit & distribué entre les autres legataires au sols la liure. Et ce au cas que le autres legats moteroient le quart des biens dudit desfun&. xlv.

Mais ou iceux legats ne monteroient le quart desdits biens, le residu d'iceluy quart reuiedra 1. 47. Intelli- au proffit dudit legataire, pose qu'il soit heritier ab intestat ou conventionnel.

Et s'il estoit prelegué aucune chose à vn heritier ab intestat en aduantage des autres succesdans ab intestat: ledit legat vaudra de la quarte partie des biens du deffunct au preiudice des autestator potest tres heritiers venans ab intestat, comprins tous autres legats & reduction faite dudit quart, illam limitare comme dessus. xlvij.

ge nssicoftet de

contraria vo-

institutionem

ve quoduis le-

re.C.M.

de l hospital,

rius francie di

coustume des

prestres, prese-

due à s. Flour,

que chasque prestre mourat

doit faire te-

que son heri-

denier sepul-

gni∬imw. C.M.

Toutel-fois si l'heritier institué reputé legataire par ladite coustume, n'est heritier ab integatum. C.M. sta, il prendra trois quarts dudit quart. Et l'autre quart restant d'iceluy quart ainsi reduit, sera 1 simpliciter, seco distribué entre les legataires au sols la liure, comme dit est.

si protestet ur se Et ne seront les dittes ordonnances & dispositions de derniere volonté ainsi reduittes au dare, no soluedit quart invalidees par faute d'institution d'heritier, caducité ou preterition, n'aussi par saute 3.53. Intelli- de nombre de resmoins requis de droit, pourueu qu'il en y ait deux auec le notaire, ou quatre ge de fide comif Javia seu obli- tesmoins sans notaire. qua,quia vul-

Ne pourra ledit testateur, ou disposant, donner ne leguer directement ou indirectement augaris sub instigaru jub infri- cune chose au notaire qui receura ledit testament & disposition, n'és tesmoins à ce presens: neturiamplia ains seront telles donations & legats nuls, & de nul effet & valeur.

bunc S. etiam L'heritier ab intestat institué par testament ou non, qui sciemment accepte aucuns legs à consensulare- luy faits par le deffunct ou satissait à aucuns des legats faits par ledit deffunct ou autrement du legitimi vel aggree en aucune partie ledit testament, il approuue toute la disposition & ordonnance de inteffate viue iceluy deffunct:& est absolument tenu la garder & accomplir, sans qu'il se puisse aider de la rerestatore, quia duction au quart introduite par laditte coustume.

En succession de nobles, le fils aisné emporte le nom & armes du desfunct & la principalle to monvalet viante 25 an- place ou manoir auec le vol d'vn chappon, qui comprent motte, fossez ou douue, si aucuns en nos fuit indinos juit unai-catum in sena y-a, sinon vne sexteree de terre à l'entour de la maison, en recompensant les puisnez & coherien parissió das tiers de la valeur de leur part & portion de laditte place ou manoir & vol de chappon & non se in qua erat autrement, posé ores qu'il n'y eust qu'vne place en laditte succession. lij. do Michael.

Et n'a lieu ledit droit d'aisneesse entre filles, n'aussi en succession collateralle. liij. Substitution 3 d'heritier faite en testament, ou autre disposition de derniere volonté, n'a 3 lieu: & ne vaut aucunement audit pais par legat, n'autrement, en quelque maniere que ce

liij. 55. Ainsi Aucun n'est receuable de soy dire n'estre heritier d'aucun, s'il ne repudie & renoce expresest repronneela

fement à sa succession. lv. Les prochains lignagers des gens d'eglise seculiers leur succedent en leurs biens par eux delaissez.4.

> Article premier. C H A P. Des mineurs. I 3.

stamenter in-'OMBIEN que par-cy deuat par la coustume du pais coustumier d'Auuergne 5 le mas- 5 fituer l'Euefle aagé de xiiij.ans, & la fille de xij.accomplis, fussent reputez d'aage parsait pour ester en moins on cinq iugement, faire passer tous contracts, comme maieurs de xxv. ans: neantmoins les estats du fols: Car cela pais ont consenty & consentent la ditte coustume estre abrogee, & le droit commun en ce de ceste constu auoir lieu pour raison des inconueniens qui par-cy deuant s'en sont ensuyuis, & obuier à ceux me generalle, qui s'en pourroient ensuiure.

Et par-ce doresenauant mineur de xxv.ans ne pourra par contract de mariage, n'autremét de La sepulture qui doit estre disposer de ses biens immeubles sans auctorité & decret de juge, soit par conuenance de suclibre, & non ceder n'autre. questuaire,car ils souloyent iij.

Aussi ne pourra le mineur de xxv.ans en son preiudice saire contract d'association auec coaemer Jepul- uenance de succeder ou autre, sans auctorité de curateur ou decret de iuge.

messne dans Paris,ce qu'a esté declaré abusif,comme aussi cela est contre les saints anciens decrets.C.M.
5. Ti.13.S.1. Non est dubium quin hac verba enunciatiua in tex.cons.posita in textu legu glos in l.1.C.qui admit faciant plenam sidem de veteri cosuctudi. Sed quid de enunciatium positu au proces verbal, en quod pariter plenè probant indicatum suit per arressum contra Do de Lanal, anno 1546. memsoungust. Et de his statuti vide Philip, dec. in rub .ex. de iud. num. 3. en ib. Fran. ap. num. 49.C.M.

CHAP-

Des donations, dots & mariages.

Article premier.

FEMME mariee ou fiancee est en la puissance de son mary ou fiancé, excepté quant aux biens aduentifs ou parafernaux, desquels elle est reputee mere de famille & dame de ses

Et depuis qu'elle a esté vne fois fiancee ou mariee, combien que par viduité ou dissolution de fiançailles soit hors la puissance de son mary ou fiancé, neantmoins ne retourne en la puisfance de son pere, n'ayeul paternel: mais demoure dame de son droit.

Les mary & femme coniointement ou separement constant le mariage ou fiançailles, ne peuuent vendre, aliener, permuter, n'autrement disposer des biens dotaux de la ditte femme au preiudice d'icelle. Et sont telles dispositions & alienations nulles & de nul effet & valeur, 1.71.14.5.3. & ne sont validees par serment.

Mais quand laditte femme est deuëment recompensee de sons ou cheuance certainsten ce mariene ausse cas est au chois de laditte semme mariee ou ses descendans dedans an & iour apres le trespas ranceit. C.M.

2 de sondit mary recouurer & soy tenir à la chose dotalle ou à laditte recompense: 2 & ledit an la familie de passé, ne pourra reuenir à la chose dotalle, posé que la recompense ne sust sinssitue su n'est en remeré, & incas deuiction.

v. quid ergo sta-Et où laditte femme recouureroit ses biens dotaux alienez au moyen que dessus, ne sera te lient pour sur le à aucunes reparations & impenses sinon és necessaires nue à aucunes reparations & impenses, sinon és necessaires.

Femme constant son mariage peut disposer par contracts entre vis de la quarte partie de sant le l'autre de s ses biens dotaux & au dessous pour le mariage de ses filles & autres descendans, la ou son ma-separetur à vi ry n'auroit dequoy marier sesdittes filles, ou autres descendans selon son estat.

n'auroit dequoy marier sesdittes filles, ou autres descendans selon son estat.

vij. ro re in L. robi

Femme en cas de necessité pour les alimens d'elle, son mary & enfans pour racheter son adhiec C. de sirr

de prison peut aliener ses biens dorsur à source d'autres biens avec cognoisseme de cau Femme en cas de necessité pour les alimens d'ente, journairy de comme par mary de prison, peut aliener ses biens dotaux à faute d'autres biens auec cognoissance de cau incipit currere viij, annu etit vi-& decret de juge sans aucune recompense.

Tous biens que la femme a au temps de ses siançailles, sont tenus & reputez biens dotaux que of smants ix. pate of standard detentions de la confene timad detentions.

fil n'y a dot particulier constitué en traitant le mariage.

La femme constant son mariage peut disposer à son plaisir & volonté sans le consen-agent perest. tement de son mary par quelque contract que ce soit, de ses biens parafernaux & aduen- I dem de ciuils tiss au prossit de ses ensans & autre quelconque personne, sors & excepté au prosit de son merte maritis mary & des ensans de sondit mary d'autre mariage, ou autre à qui le mary puisse ou doiue 3.8. Defiunfucceder, & sans preiudice en cas de donation du droit de legitime aux enfans capables de prasenti per S.

2 auoir.

2 x. 1.3 & S. 28.

Biens dotaux retournent à la femme ou à ses heritiers le mariage dissolu : & en est laditte J. w. tit. C.M. femme quant aux immeubles saisse, ou ses heritiers, sans autre apprehension de fait.

nme quant aux immeubles saisse, ou ses heritiers, sans autre apprehension de fait. xj. 4. 12. Puta
Aussi est laditte femme saisse du douaire à elle constitué par son contract de mariage incon sa casum super .tinent le cas de douaire aduenu.

Toutes donations ou dispositions saites à cause de mort ou prenans esset par la mort du muni ligares, 4 disposant, 4 soient mutuelles ou non, se reduisent & ne valent que pour la quarte partie des nis sub sila coditione seunbiens dudit disposant, chargee de tous les legats & dispositions testamentaires s'aucunes en ya dum commula quarte partie des dettes & quarte partie des funerailles.

blement, comme sont testamés, codicilles & autres dispositions de derniere voloté, posé que mat. setus su se telles donations soient saites par parolles de donation entre viss auec clause de garantage, un resolui posou qu'il soit dit par icelles qu'elles ne puissent estre reuoquees : & ne sont les dittes donations sint in enentit XIII]. nu tantum, ve alterees ne validees par le serment apposé en icelles.

Et ne saisssent sessions: mais les faut auoir par la main de l'heritier ab inte-infra 3,24. **Itat**

S'il y-a plusieurs dispositions testamentaires ou autres donations à cause de mort ou pre-stantibm illy nans effet par la mort du disposant: toutes 6 icelles dispositions ensemble seront reduittes au confituti. quart à la charge que dessus.

Toutel-fois telles donations & dispositions vallent & tiennent entierement en deux con-que setigi in tracts, c'est asçauoir en contract de mariage & d'association vniuerselle, deduit la legitime és 170 C.M.

Et saissssent les different le Bbb iiij.

iiij. eim, etiam fi

d'iceux au prossit des contrahans les dits mariage & association & descendans d'eux tant seule 1. 17.Ex que umque matri monio L. pla-Si aucun fait donation entre vifs vniuerfelle ou particulière d'aucuns biens,& retient la difcet.D. de libe position d'iceux à son plaisit & volonté, telle donation est nulle : car c'est donner & retenir, ris & postlin. quia no fit hie qui ne vaut par laditte coustume. restrictio ad Donation entre viss de tous biens ou partie d'iceux à la charge de payer toutes dettes que descendentes einsde mutrile donnant doit & deura à l'heure de son trespas, est nulle: car cest donner & retenir taisiblemony nec 7.5 25. & §.26. Mais donations entre vifs à la charge de payer les dettes que le donateur doit au temps de nec J.S.L.tit.i cl.ufule vero laditte donation ou ses legats & funerailles, 2 est bonne & vallable: & n'est inualidee par laditte 2 posita extra etiam declara Donation entre vifs aucc retention d'vsul-fruit, est bonne & vallable par laditte coustume: tiones exinter &n'est inualidee par laditte retention d'vsus-fruit. nalle fatte no habent hunc effectu, sed ma Donations entre vifs de tous biens presens & aduenir ou de partie retenue certaine somme de deniers ou partie desdits biens pour en disposer à son plaisir & volonté, est bonne & val nent sub regu la communi. lable, quant és biens desquels le donnant n'en rétient la disposition. XXIIJ. quid de patre Et quant és biens retenus, laditte donation est nulle: & appartiennent lesdits biens rétenus qui duos filsos aux heritiers ab intestat, se d'iceux le donateur n'a autrement vallablement disposé. xxiir. Tolos masculos instituit in Donations entre vifs faites auec clause resolutoire, que le donnant suruiura le donataire, contractu ma lésdittes donations soient resolues & pour non aduenues, soit bonnes & vallables. trimonij, corii postea alter se Et combien que laditte coustume de donner & retenir ne vaille rien, neantmoins en deux contracts, c'est àsçauoir de mariage, & d'association vniuerselle, telles donations & dispositios patre & fra-tre decedit?Rs font bonnes & vallables au proffit des contrahans lesdits mariage on affociation & letirs defquod ipfo in-re fratri super cendans tant seulement: & saississent comme dessus. Tous pactes, aduantages, donations entre vifs ou à caule de mort, conuenances de luccefiti accrescit etia si incotra def soient mutuelles, lesquelles ou nom & autres couenances quels conques faites & passes Elu desunt ver en traitté ³ de mariage & en faueur d'iceluy par perfonnes capables à contracter, fains ou ma-3 ba o corum Superniuesem. lades vallent & tiennent au proffit des mariez & leurs descendans : & saissifent lesdits mariez C.M. -2.20 . Etil ß & leurldits descendans lés cas aduenus. non fit certa Er ont lieu tels pactes & conuenances & autres dispositions, apposees en contract de mafumma ea inriage & faileur d'iceluy, posé qu'elles soient faites auant ou apres les siançailles: & se penuent telligitur secu dum qualitarediger par escrit aussi après le mariage:mais qu'il apparoisse susfissamment le traitté auoir esté së persone &! bonorum L.ff. fait auparauant. xxviij. de verbi sigi Toutes-fois depuis que la femme est fiancee, elle est en la puissance de son fiancé au proffit C.M. duquel ne d'autre à qui il puisse succeder one peut faire aucunes autres donations, pactes ou o 3.26 . *Esiam* fi tractatus il dispositions, que celles que par traitté de mariage ont esté accordecs. le din pra co-Institution d'heritier & pact de succeder faits & accordez en contracts de mariage & fadat metrime néur des mariez & descendans dudit mariage, s'estendent seulement és biens qui se trouver ot nium, secue fo Sequatur ve es delaissez par le deces du disposant. Et ainsi n'empesche scelle institution ou pact de succeder, era Alexanque le disposant ne puisse aliener ses biens par contract entre viss. drum dixi in annot a.confil. Mais donations vuiuerselles ou particulieres entre vifs ou à causé de mort, faites en trait-162. ad finem te de mariage en faueur desdits mariez ou leursdits descendans, sont irreuocables, tellement lib . nec suffi wit quod fiant que le donateur ne peut aliener ne disposer des choses par luy ainsi donnees. Céluy qui a fait heritier en faueur des mariez ou leurs descendans, ne peut faire autre heri od in ipje co tractu ve sine tier par teltament ou autre contract subsequent quel qu'il soit sau présudice de l'heritier ou 5 pars pacto-rum dotalism heritiers instituez par ledit contract de mariage precedent. facit bard. a-Les dittes convenances de succeder mises & apposees en contract ne mariage où il y-a aflia.6. eleganiociation entre les mariez seulement ou entre les mariez écantres, ne sont interrompues par ter.ff.fol. mapartage subsequent. trim.l.si filisa fal. continuus Donations & autres dispositions entre viss pures & irreuocables faites en contract de ma S.cum quis.ff: de verb . obliriage & faueur des mariez, ne sont reuocables, posé qu'il y ait aptes enfans du disposant, si n'est quant au droit de legitime.6 xxxiii). 6 4.28.In toti L'heritier institué par contract de mariage, est tenu de payer & respondre de toutes charnist essent liberi' communes. C.M. 5.3 L. Non ergo potest dare convredemetia particularem nisi re legatarium rel donatarium certa rei. C. M. 6.33.Hac consuetudo est contra im ve dixi in tracta de dona sucti in tract matri . 👁 est intelligenda quando danatio su legitimi, secui si spurio, quie tunc locus est L.s. vnquam salun alimentu spury.C.M.

Digitized by Google

10. [

Į.

Œ.

ges hereditaires du desfunct tant active que passive, comme seroient heritiers ab intestat: mais ledit heritier ainsi institué par contract de mariage, sera receu à renoncer à laditte succes-1.39. Sectivi XXXV. J.S.46.C.M. fion Et se pourra ledit heritier institué par contract de mariage, rédre heritier par benefice d'in2.40. Seilieux
tentaire du dessuré si bon luy semble, où il n'y auroit aucun du lignage dudit dessuré qui se
vousist porter heritier simple, ou par benefice d'inuentaire, lequel sera à ce preferé audit heritier conuentionnel.

XXXVI.

Et se pourra ledit heritier institué par contract de mariage, rédre heritier par benefice d'inseit aucun du lignage dudit dessuré site sent se sent de mariage, rédre heritier par benefice d'incontract de mariage, rédre heritier par benefice d'incontract de mariage, rédre heritier par benefice d'incontract de mariage, rédre heritier par benefice d'inseit aucun du lignage dudit dessuré par le de contract de mariage, rédre heritier par benefice d'inseit aucun du lignage dudit dessuré sur light par le sent se le Donation faite entre viss par personne malade de maiadie dont i on cipete la succe de mort. Intre emerant chain, ou dont la mort sensuit prochainement, est reputé & censee donatió à cause de mort. Intre emerant saltem quando per annumpost per annumpost de mort. Et ne vaut que la quarte partie des biens du donnant chargee comme dessus. Et est reuocable per annumpost de mort. & autres dispositions de derniere volunté.

**Example de mort. & autres dispositions de derniere volunté. Et ne se peut dire ledit donataire sais desdits biens donnez:mais faut qu'il les ait par la main sed superest pe harioiere als intestat.

**Example : La company de la com des heritiers ab intestat. En telles donations faites à cause de mort ou prenans effect par mort, suffisent deux tesmoins auec vn notaire, ou quatre tesmoins sans notaire & sans y garder autre solemnité ne no formare cossitue bre de tesmoings requis de droit pour la validité d'icelles.

Le mary constant le mariage, peut donner à sa semme tous & chacuns ses biens ou partie stu an. 1539. Et an. 1549. bre de tesmoings requis de droit pour la validité d'icelles. d'iceux, sauf la legitime aux descendans. Et sont telles donations & dispositions bonnes & val lables par laditte coustume. En trois contracts l'on peut disposer de ses biens à son plaisir & volonté & en priuer ses in huins cossus de la contract de l vrays heritiers, sauf la legitime aux descendans. C'est asçauoir par contract de mariage, associa- sa De. Chartion vniuerfelle, & donation entre vifz: lesquels contracts & couenances y apposees saissifient with C.M. 2 les contrahans lesdits mariages, associations & donation, & leur's descendans les cas aduexlij. re nise donatio Donations entre vifs faites sans infinuation, vallent & tiennent. Donations entre viss faites tant à personnes estranges que es propres enfans etiam non C.M. emancipez de tous biens presens ou partie d'iceux, vallent, riennent & saississent: mais quand 5.46. Quid si denet de con les donations sont vniuerselles de tous biens presens & aduenir, elles sont bonnes & vallables sens presens quand il y-a retention d'vsus-fruit de tout ou de partie & non autrement, saus la legitime com
fient eins here-4 me dit est.4 Le mary constant le mariage quand il iouist auec la semme de blens parasernaux & aduentifs de saditte semme, sait les fruits d'iceux siens, en entretenant ses dits biens en bon estat & res permettoite Mant, sinon qu'autrement entre eux ait esté accordé & conuenu. xliiij. garentir nist est Le mary suruiuant sa femme, & ait enfans ou non descendans dudit mariage, gaige à luy & ses avel musus sufflant, sinon qu'autrement entre eux ait esté accordé & conuenu. és fiens pour en disposer à son plaisir & volunté, les licts, robes, coffré, linge & ioyaux de c.m. saditte semme à la charge de la faire enseuelir & payer les sunerailles selon leur estat & condi- 6.47. Copila-Et au cas contraire la femme qui suruit, reconure & gaigne sessions lices, linges, robbes & io minos iuru nec La femme durant le mariage ne peut faire à son prejudice aucune association, donation ne plus habeat na tre contract auec son mary & au proffit d'ice luy ou d'autre à qui le mare avisse. yaux en estat qu'ils sont lors. autre contract auec son mary & au proffied ice luy ou d'autre à qui le mary puisse ou doine suc-Steder. S

En faueur & contract de mariage l'on peut faire toutes donarions & dispositions par confet legitimatur ve dixi in coss.

Suenance de succeder ou autrement, au proffit de son bastard contractant mariage dempta leparis, s. 1, q. 8.

gitima liberis.

Number dixx. S. 33.

Ouand le pere fiance ou marie sa fisse, il est privé de l'vsuf-fruit à luy appartenant és biens en en en se par se Quand le pere fiance ou marie la fille, il est priué de fvsul-fruit à luy appartenant és biens c.m. maternels ou aduentifs de saditte fille si expressement il ne le reserue. Le pere est vius-fructuaire des biens maternels & aduentifs de son enfant: & dure ledit vius 7.49. Ides, 7 fruit nonobstant que l'enfant trespasse le pere survivant? nes filÿ.C.M.

CHAPITRE 15. Manual American American

Des associations.

Article premier.

TOVS pactes & convenances tant de succeder qu'autres quels conques, soient mutuelles ou non, mises & apposees en contract d'association vniuerselle faite & passee par personne capable à contracter non malade de maladie dont l'on espere ou que la mort s'en ensuiue

	prochain, sont bonnes & vallables: & saisssent 2 les contrahans laditte association ou leurs 1
1.1.Tit -15:5 1. etiā fi alia	- Here Cristians of the Control of t
fint etatu in	Et dutent leigittes connenances de incceder & autres appoiees audit contract d'anociati-
qualu.C.M. 2. saisissent,	on entre les contrahans laditte association & leurs descendans, quand il est ainsi conuenu &
Scilicet de pr	
	trespasse. iij.
hac consuetu dine, vi notă	Mais of title feloti confidentificatives confinances as increasing antics appoints ciator con
extra eius te	r tracts, durer entre leurs descendans apres le trespas desdits alsociez au partage entre eux fait:
ritoriŭ . vale quide pattio	residing and contractions of a contraction of an analysis of an arrange of the contraction of the contractio
bique, sed tra	r ge iubiequent ou par la mort de l'vn deldits allociez.
latio possessi	Conuenances de succeder apposees en cotract d'association, sont reuocquees entieremét
nis que fit i	par suruenance d'enfans, sinon qu'il soit expressement dit que la convention de succeder au-
dinu, non va	- ra lieu,y ait enfans ou non:auquel cas leidits enfans furuenans auront feulement leur legiti-
let nisi intra ius territorii	· ma
l.Iubere cau	T
rel.vit.ff. de	les affociez de disposer de leurs biens par contract entre viss à leur plaisir & volonté. Et n'ont
iurisd.om. ip.	vigueur lesdittes conuenances de succeder, si n'est és biens dont lesdits associez decederont
3.8. Scilice	faiss & vestus, & desquels n'auront autrement disposé.
en se portan heritier simpl	Towal fair na neuvene laldier affacier faire quere heritier nar coerast au ause difacticion
ou par inuen	- subsequent au prejudice de l'association & convenance de succeder apposee en icelle. vij.
taire, an ca	Freeft ledit heritier par contract d'affociation, tenu à toutes charges, herediraires comme
que l'heritie conventionel	seroit heritier ab intestat, sinon qu'il renonçast à la succession de son associé, ce que luy est per
ne voulut e	mis faire par laditre coultume.
stre heritie que par bene	The state of the s
ce d'innétaire	
car s'il est he	ple, ou par benefice d'inuentaire : lequel lignagier sera preferé audit heritier conuention- 3
exclud & is	
distinctemen	
tous les ligna gers suyuat l	
convention,	
par tant l'be	- 1 x x
ritier connen tionel ne peu	
vser de benefi	Tourel fois en controlt de permutation où il va deniers ou meuble de resour en quelque
ce d'inventai	nombre ou valeur que ce soit, ventes sont deues pour lesdits meubles ou deniers tant seule-
il n'a point d	ment, pour ueu que ledit contract de permutation ne soit fraudulenx: auquel cas lesdits lots &c
CONCUTTENCA	
4.5.tit.17.5	
rt dixi in caj	of aucum fait donation citite vits de les biens ou de partie d'icenx à la charge de payer les
paris. 5. 23.9 15.C.M.	・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・
5.6 . Hocen	4446
habet vice di nistonis cum j	
· · · · · · · · · · · · · · ·	Control of the brock of the price but of addition to be a series !
	ction ou autrement, lots & ventes sont deues tout ainsi que du pris & sort principal.
neu vi S.sequ	
C.M.	de iteu quant a laditte plus value.
6. 11. Intra tempus facul	
tatis proroga	on recabition de demeis en famenting trianable duritiens et granbor feur remaintent an borgon
sa l. sed et j	ニー・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・
manent e ff.d. .precar. dixi ii	Locs be adules out tien en acute de incecinon rappat rate bro rata des inclustres dan resone
consue paris.	en laditte luccellion au lois la liure. Vilje
23.C.M.	
	Rescisson d'outre moitié de iuste pris n'a point de lieu en vente de chose meuble n'en ven-
	te de fruits & louages faits à trois ans & au dessous.
	Noms, dettes & actions sont reputees meubles par laditte coustume. xj.
	Quand l'heritier est racheté dedans le temps de la faculté accordee, en faisant le contract
	de vendition ou depuis prorogee, ne sont deuz aucuns lots & ventes pour sedit rachat, ains 6
	seulement pour la premiere vendition, sin'est que laditte faculté sust donnée par interualle
	de temps

de temps apres laditte vendition. Auquel cas les lots & ventes dudit rachat sont deues come de la premiere acquisition.

ij.

117

ũ

T,

ìt.

Si en faisant contract de permutation, l'on baille reaument & de fait par contre-eschange, fons ou rente certains, sous faculté de rachat pour vn pris dedans aucun temps, lots & ventes ne sont deues.

Si n'est qu'ils sussent rachetez dedans trois ans, posé que ledit rachat sust de plus long temps.

Mais si lesdits sons ou rente baillez en contre-eschange sont incertains, & ne sont reaumét baillez & deliurez: lots & ventes en sont deues dés le jour dudit contract sans attendre ledit rachat.

En fermes baillees au plus offrant soit du Roy, ou autres seigneurs inserieurs, le dernier en cherisseur à faute d'entretenir sa mise, est tenu de payer & se mettre à la solle enchere. Et ainsi est des autres encherisseurs precedens par ordre s'ils ne veulent entretenir leurs mises. xvj.

Lots & ventes sont deues pour l'heritage baillé en iugement de deniers dotaux aux autres.

Si aucun aliene heritage, à faculté de rachapt, ou si en faisant l'alienation, y a deception deoutre moitié de iuste pris, ou que le contract soit rescindable pour quesque autre cause: si l'acquereur se desmet à autre de la chose acquise, le bailleur pourra adresser ses remedes de droit, non seulement contre le premier acquereur, mais contre les derniers detenteurs & cha cun d'eux.

En faifant aucun contract de vendition, fil y-a déception d'outre moitié de iuste pris auec faculté de racheter, & que le vendeur demeure detenteur de la chose vendue : ledit contract est nul. Et est l'acheteur tenu compter les fruits qu'il à receuz par louage ou autrement au sort principal.

Quand les heritages tenus en censiue, se baillent à louage à xxix. ans & au dessous, posé ores qu'il eust diuerses locations à diuerses revolutions de temps par mesme contract comme de trois en trois ans iusques à xxix. ans, il y a lots & ventes.

Et aussi en vendition de fruits a semblable temps & qualité. Mais retenue n'a lieu esdits cas.

En vendition de rente ou chose immeuble saire sous faculté de remeré; si le rachat des choses vendues est fait par le vendeur ou la somme par luy consignee & deposee au ressus de faire la reuente par l'achepteur parauant le terme de la rente escheue ou les fruits des heritages leuez; le vendeur rachetant sait les fruits de l'année dudit rachat siens, en payant le droit de labourage si aucun en y-a.

Iaçoit que par-cy deuant entre les practiciens dudit pays y eust altercation si és venditions faites par cryces rescisson d'outre moitié eust lieu: toutes-soir le bien dudit pays a essé aduisé par les estats, qu'en vendition saite par cryces, rescisson d'outre moitié de iuste pris ne aura lieu d'oresenauant contre les dittes venditions.

С Н А Р. 17.

Des prescriptions.

Article premier.

EN tout le bas pays d'Auuergne soit coustumier ou de droit escrit: & aussi au haut pays de Auuergne coustumier n'y a qu'vne seulle prescription qui est de trente ans: à laquelle toutes autres prescriptions soient greigneurs ou moindres sont reduittes.

Tous droits & actions, cens, rentes, seruitudes & autres droits quels coques prescriptibles. soient corporels ou incorporels se prescriuent, acquierent ou perdent par le laps & espace de trente ans continuels & accomplis.

Et alieu laditte coustume seulement contre ceux qui ont pouvoir & faculté de poursuiure leurs droits & actions en iugement contradictoire.

Et tient lieu la ditte prescription de tiltre & droit constitué, & a vigueur de temps imme Scilicet quanmorial.

V. mine toisse s'a

Les biens dotaux se peuuent prescrire par ledit laps & espace de trente ans, etiam constant quam non plus & pendant le mariage, si ce n'est que le mary ou ses heritiers ne sussent foluables pour respondre de la negligence faite à la poursuyte desdits biens.

Le seigneur vtil qui a seulement payé vne partie du cens vnisorme & determiné l'espace ru censuirquia de xxx.ans, il a prescrit l'autre partie du cens par laditte coustume.

I.Tit.17.\$.6.

Scilicet quando foluit sub no mine totius ta quem non plus debens, secus si sub commemoratione maioris census quia tunc totu coser

Coustumes du haut & bas pais d'Auuergne Les arrerages de cens ou rente annuels ne se pourront d'oresenauant demander que de trois ans derniers escheus, si ce n'est que des annees precedentes il y eust diligence suffilan-Etaussi en iustifiant de payement de trois années par tesmoins ou acquits vallables, posé que lesdits trois ans fussent payez à vne sois, l'on demourera quitte de tous les arrerages precedens sans autrement en iustifier. Le droit de taille en quatre cas deu au seigneur iusticier pour raison de la haute iustice, ne se peut prescrire par aucun temps à saute de iouyssance ou prestation, si ce n'est qu'il y eust co tradiction. Mais le proffit des cas aduenus est prescriptible par ledit laps de trente ans. xj. 1.tit.17.\$.11. Faculté de rachat baillee totiens quotiens, cft extincte par le laps & espace de trente antellige de præ dio à prescribé te possesso ve dixi in tract. Fief ne se peut prescrire par le vassal contre le seigneur seodal, n'aussi par le seigneur contre commerciorii le vassal. xilj. & vsurarum Mais vn seigneur peut bien prescrire droit de fief sur vn autre seigneur. quest.17.18. C.M. XIIIJ. Celuy qui acquiert du Roy ou autre seigneur iusticier la chose à luy adiugee par mortaille ou confilcation, il peut retenir la chole ainsi acquile apres cinq ans passez, sans y pouuoir estre inquieté. Droit de tailles, charrois, coruces & maneuures deuz à mercy & volonté, n'est prescriptible finon qu'il y eust contradiction. Mais au regard des tailles, charrois, coruces & maneuures certains deuz sur heritages, se prescriuent par ledit laps de trente ans. Combien que cens & surcens n'ait lieu par la coustume du pays : toutes-fois ledit surcens se peut prescrire par ledit laps & espace de trente ans : mais la directe seigneurie demeure & appartient au premier leigneur direct. . • La façon & maniere de payer & leuer difme & aussi la quotte d'icelle ، ou ce qui est accou stumé payer pour raison dudit disme, se preserit par le laps & espace de trente ans, sans ce que le curé ou vicaire ou autre dismier en puisse autre chose quereller ne demander. Toute personne soit noble ou roturier, peut tenir audit pays haut & bas heritages francs, quittes & allodiaux de tous cens, charges, fiefs & autre seruitude quelconque. CHAPITRE Des obligations, exceptions, solutions & compensations. Article premier. FEMME constant le mariage ne se peut obliger pour le fait de son mary, ne de celuy ou ceux à qui sondit mary puisse succeder, n'aussi renoncer aux obligations & hypothecques à elle appartenans. Et ne peuuent tels contracts par elle consentis, estre validez par serment, si ce n'est és cas cy dessus specifiez au tiltre des dots & mariages à elle permis. Celuy qui a baillé cedulle ou obligation d'aucune somme de deniers, ne peut alleguer l'ex-2.Tit. 18.6.3. ception de deniers non baillez ou nombrez pour charger le creancier de prouuer 2 le nombre sensus cum s. ment desdits deniers. iiij. Mais si le detteur la veut prouuer, il-y sera receu. Exception d'excommunication n'a lieu en la cour laye. Compensation n'a point de lieu, si ce n'est quand la dette que l'on veut compenser, est li-

Hiceft verus seq. & genera-liter observatur in teto re-210.C.M.

quide & par escrit.

Reconuention n'a point de lieu audit pays.

CHAPITRE Des respits d'un & de cinq ans.

Article premier.

RESPITS à vn & à cinq ans, n'ont point de lieu contre les condemnez en cour laye, soit par constitution de procureur, ou parties ouyes en cognoissance de cause. Tous respits à vn ou cinq ans, ne se pourront enteriner sans appeller les creanciers. Et n'ont lieu lesdits respits d'vn ou de cinq ans contre le mary poursuyuant la dot de sa sem me, n'aussi contre la vesue poursuyuant le payement ou restitution de sa dot, ne ou le detteur a renoncé expressement à l'impretation d'iceux. iiij. Rece-

Des emphiteoses, &c. cclxxxvii. Receueurs, louandiers, fermiers, ou acéleurs ne se peuuet aider desdits respits d'vn ou cinq ans contre leurs maistres ou seigneurs, si ce n'est trois ans apres leurs dettes & obligations passes. Aussi ne feront les acheteurs qui auront la marchandise. vj. Redeuables en censiue ou parciere, ne se peuuent aider de respits à vn ou cinq ans, contre ceux, esquels lesdits cens ou parcieres sont deues. Des cessions de biens. C H A P. Article premier EVX qui veullent faire cession de biens, doiuent comparoir iudiciellement en personne:& ne seront receuz par procureur. Et sont tenus lesdits cessionaires saire serment solennel deuat le iuge de ne faire laditte cession pour frauder leurs creanciers, & qu'ils n'ont fait aucune alienation de leurs biens pour les deceuoir: & indiqueront leurs biens si aucuns en ont. Et s'il viennent à plus grande fortune de biens, qu'ils satis-feront à leurs creanciers deducto Auec ce ceux qui feront lesdittes cessions de biens, sont tenus eux desceindre & ietter leur ceinture à terre, en signe d'abandonnement de leursdits biens. CHAPITRE. 21. Des emphiteoses & lonages. Article premier. JACOIT que par cy deuant le seigneur direct ou feodal, & aussi le lignager eussent peu retenir la chose vendue dedans quarante iours apres l'acquistion, à les compter du temps que ledit leigneur ou lignager l'ont sceu ou peu spauoir, qui estoit à entendre pour le temps qu'ils pourroient estre certifiez veu la distâce des lieux:toutesfois pour raison de l'incertitude dudit temps, & obuier à plusieurs proces & inconveniens qui s'en pourroient ensuyurc, ij. A esté aduisé par les estats que le seigneur direct ou feodal pourra retraire ledit heritage vendu dedans trois mois, à iceux compter du iour de la possession realle prinse par l'acheteur, &non plus tost. Laquelle possession ledit acheteur ou autre pour luy prendra en la presence de deux refinioins du lieu & iustice, où ladite chose est situee. Exest le dit temps de trois mois continuel. Et court contre toutes personnes mineurs de xxv. ans, semmes mariees & autres personnes quelsconques, sachans ou ignorans. La chose tenue en fief ou directe, se peut vendre sans le congé ou licéce du seigneur direct ou feodal: & pourtant ne tumbe en commise, n'aussi par fauté de payer les cens par deux ou trois ans n'autre temps. Cens surcers n'a point de lieu sans le consentement du seigneur direct : & est commis 1 & quum, re distinct sur le surcers n'a point de lieu sans le consentement du seigneur direct : & est commis 1 & quum, re distinct surcers le su trois ans n'autre temps. confisqué le surcens & to ute autre charge annuelle assile sur l'heritage tenu à cens, audit sei- in conf. paris s gneur direct, en failant faire declaration par instice de laditre commile, & non autrement. v. 35.9. in fised Toutel-fois par la surcharge l'heritage où ledit surcens ou autre charge est assis, n'est com- dixi in cosuer. र प्रोत्सारने के अक्ट mis. Le leigneur direct peut faire assener? sur la chose tenue de luy pour sçauoir à quel tiltre ce- 2 in fi. C. M. Luy qui la porte, la tient, pour en auoir les droits de directe, c'est à sçauoir la retenne ou ventes 2. 6. 1d est.

à son chois, ou pour estre payé du cens & des arrerages si aucuns en sont deuz. Et pour iniection esta ce peut faire dessendre au tenancier tout vz & exploiet, iulques à ce qu'illaura en seldits curatoribman in a compaign and the manager of the meaning of the meaning of the company of the

Aussi peut le seigneur direct venir par action personnelle contre l'acheteur qui tient l'heri est iniustam, rage tenu de la directe pour eftre payé des lots, ventes & arrerages de son temps. viij. veu que le fet

Si plusieurs heritages sont vendus ensemble pour vn mesme pris:le seigneun direct n'est re-leur d'heritacen à demander la retenue de l'un sans l'autre , sinon du consentement de l'achdieur si le tota · ge & que le ge des choses vendues est tenu de sa directes no el militare de la como de plante de la corractera son

Mais si partie des choses vendues est renue de luy en directe & partie non: le seigneur direct presudicemes pourra avoit par retenue se que lera tenu de luy en ditecte seigneutifis en rendant pour le re-

tour le sort principal & loyaux coustemens pro ratili, de la configuration de la confi

3 les prendre.3 ្នកខ្មែកត្រូវប្រភពពល្អបរិសាធា នេះក្រុសប៉ែស្រៀក ហេង១៣នៅ ការប្រសៀវ redicationing Et idem du seigneur feodal quant és choses feodalles.

Gens d'eglife, communautez ; colleges ; luminiers ; confraires & autres semblables qui au fendis. C. M. Ccc

vj. paris.par. 2. VIJ. 3.10.11.Нье Xij. ve ettain. j. 16 22. S. 23. in

proffit de leurs eglises, communautez, ou colleges acquierent ou à eux aduiennent, par mortaille, dedication, confiscation ou autrement heritages tenus en directe, peuuent estre contraints par les seigneurs directs vuyder leurs mains dedans an & iour de la chose ainsi acquise, à compter du iour du commencement de ce faire.

Et à faute d'obeyr, peuuent lesdits seigneurs directs lesdits an & iour passez, iouyr desdits heritages & faire les fruits leurs, iusques à ce qu'ils soient alienez à personne capable. xiii.

Parcillement le pourrafaire le seigneur iusticier pour l'interest de ses droits de confiscation & mortaille, soit la chose allodialle ou tenue à censiue, à faute de ce faire par le seigneur direct.

Le lignager est preseré au seigneur direct quant à la retenue de la chose vendue: toutes-sois quand le seigneur direct achete la chose mo uuant de son cens sans fraude : ce qu'il sera tenu affermer par serment, le lignager ne le peut retraire.

Le seigneur vtil peut gulpir & qu'itter l'heritage mouuant d'autruy cens, en payant preallablement les arrerages deuz à cause dudit heritage de tout le temps passé insques à laditte gul pine. Et en baillant acte d'icelle gulpine à ses despens au seigneur direct, & laissant la chose quitte en bon estat, & non autrement.

Et si ledit seigneur direct est appellé en jugement contradictoire pour veoir faire laditte gulpine: s'il ne compare, & il est adjourné en personne ou domicile: la gulpine se peut saire en vertu du premier dessaut.

xviij.

Aussi ledit seigneur vtil peut gulpir ledit heritage au seigneur direct hors iugement en la personne d'iceluy seigneur direct.

Si le seigneur direct, son receueur ou commis a receu particulierement son cens d'aucuns particuliers tenanciers des heritages mouuans de sa censiue à vn seul & mesme cens, pourtat n'est sondit cens diuisé sinon qu'autrement il ait expressement accordé la diuision de sondit cens.

Celuy qui a recongneu tenir aucun heritage en censiue, & promis payer ledit cens tat que il sera tenancier dudit heritage, est tenu payer ledit cens, posé qu'il die n'en estre tenancier ius ques il ait nommé le nouueau tenancier dudit heritage.

CHAP. 22. Des fiefs.

Article premier.

fonario domi mi directi ret tation de seigneur seodal ou vassal, le seigneur seodal peut par puissance de siefentrer en seodal peut peut par puissance de siefentrer en seodal peut par puissance de siefentrer en seodal peut par puissance de siefentrer en seodal peut peut par puissance de siefentrer en seodal peut par puissanc

Et peut ledit seigneur seodal, si bon suy semble, par conforte main du seigneur insticier en la instice duquel est ledit sief, ou du superieur faire assener sur iceluy sief à la confortation & co servation de son droit & main-mise.

Le seigneur seodal ne peut saire les fruits siens, si ce n'est qu'il y ait saisse empeschement de sief deuëment signifiez audit vassal.

Quarante iours apres laditte saisse faite & deuëment significe au vassal en sa personne, ou à son domicile sil est demourant au pays, ou sinon au lieu de la chose seodalle, en parlant és per sonnes de ses acenseurs, sermiers, entremetteurs, procureurs & negociateurs, ou d'aucun d'eux tenans & possedans laditte chose seodalle : le seigneur seodal fait siens tous les fruits dudit sief susques à ce que soy & hommage à luy deuz, luy aurot esté saits selon la nature du sief, ou que le vassal se soit mis en deuoir.

Mais pendant lesdits quarante iours à iceux compter du iour de laditée saisse & signification d'icelle donnez au vassal pour faire ledit sief, ledit seigneur seodal ne fait les sruits slens.

Et est tenu iceluy vassal qui aura fait l'hommage & baillé le serment de sidelité, dedans qua rante iours apres ledit hommage fait, bailler audit seigneur seodal sa renommee & denombre ment.

Et par faute de ce, les dits quarante iours passez, iceluy seigneur seodal peut saisir le dit sief & fruits d'iceluy.

Toutel-fois en ce cas ledit seigneur seodal ne sait point les fruits siens comme il fait par la saitse

1.20. Idem co fuetudo Borbo niensis, sed non ost equum ve dixi in construction paris. S. 13. gl.
1. quest. 1. co etia dico quod casu retractus proximitatus, resurget co praferetus cos fonario domi ni directi ve patet per S. 15 S. codem recte ponderando.

C.M.

la faisse à faute de fief non fait.	
Le vassal est tenu aduouer ou desaduouer le sief dont est requis. Et n'est tenu le seigneur	Intellige qua
feodal monstrer au vassalimais est senu le vassal sen enquerir si bon luy semble.	do vassalus
Site vassalest nouveau tenancier, il peut saire soy & hommage à celuy qui le somme de ce	vuit penaente lite frui feudo
itures born ranner resurnies? ee babberiete ott 3 ei litti is it initaliantu te trefræ er balnest een itt in 1914.	domino invita
leurs. A. La Dab and A. Islambi reput pertit yearn (128). A second of Lat it and xj.	vt dixi in cof.
A thirding to historianist Charling divided via lighterial diamic denic that a metrate profit.	parif.§. 31. fed fequens respon
pė diautruy net aro anie ir alkao aukyrio prakripaus mianomo, a comunimora į dieliju (i xija)	jum huius G.
Neantmoins sera tenue la foy & hommage pour pure & simple quant auseigneur seodal,	est iniquu, de- bent en im mu
guquel elle aura esté faire l'il n'appert d'autre seigneur seodal.	tuo edere, vi
The state of the s	dixi in confue
ctions reording for Altibis de Burge à localiste des dur 11 x iten ne Albreit ilse il est dist s'ent	parif. S. 5 . sed potest cosuetu
qui confessent & font le fief, appais poi de la constant de la post de la confessent de la participa del la participa de la participa de la participa de la participa de la participa del la par	do intelligi ad
e valial ne peut charger le fiét d'aucun cent ou nécliation annuelle n'autre lemiéude ou	finem provisio nu: quia prehê
charge, sans le consentement dudit seigneur seodal : & quand il le fait, ledit seigneur peut faire	sso. ynsa prese sio semper du-
	rabit ad of-
Et audit cas le vassal ne confisque ledit fief ne la surcharge.	que finem litu linetraindicio
Gens d'eglise, communautez, colleges, luminiers, cofreres & autres semblables qui au prof	petendæ editie
fit de leur eglise, communautez & colleges acquierent ou à eux aduiennent par mortaille, co	nis.C.M.
fiscation, dedication ou autrement heritages tenus en fief, pequent estre contraints par leurs	
feigneurs feodaux quand bon leur semble à vuider dedans an & iour leurs mains de la chose	
ainsi acquise, à compter du jour du commandement de ce faire: & à faute d'y obeir, pourront	
lesdits seigneurs seodaux lesdits an & iour passez, iouyr desdits heritages, & faire les fruits leur	
iusques à ce que les le la reitages soient aliènez à personnes capables. xvij.	
Quand il y-a mutation de personne en fiet, soit du seigneur feodal ou vassal par quelque	
moyen que ce soit le vassai en de la faction de payer aucun droit ou charge audit seigneur seodal pour	
raison de laditte mutation dudit sie fisson qu'il appaire du contraire, xviij.	•
La chose feodalle ne se confisque au profit du seigneur seodal, si ce n'est en deux cas: l'vn par	
felonnie, l'autre par faux adueu. 2 xix.	2. S. 18. Ou faux adueu.
Mais si par autre crime le vassal confisque ses biens: la chose tenue en fies, est confisque au	rt s.eo.tit. §.
seigneur iusticier en la iustice duquel elle est situee & assisse, ou au Roy, és cas esquels la confis	13.C.M.
cation appartiendroit audit seigneur.	
Le seigneur seodal peut auoir par retenue la chose vendue renue de son sief, en payant le	ı
fort principal & loyaux coustemens: & ce dedans trois mois à les compter du iour de la posses	
sion realle prinse par l'acheteur, & non plus tost : laquelle possession l'acheteur ou autre pour	
luy prendra en la presence de deux tesmoins du lieu & iustice où la chose est situee. xxj.	
Et ne peut ledit seigneur pour raison de l'alienation ou mutation de la chose seodalle, de-	
mander aucuns lots, ventes n'autres droits, fors la retenue de la chose feodalle, en venant de-	
dans le temps dessussit, si ce n'est que ledit sief sust chargé de cens en directe, portant lots	
& ventes par la nature d'iceluy fief. xxij.	
Et si plusieurs choses ainsi tennes du sief d'aucun seigneur, sont vendues ensemble & par	
mesme pris:ledit seigneur feodal ne peut demander la retenne de l'vne ou de partie de laditte	
chose: mais doit demander le tout tenu de son sief, sinon que l'acheteur y consentist. xxiij.	
Aussi n'est tenu ledit seigneur feodal retraire les autres choses qui ne sont de son fief, po-	
se qu'elles ayent esté vendues auec la chose seodalle : mais pourra auoir ledit seigneur seodal	
par retenue ce qui sera de son fief, en rendant le sort principal & loyaux coustemens pro ra-	
ta. xxiiij.	
Toutef-fois si l'acheteur offre la totalité des choses vendues par vne vente & pris:sera tenu	A A . #1:4
	est aquum, vi
Le seigneur feodal n'est tenu receuoir son vassal à fief, si ce n'est au lieu dont depend le fief,	
filne veut. xxvj.	5.10.C.M.
Aussi le seigneur seodal n'est tenu ne contrainct receuoir par procureur sondit vassal à soy	
Durant le temps de souffrance & respit de faire homage, le seigneur seodal ne fait les fruits	
Et est tenule seigneur seodal bailler souffrance & respit à son vassal s'il est mineur insques	
Et eit tenule leigneur leodarbamer lountrance & reipit a lon vanar men mineur linques	

à l'aage de vingt ans, en failant diligence suffisante par son tuteur ou administrateur d'auoir la ditte soussit au de la communité des la communité de la communité de la communité de la com
Et aussi au vassal qui est malade ou necessairement absent.
Le seigneur seodal n'est tenune contraince receuoir son vassal à soy & hommage qu'il n'ait
preallablement payé les fruits encouruz staucins en sont deuz, xxxj.
Mais si ledit seigneur feodal & sondit vassal ne s'accordent de la valeur desdits fruits: ledie
vassal est tenu consigner en main tierce lesdits fruits, selon qu'ils peuuent annuellement mon
ter & valoir par commune estimation, sans preiudice du plus ou du moins quand lesdits fruits
feront deuement cogneuz & verifiez. xxxij.
Et en ce faisant, ledit seigeur seodal sera tenu receuoir sondit vassal à soy & hommage: & ne
fera deslors en auant les fruits siens. Les siess sont tenus & reputez biens patrimoniaux: & se peutent aliener à quelque tiltre
que ce soit, tout ou en partie par le vassals la congé du seigneur seodals xxxiiij.
Aussi ledit seigneur seodal peut vendre & aliener son sief sans le consentement de son vas-
fal. They are the second of th
Toutef-fois quand partie de la chose feodalle est alience par quelque contract que ce soit:le
fief demeure entier & indiuisible au seigneur seodal sur toute la chose seodalle & chacune par
tie d'icelle.
Mais celuy qui ainsi vend portion de laditte chose seodalle, demeure chargé de foy & hom
mage du totage du fief, sauf son recours contre celuy ou ceux qui ont de luy acquis l'autre par-
tic dudit fieldiceux deucificht follimez & requisi
Et au contraire ceux qui ont acquis, auront leurs recours cotre ledit vendeur de tous leurs interests & dommages à faute de n'auoir fait les soys hommages apres sommation deuëment
faite.
Pareillement quand la chose feodalle est diuisee entre aucuns freres ou coheritiers, le frere
ou coheritier aisné en cas de partage demeure chargé des foy & hommage & des services re-
quis à cause de tout ledit sief, sauf son recours contre celuy ou ceux qui tiendront l'autre par-
tie de la chose feodalle apres qu'ils auront esté deuëment sommez & requis de respondre du-
ditfief.
Aussi sauf le recours desdits freres & coheritiers contre l'aisné frere ou coheritier de leurs
interests & dommages à faute de faire par luy lesdits foy & hommage apres sommation deuë
mentfaite. Re Gledie franc 8: cohorisiere signa en 8: noment yn fefenfamble fan divisier beise 6.
Et si lesdits freres & coheritiers tiennent & portent vn siefensemble sans division: l'aisné d'iceux est aussi tenu respondre de la soy & homage dudit sief & des deuoirs pource deuz tant
pour luy que pour les autres, sauf son recours contre eux, & esdits freres & coheritiers contre
luy respectivement comme dessus est dit.
Et si le seigneur feodal consent à la diuision ou alienation particuliere de son sief: chacun
des tenanciers de la chose feodalle, sera tenu faire les foy & hommage & seruices deuz pour
la part & portion qu'il tiendra dudit fief. xlij.
S'il y a plusieurs seigneurs feodaux communs par indiuis d'vn mesme fief, & que les portios
soient entre eux inesgalles:le vassal peut saire homage à celuy qui a la plus grande portion tat
pour luy que pour les autres conseigneurs feodaux. xliij.
Si les portions sont esgalles, & est entre freres ou enfans : ledit vassal est quitte en faisant
l'hommage à l'aisné. Et s'ils sont autres que freres, enfans ou coheritiers par commun, il suffit se transporter au
lieu & place dont depend ledit fief: & illec faire sa foy & hommage à celuy desdits seigneurs
feodaux qui se trouuera sur le lieu, ou en leur dessaut à la porte dudit chastel ou place. xlv.
Ont lieu les choses susdittes quant à la foy & hommage: mais quant és prossits & droit
de fief, comme de commises de la chose feodalle, ou fruits d'icelle ou, autres profits diuisibles,
ils se departent entre les conseigneurs seodaux pro rata. xlvj.
Le vassal qui veut saire soy & hommage à son seigneur apres requisition ou main-mise, se
doit transporter au lieu dont depend le fief, & illec se mettre en deuoir selon la nature & qua-
lité du fief. **Et fil pa trouve le dis faigneur ou le groupe. St le dis faigneur le gebyle fans coule goifenne.
Et s'il ne trouue ledit seigneur ou le trouue, & ledit seigneur le resuse sause raisonna- ble: ledit vassalse pent presenter deuant la porte d'iceluy lieu & place dont depend ledit sies:
& illecten la presence de norsire & resmoins faire ses sou & hommage comme il seroit s'il

Digitized by Google

trouuoit son seigneur feodal ou autre pour luy.

xlviij.

Toutes fois ledit vassal est tenu attendre son seigneur seodal audit lieu ou place dont depend ledit sief l'espace de xxiiij. heures s'il est requis de ce faire par les gens & officiers dudit seigneur seodal.

Neantmoins ledit vassal est tenu en saisant ledit hommage à la porte dudit lieu & place dont depend ledit sief, en l'absence dudit seigneur seodal ou des gens par luy commis, notifier son deuoir & diligence à sondit seigneur seodal dedans les xl. iours, qu'il est tenu bailler sa nommee, assin que ledit seigneur seodal soit asseuré de son sief à & de ce en doit bailler instrument, contenant le serment de sidelité requis & accoustumé.

Et si le vassal veut saire ses soy & hommage de son gré & volunté & sans y estre contraint par main-mile ou empeschement: il est tenu cercher son seigneur seodal en personne ou qu'il soit dedans le pays où le sief est assis & situé. Et en dessaut de ce, le vassal peut saire sa soy & hómage à la porte dudit chasteau, comme dit est.

Quad le seigneur seodal a sais son fies, & sait assigner sour certain à son vassal pour faire son deuoir au lieu & place dont depend son fies, ou ailleurs dedans la chastellenie, le vassal est tenu se trouuer audit sour & lieu pour faire ses soy & hommage: autrement à faculté de soy y trouuer, le vassal est tenu de saire le sief en la personne de son seigneur seodal ou qu'il soit dedans le pays.

CHAP. 23. De retrait ou retenue.

Article premier.

COMBIEN que par cy deuant par la coustume dudit pays le lignager peust retirer la chose prouenant de son estoc vendue par lignager dedas quarante iours, à iceux compter du temps du contract de la vendition, ou que le lignager eust seu se peu sçauoir laditte vendition, qui estoit à entendre pour tel temps que ledit lignager eust peu estre certissé de la ditté véndition, veu à la distace des lieux & le temps que l'on eust peu demourer à aller & venir du lieu où laditte vendition auroit esté faite; insques au lieu où ledit lignager demouroit, comme dessus a esté recité: toutes-sois pour raison de l'incertitude dudit temps & obuier és proces qui s'en pourroyét ensuiure, a esté aduisé par les estats, que si aucun véd heritage ou chose im meuble, le lignager du costé & estoc dont prouient ledit heritage ou chose immeuble au ven deur, peut auoir & retraire icelle chose vendue de l'acheteur ou detenteur d'icelle nonobstat pastions resolutoires.

Et ce en payant le pris & sort principal pour lequel icelle chose immeuble a esté vendue par ledit lignager auec les loyaux coustemens dedans le temps de trois mois, à iceux compter du iour de la possession realle prinse par l'acheteur & non plus tost: laquelle possession l'acheteur ou autre pour luy prendra en la presence de deux tesmoins du lieu & iustice où la chose est instituee.

Ledit temps de trois mois est continuel: & court contre toutes personnes mineurs de xxv. ans, semmes mariees, & autres personnes quels conques sçachans, ou ignorans.

Le droit du lignager qui veut retraire ou retenir la chose vendue par son lignager, est conserué & perpetué, en consignant par luy dedans ledit temps de trois mois iudiciallement ou en main tierce hors iugement partie presente ou appellee en personne ou domicile, le sort principal & quelque somme pour les loyaux coustemens par protestation de suppleer ou recouvrer.

Et si laditte consignation est faite hors iugement en main tierce, elle se fera derechef entre mains de iustice dedans ledit temps de trois mois au iour de l'assignation donnée sur laditte retenue à l'acheteur ou detenteur de la chose, à la requeste du lignager.

vj.

Laquelle ditte assignation sera posee dedans ledit temps de trois mois: Et doit le depost de mourer iusques en diffinitiue.

Autrement à faute de confignation par la maniere & chose dessusé le lignager est debouté de l'effet de laditte retenue, combien que d'ancienneté par laditte coustume laditte confignation se deust faire dedans les les les comptet comme dessus.

Et ne seront les deposts ainsi faits par lesdits lignagers ou seigneurs feodaux ou directs mis & consignez entre les mains des iuges ne leurs peres, enfans ou freres. Et si de fait les deniers sont consignez entre les mains des dessussités les directs seront par la ditte cou stume, sauf au lignager & seigneurs leurs recours contre le iuge qui les prendra ou fera consigner entre les mains des dessussités tous interests & dommage.

Ccc iij.

Et affin de sçauoir au vray le pris que les lignagers doiuent deposer, a esté aduisé par les e-
O service de l'annuau anima de la chafanandre monme foire adjanuau
stats que par cy apres le lignager qui voudra retraire la chose vendue, pourra faire adioumer
l'acheteur pardeuant le juge pour luy faire declarer le vray pris de la chose vendue, affin de le
consigner certainement, ensemble les loyaux coustumens qui par ledit acheteur seront de-
clarez.
Et ou ledit acheteur seroit refusant ou delayant de declarer ledit pris & loyaux couste-
mens: ledit lignager pourra configner telle somme de deniers que bon luy semblera tant pour
ledit pris que loyaux coustemens, sous protestation de suppleer si plus y faut.
Si l'acheteur disoit ledit pris & loyaux coustumens estre plus grands qu'il ne sont, ledit li-
gnager retirera l'outreplus desdits deniers auec l'interest d'iceluy à sept pour cent. xij.
Laditte retenue a lieu à l'encontre du second acheteur ou autre quelconque tenant & pos-
fedant l'heritage vendu par ledit lignager. Ailj.
Quand la vendition est faite par le lignager sous faculté de rachat: ledit temps de trois mois
court du jour de la possession realle prinse de laditte chose vendue, & non du jour du rachat.&
le prendra ledit lignager à la charge dudit rachat.
S'il se trouue que le lignager transporte à aucun ledit droit de rétenue ou en face poursuit-
te au proffit d'autre que de luy, il en est debouté par laditte coustume. xv.
Le lignager est preferé au seigneur feodal & direct audit droit de retenue, sinon que le sei-
gneur feodal ou direct achetast ledit heritage mouuant de luy comme dessus est dit. xvj.
Aussi sont preserez les lignagers l'vn à l'autre selon la proximité & prerogatiue de degré en
venant dedans ledit temps de trois mois, à les compter comme dessus. xvij.
Et quand il y a plusicurs lignagers en mesme degré concurrens en mesme temps & diligé-
ce, chacun d'iceux par egalle portion aura la chose vendue par ledit lignager, en venant dedas
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •
Mais si l'vn desdits lignagers qui est en pareil degré, previent son autre lignager dudit de-
gré:celuy qui preuient, est preferé à l'autre par laditte coustume.
Et n'a lieu audit cas de retenue droit de representation, ains est preferé le plus prochain li-
gnager comme dit est, quand la vente est faite à vn estranger, combien qu'en matiere de suc-
cession ledit droit de representation ait lieu.
, Aussi n'a lieu droit de lots & ventes au seigneur direct ou feodal en droit de retenue par pro
ximité de lignage. xxj.
Droit de retenue n'alieu en venditions faites de lignager à lignager du costé dont la
chose vendue procede : car lignager sur lignager n'a droit de retenue par icelle coustu-
mc. XXII.
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pe-
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs per e & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer
Les descendans soient emancipez ou non, peuvent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuvent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans.
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs per e & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendans. Et au contraire les lits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. xxiii. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. xxiiij.
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs perce & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. xxiii. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. xxiiij. Si l'heritage vendu est du costé parernel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. xxiii. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. xxiiij. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles lesdits
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs perce & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Sil'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles lesdits lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. xxv.
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. xxiii. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. xxiiij. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles lesdits
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs perce & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Sil'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles lesdits lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. xxv.
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. xxiii. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. xxiiij. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. xxv. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. xxvj.
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs perce & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles lesdits lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc,
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Sil'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie des dits
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie desdits heritages & biens immeubles vendus : mais il faut qu'il retraye ou recouure le tout.
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendans. Et au contraire les lits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie des suits heritages & biens immeubles vendus: mais il faut qu'il retraye ou recouure le tout. xxvij.
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie des dits heritages & biens immeubles vendus: mais il faut qu'il retraye ou recouure le tout. xxvij. Et ou les choses vendues seroient de diuers estocs, chacun des lignagers des dists estocs res-
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs perce mere & ascendans. Et au contraire les les pere mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie des dits heritages & biens immeubles vendus: mais il faut qu'il retraye ou recouure le tout. xxvij. Et ou les choses vendues seroient de diuers estocs, chacun des lignagers desdits estocs respectiuement & en son endroit peut retenir les choses vendues procedans de leur estoc, en ve
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie des dits heritages & biens immeubles vendus: mais il faut qu'il retraye ou recouure le tout. xxvij. Et ou les choses vendues seroient de diuers estocs, chacun des lignagers des dits estocs respectiuement & en son endroit peut retenir les choses vendues procedans de leur estoc, en ve nant dedans temps deu & faisant ce que dessus.
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs perce mere & ascendans. Et au contraire less perce mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans. xxiii. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. xxiiij. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'autront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les signagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. xxv. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. xxvj. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie des dits heritages & biens immeubles vendus: mais il faut qu'il retraye ou recouure le tout. xxvij. Et ou les choses vendues seroient de diuers estocs, chacun des lignagers desdits estocs respectiuement & en son endroit peut retenir les choses vendues procedans de leur estoc, en ve nant dedans temps deu & faisant ce que dessus. xxviij. Et si le lignager de l'vn desdits estocs veut recouurer les choses vendues prouenans de
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs perce & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les slignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie des dits heritages & biens immeubles vendus: mais il faut qu'il retraye ou recouure le tout. xxvij. Et ou les choses vendues seroient de diuers estocs, chacun des lignagers desdits estocs respectiuement & en son endroit peut retenir les choses vendues procedans de leur estoc, en ve nant dedans temps deu & faisant ce que dessus. xxviij. Et si le lignager de l'vn desdits estocs veut recouurer les choses vendues prouenans de sondit estoc tant seulement, & que le lignager de l'autre costé & estoc ne vueille recouurer
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs perce & mere & ascendans. Et au contraire lessits perce & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs enfans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'autont: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les lignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie des dits heritages & biens immeubles vendus: mais il faut qu'il retraye ou recouure le tout. Et ou les choses vendues seroient de diuers estocs, chacun des lignagers des dits estocs respectiuement & en son endroit peut retenir les choses vendues procedans de leur estoc, en ve nant dedans temps deu & faisant ce que dessus. Et si le lignager de l'vn des dits estocs veut recouurer les choses vendues prouenans de sondit estoc tant seulement, & que le lignager de l'autre costé & estoc ne vueille recouurer les choses qui prouiennent de son estoc, l'acheteur sera tenu reuendre audit lignager les he-
Les descendans soient emancipez ou non, peuuent retraire l'heritage vendu par leurs perce & mere & ascendans. Et au contraire lesdits pere & mere & ascendas peuuent aussi retirer l'heritage vendu par leurs ensans & autres descendans. En choses meubles, noms, dettes & action, retenue n'a point de lieu, ne aussi en vendition de succession vniuerselle. Si l'heritage vendu est du costé paternel: ceux du costé maternel ne peuuent auoir droit de retenue: & au contraire si c'est du costé maternel, ceux du costé paternel ne l'auront: mais l'au ront les lignagers du costé & estoc dont les choses vendues prouiennent, & esquelles les slignagers peuuent & doiuent succeder ab intestat. Acquests sont reputez du costé paternel: parquoy quant à iceux lignagers du costé paternel ont droit de retenue, & non les maternels. Quand il y-a plusieurs heritages vendus par mesme vendition qui sont d'vn mesme estoc, le lignager n'est admis ne receu à demander le retrait ou retenue de l'vn ou de partie des dits heritages & biens immeubles vendus: mais il faut qu'il retraye ou recouure le tout. xxvij. Et ou les choses vendues seroient de diuers estocs, chacun des lignagers desdits estocs respectiuement & en son endroit peut retenir les choses vendues procedans de leur estoc, en ve nant dedans temps deu & faisant ce que dessus. xxviij. Et si le lignager de l'vn desdits estocs veut recouurer les choses vendues prouenans de sondit estoc tant seulement, & que le lignager de l'autre costé & estoc ne vueille recouurer



choses prouenans de sondit estoc.

xxix.

Et où l'acheteur offriroit faire reuente audit lignager, requerant icelle de toutes les choses par luy acquises par mesme contract tant de son estoc que d'autre: ledit lignager sera contraint prendre toutes les dittes choses vendues, soit de son estoc ou d'autre, & payer le sort principal, ensemble les soyaux coustemens, comme dessus.

Droit de retenue a lieu en contract de permutation faite d'heritage auec biens & choses meubles, en consignant par le lignager dedans le temps dessus la valeur & estimation desdittes choses meubles car tel contract est reputé vendition par la ditte coustume. xxxj.

Mais contract de permutation fait d'heritage à heritage, ou autre chose immeuble, posé qu'en iceluy contract y ait deniers ou soultes excedans la valeur de la chose baillee en contreeschange, droit de retenue à cause de proximité de lignage, n'a lieu quand ledit contract est fait & passé sans fraude ne siction.

De laquelle fraude & fiction seront tenus les permutans à la requeste du lignager (quand question en sera) respondre deuant juge competant, & par serment si requis en sont.

Pareillement sera tenu le vondeur à la requeste de son lignager affermer par serment s'ilveut la chose pour luy & pour demourer à sa famille, & aussi l'achèteur sur la verité du pris pour lequel la chose aura esté reallement vendue: & par lesdits sermens ainsi desserez, seront decidez les les proces, sans ce qu'on y puisse contreuenir.

xxxiiii.

Toutes-fois si ledit lignager veut saire apparoir de son sait autrement que par serment parauant qu'il soit sait, saire le pourra.

Quand en aucun contract de védition d'heritage ou chose immeuble y-a donation de plus value, & que la ditte donation de plus value n'excede de la valeur & estimation de la chose vendue, la ditte donation n'altere, ne change la nature dudit contract de vendition: parquoy droit de retenue a lieu au proffit du lignager du vendeur en payant l'estimatio de la ditte plus value, en semblable le sort principal & loyaux coustemens.

Mais où la plus value excederoit le pris de la chose vendue, ledit contract sera iugé donatio & non vendition: & en ce cas droit de retenue n'a lieu. xxxvii.

En vente faite par crices, droit de retenue a lieu & commence à courir le temps de trois mois introduits par laditte coustume, du sour que le decret est deliuré.

Le lignager seigneur feodal ou direct & chacun d'eux respectiuement qui veulent retirer la chose vendue par proximité de lignage ou prelation, sont tenus dedans le temps introduit par la coustume, consigner & deposer reaument & defait le pris & sort principal de la chose vendue en deniers contans & argent monnoyé: autrement les dittes consignations & depos seront nuls & de nul effet & valleur.

Es lieux & chastellenies dudit pais d'Auuergne où il y-a droit de subiet, ledit temps de trois mois ne court que du iour de la possession prinse par le dernier acheteur de l'heritage auquel il aura esté deliuré par suriect.

Aussi és lieux où les vêtes se sont pour soy & son mieux, ledit temps de trois mois ne court si n'est du iour de la possession prinse par celuy qui sera subrogué audit mieux. xli.

Pareillement touchant les seigneurs seodaux & directs le temps courra esditscas, comme dessus est dit, audit lignager.

CHAPITRE. 24.

Des executions, ventes & subhastations.

ie

1

10

::

,T.; ;o:

براز سادر Article premier.

E creancier ou son heritier pour le payement de son deu commandement en sommation prealablement sait à son detteur de payer, peut à son chois commencer son execution sur les biens immeubles, noms, dettes & actions de son detteur ou de son heritier, declaration preallablement saite d'estre heritier, sans sur-ce garder l'ordré de droit.

Peut aussi commencer son execution contre le tiers possesseur des choses immeubles aliences, subiettes à son hypothecque, sans garder l'ordre & benefice de discussion quant és biens du detteur ou son heritier, parauant que venir contre le tiers possesseur de l'heritage subiet à laditte hypothecque.

Et ne sera receu ledit tiers possesseur à indiquer autres biens dudit detteur ou son heritier dernierement alienez subiets à laditte hypothecque:mais aura sur iceux son recours de garan-

Ccc iiij

ie, sommation deuëment faite.
Toutes fois si le detteur garantist au creancier la main de biens meubles iusques au dette,&
e sixieme pour les frais, il y sera receu, & surserront lesdittes crices.
Et peut le creancier proceder par criees sur les heritages de son detteur ou son heritier, de-
claration preallablement faite qu'il est heritier du desfunct. Et iceux heritages faire saisse, en-
semble les fruits d'iceux, sans ce que ledit detteur, ou son heritier, en jouysse pendant lesdittes
criees:car l'exploict tiendra en la proprieté & fruits: pendant lesquelles criees seront lesdits
fruits baillez à ferme, au plus offrant & dernier encherisseur, en deduction & diminution du
deu.
Toutes-fois le detteur ou son heritier qui aura declaré estre heritier, comme dessus sera re-
ceu à la ferme des fruits desdits heritages lesquels luy seront baillez & laissez s'il est dernier en-
cherisseur & metteur, en baillant par luy caution suffisante de redre & payer le pris que lesdits
fruits luy auront esté acensez s'il est dit en fin de cause.
Si le creancier procede par criées sur les heritages d'vn tiers possesseux fruits d'iceux ainsi
que permis luy est par laditte coustume & sans aucune discussion, comme dit est, il iouyra des
fruits desdits heritages pédant lesdites criees sans d'iceuxestre dessais, en baillat par luy cautio
à tout le moins iuratoire deuant l'executeur des crices, d'iceux rédre& restituer depuis le téps
de laditte main-mile, s'il est dit en fin de cause.
S'il y-a aucun opposans esdittes crices autre que le detteur à fin de distractions il est deten-
teur ou possessite des choses crices, il iouira des fruits pendant lesdittes crices & proces, en
baillant caution, comme dessus. A use a la service suit a l'astroit possesseur la decenteur interre des fruits pandant lessès.
Autre chose seroit s'il n'estoit possesser le detenteur iotyra des fruits pendant lesdit-
tes crices, en baillant caution, comme dessus est dit.
Et où il yauroit contradiction sur la suffisance ou insuffisance de laditte cautió, baillee par le
detteur ou son heritier, l'executeur renuoyera les parties par-deuant le juge, par auctorité du
quel les dittes crices sont conduittes & sans aucune interruption d'icelles.
En matiere de criees l'on pourra encherir pendant le proces en quelque estat que la cause
foit, iusques à l'expedition & deliurance des lettres de decret.
Si l'affignation de la prinse, vête ou d'aucunes des quatre criees eschoit à jour ferié, elle est
prorogee par la coustume dudit pais au iour non serié prochain ensuiuant, sans qu'à cause de
ce, y ait interruption desdittes criees.
Et sont les iours feriez esquels esdits bas pais d'Auuergne, Langhadois & Briuadois, lon ne
peut faire ne passer criees les Dimenches, iour de Noel, Pasques, Pentecouste, seste Dieu,
Toussaints, & les festes de nostre Dame, tant seulement. xiiij.
Toutes fois au haut pais des Montaignes d'Auuergne pour cause que les villages dudit pais
sont grandement separez & distincts les vns des autres: les dittes criees se feront & passeront
les iours des Dimenches, a l'yssuë de la grand messe de parroisse, ou le peuple assue, comme
par-cy deuanta esté obserué. xv.
Les crices doresenauant se feront à iours certains & determinez, sans ce que lon les puisse
prolonger n'abbreger. xvj.
C'est à sçauoir que du iour de la prinse à la vente, y aura xv.iours. xvij.
Et du iour de la vente insques au premier peremptoire, autres xv. iours. xviij.
Et dudit premier peremptoire au second, & du second au tiers, & du tiers au quart, à chacu
d'iceux quinze iours. xix.
Les prinse, vente, ensemble les quatre crices, seront significes par mesme adiournement
& notification au detteur ou à son heritier, si aucun en y-a, apparent audit pais, & au tiers pos-
fesseur des heritages criez en personne ou domicile.
Et lesditres quatre criees parsaites, lesdits detteur ou son heritier & tiers possesseur & cha-
cun d'iceux seront adiournez en particulier en personne au domicile sur la confirmation des-
dites crices par autre adiournement separé à iour competant par-deuant le iuge, par auctorité
duquel lesdittes criees sont faites, sans ce qu'il soit besoin à chacune desdittes quatre criees, n'à
la vente faire particuliers adiournemens & diuerles fignifications, comme lon auoit accou-
stumé faire par-cy deuant.
Faut esdittes matieres de criees garder l'ordre & solennité qui s'ensuit. xxij
C'est à sçauoir, que le sergent executeur desdittes crices en vertu des lettres obligatoires
ou de condemnation de cour seculiere passee sous seel auctenticque, & des lettres de commis
4:0:

ich

1,0

Ė

fion sans autre pouuoir, peut & doit prendre, saisir & mettre en la main de iustice les heritages obligez au creancier, ensemble les fruits d'iceux, si requis en est, apres commandement sait par le sergent executeur de payer en la personne au domicile du detteur ou son heritier apparent audit pass.

xxiii.

Et signifiera à iceluy detteur ou à son heritier apparent & tiers possesseur en personne ou domicile laditte main-mise, ensemble les ventes & criees és iours introduits par laditte coustume, tels que dessus est dit.

Aussi fignifiera lessites prinse & assignation de vente à ceux qui pretendent auoir interest, en general à la place publicque du principal lieu de la iustice, ou les heritages criez sont situez à cry publicq' & à haute voix, & aux lieux accoustumez à faire criees & proclamations, affin que s'il y-a aucun qui se vueille opposer esdittes criees & y pretendre droit, qu'il n'en puisse auoir cause d'ignorances xxv.

Et esdittes prinse & vente & à chacune des criees dont cy apres sera parlé, & significations d'icelles, saudra appeller par le sergent, qui sera lesdittes criees, deux tesmoins pour le moins s'il est lettré: & s'il n'est léttré, vn notaire & vn tesmoin.

Au iour prefix sur laditte vente qui est le xv.iour apres laditte prinse, à copter, come dessus, conuiendra passer icelle vente à cry publicq', en la place publicque & lieux accoustumez du lieu principal de la iustice, où les heritages sont situez, en presence on absence des appellez en particulier, & aussi des appellez en general, & estrousser les heritages vendus au plus offrant & dernier encherisseur. & y peut mettre pris le creancier & son procureur, à la requeste duquel les crices sont faites.

Apres laquelleditte vente faudra à cry publicq' affigner deslors iournees, tant és appellez en general que particulier, sur le premier peremptoire, à la quinzaine ensuyuant, non coprins en ce, le iour de la vente.

Et au iout du premier peremptoire ledit sergét le passera au lieu principal accoustumé de la iustice du lieu où lesdits heritages sont situez, à cry publicq', en presence ou absence des appellez, en particulier & general. Et assignera iournee pour le second peremptoire à la quinzaine ensuiuant, non compté le iour du premier peremptoire.

En semblable qualité, sorme & maniere de quinze en quinze iours, serot passez lesdits tiers & quart peremptoires.

Combien que d'ancienneté en laditte matiere de criees entre le tiers & le quart peremptoire conuint faire estime des heritages saiss & criez, appellé sur le detteur ou son heritier, & le detenteur des heritages en personne ou domicile, & icelle faite, notisser esdits detteur, & detenteur & autres appellez en general par cry publicq' aux lieux accoustumez, qui estoient despens & frais frustratoires pour obuier au prossit de la chose publicque & soulagement des subiets, a esté aduisé par les estats que d'oresenauant ne sera faite aucune estime des heritages criez.

Et ledit quart & dernier peremptoire parfait & paracheué, doit le sergent executeur assigner iournees és parties appellees, tant en particulier qu'en general: c'est à sçauoir, audit detteur, son heritier & detenteur, si aucun en y-a, autres que les dits detteur & heritier en personou domicile à ce appellez en general, és lieux & places publicques, comme dit est, à iour competant par-deuant le iuge, par l'auctorité duquel les criees seront conduittes pour venir voir confermer les dittes ventes & criees, & à icelles voir mettre & entreposer le decret dudit iuge, proceder sur l'adiudication du pris prouenu de la vente des dits heritages vendus, & à la deliurance d'iceluy entre les opposans, si aucuns en y-a, comme de raison.

Le sergent executeur desdittes criees doit receuoir tous opposans, & suspendre leur opposition iusques au quart peremptoire, & apres iceluy, donner assignation aux opposans à iour competant par-deuant le iuge, par l'auctorité duquel se sont les criees, pour dire leurs causes d'opposition.

Car par icelle coustume toutes lesdittes crices se doiuent & peuuent faire & parfaire par le sergent, en vertu de la seule commission, & de l'obligation ou condemnation de cour laye sous seel auctenticque, iusques à l'assignation de voir interposer le decret & confermer laditte vente sans autre nouuel mandement de iuge.

xxxiiij.

Et ne doit le sergent executeur surseoir par appel ou opposition, en saisant lesdittes crices, iusques au quart peremptoire inclusiuement, sinon que de saire sust inhibé parties ouyes.

A l'assignation escheant par-deuant le juge sur la confirmation desdittes criees & vente, si les appellez en particulier & general sont dessaut, & qui n'y ait autre opposant, les criees doiuent estre confermees, pour ueu qu'elles soient solennelles & faites selon ce que dessus, & le pris adiugé au creancier selon la cocurrence de sa dette, droits & deuoirs seigneuriaux, directs & fraiz des criees prealablement payez.

Lequel dessaut le juge pourra tenir en surseance par tel temps qu'il verra estre à faire, veue la distance des lieux, qualité de la matiere & desdittes parties.

Si le creancier acheteur de l'heritage crié est peremptorisé, iceluy heritage luy sera deliuré pour le pris qu'il y aura mis.

Et pareillement à vn autre metteur & encherisseur, auquel, n'audit creancier, ne sera deduit aucun quart n'autre pris pour l'interest d'euiction n'autrement en maniere que ce soit car en chose venduë par criee, euiction n'a point de lieu, iaçoit que par-cy deuant eust esté autremét obserué quant à la deduction dudit quart: mais pour le bien dudit pais & de la chose publicque a esté aduisé par les gens des estats ce que dessus.

L'acheteur soit creancier ou autre, sera tenu configner reaument & de fait, le pris pour lequel les dits heritages luy seront adiugez & deliurez és mains du greffe de la cour, par auctorité de laquelle les dittes criees se sont en deniers contans & nombrez, en luy declarat le decret des dittes choses vendues, autrement non.

Sinon que ledit acheteur fust creancier, & que ledit pris ou partie d'iceluy luy eust esté adiugé & preseré aux autres: auquel cas ne sera tenu consigner que iusques à la somme que motera sondit deu pour lequel il est preseré.

Et se fera la vente desdits heritages criez à la charge des droits & deuoirs seodaux & de directe seigneurie anciens precedans les obligations des creanciers, posé que les seigneurs seodaux ne directs, n'y soient apposez.

Et quant à la distribution du pris desdits heritages criez, seront premieremet & auant toute œuure prins & payez les fraiz des criees, & apres les arrerages des cens des heritages criez si aucuns en sont deuz & demandez. xlij.

Touchant les autres dettes pretendues par les creanciers, sera ledit pris distribué entr'eux selon l'ordre de priorité & posteriorité, eu regard à l'antiquité, privilege & qualité desdittes dettes ainsi que raison veut.

Si pendant les crices le creancier detteur ou detenteur des heritages trespasse, le creancier ou les heritiers en vertu du premier pouuoir pourront conduire & mettre à fin lesdittes crices contre le detteur ou detenteur ou leurs heritiers, sans autre nouuel pouuoir ou adiournement, en assignant iournees sur la confirmation desdittes crices audit detteur ou heritier, sans ce qu'au moyen des trespas des dessudits ou aucun d'eux y ait interruption desdittes crices.

Les peremptoires encommencez par vn sergent, peuuent estre paracheuez & conduits par vn autre sergent, sans qu'il y ait interruption n'obmission en iceux à cause de mutation des personnes des sergens.

En execution de biens meubles, sommation & commandement de payer prealablement faits au detteur en personne ou domicile, & resfus on delay de ce saire, le sergent en vertu de son pouvoir doit saisse prendre des biens meubles du detteur: & laditte prinse faite, assigner iour pour passer la vente à la huictaine ensuiuant ou autre plus loin iour que bon semblera au creancier selon la distance des lieux, pour ueu qu'il n'excede vn mois.

Au iour assigné sur laditte vente s'il n'est ferié, ou s'il est ferié, à iour non serié prochain ensuiuant faut passer laditte vente par le sergent au lieu & place publique du lieu où ledit detteur fait son domicile, & vendre lessits gages & meubles, au plus offrant & dernier encherisseur, & assigner iournee au detteur en sa personne ou domicile sur la consirmation de la vente desdits biens meubles, & à l'acheteur pour deposer le pris: laquelle consirmation de vente & deliurance sera faite doresenauant par le iuge & non par le sergent. xlviij.

Et ne pourra ledit sergent, apres la vente par luy saite, saire deliurance actuelle desdits gages au prossit de l'acheteur, iusques à ce que laditte vente aura esté consermee par le iuge.

Et sera receu le creancier ou son procureur, s'il est plus offrant, mettre pris esdits biés meu bles qui seront vendus à sa requeste.

Le creancier depuis la prinse faite desdits biens meubles, sera tenu saire proceder à la ven-

Digitized by Google

te d'iceux dedans vn mois apres ensuyuant:autrement les executions sont nulles: & seront les gaiges ou meubles relachez par le iuge ordinaire partie appellee.

\\

ù,

Ji,

id

Ľ

Ł

ά

Si le detteur se portoit appellant du sergent, des commandemens de payer ou fournir de biens meubles: le sergent ne doit differer à garnir la main de justice de biens meubles, sinon que de ce faire fust inhibé expressement, parties ouyes.

Meuble n'a point de suitte quant au droit d'ypothecque, par la coustume du pais, tellemét que si le detteur a aliené aucuns de ses biens meubles, le creancier ne les peut poursuiure sur le detteur d'iceux, posé que le detteur luy eust de parauant laditte alienation hypothècqué tous & chacuns ses biens, tant meubles qu'immeubles.

Preuention alieu entre les creanciers en execution de meubles en la maniere que le premier creancier, qui est saisi par la volonté du detteur, ou qui fait saisir par iustice, sera preferé à tous autres creaciers, iaçoit qu'ils fussent prinilegez ou procedas en hypothecque audit crean cier, qui est premierement saisi.

Le creancier peut comencer son execution, si bon luy semble, sur les dettes, noms & actios de son detteur,& faire arrester sur le detteur de son detteur, par vertu de son obligation ou codemnation, tout ce que ledit detteur de sondit detteur peut deuoir à son detteur, & ce en personne ou domicile. Et ledit arrest fait, le faut signifier au detteur principal en sa personne ou domicile.

Arrest & notification faits, doit estre assigner iour competant par-deuant le iuge par auctorité duquel ledit arrest & execution est faite à la requeste dudit creancier au detteur de sondit detteur en personne, pour affermer ce qu'il peut deuoir audit detteur & en deliurer ses mains, & aussi à son detteur en sa personne ou domicile, comme dessus, pour voir deliurer laditte à iceluy creancier, iusques à la somme qui luy sera deuë.

Si au iour assigné y-a deffaut cotre le detteur principal, le desfaut emporte finalité & gaing de cause : car laditte dette sera adjugee audit creancier. Et le detteur dudit detteur contrainct deposer ce qu'il aura affermé dedans le temps qui luy sera prefix par le juge ayant regard à la Hoc intellige nature & qualité de laditte dette & desdittes parties.

Et seront les despens de la premiere assignation dudit detteur du detteur principal adiourné pour affermer prins sur le detteur quand il sera trouvé detteur: & où il ne sera detteur; les-c.m. dits despens seront prins sur le creancier, comme sollement ayant sait saire ledit adjourne-

Mais où le detteur dudit detteur principal adiourné, pour affermet ce qu'il doit, seroit deffaut au premier iour:par vertu d'iceluy, sera condemné és despens & readiourné à la peine telle que le juge arbitrera.

Quand aucun est obligé par prinse de corps enuers aucun creancier, il peut comméter son per arressit de exequitur execution à le faire constituer prisonnier pour le payemet du deu: mais en fournissant deniers compellitur in ou gaiges exploictables, le detteur sera essargy.

Et ou le desteur est obligé à prinse de corps & de biens & autres compulsions auec clause, mi, set qu'vne execution empesche l'autre, le creancier peut faire constituer prisonnier le derteur, & cuio ste example l'autre, le creancier peut faire constituer prisonnier le derteur, & neantmoins proceder à prinse de biens.

Et ne pourra en iceluy cas le detteur estre essargy qu'il ne consigne reaument & de fait la privilegium de dette: & ne suffira garnir de biens meubles ou gaiges exploictables: & surserront toutes exe
sure vel de cosure vel de cosure vel de cosure vel de co-cutions en confignant la dette en deniers.

Les allans & venans es foires & marchez publicques, ou en cour pour expedition de leurs mature est tancauses dont il seront receuz par leurs sermens, ne doiuent estre prins, arrestez ne detenus en rim cogetur in 2 corps n'en biens pour aucune dette ou matiere ciuile.

En matiere de crices garant formel n'a lieu quant au detreur ou son heritier, m'air tiers detenteur où il y aura sentence de declaration d'hypothecque precedent par suy donnée, ains ses le le penul. C. seulement sommation.

Mais où il n'y aura declaration d'hypothecque precedent cotre ledit tiers possesseur, garat renuntiari pos formel aura lieu.

Pendant le proces des crices si le derreur ou derenteur des heritages criez, appoincte auec pute qued non le creancier qui fait conduire lesditres criees, ou que le creancier dissimule icelle poursuiure, fauore nundi-narum: boc en s les autres creanciers opposans & chacun d'iceux pourront reprendre les proces des crices: principaliter & sera tenu le detteur ou detenteur proceder aucc en nonobstant l'appoinctement sait aucc faucre publice introductifiest. le éreancier, à la requeste duquel lesdittes crices auroient esté condinêtes.

Ivij intra metashu ius consuetudi

Will. minerfali, sed in indifferent i xij. ve se condemlxiiij. usta pactione

Et où le detteur est obligé par prinse de corps & de biens auec la clause, qu'il ne soit admis à rien dire sans consigner la dette, ledit detteur ne sera admis ne receu à rien dire, s'il ne consigne reaument & de fait la dette, ou de biens meubles exploictables iusques au deu.

Si n'est qu'il iustifiast promptement par acquict valable des payemens, ou que par l'inspection de l'obligé, apparust la dette prescripte: ou que d'iceux payemens en voulust estre au serment du creancier.

Le seigneur iusticier peut saire proceder par execution par son sergent & sur ses subiets oour auoir payement de les exploicts & emolumens de la court verifiez & lignez par lon gref fier, mais ne peut proceder par arrest ou detention de personne, si n'est à faute de biens meubles, inquisition deuëment faite d'en trouuer. lxix.

Et ne sera tenu le subiet aucune chose payer pour l'entree & yssue d'iceluy arrest. lxx.

Le seigneur ne peut proceder par execution à l'encontre d'aucun comme heritier s'il n'est prealablement declaré tel. lxxj.

Iceluy seigneur peut pour ses exploits & emolumens de cour proceder contre le forain & estranger trouué en sa iustice par arrest & detention de sa personne, iusques à ce qu'il ait sourny de meuble ou baillé caution subiette du seigneur.

Et pour les cens deuz audit seigneur, il peut proceder par assenement & main-mise sur les heritages subiets audit cens. Et aussi par execution sur ceux qui ont recogneu sondit cens, ou

ses heritiers apres declaration faite, comme dit est.

CHAPITRE. 25.

Des tailles, quets & autres seruitudes.

Article premier.

E seigneur haut insticier a droit & faculté de tailler ses hommes reseans & subiets en sain-'stice & pour raison d'icelle en quatre cas.

C'est à sçauoir: Quand il se fait cheualier. Quand il marie ses filles en premieres nopces. Quand il va en vn voiage outre mer, visiter la terre sainte. Et quand il est prisonnier des enne-

Et sont le second & dernier cas reiterables, les autres non.

iiij. Toutel-fois si lesdittes filles sont marices en la maison du pere sans aucune dot particuliere constituce, ledit seigneur ne peut, pour raison dudit mariage, tailler ses subicts

Et est laditte taille deue pour chacun desdits subiets reseants le fort portant le soible à la raison de trente sols pour seu & au dessous, qui doiuent estre egalez par lesdits subiets quand ils en sont requis ou en leur ressus par les officiers dudit seigneur insticier appellé, pour-ce faire nombre conuenable d'iceux subiets.

Ne peuvent estre taillez à cause de laditte taille pupilles, papures semmes vesues, & milerables personnes mendians leur vie: Et ne sont nombre de taillables.

Le seigneur haut iusticier qui d'ailleurs & par droit constitué, pretend auoir laditte taille esdits quatre cas, ne peut leuer qu'vne seule taille: mais c'est à son chois de prendre à la gaison de trente sols pour seu, qui sont deuz pour raison de la haute iustice, ou ce que luy en est constitué.

Mais celuy qui pretend auoir laditte taille esdits quatre cas par droit constitué, comme par recognoissance ou terriet sans estre seigneur haut insticier, il peut demander ce que luy est

La douairiere ou celuy qui est vsus-fructuaire d'une seigneurie, où il y-a haute instice y ont : droit & faculté de mettre ou imposer la ditte taille & jouir des droits & reuenus d'icellex durât le temps de kyluf-fruit & douaire, tellement qu'ils font venir le cas en leurs personnes & non le proprietaire.

Et quant és cas qui ne peuvent tober en la personne de la douairiere ou vsus-squite qui aduiennent constant & durant l'vsus-fruict ou douaire, le proprietaire ne les peut tailles n'aussi l'viul-fructuaire ou douairiere: ains demeurent lesdirs, cas, au proffit des subiets en haute insti-

S'il y-a deux ou plusieurs seigneurs iusticiers en haute iustice, & à l'vn d'eux aduiennent les quatre cas ou l'vn d'iceux:il peut prendre le proffit & emolument desdits cas pour la part & portion qu'il est seigneur tant seulement. Toutes-

Toutes-fois & quantes que plusieurs desdits quatre cas aduiennent en vne mesme année, ledit seigneur haut insticier ne pourra leuer sur les subiets, en haute instice, laditte année que pour vn desdits quatre cas: & l'emolument des autres se payera és années prochaines subsequentes, année pour année:

in.

.)))

Ţ,

M.

IK.

II.

ed

IÌ.

Ì

L'acheteur de seigneurie ayant droit de haute iustice souz la faculté de rachat, peut pendat iceluy temps de rachat, tailler les subiets en haute iustice de laditte seigneurie quant és cas aduenans en sa personne, pendant ledit temps de reemeré, & non le vendeut.

Le mary pendant le mariage, comme seigneur des biens dotaux de sa semme, doit iouyr de laditte taille és quatre cas sur les hommes & subiets de saditte semme en haute instice, les cas aduenans en la personne dudit mary, & chacun d'iceux; xv.

Entre les riuleres de Chyer & Sioule par coustume localle gardee esdits lieux, la taille és quatre cas est deuë au seigneur direct, & pour raison de la directe à la raison du double cens en deniers tant seulement & non au seigneur haut insticier scar entré les dittes deux riuleres la la taille est deue pour raison de la ditte directe & non de la haute instice, combien qu'au demourant dudit pays la ditte taille est deue pour raison de la haute instice, comme dit est.

Les seigneurs ayants droit de peage, doiuent entretenir les chemins, ponts & voyes publicques, pour raison desquels il leuent les dits peages, & tenir en sa seureté les passants & repassants.

Les subiects guaytables d'aucun chastel, & qui ont droit de retraite en iceluy au temps d'eminent peril, & aussi ceux qui ont leur retraite ordinaire & de leurs biens à vn chastel ou forteresse, sont tenus seulement aux legieres reparations desdits chastels & forteresses.

Charrois, coruces & maneuures à mercy volonté sont limittees par la coustume à douze l'annee, & icelle faire d'vn soleil à autre à vsage honneste & licite, soit dedans la chastellenie ou dehors: les quelles pour la necessité du seigneur se peuuent accumuler à en prendre trois pour vn mois & non plus à diuerses sepmaines: & ne tumbent les dits charrois, coruces maneuures en arrerages, si les habitans ne sont sur-ce interpellez.

Et sont chariables à la raison dessussite ceux qui ont bœuss à charrois ou iournee de bœuss ceux qui n'ont bœuss:mais beste à basts à coruee, & ceux qui n'ont bœuss ne beste à bast, à ma neuure, à bras au seruice du seigneur ayant ledit droit, lequel est tenu leur administrer pain raissonnable pour la nourriture de l'homme la iournee qu'il sera ledit seruice.

Celuy qui fait l'vne desdittes choses ou services, n'est tenu à l'autre. xxj.

La bohade ou vinade deuë sans auoir lieu determiné par tiltre ou jouyssance suffisant à prescription, est deuë au plus prochain vinoble, si en iceluy n'y-a batture ou gelee: auquel cas laditte bohade ou vinade se feront aux autres plus prochains vinobles, en sournissant par lesdits seigneurs ayant laditte vinade les choses accoustumees.

Tailles, coruces & maneuures personnels qui ne sont assis sur sons n'heritage certain, ne tumbent en arrerages, s'ils ne sont demandez.

CHAPITRE. 26 Des espaues. Article premier.

BESTES prinses par espaue, auant que pouvoir estre vendues par iustice, doiuent estre gardees, c'est à sçauoir, cheures, porceaux, brebis, & autre menu bestail l'espace de trois iours entiers.

Et les grosses bestes, comme, bœufs, vaches, iumens & leurs suyuans ou leurs semblables l'espace de huic iours entiers, affin que les mastres ou seigneurs desdittes bestes les puissent recouurer.

Toutel-fois si dedans ledit temps il n'appert qu'aucun face poursuitte desdittes bestes, elles pourront estre vendues apres lesdits trois ou huit iours passez , au plus offrant & dernier encherisseur.

Et les deniers qui en ystront & prouiendront auant que les adiuger audit seigneur, doiuent estre consignez en main tierce, autre que dudit seigneur & de ses officiers.

Et neantmoins auant qu'adiuger les dits deniers audit seigneur, seront criez & proclamez par quatre assisses pour sçauoir si le seigneur ou maistre desdittes bestes apparoistra, pour luy rendre les deniers, en payant les pastures raisonnables sans autres cousts.

Via

Ddd

Digitized by Google

Si dedans lesdittes quatre assises apres la vente faite desdittes bestes, aucun ne s'appert, ou se monstre aucun seigneur d'icelles, les deniers qui en sont prouenus, seront adiugez audit seigneur insticier rieres, par lequel lesdittes bestes espaues ont esté trouuees.

Si aucun trouue bornion à miel d'espaue en son heritage, il sera tenu le reueler au seigneur insticier en la instice duquel est trouné ledit bornion, dedans huict iours: & en ce faisant, il aura la moitié dudir bornion: & l'autre moitié appartiendra audit seigneur insticier.

viij.

Et s'il le recelle, & il en soit conuaincu, il restituera ledit bornion espaue: & sera condemné en l'amende de lx. sols. Et s'il le prent en autruy sons, il sera puny d'amende arbitraire & condé né à rendre ledit bornion.

CHAP. 27. De la condition de main-morte.

Article premier.

TOVTES personnes cstans & demourans audit pais, sont francs & de franche conditió, posé qu'en aucuns lieux y ait heritages tenus à condition de main-morte. ii.

Mais au pais de Combraille y-a aucuns de serue condition de main-morte & de suitte, & les autres francs & affranchis.

Le seigneur direct qui a audit pais droit de coditio de main-morte, succede à son emphiteote coditionné de laditte condition separé & diuis de ses parens ou lignagers, qui trespasse sans descendans de son corps en loyal mariage, à l'heritage conditioné de laditte condition seulement.

Et peut ledit conditionné aliener & disposer desdits biens conditionnez à laditte conditios & autres ses biens quels conques par contract entre viss pur & simple, à son plaisir & volonté.

Mais ne peut ledit conditionné par testament, contract de mariage, associatió, n'autre quelconque, faire heritier ou conuention de succeder au preiudice dudit seigneur direct ayant ledit droit de condition.

L'emphiteote conditionné est tenu à laditte condition depuis qu'il est party & diuis de ses freres & sœurs ou autres lignagers, ne peut faire pacte de succeder par contract d'association, n'autrement auec ses lignagers ou autres au presudice dudit seigneur direct ayant le-dit droit de condition; en maniere que ledit seigneur direct ayant ledit droit de condition, ne luy succede à dessaut de descendans de luy en loyal mariage és biens meubles de laditte condition.

Et par la coustume ne se peut dire ne iuger aucun partage, auoir esté fait entre ledit conditionné & ses freres au lignager par la seule demeure separee dudit conditionné & de ses autres freres ou parens par quelque laps de temps que ce soit, sil n'y-a partage formel sait entre ledit conditionné & ses freres, ou lignagers ou commencement de partage par le partement du chanteau.

Ledit seigneur direct ayant ledit droit de condition, ne succede à la fille mariee de son conditionné qui trespasse sans descendans, posé que luy ait esté constitué en dot heritage subiet à laditte condition, ains ses lignagers. Et au dessaut d'iceux succede le seigneur quant à l'heritage conditionné baillé en dot. Aussi ne succede ledit seigneur és freres, cousins, n'autres lignagers qui n'ont sait partage real & formel au commencement de partage auec les autres freres, cousins ou lignagers, iaçoit qu'ils ayent demouré long téps separez les vns des autres sans saire aucun partage, ains leur succedent respectiuement leurs prochains lignagers. ix.

Aussi n'est preseré ledit seigneur direct en la succession de son emphiteote conditioné à la ditte condition à la fille mariee dudit conditionné, posé qu'il n'y eust autres enfans dudit coditionné. Et nonobstant que laditte fille ait esté mariee du viuat de son pere & hors sa maison ains est preseré laditte fille audit seigneur direct.

Toutes-sois y-a plusieurs seigneurs audit pais d'Auuergne qui ont plusieurs manoirs & tenemens tenus d'eux à condition de main-morte, & à cause de ce par droit constitué ou prescri ption outre ce que leur baille laditte coustume plusieurs autres droits, tant à laditte successió desdits conditionnez qu'autrement: les quels droits leur sont reservez nonobstant laditte coustume pour d'iceux iouyr selon leur droit constitué ou prescrit.

Et aussi audit pais de Combraille y-a plusieurs qui sont de serue condition & de suytte, sur lesquels leurs seigneurs ont plusieurs droits, tant par droit constitué, prescription, qu'autrement. Lesquels droits leur sont reseruez, nonobstat la ditte coustume, pour d'iceux iouyr, ainsi que de raison.

Des



Des pasturages & dommage de bestail. ES pasturages sont limitez en la limaigne & bas pais d'Auuergne par iustices, en maniere qu'il n'est leu ne permis à aucũ faire pasturer en autruy iustice:& s'il le fait;& le bestail y est trouué & prins pasturant, lon est tenu enuers le seigneur iusticier en l'amende de la sols ou laisser le bestail pour le messait, sinon que le bestail sust trouvé pasturant par cas fortuit ou deschappee, & qu'il eust suitte. Toutel-fois en plusieurs lieux les habitans en vne iustice peuuet pasturer par droit de marchage en autruy iustice. Mais quant és habitans d'vne mesme sustice, il leur est leu & permis faire pasturer leur bestail quelconque és pasturages communs & terres hermes & vacans situees en laditte iustice en tout temps & saison de l'an.

Et és heritages portans fruits, soient prés ou terres, iceux fruits leuez ou passé le téps qu'ils le doiuent estre, si ce n'est és prez où d'ancienneré lon a accoustumé faire reuiure.

Au haut pais d'Auuergne & és montaignes du bas pais, lesdits pasturages se limitent par mas & villages, tellement qu'il n'est leu ne permis és habitans en aucun village, jaçoit qu'il soic de mesme instice, saire pasturer leur bestail quel qu'il soit, dedans les appartenances d'autruy village, sur peine d'amende pour chacune garde.

Les habitans en mesme iustice ou village audit pais peuvent destiner partie de leurs fraulx & pasturages & aussi de leurs prés en temps non dessensable, pour leur bestail arant & labourant, sans qu'autre bestail y puisse entrer, sur peine de clame enuers le seigneur, & interest enuers parties.

A esté aduisé par les estats que pour le bien publicq' lon ne puisse faire pasturer aucun bestail és vignes en aucune saison de l'an, n'aussi és vergiers & fructiers clos.

Si le bestail de plusieurs estrangers est trouué pasturant en autruy instice, & sous vne garde:tous les seigneurs dudit bestail, posé qu'ils soient plusieurs, ne doiuent payer qu'vne amende de lx. sols, si la prinse est faite de iour.

Mais si elle est faite de nuict, & que ledit bestail soit trouué pasturant à garde faite : ledit bes Rail est confisqué moitié au seigneur justicier & l'autre moitié à partie qui aura souffert dont mage. Et s'il n'y-a garde faite, l'amende est arbitraire.

Le seigneur de l'heritage situé en autruy iustice, peut iouir de son heritage, en telle maniere & qualité que bon luy semble, en temps prohibé & deffensable selon la coustume des lieux. Et n'est à cause de ce, amendable.

On ne peut faire pasturer bestail és pasturages communs ou particuliers d'aucune iustice, à plus grand nombre que lon n'a hyuerné & nourry des foins & pailles prouenans des heritages que lon tient en laditte iustice, soient leurs, ou par louage ou autrement. Et a lieu laditte coustume, tant au pais coustumier que de droit escrit.

Si le bestail d'autruy est trouué en mesme instice donnant dommage, le seigneur de l'heritage le peut prendre de son auctorité & le mener en sa maison. Et iceluy detenit xxiiij. heures, pendant lesquelles il peut composer auce partie de son interest & rendre ledit bestail si bon luy semble, sans amende ne clame.

Lesdittes exiiij. heures passees, il ne peut garder ledit bestail: & est contrainct le rendre au maistre & seigneur d'iceluy, ou le bailler au seigneur de la instice pour clame & pour son interest si augun en veur: lequel sera tenu le faire estimer dedans quatre iours: autrement ne sera receuà le demander.

Et sera creu le seigneur de l'heritage ou son mestayer, louandier, seruiteur ou commis de la prinse dudit bestail, quant au droit du seigneur qui est le droit de clame.

Aussi sera creu ledit seigneur de l'heritage & autres dessusdits de ladite prinse tant seulemer quant à son interest particulier, qu'il sera tenu faire estimer.

Toutes-fois u la partie auparauant leditsermet yeut estre admise à prouuer le cotraire, il sera receu: Et pource faire luy sera donné un seul delay: aucrement le seigneur de l'heritage qui dit auoir fait laditte prinle, en sera creu par son serment.

Et si la prinse est faite de jour en mesme justice, comme dit est, n'y-a que clame au sei-

Mais si c'est de nuict à garde saite & donnant dommage, le bestail est consisqué la moi-Ddd ij

tié au seigneur iusticier, & l'autre moitié au seigneur de l'heritage comme dessus: & audit cas ne sera celuy seigneur de l'heritage creu par son serment de laditte prinse: & si ce n'estoit à garde saite, l'amende est arbitraire.

Si celle prinse est saite en mesme iustice par l'officier ou ministre de iustice, la clame est deue au seigneur iusticier, & est ledit ministre de iustice creu de la ditte prinse.

Contre tout bail de clame soit de beste ou autre chose donnant dommage, y aura doresenauant par l'aduis des estats opposition, combien que par-cy deuant en plusieurs lieux dudit pais le contraire ait esté garde.

Et l'apporteront tous bails de clame en jugement, partie presente ou appellee. xxij.

Les garennes anciennes portent dessenses en toute saison de l'an, & ne peuvent estre pasturces sans le congé & licence du seigneur à qui elles appartiennent, sur peine de lx. sols d'amende quand le bestail y est trouvé d'eschapee: mais si c'est de garde saite, l'amende est arbitrai re.

Ieunes bois estans en puel, sont dessensables trois ans apres la couppe d'iceux, sur peine de amende arbitraire. xxiiij.

A esté aduisé par les estats pour le bien de la chose publicque que doresenauant ne sera permis faire pasturer és prez situez audit pais aucus porceaux ne oyes, en quelque saison de l'an que ce soit, sur peine de clame, quant esdits porceaux: & quant aux oyes s'il en y-a nombre de vingt & au dessus, est permis en tuer deux, en les laissant és prés où auront este trouvees, sans les pouvoir approprier à son prossit. Et s'il en y-a moins que le nombre de vingt, lon n'en pourra tuer qu'vne, en la laissant, comme dessus.

Et pareillement si aucunes cheures sont trouuces donnat dommages és plants nouveaux de quatre ans & au dessouz: les seigneurs & maistres d'icelles seront tenus à la clame envers le seigneur insticier pour chacune garde, & és interests de partie. Et seront creuz le prenant & autres personnes dessudittes par leur serment.

С н А Р. 29.

Des iniures, crimes & delicts publicques & princes confiscations & peines d'iceux. Art.i.

SI quelqu'vn de propos deliberé & de guet à pens a fait son effort de commettre homicide ou autre crime enorme, tellement qu'il n'a tenu à suy que sa deliberation n'ait sorty essectification doit estre puny dudit cas, comme s'il l'eust commis.

Cestuy qui est à perpetuel banny du pais ou du Royaume, ou est condemné à mort par iustice, ses biens sont confisquez, sans autre declaration és seigneurs en la iustice desquels les les biens se trouuent situez & assis, si ce n'est és cas de leze maiesté, de saulse monnoye & autres, desquels la confiscation au Roy seul appartient.

Le banny ou relegué à certain temps s'il vient dedans le temps, iceluy temps suy est redoublé. Et si ce nonobstant il vient dedas ledit temps redoublé, il est banny à perpetuel. Et si apres il vient, il sera sustingué, & les oreilles couppees: & si neantmoins il reuient, il sera puny arbitrai rement de peine capitale.

Audit pais n'y-a que trois confiscations, à sçauoir quand le corps est confisque par condemnation de morte civile ou naturelle.

Cens surcens, est confisqué au premier seigneur direct.

Et en cas de felonnie ou faux adueu, le vassal confisque au seigneur seodal la chose seodale.

Quand aucun est appellé en iugement pour raison d'vn mesdit, si l'accusateur se veut desister de son accusation ou mesdisant de son mesdit, il n'est tenu enuers le seigneur iusticier que en l'amende & somme de sept sols:mais si le mesdit est atrox & portant dissanatio, l'amende est arbitraire.

L'action d'iniures verbales, est esteincte par an & jour, si ce n'est que la cause & action fust dedans l'an intentee.

En cas prinslegé de sauvegarde ou de main-mise enfrainte ou autre semblable, le procureur d'office est receuable de poursuiure les delinquants sans partie, pour ueu qu'il y ait plaintif ou denonciateur.

Et en cas d'exces où il y-a fang & playe ouuerte ou autre outrageuse, le procureur d'office est receuable sans plaintif ou denonciateur.

Le procureur ne peut poursuive les delinquants sans informations précédentes, posé

II.

是自用 是多

Ü,

	CAC
qu'il y ait plaintif ou denonciateur. Si le plaintif ou denonciateur a faullement denocé, il est tenu à l'amende enuers le seign & és interests & dommages enuers partie. Si le denonciateur ou plaintif qui est partie au proces, ne poursuit son accusation ou de ciation dedans les delaiz à luy donnez: il doit estre condéné en la solle plainte & denonciateurs institue, & és despens, dommages & interests de l'accusé. Et combien que ledit plaintif ou denonciateur ne soit en processis le dessende absout: ledit denonciateur ou plaintif sur-ce appellé, doit estre condemné en l'amende & despens, dommages & interests de l'accusé. Si le denonciateur ou accusateur pédant le proces appointe auec l'accusé & rapporte sit d'iceluy appointement, l'accusé sera tenu à l'amende enuers le seigneur insticier ou per cause. Et si l'accusé ne rapporte prossit dudit appointement ou ne baille aucune chose à l'astant ou denonçant: iceluy denonçant ou accusant sera tenu à l'amende. Et sera tenu celuy au prossit duquel est sait l'appointement, instisser iceluy au procus d'office du lieu ou pend le proces dedas quinze iours apres ledit appointement fait, pour retenir l'autre partie à l'amende. Et au dessaut de ce saire, sera tenu à l'amende telle que de son.	xiij. enő- iatió xiiij. è,est aux xv. pro- nd la accu xvj. ireur faire
CHAP. 30. Des appellations. Article pren	mier.
A V pais coustumier d'Auuergne il y-a amende arbitraire de fol appel, qui est de la forprossit des seigneurs dont est appellé. Et pareillement en desertion d'appel. Les appellans peuuent renocer à leurs appellations, dedans huict iours, au gresse de la dont est appellé, en payant visols seulement. Et ne seront tenus faire signification à la pide ladite renonciation. Et si l'appellant se desiste iudiciallement & sur le champ de laditte appellation, il ne rien. Les appellations des subalternes doiuent estre releuces dedans xi.iours. Et celles qui interiectees en la cour de parlement, ou és grans iours du Duché d'Auuergne, se doiuer leuer dedans trois mois. L'appellation ne peut estre dite deserte sans declaratió de iuge superieur, & que l'appellation ne peut estre dite deserte sans declaratió de iuge superieur, & que l'appellant ne soit adiourné, posé que le temps soit passé d'icelle releuer. Toutes fois la sentence peut, à la requeste de parties, estre mise à execution apres temps de releuer passé, par auctorité du iuge qui a donné laditte sentence, & non au ment. Les appellans des sergens & executeurs peuuent renoncer à leurs appellatios en prese des tes moins & notaires dedans ledit temps de huictaine, entre les mains des sits sergen executeurs dont ils se sont procedent le commissions, ou qui doiuent cognoistre de la matiere, en signifiant à partie laditte renotion. Et ou les dits sergens & executeurs executent par commission des iuges du pais entre mains des quels auront esté faites les dittes renonciations, les appellans seront tenus alle gresse des dissuges faire enregistrer laditte renonciations, les appellans seront tenus alle gresse des dississes faire enregistrer laditte renonciations, & payer le droit accoustumé par series des construires par la ditte renonciation.	iij. cour artie iiij. doit v. font nt re- vij. ledit utre- viij. ence ns & leurs ncia- ix. e les er au
icelle,& fignifier à partie laditte renonciation. Les appellans à denegation de droit sont exempts du seigneur, duquel les appellat	x. ions
sont interiettees pendant la cause d'appel, en toutes leurs causes ciuiles & criminelles, p ueu qu'ils ayent releué en laditte qualité & depuis leur relief executé & non de parauan	it.
Autre chose est quand ils sont seulement appellans de tors & de griess: auquel cas il ne exempts en autres causes. Et si est bien appellé par l'appellant à denegation de droit, le dit appellant, sa posteri biens quels conques sont à perpetuel exempts de la iurisdiction du seigneur, dont à esté a lé: & deuient homme du seigneur suzerain immediat. Et au contraire si laditte appellation à denegation de droit, n'est trouuee bonne & ble: le dit appellant doit estre condemne en l'amende de lx. sols tournois pour le fol appe	xij. té & ppel- xiij. vala-

Ddd iij.

Coustumes du haut & bas pais d'Auuergne

en tous les despens, dommages & interests enucrs le seigneur. Lon est receu comme appellant à denegation de droit, sans prealablement sommer par escrit le seigneur ou ses officiers par trois diuerses fois & internales de temps, à chacune d'icelle de trois iours en trois iours pour le moins, de luy faire & administrer iustice, & qu'il apparoisse desdittes sommations par instrument auctenticque. Iaçoit qu'aucun appelle à denegation de droit, neantmoins il peut releuer son appellation dedans temps deu de tors & griefs seulement, sans estre tenu de la desertion à faute de n'auoir expressement releué à denegation de droit. Les appellans és matieres ciuiles sont receus par procureur, soit en assises ou hors assi-D'assiette de rente. Снар. 31. Article premier. TOVS cens ou rente deuz & assis sur sons & heritage certains, emportent directe seigneurie s'il n'appert du contraire. Et par ainsi qui acquiert cens ou rente sur heritage quitte & allodial, il acquiert la directe seigneurie, posé qu'en la directe n'en soit faite aucune mention. Celuy qui est obligé ou condemné à asseoir cens ou rente censuele selon la coustume & à l'affiette du pais, il faut qu'il baille rente en directe seigneurie: & ne suffist baillet rente rendable: Car certes, ces mots cens censuels & reddituels, de leur nature & signification emportét directe leigneurie: & n'est laditte directe comptee en laditte assiette. Et quand on baille rente rendable au lieu dudit cens, il faut qu'il fournisse le tiers plus pour l'interest de la directe:Par ainsi la directe baillee, n'est pour rien comptee en ladite assiette:tellement que xij. sols de rente rendable, ne valent que huict sols, en directe seigneurie. Et au contraire quand laditte rente en directe est baillee pour rente rendable, elle est prinse pour vn tiers plus en façon que huictfols en directe, valent douze sols de rente renda-Celuy qui est tenu asseoir rente absolument sans autre adication, il est quitte en asseant réte rendable: laquelle faut asseoir les deux parts en grains & le tiers en deniers, comme lon fait Celuy q est tenu ou a comencé faire assiette de rente en aucü lieu assis audit pais d'Auuergne, il est tenu bailler toutes les redeuances, ces & deuoirs qu'il y-a sans rien y retenir iusques à concurrence de rente:& l'il n'en y-a affez, il est tenu de parfournir de son autre cheuance de prochain en prochain: & est le creancier tenu prendre laditte assiette. En matiere d'assiette le sol de rente est estimé à vendre pour vne sois vn escu vieux, qui est aualué à xl. sols tournois. Si aucun est obligé asseoir rente à la coustume du pais coustumier d'Auuergne, il est asçauoir & entendre qu'audit pais a trois parties, & chacune partie à sa maniere de faire assiet-Au pais d'Auuergne haut & bas y-a trois façons & manieres de faire assiette. C'est à sçauoir au bas pais d'Auuergne vne, l'autre en Langhadois & Briuadois, & l'autre au haut pais des montagnes d'Auuergne. Ledit bas pais l'estend iusques à la riuiere d'Alaignon qui entre en Alier & iusques à la riuiere de la Rue. Lesdits pais de Langhadois & Britadois sont entre les deux rivieres d'Alier & d'Alai-Et ledit haut pais des montagnes d'Auuergne est depuis laditte riviere de la Rue en haut, tant que ledit pais d'Auuergne s'estend. Qui est obligé & tenu faire affiette de rente en directe seigneurie à la coustume du pais d'Auuergne audit bas pais, il est tenu de bailler & asseoir les deux tiers de laditte rente en blé, mesure de Clermont, & le tiers en deniers. Et l'il n'y-a affez de bled pour fournir les deux parts, lon peut bailler argent en rente au lieu de bled, sauf que de l'argét que lon baille pour bled, so en doit rabatre vn tiers pour l'interest& plus value de bled: come de douze sols de rente en argent baillez pour bled, saudra rabattre le le tiers qui sont quatre sols. Et par ainsi desdits douze sols en argent, restent huict sols en assiçtte pour bled, & audit cas le creancier ne le peut ressuler. xvii.

S'il

D'assiette de rente. S'il y a plus que deux tiers de bled, & qu'il faille bailler bled pour le tiers d'argent ou pour partie d'iceluy: le bled qui se baille pour argent, doit croistre d'vn tiers: comme qui baille vn septier de froment en assiete pour argent, il faut le bailler pour douze sols, là ou il ne se bailleroit que pour huit sols quand seroit baillé pour bled. Quant à l'assiette de l'autre partie dudit pays, qu'est de Langhadois & Briuadois qui est obligé à faire assette à laditte coustume d'Auuergne, il n'est tenu asseoir que la moitié en bled mesure de Brioude, & l'autre moitié en argent, pource que la mesure de Brioude est plus gran de que la mesure Clarmontoise. Ét si celuy qui est tenu faire laditte assiette, ne peut sournir laditte moitié en bled, il peut bailler de l'argent pour bled, & d'iceluy argent baillé pour bled, doit estre rabbattu vn tiers pour l'interest du bled. Et quand il y-a plus de bled que d'argent, & l'on baille bled en lieu d'argent en affiette : l'on croist le bled baillé pour argent d'vn tiers, comme dit est en l'assiette dudit bas pays. Et sont les bleds & grains baillez esdits pays de Briuadois & Langhadois à laditte mesure Briuadoise, à semblable pris comme audit bas pays d'Auuergne. C'est asçauoir. Sextier de froment viij. sols Sextier de seigle vj. sols. Sextier Sextier d'orge iiij.sols. d'auoine iiij:sols. Sextier de mixture Sextier de febues au pris du seigle vj.sols. iiij.sols. Sextier de poix au pris de froment viij. sols. Sextier de cheneué vj. sols. En l'autre partie dudit pays qui est le haut pays des montaignes d'Auuergne de laditte riuiere de la Rue, laditte assiette de rente se fait ainsi que la rente gist. Et n'est tenu celuy qui l'a fait, bailler rente partie en bled & partie en argét, mais ainsi quelle gist soit tout argent ou tout bled, ou partie d'vn & partie d'autre. Se baillent les bleds & grains en affiette audit haut pays aux mefures des lieux particuliers, & à chacune melure son pris. C'est asçauoir à la mesure d'Orilhat & salern. xxvj. Sextier de froment iiij. sols. Sextier de feigle iij. sols Sextier d'auoine xviii.deniers.

A la mesure de saint Christosse & plieux.

Sextier de froment iii.sols. Sextier d'auoine xv.deniers.

Sextier de seigle ii.sols vj.den. xxviij.

Mesure de Clauiers.

Sextier de froment iij. sols. d'auoine xii.deniers.

Sextier de seigle ii.sols.

Sextier xxix.

Mesure de Bort.

Sextier de froment vj. sols. d'auoine ij.sols.

Sextier de seigle iiij.sols.

Sextier

Mesure de Rion & Rignat esdittes montaignes.

Sextier de froment xij.sols. Sextier d'auoine iiij.sols.

i

11

المار

1

3

ele

ict

Sextier de seigle viij. sols Sextier de mixture iiij. sols.

Sextier de febues pris de froment qui est xii.sols.

Sextier de poix pris de

froment qui est xii.sols. Et quant és autres choses comme cire, geline, moutons, maneuures & autres choses se bail lent pour argent en assiette au pris qu'elles sont baillees audit bas pays, & comme cy apres sera touché.

Quand aucun est obligé à asseoir cens ou rente en directe seigneurie, soit audit bas pays ou és pays de Briuadois & Langhadois, & cependant les payer iusques à ce que l'assierte en soit faite, il est deu d'apports pour chacune liure de cens ou rente en directe seigneurie pour chacun an trente fols tournois, qui est vn tiers d'auantage pour l'interest de la directe, pource que les bleds fy baillent à bon pris.

Mais au haut pays desdittes motagnes ou assiette de rente se baille comme gist: & n'y a gue res bleds, les apports ne valent pour an finon ce que la prinse de la rente a valu.

L'on peut bailler en assiette de rente dismes & parcieres tant de bleds que de vins & d'autres choses qui se doiuent estimer. C'est asçauoir mettre les neuf dernieres annees ensemble & d'icelles prédre les trois, & desdittes trois icelles mises ensemble en prendre le tiers qui fait Ddd iiii.

Coustumes du haut & bas pais d'Auuergne

l'annee commune, de la quelle faut rabbatre vn tiers pour l'interest de la directe, & des autres deux tiers restans en rabbatre vn quart pour les perils & fortunes qui reuiennent à la moitié de la ditte commune estimation, & le surplus qui est vne moitié, se baille en assiette pour deniers.

Pareillement qui baille fours & moulins qui s'acensent chacun an en bled ou en argent, on les prend à la valeur & estimation desdittes dismes & parcieres: & saut saire semblable rabbat que dessus, & le reste qui est la moitié (ledit rabat sait) se baille en assiette pour deniers comme dessus.

Qui a estangs ou pescheries, il les peut bailler en assiette, en mettant ensemble la valuë des trois pesches dernieres, & prendre la trois-ieme partie du reuenu desdittes trois pesches qui est l'annee commune, de laquelle ditte tierce partie desdittes trois pesches faut rabbattre vn quart pour les reparations & perils. Et du residu rabbattre vn tiers pour l'interest de la directe, qui est en esse la moitié restant, mettre en assiette de rente en directe pour deniers. xxxvij.

Qui a bois de taillis reuenat, il les peut bailler en assiette de rente: & faut estimer qu'ils peu uent valoir de douze annees. Et desdittes douze annees saut prendre la commune, qui est vn douzieme, & dudit douzieme rabbatre vn quart pour les perils & sortunes. Et du residu vn tiers pour l'interest de la directe, qui est vne moitié, & l'autre moitié se met en assiette pour deniers comme dit est des estangs & pescheries.

Bois pour bastir & de haute sustaye ou pour chaussage doiuent estre estimez combien peu uent valoir à vendre pour vne sois, sons, arbres & reuenu: & s'ils vallent mil escus vieux à la rai son de quarante sols tournois pour escu, doiuent estre baillez pour cinquante liures de rentes assisées en assiste pour deniers, qui est le quarantieme du pris & estimation desdits bois, & ain si de plus plus, & de moins moins.

Bois de haute fustaye portant paisson de glan ou sayne, il saut regarder qu'ils ont valu les neus dernieres annees, & d'icelles prendre les trois communes: & esdittes trois miles ensemble en prendre vn tiers qui sait l'annee commune. Et dudit tiers rabbatre vn tiers pour la directe, & vn quart pour les perils & sortune: qui est vne moitié: Et l'autre moitié restant se baille en assiette pour deniers.

Toutes-fois le detteur peut à son chois faire estimer les lits bois auec leurs fruits, arbres & fermes d'iceux à vne fois vendre: & dudit pris que les ldits bois seront estimez, prendre vn xl. lequeldit xl. dudit pris sera baillé en assiette pour deniers à raison de xl. sols tourn. pour sol. Et de plus plus, & de moins moins. xlj.

Qui a garenne à connils de bestes grosses ou pescheries sur riviere, toutes ces choses ne se mettent en assiette, sinon que par la commune estimation de gens à ce cognoissans. Et ce qu'ils sont estimez valloir par neuf ans, se met ensemble: & en prend l'on vn tiers pour trois an nees: l'on prent vn autre tiers pour la commune annee de laquelle l'on rabbat vn quart pour les perils & fortunes, & vn tiers du residu pour l'interest de la directe qui est vne moitié, & l'au tre moitié, se baille en assiette pour deniers en directe comme dit est.

xlij.

Qui doit asseoir rente à laditte coustume au haut pays d'Auuergne & dismes parcieres, fours, moulins, estangs, pescheries, bois de taillis reuenans, garennes de conils de bestes grosses & pescheries sur rivieres & autres fermes muables, les dittes choses mises & reduittes à la commune année, de maniere deuant touchee de l'année commune, n'en doit estre rabbattu qu'vn tiers pour l'interest de la directe seigneurie. Et tout le surplus doit estre mis en assiette de rente annuelle en directe seigneurie: car audit haut pays de laditte riviere de la Rue se préd la rente comme elle gist sans autre chose dessalquer.

Celuy qui a places, chasteaux & autres ediffices, les peut bailler en assiette. Et ne se doiuent estimer les dits ediffices de quelque valeur qu'ils soient, plus auant que vaut la dix-ieme de cheuance qui depend de la seigneurie desdits chastel & edifices: laquelle valleur de disme d'icelle cheuance sera baillee en assiette de deniers à la raison de quarante sols pour sol de rente.

Toutel-fois à la recompense que doit saire le frere aisné à ses puisnez de la principalle place, l'estimation se doit saire selon la commune valeur.

Et si lesdits chasteaux, places & ediffices valoient moins que du dixiesme de la cheuance dependant desdittes places & chasteaux: lesdittes places & chasteaux seront estimez par gens à ce experts eu regard au temps de laditte assiette. Et l'estimation ainsi faite de laditte place, la dix-ieme partie de laditte estime sera baillee en assiette pour deniers à la raison de quarante sols

Digitized by Google

fols tournois le sol de rente.
Et si laditte rente en deniers se baille pour bled, la faudra augmenter d'un tiers comme des
fus. xlvii.
Et n'est tenu le creancier à qui est deue l'assiette de laditte rente, prendre lesdits edifices
en assiente: si ce n'est qu'en faisant laditte assiétte, la moitié du reuenu & cheuance depen-
dant desdittes places, pour le moins luy soit baillee outre, & par dessus l'estimation dudit edi- fice.
Toutef-fois si audit creancier est plus deu en assiette de rente que ne monte la moitié de la
ditte cheuance, & les dits bastimens excedent ce que luy peut estre deu de reste: il n'est tenu
prendre lesdits bastimens, pource qu'il faut que lesdits bastimens soient prins pour entiers ou
laissez au detteur.
Bastimens & edifices desquels ne dependent aucunes cheuances, ou qui sont separez des
cheuances baillees en affierte, & qui ne sont comprins dedans icelles: ne sont baillez en affier-
te si bon ne semble audit creancier:mais si lesdits bastimens sont comprins & enclauez dedans
lesdittes cheuances, peutent estre baillez en assiette à l'estimation que dessus.
L'on peut bailler en assierte de rente en directe seigneurie, les especes & choses cy apres
declarees quad elles sont assises sur heritages & sons certains, pour le pris qu'il s'ensuir en tous
les bas & haut pays d'Auuergne.
C'est asçauoir.
Charge de bon vin & de bon terroir.xxxv.sols. Tonneau de miel xxxv.sols.
Tonness de verius de grain vy fols Tonness de verius de nommes vii fols vi den
Tonneau de verius de grain xx. sols. Tonneau de verius de pommes xij. sols vj. den.
Tonneau de vin-aigre xx. sols. Connil xij. den. Oyseau de riuiere x. den. Perdrix ix den. Oye xij. den. Oyson vj. den. Liure de cire xviij.
deniers. Geline vi.den. Poulet iii. den. Chappon xii.den. Chappon
neau vi.deniers. Mouto auec la laine vi.fols. Veau cinq sols. Cheureau xviij den.
Aignel xviij.den. Cochon dix deniers. Liure de fromage quatre deniers.
Liure de beurre quatre deniers. Liure de suyf quatre deniers. La
neau vj. deniers. Mouto auec la laine vj. sols. Veau cinq sols. Cheureau xviij. den. Aignel xviij. den. Cochon dix deniers. Liure de fromage quatre deniers. Liure de suyf quatre deniers. La chair de mouton quatre sols.
Le paon deux sols vj. deniers. Grue vingt deniers. Cigne vingt deniers. Faisant non bruant deux sols
deniers. Failant bruant vingt deniers. Failant non bruant deux sols
fix deniers. Liure de plume huit deniers.
La trousse de soin pesant trois quintaux ij. sols vj. deniers.
naueaux ij sols. La charrettee de foin pesant quinze quintaux dix sols.
Charrettee de paille deux sols. Quatre œuss yn denier. d'huylle d'oline cinqdeniers. Charrettee de boys à deux bœuss douze deniers. Liure d'huille de noix quatre deniers. Quarte de seel à quatre couppes mesure Clarmon-
Abbuille d'olive cina deniere Quarre de feel à quarre compres mefire Clarmon-
toise deux sols. Liure de poyure trois sols. Maneuure de bras en téps
d'esté six deniers. Maneutre en téps d'hyuer quatre deniers. Faucheur
pour journee douze deniers. Messeur douze deniers. Charrois à
pour iournee douze deniers. Messeur douze deniers. Charrois à bœufs pour iour en temps d'esté ij.sols. En temps d'hyuer douze deniers.
conce de bestes à basts douze dens par suite de baste de la superior montant dij.
Charrois, cornees & maneuures personnels deuz à mercy & volonté ou autrement : Et
qui ne sont assis sur heritage & sons certain, ne sont baillez sinon que l'on buillast en affictre
la feigneurie ou cheuance dont les dits droits dependent car audit cas ils peunencestre baillez
à l'estimation que dessus. Enne combent les dits charrois, coructes domaneumes en arrera-
ges. The control of the control of the control of another around the complete and all explications will be a control of the co
L'homme reffeant avant maifon tenat fou fubiet en toute justice haute, movemme & balle
ting sols. Le la
En iustice basse iusques à soixante sols.
En instice haste ou moyenne seulement. De le constitut e constitut en morai. sols.
En iustice moyenne & basse; quatre sols l'act de la latte de latte de latte de la latte de
Br qui est tenu assoir rente en route iustice, il peut bailler en asserte de tente obacut ho-
me en roure luftice pour cine fols de rente affile. Diogenieure apparais de dien de pur dy.
L'homme de firstice balle insiques à soixante sols pour mois sols pour de pour de la contrat de la little de

Coustumes du haut & bas pais d'Auuergne

L'homme de moyenne ou haute seulement pour douze den. L'homme de haute & basse iustice, ou de moyenne & basse ensemble, seu	xij.den. lement pour qua
tre fols.	quatre fols
Et est le tout rente assisse.	lvj.
Mais la inflice des lieux ou places ou il assist laditte rente, ne peut estre co en assistre quand l'on doit asseoir rente en iustice.	
Le ressort r'est pour riens compté en assiette: & sera tenu le seigneur iust	lvij. icier avät reflort.
bailler ledit ressort quant-&-quant laditte iustice, à l'estimation que dessus, sa	ins le pouuoir re-
tenit	lviij.
L'homme taillable à mercy & volonté en toute iustice est baillé en assie	
comprins la justice pour laquelle l'homme est baillé pour cinq sols comme d	cilus. lix.
Les fiefs francs & nobles se peuvent bailler en assiette & pour l'estimation à sçauoir que s'il y-a cent liures de rente tenues en soy & hommage d'aucun	qui l'eniuit: c'est
le fief d'iceluy fe baillera en affiette pour vingt fols tournois, qui est la cent-i	iene parrie de ce
que vaut & monte ce qui est tenu en fief: & ainsi de plus plus, & de moins	
l'amplaye.	lx.
Mais si le siefest chargé d'aucun cens ou autre charge, laditte charge se b	
selon qu'elle est estimee par la coustume: & le residu dudit sief se baillera selo	. .
dessus est dit audit sief franc.	lxj.
Et ne sont tenus l'vsus-fructuaire ou douairiere prendre lesdits fiefs francs p se fi bon ne leur semble, n'aussi le sief chargé, si ce n'est pour la charge.	pour aucune cno lxij.
Sexteree de terre à febues & à froment en bon solage, se prend en affiette	
froment de rente.	lxiij.
Et quand elle est en petit terroir, se prend selon que peut porter de cens à	
gens à ce experts.	lxiiij.
OEuure de pré à vn foin de bon solage, se baille pour cinq sols.	lxv.
OEuure de pré à deux foins en bon folage, pour sept sols six deniers.	lxvj.
OEuure de pré qui n'est en bon solage, à l'estimation de gens à ce expert porter de cens.	zicion que peut Ixvij.
Tous heritages, domaines francs & quittes de cens ou rente, sont baill	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
sierre à l'estimatió de gens experts à les vendre pour vne sois & s'ils sont estim	
seront prins pour cinquante fols de rente en deniers, qui est le quarantiesme e	
mation, & du plus plus, & du moins moins.	lxviij.
Er au regard desdits heritages & domaines quand ils sont chargez de cen	
font prins en affiette. Les guaits, tailles aux quatre cas & autres deuoirs qui dependent de iustic	lkix.
cature, procureurs, greffiers, sergens & gastiers, ne seront baillez ne prins en	
La vinade est baillee en assiette pour chacun iour d'esté que l'on vacque p	
vinade à deux paires de bœufs pour deux fols tourn:& pour iour d'hyuer dou	
regard au nombre des iournées que leta vacque à faire laditte vinade, qui fer	
chacun iour comme dessus.	lxxy
Cens mort ou rente rendable se peuuet bailler en asserte pour cens en dire	
moins:Etfils:font en argent ou en bled;les fraudra augmenter ou diminuer c die en rente rendable! en passe de la bled;les fraudra augmenter ou diminuer c	omnie denus eit kxij.
La prise & estimation desdits devoirs est à entendre quand ils sont assis	
luffifans, Autre chofe est quand lesdits deuoirs servient personnels on muable	
en faut faire tel rabat comme de fermes muables a esté dit cy dessus.	lxxiij.
.i). Et font prinses & compteus en affictte audit has pays d'Anuergne, Laghac	
les prisees des choses dessus declarees, les deux parties pour bled & le tiers en	A 1
haut pays la rente fe baille comme elle gift. Les especes dessussibles baillees en assiette de rente , ne sont baillees que p	
en deniers:excepté l'homme en iustice qui se baillepour rente assisse, par le production de la comme d	
Quandaucun doit affeoir rente en directe, & qu'il baille rente affile en dre	
gneurie sur fons & heritage certain, posé qu'il n'y ait droit de tiers denier de	vente à cause de
aditte directe baillee:le detteur demeure quitte de laditte afficte; & sera ten	de creangier les
ptendre, iaçoit que le detteur fust obligé faire assiette de rente en directe seig	
	che-

cheualier tiers denier de ventes.

Et tous autres droits & deuoirs, tailles, reuenus & preeminences & choses franches qui ne sont cy dessus appreciees, sont baillees & prinses en assiette de rente à l'estimation de gens à ce experts, selon que peutient porter de cens & rente annuelle, eu regard és autres dessus esti mees & appreciees, en faisant rabbat tel que dessus des choses muables & des ordinaires immuables, en rabbatant le tiers pour l'interest de la directe.

L'assiette se fait au pays de Combraille comme audit bas pays, reservé quant aux mesures & pris de bled: car l'assiette se ballle audit pays de Combraille selon la mesure dudit pays au

pris qui l'enfuit.

品品

ŀr,

lk

ŀ,

1

西海出

55

مأر

C'est asçauoir.

Sexuer de fromet vij.s.vi.den. ne iij.Liiij.den.

Sextier de seigle v.s.

Sextier d'auoi-

lxxviii.

Et si le bled est prins pour argent ou argent pour bled, il faut augmenter ou diminuer selon que dessus est dit audit bas pays.

Aussi si rente rendable est baillee pour rente en directe, ou rente en directe pour rendable, la faut augmenter ou diminuer respectiuement comme dessus est dit à l'assiette dudit bas pays d'Auuergne.

> S'ensuiuent les coustumes localles du pays d'Auuergne.Premierement du Comté de Mont-pencier & ville d'Aiguesparce.

Comté de Mont-pencier.

PAR la coustume d'iceluy Comté observee hors la ville d'Aiguesparce, quad le mary trespasse, suruiuant sa femme: icelle femme gaigne & est heritiere de la moitié de tous les biens de sondit mary, tant meubles qu'heritages. C'est à sçauoir des meubles pour en faire & disposer à son plaisir & volonté, & des immeubles & heritages pour en iouyr & vser sa vie durant tant seulement.

Et des le trespas de sondit mary est saisse &vestue de la moitié desdits biens delaissez par le dit mary: & peut intenter le possessoire tout ainsi que les enfans & heritiers dudit mary pour-

roient faire de l'autre moitié par ledit mary delaisse.

Et est laditte semme tenue entretenir les heritages que luy aduiennent en vsus-fruit par le trespas de sondit mary, en bon estat,& payer la moitié de toutes les dettes faites par sondit

Et en outre est tenue icelle semme communicquer & mettre en commun sa dot qui luy est constituce soit en meubles ou immeubles, ses licts & ioyaux pour en faire partage auec les

heritiers de sondit mary, excepté de ses robbes qui luy demeurent entierement.

Vray est que les biens immeubles dotaux aduenus à la portion des heritiers de son mary, sont suiets à restitution apres le trespas de laditte semme: & n'y ont lesdits heritiers dudit mary que l'vsus-fruit durant la vie d'icelle:car apres son trespas sont tenu les rendre à ses heritiers, tout ainsi que les heritiers d'elle sont tenus rendre les biens immeubles à elle aduenus de son dit mary aux heritiers d'iceluy.

Et au cas contraire si le mary survit à sa femme, il gaigne les licts, robbes & ioyaux d'icelle: à cause de ce est tenu faire sa sepulture selon son estat. Et outre gaigne & herite en la moitié

de tous les biens dotaux de saditte semme meubles & immeubles.

C'est à sçauoir des meubles laditte moitié à luy & és siés des heritages & immeubles pour en iouyr sa vie durant, en payant les charges & tenant lesdits immeubles en bon estat: & de laditte moitié desdits biens meubles & heritages en est sais comme laditte semme suruiuant iceluy:&peut intenter semblablement le possessoire.

Si le pere marie son fils en sa maison, & ledit fils trespasse premier que saditte semme: en iceluy cas ledit pere est tenu rendre & restituer à laditte semme de sondit fils la dot constituee

ou ce qu'il en aura receu auec le tiers de laditte dot pour augment d'icelle.

Par autre coustume dudit Comté, quand le seigneur direct fait aucun assenement sur l'heri tage mouuant de son cens & de plusieurs arrerages d'iceluy : faut qu'il se restraigne à trois annees, & de l'annee qui se fait l'exploict, qui sont de quatre annees, sauf ses diligéces des autres

annecs: auquel cas le seigneur pourra venir comme bon luy semblera.

Et parcillement quand ledit seigneur vient par action personnelle & demande les arrerages de plusieurs annees, ne peut demader que les arrerages de quatre annees. Autre chose est

quand la rente n'est assisser en ce cas laditte coustume n'a point de lieu.

Audit comté les pasturages se limitent par ville & villages, tellement qu'il n'est permis aux habitans desdits villages faire pasturer leur bestail en autruy village, n'aussi és appartenances de laditte ville d'Aiguesparce, & quand sont le contraire, sont amendables enuers le seigneur, si ledit bestail est baillé à iustice: & sont tenus à l'interest de partie.

La ville d'Aiguesparce.

Par la coustume particuliere de laditre ville d'Aiguesparce situee audit comté, quand il aduiet le mary trespasser premier, suruiuant sa semme: en ce cas laditte semme recouure ses licts, robbes & ioyaux en l'estat qu'ils sont lors: & de cent liures que luy auroient esté baillees & co stituees en mariage, gaigne sur les biens de sondit mari cinquante liures, qui est la moitié de sa

ditte dos & de plus plus, & de moins moins.

Cet qui ont surcens dedans laditte ville & és sons d'icelle sur aucuns heritages, peuuent assent pour estre payez de leursdits surcens sur l'heritage mouuant d'iceluy, & de semblables annees que le seigneur direct ayant heritage audit comté mouuant de sa directe seigneurie, se peut faire assent & non de plus : c'est à sçauoir de trois annees & de l'annee que l'exploict est fait, saus les diligences, comme dessus est dit.

Les lignagers n'ont aucun droit de retenue de la chose vendue par leur lignager quant és

choses situees en laditte ville, sins & limittes d'icelle.

Les chastellenies de Biosat & saint Genez du ret.

Les coustumes particulieres d'icelles chastellenies de Biosat & saint Genez, sont telles & semblables que dudit comté.

La chastellenie d'Arthonne.

La chastellenie d'Arthonne se regist & gouuerne, quant au sait de mariage, seson les coustumes localles de laditte comté de Mont-pencier.

Thuret.

La chastellenie de Thuret n'a aucunes coustumes particulieres.

Esbreule.

En la ville & chastellenie d'Es breule, mary & semme sont communs en biens meubles & conquests: & si la semme suruit au mary, elle aura la moitié desdits biens meubles & conquests à elle & aux siens. Et des autres heritages qui estoient à sondit mary parauant leur mariage, la moitié d'iceux pour en iouyr durant sa vie seulement: & ce en lieu de douaire. Et au contraire si le mary suruit sa semme, ledit mary a aussi la moitié des heritages de laditte semme qui luy appartiennent par constitution de dot pour en iouyr par le cours de sa vie: & partira auec les heritiers de laditte semme les biens meubles & conquests si autremét n'est accordé entre les mariez.

Le pere succede à son enfant és biens meubles & conquests lesquels il a recueilly & à luy ad uenus par le trespas de sa mere.

La chastellenie de Blot.

Au contraire quand le mary suruit sa femme, il gaigne la tierce partie de laditte dot, ensemble les licts, ioyaux & habillemens de saditte femme. Et à cause de ce est tenu la faire enseuelle.

& payer les funerailles f'il n'y a autre conuenance.

La chastellenie de Menat.

La coustume particuliere obseruee en laditte chastellenie de Blot, quant à la gaigne que les mariez sont l'vn sur l'autre, a lieu en laditte chastellenie de Menat.

Les pasturages se limittent par villages, mas & tenemens en laditte chastellenie de Menat: tellement qu'il n'est loisible ne permis aux habitans d'vn village ou tenement saire pasturer leur bestail en autruy village ou tenement. Et quand sont le contraire, sont amendables.

Seigneur ou seigneurs ayans bois reuenus & de couppe, lesdits bois estans en puel, sont

I sont & demeurent en dessense trois ans & le mois de may ensuiuant, tellement qu'il n'est loisible ne permis à aucun faire pasturer son bestail dedans ledit bois ainsi estant en puel, dedans lesdittes trois années & mois de May. Et s'il est trouvé du contraire, ceux à qui sont les-ieus serviée dittes bestes sont amendables, posé ores qu'ils ayent droit de pasturage esdits bois.

Combraille.

Envahon.

Chambon.

Sermur.

pau, Auzance & Sermur: les pasturages se limitent par villages, mas & tenemens: tellement set dommage qu'il n'est loisible ne permis aux habitans desdits villages, mas ou tenemens, faire pasturer de plus de cent leur bestail en autruy village, mas ou tenemens: & quand font le contraire sont aux la limitent pasturer de plus de cent leur bestail en autruy village, mas ou tenemens: & quand font le contraire sont aux la line. En la chastellenie du pays de Combraille où il y-a les sieges de Envahon, Chambon, Les-

La coustume observee en laditte chastellenie de Menat quant és bois reuenans & de coup pe estans en puel, a lieu en laditte chastellenie de Combraille és sieges deuantdits.

Bellegarde.

La chastellenie & preuosté de Bellegarde au franc aleu n'y a aucunes coustumes localles.

Croc basuille.

Villeneufue.

Celle.

Nabeiron.

:(0

Ancherat flayat.

Lezcluze.

Clereuaux.

Maignhat.

Maissat pontcharral.

La courtine.

Saint Maurice.

La broulhe.

Seruares, saint Aignen, Longe vialle, Condellez, les Cherzaux.

Orts ou franc aleu.

Chasteau sur cher.

Esdittes chastellenies & lieux a coustume localle que les pasturages se limitent par villa- ét me peut confirme localle que les pasturages se limitent par villa- ét me peut confirme acquise ges, mas & tenemens, comme audit pays de Combraille.

Les chastellenies de Rochedragon, Rochedaguoux, Espinasse, Pierre brune, Groliere & sure en tailunssac n'ont aucunes coustumes localles

Punssac n'ont aucunes coustumes localles.

Es lieux de Chastel-neuf, saint Angel, victrat & Queulhe & les chastellenies de chazelles, ressseus inficit Ayat, saint Geruais, villages de sainte Christine, saint Cirgue, Chambonnet & saint Alire lez possessione sur lorray, n'y a aussi aucunes coustumes localles.

**Possessione sur les des professiones localles de professione

Les lieux de Gimeaux, de Sardon, la Motade & le lieu de Pressinhat, ont telles coustumes. de vsucapio. C. Le mary terminant vie premier que la semme, & il n'est conuenu & accordé de la gaigne: la dit in, 6. C.M. te femme gaigne sur les biens de sondit mary ses lict, robbes & ioyaux, recouure sa dor, ensem ble gaigne pour augment d'icelle la moitié de la valeur de saditté dot. Quand laditte dot est en deniers ou bled, côme si elle auoit constitué dix liures en argent, elle gaignera sur les biens de sondit mary c.s. Et ainsi de bled si c'est bled, & de plus plus, & de moins moins.

Mais si laditte constitution est en biens immeubles: laditte semme ne gaigne aucune chose

dudit immeuble:ains recouure seulement sa dot, lict & robbes: & gaigne les ioyaux.

Et au cas contraire le mary qui suruit à sa femme, il gaigne la moitié de sa dot, si elle est con stituee en argent ou en bled ou autre chose meuble, ensemble ses lict, robbes & ioyaux: & est zenu par ce moyen la faire enseuelir & payer les funerailles selon son estat.

A outre audit lieu de Gimeaux coustume localle. Si la dot est en immeuble, la féme suruiuat fon mary, gaigne la moitié d'autant d'immeuble fur les biens de fondit mary qu'elle luy a constitué en dot, tout ainsi qu'a esté dit des biens meubles.

Et au contraire le mary suruiuant sa semme, gaigne la moitié desdits biens sunmeubles à luy constituez en dot.

Le comté d'Auuergne.

Les chastellenies de Buron, Cremps, Bussel & saint Maurice.

SI entre deux heritages circonuoisins a vne voye comune: le seigneur de l'heritage inferieur peut leuer ledit chemin & mettre la terre & pourtrait en prouenant dedans son heritage, sans preiudice du seigneur de l'heritage superieur. Et par ce moyen doit tenir laditte voye reparce & en estat à l'endroit desdits heritages.

La chastellenie de Mirefleur.

Si aucun est trouué donnant dommage en l'heritage d'autruy, ne peut estre baillé pour cla me par le seigneur dudit heritage, s'il n'y a vn guastier present, ou deux tesmoins.

La chastellenie de Coppel.

Le guastier present à iustice par les habitans en laditte chastellenie, est tenu garder les heri tages situez dedans icelle & respondre du dommage donné, ou denoncer la partie qui a fait iceluy dommage. Ecc

ce le bois n'est reputé se pouuoir deffendre des beftes de tiq ans: & icy Souffisent trois ans coprins le mois de May enswinant ,par quoy la loy re-siste specialiter

bestail & le bon rendu inu

tile à iamau:

La chastellenie saint Babel.

Il n'est loisible à aucun habitant en laditte iustice bailler pour clame bestial, personne, n'autre chose donnant dommage, sinon qu'il soit saisi du bestail, personnage ou autre chose donnant dommage: toutes-fois s'il a deux tesmoins de sa prinse, ores que ne soit saisi, pourra bailler laditte clame.

La ville & iustice de Sauxillanges situee en pays de droit escrit.

Toutes pactions & conuenances soient de succeder ou autres quelsconques, mises & apposees en contract de mariage & association, & de chacun d'eux en faueur des contrahans le mariage ou association, sont bons & vallables: & saississent les contrahans & leurs descendans tout ainsi qu'au pays coustumier d'Auuergne.

Le prochain lignager & seigneur direct n'aucun d'eux n'ont droit de retrait ou retenue és

maisons & heritages tituez dedans laditte ville & appartenances d'icelle.

Les chastellenies de saint Heren, Alanche, Malhargues, Espinchal, Vernox, le Luguet, Lamairan, fromentel, Leothoing, Torciat & saint Geruasy.

Les pasturages se limitent par mas & villages en toutes les dittes chastellenies & lieu des sufficient qu'il n'est permis aux habitans en vn village faire pasturer leur bestail en autruy village, posé que soit de mesme iustice, en quelque saison de l'an que ce soit.

Reserué qu'en laditte chastellenie de saint Heren, en laquelle les pasturages se limitét par

iustice & non par villages.

Il n'est permis és habitans desdittes iustices de saint Heren & villages des autres chastellenies dessudittes, faire pasturer en temps d'esté és fraux communs & pasturages plus grand nombre de bestail qu'ils ne peuuent vn chacun d'eux hyuerner des fruits & pailles excroissans respectiuement en leurs heritages, situez esdits villages.

La ville & iustice de saint Germain Lembrong se regist par droit escrit: & pareillement

la ville & iugerie d'Issoire.

Les iusticiers de Sauuangnat, Chadaleuf, Perdines, Periers en ce qui appartiét à l'abbé d'Ifsoire, & est aussi situee en pays de droit escrit.

N'y a esdits lieux aucunes coustumes localles.

Les chastellenies du Broc, Ginhac, Perdines & Periers, en ce qu'appartiét és seigneurs de Vodable, du Broc & Sauxillanges & la chastellenie de Bergonne, sont situees en pays coustumier: & y a coustume localle.

Le guastier qui prend bestail en dommage en l'heritage d'autruy ou autre preneur d'iceluy, ne peut bailler à iustice sa prinse dudit bestail, s'il n'est requis par la partie interessee de ce faire.

Si partie ne veut aduouer laditte prinse, le guastier de soy ne le peut saire.

La chastellenie de Vodable.

Les pasturages se limitent en laditte chastellenie & villages d'icelle par Gastines, en telle maniere que ledit bestail d'vne gastine ne peut pasturer dedans l'autre, sur peine de clame & droit de Gastine, posé que soit de mesme iustice.

Les chastellenies & iustices de Vicle Côte, Mercurol, Val, s. George lez Alier, Mauglieu, Rore, Puychalin, Vsson, la Fayette, Nonete, Auzelle, le Seres, Chameane, Chastelneus, du Drac, Mardoinhe, Auzon, Rilhac, Lende, Brassat, Chassanholes, Talezat, Feniers, Ardes, Rochecirle, le Breul, Beaulieu, Boussde, Chelus, Colenges, Montolois, Torfeil, saint Yuoine, Ville neusue, Meilhauf, saint Cirgue, Neschers, & Plozat, n'ôt aucuues coustumes localles.

Autres coustumes localles des preuostez de Briuadois & Langhadois situez audit bas pays d'Auuergne.

La ville & comté de Brioude & de Beaumont, les chastellenies de Polhac, Loriat & partie de la chastellenie de bois bon parent. Aussi les terres & mandement du preuost de l'eglise de saint Iulian de Brioude, se regissent par droit escrit.

Toutef-fois esdits lieux y a coustume localle par laquelle les pasturages se limitent par villages tellement que le bestail des habitans en vn village ne peut pasturer dedans vn autre village, posé que les villages soient de mesme iustice, & audit bas pays d'Auuergne. Et si le bestail est trouué pasturant en autruy village, doit amende au seigneur iusticier, si ce n'est és lieux où droit de marchage a lieu.

Tous



Tous les habitans en l'vn desdits villages pasturent ensemble dédans les limites dudit village, iaçoit que ledit village soit de diuerses iustices.

La chastellenie du bois bon parent partie suiette du comté de Brioude, & partie de la seigneurie de Blesle pour monseigneur le Duc, comme baron de Mercueur en ce qui est Rieres Brioude, se regist comme la ville & comté de Brioude, & ont lieu les coustumes localles dessudit comté de Brioude.

Ce qui est suiet à la seigneurie de Blesle pour monseigneur le Duc, est pays coustumier: & n'y a coustume localle.

Les chastellenies de Bonnat, Talaizat & Chabreughol, se regissent par droit escrit entierement: & n'y a aucunes coustumes localles.

Les chastellenies de Pinhols pour l'abbé de la Chaise-Dieu.

Les pasturages se limitent par villages, excepté és lieux où il y-a marchage comme deuat est dit en laditte ville & comté de Brioude.

A saint Pons borne, le Mayer, D'escolle, Espinace, Couhat, Elionne la grand.

Les habitans esdits lieux peuuent faire plaincte de la prinse du bestail dedans la premiere assisse, qui se tient communement de quinze en quinze ioursi& d'icelle prinse sont creuz par -leur serment.

Les chastellenies de Martilly, Busche, Cartal, la Feline, Bayet Milly, Soytes, Lorige, Môtmolt, Panthonet, Ventuel & Boutaresses, la Roche de Brassat & Chazel. En ce qu'est au pays d'Auuergne, n'ot aucunes coustumes localles! & se régissent par les coustumes de Bourbonnois.

La ville de saint Pourçain.

Le lignager peut recouurer la chose immeuble vendue par son lignager prouenue de son estoc dedans an & iour, à la prendre duiour de la vente, en payant le sort & loyaux coustemés: & court ledit temps contre tous.

Es matieres d'asseurement se gouvernent selon la coustume du pays coustumier d'Auuer-

gne,& en autres choses par les coustumes du pays de Bourbonnois.

La ville & preuosté de Cusset, les lieux de la Prugne, du Bort, la chappelle saint Thaure, faint Christofle, vic pres Cuffet, Moles, la Bosts, saint Yorre.

La moitié de la dot constituce en deniers, doit estre couertie en meuble au profit des ma-

riez:& l'autre moitié en cheuance ou heritage, au profit de la femme & des siens.

Et si la femme suruit à son mary, elle aura à elle & aux siens la moitié de tous les meubles, noms, dettes & actions du mary: & sera douce, & iouyra par forme de douaire sa vie durant de la moitié des heritages & biens immeubles de son seu mary. Et audit cas sera tenue payer la moitié des dettes de sondit mary: & auec ce recouurera la moitié de sa dot ou l'assiette qui en aura esté faite.

Et est au chois de laditte semme survivant, recouurer les meubles de son mary pour demou rer quitte & deschargee des dettes de sondit mary, pourueu qu'elle ne soit immiscee esdits meubles.

Le mary survivant en laditte ville de Cusser, gaigne la moitié de la dot mise en meubles:& n'est tenu restituer si ce n'est la somme employee en heritages, où lesdits heritages sur lesquels

laditte somme aura esté assignee.

Et en tous les autres lieux de laditte preuosté y a coustume localle, par laquelle la femme furuiuant augmente sa dot d'vn tiers sur les biens de son mary quand la dot est constituee en deniers & grains: & aussi recouure ses habillemens tels qu'ils seront trouuez au temps du trespas du mary, si ce n'est que la femme se remariast : auquel cas les heritiers du mary sont tenus l'habiller de semblables robbes qui luy furent baillees es premieres nopces.

Et le mary suruiuant gaigne la moitié de la dot à luy constituee : & s'il y a bestail constitué

en dot, la femme repete ledit bestail ou l'estimation.

La ville & chastellenie de Riz.

PEMME suruiuant son mary, si autrement n'est accordé, recouure sa dot & l'augmente de la moitié: & outre recouure les licts, robbes & ioyaux en l'estat qu'ils sont lors si ce n'est Ecc ij.

que la femme se mariast: auquel cas les heritiers du mary outre laditte dot & augment, sont tenus luy bailler tels ou semblable lict, robbes & ioyaux que laditte semme porta à son premier mariage.

Et se doit payer ledit augment incontinent apres le trespas du mary, si la semme veut, & la dot constitute, si autrement n'est accordé du marcs en tiers comme dessus est dit és sembla

bles.

Et a laditte femme suruiuant le chois de prendre & soy tenir audit augment, ou de prendre en lieu saditte dot & augment la moitié des biens meubles de son mary à elle ou aux siens, & la moitié des immeubles pour en iouyr sa vie durant, en payant la moitié des dettes de son seu mary.

Et le mary pour la suruie, gaigne la moitié de la dot, les lict, robbes & ioyaux: & est tenu sai re enseuelir sa femme: & à lieu laditte coustume soit la dot costituee en meubles ou heritages.

La chastellenie de Busset.

En laditte chastellenie de Busset touchat la gaigne pour la suruie du mary & semme est telle, qu'en la chastellenie de Riz, excepté que la semme n'a point le chois de prendre au lieu de sa dot & augment, la moitié des meubles & immeubles de son mary.

La ville & baronnie de Thiert.

En la chastellenie & baronnie dudit Thiert tant en laditte ville de Thiert qu'és villages qui sont de laditte chastellenie & baronnie de Voloure, Montguelhe, Noalhat & en la chastellenie de Voloure de de Vo

nie de Loliere n'y a aucunes coustumes localles.

La ville de Lozoux les mas de Codoignat & de Chassanholes se regissent par droit escrit. Les autres mas & village de laditte chastellenie se regissent & gouuernét selon les vz & coustumes dudit pays d'Auuergne coustumier, comme sont les chastellenies de Cunlhat, la folhoze, lenty.

Le mas de Chassanholes appartenant en partie au seigneur de Fontanilhes, & partie à l'e-

uesque de Clermont, n'a aucune coustume localle.

Le lieu d'Orleat appartenant en partie audit enesque de Clermont: & en autres parties és

seigneurs de Mont-gascon, Bullon & la Forest n'a aussi aucunes coustumes localles.

Es chastellenies de Bullon, Creuant, du Mas, Dornon pareillement n'y a aucune coustume localle, sors qu'en la chastellenie de Bullon la femme suruiuant a chois de prendre sur tous les biens de son seu mary l'augment de sa dot, qui est la moitié de laditte dot constituee auec ses lit, robbes & ioyaux, ou prendre la moitié des biens meubles de son mary à elle & aux siens, & l'vsus-fruit de la moitié des immeubles. Et en ce faisant, est tenue payer la moitié des debtes deures par son seu mary.

Et ledit mary quand il suruit, il gaigne, s'il n'y a enfans, moitié de la dot à luy constituee auec s'es lict, robbes, & ioyaux: & est tenu faire enseuelir saditte semme & payer les sunerailles.

La chastellenie du pont du chastel.

Es lieux & chastellenies du pont du chastel de Martres, d'artiere, cormede & dalez, lunhat, Lussat, chauaroux,

En fait de mariages ont coustume localle que le mary, y ait enfans ou non, gaigne la moitié de la dot à luy constituee en meubles, auec les lict, robbes & ioyaux de sa femme: & est tenu la faire enseuelir & payer les funerailles.

Et la femme quand elle suruit, gaigne sur les biens de son mary la moitié de la valeur de sa dot constituée en menbles, & repete ses sict, robbes & loyaux. Et ou l'vn desdits mariez se re-

mariroit, laditte gaigne retourne es enfans du premier lict.

La chastellenie de beauregard se regist par droit escrit: & n'y a aucune coustumes localles.

La chastellenie de cornon en ce qu'appartient à monseigneur le duc & au seigneur de pier re gourde, se regist comme en pays coustumier. Et ce qui est à l'euesque de Clermot, se regist droit escrit. Et n'ont aucunes coustumes localles.

Seichalle, Malintrat, Ounac, Lende, en ce qu'appartient au seigneur de Rauel, se régissent

felon les coustumes du bas pays d'Auuergne: & n'ont aucunes coustumes localles.

La chastellenie de Verteison est située en pays de droit escrit: & n'y à aucunes constumes localles.

La chastellenie Perinhat lez Alier est en pays coustumier, & n'y a aucunes coustumes local les.

En la chastellenie de saint Bonnet sez Alier quand aucun trouue bestail en son domaine, maine, est creu de la prinse de son interest iusques à six deniers tournois.

La chastellenie d'Espirat.

Aussi quand aucun habitant fait pasturer son pré en la prime, ne le peut tenir dessensable si n'est insques à la feste saint Iean Baptiste: laquelle passee, chacun des habitans y peut aller faire pasturer son bestail.

La chastellenie de Chaz.

Apres la my-May quad l'on fait pasturer son pré, lon ne le peut tenir deffensable, si ce n'est iusques à la feste de saint Iehan Baptiste.

La chastellenie de Mozun en pays de droit escrit.

Les pasturages de laditte chastellenie se limitet par parroisses: & ceux de chacune parroisse se limitent par villages, posé que soient de mesme iustice, depuis la feste nostre Dame de Mars iusques à la feste saint Martin d'hyuer, & depuis laditte feste saint Martin, iusques à la nostre Dame de Mars, tous les pasturages de laditte chastellenie sont communs.

L'on ne peut tenir pré clos audit temps non dessensable, sans laisser passage pour y entrer

le bestail pour pasturer:autrement lon peut faire ledit passage.

La chastellenie de Montagu, Listenois, & Reignat.

Les habitans en laditte chastellenie ont semblable coustume touchat de laisser passage és prez clos, comme ceux dudit Mozun, excepté que l'on n'entre és prez iusques apres la S.Mar tin d'hyuer.

Quand l'on fait pasturer son pré après la my-May, il y-a mesme coustume, comme ceux des dits lieux de Chaz, & Espiratisemblablement d'aller faucher leurs communaux apres la feste

faint Iulian, & prendre les fruits comme ceux dudit Espirat.

La chastellenie de Maissat & le Möstier.

Si aucuns des habitas desdittes chastellenies fait pasturet son pré, l'on y peut aller pasturer incontinent apres la feste saint Iean baptiste.

Celuy qui trouue bestail en son dommage, est creu de la prinse par son serment pour la clame,

& de son interest iusques à six deniers.

La chastellenie de Rauel & Soumenenges.

La femme suruiuant son mary, gaigne sur les biens de sondit mary, y ait enfans ou non, la quarte partie des biens de sondit mary chargee de la quarte partie des dettes, legats & funerail les, si autrement n'est conuenu entr'eux.

Quant és prez & pasturages communs, ont telle coustume que ceux de Montagu & Mais-

De la prinse du bestail donnant dommage, y a coustume comme ceux de la chastellenie de Mozun.

La chastellenie de Bort.

Touchant la suruiuance des semmes, les habitans en laditte chastellenie, ont semblable cou stume que ceux de la chastellenie de Rauel, comme aussi ont touchant leurs heritages y assis ainsi qu'il concerne le fait des pasturages.

La ville de Billon se regist par droit escrit: & y a coustume lo calle.

Tous habitas en icelle ville peuvent faire & tenir dedas la iustice de Billon, pré ou autre heritage clos en toute saison de l'an sans que personne y puisse entrer ne pasturer tant qu'il demeure clos.

Nul forain qui n'est contribuable és affaires communs de laditte ville, ne peut faire ou tenir de nouuel pré clos en laditte iustice en temps non dessensable, qui est depuis la feste de la

Magdaleine insques à la nostre Dame de Mars. Peuuent prendre le bestail leur donnant dommage, & se garder & tenir vingt & quatre heures sans le bailler à justice, saire estimer leurs dommages & d'iceux se faire payer: & de l'e-

stimation sont creuz iusques à six deniers. En toutes saisons de l'an les premiers fruits leuez, ils pequent faire pasturer leur bestail és prez & terres de laditte iustice, excepté és vignes & prez clos desdits habitans.

La chastellenie de Montmorin se diuise en trois parties: Et ont coustumes

localles diuerses. Le premier quartier de laditte chastellenie sest le quartier appellé de la Limaigne, où les habitans ont coustume localle, qu'ils peuvent faire pasturer leur bestail en tout les prez & terres dudit quartier apres les premiers fruits leuez. Et si lesdits fruits ne sont leuez à la saint Eec iij.

Iean baptiste, les peuvent garder & dessendre iusques à la feste saint Iulian seuler...ent. Et leurs dits heritages peuvent tenir clos, en laissant passage & ouverture en temps & lieu desensable pour y aller pasturer.

Les habitans audit quartier peuuent eslire partie de leurs pasturages communs pour les bœus & bestes arans, où n'est permis mettre ne faire pasturer autre bestail, iusques à la seste

fainte Croix de Septembre.

D'auantage quand il se trouue aucun bestail leur donnant dommage, le peuuent prendre & garder xxiiij. heures: & pendant ledit temps, le prendre à partie si bon luy semble, sans licence de iustice, composer de leur interest, ou bailler à iustice pour clame: & seront creuz de laditte prinse & interest iusques à six deniers tournois: mais si tost qu'ils ont baillé ledit bestail au ser-

gent, la clame est deuë.

L'autre quartier de laditte chastellenie est appellé de la montaigne, où lesdits habitans ont coustume localle: c'est asçauoir que leurs heritages sont dessensables depuis la feste nostre Dame de Mars, iusques à la feste saint Martin d'hyuer: & durant ledit temps ne leur est permis y marcher ne pasturer, soit en terres cultiuees ou és prez, bois, & autres pasturages: & peuuent tenir clos iceux heritages si bon leur semble, comme ceux dudit quartier de la Limaigne.

L'autre & tiers quartier est appellé de la basse iustice, où il y a semblables coustumes local-

les qu'ont ceux du precedent quartier de la montaigne.

Et quant à la prinse du bestail leur donnant dommage, ont semblable coustume, comme

ceux de l'autre quartier de la Limaigne.

Les pasturages sont limitez par villages: & chacun village à son pasturage separé, qui est seulement dessentable depuis la nostre Dame de Mars, susques à la S. Martin d'hyuer: mais depuis laditte seste saint Martin susques à la nostre Dame de Mars, sont communs à tous les habitans en laditte chastellenie: & peuvent marcher & pasturer l'vn dedans l'autre.

Es chastellenies Montboissier & Boisonnelle n'y a coustumes localles.

Es chastellenies de saint Bonnet le chastelnoue, Celle & saint Dolence n'y a aucune coustume localle.

La chastellenie de saint Bonnet le bourg se regist partie par droit commun, & partie par les coustumes generalles du pays coustumier: & n'y a coustume localle ne particuliere.

La ville de saint Germain Lern se regist partie par droit commun & escrit.

Aucun ne peut faire pasturer és marets & pasturages communs dudit lieu qui ne portent reuiure en temps d'esté, plus bestail qu'il n'a hyuerné ledit an en sa maison.

La parroisse de saint Germain partie se regist par droit escrit, & l'autre par les coustumes generalles du pays coustumier : & se regissent respectiuement selon les vs & coustumes desdits pays.

Et quant aux coustumes concernans le fait des pasturages, en vsent comme les habitas de la ville de saint Germain.

Le lieu de Fornols est assis au pays de droit escrit & n'y a coustume localle.

Les lieux de Fayet, Roasses, & Couailhes n'ont coustumes localles.

La ville de la chaise Dieu combien qu'elle se regisse par droit escrit, toutes-fois ont coustumes que les conuenances de succeder & autres apposees és contracts de mariage & affociation, sont vallables.

Celuy qui trouue bestail en son dommage, est creu de la prinse par son serment pour vne

clame au proffit du seigneur, & non de son interest.

Les lieux de Cistrieres, saint Badel, saint Alire & la chappelle Geneste, ont semblables con stumes localles que ceux de la Chaise Dieu.

Les lieux de Viuerols, Bassie, Mederolles, sauuessauges, gratif, saint Iust & saint Martin des Olmes, ont coustume que les pasturages se limitent par villages en toute saison de l'an.

Aucun des habitans esdits lieux ne peut tenir plus grand nombre de bestail pasturans en temps d'esté és paschiers mezes communs, qu'il peut hyuerner en sa maison de son creu out autre pasture que de saditte maison par louage ou autrement. Et peuuent tenir bestail lanu pour pargner en leurs heritages.

Et siancuns desdits habitans sont pasturer leurs prez à la prime, & ne veulent recueillir les

premiers fruits, l'on y peut aller pasturer quand les circonuoisins les ont leuez.

De la prinse du bestail en dommage, ont telle coustume que ceux de la Chaise-Dieu.

Digitized by Google

Es lieux

Es lieux de Montraueil & Burieres, les habitans esdits lieux ont telle coustume touchat les pasturages qu'audit Viuerols.

Es lieux de Mayres & saint Saluadour n'a aucune coustume localle ne particuliere.

Arlenc & Dore, l'Eglise & le bourg d'Arlenc.

Ceux de la ville & bourg d'Arlenc auec les villages Dolere, les deux Carpeteaux barates le Verdier, la Grange, Moranges, le Solier, Jarrage, le Boucher, Terrenoire, le Moulin, les Maiz & Vrolhes, ont entr'eux les pasturages communs en toutes saisons de l'an.

Lon ne peut iouir des pasturages en plus grand nombre de bestail en temps d'esté que lon

n'hyuerne l'hyuer precedent.

Les autres villages de laditte seigneurie d'Arlenc, ont leurs pasturages distincts & separez: qui se limitent par les villages. Et qui a heritage dedans vn autre village, peut iouyr de son heritage en sait de pasturage, & autrement le temps qui porte dessense.

Les lieux de Doranges & faint Iean Doux-Bregoux.

En fait de pasturages, se regissent comme les villages de la seigneurie d'Arlenc & de Doré.

Roche Sauyne & Botonnargus.

Les pasturages se limitent par villages: toutes-fois sont communs à tous les habitans desdittes chastellenies depuis la feste saint Martin iusques à la nostre dame de Mars.

Du nombre de bestail que lon peut faire pasturer en temps d'esté, se gouuernét come ceux de Viuerols.

De la prinse faite du bestail donnant dommage, comme ceux de la Chaise-Dieu.

La roche de Montpeloux.

Les chastellenies de roche Montpeloux ont semblable coustume touchant les pasturages & prinse de bestail, comme ceux de la chastellenie de Viuerols.

Rioux & Chaumont.

Les pasturages se limitent par villages en toutes saisons de lan, excepté qu'és lieux de Rioux & Marsat les habitans ont aucuns pasturages, desquels iouissent seuls & par le tout, de puis la Toussains, insques à nostre Dame de Mars.

Et semblablement aucuns autres villages ont pasturages entr'eux commus: C'est à sçauoir, les habitans du village de la Tour, auec ceux de Traignat, les habitans de Marsat auec ceux de Fontepede, & ceux des villages de Fleytes, du Mas, de Chasson & du Peschier.

Et de la prinse du bestail en dommage, se gouvernent comme ceux de Viuerols.

Ambert, tant ville que parroisse Vassiuiere, saint Martin des Olmes & Monts l'Eglise.

Les pasturages de la parroisse de saint Martin des Olmes, se limitent par villages.

Et les habitans de la parroisse de Vaussiuiere ont semblables coustumes que les habitans de saint Martin des Olmes,

Monts.

Les habitans en laditte parroifle de Monts ont telles & semblables coustumes localles come ceux de saint Martin des Olmes.

En la chastellenie d'Oliergues, les parroisses de la Chabasse, Vertholye, Marat, Oliuet, la chapelle a non.

La chastellenie de la Faye & du Bonuent.

Les pasturages se limitent par villages.

La chastellenie d'Aubusson & Monteil auec la parroisse d'Espinace, & en partie les parroisses d'Augerolles, Volore & Corpiere n'ont aucunes coustumes localles.

Ecc iiij.

SARMENTASON en la iustice d'Aulteribe, de Corpiere, de la Garde & de Courteserre.

Aucun des habitans esdits lieux ne peut tenir bestail és pasturages desdits lieux, si ce n'est à l'equipollent qu'il tient & possede du village, sans soy charger d'autre bestail, que raisonnablement il peut nourrir & hyuerner, selon la quotte qu'il tient dudit village.

Les seigneurs de Blesse & de Sensat, se regissent entierement comme la ville & comté de Brioude quant és coustumes localles: & hors la ditte ville de Blesse sont situez en pays coustu-

miets.

نازدا

Les chastellenies de Coubladour, Cereys, saint Romain, la Monghe de Ialanoux, Moriat, Vazaleiz, la Marade & de Roche-Agude, se regissent par droit escrit.

Les pasturages se limitent par villages, comme en laditte comté de Brioude.

La chastellenie de Solezuit, si elle se regist par droit escrit ou par coustume, il y-a different entre les seigneurs & les habitans.

Les pasturages se limitent par parroisses: c'est à sçauoir, que tous ceux de la parroisse de So-

lezuit pasturent ensemble dedans laditte parroisse de Solezuit.

Ceux de la parroisse de la Cholmete, qui est de la iustice de Solezuit, pasturent ensemble dedás laditte parroisse de Cholmete. Et ne peut pasturer vne parroisse rieres l'autre, posé que ce soit de mesme iustice, à peine d'amende, hors mis aucun communaux, où ils ont marchage ensemble.

Les chastellenies de Charaiz, de Roquelaire & d'Auuers, quant és pasturages, sont limitees par parroisses, comme en laditte chastellenie de Solezuit tellement que combien qu'ils soiét de diuerses chastellenies, toutes fois les habitans de laditte parroisse de Charaiz pasturent ensemble: & les autres qui y sont, posé qu'ils soient de mesme iustice, ne peuuent pasturer dedas laditte parroisse, à peine d'amende, s'ils y sont trouuez & prins pasturant.

Quant és villages desdittes chastellenies qui sont hors laditte parroisse de Charaiz, se limi-

tent par les villages, comme en laditte ville de Brioude.

La chastellenie de saint Priuat, se regist entieremeut par droit escrit.

Les pasturages se limitent par la instice & chastellenie dudit saint Prinat: tellement qu'il n'est permis aux habitans d'autruy instice, y faire pasturer aucun bestail, sur peine d'amende, po-sé qu'il soit situé en pays de montaigne.

La chastellenie de Vernet, est regie par semblable coustume que laditte chastellenie de saint Privat.

La chastellenie de Prades, pour le seigneur de Rochebaron, se regist par droit escrit.

Les pasturages se limitent par laditte parroisse de Prades, tous les habitans de laquelle pasturent ensemble, posé qu'ils soient de diuerses instices: & s'ils ont marchages és autres parroisses circonuoisnes, comme ils pretendent.

La chastellenie de Prades par le seigneur de Piatre, se regist par semblable coustume comme laditte chastellenie de Prades, pour ledit seigneur de Rochebaron.

La chastellenie de Chabreughol est regie par droit escrit quant és successions testamentaires ou ab intestat : & en toutes autres choses, se regist par pays coustumier.

Et sur le fait des passurages y-2 coustume localle, telle qu'en la seigneurie de Besse, dessus declaree pour l'abbesse.

La chastellenie de Bourgloncle saint Pierre, pour le prieur de Sanxillanges, se regist par droit escritte n'y-a coustumes localles.

Les chastellenies de Mougon & Grauiers, Plousat, Iauille, Comps, autrement la Vaul-Dieu, Domeyrat, Cohat, la Roche, prés Borloncle, Peyruse, Balance & Albugars, Charmensat, Fortuniers, Polaguet, Merle, Vergonghon, Lobieres & Rylath, n'on raucunes constumes localles.

En la chastellenie de Balsac n'ya coustumes socialles: & est en different, si c'est par pays coustumier stumier, ou de droit escrit.

Ċ

La chastellenie & vicomté de la Motte de Carnillac.

Les pasturages se limitét par villages, comme laditte ville & comté de Brioude: C'est à sçauoir, que les habitans en vn village, ne peuuét faire pasturer leur bestail en autre village, iaçoit que les villages soyent de mesme iustice & dudit bas pays.

Et si le bestail est trouué pasturant en autre village, doit amende au seigneur iusticier, si ce

n'est és lieux, où ils ont droit de marchage.

Aussi tous les habitans en vn village pasturent ensemble dedans les limites d'iceluy, posé que ledit village soit de diuerses iustices.

LES chastellenies de la Pinede en la parroisse Despilenc, la Gaude, Val, le chastel Vielle, Brioude, Chauaignac, Saydic, Colombines, Ludesse, Blesse: pour monseigneur le Duc, Leothoing, Crestes, le Lugner, Malempise, Gironde, Auroze prés Massiat, Venoux, Margeride, Rochefort prés Vernieres, Labaresses. La chastellenie de la commenderie du Tempel, Chabanes, Dally, les Olses, Vielle-Espece, Lastic, Cistrieres, Nubieres, la Rechiere. La chastel lenie du chapitre de saint Flour, en la parroisse de saint Ebble, du Fayet, Serre, saint Ponthin, en ce qu'appartient au curé dudit lieu, Boisserat, la Roche du Bouschet, la volte saint Cirque, Lobieres, Mossac, Silhac, Croce, Lorbe, Darlet, Blassac, Brossadoux du Mas, Trauerses, Vissac, Chassaignes, Contheughol sous langhar, Sillaguet, Lestiual, Sauenat, Moncelar, Cusse, Murs, Fauerolles, des Chezes, de Choueles, Villeneufue des Terrasses, Aubusso, Auroze Perroisse, Sachinolles, Rilhat, Fiz, Alegre, saint Iust, Chomeliz le haur & bas, Montredont, Lassimes, Beaumont, Vedeyres, Seaux, Colat, saint Romain, Vissac, Lymaigne, Beauregard parroisse de Vazelles, Berberin. La Chastellenie en la parroisse de Moncelart, saint Badel, Dazerac, Boisferetes. La commenderie de saint Iean de Langhat, saint Ilpire, Vernieres, Massiac du Monteil, le renoux, la Valete, Croue, Gilbertez, Pebrat, Montpeyroux, Chambon, Chazelles. Pour l'enfermerie de la Volte, la Faghe, Tailhat, Mont-Grauat, Lode, Dasenieres, Digons, Besset, & de Myronne, sont toutes lesdittes chastellenies & lieux regies & gouvernees par mesmes coustumes localles, que laditte chastellenie de la Mote de Canihac.

Les chastellenies de Core, Talezat, Thinieres & Manthieres, les pasturages se limitent par

villages, comme en la chastellenie de la Mote.

La ville & baronnie d'Herment.

Le vendeur est tenu payer les lots & ventes au seigneur direct, & non l'acheteur.

Les vendans vin & pain en laditte ville, ne les peuuent vendre si ce n'est apres qu'ils seront mis à pris par iustice, appellez les consuls.

Les lieux & villages de Picherande en Rauel, saint Genez, Rochecilde, Sauzet & Chambon.

Si aucun acquiert heritage dedas lesdits lieux, posé que soit d'autruy village & iustice, peut pasturer en temps d'esté és fraulx & communaux du village, où l'heritage acquis est situé, tel nombre de bestail qu'il peut hyuerner des fruits & pailles des heritages qu'il a audit lieu, pourueu que ledit acheteur tienne ou face tenir seu ou residence audit heritage acquis.

Les lieux & chastellenies de Fontanilhes & Crestes.

Quand le mary suruit sa semme, les heritiers de la semme peuvent recouurer ses lict & robes, en payant ses sunerailles.

Lieux & villages de Cornol, Chabanes, Rodomat, Fohet, Mont-Prades, Estables, saint Iulian & Azenieres.

Les pasturages desdits lieux se limitent par villages: & à chacun villages y-a pasturages separez l'vu de l'autre, posé qui soient de mesme iustice & dudit bas pays d'Auuergne: tellement qu'il n'est loisible ne permis aux habitans de l'vu desdits villages, faire pasturer le bestail és pasturages d'vu autre village, sur peine de l'amende.

Et peuuent les habitans esdits villages, & chacun d'iceux endroit soy, faire pasturer leur bestail és pasturages d'iceux villages tant seulement, & non le bestail qu'ils ont prins d'au-

truy.

Les chastellenies de saint Saturnin, saint Amans, saint Sandoux, Mont-Peyroux, Montredon & Chanonat.

Les prez portant reuiure, doiuent estre clos & sermez: autrement si la closture d'iceux n'est entretenue, le bestail trouvé en iceux en temps dessensable, ne peut saire estre prins ne baillé à iustice: mais les peut son mettre dehors les dits prez gracieusement, sans le pouvoir bailler pour clame, interests, n'amende.

Les chastellenies de Talende le maieur & mineur.

Esdittes iustices les pasturages sont communs, combien qu'icelles iustices soyent à diuers

seigneurs & situees audit bas pays.

Si aucun estranger vient demourer à l'vn desdits lieux & iustice, se peut aduouer homme du seigneur dudit lieu auquel est habitant, ou du seigneur de l'autre desdits lieux. Et l'adueu sait ne peut variet, sinon qu'il allast demeurer an & iour hors la iustice dudit lieu. Auquel cas l'an reuolu, se pourra de reches aduouer dedans an & iour subiet du seigneur de l'vn desdits lieux, qu'il voudra.

Les officiers de chacun desdits seigneurs peuvent aller faire iuventaire des biens d'vn tres-

passé, & pourueoir de tuteurs aux mineurs en la iustice l'vn de l'autre.

La chastellenie de Royat.

La femme suruivant au mary, gaigne sur les biens d'iceluy la tierce partie de la valeur de sa dot: Et si le mary suruit, il gaigne seulement les lict, robes & ioyaux: & est tenu la faire enseue-lir.

Seleule, saint Myon & d'Auayat.

Le mary suruiuant à la femme, y ait enfans ou non, gaigne la moitié de la dot à luy constituee par saditte semme, soit en bled ou argent, ensemble les list, robbes & iouyaux: & est tenu la faire enseuelir. Et si laditte semme suruit, elle gaigne sur les biens de sondit mary la moitié de la valeur de saditte dot, & recouure sessitist, robbes & ioyaux. Et a aussi vne guarlande ou chappel d'argent de la valeur dudit list nuptial.

Les chastellenies Dissat & la Torrecte.

La femme suruiuant à son mary, gaigne sur les biés de sondit mary, la valeur du tiers denier de saditte dot constituee en deniers, & vne guarlande d'argent, à la valeur du lich nuptial, & recouure sessions lich, robbes & ioyaux & empirement d'ice ux.

Et quant au mary suruiuat sa femme, la coustume generalle du pays coustumier d'Auuer-

gne a lieu.

Le lieu de Teihelde.

La femme suruiuant son mary, gaigne sur les biens de sondit mary, la valeur du tiers de sa dot quand la dot est en chose immemble. Et si laditte dot consiste en deniers, gaigne cent sols: & recouure ses lict, robbes & ioyaux sans empirement.

Et quant au mary, la coustume generalle du pays a lieu.

La chastellenie & seigneurie de Marsat.

La vesue doit estre entretenue & alimentee sur les biens de son mary, durant l'an du

Et gaigne & recouure laditte femme suruiuant sondit mary, ses lict, robbes & ioyaux nuptiaux, auec les empiremens d'iceux.

Et quant au mary suruiuant, la coustume generalle a lieu.

Le lieu & chastellenie de Proussat.

Chacun des mariez qui suruist à l'autre, gaigne le tiers de la valeur de dot : & outre ce, le mary suruiuant sa semme, gaigne les lict, robbes & ioyaux: & est tenu la faire enseuelir.

Et si la semme suruit, elle recouure ses lict, robbes & ioyaux auec l'empirement d'iceux, ensemble vne guarlande ou chappel à l'estimation dudit lict nuprial.

Digitized by Google

Les

Les lieux & chastellenies de saint Vincent, lez Blanzat, Voluit, saint bonnet, l'Enfant, Charbonnieres lez Varennes.

Le mary suruiuant sa semme, gaigne le tiers denier de la dot: & est tenu la faire enseuelir.

出記さ

16

Aussi la semme suruiuant son mary, gaigne sur les biens de sondit mary, le tiers de la valeur de saditte dot. Et recouurera ses list, robbes & ioyaux auec les empiremens d'iceux.

Les chastellenies de Chastelguyon, Combronde & Charbonnieres les vieilles.

Les coustumes localles gardees esdittes prochaines chastellenies de saint Vincent, Voluit, saint Genez l'Enfant, & Charbonnieres, quant au fait des mariages, telles que dessus, ont lieu esdittes chastellenies de Chastelguoy, Combronde & Charbonnieres les vieilles. Et outre ce que dessus, gaigne le mary suruiuat sa femme, les lict, robbes & ioyaux de sadite semme: laquelle il est tenu faire enseuelir à ses despens.

La ville & cité de Clermont, se regist par droit escrit: & y-a coustumes localles telles que s'ensuit.

Les habitans en laditte ville, peuuent clorre à leur plaisir & volonté leurs heritages: Et portent les dits heritages clos, dessens en toute saison de l'an.

Tous serviteurs & mercenaires sont tenus demander & faire diligence suffisante de recouurer seurs salaires dedans vn an apres seur service siny: autrement ne sont receuables d'en faire question ne demande.

Si aucun habitant en laditte ville edifie bastiment en icelle, il peut appuyer en la muraille de son voisin, en payant dix sols tournoispour chacune brasse de muraille de chaux & arene. Et cinq sols tourn.pour chacune brasse de muraille saite de terre, & en payant la pierre.

Mais si le maistre à qui est laditte muraille, en laquelle lon veut appuyer, & en icelle muraille fenestrages portans bort, serrures ou yraigne, ou esgouts de tuille par dehors, audit cas lon ne pourra appuyer n'autrement empescher la veuë desdits senestrages.

Quand aucune maison est commune entre deux habitans de laditte ville, & l'vn a le dessus d'icelle & l'autre le dessouz:celuy à qui est le dessouz de laditte maison, est tenu faire la soliue de dessus. Et celuy à qui est le dessus, est tenu tenir laditte soliue pauce: & si est tenu recercher & couurir laditte maison, & faire le seste & ouverture d'icelle.

Les conducteurs & locataires des maisons situees dedans laditte ville & chacun d'eux respectiuement sont tenus chacun endroit soy, six mois parauant le louage siny, denoncer l'vn à l'autre : c'est à sçauoir, le conducteur qu'il ne veut plus tenir laditte maison, & le locataire qu'il ne la veut plus louer: autrement sera tenu le conducteur au salaire de laditte demye année ensuyuant ledit louage : & le locataire ne pourra expeller hors demie année le conducteur, en payant le louage au pris de l'année precedente, si ce n'est és cas exceptez de droit.

Les villes & iustices de Riom, Montserrand, & aussi les iustices & chastellenies de saint Bónet, Laschamps, Mozat, Sabasat, Gerzat, Chastelguay, Nohanene, Durtot, Vilars, Beaumont lez Clermont, saint Ypolite, Sozonieres, le Mas Dargnat Borressol, saint Alire lez Clermot, la ville & baronnie de Pongibault-Monton, saint Alire souz Monton, les Martres de Vayre, Corent-Chassuz lez Bussieres, Vayre, Solasses, Jussat, Lassauuetat, Austezat, Orciual, la Roche de Donezat, Merdogne, le Crest & Orcet, Chamaliere, Chapde, Auburs, le Cheual-Blanc, la Roche-Brian, Miremont, Termes, Beaufort, sougeroux, Chazelles, la Buxiere, Chartrosse, la Vernhe, saint George de Monts-Cheynat, Ludesse, Opine, Ceyrat, Chanonat, Plozat, Perignat lez Serlieue, saint Genez, Champneilles la Champs, Laqueulle, Perpesat, saint Martin de Tours, Rochesort, Bains, Murat de Quaires, Cros, Sanét, saint Salue, la Tour Besse, Murol, Entraigues, la Rode, Talues, granges, Chastres, saint Donnat, le Lict-Thiniere, Tremoille, la Besset, saint Nettere, Spinchalin, saint Victour, Sailhens, Vernet, Rocheromane, Gräderol,

Verrieres, Colomynes, LDiery, Conteughol le Chier, Cheuace, Rochedragon, Chasluz, Durat-Matroux, le prieuré de Beaumont, Bonnebaut, la Vicomté de Bramont, Pordionnes lez Enchises, la Vergne, Cisternes, Perot, Alignat, Confolent, Gelle, Auriere, Feissat, s. Tours, s. Pierre, le Chastel-Mazayes, Chamboat, Vernynes, s. Pierre-Roche, s. Bonet lez Orciual, Nebozat, Montsermy, Villemontilz, Giac, Lenhe, Farnoel, la garde Guilhot, Tortebesse la forest, la Maziere aux bons Homs, Glauant, Ronzel, Chalme, Celle, le Bourg Feydel, Chauanon, Preschonnet, Merinchal, la Veze-Esguirande, Chambon, Artiges, Cornes, Messes, s. Iulien, Puy la Veze, le Frise, Condat, la Garde-Ferredure, Brissons, Tozelles, les Ramades, Serreuielle, Voisin, saint Germain prés Herment, Combraille prés Chasluz, puy s. Guymier, s. Estienne des champs, Solages, Olmechalusset, Bicon & Saluignat, n'y-a esdits lieux aucune coustume localle.

La iustice d'Aubiere est située audit bas pays: Et maintient le seigneur dudit lieu, icelle estre située audit pays coustumier & se regist par les vs & coustumes d'iceluy, & les habitans au co-

traire, & que ladite iustice se regist par droit escrit.

La ville & seigneurie de Nezat & chastellenie des Vaux & Limaigne, saint Bauzile, le chastel d'Enezat, Espinet, Pessat & Ternhat.

Le mary qui suruit sa femme, gaigne la moitié de la dot constituee à saditte semme quand consiste en deniers & grains, y ait il enfans ou non. Et la semme qui suruit son mary, gaigne sur les biens de sondit mary la moitié de la valeur de saditte dot, qui consiste en argent & grains: la quelle gaigne les dits mariez & le suruiuant d'eux sont tenus reserver aux enfans descendans

dudit mariage.

Et recouure laditte femme saditte dot de marcs entiers, qui est entendre que laditte dot est diuisee en trois parties: & est payable à trois sestes de nostre Dame de Mars subsequens la dissolution de mariage, començant le premier terme de la seste nostre Dame de Mars prochain ensuyuant laditte dissolution de mariage en vn an. Et a lieu laditte coustume sinon que les parties ayent autrement conuenu & accordé au traité de mariage.

La ville & chastellenie de Maringues.

Le mary suruiuant sa femme, gaigne la moitié des deniers, grains & meubles constituez en dot auec les lict, robbes & ioyaux, en faisant les fraiz funeraux raisonnables de saditte semme, y ait enfans dudit mariage ou non. Et si a l'vsus-fruit de tous les biens immeubles constituez

en dot par laditte femme.

Et au cas contraire si laditte semme suruit, & la dot consiste en deniers ou meubles, est au chois de la semme prendre la moitié des meubles de sondit mary à elle & aux siens: & la moitié des immeubles pour en iouyr à sa vie, en payat par elle la moitié des dettes deuëspar sondit mary. Et en ce cas laditte dot est confuse ausdits meubles: & n'en peut rien demader. On peut prendre la moitié de la valeur de la dot par elle constituee en deniers ou meubles auec ses robbes, lict & ioyaux en l'estat qu'ils seront au temps de la dissolution. Et sera recompense d'un chappel d'argent à la valeur du lict nuptial.

Les lieux de saint André, Paignhans, ville Mont-Gascun, Luzilgat, saint Donyn, Cohatla comté de Mont-pencier.

Ont mesme coustume comme laditte ville de Maringues, hors mis que la semme suruiuant en prenant l'augment de sa dot, recouure les lict & robbes nupriaux, en tel estat que les a bail-lez sans empirement.

Es lieux de Teissonyeres, saint Laure, Busserolles & Tyrande chastellenie de Ioze Sainctignat.

Quant à la gaigne des mariages, ont telle coustume que les habitans de la ville de Nezat.

Et outre que la femme pour la suruie recouure l'empirement de ses lict & robbes nuptiaux & gaigne vn chappel d'argent à la valeur de sondit lict nuptial.

En

7/1

ľλ

l(t

ĽŢ,

te

En la chastellenie de Rendans, & villages d'icelle, comme saint Siluestre, en ce qui est en laditte iustice de Rendans, saint Priet & autres villages, & aussi és chastellenie de faint Martin.

Des Alausches, Culhat, Lexat, saint Clemens de Rignat & Mons, quant à la gaigne des ma riages ont telle & semblable coustume que la ville de Maringues: excepté du chappeau d'argent que la femme ne gaigne pour la suruie.

La chastellenie d'Escurolles en comprenant les villages de laditte chastellenie appartenant en partie au seigneur d'Apchon.

Les mariez sont communs en biens & acquests, noms, dettes & actions, faits durant le mariage: & la femme apres le trespas du mary en prent la moitié. Aussi est tenue payer la moitié des dettes deuës par son mary, faites tant constant ledit mariage, que de parauant.

Et outre est douce la femme suruiuant de la moitié des immeubles de son mar y prouenans de l'estoc de sondit mary, pour en souyr par maniere de douaire comme vsus-fructuaresse, en entretenant les dits biens en bon estat: autrement en est deboutee.

Et quant és habitans de Cohat & de Lionne le grand parroisse dudit Cohat.

La femme qui suruit son mary, gaigne & augmente de la dot d'vn tiers, & récouure ses lict, robbes & ioyaux en l'estat qu'ils sont, & ce quad sa dot est en deniers, grains ou meubles: mais quand elle est en heritages, ne gaigne rien.

Syluat:

Les habitans en laditte chastellenie, ont semblables coustumes, touchant les marchages & pasturages, comme les habitans en la chastellenie de Mesmont.

La ville de Corpiere est assisée & situee au pays de droit escrit. Et les habitans en icelle, se regissent & gouvernent par droit commun & escrit, & n'ont lesdittes iustices aucunes coustumes localles.

> La chastellenie d'Augerolles, Corpiere, auec ses quartiers, Belyme, Courteserre.

La seigneurie de Belyme est situee & assis au pays de droit escrit : & se regist & gouverne selon les vs & coustumes d'iceluy.

Et Courteserre est assis & situé au pays coustumier d'Auuergne: & se regist & gouverne selon les vs & coustumes d'iceluy, & n'ont les dits lieux coustumes localles.

Malmeres, Bonneual, si Victor & Iullanges. Les parroisses de Malmeres, si Victor & Iullanges, au mandement de Beaumont.

Lesdits lieux & parroisses sont situez, partie en pays coustumier, & partie en droit escriti. & n'ont aucunes coustumes localles.

Coustumes localles des preuostez, seigneuries & chastellenies, lieux & villages du haut pays d'Auuergne.

La ville de saint Flour, situee en pays de droit escrit.

Celuy qui est obligé comme ple ige ou fideiusseur d'aucun à la coustume de la ditte ville de saint Flour, peut estre executé en ses biens sans aucune discussion faire sur les biens du detteur principal.

Tout conducteur de maison, située en laditte ville & fauxbourgs d'icelle, est tenu six mois au parauant le louage de l'annee, saire denoncer au seigneur & maistre de la maison qu'il ne la veut plus tenir: autrement est tenu au louage entier de laditte maison de toute l'année ensuitant, posé qu'il ne tienne laditte maison.

Et pareillement est tenu le maîstre & locataire de la maison six mois au parauant le louage finy, denoncer au conducteur qu'il se pouruoye d'autre maison : autrement est loisible audit conducteur la tenir l'année ensuyuant, pour le pris du premier louage.

Fff

Le detteur tenu & obligé à aucun habitant de laditte ville trouué dedans icelle, peut estre prins & arresté par auctorité de la iustice ordinaire du lieu, soit qu'il y ait obligation ou non, iusques à ce qu'il aura fourny de gages exploictables, ou baillé caution subiette de laditte iustice: & s'il est trouué mal auoir arresté, celuy à la requeste duquel l'arrest sera fait, sera tenu en tout les despens, dommages & interests.

La parroisse & chastellenie de saint Martin souz Vigoroux, situee en pays de droit escrit.

Si aucun fait prinse de bestail luy donnant dommage en son heritage, n'est creu de la prinse d'iceluy droit de clame ou autre droit, si ce n'est qu'il ait vn tesmoin auec luy, affermant laditte prinse.

Le lieu & chastellenie de Requestail, au pays de droit escrit.

Celuy qui trouue espaue dedans laditte preuosté & iustice, le peut garder huict iours sans le rendre à iustice, n'estre amendable à cause de laditte garde enuers le seigneur iusticier.

La ville & baronnie de Pierrefort, situee en pays de droit escrit.

Chacun est receu à comparoir par autruy à la premiere assignation de cause, sans procuration aucune, en instissant par ledit comparant à lassignation prochaine ensuiuant de procuration en forme par extraict.

Les habitans en laditte ville & baronnie, ne peuuent faire pasturer en téps d'esté plus grad nombre de bestail és fraux & pasturages de laditte barronnie & iustice, qu'ils ne peuuét hyuerner du creu des soins & pailles qu'ils cueillent en leurs heritages, situez en laditte baronnie.

La chastellenie de Dyene situee en pays de droit escrit, & austi les chastellenies de Vezynet, Cheillade & Vicomté de Cheillane, situees en pays coustumier, ont semblables coustumes quant au fait des pasturages, comme laditte baronnie de Pierrefort.

La ville & vicomté de Murat & les Consulats Daubepeyre, des Broz, la parroisse de Virarges chastel souz Murat, la Chappelle d'Aillagnon, sont situees en pays de droit escrit, reserué quant és actes iudiciaires, esquels se gouvernent par les vs & coustumes d'Auvergne.

En laditte ville & vicomté y-a semblables coustumes, quant au fait des pasturages, comme en laditte ville & baronnie de Pierrefort.

La vicoté Carladois est situee en pays de droit escrit: & se registe gouverne par droit escrit entierement, & n'y-a aucunes coustumes localles.

Les lieux & villages, parroisses, iustices de Polhac mandement & chastellenie du Chambó & le Meynial, Bredon, saint Maurice, Cheylade, situees en pays coustumier, & la parroisse de Valeughol est situee en pays de droit escrit, excepté les villages de la vicomté de Cheylane, qui sont en pays coustumier.

Les prochains lignagers ont droit de retrait ou retenue des heritages vendus par leurs lignagers de l'estoc dont ils prouiennent: & sont preserez quant au droit de retenue au seigneur direct, peuuent iceux dits heritages recouuer en payant le sort principal d'iceux & loyaux coustemens dedans trois mois, à iceux compter du iour de la possession realle prinse par l'achetteur en presence de deux tesmoins du lieu & iustice, où les dits heritages sont situez & assis.

Les lieux, villages, parroisses, & iustices de Sailheins, sont situez en pays coustumier de la Peyre & la moitié du village de Iarry iustice de Poulhac, Lemeynial & Chambon, sont situez en pays coustumier, reservé quant és testamens & successions ab intestat, esquels se regissent par droit escrit.

Le seigneur direct est preseré au lignager quant au droit de prelation ou retenue des choses vendues par emphiteote, situees dedans les dits lieux & parroisses en venant dedans le téps de trois mois à les compter, comme dessus a esté dit du lignager.

Les chastellenies, lieux, & parroisses de s. Maurice, Rochegonde, Cussat, Noue eglise, situez, en pays coustumier & Rossiat, partie en pays de droit escrit, & partie en pays coustumier & la Chappelle Barrez en pays de droit escrit.

Les



Les habitans esdittes parroisses & lieux & chacun d'iceux, ne peuuent faire pasturer en téps d'esté és fraux & pasturages communs desdits lieux, plus grand nombre de bestail qu'ils ne peuuent hyuerner de leurs foins & pailles prouenus de leurs heritages situez esdits lieux.

Les ville & chastellenie de Chaudesaigues, chastellenies de Ville-Dieu, Seriers, Anglardz, s. Vrcize, Mainhat, gordieges, Malba, margnhac, les Ternes, Doux-Verges, Oradour, Bourloncle, Entrerieux, Espinasse, saint Remize, Paulhent, comprinses les parroisse de sainte Marie: la parroisse foraine de Chaudesaigues, Coltines, Sezens: excepté ce qui se tient du leigneur de Brezons & Montiou, Chalmargues, sont situez en pays de droit escrit, & se regissent par droit escrit: & n'y-a aucunes coustumes localles.

Les lieux, parroisles & mandemés de Celles, Moissat, Marchastel, Ruynes, Clauiers, Mouchaln, Chaliers, Audelac: la parroisse de la Vastre, Core, Lorcieres, Talezat, Métieres, Tyniers

& Tanauelle, n'ont aucune coustume localle.

Les lieux, villages & parroisses d'Alenze, Sarrus, Morieres, saint Iust, Vabres, Mealet, Roffiat, Leotadez, la garde Iabrun, Fauerolles, saint George & saint Marc, sont situez partie en pays de droit escrit, & partie en coustumier: & en ce que sont en droit escrit, se regissent par droit escrit: Et quant au residu par les coustumes generalles du pays coustumier d'Auucr-

Quant est de la chastellenie de Brezons, les habitans dudit lieu& iustice maintiennent que

elle est situee en pays de droit escrit, & le seigneur dudit lieu en pays coustumier.

La coustume quant au droit de retenue pour laquelle le seigneur direct est preseré au ligna ger gardee esdits lieux & iustice de Sailhens, la Peyre & autres deuant-dittes, a lieu en laditre chastellenie de Brezons.

La preuosté d'Orilhat se regist par droit escrit, excepté le lieu & parroisse de Gigols, les villa ges de Merline, de Marsenat, de Belueyr, situees en la parroisse de s. Martin de Valoix, Tourne mire, saint Cirque de Mauuert. Et le lieu & parroisse de saint Sorny qui sont assis & situez au pays coustumier d'Auuergne: excepté les villages de la garde de Corronciere, Fontbuilhant, la Vergnhe, Fauars, Camboriou, Orlaulx, la Bige, Freissines, Sarrus, qui sont en pays de droit escrit. Et les lieux d'Entermes, ensemble les villages de Lambert de la Caulmete, qui sont en partie en pays coustumier, & partie en droit escrit. Et n'ont aucunes coustumes localles.

La ville d'Orilhac.

Ceux qui tiennent maisons à louage, faut qu'ils declarent à Noel, qui est la demie année, qu'ils ne la veulent plus tenir: autrement laditte année passe, s'ils s'en alloient à la saint Iean ensuiuant, doiuent les louages de l'annee lors prochain ensuiuant, posé qu'ils ne demeurent en laditte maison. Et quand le declarent à Noel, saut que les locataires dedans la seste s. Pierre au mois de Iuin, rendent les clefs au seigneur de la maison: autrement payent le salaire de toute l'annee ensuiuant.

Les maistres des maisons louces, peuuent retenir pour les salaires, les biens meubles des lo cataires & fermer les portes des maisons iusques à ce qu'ils soient payez du louage de leurs 1.maisons) Et mailons.

Les habitans de laditte ville peuvent faire charger nouvelles pierreries aux possessions d'au trum, cum sint truy pour le bastiment commun de laditte ville, en payant le dommage au seigneur de la pro-dominie posprieté, & aussi prendre pierre de pierreries ouuertes, en payant le droit accoustumé.

La coustume observee en laditte ville de saint Flour touchant les arrests des detteurs so-jur. emphites.

rains, a lieu en laditte ville d'Orilhac & lieu de la Roquebrou.

Les lieux, villages & iustices Darpaghoniou de Mamont, Thiezac, saint Clemention souz Moniou, Neydon, Arnac, saint Alire, Rossiat, Ayrenc, Sorny, saint Martin souz Tornemyre, Marmanhac, les Celles, Rilhac, Romesques ils sont assises en pays de droit escrit: & se regissent felon iceluy, excepté le lieu de saint Sorny, qui est partie en pays coustumier, & partie en droit escrit: & n'ont aucunes coustumes localles.

Par la coustume des lieux & parroisses de Noue celles, Mandelhes, Ayren, les celles, saint Cirgue de Iordane, Teyffieres, Guarandelle, s. Symon, s. Iean de Doue, s. Paul de Landes, Arpaghost, Vyolet, Carlat, Tiezat & Vic, nul habitant ne peut tenir les fraux communs sinon le bestail qu'il peut hyuerner des foins & pailles qu'il a cueilly aux villages dont dependent les pastura ges. Fff ij

no.in l.z.C.de

Saint Cirgue.

Par la coustume localle gardee audit lieu, les habitans en iceluy ne peuuent changer le bestail qu'ils hyuernent audit lieu, ne mettent autre bestail pour iceluy saire estiuer és fraux & communes dudit lieu en temps d'esté.

Le lieu & parroisse Deyren.

Quand il y-a vn terme entre deux terres, le terme est du superieur. Et s'il est entre pré & terre, le terme appartient au seigneur du pré.

Le lieu saint Clemens.

Au seigneur superieur de l'heritage appartient le terme estant entre deux heritages, tant que les pieds du seigneur de l'heritage se peuvent estendre quand il est assis sur ledit terme & le residu appartient au seigneur de la proprieté qui est dessouz.

Le lieu & parroisse de Vic.

La riuiere de Cire ne tolt ne baille: c'est à sçauoir que quand elle prent d'aucunes possessions de lu par inundation ou autrement petit à petit, deça ou delà l'eauë, est permis à celuy qui pert, suisumme dubi ure sa possession.

De Marminhac parroisse de Cros.

Ceux qui ont fruictages i oignans és possessions de leurs voisins sur les limites de leurs he-

ritages, partissent par moitié les fruits qui tumbent sur la possession de son voisin.

Par autre coustume gardee audit lieu de Vic & aussi audit lieu de Thiezac, quand il est quepriè loquiture stion de partir ou remplir vne montaigne par testes: la coustume de faire le compte par testes, est, qu'vne vache laictant tendriere auec son veau, est comptee pour vne teste, vne vache boriere laictant auec son boret, pour vne teste, vne iument laictant auec son poulain, pour deux testes, vn doublon ou tierçon, doublonné ou tierçonné de iument, pour deux testes, quatre borrests ou borrettes à corne d'vn an, pour vne teste, quatre borrests ou borrettes d'vn an de cheualin, pour deux testes, deux doublons ou doublonnes de vache, pour vne teste: vn tierçon ou tierçone de vache, pour vne teste, six brebis, pour vne teste. Et a esté aduisé par les dits estats qu'icelle coustume, quant à la computation des bestes, aura lieu en tout le pays d'Auuergne haut & bas coustumier & de droit escrit.

La parroisse de Iussat.

Quand les acheteurs ne se presentent pour estre louez & inuestuz dedans xl.iours des choses par eux acquises n'y-a lieu confiscation de la chose achetec:toutes-fois en Carladoys y-a co

fiscation comme lon pretend.

Et semblable coustume est aux lieux & parroisses d'Ytrac, saint Santin de Quantalez, Sozat, de Marmiesse, la chappelle Vieux-Champs, saint Paul: saint Estienne de Quantalez, Arnat Mont-Verd, la Roquebrou, Cros, Orilhat, hors les sins de la ville Arpaiou-Tiezat: Vezat, Ponilhat, Marmaignhat, saint Alire, Girgoux & Tournemire. Et en ce qui est coustumier à Tornemire, n'y-a amende ne consiscation.

Par autre coustume dudit lieu & parroisse de Iussat, quand les emphiteotes ne payent leurs cens de deux, trois ou quatre ans ou plus, les emphiteotes ne consisquent point ce qu'ils tiennent: mais les seigneurs peuvent demander les arrerages & ventes par execution ou demade.

Pareille coustume est éslieux & parroisses de saint Cirgue, Tessieres, Reilhac, Carandelle, L. Symon, saint Iean de Donne, Ytrac, saint Santin de Quantalez, la chappelle Vieux-Champs, saint Paul, saint Estienne de Quantalez, Mont-Vert, Cossiat, Tros, Nyodamp, Tiezat, Pombignhac, saint Alire, Girgoux, Tornemire.

Le lieu & chestellenie de Glenat.

Les habitans audit lieu & chastellenie de Glenat peuuent & leur est loisible appuyer és murailles de leur circonnuoisns, en payant la moitié du mur.

La chappelle d'Elfraisse.

Il est leu & permis és habitans dudit lieu & parroisse, faire pasturer leur bestail quelconque dedans les prez situez en icelle, depuis la saint Martin d'hyuer, iusques à la nostre Dame de Mars, hors-mis qu'és prez ayans closture.

La ville de Montsaluy.

En laditte ville de Motsaluy, y-a semblable coustume qu'audit lieu & la chappelle d'Elfraisse au fait & droit de pasturage.

Digitized by Google

Et

I Id est, non est locusiuvi al luuionis. Idein slumine dubij in sequanu, ve vidi, of sic allu uio non est iuvisgentium proprie sumpti of in hoc improprie loquitur side per alluuionem inst de ve duis. C. M.

Et outre leur est loisible & permis appuier és murailles de leurs dirconvoisins, comme audit lieu de Glenat.

Leocamp & Marcolez.

M.

1:

🛫 Vab librii 6 intitae

Effire lieux de Lieocamp & Marcolez, quant és pasturages, y la semblable coustume; commeieldite lieuxide Montlahiy & chappelle d'Elfranse.

Et outre ont coustume localle les habitans audit lieu de Marcolez, que quand aucun habitant en idelity veur édifier maison ou habitation, il peut prendre pierre en tous lieux en hadicce justice où il y à pierrerie: & ouurir le territoire ou heritage d'autruy. Et prendre pierre audit lieu en payant vn denier tournois pour charretee de pierre menue, & vn denier tournois pour quartier de pierre de taille au seigneur vtil, & l'interest & dommage qu'il y peut

Le fraucun veut edifier mailon ou habitation audit lieu de Marcolez, il luy est soisible & permis appuyer aux murs de son voisin, en payat sept sols six deniers pour demy toyse de muraille, pourtieu qu'il n'y ait fenestre ou autre seruitude.

Et quant és lieux, villages & parroille de Rogiers, Montmurat, saint Girons, la ville de Maurs, saint Constens, Caluinet, Cassimeuse, Boisset, Vitrat, Fornols, Pers, Lassegallaciere, Queissat, Trioulou, saint Iulian de Tourssat, Val-Dieu, Cirant, Spinadel, saint Estienne lez Maurs, Leynar, Parlé, Romegoux, Sanezargues, Morghou, Vieillie-Vie, Sansat de Benezeys, Leydinhar, Leocamp, Pruner, Tessieres, Delebolier, Roussy, la Brosse, la Chappelle, Enezie, la Besserete, Iunhac, saint Autin, saint Saurin, saint Mamet, Roane-Homs, la Saluetat, Queirols, faint Marc, se regissent par droit escrit, comme si sont les autres lieux, cy deuant particulierement declarez.

La ville, faux bourgs & parroisse de Mauriac, la ville, faux bourgs & parroisse de Pleux, les lieux & parroiffes Daly, Chossenar, Breghac, Ialerat, Drinhat, Escoralle, Surnhat, Arches, Charmithac, Turnhac, Drughat, hors-mis les villages de Beilleres, Custiat, les maisons & mestayries appartenans à maistre Loys & Iean du Chap, & la maison appellee du Temple assis le tout au village de Marlhac. Et les tenemens appellez de la Font Espinasse, les maisons de Pierre-Robert, Iean & Pierre Vaisly, situez és appartenances du village du Champ, la parroifse du Viguat. Excepte des villages de Nyere-Cobe, l'Hospital & les Bordes, la parroisse de Sail hens, excepté les villages des boys & vne partie du village de Saghole, sont situez en pays de droit escrit.

En la ville, seigneurie & parroissé de Mauriac, combien qu'ils soyent en pays de droit escrit, font receuables à appeller d'appoinctemens interlocutoires verbo, sans bailler leurs griefs par escrit. Et quand l'appellant succumbe en la cause d'appel, paye sept sols d'attiende au seigneur. Et semblable coustume ont aux lieux & parroisses d'Arches & du Viguant.

Les habitans de laditte ville quand sont adjournez, sont receuz à la premiere assignation par

simple comparant, combien qu'en ayent procuration de l'adiourné.

Quand aucun creancier fait adiourner son detteur par-deuant le iuge dudit Mauriac, & lesdits creancier & detteur sont de laditte ville : le detteur adjourné peut bailler pleiges, lequel a terme de quinze iours à payer. Et iceluy passé, le creancier peut faire contraindre ledit pleige & caution par prinse de corps à payer ou apporter gaige du deubt, & à laditte cour faire védre ledit gaige: & quand le creancier est forain, peut faire peremptoriser ledit gaige, sans attédre laditte quinzaine.

Le lieu du Vigam.

Chacun des habitans dudit lieu peut mettre aux pasturages communs & fraux dudit lieu, tant de bestail qu'il peut hyuerner des fruits de ses heritages assis audit lieu. Et ceux qui n'ont point bestail, en peuvent subroger d'autres à l'estimation de ce qu'ils auront peu hyuerner.

La parroisse de Treignhat.

Par la coustume localle de Treignhat le prochain lignager peut auoir par retour de bourse la chose vendue par son lignager dedans an & iour, à iceluy compter du iour de la notice du lignager ou que vray semblablement la peu sçauoir. Fff iij

Digitized by Google

Coustumes localles :: !!

La ville, faux bourgs & parroiffe de Salern de la ville anno 1.

Les lieux & parroisse de Fontages, les lieux & parroisse de saint Preghac, saint Paul, s.Martin de Cantalez, Loppiat, saint Bonnet, Anglars, Mealet, Mossaiges, saint Martin de Valmaroux, hors-mis ce qu'est tenu du prieur Dambiertz, à cause de son prieure, l'Remy, lhots-mis ce qui est tenu dudit prieur, s. Aulere, excepté les villages de Chomeils & de Dion, sont situent - **ร**าโดยที่ทำ (ค.ศ. 2015) (ค.ศ. มีเป็นปี ค.ศ. อย่านานที่มาการ 2.5556 (ค.ศ. en pays coultumier.

Eldits lieux de Fontages, Loppiat, faint Vincent, Anglars & faint Martin de Walmaroux passés les jours saint Martin d'hyuer, est permis à chacun mettre son bestail dédans les prez de laditte parroisses insques à nostre Dame de Mars.

Ceux qui veulent nourrir & estiuer leur bestail és montaignes communes de laditte parroisse de saint Paul, sont tenus auoir ledit bestail qu'ils veulent nourrir & estiuer esdittes montaignes, les iours saint Martin d'hyuer: autrement ne les y peuuent mettre. Et quand il aduient que l'hyuer passé, s'ils vendent leur bestail, ils en peuuent subroger en tel nombre qu'ils en ont

vendu pour estiuer esdittes montaignes communes.

Quand aucun des habitans du village de la Nauaste, oste une beste des motaignes communes, ne luy est permis en subroger vne autre:ains ledir droit de pasturage pour laditte annee accroist aux autres habitans.

Les lieux d'Apchon & parroisse d'Yde.

Les habitans desdits lieux & parroisses ne peuuent nourrir beste aux pasturages communis, si ce n'est le bestail qu'ils peuvent hyuerner & nourrir de leurs soins & pailles excroissans en laditte parroisse. Et d'auantage vne beste serree, porceaux & cheures, necessaires pour les alimenter.

Trizac.

Chacun habitant audit lieu, peut faire pasturer aux montaignes communes d'iceluy, tat de bestail qu'il peut hyuerner de ses foins & pailles excroissans és heritages assis és appartenances dudit lieu. Et ne leur est permis en louer ne mettre d'autre: mais quand vendent ou perdet aucunes de leur bestes, leur est permis subroger audit cas vn autre. Ainsi signé,

A.du Prat.

L.Picot.

G.def.Mamet.

I.de Colonges.

C.Regin.

I.Pradilis.

M.Brando.

r Dobar I

N.Cambefort.

I.Palach.

V.Chauderon.

A.Dagues.

H.Michete.

F.Rousselet.

I.Combes.

N.Barthelemy.

A.Chambon.

C.M.

1. Sed nonob-flante hac pro-flante hac pro-tessatione subdiciuntur isiu scription consentir ne accepter les articles faisans mention de verification & recognoissance bus, coita fuit de seing manuel de gens d'eglise par-deuant iuge lay. Et qu'on ne peut disposer de ses biens à sudicatum per pires causes par derniere volonté que du quart. Et que la façon & maniere de payer dismes & arrestum sena arrefrum Jena 2111 parissensis aussi la quotte d'iceluy, ou ce qui est accoustimé de payer pour raison dudit disme, se prescript 21 par le laps & espace de trente ans. Pareillement qu'il n'y-a qu'vne seule prescription, qui est de Iul. anno 1551 trente ans: à laquelle toutes prescriptions sont reduittes, en-tant qu'on la voudroit estendre Dionystur Ri- contre l'eglise. Et qu'exception d'excommunication n'ait lieu en cour laye. Et reproche d'exsim, sucregius communication cotre tesmoins ne soit receuable: lesquelles choses & chacune d'icelle lesdits fen prases in dudit estat de l'eglise, ont expressement contredit & sont opposans: & de ce ont requis acte, qui leur a esté octroyé. Et quant au surplus desdittes coustumes, les ont consenties & approu-

Ainsi signé, O. Comitis Officialis fancti Flori. A.de Langhat. A.de Montmorin. G.Quintin.

A. mondi. Officialis Claromontis. La Faye prieur d'Augerolles.

Nous

d'Amergne pour l'estat des nobles, villes, commun & tiers estat dudit pays, auons signé, icollès couffirmes telle que dessus sont escrites, consenties & approunces par lesdits estats. Et no confentons aucuneraent és protestations faites par les gens de l'estat d'egille, cy dessuscérequestimis au contraire protestons soustenir & maintenir lesdittes coustumes, desquelles les gens dudir estat d'eglissiont doleance, en temps & lieu ou il appartiendra, & ce pour le bien de la uho se publicque d'ideluy pays d'Auuergne, & lesdits gens d'eglise ont protesté au congraire comuno deflusosca in al Ainfifigné. em in Chaleton, Montboiffier ...

Monadorin, which Le creft. Alyredelanghat. L'hermite de la faye, H.chalier de G.bernardsconful de rion. I.toland. M.albiat. P.gualais.

-Mac de de la company de la co

Section 1 2 Buch Broken

star Sommaire extraio du proces verbal de messeigneurs messire Anthoine du prat, cheuaher, premier president; Chancellier de France, & Loys picor conseiller du Roy nostre. Sireien la cour de Parlement; & commissaires ordonnez par ledit seigneur à rediger. - par elcrit, publièr & auctoriler les coustumes des bas & haut pays d'Auuergne: ले उपर्देशीजपु अर्थे । एष्ट्र रच्छ र १८ १८ । १८

Proces verbal.

AN mil cinq cens & dix, Nous Anthoine du prat cheualier, docteur és droits ; premier, president, & Loys picot conseiller du Roy nostre sire en sa cour de parlement, commissie. rès dudir seigneur en ceste partie pour mettre à execution les lettres patentes dudit seigneur, contenans nostre commission, desquelles la teneur s'ensuit.

Loys par la grace de Dieu Roy de France, A nos amez & feaux maistres Anthoine du prat, premier president, Loys d'oreille & Iean Briçonnet conseillers de nostre cour de parlement. falut & dilection. Comme sur toutes choses ayons depuis nostre aduenement à la couronne desiré que instice qui est la principalle des quatres vertus cardinales, sust faite & administree en nostre Royaume. Et affin que plus briefuement à moindres fraiz, & pour eniter toute con trarieré, fust à vn chacun administree, eussions ordonné que toutes les ordonnances, commis sions & mandemens decernez & octroyez par nos treschers seigneurs & cousins les Rois Charles vij. Loys xj. & Charles viij. nos predecesseurs que Dieu absolue, sur ce que les coustu mes de nostre royaume fussent redigees & mises par escrit par nos bailliss & seneschaux chan cun endroit soy publices & auctorisees ainsi qu'au cas appartiendroit, sortiroient leur effets. Et pource que de leur temps les dittes ordonnances & mandemens n'ont esté entierement executez & accomplis, auons fait expedier & decerner plusieurs comissions à plusieurs gras & notables personnes de nostredit royaume pour paracheuer & mettre à fin deuë ce que du temps de nosdits predecesseurs avoit esté encommencé, ce qu'a esté sait en plusieurs lieux, dont sen est ensuyui vn tresgrand bien, vtilité & profit à nos subjects ainsi que l'experience euidente le demonstre. Or depuis auons esté aduertis que les coustumes des bas & haut pays d'Auuergne n'ont esté redigees par escrit, combien qu'à ces fins ayent esté expediez mandemens & commissions tant du temps de nostredit trescher seigneur & cousin le seu Roy Char les huitiesme adressans à nostre bailly de Mont-ferrand ou son lieutenant, que de nostre temps addressanostre treschere & tresamee cousine la duchesse de Bourbonois & d'Auuergne pour les différents, oppositions ou appellations faites à cause de ce, nostredit procureur audit baillage d'une part & le procureur de nostreditte cousine la duchesse d'Auuergne prétendat chacun endroit soy à eux appartenir de rediger icelles coustumes par escrit, à la grand foulle des poures fuiets en iceluy pays, tetardement de nostre volonte, & voye impeditiue de ne rediger iamais icelles coustumes par escrir, A quoy nous voulos obuier afin qu'iceluy pays pour ledit different ne soit de pire condition que les autres.

Poutce est-il que nous vous mandons & commandons par ces presentes que vous transportez audit pays au lieu plus conuenable que verrez estre à faire, Et illec appellez auecques vous nos baillifs de Montferrand & des montaignes d'Auuergne, le seneschal de nostreditte cousine en sa duché d'Auuergne ou leur lieutenaut: Noz aduocat & procureur & coux de Fff iiij

Digitized by Google

Proces verbal des coustumes

nossireditte coufine esdits sieges, auec tel nobre de nobles praticiens & autres que verrez aux cas necessaires. Et auec les dessusdits qui se presenteront deux vous, ou en leur abséce pource faire suffilamment appellez, rediges lesdittes coustumes desdits pays tant generallus que local les par escrit en bonne forme. Et ce fait, appellez les trois estats desdits pays en la forme dema niere accoustume e. Lesquels ordonnons par deuant vous comparoit se y este contraines par toutes voyes deues & raisonnables. Et purdeuat iceux qui coparoistront esdits estats, à l'absen ce des autres suffisamment appellez pour presence reputee, faires lire & publience que par vous aura esté redigé par escrit. Et les coustumes qui par eux seront accordices et consencies, auons auctorifiees & auctorifons par ces prefentes pour y affeoir ingement pour les procez introduits & à introduire, esquels n'aura esté faite enqueste du jour de laditte publication, sans ce qu'il soit requis ou necessaire faire autre preuue sur icelles, ains seulement produire l'extraict qui sera prins & leué des sieges & cours où elles seront enregistrees, ou du gresse de nostreditte cour. Et quant és autres esquelles y aura opposition ou discords, faites mettre & redi ger par escrit les causes d'opposition & discords, & les apportez en icelle nostreditte cour pour icelles veuës, en decerner & determiner ainsi qu'elle verra estre à saire pat raison. Car à faire les choses dessusdittes & chacune d'icelles, vous auons commis & deputez, commettons & deputons, & les deux de vous en l'absence du tiers : dont vous premier president se rez tousiours l'vn, & ce par main souueraine, sans preiudice des droits pretendus par nostreditte cousine & nostredit procureur audit bailliage: & nonobstant leursdittes oppositions ou appellations & autres faites & à faire, releuces ou à releuer inhibitions & deffenses: pour lefquelles & sans preiudice d'icelles ne voulons que differez, & lettres quels conques subreptices ou abreptices impetrees ou à impetrer à ce contraires. Mandons & commandons à tous nos iusticiers, ossiciers & suiets que à vous, vos commis & deputer obeissent, donnent conseil confort & aide, prestent prisons si mestier est, & par vous requis en sont: car c'est nostre plaisir. Donné à Blois le xix iour de Decembre, L'an de grace Mil cinq cens & huit, Et de nostre regne l'vnziesme. Ainsi signé par le Roy, vous & autres presens. Robertet. Nous sommes transportez en Auuergne au conuent des fretes prescheurs lez cité de Cler

mont, & y arrivalmes le dix neuf-ieme iour de Iuing, & del lots furent mandez venir par deuers nous audir lieu les officiers dudit seigneur és bailliages de Montserrand & des montaignes d'Auuergne, & les officiers de la seneschaussee dudit Auuergne, pour madame la Duchesse de Bourbonnois & d'Auuergne, & qu'ils eussent à amener des principaux practiciens de leur sieges auec eux: lesquels comparurent par deuant nous, c'est à sçauoir, ceux dudit bailhage de Montferrand & seneschausse d'Auuergne le vingt & vn-ieme, & ceux du bailliage des montaignes le vingt & cinq-ieme dudit moys, auec lesquels officiers & autres practiciens desdits sieges nomme z en nostre proces verbal, procedasmes par plusieurs iournees à rediger par escrit les coustumes generalles desdits pays ainsi que commis & mandé nous estoit. Et quant aux coultumes particulieres, furent par nous commis certains perfonnages nommez audit proces pour eux transporter sur les lieux, assin qu'appellez les officiers locaux & autres qui pource seroient à appeller, icelles coustumes particulieres eussent à rediger par rescrit, & le tout nous rapporter & esdits officiers pour apres estre procedé à la publication & auctorifation d'icelles ainsi que mandé nous estoit:lesquels deputez auroient par certains temps vacqué de leur part à rediger lesdites coustumes particulieres par escrit. Pendant lequel temps apres ce que lesdittes coustumes generalles furent en nostre presence redigees par escrit, ennoyalmes les cayers d'icelles és sieges de Montserrad & de laditte seneschaussee d'Aunergne pour icolles lire en la presence des practiciens pour estre aduisé entre eux s'il y auoit aucune chose qui vintà corriger, augmenter & diminuer, & du tout nous certifier. Et ce fait, nous fut rapporté pavlesdits officiers d'iceux sieges respectiuement chacun endroit soy, icelles coustu mes generalles auoir esté leuës en plaine assistance esdits sieges & auditoires, & qu'en icelles n'avoient trouvé que corriget, diminuer ou augmenter fors qu'il estoit besoin y mettre certaines modifications que nous rapporterent: lesquelles furent par nous mises en deliberation auec lesdits officiers & autres practiciens assemblez pour rediger lesdittes coustumes, & selon leurs aduis en aucuns points modifices. Et apres vacquasines plusieurs iournees à ouyr le rapport des commissaires par nous ordonnez pour rediger lesdittes coustumes particulieres par elcrit en la prefence des dessudits, ainsique plus amplemet & par le menu est specifié & delibe ré en l'original de nostredit proces verbal. Et ce fait, sismes appeller par deuant nous audit lieu les ges des trois estats desdits bas & haut pays d'Auuergne qui coparurent en grad nobre le pe nultieme

No.

i 🗓

. 7

nultime iour du moys de Iuillet: les noms desquels comparans sont particulierement nommez en nostredit proces verbal:en la presence desquels ges des estats feismes lire à haute voix par maistre Michel brandon, licentié en loix, aduocat fiscal de madame la Duchesse en laditte sen eschaussee d'Auuergne, les dittes coustumes tat generalles que particulieres: les quelles cou stumes ainsi leuës & entendues, furent par lesdits estats accordees & consenties, fors qu'à cer tain article dont mention est faite en nostredit proces verbal, maistre Henry michette procureur de monseigneur le Duc de Bourbon & d'Auuergne s'opposa. Et Iacques de dinailles foy disant secretaire, procureur & ayant procuration expresse de messire Loys côte de la chabre & de Dame Anne de boulongne sa femme, s'opposa à certains autres articles: & aussi s'op poserent les gens faisant l'estat de l'eglise, à certains autres articles declairez plus à plain en mo Aredit proces verbal. Et au surplus en la preséce des gés desdits estats nousdits cómissaires pro cedalmes à l'auctorilatio desdittes coustumes anciennes, & icelles auctorisasmes ainsi que comis & madé nous estoit, sans preiudice des droits du Roy & des oppositios quat esdits oppofans: desquelles causes d'opposition sur par nous ordoné qu'en serions nostre rapport à laditte cour, pour y estre par elle procedé ainsi que verroit à faire. Et quant aux coustumes nouuellemét introduittes à la requeste desdits estats, abrogation d'aucunes anciennes, & interpretatios d'autres estás parauant en differéd entre les practiciens dudit pays accordees par lesdits estats, remismes l'auctorisatió au bon plaisir du Roy nostre seigneur & de laditte cour: & le tout sans preiudice des droits particuliers pretédus par les gens d'eglise, nobles, & ceux du comun estat qu'ils ont les vns contre les autres par droit constitué ou prescrit qu'ils pourront iustifier par tiltres ou tesmoins particulierement examinez, quand sur ce entre eux sortira quelque differend. Et pour la grade multitude des comparans ausdits estats, & obuier à confusion furét par eux nommez & commis certains personnages tant gens d'eglise, nobles, que desdittes villes: les noms desquels sont declarez en nostredit proces verbal pour signer le liure original desdites coustumes: lequit depuis par eux signé. Et pour pour suivre envers le dit seigneur l'auctorisation des coustumes nouvellement introduites, abrogation & interpretation remise à son bon plaisir, furent commis & deputez par lesdits estats noble & discrette personne maistre Iean l'hermitte de la faye, prothenotaire de nostre saint pere le pape: & Pierre anthoine, habitant de la ville d'Issoire. Et ce fait à certain article desdittes coustumes declairé en nostre dir proces verbal, s'opposa maistre Guillaume lozoux soy disant procureur du duc d'Albanie & comte d'Alez, comme tuteur de damoiselles Anne & Magdaleine de Boulongne, & pour l'interest particulier desdittes damoiselles. A laquelle oppositió pour leurdit interest & sans preiudice de l'auctorisation de laditte coustume, quant aux autres, attendu le consentement desdits estats, furent par nous receuz. Et en outre ordonnasmes que six registres ou liures cou stumiers contenans lesdittes coustumes generalles & particulieres seroiét faits, escrits, & par nous signez, l'vn desquels seroit mis au greste de laditte cour de parlement: trois d'iceux és sie ges des bailliages royaux de Montferrand, des montaignes d'Auuergne & de Cusset, & vn autre au siege de la seneschaussee d'Auuergne, pour d'iceux ou l'vn d'eux estre faits extraits partie appelle à la requeste des parties ayans à faire preuue desdittes coustumes ou d'aucunes d'icelles, ensuyuant le contenu en nostreditte commission. Et qu'ausdits extraicts faits partie ap pellee sur l'vn desdits originaux, registres, soy seroit adioustee pour toute preuue desdittes coustumes. Et le sixiesme à la requeste dudit pays pour perpetuelle memoire seroit mis és ar ches des lettres dudit pays d'Auuergne en la ville de Clermont, ainsi que toutes les choses dessudittes sont plus amplement contenues en nostredit proces verbal inseré & mis au log en chacun desdits six liures & registres coustumiers.

S'ensuit l'arrest donné par la cour de Parlement sur l'auctorisation desdittes coustumes, portant inhibitions & desenses de faire turbes & preuues par tesmoins sur icelles coustumes, & aussi d'en alleguer autres contraires ne desrogates à la requeste du procureur general du Roy & de madame la Duchesse de Bourbonnois & d'Auuergne.

Extrait des registres de Parlement.

SVR la requeste baillee à la cour par le procureur general du Roy & la Duchesse de Bourbonnois & d'Auuergne: par laquelle ils requeroient que dessenses sussens iu-

Proces verbal des coustumes

ges, aduocats & practiciens du haut & bas pays d'Auuergne, & tous autres qu'il appartiédroit fur certaines & grandes peines de n'alleguer coustumes contraires à celles qui ont esté accor dees & publiees par les commissaires à ce commis par le Roy:ne faire preuue desdittes coustumes par tesmoins n'autremét, que par l'extraict desdittes coustumes accordees & publiees: La cour a ordonné & ordone qu'inhibitions & desenses serot faites à tous les iuges, officiers, aduocats, practiciens, & coustumiers dudit haut & bas pays d'Auuergne, q'oresenauat pour la preuue des coustumes dudit pays publiees & enregistrees par lesdits commissaires à ce ordonnez par le Roy, ils ne facét aucune preuue par turbe ou par tesmoins particuliers: mais par l'extraict d'icelles signé & deuëment expedié. Et aussi de non alleguer ne poser aucunes autres coustumes contrair es ne desrogantes ausdittes coustumes publiees: mais les observent & gardent en ensuyuant les lettres du Roy & execution d'icelles, le tout sur peine d'amende arbitraire. Fait en Parlement le premier iour de Mars, L'an mil cinq cens & dix. Pichon.

G. Thorreau.

S'ensuiuent les lettres patentes du Roy nostre sire octroyees sur la reformation des poids, mesures & aulnages du haut & bas pays d'Auuergne.

OYS par la grace de Dieu Roy de Frace, Sçauoir faisons à tous presens & aduenir, Nous auoir receu l'humble supplicatio des gens des trois estats des bas & haut pays d'Auuergne, contenat que pour raison de la diuersité despoids, mesures & aulnages qui ont esté par cy deuatesdirs pays, plusieurs grades troperies, deceptions, cautelles & larrecins fy sont commis & perpetrez: en telle maniere que les poures gens frequentans les foires & marchez d'iceux pays, ignorans laditte diuersité desdits poids, mesures & aulnages, ont esté tropez & deceuz en achetat mesme marchadise à un petit poids ou mesure autat qu'és lieux ou les poids & me fure estoient gras, cuydas tous poids & mesure estre semblables les vns des autres. Et aucuns marchas poifas & mesuras leurs marchadises à leurs poids & mesures accoustumez qui estoiét moindres que ceux des lieux où ils marchandoient, ont esté prins & arrestez: & en ont payé de grosses amendes. Et plusieurs autres tromperies & deceptions y ont esté saites à ce moyé presques innumerables. A ceste cause nous ont supplié & humblement requis leur pourueoir de nos grace & remede conuenables tels que d'oresenauant esdits pays entre toutes ges ven dans & achettans, ou baillans à prest, serme ou autrement l'vn à l'autre aucuns grains, sel, huil le, chandelle, estain, poiure ou autres espiceries, soin, ser, gresse, draps de soye, de laine, de lin, de chanure & toutes autres marchandises, n'y ait qu'vn mesme poids & mesure: C'est à sçauoir en tout ledit bas pays d'Auuergne tous grains de mesure à la mesure de la ville & cité de Clermot. Et ceux dudit haut pays à la mesure de la ville & cité desaint Flour. Et ceux des preuostages de Briuadois & Langhadois à la mesure briuadoise: c'est à sçauoir à raison, Les huit cartos desdittes mesures saisant le sextier de bled, & le carton quatre couppes. Le sel à pareille mesu re. Et le vin baillé & deliuré audit pays aux moyens susdits à la mesure de nostre ville de Paris à raison de ij.choppines pour pinte, ij.pintes pour quarte, viij.quartes au pot, xvj.pots au muy, & xxxij.pots pour charge. Huilles & toutes autres marchadises de poids & mesures de laditte ville de Paris, sans icelles pouvoir exceder, croistre, augmenter ne diminuer. Et sans ce qu'il leur soit loisible ne permis vendre, achetter, trocquer, eschanger, ne contracter aucunement à autres poids ne mesures publicquement n'occultemet, En gardant toutes-uoyes egalité quat aux droits accoustumez prendre par cy deuant sur les bailleurs & achetteurs desdittes marchandises, & sans à iceux des roguer n'aux libertez des vendeurs. Et pareillemet és mesures & poids censuels & reddituels desdits pays qui demoureront en leur entier, & sans à iceux preiu dicier.

Pour ce est-il que nous dessirans de nostre cœur le bien & soulagement de nostre peuple, & mesmement desdits pays, Et chacun viure sous bonne & seure loy, & euiter à nostre pouuoir à toutes tromperies & deceptions, Considerans les dittes publications & requestes estre
conformes à raison & sondees en equité, De nostre grace especial, plaine puissance & auctorité royal auons ordonné & statué, ordonnons & statuons par edit perpetuel que d'oresenauant esdits pays entre les habitans en iceux pays & autres y frequentans ne soit vendu, acheté, presté, n'autremét marchandé ne contracté en tout sait de marchandise, de poids, aulnages
& de mesures que sous les mesures & poids cy dessus declairez, C'est à sçauoir audit bas Auuergne

ĆĶ

œ

V,

ä

Ľ

.

7

:

1. 1. 1. 1.

vergne tous grains de bleds, & de sel, & autres accoustumez estre vendus à mesure, à laditte mesure de Cleremont. Et audit haut pays à laditte mesure de saint Flour, Et ausdits preuostages de Briuadois & Langhadois à laditte mesure briuadoise. A raison de huit quartons desdittes mesures pour sextier desdits grains, & le quarton de quatre couppes. Vin à laditte mesu re de Paris, à raison de ij.choppines à la pinte, deux pintes pour chacune quarte, huit quartes pour chacun pot, seize pots pour muy, trente & deux pots pour charge. Huille, draps de soye, de laine, de lin, de chanure, poiure, saffran, & toutes autres marchandises de mesure & de poids, és mesure, aulnage & poids de nostreditte ville de Paris, sans icelles pouuoir augmenter, croi stre ne diminuer: & sans à iamais pour l'aduenir pouvoir marchander ne bailler ne prendre à autres poids, aulnages ne mesures que ceux cy dessus declarez, sur peine de confiscation de marchandises, qu'autrement serone deliurees, & d'amende arbitraire enuers les seigneurs és iurisdictions desquels telles choses seront faites: sans preiudice toutes-fois des poids, aulnages & mesures censuelles & reddituelles deuës audit pays, esquelles n'entendons desroger ne preiudicier. Et icelles demouras en leur entier, force & vertu, & aussi des droits de loy & des autres, deuz & accoustumez estre payez sur & pour les dittes marchadises, esquels n'entendos pre iudicier. Et voulons en iceux egalité estre gardee au profit de la chose publicque. Et si auons declairé & declairons par ces presentes, tous autres poids aulnages & mesures, exceptez les cy dessus declarez, saux & de nul essect & valeur esdits pays pour l'aduenir. Si donons en man dement & commandons à nos baillifs de Mont-ferrand & des montaignes d'Auuergne ou à leurs lieutenans & chacun d'eux comme à luy appartiendra. Et pource qu'ils sont nos iuges esdits bas & haut pays,& qu'à autres que nos iuges n'appartient l'execution de nos vouloirs, constitutions, ordonnances & statuts: Commettons par ces presentes que nos presens consti tution ordonnance & statut ils facent garder & entretenir inuiolablement, en contraignant à ce tous ceux qu'il appartiendra,& qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quels conques faites ou à faire, & sans preiudice d'icelles. Et iceux nosdits constitution, ordonnance & statut ils publiet & facent publier par leurs commis & deputez en toutes villes, foires, marchez & autres lieux desdits pays qu'ils verront à faire. Et lesdits poids & mesures qu'ils enuoyerot querir en nostreditte ville de Paris, ou leur serot apportez deuëment verifiez & attestez par nostre Preuost dudit lieu ou son lieutenant, estre les vrays eschantillos desdits poids & mesures denostre ditte ville de Paris. Et celles desdits lieux de Clermot, l. Flour & Brioude chacu en son endroit sans aucuns frais ils comunicquent à tous les seigneurs iusticiers desdits pays & autres, dont se ront requis: lesquels seigneurs voulos estre tenus venir prédre chacun d'eux eschantillos & pareils poids, aulnages & mesures que celles qui par ledit Preuost de Paris seront enuoyees. Et lesdits seigneurs ou leurs officiers pareillement voulons estre tenus iceux poids, aulnages & mesures communicquer sans aucuns fraiz à leurs suiets pour en prendre & auoir toutes-sois & quantes que requis en seront. Car ainsi nous plaist & voulons estre fait. Et afin que ce soit chose ferme & estable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel à cesdittes presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autruy en toutes. Donné au Plessis lez Tours au moys de Se ptembre, L'an de grace, Mil cinq ces & dix. Et de nostre regne le treizieme. Au reply desquel les est contenu ce qui s'ensuyt. Par le Roy: messire Anthoine du Prat, cheualier, premier pre-Ainsi signé, Bourdin. fident en la cour de parlement & autres presens. Guernadon. Contentor.

> PIN DES COVSTYMES GENERALLES DV HAVT ET BAS PAIS D'AVVERGNE.

> > Digitized by Google

Coustumes generalles du haut pays du Comté DE LA MARCHE, PVBLIEES ET ACCORDEES ES

presences de novs roger barme president et nicole brachet conseiller du Roy nostre sire en sa cour de Parlement, commissaires en ceste partie. Laditte publication faite en la ville Gueret audit comté de la Marche, presens à ce en grand nombre plusieurs des gens d'eglise, nobles, practiciens & bourgeois tant de laditte ville que des autres villes desdits haut pays d'iceluy comté, Le xxij. iour du moys d'Auril, Mil cinq cens xxj. apres Pasques, & autres iours, en ensuyuant les lettres patentes du Roy nostredit seigneur à nous enuoyees à ceste sin.

C H A P. 1.

Des iuges & iurisdictions.

Arsicle premier.

ELVY qui a iurisdiction haute & moyenne en vn territoire, est fondé d'y auoir la basse, fil n'appert du contraire.

S'il est en debat d'aucune chose entre madame & son suiet, le iuge de madaire dame en cognoistra, & gardera droit à elle & à autruy, & fera prouision & iij.

Si aucun est conuenu par deuant le iuge de son superieur, & l'vne des par ties veut croire l'autre par son serment, la cause se doit vuider sommairement & de plein, sans en faire au cun rentoy, si elle se peut vuyder par le serment des parties.

iii;

Le vassal ou suier en iustice ne peut prendre complainte en cas de nouvelleté contre son seigneur iusticier ou seodal ayant sais la chose, dot le suiet se dit seigneur vtil:ne soy dire troublé de fait à l'occasió de laditte sais se par auctorité de iustice:mais se peut opposer, appel ler, ouauoir recours au superieur si bo suy semble. Toutes fois si le vassal apres qu'il aura esté re ceuen soy & homage, ou le suiet aura payé les lots & ventes, est desais de sait de son sief ou de la chose tenue en censiue par le seigneur seodal ou censiuier, ou autrement troublé en posses since de laditte chose seodalle ou censiuiere, il suy est loysible dedans l'an & iour pren dre & intenter sa complainte en matiere de saissne & de nouvelleté, & tout autre remede pos sessoire.

1.5.Plene dixi in conf.parif.§ 1.glo.5.q.4. C.M.

Fief, ressort & directe seigneurie n'ont rien commun. Et peut estre le sief & soy & hommage à vne personne, & la iurisdiction de la chose seodalle & directe à vn autre.

Les habitans en aucune iustice, qui n'ont corps commun ou consulat, ne se peuuent assembler pour faire congregation pour les affaires communes ou autres, sans demander licence au seigneur iusticier ou à ses officiers sur peine d'amende: mais si la licence leur est resuse , & ils ont declaré à la iustice la cause de leur assemblee & elle est licite & honneste, ils se peuuent assembler & parler de leurs affaires: dont ils ont fait declaration nonobstant que la licence leur soit resuse.

Sequestre ne complainte en cas de nouvelleté n'ont point de lieu en chose meuble, mais si a bien exhibition.

viij.

Celuy à qui est deferé le serment i udiciellement par sa partie, n'est tenu l'accepter s'il ne veut, sinon que la partie vueille le croire sur ses desenses ou replicques peremptoires, lesquel les ils sera tenu bailler ou desduire promptement, affin que la partie delibere si elle le veut du tout croire, ou soy retirer.

Le iuge peut decider la cause d'hostelliers, tauerniers, regratiers ou reuedeurs publicques, par leurs sermens iusques à la somme de sept sols & au dessous, des viures & choses prinses en leurs maisons, en les demandant trois mois deuant. En affermant aussi par eux que les desendeurs ont accoustumé frequenter leurs maisons & prendre viures, denrees, & autres-sois ont esté leurs creanciers.

x.

Femme mariee exerceant marchandise publicque, peut ester en iugement tant en deman dant que en desendant sans auctorité de son mary, quant au sait de sa marchandise.

Le fils de famille maieur de vingt cinq ans peut ester en iugement en demandant & en de-

fendant sans auctorité de son pere. Mais le iugement ne peut audit pere preiudicier.

Mi

C H A P.

Des sergens & autres ministres de iustice & adiournemens.

SI sergent ou officier d'aucune iustice prend vn malfaiteur, & il s'aduoue home iusticiable de madame sans moyé, le iuge de maditte dame le pourra prédre en sa main & le iusticier, si celuy qui l'auoit prins ne veut maintenir l'auoir prins en present messait ou de chaude suite. Au quel cas & present messait ou chaude suite prouuez pardeuant le juge de maditte dame, sera renuoyé le prisonnier par deuant le iuge subalterne qui l'auoit prins pour estre puny.

On ne doit adiouster foy aux adiournemes que l'on dit faits par les serges. Et ne sont creuz de leurs exploits, s'ils ne sont tesmoignez d'vn ou deux tesmoins.

Vn adiournement fait le iour ferié à iour ferié ou non feriésest bon & vallable.

En mariere criminelle les adiournemes personnels & autres sur desfaux en cas de banadoiuent estre du moins de huitaine, sans compter le jour qu'ils sont saits & de l'assignation qui font huit iours francs. Sinon que le iuge pour aucune cause à ce le mouuant le deust abbreger ou prolonger, sans preiudicier au privilege des clercs.

Tous adiournemens simples faits par deuant chastellenie ou iuges inferieurs, se peuuet faire par les fergens sans commission ne mandement de iuge par escrit ou de bouche, à la requeste de partie mais par deuant le seneschal & baillif du pays y faut commissió par seel & par escrit: Et aussi en tous exploits formels par deuant tous iuges.

Lesdits adiournemés en cas de ban,seront faits és domiciles des absens,si aucun en ont en la iurisdiction du iuge qui les decernera. Et outre à cry public és lieux accoustumez de faire crys en la iurisdiction du lieu du delict. Et ce fait serot appellez en iugement aux lieux & iours assignez. Et s'ils n'ont domicile en laditte iurisdiction, suffist faire les adjournemens par cry public au lieu du delict, en la place ou les crys ont accoustumé estre faits. Et en faisant appeller la cause en iugement au iour assigné, tels adiournemens sont vallables en hayne des defaillans.

Des renuoys.

XVIŸ.

E suiet qui fait faux adueu pour auoir son renuoy, doit estre condemné en l'amende de soixante fols enuers son seigneur iusticier, & en tous les interests & dommages de par-

Si le seigneur demande renuoy de son suiet en matiere criminelle, & est trouné que faire se doiue, il doit payer les fraiz de iustice faits parauant ledit renuoy en la iurisdiction du premier iuge, en luy baillant les charges & informations. 1

Si en laditte matiere criminelle le defendeur és cas, où il luy est permis de soy, demander de off. procos.

Le renuoy sans son seigneur, & est trouvé comme dessus que faire se doive, l'on doit signifier de lega. vbi di la requisition au seigneur insticier pour requerir son homme & pover les fraiz dedans y jours. la requisition au seigneur insticier pour requerir son homme & payer les fraiz dedans x.iours. fecularie Et l'il y faut, le premier iuge ne peut cognoistre sinon que le requerant se vueille faire codui- cepit clericum reà ses despens & payer.

à ses despens & payer.

Xxj. debet sum mue
à ses despens & payer.

Si plusieurs seigneurs demandent le renuoy d'vn criminel sans fraude, le superieur ou celuy proprio expéssion des droits des parties, xxii. seisce ipsus qui en aura cogneu en peut retenit la cognoissance sans preiudice des droits des parties. xxij.

Tout homme d'eglise ou autre trouvé en la iurisdiction d'aucun iuge peut estre adiourné sonem peteris deuant iuge lay sur verification & recognoissance de son seing manuel. Et ne doit estre delais referende ad provinte. sé ou renuoyé qu'il ne cognoisse ou nye sans preiudice de ses droits: & laditte recognoissance C.M. faite doit estre renuoyee par deuant son iuge.

Le forain couenu à iour de marché pour la marchadise faire ledit iour, ou pour le pris d'icelle n'a point de renuoy, ne pareillemét le delinquant en plein marché, fil est prins en flagrant de-

Le procureur de madame est receu sans le consentement du suiet, sans moyen à demander renuoy ou delaissement dudit suiet, conuenu par deuat les iuges inserieurs de la Marche. Aufsi est ledit suiet sans moyen sans ledit procureur.

Celuy qui est conuenu par deuant les iuges de madame ou autre iuge subalterne, n'est renuoyé sans aducu de son seigneur insticier ou de son procureur.

Si le procureur fiscal empesche le renuoy sans cause raisonnable, il doit estre condemné és despens de partie en son propre nom.

Ggg

E mary pour les biens aduentifs de sa femme ne autre, posé qu'il soit coniointe personne, n'est receu comme procureur s'il n'a procuration & charge de la partie: neantmoins le ma ry pour les meubles conquests & biens dotaux de sa femme, peut agir & estre conuenu sans procuration de saditte semme.

Chacun est receu en matiere ciuile à plaider & comparoir par procureur, sinon que par le iuge autrement en fust ordonné.

Le procureur qui a contesté cause est tenu de passer outre, & prendre appointement sur peine d'amende.

> CHAPITRE 5.

Des asseuremens.

xxx.

DIOVRNEMENT en matiere d'asseurance se peut faire par sergent sans comission par escrit, ne mandement de iuge. Et suffist qu'il soit fait à la requeste de partie. xxxj. En matiere d'asseurement les parties sont tenues comparoir en personne ou en lettre de

procuration expresse ou cas, iusques à ce que de la comparoissance personnelle par le iuge autrement en soit ordonné.

Infraction d'asseurement emporte la hart: Tellement que celuy qui est conuaincu l'auoir enfraincte en corps, doit estre puny en peine corporelle ou autremet, à la discretion du iuge: & fil est enfraint en biens la peine est arbitraire. XXXIIj.

En matiere d'asseurement le demandeur au iour de l'assignation sera tenu affermer par ser ment la doutance par deuant le juge. Et le defendeur est tenu bailler ledit asseurement au demandeur,& par serment,& s'il veut iurer doutance de sa part & requiert asseurement, il l'aura sans autre adiournement. xxxiiij.

L'asseurement est reputé enfraint, si celuy qui a fait faire l'adiournement en cas d'asseurement a esté outragé par l'adiournement depuis ledit adiournement.

Pour obuier aux vexations l'on ne pourra demander asseurement qu'vne fois en l'an entre mesmes parties: neantmoinss'il ne le demande apres l'an, l'asseurement est perpetuel, sinó que lon f'en soit departy. xxxvj.

Si la partie adiournee en cas d'asseurement fait desfaut, le juge par vertu d'iceluy peut ordo ner prinse de corps, si l'adiournement est fait à personne, & ait delay competant pour compa roir. Mais si ledit adiournement est fait seulement à domicile, deuant que le iuge puisse decer ner prinse de corps par vertu dudit dessaut, est requis qu'il y ait information suffisante pour monstrer que celuy qui demandoit l'asseurement a esté offensé ou menacé. Et par ce moyen qu'il a iuste cause de demander ledit asseurement.

CHAPITRE. 6

Des notaires & tabellions.

xxxvy.

ETTRES non perpetuelles, comme obligations, louages & autres, ne se peuu ét regrof 'soyer sans auctorité de iustice & partie qui y a interest appellee.

Tous notaires sont tenus sur peine d'amende arbitraire de faire prothocolle des lettres per petuelles par eux receuës.

Lesdits notaires doiuent inserer en leurs notes & lettres qu'ils reçoiuent le lieu auquel ils les reçoiuent, autrement les dittes lettres sont reputées escriture pure priuee. Et autôt les par ties interesses par faute de ce que dit est, leurs recours contre lesdits notaires de tous leurs despens, dommages & interests.

Lesdits notaires doiuent cognoistre les tesmoings qu'ils inserent pour presens en leurs no

tes ou lettres sur peine d'amende arbitraire.

Des dilations. CHAPITRE

IVGES peuueut arbitrer tous delaiz en tontes instances pendans pardeuant eux, selon la qualité des personnages & matieres dont est question.

En causes d'appel, en surceance de sequestre, en recreance, en reproches de tesmoins & autres choses incidentes en vn proces, n'y a qu'vn seul delay de faire enqueste. En action personnelle non excedant dix liures, n'y a que deux delaiz de faire enqueste, en proces ordinaires y a trois delaiz de faire enqueste, & le quart auec cognoissance de cause & non plus, & sont les delaiz communs aux demandeurs & defendeurs: & à la derniere se doit faire production de tilxliij. tre & prendre delay de bailler contredits. Le

Digitized by Google

Le delay a deliberer d'estre heritier d'aucun est arbitraire, ayant esgard à la quali té des partie & distance des lieux. Et en tellle instance n'y a point de renu oy.

CHAP. 8. Des deffaux, contumaces & amendes.

) the

(3

TE:

100

1

30

ļ.

xliiÿ.

N vertu de quatre dessaux bien cotinuez donez cotre vn adiourné en cas d'exces, visis informationibus, l'on peut proceder à sentence dissinitiue sans recoller l'information. xlv En matiere d'execution de meubles, adiudication de decret, matieres de nouvelleté & autres possessionies, entretenement de lettres royaux pour obmission de proces, reintegra, verifications de cedulles, cessions de biens, inhibitions & dessens, plainte de torsionnaire execution, le dessaut obtenu en vertu d'adiournement bien tesmoigné, emporte l'integra gain de cause, & è contra.

En matiere ciuilep ar quatre deffaux deuëment continuez, le iuge peut proceder à sentence dissinitiue & adiuger au demandeur ses sins & conclusions. S'il luy appert du contenu en la demande par lettres ou tesmoins, & si le demadeur ne peut prouuer sa demande par lettres ou tesmoins, en ce cas contre la partie desfaillant pourra prendre commission pour luy desferer ou resferer, & si contre la partie adiournee obtient desfaut, en ce cas sera creu par serment du contenu en sa demande.

xlvij.

Apres contestation de cause ou que les parties ont vne sois comparu, si l'vne tombe en deffaut, le dessaut emporte tel profit. C'est à sçauoir que le dessaut est sorclos de saire ce qu'il deuoit faire le iour de l'assignation, & est condemné és despens du dessaut. xlviij.

En toutes matieres le demandeur est tenu de monstrer de l'assignation precedente, pourtant procedera par escrit, s'il en est requis par le desendeur. Autremét le desendeur doit auoir despens & la cour desaut qui emporte sept sols. Et neantmoins est tenu le desendeur comparoir à l'assis ensuiuant. Et si le demadeur ne compare & sace apparoir de iour, le desendeur aura congé qui emporte absolution de l'instance, condemnation de despens, & l'amende du principal à la cour.

En matiere de reintegration par lettres royaux ou autremet, le demadeur par vertu du premier dessaut peut faire apparoir de sa spoliation au iuge, & ce sait sans autre readiournement, le iuge peut proceder à laditte reintegration.

La demande en toutes matieres doit estre inserce dedans le premier dessaut ou attachee à iceluy, pour iuger ledit dessaut ou les autres subsequens. Autrement le iuge n'y doit auoir esgard, & ne sont les dessaux reputez bien obtenus.

Tous dessaux & congez soient obtenus contre le demandeur ou desendeur, emportét despens, soit auant contestation de cause ou apres, & sont preiudiciaux contre le demandeur & executoire contre le desendeur.

Congé ou deffaut en cause d'appel obtenu par l'intimé contre l'appel, où il n'y a anticipation, emporte gain de cause re integra. Mais à l'appellant contre l'intimé, faut deux desfaux, tellement que si ledit intimé est tombé au premier dessaut, & readiourné il veut proceder, il doit estre receu en ressondant les despens du premier dessaut, s'il est bien obtenu.

Et à l'intimé contre l'appellant où il y-a anticipation, faut deux deffaux pour obtenir gain de cause, soit en assis ou dehors.

Quad les parties relatent estre d'accord en matiere pure, civile ou autre, pour laquelle on a accoustumé avoir amende certaine, qu'on appelle l'amende de la cour, l'amende doit estre declaree par main comune saus l'accord, & si en la matiere de laquelle les parties ont appointé, l'amende eust esté arbitraire, le iuge doit iuger l'amende sur celles des parties qu'il appartiendra, veu par luy ledit accord, & merite du proces.

Pource qu'en diuerses cours dudit pays y a diuersité de tauxe d'exploicts & emolumens de cour, comme dessaux, amendes de sequestre, amendes en matieres ciuiles & autres ordinaires. Les iuges des seigneurs insticiers en vseront en leurs consciences, comme ils deueront. Mais où il sera question d'amende arbitraire ils la jugeront & tauxeront par mesme sentence, affin que la partie condemnee puisse acquiescer ou appeller.

CHAP. 9. Des recusations baillees contre les iuges.

SI la partie recuse le iuge soit ordinaire ou delegué, & les causes de recusation sont impertinentes ou notoirement faulses, il se peut declarer iuge competant. Mais autrement il doit superseder & bailler arbitres de droit pour cognoistre d'icelles, & leur presiger temps pour Ggg ij.

Coustumes de la Marche

ce faire, & si dedans ledit temps à eux ordoné elles ne sont iugees, & que la partie recusant soit negligent de les saire vuider, le iuge recusé peut passer outre. Si les causes de recusation sont trouves non veritables, le recusant doit estre condemné par les dits arbitres en tous les despens, dommages & interests de partie pour la retardation du proces, & en l'amende arbitraire couers le seigneur pour l'iniure faite à son officier.

Des obiects & reproches de tesmoins. lvij. C HA P. IO. BIECTS de fait se doiuent bailler auant rapport ou publication d'enqueste. lviii. Iuges ne doiuent appointer à faire enquelte sur reproches sans premier auoir veu tout le proces, & iugé si les faits sont receuables. Objects concernans crime ou infamie pour debouter du tout le tesmoin en matiere ciuile, ne sont receuables qui ne fait apparoir de condemnation ou composition d'amende, ou se ils ne sont totallement notoires. En matiere criminelle tous obiects sont arbitraires. lxi. Reproches de tesmoins examinez sur reproches, ne se doiuent admettre sans grande cognoissance de cause. Obiect que le tesmoin est excommunié n'a point de lieu en cour laye. Aussi n'ont lieu obiects generaux sans specifier le cas. Combien que par cy deuant les parties n'eussent publication de leurs enquestes, ains seu le ment de celles de leurs parties aduerses, toutes-fois pour le bien du pays a esté aduisé par lesdits estats, Que d'oresenauant les parties auront publication de leurs enquestes comme ils auoient de celles de leurs parties aduerses & que tant en matieres prouisionnelles que és ma tieres de fournissement, surceance de sequestre, d'alimens, medicamens, de douaires, dation de

CHAP. 11. De cession de biens, & des respits d'un & cinq ans. lxiii.

ELVY qui veut faire cession de biens, doit comparoir iudiciellement en personne: & ne la peut faire par procureur, & doit faire serment solemnel par deuant le iuge, qu'il ne fait laditte cession pour frauder ses creanciers, ne fait aucune alienation pour les deceuoir, indicquera & sera exhibition de ses biens à ses creanciers si requis en est, & que s'il vient à meilleure fortune de biens, il satisfera, & ce fait en signe d'abandonement de ses biens se doit deceindre, & ietter sa ceinture à terre.

tutelles, matieres criminelles, & aussi en autres incidens qui ne sont decisifs des matieres prin cipalles, publication d'enqueste n'aura lieu, ne aussi reproches de tesmoins. Mais si l'équeste saite esdittes instances & matieres est employee à la matiere principalle, les tesmoins desdittes enquestes pourront estre reprochez audit principal, & serot les dittes enquestes publices.

Le iuge apres la cession ainsi faite doit bailler curateur aux biens à la requeste des creanciers.

Respits à vn ou cinq ans, n'ont point de lieu contre les condemnez en cour laye, soit par constitution de procureurs ou pleine cognoissance de cause. N'ont aussi lieu contre le mary poursuyuant le dot de sa semme, ne contre la semme poursuyuant la restitution de son dot & payement de douaire, & pareillement n'ont lieu ou l'impetrant auroit renoncé à l'impetration d'iceux.

Receueurs, locatifs, fermiers ou accenseurs, ne se peuuent aider de respits à vn ou cinq ans contre leurs maistres ou seigneurs, si n'est que depuis leurs obligatios passes trois ans sussent escheuz.

Achetteurs d'aucune marchandise qui encores l'ont en leurs puissances, ne se peuuent aider de respit.

Redeuables de censsue, rente ou parciere, taille franche ou serue, ou autres droits seigneuriaux, ne se peuvent aider de respits contre ceux à qui le doiuent.

De bail de mineurs entre nobles, ét tutelles de roturiers. lxx.

BAIL à lieu entre nobles. lxj.

Entres nobles bail de mineurs à lieu en la Marche & la mere seulement, si laditte mere est aagee de vingt cinq ans, & si ledit mineur n'a pere ou mere au dessous de vingt cinq ans, luy doit estre pouruen de tuteur ou curateur par le iuge, appellez les parens tat du costé paternel

S'il a frere du costé paternel en aage de xxv.ans, & aussi la mere au temps du trespas de son mary

mary est moindre de xxv.ans, le frere sera preseré auoit le bail de ses freres mineurs, & en bas aage auant la mere.

La mere ayant le bail de ses ensans mineurs s'il y a filles, elle ne les peut marier sans appeller des prochains parens du costé paternel, pour le moins iusques au nombre de quatre, Autrement est amendable, & si perdra son bail.

Bail de mineurs entre nobles dure, quant au masse, iusques à quatorze ans, & quat aux filles iusques à douze ans. Et semblable temps sinit la tutelle des non nobles.

Celuy ou celle qui prend bail de mineurs, fait tous les fruits de l'heritage du mineur siens durat ledit bail. Et s'il y a estags, bois, taillis ou autre reuenu, il les peut pescher, coupper & prédre le profit selon les saisons & annees que le dessuoit accoustumé ou deuoit prendre à l'vsage du pays.

Celuy qui a le bail, doit entretenir les heritages du mineur, & à la fin de laditte garde rendre les lits heritages en bon & suffisant estat. Et si le dit baillistre depopule ou empire les dits he ritages, il doit perdre le bail. Et audit cas doit estre pourueu de tuteur audit mineur, & neantmoins sera le dit baillistre tenu enuers le mineur en tous dommages & interests prouenus à cause de la ditte depopulation & empirement.

Celuy qui prend bail doit rendre quitte la terre du pupille, le nourrir & alimenter selo l'éstat des parties, payer ses dettes personnelles, restituer les meubles qui seroiet trouuez au téps du bail, dont il est tenu saire inuentaire en luy deliurant le bail. lxxviij.

S'il n'y a qui vueille prendre le bail ou à qui il appartienne, le iuge doit bailler tutelle. lxxix. Entre roturiers & non nobles n'a point de bail.

Cobien que le baillistre en la qualité de baillistre ne soit capable, soit en demadat ou endesen dant agir ou desendre en matiere petitoire, toute-fois en la qualité de tuteur ou legitime ad ministrateur pourra agir & desendre lessittes matieres reelles & petitoires.

Si gentil-home pred en mariage seme roturiere elle aura apres la mort du pere, le bailde ses ensans mineurs, & iouyra du priuilege de gentil-semme tant qu'elle demourera vesue ilxxxij. Femme ayant bail, le pert si elle se marie.

Entre roturiers francs ou sers tutelle de mineurs doit estre baillee par juge competant à mineurs, c'est à sçauoir à la fille moindre de xij ans, & au masse moindre de xiij ans. Ixxxiiij.

La mere aagee de xxv.ans est preferee au frere en la tutelle de ses ensans mineurs, & le frere aisné aagé de xxv.ans à tous autres parens, sors à l'ayeul paternel s'il est en vie. lxxxv.

La mere & tous autres tuteurs testamentaires & legitimes, se doiuent donner & consermer par iuge competant, & sont tenus tous tuteurs & tuteresses & legitimes administrateurs faire inuentaire dedans quarante iours, & auant qu'eux entremettre en l'administration sur peine d'amende arbitraire, excepté le pere qui est legitime administrateur des biens aduentiss de ses ensans & fait les fruits siens, & n'est tenu saire inuentaire s'il ne se remarie, mais s'il conuolle à autres nopces, est tenu auant le mariage faire inuentaire sur peine d'estre priué de l'vsus-fruit qu'il a és biens naturels ou aduentiss de ses ensans.

La mere est tenue rendre compte & reliqua de l'administration de la tutelle de ses enfans.

Aussi sont tous autres tuteurs.

3(2

À.

· in

25

Ī

Ì.

'n

lxxxviij.

Si la mere veut conuoller à secondes nopces, elle perd sa tutelle si tost qu'elle est siancee & le iuge du lieu incontinent les siançailles faites fera pourueoir aux mineurs de tuteurs ou cucurateurs.

Inuentaire des biens de mineurs se doit faire par le iuge ou aucun par luy commis officier, ou autre à moindre fraiz que faire se pourra.

Des prescriptions & vsuscapions.

POVR acquerir par prescription chose immeuble, il suffist auoir iouy par dix ans entre presente de bonne foy, selon le droit commun auquel s'accorla coustume.

La prescription de xxx.ans etia m sans tiltre est suffisante pour acquerir la seigneurie directe & vtile action & exception à l'encontre d'iceluy, autre que on a prescript & tous autres, tellement que par laditte coustume tous droits, actions, & autres choses corporelles ou incorporelles, sans rêtes & deuoirs quels conés prescriptibles se prescriuét, acquierét & perdét etia sans tiltre par l'espace de xxx. ans continuels & accomplis contre les laiz, & de xl.ans contre l'eglise. Et a laditte prescription lieu seulement cotre ceux qui ont faculté de poursuiure leurs Ggg iij.

droits & actions en iugement contradictoire. Et tient lieu laditte prescriptió de tiltte & droit constitué, & a vigueur de temps immemorial. xcij.

Celuy qui tient heritage en condition de seruitude, ou de main-morte peut bien prescrire contre le seigneur de qui il tient les deuoirs de rente ordinaire, mais non pas les coruees, vinades, double d'aoust & autres droits de seruitude, sinon depuis le temps de contradictió, aussine peut le seigneur prescrire l'heritage, que son homme tenant en l'vne ou autre desdittes conditions a delaissé sans faire guerpine en quelque temps que l'homme retourne, s'il veut payer les arrerages encouruz deduction saite des fruits, sinon que depuis que l'homme est de party, le seigneur ait sait saire à son prosit par sentence adiudication de tel heritage. xciij.

Deniers & biens dotaux dont le mary est negligent d'en faire poursuitte pendant son mariage, se peuvent prescrire contre le mary & la semme, pour la negligéce pour auoir recours sur les heritiers de son mary ou ses biens, mais si les biens dudit mary ne sont trouvez à l'heure du trespas suffisans pour soy recompenser, elle ou ses hoirs peuvent dedans trois ans apres le trespas de son mary auoir recours contre ceux qui tiennent ses biens, pour leur demander ses denier & biens, nonobstant le laps de temps encouru durant son mariage. xciiij.

Faculté de racheter totiens quotiens baillee à aucun, se perd & prescrit par le laps & espace de trente ans.

Droit de fief ne se peut prescrire contre le seigneur par le vassal, ne pareillemet par le vassal contre le seigneur, mais vn seigneur peut bien prescrire droit de fief sur vn autre seigneur.

xcvj.

La façon & maniere de payer & leuer disme & aussi la quottité d'icelle, se peut prescrire par le laps & espace de trente ans de lay à lay. Et contre l'eglise par l'espace de quarante ans, sans ce que le curé ou autre dismier puisse autre chose en demander ou quereller.

PEMME estant en puissance de son mary ne se peut obliger pour le fait de son mary:ne re noncer à son prosit, ne de ceux à qui son mary peut succeder, sinon és cas contenus au chapitre des donatious, dots & mariages.

xcvij.

Exception de pecune non nombree, n'a lieu, soit contre vne cedulle ou obligation authen ticque pour charger de preuue le demandeur, mais si celuy qui est defendeur le veut prouuer, il y sera receu. xcix.

Exception que le demandeur est excommunié pour le repeller de son action, n'est receu en cour laye.

Compensation a lieu liquidi ad liquidum, en faisant apparoir promptement par celuy qui demande compensation de son dette.

Reconuention n'a point de lieu, sinon que les parties soyét eiusdem sori, ou elle a lieu sans nouvel adiournement.

VI ne appelle illico, il n'est receuable comme appellant.

L'appellat peut renocer dedas viij. iours, & n'est le iour de l'appel en rien copté. ciiij. L'appellant est tenu de releuer son appellation dedans x. iours, soit que l'on appelle du chastellain, baillif, ou d'vn sergent quand on veut releuer par deuant le seneschal de la Marche ou autre iuge du pays ayant ressort en cas d'appel, autrement l'appellation qu'il a interiecte sera declaree deserte.

L'amende du fol appel interiecté tant des sergens que des iuges ou autres, est de lx. sols con tre l'appellat, & cotre l'intimé s'il dit mal iugé ou exploicté, ou cotre l'appellé s'il n y a persone q prene sa cause, & pareillemet en desertio d'appel, mais à tout ce saut declaratio de iuge. cvj.

Qui est appellant d'vne cause de son iuge ordinaire, est tenu de respondre en autres causes, desquelles il est poursuiuy, sinon qu'elles fussent conexes ou dependas de sa cause d'appel.cvij

Si aucun est appellant d'aucun seigneur iusticier come pour denegation sormelle de droit, il est exempt pendant laditte cause d'appel de toutes ses causes & matieres, & s'il est dit bien appellé par l'appellant à denegation de droit, l'appellat sera exempt du iurisdictio du seigneur dont a esté appellé, & demeure homme du seigneur suzerain immediat à la vie de celuy qui a denié iustice, & de celuy a qui elle a esté deniee. cviij.

Et au contraire si laditte appellation est trouuee bonne ne vallable, l'appellat doit estre codené en l'améde du sol appel & en to les despés domages & interests enuers le seigneur. cix.

L'homme n'est receu comme appellant à denegation de droit sans preallablement auoir sommé

sommé par escrit, le seigneur ou ses officiers par trois diuerses fois & interuales de temps, à chacun d'icelles de trois en trois iours,pour le moins,de luy faire & administrer iustice,&qu'il apparoisse desdittes sommations par instrument authenticque, & en ce cas faut intimer le seigneur que lon a sommé pour soustenir son ressus.

hor

ĬŪ.

Ü

 η_{ℓ}

Į.

10

ĬŪ,

41

m

腳

TES

Ī

L'appellation ne peut estre deserte sans declaration du juge superieur, & que l'appellant ne soit adjourné pour ce veoir faire, posé que le temps de releuer soit passé, toutes sois le juge qui a donné la sentence la pourra, à la requeste de partie, mettre à execution apres le temps de re-

Sil'intimé se depart du profit de la sentence au parauant l'execution & relieuement, en cas d'appel ou apres, il est neantmoins condemné és despens de l'appellant tels que de rai-

> Des lots ventes & achats. C H A P. 16.

cxy.

RESCISION d'outre moitié de iuste pris, n'a point de lieu en vente de chose mobiliai-re, n'en vente ou louage de fruits faits à neuf ans & au dessouz. cxiij.

Noms, dettes & actions à chose mobiliaire sont reputez meubles.

Quand l'heritage est vendu à faculté de rachat, & depuis est racheté dedans le temps de laditte faculté ou prorogation d'icelle, n'y-a qu'vn lots & ventes, & ne les peut- on demander és lieux ou ventes sont deuës à l'occasion dudit rachat, sinon que laditte faculté eust esté baillee par interuale de temps apres laditte acquisition.

Es lieux où ventes sont deuës, si en faisant contract de permutation on baille pour contreeschäge reaumét& de fait, sonds ou rente certains souz faculté de rachat pour vn pris couenu & on rachete laditte chose cotre-eschangee dedans trois ans, lots &ventes sont deus de la permutation au pris dudit rachat. Aussi sont deus lesdits lots, & ventes quand on baille encontreeschange rentes incertaines à icelles asseoir & assigner à l'estimation d'icelles, & sont deuës dés le commencement audit cas, & seront prins les lots & ventes selon l'estimation de l'assiette, dont cy apres est faite mention.

En toutes fermes baillees au plus offrat le dernier encherisseur à faute d'entretenir sa mise, est tenu de payer & soy mettre à la folle enchere, ainsi des autres encherisseurs par ordre, s'il ne veulent entrenir leurs mises. Et sont tenus icelle folle enchere signifier à l'autre metteur llicitatio.ff. precedent dedans xxiiij. heures & payer saditte solle mise, autrement sont tenus icelle entre- depublica. Bal cxvij. tenir.

CXVI). due & forma. Es fermes de madame & des seigneurs insticiers en leurs insticesy-a,outre l'estrousse,droit lib.1. 10.Berde tiercer, qui est du tiers en montant de la premiere mise dedans la huictaine de l'estrousse, & de gabell. col. l'autre huictaine ensuyuant droit de doubler. Mais és autres fermes n'en y-a point s'il n'est re-ferué par les bailleurs, & apres le delay de la qu'inzaine à compter du iour de laditte estrousse, trarium relit Fră. Cremen. aucun n'est receussoit metteur ou autre.

Si aucun aliene heritage à faculté de rachat,& en faifant l'alienation,y-a deception d'outre moitié de iuste pris, ou que le contract soit rescindable pour quelque autre cause, & que l'acquereur se demette à autre personne de la chose ainsi acquise, le bailleur pourra addresser ses remedesde droit non seulement contre le premier acquereur, mais contre les derniers detenteurs& chacun d'eux, aussi sont les seigneurs ou lignagers quant à demander aucune chose par retraict ou prelation.

Si en faisant aucun contract par forme de vente, y-a faculté de rachat donné par mesme cotract tantost apres, & d'exception doutre moitié de juste pris: & que le vendeur demeure detenteur de la chose par louage ou autrement, le contract est reputé nul, & doit l'acquereur copter au sort principal les louages & fruits qu'il en aura receus.

Si l'heritage duquel est deu lots & ventes, se baille par forme de louage à dix ans & au desfus, comme à vingt, ou vingt-neuf années à vne location ou diverses revolutions par vn mesme contract montant au temps dessussit, tel contract est reputé contract de vente. Et en sont deus lots & ventes. Et eschet la chose à retrait lignager, & à prelation pour le seigneur. Et ainsi est si tel contract est fait en forme de vendition de fruict, à tel & semblable temps & quali-

Si le vendeur d'aucune rente ou heritage qui à faculté de rachat baille ses deniers, ou au resfus de l'acquereur les consigne par auant que le terme de la rente payer soit escheu, ou que les Ggg iiij

etiam vidi ser-

uari in boc se-

quid dicat, eft

iuriosum, nec inbona politia

toleradum est. C.M.

fruits de l'heritage vendu soient leuez, il fait les fruits siens en payant les loyaux cousts & le droit de labourage du l'heritage, si aucun en y-a.

En vendition de chose vendue par criees & interposition de decret, rescisson pour dece-1. 122. Ita ption d'outre moitié de iuste pris, n'a point de lieu.

Qui achete en verd les bleds du laboureur, & auant qu'ils soient recueillis, & fait pris d'inatu, vi par ceux à les recevoir apres moissons, est amendable d'amende arbitraire. Et est le contract nul l'arrest du bou & de nusse valeur.

Toutes consignations, soit pour rachat ou autre chose à quoy elles peuuet seruir, se doiuet faire en deniers contans, en or ou en argent monnoyé. Autrement sont nulles & de nul effet Proprietation & valeur. Et ne sont suffisantes en autre espece d'or ne d'argent non monnoyé.

CHAPITRE. 17

Des hommes francs, serfs, mortaillables, natures & droits d'iceux.

cxxv.

N la Marche toutes personnes sont franches & de franche condition. Et ceux qui sont nommez & reputez sers ou mortaillables audit pays, c'est à cause des heritages qu'ils trouuent & possedent quand lesdits heritages sont de laditte condition serue ou mortailla-

Par la coustume de la Marche, Quiconques doit à son seigneur, à cause d'aucun heritage, argent à trois tailles payables à trois termes, auoyne & geline chacun an, il est reputé serf coustumier, s'il doît tels deuoirs à homme lay: & s'il les doit à l'eglise, il est reputé estre home mor-

Audit pays se peuuent faire les heritages sers & mortaillables en autres deux manieres: C'est à sçauoir, quand aucun a recogneu estre serf d'aucun homme lay ou mortaillabe d'aucune eglise iure constituti. En asseruant quelque heritages ou quand aucun seigneur a possedé & iouy des droits de seruitude sur aucun pour raison de l'heritage par luy tenu par l'espace de trente ans. Esquels deux cas, tels recognoissans ou possedez sont reputez sers ou mortaillables, posé qu'ils ne doiuent ou payent les rentes ordinaires de celuy qui est reputé serf coustumier, & doiuent seulement les rentes qu'ils ont recogneu & accoustumé. Ensemble les autres droits de seruitude.

Tous hommes reputez ferfs coustumiers ou autres, à droit de seruitude, qui doiuent taille en Aoust, doiuent à leur seigneur en vne annee le double d'Aoust, qui est pareille somme, que ce qu'ils doiuent en deniers de taille ordinaire rescindable audit mois d'Aoust. Et en autre annee ils doiuent la queste courant, laquelle les seigneurs; peuuet imposer pour icelle faire payer audit mois d'Aoust, selon la faculté des biens de sesdits homes: pour ueu qu'elle n'excede plus que ledit double d'Aoust deu audit seigneur, pour tous lesdits hommes qu'il a en laditte chastellenie, sur lesquels il impose saditte queste, laquelle doit estre imposee egallement, le fort portat le foible. Comme si le double d'Aoust, de tous les hommes que le seigneur a en la chastellenie de Gueret, ne peut monter que cent sols, laditte queste courant ne peut estre imposee sur tous lesdits hommes que pour cent sols, & ainsi des autres chastellenies. Mais il en peut bailler à l'vn de sesdits hommes pour laditte annee, plus qu'il ne doit de double d'Aoust, si la fa culté de ses bies le porte, & à l'autre qui doit d'ordinaire par adueture plus de double d'Aoust, il peut imposer moins, le fort portant le foible.

Il est au chois du seigneur prendre chacun an le double d'Aoust, ou laditte queste courant vne annee,& le double d'Aoust en l'autre.

Tout homme tenant seruement son heritage, qui est reputé serf selon la coustume ou par recognoissance ou prescription, est tenu payer à son seigneur la taille au quatre cas: C'est à sçauoir, quand le seigneur marie sa fille en premieres nopces, quand il se fait cheualier, ou qu'il fait voiage outre mer, pour visiter la terre sainte, qu'il est prisonnier de guerre pour le seruice de fon superiour, & peut estre imposee laditte taille sur lesdits hommes tenans seruement à voloté raisonnable, selon la faculté de leurs biens par le juge dudit seigneur, s'il est justicier. Sinon par le seigneur mesme, en le signifiant à ses hommes, par-deuant leur iuge ordinaire, ou autre competant l'impost par luy fait. A ce que s'ils sont sur indicts ou excessiuement imposez, laditte taille soit reduitte & moderee arbitrio boni viri. Et s'il est prisonnier des ennemis, est ledit cas reiterable. CXXXI.

L'annee

Homme qui est franc ou tenant heritage en franchise à deuoir d'argent, est tenu enuers le seigneur de qui il tient payer la taille aux quatre cas, qu'on appelle taille franche, iusques à telle somme de deniers, qu'il doit chacun an. Et s'il ne doit point d'argent, il ne doit rien de taille aux quatre cas.

Cxxxiij.

Les dittes tailles sont imprescriptibles par l'homme franc ou tenant seruement au presudice des seigneurs, & pareillement la quottité d'icelles. Sino que lon preuue & face apparoir du contraire, soit par exemption, limitation, abonnement ou prescription, laquelle ne commece sinon du iour de la contradiction.

Le seigneur iusticier subiet de la comté de la Marche, à cause de la iustice en la Marche n'a point de taille aux quatre cas, ains seulement le seigneur direct & soncier, duquel l'heritage est mouuant.

Ma-dame a droit de taille aux quatre cas, sur tous ceux qui sont en sa directe, car tout est tenu d'elle en franchise directe, seruitude, sief, ou arriere-fief, sinon sur les hommes de ses insticiables tenans en franchise, seruitude, ou en condition mortaillable. cxxxvj.

Tout homme tenant seruement son heritage ou mortaillablement, doit saire par chacune sepmaine à son seigneur le ban ou arban. C'est à dire vne coruee à bras, du mestier qu'il scait saire, & s'il sait arba auec deux bœufs, il en vaut deux. Si auec deux bœufs & charrete, il en vaut trois. Et s'il le sait auec quatre bœufs & charrete, l'arban en vaut & est compté pour quatre, sinon qu'il y ait vsance ou conuenance au contraire, par laquelle ils doiuent moins. cxxxvij.

L'homme tenant seruement ou en droit de mortaillable n'est tenu saire arban plus loing qu'il ne puisse retourner de iour en sa maison, soit en chastellenie ou dehors. cxxxviij.

Outre est tenu tout homme qui tient heritage sers ou mortaillable, sils a bœus, la pluspart de l'an à aider à son seigneur d'vne paire de bœus, ou d'vne charrete, sil a au chois du seigneur, pour aller au vin ou vignoble le plus aisé & conuenable pour le seigneur, & pour ledit homme. En sournissant par ledit seigneur, ou faisant sournir par les autres hommes, ou du sien propre, le surplus qui est necessaire pour vinade entiere & la despense accoustumee, & n'est tenu ledit homme aider à conduire ledit vin, qu'en la chastellenie où ledit homme est demourant.

Vinade entiere est entendue de deux paires de bœuss & vne charrete: & droit de vouade est d'vne paire de bœuss ou d'vne charrete.

Quiconque est tenu saire vinade, soit homme franc, ou tenant heritage serf ou mortaillable, il est au choix du seigneur de le contraindre à faire laditte vinade, pour ueu que ledit seigneur luy somme de tel temps que le subiet puisse estre de retour à la saint Martin d'hyuer. En ce cas le seigneur a l'optió de le cotraindre de faire icellevinade ou predre pourvinade entiere xv. sols, & du plus, plus, & du moins, moins. Mais si ledit seigneur n'a somé sondit subiet de faire ladittevinade deuat la s. martin, en tel téps qu'il puisse estre de retour en sa maison à laditte si martin, il en a l'option du serf de faire laditte vinade, ou de payer les dits xv. sols pour vinade entiere, ou du plus, plus, ou du moins, moins, & ou le dit serf sommé en téps deu au parauant la S. Martin, auroit esté resusant de faire laditte vinade, en ce cas le dit serf est tenu à la vraye & iuste estimation de laditte vinade, & des dommages & interests du seigneur auquel est deue la ditte vinade.

Hommes tenans heritages sers ou mortaillables, qui n'ont bœuss tout du long de l'an ne sont tenus aller à la vinade, mais sont quittes enuers leur seigneur, c'est à sçauoir, celuy qui doit vinade entiere pour xv. sols & les autres pour plus ou moins, au pris dessudit, mais si l'hommé a charrete & le seigneur la veut, il sera tenu la bailler, & sera quitte de cinq sols en deduction de la vinade.

L'homme franc qui doit vinade de rente par droit recogneu ou constitué, doit satisfaire aux interests s'il ne la fait, ait bœuf ou non.

Homme qui tient heritage mortaillable n'est tenu enuers l'eglise, dont il tient à double d'Aoust, queste courant ne taille, aux quatre cas. Et iaçoit ce qu'il sust de nouuel acquis par l'eglise d'aucun seigneur lay qui parauant eust sur luy les droits dessussais. Bien doit pour raison dudit heritage mortaillable, saire ban, arbans & vinades, comme fait l'homme tenant serue-

ment, & si tel tenant mortaillablemét reuient en main laye, il retourne à la premiere nature, touchant le double d'Aoust, queste courant, arbans & tailles aux quatre cas, & autres droits de seruitude.

cxliiij.

Le seigneur peut contraindre son homme tenant heritage de luy seruement ou mortaillablement, à faire seu vis & residence sur l'heritage tenu de luy, en l'vne ou l'autre desdittes conditions. Si ledit heritage est sussident pour y entretenir vne paire de bœus, & à faute de ce saise peut ledit seigneur moyen iusticier se faire emparer dudit heritage, & le faire declarer à luy acquis s s'il y-a plusieurs personnes communs audit heritage, l'vn pourra faire seu vis & payer les droits de servitude pour tous les autres ses consorts.

Sil'heritage serf ou mortaillable n'est suffisant pour entretenir vne paire de bœuss, l'homme n'est tenu y saire seu vis & residence, toutes-sois est tenu payer les rentes & tout droit de seruitude comme s'il y demouroit: mais s'il veut & voit que l'heritage ne vaille les charges, la peut quitter & delaisser en payant les rentes & droits escheuz.

Arbans, bans, qui sont deuz par droits de seruitude, ou mortaillable condition, ne cheent en arrerages s'ils ne sont requis & commandez: C'est à sçauoir, la vinade dedans l'an, & les arbans dedans la sepmaine: & saute de sournir ledit arban, doit ledit redeuable deuëmét sommé trois sols à son seigneur, lesquels il peut demander par iustice, & de laditte sommation sera creu le-dit seigneur, son messager ou seruiteur en l'affermant par serment.

L'homme tenant heritage serf ou mortaillable, & qui a payé ses droits & deuoirs escheuz, doit estre receu à guerpir & delaisser l'heritage qu'il tient en l'une desdittes conditios, & apres la guerpie ou quittance receuë par le seigneur, il n'a aucune poursuitte sur la personne dudit homme, ses enfans, ne ses autres biens.

cxlviij.

L'homme qui tient heritage de serue condition, ne peut vendre, donner, sur-charger, n'autrement aliener, sans le congé de son seigneur, ledit heritage qu'il tient de luy en droit de seruitude par contract entre viss, ou par disposition ayant traict à mort, & s'il fait le contraire, ce qu'il en a aliené doit estre declaré acquis audit seigneur.

L'homme tenant l'heritage mortaillable ne peut vendre, permuter, sur-charger, ou autrement aliener, par maniere que ce soit, l'heritage mortaillable, sans le congé de son seigneur, si ce n'est à homme de semblable condition, & de mesme seigneurie, dont despéd son heritage: & s'il fait le contraire, l'heritage ainsi vendu ou aliené doit estre declaré acquis au seigneur, de qui il estoit tenu.

Si l'homme tenant heritage mortaillable, vend iceluy heritage à homme de mesme condition & seigneurie, il est deu au seigneur d'eglise, duquel il tient pour le droit de lots & ventes, le tiers denier du pris qui est de trente sols, dix sols : toutes fois si en aucun lieu particulier les seigneurs des heritages mortaillables en ont accoustumé prendre plus ou moins, ils en vserot comme ils en ont fait par-cy deuant.

Si celuy qui a acheté heritage mortaillable, ne paye les lots & ventes dans quarante iours, les ventes doublent. Et fil differe de payer les lots & ventes iusques apres an & iour, le seigneur peut faire saissir par sa iustice, ou par la iustice de son seigneur, l'heritage, & iouyra des fruits, & sait les dits fruits siens, iusques à ce qu'il aura payé les dits lots & ventes. Et ainsi est des hommes francs & des heritages tenus en censiue ou franchise, és lieux où lots & ventes sont deuës.

Lots & ventes des heritages francs par la coustume generalle, és lieux où elles sont deues, n'excedent vingt deniers pour liure.

Entre hommes tenans heritages sers ou mortaillables, le chanteau part le villain: C'est à dire, que quand deux ou plusieurs desdits homes, parens ou autres, qui parauant estoient communs, sont pain separé par maniere de declaration de vouloir partir leurs meubles, ils sont tenus & reputez diuis & separez, quant aux meubles, acquests, conquests, noms, dettes & actions.

Le seigneur succede à son homme tenant son heritage serf ou mortaillable, qui decede sans hoirs descendans d'iceluy: Sinon que ledit homme qui tiet ledit heritage serf ou mortaillable ait à l'heure de son deces aucuns parens, qui soient communs auec luy en meubles & immeubles, lesquels en ce cas sont preferez au seigneur en la succession. Mais si par le chanteau, les meubles sont reputez partis, le seigneur succedera aux meubles, acquests & conquests, noms, dettes & actions. Et le parent qui estoit commun auec le trespassé succedera aux immeubles qui ne seroient partis ne diuis au temps du deces.

Ceux

Ceux qui tiennét heritages, sers ou mortaillables, qui vne sois ont party leurs immeubles, ne se peuuent reunir & assembler, quant ausdits immeubles, sans congé de leur seigneur au preiudice de son droit successif. Mais s'ils ont party seulement leurs meubles, ils les peuuent remettre ensemble comme parauant, sans congé dudit seigneur.

ij.

ing.

W.

17

ľů

II,

Homme tenant heritage serf ou mortaillable peut acquerir & posseder l'heritage franc , & d'iceluy disposer, sans le congé dudit seigneur, duquel il tient ledit heritage ferf ou mortaillable; sinon que tel heritage franc eust esté possedé par ledit homme, tenant ledit heritage serf ou mortaillable, demeurant & faisant seu vissur l'heritage serf ou mortaillable, l'espace de xxx. ans. Apres lequel laps de temps, l'heritage franc deuient de la condition du serf ou mortaillable, & la pire condition attire à soy la meilleure. Toutes sois si le seigneur de qui est tenu l'heritage franc, continue la perception de sa rente sur l'homme serf ou mortaillable, il conserue à luy perception d'icelle par trente ans, & perd la directe seigneurie seulement. Et s'il·laisse encourir prescription sur luy, c'est au prossit de l'homme tenant ledit heritage serf ou mortaillable & de ceux qui luy doiuent succeder. Mais le seigneur, de qui l'heritage est tenu, peut dedas trente ans, si bon luy semble, faire vuyder à l'homme tenant ledit heritage serf ses mains de tel heritage franc pour la conservation de sa directe. Et n'a lieu telle prescription entre les hommes du vassal, a ledit seigneur du serf entre les hommes sers des vassaux, quand acquerront des hommes francs du seigneur du serf. Ne pareillement entre les hommes serfs.

A faute de payer par l'homme les droits de directe ou fondalité, ou de condition de seruitude ou mortaillable, n'y-a point de commise de fait en la Marche: mais le seigneur à saute de payement de trois ans, & la presente ou de moins, peut, si bon luy semble, proceder par execution, s'il est en possession, ou paction, ou asseurement, par-deuant le iuge competant, selon que la coustume l'ordonne. Neantmoins peut formellement, s'il est cessé par quatre annees continuelles conclure à ce que le tenancier soit contrainct payer les arrerages, ou quit-ter la terre, & doit à ce, obtenir. Et si apres la sentence donnee le dit tenancier ne veut payer, le iuge doit deliurer la terre au seigneur pour les arrerages: & si elle nevaut les arrerages, reseruer son action pour les restes & despens sur le desendeur & ses autres biens.

Si l'homme tenat heritage serf ou mortaillable desaduouë son seigneur, l'heritage qu'il desaduouë tenir est acquis au seigneur qu'il desaduouë. & doit ainsi estre declaré par iustice à l'en contre dudit homme. En monstrat par ledit seigneur l'heritage estre tenu de luy en l'vne desdittes conditions, neantmoins peut estre cotenu pour les arrerages & droits de seruitude encouruz, & pour les interests, si aucuns en y-a.

Si queste courant n'est imposee & demandee iudiciellement dans l'an qu'elle doit estre imposee, elle est prescripte, & ne se peut plus demander pour celle sois.

Les enfans ou nepueux en directe ligne demourans sur l'heritage franc peuvent succeder à leur pere & ayeul respectivement és meubles & heritages par luy tenus en serue ou mortail-lable condition, iaçoit qu'il demeurent separement par seu, chanteau & demourance de leurs-dits pere & ayeul. Et en dessaut d'eux pourroit succeder es dits heritages seulement autre prochain parent dudit homme s'il estoit commun quat audit heritage sers ou mortaillable. Iaçoit que celuy parent venant à laditte succession sust demourant sur l'heritage franc separé dudit dessuur ses es dits cas, ou l'vn d'eux, ceux qui succederont es dits heritages, seront tenus saire seu vis & tous autres droits de seruitude, selon la nature & qualité desdits heritages sers ou mortaillables.

L'homme qui tient heritage serf ou mortaillable peut succeder à son parent commun ou separé és biens & heritages tenus en franche conditió: mais sera permis au seigneur dudit heritage franc en saire vuyder les mains du sers, comme dit a esté dessus.

Quand le seigneur succede à l'homme qui tient de luy heritage serf ou mortaillable, si ledit seigneur succede & s'empare des meubles du dessure n'est tenu de payer ses dettes: Mais s'il repudie les meubles & s'empare de l'heritage, il sera tenu faire les obsecques du dessure, & n'est tenu payer lesdittes dettes.

Le seigneur ne peut contraindre aucun tenant portion d'heritage tenu en droit de seruitude ou condition mortaillable à faire residence ne payer les deniers de seruitude, tant qu'il y-a autre commun ou personnier audit heritage qui les sace & paye.

Si aucun tient heritage serf ou mortaillable de deux ou plusieurs seigneurs, & que sa succession aduienne aus dies seigneurs chacun d'eux succede son heritage, & quant aux meubles,

acquests & conquests, noms, dettes & actions, le seigneur sur l'heritage duquel ledit homme faisoit seu vis & residence au temps de son trespas, y succede. clxv.

Femmes tenans heritages sers ou mortaillables, sont de semblable condition comme les hommes, quant és droits de seruitude & mortaillable condition.

Queste courant, double d'Aoust, arbans & vinades, & tous autres droits de seruitude, sont deuz par celuy qui tient heritage serf ou mortaillable: Combien qu'il ne face seu vis ou residéce sur ledit heritage, & qui demeure en autre seigneur.

Le seigneur ne peut demander à l'homme tenant de luy heritage serf ou mortaillable, argét pour vinade ne pour arbans, s'il les veut faire dedans le temps sur-ce introduit, & ne peut ledit seigneur vendre ou transporter à autruy la commodité d'iceux vinades & arbans : mais saut qu'il les employe à son vsage & de son hostel, & non ailleurs. claviij.

Si aucun seigneur baille à ferme sa seigneurie, l'accéseur se peut aider des arbas pour amender ou recueillir les fruicts des heritages dudit seigneur, non pas pour les applicquer à luy ne à son heritage. Et peut saire saire la vinade pour mettre le vin en la maison dudit seigneur, si luy ou ledit accenseur y sont residence.

viii.xx.ix.

En vendition de chose tenue en serue condition ou mortaillable, retraich lignager n'a lieu, sinon qu'entre mortaillable la chose fust vendue par leur parent tenat de mesme qualité & seigneurie.

Si femme tenant seruement heritages d'aucun seigneur est mariee à homme qui tient heritage serf ou mortaillable d'aucun seigneur & meurt sans hoirs descendans d'elle, la peculiere dot & meuble qu'elle a apportee & payee luy a esté, & appartient par succession au seigneur de l'heritage serf de son mary, & non au seigneur dot elle est partie, & quat à ce qui reste à payer il demeure à celuy qui la promise à ses hoirs, & si elle est mariee à homme franc, les heritages qui luy deuoint succeder, luy succederont.

L'homme tenant heritage serf, ne peut porter tesmoignage pour son seigneur, duquel il tient sondit heritage, si fait bien le mortaillable.

Si l'homme tenant heritage sers, ou mortaillable s'en va hors ledit heritage sans le côgé de son seigneur duquel il tient, s'il reuient dedans trente ans, il peut reprendre ledit heritage dedans ledit temps, en payant les arrerages & droits encourus deduction saite des sruits, & ne peut le seigneur le resuser.

claxiij.

Si auoine ou geline sont deuz par le tenancier d'heritage sers, ou mortaillable à cause de réte ordinaire, laditte auoine & geline ne croist point par partage fait entre telles manieres de gens. Mais si laditte auoine & geline sont deuz à cause de seu & seruitude, laditte geline croist & en sont autant deuz au seigneur comme lesdits tenanciers ont sait de pertions & seux separez. Aussi croist laditte auoine plus ou moins selon la coustume des lieux. Et ainsi est-il de la seigle deuë-en autres lieux à cause des bœuss arans.

Tenans heritages sers ou mortaillables, ne peuuent en contract de mariage & saucur d'iceluy, disposer de leurs biens au prossit d'autres que leurs ensans qui leurs peuuent succeder.

Si aucun toturier tient deux herstages ou hebergemens de deux seigneurs sonciers, en codition serue ou mortaillable: & s'il se veut remuer de l'heritage où il tenoit seu vis pour aller à l'autre, & le seigneur, où il demouroit, ne le vent soussiri, sut qu'il reside & sace seu vis, & paye les droits de seruitude accoustumez, ou qu'il quitte l'heritage: Car audit cas homme qui tient heritage d'aucun seigneur en condition de seruitude ou mortaillable, ne peut faire de nouuel autre seu vis, ne residéce personnelle, s'il ne plaist à son seigneur où il demouroit, mais bet squandocti bien peut quitter l'heritage en payant les droits encouruz.

Celuy qui a payé à son seigneur les cens ou deuoirs seigneuriaux de la derniere annee, saris se sin sons.

& est prest d'affermer qu'il a payé les precedentes, doit estre quitte, sinon que le seiprint se d'institu se gneur vueille monstrer par lettres ou tesmoins qu'en prenant payement de laditte derniere annee a protesté ou a esté reservé son action ou poursuitte des precedentes. Autre chose sein vita sua im roit si le payement dernier a esté fait generallement en deduction de ce que seroit deu des anpensis propris propris de la derniere annee,
gneur vueille monstrer par lettres ou tesmoins qu'en prenant payement de laditte derniere
annee a protesté ou a esté reservé son action ou poursuitte des precedentes. Autre chose sepensis propris pr

oftenderet que admodă teneadmodă tenesur impēfissui stre sommation ou diligence des precedentes.

Clxxviij.

Celuy qui doit rente fonciere ou autre droit seigneurial pour raison d'aucun heritage, est tenu aux despens du seigneur vne sois en sa vie, saire monstree oculaire à sondit seigneur de

I. 178. Inepta consuetudo
quia impensis
domini fieri de
bet squandocii
que, per ea qua
dixi in cons.
paris. S. s. in
prin. Sed iustii
esset, quod cësuarius semel
in vita sua im
pensis proprii
ostenderet que
admodii tenetur impesssuis
semel nouam
recognitionem

dire.C.M.

l'heritage qu'il tient de luy. Ou s'il afferme que nonobstant qu'il ait accoustumé payer, il ne scait sur quel heritage la rente est deuë, & le seigneur ne peut monstrer, le redeuable est tenu asseoir laditte rente ou deuoir sur heritage valable.

снар. 18.

t ne

dry

山田

7

14

i

ΙΨ,

M.

rì

Ľ

ĸ

k

Des fiefs & droits d'iceux.

clxxix.

E seigneur iusticier n'est fondé d'estre seigneur seodal de tout ce qui est situé en sa iurisdicleux.

Le vassal tenant en franchise ou censiue, peut charger la chose ainsi tenue de rête annuelle sans le congé du seigneurie ne doit estre la sur-charge declaree acquise au seigneur dot il tiet, mais le seigneur la peut prendre par retenue, si bon luy semble, dedans al iours, à tempore exhibitionis des contracts ou notification faites à personne ou domicile, au seigneur, son receueur ou procureur en presence de tesmoins ou prendre vente de pris au lieu où ventes sont deuës, & si la chose sur laquelle la rente est vendue vient és mains du seigneur dont elle est tenue par quittance, guerpine ou autrement, c'est au chois du seigneur de laisser la chose au rentier, & se faire payer de son deuoir, duquel il sera tousiours premier payé, & des premiers fruits ou retenir ledit heritage, qui sera reputee rente seiche.

La chose tenue en fies, censiue ou franchise, se peut vendre sans le congé du seigneur, & pour-ce ne chet en commise.

Il est au chois du seigneur direct seodal ou soncier, venir par actio personnelle, pour le payement de ses droits seigneuriaux, contre le detenteur de la chose, de luy tenue: ou venir par sais sie ou empeschement sur laditte chose, & en faire desendre au detenteur tous vs & exploicts mais toutes sois ledit seigneur direct ne peut proceder par execution sur les meubles du tiers detenteur, sinon que le dit tiers détenteur eust passé tiltre nouveau, & sust obligé, ou que le seigneur direct sust en possession de receuoir laditte rente dudit tiers détenteur, comme si ledit tiers detenteur eust ja payé vne année ou deux, ledit direct. Cat és cas dessussités se seigneur di rect peut proceder contre le tiers detenteur par execution sur ses meubles, & si sur la possession y-a debat par deuant le juge, le seigneur en doit saire apparoir dedans huictaine, au plus brief delay, à l'arbitrage du juge: autrement le detéteur aura deliurance de ses gaiges, auec dommages & interests, & ce pendant le delay d'informer, le desendeur veut bailler caution, il récouverra ses gaiges par prouision.

Si le fief est ouvert du costé du vassal, par mort ou autre mutatio d'homme, le seigneur peut saisir & mettre en sa main la chose seodalle xl iours apres l'ouverture, & iceux passez durant la saisie & depuis icelle deuëment signifier en personne au domicile ou vassal, son procureur entremetteur de ses affaires, ou confermer du lieu en presence de tesmoins, sera les fruits siens, iusques à ce qu'il aura homme qui ait fait la foy & hommage.

Mais si l'ouuerture aduient par mutation du seigneur, le vassal n'est tenu faire soy ne hommage iusques à xl. iours apres que le seigneur aura fait crier ses siefz, ou signifié à son vassal qu'il face son deuoir par saisse deuëment signifiee ou autrement.

Celuy qui achete terre és lieu où ventes son deuës, est tenu de les payer dedans xl. iours & exhiber ses contracts, autrement les ventes doublent. Et s'il cesse d'exhiber & payer dedans an & iour, les fruits de la chose sont acquis au seigneur, à qui les dittes ventes estoyent deuës, de-claration sur-ce faite par iuge competant partie appellee. clxxxvj.

Si aucun fief est aduisé entre deux freres ou autres personnes, chacun des detenteurs est tenu saire faire soy & hommage de ce qu'il tient. Et ne peuuét les freres ou autres saisant tel partage, retenir à l'vn d'eux l'homage de l'autre au presudice du seigneur. Mais si apres le trespas
de pere & de mere à plusieurs enfans survient quelque fief, & entre iceux y ait quelques mineurs ou que ledit sief & attendeur & partage soit possedé par iceux par indivis, en ce cas l'aisné pourra porter l'hommage pour tous. Mais la division saicte, vn chacun fera son hommage
pour sa part.

Celuy qui pretend aucun tenir de luy en foy & hommage, le peut conuenir pour aduouer ou desauouer dedans le terme qui luy sera presix. Et s'il desaduoue, & le requerant fait apparoir la chose estre tenue de son sief, celuy qui a desaduoué, pert le siefscar qui sief denie, sief pert.

Le vassal est tenu bailler sa nommee par escrit à son seigneur seodal dedans xl. iours apres se H h h

ferment de sidelité par luy sait. Sinon qu'il ait respit de sondit seigneur de plus long terme. Et à faute de bailler laditte nommee, par le seigneur saissir les fruits, mais pour-ce ne les sait siens: ains demourer en main tierce insques il ait en sa nommee. Et si dedans autres quarantes jours de laditte nommee baillee le seigneur ne la debat, elle sera tenue pour veritable à son prejudice.

La façon d'entrer en hommage d'autruy est telle: c'est à sçauoir, que le seigneur seodal doit estre requis humblement par son homme qui veut saire soy & hommage d'estre receu à soy, ayant la teste nue. Et si le seigneur se veut seoir, saire le peut, & le vassal doit desceindre sa ceincture, si le na, oster son espee & baston, & soy mettre à vn genoil teste nue, & dire ces parolles si le seigneur n'a autre pour luy qui les die: Monsieur, ou Ma-dame, i'entre vers vous en soy & hommage, & m'aduouë vostre vassal, pour raison d'vn tel lieu que ie tiens de vous, à cause de vostre seigneurie de tel lieu, & vous promets, & iure vous seruir d'oresenauant enuers & contre tous, & accomplir tout le contenu és chapitres de fidelité vieux & nouueaux. Et si le seigneur veut auant que le receuoir, il les peut faire declarer. Et ce sait le seigneur doit dire. Ie vous reçoy à hommage, saus mon droit & l'autruy, & en signe de ce, le baiser à la iouë, & apres la reception, luy peut & doit enioindre de bailler sa nommee dedans quarante iours.

Si le vassal fait soy & hommage au prince, il doit estre à deux genoux. Si c'est à vn moindre il sussissif d'estre à vn genoil, & est accoustumé que le vassal doit auoir les mains ioinctes, & le scigneur les doit prendre entre les siennes en receuant & baisant.

Si l'hommage est fait à moindre que du Prince, le vassal en faisant le serment, peut dire: Ic vous iure & promets sidelité & service, fors contre le Roy & le Prince de qui vous tenez. Et quand il ne le diroit, le superieur est toussours excepté, & si le serment est fait au Prince, il peut excepter la personne du Roy & son sils aisné. cxcij.

Si le seigneur veut, auant la reception le vassal iurera sur les saintes euangiles. cxciij. Et pour-ce que les seigneurs qui cognoissent leurs vassaux de bonne volonté disposent des dittes solennitez qui sont introduittes par vsage raisonnable. Si l'hômage est autremét sait que ce que dit est, ne sait preiudice aux droits du seigneur ne du vassal qu'autres sois ne se face l'hommage en la manière que dit est.

Le seigneur n'est tenu, si bon ne luy semble, receuoir le vassal à soy & hommage par procureur, nec ècontra, sors le Prince.

Le seigneur qui par faute d'homme a saiss le fief de son vassal, si nonobstant la saisse faite par le seigneur de fief, le vassal a prins les fruits de son fief, & requiert après estre receu à soy & hómage, n'est tenu receuoir sondit vassal qu'il ne paye & restablisse les fruits encourus depuis la saisse faite par le seigneur seodal. Mais pour empescher que tels fruits ne croissent, le vassal les peut consigner en main de iustice.

Si le vassal est nouvel tenancier, il peut saire soy & homage à celuy qui la sommé de ce saire pour sauver les fraiz. Et protester par laditte sidelité, qu'il n'entend saire saux adueu, si le sies se trouvoit d'ailleurs. Laquelle protestation saite, comme dit est, luy sauvera la commise si la chose estoit trouvee estre tenue d'aucun seigneur. Neantmoins sera tenue la soy & hommage ainsi saits pour pure & simple, quant à celuy à qui elle auoit esté saite, s'il n'appert d'autre seigneur seodal.

Pour mutation d'hom me le seigneur seodal n'a aucun droit sur son vassal, fors la bouche & la main, s'il n'a expresse recognoissance au contraire.

cxcviij.

Le vassal pert son sief en trois cas: c'est à sçauoir, par felonnie, & par faux adueu, ou desaduen formel.

Le seigneur feodal n'est tenu, si bon ne luy semble, receuoir son hommage sinon au lieu dét depend le sief.

Le seigneur doit receuoir le tuteur de son vassal pupille ou le curateur de son adulte sous aage suite de mande de manage suite de ment. Et aussi au vassal malade ou necessaire absent.

Le seigneur doit receuoir le tuteur de son vassal pupille ou le curateur de son adulte sous aage de mande de mande suite suite

Tout ainsi que le vassal peut vendre ou aliener son sie sans le cogé du seigneur, le seigneur peut vendre ou aliener son droit de sies le consentement du vassal. ccij.

Quand auucun a fait foy & hommage, & apres vend ou aliene partie son heritage, il demeu lum fucere retento fundo feudali. C.M. partie de ladite chose seodale. Ainsi est-il du fils aisné qui a fait l'homage pour ses freres qui de-

1.201. Intellige fimul cum fundo domină ti, uonalias, vt dixi in confue, parif. S. 1. glo. 3.quia nec vală loco fui vasfalum fucere retento fundo

tì

19

ġ¢,

18

puis ont party. Mais apres le partage fait du fief chacu pour sa part, est tenu saire hommage & seruice, selon la qualité du fief.

S'il y-a plusieurs seigneurs feodaux comuns par indiuis d'vn mesme sief, & que les portions soyent entr'eux inegalles, le vassal peut faire hommage à celuy qui a la plus grande portion, tant pour luy que pour les autres seigneurs seodaux.

Si les portions sont egalles, & entre freres ou enfansiledit vassal est quitte en faisant l'hommage à l'aisné.

Etfils sont autres que freres enfans ou heritiers par commun, il suffit se transporter au lieu ou place, dont deped ledit fief: & illec faire sa foy & homage à celuy desdits seigneurs seodaux qui se trouuera sur le lieu: & en leur desfaut à la porte dudit chastel ou place.

Ont lieu les choses susdittes quant à la foy & hommage: mais quant és proffits & droits de fief comme de commile de la chole feodalle ou fruits d'icelle, ou autres proffits diuisibles, ils se departent entre les conseigneurs feodaux pro rata.

Le vassal qui veut faire foy & hommage à son seigneur, aptes requisition ou main-mise se doit transporter au lieu dont depend le fiesi illec se mettre en deuoir selon la nature & qualité du fief.

Et fil ne trouue ledit seigneur oule trouue, & ledit seigneur le refuse sans cause raisonnable, ledit vassal se peut presenter deuant la porte d'iceluy lieu & place, dont depéd ledit fief. Et illec en presence de notaire & tesmoins faire ses foy & hommage, comme il feroit s'il trouvoit son seigneur feodal ou autre pour luy. Toutes-fois ledit vassal est tenu artendre son seigneur feodal audit lieu & place dont depend ledit fief, l'espace de vingt-quatre heures: s'il est requis de ce faire par les gens & officiers dudit seigneur feodal. Neantmoins ledit vassal est tenu en faisant. ledit hommage à la porte dudit lieu & place dont depend ledit fief en l'absence dudit seigneur feodal ou de gens de par luy commis, notifier son deuoir & diligence à sondit seigneur seodal dedans les xLiours qu'il est tenu bailler sa nommee, affin que le seigneur seodal soit asseuré de son fief. Et de ce en bailler instrumét contenat le sermét de fidelité requis & accoustumé.ccix.

Et si le vassal veut faire ses soy & hommage de son gré & volonté & sans y estre contrainct par main-mile ou empeschement, il est tenu cercher son seigneur seodal en personne, ou qu'il soit dedans le pays où le fief est assis & situé, & en desfaut de ce ledit vassal peut faire sa foy & hommage à la porte dudit chasteau, comme dit est-

Quandle seigneur seodal saissift son sief & fait assigner, il est certain à son vassal pour saire son deuoir au lieu & place dont il depend son sief ou ailleurs dedans la chastellenie, le vassal est i.ziz. tdest ni tenu se trouuer audit iour & lieu pour ses soy & hommage, autrement à faute de soy y trouuer hilominus fale vassal est tenu faire la foy en la personne de son seigneur feodal ou qu'il soit dedans le pays.

CHAPITRE. 19.

Des testamens, successions testamentaires & ab intestat & partages des biens.

E mort saissist le vis son plus prochain heritier habile à luy succeder ab intestat, sans autre quod in tota apprehension de fait.

Aucun, soit noble ou roturier, ne peut par testament ou autre dispositió ayat traict à mort, broquid mafdisposer de ses biens, sinon de la tierce partie & au dessous ad pias causas, ou autrement à son ernate à Gue plaisir. En laquelle tierce partie sont comprinses les funerailles & tous legats: tellemét que les rels mibil babe deux tierces doiuent demouter franchement & quittement à l'heririer ab intestat, sans char- sur de praroga ge de funeraille & legats. Et s'il y-a don ou legat sait à plusieurs personnes, & le tout excede la rina duplicu tierce partie sera reduit au tiers au sol la liure. Et si le pere ou mere auoient disposé dudit tiers sentiunt prag-au prossit de l'vn de ses enfans, telle donation est bonne & valable. Toutes-sois elle demoure maticilesi re vidi anno chargee de toutes les dettes, obseques & sunerailles & lais testamentaires : & iouyra ledit do- 1562. 6 anns nataire par preciput: & d'auantage par dessus ses autres & sœurs, sans d'icelle en faire aucun 1564. Ita rapport. Coxiij. Gonem fratri, I rapport.

Entre filles, soit en ligne directe ou collateralle, n'y-a point de droit d'aisneesse en successió, (exceptus here mais autant en emporte l'vne comme l'autre.

En succession collateralle aduenue à masses seulement, ou à femelles seulemet, ou à masses niunt tam co-& femelles par-ensemble, n'y-a point de droit d'aisneesse.2

En succession directe entre nobles, & de chose noble où il y-a masses & semestes qui succe-Hhh ij.

tit partem & Succedit in residuo bessis viriliter, triente inre pracipui tanquam exccxi. traneus habes C.M.

CCXIIIj. nee) pariter re CCXV. Sanguinei quă

det par ensemble, le masse a droit d'aisneesse sur les filles, posé qu'il soit mois aisné d'elles, & sur rous les autres freres moins nez & emporte l'aisné fils. Et si l'aisné estoit trespassé, son filsaisné aura le chastel ou maison principalle tel qu'il voudra choisir & eslire, soit paternel ou maternel pour droit d'aisneesse. Et d'auantage en ceste maniere que s'il y-a chastel ou place sorte, & il y-a fosse ou fossez, & dedans la closture desdits fossez il y-a granges, estables, ou autres choses, il demoureront à l'aisné ou à son fils, come dessus: reservé que s'il y avoit aucuns moulins, presfoir, ou four bannier, l'aisné pourra, si bon luy semble, recopenser ses autres herîtiers de leurs parts & portions:autrement lesdits moulins, pressoirs & sours, se partiront egallement. Et putre l'enclos desdits fossez xl. toises de terre, à prendre du bort desdits fossez par dehors, tant que les dittes xl. toises se pourront estendre à l'entour des dits fossez, tellement que si en quelque costé dudit chastel ou place forte lesdittes xl.toises ne si peuuent trouuer, il n'aura que ce qui se trouuera à chacun costé, & ne se pourra recompenser aux autres lieux, & s'il n'y-a point de chastel ou place forte, fosse ou fossez, il aura la maison, & outre ce qu'il est enclos, soit mur, pur de pal xl. toises tout entour, à prendre de laditte closture, soit de mur, ou de pal : & si n'y-a mur, ou pal, ou autre closture en laditte maison, le tout comme dessus, & est laditte toise de six

Choses nobles appartenans à roturiers se partent entr'eux par egalles portions, &n'y-alieu de droit d'aisneesse entre parens qui sont comuns en biens, & perseuerent en communauté, ius ques au trespas de l'vn d'eux le suruiuant, ou suruiuans succedent, ou premourant ou premoutans decedez sans hoirs de son corps és biens comme entireux, posé qu'il ait autre en plus pro-1. 216. Scie chain ou pareil de lignager.

quod in libro: Les parens succederont les vns aux autres, tant que le lignage se peut prouuer, c'est à sçaqui assertatur moir, les parens du costé paternel és biens de l'estoc paternel, & le maternel és biens prouenus à Gueret, est de costé paternel és biens de l'estoc paternel, & le maternel és biens prouenus circa hac ar. du costé maternel.

Representation a lieu en la Marche en ligne directe, in infinitum, & en ligne collateralle ius font communs ques aux enfans des freres.

Hors les termes de representation, le plus prochain en degré succede, selon ce que dessus Sed ille artien est dit.

Fille appanee, ou douce & fiancee, ou mariee, par pere & mere ou ayeul paternel, ou par contra illum vn tiers ou d'elle mesme: le pere & mere ou ayeul paternel viuans, ait renoncé ou non, elle & etiamà Gue- ses descendans sont priuez & ne peut venir à succession de pere, mere, ayeul, ayeulle, freres, ret, anno 1564 sours, n'autres successions directes ou collateralles dedans les termes de representation, tant Ebene. taméil E articul^o pof. que desdits pere & ayeul y ait hoirs masles, ou descendans de masles, soit le descendant masle set locii habere ou sumeau heritant esdittes successions: mais des successeurs collateraux hors les termes de in societate ita expresse representation, elle succedera auec lesdits masles ou descendans d'eux, 2 & n'a lieu laditte priuation. Mais si laditte fille estoit mariee en la maison paternelle par lesdits pere & ayeul sans 2. 220. Non dicit, redibit constitution de dot, en ce cas, elle & ses descendans succederont auec les masses descendans

Bastards ne succedent point à pere n'à mere, neantmoins si la mere pour le nourrir & alieam transmit- menter luy fait donations dedans les termes de la coustume, qui est la tierce partie de tous ses biens par testament: telle donation est bonne & valable.

En succession comune que lon dit partir entre freres, l'aisné doit faire les parts, & les moins nez choisir selon leurs aages, sils ne s'en accorde autrement: c'est à sçauoir, quand le plus ieune choisist le premier, consecutiuement les autres.

En partage de succession ou commodité de biens vniuerselle ou particuliere, entre autres que se eres, celuy qui prouocque & demande partage sera les parts, & les autres choisiront, comme en l'article precedent, & si tous par ensemble requierent partage, le iuge y pouruoi-

Le pere & la mere, ayeul ou ayeulle succedent à leurs enfans & nepueux, en droite ligne, descendans sans hoirs naturels & legitimes, quant aux meubles & conquests, & quant à ce, si le pere,mere, ayeul ou ayeulle leur auoient fait donarió en auancement d'hoirie ou autremét de rente ou de chose immeuble, telle rente ou chose immeuble ainsi donnee, sera en ce cas reputee acquest audit enfant ou nepueu, tellement qu'en ce y succedera le pere, mere, ayeul ou ayeulle, combien qu'en autre cas sortisse nature de propre.

Entre personnes franches, le pere est vsuf-fruictier des bies maternels aduenus à son fils par le deces de sa mere & aussi des autres biés par luy acquis ou aduenus par quelque autre moyen

seruandus & ta.C.M. ad successione d'eux. renuntiatam, &minus quod

tat. C.M.

ti. Incipiens entre pares qui

(ub nu. 215.

ĺ,

T

T,

que ce soit, & ne se perd par le trespas du fils ; sauf toutes-fois pecule castrense vel quacexxvj.

Le mary qui suruit, gaigne lict, robbes & ioyaux de sa femme, & la doit saire enterrer & payer les funerailles selon son estat, & si la femme suruit, elle recouure ses lict & linge de telle estimation qu'il estoit à l'heure du contract de mariage, ses bagues & ioyaux, tels qu'ils sont estimez par ledit traicté, ou qu'ils seront trouuez à l'heure du deces à son chois & ce qu'elle a apportee en traicté de mariage.

Quand il est question de succession de pere ou de mere, entre les enfans de diuers licts, autant emporte l'vn que l'autre, & partent par testes, sinon qu'il y eust communauté entre les aucuns d'eux.

En succession fraternelle ou autre collateralle; chacun succede és biens suruenus du costé dont il attient au dessunt, & pour-ce qu'il y ait freres cosanguins d'vne part & d'autre. cexxix.

Les biens de ceux qui entrent en religió, & y font professió expresse ou taisible, retournét aux plus prochains parens, & ne sont par profession dediez à l'eglise s'il n'y-a expresse dedication. Et est le religieux reputé personne morte, & ne sait nombre entre les ensans ou computation de segitime, & ne succede le religieux ne le monastere pour luy, à celuy qui a sait profession taisible ou expresse n'autre de ses parens.

Testament sait en presence de notaire & deux tesmoins ou du curé & son vicaire & deux tesmoins ou de quatre tesmoins sans notaire ne prestre, ou qui est escrit & signé de la main du testateur est reputé solennel. ccxxxj.

Tous biens acquis par le deffunt, de la succession duquel est question, sont reputez biens paternels, & y succedent les parens paternels, & en sont les maternels forclos. ccxxxij.

Les biens acquis par aucun d'vn sien lignager, ne changent pas la nature & estoc, mais sont reputez estre de l'estoc, dont ils estoient par deuant laditte acquisition quant à droit successif.

ccxxxiij.

Ma-dame, come cotesse de la Marche, sucede ab intestat aux bies, meubles & immeubles des bastards seodaux ou roturiers s'ils n'ont descendas d'eux naturels & legitimes. ccx xxiiij.

Ceux qui succedent du costé paternel payeront les dettes & legats prouenans du costé paternel.

Ceux qui succedent du costé maternel payeront les dettes prouenans du costé maternel.

Et si le dessurt a fait des dettes de son costé, & qui delaisse aucun meuble & acquest, les parens du costé paternel qui succedent esdits meubles & acquests seront tenus payer les dettes faites par dessurt. Si les les meubles & conquests sont suffisans ledit, aliàs les heritiers patrimo niaux payeront le reliqua, pro rata.

Les creanciers des dettes prouenues de l'estoc paternel, se pourront addresser seulement contre les heritiers paternels quantà l'action personnelle. Et des dettes prouenues de l'estoc maternels qui sont à la charge des heritiers maternels, s'addresseront contre les heritiers maternels.

Mais les creanciers des dettes faites par ledit dessunt dirigeront leur action personnelle, tant contre les heritiers du costé paternel que maternel, sauf aux heritiers leurs recours l'vn contre l'autre pour estre remboursez de ce qu'auront payé esdits creanciers, outre ce qu'ils estoient tenus payer par laditte coustume, & sans presudice en tous les dits cas du droit d'hypothecque que pourroient auoir les dits creanciers sur les biens du dessunt.

Le pere & autres ascendans en mariant en premiere nopces leur fille, & autres descendans en directe ligne, peuuent reseruer à leurditte fille & autres descendans en directe ligne, droit successif de pere, mere, & autres sesdits parens.

Et si les collateraux la marient viuant le pere ou ayeul paternel, luy petiuent aussi reseruer leur successeur seulement en tout ou en partie.

Combien que par-cy deuant les coustumiers dudit pays ayent esté en altercation, si la fille marice en premieres nopces à laquelle n'auoit esté fait reservation de succeder, peut estre rappellee à la succession de leurs parens en secondes nopces, ou autre traicté de mariage. A ceste cause a esté aduisé par les estats du pays & Comté de la Marche, que doresenauant la fille marice en premieres nopces, ne peut par sondit pere ne autres parens de la succession desquels elle est forclose & priuee, par laditte coustume, en saucur des masses, estre rappelle à aucun espoir de droit successifi au prejudice d'iceux Hhh iij.

masses & leurs descendans sans leur consentement, soit par le second traicté de mariage ou au-1. 242. Iean Pernet habes trement. Toutes-fois n'est prohibé ausdits pere & mere, & parens collateraux, luy donner, leguer ou duas filias . e:s les mariant et dot ant les fait disposer à son proffit de leurs biens, autrement que par reservation de l'espoir dudit droit sucrenoncer à tou cessif, selon que la coustume permet en disposer. te successió pa-Et pour la conservation des maisons dudit pays la portion de la fille mariee par le pere ou ternelle, mater nelle, frater- du viuant d'iceluy selon l'article, commençant: Fille appanee est forclose de succeder par les nelle, et tolla-teralle, en fit- moyens dessus distributes, accroistra és masses seulemet, fils veulent payer la dot à elle constitué ou 2 ueur de luy se- les restes d'icelle. En conferant laditte dot & portion, comme laditte fille seroit si elle succere, rejerue a el-les la successió doit, sans ce qu'audit cas les filles estans à marier puissent aucune chose pretedre en la portió future en de-faut d'autres heritiers. De-Et combien que laditte fille ainsi mariee ne prenne part ne portio esdittes successions, com puis ex secundo me dit est, si fait-elle nombre & part auec les autres enfans pour la quotte & computation de ccxlvj. 3 matrimonio il legitime.3 a vn fils & Laquelle fille mariee par les dessusdits forclose desdittes successions, ne peut demander letrois filles: & par son testagitime ne suppleement d'icelle. Toutesfois si elle n'a point esté douce selon les autres filles de ment il insti-tue son fils heri la maison, si aucunes en ya qui ayét esté douces: Et s'il y-a autres silles douces de ladite maison, tier minersel: elle sera douce selon l'aduis des parens & amys de laditte fille, eu esgard és constitutions des & en cas que sondit fils dece mariages du lieu & voisins de semblable qualité. Fille qui se marie sans le sceu outre le gré de ses pere & mere, ou de son pere seulement ou dera sans masles, vent que de sa mere apres le trespas du pere, auant l'aage de xxv.ans, peut estre par eux ou l'vn d'eux exses trois filles da heredee ou appance de telle chose que bon leur semble: & audit cas ne peut pretendre ne Second maria ges de les deux auoir droit és biens & successions de sesdits pere & mere, par ligitime ou autrefilles du premier soyent he ment. ritseres egalle-Lignager qui se veut porter heritier simple, est preseré à celuy qui se veut porter heritier ment en rap-portant. Certe par benefice d'innentaire, combien qu'il ne soit si prochain du dessant comme celuy qui rement en rapfine hat veli- quiert estre admis par benefice d'inuentaire. ccxlix. L'estranger ne peut estre receu à soy porter heritier simple, ne par benefice d'inuentaire (quia mascul9 fupermixit pa- & par ce, ne deboute lignager requerant estre receu par benefice d'inuentaire: toutes-fois l'hetri, & impuritier conuentionnel par mariage ou communauté, fil ne veut accepter simplement laditte bes obiit) filia primimatrimo succession, se pourra porter heritier par benefice d'inuentaire, & si aucun des lignagers du defny erant peni- funt ne le veut estre: car ils seroient preserez audit heritier conuentionnel. tus excluse, Institution d'heritier testamentaire n'a point de lieu, & est reputé iceluy institué legataiquia filie seció di erant here- IC. des fratru ger-S'il aduient que les heritiers instituez par ledit testament ou disposition de derniere volonmani. Tamen quia pater in té fussent heritiers ab intestat ou converionnels par traité de mariage, ils n'aurôt que les deux testamento detiers sans prendre l'autruy proffit dudit testament sur ledit tiers qui sera reduit & distribué ennon vult renu tre les autres 4 legataires au sol la liure, & ce au cas que les autres legats monteront le tiers 4 ciationem filia des biens dudit deffunt, mais ou iceux legats ne monteront le tiers desdits biens, le residu trimony habe d'iceluy tiers reuiendra au proffit dudit legataire s posé qu'il soit heritier ab intestat ou conuérelocum in di tionnel. recta ceffante Et s'il estoit prelegué aucune chose à vn heritier ab intestat en aduantage des autres succemasculo, videtur declarasse dans ab intestat, ledit legat vaudra de la tierce partie des biens du desfunt au preiudice des auquod non vult tres heritiers venans ab intestat, compris tous autres legats, & reduction faite dudit tiers, com cum in collate me deflus! rals cessante masculo: Tum quia non renunciauerunt in fauorem masculi, qui nondum natus erat, sed in fauorem patris. Et se soluente patris declaratio sufficit etiam tacità. Tum fauore aqualitatis. Et se succedent fratri aqualiter in mobilibus, acquestis, & paternu situ en la Marche, rbi consuetudo non facit disserutiam duplicis rinculi, Sed in haredis paternis rel acquestis sitis en Lymosin excluduntur per sorores germanus. C.M.

2. 244. seulement) An ergo accrescat silia issua sily pramortui? Resp. Non, tum quia non conservat domumitum quia non potest esse melioris conditionis quim statis seu amita, & proximiorei. Se viua C. de bonis mater. Et consequenter sacultae sequeno non transmittitur nist ad haredes masculos, non auto en semina. 3.245. Ifte S.eft num. 237. in libro pragmaticorum Marchia, quem vidi. Et de materia vide Nicola Boer decif. burdegal. 140. C.M. 4. 250.In hoc S.erat grausssimus error negativa pro affirmativa: quem correxi iuxta exemplar libri consuetudinarij Marchie ad me delatum, & signatum Le Moyne, gressier, die vicesimo Octobr. anno 1562, à la seneschausse de la Marche à Gueret : in quo libro hic S. est numer. 248.

4. 251.His legendum (legataires au sol la liure, & ce au sas que les autres legats) qua verba deficiebant in libris impressis, & ea suppleni ex dicto libro ad ma transmisso sub signo du gressier de la seneschausse de la Marchesin quo libro hic 5.est num. 249.C.M.

C.M.

5. legataire) Directo institué: sed obliquatur in legatum. C.M.

Lesdit-

Les ditres ordonnances & dispositios de derniere volonté ainsi reduittes audit tiers ne sont inualidees par faute d'institutio de heritiers, caducité ou preterition, ne aussi par faute de nom bre de tesmoins requis de droit, pour ueu qu'il y en ait deux auec le notaire, curé ou vicaire, ou quatre tesmoins sans le curé, son vicaire, ou notaire: ou que ledit testament ait esté escrit & signé par le testateur.

Ne pourra ledit testateur ou disposant donner ne leguer directement ne indirectement au cune chose au notaire ne prestre qui receuera ledit testament & disposition, ne és tesmoins à ce presens: ains seront telles donations & legats nuls & de nul effect & valleur.

Substitution faite en testament ou autre disposition de derniere volonté n'a lieu, & ne vaut aucunement audit pays par legat n'autrement en quelque maniere que ce soit. cclvj.

Aucun n'est receuable de soy dire n'estre heritier d'aucun, s'il ne repudie ou renoncé expressement à sa succession.

Les prochains lignagers des gens d'eglise seculiers de franche condition leur succedet en leurs biens par eux delaissez. cclviij.

Par laditte coustume il n'est heritier qui ne veut, soit fils, parent ou lignager. cclix.

La tierce partie des biens dont le testateur peut disposer, se doit prendre par la main de l'he ritier ab intestat & ne saissist le donataire ou legataire, & est reuocable telle donation testa-

mentaire ayant traict à mort insques à la mort du disposant par quelques parolles qu'elle soit constituee, & posé qu'il y ait cause de garantage ou serment de ne venir au contraire.

C H A P. 20.

De retrait lignager & prelation de chose feodalle, censiniere, ou franche.

celx.

Le lignager du vendeur d'aucun heritage, rente ou chose immeuble, du costé & ligne dont meut & est prouenue la chose vendue, peut dedans an & iour retirer par droit de retrait li gnager ladite chose immeuble vendue, en payant le ressort principal & loyaux cousts. cclxj.

Qui veut auoir chose vendue par retrait lignager, doit poser son adiournement & faire sa demande dedans le téps dessussités en cas de ressus de delay presenter treize pieces de monnoye du coing du Roy, offrant de parsaire iusques au pris: & au ressus ou delay de prendre par ledit desendeur ses deniers, doit icelles treize pieces de monnoye consigner iudiciellement dedans ledit temps, & cela sussité pour obtenir en principal * & despens, en prouuant son ligha 1.261. In que ge & estoc de la chose vendue sans autre realle consignation du pris.

Mais s'il veut gaigner les fruits qui escherront depuis la confignation, ou il doit consigner includuring reaument & de sait le pris de la vente s'il en est certain, ou le pris corenu és lettres si le desen per ex que de deur les veut exhiber, & affermer le contenu estre vray ou tel pris que le iuge arbitrera, auce time Labyrin protestation de sournir ou retirer, & deslors s'il obtient en principal, il aura les frais depuis la
thi de en quod imteress, et il ditte consignation realle & non autrement.

M

<u>مو.</u> زند

.00

Le temps introduit pour auoir par retrait la chose vendue, se compte & comerce du sour re litit conte que l'acherteur en a prins possession reelle & actuelle, laquelle possession pour faire courir le sequent loquidit temps, l'achetteur est tenu prédre en la presence de deux tesmoins de la paroisse en laquel tur ve renide le la chose est affise & d'vn notaire, & ne sussis quant à ce en auoir faite possession par preciaice et ante sire contestam à re louage ou autremét, sinó que l'acquereur le sist sçauoir à iour du dimâche à messe de parois- répore cossession se, ou en iugement & en eust acte.

Entre mortaillables au cas où ils peuuent prendre, retrait lignager a lieu, & se doit obseruer, ce que dit est.

Entre gens tenans heritages en servitude n'a droit de retrait lignager. cclxvj. En chose mobiliaire tetrait lignager n'a point de lieu, ne pareillement en vray eschange de chose immeuble faite sans fraude.

Si aucun reuend la chose par luy acquise d'vn estranger, les parens dudit reuendeur du costé paternel sont capables de l'auoir par droit de retrait lignager, & non les parens du costé maternel. Toutes fois si aucun reuend la chose par luy acquise d'vn sien parent, Ceux du costé & ligne dont elle est prouenue la pourront auoir par retrait.

Apres le droit de retrait confessé par l'achetteur adjugé par sentence, le lignager qui a fair ses diligences a quinz e jours de terme pour sournir les deniers & loyaux cousts. Et s'il ne sour hist dedans ledit temps, il est debouté de son droit sans autre declaration. Toutes-fois s'il estoit Hhh iiij.

ccluij. fructuu taquat
nligner includuntur
defen per ea que dini extricaa, auce tione Labyrin
puis la-tin de eo quod
intereft, or in
ccluiji tellige à tépolu iour re litin conte
ifata: quia qui
i laquel tur ve venite
parentalicontessamà
paroif- tépore cosegna

debat des loyaux cousts en consignant ce que le juge arbitrera, & payant le principal dedans ledit temps, il doit iouyt de la chose retraite.

Lesdits quinze iours ne courent iusques à ce que l'acheteur qui requis en est, a mis ses lettres en cour partie presente ou appellee, & affermer le pris si le lignager le requiert & l'é veut 1.276.1d est; croire:ou s'il n'y a point de lettres, commence à courir du iour de la notification faite par l'acfaire on payer quereur, & affirmation faite du pris par deuant le iuge partie appellee.

Souffrance de

les droits cer-tains, seco, s'il

de faifir ou de

trachs. C. M.

2.279. Les of

Eticles du pays de la Marche

xi in conf. pa-

1.q. 1. Mais

lors de la reda

Etion de ceste

tresnoble An

ditte la sage

Bourbonnois

Ses officiers fei

est equum: ta

tius consuetudines dicunt

iure proximi-

tatu, tenetur

tra ine coe

emptor red

stitura feuda-

duchesse

C.M.

Si l'acheteur requis d'affermer le pris ne le veut faire, il est debouté & doit perdre la chose a baille delay par luy acquise, & doit estre adiugee au lignager.

Lignager sur lignager n'a point de retenue en chose vendue d'vn mesme estoc, tant que la tres, leuer & chose demeure en la ligne, mais si elle est reuendue, elle chet en retrait lignager aux parens exhiber les co dont elle procede. Toutes-fois si celuy est commun en tous biens auec vn sien patent vend sa part de la chose comune, le commun & personnier est preseré à tous autres lignagers, & ainsi faiers pra- se garde pare illement entre mortaillables.

Si en eschange y a bourse deslice, & le pris monte plus que l'estimation de la chose eschan ae la Marche comptent icy gee, retrait lignager a lieu en rendant ledit pris & l'estimation de laditte chose eschangee & le 272. artic. loyaux cousts. cclxiii.

Chose subrogee par eschange tient lieu de ce que l'on baille en contr'eschange, tellemet 3.280.Ce qui est inique, mis que s'aucun baille par eschange heritage à luy aduenu du costé paternel contre l'heritage du conitité ve di costé maternel, à luy baillé par contr'eschange par aucun sien parent maternel, & il vend apres rifig. 13. glo. ledit heritage, les parens du costé paternel sont capables de l'auoir par retrait, & non ceux du costé maternel: & è contra.

Celuy des parens qui premier fait adiourner l'acquereur, posé qu'il soit en plus loin degré coustume, la de lignage du védeur, est preferé aux autres plus prochains. Et s'ils sont de deux diuers degrez re de bourbo, concurrens en mesme diligence, le plus prochain l'emporte: & s'ils sont en mesme degré concurrens, ils y viendront par moitié, sauf la prerogatiue des communs en tous biens. cclxxv.

Le seigneur feodal a droit de retenue ou prelation en la chose feodalle tenue de luy védue, estoit aussi commencer du iour que l'acheteur luy a exhibé ses cotracts tesse de la mar & non plustost. cclxxvj. che, parquey

Si le seigneur a receu l'acquereur à hommage ou baillé respit, i il est debouté de son droit ret aisemetap de recenue ou prelation. cclxxvij.

cle à eux faux : Le seigneur direct qui a lots & ventes peut auoir par prelation ou retenue la chose vendue rable 1 qui est senue de luy, dedans trois mois à compter du jour de l'exhibition des contracts, & s'il a esté fume de Bour payé des lots & ventes, il est debouté de son droit de retenue ou prelation. cclxxviii.

Le seigneur direct qui n'a point de ventes peut venir dedans l'an & iour, à compter du téps que l'acquereur à prins possession, & garde les solemnitez pour ce saire, telle qu'il est dit du men frequen- lignager. cclxix. 2

Madame & tout autre seigneur de qui on tient en sief censiue, ou franchise, peut auoir la 2 quod, restaties, schose vendue dedans le temps & à compter respectiuement comme dit est.

In Droit de retenue ou prelation, peut le seigneur seodal ou direct donner ou transporter à etiam retralie un tiers se bon luy semble: mais ne fait pas le lignager le droit de retrait, ains est tenu affermer se quasimules si requis en est, qu'il veut la chose pour luy, & non pour autre, & pour demourer à sa samille, 3 dem precis ve 82 sil all annuels autre de samille se se suit au francis de samille se se suit au françois se suit aum precto re dita sunt role & sil est trouué qu'il en face poursuite pour autruy, il est priué de son droit de retrait. clxxxj. te actore , qua Si le seigneur feodal ou censiuier ont prins la chose vendue par droit de retenue ou prela-

un non sint de linea actotion, le lignager la pourra reprendre sur eux dedas le temps introduit en faueur des lignagers, soit en fiefs ou censue respectiue en payant & rendant le sort principal & loyaux coustemés, ris, quod est in stum: quia relesquels sont comprins és ventes, droits seigneuriaux que le seigneur en eust peu auoir s'il tatuest que n'eust retiré les dittes choses par prelation, selon les coustumes des lieux, ou ventes & autres da gratia et droits sont deux. droits sont deuz.

Si plusicurs heritages tenus en mesme directe, sont vendus par mesme pris, le seigneur di debet indë- n'est receuable de demander l'vn & laisser l'autre, mais s'ils sont de diuerses directes, il peut de nu, jeun ae re trache feudali mander ce qui est tenu de luy, & ainsi est du lignager quand les choses sont d'un & de diuers quia eft de ri- eftocs.4

Mais si l'acheteur de chose tenue de diuers seigneurs ou prouenue de diuers estocs cosent tionis & inue à la totalité de la tetenue de tout ce qu'est en la rente, le seigneur & lignager sont tenus de la

lu . Amplio etiam si emptor per decretum subhastationum emerit: quia ex quo partem emit vt feudalem ad onera feudalia, huio overi sciens sese subiacio re co inmito Deminus directus partem se contigentem retrahere possis. C.M.

Digitized by Google

pren-

prendre pour le tout. Droit de retrait & lignager, prelation ou retenue appartiennent aux seigneurs & lignagers dés l'heure de l'acquisition faite par l'acheteur, posé qu'en icelle faisant, il ait donné temps & faculté de rachat. Toutef sois le temps ne court point contre eux jusques apres le temps de rachat passé, & que l'acquereur en aura prins actuelle possession comme dit est. Le temps d'an & iour de trois mois respectiuement est continuel, & court contre toutes personnes quels conques, mineurs, semmes mariees, & autres absens, presens saebans & ignò En vendition faite par crices, adjudication de decret, retrait, prelation & retenue ont lieu, -& le temps au seigneur ou lignager dés l'heure que le decret est declaré. On ne peut adresser en matiere de retrait lignager ou prelation, cotre l'acquereur, ou con--tre le detenteur, de la chose acquise. С Н А Р. 21.

Des donations, dots, douaires & conuenances de mariage.

EN la Marche, semme n'emporte aucun douaire, soit noble ou roturiere, ssnon qu'il soit eon 'uenu, en traitté de mariage. Mary peut donner à sa femme, en faueur & traitté de mariage, à téps ou à perpetuel, ce que

bon luy semblera, de son meuble ou heritage: & è contrà, sauf la legitime aux enfans, s'aucuns en ont d'autre mariage ou du present.

Si apres le mariage confommé mary & femme font donnation mutuelle l'vn à l'autre, telle donatió ost vallable, pour ueu qu'elle foit egalle, & s'il y auoit inequalité, sera reduitte à equa lité, sauf toutes-fois aux enfans, leur legitime: & toute autre donation entre vifs, faite entr'eux durant & constant leur mariage, est nulle & de nulle valleur.

Le pere soit gentil-homme ou roturier, peut donner à sa fille, ce que luy semblera en la mamariant. Et ne peut la fille autre chose demander, és biens de sondit pere, que ce que lay a esté bailé par sondit pere en traitté de marsage.

·La mere ne le frere apres la mort du pere ne peuuent appaner leur fille ou sœur des biens à elle ja aduenus par succession de ses predecesseurs ou autrement en la mariant, si bon ne luy semble. Mais si la fille ou sœur d'aage parfait sont donatio, quittance, ou transportent de leurs biens sans deception enorme & d'outre moitié, telle quittance & renonciations sont bonnes & vallables.

Si la fille a recueilly la succession de sa mere, ou autres biens aduentifs, le pere en la mariant ne les peut frustrer, sinon que moyennant recompense raisonnable, elle estant d'aage parfait, y ait quitté & renoncé.

· Aage parfait, quant à quitter par la fille qui se marie en contract de mariage les biens ia à el le aduenus, se prend à quatorze ans. Et quant aux fils à dixhuit ans, quand le pere par deliberation de trois de ses parens les marie hors de sa maison. Mais quant à autres contracts d'alienation de biens immeubles, à ce que les contracts sortent effect. Aage parfait s'entendra d'orefenauant & par deliberation des estats à xxv.ans, Iaçoit que par cy deuant en eussent autremét

····Pere, mere, ayeul ne ayeulle, ne peuvent advantager l'vn de leurs enfans, plus que l'autre par donation ou autre disposition d'entre viss, sinon en contract de mariage & faueur d'i-

Entre personnes de franche condition tous pactes, aduantages, donations entre viss ou à bra peculiari cause de mort de quelque estimation qu'ils soient, vniuerselles ou particulieres conuenances marchiones de succeder institucion de proceder inst de succeder, institution d'heritier, & autres conuenances, & autres dispositions quels conques pures ou conditionnelles, soient mutuelles, egalles ou non, faites & passees en contract de ma riage & faueur d'iceluy, personnes capables à contracter, sains ou malades, vallent & tiennent au profit des mariez, & leurs descendas, les cas aduenus, sauf toutes-fois la legitime aux enfans diceux qui font telles donations ou dispositions.

Le mary a l'administration des biens de sa femme constant le mariage, soient lesdits biens dotaux aduentifs ou parafernaux: & en fait les fruits siens tant que le mariage dure. ccxcviij. La femme ait son pere ou non, est en la puissance de son mary, dés qu'elle est mariee par pa

CCXCVj. 1.296.Sed est

rolles de present. Et ne se peut obliger sans le consentement de son mary, si elle n'est marchan de publicque. Et si le mariage est solu par mort, elle ne retourne en la puissance de son pere.

Le mary & femme conioinctement ou separement constant le mariage, ne peuvent vendre, aliener, permuter, ne autrement disposer des biens dotaux de la ditte semme, au preiudice d'icelle: Et ne sont telles dispositions & alienations nulles & de nul effect & valleur. Et ne sont vallides par serment.

Toutes-fois si la femme est deuëment recompensee de sons ou cheuace certains, en faisant l'alienation de ses biens dotaux, elle estant mariee, elle ou ses descendans dedans l'an & iour du trespas du mary peut retourner à soy, & tenir à la chose dotalle, ou à laditte recompense, & ledit an & iour passez ne pourra reueuir à la chose dotalle sinon en cas de euiction. cccj.

Si la femme recouure ses biens dotaux alienez durant son mariage, elle n'est tenue à aucines impenses sinon és necessaires.

La femme pour mariage de ses filles & autres descendans par l'auctorité de son mary, peut disposer par contract enuers viss iusques à la moitié de ses biens dotaux, & au dessous par decret de iuge & cognoissance de cause.

Aussi en cas de necessité, pour les alimens d'elle son mary & ensans, ou pour racheter son mary de prison peut la semme aliener ses biens dotaux, sans aucune recompense à faute d'autres biens: & ce par decret de iuge & cognoissance de cause.

S'il n'y a dot particuliere constituce en traittant le mariage, tous les biens que la semme a au temps de ses siançailles, sont censez & reputez biens dotaux.

Femme peut disposer de ses biens parasernaux ou aduentiss par tiltre oncreux durant son mariage sans l'auctorité de son mary: Mais à tiltre lucratif elle n'en peut disposer entre viss à personne quelconque, sinon en faueur de mariage, ou par donation mutuelle à sondit mary.

Aucun qui a enfans descendans de luy ne peut donner en la Marche ses biens immeubles propres qu'il a audit pays, à quelque personne que ce soit. Et n'en peut disposer par tiltre lucra tif entre viss, si n'est en faueur de mariage. Mais bien peut donner entre viss, tous ses meubles & conquests immeubles ou partie d'iceux, soit à ses parens autres que ses enfans, ou à personnes estranges.

ccevij.

Les biens dotaux retournent à la femme ou à ses heritiers le mariage solu, s'il n'est autrement accordé: & est la femme saisse quant aux immeubles ou ses heritiers, sans autre apprehen sion de sait.

Ce qui est donné par forme de gaing nuptial qu'on appelle au pays logres en traicté de ma riage, ne gist point en restitution.

Celuy qui est de franche condition qui n'a enfans descendans de luy peut donner à aucun de ses parens, de quelque costé qu'il soit, tous ses propres heritages ou parties d'iceux par donation entre viss, posé qu'il ait autres plus prochains parens que ceux à qui il a sait telle donation, pour ueu qu'il y ait bail de possession reel & actuel si la donation est faite, per modum co tæ. Mais si c'est chose particuliere, il suffist possession siète. Et ne peut saire donation à estrangers quant aux propres, mais bien peut disposer de ses meubles & conquests à son plaisir.

CHAP. 22. Des moulins, fours & estangs. cccx.

SI aucun a place riere soy pour faire chaussee & asseoir bonde, il peut apres sa chaussee leuee contraindre ses voisins à prendre recompense des terres & heritages que l'eaue peut inunder en les recompensant arbitrio boni viri, & par cognoissance de cause. Et pareillement s'il a place à faire moulin pourra allonger son escluse apres que le moulin sera fait, pour ueu que les dittes terres suiettes à laditte inundation ou prochaines du lieu où on fait le moulin, ne soient du dommaine, & appartiennent au seigneur direct, ou insticier car en ce cas ledit seigneur ne sera contraint les vendre ne les laisser par recompense.

Si aucun a moulin moulant & en estat, ses hommes de seudalité soient francs ou tenans en seruitude ou condition mortaillable demeurant dedas la banlieuë dudit moulin, ils sont tenus y aller mouldre quelque laps de temps qu'il ayent moulu ailleurs pendat que ledit moulin n'estoit encore basty.

Et si aucun de ses hommes à molu ailleurs, & le seigneur du moulin, ou ses gens, le peuvent prendre en ramenant farine dudit moulin, la farine est audit seigneur ou à son meusnier:& s'il y a beste portant laditte satine, la beste respondra de l'amende à la instice du lieu. Le mensioner est tenu rendre la farine de rez à comble outre le droit de mouture, & tenir le

an

. W

ÚĮ,

10 Ŋ

.

R

V.

ij,

ď

lict & cercle de fes moulins à rond

Si augun a four bandier & aucun d'iceux qui sont suiects de la bande cuisent ailleurs qu'audir four, le leigneur du four, ou les gens penuent prendre, ou faire prendre par iustice le pain cuit ailleurs qu'en son four, & luy sera adiugé le pain & l'amende à la iustice.

Si aucun baron, chastellain, ou haut iusticier auoit moulin, & son valuasseur n'en eust point: tous les hommes du valuasseur, demeurans en la banlieue dudit moulin, iront moudre audit moulin du baron, iusques à ce que le valuasseur, ait moulin. Et si tost que le valuasseur aura moulin, sesdits hommes demeurans dedas laditte banlieuë d'iceluy sont tenus d'aller moudre au moulin dudit valuasseur, par quesque laps de temps qu'il ayent moulu, au moulin du Ba-

Si le moulin ou fours bandiers, ne sont en estat suffisant, l'homme peut aller moudre ailleurs, sans amende n'interests, & n'est reprehensible, iusques à ce que le meusnier ou fournier auront fait sçauoir au prosne de l'eglise, que les four & moulin sont en estat suffisant. cccxvij.

Si le meusniet dissere de moudre de vingtquatre heures le bled qu'on luy apporte, l'homme à qui est le bled peut aller pour celle sois moudre ailleurs sans estre reputé infracteur de la bandie.

C H A P. 23. Duban. cccxvii.

SEIGNEVR qui a droit de ban en la Marche, pour vendre son vin, ou autre denree, ne peut tenir outre quarante iours continuels par chacun animais si moins a accoustumé le te nit, il fera tenu soy tenir au moins, & est tenu de bailler sa déree pour le pris qu'elle vaut le iour precedent de la bandie, laquelle il doit faire apprecier par ses officiers s'il est iusticier, sinon par officiers de la iustice appellez trois ou quatre preud'hommes à ce cognoissans.

Et ne peut & ne doit tel bandier entrer en caue ou cellier d'autruy pour visiter quels vins il y-a, ne les mesurer: mais bien se peur enquerir s'il y a personne qui vende au presidice dudit ban pour en faire poursuite par iustice. Et qui vient contre la bandie, il doit soixante sols d'amende & interests de partie qui a le droit du ban.

Tel seigneur ne peut empescher que ceux de la bandie ne donent vin ou autres denrees suchapitre 24. Des espaues & biens vacans.

cccxxi.

ESTES menues comme chieures, porceaux & autres semblables prinses par espaue doiuent estre gardees trois iours auant qu'estre vendues par iustice: & grosses bestes comme boufs, vaches, iumens, asnes & autres à semblables iours, à fin que leurs maistres les puis-

Si ledit temps passé, n'appert aucun qui poursuite en face, pourront estre vendues & deliurees par l'officier de la iustice au plus offrant en la place publicque à l'acheteur & dernier encherisseur.

Les deniers doiuent demourer en main tierce autre que du seigneur ou de ses officiers, & ce fait par trois prochaines affiles fera faite proclamation si la personne requerant lesdittesb stes & qu'il les puisse & sache aduouer, & s'il s'en trouve aucun, les deniers confignez luy serot renduz les fraiz raisonnables.

Si personne n'appert qui puisse prouuer lesdittes bestes estre siennes dedans lesdittes trois assiles, les deniers seront adjugez au seigneur haut justicier ou autre ayant droit d'espaue en la iurisdiction duquel lesdittes bestes auront esté prinses.

Si aucun trouue bourgnó annel d'espaue en son heritage, il sera tenu le reueler au seigneur iusticier en la iustice duquel est trouvé ledit bourgnon dedans huit iours,& en ce faisant il au! ra la moitié dudit bourgnon, & l'autre moitié appartiendra au seigneur insticier ou autre ayat droit d'espaue. cccxxvj.

Et s'il le recelle, & il soit convaincu il restituera ledit bourgnon espane, & sera codemné et

l'amende de soixante sols, & f'il le prend en autruy sons, il sera puny d'amende arbitraire, & codemné à rendre ledit bourgnon.

Biens vaccans sont & appartiennent au seigneur haut iusticier en la iurisdictió duquel ils sont assis, sur lesquels se doiuent payer les sunerailles & les creanciers tant que les biens durent, & se doiuent crier publiquement par quatre assises, & à la derniere s'il n'y a opposant, doiuent estre adiugez, & cependant doiuent estre saiss & mis en main de iustice. cccxxviij. Les biens des aubains estrangers qui n'ont heritiers capables, appartiennent à madante en la Marche.

C H A P. 25.

Des bornes & limites.

cccxxix.

ENTRE priuees personnes, chacun peut mettre bornes & limites auec son voisin, en ses heritages particuliers sans auctorité de justice, pour ueu que les terres ne facét limites de diuerses justices ou paroisses, auquel cas faudroit appeller les officiers des lieux sur peine de l'a mende.

Terre & gorse estans en vn p ré & vne terre, appartient au seigneur du pré s'il n'appert du ontraire.

CHAPITRE. 26.

Des terrages & reilhages.

cccxxxi.

S l'aucun a baillé aucune terre à droit de terrage ou agrier à perpetuel, & celuy à qui elle est baillee laisse la latite terre en friche sans la labourer par trois cueillettes telles que les sembla bles terres ont accoustumé porter, celuy qui a baillé laditte terre la peut reprendre & la mettre en son dominaine, ou bailler à autre declaration sur ce faite par iuge competant. Et neantmoins pourra conclurre ses dommages & interests pour les annees passes, & semblablemét des metairies perpetuelles.

cccxxxij.

Si la terre qui doit disme, est en vne dismerie ou village separé en pasturage, & les bœussiqui la labourent couchet & paissent en vne autre dismerie ou village, le disme se part par moitié entre les deux dismeries, soient gens d'eglise ou autre à cause de la suitte de reilhage.

C H A P. 27.

Des crimes & delicts.

cccxxxiii.

I aucun est appellé en iugemet pour vne simple iniure, & l'accusateur ou accusé ne veullent persister, il n'y a amende pour la iustice que de sept sols. Mais si l'iniure est atroce portant dissanation, l'amende est arbitraire.

Action d'iniures verballes est esteinte par an & iour, sinon que la cause & action sust dedas l'an intentee.

En cas privilegié comme d'asseurement ou main-mise enfrainte, & brandon enfraint ou autre semblable, le procureur d'office n'est receuable qu'iln'y ait plaintif ou denociateur. Mais en cas d'exces ou il y a sang & playe ouverte, ou bature outrageuse, il est receuable de son office sans plaintif ou denonciateur, pour ueu qu'il y ait informations precedentes. cccxxxvj.

Plaintifs ou denonciateurs qui ont faulsement denoncé, sont tenus enuers iustice en l'amende arbitraire, & enuers partie en tous interests & dommages. Et s'ils ne poursuiuent, leur denonciation ou plainte quand ils ont fait partie ou proces. Et dedans les delaiz à eux donez ils doiuent estre condemnez en la solle plainte qui est arbitraire enuers iustice, & és despens, dommages & interests de la partie accuse. Et combien que le denonciateur ou plaintif ne soit au proces, l'accusé apres absolution doit sur eux auoir despens, dommages & interests, & la iustice l'amende.

Le bas & moyen iusticier s'ils ont vn prisonnier dont ils ne doiuent auoir cognoissance, le doiuent signifier à leur superieur dedans vingt quatre heures pour le venir querir, en payant les frais raisonnables. Et si le superieur est delayant dedans deux iours apres laditte notificatio faite, les sie seigneurs bas & moyen iusticiers ne sont plus tenus de la garde. Et pourra l'on a-uoir recours au superieur dudit haut iusticier pour ledit ressus.

Si aucun est mis à mort par iustice par son messait, ses biens ne sont pour ce consisquez: mais appartiendront aux heritiers si aucuns en a, sinon qu'il eust comis crime de leze maiesté

,k

OH I

diuine ou humaine. Toutes-fois pourra le iuge ordonner sur lesdits biés les fraiz raisonnables estre prins, & les interests & dommages des parties interesses.

Le banny ou relegué à certain temps, s'il reuient dedans le temps de sa relegation ou bannissement, tout le temps est redoublé. Et si ce nonobstant il reuient, ou est trouué au lieu dedans ledit temps redoublé, il sera banny à perpetuel: & si apres il retourne, il sera fustigé: & aura les oreilles couppees. Et si neant-moins il reuient, il sera puny arbitrassement de plus grande peine.

Si aucun marchad meine faux draps ou autre marchadise faulse, & il est prouué: la ditte marchandise doit estre arse & brusse ou autrement distribuee à l'ordonnance du iuge, & le marchand condemné en amende arbitraire.

Si aucun malfaicteur a forfait en la terre d'aucun iusticier, & s'en va en la terre d'vn autre iu sticier, le seigneur où il auroit forfait ou ses gens, le peuuent prendre en autre iustice: mais ne le peuuent mettre hors de laditte iustice où il sera prins sans auctorité d'icelle. Et le doit auoir le iusticier où il aura delinqué puis qu'il a le premier prins, pour le punir ou renuoyer si la matière y est suiette: Posé que le delinquat ne sust poursuiuy de chaude suitte. Mais si le seigneur en la iurisdiction duquel il seroit trouué l'a prins le premier, l'autre iusticier en la iurisdictió du quel il auroit delinqué, ne l'aura point s'il ne l'auoit poursuiuy de chaude suitte. Et en ce dernier cas sera droit le iusticier, où il sera prins sur le renuoy s'il y eschet.

Si aucun tient faulse mesure publicquement ou vse d'icelle, l'amende est arbitraire à madame des chastellenies & seigneuries de la Marche à elle appartenantes. Et aux autres esquelles elle a droit de mesurer. Mais és chastellenies & seigneuries dependans dudit contré de la Mar che appartenant aux vassaux ou arriere-vassaux, elle est arbitraire au seigneur en la iurisdiction duquel laditte mesure faulse sera trouuee.

Si aucun tenu à payer peage, passe par la peagerie d'aucü seigneur sans payer son peage, & il soit couenu du peage brisé, il sera quitte en payant, pourueu qu'il iure & afferme ql ne sçauoit qu'il y eust illec peage, sinon qu'il y eust enseigne notoire de peage, ou qu'il eust esté interpellé de le payer: auquel cas ledit passant sera amendable de lx. sols moitié au seigneur iusticier, & moitié au seigneur dudit peage.

En infraction de main-mile l'amende est de lx. s. tourn. outre restitution des choses prinses & emportees, & asseurement enfraint emporte amende arbitraire.

En cas d'iniure & exces la femme estant en puissance de mary, ou le fils de famille estat en puissance de pere, peuvent ester en iugement en demandant & dessendant sans auctorisation.

Celuy qui enuoye gensdarmes ou mauuais garçons en la maison d'autruy pour le piller & outrager en sa personne ou biens, & en est conuaincu, doit estre condemné en tous les dommages & interests soussers & soustenuz par iceluy ou ceux en la maison desquels les dits gensdarmes ont esté enuoyez, & en amende enuers le seigneur & enuers les parties interesses, & si par les dits gensdarmes y-a meurtre ou autre crime public, sera puny celuy qui les y auta enuoyez comme dessus, & respondra de sa personne.

Ce que l'vn des communs en bien & consors acquiert des biens de la communauté, est ac quis à tous ceux d'icelle. Et toutes choses qu'il fait au prosit d'icelle communauté reuiennent au prosit commun à quelque nom qu'elles soiét saites, & s'il sait aucunes dettes necessaires & vtiles, elles se doiuent payer des biens communs.

C H A P. 28. De dommages de bestes. cccxlviy.

POVR bestes pasturans en autruy domage soit en bleds, prez, boys taillis apres les trois annees & vn mois, garennes ou autres heritages, n'y a point d'amende à la iustice, s'il n'y a main-mise, brandons precedens, ou garde faite. Mais celuy à qui a esté fait le dommage a le choix d'auoir l'estimation d'iceluy en le prouuant ou la messaite coustumiere, qui est quant au porceau ij. deniers, pour la brebis j. denier: pour vache ou bœus ou autre grosse beste à corne iiij. deniers: pour cheure iij. sols cheual ou iument serrez xvj. deniers, s'il ne sont serrez viij. Et s'il y a main-mise de bradon ou garde saite, il y a lx. sols enuers iustice, & l'autre est departie comme dit est.

Il est permis à vn chacun de prendre bestes d'autruy trouees en son fonds & heritage luy donnant dommage, & les garder xxiiij. heures pour estre paye de sa messaite coustumiere, ou du dommage donné, à son choix & election. Et est celuy qui prend les dittes bestes creu par

son serment de les auoir trouuees & prinses en son dommage, & du temps de la prinse quant à recouurer l'estimation du dommage, ou la messaire coustumiere, lequel serment il doit faire es mains de iustice, à ce present & appellé celuy à qui seront les dittes bestes: & se peut faire la ditte prinse sans tesmoin, mais es lieux & causes ou il y a amende en prinse de bestes, il y faut vn tesmoin.

Si celuy à qui sont les dittes bestes les vient requerir dedans vingt-quatre heures, celuy qui les a prinses est tenu les rendre en luy baillant gaige ou caution de payer laditte messaite on domnage donné. Et ne les peut le preneur bailler à iustice deuant les dittes vingt-quatre heures sur peine d'amende, sinon qu'il y eust main-mise on garde faite. Et si celuy à qui sont les dittes bestes ne vient les querir dedas ledit temps de xxiiij, heures, celuy qui les à prinses les doit bailler à iustice le plustost qu'il pourra, & pour le plus tard dedans six heures, & dudit teps sera creu par serment. Et si les dittes bestes sont aduouces par celuy sur qui elles sont prinses, il y a soixate sols d'amende outre la messaite & dommage, & les pastures & frais raisonnablement. Et sil n'y a adueu, les dittes bestes sont au seigneur iusticier comme espaues: sur lesquels sera prinse la messaite & interests du preneur & frais & pastures.

Si celuy qui a trouué lesdittes bestes en son messait, & ne les a peu prendre,& qu'il s'en soit mis en son deuoir, il les peut denoncer à iustice pour auoir saditte messaite coustumiere ou do mage donné. Et est creu par son serment d'auoir trouué lesdittes bestes, & ne les auoir peu amener. Lequel serment sait partie presente ou appellee, il doit auoir saditte messaite ou dommage.

Mais s'il s'arreste auoir dommage donné, ne doit estre creu de l'estimation d'iceluy. Ains le doit faire veoir & estimer dedans quatre iours apres la prinse, comme si fait tout autre qui demande dommage donné par gens à ce cognoissans parties presentes ou appellees pour en saire leur rapport à iustice. Contre lequel la ditte partie sera ouye à dire ce que de raison. Et si le dommage n'est estimé dedans quatre iours, il ne pourra demander que la messaite coustumiere.

Si aucun fait recours de bestes prinses en messait d'autruy, il est amédable de lx.sols tourn. enuers iustice, outre la messaite ou dommage donné, dont le preneur desdittes bestes aura recours contre celuy à qui lesdittes bestes appartiennent. cccliiij.

Tout prez clos sont dessens tout temps, tant & si longuemet que lon les tient clos: mais quad ils ne sont clos, ne sont dessens depuis la S. Martin d'hyuer iusques à my-Mars ensuyuant. Toutes-sois pource qu'en plusieurs lieux on a accoustumé faire paistre les prez incontinent que le soin en est hors, l'on vsera comme lon a accoustumé.

Chacun peut prendre en son bois bestes d'autruy pasturans, posé qu'il n'y ait fruits en quel que temps & saison de l'an, pour en auoir seulemét la messaite coustumiere. Mais si esdits bois à fruits, ou si ce sont taillis dedans trois ans & vn may ou garennes, on peut demander messaite coustumiere ou dommage donné selon que dessus.

Et si les dittes bestes sont prinses en bois taillis couppé depuis trois ans & le moys de May apres ensuiuant les dits trois ans, à copter du temps de la ditte couppe, y a pour chacune beste à corne, mouton ou brebis pour chacune prinse la premiere année trois sols de messaite coustumiere, pour la seconde année deux sols, & pour la tierce année xij. deniers. Et ainsi se garde en garenne ancienne en tout temps. Et la cheure prinse en tout temps & saison de l'an doit trois sols de messaite.

Es lieux & champs non cultiucz iaçoit qu'ils soient propres à aucun come chaumes, bruye res, restoubles & autres semblables qui ne sont clos, n'y eschet prinse de bestes entreux d'vn mesme village & marchaige. Mais si fait bien és plants & buissons viss seruas à closture de prez & terres quand les cheures, bœuss, ou vaches y sont trouuez pour en auoir la messaite coustumiere ou le dommage donné.

ccclviij.

Si on garde bestail en dommage d'autruy à garde saite, l'amende est de lx.sols tournois à iustice, & l'interest & dommage de la partie à l'estimation du iuge, veuë & rapport saits come dessus. Et si aucune beste est prinse de nuit donnant dommage sans garde, il y-a lx.sols ou confiscation de la beste outre l'interest de partie. En ce cas y saut tesmoins.

Les champs communs, pasturages & marchaiges tant de champs que de bois és lieux où il y-a bois communs ou vergiers destinez à pasturages se limitent par villages. ccclx.

Et ne peuvent les habitans d'vn village aller mener paistre & pasturer leur bestail és pasturages de l'autre village. Et si ledit bestail y est trouué, y eschet messaite coustumiere ou doma-

T

:

ge donné, sinon que les habitans desdits villages ayent par commun entr'eux aucun droit de marchiage.

Aucun ne peut estiuer ou tenir aucun village & pasturages communs d'iceluy plus de bestail qu'il n'en a hyuerné ou qu'il en peut hyuerner des soins & pailles qu'il a recueilly des heritages qu'il tient de son propre, ou par louage audit village laditte annee, sur peine d'amende arbitraire.

Pascaige seul sans autre tiltre n'attribue droit de possession ou proprieté és terres vaccans appartenans à autruy par quelque laps de temps que ce soit, sinon qu'il y eust iouissance apres le temps de contradiction par l'espace de trente ans.

CHAPITRE 29.

Des executions de meubles, ventes, crices & subhastations d'heritages.

ccclxii.

E creancier qui a obligation ou condemnation sous seel royal ou de la comté de la Marche oud'aucun suite qui a seel à cotracts, ou d'autre seel authétic que de cour laye, ou pour la cau se de ses rentes s'il est en possession, comme dit est dessus, pour soy faire payer de son deu ou apres confession faite par le detteur en la presence d'vn sergent & tesmoins, de dette non excedant la somme de cent sols tournois, peut par comission suffisante auec ledit obligé ou condemnation ou sans commission apres laditte confession, par vn sergent faire prédre les meubles de son detteur ou de son heritier, declaration preallablement saite d'estre heritier, pour-ueu que preallablement il ait sommé son detteur en personne ou domicile de luy saire payement si en l'obligation n'y a point de terme.

ccclxiiij.

Le meuble ainsi prins par l'executeur doit estre vendu à la huitaine ensuyuant. Et la vente en faisant la prinse estre signifiee au detteur. Et se doit saire laditte vente en la place publicque du lieu où est faite laditte execution.

S'il y a opposition à laditte prinse ou vente, les biens prins doinent demourer en main tierce par forme de garnison, insques à ce que par le juge autrement en soit ordonné, & doit l'exe cuteur donner l'assignation par deuant le juge par la commission duquel il a procedé à la huitaine ensuiuant ou à la prochaine assisse se lieux on son ne tient que d'assisse en assisse. Coclexy.

Si le detteur laisse passer la vente sans soy opposer, il ne doit plus estre receu par le sergent à oppositio, & doit vendre les gaiges à laditte huitaine après la prinse à l'acheteur plus offrant & dernier encherisseur. Et à fante d'autre metteur, le creancier est receu a ymettre. Et ce fait doit donner assignation à la huitaine ensuyuant à l'acheteur pour apporter le pris. Et au detteur pour veoir confermer la vente.

Coclevis.

Au iour assigné le iuge, si le desendeur ne compare, doit par vertu du dessaut sans autre read iournement consermer la vente & adiuger le pris selon qu'il verra. Et si le detteur compare, il ne doit de rigueur estre plus receu à opposition, mais doit estre la vente consermee à sa presen ce: Toutes-sois le iuge selon la qualité des parties en pourra arbitrer. Et neant moins peut de huitaine ou autre temps suspendre l'adiudication selon la mariere.

ccelxvij.

En toutes lesdittes executions l'exploict du sergent doit estre tesmoigné d'un ou deux refmoins.

Le creancier se bon suy semble en vertu que dessus peut commencer son execution sur le detteur de son detteur. Et saire adjourner pour affermer & deposer ce qu'il doit à son detteur. Et au detteur pour ce veoir faire. Et cependant peut saire artest à iceluy detteur. Et en ce cas n'est besoin que l'arrest demeure sait l'espace de huit jours. Mais sussissifist qu'apres l'arrest & signification faits ou donné jour competant aux parties pour comparoir par deuant le juge, lequel au dessaut du detteur pourra proceder à l'execution de ce que sera affermé par son detteur. Et si le desteux adjourné pour affermer ne comparé, pourra estre readjourné à double peine ou contraint par prinse de sa personne a venir affermer, selon que le juge arbitrera.

Peut aussi le creancier, se bon luy semble, commencer son execution sur les biens immenbles & heritage de son detteur ou de son heritier tel declaré. Ou à l'encontre de tiers possesseurs, & de detenteurs de choses immeubles; & aliences par son detteur & subiets à son hypothecque, & chaçune partie d'iceux, soient premiers ou derniers venduz, & sans garder ordre de discussion, ne commencer premierement, si bon ne luy semble, és biens l'ij ij.

detenus par son detteur ou par ledit heritier, mais suffist seulement saire par le sergent inquisition sommaire de ne trouuer meuble suffisant pour payer sa dette. ccclxxj.

Toutes-fois si le detteur veut garnir de biens meubles iusques au debt, & au tiers plus, pour les fraiz il sera receu, & doiuent surceoir lesdittes crices.

Le creancier peut faire saissir l'heritage à luy obligé & hypothecqué, & les fruits pendans en iceluy, & qui escherront pendant le proces des crices soit contre le tiers detteur ou son heritier, ou contre le tiers detteur des heritages hypothecquez, mais si le detteur ou son heritier veullent bailler caution suffisante de rendre les fruits ou le pris qui luy seront acensez par l'exe cuteur pendant lesdittes crices, ils seront receuz à les recueillir. Aussi sera le tiers detenteur en baillant caution iuratoire de ce faire.

Les dittes criees saites & parsaites & l'heritage adiugé au creancier les dits fruits ainsi saissis & arrestez sont rabbattus sur la dette & sur les fraiz & despés des dittes criees & proces au pro sit du detteur, si le creancier les peut recouurer. Et seront cotraints ceux qui les aurot receuz par prinse de leurs personnes comme gardiens de iustice. ccclxxiiij.

S'il y a opposant possesseur d'aucuns biens criez, pretendant lesdits biens criez n'estre hypothecquez, il iouyra desdits fruits saissen baillant caution iuratoire de les rédre s'il est dit en fin de cause comme dessus est dit, au tiers possesseur de l'heritage hypothecqué. ccclxxv.

S'il y a debat sur la suffisance de la caution, l'executeur renuoyera les parties par deuant le iu ge, de l'auctorité duquel il vse sans interruption de ses criees. ccclxxvj.

En matiere de criees le premier desfaut emporte gaing de cause tant contre le proprietaire qui est adiourné pour veoir adiuger le decret, que contre les opposans. Et peut-on enchérir l'heritage en quelque est at que soit la cause, insques à ce que le decret soit expedié & deliuré.

ccclxxvij.

L'on peut faire criees en tous iours de l'an, fors les dimenches & le iour de Noel, le iour de Pasques, le iour de la Pentecouste, le iour de la feste Dieu, le iour de Toussaints, & les iours & sestes nostre Dame tant seulement. Et en tous autres iours feriez & non feriez au pays où on doit paracheuer les crices selon les assignations, & ne peuuent les dittes assignations estre diminuees ou prorogees.

ccclxxviij.

Toutes-fois si par fortune l'vne des assignations ensuit à vn desdits iours feriez dessus decla rez, l'assignation de ce cas est transportee au plus prochain iour non ferié. ccclxxix.

En matiere de criees lon garde l'ordre & solenité qui s'ensuit, & qui saut à l'vn des points seulement, il saut recommencer, & sont les criees nulles. Et pour quelque appellation ou opfition qui suruienne, le sergent executeur ne doit differer, mais doit continuer ses criees & re seruer toutes oppositions à la derniere criees quand il donne assignation pour veoir interposer le decret. Et doit commencer comme s'ensuit.

Premierement en vertu de commission du juge & d'obligation ou condemnation sous seel royal, s'il procede par auctorité du juge royal ou d'vn juge de madame, ou par vertu d'obligation faite sous le seel d'aucun, quant audit pays garde le seel à contracts. S'il procede par auctorité du baillis ou juge dudit seel, ou d'autre seel authéticque, il doit sommer la partie qui est au detteur ou celuy qui s'est declaré son heritier ou le tiers detenteur de biens hypothecquez, desquels il voudra saisir de payer la somme pretendue par le creancier.

Et doit estre saite laditte sommation en personne ou domicile parlant à quelcun de ceux qui y demeurent, si ledit domicile est en la Marche: & si le detteur heritier ou tenancier n'ont domicile au pays, laditte sommation se doit faire au deuant de la porte de l'eglise du lieu où sont assis les biens que lon veut saisir: & ce à haute voix & en presence de tesmoins, & peut prendre tout delay par ressus, & ce fait saire inquisition sommaire de trouuer meubles sussifians, & de tout saire mention en son proces verbal de la diligence qu'il en a faite, ensemble de la sommation.

Et ce fait doit signifier à la partie comme dessus, qu'à faute de payement il prend, saissift & met en main de iustice les heritages ou l'heritage qu'il veut prendre & saissir pour venir au payement du deu. Et en signe de ce pourra mettre au lieu principal vn brandon ou autre signe de main-mise ainsi faite.

ccelxxxiij.

Icelle prinse & main-mile saite, ledit sergent doit signisser au detenteur des heritages, soit le detteur heritier ou tiers possesser la prinse desdits heritages, & que la vente se fait à tel sour & que les quatre crices ensuyuans se seront par luy, c'est à sçauoir, la premiere tel sour, la seconde tel sour, la tierce tel sour, & la quarte tel sour. Par mesme signissication adsournement

1

ment & notification particuliere à laditte vente, n'y esdittes quatre crices si bonne luy semble, & suffist faire laditte notification à la personne du detteur ou de son heritier s'aucun en y a apparent au pays. Et au tiers possesseur des heritages criez en personne ou domicile.

ccclxxxiiij.

Les delaiz des ventes & criees sont tels, C'est asçauoir que du iour de la prinse ou la vente y a xv.iours, & du iour de la vente iusques au premier peremptoire, autres xv.iours: du second au tiers xv.iours, du tiers au quart xv.iours. Sans en ce comprendre le iour de la prinse ne de la vente ne desdits peremptoires. Et faut que les quinze iours soient francs. Et si comme dit est l'vne des assignations escheoit à quelque iour qu'il sust ferié des feries obseruees, l'assignatios sera remise au plus prochain iour non ferié. Et sera icelle assignation notifice par ledit sergent en faisant la notification generalle des iours desdittes assignations, lequel il sera tenu compter par nombre de mois, ensemble les iours de toutes les autres assignations.

ccclxxxv.

C'est asçauoir que s'il fait la prinse le dernier iour de Iuillet, il doit signifier qu'il procedera à faire la vente le xvj. iour d'Aoust. Et si par fortune le xvj. iour d'Aoust est serie, il doit signifier qu'il procedera à faire la vente le xvj. iour dudit moys à cause de la serie. Et d'iceluy xvij. doit signifier le premier peremptoire au deuxiesme iour de Septembre; s'il n'est ferié, ou autre iour ensuyuant, s'il est ferié comme dit est. Et ainsi d'vn chacun desdittes peremptoires.

ccclxxxvj.

Ausdittes prinses, ventes, criees & notifications le sergent s'il scait escrire peut proceder sans notaire auec deux tesmoins. Sinon doit auoir auec luy vn notaire & deux tesmoins qui signét son proces verbal pour y adiouster soy. Et si le sergent estoit empesché qu'il ne peut para cheuer par maladie ou autrement ou le premier notaire, & les tesmoins ne puissent assister à toutes les assignations: autres sergens, notaires & tesmoins pourront estre subrogez & paracheuer ce que les premiers ont commencé. Et si par sortune au lieu où les dittes criees sont commences y auoit peste ou autre inconuenient que l'on ne peust paracheuer, les dittes criees pourront estre continuers & paracheuees au plus prochain lieu notable. En si gnisiant ce que dit est par l'executeur aux appellez en particulier.

Apres les dittes significations particulieres faites au detteur & tiers detenteur, le sergent se transportera en la place public que du principal lieu de la iustice où les heritages criez sont situez & assis. Et illec à cry public & à haute voix aux lieux accoustumez à faire criees & procla mations, & en la presence des dits notaires & tesmoins signifiera la ditte prinse, assignation de vente, & assignation des autres criees en general, à tous ceux qui peuuent prete dre interests à icelles criees. Et que s'il y a aucun qui se vueille opposer es dittes criees & pret endre droit és heritages, qu'ils viennent, autrement n'y aura plus de recours. Et à chacune des dittes assignations & criees repetera ce que dit est en effect & substance. Et en fera ou fera faire audit notaire mention en son proces verbal.

Au iour que laditte vente sera assignee, l'executeur estat en la place publicque, passera icelle vente desdits heritages criez en la presence ou absence des appellez en particulier & aussi des appellez en general, & estroussera verballement les heritages venduz au plus offrant & dernier encherisseur: sauf que cependant les dittes criees aucun offre greigneur pris il sera receu. Et y peut mettre le creancier ou son procurent à la requeste duquel les dittes criees sont faites.

Apres laquelle vente ainsi saite en laditte place publicque, saudra assigner dessors à cry public i ournee tant és appellez en general que en particulier à coparoir sur laditte place. Et pour le premier peremptoire au iour, apres la quinzaine ensuyuant, à compter comme dessus.

Et ledit iour aduenu faire en laditte place en l'absence ou presence des appellez en general ou particulier, semblables intimations que dessus, & declare ledit executeur qu'il ne passe le premier peremptoire, & donnera assignation pour le second peremptoire apres l'autre quinzaine ensuyuant. Et ainsi de peremptoire en peremptoire iusques au quart. ceexej.

Et apres le dit quart & dernier peremptoire parfait & paracheué, le dit sergent executeur doit dereches se transporter en la ditte place & doner iour à tous appellez en general pour ve nir voir interposer le decret. Et aussi se transporter és personnes ou domiciles des detteurs ou son heritier & des tiers detenteurs & leur donner assignation à iour certain & competant par deuant le iuge par auctorité duquel les dittes criees sont saites & conduittes pour veoir coser-

Iij iij.

mer la vente, interposer le decret, proceder sur l'adiudicatio du pris, deduire leurs causes d'opposition & proceder comme de raison.

Ledit sergent doit suspendre toutes oppositios iusques au dernier peremptoire inclusiuement, desquelles oppositions selon qu'elles sont faites durant les dittes criees, il doit saire mention en son proces verbal. Et ledit quart peremptoite passé doit en particulier à tous les dits opposans parlant à leurs personnes ou en leurs domiciles s'aucuns en ont au pays, ou s'ils n'ont domicile au pays, luy estant en laditte place publicque assigner iour ausdits opposans apres laditte peremptoire. Et à tel iour qu'il donne assignation au detenteur ou detteur, pour veoir interposer le decret. Et ne doit surceoir parappel ou oppositions iusques au quart peremptoire inclusiuement, s'il ne luy est inhibé ou desendu par son superieur parties ouyes.

Par vertu du deffaut obtenu contre les appellez en general & particulier, les crices si elles sont solennellement faites, comme dit est, les quelles à ceste sin doiuent estre veuës par le iuge Elles doiuent estre confermees à la charge des droits & deuoirs seigneuriaux anciens, posé ores que le seigneur direct ou césier ne se soit opposé. Mais s'il luy est deu arrerages, ils les perd s'il ne les deduit par opposition.

Et doit estre preseré celuy qui a fait les fraiz & despens desdittes crices de l'interposition de decret. Pour lesquels fraiz, celuy qui a fait saire les crices est preseré à tous autres creaciers posé qu'il soit subsequent en date. Et apres est preseré le seigneur soncier pour les arrerages, pour lesquels s'est opposé. Et doit le juge proceder à la distribution du pris entre les opposans selon leur ordre de priorité & posteriorité & priuilege des opposans, soit que le decret soit in terposé par dessaut ou parties ouyes par cognoissance de cause.

Le dernier encherisseur est tenu & peut estre contrain par prinse de sa personne cossigner en deniers contants le pris auquel ils aura mis & enchery les heritages cryez, soit creancier ou autre: Sinon que le creancier soit preseré aux autres par la sentence de l'adiudication. Et que les les heritages ne vallent ou soyent mis outre son deu: autrement est tenu consigner auant qu'en auoir deliurance ce que se montera le dit pris outre le deu pour lequel il est preseré sans faire aucun rabat pour l'euiction ou autre chose. Car l'acheteur est sur apres l'interposition de decret, & n'y en a aucune euiction.

Si pendant les crices encommencees & auparanant l'assignation baillee aux parties pour veoir confermer aduient mutation de personnes par le deces des creancier, detteur ou tiers detenteur, l'on peut par mesme pouvoir & sergent, ou par autre sans autre adiournemét nou uel paracheuer les dittes crices, & donner assignation aux parties. Et ne sont pour ce reputees interrompues.

Si l'executeur de biens meubles ne parfait son executió dedans lemois, le seigneur iusticier en la iurisdiction duquel les gages auront esté commandez, les pourra deliurer à la partie sans preiudice du droit de creancier.

cccxcviij.

L'executeur ne peut donner en vente ou deliurance de meubles sans permission du creancier & du detteur sur peine d'amende arbitraire, plus long delay que d'vn moins, ne moindre que de huitaine. Et ne doit mettre les gaiges en tauerne, ne soy faire payer son execution par le detteur, si ce n'est du consentement des parties, ne proceder à actuelle deliurance sans aucocxcix.

S'il y a appel interietté par celuy qui est obligé ou condemné ou son heritier, l'executeur ne doit différer qu'il ne garnisse la main de iustice de meubles, s'il en trouue, sinon qu'il luy soit inhibé par sentence parties ouyes.

Meuble n'a point de suitte quant au droit d'hypothecque, tellement que celuy à qui on a obligé biens meubles ou immeubles, perd son hypothecque sur le meuble, si le detteur ou son heritier la vendu & mis en main tierce.

Si aucun fait adiourner autre come detteur de son detteur, pour venir affermer & deposer, & le detteur pour ce veoir faire, & ledit detteur principal s'oppose à l'arrest, le creancier doit payer les despés au detteur adiourné pour affermer, sauf à les recouurer sur son detteur. ccccij.

Le creancier peut proceder par prinse de corps sur la personne qui à celuy est obligé sans premierement commencer sur ses autres meubles, mais en garnissant de gaiges exploictables le detteur sera essay.

cccciij.

Allans & venans à foyres & marchez ou en cour & assis pour expedition de leurs causes dont ils seront tenus faire assirmation & par serment, ne peuuent pour dettes ciuiles ledit

iour estre arrestez ou emprisonnez, ne pareillement leur marchandise.

cccciiij.

En matieres de crices quant au detteur ou son heritier, ou pareillement contre autre detenteur contre lequel personnage aura esté donnee sentence de declaration d'hypothecque, delay de garand formel, n'a point de lieu, mais seulement sommation. Et outre le tiers detenteur n'auroit sentence de declaration donnee auec luy ou son predecesseur vniuersel, il peut auoir garant.

Si pendant le proces de criees entre plusieurs opposans le detteur appointe à celuy qui a fait conduire lesdittes criees, les autres pourront reprendre les les proces. Et sera tenu le detteur leur respondre nonobstant ledit appointement. Et en ce cas le iuge arbitrera des despens de criees.

Celuy qui est obligé par prinse de corps & de biens auec la clause qu'il ne soit receu à dire contre l'obligation sans preallablement consigner, n'est receu à aucune exception, n'alleguer payemens sans consigner en deniers contans. Sinon qu'il iustifiast promptement & sans aucu de lay par seel, ou par escrit, desdits payemés ou de vice visible contre la teneur de l'obligation: Ou que de la teneur d'icelle, ou que de ses payemens il vousist croire le creancier par serment.

A faute de biens meubles trouuez en la puissance du subiet, en iustice le seigneur iusticier peut proceder par arrest de la personne de sondit subiet pour les amendes & desfaux procedas des matieres d'exces. Aussi fait-il contre les forains trouuez en sa terre pour les choses dessudittes, iusques ils y ayent baillé gaige ou cautio subiette dudit seigneur, pour estre à droit à l'ordonnance de iustice.

Esdits cas où le seigneur peut proceder par arrest de personnes, le subiet ne doit pas payer aucuns fraiz, sors pour entree deux deniers, & autant pour yssuë, & les despens raisonnables, si le concierge le nourrist. Et neantmoins se peut nourrir du sien, sans autres despens.

C H A P. 30.

叫加

in W

Ü

Œ,

17

D'assiette de rente.

ccccix.

TOVS cens & rentes deuz & assis sur sons & heritage certains, francs & quittes d'autre charge, emportent directe seigneurie, s'il n'appert du contraire.

Celuy qui doit faire affiette en la Marche, doit fournir les deux parts en deniers : & le tiers coccaj.

Qui vend rente annuelle, ou est tenu de la bailler sans specifier que ce soit rente en directe seigneurie ou sondalité, il est quitte en sournissant rente ou reuenu rendables sans droit de directe seigneurie, que lon appelle rente seiche sur heritage qui la puisse porter, mais qu'il baille les deux parts deniers, & le tiers bled.

Qui comence à faire assiette en vn lieu, soit rente rédable ou en directe, il doit par-fournir audit lieu toute l'assiette qu'il doit faire sans y rien retenir. Et si ce qu'il y-a ne sussiil parfaire de prochain en prochain sans rien retenir au lieu qu'il baille par assiette, iusques à per-fection d'icelle.

On peut bailler pour son acquit toutes choses immeubles en assiste de rente coustumiere ou rendable, selon les estimations qui cy apres seront escrites. Et qui n'a blé de rente pour faire le tiers qu'il faut payer en bled, ou peut sournir argent pour bled à l'estimation cy apres declaree, & écontra.

Si aucun doit faire assiette portant directe seigneurie, & il n'a que rente rendable seiche, il peut bailler sa rente rendable en deniers pour le tiers moins: tellement que les douze sols de rente rendable ne vaudront que huich sols de rente d'assiette coustumiere. Et au contraire qui doit rente rendable, & n'a que réte sonciere pour payer, il la peut bailler pour le tiers plus; c'est à sçauoir, que celuy qui doit trente sols de rente rendable ou seiche, est quitte en payant vingt sols de rente sonciere portants lots & ventes, s'ils sont deuz au lieu ou autres droits de directe.

cccexv.

Si la rente portant directe ou fondalité n'emporte droit de lots & ventes par la coustume des lieux, elle n'est point moins estimee que si lots & ventes estoient deuz: car la directe emporte taille aux quatre cas, droit de retenue ou prelation specialle & premiere hypothecque sur l'heritage qui la doit, & autres droits.

Les bleds qui se doiuent bailler par le trespas de l'assiette coustumiere se doiuent bailler à la I i i iiij

mesure du ches de la chastellenie en laquelle est assis la rente que lon doit bailler, & où elle est ressortissant.

Le commun pris de vallue de rente rendable & seiche, c'est au sol la liure: C'est à sçauoir, vingt sols de rente rendable pour vingt liures. Et la rente en directe seigneurie, le tiers plus: c'est à sçauoir, vingt sols de rente sont bien reputez achetez trente liures. ccccxviij.

Qui a fours ou moulins bandiers, estangs ou dismes, & les veut bailler en assistette, lon doit faire estimation de ce que les dittes choses ont valu ou peuuet valoir les trois dernieres annees & perceptions de fruits tous fraiz saits. Et d'icelles trois annees prendre la commune, de laquelle annee commune sera rabattu vn tiers, tant pour le cas fortuit, que pour les droits de directe. Et les deux tiers seront prins en assistette de rente, & vaudront rente assis pour ce qu'ils pour ront monter: car les deux tiers seront conuertis en argent, & sera ledit bled quant aux deux tiers baillé pour le tiers plus, & le tiers demourera de sa nature pour bled de rente. Et cecy a lieu quand les serme se baillent en bled, comme si vn disme sour ou moulin s'accensent en bled. Et vne annee ont valu six sextiers, l'autre annee quatre & vne annee deux, qui sont douze sextiers pour les trois annees, ils seront prins pour la commune annee pour quatre sextiers de bled par an, desquels quatre sextiers de bled sera rabattu vn tiers, comme dit est, pour les cas sortuits & directe. Et les deux seront prinses en assistette: C'est à sçauoir, le tiers pour bled & les deux tiers pour argent à la vallue du tiers, plus que ne vaut bled en assistet.

Et si le reuenu de telles fermes consiste en deniers, les deux tiers dudit tiers viendront en assiste, en telle maniere que le tiers d'iceux deux tiers diminue d'vn tiers, comme si les deux tiers de l'annee commune reuenoient à neuf liures, les dits deux tiers ne vaudront que huit liures, dont y aura six liures en deniers, & quarante sols pour bled: & ainsi sera d'vn coulombier deduction faite, comme dessus, & rabattus les fraiz que pigeons coustent à nourrir. Et pareillement sera faite semblable estimation d'vne garenne à trois annees pour reuenir à la somme en faisant deduction, comme dessus, selon la qualité & quantité d'vne garenne franche & quitte de tous cens & rentes.

Sexteree de terre de forment estant en labeur capable de porter bled chacun an, se baille pour yn sextier de forment de la mesure du chef de la chastellenie où elle est assis, & se prendra laditte terre à laditte mesure, & si laditte terre est en friche ou abse, elle se prendra pour vne mine.

Sexteree de terre à seigle portant vn an, & autre non couuerte, & estant en nature de labeur à la mesure du chef où elle est assisse, se prend pour mine de seigle à laditte mesure: & si elle est en friche, elle se prent pour vne quarte. ccccxxij.

Wniournal de pré quand il se baille pour blé, se baille pour cinq sols. Et quad il se baille pour argent, se baille pour sept sols & demy.

Vn feu de iustice en tout droit de iurisdiction haute, moyenne & basse testident & tenant seu, se baille pour cinq sols de rente assise baillant les deux tiers en deniers & le tiers en bled.

Toutes autres choses fors les dessudites se mettent en assiste pour estimation d'argent en la maniere qui s'ensuyt. C'est à sçauoir, arpent ou sexterce de boys de haute sustaye qui à passe trente ans où il y-a chesnes, faulx, chasteigniers, lon estimera que le boys qui est sur terre peut valoir à vedre pour vne sois: & de la ditte estimation se trente sols le tiers. Et iceluy tiers prins pour autant de rente en deniers qui vaut, à l'estimation de trente sols le sol: comme si le tiers valut soixante sols sera prins pour trois sols en deniers. Et outre ce la sexterce pour quatre deniers pour la terre. Et ainsi des bois de haute sustaye qui sont moindres de trente ans.

Sexteree de terre herme, qu'on appelle chaumes & paschiers de bestes, se baille en assiette pour quatre deniers.

Arpent de bois reuenant de thaigne pour la pluspart qui est bié peuplé, se baille pour cinq sols en deniers, & est à dire arpent autant qu'vne sexterce, & sera prinse à la mesure du chef de la chastellenie où elle est assisse.

cccexxvij.

Arpent ou sexteree de pastures estant en nature & passsant deux sols six deniers, & s'il n'est en nature, mais en buyssons dixhuict deniers.

Toute rente ordinaire, soit en bled ou en argent, deue en droit de seruitude ou mortaillable, se prend en assiette aux chois de celuy qui la baille, ou pour le double plus que

1. in 2. . .

ůl,

rente en franchise ou fonciere simple, deniers pour deniers, bled pour bled, gotine pour goti-/ En telle maniere que le sol vaut deux sols de rente, le sextier de bled deux, la gozine deux en toute directe, & en ce faisant les arbas, bas & vinades & autres droits de seruitude ne sont pour rien comptez, & l'en vont auec ledit double, ou celuy qui doit bailler ou faire laditte affiette, pourra bailler laditte rente tenue en droit de seruitude pour le pris de rente en autre directe non tenue en droit de seruitude. Et oultre pourra icelle bailler pour vn quart d'auantage pour le double d'Aoust & droit successif, & outre pourra bailler chacun arban pour six deniers, vinade pour cinq sols tournois. Mais vinades & arbans qui font deux, par rente ordinaire font baillez: C'est à sçauoir, vina-Coruee ou manœuure de rente, six dede entier pour xv. de rente en deniers. Vn faucheur ou mestiueur, pour iournee, xij.deniers. Coruce à bestes à basts, xij. deniers. Charge de bon vin, & de bon terroir, xxxv. sols. Tonneau de miel,xxxv.fols. Tonneau de verius de pommes, xij. fols fix de-Tonneau de verius de grain, xx. sols. niers tournois. Connil,xij. Perdris, ix.deniers. deniers. Oye,xij.deniers. Oylon, Geline, vj. deniers. Liure de cire, xviij. deniers. vj.deniers. Chappon, douze deniers. Poulet, trois deniers. Chapponneau, six deniers. Mouton auec laine, cinq fols. Veau, cinq fols. Aigneau, dixhui& deniers. Cheureau, dixhuict deniers. Cochon, huict deniers. Liure de formage, quatre deniers. Liure de Liure de suif, quatre deniers. beurre, quatre deniers. La toyson d'vne brebis ou mouton, douze deniers. La chair du mouton, d'eux fols fix Pigeon, vn denier. Liure de plume, huict deniers. La trousse de foin, pesant trois quintaux, deux sols six deniers. Sommede La charretee de foin, pesant xv. quinrabbes ou nauueaux, douze deniers. tyax, douze fols six deniers. Charretce de paille, deux sols. Charretee de bois à deux bœufs, douze deniers. Quatre œufs, vn denier. d'huylle de noix, quatre deniers. Quarte de fel à quatre couppes, mesure de Charrois en deux paires de bœufs & charrete Gueret, deux sols tournois. En temps d'hyuer xij. deniers. pour iour, deux sols. Et s'entend quand les choses susdittes sont assisses sur heritages frances & quittes, sussilians pour les porter. Qui doit faire affiette de rente ou reuenu fans autre adiection, combien qu'il ne soit tenu bailler rente en directe, si est il tenu asseoir rente seiche, les deux tiers en deniers, & le tiers en este a schoophed ccccxxiij. Le sextier forment de rente, portant directe, à la mesure de Guerer, d'Aubusson, ou de Felletin, se baille en assierte pour six sols. Le sextier seigle quatre sols. Audyne deux ccccxxriiij. iols huit deniers. Le sexuer forment à la mesure d'Ahun, se baille en assiette pour quatre sols six deniers. Le sextier seigle pour trois sols. Le sextier d'auoyne pour deux sols. Le sextier d'auoyne pour deux sols. Le sextier forment mesure de Crosant, se baille en assiette pour cinq sols. Le sextier Le sexuer d'auoyne pour deux sols. CCCCXXXVI. feigle pour trois fols. Et le sextier de pois & febues au pris du sextier forment. Le sextier d'orge au pris du יא רני lextier seigle. Et le sextier de rente en directe qui se baille pour rente seiche ; se baille pour vn tiers plus : c'està sçauoir, ce qui vatit six, se baille pour neuf : & de plus, plus, & de moins, moins. Quand aucun doit faire assiette en toute justice & directe, la justice est comprinse & comptee en laditte assiette à cinq sols pour seu, l'homme resseant en toute iustice haute, movenne & basse, comme dit est: Et en iustice basse iusques à lx.sols pour trois sols. En iustice haute ou moyenne, seulement pour deux sols. Et en iustice basse ou moyenne, pour quaire ccccxxxix. Mais si tels hommes sont subiets en ressort, le ressort ne sera pour rien compté, combié que celuy qui baille l'assette ne le pourra retenir. Droit de fief noble ne se baille en assiette, que pour la centieme partie de ce qu'ils vallent.

En telle maniere que celuy qui fait l'assiette a vn fief tenu de luy qui vaille cent liures de rente, il le pourra bailler pour vingt sols en deniers de rente, & non plus, sinon que le fieffust char gé d'aucune rente ordinaire, lequelle se prendra à l'estimation des autres selon sa quali-

Bastimens ou edifices separez de rentes ou heritages baillez en assiette, ne se baillent pour rien, & n'est on tenu de les prendre pour rien. Mais si les dits bastimens ou edifices sont comprins en les do maines ou heritages baillez en assierte, pourront estre baillez pour l'estimation de la dix-ieme partie de la rente, pour laquelle ont esté baillez en assiette les heritages & retes dependans desdits edifices.

Er tous autres droits & deuoirs, tailles, reuenus, & pennages & choses franches qui sont cy dessus appreciees, sont baillees & prinses en assette de rente, à l'estimation de gens à ce expers, selon que penuent porter de cens & rente annuelle, eu regard és autres dessustites estimees & appreciees en faisant rabat tel que dessus est dit, des choses muables & des ordinaires

immuables, en rabattant le tiers pour l'interest de la directe.

. HVXY O

TES coustumes & articles cy dessus escrits, ont esté leuz & publiez en la ville de Gueret, par maistre Iean Bonnet licencié en loix aduocat de Ma-dame &Mőseigneur les Duchesse & Duc de Bourbonnois & d'Auuergne, Comtesse & Comte de la Marche, par l'ordonnance & és presences de nous, Roger Barme, president, & Nicole Brachet, conseiller du Roy nostre sire, en sa cour de parlement, commis & deputez par ledit seigneur, pour saire laditte publication. Lesquelles coustumes & articles autres que ceux desquels est faite mention en nostre proces verbal, qu'elles soyent noua, A uos declaré estre les coustumes du haut pays du coté de la Marche. Selon lesquelles auons comandé au Seneschal de la Marche, illec present, à son lieutenant & à tous iuges dudit haut pays, Comté de la Marche, qu'ils ayent à iuger, decider & terminer tous les proces meuz autres que ceux, esquels est ja faite enqueste sur les coustumes, & semblablement les autres proces à mouuoir. En defendant par expres à tous aduocats qu'ils n'ayent doresenauant alleguer, poser ou articuler aucunes coustumes; contraires ou derogantes à icelles. Et à tous iuges dudit haut pays d'iceluy comté, que pour la preuue des coustumes & articles dessussits, ils n'ayent à receuoir aucuns tesmoins en turbe, ains par la verification d'icelles ils ayent à prendre extraicts par le greffier de la seneschausse, ou par le greffier de la cour de parlement, sans preindice des oppositios, desquelles est faite mention en nastre proces verbal, pour lesquelles decider les auons renuoyees en la cour de parlement à deux mois: Et expendant pour continettre & produire par deuers nous tout ce que bon leur senableralEt sans proiudice des droits du Roy, lesquels par expres auons reservé au procureut general dudit seigneur, ainsi que plus à plein est contenu en nostre proces verbal. Et en-tant que souche les constimes nouvelles cauons ordonné que lesdittes constumes demoureront eletires comme accordees par les trois estats, ou la plus grand partie d'iceux. Mais l'auctorifation & decret d'icelles, auons reservé au Roy nostre sire: en luy suppliant tres-humblement, que si son bon plaisir est icelles auctorisers son plaisir soit réserver la décisson des oppositions d'ancuns particuliers oppolans en perit nombre, à la cour de parlement. Et est nonobstant ceste presente publication reservee aux seigneurs insticiers, qui pretendent droit particulier fur leurs subiets plus amplement que par ces presentes coustumes d'vser de leurs droits, si bon leur sombles & à leurs subiets desenses au contraire. Et aussi auons reserué aux subiets d'vser des privileges, libertez & franchiles, qu'il pretendent leur competer & appartenir, comme de misson: Scaux seigneurs leurs desenses au corraire. En resmoin de ce, auos cy mis nos seings manuels, & fait signer par noble homme François de Maulioy sin, escuyer, seigneur de la sorest Manduoysin & Bostpesche, seneschal de la Marche: maistre Iacques Meuron, licencié en loix3gardo & lieutenant general de laditte senoschaussee, & maistre Pierre, gressier d'icelle seneschaussen ind Lewingt-sept-ieme iour d'Auril, l'an mil oing cens vingt & vin . Ainsi singné, Erançois de Maulioysino de Nicole Brachet. omed Ade Viffe. We Iacques ्राप्ती । व्यक्तिकार्णात्रा Meuconic a grante to a Pierre Magon.

COCKERNY. Commission of Commission

Digitized by Google

Proces

Proces verbal.

1

1

ه و ا د ان

Ŋ,

POGER Barme president, & Nicole Bracher conseiller du Roy nostre sire en sa cour de parlement, & commissaires en ceste partie, au premier huissier de laditte cour ou autre -fergent Royal sur-cerequis, salut. Veues par nous les lettres patentes du Roy nostre-dit seigneur, impetrees de la partie de Ma-dame & Monseigneur les Duchesse & Duc de Bourbonnois & d'Auuergne, Côtesse & Comte de la Marche, par lesquelles le Roy nostre-dit seigneur nous a commis appeller les trois estats desdits Duché de Bourbonnois, & Comté de la Marche, exempts & non exempts, proceder & rediger par escrit & faire publier les coustumes, stiles & vsa ges desdits pays & Duché de Bourbonnois, & Comté de la Marche, modificatios & limitations, intelligences vtiles & necessaires sur iceluy pour le bien de la chose pub leque desdits pays, nonobstant oppositions ou appellations quelconques: Pour-ce est-il que nous vous madons qu'à la requeste desdits Dame & Seigneur, vous adiournez les gens desdits trois estats dudit pays & Comté de la Marche, & autres qui pour-ce seront à adiourner, à estre & comparoir par deuant nous en la ville de Guerct, principalle ville du Comté de la Marche, exempts & non exempts, ayants terres, possessions, & autres droits quelconques en & au dedans dudit Comté de la Marche, au xviij. ou autre iour du present mois d'Auril, pour veoir par nous proceder à rediger, recueillir, arrester & publier lesdittes coustumes, stiles & vsages, & y assister le tout selon les lettres patentes du Roy nostre-dit seigneur, comme de raison, en faifant par vous lesdits adiournemens & exploits par toutes voyes & manieres deues & raisonnables, cry public, attache si mestier est. O intimation, qu'en leur absence & nonobstant icelle y sera procedé, comme de raison. De ce faire vous donnons pouvoir, & mandons & commandons à tous les subiets du Roy nostre-dit seigneur, qu'à vous en ce faisant soit obey. Donné à Moulins souz nos seels & seings le sept-ieme iour d'Auril, l'an mil cinq cens xxj.apres pas-Ainsi signé, Barme. Brachet. Et seellé de deux seels, à ques. fimple queuë.

Et le lundy xxvij.iour dudit mois d'Auril, qui estoit le iour de l'assignation baillee aux gens d'eglise, nobles, practiciens & autres du viers estat, pour estre presens & assister à laditte publication: Nous transportalmes en laditte ville de Gueret, en la maison de noble homme Pierre Barthon, escuyer seigneur de Montbas, lieu ordonné à faire laditte publication: auquel lieu apres lecture faite des lettres patentes du Roy nostre-dit seigneur, à nous addressans par Iacques de Mailly, huissier en laditte cour, seismes appeller par maistre Pierre Aygrun, greffier de laditte seneschausse, les prelats, colleges, chapitres & autres gens d'eglise, les nobles practiciés & autres personnes du tiers estat, qui par vertu de nosdittes lettres de commission auoiét esté adiournez pour estre & affister à laditte publication, ensuiuant laquelle ordonnance furent appellez. Et comparurent pour reuerend perc en Dieu l'Euesque de Lymoges, maistre Guillaume Queroy, assesseur de l'official forain, pour ledit Euesque audit lieu de Gueret, & maistre Iean le laboureur son procureur: pour les religieux, abbé & conuent du Monstier d'Ahun, frere Odille Mesnin religieux, vicaire general de laditte abbaye: pour les religieux, prieur & conuent de Ternes, les prieurs & procureurs dudit lieu en personnes: pour les religieux, abbé & conuent de Bonlieu, frere Gabriel de lort, procureur & sindic dudit lieu, en personne: pour les doyen, chanoynes & chapitre de la chappelle de Taillefer, par maistre Iean boniardon, procureur & sindic, abbé & conuent de Benauant, maistre Iean de costes, pour lesdits doyen & chapitre en personne, pour les religieux par procuration expresse pour maistre François barthon, prieur de Guerct, noble homme Pierre barthon, vicomte de Motbas, son frere, par procuration, frere Anthoine de la ville, prieur de la tour saint Austulle, en personne: pour maistre Iean de perperolle, prieur de Chaueralles, maistre François de perperolle son frere, par procuration expresse: pour maistre Christosse taquenet, prieur de saint Ligier, maistre Estienne taquenet, par procuration: pour Pierre de Clotat, prieur de Chantosine, messire Pierre bernardon prestre, par procuration expresse; pour frere Ican dassier, prieur de chambon sainte croix, maistre Anthoine roger, par procuration: pour maistre Iacques esmoyn, prieur comendataire de Mailiat, maistre Pierre de la court, par charge expresse, sans procuration: pour frere Martin ebret, prieur de Maison Feyne & de Samyat, ledit maistre Pierre de la court, par procuration expresse: messire Estienne déleron, curé de saint Victor, en personne : pour le prieur

de Maignac, maistre Gilles paneuynon par charge expresse sans procuration: frere Pierre de la croix, prieur d'Auenes, par procuration expresse: pour le commandeur de Nabeyron, à cause de ses membres de Maillerers, de Salesses & du Vast, messire Pierre filiasse son receueur: pour Mes-dame & seigneur, Duchesse & Duc de Bourbonnois & d'Auuergne, Comtesse & Comte de la Marche, maistre Iean bonnet & Iean segliere, bacheliers és droits, aduocat & & procureur: pour lesdits dame & seigneur François de Mauluoysin, seigneur du Costpesche, seneschal de la Marche en personne: Charles d'Ausson seigneur bason de la Borne & du Dougnon, en personne auec maistre Lienard Martellade son procureur: pour dame Phileberte de sauoye, dame de Malleeal & de Chenu, maistre Iean de costes par procuration expresse: pour les seigneurs de d'Vng, de Vouhet & de Murt, maistre Pierre de la court & François angot, par procuration: pour Guillaume de Rochefort, seigneur & baró de Chamuere, maistre Iea de costes & Gilles paneuynon, par procuratió: pour Lienard de saint Iulian, seigneur & baron dudit lieu & de la Rochette, maistre Iean de la viegne, par procuration expresse: pour Iean du puy, seigneur de Barmont & de la Poyade, Pierre de Luce, par procuratió expresse: pour Loys d'Aubuston, seigneur, baron de Bauson & de Poux, maistre Iean de costes, par procuration expresse: pour Anne de Maulmont, dame de saint Quentin, maistre Iean segliere par procuratio: Pierre barthon vicomte de Montbas, seigneur de la Vignac & des grans Fayolles, en personne pour René darpaton, seigneur du Mouteil au vicomté: Iean brun, capitaine dudit lieu de Mouteil:Pierre d'Aubusson, seigneur proprietaire de la seigneurie de la Feullade en personne, auec maistre Lienard martellade, son procureur: pour le seigneur de Chauclope, maistre Pierre de la court:pour Iean de Chabanes, seigneur du bois Lamy, M. Iean de costes par procuration: pour François de s, Iulian, seigneur de s. Marc, M. Lienard Martellade par procuratio: Pierre de maillesset, seigneur de Chastellus, en personne: Pierre de s. Mort, seigneur de Lauuradoir saint Pierre, en personne: Bernard aiasson, escuyer, seigneur de Vot, en personne: Gabriel de la Celle, seigneur de Boyon, en personne: pour l'acques de la celle, seigneur de Souluolle, par procuration expresse, maistre Ican segliere par procuratio: pour damoiselle Philippe de Bessay, vefue de feu Iean du puy, au nom & comme tuteur des enfans dudit du puy & d'elle, seigneurs du Coudray & de la Tour saint Austulle, maistre Iean bonnet par procuratio: Anthoine de montaignac, seigneur d'Estausanes, en personne: Gilbert de murat, seigneur du Puy regnier, en personne: Gabriel de chamborant, seigneur de Champuillain, en personne: pour lacques soucaut, seigneur de saint Germain, maistre Pierre de la court, par procuration expresse: pour Anthoine de la marche, seigneur de Bostfranc, Iean le clerc son receueur, par procuration: Pierre de saint Affoyre, seigneur dudit lieu & de la Brousse & de Froumenier, en personne : pour Pierre de chambarant, seigneur du Terrailh des portes & de Ioullac, maistre Iean de costes par procuratió: Loys de la soubsmaigne, seig. d'Aubepeyre, de Rateaux & de la Chassaigne en person ne: Marc esmoyn, seig. du Monstier Mallacaire & de Naillac en partie, en personne : Et pour ses freres seigneurs auec luy dudit lieu de Naillac: Iean sacon, seigneur du Brueil, en personne: Guillemin de Gueret, seigneur de Bognac en personne: Ican destimeres, seigneur de la Guierche en personne, maistre Iean barthon, seigneur de la Rochenozil, & de Massé, non tant pour luy que comme tuteur des enfans mineurs d'ans, de feu messire Christosse barthon, en son viuant cheualier son frere en personne:pour Anthoine de saint Iulian, seigneur de Vimere& du Plaixioliuet, maistre Iean de costes par procuration: pour Iacques de Bridiers, cheualier, seigneur de Fouruoux, maistre Pierre de la court par procuration: pour Jacques de saint Yriez escuyer de los Vaux de Vieux, M. Pierre de la court, par procuratió expresse: pour Iean du puy viuaut, seigneur des Viergnes, ledit de la court, par procuration expresse: François de la Marche, seigneur du Puyguillon, en personne: Lienard cuiac, seigneur de Peyreselle, en personne: Loys bouchard, seigneur du Luge, en personne: pour François de la Marche, seigneur de Verny, maistre François angot: pour Pierre de pepirelle, seigneur d'Aultefaye, maistre Iean de la Viergne, par procuration expresse: pour Anne richarde, dame de Champroy, maistre François angot, par procuration: pour oliuier du bois, cheualier, seigneur de Richemont, Pierre de sainte More, cscuyer, par procuratió expresse: pour Hector de sorizet, escuyer, seigneur d'Estimeres, M. Iean de costes, par procuration expresse: pour Gabriel de chamborant, cheualier seig.de les Vaux de Meaies, ledit de costes, par procuratió expresse: pour Loys de Maumot seigneur de la Ligne ledit M.Pierre de la court, par procuratió expresse: pour Guillaume de Vil lars, seigneur de la Barde, M. Pierre de la court, par procuration expresse: le seigneur du bois en personne:pour Iean du brueil,seigneur de la Villette, ledit maistre Pierre de la court, par pro1

:Ity

at.

ά,

Do

102

J.

in.

DA Id

3

15

Ù.

curation: Eurard faicon, seigneur de Villetot & des Barrils de Gleine en personne : Iulian de vallon, cheualier, seigneur de Neufuille en personne: Pierre de sonneau seigneur de saint Sebastian en personne:pour la dame de Nozerolles, maistre François angot par procuration: Pierre de la court, seigneur du Peschier, des Portes & du Bouchatet, en personne : François morin, seigneur des Chastres en personne: Iean de villemone, seigneur de la Noziere en personne: Philippe cleret, seigneur du Bouchet en personne: Iean rance, seigneur de la chappelle Barriou & de Guzon en personne: le seigneur Daceron en pesonne: Ican du bois, seigneur de Villemontieux en personne: pour le seigneur de la Vanreille, François brandon, escuyer, pat procuration:pour Claude de s. Auict, seigneur dudit lieu de s. domet, Lienard molles par procu ration:pour les Consuls de Gueret, Philippe albert, maistre Marcial rongier & Iean garrons trois desdits Consuls, en leurs personnes: pour les Consuls d'Aubusson, Estienne seigliere l'vn desdits Consuls en personne, Michel vallenet, Iean paris & Michel mendigou, ses Consuls pour les Consuls d'Ahun, Iean de villars & Lienard reynaut, Consuls de laditte ville, en leurs personnes: pour les consuls de Chanereilles, maistre François richon, par procuration : pour les Consuls de Moterauls, Anthoine coindat & Lois brissomet Consuls dudit lieu, en leurs personnes:pour les habitans du Bourg, & parroisse de la Dapeire, Pierre biarnois & Iean picardipour les habitans de la parroisse de saint Fiel, messire Marcial de la rue, prestre : pour les habitans de la parroisse de Gleme, messire Vincent de meauques, prestre: pour les habitans de la parroisse du Monstier mallecare & du bois Lamy, Jean de la vanre: pour les feuz particuliers de Noziel & de la Cellette en la Marche, Pierre fontailles & Pasquet de grospeau: pour les habitans de la parroisse de saint Legier, Legier ambaille & Pierre gomart de murat, fabricqueurs: les habitans du Bourg & parroisse de Chastelluz, Anthoine rengard: pour les habitans de la parroisse de Roche, Iean bassauille: pour les habitans de la parroisse de saint Desir, Pierre chapponner:pour les habitans de la parroisse de Bazelus & la chappelle Barriou, Lienard alesses pour les habitans de la parroisse de Chantesme, Michau thomas: puis apres pour les habitans de la parroisse de Fresselynes, Lois peny: pour les habitans de la parroisse de môseigneur saint Sebastian, Lois chabrer: pour les habitans de la parroisse de la Fa, Pierre angros : pour les habitans de la parroisse d'Auguzon, Symon mallessempour les habitans de la parroisse de Nailhac & de Salelle. Lois de pencul: pour les habitas de la parroisse de Pleurac, Lienard olivier, fabric queur:pour les habitans de la parroisse faint Germain, Pierre iardinier: pour les habitans de Lage de Montmathelin, Dauid le vieux: pour les habitans de la parroisse de saint Plancaire, Barthomieu des maignes:pour les habitans de la parroisse de Villars, Lienard sadoux: pour les habitans de la partoisse Colondanes, Lois iaquetipour les habitans de la parroisse saint Sulpice le Dismois, Pierre peyricaut: pour les habitans de la parroisse de Maison Feyue, Iean degest:pour les habitans de la parroisse de Simarc, Pierre veilland fabricqueur: pour les habitans de la parroisse de Buxcere Dunoyse, lean conrant & Macial de Doullat fabricqueurs de laditte eglise:pour les habitans de la parroisse de Champsonglard, Pierre le picard: pour les habitans de la parroisse de Louuradoer saint Michel, Michau audoux: pour les habitans de la parroisse de Heut, Pierre de la vallade & Iean de la bupiere, findics: pour les habitans de Nozerolles, Iaques de la grange:pour les habitans de la parroisfe de Ioulhac, Iean à la belle:pour les habitas de la parroisse de Linards, Michau pauctrat: pour les habitans de la parroisse de Louuradoer S. Pierre, Fraçois courant fabriqueur pour les habitans de la parroisse de Bouuat, Anthoine conraut:pour les habitans du Monstier d'Ahun, Guillaume chaigne:pour les habitans de la ville & parroisse de laruage, maistre lean laboureur.

Comparurent aussi honorables personnages maistre Iean de Colonges licencié en loix, seigneur de la motthe, lieutenat general de la seneschausse de Ryon, Jacques meuro, escuyer; licencié en loix, garde & lieutenant general pour Ma-dame au pays & Contté de la Marche, Jean de costes licencié en loix, chastellain pour ma-ditte Dame és chastellenies de Gueret & de Droulles, Gilles pancuynon, licencié en loix, chastellain de ma-ditte Dame és chastellenies d'Ahun & de Chauereilles, Jean mon amy, bachelier és droits, chastellain de Jaruage, Anthoi ne saure, bachelier és droits, procureur pour ma-ditte Dame en ladite chastellenie de Jaruage, Thomas bonnet esseu pour le Roy en la Marche, Estienne taquenet, aussi esseu pour le Roy, en la Marche, Jean antort procureur esseu chastellenies de Gueret & de Droulles, Licinard martellade, bachelier en loix, procureur és chastellenies de Felletim & d'Aubusson, & lieutenant du chastellain de la Borne, Jean de la viergne, bachelier en loix, procureur en la chastellenie de Chantereilles, Guillaume colin, bachelier és droits, iuge de Dung se Palestreaux

Digitized by Google

K lz lz

Proces verbal des coustumes

pour les seigneurs dudit lieu, François angot bachelier en loix procureur en laditte iustice Dung, Pierre le court, licencié en loix, François richon, Anthoine rouger bachelier en loix, Marcial de Marceillac grefsier des esseuz audit pays & comté de la Marche, tous practiciens audit comté de la Marche.

Aussi pareillement ont esté appellez les religieux, abbé & conuent de Boimcaigne, Guy-

chard de Malleret, seigneur du Flayac, Iacques du Muraut, seigneur de la Ponge.

Et outre plus apres ce que contre les deffaillans, non exoniez, auons donné deffaut au procureur de ma-ditte Dame la Comtesse, sauf le lendemain & sans plus les appeller, Nous aux dessuldits gens d'eglise auons fait mettre la main au pis: & aux nobles, practiciens & autres du tiers estat, auons fait mettre le serment de bien & loyaument deposer du fait desdittes coustumes, & leurs auons commandé de nous aduertir sur icelles, des choses qu'ils verront estre vtiles, proffitables ou dommageables, le tout au bien, proffit & vtilité de la chose publicque du pays. Et aussi de nous declarer quelles coustumes sont anciennes, modificatiues, interpretatiues & nouuelles, ce qu'ils ont iuré & promis de faire. Et auons ordonné ausdits comparas par procureurs de mettre par deuers le greffe de laditte seneschausse les procurations specialles pour comparoir en laditte publication, & ceux qui auoient seulement procuration ad lites, de fournir de procurations specialles, dedans la fin de la publication de ces presentes. Et ce fait à laditte publication feismes faire lecture par ledit maistre Ican bonnet, aduocat fiscal de ma-dit te Danie, des coustumes de laditte seneschausse lesquelles auoient esté mises par deuers nous par ceux du conseil de laditte Dame, & qu'ils disoient auoir esté accordees par les gens des trois estats dudit pays,& en lisant le premier chapitre dudit coustumier, qui est des iuges & iurisdictions, y auoit vn article contenant, Toute personne peut estre adiournee & couenue en quelque maniere que ce soit reelle, personnelle, mixte, en la côté & seigneurie de la Marche, par deuant le seneschal iuge suzerain de la comté de la Marche: mais si le renuoy en est requis & la matiere y est subiette & non priuilegee, il doit estre fait despens reseruez en dissinitiue, sinon que le renuoy fust empesché, & que sur le debat d'iceluy les parties sussent mises en fraiz ou delay, auquel cas y eschet despensau prossit de celuy qui obtiendra. Apres les remonstrances par nous faites de l'incommodité & dommages qui pourroient prouenir de laditte coustume qui estoit couchee comme nouuelle, Auons par l'aduis & deliberation de tous les assistans à laditte assemblee, ordonné que ledit article seroit rayé & mis hors dudit coustumier, & qu'ils en jouyroient & demoureroient en l'estat qu'ils estoient selon rai-

Sur le iiij.article qui est audit tiltre des iuges & iurisdictions contenant, [Le vassal ou subiet en iustice ne peut prendre complaincte en cas de nouvelleté contre son seigneur iusticier ou feodal ayant sais la chose dont le subiet se dit seigneur vtil, ne se dire troublé de sait de l'occasio de la ditte sais sait e par auctorité de iustice: mais se peut opposer, appeller ou auoir recours au superieur, si bon luy semble: Toutes fois s'il se maintient dessais de fait puis an & iour de la cho immeuble dont il estoit sais , il peut intenter sa complaincte, & aussi tout autre remede possessorie.] Par l'aduis & deliberation de gens qui sont dessais sus-nommez, ont dudit article esté rayez & ostez ces mots, [Toutes-fois s'il se maintient dessais, &c.] vers la sin, & au lieu d'iceux a esté adiousté ce qui s'ensuit, [Toutes-fois si le vassal apres ce qu'il aura esté receu en soy & hommage, ou le subiet aura payé les lots & vences est dessais de fait de son sief ou de la chose tenue en censiue par le seigneur seodal ou censiuier, ou autremet troublé en possession & saisine de la ditte chose seodale ou censiuiere, il luy est loisible dedans an & iour prendre & intenter sa complaincte en matiere de saisine & de nouvelleté, & toutautre remede possession.]

Sur le vj. article dudit tiltre commençant, [Les habitans en aucune iustice qui n'ont corps commun ou consulat, ne se peuvent assembler pour faire congregation pour les affaires communs ou autres sans demander licence au seigneur iusticier ou ses officiers sur peine d'améde: mais si la licence leur est resusee, & ils ont declaré à la iustice la cause de leur assemblee, & elle est licite & honneste, ils se peuvent assembler & parler de leurs affaires dont ils ont fait declara tion, nonobstant que la licence leur soit resusee.] leur auons remonstré que sans licence de iuge ou congé du prince, il ne leur estoit loisible de ce faire. Et sur-ce ont tous persisté en laditte coustume, & que de tout temps il en auoient vsé, à ceste cause a esté le dit article accordé pour coustume. Toutes-sois auons reserué au procureur general du Roy, de dire cotre iceluy, ce que bon luy semblera.

Sur



Sur le ix article commençant, [Le iuge, &c.] Audit tiltre ont accordé qu'au lieu de ces

mots, cinq fols y auroit [fept fols.]

Sur le xij. article qui est au chapitre des sergens & autres ministres de sustice & adjournemens commençant [Si sergent ou officier d'aucune sustice prend vn malfaicteur & il s'admoné homme susticiable de Ma-dame, sans moyen, le suge de ma-ditte Dame le pourra prendre en sa main, & le susticier, si celuy qui l'auoit prins ne veut maintenir l'auoir prins en present messait ou de chaude suitte. Auquel cas & present messait ou chaude suitte, prouuez par deuant le suge de ma-ditte Dame, sera réuoyé le prisonnier par deuat le suge subalterne qui l'auoit prins pour estre puny.] Nous ont requis les gens desdits trois estats ledit article estre couché pour coustume nouvelle.

Sur le xv.article qui est audit tiltre des sergens & autres ministres, &c. contenant, [En maitiere criminelle les adiournemens personnels & autres sur dessaux en cas de ban doiuent estré du moins à huictaine sans compter le jour qu'il sont faits, & de l'assignatio qui sont huict jours francs, sinon le juge pour aucune cause à ce le mouuant le deust abreger ou prolonger.] Auons par l'aduis & declaration de l'assissance ordinaire, qu'en la fin dudit article seront adjoussez est mots, sans prejudicier au primilege des clercs.]

Sur le xx. commençant, [Si en laditte matiere criminelle.] audit tiltre au lieu de ces mots,

[dedans certain temps.] ont esté mis ces mots [dedans dix iours.]

Sur le xxij.article qui est au tiltre des renuoys commençant, [Tout homme d'eglise ou autre trouvé en la iurisdiction d'aucun iuge, peut estre adiourné deuant le iuge lay, sur verificatio & recognoissance de son seing manuel. Et ne doit estre delaissé ou renuoyé qu'il ne cognoissé ou nie: mais la cognoissance n'emportera pas main garnie sur le meuble de Phonme d'eglise.] Par l'aduis & deliberation de l'assistance & assemblee desdits trois estats, ont esté rayer & ostez ces mots, [mais la recognoissance n'emportera pas main garnie sur le meuble de l'homme d'eglise.] Et au lieu d'iceux a esté adiousté ce qui s'ensuit, [sans preiudice des droits de ces droits, & laditte recognoissance faite doit estre renuoyé par deuant son iuge.]

Et audit tiltre des renuoys le xxvj.article commençant, [Si le procureur fiscal empesché le renuoy sans cause raisonnable, il doit estre condemné és propres despens de partie en son priué nom.] du consentement desdits trois estats a esté le dit article accordé pour coustume nou-

uelle.

'n

7

57

Sur le xxvij.article qui est au chapitre des procureurs commençant, [Le mary, n'autre, posé qu'il soit coniointe personne, est receu comme procureur, s'il n'a procuration & charge de la partie.] Auons par l'aduis & deliberatió desdits trois estats ordonné que ledit ar seroit corrigé en la forme & maniere qui s'ensuit. [Le mary pour les biens aduentiss de sa semme, n'autre, po sé qu'il soit coniointe personne n'est receu comme procureur, s'il n'a procuration & charge de la partie. Neantmoins le mary pour les meubles & conquests & biens dotaux de sa semme

peut agir & estre conuenu sans procuration de saditte semme.

Sur le xxxvj.article qui est au chapitre des asseuremens commençant, [Si la partie adiournee en cas d'asseurement fait dessaut, le juge par vertu d'iceluy peut & doit ordonner qu'il sera prins au corps pour veoir bailler ledit asseurement, leur a esté remostré que ledit article estoit trop dur & fort pernicieux.] A ceste cause par l'aduis & deliberation desdits trois estats a esté ledit article corrigé & modifié en la forme & maniere qui s'ensuit; Si la partie adjournee en cas d'asseurement sait dessaut, le iuge par vertu d'iceluy peut ordonner prinse de corps si l'adiournement est fait à personne & ait delay competant pour comparoir. Mais si l'adiournemet est fait seulement à domicile deuant que le juge puisse decerner prinse de corps par vertu dudit deffaut, est requis qu'il y ait information suffisante pour monstrer que celuy qui demandoit l'asseurement a esté offensé ou menacé,& par-ce moyen qu'il a iuste cause de demander ledit asseurement. Et au chapitre des notaires & tabellions nous ont requis les gens desdits trois estats estre adioustez pour coustumes nouvelles, & comme villes & necessaires pour le bien & vtilité dudit pays.]Les xxxix.& xl.articles qui l'ensuiuent,[Lesdits notaires doiuent inscret en leurs notes & lettres qu'ils reçoiuent le lieu auquel ils les reçoiuent : autrement lesdittes lettres sont reputees escriture pure prince, & auront les parties interesses par faute de ce que dit est, leur recours contre lesdits notaires de tous leur despens, dommages & interests. Lesdits notaires doiuent cognoistre les tesmoins qu'ils inserent pour presens en leurs notes ou lettres, sur peine d'amende arbitraire.] que leurs auons accordé attendu ledit consentement de s estats.

Klzlz ij.

Proces verbal des coustumes

Sur le xlij.article qui est au tiltre des dilations commençat, [En matieres de petites importances pures personnelles qui n'excedét la somme de dix liures, le iuge peut bailler & presiger moins que de trois delaiz à faire enqueste. Mais en matiere qui sont d'importance, soient reelles, personnelles ou mixtes, y-a trois delaiz ordinaires à faire enquestes à la discretion du iuge, & le quart se baille d'abondant par cognoissance de cause & non plus, & sont les delaiz communs au demandeur & desendeur. Et à la derniere se doit faire production de tiltre & prendre delay tle bailler cotredits & reproches s'il y eschet.] A esté le ditarticle comme nouvelle coustume par les gens desdits trois estats accordé en la maniere qui s'ensuy: [En cause d'appel, en surceance de sequestre, en recreance, reproches de tesmoins & autres choses incidentes à vn proces, n'y-a qu'vn seul delay de faire enqueste. En action personnelle non excedat dix liures, n'y-a que deux delaiz de faire enqueste. En proces ordinaire, y-a trois delaiz de faire enquestes & le quart auec cognoissance de cause & non plus: Et sont les delaiz communs aux demandeurs & desendeurs, & à la derniere se doit faire production de tiltre & prendre delay de bailler contredits.]

Sur le xly, article qui est au chapitre de desfaux, contumaces & amendes commençant [En matiere ciuile par quatre desfaux cotinuels le iuge ne peut procèder à sentence dissinitiue & adiuger au demandeur ses sins & conclusions, s'il ne luy appert du cotenu en l'amende par lettres ou tesmoins, ou assirmation de partie.] Audit article en la sin par l'aduis desdits trois estats ont esté rayez ces mots [ou affirmation de partie] & au lieu d'iceux, adioustez ces mots [& siledit demandeur ne peut prouuer sa demande par lettres ou tesmoins, en ce cas contre la partie desfaillant pourra prendre commission pour luy deserer ou reserer, & si cotre la partie adiournee obtient desfaut, en ce cas sera creu par serment du contenu en sa demande.] Semblablement au tiltre des recusations baillees contre les iuges y-a vn seularticle commenéant, [Si la partie recuse le iuge, &c.] qui est le lyj. dudit coustumier, lequel par l'aduis & deliberation des-

dits trois estats a esté accordé pour coustume nouvelle.

Sur le lvij.article qui est au chapitre des obiects & reproches de tesmoins commençant, [Obiect que le tesmoin est excommunié, n'a point de lieu en cour laye, aussi n'ont lieu obiects generaux sans specifier le cas.] Ceux de l'eglise se sont opposez audit article, disans iceluy estre inductif de peché, & apres ce qu'auons interrogé les practiciens, si ledit article estoit coustume ancienne ou non, lesquels nous ont affermé laditte coustume estre ancienne, & que les nobles & ceux du tiers estat nous ont requis ledit article demourer: Auons ordonné que ledit article demoureroit sans prejudice de l'opposition de ceux de l'eglise, & que d'icelle en serios

mention en nostre proces verbal.

Sur le soixante-trois-ieme article qui est audit tiltre commençant, [Par le rapport des enquestes, elles seront tenues pour publices: & les verront les parties, si bon leur semble: sinó en matiere de prouision ou d'exces, ou que le iuge pour quelque cause declare qu'il ne fera point de publication.] A esté aduisé par l'aduis desdits estats, le dit article estre couché comme il sen suit [Combien que par-cy deuant les parties n'eussent publication de leurs enquestes, ains seu lement de celles de leurs parties aduerses.] Toutes-sois pour le bien du pays a esté aduisé par les dits estats, que doresenauant les parties auront publication de leurs enquestes commeils auoient de celles deleurs parties aduerses. Et que tant és matieres prouisonnelles qu'és matieres de sournissement, surceance de sequestre, d'aliments, medicaments, de douaires, donation de tutelles, matieres criminelles. Et aussi en autres incidens qui ne sont decissis des matieres principalles, publicatió d'enqueste n'aura lieu, n'aussi reproches de tes moins des dittes enquestes pourrot estre reprochez audit principal, & seront les surces enquestes publices.

Sur le lxx. article qui est au chapitre de bail de mineurs començant, [Entre nobles bail des mineurs a lieu en la Marche, au pere & à la mere seulement, si laditte mere est aagee de xxv. ans. Et si ledit mineur n'a pere ou mere au dessous de xxv. ans, luy doit estre pourueu de tuteur ou curateur par le juge, appellez les parens, tant du costé paternel que maternel.] A esté du

consentement desdits trois estats accordé pour nouvelle.

Sur le le le le le les enfans mineurs, fil y-a filles elle ne les peut marier sans appeller les prochains parens du costé paternel pour le moins iusques au nombre de quatre. Autrement est amendable, & si perdra son bail.] A esté du consentement que dessus accordee pour nouvelle.

Sur le le le la le la le bail de mineurs començant, [Celuy qui a le bail doit entretenir les heritages du mineur en bon & suffisant estat, & sil le depopule ou empire notoirement, il doit perdre le bail, & le pourra poursuiure le plus prochain, & si sera tenu enuers le mineur venu en aage, en tous dommages & interests.] Apres qu'auons remonstré à laditte assemblee ledit article estre trop general, & à cause de ce, se pourroient engendrer & ystre plusieurs proces, ont accordé l'article estre corrigé en la forme & maniere qui s'ensuit.

Celuy qui a le bail, doit entretenir les heritages du mineur, & à la fin de laditte garde rendre lesdits heritages en bon & suffisant estat, & si ledit baillistre depopule ou empire lesdits heritages, il doit perdre le bail, & audit cas doit estre pourueu de tuteur audit mineur. Et neantmoins sera ledit baillistre tenu enuers le mineur en tous domages & interests prouenus à cau-

se de laditte depopulation & empirement.

Sur le lxxx.art. audit tiltre de bail de mineurs començant, [Celuy qui tiet en bail n'est tenu respondre en demande proprietaire ou nom de pupille de l'heritage, dont le dessure st mort sais & vestussinon que proces en sust commencé du temps & auec le dessure.] A esté du consentement desdits trois estats corrigé en la forme qui s'ensuy. [Combien que le baillistre en la qualité de baillistre ne soit capable, soit en demandant ou en desendant, agir ou desendre en matiere petitoire: toutes-sois en la qualité de tuteur & legitime administrateur pourra agir &

defendre esdittes matietes reelles & petitoires.]

Sur le lxxxv. qui est audit tiltre de bail de mineurs commençant, [L'aisné fils aagé de xxv. ans est preseré à la mere en la tutelle des autres ensans mineurs: & la mere aagee de vingteinq ans, est presere à tous autres parens, sors à l'ayeul paternel s'il est en vie. Et si durant la tutelle l'aisné vient en aage parsait, la mere qui l'a acceptee, ne la perd point.] Ont les sets gens des trois estats accordé la correction dudit article en la forme & maniere qui s'ensuit, [La mere aagee de vingt-cinq ans, est presere au frere en la tutelle de ses ensans mineurs, & le frere aisné aagé de vingt-cinq ans, à tous autres parens, sors à l'ayeul parernel s'il est en vie.]

Sur le lxxxviij.article audit tiltre du bail des mineurs commençant, [Si la mere veut connoller en secondes nopces, elle perd la tutelle si tost qu'elle est fiancee.]Du consentement des dits estats en la fin dudit article ont esté adioustez ces mots, [& le iuge du lieu incontinent les-

dittes fiançailles faites, fera pourueoir aux mineurs de tuteurs & curateurs.]

Sur le xcj. article qui est au tiltre des prescriptions commençant, [La prescription de trente ans etiam sans tiltre est suffisant, &c.] Du consentement que dessus apres ces mots se prescriuent, acquierent, & perdent, etiam sans tiltre par l'espace de trête ans.] A esté adiousté ce qui s'ensuyt, scontinuels & accomplis contre les laiz, & de xl. ans contre l'eglise.

Sur le xciiij article audit tiltre des prescriptions commençant, [Faculté de racheter totiés quotiens baillee à aucun, expire & se prescrit par le laps & espace de xxx ans.] Accordee pour

nouuelle.

Sur le nonante-six-ieme qui est audit tiltre des prescriptions començant, [La façon & maniere de payer & leuer disme, & aussi la quotité d'icelle se peut prescrire par le laps & espace de trente ans de lay à lay, & contre l'eglise, par lespace de quarante ans, sans ce que le curé ou autre dismeur puisse autre choie en demander ou quereller.] Ceux de l'eglise se sont opposez audit article, maintenans que de disposition de droit commun, la quottité de la disme laquelle du droit diuin ne se peut prescrire. Aussi ne peuvent les gens laiz introduire coustume sur la prescription de laditte quotité contre les gens d'eglise: & auons interrogé lesdits practiciens, lesquels nous ont dit que l'vsance & commune observance est telle. Et les nobles & ceux du tiers estat ont requis ledit article estre couché pour coustume anciennes que les ledittes gens d'eglise bailleroient presentement leurs causes d'oppositio. Et pour ce faire, les renuoyasmes en laditte cour pour, les dittes parties ouyes, en estre ordonné comme de raison.

Sur le xcix.article qui est au tiltre des obligations, exceptions & compensations commençant, [Exception que le demandeur est excommunié pour le repeller de son action n'est receu en cour laye.] Ceux de l'Eglise se sont opposez audit ar pour les raisons par eux alleguees dessus au lxij.ar. Et apres ce qu'auos interrogé les practiciés si ladite coustume estoit vieille ou nouvelle, lesquels nous ont dit, qu'elle estoit anciene, & aussi q les nobles & ceux du tiers estat

and the content of the content of

Klzlz iij

Proces verbal des coustumes

ont requis que laditte coustume demourast pour ancienne. Auons ordonné que ledit article demoureroit pour ancienne, sans preiudice de l'opposition de ceux de l'eglise, & que de leur-ditte opposition en ferons mention en nostre proces verbal.

Sur le c.article qui est audit tiltre des obligatios, &c.commençant, [Copensation n'a point de lieu, soit la dette liquide ou non.] Ont accordé les dittes ges des estats le dit article estre corrigé en la maniere qui s'ensuit, [Compensation a lieu liquidi ad liquidum, en faisant apparoir

promptement par celuy qui demande compensation de son dette.

Sur le ciij.article au tiltre des appellations commençant, [Il est necessaire releuer ou renocer dedans dix iours, soit que lon appelle d'vn chastellain ou baillif ou d'vn sergent quand lon veut releuer par deuant le seneschal de la Marche ou autre iuge du pays ayans ressort en cas d'appel, autrement l'appellation sera declaree deserte.] A esté du consentemét des trois estats ledit article accordé & corrigé & mis en deux articles en la forme qui s'ensuit, [L'appellant peut renoncer dedans huit iours, & n'est ledit iour de l'appel en rien compté, l'appellat est tenu releuer son appellation dedans dix iours, soit que lon appelle du chastellain, baillif ou du sergent quand on veut releuer par deuant le seneschal de la Marche ou autre iuge dudit pays ayant ressort en cas d'appel: Autrement l'appellation qu'il a interiectee sera declaré deserte.]

Sur le cvij.article qui est audit tiltre des appellations, commençant, [Si aucun est appellant d'aucun seigneur iusticier, comme pour denegatió formelle de droit, il est exempt pendant laditte cause d'appel, de toutes ses causes & matieres. Et s'il est dit bien appellé par l'appellant à denegation de droit, l'appellant sa posterité & biens quelconques sont à perpetuité exempts de la iurisdiction du seigneur, dont elle a esté appellee, & demeure homme du seigneur suzerain immediat.] Apres qu'auons remostré ausdits estats que ledit article estoit trop rigoureux & pernicieux pour la chose publicque, ont de leur consentement accordé que ces mots, [sa posterité & biens quelconques sont à perpetuité exempts.] sussent adouté de nouvel, [à la vie de ceuly qui a denié iustice, & de celuy à qui

clle a esté deniee.]

Sur le exij.article qui est au tiltre des lots, ventes & achats, commençant, [Rescision d'outre moitié de iuste pris, n'a point de lieu en vente de chose mobiliaire, n'en vête ou louage de fruits sait à trois ans & au dessous.] Du consentement desdits trois estats n'est accordé, qu'au lieu de trois ans, seroient mis neuf ans, & en ces mots accordé pour nouvelle.

Sur le cxv.article qui est audit tiltre de lots, ventes & achats commençant, [Es lieux où vétes sont deuës, &c] Ont du consentement desdits trois estats esté à la fin dudit article adioustez de nouuel ces mots, [& seront prins les lots & ventes selon l'estimatió de l'assiette] dot cy apres sera faite mention.

Sur le cent xxiij article commençant, [Qui achete en verd les bleds du laboureur & auant qu'ils soyent recueillis, & fait pris d'iceux à les receuoir apres moissons, est amendable d'amen de arbitraire. Et est le contract nul & de nulle valeur.] A esté accordé pour nouvelle, du consen tement desdits trois estats.

Sur le cxx vj. article qui est au tiltre des hommes strancs, sers, mortaillables, nature & droits d'iceux, commençant par la coustume de la Marche, [Quiconques doit à son seigneur, à cause d'aucun heritage, argent à trois tailles payables à trois termes, dot l'vn est en Aoust, auoyne & geline, &c.] Du consentement desdits trois estats, ont esté rayez ces mots, [dont l'vn est en Aoust.] après qu'auons interrogé les practiciens du cotenu en laditte coustume, qui nous ont dit que par anciene coustume ces mots, [dont l'vn est en Aoust.] n'y estoit point. Aquoy s'est opposé maistre Leonard martellade, pour le seigneur de la borne, à ce qu'il ne sust comprins pour sa terre & seigneurie d'Oignon, en laditte coustume generalle, maintenant que combié que ses subiets ne payent qu'à deux termes auoyne & geline, neantmoins sont ils sers coustumiers. Surquoy luy auons reserué qu'il pourra coucher ledit droit pour coustume localle.

Sur le exxx.article qui est audit tiltre des hommes francs, sers, &c. commençant, [Tout homme tenant servement son heritage qui est reputé serf selon la coustume ou par recognois sance ou presumptio, est tenu payer à son seigneur la taille aux quatre cas: C'est à sçauoir, quad ledit seigneur marie aucune de ses silles, &c.] Du consentement desdits trois estats ont mis ces mots, [en mariant sa sille en premieres nopces,] & audit tiltre y auoit vn article contenant [les deux desdits quatre cas sont reiterables: c'est à sçauoir, prison d'ennemis, tant de sois qu'il aduient, & mariage de silles, pour chacune sille en premieres nopces. Pour le differéd si laditte

taille aux quatre cas est reiterable au mariage de toutes les filles du seigneur en premieres nopces,]a esté accordé qu'il ser arayé, & que les seigneurs en jouyront comme ils en doiuent jouyr, & sauf aux sujets leurs desenses, au contraire.

Sur le cxxxiiij. article qui est audit tiltre commençant, [Lesdittes tailles sont imprescriptibles par homme franc. &c,] Ont du consentement que dessus, en la fin dudit article esté adioustez ces mots, [ou prescription,] laquelle ne commence, sinon du iour de la contradiction.

Sur le exxxvj.article commençant, Tout homme tenant seruement, & xviij.art.audit tiltiltre des hommes francs &c.commençant, [Outre est tenu tout homme qui tient heritage ferf ou mortaillable,&c.] Ceux du tiers estat, ont requis qu'ausdits articles sussent adioustez, [pourueu qu'il eust heritage suffisant pour tenir bœufs,]car il sembleroit estre desraisonnable que le suiet fust cotraint aller saire la vinade, s'il n'auoit heritage sussissant pour nourrir bouss Et auons interroguez les practiciés si lesdittes coustumes estoient telles eust heritage suffisans ou non pour te nir bœufs,]qui nous ont dit, que la coustume ancienne ne fait distinction aux heritages suffisans ou non pour tenir bœufs. Et nons ont requis les ges d'eglise & nobles, que ledit article demourast. Surquoy nous, parties ouyes, auons ordonné que lesdits articles demoureront pour coustume ancienne. Et que du dire de ceux du tiers estat, serions mention en nostre proces verbal, & par ce que lesdits Martellade pour ledit seigneur d'Oignon, & maistre Michel berégue pour le seigneur de Chanuert ont maintenu avoir plus grads droits que ce qui est contenu audit article, Auons resigné, si aucuns seigneurs ont droit de prendre & auoir plus grand droit d'en iouyr, comme ils en doiuent iouyr, aussi se suiets ont accoustumé de payer vn droit moindre, ils vseront comme ils ont accoustumé, & sauf aux seigneurs & suiets respectiuement leurs defenses au contraire.

Sur le cxl.art.qui est audit tiltre des hommes sers &c.commençant, Quiconque est tenu faire vinade, il est quitte pour xv. sols pour vinade entiere & de plus plus, de moins moins: sinó qu'il ait esté sommé parauant la s.Martin d'hyuer faire, soit deuë laditte vinade par hôme frac tenant heritage ou mortaillable. Bien peut faire laditte vinade si bon luy semble apres la S. Mar tin selon qu'il la doit] Apres qu'auos remostré leditarticle estre obscur& rigoureux, Nous ont lesdits gés des trois estats accordé, ledit article estre corrigé & modifié ainsi qu'il s'ensuit. [Qui conque est tenu faire vinade, soit homme franc, ou tenant heritage serf ou mortaillable, il est au chois du seigneur de le cotraindre à faire laditte vinade, pour ueu que ledit seigneur luy som me de tel temps que le suiet puisse estre de retour à la saint Martin d'hyuer. Et en ce cas le seigneur à l'option de le cotraindre de faire icelle vinade ou prendre pour vinade entiere xv.fols, & du plus plus, & du moins moins. Mais si ledit seigneur n'a sommé sondit suiet de luy saire la ditte vinade deuant la S. Martin, en tel temps qu'il puisse estre de retour en sa maison à laditte S. Martin, il est à l'option du serf de faire laditte vinade, ou de payer lesdits xv. sols pour vinade entiere, ou du plus plus, & du moins moins. Et ou ledit serf sommé en temps deu auparauant la S.Martin auroit esté refusant de faire la vinade, en ce cas ledit serf est tenu à la vraye & iuste estimation de laditte vinade, & és dommages & interests du seigneur auquel est deu laditte vinade.

Sur le exlj. article qui est audit tiltre commençant, ['Hommes tenans heritages sers ou mortaillables qui n'ont bœuss, tout du long de l'an ne sont tenus d'aller à la vinade: Mais sont quittes enuers leur dit seigneur, c'est àsçauoir celuy qui doit vinade entiere pour quinze sols tournois. Et les autres pour plus ou moins aux pris dessudits, mais si l'homme a charrette & le seigneur la veut, il sera tenu la bailler, & sera quitte de cinq sols en deduction de la vinade.] Apres que leur auons sait les remonstrances telles que cotenues cy dessus au cent vingt-huitseme article, Ont accordé que ces mots, [qui n'ont bœuss tout du long de l'an,] sussent adinvolver.

٤);

ď

出出社

Sur le cent quarante six-ieme article commençant, [Si celuy qui achette heritage mortail lable ne paye les lots & ventes dedans quarante iouts, les ventes doublent. Et s'il differe de payer les lots & vetes iusques apres an & iour, le seigneur peut faire saisir par iustice, ou par la iustice de son seigneur l'heritage, & iouyra des fruits, & sait les dits fruits siens, iusques à ce qu'il aura payé les dits lots & ventes. Et ainsi est des hommes francs & des heritages tenus en censiue ou franchise és lieux où lots & ventes sont deuës. [A esté accordé pour coustume nou uelle.

Sur le exlvj.article qui est audit tiltre commençant, L'homme tenant heritage serf ou mor Klz lz iiij.

Proces verbal des coustumes

taillable peut acquerir & posseder heritage franc & d'iceluy disposer, &c. Combien que la dit te coustume soit ancienne, neantmoins pour le soulagement du poure peuple, a esté accordé qu'elle aura seulement lieu pour l'aduenir, & qu'elle sera mise comme nouvelle. Ceux d'Aubussion ont maintenu auoir coustume localle au contraire. Surquoy auons ordoné que de leur dire en ferions mention en nostre proces verbal. Et leur auons reservé leurs droits que auons

reserué generallement à la publication de ces presentes coustumes.

Sur le clxxij.article audit tiltre des hommes serfs,&c.commencant,[Silhomme tenat heritage serf ou mortaillable sen va dehors ledit heritage sans le congé de son seigneur &c.] Appres les remonstrances par nous saites que ledit article estoit trop rigoureux & pernicieux pour la chose publicque, ont les dittes gens des trois estats accordé que silhomme tenant re tuient dedans trente ans, il peut prendre ledit heritage dedans ledit temps en payant les arrera ges & droits encouruz. Aussi a esté accordé, que combien que laditte coustume soit ancienne, toutes fois pour le soulagemet du peuple demourera escrite comme nouvelle, & aura son effet seulement comme coustume nouvelle.

Sur le clxxv.article audit tiltre commençant, [Si aucun roturier tient deux heritages ou he bergemens, &c.] Ceux du tiers estat nous ont requis que ces mots sussent mis: [Pourueu qu'il y ait heritage sussinant, pour nourrir deux bœuss.] Et apres ce qu'auons interrogué les sits praticiens si laditte coustume estoit nouvelle ou ancienne: les quels nous ont dit laditte coustume estre ancienne. Nous, les dittes parties ouyes, auons ordonné que le dit article demoureroits Mais que de l'opposition des dittes gens du tiers estat serions mention en nostre proces verbal

Sur le clannification au tiltre de fiefs & droits d'iceux, commençant, [Il est au chois du seigneur direct seodal ou soncier, &c.] Les dittes gens des trois estats ont accordé que audit art. sussention sur les meubles du tiers detenteur: Sinon que le dit tiers detenteur eust passé tiltre nou-ueau, & sust obligé, ou que le seigneur direct sust en possession de receuoir laditte rente du dit tiers detenteur, comme si le dit tiers detenteur eust ja payé vne année ou deux laditte directe. Car és cas dessus la seigneur direct peut proceder contre le tiers detenteur par l'executio sur ses meubles.

Sur le clxxxyj.article qui est audit tiltre des siefs & droits d'iceux commençant, [Si aucun fief est diuisé entre deux freres ou autres personnes, chacun des detenteurs est tenu faire foy & hommage de ce qu'il tient: & ne peuvent les freres ou autres en saisant tel partage retenir à l'vn d'eux l'hommage de l'autre au preiudice du superieur. Du consentement des gens desdits trois estats ont esté adioustez en la fin dudit article ces mots, [Maissi apres le trespas du pere & de mere à plusieurs enfans surviviet quelque sief, & entriceux y ait quelques mineurs, ou que le dit sief en attendat partage soit possedé par iceux par indivis. En ce cas l'aisné pourra porter l'hommage pour sa part.] Et audit tiltre des siefs & droit d'iceux y avoit vn article contenant, [Le seigneur de fief peut dedans trente ans contraindre le roturier à remettre en main noble le sief par luy de nouvel acquis & iusques ait remis, saire les fruits siens, sinon qu'il l'ait receu en hommage ou baillé respit ou sousserance.] Apres les remonstrances par nous saites aussits gens des trois estats, & côme il estoit pernicieux à la chose publicque, de leur consentement auons ordonné que ledit article seroit rayé & osté dudit coustumier: Mais toutes-fois que d'iceluy serions mention en nostre proces verbal.

Sur le ccij. qui est au tiltre des testamens, successions testamentaires & ab intestats & partages de biens, commençant, Aucun soit noble ou roturier ne peut par testament ou autre disposition &c.]Les gens desdits trois estats nous ont dit laditte coustume estre nouvelle de puis ces mots [ou autrement]. Et du consentemet desdits trois estats à la fin dudit article ont esté adioustez ces mots, [Et si le pere ou mere auoient disposé dudit tiers au prossit de l'vn de ses enfans, telle donation ou disposition est bonne & vallable. Toutef sois elle demeure chargee de toutes les dettes obseques & sunerailles & laiz testamentaires. Et en jouyra ledit donataire par preciput & aduantage par dessus ses autres freres & sœurs sans d'icelle en faire au-

cun rapport.

Sur le cexvarticle audit tiltre de testamens commençant, [En succession directe entre nobles & de chose noble où il y-a masses & femelles qui succedent par ensemble, le masse a droit d'aisneesse sur les filles posé qu'il soit moins aisné d'elles & sur to ses autres freres moins nez, Et emporte l'aisné sils. Et si l'aisné estoit trespassé son sils aisné aura le chastel ou maison principalle



1

13

1

.

Ľ

(1

χ,

ومور.. طفاعا

1...

cipalle tel qu'il voudra choisir & eslire soit paternel ou maternel pour droit d'aisneesse.] Et d'a uatage en ceste maniere, Que s'il y-a chastel ou place sorte, où il y a sosse de das la closture desdits sosse il y a granges, estables ou autres choses, il demouret à l'aisné ou à son sils comme dessus, reservé que s'il y auoit aucuns moulins, pressoure ou sour à bannier, l'aisné pourra si bon luy semble, recompenser ses autres heritiers de leurs parts & portions. Autrement les dits moulins, pressoures & sours se partiront egallemet. Et outre l'enclos desdits sosse qua rante toises de terre, à prendre du bort desdits sosse par dehors, tant que les dittes qua rante toises se pourront estendre à l'entour desdits sosse y tellement que si en quelque costé dudit chastel ou place sorte, les dittes quarate toises ne se peuvent trouver, il n'aura que ce qui se trouvera à chacun costé, & ne se pourra recopenser aux autres lieux, & s'il n'y a point de cha stel ou place sorte, sossé ou sols estable aura la maiso, & outre ce qui est enclos soit mur ou de pal quarante toises tout entour, à prendre laditte closture soit de mur ou de pal, & s'il n'y a mur ou pal ou autre closture à laditte maison, ce sera à prendre à laditte maison le tout comme dessus, & est laditte toise de six pieds.] Du consentement desdits trois estats a esté couchee pour coustume nouvelle.

Sur le cexviij.article audit tiltre des testamens commençant, [Representation a lieu en la Marche en ligne directe in infinitum, & en ligne collateralle iusques au tiers degréinclusiuement & non plus à copter selon droit ciuil.] Du consentement desdits trois estats ont esté en la fin dudit article au lieu desdits mots, [iusques au tiers degré,] mis ces mots, [iusques aux enfans des freres.]

Sur le cexx.article qui est audit tiltre des testamés & successions commençant, [Fille appa nee ou douce & siancee, &c.] A esté du consentement desdits estats en ce mot, [& siancee,] accordé pour coustume nouuelle.

Sur le cexxj. article qui est audit tiltre des testamens &c. commençant, [Bastards, &c. succe dent à leurs peres en quelque manière qu'ils soient bastards, mais ils peuvent bien succeder à leurs meres, si elles n'ont point d'enfans naturels & legitimes, pourueu que lessits bastards ne soient advoultres ou autrement nez ex damnato coitu. Car tels advoultres ou ainsi nez ne succedent à pere, mere ou autres parens.] Apres la lecture dudit article, nous ont dit ceux d'eglise que la ditte coustume erat inductiua peccati. Et par ce devoit estre rayee. Et auons interrogé les practiciens si la ditte coustume estoit nouvelle ou ancienne, lesquels nons ont dit qu'elle estoit ancienne. Auons ordonné que la ditte coustume demoureroit pour ancienne: & que des remonstrances saites par ceux de l'eglise ferions mention en nostre proces verbal. Et les remonstrances faites par nous aux gens des ditts trois estats que le dit article estoit trop rigoureux. De leur consentement auons accordé & modisié le dit article comme sensuit. [Bastards ne succedent point à pere ne à mere, neantmoius si la mere pour le nourrir & alimenter luy sait donation dedans les termes de la coustume qui est la tierce partie de tous ses biens par te stament, telle donation est vallable.

Sur le cexxiiij.article qui est audit tiltre des testamens, &c.commençant, [Le pere & la mere ayeul ou ayeulle succedent à leurs enfans & nepueux en directe ligne descendans sans hoirs na turels & legitimes, quant aux meubles & conquests aduenus ausdits enfans & nepueux, autre ment que par la succession de leurs predecesseurs: Toutes fois si ledit pere ou predecesseurs à qui seroient aduenues les successions se remarient, les dits biens retourneroient apres le trespas du pere à ceux de l'estoc du costé paternel plus prochain d'iceluy à qui ils auoient succedé.] Leur auons remonstré que ledit article estoit trop obscur. A ceste cause ont accordé le dit article en la forme & maniere qu'il est escrit audit coustumier, c'est àsçauoir, [Le pere & la mere, ayeul ou ayeulle succedent à leurs enfans & nepueux en directe ligne decedans sans hoirs naturels & legitimes quat aux meubles & coquests. Et quant à ce si le pere, mere, ayeul ou ayeulle leur auoir fait donation en auancement d'honneur ou autremét de rente ou chose immeuble ainsi donec, sera en ce cas reputé acquest audit ensant ou nepueu: tellement qu'en ce y succedera le pere, mere, ayeul ou ayeulle, combien qu'en autre cas sortisse nature de propre.]

Sur le cexxv.article audit tiltre commençant, [Entre personnes franches le pere est vsufrutier,&c.] Nous ont dit les gens desdits trois estats laditte coustume estre nouvelle seulement en ces mots. [Sauf toutes-fois pecule castrense vel quasi.]

Sur le deux cents vingt & huitieme article audit tiltre commençant, [En succession fraternelle du consentement desdits trois estats a esté accordé qu'elle demoureroit comme nouuel

Proces verbal des coustumes

le constume.

Sur le cexxix. article qui est audit tiltre des testamens, commençant, [Les biens de ceux qui entrent en religion & y font profession expresse ou taisible, retournent aux plus prochains pares, & ne sont par profession dediez à l'eglise s'il n'y a expresse dedication. Et est le religieux reputé personne morte, & ne fait nobre entre les enfans en coputation de legitime. Et ne suc cede le religieux ne le monastere pour luy à celuy qui a fait profession taisible ou expresse, ne autre de ses parens. Audit art.se sont opposez ceux de l'eglise, entant que touche ces mots, sque les biens de ceux qui entrent en religion & y font profession expresse ou taisible, retout nent aux plus prochains parens. Et ne sont par profession dediez à l'eglise, s'il n'y a expresse dedication, disans que ledit article est contre toute disposition de droit comun. Et les nobles & ceux du tiers estat ont dit laditte coustume estre ancienne. Et auons interrogé les practiciens si laditte coustume estoit ancienne ou nouvelle, lesquels nous ont dit icelle estre escrite en leur ancien coustumier. Mais n'en veirét iamais proces, bien ont veu plusieurs personnes, que quand ils se rendoient religieux, les biens qu'ils auoient le monastere ne les prenoit, ains venoient à leurs freres ou autres heritiers. Surquoy auons ordonné que ledit article de moureroit. Et que de l'opposition saite par ceux de l'eglise, aussi des remonstrances par nous saites en ferions mention en nostre proces verbal pour par la cour en estre ordonné comme de rai

Sur le cexxx.article audit tiltre des testamens,&c.commençant,[Testament fait en presence de notaire & deux tesmoins, &c.] Du consentement des gens desdits trois estats ont esté adioustez ces mots de nouuel, [Ou s'il est escrit & signé de la main du testateur, est reputé so-

lennel.

Sur le coxxxiij. article audit tiltre des testamens, &c. commençant, [Madame come comtesse de la Marche succede ab intestat aux biens meubles & immeubles des bastards seodaux ou roturiers, sils n'ont descendans d'eux naturels & legitimes.] Apres qu'auons interrogé les practiciens si laditte coustume estoit ancienne ou nouvelle, qui nous dit qu'elle estoit ancienne. Surquoy auons ordonné que ledit article demoureroit escrit sans preiudice au procureur general du Roy de pouvoir debatre les dits biés des aubains. Et aussi sans preiudice des proces qu'on dit estre pendans par devant le seneschal de la Marche & des privileges ou coustumes que vassaux ont pretendu avoir au contraire.

Sur le cexxxvj.article commençant, [Et si le desunct, &c.] Du consentement desdits trois estats ont esté adioustez ces mots, [Si lesdits meubles & conquests sont suffisans, alias les he-

ritiers patrimoniaux payeront le reliqua prorata.]

Sur le cexlij.article audit tiltre des testamens, commençant, [Combien que par cy deuant les coustumes dudit pays ayent esté en altercation, si la fille mariee en premieres nopces à la quelle n'auoit esté reservation de succeder, peut estre rappellee à la succession de leurs parens en secondes nopces ou autre traitté de mariage. A ceste cause a esté aduisé par les estats du pays que d'oresenauant la fille mariee en premieres nopces, ne peut par sondit pere ne autres patens de la succession desquels elle est forclose, par laditte coustume en faueur des masses estre rappellee à aucun espoir de droit successif au presudice d'iceux masses, ou leurs descendans sans leur consentement soit le second traitté de mariage ou autrement.] A esté dit du co sentement des dits trois estats qu'elle demoureroit escrite comme nouvelle coustume.

Sur le coxlvij.article audit tiltre de testamens commençant, [Fille qui se marie sans le sceu outre le gré de ses pere & mere, ou de son pere seulement, ou de sa mere apres le trespas du pe re auant l'aage de vingtoinq ans, peut estre par eux ou l'vn d'eux exheredee ou appance de tel le chose que bon seur semble. Et audit cas ne peut pretendre ne auoir droit és biens & succefsions de ses dit pere & mere par legitime ou autrement.] A esté dit qu'elle seroit escrite com

me nouuelle coustume.

Sur le ccliiij.art.començant, [Lesdittes ordonnances, &c.] du consentement desdits trois estats, ont esté adioustez de nouuel ces mots, [curé ou vicaire,] & ces mots [sans le curé ou vi

caire vsque in finem.

Sur le cclvij article qui est audit tiltre des testamens, &c. començant, [Les prochains lignagers des gens d'eglise seculiers de franche condition leurs succedent en leurs biens par eux de laissez.] M. Iean laboureur comme soy disant procureur de l'euesque de Limoges s'est opposé audit art mainten at le dit euesque de Limoges estre en possession de succeder és meubles des clercs decedans ab intestat en son diocese. Sur ce auons ordoné que la ditte coustume demou-

rera escrite comme ancienne. Et que de son opposition en serions mention en nostre proces verbal. Et l'auons renuoyé en la cour pour deduire ses causes d'opposition.

Sur le celx article qui est au tiltre de retrait lignager & prelation de chose seodalle, censiuiere ou franche, commençant, [Le lignager du vendeur d'aucun heritage ou chose immeuble, &c.] A esté laditte coustume du consentement desdits trois estats accordee pour nouuelle seulement en ces mots, [dedans an & iour.] Et auparauant n'y auoit que quarante iours.

がある

3,

Sur le celxiij audit tiltre de retrait lignager &c. commençant, [Le temps introduit pour auoir par retrait la chose vendue se compte, &c.] Nous ont dit les trois estats que ledit temps passé, le temps ne couroit contre vn lignager, sinon depuis qu'il auoit cognoissance de la possession reelle & actuelle prinse, ou qu'il auoit peu sçauoir.

Sur le deux cens septantieme article qui est audit tiltre de retrait lignager, commençant, [Si l'acheteur requis d'affermer le pris ne le veut faire, il est debouté, & doit perdre la chose par luy acquise & doit estre adiugee au lignager.] A esté laditte coustume accordee pour nou nelle.

Sur le cclxxj.article audit tiltre de retrait lignager commençant, [Lignager sur lignager n'a point de retenue en chose vendue d'vn mesme estoc, &c.] A esté laditte coustume du consentement desdits trois estats accordee pour nouvelle depuis ces mots, [Toutes-fois si celuy qui est commun en tous biens &c.] iusques à la fin dudit article.

Sur les celxxv.audit tiltre de retrait lignager commençant, [Le seigneur seodal a droit de retenue ou prelation en la chose seodalle &c.]celxxvij.commençant[Le seigneur direct qui a lots & ventes peut auoir &c.]& celxxxv.article commençant, [Le temps d'an & iour & trois mois respectiuement est continuel & court contre toutes personnes quelsconques mineurs, semmes mariees & autres absens, presens, sachans & ignorans] Ont esté les lits articles accordez pour coustumes nouuelles seulement en ces mots [dedans trois mois,] car auparauant n'y auoit que quarante iours.

Sur le cexe. article commençant, [Si apres le mariage consommé &c.] du consentement desdits trois estats a esté adiousté apres ces mots. [Et toute autre donation] ces mots [entre viss.]

Sur le cexciiij.art.au tiltre de donations, dots, douaires & conuenances de mariage, comen çant, [Aage parfait quant à quitter par la fille qui se marie en contract de mariage les biens ja à elle aduenus, se prend à quatorze ans. Et quant aux filles à dixhuit ans quand le pere par deliberation de trois de ses parens les marie hors de sa maison: Mais quant aux autres cotracts d'az lienation de biens immeubles à ce que les contracts sortent effect, aage parfait s'entédra d'ot resenauant, & par deliberation des estats à vingt & cinq ans, iaçoit que par cy deuant, en ensent autrement vsé.] a esté du consentement des dits trois estats accorde e pour nouvelle couftume.

Sur le cexevj. article audit tiltre de donations &c. commençant, [Entre personnes de franche condition. &c.] Du consentement desdits trois estats, a esté ledit article accordé pour coustume nouvelle en ces mots seulement. [Et saississent les mariez & les descendans les cas adue-aus.]

Sur les deux cens nonante & neufieme article commençant, [Le mary & femme conjoinchement &c.] trois cens deux-ieme article commençant, [La femme pour mariage,] audit tiltre de donations, &c. Ont esté du consentement desdits trois estats accordez pour coustume nouvelle.

Sur le cccx.art.qui est au tiltre des moulins, sours & estags, començant, [Si aucu a place riere soy pour faire chausse, &c.] du cosentemet desdits trois estats a esté la fin dudit ar.accordé pour coustume nouvelle depuis ces mots, pour ueu que les dittes terres suiettes à la ditte inundation, ou prochaines du lieu où on fait le moulin ne soient du dommaine & appartiennent au seigneur direct ou iusticier: car en ce cas le seigneur ne sera contraint les vendre ne laisser par recompense.

Sur le cccxv.article qui est audit tiltre des moulins, sours & estangs &c.commençat, [Si au cun baron chastellain ou haut iusticier auoit moulin & son valuasseur n'en eust point, tous les hommes du valuasseur demourans en la banlieuë dudit moulin iront moudre audit moulin du baron iusques à ce que le valuasseur ait moulin. Et si tost que le valuasseur audit moulin, ses dits hommes demourans dedans laditte banlieuë dudit moulin, iront moudre audit moulin

Proces verbal des coultumes

d'iceluy valuasseur par quelque laps de temps qu'il ayent moulu au moulin du baron. Maistre Leonard martellade pour & au nom dudit seig. de la borne s'est opposé audit art. Et apres ce que nous auons interrogé les practiciens, & aussi les gens desdits trois estats nous ont dit laditte coustume estre ancienne, auons ordonné qu'elle demoureroit pour ancienne. Et que de l'opposition dudit seigneur de la Borne, serions mention en nostre proces verbal.

Sur les ceexxiii.article començ at, [Si personne n'appert qui puisse prouuer &c.] ceexxvjcommençant, [Si aucun troune bourgnon, &c.] Qui sont au tiltre des espaues & biens vaccans, du consentement desdits trois estats ont esté adioustez ces mots, [ou autre ayant droit

d'espaue.]

Sur le ccexxviij art qui est audit tiltre des espaues &c.commençant, [Les biens des aubains & estrangers qui n'ont heritiers capables appartiennent à madame en la Marche.] Auós inter rogé les practiciens, aussi les gens desdits trois estats, lesquels nous ont dit laditte coustume estre ancienne. A ceste cause auons ordonné qu'elle demoureroit comme ancienne sans preiu dice au procurcur general du Roy de pouuoir dire ce que bon luy semblera, & à maditte Dame la Duchesse ses dessenses au contraire. Et aussi a requis maistre Iean de costes pour la Dame de Harscille comme tutrice de ses enfans, qu'il sust mis sans preiudice des proces pendans par deuant le seneschal de la Marche. Entre laditte dame audit nom & sa partie aduerse, auons ordonné que ce seroit sans preiudice des porces pendans par deuant le seneschal de la Marche.

Sur le cccxxxv.art.qui est au tiltre des crimes commençant, [En cas priuilegié comme de fauuegarde ou main-mise enfrainte ou autre semblable, le procureur d'office est receuable sans partie, pour ueu qu'il y ait plaintis ou denonciateur. Et en cas d'exces où il y a sang ou playe, ou uerte, ou bateure outrageuse, il est receuable de son office sans plaintis ou denonciateur, pour ueu qu'il y ait en tous cas informations precedentes.] Apres qu'auons remonstré que ledit ar tiele estoit trop obscur, a esté ledit article accordé du consentement desdits trois estats en la forme & maniere qu'il est escrit audit coustumier, c'est àsçauoir [en cas priuilegié comme d'as

feurement,&c.]

lement basse institute des crimes & delits contenant, [Nul valuasseur ayant seulement basse institute ne peut relascher larró ne autre criminel sans le cógé du chesseigneur out son commandement, & s'il le relaschoit & pouvoit estre prouné, il perdroit sa iustice.] Apres qu'auons remonstré ausdittes gens des trois estats que ledit article estoit trop rigoureux, ont accordé ledit article estre corrigé & modissé ainsi qu'il est escrit audit coustumier, c'est àsçauoir; Le bas & moyen iusticier s'ils ont vn prisonnier dont ils ne doiuent auoir cognoissance, le doiuent signifier à leur superieur dedans vingt & quatre heures pour le venir querre, en payant les fraiz raisonnables. Et si le superieur est delayant dedans deux iours apres laditte notissection faite, les dits seigneurs bas & moyen insticiers ne sont plus tenus de la garde, & pour ra l'on auoir recours au superieur dudit haut insticier pour le dit ressus.

Sur le cecxlij. audit titre commençant, [Si aucun tient faulse mesure public quement ou v se di celle, l'amende est arbitraire au seigneur en la iurisdiction duquel laditte mesure faulse se ra trouuec, où en laquelle il en vsera. Et si le souuerain previent l'amende est sienne, & doit e-stre la mesure arse & brusse public quement en la presence de celuy qui la tenoit.] A esté mo dissé & corrigé du consentement desdits trois estats comme il s'ensuit. [Si aucun tient saulse mossire public quement ou vse d'icelle, l'amende est arbitraire à madame és chastellenies & soigneuries de la Marche à elle appartenas, & aux autres esquelles elle adroit de mesures, mais és chastellenies, seigneuries dependans dudit comté de la Marche appartenas aux vassaux ou arriere vassaux elle est arbitraire au seigneur en la iurisdiction duquel laditte mesure faulse seranues.

Sur le cccxlvj. audit tiltre de crimes comméçant, [Celuy qui enuoye gensd'armes ou mauuais garçons en la maison d'autruy pour le piller & outrager en sa personne ou biens & en est convaincu, doit estre declaré auoir commis à son seigneur la moitié de ses biens & heritages, & s'il y a meurtre ou rauissement ou autre cas enorme commis par les dits gens de guerre, it en doit respondre de sa personne,] a esté accordé du consentement desdits trois estats comil s'ensuit, [Celuy qui a enuoyé gens darmes ou mauuais garçons en la maison d'autruy pour le piller & outrager en sa personne ou biens, & en est convaincu, doit estre condemné en tous les dommages & interests soussers & soussers le seigneur & enuers les parties interesses gésd'armes ont esté enuoyez & en améde onuers le seigneur & enuers les parties interesses.

Et si par lesdits gens-darmes y-a meurtre ou aptre crime public commis, celuy qui les y aura

enuoyez, comme dessus, en respondra de sa personne.]

Sur les ceclenii, & ceclenii, atticles audit tiltre des executions, & començans, Le crean cier peut faire saisir l'heritage à luy obligé & hypothecqué, & les fruits dependans en iceluy & qui escherront pendant le proces de criees, soit contre le detteur ou son heritier declaré heritier, ou contre le tiers detéteur des heritages hypothecque à mais si le detteur ou son heritier veullent bailler caution suffisante de rendré les fruits ou le pris qui luy seront acensez par l'executeur pendans les dittes criees, ils seront receuz à les recueillir. Aussi series de tenteur en baillant caution iuratoire de ce saire, les dittes criees saites & parsaites & l'heritage adjugé au creancier, les situits ainsi saissi saires te contraites criees & proces au prosit du detteur, si le creancier les peut recouurer. Et serot conntraints ceux qui les auront receuz par prinse de leurs personnes comme gardiens de institue. Ont esté accordees par les dits trois estats pour nouvelles coustumes.

Sur le ccelxxyl article audit tiltre d'executions commençant, [En matieres de criees]ont esté adioustez du consentemet desdits trois estats ces mots, [tant entre le proprietaire qui est

adiourné pour veoir adiuger le decret que contre les opposans.]

Sur les eccevijart.commençant, [A faute de biens,] & ecceviijarticles. Esdits cas audit tiltre des executions, ont esté corrigez & adioustez ces mots, [Pour les amendes & dessaux procedans des matieres d'exces.]

PRES la lecture faite de tous lesdits articles, Auons procedé à la publication desdittes coustumes en la forme & maniere qui l'ensuit. Nous Roger barme president, & Nicole brachet confeiller du Roy nostre sire en sa cour de parlement, commissaires commis & deputez de pat ledit seigneur, declarons & publions les coustumes en vos presences leues & accor. dees attres que celles desquelles est par expres faire mention en nostre proces verbal qu'elles foiënt nouvelles, estré les coustumes du haut pays du comté de la Marche. Selon lesquelles co mandons à vous seneschal, vostre lieutenant, & à tous iuges dudit haut pays & Comté de la marche, que selon icelles ayez à juger, decider & terminer tous les proces meuz autres que eeux esquels est ia faite enqueste sur les coustumes, & semblablement les autres proces à mou uoir. En defendant par expres à tous aduocats qu'ils n'ayent d'oresenauant à alleguer, poser ou articuler aucunes coustumes contraires ou desrogantes à icelles. Et à tous iuges dudit haut pays d'iceluy cointé, que pour la preutie des coustumes & articles dessuddits ils n'ayent à recenoir aucuns telmoins en turbe, ains que pour la verification d'icelles, ils ayet à predre extraits par le greffier de la seneschausse, ou par le greffier de la cour de parlement, sans preiudice des oppositios particulieres des opposans, desquelles est faite mentio cy dessus en nostre present proces verbal:pour lesquelles decider les auons réuoyees en la cour de parlemét à ij.mois. Et cependat pourrot mettre & produire par deuers nous tout ce que bo leur semblera, & ce sans prejudice des droits du Roy, lesquels par expres auons reservé au procureur dudit seigneur. Et entant que touche les coustumes nouuelles, Ordonnons que les dittes coustumes demoureront escrites comme accordees par les trois estats ou la plus grande partie d'iceux, mais l'au-&orifation & decret d'icelles auons reservé au Roy nostre sire, en luy suppliat treshublement a si son bo plaisir est d'icelles auctoriser, sont plaisir soit reserver la decision des oppositios d'au cuns particuliers opposans en petit nombre à la cour de parlement. Et est nonobstant ceste presente publication reserué aux seigneurs insticiers qui pretedent droit particulier sur leurs suiets plus ample, que par ces presentes coustumes d'vser de leurs droits se bon seur semble, Et à leurs suiets leurs desenses au contraire. Et aussi auons reserué aux suiets de vser des priui leges, libertez & franchises qu'ils pretendent seur competer & appartenir, comme de raison: & aux seigneurs leurs desenses au contraire. Toutes lesquells choses certisions estre vrayes,& auoir ainfi esté saites le xxvij.iour d'Auril L'an mil cinq cens xxj.

> FIN DES COVSTVMES GENERALLES DV HAVT PAIS ET COMTE DE LA MARCHE.

Coultumes generalles gardees & observees és TERRES PAYS ET SEIGNEVRIES DE LODVNOIS

- ACCORDEES HAR DEVANY CHARLES DE LA MOTHE CONSEILLER DV

Royen fon grand conseil commissaire ordonné par ledit seigneur, pour icelles rediger par escrit. Ce qui sut fait du commun accord & consentement des trois estats dudit pays, le premier jour du moys d'Aoult, mil v. exviii, suyuant les lettres patentes du Roy, donnece à Amboile le xxiij, iour de Januier, mil v.c. xvij, comme contenu est par le proces verbal duditdela Mothe.

Des droits de basse instice.

... Article premier.

E SEIGNEVR qui a basse iustice peut cognoistre en sa cour des cau-sses de partie à partie, tant de simples dommages de bestes és dommaines eltans en son sief & iurisdiction, y faire mostrer que de ses deuoirs & autres actions reelles & petitoires concernans les droits sonciers, dont l'amende n'excede vij. sols vj. deniers tourn. saire asseoir bornes entre les heritages de les fuiets, prendre & leuer amendes sur iceux iusques à laditte somme de vij. sols vi den tourn de roturier & des nobles & gens d'eglise iusques à v.sols

tourn. Et saire tenir ses assises quatre sois l'an.

Le bas justicier peut contraindre par sa iustice en ses assisses ceux qui tiennent en son sief à bailler par declaration tous les heritages & rentes qu'il y tiennent neuëment, & à en declarer si post cotuma les deuoirs, ou à luy faire monstree desdits heritages. Et aussi peut contraindre ceux qui tiencia et la non ment à hommage de luy, à bailler leurs adueuz dedans quarante iours apres lesdits hommages

Le bas iusticier qui a vn ou plusieurs fiefs, est fondé d'auoir vn moulin banquier à eaue en dinaria.C.M I'vn de ses fiess, posé qu'ils fussent tenus de plusieurs & diuers seigneurs, & de contraindre à ve nir moudre à iceluy moulin estant en estat tous ses suiets estragers coustumiers de sesdits fiefs pourueu qu'ils soient demourans au dedans de la lieuë dudit moulin. Toutes-fois ledit bas iusticier ne peut de nouuel faire construire moulin banquier quand son seigneur a eu d'ancienneté moulin bancquier, où il ait accoustumé de contraindre les subiets d'iceluy bas iusticier, pourueu que ledit moulin dudit seigneur ait eaue perpetuelle.

Et si lesdits suiets ne viennent mouldre, ledit seigneur par son sergent ou commis peut faire prendre la farine au dedans de son fies en la coduisant & l'applicquer à son profit & luy demou rera commise apres la declaration faite en sa cour & iustice, ou en la cour de son suzerain, si bo luy semble, & ne sont la poche, harnois, ne beste commises. Et si la farine n'est trouuee en son fief en la conduisant, ledit seigneur ou le mousnier qui aura son droit, pourra faire conuenir ledit subiet pour en auoir sept sols six deniers tournois d'amende auecques l'interest de sa mou te & de la pourluite.

Et si ledit bas iusticier n'a moulin en estat de mouldre, ses suiets irot au moulin du seigneur suzerain s'il est au dedans de la lieuë, & deslors que le vassal aura fait reparer son moulin banquier ancien, sommation faite à son seigneur de luyrendre ses hommes moulans, il sera de son droit de les y contraindre.

Si le suiet est boulager publicque, & le moulin de son seigneur ne soit propre à faire farine à pain blanc, declaration premierement faite par la iustice dudit seigneur, il peut aller ailleurs: car le bien de la chose publicque, qui prefere l'especial, l'excuse.

Le suiet qui achete le bled hors le baucage de son seigneur en l'amenat à son estaige le peut faire moudre à autre moulin sans offense.

Si le subiet enleue blé de baucage, il le peut faire moudre où bon luy semble pour en vendre la farine ou pain hors dudit baucage.

Lieuë de moulin, doit contenir deux mil pas, chacun pas vallant cinq pieds, à prendre de la huche du moulin venat à l'êtree de la closture de l'essauge dudit suiet, & sera tenu le mousnier de rendre la farine moulue bien & conuenablement dedans deux iours & vne nuit ou deux nuits

1.2.No tame incipiendo à preliensione ni cia & si non Clionem provi faits. deat sibi coram indice or

ij

nuits & vn iour non seriable, autrement le suiet pourra prendre son ble & le mener mouldre à autre moulin ou bon luy semblera, & du temps sera creu ledit suiet par serment.

Droit de moulage est tel, que quad on baille aux mousniers le blé nettoyé & curé ils doiuét rendredu boisseau de blé, rez vn comble de farine bien & conuenablement mouluë, & rendre xiij.pour xij.& au desfous à la raison desfusditte,& ausdittes mesures faire le boisseau doit auoir de profonds le tiers de son large, & l'outre-plus peut retenir le mousnier & non plus.

Et sera tenu ledit mousnier tenir son moulin à point rod & bien clos sur peine d'améde arbitraire,& seront contraints lesdits mousniers à rendre la mesure selon l'article precedent par detention & arrest de leurs bestes & poches.

Le basiusticier n'est fondé d'auoir four à ban, & n'en peut vser si d'ancienneté il n'en a

Le bas iusticier est fondé d'auoir espaues d'auettes ; & si lesdittes auettes sont arrestees & ayent prins leur nourrissement en l'arbre d'aucun dommainier qui n'a point de iustice, elles font & appartiennent au seigneur du fief qui a instice fonciere audit lieu pour la moitié & l'au tre moitié au seigneur du dommaine, ainsi s'ensuit que si ledit seigneur domainier a iustice son ciere audit lieu où sont lesdittes auettes, elles luy appartiennent pour le tout : mais si lesdittes auettes sont poursuyuies par le seigneur du lieu dont elles sont parties auant qu'elles soient lo gees & entrees & prins leur nourrissement audit lieu, le seigneur du lieu dot elles sont parties les doitaubir & emporter comme siennes.

🖖 Le seigneur qui a basse iustice peut prendre & saisse en 🔝 main par sa iustice la chose tenue de luy à foy & hommage roturierement ou autrement pour plusieurs causes, c'est àsçauoir, quand la chose est vacante & par defaut d'hoir, ou qu'elle meine main, ou par deffaut d'exhibition de contracts, & aussi pour ses droits & deuoirs non payez ou rendus à iour & autres causes raisonnables, & peut & doit icelle chose faire exploicter, leuer & gouuerner soubs sa main par commissaires commis par sa iustice, iusques à ce que celuy ou ceux qui pretendent droit esdittes choses ayent reblandy ledit seigneur ainst qu'il appartient.

Toutes-fois pour adueu non baillé à iour, pour la premiere iniunction le seigneur ne pourra faisir: aussi ne pourra saisir par sa commissió generalle. Ains ont esté corrigées & desendues icelles commissions generalles & declarees nulles. Et ne pourtont lesdittes saisses estre faites fans declarer particulierement les causes 'desdittes saisses.

Et doit laditte saisse estre significe à la partie qui sera au fies, ou à son domicile, ou à son me l'exploit, re stayer saucun en y-a. Et sinon par apposition de brandon mis & laissé audit heritage saiss, & laté dixi in es ne pourra ledit seigneur de sief saire executer laditte saisse incontinent apres icelle signifiee. gi. Le Mi Ains aura l'acquereur ou suiet huitaine apres pour aller reblandir ledit seigneur de sief, & faire ses diligences enuers luy, pendant laquelle huitaine dedit acquereur ou suiet ne pourra faite au cun exploit au preiudice de laditte saisse.

Et en arrest & saisse de rente ou deuoir annuel ; signifier laditte saisse & arrest à la personne du seigneur de laditte rente ou cens ou a son domicile, l'aucun en a en laditte seigneurie, sinon à la personne du detteur de laditte rente, en baillant és cas dessussits l'arrest, saisse, ou commission par escrit au detteur ou commissaires commis au regime & gouvernemet desdittes cho ses saisses aux fraiz dudit seigneur, sauf à le recouurer sur son suiet.

Aussi peut prendre & saisir par dessaut d'homme ou d'hommage non fait. Et peut leuer ou faire prendre & leuer à son proffit le reuenu d'icelles choses par sa main ainsi que bon luy sem blera, & iusques à ce qu'il y ait homme qui luy ait fait son hommage ou fait offre deuë d'iceluy faire, ou que ledit subiet le soit mis en ses respits.

Et en saisse faite par dessaut d'hôme ou d'hômage no fait selo la coustume du pays, l'appella tió ou oppositió ne suspēdra laditte saisse. Et sera au choix dudit seigneur de leuer ou faire leuer les fruits en sa main ou les faire leuer par comissaires. Et en chacun de ces deux cas fera lesdits fruits sies, sino que ledit suiet informast proptemet ledit seigneur ou ses officiers auoir fait laditte foy & homage ou offre deu, ou que ledit vassal desauouast tenir les choses de luy.xx.

Apres que ledit seigneur aura saiss aucun heritage par dessaut d'hoir comme vacant, & il l'aura tenu & possedé ou autre de par luy par trente ans dés lors en aust il en sera & demoure ra seigneur proprietaire & dommanier.

Et commencera ledit temps de trente ans, du jour de la saisse faite desdis heritages: Tou- pere minoritates-sois si ledit seigneur auoit sait bannir iceux heritages vacans en son sief, par les esdits in hared it relevantes des suites in le sestimitation. de huitaine, quinzaine, & quarantaine, selon ce qu'il sera declaré en l'article subsequent, e.m.

XVj. 1.15. Il suffit les declarer en

XXj. 2.20. Dedu-

doresenauant il sera les fruits desdits heritages siens sans ce qu'il soit tenu en faire aucune restitution à son suiet venant au dedans de trente ans le reblandir. Et en ce cas ne sera tenu ledit suiet payer aucuns arrerages des rentes & deuoirs deuz pour raison desdittes choses escheuës du temps passé. Et si ledit seigneur n'auoit sait saire lesdittes bannies ainsi que dit est dessus, & ledit suiet venoit au dedans de trente ans, en ce cas lesdits heritages sont rendus audit suiet a-uecques les fruits d'iceux en reblandissant ledit seigneur & payant les arrerages de rentes & deuoirs deuz du temps passé auecques les loyaux cousts & mises.

Le bas insticier a droit de saire bannir les heritages vacquans en son sief par ban de huitaine, quinzaine, quarantaine par son sergent. Et se doiuent saire les dittes bannies hors lieu saint de parte de l'eglise parrochial, ou les choses sont assisses à l'issue de la grad messe, le iour de dimanche ou autre feste solennelle en requerant congé & obeissance au seigneur de sies du dit lieu ou sont saites les dittes érices ou à ses officiers, iaçoit ce qu'elle ne luy soit ottroyee.

Et si aucun brise la saisse dudit seigneur, il pourra faire applegement sur saisse brisee contre celuy qui aura exploicté par dessus sa main, ou le faire conuenir à sa cour ou par deuant son sur zerain pour en auoir reparation & amende.

Et la maniere de reblandir son seigneur est telle: celuy qui a droit en la chose saisse, doit venit deuers le seigneur ou à son seneschal sçauoir la cause de laditte saisse, & s'il respond que cest pour deuoirs non payez, & le suiet luy face offre real de les payer & requiere la deliurance, la main luy doit estre leuee. Et si le seigneur demande plus grand deuoir qu'il ne luy est consessé en luy faisant offre par ledit suiet de luy payer tel deuoir qu'il consesse luy deuoir & bailler ple ge parlant d'ester à droit de l'outre-plus en soy opposant pour ledit outreplus, Ledit seigneur ou son seneschal le doit receuoir & leuer sa main-mise en luy baillant pleige parlant de sa terre, ou de la terre de son seigneur suzerain en faisant par luy submission en la cour du seigneur dont procedera laditte saisse. Et en affermant par serment par ledit suiet qu'il ne peut trouver pleige en la terre dudit seigneur qui a fait laditte saisse.

Et l'il le refuse, ledit subiet requerant se peut appleger ou complaindre contre ledit se igneur sur tort fait & refus de pleige, ou appeller en la cour de son suzerain. xxvj.

Et ou le suiet aura fait diligence à luy possible de trouuer le seigneur seneschal ou bailly, du quel proceder a laditte saisse, au lieu, terre & seigneurie dont procede icelle saisse, audit cas il pourra faire ledit reblandissement audit seignenr seneschal ou bailly, en quelque lieu qu'il le trouuera en la iurisdiction de Lodunois.

xxvij.

Et ou il ne trouueroit ledit seigueur ou son seneschal au dedans de laditte iurisdiction, il se pourra pouruoir au iuge suzerain & vaudra telle diligence reblandissement, en maniere que ledit suiet se pourra pouruoir par les voyes & manieres que dessus.

xxviij.

Et si ledit seigneur de sief maintient que la saisse est par desaut d'hoir, le requerant sera tenu de bailler par escrit les moyens par lesquels il pretend droit és choses saisses, & en l'informant deuëment, les dittes choses luy sont deliurees en baillat caution suffisante de les restituer au plus prochain heritier s'aucun en y a. xxix.

Et si la chose a mué main, ledit seigneur peut dire qu'il veut veoir les lettres & contracts par lesquels le requerant vient à la chose par acquest & monstrera de ses droits par lettres, res-moins, ou autrement, assin que ledit seigneur puisse demander & auoir ses lots, ventes ou autres droits seodaux ou prendre la chose par puissance de sief si la matiere y est disposee ou autrement vser de ses droits seigneuriaux comme de raison.

CHAP. 2. Des droits de la moyenne iustice. Article premier.

L'E seigneur qui a moyenne iustice peut cognoistre en ses assisses de toutes causes reelles & personnelles dont l'amende n'excede soixante sols tournois és choses concernans laditte moyenne iustice.

Le moyen iusticier est fondé en droit de boucherie, & de bailler à ses hommes & subiets mesure à blé, vin & huille, s'il n'y a vsance au contraire.

Si le seigneur inferieur qui est tenu adiuster sa mesure au sep & estellon de son superieur vse de plusgrande ou moindre mesure, il pert & est decheu de son droit de bailler mesures, & est amendable d'amende arbitraire.

Si le seigneur ayant droit de mesure, soit baron chastellain ou autre, ne pourra auoir qu'vn sep ou estellon, lequel il ne pourra croistre ou diminuer: Ains vsera dudit droit comme il a action de construire.

coustumé d'en vser d'ancienneté. Et s'il fait le contraire, il pert & est decheu dudit droit de me

Quand aucuns forains qui ne font du diocefe decedet en sa iustice il a droit d'auoir l'aubena ge, c'est àsçauoir vne bourse neufue & quatre deniers dedans & doit estre payé ledit aubenage au seigneur, son receueur, ou en son absence à autre son officier auant que le corps du decedé soit mis hors de sa maison où il est trespassé, & en dessaut de payer ledit aubenage, ledit seigneur peut prendre &leuer soixante sols d'amende sur les heritiers & biena dudit defunct, en-Temble sondit aubenage.

Le moyen iusticier peut saisir par iustice les biens meubles du decedé jusques à ce qu'il soit apparu d'heritier, & doit faire mettre lesdits biens par inuentaire & apprecier, & apres les faire bannir de huitaine, quinzaine, & quarantaine à iour de marché, ou iour de dimanche à l'issue de la grad messe parrochialle de laditte paroisse où lesdits biens seront trouuez, ou autre iour folennel.

Et lesdittes bannies faites sera le decret adiugé au profit dudit moyen iusticier en assise. Et au dedans de trois ans à compter du iour du decret l'heritier pourra demander & auoir lesdits biens meubles en informant de son droit & parmy payant les frais & mises.

Moyen iusticier par sa iustice peut faire mettre brandon & sceler huis, cognoistre de saisine brilee, tenir les assiles quatre fois l'an, & cognoistre de simple furt & auoir sept fers & anneaux de fer & autres prisons à garder les mal-faiteurs & les punir iusques au supplice de mort exclusiuement.

Le moyen iusticier prent les espaues mobiliaires qui sont trouvees en son fiesen gardant les solennitez declarees au chapitre d'espaues cy apres escrit.

Le moyen iusticier est fondé d'auoir soixante sols tournois vn denier d'améde où il appartiendra.

Moyen iusticier qui à bourg & a vse d'ancienneté d'auoir four à ban, peut contraindre ses suiets coustumiers estagers demourans en iceluy bourg à venir cuyre leurs pastes à son sour estant audit bourg, & s'ils n'y viennent, il peut saire prendre le pain qu'ils ont sait cuyre à autre four par son sergent ou commis & par sa instice le faire declarer estre sien.

Moyen iusticier qui a moulin bacquier & en vse, peut contraindre ses suiets estagers au dedans de la lieuë de son moulin, à aller moudre à son moulin sur peine de soixante sols & vn denier tournois d'amende.

En la cour du moyen lusticier on peut donner aux sulets d'iceluy moyen insticier tutelles, curatelles, cognoistre dénonciemens ciuils, applegemens, contraplegemens, adueuz, contre aduenus, & de toutes actions civiles soient reelles, personnelles ou mixtes, dont l'améde n'excede lx. sols tournois. 3. 15 322

D'espane mobiliaire.

ESPAVE mobiliaire appartient au seigneur qui a moyenne iustice quand elle est trouuce en son fief & jurisdiction, icelle chose doit garder pour icelle rendre à celuy à qui elle seroit s'illa luy venoit demander, & en l'informant qu'elle fust sienne, la luy doit rendre & restituer en rendant les miles & impenses.

Quad aucunes espaues sont trouvees en la terre d'aucun seigneur, iceluy seigneur les doit faire proclamer par trois dimanches continuels & consecutifs en la paroisse du lieu où elles ont esté trouvees & par trois jours de marché: & si durant les trois proclamations il ne vient qui les aduouë, ledit seigneur declaration faite par son iuge ou autre iuge competant, en peut diposer à son plaisir.

Si aucun des suiets treuve essain d'auetes en son fonds, où il n'a siefne iustice, il sera tenu de les reueler au seigneur de la iustice duquel est ledit essain dedans huit iours. Et en ce faisant il aura la moitié dudit espaue & l'autre moitié appartiendra à celuy à qui sera la instice,& s'il le recelle malicieulement & en soit contiaineu, il restituera laditte espaue & payera l'amende de lx. sols à applicquer, c'est àscauoir au bas insticier vij. sols six deniers tournois, & le surplus à son suzerain, toutes-fois si ledit seigneur est negligent, la reuelation à luy deuëment saite par ledit suiet à recueillir lesdites auettes dedas huit iours, elles demourerot au seigneur dudit fonds. Et si aucnn prend ledit essain d'auettes en autruy sonds & les emporte, il est reputé larron & sera puny à l'arbitrage de justice. The pederolal and a street section of

Digitized by Google

· Art.i.

CHAPPIRE 4

Des droits de haute iustie non ayant droit de chastellenie.

Art.i.

E haut iusticier est fondé de cenir ses assisses quatre sois l'an, & donner seureté & faire leuer homme trouué mort en sa haute iustice hors grands chemins, cognoistre & punir des cas criminels concernant naute iustice, excepté de meurtre sait de guet à pense, de semme sor cee, de boutemens de seu, & peut prendre amendes tant coustumieres qu'arbitraires.

Et si le haut insticier a vassaux qui tiennent de luy à foy & hommage, & ils n'ayent moulin en leurs siefs, ledit haut insticier pourra contraindre les estrangers constumiers de ses vassaux à venir moudre à son moulin, pour ueu qu'ils soient demouras au dedans de la lieue dudit moulin.

iii.

Celuy qui a haute iustice peut auoir iustice patibulaire à deux piliers à liens par dedans & par dehors.

CHAP. 5. Des droits de seigneur chastellain. Article premier.

LES droits de seigneur chastellain sont tels que en sa terre & chastellenie il a haute iustice moyenne & basse & peut banir & non rappeller. Aussi peut saire tenir plez de xv.en xv.& seim ipse iudex de quo no se sassissi sij. sois l'an. Aussi des droits de seigneur chastellain sont & dependent droits de sodubitatur L. rests, colleges, soires, marchez, aumosneries, maladeries, seaux de cotracts, droit depeage, de
index D. de re
indica. sed nec
inquia no ses des grans chemins & des cas commis en iceux. Et desquels droits il pourront iouyr comme
ci, quia no ses
sur grans chemins & des cas commis en iceux. Et desquels droits il pourront iouyr comme
d'ancienneté en ont iouy & iouyssent à present & non autrement, & doiuent lesdits gras chesuitats concedere
ont plus de seize pieds de large, il n'est permis de les estroissir n'amoindrer.

ij.

Le seigneur chastellain est fondé d'auoir la preeminence deuant ses vassaux és eglises estás en & de sa chastellenie, comme d'auoir & tenir l'extres à ses armes & timbres au dedans & de hors desdittes eglises. Et peut prohiber & desendre qu'autre ses vassaux ne mettent l'extres n'armoiries esdittes eglises ou preiudice de saditte preeminence, sinon que son vassal sust sont dateur especial de laditte eglise: auquel cas il pourra auoir & tenir l'extre à les armes, armories tymbres & autrement au dedans & dehors saditte eglise: sinon que saditte eglise sust la princicipalle eglise parochial en laquelle sut assis le chastel ou principalle maison de saditte chastelle nie: auquel cas sedit vassal ne pourra auoir ses dehors, mais les pourra auoir dedans seulement. Et aussi si ledit vassal d'ancienneté auoit vse de tenir l'extres & armes au dedans de laditte eglise, saire le pourra.

Tous lieux, terres, dommaines, cens, rentes & autres choses situees & assises en Lodunois soient nobles & noblement tenues, roturierement ou autrement, seront gouvernees seló les coustumes dudit pays: posé qu'elles soient tenues d'autres terres & seigneurs estant hors les fins & limites dudit pays.

Le seigneur chastellain a droit de police, faire bans, cris, proclamations en sa ville ou bourg, mettre & induire peine sur ses suiets selon la qualité du cassaussi bailler aulnes, poix, balances, & crochets. Et seront tenus ceux qui ont droit de sep à poix & mesures & en vsent, de presenter leur dit sep à la iustice du seigneur suzerain dont ils sont suiets vne sois à la vie du seigneur qui a celuy droit à ce qu'ils ne puissent estre creuz ou diminuez. Et a droit de iusticier messier ou mesureur.

Et seront saits les vesseaux à vin, comme pippes, bussars, & quars de bon bois section pugnais, rogé, verigtné, n'artuzonné, sans aubour, reliez bien & conuenablement: & tiendra chacune pippe xxxyi, gealloyes, chacune gealloye douze pintes, à la grade mesure, & les bussars & quars à l'equipollent. Et est défendu a tous toneliers de non faire aucuns vesseaux qu'il ne soiét de la matière & mesure des usus interestes et seron tenus les dits tonneliets chacun endroit soy mettre leur merque en chacun vesseau qu'ils vendront, le tout sur peine d'amende arbitraire & de payer les dommages & interests des parties.

Le seigneur chastellain est fondé dauoir chastel & peur auoir instice patibulaire à trois pilliers garnis de liens par dedans & par dehors.

Tous vendans draps soit en gros ou en detail, les ausnéront par le fest sur peine d'amende ar bitraire, fors les rolleaux, srises, & carizez d'Angleterre.

Et ne seront vendus ou exposez en vente à l'aulne, en laditte seigneurie, les dits draps de lai

lius posset gra tius concedere adde que dică J.tit.seq.S.I. C.M.

1. Ti.6. S. 1

ne, sinon qu'ils soient mouillez, retraits & prest d'eauë sons, & exceptez les frises & doubleures non excedens douze fols six deniers tournois l'aulne. Et ceux qui seront trouuez faisans le contraire seront punis selon les ordonnances Royaux sur-ce faites.

Et pourront lesdits marchas tenir presses en leurs maisons & presser lesdits draps, pourueu que les littes presses soient comme elles sont à Paris: c'est à sçauoir, en bois, & puis en papier tant seulement, & non en fer, arain n'autre chose.

> Des droits de baronnie. CHAP. 6.

E seigneur baron vse de tous droits qu'vsent les seigneurs & iusticiers precedens, & auec ter lequitur re 'ce peut rappeller.'

Auant qu'aucun se puisse dire seigneur baron, il conuient qu'il ait souz luy plusieurs chastelprehendere mon
lains ou deux pour le moins, & est fondé d'auoir ville close, college, abbaye ou prieuré, ou autiat in sus antres droits declarez au chapitre des droits de seigneur chastellain.

Le seigneur baron peut donner à son vassal, qui tient de luy à soy & hommage, haute iustice dicibme sur moyenne & basse. Et peut ledit baron auoir iustice patibulaire à quatre pilliers garnis de liens inferiorn et a par dedans & par dehors, mais il n'y aura point de fest par dessus.

En baronnie la iustice du parageau ressort en la iustice de son chef parageur.

Des droits de peages & coustumes. CHAP.

ARCHANT forain ou autre conduisant denrees par le chef de la peagerie fonssitutionem trespassant icelle peagerie sans acquitter paus soit le chef de la peagerie constitutionem M' trespassant icelle peagerie sans acquitter, paye soixante sols d'amende & le droit Lude 12. late de la coustume ou peage, & les fraiz de la poursuitte : mais si le forain trespasse par anno 1499.5. l'une des branches de laditte peagerie ignorantledit peage ou coustume, en iurat laditte ignorance & payant laditte coustume, il sen ira sans amende pour la premiere fois, & sil n'ose iu-tiarum sibi re rer, il payera soixante sols d'amende & le droit du peage ou de coustume, & les fraiz de pouradimit, contra

Qui conduit ou fait conduire les choses du creu de son heritage d'une peagerie en l'autre en aucunes de ses maisons ne doit coustume ne depry s'il ne passe par le chef de la peagerie ou bitoria, megaautre lieu la où il y ait billette, auquel cas y-a depry seulement.

cre neu la ou il y ait billette, auquel cas y-a depry leulement. Ceux qui achetent blé, vin ou autres choses pour leurs prouisions, & le trespassent hors de sucudo suffice la peagerie, doiuent la coustume s'ils ne sont privilegez, auquel cas les privilegez doiuent depry seulement: & en dessaut de depry payeront soixante sols d'amende auec les fraiz, comme ab bac. Bat

Qui a droit de peage doit tenir en reparation les pont & passages sur chemins, rivieres & procurator, sed ruisseaux du grant chemin peageau, sinon qu'autres par deuoir y sussent tenuz. Et au regard diam qui cu des reparatios des autres chemins voisinaux, il sera pourueu par les iuges ordinaires des lieux im interest apen la jutifdiction desquels seront situez & assis lesdits chemins, ainsi que de raison.

Et si le marchant ou autre trespassent par ledit peage par dessaut d'entretenir lesdits ponts dixi.C.M. passages & chemins en bonne & suffisante reparation sous froit ou soustenoit aucuns dommages & interests, ledit seigneur ayant ledit droit ou son sermier en sera tenu, Et pourra ledit seigneur suzerain à la requeste de partie interessee saissir les fruits de la seigneurie où sera situé ledit peage iusques à pleine satif-faction desdits interest & dommage, ledit seigneur ou ledit serinier à ce appellé.

:1

'U

ςţ

Si aucun marchant se part au matin de son hebergement pour aller à foyre ou marché, passant par aucune peagerie, & en iceluy jour d'auanture il retourne par ces pas, il ne doir qu'vn peage ne qu'vn depry, supposé qu'il ait vendu saditte marchandise ou partie d'icel-

Pour auoir mal acquitté n'a point de confiscation, soit du bien acquitté ou du mal acquitté:mais il y escher amende de lx. sols pour le malacquitté auec le droit de peage & les fraiz miles & despenses.

tam, sed hac omnia falfa funt:cosuetudo 111j. nu negligetia no folim reg UX pellari possit, V. facille ti.pra-

LII iiij.

CHAPITE 8.

Des loyaux aydes & roußins on chenaux de fernice, des gardes deues aux chasteaux des seigneurs, & la maniere comment ils doinent estre faits esteuez. Art.i.

ROVSSINS de service aucune sois sont deuz à muance d'homme & aucune sois à muace de seigneur, & aucune sois à muance d'homme & de seigneur, & en y-a les aucuns qui sont abonnez & les autres non, & de ceux qui ne sont abonnez en sera parlé à la sin de ce tiltre.

Loyaux aydes sont deuz en trois cas & pour trois causes quand elles y aduiennent: la premiere si est pour la rançon du seigneur duquel la chose hommagee est tenue quand il est prisonnier aux ennemys de la soy ou de ce royaume: la seconde cause est pour le mariage de la sile aisnee dudit seigneur: la tierce quand ledit seigneur qui a accoustumé suyure les armes est fait cheualier.

Et si les deux ou trois cas aduiennent en vne année, le seigneur pourra leuer lesdits aydes par diuerses années ensuyuans l'une l'autre, si bon luy semble, & n'en pourra leuer qu'une en vne année.

Les vassaux qui doiuent les gardes és chasteaux des seigneurs de qui ils tiennent, les doiuét faire en la maniere qui s'ensuit.

Celuy qui doit gardes à son seigneur les doit faire vne fois en sa vie quand elles suy sont comandees. Et s'il dessaut & il soit noble, il paye d'amende pour chacun iour dix sols tournois, & le roturier cinq sols tournois pour chacun iour de dessaut.

Les vassaux qui doiuent gardes de leurs corps auec gens en leur compagnie, ils les doiuent faire quand elles leur sont commandees, comme dessus, & par la forme dessudit et y peuvent estre contraints. Et est à entendre que ceux que ledit vassal garantist en parage, luy ayderot à payer ledit roussin & aydes dessudit et la tierce partie de ce que ledit vassal en payera & vn chacun d'eux selon ce qui tiendra desdittes choses.

Pour roussin de service non abonné sera payé le cinq-ieme de la valeur du reuenu du fief pour vne annee.

Quand les loyaux aydes non abonnez escherront, ils se leueront sur ceux qui tiennent à hommage & seruice annuel: c'est à sçauoir, la tierce partie dudit seruice, outre iceluy seruice. Et s'il n'y-a seruice annuel, les loyaux des aydes se leueront à la valeur de sa sept-ieme partie du reuenu dudit sies pour l'annee qu'elles escherront sur le droit dudit vassal & non de laboureur, & en-tant que touche les cens & rentes inseodees s'ils ne passent vingt sols tournois, ils doubleront seulement. Et si les dits cens & rentes excedent laditte somme de vingt sols, il ne doubleront. verbi gratia, s'il y auoit vingt-cinq sols, il ne payera que vingt sols, & sic de singulis. Et si le deuoir consiste en bled, il doublera à la raison de ce que le bled est estimé par la coustume du pays sans ce que le dit subiet solt tenu payer ledit bled pour doublement, mais seulement laditte execution, & se semblable des chappons, poulles, oyes, & autres cho-ses.

Et des rentes roturieres n'est deu aucune ayde & sont dictes rentes roturieres qui sont acquiles par le seigneur en son sief.

A noble, & non roturier, est deu loyal ayde.

CHAP. 9. Bancavin.

Art.i.

EIGNEVR qui a droit de banc à vin, peut vendre le vin de son creu de son sief, pour s'aison duquel il a le droit de bancage, ledit vin, bon, pur, & net, & à pris raisonnable, se lon le cours du pays durant son banc par les mains des seruiteurs ou commis au dedans de son bencage, & ledit droit ne pourra bailler n'affermer, & ne durera ledit bancage que xl. iours. Et si ledit seigneur vse dudit droit autrement qu'il est contenu audit article il pert & est dessors descheu dudit droit pour l'annee & pareillement pour l'annee prochaine ensuiuant.

CHAP-



CHAP. IO

D'indemnité & d'iniunction.

Article.i.

I gens d'eglise, frairies, communautez ou autres mains-mortes acquierent ou leur est donné aucun heritage, rente ou domaine, le seigneur ou sief duquel sont les sier choses, & n'eust-il que basse iustice, les pourra faire conuenir à la cour de son suzerain, si bon luy semble, pour leur faire iniunction de mettre hors leur mains dedans l'an & sour apres laditte iniunction, tous les acquests, dons, laiz, qui leur ont esté faits depuis xl. ans precedens laditte iniunction. Et leur peut la cour indire & declarer qu'en cas de dessaut d'obeir à laditte iniunction, le seigneur leuera à son prossit les fruits desdits acquests, dos & laiz, iusques à ce qu'ils ayent obey. Et l'an & iour passez, s'ils n'ont obey à laditte injunction, le dit seigneur leuera les fruits desdittes choses à son prossit iusques à ce qu'ils ayent obey, comme defsus.

1

1

Ġ,

ũ

ĸ,

Å

Œ

ţ.

ij. ef

1.

:01 (cr.

at de

U.

γ

Ξij

Et si la rente ou domaine au temps de l'injunction appartenant à l'eglise ou autres mainsmortes xl. ans par deuant ledit seigneur ne peut saire laditte iniunction, mais il contraindra les dessussités de luy payer profsit d'indemnité pour vne sois, ou rente par chacun an. Et s'entend laditte indemnité qu'il aura la cinq-ieme partie des deniers de l'acquest, ou la cinq-ieme partie de la valleur des choses acquises où il n'y-a eu deniers baillez ou la cinq-ieme partie du reuenu de l'heritage ou rente à perpetuité, ou leuera le reuenu dudit heritage cinq ans pour laditte indemnité au choix dudit seigneur de sies.

Et n'empesche en rien le payement du deuoir seodal fait au seigneur, par les gens d'eglise desdittes choses de leursdits acquests, dos, & laiz, depuis le dit temps que le dit seigneur ne leur sace saire la ditte iniunction, & qu'il n'ayt la ditte indemnité par la forme & maniere cy dessus declaree.

Indemnité par quelque tenement ne se prescrit point, sinon qu'il y ait temps immemorial qui est de cent ans.

Les seigneurs suzerains pour leurs interests peuvent saire interrupter dedans xlans les gés d'eglise ou autre tenans en main-morte, qui ont acquis vn sief de leurs vassaux à la conservation de leurs droits.

CHAPITRE II.

Comment & quand hommage se doit offrir à son seigneur.

Article.i.

VAND aucun vassal, qui tient à foy & hommage d'aucun seigneur, va de vie à trespassement, son heritier est tenu d'aller deuers ledit seigneur dedans xl. iours apres la mort dudit vassal, pour faire la foy & hommage audit seigneur des choses tenues de luy à laditte soy. Et s'il ne le fait, ledit seigneur pourra leuer à son prossit tous les fruits & reue-inu d'icelle terre par sa main en dessaut de soy & hommage no faits: ou commettre par sa cour commissaires à ce faire, reservé le droit du laboureur. Et pourra faire pescher les estags qui sont en pesche, & coupper & vendre les bois de couppe sans faire rauage, degasts, ne dissipation, iusques à ce qu'il ait homme.

Et pendans lesdits xl. iours ne pourra le seigneur de sief prendre sur ledit vassal par dessaut d'homme, aussi ce pendant ne pourra le subiet empirer le sief au preiudice du seigneur, sors

demourer ou hebergement, coupper du bois à son vsage de chauffage, & prendre conils & pigeons pour son viure seulement.

Et au regard de ceux qui viennent à estre seigneurs, soit par acquest, mariage, ou autremét que par mort, d'aucunes choses hereditaux tenant par soy & hommage, ils doiuent aller dedas quinze iours deuers le seigneur de siefapres le cas aduenu, luy monstrer leurs contracts de leurs acquests, offrir laditte soy & hommage, ventes & deuoirs à ce apparten at, pour ueu que ce pendant le sief ne sera point empiré, comme dit est.

Et s'il ne le font, ledit seigneur pourra prendre & leuer par dessaut de soy & hommage no fait, comme dessus, & sera au choix dudit seigneur de prendre les ventes, ou prendre le rachat d'icelle annee, ou prendre la chose par puissance de sief, si l'acquereur n'est parent en la ligne, dont meut la chose vendue.

Le seigneur de sief a droit, & est sondé d'auoir ventes & honneurs, des choses mouuantes de sondit sief, vendues à graces perpetuelles ou excedantes le temps de neufans, & d'auoir l'ex hibition des contracts desdittes venditions, & doit estre recogneu des soy & hommage par les acquereurs d'icelles choses où elles seroient tenues de luy à soy & hommage: autrement, & en cas de dessaut desdittes soy & hommage non fait, ledit seigneur de sief peut prendre & leuer, ou faire prendre & leuer en sa main & à son prossit les fruits d'icelles choses iusques à ce qu'il ait homme qui ait fait lesdittes soy & hommage ou offre sussissante deu d'icelles, faire ou mis ledit homme en ses respits, comme dit estre au regard dudit acquereur il n'est receu à icelle saire pendant laditte grace de neuf ans, sinon que ledit acquereur voulsit payer lesdit tes ventes ou gaigner ledit rachat au choix dudit seigneur, comme dit est auquel cas ledit seigneur seodal le pourra à ce receuoir aux perils & fortunes dudit acquereur, & iouira ledit acquereur dessittes choses par luy acquises pendant laditte grace, souz les soy & hommage saits par son vendeur.

Et le seigneur nouvellement venu en sa terre aust que leuer sur ses vassaux par dessaut d'hôme, s'il est seigneur chastellain, doit saire crier ses hommages au lieu accoustumé de saire criers àiour de soires ou de marché, à par cedule attachée au posteau de la halle ou autre lieu publice à vaudra pour tous ceux qui ont sief en la chastellenie. Et s'il y-a aucuns ayans siefs hors la ditte chastellenie, ledit seigneur leur sera signifier les lits hommages à la personne du vassal, ou par cedule attachée à la porte du lieu hommagé. Et si ledit seigneur n'a droit de chastellenie, il fera sçauoir ses hommages à ses vassaux, ou par cedule attachée à la porte desdittes choses tenantes quarantes iours dudit seigneur, & contiendra l'assignation par les dits vassaux pour le moins.

Et si le vassal n'a domicile ou lieu conuenable où ledit seigneur puisse signifier laditte assignation de ses hommages, sera tenu saire signifier les lits hommages au prosne, ou à l'issue de la grand' messe de Dimanche de la parroisse, où les choses tenues par hommage sont assises.

Le vassal doit faire hommage simple à son seigneur, nue teste, les mains iointes, & le baiser. Et celuy qui doit hommage lige, le doit faire mains iointes, sur les euangiles, nue reste, deceint & le baiser en faisant les sermens requis.

Si bail rend la terre à son mineur auant son aage, ses hommes ne luy seront pas hommage, s'ils ne veulent: & aussi les seigneurs du mineur ne le receueront pas à hommage, s'il ne leur plaist.

Le seigneur qui leue par deffaut d'homme, doit laisser la portion du laboureur ou mestayet au regard des fruits artificiels, & non des naturels, si bon ne luy semble.

CHAP. 12. De deppie de fief & de parage. Article.i.

ES seigneurs doiuent demander par action pour la premiere sois, hommage de chofe venue par parage failly & par deppié de sief, & quand la soy est interrompue par vn moyen.

Hommage est deu par deppie de sief quand on transporte partie de la chose hommagee sans retention de deuoir. Et aussi quand on transporte au deuoir ou sans deuoir, pourueu que ledit plus du tiers deuoir precompté y ait, neantmoins plus du tiers aliené.

Deppie de fief n'a point de lieu, en partage fait par les deux parts & par le tiers de droit suc cessif.

Quand



Quand aucun fiefest despecé & de rechef les parties d'iceluy sont reunits i & consolidecs ensemble, ils demeurent en & souz la premiere soy. 100 1 2500 On ne peurabonner les rentes & deuoirs, hommager ou charger son heritage hommagé de rente ou autre deuoir, que insques à la tierce partie de la valeur d'iceluy, que foy & hommage ne soit acquile par deppie de fief de chacun des acquereurs ou abonneurs au seigneur suze-: gain:mais pour abonner l'hommage à deuoir n'est point le sief despecé. Quand les acquereurs sont hommage au seigneur suzerain par deppie de sief, sans sommer le seigneur vendeur de leur porter garantage, ce ne peur estre au presudice dudit seigneur vendeur, qu'il p'en ait de rechef l'obeissance, sommation saite à son seigneur de la luy rendre en l'informant qu'il tient aduenant pour le garantir, si le seigneur ne veut metttre: en fait le desad-. Le parageau a telle iustice,& tient suissi noblement comme son parageau fil n'est party de baronnie qu'au dessus auquel cas il ne peut auoir ne demander les droits & preeminéces sans lesquels baronnie ne peut est ditte comme le chastel & autres droits declarez au chapitre des droits de baronnie. Le parageau ne ses subiets hors baronnie, ne respond point durant le parage à la cour du parageur, qu'en cas de mesures pour les venir querir & adiuster au sep & estellon dudit para geur & aussi pour racempter le parage. Si le parageur transportoses choses soit à personne estrange ou autre, neantmoins sera tepu garantirau parageaules choses dudit parage, tant que le parage se pourra precompter & nombrer entre le parageau & le premier parageur. Le parage faut en trois manieres: Primò, quand le fief est tellement esloigné qu'on se peut prendre par mariage: Secundò, quand la chose garantie est transport à érsonnez : Tertiò, quad le parageau, sans sommer son parageur, a fait hommage au seigneur suzerain, car en iceluy cas Robeissance en doit estre rendue audit parageur s'il le requiert, lequel parageau sera amodo laditte foy audit parageur. Hommage deu par parage failly, se doit faire au parageur, tel qu'iceluy parageur fait à son suzerain. Et en outre celuy nouveau vassal s'il tient le tiers de la terre, payera audit parageur le tiers du deuoir deu pour raison dudit sief,& sinon pour telle portion qu'il en tiendra:mais il ne payera riens pour la premiere foy & hommage. Les parageaux, jaçoit qu'ils soiét seigneurs proprietaires, ne sont tenus faire hommage du rant leur parage. De desadueuz. Article i. CHAP. 13. I aucun est adiourné en la cour d'aucun seigneur, & par icelle cour luy est demandé & requisqu'il baille ou monstre par declaration ce qu'il tient du seigneur censiuement ou par hommage, & il desaduouë tenir aucune chose de luy, il pert à perpetuité ce qu'il tient dudit seigneur: & s'en peut ledit seigneur ensaisiner, declaration premierement faite par le iuge suzerain, pour-ce qu'il s'est d'esaduoué tenir aucune chose dudit seigneur. Mais si ledit homme avoit esté condemné à bailler par declaration ou par adueu ce qu'il tient de luy,

à

K

5

10

ic

ńί

西江田

ننا

7. j

& en la fin desdittes declarations ou aducu il escrit qu'il proteste que si aucune chose a oublié à mettre en sedittes declarations ou adueu, qu'il soit tenu dudit seigneur, il la baillera par declaration ou adueu, & l'aduouera tenir de luy si tost qu'il en aura cognoissance. Et en ce cas si aucune chose auoit obmise, & vint-il dedans l'an apres laditte declaration ou adueuz receuz, il seroit creu par son sermét de iurer qu'il ne l'auoit pas fait malicieusemet, mais qu'il n'en auoit point eu de cognoissance.

> De rachats & ventes. CHAP. 14.

HOMME noble ou roturier fait rachat de la chose hommagee à luy appartenant, à cause ii. En succession, soit directe ou collateralle, où il y-a moyen entre le decedé & son heritier, ya Si aucun fait foy & hommage à son seigneur de la chose dont rachat est deu, & il ait gagé le rachat de la chose hommagee, le seigneur doit prendre & leuer pour son rachat les

fruits & reuenus de la chose hommagee pour l'annee qu'il gage. Et apres laditte gagerie de rachat fait, demourera, si bon luy semble, és maisons & chasteaux, ou pourra enuoyer loget esdittes maisons & chasteaux de ses serviteurs sans desloger l'heritier, & exploieter les choses en la forme & maniere que le seigneur faisoit parauant, sans plus, peschera les estangs; pourtien que le poisson y ait esté deux ans entiers en eaue & peuplez, aura les prossits & auantures'de fief, si fief y-a, couppera les bois, taillis accoustumez d'estre couppez, pourueu qu'ils avent quatre fueilles, & quatre mois de May passez: & ne pourra coupper les bois de fustaye iüj. ne les layes.

Et est asçauoir que s'il y-a mestairies exploictees par mestayer parauant trente ans & depuis moitié à iceluy mestayer aura faite moitié des fruits d'icelle année en la maniere qu'il auoit auec son maistre, si elle est labouree & semee.

Et commencera ledit rachat dessors de la gageure d'iceluy.

vj. Et est à entendre que si és chosés leuces par ledit rachat, y-a vigne, celuy qui leuc ledit rachat, est tenu de les faire & labourer comme faisoit ledit seigneur d'icelles des saçons en quoy elles estoyent au temps du rachat gagé, & rendre les terres labourables en l'estat qu'elles estoient lors de la gageure dudit rachat : & en vsera comme bon pere de famille sans faire ra-

Ét quant aux mestairies ou domaines baillez à rente ou à ferme, il sera au choix du seigneur de fief de prendre la leuce de l'annee ou la ferme ou rente, fi par trente ans continuels la chofe n'a esté arentee ou affermee : auquel cas le seigneur ne pourra prendre que la rente ou la fer-

Celuy qui entre en aucu heritage hommagé à tiltre de donnaison, doit rachat ou seigneur de fief dont tel heritage est tenu, sinon que le pere ou mere donne à leur fils en auancement de droit successif ou autrement aucun heritage tenu à foyscar en ce cas n'a point de rachat:toutel-fois si & quand tel don est fait en mariage ou autrement à la fille, son mary en sera la foy & hommage,& en payera le rachar.

Femme vefue laissée grosse comme ayant le bail & garde de son enfant, fera la foy & hommages des heritages de son seu mary, & ne payera aucun rachat: car par laditre coustume, bail naturel pour les hommages faits audit nom, ne fait courir en rachat les terres tenues noblement de celuy qui tient en bail.

Homme de foy doit faire la foy & hommage en personne s'il n'est furieux & insensé ou prins de telles maladies qu'il ne puisse aller ne venir, auquel cas son tuteur, curateur ou procureur especial sera receu à la foy & hommage.

Si plusieurs rachats d'une mesme chose escheoyent successivement en un angils auront lieu 1. 11.5ed vi- & par la gageure du second finera le premier.

Et si durant l'annee du rachat escheoit autre rachat d'aucune terre tenue à hommage de la 6.22.4.38.6 terre qui court en rachat, ledit seigneur seodal qui leue ledit rachat, en iouyra, & s'appelle rachat rencontré.

En heritages hommagez & eschangez putement, estant en diuers fiefs, y-a vétes ou rachat au choix dudit seigneur: mais n'y-a aucune prinse par puissance de fief.

Pour premiere foy & hommage par deppie de fief ou par parage failly n'est deu aucun rachat, si les choses de laditte soy & hommage ne se separent du sief par fait estrange. Auquel cas rachat ou ventes sont deuës au seigneur au choix & election dudit seigneur.

Le seigneur ne peut leuer les heritages hommagez de la semme nouvellement espousee, par deffaut de foy & hommage, iusques à quinze iours apres les espousailles.

Le seigneur qui leue par rachat, n'acquittera aucunes charges, obligations, n'hypothecques d'heritages, sinon qu'ils, ou ses predecesseurs, les ayent consenties ou qu'elles soient ancienes

Et si le rachat & les loyaux aides aduiennent en vne mesme annee, le rachat se releuera par le leigneur. Et en ce faisant seront confuz en luy les loyaux aides qui escherront pendant ledit rachat.3

Si home d'eglise qui doit soy & hommage pour raison d'aucun sief amorty & indemné dependant de son benefice se meurt ou se depart de son benefice, est deu rachat au seigneur pour la nouuelle foy, s'il n'y-a paction au contraire.

Chapitre, conuents, frairies & comunautez qui doiuent foy & hommage à cause d'aucuns 1.32. C.M. heritages admortis & indemnez, sont tenus bailler homme qui face laditte soy, par la mort

de que dixi in consuet. parisi.

2. 16.Intelli- de xl.ans.3 ge palam consinuees,secuede occulta hyposheca vel subsi diaria. C.M. 3. 17. Hoc eft aquum & iux sa illud quod scripfi in con-[w.parif. 6.22.

d.

٩,

语馬山田

Ģ

 $\widetilde{\Pi}^{*}$

١,

ij.

ł

i D

ď,

W

d. Ħ.

ij,

Œ

Û ij

D-

ш

Ç.

OH

œ

Į.

,tu

Ü,

12

, i 4

4

Ī,

7 zł

17

ربم

(1)

1

្រ

¢

ابد

duquel est deu rachat au seigneur pour la nouuelle foy, s'il n'y-a paction, comme des-

Femme qui suruit son mary elle estant vesue, sera hommage de l'acquest de la chose hommagee d'eux deux sans rachat, pourueu que son seu mary ait payé les ventes, gagé ou payé le

De la chose tenue franc deuoir, n'est deu rachat : & est à entendre franc deuoir quand l'homme a esté mué en deuoir, ou que l'heritage roturier est baillé par le seigneur du fief franc devoir, posé que ledit devoir soit annuel, ou soit deu a muance d'homme ou de sei-

Seigneur de fief doit estre receu à faire demande de ses ventes des choses acquises en son fief contre l'acquereur, iusques à trente ans: mais il ne sera receu à faire demande desdites ventes à la femme ou heritier qu'au dedans de dix ans apres l'acquest, sinon que l'acquereur en eust esté mis en proces.

Pour vendition d'heritages, est deu ventes de xx. sols ; vingt deniers ; & pour les grains dix deniers pour tout l'acquest, és lieux où l'on a vsé & accoustumé de prendre grains outre lesdittes ventes, sinon delà la riuiere de Briande, auquel lieu on a cy deuat accoustumé prédre trois sols quatre deniers pour lesdittes ventes.

Et sont deuz ventes de tous heritages permutez en diuers fies, ad arbitrium boni viri. Et pareillement sont deuës ventes pour les donnaisons qui sont faites, pour cause de recompen-

En vendition où il y-a grace donnee iuques à trois ou quatre ans ou moins, ou icelle grace auant qu'elle soit finie & prorogee par vn contract ou plusieurs, il n'y-a point de ventes, si telle grace n'excede neuf ansimais (i la grace est generalle ou excedant le temps de neuf ans , il y-a I ventes. XXVJ

Et si auant la possession prinse ou baillee de la chose vendue ou alience, le contract estoit nein confuer. resolu du consentement des parties, il n'en seta deu aucunes ventes: toutes-soit sequereur paris 3.42.0.26.
estoit conuenu pour exhiber ses contracts ou payer ses ventes, il sera tenu informer de laditte resolution promptement.

En transaction où il y-a delaiz & desistement de chose immeuble où il y-a deniers baillez ou equipollent, y-a ventes pour ce qui est baillé.

En rerour de partage d'heritage, n'y-a aucunes ventes, si le retour est fait des choses meubles de la mesme succession,

CHAP. 15. De retraicts lignagers!

VAND aucune chose immeuble est vendue ou transportee par contract, de vente consideration Q ou equipollent à vente, où il y-a eu bourse dessiee & deniers ou autres meubles baillez matre sient à ou promis bailler, les lignagers du vendeur en la ligne 2 dont meut laditte chole vendue ou transportee, comme dit est, penuent avoir par retraict laditée chose ainsi vendue ou ten vinculte perinque transportee, en resondant à l'acquereur le sort principal de l'acquest duec les loyaux couste-iuncleun'est mens, en metrant iceluy acquereur en adjournement en clain & matiere de retraice dedans par le plus prol'an & iour dudit acquest ou de la possession prinse desdittes choses vendues ou transportees fequ. 361 re3 au dedans l'an & iour de la grace donnée par ledit contract de la vendition ou transport si- presentation en transport sinic

Et seront preserez les plus prochains lignagers du vendeur en la ligne dont meut laditte est remotior, so ose ou leurs representations aux maine prochains lignagers du vendeur en la ligne dont meut laditte est remotior, se chose ou leurs representants aux moins prochains, en-tant que si aucun moins proche auoit medaturei qui fait bailler adiournenient en clain & matiete de retraich & il y eust este cogneu en assise. & enchargé d'apporter les deniers dudit retraict dedans huistiques, ainsi qu'il est de coustume de Scrips late pro le faire celuy qui est plus proche de lignage dudit vendeur ou son representant, peut venir au-ne, anno 1564 dit iour de huictaine entre la bourse & les depiers: & en offrant & payant les dits deniers, il aura in seeunde Toledit retraict, & non pas celuy le plus loingtain du lignage qui aura esté cogneu audit retraict, meris. C.M. en luy payant les despens raisonnables qu'ils auront pour-ce faits.

Et si le contract de vendition est par escrit, la grace sera par escrit, autrement elle ne correit insta pourra preiudicier au lignager n'au seigneur de fiefitoutes fois si ledit cotract de vendition ou alienation estoit sans escriture, la grace donnée en faisant ledit contract, se pourra prouuer qui libri habepar telmoins, tout ainsi que laditte vendisson. Et si auant la tradition ou possession reelle de mais. C.M.

2. Ti.15.5.1. Article i. Sine paterna familia aquè cludit verin-

Digitized by Google

Mmm

ladirre chose acquise, le contract estoit resolu du consentement des parties, il n'y aura point de

Et doit l'acquereur prendre possession apparente reelle, & non clandestine des choses acquises, en presence de deux tesmoins voisinaux pour le moins, à ce que les lignagers du vendeur puissent auoir cognoissance de laditte vendition.

Le plus prochain lignager prefere le moins prochain à auoir les choses par retraict, pourueu qu'il viennent dedans temps deu: C'est à sçauoir, dedans l'an & iour par adiournement en clain de retraict, ou entre la bourse & les deniers de la cognoissance dudit retraict, faite au moins prochain lignager, pour ueu que la huictaine de bailler lesdits deniers soit au dedans de l'an dudit acquest ou ensaissnement, & reigleront les retraicts selon les successions. Toutes-. fois n'est à entendre que la fille noble qui seroit marsee par pere ou par mere, & suffisamment apparagee, supposé que par la coustume elle fust forclose de successió de celuy ou celle par qui elle est mariee, soit pourtant forclose d'auoir les choses immeubles védues & aliences par celuy qui ainst l'auroit mariee subiette à retraict, si bon luy semble: mais est à entendre qu'elle pourra venir en venant dedans le temps deu, & à semblable pourra auoir le lignager heritier par retraict les choses immeubles aliences par son predecesseur.

Si aucuns qui sont lignagers du vendeur en plusieurs degrez, demandent tous en vn iour le mum illu esf- retraict de la chose vendue par leur parent, le retraict sera adjugé à eux: & chacun d'eux & celuy d'eux qui plus habile fera à auoir ledit retraict,& à chacun d'eux fera baillé iour de huictaine pour apporter lesdits deniers: en maniere que si le plus proche ne fournissoit des deniers audit iour de huictaine, le plus proche apres luy pourra auoir ledit retrait en fournissant, comme dessus, Et sic de singulis.

> Quand plusieurs d'vn degré de mandent vn retraict, chacun d'eux en aura sa part s'il veulet. Et si l'vn delaisse sa part des autres, ils l'auront en baillant les deniers.

> Si aucun acquiert de son frere dommaine, rente ou heritage, & l'vn des autres freres veut auoir la chose par retraict, il ne l'aura pas toute : mais en aura sa portion, & ne l'aura pas le seigneur de fief par puissance de fief auant le lignager, car le lignager presere le sei-

> Et si aucun seigneur de sief achete aucun heritage en son sief, & ledit heritage soit retraict par aucun lignager, iceluy seigneur sera payé de ses ventes & honneurs, par le retrayeur de la chose.

> En contract de bail à rente fait sans fraude n'a retraict : mais si laditte rente est recousse ou amortie dedans l'an dudit contract, il y-a retraict, tant du fons que de laditte rente. Et si laditte recousse ou amortissement est fait après l'an, si n'est par simple faculté donnée par l'acquereur en faisant ledit contract, il n'y-a retraict: mais si en iceluy contract faisant, y-a eu promesse & pa ction d'amortir laditte rente, y aura retraict au lignager, & au seigneur de sief comme des-

> Si heritage est baille à rente, & outre laditte rente y-a deniers baillez, ou equipolét, ou promis baillet, la chose est subierre à retraict en rendant les deiniers & loyaux coustemes à la charge de laditte rente:toutel-fois si ledit contract estoit fait en pur arrestement, n'y auroit aucun

> L'acquereur fait les fruits siens de la chose parluy acquise, insques à l'assignatio à luy baillee pou recenoir les deniets à la charge des labourages & miles faires pour cause desdits fruits ou pourra compter les labourages & miles desdits fruits, & laisser lesdits fruits à son choix & election: & l'il delaye, soit à l'assignation baillee en matiere de retraict, ou de receuoir sessitis deniers, perdra les fruits qui escherront dellors en auant, & seront au retrayant.

> Et si l'acquereur à fait àucunes thises necessaires en la chose par luy acquise, comme à labourer terres, vignes, & autres reparations necessaires parauant & depuis l'adiournement baillé, le retrayant sera tenu payer les constumes & miles dessuditres, en faisant ledit retraict: & ne pourra l'acquereur faire demolition ne nounel edifice sans auctorité de instice, au dedans de l'an de son acquest.
>
> xiii.

> Si aucun a acquis heritage, & le lignager du vendeur qui aura eu ledit heritage par retraict le vend ou transporte, soit à grace ou autrement , à autre au dedans de l'an & iour apres ledit retraict, le premier acquereur aufa ledit heritage en payant & rendant les premiers deniers du premier acquest, & les mises des labourages, si aucunes sont. En faisant premier bailler par ledit acquerein' adiournement en matiere de repetition de retraict au dedans de l'an &iour

Intellige no in concurretibue masculisquor ü fauore renuncianitssed desantibus. C.M.

& jour du secon d'acquest ou de la possession.

1

il.

CIS

Ė

le:

18.

ĬĴ.

11

7: 127

D

اع"

7

Et si aucun acquereur, en faisant la cognoissance de retraict du lignager, abonde plus grâde somme de deniers pour le sort principal qu'il n'é paya, & met le retrayeur par sa fraude & necessité de fornir desdits deniers & ledit acquereur en soit couaincu, il restituera audit retraieur les deniers qu'il auoit trop abondez, \& autant en auantage,& les despens; & l'amendera à la iustice de la somme de la sols.

Et pareillement si l'acquereur, adiourné audit clain de retraict, nie purement audit acquis, & il en est succumbé, il pert la chose & les deniers au prostit du lignager, & l'amendera comme en arbitraris

En pur eschange, n'a point de retraict.

Si l'vn des permutans acquiert à deniers de l'autre dedans l'an & iour d'iceluy eschange, la Minardo Théc sose par luy baillee en contre-eschange en coluir ces la lieure de l'autre de dans l'an & iour d'iceluy eschange, la marlamenta chose par luy baillee en contre-eschange: en celuy cas le lignager d'iceluy qui vend, aura à son condenari buchoix & election la chose vendue, ou la chose dudit eschange.

Et fily-a bourle dellice & deniers baillez ou l'equipollent qui n'excede le contre-eschange liures pariss. il n'y-a point de retraict:mais si le meuble excede l'immeuble d'autre moitié premierement c.m. recenupar l'acquereur des choses de l'eschange à la valeur du contre-eschage, il y-a retraict ou residu dudit eschange qui se peut raisonnablement separer & proffitablement diuiser. Toutes sois quand ledit acquereur, qui a baillé les deniers, voudroit cognoistre ledit lignager en tout d'iceluy eschange, iceluy lignager sera tenu de le prendre & de rendre lesdits deniers qui en furent baillez par l'acquereur, auec l'estimation de laditte chose baillet en contre-eschange, au choix & election dudit acquereur, autrement iceluy lignager n'aura rien dudit tetraic. Et sera fondé le seigneur de fief en retraict seodaljen l'esse dubstance de l'article comme dit est du lignager.

Retraict ne se cognoilt point par parties, n'à quartier au preiudice de l'acquereur, s'il ne luy plaist:c'est à dire, que si aucun acquiert vn heritage ou plusieurs qui soient de plusieurs bráchages ou degrez, & il soit adiourné en clain de tetraict enuers aucu qui ne soit lignager que de l'une des branches, il est au choix dudit acquereur de cognoistre ledit retraict en tout & en partie dudit acquest:& si le retrayeur ne demande que sa portion regardant son lignage; & n'en vueille plus, si ledit acquereur le cognoist en tout dudit acquest, iceluy retrayeur sera tenu & contrain& de prendre le tout, ou il n'aura rien dudit retraie: mais si ledit retrayeur de- 2.771.15.8.20 mandoir le tout par le retraice, & l'acheteur ne le voulist cognoistre finon en la portion regardant le lignage & branchage dudit retrayeur, il n'en aura sinon en-tant qu'il en aura de son branchage.

Et si aucun acquiert par plusieurs & diuers contracts, & le lightager du vendeur au de- iure contract? dans de l'an desdits contracts sait adjourner par retraice ledit acquereur, & il luy demande en non potest à auoir par fetraiet les choses qu'il a juquises de son lignager puisan & iour sans les declarer autrement. Et l'acquereur cognoisten cesté mansere & met en abondance ses achats consumité. A le & declare : c'est à squoir, pour tel contract, tant de deniers, & pour les autres semblablenit per gratia
ment: & ledit retrayeur dit ie ne veux auoir que telle chose, il y seta receu en le disant, est contra un oimelme iugement fait sur laditte cognoissance: & s'il ne le dit, il sera tenu prendre tous lesdits sudine datam. acquests, ou il n'en aura point. Mais si ledit lignager fait demande particuliere des choses con- c.m. tenues par contract, il y sera tenu, en prenant toutes les choses contenues par contract, & ne sera pas tenu prendre autre choses contenues par autres contracts, combien qu'ils soient dedans l'an & iour.

Et si l'adiourné en retraict apres la ditte demande à luy faite par son demandeur esdits termes generaux, obmet & delaisse aucune chose de ses acquests subjet à retraict, en faisant la cognoissance de retraict, laditte chose obmile est acquise audit demandeur sans bourse deslier, declaration de ce prealablement faite par iustice.

En transactió faite sans fraude n'és choses adjugees par decret, n'y-a point de retraict pour le lignager, ne printe par puillance de fief par le jeigneur de fief, mais y-a ventes au feigneur de

Action nee de demander retraict lignager, ne se peut cedder, donner, ou transporter.

Si le lignager qui veut auoit le tetraict a paction & appoinctement auant la cognoissance de retraict de le bailler à autruy, l'acquereur l'en peut debouter, & sera l'acquereur receu à alleguer & prouuer laditte paction & appointement sommairement & de plain, ou pourra diffe-Mmm ij.

XVIJ. est rt quando-que vidi prasi-XVIIJI de Antonio

quia dominue directus venit

rer le serment au lignager. En vn retraict n'a qu'vne cognoissance, pourueu qu'il soit fait cogneu & executé: & est à entendre que si executé n'estoit, supposé qu'ils eust esté cogneu, pourtant l'vn des autres lignagers ne seroit forclos à auoir lesdittes choses aliences par retraict: mais en vonant dedans le temps deu, comme dit est, les pourroit auoir, nonobstant laditte cognoissance première no executee. , Si deux lignagers font bailler adiournement en diuerles cours, au dedans de l'an & du four, la cognoissance ne se pourra faire au prejudice l'vn de l'autre. Entre roturiers, les deniers du retraict ou du rauoir & rescousse par grace, se doiuent bail-

ler au surviuant des consoincts par mariage acquereurs communs en biens les heritiers du decedé present ou appellez & en iouyra ledicsuruiuant sa vie durant, en baillant caution de rendre la moitié desdits deniers aux heritiers du decedé & apres la mort du dernier decedé lesdits deniers viendront aux heritiers de ceux conioincts par moitié.

Autrement est entre personne noble, car aux suruiuans des conioints communs en biens appartiennent les meubles du premier trespassé pour le tout, & les deniers issans des retraicts lignagers conventionnels & feodaux des choses qui auoient esté par eux acquises durant leur mariage.

Si aucuns acquests sont faits par les conioincts en mariage des deniers communs en aucunes choses par droit de puissance de fief, le survivant desdits conjoints tiendra lesdittes choses fa vie durant comme de pur acquest: mais le survivant decedé, lesdittes choses retourneront aux heritiers d'iceluy à qui estoit le sief, en payant aux heritiers de l'autre le demy denier de l'acquest, auec les loyaux cousts & mises au dedans de l'an & iour du trespas du dernier dece-

En vendition de fruits d'heritage, posé que les fruits soient enarrez pendans aussi en vendition de fruits ou pension d'heritages & de douaire coustumier ou conventionnel appartenant à femme noble ou roturiere, ou d'autre viuf-fruit, n'a point de retraict. XXXII.

Si meuble est vendu auec heritage par vn contract, le tout est subiet à retraict. xxxiij. Donnaison pour les aggreables seruices est subiet à retrait au dedans de l'an & iour de l'ensaissinement de la chose donnée en payant les deniers que la chose donnée sera estimée valoir, & est à entendre telle donaison quad elle est faite entre autres personnes, qu'entre conioinets XXXIII].

Retraict fait hors iugement, est reputé vendition.

XXXV.

Et seront faites les cognoissances de retraicts en plain iugement, & pleine audien-

Si & quand aucune rente payble à plusieurs termes en l'an est vendue & transportee par contract de vente ou equipolent à vente où il y-a tubourse deslice & deniers ou autres meubles baillez ou promis bailler, l'acquereur d'icelle ne peut soy desendre de tenement & posfession de laditte rente enuers les lignagers du vendeur, demandans icelle rente par retraict, que insques apres an & iour de la possession euë du premier terme de laditte rentc.

Les an & iour de retraict de laditte franche & acquise sur soy, se doiuent prendre du iour du premier terme qui escherra apres ledit franchissement.

Si le sergent à qui est requis l'adiournemet de retraict estre baillé, ne peut trouuer l'acquereur ou autre capable pour luy bailler ledit adiournement de retraict par-ce qu'il est absent de la seigneurie & qu'il n'y-a aucun domicile ou puisse estre baillé ledit adiournement, ledit sergent peut prendre & saissir les choses, & les baillera à commissaires iusques à ce que ledit absentait esleu le domicile, & baille à tourné pour receuoir ledit àdiournemet de rétraict & vaut telle saisse pour conseruer le demandeur en sa demande de retraict, & pour empescher la prescription dont ledit acquereur se voudroit ayder contre luy. Toutes-fois si tost que l'acquereur l'apparoistra & aura obei aux choses de laditte saisse, la saisse cessera & iouyra des choses acquiles comme il faisoit parauant sans autre mystere de iustice, & si ledit sergent en ce abuse, il en lera puny à l'arbitre de iustice.

Quand aucun adiournement sera baillé en clain de retraict, le sergent sera tenu nommer la personne à la requeste de qui & qui luy aura commandé ledit adiournement.

Et quand l'adiourné en clain de retraict aura cogneu le lignager en son absence, telle cognoissance de retraict sera signifiee à sa personne ou domicile, si aucun en a en la seigneurie de

Lodunois, sinon par attache mise & apposee à la porte de l'auditoire, si auditoire y-a, où aura esté faite laditte cognoissance. Et ou il n'y auroit auditoire, sera signifiee laditte cognoissance parattache mile & apposee par le premier sergent, en la presence de deux records, à la porte de l'eglile parrochialle du lieu où aura esté fait laditte cognoissance, laquelle cognoissance & attache ledit sergent sera tenu signisser à deux des prochains voisins dudit auditoire ou de laditte eglise parrochialle, en leur faisant sçauoir que si ledit lignager ne vient dedans huit iours apres laditte affixion audit auditoire, si aucun en y-a, sinon à la maison dudit sergent apporter ses deniers, il demourera forclos dudit retraict: & s'entend laditte coustume etiam corre les

Si aucun a fait vendition d'vne rente sur ses biens & choses de laquelle n'auroit esté faite possession d'an & de iour à l'acquereur, & parauant laditte possession d'an & de iour ledit vendeur de rente ait baillé assiette d'icelle rente d'aucun de ses heritages, audit cas les lignagers dudit vendeur pourront auoir & demander par retraict au dedans de l'an & iour de la possessió prinse de laditte assiette, lesdits heritages baillez de laditte assiette.

Quand aucune chose immeuble a esté transportee par contract subiet à retraict& grace qui depuis a esté acquise, & par vertu d'icelle la chose subiette a esté recousse par laditte grace: le lignager du ceddant peut auoir par retraict tant laditte grace que pareillement laditte chose immeuble recousse au moyen d'icelle, en faisant baillet adiournemét de retraiet à l'acquereur qui a fait telle recousse au dedans de l'an & iour de l'acquest de laditte grace ou rescousse faite en payat le principal, tant de l'acquest de ladite grace que de la chose recousse auec les loyaux coustemens, & ne doit estre contraint ledit acquereur cognoistre au retraict ledit lignager pour raison de laditte chose recousse, sinon que ledit lignager prenne tant laditte grace que pareillement laditte chose recousse, en payant tant le principal de laditte grace, que de laditte chose recousse auec les loyaux coustemens.

C H A P. 16.

3

3)

I

ű.

m

مإ.

Œ.

'n. Z

M. 111).

ťΠ·

11,

iff:

ME.

(2)

171 : %

11/

17

(B. - jul

j:12

1

De retraicts conventionnels.

Aris.

FFRE de deniers, pour cause de retraict conventionnel, se doit saire par le vendeur O de rente ou d'autre chose immeuble ses hoirs & ayans cause à l'acheteur à grace qui encore dure les hoirs & ayans caule au descouuert, & à la personne ou personnes à qui il appartient si elles sont au pays, & en resuz d'iceux prendre ou en l'absence d'iceux du pays on les doit offrir & configner par deuant le juge ordinaire de la jurisdiction dont sont mouuas les choses dudit retraict ou par deuat vn sergent de laditte iurisdictió & deux records ou deux notaires d'icelle, ou vu notaire & deux tesmoins demourans en icelle inrisdiction solua-

Et par tel offre fait à descouvert, comme dit est, & apres les restuz, confignation & deposificion faits par la maniere que dir est, dés lors le vendeur gaigne les arrerages qui escherront apres, & les fruits de la chose immeuble ainsi vendue à grace de la pouvoir ravoir.

En vendition d'heritage fait à grace de rauoir & remerer, suffit que le vendeur, ses hoirs ou ayans cause, offre à descouuert & mette en deppost le sort principal coust de lettres & autres choses selon la convention contenue en laditte obligation ou contract, en offrant & protestat de parfaire & suppleer ce qu'il deura à l'egard de justice.

CHAP. 17. De retraicts feodaux.

E seigneur de sief qui veut auoir par puissance de sief la chose acquise par vente ou autre contract subiet à rerraict, aura les contracts pour les veoir, & les pourra retenir huictiours si l'acquereur ne luy en baille le double collationné à l'original en sa present ce ou de son iuge & procureur, & aura lesdits hui à iours à desiberer: & ce fait, assignera iour de huictaine à l'acquereur de venir receuoir ses deniers tant du principal, que des cousts & mises, & si ainsi ne le fait, n'aura plus la chose par puissance de sief, & demourera audit acquereur en payant les ventes où elles seront deues, & si l'acquereur ne monstre audit seigneur ses lettres de contracts de l'acquest dedans quinze jours, il est sondé d'auoir amende, qui est sept sols six deniers tournois.

Et depuis la saisse desdittes choses acquises, faite & significe par ledit seigneur de fief, ledit seigneur de sief en prenant par apres par puissance de siefsfait les fruits siens, & en cestuy cas Mmm iii

l'acquereur ne paye aucune amende.

iij.

Tenement continuel d'heritage de subiet moins que dix ans, n'empesche retraict, que le seigneur de sief ne puisse auoir la chose par puissance de sief sur l'acquereur, sinon que le dit seigneur ou son receueur, ait receules deuoirs, ou autrement ait esté recogneu par le subiet, & que le deuoir soit payé & receu au nom de l'acquereur.

Le seigneur de sies ne doit prendre par puissance de sies les heritages acquis en son sies, sind pour remettre à son domaine, & non en fraude de l'acquereur pour les bailler à vn autre. Et s'il aduient qu'il les vueille prendre par puissance de sies bailler à vn autre, en celuy cas le premier acquereur les pourra rauoir dedans vn an apres en rendant les deniers qu'il a receuz dudit seigneur de sies & en luy payant les lots & ventes qui estoient deuz par l'acquereur.

1. Ti. 17. \$.4. Et sic patet quod istud into non esteessible, quod est equit, rt scripsi in co sin. paris. \$.13. glos. 1. q. 1. C.M.

Le seigneur de sief peut auoir par puissance de sief, les choses vendues en son sief à grace, en gardant laditte grace au vendeur telle qu'elle a esté donnéee par l'acquereur, & durant laditté grace ne pourra ledit seigneur de sief desmolir, & seulement pourra faire les reparations necessaires.

CHAPITRE. 18.

De quictances & esponces d'heritage, & de la maniere comment ils se peuvent & doivent faire. Article t.

ON ne peut faire quictance & esponce d'heritage, s'il ne plaist à la partie à qui on est personnellement obligé.

Il est deux manieres de quictaces & esponces d'heritages, l'vne qui se peut saire au seigneur de sief, l'autre au regard des rentes de bleds, & autres que prend aucun seigneur de sief ou autre sur le sons d'aucun heritage, en-tant que touche les seigneurs de siefsc'est à sçauoir, si aucun seigneur de sief a rente ou deuoir sur aucune maison, terres labourables, vignes, estangs, prez, bois, ou autres heritages, celuy à qui est l'heritage le peut quicter au seigneur de sief, & luy en saire esponce, assin que luy ne ses hoirs, ne soient dessors en auant tenus de luy payer les dittes rentes ou deuoirs.

Mais à ce que lesdittes quictances ou esponces soyent valables, est requis que la chose chargee de laditte rente ou deuoir, soit en suffisante reparation ou estat, non chargee d'autre rente ou deuoir constituee depuis la baillee. Aussi qu'on paye les arrerages escheuz de la rente ou deuoir, & outre qu'elles soyent saites au iour auquel laditte rente ou deuoirs sont deuz au seigneur de sief ou à son receueur commis de par luy à receuoir les deuoirs de sa terre. Et en gardant celle solennité, le subiet ne ses hoirs ne payeront plus laditte rente ou deuoir.

Et si le seigneur ou son receueur ne veulent receuoir lesdits arrerages, le subiet ne les doit retenir, mais en leur dessaut les consigner en main de iustice suzeraine, & laditte consignation faite signifier audit seigneur de sief.

L'autre esponce ou quictance est, si aucun a rente sur aucune maison ou autre sons d'heritage qui ne soit seigneur de sief, le possesseur d'iceluy heritage suy peut quicter & faire esponce de la chose chargee de la ditte rente, en payant les arrerages du temps passé au iour que la rente est deuë, pour ueu que l'heritage ainsi quicte, soit en sussissant estat & reparation, non charge comme dessus.

Et telles quictances & esponces ainsi saites, celuy qui quicte & sait esponce, ne doit plus toucher à l'heritage quicte. vij.

CHAP. 19. Des heritages defensables. Article i.

ES bestes cheualines, aumailles, bestes à laine, & asnes, peuvent pasturer és prez non clos, à sosse ou haies & non gaimaux, depuis que l'herbe est fauchee, sene & emmence, iusques au premier iour de Mars. Et si apres elles y sont trouvees, ceux à qui sont & appartiennét les dits prez ou autres leurs serviceurs ou comis les pourrot prédre & mener en prison sils les y peuvent amener. Et en auront ceux à qui serot les prêz seur des domagement duquel y serot creuz

creuz à leur sérment iusques à cinq sols vne fois l'an seulèment & contre chacune personne ayant bestes qui auroient fait dommage, iustice en aura pour laditte prinse sept sols cinq deniers d'amende sur le roturier: & sur le noble & gens d'eglise cinq sols: toutes fois si apres ledit serment fait, les dittes bestes estojent audit an derechef trouuees faisant dommage en sel dits dommaines, le dit seigneur pourra suyuir le dit dommaine par action & en faire preuue si bon luy semble.

Et si de propos deliberé aucun est trouvé gardant ses bestes esdits prez, il y a amende à iusti ce de soixante sols & le desdommagement à la partie.

Er si aucun à qui sont les dittes bestes, les oste ou fait oster à celuy qui les a prinses en son pré ou les empesche de les mener à iustice: la chose prouuce, il en payera à iustice lx. sols d'amende pour laditte rescousse.

Er est àsçauoir que si les bestes dessuditres sont trouvees esdits prez, bleds, ou vignes d'aucune personne, elles pourront estre prinses & amenees en prison si faire se peut: & en auront les seigneurs des heritages ou autres ayans interests, & la sustice dessonnagement & amende ainsi & en la maniere que dit est: & si plus grad dommage ils sont que de cinq sols, ceux à qui le dommage aura esté fait, en seront desdommagez iusques à la valeur du dommage qui sera trouvé que les dittes bestes auront sait.

Si porceau ou truye en quelque téps & saison que ce soit en l'an, est trouué en bleds, prez ou vignes, ils seront prins & amenez à iustice s'ils peuuent estre amenez: & en sera prinse l'amende, aussi le desdommagement selon la qualité du dommage. Et pareillement de cheures, bœufs, asnes, ouailles qui teront trouuees en vignes, & si les ouailles ou poullailles sont trouues en bleds, prez, ou vignes estans en fruit, & elles ne penuent estre amenees en prison, l'on les peut tuer sans offense.

vi.

Si bestes sont trouuees en vignes en quelque saison que ce soit, il y a sept sols six deniers d'a ista animalia mende auecques le desdommagement de la partie.

Celuy qui desdommage autruy ou ses bestes en boys, taillis estans au dessous de trois ans leant, et qua & trois mois, sait amende de la fols & le desdommagement de la partie.

CHAP. 20. Prescription en coustume.

ű,

Y.

31

F1.03

JS

VAND aucun a possedé & exploité aucun heritage recllement & actuellement par le num passe. L. temps de cinq ans à tiltre entre presens ou absens sans estre interrupté audit tenemet C. de anns. de cinq ans d'vne rente ou deuoir creé sur ledit heritage depuis trente ans, il se peut desentibut libito, dre par ledit tenemet contre tons acquereurs de rentes ou hypothecques creées sur iceluy de recurrendum suis xxx. ans s'il n'est interrupté au dedans desdits cinq ans de sondit acquest ou ensaissnement ad auxilis in sino qu'il eust pris ledit heritage par luy possedé & exploité à la charge dudit deuoir, ou que ce sust deuoir se dans des se posses de se

Et est à entendre ledit tenement reel & actuel quand l'acquereur dudit heritage a tenu & ex sed praticanploicté ledit heritage par luy ou par autres pour & au nom de luy autre que le védeur d'iceluy motétia quam heritage, en maniere que l'on puisse cognoistre que la seigneurie ou possession dudit heritage omnes risque ait mué main.

Cens & rentes foncieres ne seront prescriptes par moindre temps que de trente restitutios spo-

Et si ancun tient & possede à tiltre de bonne foy aucun heritage par suy acquis par dix ans quinis sua continuels entre presens, & par vingt ans estre absens, & auant ledit temps demandast rente sur distinue tonte parauant trente ans, l'acquereur ou à ses hoirs slaquelle rente sust creée & costituee tonte distinue parauant trente ans, l'acquereur ne luy en respondra s'il ne suy plaisticar il a prescrit toutes rentes hypothecaires creées sur la chose achetee, soit auparauant trente ans ou depuis, qui ne pourroit monstrer contre l'acquereur dudit heritage qu'en faisant l'achat laditte rente suy institute eust esté certifiee estre deus suis l'heritage, auquel cas il conuiendroit trente ans de prescription.

En dette personnelle à vne sois payer & en obligatio de gariment de chose hereditalle n'est besoin de faire interrupter l'acquereur dudit heritage suiet ausdittes dettes personnelles ou gariment.

Mmm iiij.

1. H. 19.\$. 5.

Entre acquereurs de rente interruption n'a point de lieu: & serot les premiers acquereurs preserze pour ueu, qu'ils ayent eu possession ou sait pour suite pour auoir payemet de leur ditte rente par execution on adjournement libellé: autrement iront par contribution. vij.

Quand aucune personne a tenu & possedé à iuste tiltre & de bonne soy aucuns heritages ou chose immeuble entre present par dix ans : entre absent par vingt ans, & par trente ans entre present ou absent, à tiltre où sans tiltre, il se peut desendre de la seigneurie desdits heritages & biens immeubles contre toutes personnes qui icelle seigneurie voudroyent auoir & demander, excepté contre l'eglise, ou il est requis temps de quarante ans de possession de ce qui est de l'ancien dommaine & dotation de l'eglise, & contre les mineurs, ou prescription auroit esté encommence durant leur minorité, & contre la semme estant en lien de mariage des choses de son heritage aliené constant sondit mariage par sondit mary, & sans le consentement d'elle. Contre lesquels mineurs & semme pendant ledit temps ne court la ditte prescription. Et est à entendre que la ou la ditte prescription auroit esté encommence con tre les predecesseurs maieurs desdits mineurs, qu'elles se continue vallablement contre iceux mineurs.

Si les seruiteurs ne sont question & demande de leurs seruices à leurs maistres au dedans de l'an & iour apres qu'ils seront hors de leurs seruices, ou qu'ils ayent sait bailler adiournement au dedans dudit temps, ils ne seront plus receu à en faire poursuite ou demande, sinon que leurs suistres leurs sussent obligez ou condemnez, partillement les maçons, charpentiers, vignerous, manouuriers, cousturiers, serruriers & autres de semblable conditio, qui pourront saire demande de leurs iournees six mois apres l'ouurage saite, sinon comme defius.

Toutes actions soient reelles, mixtes ou personnelles non intentees, n'interruptees au dedans de trente ans sont assouppies estaintes & prescrites par ledit laps de trente ans. Toutesfois n'est à entendre que les hypothecques anciens deuz à l'eglise creez parauant quarante
ans, & dont possession ait esté parauant dudit temps ne d'iceluy qui est obligé par hypothecque ne son heritier detenteur dudit hypotheque y soient comprins: car en ieeluy cas est requis prescription de quarante ans.

CHAPITRE 21.

De veues & agouts de maisons, goutieres & latrines.

Article premier.

EVES & agouts de maisons par quelque temps qu'ils ayent esté maintenus, ne portent point de saissine sinon que par pactio faite entre les patries l'vne soit tenue porter l'agout ou veue de l'autre, ou qu'en partage & division saits d'aucunes choses communes dont l'vne chose sert à l'autre y a aucunes veues ou agouts esdittes choses partagees audit cas les dittes veues & agouts demeurent en l'estat qu'elles estoient au temps desdits partages sinon qu'expressement soit dit le contraire en faisant les dits partages & divisions.

Aucun ne peut faire ou construire latrines, troux, ou chambres aisees en son heritage pres l'heritage de son voisin sinon qu'il y ayt entre lesditres latrines & lesdits heritages dudit voisin vn mur de deux pieds & demy d'espes & que ledit mur soit à chaux & sable.

CHAPITRE. 22.

D'hypothecques.Comment elles se divisent, & comment l'on se peut faire payer de ses dettes & rentes, & lesquelles sont à preseres de lesquelles viennent à contribution. Article premier.

N matiere d'execution sur la chose immeuble hypothecque au payement de rente acqui se le crediteur qui a eu possession de la ditte rente doit estre preseré aux creanciets qui n'ot que dettes personnelles. Et s'il n'a possession, il sera payé & les creanciers personnels & autres selon l'ordre de droit, sinon qu'il ait fait diligence telle que dessus.

Le seigneut de sief est preseré à tout autre crediteur, & apres luy ceux qui ont rentes ou hy pothecques sur le dommaine, toutes-sois la rente deue pour cause de chose baillee à icelle rente, est presere à toutes autres qui auroient esté acquises sur ledit dommaine.

Et si deux auoient acquis rentes l'vn apres l'autre, supposé que le second acquereux eust eu

possession auant le premier, & le premier eust eu possession apres, neantmoins il sera preseré au second qui auroit premierement possession.

Hypothecque general se diuise adeo que celuy qui est detenteur d'heritage par ledit hypothecque obligé ne doit estre poursuyui,& n'est suiet au payement d'aucun hypothecque creé fur ledit heritage fors protata entant qu'il tiendra des choses à ce hypothecquees le tout du-I dit hypothecque sur ce precompté & extimé. Le est ledit hypothecque general la chose qui Id est, habet par obligation ou contract n'est nommément & particulierement specifice & dosignee, mais exceptione difeributionis, se se le divise par la ditte coustume. v. discussionis, discussiones de l'especial ne se divise par la ditte coustume. v. discussionis, de l'especial ne se divise par la ditte coustume. v. discussionis, de l'especial ne se divise par la ditte coustume. v. discussionis, de l'especial ne se divise par la ditte coustume. v. discussionis, de l'especial ne se divise par la ditte coustume. v. discussionis divise par la ditte coustume.

Quand on procede en matiere d'execution pour aucune dette pretendue, l'execution se ta . I dem esta Quand on procede en mattere d'execution pour autre doit proceder audit imhabet possessor
habet possessor
vi, fundi specialise meuble sinon en dessaur de meuble. * 200 per le 20 de 20 de

L'on ne peut proceder par execution à vente, crice, & subhastation, vne chose d'hetedital immeuble pour aucune dette que premier commandement p'ait ofté fait au seigneur ou de ries fine prais tenteur d'icelle chose de payer laditte dette tautrement par dessaut de ce ledit seigneur peut dicio executio nis realis, niss donner vallable & receuable opposition où il appartient contre laditte vente, crice & subha- inter plures pos station de saditte chose. Et pourtant que à suy touche, est laditte criee, vente & subhastation sessiones seria-

Ventes, crices & lubhastations d'heritages & blens immeubles faites en termes generaitx relabitem in s' & sous ces mots qui furent & ont compété & competent à aucun, ne vaut: mais én conulent 2.111. 22.5.5. faire declaration par chacun iour de laditte vente, criee & subhastation de huytaine, quinzai- Iste artic. p ne & quarataine: toutes-fois si c'estoit hostel & ses appartenances qui surcrié & subhasté, ne se retere praxim toit requis de declarer particulierementles choses estans desdittes appartenaces:mais suffiroit fundata in. L. par laditte coustume crier & subhaster ledit hostel & ses appartenances: viij. dino. pio.d. exere indica.

c laditte coultume crier & nonance reun nonce of the payer ancien denoit; foit ledit denoit que hodie cora que la la periode pour en payer ancien de nour le vavernent du to-rela est per co noble ou autre, le bailleur ou qui cause aura de luy, se peut addresset pour le payement du total dudit deuoir contre chacun des détenteurs dudithéritage. Et ne se diussera ledit deuoir m.1539 qua prorata de se que chacun desdits detenteurs en peuuent tenir, sinon que ledit bailleur ou qui men curatur de perquistion cause aura de luy, ait diuisé iceluy deuoir par tel temps que prescription soit entrouvie conne mobilium, tre luy de payement dudit total. Et est à emendre qu'en laditte prescription tel temps y voi non agitut de distractione est requis commé à prescrire l'action principalle du deuoir.

Des choses qui sons reputees meubles ou heritages.

TTN pressouer edissé en vne maison qui sans despecer ne peut estre osté d'icelle', est reputé pour heritage.

Cuues & tous autres ouurages qui ont esté mises & appropriees en la maison pour perpetuelle demeure, qui ne peuvent estre ostees sans despecer, sont reputez herirages. Toutes choses de maison tenant à clou ou cheuille sont reputez heritages.

> De communauté de biens. Article i. CHAP.

TOMME& femme mariez enfemble foient nobles ou roturiers, acquierent communau 3.181. 25.5.15. té de biens apres ce qu'ils ont esté par an & iour ensemble. Toutes-fois s'il y a autre conue Hodie nibileuance entre les parties, elle vaudra. ij. pias causas de-tracta falsa &

Communauté de biens n'a lieu qu'en mariage si elle n'a esté convenancee.

De donnaisons faites entre gens roturiers. Article i.

E roturier peut donner à vne personne de plusieurs qui ne sont ses heritiers presumptifs, ou heritiers presumptifs de ses heritiers, tous ses acquests & tierce partie de son patrimoine & matrimoine à luy aduenus à cause de ses predecesseurs à vie seulement, & tous ses meurel fasse cums bles à perpetuité: toutel-fois il pourra donner à perpetuité ses meubles, acquests, & tierce par sausa honesta 3 tie de son patrimoine ad pias causas pour le salut de son ame. 3 Et s'il n'a point de patrimoine, non vitiat, sed vitiatur, glos. les acquests representent en ce patrimoine. Et en dessaut d'acquests & de patrimoine le meu-Bartin. ij. & 2.D. deco ble represente le patrimoine.

Le donnataire doit auoir possession de la chose à luy donnee par la main de l'heritier si le saus. C.M.

VIJi tari , bi enim oris.25. annis

Superstitiosa

donneur ne luy en a baillee en sa main la possession.

iij.

Homme soit noble ou roturier estant en santé, peur donner à son bastard la quarte partie de ses acque sts à sa vie seulement: mais qu'en sa vie luy soit baillee la possession & saissine de ce qu'aura esté donné, & non autrement.

Les deux conioints par mariage soient nobles ou roturiers, eux estans en santé, & qui n'ot aucuns ensans nez & procreez de leur chair, se peutent saire don mutuel s'un à l'autre de tous leurs meubles, acquests & conquests, & de la tierce partie de leurs propres heritages à eux aduenuz de succession, pour en iouyr par le suruiuant, pour luy, ses hoirs, & ayans cause & par heritage: & resfortira ledit don execution entiere, ou chacun desdits conioints aura meubles, acquests & propre heritage de succession, comme dit est. Autrement si l'vn d'eux, lors dudit don n'auoit heritage de succession & il eust acquest, ledit don ne vaudra 2 & n'aura aucune execution pourtant que touche ledir propre heritage:mais vaudra pourtat que touche le don desdits acquests qui seront reputez de nature dudit propre heritage. Et en iceux acquests vaudra ledit don pour vne tierce partie seulement & tous lesdits meubles: & si l'vn d'eux n'a acquests ne propre heritage; lesdits meubles seront reputez pour & de nature dudit heritage. Et vaudra audit cas ledit don seulement pour la tierce partie desdits meubles, & est à entédie qu'entre les nobles conioints il n'est mestier de faire don l'vn à l'autre de leurs meubles, par ce que par laditte coustume le suruiuant d'eux est fondé & a droit de les auoir & recueillir, ou le-/ dit decedé n'en auroit disposé aux charges qui seront cy apres declarees au tiltre de successiós d'entre nobles.

Mais si le cas est que lesdits conioints ayent enfans de leur chair: audit cas ne se pourront doner l'un à l'autre que leurs acquests & tierce partie de leurs dits propres heritages à viage seu lement, & tous leurs meubles à perpetuité, encores à la charge de nourrir & alimentet les dits enfans mineurs insques à ce qu'ils soient en aage de puberté: aussi d'acquitter & payer les dettes personnelles, arrerages de rentes & droit sunerail.

Et sont entendus ces mots, eux estans en santé que si l'un desdits conioints au temps de laditte donnaison estoit malade, & il allast de vie à trespas de la ditte maladie, telle donnaison ne vaudroit: mais s'il guerisoit & il ait cognoissance & ratissee la ditte donnaison faite en icelle maladie, supposé qu'apres il mourust le premier, neant moins la ditte donnaison sera bonne & vallable.

Et ne peut telle donaison mutuelle quand elle est faite entre viss, estre reuocquee par l'vne des parties sans le consentement de l'autre autre chose est donnaisou mutuelle faite par testament entre homme & semme ou autres personnes, car chacun d'eux la peut reuocquer quad il luy plaist & tout ledit testament.

Donnaison simple faite entre conioints par mariage, solent nobles ou roturiers, ne vaut si elle n'est faite ou confirmee par testament.

Le bastard peut saire donnaison ainst que declaré est cy dessus és autres donnaisons.

Don qui est fait en concubinage, ne vaut, soit entre noble ou roturiers.

Xj.

Donoreire qui prend par sestement cous les meubles du decedé doit paver les dettes per-

Donataire qui prend par testament tous les meubles du decedé, doit payer les dettes personnelles du decedé.

Personne coustumiere ou roturiere ne peut faire la conditió d'aucun de ses heritiers meilleure ne pire l'vne que l'autre par quelque contract que ce soit, par donnaison, vendition, arrent tement, eschange n'autrement en aucune maniere soit fait ledit contract auccques ledit heritier presumptif ou autre personne estrange en faueur dudit heritier pour luy rédre, mais pourra laditte personne coustumiere priuer & exhereder son heritier ou heritiers par lignage en tout ou en partie de sa succession si sondit heritier ou heritiers presumptifs contre luy ayent fait ou commis aucune cause d'ingratitude comprinse & declaree és droits communs, & à sem blables entre gens nobles.

CHAP. 26.

Donnaison entre les nobles.

Article premier

LIOMME & femme nobles peuvent donner à leurs enfans puisnez ou à l'vn d'eux tous leurs meubles & leurs acquests à perpetuité & à tous ensemble la tierce partie de leur patrimoine auecques les les acquests & meubles semblablemet à perpetuité: laquelle tierce partie leur sera comptee pour leur partage & iouiront d'icelle tierce partie comme de patrimoine.

ij.

Hom-

100

Ú

: }

k i

Вò

50

Ľ

1

Hommes ou femmes nobles ne peuvent donner à leurs enfans puisnez masses de leur patrimoine que les deux parts auecques l'auantage, ne deuëment entierement à l'aisné fils ou principal heritier. Et à chacun de leursdits puisnez masses ne peuuent donner outre leur droit de la partie de leur patrimoine, mais ils les pourront auancer & leurs filles puisnees & chacun d'eux de leurs acquests & meubles à perpetuité, ainsi que bon leur semblera, comme

Homme & femme nobles peuvent donner à personne estrange la tierce partie de leurs pa trimoine viage mis hors l'auantage & leurs acquests aussi en viage seulemet, & leurs meubles à perpetuité aux charges dessus declarees au chapitre des donnaisons entre roturiers. Et si ledit donneur a enfans puisnez, lesdits prendront durant ledit viage ledit tiers des deux parts dudit aisné hors ledit auantage, & ledit viage failly, reprendront laditte tierce partie ainsi donnee comme dit est:toutes-sois ledit homme ou semme pourra donner ad pias causas pour le salut de son ame, patrimoine à perpetuité mis hors ledit auentage iusques à la tierce partie, lequel don se prendra sur le tout de laditte succession du donneur decedé.

Quad le fils aisné noble est marié par pere ou par mere comme aisné & principal heritier, 1.111.26.5.4. ne peuuent les pere ou mere faire par donnaison ou autrement que les deux parts de leur pa Puta permutrimoine auccques l'auantage ne demoure à l'aisné, excepté pour la redemptio de leurs corps de seude per l'aisné, excepté pour la redemptio de leurs corps de seude per l'aisné, excepté pour la redemptio de leurs corps de seude per l'aisné per l'a & necessité de leur vie.

Auant le mariage de l'aisné marié côme aisné, comme dessus dit est, les peres & meres nobles peuuent doner à leur fille aisnee ou autre leur fille premierement mariee par don de nop C.M. ces plus qu'aduenanti& se prendra ledit aduenant sur le total,& ledit aduenant est la portion de patrimoine en laquelle elle pourroit succeder, & le plus qu'aduenant est autant que la quar te partie dudit aduenant.

Le mary fans fa femme foit noble ou roturier ne peut donner que fa part des acquests faits durant la conionction de leur mariage: mais bien peut vendre lesdits acquests permutez ou eschangez sans son consentement, pourueu qu'elle n'y soit expressement obligee.

C H A P I T R E.

De succession de fiefs & autres heritages nobles, fors de baronnie.

V pays de Lodunois entre toutes personnes soient nobles ou roturiers, institution d'heritier n'a point de lieu.

Par laditte coustume qui est conforme à la coustume generalle de ce royaume, le mort saisist le visson plus proche heritier habille à luy succeder, sauf entre noble ainsi que sera cy apres declaré.

Entre freres & sœurs nobles ou ceux qui les representent, après le deces de pere ou de me re; ayeul, ou ayeulle, ou autres en ligne directe ascendans à l'aisné hoir masse, ou la fille aisne en deffaut dudit hoir masle, ou qui les representent, appartiennent tous les meubles: esquels meubles sont comprins les dettes personnelles, arrerages de rentes deues au desunct au téps de son déces. Et aussi les deniers des choses immeubles acquises par ledit desunct suiettes à retrait conventionnel ou coustumier, retraittes dédans le temps de la grace, ou dedans le remps de la coustume du pays qui est dedans l'an & iour de la venditió, ou de la possession prin se par l'acquereur desdittes choses, si autrement ledit desunct n'en auoit disposé en son vi-

Et outre à l'aisné fils ou aisnee fille, si fils n'y a, appartiennent les deux parts des choses heritaux demources desdittes successions directes auecques lauantage qui est le maistre hostel, chastel, où manoir & la pourprinse d'iceluy auecques vne foy & hommage si elle y est. Et sino vne septerce de terre ou cinq sols de rente & le chezé. C'est asçauoir de terre le vol d'un chap pon enuiron ledit hostel. Et au puisné ou puisnez appartient la tierce partie, mis hors ledit ad uantage, laquelle ils departiront par entr'eux par egalle portion.

Et si an iledans de la pourprinse dudit maistre hostel ou cheze y auoit moulin à eau, four à ban, fuye, garanne, cloz de vigne, ou estangs: en iceluy cas icelles choses demoureront audit aisné ou aisnee, en recompensant seldits puisnez de leur tierce partie des choses de la succes-

Entre nobles l'aisné fils ou aisnee fille, si fils n'y a, recueille les successions escheues à luy &

à ses puissez: & est sais de tous les heritages & choses immeubles desquels est mort sais le de funct duquel il est heritier: & les puisnez ont leur tierce partie par la main de l'aisné ou qui le représente de quel la leur doit bailler quand il est sommé par le puisné ou puisnez ensemble ou chacun à par soy. Et auant laditte sommation l'aisné aura tous les fruits desdits heritages: & les univers fruits escheuz depuis la ditte sommation se departiront entre l'aisné & les puisnez par su prasers pu les deux parts & par le tiers, mis hors ledit aduantage.

t.tis.27.5.6. I ftud mon pra pilleri.C.M.

Si l'aisné ou aisnee baille à ses puisnez leur tierce partie ensemble & auant que lesdits puisnez avent departy entr'eux leurditte tierce partie, l'vn desdits puisnez decedé sans heritier de sa chair, la portió dudit decedé accroist aux autres puisnez:mais s'ils auoient partage entreux, leurditte tierce partie, la portion dudit decedé reuient à l'aisné ou aisnee ou qui les represen-

Apres ce que le puisné ou puisnez auront sommé leur aisné ensemble ou chacun par soy de leur bailler leur contingente & legitime portion, & lesdits puisnez par laditte sommation & chacun d'eux sont saisss de leurditte portion. Et si peuuent appleger, douloir, ou coplaindre en cas de nouvelleté contre ledit aisné dedans l'an & jour de laditte sommation, pour ueu que telle fommation soit faite au dedans de trête ans apres le deces d'iceluy dont ils sont heritiers: & sommation faite par I'vn desdits puisuez tant pour luy que les autres puisuez, profitera aux autres comme à luy.

L'aisné noble pour le droit d'aisneesse & auantage qui prend plus que ses puisnez à la charge de faire foy & hommage de choses hommagees & garantie en franc parage sous son hommage à ses puisnez, leur tierce partie franche de tout deuoir seodal deu pour raison de l'hôma ge sinon és cas esquels par autres coustumes cy dessus posces lesdits puisnez sont tenus contribuer auecques l'aisné au payement desdits deuoirs feodaux. Et est à entendre ce que dit est, en retenant par ledit aisné les deux parts dudit fies: & durant le parage lequel dute insques à ce q la lignee issue desdits aisnez & puisnez se puisse prédre par mariage qui est de quart à quint 2.tit.27.5.9. en degré de lignage.2

Et n'est à entendre que sous les dits mots de tout devoir se dal, soit comprins le droit de rachat duquel droit de rachat par laditte coustume n'est tenu lesdit aisné garantir lesdits puisnez quand ledit rachat aduiét par mort. Autre chose seroit si par le fait dudit aisné & seigneur desdittes deux parts comme par vendition, mariage ou autre contract d'alienation ou par cou pe ledit rachat amenenticar adoncques seroit tenu garantir sesdits puisnez d'iceluy rachat. xj.

Le puisné en absence ou negligence de son aisné peut faire les foy & hommage des droits fi reducaturin & choses de leur succession à eux escheues les quarante iours passez, & si ledit aisné est absent pour cause necessaire, iceluy aisné est receu esdits foy & hommage. Et ledit puisné sera tenu de lu extunc sta luy rendre compte & reliqua desdittes choses, & non autremét, en le remboursant de ses frais raisonnables

> Et si l'aisné baille à son puisné ou puisnez pour leur tierce partie lieu ou fief entier, dont à cause d'iceluy soit deuë soy & hommage: les puissez ou l'vn deux pourront saite l'hommage au seigneur auquel il sera deu, ledit sief estant entier & non diuisé.

> Et s'il aduenoit que ledit aisné mourust sans hoir de sa chair, l'aisné des puisnez comme aifné prendra les deux parts de la successió de son frere aisné & l'auatage dont dessus est rouché. Et le tiers d'icelle succession, mis hors ledit aduautage, demourera au puisné ou puisnez,& seront tenus lesdits puisnez sommer ledit aisné de leur bailler partage par la manière que dit est dessus. Et ainsi est de la fille aisnee.

> Ét au regard des dettes personnelles si l'aisné a prins les meubles du decedé, les creanciers se pourront addresser pour le tout audit aisné: & audit cas sera tenu payer lesdittes dettes par ce que par la coustume les dettes personnelles suyuent les meubles. Et s'il n'acceptoit les dits meubles comme heritier, ils seront inventoriez par iustice, & convertis les premiers au paye ment des dettes dessussities. Et le surplus payé par les heritiers pourtat que chacun tiendroit de laditte successió. Et si le survivant des conioints par mariages nobles ou aucun delegataire ou donataire auoit prins & recueilly lesdits meubles, neatmoins lesdits creanciers se pourrot addresser audit aisné. Toutes-fois si bon luy semble, pourra ledit aisné tirer à garant lesdits suruivans donataire ou legataire. Et où ils voudroient prendre le garantage & desense, aura son recours à l'encontre d'eux chacun d'eux.

> L'aisné doit faire partage à ses puisnez de la succession escheuë. Et s'ils ne sont contens de tierce partie que l'aisné leur baille par partage, iceux puisnez (mis hors le droit d'aisneesse)

Scilicet linea inequalis in na indicium fit ex remotio re secundă ina potificiă: quia ide de secudo vel tertio ad nintum . Sed vsum coputatio invit cinibitur illi etid in terminis hu isu consuetudi nii.C.M.

des deux tiers de l'aisné sont tenus faire deux portions, desquelles l'aisné en prendra vne auecques la tierce partie qu'il auoit baillee à ses puisnez, & l'autre portion demourera ausdits puis-

Quand aucune succession escheoit à fille noble, & il n'y a hoir masse desdittes filles nobles, a & prend pareils droits, portions & auatages que l'aisné hoir masse pourroit auoir, eu regard à ses puisnees. Et aussi est tenue à pareilles charges que ledit hoir masse.

Si le fils aisné ou fille aisnee nobles ou qui les representent, qui ont recueilly les successions dessuldittes, dont ils doiuet faire les hommages aux seigneurs ausquels les homages sont deuz pour eux & pour leurs puisnez par la maniere dessus ditte, sont dessaut de les faire dedas temps deu, qui est quarante iours apres le trespas du decedé: & par deffaut de ce les seigneurs leuent tous les fruits desdittes choses dont est deu hommage, lesdits puisnez en auront leur actio de leurs interests & dommage contre lesdits aisnez des fruits & reuenus escheuz depuis la sommation faite par lesdits puisnez à l'aisné.

Et si le fils aisné ou fille aisnee ou qui les representent, vendent ou transportent le maistre hostel on hebergement & droit d'aisneesse, les laits puisnez doiuent estre garantis par l'acquereur durant le parage sous la foy & hommage que doit saire ledit acquereur, ayant ledit droit de l'aisné ou aisne e insques à ce que le parage soit failly. Et si par deffaut de faire la foy & hommage, iceux puisné ou puisnez y ont dommage, tel acquereur sera tenu les desdomager à l'esgard de iustice des fraiz & reuenus depuis la sommation comme dessus.

Quand aucun fief de puisnez a esté garanty en parage par l'aisné; & iceluy parage est failly & finy en la maniere que dit est dessus, les dits puisnez qui auront esté garantis en parage, serot tenus de faire foy & hommage des choses qu'ils riennent, & qui garanties leur auoient esté en parage au chef parageur, ou à celuy qui le represente: lequel hommage chet en action pour la premiere fois.

Et si aucun des parageaux vend ledit sief qui luy estoit garanty en parage, à vn estrangesiceluy acquereur sera tenu de foy & hommage à cause dudit sief par luy acquis au chef parageur sille habet ius qu'iceluy fief auoit garanty en parage audit vendeur telle que faisoit le chef du parage à son sei representation gneur: & payera deuoir à l'esgard de ce qu'il tient & que le seigneur auquel il sera hommage, mi es iun sapaye à son seigneur de fief.

S'il aduient que celuy qui garantissoit en parage, vend le sies à cause duquel il garatissoit en \$.feq. 65 3.46.7 parage sans rien excepter, ledit parage siny & failly, lesdits parageaux feront hommage à cause 15.18.60 tit. des choses qui leur auoient esté garaties en parage par leur dit chef parageur audit acquereur de retract.pro pource que l'acquereur d'iceluy chef parageur a acquis ledit fief auecques tous les droits.xxij.

Si aucuns puilnez nobles ont en partage à part & aduis l'vn de l'autre, & l'vn d'eux decede effions des ro sans hoir de sa chair, la portion du décedé revient à l'aisné ou qui le represente, sans ce que les in generali ar. puisnez y prennent aucune chose. Et si lesdits puisnez auoient & tenoient lesdits parages en representation semble & indivisez entr'eux, laditte portion de l'yn d'eux decedé sans hoir de sa chair, aceroist mi. 30. 7. 00. Explemble for & revient aux autres puisnez si autremet (comme ditest) ledit decede n'en avoit disposé. Et sim do, de ma est à entendre par lesdits mots, ou qui represente, le fils aisné ou fille aisnee s'il n' y a fils dudit lieu de chours

11

.

I frere ailné, represente lans ce que les puissez desdits fils y puissent riens demander:

Entre nobles les successions collateralles viennent à l'aisnee ou aisnee ou à leurs representant leurs le paisse les successions collateralles viennent à l'aisnee ou aisnee ou à leurs representant leurs le passe les successions philippi de fay partages ensemble: l'autre quand la succession naist & procede de frere aisné ou d'autre pa-patrui sui ma rent chef de la ligne ou souche dont ils sont descendus ou de ceux qui les representent. Car si in heredi in Iacquelina colle succession descendus ou de ceux qui les representations con la succession de la ligne ou les sont descendus que les sont de la ligne ou de la ligne ou les sont descendus que les sont des sont des sont des sont des sont des sont de la ligne ou de la ligne ou sont des sont des sont des sont des sont de la ligne ou sont de telle succession aduient, tous les membres en sont abbreuuez, en manière que l'aisné en aura de la chappelle les deux parts, ensemble l'aduantage comme en succession directe, & tous les puisnez le tiers. aute succession directe, & tous les puisnez le tiers.

Et si l'vn des puisnez qui tiennét leur partage ensemble indivisez, auoit acquis aucuns men o ita per ar-bles & heritages, est decedé sans hoir de sa chair, les dits acquests & meubles appartiendrot aus sent su pro do dits puishez.

s puissez.

Si à aucun puissé ou puissez est baillee par partage la tierce partie d'aucun fief, icelle ditte come obtinus.

C.M. tierce partie sera departie par les deux parts & par le tiers entre ses enfas. Et celuy qui aura les 2,23. sans adittes deux parts, ensemble l'aduautage qui y appartient (comme dessus et dit) garantira le seodes, 7. Sed tiers à son puisné. Et sous le gatantage du premier chefserot garantis enuers le seigneur suze filia que renu XXVj. ciauit plusquii dunsit. §. 26. fain tant que le parage prémier durera? engen um in die ein zu de gergemant bekonstellige die beieren С.М.

XXJ. lic. vi bic. & XIIIj. felicu, & Ph.

Fille noble marice par pere ou par mere suffisamment apparagee, & qui a eu don de mariage, est forclose de la succession de pere ou mere, d'ayeul ou d'ayeulle de celuy qui luy aura fait ledit don tant qu'il y ait hoir descendant dudit hoir masse: & ne luy en donne qu'vn chappel de roses si expressement ne luy a esté reseruee en faisant ledit mariage. xxvij.

Si le frere noble marie sa sœur, & il luy donne moins qu'aduenant, elle pourra demander à son frere le surplus qui luy appartenoit de son droit de partage. Et si laditte sœur decede auant son mary, les ensans d'elle pourront demander le parsait du droit de succession de leurditte mere.

Si fille noble est prouuee soy estre faite despuceller par auant l'aage de vingt quatre ans, el peut estre priuee des successions directes non aduenues, & non pas des collateralles. xxix.

Si femme noble ayant bail de ses enfans, se marie, elle perdra ledit bail. xxx.

En Lodunois representation a lieu en succession tant de noble que de roturier. xxxj. Femme noble suruiuant son mary, n'est tenue aux detres de son seu mary, si elle n'y est expressement obligee. En renonçant toutes-sois par laditte semme aux meubles & acquests comuns d'entreux. xxxij.

Et sera tenue saire laditte renonciation par deuant iuge competant dedans quarante iours apres la mort de son mary: laquelle renonciation vaudra, pourueu qu'elle ne soit immissee esdits biens communs.

Les meubles communs des conioints par mariage roturiers, se departent par moitié entre le suruiuant & les heritiets du decedé. Toutes-fois semme roturiere peut renocer à son droit dudit meuble commun. Et en y renonçant deuëment sans fraude & aux acquests communs d'eux deux & au douaire qu'elle deuroit auoir de son mary par la coustume, elle ne sera tenue aux dettes de son mary si elle n'y estoit expressement obligee. Et sera la ditte renonciatió en iustice dedans huit iours apres la mort de son mary venue à sa cognoissance. Toutes-fois el le pourra retenir ses vestemens de tous les iours & des dimanches, & vn lict garny & ses heures & patenostres.

Et pourra la ditte femme faire renonciation des meubles & acquests & d'auantage la ditte roturiere de son douaire du viuant de leurs maris, si vergat ad inopiam, & autres cas de droit, en faisant laquelle renonciation deuëment, comme dit est, elle ne pourra estre poursuiuie des dettes creées par son mary sinon qu'elle y sust expressement obligee.

CHAPITRE 28.

visimplex fen du dividitur.

C.M.

Comme baronnie doit estre departie.

Article i.

BARONNIE ne se depart point pourueu que l'aisné ou aisne e ait dequoy recompenser les puisnez de leur portion en chastel ou chastellenie d'une mesme succession dont est venue la ditte baronnie. I ij.

Et l'il n'y auoit dequoy recompenser en maniere que dit est, les puisnez auront leur portió par la main de l'aisné, mis hors le droit d'aisneesse.

Et lequel droit d'aisneesse est le chastel, fossez & pour prinse d'iceluy, auec le droit de guet tel qu'il luy peut competer & apparténir vne soy & homage, en chastellenie à son choix, droit de patronage, don d'ausmonerie & maladrie, ensemble le cheze qui est trois septerees de terre à l'entour du chastel hors les sossez pour ueu qu'au dedans d'iceluy cheze n'y ait ville, moulin, ou sour à ban: esquels cas il prendra pour ledit cheze au plus pres les dits trois septerees de rerre. Et les dittes ville, moulins & sour à ban & autre droit comme de iustice, soire, marchez, seaux à contracts, banc à vin, preuosté, peages, ils se diniséront entre l'aisné & puisnez en la ma niere des lus declaree en successions de nobles: on pour iceux laisné pourra recompenser les dits puisnez des choses de la succession; ou les retiendra à soy si bon luy semble pour les payer par ses mains.

CHAP. 29. De successions de gens rotutiers ou coustumiers.

Art.i.

HOMME ou semme soit noble ou roturiere qui entre en religion, apres qu'il a fait proses fion, dessors il est exclus de toutes successions escheues & à escheoir. & viendront à ses parens ainsi comme s'il estoit decedé.

Entre gens rotutiers succession se depart par teste: & chacun pour sa portion est saisi. Toutes-fois s'il y auoit aucuns heritages tenus noblement, acquis de bourse coustumiere escheuz en tierce

,---

用温度含含是是

į.

7.

en tierce foy, l'aisné ou l'aisnee en dessaut d'hoir masse vient à saisiné d'iceux: & se departiront noblement par maniere que l'aisné ou aisnee ou qui le represente, en aura les deux parts auec ques l'auantage ainsique si c'estoit entre nobles, à la charge d'en faire la foy & hommage deux pour raison desdittes choses, & de payerse deuoir seigneurial deu pour raison dudit homage en la maniere des nobles. Et comme declaré est cy dessus, & le puissé ou puissee ou qui le represente, en aura le tiers, mis hors ledit auantage: lequel tiers ledit aisné ou qui le represente peut serve des partires partage sous ledit homage qu'il est tenu faire come dit est.

Et pareillement se departira l'heritage tenu à franc deuoir acquis de bourse coustumiere qui chet en tierce main.

Le fils aisné ou aisnee rotutiers peuvent recueillir toute la succession des choses nobles qui cheent en tierce foy: & les tiendra & en prendra les fruits à son profit iusques à sommation faite par ses puisnez: & icelle faite, les dittes choses se departiront en la maniere que dessus: & apres somatio faite par les dits puisnez ou l'vn d'eux à leur aisné, iceux puisnez & chacun d'eux se peuvet dire saiss de leurs parties & portions. Et si pourront appleger ou complaindre con tre leur aisné ou aisnee s'ils ne leur baillent leur contingente portion desdittes choses nobles.

Et est à entendre que l'heritage noble chet en tierce foy entre gens toturiers en la maniere qui s'ensuite est à sçauoir quad l'acquereur roturier a fait ou deu faire vne foy & homage, & son heritier en a fait ou deu faire vn autre : ledit heritier decedé saiss dudit heritage noble, il chet en tierce foy. Et à celle foy & dessors en auant se departira entre les heritiers comme no ble, & en la maniere que dit est.

Chose hommagee vendue au seigneur de sief roturier par puissance ou droit de sief, se depart entre les heritiers du seigneur de sief, comme les choses d'iceluy sief.

S'il y a aucun desdits heritiers qui durant la vie de leursdits pere & mere ou autres parens trespassez dont ils viennent à succession, ayent aucuns biens desdits dessuncts par mariage ou en auancement de son droit naturel, ils les doiuent rapporter esdits partages en telle valleur que les dittes choses valloient au temps dudit don, soient empirees ou meilleures, affin que cha cun desdits heritiers en ayt sa contigente portion: & si aucuns desdits heritiers ne rapportent les biens qu'ils auront euz durant la vie desdits trespassez, iceux leur seront precomptez & rabbatus sur leur portion à laditte valeur. Toutes fois ne se tapportet point à partage les fruits des heritages ainsi donnez, vestemens, despense de nopces, mile d'escole: & tous autres frais qui se feront pour l'auancement des enfans, ne se rapporteront.

La despese des funerailles & ordonances de celuy des mariez qui est trespassé le premier, sera faite sur la portió des biens du decedé, sinon qu'il y ait don de meubles au suruiuat: auquel cas ledit suruiuant y est tenu.

Et entant que touche les dettes personnelles desdits trespassez & survivans communs en biens meubles & en dettes, le survivat payeta la moitié desdittes dettes, & les heritiers du tres passé l'autre moitié, sinó qu'il yait don desdits meubles, comme dit est en l'autre precedet. x.

En diuision de biens meubles entre le suruiuant des conioints par mariage & les heritiers du decedé, ledit suruiuant aura par auantage ses vestemens de tous les jours & celuy des dimanches: & les autres s'aucuns en y-a, seront departi: mais si ledits suruiuant veut auoir le surplus de sessities vestemens, il les pourra resenir, en payant la valeur de la moitié d'iceux vestemens.

Les meubles communs des consoints par mariage roturier, se departent par moitié entre le suruiuant & les heritiers du decedé. Toutes-sois semme roturiere peut renocer à son droit dudit meuble commun: & en renonçant deuëment sans fraude & aux acquests comuns d'eux deux, & au douaire qu'elle deuoit auoir de son mary: par la coustume elle ne sera tenue aux dettes de son mary si expressement elle n'y estoit obligee. Et sera la ditte renonciation en iustice dedans huitiours apres la mort de son mary venue à sa cognoissance. Toutes-sois elle pourra retenir ses vestemens de tous les iours & dimanches, & visité garny, & ses heures & patenostres.

Si le roturiet a donné aucune chose à aucun de ses enfans soit en auancement de son droit successif & naturel ou autrement, & apres sa mort ledit enfant vueille renoncer à sa succession n'y sera pas receu s'il ne delaisse tout ce qui luy a esté donné: & saudra qu'il le rapporte à la valeur qu'il valloit au temps dudit don.

Le pere ou mere viennent à la succession du meuble de leurs enfans decedez, sans hoir

de leur chair, à la charge des dettes personnelles, funerailles, & ordonnances personnelles sai tes par testament sur iceluy meuble. Et aux immeubles ou heritages leurs heritiers leur succe-

Et si le trespassé n'a pere ne mere, mais ayeul ou ayeulle, aura la moitié des funerailles, dettes & laiz personnels faits par testament, & ses heritiers en ligne où il n'y aura ayeul ou ayeulle, auront l'autre moitié, & payeront comme dessus.

Si bon leur semble, lesdits pere ou mere, ayeul ou ayeulle y pourront bien renoncer:& les auront leurs heritiers & payeront toutes dettes & accompliront l'execution dudit testa-

Succession roturiere qui aduient à gens nobles, se depart roturierement és choses roturie res. Et quant aux choses nobles, elles se departiront noblement.

Si femme noble se marie à personne roturiere ou coustumiere, & dudit mariage issent enfans, sa su ccession se departira roturierement entre lesdits enfans, pourtat que touche choses roturieres & hommagees non cheutes en tierce foy: & pourtant que touche choses homma gees cheutes en tierce foy, elles se departiront noblement en la maniere deuant ditte. xviij.

Femme de roturiere condition qui se marie à personne noble, est reputee pour noble: & se departirasa succession noblement entre les enfans dudit mariage, sinon qu'auparauant elle ayr esté mariee à homme roturier,& elle eust eu enfans dudit mariage qui fussent ou leurs representans viuans au téps que la succession escherroit: auquel cas sa succession entre ses enfans le departira roturierement.

Et si laditte semme apres ce qu'elle auroit esté marie à homme noble, duquel elle auroit eu des enfans, par apres se remarioit à homme roturier duquel pareillement elle eust des enfans, neantmoins sa succession se departira entre ses enfans des premier & second mariage noblement, si les enfans du premier mariage ou leurs representans estoient viuans au temps que sa fuccession escherroit.

Succession d'homme nouuellemét ennobly s'il y a des enfans auparauant l'ennoblissemét, se departira pour la premiere fois roturierement, si les enfans precedans ledit ennoblissemét ou leurs representans estoient viuans lors de la succession escheuë. Et s'il n'y auoit au temps que la succession escherra que les enfans nez depuis l'ennoblissement ou leurs representans, laditte succession se departira noblement. Et si ledit homme nouvellemet ennobly decedoit sans hoir procreé de sa chair, sa successió se departira entre ses collateraux roturiers roturieremét. Sçauoir est les choses nobles escheuës en tierce foy noblement, & les choses roturieres roturierement. Sinon que les dits collateraux sussent noble d'ancienneté. Car en ce cas la ditte succession se departira noblement ainsi qu'il est declaré cy dessus.

Si femme roturiere mariee à homme noble, decedoit fans hoir de sa chair, sa succession se departira entre ses collateraux roturierement en la maniere qu'il est cy deuant declaré en la fuccession d'homme nouvellement ennobly.

Le suruiuant des consoints par mariage communs en biens, apres la mort du premier dece dé prend la moitié des meubles: & tiendra tous les acquests sa vie durant, moitié en proprieté, & le tout en viul-fruit, sinon que la part des biens meubles & patrimoine des enfans mineurs, faucuns y-a du premier decedé, ne sussent pour noutrir & entretenir lesdits mineurs selo leur estat:auquel cas ce sera en l'electió dudit suruiuant de prendre l'vsus-fruit desdits acquests, meu ble & patrimoine desdits mineurs à la charge de les nourrir & entretenir iusques à ce qu'ils foyent en aage de puberté ou de leur bailler leurditte moitié desdits meubles, acquests, & leur patrimoine. Et ou ledit surviuant prendra laditte charge, il sera tenti (lesdits enfans venus audit aage de puberté)leur rendre ledit patrimoine auecques le reliqua dudit meuble l'aucun en y-a. Et s'il n'ý auoit enfans, ledit suruiuant iouyra desdits acquests sa vie durant, moitié en proprieté, & le tout en viuf-fruit sans estre chargé d'alimenter ou nourrir les heritiers collateraux du decedé.

Quand aucum roturier va de vie à trespas sans hoir procree de sa chair, qui a heritage patrimoniaux & matrimoniaux, sa succession va en deux lignes: l'vne en ligne de pere & l'autre en 1.23. Alis ligne de merc. Et recueillet ses heritiers en ligne paternelle les heritages procedans de l'estre & les heritiers de mere les heritages procedans de laditte mere. Et pareillement les au vinculi mi meubles & acquests s'en iront en deux lignes par moitié, en manière que s'il y a aucun qui soit bil bic opera-eur.C.M. conioint des deux costez du defunct, il succedera esdittes deux lignes pour sa cottité.

C H A P.

 ${\bf j}_2$

L.

II,

:1

•>~

F,

3

Ľ

2

1

Ċ

17

2

Ľ

13

Z 1

Ľ

Ċ

ά

Ŋ

)!!

ſť

Ţ,

١

Ġ

3

7

De succession de bastard.

Article i.

ES enfans de bastard ou bastarde nez en loyal mariage, viennent à la successió de leur pere & mere:& se depart la succession entre lesdits enfans par teste.

C H A P. 31.

De donaire de femme noble.

Article i.

PEMME noble par la coustume prent par douaire la tierce partie de l'heritage de son mary qu'il auoit au téps & durant le mariage: & aura ledit douaire par la main de l'aisné & heri tier principal de son seu mary ou de celuy qui le represente : & si le mary durant ledit mariage auoit fait aucune vente ou alienation de son heritage, ou sur iceluy auoit constitué aucune charge, ce sera sans prejudice dudit douaire si elle n'y auoit donné consentement: & se pourra addresser par action contre le detenteur si bon luy semble.

Et si ledit mary auoit plusieurs chasteaux ou maisons, le principal heritier aura & prendra lequel chastel ou maison qu'il luy plaira: & laditte vesue aura le second par douaire pour soy loger qui luy sera preconté.

S'il y auoit chastel és choses baillees en douaire, le capitaine sera tenu faire le serment au proprietaire. Et aussi le proprietaire receuera les hommages deuz à cause des lieux baillez en douaire: mais s'il y eschet rachats ou autres profits, ils viendront au profit de la douairie-

Femme noble apres le deces de son mary ne doit estre contrainte à partir la maison & logis de sondit seu mary iusques à quarante iours apres iceluy deces. Et si le desunct n'auoit que la maison où il trespassa, elle y aura sa demeure en partie d'icelle par la main de l'heritier. Au cas que laditte maison serois si grande & sispacieuse que l'heritier & elle y peussent estre logez convenablement & qu'elle se peust diviser.

Si à femme noble ou roturiere auoit esté promis douaire conuentionel, supposé qu'iceluy douaire ne foit aduenant, si ne peut elle demander autre douaire à l'heritier du decedé : mais fil excede le douaire coustumier, il sera reduit audit douaire coustumier.

Et si à femme noble ou rotutiere estoit par le pere ou mere, ayeul ou ayeulle de son mary promis & assigné douaire conventionnel, & le mary decedoit: sessits pere ou mere, ayeul ou ayeulle en ce cas laditte femme prendra son douaire sur les heritages de son mary, sçauoir est la noble la tierce partie; & la roturiere la moitié des choses roturieres & la tierce partie des choses nobles escheuës en tierce foy:toutes-fois si lesdits heritages dudit mary decedé ne pou uoyent porter tel ne si grand douaire comme le conuentionnel, laditte semme se pourra addresser pource qu'il luy desfaudroit dudit douaire conuentionnel alencontre de celuy desdits pere ou mere, ayeul ou ayeulle qui auroit promis & assigné ledit douaire leur vie durant tant seulement: & apres leur deces ce sera choix & election de leurs heritiers de payer à laditie femme ledit douaire conventionnel ou luy bailler & asseoir douaire coustumier sur telle part & portion des heritages de celuy qui auroit assigné ledit douaire concentionnel que ledit defunct enst peu auoir par droit d'hereditte s'il enst survescu & succedé à celuy qui ainsi auroit assi gné iceluy douaire.

Douairiere soit noble ou roturiere doit tenir en tel estat les maisons, vignes & autres heritages qui baillez luy ont esté par douaire: & en vsera, reparera & entretiendra les heritages co me vn vsus-fruitier sans coupper, n'extiper vignes, arbres fruitaux, coupper souches & bois lu de neusures anciens, & non accoustumé à coupper, sino que laditte couppe se face pour reparer & amelio reparations, ter les choses dudit douaire: & si elle fait autrement, elle pert son douaire, declaration faite par mais aussi de reparations le tuge competant desdittes couppes, demolitions & choses susdittes.

ge competant desdittes couppes, demolitions & choses susdittes.

Viij. guees, ve praEt si elle laisse cheoir les maisons ou heritage de son douaire en ruine, elle sera sommee par élici parissées. l'heritier de les reparer. Et si elle ne les met en estat dedans vn an apres laditte sommation tur.C.M. faite, elle perdra ledit douaire de la chole non reparce, declaration premierement faite comme dessus.

Femme qui se forfait en son mariage, soit noble ou roturiere, pert son douaire:

CHAP. 32.

De douaire entre roturiers.

Article i.

EEMME foit noble ou roturiere, ne peut auoir don & douairc enfemble. Et si don luy est fait, ce sera à son election de prendre l'vn ou l'autre.

Nan iik

Coustumes du pays de Lodunois

Femme mariee à homme roturier, à droit d'auoir sur les heritages demourez du deces de son mary pour son douaire, la moitié des choses roturieres, & la tierce partie des choses nobles escheuës en tierce soy: & ne court ledit douaire iusques apres sommation faite, & sembla blement de la femme noble. 111.

Et ne doit laditte femme roturiere estre contrainte à partir la maison & logis de sondit seu mary, infques à vingt iours apres le deces de sondit feu mary.

C H A P. 33.

Des bails.

. 1.1 1 11

Articlei.

1. §. 1. Viditi In In TRE gens nobles le bail des mineurs vient à pere & mere seulement, pour le bien, sa autre du centes ueur & aduantage du mineur & de la chose publicque: autrement cherrôt les dits mineurs annos pingui en tutelle ou curatelle, qui sera baillee par iustice, par election des parens & amis d'iceux minerua scri- mineurs, pour en rédre compte & reliqua ausdirs mineurs, & en justice eux venus à leur aage. ces buillistres Et si la mere se remarie, elle perdra ledit bail, & dure ledit bail de masse insques à dixhuit ans ac vocătur bain complis, & de la fille iusques à quatorze ans accomplis. Et ne pourront les distribuies la quafi porta tores seu gern transporter ledit droit de bail, bien pourront ils affermer, ou autrement disposer des fruits
li, Ruth 4 d'iceluy bail.

ij.

Et si succession directe ou collateralle aduient audit mineur durant ledit bail, laditte succession appartiendra audit mineur, sans ce que ledit bail y ait aucun droit. Toutes-fois il aura l'administration de laditte successió, tant des meubles que des fruits de l'immeuble, à la charge de rendre compte & reliqua desdits meubles, seulement audit mineur ou son-curateur venu en

Et sera tenu ledit bail laisser les mestairies garnies de bestail & autres meubles necessaires à agriculture, ledit bail finy ainfi qu'il les aura trouuces.

Bail fait les hommages, & reçoit les hommages de ceux qui sont à entrer en hommage, & non de ceux qui sont en hommage parauant ledit bail aduenu, & semblablement les tuteurs & curateurs.

Bail ne reçoit adueu, & aussi ne le bail à semblable est des tuteurs & curateurs.

Le bail fait les fruits siens des heritages & reuenus du mineur, tant qu'il est au bail, aussi recueille les meubles ainsi que dessus, à la charge d'entretenir l'estat dudit mineur des reparatios de ses heritages:& de payer & acquitter les dettes personnelles & arrerages de rétes & autres charges:car qui bail prend, quite le rend.

CHAP.

De tuteurs & curateurs.

Article premier.

NTRE gens coustumiers, les enfans mineurs estans sous l'aage de puberté, c'est àsçauoir les masses sous l'aage de xiii, ans, après le deces de leut mere demeurent & sont en tutelle naturelle & gouvernement de leur pere, qui a droit de pré dre le reuenu & esmolument des heritages desdits mineurs seulement, à la charge de les nour rir, aliméter & querir leurs choses necessaires, & de payer les charges desdits heritages. Et pa reillement lesdits mineurs apres le deces de leur pere cheust en tutelle, en la tutelle naturelle. de leur mere, qui a pareils droit & charges que dessus.

Et sera senu chacun desdits pere & mere suruiuant faire inuentaire par auctorité de iustice des biens meubles demourez communs, les parés & amis desdits mineurs au lieu de la demeu re du decedé s'aucuns en y-a appellez. Et s'il ne faisoit faire le dit inuentaire, communauté de biens aura lieu:& fera continuee au profit & aduantage des enfans dudit mariage, fi bon leur semble.

Et laquelle tutelle naturelle laditte mere pert si elle se remarie. Et en ce cas les parens & amis proches desdits mineurs, appellez & par election & aduis d'iceux ausdits mineurs par iustice doiuent estre donnez tuteurs, ou curateurs: qui de fait de leurditte tutelle seront tenus ré dre compte & reliqua ausdits mineurs en iustice eux venus à leur aage, non sie du pere qui ne pert point laditte tutelle naturelle pour se remarier.

C H A P. 35.

D'emancipation.

Article.i.

Homme ou semme mariez sont tenus pour emancipez.

CHAPITRE 36.

Carried on west owners reast pur appetite.	THUE I.
SELON la coustume, assiette se doit saire la tierce partie en domaines, l'autre tiers	en rent
res de deniers, & l'autre tiers en rentes de bleds: C'està sçauoir, tiers forment, tiers se	cirieii
.baillerge, & auoyne par moitié pour vn autre tiers.	ii
En domaines & heritages n'aaucune appreciation arrestee par-ce qu'ils peuuent	nlué ou
moins valloir selon l'assiette desdits heritages. Et s'en fera appreciation par gens en ce	Pros ou
& cognoissans. Et ne seront tenus les vendans ou constituans les dittes rentes, faire la	litte af-
siette, sinon qu'ad ce ils soient expressement obligez.	iij.
Un sextiet de forment à la mesure de Lodun, est apprecié à douze sols de rente.	iiij.
Vn sextier de seigle à laditte mesure, est apprecié valoir huict sols quatre deniers.	V.
Vn sextier baillerge mesure dudit Lodun, est apprecié à six sols.	ı vj.
Le sextier d'auoine mesure dudit Lodun, est apprecié à quatre sols six deniers.	vij.
Oye de rente, est appreciee à quinze deniers.	viij.
Vn chappon, est apprecié douze deniers : geline, huict deniers : poussin, qua	tre dé-
niers.	ix.
Toutes choses qu'on baille à ferme, soient dismes, moulins, ou autres choses, doiue	nt estre
estimees valoir de rente, au moyen de ce que pour trois annees, ou pour trois sermes e	lles au-
ront esté ou seront baillees.	*•
Deniers infeodez en menus cens non excedans douze deniers estans en haute	
basse & moyenne, valent le double & en chastellenie, le triple & non infeodez, denie	r pour
denier.	×j.
Foy & hommage lige, dix fols.	xij.
Foy & hommage simple, cinq sols.	
Des amendes.	rticle i.
LIOMME ou semme roturiers venans contre leur obligation & qu'ils en soye	nt fire
cumbez par sentence diffinitiue, payent soixante sols d'amende: & s'ils pacifien	t allant
laditte sentence donnee, y-a amende à l'arbitratio de justice au dessous de la somme de	
te fols.	ii.
Pour saissne brisee, apposee par cour inferieure, y-a lx. sols d'amende: autremet est si	elle eft
apposee par cour royal, auquel cas laditte amende est arbitraire.	iiia
Pour deuoirs non payez à iour, & pour choiste de querelle, où n'y-alien d'obligatio	n & de
foy,y-a amende sept sols six deniers tournois sur le roturier. Et sur le noble, ou d'eglis	e, cinq
fols.	iiij.
Homme noble en la cour de son seigneur, dont il est homme de soy, ou de suzerain	
il soit estager pour saisine brisee deuëment significe, ou qui vient contre son obligati	
amende arbitraire.	V.
Pour choiste d'appleigement & contrappleigement par sentence, y-a amende lx.s	ols:& si
non, n'y-a que la loy de sept sols six deniers sur le roturier. Et sur les nobles & gens d'egl	ife cinq
fols	vj.
En chose mobiliaire chet adueu & contre-adueu. Et qui en dechet par sentence diff	initiue,
apres qu'il est deuëment appleigé, paye d'amende la sols.	vij.
Bour battures simples, faites au dessus des mersic'est à sçauoir, sur la teste, ou par le	
y-a d'amende lx.fols, contre celuy qui a battu, & au dessouz sept sols six deniers au reg	ard des
roturiers,&des nobles,&gens d'eglife,cinq fols.	viij.
Pour non auoir payé le droit d'aubenage au seigneur de fief du decedé qui n'estoit e	du dio-
cese, auant que le corps soit enleué hors de la maison d'iceluy decedé, y-a d'amende la f	
fe prendront fur les biens d'iceluy decedé.	ix.
Qui fait denoncement contre aucun, & il en dechet par sentence diffinitiue, paye d	
delx.lols.	X.
L'appellant qui dechet d'appel par sentence, paye d'amende lx. sols.	Xj.
Pour dommage de bestes, y-a amende coustumiere, comme dessus.	XIJ.
Nnn iiij.	

Coustumes du pays de Lodunois

	Pour dominage de beites faites, tailles du leigneur au dedans de trois ans, o	c trois inois de
	May,y-a d'amende lx.fols.	xiıj.
	Pour delaiz d'appel fait au dedans de huict iours en cour subiette, ou de serge	ết, y-a d'amen-
	de sept sols six deniers sur le roturier. Et sur le noble ou d'eglise, cinq sols, & en	cour royal, lx.
	fols. A subject to the subject to th	xiiij.
	Pour auoir trop abondé au fort principal par l'acquereur, en faisant la cogne	
	traict au lignager, y-a d'amende lx. sols.	XV.
	Pour auoir nié par l'acquereur au lignager d'auoir rien acquis de son patent	
	il en est succumbé par sentence, paye d'amende lx. sols.	xvj,
	Sil acquereur adiourné en clain de retraict, nie au lignager auoit baillé denie	
•.	lent à meuble, & il en est succumbé par sentence, paye d'amende lx sols.	, xvij.
	Qui nie son seel ou seing manuel, & il est succumbé par sentence, y-a d'amen	de , fuir le rotu-
	rier, lx. sols, & fur le noble, arbitraire.	xviij.
	Pour ventes recellees, apres vn mois passé, y-a sept sols six deniets. Et s	i elles ont esté
	recellees par an & par iour au moyen iusticier & autre superieur, y-a d'an	ende foixante
	fols. Touteffois pour plusieurs contracts recellez & exhibez en vn mesme iou	ır. n'v-2 gu'vne
	amende:	
	anicher,	
	Dannen di G.C. mia an bannanist	Article i.
	CHAP. 38. De perte de fief à viezou à perpetuité.	CATTHUE 1.
	T E vassal pert son sief és cas qui s'ensuyuent. Premierement s'il met mains n	nalicieulement
	en son seigneur de foy.	ij.
	Si ledit vassal oyt parler de son seigneur d'aucuns cas de trahison,& il ne le re	uele à son sei-
1.5.2.Sitame	gneur. I	iij.
cŏmodè proba- re potest, non		iiij.
alias. clo Fran		
cisc.de Taba-	Sill be the first the patent of the first the	V .
rell.in cle.1.de		vj.
hæretic.dixiin tom.confil.cof.	. De cit a circulate in perateion de meis es ens dendicites han nomines de loy in	mpie,a vie,& a
	ceny de toy lice à perpetitité	
Ç.M.	ceux de foy lige, à perpetuité	
C.M.	ceax de loy lige, a perpetante	
C.M,	C H A P. 39. Crimes.	Art.i.
<i>C.M</i> ,		Art.i.
Ç.M,	CHAP. 39. Crimes.	
С. м ,	C H A P. 39. Crimes. V I fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la	maifon où elle
С.М.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de	maifon où elle ce, aux iuges
	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance.	mailon où elle ce, aux iuges ii.
	VI fait ou forge faulle monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & bruste	mailon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij.
	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseurce sou treues: & pendant	mailon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét
	VI fait ou forge faul se monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, come de treues en	mailon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemet afraintes,com-
`.	VI fait ou forge faulle monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseurcé, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees.	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij.
`.	VI fait ou forge faul se monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, come de treues en	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij.
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseurcé, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messfait, il en doit estre puny, come de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes saites au sergent royal, en faisant son exploit, en doit couppé.	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v.
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseurcé, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messfait, il en doit estre puny, come de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes saites au sergent royal, en faisant son exploit, en doit couppé.	mailon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes saites au sergent royal, en faisant son exploict, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresse, le crimineux consisque corps & bien	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vj.
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes saites au sergent royal, en saisant son exploit, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresie, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont sait briz, doiuent estre pendus & estrangle	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vj.
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes saites au sergent royal, en faisant son exploit, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresie, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait furt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vente de leze manieste de leze manieste de na maistre pendus de estrangle le domestique qui a fait furt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vente de leze manieste de leze maistre pendus de estrangle le domestique qui a fait furt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vente de leze manieste de leze manieste sur de leze manieste de leze manie	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemet afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vj. ez. vij. vingt fols, doit
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au seu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messfait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploid, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresie, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait surt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vestre battu par carresours pour la premiere sois.	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij.
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes saites au sergent royal, en faisant son exploi à, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresie, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait surt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vestre battu par carresours pour la première sois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pende	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemet afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vj. z. vij. vingt fols, doit u, f'il est hom-
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messfait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes saites au sergent royal, en faisant son exploiet, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresie, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait furt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vestre battu par carrefours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pendeme: & semme, doit estre ensouye, declaration premierement saite, qu'il fest fait	maifon où elle ce, aux iuges ij. ce, iij. l'adiournemet afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploit, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresie, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait furt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vestre battu par carresours pour la premiere fois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pendeme: & semme, doit estre ensouye, declaration premierement saite, qu'il fest fait escient.	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix.
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseuret, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploit, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresie, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domessique qui a fait surt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vestre battu par carresours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pend me: & semme, doit estre ensouye, declaration premierement faite, qu'il fest fait escient. Notaire, ou autre crime de faulx, doit estre pilorisé, le poing dextre couppé,	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix.
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messfait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploit, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresse, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait surt à son maistre, sans briz, si ledit surt est insques à restre battu par carrefours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pend me: & semme, doit estre enfouye, declaration premierement saite, qu'il fest fait escient. Notaire, ou autre crime de faulx, doit estre pilorisé, le poing dextre couppé, és interests de la partie.	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vj. ez. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix. & condemné
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messfait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploit, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresse, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait surt à son maistre, sans briz, si ledit surt est insques à restre battu par carrefours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pend me: & semme, doit estre enfouye, declaration premierement saite, qu'il fest fait escient. Notaire, ou autre crime de faulx, doit estre pilorisé, le poing dextre couppé, és interests de la partie.	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vj. ez. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix. & condemné
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la coust est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploit, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresse, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait furt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vestre battu par carresours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pendime: & semme, doit estre ensouye, declaration premierement saite, qu'il s'est sait escient. Notaire, ou autre crime de saulx, doit estre pilorisé, le poing dextre couppé, és interests de la partie. La coustume du pays de Lodunois est telle, que si en ville a compagnon oyse	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix. & condemné ux & vacabód,
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brush. Si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, come de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploite, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresse, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait surt à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vestre battu par carressours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pend me: & semme, doit estre ensouye, declaration premierement saite, qu'il sest fait escient. Notaire, ou autre crime de faulx, doit estre pilorisé, le poing dextre couppé, és interests de la partie. La coustume du pays de Lodunois est telle, que si en ville a compagnon oyse & n'ait rente ne reuenu pour son estat soustenir, la institue le peut prendre, & l'e	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix. & condemné ux & vacabőd, mprifonner',&
`.	VI fait ou forge faulse monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la cst forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, conssiquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son ensant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploid, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresse, le crimineux conssique corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domessi que qui a fait surtà son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à sestre battu par carresours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pendime: & semme, doit estre ensouye, declaration premierement saite, qu'il sest sait escient. Notaire, ou autre crime de saulx, doit estre pilorisé, le poing dextre couppé, és interests de la partie. La coustume du pays de Lodunois est telle, que si en ville a compagnon oyse & n'ait rente ne reuenu pour son estat soustenir, la justice le peut prendre, & l'e l'examiner. Et s'il est trouué variant, soy enquerir plus auant pour le faire v	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix. & condemné ux & vacabód, mprifonner, & myder hors du
`.	VI fait ou forge faulle monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseuret, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploict, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresse, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait sur à son maistre, sans briz, si ledit surt est insques à sesse battu par carresours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se sait mourir à son escient, doit estre trainé & pende me: & semme, doit estre enfouye, declaration premierement saite, qu'il fest sait escient. Notaire, ou autre crime de faulx, doit estre pilorisé, le poing dextre couppé, és interests de la partie. La constitume du pays de Lodunois est telle, que si en ville a compagnon oyse & n'ait rente ne reuenu pour son estat soustenir, la instice le peut prendre, & l'e l'examiner. Et s'il est trouué variant, soy enquerir plus auant pour le faire vi pays.	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemet nfraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix. & condemné ux & vacabód, mprifonner, & nyder hors du x.
`.	VI fait ou forge faulle monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au seu du seigneur d'icelle maison, confisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseureté, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploict, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresse, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait sur à son maistre, sans briz, si ledit surt est iusques à vestre battu par carresours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se fait mourir à son escient, doit estre trainé & pende me: & semme, doit estre enfouye, declaration premierement saite, qu'il fest sai escient. Notaire, ou autre crime de faulx, doit estre pilorisé, le poing dextre couppé, és interests de la partie. La coustume du pays de Lodunois est telle, que si en ville a compagnon oyse & n'ait rente ne reuenu pour son estat soustenir, la iustice le peut prendre, & l'e l'examiner. Et s'il est trouué variant, soy enquerir plus auant pour le faire vi pays. Celuy qui emble cheual ou iument, doit estre pendu.	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix. & condemné ux & vacabód, mprisonner',& uyder hors du x. xi,
`.	VI fait ou forge faulle monnoye, doit estre trainé, bouilly, & pendu: & la est forgee, au sceu du seigneur d'icelle maison, consisquee au Roy. Et de royaux en appartient la cognoissance. Femme qui tue son enfant par malice & à son escient, doit estre arse & brusse si homme fait adiourner autre, à luy donner asseuret, ou treues: & pendant auant qu'il les ait donnees il luy messait, il en doit estre puny, côme de treues en bien qu'elles ne soient donnees. Pour battures enormes faites au sergent royal, en faisant son exploict, en doit couppé. En crime de leze maniesté & d'heresse, le crimineux consisque corps & bien Crocheteurs, aussi larrons qui ont fait briz, doiuent estre pendus & estrangle Le domestique qui a fait sur à son maistre, sans briz, si ledit surt est insques à sesse battu par carresours pour la premiere sois. Le corps de celuy qui se sait mourir à son escient, doit estre trainé & pende me: & semme, doit estre enfouye, declaration premierement saite, qu'il fest sait escient. Notaire, ou autre crime de faulx, doit estre pilorisé, le poing dextre couppé, és interests de la partie. La constitume du pays de Lodunois est telle, que si en ville a compagnon oyse & n'ait rente ne reuenu pour son estat soustenir, la instice le peut prendre, & l'e l'examiner. Et s'il est trouué variant, soy enquerir plus auant pour le faire vi pays.	maifon où elle ce, aux iuges ij. ee. iij. l'adiournemét afraintes, com- iiij. auoir le poing v. s. vij. vingt fols, doit viij. u, f'il est hom- t mourir à fon ix. & condemné ux & vacabód, mprisonner',& uyder hors du x. xi,

bis & autre beste à pied fourché: & pour le second larrecin, estre pendu.

Ceux qui recellent ou recueillent larrons, meurtriers, forceurs de femmes, embrascurs de maisons, & qui participent en seurs messaits, encourent en semblables peines, comme malsai-deurs principaux.

Toutes choses emblees aux champs, comme harnois, soc de charuë, draps à polies, linge qui seichent & autres choses qui sont aux champs hors la maison, sont en la garde de iustice, & pource les malfaicteurs doiuent estre punis corporellement.

En briz de marché & de foyre, comme qui bat autruy de simple batture, soit noble ou coustumier, fait amende arbitraire, & l'interest de partie à l'arbitration du juge. xv.

En batture faite de propos deliberé, & de guet à pensee, y appartient punition corporelle, pour ueu qu'il y ait mutilation.

FIN DES COVSTVMES DV PAYS ET SEI-GNEVRIE DE LODVNOIS.

Coustumes du Comté & Pays DE POICTOV, ANCIENS

RESSORTS ET EN claues d'iceluy.

Des fiefs & iurisdiction, haute, moyenne & basse, & ce qui en depend.

Article premier.

OVT seigneur qui a comté, vicomté ou baronnie, est sondé par la couflume, d'auoir droit de chastel, chastellenie, haute iustice, moyenne & basse:
la publication
figuee Baillet,
faiustice: C'est à sçauoir, sourches patibulaires, pour pêdre & executer malfaicteurs: Et peut porter banniere, qui est à dire, que le comte, vicomte, ou
baron, peut en guerre, ou armoirie, porter ses armes en quarré: Ce que ne
peut faire le seigneur chastellain, lequel seulement les peut porter en forme d'escui1486. quasi
1500.

fon.

Et peuuent lesdits comte, vicomte, ou baron, bannir les delinquants hors leur comté, vicómer à la derniere: l'en ay té, & baronnie. Et à ce qu'aucun se puisse dire comte, vicomte, ou baron, conuiet qu'il ait souz aus luy aucuns vassaux, vn ou plusieurs, qui ayent droit de chastellenie.

ij. tout conformers à le derniere de l'en ay leur comté, vicómers à l'en ay leur comte de l'en ay l'eil cousture de l'en avec l'en avec

Tous comtes, vicomtes, barons & seigneurs chastellains, ressortissans nue ment par deuant le iuge royal, peuuent vier de doubles degrez de iurisdiction, qui sont la grande & perite assisté ou d'anciennet é ils en auroyet vsé. Et les autres seigneurs inscrieurs pour ront auoir vn seul suge, les appellations duquel ressortion nue ment & sans moyen par deuant le seneschalt ressortissant immediatement & sans moyen par deuant le suge royal, tellement que pour paruentir audit suge royal, n'y aura que deux degrez de surisdiction.

1. Les dernieres redigees
en l'an 1514.
le sezieme iour
d'Octobre, auoité aussi esté
homologuees
par la cour de
parlemet, teste
Lohanne Imtoise, solio 96.
rersoisansqu'il
en appert par
la publication
S signee Baillet,
Bocane, Regner. I'en ay
reu de plus an
ciennes imprimees dés l'an
1486. quasi
tout conformes à la derniere: s'en ay
L aussi veu ru
rieil coussumier de Poicion escrità la
main, diniséem
cinq liures,
mau il se saut
doresenauant
arrester à ce-

Les dits comtes, vicomtes, barons & seigneurs chastellains peuuet (& non leurs seneschaux & iuges) creer notaires en leurs terres, pour passer lettres & contracts voluntaires souz leurs seels, chastellenies & ressort. Peuuent aussi creer & commettre sergens en leurs dittes terres, le tout iusques au nombre, & de la qualité dont sera parlé cy apres.

Le seneschal desdits comtes, vicomtes, barons & chastellains & autres qui ont deux degrez de iurisdiction, peut euocquer par deuant luy à sa grande assis les causes & proces qui pendet en la petite assis pardeuant le iuge chastellain ou preuost, au parauant la contestation s'il y-a cause legitime: laquelle en ce cas ledit seneschal sera tenu exprimer esdittes lettres d'euocation.

Les seigneurs ayans iurisdiction pour l'exercice d'icelle, sont tenus auoir iuges residens sur les lieux, ou vn commis pour eux.

Tous vendans draps en detail, les doiuent aulner par le fest sur peine d'amende arbitraire, fors les roleaux & carisis d'Angleterre.

Nuls de quelque estat ou condition qu'ils soyent, demourans en la seneschaussee de Poictou, & anciens ressorts d'icelle, ne pourront tirer ou faire tirer à poulies n'autres engins, les draps de laine, qu'ils feront ou feront faire, ou auront acheté pour les reuendre, n'iceux draps farder de bourre, n'autres choses qui s'y puisse applicquer: ains seront tenus les marchans les façonner deuëment & sans fraude.

Et ne seront vendus ou exposez en vente à l'aulne audit pays lesdits draps de laine, sinon qu'ils soyent mouillez, retraits & prests d'eauë: & ceux qui seront trouuez faisans le contraire, seront punis.

Et pourront les marchans tenir presses en leurs maisons, & presser les dits draps, pourueu que les soites presses soyent comme elles sont à Paris: c'est à scauoir, en bois, & puis en papier tant seulement: & non en fer, ærain, n'autres choses.

Le seigneur qui a droit de peage doit tenir en reparation les pots, ports & passages sur chemins, riuieres & ruisseaux du grand chemin, sinon qu'autres par deuoir y sussent tenus: & au regard des reparations des autres chemins voisins, les iuges ordinaires des lieux, en la iustice desquels seront situez & assis les dits chemins, y pouruoiront & cotraindront les dits seigneurs, ainsi que de raison.

Si le marchat ou autre passant par ledit peage par dessaut d'entretenir lesdits ponts, ports, passages & chemins en bonne reparation, soussiroit & soustenoit aucuns dommages & interests, le seigneur ayant ledit droit, ou son fermier en sera tenu: & pourra le seigneur suzerain à la requeste de la partie interesse, saissir les fruits de la seigneurie où sera situé ledit peage, iusques à pleine satisfaction desdits dommages & interests, ledit seigneur ou ledit sermier à ce ap pellé.

Celuy qui a haute iustice en aucun lieu, est fondé par la coustume d'auoir en iceluy la moyenne & basse. Et peut les dittes iustices exercer, si autres ne les y a par conuenance ou vsance ancienne. Et peut tout haut iusticier auoir & tenir sa iustice ou sourches patibulaires à deux pieds ou pilliers: & aussi doit auoir bonne & seure prison bastie, à rez de chausse, sans creux ou sosse en terre, sans aussi vser de seps & sers, pour la detention du prisonnier. Et ne peut le dit haut iusticier, comte, vicomte, baron ou chastellain, mettre les dittes sourches patibulaires au domaine de son subier, sans son consentement.

Le seigneur qui a haute iustice, soit seigneur chastellain ou autre, ne peut contraindre ses hommes & subiets, à garder les prisonniers en ses prisons: & s'il aduenoit que par leur iustice aucun malsaicteur sust condemné à peine corporelle ou peine de mort, de la recousse duquel le juge eust occasion de crainte, en ce cas seulement, pour la seureté de la justice, pourra ledit seigneur contraindre ses hommes roturiers à accompagner saditte justice par commandement qui leur sera fait à son de trompe, & cry publicq': & contre les contreuenans & desobeissans pourra proceder à condemnation d'amende, telle que de raison.

xvj.

Le vassal qui a moyenne iustice, peut donner tutelles & curatelles, & emaciper, bailler mefures, cognoistre d'appleigemens, & contre-appleigemens & autres causes, d'ont l'amende n'excederoit la somme de lx. sols: & ne peut contraindre à donner asseurement, si ce n'est par vsance ou possession ancienne au contraire, acquise auparauant l'ancienne reformation saite en l'an 1514. & depuis continuee.

Celuy qui tient fief noblement, & par hommage en parage, & part prenant, ou part mettant, est fondé par la coustume d'auoir en sondit fief basse iurisdiction: & a ledit bas iusticier surisdiction risdiction & contraincte iusques à amende de sept sols six deniers seulement, & peut cognoistre sur ses hommes en actions personnelles, & en actions reelles des choses immeubles estas
de sondit sief, & en sa iurisdiction. Aussi peut cognoistre sur ses diviniures & subiets des causes d'iniures dont l'améde n'excederoit sept sols six deniers: & par-ce, ne peut cognoistre d'iniures de sang ou playes, ou de parolles de delay: car en telles iniures, l'amende est de soixante
sols tournois. Lesquelles parolles de delay sont comme d'apeller aucun traistre, meurtrier, ou
autres parolles iniurieuses equipollentes. Et pour lesquelles (si elles estoyent vrayes) celuy
contre qui elles sont dittes, seroit punissable en corps ou publicquement dissamé: & en tous
cas peut cognoistre sur les ditts hommes & sur les choses immeubles de sondit sief de toutes
causes dont l'amende n'excede sept sols six deniers: & ne peut ledit bas iusticier bailler mesures, si ce n'est par possession ou vsance ancienne acquise au parauant laditte ancienne reformation, comme dessus, & depuis continuee.

Quiconque a iurisdiction, est fondé de pouuoir tenir assis, combien qu'autre sois ne l'eust tenue, excepté en la chastellenie de Thouars, en laquelle nul n'a droit de tenir assis, d'anciëneté ne l'a accoustumé tenir. & s'il n'est que bas iusticier en Thouarçois, où il n'a cognoissance fors de l'estroit sonds, & nó de demade personnelle entre ses subiets n'autres: & couient quand il a assis, qu'il tienne son assis en la ville de Thouars, si par possession ancienne ne l'a accoustumé tenir en son sies.

Tout seigneur qui a droit de chastellenie, de la qualité cy deuant ditte, peut, doit, & est tenu faire tenir sa grand' assise quatre sois l'an, & non plus: & sa petite assise, preuosté, ou plaids par chacun mois, ou par chacune quinzaine, ou huictaine, ainsi qu'il est accoustumé tenir: lesquelles assisses seront tenus faire exercer & tenir selon que dessus, autrement en dessaut de ce, se pourront les subiets pourueoir par deuant le juge superieur: & ne seront les causes d'assises expedices hors l'assise, sans le consentement des parties, si ce n'estoit par lettres d'abreujation, ou que les causes susses susses provincieres ou privilegees.

Celuy qui a haute iustice, & moyenne, & n'est seigneur chastellain, peut tenir son assis six sois l'an seulement: & celuy qui n'a que basse iurisdiction, ne la peut tenir que quatre sois l'an.

Droits d'auoir ventes & honneurs, ou la chose vendue par puissance de sies, en payant le pris dependent de basse iurisdiction ou sonciere. Et pour-ce quand aucune chose immeuble sest vendue, le seigneur soncier & plus prés du sonds, ou sies duquel est la ditte chose, est sondé d'en auoir ventes & honneurs, ou la chose par puissance de sies, comme dit est est les que la chose auoit ses & honneurs se prennet sur l'acheteur, qui sont la six-ieme partie du pris que la chose auoit seriés. Tin series est vendue.

Le seigneur qui a iustice, ne peut demander ventes n'honneurs, n'auoir par puissance de ne se secundation seigneur qui a basse iurisdiction, ou plus pres du sonds. xxiiij.

Celuy qui a acquis par contract de vente sonnant, & equipollent à vente, doit dedans huict iours apres le contract, notifier & declarer son contract à son seigneur seodal, s'il est demeurat, & a manoir en la chastellenie: & ou il n'y seroit demourant, à son seneschal, suge & procureur, la baronnie d'Angle, ille ciers ne demourassent sur les lieux, l'acquereur pourra notifier en presence de deux notaires par affiches saites à la grand porte de l'eglise parrochialle du sief donninat en la chastellenie: & dedans quarante iours luy doit exhiber ledit contract, & luy faire serment que c'est le vray pris que la chose a cousté, & offrir de payer les ventes & honneurs, ou delaisser la chose a sinsi offertes & declarees, & le serment fait dedans ledit temps, & par la forme que dessus, le seigneur a huict iours suyuans, pour pouuoir estire de prendre la chose qu'il veut auoir la chose, & payer le pris, s'il n'estist dedans les huict iours, ou fil estit pris, il ne sera plus recent à prendre la chose en payant le pris.

L'acquereur qui aura à son seigneur exhibé & laisse son contract ou copie d'iceluy, par luy, ou par notaire à sa requeste signee, est tenu la huictaine apres, aller pardeuers ledit seigneur, au lieu où îl a exhibé & laissé ledit contract ou copie, pour sçauoir la volonté & choix dudit seigneur.

L'acheteur est tenu (comme dit est) notifier & declarer son contract à son seigneur dedans huict iours, & l'exhiber dedans xl. iours, & s'il ne le fait, il doit à sondit seigneur pour chacune

fondé en Poictou, quiu inspecture consuetudo loci cauoit servientu, ve dixi in consue. parisi. §.7. in si nece de me. se secundi dominum Doyantica peurat, pictani, anno 1543. touchát la baronnie ts offidam judex, comie: & C.M.

desdittes choses non faites, l'améde simple: & s'il n'exhibe sesdits contracts dedans l'an, l'amende est de soixante sols, si le seigneur a jurisdiction de soixante sols : & peut ledit seigneur lesdits huict iours ou quarante iours passez, saisir & mettre en sa main laditte chose, pour cause de contracts celez, & non declarez & exhibez, & en defendre tous exploicts. Et si pendant saditte main l'on exploiste, celuy qui le fait, est tenu de restablir les fruits, & payer l'amende de saisine brisee, qui est de soixante sols, si le seigneur a haute & moyenne iurisdiction: & sil n'a que basse iurisdiction, laditte amende de saissne brisee, est simple de sept sols six deniers seulement.

Le leigneur iusques à ce qu'exhibition de contracts luy ait esté faite, & qu'aussi le serment luy ait esté fait du pris par la forme que dessus, n'est en demeure d'eslire les vetes & honneurs, ou d'auoir la chose vendue par puissance de fief, si ce n'estoit par l'espace de trête ans: apres lequel temps, le seigneur ne peut contraindre le vassal à exhiber ses contracts, & si ne peut demander ses ventes & honneurs, n'auoir la chose par puissance de fies.

Pour constitution & vendition de rentes, soit que l'hypothecque d'icelles fust generalle ou 1. 27. Itare- speciale, 'ne sont deuës aucunes ventes n'honneurs. Mais si pour & au lieu de la rente & à l'ex-Ele emendata tinction d'icelle, le vendeur a baillé aucuns biens immeubles, le seigneur seodal & lignager 5.19.inseque-pourront les auoir, & vser de leurs droits, & estre payez de leurs vétes & honeurs: & compter do opinionem du jour de la perfection du contract, qui est quand la grace ou condition sont expirez, & assiste te baillee.

Aucun n'est tenu de porter, n'exhiber son contract au seigneur seodal, de la chose immeuinter caput re dituum & per luy acquise, s'il n'y-a contra de vente ou equipollent à vente. Excepté si le seigneur le surarum.q. 6. requiert par forme d'edition, ou si la chose estoit hommagee. Car quand la chose hommagee est transportee par quelque contract que ce soit, le seigneur seodal doit veoir ledit cotract: autrement ledit seigneur n'est tenu receuoit l'hommage.

Quand aucune chose est vendue, ou par autre iuste contract transportee, soit noble, roturiere, hommagee ou non hommagee, celuy à qui elle est transportee, en peut prendre possession, sans y appeller le seigneur duquel elle est tenue. Et supposé qu'il n'ait esté receu à l'hommage, partant ne laisse à posseder, & à prescrire. Et ne saissif ne desaissif aucunement la façon de l'hommage : combien que ce soit aucune presumption de possession & saisi-

Si celuy qui tient noblement, aliene par contract de vente, partie de son fies, & sur celle partie qu'il aliene, retient aucun deuoir par dessus, les premieres ventes & honneurs seront au seigneur suzerain ou chemier d'iceluy qui auoit vendu. Mais il ne pourra prendre la chose par puissance de fief; pour cause du deuoir, que le vendeur retient sur la chose. Et si ladite chose est depuis vendue vne fois ou plusieurs, les ventes & honeurs serot de là en auant à iceluy qui aura retenu le deuoir, ou pourra prendre la chose par puissance de fies. Mais le lignager dudit vendeur sera receu au retraict dedans l'an & iour, & sera preferé audit seigneur.

Si le vendeur vend aucune chose hommagee, qui soit subiette pour mutation d'homme, à rachats, plaids ou services ou autres devoirs, qui soyent abonnis: soit par la coustume du pays, ou par la conuenance ou vsance ancienne: & le seigneur du sief acertené dudit contract de vente par l'exhibition faite en la forme que dessus, en prent le rachat, ou les plaids, seruices ou autres deuoirs deuz pour icelle mutation, il ne sera plus receu à prendre la chose par puissance de fief, n'à demander ventes n'honneurs.

Les gens d'eglife, reguliers ou seculies, ayans administration de temporalité, peuvent des choses acquises en leurs fief, à cause de leurs benefices, prendre les ventes & honneurs. Et si lesdittes choses vendues, sont hommages, peuuent teceuoir l'hommage, & tout ce qui en appartient en tel cas. Et vallent telles choses, sans ce que ceux qui les ont faites, ne leurs successeurs, puissent venir au contraire: attendu que ce n'est proprement alienation de biens d'eglise. Le pareil est en tuteurs, curateurs, ou autres administrateurs vsus-fruictiers & douai-

Peuuentaussi lesdits gens d'eglise retenir par puissance de fief, les choses vendues tenues de leurs fiefs, à la charge d'en vuyder leurs mains dedans l'an & iour, s'ils en sont requis.

Outre lesdits droits dependans de jurisdiction basse, si celuy qui a laditte basse jurisdiction, a en icelle hommes roturiers, couchans & leuans roturierement, & il a moulin moulant à fon domaine dedans la banlieuë, il peut lesdits hommes (ores que ledit moulin ne fust d'iceluy fief); contrain-

meam de qua scripsi in cons. C.M.

contraindre de moudre leurs bleds à sondit moulinis en prendre pour luy ou son musnier, le prossit qu'en tel cas lon a accoustumé prendre au pays. Et est tenu le musnier d'aller querir le bled & rendre la farine à mesure és hostels desdits hommes & subiets: si autrement d'ancienneté lon a accoustumé de porter ledit bled audit moulin & querir les farines.

Et sera la mesure estallonnee sur la mesure estant en l'hostel de ville, ou du siege royal, ou du seigneur qui a droit de mesure.

Le droit de moulage que peuuent prendre les mustilers, est tel : que quand on leur baille bled nect & curé, il doiuent rendre du boisseau de bled reez, vn boisseau comble de farine: & de deux boisseaux l'vn de laditte farine vne fois emplis, cachez & pressez auccques les deux mains mises en croix, & de rechef comblé. Et pour faire lesdittes mesures, le boisseau doit auoir de parsond, le tiers de son large, & l'outre plus doit seulement retenir le musnier.

Tiendra le musnier son moulin à point rond: & aura en son moulin vn boisseau tiercier, de la saçon susditte. xxxviij.

Pour le temps que le seigneur de sies n'a moulin moulant, dedans la banlieuë de sondit subiet roturier, ledit subiet est tenu aller moudre ses grains au moulin de son seigneur suzerain,
s'il a moulin au dedans de la banlieuë dudit subiet. Et si le seigneur n'a moulin, ledit
subiet peut moudre sans offense son bled là ou bon suy semble: & durant ce, ne court aucune prescription contre le seigneur du sies. Mais si durant ce temps que ledit seigneur
du sies n'a moulin moulant, ledit subiet moult à autre moulin, il doit à sondit seigneur
par chacune sois l'amende simple: Et au musnier ou sermier du moulin, s'il y est, la
restitution du prossit du moulage: Et de ce peut ledit seigneur cognoistre à son assis
sexxix.

La banlieuë doit contenir deux mil pas, chacun pas valant cinq pieds, à prendre de la huche du moulin, venant à l'entree de l'enclos de l'estage, par les chemins accoustumez! xl.

Si le seigneur bas iusticier le plus prochain du sonds, n'a moulin moulant dedans la banlieuë de l'homme roturier, & le seigneur de qui il tient, ait moulin dedans laditte banlieuë, il peut durant le temps que le vassal n'a moulin moulant, contraindre l'homme roturier de son vassal, à moudre à sondit moulin & auoir le proffit, iusques à ce que ledit seigneur vassal, plus prochain du sonds, ait moulin moulant, comme dessus.

Prescription ne court cotre celuy qui n'a moulin:car quand il aura moulin, sessites hommes doiuent moudre à iceluy, & non au moulin dudit seigneur su zerain, auquel au parauant lesdits hommes auoyent moulu.

xlij.

A ce qu'aucun puisse estre contrainct à moudre son bled au moulin de son seigneur, il conuient que ledit homme soit personne roturier, & le lieu auquel il demeure soit tenu roturierement, & que le moulin soit au dedans de la banlieuë. Car si vn noble homme demeure en vn lieu noble, ou que le moulin ne soit au dedans de la banlieuë, il n'y-a aucune contraincte de moulin car il ne seroit pas leuant & couchant roturierement au dedans de la banlieuë.

A ce qu'aucun puisse auoir contraincte de moulin, il suffist qu'il y ait moulin, soit à vent, ou à eauë: pour ueu qu'il soit moulin suffisant pour sournir les dits hommes: Et que le dit moulin soit en sondit sief, ou en autre lieu tenu de luy noblemnnt ou roturierement, au dedans de laditte banlieuë.

Mais si lesdits moulins à vent ou à cauë cessent de moudre par dessaut d'eauë, ou de vent, ou autrement, par vingt-quatre heures, ledit homme roturier leuant & couchant, peut (ledit téps passé, & non deuant) moudre ailleurs sans offense, iusques à ce que le vent ou l'eauë soyent reuenus audit moulin.

Si aucun fief ou iurisdiction est commune entre deux vassaux, qui en iceluy ayent moulin & hommes roturiers par commun, ils peuuent cotraindre leursdits hommes roturiers à moudre audit moulin commun, en aucun moulin qui soit commun, ou n'ayent ailleurs moulin commun, qui soit au dedans de laditte banlieue, mais chacun des seigneurs personniers de laditte iurisdiction commune ait moulin part soy ailleurs dedans la banlieue, ou l'vn desdits seigneurs n'en ait, le subiet moudra au moulin duquel suy plaira desdits seigneurs ou ailleurs, sans ce que l'autre desdits seigneurs s'en puisse douloir.

xlvj.

La contraincte de fournoyer à aucun four, depend des droits de basse inrisdiction: mais au-

cun ne peut contraindre ses subiets roturiers de sournoyer à son sour, si lesdies subiets ne sont hommes roturiers d'homme, & de lieu, comme dit est, couchans & leuans roturierement, & ledit sour soit en lieu où ledit seigneur ait ville, bourg, ou chef de bourg, auquel soyent leuans & couchans lesdits hommes: Et ne les peut saire venir des villages, ne loing.

xlvij.

Les boulengers qui cuiront pain, pour l'exposer en véte, & debiter aux estragers, sans fraude, ne sont tenus aller au sour à ban. xlviij.

Si aucun qui n'a moulin, & à hommes roturiers leuans & couchans roturierement, ou soit qu'il ait moulin au dehors, ou au dedans de la banlieuë, veut que sessits hommes allent moudre au moulin de son voisin: ou transporte à son voisin le droit de contraindre lessits hommes qui doiuent moudre à sondit moulin, pour-ce ne seront tenus lessits hommes moudre audit moulin dudit voisin. Et pour auoir contraincte, saut que ceux que lon veut contraindre, soyent subiets de celuy qui les veut contraindre.

Toutes-fois, ou par partage fait entre coheritiers, les subiets de celuy qui n'a moulin, seroyét reseruez à la part de celuy auquel est aduenu ledit moulin, celuy auquel a esté faite laditte reservation, peut vser dudit droit, ores que les dits subiets ne sussent tombez en son partage.

Si celuy qui n'a moulin au dedans de la banlieue se marie auec semme qui y ait moulin, durant ledit mariage, il peut contraindre ses hommes à moudre audit moulin qui est à sa semme.

Celuy qui a hommes roturiers, ayant prins à ferme à temps, & non à perpetuité aucun moulin dedans la banlieuë, ses hommes ne sont pourtant tenus de y moudre par contrainche: Par-ce que le seigneur ne peut dire que le moulin soit sien, & que celuy qui veut vser de telle contrainche, doit auoir moulin à luy du tout appartenant, qui soit situé au dedans de la ditte banlieuë.

Le seigneur seodal (& n'eust-il que iurisdiction sonciere) peut demander & auoir soy & hommage, deuoir ou redeuance, pour raison des choses qui sont en son sief, supposé que parauant, luy ne les siens ne les auoyent euz: car aucun ne peut tenir en alleu, s'il n'est homme d'e-glise: c'est à sçauoir, que si la chose est telle, qu'elle puisse porter hommage, lon est tenu d'en faire hommage: & si elle n'est de si grand' valeur, lon y doit mettre deuoir. Et sera tenu roturie-rement audit deuoir à payer par chacun an : lequel deuoir est la douzieme partie de la valeur de la chose, par chacun an. Et les gens d'eglise peuuent tenir en alleu, s'ils ont tenu par quarante ans franchement, sans en faire soy n'hommage, deuoir, ne redeuance: & autres gens d'eglise ne peuuent tenir, sans en faire deuoir ou redeuance par quelque tenement qu'ils en ayent sait, si par priuilege & vsance ancienne de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire, ils n'auoyent accoustumé d'ainsi le faire, sans en ce comprendre les droits du Roy, ne les indemnitez deuës aux seigneurs, comprins par les ordonnaces saites sur les francs siess & nouueaux acquests.

Vne chose ne porte soy & hommage, si elle ne vaut vingt-cinq sols de rente à commune assiette, & si aucun est cotrainct de nouuel à faire hommage, il le sera tel & à tel deuoir comme celuy à qui lon le veut saire, le sait à son seigneur, pour raison dudit sies: c'est à sçauoir, lige, si le sait lige, ou plain, si le sait plain: & en payera rachat pour le lige, là où rachat a lieu, & pour le plain, tel deuoir que le sies pourra porter par la coustume. Et si on veut de nouuel imposer de-uoir roturier, la chose doit estre estimee autant qu'elle peut valoir de rente, y comprenant le cens ou deuoir annuels c'est à sçauoir, le douzain de laditte valeur & estimation, si icelle chose ne vaut vingt-cinq sols de rente, comme dit est.

Quand hommage est fait de nouuel, lon ne payera aucun deuoir ou rachat pour raison d'iceluy: car le seigneur du sonds n'est point changé. Et en tel cas, où le seigneur du sief demande auoir soy & hommage, deuoir & redeuance, le seigneur pour-ce ne peut saisir ne mettre en sa main la chose. Mais apres ce que le deuoir aura esté mis, ordoné & imposé, ledit seigneur pourra saisir pour ledit deuoir non payé.

Et si le seigneur saissif la chose pour la cause dessuditte, & auant que le deuoir y soit imposé (comme dit est) la litte saisse est de nulle valeur. Et pour-ce ne doit celuy à qui est la chose ces-ser d'exploicter. Et n'est tenu d'en demander deliurance ne recreace, & ne peut le dit seigneur (pour saisse brisee) soy complaindre en cas de saissine & de nouvelleté.

Si les cens ou deuoirs deuz à aucun qu'a iurisdiction basse, ne luy sont payez au iour qu'ils

luy sont deuz, quoy que ce soit, le lendemain dudit iour s'il estoit seste, il en peut leuer l'amende simple. & si le seigneur ou son receueur ne demeure au sies ou corps du chasteau, dont les dittes choses sont de chastellenie où lon doit porter les sies, lon n'est en demeure de payer les sies sens, iusques à ce que le dit seigneur ait sait sçauoir le iour & lieu en son sies où il entend les receuoir: ce que le seigneur sera tenu saire dedans huice iours apres le terme escheu, à l'issue de la messe parrochialle où les lieux subiets sont situez & assis assigner iour à la huice aine ensuyuant, pour porter les dits deuoirs en lieu certain: autrement ne sera tenu le detteur de payer que la vraye valeur & estimation des dits deuoirs, eu regard au temps du terme escheu.

Si aucun detenteur doit à son seigneur de sief, ou autre, aucune rente, cens ou coustume, pour raison des choses, iceluy teneur peut quitter & exponser les dittes choses chargees, en payant les arrerages desdits cens ou charges du temps passée en payant ce qui en seroit deu au prochain terme à escheoir. Mais s'il faisoit laditte quittance ou exponsion le iour que seroit deu ledit cens ou rente, il ne seroit tenu de payer le terme prochain qui seroit à escheoir. Toutes fois quand la rente est deuë pour raison de la chose, on la peut quitter & renseres, comme dit est, en delaissant la chose en bon estat, tel qu'elle puisse porter laditte rente: & autrement non.

Et cobien que touchant ledit cens, & autre deuoir, ou rente ainsi deuz, pour raison des choses, y ait promesse & obligation de payer, telle obligation est pour raison de la chose. Et encores qu'elle sust biens, n'est que pour payer, tant que lon tiendra les dittes ohoses, & qu'il n'en auta fait exponsion. Et s'il les transporte à autres sans faire exponsion, n'en sera deschargé sans fournir de tenancier recognoissant ledit deuoir.

Si aucun tient de seigneur vignes à complans, & chargees de cens ou rentes, il peut quitter & exponser les dittes vignes toutes-sois qu'il luy plaira, en laissant les choses en valeur & estat sussi en payant les arrerages desdits cens ou rétes du temps passé, & du terme prochain à escheoir. Mais s'il faisoit laditte exponsion le jour que les dits cens ou rente sont deuz, il n'est tenu de payer les arrerages du terme prochain à escheoir.

Le detenteur de vignes à complans seulement, ou à complant & à cens, ou autres deuoirs ensemble: les peut quitter & exponser au seigneur toutes fois qu'il luy plaira, s'il n'y-a conuena ce au contraire: en laissant au temps de la ditte exponsion les littes vignes, en l'estat des saçons que vignes doiuent estre & ont accoust umé estre saites au pais, au temps de la ditte exponsion & quittance: C'est à sçauoir, deschausses, taillees, souves & binees: & en payant les arrerages des dits cens ou charges, si aucuns en y-a, du terme prochain à escheoir, comme dit est. Autrement ne vaut la ditte quittance ou exposion, & le seigneur du sies ne la peut oster au detenteur si elle n'est demouree de serpe.

Si aucun detenteur tient de son seigneur de sies, vignes qui sont tenues à complans, & elles sont demeurees à tailler & de serpe iusques aux fruits, ledit seigneur les peut de son auctorité prendre & les fruits d'icelles, sans y appeller le detenteur. & icelles vignes tenir à son dommaine, & les bailler s'il veoit qu'il soit de faire. Et neantmoins peut demander son dommage & interest de ce qu'elles ne sont taillees & saites d'autre saçon accoustumee. Et si elles ont esté taillees, il ne les peut oster mais il peut demander son interest par voyé d'action de ce que elles ne sont faites des autres saçons. Et peut saisir & mettre en sa main, les fruits, & y mettre commissaires pour les leuer souz sa main, s'il y-a sies & iurissicion: Sinon, le peut saire faire par le seigneur du sies: Et n'en peut, ne doit ledit detenteur auoir desiurance ou recreance, & n'est tenu ledit seigneur la luy faire: Sinon que ledit detenteur luy donne caution & pleige sussissaire pour le temps aduenir, & de luy amender & payer son interest du téps passe.

Plusieurs hommes de celuy qui tenoit vignes à complans & terrages ou detenteurs d'icelles, seront tenus mener & conduire leurs vendanges par l'endroit on passage, où leur predecesseur & aucteur les faisoit mener & conduire.

Quand lon demande à aucuns cens, rentes ou autres deuoirs annuels de pluseurs annees, si iceluy à qui on demande les dits cens, rentes ou deuoirs, monstre ou preuue auoir payé la derniere annee, il demourera quitte des annees precedentes, en faisant serment qu'il a payé les arrerages desdits cens, rentes & autres deuoirs annuels à luy demandez, si c'est le detteur. Et si c'est son hôme, en faisant sermet qu'il croit que son predecesseur a payé les its arrerages, si le demandeur n'auoit sait protestation (en prenant ledit dernier payement) de demander

les annees precedentes, & qu'il le prouuast. Et s'entend laditte coustume, quand le seigneur à qui sont deuz les dittes rentes & deuoirs, les reçoit. Mais quand il y-a receueur qui reçoit pour luy, si ledit receueur demande iceux cens & deuoirs de plusieurs annees, le detteur en prouuant le payement fait de la derniere annee audit receueur, & faisant serment (comme dessus)
demeure quitte des annees precedentes du temps d'iceluy receueur seulement: & semblablement demeure quitte quant aus seigneur. Toutes-sois le predecesseur, receueur ou ses heritiers
peuvent poursuiure les dits tenanciers pour les arrerages escheuz de son temps depuis sa derniere quittance par luy baillee. Le semblable est en vn tuteur, curateur ou administrateur, si le
demandeur ne monstre qu'il a sait protestation de demander du temps passé, en prenant le dit
dernier payement.

Celuy qui tient terre à terrage d'aucun seigneur, doit requerir son seigneur de qui il tient lessisteres ou son commis de venir terrager le bled, quand il est scié: lequel seigneur est tenu d'aller terrager apres laditte requeste, & dans vingt-quatre heures: autrement, ledit téps passé, le subiet, apres auoir comptees les gerbes, en presence de deux tesmoins, peut emmener sa part des dits bleds: & aussi sera tenu de mener incontinent le droit de terrage au lieu où il a accoustumé d'estre mené. Et si ledit subiet, sans garder ceste solennité, emporte aucune chose sans terrager, il est amendable de lx. sols, si ledit seigneur a telle iurissicion: Sinon, d'amende simple. Et doit rendre le terrage & le mener à l'hostel dudit seigneur, duquel sont tenues les dittes terres à terrage, ou autre hostel, sil l'a en la chastellenie, n'estant plus loing de deux lieuës: Ou ailleurs en ladite chastellenie, où sont assisse les seigneur a accoustumé faire serrer communement ses bleds de laditte terragerie.

Celuy qui a moyenne iustice (comme dessus est dit) est fondé d'auoir la basse: Exceluy qui a la haute, est fondé d'auoir la moyene & la basse, si autres ne les y ont. Et au regard de la moyene, dependent droits de mettre mesures (comme dit est) & d'en cognoistre: Et quand lon mesure à autre mesure qu'à celle de son seigneur, ou mesure non marquee, l'amende en est de lx. fols.

Et à ceste sin seront tenus les seigneurs, auoir & tenir en leurs maisons leur cep & mesure, sans le pouvoir changer n'immuer. & aussi saire peser la quantité de grain entrant audit cep & boisseau. & dudit poix & mesure en faire registre en leur gresse.

1 xvij.

Celuy qui a moyenne iustice, peut cognoistre de toutes causes d'iniures & autres, dont l'amende seroit de soixante sols & au dessouz. Et aussi sur son subjet, s'il a fait sang & playe à vn autre, pour ueu toutes-fois que le cas ne requiere plus grande punition qu'améde de lx. sols tour. Car en ce cas, le dit moyen iusticier est tenu mettre les delinquans és mains & prisons du haut iusticier, lequel punira le desinquant de telle peine corporelle ou pecuniaire qu'il verra estre à faire par raison. Mais sur laditte amende pecuniaire, le dit moyen iusticier prendra son amende de soixante sols tournois.

Le haut iusticier peut cognoistre en son sief de tous crimes & cas commis appert, appartenans à iustice seculiere: Et peut auoir & tenir sa prison à reez de chausse, en la maniere que dessus, en sa maison ou dommaine, pour mettre malsaicteurs: & peut saire dresser en son dommaine, seulement sourches patibulaires.

Celuy qui a haute iustice en quelque lieu que soit, peut generallemet ou specialement souz son seel passer ses procurations & ses adueuz & denombremens par escrit, & autres contracts quant à luy, & à son preiudice: & fait soy sondit seel quant à ce. Et si laditte haute iustice estoit à cause de sa femme, saire le pourra durant & constant le mariage.

Mais ses procurations, adueuz & denombremens qu'il fait & baille par escrit souz sondit seel, doiuent estre signez d'vn notaire: autrement ils ne sont soy, & n'est lon tenu de les receuoir.

Celuy qui a droit de tenir assis, soit seigneur chastellain, haut, moyen ou bas iusticier, la peut tenir en dommaine roturier de son subiet, sans moyen, toutes & quantes-fois que bon luy semble, ou en son sief de son vassal, vne sois en la vie du seigneur à qui est laditte assisse: & vne sois à la vie du vassal: & si plus faisoit, le vassal en peut appeller ou sen complaindre. Et s'il auoit tenue en sief dudit vassal vne sois en sa vie, & vne sois en la vie dudit vassal, ne la pourra plus tenir durant le temps sur l'homme roturier ou homme de soy dudit vassal.

Tout vassal subiet de seigneur chastellain, peut faire tenir son assise toutes & quantes-fois qu'il luy plaira, au lieu & siege principal de son seigneur baron & chastellain, auquel il a accou-

a accoustumé tenir ses plaids, s'il a lieu ordonné pour ce faire: comme seroit là où est son pare quet estably pour y tenir sessaids en salle, ou en autre public q', prés dudit parquer. Et en ce sailant, n'est en rien derogé audit seigneur: mais luy est approque e iurisdiction.

Quand aucun seigneur chastellain, de la qualité cy deuant ditte, sait tenir & expedier ses grandes assisses, esquelles adiuers bailliages, ou les vassaux subiets doiuent & ont accoustumé respondre & obeir chacun en son bailliage, les dittes assisses de leur seigneur surerain, dont ils sont de ressort & subiets. Mais si ledit seigneur chastellain ou plus grand, ayant grande & petite assis fait tenir la petite assis ledit vassa subiet peut bien tenir son assis durant la ditte petite assis du seigneur, & non durant la grande assis tant comme dure le bailliage dont on est subiet, comme dit est.

Celuy qui a plusieurs siess en vne chastellenie tenus de diuers seigneurs, supposé qu'au regard de chacun il peut tenir vne assiste, toutes sois s'il veut il n'en tiendra qu'vne: & à icelle seront tenus obeir ses subiets, si elle est tenue dedans la chastellenie: supposé qu'aucuns d'eux ne soyent subiets à cause du sies auquel est tenue laditte assise. Et ne peut contraindre le-dit seigneur les dits hommes d'une chastellenie, à obeir à l'assise tenue en autre chastellenie.

Tout homme qui a iurisdiction peut prendre, ou faire prendre par son sergent ou seruteur, les bestes qu'il trouuera mal faisans ou gastans en son domaine, terragerie, ou complanterie, & les peut detenir en son hostel en prison, iusques à ce que celuy à qui elles sont, les vienne requerir & reblandir par gaige ou pleige suffisant. Et le seigneur est tenu de les luy bailler & deliurer, en luy baillant gaige ou pleige suffisant pour payer l'amende & le dommage qui y aura esté fait.

Toutef-fois fil nioit que les dittes bestes eussent esté prinses au dommaine dudit seigneur, le dit seigneur n'en seroit creu s'il auoit prins les les estes. Mais si son sergent les auoit prinses, il en seroit creu par son serment pour toute preuue quant à l'amende sunple, qui est de sept sols six deniers tontnois seulement & au dessouzi & non de l'interest ou qualité du dommage. Car s'il est nié, il le conuient prouuer, ou que le juge s'en informe sommairement. Puis doit le dit juge estimer la chose & en bailler & deserci le serment au dessouz de certaine estimatio, à celuy qui en a esté endommagé.

Et si celuy à qui sont les bestes qui auront este prinse en messait, & pour-ce mises en prison, ne les requiert pour luy en estre saite deliurance à pleige sussissant; le dit seigneur insticier és prisons duquel sont les dittes bestes pourra faire asçauoir à celuy à qui elles sont, qu'il les sera exposer & mettre en vente au marché plus prochain à certain iour, ou à vn iour de seste solennelle, à l'eglise parrochialle, à l'issue de la grand' messe, s'il n'y-a marché en la iurisdictio dudit seigneur ou là prés. Et audit iour assigné sera asçauoir par cry public audit marché, ou en la ditte eglise parrochialle, audit iour & seste, la véte desdittes bestes. Et si elles sont mises à pris, il les pourra liurer à la huictaine ensuiuat: & en sera seigneur celuy à qui les bestes serot liurees ou si elles ne sont mises à pris, le seigneur les pourra retenir pour le messait.

Et quand aucun demande & reblandist ainsi par gage ou pleige lesdittes bestes, la chose est affectee à l'amende. Mais s'il en demande la deliurance ou recreance, desendant la cause ou appellant aucun à garand, elle luy deura estre saite sans gaige, en baillant pleige ou constituant son temporel en lieu de pleige, s'il est suffisant pour en respondre. Et s'il a biens assis au dedans de la ditte iurisdiction, pourra le seigneur bailler ou saire bailler adiournement à son assis ou à l'assis de son souverain seigneur. Et sera tousiours creu le sergent ou officier qui les aura prinse de la ditte prinse, ou du lieu où il les aura prinses, iusques à la ditte amende simple en iurant & affermant, comme dit est.

Aussi sera ereu par son sermet, sans autre preuue, vn marchant public, qui a pain & vin à ven dre & autres denrees, iusques à cinq sols inclusiuement, & au dessouz, s'il preuue que celuy à qui il demande les dits cinq sols a accoustumé prendre les denrees à creance chez luy. lxxx.

Ledit seigneur ou vassal qui ainsi a prins ou sait prendre bestes en son dommaine, a le choix de prendre son amende ou le dommage, & ne peut demander que l'vn des deux. làxxj.

Celuy qui n'a aucune iurisdiction peut semblablement prendre ou saire prendre les bestes qui seront trouuees gastans en son dommaine, & en sera cre u de la prinse seulement, & non du domage ou interest, & les peut detenir par vn iour & vne nuict. Et apres ce ; les doit mener à l'hostel ou prison de son seigneur plus proche du sonds, ou autre suzerain s'il ne les a rédues:

Ooo iij.

& en peut demander son dommage: & le seigneur, l'amende

lxxxii.

Celuy qui a iurisdiction peut en plusieurs cas saisir & mettre en sa main, ou faire saisir par son sergent ou officier, les heritages, droits & choses immeubles estans en son sief: Comme pour hommages non faits, contracts de ventes celez & non exhibez, desfaut de cens & autres deuoirs de fiet non payez, pour cause de terrages ou complants emportez, ou les fruits sans terrager ou complanter, ou pour adueuz & denombremens non baillez par escrit, & denoirs lxxxiij. de fief non payez.

Et si le subjet exploicte la chose ainsi saisse par ledit seigneur, il est amendable, laquelle améde est de lx. sols vn denier, si celuy qui a saisi, a iurisdiction haute ou moyenne: mais s'il n'a que basse iurisdiction, l'amende n'est que de sept sols six deniers tournois. lxxxiiij.

A la relation du lergent qui a rapporté auoir saiss & mis en la main du seigneur seodal quelque terre, sera (quant à laditte saisse) adioustee plaine foy, pour ueu qu'il y air deux records. Et ne sera contre icelle aucun receu à faire preuue, si ce n'est par inscription en faux.

Aussi quand le subiet est condemné par iugement à bailler son adueu & denombremet par escrit dedans aucun temps, & il ne les baille & ne fournist à la condemnation, le seigneur peut prendre les fruits du fief, sans en faire recreance, & cheent en perte. lxxxvi.

Si aucunes saisses ou àdiournemens ont esté faits en cour par iuge, le proces ou registre en sera creu pour toute preuue: & ne sera receuë autre preuue au contraire, sinon par laditte inscription en faux.

Les saisses sont annales: c'est à dire, que si le seigneur insticier, ou son seneschal, ou son sergent,a saiss aucune chose, la main-mise dure tousiours. Mais celuy qui a exploicté ne sera tenu de restablir, sinon ce qu'il aura prins & leué depuis vn an, au parauant ledit adiournement, surce baillé contre luy. lxxxviij.

Lon ne peut demander la deliurance ou recreance de la chose saisse au seigneur du fief, ou à son seneschal, son chastellain ou son preuost, qui ont exercice de iustice, si lesdits chastellain ou preuost ont fait ou fait faire laditte saisse. Et s'ils ne sont laditte deliurance ou recreace, lon en peut appeller ou appleiger du refuz de pleige, ou deny de droit. Et semblablement le sergent peut saisir par le commandement du seigneur ou de ses iuges susdits, à la requeste de son procureur, mais il ne peut deliurer ne faire recreance.

Le seigneur de sief voulant saisir les terres de ses subiets, est tenu en sa saisse exprimer les causes pour lesquelles il saissift autrement ou il ne les auroit exprimees, ou s'il ne les auoit re late series exprimees, & les littes causes ne fusient veritables & raisonnables, les subiets en peuuent appeller. Et suffist pour la validité de laditte saisse, que l'une desdittes causes exprimees en icelle, soit verifiee.

> Celuy qui demande la deliurance ou recreance d'aucune chose saisse, doit offrir pleige, qui f'establisse, ou offrir & constituer son temporel, pour & au lieu de pleige.

> Lon est tenu de faire en tous cas la deliurance ou recreance d'aucune chose saisse, sauf & excepté pour le droit de rachat du seigneur, de ce qui luy appartient à leuer par faute d'homme:Et aussi quand lon est condemné à bailler son sief par jugement dedans temps, & lon n'y a fourny, comme dessus est dit. Car és cas dessus le seigneur peut prendre & faire les fruits siens dudit fief, dont il a accoustumé auoir hommage, iusques à ce qu'il luy air esté sait son deuoir par celuy qui le doit faire, ou qu'il ne foit en demeure. Et aussi iusques à ce qu'il ait baillé son denombrement par escrit s'il est condemné & soit en demeure, comme dit est. Mais si tost que le vassala offert faire homage à son seigneur feodal en la forme que dessus, il doit receuoir & luy restituer son fief. Et s'il ne le fait dessors que ledit hommage luy a esté offert, il ne peut plus tenir ledit fief,n'en faire les fruits siens: ains sont & appartiennét iceux fruits audit vassal, tout ainsi que s'il auoit esté receu audit hommage.

> Et peut ledit vassal appeller par deuant le iuge, seneschal du seigneur seodal, du refus à luy fait de le receuoir en hommage, & releuer son appel par deuant ledit iuge, lequel pourra contraindre le seigneur feodal à receuoir son vassal en soy & hommage, en faisant par ledit vassal ce qu'il est tenu de faire par la coustume à son seigneur seodal.

> Si aucun demande deliurance ou recreance d'aucune chose saisse, soit au seigneur de sief ou son seneschal, ledit seigneur ou seneschal sont tenus faire response au vassal dedans vingt-quatre heures. Et ne peut ledit seigneur ou son seneschal denier laditte recreance, sinon és cas dessus toucheze est à sçauoir quand la terre est saisse par droit de rachat, par faute d'hom me, & par faute d'adueu & denombrement non baillé, & apres iugement ou condemnation

nation interuenue:autrement ou laditte recreance seroit denice, ledit vassal en peut appel-

Es cas desfusdits esquels le seigneur feodal fait les fruits siens, est à entendre qu'il fait le sdits fruits siens de ce qui appartient en dommaine à celuy qui deuoit faire l'homage. Mais si les pa rageurs, part prenans, ou frerescheurs, ou qui tiennent auec luy en gariment, en demandent la deliurance ou recreance à caution ou pleige en appellant en garieur le chemier, & defendat la cause, laditte recreance leur doit estre faite: autrement ils ont cause d'en appeller ou appleger. Et fils perdent leur cause per dessaut de garieur, ou autrement pour hommage non fait, ou par dessaur de denombrement non baillé (fil y-a condemnation, comme dit est) tout ce qu'ils ont prins & leué escherra en perté: mais il en auront leur recours vers & contre leur garieur, ou aussi contre leur chemier qui n'aura fait ledit hommage, ou baillé son denombrement par escrit, s'il y estoit condemné, comme dit est.

Et en cas de rachat, le dommaine de celuy qui fait l'hommage, & aussi le domaine de ceux qui tiennent auec luy en parage, en gariment, ou part prenant courent en rachat : tellement que si audit cas lesdits parageur & frerescheurs ou part prenants en demandent la deliurance ou recreance en appellant à garieur ledit chemier, ou en defendant la cause, ils n'en aurot au cun recours vers ledit chemier.

Par deffaut d'homme, ou d'adueu & denobremet non baillé, ou deuoirs de fief non payez, l'on ne doit saisir la chose des suiets, qui ne tiennent par dessous noblement & par hommage, & ne doiuent estre mis en necessité de demander deliurance: toutes-fois s'ils la demadent, elle leur doit estre faite auec pleige, autrement ils ont cause d'en appeller ou appleger de refus de pleige & deny de droit.

Mais esdits cas l'on peut bien faire sçauoir ausdits suiets qui tiennent noblement, ou roturierement, que les deuoirs, cens ou rente qu'ils doiuent & sont tenus faire à celuy qui doit faire ledit hommage, bailler son denombrement par escrit, ou payer son deuoir ou rachat, sont saissis, & faire desenses qu'on ne luy en responde: & lors les subiets ne luy doiuent riens bailler sinon qu'il apparoisse que la main soit ostee. Et s'ils le sont, ils amenderont & restabliront. Et la saisse ou desense du suzerain porte descharge ausdits suiets vers leurdit seigneur, si tant estoit que lon les accusast de non auoir payé leurs cens, & pource l'on voulust leur faire payer

O uand aucun fait à autre la recreance d'aucunes choses saisses, il luy peut (f'il veut)bailler adiournement à son assise, pour proce der à laditte recreance: ou, s'il veut, le sera adiourner à l'as lise de son suzerain.

Les fiefs fóds,& autres dómaines du pays de Poictou, sont ou doiuét estre tenus noblemét ou roturieremet: & ceux qui sont tenus roturieremet sont tenus à ces, rentes, tailles, bias, qui font coruces tant d'hommes que de bestes, terrages, complants, & autres deuoirs roturiers se lon les vsages & coustumes des lieux où ils sont assis. Et ceux qui sont tenus noblemét, sont tenus par hommage lige, ou plain en parage, ou part prenant, ou part mettant, ou en garimét ou autres devoirs nobles, selon la coustumes des lieux où ils sont assis.

Quand aucun fonds est tenu roturierement le detentent doit porter ou faire porter les cés ou autres deuoirs qu'il doit à son seigneur, à l'hostellou manoir dont la chose est tenue. Et s'il n'y a hostel, les doit porter là ou le seigneur a accoustumé receuoir les autres deuoirs en la cha stellenie, ou là où il fait sa demourance, si c'est au dedans de la chastellenie. Mais au regard du terrage des bleds, le detéteur n'est tenu de mener à l'hostel ou demeure le seigneur qui seroit à plus de deux lieuës.

Et semblablement au regard de complant de vignes, le detenteur est tenu de porter, ou fai re porter à l'hostel du seigneur, s'il en a audit fief, ou là pres au dedans de demie lieuë. Mais si le seign eur de fies auoit hostel, à cause duquel ledit complant seroit deu (supposé qu'il soit d'vn mesme sief & sous vn hommage) si ledit hostel est plus loing de deux lieues, les detenteurs desdittes vignes ne sont tenus y porter ou faire porter ledit complant, sinon qu'il y eust autre conuenance, ou qu'ils ayent ainsi accoustumé.

Quand aucun fonds est tenu roturierement d'aucun seigneur de fiefà cens, rentes, bians, multiplici ac charges ou autres devoirs, & ils sont plusieurs detenteurs, le seigneur peut demander son de-ceptione cenuoir, & commander lesdits biens à chacun desdits detenteurs, pour le tout. Car chacune par-sus sein de sein sein de deuoir que de l'amende, pour n'auoir payé ledit deuoir à terme. Et si l'vn paye l'amende, les autres n'en doiuent plus : Car il n'y a qu'vne amende pour chacun Kubri. C.M. Ooo iiij.

1.105. Fallit in fendo decimarum infeu datarum ante Conciliu Lateranense, vel ante tepus i m memorabile: quia vassalus re per declara tione, vt Do. Doneau iudicaust Piclauis, referente Nicolao Thenenello docto & insigni Pi-Clauorum adnocato, in sua paraphrasi su per hoc S.Vbi addit doctiores aduocatos Pictaueses ita tenere duabus rationib*:Pri ma quod hic. S. refertur ad §. 99. Sed inium,quia.§. 99. de omnibus feudis loguitur indi-fimélè: Erzo continetur few da decimari. Preteres funt dinerfi. § §.ni bil babetes co

mune. Seciida

ratio adbut be

ior,quòd aint hac fenda per

laicos teneriin

uilegio, & no

feu confuetu-

dinario . Ifta est ratio Cano

nistarii do To

rum Papalin, qui nituntur

omnia subijce

re decretalib° Paparum:

in queu Panor

mit.in.c.probi

decim. Ataui

hac feuda de-

cimarum funt diu ante conci

lium illud La teranen (e:nois

deuoir, & pour chacun terme: combien qu'ils soyent plusieurs detenteurs d'vn fonds, ou tene ment. Toutes-fois au cas dessussait, peut ledit detenteur qui seul auroit payé lesdicts deuoirs & amende auois son recours contre les condetéteurs obligez auec luy, pour leur part & porțion tant dudit devoir que de l'amende. ciij. Et quant aux rentes nobles denës sur sief d'autruy, tailles, herbaux & autrès charges, ensem.

ble toutes reutes raturières foncieres sont indivisibles. Et pour le payement d'icelles se pourra le seigneur addresser contre chacun des detenteurs pour le tout; Sauf le recours audit detenteur contre les condetenteurs. Et à defaut de payement desdites rentes & deuoirs nobles deuz sur le fief d'autripy, ne sera deu aucune amende.

Quad aucun tient terre à terrage en pays de boucage, il doit à tout le moins auoir emblaué, latterce partie: & l'autre tierce partie tenir en guerets, & l'autre tierce partie laisser empastura. ge; & au pays de plaine ils doiuent emblauer, la moitié, & l'autre moitié auoir en guerets. Et l'il n'en emblauent insques aux parties susdittes, le seigneur en peut demander son interest & l'amende. Mais ne leur peut ofter lesdittes terres, ne les mettre en sa main sans le consentement de ceux qui les tiemnent. 7 10E

Le vassal ou roturier est tenu à muance de seigneut, baillet par escrit ou declarer à son seigneur les heritages qu'il tient de luy, à ce que s'il en tient aucuns, sur lesquels ne seroit & n'est assis aucun, deuoir, que ledit seigneur impose pareil & semblable deuoir au deuoir ja imposé fur les autres terres. Toutof fois au moyen de laditte exhibition ne peut ledit seigneur mettre ses subiets hors la possession & iouissance des terres ainsi declarees, ne les contraindre à mon strer les tiltres autrement que dessus.

Les domaines & choses immeubles nobles sont & doiuent estre tenuz par hommage on jud est som- en parage, part prenant ou part mettant, & en gariment & autres deuoirs nobles abonnis sans foy & lans hommage.

Entre tenir en parage, & tenir part prenant & part mettant y a difference: car le parage vient par successió & lignage: & defaut ledit parage faillant le lignage. Et le part prenant & part méttant vient par conuențion & longue vlance: & ne change par transport ne faute de ligna-

Et y a deux manieres & especes d'hommages:car les aucuns hommages sont dits liges: & les autres sont dis plaints. Et selon que sont les dits hommages ou liges ou plains, le seigneur est fondé d'en apoir divers devoirs par mutations. Et quiconque a hommage pour raison de aucune chose, est fondé d'auoir sur icelle iurisdiction, si ce n'estoit hommage de deuotion: cóme celuy qui est donné en franche aumosne à l'eglise: Lequel hommage de deuotion n'emporte fief ne iurisdiction ne autre deuoir.

feudu,ex pri-, Quand aucune chose tenue en hommage est de nouvel venue à aucun par tiltre vniuersel. iure communi ou particulier, il doit aller par deuers celuy de qui elle est tenue faire son hommage, dedans quarante iours. Et quand on doit faire hommage par la mutation du seigneur de qui lon tient, si ledit seigneur est seigneur chastellain l'on est tenu saire hommage apres que ledit seigneur chastellain par cry public aura fair crier & proclamer ses hommages, & au temps designé par laditte proclamation. Et s'il n'est seigneur chastellain, ledit vassal est tenu faire son hommage dedans le temps qui sera ordonné par le seneschal en son assise.

Si celuy à qui lon doit faire hommage, estoit hors de sa prouince ou de sa chastellenie, le. vassal n'est tenu d'aller par deuers luy: Mais en ce cas, à ce qu'il ne soit en demeure, il doit aller au chastel ou manoir à cause duquel est deu ledit hommage: Et illec offrir saire hommage en bemus, ext.de absence du seigneur. Et pourra ledit seneschal en ce cas le receuoir audit hommage pour & au nom dudit seigneur. CXj.

Et sera ledit seneschal commadement audit vassal qu'il aille par deuers le seigneur pour luy

en prinilezio, sed ex contractu & conuentione publica. L. conuentionu. S. publica. ff . de pact. concessa, ve ipsemet Panor. reffert in d.c. probibemus . Postea di tum concilium ab Alexandro. 3. celebratum fuit Roma, anno. 1179. quod nullo modo potuit praiudicare mobilibus laicis, in sure semel es questro. Mo-uentur etiam per S. sine, in. c. st. stuto, de decim in 6. Sed ego dico quod illud. c non habet vim legu, nis voi Papa est supremus dominus temporalis. & voi po-test legem de temporalibus condere. A tqui in regno Francia nullum potest legem condere, vt dixi in annotatio. super d.c. statuto. Sunt ergo seuda hac decima rum mer: temporalia, vt alia que vis seuda: vt etiam expresse tenet Io. saber in S. I tem serviana. instit de action subiecta consuetudinibus & legibus regni Francie, vel lecorum, ve reliqua fouda: ve clare ante annos triginta probautin confuet. Parif. 9.46.q.4. Qua mir or doctos illos in praxi vetfantes non vidisse tantum periculum semel imbutum esse Papisticis doctrinu: retinet enim odorem testa diu. Ego quidem à pueritia rsque ad vivilem atatem diu hu imbutus faisfel Dei gratia, cum maximu laboribus me expurgaui, at sierer aus in honorem coram Deo & sanctu. 2. tim. 2. non coram hu quibus odio vera pietatus magu odiosus fui Quid? quod Saphi illi non viderunt innocentium suum in C. nouerit ext. de sentent excommunic, abi expresse tradit quod etiam in cinsmo de fendes decimerum, elerici censentur Laici, nec subsunt Papa, sed principi seculari loci. Regenenda ergo deinceps dicta limitatio ad lune. S. 105. Edem in simò bus, ve hac feuda decimarum sudicentur ve reliqua patrimonialia. C.M.

faire

faire le baiser si tost que ledit seig. viendra au lieu dont la chose est tenue, & aussi sera comande mét de baisler son adueu & denobrement par escrit dedas le téps de la coustume, qui est de xl. iours: Ou si ledit seneschal veut baisler surseace audit vassal de faire ledit hommage iusques à la venue du seigneur, ou iusques à aucun temps qu'il luy plaira: & si le vassal treuue celuy à qui il doit faire ledit hommage hors du pays, il peut offrir ledit hommage, & ledit seigneur ne le peut resuser pour dire qu'il n'est au lieu où ledit hommage est deu. Et si le seigneur le resusoit, le vassal en peut appeller, & n'est plus en demeure de faire ledit hommage iusques à ce que le dit seigneur l'en requiere.

Si ceux qui ont esté mis en surseance iusques à la venue du seigneur, ou qui sont receuz à hommage, reservé le baiser au seigneur, ne viennent faire leur deuoir au seigneur, luy venu au lieu dont la chose est tenue, pour ueu qu'il y ait fait telle demourace qu'elle puisse estre venue à la notice desdits vassaux, iceux vassaux sont dessors en demeure. Et pour icelle demeure & dessaut dudit hommage ou hommages non faits, audit cas de surseance d'homage, le seigneur peut saisir & leuer les fruits du sief, par saute d'homme, & cherront lesdits fruits en perte: mais ayant esté receu en hommage le baiser reserué, pour ledit baiser non sait lesdits fruits ne cherront en perte. Toutes-fois si lon exploicte sans faire ledit baiser, l'on amendera pour saisse brisee, comme dessus.

Celuy qui fait hommage lige doit iurer la fidelité fur le liure touché de la main. Et si ledit hommage est plain, il suffist iurer la fidelité sans liure. cxiiij.

Le seigneur peut en sa personne, ou par commis par luy à ce ordoné (pourueu qu'il ne soit personne vile) receuoir les hommages de ses vassaux. Mais les vassaux ne peuuent par procucureur faire les hommages, si le seignenr ne veut: Ains conuient qu'iceux vassaux viennét deuers le seigneur en personne faire les hommages.

Le fils ou fille aisné ou heritier principal iusques à ce que partages soiét faits, doit faire tous les hommages tant pour luy que pour ses coheritiers & frerescheurs: & aussi les doit receuoir de ceux qui les doiuent. Et si apres ils sont partages & diuisions, & au puisné escheoit en son partage aucune chose dont soit deu l'hommage, ledit puisné sera les hommages: nonobstant que l'aisné l'eust fait pour tous: & y entrera comme de sief seruy, en baillant son adueu & denombrement par escrit, sans payer aucun deuoir.

Aussi quand le tuteur ou curateur a fait hommage & payé le deuoir pour son pupille ou mi neur, ledit pupille ou mineur venu en aage, sera ledit hommage & y entrera comme de sief seruy. & baillera l'adueu & denombrement par escrit sans autre deuoir. cxviij.

Quand aucun n'a fait son hommage & est en demeure, le seigneur peut prédre & leuer les fruits du fief du vassal & de ses parageurs & part prenas & tenas en garimet, & l'exploicter come son domaine. Et n'est tenu s'il ne veut, d'en faire deliurance ou recreance audit vassal: mais est tenu de la faire aux parageurs & part prenans, ou autres tenants en gariment. cxix.

Mais au cas que ledit seigneur leue les fruits par saute d'homme, il en doit vser comme bon perc de samille & vsus-fruiter: & ne doit coupper les gros bois, ne deserter les maisons, vignes estangs, garennes & autres choses, ains les doit tenir en estat.

Le seigneur, quand l'hommage ne suy est fait, peut prendre & leuer par dessaut d'homme les seuits de la chose (comme dit est) ou la peut saisir & mettre en sa main par dessaut d'hôme. Et apres saditte saisie & main-mise, si ledit vassal ou autre exploicte, il est tenu de restituer les fruits, & en payer l'améde de saisie brisee au seigneur. Mais si auant laditte saisie & main-mise ledit vassal ou autre exploicte la chose, il n'est tenu d'en saire restitutió ne d'en amender audit seigneur du sies.

Quelque saisse que l'on face par dessaut d'homme, rachat ou deuoir non payé, ou adueu & denombrement non baillé, l'on ne doit saisse la chose des hommes & suiets tenans noblemét ou roturierement dudit vassal saiss, ne les tenir en cause.

Mais l'on peut bien faisir & arrester le deuoir, soit noble ou roturier, que lesdits homes & subiets doiuent à celuy qui doit faire ledit hommage & à ses parageurs & part prenants, comme dit est dessus.

cxxiij:

Si plusieurs offrent saire hommage, pretendans chacun d'eux la chose hommagee luy appartenir, & s'opposent que autre n'y soit receu pendant ledit debat, le seigneur ne peut le uer les fruits de la chose par dessaut d'homme attendu qu'ayant chacun offert l'hommage, ce n'est leur saute s'ils ne sont receuz. Toutes-sois ledit seigneur peut receuoir celuy qui luy apparoist auoir le plus clair droit, nonobstant l'opposition des autres. cxxiii.

Et si le seigneur auoit receu aucuns desdits opposaus audit hommage, & pendans lesdittes oppositions celuy qui proptement monstreroit auoir plus clair droit, allast de vie à trespas, le seig. pourra leuer le rachat si la chose est subiette à rachat, ou le deuoir tel qu'il sera deu. cxxv.

Si aucun vassal va de vie à trespas, delaisse plusieurs enfans, l'aisné; ou qui le represente fils ou fille, fera les hommages pour luy & ses frerescheurs tant comme ils tiendront par indiuis & qu'ils n'auront fait partage. Et les puisnez soient fils ou filles, tiendront leur partie en parage ou gariment auec luy, & est ledit aisné ou qui le represente, appellé chemier: & les puisnez, ou qui les representent parageurs, Et par la mort ou mutation dudit chemier, la partie des parageurs tombe en rachat comme celle dudit chemier: & contibueront au deuoir pour telle partie qu'ils tiennent, si deuoir ya autre que le rachat.

Et semblablement si ledit chemier baille à son parageur puisné par partage aucune partie de son sief dont le chemier demoure en l'hommage, ledit puisné & ses successeurs (si autre conuenance n'y a) tiendront en parage: Lequel parage dure tant comme le lignage se peut compt et & pro uuer: Car si le parageur ne peut declarer & nommer à son chemier leur lignage & descente, ledit chemier le peut contraindre de luy faire hommage de laditte chose qui estoit renue en parage. Et fera l'hommage tel & à tel deuoir selon la valeur de la chose, come ledit vassal le faisoit à son seigneur.

Et à faire ledit homage le seigneur dont la chose est tenue par hommage doit estre appellé & attrait par ledit parageur à garand: aut rement ce qui seroit fait ne presudicieroit audit seigneur: lequel pourroit toussours vser de ses droits, en prenant son rachat ou les fruits pour le-dit hommage non fait par ledit chemier.

Toutes-fois ledit seigneur ainsi appellé par ledit parageur, ne peut empescher que ledit parageur ne face hommage audit chemier, si ledit lignage ne se peut compter & prouuer. Et est vn cas auquel le vassal peut empirer le sief de son seigneur: car ce qui estoit directement en son sief n'est plus en son arrietesses.

Si le chemier transporte à personne estrange & fust à son parent, son fies ou hommage, ou si le parageur transporte les choses tenues en parage, celuy qui a ce droit de chemier peut lors demander auoir soy & homage & le devoir pour ce deu: Car desson'y a plus de lignage, & ne vient la chose par succession & souche, à laquelle a commencé le parage. Mais à ce doit estre appellé le seigneur du sies, comme dit est cy dessus.

Et si le chemier transporte singulierement la chose dont il est chemier (retenuà luy l'hour mage) neantmoins il ne demourera en hommage si le seigneur de qui est tenu la chose, vent se conviendra que celuyà qui la chose est transportee, sace l'hommage. Le semblable sera si le chemier transporte seulement l'hostel du ches de son hommage, quand il y a ches d'homage, posé qu'il retienne le demourant Mais si o est chose ou n'y ait hostel ou ches d'hommage, posé que le chemier transporte la plus grand partie de son sief, pour ueu qu'il retienne la valeut du tiers en iceluy sief ou domaine, il doit demourer en hommage.

Toutes-fois és cas dessus declarez, esquels le chemier ne doit demourer en hommage, si le seigneur de qui les choses sont tenuez, veut que le dit chemier demeure audit hommage, il le peut faire. Et audit cas ne peut celuy à qui la chose est trasportee, demander soy ne homage au parageur pource que l'homage ne change point. Mais si le seigneur ne veut, le parageur changera, & pourra l'on demander hommage. Et s'il n'y a conuenance que celuy qui trasporte, doi ue demourer en hommage, és cas sussitis il n'y demourera, encores que le seigneur su zerain le voulust: & en pourroit-on debouter celuy à qui la chose est transportee, pour ueu que ce soit par sentence ou iugement.

Cata l'il n'y a conuenance que le seigneur su zerain le voulust: & en pourroit-on debouter celuy à qui la chose est transportee, pour ueu que ce soit par sentence ou iugement.

Tout ainsi qu'en aucun cas le vassal peut empirer le sief de son seigneur (comme est dit cy dessus) en aucun cas aussi le vassal amende le sief de son seigneur. Car si le vassal qui tient son sief à deuoir de rachat, acquiert audit sief le sonds ou dommaine de son homme ou suiet roturier ou le sief de son vassal qui tient de luy sans moyen, & ainsi fait de son sief son dommaine, les dittes choses accroistront audit sief & courront en rachat, comme faisoient les autres choses du sief. Et s'il vend les dittes choses accreuës, ledit seigneur suzerain en pourra auoir les vétes & honneurs ou la chose par puissance de sief, en payant le prississon que le vassal eust retenu deuoir par dessus. Auquel cas ledit seigneur de sief ne pourra auoir la chose par puissance de sief: mais aura pour celle sois les ventes & honneurs.

Et s'il aduient qu'aucun qui tient en hommage plain sous l'hommage lige, ait aucuns part prenans qui tiennent auec luy en contribuant au deuoir, & il transporte son sies au seigneur dont il tient hommage lige, & ainsi de là en auant le sies qui souloit estre plain, soit lige par co-fusion, les dits part prenans ne mueront pour ce leur premiere condition d'hommage, & ne se ront tenus de payer fors ce qu'ils auront accoustumé payer pour icelle partie qu'ils tiennent audit sies transporté. Et sera de là en auant ledit payement qu'ils feront au prosit du seigneur à qui le sies est transporté: ou par la mort & mutatio d'iceluy, ceux qui le tiennent part prenants payeront à ses heritiers tel deuoir qu'ils auoient accoustumé payer à leur chemier, parauant qu'il transportast son sies.

Quand aucun qui oncques n'auroit fait hommage de la chose qu'il tient, come s'il le tenoit en parage ou lignage, ou sans en faire deuoir, est de nouuel condamné & contraint à en faire hommage, soit lige ou plain, il entrera en hommage la premiere sois, sans en payer rachat ne autre deuoir: Toutes-sois baillera son adueu & denombrement par escrit.

Celuy qui a fait homage est tenu bailler dedans quarante iours son adueu & denombremet par escrit des choses qu'il aduoue à tenir seellé de seel authenticque, ou du seel de celuy qui le baille, s'il a haute iustice, & signé par vn notaire à sa requeste. Et en faisant ledit hommage, ledit seigneur luy peut commander de bailler son adueu & denombrement par escrit dedas le dit temps de la coustume, qui est de quarante iours. Et dessors dudit comandement peut ledit seigneur saisir & mettre le sief en sa main: & aura laditte saisse esse si ledit vassal ou subiet ne baille sondit adueu ou denombrement par escrit dedans ledit temps de quarante iours, & iceluy passé.

Et semblablament celuy qui tient en parage, part prenans ou en gariment, est tenu de bailler ledit adueu ou denombrement par escrit à son chemier dedans xl. iours de bailler apres le commandement à luy fait. cxxxvij.

Quand aucun fait hommage & n'a baillé son adueu par escrit dedans quarante iours, il doit l'amende simple à son seigneur pour ledit adueu non baillé par le premier commandement.

Et delà en auant peut le seigneur saire commandement de le bailler à peine de lx. sols, s'il est tel qu'il ait iurisdiction de soixante sols. Et s'il ne l'a, doit saire commandement à peine d'amende simple, & peut saisir les dittes choses, pour cause dudit adueu & denombrement non baillé par escrit.

Combien que les parageurs, part prenans & ceux qui tiennent ou gariment ne doiuet faire hommage: toutes-fois si le sief est tenu à deuoir de rachat, la part qu'ils tiennent dudit sief court en rachat pour la mutation du chemier, comme celle du chemier. Et si le sief est tenu à autre deuoir, ils doiuent contribuer pour telle part qu'ils y tiennent, & anssi és frais & mises que feroit le chemier tant pour faire l'hommage que payer le chambellage & autres deuoirs pour raison de ce. Et aussi doiuent à leur chemier bailler leur adueu par escrit des choses qu'ils tiennent auec luy.

Ledit chemier n'a iurisdiction ne cognoissance sur son parageur ou part prenant, fors en trois cass L'yn, par dessaut dudit deuoir non payé pour la partie que ledit parageur ou part pre nant y doit contribuer. L'autre, pour son adueu ou declaration non baillee. Et le tiers, s'il vend la chose: Car lors le chemier la peut auoir pour le pris, ou les ventes & honneurs à son electio. Et estits cas peut le chemier saissir & en cognoisstre à sa cour: & en autres cas ledit chemier n'y a iurisdiction ne cognoissance. Et le parageur ou part prenant a en sa partie telle & semblable iurisdiction & cognoissance comme a ledit chemier en la sienne, si autrement n'estoit conuer nu ou accordé au contraire, ou aussi par vsance ancienne.

Si le chemier decede delaissant plusieurs enfans fils ou filles, le filsaisné, ou la fille (s'il n'y a

fils) sera le chemier: Et aura seul les droits, prosits & emolumens procedans des parageurs deuz & appartenans au chemier, tant que ledit aisné ou aisnee sera en l'hommage. cxlij.

Il suffit à celuy qui fait hommage lige d'aucun sief auquel y ait hostel ou autre lieu qui soit chef d'hommage (si ledit hommage lige court en rachat) qu'il baille son adueu & denombrement par escrit en general, aduouant tenir à hommage lige sondit lieu & ses appartenances: si non qu'il en soit requis par le seigneur: auquel cas ledit vassal sera tenu le bailler à ses despens par le menu.

Pareillemet le doit bailler par le menu fil n'y a chose qui face ches d'hômage: & quad l'hom mage est plain, soit qu'il y ait ches d'hommage, ou non. cxliiij.

Le mary doit faire les hommages à cause de sa femme du fief à elle appartenant, & aussi les receuoir de ceux qui les doiuent. Et pource si vne semme auoit fait son hommage & payé ses de noirs pour raison de sa terre, & elle se marie, il y a mutation d'homme, & en appartiét au sei gneur soy & hommage & tous denoirs, comme à mutation d'homme. cxlv.

Et si le mary qui a fait lesdits foy & hommage & payé les deuoirs pour & à cause de saditte femme, decede, laditte femme suruiuat peut (si bon luy semble) entrer en soy & saire homage à son seigneur seodal, qui sera tenu le receuoir, sans qu'elle paye aucũ rachat ne autres deuoirs seigneuriaux.

Mais si elle se remarie, le mary sera derechef tenu faire ledit hommage & payer les deuoirs, comme dessus.

Au seigneur baron ou chastellain à cause des hommages liges, est deu pour chambellages dix sols: & pour les hommages plains cinq sols pour chacun hommage. Et est comprins en ce le seel de la lettre de la saçon dudit hommage. Mais autre qui n'est seigneur, baron, ou chastellain ne doit prendre pour chambellage aucune chose. cxlviij.

En la vicôté de Thouars & és pays de Gastine, és terres du sief franc, Manleo, Talmód, és chastellenies terres & ressorts de Fótenay, Vonuat, Meruat, Maillezais, & autres terres de Poi ctou, d'être la Seyure & la Dine, & d'entre la Seyure & la Mer, quicó que doit hómage lige, ce luy à qui il est deu est fondé par la coustume d'auoir rachat par chacune mutatio d'homme s'il n'estoit abonny, ou autre deuoir n'y auoit par conue nance, prescription ou vsance: & pour hómage plain, le seigneur à qui il est deu, est fondé d'auoir par chacune mutation, plait & cheual de service par borderies & masures, s'il n'estoit abonny, ou autre deuoir n'y auoit par conuenance, prescription ou vsance, comme dit est.

Toutes-fois en aucunes parties des chastellenies & ressorts de Vonuant & Meruant, en la chastellenie de Fontenay, & depuis Larcanson iusques à la Mer, les hommages plains courent en rachat, & doiuent ce nonobstant cheual de service, qui est coustume localle. cl.

En la vicomté de Chastelleraut & en la chastellenie du blanc en Berry, les homages soyent plains ou liges courent en rachat quand la chose chet en main de semme, & autrement n'y a deuoir de rachat, si n'est par conuenance & vsance: Aussi n'en sera deu si le mary ayant porté la soy pour laditte semme la predecede.

Celuy à qui appartient rachat, & qui a droit de leuer aucune terre par rachat par mutation d'hôme, a droit d'auoir & leuer & luy appartiennent les fruits & proffits d'vne année de la terre & fief de luy temu audit deuoir de rachat.

C'est àsçauoir de l'annee commençant à la mort ou mutation dudit homme: & dés ce que la ditte mort ou mutation est venue, ou peut estre venue à la notice & cognoissance de celuy qui a droit de rachat: car si auteun vassal estoit mort ou eust aliené son sief hors du pays, & la mutation de suy ne sust venue à la notice du seigneur à qui appartiét le rachat, & le successeur ou autre eust exploicté ou leué les fruits apres la ditte mutation, le dit seigneur pourra commécer à leuer son rachat dés le téps qu'il est venu à sa notice: ou s'il veut, le pourra prendre dés la mutation de son homme, & sera restituer les fruits à ceux qui les ont prins.

Mais sil'heritier successeur luy notifie laditte mutation, laquelle il n'est point tenu luy notifier sil ne veut, ou qu'il soit commun & notoire qu'elle peut estre venue à la notice du seigneur, & le successeur ne leue ne exploicte riens, & les sruits se perdent par negligence dudit seigneur, ledit seigneur n'aura pas vne autre annee, & n'en a point de recours cotre l'heritiers car (comme dit est) il n'en doit auoir fors la premiere annee. Et s'il y a deux fruits en vne annee, il ne doit prendre ne auoir qu'vn fruit.

Le seigneur qui a droit de leuer ou exploister aucune terre par rachat, la peut & luy loiste exploister celle année comme son dommaine & comme faisoit celuy à qui elle estoit. Car il

peut mettre tous officiers & prendre & auoir tous les fruits & proffits qui aduiennét en laditte annee, comme faisoit le seigneur dernier mort, s'il la tient en sa main: & en doit vser celuy qui leue le rachat comme seroit vn bon pere de samille. Car s'il y a mestayers ou laboureurs, le dit seigneur qui leue ledit rachat ne prendra tous les bleds, sors seulemét la partie du seigneur selon ce que se baillent telles choses communement au pays d'enuiron. Et ne peut ledit seigneur qui leue ledit rachat, changer les laboureurs qui y sont.

Et aussi ne leuera les prez ne les pasturages delaissez aux laboureurs pour l'entretenement de l'agriculture. Mais si tout le sief entier, terre & seigneurie qui chet en rachat, auoit esté bail lé à serme à vil pris, en ce cas le seigneur prenat le rachat ne seroit tenu pour l'an de son rachat, entretenir ledit bail & serme de la totale seigneurie: mais pourra par ses mains prédre les fruits d'icelle selon les baux particulierement saits par iceluy, au lieu duquel il prend son droit de rachat.

Si le vassal auoit fait labourer ses terres & vignes à ses mains sur lesquelles soit deu rachat, celuy à qui il est deu, ne doit auoir la totalité des fruits: ains seulement telle partie que l'on au-roit si la chose auoit esté baillee à vn autre laboureur, selon qu'elles se baillent communement aux pays circonuoisins.

L'heritier ou successeur du vassal est tenu d'exhiber à son seigneur le papier de ses cens, ren tes & deuoir qui doiuent tumber & courir en rachat, & luy en bailler coppie aux despens du seigneur, s'il le requiert: & aussi le papier ou registre de son assise, pour faire exercer la iurisdiction.

Bois, estangs, garennes, suyes & pescheries ne courent aucunement en rachat: & les peut exploicter le successeur du vassal durant le rachat. Et aussi ne courent en rachat les maisons ou hostels: toutes-fois ledit successeur est tenu bailler à son seigneur hostels pour receuoir les fruits du rachat. Et supposé que les bois sussent en couppe, ou en vente, ou en partie couppez ou venduz, & aussi les estangs ou pescheries sussent en pesche ou commencez à pescher para-uant que le rachat aduienne, ne courent en rachat.

Mais fil n'y a que bois taillis en l'hommage lige ou plain qui court en rachat, lesdits bois taillis seront prisez & estimez ce qu'ils peuuent valloir pour vne sois & cueillette par quatre preud'hommes: deux de la partie de celuy qui doit auoit rachat, & deux de la partie de celuy qui le doit payer, & prendra le seigneur la tierce partie de l'estimation pour rachat. Mais si auec les bois taillis y auoit bois de haute sustaye, en ce cas, le seigneur ayant droit de rachat, ne peut toucher aux bois taillis: Mais doit prendre la pesson desdits bois de haute sustaye, ensemble le pasturage & pasnage: le pareil est quand desdits hommages n'y a que estags, suyes, riuieres ou garennes. Et si en l'hommage n'a que maisons qui soyent assisse en bonnes villes ou ailleurs, dont l'on peut auoir prossit, le seigneur aura le tiers du prossit & loyer auquel elles se pourront bailler par an.

Au pays & terre de Gastine, quad aucunes terres courent en rachat, les cens en argét doublent & redoublent iusques à cinq sols: c'est à sçauoir que ceux qui doiuent les cens au vassal pour raison des choses du sies, les payeront au seigneur à qui appartient le rachat, au double & redouble, iusques à cinq sols, de cinq sols quinze sols: & aussi des autres sommes de cinq sols les premiers cinq sols doubleront & redoubleront: car s'il y a dix sols, l'on en payera vingt sols: & s'il y a vnze sols, l'on en payera vingt deux sols. Mais en tous les autres pays dessussonmez, les cens doublent seulement iusques ausdits cinq sols inclusiuement, & ne redoubleront: car de douze deniers l'on paye deux sols: & de deux sols, quatre sols: & ainsi des autres.

Mais tous autres cens, soyent poullailles, bleds ou autres qui ne sont en argent, ne doublét ne redoublent. Et pource si le detenteur ne doit que bleds, ou autres choses que argent, telles choses ne doubleront ne redoubleront.

Toutef-fois si l'argent deu estoit autre chose que cens, il ne doubleroit ne redoubleroit: có me tailles & autres choses qui ne doublent. Et si pour raison d'une chose sont deuz dix sols de cens payez à diuers termes, comme à Noel, ou à la S. Iean, les dires cens ne doubleront ne redoubleront qu'à un terme seulement insques aux premiers cinq sols. clxiij.

Et si en la somme n'y auoit que cinq sols & au dessous, deuz à deux festes, ils doubleront & redoubleront, pource que insques à cinq sols & au dessous, ils doiuent doubler & redoubler.

Celuy qui a droit de tenir aucune terre par rachat, doit auoir tous les fruits qui de laditte terre aduiennent laditte annee, & que deust auoir le vassal, par la mutation duquel le

rachat est deussi tousiours il tient laditte terre: & s'il auoit deux fruits en vne annee, il ne leuera qu'vn fruit, selon qu'il a esté dit cy dessus. Et si sous ledit sief auoit autres vassaux, qui dudit
vassal mort ou changé tinssent ou deussent tenirà deuoir de rachat, & qu'en laditte annee
dudit rachat aduenu sussent trespassez, ledit seigneur qui tenoit ledit premier rachat, leuera par rencontre de rachat ledit sief du vassal de son vassal: à sçauoir les fruits & leuees qui en
obuiendront durant sondit premier rachat. Car ledit premier rachat siny, le successeur du seu
vassal paracheuera de leuer ledit second rachat iusques au comencement de l'an dudit second
tachat.

Quand aucun tient par hommage, soit lige ou plain, & le seigneur duquel il tiet, meurt ou change, le vassal (comme dessus est dit) doit faire hommage à l'heritier ou successeur du seigneur. Mais ence cas il y entrera sans payer aucun rachat ne autre deuoir: excepté audit pays de Gastine, Fotenay, Vonuant, & Meruant: auquel par la coustume dudit pays, celuy qui tient par hommage plain, doit à l'heritier du seigneur, de qui il tient par hommage plain, vn cheual de seruice, quand la soy ou hommage plain change par la mutation du seigneur, comme si el-se changeoit par la mutation du vassal. Mais par la mutation du vassal, ledit cheual est deu à la siin de l'an de laditte mutation, comme cy apres sera dict.

Et par la mutation du seigneur, ledit cheual est deu au commencement de l'an de laditte mutation: Et pource (comme dit est) celuy qui leue par rachat, a tous les fruits de la terre qui viennent de laditte annee. Et aura les dits cheuaux de service, que deust avoir l'heritier ou suc-successeur du vassalimais il ne sont pas appellez cheuaux de service: Et sont audit cas appellez cheuaux trauersans, & viennent audit suzerain qui leue ledit rachat. clavij.

Semblablement s'il y a aucun deuoir abonny deu par mutation de vassal, sçauoir est par la mutation de celuy par la mort duquel on leue le rachat, celuy qui leue ledit rachat les aura: & non ceux qui seront deuz par mutation d'homme dudit vassal, si ce n'estoit que l'homme dudit vassal changeast durant ledit rachat. Et quand aucun tient en Gastine par hommage plain du seigneur, qui tient par hommage lige, & celuy qui ainsi tient par hommage plain va de vie à trespas parauant son seigneur qui tient ligement, l'heritier de celuy qui tient à homage plain deura plect tantost apres la mort de son predecesseur ou seigneur de qui il tient plainement, & le cheual de seruice à la fin de l'an.

Si apres que ledit homme tenant hommage plain est allé de vie à trespas, & dedans ledit an ledit seigneur, duquel lon tenoit par hommage plain, va aussi de vie à trespas, & par ainsi court son sief en rachat, les habitans dudit homme tenat hommage plain serot tenus de payer ledit cheual de service au seigneur qui leuera le rachat du sief lige, de qui estoient tenues les choses par hommage plain. Et outre ce deuront les dits heritiers dudit homme tenant à hommage plain, au seigneur qui leue le rachat, vn chaual trauersant, par la mort du seigneur lige de qui les choses sont tenues. Et ainsi le seigneur qui leue le dit rachat, aura deux cheuaux.

Mais si le seigneur de qui le vassal tient hommage plain decede auparauant sondit vassal, & par ce moyen la terre court en rachat, si par apres ledit vassal qui tient hommage plain va de vie à trespas, par sa mort est deu plect & cheual de seruice, & ledit plect sera au seigneur qui leue le rachat pource qu'il est deu à l'entree de l'an, & le cheual de seruice qui est à la fin de l'an sera deu aux heritiers de celuy qui tient par hommage lige.

Esdits pays où aura rachat, si audit rachat tumbe vn sief non ayant domaine ne censiue, duquel toutes-sois dependent autres siefs, le seigneur qui prend le droit de rachat pour iceluy sief non ayant dommaine ne censiue, prendra pour son rachat ce qui s'ensuit : c'est àsçauoir si dudit sief non ayant domaine ne censiue (comme dit est) depend vn seul hommage, en ce cas le dit hommage sera estimé, & prendra ledit seigneur pour son droit de rachat la tierce partie de la valeur de sondit sief d'une annee: mais si dudit sief non ayant dommaine ne censiue ya plu sieurs siefs mouuans & dependans, en ce cas le vassal seigneur dudit sief non ayant dommaine sera tenu pour son rachat payer le reuenu d'une annee du meilleur desdits siefs au prosit dudit seigneur.

Es villes & chastellenies de Poictiers, Lusignan, saint Maixant, Niort, Mele & ressorts anciens d'icelles, sauf ledit pays d'entre la Dyue, & la Mer, Parthenay, Vonuant & Meruant, Chastelleraut & son ressort, & autres pays par dessus, n'y a aucuns rachats, & sont les dits hommages liges & semblablement les plains aucunement abonnis: & ou ils ne sont abonnis & l'hommage est tenu à deuoir selon la coustume du pays, ou simplement sans declarer

autre chose, ledit deuoir est de la valleur de la tierce partie des fruits d'une année de la chose, & n'est deu ledit deuoir sinon à la mutation du vassal, sauf en la vicomté de Chastelleraut, & au blanc, quand la chose eschet en semme, comme dessiis est dits

Esdits pays de Gastine, en la vicomté de Thouars, és tetres du sieffranc, Mauleon & Thalmont, & és chastellenies terres & ressorts de Fontenay, Vonuant & Meriant, Maillezais & autres terres de Poictou d'entre la Seyure & la Dyue, & d'entre la Seyure & la Mer, les choses tenues en hommage plain, ne courent en rachar par la mort ou mutation du vassal, mais elles se rachatent par plects & cheuaux de service selo les masures & borderies qui sont en sief comme dit sera cy apres, excepté es parties susdittes; esquelles les hommages plains courent en rachat comme les autres & outre ce en est deu au seigneur à qui s'on fait sedit hommage, plain à la fin de l'an cheual de service, & est coustume localle.

A celuy à qui est deul hommage plain és pais dessudits, esquels lesdits plects & cheuaux, de service sont deuz par masures & borderies, est deu le plect des la mort, ou mutation du val-sal, & est appellé plect de morte-main, mais le cheual de service n'est deu insques à la fin de l'an.

Et monte ledit plect de mortemain pour chacune masure de terre l. sols tourn. & pour ladit te borderie vingt cinq sols, & par quarteron de terre douze sols six deniers, & par retail vj. sols iij.deniers: car la borderie est deux masures, & le quarteron est demie borderie, & le retail est le quart de ladit te borderie.

Mais si lessittes masures, borderies, quarterons ou retail assis essitts pays d'entre la Diue & la Mer sont herbergees, le dit ple et double au regard de la premiere masure, s'il est baillé par ma sure, ou pour la premiere borderie, s'il est baillé par borderie; car pour la premiere masure her bergee l'on doit cent sols tournois pour le ple et, & pour la premiere borderie cinquante sols, & pour le premier quarteron herbergé vingteinq sols, pour retail herbergé douze sols six deniers tournois. Mais les autres masures & borderies, iaçoit qu'elles soient herbergees, ne dou blent, si elles sont sous un hommage, excepté audit pays de Gastine, auquel pays le dit ple et ne double aucunement, supposé que les dittes masures, borderies, quarterons & retails soient herbergees.

Et si aucun tient à hommage à service annuel comme de deux ou trois sols qu'il fait à son seigneur duquel est tenu ledit service annuel, il abolist ledit cheual de service qui seroit deu par la mort du vassais au lieu de ce le denier de service vaut, l'an que le seigneur est allé de vie à trespas douze deniers, & ainsi trois sols de service vaudroyent trente six sols, & de plus, plus; & de moins, moins.

En Gastine, gaignetie de quatre bœuss garnie de prez & pasturages est prisee & comptee pour masure de terre: & gaignerie de deux bœus, pour borderie: & gaignerie d'un bœus, pour quarteron: & gaignerie de demy bœus, qui est le quart de la borderie, est appellee retail: toutes-sois vers Pouzanges & en aucuns autres lieux appellent & prénent borderie pour gaigne rie à quatres bœus, mais pour tant le dit ple & ne croist.

Cheual de service en quelque pays que ce soit en Poictou, cheual de service à lieu, monte pour masure de terre lx. sols, pour borderie, trente sols, pour quarteron xv. sols, pour retail sept sols six deniers soyent herbergees ou non: & s'il y avoit borderies ou plus sous vn hommage, si n'y aura-il que pour cheual de service que soixante sols.

Si par hommage plain sont tenus plusieurs masures ou borderies au pais ou plect & cheual de service ont lieu, l'on doit par mort ou mutation d'homme pour chacune masure ou bordetie & quarteron vn plect de la valleur sussitie ; selon les pays où elles sont assistes, mais on ne doit pas pour toutes (& en y eust-il cent ou plus sous vn hommage) que vn cheual de service: lequel cheual est de soixante sols, comme dit est: s'il y a vne masure ou plus, & s'il est du retail; sept sols six deniers tournois.

Celuy qui fait l'honimage plain doit en tous lesdits pays bailler à son seigneur son adueu ou denombrement par escrit particulierement confronté & contenant les choses qu'il tient en son dommaine, & si ce sont borderies ou masures ou quarterons (soyent herbergees ou non, & d'entre la Dyue & la Mer) il les doit declarer, & és autres pais n'est tenu declarer s'il n'est re quis par le seigneur, soyent herbergees ou non.

Et aussi doit celuy qui fait ledit hommage plain declarer par sondit adueu par escrit ceux qui tiennent auec luy ou de luy noblement ou roturierement, & payer le vassal, les plects

P p p ij.

& les cheuaux de seruice, pour raison de ce qui est tenu de luy noblement par hommage ou roturierement ou sous luy audit hommage, comme il fait de ce qu'il tient à son dommaine, & tout y doit estre precompté.

Et pareillement si le vassal auoit sous soy hommage plain; masures ou borderies tenues de luy par hommage lige ou déuoir de rachat, le vassal qui est homme plain les rachatera par ma sures & borderies comme si elles estoient tenues de luy à hommage plain. claxxiij.

Audir pays de Gastine, celuy qui tiét à hommage plain doit à l'heritier ou successeur de son seigneur qui semblablement renoit par hommage plain par la mort ou mutatio de sondit seigneur vn cheual de service, & le doit des laditte mort ou mutation, & non pas à la sin de l'an, comme celuy qui est deu par la mort ou mutation de vassalmais (come dit est) si le seigneur à qui l'on faisoit ledit hommage plain tenoit de son seigneur à hommage lige & laditte terre couroit en rachat, ledit cheual sera à celuy à qui est ledit rachat: & est appellé cheual trauersant. Et en tous cas que le cheual est deu, soit de service ou trauersant, par vn hommage n'est deu qu'vn cheuals supposé qu'il y eust plusieurs maisons & borderies.

Si le nouuel vassal qui tient à hommage plain va de vie à trespas dedans l'an ou tost apres la mort de son predecesseur, sera aussi deu au seigneur vn autre plect & cheual: car par chacune mutation d'homme plain, encores qu'elles vinssent en vne annee, voire vn iour apres l'autre est deu ledit plect & cheual de seruice. Et n'est pas comme hommages liges esquels les dits rachats sinissent au commencement du dernier rachat qui aduiendroit. Et pource si plusieurs ra chats d'vne mesme terre aduenoyent en vn an, le premier sinist par l'aduenement du second: & le second par l'aduenement du tiers: & ainsi des autres semblables.

L'hommage plain sous hommage lige ne doit cheual trauersant, pourueu que ce ne soit au pays où les plains courent en rachat: Mais audit pays seroit deu demy cheual, si vn vassal ou son heritier changent en vn an, pourueu que plain coure en rachat.

Si aucun vassal qui tient à hommage plain sous hommage plain audit pays de Gastine, va de vie à trespas, par sa mort son heritier doit plect & cheual de seruice à son seigneur de qui il tient en hommage plain: lequel cheual est deu à la sin de l'an, comme dessus est dit. clxxxvij.

Et si en iceluy an le seigneur qui tient par hommage plain, & duquel le vassal tenoit par homage plain, va de vie à trespas, il n'y a qu'vn cheual, pour ueu que les deux cheuaux se rencon trent en vn an: & est ledit cheual nommé cheual de rencontre. Et pour ce ledit cheual de ser uice abolist l'autre cheual qui seroit deu aux heritiers du seigneur duquel l'on teuoit par hommage plain: duquel cheual les heritiers du premier mourant, tenant à hommage plain eussent deu aux heritiers du seigneur dernier mort, n'eust esté ledit cheual de seruice qui le abolist.

Aussi plusieurs desdits homages sont tenus à certains devoirs abonis, & aux loyaux devoirs & aides lesquelles le vassal qui ainsi tient, doit faire à son seigneur. c'est à sçauoir quand il est fait cheualier, quand premierement il marie sa fille aisnee, quand il fait le voyage d'outre mer, & quand estans prins des ennemis de ce Royaume il paye sa rançon. Et ou ledit seigneur seroit homme d'eglise, lesdits loyaux aides luy doiuent estre payees quand premierement il en tre en son benefice, & non en autre cas.

Les loyaux aides & deuoirs non abonnis, sont estimez la quatrieme partie du reuenu d'vne année du sief de ce que le vassal leueroit en sa main, deduit le droit du laboureur. Et si tous les cas ou aucuns d'iceux aduenoyent en vne année, le seigneur leuera ledit deuoir par année, à sçauoir en chacune d'icelles vn deuoir, qui est laditte quatrieme partie du reuenu.

Charge de froment vaut en affiette de deniers vingt fols tournois: Charge de seigle, quinze sols tournois: Charge d'auoine, dix sols six deniers tournois: Charge d'orge & baillorge, dix sols tournois: & est la charge d'vn cheual de trois cens liures poisans. Pipe de vin quarante sols tournois. Iournau de pré gaignau & desensable noblement tenu assis en pays de bocaige, en riuiere ou autre bon sonds, vaut quinze sols: & en pays de plaine quad il est gaigneau & de sensable, vingt & cinq sols: & sil n'est gaigneau & desensable au pays de bocage, pour dix sols: au pays de plaine, seize sols huit deniers quand il est gaigneau. Sexteree de terre gaignable est prins en estimation d'vn sextier de blé tel qu'il y eschét selon la nature de la terre. Iournau de vigne noblement tenu franc de disme est prins pour trois sols tourn. Iournau roturiet tenu à complant sans disme, dixhuit deniers. Et s'il y a complant & disme, douze deniers. Haire de marau sallant noblement tenu & sans disme garnie de vasois & autres choses necessaires

est prisee deux sols & s'il y a disme, dixhuit deniers: & quad il y a disme & cens, douze deniers. Aspent de bois de serpe qui doit tenir quatre vingts pas en carré deuëment remply en pays de bocage, dix sols. Et en pays de plaine vingt sols. Arpent de brande en pays de bocage qui contient comme dessus, trois sols quatre deniers: & en plaine sept sols six deniers tournois. Gros bois de ligne sont baillez à valleur de deniers pour ce qu'ils peuvent valloir quand ils sont vendus. Chappon est prins en assette; pour douze deniers: & geline pour huit deniers. Poulet par quatre deniers, & oye pour douze deniers. Bian de quatre bœuss & charrette pour demourer vn iour allant & venant, est prins pour cinq sols: Bian d'hôme de bras dix deniers quand il est aux despens: & sans despens quinze deniers. Homme leuant & couchant en haute moyenne & basse iurisdiction sept sols six deniers, & sil n'est qu'en haute iurisdiction vingt deniers obole, & autat la moyenne: & sil est seulement en basse, trois sols neuf deniers: car la basse est prinse pour les deux:

Le semblable est des maisons, terrageries, dismes, complants, garennes & suyes au compte de trois ans: & estangs au copte de ce qu'ils peuvent valloir quand ils sont en vente, eu regard, aux annees que l'on a accoustumé les pescher.

L'hommage lige est prins pour la dixiesme partie de ce que le rachat peut valloir quand il aduenticomme s'il aduenoit cent liures, il est prins pour dix liures de rente. Et semblablement hommage plain est prins au compte de dix ans du deuoir deuà azuse dudit homage. Et quadon baille cens en assette de deniers, le denier est prins pour deux deniers : jusques à la somme de douze deniers. Et si ledit cens passoit douze deniers, l'outreplus ne doubleroit: cxciij.

Es pays & lieux de Poictou, esquels les pasturages sont communs, les laboureurs peupent auoir & tenir toutes bestes conuenables & prositables tant qu'il leur en est besoing pour leurs dits labourages seulement; selon la qualité d'iceux & quantité des terres qu'ils ont, excepté, cheuresidont chacun laboureur pour chacun couple de bœuss en peut tenir deux seulement, en pays de bocage & lades: & vne en pays de plaine, & non plus, sur peine de conscatio. Et peut uét les subteurs mettre leurs dittes bestes par tout les vns sur les autres sauf en lieu & en temps desensable; & doiuent auoir pasteurs & saire garder les dittes bestes tant qu'elles sont aux champs. Mais autres qui n'ôt & ne tiennent labourages à bleds, ne peuvent auoir ne tenir les sont les seites fils n'ont terres & heritages qui soyent à eux ou autres qui tiennent à serme le louge suffissant les saire pasturer sur le commun.

Vignes en quelque temps & laifon que ce foit, sont defensables de toutes bestes quels concxcv.

Terres labourables és lieux ou lesdits pasturages sont communs en la forme susditte, dés que le bled est semé, iusques à ce qu'il soit cueilly & hors desditte s terres, sont desensables: & encores yn mois après.

Prez gaignaux & de regaing sont esdits lieux desensables dés la feste de la Purisication nostre. Dame, iusques à la feste saint Michel. Et ceux qui ne sont gaignaux dés le premier iour de Mars, iusquees à ce que l'herbe soit sauchee & emmenee. Les bois raillis ou de serpes esdits lieux communs à pasturages, comme dessus, qui sont en couppe, sont desensables pour le regard de cheures, susques à ce qu'ils ayent cinq ans accomplis 2 & au regard des autres bestes, iusques à quatre ans.

CXCVIJ.

Et au regard des gros bois chargeants glan estans esdits lieux communs à pasturer; comme dessus, quand ils sont tenus en sief noblement par hommage ou autrement noblement, & contiennent dix arpens sans aucune diussion, à prendre l'arpent de quatre vingts pas en sarré (cóme dit est) dés que le glan commence à cheoir, iusques à la seste saint André, lesdits bois sont desensables à toutes personnes, pasturants & autres bestes quels conques. Et peut celuy à qui sont les sois, vendre ou autrement transporter le glan & pasturage des dits bois : & iceluy desendre par arrest, emprisonnement des dittes bestes; & par toutes autres voyes deuës & rai sonnables; ainsi que lon peut & est accoustumé saire en toutes autres choses desensables enuers toutes personnes quelconques. Mais si les dits bois ne sont tenus noblement, ou s'il y en auoit moins que de dix arpens en une piece; celuy à qui sont les dits bois pourra bien proceder par arrest & emprisonnement sur les dittes bestes trouuees en dommage; & les detenir par vingt & quatre heures seulement. Mais sera tenu le dit temps passé les mener en l'hostel & prison de son seigneur plus proche du sonds ou suzerain pour auoir son interest, & le dit seigneur l'amende.

CXCVIII.

Ppp iij.

Garennes à connins sont desensables en toutes saisons: non seulement en fait de chasses: mais aussi en fait de pasturages à toutes bestes.

Quand aucun promet ou est tenu bailler aucune rente ou terre en assette, soit par mariage ou par contract, il ne s'entend de l'assiette cy dessus declaree: mais de rente & reuenu annuel se lon l'estimation commune, en prenant de dix années l'une : sinon qu'il sust dit que l'assiette se roit coustumiere, & se feroit aux vs & coustumes du pays: & qu'il sut donné à entendre par les notaires aux parties contrahentes quelle est laditte assiette coustumiere.

Qui confisque le corps, ne confisque ses biens immeubles, mais seulemet ses meubles: fors & excepté en cas de crime de lese maiesté divine on humaine: esquels cas il cossique tout.ccj.

Le mary en confisquant ses biens meubles ou immeubles selon le cas desfinsdit, ne cofisque la part des meubles ou immeubles appartenans à sa femme.

Le seigneur qui par confiscation prend les meubles, est tenu de payer les dettes personnelles de celuy qui confisque: & ce insques à la concurrence des biens seulement, en ayant fair inuentaire d'iceux.

De donations.

'ON ne peut donner sinon pour prouisson de corps nourriture & entretenement de sa personne, soit entre viss ou par testament, à quelque personne que ce soit, plus du tiers de personne, soit entre viss ou par testament, à quelque personne que ce soit, plus du tiers de personne par succession. & ne peut lon faison heritage: c'est àsçauoir de ses biens immeubles obuenus par succession: & ne peut lon fai-1. 203. Idest ra par donation que les deux parts dudit heritage ne vienne à ses heritiers deliurement. Et si liberè sine vilo
onere: ita vi l'on donne plus du tiers, ne sera pour cela donatió vitiee: mais rescindee audit tiers. Et siaucun
donatario des alteritage procedant du branchage de son pere, vallant cent sols, & autres heritages procedas: meubles acques di branchage de sa mere vallans dix liures, s'il done ledit heritage vallant c. sols tel don ne vaut tiedes propres que iusques au tiers dudit heritage de cent sols : sans que le donataire pour le surplus puisse apeneatur ac- uoir aucun recours sur les dits autres heritages vallans dix liures procedans de la mere. cciiij.

rier des deux L'on peut donner tous ses biens meubles & immeubles ou partie d'iceux, soient heritages riors des pro- acquests on meubles pour la provision de son corps: toutes-fois si telle donnation estoit faite pres, no solume de toutes det- par personne qui fust malade de maladie dont il allast de vie à trespas dedans xl. iours apres lares mobiliaires ditte donation, telle donation ne seroit vallable.

à payer pour Mais quand aucun donne à l'vn de ses ensans ou heritiers par prouisson de son corps tous auss de ton- ses biens meubles & immeubles ou partie d'iceux, les autres enfans du donnant ou l'vn deux tu remes con- ou qui les representent qui doiuent estre ses heririers, neantmoins seront receuz à venir à la sheter to es fuccession des heritages tant seulement de celuy qui a fait laditte donation, s'ils offrent au do deschargerl'he nataire contribuer à laditte prouision pour telle partie qu'ils doiuent estre heritiers du donritier des proritier des pro a esté ingé au le donation. Et ne seront en demeure d'office à contribuer à laditte prouisson, insques apres parlement de la notification à eux faite. Mais l'ils laissent passer an & iour apres icelle notification, ils n'y separu sur sur de la notification à eux faite. Mais s'ils laissent passer an & iour apres icelle notification, ils n'y seen l'a grad cha t'ont plus receuz: & tiendra laditte donation.

bre plaidant Toutes-fois celuy qui a fait telle donation, s'il veut, sera nourry & alimenté chez celuy à monsseur Bris qui elle a esté faite, & par luy: & sera faite provision des fruits des biens immeubles tant conmeux au prof quests qu'heritages du donnant fils sont suffisans. Et fils ne sont suffisans, les heritiers du donfit du seigneur nant contribueront à laditte prouision de leurs propres biens, auec ledit donataire, pour telle de la Salmon diere coure les partie qu'ils doiuét estre heritiers du donant. Et celuy à qui a esté faite laditte donation, apres la mort du donnant aura pour aduantage tous les biens meubles dudit donnant,& tous les acquests sur ses coheritiers qui luy ont fait l'offre susditte & dedans le temps susdit : mais en heritages anciens il n'y aura que sa partie legitime coustumiere. Et si laditte donation par prouisson de corps est faite à personne estrange, & le don nant ait aucuns enfans ou heritiers, lesdits enfans ou heritiers du donnant ou l'vn deux apres ce que le donataire leur aura notifié & fait afcauoir icelle donation, feront receuz dedans l'an & iour toutes & quantesfois qu'ils vou dront à faire prouisson au donnant, & apres non. Mais ce nonobstant, celuy qui a fait laditte donation sera nourry & alimenté, s'il veut, chez le donateur, & par luy. Et à faire laditte prouision seront premierement prins les fruits des immeubles tant acquests qu'heritages de celuy qui a faite icelle donation.

Et s'ils ne sont suffisans, les enfans ou heritiers seront tenus de parfournir icelle prouisson de leurs biens, comme dessus est dit. Et en faisant laditte prouisió lesdits enfans & heritiers suc cederont au donnant en ses heritages seulement: ainsi que la coustume du pays où ils se-

Goulards.

C.M.

ront assis le requiert. Mais au regard de ses meubles & acquests ils demeureront au donataire, & n'aura aucune chose esdits heritages.

Et neantmoins ou les pere & mere, ayans peu d'heritages, auroyent fait donation de tous leurs meubles & acquests à l'vn de leurs enfans ou leurs representans, les autres enfans, non-obstant laditte donation, auront le choix de prendre le tiers de tous les immeubles, tant propres qu'acquests, ou de se tenir aux deux tiers de l'heritage ancien à eux delaissé. ccix.

Le mary peut donner à sa femme, & la femme au mary, tant par donation mutuelle que simple, par testament ou autrement, tous ses meubles, acquests & coquests immeubles, & la tierce partie de ses propres à perpetuité, soit qu'il y ait enfans ou non. Toutes fois 1 où le suruiuant des conioints donataire se remarioit, & qu'il eust enfans viuans dudit mariage ou autre, en ce cas ledit don d'acquests immeubles & tierce partie d'heritage ne vaudra que par sorme d'vsuffatutum est, aperpetuité. Et où les les confans predecederoyent, ledit donataire, ledit don d'acquests & conquests & tierce partie d'heritage vaudra à perpetuité. Et où les conquests & tierce partie d'heritage vaudra à perpetuité. Et viu. Et sic sidi

Et vaut laditte donation mutuelle, encores qu'elle ne soit egale en espece, qualité ou quantité de biens: tellement que si l'vn des conioincts n'auoit heritage ancien, & l'autre en auoit,
elle vaudra & aura lieu tant pour l'heritage qu'autres biens donnez. Le pareil est si l'vn n'auoit
meubles, & l'autre auoit heritages, acquests & meubles.

ccxj.

ccxj.

ccxj.

dinem obiffet

Et quant aux donations simples entre lesdits conioints, si le donataire va de vie à trespas auant le donateur, laditte donation est par ledit decez reuocquee, & est de nulle vareteren concexij. quod niss coniuxta
reteren concexij. suct 3. 202.

Et combien que l'vn des conioines puisse donner à l'autre, ou à vn estrager la tierce partie expressum set de son heritage: toutes fois en telles donations, quand c'est entre nobles, le chastel ou hostel in denatione, principal qui doit venir à l'aisné fils ou fille pour son droit d'aisneesse, tel qu'il voudroit essire meminime essuius set ne cheoit en telle donation: par le moyen d'icelle donation ne peut ne doit ledit donatai re rien y auoir ne demander.

L'on ne peut doner à son heritier ou heritiers presumptifs, ou aux heritiers presumptifs de ses heritiers de son heritage propre outre la portio legitime & coustumiere dudit heritier, soit ledit heritage regardant le branchage dudit heritier ou autre branchage, par-ce qu'il suffist estre heritier soit en meubles, conquests ou heritage du donateur. ccxvj.

Mais on peut bien doner à ses enfans ou heritiers presumptifs, tous ces meubles & acquests valet ergor immeubles, & en iceux faire la condition meilleure de l'vn que de l'autre pour ueu que le don nant ait heritage obuenu par succession, comme dessus.

Le s'il aduenoit qu'il y eust heritiers de plusieurs branches & que d'vn branchage n'y eut un factabidud heritage ancien, sera la moitié des acquests ou des meubles en dessaut d'acquests, pour-ce regard, censee heritage pour y succeder, & en disposer par la forme susditte.

En faueur de mariage le pere & mere ou autre peuuent donner à aucuns de leursdits enfans ou autres heritiers presumptifs de leurdit heritage, iusques à la portion legitime coustumiere dudit donataire: à laquelle portio ledit donataire se pourra tenir, sans venir à la successio
du donnant, supposé qu'il n'y ait renoncé: & où il voudroit venir à ladite succession, seroit tenu
de rapporter ou deduire ce que luy auroit esté donné, comme dit est.

ccxix

Et en autres cas qu'en faueur de mariage ne peuuent lesdits pere & mere ainsi donner à aucun de leursdits enfans ou heritiers de leursdit heritage ancien: car par la coustume ils ne peuuent faire partage entre leursdits enfans ou heritiers outre leur volonté. ccxx.

Quand pere, mere, ayeul, ou ayeulle, ou l'vn d'eux nobles ou de noble condition marient leur fille ou niepce en droite ligne, & en faueur dudit mariage luy donnent de leurs biens Ppp iiij.

TUIUANT

1. 209. Hec elausula & huius \$. residum, nouum statuum est, ovent, non interpretatium, sed li mitatium, sed li mitatium per doctos arbitros, suma consuetu dinem obisse relicita filia post donatione musuam data quod nist constetue iunta reterem concensis.

Acquee sed donatione se

autre: & 2. 216. Ita
refluccedentes
non teneantur
ccxiiij. conferre, faltë
postquam hoc
e partie expressum est
u hostel in donatione,
pit eslire
donatai fert, & sequeccxv. Imptiss
meritier,
ris sum paraphrasi
neritier,
pust est diccxvi, sum Do.Nico.
Theuenellus in
sum paraphrasi
neritier,
pust est diquet per conccxvi, suetudinem ve
terem art. 199
Valet ergoy
ele don nec est confere
ccxvii da huiusmodi
donatio, quăn'y eut un factabiduò
r-ce reccxvii entriti re
formationi
retrine huius
et sic tempore
reterin. C. M.

quelque chose que ce soit, encores qu'elle ne valust sa legitime portion, laditte fille ou niepce est excluse de ladite succession: c'est à sçauoir, de celuy qui ainsi l'a mariee & donné de ses biens. Autre chose seroit si elle estoit mariee par aucuns de ses freres ou collateraux : car lors elle ne seroit forclose des successions acquises, soyent directes ou collateralles, si elle n'y auoit renoncé par expres, ce qu'elle peut faire estant en aage.

Si les pere & mere roturiers ou l'vn d'eux marient leur fille & luy donnent de leurs biens, elle peut renoncer à succession paternelle, maternelle & collateralle à escheoir: & vaut telle renonciation. Et est entenduce mot. Collateral, de collateraux descendans de pere & mere en directe ligne: car tant qu'il y en aura aucuns, laditte fille qui aura renoncé, ne leur succedera. Toutes fois les sites pere & mere peuuet rappeller leurs filles; qui ainsi auroyent renoncé ausdittes successions quand bon leur semblera, sans le consentement des autres freres & sœurs.

Si le pere donne à son fils ou fille, estant en sa puissance, ses meubles & acquests ou partie d'iceux autrement qu'en faueur de mariage, il peut reuocquer laditte donation, quand bon luy semble, tant que fils ou fille sera en sa puissance.

Combien que comme dessus est dit, on peut donner les meubles, ses acquests, & la tierce partie de son heritage, toutes-sois si aucun n'a que meubles, il ne peut donner que le tiers dessits meubles. Et s'il n'auoit que meubles & acquests & n'eust aucuns heritages, il peut donner tous ses meubles & le tiers desdits acquests, & non plus car quant à ce lesdits acquests sont césez heritages.

Si aucun qui n'a que acquests donne tous ses acquests, ledit do ne vaudra que pour le tiers desdits acquests: & si le donateur dit qu'il donne la tierce partie de son heritage, ou le tout & tierce partie de ses acquests, tout ledit don doit estre reduit au tiers desdits acquests, tout ainsi que s'il n'auoit donné que le tiers de son heritage ou le tiers de ses acquests: & ne pourra le donotaire dire qu'il doit auoir le tiers par le don d'acquests, & par le don d'heritage le tiers en inceux deux tiers.

Des droits appartenans à gens mariez, & communauté de biens entr'eux & autres personnes.

ccxxv.

1

1.225.Etiam FEI
possquam erit
vidua, nec in comm
praiudiciü haredum suoru, mary.
ve etiam super
hac re in nouis
sima consueus
sima consueus
téque scripsie
do. And. Tivaqex tex. ad
finem legum
connubiulium.

1.213. Etiam FEMME noble ou roturiere est souz le pouvoir de son mary, no de son pere: & ne peut vapossignam erit
ridua, nec in communs d'entr'eux ne les siens propres sans l'auctorité & consentement expres de son dit
redum suorii, mary.

Combien que la femme soit souz la puissance de son mary, toutes-sois pour iniures hacre in nonif par elle ditte à autruy, elle en peut estre conuenue sans l'auctorité de sondit mary: mais due dosti la si iniure luy a esté saite ou ditte, elle ne peut agir ne poursuiure sans l'auctorité de sondit matéque scripsit ry.

Femme exerçant marchandise publicque au veu & sceu de son mary, se peut valablement finem legum obliger pour le fait de laditte marchandise sans l'auctorité de sondit mary, lequel en est tenue. Pour le fait estre conuenue sans l'auctorité d'iceluy, mais ne peut agir sans luy.

Le mary sans le consentement de sa femme peut ester en iugement, tant en demandant qu'en desendant, pour raison des choses appartenans à saditte semme, soit en action personnelle ou hypothecaire, ou autres instances petitoires ou possessions.

Mary & femme dés la benediction nupriale en face de saince eglise sont comuns en biens meubles, conquests & acquests immeubles saits constant le mariage: toutes-fois durant ledit mariage ledit mary en a l'administration & en peut disposer, comme sera dit cy apres. Et le mariage solu, se departent entre le suruiuant & les heritiers du premier decedé: sauf au regard des nobles demeurans és lieux & endroits dont sera parlé cy apres: du nombre desquels sont les vingt-cinq Escheuins, & Conseillers de la ville de Poictiers, & leurs heritiers masses descendans de leur chair, viuans noblement, demourans en laditte ville ou ailleurs de semblable coustume: au regard desquels les dits meubles sont au suruiuant, quand il n'y-a heritiers procreez en loyal mariage du premier mourant.

Et combien que le mary ait l'administration desdits biens communs entre luy & sa semme & des propres heritages de saditte semme, toutes fois il ne peut sans le consentement d'icelle aliener

alieuer ne transporter la proprieté des heritages de aditte semme: & s'il le fait, telle alienation ne vaut au preiudice d'elle, soit en possession ou proprieté : tellement que le mariage dissolu, la semme pourra intenter complaince & autre remede possession.

Si deux personnes ou pluseurs de rottwiere condition, aagez de xx. ans & vsans de leurs droits, demeurent ensemble par an & jour, vivains de vn mesme bien, & chacundeux ait apportés les biens au fait commun de l'hostel, ils contractent taisiblement compagnies supposé qu'aucune chose n'en ait esté conuenu expressement entreux, & peut chacun d'eux demander part & portion selon qu'ils estoyent en nombre par restes de la condition sussitie en laditte communauté de tous les biens meubles d'entr'eux & des acquests faits par eux ou l'en d'eux duract le dit temps: sinon qu'on seist apparoir que par samisairné où pour autre cause ils eussené demeuré ensemble.

Et si l'vne des personnes de laditre communauté decede delaissant enfans, & qu'inuentaire ne sut sait des biens communs dedans xlisours apres le deces, les dits enfans auront le choix de continuer la societé de leurdit pere, ou demander leur part des meubles & fruits de leurs immeubles.

Souz le nom d'acquests est comprins tout ce qui est donné à l'vn de la compagnie, ou qu'il acquiert par quelque tiltre que ce soit par son industrie ou autrement par le donnant n'autoit esté autrement ordonné, ou que condition n'eust esté mise en faisant ledit don qu'il ne tumbe roit en laditte communauté.

Si le mary ou la femme de roturière condition va de vie à trespas delaissez plusieurs enfans soyent en bas aage ou non, tous les dits enfans encores qu'ils no puissent accorder compagnies toutes fois continueront, si bon leur semble, celle de leur pere ou mere decedé, auec le suruiuant d'eux, n'ayant fait inuentaire, tous lesquels enfans ne feront qu'vne teste mais si la semme
meurt la premiere & ait donné les meubles à son mary, les enfans ne pourront faire ne continuer la compagnie de communauté de biens au lieu de leur pere, ores qu'ils eussent heritages
& qu'ils ne sussent les mancipez car ils n'auoient aucuns meubles, & le pere fait les fruits siens
des heritages.

Autre chose est de la merè:car elle ne fait les fruits siens, & ne sont les enfans en la puissance, encores que le pere eust donné ses meubles, neantmoins les enfans continueront, si bon leur semble, la compagnie auec seur mere, par le moyen des fruits & reuenus de leurs immeubles & de leur industrie qu'ils rapportent à la communauté. ccxxxvj.

Si pere ou mere auec lequel les ensais ont comunauté se remarie, laditre communauté se continue entr'eux pour vn tiers: tellement que les ensais auront vn tiers, & le pere ou mere suruiuant vn autre tiers, & celuy auec lequel ils se sont remariez vn autre tiers: & si celuy qui auroit communauté auec ses ensais se remarie auec autre qui aussi auroit communauté auec ses ensais, en ce cas se diuise la communauté en quatre portions: tellement que les pere & mere faisans le chef de la communauté emporteront chacun d'eux vn quart, & les enfans des deux licts continuans chacun vn quart où ils voudroient opter laditte communauté.

Si tous lesdits enfans qui continuent la compagnie de leur pere ou mere, excepté vn, vont de vie à trespas, iceluy enfant neantmoins continuera la compagnie, & prendra autant tout seul en icelle, comme eussent fait tous sesdits freres & luy ensemble, si lesdits freres eussent cu.

Entre nobles les meubles apres le trespas du premier mourant se diusse egalement entre le suruiuant & les heritiers du trespassé, en payant par chacun la moitié des dettes personnelles, sors & excepté en la vicomté de Thouars, & és chastellenies de Parthenay, Vonuant & Meruant, Fontenay, Mauleon, & le sief franc, esquels lieux, au suruiuant desdits nobles appartiennent les lits meubles en payant par luy les dettes personnelles s'il n'y a aucuns enfans: & si dudit mariage ou d'autre mariage precedét de l'un desdits coioints y auoit enfans, en ce cas les dits meubles se diusseront par moitié en payant la moitié des dettes personnelles comme dessus se souz ceste coustume de la vicomté de Thouars, chastellenies de Parthenay, Vonuant, Meruant, Fontenay, Mauleon & le sief franc sont comprins les vingt-cinq conseillers & escheuins de la ville de Poictiers, & leurs heritiers masses descendans de leur chair, demeurans tant en laditte ville de Poictiers qu'és lieux dessus dessus noblement au suruiuant desquels, come dessus, appartiennent les meubles.

Et entre roturiers les meubles se diuisent egalement en payant la moitié des dettes par le

furtiuant, & moitié des dettes par les heritiers du trespassé.

ccxl

Mais au cas outentre les nobles & vingt-cinq escheuins de la ville de Poictiers les meubles appartiennent au suruiuant, si ledit suruiuant renonce à la partie desdits meubles qui appartenoyent au trespassé, il ne payera que la moitié desdittes dettes, & payera icelle moitié encores qu'il eust renoncé à saditte moitié desdits meubles, comme dit est du roturier. Cexlis

1. 240.5.immediate prace denti. C.M.

Et si ledit suruuant prend tous lesdits meubles par don ou autrement, le creancier se pourra addresser pour tout contre celuy qui auta ainsi prins tous lesdits meubles, & aussi pour la moitié contre l'héritier du premier mourant, soit noble ou roturier, si bon luy semble.

1.241. Adde 3.5.249. C.M.

Combien qu'au pays de Roistou, és lieux dessus declarez; le suruinant des nobles doine auoir tous les meubles, toutel-sois cela n'empesche que le mary n'en puisse disposer par disposition entre viss pour le tout. & de la moitié, tant luy que sa semme par testament, & en cas de disposition de moitié saite par l'yn d'eux, le suruinant ne payera que moitié des dettes comunes.

Tous acquests faits par le mary & la semme ou l'vn d'eux durant le mariage, sont communs entr'eux, soyent les personnes ou choses nobles ou roturieres. Et le mariage solu, se diuisent par moitié entre le suruiuant & les heritiets du premier mort. Mais en la vicomté de Thouars, le sies franc, chastellenies & ressorts de Parthenay, Vonuant, Meruant, Fontenay & Mauleon, & generallement entre la Seyure & la Dyue, & entre la Seyure & la Mer, & aussi en la vicomté de Chastelleraut à present estigée en Duché, le suruiuant rient le sout desdits acquests le cours de sa vierpourueu qu'il ne se remarie, & que dudit mariage n'y ait aucuns ensans : c'est à squoir, vne moitié comme vray seigneur & proprietaire, & l'autre moitié par vsus-fruit seulement: car luy mort, la moitié retourne de plain droit aux heritiers du premier mort, qui en estoit proprietaire de la mary, s'il suruit, ou les heritiers du mary, s'il meurt le premier, sera les hommages desdits acquests, & non pas la semme ne les heritiers de la semme.

Combien que par la coustume la femme ait la moitié és meubles conquests & acquests immeubles saits durant & constant ledit mariage, comme dit est: toutes-sois le mary a l'administration du tout. & peut les les meubles, conquests & acquests immeubles, soit qu'ils ayent esté saits par luy ou sa femme, vendre, donner, ou autrement aliener, ou obliger, sans y appeller sa femme par contract sait entre viss, soit par obligation generale de tous biens ou speciale. Et tumbent tous les dits meubles, conquests & acquests en la ditte obligation generale, pour ueu que ce ne soit en fraude a aussi que ce ne soit par contract general d'alienation de tous ses biens, comme seroit par prouision de corps: car en ce cas la femme pourroit demander sa moitié, & ne vaudroit le dit transport vniuersel, comme de ce qui estoit au mary.

Par testament ou donation pour cause de mort, le mary ne peut presudicier à sa semme: ains peut disposer de la moitié, tant seulement. ccxlvj.

L'heritier de l'vn des conioinets, tant noble que roturier, est chargé des frais des obseques, funerailles & services dudit conioinet decedé, tant du jour de l'enterrement, qu'autres suyuansitellement que si les dits fraiz auoyent esté faits sur les biens de la communauté se re-reprendront sur la part dudit predecedé. ccxlvij.

Celuy qui a tous les biens membles du premier mourant, doit auoir & peut demander toutes dettes mobiliaires & les arrerages des rentes qui seroyent deuës au teps du premier mourant. Et aussi si ledit predecesseur les deuoit ; celuy qui a lessits membles les doit acquitter & payer.

Qui pred les meubles, soit à tiltre vniuersel ou particulier, doit acquister & payer les dettes mobiliaires, & est quant à ce censé heritier & peut-on venir contre luy par voye de requeste personnelle.

Et nonobîtat le crediteur ou son heritier en ont action côtre l'heritier du premier mourat, au cas que laditte detre personnelle & mobiliaire fut du fait & obligation du premier mourat ou de ses predecesseurs.

Grands greniers qui sont grandes àrches applicquees à mettre grains, pressoirs, cuues à faire vin ou autres choses semblables estans en aucune maison sont censees choses immeubles.

Au regard des choses immeubles qui sont subiettes à retraict constumier ou conuentionnel, quand le retraict est fait apres le mariage solu, dedans le temps de la coustume, ou de la grace conuentionnelle, l'argent qui en procede est censé & reputé pour meuble : en telle manire qu'és cas ou tous les meubles sont au suruiuant, ledit argent luy appartient ou la moitié d'iceluy, s'il n'auoit que la moitié des meubles.

Femme qui prend part en la communauté, acquests & conquests immeubles, est tenue des rentes hypothecaires constituees par le mary durant leur mariage, tant du sort principal que arrerages, encores qu'elle n'ait parlé: & ce iusques à la concurrence de la communauté: mais si elle veut renoncer, au proffit de laditte communauté, elle demourera quicte de laditte rente: 1. 252. Adde & neantmoins sera tenue de la moitié des arrerages d'icelle escheuz durant ledit mariage & quod esiam in locin in quibus communauté.

Des douaires.

PEMME noble ou roturiere est fondee de demander douaire prefix ou coustumier, si tost quibus se non que douaire a lieu, qui est apres le deces de son mary.

Femme, soit pour le regard du douaire prefix ou douaire coustumier, se peut dire saisse, & que ad comurformer complaince contre les heritiers de son mary predecedé.

Douaire prefix est celuy qui est conuenu par le contract de mariage.

Douaire prefix est celuy qui est conuenu par le contract de mariage.

Cclvj. pit è societate

Douaire coustumier est la tierce partie de tous les heritages propres & acquests qui appartenoyent au mary lors du mariage & de ce qui luy est escheu constant ledit mariage en ligne constantium directe.

recte.

Douaire soit prefix ou coustumier n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. ***

Transport ou coustime n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. **

Transport ou coustime n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. **

Transport ou coustime n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. **

Transport ou coustime n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. **

Transport ou coustime n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. **

Transport ou coustime n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. **

Transport ou coustime n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. **

Transport ou coustime n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. **

Transport ou coustime n'est que viager: & n'est propre à la douairiere n'y aux rare propria celviij. **

**Transport ou coustime n'est proprie n'est propre à la douairiere n'y aux rare proprie n'est propr fiens. cclviij.

Femme qui est douce de douaire prefix peut neantmoins demander douaire coustumier, sinon qu'elle eut expressement renoncé audit douaire coustumier.

Toutei-fois si le douaire presix excede le douaire coustumier, il est reduict au tiers qu'elle prossit de Madoit auoir par le douaire coustumier: & ne peut le douaire conuentionnel estre plus grand que rie du Boullay le coustumier.

Si pere ou mere noble ou roturier marient leur fils, ou que le fils se marie du consentemet peinte au con & volonté de ses pere & mere ou l'vn d'eux, ou que l'vn d'eux ait expressement aggrea- seil en la grad chambre plai-ble ledit mariage, & ledit fils alle de vie à trespas parauant celuy de sessities pere ou mere, qui dant monsseur auoit fait, consenty ou expressement eu aggreable ledit mariage, la bruz qui a suruescu aura Brison. C.M. douaire sur les biens de celuy desdits pere & mere qui auroit consenty ou eu aggreable ledit mariage: c'est à sçauoir, la moitié du tiers, tant du douaire roturier que noble, en la partie qui eust appartenu audit fils au temps de sa mort, s'il eut suruescu celuy ou celle desdits pere & mere, qui auroit consenty ledit mariage: & apres la mort de celuy qui aura accordé ledit mariage, laditte bruz aura plain & entier douaire sur les biens de celuy qui aura donné son consentement audit mariage, en la partie seulement qui eut appartenu audit fils, s'il eut suruescu sondit pere ou mere:tout ainsi que si ledit pere ou mere ayant consenty ledit mariage sut allé de vie à trespas parauant ledit fils: & au regard des pere & mere qui n'auroyent consenty ledit mariage ou iceluy eu pour aggreable, laditte bruz ne prendra aucun douaire sur leurs biens au parauant n'apres leur decez.

La femme peut contraindre les heritiers de son mary à luy bailler son douaire à part & à diuis, & aussi lesdits heritiers la peuuent contraindre de la prendre à part & à diuis.

Le mary en assiette qu'il feroit à sa femme de son douaire à part & à diuis, ne luy peut bailler son principal hebergement au preindice & sans le consentement de son heritier: mais ledit hebergement sera compté audit douaire, & en aura la femme le tiers de l'estimatió par douaire, soit noble ou roturier.

Si le mary auoit la proprieté d'aucune chose & vn autre y eust l'vsus-fruit, la femme de celuy qui y auoit la proprieté, y aura douaire si elle suruit, quand l'vsus-fruitier sera mort : nonobstant que ce soit apres la mort du mary.

Combien que la femme ait droit d'auoir son douaire, toutes-fois l'heritier vient à la succesfion du tout de la terre:& doit faire les hommages & f'en peut appleiger de nouuelle succession, & complaindre en cas de saissine & de nouvelleté contre vn tiers autre que la douairiere pour la portion de son douaire: & si l'heritier est contredisant ou met empeschement audit douaire, en leuant le tout autrement, elle s'en peut pourueoir contre luy, comme dessus est dit,& peut la douairiere receuoir ou faire receuoir faditte partie à elle appartenant par douai-

non permititur Vidua renficia ccliy. resocietati,tamen respectu debitorum in cclv. modi, quod ca-CClvij. qua maritue
non potest one CClix. port de mösseur cclx. contre Roger,

re, & en doit poursuiure les plects & cotribuer aux fraiz des proces pour sa part & en-tant que luy touche.

Quand le mary va de vie à trespas & la femme suruit, elle doit par la premiere mutation contribuer aux deuoirs deuz pour raison des seigneuries nobles pour la partie que monte son douaire: c'est à sçauoir, pour le tiers au deuoir du sies si ledit sies source nachat, aussi y courras sa part qu'elle a en douaire: mais si ledit hommage change durant la vie de laditte douairiere, sa tierce partie ou douaire ne courra plus en rachat: & en iouira nonobstant ledit rachat. Et si le sies est à utre deuoir, n'en payera rien: & en sera rabbatule tiers à l'heritier ou à celuy qui fera l'hommage pour cause dudit douaire: quoy que soit, pour telle part & portion que le douaire pourroit monter.

Si le mary donne à sa femme le tiers de son heritage, soit à part & à diuis ou en general, ou aucune chose de son heritage à part qui vaille le tiers de l'heritage, elle se peut tenir audit don: & en iceluy cas elle ne iouira de don & douaire. celxvij.

Mais si le mary donne à sa femme partie d'aucun corps, qui ne soit le tiers de l'heritage, elle prendra douaire és autres biens, iusques à la concurrence du tiers desdits biens sur lesquels elle prend son douaire.

De testamens.

cclxviÿ.

AVANT qu'vn testament soit reputé bő & valable, saut qu'il soit escrit & signé de la main du testateur, ou par luy dicté & signé en presence de deux tesmoins: ou qu'il soit passé par deuant deux notaires, ou par deuant vn notaire & deux tesmoins: & soit esdits cas par ledit testateur dicté ou nommé sans suggestion de personne, & que mention en soit saite audit testament.

Et où ledit testateur seroit demeurat aux champs en lieu où n'y-a notaires establis, peut ledit testament estre receu par le curé ou son vicaire general ayant puissance du diocesain de deseruir la cure, & en presence de deux tesmoins, en observant la sorme que dessus : autrement lessits testamens sont reputez nuls.

Et quant aux legs pitoyables sera le testamet valable pour le regard d'iceux seulement, tant en la ville qu'aux champs, estant receu par le curé ou vicaire general de la qualité que dessus, en presence de deux tesmoins.

Les executeurs d'vn testament sont sais des biens meubles du trespassé, iusques à la concurrence du testament. Et où les meubles ne seroyent sussissans pour accomplir ledit testamét, seront sais des immeubles, iusques à laditte concurrence: tellement qu'où les heritiers dedas huictaine apres qu'ils auront esté sommez par les executeurs, n'auront sourny de meubles sus fisans pour executer ledit testament, en ce cas lessits executeurs pourront vendre des immeu bles iusques à laditte concurrence, l'heritier present ou appellé. Et si l'heritier offroit par ses mains faire executer ledit testament, quelque cautió & seureté qu'il puisse bailler, ne sera preferé à l'executeur.

Institution d'heritier n'a lieu: & ne peut estre institué estranger au preiudice des vrais heri tiers: aussi ne peut aucun faire la condition de l'vn de ses heritiers meilleure que de l'autre, outre sa portion legitime & coustumière en l'heritage à luy obuenu par succession, soit que la chose procede du branchage de celuy qu'on veut auantager, ou d'autre branchage. Et combié que laditte institution d'heritier n'ait lieu, ne sera partant le testament vitié és autres choses d'iceluy.

Colxxiij.

Lon ne peut faire par testament on legs quelque peine qui y soit apposee, que l'heritier ne soit sais des choses que le desunct tenoit & exploictoit au temps de son trespas: sinon que le don sut parsaict & entre viss: & que par deliurance actuelle ou par retention d'vsus fruit, constitution deprecaire ou autre cause translatiue de possession, le donateur en eut sait le donataire possession.

cclxxiii.

Toutes-fois telles manieres de soy constituer vsus-fruitier ou possesseur, ou de bailler posses sion actuelle ne vaut en donations qui sont reuocables, posé qu'elles ne soyent reuocquees comme de mary à semme, sors & excepté au regard des biens meubles & des acquests saits durant le mariage car si l'vn des conioints donne à l'autre ses meubles & acquests, le suruiuant en sera saisi & non l'heritier du trespassé, soit en donation faite entre viss, ou par disposition à cause de mort.

• cclxxv.

Combien

1.178.Scilicet qu'il est par luy dicté & nommé.C.M. Combien que la femme soit en pouvoir de son mary, & qu'elle ne puisse valablement contracter ne disposer entre viss sans le consentement & auctorité d'iceluy: toutes-fois peut faire testament & codicile sans sondit mary.

L'aage de pouvoir faire testament est au fils de vingt ans, & à la fille de dixhuict ans accomplis, pour pouvoir disposer de leurs immeubles: & pour disposer de leurs meubles est au fils de dix-sept ans, & à la fille de xv. ans accomplis, si plustost n'estoyent mariez. Et audit aage fils & fille de famille peuvent tester sans l'auctorité de leur pere.

De successions.

cclxxvy.

N toutes successions soyent nobles ou roturieres, directes ou collateralles, representationalité infiniment, tant que le lignage se peut compter.

Colxiviii.

-si Nul n'est heritier qui ne veut: & n'est tenu de renoncer ny de faire autre declaration s'il ne estoit adiourné pour declarer s'il se veut porter heritier ou non auquel cas sera tenu accepter ou repudier l'heredité.

celxxix.

Le mort saissif le visson plus prochain heritier habile à luy succeder: & sans autre possession de fait se peut ledit heritier complaindre en cas de saissine & de nouvelleté, ou appleiger de das l'an & jour de la mort du predecesseur pour auoir esté troublé & empesché és biens de la succession.

Entre roturiers soit en meubles ou heritages, & aussi entre les nobles au regard des heritages roturiers, n'y-à aucune disserence, soit en succession directe ou collateralle, soyent sils ou silleicar tous succedent par testes: excepté que si aucun heritage noble, ou noblement tenu, auoit esté trois sois hommagé & seroit venu à la quarte mutation par droit de succession, la soy
de l'acquereur comptee, ledit heritage se diuisera comme entre nobles. Et est entendu la chose estre venue en quarte mutation, comme si aucun roturier acquiert aucune chose, l'homage
qu'il en sait sest compté pour la premiere mutation: & l'hommage qu'en sait son sils ou heritier
est compté pour la seconde: & l'hommage qu'en sait son nepueu en droite ligne, ou autre son
heritier; est compté pour la tierce. Et apres la mort dudit nepueu, ou autre heritier, les enfans
d'iceluy, s'il n'auoit nepueu ou antres heritiers qui doiuent saire pour la quarte mutation soy
& hommage, se departira comme noble: & le pareil doit estre gardé en succession collateralle.
Mais en ce ne sont comptees les mutations qui viennent par la mort ou mutation du seigneur
duquella chose est tenue par hommage, ou autremét noblemét: car il pourroit aduenir qu'vn
roturier en seroit en son temps l'hommage trois sois ou plus à son seigneur.

Le semblable est si laditte chose n'estoit tenue par hommage mais à aucun deuoir noble ou en gariment ou en parage, & le chemier fust mort ou changé par trois sois : ou si l'hommage n'auoit esté fait par aucun empeschement, ou negligence. cclxxxij.

Et ne suffiroit qu'il y eust trois mutations par celuy qui tient part prenant, en parage ou ga riment: mais convient qu'il y ait mutation de chemier par trois sois.

Et pour departir ledit heritage noble & noblement tenu, comme dit est, sussit qu'il soit venua quarte mutation de chemier, dont l'acquereur soit compté le premier: & ceux qui le veulent diuiser soyent comptez pour la quarte sois.

Pere & mere, ayeul ou ou ayeulle & autres ascendans, succedent à leurs enfans decedez sans hoirs procrees de leur chair en leur meubles & acquests immeubles: toutef sois si lesdits enfans auoyent freres ou sœurs, les les pere, mere, ayeul ou ayeulle seront tenus leur garder les dits acquests pour estre entr'eux partagez, comme succedans à leur frere predecedé. Et quant aus les descendans acciens, les les descendans & collateraux, sinon en desfaut d'iceux. cclxxxv.

Mais où le pere ou mere en mariant ses fils ou fille aura baillé aucuns deniers pour estre couertis & emploiez en heritages pour estre propres à eux ou aux leurs, ledit fils ou fille decendant sans hoirs procreez en loyal mariage, leur pere, mere, ayenloù ayeulle, ou autres ascendans qui auroyent baillé lesdits deniers à la charge susditte, leur succederont esdits heritages acquis, comme estans propres conuentionnels, non naturels: & en pourront disposer comme de leur propre chose.

Si aucun roturier prend femme noble, ou si le noble prend femme roturiere, les enfans succederont à celuy qui sera noble, & partiront la succession venant de son branchage come nobles: & aux successions venans du branchage roturier, succederont, & partiront comme ro-

- 11

turiers, encores que la chose sust noble. Et quantaux acquests & meubles d'éntreux, si le pere est noble, ils succederont comme nobles: & s'il est roturier, succederont comme roturiers, en cores que la femme sust noble.

Celuy qui entre en religion approuuee & y fait profession en plaine liberté, est dés l'instant de laditte profession exclus de tous ses biens temporels, si autrement n'en auoit disposé au parauant que d'y entrer, estant personne habile pour-ce faire. Aussi est exclus de toutes successions qui luy pourroient aduenir apres qu'il est entré en laditte religion: lesquelles successions viendront à ses parens ainsi que s'il estoit decedé dés l'instant qu'il est entré en icelle religion: & ne luy succede aucunement le monastere. Toutes fois s'il en sortoit au parauant qu'il eust fait profession expresse ou raisible, il retournera à ses droits tout ainsi qu'il eut peu saire au parauant que d'entrer en laditte religion.

Les parens lignagers des euesques & autres gés d'eglise seuliers, leurs succedét. ccixxix. Entre nobles, au regard des choses nobles, tant en successió directe, que collateralle, le principal heritier masse, & qui le represente, préd pour son droit d'aisne esse le principal chastel ou hostel noble qu'il veut essire, auec les appartenaces des vergers & preclostures anciennes ioi-gnans audit hostel: encores qu'il y eut grad chemin entre deux: pour ueu que les dites preclostures n'excedét l'estimation de trois sexterees de terre, prinse chacune sexteree pour charge de cheual. Et fil en y-a plus, ledit heritier aisné en peut bailler recompense aux puisnez qui sont tenus de la prendre. Et fil y en auoit moins, l'aisné s'en contentera sans que les puisnez soyent tenus luy parsournir.

Et quant au surplus de toutes les terres & reuenus nobles obuenus d'icelle succession, l'aisné en prend les deux tiers: & tous les puisnez sils ou silles, ou qui les representent, prennent l'autre tierce partie, à icelle diuiser egallement entr'eux. Et ou il escherroit subdiuision pour la succession de l'vn ou plusieurs des puisnez predecedez, sera gardé l'auantage à l'aisné, ou à celuy qui le represente, selon que dessus. Et ou il n'y auroit aucun chastel ou hostel noble, ou hebergement, soit pour le seigneur ou pour le mestayer, aura l'aisné le chef d'hommage, au lieu destiné pour ledit hostel, auec vne sexteree de terre au lieu de preclostures.

Et au regard des meubles, se diuisent entre lesdits enfans egallement, en payant par eux les dettes mobiliaires. ccxcij.

Et fil y auoit aucuns enfans fils ou filles de l'vn des puisnez, ils ne feront qu'vne teste.

Les dits puisnez ont & prennent la tierce partie de leur droit, incontinent apres la mort du trespassé, à la succession duquel ils viennent, & en peuvent appleiger ou former complaince en cas de nouvelleté contre leur frere aisné & tous autres.

Et où le fils aisné, ou qui le represente, aura baillé à ses freres & sœurs puisnez leur partie à part & à diuis à tous ensemble, ou à chacun d'eux sa portion à diuis, & l'vn d'eux allast de vie à trespas sans hoirs de sa chair, la portion dudit dessur n'accroist aux autres puisnez : ains se diuise entr'eux & leur frere aisné comme succession collateralle, & par la forme cy dessus contenue.

Et s'il aduenoit qu'il y eust trois freres, c'est à sçauoir, les deux puisnez de pere & mere, & leur aisné frere de pere seulement, si l'vn desdits puisnez trespasse sans hoirs de sa chair, ses meubles & acquests appartiennent à son frere puisné qui estoit de pere & de mere & qui le represente, encores qu'il n'y eust que meubles & acquests, comme dit est cy dessus.

Et si aucune succession directe ou collateralle escheoit à filles, & qu'il n'y ait enfant masse, ou qui le represente, la fille ou sœur aisnee, ou qui la represente, doit auoir par aisneesse & prerogatiue le chastel ou hostel principal noble qu'elle essira auec les appartenances & vergers & clostures ancienes ioignas à iceluy, ainsi & par la maniere que dessus est dit, & n'y eust-il qu'vn hostel: & le surplus de laditte succession, tant heritages que meubles seront partis egallement entre elle & ses sœurs puissees, ou qui les representent.

De bastards, aubains & espaues.

ccxcvy.

LES bastards ne succedent à pere n'à mere:toutes-fois le pere & la mere pour les aliméter, nourrir, & entretenir selon leur estat leur peuuent faire donation.

Les biens des aubains natifs hors le Royaume, appartienn frau Roy fils n'ont lettres de na-

turalité, ou congé du Prince, de tester.

Biens vacans sont les biens de ceux qui vont de vie à trespas, & ne delaissent aucins parens ne lignagers de quelque ligne que ce soit qui leur doiuent ou veulent succeder. Soù il y auroit lignager capable à succeder, la semme succeder oit au mary & le mary à la semme plussost que les dits biens soyent dits vacans. Et dessaillans les dessudités les dits biens appartiement au bas insticier en la seigneurie duquel ils estoient au temps du decez du dessunt, sil mauoit sait testament, ou autrement disposé de sessit biens: ce qu'il peut saire, jouxte & selon la coustume, ainsi que pourroit saire vn autre qui auroit heritiers legitimes qui luy, pourroient succeder.

Celuy qui succède és bies meubles du dessunt, comme bies vacas, est tenu faire inventaire des dits meubles, & s'il n'anoit que biens meubles, il doit saire saire les obseques du dessunt se lon son estat, & payer les dettes mobiliaires, iusques à la valeur & estimation desdits biens meubles, & non plus. Et si les dits biens meubles ne suffisent à payer les creanciers, ils se pourront addresser contre ceux qui auront & tiendront les immeubles du dessunt, comme de raison. Mais si le seigneur prend iceux biens meubles sans les saire inventorier, il sera tenu payer toutes les dettes mobiliaires, encores qu'iceux meubles ne sussent suffisans pour les payer.

Et siaucuns lignagers ou autres qui doiuent succeder, viennent requerir les dits biens vacans, ils y seront receuz insques à trente ans, les dits biens estans toussours demourez en
la main dudit seigneur ou son heritier. Mais si ledit seigneur les auoit alienez à autre par
tiltre particulier, qui de bonne soy les eust tenus par dix ans entre presens, & vingtans entre absens: celuy qui ainsi les aura tenus, s'en pourra desendre par prescription de dix
ou vingt ans. Et audit cas que l'heritier vienne dedans ledit temps de trente ans; estans les
biens demourez en la possession dudit seigneur ou de son heritier, si ledit seigneur n'auoit sait
inuentaire, le serment sera deseré audit heritier ou à autre qui deura succeder, s'il est personne
digne de soy, selon l'arbitrage du luge s'ioinct la commune renommee des facultez du deffunt.

Espaues n'ayans adueu appartiennent au bas iusticier quand elles n'excedent la valeur de sept sols six deniers. Et ou elles vaudroyeut lx. sols, & au dessous appartiennent au moyen iusticier. Et si elles excedent & valent plus de sojxante sols appartiennent au haut iusticier, és lieux esquels lesdittes espaues ont esté trouuces.

La iustice doir saire sçauoir par cry public par trois iours en plain marché plus prochain des lieux où les dittes espaues auront esté trouuces, ou à l'eglise parrochiale, le Dimanche au profne, que les dittes espaues ont esté trouuces, & qu'on les rendra à qui elles appartiennét: & apres s'on doit attendre xl. iours, auant qu'on les liure. Et les xl. iours passez, si aucun est venu, la iustice les peut vendre ou aliener, & en sera fait seigneur celuy auquel des liurance en aura esté saite, ou bien ledit seigneur, si elles n'estoyent vendues.

De tutelles & curatelles.

tecity.

E seigneur suzerain insticier peut en cas de negligence pourueoir de tuteur ou curateur aux ensans de l'homme de son vassal, ou des vassaux de son vassal. Mais si auant qu'elle soit donnee ou declaree, ledit vassal ou celuy qui a la moyenne instice plus proche du sons vient & en demande obeissance, elle luy doit estre rendue, ainsi que d'une demade personnelle que lon feroit contre ledit homme.

La mere se peut dire tutrice naturelle de ses enfans mineurs: & n'est tenue d'accepter ny demander laditte tutelle en iugement, si bon ne luy semble: & poursuyuant les biens de ses ensans en laditte qualité, n'est tenue de saire apparoir autrement de saditte qualité, encores qu'elle sus sommee & interpellee de ce saire. Autre chose seroit d'vn autre tuteur & curateur que la mere: car sa qualité estant debatue & reuocquee en doute, est tenu en saire apparoir vne sois en la cause.

La mere qui est tutrice de ses enfans, & tous autres tuteurs d'iceux, sont tenus de saire inuentaire des biens delaissez aux mineurs: & ce par auctorité de iustice en presence de personne publicque, auec appreciation deuëment saite & auec curateur pour ueu aux ensans pour le

Q qq ij.

fait dudit inventaire sculement; si la mere est tuttice: & à faire ledit inventaire, doivent estre contraincts par iustice mis en muscles & amendes arbitraires à faute de l'avoir fait dedans le temps à ce prefix par la coustume; qui est de xl. iours: sinon qu'ils en eussent fait diligence & ne sussent en demeure, où qu'ils cussent excuses legitimes & raisonnables: & doivent laditte mere & tuteurs rendre compte & payer le reliqua.

Le pere soit noble ouroturier n'est tuteur ou curateur de ses enfans: ains est appellé loyal administrateur d'iceux:car il a l'administration de la personne & biens de ses enfans: desquels biens n'est tenu saire inuentaire, sinon à la poursuitte des prochains parens desdits mineurs: en saueur desquels peut estre contrainet saire inuentaire deuëment. Et durant le temps qu'il n'aura fait inuentaire, les mineurs auront communauté de biens auec luy, si bon seur semble: & l'auront pareillement auec seur mere ou elle n'auroit sait inuentaire par la sorme susditte, encores qu'elle sust noble.

Si la mete ou autres parens d'aucuns enfans mineurs ne sont diligence de leur saire pourueoir de tuteur ou curateur, le procureur de la cour en laquelle sont demourans les lits mineurs, si tost qu'il sera venu à sa notice & cognoissance, en doit saire la poursuitte: & à ceste sindoit saire adiourner les dits mere & parens: & en dessaut d'eux, les prochains voisins, pour y estre pourueu par leur aduis: & en cas de dessaut les doit saire adiourner auec intimation. Et où eux ou aucun d'eux dessaudroit, doit neantmoins estre pourueu par l'aduis, de ceux qui se trou ueront presens. Et saucun des dessaillans est creé teteur ou curateur, sera contraint par prinse de ses biens & detention de sa personne & par toutes autres voyes deuës & raisonnables à prendre laditte charge, saire se serment & autres solennitéz.

De la puissance paternelle, & emancipation des enfans.

cccx,

Le pere peut emanciper ses enfans: & se doit saire laditte emancipation deuant le juge ordinaire ayant moyenne jurisdiction pour le moins.

Le fils d'aucun roturier marié qui a demouré en son mesnage hors de l'hostel & compagnie de son pere par an & iour, est dessors taisiblement emancipé & est vsant de ses droits: & sans qu'il luy soit besoing d'autre emancipation.

cccxiij.

Autre chose est d'vn ensant noble, qui pour estre marié, ou pour demourer hors la maison de son pere n'est emancipé: ains convient qu'il y ait emancipation expresse. cccxiiij.

Mais la fille dés ce qu'elle est mariee est hors la puissance de son pere, & entre en la puissance de son mary.

Quand aucun est emancipé expressement ou taisiblement, il est fait personne vlant de son droit, leigneur & planier administrateur de ses biés, sans ce que le pere y ait aucun vsus-fruit ny autre portion, si expressement il ne l'auoit retenu.

Le fils estant en la puissance de son pere & non emancipé, s'il est marié dés ce qu'il a passé l'aage de xxv. ans, sait les fruits de sa terre siens: & les peut prendre & leuer à son profit, sans ce que sondit pere le puisse en ce empescher, encores que lesdits biens luy sussent venus de par son pere, sans reservation d'vsus-fruit par luy saite sur iceux.

Mais si ledit fils n'estoit marié, & sondit pere se remarie, ledit pere neantmoins iouyra desdits fruits, iusques à ce que son fils ait l'aage de vingt-cinq ans. Et si le pere ne se remarie, il sera tousiours les fruits siens tat que le fils ne sera marié: & en ce faisant sera tenu ledit pere entretenir ledit fils selon son estat & faculté.

Ledit fils estant en puissance de son pere, & demourant auec luy, peut acquetir: & sont lesdits acquests, meubles & immeubles siens & à son proffit, & n'y-a rien le pere apres que le fils a accomply l'aage de xxv.ans: mais auant ledit aage accomply, si ledit fils acquiert aucuns meu bles, ils appartiennent au pere, & semblablement les fruits des immeubles: & au regard de la proprieté desdits immeubles, il n'y-a rien, & appartient audit fils.

De retraict lignager.

ccexix. Quand VAND aucun a vendu ses biens immeubles, soit sonds ou autre choses résees pour im meubles, comme servitutes ou rentes assisses generallement ou specialement sur le rentes assisses de mander sur les biens, il est loisible au parent & lignager du vendeur les auoir & demander 1566. do. Bris par retraich lignager dedans l'an & iour de l'acquisition notifiee & insinuee au gresse de la iurisdiction en laquelle l'heritage acquis est situé & assis.

Et commence à courir ledit an & iour de retraict, du iour de laditte notification & infinuation, soit qu'en laditte acquisition y ait grace du retmeré ou non. Et sera tenu le gressier faisant à Sene schallo
icelle, en faire registre à part & par ordre contenant l'an & iour des acquisitions par luy insinuees. Et en chacune desdittes infinuations specifier les choses vendues & pris d'icelles, le nó
des vendeurs & acquereurs & des notaires qui auront passé les sontracts. Et ne des liurera
ny endossera laditte infinuation aux contracts des acquisitions par luy infinuees, que premier
il n'ait fait ledit registre. Et faisant ledit endossement, ou deliurant laditte infinuation, cottera
qu'il n'y ausit
le suellet dudit registre où elle est contenue.

Et si les choses acquises & contenues en vn mesme contract son situees en plusieurs & diberitages, ne uers sies & iurisdictions, ledit contract sera insinué & registré en chacune d'icelles iurisdimentes à soins, s'il y-a exercice de iurisdiction: sçauoir au gresse de la chastellenie où sont situez les sient en melle, obtinuis me prasente per lieux vendus: autrement l'an & iour du retraich ne courra que pour le regard des choses qui autrent mal in cont esté insinuees és gresses des siers & iurisdictions dont elles sont mouuantes. CCCXXII.

Ledit parent & lignager voulant retraire les choses vendues, doit par luy ou son procureur subsimé és despens de la cause d'appel de la chose vendeur & de luy, ou pour le moins offrir les declarer en temps & lieu: l'arequerir audit acheteur le receuoir au retraich de laditte chose vendue, & la luy bailler & delaisser: en luy offrant vne piece d'or ou d'argent ou autre somme qu'il voudra, & à parfaire dedans la huictaine ensuiuant, estant deuëment acertené dudit pris, & n'est requis en faisant ledit offre de consigner le total du pris de la chose vendue & loyaux coustemés: mais suffit faire offre d'vne piece dor ou d'argent à descouuert, offrant de parfaire, comme dit est.

CCCXXIII.

Et si l'acheteur veut accepter ledit offre, peut receuoir laditte piece d'or oud'argent ou autre somme en deduction dudit pris qu'il doit affermer par serment estre loyal & veritable: aussi sette formula doit monstrer & exhiber son contract, & affermer par serment le contenu en iceluy estre veritable, s'il en est requis par ledit parent & lignager.

Pareillement ledit parent ou lignager demandeur en retraict, est tenu (si ledit acheteur le per aliquam requiert) iurer & affermer que la poursuitte qu'il suit en matiere de retraict, est pour luy, en soil soin nom & prossit, & sans fraude.

CCCXXV. disipereassore;

Les dits offres & declaration sairs, ledit demandeur en retraich, n'a que huist iours à payer le payer ledit pris : Car si dedans les huist iours il n'a payé ou paracheué de ad finem cappayer ledit pris, il ne sera plus receu audit retraich, & pert la piece d'or, d'argent ou autre som dem die aliud me qu'il aura consignée en faisant l'offre de retraich.

Mais si ledit demandeur lignager ne se veut tenir à l'affirmation dudit acheteur, & le defendeur en retraist isveut pretendre le pris affermé n'estre veritable ou alleguer fraude, sera receu à le prouuer, demné, qui en
& ce pendant ne courra ledit temps de huictiours contre luy:mais s'il succumbe, ledit temps de huictiours courra & perdra laditte piece où autre somme d'or & d'argent par luy consis gnation estoit gnece.

CCCXXVIJ. d'innee au iont

CCCXXj. Specifique deceluy qui anoit CCCXXIIIj. ptus erat pro-CCCXXV. dicipereactores

Coustumes du pays de Poictou

mez en son exploiet & attache.

cccxxviij.

Toutes-fois n'est de necessité que l'offre de retraict & declaration de lignage soyent faits en presence du seigneur: mais suffit de prouuer en la cause l'offre faite à partie & lignage par

Si le retrayant ne peut trouuer l'acheteur, il sussit de faire l'offre à sa semme, ou à son domicile. Mais s'il n'auoit domicile en laditte prouince & ressort, ou qu'il ne se trouuast autre personne pour luy capable pour receuoir l'offre dudit retraict & assignation pour-ce requise, sera ledit offre fait sur les lieux vendus, en presence dudit sergent & tesmoins, lequel les saisira en main de cour, jusques à ce que l'acquereur soit comparu pour proceder audit retraict : & ne courra ce pendant ledit retraict contre le lignager.

Si aucun vend aucune rente generallement sur tous ses biens, ou qu'il les oblige au payement d'icelle, ne seront au seigneur du sief pour-ce deuës ventes & honneurs: & ne peut ledit seigneur retirer & auoir laditte rente par puissance de fief: supposé que tous les biens du vendeur fussent tenus de luy en fies: mais le lignager sera bien receu audit retraict.

Le mary à cause de sa semme peut saire offre de retraist, & requerir adiournement sans sa mostra îterest, Le mary a cause de la comme pour les lignagers d'elle.

Le plus prochain lignager du vendeur, s'il vient dedans l'an & iour de laditte vente, benignii & se-doit estre receu & preseré par l'acheteur auat tous autres lignagers. Mais si plusieurs lignagers less indice ergo y viennent, l'acheteur doit receuoir le premier qui luy auoit sait offre de retraict. Et s'il l'a requiri consen sum debitoris, receu & luy a transporté la chose par autre tiltre que de retraict, & apres ce au dedans de l'an & iour vient vn autre lignager qui vueille estre receu audit retraict, il luy doit declarer comhatur setigi in me il a transporté la chose à autre, & le nommer : & aussi declarer le domicile de celuy à consuer. Paris. qui il l'a transporté. Et s'il estoit hors la prouince & ressort, sera tenu en le declarant & nommant, fouruir de partie: & à faute d'en fournir dedans le temps qui luy sera prefix, vaudra la procedure contre luy faite: & les iugemens qui sur-ce interuiendront, seront executez. Et où celuy auquel le trasport auroit esté sait par l'acquereur, seroit demeurat audit pays de Poictou, lors pourra ledit lignager l'addresser à celuy auquel ledit transport auroit esté fait à sa personne ou domicile, & luy faire ledit offre de retraict dedans l'an: auquel cas sera par luy receu s'il est plus proche: & s'il est en pareil degré, il sera receu pour sa portio: & si plusieurs lignagers y viénent dedans l'an & iour qui soyent en pareil degré, ou ceux qui les representent, tous y doiuent estre receuz pour leur portion: par-ce que representation a lieu en retraict, comme en fuccession. cccxxxiij.

Toutes-fois si celuy qui vient par representation a freres & sœurs lesquels ne viennent audit retraict, en ce cas luy seul represente ses pere & mere, & vient au retraict pour telle part & portion que sessitis pere & mere eussent peu venir. Mais si lesdits freres & sœurs viennent au retraict par representation, tous ensemble ne sont receuz audit retraict que pour vne

Et si ledit acheteur qui ainsi auroit receu au retraict autre lignager, ou auroit transporté la chose à autre, ne declare & nomme ledit autre lignager qu'il auroit receu audit retraict, ou autre à qui il auroit transporté la chose, & ne le notifie au lignager qui vient audit retraict & satistait à ce que dessus, iceluy lignager se pouruoira par la sorme dessusditte.

Et est & doit estre aucun reputé plus proche & preseré quant au retraict, tout ainsi & par la forme & maniere qu'il seroit reputé plus proche & preseré en succession: tellement que si l'acquereur n'estoit plus prochain lignager du vendeur & neantmoins estoit lignager de l'estoc & branchage dont la chose vendue procede, autre plus prochain lignager n'estant dudit estoc & branchage ne pourra auoir sur luy laditte chose par retraict.

Tout lignager d'aucun vendeur, soit de prochain ou loingtain degré doit estre receu au retraict dedans l'an & iour de la vendition faite par sondit lignager:posé que la chose vendue ne foit procedee de l'estoc & branchage dont le retrayant & le vendeur s'attouchent: sinon qu'elle fut vendue à vn du branchage, comme dit est.

Et si dedans ledit temps & iour vn autre lignager du védeur de l'estoc & brachage dont laditte chose vendue est procedee venoit contre l'autre lignager qui premieremet l'auroit euë par retraict, encores qu'iceluy second lignager ne fust si prochain en ligne du vendeur que seroit le premier lignager, neantmoins ledit second lignager la doit auoir & estre preseré, veu que laditte chose est procedee de sondit estoc & branchage. cccxxxviij.

Si le retrayant gaigne la caule, il doit auoir les fruits elcheuz depuis l'offre deuëmet faite à personne

1.330.Hoc est sare creditore creditore retra personne ou à domicile, adiournement donné sur refuz de receuoir argent, comme dessus est dit.

En tous lieux és cas où le mary & femme sont comuns en biens meubles & acquests, si le mary retrait aucune chose vendue par le lignager de sa femme ou par les siens propres, ou mounate de son sief, laditte chose sera acquest commun entr'eux, comme seroit vn autre cho se acquise d'vn estranger.

Mais si la semme va de vie à trespas la premiere, & la chose vendue & retraite soit procedee de son estoc & branchage, ou soit en son sief, les heritiers d'elle seront receuz dedans l'an & iour de la mort de la ditte semme, qui auront le tout de la ditte chose, en payant le my de 1.340. Quid nier au mary ou à ses heritiers: c'est à sçauoir la moitié du pris que la chose auroit cousté à re-qui liberos co cocxis.

Et si laditte chose vendue procedoit de l'estoc & branchage du mary ou fut en son fief, se pater facto in ra semblablement receu, & deura auoir le total de laditte chose, en payant dedans l'an & iout sit administra de la mort de laditte semme aux heritiers d'elle le demy denier.

cccxlij. tor quindesim

de la mort de laditte femme aux heritiers d'elle le demy denier. cccxlij. tor quindecim Et n'a lieu ledit offre de my denier entre autres personnes estans en communauté, fors en annis. Posses tre le mary & la femme seulement. cccxlij. fili offerus pa

tre le mary & la femme seulement.

Es pays de Thouarçois & ailleurs où les acquests sont au suruiuant des conioints par mariage pour en iouir du tout à viage, & de la moitié en proprieté, si eux ou l'vn d'eux font aus cipit en nier, pater excuns acquests ou ledit my denier ait lieu, & l'heritier du defunct fait ledit offre de my denier, nire j tempus ce nonobstant ledit suruiuant prendra à sa vie la moitié dudit acquest par le benefice de laditte hic in sua gal coustume, qui veu è que les dits acquests soyent au suruiuant pour exploiter moitié en proprier lieu exeggs coustume, qui veu è que les dits acquests soyent au suruiuant pour exploiter moitié en proprier lieu exeggs coustume, qui veu è que les dits acquests soyent au suruiuant pour exploiter moitié en proprier lieu exeggs coustume, qui veu è que les dits acquests soyent au suruiuant pour exploiter moitié en proprier lieu exeggs coustume, qui veu è que les dits acquests soyent au suruiuant pour exploiter moitié en proprier lieu exeggs coustume, qui veu è que les dits acquests soyent au suruiuant pour exploiter moitié en proprier lieu exeggs coustume, qui veu è qui les acquests soyent au suruiuant pour exploiter moitié en proprier lieu exeggs coustume, qui veu è qui les acquests soyent au suruiuant pour exploiter moitié en proprier l'en proprier par l'en proprier l'en proprier l'en pro

Et semblablement est lon receu à payer ledit my denier dedans l'an, quad le mary & la sem bagiosa, nec de me durant leur mariage ont acquis aucunes rentes, charges ou seruitutes qui estoient deuës co clarit esse sur les biens immeubles du predecedé.

fur les biens immeubles du predecedé.

Toutes-fois s'ils auoyent esté vendus par eux ou l'vn d'eux durant leurdit mariage, & des pater adminipuis par eux ou l'vn d'eux retraits durant iceluy mariage, l'acquest ou retraict ne seroit comse s'acquest ou retraict ne seroit comse s'acquest ou retraict ne seroit comse s'acquest ou retraict ne seroit en pout s'acquest en auroiét fait: & n'en pout s'acquest en auroiét fait: & n'en pout s'acquest en auroiet fait e

Combien que le seigneur seodal puisse auoir par puissance de sies la chose de luy tenue, en mis non incipayat le pris qu'elle a cousté, toutes-sois si aucun lignager du vendeur vient dedans l'an du re- pit nis post di
trait, il sera preseré audit seigneur seodal: & aussi sera l'acheteur receu à retenir la chose s'il est stationem silignager dudit vendeur: sinon que vn autre lignager plus proche la vienne retirer dedans ledit nita de adhuc
temps.

Cccxlvij. post titulos ex
hibitos. C.M.

Et si ledit seigneur est acertene du pris par lettres & serment dudit acheteur, & ledit seigneur ne vient payer le pris dedans huit iours, il est sorclos aussi bien comme le lignager s'il ne veut monstrer le pris estre moindre, comme dit est. Et se doit ledit payement ou remboursement saire à l'acquereur à sa personne, ou à son domicile par offre actuel ou payement reel, ou à sa semme en son absence: estant ledit domicile en la prouince & ressort. Et où il ne trouveroit personne audit domicile pour receuoir les dits deniers, ou que le dit domicile ne sust au ressort de la iurisdiction royalle ordinaire, pourra consigner la ditte somme au gresse de la iurisdiction realle: autrement en sera forclos, comme dit est.

Et si le lignager n'en veut retraire le tout, il n'y sera receu s'il ne paye le pris entier & loyaux cousts. Mais le seigneur de sies sera receu pour la partie qui sera tenue de luy en sies. cccxlix.

Si aucun achete plusieurs choses pour vn seul pris, & en plusieurs siess & seigneuries: est à l'acheteur de estimer & siciter que vaut la chose estant en chacune desdittes seigneuries. Et à chacun des seigneurs respectiuement appartient de estire dedans le temps de la coustume; qui est huit iours apres laditte exhibition de contracts, les ventes & honneurs, ou prendre la chose par puissance de sies, pour ueu que la licitation, ventilation & estimation que seroit l'acquereur ne sut frauduleuse: ce que pourra mainteuir le seigneur, & la debattre si bon luy semble: & pendant ceste congnoissance ne courra le temps contre ledit seigneur, la fraude estant par apres cogneuë: mais ou elle ne seroit verisiee, ledit seigneur en demourera forclos.

En chose mobilizire n'ya retrait, ne aussi en donnation par prouision de corps ne autres s'il n'y a bourse desliee. ccclj.

Qqq iiij.

quit liberos co munes, quorumes, quorumes, quorumentario mafit administra tor quindecimanis. Postea filij offerut patrile my denier, pater excipit eos no re nire, pater excipit eos no re nire in sua gal lica exergesi co trarias opinio nes refert, re in re ralde abagiosa, nec de cidit. Ego dico claris esse tempus non co currisse, quia pater administrator debuit à se exigere L. Atqui natura D. de nego. gestis. I deo am mus non incipit niste post di clam administrationem se misile con si pui de cidit.

Coustumes du pays de Poictou

Droit de retrait lignager ne peut estre cedé ne transporté à autre qui ne seroit du lignage: autre chose est du retraict conuentionnel.

Quand l'acheteur dedans l'an de l'achat vend & eschange, ou par autre contract transporte laditte chose qu'il a euë par contract de vente ou equipolent à vente, le lignager du vendeur peut venir au retrait dedans l'an le iour de la premiere vente: & peut offrir le retrait à celuy qui tient la chose, s'il sçait qui il est sinon, il peut offrir au premier acheteur dedans ledit an & iour. Et est tenu ledit acheteur declarer audit retrayant à qui il a transporté laditte chose: Et lors ledit retrayant doit d'abondant aller promptement deuers celuy que ledit acheteur aura nommé, & luy offrir ledit retrait: le tout par la forme & maniere cy dessus.

Et si c'estoit si pres de la fin de l'an & iour que bonnement il ne le peut faire dedas ledit an & iour, soit en retrait lignager ou conuentionnel, ne doit pource laisser à luy saire offre de retrait promptement & le plustost qu'il pourra : mesmement quand il a offett au premier acheteur dedans ledit an & iour. Car attendu qu'il ignoroit que l'autre eust acquis la chose, & qu'il a fait ses diligences au premier acheteur, ledit temps du retrait ne doit courir contre luy.

Le lignager qui est receu à retrait doit payer le pris que la chose à cousté & en outre les ventes & honneurs, & les sinances & admortissemens, si l'acheteur les auoit payez, les cousts des lettres & façon d'hommage, le deuoir dudit hommage, les cousts des adueuz & denothbremens baillez par escrit, & autres semblables fraiz dependans dudit cotract de vendition. Et ou les ventes & honneurs ou partie d'icelles, ou autres susdittes auroient esté donnees, quittees ou remises, soit par bien sait ou privilege special, en sera aussi fait remboursement auec ledit pris par ledit retrayant: & doit ledit acheteur accorder & passer lettres de la reception: & luy doit faire les transports & cessions à ce requises.

Si aucun a eu par eschange ou par autre contract ancune chose immeuble, & en retour & recompense ait baillé argent & heritage: si la somme de l'argent monte & vaut plus que ledit heritage, ledit contract sera censé contract de vente, & le lignager de celuy qui a receu l'arget, receu au retrait, s'il y vient dedans l'an & iour. Et sera ledit heritage ou chose immeuble qui aura esté baillee auec l'argent estimé en argent: & le retrayat tenu de payer à celuy à qui il sait offre de retrait le pris & somme qu'il auoit baillé: & en outre laditte estimation dudit heritage baillé en eschange. Et laquelle chose ou heritage sera estimee par le iuge, si autrement l'on ne s'en peut accorder.

Et si la chose baillee auec ledit argent estoit de plus grand valleur que ledit argent, le contract ne sera pour ce reputé contract de vente, & n'y aura aucun retrait: mais aura ledit seigneur de sief ses ventes & honneurs à la raison dudit argent. ccclvij.

Si le mary & la femme & chacun d'eux pour le tout vendét sur eux & chacun d'eux aucune rente, tout ainsi que le creacier la peut demader pour le tout, auquel des deux il voudrassembla blemét le lignager de l'vn ou de l'autre peut pour le toutvenir au retrait de ladite rête & y estre receu dedas l'a & iour. Et si le lignager du mary l'a retiree, ou au cotraire le lignager de la sême, s'il vient dedas l'an & iour, sera receu à retirer la moitié Et si les dits deux lignagers tat du mary que de la semme viennent ensemble, ils seront receuz chacun en la moitié: auquel cas de concurrence chacun d'eux n'en pourra demander que la moitié.

En vendition d'acquests seront receuz à retrait les lignagers du vendeur, soit de par pere ou de par mere. Et si les lignagers estoient concurrens dedans l'an, ils seront receuz: c'est àsça uoir ceux du costé du pere en la moitié: & ceux du costé de la mere, en l'autre moitié. ccclix.

Si aucun baille son sonds & heritage à rente admortissable, & quelque temps apres laditte tente est rachetee, le parét lignager de celuy qui a arrenté ledit sonds & heritage, & qui pour la rente à prins argent, pourra pour ledit pris auoir par retrait ledit heritage. Le semblable est du seigneur du sief qui le pourra prendre par puissance de sief ou demander ses ventes & honneurs. Mais ou la rente ne seroit admortissable, & depuis seroit rachetee, en ce cas telle rente seulement chet en retrait.

Mais si audit contract estoit accordé que celuy qui prend aucune chose à rente payeroit icelle rente pour raison desdits lieux, nonobstant que à ce il eust obligé tous ses biens, & qu'il sut dit qu'il ne payeroit tant comme il tiendroit lesdits lieux: ne atmoins il peut quitter & expon ser les dits lieux. ccclxj.

Si le mary acquiert durant le mariage de luy & de sa femme aucune chose des parens & lignagers de saditte semme, le seigneur seodal ne peut demander que les ventes & honneurs &

non la chose pur puissance de sieficar c'est autant que si elle auoit esté vendue à laditte semme. Et audit cas auroit lieu l'offre de my denier comme dessus.

L'an & lour de retrait lignager court contre maieurs, mineurs, presens, absens, ou ignorans le dit contract, surieux, ou insensez, sans esperance de restitution.

Rette fele de am l'optionel De retrair conventionnel.

ccclxiÿ.

VAND aucun acquiert par contract devente aucune chose immeuble, il peut par les messire contract, ou autre separé, sait ledit iour ou lendemain, donner grace de retrait au vendeur, sus que le temps se pour tel pris qu'il est accordé entreux. Et quand laditte grace est donnee à part dudit principal contract celuy iour ou lendemain, la chose est estimeces stre faite dessors dudit premier cotract pour ueu que laditte grace soit baillee par escrit en pre sence de notaires, & signee par eux: autrement l'on n'y aura esgard, & seront ledit vendeur ou ses heritiers audit cas preserez aux lignagers qui voudront auoir la chose par retrait lignager pendant laditte grace.

Mais nonobliant que ledit acheteur air ainfi donné laditte grace de retrait audit vendeur, fi l'vir des lighagers vient le premier, & dedas l'an face l'offre de retrait, ledit acheteur le doit receuoir, & luy de elarer comme il a donné laditte grace audit vendeur. ccclxv.

Si ledit acheteur reçolt ledit lignager audit retrait, neantmoins celuy qui a laditte grace co uentionelle peut faire son offre de retrait audit acheteur sil veut, ou audit lignager qui a retiré la chose, ou à autres à qui les les choses seroyent transportees. Mais sil vierau premier ache teur, ledit acheteur luy doit dire & declarer à qui il l'a transportee, à sin que le dit demandeur puisse venir contre celuy à qui le transport a esté fait. Et si le dit premier acheteur ne luy declare & nomme celuy à qui il l'a transportee, il en aura son recours & action contre luy, & son interest. Et ne courra le temps dudit tetrait conventionnel insques à ce qu'il soit ou puisse estre informé deuëment à qui la chose a esté transportee, & à qui elle appartient, auquel, quand la chose servicité à sa notice, il pourra faire sondit offre de retrait conventionel se servicionel se servicionel se servicionel se servicionel se servicionel se se retrait lie gnager.

Et s'entendent ces mots, En main de cour, quand les deniers sont mis au greffe de la iurisdiction dont les lieux sont mouuans, s'il y-a exercice de iurisdiction & officiers sur le lieu; sinon au greffe de la chastellenie où les lieux sont situez & assis: & laditte consignation ainsi faite & signifiee à personne ou domicile, demeure au peril & fortune de celuy qui auroit esté en demeure de receuoir les dits deniers consignez: & iusques à ce qu'il ait sait laditte consignation & signification comme dessus, de mourera le dit retrayant responsable des dits deniers. Et si apres la ditte consignation faite, il les receuoit & retiroit dudit greffe, seroit veu renoncer audit retrait, & seroit decheu & forclos d'iceluy.

En tout retrait, soit coustumier ou conuentionnel, l'on doit payer les arrerages qui sont es cheuz comme dit est: mais si le retrayant sait son offre auparauant le terme escheu, il les doit payer pour portion de temps: & si c'est en retrait conuentionnel, il les doit consigner comme dessus quand ce sont fruits, l'acheteur les doit auoir à la raison & pour portion du temps cy apres declaré: & les peut prendre & leuer par sa main: & si aucun luy met empeschement, peut sournir complainte, supposé qu'il n'en ait iouy par an & iour.

L'acheteur aura tous les fruits depuis le iour de l'acquisition, iusques au iour du retrait: sça uoir est entierement les fruits qui seront cueillis pendat ledit temps: & quad aux autres fruits prochains à cueillir, il les aura à la raison & pour portion du temps qui courra iusques au iour dudit retrait.

Quand aucuu à donné grace de retrait par la forme que dessus, & en icelle n'est faite mentió du pris que lon doit payer, audit cas se doit payer & bailler pour iceluy retrait le sort & pris contenu audit contract de vendition auec les arrerages qui en sont escheuz & deuz, quand laditte vendition est de rente, comme dit est: & en cas de resuz dudit retrait, l'on doit consi-

Coustumes du pays de Poictou

gner iceux arrerages auecques lessort: & aussi celuy qui faitledit retrait, est tenu de payer lesloyaux coustemens:mais il n'est tenu de consigner, sinon quant aux ventes & honneurs; qu cas que le contract portast par mots expres que le vendeur en cas de retrait seroit tenu de payer lesdits loyaux coustemensiattendu que lesdittes ventes & honneurs qui sont compring ses sous lesdits loyaux coustemens, sont liquides par la coustume.

En retrait soit conuentionnel ou coustumier dont la grace ne seroit qu'à vn an, celuy qui a fait ledit retrait, est tenu de payer les reparations necessaires seulement, si aucunes ont esté faites, & n'est tenu payer les villes ou autres : & les pert celuy qui les aura faites, si l'on ne les peut oster & emporter sans deteriorer la chose: autrement celuy qui les afait faire, les pourra enleuer: sinon que l'acquereur le vousist rembourser pour l'estimation des matieres seulemet qui sera à l'arbitrage des gens experts & à ce cognoissans. De prescriptions.

हरू के किस्तान के स

I 'ACQVEREVR de biens immeubles à iuste tiltre ayant possedé de bonne soy paisiblement par dix ans continuels entre presens, ou par vingt ans entre absent, se peut desendre contre tous qui voudroyent pretendre lesdits immeubles, ou sur iceux demander rétes ou antres servitures. Er sera creu de sondit tiltre par son serment, sans autre exhibition. Ce qui se entendentre aagez & non privilegiez: & non contre l'eglise, mineurs & seigneurs, pour leurs droits seigneuriaux, seodaux & censuels: ne pareillement pour la premiere rente fonciere ou n'y auroit autre droit qui fut seigneurial ou seodal.

Mais si lo possesseur allegue tiltre de son predecesseur n'estat de son fait, ne sera creu par ser ment:ains luy conuiendra informer de son tiltre.

Pareillement si lacquereuralleguoit l'auoir acquis de celuy qui pretend la chose, rente ou feruitute sur icelle,& ledit poursuiuant seit serment n'auoir sait aucun transport ; ledit acquereur ne sera creu par son serment de son tiltre d'acquisition: ains saudra qu'il en informe comme deffus.

De notaires.

E S vicomtes, barons, & seigneurs chastellains peuvent creer notaires, comme dit est cy dessus: sçauoir est le vicomte, douze: le baron, huit: & le seigneur chastellain, six: & non plus.

Les notaires creez parles vicomtes, barons, & seigneurs chastellains seront instituez par leurs seneschaux & iuges des seigneurs à qui les lettres seront addressees, qui feront inquisitio fur leur vie, meurs, aage, qui ne peut estre moins de vingteinq ans: & sur leur experience. Et feront escrire en vn papier leurs lettres de prouisson: & à la fin leur feront mettre leurs seings dont ils entendet vser en leur estat de notaire: à ce que ey apres ils ne puissent varier: & que l'o puisse auoir recours audit papier s'il en est besoin.

Les iuges ayans fait faute de garder les solennitez susdittes, seront tenus des dommages & interests des parties interesses.

. Ne peuvent lesdits notaires passer aucuns contracts hors les fins & mettes du lieu où ils ont esté instituez notaires: sur peine de nullité, & de respondre des dommages & interests des parties. ccclxxix.

L'office des notaires instituez comme dessus, n'est reuocqué par la mort ou mutation du leigueur qui les 2 creez.

Les notaires doiuent faire prothocole de tous contracts & instrumens qu'ils reçoiuent, & garder les minutes originales, pour y auoir recours quand il en fera befoin : & iceux figner à la fin,& faire signer less tittes minuttes aux parties qui pourront figner.

Doiuent lesdits notaires lire aux parties les contracts & instrumens, & leur doncr à entendre les renonciations par eux faités au benefice de diuisió, de discussion de velleian, & autres non entendues par gens simples & non lettrez. ccclxxxij.

Lesdits notaires ne peuvent & ne douvent passer lettres obligatoires ou liberatoires d'heri tages,& chose immeuble au dessus de vingt sols de rente ou à l'equipollent:& de chose mobiliaire,

Des sergens, sentences, deffaux, &c.

ccclxx.

liaire, au dessus de dix liures ou à l'equipollent, s'ils ne sont deux notaires: sur peine d'estre priuez de leurs offices, & d'amende arbitraire. ccclxxxiij.

Bien pourra vn notaire seul en presence de deux tesmoins receuoir contracts au dessous desdittes sommes: & si autrement est fait, ne sera soy adioustee esdittes lettres & contracts.

Prestres & religieux ne peuuent estre notaires en cour seculiere: & ou de fait ils auroyent passé quelques contracts, on n'y adioustera aucune soy: & seront tenus des dommages & interests des parties interesses & punis arbitrairement.

Des sergens.

grande & Carlo Carlo

ccclxxxv.

ES sergens chacun en son bailliage peuuent sans mandement ou commission de iuge sai re & bailler les adiournemens dont ils seront requis, tant par le procureur de la cour que par les parties: & peuuent receuoir appleigemens & adueuz, & les saire asçauoir aux parties aduerses: & receuoir les contrappleigemes & contradueuz: & saire bailler les adiournemens, Mais hors de leurs bailliages ne peuuent saire exploicts sans mandement. ccclxxxvj.

Les iuges, auparauant que iustituer les dits sergens en leurs offices, s'enquerront de leur vie & renommee, & s'ils sçauent escrire, en la maniere que cy dessus a esté dit des notaires. Et ne les receuront s'ils ne sçauent lire & escrire autrement serot tenus des dommages & interests que les parties pourroyent encourir par la faute des dits sergens. ccclxxxvij.

Et peuuent les vicomtes, barons, & seigneus chastellains creer sergens en leurs terres: à sça uoir le vicomte, douze le baron, huit: & le seigneur chastellain, six: & non plus.

Des sentences, dessaux & contumaces.

ccclxxxviÿ.

N toutes matieres ciuiles & criminelles ou l'on auoit accoustumé par l'ancienne coustume vser de quatre dessaux, suffira d'en auoir deux, bien & deuëment obtenus par adiournement sait à personne, ou à domicile: sauf que les iuges d'office en pourront ordonner vn troisieme, si les les adiournemens n'ont esté saits à personne, & ils veoyét que la matiere y soit disposee.

Que és matieres criminelles, par vertu du premier dessaut donné sur adiournement personnel, sera decerné prinse de corps: & s'il y a deux dessaux, sera dit que à saute de pouvoir apprehender le desaillat, il sera adiourné à trois briefs iours auec annotatio & saisse de ses biens, insques à ce qu'il ait obey. cccxc.

En toutes actios ciuiles où il y aura deux deffaux, sera par vertu du second le defendeur debouté de ses desenses par mesme moyen permis au demandeur de verifier sa demande. Et a pres l'enqueste faite, sera la partie adiournee pour veoir produire lettres & tiltres, & bailler co tredits si bon luy semble & prendre appointement en droit sans qu'il soit necessaire ordonner que ledit desaillant soit adiourné pour bailler son ny.

Mais s'il aduient que le desendeur conteste sur la demande dudit demandeur, & depuis la contestation en cause le desendeur se desaille par vertu d'vn dessaut, sera descheu & debouté de ce qu'il estoit tenu saire à la latite assignation: & assignation baillee à la personne de son procureur pour proceder plus outre: & ce insques à l'appointement en droit de bailler contredits & saluations: & apres les forclusions bien & deuëment prinses sera donnee sentence com me de raison. Mais si la cause auoit esté contestee auec la partie sans procureur, & la partie ou procureur pour elle ne compare: en ce cas par vertu de dessaux bien & deuëment venus & entretenuz, & apres que le demandeur aura verifiee sa demande, sera donnee sentence comme de raison: & sera procedé par forclusion, apres contestation saite auec la partie ou son procureur ayant esseu domicile.

En l'appointement de contestation en cause, sera par le greffier en bref couché la demande du demandeur. cccxciij.

Si vn desendeur adjourné à certain jour, compare en jugement auparauant que le demandeur ait comparu n'y fait sa demande: & le demandeur ne compare, & contre luy soit donné dessaut: par vertu d'iceluy sera au desendeur comparant donné congé auec condemnation de

Coustumes du pays de Poictou

despens. Mais si le demandeur & desendeur comparent, & apres contestation en cause, le demandeur desaille & ne sournit aux appointemens donnez par le iuge, il sera forclos de ce qu'il auoit à faire, & assignation baillec à son procureur pour passer & proceder outre en la cause, & par telles forclussons d'appointement à appointement, iusques à l'appointement à ouir droit sinablement se donnera sentence comme il appartiendra par raison. Cccxciiij.

En causes ciuiles, la partie, soit demandeur ou desendeur, ne peut proposer exoinemais en causes criminelles esquelles comparition personnelle est decretee par iuge, exoine se peut proposer: pour ueu que celuy qui l'a proposé afferme par serment que l'exoine par luy proposé est veritable: « que l'exoine soit tel qu'au moyen d'iceluy l'adiourné qui estoit tenu compa roir personnellement, n'a peu comparoir: « n'est peu venir à pied ne à cheual, sans danger de sa personne: auquel cas sera baillé dessaut saus l'exoine, lequel dessaut demeure bon « vallable si celuy qui a fait proposer ledit exoine ne le preuue par tesmoius: car en ce cas ledit exoine suffisamment prouué ledit dessaut demourera nul.

Et est laditte coustume telle qu'il convient que l'adjoutnement donné sur dessaut en matiere simple contienne quinzaine, & qu'il y ait deux records: & que tous dessaux portans profit surseoyent huitaine, sinon que le suge de son office ordonne plus long delay.

Et fil y a productions deuers la cour d'enqueste de tesmoins, ou de riltre d'vne part ou d'au tre auparauant la declaration du dernier desfaut, seront veuz par le iuge pour donner la sentéce par contumace.

Les matieres prinilegees sont causes d'appleigemens, adueuz appleigez, complaintes, requestes sur execution par vertu de contracts & obligations sous seaux de cour seculiere, ou de douaire, ou de testament, ou recognoissances de cedulles, causes d'appel ou d'asseurtez, da tions de tutelles ou curatelles, taxation de despens, causes de reddition de comptes dependás de l'execution.

Esdittes matieres, tant audit appleigement que complaintes, n'y a qu'vn dessaut ou intimation pour obtenir sentence par contumace. cccxcix.

Esdittes matieres d'appleigemens suffit possessió d'en iouyr par celuy qui s'appleige, ou au tre dont il a droit.

Esdittes matieres d'appleigement & coplainte en cas de cotr'appleigement, oppositio ou debat, le sergent doit bailler adiournement pour saire proceder: & aussi sur le sequestre & sour nissement, o intimation, & par vn seul dessaut, auec vn sauf competant: & sera donnée sentence soit contre le demandeur ou desendeur: & s'il y a comparitio, y doiuent estre ouyes les parties sommairement.

Tels appleigemens & complaintes n'ont lieu en chose concernant meubles seulement: mais quand le meuble vient en consequence de l'immeuble par vn droit & moyen : comme pour vn hostel auquel a plusieurs biens meubles, ou en cas de succession, ou de meubles ou im neubles, ou si en la instice d'autruy est prins aucun meuble en le troublant en sa iurisdiction, & en autres cas semblables, les dits appleigemens & complaintes ont lieu. cccij.

Esdittes causes possessores d'appleigemes & complaintes, si le sequestre & saissine des choses contentieuses sont contredits & empeschez: sera fait commandement de restablir aux par ties ce qu'elles ont prins des choses contentieuses, les an & iour precedens, à peine de perdition de cause.

ccciij.

Et si les parties ou l'une d'icelles desaillent d'y fournir & obeir, peut estre donnee sentence de perdition de cause en matieres prophanes contre les desaillans.

Adueuz appleigez ont lieu pour meubles seulement & conuiennent auec appleigemens de immeubles quant à ce que la chose mobiliaire contentieuse doit estre saisse & sequestree pendant l'adueu, & iusques autrement en soit ordonné.

Contre vn tiers acquereur & tenancier de biens obligez & hypothecquez peut le crediteur ou son heritier ou ayant droit ou cause, intenter requestes & demandes hypothecaires à fin de declaration d'hypothecque.

La nature desdittes requestes personnelles & hypothecaires est que en informant de l'obligation & contract, saisse doit estre faite des biens de l'obligé, iusques au contract de laditte obligation: & en baillant caution par ledit obligé luy doit estre faite deliurance des biens saisses.

Et quand telles requestes hypothecaires sont sont formees contre le tiers tenant, ne deschoit saisse ne sequestre iusques apres veuë & monstree des choses hypothecques.

Par

Par vertu de testament passé sous cour seculiere & de cedulles, seings & seels recongneuz, & aussi pour douaire, l'on peut proceder par lesdittes voyes de requestes personnelles & hypo thecaires, encores qu'il n'y ait obligation expresse de biens.

Esdittes matieres de requestes personnelles hypothecaires & demandes simples personnelles & hypothecaires dependentes d'icelles, on peut poursuyuir ensemblement l'un ou plusieurs heritiers biens tenas acquereurs par toutes lesdittes voyes, & chacune d'elles, ô protestation, que si par l'une d'icelles ou par aucunes desdittes parties on est payé & satisfait, de soy deporter des autres.

Les dittes requestes tant personnelles que hypothecaires sont de droit estroititellemet que qui dechet d'vn point en icelles, il dechet de l'instance seulement: fors quand il y a plusieurs points & articles distincts ou separez, ou plusieurs arrerages de rentes: esquels cas celuy qui dechet d'vn poinct, ne dechet des autres: en protestant qu'il fait pour chacun poinct & article ou pour chacun arrerage vne requeste.

Des appellations.

ccccxi.

ON a huitaine pour releuer appellatios, en laquelle est compté le jour de l'appel: & doit-on dedans l'assisé prochaine ensuyuant du seigneur superieur, par deuant lequel est releué le-dit appel, faire adjourner le juge ou autre qui a fait le tort & l'exploict par maniere de justice: & aussi intimer la partie au prossit de laquelle il a esté fait: autrement est l'appel desert en chacun desdits cas.

Aussi sera l'appel desert si l'appellant laisse passer la prochaine assis saire enroller ou appeller laditte cause d'appel; sinon que laditte prochaine assis soit au dedans de huictaine du iour d'appel.

ccccxiij.

Celuy qui est appellant en aucune cause d'aucun iuge outofficier, se peut pendant laditte cause d'appel tenir exempt par appel dudit iuge & officier en toutes autres causes : mais non de son successeur audit office qui ne luy auroit fait ledit grief, ne aussi le successeur de l'appellant pource que le grief n'a esté à luy fait.

Telles exemptions par appel n'ont lieu quand les appellations sont interiectees des officiers du comté de Poictou, estant le dit comté hors la main du Roy: ne pareillement és appellations interiectees des iuges royaux.

Les iuges chastellains ou preuosts & autres officiers qui sont par dessous les seneschaux, n'ont cognoissance des matieres d'appel & ne doit estre releué l'appel pardeuat eux. ccccxvj.

Le seigneur de l'officier duquel est appellé, ou la partie pour laquelle a esté fait l'exploict, peut, si bon luy semble, desendre le iugement ou exploict, & y doit estre receu, sans ce qu'il soit besoin que le iuge ou officier y comparoisse audit cas, si ce n'estoit que l'on maintint exces ou attemptats.

ccccxvij.

Si l'appel est releué en cour souveraine, omis le seneschal & iuge moyen, combien que ledit appel soit bien releué, neantmoins le seigneur par deuant le seneschal & iuge duquel deuoit ressortir immediatement ledit appel, en peut demander l'obeissance: & luy doit estre ren due auec condemnation de despens contre celuy qui a ainsi releué.

En matiere d'appellations ne faut que deux deffaux bien obtenus pour obtenir sentence par contumace.

D'asseurtez.

cccxix.

SI celuy duquel on se doute est trouvé en iugement, & a requis de donner asseurté, il doit estre contrainct de ce saire par emprisonnement de sa personne en cas de resuz i sans luy bailler aucun delay, la doute preallablement iuree.

Et s'il n'est trouué en jugement, ains adjourné pource faire, & au jour ne compare, doit estre donné ledit dessaut contre luy: & en ce faisant asseurté jurce, estre donnée, & appointé qu'il sera notifié au dessaillant: & doit estre condemné és despens du demandeur, & en l'amen de de la cour du dessaut. ccccxxj.

On peut demander asseurté par procuration speciale: & aussi peut estre donnée par procureur ayant puissance de ce faire. cccexxij.

En taxation de despens n'y faut qu'vn dessaut pour obtenir sentence par cotumace, & doit

Coustumes du pays de Poictou

estre baillé adiournemet à intimation: & si l'adiourné pour veoir taxer les despens se dessaut, seront taxez en son absence.

Et si c'est le demandeur qui se dessaut & l'adiourné comparoit & obtiet dessaut, il doit par iceluy estre enuoyé de l'assignation auec condemnation de despens de laditte assignation.

De reddition de comptes & biens de iustice.

ccccxxiiÿ.

A VSSI en matiere de reddition de compte procedant d'executió, par le premier dessaut le desaillant est contumax pour estre condemné à rendre compte: & doit estre adiourné sur dessaut ô intimation, pour rendre compte & payer le reliqua: & s'il se dessaut, sera contrainct à ce saire, & rendre son compte par prinse de corps. Et si prins & apprehédé ne peut estre, doit estre condemné payer le reliqua tel que le demandeur afferme par serment: & ce qu'il pourra monstrer & prouuer sommairement des autres choses qui ne seront de son fait.

Si vn prestre ou clerc dit ou sait iniure en cour seculiere à aucun, il en respondra & l'amendera tant à cour qu'à partie: & y sera contrain apar prinse & detention de son temporel: & ne sera receu à dire quil est clerc & qu'il n'en doit respondre.

De executions de sentences & condemnations.

cccxxvi.

VAND aucun est condemné en action personnelle & mobiliaire, il n'a que sept iours de terme pour payer, & doit le iuge le condemner à payer dedans huit iours, le iour de la sentence en ce compté, & donner mandement de l'executer les dits huit iours passez.

En tous cas desquels par la construme on doit faire aucune chose dedans sept iours, comme aux cas dessussités aussi pour releuer appel & autres semblables, le iour de la sentence & exploict n'est aucunement compté esdits sept iours, & y a huit iours inclusiuement.

De crices.

ccccxxviÿ.

N sergent ou autre executeur ayant prins par execution aucuns biens meubles par vertu d'vne sentence ou autre, il les doit porter au marché ou soire publicque du lieu de la chassellenie où a esté saite l'execution, sil y a marché: sinon, au marché le plus proche du lieu de laditte executió, les mettre à l'encant: les y tenir iusques à la fin du marché, pour y receuoir celuy qui plus en voudra bailler. Et si les dits biens sont mis à pris par le creancier ou autre, ledit sergent doit saire sçauoir au public en plain marché le pris auquel les dits biens ont esté mis.

Et doit ledit executeur receuoir les encheres qui seront faites ledit iour,& és autres iours ensuyuans, iusques à huitaine:& tout ledit iour de huitaine, iusques à trois heures apres midy. Et par ledit cry doit faire asçauoir le pris: & que s'il y a aucun qui plus en vueille donner, qu'il y vienne dedans les dits huit iours, & il y sera receu. cccxxx.

Et cependant le doit faire asçauoir au detteur, & luy dire qu'il paye, ou que l'on deliurera les dits biens meubles à celuy qui les a mis à pris & encheris. Et dereches audit iour de marché ensuiuant de huitaine, ledit sergét ou executeur doit mettre les dits meubles en vente par cry public en marché, comme des lus: & faire à sçauoir ledit pris par ledit cry, & que s'il y vient au cun qui plus en vueille donner, lon les liurera au plus offrat, si le detteur n'est prest pour payer & n'est requit és crices des dits biens meubles aucun decret de juge. ccccxxxj.

Et ledit iour de huitaine ledit sergent y receura le plus offrant insques à laditte heure de trois heures, & non plus: & si ledit detteur y vient tout ledit iour il sera receu en payant la dette pour laquelle a esté faite l'execution. Et à faute de la payer ou les dits biens meubles seroyent vendus à plus haut pris que ne monte laditte dette, le surplus sera rendu au detteur.

Et sur ledit surplus se payera le sergent aux despés du detteur de son salaire, peine & labeur pour auoir vacqué à laditte execution, & s'il n'y auoit aucun surplus, sera neantmoins ledit ser gent payé aux despens dudit detteur.

Et si la partie poursuyuat ne vouloit proceder par discussion de meubles, pourra faire saisse

les immeubles & iceux vendre & subhaster: sans qu'il soit besoing pour la validité de l'exploit de criees ou autre saisse & main-mise de personne ou de biens, faire perquisition de bies meu bles:mais suffira du commandement deuëment sait à personne ou à domicile. ccccxxxiiij.

Quand aucun heritage ou chose immeuble est saisse & mise en criees, le sergent qui fait les dittes criees se doit transporter sur les lieux: & en faisant la faisse & premiere eriee, declarer & specifier par le menu en icelle saisse & premiere crice les heritages & choses crices par tenas & aboutissans fors és seigneuries, siefs & droits seigneuriaux, esquels suffit de saisir le principal manoir par ses appartenances & dependences, & lesdits droits seigneuriaux.

La saisse faite, ledit sergent doit, & est tenu laisser yne attache contenant la declaration des dittes choses crices, telle que dessus est dit, contre la porte & entree principalle de l'eglise parochialle desdits lieux criez. Et si lesdits heritages sont assis en diuerses parroisses, sera fait le semblable en chacune desdittes parroisses, pour le regard de ce qui sera assis en icel-

En toutes saisses & maisons assises és villes & villages en faisant la faisse, ou deuant la premiere crice, sera mis & affiché sur l'entree de la maison un panonceau Royal:au dessous duquel sera escrit que la maison est saisse, & mise en crices, & la cause de laditte saisse : de laquelle attachel'executeur fera mention par son rapport & proces verbal. CCCCXXXVII

Auparauant que faire la premiere criee & incontinent apres la faisse, seront establis commissaires au regime & gouvernement des choses criees, sur peine de nullité desdittes criees: & seront tenus lesdits commissaires bailler lesdittes choses criees à ferme au plus offrant, & dernier encherisseur, moyennant bonnes cautions, CCCCXXXVIIja

Le fergét executeur doit aller aux iours de dimanche à la parroiffe ou parroiffes, où les heri tages & biens immeubles criez sont situez & assis, tant és villes que villages: & à l'issue de la grand' messe parrochiale crier & subhaster lesdits biens saiss par quatre cris & subhastations: 1.438. 69 14 & à la premiere fois faire à sçauoir par ery public & à haute voix que lesdits biens & heritages grande & no-& à la premiere fois taire à içauoir par ery puone or a monte vois que reancier & autres, l'au & non la qua font en vente pour telle causeile pour telles charges & obligations du creancier & autres, l'au & non la qua lité d'icellequi lité d'icellequi cccxxxix. le respette pour le comme de comme de la comme de comme de la comme de comm

Si lesdits biens sont mis à pris, doit ledit sergent faire à seauoir ledit pris par cry public, com la rerissimilité me dessus se l'il y a qui plus en vueille offrir & doner, ou meilleure condition apposer ou s'op de la publicité poser, incontinent il vienne auant dedans huit iours, il y sera receu, & que c'est le premier cry: C.M. & semblablemeut à chacune enchere le doit faire à sçauoir, & aussi au detteut: & que la secon de criee sera à huitaine.

Au huitieme iour ensuyuant doit semblablement ledit sergent executeur faire à sçauoir par cry public à issue de laditte messe parrochiale laditte vente desdits biens criez: & que c'est le secod cry de huitaine:& que s'il y a aucun;&c:qu'il vienne dedans quinze iours,& il y sera re أو أ ceu: & que la troisseme sera à laditte quinzaine.

Et à laditte quinzaine doit pareillemét ledit sergent aller à laditte parroisse ou patroisses,& faire à sçauoir par cry public à issue de messe parrochiale comme dessus est dit: & que c'est le troisseme cry qui est de quinzaine: & que si aucun veut encherir lesdits biens; qu'il vienne dedans tel iour ensuyuant: & que iceluy durant (qui doit contenir quarate iours pour le moins) il y sera receu comme de droit.

Et doit ledit fergent attendre lesdits quarante iours pour le moins:& au iour de quarantaine, fil est iour de dimanche, sinon au plus prochain dimanche ensuyuat, faire à seauoir par cry public à issue de laditte messe parrochiale que lesdittes choses sont en vente,& pour telle caule & à tel pris:que l'il y a aucun qui en vueille donner ou meilleure condition mettre & appofer, ou soy opposer & dire au contraire, qu'il vienne auant, & il sera receu, autrement non : & que c'est le dernier cry: & sera l'on receu pour tout le jour jusques au jour couchant, & no plus Aussi doit ledit serget à chacun cry ou terme qu'il procedera au fait desdittes criees: c'est àsça uoir à celuy de huitaine faire àscauoir celuy de quinzaine, qui sera tel iour, &c. & ainsi des aucccxliii.

Et si aucuns s'opposent ou appellent, neantmoins ledit setgent sera & accomplira tous lesdits cris: & ledit dernier iour les opposans, le detteur, & aussi le crediteur serot adiournez pour proceder surce, pardeuant le iuge auquel en appartiendra la cognoissance, si sutre mandement expres il n'auoit de bailler ailleurs adioutnement. Et seront les dittes criees certifiees par deuant le juge des lieux à jour de plaits & iceux tenans: & sera l'enchere leuë & publice en jugement aussi à jour de plaits & jeeux tenans: & attachée à la diligence de l'encherif-Rrr ij.

111

scur à la porte de l'auditoire du siege auquel sera faite l'adsudication, pour y demeurer l'espace de quinze iours.

Et l'il n'y a opposans, le detteur sera adiourné par deuant le iuge, pour veoir adiuger le decret. Et si ledit detteur vient & ne dit chose vallable, & il apparoisse des exploicts solennellement faits (comme dit est) la chose sera adiugee au plus offrat & dernier encherisseur: & y sera le decret de la cour mis: & seront forclos tous autres qui se diront auoir droit, rentes ou autres deuoirs sur laditte chose adiugee, qui ne se seront opposez: & en sera baillee possession audit acheteur par authorité de la cour. Et est l'aditte acquission par telle adjudication de decret de telle vertu, que toutes personnes ainsi appellees ou preconilees en sont forcloses, soyent maieurs ou mineurs, gens d'eglife ou autres préfens ou absens: pour ueu toutes-fois que les solen nitez introduites par les ordonnances Royaux sur le sait desdittes criees ayent esté gardees & obseruces.

1.445.Eschens rif.co.tit. cofir matum arresto lato mese Iulio 1544.C.M.

Toutes-fois le seigneur de qui la chose est tenue, peut ce nonobstant demander & auoir ses droits & deuoirs feodaux, ventes & honneurs & autres deuz par vente & trasport, ou auoir par cesté vente la chose par puissance déstief . Semblablement sera le lignager receu au retrait de dans l'an de or non les precedens dont ne
s'est opposé, ve diction desdits lieux criez.

dixi in cons.pa
ris.co.tit. cossir or to consult of maine was mailed to the consult of the second of the se

Proces verbal.

'A N mil cinq cens cinquanteneuf le dimache quinzielme iour du mois d'Octobre, Nous Christosse de Thou, president, Barthelemy Faye, & Tacques Viole conseillers du Roy en sa court de parlemet, sommes arriuez en la ville de Poictiers: pour en icelle estre par nous pro cedé à la redaction des coultumes du comré, & pays de Poictou, suyuant les lettres patentes dudit seigneur à nous addresses desquelles, ensemble de nos lettres de commission, la teneur ensuit,&c.

Et le lendemain seizieme jour desdits mois & an, nous sommes trasportez au palais Royal dudit Poictiers, lieu esleu & preparé pour par nous estre procedé à la redaction desdittes coustumes:auquel lieu, apres que de nostre ordonnance a esté faire lecture par le greffier à ce comis des lettres de nostre commission, a esté par maistre Iehan barbier aduocat du Roy au siege presidial dudit Poictiers assisté de maistre Iean palustre aussi aduocat du Roy, Philippes arébert & George chesse procureurs dudit Seigneur audit siege, dit & remonstré, que suyuant le vouloir dudit Seigneur, & en vertu desdittes lettres de commission, adiournement auoit esté fait & assignation donnée aux gens des trois estats dudit pays & comté de Poictou, audit iour quinzieme dudit mois d'Octobre, & autres iours ensuyuans, à coparoir audit palais royal dudit Poictiers, par deuant nous requerant qu'ils fussent appellez : ce qu'auons ordonné estre fait par ledit greffier: & ont comparu & se sont presentez ceux qui s'ensuiuent:

Et premierement, pour l'estat d'eglise, le reuerendissime cardinal de Giury, euesque de Po ctiers:pour & à cause de ses baronnies de chaquigny, Angles, Celles, Leuesquaut, Chastellenies de sainte Pezanne, Dissay, Vendeuure, & pour tout le reuenu de sondit euesché estat en Poictou par maistre Loys ioulain, son procureur audit Poictiers, assisté de maistres Abel de la fontaine grand vicaire, Bonaduenture aubert official, Nicole le Roy, Iean estiualle & Marcial reis ses aduocats & conseils: les doyen, chanoines & chapitre dudit Poictiers, par maistre Iean rousset & Guillaume gayand chanoines de laditre eglise, assistez de maistre lacques le breton leur procureur : reuerend pere en Dieu messire Iacques descoubleau euesque de Maillezais, abbé des abbayes de sainte Trinité de Mauleon, & saint Pierre Doiruaut : les prieur chanoines & chapitre dudit Maillezais, & les religieux & convent desdittes abbayes de Mauleon & Doiruaut par ledit Ioulain: reuerend pere en Dieu, messire René de Daillon cuesque de Luçő, abbé de Charroux& les doyen chanoines & chapifre de Luçon, & les religieux & couet, dudit Charroux par ledit maistre Nicole le roy vicaire general dudit euesque, assisté de maistre François poupet leur procureur : les chanoines & chapitre collegial de saint Hilaire le grand dudit Poictiers, par messire Martin porteau docteur és droits, regét en l'vniuersité de PoiPoictiers, l'vn desdits chanoines: les abbé, chanoines & chap. de l'eglise collegialle de nostre-Dame la grand dudit Poictiers, à cause de leur chastellenie de Beaumont, seigneuries de saint Georges Motamisser, & autres leurs terres, par maistre Ioachim arembert, & Pierre brethoneau chanoine de laditte eglise, assistez dudit Ioulain: les prieur, chanoines & chapitre de l'eglise collegialle de sainte Radegode dudit Poictiers, par maistre Ioachim poicteuin chantre & Pierre hebert chanoine de laditte eglise, assiste de maistre lacques guymoreau: reuerend pere en Dieu maistre Nicolas bouuery euesque d'Angers, abbé de saint Cyprian lez Poictiers, & les religieux & conuent de laditte abbaye, par frere Charles de la fouuaine, prieur de laditte abbaye,& Iehan besle religieux,assistez de maistre Gabriel bouchet, reuerend pere en Dieu messire Iean de saint Gelaiz, euesque Duzes, abbé de saint Maixent, à cause de laditte abbaye, & les religieux & conuent dudit lieu, par maistre Iehan boiceau aduocat audit Poictiers, & Ie han goussart procureur fiscal:reuerend pere en Dieu messire Emery de Rochechouart, euesque de Cifteron, abbé de saint Sauyn, à cause de saditte abbaye, par maistre Nicolas danigaud: reuerend pere en Dieu, messire Iean doc euesque de Laon, grand prieur de saint Denis en France, à cause de son prieuré & chastellenie de saint Denis en Vaux, par ledit Poupet: maistre Iean de la Rochefoucant, abbé de Cormery, prieur de Lauuille, par ledit Ioulain, & maistre Iean briand ses procureurs, pour raison de sondie prieuré: maistre Ioachim danaillolles abbé de Monstierneuf present, comparant tant pour luy que pour les prieur, religieux & couuét de laditte abbaye, assisté dudit le roy: maistre Baptiste tiercelin abbé des Chastelliers present, comparant tant pour luy que pour les religieux & convent de laditte abbaye : maistre Georges de la Trimoille, abbé des abbayes de faint Laon de Thouars, & de nostre dame de Chambon, present: maistre Ican de Billy abbé de saint Michel en l'air, & les religieux & conuent de laditte abbaye, par M. François eschinard: maistre Ponthus de S. Georges, abbé commendataire de Valences, & les religiex & couent du dit lieu, par M. I chan de gennes leur procureur: frere Gilbert de Montiournal jabbé de nostre Dame du Pin, ordre de Cisteaux, pres Poictiers presents comparant tant pour luy que pour les religieux & conuent de laditte abbaye, assisté desdits le roy & Danigaud:maistre Guichard de saint Georges, abbé commendataire de Bonneuau lez Poictiers, par maistre Philippes verő son procureur, assisté de M. Iean de crouzilles aduocat & senechal dudit lieu de Bonneuau: l'abbé de saint Benoist lez Poictiers, par maistres Michel vallois & Iehan estinalle escuyer son seneschald abbé de Noyalle, par lesdits Vallois & Estiualle son seueschal: l'abbé de l'Abscie en Gastine par ledit Eschinard, qui a dit que l'abbé est decedé,& par auctorité du Roy, y a commissaire commis au regime & gouuernement d'icelle abbaye, nommé Archambaut de bethune, pour lequel il compare maistre Adrian de muillier abbé de faint Seuerin, par maistre Iacques de la combe:frere François de lyuenes abbé des abbayes de nostre Dame d'Angles, ordre saint Augustin, & de saint Cybard lez Angoulesme, par M. Guillaume de la fuye substitut de maistre Eustace briaud procureur dudit abbé:les religieux & conuent dudit saint Cybard seigneurs en partie de la terre, seigneurie & iurisdiction de Gouruille, par maistre Philippes gilbert, leur procureur: les religieux abbé & conuent de S. Liguaire les Nyort, par maistre Aimé d'Alencourt leur procureur: maistre Iean de perdilhan, abbé de Moreaulx, par ledit Vallois: les religieux, abbé & conuent de l'abbaye du Iard, ordre de Premonstré, comparant par maistre Philippes arembert procureur du Roy audit Poictiers, par ce que laditte abbaye est regie sous la main du Roy, par Hugues de Malain & Christofle deloge commissaires establis au regime & gouvernement d'icelle: maistre Christofle marchat prebstre abbé d'Orbestier, par messire Innocent chantecler prebstre son procureur: M.François bontaud licencié és droits de sainte croix de Talmond, & les religieux & conuêt dudit lieu, par maistre André mercier leur procureur: l'abbé de Nyœil sur l'antize, par maistre Maixent peuyn substitut de maistre Ioseph bouuenin procureur dudit abbé:frere René l'euef que abbé des alleuz comparant par ledit Ioulain: les abbé, chanoines & chapitre de l'eglise seculiere & collegialle de saint Pierre du Dorat, par maistres Iacques saulconnier & loseph nemon:les tresorier, chanoines & chapitre de l'eglise nostre Dame du Chastel de Thouars, par maistre Philippes gilbert: les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise Royal & collegialle du puy nostre dame en Aniou, pour ce qu'il tiennent en Poictou, par maistre René pelisson leur procureut:les doyen, chanoines & chapitre de nostre-Dame de Chastelleraut, & tout le clergé du duché dudit Chastelleraut, par maistres Anthoine le poix doyen & Gilles dorin chanoi nes de laditte eglise & curé de Targe à ce deputez par ledit chapitre:les chanoines & chapitre de Menigouste par maistre Clemét Vidard I'vn des chanoines dudit lieu, assisté dudit Pouper Rer iii.

leur procureur: les chanoines & chapitre de saint Pierre du chastellet de Thouars, par messire Pierre ragot chanoine dudit lieu, assisté de maistre Iean dauid leur procureur: les doyen, chanoines & chapitre de l'eglise d'Angoulesme, seigneurs de saint Medard Dandes, par ledit Bryaud:les religieux, prieur & conuent de nostre dame de Lanuille, par ledit Eschinard: frere Iean tranchant religieux de l'ordre de saint Iean de Hierusalem commandeur des sosses Hallous & de la Bangerie en Thalemondois, par maistre Iehan Chaillou: maistre Martial helly de coullonges, prieur conuentuel des salles ressort de Montmorillon par ledit chaillou: maistre Iacques de vangiraud, prieur des prieurez de Bernay & Comble, par ledit Danigaud: maistre Emery cheualier prieur commendataire du prieuré de saint Maixent de pamperoux, present: frere André de manes, prieur du prieuré conuentuel de la maison Dieu de Montmorillon, par freres Henry vaillant, Iean de la Trimoille, & Iean de partout religieux dudit lieu, affistez de maistre Hierosme de la fuye leur procureur:reuerende dame Magdelaine de bourbo, abbesse de l'abbaye de sainte Croix de Poictiers, dame de la seigneurie de saint Romain par le dit Eschinard: les religieuses, prieure & conuent de la puye, membre dependant de l'abbaye de Fonteuraut par ledit Eschinard:les religieuses, prieure & conuent de Tusson dependat dudit Fonteuraut, par ledit Eschinard: les religieuses, prieure & conuent de Bonueil aussi dependant de laditte abbaye, par ledit Eschinard: les religieuses, abbesse & conuent de la sainte Trini té de Poictiers, par lesdits Estiualle & maistre Iacques le breton: les religieuses, abbesse & con uent de Thouars, le procureur du Roy comparant pour ledit conuent, qui a dit qu'il estoit saisi à sa requeste: frere Hugues de vilas cheualier de l'ordre de saint Iean de Hierusalem commandeur de la commanderie de Morterels, par maistre Gilles de la coste son procurent d'office:dame Marguerite d'escars, prieure de Bobon, membre dependant de laditte abbaye de Fonteuraut par maistre Brice de la chaulmette: maistre Charles de Montsorbier prieur de Lusignen, par maistre René pelisson: messire Iean de Mesgiraud prieur du prieuré du chastellet, par ledit de la combe: maistre Michel daresse prebstre, prieur commendataire de saint Sulpice de Thelou en personne:maistre Benoist roux preuost commendataire & seigneur de !a chastellenie de saint Benoist du Sault, par maistre François Boutaud son iuge seneschal audic lieu maistre Loys fardeau prieur & seigneur chastellain du Busseau, par maistre Sebastian salyueau son procureur: frere Gregoire grasdepain prieur chastellain des Monstiers par ledit Salyueau:frere Simon de charuace cheualier de l'ordre de faint Iean de Ierufalem comandeur de Consdrie, par maistre André brethe: frere Iean de moussy religieux & chambrier de l'abbaye de saint Sauyn, par ledit Brethe:maistre Iean Goullard prieur de la Faye, montiau preuost de faint Laurens Parthenay & prieur de faint Philbert de Noirmonstier, par ledit bouchet: maistre Iean bollesteis curé de Bienac & Rocherouart, par maistre Iacques du la combe son procureur, maistre Iean debesdon curé de sainte Radegonde en Gastine en personne, assisté de maistre Girad geruain son procureur: maistre Simon poypaille prebstre curé de Vancay, par ledit Eschinard:maistre François martin curé de Chezaut, par ledit Eschinard: maistre Gabriel de ricoux curé de Momiais, par ledit Eschinard: maistre Pierre venaut prebstre, curé de Vouuenilh sur vienne, present: messire François pain curé de saint Martin de Pamperoux, present.

Et pour l'estat de noblesse, sont comparuz dame Loise de bourbon, duchesse de Montpensier, & messire Loys de Bourbon, aussi Duc dudit Montpensier, pair de France, son fils, à cause de leur vicomté de Brosse, chastellenie de la Chartre au vicomté, & de leur haute iustice, moy enne & basse en la preuosté de saint Benoist du Sault, & comme seigneurs chastellains & chemiers des chastellenies de la Mothe achat, Glatigny, Lignere, Faleron & Froidesons, par noble homme Estienne Fergon seigneur de la Patauldiere leur procureur, assisté de maistre Iean du ponts leur procureur fiscal en laditte vicomté de Brosse: messire François de bourbon prince de la Roche sur-Yon, à cause de sa principauté de la Roche sur-Yon & baronnie de Mortaigne & leurs appendances estans audit Poictou, par ledit Ioulain son procureur: mesfire Aleonor d'Orleans Duc de Longueuille, à causes de ses baronnies, terres & seigneuries de Gastine, Parthenay, Vonuant & Meruant, par maistre François de Coignac son juge chastellain audit Parthenay, assisté de maistre François de Brilhac son conseil audit Poictiers, le Duc d'Estampes cheualier de l'ordre, seigneur baron des baronnies des Essarts, Aspremont & palluau, par M. Thomas Gillet son procureur: le Duc de Chastelleraut comte d'Aran, par mai stre Iacques Berthelin substitut du procureur du Roy audit lieu & procureur dudit Duc: messire Loys de la Trimoille, vicomte de Thouars prince de Talemond, baron des baronnies, ter

res & seigneuries de sainte Hermine, Montagu, Mareul, la Vieille Tour, & de la Chaize le vicomté, par le dit maistre Gabriel Bouchet: messire Claude Goussier, cheualier de l'ordre, grand escuyer de France, seigneur d'Oiron, Meulles, la Fongereuse, du fief l'Euesque, de Palluau, par ledit Bouchet son procureur, assisté dudit la Greuc: messire François de Vendosme aussi cheualier de l'ordre, Vidame de Chartres, seigneur baron de Tissauges & Pouzanges, par ledit Poupet: messire Loys de Bueil, cheualier de l'ordre, comte de Sancerre, à cause de ses terres & leigneuries de la moitié de la Motte Achard, & de la baronnie de Brandois, par maistre Iacques le breton son procureur: messire Nicolas d'Aniou, comte de saint Forgeau, à cause de ses chastellenie & seigneurie de Cheniche & Thure, par ledit le Breton: messire François de la Rochefoucaut, comte dudit lieu, aussi cheualier de l'ordre, à cause de sa principauté de Marsilhac & de sa seigneurie d'Aigres, par ledit Ioulain, & par maistre Iean Briaud son procureur fiscal audit Marsilhac, assisté de maistre Philippes Lucas son aduocat: Dame Denise de la Barre semme de messire Iean de Touteuille, cheualier de l'ordre, capitaine de cinquante hommes d'armes des Ordonnances du Roy, & son lieutenant general en Picardie, auctorisce en ses droits par sondit mary: Dame de la vicomté de Bridiers comparant par Iean de Varie escuyer seigneur de Remilly, messire Henry vicomte de Rohan, à cause de ses terres & seigneuries de la Garnache, Beauuoir sur mer, & autres terres, par ledit Ioulain: messire Charles thiercelin, cheualier de l'ordre, seigneur de la Rochedumaine, & de la chastellenie de Chintre en Poictou, par ledit Poupet: messire Leonard chabor, cheualier, comte de Charny pour ses chastellenies de Chasteauguillaume, Lussac, Leseglises & Vouuazois par maistre Florent Thibaut:messire Iacques du Bellay, cheualier, seigneur dudit lieu, pour ses baronnies de Commequiers, Lalande & la Forest sur Seyure, & ses chastellenies & seigneuries de la chappelle Themer, Lageffardiere, Iousseaume, la Mothe de Beaumont, Riblieres & Misse, par ledit Pouper, & maistre Nicolas bodin seneschal desdites seigneuries de la Gesfardiere & Riblieres: messires François de Rochechouard, cheualier, seigneur de Mortemar, Noastre, Clauieres, Sersigny, Chastelachair, Lussac, Le chasteau & Landes, par maistre Anthoine du hameil, iuge preuostal des baronnies & chastellenies de Disne, & Verrieres son procureur: messire Loys de Rochechouard, cheualier, seigneur de Montpipeau, Gastongnolles, Vreille, Therigne, & Ardilleux, pannetier ordinaire du Roy, & maistre d'hostel du Duc d'Orleans, frere du Roy, par ledit du Hameil:messire Loys d'estissac, cheualier, baron dudit lieu, à cause de ses chastellenies de Coulonges les reaux, de Boispouureau, & de Benets, par maistre michel vallois son procureur: Claude de la Trimoille, seigneur, baron de Nirmonstier, par ledit Bouchet : ledit maistre Georges de la Trimoille, à cause de sa baronnie d'Ossonne & seigneurie de Gençay, present:messire François Goussier, cheualier, seigneur de Creuecueur, à cause de sa chastellenie de Bonnyuer, par maistre Christofle ribart assisté de maistre Pierre Rat, seneschal dudit lieu, & maistre Salomon de Normandie, gouuerneur & capitaine dudit chasteau de Bonnyuet: messire Iean d'escars, cheualier, seigneur de la Vauguyon, & de saint Germain, en la Basse Marche, par Estienne l'amoureux son procureur fiscal: messire François du fou, cheualier, seigneur de Vigean, & de la Groussalliere, maistre d'hostel ordinaire du Roy, & capitaine des ville & chasteau de Lusigné, par maistre Girard geruain son procureur: René de laual, seigneur de Loue, proprietaire de la baronnie de la Mothe sainte Heraye, & damoiselle Renee barlor, vefue de feu Gilles de laual, dame vius-fruictiere, & en partie proprietairesse de laditte baronnie de la Mothe sainte Heraye, par maistre Fraçois coussonneau substitut de M. Iean coussonneau, son pere: Claude de Chastillon, seigneur de Montcôtour, à cause de ses terres & seigneuries de Greue & de Chantemarle, par M.François Lucas Ion aduocat:Piere de laual baron de Lezay, seigneur de Bochebert & de la Chetardiere, par maistre Guillaume de la fuye, son procureur:maistre Iean de Bermondet, seigneur dudit lieu, conseiller du Roy, en sa cour de Parlement à Paris, seigneur en partie de la baronnie de Fromentau, membre eclipsé du vicomté de Bridiers,par ledit de la chaumette, iuge des chastellenies de Bocheron, & de faint Laurens sur Gorre, & Gilles de la coste leur procureur: maistre Guy d'ausserre, aussi conseiller en laditte cour de parlement, à cause de ses seigneuries de la Court, & des Roches, & de la Brosse guillegaut, present: masstre Symon roger, aussi conseiller en laditte cour, seigneur de Marigny, present:maistre François aubert, seigneur d'Auanton, lieutenant general en la seneschausse de Poictou, & president presidial au siege de Poictiers, à cause de sa seigneurie d'Auanton, present:maistre Gautier bermondet, president en la cour presidial de Limoges, seigneur par indiuis auec ledit maistre Iean bermondet de ladite baronnie de Fromentau, par lesdits de la chau-

mette & de la coste: François taueau, escuyer, seigneur & baron de Mortemer, en personne: messire Charles turpin, cheualier, seigneur de Targe, proprietaire de la baronnie, terre & seigneurie de Monthoiron & Lizay, par maistre Simo lucas son seneschal audit Targe: François de reillac, vicomie, seigneur chastellain de Brigueil, par ledit Eschinard: Ambrois de Gracy, seigneur, baron de Coustaux, & seigneur de Vernou, Teuessue, Rouure, Theruentueil en perfonnne, affisté dudit Danigaud: messire Hermand de gouraut, cheualier, baron de Chef boutóne,par maistre Aimé d'allencourt son procureur: Ioachim gillier, seigneur de la Villedseu, de Comble, Petousses, la Barre, Sanglier & la Blachardiere, par ledit Ioulain: messire Iean de Pier re buffiere, cheualier, à cause de sa chastellenie, terre & seigneurie de Pontarion, par ledit Valois:messire François de Pierre bussierre, cheualier, à cause de sa baronnie du Perat, & des seigneuries de saintYriers & soubrebost, par ledit Valois: Iean brachet, seigneur baron de Perrusse, par maistre Guillaume d'aignoc seneschal dudit lieu: Gabriel de pierrebuffiere, seigneur & baron de la Villeneufue, par maistres Pierre de la bertye, & Mery busseau: dame Loyse de Liniers, barone d'Oruau, & dame de la Rodefieffranc, de la Nyuardiere & de Saurray, par maistre Florent Thibaut: Iean de la Cassaigne, escuyer, seigneur, baron de Truay, Boutonne & de la chastellenie de Brilhac en la basse Marche, par maistre François musnier iuge chastellain dudit Brilhal:le seigneur de Cormaillon, seigneur & baron de Secoudigny, par maistre Iust du dret, iuge, chastellain dudit lieu: messire Iean de sourses, cheualier, lieutenant de cinquante hommes d'armes, seigneur de Mablieu, & des chastellenies d'Aubigne & de Faye, par maistre Maixent gadras: messire Charles poussart, cheualier, seigneur chastellain de Fors, par maistre Aimé d'allécourt, son procureur fiscal: messire Geoffroy de Nuchezes, cheualier, seigneur de Baudiment, & seigneur chastellain de Beaumont, par ledit Gillet: Iacques de la Chambre, baron de Champaigne, Mouton & seigneur de Nesleran, present, assisté de Pierre mayaut son procureur:le substitut du procureur general, comparant pour la iustice desdittes baronnies & seigneuries de Champaigne & Nesleran, par-ce qu'elle a esté remise entre les mains du Roy, par arrest de sa cour de parlement:messire Iean girard, chevalier, pannetier ordinaire du Roy, seigneur de Bazauges, par ledit Ioulain, assisté de maistre Maixent poicteuin, son aduocat, pour les chastellenses de Morsey & Bazauges, & de la seigneurie de la Guignardiere, & leurs appartenances:René gourdeau, seigneur chastellain Dazenay, present, assisté de maistre Maixent peuin, substitut de maistre Ioseph bonneuin: Lazare de selua, seigneur dudit lieu, à cause de sa chastellenie de Crounieres, par ledit de la Chaumette, iuge de laditte chastellenie : Iean hely de Coulonges, seigneur dudit lieu, chastellain de la chastellenie de Maisonneis, par ledit de la Chaumette: René de sainte Maure, escuyer, seigneur chastellain de la Guyraire, par maistre Philippes gilbert:dame Ysabeau chabot, à cause de sa chastellenie de Monthoiron, par ledit de valois:messire François mesnard, cheualier, à cause de sa chastellenie Desherbiers, terres & seigneuries de Touchepres & de Longeue, par ledit Valois: François frotier, à cause de sa chastellenie de la Messeliere, par ledit Valois: François de Gaing, seigneur Doradour sur Glaue, à cause de son chasteau & chastellenie dudit Doradour, par maistre Philippes veron son procureur: Christofle de Rochechouard, enfant d'honneur du Duc d'Angoulesme frere du Roy, seigneur de Champdenier, comparant par maistre Aimé d'alencourt son procureur fiscal en laditte chastellenie:Marguerite d'Illiers,dame d'Hommes,pour sa baronnie de Lucó, par Iean mechinet: Iean ysoré, escuyer, seigneur chastellain de Plainmartin, par maistre Iacques rigonnier son procureur:dame Anne de Vernou,dame de Monstereul bonnin, par maistre Claude du moussel, chastellain dudit lieu: messire Iacques d'archiac, cheualier, seigneur de Pressac, Montseront & Montdenis, & de la chastellenie d'Auaille Limoisine en la basse Matche, par maistre François guillon, son iuge, & Iacques guillon son aduocat, & Hilaire besseleu son procureur: Gilles chastaignier, seigneur de saint Fulgent, tant en son nom que comme tuteur des personnes & biens de Gilles & Nicolas chastaigniers enfans pupilles & heritiers de deffunts René chastaignier & damoiselle Françoise saguelin, seigneurs chastellains de la Merlatiere, le Fief taucau, & du Ligneron autrement dit les Morueillieres au diocese de Luçon, par maistre Loys petit:messire René de la Beraudiere, cheualier, seigneur de Rouher, & de la chastellenie de l'Isle iourdain en la basse Marche, & Iean lucas, escuyer, seigneur de la fons Dalloigny, presens & coparas, en leurs nos, (à cause de leurs seigneuries) que pour toute tat la noblesse dudit duché de Chastelleraut, estans à ce commis & deputez: André de l'estag, seigneur de la chastellenie de Mandressac,par ledit Pineau:Iulien foucaut,feigneur chastellain de Bellãges,par ledit Dugnociuge dudit lieu: Iaques de la touche, seigneur des chastellenies Descoix & Curlon,

& Curson, par maistre Loys durant son procureur: messire Iean bouchard d'aubeterre, cheualier de s. Martin de la Couldre en Xainctonge, come tuteur & garde de damoiselle Robinctte hamon, fille & heritiere vniuerselle de feu Ican hamon, en son viuat seigneur de Bouuet, & de Rocheseruiere, par maistre Gabriel girad son procureur: messire rraçois de la roche, cheualier seigneur de la Rochebeaucourr, come tuteur des enfans mineurs de seu messire Claude de la roche, en son viuat, cheualier, seigneur de Veraize present messire Iean de la vergne, seigneur chastellain de Rie, present: François pastoreau demeurant en Angolmois, à cause de ses terres de Vieux, Serriers, Chassiers & Turgon, qu'il tient de la baronnie de champagne, en droit de chastellenie, par maistre René lambert, estant audit Posctiers, son gédre: Anthoine du Bec, escuyer, seigneur de la Mothe Dusseau, par maistre François percet son procureur: Fraçois d'allemaigne, escuyer, à cause de ses seigneuries de Nalliers, Desmurs, de la Melle, de Lautier, par ledit Dauigaud son procureur: René nallin, escuyer, seigneur du Chesne, par ledit Dauigaud: Philippes leger, escuyer, seigneur de la Sauuagere, & de la Barre pruneau en gastine, par ledit Dauigaud: Philippes de Chasteaubriant, escuyer, seigneur des Roches baritaud, de la Mesre, des Chappellets,& de Grassay, par ledit Dauigaud:messire Loys de Montbron, cheualier, seigneur de Fontaines, par ledit Poupet: messire Claude de Belleuille, cheualier, seigneur dudit lieu, par ledit Poupet:dame Ieanne de Conuen, dame du Bourg Archambaut, chastellenie au ressort de Montmorillon, par maistre René pelisson son procureur:dame Ieanne de Vouhet, à cause dudit lieu & de la seigneurie des Vazoyes en partie, par ledit Pellisson: messire Iacques de Montbron, cheualier, seigneur Danzances, & des Halles, par ledit Eschinard: François de Coussade, seigneur de Montbron, Craucaut, & Puyioyeux, par ledit de la Chaumette: messire Gabriel de saint Georges, cheualier, seigneur de Verat, de Couhe & du plessis, par ledit Ribart, assisté de maistre François Crozilles, seneschal dudit Couhe: dame Jeanne du Plessis,dame dudit lieu,de la Seguiniere,& de Beauchesne,par ledit Ribart: Anthoine du puigiraut escuyer, seigneur de la Brosse, par maistre Girard geruain, & Toussaints du puigiraut, escuyer, par ledit Geruain: dame Liette du Fou, dame dudit lieu, par ledit pelisson son procureur: François de la touche, escuyer, seigneur de Chinse, à cause dudit lieu, en la parroisse de Iaulnay, par maistre lacques busseau: lean du pouhet, escuyer seigneur d'Ardaines, en la parroisse de Heriouze, tenue sous l'hommagé de Nesse, par ledit Boisseau: Hugues l'Euesque, escuyer, seigneur de Courtmornant, par ledit eschinard: Georges boyn, escuyer, seigneur, de la Conglantiniere, par ledit Eschinard: le seigneur haut insticier de Tellis, par ledit Eschinard: messire Georges de fallignac, cheualier, seigneur de Rochegardon, par ledit Eschinard: Iacques de Leffe, escuyer, seigneur de lagrange angoru, par ledit Eschinard: Anthoine agenet, escuyer, seigneur de Breuiande, par ledit Eschinard: Guyot de Breau, escuyer, seigneur du Peux, par ledit Eschinard: Iacques de Verymes, escuyer, seigneur de la Roche de mouhes, par ledit Eschinard: Leonard martin, escuyer, seigneur de la Goultbernard, par ledit Eschinard: Balthazar de Ricoux, seigneur dudit lieu, & du chasteau de Soulignac, par ledit eschinard: Anthoine d'eaux, seigneur de la Crinilliere, par ledit Eschinard: Honoré de l'aage, escuyer, seigneur de Puylorant, par ledit Eschinard: Iean de rechigne voisin, seigneur de la Lande, par ledit Eschinard: Georges de sauignac, escuyer, seigneur de Beauregard, par ledit Eschinard: Gaspard de belliere, escuyer, seigneur de Verres, & de la Linodiere, present damoiselle Iacquette barthon, vesue de seu Iean debridiers, escuyer, en son viuant, seigneur de Gratempe & de l'Estang, au nom comme tutrice, & ayat le bail & garde noble des enfans mineurs dudit deffunt & d'elle, par ledit Pineau: Anthoine Faucon, escuyer, seigneur de Champbourant, par maistre François duqueroy, chastellain de Bridiers, affisté dudit Pineau: damoiselle Françoise de Nageres vesue de seu maistre Lois veilleseigle, en son viuant lieutenant particulier, assesser en la seneschausse de Poictou, audit siege de Nyort, tant en son nom que côme tutrice naturelle des enfans dudit deffunt, & d'elle par maistre Pierre d'Oyruau: François de la Forest, seigneur de Fleure, par ledit Pouper: damoiselle Roze danyau, vefue de feu maistre François d'oyneau, en son viuant lieutenant general en Poictou, tant en son nom que comme tutrice naturelle de Ioseph d'oyneau, escuyer, fils dudit deffunt, & d'elle, par maistres Philippes Lucas & Iacques Breton ses aduocat & procureur: Iean de vicomte, escuyer, seigneur de la Coudraye, l'undes cent gentils-hommes de la maison du Roy, present: Iean de Sansiquet, escuyer, seigneur de Deuans, & Descouhe, par maistre Lois

Sont aussi comparuz les officiers du Roy, & practiciens dudit Comté de Poictiers, à sçauoir maistres François Aubert, lieutenant general en la senes chausse de Poictou, & president aus

siege presidial dudit Poictiers, seigneur Dauanton, Jean de Brillac, lieutenant & iuge magistral criminel en laditte seneschaussee de Poictou: Iean roigne lieutenant particulier assesseur à Poictiers, maistre Iean Iacques, Richard d'albeine, Pierre le Blanc, François Bellucheau, Ieã desmoulins, Loys rogier, Iacques charlet, Anthoine regnaud, Pierre rat, Iacques Lucas, Philbert porcheron, Pierre vydard, Claude Guerin & Simon iallais, tous coseillers magistrats audit siege presidial de Poictiers: M. Fraçois de lanzon, coseruateur des privileges Royaux de l'vniuerlitéde Poictiers:maistres lea barbier, lea pallustre, Philippes arébert, & Georges chesse, aduocats & procureurs du Roy audit siegesmaistre Iacques berthelin, procureur du Roy & du Duc de Chastelleraut: M. Iean Ymbert, lieutenant criminel, & François brisson, lieutenant particulier au siege de Fontenay: maistre André regnouf, aduocat du Roy audit Fótenay: maistres Christoste l'aguillier, lieutenant particulier: Philippes berland, assesseur, & lacques laurés chastellain à Nyort:maistre Iean bastard & Bernard barland, aduocats & procureurs du Roy, audit Nyort: M. Loys le beau seneschal de Montmorillo: M. Iean menetau, seneschal de Ciuray M.Ică babgnon, procureur du Roy, audit Ciuray: M.Pierre paó, lieutenat au siege de s. Maixét: Michel le Riche, & Iacques marchant, aduocat & procureur du Roy audit saint Maixent: mai-Marrial desgranges, procureur du Roy en la seneschaussee de la basse Marche: maistre Thomas chobier, procureur au siege de Melle, tous presens: maistres Nicole le Roy, maire, François geruain, Philippes lucas, Iuuin de la court, François foucquer, Maixent poicteuin, René marchant, enquesteur, Iean morin, Pierre maisonnier, Philbert pollier, Iacques herbert, Charles guillo, Iean boicean, Ican du peyrat, René lambert, messire Mathurin l'ayné, docteur, Hugues iamin, Anthoine morlon, Nicole clabat, Iean Guillemier, messire Anthoine de la duguye, docteur, Ioseph d'alençon, Mathurin hacquet, François bardouyn, Estienne billaud, Anthoine bouchet, Guy du Chastellier, Roger maisonnier, François rousseau, Martial reis, Jacques bouueny, François esbouezart, Gorges baron, François lucas, François poupet, Simon dreux, Ieã hefnard, Iacques brethe & Iean cotant: tous aduocats audit fiege prefidial dudit Poictiers, presens:maistres François eschinard, François poupet, Jacques le breton, Maurice girard, Pierre charpentier, René pelisson, Anthoine veron, Pierre morin, Christosle ribard, Pierre roussean l'aisné, Florent thibaud, Anthoine du hameil, André brethe, Nicolas dauigaud, Michel Valois Philippes gilbert, Pierre doyruau, Mery bulleau, André pelleiay, Gabriel bouchet, François marchant, l'aisné, Sebastien salyueau, Iacques Gayureau, Lois ioulain, Mathurin bohier, Lois petit, Thomas gillet, Maurice guynard, François marchant, le ieune, Fraçois de la Forge, Lois durand, Iean d'argenton, Iean liege, Iean de génes, Maurice quere, Anthoine ypeau, Nicolas iarry, & René rollandeau: tous procureurs & practiciens audit siege presidial dudit Poictiers, presens.

Et pour le tiers estat son coparuz les maire, bourgeois & escheuins de la ville de Poictiers, manans & habitans d'icelle, par maistre Nicole le roy, escheuin maire & capitaine de laditte ville, assisté de sire Pierre rat, Iean estiualle, Ioachim preuost, Iean caillet, Nicolle d'albenne, Philippes lucas, maistre Pierre maisonnier & Maixent poicteuin, Tous escheuins manans & habitans dudit Poictiers, pour raison de laditte possessions & biens qu'ils ont en & autour d'icelle, tant en general qu'en particulier, gatnis de maistre Lois ioulain, procureur ordinaire du corps & college de laditte ville: les manans & habitas de la ville de Chatelleraut, par ledit maistre Iacques berthelin, procureur du Roy & dudit seigneur duc, & Simon lucas, seigneur de la Croix boulard aduocat audit Chastelleraut: les manans & habitans de la ville de Fontenay le comte, comparans par maistre Ioseph bouuenin, procureur pour le maire, escheuins & procu reurs de laditte ville: les manans & habitans de la ville de Montmorillon, par maistre Claude perot leur procureur: les manans & habitans de saint Maixent, par lesdits maistres Michel le riche & Iacques marchant aduocat & procureur du Roy audit lieu:les manans & habitans de la basse marche, par ledit maistre Martial des granges, procureur du Roy audit siege:les manás & habitans de Ciuray, par ledit maistre Iean babignon, procureur du Roy audit lieu: les manas & habitans de Thouars, par maistre Iean de la greue, comme procureur sindic desdits manans de laditre ville & communauté d'icelle: les manans & habitans de la ville de Parthenay, comparans par maistre François de coignac, iuge chastellain dudit lieu: les manans & habitans de la ville du Dorat, par maistre Iacques fauconnier, & Ioseph n'aymont: les manans & habitans de la ville de faint Sauin, comparans par maistre Charles du bois, iuge preuostal de faint sauin: Charles Roy, Ioseph iournee, François Ieran, Iean Lion, Nicolas niuelet, Iacques & Sauyn rozels, Sauyn & Ican guillemets freres, Ican tort, Loys rengeart & Nicolas l'alemant: tous manans

manans & habitans dudit saint Sauyn, & faisans partie d'iceux nommez par la procuration de maistre Nicolas dauigaud, leur procureur: les manans & habitans de la ville & communauté de saint Benoist du Sault, & des parroisses dudit bailliage, comparans par ledit Eschinard: les manans & habitans de la parroisse de Vouuenil sur Vienne, comparans par maistre François poupet, leur procureur: Mathurin billaud & Iean yuernat, procureurs de la fabricque de la parroisse de Chaillac, de la vicomté de Brosses, tant pour cux, que pour les manans & habitans de la ditte parroisse pour le tiers estat, assistez de maistre René pelisson, leur procureur: les manas & habitans de la parroisse de Vareilhes, comparans par ledit Pineau: les manans & habitans de la parroisse de saint Pierre de Farsat, par ledit Pineau: les manans & habitans de la parroisse de saint Maurice, par ledit Pineau: les manans & habitans de la parroisse de la pa

En procedant ausquelles comparitions & à l'appel des dessussities comparans, ont esté par aucuns d'eux cy apres nommez, faites les remonstrances & protestations qui s'ensuy-

Lesdits maistres Iacques fauconnier, & Ioseph n'aimon, pour les abbé, chanoines & chapitre de laditte eglise collegialle de saint Pierre du Dorat, & aussi pour lesdits manans & habitas de laditte ville du Dorat, ont dit que sans cause lesdits abbé, chanoines & chapitre, manans & habitans ont esté appellez à la presente conuocation, par-ce que laditte ville & seneschausse du Dorat, & habitans & ressors d'icelle ne ressortissent en la seneschausse de Poictou, & ne se regissent selon les coustumes d'icelle, ains ressortissent nuëment en la cour de parlement de Paris, & sont regies tant selon la disposition du droit escrit, que par les coustumes & observances contraires à celles de Poictiers, requerans acte de leur declaration.

Ledit Brethe pour ledit seigneur de la Rochebeaucourt, comme tuteur des ensans de seu messire Claude de la Roche, en son viuant, seigneur chastellain de Varaize, a declaré icelle chastellenie estre situee prés la ville de saint Iean d'Angely, subiette au ban & arriereban de Xain-ctonge, ressortissant par appel audit lieu de saint Iean d'Angely, & est ladite chastellenie tenue en sief & hommage de la vicomté d'Ançay.

Ledit maistre Iust du Dret, pour ledit de Cormaillon, seigneur de Secodigny, nous a remostré que ledit seigneur de Cormaillon n'a peu estre aduerty de la presente assignation estant ledit seigneur au seruice du Roy, en la ville de Calais: protestant que ce qui seroit par nous fait ne luy puisse preiudicier n'y à ses droits, desquels il est sondé, à cause de saditte baronnie de Secondigny: Nous requerans acte de saditte declaration & protestation.

Nous commissaires susdits auons ordonné que les dessus auront acte de leursdittes remonstrances, declarations & protestations, pour leur seruir & se pour uoir sur icelles, ainsi qu'il appartiendra par raison.

Ont esté aussi appellez ceux qui s'ensuyuent, contre lesquels (le procureur du Roy ce requerant)auons donné deffaut:à sçauoir contre les religieux, abbé & conuent de la Celle dudit Poictiers, & contre ceux des estats de l'eglise & noblesse qui n'ont esté cy dessus specifiez, & estans conuocquez à son de trompe & cry public, ont desfailly: & aussi contre les manans & habitans de la ville de Nyort, les manans & habitas des parroisses de Nytre, de Coulombiers, de Maugue, de saint Liger en Palluz, de Beaumont, de Souffay, & Orches, d'Antran, d'Vsseau, de Montdion, de Langue sur Vsseau, & Remeneuil, de saint Pierre de Boneilmatoire, de Mous fy, & faint Cire, de Senant, de faint Christofle sous Faye la vineuse, de saint Geruais d'origny, de saint Martin de Quinlieu, de la ville d'Aurigné, de sainte Ragonde en Gastine, de la chappelle Rouge, de saint Hilaire de mons, de Posthume, de Targe, de Cheneuelles, de Fressiueau, de Monthoiron, d'Afnieres, de Prinçay & d'Auaille, de faint Hilaire d'escorbe, de Thuré, de la Barbeliere, & de Cleruaut, de nostre Dame des Vaux, de Vellesches, de saint Romain sur vienne, d'Auge, l'Ingrande, d'Oire, de saint Vstre, de saint Sauueur, de la Foucauldiere, d'Anthoigny, de faint Seuerain, de Loigny les bois, de Lussac le chasteau, de la Trimoille, de Champdenier, de Villiers, de Palluau, de Brillerbaut, de Faillerō, de la Gauuache, du Coustumier, de l'isle Chauuet, de Beauuoir sur mer, de l'Isle bouyn, de Ferrieres, de l'Isle de Noirmonstier, de S. Geruais, de Chaneil, & les Salines, de Chastenay, de S. Martin, de Salertaine, de la Voirie, de S. Christofle, de Ligneron, de Commequiers, de saint Paul, de Montpenil, d'Aspremot, de saint

Nicolas de brein, de la Chaisegiraut, des Marnomieres, de Mareul, de sainte nermine, de Bournezeau, de saint Hilaire, de Vouhis, de la Chaise le vicomte, de Curzay, de Forges, d'Auon, de Bougon, de saint Martin, de Pinprou, de Croutelles, de Mezeaux, de Comble, de Marigne, de Marsay, de Coulombiers, de Couhe, de Montagu, de Beaurepaire, de Bridiere, de Verueilhac, de saint Proiect, d'Arsueille, de Morterels, de Gartempe, de la ville, bailliage & barontie de Mauleon, de Mortaigne, de Bourganeus, d'Anede, de la ville de Rochechouard, de saint Laurés sur gort, de saint Vertinian, de Mortemar, de Brigneil l'asne, de la chastellenie d'Herbiers, de Secondigny, de Chasteauneus, de Herisson en Gastine, de Tusson, d'Aigres, de Marcillac, de Gournille, d'Anuille, de saint Medard d'Auge, de Mouston, de Villesaignen, de la ville de Mortemer, de Dyenne & Verrieres, de la ville de Vyuonne, de Champigny saint Hilaire, & de la ville de Gençay, contre tous lesquels non comparans en personne ny par procureurs, auons donné desfaut portant tel prossit que de raison.

Ce fait, auons fait faire le serment aux gens desdits trois estats en tel cas requis & accoustumé: à sçauoir, qu'en leurs loyautez & consciences ils nous rapporteroyent ce qu'ils auroyent veu garder & observer des coustumes ancienes desdits Comté & Pays de Poictou, & ce qu'ils en sçauroyent, cessant toute affection priuee & particuliere, ayant seulement esgard au bien public, nous disant aussi leur aduis & opinion de ce qu'ils trouueront dur, rigoureux & desraisonnables des coustumes anciennes cy deuant par eux observees, pour (comme tel) estre par nous (selon qu'il nous est mandé par les dittes lettres de commission) temperé, moderé, corri-

gé, ou du tout tolu & abrogé, ce qu'ils nous ont promis & iuré de faire.

Et ledit iour de Lundy xvj.dudit mois à deux heures apres midy, auons commencé en presence desdits officiers & gens des trois estats à faire lecture dudit liure imprimé, & continué à ce faire, les Mardy, Ieudy, & Vendredy ensuyuans, matinees & apresdinces: & samedy matin xxj.desdits mois & an: & de l'aduis desdits officiers & estats a esté intitulé ledit coustumier,

[Coustumes du Comté & Pays de Poictou, anciens ressorts & enclaues d'iceluy.]

Et à la lecture du premier tiltre & rubriche dudit liure imprimé, qui estoit, [De la distinctió des iurisdictions, haute, moyenne & basse, & qui en est sondé.] ledit lieutenant general nous a remonstré que ledit tiltre estoit dessectueux: car combien qu'en la plus-part du pays de Poictou, tous seigneurs de siefs soyent sondez en quelque iurisdiction, toutes fois est bon que par ledit tiltre & rubriche soit sait mention des siefs: assin que ceux qui liront ledit coustumier, entendent que laditte matiere de sief est traictee sous laditte rubriche: à ceste cause de l'aduis desdits estats auons changé laditte rubriche en la maniere qui s'ensuy.

Des fiefs & iurisdiction, haute, moyenne & basse, & de ce qui en depend.

Estienne sergon, seigneur de la Pataudiere, assisté dudit maistre Iean du Poix, nous a remostré pour les lits. Duc & Duchesse de Motpensier, qu'à cause de leurs terres & seigneuries sufdittes ils sont de temps immemorial sondez en tous leurs droits, auctoritez & prééminences qui leur donnoit & donne l'ancienne coustume dudit Pays de Poictou : desquels ils ont iouy paisiblemét & sans cotredit, tant depuis l'an 1513, qu'au parauant : nous requerans conseruer les les Duc & Duchesse, ensemble leurs vassaux, en leurs dits droits, auctoritez & prééminences: autrement ou voudrions saire & ordonner quelque chose au contraire, ont declaré qu'ils s'y opposoient, & entendoyent en appeller là, & en cas que voulions passer outre dont du tout ils nous ont requis acte, que leur auons octroyé: & neantmoins ordonné que suyuant le pouvoir à nous donné par nostre-ditte commission, nous reformerions, modererions, corrigerions & abrogerions ce qui seroit trouué, & trouuerions par l'aduis desdits estats ou la pluspart d'iceux dur & des fraisonnable pour estre obserné à l'aduenir sans pour-ce preiudicier aux proces intentez, droits acquis & aux droits & tiltres particuliers des seigneurs, si aucuns en ont.

En la fin du troisieme article, commençant par ces mots, [Le seigneur chastellain.] ont esté adioustez ces mots, [Acquise au parauat l'ancienne resormation, de l'an mil cinq ces quatorze, & depuis continuee, pour plus grande explication du contenu audit article.]

Sur lequel ledit Maistre Estienne Lamoureux, pour ledit seigneur de la Vauguyon, nous a dit que au pays de la basse Marche, les seigneurs chastellains ont sourches patibulaires à quatre



à quatre pilliers: auquel ce requerant, auons donné acte de son dire pour luy seruir, comme de

En lisant le iiij.art.dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, [Chacun seigneur chastellain est fondé par laditte coustume d'auoir grade & petite assise laquelle petite assise en aucus lieux est appellee preuosté, & en aucuns lieux les plaicts, & en autres lieux l'assise du chastellain, & pour l'exercice d'icelles assiles peut & doit auoir deux jugesic'est à sçauoir, pour laditte petite assisse, vn iuge, & pour laditte grande assisse, seneschal ou bailly par dessus, I ledit Brebier pour ledit procureur du Roy, nous a remonstré qu'au moyen des apparageurs & apparageaux (qui font les freres aisnez & puisnez) qui en diusant & partageant entr'eux leurs successions feodalles, constituent & creent iurisdictions subalternes, faisans multiplications de degrez d'icelles au grand preiudice & foulle des pauures subiets qui pour plaider de leurs brebis ou vaches sont par telle multiplication de degrez grandement trauaillez, tellement que le principal dont ils plaident est consommé deuant qu'ils soyent venus au juge Royal: & neantmoins lesdits apparageurs ne trouueront par leurs adueuz qu'ils ayent permissió du Roy de ce faire, & qu'à ceste cause seroit bon de trouuer quesque moyé pour à ce obuser: nous requerat que sur-ce en voulusions demander l'aduis des estats:ce qu'auons fait,& de l'aduis d'iceux estats auons mis ledit iiij.article,commençant par ces mots,[Tous comtes,vicotes,]pour auoir lieu à l'aduenir sans preiudice du passé, & ce nonobstant le dire dudit maistre Guillaume d'Aigure, seneschal de la baronnie de Perusse, lequel a requis pour ledit Iean brachet, seigneur & baron dudit Perusse & Iulien focaut, seigneur de la chastellenie des villages, que ledit ancien article demeurast, & ou le voudrions tollir & abroger, qu'il f'opposoit pour lesdits seigneurs, de laquelle opposition luy auons donné acte: & nonobstant icelle ordoné de l'aduis desdits estats que le dit article demeurera reformé ainsi qu'il est.

Le v.article commençat par ces mots, [Lesdits comtes, vicomtes,]a esté introduit de nouuel & mis au lieu du cinq-ieme article & partie du vj. anciens estans audit liure imprimé, desquels cinqieme & partie du vj.la teneur estoit [et ledit seneschal ou bailli qui est par dessus ledit chastellain, & aussi ledit chastellain ou iuge qui est par dessous ledit seneschal, peuuent creer & constituer notaires pour passer lettres & contracts voluntaires sous les seels establis aux contracts en chacune chastellenie, si le seigneur dont ils sont officiers est seigneur ou baron ou plus grand: mais s'il n'estoit que simple chastellain, son seneschal pourra creer lesdits notaires & not sondit chastellain ou preuost.

Et peut le seigneur chastellain ou son seneschal mettre & instituer sergens par & selon les bailliages de sa chastellenie.]

Le septieme article commençant par ces mots, [Les seigneurs ayans iurisdiction,] a esté de l'aduis desdits estats de nouvel introduit pour avoir lieu à l'advenir, nonobstant les remonstraces dudit maistre François duqueroy, pour les seigneurs vicomtes dudit Bridiers, qui a dit que les officiers dudit vicomté ont tousiours par cy devant residé en la ville de la Soubsterraine; comme estant lieu plus propre & commode, tant aux officiers que subiets & iusticiables: mes que laditte ville est sisse au milieu dudit vicomté, & ont les subiets este u le dit lieu & pla ce pour porter leurs grains & devoirs annuels: & s'est opposé à ce que le dit article fust de nouvel adiousté, De laquelle opposition l'auons debouté, & ordoné que le dit article demeureroit adiousté, pour estre observé pour l'advenir, nonobstant aussi le dire dudit M. François pineau, & Brice de la chaumette: lesquels pour les seigneurs de Gartau, Maudrisac, Bochero, Cromieres, Maisonnez, Montbron, Crimeraut & Puioix, ont fait semblables remonstrances que le dit Duqueroy.

Les articles viij.commençant par ces mots, [Tous vendans,] neufieme commençant par ces mots, [Nuls de quelque estat,] dixieme commençant par ces mots, [Et ne seront védus,] vnzieme commençant par ces mots, [Le seigneur,] & xiij.commençant par ces mots, [Si le marchant,] ont esté de l'aduis desdits estats introduits de nouuel pour estre obseruez à l'aduenir.

Au xiiij.article qui estoit le septieme dudit liure imprimé, començant par ces mots, [Celuy qui a haute instice,] ont esté interposez ces mots, [Et auoir bonne & seure prison, bassie à tez de chausse sans creux ou sosse en terre: sans aussi vier de ceps ou sers pour la detention du prisonnier,] & mis au lieu de ces mots (estans au viel coustumier,) [Et auoir sa prison & ceps à mettre les delinquans,] qui ont esté de l'aduis desdits estats rayéz.

A la fin du sezieme article, començat par ces mots, [Le vassal,] qui estoit le neuesime dudit

liure imprimé, ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Acquise au parauant l'ancienne reformation faite en l'an 1514. & depuis continuee,] pour plus grande explication du contenu audit article.

Pareillement à la fin du dixsept-ieme article, qui estoit le dix-ieme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Celuy qui tient sief noblement,] ont est é adioustez ces mots, [Acquise au parauant laditte ancienne reformation, & depuis continuee, comme def-sus, pour plus grande explication, comme dit est. Et aurôt acte les dessous-nommez de ce que en lisant ledit dixseptieme & subsequent articles ils nous ont dit & remonstré : à sçauoir, les-dits Ioulain procureur, & Robert Ribaudeau, escuyer, de ce qu'ils ont requis pour le vicomté de Rohan, reformation estre faite de ce quy'n appellant d'vn iuge en vne cause se dis porte exempt dudit iuge & de la iurisdiction en toutes causes, & que en ce, il se commet de grands abus: car sous le pretexte que certaines parties concluét hypothecairement en matieres pures personnelles, procedans de contracts & obligations, les iuges royaux retiennent indifferemment la cognoissance desdittes matieres au grand preiudice des seigneurs hauts iusticiers, & mesmement dudit seigneur vicomte de Rohan, à cause de ses baronnies de la Gamache & Beaumery sur mer, du territoire & iurisdiction desquelles sont par ce moyen distraicts les subiets dudit seigneur.

Et ledit M. Iean briand affisté dudit Ioulain de ce qu'il a remonstré pour ledit Comte de la Rochesoucaut, à cause de sa principauté & seigneurie de Marsillac, q les seigneurs dessies inferieurs & vassaux dudit Marsillac, ne sont sont enus les subiets desdits vassaux & habitans de laditte principauté plaider leurs causes par deuant le iuge & seneschal d'icelle principauté, sans que lesdits vassaux ayent droit de iurisdiction & assiste, sinon que tels droits sussent par expres portez & contenus par leurs adueuz & denombremens, & qu'ils sussent en possession dudit exercice de iurisdiction: autrement ledit seigneur est seul sondé esdits droits prinatiuement à tous autres iusticiers ses vassaux requerant luy en estre fait reservation comme d'vsance ou coustume localle en laditte seigneurie & principauté de Marsillac, non comprinse sous

la generalité dudit article de coustume generalle de Poictou.

Et les dits Fergon & du Poux de ce qu'ils ont remonstré que les saits Duc & Duchesse de Montpensier sont sont coustume de tout temps, de congnoistre par preuention de toutes les causes d'entre les hommes & subiets des vassaux de leurditte Vicomté de Brosse & chastellenies en dependans, & de les faire plaider par deuant leur suge ordinaire des lieux: sans que les dits vassaux, soyent hauts, moyens, ou bas susticiers, les puissent par renuoy, ou au-

trement empescher.

Et ledit maistre Estienne lamoureux, de ce qu'il nous a remonstré pour ledit seigneur de la Vauguyon, que les dits deux articles n'ont esté receus, approuuez, n'vsitez au Pays de la basse Marche, au regard des vassaux tenans siefs, des seigneurs barons chastellains: les quels vassaux, à cause de leurs siefs, n'ont aucun exercice de iurisdiction, ne contrainte de sour: mais doiuet & sont tenus eux & leurs hommes & subiets plaider par deuant les iuges de leurs seigneurs chastellains: ausquels seuls appartient toute iurisdiction & exercice de iustice, priuatiuement à leurs vassaux: sinó que par l'adueu & denobrement du vassal sus sorté par expres ledit droit d'auoir iurisdiction & contraincte de sour.

Et ledit M. Pierre Rat, affisté dudit M. Iacques de la combe de ce qu'il nous a dit & remonstré pour ledit seigneur vicomte de Rochechouard, qu'audit vicôté de Rochechouard de tout
temps & possession immemoriale il est sondé d'empescher que nul de ses vassaux ait droit de
tenue d'affise en sondit vicomté, sinon qu'il l'eust par cession speciale convenance ou accord:
nous requerant de le conserver en sessit droits & possession tout ainsi & par la forme & maniere que le seigneur Vicôte de Thouars y-a esté conserve par laditte coustume escrite audit
vnzieme article en redigeat icelle en l'an 1514. auquel temps sut obmis de remonstrer les dits
droits & possession, par-ce que le dit vicomté de Rochechouard estoit pour lors saissen la main
du Roy, & que les procureurs dudit seigneur Roy, assistans à laditte redaction n'estans advertis des dits droits n'en auoyent fait aucune remonstance assin d'auoir semblable reservation
que le dit vicomté de Thouars: & que depuis laditte saisse leure & ostee par arrest de la cour
de parlement le dit seigneur & ses predecesseurs conservans leurs anciens droits & possession en ont tousiours iouy & empesché qu'autres y seissent aucune entreprinse preiudiciable à sesdits droits & possessions, à cause de sondit vicomté.

A tous



A tous lesquels auons octroyé acte de leursdittes remonstrances pour leur seruir, ce que de raison. Et neantmoins auons ordonné que les dix-sept & dix-huict-seme articles passeront pour articles de coustume generalle, sans presudicier à leurs droits & tiltres particuliers, si aucuns en ont.

Au dixneuf-ieme article qui estoit le xij. dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Tout seigneur,] apres ce mot, [Chastellenie,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [De la qualité cy deuant dite,] & apres ce mot [Peut] ont osté adioustez ces mots, [Doit & est tenu,] en consequence du iiij article, pour auoir lieu à l'aduenir, & en la fin dudit xix. article ont esté adioustez ces mots, [Lesquelles assisses seront tenus saire exercer & tenir selon que dessus autrement & en dessaute de ce, se pourront les subiets pour ueoir par deuant le iuge superieur, & ne seront les causes d'assisse expediees hors l'assisse consentemét des parties si ce n'estoit par lettres d'abbreuiation ou que les causes susses sus serves ou privilegees.]

Au vingt-trois-ieme article qui estoit le sezieme dudit liure, commençant par ces mots, [Celuy qui a acquis,] apres ces mots, [Seigneur seodal,] & deu at ces mots, [Et ded as xl.iours,] ont esté de l'aduis desdits estats interposez ces mots, [S'il est demeurant & a manoir en la chastellenie: & ou il n'y seroit demeurant, à son seneschal, suge & procureur, ou l'vn d'eux trouuez sur les lieux: & ou il n'y auroit exercice de iurisdictio, ou que les dits officiers ne demeurassent sur les lieux, l'acquereur pourra notisser en presence de deux notaires par assiches saites à la grand porte de l'eglise parrochiale du sief dominat en la chastellenie,] aussi de l'aduis que dessus entre ces mots, [Sermét fait,] & ces mots, [Le seigneur,] ont interposez ces mots, [Ded as le dit temps & par la forme que dessus,] le tout pour auoir lieu à l'aduenir.

Le xxiiij.article, commenç at par ces mots, [L'acquereur qui aura,]a esté par l'aduis desdits estats de nouvel introduit.

Le xxvij.art.començant par ces mots, [Pour constitution,] a esté mis au lieu du xix.art.dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, [En vendition de rêtes generalles ne sont deuës aucunes ventes n'hôneurs: mais si en assiette de la rente, le védeur baille aucuns biés immeubles, les létits biens ainsi baillez en assiette sont césez auoir esté véduz dés le téps de la ditte vention de rétes & y-a le seigneur seodal & le lignager pour les retirer & auoir par lignage ou par puissance de sies, ou auoir les ventes & honneurs tous & tels droits come si les ditts biens immeubles auoiée esté vendus parauant pour le pris quauoit cousté la rente dont on baille la ditte assiette,] lequel xix.article par l'aduis desdits estats a esté rayé & abrogé.

Au xxviij.article, qui estoit le xx.article dudit liure imprimé, començant par ces mots, [Aucun n'est tenu,] ont esté apres ce mot, [Excepté,] & deuant ces mots, [Ou si la chose,] interposez ces mots, [Si le seigneur le requiert par sorme d'edition,] comme adioustez de nouuel sans preiudice du passé.

Au trente-vn-ieme article qui estoit le xxiij. dudit liure imprimé, començant par ces mots, [Si le vendeur,] apres ces mots, [Contract de vente,] & deuat ces mots, [En prédre le rachat,] ont esté interposez ces mots, [Par exhibition faite en la forme que dessus] en consequence des precedentes additions.

Les articles xxxiij.commençant par ces mots, [Peuuent aussi,] trentecinq-ieme, commençant par ces mots, [Et sera,]xxxvij.commençant par ces mots, [Tiendra ledit meusnier,] & xxxix.commençant par ces mots, [La banlieuë,] ont esté de l'aduis desdits estats de nouuel introduits.

Le xlvij.article, commençat par ces mots, [Les boulengers,] a esté par l'aduis desdits estats de nouvel introduit, nonobstant les remonstrances dudit Briaud, qui a pour ledit seigneur cote de la Rochesoucaut dit que ledit comte a droit & est en possession de tous temps immemorial d'empescher que ses hommes & subiets de saditte principauté & seigneurie de Marsillac ayent & tiennent aucuns sours en leurs maisons & de les contraindre à cuire au sour bannier dudit seigneur leurs pastes, soit pour la necessité d'eux & de leurs familles, ou pour icelles ailleurs vendre & debiter.

Semblablement ledit maistre François Botaud nous a dit & remonstré pour ledit maistre Benoist le Roux, preuost commendataire & seigneur chastellain de saint Benoist du saux, que ledit le Roux & ses predecesseurs preuosts dudit saint Benoist, sont de tout temps en possession & iouyssance de pouuoir contraindre les manans & habitans de la ville dudit saint Benoist, & saux-bourgs d'icelle : ensemble les manans & habitans du bourg de Sacierges d'apporter leurs pastes aux sours à ban desdits lieux, soit pour la prouisson de leurs mai-

fons & nourriture d'eux & de leurs familles, ou pour le védre en autres lieux: à ceste cause s'opposoyent les les Briaud & Botaud es dits noms à la correction contenue en ce present article, requerans acte de leurs oppositions, que leur auons octroyé & ordonné que le dit article tiendra, sans prejudicier à leurs droits & tiltres particuliets, si aucuns en ont.

Le xlix.article commençant par ce mot, [Toutesfois,]a esté de l'aduis desdits estats de nou-

uel introduit.

Au lyj.article qui estoit le xlj.dudit liure imprimé, començant par ces mots, [Si les ces,] de l'aduis desdits estats sur la fin dudit ancien article apres ces mots, [Le iour,] & deuât ces mots, [Ou il entend,] ont esté interposez ces mots, [Et lieu en son sief,] Et à laditte sin ont esté adioustez ces mots, [Ce que ledit seigneur sera tenu faire dedans huict iours apres le terme escheu, à l'issue de la messe parrochiale où les lieux subiets sont situez & assis, & assigner iour à la huictaine ensuyuant pour porter les dits deuoirs en lieu certain: autrement ne sera tenu le detteur de payer q la vraye valeur & estimatio desdits deuoirs eu esgard au teps du terme escheu]

A la fin du cinquatehuict-ieme article, commençant par ces mots, [Et combien,] qui estoit en substance, le xliij, dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Et supposé,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Et qui en aura fait expossion, & s'il les trasporte à autre sans faire exponsion, n'en sera deschargé sans fournir de tenancier recognoissant ledit deuoir.]

Les articles soixante-deux-ieme, commençant par ces mots, [Plusieurs hommes,] & soixate-six-ieme, commençat par ces mots, [Età ceste sin,] ont esté de l'aduis desdits estats de nou-

uel introduits.

Au soixante-huict-ieme article, commençant par ces mots, [Le haut iusticier,] qui estoit le cinquantieme article dudit liure imprimé apres ces mots, [Tenir prison,] & deuant ces mots, [En sa maison,] ont esté en consequence des additions precedétes interposez ces mots, [Arcs de chausse en la maniere que dessus,] & mis au lieu de ces mots, [Et ceps,] qui ont esté rayez.

Au lxxiij.article,commençant par ces mots, [Quand aucun seigneur,] qui estoit le lv. article dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Si & quand,] au lieu de ce mot, [Suzerain, ont esté mis ces mots, [Chastellain de la qualité cy deuant ditte,] en consequence du iii.

article cy deuant adiousté.

Au lxxxj.article,commençant par ces mots, [Celuy qui n'a,] qui estoit le lxiij. dudit liure imprimé,commençant par ces mots, [Vn homme ou semme,] apres ces mots, [De la prinse seulement,] & deuant ces mots, [Et les peut detenir,] ont esté de l'aduis desdits estats interposez ces mots, [Et non du dommage & interests,] pour auoir lieu à l'aduenir.

A la fin du octante-quatrieme article qui estoit le lxvj.dudit liure imprimé, commençant par ces mots,[A la relation,]ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots,[Si ce n'est

par inscription en faux.

Aussi à la fin du octante-six-ieme article qui estoit le soixante-huict-ieme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Si aucunes saisses,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Et ne sera receuë autre preuue au contraire, sinon par laditte inscription en faux.]

Aussi à la fin du octante-neuf-ieme article qui estoit le septante-vn-ieme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Le seigneur de sief,] ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Et suffit pour la validité de laditte saisse que l'vne des causes exprimees en icelle soit

verifiee.]

L'art.ciij.començant par ces mots, [Et quant aux autres rentes,] a esté introduit de nouuel par l'aduis desdits estats pour raison de l'individuité cotenue en iceluy seulemet, & l'art.lxxxv. liure imprimé, dont la teneur s'ensuit, [Autre chose seroit si ce n'estoit pour le deuoir du sies, comme dit est, en plusieurs lieux esquels aucuns seigneurs sur leurs sies de leurs subiets ou de leurs voisins ou sur aucuns d'iceux ont rétes, tailles, arbaux ou autres charges: car supposé qu'ils tiennent iceux deuoirs noblement, chacune partie du sonds n'est pas chargee du tout, & aussi pour icelles charges que l'on a sur autruy sies, n'a aucune amende à iceluy à qui icelle charge est deuë, pour icelle charge non payce au terme,] a esté par l'aduis que dessus, rayé & abrogé.

A l'article cviij.commençant par ces mots, [Et y-a deux manieres,] qui est le octante-neufieme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Et sont les manieres,] sur la fin d'iceluy apres ces mots, [De deuotion,] & deuant ces mots, [Lequel hommage,] ont esté par l'aduis desdits



desdits estats, & pour plus grande explication du contenu en iceluy, interposez & adioustez

ces mots, [Comme celuy qui est donné en franche aumosne à l'eglise.]

Al'article cent quatorzieme qui estoit le nonante-cinq-ieme dudit liure imprimé, començant par ces mots, [Le seigneur peut en sa personne,] apres ces mots, [A ce ordoné,] & deuat ce mot, [Receuoir,] ont esté de l'aduis desdits estats interposez & adioustez de nouvel ces mots, [Pourueu qu'il ne soit personne vile.]

Le cent quarante-vn-ieme article, commenç at par ces mots, [Si le chemier decede,]a esté par l'aduis desdits estats de nouvel introduit pour l'aduenir, sans prejudice du passé, & des pro-

ces intentez.

A la fin de l'article exlij.qui est l'article exxiij. dudit liure imprimé, commençant par ces mots,[Il suffit,]ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots,[Sinon qu'il en soit requis par le seigneur:auquel cas ledit vassal sera tenu le bailler à ses despens par le menu,]pour l'adue

nir & sans prejudice du passé & des proces intentez.

Sur le cent vingt-six-ieme article dudit liure imprimé & ancien cayer dont la teneur ensuit, [Et semblablement si le mary va de vie à trespas & la semme suruit, il conuient qu'elle face ses hommages de rechef, & y-a droit de rachat,]ledit procureur du Roy à remonstré, que c'estoit chose dure, inique & deraisonnable que la semme pour laquelle le mary pour raison des sies à elle appartenans a fait soy & homage au seigneur seodal, soit non seulemet contrain cte apres le decez de sondit mary de saire de reches la soy & hommage: mais aussi de payer les droits de rachat, mesmement icelle semme se contenant en viduité, à ceste cause a requis la resormation dudit article si trouuions par l'aduis desdits estats ainsi le deuoir sai-re.

Par ledit maistre Gabriel bouchet a esté dict pour ledit seigneur de la Trimoille, vicomte de Thouars, qu'il s'opposoit à la reformation dudit article requise par ledit procureur du Roy, & que s'il estoit resormé suyuant les remonstrances dudit procureur, telle resormation seroit grandement presudiciable audit seigneur vicomte, & ou voudrions passer outre protestoit d'en appeller. Sur-quoy apres auoir eu l'aduis desdits estats qui nous ont remonstré ledit article estre dur & deraisonnable pour les raisons alleguees par ledit procureur du Roy, auons resormé ledit article, & au lieu d'iceluy mis l'article cent quarantecinq-ieme, commençant par ces mots, [Si le mary,] pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé.

A la fin du cent cinquantieme article, qui estoit le cent trentieme dudit liure imprimé, començant par ces mots, [En la vicóté de Chastelleraut,] ont esté adioustez ces mots, [Aussi ne en sera deu si le mary ayant porté la soy pour laditte semme la predecede,] & sur ledit article a esté remostré par ledit Berthelin substitut du procureur du Roy, à Chastelleraut, que ledit lieu de Chastelleraut, qui estoit anciennement vicomté, est à present erigé en Duché, partant requeroit qu'au lieu de [vicoté de Chastelleraut,] soit mis [Duché,] auons ordonné que l'article

demeurera ainsi qu'il est, sans preiudice des dignitez, & prerogatives dudit lieu.

A la lecture du cent soixante-six-ieme article dudit liure imprimé, s'est trouué qu'il y auoit diuersité du cayer en parchemin de l'ancien coustumier estant au gresse, où estoyét ces mots, [Supposé que ce ne soit au pays où les plains courét en rachat,] audit liure imprimé où estoyét ces mots, [Supposé que ce soit au pays où les plains courent en rachat,] à ceste cause de l'aduis desdits estats, l'auons couché ainsi que contenu est en l'article cent octante-cinq-leme, commençant, [L'hommage plain.]

Le clxxxix article commençant, [Les loyaux aydes,]a esté de nouvel adiousté par l'aduis

desdits estats, pour auoir lieu à l'aduenir.

A l'article cent nonante-trois-ieme, començant par ces mots, [Es pays & lieux,] qui estoit en l'ancien cayer le clexifientre ces mots, [Peut tenir deux,] & ces mots, [Et peuvent les laboureurs,] ont esté par l'aduis que dessus interposez ces mots, [Seulement en pays de bocaige & landes: & en pays de plaine, vne & non plus: sut peine de confiscation,] & ce pour auoir lieu à l'aduenir.

A la fin de l'article cent nonante-sept-ieme, commençant par ces mots, [Et au regard des gros bois,] qui estoit l'article clxxyi. dudit liure imprimé, ont esté mis ces mots, [Mais si lesdits bois ne sont tenus noblement, ou s'il en y auoit moins que de dix arpens en vne piece, celuy à qui sont lesdits bois pourra bien proceder par arrest & emprisonnement sur lesdittes bestes trouuees en dommage, & les detenir par vingt-quatre heures seulement: mais sera tenu le dit Sss iij.

temps passé les mener en l'hostel & prison de son seigneur, plus proche du sons, ou su zerain, pour auoir son interest, & ledit seigneur l'amende,] au lieu de ces mots qui estoient aussi à la sin dudit ancien article, [Mais s'ilne tenoit les dits bois noblement, ou qu'il en y eust moins en vne piece ensemble, que ce que dit est, il n'a aucun droit de pasquaige: mais l'on peur bien le dit glan cueillir ou faire cueillir, serrer & emporter, garder & empescher qu'autres ne le sacet, sans autrement proceder à arrest & emprisonnement desdittes bestes.]

L'article ex cix.commençant, [Quand aucun promet,] a esté accordé pour l'aduenir, & mis au lieu du cent septante-huictieme article dudit liure imprimé, qui a esté corrigé, & dont la teneur estoit, [Quand aucun promet, ou est tenu bailler aucune réte ou terre en assiette, soit par

mariage ou par contract, il s'entend de l'assiette dessus declaree.]

A la fin de l'article deux cens deux-ieme, commençant par ces mots, [Le seigneur,] qui saisoit partie du cent nonantieme article dudit liure imprimé, commençat par ces mots, [Le mary,] ont esté adioustez ces mots, [Et ce iusques à la concurrence des biens seulement, en ayant
sait inuentaire d'iceux,] au lieu de ces mots, [Pour sa part & portion,] qui estoyent à la fin dudit ancien article.

De donations.

A L A fin de l'article cciij.commençant par ces mots, [L'on ne peut donner,] qui estoit audit liure imprimé, le clxxxj. ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Sans que le donataire pour le surplus puisse auoir aucun recours sur lesdits autres heritages valans dix liures procedans de la mere.]

L'article deux cens huict-ieme, commençant par ces mots, [Et neantmoins,] a esté adiou-

sté par l'aduis desdits estats pour auoir lieu à l'aduenir.

L'article deux cens neuf-ieme, commençant par ces mots, [Le mary peut doner,]a esté accordé par l'aduis desdits estats & mis au lieu de partie de l'article clxxxij.dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, [Le mary peut donner à sa femme, & la femme à son mary par donation mutuelle ou singuliere, soit par testament ou autrement tous ses meubles, tous ses acquests, &

tierce partie de son heritage,]qui estoit remis à la cour.

Sur-quoy par lessits maistres Philippes lucas, & Iacques le breton, aduocat & procureur de laditte vesue de seu M. François d'oyneau en son viuant lieutenant general en Poictou, nous a esté dit & remonstré que par ledit article clxxxij. dudit liure imprimé, donation entre mary & femme au suruiuant des deux estoit valable, sust la laditte donation mutuelle ou singuliere, faite par testament ou autrement, de tous les biens meubles, acquests & tierce partie de l'heritage de l'vn desdits conioints donateur. & combien que ledit article eust esté remis à la cour par la derniere resormation desdittes coustumes, faites en l'an 1514. toutes-sois a esté tousiours depuis comme au parauant gardé & obserué selon & ainsi qu'il est contenu audit liure imprimé, & que suyuant ce ont esté donnez plusieurs sentences & arrests faits sur turbes, requeras que ledit article demeurast ainsi qu'il estoit, & ou par l'aduis desdits estats voudrions iceluy immuer, que ce soit sans preiudice du droit à elle acquis & proces intenté contre les heritiers de sondit mary, sur-quoy auons ordonné que ledit article deux cens neuf-ieme demeurera ainsi qu'il a esté accordé par les dits estats, sans preiudice des proces pendans, & droits acquis aux parties.

A la fin de l'article cex.commençant par ces mots, [Et vaut,] faisant iceluy article partie de l'art.deux cés trois-ieme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Mais si laditte donation,] ont esté par l'aduis desdits estats pour plus grande explication adioustez ces mots, [En espece, qualité ou quantité de biens: tellement que si l'vn des conioints n'auoit heritage ancié & l'autre en auoit, elle vaudra & aura lieu, tant pour l'heritage qu'autres biens donez: le pareil

est si I'vn n'auoit que meubles & l'autre auoit heritages, acquests & meubles.]

L'article cexj. commençant par ces mots, [Ne vaut laditte donation,]a esté par l'aduis que

dessus, de nouvel introduit pour auoir lieu à l'aduenir.

L'article deux cens trezieme, començant par ces mots, [Donation entre mary & femme,] contenant partie de l'article deux cens deux-ieme dudit liure imprimé, qui auoit esté en laditte redaction faite, l'an mil cinq cens quatorze, remis à la cour, & duquel la teneur estoit, [Mary & femme se peuuent donner l'vn à l'autre mutuellement, ou par donation faite par l'vn d'entre mutuellement.

d'eux à l'autre simplement, soit par contract fait entre viss ou par testament, tous leurs meubles & acquests, & la tierce partie de leur heritage & non plus, comme lon seroit à personnes estranges: & est telle donation bonne & vallable, & se consirme par mort taisiblement, si elle n'est reuocquee: car en quelque maniere ou par quelques contracts qu'elle soit saite, elle est re uocable insques à la mort de celuy qui done: & se peut reuocquer, etiam en absence de partie tant expressement ou aussi taisiblement en alienant la chose donnee, ou autrement en ordonnant, si & quand laditte donation n'est mutue, contenant aussi en partie le ceiij article dudit liure imprimé dont la teneur estoit:

[Mais si laditte donation estoit mutue, iaçoit ce qu'elle ne soit egalle en biens, elle vaut & me la peut l'on reuocquer sans le faire asçauoir & le notifier à l'autre: & suffist de faire laditte notification apres laditte reuocation en quelque temps que ce soit, iusques à la mort du reuocant, lequel cciij, article depédoit dudit ccij, article remis à laditte cour: a esté arresté par l'ad uis desdits estats pour auoir lieu & estre obserué à l'aduenir, sans preiudice des proces inten-

tez & droits acquis, comme a esté dit cy dessus sur ledit article deux cens neufieme.

L'article deux cens quinziesme commençant par ces mots, [L'on ne peut donner,] a esté accordé par les littes & mis au lieu de partie dudit cent octante deuxieme article qui auoit esté, comme dit est, remis à la cour, & duquel article la teneur estoit, [Le mary peut doner à sa femme, & la semme à son mary par donation mutue ou singuliere soit par testament ou autrement, tous ses meubles, tous ses acquests la tierce partie de son heritage, ou à autre person ne qui soit capable de don, sors & excepté à son heritier ou heritiers presumptiss entant que touche le dit heritage, duquel l'on ne suy peut donner outre sa portion legitime & coustumiere, sur le dit heritage regardant le branchage dudit heritier ou autre branchage.]

Surquoy nous a esté remonstré par ledit Iehan de vicôte escuyer seigneur de la Couldraye pour & au nom dudit comte de Sanxerre, que ledit article cent octante deuxieme dudit liure imprimé, a esté tousiours gardé & obserué comme il estoit couché, sans l'amplification par nous faite en la prohibition de pouvoir donner à l'heritier de l'heritier presumptif, protestant qu'icelle amplificatió ne puisse nuire ne preiudicier és droits ia acquis és filles dudit seigneur comte, ne au proces pendant & indecis par le moyen d'une donation à elles saite par le seu có

te de Benon leur oncle.

Aussi par lesdits maistres Philippes lucas & Iacques le breton pour laditte vesue seu maissire François doyneau, au nom & comme tutrice naturelle de Ioseph doyneau sils dudit desfunt & d'elle, a esté faite pareille remonstrance pour le regard des donations de pere ou mere à leurs ensans que celle qu'ils ont fait cy dessus en l'article deux cens neusieme, pour le re-

gard des donations d'entre mary & femme.

Et par maistre Pierre doiruaut au nom & comme procureur de damoiselle Françoise de nageres vesue de seu maistre Loys vieilleseigle, en son viuant lieutenant particulier assesser en la seneschausse de Poictou au siege de Niort, tant en son nom, que comme tutrice na turelle des ensans dudit seu vieilleseigle & elle, a esté remonstré que laditte de nageres & seu ensans ont proces pendant à la cour de parlement à Paris, contre damoiselle Marie du lion, vesue de seu maistre Nicole clabat, les charruaux & autres heritiers de seu maistre René vieil leseigle, la decision duquel depend dudit article cent octate deuxieme, cent octante troisieme & autres semblables: auquel proces les parties ont esté appointees à faire turbes sur laditte coustume & vsance du pays: à ceste cause protestoit que par ce qui sera par nous resormé & arresté desdits articles ne luy soit preiudicié audit proces & turbes.

Sur toutes lesquelles remonstrances auons dit & ordonné par l'aduis desdits estats que le present article & autres semblables ou dependans d'iceluy, auront lieu pour l'aduenir & sans

preiudice des droits acquis & proces pendans.

L'article deux cens dixseptieme, commençant par ces mots, [Et s'il aduenoit,] par l'aduis

desdits estats a esté accordé pour l'aduenir.

A l'article deux cens vingtieme, commençant par ces mots, [Quand pere,] qui estoit le deux cens dudit liure imprimé entre ces mots, [Et successions acquises,] & ces mots, [S'il n'y auoit renoncé,] ont esté mis pour plus grande explication ces mots, [Soyent directes ou collateralles,] & à la sin dudit article ont esté adioustez ces mots, [Ce qu'elle peut faire estant en aage.]

A l'art deux cens vingtvnieme, commençant par ces mots, [Si les pere & mere,] qui estoit le deux cens vnieme dudit liure imprimé, apres ce mot [Mere] qui est au commencement

dudit article, a esté adiousté par l'aduis que dessus ce mot, [Roturiers,] & aussi entre ce mot, [Maternelle,]& ces mots, [Et vaut,] ont esté adioustez ces mots, [Collateralle à escheoir.]

Des droits appartenans à gens mariez & communauté de biens entreux & autres personnes.

ESTE rubriche de l'aduis des officiers du Roy, & practiciés desdits sieges de Poictou, a esté adioustee au present coustumier pour applicquer à icelle aucus articles qui estoyét audit ancien coustumier sous le tiltre, [De donarions,] & sous le tiltre, [De communauté de

biens, pour plus grande clarté & digestion desdittes coustumes.

A l'article deux cens vingtcinqieme, commençant par ces mots, [Femme noble ou roturiere,]qui estoit le cent nonantetroisieme audit liure imprimé, commençant, par ces mots, [Dés ce que,]entre ce mot,]Contracter,]& ces mots,[Ne aussi administrer,] ont esté adioustez ces mots, [Soit au preiudice de son mary ou d'elle,] pour auoir lieu à l'aduenir & sans pre iudice du passé.

L'article deux cens vingtneusieme, comméçant par ces mots, [Mary & semme,] a esté mis au lieu de cent nonante septieme, deux cens octante deuxieme, & deux cens nonante sixie-

me articles dudit liure, dont la teneur estoit:

[Mary & femme dés ce qu'ils sont mariez sont communs en biens & sont entreux communauté de biens meubles & acquests: & combien que durant ledit mariage le mary ait l'adminiferation du tout, tant des biens de luy que de ceux de sa femme : toutes soit sous leurs biens meubles & leurs acquests faits par eux ou l'vn d'eux durant ledit mariage sont communs entr'eux par moitié à departir, & à partir le mariage solu entre le surusuat & les heritiers du premier decedé: ô les differences & en la maniere cy dessus declaree.

Le mary & la femme dés ce que la benisson des nopces est faite, font copagnie & communauté de biens meubles, & aussi font compagnie d'acquests faits par eux ou l'vn d'eux durant le mariage: mais en la ville de Poictiers en aucun cas & personnes au regard des meubles, de-

meurent au suruiuant comme cy apres sera dit.

Et semblablement en la ville de Poictiers le mary & la semme dés que le mariage est accoply par parolles de present, sont communs en biens meubles & acquests, lesquels le mariage solu se diuisent par moitié entre le surviuant & les heritiers du premier mourant, sauf au regard des nobles, du nombre desquels sont les vignteinq escheuins & coseillers de laditte ville & de leurs heritiers masses descendans de leur chair mariez & demourans en laditte ville, au regard desquels les dits meubles sont au survivant quand il n'y a heritiers procreez en loyal mariage du premier mourant. Et en ce que les dits anciens articles ont esté resormez par le present article, aura la ditte resormation lieu pour l'aduenir seulement.

A la fin de l'article deux cens trentieme, commençant par ces mots, [Et combien que le mary,] qui estoit le cent nonante huitiesme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Combien que par la coustume,] ont esté adioustez ces mots, [Soit en possession ou proprieté, tellement que le mariage dissolu, la semme pourra intenter coplainte & autre remede pos-

fessoire.

L'article deux cens trente deuxieme, commençant par ces mots, [Et si l'vne des person-

nes,]a esté adiousté par l'aduis desdits estats pour auoir lieu à l'aduenir,

L'article deux cens trentequatrieme, commençant par ces mots, [Sile mary ou la femme,] qui estoit le deux cens octantecinqieme dudit liure imprimé qui auoit esté par la dernie re redactió remis à la cour, a esté accordé par l'aduis desdits estats auec l'addition de ces mots, [Si bon leur semble,] & de ces mots. [Auec le suruiuant d'eux n'ayant fait inuétaire:] & en ce saisant a esté rayé l'article deux cens nonantetroisieme dudit liure imprimé, comme estant comprins au present article & duquel la teneur estoit : [Quand l'vn des conioints roturier va de vie à trespassement & delaisse enfans: combien que lesdits enfans ne pourroyent conuenacer ne contracter compaignie: toutes-sois ils continueront celle du predecesseur desur : & sils sont plusieurs, tous ensemble representeront & ne feront qu'vne teste entre les roturiers.]

L'article deux cens trentecinqueme, commenç at par ces mots, [Autre chose,]qui estoit le deux cens octante sixieme dudit liure imprimé, commenç ant par ces mots, [Mais secus,]qui dependoit du precedent article remis à la cour, a esté aussi accordé comme le precedent.

L'article deux cens trentesixiesmes commençant par ces mots, [Si pere ou mere,]a esté ac

cordé pour l'aduenir sans preiudice des proces pendans.

A l'article deux cens trentehuitieme, commençant par ces mots, [Entre noble,] qui estoit le deux cens octantehuitieme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [En Poictou entre nobles], entre ces mots, [si dudit mariage,] & ces mots, [Y auoit enfans,] ont esté adiou stez ces mots, [Ou d'autre mariage precedent de l'vn desdits conioints.] Et pareillement à la fin dudit article au lieu de ces mots, [Mariez & demeurans en laditte ville de Poictiers,] qui estoyent audit liure imprimé, ont esté mis ces mots, [Tant en laditte ville de Poictiers, que és lieux dessudits viuans noblement.]

Surquoy a esté remonstré par maistre Iacques herbert aduocat pour & au nom dudit mesfire René de la beraudiere feigneur du Rouhet, que ces mots, [Pourueu qu'ils viuent noblement,]ne doiuent estre adiouste z audit article,par ce que les maire & vingteinq escheuins de laditte ville, est oyent plus de deux cens ans auparauant le priuilege de noblesse à eux octroyé, & vsoyent de coustumes, mesmes de celle qui est escrite audit liure coustumier: laquelle noblesse à eux depuis octroyee en leur faueur, ne pouvoir estre retorquee en leur prejudice ne empeschee qu'ils ne succedent par droit de suruiuance pour le regard des meubles selon qu'il est porté par ledit article contenant coustume localle, par laquelle lesdits escheuins, non com me nobles (veu que les nobles demeurans en laditte ville ne succedent par suruiuance) mais comme escheuins y succedet,& que la qualité premiere & naturelle d'escheuin peut subsisser sans l'accidentaire de noblesse:ioint que par l'edit du Roy dernier decedé a esté ordonné que les marchans feroient escheuins & gouuerneroyent la police des villes : & par confequent ledit seigneur Roy a voulu que les marchas estans escheuins iouissent des prerogatiues & vsent des coustumes concernans lesdits escheuins: & aussi que pour raison de ce y a proces pendant & indecis en laditte cour: requerant qu'ou voudrions faire laditte addition audit article, que ce soit pour l'aduenir seulement, sans preiudice du passé & des proces pendans & droits ac-

Et par le substitut du procureur general du Roy, a esté dit que l'edit du Roy est general par toutes les villes de ce Royaume, & sans que la noblesse des escheuins de Poictiers yait esté aucunement considerce: & encores que le Roy par son edit ait voulu que l'on esseus pour maires & escheuins les marchans & bourgeois des villes: toutes-sois s'entend que le marchant ou roturier qui auroit esté esseu maire & escheuin dudit Poictiers, viue apres laditte election noblement, sans saire acte de marchant ou roturier: & est ledit privilege moyen d'acquerir no

blesse, laquelle apres auoir acquise, est besoin conseruer, sans faire acte y derogeant.

Auons ordonné que laditte addition & reformation aura lieu pour l'aduenir seulement,

sans preiudice des droits acquis & proces pendans.

L'article deux cens quarante deuxieme, commençant, [Combien qu'au pays de Poictou,] a esté mis au lieu du deux cens nonante deuxieme article dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, [Combien qu'au pays de Poictou és lieux dessus declarez, le surviuant des nobles doit auoir tous les meubles: toutes-fois le premier mourant en peut à sa vie ou par téstament donner & ordonner insques à la moitié, car la moitié en est sienne: en iecluy cas le surviuant ne

payera que la moitié des dettes communes.

L'article deux cens quarantesixieme commençant par ces mots, [L'heritier de l'vn des co ioints,] a esté de l'aduis desdits estats mis au lieu du deux cens nonanteseptieme article dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, [Quand le mary ou la semme soient nobles ou roturiers va de vie à trespassement, l'obseque, seruice ou funerailles du iour de l'enterrage doit estre sait aux despens des meubles & sur les meubles communs: & quant à ce est prins & entendu pour tout le dit iour de l'enterrage d'iceluy seruice: c'est à sçauoir que si iceluy seruice estoit que ledit des un tenterré en vn iour, comme seroit à vespres, & le seruice des messes & aumosnes sut prorogé ou disseré au lendemain ou a vn autre iour ensuyuant par empeschemér, tout seroit du iour de l'enterrage: mais les heritiers du desunt doiuent saire le septennier & annaut & autres sunerailles ordonnees par le desunt, & payer, le droit du curé à leurs propres cousts & despens.]

A l'article deux cens quarantehuitieme, començant par ces mots, [Qui prédles meubles,] qui estoit audit liure imprimé le deux cens nonanteneusieme, commençant par ces mots, [Et qui a les meubles,] ont esté, adioustez ces mots, [Soit à tiltre vniuersel on particu-

uer. J

L'article deux cens cinquantedeuxieme, commençant par ces mots, [Femme qui prent,] a esté accordé par l'aduis desdits estats pour auoir lieu à l'aduenir, & sans preiudice du passé.

De douaires.

ES articles deux cens cinquantetroisseme, commençant par ces mots, [Femme noble ou roturierere, deux cens cinquantequatrieme, commençant par ces mots, [Femme soit,] deux cens cinquantecinqieme, commençant par ces mots, [Douaire prefix,] deux cens cinquantesixieme, commençant par ces mots, [Douaire coustumier,] deux ces cinquante septie me, commençant par ces mots, Douaire soit prefix, deux cens cinquante huitieme, comencant par ces mots, [Femme qui est douce,] & deux cens cinquanteneusieme, commençant par ce mot, [Toutef-fois,] ont esté mis au lieu de l'article trois cens troisseme dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, Entre nobles & roturiers la femme suruiuat son mary est douce de douaire coustumier, par vertu duquel elle peut demander la tierce partie de tous les herita ges propres & acquests appartenants à son mary au temps du mariage, pour en iouir par elle le cours de sa vie tant seulement, si par le contract de mariage ne luy estoit baillé douaire conuentionnel auec expresse renonciation de douaire coustumier,] & est la coustume portee par lesdits articles nouvelle, en ce que la femme est saisse de son douaire, & peut former complain te pour raison d'iceluy contre les heritiers de son mary predecedé, & qu'elle est douce de la tierce partie de ce qui est escheu audit mary en ligne directe constant le mariage: & aussi en ce que le douaire conuentionel ne peut estre plus grand que le coustumier. Et auons donné acte audit de la Berauldiere seigneur de l'Isle iourdain & ausdits Lamoureux, Tartade, Guil lon,& Meusnier pour lesdits seigneurs de la Vauguyon, de Vigen, Dauailhe Lymosine, & de Brilhac de ce qu'ils ont remonstré que au pais de la basse marche, mesmement en leursdittes baronnies & chastellenies, la femme soit noble ou roturiere ne prétaucun douaire sur les biés du mary fil n'est conuenancé.

A l'article deux cens soixantieme, commenç at par ces mots, [Si pere ou mere,] qui estoit le trois cens quatrieme dudit liure coustumier, començ ant par ces mots, [Si entre les nobles,] au lieu de ces mots, (C'est àsçauoir le tiers en la moitié du roturier, & le tiers, au tiers du noble,] qui estoit en l'ancien article, ont esté de l'aduis que dessus mis ces mots, [C'est àsçauoir la moitié du tiers tat du douaire roturier que noble,] & pour ce regard a esté le ditarticle ancien resormé.

A la fin du deux cens soixante deuxieme article commençant par ces mots, [Le mary en assiette,] qui estoit audit liure imprimé, le trois cens vj. au lieu de ces mots, [S'il est noble, elle pourroit auoir le tiers, & s'il est roturier la moitié par douaire,] qui estoyent audit liure imprimé, ont esté mis ces mots, [Et en aura la semme le tiers de l'estimation par douaire soit noble ou roturier,] pour auoir lieu à l'aduenir pour le regard dudit douaire roturier.

A l'article deux cens soixante quatrieme, commençant par ces mots, [Combien que la femme,] qui estoit le trois cens huitieme dudit liure imprimé, entre ces mots, [En cas de saisne, & de nouuelleté,] & ces mots, [Et si l'heritier,] ont esté mis ces mots, [Contre vn tiers autre que la douaire pour la portion de son douaire,] pour auoir lieu à l'aduenir.

Les article deux cens soixantesixieme, commençat par ces mots, [Si le mary,] & deux cés soixante septieme commençant par ces mots, [Mais si,] qui estoient les trois cens dixieme, & trois cens vnzieme dudit liure imprimé, & par laditte premiere resormation auoient esté remis à la cour, ont esté accordez par les dits estats, sans preiudice du passé.

De testament.

L'ES articles deux cens soixante huitieme, commençant par ces mots, [Auant qu'vn testament,] & deux cens soixanteneusieme, commençant par ces mots, [Et ou ledit testateur,] ont esté mis au lieu de partie du deux cens sixieme article dudit ancien liure, dont la teneur estoit, [Auant qu'vn testament soit reputé bon & vallable, faut qu'il soit escrit & signé de la main du testateur, ou par luy dicté & signé en presence de deux tesmoins, ou qu'il soit passé par deuant deux notaires ou par deuant vn notaire & deux tesmoins: ou si le testateur estoit demourant aux champs, en lieu où il n'y a notaires establis, soit passé par le curé ou vicaire prin-

principal du curé & deux tesmoins: autrement lesdits testamens sont reputez nuls, & à la fin dudit deux cens soixantehuitieme article ont esté adioustez ces mots, [Et soit esdits cas par le dit testateur ditté ou nommé, sans suggestion de personnes: & que mention en soit saite audit testament,] & audit deux cens soixateneusieme, entre ce mot, [Vicaire,] & ces mots, [En presence,] ont esté adioustez ces mots, [General & ayant puissance du diocesain de descruir la cure,] & au lieu du reste dudit article qui estoit, [Et quant aux legs, ad pias causas, sera gardee la disposition du droit canon,] a esté mis le deux cens septantieme article, commençant par ces mots, [Et quat an legs pitoyables,] pour les dittes additions & resormatios auoir lieu pour l'aduenir, sans preiudice du passé.

A la fin de l'article deux cens feptantequatrieme, commençant par ce mot, [Toutef-fois,] qui estoit le deux cens dixieme article dudit liure imprimé, ont esté adioustez ces mots, [Soit en donation faite entre vifs ou par disposition à cause de mort, pour auoir lieu à l'aduenir.]

L'article deux cens septantesixieme, commençant par ces mots, [L'aage de pouvoir faire,]a esté accordé de nouvel, & mis au lieu de partie du deux cens vnzieme article dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Combien que la semme,] de laquelle partie la teneur estoit, [Et semblablement peut vn fils de samille soit fils ou fille aagé de dixsept ans accomplis faire testament sans auctorité du pere, & vaut par la coustume.]

De successions.

A L'ARTICLE deux cens septantieme, commençant par ces mots, [En toutes,] qui estoit le deux cens, douzieme dudit liure imprimé, ont esté interposez ces mots, [Directes ou collateralles, pour plus grande explication.]

De l'article celxxx.commençant par ces mots, [Entre roturieurs,] qui estoit le deux cens quatorzieme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Audit pays,] ont esté rayez ces mots, [En main roturiere,] qui estoient audit ancien liure auparauat ces mots, [La soy de

l'acquereur comptee.]

De l'article deux cens seixieme dudit liure imprimé commençat par ces mots, [Et ne suffiroit pas,] ont esté faits les articles deux cens octante deuxieme, commençant par ces mots, [Et ne suffiroit,] & deux cens octante troisieme, commençant par ces mots, [Et pour departir,] duquel ancien article apres ces mots, [A quarte mutation,] ont esté rayez ces mots, [En

main roturiere.]

L'article celxxxiiij. commençant par ces mots, [Pere & mere,] a esté mis au lieu du ce dixseptieme article dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, [Si aucun va de vie à trespassement sans hoirs procreez de sa chair, & il ait biens meubles & immeubles, & le desunt a pere ayeul ou ayeulle & collateraux, les biens meubles viennent aux ascendans selon leur degré & non pas aux collateraux, & n'eust ores que biens meubles: mais les biens immeubles soient heritages ou acquests viennent aux collateraux, & ne viennent nullesois aux ascendans, sine se roit en dessaut de descendans ou collateraux, & si celuy qui est allé de vie à trespassement sans hoirs procreez de sa chair, auoit ayeul ou ayeulle & freres ou sœurs, les meubles viendrot aus dits ayeul ou ayeulle, & non pas ausdits freres & sœurs,] pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiu ce du passé.

L'article deux cens octantecinqueme, commençant par ces mots, [Mais ou le pere ou me-

re,]a esté adiousté de nouuel pour auoir lieu à l'aduenir,sans preiudice du passé.

A la fin du deux cens octantesixieme article, començant par ces mots, [Si aucun roturier,] qui estoit audit liure imprimé deux cens dixhuitieme article dudit liure imprimé, ont esté ad ioustez pour plus grande explication ces mots, [Encores que la semme sust noble.]

A l'article deux cens octante septieme, commençant par ces mots, [Celuy qui entre,] qui estoit le deux cens dixneusseme, commençant par ces mots, [Si aucun entre,] ont esté inter-

posez ces mots, [Et y fait profession en plaine liberté.]

Du deux censvingt & vnieme article dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [En Poictou,] ont esté faits le deux cens octanteneusieme article, commençant par ces mots, [En tre nobles,] & partie du deux cens nonantieme article, commençant par ces mots, [Et quant au surplus,] iusques à ces mots, [Et ou il escheroit subdivisió pour la sucessió de l'vn, ou plusieurs des puisnez predecedez, sera gardé l'auantage à l'aisné ou celuy qui le represente selon que des sus ser un il n'y aura aucun chastel ou hostel noble ou hebergement, soit pour le seigneur ou

pour le mestayer, aura l'aisné le chef d'hommage au lieu destiné pour ledit hostel, auec vne sexteree de terre au lieu de preclostures,] qui ont esté adioustez par l'aduis desdits estats, & aussi audit deux cens octanteneusieme article, ont esté adioustez & interposez ces mots, [Encores qu'il y eust grand chemin entre deux,] & pareillement à la fin d'iceluy, ont esté adioustez ces mots, [Et s'il y en auoit moins, l'aisné s'en contentera, sans que les puisnez soyét tenus luy parsournir,] pour les dittes additions auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

A la fin de l'article ce xev. commençant par ces mots, [Et s'il aduenoit,] qui estoit le cexxvj. dudit liure imprimé, ont esté adioustez ces mots, [Encores qu'il n'y eust que meubles & ac-

quests, comme dit est cy dessus.]

Des bastards aubains & espaues.

Les bies des aubains, Les bies des aubains, Les bies des aubains, Les bies des aubains, la esté mis au lieu du deux ces vingtneusieme article dudit liure imprimé, qui auoit esté par laditte derniere reformation remis à la cour, dont la teneur estoit, [Les biens des aubains qui ne delaissent aucuns parens ne lignagers, appartiennent au bas insticier,] & ce pour auoir lieu

à l'aduenir, sans preiudice du passé.

Et sur les remonstrances saites par maistre Guillaume desgures, pour le baron dudit Peruse, & le seigneur de Birauges, à ce que suyuant ledit ancien article, les les seigneurs iouissent des biens des aubains & estrangers natifs hors de ce Royaume, ayans demeurez long temps dans leurs iurisdictions, & dans icelles acquis les dits biens tenus en censiue ou mouuans de leurs siefs, cens ou emphiteose às caucir que au cas que les dits aubains & estrangers decedent sans enfans au dedans de leurs sittées iurisdictions, leurs biens soyent declarez appartenit audits seigneurs de Perusse & de Birauges, tant par droit de reunió directe des dits biens immeubles, que à cause de leurs sittées, suyuant la dispositió de la raison escrite, coustume dudit pays de Poictou, arrests sur ce interuenus & possession immemorialle: auons ordonné que la presente reformation aura lieu sans prejudice des tiltres des dists seigneurs, arrests par eux obtenus & droits acquis si aucuns en ont.

De tutelles & curatelles.

L'article eccvi.commençant par ces mots, [La mere,]qui estoit le eccxiij.dudit liure imprimé, deuant ces mots, [Et à faire ledit inuétaire,] ont esté mis & adioustez ces mots, [Et ce par auctorité de iustice, en presence de personne publicque auec appreciaton deuëment faite, & auec curateur pour ueu aux enfans pour le fait dudit inuentaire seulemet, si la mere est tutrice.]

L'article trois cens septieme commençant par ces mots, [La confection,] a esté accordé

pour l'aduenir.

A l'article trois cens huitieme commençant par ces mots, [Le pere,] qui estoit le trois cés xiiij. dudit liure imprimé, apres ces mots, [Et cotraince faire inuétaire,] a esté adiousté ce mot, [Deuëment,] & à la fin dudit article ont aussi esté adioustez ces mots, [Et l'auront pareillemét auec leur mere ou elle n'auroit fait inuentaire par la forme cy deuat ditte, encores qu'elle sust noble.]

Surquoy lesdits Lucas & le Breto, pour laditte vesue d'Oyneau ont remostré, que pour l'inuentaire que le pere doit saire apres le deces de sa semme, que aucune sorme de saire iceluy in uentaire ne doit estre adioustee de nouuel, requerans que si nous saisons aucune addition auditarticle, que ce soit pour l'adueuir, & sans preiudice du passé: auous ordonné que les additios faites tant au present article que audit article trois cens sixieme auront lieu pour l'aduenir seu lement, sans preiudice des droits acquis & proces intentez.

De la puissance paternelle & emancipation des enfans.

L'Article trois cens dixieme commençant par ces mots, [Les enfans,] a esté adiousté par l'aduis desdits estats pour auoir lieu à l'aduenir,& sans preiudice du passé.

De retrait lignager.

A La fin de l'article trois cens vingtieme commençant par ces mots, [Et commence,] faifant patie du deux cens septante troisseme article dudit liure imprimé commençant par



res mots, [L'an de retraict,] ont esté adioustez ces mots; [Soit qu'en laditte acquisition y ait grace de reemeré ou non: & sera tenu le gressier faisant icelle, en faire registre à part & par ordre contenant l'an & iour des acquisitions par luy insinuees: & en chacune desdittes insinuations specifier les choses védues & pris d'icelles, le nom des vendeurs & acquereurs & des no taires qui auront passé les dits contracts & ne deliurera, n'endossera laditte insinuation aux cotracts des insinuatios par luy insinuees, que premier il n'ait fait ledit registre: & faisant ledit en dossemét ou deliurat l'acte d'icelle insinuatio, cottera le sueillet dudit registre où elle est cotenue, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé, des droits àcquis & proces intêtez.

L'article trois cens vingtvnieme començant par ces mots, Et si les choses, la esté en con-

sequence du precedent de nouuel introduit sans preiudice du passé.

A l'article trois cens vingtseptieme commençant par ces mots, [Et apres lesdittes solenni tez,] qui estoit l'article deux cens quarantetrosseme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Mais il conuient,] entre ces mots, [Qui en peut cognoistre,] & ces mots, [Autrement le retrayant,] ont esté pour plus grande explication adioustez ces mots, [C'est à sçauoir par deuant le iuge du domicile de l'acquereur où il y auroit domicile en la prouince & ressort de Poictou, ou pardeuant le iuge de la chose vendue, ou plus grande partie d'icelle au choix du retrayant, pour auoir lieu pour l'aduenir sans preiudice du passé.

A la fin de l'article trois cens vingtneusieme commençant par ces mots, [Si le retrayant,] qui estoit le cexliiij. dudit liure imprimé, ont esté adioustez ces mots, [Mais s'il n'auoit domici le en laditte prouince & ressort, ou qu'il ne se trouuast autre personne pour luy capable pour receuoir l'offre dudit retraict & assignation pour ce requise, sera le dit offre fait sur les lieux véduz en presence dudit sergent & tesmoins, lequel les saissra en main de cour, insques à ce que l'acquereur soit comparu pour proceder audit retraict, & ne courra ce pendant le dit retraict

contre le lignager.]

De l'article cexlyj. dudit ancien liure commençant par ces mots, [Le plus prochain lignager,] ont esté faits les articles ceexxxij. començant aussi par ces mots, [Le plus prochain lignager,] & l'article trois cens trentetroisieme, començant par ce mot, [Toutes-fois,] & audit article trois cens trentedeuxieme apres ces mots, [Et le nommer,] & deuant ces mots, [Lors pourra,] ont esté de l'aduis que dessu interposez ces mots, [Et aussi declarer le domicile de ce luy à qui il a transporté: & s'il estoit hors la prouince & ressort, sera tenuen le declarant & nom mant sournir de partie: & à saute d'en auoir sourny dans le temps qui luy sera presix, vaudra la procedure contre luy saite, & les iugemens qui sur ce interviendront, seront executez, pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

A l'article trois cens vingtquatrieme commencant par ces mots,]Et si ledit acheteur,]qui estoit le deux cens quaranteseptieme dudit liure imprimé, apres ces mots, [Qui vient audit retraict,]ont esté en consequence des precedentes additions adioustez ces mots, [Et satis fait

à ce que dessus.]

A la fin de l'article cccxxxv. commençant par ces mots, [Et est & doit,] qui est le ccxlviij. article dudit liure imprimé, ont esté (pour plus grande explication) adioustez ces mots, [Tellemét que si l'acquereur n'estoit plus prochain lignager du védeur, & ne atmoins estoit lignager de l'estoc & branchage dont la chose védue procede, autre plus prochain lignager n'estant dudit estoc & branchage, ne pourroit auoir sur luy laditte chose par retraich.

Au trois cens trétehuitieme article començant par ces mots, [Et si le retrayant,] qui estoit le deux cens cinquatevnieme article dudit liure imprimé, au lieu de ces mots (qui estoient à la sin dudit ancié article) [Depuis la litiscotestation de l'offre: & doiuét estre deduits en sort.] (qui ont esté rayez) de l'aduis desdits estats ont esté mis ces mots, [Depuis l'offre deuëment faite à persone ou à domicile, adiournemet doné sur le resus de receuoir arget, come dessus est dit,]

A la fin du trois cens quarantesixieme article commençant par ces mots, Combien que le seigneur, qui estoit le celvij, dudit liure imprimé, ont esté adioustez ces mots, [Sinon qu'vn

autre lignager plus proche le vienne retirer dans le temps.

Aussi à la fin du trois cens quaranteseptieme article, commençant par ces mots, Et si ledit seigneur, qui estoit le deux cens cinquante huit article dudit liure imprimé, ont esté de l'aduis que dessus adioustez ces mots. Et se doit ledit payement ou remboursement saire à l'acquereur à sa personne ou en son domicile par offre actuel ou payement reel, ou à sa semme en son absence, estant ledit domicile en la prouince & ressort : & ou il ne trouveroit personne audit domicile pour recevoir les dits deniers, ou que le dit domicile ne sus fort de la iurisdize

Aion royalle ordinaire, pourra configner laditte somme au greffe de laditte iurisdiction royal le:autrement en sera forclos, come dit est,] pour auoir lieu à l'aduenir, sans preiudice du passé.

A l'article trois cens quarantehuitieme commençant par ces mots, [Et si le lignager,] qui estoit le celix.article dudit liure imprimé, apres ces mots, [S'il ne paye le pris,] & deuant ces mots, [Mais le seigneur,] ont esté de l'aduis que dessus, adioustez ces mots, [Entier & loyaux cousts.]

A la fin du trois cens quaranteneusieme article commençant par ces mots, [Si aucun ache te,] qui estoit le deux cens soixantieme article dudit liuré imprimé, ont esté adioustez ces mots, [Pourueu que la licitation, ventilation, & estimation que seroit l'acquereur ne sust frauduleuse: e que pourra maintenir le seigneur & le debatre si bon luy semble: & pendant ceste cognoissance ne courra le temps contre le seigneur, la fraude estant par cy apres cogneuë:

mais ou elle ne seroit verifice, ledit seigneur en demeurera forclos.]

De l'article deux cens soixante vnieme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [En chose mobiliaire,]ont esté de l'aduis desdits estats faits deux articles: à sçauoir le trois ces cinquante, commençant par les dits mots, & le trois cens cinquante vnieme, commençat par ces mots, [Droit de retraict,] & à la fin dudit article trois cens cinquatieme, ont esté adioustez ces mots, [Ne autres, sil n'y a bourse dessice,] & audit article trois cens cinquante vnieme apres ces mots, [Du lignage,]ont esté rayez ces mots, [Et brachage,] q estoyét audit ancié art.

A la fin de l'article ccclij.commençant par ces mots,[Quand l'acheteur,]qui estoit le cclxij. dudit liure imprimé,commençant par ces mots,[Si l'acheteur,] ont esté en consequence des

articles precedens adioustez ces mots, [Le tout par la forme contenue cy dessus.]

A l'article trois cens cinquantequatrieme commençant par ces mots, [Le lignager,] qui estoit le deux cens soixantequatrieme dudit liure imprimé, apres ces mots, [De vendition,] & deuant ces mots, [Et doit ledit acheteur,] ont esté de l'aduis que dessus interposez & de nou uel adioustez ces mots, [Et ou les ventes, honneurs, ou partie d'icelles, ou autres susdittes auroyent esté donces, quittees, ou remises, soit par bien fait ou privilege special, en sera aussi fait remboursement avec ledit pris par ledit retrayant.]

A la fin du cccluij.article commençant par ces mots, [L'an & iour de retraict,] qui estoit le deux cens septatedeuxieme article dudit liure imprimé, començant par ces mots, [Retraicts sont,] ont esté adiouste z pour plus grande explication ces mors, [Furieux ou insensez, sans es-

perance de restitution.]

De retraict conuentionnel.

L'article trois cens soixantetroisseme començant par ces mots, [Quand aucun acquiert,] qui estoit le deux cens septantequatrieme dudit liure imprimé apres ces mots, [Premier contract,] ont esté de l'aduis que dessus interposez & adioustez ces mots, [Pourueu que laditte grace soit baillee par escrit en presence de notaires & signee par eux:autrement l'on n'y aura esgard.]

A la fin du trois cens soixante cinquieme article commençant par ces mots, [Si ledit ache teur.] qui estoit le deux cens septante sixieme article dudit liure imprimé, ont esté par l'aduis que dessus adioustez ces mots, [S'il est de la prouince & ressort, & le tout comme il a e sté rei-

glé cy dessus en retraict lignager.]

Au lieu du deux cens septanteseptieme article dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Celuy qui veut retraire,] ont esté par l'aduis que dessus faits deux articles à sçauoir le trois ces soixantesixieme començant par lesdits mots, & le ccclxvij.art.qui a esté introduit de nouuel, en ces mots, [Et s'entendent ces mots, en main de cour, quand les deniers sont mis au gresse de la iurisdiction dont les lieux sont mouuans s'il y a exercice de iurisdiction & officiers sur le lieu: sinon au gresse de la chastellenie où les lieux sont situez & assis. Et laditte consignation ainsi faite & signifiee à personne ou domicile, demeure aux perils & fortunes de celuy qui auroit esté en demeure de receuoir lesdits deniers consignez: Et iusques à ce qu'il ait fait laditte consignation & signification comme dessus, demeurera ledit retrayant resposable comme dessus,] Et aussi à la fin dudit trois cens soixanteseptieme article ont esté adioustez pour plus grande explication ces mots, [Et seroit descheu & forclos d'iceluy.]

L'article trois cens soixanteneusieme commençat par ces mots, [L'acheteur aura,] a esté

par l'aduis desdits estats de nouuel introduit.

A la



A la fin de l'article trois cens septantieme commençant par ces mots, [Quand aucun,] qui estoit le deux cens septanteneusieme dudit liure imprimé, ont esté de l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Sinon quant aux ventes & honneurs, au cas que le cotract portast par mots expres que le vendeur en cas de retrait seroit tenu de payer lesdits loyaux coustemens: attendu que lesdittes ventes & honneurs, qui sont comprinses sous lesdits loyaux coustemens, sont

liquides par la coustume.]

Aussi à la fin du trois ces septante vnieme article començat par ces mots, En retraict, qui estoit le celexx. dudit liure imprimé, ont esté par l'aduis desdits estats mis ces mots, [Si l'on ne les peut oster & emporter sans deteriorer la chose: car audit cas celuy qui les a fait saire, les pourra enleuer, sinon que l'acquereur le vousist rembourser pour l'estimation des matieres seulemét, qui sera à l'arbitrage de gens experts & à ce cognoissans, au lieu de ces mots, [Mais en retraict conuentionnel & coustumier, quand il dure plus d'vnan, celuy vient au retraict, doit payer les reparations necessaissi les vtiles saites par auctorité de instice seulemét,] qui estoyent à la fin dudit ancien article: lesquels mots, ensemble l'article deux cens octante vnieme dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, [Et si aucunes autres en fait, il les pert & de meurent au retrayant,] ont esté rayez de l'aduis desdits estats.

De prescriptions.

L'article trois cens septantedeuxieme commençant par ce mot, [L'acquereur,] qui estoit audit liure imprimé le trois cens trentecinquieme commençant par ces mots, [Quad
aucun acquiert,] apres ces mots, [Par son serment,] & deuant ces mots, [Ce qui s'enténd,] ont
esté interposez ces mots, [Sans autre exhibitio,] pour interpretation seulemet. Et à la fin dudit article ont esté adioustez ces mots, [Ne pareillement pour la premiere rente sonciere ou

n'y auroit autre droit qui fut seigneurial & seodal,]pour auoir lieu à l'aduenir.

Et le vendredy vingtieme iour desdits mois & an, nous continuans à la lecture desdits articles, en presence desdits estats, ledit maistre Philippes lucas assisté dudit maistre Gabriel bouchet, nous a remostré pour ledit seigneur de la Trimoille vicote de Thouars, que mardy dernier à la requeste du substitut dudit procureur du Roy, aurions nonobstant leurs remonstrances corrigé & immué le cent vingtsixieme article dudit liure imprimé & ancien cayer, par lequel la femme suruiuant son mary, qui de son viunnt auroit sait hommage pour elle & pour railon de les terres au leigneur feodal, eltoit tenue faire derechet hommage à londit leigneur & payer droit de rachat: & combien que laditte coustume eust esté de tout temps gardee ain si qu'elle estoit escrite, toutes sois l'aurios reformee & immuee au preiudice dudit seigneur de la Trimoille, qui ayant de ce esté par eux aduerry, leur auroit donné charge de nous remonstrer que combien que leditatticle ancien semblast estre onereux à laditte vesue surviuant son mary, toutel-fois auroit esté de tout remps immemorial receu & inuiolablement gardé & ob serué: & que par telle & si longue observance lon peut entedre que lesdits fiels suiets à rachats ont esté ottroyez aux charges & modifications susdittes, joint que dés la primitiue institution des fiefs mouuans de laditte vicomté de Thouars, ledit seigneur estoit fondé de prendre & leuer chacun an la dixieme partie des fruits & reuenus de ses vassaux : & apres par accord fait treslong temps a, entre ledit seigneur vicomte & ses vassaux, sut remis ledit droit de dixieme & commué esdits droits de rachats, qui furent accordez estre prins & leuez à toutes muta tions,& selon qu'il est escrit & contenu par lesdits articles de laditte coustume de Poistou: & ne fut oncques telle vsance, mesmes celle dudit cent vingtsixieme article mise en controuersie,& encores n'y a auiourd'huy aucun des vassaux dudit seigneur de la Trimoille qui face plain & requiere ledit article estre corrigéice qui ne se scauroit faire sans grand prejudice, diminution & perte des droits de sondit vicomté: à ceste cause s'est audie nom opposé & oppose à l'immutation dudit article: & ou voudrions passer outre, a protesté d'en appeller, & qu'il vsera de ses droits anciens seodaux dont il est en possession immemorialle.

Ledir Lucas a fait semblables protestations & oppositios pour ledit seigneur Claude de la

Trimoille baron de Noirmonstier, frere dudit seigneur vicomte de Thouars.

į

1

Aussi ledit Bouchet pour ledit seig. grad escuyer de France, à causes de ses seigneuries d'Oy ron, Meules, la Fogereuse, le Fies l'euesque, Palliau, & de la moitié de la baronnie d'Argenton le chasteau, a fait semblables oppositions & protestations.

Comme aussi a fait ledit M. Florent Thibaut pour le seigneur de Loué pour les baronnies

de Bressuire, la Mothe saintraye, chastellenies de Cheche & Montcontant & seigneuries de Luzay, lequel a employé les remonstrances & declarations faites par ledit seigneur de la Trimoille.

Aussi ledit M. François poupeta dit qu'il s'opposoit à laditte correction tât pour ledit Duc de Longueuille, à cause de se seigneuries & baronies de Vouât. Meruant, & Partenay, que pour les seigneurs vidasme de Chartres, & du Bellay, tant à cause des seigneuries & baronies de Tissauges & Pozauges, que des seigneuries & baronnies de Coninquiers, la Lande, la Cha pelle temer, Gersardiere, Iousseaulme, la Forests sur Seure, & la Mothe de Beaumôt, Ribieres & Nusse appartenas audit seigneur du Bellay, disant que de tout téps ledit art auoit esté gardé & obserué, & qu'il n'a iamais esté practicqué au cotraire, ne reuocqué en doute: protestant de se pourueoir par appel & autrement ainsi qu'il verroit estre à saire, si par nous estoit aucune chose ordonnee au preiudice desdits seigneurs.

Et par ledit substitut du procureur du Roy, a esté dit que lesdits Lucas, Bouchet, Thibaut & Poupet aux noms que dessus n'estoyent receuables de requerir que eussions à reuocquer ce que ledit iour de mardy dernier auions à sa requeste & de l'aduis desdits estats, arresté.

Surquoy auons ordonné qu'ils auront acte de leurs remonstraces, & que l'article demeurera ainsi que par nous il a esté cy deuat resormé & arresté, sans preiudice de leurs droits qu'ils peu uent auoir par conuentions, tiltres particuliers ou autrement.

De notaires.

L'ARTICLE trois cens septante einquieme commençant par ces mots, [Les vicomtes,] a esté par l'aduis desdits estats introduit de nouuel, nonobstant les remonstrances faites par ceux qui s'ensuyuent à sçauoir par lesdits maistre Georges baron aduocat & Iehan dauid procureur, qui ont dit que seu maistre Adam sumee en son viuant conseiller & maistre des
requestes ordinaires de l'hostel du Roy, auroir par ordonance & commission du seu Roy Loys
douzieme, & selon l'aduis des officiers de la ville de Poictiers, resormé & reduit à certain nobre lesdits notaires en plusieurs lieux de Poictou, & mesmement en la baronnie de Chauuigny estably six notaires, à sçauoir trois pour se Roy, & trois pour le seigneur vidasme de Chartres,
sçauoir l'une du Roy, & l'aurre du baron de Chasteauroux, sequel nobre auroit tousiours esté
obserué audit lieu: mesme ceux de Chauuigny ont obtenu sentence & iugement à leur profsit contre les autres notaires à teste cause ont requis ledit ancien nombre & reiglement sait
dés l'an mil cinq cens quatorze leur estre entretenu & conserué.

Et par ledit Bouchet a esté dit & remonstré pour ledit seigneur vicomte de Thouars, que par arrest du grand conseil donné auec cognoissance de cause en la ville de Thouars, les notaires auroyent esté reduits au nombre de vingtquatre, & hors laditte ville & chastellenie de Thouars, au nombre de douze à ceste cause s'est opposé à ce que aucune chose soit entreprinse contre ledit reiglement ou si aucune innotation se faisoit par nous de l'aduis desdits estats, que ce sus sans presudicier aucunement aux droits & prerogatiues de laditte chastellenie de Thouars.

Ledit Bouchet, au nom & comme procureur de Iean du puy l'aisné, Iean du puy le ieune & Iean bouilleau notaires intez de la chastellenie de Laynes, de Celles, Leuesqueau, Couhé & Aubigné, demourans au bourg & parroisse de Pamprou, a dit que les lits notaires se sont tousiours bien & au contentement d'vn chacun gouvernez en leurs estats de notaires esquels ils sont receuz de long temps, n'ont autre vacation & moyen de nourrir eux & leurs familles: au territoire de Pamprou, où ils se tiennent ya deux grosses parroisses bien peuplees où y-a quatre soires l'annee, & marché public tous les lundis de la ditte annee, auquel y a grand apport de marchandises: au moyen dequoy se passent plusieurs contracts & obligations, tellement que le nombre des notaires qui y sont present est bien requis i oinct que le dit lieu de Pamprou n'est comprins sous aucune chastellenie, ains est sous la inrisdiction de l'abbé de S. Maixent, lequel n'a seau ne contract, & n'y a aucuns notaires royaux audit lieu de Pamprou, ne à trois lieuës pres d'iceluy: requerant que si faisions aucune restrinction que ce sust sans preiudice des dits notaires, autrement sy opposoit.

Ausquels dessussations donné acte de leurs remonstrances & oppositions, pour leur seruir ce que de raison.

Ledit

Ledit Desguire pour lesdits Jean brachet baró de Perrusse, & Iulien soucaut seig: chastellain de Billanges, a requis que defenses sussent faites à tous notaires de mettre & apposer aucunes submissions de inrisdiction aux sieges royaux au prejudice desdits seigneurs & de leursdittes baronnies & chastellenies, si par expres lesdits notaires n'en sont requis par les parties contra Chantesi auquel Desguire ce requerant, auons donné acte de ses remonstrances.

Les articles trois cens septantesixieme commençat par ces mots, [Les notaires, îtrois ces septanteseptieme commençant par ces mots, [Les iuges,] trois cens septantehuitieme com mençat par ces mots, [Ne peuvent;] trois cens septanteneusieme comméçant par ce mot, [L'office,]trois cens octante commençant par ces mots, [Les notaires,]& trois cens octante vnieme commençant par ce mot, [Doiuent,] ont esté mis au lieu du trois cens vingt deuxie

me article dudit liure coustumier, dont la teneur estoit:

[Tout homme qui a seel à contracts s'il est seigneur, vicomte ou baron, peut par luy ou son seneschal ou chastellain creer & ordoner notaires: & fil n'est que seigneur chastellain, par luy ou son sens schal seulement: & non pas par son chastellain ou preuost pour passer lettres & co tracts que les parties vondront passer & accorder sous ledit seel: & lesdits notaires peuteuriuger & condaner les parties des couenances qu'ils accorderot & colentiront, car ils sont juges, quât à ce: & peut l'on par tel iuge requerir & faire faire executió come si c'estoit iuge ordinai re de laditte cour: & peuvent les notaires passer lettres & contracts entre les parties consentãs eux foumettans à laditte iurifdictio; foy ét lefdittes parties & lefdits notaires dedás les metes de laditre intildiction on dehors, car c'est intildiction voluntaire:& n'est ledit office renoce qué par la mort ou mutation de seigneur ou iuge qui les a ordonnez: & parauant qu'ils passent lesdits contracts ils doiuent mettre par escrit par maniere de prothocolle, & les lire & doner à entendre à leur pouuoir aux parties parauant qu'ils en foyent iugez,] pour auoir lieu à l'adnir en ce qui est adiousté & corrigé dudit article.

A la fin de l'article colxxxiiij.commençat par ces mots, [Prebstres & religieux,]qui essois le ccexxiii, dudit liure imprimé, commençant par ce mot, [Combien,]onresté adioustez cen mots, Et seront tenus és dommages & interests des parties interesses, & punis arbitraires

De sergens.

EN faisant lecture du trois cens octantecinquieme article començão par ces mots, Lesses gens,]qui estoit le trois cens cinquieme dudit liure ancien, ledit Desguire pour lesdits 🗗 gneurs baron de Perrusse & chastellain de Billanges, a requis que inhibitions fussent faites aux Tergens royaux d'exploicter dedans les terres & iurifdictions desdits seigneurs, sinon en ças, d'appel & de ressort, ou en matiere dont la cognoissance par ordonnance n'est attribuée aux iuges Royaux: auquel auons donné acte de saditte remonstrance.

Le trois cens octante fixieme article commençant par ces mots, [Les iuges,]a esté par l'ad

uis desdits estats de nouvel adiousté.

Des sentences, deffaux & contumaços. LES articles trois cens octantehuitieme commençat par ces mots, [En toutes matieres,] trois cens octanteneufieme començant par ces mots, [Que és matieres,] & cccxc.comen. çãt par ces mots,[En toutes actiós,]ont esté par l'aduis que dessus mis au lieu de l'articcexxyj, de l'ancien cayer, dont la teneur estoit, [En causes simples pour obtenir contre vn desendeur, sentence par contumace, faut auoir & obtenir quatre dessaux qui soyent bien & deuëment obtenuz auparauant contestation en cause: & quant au second adiournemet sur dessaut, soit, inseree la demande du demandeur & par luy affermee par serment 1& s'appelle secod deffaut, desfaut ô iugement; le troisieme, desfaut à veoir prendre saisine, & le quart, dessaut ô intimation: & apres lesdits quatre dessaux prounera le demandeur le contenu en sa demande par les. tres ou par tesmoins: & ce fait en contumace & desfaut du desendeur, sera par le juge donne sentence comme il verra estre à saire par raison.

En l'article ccerci començant par ces mors, [Mais l'il adujent,] qui estoit le ccervij, duc'it liure imprimé, ont esté mis ces mors, [Deux desfaux,] au lieu de ces mots, [Quatre desfaux,] qui estoyent audit liure imprimé: & à la fin ont esté adioustez ces mots, [Et sera procedé par forclusion apres contestation faite auec la partie ou son procureur ayant esseu domicile.]

Ttt iij.

Proces verbal des coustumes

A l'article trois cens nonantecinquieme, qui estoit le trois cens trente vnieme dudit liure imprimé, commençat par ces mots, [Et est laditte coustume,]ont esté mis ces mots, [Et qu'il y ait deux records,]au lieu de ces mots, [Et soit garaty par sermét de deux tesmoins,] qui ont esté rayez dudit ancié article: & à la fin dudit article par l'aduis des officiers dudit lieu, ont esté adioustez ces mots, [Et que les desfaux portans prossit sursoient huitaine, sinon que le juge de son office ordonne plus long delay.]

L'article trois cens nonantehuitieme commençant par ces mots, [Esdittes matieres,] a esse mis au lieu du coexxxiii, article dudit liuro imprimé, dont la teneur estoit, [Esdittes matieres tant audit appleigement que complaintes, n'y conuient sors deux dessaux, l'vn simple, & l'autre ô intimation pour obtenir sentence par contumace: mais quat à la demade simple qui seroit iointe à l'appleigement y conuient quatre dessaux bien obtenus & donnez comme dessaux dessaux des l'appleigement y conuient quatre dessaux bien obtenus & donnez comme dessaux dessaux dessaux dessaux de l'appleigement y conuient quatre dessaux bien obtenus & donnez comme dessaux dessaux dessaux dessaux dessaux dessaux dessaux de l'appleigement y conuient quatre dessaux dessau

fus en matiere simple.]

A l'article ccc. commençant par ces mots, [Esdittes matieres d'appleigement,] qui estoit le cccxxxy, dudit liure imprimé ont esté adioustez ces mots, [Auec vn sauf competant.]

En l'article ecceij.commençant par ces mots, [Esdittes causes possessiones,] qui estoit au li ure imprimé, le trois cens trentehuitieme, ont esté rayez ces mots, [Et depuis par deux commandemens de restablir faits à deux termes iudiciaires en cause, & le tiers commandement

par apres aussi à iour & terme ordinaire.]

De l'article cccciiij.commençant par ce mot, [Adueuz,] qui estoit le trois cens quarantieme dudit liure imprimé, commençant par ces mots, [Et touchant adueuz,] ont esté rayez ces mots, [Et different desdits appleigemés, & conviennent avec demande simple quat à ce que il y faut quatre dessaux pour y avoir & obtenir sentence par contumace,] qui estoyent à la sin dudit ancien article.

A esté de l'aduis que dessus rayé dudit liure imprimé l'arricle trois cens quaratedeuxieme, dont la teneur estoit, [Et touchant les dittes requestes personnelles & hypothecques ne saut fors deux dessaux bien obtenus pour y obtenir sentence par contumace: mais quat est des demandes simples personnelles & hypothecques, y convient quatre dessaux,]comme estant co prins pour le regard des deux dessaux és articles precedés, & pour les quatre dessaux abrogés.

Des appellations.

S V R le quatre cens treizieme article commençant par ces mots, [Celuy qui est appellat,] qui estoit le trois cens cinquantieme article dudit liure imprimé, ledit de la combe pour ledit seigneur vicomte de Rochechouart a dit & remonstré que par le moyen des exemptions par appel mentionnees audit article se commettent de jour en jour plusieurs fraudes, par lesquelles la iurisdiction dudit seigneur vicomte est grandement eneruce: cat le plus souuent au pourchas des practiciens l'entendas auec les iuges Royaux sont dressees plusieurs appellatios notoiremet friuolles interiectees d'vn seul desfaut ou delay, encores qu'il fust baillé à leur prof fit, pour à ce moyen l'exempter de leur iurisdiction primitiue & naturelle, pour l'exercice de Laquelle il est tenu d'étretenir officiers à grads frais:ioinct que les poures parties intimees souf frent grand interest pour estre distraites de leurditte iurisdiction, & contraintes d'aller loing poursuyure leurs droits à grands fraiz & despens: requerant que eussions à reformer ledit article, & ordonner que cy apres l'on n'aura esgard à telles exemptions d'appel ainsi exquises & praticquees,& qu'elles n'auront lieu sinon pour les iugemens diffinitifs, ou interlocutoires non reparables en diffinitiue,& qu'en tous cas ne sera defferé à telles appellations friuolles,& que tels appellans friuollement soient tenus releuer leurs appellations ou intimation en tel cas requifes, dedans quinzaine pour tout delay pardeuat le superieur: auquel iour sera tenu l'ap pellant comparoir pour estre fait droit proptement sur ledit appel, pour & au cas qu'il se trouuera auoit esté friuollement interiecté, estre promptement sur ce donné iugement auec renuoy des parties par deuant le juge à quo: & de n'entreprendre cependant cognoissance és autres causes dont ils se vouldroyet dire exempts, pendat laditte quinzaine q se vuidera ledit ap pel:quoy failant sera conserué aux seigneurs insticiers leur ordre & degré de intisdiction.

Le semblable a esté requis par ledit Ribandeau & Ioulain pour ledit seigneur vicomte de Rohan à cause de ses baronnies de la Gamache & Beauuoir sur mer, disans & remonstras que sous le pretexte que certaines parties concluent hypothecairement en matieres pures personnelles procedans de contracts & obligations, les iuges Royaux retiennent ordinairement & indisferemment la cognoissance de telles matieres, qui fait que sous relles conclusions

Digitized by Google

hypo-

hypothecaires les subiets & iusticiables desdittes baronnies de la Gamache & Beauuoir sur mer, sont distraicts de leurs territoires & iurisdictions.

Aussi par ledit Daigure pour lesdits baron de Perusse, & chastellain de Billages, a esté requis que ledit article sus abrogé pour obuier à la malice des parties litigantes, ou à tout le moins sust par nous ordonné que la cognoissance des causes & exemption contenue audit article, d'oresenauant appartiendra & sera devolue aux seneschaux desdits seigneurs: autrement s'oppose à la conclusion & approbation dudit article.

Semblable requeste à esté faite par les dits de Connignac, Supinaut, Meschinet & Ogeron pour les officiers & iuges subalternes & non Royaux des villes, vicomtez, baronnies & chastellenies de Thouars, Partenay, Secondigny, Mauleon, Aulonnes, Géçay, s. Loup, Argenton le chasteau, Monstreulbonnin, Luçon, Bressuire, Mortaigne, & autres iurisdictions dudit

pays.

Soustenu au contraire par ledit procureur du Roy, & que ledit article estoit ancien & inniolablement de tout temps gardé & obserué, au moyen dequoy auons ordonné que ledit araticle passera par prouision ainsi qu'il est sans presudice desdits debats, pour lesquels auons renuoyé lesdittes parties à la cour de parlemet, pour le procureur general du Roy & elles ouyes, en estre ordonné ainsi qu'elle verra estre à faire par raison.

De l'article cecexvij.commençant par ces mots,[Si l'appel,] qui est audit liure imprimé eccliiij.ont esté par l'aduis que dessus rayez ces mots [Posé ores que le seigneur n'eust cognois

fance que de l'estroit sonds.]

De reddition de compte.

A ESTE'par l'aduis desdits estats rayé l'article trois cens soixatequatrieme dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, [En toutes les dittes causes privilegees dessits declarees, ceux qui se laissent contumacer ne sont receuables à opposition contre telles sentences, au cas que elles soyent bien venues & données selon que dessus.

De crices.

L'ARTICLE quatre cens vingthuictieme, commençat par ces mots, [Vn fergét,] a esté par l'aduis que dessus mis au lieu de l'article trois cens soixantehuictieme dudit liure imprimé, dont la teneur estoit, [Quand vn sergent ou autre executeur veut faire aucune execution ou subhastation de biens par vertu d'aucune sentence ou autre mandement pour payer aucun crediteur, & il fait commandement au detteur de payer, & le detteur n'en veut rien saire, ou n'a pas pecune preste pour le saire, ledit executeur doit prendre des biens meubles s'il en trouue: c'est à sçauoir, premierement de ceux qui seront plus prests pour auoir argent, com me seroit vaisselle d'argent ou autres meubles exploictables, & les les pour auoir argent, com me seroit vaisselle d'argent ou autres meubles exploictables, & les lits biens portez au marché ou soire publique du lieu dont il est de chastellenie s'il y-a marché, ou sinon au marché le plus proche du lieu de laditte execution: & doit ce mettre à l'équant & les y tenir insques à la fin du marché ou apres, pour y receuoir celuy qui plus en voudra bailler: & s'ils sont mis à pris par le crediteur ou autre, ledit sergent le doit saire à sçauoir publiquement par cry public en plain marché que les dits meubles sont à tel pris.]

[Mais file fergent ou executeur ne trouve biens meubles suffisans pout faire laditte execti-

Proces verbal des coustumes

tion, ou que l'execution soit pour cause de rentes ou heritages, l'executeur doit faire à sçauois au detteur qu'en dessaut de meubles, & pour telle cause, & c. il met en la main de la cour pour

mettre en vente tels biens & heritages.]

[Et lors doit aller au marché du lieu dot les dittes choses sont subiettes, si marché y auoiti sinon au plus proche marché du lieu de la ditte execution, sil y a marché public: & si dedans quatre lieuës à la ronde il n'y auoit marché, doit aller au iour de Dimanche à la parroisse où les dits heritages sont situez & assis, & illec audit marché ou à laditte parroisse à l'issue de la grand' messe parrochiale, selon les cas dessudits, doiuent estre criez & subhastez par quatre cris & subhastations: c'est à sçauoir, que la premiere sois le dit sergent sera à sçauoir par cry public sait en plain marché au lieu & heures accoustumez à faire cris ou à la parroisse à iour de Dimanche issue de grand' messe parrochiale, ou cas dessudits que les dits biens & heritages sont en vente pour telle cause, & c. ô telles charges & obligations du crediteur & autres, si aucums en y auoit, qu'ils luy seissent declaration & vinssent à sa cognoissance.]

[Et si lesdits biens sont mis a pris, doit faire à sçauoir le pris par cry public: & sil y a qui plus en vueille donner ou meilleure condition apposer, ou s'opposer encontre, il vienne auant dedans lesdits huict iours, & il sera receu, & que c'est le premier cry: & semblablemer à chacune enchere le doit saire à sçauoir, & aussi audit detteur. & aussi doit saire à sçauoir que la seconde

fera à huictaine.]

Et au huictieme iour ensuyuant doit semblablement ledit sergent mu executeur saire à sçau uoir par cry public en plain marché laditte vente desdits biens, & que c'est le secod cry de huictaine, & que s'il y a aucun, &c.qu'il vienne dedas quinze iours, & il sera receu, & que la tierce

fera à laditte quinzaine.]

Et à laditte quizaine doit semblablement ledit sergent ou executeur venir audit marché, & saire à sçauoir par cry public, comme dessus est dit, & que c'est le tiers cry qui est de quinzaine, & que si aucun veut encherir, qu'il vienne dedans tel jour ensuyuant, & que celuy durant, qui

contient xl.iours à tout le moins, il y sera receu tant comme de droit.

Et doit attendre ledit sergent iusques ausdits xl.iours à tout le moins, auquel iour de quarataine si ledit marché s'asseoit, sinon au plus proche marché ensuyuant dudit lieu, ledit sergent executeur doit saire à sçauoir par cry public que les les tels sont en vente & pour telle cause & à tel pris, & que s'il y a aucun qui plus en vueille doner ou meilleure condition mettre & apposer, ou soy opposer & dire au contraire, il vienne auant & il y sera receu, autrement not & que c'est le dernier cry, & y est on receu pour toute la iourne e iusques au iour couchant, & non plus: & doit ledit sergent à chacun cry ou terme suyuant qu'il procedera sur ce: c'est à sçauoir, à celuy de huictaine, saire à sçauoir celuy de quinzaine qui sera à tel iour, & c. & ainsi des autres.

A l'article coccxliij.commençant par ces mots, [Et si aucuus s'opposent,]qui estoit le trois cens septanteneusieme article dudit liure imprimé, ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Et seront les dittes crices certifiees par deuant le juge des lieux à jour de plaicts & iceux tenans: & sera l'enchere leuë & publice en jugemét, aussi à jour de plaicts & iceux tenas & attachee à la diligence de l'encherisseur à la porte de l'auditoire du siege, auquel sera faite

l'adiudication, pour y demourer l'espace de quinze iours.]

A l'article cecexly.commençant par ce mot, [Toutesfois,] qui est aussi le dernier dudit liure imprimé, ont esté par l'aduis desdits estats adioustez ces mots, [Sás qu'il soit besoin faire autre

notification au greffe de la iurisdiction desdits lieux criez.]

Et le samedy matin vingtvnieme dudit mois & an en procedant à la lecture, arrest & publication desdittes coustumes qui a esté faite par l'ordonnance & en la presence de nous commissaires susdits, & des officiers du Roy audit comté, pays & seneschausse de Poictou audit Palais & audit auditoire Royal, lieu destiné pour ce faire: Auons, ledit substitut du procureur general du Roy, audit Poictiers ce requerant, dit & ordonné, disons & ordonnons que les sus dits adiournez qui ne sont comparuz durant nostre seance à la redaction desdits coustumes, soyent gens d'eglise, de noblesse, ou du tiers estat, seront pour le prossit dudit dessaut par nous contre eux donné, censez & reputez estre subiets aux coustumes dudit comté, pays & seneschausse de Poictou, ainsi arrestees par les dits trois estats: & au surplus auons dit & ordonné que les dittes coustumes seront tant par les dits dessaillans que comparans entretenues, gardees & observes pour loy: & à ce faire les auons condemnez, leur faisans inhibitió & desenses de poser & articuler d'oresenauant autres coustumes: & aux seneschaux, leurs lieuten as & autres officiers

officiers dudit comté & pays dudit Poictou, de non receuoir les parties, à poser & articuler autres coultumes,& de les appoincter à informer sur icelles par turbes, faisans aussi inhibitions & defenses aux aduocats, procureurs & autres gens de conseil de poser & alleguer en iugement & aillieurs autres coustumes que les susdittes accordees.

Et tout ce que dessus, nous commissaires susdits certifions estre vray & auoir esté fait comme est contenu en ce present nostre proces verbal; lequel en tesmoin de ce auons signé de nos feings manuels, & seellé du seel de nos armes, les an & iours que dessus.

De Thou,

Extraict des registres de la cour de Parlement.

Apportees & presentees par maistre Christosse de Thou, president, Barthelemy Faye, & Iacques Viole, conseillers en la cour de ceans, commissaires à ce deputez par le Roy, & mises au greffe d'icelle cour, en la presence du procureur general dudit seigneur, le lundy vingtdeuxieme iour d'Auril, l'an mil cinq cens soixante apres Pasques.

Ainsi singné,

eſ.

nė

ęci

FIN DES COVSTVMES D V Рогстоу.

Coustumes generalles gardees & obseruees en la COMTE D'ANGOVLMOYS ET SENESCHAVS.

SEE DICELLE, PVBLIEES ET ACCORDEES EN LA ville d'Angoulesme, presens à ce plusieurs gens d'eglise, nobles practiciés & bourgeois dudit comté & seneschaussee:Et aussi és presences de nous Thibaut Baillet-conseiller du Roy nostre sire, & president en sa cour de parlement, & Roger barme conseiller & aduocat dudit leigneur en laditte cour, commissaires en ceste partie de par iceluy seigneur. sitettiili 🤫

La publication commencee à faire le ieudy cinquieme iour d'Octobre 1514. & continued ainsi que contenu est au proces verbaljautres iours ensuyuas, en ensuyuant les lettres de commission de nostredit seigneur à nous enuoyees à ceste sin, datees du ix.iour de Septembre audie

CHAPITT RE.

rallyano e deci De la distinction & qualitez des iurisdictions; haute, moyenne & basse & fonciere, o qui en est fondé. Article premier.

OVT leigneur qui a comté ou baronnie est fondé par la coustume & vsance d'auoit droit de chastellenie, haute iustice, moyenne & basse. Et peuvent lesdits comte ou baron, auoir fourches patibulaires à quatte pilliers pour pendre & executer malfaicteurs, & seels à contracts. Le seigneur chastellain est aussi sondé par la coustume d'auoir chastel & chastellenie, haute instice, moyenne & basse, seels à contracts & sourches patibulaires à quatre pilliers, mais en icelles fourches le seigneur chastellain ne peut auoir chappellet, ce que toutesfois peut auoir le baron

Et pour exercice d'icelle iustice peuuent lesdits comte, baron ou seigneur chastellain auoir deux iuges: Sçauoir est pour sa grande assisse, seneschal: & pour sa petite assisse, iuge preuo-

Le comte en sa ville & chastellenie d'Angoulesme pourra creer insques au nombre de dou-

Coustumes du Comté d'Angoulmoys

rati fuerunt notarij Regij: tandem caftel la**nus** voluit eos expellere vel prohihere ne in suo terri terie hec officium exerceret Io.Fabri infituta dec. arti. tuto. 🕁 ita obtinuit per arrestum . huim Jenatus quamuu Egi-dius magister uocatus& Io. Corlien, pro di Elis notaris C.M.

ze notaires & douze sergens. Le baron en sa baronnie, six notaires, & six sergens. Le seigneur ing. In quadă chastellain quatre notaires & quatre sergens. Le haut iusticier, moyen & bas, deux sergens. sus regionis als Le moyen & bas iusticier, deux sergens tant seulemét. Et au regard du Comte d'Angoulesme quantités sole és chastellenies d'autruy ne pourra creer en chacune d'icelles estans audit comté qu'vn ser-

> Celuy qui a haute iustice en aucun lieu & sans droit de chastellenie, par la coustume est fondé d'auoir en iceluy lieu, la moyenne & basse, & les peut faire exercer, si autre ne les y a par concession de prince, conuenance, ou vsance ancienne, & auoir fourches patibulaires à deux pilliers, prisons & ceps à mettre les delinquans.

Tout seigneur qui a droit de chastellenie peut faire tenir sa grande assise quatre sois l'an & inata doctrină fi est tenu la faire tenir deux fois l'an pour le moins, autrement les obeissances luy pourroient estre deniees, & la petite assise par chacun mois ou quinzaine.

Celuy qui a haute iustice & moyenne sans droit de chastellenie, peut tenir & faire tenir ses affifes chacun an vne fois.

Le moyen iusticier ou vassal qui a moyenne iustice par laditte coustume peut donner tutelles, curatelles, emanciper, bailler mesures, cognoistre d'appleigemens & autres causes sunc regius ad dont l'amende n'excede soixante sols tournois, & ne peut contraindre à donner asseure-

Celuy qui tient fief noblement & par homage, soit qu'il ait exercice de iurisdiction ou non, causam agerite est fondé par la coustume d'auoir & prendre ventes& honneurs des choses vendues estans en & au dedans d'iceluy fief, ou icelles prendre par puissance de fief.

Le seigneur de fief qui tient noblement & par hommage ayant exercice de iurisdictió, peut pour raison de cens, rentes, droits & deuoirs non payez, contracts non exhibez & recellez, hommages non faits, adueuz & denombremens non baillez, des choses estans de son fief faisir & faire saisir par ses sergens & officiers, & au regime & gouvernement desdittes choses commettre commissaires, mais si ledit seigneur de sief n'auoit exercice de iurisdiction, peut és cas dessussifications faisir seulement verbalement, & s'il veut faire saisir reaument & de fait & commettre commissaires, faire le pourra par commission & conforte main de son seigneur suzerain.

Droits d'auoir ventes & honneurs ou la chose vendue par puissance de sief en payant le pris depend de basse iurisdiction ou sonciere, & pour ce quand aucune chose immeuble est vendue le seigneur foncier & plus prés de fons tenant noblement & par hommage auquel sief est laditte chose & qui sur icelle a iurisdiction basse & sonciere ou l'vne d'icelles seulement est fondé d'en auoir ventes & honneurs, ou la chose par puissance de fief, comme dit est. Lesquelles ventes & honneurs montent la fixte partie du pris que la chose aura esté vendue, ou peut prendre la chose par puissance de fief en payant le pris dedans huictaine luy acertené d'icexiij.

2. 13. Id eft, apertè recidit in contractum

Celuy qui a acquis par contract de vente ou qui le fonne, doit dedans huict iours apres notifier & declarer son contract à son seigneur feodal, & dedans quarante jours luy doit exhiber renditionis, sie le dit contract, & luy faire serment que c'est le vray pris que la chose a cousté, & offrir de payer 7.5.19.C.M. les ventes & honneurs, ou delaisser la chose au seigneur par puissance de sief, si le seigneur veut payer les pris qu'elle a cousté, ensemble les loyaux coustemens & lesdittes choses ainsi offertès & declarees & le serment fait, le seigneur a huict iours ensuyuans d'auoir son election de prendre la chose & payer le pris,ou payer les ventes & honneurs, & f'il n'eslist dedans lesdits huict iours ou fil eslift & declare qu'il veut auoir la chose & payer le pris & loyaux cousts, s'il ne paye ledit pris & loyaux cousts à l'acheteur dedans huict iours apres laditte declaration, il ne sera plus receu à prendre la chose pour le pris & loyaux cousts, mais il pourra demander les ventes & honneurs.

L'acheteur est tenu comme dit est de notifier & declarer son contract à son seigneur dedas huict iours & l'exhiber dedans quarate iours, & fil ne le fait, il doit à son seigneur pour chacune desdittes choses non faites, l'amende simple. Et s'il n'exhibe lesdits contracts dedans l'an, l'amende est de soixante sols tournois, si le seigneur a iurisdiction de soixante sols tournois. Et peut ledit seigneur lesdits huict iours ou quarante iours passez, saisir & mettre en sa main laditte chose pour cause de contracts celez & non exhibez ne declarez. Et si pendant laditte main-mise lon exploicte, celuy qui le sait est tenu de restablir les fruits, payer l'amende de saissne brise, laquelle amende de saissne brisee est grosse: c'est à sçauoir, de soixante sols tournois,

tournois, si le seigneur auoit haute ou moyenne iurisdiction. Et s'il n'auoit que basse iurisdiction, laditte amende de saissne brisee seroit simple de sept sols six deniers tournois seule-

Ledit seigneur iusques à ce que exhibition de contracts luy ait esté faite, & qu'aussi le serment luy ait esté fait du pris, il n'est en demeure d'essire les ventes & honneurs, ou d'auoir la chose vendue par puissance de fief, iusques à trente ans.

En vendition de rentes generalles ne sont deuës aucunes ventes n'honneurs, supposé que tous les biens du vendeur fussent au sief d'vn seigneur.

Mais si en assiette de laditte rente, le vendeur bailloit à aucuns biens immeubles, lesdits 1.17. Scilico biens ainsi baillez en assiette sont censez auoir esté venduz dés le temps de laditte vendition transferent de rente generalle, & y a le seigneur seodal & lignager pour le retirer & auoir par lignage ou dominité secut par puissance de fief, ou auoir les ventes & honneurs tous & tels droits, comme si les dits biens in simpliet anîmmeubles eussent esté vendus purement, pour le pris qu'auoit cousté la rente, dont lon baille dixi in tratt. laditte assiette.

Si aucun vend aucune rente, laquelle il a assise specialement sur aucun lieu, generallement c.m. fur tous & chacuns fes autres biens, par-tant n'en aura le feigneur, de qui fera tenu ledit lieu ou chose surquoy est speciallement assise la rente, aucunes ventes n'honneurs, & ne pourra prendre la chose ou rente par puissance de fies. Et n'est lon tenu d'exhiber le contract sans sommation: 2 & le seigneur & le lignager pourront dedans l'an de laditte assiette venir au retraict de 2. 18. Et se la chose baillee par assierte: mais le lighager sera preseré.

Aucun n'est tenu de porter n'exhiber son contract autre que de vente, ou qui le somme au keigneur feodal f'il n'en est sommé & requis.

Les fief fond, & autres dommaines & heritages du pays & comté d'Angoulmoys font ou doiuent estre tenus noblement ou roturierement, & ceux qui sont tenus noblement sont par hommage lige ou plain, en parage, gariment ou autres deuoirs roturiers.

Quand aucun fond est tenu roturierement, le teneur doit porter les cens, rentes & autres deuoirs qu'il doit à son seigneur à l'hostel noble dont la chose est tenue, s'il est dedas la chastellenie. Et s'il n'y a hostel, il les doit porter en autre lieu au dedans laditte chastellenie où ledit seigneur a accoustumé de les receuoir, & n'est tenu ledit tenancier porter lesdits cens & rentes hors laditte chastellenie, s'il n'est autrement dit & conuenu entr'eux.

Quand aucun fond est tenu roturierement d'aucun seigneur de sief à cens, rentes, biens ou autres deuoirs, & ils sont plusieurs teneurs sous vn mesme bail, le seigneur peut demander son deuoir à chacun des teneurs pour le tout: & est chacune partie du sond chargee de tout le deuoir, tellement que ledit seigneur n'est point tenu diuiser ses cens & rentes, & pourra auoir. celuy qui aura tout payé, si bon luy semble, son recours contre ses autres coheritiers & tenan-

Chacun soit noble ou roturier, est tenu bailler par declaration vne sois seulement à son seigneur de fief les fiefs, dommaines & heritages qu'il tient de luy, & icelle verifier.

Le nouueau seigneur de sief tenant noblement ayant exercice de iurisdiction peut proclamer & faire proclamer ses hommages à ce que ses vassaux tenans de luy dedans xl. iours apres ensuyuans luy viennent faire les foy & hommage tels qu'ils sont tenus faire selon la nature de feur fief, tellement que si apres laditte proclamation & ledit termé passé, aucun vassal estoit en demeure de faire lesdits foy & hommage, ou qu'il n'ait respit ou souffrance du seigneur seodals én ce cas le leigneur peut faisir le fief de son vasfal, le mettre en sa main,& tomberont les fruits en perte au proffit du seigneur du fief iusques à ce que l'hômage luy soit fait:mais si ledit nouueau seigneur de fief,n'auoit exercice de iurisdiction, en ce cas peut par vn sergent de son seigneur luzerain ayant exercice de iurildiction faire notifier à son vassal ou vassaux que dedans le temps dessussities ayent'à luy faire les foy & hommage, tels qu'ils sont tenus faire selon la nature de leurs fiess: & si apres ladite notification bien & d'euëmét faite ledit vassal ou vassaux, ne fait ledit hommage, en ce cas ne pourra ledit seigneur du sief saisse par faute dudit hommage non fait, & cheent les fruits en perte au proffit dudit seigneur de fief iusques à ce que l'hommage luy foit fait.

Et s'il y a plusieurs detenteurs dudit sief, parageurs enfans d'iceluy qui a accoustumé de faire lesdits homages pour raison d'iceluy siel dont les hommages n'auroyent esté diuisez, esdits cas l'aisné, ou qui le represente, sera & sera receu à faire ledir hommage pour luy & aurres ses coheritiers parageurs ou personniers qui seront tenus luy ayder pour telles portions qu'ils

M

de

XiX. tum.C.M.

Coustumes du Comté d'Angoulmoys

prendront esdittes choses hommagees.

XXVja .

Le parage dure tant que le lignager se peut copter, & iceluy parage siny le filsaisné, ou qui le represente, peut contraindre le detenteur de la portion dudit fief, dont ledit parage est finy, de luy en faire hommage, & à ce contraindre par les voyes que dessus.

Et par laditte coustume si l'vn desdits personniers coheritiers, ou parageurs, fait vendition de laditte part & portion qu'il a audit fief, ledit aisné, ou qui le represente, en peut prendre les ventes & honneursou laditte chose par puissance de fief, en rendant le sort principal & loyaux coustemens que la chose auoit cousté.

Si le tuteur ou curateur a fait hommage pour le mineur, ledit mineur paruenu en l'aage de xxv.ans, sera tenu de faire de reches ledit homage, & sera tenu bailler par escrit son denobrement sans payer autre deuoir pour celle sois.

Par la coustume du pays & comté d'Angoulmoys celuy qui a fief, tenu noblement aucc iuprocurator, 12 risdiction exercee peut entretenir, ou de nouuel eriger en saditte iurisdiction four & moulin mensermandü. banniers ou plusieurs moulins, sub codem tecto: & contraindre les hommes couchas & leuas en sadirte inrisdiction au dedans de la bandieuë en laquelle il a inrisdiction exercee d'apporter ou enuoyer moudre ses bleds & grains audit moulin bannier & leuer pain & cuyre audit sour.

Pourueu que ledit moukin ou moulins, sub eodem tecto, soient sustissans pour la mouture & despesche desdits bleds & grains, & que celuy que ledit seigneur veut contraindre, soit de roturiere codition, & que ledit seigneur tienne ledit moulin à sa main. Et au regard du seigneur feodal qui n'a exercice de fa iurifdiction, peut auoir moulin bannier, si son adueu ne le porte ou par prescription suffisante. Et en-tant que touche le four bannier, faut que ledit sour soit assis au bourg de laditte seigneurie.

Le seigneur ayant moulin bannier, est remu faire moudre le bled de ses homes dedans xxiiij. heures apres que lon aura conduit & mené le bled iusques au moulin:aliàs il est permis ausdits Subiets le faire moudre ou bon leur semblera.

Le seigneur ayant droit de moulin bannier, pour le droit de sa mouture peut prendre le fezieme & non plus, si du plus ou moins entre luy & ses subiets, s'il n'y auoit pactió au contrai-

Par la coustume d'Angoulmoys, ratione contractus vel delicti quis non sortitur forum, ains est lon bien conuenu par deuant le juge du domicile qui n'est tenu en bailler & faire renuoy au lieu dudit contract ou delict commis. XXXIIj.

Toutel-fois si aucun de quelque estat qu'il soit dit ou fait à autre iniure en iugement, le dit iuge en cognoistra,& yra auant la partie qui a dit ou fait laditte miure par deuant luy sans en auoir aucun renuoy, sinó que ledit iniuriant fust clerc, & en estat de iouyr du priuilege de clerc auquel cas tirera auant deuant le iuge lay pour le cas priuilegé:mais pour le delict commis sera renuoyé par deuant son ordinaire.

En matiere dagatis, l'il y a en plaincte, & par tesmoins est prouué, que les bestes du desendeur ayent esté trouuees en dommage, il y a amende pour le seigneur. Mais ou ledit dommage ne sera suffisammét prouué, il n'y a amende sur le desendeur quelque acertion que puisse saire le demandeur: mais en ce cas & si le demandeur ne prouue son fait, l'amende chet sur le de-

Tout seigneur chastellain ou autre ayant haute iustice, ou moyenne & basse, ou fonciere 2. Adde 3.5. auec territoire limité, est fondé 2 par la coustume & commune observance du pays & comté en consus paris, d'Angoulmoys, de soy dire & porter seigneur direct de tous les dommaines & heritages estás en iceluy, qui ne monstre deuëment du contract, & au moyen d'icelle directe, s'il trouue en ses limites terres possedees sans deuoir, peut sur icelles asseoir cens, tel conforme & semblable qu'est assis és terres voisines de son territoire.

Homme d'eglife respondra par deuant iuge lay, pour arrerages de rête ou autre action reelle, ou si lon fait saisir la chose pour laquelle sont deuz lesdits arrerages, & procedera sans ce que le suge luy soit tenu en faire renuoy.

> Des notaires & passemens de lettres. CHAPI. xxxvÿ.

OVS notaires reçoiuent & passent toutes manieres de contracts & passemens sous les seaux de la cour laye dont ils sont notaires, & n'y-a point de somme limitee. Et est requis qu'ils foient deux notaires d'une, ou diuerses cours de cour laye, ou bien un notaire & deux telmoins

1. 28.1de cosue. piltaviësis quod videtur durum:quiatu torest plus quă

5.46.C.M.



tesmoins au prauant que les contracts, testamens, codicilles & autres passemens soyent valables, & autant en est-il requis à passer procurations, lesquels ils conuient estre signez & seel-

Gens d'eglise & religieux ne sont receuz à estre notaires de cour laye, & les contracts ou passemens qu'ils reçoiuent sous laditte cour laye ne sont valables.

ffemens qu'ils reçoiuent sous laditte cour laye ne sont valables. XXXIX. *1. Idem consuler.

Et ne peuvent par laditte coustume notaires de cour d'eglise autremet qu'en la compagnie m.ti. vide noi; d'vn notaire de cour laye, passer entre laiz aucuns contracts des choses concernans tempora- in esseus extr. lité & realité, & les contracts passez par iceux notaires de cour d'eglise seulement; sont de nul mechidixi in **e**ffet & valeur.

СНАРІ. Зі

15

De communauté de biens.

Super edicto Henri. 2. in tel. parus datas. C.M.

DAR la coustume d'Angoulmoys, mary & femme conioints ensemble par loyal mariage dés la benediction nuptiale, font communs, & font societé en biens meubles & acquests cludit tempus immeubles, faits durant & constant leur mariage.

Deux personnes ou plusieurs peuvent taisiblement contracter societé entreux, à ce que les des c.m. conditions souscrites y soyent: Scauoir est, qu'ils & chacun d'eux soyent aagez de xxv. ans, qu'ils soyent vsans de leurs droits, qu'ils soyent de roturiere condition, qu'ils communiquent tous enfemble & viuent de biens communs,& qu'ils demourent par an & iour entiers en ladite communauté.

Les enfans etia maieurs de roturiere condition, viuat leur pere apres le déces de leur mere continuét compagnie auec leurdit pere, sinon que leurdit pere face inuentaire des biens meu bles communs & delaissez, par le deces de laditte mere : auquel cas laditte societé est dissoluc; & fera tenu ledit pere bailler aufdits enfans la moitié defdits meubles communs enfemble, & des acquests faits du viuant de laditte mere. Semblablemet lesdits enfans etiam mineurs, apres le deces de leurdit pere continuét la societé de leur pere en tous meubles, & acquests immeu bles auec leurditte mere

Par la coustume d'Angoulmoys, les meubles apres le deces de l'vn des conioints par mariage nobles ou roturiers, se diuisent par moitié, & d'iceux le suruiuant prend la moitié & l'autre appartient aux heritiers du decedé, si autrement il n'auoit pourueu: toutesfois la femme apres le deces de son mary a son choix de prendre laditte moitié desdits meubles & acquests faits durant leurdit mariage, & en ce faisant, payet la moitié des dettes, ou bien se tenir à son dot & mariage fans payer aucune portion desdittes dettes apres le deces de sondit mary, & sera tenue faire declaration dedans huicaine apres la mort de sondit mary, si elle se veut cotenter de sondit dot & mariage. Et si pendant laditte huictaine, elle alienoit ou transportoit aucus biens demourez de laditte succession, elle ne seroit plus receuë à prendre sondit dot & mariage, ains fera cenfee & reputee estre immiscee esdits biens, & par ce tenue de payer la moitié des dettes.

Et si ledit suruiuant prend tous lesdits meubles par don ou autrement, le crediteur en aura bonne action en tout contre celuy qui aura ainsi prins tous lesdits meubles, & si aura-il en la moitié, s'il veut, contre l'heritier du premier mourant, soit noble ou roturier.

Par la coustume d'Angoulmoys, la mise des funerailles du jour de l'vn des conjoints defunct qui sera enterré, sera faite sur les meubles aux despens communs d'iceux-dits conioints & les autres seruices aux despens des heritiers du defunct, si autrement le testateur n'en auoit otdo-

Celuy qui a tous les biens meubles du premier mourant doit auoir & peut demâder toutes dettes, ausquelles dettes sont comprins les arrerages des rentes, qui seroient deuës au temps du premier mourant & aussi si ledit predecesseur les deuoit, celuy qui a lesdits meubles doit acquitter & payer.

Par la coustume d'Angoulmoys gardee entre roturiets , le mâriage solu, sa semme a soit choix de prendre la moitié des meubles & acquests faits durat ledit mariage, où bien les meubles ou deniers & biens immeubles qu'elle y aura porté, auquel dernier cas elle aura lesdits deniers par elle portez en faueur de son mariage, & pour son douaire, ou elle aura le tiers des deniers seulement en montant. Et ce outre les dommaines & déniers par elle baillez & payez.

Si la femme va de vie à trespas, les heritiers d'elle peuuent prendre la moitié des meubles

xlj. miptiarii cla-

Coustumes du Comté d'Augoulmoys

& acquests communs entr'elle & son mary, & si bon leur semble, peuuent renoncer à leurditte communauté dedans hui ctaine & eux tenir au mariage de la semme, dont ils sont heritiers. Mais en ce cas la tierce partie de la pecune & deniers que la semme auroit apportez en mariage, leur sera rendue auec les autres biens par elle apportez simplement sans aucun montant.

C H A P. 4.

De donations.

xlix.

I

1

1

3.

1.49. Scilicet notable,non enim intelligitur devili cespi te terre, verba cum effectu no tabili acoipienda, 🕁 ita ante vigintiquinque annos niccum sentiebat & consule bat do. Mattheus quadrigarius consul-2.49.In fi.Idem J.S.51.S. 3.50.Fallit si Tonftet extra-

2.49.In fi.I-dem J.S.51.S.
115.C.M.
3.50.Fallit fit tonfeet extraneum delectum proper infignë eius bonam vi tă vel proper morofitatem propinquorum C.M.

4.55.Entellige extranco à linea etiă si tex. non exprimat tamen non eft modicum dubium propter modŭ vtendifi quado veditur remotiori de linea proximior possit ab eo retrahere que est materia §. 61. 🕁 62. j.eo. C.M. 5. generalles) Igitur est limi fimili dixi (uper cons.Picta uiensi de consen su debitoris in redditibus loce Plurariilubro-

gatis, vt dixi en cŏſ.pariſ.§.

57.6 in trac.

reddit. & vsu

rarum latino & gallico. C.M. ON peut donner à son heritier ou heritiers presumptifs & à tous estrangers capables de don, pourueu que le donant ait patrimoine, tous & chacuns ses meubles & acquests. I Mais quand audit patrimoine, nul n'en peut disposer par quelque contract lucratif que de la tierce partie d'iceluy. Car il conuient que les deux parts dudit patrimoine reuienent franches & quittes des dons & legats à ses heritiers, l'vn desquels on ne peut aduantager audit patrimoi 2 ne au preiudice de l'autre.²

Par la coustume d'Angoulmoys, toute personne peut donner par prouision de corps & aliment à son heritier presumptif ou estranger, tous & chacuns ses biens, & peut estire logis chez le donataire. Toutes sois si la donation est faite à vn estranger, les hoirs dedans l'an peuueut pré dre la charge & debouter ledit estrager.³ lj.

Aucun ne peut donner en mariage n'autrement à aucun de ses enfans de son heritage vetissimm. C. M
a. 4.9. In st. Idem 3. 5. 5. 5.
lij.

Aucun ne peut donner en mariage n'autrement à aucun de ses enfans de son heritage venu par succession, au presudice de ses heritiers, plus que ne monteront sa legitime part & portion s'il succedoit.

Mary & femme non ayans enfans se peuuent donner l'vn l'autre mutuement, & par donation saite l'vn à l'autre simplement soit par contract sait entre viss, ou par testamét la tierce par tie de leur heritage patrimonial, ensemble tous leurs acquests & meubles, quand ledit donateur a patrimoine, pour en iouyr par le suruiuant d'eux deux par vsus-fruit & le cours de sa vie seulement: & ou les dits donateurs n'autont patrimoine, peuuent donner mutuellement ou par donatió simple, come dessus, la tierce partie de leurs acquests & tous leurs meubles, pour en iouyr par le suruiuant pour vsus-fruit, & le cour de sa vie seulement. Et ou il n'y auroit aucuns acquests la tierce partie des meubles, comme dessus sais s'il y auoit enfans toutes donations soient mutuees ou simples, sont reputuees nulles.

Si le mary donne à la femme au cas qu'il n'y auroit enfans, comme dessus, le tiers de son heritage, soit à part ou à divis, ou en generalité, ou aucune chose de son heritage, à part qui vaille le tiers de l'heritage, elle se peut tenir audit don, & en iceluy cas elle ne iouira pas de don de douaire sur ledit tiers, n'autre portion sur l'heritage de son mary.

Mais si le mary donc à saditte semme aucune partie d'aucun corps, & ne soit le tiers de l'heritage, elle prendra douaire és autres biens iusques à sournir au tiers du demourant desdits biens.

С н а р. 5.

De retraict lignager.

lv.

PAR la coustume du pays & côté d'Angoulmoys quand aucun vend aucune chose immeu 4 ble ou censee immeuble, comme sont rentes generalles, son parent lignager dedans l'an 5 & iour de laditte vendition, en observant les conditions cy apres mises, doit estre receu au retraict de laditte chose.

Ivj.

Mais il conuient que ledit lignager venant audit retraict, obserue & garde toutes les conditions qui s'ensuyuent: c'est à sçauoir, declaration de lignage ou offre de le declarer, offre d'vne piece d'argent offrant à parsaire, & requeste de les receuoir au retraict, le tout en iugement ou en presence d'vn sergent & de d'eux tesmoins, adiournemet formel en cause de retraict & sur ressus d'argent. Et toutes les dittes choses soyent faites dedas l'an & iour. Et n'est point requisque l'assignation dudit adiournement, pour ueu qu'elle soit à brief iour, comme de huict iours eschee dedans ledit an & iour.

Et ledit offre ainsi fait, si le desendeur, en matiere de retraict, reçoit ledit demandeur, en ce cas ledit desendeur est tenu monstrer & exhiber son contract & affermer le cotenu en iceluy estre veritable. Semblablement est tenu affermer par serment les loyaux coustemens, à ce que par les choses dessudittes le demandeur soit acertené desdits prix & loyaux coustemens. Car par laditte coustume apres que le demandeur sera acertené par la sorme dessuditte. &

qu II

qu'il aura esté receu au retraict par le desendeur, le demandeur est tenu paracheuer dedans huict iours prochains ensuyuans le pris & loyaux coustemens, autrement il n'y est plus receu & perd ce qu'il y aura baillé en faisant ledit offre, toutes sois il est receuable à monstrer que ledit defendeur en matiere de retraict ne declare le vray pris de laditte vendition, & fil le prouue pendant qu'il fera faditte preuue, ledit temps de huict iours ne courra point contre 1.61. Hie est

Le demandeur en matiere de retraict à la requeste du defendeur, est tenu iurer & affermer fatta est extra que la poursuite qu'il sait en matiere de retraist est pour luy, en son nom, à son prossit & sans neo, it a quod

Si le retrayant lignager ne peut trouuer l'acheteur, il suffist de faire l'offre à sa femme ou à sum en firmé la mailon en presence d'vn sergent & de tesmoins.

Le mary peut faire offre de retraict des choses vendues par le lignager de sa semme. Le premier des lignagers qui vient audit retraict il doit estre receu, si plusieurs y viennent nea, sed sunt 1 ensemble tous y seront receuzimais le plus proche i sera preferé à tous autres, & s'ils sont en rel concurrenpareils degrez, ou qui le representent, ils sont receus in stirpes pro rata: Mais l'acheteur est tenu declarer à celuy qui vient audit retraict, qu'il y a receu vn autre, ou qu'il a transporté à autre retrassuit penpar autre contract que dudit retraict, & le doit nommer, autremet le dit lignager à son recours det à modo recontre luy de ses dommages & interests. lxij.

Et est & doit estre aucun plus proche & preseré audit retraict, ainsi & en ce qu'il seroit preferé en luccession, auquel retraict representation a lieu, comme en succession.

Et ne court point le temps de laditte coustume cotre celuy qui a fait offre iusques à ce que tina, ad hoè l'acheteur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté laditte chose, pour ueu toutes sois que du co-consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté laditte chose, pour ueu toutes sois que du co-consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté laditte chose, pour ueu toutes sois que du co-consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté laditte chose, pour ueu toutes sois que du co-consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté laditte chose, pour ueu toutes sois que du co-consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté laditte chose, pour ueu toutes sois que du co-consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la la consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la la consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la la consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la consueur luy ait de la consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la consueur luy ait de la consueur luy ait de la consueur luy ait declaré celuy à qui il a trasporté la consueur luy ait de la sté dudit demandeur n'y ait no table negligence à poursuyure le premieracheteur, pour nonmer celuy à qui laditte chose auroit esté reuendue.

Tout lignager d'aucun vendeur doit estre receu dedans ledit temps audit retraict, posé que la chose vendue ne soit pas du branchage dont le vendeur & le retrayant s'appartiennent: mais raliter se pendi le lignager du branchage dont le vendeur & le retrayant s'appartiennent: mais raliter se pendi le lignager du branchage dont est venue laditte chose, combien qu'il ne soit si proche parent, lera preferé comme en luccession.

Si le retrayant gaigne sa cause, il doit auoir les fruits dés le temps de l'offre & consignation consultation nu est similar. de laditte piece d'argent, & doiuent estre deduits ou precomptez en sort.

Si le mary ou la femme retire aucune chose vendue par leur lignager, ou la prennent par sie no videtur 2 puissance de leur sief respectiuement, c'est acquest commun entreux.2

Mais si tous deux, ou l'vn d'eux respectiuement vendent aucune chose de leur patrimoyne, 2.66. Sanf le 3 ou à l'vn d'eux appartenant durant leurdit mariage, & estoit par eux ou l'vn d'eux retiree, elle retrait de my feroit censes de relle nature qu'elle estoit paruant laditre vendition feroit censee de telle nature qu'elle estoit paruant laditte vendition.

L'acheteurn'est tenu saire cession & transport des choses acheptees, qui ne soit payé du quia huiesymbolissat. C.M. fort & loyaux coufts.

Tout lignager, soit l'acheteur ou autre, est preseré au seigneur seodal & soncier. Et si ledit lignager ne veut retirer le tout, il ne sera receu, s'il ne paye tout le pris, mais le sei4.69. Nissalte
gneur dudit sies sera receu pour la partie non retiree par le lignager, & par luy prinse par puister specialité

Si aucun achete in globo, & pour vn pris, plusieurs choses estans en plusieurs fiefs & sei- tura: no enim gneuries, à luy est d'estimer & liciter que vaut la chose estant en chacune desdittes seigneuries sur le ficriori sicut no & à chacun des seigneurs respectiuement appartiennent d'eslire dedans le temps de la coustu- valerespactium me, qui est huict iours apres laditte exhibition de contracts, les ventes & honneurs, ou prendre la chose par puissance de sief.

Droit de retraict lignager ne peut estre transporté, secus du conventionnel.

In praiudicis in praiudicis cognatorit post cognatorit post cognatorit post quam res iams la vij.

Proit de retraict lignager ne peut estre transporté, secus du conventionnel.

Droit de retraict lignager ne peut estre transporté, secus du contientionnel.

Si le lignager venant prés du bout de l'an & iour au retraict de la chose par son parent ven- 3. 72. Schicek due, & aduerty par l'acheteur qu'elle a par retrait ou autrement esté transporté à autre, ce extrane rel neantmoins & combien que l'an & iour expire, il doit, le plus tost qu'il pourra faire offre de repraiudicit pro traict à celuy à qui auroit esté fait ledit transport, & par luy y doit estre receu, combien qu'il ximiorum. soit hors ledit an & iour, attendu qu'il ait fait son offre dedans l'an audit premier acheteur, & C.M. qu'il auoit cause d'ignorer ledit transport.

Si en faifant eschäge d'aucune chose immeuble, est baillé argent de retour qui excede la valeur de laditte chole, le contract fera censé & reputé vendition, & y escherra retraict en rendat ledit argent à l'estimation de la chose faite par le iuge. Et au contraire sera censé eschage: mais Vuu ij.

lviij. clarii quod ab lx. tum:sed quan-IKj. ditur vni de li lxiij. li pro affirmalxiiij. dicit, fextra-IXVJ. artic. §. 33. 64 LXVIII. swe. Pichanies lxix. 3.67. Etiam IXX. ex internallo.

Coustumes du Comté d'Augoulmoys

1. 74. Et etia sus retraclus fendalis in defectum proximi si pecunia tum laudimia

retractus feueft fortior re-2.75. Quantu ad hoc ve pote nes suos fauora biles sunt. C.M.

3. 76.Imò.j. §.80.C.M. 4. 80. Ante 25. annos do. Daubeterre pe post undecim annes in vim Contra Do.de Marueil : pro quo Brustart, Galy dicebat, quod hec conf. ison fuit hom logata, qued Scriptus , &

vtendi tempus

currebat à die

contractus tü quòd cŏtracto abinitiofuerat

line venderies

Sciens, 🚓.

C.M.

en-tant que touche ledit argent, le seigneur aura ventes & honneurs.

lxxv. t

Retraicts sont tellement destroit droit que l'an & iour a y estre receu, court cotre maieurs, 2 mineurs, presens, absens, sachans ou ignorans le contract, comme dit est.

Par laditte coustume le lignager peut auoir la chose criee & adiugée par decret dedans l'an & iour de laditte adiudicatio si les terres adiugees sont au territoire & en la iurisdictio du iuge qui auroit interposé ledit decret: mais si lesdittes terres n'estoient au territoire & iurisdiction pro tata peen- de celuy qui auroit interposé ledit decret, comme si ledit decret estoit interposé par arrest de la cour de parlement, par les gens tenans les requestes du palais, par les conseruateurs des pridalu, quia non uileges aux escolliers ou autrement: En ce cas l'an & iour dudit retraict courra du iour que ledit decret sera notifié au greffe de la iurisdiction où ledit heritage est situé & assis, & que ledit mitatis.C.M. greffier en aura fait registre, comme dessus 3 est dit. Et a en telle maniere lieu, representation, 3 comme en luccession.

Celuy qui a retraict conuentionnel, est preferé à tout autre, & doit faire son offre de tout gratia consuleration consultation consultation representation for the state of the

> Soit en retraict lignager ou conventionnel, l'acheteur peut & doit auoir des fruits de la chose vendue pro rata temporis, à compter du jour de laditte vendition jusques audit of-

En tout retraict lignager & conuentionnel à vn an, doiuent estre payees les reparatios necessaires seulement. Et si la grace du retraict dure plus longuement, doiuent estre payees ses rebat retraction vtiles & necessaires reparations.

L'an du retraict baillé par la coustume, court du jour que l'acquisition sera notifice au greffe huiss confuer. de la iurisdiction, en laquelle l'heritage acquis est situé & assis, & à ceste fin sera tenu le greffier faire registre de la notification.4

CHAPI. 6.

Des donaires.

kxxxi.

OVAIRE ou dote, par la coustume est appellé le droit, partie ou portion que la femme qui suruit son mary doit auoir & leuer, le cours de sa vie seulemet, des heritages de son in r/u nec pra- feu mary & des acquests par luy faits parauant le mariage:car en iceux qui seroient faits durat quod per modii le mariage d'eux, laditte femme n'aura aucun douaire.

Par la coustume d'Angoulmoys entre personnes nobles, à la femme qui suruit son mary, appartiét à auoir & leuer, le cours de sa vie, par douaire, la tierce partie des choses nobles de biés & heritages qui ont esté audit mary, par quelque temps que ce ait esté, durant leur mariage:& aussi des acquests faits par ledit mary parauant ledit mariage, & desquels il estoit seigneur au temps d'iceluy mariage. Et en est fondee la femme de l'auoir dés ce que le mariage est accomply par parolles de present, si autrement n'estoit couenancé ou accordé en faisant ledit mariage. Et pour raison de laditte tierce partie, laditte semme sera tenue payer pro rata les charges dont la terre pourroit estre chargee auant que ledit douaire fust escheu.

C H A P.

Des successions.

lxxxii.

EN fait de successions, soient roturieres ou nobles, representation a lieu, comme de lexxiiii.

Et par la coustume le mort saissif le vif, son plus proche parét & lignager, habile à luy succeder, incontinent qu'il est decedé, sans autre apprehension de fait, de la possession & biens delaissez par le defunct.

Entre les roturiers, soit en succession des biens meubles, immeubles ou heritages, n'aussi entre nobles au regard des choses immeubles & heritages roturierement tenus, n'y a aucune 1.86. Et sein difference, soit en succession directe ou collateralle, soit fils ou fille: car audit cas tous succedas Sed in omnibus sont pareils, & prennent en la succession selon leurs degrez.

Et quand aucun decede sans hoirs naturels & legitimes procreez de sa chair, & il ait biens erat verbum, meubles & immeubles, desquels il n'auoit autrement disposé, & iceluy desunct a pere ou mere, ayeul ou ayeulle & lignagers collateraux, leurs biens meubles viennent aux ascendans correxi, & in selon leurs degrez, & non aux collateraux: posé ores que le defunct n'eust que biens meutantum. C.M bles.5 lxxxvij. 5

Etau

exemplaibrus immeubles, alis necessariis

Et au regard des biens immeubles, soient acquests ou heritages, lesdits biens viennent aux collateraux, & non aux ascendans, si ce n'estoit en desfaut de collateraux: auquel cas lesdits ascendans selon leur degré succederont és biens immeubles & heritages,& ècontra les collateraux és biens meubles à deffaut des ascendans. Et par mesme coustume entre nobles en noble & directe succession, au fils aisné ou fille aisnee des succedans, quand il n'y a hoir masse, ou qui le reprefente, appartient & doit auoir & prendre par aduantage & droit d'aifneeffe le cha-1. 90. Id eft, stel ou manoir principal de laditte succession. l ou manoir principal de laditte fuccession. lxxxviij. ^{Is 90.} 14 est. Et s'il en ya plusieurs il pourra auoir & prendre le principal, ou autre qu'il voudra à son seendentes, qui choix & election, que ces anciennes preclautures, & la suye, garanne, sour & moulin à ban, sur s'aures de pourueu toutesfois qu'ils ne soyent separez par chemin & charrau & publicque, & riviere na-successer et en pourueu uigable, ou autre ancienne separation dudit chastel ou manoir principal & preclaustures d'i-dunsser in directa relicte

Et en outre sur ses autres coheritiers, le quint du reuenu de laditte succession, par preciput C.M. & aduantage, & au residu d'icelle succession sa portion contingente & legitime, selon le nom-dictum est. bre des venans à laditte succession.

Et a pareillement en succession collateralle entre nobles, l'aisné ou fille aisnee (quand n'y a 3. fille) Non hoir masse, ou qui le represente) prent par preciput & droit d'aisneesse, sur les autres coheri-dieut entre com tiers le chastel ou manoir principal auec ses choses, & auec les modificatios dessudites és pre-sed ampliat e-cedens articles de directe succession entre nobles, si laditte succession collateralle n'auoit esté siams secundo I quintee & partie par les succedans en ligne droite, car si elle auoit esté quintee & par-semp este pre 2 tie en succession vraye collateralle, soit entre fils ou fille n'y a aucun droit d'aisneesse, ains se mortum reu-3 diuise equaliter & perstirpes. XCj. lia qui repra-

Si ce n'estoit 4 que la directe succession (dont est descendue 5 la collateralle, dont il est que-in si. 5. ibi in 5 stió) eust esté quintee ou partie, & sur icelle eust esté prins droit d'aisneesse par celuy de la suc-sirpes de se cession duquel est question. Car audit cas en succession conactant in y a une de la fire aucune difference entr'eux.

La de la fire aucune difference entr'eux.

La de la fire aucune difference entr'eux.

La de la fire aucune difference entr'eux. 6 cession duquel est question. Car audit cas en succession collateralle n'y a aucun quintement exceptio regi-

Et semblablement se divisent & partagent les biens meubles egallemet entre les lignagers & forores, qu & parens venans à la succession d'un noble, soit en la succession directe ou collateralle, sans y su lineadirecta mettre différence.

xciij. quinto relicto

Le pere ou autre ascendant ne peut par laditte coustume oster & tollir à son fils aisné ou fil-primogenite Le pere ou autre aicendant ne peut par lautte contume orter de come a loi montion de la line espar-tant qu'il n'y a hoir masse, come dessus, ou qui le represente, leur droit d'aisne esse mer siqui est droit de primogeniture, soit par testament ou autre contract lucratif, quel qu'il lies fratre rel

KCiiij. fororum qui re En succession s'il y a biens de diuerses lignes & branchages, lesdits biens suyuent les bran-quando succe-les, dont ils sont issus. Xcv. dunt primoge-nito qui quin-Religieux ou religieuses, qui ont fait prosession, ne succedent point, ne le monastere pour tum habuit. 7 ches, dont ils sont issus.7

xcvj. C.M.

Bastards ne succedent aucunement, à pere n'à mere.

Ç. ¢

کړُ 7. ß۵

ΠS <u>'ll'</u>

,1)-1

XCVIj. 4. 91. Plenima XCVIj. explicat exce-Les parens & lignagers des Euesques & autres gens d'eglise seculiers, leurs succe-ptionem prace-

siens propres, sans l'auctorité & consentement de son mary, n'ester en iugemét, sans l'auctorité de Chartres de son mary: & si le mary est adiourné pour l'auctoriser, & refuse, l'auctorisation sera faite par le sent 15 66.emiuge, ayant de la matiere cognoissance. XCIX. portera vn

Semblablement si vne semme vse d'aucune marchandise publicquement & notoirement, quint contre sa Semblablement si vne semme vse d'aucune marchandise publicquement & notoirement, saur. Ergo ex-

ception primo vt procedat inter descendentes ab illu, qui ont sait le precedent partage quinté: ita quod si primogenitus decederet vltimus fratti & soro sine liberi, & devolueret ad patrueles vel remotiores collaterales, locus esset quinto inter eos. Secundò restringitur exceptio vt procedat quando agitar de suceessione eius quintum accepit. Sed non sumus in his terminis, quia exceptio duo requirit vt locum habeat, sed hic secundum desicit: Erzo locus regula. Sed
quid si primogenitus obiit prior relicso silio, qui postea obiit sine liberis relicsis patrus & amitis quibus pater eius abstust quintis? Res. Nepos no restituit sed
reliquit in sua successione, & senior succedentium capiet quintum, quia exceptio personalu est. C.M.
6. question.) Ergo de proxima & immediata successione tantum, nec attéditur quid sactis sit in successione remota vel mediata vel intermedia tantum. C.M.
7. 94. Et sic non prodest cosuntio duplicis lateris, vt par l'arrest solennel de Marueil, prononcé le 6. Noust 1543. Adde Bartholo. Chassan. cons. 32. Nission mobilibus en acquestis vt s. 6. (1.11) consuet. Rupella. C.M.

in mobilibus & acquestu vi J.S.51.in consuet.Rupella.C.M. 8. 98.Nec in praiudicium quidem suorum haredum volsui postquam vidua erit: vt in simili tetigi super conspictani.& plenè in consu.paris. §.105.que nuperus innenatus malè restrinxit vi ibi dixi.C.M.

Digitized by Google

Vuu iij.

Coustumes du Comté d'Augoulmoys

elle ne peut demander sans l'auctorité de son mary, combien qu'elle ait contracté au cas dessufins l'auctorité de son mary, mais elle en peut bien estre conuenue sans l'auctorité de son mary.

c.

1. 100·Idem confue. pictau. cum hac fymbolifans. C.M

Le mary sans le consentement de sa femme peut ester en iugement, tant en demandant qu'en desendant, pour raison des choses appartenans à sa semme, soit i en action personnelle ou hypothecque, ou autres instances petitoires ou possessoires.

Combien que par la coustume la semme ait la moitié és meubles, & aussi és acquests saits durant le niariage, comme dit est, toutes sois le mary a l'administration du tout, & peut les dits meubles & acquests (soyent faits par luy ou par sa semme) vendre, permuter ou obliger ou autrement disposer sans appeller sa semme par contracts saits entre viss, soit par l'obligation generalle de tous biens, ou specialle, & cheent tous les acquests en la ditte obligation generalle.

снар. 8

Des crices.

сÿ.

PAR laditte coustume quand aucune chose immeuble est saisse & mise en cry public auant qu'aucun decret puisse estre mis & interposé és choses crices, il est requis faire quatre criees & proclamations, la premiere desquelles se doit faire au sour de Dimanche en la parroisse, en laquelle les lieux criez sont situez affis, en lieu public d'icelle & issue de messe parrochialle. La deuxieme, troisieme & quatrieme, se doiuent faire à sour de marché en la chastellenie, iurisdictió & territoire où laditte chose criee est situee & assise: & si en icelle iurisdictió n'y auoit aucun marché, seront les dittes criees faites au lieu & seigneurie plus prochaine, où il y aura marché.

Et l'assignation du premier cry doit contenir huictaine, du second quinzaine, du tiers trentaine, & du quart, quarantaine, ou quarante iours, si lesdittes assignations estoient à iour de marché, & si elles n'y estoient, elles & chacunes d'elles sont continuees és prochains iours de marché, suiuans les dittes assignations.

Et dés la premiere assignation le sergent peut bailler & assigner à partie les trois assignatios subsequentes.

Et est necessaire garder la forme sussities, autrement si esdittes assignations y a deffaut ou en l'une d'icelles, il conuient resaire l'assignation desectueuse & celles qui apres la suyuent, si aucunes en y a, la precedente ou precedentes demourans en leur sorce & vertu.

Et durant lesdittes criees & subhastations, & iusques à ce que la sentence soit leuce en forme & seellee, on se peut opposer ausdittes criees, & apres on n'y est plus receu. cvij.

En tous pretendans droits & hypothecques sur les lieux criez, qui ne se seroiet opposez, en sont forclos & deboutez fors les seigneurs fonciers pour leurs droits seigneuriaux & rentes soncieres seulement. Lesquels seigneurs ont ventes & honneurs des choses criees ou les pouuoir prendre par puissance de sief, & est preferé le lignager. cviij.

Lesquelles criees ont cours tant contre maieurs, mineurs, presens que contre absens de quelque estat que ce soit.

Et pendant les les criees & subhastations, les dits heritages criez seront saiss reaument & de sait, & au regime & gouuernement d'iceux seront commis commissaires, les quels seront tenus bailler les dits heritages à ferme, au plus offrant & dernier encherisseur, & des deniers de la ditte serme en rendre compte & reliqua, quand & à qui il appartiendra. cx.

Au parauant que proceder à aucune adiudication de decret, les encheres seront publices & par ethicquetes mises & affichees en l'auditoire & à la porte d'iceluy, à ce que si aucun dedas quinzaine comme plus grand encherisseur suruenoit, en ce cas tant pour le prossit d'iceux sur lequel on crye, que pour le prossit des opposans, il y sera receu.

Esquelles matieres sont tous opposans contumacez par deux deffaux, & le detteur par vn

seul destaut.

С Н А Р. 9.

De testamens.

cxÿ.

AVANT qu'vn testamét soit reputé bon & valable, il faut qu'il soit escrit & signé en presence de deux tesmoins, ou qu'il soit passé par deuant deux notaires, ou par deuant vn notaire & deux tesmoins, ou si le testateur estoit demourat aux champs en lieu où il n'y a notaires establis,



establis, soit passé par le curé, ou vicaire principal du curé, autrement les dits testamens sont reputez nuls.

Les executeurs d'aucuns testamens sont saiss des biens meubles du trespassé au dessaute des immeubles iusques à la concurrence du testament dont ils sont executeurs. Toutes-sois auparauat que l'executeur puisse vendre ou distraire portion des immeubles demeurez par le deces du testateur, sera tenu ledit executeur sommer en iugemét ou dehors en presence de notaires, que l'heritier ait dedas huitaine à sournir de meubles pour l'accoplissemét & iouxte la concurrence dudit testament: aliàs ou l'heritier n'auroit sourny dedans le téps dessussitif executeur pourra vendre des biens immeubles, iusques à la concurrence dudit testament, l'heritier appellé pour l'accomplissement d'iceluy.

Et n'a lieu institution de heritier, & pource si en vn testament n'est saite mention de l'institution de l'heritier, ou si en iceluy personne estrange est instituee qui de droit ou de coustume ne le deuroit estre, partant ne sera vicié le dit testament au surplus.

Le pere, frere ou autre parent ne peut instituer vn estranger au preiudice de ceux qui de raison ou de coustume le doiuent estre, ne pareillement aduantager ne faire en son heritage patrimonial ou autrement à luy obuenu par droit de succession l'vn de ses heritiers presumptis plus grande que l'autre.

Aussi l'on ne peut saire par testament legat ou autre donation pour cause de mort, que sa premiere possession ou saissine des choses dot le desunt est mort vestu & saiss, & qu'il tenoit & exploictoit au temps de son deces, ne viennent à son heritier.

Autrement seroit si la donation estoit faite entre viss, & la possession baillee & prinse par le donataire durant la vie du donnant, ou que le donnant eust retenu l'vsus-fruit, ou se fust constitué possession pour & au no du donataire, esquels cas le donataire demourera sais & ne pour ra l'heritier intenter remede possession.

Et posé que semme soit sous le pouvoir de son mary, & qu'elle ne puisse vallablement contracter entre viss sans auctorité de son mary, toutes-sois elle peut saire testament ou codicille sans l'auctorité de sondit mary.

Et pareillement peut vn fils de famille aagé de dixsept ans accomplis faire testament sans auctorité de pere, & vaut & tient ledit testament par laditte coustume.

CHAP. 10.

D'emancipations.

cxx.

SI le fils d'aucun roturier marié demoure en son mariage hors l'hostel & domicile de son pe re par an & iour entiers, il est eo ipso emancipé & reputé personne vsant de ses droits. exxj. Et si ledit fils est emancipé ou marié, ou bien hors l'aage de vingteinquns, il peut demander à son pere partage luy estre sait & admis de ses biens matrimoniaux, ou d'autres dont la proprieté luy appartiendra, ou pour en iouyr par ledit fils en pleniere proprieté.

ES coustumes & articles cy dessus escrites, ont esté leuës & publices en la salle du chasteau de la ville & comté d'Angoulesme par maistre André le bloys gressier de la seneschausse dudit lieu & Comté, de l'ordonnance & és presences de nous Thibaut baillet conseiller du Roy nostre sire & president en sa cour de parlement, & Roger barme aussi conseiller & aduo cat dudit seigneur en laditte cour, commis & deputez par ledit seigneur pour faire laditte publication, & aussi és presences de maistre François pelerin procureur de reuerend pere en Dieu maistre Anthoine d'estaing euesque d'Angoulesme exonié d'absence pour les affaires du Roy:reuerend pere en Dieu maistre Iacques de saint gelais euesque de vzays doyen d'An goulesme, frere Charles de liueiue abbé de saint Cybar lez Angoulesme, & Nicolas ymbaut abbé de Nantueil en vallee, maistre Helye pastoureau abbé de blanzac, Frere Arnaud de 1'estang abbé de Chastres, maistre Pierre brun procureur de maistre Ichan caluau abbé de la cou ronne, les doyen, chanoines & chapitre de l'eglife d'Augoulesme par maistre Charles de saint Gelays prothenotaite du saint siege apostolicque, Hely de coulonges Pierre cadu chantre & chanoine en laditte eglise, maistre Geoffroy de montbrun archediacre & chanoyne en laditte eglise, maistre Leonard landry doyen de la Rochesoucaud, frere Iacques du pont prieur de faint Fleurent dudit lieu, messire Iean aubin cheualier de Rhodes & commandeur de villegast, Voulton, Villetizon & Masteran, frere Ythier champneus commandeur de chasteau ber Vuu iiij.

Digitized by Google

Coustumes du Comté d'Angoulmoys

nard, angles & du téple d'Angoulesme, frere Iean giraut prieur de bouteuille, & maistre Leonard richard chanoine & auditeur de la cour ecclesiasticque d'Angoulesme : nobles hommes maistre Charles de lomelet escuyer, maire & capitaine de la ville & cité d'Angoulesme seigneur de la tour brisebarre, Guy de Marueil seigneur & baron dudit lieu & de villebois seneschal d'Angoulmoys, merlin de saint Gelays seigneur de saint Seurin premier maistre d'hostel de mon seigneur maistre Helye duillet president des comptes dudit seigneur, & seigneur de vanlgeompe, faint Supplice & boutiers, Iehan trondebeuf escuyer seigneur de saint mary, Ioachin de la touche escuyer seigneur de faye, Verdun iouardin seigneur dambleuille, Collin cognol escuyer, seigneur de fontenilles, maistre Iean boucher procureur de messire Françoys de la Rochefoucaud cheualier, seigneur & baron dudit lieu. Thomas de cartas maistre d'hostel & procureur de voluyre seigneur de rouffec, maistre Aimery sarignac pro cureur de Loys de grauille admiral de France, tuteur & ayant l'administration de Loys de ven dosme & autres enfans mineurs d'ans de seu messire Lacques de Vendosme, en son viuat prince de chabanoys, I can de barbezieres escuyer, seigneur de Bourgot, honnorables homes & sages M. Guillaume de cumont lieutenant general de la ville & seneschaussee d'Angoulmoys, Symon fingareau assesseur d'Angoulmois, Alexadre pontenier aduocat de moscigneur, Guillaume alueau procureur dudit seigneur, Iean preuostel d'Angoulesme, François rouhaut, Charles odean iuge de la mairie d'Angoulesme, François bouillon, Pierre de voyon, Robert corlieu, Iean michau, Iean heric, Leonard audebert, Iean haruaut, Iehan lambert, Anthoine ancelin aduocat audit siege d'Angoulesme, Bertrand richard, Simó boessot, Raymont le com te, Laurens ialleau, Guillaume rousseau, Philippe saligon & plusieurs autres tant gens d'eglise, nobles, practiciens & bourgeois de laditte seneschaussee, escrits & nommez en nostre pro-

Apres laquelle publication, auons enioint aux dessussités & tous autres, de d'oresenauat gar der & observer comme loy les dittes coustumes publices & arrestees, & fait des ense de non alleguer autres coustumes contraires ne des rogantes à icelles. Et outre nous auons sait des ense aus ditts lieutenant, iuges, officiers & autres aduocats, practiciés & coustumiers de la ditte sens chausses, que d'oresenauat pour la preuue des dittes coustumes publices ils ne facent aucunes preuues par turbes ou tesmoins particuliers, mais par l'extrait d'icelles signees du gressier de la ditte sens chausses. Tes moins nos seings manuels cy mis le Mardy dixieme iour d'Octobre, L'an Mil cinq cens quatotze.

Ainsi signé.

T.baillet.

R.Barme.

G.de cumont.

& A.bloys greffier.

FIN DES COVSTYMES DY COMTE D'ANGOVLMOYS.

I. Valde per Iarnacum op preffa am 1536.Sed 1549.priori ho mori restituta. Rursus oppres-fa. 1565.Vide Andr. Tiraquell, in tract, de retract. .pro zimitat.§.10. hebraicam sed dom. quadri-1542.dixitmi hi nulle mede esse potnisse vo cem hebream. Hec consuct. fuppleri solet per consuet.Pi clau. no per Xantoneni ma of alteview parlametė

Coustumes generalles gardees & observees en LA VILLE ET GOVVERNEMENT DE LA RO-

CHELLE, PVBLIEES ET ACCORDEES, PRESENS A CE PLYSIEVES GENS

d'eglise, nobles, practiciens & bourgeois de laditte ville & gouvernement. Et aussi és presences de nous Thibaut baillet conseiller du Roy nostre sire & president en sa cour de par lement, & Roger barme conseiller & advocat dudit seigneur en laditte cour commissaires en ceste partie. Laditte publication encommence à faire le Mardy. xxvj. iour de Septembre, L'an mil cinq cens quatorze. Et continue autres iours ensuyuans selon les lettres de commission du Roy nostredit seigneur à nous envoyees à ceste sin, dattees du xxvij. iour d'Aoust audit an, Mil cinq cens quatorze.

Ç H AP.



iÿ.

CHAPİTRE Î.

Et premièrement de lurisdiction, & qui en est fondé. Et de grande & petite assise. Article premièr.

OVT SEIGNEVR qui a comté, vicomté, baronnie ou droit de cha ftellenie, est fondé de droit commun d'auoir droit de chastellenie, haute iustice, moyenne & basse. Et peut tenir & auoir sa iustice à quatre pilliers pour pendre & estrangler malsaiteurs, auoir seaux aux contracts. Et est fondé d'auoir grande assisse & petite. Et est à sçauoir qu'en la ville de la Rochelle n'y a que grande assisse, laquelle se tient quatre sois l'an par le gouuerneur de la Rochelle ou son lieutenant. Car en laditte ville de la Ro-

chelle n'y a Comte, vicomte, baron ne chastellain que le Roy, mais hors laditte ville, la petite assis se tient par comte, iuge preuostal ou chastellain desdits vicomte, seneschaux, ou baron & chastellain, & se tient de quinzaine en quinzaine. Mais la grande assis se tient par les bailliss desdits comtes, vicomtes, barons & chastellains. Et en icelle assis se decident les appellations interiectees des petites assis est ne peuuent les dittes grandes assis estre tenues que quatre sois l'an.

Le seigneur qui n'est chastellain ayat haute iustice peut tenir sa iustice ou sourches patibulaires à deux pilliers. Et peuuet les dits comtes, vicomtes, baros & seigneurs chastellains hauts iusticiers, & ceux qui ont basse & moyene iurisdiction tenir leurs assisses quatre sois l'an seulement. Et les dits comtes, vicomtes, barons, seigneurs chastellains, & autres qui sont en posses sion d'auoir grande & petite assisse, peuuent tenir leur ditte petite assisse, preuosté, bailliage ou chastellenie de quinzaine en quinzaine.

CHAP. 2. De ventes & honneurs.

TOVT seigneur non ayant iurisdiction tenant sief noblement & par hommage, est sondé d'auoir & prendre les ventes & honneurs des choses vendues & acquises estans en & au dedans iceluy sief ou icelles prendre par puissance de sief. Et au cas de debat peut iceluy seigneur de sief poursuy les acquerans pour raison des droits dessusdits par deuant son iuge si à cause de son sief il a iurisdiction, aliàs ou il n'auroit iurisdiction, les peut poursuyure par la iurisdiction de son seigneur suzerain.

снар. 3. berachatsı iiÿ.

VAND aucun vassal tient hommage plain ou lige aucunes terres & sief noble estans audit gouvernement à devoir d'argent ou autre droit abonny en saisant ledit homma ge, ledit sief ne court en rachat s'il n'y a convenance au contraire.

CHAP. 4. De saisir les choses de son subiet & autres. v.

E seigneur ayant iurisdiction peut par son seneschal ou iuge ayant iurisdiction soit haute, moyenne ou basse saisir les choses estans en sa iurisdiction. Et aussi les siess de luy tenus & mouuans par dessaut d'hommage non fait, cens non payez, ou pour contracts recellez & non notifiez dedans le temps de la coustume.

Le seigneur ayant iurisdiction peut saisir les terres, cens & autres choses appartenans à l'e-glise de laquelle il est patron estans en sa iurisdiction par saute de service non sait & reparatios non faites.

vij.

Apres laditte saissine faite par dessaut de faire ledit hommage & commissaires baillez pour tegir & gounerner le sief, tant que le vassal demourera à faire son hommage les fruits cheent en perte. Et si ledit vassal les prend anant qu'il se soit mis en deuë diligéee d'estre receu audit hommage apres la saissine deuëment saite & significe, il les doit rendre & restituer audit seigneur comme fruits prins à male soy.

Mais quand ledit fief est ainsi sais si ledit vassal se transporte deuers ledit seigneur, & suy offre faire iceluy hommage ou autre chose à quoy il suy est tenu, & ledit seigneur ne suy sait res-

Coustumes de la Rochelle

ponse il se peut pourueoir & obtenir tel remede de iustice qu'il appartiendra. 1

1.8.De quo la tè dixi in confuet. parisi. §.
42.C.M.

CHAP.

D'office de sergens & de bailler adiournemens.

ix.

OVT sergent sans mandement de instice peut faire adiournemens simples à la requeste de partie, soit pour donner asseuretez, pour veoir & ouyr prendre conclusions, & pour ouyr formations & requestes.

Chacun sergent de la cour du gouuernement de la Rochelle, peut intimer & adiourner en cas d'appel à la requeste de l'appellant en icelle cour dudit gouvernement, s'il est present & requis en mesme jugement de ce faire, en la cour du seel de laditte ville, quand la sentéce ou appointement dont est appellé, est donnee. Et ce sans auoir mandement ou reliesuement par escrit pour ce faire dudit gouverneur ou de son lieutenant.

Vn fergent bien famé ou autre personne digne de foy , qui a trouué bestes en domage, doit estre creu par serment de son exploit ou rapport pour l'amende de la cour iusques à sept sols fix deniers tournois & au dessous, & en plus grande amende, si le cas le requiert & y a preuue luffilante.

Quad aucuns fruits ont esté bien & deuëment saisis & au regime & gouuernemet d'iceux comis comissaires, iceluy sur lequel laditte saisine a esté faite, s'il en appelle & se delaisse de son appel, doit estre contraint restablir les fruits leuez entre les mains desdits commissaires par printe de corps, ou bailler caution.

L'on peut donner adiournement à la partie en personne du procureur qui a comparu en la

cause quand pour veuës ou monstrees produire tesmoins ou collations de pieces. 2

2.13. Io.imb. in inft. for lat fol . 34. 😎 168. mingal fol.91. errso.

C H A P. 6.

Des executions crices & ampliation.

xiiÿ.

VAND aucun est iugé ou condemné par vertu d'vn mandement de debitis ou dudit iuge, s'il est de cour seculiere, soit ledit iugé contenu en sentence de condemnation on en lettres obligatoires, le sergent peut faire commandemét au detteur à la requeste du cre diteur. Et en deffaut d'obeyr audit commandement, l'il n'y a opposition & garnison de mainfaite, prendre & saisir des biens meubles dudit detteur. Et en dessaut desdits biens meubles, sai fir les heritages dudir detteur à ce obligez & iceux crier & subhaster. Et au gouvernement de iceux comettre commissaires qui seront tenus en prendre & receuoir les fruits & emolumens dre compte & reliqua.

Si ledit sergent trouue des biens meubles à suffire pour son execution, & il'ny a oppositio & garnison de main, comme dit est, il peut proceder à la vente d'iceux à huitaine ensuyuant laditte saissine. Laquelle vente il est tenu notifier & saire à sçauoir audit detteur, parauat que pro ceder à icelle faire.

Et peut faire faire commandement & execution que dessus iceluy qui a le droit du principal creancier. Et semblablement peut l'on faire pareille execution contre les heritiers de l'obligé pour telle partie & portion qu'ils sont heritiers que l'on eust peu faire contre le principal obligé, declaration preallablement faite à l'encontre de l'heritier.

Quand les biens immeubles par vertu d'vne obligation ou condénation font mis en crices & hibhaltations, le poursuyuant criees ou opposant d'icelles par vertu de son obligation iuge ou condemnation, peut requerir ampliation estre faite d'autres biens appartenans au detteur non criez. Et au moyen d'icelles faire nouvelles criees & bannies desdits biens obmis. Toutes fois à faire les criees & par vertu de laditte ampliation, est requis garder telles & pareilles lolen nitez que és premieres criees, & faut infinuer laditte ampliatió à la partie sur laquelle on crie, ensemble la somme pour laquelle se fait laditte ampliation. Et faut que lesdittes criees pour le moins contiennent quarante ionrs.

Toutef-fois & quantes que l'on procede par executio par vertu de lettres obligatoires ou autre iuge de cour seculiere, si le detteur s'oppose au sergent, il doit garnir la main de iustice pour la chose requise, ou pour laditte garnison bailler acheteur & respondant de la chose dont 3.18.10.imb. est debat qui en face sa dette & est obligé comme pour dette royal, 3 autrement s'il appelle duin inft. for gal dit commandement à luy fait par ledit sergent, il n'est receuable.

Quand aucuns heritages sont en crices durant quarante iours, & par competant intervalle de temps

Digitized by Google

de temps par trois crices en la Rochelle. Et vne autre sur les lieux hors la ville, à iour de feste ou jour de marché solennellement à son de trompe, les criees sont bonnes pour obtenir adiudication de decret. Et lesdittes criees saites & parfaites sera tenu le sergent icelles rapporter à la cour dudit gouvernement au jour ordonné. Et de ce le greffier en fera registre. Et à ce qu'aucun ne puisse pretendre ignorance desdittes crices, à l'auditoire sera mise & affichee l'at tache contenant le nom des heritages, le lieu où ils sont situez & affis, le nom du poursuyuant des criees & de celuy fur lequel on crie, ensemble & par pareil ethicquette seront mises audit auditoire les encheres.

CHAP. 7.

D'adueuz & contradueuz.

XX.

AVCVN pretendant droit de seigneurie en aucune chose meuble le peut aduouer en la presence d'vn sergét du lieu où est ledit meuble en baillat cantió d'estre & sournir à droit, & est le sergent qui reçoit ledit adueu, tenu sequestrer incontinent la chose aduouee nonobstant oppositions ou appellations. Et lesdits adueuz & sequestrations faits le doit 1.20. Que 18 notifier & signifier à la partie dont il sera requis par l'aduouant & le sommer de contrauouer fid non suspen sur la deuolusse fed non suspen dunt qui l'est receu dedans laditte dunt qui l'est receu dedans laditte dunt qui l'est receu dedans laditte dunt qui l'est receu dedans la la l'est receu dedans la l'est receu de huitaine, en baillant caution au iuge ou sergent. Et laditte huitaine passee, la chose aduouce & culii est in me non contrauouce doit estre deliuree audit aduouant.

D'arrest de meuble & d'en faire deliurance.

xxi.

[] N bourgeois ou iuré de comune ou autre habitat de laville de la kochelle peut pour raison de son deu proceder par voye d'arrest sur les meubles appartenas à son detteur forain non ayant domicile ou biens audit gouuernement de la Rochelle en baillant par luy caution des dommages & interests procedans à cause dudit arrest. Et si le pretendu detteur veut auoir pro uisson des biens arrestez, faut payer ou bailler caution suffisante du deu pretendu.

CHAP. 9.

Des droits du mary & de sa puissance sur sa femme.

E mary peut sans sa femme poursuiure seul tous meubles & droit de chose non concernat L mary peut lans la remme pour luite leur con mentage de la femme, arrerages de rétes, & fruits, & tous autres droits, & acquests immeu heritage de la femme, arrerages de rétes, & fruits, & tous autres droits, & acquests immeu heritage de la femme, arrerages de rétes, & fruits, & tous autres droits, & acquests immeu bles faits durant leur mariage,& iceux aliener & en disposer sans ellessi elle n'est contrahant & nommee és lettres des contracts de l'acquisition.

Toute femme mariee est en puissance de son mary, & ne luy est permis contracter ne disposer d'aucune chose hors testament ou codicille, ne comparoir en iugement ne dehors sans luy ou son auctorité ou permission expresse ou partant que generallement il luy permet contracter, comparoir en iugement & dehors, & exercer actes ou negoces.

Tout homme qui se marie est hors de la puissance de son pere & peut contracter, poursuyr

& defendre les droits comme si par expres le pere l'auoit emancipé.

C H A P. 10.

De donner sentence par contumaces en causes simples privilegiees,

N cause simple pour auoir & obtenir gaing de cause par contumace, contient auoir & obtenir quatre desfaux bien venuz. Et és matieres d'appel, de complaintes, d'adueuz, d'appleigements & de crices, & de matieres où gist sequestration pendant le proces, suffist obtenir deux deffaux seul ement.

En la cour dudit seel de la Rochelle en matiere d'admonition soit personnelle & hypotec-correctus est que ensemble, ou personn elle seulement, ou hypotecque seulement, suffist deux dessaux pour post cortes qui de saus pour post cortes qui de saus que ensemble, ou personnelle seulement, ou hypotecque seulement, suffist deux dessaux pour post cortes qui de saus de

Toutes sois & quantes qu'aucun, soit demandeur ou desendeur en quelque cause que ce plus iuger par dessaux, mais soit, obtient és matieres esquelles saut obtenir quatre dessaux, quatre : Et és matieres esquelpar forclusson les suffist obtenir deux dessaux dessaux dessaux bien venuz & deuement descenduz à l'encontre in institute des suffists par la dette de la contre de la c de sa partie aduerse, nonobstant contestation ' de cause en quelque procedure faite en laditte fol. 23. C.M matiere au parauant ledit quart deffaut obtenu, il a & obtient gaing de cause & sentence par

XXVJ. 2. 27 . Hodie

Coustume de la Rochelle

commace. Et n'est plus le contumax partie qui face à receuoir, à impugner & debattre les fins & conclusions de sa partie aduerse.

CHAP

De plus demander qu'il n'est deu.

xxviij.

1.28. Non ha bet locis in habente tausam despens. ignorătie, vide Io.imb. in infit. for. gal. pag.40.C.M.

S matieres odieuses ou privilegiees ou gist sequestration, qui demande plus qu'il ne doit il doit decheoir. Et qui dechet d'vn point, dechet de l'instance: Le doit payer l'améde & les

CHAP. 12. De retraicts lignagers & quand il est deu ventes.

XXIX.

1

VAND aucun acquiert aucun heritage ou droits censez & reputez pour heritage par contract de vente fonnant ou equipollent à vente, foit que ledit heritage ou droit foit . propre ou conquest du vendeur, le lignager du vendeur peut au dedans de l'an & iour les attraire à luy par retraict en faisant offre d'or & d'argent deuëment au dedans l'an & iour, en offrant payer le sort principal & loyaux coustemens, luy asçauanté des loyaux couste-

En matiere de retraict lignager si concurrent plusieurs parens voulans auoir l'heritage vendu par retrait, le plus prochain parent du costé & ligne dont procede le dit heritage, sera preseré aux autres plus lointains en degré. Et s'ils sont plusieurs en pareil degré, vn chacun aura sa part & portion, en resondant sa part & portion du sort principal & loyaux coustemens.

Si l'heritage ou droit censé & reputé heritage est conquest du vendeur, & ils concurrent plusieurs parens tant du costé paternal que maternal voulans auoir ledit heritage ou droit par retraict, en ce cas le plus prochain parent soit du costé paternal ou maternal sera preferé. Mais l'ils estoient plusieurs en pareil degré à vn chacun en sera baillee sa part & portion, en refordant sa part & portion du sort principal & loyaux coustemens.

Si aucun vend son heritage propre, & ne se treuuent aucuns parens du costé & ligne donc procede ledit heritage poursuyuans ledit heritage par retraict, en ce cas les parens du védeur, posé qu'ils ne soient du costé & ligne dont procede ledit heritage, peuvent neatmoins auoir ledit heritage par retraict. xxxiij.

L'an du retraict baillé par la coustume court du iout que l'acquisitió sera notifiee au greffe de la iurisdiction en laquelle l'heritage acquis est situé & assis. Et a ceste sin sera tenu le gressier, faire registre de l'acquisition & notification d'icelle. 2

En matiere de retraict lignager, apres que l'acheteur a exhibé ses contracts & iceux affermez, le retrayant doit payer les sommes contenues audit contract & affermees auoir esté bail *in faunt clien* lees dedans la huitaine apres enfuyuant,autrement il est debouté dudit retraict.

Le lignager qui est receu au retraict doit payer le sort principal & pris que la chose a cousté & en outre les loyaux coustemens lesquels gisent en cognoissance de cause. XXXVJ.

En matiere deretraict lignager, si le retrayant gaigne sa cause il doit auoir les fruits, a compter du jour de l'offre qu'il a fait, & luy doiuent estre deduits au sort principal.

Quand aucun heritage ou chose censee pour heritage, est vendue ou transportee par contract de vente sonnant ou equipollent à vente, le seigneur le péut auoir par puissance de sief pour melme pris, toutef-fois le lignager le peut auoir parauant luy, & ne peut ledit seigneur auoir que les ventes.

Le seigneur ne peut auoir pour mesme pris vne rente constituee, generallement sur tous les biens, & n'y a point de vente en celuy cas. Et toutes-fois le lignager peut auoir pour mesme pris, si n'est que par le contract elle ait esté costituee admortissable, auquel cas le lignager ne la peur auoir que ce ne soit à la charge de la conuenance dudit admortissement.

Si aucun prend aucun heritage ou chose censee & reputee pour heritage à rente admortiffable & rachetable. Et icelle rente est admortie & rachetee dedans l'an & iour , le contract est censé & reputé contract de vente. Mais si laditte rente est racheptee & admortie apres l'an tel contract n'est censé & reputé contract de vente, sinon quant aux ventes & honneurs du sei gneur duquel est dependant ledit heritage.

Toutes fois & quantes que le mary va au retraict de l'heritage aliené par aucuns des parens de la femme, apres le deces d'icelle femme, ses heritiers peuvent avoir ledit heritage come heritage venu d'icelle femme, en payant le demy denier audit mary ou à ses heritiers de-

2.33. Ide cöf. Angolifmëfis \$.61. voi teti gi canfificatio nes dubitătiă sulorii. C.M.

Digitized by Google

De douaire, communauté, & donations &c.

cccxcv.

1.42.Et fic es

tiam de collaté ralibus quan-tum ad here-

dis. Anno.

deceb.vidi que

ftionem corre

coferedo, sed re tinedodonata:

Ego vero dixb hoc falsissimus

hac coswetude inducit colla-

tionem etiam

hares , secus fs abstineat con-

dans l'an & iour apres le trespas. Et peut le mary ou ses heritiers vser de pareil drost.

С Н А Р. 13.

Institution n'a lieu.

Nstitution d'heritier n'a point de lieu.

CHAP. 14.

De donations.

AVCVN ne peut donner à aucun de ses enfans ou hoirs presumptis, i ne iceux aduan- in rel anuncu tager l'vn plus que l'autre en aucune partie de son heritage à luy venu par successió. xlij. in tenetur do non tenetur do Homme & femme conioints par mariage ensemble ayant heritage paternel, maternel ou naute neposition per mariage ensemble ayant heritage paternel, maternel ou naute neposition per partemble collateral, peuvent donner l'vn à l'autre tous & chacuns leurs biens meubles & acquests impredig favoremant de l'autre d meubles quelsconques, auec la tierce partie de leurs heritages à vie & à mort ou le tout des-trimony; Dice dits heritages à vie auec lesdits meubles & acquests à vie & à mort. Et celuy ou celle qui préd bant primores 2 lesdits meubles est tenu payer toutes dettes personnelles:pourueu 2 toutes-fois que l'homme sur mera donc ou la femme n'ayent aucuns enfans nez & procreez en loyal mariage. Car en ce cas telles do-tie, sed ob can nations simples ou mutuelles sont nulles.

Aucun ne peut donner ne leguer à autre, soit par testamét ou autrement de ses biens meu- ny ista quod no bles & acquests immeubles, s'il n'a heritage paternel, maternel ou collateral que les deux consuerudini. parts desdits acquests immeubles ne demeurent à ses heritiers, & s'il n'a que meuble que les Et ste mepos il

deux parts desdits meubles ne demeurent à sesdits heritiers.

CHAP. 15.

De donaire & onsclage.

A femme apres le decés de son mary, ne peut sur les biens d'iceluy demander aucun doua iquiaena fili-

La femme apres le deces de son mary, a son choix de soy tenit à ses droits de mariage, qui beint sentiment ce qu'elle a apporté à son mary ou l'estimatió qui en a esté faire que co qu'elle. font ce qu'elle aapporté à son mary ou l'estimatio qui en a esté faite auec ce qu'il luy a donné nia nouella. C. 3 pour son onsclage 3 auec ses anneaux, bagues, ioyaux & habillemens de son corps, ou de soy de inefficionterendre commune és biens meubles & acquests immeubles faits durant le mariage dudit de fa. Ergomulto funt & d'elle,& le doit eslire dedans quarante iours apres le trespas de son mary.

CHAP. 16.

De communauté.

żlvÿ.

SI LA femme sempare des biens meubles de son mary apres son deces, ou de partie des redicrim. Et biens de communauté d'eux deux, elle est veuë se rendre commune es biens d'icelle com se section munauté, & tenue par ce moyen par la moitié des dettes personnelles deuës au temps du tres pella. Dice tapes de son die mary les pe peus plus demander set droites de moringe. pas de sondit mary. Et ne peut plus demander ses droits de mariage,

s de sondit mary. Et ne peut plus demander ses droits de mariage,

L'homme & la femme ioints par mariage ensemble sont communs en biens meubles & consuerado limitada est re acquests immeubles faits entreux durant leurdit mariage, & au suruiuant d'eux deux appar-

tient la moitié, s'il n'y a conuenance par traicté de mariage au contraire.

CHAP. 17.

Des donations entre les conioints.

xlix.

E mary & la femme estans en santé ayans heritages paternel ou maternel ou collateral, ve tateminus peuvent donner l'un à l'autre soit par donation mutue ou par testament, tous & chacuns comuni.C.M. leurs biens meubles & acquests immeubles auec la tierce partie de leurs heritages à vie & à 2. 43. Hanc 4 mort, 4 ou le tout dudit heritage à vie seulement. Et lessits meubles & acquests immeubles di valde cotro à vie & à mort. Et ne se peuvent revocquer icelles donations mutues par l'vn d'iceux sans cau mersam in hoc se raisonnable, & sans le faire à sçauoir l'vn à l'autre deuëment. Et quand lesdittes parties senatu vel In-

cunda Augus
fli. 1565. & die. 21. Maij. 1566. Camficantibus hominibus cupidis have confitempore Caroli Octani, fuiffe redditum fine hac clausula que non feruatur.

Ad hoc etiam vidi multa confusa testimonia & multas sententias contra hanc clausulam, contra silios: & in nonissima redactione anni. 1514. appellată suife ab hoc artic. ciues Ruppellani sapine togregati dixerunt senihil scire, nec processim verbate habere, aut inuenire posse. Nihilominia dico hanc claus sultam & omnino retinendam: & sunquam fuisse in veteri consuetudine, tamen addi debere. C.M.!

3.46.1d est, pro osculo inxt. L. si à sponso. C. de donatio. ant muse. sed certe. D. L. loquitur in absoluta & expressa donatione: & sic mulier codenata sultatione per Arrest. Sentagalen latum 4.1 alij. anno. 1558. Adde Bal. L. Deo nobu. C. de episco. & cleri. Angel. Àreti. & sucrat. num. 14. 26; institute do actio. C.M.

4.49.Id est, et iam ad harodes seu perpetuo: & de clausula, pourneu, infine huisu S. contronersa ve dixi. S.43. multi tenent tessare contronersa se tessamento, veròm hac clausula referent ad veruque et ad donationem mutua, quàm ad tessame, quod etiam delinimetis nonercalibusobio xium esse leu tessame, in Luon est consentiendum. si de inost tessa. C.M.

Digitized by Google

Xxx

Coustumes de la Rochelle

sont en possession desdits biens donnez, par la clause desdittes donations mutues ou testamét, ils ne sont point tenus d'en demander la deliurance à l'heritier du trespassé. Pourueu toutes-fois que l'homme ou la semme n'ayent aucuns enfans nez & procreez en loyal mariage. Car en ce cas telles donations sont nulles.

CHAP. 18. De succeder és intestats & collateraux ascendans & descendans.

VAND aucun va de vie à trespassement sans hoirs procreez de sa chair ab intestat, delaissant plusieurs heritages à luy escheuz par succession de diuerses branches. Les heritages de chacune desdittes braches luy succedét és heritages aduenuz au trespassé du costé de la branche dont ils sont. Par ce que selon la coustume lesdits biens & heritages suyuent la ligne de la branche dont ils sont venus.

Si aucun va de vie à trespas delaissez plusieurs ses freres & sœurs ou qui les representent, les vns à cause du pere, les autres à cause de la mere, les dits freres ou sœurs ou qui le representent, succedent à leur dit frere trespassé és biens qui sont venus de leur ligne. Et quand és meubles & acquests, ils se divisent egallement per stirpes: Pour ueu toutes-fois que entre les dits fre res & sœurs n'y ait aucun conioint ou defunt de par pere & mere ensemblement: Car en ce cas le dit conioint ou conioints ex vtroque latere, seroient preserez aux autres conioints ex vnico latere, s'és meubles & acquests immeubles demourez par le deces & trespas du desunt.

1.5 1. Secus in heredis. \$. \$. 94.in confuet. Angolifmens. C.M.

Toutes fois & quantes qu'aucun va de vie à trespas sans hoirs descendans de sa chair delaisfez ses peres & mere ou l'vn d'eux & autres ses parens & lignagers, les les pere ou mere succe dent és meubles & acquests, & les les parens & lignagers és heritages, si les les enfans n'ont aucunement disposé des lists meubles & immeubles.

Representation en ligne directe à lieu vsque in infinitum, mais en ligne collateralle entre les freres, & enfans desdits freres seulement.

CHAP. 19. De successions nobles.

LE fils aisné ou fille à dessaut de fils du seigneur noble ou qui les represente apres le deces, préd outre ses freres & coheritiers par droit d'aisne esse le chastel ou principal hostel & le quint de la succession és choses nobles par auantage auec la preclausture dudit hostel ou chastel. Et le surplus de la ditte succession, se depart entre les coheritiers par egalle portion. 1v.

Si l'vn des freres ou sœurs va de vie à trespas sans hoirs descendans de sa chair delaissez ses autres freres & sœurs ses heritiers parauant que la succession de leur pere & mere aye esté par tie entr'eux, icelle succession de leurdit freve est reputee directe, & laissé ou qui le represente prend ledit droit d'aisnaage en icelle succession dudit seu, en la partissant & diuisant ensemble auec laditte succession directe.

Le mort faissit le vif son plus proche parent & lignager habille à luy succeder.

www.nears. 😓 digramma

CHAP. 20.

D'executions de complaintes appleigemens & restablissemens.

ไขมั

liiÿ.

N matiere de complainte le sergent en executant par le dessaut sait deuant luy, doit main tenir verballement la partie obeissante en ses droits, possessions & saissines. Et neantmoins doit adiourner ledit dessaillant deuant le iuge, pour veoir plus amplement maintenir ledit obeissant en ses droits, possessions & saissines.

1viij.

Si la cause de complainte ou d'appleigement est introduite par deuant le iuge apres commandement fait par le sergent, il peut saire commandement aux parties par trois sois de resta blir les choses prinses & leuees le iour & an precedens laditte complainte ou appleigemet sur les peines de perdition de cause. Et les dits commandemens passez à la prochaine assignation ensuyuant il doit donner gaing de cause par dessaute par dessaute restablissemet contre celuy qui n'a resta bly.

Car par la nature de laditte complainte ou appleigement les choses dont est question doi uent estre regies par commissaires reaument & de fait sous la main de iustice. Et doit celuy co tre lequel est executee laditte complainte ou appleigement de restablir les fruits par luy prins les iour & an precedens laditte complainte ou appleigement.

Meu-

De saisine, arrerages de rentes, &c.

CCCXCVj.

Meuble estant en tierce main n'a point de suitte pat hypothecque. En cour laye reconuention n'a point de lieu.

lxj.

De complant & comment on sen peut emparer.

OVT homme ayant droit de complant se peut emparer de son auctorité priuce sans offense des vignes suiettes audit complant par dessaut de les faire tailler dedas la sainet Geor ge.

CHAP. 22.

De saisine apres declaration d'hypothecque.

PRES declaration d'hypothecque par sentence ou condemnation faite sur aucuns biens A ou lieux si execution realle s'assiet sur les lieux bypothecquez, ils seront saiss, nonobstat qu'il y ait opposition, sinon qu'il garnisse reaulment & de fait toute la somme contenue en laditte condemnation.

D'exemption d'appel.

VAND aucun est appellant d'autre iuge que royal, il se peut porter exempt s'il veut pendant la decision dudit appel de la cour & iurisdiction de laquelle il est appellant.

CHAP. 24. Arrerages de rentes sont personnels.

ES arretages escheuz de toutes censes & autres deuoirs sont personnels, tellement que celuy qui est tenu de payer les dettes personnelles, est tenu payer les arrerages desdirres rentes & deuoirs escheuz au temps du deces de celuy qui deuoit lesdittes rentes, censes, & we man in formation autres deuoirs.

CHAP. 25. D'obligation à prinse de corps.

VAND aucun est obligé à prison de corps à aucun creancier, paratiant qu'il soit deliuré de prison, il est tenu de bailler la somme pour laquelle il est obligé. Et est tenu de bailler laditte somme entre les mains de celuy à qui il est obligé, non pas en la main de iustice ou de main tierce, en baillant toutes-fois caution suffisante par le dit creancier de respondre 1.66. Facilles la libra somme ou icelle rendre & restituer si dit est que foire se douve en fin de confi de laditte somme, ou icelle rendre & restituer si dit est que faire se doyue en fin de cause.

miliobligatioe carceru , quià consuct non di cit.C.M.

CHAP. 26. Des religieux profez.

lxvÿ.

R Eligieux profez ne succedent point, ne le monastere pour eux.

CHAP. 27.

D'executeuxs de testaments.

ES executeurs d'aucun testament sont sais des biens meubles du trespassé iusques à la concurrence du testament duquel ils sont executeurs.

Les coustumes dessus escrites ont esté leuës & publices en l'auditoire de la ville & gouuer nement de la Rochelle, par maistre Mathurin bernard greffier ordinaire de laditte cour & gouvernement, és presences de nous Ehibaut baillet conseiller du Roy nostre sire & presidér en la cour de Parlement, & Roger harme aussi conseiller & aduocat dudit seigneur en laditté cour, commis & deputez à saint la fire publication de tauffi és presences de maistre Claude sp monnet procureur de prefronterent pare en Dieu monseigneur le Cardinal de Boltere euefque de Xaintes, M. Pierre hatre produceur de M. Jean aubin archediacre d'Aulnys & baron de furgeres, l'abbé de charon, sur configure par procureur des religieux, abbé & conuent de l'Isle de Résfrere Abelgascheau produseur des religieux, abbé, & conuent de sainst Leonard des chaumes, Maistre André layter seneschat & procureur de l'abbé de maillé. Les com gnons & chappellains faint Bartholemy de la Rochelle par M. Hylaire marchant & Aymery regnoul d'eux deux & procureur pour les autres. Et par maistre Gilles bretinaut leur procureur. Les chappellains & compagnons de saint Sauueur en laditte ville par messire Rollad dorinieres & Guillaume baulain deux d'icenx , Maistre Ichan arraut curé de saint Martin Xxx ij.

Digitized by Google

Proces verbal des coustumes

en l'Ille de Ré, monseigneur le Duc de Longueuille prince & seigneur de chastellon. Messire Lois de la Trimoille cheualier de l'ordre, comte de Benő, seigneur de Marat & de l'isle de Ré, par maistre Nicole baudouyn, Arnaut cothereau & Raoul francheteau ses procureur esdittes seigneuries, le prince de Thallemond seigneur de rochesort par maistre Robert soucand, mes sire Iacques galiot cheualier, maistre de l'artillerie du Roy nostredit seigneur, & seigneur de Laleu par maistre Vincent achard son procureur en laditte seigneurie, messire René de bretaigne comte de Ponthieure & seigneur chastellain des seigneuries de Fourras & Desnande par maistre Robert foucaud son procureur esdittes seigneuries, maistre François ioubert licécié és droits, lieutenant general par auctorité royal de la cour dudit gouvernemet, Michel Maynard aduocat, François mercier procureur du Roy nostre sire, Iehan l'anglois iuge du seel esta bly pour le roy en laditte ville, Mathurin yblouneau preuost pour ledit seigneur en laditte ville, Foulques fauereau enquesteur pour ledit seigneur en laditte ville. Nobles hommes Iacques du Tion maire & capitaine de laditte villede la Rochelle, Messire Pierre l'Anglois cheualier seigneur de Montroy, Claude surgon escuyer seigneur de Sain& Christofle, Iehan partenay seigneur de la brande, Iean de biens seigneur de saint Viuien, Pierre de marloges seigneur dudit lieu & plusieurs autres tant gens d'eglise, nobles, practiciens & bour geois escripts & nommez en nostre proces verbal. Apres laquelle publication auons enioint aux dessusdits & tous autres de doresenauant garder & obseruer comme loy lesdittes coustumes publices & arrestees, & fait desenses de non alleguer autres coustumes cotraires ne derogantes à icelles. Et outre auons fait defenfes ausdits lieutenas, iuges, officiers du Roy & autres aduocats, practiciens & coustumiers dudit gouvernement de la Rochelle que d'oresenauant pour la prouue desdittes coustumes publices ils ne facentaucune prouue par tourbe ou tesmoins particuliers, mais par l'extraict d'icelles signees du gressier dudit Gouvernement de la Rochelle & deuement expedié. Fait le Samedy dernier iour de Septembre, Mil cinq cens quatorze. Ainst signé.

T.Baillet.

R.Barme F.ioubert & M.bernard.

EIN DES COVSTVMES DV GOVVERNEMENT DE LA ROCHELLE.

Les coustumes generalles de la ville DE BORDEAVX, SENESCHAVSSEE

DE GVYENNE ET PAYS DE

Bourdeloys.

Proces verbal.

'AN de grace mil cinq cens vingt, & le vij. iour de Feurier, A nous Françoys de Beleyer, Conseiller du Roy, & premier president en la cour de parlement de Bordeaux. De la partie des Maire, sous-maire, & Iurats de laditte ville & cité de Bordeaux, nous ont esté presentees les lettres patentes du Roy, par lesquelles nous est mandé sare lice, publier, & arrester les cou stumes de laditte ville, & cité de Bourdeaux, & seneschausse de Guyeno; desquelles la teneur fera cy apres inferee. Et deslors octroyalmes nos lettres, parvertu desquelles auons fait appeller & ont comparu plusieurs prelats gens de l'eglise, nobles, crimmunautez, & bourgeois. Et premierement ceux qui ont comparu de l'estat de l'eglise, Trosreuerend pere en Dieu messire Iean de Foix, Archeuesque de Bordeaux, par maistre Iean Simonet son vicaire, & François le Sueur procureur en la cour, frere Iean de L'armandie abbé de la felue maieur, frere Aimar Champtabbé de S.Romain de Blaye par maistre Philippes de Maluergne, maistre François de Chassaignes abbe de S. Sauueur de blayepar m. Estienne Baudu procureur en la cour, mes-

fire Gaston de la Marthonie abbé de guyttes par maistre Pierre d'Albret son procureur, Frere Iean Geneste abbé de l'abbaye de Feyze, Frere Ythier Boursaut abbé de l'abbaye de plene sebastien Biret abbe de bonlieu, Messire Bertrand de L'estonuar prieur de Belin, Frere Pierre Brun prieur de belle pierre, par maistre Estienne Spinsson procureur en la cour, Frere André Prilhaut prieur de l'Eglise de Bourg, Frere Ioussem de la Caze, & Denis Bessaut religieux de Pompriant pour les chanoines &chepitre de l'Eglise metropolitaine de Bordeaux, Maistre Estienne de Maleret chanoyne & archediacre de Cerues en laditte eglise, maistre Raymond de saint Clar, Iean Dibarrola, Pierre de Bedoret, Pierre de Borde, & Bertrand de Marcillac chanoynes de laditte Eglise, & maistre Pierre Valier aduocat en laditte Pour les chanoynes & chapitre de l'Eglise saint Seurin lez Bordeaux, maistre Iean de dieux ayde, Iean Ferrant, Bertrand de Caufade, & Raymond Chapt, chanoynes de laditre eglise. Pour les chanoynes & chapitre de l'eglise collegialle de saint Emylion, lesdits de Dieux ayde doyen, & de Ferrant chanoyne d'icelle. Pour les chanoynes & chapitres des Eglises de Villandraut & de nostre Dame Duzeste, maistre Iean de Chaumont chanoyne Duzeste, & Ican de Martiens, & plusieurs autres gens d'Eglise.

S' ensuyuent ceux qui ont comparu de l'estat de Noblesse.

Haut, & puissant seigneur Gaston de Foix, seigneur & Comte de Candalle, & de Benau ges , par maistre Iean André aduocat en la cour. Haut & puissant seigneur Alain de Foix Vicomte de Castillon. Pour très-haute, & puissante Dame Comtesse d'Angoulesme, ont comparu maistre Iean Nicole & Giller Augerot syndies de laditte terre & seigneurie. Haut & puissant seigneur Alain sire d'Albret de Vayres, & de Puynormant. Haut & puissant seigneur Iean d'Albret seigneur Dorual, & de L'esparre, par maistre Iaques Beaumont aduocat en la cour. François de Fronsac, seigneur du Cos entremetteur & negociateur des affaires du seigneur & Vicomte de Fronsac, par maistre Giraut de Syssac seneschal dudit Fronsac. La dame de Castillon par maistre Ogier de Bidart procuteur en laditte cour. Messire Alexandre de saint Gelais, cheualier seigneur de Lansac. Pierre de Foix, seigneur du Ponts & Iean Iacques de Durfort seigneur de Duras, Blanquefort & Villandraut, pat maistre. François le Sueur procureur en la cour. Noble homme Pierre de la Croux seigneur Noble homme François de Martemer seigneur de Vilemans, au & baron de Sauignac. nom & comme curateur des personnes & biens de Gaston & Françoise de l'Isle enfans de feu Gaillart de l'Isle en son viuat seigneur de la Riuiere. Iean de l'Isle escuier seigneur de la Bre de.Noble hommePierre de Lur, cheualier seigneur Duza, Fargues, Belin, Sales & Malengin. Charles de saint Martin escuyer seigneur de Biscarosse, Jacques de Castel legier, escuyer seigneur Daudange, Cliner de la Lande, escuyer seigneur dudit lieu. Tean de Donissans seigneur de Ceytran Artus Doliuier seig. de Cabanac. Iean de Mont-serrant seigneur de Cuzagues. François D'oliuier seigneur de Carqunes. Estienne de Cos seigneur de Pes. Iean de la Mote seigneur de Noailham. Charles de la Roque seigneur du Gua. Grimon de Lansac seigneur de Mauriam. Poton de Segur feignenr de Francs. Bertrand de Garos feigneur de Bessan. Le seigneur de Veyrines par maistre Pierre Gadoin. Thomas de Montserrad syndic de la Trau. Les seigneurs de Portets, Bautiran, Belleuille, Monlau, Calonges, Doysic, de Chaurs, de Bridoyre, de Chantemerle, Depelet, Duch, Nadeau, saint Martin, & plusieurs autres nobles. Et maistre Ican André, & Ican de Turchon leur conseil.

S'ensuyuent cenie qui ont comparu pour le tiers estat.

Le Soubs-maire, Preuost, & Iurats de la ville & cité de Bordeaux, & maistre Arnaut de la vie, procureur syndic d'icelle. Pour la ville de Libourne, maistre Bertrand de Bonalgues, maire & procureur. Estienne de Cases, & Pierre Gonstance iurats d'icelle. Aussi ont comparu pour laditte ville de Libourne maistre Gassiot de Landa, & Iean du Noyer aduocats en laditte cour de Libourne. Pour la ville de saint Emylion Pierre Raoul, & Charles Roland maire & sous-maire de la ditte ville, & maistre Iehan de Guilhebaut procureur d'icelle. Pour la ville de saint Machaire, Pierre Puiols, & Arnaut du prat iurats de laditte ville.

Digitized by Google

Xxx iij.

Proces verbal des coustumes

Pour la ville & Preuosté de Blaye, maistre Maurice de Marcis iuge dudit Blaye. Gautier Donzeau substitut pour le Roy en laditte preuosté de Blaye, & Iean Camp syndic de laditte preuosté. Pour la ville de Bourg, Guillaume Fortim Soubz-maire, maistre Iaques Brunet, clerc, maistre Fiacre Macaut, Arnaut du Fossé iuge & preuost de laditte ville de Bourg. Aussi ont comparu pour lesdittes villes de saint Emylion, saint Machaire, Blaye & Bourg ledit de Marcis, maistre Aubin Luceau, & maistre Iaques Mestereau procureurs en ladit-Pour les habitans de Rions, Iean Giraut. Pour les habitans de Cadilhac, maistre Dominique Arnaut, Iean Geoffroy, & Pierre giraut iuge procureur & greffier dudit Cadilhac. Pour les habitans de Benauges Iean rellon. Pour les habitans de Vayres Pierre Pour les habitans de la preuosté d'entre-deux mers ledit Mestereau, maistre Helie giraut, & François de Bournet iuge & procureur de la terre & iurisdiction de Mont-serrant. Pour les habitans de la terre & seigneurie de Cuzagues, maistre Iean Geoffré, & Noulet, iuge & procureur de laditte terre, Maistre Pierre naulin procureur de la terre & seigneurie de Vitrezay, Maistre Menaut cibart, & Fortum Masorum juge & procureur de Fronsac, Gaston de la Fite procureur de L'esparre, Gilles Arnadeau, & François Bossuet syndics des habitans de Puynormant, Aymar du Bodin bayle de Pedos, Maistre Iean Darignon procureur en la cour pour les habitans D'aysines, de Burges, & de saint Seurin, & maistre Gabriel Dalys, & le dit Mestereau pour la commune du pays de Guyenne. Aussi ont comparu, maistre Thomas de Coufiner & Iean de Tricart aduocat & procureur general pour le Roy en laditte cour, maistre Robert de Las, & Iean de Lusies aduocat & procureur pour ledit seigneur en laditte seneschausse de Guyene, Maistre François de Ranconnet, Guillaume de Troussil, Iean Lamy, Guillaume Bordes, Iean de Beaune, Iean de la Porto, Iean du Noyer, Gassiot de Landa, Bertrand de Barriere, Iacques Baulo, Aubin Luceau, Iean Mulanges, Mery Turmet, Estienne Spi nasson, laques Sanchausse, lean Darignon, Baude Peyron, & autre grand nombre d'aduocats, procureurs, & autres practiciens de laditte cour de Parlemer, seneschaussee de Guyene, cours desdits sous-maire & iurats de Bordeaux, maistre Germain Raguenau, Richard pichon, Pierre Fort, Hieronyme de Campaigne, Iean de Maucan, Iean de Menon, Baudin Estorc, Gaucemot Bernaige, Hieronyme de Labatu, Iean de la Garde, Martin Thenau. Et plusieurs autres bourgeois, & marchans, de laditte ville & cité de Bordeaux nommez au proces verbal, auec lesquels & commis par eux auons vacqué plusieurs iournees & assignations à faire lire. vn liure qui estoit en la maison de la ditte ville de Bordeaux que aucuns disoient estre le liure coustumier dudit pays, auous eu l'aduis & opinion de plusieurs des trois estats en grand nombre. Et du consentement desdits trois estats auons arresté les coustumes cy apres escrites, & redigees par escrit par rubriches. Lesquelles coustmes arrestees furent extraig ctes, c'est asçauoir aucuns articles d'icelles, de certaines lettres patentes des Roys, & dudit liure trouué en laditte maison de la ville, & aucuns articles corrigez, diminuez & augmentez. Et le vingt & troisseme iour de Iuillet, l'an mil cinq cens vingt & vn, & autres iours & an : en presence de plusieurs des dessussities auons fait lire & publier les articles desdittes coustumes arrestees: desquels cy apres la teneur sera inseree. Et pource qu'emre lesdies trois estats y a eu discord & different touchant aucuns articles & coustumes, ont esté remis en laditte cour de Parlement, laquelle a decidé iceux articles, qui sont aussi cy apres inserez. Et auons ordon né du consentement desdits trois estats, que lesdits articles arrestez seront tenus, gardez, &ob seruez. Et fait inhibition & defense à peine de cent marcs d'or, de ne venir cotre icelles coustumes,& de n'en alleguer, ne vser d'autres, que ne sóient arrestees, tout ainsi que plus à plein. est contenu en nostre proces verbal. Et encore, Reste de saire droit si aucunes coustumes localles particulieres d'aucunes villes mises deuers nous seront arrestees.

S'ensuit la teneur desdittes lettres patentes contenant nostreditte commission.

FRANCOYS par la grace de Dieu Roy de France: A nostre amé & feal conseiller & premier president en nostreditte cour de parlement à Bordeaux maistre Françoys de Belcier, salut & dilection. Comme en ensuyuant le vouloir & ordonnance de nos predecesseurs Roys de France, & pour le soulagement de nos subiets, diminuer toutes altercation, debats & differés, eussions ordoné toutes les coustumes de nostre Royaume estre accordees en l'assemblee des trois estats de chacun bailliage, seneschaussee, prouince ou iurisdiction de nostre Royaume aume

aume redigées & miles par escrit. Et ce fait rapportees par deuets les Commissaires fur ce par nous deputéz pour icelles coustumes veoir Et icelles veuës faire publier pour estre d'oresenauant gardees comme loy, sans ce qu'il soit mestier faire preuue desdittes coustumes que veoir autrement que par l'extraict du registre desdittes coustumes qu'i seroient enregistrees en nos cours de parlement. Et soit ainsi combien que seu Madot de la Martonie, en son viuant cheualier lors du temps de seu nostre trescher seigneur & beau pere le Roy Loys dernier trespassé, que Dieu absoluë, eust vacqué à rediger & faire rediger par escrit lesdittes coustumes en aucunes seneschaussees, lieux & endroits de nostreditte cour de Parlement à Bordeaux qui se regissent par coustume. Toutes-fois aucune fin, conclusion, ou decision, n'y a esté faite ainsi qu'auons esté aduertis, & à ceste cause soit besoin y vacquer & entendre. Sçauoir failons que nous, confiderans que le redigement & arrest desdittes coustumes est tres-vtile & necessaire pour le prossit & vtilité de nos subiets, & de la chose publique de nostre Royaume, vous mandons, commandons & enioignons que reprins, si besoin est, les procedures encommencees sur le dit affaire par ledit defunct de la Martonie, lors premier president de nostreditte cour, vous-vous transportez aux lieux & sieges principaux desdittes seneschaussees. Et illec ferez assembler tous & chacuns les Comtes, Barons, Chastellains, seigneurs hauts iusticiers, Prelats, Abbez, Chapitres, nos officiers ausdits lieux, aduocats, licenciez, practiciens & autres notables bourgeois deldits pais en leurs personnes sans receuoir aucu par procureur, sinoqu'il eust iuste & legitime excusation, & en leurs presences ferez lire & accorder lesdittes coustumes. Et si en faisant laditte publication sur aucuns des articles desdittes coustumes y suruenoit contradiction ou opposition par la plus grande & saine partie des gens d'eglise on des nobles, ou de ceux du tiers estat, & que la ditte difficulté ne peut estre vuydee en la ditte assemblee, faites mettre & rediger par escrit les disserens & discords d'une part & d'autre, pour icelles rapporter par deuers les gens de nostreditte cour de Parlement à Bordeaux, affin d'en ordonner comme de raison. Et quant aux articles desdittes coustumes qui seroient en laditte assemblee & en vos presences arrestez & accordez, faites iceux publier & enregistrer és registres desdittes seneschausses auec ces presentes, & vos proces verbaux, pour icelles estre d'orésenaunat gardees & observees, comme loy & edict perpetuel & irrevocable. Et neantmoins vous mandons que vous contraignez toutes & chacunes les personnes des qualitez dessussités à eux trouuer en laditte assemblee par la prinse du temporel des gens d'eglise,& és gens lais par la prinse & saisine de tous leurs biens, meubles & immeubles, & adiournemens personnels en nostre-ditte cour de Parlement. Et ce nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, & sans prejudice d'icelles. Et pour ce qu'aucuns Prelats, Chapitres, Barons, Seigneurs & nutres pretendent par privilege estre exempts de nostreditte cour, combien qu'ils, & leurs terres, soyent dedans les metes d'icelle, nous voulons & vous mandons que sans preiudicier à leurs privileges & exemptions pour ceste sois vous les contraignez à eux trouver en laditte assemblee laquelle sera faite aux lieux qu'ordonnerez. Et outre voulons & ordonnons toutes les coustumes generalles & localles estre accordees & arrestees, en declarat tous les subiets desdittes seneschausses en ce qu'ils se regissent par coustumes estre adstraincts à les entretenir & garder selon ce qu'elles seront accordees esdittes assemblees.

De ce faire vous auons donné & donnons pouuoir, commission, auctorité & mandement special, mandons & commandons à tous nos insticiers officiers & subiets, qu'à vous en ce faisant obeissent & entendent diligemment. Donné à Romorantin, le xiiij. iour de Ianuier. L'an

de grace, Mil cinq cens vingt. Et de nostre regne le septieme.

Ainsi signé, par le Roy, Robertet.
Seellees de cire iaune du grand seel du Roy.

Xxx iiij.

S'ensuit la teneur des Coustumes du Pays de

1. 7. Arnold. BOVRDELOYS, ARRESTEES ET BORDEAVX format liquidă

BELCIER, CHEVALIER, CON-DE novs Francoys

seiller & premier president de la cour de Parlement de Bordeaux.

CHAPITRE.

De l'estat & droit des personnes.

Article i.

ferroniss hic

que sionem.

An emptor in retractu possit

inuito reo discedere ab emptione: & pro affirmatina ci

tat L.Sabines que nibil facit pro negativa verò quam te-

net rationem

nimis futilem, Nos ex regula iuru communis

destinguimus: Aut rem iam

acceptanit, &

no potest discedere invito rec.

Aut vero red

nondum acceptanit & po-test actor sine

ante litem cotestatum, fine

post discedere,

refusis tamen expensis adus-

que.Et ita pra Elicari vidi in

frequentiffime pratorio Pari fienfi.Ea antë

regula colligi-

per D.D.in l.

postquam liti. C.de patt. Et

ex glo. fingul.

in c.cum venif sent, vbi panor

mi. de co qui mit.in possess.

Ludo.Roma. fin. 150. Alex.

conf. 132. nw.

ver.oblig.Phi.

Deci.in l.cum

21.ff.si cert.

pet in l. cum

9.C.de patt.

ext.de offi.de-

leg.felin. in c.

I FILS de famille exerce marchandise ou autre negociation public-quement, se pourra obliger, sans le consentement de son pere. Le chose quement, se pourra obliger, sans le consentement de son pere, és choses concernans marchandise, ou negociation.

Item, & aussi apres l'aage de vingt-cinq ans, fils de famille, qui ont demouré hors la maison & compagnie de leur perevn an, à ce faire ledit pe-🛠 re les fouffrant, tenans maifon separee du pere, posé qu'ils ne foyent emãcipez, se pourront obliger, ex quacunque causa, auquel cas ledit fils de samille sera tenu pour emancipé.

Item,& la femme ne les enfans ne pourront ester en iugement, sans licence des maris & pere respectivement, sinon és cas susdits qu'ils fussent marchas publicques, & maieurs de vingt & cinq ans.

C H A P.

De retraict lignager.

üÿ.

PAR la coustume en chose vendue, soit de partie volontaire, ou autrement, le plus proche parent de l'estoc, souche & lignee, dont prouiennent & descendent les biens, les peut auoir pour le prix dedans vn an & vn iour. Et fil n'en y a de l'estoc, souche & lignee, les autres plus prochains parens les pourront auoir. Et si ledit lignager ne vient dedans ledit an & iour, à com pter du jour de la tradition, & apprehension reelle, de possession de la chose vendue sans fraude, ne la peut auoir ne demander.

Item, le lignager sera preseré à auoir, & retenir les choses vendues au seigneur de sief, & les can. res sern. pourra auoir & recouurer dedans l'an & iour dudit seigneur, s'il les auoit retenues par puissan-

Item, si plusieurs lignagers en mesme degré veulent auoir les choses vendues, ils seront re-^{20 li. 5. Inf. lin} ceuz chacun pour leur quotité: & n'y aura lieu de preuention entr'eux, qui feront en pareil deseia.col. J. ff.de gré, dedans lesdits an & iour.

Item, aussi si celuy qui sera plus prochain en degré, y vient sans fraude dedans ledit an & iour, Deci.in I.cum
fundus, s. feril fera preferé. Toutesfois celuy, qui est in remotiori gradu, pourra faire ses offres & confignauum tuit nue. tions dedans ledit an & iour, assin que si le plus prochain, ou prochains, ne viennent ainsi qu'ils doiuent par la coustume, que les dittes choses demeurent à celuy, qui aura fait les offres & diliproponas 2.nm. gences, ainsi qu'il est requis.

Item, si la chose est vendue à vn lignager in remotiori gradu de l'estoc, souche ou lignee, dot nl. 3. vbi in descendent & viennent lesdits biens, le plus prochain dudit estoc & souche, la pourra auoir par anmiai.tetiz. retraict, mais non pas le seigneur du fies.2

Item, l'acheteur doit receuoir le premier lignager qui vient, & s'il l'a receu, ou autrement capitalum.col. transporté la chose que par retraict, & apres ce dedans l'an & iour vient vn autre lignager qui vueille estre receu audit retraict, il luy doit notifier comme il a transporté la chose à autre, & le 2.8.V ter pre- nommer, & lors contre celuy à qui aura esté fait ledit transport, pourra venir le lignager dedas ferendus, & l'an & iour, saire son offre de retraict, & il deura par luy estre receu, s'il est plus prochain, & s'il seofi latè serie est en pareil degré il sera receu pro rata. Et si plusieurs lignagers y viennent dedans l'an & iour, psi ante 30-an qui soyent en pareil degré, ou ceux qui les representent, tous y doiuet estre receuz pro rata, car rif. S.15. C.M representation a lieu en retraict, comme en succession. Toutes sois si celuy qui vient par representation auoit freres & sœurs, lesquelles ne viennent audit retraice: En ce cas luy seul represente

Digitized by Google

represente son pere ou sa mere, & viendra au retraist pour telle part & portion que son pere ou sa mere eut peu venir. Mais si les freres ou sœurs viennent auec luy par representatio, tous ensemble ne seront receus audit retraict que pour vne teste.

Item,& si ledit acheteur, qui aussi auroit receu au retrai& autre lignager, ou auroit trasporté la chose à autre, ne declare & nomme celuy, qu'il auroit receu audit retraict, ou autre à qui il auroit transporté la chose,& le notifie au lignager, qui vient audit retraict, iceluy lignager en peut auoir son recours & action contre luy pour son interest. Et ne court le temps dudit retraict cotre luy iusques à ce qu'il soit, & puisse estre informé, qui est celuy, à qui ledit acheteur a transporté la chose, à qui elle appartient, pour ueu toutes fois qu'il n'y ait negligence no-

Item,& f'il estoit si pres de la fin de l'an & iour que bonnement il ne peut faire dedans ledit an & iour, soit en retraict conuentionnel, ou par proximité de lignage, pourtat ne doit laisser à luy offrir ledit retraict prestement, & le plustost qu'il pourra. Mesmement quad il a offert au premier acheteur dedans ledit an & iour:car attendu qu'il ignore, que l'autre eust la chose, & qu'il a fait ses diligences au premier acheteur, duquel estoit presumptió qu'il l'a tint, ledit téps du retraict ne doit auoir cours contre luy.

Item, & doit estre reputé plus prochain, & preferé quant au fait desdits tels retraicts celuy, qui seroit plus proche & preferé en fait de succession.

Item, les enfans, nepueux & descendans, estans en puissance de pere, posé qu'ils ne soyent emancipez, pourront auoir les choses vendues par leur pere, ou autre leurs lignagers, ou parens. Et en ce pourront ester en jugement auec auctorité de curateurs, s'ils sont mi-XIIIja

Item, és choses acquises, si elles sont vendues, y a lieu de retraict lignager.

Item, & les lignagers pourront recouurer & retenir par retraid les choses védues à reememeré, ou terme de recours dedas l'an & iour, à compter du iour apres le dernier iour du pacte du reemeré passé. Et si le lignager veut auoir & retenir la chose vendue pendant ledit reemeré, le pourra faire auec semblables pactes & conditions, qui auront esté accordees entre l'aché teur & le vendeur.

Item, si l'acheteur a baillé faculté de reemeté de cinq ans, & apres le védeur de la chose véd laditte faculté de reemeré, le temps ne court au lignager, finon qu'icelle vendition de laditte faculté soit enregistree au greffe. Étaudit cas sera tenu l'acheteur d'aller dire en jugement en expediar à la cour du iuge ordinaire des lieux qu'il a acheté laditte faculté de reemeré,& le faire enregistrer audit greffe.

Item, voulant retirer aucunes choses par retraict lignager doit faire offre, consigner & deposer en iugement vne piece d'or & d'argent, & offrir de parsournir le sort principal, & iceluy payer quand en sera certioré, ensemble les loyaux decoustemes, quad seront liquidez dedas an & iour, de la prinse reelle de possession de la chose vendue, & s'il ne fait lesdittes choses dedans ledit temps, est decheu dudit droit de retraict lignager.

Item, & apres que l'acheteur auta offert prendre son argent, & exhibé son contract, & se se ra purgé sur le, Te igitur, & la croix, qu'iceluy contract contient verité, & qu'il n'y a fiction, simulation ne fraude, s'il est requis de ce faire. Celuy qui vent auoir lesdittes choses par retraict, fera tenu dedás huict iours luy baille'r'& payer reaument & de fait le vray prix, aussi les loyaux decoustemens incontinent qu'ils seront liquidez. Et le vray prix payé, sera la chose reuendue sans attendre la liquidation des loyaux decousteniens. Et si ledit acheteur refuse prendre ce que dessus laditte certioration faite, ledit voulant retraire sera tenu d'offrir & configner iudicialement ledit sort principal. & offrir de payet les loyaux decoustemens iceux liquidez. Toutesfois si ledit retrahant ne se veut tenir à l'instrument produit & exhibé par l'acheteur & serment dudit acheteur que l'instrument contient verité, & veut le lignager monstrer qu'il y a eu fraude,& que ce n'est pas le vray prix; il ferà receu à le pronner , & s'il preune fon intention, ce pendant ne courra ledit temps de huictiours contre luy. Mais s'il ne le preuue, & il foit trouvé à l'intention dudit acheteur, ledit temps de huist iouts aura cours contre le retrahant, tellement qu'il n'y sera plus recen, & pérdra la pièce d'or & d'argent qu'il aura baillé seu-

Item, le fils peut venir au retraiet l'il est hericiet du pere, aussi autre ligna- i. Etlam sieft

Item, le lignager à la request de l'acheteur sera tentriurer, qu'il veut pour luy les choses qu'il



Coustumes de Bordeaux & pays de Guyenne

veut retraire. Mais l'acheteur pourra prouuer le contraire auant que le serment soit sait. xxj.

Item, si le retrayant ne peut trouuer l'acheteur, soussire adiourner parlant à sa sem me, ou par cedulle tesmoignee en le faisant adiouruer à la personne de sa semme, ou par cedulle signee d'vn sergent, ou d'vn notaire, ou que le sergent face son rapport au greffe, comme les tesmoins auront esté present à l'adiournement.

Item, le mary à cause & au nom de sa semme peut saire offre de retraict & requerir adiournement contre l'acheteur, sans ce que la semme y soit, pour cause des védues par les lignagers de laditte semme.

Item, si le seigneur n'a fait payer les ventes à l'acheteur durant ledit terme de rachat, ou fait diligence de ce faire, le lignager ne sera tenu les payer: Mais si le seigneur a esté payé, ou fait diligéee de soy payer audit cas, si l'acheteur a payé, le lignager sera tenu le rébourser: s'il n'a payé, le lignager sera tenu payer les dittes ventes.

xxiii.

Item, si le retrayat gaigne sa cause, il doit auoir les fruits escheuz depuis l'offre, consignatio, & deposition, quand sera certioré, doiuent estre deduits en sort.

Item, & quand le retrayant aura offert vne piece d'or & d'argét, & offert payer le sort principal & loyaux decoustemens, l'acheteur ressus receuoir le retrayant, & apres iceluy retrayat gaigne sa cause, il doit auoir les fruits escheuz depuis l'offre de laditte piece d'or & d'argent, possé ores qu'iceluy retrayant n'ait consigné & deposé toute la somme, encores qu'il en soit certioré.

Item, en tous lieux & cas où le mary & la femme sont communs en biens meubles & acquests, si le mary retraict aucune chose vendue par les lignagers de sa femme, ou par les siens propres, ou les retient par puissance de sief, laditte chose sera acquest commun entreux, comme seroit vne autre chose acquise d'vn estranger. Toutes sois il n'est pas dit par la coustume, que mary & semme soyent communs en acquests.

Item, mais si la semme va de vie à trespas la premiere, & la chose vendue & retraicte seroit regardant son branchage ou en son sies, les heritiers de la semme seront receuz dedans l'an & iour de la mort de laditte semme, qui auront le iour de laditte chose, en payant au mary ou ses heritiers la moité du prix, que la chose aura cousté à retraire. Et si c'estoit regardant la branche du mary ou son sies, il sera semblablemet receu, & deura auoir le tout de laditte chose, en payat dedans l'an & iour de la mort de laditte semme aux heritiers d'elle la moitié de laditte somme. Et aussi sera par le contraire: c'est à sçauoir, si le mary alloit de vie à trespas auant la semme.

Item, & n'a lieu ce que dit est, fors en vente, ou que sonne vente seulement. xxix

Iem, & où les acquests par pacte, ou autrement sont au suruiuant de mary & de semme, exploicter le tout durant la vie moitié en proprieté moitié par vsus-fruict, si eux ou l'un d'eux fait aucun acquest, ou la moitié dudit prix ait lieu. & l'heritier du desunct sait le dit offre de la moitié dudit prix. Ce nonobstant le dit suruiuant prendra à sa vie la moitié dudit acquest par vertu dudit pacte, qui veut que les dits acquests soyent au suruiuant pour exploicter moitié en proprieté, moitié par vsus-fruict, & l'autre moitié aura celuy qui sera receu à l'offre de la moitié de la ditte somme.

Item, & semblablement est l'on receu en payant la moitié de laditte somme dedas l'an quad le mary & la semme durant leur mariage acquerront aucune rente, charges ou servitutes, qui estoient deuës sur l'vn d'eux au parauant leur mariage, ou sur leurs heritiers. Mais s'ils auoyent vendus par eux, ou l'vn d'eux durant ledit mariage, & que par eux, ou l'vn d'eux ait esté retraict, ne sera pas commun, & seroit admorti dés le retraict, que les lits conioints, ou l'vn d'eux, en auroiét sait, & n'en pourroyent rien auoir ne demander l'vn d'eux, ne ses sur l'autre. Et si ledit lignager ne veut retraire le rout, il ne sera pas receu, s'il ne paye le prix entierement.

Item, le lignager qui est receu à retraict doit (outre le sort ou prix que la chose a cousté) les ventes & honneurs, si l'acheteur les auoit payées, & le coust des lettres, saçon & hommage, le deuoir dudit hommage, les cousts du fief baillé par escrit, & autres droits dependans dudit cotract de védition. Et l'acheteur luy doit accorder & passer lettre de la receptio, & luy doit saire les cessions & transports du droit qu'il y auoit.

Item, si aucun a eu par eschange, ou par aucun autre contract aucune chose immeuble, & en retour & recompense en ait baillé argent, & heritage, si la somme de l'argent monte & vaut plus deux sois que ledit heritage, ledit contract sera censé contract de vente. Et le lignager de celuy

celuy qui a receu l'argét sera receu au retraict s'il y vient dedans l'an & iour. Et sera ledit heritage ou chose immeuble qu'aura esté baillee auec l'argent, estimé en argêt. Et sera tenu le retrayant de payer à celuy à qui il offre le retraict,le prix & fomme qu'il aura baillé, & en outre laditte estimation dudit heritage baillé en eschange: & laquelle chose, ou heritage, sera estimé par le juge, si autrement l'on ne se peut accorder. Toutes sois si celuy qui abaillé la chose en permutation, qui ne vaut le tiers, veut recouurer sa chose, faire le pourra, en payat à l'acheteur l'estimation qui en sera faite, sans en payer ventes.

Item, si le mary, & la femme & chacun d'eux pour le tout, vendent sur eux & chacun d'eux aucune rente, ainsi commune le crediteur la peut demander pour le tout, auquel des deux il voudra, semblablement le lignager de l'vn ou de l'autre, peut in solidum venir au retraict de laditte rente & y estre receu dedans l'an & iour. Et si le lignager du mary la retire, vel è contra, le lignager de l'autre, s'il vient dedans l'an & iour sera receu à retraire la moitié. Et si lesdits deux lignagers, tant du mary que de la femme viennent ensemble, ils seront receus chacun en la moitié. Auquel cas qu'ils seront concurrens, chacun n'en pourra demander que la moi-

Item, si aucun vend quelque rente generalle sur tous ses biens, le lignager pourra venir au i. Hoc iniquit

Item, retraicts sont tellement des estroits droits, que l'an & iour d'y estre receu, court confide confensu tre maieurs & mineurs pupilles, presens ou absens, sachans ou ignorans le contract, sans espe-debitoris, re di rance de restitution.

Item, en retraict, soit couentionnel ou coustumier, dont la grace n'y seroit qu'à vn an, celuy in traccomer. qui a fait ledit retraict, est tenu payer les reparations necessaires seulement, si aucunes en ya esté faites: Et n'est tenu de payer les vtiles reparations ou autres, & les pert celuy qui les aura faites. Mais en retraict conuentionnel & coustumier, quand il dure plus d'vn an, celuy qui vient au retraict, doit payer les reparations necessaires, aussi les vtiles, faites par auctorité de iustice seulement. Aussi durant l'an, l'acheteur ne pourra desmolir si la demolition n'est necesfaire.

XXXV) xi in consuct.

C H A P. 3.

De louage.

xxxvy.

TEM, l'on payera par carterons les louages des maisons ou autres choses immeubles, estans és villes, & autres lieux de la seneschausse de Guyenne, s'il n'y a pacte au contras-XXXVIII

Item, & le louage finy, si le locaraire ou coducteur y demeure vn sour ou deux outre le vouloir du seigneur, sera tenu la tenir pour vn carteron: & s'il la laisse, sera tenu payer pour ledit car tier. Aussi le seigneur de la maison, si ledit cartier est commencé, ne pourra mettre dehots le locataire, que ledit carteron ne soit finy, si auant le terme finy ledit seigneur ne luy a dict. & notifié qu'il vuide laditte maison, & qu'il ne la luy vouloit louer, s'il n'y a pacte au contraire.

Item, & au temps de peste, le locataire pourra laisser la maison qu'il tiet à louage, en payant tout le louage iusques au jour qu'il vuidera, & rendra la clef au jurat ou au juge du lieu, où est number it assile laditte maison.

Item, que quand il aura mandement de iuge, ou instrument de notaire, ayant puissance de receuoir instrumens, la saissne tiendra des biens meubles, estans dedans les lieux souez; nonelle stant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles, insques à ce que par iustice autrement en soit ordonné. Et le sergent les pourra bailler en garde au plus protham ាសារ សេស្សជំនាច់និង. voilin idoine & luffilant.

Item,& le terme du louage finy ne sera tenu le seigneur des choses louces les bailler au precedent conducteur, si bon ne luy seinble, ains le pourra louër à qui bon luy semblera, on autrement disposer à son plaisit. A si sant de la trason non la manura de ma listante de la mantidisposer à la mantidisposer de la
Des dot & douaire coustumiers, & autres biens des mary & semme.

DAR laditte coustume le mary a l'administration des fruits de tous & chacuns les biens de la femme, en quelque lieu qu'ils loyent assis, pédant & durat leur dit mariage. Les quels fruits

Coustumes de Bordeaux & pays de Guyenne

sont dudit mary, d'iceux peut saire à son plaisir & volonté, sans ce qu'il soit tenu en rendre com pte, & reliqua aux heritiers de sa femme, apres le deces d'icelle, si elle a predecedé: si le cotraire n'estoit accordé au contract de mariage, en portant les charges desdits biens. Aussi les dettes de sa femme, & succession escheuë à elle, seront prins sur lesdits biens.

Item, quand vne fille sera subornee, pour estre mariee par quelqu'vn qui hante la maison, ou autrement d'elle mesme se remariera, ou viura en lubricité, ses peres ne seront tenus luy bail ler dot, sinon que la fille eust plus de vingtans: Et le subornateur sera puny de peine arbitrai-

Item, si vne semme contracte mariage en maison où il y a plusieurs freres estans conmuns en tous biens au temps dudit contract, non seulemet les biens de son mary sont obligez à la restitution du dot, mais aussi les biens des autres freres. Et pourra laditte semme, par vertu de laditte coustume auoir & demander sondit dot sur les biens desdits freres.

Item, & si les autres bies que porte la femme outre ledit dot, sont employez & mis au prof fit desdits biens communs, appellez lesdits freres, laditte semme recouurera sesdits biens sur lesdits biens communs.

Item,& és cas desfusdits la donation pour nopces sera payee sur la part du mary, sinon que le dit dot eust esté communiqué à tous les freres. Car audit cas aussi la donation pour nopces sera prinse sur tous les biens desdits frères.

Item, le mary gaigne le dot ensemble les meubles, quand la femme decede auant le mary. Aussi la semme doit gaigner le double de son dot, quand le mary va de vie à trespas auat la semme. Mais ne gaignera le double de ce qui aura esté baillé pour employer en rente ou terre, ist autrement n'est dit par le contract & pacte expres. xlviij.

Item, les bagues que le mary baillera à sa femme auant les nopces, & hui& iours apres les casus videtur nopces, seront à elle.

Item, si la femme a esté autressois mariee, doit gaigner seulement le tiers de sa dot, le cas adin jure commu uenant que son second mary decede auant elle: & le mary suruiuant gaignera toute la dot. Et mi. Et fice co- fil y a enfans dudit mariage, gaignera seulement la dot & vtensilles de la maison. Les autres meubles, comme argent monnoyé ou à monnoyer, cabal, dettes, bestial & autres marchandihuismodi, dote ses seront reservez, & appartiendront aux enfans dudit mariage, desquels iouyront apres le deces du pere, s'il n'y a pacte au contraire.

Item, fil n'y a enfans dudit mariage, les vtenfilles demoureront audit mary. Mais les cabaux, or & argent & autres meubles, venus à la femme par succession, retourneront aux plus Arnol.faron, prochains parens de la femme, si elle n'en auoit autrement disposé ou accordé au contract de • bane. C.M. mariage. Mais au mary demeureront les meubles, qu'ils auront acquis durant le mariage.

Item, si le mary, durant le mariage, fait aucunes reparations raisonnables, & necessaires és maisons, & autres heritages de sa femme, affin d'en auoir plus grans louages, du consentement de saditte femme, ou poursuit par iustice les droits & successió de sa femme, le mary recouure. ra les fraiz & mises qu'il y aura faict apres le deces d'elle, és cas où les biens doiuent retourner aux prochains parens de la femme.

L'Em, si au contract de mariage estoitaccordé, que la femme tiendroit les biens du mary apres son deces, & feroit les fruits sies, insques à ce qu'elle soit payee de sa dot, & donatio pour nopces, si les enfans, ou autres heritiers du mary, luy offrent bailler partie des biens en payement de la valeur de laditte somme, ou bien qu'elle tienne par hypothecque laditte partie desdies biens, elle sera tenue les prendre en payement, ou par hypothecque à son choix: & si elle lge refule, dés lors apres la sommation ne sera plus les fruits siens. Lesquels biens seront estimez par juge competant, appellez deux des plus prochains parens de la femme, & desdits enfans, & autres heritiers. Mais s'il y a argent ou autre meuble, sera premierement baillé à la

Lem si la semme consent à l'alienation des biens du mary, & renonce à l'hypothecque, ce nonobstant elle pourra demander son dot sur lesdits biens, s'il n'y a autres biens sussians au payement, & ne pourra renoncer à la coustume : mais si elle auoit iuré, seroit requis auoir dispense.Et idem des biens de sa semme. 🕒

fecundum ins commune, sihic exceptusabhac cos. o relichus ficut neclucta retur si conner sa esset in pradia. Ita etiam bic latè tenet

T. Sed tamen

recuperabit sun

CHAP.



CHAPITRE. 5.

Des testamens, dernieres volontez & successions, tant entre nobles qu'autres.

liiÿ.

TTEM, par la coustume de Bordeaux, & pays de Bourdeloys, si aucun ou aucune va de vie à trespas sans faire testament, son plus prochain parét du costé de la lignee dont les biens sont venus, luy succede.

Item, & laditte coustume a lieu és biens immeubles, cens & rentes obuenus par successió, & les autres biens seront au plus prochain parent en degré.

Item, que si aucun cabau est venu par succession, sera reputé immeuble, sinon qu'il eust biés immeubles venans par succession de la valeur de la moitié dudit cabau.

Item, si celuy qui decede a pere ou mere, ou autres ascendas, iceux pere ou mere, ou autres ascendans, succederot au tiers (les trois faisans le tout) desdits biens venus par succession pour leur legitime. Et si l'enfant auoit freres ou sœurs, le tiers sera diuisé esgalement entre les pere, mere, & les freres & sœurs suruiuans.

Item, au cas susdit les dettes, funerailles, & autres charges hereditaires se payeront sur tous les biens delaissez par ledit defunct.

Item, & laditte coustume s'entend en quelque façon que les biens viennent par succession, posé ores que ce soit par vne seule succession.

Item, & qu'aucun en son testament ne peut son plus prochain parent, en degré de lignage, desheriter des biens immeubles, qui luy seront venus par succession: Mais saut que luy laisse les deux parts desdits biens immeubles francs & quittes, sans charge d'aucuns legats & donatios: reserué que les dettes se doiuent premierement prendre sur tous les biens de la succession. Et ne vaut aucune chose, testament ou codicille, au contraire.

Item, & du tiers de l'heritage pourra disposer à son plaisir. Mais des deux parties chacun des plus prochains doit auoir quelque chose, meuble, ou immeuble, au plaisir du testateur. Mais peut laisser à l'vn plus qu'à l'autre. Et des deux parties ne pourra laisser aucune chose aux estragers, en succession collateralle.

Item,& donation faite à tiltre lucratif des deux parties de l'heritage, venu par fuccession, ne vaudra.

Item, & le pere pourra disposer à son plaisir des biens, tant acquestez, qu'heritage, à l'vn de ses enfans, pourueu qu'il laisse la legitime aux autres enfans.

Item, & le pere & mere, & autres ascendans, auront mesme legitime, & telle quotité pour icelle quand le fils fera testament, (és cas où il le pourra faire) comme si le fils mouroit sans en faire. Et s'il luy en laissoit moins, pourra demander le supplement d'icelle. lxv.

Item, si celuy qui decede delaisse freres, ou sœurs, les aucuns du costé du pere, ou de la mere seulement, les autres de pere & de mere, ceux qui sont de l'estoc ou ligne, dont viennent les biens, succederont auec les freres & sœurs de pere & de mere.

Item, si le pere baille dot à sa fille en terre & argét, icelle fille ne viendra en partage des biés paternels auec ses freres, n'au supplement de legitime, sinon que le pere en ordonnast autrement.

Item, si le pere a baillé dot à sa fille, & au contract de mariage elle renonce aux biens paternels, auec serment, soit maieur ou mineur, ne pourra venir à la succession de son pere, ne dema der supplement de legitime: sinon que le pere en ordonnast autrement.

Item, si le pere a promis payer, & fuerit habita fides de pretio, quat à ce que la fille ne puisse venir à la succession de son pere, est tout vn, comme si estoit payé. Mais que se face payer, si bo luy semble.

Item, si durant la vie des pere & mere, la fille est mariee, & iceux pere & mere luy donnent or ou argent, ou autre chose pour son mariage, & elle renonce auec serment, la fille ne pourra plus demander aucune chose esdits biés de pere & de mere. Et si apres le deces du pere, la mere marie saditte fille, si elle n'est noble, sera tenue appeller audit mariage & renonciation de sa fille, deux des plus prochains parens desdits pere & mere, & s'il n'ya parens desdits pere & mere, en Bourdeloys, sera tenue y appeller deux des plus prochains voisins desdits pere & mere: autrement la renonciation ne tiendra au dommage de la fille. Si laditte semme est noble, ne sera tenue appeller lesdits parens ou voisins à faire laditte renonciation:

Yyy

Coustumes de Bordeaux & pays de Guyenne

ains si laditte fille renonce sans iceux, ne pourra plus demander aucune chose és biens de la

Item, si vn homme a esté marié à plusieurs femmes successiuement, & que de chacune aye enfans, les acquests des bies immeubles & heritages par luy faits (desquels acquests il n'auroit disposé)seront aux enfans du mariage, durant lequel auront esté faits, reserué la legitime aux autres enfans des autres mariages, esquels n'auroyent esté satis acquests, si le demeurant des biens du pere outre lesdits acquests ne suffisoit à laditte legitime.

Item, fille mariee par le pere auec terre & argent, ou quand elle aura renoncé aux biens paternels, moyennant serment, ne peut venir à succession de son frere decedé, s'il y a d'autres freres, ou frere, ou nepueu, descendant de frere.

Item, si vn homme a eu deux femmes, & de chacune a hoirs masse & fille: si le hoir masse de la premiere femme decede sans hoirs de luy descendas, ausdits cas les sœurs, ou sœur, qui sont germains par pere & par mere, succederont quant aux acquests, que leur pere auroit fait, durat la vie de leur mere,iaçoit qu'il y ait freres,ou frere, qui fussent de l'autre femme : E t semblable coustume est de la seconde semme, ou de la tierce.

Item, si le fils bastard decede, pourra testamenter des biens qu'il aura gaigné, & iceux laisser à ses enfans, ou autres qu'il voudra. Mais s'il decede sans faire testament, s'il n'y a hoirs descendans de son corps, ses autres prochains parens, soyent freres & sœurs, mere, ou autre son lignage, ne luy succederont, ains seulement le Roy, sinon qu'il tienne en fief d'aucun seigneur lesdits biens, auquel fief ledit seigneur succedera, & les autres biens appartiendront au

Item, le mort faissif le vif, en quelque maniere qu'il succede, par testament, ou sans testament. Et celuy qui succede incotinent apres le deces de celuy a qui il succede est en possesnonste proprie sion, en laquelle estoit le trespassé au temps de son deces, selon qu'il succede par les coustumes cy deuant, & apres arrestees: tellement qu'il pourra intenter tous remedes possessois-

> Item, en succession de Comtes, Capitaux, Vicomtes, Barons & Soudics, & autres nobles: quand le pere aura disposé de ses biens par testament, contract de mariage, ou autre dispositió valable, sans frauder les autres enfans de leur legitime sans cause, telle disposition tien-

> Ité, & fil decede sans en disposer, l'aisné ou qui le represente, succedera és Côtez, Vicôtez, Baronnies ou autres dignitez & maisons nobles, & tous autres biens delaissez du pere noble, reserué la legitime aux autres enfans: c'est à sçauoir, quand il y aura enfans masses & filles, les maîles auront la moitié de leur legitime en terre, & l'autre moitié en argent: Et les filles en argent seulement. Et à l'estimation de la legitime ne seront estimez les noms & tiltres desdittes dignitez & edifices de fies nobles. Et aussi quand n'y aura que filles, audit cas, l'aisnee ou qui la representera, succedera comme le fils aisné: & les autres filles auront leur legitime moitié en terre,& moitié en argent.

> Item, & la mere pourra auantager du tiers de ses biés vn ou plusieurs de ses enfans: mais ne pourra laisser ledit tiers à vn estranger, quand aura enfans. Aussi les legats laissez pour son ame seront sur ledit tiers. Et les deux parties des biens de la mere seront partis esgallement entre tous les enfans, & le tiers aussi, s'il n'en auoit disposé à l'vn desdits ensans. lxxviij.

> Item, celuy ou ceux qui prouoquent, feront les lots, & apres le plus ieune choisira, & les autres apres gradatim. S'ils n'estoient que deux, celuy qui a prouoqué sera les lots, & l'autre choisira, posé qu'il soit l'aisné. Et si plusieurs prouoquent, & n'y ait qu'vn prouoqué, ceux qui prouoqueront feront les lots, & l'autre choisira. Et au cas qu'ils soyent plusieurs prouoquans, le plus ieune d'iceux choisira apres les prouoquez, ou prouoqué.

> > снар. 6.

PAR la coustume aucun ne sera receu à faire partie formee, sinon que soit pour crime ou delict,& qu'il y eust crainte de la fuyte du delinquant. Aussi en matiere ciuile quand il y auroit obligé portant souz mission expresse à prinse de corps, ou bien s'il estoit estranger hors de la seneschausse de Guyenne:audit cas s'il n'a biens immeubles valans la dette,en laditte se-

De iurisdiction.

neschaussee, sera tenu bailler pleiges, ou bien tenir prison. Et si autrement est fait, celuy contre qui sera faite laditte partie formee, sera relaxé des prisons auec despens, dommages & interests,& reparation de l'iniure.Excepté entre marchans,& qu'il soit question de viures, ou

1. Sed quis sol-net debita? Ref Is qui succedit in minersitate prius soluet om nia bona etiăsi doct.in.l.2.C. de vi pub.&in Subsidium tene bitur dominus feudi,quamuis ver sionis titulo particulari suc sedit, per es que dixi in

Digitized by Google

prest, esquels cas sera permis faire partie formee. Mais marchans n'autre, ne pourra faire partie formee contre ceux qui ont biens en la Seneschausse de Guyenne. Et és cas esquels est permis faire partie formee, sera necessaire auoir permission de iuge, & bailler caution, excepté en crainte de suyte.

снар. 7.

De prescription.

lxxx.

S I ils sont plusieurs freres, cousins germains, ou remuez de germains, ayans leurs biens en commun entr'eux, & vn seul d'iceux tient & possede tous les dits biens, les autres possedent, & sont censez posseder par le moyen de celuy qui tient & possede: & n'en peut alleguer posses sion, ne prescription contre celuy ou ceux qui tiennent.

снар. 8.

Des droits des Seigneurs feodaux, fonciers & directs.

lxxxi.

PAR la coustume le vassal n'est tenu aller hors la Duché de Guyenne pour faire hommage aux seigneurs. Touchant l'hommage deu au Roy, est demouré en doute. lxxxij.

Item, l'on peut partir & diuiser tous sies entre les heritiers, sans licence du seigneur du sies. Mais si les lites heritiers ou autres, tenans des biens en commun, sans licéce du seigneur de sies, ne payent la pension, rente ou autre deuoir audit seigneur, pourra sceluy seigneur mettre tout le sies en sa main, iusques à ce que ses deuoirs luy soyent payez. Et iceux payez, le sies retourne-ra aux heritiers, sans aucun encourrement, ne commmis. Et chacun des dits heritiers sera tenu payer autant desporle, comme vn seul faisoit parauant, car chacun d'eux esporlera, & prendra inuestison auec son esporle.

Item,& le partage & esporle fait, chacun tenancier sera tenu payer la tente qui escherra apres pour la quotte, part & portion,& l'vn ne sera tenu payer pour l'autre. lxxxiiij.

Item,& à partir & diuiser la rente, & autres droits & deuoirs, les seigneurs de sief seront appellez, & la rente esgalee, selon que chacun tiendra de dommaine, pro rata des choses que leur demeureront par leurs diuissons, & partages. Et si en faisant le partage du sief les tenanciers auoient fait esgalement des rentes, sans appeller le seigneur, ledit esgalement luy sera signissé & monstré par les tenanciers, lequel le pourra faire reparer, si les trouué que ledit esgalement ne soit iustement sait.

Item, seront tenus les dits tenanciers & emphyteotes d'eux en faire inuestir, recognoistre & esporte, quoy que soit de faire diligéee enuers leurs seigneurs de fies, s'ils se peutiet trouuer en personne, ou en leur absence à leurs commis. Et s'ils ne les treuuent, aux maisons & lieux, esquels ont accoustumé de payer leurs rentes, ou deuoirs.

Item, si vn homme tient vn sief & autres biens tenus à cens & rentes, agrieres ou autres deuoirs, peut quitter & laisser ledit sief, si bon luy semble, en payat cinq sols Bourdeloys, & les arrerages & deterioration du sief (si telle deterioration procede par le dol du tenancier) & autres droits & deuoirs, deuz & escheuz au temps de la gurpison, & pro rata temporis: sinon qu'il y ait pacte au contraire.

Îtem, vn emphyteote peut vendre ou aliener ses biens, sans le congé, licence & auctorité de son seigneur foncier. Et telles ventes, alienations ont lieu, & tiennét. Et le seigneur soncier ne peut pretendre aucun droit sur telles choses vendues, aliences, ou données par sondit emphyteote: sor seulement sur les choses vendues, ventes & honneurs, ou les retenir par puissance de sief.

Item, si vn homme achete aucunes terres, vignes, maisons, ou autre heritage mouuant d'aucun seigneur de sief, auec esporte & autres deuoirs: l'acheteur va deuers le seigneur pour recognoistre & esporte de luy: sera tenu iceluy acheteur se purger par sermét, sur le liure, & la croix, du vray prix que laditte chose achetee luy aura cousté, si par le seigneur en est requis. Et sera au choix des seigneurs de saire purger le tenacier, ou bien prouuer le contraire & fraude. Et aussi sera tenu le tenancier exhiber les contracts de l'acquest.

Item, & les les exhibitios & purgations faites, le dit seigneur sera tenu declarer audit acheteur, tenancier, ou emphyteote, dedans hui à iours apres qu'il veut prendre la chose acquisse par droit de prelation, & bailler le iuste prix, cinq sols Bourdelois moins. Autrement les dits seigneurs de sief ne seront plus receus à auoir les dittes choses par puissance de sief, &

Yyy 13.

Coustumes de Bordeaux & pays de Guyenne

droit de prelation.

Item, a esté arresté que le Roy & l'eglise n'ont droit de prelation par puissance de sief, sinon quant au Roy pour le bien de la chose publicque, & quant à l'eglise pour la necessité d'icelle: C'est à sçauoir, quand il y auroit quelque heritage ioignant aucune eglise ou chasteau du Roy, maisons episcopales, d'Abbaye, Conuents, de Prieurez, d'Eglises cathedrales, collegiales, de cures ou d'autres benefices, pour approprier ausdits chasteaux, eglises, maisons ou iardins, & autres cas esquels l'on peut estre contrainct à vendre pour le bien public du Roy, du Royaume, & desdittes Eglises.

xcj.

Item, seront tenus d'oresenauant les vendeurs, acheteurs & acquereurs, de mettre és concontracts d'acquisition les rentes & autres deuoirs, & les noms des seigneurs, de qui seront tenues les choses acquises s'ils le sçauent, dont se purgerot par serment par deuant le notaire, qui receura les dits instrumens, & en iceux en sera faite mention. Aussi les notaires seront tenus en aduertir les contractans, & l'inserer en leurs contracts.

Item, que dedans vingt iours apres l'an qui est donné au lignager de l'acquest, le tenancier sera tenu venir deuers le seigneur soncier exhiber les contracts de l'acquest, & luy declarer la rente qu'il doit, & demander inuestison à peine de cinq sols Bourdeloys, pour chacun an qu'il demeurera. Mais le seigneur soncier pourra bien les saire appeller deuant, si bon luy semble. Et à mesme peine le vendeur sera tenu declarer la rente, en saisant la vendition: & le notaire payera mesme peine, s'il ne leur declare la coustume, laquelle peine sera deuë au seigneur soncier.

Îtem, que quand le Curé ou autre beneficié, ayans rentes foncieres, mourra, les tenanciers esporleront. Mais en autre cas: c'est à sçauoir, si les tenanciers vendent, ou autrement transportent, durant la vie du beneficier, le tenancier esporlera au registre seulement.

xciiij

Item, s'ils sont plusieurs freres ou sœurs, qui ayent sief commis entr'eux, que doiuent esporler, dont le partage n'est encores fait: le tenancier est tenu de recognoistre de l'aisné masle, ou chef de maison, lequel sera tenu bailler à esporler & recognoistre, tant en son nom, que pour & au nom de ses autres freres, sœurs & consorts, qui seront nommez, nominatim, esdittes esporles & recognoissances, ou de sa fille aisnee (s'il n'y a masles) qui en doit respondre aux autres ses freres & sœurs, sans preiudice du droit de cautionnage.

Item, que pour les lots & ventes sont deuz le huictain denier, & seront payez par l'acheteur au seigneur soncier, & non à autre. xcvj.

Item, s'il y a pacte de reemeré iusques à cinq ans seulement, s'on ne payera ventes: mais si le vendeur ne le rachete, lors l'acheteur les payera. Aussi s'il y a reemeré d'vn an, ou d'autre téps iusques aussits cinq ans l'an ou autre terme passé, s'on payera les ventes, si l'heritage n'est racheté dedas le temps dudit reemeré, posé ores qu'il y ait prorogation de temps. Et s'il y a plus grand reemeré que de cinq ans, le seigneur aura les ventes du premier iour que le contract sera fait: mais celuy qui rachetera, ne payera ventes pour rachat. Aussi si le reemeré est en vn contract separé du contract de vendition, le seigneur aura ventes, posé que le reemeré soit iusques à cinq ans. Et sera censé le reemeré estre en mesme contract, s'il est à la fin du contract de vendition, & en mesme instant deuant mesmes notaire & tesmoins.

Item, & les seigneurs iouyront sur leurs questaux de tels droits qu'ils ont accoustumé, & qu'est contenu en leurs instrumens: sauf si les questaux viennent alleguer aucune chose au cotraire dedans deux moys.

Item si la chose baillee en eschange auec argent ne vaut le tiers de l'autre chose compermu tee, sera censee vendition: & si vaut le tiers ou plus, sera eschange. Et audit cas quand sera vendition, le seigneur soncier aura entieres ventes. Quand sera eschange, aura seulement ventes de l'argent qui sera baillé. xcix.

Item, pareillement si aucuns heritages ou autres choses immeubles, estoient baillees estimees de telle estimation, que fait achat par contract de mariage à autre personnage qu'à fils & à fille, ou autre descendant, le seigneur du sief aura sa retention des sief, ou vente, & honneurs à son choix.

Item, rentes volantes seront rachetables perpetuellement.

Item, & quand par la baillette ou esporle sera dit que le tenancier ne pourra soubzacazer: iceluy tenancier ne pourra imposer rente annuelle sur le fies. Aussi quand sera dit que le tenancier ne pourra bailler à louage ou à gaudence de neus en neus ans & à perpetuité, ne le pourra faire. Mais si par la baillette, ou esporle, n'est faite prohibition de bailler à gaudences de neus

Digitized by Google

cj.

neus en neus ans, ont esté en diuersité d'opinions: car les gens du Roy, l'eglise & les nobles ont esté d'opinion, que s'il est dit, que les tenanciers ne pourront sousacazer, aussi ne pourront bailler à louage, que gaudences de neus en neus ans à perpetuité. Ceux du tiers estat ont esté d'aduis, qu'audit cas pourront bailler à gaudences de neus en neus ans, car ce n'est sousacazer. Bien ont consenty, que si en faisant la baillette des gaudéces y a argent, les ventes sont deuës au seigneur soncier. Aussi toutes sois & quantes qu'on vend les dittes choses baillees à gaudences, le premier seigneur soncier en aura les ventes. Le seigneur de Candale par l'organe de M. Iean Andréa dit, qu'il a coustume localle en ses terres, que ses tenanciers ne peuvent imposer cens ne rente, ne bailler à gaudences de neus en neus ans à perpetuité: encotes qu'il soit dit par la baillette, qu'il ne puisse sousacazer. Du Noyer offre prouver prescription immemoriale de pouvoir bailler de neus en neus ans, l'auons remis à la cour, touchant ledit article de neus en seus ans, excepté ce qui a esté arresté. Et depuis arrest s'en est ensuiuy, duquel la teneur en seus.

Extraict des registres de Parlement.

SVR le différent & diuerlité d'aduis d'entre les trois estats de la Seneschausse de Guyenne par deuant messire François de Belcier, cheualier, conseiller du Roy, & premier president en la cour, commissaire de par le Roy deputé à la reformation des coustumes de laditte Seneschausse de Guyenne,& renuoy par luy fait en laditte cour ensuivant sa commission.Dit a esté & par coustume arrestee, laquelle sera mise au liure coustumier de ceste ville deBordeaux, que quand aucun seigneur direct & foncier, baillera son sief à aucun emphyteote ou tenacier, auec pacte apposé en la baillette dudit fief, terre ou heritage, de ne le pouvoir acazer, ou sousacazer audit cas ledit tenancier ne pourra en quelque sorte & maniere que ce soit acazet ne sousacazer ledit fief, terre ou heritage. Ne pareillement le louer, & bailler à gaudence de neuf en neuf ans à perpetuité à aucun personnage:posé qu'il y eust instrument, ou carte renouvellee. Et si ledit pacte n'estoit apposé en laditte baillette audit cas, le tenancier & emphyteote pourra acazer ou sousacazer, & bailler à gaudence de neuf en neuf ans à perpetuité, à qui bon luy semblera, sans preiudice des droits & preeminences du seigneur direct & foncier Prononcé à Bordeaux en Parlement, le xvij. iour de May, l'an mil cinq cens xxvij. d'iceux. De Pontac. Collation est faite. Ainsi signé,

Item, touchant l'article faisant mention, si les tenanciers tenans vignes à lagriere demeurét à tailler les littes vignes iusques aux fruits, si le seigneur de qui sont tenues icelles vignes pourra prendre les dittes vignes & fruits d'icelles, de son auctorité sans appeller les tenanciers. A esté arresté que l'on gardera les pactes du contract, accordees en la baillette & le droit commun.

Item, aussi l'on gardera les pactes du contract, & le droit commun, touchant l'atticle saisant mention, si le tenancier tenant terres à lagriere, doit requerir le seigneur ou son commis, d'aller ou enuoyer agrerer le bled ou autres choses, quand il est serré ou taillé. Et apres la ditte requeste faite dans vn iour naturel, si le dit seigneur ne le fait, le diviour passé, le tenacier pourra partir & copter les gerbes en presence de deux tesmoins, & porter la part du seigneur au lieu où il est accoustumé. Et si le dit tenancier sait les dittes choses sans congé du dit seigneur, est amendable en la somme de lx. sols tournois.

Item, touchant l'article faisant mention, si en legats l'on ne paye ventes, a esté arresté que l'on gardera ainsi qu'a esté arresté autressois au premier arrest des coustumes, titulo, de confuetudine seudalium.

m. ен Ар. д. Des espanes.

tv.

PAR la coustume, si aucuns, soient hommes ou semmes, trouuent aucun bestail ou autres choses espaues, seront tenus dedans xxiiij. heures le mener à son seigneur ou à iustice, où sera trouvé ledit bestail, ou autre chose espaue, à peine de soixante & cinq sols d'amende, & rédre ce qu'il aura trouvé, s'il est en nature, ou bien la valeur. Et aussi de payer plus Y y y iij.

Coustumes de Bordeaux & pays de Guyenne

grande amende, si celuy qui le trouue est en grand dol. Et apres que les dits bestail, ou autres choses seront entre les mains du seigneur ou de la instice, seront tenus le faire crier par quatre iours en plein marché, si len y a en sa terre, ou bien par quatre iours de cour: & si aucun ne survient, sera deliuré audit seigneur par faditte cour, & sera tenu le garder, ou faire garder xl. iours apres la deliurance saite. Et si celuy ou ceux à qui le bestial ou autres choses appartiénent, viennent pendant le dit terme, leur sera deliuré en payant les despens, fraiz & miles de iustice, sinon qu'elles sussent perdues par cas sortuit ou autrement.

CHAPITRE. IO.

De celuy qui defrobbe son seigneur ou maistre sou luy surprend & suborne sa femme stille, niepce, ou fille baillee en garde.

PAR la coustume quand aucun, soit facteur ou autre serviteur, estant auec son seigneur & maistre ou maistresse, en son service, ou autres gens de quelque condition qu'ils soyent, auront desrobbé ou soustrait sa semme espouse, sa fille, niepce, ou fille baillee en garde, soit sous couleur de mariage ou autrement, comme faux & desloyal à son maistre, doit perdre la teste sans mercy.

Item, quand le serviteur ou chambriere desrobbe son maistre ou maistresse, de chose qui ne excede cinquate francs Bourdeloys, sera pendu: si est de moindre valeur, sera souetté deux sois

par la ville.

C'H A P. II.

De bestail tronné en heritage d'autruy.

cvių.

A EST E' arresté que celuy qui trouvera bestial en son heritage donnant dommage, le pourra prendre & rendre à iustice dedas xxiiij. heures. Et s'il est digne de soy, sera creu par serment de l'inuention & sur le dommage iusques à sept sols six deniers tournois, pour tout le dommage si mieux n'ayme le faire estimer. Et s'il excede laditte somme, sera estimee par deux gens de bien, & payeront ceux à qui est le bestail, l'amende au seigneur s'il y a ban rompu proclamation ou complainte. Et si data opera l'on ne met le bestail en heritage d'autruy, sera puny autrement de peine arbitraire.

Item, & en pignore & dommage doné, l'on payera la peine qui l'ensuit: C'est à sçauoir, pour chacun gros bestail, quatre sols tournois: pour Chieure, deux sols tournois; autant du Porc, & pour chacune Brebis, payeront semblable somme. Et des Oyes quand les fruits y sont: & quad les fruits n'y seront, la moitié: & sur le tout, le dommage d'auantage, duquel dedans neus seront faire l'estimation.

Item,&l'on n'entrera aux prez, depuis le premier iour de Mars, iusques à la Nostre dame de Septembre.

C H A P. 12.

De ceux qui desrobbent aubaredes, suyes, garannes, estangs & vignes d'autruy.

cxi.

TEM & qui desrobbera boys & aubarede sec ou verd, pour la premiere sois payera xx. sols t. & outre ce le dommage doné. Et au seigneur insticier xl. sols tournois, pour la premiere sois, & à la seconde sois seront souettez par la ville & aux champs, és lieux où l'on a accoustumé souetter malsaicteurs.

Item, ceux qui desrobbét les suyes, colombiers, garennes, ou qui les prédront à rets, fillets, bourses & apasts, heroniers, peschiers, estags, gourgues de moulin, & sosse des maisons, preze & aubaredes, seront punis pour la premiere sois en l'amende de soixante sols tournois. Et pour la seconde seront souettez. Et outre lesdittes peines payeront le dommage donné.

Item, que si aucun non ayant vigne, est trouué vendre raisins, sera tenu dire, & prouuer dot il les a eu, autrement sera mis en prison, & payera l'amende. Aussi ceux qui sont les panniers & n'ont boys, seront tenus dire & prouuer, dont ils ont le boys à faire lesdits panniers, autrement seront mis en prison, & payeront l'amende.

CHAP.



CHAP. 13.

Des crices & subhastations.

cxiiü.

ON doit faire les criees des immeubles en la ville & cité de Bordeaux de neuf en neuf iours, iceux neuf iours francs. Et si l'vne des criees tombe à iour de feste, doit estre faite l'édemain: & és autres villes & iurisdictios subalternes en Bourdeloys l'on doit faire les criees de cour en cour.

CHAP. 14. Des vaisseaux à tenir vin.

exv.

A ESTE arresté, qu'aucuns charpenciers ne feront mauuaises, puantes, ne fausses douelles, bois gelis, & bois ou y ait aubec, bois cussonné, ne autremét fausses douelles en pipes, barriques, tonneaux, cuues, doils, & autre sorte de vaisselle à vin grande ne petite. Et ceux qui en mettront, ou feront au contraire, payeront le dommage à ceux qui auront acheté la vaisselle dedans l'an du bois gelis & aubec, & des autres bois iusques à Noel: si en dessaut du maistre en vient dommage & autre amende arbitraire. Et seront tenus marquer laditte vaisselle de marque cogneue, & disserent l'vn maistre à l'autre. Et toures de gauge ou mesure de villes & seigneuries: autrement le bois sera consisqué, & seront punis en améde arbitraire. Et ceux qui besoignent dudit mestier, seront tenus auoir la mesure, ou gauge en leur maison, & seront creuz les dits acheteurs par serment du domage qu'ils en auront soussers, és lieux qui peunét mettre vin dedans Bordeaux n'aura que vne mesure de vaisselle de vin au temps aduenir.

I Facit l.sed addes.S.i.fs.loca.l.tenetur.S.sed si vas.ff.de act.empt.l.in rebus.S.item qui sciem. vbi gloss.Alberic.& Ang.ff.commo.pro
horum vassorum venditione neque cedi posse bonis neque dilatorias & quinquennales dilationes posse obtineri Senatus noster indicauit: ob im
minens damnum quod ex corum dilatione populo posset afferri. Idem indicatum vbi in creditum datum est vinum, idque particularit. v
venditum: iniquum enim putant si iam venditione vini versa in alterius vtilitatem velut decostor, mutuum dissimulet.Idem nuper indica
tum in institore petente dilationem, cum ex aquo & bono veluti socius societati non deberet praiudicare. Arnol.ferr.

CHAP. IS.

Du salaire des gabariers.

exvi.

A Esté arresté que pour le passage de Bordeaux à Larmont lon payera homme & cheual vn carolus: & à la bastide deux liars. Homme à pied tant iusques à Larmot que à la bastide vn denier tournois. Et sera tenu chacun gabarier auoir trois personnages dedans sa gabare-c'est à sçauoir vn gouuerneur, & deux tireurs auec equipage necessaire. De Vaires à Liborne come à Larmont & à la Cauerniere deux liars pour home. Et de Bordeaux à Blaye cinq sols tournois homme & cheual, & homme à pied dix deniers tournois. Ité à bourg. De bordeaux à Pondensac homme à cheual deux sols six deniers tournois, & homme à pied deux liars. De Bourdeaux à S. Macaire & Lengon homme à cheual cinq sols tournois, & homme à pied dix deniers tourn. Et est faite inhibition & desense à tous gabariers de n'exiger plus grande somme à peine de souet, & à mesme peine de ne resuser aucun personnage a passer.

Cxvij.

Et ces choses arrestees ne mirent quant aux successions és autres questions passees. Mais seulement à celles qui sont à venir & esdittes choses passees son ne pourra alleguer ce qui a esté arresté.

Ainsi signé.

F.de Belcier.

FIN DRS COVSTVMES DE BORDEAVX ET SENES-CHAVSSEE DE GVYENNE.

Mindred Color, ed. (A) in the property of the control of the color of the property of the color of the col

and the second second second second

Stara Start Contract

Yyy iiij.

RESSORT DE SAINCT IEAN D'ANGELI, NOV-

vellement reforme, PVBLIE, et enioint estre Garde pour loix audit siege & ressort, sans plus en faire preuue par tourbe, tesmoin, ne autremét, com me appert par le proces verbal, sur ce fair & arresté.

Proces verbal.

L'AN de grace mil cinquens, & vinge, Et le vinge cinquieme four du moys de Ianuier, Nous Nicolas bouhier Conseiller & President, Geosfroy de la chassaine conseiller, & Thomas de cousinier aussi conseiller & aduocat general du Roy, en sa cour de parlement à Bordeaux, Arrivasmes au pays de Xainctonge, & en la ville de saint Iean d'Angeli, pour proceder au fait de certaine commission à nous par les littes Seigneurs addressee, pour rediger par escrit, arrester & publier, les coustumes dudit pays de Xainctonge, & autrement proceder come il est contenu és lettres patentes de nostre commission, dont la teneur s'ensuyt.

Françoys par la grace de Dieu Roy de France, A nos amez & feaux maistres Nicolas bonhier president, Geoffroy de la chassaigne conseiller & Thomas de cousinier nostre aduocat, en la cour de parlement à Bordeaux, Salut & dilection. Comme depuis nostre aduenement, à la couronne, Nous ayons tousiours desiré tenir & garder nostre royaume en paix & tranquillité, laquelle est gardee & entretenue & maintenue, moyennant la vertu de iustice. Or est-il qu'à fin d'icelle faire administrer, en bonne & briefue expedition, à moindres fraiz, & sans aucune contrarieté és pays coustumiers, par nos predecesseurs roys de France, ayt esté par cy deuant ordonné que les stilles, vsages & coustumes desdits pays coustumiers de nostre royaume, seroient redigees & mises par escrit, accordees par les coustumiers practiciens, & gens des trois estats de chascun desdits pays. Et combien que par seu nostre trescher seigneur & beaupere le Roy Loys dernier trespassé, que Dieu absolue, eust esté ordonné que les stilles, vlages & coustumes du ressort de nostre cour de Parlement de Bordeaux, fusient accordees & arrestees, & mises en liure, & auctorisees, decretees & confirmees par nostreditte cour de Parlement de Bordeaux, pour selon icelle, estre arrestees & confirmees sans en faire autre preune, que par l'extraict dudit liure, fans ce que aucuns aduocats ou practiciens ne autres fussent à divis en deduyre, ne alleguer autres, ains estre jugé & decidé selon ledit coustumier: Tant par les cours de nos seneschaux & autres juges inferieurs dudit ressort de Bordeaux, que aussi par nostreditte cour de parlement de Bordeaux. Et combien que à fin que toutes les cou stumes dudit ressort de nostreditte cour de Bordeaux sussent redigees, accordees arrestees & auctorisees, comme dit est, selon lesdittes ordonnances du temps de nostredit seigneur, trescher feu & beau pere, eust esté discernee commission à seu maistre Mondot dit la martonnye en son viuant, lors premier president de laditte cour, qui auoit seulement redigé celles du pays de Lannes. Et depuis par nous ait esté commis nostre amé & seal maistre Fraçois de Belcier, premier president, en nostreditte cour de Bordeaux. Pour en reprenant les arremens dudit la Martonnye proceder à l'arrest & publication des coustumes, non arrestees audit ressort. Toutef-fois à ce que plus briefuement les dittes coustumes des pays, & ressort de nostreditte court, tant de Bourdeloys Xainctonge Bazadois, que quelques coustumes du pays de droit escrit, soiet arrestees & publices soit besoin commettre plusieurs commissaires, pour le bien & soulagement de iustice, & de nos subiets.

Sçauoir vous faisons que nous deuëment informez de vos sens, sciences, & loyautez, litteratures, preud'hommies & bonnes diligences, Vous mandons, commandons, & enioignons, & à chacun de vous, que vous transportez és pays de Xainctonge, & Bazadois és sieges de saint Iean d'Angely, Xainctes & Bazadois & autres lieux plus conuenables, desdits pays que verrez estre à faire. Et illecques faites assembler tous & chacuns les comtes, barons, chastellains, scigneurs hauts iusticiers, Prelats, Abbez, chapitres, nos officiers ausdits lieux, aduocats, licéciez, practiciés & autres bons & notables bourgeois desdits pays, en leurs personnes, sans

receuoir aucuns par procureurifinon qu'il y eust iuste & legitime excusation. Et en leurs presences faites lire; & accorder lesdittes coustumes. Et si en faisant laditte publication sur aucuns des articles desdittes coustumes, y suruenoit contradiction, ou opposition par la plus-grade & saine partie des gens d'eglise, ou des nobles, ou de ceux du tiers estat, & que laditte difficulté ne pent estre vuydee en laditte assemblee, faites mettre & rediger par escrit les differents & dis cors d'une part & d'autre, pour icelles rapporter par deuers les gens de nostreditte cour de Parlement à Bordeaux : afin d'en ordonner comme de raison. Et quant aux articles desdittes coustumes, qui seroient en laditte assemblee & en vos presences arrestez & accordez, faites iceux publier & enregistrer és registres desdittes seneschaussees, auec ces presentes & vos pro ces verbaux, pour icelles estre d'oresenauant gardees & obseruces; comme loy & edit perpetuel & irreuocable. Et neantmoins vous mandons que vous contraignez toutes & chacunes les personnes des qualitez dessussites à eux trouuer en laditte assemblee par la prinse du tem porel des gens d'eglife, & les gens laiz, par la prinfe & faisse de tous leurs biens meubles & im meubles, & adiournemens personnels en nostreditte cour de parlement, & nonobstant oppositions, ou appellations quelconques & sans preiudice d'icelles. Nous voulons & vous mã dons, que sans preiudicier à leurs priuileges & exemptions pour ceste fois, vous les contraignez à eux trouuer en laditte assemblee, laquelle sera faite aux lieux qu'ordonerez. Et outre vous ordonnons toutes les coustumes generalles & localles estre accordees & arrestées, en declarant tous les subiects desdittes seneschausses, en ce qu'ils se regissent par coustume, estre adstraints à les entretenir & garder selon qu'elles serot accordees esdittes assemblees. De ce faire vous auons donné & donnons, & aux deux de vous, pouuoir, commission, auctorité & mandement especial. Mandons & commandons à tous nos iusticiers, officiers & suiets, que à l'execution de ces presentes obeissent & entendent diligemment. Donné à Romorantin, le dixseptieme iour de Ianuier, l'an de grace mil cinq cens & vingt. Et de nostre regne le septie-Ainsi signé par le Roy, Robertet. Et seellé en circ jaune, à simple queuë.

Et incontinent nous arriuez & logez au logis, où pend pour enseigne le Lyon d'or, enuoyalmes querir les officiers dudit leigneur audit pays de Xainctoge, & liege dudit laint Iean d'Angely. Lesquels bien tost apres-vindrent par deuers nous. Asçauoir est maistre Olivier pef neau, lieutenant particulier, Iacques regnaut procureur du Roy, Laurens pitard son substitut, qui nous dirent, que le lieutenant general estoit absent. Car estoit allé à Bordeaux, & qu'ils en uoiroyent querir l'aduocat du Roy, audit pays de Xain&onge, qui estoit à Xain&es. Ausquels apres declarasmes le cotenu en nostreditte comission, & remostrasmes que pour proceder au fait d'icelle, nous conuenoit auoir auecques nous cinq ou six notables personnages lettrez, & bons constumiers pour rediger auant tout œuure, les coustumes dudit pays de Xain&onge ayant lieu au ressort dudit siege de S. Iean d'Angely: Et que pour ce faire estoit besoin que les dits officiers reuinssent le lendemain matin, enuiron l'heure de huit heures, & que amenas sent auecques eux les practiciens dudit siege de saint lean, pour d'entr'eux estre prins des plus sçauans & mieux entendus au fait desdittes coustumes en tel nombre qu'il seroit aduisé, pour icelles coustumes par nous estre redigees par escrit auecques lesdits personnages qui seroient choisis. Et que pendant que vacquerions à rediger lesdittes coustumes par escrit, falloit que lesdits officiers missent ordre à faire adiourner & notifier la publication & atrest desdittes coustumes, à tous les comtes, barons, chastellains, hauts iusticiers, prelats, chapitres, & autres contenus en nostreditte commission à certain jour qui seroit aduisé en l'assemblee des practiciens. Apres laquelle remonstrance faite ledit Pesneau nous dit que autres-sois par le feu vicomte de Rochechouard Seneschal dudit pays de Xainctonge ; en son viuant auoit esté commencé à proceder auecques les officiers & practiciens dudit siege à vouloir arrester lesdittes coustumes: Mais pour raison du discort, qui auoit esté entre les assistans, ne surent arrestees n'y du tout redigees par escrit. Bien en y auoit de redigees quelsqu'vnes, & que le lende main quand ils ameneroient lesdits practiciens dudit siege, ils nous apporteroient ce que en auoit esté redigé.

Et lendemain samedi vingtsixieme dudit mois, vindrent par deuers nous à l'heure assignée les dits officiers auecques les practiciens dudit siege, desquels le nom cy dessous sera mis. Et in continent ledit Pesneau nous bailla en ensuyuant ce que nous auoit dit le seoir precedent vir cayer de papier, contenant certaines coustumes autres-sois redigees pat escrit, ausquels officiers & practiciens assemblez, declarasmes dereches le contenu en nostre commission, & remonstrasmes les inconveniens que journellement aduiennent par dessaut & de l'arrest des

Proces verbal des coustumes

dittes coustumes, & qu'en ensuyuant ce que le soir precedent auons aduisé & dit ausdits officiers, lesdits practiciens nous nommassent en leurs consciences, cinq ou six des meilleurs coustumiers bien sçauans & experimentez pour proceder auec eux à rediger lesdittes coustumes par escrit. Et lors lesdits officiers & practiciens desquels les noms s'ensuyuent: C'est à scauoir maistre Olivier pesneau licutenant susdit, sire Iean audet maire & capitaine de laditte ville, Laurens pitard substitut du procureur du Roy, Iean brasset esseu en Xainctonge, Guillau me pastoureau, Guillaume aubyneau, Iean le breton, Bertrand pichaut, Iacques thibaut, iuge de laditte ville, Helie matat iuge preuostal d'icelle, Pierre constant, Anthoine auril, François preuost, Denis helie, Helie regnier, Denis rousselin, Iean gasche licencié és loix aduocat audit siege, maistre Iean bert, Iacques decidi, Iean ferrand, Anthoine ginguand, Iean mathe, Iean guyton, François de la marre, Matthieu marot procureurs, nous nommerent maistre Olivier pesneau, Laurens pitard, Guillaume pastoureau, Guillaume aubineau, Iean le breton & Iacques Thibaut lieutenant & aduocat audit siege, ausquels ainsi nommez baillasmes ledit cayer contenant les dittes coustumes pour veoir s'il auoit esté accoustumé ainsi estre gardé comme il estoit cotenu audit cayer, & sçauoir si le tout desdittes coustumes y estoit redigé, & que de celles qui ne seroiet redigees, & aussi de celles redigees, qui n'auoiet est gardees ou autremet obseruces qu'il n'estoit co tenu audit cayer, ils nous aduertissent, pour le tout desdittes coustu mes estre redigé par escrit à la verité. Lesquels personnages choisis nous diret que pour ce fai re & y bien penser leur falloit enuiron trois ou quatre iours, pendat lesquels ils cercheroient ce qu'vn chacun d'eux en-droit-soy en auoit redigé par escrit àfin de memoire, & plusieurs diuerses coustumes durât leur téps, tenues pour vrayes coustumes en iugemét, & que le mardy apres, ils nous apporteroient ce qu'ils en auroient pensé & aduisé pour le tout, par nous auec ques eux estre redigé par escrit. Et sut aduisé d'auatage en laditte assemblee qu'il seroit bon de faire publier nostreditte cómissió ce iour qui estoit inridic & iour de cour en l'auditoire dudit fiege,& par esdits faire sçauoir la publicatió & arrest desdittes constumes au vj.iourdu mois de Feurier ensuyuant. Et qu'à ce iour feussent assignez pour proceder au fait de laditte publication & arrest, les Comtes, Barons, Prelats, Chapitres & autres mentionnez en nostreditte commission. Et de ce saire prindrent charge lesdits Pesneau & lieutenant particulier, & Regnaut procureur du Roy, lesquels Pesneau & Regnaut le vingt septieme dudit mois nous ont rapporté auoir faite laditte publication de nostreditte commission ledit vingtsixieme iour. Et fait à sçauoir à son de trompe és lieux accoustumez laditte publication & arrest audit sixie Et ledit xxvij.iour dudit moys de Ianuier auoir par plusieurs diuerme iour de feurier. ses gens enuoyé bailler assignation audit iour sixieme de Feurier aux contenus en nostreditte commission, Et iceluy vingt septieme iour ledit Guinguand nous apporta deux cayers, qui disoit auoir trouué en sa maison, l'vn desquels disoit estre le vray original des coustumes qu'auoient esté redigees par ledit feu seneschal vicôte de Rochechouard, signé par du Portal, lors gressier. Et l'autre vn extraict de certaines coustumes tenues en jugement pour notoires du temps qu'il auoit esté greffier de la seneschaussee, lesquels cayers de coustumes par nous veuz & visitez, icelles coustumes mismes en ordre & sous leurs tiltres.

Et le premier iour de Feurier vindrét par deuers nous les dessusdits choisis en laditte assem blee des practiciens, & nous dirent qu'ils auoient redigé par escrit en vn cayer de papier, les coustumes qu'ils disoient auoir esté vsitees & gardees audit siege & ressort de saint Iean, & la pluspart d'icelles tenues en jugement pour notoires, auecques lesquels vacasmes à veoir visiter tant les premieres coustumes que ja nous auoient esté baillees par ledit Guinguand, que celles qu'ils disoyent auoir esté redigees en leurdit cayer. Et icelles dernieres en ce qu'elles contenoyent plus que les premieres, auons baillé par ledit Guinguand ensemble plusieurs autres desquelles l'aduiserent en communicant de l'affaire, non redigees esdits cayers mismes en ordre, & sous competans tiltres auec lesdits premiers iusques audit vj. iour de Feurier affigné aux estats. Aduenant lequel vj. iour enuiron ix. heures nous transportalmes au re fectouer du conuent des Iacobins, où illec arriverent pour l'estat de l'eglise, messire Charles gomard, archediacre d'Aulnis chanoine de l'eglise cathedrale de Xaintes & prieur des prieurez de sousbise & trizay & vicaire de reuerend pere en Dieu l'euesque dudit lieu tant pour luy que comme vicaire dudit euesque, & ayant charge dudit chapitre, maistre Iacques dedici come procureur de reuerend pere maistre Iean de reilhac, abbé commendataire du monstier & abbaye de laditte ville de saint Iean, maistre Iehan hubert come procureur de l'abbé de thaunay Charante, Iean mathe comme procureur de l'abbé charroux, Iean ferrand, comme pro-

cureur de l'abbé de cellesioyn, ledit dedicy come procureur de l'euesque d'Angoulesme, Chan les de Motalabert prieur de iulles, Pierre de iarrye prieur de S. Frigne, ledit Dedicy comepro cureur du prieur de dueil & chanoines & chapitre d'Angoulesme & prieur de Barrage & ledje ferrand comme procureur de la comtesse de taillebourg, & pour les chanoines & chapitre dudit lieu, frere Foucques giraut prieur du prieuré de saint sauynien, Ledit Mathe comme pro cureur du prieur debignay, messieurs Adrien de montberon cheualieur baron de mastats & d'archiac, Françoys de maumont seigneur & baron de taunay boutonne, Iehan goumard escuyer seigneur d'eschillay, Francoys bouchard escuyer seigneur de saint Martin de la couldre, Pierre poussard seigneur de vendret, Jean rimar seigneur d'Oriou, Loys de pontieux escuyer seigneur des Touches, Archambaut d'Orseuilhe, seigneur Drehy, Iean du chesne seigneur de seneseau, Berrrand helie seigneur de faugery, Acarye seigneur de Bourdet, Foucaut grand seigneur de suppolieres, Iean bidaut seigneur de romefort, Anthoine du chesne seigneur de romefort pres mastats, Guyot peloquyn seigneur de laplisse, Loys de Chasteau, seigneur de Lobarde, Guy poussard seigneur de peyre, maistre Iean guy ton au nom & comme procureur de messire Iacques de clermont cheualier seigneur dusserre, ledit guydon procureur de dame Iehanne de Rochechouard, dame de taunay charate, maistre Iean hubert procureur de la dame de sousbise, de Anthoine d'autho escuyer & seigneur dudit lieu, & de la dame de brisambourg. maistre Guillaume roy procureur du seigneur baron de frontenay, Pierre l'aydet escuyer seigneur de saint Estienne, Eustache de la brousse escuyer seigneur dudit lieu, Philippes girard escuyer seigneur de la poupellerie, Iehan euerland escuyer seigneur de la touche, sedit hubert procureur du seigneur de la Rochechaudry, ledit Mathe procureur du seigneur de Ribemont, ledit Hubert procureur de André beschet escuyer seigneur de genorlhe, maistre Olivier pesneau licencié és loix, li eutenat particulier audit siege, sire I ean audet maire & capitaine de laditte ville, François le berton aduocat du Roy en Xainctonge, Laurens pitard substitut du procureur du Roy audit siege, Iehan brosset esleu en Xainctoge, Guillaume pastoureau seigneur de Mornay, Guillaume haubineau, Iean le breton, Bertrand petichaut, Iacques thibaut iuge de laditte ville, Helie malat iuge preuostal d'icelle, Pierre contand, Anthoine auril, François preuost, Denis helie, Helie regnier, Denis rousselin, Iean gasche liceneit en loix, aduocats audit siege, maistre Iean hubert, Iacques dedicy, Iean ferrand, Anthoine guinguand, Iehan mathe, Ican guiton, François de la marre, Matthieu marrot, & plusieurs autres par lesquels nous. fut remonstré, qu'il n'y avoit point d'heure assignee. Et à celle cause devions attendre tout le iour iusques au lendemain auant que faire appeller les absens par deffaut, & aussi qu'ils vouloient bien auoir le cayer des coustumes, lesquelles par nous auoient esté redigees, à fin que les estats y peussent bien auoir pensé auant que les publier. Lesquels ouys ordonnasmes, qu'at tendrions iusques au lendemain heure de huit heures, à faire appeller audit lieu les non com 4 parans par deffaut, & que cependant auroient ledit cayer, ou double d'iceluy, pour penser esdittes coustumes redigees, & aussi s'il y en auoit d'autres pour les mettre en auant, & asin que il n'y eust confusion que chacun desdits estats esseust vn personnage pour parler quand il soroit besoin à la publication, ou tous les estats ensemble vn s'ils s'en vouloient accorder & contenter. Et le lendemain ieudy septieme dudit moys de Feurier à laditte heure de viij, heures, Nous transportasmes audit resectouer, où illec en presence des dessussites & autres plusieurs qui estoient arriuez depuis l'assignation par nous audit lieu hier tenue seismes appellet les adiournez non comparans par deffaut contre lesquels à la requeste du procureur du Roy en laditte seneschausse, requerant maistre Laurens pitard son substitut, ordonalmes que saisine se roit faite du temporel des gens d'eglise & des biens des gens laiz. Et par ce que les gens des dits trois estats, qui estoient presens disoient n'auoir peu encores auoir veu le tout desdittes coustumes & n'y pourroient auoir bien pensé, iusques au l'endemaiu vendredy heure de dis ner. Car tous les estats ensemble n'auoient peu trouver aucun practicien qui n'eust esté auecques nous à rediger lesdittes coustumes reservé vn nommé maistre Bertrand peticaut, le quel ils auoient esleu, aussi n'auoient peu auoir le double desdittes coustumes redigecs, que le soug d'hier bien tard, differasmes proceder à laditte publication desdittes coustumes, insques audit vendredy.viij.dudit moys de Feurier. Auquel iour heure de ij.apres midy, assignasines ausdintes gens des trois estats, pour veoir proceder audit lieu, à laditte publication & arrest desdittes coustumes, & autrement y proceder comme de raison.

Aduenant lequel iour de vendredy huitieme, heure de deux heures apres midy assigned, nous transportaimes audit resectouer des Iacobins comparans les gens des trois estats, qui

Proces verbal des coustumes

nous dirent estre prests à ouir la publication, & nous faire rapporter par maistre Helie malatiuge preuostal de laditte ville, quelques additions & diminutions que doiuent estre saites à certains articles redigees en iceux, lisant & publiant à chacun en son lieu. Et aussi certaines coustumes qu'auoient esté obmises, rediger sous certains tiltres. Commençasmes saire proceder à la publication & lecture desdittes coustumes redigees, en laquelle faisant gens desdits estats à l'article vnice de association ou affiliatio, accorderent estre ouys à la fin les mots, [Et exception comprinse sous iceux. Si n'est que les adoptez assiliez ou associez portet & confe rent heritage, que à iceux ayent renoncé, ou que au traitté de mariage, ou autrement eust esté. accordé quare. Et à l'article vnic du tiltre de emancipation ont accordé estre adiousté au com mécemet en faisant differéce entre les nobles & non nobles apresces mots, [L'enfant maieur] ces mots[de xx. à vn an entre nobles, & entre non nobles.] Et par ledit malat firent mettre en auat qu'il y auoit certaine coustume obmise, Laquelle pouvoit & devoit estre mise sous le pre cedent article & sous mesme tiltre ou autre competant, commençant, [Personnes nobles aagees de xxj. an dés iceluy temps sont censees & reputees maieurs d'ans, hors de tutelle ou curatelle, si sont personnes de leurs droits, &c.] Laquelle au long leur fust aduisé estre mises incontinent apres l'article precedent sous tiltre expres. C'est à sçauoir en quel temps finist curatelle. Et en lisant le tiltre des droits de jurisdiction & autres droits seigneuriaux par l'aduis desdits estats furent adioustez à la fin du second article les mots, [S'il n'y a iouissance immemoriale au contraire,]Et en l'exception du tiers article, où il est dit,[Si n'est que le four du seigneur estant en nature y eust vsance au contraire] pour rendre laditte exception claire, ont esté adioustez les mots, [de Dix ans] & les mots, [Car audit cas, &c.] iusques à la fin. Et au quart article proposant tousiours ledit Malat pour lesdits estats par l'aduis & consentement d'iceux au lieu du mot de [Circuit,]ont esté mis les mots[de Long, si tant la terre du seigneut festend,]& vers la fin dudit article les mots, [Et ne pourra ledit meusnier garder le bled plus de trois iours &c. Iusques à la fin dudit article. Et au cinquieme article la somme de l'améde, simple a esté declaree de sept sols & demy tournois. Et le viij. article commençat, [Item le sei gneur à qui appartient aucuns dommaines,] A esté debatu par les seigneurs chastellains. Et mesmes par le seigneur d'Archiac, par l'organe de Maistre Guillaume pastoureau, disant que aux seigneurs fonciers non ayans iurisdiction n'appartient l'amende prouenat pour raison des dommages donnez par les bestes autrement appellez agatis. Ains appartiét aux seigneurs chastellains ou autres, ayans iurisdiction, desquels les ayans iurisdiction tiennent noblement le fief où le dommage est donné. Et par les non ayans iurisdiction a esté maintenu du contraire. Et finablement apres plusieurs altercations eues tant le vendredy deuers le seiour, que le samedy matin & apres difner, fur l'arrest dudit article. Et sur ce aussi que les seigneurs chastellains disoient auoir droit de preuention en laditte matiere d'Agatis, sur leurs vassaux etiam ayans iurisdiction, d'un commun accord ledit samedy apres disner sut arresté que audit article seroyent adioustez les mots, [Et si le seigneur chastellain preuient] iusques à la fin d'iceluy, & au xij. article vers son commencement ont esté adioustez les mots, [Et oyez, & quant Aux.] Et apres le mot Montons les mots, iusques à la s. Michel & à toutes. Et vers la fin les mots Mais si lesdits prez campaux Jiusques à la fin d'iceluy article. Et au xv. article vers le comenment ont esté adioustez les mots, Au sergent ayant mandement. Et vers le milieu les mots, [Et est tenu le laboureur notifier à son seigneur, &c.] Aussi par ledit malat du mandement des dits trois estats, a esté mis auant qu'il y auoit autre coustume concernant ledit tiltre touchant les terres tenues à agrieres, Laquelle coustume n'auroit esté redigee, parquoy la failloit rediger: & laquelle coustume par l'aduis desdits estats a esté redigee sous ledit tiltre des droits feigneuriaux en l'article dixhuitieme commençant,[Aucun seigneur ne pourra oster ne prédre les terres tenues ou prinses à l'agriere, &c.] Pareillement ledit Malat commis par lesdits trois estats à mis en auant autre coustume concernant la matiere dudit tiltre, commençant, [Quand aucun a acquis aucun dommaine ou fief d'autruy. Et apres le deces de l'acquerant, ses heritiers,&c.]Laquelle esdits estats a esté accordee estre vraye, mais qu'il seroit mis & poséau ditarticle vers la fin certaine modification, commençant, [Pourueu qu'il monstre de la notification faite au seigneur, &c.] Et ainsi a esté redigee sous le vingt cinquieme article dudit tiltre. Et au xxvij. article au lieu des mots, [Dedans trente ans,] par l'aduis desdits estats en iceluy arricle lisant, Par ce qu'il leur sembloit ledit temps de trente ans estre trop long, ont esté mis les mots [Dedans vingt ans.] Et adiousté les mots, à sçauoir est [Dedans dix ans,] Et vers la fin d'iceluy article, Les mots, [& les dix ans passez,]iusques à la fin d'iceluy.

Aussi

Aussi par ledit Malat au nom desdits estats, à la fin de la lecture dudit tiltre, a esté mis en auant autre coustume concernant la matiere dudit tiltre, Quand le vassal a perduses hommages: Laquelle a esté redigee sous le trentecinq & penultime article dudit tiltre des droits seineuriaux commençant, [Quand le vassal.] Et finablement pour la clousture dudit tiltre, les dits estats tous d'vn accord ont declaré les droits des ventes & honeurs estre la sixiesine partie du pris baillé par l'acheteur, qui a esté collocqué par coustume au dernier article dudit tiltre. Et en lisant & publiant le tiltre de retraict lignager en l'article treisseme commençant, [aucun prend aucune chose immeuble,]par les practiciens sut dit que le dit article auoit lieu, quad l'ad mortiement estoit fait dedans la'n & iour du cotract. Car s'il estoit fait apres l'an & iour, le seigneur n'y le lignager n'y pourroient venir. Et aucuns de l'estat de l'eglisc & des nobles & du tiers estat disoient que si, en quelque temps que l'admortiement sust fait, puis que l'heritage estoit prins à rente admortissable. Aussi remonstrasmes ausdits practiciens que ce seroit donner occasion de delinquer & frustrer par voyes obliques le lignager de l'effect du retraict, & le seigneur de ses droits seigneuriaux : Asçauoir est de pouuoir retirer en desfaut de lignager, ou d'auoir les ventes & honneurs à son choix. Car iamais on n'admortiroit la rente dedans l'an & iour. Mais tousiours apres quels que soient l'on feroit de sorte qu'il n'apparoistroit l'ad mortiement auoir esté fait dedans l'an & iour, qui seroit encores par le moyen des fictions & & simulations qui feroient plus grandement delinquer. Mais ce nonobstant les practiciens tousiours soustenoient laditte coustume estre telle: Toutes-fois disoient les aucuns d'eux que iaçoit que quad l'admortiemet est fait apres l'an & iour, le lignager ne puisse venir au retraict ou le feig. retirer, toutef-fois les ventes & honeurs estoient deuz auseigneur en quelque téps que l'admortiement sust sait. Et les autres disoient que n'estoient deuës aucunes ventes & honneurs: & nous apres auoir ouy que la pluspart des estats tenoit que les ventes & honneurs estoient deuz au seigneur, etiam quand l'admortiement estoit l'an & iour. Derechef leur remonstrasm es que puis que les ventes & honneurs estoient deuz, qu'il falloit dire que c'estoit contract de vendition, poysé le mot Ventes. Et que par consequent le lignager & le seigneur deuoient estre admis à retirer, mais quelques remonstrances que nous fissions, lesdits practiciens se trouuoient tousiours à vne opinion. Quoy voyant par nous en sut demandé par ordre à ceux de l'estat de l'eglise, qui nous dirent iamais n'auoir ouy parler de laditte distinction d'admortiement sait dedans l'an & iout, ou apres l'an & iour, & qu'en quelque téps que l'admortiement soit sait, sembloit que le lignager & le seigneur deuoient estre receuz à retirer, puis que les ventes & honneurs estoient deuz. Et pareillement ceux de l'estat des nobles l'un apres l'autre interrogez, dirent que iamais n'auoient ouy parler de laditte distinction d'admortiement dedans l'an & iour, ou apres l'an & iour. Et les officiers dudit lieu, & au tres practiciens par nous semblablement interrogez, dirent l'vn apres l'autre que laditte distinction auoit accoustumé estre gardee indubitablement (quant au retraict) auquel iamais n'auoit esté receu le lignager, ou le seigneur, quand l'admortiemet estoit fait apres l'an & iour & que quand les parties venoient consulter tel cas, qu'ils leur conseilloient toussours, de ne poursuyuir la faculté de retraict. Et disoient les aucuns d'auantage, que aussi audit cas ne seroit deuz ventes ne honneurs. Mais disoient lesdits officiers & la pluspart desdits practiciens, qu'il seroit plus raisonnable ainsi que leur sembloit, & à fin d'obuier à toutes fraudes, que laditte distinction ne fust point gardee, ains qu'en quelque temps que la rente admortissable fust admortie, que le lignager, ou le Seigneur en desfaut de lignager, sussent receuz à retirer. Et aucuns desdits practiciens disoient que laditte distinction estoit plus conuenable: car autrement ils ne pourroient iamais à grand' peine riens acquerir qui leur fust seur : & les autres disoient que si, mais qu'ils acquissent bien & payassent bien, sans faire ces contracts. Et lesdits practiciens qui vouloient encores laditte distinction estre observee, disoient qu'ils n'auoient pas tousiours l'argent prest en la main pour payer, parquoy leur estoit besoin de s'aider de tels contracts, par lesquels ils prenoient à rente admortissable, dedans certain temps. Ausquels sut par nous remonstré, que ceux qui bailloient leurs heritages à telle rente admortissable, ne le faisoient sinon à fin de retirer deniers: car autrement bailleroient leurs heritages à rente perpetuelle, & non admortissable, & que vn chacun, de si gros entendement fust-il, cognoissoit bien cela. Toutef-fois quelques remonstrances que peussions faire, vne partie desdits practiciens en nombre moindre tenoient que laditte distinction deuoit estre obseruee à l'aduenir, comme elle auoit esté auparauant, pour raison de laditte altercatio, l'arrest dudit article sut remis au l'endemain.

Proces verbal des coustumes

Et le l'endemain neusieme dudit mois, sut aduisé par tous les estats d'un commun accord & consentement, que ledit tiers article demoureroit sans aucune distinction, pour le temps aduenir, mais qu'à la fin d'iceluy seroient mis les mots, sans preiudice des contracts faits iufques à present Jiusques à la fin dudit article. au huictieme article dudit tiltre de retraict lignager ont esté adioustez les mots, [Et s'il est assis en iurisdiction de ville realle]iusques aux mots, [& à ceste sin] suret aussi baillez certains articles, non redigez par ledit pitard substitut du pro cur eur du Roy, concernans ledit tiltre de retraict lignager, le contenu esquels disoit auoir esté obserué par coustume. Lesquels furent leuz ledit samedy matin en laditte assemblee, & par les gens desdits trois stats, d'vn commun consentement accordez, comme vrayement auoir e-Ité obseruez, à ceste cause en six articles, ont esté couchez à la fin dudit tiltre de retraict ligna ger. Asçauoir est inclusiuemet depuis l'article, [il est & doit estre reputé plus proche]iusques à la fin du tiltre. Et par ledit Malat par l'aduis desdits estats, fut dit qu'il auoit esté obmis à rediger vn article commençant, [Quad deux ou plusieurs personnes cocernant societé taisible,] apres la lecture duquel en laditte assemblee sut accordé & arresté sous le tiltre de societé. Et en lisant & publiant le tiltre des donnations faites en faueur de mariage en l'article septieme, començant fous le nom d'acquest, par l'aduis & deliberation desdits estats, ont esté adioustez les mots à la fin dudit article, Si n'est que le don fust conditionné par donateur \ & en lisant le til tre des droits & facultez, qu'appartiennent aux suruiuans, &c. Au premier article d'iceluy ont esté adjoustez les mots son alienez jusques à la fin, par l'aduis & consentement de tous lesdits estats: & à la fin dudit tiltre, ont esté adioustez par l'aduis & deliberation desdits estats, deux articles, le contenu esquels ont dit de tousiours auoir accoustumé estre gardez, à sçauoir est les articles commençans, [Et qui prend les meubles, &c.] [Si & quand le pere, &c.] Et en faisant lecture & publication du tiltre des testamens & autres dernieres volontez par l'aduis & deliberatió desdits estats, ont esté adioustez les mots, [S'il n'a enfans naturels & legitimes.] Et le quatrieme article commençat, [le pere & la mere denegatif,]a esté par l'aduis & accord de tous lesdits estats conuerty en affirmatif, tellement que d'oresenauant le pere ou la mere ou autre parent, pourront aduantager l'vn de leurs enfans, ou de autres heritiers presumptifs, en la tierce partie de leur heritage, iaçoit que auparauant le contraire eust esté obserué. Et en lifant & publiant le tiltre des successions ab intestato, apres le second article par l'aduis & deliberation desdits estats, à esté adiousté vn article concernant la succession des choses nobles entre roturiers començant, [Et idem entre roturiers en choses nobles] iusques à la fin d'iceluy article, le côtenu auquel article, par tous lesdits estats a esté dit auoir esté obserué par coustumes tousiours par cy deuant de tant de temps qu'il n'est memoire du coutraire. Et au cinq ieme article commençant esdittes preclostures apres les mots [soit de] a esté adiousté le mot [murailles.] Et à la fin dudit article, par l'aduis & commun accord desdits estats, ont esté adiou stez les mots, [& s'il n'y a aucunes desdittes preclostures, &c.] Iusques à la fin d'iceluy article. Et au sixieme article, par l'aduis & deliberation desdits estats , au lieu de certains autres mots rasez, comme importans observance & coustumes moins raisonnables ainsi qu'à semblé ausdits estats vers la fin d'iceluy article, ont esté apposez les mots [& les biens qu'il ou son predecesseur ascendant,&c.]Iusques au mot [& és heritages,] pour estre ainsi gardé à l'aduenir, iaçoit que par cy deuant le pere & la mere, ou autre ascendant succedassent seulement des biés meubles du descédant decedé, comme il estoit couché esdits mots rasez & cancellez. Et au vnzieme article, apres les mots [aupres luy] ont esté adioustez les mots [ou qui le represente.] Et apres le mot [precloustures,] ont esté adioustez les mots [en la manière dessufditte \ \& \adapta la fin du douzieme article ont esté adioustez les mots, [quant à ce qu'il n'y ait plus lieu de quint. Et au xiij.article apres les mots,[se coplaindre,]au lieu du mot[appleger,]ont e sté apposez les mots,[autre voye possessoire prédre.]Et à la fin dudit tiltre a esté adiousté l'art. commençant [toute personne entrant en religion, &c.] Iusques à la fin dudit tiltre comme obserué de tout temps & d'ancienneté, ainsi que par lesdits estats a esté affermé: & ce fait par ce que dix heures estoient sonnees nous leuasmes & assignasmes à deux heures apres midy dudit iour pour proceder au paracheuement de laditte publication & arrest de coustumes.

Aduenant laquelle heure de deux heures nous transportasmes derechef audit resectouer des Iacobins, où illec pareillement se trouuerent les gens desdits trois estats, par lesquels sut requis estre mis sin à l'article, concernant l'amende deuë pour raison du dommage donné par les bestes, sur le contenu duquel article interrogasmes les gens desdits trois estats l'vn apres l'autre, lesquels surent de diuerses opinious: car les nobles, seigneurs, chastellains, & autres

syans iurisdiction disoient pareillement leur appartenir, & les seigneurs fonciers non ayans iurisdiction disoient pareillement leur appartenir, & en estre en possession & saisine. Et les au tres qui estoient neutres, les aucuns tenoient l'opinion des seigneurs chastellains, & les autres desdits seigneurs plus pres du fonds non ayans iurisdiction: sur lequel different & diuersité d'o pinions, fut mis en auant que laditte amende deue pour raison desdits dommages donnez, fust divilee par esgalles portions entre le seigneur chastellain ou autre ayant iurisdiction, duquel le fief, ou le dommage est donné, est noblement tenu, & ledit seigneur plus pres du fonds, vassal non ayant iurisdiction, à quoy l'vn apres l'autre des gens desdits trois estats interrogez, s'ac corderent d'un commun vouloir. Et à ceste cause ledit article, comme dit a esté, sut arresté en la maniere qu'il est couché, audit tiltre des droits seigneuriaux. Et apres en procedant sismes lire par ledit greffier à haute voix le tiltre des droits & preeminences, autres qu'en succedant, & apres la succession obuenue à l'aisné appartenans: en faisant lecture duquel, & du trois ieme article d'icelles par ledit Malat, commis par lesdits estats, fut dit qu'il avoit esté aduisé par iceux estats qu'il faudroit que l'aisné qui a l'administration durant la communauté par coustume, fist inuentaire des papiers & biens meubles de la succession des predecesseurs. Parquoy par l'aduis desdits estats, à la fin dudit tiers article ont esté apposez les mots [desquels pa piers & enseignemens sera tenu l'aisné faire inuéraire, ensemble des meubles.] Et en lisant le le condarticle du tiltre de prescription, auquel seulement estoit escrit, [prescriptió de quelque temps que ce soit n'a lieu, entre le seigneur & le vassal, par ledit Malat commis par lesdits estats, fut dit qu'il falloit que le dit article fust declairé, attendu qu'il n'auoit lieu, si n'est quand il est question de droit d'hommage, & de droit seigneurial & non autrement. Ce qu'à esté affermé estre vray par les gens desdits trois estats, parquoy à la fin dudit article ont esté couchez les mots, [quant à la foy & hommage & cognoissance de seigneurie,] & en lisant l'article premier, du tiltre [de l'effect d'vn deffaut donné contre vn impetrant lettres royaux pour e-Are releué, &c.] Fut dit par aucuns practiciens qu'vn seul deffaut au cas dudit article impetroit gaing de cause quand il estoit interuenu deuant la contestation. Mais apres la contestation, non: ains en y failloit d'eux, parquoy & d'vn communaccord des gens desdits trois estats audit article, ont esté mis les mots ou autre dependant d'iceluy auant la contestation apres les mots [au iour de l'assignation,] & à la fin dudit article, les mots, [Mais si la cause est cotestee sur lesdittes lettres, seront requis deux dessaux pour obtenir gaing en laditte cause. Tet en l'article premier, du tiltre d'obligations & hypothecques, par l'aduis desdits estats ont esté adioustez les mots, [ou autre seel authenticque] apres les mots, [seel royal.] Et en lisant & publiant le premier article du tiltre des criees & subhastations, sust contredit à icelles par aucuns de l'estat des nobles, non faisans toutes-fois la plus grand partie dudit estat, & mes mes fur contredit par le seigneur de Feniouet, maistre Nazare, l'enfant, Baillis de Taillebourg comme ayant charge pour la comtesse dudit lieu, qui s'opposoient formellement à ce que se dit article fust arresté: car ils disoient qu'ils estoient en possession & saissne par téps immemorial de faire faire les crices des choses affises audit comté de Taillebourg, en la ville de Taillebourg par leurs sergens, & sur icelles deuëment faites veoir interposer le decret par le juge dudit lieu. Mais par ce que lesdits contredisans ne faisoient à beaucoup pres la plus grande par tie de l'estat des nobles, & que tout le demeurat desdits estats accordoit ledit article, appointasmes que lesdits officiers de laditte comtesse bailleroient leur dire par escrit pour estre inseré en nostre proces verbal. Et sur ce se pouruoieroient par la cour.

Et le lendemain dimanche dixieme iour dudit mois de Feurier, par ledit baillif de Tailfebourg nous fut apporté certaine cedulle pour estre inseree en nostre proces verbal. Auquel
dismes qu'il ne monstroit de la charge des seigneurs chastellains & insticiers, desquels indisnitement estoit faite mention en laditte 'cedulle', & que le iour precedent qu'il n'auoit point
parlé pour eux: Mais seulement pour la comtesse de Taillebourg, & aussi qu'il y auoit beaucoup desdits seigneurs insticiers qui n'auoient contredit audit tiltre. Parquoy n'y auoit aucun
propos d'inserer laditte cedulle en nostre proces verbal: lequel l'Ensant audit nom nous dist
qu'il auoit charge expresse desdits seigneurs chastellains & insticiers, & qu'il en seroit apparoir, nous requerant que vousissions inserer laditte cedulle en nostre proces verbal. Auquel
dismes asin qu'aucune chose ne demeurast obmise de ce qu'en auoit esté fait, & pour seruir au
dit l'ensant, qu'il baillast au nom de saditte maistresse de Taillebourg, & à ceux desquels il
monstreroit procuration en laditte cour, que voluntiers insererions laditte cedulle en nostre
proces verbal. Et par l'aduis desdits estats ont esté adioustez les mots, issue de vespres ou de

1

:0

Digitized by Google

Zzz ij.

Coustumes du pays de Xainctonge

grand messe, vers le milieu duditarticle. Et par ce qu'audit ressort de saint Iean l'on vsok fort de rentes generalles, d'argent & de bled, constituees à pris d'argent, dont beaucoup de bonnes maisons estoient destruictes. Et aussi qu'à Paris, tant pour obuier à la destruction des maisons, qu'autremet sont interuenus plusieurs arrests, par lesquels a esté dit que telles rentes generalles autrement dittes seches & volantes à tousiours:mais seroient admortissables, posé ores qu'elles fussent vendues perpetuelles, ou que le temps donné pour icelles admortir fust passé, par ledit Malat commis par lesdits estats a esté dit qu'il auoit esté aduisé par lesdits estats qu'il seroit bon & vtil d'arrester laditte matiere de rentes generalles, en la saçon qu'il auoit esté dit par lesdits arrests de Paris, & afin que sur ce n'y peut auoir aucun doute à l'aduenir. Par quoy par l'aduis & commun accord desdits gens desdits trois estats, a esté arresté pour estre obserué inuiolablement d'oresenauant, l'article commençant, [Toutes rentes d'argét & bled generalles, constituees à pris d'argent, &c] couché sous le tiltre de rentes generalles. Lesquel les coustumes contenues audit cayer desdittes coustumes, signé de nos mains, par vertu du pouuoir à nous donné, auons arrestees pour estre observees au ressort & siege de s. Iean; sans aucunement icelles enfraindre, & selon icelles estre decidé en faisant inhibition & desense à tous practiciens & autres, sur peine d'amende arbitraire, de d'oresenauant alleguer contre les coustumes ou autres que celles qui sont escrites audit cayer, signé de nos mains. Et de faire preuue desdittes coustumes contenues audit cayer par turbes ou tesmoins particuliers, n'y au trement que par l'extraict qui en fera fait dudit cayer, de coustumes estans par deuers les greffes de la cour de parlement à Bordeaux, & de la cour de laditte seneschausse, audit siege de S. Ican.

S'ensuit la teneur de la cedulle baillee par ledit l'Enfant.

Messieurs les chastellains & iusticiers, chacun en droit soy respectiuemet, s'opposent à l'article du tiltre, ou chapitre des criees & subhastations. Et declairent ne consentir iceluy en la for me qu'il est posé, d'autant qu'il peut nuyre ou preiudicier à leurs droits, & de leurs iurisdictios & executions de sentences, condemnations & mandemens d'eux, & de leurs iuges, à faire par leurs sergens & officiers, tant par criees & subhastations, qu'interposition de decret & de pendances d'iceluy, & autrement. Christosle de cœtiny escuyer seigneur de Fenioux, en nom & comme procureur de monsieur de la Trimoille, comme ayant administration par auctorité royal, des biens & cheuances de madame la comtesse de Taillebourg s'oppose, pour ledit seigneur audit nom quant à l'article, par lequel est faite mention, que l'heritier qui a possedé par an & iour, sans estre inquieté, la chose acquise par son predecesseur, est quitte enuers le seigneur feodal de qui tient laditte chose, en faisant serment qu'il croit que son predecesseur aix fait ce qu'il deuoit: A ce que les autres mots adioustez aux mots, ou substance susditte, & lesquels n'y auoient iamais esté ne se puisse tirer à consequence, quant au temps passé à son preiudice. En telmoin de ce nous auons ligné cestuy nostre proces verbal. Fait le iour & an que G.de la Chassaigne. desflus.signé, N.Bohier. T.de Coufinier. A.Fauereau

Coustumes de la seneschausse de Xainctonge AV SIEGE ET RESSORT DE SAINCT IEAN

d'eglise, nobles, officiers du Roy, maire & escheuins de laditte ville, aduocats, practiciens & autres du tiers estat de laditte seneschausse. Et aussi és presences de nous Nicolas bohier presidét, Geofroy de la chassaigne coseiller du Roy, Thomas de coussinier aduocat en la cour de parlement à Bordeaux, comissaires en ceste partie. Laditte publication encommencee faire le huictieme iour du moys de Feurier, L'an mil cinq cens & vingt. Et continuee és autres iours suyuans, & y procedé comme il est contenu par nostre proces verbal. Le tout selon les lettres de commission du Roy nostre sire, à nous enuoyees à ceste sin, dattees du xvij. iour de Ianuier audit an, mil cinq cens vingt.

D'af-



D'association, emancipation & curatelle.

ccccix.

D'association & affiliation.

Aft.i.

A R la coustume, celuy qui est associé & affilié, succède à l'associant & affiliant auecques ses enfans naturels & legitimes par testes, és biens meubles liant auecques ses enfans naturels & legitimes par testes, és biens meubles & acquests immeubles faits par l'affiliant seulement, & non és heritages.

Car quant à iceux, adoption ne peut proffiter par la coustume, sin cel que les adoptez, affiliez ou associez portent & conferent les heritages, ou qu'à in hoc regne cordé. Car esdits cas l'affilié, associé, ou adopté succède par teste auecques realts expessions.

les autres enfans és heritages comme és autres biens.

D'emancipation.

in hoc regno nullum in tri buitut, fine es tractu expresfo alias valido es permisso, vel ex legato ve extraneo ve extraneo ve dixi in cosparisso, 8, glos-

L'ENFANT maieut de vingt & vn an, entre nobles & entre no nobles de xxv. ans marié 1.9.6.c.m. qui se tient hors de son pere, & fait son train ou negociation par luy, il est dit & reputé per sonne de ses droits censé, emancipé, tellement qu'il peut ester en iugement, tant en demandant qu'en desendant sans licence de son pere. Et les choses qu'il acquiert, sont à luy propres.

En quel temps finist curatelle.

19.

PERSONNES nobles aagees de vingt & vnan, dés iceluy temps, sont censees & reputees maieurs d'ans, hors de tutelle ou curatelle: & si sont personnes de leurs droits & peut uent saire & exercer tous saits & actes de maieurs, & sont capables pour poursuyure & desen dre tous droits & actions, tant en demandant qu'en desendant.

Des droits de iurisdiction, & autres droits seigneuriaux.

ilii.

LE seigneur chastellain est fondé par la coustume, de soy dire & porter seigneur dire & & vtil de tout ce qui est au dedans sa chastellenie, dont ne luy est fait deuoir ou redeuance, si par tiltres particuliers il n'appert du contraire.

Item Seigneur qui a droit de moyenne iurisdiction, peur donner par soy, ou par son seneschal & officiers, tuteurs & curateurs aux pupilles & mineurs respectiuement, & pareillemet a droit de mesures s'il n'y a iouissance immemoriale au contraire.

Item Seig. ayant basse iurisdiction, ou qui a bourg, ou chef de bourg, est sondé par la costa stume de pouvoir contraindre ses homes roturiers demouras en maison roturiere ou bourg, ou chef de bourg à cuyre leurs pastes en son sour à ban & de contredire & empescher qu'autre que luy ne puisse contraindre ses hommes rotutieurs à cuyre à autre sour qu'au sien, tant qu'il aura sour à ban, si n'est que le sour du seigneur estant en nature, y eust viance de dix ans au contraire. Car audit cas celuy qui auroit cuit son pain chez soy, ou ailleurs par lédit temps de dix ans, ne seroit plus contraignable audit sour à ban, & se peut ayder de prescription de liberté.

Item Seig. qui a basse iurisdiction, & en icelle hômes roturiers couchas & leuas & moulin moulant de son dommaine, assis dedans la banlieuë de ses hommes roturiers, qu'est vne lieuë de long, si tant la terre du seigneur s'estend, iaçoit que le moulin ne soit du sies dont les hômes roturiers font mouldre leurs bleds en son moulin, & en prendre par luy ou par ses meusniers le prossit, en tel cas accoustumé qui est le sezain, à ce que le meusnier est tenu aller querir les bleds & rendre la farine à mesure és hostels des hommes roturiers, si autrement d'ancienne-té les les hommes n'ont accoustumé de porter leurs bleds au moulin du seigneur & querir leurs farines. Et ne pourra le dit meusnier garder le bled que de trois iours, & les trois iours pas sez l'on le pourra temmener sans en payer aucune amende, & sera tenu le dit seigneur bailler mesures dudit sezain audit meusnier, marché de son marchet. Et si le seigneur dudit moulin n'a droit de mesure, la prendra de son suzerain.

Item si les hommes roturiers vont mouldre à autre moulin, doiuent pat chacume sois l'amende simple de sept sols six deniers tournois à leur seigneur, & l'interest ou proffit de la moulange au meusnier ou sermier du moulin. Et en peut cognoistre le seigneur en son assisse. Mais si le seigneur n'a moulin, le roturier peut aller moudre son bled là ou bon luy sem-

Zzz iij.

Coustumes du pays de Xain ctonge

blera, sans encourir aucune amende ou autre peine.

ix

Item le droit de mouldurer ou moulange est, que quand on a baillé bled net & curé, les seigneurs ou leurs meusniers ou fermiers doiuent rendre pour boiceau ras boiceau comble de farine. Et s'il a esté baillé plus, que d'vn boiceau de blé net & curé de deux boiceaux, & l'vn des boiceaux de la farine peut vne sois estre caché auecques les deux mains mises en croix, & dereches estre comble, & le demourant qui reste de la farine, appartiét au seigneur ou meusnier pour son droit.

Item le seigneur à qui appartiennét aucuns dommaines ou sief duquelils sont assis, peut par luy ou ses officiers hommes & ses seruiteurs, prendre & emprisonner les bestes trouuces és dommaines en temps prohibé, pour en auoir l'amende simple de chacune compagnie. xj.

Et sile seigneur chastellain previent, sera tenu renuoyer deuant son vassal ayant iurisdiction sille requiert, & sile vassal n'a point de iurisdiction, la moitié de l'amende simple appartiendra au seigneur iusticier, & l'autre moitié au seigneur soncier, & outre luy sera resarsy l'interest se le dommage est donné en son dommaine, & pourra le vassal seigneur soncier faire l'executió par vertu de la sentence donce par le seigneur iusticier, par vertu du simple extraict, sans payer aucune chose au gressier. Et ne pourrot composer les seigneurs iusticiers ou sonciers, l'un en preiudice de l'autre sans preiudice d'iceux, qui auroient titre particulier au contraire. xij.

Et peuuent icelles bestes estre detenues iusques à ce qu'elles ayent trouué aduouateur, auquel on les doit deliurer en baillant caution ou degargement de l'amende coustumiere, s'il est estranger, & outre l'aduouateur est tenu resarsir le dommage que le bestial aura donné. xiij.

Item par chacune compaignie, est entendu tout ce qui appartient à vn homme. xiiij. Vignes & garennes à connils, & bois de serpe nouvellement couppé iusques à quatre ans apres la couppe, sout prohibez à toutes bestes & en toutes saisons. Et le bois taillis aux cheures iusques à cinq ans apres la couppe. xv.

Item prez en toutes saisons sont prohibez à porceaux & oyes. Et quant aux ouailles & moutons iusques à la saint Michel. Et à toutes bestes les prez champaux dés le premier iour de Feurier. Et les prez en sonds de riuiere dés le premier iour de Mars, iusques à ce que l'herbe & soin d'iceux est cueilly & emmené. Mais si les dits prez champaux ou chechillons sont clos, sont desensables en tout temps. Aussi les gueymaux anciens & clos sont prohibez en tout temps.

Item vn chacun laboureur peut clorre & fermer pour chacun bœuf d'aree pour faire pastis vn iournau de terre.

Item la deliurance des bestes prinses, doit estre demandee au seigneur ou à son iuge, ou séneschal ou autre officier ou sermier resident sur le lieu, car autre n'en peut faire la deliurance ou recreance.

Item le seigneur qui a iustice & iurisdiction, peut saisir & mettre en sa main, par son seneschal, ou autre officier, ou sergent ayant mandement, les heritages & autres choses censees
immeubles estans en son sies, par desfaut de hommage non sait, deuoir non payé, & denombre
ment non sendu par escrit, pour contracts de vente recellez, non notifiez & exhibez, par desfaut de ventes & honneurs, cens & autres deuoirs non payez, pour les terrages & complants
emportez, ou pour les fruits emportez sans terrager ou complanter: & est tenu le laboureur
notisser à son seigneur, & apres la notification sera tenu attendre tout vn iour naturel, auant
qu'emporter aucune chose des gerbes ou vendange, ou autres fruits sur peine de l'amende.
Et si le seigneur a donné congé à vn laboureur, est tenu en bailler és autres de mesme sief, &
en mesme qualité, autrement pourront recueillir leurs fruits, licentia petita & non obtenta.
Esquels siefs selon la grandeur d'iceux, aura vn pas ou deux, ou plus selon l'aduis des seigneurs,
pour amener par les dits pas leurs fruits, & non par ailleurs sur peine de l'amende.

xix.

Es cas dessus mentionnez le seigneur ne peut prendre les fruits des choses saisses. Ains y doit mettre commissaires, pour regir & gouverner les choses ainst saisses. Et quant la saissne est faite par faute d'hommage, lors le seigneur gaigne les fruits iusques à ce que l'hommage est faite ou que le vassal n'est en demeure.

Et peut l'on demander la deliurance ou recreance des choses saisses au seigneur du sief, ou à son seneschal chastellain, qui sont tenus la faire en offrant par le demandeur desendre à la cause de saissine & mettre ses biens en lieu de pleige, pour payer ou saire payer ce qu'il doit, & s'il ne la sont, l'on peut appeller. Mais le sergent qui a fait la saissine, ne peut saire la deliurance ou recreance.

Aucun

Aucun seigneur ne pourra oster ne prendre les terres tenues & prinses à l'agriere de luy, apres proclamation generalle saite à la requeste du seigneur, ou pour baillette expresse, ou autrement par trente ans possedees, si n'est que celuy qui les tient eust cessé icelles labourer ou cultiuer par trois ans, ou les voisins laboureurs ne laissent chosmer les leurs par vn an, ou autrement par cinq ans. Auquel cas pourra prendre les dittes terres, & seront tenus les laboureurs amener les terrages & complants à la maison de leur seigneur, auant que les fruits, sur peine de l'amende.

Quand aucũ n'a fait son hommage & en est en demeure, le seigneur peut saire saisir par son iuge le sief de son vassal, & faire les fruits siens, & aussi de ses parageurs & part prenans, tenans en gariment: Et n'est tenu s'il ne veut de saire la recreance ou deliurance au chemier, si n'est en offrant par le chemier desendre à la saisine, comme dessus. Mais il est tenu de la saire aux parageurs, part prenans & tenans en gariment, comme dit est.

xxiij.

Et quand le seigneur lieue le sief de son vassal par dessaut d'homme, il en doit vser comme bon pere de samille: & ne doit coupper le gros bois, ne deserter les maisons, vignes, garennes, & autres choses, ains les doit tenir en estat.

xxiiij.

En l'absence du seigneur ou d'autre, ayant puissance de luy, il suffist au vassalou tenancier se transporter à l'hostel, chasteau, ou maison noble, dont la chose est tenue. Et offrir faire ce qu'il doit enuers son seigneur feodal, tellement qu'apres telle diligence & offre, le seigneur ne peut saisir la chose de luy tenue.

Les saissnes des choses nobles ont accoustumé estre faites par auctorité du seigneur, ou du seneschal du lieu, & non point par auctorité du juge, baillif & chastellain des chastellenies, où elles sont tenues.

Le seigneur foncier qui n'a exercice de iurisdiction, doit poursuiure les amédes par desfaut de cens, rentes, ventes & honneurs, & autres deuoirs non payez, & contracts recellez, ou non exhibez, à luy escheuës par deuant le seneschal, ou iuge du seigneur de qui il tient à hommage, lesquelles amendes luy doiuent estre adiugees toutes & quantes sois qu'il le requiert, & le cas y eschet.

L'acquerant biens immeubles par tiltre de vente, ou equipolent à vente, est tenu dedans huictiours apres l'acquisition, notifier son contract d'acquisition au seigneur plus pres du sond en sief & iurisdiction, esquelles les choses acquises sont situees & assisses, & luy exhiber les contracts dedans quarante iours prochains ensuyuans l'acquisition. Apres laquelle exhibition deuëment saite, le seigneur est tenu dedans huictiours prendre la chose vendue par puissance de sief, & bailler argent à l'acheteur, ou prendre les ventes & honneurs à son choix & election, lesquels huictiours passez, le seigneur n'a plus de choix. Carapres ne peut prendre la chose par puissance de sief, ains se doit contenter des ventes & honneurs. Mais si l'acheteur n'a notissé, & exhibé dedans le temps de sommation, le seigneur peut dedans vingt ans contraindre l'acquereur à exhiber les contracts. A sçauoir est dedans dix ans, assin d'auoir les choses vendues par puissance de sief, ou les ventes & honneurs à son choix & election. Et les dix ans passez, aura seulement les ventes & honneurs, s'il est dedans les vingt ans.

Quandaucun a acquis aucun dommaine ou fief d'autruy, & apres le deces de l'acquerant fes heritiers en ont iouy par an & iour, sans auoir esté mis en proces pour raison des ventes & honneurs, ou de prendre les choses par puissance de fief, ledit heritier en iurant qu'il croit que son predecesseur l'acquerant ait sait ce qui estoir en luy, il n'est tenu de ventes, n'honneurs, & ne luy peur-on prendre les choses par puissance de sief, pour ueu qu'il monstre de la notificatio faite au seigneur par son predecesseur acheteur, de dans la huictaine mentionnee, en la coustume.

Le seigneur soncier prend droit de ventes & honneurs, en tout contract de vente ou equipolent à vente, soit volontaire ou necessaire par adiudication de decret, & qu'il y ait faculté de recourrer donnée par l'acheteur, ou par le juge qui a interposé le decret au nom . Et est tenu celuy qui rachere par vertu de faculté rembourser l'acquerant des ventes & honeurs & loyaux cousts.

Quand part prenant ou parageur, vent ce qu'il tient en parage: Au chemier qui fait l'hommage, appartient auoir & prendre les ventes & honneurs, ou les dittes choses védues par puilsance de fief, à son chorx & election, comme plus proche du sond.

Prelats & autres gens d'eglise, seigneurs directs ou seodaux, ne peuvent prendre par puis-Z z z iiii.

Coustumes du pays de Xainctonge

fance de fief les choses mouuans d'eux à cause de leurs benefices qui sont vendues par leurs tenanciers, mais se doiuent contenter des ventes & honneurs. xxxij.

En rentes generalles vendues, n'y a aucunes ventes n'honneurs, & ne peut le seigneur les prendre par puissance de sief, si n'est qu'assiette en soit faite.

Quand aucune chose tenue à hommage est de nouvel obvenue à aucun par succession, il doit aller par deuers celuy à qui il est tenu faire son hommage dedans quarante iours. Et quand l'on doit faire hommage par la mutation du seigneur de qui l'on tient, l'on doit venir faire ledit hommage au iour assigné par la proclamation, & parauant ledit temps le vassal n'est en demeure.

Si les vassaux ou autres tenanciers de gés d'eglise à cause de leurs prelatures & benefices vé dent ou constituent aucunes rentes ou hypothecques sur les biens qu'ils tiennent de l'eglise, n'est permis aux prelats de les pouuoir auoir pour le prix, & ne peuuent contraindre les acheteurs a en vuyder leurs mains.

Autre chose est si les gens d'eglise acquierent aucunes rentes sur les tenemens d'vn seigneur temporel: car le seigneur temporel peut contraindre ou faire cotraindre par son seneschal ou iuge telles gens d'eglise acquereurs de rentes à en vuyder leurs mains, ou bailler homme.

Le vassal en trois cas, entre de fief seruy enuers son seigneur seodal, &n'est tenu luy payer au cun deuoir:mais seulement luy faire les soy & hommage, & rendre son sief & denombrement par escrit.

Le premier quand le fils aisné, la succession estant par indiuis, a fait les homages deuz pour raison de laditte succession de laditte succession hommagément tenu, ledit puissé entre de sief seruy.

xxxviij.

Le second quand le mary a fait l'hommage du fief estant à cause de sa semme, & il va de vie à trespassiladitte semme par apres entre de fief seruy.

Et le tiers quand le tuteur ou curateur a fait l'hommage pour & au nom de son mineur: le dit mineur venu à maiorité, entre semblablement de sief seruy.

Quand le vassal a perdu les hommages, le seigneur est tenu luy en ayder en affermant par els seigneur est tenu luy en ayder en affermant par els seigneur est tenu luy en ayder en affermant par els seigneur est tenu luy en ayder en affermant par els seigneur est tenu luy en ayder en affermant par els seigneur est tenu luy en ayder en affermant par els seigneur est tenu luy en ayder en affermant par els seigneur est tenu luy en ayder en affermant par els seigneur est tenu luy en ayder en affermant par els seigneur est tenu luy en ayder en affermant par

Pour droits de ventes & honneurs, le seigneur plus proche du fond prend le sixte.

Des cessions & transports.

xlÿ.

Transport simple sans apprehension de fait, ne saissif.

etiam consuet. Rhemensis. S.

128.C.M.

De retraict lignager.

xlisi

TOVTES FOIS & quantes qu'aucun vend ou transporte par contract de vente sonnat ou equipolent à vente aucune chose immeuble, son parent & lignager dedans l'an & iour est receuable, & doit estre receu au retraict & rescousse des choses vendues & trassportees par son lignager, en payant par ledit lignager le sort principal, auecques les loyaux coustemens, & en ce faisant l'acquerant luy en est tenu saire les cessions & transports à ce conuenables.

Quand le lignager qui vient au retraict obtient en iugement en la mariere de retraict, l'acquerant est tenu à restitution des fruits & prossits des choses par luy acquises depuis l'offie à luy deuëment saite: & les doit auoir le retrayant, ou luy doiuent estre deduits à son choix.

Si aucun prend aucune chose immeuble à rente ou autre, pour & en son nom & à son proffit, admortist icelle rente. Le contract est censé & reputé cotract de vente ou equipolent à ven te, & est subiet à retraict dés le temps de la vendition de la rente, sans presudice des contracts faits susques à present, & des admortissemens qui s'en pourroient ensuire, lesquels demoureront en leur force & vertu.

L'acquerant qui accepte l'offre de retraict du lignager, est tenu d'informer le lignager retrayant du vray contract & prix. Et iceluy affertner par serment estre vray, bon & loyal, & en auoir baillé loyaument le contenu au contract, & sans fraude ou simulation: autrement le retrayant n'est point en demeure de parsournir le sort principal, iusques dedas huict iours apres que

que l'acquerant aura fait & accomply, ce que dit est.

xlvij.

Le plus loing en degré, iaçoit ce qu'il ait esté receu au retraid par l'acheteur, ne preiudicie point au plus proche venant au retraict, s'il est encores dedans l'an & iour, si n'est que la reception eust esté faite en iugement, au sceu du plus proche lignager, & iceluy consentat au lieu appellé present & non contredisant. Auquel seul consentant ou appellé present & non contredisant le consentement ou presence presudicie, & non à autre.

Par la coustume le lignager qui veut retirer, doit offrir & consigner vne piece d'or ou d'argent en jugement ou entre les mains d'vn sergét, auec offre de parfournir le principal & payer les loyaux cousts à l'acquerant, ou par cedule à la porte de son domicile, en presence d'vn sergent, qui en cas de reffus doit adiourner l'acquerant reffusant deuant les iuges qu'il appartiét, autrement ne valent les offres par la coustume.

L'an & iour de retraict lignager passé court contre presens & absens, contre mineurs & ma ieurs, sçauans ou ignorans.

L'an du retraict baillé par la coustume, court du iour que l'acquisition sera notifice au greffe de la iurisdiction où l'heritage acquis est situé & assis. Et s'il est assis en iurisdiction de ville royalle où y a siege de seneschal, sera notisié au greffe de la seneschaussee. Et à ceste sin sera tenu legreffier faire registre de laditte notification.

Le lignager est preseré au seigneur, tant en choses nobles que roturieres. Et ne peut le seipelle G.M. gneur vser de retention par puissance de fief contre le lignager qui achete de son parent : mais vn autre lignager plus proche peut venir au retraict, s'il est dedans le temps de la coustume. Et fil est en pareil degré que l'acheteur, en remboursant l'acheteur pro rata qu'il deuroit succeder est receu à icelle portion retirer.

Il est & doit estre reputé plus proche & preferé quant au fait de retraict lignager ainsi & en ce qu'il seroit plus proche & preseré au fait de succession.

Si le lignager n'en veut retraire le tout ce qui a esté ensemble védu il ne sera pas receu:mais le seigneur de fief sera receu pour la partie qui sera tenue de luy en fief.2

Si aucun achete ensemble & pour vn prix plusieurs choses estans en plusieurs fiefs & sei- renit sure regneuries à luy est d'estimer & liciter que vaut la chose estans en chacune desdittes seigneuries. Ét à chacun des seigneurs respectiuement appartient d'essire dedans le temps de la coustume tia courain qui est de huict iours apres l'exhibition des contracts, les ventes & honneurs, ou prendre les mane, et debet emptes choses par puissance de fief.

Droict de retraict qui vient par proximité de lignage ou consanguinité, ne peut dommedé saestre transporté à autre non estant du lignage & branchage, autre chose est du convention-

Quand aucun aeu par eschange ou par aucun autre contract aucune chose immeuble, & en retour & recompensation en ait baillé argent & heritage:si la somme de l'argent môte & vaut plus que ledit heritage, ledit contract sera censé contract de vente. Et le lignager d'iceluy qui a receu l'argent sera receu au retraict dedans le temps, & sera ledit heritage ou chose immeuble qui aura esté baillee auccques l'argent, estimé à argent; laquelle estimation ensemble l'argent desboursé, le retrayant sera tenu payer à l'acheteur : & laquelle chose ou heritage sera estimee par le juge, appellez deux gens de bien, si autrement ne s'en peut lon accor-

Et si la chose baillee auec ledit argent estoit de plus grand' valeur que ledit argent:le cotract ne sera pas censé contract de vente, & n'y aura aucun retraict: Mais en-tant que touche ledit argent, le seigneur foncier en aura ventes & honneurs.

De societé.

VAND deux ou plusieurs personnes de leurs droits chacune d'elles d'aage de vingt Q cinq ans, & au dessus: & de roturiere condition sont condemourans ensemble par an & iour ou plus à vn melme seu & despense, & vne mesme bourse, & contractans nomine communi: ils sont par la coustume du pays faits communs & esgaux en tous leurs biens meubles de quelque part qu'ils les ayent ou obuiennent, fruits & proffits de leurs heritages & acquests immeubles, qu'ils, ou l'vn d'eux, font durant leur condemourance & compagnie. Et souz ledit nom d'acquest sont comprinses toutes donations saites à cux, ou à l'va de

1.53. Quia de lyj. frande.C. M.

lviÿ.

Coustumes du pays de Xainctonge.

Des donations faites en faueur de mariage, ou traicté, ou constant iceluy, & droits appartenans aux conioinets, durant & constant le mariage.

OVTES fommes de deniers & autres fommes mobiliaires données en mariage par pe re & mere, ou autres parens d'vne fille, les deux parts desdits deniers sont reputez pour l'heritage,& la tierce partie pour meuble.La ou laditte fille renonceroit à l'heritage du pere & de la mere, ou n'auroit autres biens immeubles, & si elle ne renonçoit, lesdits deniers seroient -censez pour meuble, si ce n'est que soit dit du contraire par le traicté du mariage, lequel traicté æst à garder en tout & par tout.

Toute personne en faueur de mariage, peut donner à sa future espouse tous ses biens meubles & acquests immeubles, & la tierce partie de son heritage, ou le tout dudit heritage à sa vie feulement, au choix & election des heritiers. Et peut ledit donateur assigner à saditte femme, pour laditte tierce partie de son heritage, vne piece ou plusieurs de son heritage. Mais que laditte piece ne soit des hostels appartenans audit fils aisné ou qui le represente: & si laditte piece ou plusieurs ne valoient ou ne montoient iusques au tiers dudit heritage, ledit mary le peut parfaire ou faire parfaire des plus prochains domaines & heritages de la piece ou pieces ainsi declarees par ledit mariage.

Et ledit donateur en faueur de mariage peut donner à sa femme les dittes choses, & en faifant le don, bailler deslors la seigneurie & possessió desdittes choses à la suture espouse, vouloir & consentir par ledit traicté de mariage, que les choses donnees & assignées soyent pour, au nom, & au proffit de sa future espouse, sans ce que pour raison des exploits, qu'il feroit aucuns droits & possessions, seroient acquis au donateur ou és siens, & aduenant & sortissant effect, la future espouse en est deslors faite vraye dame & possesserses, & saisse des choses ainsi à elle donnees par le traicté de mariage, sans ce qu'il soit requis qu'elle en prenne autre posses-

z.Et sic exclu dütur nuptie clandestine.

Homme & femme qui sont traictez à marier, sont reputez au parauant la solennité nuptiale, personnes estranges, '& de la benediction nupriale, sont reputez personnes conioinctes,& deflors contractent paisiblement societé & compagnie de tous biens meubles, lors presens & futurs & de tous acquests immeubles, qu'ils feront durant leur mariage, & se diuisent & partét esgallement lesdits meubles & aquests, par moitié entre les suruiuas coioines & les heritiers du premier decedé, si autrement ils n'en ont disposé.

Sous le nom d'acquest est comprins tout ce que les conioincts acquierent, ou qu'autremét que par tiltre de fuccession des parens proches, est obuenu és conioincts, ou à l'vn d'eux durat le mariage,par quelque tiltre que ce foit etiam lucratifs, si n'est que le don fust códitionné par le donateur. lxiiija

Si homme & femme conioincts par mariage, & durant iceluy acquierent, rachetent ou recountent de leurs biens communs aucunes rentes, heritages & possessions constituées, vendues ou aliences, par vendition simple ou autrement par eux ou l'vn d'eux, par auant le mariage, ou par leur pere, mere, parens ou lignagers, ou prinses par puissance de sief, lesdittes choses deront censees l'acquest commun des conioincts, tout ainsi que s'ils l'auoient acquis de person nes estranges, & y eust-il ores grace de retraict, ou non.

Mais en payant par les enfans ou heritiers du decedé dedans l'an du deces au suruiuant des conioincts le my denier de ce que les chofes ainfi vendues ou trasportees, par le premier mourant ou ses parens au parauant le mariage, auroient cousté à racheter, acquerir ou retraire, durant le mariage, demoureront à celuy qui payera & baillera le my denier dedans l'an du deces, regardant le branchage d'vn chacun des conioinces.

Autre chofe est des heritages & immeubles, appartenans à l'vn des conioincts, védus pendant le mariage, & apres recouurez durant iceluy mariage, car ne sont censez acquests, ains retournans en leur premiere nature.

Le mary a l'administration durant & constant leur mariage des meubles & acquests & de iceux en peut disposer, mais que ce ne soit par donation generale entre viss.

Toutesfois si lesdits acquests estoient faits par le mary & femme contractans ensemble, le mary n'en peut disposer etiam à tiltre particulier, que la moitié, sans le consentement de la sem

Aussi le mary par testament ou autre derniere volonté, ne peut disposer le la partie des

meubles & acquests immeubles appartenans à la semme, posé ores qu'il fust seul contra-

Le mary constant le mariage, a l'administration des biens immeubles & heritages de sa femme, & des fruits d'iceux, le mary en peut disposer à son plaisir & volonté, entre

Le mary & la femme peuuent faire mutue & simple donatio entre vifs l'vn à l'autre, ou par testament, de tous & chacuns leurs biens meubles & acquests immeubles à perpetuité, & de tout l'heritage à vie seulement, ou de la tierce partie d'iceluy à perpetuité, au choix & election de l'heritier, soit que la donation soit faite alternatiuement du tout à vie, ou du tiers à perpetui té, ou d'iceluy tiers à perpetuité seulement.

Et si l'heritier eslist que le donataire iouysse du tout de l'heritage à sa vie, faut que le donataire baille caution d'en vser, comme bon pere de famille, telle qu'vn vsufructuaire est tenu bail ler de droit.

Fille mariee dés la benediction nuptiale sort de la puissance du pere, & entre en la puissance du mary, tellement que deslors elle ne peut aliener ou autrement disposer de ses biens par cotracts entre vifs sans l'auctorité de son mary:mais par testament ou autre derniere volonté, elle en peut disposer etiam sans aucune auctorité du mary.

Aussi la femme ne peut ester en jugemet sans la licéce de son mary, excepté quad elle est couenue en cas d'exces & d'iniures, ou en fait de marchadile, quad elle est marchade publicque.

Des droits & facultez qui appartiennent au suruiuant des conioincts, le mariage solu.

lxxv.

NTRE personnes nobles à la femme qui suruit son mary, appartiet leuer & auoir le cours de sa vie, par maniere de douaire, la tierce partie des choses nobles, & la moitié des choses roturieres des biens immeubles & heritages qui ont esté au mary par quelque temps que ce ait esté, durant leur mariage, & aussi des acquests par luy faits, parauant ledit mariage, non alienez auant ledit mariage. Et fera la douairiere logee competamment en logis noble ou roturier franc & quitte,& aura fon douaire à part,& à diuis, s'il le requiert, excepté la maison principale ou autre à eslire par l'aisné, ensemble le quint des choses nobles, deu pour le droit d'aisneesse, lesquels ne sont subiects à douaire n'à don, & en iceux ne cheoit en au cune maniere. lxxvj.

Entre roturiers, douaire n'à lieu, s'il n'est conuentionnel.

lxxvij. Ou donation est faite entre personnes conioinctes, le mary ou la femme suruiuant n'est tenu auoir, prendre ne demander la possession des choses données par la main des heritiers du donateur decedé, en-tant que touche les meubles & acquests immeubles, ains en est saisse & l'en peut emparer & iceux retenir de son auctorité priuce. Mais en-tant que touche les heritages & biens immeubles obuenus par succession, en aura la possession par les mains de l'heri-

Et ou le donataire est saiss, s'il est troublé ou empesché audit don, il s'en peut douloir & former complaincte.

Si le mary donne à sa femme le tiers de son heritage, soit à part ou à diuis, ou en generalité ou ancune autrechose de son heritage, qui vaille le tiers de son heritage, elle sepeut tenir au do, & n'aura do d'heritage &douaire ensemble. Et si elle eslist le don, & que pour raison du don elle soit inquietee & en proces, elle doit auoir prouisson du douaire coustumier pendat le pro-

Si le mary va le premier de vie à trespas, la femme qui luy suruit en renonçant par elle ou dedans huictaine és biens de la comunauté & societé de son mary & d'elle, & soy abstiéne sans fraude d'en prendre & leuer aucune partie ou portion, icelle n'est compagne quant à ce. Et n'est tenue de payer, si elle ne veut, aucune partie ne portion des dettes personnelles de son IXXXI.

Si la femme dedans huictaine apres la mort de fon mary ne renonce à la communauté, elle fe rend commune és biens d'elle & de son seu mary, & n'est plus à son election d'y renoncer: Mais prendra son douaire sur le tout, & payera la moitié des dettes.

Et qui prend les meubles du decedé, est tenu de payer les dettes mobiliaires & personnel-EXXXII).

Coustumes du pays de Xainctonge

Si,& quand, le pere qui a enfans du premier mariage, & conuole à secondes nopces sans inuentoriser les biens meubles du premier mariage, va de vie à trespas par deux sa seconde sem me, les bies meubles de toute la ditte communauté, se divisent entre les enfans dudit premier mariage de la dite vesue par tiers ou tierce partie: car aus dits enfans en vne tierce partie à cause de leur dit pere, & l'autre à cause de leur ditte mere, & le reste qui est le tiers, demeure à la ditte vesue. Ad idem de la femme.

Des testamens & autres dernieres volontez.

lxxxiiÿ.

TOVTE personne habille à tester, qui a biens immeubles obuenus par succession, peut disposer à son plaisir & volonté des meubles & acquests immeubles, & de la tierce partie de son heritage, s'il n'a enfans naturels & legitimes.

Mais s'il n'a point d'heritage, peut seulement disposer des meubles & de la tierce partie des acquests, etiam en aduantageant l'vn des heritiers presumptifs: mais lors des deux parties des dits acquests, ne peut disposer.

lxxxvj.

Et si le mourant n'a heritages de succession ny acquests immeubles, peut tant seulement dis poser par derniere volonté de la tierce partie des meubles, en la maniere susditte és acquests immeubles.

lxxxvij.

Le pere & la mere, ou autre parent en leur heritage, peuuent aduantager l'vn de leurs enfans, ou autres heritiers presumptifs, quand n'y a enfans en la tierce partie de l'heritage.

Ou aucun n'a point d'heritages obuenus par fuccession, les acquests immeubles sont censez heritages: Et où il n'y a heritages obuenus par succession, ny acquests immeubles, les meubles sont censez heritages. lxxxix.

Aucun par son testament ou autre derniere volonté, ne peut saire que les deux parties de son heritage, ou de ce qui est censé heritage, ne viennent à ses heritiers presumptifs, franches & quittes de tous dons & legats. xc.

Aucũ testateur ne peut faire, que le legataire autre que la femme de l'heritage, ou ce qui est censé heritage soit sais , ains faut qu'il prenne le legat par les mains de l'heritier.

Des successions ab intestato, directes ou collateralles.

xsi.

PNTRE nobles & successions nobles, tant de pere que de mere au fils aisné, ou qui le represente, & en chacune desdittes successions, appartient auoir & prendre pour ses droits d'aisneesse, le principal hostel ou manoir noble ou roturier, tel qu'il luy plaira essire auec ses preclostures anciennes. Et le quint desdittes successions, par preciput & aduantage; & au surplus sa quotité & portion contingente, comme l'vn de ses coheritiers. xcij.

Et si lesdittes successions ou parties d'icelles, sont assises en diuerses seneschausses ou gouuernement, le fils aisné ou qui le represente, aura & prendra en chacune desdittes seneschaussees & gouvernement, ses droits d'aisneesse tels qu'ils trouveront luy appartenir selon les coustumes & vsances desdittes seneschausses & gouvernemens, où les dittes successions seront situees & assises.

Et idem entre roturiers en choses nobles, quand la chose noble a esté hommagee trois sois en leur succession: car apres l'aisné esdittes choses nobles, à tel droit d'aisne esse entre roturiers qu'entre nobles.

xciiij.

Si esdittes successions n'a que filles, à la fille aisnee, ou qui la represente, appartient auoir & prendre par preciput, & aduantage tels & semblables droits d'aisneesse, qu'audit fils aisné & au surplus sa quotité & portion contingente, comme l'vn de ses coheritiers. xcv.

Esdittes preclostures anciennes, sont comprins les dommaines ioints, contigus & adiacens audit hostel ou manoir, prins & esleus par ledit sils aisné, ou qui le represente, sans euidéte & apparente separation, soit de murailles, sossez, chemins, ou cours d'eau. Sauf & reserué les moulins destreignables, & sour à ban, le reuenu desquels, posé que sont assis en & audedans les surces preclostures, se precompte comme l'autre reuenu desdittes successions, & au regard des suyes & garennes, si elles sont au dedans desdittes preclostures, ledit sils aisné les aura par preciput & aduantage.

xcvj.

Et s'il n'y a aucune desdittes preclostures, aura outre la maison & maisonnage, six iour-

Digitized by Google

naux

naux de terre pour faire ses preclostures à faire jardins & autres choses conuenables à maison noble, pourueu que si dedans lesdits six iournaux, se trouuoient aucuns dommaines arrentez, fera divisee la rente comme le demourant entre les coheritiers.

Si aucun descendant en droite ligne, va de vie à trespas, sans holts proceez de sa chair, delaissez pere & mere, ou autres ascendás, freres & sœurs, ou autres collateraux. Les pere & mere, ou autres ascendans, Secundum gradus prerogatiuam, luy succedent és biens meubles & és biens qu'il, ou son predecesseur ascendant, auroit donné au descendat decedé, & acquests auec les freres & sœurs, s'il en y a. Et s'il n'en y a, succeder ot seuls esdits acquests, & és heritages succedent les freres & sœurs, ou autres collateraux: Ceux qui sont de branchage, dont les heritages font prouenus.

En succession collateralle, és meubles & acquests du frere ou sœur qui sont decedez, les freres & fœurs de tous coftez ou qui les reprefentent, font preferez aux freres confanguins, ou vterins seulement.

Et fil n'y a frere ou fœur des deux costez, ou qui le representent: les freres vterins succedét auec les consanguins és meubles & acquests par esgales parties.

Et en-tant que touche les heritages, ils suiuent le branchage, de sorte que s'ils sont venus du costé de la mere, les vierins excludent les consanguins, tantum. Et succedét en biens prouenus du costé de la mere, auec ceux qui sont freres& sœurs de tous costez. Et aussi au contraire, si les heritages sont vendus du costé du pere, les confanguins excludét les vterins, & succedent auec eux, qui sont ex vroque latere.

Acquests immeubles faits par pere & mere ou autre ascendant ou collateral, & desquels l'acquerant est decedé, vestu & saisi, sont censez heritages en la succession du fils ou d'autre qui premierement a succedé, & suyuent le branchage.

Si le frere aisné en succession noble, estant la succession par indiuis, va de vie à trespas sans hoirs procreez de sa chair, le prochain frere aisné apres luy, ou qui le represente, qui luy suruit prendra tels & semblables droits & prerogatiues, pour le droit d'aisneesse, par preciput & aduantage sur ses puisnez, comme eust fait l'aisné trespassé: Sçauoir est, le principal hostel ou manoir, auec ses preclostures en la maniere dessusditte. Et le quint d'icelle succession noble, & le surplus d'icelle succession depart & diuise par esgale portion entre le proche frere aisné trespassé, & les heritiers.

Diuision est censee faite, quand l'aisné a vne fois esleu vn hostel pour son droit d'aisneesse, & prins le quint sur les freres, iaçoit que les autres portions ne soient autrement diuisees quant à ce qu'il n'y aye plus de lieu de quint.

Representation a lieu in infinitum, soit en ligne directe ou collateralle, tant que le lignage se peut monstrer & precompter.

Le mort faisist le vif, son plus proche parent&lignager habile à luy succeder des biens, dont estoit le mort vestu & saiss au temps de son deces. Et se peut le lignagier & proche parent, ou heritier, pour les troubles & empeschemens, que luy seroient faits esdits biens dedans l'an & 1.105. Si ab ei iour du deces le complaindre ou autre voye possessione prendre comme s'il auoit apprehentempore fuit
dé possession par apprehension de fait.

cvj. L'empore fuit
turbatus, aliès
à tempore tur
Toute personne entrant en religion de quelque ordre que ce soit, est, incontinent qu'elle bationis. G.M.

fait l'estat & profession, priuee, & semblablement son ordre pour elle, de toute succession temporelle.

Des droits & preeminences autres qu'en succedant, & apres la succession obuenue à l'aisné appartenans.

NTRE coheritiers parageurs part prenans & part metrans, tenans fiefs nobles par indi-uis, l'aisné ou qui le represente au chemier, qui fait l'hommage desdittes choses est receuable à poursuiuir seul en sugemét pour luy & ses coheritiers, & à leur prossit les droits desdits fiefs,& choses nobles communes,& par indiuis entr'eux sans ce que la partie aduerse se puisse repeller & debattre par fin non receuoir, qu'il ne puisse poursuyure la partie desdits coheritiers, personniers, parageurs, part prenans & part mettans, ne contredire au chemier, mesmement quand les coheritiers, personniers, parageurs, part prenans & part mettans ne coditresent au chemier.

Au fils aisné compete & appartient la reception & facondes hommages qui sont deuz pour

tvy.

Coustumes du pays de Xainctonge

raison des terres & seigneuries quimeuuent & sont tenues de luy & de ses coheritiers noblement & par hommage, tant que les choses sont par indiuis.

Au fils aisné, ou qui le represente, en succession noble, appartient la garde, gouvernement & administration des lettres, tiltres & enseignemens, concernans les droits & dommaines de la ditte succession, tant qu'elle sera indivis entre luy & ses coheritiers. Et pareillement la pour-suitte & defense à tous & chacuns les proces, qui seront meuz & à mouvoir, pour raison de la succession, soit tant en demandant qu'en defendant. Aussi luy compete & appartient de faire les baillettes des dommaines & heritages de la succession, pour luy & ses coheritiers sans fraude commettre, pour obuier à laquelle, seront proclamees à l'eglise au plus offrant. Et ordoner senes chaux, bailliss, procureurs & autres officiers requis & necessaires pour la iurisdiction des terres & seigneuries estans d'icelle succession. Et l'aisné a la garde des seels à contracts, papiers & autres enseignemens de la succession, comme dessus, desquels papiers & enseignemens sera tenu saire inuentaire, ensemble des meubles.

Quand les freres puisnez és successions nobles, ont requis à leur aisné & coheritier principal, auoir à part & à diuis leurs droits, parties & portions contingentes des successions nobles à eux obuenues: & le frere aisné les contredit, refuse ou delaye, il ne peut auoir ou prendre de-hors: mais sur ses freres ou coheritiers puisnez, les droits, prerogatiues & preeminences des sus sur seus peut auoir peut ou pourroit auoir, si les choses estoient communes, & par indiuis entr'eux, fors seulement auoir l'hostel principal tel qu'il voudroit essire en chacu pays ou gouuernement auec ses preclostures anciennes ou autres sus sus sur quint du reuenu pour son droit de primogeniture, par preciput & aduantage, car apres la sommatio faite, par les puisnez & resus de l'aisné de faire le partage, la succession doit estre prinse & reputee partie & diuisee, quant au prejudice de l'aisné, qui a resus faire le partage.

De prescription.

cxi.

CELVY qui a iouy d'aucuns biens immeubles auec tiltre & bonne foy par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, il s'en peut desendre en iugement & dehors. cxij.

Prescription de quelque temps que ce soit, n'a lieu entre le seigneur & le vassal, quat à la soy & hommage & recognoissance de seigneurie.

De deffaut donné contre vn impetrant lettres royaux, pour estre releué de la sentence donnee par contumace.

cxiÿ.

VAND quelque sentence par contumace a esté donnee contre aucun, & qu'il obtiét lettres royaux pour estre releué de laditte contumace, & en vertu d'icelles fait doner iour & assignation à sa partie aduerse, & que l'impetrat se desfaut au iour de l'assignation ou autre dependant d'iceluy, auant la contestation, & est contre luy donné dessaut le dit dessaut emporte gaing de cause en la matiere, & le forclost des lettres. Mais si la cause est contestee sur les dittes lettres, seront requis deux dessaux pour obtenir gaing en la ditte cause.

D'arrest & adueu sur meubles, qui est fondé super interdicto vtrobi.

exiiÿ.

AVANT qu'aucun soit receu à faire arrest ou adueu sur biens meubles, convient qu'il bail le caution au ressort & siege, autrement il est nul.

Des obligations & hypothecques.

CXV.

SI aucun est obligé en aucune rente par obligation passe souz seel royal, ou autre seel authéticque: celuy qui est obligé & ses heritiers ne sont receuables à demander auoir garieur formel en la maniere, soit pour raison du principal de la rente ou arrerages d'icelle en aucune maniere que ce soit, toutes sois pourra sommer son coheritier, ou autre, assin de le desdommager.

cxvj.

Toute personne qui est obligee en quelque somme de deniers de rentes enuers son crediteur pour raison de certain heritage, & au payement de la rente il a obligé tous ses biens, ne peut guerpir ses choses arrentees, que preallablement il n'ait payé les arrerages qui pourroient



roient estre deuz de la rente, & qu'il laisse les lieux arrentez en aussi bon estat qu'il les auoit prins.

Et s'il auoit obligé tous ses biens à faire quelques reparations & ameliorations, & il ne les auroit faites, il ne seroit receu par ledit crediteur, si bon ne suy sembloit, qu'il ne guerpist tous ses biens obligez, laquelle guerpison conviendroit faire en sugement, sinon que le bailleur co-sentist qu'elle su st faite par deuant notaires.

Des crices & subhastations.

exviy.

N matiere de criees & subhastations, sont requises quatre criees, dont les trois se doiuét fai re en plus prochaine ville Royalle des lieux mis esdittes criees, dont ils sont de ressort de quinzaine en quinzaine à iour de marché, par vn sergét royal. Et l'autre & quarte criee se doit faire au bourg iour de marché, sil en y a, ou s'il n'en y a, à l'eglise parrochialle iour de sesse, silve de vespres ou de grad' messe. Et icelles criees saites, l'executeur d'icelles est tenu de les rappor ter en parquet & auditoire, ou ressort duquel les bies criez sont situez au sour qu'on expedie les causes d'icelle cour. Et telles criees sont bonnes & sussissant à auoir & obtenir adiudication de decret des choses criees & subhastees, & le gressier est tenu d'enroller la publication, assin que chacun n'en puisse pretendre iuste cause d'ignorance.

Si celuy qui a fait mettre aucuns biens immeubles en ventes, criees & subhastations, par dessaut de payement des arrerages de plusieurs annees, d'aucune rente ou hypothecque apres icelles faites & parsaites, requiert auoir garnison de main ou saissines, sur les dits biens ainst criez, pendant & durant le proces desdittes criees, laditte garnison ou saissine ne luy doit estre faite, que pour les arrerages d'une annee de laditte rente tant seulement, & non pas pour tous les arrerages entierement.

Item que toutes fois & quantes, que aucun a quelque rente fonciere ou deuë pour raison de baillette d'heritages sur aucuns lieux immeubles, solent roturieres ou autres, qu'il en aye iouy par quarante ans & plus que laditte rente est ditte & reputee pour ancienne: tellement que si aucuns ont fait crier les biens immeubles obligez à laditte rente ou baillette, & s'en soit ensuit adiudication de decret, & qu'il ayt esté executé, icelle adiudication ou executió ne peut preiudicier à celuy qui a laditte rente de quarante ans & plus, qu'il ne soit receuable à demander & poursuiure la continuation de laditte rente & payement des arrerages d'icelle. Combié que celuy à qui est deuë laditte rente ancienne, & qui en a iouy par quarante ans & plus, ne se soit opposé esdittes criees & adiudication de decret & execution d'iceluy.

De rentes generalles.

CXXi

OVTES rétes d'argét & blé generalles, constituees à pris d'argent sont à tousiours mais admortissables, posé ores que par le contract sussent vendues à perpetuité, ou que le temps donné pour admortir, soit passé: en retournant le sort principal & payant les arrerages.

Des assiettes & precomptemens.

cxxÿ.

CHARGE de fourment de rente baillee en affiette noble de deniers, vaut vingt sols cxxiij.

Charge de seigle vaut en mesme assiette, quinze sols.

ľ

cxxiiij.

Charge d'auoine à mesme assiette vaut huit sols.

Charge d'orge & baillarge à mesme assiette, vaut huit sols quatre deniers. Et est à entendre que chacune charge de cheual doit estre de trois cens liures poisant.

cxxvi.

Iournau de pré gaymau & defensable, noblement tenu, vaut sept sols six deniers tournois de rente. Et pré non gaymau & en pays de sonds de riuiere, vaut cinq sols tournois.

cxxvij.

Iournau de vigne, noblement tenu, vaut trois sols tournois. Et s'il est tenu à complant, vaut quinze deniers.

Iournau de boys de serpe contenant quatre vingt pas en quarré, vaut communement sept sols six deniers tournois.

Ayre de marais saillans, noblement tenuë & exempte de disme, vaut deux sols tournois: & s'il y a disme & cens, quinze deniers.

Chappon, douze deniers. Geline, huit deniers. Et poulet quatre deniers. CXXXJ.

A a a i j

.

Coustumes du pays de Xainctonge.

Bian à quatre bœufs & charette pour vn iour, & non plus allant & venant, vaut cinq fols.

Bian d'homme de bras sans despens luy faire, quinze deniers. Et auec les despens, dix déniers.

Homme couchant & leuant en haute, moyenne & basse iurisdiction, vaut sept sols six deniers. Et sil n'est qu'en haute iurisdiction, vaut vingt deux deniers obole. Et autant en la moyéne iurisdiction. Et s'il est semblablement en basse, trois sols quatre deniers tournois.

Despoix & mesures.

cxxxiili.

TOVTES marchandises à poix vendues seront vendues au poix du Roy, & non à autre Et celles qui se vendent à mesure, seront vendues à l'aulne de Paris. Brasse pour mesurer boys, doit auoir six pieds communs. Lesquels poix & mesures seront baillez par celuy à qui appartient.

Publication desdittes constumes.

ES coustumes & articles dessus escrits, ont esté leuz & publiez au resectouer du conuent des Iacobins de la ville de sain & Iean d'Angely, par Iean fauereau, gressier de laditte seneschausse de Xainctonge audit siege, par l'ordonnance, & és presences de nous Nicolas bohier tiers president en la cour de parlement du Roy nostre sire à Bordeaux, Geoffroy de la chassaigne conseiller dudit seigneur, & Thomas de cousinier, aduocat en icelle, commis & deputez de par ledit seigneur pour faire faire laditte publication. Et aussi és presences d'honorables hommes maistre Charles gommard, en son nom & comme procureur special des doyen, chanoines & chapitre de Xainctes, & archediacre d'aulnys en icelle eglise, prieur des prieurez de Soubize & Trizay, Maistre Iacques dedicy, comme procureur de reuerend pere en Dieu maistre Iean de Reilhac, abbé commendataire du monstier, & abbaye de laditte ville sainct Iea & prothonotaire du sainct siege apostolique, Maistre Iea hubert, procureur de l'abbé de Thaunay charante. Maistre Iean mathe, comme procureur de l'abbé de charroux, Maistre Iean ferrand, procureur de l'abbé de Cellefrouyn, Ledit dedicy comme procureur de l'euesque d'Angoulesme, M. Charles de montalembert, prieur de Iulles: M. Pierre de Iarrye, prieur de sain & Fraigne: ledit dedicy, procureur du prieur de Deuil, & des chanoines & chapitre d'Angoulesme, & du prieuré de Varaize, & ledit ferrad comme procureur de la comtesse de Taillebourg: Et pour les chanoines & chapitre dudit lieu, frere Foulques giraut, prieur de sain & Sauynien: maistre Iean mathe, procureur du prieur de Bignay: messire Adrien de monberon, cheualier, baron de Mastaz & d'Archiac: Françoys de maulmont, seigneur, baron de Thaunay boulthonne:Iean gommard, escuyer, seigneur deschillay: Françoys bouchard, escuyer, seigneur de sain& Martin de la Couldre: Iean poussard, seigneur de Vendre: Iean rauard, seigneur d'Orieu: Loys de ponthieux, escuyer, seigneur de Touches: Archambaut d'orseuille, seigneur de Chey: Iean du chesne, seigneur du Cluseau: Bertrand helye, seigneur de Fougery: Charles accarie, seigneur de Bourdet:Foucaud grand, seigneur de Luxollieres: Iean vidaut, seigneur de Roume fort: Anthoine du chesne, seigneur de Roumefort pres Mastaz: Guyot pelloquin, seigneur de la Plaisse: Loys de chasteau, seigneur de Lombarde: Guy poussard, seigneur de Peyre: maistre Iean guyton, en nom & comme procureur de messire Iacques de Clermont, cheualier, seigneur Dussure: maistre Iean guyton, procureur de dame Ieanne de Rochecouard, dame de Thaunay charante: maistre Iean hubert, procureur de la dame de Soubize, d'Anthoine d'authon, escuyer, leigneur dudit lieu, & de la Dame de Brizambourg: maistre Guillaume Roy, procureur du seigneur baron de Frontenay:Pierre laidet, escuyer, seigneur de sain& Estienne: Eustache de la Brousse, seigneur dudit lieu: Philippe girard, escuyer, seigneur de la Popeliere: Iean euerland, escuyer, seigneur de la Thousche: maistre Iean hubert, procureur du seigneur de la Roche Chandry:ledit Mathe, procureur du seigneur de Ribemont : ledit Hubert, procureur de A. beschet, escuyer, seigneur de Genoille: maistre Olivier pesneau, licencié en loix. lieutenant particulier audit siege: sire Iean audet, maire & capitaine de laditte ville: Françoys le Breton, aduocat du Roy en Xainctonge: Laurens pitard, substitut du procureur du Roy, audit siege: Iean brosser, esleu en Xainctonge: Guillaume pastoureau, seigneur de Mor-

nay, Guillaume hobineau, Iean le breton, Bertrand petichaut, Iacques thibaut iuge le laditte ville, Helye malat iuge, preuost d'icelle, Pierre constant, Anthoine auril, Françoys preuost, Denys helye, Helye regnier, Denys de rousselin, Iean gasche licencié en loix, aduocat audit siege, maistre Iean hubert, Iacques dedicy, Iean ferrand, Anthoine guinguat, Iean mathe, Iea guiton, Françoys de la mare, Matthieu marrot & plusieurs autres, tant gens d'Eglise que lays & practiciens. Apres laquelle publication auons enioinct aux dessus dit dits & à tous autres de d'oresenauant garder & observer comme loix, less dittes coustumes publices & arrestees, & fait defense de non alleguer autres coustumes contraires ne derogantes à icelles. Et outre auons saix defense ausdits lieutenans, iuges, officiers du Roy & autres aduocats, practiciés & coustumiers de laditte sene schausse de Xainctonge, siege & ressort dudit sainct Iean d'Angely, que d'oresenauant pour la preuue desdites coustumes publices, ils ne facent aucunes preuues par turbes de tesmoins particuliers:mais par l'extraict d'icelles, signé du gressier ordinaire dudit siege, & deuëment expedié. En tesmoin de ce, nous auons signé ces presentes. Et aussi les dits lieutenant particulier, & greffier dudit siege, les iours & an dessussition.

N.bohier. Ainsi signé, G.de la chassaigne. T.de cousinier. O.pesneau. & Ican fauereau.

Fin Covstvmes Dv X A I N C T O N G E.

Coustumes generalles du

PAYS ET

> B R Rtaigne.

Des iustices & iurisdictions, ministres & droits d'icelles.

Article i.

ES iuges seculiers ne pourront tenir seurs iurisdictions, plaicts & deliurances, és iours de festes commandees garder par l'eglise & chaumables du peuple, sur peine de nullité de ce qu'aura esté fait esdits iours.

La cognoissance de la solennité des testamens appartiét aux iuges d'e- de feriu.C.M glise. Et apres estre declarez solennels, sa desiurance 3 des biens se sera par funt patria obi la iustice seculiere qui baillera les biens qui surent au desunct à ses execu- dientia papateurs, s'ils le requierent. À la fin que l'obseque soit sait, & les dettes, legats lu Armorica-

teurs, s'ils le requierent. A la nn que l'obleque loi la testament deuëmet 3. deliurance)

& amendemes du defunct, & les aumosnes comme ils sont contenues au testament deuëmet 3. deliurance)

3. deliurance)

iii. 2. secularis exculuris exculures
Quand arrest est fait sur quelque chose que ce soit, mesme desrobbee, ores que la chose ar- fiafici. C.M. reste e fust en la saissne & possession d'aucune personne ecclessasticque, la cognoissance en appartient à la inrisdiction laye, & non à autre.

Le iuge seculier peut en tous cas de delict requerans capture, prendre & apprehender pre-Ares, cleres & religieux, & aussi les arrester au cas qu'ils denieroyent & resuseroient doncr seureté à autre, sauf à les rendre à leurs iuges ecclessafticques, s'ils sont requis & faire se doit. Et seront tous les frais raisonnables de la iustice seculiere payez s'il n'y auoit cas privilegé: auquel 4. Prim tamé cas ne seront lesdits frais payez, que pour la moitié.

Le inge seculier, à la requeste & supplication du juge d'eglise, 4 sera tenu prendre quelque magistratus rsonne que ce soit accusé de crime d'heresie. personne que ce soit, accusé de crime d'heresie.

Les gens d'eglise peuvent proceder par semonces, par inhibitions & par monitios : mais ne e.m. Aaaa iij.

Coustumes du pays & Duché de Bretaigne

peuuent proceder par sentence d'excommunie contre aucun detteur seculier pour le cotrain dre à payer sa dette s'il a biens meubles ou immeubles, sur lesquels le crediteur peut faire proceder à execution.

vij.

Les clercs, prestres, ou autres gens de religion, qui ont delinqué en la monnoye, doiuent estre rendus aux presats ou à leurs commis en la iurisdiction où le delict & forfait auroit esté commis, donnant caution de fournir droit de les rendre, s'il est trouvé cotre-eux qu'ils sussent faux monnoyeurs pour estre punis par les iuges du Prince, qui les pourront condéner à mort, s'ils l'ont deservy.

Iuge ne doit bailler appoinctement entre les parties, ne proceder en principal, si les parties ne sont presentes, ou procureurs deuement sondez pour elles.

Tous domiciliaires & estrangers peuvent estre convenus par devant le iuge du lieu de leur demeurance, & est leur iuge copetant pour raison des crimes & contracts, & en toutes actions personnelles, dont la cognoissance appartient audit iuge, si le convenu & adiourné n'est personne privilegee.

Et quant aux heritages & choses immeubles, le seigneur ou son iuge est iuge competant en toutes les terres & heritages qui sont en son district & iurisdiction.

Et est permis à toutes personnes soy sousmettre à la iurisdiction du iuge au dedans du district duquel ne sont demeurans ne iusticiables, par prorogation & submission expresse, en vertu de laquelle ledit iuge est sait & censé leur suge competant. xij.

Et aussi vn delinquat non domiciliaire est iusticiable du iuge, ou district & territoire duquel il a commis le delict, pour raison d'iceluy delict s'il est apprehendé audit lieu, ou poursuyui promptement, qu'on appelle chaude poursuite, au cas que le iuge est capable de la cognoissance dudit delict. Et ou il ne seroit capable, doit intimer la iustice du seigneur suzerain qui le doit & est tenu prendre pour le iusticer & corriger selon la qualité du delict, s'il restoit clerc, qui doit estre rendu au iuge d'eglise.

Et ou le deliquant ne seroit poursuiuy au lieu où il a commis le delict, le iuge du domicile le doit iusticer, sinon que le delict sust comis en soire ou marché, ou que la chose emblee ou rauie sust apportee pour estre vendue audit marché ou soire: auquel cas la cognoissance en appartiendra au iuge dudit marché ou soire, si le delinquant n'est clerc.

xiiij.

Si aucun delinquant est prins hors du lieu & district du delict & de son domicile, par autre iustice, apres auoir intimé aux iuges des lieux du delict & domicile, iceux iuges ne le veulent retirer pour le iusticer: le iuge qui l'a apprehendé le pourra & deura iusticer & punir selon le messait & qualité du delict, si le delinquant n'est clerc. xv.

Vn sergent delinquant & forfaisant en son office, est insticiable de la instice du seigneur duquel il est commis, ou de la instice suzeraine: mais celuy qui sons conseur qu'il pretend auoir pounoir du sergent, combien qu'il ne le soit, veut & s'efforce d'exercer & saire office de sergét au nom d'aucun seigneur, il doit estre puny par le juge de son domicile.

Nul subiect seigneur ne doit cognoistre des choses qui touchet le suzerain seigneur, ne qui touchent le sait de sa iustice, s'il n'a commissió & pouuoir suffisant de ce faire, & s'il le faisoit, en seroit amendable ou ses officiers en cas de desadueu, s'ils ne monstroient mandemet dudit seigneur inferieur.

xvii.

Si le iuge qui a condemné aucun, ne trouue biens du condemné dedans son district & iurifdiction suffisans pour mettre à execution sa sentence, il peut requerir le iuge au district & iurisdiction duquel ledit condemné a biens. Et est le iuge qui est requis, tenu obeir au requisitoire, s'il luy appert sommairement que la condemnation soit donnée par iuge competant, autrement ne seroit tenu y obeir. xviij.

Les parties peuuent librement compromettre de leurs differens en telles personnes que bon leur semble, sors & excepté en leurs iuges ordinaires, qui ne peuuent estre arbitres entre leurs subiects.

Et ne peuvent les dits arbitres executer sentences, sinon qu'ils eussent les choses contétieuses en leurs mains pour bailler à la partie qui obtient gaing de cause. xx.

Les iuges ne tiendront leurs iurisdictions, ne feront exploicts de iustice de nuict, & tiendront leurs iurisdictions, plaicts & deliurances en lieux suffisans honnestes & à ce deputez, & aussi ne feront les sergés exploicts de iustice de nuict, si ce n'estoit pour forfait & delict ou autre cas requerant celerité.

Quand l'on fait outrage au sergent exerçant son office, & qu'il crie & demande ayde : les

fubiects qui le pouuoient ouyr & secourir & ne l'ont secouru, sont punissables & amendables selon le messait.

Sergent executant ou exploictant pour son seigneur, ne peut demander aucun salaire: mais quand il exploicte pour autre, aura salaire raisonnable: s'il n'estoit sergent seode qui deust faire exploicts sans salaire.

Nul n'est tenu soy deliurer s'il n'a adiournement.

xiiijs

Quand adiournemens sont requis à suzeraine cour, ils doluent estre faits, sçauoir par les sergens des cours dont les teneurs tiennent de degré en degré.

Nul terme n'est competant s'il n'est assigné tiers iour pour le moins, excepté des cas qui ensuyuent, c'est à sçauoir du messait du iour, ou du sait d'entre marchans passans, ou du sait de marché, ou de soire, dont la iustice en peut deliurer de iour en iour & d'heure en autre, ou du messait d'entre termes, ou de spoliation de biens, dont la premiere assignation peut estre sait du iour au l'endemain sans excepter les sestes.

En toutes causes l'adiournement en premiere assignation est competant quand il y a huit iours d'interualle, quand celuy qui est adiourné est en distance de plus de trois lieuës, & au desfus de dix lieuës y aura quinzaine, & au dessus de vingt lieuës trois sepmaines, s'il n'y a autre couention entre les parties.

Si l'adiournement est fait au domicile aux gens y estans, en l'absence de celuy ou ceux que l'on veut adiourner, & à la premiere assignation celuy à qui aura esté fait sçauoir l'adiournement iure qu'il n'a veu l'adiourné depuis l'adiournemet, il aura vn delay pour faire comparoir son maistre.

En toutes actions le seigneur peut retirer son subiect de suzeraine cour és cas dont le seigneur ou sa institue peut auoir cognoissance: & se fera le retraict dudit suiet de degré en degré, & si le seigneur ne le retiroit, pour ce n'aura-il perdu sa iurisdiction en autre cas.

Et en cause de douaire ne d'officiers delinquans en leurs offices, n'y a retraict à cour inferieure.

En matiere d'arrest ou de plegement par cour superieure le seigneur peut retirer son subiect ores qu'on pretende infraction d'arrest ou actemptat de plegement auoir esté saits par le subiect. Et s'il se trouue infraction ou actemptat, le iuge inferieur le condemnera en l'amende enuers la cour suzeraine, de laquelle amende sera tenu certisser, & icelle rapporter au iuge superieur.

Si le seigneur veut pretendre plus grand deuoir luy estre deu par son subiet que le subiet n'aduouë & recognoist, iceluy subiet peut decliner la iurisdiction de sondit seigneur, & aller à la iurisdiction suzeraine.

En cas de crime & delict si le seigneur inserieur ou sa iustice estoit negligent de saire son deuoir, & iustice superieure prent les malsaicteurs & delinquans, elle cognoistra des delicts & crimes, sans qu'il y ait retraict oudit cas, pourueu que la iustice superieure puisse monstrer de la ditte negligence.

Quiconque propose exception ou fait autre exploict empeschant proceder au principal, s'il en est vaincu, la vaincque vaut dessaut en principal. xxxiij.

Les iuges qui indeuëment & iniustement tauxent & sont leuer amende, sont punissables de peine arbitraire iusques à suspension ou prination de leurs offices: & plus grande si le cas le requiert.

Et quand ceux qui ont gouvernement sur autres, mesprennent scientement en leurs offices és choses qu'ils doiuent garder, ils doiuent estre punis sans remede selon le cas & mesfait, à l'exemple de tous autres.

Et doiuent respondre du messait mis sur eux, & des doleances en present: au cas qu'ils seroient officiers au temps de la doleance, sans autre adiournement ne retraict d'autre cour, toutes dilations & plaidoyeries cessantes: & s'ils sont hors de leurs offices, sont tenus respondre desdits malesices & maluersations en les adiournant.

Et doiuent les seigneurs informer & enquerir souvent & secretement du gouvernement de leurs officiers en leurs charges & offices, & s'ils font aucunes oppressions sur leurs subiets afin qu'è les dits officiers ne s'enrichissent du bien desdits seigneurs ne de leurs subiets. xxxvij.

Le seigneur ne doit resuser ne différer de faire iustice par luy ne ses officiers chacun en son regard, & s'il le faisoit, il perdroit sa iustice & iurisdiction, speciallement en celuy cas s'il en estoit reprins de la suzeraine iustice.

xxxviij.

Aaaa iiija

Coustumes du pays & Duché de Bretaigne

Et si dessaut est trouué en ses officiers, ou s'ils mesprennét en leurs offices, il est tenu le leur faire reparer ou le reparer de luy-mesine, en desdommager les parties & amender à iustice sur zeraine.

Mesmes si les officiers du seigneur subiet vouloient cognoistre des saits qui appartiennent au seigneur suzerain, le seigneur subiet le deuroit amender, & en ce cas & ceux qui toucheroient soy mentye pourroit le seigneur desaduouer ses officiers s'ils n'auoyent mandemet spe
tial de luy.

Iuge ou autre officier de iustice qui est prouué pariure, est infame & incapable d'estre iuge n'en autre office public.

Qui met aucun en torture sans auoir charge par presumptions, ou enqueste du fait, ou de commune renommee, le doit amender à la suzeraine iustice & desdommager la partie. xlij.

Si aucun prisonnier eschappe de prison, celuy qui le tiendroit ou auroit en garde n'en tom beroit en peril s'il pouuoit monstrer & faire apparoir deuëment que ce ne sust par sa coulpe: & si ledit prisonnier estoit eschappé par lignorace de celuy qui le tiedroit ou auroit en garde, ledit garde seroit tenu desdomager enuers cour & partie selon la qualité du cas:mais s'il estoit trouué qu'il eust enuoyé le prisonnier ou soustenu secretement, parquoy il s'en sust allé hors de prison, il seroit puny comme le malsaicteur.

Les clercs, prebîtres, ou autres gens de religion qui ont delinqué en la monnoye, doiuent estre rendus aux prelats ou à leurs commis en la iurisdiction où le delict & forfait auroit esté commis, donnant caution de fournir droit, & de les rendre s'il est trouué contr'eux qu'ils sufsent faux monnoyers. Et sont les dits prelats tenus les degrader de leur priuilege, s'il est trouué deuant eux qu'ils soyent faux monoyers, pour estre punis par les iuges du prince qui les pourront condamner à mort s'ils l'ont deservy.

Iuge ne doit bailler appoinctement entre les parties, n'y proceder en principal si les parties ne sont presentes ou procureurs deuëment sondez pour elles.

Clercs ne doiuent tenir les bannis des juges seculiers: mais ne sont tenus par cause de leur priuilege clerical à prendre ne saire prendre les dits bannis ou autres qui pourroient estre criminels.

xlvj.

Iustice seculiere a la congnoissance sur les meubles & sur les heritages des clercs mariez, & ne les sauue le printilege qu'en crime sur la personne. xlvij.

Le seigneur peut suiuir ses hommes par sa cour pour les choses qui luy touchent, sçauoir pour les deuoirs de son sief, pour le messait ou messait ou messait ou dit à luy ou à ses ses gens, ou ceux qui seroient en sa garde, ou qui viendroiet prendre droict par sa cour, ou qui contreuiendroyent aux commandemens qui auroyent esté baille z par saditte cour, qui actem pteroit contre ses plegement ou arrest, qui despeceroit son marché ou soite, ou son brandon ou semblable cas. Aussi pourroit-il suyuir les hommes d'autre iurisdictió, combien qu'ils declinassent, s'ils ont delinqué esdits cas en sa iurisdictió. Et pourroit arrester les messaisans iusques à pleige de sournir droit.

Pareillement cognoistra le seigneur ou son iuge des choses qui ne touchent son fait, comme seroit, sait de crime qui touche son office, soit à denonciation de partie ou sans denonciation.

Et celuy qui ne seroit homme & n'auroit messait en la iurisdiction, doit estre enuoyé deuant son juge pour le iusticer.

Nul sera contrain à respondre en cause d'heritage deuant le juge du seigneur qui veut retirer à soy ou à son hoir l'heritage contencieux, si celuy qui seroit conuenu ne l'auoit accepté à juge sur luy, auquel cas ne pourroit ressortir à suzeraine cour, si n'estoit de grief sait depuis l'a ceptation.

Et n'est en ce comprins le roy duc, ne sa iustice, qui cognoistroit des choses qu'il voudroit auoir sur son subiect. Aussi ne peut le seigneur suyuir son homme proche ou arriere par sa cour des obligations & contracts que le seigneur diroit auoir faits auec son homme d'autres choses estranges qui ne toucheroient l'office ou le fait du seigneur, comme exploicts de sa cour, amendes, ou autres cas, dont est dit que le seigneur peut suyuir son homme par sa cour.

Le seigneur ne peut iusticer son mestayer ou censier par sa cour si n'estoit de contract par sa cour, ou de messait commis en sa iurisdiction, s'il n'a autre seigneurie & iurisdiction sur luy.

CHAP.



CHAPITRE

Des droits du prince & autres seigneurs & des aydes.

liÿ.

V Roy & Duc seul appartient de bailler sauuegarde. liiij. Au Roy & Duc feul & à ses iuges appartient la cognoissance de monnoye. Et peuuent auoir la cognoissance sur toutes personnes soyent prebstres, clercs, ou gens de religion, & les peuuent prendre & condemner à mort:pourueu qu'ils soient degradez.

Thresor d'or ou d'argent trouvé en terre par beschement & ouverture, est au prince s'il n'y a poursuitte, & si terre n'estoit beschee & ouuerte, ce qui est trouué doit estre rédu à la iustice dessus les lieux pour le faire bannir & rendre à qui il appartient.

Les seigneurs qui ont iusticement sur les hommes en leur terre, doiuent garder & bourner les voyes & routes qui ne sont de ville marchande à ville marchande, & tous les autres chemins sont en la garde du prince.

Nul a cognoissance de punition defeu si n'est le prince, ou les barons en leurs baron-

De toutes les noblesses qui sont deuës au prince seulement, nonobstant qu'autres ayet accoustumé à en vser, ils n'en iouyront s'ils n'auoient tiltre certain.

Il n'appartient à aucun auoir iouyssance des choses esgarees s'il n'a haute iustice aux lieux où elles ont esté trouuces.

Chose trouuee doit estre gardee par quarante iours, & durant ledit temps doiuent estre sai tes trois bannies par trois dimanches apres la grande messe de la parroisse où la chose a esté trouuee, & aux marchez ainsi qu'il est accoustumé au pays. Et apres lesdits quarante iours & bannies deuëment faites, le feigneur qui a haute iustice sur les lieux la peut exploicter & en re tenir à luy les deux parts, & bailler l'autre tiers à celuy qui a trouué laditte chose, tous despes & mises preallablement payez sur laditte chose. Et si parauant que laditte chose soit despédue, ores que lesdits quarante iours soyent passez, aucun aduouë & verifie la chose sienne, il la doit auoir & recouurer quelque part qu'elle soit, ou l'argent qui en sera prouenu, en payant par luy tous loyaux frais, mises & despenses: & apres laditte chose despendue, lesdits quarante iours passez & bannies faites comme dessus, le seigneur ne autres ne sont tenus respondre de ladit te chose,& celuy qui exploicteroit la chose trouuee sans garder la forme cy dessus, chet en cri-

Le seigneur doit auoir les ventes du feage qu'il a fait, si depuis celuy feage est vendu par le detenteur.

Et si le vendeur dudit seage a fait maisons ou planté bois portant fruits ou autres edifices qui doiuent demourer au lieu & estre reputez pour heritage & il vend l'heritage à vn, & à vn autre les edifices ou autres choses, il doit payer du tout les ventes à son seigneur.

Celuy qui a engagé ses heritages & apres les vend, doit payer les ventes tant de l'engagement que de la vendition. lxiiij.

Et posé qu'il ne vendit l'heritage: toutes-fois si l'engage passoit neuf ans, ventes sont deues pour celuy engage seulement.1

En contract de vendition où y a condition de reemeré & rescousse, ventes ne sont deuës de vendition de rescousse sur la condition de respectable de vendition de rescousse sur la condition de rescousse sur la conditio pendant laditte condition de rescousse si elle ne passe neuf ans.

Ventes sont deuës au seigneur quand le bienfait, douaire, ou autres viages ont esté vendus datio resustru ou appreciez à six ans quitte ou autre pris.

Quandheritages sont baillez au creancier en payement, les ventes doiuent estre calculees giorn temporit & affiette faite à iceluy creancier pour le pris d'icelles sur les dits heritages.

Le seigneur peut par luy ou son sergent executer pour ses ventes & amendes.

Ventes font deuës au feigneur qui a principallemet la bannie fur les chofes, si elles n'estoiet tenues de luy comme iuueigneur d'aisné, auquel cas les ventes seroient au prochain seigneur lige. Et posé que aucun baron ou autre seigneur auroit la bannie generallement en sa iurisdiction, son suiet seigneur proche ayant la iurisdiction sur les choses aura neantmoins les ven-

Si le feigneur proche acquiert heritage de son homme dont il eust eu ventes st autre l'eust achepte, le prochain seigneur doit auoir le tiers desdittes ventes.

lxv. 1. Ideftetlam, XVII]. Elm etiam lonon facit lo-IXIX. cum laudimin

Coustumes du pays & Duché de Bretaigne

Et si le subiect acquiert de son seigneur proche les rentes & obeissances, les ventes en appartiennent au seigneur suzerain, & pareillement le rachat ou le bail. lxxiiij.

Le vendeur doit les deux parts des ventes & l'acheteur le tiers. lxxiiij.

Le seigneur peut auoir le serment du vendeur & de l'acheteur comment a esté fait le marthé pour raison duquel il pretend auoir ventes. lxxv:

En contracts d'eschange censie & donnaison ne pour retraict de promesse n'appartiennét ventes.

L'aisné n'a bail ne rachat sur la terre de son iuueigneur.

lxxvij.

Durant l'an du rachat le seigneur ne pourra des loger le suruiuant des mariez, leurs enfans ne heritiers de celuy par le deces duquel sera le rachat aduenu, sauf au seigneur à vser & iouyr des logis ordonnez & requis pour la cueillette des fruits.

Par la mutation du bail en rachat faite par le feu Duc Iean l'an mil deux cens soixante & quinze, fut ordonné que toutes sois que aucun meurt en quelque aage que soyent ses hoirs le prince, ou autre ayat droit de rachat prédroit & leueroit les fruits & leuees issues des terres & heritages dudit decedé, & des rentes dudit decedé d'une année sans boys coupper ne vendre, pescher estang, courir en garenne ne en forest.

Et si ledit decedé avoit baillé à ses inveigneurs quelque heritage ou douaire à semme, le seigneur ne prendroit les fruits ne les issues de l'annee des terres que les inveigneurs ou la douairiere tiendroit insques à ce que les dits inveigneurs ou douairiere meuret: & apres le deces desdits inveigneurs ou douairiere ou des hoirs de celuy qui tiendroit de l'heritage dudit decedé en inveignage, le seigneur en prendroit la ionyssance d'une annee comme l'annee des suissiere.

Et si femme estoit heritiere & se marioit, elle ne payeroit les fruits de l'annee de sa terre des sies si dont elle les a payez par le deces de celuy duquel elle seroit heritiere, & par ce n'y au roit rachat que par mort, & és cas reservez par la coustume.

Et peut celuy qui decede laisser la garde de ses ensans, & de ses biens à qui il luy plaist sans que le seigneur au moyen du bail ne rachat y puisse contredire, & apres son deces sera prealla blement son testament accomply, ou s'il n'a fait testament, ses proches parens ordonneront des fruits & des issues de la terre du decedé pour le salut de l'ame du decedé & le prossit de l'heritier sans que le seigneur qui pretend rachat le puisse empescher.

Et si laisné prend son iuueigneur à homme, & iceluy iuueigneur meurt sans hoirs de corps, la terre retourne aux hoirs, ou lignage de laisné, lxxxiij.

Les rolles & rentiers des iurisdictions seront reformez de dix ans en dix ans, & pour ce saire pourront les seigneurs assigner par trois bannies de huitaine d'intervalle pour le moins entre chacune bannie à certain lieu & competant iour & heure aux hommes de venir nomer leurs rentes & s'enroller. Et en cas de dessaut pourra le seigneur enroller son home absent par ses iuges & officiers par provision, informatio sommairement faite de sa rente accoustumee, tant par l'inspection des precedés rolles, que par ceux qui auront esté sergens & recueilly les rentes des heritages, laditte provision en tout ou partie, toutes fois reuocable par appel, ou contredit par le prochain iuge royal.

Et ledit rolle fait & accomply, tout homme venant à nouvelle possession & auparauane qu'il puisse faire les fruits d'icelle, se sera au gresse dudit seigneur enroller de la rente que de-uoit celuy en la place duquel il est subrogé, soit par successió ou acquest, dont sera fait declaration.

Et ne pourra le seigneur contraindre ses hommes à faire la cueillette de ses rétes, que tout premier n'ayt sourny de rolle signé du gressier ou d'vn notaire à la requeste du seigneur par la maniere deuant ditte.

lxxxyj.

Et les hommes qui sont subiects à faire cueillette des deniers, rentes & deuoirs de leur seigneur, feront laditte cueillette des rentes du sief chacun en son bailliage à l'ordre du rolle, pour ueu qu'il soient soluables & respondront des deniers. Et n'est pour tout ce attribué droit aux seigneurs, lesquels par cy deuant n'ont eu droicture & possession de contraindre leurs homes & subiects à faire laditte cueillette & recepte de rentes & deuoirs. Et apres diligence deuë & sussissant par le sergent institué pour faire la cueillette des rentes du seigneur de soy faire payer desdittes rentes, si aucun se pleige ou luy baille autre empeschement de payer la rente, en portant & baillant par ledit sergent audit seigneur ou son procureur son exploict & relation dudit empeschement, il sera & demourera quitte d'autant, comme ledit opposant

sera imposé oudit rolle & rentier.

lxxxvii.

Tout subiect baillera son adueu mynu & tenue dedans trois mois depuis qu'il aura eu nou uelle possession d'heritage, sur peine de saisse & jouyssance d'autant de temps que ledit subject sera en demeure de fournir en ce que dessus.

Le seigneur, son procureur, ne officier ne prendront aucune chose de leurs subiects pour la reception des tenues, mynus & declaration des terres, rentes & deuoirs directement ne indirectement, sur peine de remboursemet sur eux au quadruple, & d'estre punis come exacteurs, sauf que si le subiect veut prendre relation il payera au procureur & greffier par moitié ou à ce luy d'eux qui signera laditte relation deux sols monnoye & non plus.

Quand le seigneur marie l'une de ses filles, il doit estre aydé par ses hommes du pris de la rente que les hommes doiuent chacun an par deniers, & ainsi doublera sa rente pour celle an nee,& n'a ceste ayde fors pour l'vne de ses filles.

Quand le seigneur est fait cheualier, & aussi son fils aisné, ses hommes luy doiuent pareille ayde que dessus

Quand le seigneur est prins en guerre pour le proffit commun, ou pour son souuerain seigneur, si les meubles du seigneur ne peuvent suffire pour le payement de sa rançon, elle doit estre assise & payee sur ses hommes selon que chacun aura de biens par le regard des profficables hommes dudit seigneur.

Quand le seigneur est arresté & detenu,& l'on le peut deliurer o pleiges, ses hommes sont tenus le deliurer d'autant comme le seigneur les assignera sur luy ou sur autres & non de plus tant qu'il les ayt acquittez & desdommagez si dommage y auoit.

Quand le seigneur achate terres en sa premesse, ou retraict les heritages de son presme, ses hommes sont tenus de luy auancer tout ce qu'ils luy doiuent pour ceste annee, leur donnant lettres de quittances.

Aussi sont les hommes tenus en temps de guerre ayder à leur seigneur & sortisser ses places affin qu'en temps d'hostilité ils y puissent retirer eux & leurs bies. Et si par meschef le seu ardoit les maisons du seigneur, ou si elles tomboiet par cas de fortune, ses hommes sont tenus ayder, speciallement auec leur corps, leurs charrettes & bestes à amener la matiere requise à edifier.

Et quand on leue le gros bois d'vne maison, chacun voisin qui est requis, y doit aller ayder

Aussi quand aucun crie au seu ou au meurdre, chacun est tenu à y aller, & ceux qui iront à 'ayde seront souldez s'ils n'y sont tenus par subjection.

Noble homme n'est tenu faire à son seigneur viles coruces, mais est tenu luy ayder aux armes & autres aydes de noblesse.

CHAP.

Des procureurs.

xcviÿs

LVY qui a fait faire exploict en qualité de procureur d'aucun, doit au iour de l'affigna tion faire apparoir de procuration de precedét datte dudit exploict, autremét l'exploict 1.88. Satis est est nul, & payera ledit pretendu procureur despens à la partie, & améde à la cour, & ne peut se procuratoris procureur faire autre chose que ce qu'est contenu en sa puissance & pouuoir. xcix. sequens ratis-Es procurations ad lites sera le constituant tenu soy obliger à payer le juge sous l'obligation mentione prio vn procureur faire autre chose que ce qu'est contenu en sa puissance & pouuoir.

& hypothecque de ses biens, & esdittes procurations sera le lieu où elles sont consenties & indute praceseront seellees de seau authenticque ou du constituant s'il a seau.

Procureur accepté par la partie en la cause, peut saire serment par la liquidation & esclarcissement des despens & tout autre serment servant à la cause, pour veu qu'il ne soit decisif, ne concernant le fait des preuues.

Si le procureur est trouué excommunié ou autrement inhabille pour occuper en la cau se, il aura vn delay pour faire venir son maistre payant despens à partie aduerse.

Nulle personne infame, ne mineur de dixhuit ans, est capable d'estre procureur en iugement & ne peuvent les clercs sollus estre procureurs en cour seculiere, sinó qu'ils sussent pro cureurs pour autres clercs ou pour l'eglise.

Procureurs qui sont establis sous seau d'eglise, & n'ont autres lettres, ne sont recenables en cour seculiere s'il n'y a autre seau apposé en leurs lettres.

En cause criminelle où la presence de la personne est requise, le procureur n'est receuable

C. ti.C.M.

Coustumes du pays & Duché de Bretaigne

à comparoir pour le delinquant, ou pour celuy qui doit comparoir en personne.

Procureur fondé & receu en cause ciuile peut desendre le constituant ores qu'il escheust question de crime incidément pour vn terme seulement. Et luy sera baillé delay pour faire ve nir ledit constituant. Et ou ledit procureur voudroit soustenir le fait dudit constituant, sera arresté iusques à ce qu'il ait fait comparoir ledit constituant. Et neantmoins ne laissera le iuge à decerner prouissons necessaires contre ledit constituant iusques à capture de sa personne si le cas le requiert.

Celuy qui est en pouvoir d'autruy ne peut establir procureurs sans l'auctorité de celuy en pouuoir de qui il est:si ce n'est contre le fait de celuy qui deuroit donner l'auctorité,& conuiet que l'auctorité soit seellee de seel authentique, ou de son seel ou de juge ordinaire, si n'est que celuy qui deuroit donner l'auctorité prensist la procuration en son nom, auquel cas n'est mestier qu'elle soit seellee de juge ordinaire ne autrement auctorisee.

Quand procureur met en auant aucun crime ou iniure à l'encontre de partie aduerse : il se fera aduouer à son constituant: autrement sera tenu reparer l'honneur & desdommager partie aduer se & l'amendera selon l'exigence du cas.

> CHAP. 4. Des pleigemens & actemptats sur iceux. cvių.

'ON peut former pleigemens sur toutes choses qui se peuvent possedet tant meubles que immeubles, droits corporels que incorporels, à ce que le pleigeur ne foit troublé, inquieté, ne molesté sur ses possessions pour la conservatio de ses droits, & se fera le pleigement dedans l'an & le iour du trouble fait ou comminé.

Nul n'est receuable à proceder par voye de pleigement ne arrest contre possesseur pacific 1 lutur actiones que par an & iour en luy empeschant la saissne pour les choses escheuës en l'annee comme au reipersecutoria cas de fermes, louages & engagement, soit à brief ou long temps finis en l'annee que on in-Per viam jum-plicis actionisse tentera le pleigement, mesmes en cas de rachats aduenus en laditte annee du pleige-

Coheritiers ou autres pretendans droit en melme chole comme commune & par indiuis sam habentu. & ceux qui ont commencé proces touchant heritages, peuueut soy pleiger contre le detenteur ou possesseur desdittes choses 'nonobstant longue possession ou cas que ledit posquandiu comu sesseur voudroit metre lesdittes choses hors de sa main par heritage.

Le spoliateur ne peut soy pleiger 3 pour raison de la chose dont l'on preted spoliation auoir semper sunt in esté faite, ains la spoliation verifice, doit le spoliateur estre prins & arresté, iusques à ce qu'il ait restably laditte chose spolice.

> Celuy qui actempte contre pleigemeut intimé doit estre codemné aux despens, domages & interests du pleigeur & en l'amende enuers la cour à l'esgard de iustice. Et par la coustume celuy n'actempte qui vse de son droit, pourueu que les choses soient reparables.

L'homme se peut pleiger contre son seigneur pour grief, & ne sera tenu luy obeir penvi.nistex ma- dant le pleigement: & si depuis le grief il obeissoit, il ne pourra plus poursuyure son pleige-

Quand aucun est tiré en cause par deux seigneurs qui le pretendent & vendicquent estre leur subiect, pour mesme chose il se peut pleiger par cour suzeraine à ce qu'il demeure en souf france insques à ce qu'il soit ingé & determiné entre les deux seigneurs auquel il demourera 4. 115. Ideft, subiect, & promettra par deuat le iuge du pleigement obeir à celuy desdits seigneurs qui obtiédra en cause, & pendant le proces ne sera ledit subiect iusticié par l'vn ne l'autre desdits sei-

> On se peut pleiger en cas de premesse 4 auparauant que l'acquereur soit approprié, & en laditte instance de pleigement pourra le pleigeur esliger & prendre conclusions pour auoir la chose qui gist en retraict par premesse.

L'on ne peut venir par voye de pleigement contre l'hoir du defunct en droite ligne en luy facientes Re- empeschant la saissne de l'heritage, si ce n'est du fait d'iceluy heritier, par ce que en ligne directe le mort saissif le vif.

Celuy qui a possession & saisine par an & iour, ne doit estre empesché sur sa saisine sans estre appellé en jugement soit pour desfaut d'hommage ou autre cause.

> Des arrests & ostages. exviy. CHAP.

CI aucun seigneur prend ou saissist aucune chose indeuëment & sans raison, il doit estre arre-Ité par iustice: & luy doit estre baillé brief terme pour prouuer & verifier que iustement il a ap-

1. 109.mm tol ue realis fine ment. personalis, vel mixtam can-

2.1 10. Quia fra annii. hac est altera limi satio ad S.pra cedentë.C.M. 3.111. Id eft, Spoliari potest. L.3. D. mde gno internallo. C.M.

retrahendo res renditas iure gneurs. proximitatis. hoc vocabulis acceperütBritones ab Italis quos frequentant questum ma, vt patet a pud Bald . & Matth.de affliel . in tract. de iure protomeseos . vide Ánd.Tiraq. tr.proximit.in prin.C.M.

a apprehédé la chosedont est question. Et si audit terme il ne peut monstrer promptement & sans autre delay qu'il l'ait fait pour bonne & iuste cause, la partie aduerse sera resaisse & luy codemné aux del pens domages & interests de la partie & en l'améde de la cour, & ne sera tenu celuy qui a esté desaisi & depossede obeyr à son seig. iusques à ce qu'il ait esté resaisi. exix.

Celuy qui a obligé son corps à tenir ostage pour dette ciuile apres l'intimation à luy faite 1.119. Id est de satisfaire à l'obligé, si l'obligé ne satisfait, le creancier le peut saire arrester par iustice en locum quod est certaine ville, & là tiendra arrett. Et s'il aduenoit qu'il enfraignist ledit arrest, le creancier le minus peut faire constituer prisonnier en prison fermee.

Et ou il y auroit conuention que le detteur deust tenir prison fermee, le creancier le poutra faire constituer prisonnier sans garder l'ordre contenu ou precedent article.

Arrest sur personne ne se fera qu'en villes ou bourgades où l'on puisse trouuer pain, vin, & autres viures necessaires.

Celuy qui fait arrester ou ostager autruy, luy doit faire ses despens à l'ordonnance de iustice, au cas que l'arresté ou ostagé n'a dequoy les faire.2

Apres que le prisonnier arresté ou ostagé a fait cession de biens pour la dette pour laquelle de remilie, li. il est arresté, il ne peut estre retenu en prison que par le téps qui sera arbitré par le juge pour 6, vit. inst. de faire par le creancier discussion & execution sur ses biens. CXXIIIj. aclio.C.M.

Si les biens du prisonnier arresté ou ostagé sont prins par execution pour auoir payement de la dette: & à la vente d'iceux biens se trouue opposition ou autre empeschement, ledit ost; gé nescrarelasché insques à ce que l'execution soit parfaite ou payement fait de la dette.cxxv.

Sergent ou autre ministre de justice ne doit faire sçauoir arrest sans soy assigner & qu'il ayt prins caution resseante.

Nul ne doit arrester le cheual à gentil-homme ou autre homme d'estat, qui est pour son vsage à cheuaucher, si son corps n'est obligé à tenir prison ou arrest, & aussi ne doit ledit cheual estre prins par execution si on peut trouuer autres biens meubles ou immeubles. cxxvij.

Celuy sur lequel est fait arrest d'aucune chose estant en sa possession, doit auoir recreance de laditte chose pendant le proces en baillant par luy caution bonne & suffisante.

L'on peut proceder par voye d'arrest sur la dette deuë au detteur iusques à la concurrence de la dette quand les biens meubles & immeubles du detteur ont esté discutez & execu-

Quand yne chose est arrestee, la iustice en est saisse iusques à ce que l'arrest soir vuydé, & fil'arrest est fait sçauoir par serget qui n'a pouuoir de ce faire, il est tenu desdommager enuers cour & partie, s'il ne trouue garent qui aduouë ledit arrest, auquel cas ledit garent sera tenu

Arrest peut estre fait sur chose mobiliaire que lon craint estre destournce ou desguisce, & tiendra jusques à ce que celuy sur qui a esté fait l'arrest ayt baillé pleige de droit.

Aussi peutle seigneur faire arrester les fruirs de la terre estant en son fief qui luy doit rede uance iusques à pleige de droit, quand le detenteur n'est domiciliaire ne estager dudit sei-

Quand meubles ou fruits sont arrestez en cas requerant celerité & où il y a peril euident, le sergent sans autre ordonnance de justice les peut & doit mettre en sauueté appellez auec luy deux tesmoins, & fera rapport, relation & proces verbal de la quatité & espece des fruits par luy ainsi arrestez & mis en sauueté, qu'il baillera aux parties s'ils le requierent.

CHAPITRE 6.

Des monstrees ou veues.

cxxxiiji

MONSTREB peut estre faire tant pour instruction de iustice, qu'à la requeste de la partie, àce que la iustice puisse faire son iugement plus certain & que l'execution du iuge soit plus facilement faite. CXXXIIII.

Entre freres & sœurs quad l'vn fait demande à l'autre des heritages de la successió de leur pere ou mere pour en auoir sa contingente portion, & en toute autre demade vniuerselle n'y doit auoir aucune monstree ne veuë.

En action personnelle d'actemptat spoliatio de fruits ou autre forfait sur terres ou sur mai fons ou couppe de boys & en arrachement de bourne s, on peut demander: & y a lieu de mon stree & veuë. CXXXV).

Bbbb

CXXIIJ. 2.122.L. vlt.

Coustumes du pays & Duché de Bretaigne

En toute action reelle concernant le fait d'heritage l'on peut demander & y a lieu de mon stree & veuë: fors és cas cy apres exceptez. Nul n'est receuable à demander monstree ou veuë des choses qu'il a baillees ou promis bailler par contract ou autrement de son fait. cxxxviij. Le defendeur en premesse n'est receuable à demander monstree à celuy qui est demadeur en premesse, ou au seigneur qui demande quelque chose par puissance de sies: pourueu qu'il soit question du contract sait par ledit desendeur. Nul n'est receuable à demander monstree ne veuë sinon qu'il soit question de chose particxl. culiere. En pleigement general de non troubler sur ses possessions, si le desendeur declare qu'il s'op pose au pleigement pour quelque piece ou pieces contenues sous le pleigement general, le desendeur est tenu de saire monstree & veuë des choses sur lesquelles il est rendu oppo-Si aucun fait demande de la maison où demeure le desendeur: il n'y doit auoir monstree ne veuë. Le vassal est tenu de faire monstree & veuë de ce qu'il tient de son seigneur seodal qui se fera aux despens du seigneur: excepté que le subiect & vassal sera sa despense, & si l'homme delaissoit aucune chose à mostrer, le seigneur la pourra prendre à sa main comme si l'homme l'auoit desaduouce. Le iuucigneur ou celuy qui le represente n'est tenu de faire monstree à son aisné ou à celuy qui le represente, du fief qu'il tiet de luy & qu'il luy a baillé, sinon au cas que le suzerain sei gneur voudroit contraindre ledit aisné à luy monstrer ses fiess en iuueignerie, ouquel cas seroit le iuueigneur ou le representant tenu monstrer ses siess à son aisné, & saisine à son suzerain seigneur. cxliiij. Monstree & veuë se peut faire par vn desfaut deuëment obtenu. Celuy qui doit faire la monstree & veuë, est tenu de monstrer la chose demandee clerement par tenans & aboutissans, & si mestier est & faire se peut par cerne & circuyt des lieux. Et en faisant lesdittes veuës pourront les parties faire telles protestatios que bon leur semcxlvj. Si le defendeur apres la monstree faite declaroit ne pretendre droit & ne vouloit troubler le demandeur sur les choses mostrees: & ledit demandeur ne peut faire prouue dudit trouble, il seroit tenu desdommager ledit desendeur.

CHAP. 7. Des garens & requestes. cxlvy.

E vendeur n'est renu garentir l'acheteur de celuy qui retire la chose védue, soit par retraict lignager ou par puissance de sief.

En delict & forfait n'y a garent.

Le nouueau acquereur n'a recours de garatie contre son bailleur apres qu'il est approprié de la chose par bannie ou laps de temps.

Si l'on vendique ou autrement l'on met en debat l'acheteur pour choses achetees par execution, l'acheteur sans autre plaict doit auoir recours de garentie à l'encontre de son vendeur. Et le vendeur qui est le creancier à l'encontre du detteur qui sont tenus de garentir, c'est à sçauoir le vendeur l'acheteur, & le detteur le vendeur.

Entre coheritiers y a garantage des choses qui sont tombees en partage: &si aucun des coheritiers est euincé de son partage ou de partie d'iceluy sans sa coulpe ou son fait, ses coheritiers sont tenus le recompenser & des dommager chacun pour sa quotte & portion. clij.

Quad le pleige ou fideiusseur a requis terme d'amener son garent, & ne l'amene à l'assigna tion que luy est baillee, il ne pourra plus demander garent: & sera tenu desendre en la cause de luy mesme & de son ches: Mais s'il amene garent qui prenne le proces, iceluy fideiusseur r. Nis, comme ne sera plus tenu de proceder en la cause principalle, ains sursoira iusques à la sentence don adioint: caril nee contre le garent.

Et s'il aduenoit que le garent condemné ne se trouuast soluable, la sentence doit estre exe cutee à l'encotre du pleige ou sideiusseur, faus son recours à l'encotre de celuy qui l'a pris à ga rentir.

Si aucun est trouué saisi de chose mal prinse ou emblee:il, & laditte chose, peuuét estre arre stees

1.Nifi, comme adioint: car il n'y a pas garent formel: reu qu'il est personnellemet obligé de son fais.C.M.

ftees. Et si celuy qui est arresté clame garent, neantmoins il demeurera arresté iusques à ce qu'il amene garent, & s'il amene garent, sera essargy par tout & absous du delit messait dont il estoit accusé, & ledit garent sera arresté iusques à ce qu'il soit cogneu à qui appartient la ditte chose, & s'il se trouue coulpable, sera puny selon l'exigence du cas, si le garent veut clamer autre garent, & le second garent, autre garent, & sic consequemment selon que la chose auroit passé par diuerses mains, saire le pourront, & sera procedé entre eux par la forme que dessus.

Pource que le simport a esté du tout tollu & aboly, vn desendeur pourra appeller tous ceux que bon luy semblera pour venir & assister à la cause en toutes actions tant ciuiles que criminelles. Et leur pourra faire telles interpellations & sommations qu'il verra estre requises & ne cessaires. Et s'ils n'y viennent ou qu'ils ne desendent ausdittes sommations, seront forclos de toutes leurs actions vers ledit desendeur: toutes-fois pendant la principalle instance ceux qui sont appellez se pourront ioindre au proces en l'estat qu'il sera pour desdire leur interest & sur iceluy proceder comme de raison, nonobstant le dessaut prins contre eux par saute de venir ou desendre.

CHAP. 8.

Des prouves & sermens.

clvi

A prouue qui est faite par deux tesmoins auec le serment de la partie est prouue planiere fors pour trouuer exploiet de cour, où il conuient auoir trois tesmoins. clvij.

Ceux qui portent estat de noblesse se gouvernét comme nobles, sont presumez nobles insques à ce que le contraire soit verissé.

En toutes matieres où les tesmoins sont examinez en iugement en presence de la partie si elle ne propose reproches contre lesdits tesmoins ou proteste de les reprocher apres leur examen & deposition receuës, n'est plus receuë à les reprocher.

Tous tesmoins enquis par iuge doiuent estre purgez de conseil.

Le roturier iusticiable d'aucun seigneur soit ratione rei, ne gentil-homme estager, ne peut estre tesmoin pour son seigneur fors où il seroit question de prouuer possession de rente pretendue estre deuë audit seigneur.

Nulle personne insame d'insamie de droit peut porter tesmoignage, sinon és cas exceptez de droit. Et celuy est insame qui est censé & reputé insame par disposition de droit ciuil.

Nul roturier doit estre receu en tesmoignage pour fait de noblesse des personnes ne des siefs s'il n'estoit prestre ou de l'estat de la iustice.

Cousin germain & ceux qui sont au dessus ne peuvent estre tesmoins pour cousins germains ou ceux qui sont au dessus en quelque action que ce soit, sinon que le tesmoin attaigne de lignage autant au demandeur que au desendeur, ou qu'il sust question de chose mobiliaire de valleur de cent sols monnoyé vne soys payez au dessous.

En cause criminelle nul estant de la consanguinité de l'accusateur dedans le neusieme degrépeut estre tesmoin pour l'accusateur sinon qu'il attaigne en proximité de lignage autat à l'accusé que à l'accusateur. clxv.

Ceux qui sont serviteurs à pain & à pot, ne peuvent estre tesmoins pour leurs maistres, ne aussi ceux qui ont prossit en la cause ne qui sont du conseil ne peuvent estre tesmoins és causes où ils ont donné conseil, ou esquelles ils pretendent interests, sinon que la cause sus se que par iustice sust autrement ordonné eu regard à l'estat de la personne. clavj.

Auparauant publication on peut mettre à serment de faits contestez entre parties pourueu que le temps prefix pour informer ne soit passé. clxvij.

Quand l'vne des parties plaidoyantes fait allegance de faits retardens le principal, il est tenu iurer de malice. claviij.

Celuy qui se fait non sçauant d'aucun fait dont il n'est tenu respondre à certain, est tenu en iurer.

Aucun n'est tenu accepter serment ne iurer d'exploict de cour. clxx.

Si aucun est desais de ses biens sans son consentement ou auctorité de sustice, il sera creu de la quantité desdits biens par son sermét informant par gens sussissans qu'ils croyét que le jureur ayt fait bon & loyal serment.

Quand aucun prent menues marchandises de ceux qui les exposent en vente par fois ius-

Coustumes du pays & Duché de Bretaigne

ques à douze deniers par autres fois plus aumoins, iaçoit que le preneur desdittes denrees le reniast, le bailleur en sera creu iusques à la valeur de cinq sols & non plus, & dudit serment ne sera plus disputé par cour ne partie. Et tout ainsi est ordonné des negociateurs de maisons come ceux qui achetent les souliers, chandelles ou payent ouuriers, ils seront creuz sous & iusques à celle somme de cinq sols. Et si controuerse se trouue en celuy cas, iustice le moderera: & sous celle moderation sera creu le creancier par serment, & iceluy serment fait, pourra le creancier saire proceder à execution de ce qu'il aura iuré.

Et tous autres entremetteurs du bien d'autruy comme tuteurs, curateurs, executeurs de testamens & obsecques des decedez, ou qui auroient esté mis par auctorité & contraincte de iustice, seront creuz sous la moderation de iustice, faisans serment que loyaumét ils ont fait la mise, l'enqueste preallablement faite de la qualité de leurs personnes.

Quand à la requeste, & de la volonté de partie, aucun a juré, la partie qui a deferé ledit serment n'est à lieu de la disputer ne dire qu'il ayt mal juré, & s'il s'efforce de la dire ou faire, il est tenu le desdommager à cour & à partie. clxxiiij.

Confession faite en jugement fait entiere prouue, fors en cas de crime:auquel cas ne doit nuire la confessió à celuy qui confesse, s'il n'est accusé par autre & que autrement il apparoisse du delict.1

CHAP. 9.

Des sentences, appellations & contredits.

clxxv.

OVTES fentences privisionnales de quelque iuge que ce soit baillant caution, seront executees neantmoins appel, contredits, pleigemens, arrests ou autres oppositios & sans preiudice d'iceux, sauf que si les dittes sentences estoient insirmees en la cour de parlement l. 1. c. vbi cauf de ce pays, en ce cas cessera l'execution desdittes prouisions: Et ce qu'auroit esté executé se restablira ainsi qu'il sera ordonné par la cour. Et sera l'arrest de la cour executé.

Toutes sentences données par juge competant en presence des parties seront executees racius in ficil. reaulment & de fait:s'il n'y a appel ou contredit interiecté lors desdittes sentences.

L'appel de denegation de iustice suspendla iurisdiction du juge quant audit appellant en tous autres cas: sinon que ledit appellant depuis sondit appel eust volontairement obey audit iuge:auquel cas il renonce à sondit appel. Et si ledit appellant est succumbé en laditte cause de fisci.l.maritus
d.dequastio.in appel, il fera amende à la instice & au iuge. clxxviij.

L'appellant de certaine sentence ou article n'est exempt de la iurisdiction du iuge dont est appellé en autre cas.

Quadaucun est detenu prisonnier, s'il se douloit luy ou autre de ses amis pour luy & reque roit estre ouy parler à droit deuant la suzeraine instice : celuy qui le tiendroit le doit rendre à ethoace contre le seigneur ou sa iustice par prouue presente pourquoy il ne le deust iusticier, quido papa de il retournera à laditte iustice inferieure: sauf à faire droit entre le prisonnier & le seigneur ou cisso delp.339 autres qu'il appartiendra. saditte suzeraine iustice apres auoir esté sommé de ce faire, & si le prisonnier ne trouue raison

Si la partie interesse appelloit de l'essargissement du prisonnier, nonobstant l'appel le priex. de probat. sonnier sera essargy en baillant caution suffisante du iuge & de soy representer par deuat le iuge de l'appel à l'affignation qui luy fera baillee.

> Et ou le procureur auroit conclud à fin ciuile seulement & toutes-fois contrediroit par appel ou autrement l'eslargissement du prisonnier, seroit neantmoins ledit prisonnier eslargy baillant par luy caution comme dit est.

Quand le prisonnier contredit le iugement par appel ou autrement, il sera detenu en priferam. lib. 3. son sans le mettre en gehenne, ne luy faire aucune contrainte pour renoncer à son contredit ou appel.

CHAP. IO.

Des despens & dommages.

elxxxiÿ.

OVS despens preiudiciaux doiuent apres la liquidation & esclarcissement d'iceux estre payez deuant que la partie au proffit de laquelle les despens sont adiugez, soit tenue proce der outre en la cause principalle.

Et despés sont reputez preiudiciaux quand ce sont despens de desfaut donné à l'encontre d'vn demandeur, ou despens adiugez à l'encontre d'vn spoliateur, ou adiugez à l'encontre d'vn

Digitized by Google

1.174.L.1.S. I tem illud ibi liquere igitur debet scelere in teremptum.L. necessarios. S. T D.ad fenatufconf. Syllania. & ibi Albefisca in l . qua action.in prin. in l. inde Nel.seq. dl.proin de.ff.ad leg.aquil.l.eius qui delatore.de iur e.preteres ext de testit.Petr. Ancharine. fælich de pæn. in 6 . & conf. 216.in fi. A lex.conf.19. nu c.iurauit.co.3 vbi etiam teti gi. o c.ch fpeciali.§ . porro. nu.5 .de appel-latio.Stephan. berth.conf. 15.

cons.257.scri-

Thom. grama sic.confil. 60.

C.M.

d'vn desendeur desaillant en la premiere assignation d'instance de pleigement s'il veut puis apres suyure ledit pleigement, ou si ce sont despens d'incident qui auroit retardé le principal.

Celuy à qui l'on fait demande de quelque dette qui ne vient de son sait, apres que la dette luy est verifice s'il persiste à la denier, il doit despens & interests de toute l'instance, mais apres la verification faite s'il veut recognoistre la dette & la payer, il deuroit aucuns despens. claxavj.

L'on peut proceder à toutes taxes de despens par vn seul dessaut obtenu sur adjournement deuëment intimé, & la taxe des despens faite par le commissaire seront les despens verifiez par le serment de la partie ou de son procureur sussissamment sondé, pourueu que la ditte partie ou son procureur ne soient infames.

clxxxvij.

Celuy qui aliene ou pert le bien d'autruy ou iniustement le retient, combien que l'acquereur en sust approprié, si est-il tenu de desdommager le vray seigneur & proprietaire de laditte chose ainsi alienee ou perdue. clxxxviij.

Celuy qui pour endommager son voisin, sa chose ou son estat, fait vilennies en son heritage ou pourpris, comme chambres coyes, ou autres viles choses, le doit amender à iustice & à partie, & mettre les choses par luy ainsi faites au premier estat & deu.

Si aucun est trouué saiss des choses d'autruy & d'icelles auoir disposé, il doit l'amende & desdomager à celuy à qui appartiennét les dittes choses, s'il ne mostre que de luy il deust estre garenty, ou que ce qu'il a fait a esté du consentement & commandement de celuy à qui appartenoient les dittes choses.

CHAPITRE II.

Des obligations, actions & pleuynes.

CXC.

ELVY qui reçoit aucune chose pour autruy ou qui s'oblige pour autre, ou celuy qui est condemné à rendre quelque chose, ou a fait delict dont il doit estre tenu, son bien sera & demeurera obligé pour les causes susdittes.

Si contre le delinquant l'on a intenté action pour raison du delict & il decede, l'heritier est tenu seulement de l'interest ciuil pour raison du delict, soit que la cause soit contestee ou non, sinon que l'heritier sust participant du delict: auquel cas il sera tenu comme delinquant.

cxcij.

L'action d'iniures verballes ne passe à l'heritier de l'iniuriant ne iniurié en principal, despes ne autre accessoire s'il n'y a contestation.

Le seigneur doit estre payé deuant tous autres pour les droits & deuoirs de son sief, & en second lieu le seigneur superieur pour les dits droits & deuoirs, & apres les autres charges deuës sur iceux siefs.

Les bailleurs des terres, maisons, dixmes, moulins, ou autres choses immeubles à ferme doi uent estre payees des fruits & leuces de la ditte ferme premierement & deuat tous autres, ores que les dits bailleurs ayent pleige ou autre asseurance de leur dette.

Voicturiers qui auroient conduit & mené vin ou autres choses, ou laboureurs & autres mercenaires qui ont labouré & cultiué la terre, ou qui ont fait autres choses pour raison desquelles la chose est venue ou conseruee, sont presere z au payement de leurs loyers & salaires à tous autres sur les dittes choses voicturees ainsi venues ou conseruees par leur œuure, peine & labeur.

En autres obligations & iugez le premier creancier en datte doit estre preseré, posé que il n'ait lettres du deu, en informant du premier temps de son deu par tesmoins ou autrement.

Quand aucun baille à autruy sa marchandise pour vendre en soire ou marché ou autrement, doit estre tenue selon le contract & marché, pour ueu qu'il n'y ait decepte outre moitié de iuste pris, cotraincte, surprinse, ou autre mauuaise intelligence, & que le bailleur soit habille de contracter. cxcviij.

Et si celuy à qui sont les marchandises les aduouoit, le vendeur seroit tenu à desdommager les marchans & cherroit en crime enuers la iustice s'il ne pouvoit trouver desense enuers celuy qui voudroit revocquer la vente & faire les marchadises siennes, ou que ledit vendeur eust eu quelque maniere, raison & apparence à faire la vente par assentement de celuy à qui seroient les choses vendues ou par autre voye.

Bbbb inj.

Et ou celuy que l'on dit auoir baillé charge de faire la vente desdittes choses soustiendroit que à son desceu ou contre sa volonté elles eussent esté amences ou vendues & les diroit siennes, le fief cherroit en crime entre luy & le vendeur.

L'on ne doit acheter marchandise en lieu rebout & occulte s'il ne scet dire de qui on a bon pleige de le garentir, speciallement s'il n'est marchant de telle marchandise, ou s'il ne disoit l'a uoir achetee en soire & marché: & encore s'il y auoit acheté choses qui eussent esté emblees & il ne peust trouuer qu'il les eust achetees il n'en seroit creu, ains seroit puny ou cas qu'il ne trouueroit son garent ou tesmoins ou commune renommee pour luy.

Et posé qu'il les eust achetees en soire ou en marché, si celuy qui auroit esgaré ou perdu les marchandises les pouvoit prouver siennes, il les auroit & perdroit l'acheteur ce qu'il y auroit mis, sauf son recours sur celuy qui les luy auroit vendues ou sur les pleiges ou sur les hoirs.

Obligation peut estre faite pour autre, pour ueu que la personne se puisse obliger. cciij. Si aucun est pleige d'autre tenu prisonnier pour cas de malesice dont il deust estre mis à mort, s'il estoit prouué que ledit prisonnier eust fait le cas dont il est accusé, le pleige ne seroit toutes-sois puny corporellement. cciiij.

Mais si le detenu auoit donné pleiges à certaine peine pourueu que les choses sussent faites deuëment en iugement, la peine seroit comise contre les pleiges & cautions, neantmoins que le detenu sust après prins par la iustice & puny. Et sera l'on execution de la ditte peine vers le pleige sans qu'il soit besoin faire discussion vers le principal.

Quand aucun est tenu representer vn autre à certain terme ou autres certaines choses à iu stice ou à autre partie, si celuy qui doit estre representé se represente de sa volonté & y demou resans empeschement, ou que les choses soyent representees, nen copete aucune action.ccvj.

S'il y a pleige de l'améde, le pleige peut mettre en vente & en bannye la terre de celuy pour qui il s'est constitué pleige s'il ne trouue ailleurs surquoy le desdommager. ccvij.

Celuy qui se constitue detteur pour autre ne doit plus payer que le principal obligé, ores que l'obligation du pleige ou sideiusseur porte d'auantage. ccviij.

Celuy qui se constitue detteur sen certaine somme pour autruy, pour dommagesait ou autre dette qui n'est appurce ne liquidee, sera tenu payer la somme en laquelle il s'est obligé sans qu'il puisse obiicer ne excepter que le dommage ou dette n'estoit de si grade somme que la somme en laquelle il s'est obligé.

Quand aucun est obligé pour autre, le creancier le peut requerir par luy ou par autre de luy faire ou faire saire execution saire le foient aucunement debattus, auquel cas ne pour roit le dit creancier faire execution sur pleige fors de ce qu'il luy resteroit de sa dette ou de ses dommages & despens, liquidation preallablement faite desdittes choses selon le iuge ou obligations.

Et si le creancier donnoit terme au detteur & sist nouveau contract d'icelle chose sans que le pleige y sust de nouveau obligé, seroit ledit pleige quitte de la pleuyne.

Et en autre cas ne seroit ledit pleige quitte si quittance ou satisfaction n'estoit faite, ou que le pleige requist & dist au creancier qu'il se sist payer sur le detteur. Et que par le dessaut & demeure du creancier les biens du detteur sussent tournez autre part. Parquoy le pleige ne peut estre dessonmagé.

Et combien qu'il soit conuenu en l'obligation que le detteur & ses pleiges soient obligez chacun pour le tout, les biens du principal detteur doiuent estre tout premier executez, ledit pleige les monstrant par essection dit est.

S'ils sont plusieurs pleiges, & le principal detteur les laisse encourir, chacun en doit porter fa part comme ils sont tenus en l'obligation.

Et ne peut le creancier se faire payer pour le tout sur l'vn des pleiges ou cas qu'il trouueroit sur chacun à se faire payer, combié qu'ils sussent tenus & obligez chacun pour le tout s'ils n'ont renoncé au benefice de diuisson.

Et si le creancier ne trouuoit sur aucun des pleiges dequoy se faire payer, les autres seroiét tenus au cas que chacun seroit obligé pour le tout, car s'il n'est conuenu en l'obligation, chacun ne doit payer sors d'autant qu'ils seroient de personnes chacun sa portion, s'ils n'ont renoncé comme dessus.

Obli-

Obligation de ceux qui sont en pouvoir d'autruy, ou y doivent estre, est de nulle val-

Nul n'est receuable à demander payement de marchandises prinses en foires, marché, ou ville marchande, fil n'y a obligation, force ou emblee.

Femme ne se peut obliger pour autruy, si ce n'est pour son pere ou pour sa mere, ou pour fon seigneur espoux, ou pour ses enfans.

Si l'on a dit ou fait iniure en l'hostel d'un seigneur de samille à aucun de ses gens, ledit seigneur de famille en peut faire poursuitte, en-tant qu'ils sont en son pouvoir, & luy en compete action.

> CHAP. 12.

Des donations.

CCXX

OVTE personne pourueuë de sens, peut doner le tiers de son heritage ¹ à autres qu'à ses 📆 2001 Antelli Et aussi peut donner tous ses meubles, ses dettes mobiliaires premierement payees sur aliter de actus.

CCXXIj. quisitu J. S.

Homme peut donner à sa future espouse, ou elle à son futur espoux, és parolles de leur ma- rellige etiam in riage faisant leur fiançailles, le tiers de son heritage à en jouyr heritablement luy & ses hoirs. testameto per Et aussi l'vn peut donner à l'autre tous les meubles qu'il aura lors de son deces: & si le suruiuant \$\frac{5.225.229.}{230.05.576}\$ les prend, il payera l'obseque & les dettes mobiliaires du premier mort. CCXXIIJ. C. M.

Et s'entre-peuuent faire, constant le mariage, donnaison mutuelle de meubles, au plus viuat Scilicet odio d'eux deux, laquelle passera aux heritiers du surusuant. Et s'entre-peuuent donner par donnai- iniuste, aliàs fon mutuelle, leurs coquests faits durant leur mariage, tout vaussissent-ils plus que la tierce par
sie de leur heritage & ne siendre celle donneisen de conquests que le cours de la vie du sur il tur esse consitie de leur heritage, & ne tiendra celle donnaison de conquests que le cours de la vie du surui-CCXXIIIJ. fraudu. C.M. uant, & la proprieté retournera pour vne moitié aux hoirs du premier decedé.

Et aura le donataire lesdits biens, à la charge qu'il sera tenu nourrir & substanter les enfans da donateur, si lesdits enfans n'ont autres biens, vacation, ou moyen d'eux nourrir selon leur

L'homme & femme conioincts par mariage, ne pourront donner l'vn à l'autre aucune cho se par testament ou autre disposition de derniere volonté.

Pere noble & de noble extraction en mariant l'vne de ses filles, luy peut dôner : & ce qui luy donnera, son principal hoir ne le pourra debattre, si le pere ne le greuoit outre sa testee, comme si tout le sief estoit partable. ecxxvij.

Et si en mariant ses filles il leur donnoit moins de leur droit, elles n'en deuroient plus avoir, pourueu qu'elles fussent suffisamment apparagees. ccxxviij.

Celuy qui a donné ne doit rien leuer des leuces depuis la donaison: & s'il en prend aucune chose, il est tenu de le rendre au donataire, s'il n'y a autre conuention.

Noble personne peut faire sa volonté 3 de ses biens qui sont mouuables, & en donner à ses 3. 229. Tami enfans iuueigneurs fils ou filles ou partie, ses dettes mobiliaires & son obseque payez tout pre- quam in testa mierement sur iceux meubles.

Bourgeoys & gens de basse condition, ne peuuent donner à aucun de leurs hoirs, soit pere ge tam inter ou mere, ayeul ou ayeulle, besayeul ou besayeulle, oncle ou tante, cousin ou cousine, à l'vn plus in ou mere, ayeul ou ayeulle, besayeul ou besayeulle, oncle ou tante, cousin ou cousine, à l'vn plus 4 qu'à l'autre, si cause n'y a en la donation qui soit raisonnable, 4

alia vltima voluntate. C.M.

C H A P. 13.

Des executions & appreciations.

ccxxxi.

PRES condemnation ou sentence donnee à l'encontre d'aucun, le condemné a huict A iours à payer & satisfaire à icelle. Et le iuge qui a condemné doit executer sa sentence par luy ou ses commis, si l'execution se peut faire au dedans de son district: autrement faudroit executer par requisitoire, comme dessus.

Le seigneur pour ses rentes, droits & deuoirs, peut faire executer en son fief, & vendre de iour en iour, & d'heure à autre quand les exploicts sont deuëment faits, mesmes cotre vn nouueau detenteur de son fief, pour ueu que le seigneur ou ses predecesseurs, ou autres aucteurs soyent en possession desdits deuoirs és trois ans derniers. Et si ledit seigneur n'estoit en posfession esdits trois ans derniers, faut que pour raison desdits deuoirs il viennent par action, sinó qu'il y eust contract, ou iuge portant execution paree.

Bbbb iiij.

Aussi peut le seigneur faire executer, vendre & exploicter en la forme que dessus, pour ses ventes liquidees à l'encontre de l'acquereur ou son heritier, intimation de quinzaine prealablement saite audit heritier.

Et pareillement peut ledit seigneur faire executer, vendre & exploicter en la sorme susditte pour ses amendes, à l'encontre du condemné ou son heritier, intimation de quinzaine prealablement saite audit heritier, pourueu que l'execution soit saite dedans l'an de la condemna tion d'icelle, sinon qu'il y eust obligation pour les dittes amendes, auquel cas l'executió se pourroit saire apres ledit an. ccxxxv.

Execution se doit saire insques à la somme deuë & pour les fraiz que lon sait à l'execution, sinon que l'execution sust faite sur chose qui ne se peut diusser, auquel cas si le prix est plus grand, l'outre plus sera rendu au detteur. L'il y a biens prins par execution, le sergent ou ministre de instice qui execute, doit assigner iour au detteur à huictaine pour veoir vendre iceux biens, pour ueu que ce ne soient bestes prinses en la possession du detteur qui se peuvent vendre dedans huictaine pour euiter à fraiz, en baillant par l'executeur assignation au detteur pour les veoir vedre. Et en cas d'opposition & debat, ne laisseront les dittes bestes d'estre vendues & le prix mis és mains du creancier, en soy constituant acheteur de biens, & baillant caution de rendre ledit prix, si saire se doit, & ainsi est dit par l'issue du proces de l'executio: toutes sois ou ledit riers opposant voudroit verisier sommairement les dittes bestes luy appartenir, ne sera procedé à la vendition des dittes bestes.

Si le detteur s'oblige à estre executé comme à gages tous iugez, les biens qui seront prins sur luy par execution pourront estre vendus promptement de jour en jour sans attendre laditte huictaine, le detteur a laditte vente.

Toute obligation ou autre fait cler, doit estre promptement executee en tout, ou partie, pour autant qu'il fentrouue de cler.

Quand vn tiers pretend les biés prins par executió estre siens, iceux biés luy sont rédus si le detteur confesse que les liens luy appartiennent, & iceluy tiers iure les lies estre siens, en monstrant par ledit tiers que ledit detteur est soluable, & qu'il a meubles sussissans pour faire laditte execution: sauf à l'acheteur ses domages & interests à l'encontre du creancier, & au creancier ses domages & interests sur le detteur.

Le detteur peut recouurer les biens sur luy prins & vendus par execution, dedans huictaine apres la vente, en rendant par luy à l'acheteur le prix des choses vendues auec vn denier pour chacun sol au dessous de la liure, & au dessus de la liure douze deniers pour liure & les fraiz & mises, & huictaine passee le detteur ne les pourra plus retirer.

Apres que les biens prins par execution ont esté vendus, le creancier doit intimer au detteur la vente & le prix, & à qui ont esté les dits biens vendus. ccxlj.

En execution l'on ne doit prendre bestes de charue & de labeur : ne les vestemes à vsage quotidien, ne le lict ou reposent, ne le pain, ne la paste de ceux sur lesquels l'on execute quand l'on trouue autres biens meubles, sur lesquels l'on puisse faire execution.

Le creancier doit faire vendre les choses prinses par execution, le plus esgalement que faire se peut. Et pourra le detteur auoir le serment du creancier que la vente est veritable & sans dol, ou prouuer la fraude.

La vente des bies prins par execution qui se peuuent comodément deplacer, se sera és lieux publicques & accoustumez. Et quant aux biens qui ne se peuuent commodement deplacer, seront vendus sur le lieu, intimation prealablement saite du iour & heure de laditte vente publicquement aux lieux accoustumez.

ccxliiij.

Quand les biens prins par execution sont védus ou autrement exploicéez, le detteur est tenu de la garantie d'iceux.

Les mercenaires pour leur service & loyer, par marché sait ou autrement, peuvent dedans le iour ou le lendemain de l'accomplissemet de l'œuure ou de leurs iournees, de leur auctorité prendre biens pour leurs dits loyer & service, appellant deux tesmoins quand ils prendront les biens, les que les ils pourront vendre & exploicter en la chastellenie ou baronnie, où les dits biens sont prins en la forme que dessus. Et qui empescheroit les dits mercenaires en la ditte prinse de biens, celuy qui les auroit empeschez deuroit l'amender, comme des cousse serve.

Gens qui ont boys en vente, pourront faire executer dedans l'an de la vente ceux qui auroyent prins desdits boys, par sergens ou foretiers à ce commis, s'il n'y a autre obligation par lettres,



lettres, auquel cas apres l'an pourront faire proceder par execution, comme pour autres dettes. ccxlvij.

Si biens prins par execution estoient vendus, le premier creancier les pourroit saire arréster dedans huict jours apres la vente d'iceux biens. cexlviij.

Si le sergent laisse emporter & deplacer les biens par luy prins & vendus par execution, dedans huict iours apres la vendition d'iceux, les creanciers auroyent leur recours sur le sergent.

Ceux qui sont condemnez au nom d'autruy, comme tuteurs, curateurs, procuteurs & autres administrateurs, ne doiuent estre executez en leurs personnes, ne biens: mais doit estre l'execution faite sur les biens de celuy ou de ceux pour qui ils s'entremettent, ou se sont entremis. Et aussi les sentences & condemnations donnees au proffit desdits administrateurs pour autruy, doiuent tourner à l'vtilité & profsit de ceux pour qui ils s'entremettent & se sont entremis.

Quand aucun a contract ou autre iugé pour auoir assiette en heritage, la partie sur laquelle l'on doit faire l'execution sera appellee pour dire sur les appreciateurs & appreciation tout ce que bon luy semblera, & veoir faire laditte assiette, qui sera faite à son option si elle compare, s'il n'y a autre conuention ou contract. Et si la partie appellee dessaut à l'assignation, sera l'assiette faite à la discretion du commissaire en ensuyuant le contract ou iugé.

Et doit le commissaire saire somme de la dette, & de la mise des bannies, & du prisage du salaire du sergent & des ventes.

Et s'il y a gaigneries qui ne soyent en grain, s'on doit regatder que peut valoir la semence, le labourage & autres cousts & fraiz qui ont esté enuiron iceluy labourage, & doiuent estre appreciees à part par meuble.

Et au cas que les gaigneries seroient en grain, l'on deuroit soy informer qu'ils pourroient valoir en grain & autres choses, rabattant les coustages qu'ils auroient cousté à mettre à profsit & à bien, & iceux fruits & gaigneries bailler au creancier au prix de sa dette, au cas qu'il n'y autoit autre debat.

ccliii.

Les autres choses qui seroient annexees en l'heritage qui ne pourroient estre deplacees à prossit, demeureront & seront prisagees auec la terre comme elles se poursuiuent gastees & vestues à douze ans quitte, rêtes, seruices & toutes autres charges rabattues & baillees au creacier pour sa dette ou cas qu'il ne se trouueroit autre acheteur.

Et si les terres estoient chargees de douaire ou en bienssaits ou qu'autres les tiensissent à viage, elles deuroient estre baillees à my prix: c'est à sçauoir, à six ans quitte.

Et la proprieté qui est attédue apres le viage du bienfaicteur, ou de la douairiere, ou d'autre viage, seroit aussi baillee à my prix, comme dit est.

Et quad l'on ne trouue meubles ou immeubles autres que la maison, ou maisons du detteur où il demeure ou a demourance, si peut l'on faire execution sur celle maison, ou maisons, & doit estre bannie & appreciee comme les autres heritages.

Appreciation n'est valable, s'il n'y a trois hommes non suspects, & qui soient iurez à faire bonne & loyalle appreciation, soit sur meuble, ou sur heritage.

Si l'heritage est noble, & celuy sur qui l'on fait l'appreciation oble, les appreciateurs seront nobles: & s'ils n'estoient sçauans, prendront auec eux gens à ce cognoissans pour les conseiller qui en feront serment en tel cas requis, & s'enquerront de la valeur, commodité, ou incommo dité, & des charges qui sont sur les choses que l'on veut apprecier pour charges rabattues le tout calculer & liquider, & bailler au creancier pour sa dette, & payer baux, ventes au seigneur & autres fraiz & mises dudit prisage, à douze ans quitte.

Si l'affiette est faite sur certains detenteurs, l'on doit regarder les rentes & denoirs que les detenteurs doiuét, & les asseoir selon que l'on a accoustumé au pays, à douze ans quitte: pour ueu que le fief le vaille, & de chacu vingt sols de rête, que le fief vaudra aux detéteurs, outre les rentes & les deuoirs deuz aux seigneurs, pour les obeissances l'on doit priser douze deniers de rente.

Et si le prisage est fait & il y ait iuueigneurs, son doit apprecier le sief que les iuueigneurs auroient, & tiendroiét par parage chacun vingt sols qui auroyent six deniers de rente, & du suriuueigneur son iuueigneur trois deniers de rente que celuy tiers iuueigneur y auroit.

En tout partage, appreciation ou aualluement d'heritage l'vne ou l'autre des parties peut

requerir reueuë par cour dedans l'an & le iour, & qui la requiert, la doit auoir à ses despens par autres appreciateurs iurez à faire laditte reueuë, s'il n'y a autre accord ou conuention entre les parties.

En execution quand meubles & immeubles sont du tout discutez, l'on fait execution sur les detteurs des detteurs, les detteurs appellez. cclxiiij.

Quand la dette du second detteur est liquide par obligation ou iugé ou autrement, l'execution se fait promptement sur laditte dette. Et quand elle n'est liquide l'on procede par arrest sur icelle iusques à ce qu'elle soit liquidee, pour ce fait en auoir execution.

L'on peut saire execution sur bestes baillees à microis, pour la part & portion appartenante au detteur. Et se sera estimation de ce que vaudra pour lors laditte part & portion : sauf au partionnaire son recours à l'encontre du detteur executé pour ses dommages & interests.

Toute condemnation & iugé doit estre executé, nonobstant quelconque exception que voudroit proposer le detteur, s'il ne la verifiee promptement en baillant caution.

CHAR. 14.

Des appropriances par bannies & prescriptions.

alxvÿ,

VAND l'on s'approprie d'heritages par achat, de celuy qui est possesseur & saiss, ou par achat de iustice quand la chose est baillee au creancier en payement, il conuient que bannie en soit saite par la cour, à qui la iurisdiction appartient, ou par cour superieure par trois dimanches, de huictaine en huictaine sans intervalle, incontinent apres l'issue de grande messe parrochiale en la congregation du peuple à haute & intelligible voix aux lieux accoustumez.

Si aucun acquiert heritage par quelque tiltre ou contract que ce soit, & il le tienne & possede notoirement par l'espace de dix ans, & il en ait fait vne banie dont il ait informé en cour, il sera du tout & enuers tous approprié. Et aussi sera l'acquereur approprié par tenue notoire de quinze ans prouuant le tiltre sans bannie, s'il y a eu interruption. cclxix.

Entre freres & sœurs & autres coheritiers, le detenteur d'heritage partage entr'eux, & est approprié par an & iour sans bannie au regard de ses coheritiers.

Et en tous autres contracts d'heritage l'on se pourra approprier selon la forme dessuditte. Et en toutes appropriances y aura lieu d'opposition, iusques à l'information & certification des bannies, qui ne se pourront faire plus tost que huictaine apres la derniere bannie en iugement aux prochains plaids subsequens, les bannies en l'endroit de l'obeissance du fief, si obeissance y a. Apres laquelle certificatione sera aucun receu opposant, ains sera l'acquereur approprié.

Celuy qui est approprié d'heritages par bannies, en la sorme sussitie, est desendu contre tous ceux du Duché: contre ceux qui sont hors la Duché, il conviendroit que l'acquereur les eust tenus par an & iour apres l'information & certification faite desdittes bannies sans empeschement, s'il n'y avoit dol ou fraude au contract ou bannies. Auquel cas competeroit action nonobstant les dittes bannies & certifications d'icelles insques à dix ans apres laditte certification.

cclxxij.

Et nonobstant lesdits appropriemens, les rentes censiues ou autres soncieres & deuoirs seigneuriaux, qui sont deuz au parauant les dit appropriemens sur les heritages, ne laisseront d'estre payez à celuy à qui ils estoient deuz de parauant les dits appropriemens. cclxxiij.

Droicture & seigneurie est acquise à celuy qui a pacifiquement iouy sans tiltre, par il ses predecesseurs ou autres, dont il a cause par l'espace & laps de xl.ans. cclxxiiij. Chose mobiliaire se prescrit par le laps & espace de dix ans. cclxxv.

Action personnelle se prescrit par l'espace de trente ans, excepté des legats des testamens que celuy à qui les legats sont faits, ou celuy qui le represente, a action à tousiours nonobstant longue tenue de temps, pour ueu qu'il ne sust sçauant du legat, & l'on ne sist prouue de sa sçauance & s'en purgeroit par serment, s'il estoit requis. Et le serment sait luy compette action dudit legat, saus les raisons de partie aduerse.

Action de crime est estaincte par cinq ans, trouuant l'accusé son bon nom, si l'accusateur ne vouloit prouuer le fait de certain.

Colxxvij.

Nulle

Digitized by Google

Nulle longue tenue nuist entre freres & sœurs viuans, & ne leur porte preiudice quant au fait de leur partage.

Les deuoirs de lodes, ventes, rachapts & autres droicts seigneuriaux qui ne cheent d'an en 'an, ne se prescriuent s'ils sont escheus, & ou ils escherroient, ils se prescriuent par trente ans, cu regard au temps qu'ils seront escheus.

Quand aucun leigneur a accoustumé leuer & vser d'aucuns subsides en sa seigneurie, & que vn ou plusieurs des demourans & estans entre les metes dudit seigneur, & en sa seigneurie pretendent exemption desdits subsides, ils sont tenus de prouuer le tiltre de leur exemption ores qu'ils diroient, qu'ils, ne leurs predecesseurs ou aucteurs n'en auroient iamais payé aucune chose. Et à faute de prouuer leur tiltre d'exemption, le seigneur en pourra vser comme sur les autres hommes és lieux circonuoisins nonobstant longue tenue.

Tour torfait où eschet amende ciuile au seigneur, est estaint par an & iour s'il n'est poursuiuy, & n'est par ledit laps de temps d'an & iour tollu l'interest ciuil de la partie offen-

Toute action d'endommagement de bestes, payemer, tailles, imposts, billots, guets & deffaux d'auoir moulu aux moulins, sont ostez & tollus par le laps d'an & iour, s'il n'y a eu poursuit

Celuy qui l'est obligé en espoir d'auoir le prest ou la denree, & n'a eu l'vn ne l'autre, peut par action les demader dedans deux ans apres l'obligation & non plus, sinon que proces fust meu au dedans desdits deux ans. cclxxxiij.

Entre le seigneur lige & l'homme de foy, longue tenue ne nuist ne porte preiudice audit seigneur, qu'il n'ait le retraict de ses hommes.

In contractant de chofe mobiliaire pourra pour iuste cause demander la rescision du contract en intimant & declarat à la partie dedans vingt quatre heures qu'il ne le veut tenir. Et s'il demandoit la rescisson pour deception d'outre moitié de juste prix, deuroit demander ou la rescisso, ou que le iuste prix luy sust suppleé: & n'est tollue la redebitoire qu'elle ne se puisse intenter dedans le temps de droit quest de six mois.

Toutes rescissons de contracts, distracts ou autres actes quels conques sur heritage foedees sur dol, fraude, circonuention, crainte, violence ou deception d'outre moitié de juste prix, se prescriront par le laps de dix ans continuels, à compter du jour que les dits contracts, distracts ou autres actes auront esté faits, & que la cause de crainte, violece, ou autre cause legitime empeschant de droit ou fait la poursuitte desdits rescissons, cessera.

C H A P. 15.

Des premesses & retraiet lignager.

eclxxxvi.

DREMESSE 1 est octroyee à tous ceux qui sont du lignage dedans le neusieme degré 1.286.Non? du ramaige dont procede l'heritage.

Tout presme & lignager, peut retirer la chose subiecte à premesse en payant par luy le vray mitate, ve diprix conuenu entre le vendeur & l'acheteur, & les loyaux frais, cousts & miles sans frau-

Et si le presme a fait faire vn adiournement à ban de quinzaine, à la parroisse où les heritages (0,71, 3,6,305) fur lesquels il demade la premesse sont situez, & luy ait esté à laditte quinzaine ou apres la premesse iudiciairement adiugee, ou autre plus prochain lignager n'aura les dittes choses par pre messe. cclxxxix.

Recognoissance de premesse, ne sera censee ne reputee valable, si elle n'est faite en iuge- 2.289. Adexment aux plaicts ou hors plaicts, au lieu où l'on a accoustumé tenir sa iurisdiction.

Le presme qui n'est demourant au Duché, ou est absent dudit Duché, a an & iour apres l'information & certification faite des bannies en iugement pour demader la premesse, & s'il retournoit audit Duché dedans l'an, il doit se pleiger ou intimer son action en demande de premesse dedans vn mois apres son retour, autrement ne sera receu.

Et est tenu le presme absent prouuer son absence, si elle est denice.

Le vendeur & l'acheteur sont tenus de jurer comme le marché sut fait, s'ils en sont re-Et si le presme vouloit prouuer la maniere du marché parauant qu'il eust prins le serment

cclxxxvij prima emptio-ne, sed à proxicclxxxviij. co, sed à galli-

CCXC. cludendii pro

il seroit receu à le prouuer, nonobstant que le seigneur ou ses officiers eussent prins le sermét pour auoir les ventes parauant que le presme suit cogneu.

Et au cas qu'il n'auroit presme du ramage qu'il vousist venir au retraict, le seigneur seodal

1. 294. Et le ou celuy qui a rente censiue peut retirer les heritages vendus par puissance de sies ou de seigneur qui cens.

cexev

est pus pres du cens.
fond de terre,
est preseré aux
autres seigneurs.J.S. couss
305.C.M.

Celuy qui est recogneu à presme par l'acheteur, doit payer reaument & de sait, le prix de la chose qu'il pretend auoir par retraict selon qu'il est contenu au contract, & les loyaux cousts & mises dedans huict iours apres la recognoissance, autrement il est hors de la premesse.

cexcyj.

I.e presme peut demander & auoir premesse au tout du contract subiect à premesse, ou à ce qu'il en pourra payer, pour ueu que les choses où il pretend la premesse se puissent commodement diviser. Et au cas que le presme n'en voudroit payer que partie, si l'acheteur ou le creacier auquel auroient esté les heritages baillez en payement requeroit à la justice que ledit presme iurast qu'il n'en peust plus payer sans mal mettre son estat, il, ou son procureur specialemér fondé le doit iurer, ou accomplir le payement.

Et audit cas n'auroit le presme par sa premesse des pieces à son election, s'il n'y auoit qu'vn marché quel il peust tout auoir si s'y appleigeoit, mais lors doiuent entr'eux departir par loties, s'ils ne sont autre accord, & ce qu'escherroit audit presme en son lot seló le marché luy demeurera.

Et peut l'acquereur auoir le serment du presme ou de son tuteur, s'il le requiert, qu'il fait ledit retraict pour le retenir à luy sans fraude. cexeix.

Premesse n'appartient à aucun, s'il ne l'a au temps de la bannie ou de l'information, comme si vn ensant estoit encores à nasquir apres l'information, il n'auroit premesse. ccc.

Il ne doit auoir premesse en pur seage de noble sief, pourueu que celuy qui fait le seage retienne à soy les obeissances, par ce que les cousins ou autres parés des bailleurs ne leur seroiét les seruitudes, comme gens estranges. cccj.

Mais en tout louage ou engage où il y a plus de quatre ans à escheoir au temps de la demáde, & en tout autre contract censuel, doit premesse adiugee & octroyee. cccij.

En eschange qui est faite de terre pour terre, ores qu'elle soit aualuee prix pour prix n'y a premesse. Si ce n'estoit en hebergeriee où plusieurs seroient hebergez, & l'vn de ceux qui y auroit droit en sist eschange à personne estrange, & les autres, ou autre, qui auroient part en la maison & hebergement pretédroient qu'ils ne sussent commodement hebergez & logez, auquel cas instice y pour uoieroit par conseil & aduis de preud'hommes qui aduisseront & ordonneront s'il en auroit necessité & besoin: & s'il se trouue qu'il en eust necessité, la instice luy baillera laditte chose eschangee, en recompensant le compermutant personne estrange d'autre maison ou heritage sussiliera & aisible le plus qu'elle pourroit estre trouuee pour ledit compermutant.

Quand heritage est baillee pour iouyr des leuces par certains ans & iusques au parfait payement de la dette du creancier, le presme a droit de premesse sur ledit heritage, en payant au creancier reaument & de sait ce que luy estoit ou restera dés lors que le presme sait ledit retraict, & ne pourra ledit presme venir audit retraict, sinon qu'il reste plus de quatre ans de la iouissance dudit heritage audit creancier.

Le temps de bail, rachat ou saisse faite par faute d'hommage, & iceux finis & les terres deliurees, l'on peut venir par voye de pleigement ou de premesse, & ne doit celuy temps nuire aux presmes.

Si le suzerain seigneur ou autre noble acquiert du sief roturier de l'homme, à son subiest noble, le prochain seigneur se peut opposer pour ce qu'il est plus presme à retraire son fief.

Quand l'achat des choses heritales est fait durant le mariage en la premesse de l'vn ou de l'autre des mariez: & l'vn d'eux decede, celuy qui demeure ou son hoir , peut mettre hors par la premesse, nonobstant l'appropriance, les hoirs du decedé de ce qu'aura esté conquis en sa premesse payant le my denier de la chose conquise de ce qu'elle aura cousté à acquerir par le marché. Et pour les baux, vins & ventes dedans l'an & le iour du deces, nonobstat l'appropriement fait par les dits mariez durant leur mariage.

Et aussi l'heritier du decedé peut mettre hors le suruiuant par maniere semblable, s'il y a eu quelque chose acquise en la premesse du decedé, sauf audit viuant à iouir de sa donnaison que le pre-

le premier mourant luy auroit faite.

cccviij.

Et s'ils ne les mettoient hors dedans l'an & le iour du deces par leur premesse, les autres en demeureroient appropriez.

S'il y auoit conquest fait en la premesse & ramage de l'vn des mariez, celuy ou celle ou ramage duquel il auroit esté conquis & fait, en pourroit ietter hors celuy ou ceux qui ne sont du ramage dedans l'an & le iour apres que lescheoiste leur seroit venue en payant le my denier, comme dessus.

Et si ceux hoirs ne vousissent ou ne peussent ietter les autres hoirs hors de leur ligne, ceux qui seroient de celuy ramage & presmes plus loingtains, pourrot retirer ledit acquest, en payat le my denier, comme dessus.

Les enfans aux bastards nez en loyal mariage auront premesse aux terres de leur lignage qui viendront du ramage deuers pere ou deuers mere de ceux bastards dont ils seroiet issus quand personnes estranges les acquerroient.

C H A P. 17.

Des fiefs , feautez & hommages.

eccxy.

L'y a trois manières de tenue qui sont appellees nobles.

L'yne est tenue comme iuueigneur d'aisné, lequel iuueigneur s'il tiét en parage, tient aussi en ligence du seigneur suzerain de qui les choses sont prochement tenues: la seconde manière s'appelle tenue à ligence: & la tierce quand aucun sans tenir en iuueignerie tient de son prochain seigneur qui tient en celuy cas, comme de seigneur lige.

ccexiij.

L'aisné sur son iuneigneur n'a point de haute iustice, ne ventes aucunes à luy demouran-

Quand l'aisné convient son iuueigneur par sa cour, il doit suy intimer en quelle cause & demande & de temps competant, assin qu'il se puisse pourueoir de conseil, autrement n'est tenu le iuueigneur comparoir, & qu'il y ait des gens assissants en sa cour qui puissent tecorder les exploicts qui auroient esté faits si le iuueigneur le requiert. Et posé que le iuueigneur auroit dessailly par trois sois, & qu'il sust adiourné o intimation, s'il n'est iugé, a vaincu en iurant qu'il n'eust fait les dessaux en mespris & contemnemet de son aisné, il seroit quitte des dessaux. Aussi sera quitte des denegations, contredits & appellations qui seroient ensuyuis le iour, en s'en departant celuy iour.

Le iuueigneur pour ce qu'il tient en parage de l'aisné, se peut seoir en sa cour iouxte son aise né ou son iuge.

Si le iuueigneur allegue vers son aisné la forme de sa tenue, & qu'il tient de luy comme iuueigneur, l'aisné est tenu de le luy cognoistre, autrement ne seroit le iuueigneur tenu respondre à son aisné.

Et celuy qui tient auttement que comme iuueigneur, ne peut contraindre son seigneur à luy cognoistre sa tenue, & qu'il sust son seigneur, si celuy seigneur ne l'auoit au parauant contrainct ou voulu cotraindre à luy saire plus grandes seruitudes que celles qui sont accoustumees.

La sœur n'est tenue à faire hommage à son aisné des choses à elle baillees par son aisné, s'il n'est conuenumais l'aisné ou celuy qui le represente, peut après la mort de sa sœur, requerir son hoir, ou celuy qui auroit cause d'elle, nonobstant toute longue tenue à luy faire la socces.

Et si ledit hoir ou celuy qui autoit cause apres laditte requeste est en dessaut de faire la foy, l'aisné, ou celuy qui le represente, peut saisir les fruits pour en jouyr autant de temps qu'on auroit esté en dessaut de faire la foy, depuis laditte requeste. Et ne sont tenus les hoirs ou qui en ont cause à faire la foy, jusques à ce qu'ils ayent esté requis: si au parauant ceux de qui ils ont cause, n'auoient esté en la foy de l'aisné, ou de ceux dont il auroit cause.

Et l'il y a seigneur lige à qui la foy seroit deuë, il deuroit iouyr des fruits des terres pour ledic dessaut de soy, & non pas l'aisné pour celuy temps.

L'aisné ne doit auoir de son inneigneur pour l'hômage, que le baiser & la soy, & ce qu'il peut auoir par raison des dessaux de soy. Et le bail & le rachat ou autres es molumens doinent

Digitized by Google

demourer au seigneur auquel est deu la ligence.

Si les choses du juncigneur sont tenues par le seigneur lige, par dessaut d'hommage.

Si les choses du inueigneur sont tenues par le seigneur lige, par dessaut d'hommage, rachat ou bail, le inueigneur durant que le seigneur lige les tient en sa main, n'est tenu saire la soy à son aisné, s'il ne veut, & ne le peut l'aisné, pour celuy temps, achesonner de dessaut de soy.

Quand aucun vient de nouueau à faifine d'aucuns heritages, il doit aller au seigneur de qui lesdits heritages sont tenus, soit comme iuueigneur d'aissné à ligence, ou come de seigneur lige, pour faire la soy parauant qu'on leue aucune chose des fruits, ne des leuees des heritages pour lesquels est la soy deuë.

Et si aucun qui deuroit faire la soy, comme dit est, se saissist des heritages parauant auoir fait la soy, & leue aucuns fruits diceux heritages, son seigneur peut autant tenir & iouyr de la terre & heritages, comme celuy qui deuoit faire la soy, a esté sans la faire: & sera le seigneur lesdits fruits & esmolumens de la terre siens, & en iouyra iusques à ce que la soy luy soit saite.

Celuy qui fait la foy doit declarer les choses quelles il tient, la maniere comme il les tient, si les choses pour lesquelles il fait la foy luy viennent de succession ou par conquest, ou par iugement de cour, & declarer la maniere du coquest & en informer son seigneur, s'il l'en requiert au cas que le seigneur s'en feroit non sçauant, & le seigneur receura la foy, sauf son droit & l'autruy.

Le iuueigneur doit iurer à son aisné qu'il luy portera soy & loyauté, selon que le sies le doit, & le doit son aisné baiser. cccxxviij.

Quand ledit iuueigneur fait la foy au seigneur de qui il tient à ligence, il doit outre iurer sur les Euangiles luy porter la foy & la loyauté.

Et celuy qui n'est iuueigneur & tient comme de seigneur lige, doit saire serment de pareille forme, comme au cas prochain precedent.

Lors qu'aucun fait la foy à son seigneur lige, il doit payer cinq sols pour le deuoir de chambelenage. Et si le seigneur à qui il auroit fait la soy seroit changé par mort ou autrement, sust de la volonté d'iceluy seigneur, ou par execution faite contre luy, tellement qu'il en sust desaproprié, l'homme seroit de rechef tenu saire la soy à celuy qui représenteroit le seigneur, sans toutes sois payer deuoir de chambelenage, pour tout auoir iouy au parauant saire la soy audit cas de changement de seigneur, si requeste ne luy auoit esté saite de la saire, ou que le seigneur eust fait asçauoir ses hommages, le seigneur ne doit iouyr d'aucuns fruits par dessaut de soy.

Le seigneur ne peut departir la tenue à son homme, tellemét que ou l'homme par cause de mesme tenue, ne seroit home que d'vn seul seigneur, il seroit contrain d'estre subiect, & homme à deux.

Et s'il y a en vne terre plusieurs seigneurs dont les vns tiennent des autres comme iuueigneurs d'aisné, le iuueigneur à qui les terres seroient, sera la soy au prochain, & celuy la sera à l'autre plus prochain de luy, & ainsi de prochain en prochain doit chacun saire la soy susques au seigneur lige, & puis le suzerain seigneur lige doit auoir la ligence de tous, & de chacun.

Et s'il y a aucun iuueigneur qui soit en dessaut de saire la soy à son seigneur aisné de qui il tient, celuy aisné par le dessaut de son prochain iuueigneur ne peut saisir les terres que le iuueigneur auroit baillé à vn autre qui tiendroit en iuueignerie: mais doit ledit premier aisné intimer au second iuueigneur qu'il sace asçauoir à son aisné prochain, qui est le iuueigneur prochain dudit premier aisné qui tient en sa main ce que celuy second iuueigneur tient de son premier aisné sapres celuy premier aisné fera adiourner son prochain iuueigneur, tant qu'il soit departy de la soy que ledit second iuueigneur deuoit audit premier iuueigneur. Et quand il aura gaigné ledit second iuueigneur, sera audit premier aisné la soy & obeissance qu'il deuoit audit premier iuueigneur. Et fera partant ledit second iuueigneur audit premier aisné la soy & obeissance qu'il deuoit à son prochain aisné, & tiédra de luy, comme il tenoit de son prochain aisné.

Quand le seigneur est absent de sa seigneurie & iurisdiction, celuy qui doit la foy, doit aller à celuy qui a plus de pouvoir en iustice pour le seigneur en sa iurisdiction, & le requerir de le mettre en sauf respit iusques au retour du seigneur: & s'il a fait ainsi, il ne doit plus estre dit poi-faisant, & doit celuy homme retourner à son seigneur à sa prochaine venue és lieux où il pourroit

pourroit estre iusticié par son seigneur, & luy offrir la soy.

Le seigneur peut saisir par dessaut d'homme, les terres de son homme mineur, apres qu'il est pourueu de tuteur.

cccxxxy.

Quand seigneur reproche ou accuse son homme de dessaut de soy, si l'homme iure auoir fait laditte soy, il sera creu, & demourera quitte enuers son seigneur d'iceluy reproche.

Quand l'homme a eu la saissne par an & par sour des choses dont il doit faire la soy, le seigneur par dessaut d'hommage sans appeller en sugement, ne peut l'empessher en saissine, fors lors que ledit homme veut faire la soy à son seigneur, que le seigneur peut prendre les leuees de la terre pour dessaut de la soy du temps passé que celuy homme auroit tenu sans saire la soy, si l'homme ne trouue raison & desense parquoy il y sust tenu.

Si terres ou autres choses cheent en main de seigneur suzerain par bail & rachat, ou desfaut d'hôme, nul ne peut dire que la saissine que le seigneur tient pour telle cause, soit en autre nom qu'au nom du seigneur.

Et quad le bail ou rachats sont finis, & la terre est deliuree dudit seigneur; l'aissié, à qui la foy seroit deuë, & qu'il seroit luy ou ceux dot il auroit cause en saissne d'auoir la foy par taison des dittes terres, peut saissi les les terres par desfaut d'hommage, au cas que le iuueigneur à qui seroient celles choses ne luy voudroient saire la foy.

Et celle saisine qu'auroit eu esdittes terres, ledit seigneur pour le dessaut d'hommage ou par cause de bail ou rachat, n'empesche qu'autres qui y prétendent droit, ne puissent venir par voye de pleigement ou de premesse sans qu'on se puisse aider de la saisine qu'auroit eu ledit seigneur.

Apres que l'homme a espousé sa semme, il doit saite la soy & hommage pour les terres de saditte semme.

Si le seigneur acquiert de son homme le sief tenu de suy roturierement, icelny seigneur acquiereur tiendra celles choses acquises noblement ainsi qu'il faisoit les rentes si celles rentes estoient tenues noblement & seroient audit cas les dittes terres acquises le dommaine noble dudit seigneur acquereur qui le tiendra de son seigneur suzerain en soy comme il tenoit les rentes, & serot celles choses acquises de partie entre les hoirs, ainsi que les rentes eussent esté; & si l'homme acqueroit de son seigneur proche les rentes & obeissances, il les tiendroit du seigneur suzerain qui auroit l'obeissance, rachat & bail, s'il estoit deu pour raison d'icelles choses, & aussi les ventes lors que le cas escherroit apres ledit acquest.

Si aucun seigneur suzerain ou autre noble homme acquiert par achat ou autrement, le sief roturier par raison duquel seroient deuës coruces, comme d'aller sener, seyer bleds, curer douues, ou autres telles choses viles: le seigneur proche à qui celles coruces sont deuës, & de qui ledit sief roturier est tenu, se peut opposer: & s'il ne s'oppose & laisse ledit noble acquereur s'approprier desdittes choses, il pert les coruces & autres vils deuoirs, pour ce que noble homme ne doit estre contrain & de saire telles coruces.

cccxliiij.

Et neantmoins au cas que ledit seigneur proche ne s'opposoit & perdist lesdittes corueës, seroit ledit sief au demourant tenu de luy roturierement ainsi que son homme roturier le tenoit au parauant.

cccxlv

Par coustume anciennement homme roturier ne soy pouuoit accroistre en sief noble sans en payer rachat.

ü

je

il

'U.

o:

11

,nd

j.

: S!

312

11]

le:

ele oi

ùil

Le seigneur qui a dommaine noble & de patrimoine ou par retraic sait de son homme ou par premesse le peut bailler à seage à prix competant sans fraude & sans diminuer la rente ancienne, si celles choses auoient esté au parauat arentees. Et si le seigneur auoit retiré l'heritage de son homme, il le peut bailler au prix de la prémiere baillee, sans diminuer la rente ancienne, & en prendre ce qu'il en peut auoir outre & par dessus la ditte rente ancienne, & retenir à luy la iurisdiction: & en celuy cas le seigneur suzerain n'y prendroit aucune chose.

Et en autre cas ne doit, celuy qui fait le feage, prendre argent ou autre recompense pour faire ledit feage ou preiudice dudit seigneur suzerain, sors qu'il peut auoir cinq sols pour de-uoir de seau, & autres cinq sols pour deuoir de vin, aussi prendre l'aduancement de sa rente : & si celuy seigneur qui auroit fait le feage auroit prins argent en le faisant, & que la rente ancienne sust diminuee, & le sief du seigneur suzerain diminué, ledit seigneur suzerain peut auoir en

Cccc ii.

outre les choses declarees les ventes du prix que les choses seages vaudroiet, & seroit celle recompense estimee vente fraudeuse. cccxlviij.

Gens d'eglise ne se peuvent accroistre en fiess qui se gouvernent seculieremet pour l'amor tir, sans la volonté de ceux de qui ils sont tenus, & l'auctorité du prince: lequel, & non autre, les peut amortir. cccxlix.

Et ne sont les dies gens d'eglise, ou de religion, fondez à auoir serme, droit, baux & ventes n'autre iustice, s'ils n'ont tiltre ou saissne sufficante pour seruir de tiltre, autrement demourent les droits de iustice aux sondateurs & à leurs hoirs.

C H A P. 17.

Des moulins, coulombiers, garennes & autres edifices.

cccl.

ES moulins & les moulas subiects ausdits moulins qui sont rapportez au partage entre les freres & sœurs, peuvent estre assis par l'aisné aux iuueigneurs, au prix qu'ils ont esté estimez.

Et si aucun lignager estoit longuemet en saissine des moulans, tant luy que ses predecesseurs, combien que le lignage sust estogné tellement que les hommes & les semmes d'iceluy ramage peussent eux marier les vns auec les autres, & que l'on ne peust faire preuue du partage sait entre les dits coheritiers, pour ueu que l'on prouue la saissine sur les moulans & le lignage: celuy qui voudroit faire moulin de nouueau, ne pourroit retirer à soy les dits moulans, sinon en cas de ressort quand le moulin de l'autre partie seroit chaumant ou occupé: & en celuy cas con-uiendroit que celuy qui voudroit auoir ledit ressort baillast seureté & obligation de ne preiudicier à l'autre partie au téps aduenir que les dits moulans ne luy retournent lors que son moulin sera en deu estat, si autre conuention n'estoit entr'eux.

Quand moulin qui est en comunauté & societé entre plusieurs est ruineux & aucun d'eux le veut resaire, il doit requerir les autres cosors d'aider à le resaire à l'equipollet de ce que chacun y doit prendre. Et la requeste faite deuement à saute ausdits consors d'y contribuer, celuy qui les a ainsi requis peut saire les edifices dudit moulin, & ne prendront les dists consors aucune chose au prossit dudit moulin, iusques à ce qu'ils ayent payé & rendu leur contingente portion des distre edifices. Et neantmoins demeureront les moulans audit moulin de distraict d'iceluy comme ils auoiét accoustumé sans qu'aucun des dists cosors pusses faire autre moulin pour les y attraire: nonobstant le desaut des dists consors d'auoir attribué, comme dessus, en rendane & payant par eux ce qu'il appartiendra pour leurditte portion contingente, ils prédront audit moulin reedisté au temps auduenir depuis laditte solution, & non de téps precedent: & ne seront tenus rendre, fors le prix que les edifices vaudront au temps d'icelle solution.

cccliii

Il appartient au prochain seigneur auoir & retraire les moultes des hommes à ses vassaux, au cas qu'iceux vassaux n'auroient moulin pour moudre. cccliiij.

Et si le frere aisné ne ses iuueigneurs n'auoient moulin au temps du partage d'entr'eux, & l'vn d'eux, aisné ou iuueigneur sist moulin de nouueau, tous les hommes d'iceux aisnez & iuueigneurs tombez audit partage iront audit moulin, s'ils ne sont subiects à autres, sans toutesfois que les dits moulans soient iusticiables par la cour de celuy qui auroit edifié ledit moulin: ains seront iusticiez par deuant le seigneur prochain ou suzerain, qui auront tous autres emolumens, sors ledit deuoir de moulte.

Et audit cas celuy qui voudroit auoir laditte moulte, sera tenu bailler lettres de nonpreiudice auec caution à ses autres consors, au cas qu'ils voudront saire & edisser moulin.

Et ne doit l'aisné faire rapport au partage d'être luy & ses freres & sœurs du prossit de moulte sur les hommes, s'il n'y auoit moulin moulant auquel y auroit hommes qu'on pourroit cotraindre y aller.

Nul n'est subiect aller moudre au moulin d'autruy, s'il n'est son mansionier en proche sief ou arriere sief, ou à moulin commun en societé, ou du parrage d'entre aisné & iuueigneur, comme dit est, ou s'il ne soy y est obligé par contract.

Digitized by Google

Et

Etnonobstant que aucun auroit ou sief d'un seigneur maison en la banlieuë de ses moulins, il seroit neant moins tenu suiure & obeir aux moulins du seigneur duquel il est estager. ccclix.

Ceux qui sont hommes de ceux qui ont party en parage, doiuent aller au moulin de leur prochain seigneur s'il n'y a autres conditions ou cotract, & puis au prochain apres de degré en degré.

Si le seigneut suzerain a moulin dedans la banlieuë & soit en possession de contraindre les hommes de son vassal noble d'y aller moudre, & celuy vassal fait moulin de nouueau, il doit aller à son seigneur lige, & luy requerir le retraict de sessit sommes, quel ledit seigneur lige doit luy octroyer neantmoins longue tenue, si les hommes ne le debattent, auquel cas ledit seigneur feroit droit entreux. Et si neantmoins laditte requeste ledit seigneur suzerain s'efforçoit tenir lessits hommes à son moulin, il n'en seroit iuge, si le vassal le vouloit debattre.

Nonobstant longue tenue ne saisine que le seigneur ait eu sur ses hommes de les saire moudre à son moulin: au cas que les subjects diroient n'estre dedans la banlieuë, la lieuë sera mesuree aux despens des homes. Et si le seigneur n'est en saisine & possession & il vueille contraindre ses hommes, sera la lieuë mesuree à ses despens.

Les hommes sont tenus aller au-moulin de leur seigneur qui est dedans la banlieuë, ores que le moulin sust hors la seigneurie ou la baronnie & chastellenie, sil n'y auoit conditions au contraire, ou qu'il y eust autre moulin auquel ils sussent tenus d'aller. Et ne sont les dits hommes subiects d'aller audit moulin s'il n'est dedans la banlieuë, si ce n'est de leur bonne volonté.

Quand le seigneur fait moulin de nouveau, & veut contraindre ses hommes à y aller, & ile debattent par dire qu'ils ne sont dedas la banlieue, le seigneur est tenu faire mesurer la lieue à ses despensssauf droit de l'amender, & des despensau cas qu'il obtiendroit. ccclxiii,

Et si le seigneur auoit moulin d'ancienneté & sust en possession sur ses hommes d'y aller, en celuy cas il seroit mesurer la lieuë aux despens desdits hommes. Et pendat le debat sont les dits hommes tenus de continuer la ditte possession, si le dit seigneur n'estoit en dessaut de leur saire instice touchant ce fait.

La banlieuë contient six vingts chordes, chacune chorde six vingts pieds, assis par six vingts sois. Et doit estre mesuree des lieux où la somme de bled est leuee, iusques au lieu où elle doit cheoir par les voyes que le seigneur pourra garentir à ses hommes sans empeschement.

Celuy qui ne va au moulin de son seigneur proche, est tenu aller à celuy de son seigneur prochain apres: & s'il alloit de sa volonté au moulin de sondit seigneur proche qui ne sust dedas la banlieue, il ne pourroit estre contrainct d'aller à autre moulin en la banlieue, s'il n'y auoit autre condition ou obligation.

ccclxvij.

Celuy qui se plaint de la perte ou dommage de son bled au moulin, en doit estre creu par serment, si le musnier ne l'auoit au parauant requis de mesurer son bled: par le moyen dudit serment, ne doit le musnier estre reputé infame.

Les moulans doiuent moudre leurs bleds au moulin de leur seigneur en leur renc commé ils y arriuent. Et si le musnier le fait autrement, il est tenu l'amender & desdommager, sinó que ce sust le bled du seigneur ou de celuy qui a seigneurie sur le moulin, qui doit estre preseréen la mouture: Et est l'homme tenu attendre l'eaue trois iours & trois nuicts, & au moulin à vét vn iour, & vne nuicts.

Le seigneur ou celuy qui le represente, peut vne sois en chacun an suyuir ses hommes subiects à son moulin par iustice, & auoir leurs sermens du fait dedans l'an seulement qu'ils ont
bien suity le moulin dudit seigneur, ou prouuer par autre moyen qu'ils ayent esté moudre
aillieurs, & s'il le prouue, il doiuent l'amende & rendre le deuoir de moulte: & peut le musnier
s'attacher à la farine s'il la trouue venant d'autre moulin, pour auoir son deuoir de mouture, qui
est la seizieme partie du bled qui aura esté moulu.

Le destraict du moulin à fouler draps l'estend insques à cinq lieue de la mesure susditte, & s'il n'y a autre vsement au pays, peut le seigneur suyure pour ledit moulin ainsi que pour les autres affin d'auoir le deuoir qui est pour chacune piece de drap entiere contenant vingt aulnes seize deniers, & de piece non entiere yn denier pour chacune aulne & non plus s'il n'y a autre argent baillé volontairement.

Cccc iij.

Il n'est permis à aucun de faire coulombier, s'il n'auoit eu anciennement coulombier, ou s'il n'a si grande estendue de terre au pays que les coulombs se puisse pourueoir sur luy, ou sur ses hommes.

L'on ne doit tendre aux coulombs de coulombier auec fil, glus, chordes, laczons n'autrement, ne pareillement à autres oyseaux en empeschant le droit d'autruy, s'il n'a droit de ce saire. ccelxxij.

Noble homme peut faire en sa terre ou sief noble faux à connils, au cas qu'il n'y auroit garéne à autre seigneur és lieux prochains, & ne doit aucun y aller chasser, n'és clos adioignans appartenans audit noble homme.

Quandaucu fait edifice en sa terre au preiudice d'autruy, si celuy edifice est fait publiquement, & au veu & sceu de ceux à qui ils pourroient porter preiudice, ils de uent s'opposer au parauat la persectió dudit edifice, & par apres n'y pourroiet venir par oppositió: mais pourrot dedans l'an & le iour apres celuy edifice parsait, demander par action demolition dudit edifice payant les mises & coustages d'iceluy edifice. Et apres ledit an & iour, si ledit edifice leur portoit preiudice, peuuent demander seulement estre desdommagez dedans six ans, à compter depuis la persection dudit edifice.

ccclxxv.

Si aucun veut clorre ses terres, pres, landes ou autres terres descloses où plusieurs ayent accoustumé d'aller & venir & faire pasturer, iustice doit veoir bourner & diuiser les chemins par le coseil des sages au mieux que faire se pourra pour l'vrilité publique, & laisser au par sus clorre les dittes terres, nonobstant longue tenue d'y aller & venir, & faire pasturer durant qu'elles estoient descloses.

ccclxxyj.

Et si la iustice prochaine estoit en desfaut de ce saire, le seigneur suzerain le seroit: & pourroit aussi leuer les bournes qui seroient ostees, & punit ceux qui les auroiet ostees. ccclxxvij.

L'homme noble peut faire en son heritage, qui se gouverne noblement, manoirs, moulins, estangs & autres edifices, & sa semme ne ses hoirs n'y autont rien, si n'est d'autant comme son douaire en sera plus valant.

Et si le mary fait maisons & edifices en l'heritage de sa semme, pourueu que ce soit en son fief noble, n'y prendront rien le mary ne ses hoirs.

CHAP. 18.

Des assises, amende & desdommage deuz par cause du bestial.

ccclxxix.

E S dommaines qui se gouvernent noblement, sont en desense toute lannee, s'ils sont clos pour les desendre d'vn cheual enhendé: « ceux qui y mettroient bestes sont amendables selon la qualité de leurs personnes. ccclxxx.

Le seigneur peut se tenir à sa prinse iusqu'à pleige de droit, & assigner terme pour proceder en la cour, & sera creu de l'assignation sans serment: & si son seruiteur a fait la prinse & assigne terme, il en sera creu par serment.

cclxxxj.

Le dommaine du seigneur où y a si grande estendue qu'autre n'a que querir enuiron, combien qu'il soit desclos, est tousiours defensable, & peut le seigneur pour le bestial qui y seroit trouué, demander l'assis ou desdommage à son choix.

Les demandes de l'assis & desdomage, le seigneur ou son serviteur qui ont prins les bestes en leurs terres desensables, serot creuz par leurs sermens, du lieu où le bestial a esté prins: & ne sera partie aduerse receuë à prouuer le contraire, pourueu que ledit seigneur ou son serviteur soient personnes qui puissent faire serment.

Et si l'on demandoit l'améde, faudroit faire la prouue du torsait autremét que par serment: & la prouue faite, l'on auroit l'amende, les dommages & les despens. ccclxxxiiij.

En temps d'hyuernage qui est depuis la my-Septembre, iusques à la premiere sepmaine de Decembre, pour bestes de charue l'on ne doit payer amende, assis ne desdommage, si elles n'estoient prinses en lieux si clos qu'ils sussent desensables de toutes bestes, ou qu'elles y sussent mises scientement appensement: & en autre temps nul ne doit laisser ses bestes aller la nuich hors, sans les saire garder, & des bestes esgarees ne sont les seigneurs temps, sors à desdomager.

Pour les gaigneries & vignes qui sont faites iusques au temps que sont en grain & bourgeon, l'on peut demander l'assisse, amende ou desdommage: C'est à sçauoir, pour le torsait l'amende & de la prinse sans torsait l'assisse ou desdommage au choix du preneur. ccclxxxvj. Le sorestier du leigneur pour la prinse qu'il fait des bestes és domaines desensables, ne doir auoir aucune chose sors sur l'amende qui seroit deuë au seigneur. ccclxxxvij.

Celuy qui a fait la prinse en ses dommaines nobles doit deliurer le bestail à toute personne qui le requerra baillant pleige de droit. Et se peut le seigneur prendre à celuy auquel il sait la deliurance, combien qu'il ne soit seigneur du bestail, & luy assigner terme comme dir est.

Et celuy qui a fait la deliurance se peut prédre aux bestes, si celuy à qui sont lesdittes bestes ne le vouloit garentir.

Puis que les terres sont en desense ou vignes, soit la terre noble ou non noble, l'on peut auoir l'assisse ou desdommage si n'est depuis que les bleds, prez & vignes seroient en estat qu'o peust estimer le desdommage: auquel cas n'y aura assisse, mais pourra l'on demander desdommage, & peut chacun mettre sa terre en desense & la hayer. Et si elle n'estoit hayee auparauat la my-Auril, & que ne sust dommaine noble dont a esté parlé cy deuant, on ne pourroit demander assisse ou desdommage: si ce n'estoit vignes, bois taillis, prez ou terre où il y eust gai gnerie.

Amende ou assise ne peuuet estre demadez, si le bestail n'a esté prins & rendu auec pleige, ou qu'ils ayent esté forcez apres la prinse: mais l'on peut demander desdommage des bestes qui auroient esté és dommaines & terres d'autruy, le prouuant, combien qu'elles n'auroient esté prinses, si on ne desaduouoit les bestes, ouquel cas l'on pourroit soy attacher esdittes bestes.

ccexcj.

Puis que les bestes sont prinses pour estre mises en parc, qui les escouroit, le deuroit amender selon la qualité des personnes & du messait.

Gens de basse condition s'ils ont clos leurs terres, & icelles mises en desense, ne doiuet auoir guerb, c'est à dire, auoir faculté de laisser leurs bestes pasturer és terres des autres voisins sans payer amende, desdommage, ou assisée és temps de guerb, auquel temps qui est depuis la my-Septembre insques à la my-Feurier si lesdittes terres ne sont ensemencees, l'on ne neut demander assise ou desdommage és terres de gens roturiers de basse condition. cccxciij.

Bestes d'aumaille & cheures quand elles sont prinses en nouuelle couppe & cission de taillis ou en nouuelle plante de bois, & celuy qui a fait la prinse, ou son maistre qui les auoir troulues, les traictà fin d'en auoir l'assise, chacune beste doit payer douze deniers pour l'assise de la premiere année pour chacune sois, & pour la seconde six deniers, & de la tierce trois deniers, & du surplus des autres années beste d'aumaille vn denier, ou la cheure ou le bouc deux deniers, & aussi doit beste d'aumaille en quelconque dessais où elle soit trouue evn denier, & si elle est en lande ou en genestais, ou en haye, elle doit deux deniers: pour ueu que le genestay ne lande n'ayent passé plus de deux ans pour chacune sois.

Et si les littes bestes sont prinses en vigne qui n'est en bourgeon & est despouillee de fruit l'on doit payer pour le des dommage come de bois taillis de la premiere année à la raison que dessus.

Cheures ou boucs fils sont trouuez en lande ou genestay, en hayes ou en buissons, ou en autre bois chacun doit deux deniers. cccxcvj.

Les brebis ou chastris, les quatre autant comme vne beste d'aumaille pour chacune fois.

Faon de l'annee, porc ne truye ne doiuent affife fors desdommage. cccxviij.

La beste cheualine doit deux deniers en quelque lieu qu'elle soit prinse, & si elle est enhen dee & prinse en taillis, elle doit quatre deniers.

Sur autre beste ne court point assis des sources celus qui le prent, peut comme dit est

Quad bestail est prins en fiels roturiers celuy qui le prent, peut, comme dit est, assigner ter me à la cour du seigneur de qui les terres sont tenues pour auoir dessommage ou assis ainsi qu'il sera iugé par le iuge de laditte cour. Et si son aduersaire dessaut, le preneur du bestail sera creu du premier adiournement comme dit-est, & se pourra prendre aux pleiges & les saire co uenir deuant seurs iuges.

Quand bestes sont prinses par parchaige & mises en l'hostel de celuy qui les auta prinses ou autre maison, on ne doit clorre l'huis à fermeures sur les bestes sans laisser gens qui les puis sent deliurer.

Et si on ne pounoit trouuer le maistre ou celuy qui les auroit emparchees on pourroit bail

Cece iiii.

ler pleige à celuy ou celle qui seroit demeuré à l'hostel & mener les bestes sans torsait. Et si on ne trouuoit personne, on doit aller au seigneur des lieux son iuge ou sergent qui prendrot les pleiges assigneront terme és parties & deliureront les bestes.

Quand l'on prent beste cheualine on ne la doit mettre sous fermeure, ou la lier sans faire à sequoir à celuy à qui elle est fors la nuict pour la garder: & neantmoins les bestes prinses sont en la garde de celuy qui les prét, & ne doiuet les mener soin des lieux où ont esté prinses, mais les doiuent mettre en leurs demeurances s'ils en ont pres, ou s'ils n'en ont, ou voisine, & ou fies, s'il y a maisons en celluy fies, & s'il n'y en a ou prochain voisine. Et celuy qui les prent est tenu prendre les cautions de celuy qui les voudroit deliurer.

En trois villages peut auoir vn thoreau qui ne peut estre empesché de allerà ieu, & pour iceluy quelque part qu'il soit trouué ne doit estre payé amende, desdommage ou assile. Eccev.

Quand auoirs ou autres choses ont esté baillez à my croix, ou à mestairie, nul ne peut pren dre pour le fait du preneur aucune chose sur iceux auoirs sors le seigneur entant que ils auroyent pasturé en ses terres: Et aussi entant que iceux preneurs prendroyent sur ceux auoirs.

Seigneurs doiuent mettre les deniers de leurs amendes pour habiller & amender les maunains chemins.

CHAPITRE. 19.

Des mariages, douaires & droits appartenans à gens marie?.

Le pere peut faire assiette du mariage de ses filles en ses conquests sans le consentement de sa semme, & sans qu'elle en puisse demander recompense, si les filles sont du mariage d'eux deux.

Et si le pere ou la mere marient leur fille d'vn commun assentement, & l'asserte sult saite en la terre de la mere la mere de uroit estre recompense sur la terre du pere du surplus de ce que ne pourroit escheoir à la fille par partage en la succession de la mere si elle estoit escheuë.

Quand noble homme a marié fon fils aisné, le fils aisné doit auoir la iouissance du tiers de la terre du pere: & le pere doit auoir le meuble qui est promis à la femme du fils. ccccx.

Et doiuent le pere & le fils faire prouisson competente aux autres enfans à la raison & à l'equipollent que le pere & le fils aisné tiendroient & iouiroient desdits heritages.

Les meubles sont en la disposition du mary & en peut saire sa volonté saisant proussion copetente à sa semme durant le mariage d'entr'eux iusques à ce que le mary soit trouué mal vsant de ses biens. Et n'auront la semme ne ses hoirs apres le deces du mary sors d'autat qu'ils trouueront desdits bies au deces, & ne doit l'on faire ne ouyr compte que le mary ait fait des biens meubles parauant sa mort. cccexij.

Les fruits de la terre de la femme sont au mary. Le mary est administrateur des biens de sa femme.

cccxiii.

Quand homme & femme mariez sont obligez en vn mesme contract & chacun pour le tout, si l'on veut faire l'execution constant le mariage, elle doit estre faite sur les biens du maty tout premier tant qu'ils pourront sournir parauant que les heritages de la semme y courét nonobstant lettres ne obligations que la semme en ayt fait ou donné sur elle ne sur ses hoirs ne sur ses biens.

Et si la femme est obligee à aucun & elle vend son heritage pour soy acquiter & son mary fust obligé à autres auparauant, ou sust en amende vers son seigneur, nonobstant que l'heritage sust conuerty en meuble auparauant que mention sust faite qu'il deust tourner en l'acquit de sa semme: celuy meuble ne sera prins pour l'acquit du mary insques à ce que la dette où la semme est obligee soit entierement payee.

Quand femme est obligee pour le fait de son mary ou pour les prinses qu'ils ont fait ou co tracté ou mariage ou auparauant le mariage, & le mary ou la femme sont morts ou tous deux, le mary ou ses hoirs sont tenus à acquitter & desdommager la femme & ses hoirs à l'equipollent qu'ils prendront aux meubles ou heritages, ou aux cas que les meubles ne pourroiet sour nir à acquitter les dettes, & si la femme ou ses hoirs renoncent aux meubles de la communité, le mary ou ses hoirs sont tenus acquitter la femme ou ses hoirs des dettes de laditte communité.

Digitized by Google

munité. cccxvij. Si la femme auparauant le mariage estoit obligee, le creancier apres la dissolution du mariage se pourra addresser à elle pour laditte dette, sauf à elle ou à ses heritiers son recours à l'en contre des heritiers dudit mary pour autant qu'ils y seront tenus. **ECCCXVIII** Femme ou ses hoirs peuvent renoncer aux meubles & aux dettes: & peut la femme prendre des biens de la despense du lieu & en vser elle & ses gens accoustumez à y demeurer com petentement sans vendre ne faire exces iusques à ce que l'hoir ou autre pour luy ayt demandé si elle veut rien prendre aux meubles & dettes. Et si elle fait ressus de prédre aux meubles & dettes, elle doit auoir son list & son coffre, deux

paires de robbes, deux accoustremens qu'eux elle voudra choisir & de toutes les choses qui is suffisent enuiron elle & son lict selon son estat, tant de joyaux que d'autres choses. ccccxx.

Et au surplus elle doit rendre ou ses hoirs & eux purger par serment de l'outreplus des cho ses, ou cas que l'hoir du defunct voudroit auoir leur serment, ou bien parauant ledit serment pourra ledit heritier en faire prouue par tesmoins si bon luy semble.

Les acquests faits constant le mariage sont communs, pour ueu que les deux coioints soiét ou ayent esté en mariage par an & iour.

Si le mary & la femme vendent l'heritage mouuant à cause d'elle, elle sera recompensee & pourra prendre icelle recompense sur l'heritage du mary ou sur les conquests faits constant leur mariage, & si laditte recompense estoit faite sur l'heritage du mary, il ou ses hoirs iouyrôt & auront desdits conquests à la concurrence de laditte recompense, & le surplus desdits acquests sera party par moitié selon la coustume. ccccxxiij.

Et si la femme se consent à l'alienation que fera le mary des conquests faits durant la communité de leur mariage, elle n'en aura ne pourra pretendre aucune recompense.

Et au regard des conquests non appropriez, le mary en pourra disposer comme de meuble sans qu'il soit requis auoir consentement de sa femme.

Femme ne doit estre mise en prison pour dette ciuile ne pour le fait de son mary, ores que elle le requist ou qu'elle s'y fust obligee.

La femme pour le delict & forfait de son mary ne doit perdre ses heritages, & quand le delict seroit tel que le mary deuroit perdre ses meubles, neantmoins en ce cas si la femme a esté par an & iour en mariage & par tant y ait communité entr'eux, la ditte femme aura provision. raisonnable pour elle & ses enfans sur lesdits meubles & fruits des heritages & terres de son dit mary, & ou il n'y auroit communité, elle perdroit ce qu'elle auroit apporté tat en meubles que autres choses quelsconques si elle n'estoit participante du delict.

L'homme n'est tenu respondre de cotract que sa semme sace ne que l'on sace auec elle depuis qu'elle est espousee, si le contract n'auoit esté fait parauant les espousailles & l'octroy du mariage, ou que le mary la fouffrist marchander, & si le mary la souffroit marchander, le contract qu'elle feroit de la negociation & entremisede laditte marchadile seroit bon & vallable, & en doit son mary respondre, & seroit la dette executee sur les biens communs du maria-

Le mary ne doit estre reprins ne accusé des choses que sa femme fait qui cheent en crime s'il n'en est sçauant ou consentant, mais il enchet en tout autre peril.

A femme marchande compete action des denrees & marchandises qu'elle a baillees on achetees fans son mary & sans son auctorité.

Etsi elle demandoit ou defendoit son heritage ou se pleigeoit cotre son seigneur & contre tous autres qui le luy voudroient empescher, ou en contracter, ou negocier, elle est tenue de requerir son mary de luy donner auctorité. CCCCXXXI

Et ou le mary ne s'en vouldroit entremettre ne riens en poursuiure, il suffiroit la requeste sans son auctorité.

Féme gaigne son douaire à mettre son pied au lict puis qu'elle est espousee à son seigneur, ores qu'il n'eust iamais eu affaire auec elle, s'ils ne sont departis & separez par sentence diffini tiue de iuge ordinaire & competant, ou cas qu'elle ne se forseroit durant le mariage d'entre

Ó

Femme qui laisse son mary & s'en va auec autre, & n'est auec son mary au teps de la mort, Et aussi si elle le laisse & ne fait son deuoir de le garder, & elle le peut faire, ou cas que le mary ne la refuleroit, iaçoit que elle nes en aille auceques vn autre, elle ne doit estre endouai-**ECCCXXXIII**

Et sielle s'en est allee par fornication, le mary n'est tenu de la reprendre ne la recueillir si n'est de sa volonté. Et s'il la recueille de sa volonté ou par sentence, elle doit estre endouairee apres le deces

de son mary, quelque folie qu'elle eust faite de parauant, pourueu qu'elle face son deuoir de le garder & de le seruir comme elle doit faite.

Donaire est acquis à semme vesue, ou qui l'a esté, qui s'est portee loyaument en son maria ge en la terre de son seigneur & mary, & doit auoir le tiers de ce dont son mary a eu ou deu a-uoir saisine & possession ou droicture durant le mariage, pour raison de son droit, s'il n'y a con uention au contraire.

ccccxxxvij.

Et sera mise par laditte vesue la terre en trois lots, & puis choisira l'hoir principal & les deux autres lots esgallera & elle choisira apres, s'ils ne peuuent autrement accorder.

Excepté enfief noble que le principal manoir n'est compté, baillant maison competante à la douairiere.

L'hoir du desunct n'est tenu asseoir douaire à la douairiere fors entant comme il a eu saisine si le desunct ou son hoir ne luy auoient fait autre accord, ou que les choses sussent empeschees par leurs faits.

Et si la douairiere n'estoit logee suffisamment, elle le doit estre oudit principal manoir. ccccxlj.

S'il y a deux femmes vesues qui ayent esté mariees l'vne au pere & l'autre au fils, la premiere doit estre endouairee premierement: Et l'autre au demeurant de ce que deuroit appartenir de l'heritage du fils dont il auroit eu sassine, ou mariage, ou possession, ou droicture au temps du mariage, & ledit fils marié par le pere noble, doit auoir le tiers de la terre du pere.

Quand noble homme marie son fils aisné, si le fils meurt deuant le pere, la semme du fils doit estre endouairee du tiers de la tierce partie de la terre du pere, ores que le fils n'eust eusai sine de la terre.

Et aussi si elle veut estre endouairee, le pere ou ses hoirs auront ce qu'auoit esté promis de meuble à laditte semme s'il n'estoit payé, excepté son troussel : C'est asçauoir son lict, son coffre, ses robbes & ses ioyaux qui luy demourent quittes.

Femme peut estire son iuge en cause de douaire soit superieur ou inserieur, & n'y a lieu de retraict à cour inserieure.

Et si elle est endouairee & l'on luy ait baillé terres, maisons, ou bois qui porte fruit, moulins, estangs, ou autres choses, si elle les laisse deperir parquoy l'heritage soit moins vallant, el le sera desaisse du douaire: & sera regardé le dommage qu'elle aura fait, & d'autant comme le dommage sera estimé le reuenu dudit douaire sera diminué, & ce qui en deura demourer à la douairiere luy sera baillé par la main de l'heritier principal. ccccxlyj.

Si homme & femme n'ont esté en mariage par an & jour de quelque condition qu'ils soiet la femme ou ses hoirs auront ce qu'elle y aura porté tant seulement si l'on ne leur en donnoit: & encores elle payera sa part des coustages des nopces & de la pourueance du temps qu'elle a esté auec son mary.

ccccxlvij.

Et si le mary demouroit, il auroit le lict de sa femme iusques aux secodes nopces.cccxlviij. La femme a la saissine des choses qui viennent deuers elle & la moitié des conquests que le mary sait constant le mariage dentr'eux: & le tiers de la terre du mary durant la vie d'elle apres le deces du mary: & de l'autre heritage où il auoit droicture si elle ne le pert de son assente ou par son fait.

Et à ce moyen le temps luy est reservé apres la mort du mary ou aux hoirs d'elle apres sa mort pour recouurer les choses susdittes si le mary les a aliences sans le consentement d'elle.

CHAPITRE 20.

Des bastards & autres illegitimes,& enfans exposez.

ccccl.

1.Quia vt no succedant parentibus, natu ralibus nec parentes ei. j. S. 454. vide qua scripsi in cons. paris. S. 8. glo. 1. q. 8. C. M.

Les heritages que les bastards acquierent, ou cas qu'ils n'ont hoirs de leurs corps engendrez en loyal mariage, doiuent estre au seigneur, sous qui l'acquisition a esté faite, pourueu qu'il ayt obeyssance & moyenne instice, combien qu'il n'ait haute instice. cccclj-Et si

Digitized by Google

Et si le bastard a maison ou herbregement en aucune seigneurie qui soit à luy par heritage ou qu'il eust accoustumé à demourer, combien qu'il mourust en autre lieu qui ne sust en son heritage: Toutes sois ses meubles, quelque part qu'ils soyent, doiuent estre à celuy seigneur où il a éu herbregerie ou entente d'y demourer qui appere par mariage ou autrement, l'obseque, les dettes & le testament & les autres choses accomplies.

Et si le bastard n'auoit heritage & il eust meubles qu'il eust gaigné auec plusieurs personnes en plusieurs seigneuries: le suzerain seigneur sous qui ledit bastard a gaigné les lits meubles doit en estre heritier, si ledit bastard n'auoit domicile.

Et sera reputee residence propre le lieu où l'on est nourry, ou le lieu où l'on reside auec sa femme, ou le lieu où lon a demeuré par l'espace de dix ans continuellement prochains deuant le deces.

Le bastard ne succede à ses pere ne mere, ne s'accroist sur leurs biens: & aussi les pere & mere du bastard ne succedent au bastard.

Bastard peut saire testament & donner de ses meubles à qui bon luy semble, mais qu'il ne le sace en haine contre la seigneurie ou contre droit & coustume. Et s'il donnoit le tout, la donation ne tiendroit, si ce n'estoit que ses biens sussent petis qu'ils ne valissent que peu ou neant.

Si le bastard auoit enfant ou enfans bastards ieunes & non puissans d'eux pourueoir de leurs corps, ils doiuent estre pourueuz sur les biens d'iceluy bastard. cccelvij.

Bastard ne peut saire donnaison de son heritage en retenant l'vsus-fruit à sa vie s'il ne le saisoit par maniere de contract quad il acquiert celuy heritage, ou s'il ne le saisoit par maniere de donnaison qui sust commune & esgalle qui se peut estedre sur la tierce partie de ses heritages, pour ueu que la donnaison sust esgalle & n'y eust fraude.

cccclviij.

Auoutre ne peut donner ne aulmosner meuble ne heritage, ne faire testament s'il ne donne ou s'il ne baille en saine vie sans en auoir iamais saissne, en vsant come le seigneur, des choses donnees & aulmosnees.

Les enfans nez en loyal mariage de bastards, aduoutres, & autres illegitimes, succedent à leurs peres & meres.

Si les enfans des bastards nez en mariage decedent sans hoirs de leurs corps faits en loyal mariage, leurs biens doiuent tourner au prochain lignage d'iceux selon le ramage du sief dont ils sont issus, tant deuers le pere que deuers la mere.

CHAPITRE. 21.

Des mineurs & autres à qui l'on doit bailler administrateurs, & des emancipations.

cccclxi

L'HOMME ou femme qui sont sous l'aage de vingt ans, sont mineurs: & vingt ans accoplis & passez, sont maieurs.

cccclxij.

Si le mineur n'est pourueu de tuteur ou curateur, iustice l'en doit pourueoir. cccclxiij. Quand le mineur se pleige à estre presme, il n'a que faire d'estre pourueu de tuteur ne curateur, si celuy cotre qui il s'est pleigé ne luy veut debattre sa premesse, so u il la voudroit debattre, il est tenu de faire pourueoir le mineur de tuteur ou curateur. cccclxiiij.

Et quand le mineur est recongneu presme, il doit payer & faire son deuoir du retraict comme vn maieur, autrement seroit debouté de la premesse. cccclxv.

Nul ne se peut saisir des biens d'vn mineur sans l'assentement de celuy qui en a la garde, & iustice a la garde du mineur & de ses biens tant qu'il soit pourueu.

Le mineur peut ager contre son tuteur ou curateur s'il a esté blecé ou deceu par leur fait, & peut intenter son action quatre ans apres qu'il est maieur. cecclxvij.

Le mineur deceu peut pendant sa minorité estre restitué pour raison de la deception ou faute saite par son tuteur ou curateur. Et pour ce saire suy doit estre pourueu de curateur ad causam.

Mineur ne peut soy pleiger contre iuge de cour s'il ne baille pleige. cccclxix. Mineur ne peut ager sans l'auctorité de son pere ou autre administrateur deuëment creé & institué par justice. cccclxx.

Et aussi le mineur ne peut estre conuenu sans l'auctorité de son pere ou autre administra-

teur, & s'il est conuenu, aura despens.	cccclxxj
Le mineur peut denoncer le tort qui luy a esté fait, mais ne se ferra poursuitte s'il	ne done plei
ge de fournir à droit, s'il n'y a information preallable.	cccclxxij
Mineur bourgeois, ou autre de bas estat, peut auoir l'administration & gard	e de ses biens
l'aage de dixsept ans accomplis & non deuant, & desdits biens pourra negocie	r& marchan
der en choses mobiliaires apres ledit aage.	cccclxxiii
Et neantmoins le noble n'aura l'administration de ses biens qu'il n'ayt vingt	
accomplis.	cccclxxiiij
Et ne doit ne pent le mineur contracter ne aliener ses heritages & choses im	
le conseil de son tuteur ou curateur iusques à ce qu'il ait vingt ans passez.	cccclxxv
Les contracts des mineurs sous l'aage de vingt ans ne sont validez par le se	
mineurs.	cccclxxvj.
L'homme & femme qui sont mariez ensemble & sont mineurs, ne sont de cur	
à tant qu'ils ayent vingt ans.	cccclxxvij.
Le pere est garde naturel de ses enfans, & ne doiuét auoir autre tuteur, pourue	
te bien en ses autres affaires, si n'est contre le fait d'iceluy pere.	cccclxxviij
Le pere peut bailler à ses enfans mineurs, tuteurs ou curateurs par son testam	
Quand iustice baille tuteur ou curateur au mineur, l'on doit saire appeller le	
mis & prendre leur serment de eslire d'entr'eux ou d'autre personne vtile & pro	offitable pour
garder & administrer la personne du mineur & ses biens.	cccclxxx.
Et iceluy elleu en la forme susditte, sera & demourera tuteur ou curateur faisa	nt le ferm ent
en tel cas accoustumé.	cccclxxxj.
Et deuant qu'au tuteur ou curateur soient deliurez les biens du mineur, il doi	
taire,& bailler caution de rendre bon & loyal compte d'iceux biens.	cccclxxxij.
Entre les parens du mineur ceux qui sont du costé paternel sont preserez à la	
ratelle, pourueu qu'ils soient suffisans.	cccclxxxiij.
Femme ne sera tutrice, curatrice, procuratrice ne s'entremettra de negocier	,
fi ce n'estoit pour elle ou pour son mary ou pour ses enfans, ou pour son pere, ou	
	cccclxxxiiij.
Mais mere & aussi l'ayeulle peut estre tutrice ou curatrice de ses enfans, o	
de ses ensans iusques à ce qu'elle soit en secondes nopces: ou cas qu'elle soit su	filante & en
vueille prendre la charge, & ne leur doit estre baillé autre tuteur qu'elle, si elle	ne refuse en
prendre la garde.	cccclxxxv.
Tuteur ne curateur ne peuuent vendre ne aliener les heritages du mineur sa	
de plusieurs des plus suffisans de ses amis & de la justice, & qu'il ait suffisante cause	
la cour.	cccclxxxvj.
Et aussi ne peut-il compromettre ne pacifier sans le conseil & decret dessussiti	
	ccclxxxvij.
audit mineur appartenans.	
Si l'homme est en aage il est curateur de sa semme sans autre creation, & s'il vo	
cter de l'heritage de sa femme, faire le pourroit en gardant la solemnité de droit de la serie de la s	
	ccclxxxviij.
Si le tuteur ou curateur cognoistauoir blecé son mineur, il peut dema	
tion.	cccclxxxix.
Et ou cas que ce qu'il auroit fait seroit reuocqué, le tuteur ou curateur seroiens	
dommager la partie.	ccccxc.
Tuteur & curateur ne doiuent intenter proces pour leur mineur sans conseil	
s'ils succumboient seront tenus desdommager le mineur.	cccxcj.
Tuteur ou curateur ne peut laisser la tutelle ou curatelle. Et ne luy peut estre c	
gnoissance de cause.	cccxcij.
Quand le mineur aura passé quatorze ans, il sera hors de tutelle, & le pouruo	
de curateur, les parens & amis appellez en la forme que dessus est dit à la cre	
teur.	cccxciij.
Le tuteur ne le curateur ne peuuent contracter ne negocier auec leur mineur	
ils en ont la garde sans autre tuteur ou curateur qui leur sont baillez de iustice. E	
ueoir iustice que ce ne soit au dommage du mineur, come si le predecesseur du n	
en dette dont il conuinst vendre terre.	ineur estoit cccxciiij. Celuy

Digitized by Google

Celuy qui est hors de son sens doit auoir administrateur.

CCCCXCV.

Nul ne peut estre declaré prodigue & ne peut l'on interdire l'administration des biens à au cun, comme à l'instance & à la requeste de sa semme, ses enfans, ou autres prochains heritiers pte sumptifs.

1. Nisse probationibus faction des biens à au cun, comme à l'instance & à la requeste de sa semme, ses enfans, ou autres prochains heritiers pte sumptifs.

En declaration de prodigalité ou interdiction de biens, si le desendeur pretendu prodigue sa inchis cu prent delay, ou s'il dessaut en l'adiournement à luy donné, sera par le iuge permis au demadeur inchis cu prent de la production de la company de la co

faire bannir l'estat du proces.

Ωť

Ç

(0

ij

ij

CCCCXCVij. blig.C.M.

Et si pendant le proces, soit deuant contestation ou apres, l'on voit que la poursuitte prenne longueur, si le demandeur requiert que l'estat du proces soit banny, le iuge pourra ordonner & permettre, si faire se doit. ccccxcviij.

Et fil ya aucun qui contracte aucc luy depuis le ban, & luy baille aucune chose & il soit depuis prouué & declaré mal vsant, il le pert & sera de nulle vallue. ccccxgix.

Et s'il est declaré mal vsant de ses biens, il luy sera baillé administrateur pour gouverner & administrer ses biens. Et aura la semme dudit prodigue ledit gouvernement & administratió, si elle se trouve prositable pour administrer lesdits biens, autrement sera baillee laditte administration à autre de ses parens que l'on trouvera suffisant & prossitable pour ce faire.

v.cen

Qui baillera aucune chose à celuy qui est declaré prodigue ou à qui est interdit l'administra tion de ses biens sans le consentement de son administrateur, il le pert. v.c.j.

L'administration des biens peut estre rendue à celuy qui a esté declaré prodigue, où à qui l'on a interdit l'administration de ses biens par cognoissance de cause & auctorité de iustice.

v.c.ii.

Le pere ne peut emanciper son enfant, si l'enfant ne le requiert, car en ce que le pere l'emancipe, c'est ou preiudice de l'enfant, come en sa faueur, & l'enfant ne le peut requerir pen dant qu'il est mineur.

v.c.iij.

Mais puis que l'enfant est marié auec l'assentement de son pere & a semme espousee, il est emacipé pat la coustume quand à iouyr de ses bies: car le pere ne pourroit empescher laditte iouissance, v.c.iiij.

Fils de famille qui aura excedé l'aage de vingt cinq ans, ayant domicile separé de son pere, sera censé & reputé emancipé à pouuoir contracter & ester en iugement, sans auctorité de pere.

Tout ce les enfans non emancipez acquierent par marchadile ou par autre voye est au pere, ou cas que le pere le vueille auoir & le declare ainsi en son viuant, sinon que les dits biens leur vensissent par raison de mariage, ou sussent acquis par les enfans non emancipez apres le mariage fait du consentement dupere, comme dit est, ou que leur eussent esté donnez, où que ils leur sussent venus par raison de succession, ou qu'ils les eussent conquis par service ou par prouesse de leurs corps.

v.c.vi.

Tous enfans doiuent estre pourueuz sur les biens du pere ou de la mere au cas qu'ils n'ont sens, ne sçauoir pourueoir à leurs necessitez: & au cas qu'ils n'auroient rien, iustice les doit faire pourueoir sur les biens de leurs prochains lignagers.

v.c.vij.

Et si lon ne sçauoit sur qui faire pourueour les ensans comme s'ils auoient este iettez ou ex posez, les gens de la parroisse où ils sont trouuez, leurs doiuent faire pourueace par les thesau riers & fabricqueurs d'icelle, & y doiuent estre contraints par iustice.

v.c.viij.

Femme est en aage à douze ans quant à estre hors de tutelle, & deslors doit estre en garde de curateur tant qu'elle ayt vingt ans passez ou soit en pouvoir de mary.

v.c.ix.

Le pere peut faire demade pour son en fant ou pour ses enfans mineurs de vingt ans, car il est leur garde naturel & luy en compete action.

Celuy qui est en pouvoir d'autruy ne doit auoir garde d'autre si n'est homme qui soit en aage, & s'ila aage, ores qu'il ait pere viuant, il peut auoir garde, mais qu'il soit auctorisé de son pere: & peut le iuge contraindre le pere de luy donner auctorité ou cas que l'on ne trouueroit plus prossitable, & par les contumaces du pere la cour auctorisera le fils, v.c.xj.

Celuy qui est en pouuoir d'autruy ne peut contracter ne negocier, conuenir n'estre conue nu en iustice sans l'auctorité de celuy ou pouuoir duquel il est, si ce n'estoit contre celuy ou pouuoir duquel il seroit.

v.c.xij.

En cas de crime criminellement proposé n'est requis auctorité paternelle n'autre auctorité de ceux qui ont puissance sur le delinquant.

Dddd

CHAPITRE 22.

Des successions & partages.

v.c.xiÿ.

EN ligne directe le mort saissif le vis. Les heritiers de sang succederont aux clercs & gens d'eglise.	v.c.xiiij.
Les heritiers de sang succederont aux clercs & gens d'eglise.	V.C.XV.
Si homme ou femme decedent lans hoir de leurs corps engendre en mariage	leurs biens
sont en garde de iustice iusques à ce que les hoirs les ayent retraits.	v.c.xvj.
L'aisné du noble doit auoir la saissne de toute la descente & successió de quelqu	e chose que
ce soit & est siene, & doiuent les heritages ensuiuir la personne, & ne doit l'hoir re	spondre des
faisi.	v.c.xvij.
Et doit chacun auoir son droit par voye d'action vers l'heritier, si ce n'est des c	
l'on peut faire pleigement.	v.c.xviij.
Il est permis à l'heritier accepter la succession sous benefice d'inuentaire ou y	
	v.c.xix.
bon luy femble.	
L'heritier par benefice d'inuentaire peut requerir la protestation faite comme	premie ies
meubles & tous les autres biens du decedé à la iustice, & en faire inventaire par d	euant com-
missaire de la iustice pour en payer les crediteurs par sa main, ou cas qu'il n'y au	
teur.	v.c.xx.
Si le prochain à succeder renonce à la succession, le prochain apres luy peut s'	
pter & auoir laditte succession, & ainsi des autres ensuyuans.	v.c.xxj.
Entre nobles personnes les meubles sont departis par moitié ou cas que la sem	me veut ac-
cepter & prédre aux meubles & aux dettes ou ses hoirs si elle est morte la premier	rc. v.c.xxij.
Les harnois de guerre ne cheent en partage & doiuent demourer à l'hoir prin	cipal des no
bles & l'eslite des cheuaux o leurs harnois.	v.c.xxiij.
Et aura la femme noble ses robbes & ses ioyaux.	v.c.xxiiij.
Les filles des nobles doiuent auoir leur portion competente aux meubles con	
ritage & payer leur contingente portion des dettes.	v.c.xxv.
Les biens meubles des bourgeois & gens de basse codition doiuent estre departis	
ces ou de l'homme ou de la femme ou cas qu'ils ayent enfans.	v.c.xxvj.
C'est a sçauoir le tiers au decedé pour faire son obseque, & pour accomplir son	
le tiers à l'homme ou à la femme qui demoure, & l'autre tiers aux enfans d'eux des	
les dettes payees par chacun d'eux selon leur contingente portion.	v.c.xxvij.
Es l'obleque 82 sessament du decedé accomply sur son tiers les enfins doivent	
Et l'obseque & testament du decedé accomply sur son tiers, les enfans doiuent	
mourant de la partie du decedé.	V.C.XXVIII.
Si les bourgeois ou autres de basse condition n'ont hoir de leur chair, leurs bien	
& acquests seront departis moitié par moitié ou cas qu'ils auroient esté ensemble	
par an & iour, excepté entre clercs mariez que le principal cours de leures liures d	
rer au principal hoir du clerc de quelque condition qu'il soit.	v.c.xxix.
Les enfans des bourgeois & autres de basse condition partagent esgallement t	ant en meu
ble que heritage.	v.c.xxx.
Celuy qui a prins meuble ou heritage de la succession du pere ou de la mere, ou	
tenu rapporter le meuble s'il veut prendre en l'heritage, & s'il a eu de l'heritage	il sera con-
traint le rapporter.	v.c.xxxi.
Mais il ne sera tenu à rapporter les leuees des heritages du temps de parauant l	a demand e
	\ ma(m - c

coheredem, co fructus funt pars successio-

1.Id est, indi-cialiter, quod est iniusti, ma du partage fait par court¹, & ne sont frere ne sœur cousin ne cousine ne parés tenus à respon-dre des leuces, dismes ne autres reuenus qu'ils ayent eu par raison des heritages à leurs conxime quum sci sors & pretendus coheritiers du temps precedent la requeste & demande à eux saite en iusti-

Et si le detenteur tenoit lesdits heritages depuis contre la volonté du plaintif,il seroit tenu à luy rendre les arrerages depuis plainte requeste & demande faite par cour entant comme le plaintif se pourroit trouuer estre fondé oudit heritage.

Et n'est l'on tenu à rapporter meubles sors ceux que l'on auroit eu de ceux de qui le partage seroit demandé en l'heritage, ou de ceux de qui l'on represente la personne comme enfant qui auroit eu meuble de pere ou de mere. v.c.xxxiiij.

Et si le perc ou la mere mouroient, auant l'ayeul ou besayeul, ayeulle ou besayeulle, oncle ou besoncle, & ainsi de tous autres qui tiendront l'heritage, s'ils vouloient prendre en l'heritage d'iceux, ils seroient tenus à rapporter le meuble à ceux qui seroient issus de la ligne de qui ils qu'ils auroient eu le meuble & non aux autres.

V.C.XXXV.

Les iuueigneurs & les sœurs ou les enfans de seurs si leur mere est decedee, doluent apporter sur le grand de la terre les eschoistes des oncles qu'ils tiendront par bien fait, & des douaires ou douaire. Et leur doit estre iugee leur partie selon le grand de la terre & le nombre des enfans, & attendront chacun son aduenant & portion contingente de l'eschoiste entant com me chacun y deura prendre.

v.c.xxxvj.

Les iuueigneurs ne peuuent ne doiuét demander leur partage & portion contingente en succession de pere mere ne autres, fors sur & dels heritages quittes & deliures & hors de tout empeschement. Par ainsi que s'il y a gaignerie, l'aisné du noble la peut emporter ou le meuble qu'il y aura mis, pour ueu qu'il en face mention en l'assiette payant rente ou terrage aux iuueigneurs.

v.c.xxxvii.

Et aussi apres le deces des bienfaiteurs pourront les hoirs, ou les executeurs d'iceux auoir les gaigneries ou leur meublage qu'ils y auroient mis payant rente ou terrage. v.c.xxxviij.

Et est en la faculté de ceux à qui les terres sont venues de prendre rête par le pris de preudes gens selon qu'ils deuroient valloir par chacun an ou qu'ils auroient esté appreciees ou assisses au rapport du grand de la terre, ou auoir le terrage: C'est à sçauoir comme les terres se baillent à labourer, à mestayerie, à moitié, ou à quart, ou à quint, selon l'vsemét du pays ou les choses seroient.

v.c.xxxix.

Et aussi doiuent estre assis les douaires comme les bienssaits sans autres empeschemens.

Quand homme fait edifices en son heritage ou en l'heritage de sa femme, pourueu que l'heritage soit sies partable, si l'heritage est au mary, les hoirs de sa femme y doiuent prendre la moitié apres le deces de luy ainsi que les choses seroient appreciees comme pierre en mon cel, & le bois & autre matiere comme à les emporter du lieu sans compter autre façon, & celuy à qui l'heritage seroit, doit auoir le meuble pour le pris qu'il pourroit auoir à l'emporter, & aussi les hoirs du mary ou le mary en ce que seroit fait en l'heritage de sa semme.

v.c.xlj.

Toutes choses creuës, issues & annexees en l'heritage de la nature de la terre & qui se tiendront à la terre apres le deces de celuy qui tiendroit l'heritage par vertu de donnaison, ou par bienfait ou par douaire, doiuent demourer à l'heritage. v.c. xlij.

Et si celuy qui les tiendroit y faisoit edifices sans que celuy qui seroit heritier s'en fust obligé, comme maisons, moulins, planteix & autres choses, il les perdroit sans que celuy heritier en sust tenu respondre à luy ne aux hoirs de celuy qui ce seroit. v.c.xliij.

Celuy qui tient aucune chose, heritages indiuis entre consors, soy y peut herbreger & y edifier, & ne perdra pas ses mises & maneuures & ne luy seront coptees au partage d'entre luy & ses consors.

v.c.xliij.

Et si celuy qui est detenteur de l'heritage par quelque cause que ce soit, mais qu'il ait cause de tenir, auoit fait gaigneries ou mis gressages és heritages, il les doit auoir au pris des terres voisines.

v.c.xlv.

Au partage d'entre freres & sœurs l'on peut rapporter les moulins & les moulans d'entreux & de leurs predecesseurs de ceux qui cheent en partage.

v.c.xlvj.

L'on ne doit rapporter au partage d'entre freres & sœurs le prossit de la moulture ou cas qu'il n'y a moulin ou les moulans doiuent aller par destroict. v.c.xlvij.

Es fiefs nobles qui se sont gouvernez noblement le temps passé, & ont esté partagez noble ment, ne doit estre compté le principal manoir, ne les terres dedans le pourprins & prochaines clostures, pour ueu qu'il y ait de celuy heritage si grande quantité qu'il vausist tant que copetente portion ou pour ueance en peus estre faite entre freres & sœurs.

v.c.xlviij.

Et si les heritages n'estoiet de telle vallue, l'on doitsbailler selo la faculté & richesse de leurs biens maison commode & competente à l'hoir principal selon le regard des sages gens & de la justice.

ffi

'n

مگائے

:11

12

nt

11]

he-

de

Et seront les autres fiess mis en partage comme l'on doit saire de ceux siess, & baillera l'on à l'ensant aisné son auantage. v.c.l.

Et est àsçauoir que toute la seigneurie doit aller à l'aisné des ensans des barons & des cheualiers & des ensans aisnez qui en sont issus & autres nobles qui se sont gouvernez noblemét en leurs partages eux & leurs predecesseurs és temps passez. v.c.lj.

Les iuneigneurs doiuent auoir leur portion quitte & deliure & hors de tout encobremét & ne payer ot aucune chose des dettes de leurs pere ou mere, pource qu'ils ne prendrot riens D d d d ij.

aux meubles s'il ne leur en est donné.

v.c.lij.

Quand les filles & iuueigneurs veulent auoir leur contingente portion, ils doiuent faire conuenir leurs aisnez par deuant le iuge du principal manoir de la succession, & contraindre les hommes de leurs aisnez à leurs declarer les rentes & redeuances qu'ils doiuent ausdits aisnez, & apres seront faites les prisees & appreciations des terres gaignables, prez, landes, mou lins & toutes autres choses de laditte succession.

Et si l'aisné y veut distraire ou diminuer, il doit auoir terme pour ce saire, par ce que la dilation & le debat pendant il leur fera pourueance de toutes les choses que la justice verra qui leur seront necessaires selon la quantité du sief, & le nombre des ensans dont ils seront d'accord, & ou ils ne seroient d'accord, information sommairement faite du grand & valleur des heritages, le iuge pourra bailler prouision aux iuueigneurs pendant le proces.

Et si l'aisné veut plaider contre eux en les empeschant d'auoir partage susques à tant que ils en ayent eu ou tout ou partie, il est tenu à leur payer leur conseil tel comme la justice les en au ra pourueuz deuant qu'ils respondent à leurs aisnez sur ledit destrait & peremptoire qu'il met tra fils le veulent.

Et le grand de la terre, & le nombre des enfans regardé s'ils n'ont que debatre, entreux iuflice doit bailler à chacun sa contingente portion par le conseil & aduis des sages.

Et si l'aisné contredit le jugement, il doit dire en combien il l'agree & accepte, & en combien il contredit, & en ce qu'il acceptera sera executé, & le surplus doit demeurer tant qu'il foit veu pour lesquels le iugement se deura faire, & de ce que sera cler l'aisné sera tenu en faire l'assiete prestement. v.c.lvij.

Et peut leur aisné frere faire leur assiette, & commencera où il voudra selon le rapport, & asseoira de prochain en prochain s'il n'y a autre accord entre les parties. v.c.lviij.

Et s'il en est en deffaut, justice est tenue faire l'assiette ou la faire promptemét faire & sans delay aux despens des parties sur tout ou sur partie. v.c.lix.

Et est en l'option des iuueigneurs & des sœnrs de prendre la pourueance ou ce que l'aisné accepte du jugement, si contredit en est fait de la parrie de l'aisné.

Si aucun n'a hoirs de son corps pere ne mere, & il ait fait conquests, la moitié seroit à la ligne du pere, & l'autre moitié à la ligne de la mere. I

Succession de ligne directe est qui vient de pere ou de mere, ou de ayeul, ou de ayeulle, & de leurs predecesseurs & des freres au pere, ou des oncles en ce qu'ils tiendront par pourueance, ou par bienfait soy gouvernant noblement comme dessus. Et doiuent estre les siess & uernia. C.M. terres nobles departis entre freres & fœurs come fuccession qui viét de ligne directe. v.c.lxij.

Et les autres successions collateralles qui se gouvernent noblement comme dessus, doiuét venir au principal heritier. 2 v.c.lxiij.

Et toutes les autres escheoistes & successions qui n'ont esté gouvernces noblement comme dessus, doiuét estre parties testee à testee entre freres & sœurs, cousins & cousines, oncles & autres nepueux & nieces felon qu'à chacun en appartient, car les enfans d'vn frere & d'vne sœur prendront autant comme l'oncle ou l'ante en l'escheoiste du frere ou de la sœur à iceux oncles ou autres besoncles ou besantes ou des cousines à ceux oncles ou autres, pourueu qu'ils viennent & soyent de l'estre & ramage. v.c.lxiiij.

Si le feigneur acquiert de son homme le fief que son homme tenoit de luy roturierement, illera departy entre les hoirs ainsi comme les rentes cussent esté.

Quand homme ou femme meurent fans hoirs de leur chair & ils ont pere ou mere, leurs biens meubles doiuent estre & tourner à leur pere & à leur mere, s'ils sont viuans, où à celuy qui sera viuant, pourueu que le decedé fust de loyal mariage, & sont renus de payer les dettes &les amendemens & l'obseque du decedé & son testament, pourueu que le testament soit fait de la volonté du pere en pouvoir de qui il seroit, & aussi les conquests qu'il auroit faits appartiennent au pere & à la mere ou à celuy qui est vis comme dit est des meubles, & les autres heritages deuroient aller à la ligne dont ils scroiet partis, & ou cas que le decedé n'auroit enfans nez en loyal mariage ou par mariage ne pere ne mere, leurs biens meubles & leurs conquests deuroient aller à leurs hoirs prochains, c'est à sçauoir, à la ligne deuers le pere la moitié, & l'autre moitié à celle deuers la mere à estre departis le noble comme le noble, & le partable comme le partable: & l'il y auoit conquest en fief noble qui se gouuernast noblemét comme dessus est dit, il deuroit estre departy comme dit est, moitié à l'aisné deuers le pere, & l'autre à la ligne deuers la mere, & pource que la ligne vient de plusieurs ramages, ils doiuent cstre

1. Etia fi fint inequales in gradu 😎 in stirpes non in capita.IdĕAr

2. Etiam ad se nam isto latere iŭstam con tra iunclas vtrinque vt per arrestum latum pro do.Su San. de Rieux C.M.

estre departis à chacun ramage, & le principal hoir de chacun ramage du noble doit avoir tou te l'escheoiste du noble sans que nuls des autres y deussent rien prendre, combié qu'il sust pres ou loin du lignage du decedé.

v.c.Ixvj.

Les siefs roturiers doiuét estre departis teste à teste, c'est entédu que s'il y a quatre que freres que sœurs, & qu'il y en eust vn ou plusieurs de ceux à qui l'escheoiste deust venir, qui sust decedé, & celuy eust plusieurs enfans, les heritages qui escherroiet de costé à sa teste se deuroiet departir selon le nombre que le decedé auroit de freres & de sœurs & de cousins ou de cousines à qui l'escheoiste deust aduenir, & deuroient auoir les nepueux & les niepces la teste de leur predecesseur, & les nepueux & niepces deuroient departir seurs testes qu'ils ont par cause de leur predecesseur teste à teste entr'eux. Et aussi se deuroient departir les meubles des gens de basse coditió come fait l'heritage. Et s'il y auoit dettes dot l'heritage sust ou peust estre empesché, chacun en deuroit payer à l'afferent qu'il prédroit en l'heritage. Et si le dece dé n'a pere ne mere, mais seulement ayeul ou ayeulle & freres & sœurs, les dits freres & sœurs ou ceux qui les representét excluent les ayeul & ayeulle ausdits acquests & meubles, v.c. lxvij.

En succession noble qui anciennement a esté gouvernee & pertagee noblement comme dessus, tous les iuveigneurs auront seulement la tierce partie aux heritages nobles de laditte succession, c'est a sçauoir les masses à viaige, & les silles par heritage, fors & excepté les cotés & barons qui se traicteront en leur partage, comme ils ont fait par le passé.

v.c.lxviij.

Les enfans des bourgeois & gens de basse condition diviseront esgallement & par teste el leurs heritages.

v.c.lxix.

A bourgeois & gens de basse condition le fils aisné doit auoir la principalle maison & logis suffisant selon la quantité de leurs biens faisant recompense aux autres s'il la veut auoir. Et s'il ne la veut auoir, le prochain d'apres luy, s'il la veut, la doit auoir en faisant la recompense susditte.

Et si aucuns vouloient auoit leur partie en chacune piece ou cas qu'ils ne se pourroient autrement accorder, iustice doit mettre trois preud'hommes & sans suspicion à leur faire leurs partages par les plus grands lots & plus profitables qu'ils les pourroient saire à leurs consciences & par leurs sermens, & doiuët les parties choisir leurs lots saus à bailler reueuë à celuy qui se voudroit plaindre dedans l'an & le iour.

v.c.lxxj.

Entre gens partables tous siefs & terres doiuent estre departis testee à testee. Et s'il y a plu sieurs freres & sœurs & qu'il y en eust vn ou plusieurs de ceux à qui leschoiste doit venir qui suit decedé, & celuy eust plusieurs enfans, les heritages qui escherroient du costé à sa testee se doiuent departir selon le nombre des freres & des sœurs & des cousins & des cousines du decedé à qui l'escheoiste deust venir. Et doiuent les nepueux & les niepces auoir la testee de leur predecesseur, & les nepueux & niepces deuroiét departir leurs testees qu'ils ont par cause de leur predecesseur testee à testee entr'eux.

v.c.lxxij.

Les enfans d'un frere ou d'une sœur prendront autant comme l'oncle ou comme la tante en l'escheoiste du frere à iceux oncles ou tantes, ou besoncles ou besantes, ou des cousins ou des cousines à ceux oncles ou tantes, pource qu'ils viennent & sont de ramage. v.c.lxxiij.

En succession collateralle la iustice se saissit de laditte succession: Et ou il se trouueroit plusieurs demandans icelle succession, le iuge apres s'estre informé, baillera la succession au prochain en prenant caution de la rendre quand & à qui faire se deuroit.

CHAP. 23. Des testamens & legats. v.c.lxxiii.

SI testament est fait durant la santé du testateur, & auparauant la maladie dont il decede, il suffira & sera soy s'il est escrit & signé de luy, & s'il le fait durat sa maladie ou par personnage qui ne sache signer, sera requis qu'il soit signé du recteur de la parroisse, & d'vn notaire ou du recteur presens deux tesmoins ou de deux notaires, ou d'vn notaire auecques la presence de deux tesmoins gens de bien & dignes de soy, lesquels tesmoins signeront s'ils sçauent signer.

v.c.lxxv.
A celuy qui a escrit les legats pour luy & à son prossit n'à ses adherens soy ne doit est re adiou-

A celuy qui a escrit les legats pour luy & à son prossit n'à ses adherens soy ne doit estre adioustee. v.c.lxxvj.

Le testament & derniere volonté du testateur doit estre accomplie pourueu qu'elle soit sai te deuëment & qu'elle ne soit contre droit ou coustume.

v.c.lxxvij.

Des choses qui sont saites par testament en derniere volonté, toutes preudes gens doi-Dddd iij.

uent estre receuz tesmoins nonobstant lignage, s'ils ne sont ou ont esté du conseil. v.c.lxxviij. Quand les testamens sont approuuez, iustice seculiere doit bailler des biens du decedé aux executeurs s'ils le requierent, afin que l'obseque, les dettes, leix & amendemens du testateur soient payez, & laisser pourueance aux hoirs ou hoir. Et apres, les aumosnes contenues ou testament doiuent estre payees deuëment par les leuces des terres & rentes ou cas que les meu bles ne pourroient suffire à accomplir le testament sans vendre l'heritage si les creanciers à qui le desunct estoit tenu ne les mettoient en vente, ou si les executeurs ne le faisoient pour cuiter plus grand peril ou cas qu'ils ayent iuré accomplir le testament, & ne doiuent les execu teurs eux entremettre du testament, fors de l'obseque iusques à ce qu'ils ayent iuré & prins la v.c.lxxix. charge du testament deuant la iustice.

Et aussi ne doiuent-ils aucune chose receuoir, sors ce que leur est estably, ne par rachat ne

autrement.

Des crimes, amendes & confiscations. CHAPITRE 24.

v.c.lxxx.

SI aucun auroit esté outragé, & apres l'outrage & blesseure il vit plus de xl. iours, & apres xl. iours il decede, celuy qui l'a outragé & blesse ne sera puny de peine de mort, mais autremée à l'arbitrage du iuge. v.c.lxxxj.

Bois prins contre la volonté de celuy à qui il est, ne porte crime s'il n'estoit charpété pour merrain à edifier, ou emblé de nuict, ou seyé, ou faulsemet merché, ou bois qui porte fruit, ou est és pourprins, herbregemens & prochaines clostures de la maison pour la decoration d'iv.c.lxxxii.

Et d'autres arbres & bois couppez l'on doit amender & desdommager selon la qualité du fait & des personnes. v.c.lxxxiij.

Rapteurs de femmes non publicques seront punis de mort, & si la femme publicque estoit mariee & demeurante auec son mary, le rapteur seroit puny de semblable peine. v.c.lxxxiiij.

Femmes qui attirent ieunes gens pour les deceuoir & leur faire perdre leur bien, doiuent estre punies à l'arbitrage du iuge.

Celuy qui donne loyer & celuy qui le prent pour mal faire, doiuent estre punis en vne mes v.c.lxxxvj.

Furt qualifié iusques à la valeur de cinq sols monnoyé, sera puny à mort. v.c.lxxxvij.

Et pour furt non qualifié ne sera imposee peine de mort s'il ne monte ou excede la somme de vingt sols monnoyé, auquel cas s'ensuyura peine de mort, sauf en tout l'ar bitrage du juge se lon la qualité & circonstance du delict. v.c.lxxxviij,

Si aucun trouue argent ou autre chose à autruy appartenant, & il entend ou sçait que on le demande, & depuis il le cele & retient, iustice le doit punir comme larron. v.c.lxxxix.

Et si aucun prenoit les biens delaissez par les laboureurs aux champs, & il les receloit il seroit pareillement puny comme larron.

Si aucun se tue à son escient, il doit apres estre pendu & trainé comme meurdrier, & sont ses biens meubles confisquez à qui il appartient.

Tous traistres, meurdriers, guesteurs de chemins par roberie, brusseurs & ardeurs de maisons, rauisseurs de semmes ou d'autres biens, seront trainez des lieux où ils sont iugez iusques aux lieux où ils doiuent estre mis à mort.

Tous condem nez de crime de sodomie seront trainez, ars & brussez.

v.c.xciij. Les faux monnoyers seront bouillis, puis pendus. v.c.xciiij.

Celuy qui oste ou arrache bournes de fait à pense, doit l'amender à l'arbitrage du iuge outre les dommages & l'amende à la partie. Et qui mettroit faulses bournes doit estre puny come larron. v.c.xcv.

Qui mettroit scientement de nuict les bestes és gaigneries ensemencees en bleds specialle ment au temps que lesdits bleds sont prints en grain ou en prez en celle saison, ou en vignes depuis qu'elles sont en bourgeon, seroit puny comme larro, & doit le seigneur iusticier auoir les bestes, & sur la vallue d'iceux desdommager la partie.

Les sentences des punitions de corps doiuent estre promptemet executees és lieux plus exemplaires en terreur du peuple.

Tout homme qui est condemné & declaré pariure, ou qui est vaineu de cas de crime où est imposee peine corporelle, pert tous ses meubles. & sont à celuy par la cour duquel il est attainct



attainct & condemné, & en peut prendre sa volonté, pourueu qu'il le vueille leuer en l'annee.

Amende ne doit estre iugee ne leuce des cas qui sont d'aueture ou de fortune, ou cas qu'ils n'ayent esté faits par dol, malice, ou coulpe notable.

v.c.xcix,

Si les cheuaux ou charrette, ou autres choses, messaisoient, reparation en seroit faite sur la valeur. Et au cas que ceux à qui sont les cheuaux, charrette ou autres choses, ne les voudroient laisser pour la reparation du messait, ils seroient tenus le reparer à la discretion du iuge. vi.cens.

Si par moulins ou autres semblables choses, est fait dommage à autruy, ceux à qui appartienent les dits moulins ou autres choses n'en sont tenus, s'ils ne sont en coulpe. vi.ej

Le iuge peut absoudre des cas aduenuz par fortune ou ignorance.

Si le feu prent en la maison, & il n'y est mis à escient de celuy qui l'a en garde ou de ses adherens, & elle brusse & les biens qui y sont, & il y ait plusieurs biens d'autruy en garde: si celuy qui a les lits biés en garde ne garde les siens, & ils ardent comme les autres, & encores s'il met pots, poilles, draps ou autres mesnages & choses hors, & les autres choses soient si grosses & pesantes qu'ils ne peussent estre garenties par vn homme ou par deux, comme vin en tonneaux, bled en greniers, & le seu soit si esbrandy que l'on n'y puisse mettre la main sans danger & peril: celuy qui auroit les dits biens en garde, n'est tenu en rendre aucune chose, si l'on n'apposoit autres conditions ou raisons de fait contre luy.

Et quand le feu ard la maison d'aucun, & la maison d'vn autre perille par le mesme seu : si luy ne ses adherens ne le y mettent pour saire dommage à celuy à qui elle est ou autre, il n'est tenu en rendre aucune chose.

vi.c.iii.

Quand le feu est estrandy en plusieurs maisons, l'on peut abattre les maisons prochaines pour appaiser & estaindre le seu, & affin que les autres soient sauuees, & tous ceux de qui l'on peut apperceuoir que leurs maisons ayent esté sauuees, sont tenus à desdommager ceux à qui les maisons ont esté abattues chacun à la discretion de iustice. vi.c.v.

Si aucun abattoit vn arbre ou autre chose pour entente de saire prossit, & les choses qu'il abatteroit seroient dommage à autres, il n'en deuroit reparation ne rendre aucune chose, au cas qu'il n'eust veu ou peu veoir & saire oster lesdittes choses au temps de la cheoiste.

vi.c.vi.

Mais fil y auoit homme ou femme morts, iustice doit informer de la verité. Et si celuy qui abattoit les choses n'auoit point au temps du messait ne de parauant, haine auec les decedez ne les leurs, & s'il eust peu garder & empescher ledit messait: & au cas que l'on ne trouueroit aucune chose sur luy, iustice doit prendre son serment qu'il n'a fait le messait scientement, & partant il doit estre quitte, & ou le contraire seroit trouvé contre luy, il doit estre puny.

Quand aucun a en sa garde auoirs d'autruy ou autres choses & biens, & ils perissent estans en sa garde, s'il ne peut monstrer que ce soit par le dessaut de ceux qui les luy auroient baillez en garde, & que les conditions d'entr'eux ne sussent accomplies parquoy il ne peust sauuer les les auoirs ou autres biens de peris, ou que ce sust par sortune, il est tenu de les rendre à l'estimation des choses.

Vi.c. viij.

Quand iniure a esté faite au seigneur come à ceux de sa garde, en chemin, en soire, ou marché, qui luy appartiensist, qui auroit despecé brandon, sait attemptat ou escousse au sergent ou à partie, ou enfraint le iuge, esdits cas la plus grande amende appartient au seigneur, & à la partie la moindre.

vi.c.ix.

Si aucun estoit blessé, plus grande amende appartient au blessé, & au seigneur moindre, aux cas qui ne touchent le seigneur, comme dit est. vi.c.x.

Toutes amendes sont arbitraires, selon la qualité & estat des personnes, & du mesfait.

Quand aucun est blessé en sa personne tellement qu'il à perdu membre, & seroit rendu impotent de pouuoir gaigner sa vie, celuy qui a fait le messait est tenu le pourueoir de sa vie tout le temps d'icelle selon l'estat du blessé, & selo l'estat & la puissance du malsaicteur, si n'estoit que les exces eussent esté faits en soy desendant de tel ou plus grand messait qu'on vousist saire à celuy qui auroit fait le messait.

Pour amende deuë à seigneur, ne doit aucune terre estre vendue à la requeste du seigneur, mais il se peut saisir des fruits & des leuces de son sief pour ses amendes.

Digitized by Google

Dddd iii.

Sile seigneur prent aucune chose hors son fief à tort & sans cause, il le doit amender comme de chose rauie: & posé qu'il fust seigneur s'il prenoit les choses en son sief à tort, il l'amenderoit & desdommageroit à partie auant qu'elle fust tenue luy obeir. Et à pareil doiuent amender à cour & à partie tous ceux qui se saisssent des maisons & saissnes d'autruy. vi.c.xiiii. Le pere ou la mere auront satisfaction de la mort de leurs enfans, au cas que leurs enfans n'auroient enfans de leurs corps : & apres eux les prochains parens qui leur doiuent succe-Si l'enfant fait tort à autruy tant qu'il sera au pouvoir de son pere, le pere doit payer l'amende ciuile, pour ce qu'il doit chastier ses enfans. vi.c.xvj. Et'à pareil est tenu le mary reparer ciuilement le forfait que sa femme feroit sur les biens de leur communauté. vi.c.xvij. Confiscation d'heritages n'a lieu en quelque crime, que ce soit, fors & excepté és cas cy 1.Nec lesequi diuina & hu- apres declarez. dem maiestatis vi.c.xviij. Si le delinquant n'est trouué pour faire execution de luy parquoy il soit banny, il pert ses mane vt iudicatum vidi in meubles & les fruits de ses heritages à sa vic. vi.c.xix. Et si depuis le bannissement il estoit larron, ou meurdrier, ou autrement delinquoit, à raifon dequoy il fust prins & condemné à mort, ses meubles & immeubles sont confisquez à la iu Qui met main en son seigneur par mal & le frappe, il pert tout ce qu'il tient de luy, si le seigneur ne luy faisoit exces ou iniure parauant parquoy il eust frappé en soy defendant: & si le Subject a fait la foy à son seigneur, il est infame & pert ses meubles. vi.c.xxj. Et si le seigneur faisoit iniure à son homme de soy, comme de coucher auec sa semme ou sa fille, si la fille n'estoit putain publique, ou le guetter en chemin pour luy faire iniure ou autre mesfait, il perdroit son obeissance. vi.c.xxij. Qui appelle ou contredit le iugement qui est fait contre luy, & il succumbe en la cause d'ap pel ou contredit, doit quinze sols d'amende à son seigneur, & despens à la partie: & s'il n'y a despens à la partie, n'appartient amende. vi.c.xxiii. Si le seigneur prouue contre son homme que l'adueu par luy baillé soit desecteux en terrestrentes ou deuoirs, ledit homme cherra en l'amende de soixante sols enuers son seivi.c.xxiiij. Quand aucun deffaut en ingement, pour le deffaut est deu amende à la cour, qui ne pourra estre taxee plus de vingt deniers. Nul croizé, s'il n'est clerc, a privilege en cas de crime, s'il à deservy à prendre mort, qu'il ne soit executé par cour seculiere. vi.c.xxvj. En tous cas de delict y aura immunité, fors aux cas exceptez de droit. vi.c.xxvij. Celuy qui autoit brisé la seurté par luy donnée en jugement, doit estre puny par amende honnorable, pecuniaire ou autre, à l'arbitrage du iuge, selon la qualité du delict. vi.c.xxviij. Action de seurté est requerir paix à soy & à ses choses & autres pour lesquels on la demande,& qui requiert seurté la donne, pour ueu qu'elle luy soit donnee. Tout homme est tenu donner seurté iurant celuy qui la demande qui se craint de celuy auquel il l'a demadé: & qui denie seurté à autre, iustice le doit arrester insques à ce qu'il l'ait baillee. vi.c.xxx. Si aucũ menace autruy,& le menacé requiert seureté à l'encôtre du menaceur qui l'a denié, &ne peut iustice pour lors l'arrester ne tenir, s'il se trouue apres que le menacé soit outragé, le menaceur sera tenu de reparer le messait, s'il ne monstre & verisse qu'autre l'ait sait, ou qu'il ait esté fait sans sa coulpe. vi.c.xxxj. Qui prouue iniure luy auoir esté faite, l'iniuriant n'est receu pour attenuer la reparation de l'iniure à verifier le fait par lequel il a iniurié. vi.c.xxxij. En iniures verbales y a composition, si l'vne iniure est aussi grande que l'autre. vi.c.xxxiij. Quand gens de bas estat ou viles personnes iniurient le noble, ils doiuent estre punis par prison ou autrement à l'arbitrage du iuge. vi.c.xxxiiij. Et si noble personne dit iniure à vile personne, il doit le reparer par pecune. vi.c.xxxv. Seigneurs doiuent mettre les deniers de leurs amendes pour habiller & amender les mauvi.c.xxxvj. En plusieurs lieux en Bretaigne, plusieurs Prelats, Eucsques, Comtes, Barons, Seigneurs, chapitres

C.M.

chapitres & communautez d'eglises & de villes, ont certains priuileges & droits particuliers, patrimoniaux & hereditaux, qui ne sont escrits; comprins ne cotenus en ce liure coustumier. Toutes sois seront gardez & obseruez ainsi qu'ils ont esté par le passé, nonobstant la redaction, lecture & publication desdittes coustumes.

С н а Р. 25.

V sances localles.

vi.c.xxxvÿ.

L'SEMENT de la preuosté de Rennes est tel, que les contrahens de chose mobiliaire és sins & metes de la surisdiction de laditte preuostés c'est à sçauoir, en la ville & neuf parroisses d'icelle ville, & en la chastellenie dudit Rennes, ceux contrahés sont subiects & peuuét estre cotraincts par laditte cour de la preuosté de Rénes, à enteriner lesdittes promesses, grez & octrois par eux faits esdits sins & metes de laditte iurisdiction, pour ueu qu'en l'adiournemet soit celuy vsement libellé & mentionné, soyent les dits contrahens estrangers du pays ou d'autre iurisdiction quelconques, sauf toutes sois les manans & subiects de Vitre & Fougeres qui sont exempts par privilege special.

En aucuns endroits du territoire de Gouelo y a vsement, que l'aisné des gens roturiers doit auoir la troissessement de l'heritage de ses pere & mere, d'auantage ses autres coheritiers, & outre election de lotie & portion pour son droit d'aisneage. vi.c.xxxix.

Item, audit territoire si aucun tient terres ou heritages à vn tiltre appellé censiue, & il soit par trois ans continuels en dessaut de payer sa rente, il pert le droit qu'il y a, & demeure laditte censiue au seigneur de qui elle est tenue.

vi.c.xl.

Entre les manans & habitas des ville, faux bourgs & quatre parroisses de Vennes, lors qu'aucun ayant esté en mariage par an & iour decede, les biens, dettes & creances de la communauté du mariage sont partis egallement par moitié entre le suruiuant & les heritiers du dece dé. vi.c. xlj.

Le creancier demourat esdittes ville ou fauxbourgs de Vennes, peut saire arrester son detteur de sa personne, ou les biens d'iceluy detteur de quelque estat qu'il soit, iusques à auoir esté ledit creancier payé de son deu. vi.c.xlij.

Item, est d'vsement entre les marchans desdits ville & fauxbourgs de Vennes, que lors que aucun desdits marchans est en quelque voiage sur mer pour son fait de marchandise, & il est appellé en iustice, soit par cour ecclessastique ou seculiere, le terme d'iceluy marchat doit estre remis & cotinué iusques à quelque raisonnable temps à l'arbitrage du juge, en ayant regard au temps dudit voyage encommencé & à la distance des lieux, pour ueu que pour la partie dudit marchant contienu, il soit d'euëment informé d'iceluy voyage.

vi.c. xliij.

L'vsement de la comté de Nantes, que le suruiuant des mariez iouyst des acquests faits durant leur mariage: sçauoir, d'vne moitié par heritage, & de l'autre par vsus-fruict, sera obserué d'oresenauant durant la viduité du suruiuant en nourrissant par luy les ensans du mariage d'eux deux, s'ils n'ont autrement dequoy viure, & s'ilse remarioit, de partiront le dit suruiuant & heritiers du predecedé, moitié par moitié: & le suruiuant sera tenu de bailler le double des lettres des acquests & contracts aux heritiers du decedé, s'ils le veulent auoir, à ses despens.

CHAP. 26.

Les vsemens de la ville & fauxbourgs de Nantes.

vi.c.xliiÿ.

VEVES, n'esgouts ne portent saissne à celuy qui les a contre autruy, s'il n'a tiltre, sans lequel ne peut se prescrire par quelque temps que ce soit.

Celuy qui veut faire veues sur l'heritage d'autruy, le doit faire à sept pieds & demy dehaut

Celuy qui veut faire veues sur l'heritage d'autruy, le doit faire à sept pieds & demy denaut de terre ou de plancher où il se fait, & doit tenir celles veues sermees à barreaux de ser & voir-re dormant & non ouurant, en maniere que l'on n'y puisse passer ne ietter aucune cho-se.

Et neantmoins lesdittes veues, le voisin peut edisier en sa terre, sans que luy soit donné empeschement, s'il n'y a conuention contraite. vi.c. xlvij.

En mur moitoié & comun, l'on ne peut sans le consentemet de partie faire veuës, esgouts, v.c. xlviij.

traits, ne citernes. Es villes & fauxbourgs de Nantes, tous murs sont communs entre voisins, iusques à neuf

pieds:c'est à sçauoir, deux pieds en terre, & sept pieds au dessus de terre, qui n'a tiltre par lettres fenestres, marques, ou autres enseignemens. vi.c.xlix.

Iambages de cheminees, corbeaux & autres pieces assises en murailles & ayans saillie, senestres & ouuerture de cheminees demonstrent qu'au costé où sont assis, le mur appartient. Et fil n'y a fenestre, ouuerture, ou marque d'vn des costez seulement, celuy mur est reputé estre à celuy du costé duquel la fenestre ou marque sera. vi.c.l.

Si en terre commune l'vn des voisins edifie mur, & l'autre voisin s'en veut aider pour edifier ou autrement, saire le pourra en payant la tierce partie de ce dont il se voudra aider, mais le pourra empescher celuy qui l'aura edifié, iusques à ce qu'il soit payé. vi.c.lj.

Quand aucun veut bastir pres d'vn sien voisin, & qu'il y a entre deux vn mur commun & mutuel, sur lequel est assis goutiere ou gesse pour porter les eauës comunes, celuy qui bastist le premier, peut conduire ledit mur commun plus haut que la maison de son voisin, si bon luy semble. Et portera cil qui ne bastist ses eauës comme il verra l'auoir affaire, & se pourra aider dudit mur lors qu'il voudra hausser sa maison payant le tiers dudit mur, comme dit est. vi.c.lij.

S'il y a vne goutiere qui porte les eauës de deux maisons,& qu'il y a vne maison plus haute que l'autre,& que la goutiere soit commune, celuy qui a la maison plus haute, doit payer les deux parts de la goutiere & entretenement d'icelle,& l'autre le tiers.

vi.c.lij.

Si vne maison est divise entre les parties en telle maniere que l'vne desdittes parties ait le bas d'icelle maison & l'autre le dessus, la partie qui a le bas est tenu de soustenir & entretenir les edifices estans au dessous du premier plancher, ensemble celuy premier plancher. Et la partie qui a le dessus est tenu de soustenir & entretenir la couverture & autres edifices qui sont souz icelle insques audit premier plancher, ensemble les carrelis d'iceluy plancher, s'il n'y a couverture au contraire.

En mur moitien & commun chacune des parties peut percer tout outre ledit mur pour y mettre & asseoir les poultres & soliues & autres bois, en rebouchant les pertuis, sauf à l'endroit des cheminees, ou l'autre ne peut mettre aucun bois ne corbeaux: mais autrement en toutes choses s'en pourra seruir rabillant les choses demolies.

v.c.lv.

Quand aucun edifie maison & assist ses solles, le voisin ne peut mettre n'asseoir ses solles à l'endroit & contre les autres solles au parauant mises & assisses.

Vi.c.lvj.

En mur moitoien, le premier qui assiet ses cheminees pour les courges & corbeaux, peut percer le mur outre, & ne les luy peut l'on faire oster ne reculer. vi.c. lvij.

Muraille & pan de bois ou terrace qui ne sont droits, mais sont pendantes, vettues ou contreplombees, doiuent estre redressees aux despens de ceux à qui il appartiennent: & l'une des parties peut contraindre l'autre par iustice pour reparer & mettre à droit plomb & ligne celuy mur & terrace.

vi.c.lviij.

Quand il y a heritage desclos entre voisins, & l'vn d'eux veut qu'il soit sait closture entr'eux, fil'vn n'y veut contribuer, l'autre le peut saire à ses despens, & pour ce saire prendre de l'heritage de son voisin, iusques au montement de la moitié dudit pied & demy, qui sera l'espesseur de laditte muraille qu'elle sera à sept pieds & demy de hauteur hors terre. Et neantmoins sera celle muraille commune entr'eux, sans que celuy qui a fait laditte muraille, en ait aucune mise ne recompense de son voisin. Et sera tenu celuy qui bastira laditte muraille laisser senes en marque d'vn costé & d'autre, pour tesmoignage de laditte communauvic. lix.

Quand aucun fait edifier ou reparer en son heritage, & ne le peut sans endommager son voisin, ou sans passer par sa maison & heritage, celuy voisin est tenu luy prester & donner patience à ce saire, & luy souffrir que par sa maison ou heritage celuy bastisseur passes at-traicts, soiét poutres, goutieres ou autres choses, si ledit bastisseur ne les peut coduire ne passer par allieurs, par ce toutes sois que l'edistant est tenu reparer, restablir & mettre à deu estat, à ses despens, & en tout ce qu'il auroit rompu, demoly & gasté à sondit voisin, & ne peut l'edistant pour raison de ce que dessus acquerir droit ne possession contre n'au preiudice de celuy qui a donné ou sousseur de la ditte patience.

Fouillement en terre, gratement, demolition de murailles, n'autres œuures faites clandeftinement par l'vn des voisins au desceu de l'autre, son voisin n'attribue par quelque laps de temps droit ne possession à celuy qui aura fait les dittes entreprinses. vi.c.lxj.

Qui bastist ou refait de pied maison de nouueau, la doit bastir à plomb & à la ligne sans aucune saillie: & s'il ne bastist dés le pied, doit tenir à plomb depuis l'estage où il redisse. vi.c. lxij. Aucun Aucun ne peut faire latrines, puits ou fosse de cuysine pour tenir eauë de maison aupres de mur mutuel & commun que l'on ne laisse franc ledit mur. Et outre que l'on ne face muraille d'vn pied & demy d'espesseur de chaux & ciment, au danger & despens de celuy qui fait ledit puits, latrine ou autre receptacle, s'il n'y a paction au contraire.

vi.c.lxiii.

L'on ne peut faire ne tenir puits, retraits, latrines n'esgouts, pres du puits à eauë de son voisin, sinon qu'il y ait entre deux neuf pieds d'espace & distance, pour ueu que le puits soit premier edissé.

vi.c.lxiiii.

Quand il y a puits, retraits, latrines ou esgouts communs entre deux partie, les vuidanges & curages se doiuent faire aux despens des parties qui y ont droit, & si la vuidange est faite par l'heritage d'vne desdittes parties, de là en auant les autres parties seront tenues consecutiuement endurer la vuidange par leur heritage l'vne apres l'autre: toutes sois celuy qui endure & a la vuidange de son costé, ne doit payer que le tiers des frais, & l'autre partie du costé de laquelle ne seroit faite laditte vuidange, doit payer les deux autres tierces parties, & ainsi consecutiue ment.

Chacun peut addresser le cours de son touc, encores qu'il soit nouuellemet fait aux autres prochains & anciens toucs, en contribuant à l'entretenement & nettoiemens desdits anciens toucs.

vi.c.lxvj.

Entre vn four & mur moitoien & commun, doit auoir vn pied d'espace vuide pour euiter le danger & inconuenient du seu. vi.c.lxvij.

Si vne maison ne se peut commodément departir entre plusieurs heritiers lesquels par enuie l'vn de l'autre, ou pertinacité veulent auoir chacun sa portió, laditte maison sera par iustice védue & inquantee entre les dits heritiers, & demeurera à celuy d'eux qui plus en voudra offrir & dernier encherdira, à l'estainte de chandelle, & les deniers qui en istront seront entr'eux departis pour les portions esquelles ils sont sondez. vi.c.lxviij.

Tuteur ou curateur est tenu de faire proffiter honnestement l'argent de son mineur ou mineurs, & apres l'inuentaire fait se doiuent vendre tels meubles appartenans audit mineur ou mineurs, que le tuteur & iustice verra estre à faire publiquement à l'enquant, au plus offrant & dernier encherisseur, & les deniers qui en prouiédront doit ledit tuteur ou curateur faire profsiter, comme dessus, & de ce faire bailler bonne & suffisante caution.

C H A P. 27.

Extraict d'aucunes constitutions & ordonnances.

vi.c.lxix.

VAND aucun est appellant en parlement il y a quarante iours apres l'appel pour releuer & intimer son appel par lettres royaux de chancellerie, autrement il s'en va desert, sinon toutessois que ledit appel sust interiecté depuis les quarante iours, & au parauant quinze precedens l'ouuerture du prochain parlement premier iour de Septembre, auquel cas irot les appellations directement en la cour dudit parlemet, & se y expedierot les parties come en appel bien & deuëmet releué. Et pareillemet iront en laditte cour de parlemet les appellatios des comissaires & deleguez d'icelle sans qu'il soit besoin de relief ne renuoy, & si l'appel estoit interiecté en la quinzaine de laditte ouuerture, l'appellant le doit releuer & intimer dedans les quarante iours à y proceder au second parlement.

Expedition de requeste faite en icelle cour, doit estre signifiee à partie dedans deux iours sur peine de prination du proffit d'icelle expedition.

vi.c.lxxj.

En parlement, procuration ne sera receuë, si elle n'est passe par cour royalle ou ducalle, & fous les seaux establis à icelle.

vi.c.lxxij.

Tous tuteurs & curateurs seront tenus essire domicile en la iurisdiction du mineur, royalle, iaçoit qu'ils soient d'autre iurisdiction.

vi.c.lxxiij.

Homme ne doit estre receu à l'office de sergent, sors par inquisition diligente de ses meurs, sçauoir, & conuersation, & par le seneschal du bailliage le procureur & gens de iustice presens.

vi.c.lxxiiij.

Et est desendu de bailler ne prendre office de sergentie à serme, sur peine de privation de l'estat des personnes, de soixante liures d'amende, & privation de tout office: & ce tant au bailleur qu'au preneur dudit office à tiltre de serme, & sont les exploiets desdits sergens sermiers

nuls & de nul effect. vi.c.lxxv.

Seruiront les sergens en leursdittes offices sans prendre n'exiger souz couleur desdittes offices des subjects, bled, vin, poulailles, n'autre chose, fors le salaire qui leur appartient raisonnablement selon le merite de leur labeur & seruice.

vi.c.lxxvj.

Plus que les sergens qui seront ainsi trouuez suffisans, ne seront d'esappointez sans cause suffisante trouuee, prouuee & declaree par le suge partie appellee, quelle ordonnance touchant les sergens tiendra & sortira effect, mesmes au règard des sergens des prelats, barons & autres subjects. Et ne sera aucun receuà office de sergent, sinon en la forme & maniere que deuant: & si autrement estoit fait, les adiournemens & explosets par les dits pretendus sergés sont nuls & de nul effect, sinon toutes sois qu'ils feissent quelque exploset en cas hastif qui doit estre re-leué par le sergent ordinaire, & en peuvent les parties exceptez.

Vi.c. lxxvij.

Sergens feodez leurs commis & deputez à faire les seruitudes desdites sergenties & autres sergens feront la leuee chascun d'eux en son bailliage des taux & amendes, & pour ce faire iouyront du septies denier qui sera prins sur lesdits taux, sans que les suiets qui ont esté taxez en payent aucune chose: sur peine aux infracteurs de prination d'office & amende pecuniaire à l'arbitrage du juge.

vi.c.lxxviij.

Sergent qui execute ne doit porter les gaiges hors la iurisdiction en laquelle il execute, sur peine de prination d'office & amende arbitraire. vi.c.lxxix.

Pource que le nombre des sergens royaux, tant generaux que particuliers, est excessif à la charge du peuple. Est ordonné que le nombre estably par le Roy Charles en chacune iurisdiction sera gardé, en cassant ceux qui serot oultre le nobre, & en sera fait roolle que l'on puisse trouuer en l'auditoire de chacune iurisdiction, & lors de vaccation sera pourueu de nouuel sergent en & de la iurisdiction dont estoit le precedent.

vi.c.lxxx.

Il n'est loisible à aucun de tenir plaicts generaux d'heritage plus de huict sois l'an, si tant il les veut saire tenir. Et si aucuns ont plaicts de meubles, il les pourront tenir vne sois entre les termes de l'heritage, & non plus.

vi.c.lxxxj.

Assignation d'exploicts, soyent d'heritage ou de meuble doit cotenir huictaine: Et si moins y a les subiects ne sont tenus y comparoir n'obeir, & ne vallent les dessaux contreux donnez.

vi.c.lxxxij.

Homme ne soit iuge ordinaire que tout premier il n'ait iuré l'assise pardeuant l'vn des iuges du Duc. vi.c.lxxxiij.

Item, & pour ce qu'aucuns capitaines ou leurs lieutenans s'efforcent attribuer à eux iurisdiction & cognoissance de plusieurs cas. Est desendu à tous capitaines ou leurs lieutenans d'entreprendre e'auoir cognoissance d'aucucuns cas, si ce n'est pour arrester les parties sur fait de present, & apres renuoyer la cognoissance aux officiers de la iustice, & en cas qu'ils seroient du contraire, est mandé aux procureurs les poursuiure, & aux iuges les en iuger amendables. Et les deliurances qui par eux seroient faites sont de nulle valeur.

S'il eschet heritages en rachat ou saisse en la main du Duc, la chose sera pareillement gouuernee par les officiers du Duc, comme le reste de sa iurisdiction & dommaine. vi.c.lxxxvj.

Item, est declaré & ordonné par le Duc pour luy & ses subiects que ce qu'a esté ou sera leué par maniere d'ascensage ou serme de guect, ne pourra estre traict à consequence attribué à réte à deu n'a possession de rente. Et n'est deu guect n'assens de guect, si la place n'est en bon & deu estat.

Quant à mettre sus cause d'office, est ordonné que tout premier l'information soit saite par le seneschal alloué bailly de la cour ou leurs commis, autrement ne doit on susciter cause d'office, sinon toutes sois que le sait sust notoire, ou qu'il y eust delict slagrant: & est au procureur desendu toute cognoissance de cause. Et si autrement estoit sait, sont les exploicts nuls & non troictibles à consequence.

vi.c.lxxxviij.

Plus est ordonné aux procureurs royaux & ducaux, chacun en sa iurisdiction, procurer & poursuyure contre les abuseurs & induement supportez au payement & contribution des souges

fouages, en sorte que les les abus cessent en l'aduenir, & ce sur peine de suspension de leurs offices & d'amende arbitraire.

vi.c.lxxxix.

Les procureurs des barres, tant ducalles que subiectes, sont tenus de plaider les causes des pauures, s'ils sont soy, ou s'il est chose notoire de leur pauureté. Et si vn procureur de cour estoit absent & ses substituts, & il y ait chose qui touche au Duc ou à son office, est commandé aux iuges commettre l'vn des autres aduocats assistant en sa place.

vi.c.xc.

Les iuges tenans les plects doiuent dire & notiffier en iugement le iour que les causes d'office seront expediees, à ce qu'aucun ne se trauaille de venir plustost. vi.c.xci

Homme ne peut iouyr de secondes lettres d'estat, si elles ne sont expresse mention des premieres & dernieres, & dissimulations qu'il a euz en la cause, & de quel temps celle cause est encommencee, à ce que par laditte expression il puisse apparoir que ce procede du propre mouuement du prince, sinon toutes sois que les dittes lettres sussent sondees sur le bien public du pays, comme autres sois aduient sur le fait des ambassadeurs & aucuns semblables. vi.c.xcij.

Toute femme qui apres le deces de son mary renonce aux biens meubles de la communauté, ne peut rien prendre n'auoir és conquests saits durant leur mariage & en est priuee.

vi.c.xciij.

Femme vefue à la raison de ce qu'elle préd és meubles de la communauté d'entre elle & son mary mort, est subjecte contribuer aux dettes, & en peut estre directement conuenue par les crediteurs, & pareillement en peut ager contre les debiteurs.

vi.c.xciij.

Est defendu qu'aucun ne soit si hardy d'exposer vin en tauerne sur les villages, sors és lieux qui seront adussez par les suges du Duc, des presats & des barons chacun en son ressort & d'estroict, sur peine de la grosse amende.

Il est commadé aux seneschaux allouez & procureurs du Duc chacun en son bailliage mettre police & ordonnance sur les viures, denrees, ouuriers & manouuriers, & y establir pris raisonnable appellez pour ce faire gens d'eglise, de la noblesse, & des gens notables des bonnes villes & citez. Et est mandé aux officiers des prelats, batos & autres subiects, faire tenir & garder les dittes ordonnances & polices, & sur le deffaut aux iuges du Duc y pourueoir chacun en sa iurisdiction & ressort.

Il est desendu à tous marchans & gens de mestier faire congregations & monopoles ensemble en fraude, deception ou dommage du bien commun, en faisant le pris des viures & ouurages plus cher, sur peine à ceux qui ce seront, de confiscation de biens, & amende arbitraire.

vi.c.xcvij.

Aussi est ordonné que les draps tant sins & de couleur, que gros draps qui seront védus par detail seront aulnez & mesurez par le sest, sur peine de l'amendé aux contreuenans.

D'auantage est ordonné que par tout ce pays de Bretaigne l'on viera d'oresenauant d'vne mesme & pareille aulne és sines toilles & draps doulgez & de couleur i Sçauoir est, de l'aulne de Rennes ou de Nantes, & de celle qui sera trouuee la plus grande, & aux gros draps, commé iosselins & bureaux & grosses toilles d'vne autre aulne, quelles aulnes seront merchees & adiustees par les seneschaux & allouez des barres royalles ou leurs lieutenans chacun en son bailliage & iurisdiction, & desdittes aulnes seront faits deux patrons & estelons qui seront mis en vn post en lieu public, ou chacun qui aura affaire puisse auoir son recours en chacune iurisdiction.

Et au regard des picotins d'auoyne pour faire la liuree des cheuaux, est ordonné que la mefure en sera pareille & esgale par tout ce Pays & Duché, lesquels picotins seront ordonez par les iuges royaux chacun en sa iurisdiction, & en seront les estelons merchez & adiustez, & mis en chacune desdittes villes en lieux où regarderont les dits iuges, affin que chacun y puisse adiuster & estelonner son picotin: & ceux qui vseront d'autre mesure en payeront lx. sols d'améde, & s'ils y continuent, à l'arbitrage du iuge.

Pareillement est ordonné qu'on vsera par tout ce Pays & Duché, d'vn mesme poids, tant de croc que de ballances, dequoy la liure contiendra seize onces, & qu'estelons en serot faits, merchez & adiustez esdites villes de Rennes & Nantes pour seruir à tout cedit pays, ainsi que des sus a esté dit.

Il est desendu aux ladres & meseaux, pour les dangers qui en peuvent arriver, de s'entremet tre de fait de marchandise, n'autre mestier, & commandé aux iuges du Duc dessus les lieux, les saire separer d'auec les autres.

Vii.c.ij.

E c e e

Digitized by Google

Aux pintiers est desendu mettre empirement de plomb ou autre metail au bon estain, ains facent les ouurages de bon estain, sur peine d'améde arbitraire & de conscation de la denree.

vii.c.iij.

Qui allegue reproches cotre tesmoins est tenu, s'il en est requis, iurer de calonie. vii.c.iiij. Exception de spoliation alleguee doit estre prouuee dedans dixsept iours apres l'allegatio, autrement ne tardera le cours du proces principal, soit qu'il ait tardé par le commissaire ou par la partie de la ditte prouue faire, sauf toutes sois à la ditte spoliation pour suiure à fin de restitution ou de despens: & si la prouue estoit faite ded as le dit temps, elle empesche le cours du proces en principal, iusques à restitution.

Et par arrest de la cour, en l'an mil quatre cens trente vn, est disposé & arresté que par tenue & possession notoire de dix ans auec vne bannie, le detenteur & possession est desendu de toute premesse, & aussi par possession notoire de quinze ans sans bannie. Et sussissa detenteur pour toute desense contre premesse, & aussi commande le garder & observer en l'aduenir.

vii.c.vj.

Notaire de cour superieure peut passer par toutes les cours & iurisdictions inferieures & subiectes. vii.c.vij.

Notaire institué auant exercer son office est tenu escrire son nom, & figurer le seing dont il entent vser en vn liure qui demeurera vers la cour assin qu'en cas de debat on y puisse auoir recours pour en faire comparaison.

vii.c.viij.

Clerc ne sera receu à estre notaire, s'il ne baille pleige suffisant seculier de bien & loyaumét soy y porter, quel pleige sera tenu sournir aux amendes de la cour & interests des parties endommagees, dequoy sera rapporté acte audit liure.

vii.c.ix.

Secretaires receuz en la chancellerie qui y seruiront selon le nombre de douze qui est arresté, peuvent passer par toutes les cours seculieres de ce pays de Bretaigne. vii.c.x.

Iuge ne peut ny doit prendre argent ne chose quelconque pour comettre à faire enqueste ou exercer autre commission, & ne luy doit estre payé salaire aucun, s'il ne vaque de sa personne à laditte commission, sur peine de la grosse amende.

Les parties ne seront receuables à impugner ou debattre les proces, si appertement ne les veulent arguer de faulseté. vii.c.xij.

Notaires sont tenus deliurer aux parties leurs proces dont ils prennent charge, grossez & passez dedans trois iours apres leur plaidoyé, sur peine de l'amende, & privation de leurs offices.

vii.c.xiij.

Tout contract d'heritage de quelque chose que ce soit, grande ou petite, & aussi contract ou obligation de meuble excedant la somme de cent sols monnoyé, doit estre passe de deux tabellions, & scellee du seau de la cour, par laquelle sont passez les dittes obligations & contracts: autrement ne seront soy, fors en-tant qu'aucune partie octroyroit sur soy quelque contract ou obligation, & seroit passe d'vn passeur & verifiee de seel & seing manuel d'icelle partie. Le dit contract ou obligation feroit en iceluy cas soy contre tous, & sous & insques à la somme de cent sols monnoyé suffira pour saire soy que ceux contracts ou obligation de meuble soyent passez d'vn passeur, & seellez des seaux des contracts, autrement ne seroyent soy.

Lettres faites de contracts, soit de meuble ou d'heritage, sous les signes des contrahans ou l'vn d'eux tant seulement, & sans passement d'aucun notaire sait soy contre cil ou ceux qui autont signé & leurs heritiers, & non contre les tiers, n'au preiudice. vii.c.xv.

Tabellions qui passent les contracts, doiuent mettre & declarer singulieremet és requestes & grosses, les lieux où ceux contracts surent saits: sçauoir, en telle ville, en telle bourgade & en la maison d'vn tel, & si c'est hors ville ou maison, declarer le lieu certain, sur peine d'amende arbitraire à l'encontre desdits tabellions, iusques à suspension ou privation de leurs estats & ossices, si mestier est, & de l'interest des parties.

Office de iudicature ou de procuration, ne sera baillee à aucun, s'il n'est expert & sçauant à l'exercer de sa personne, & si aucuns y estoient instituez, en seront destituez: & ne peuuent les-dits officiers bailler à ferme lesdittes offices, sur peine de perdition d'iceux, d'infamie, & de lx. liures d'amende, tant sur cil qui prendra, que cil qui baillera la ferme. vii.c. xvij.

Quand aucun contredit la sentence d'vn iuge, il est tenu saire la diligence du port dudit contredit à cour superieure, & iceluy saire vuider dedans les tiers generaux plaicts d'icelle, & s'il est en dessaut, la sentence contre luy donce sortira son esse état, soit interlocutoire ou dissi-

Digitized by Google

nitiue, fil n'appert excusation vallable, signee du iuge superieur qui die que par luy ait tardé. Et n'est pas à entendre que le cotrediseur ne soit puny par poisait pour chacu desdits trois plaicts d'autant qu'il en sera en deffaut d'apparoir de la rendue dudit contredit. vii.c.xviij.

Quand il y a cotredit d'aucune lentence, il est en la faculté de cil qui a laditte sentence à son proffit, de faire, si bon luy semble, la diligence de faire vuider ledit contredit: mais si par inaduer tence ou autrement estoient baillees aux parties rendues contraires ou diuerses, sera tenu & gardé estat à la premiere, & sera la seconde de nul effect.

Toute personne impetrante de lettres de grace, remissions, abolitions, priuileges hereditaux, franchises, ennoblissemens, exemption, ou autres graces perpetuelles données par les Ducs & Princes de ce pays, tant puis trente ans precedens, l'an mil quatre cens cinquante & vn, que depuis mesmes & qui seront despeschees en l'aduenir par les princes dudit pays pour quelques causes que ce soit, iaçoit que celles lettres ayent esté receuës & publices és barres or dinaires, est celuy impetrant tenu icelles lettres presenter au prochain parlement ensuyuant l'impetratió d'icelles en personne quant ausdittes remissios & abolitiós, s'il n'y a loyalle exoine pour icelles lettres y publier & visiter & à plein remonstrer l'occasion & verification d'icelles, tant pour le bien des subiects que presentation des droits du Duc. Et en cas de dessaut seront lesdittes graces, remissions, quictances ou abolitions de nulle valleur, & ne s'en pourront les parties impetrantes aucunement ayder.

Tous habitans des villes exemptes de fouages ou de leurs fauxbourgs en ce pays de Bretaigne, soyent gens de noble nation, s'ils vsent de marchadise & bourse comune, aduocats, clercs, tabellions, ou autres gens de practique extraicts de roturiere condition qui n'ont couleur ne occasion d'aucune exemption, fors par raison de science ou practique seulement, sont subiects à payer & contribuer pour l'aduenir à toutes tailles, aydes & subuentions quelconques, mises ou à mettre sus pour le bien de la chose publicque & y sont contributifs, & doiuent estre taillez & esgalez chacun selon sa puissance & faculté raisonnablement, nonobstant quelconque possession par tollerance:mais s'il aduenoit que lesdits gens nobles se vousissent departir & delaisser d'user du fait de marchádise ou bourse comune & se gouuerner & viure en leur noblesse comme il appartient la possession qu'ils auront faite de contribuer ausdittes subsides, comme marchans ne preiudiciera à leur estat de noblesse: mais toutes fois qu'ils vseront de marchandise, ils contribueront comme deuant.

Monnoyers & officiers de monnoye qui se marchanderont & vseront de bourse commune & acheteront pour reuendre en gros ou detail en payeront les deuoirs, impôsts & autres subsides sur ce mis & à mettre sur le bien public, sans qu'ils puissent vser d'aucune franchise, prinilege ou exemption à cause du fait de la monnoye, quelque tollerance ou vsance qui en ait esté pour le temps passé. Seront toutesfois les monnoyers de droite ligne deuëment instituez & receuz és offices de monnoyes exempts de leurs personnes de tailles & subsides, auec des imposts pour les fruits de la creuë de leurs heritages seulement, pour ueu qu'en ce ne commettée fraude n'abus.

C H A P.

Les poincets & articles de l'assise que doit iurer chacun aduocat à sa reception, & aux generaux plaies prochains apres ensuyuans, chacun an à la feste de

V'I L gardera, soustiendra & defendra l'estat & honneur de la cour, à son pouvoir & sça-

Ne soustiendra aucune mauuaise cause à son sçauoir, & en quesque endroit qu'il la cognoistra estre mauuaise, la delaissera. vil.c.xxiiij.

212 de

Ш

TL.

ltes ;ec : 2

业

11 ot à Je.

: |5

Soustiendra à son pouvoir la bonne cause de sa partie.

vii.c.xxv.

Pour plus grand salaire, saueur n'amour n'abandonnera sa partie. & ne prendra de partie aduerse don corrompable.

S'il a entendu en consultation du secret d'aucune partie, il ne le reuelera à l'aduersaire, & ne f'en aydera, encores qu'il tournast par ordonnace de justice auec ledit aduersaire. vii.c. xxvij.

Ne requerra calomnieusement, ne pour alonger la cause, aucune dilation, & ne mertra aucun faux fait en auant. VII.C.XXVIII.

Ecee ij.

Ne demandera à son juge aucun faux ou destraisonnable jugement. vii.c.xxix. Ne conseillera, ne fauorisera faulseté en lettres, tesmoins, n'autrement. VII.C.XXX. Ne l'absentera apres auoir plaidoyé, que l'acte du plaidoyé ne soit accordé. VII.C.XXX Ne fera consultation sur barre. vii.c. x xxij. Ne prendra salaire des deux costez. vii.c.xxxiij. Homme ne doit estre receu à jurer l'assisse, s'il n'est suffisant, coustumier, ou licencié, en l'vn des droits ciuils ou canons, & que le iuge qui le receura voye qu'il soit de bonne sçauance, & de bonne conscience & honneste estat. vii.c.xxxiiij. Et seront les noms des aduocats qui ainsi seront receuz à iurer l'assise enregistrez aux papiers du greffe d'office, affin que l'on sçache lesquels l'on deuera receuoir à plaidoyer. Home ne sera receu à plaidoyer, s'il n'a iuré l'assisse, fors pour son pere, mere, freres & sœurs ou pour ses enfans, & s'ils le font autrement, ils en seront en amende. vii.c.xxxvj. S'il y a debat entre parties sur le fait du conseil, & que l'vne partie vueille empescher que l'aduocat ne consulte & plaidoye la cause de l'autre partie par dire qu'il l'a sallarisé, & qu'il ait promis estre auec luy en sa cause, l'aduocat fera foy duquel il aura premier eu salaire, & auquel il aura promis, & s'il dit estre certain, il en passera par son record: & s'il dit & fait soy n'en estre membre, il sera sceu par le serment des parties qui seront examinees en secret. vii.c.xxxvij. Plus est ordonné, supposé qu'aucun ait esté receu aduocat, si par le seneschal auec le conseil & aduisement des sages & anciens il est trouvé indiscret & moins suffisant, luy doit estre interdit l'exercice d'office d'aduocat, sur peine de la grosse amende. vii.c.xxxviij Aduocat ne se doit excuser de plaidoyer la cause d'aucun par fiction, sans que tout premier il ait veu les merites de la cause, & le cas soit tel qu'il en doine faire conscience dont il fera foy, fil en est requis. Appellation interiectee de l'alloue de Rennes expedient les generaux, plaicts, aux trois premieres sepmaines d'iceux, au grand siege de laditte cour, s'en va directement en parlemet, & y doit estre releué dedans le temps à ce ordonné,& au parsus desdits trois sepmaines la cognoissance & determination en appartient au seneschal dudit lieu. Le preuost de Rennes ou son lieutenat, peut cognoistre & decider à son siege de la preuosté de toutes causes, querelles & questions mobiliaires en la chastellenie de Rénes, dont à la cour de Rennes appartient cognoissance en chef: Ensemble des causes criminelles incidentes ausdittes questions mobilaires introduittes & commencees par laditte preuosté, & y doit auoir le procureur vn lieutenant pour la poursuite desdits crimes incidens. Ne cesse la iurisdiction d'icelle preuosté pour les plaicts generaux de Rennes, & s'il y a appel dudit preuost ou son lieutenant, il s'en va deuant le seneschal ou alloué dudit lieu: sçauoir, d'interlocutoire aux nouveaux jours & plaiets sur sepmaine, & des dissinitives aux generaux vii.c.xlij. plaicts. A la preuosté n'y a que quatre sergens, qui ne peuuent faire autres exploicts que par laditte preuosté. vii.xliij. Par ordonnance du Roy François à Vennes au moys d'Aoust, l'an mil cinq cens trentedeux les alloué, lieutenant & preuost de Rennes, & chacun d'eux peuuent en l'auditoire de la preuosté de Rennes apres l'expedition des causes de ladite preuosté cognoistre, iuger & decider entre les subiects des ville, neuf parroisses & chastellenie de Rennes, de toutes causes d'heritages sous & iusques à dix liures de rente, soit en petitoire ou possessoire, & peuuent les parties l'une l'autre faire adiourner, & y proceder en petitoire de six sepmaines en six sepmaines. Et en possessione desdittes matieres & arrerages de rente à quelque somme qu'ils montent par termes competans, sans exclure le feneschal dudit Rennes de la cognoifsance & decision des-13-15/ dittes marieres, lors qu'il voudra se trouuer audit auditoire. Appellation interiectee des lieutenant & preuost de Rennes, & lieutenans particuliers du seneschal, on I vn d'eux, s'en vont par deuant ledit seneschal, & n'iront plus par deuant l'alloué, fil n'expedioit les plaicts generaux au grand siege aux trois premieres sepmaines, auquel cas les appeaux dudit alloué vont directement en parlement. vii.c.xlv. "En l'absence du seneschal de Rennes, les contredits interiectez à laditte cour, seront & pourront estre decidez par l'alloué,& s'en iront les ressorts en parlement, fors & reserué en matiere de crime, qui se vuideront ainsi que par autres lettres patentes a esté parauant ces

heures

heures ordonné. · vii.c.xlvj.

Il est ordoné pour l'abbreuiation de la iustice que les contredits qui souloient venir à Rennes de tout le pays de Bretaigne, fors du comté de Nantes, s'en iront d'oresenauant en la maniere qui ensuyt: C'est à sçauoir, des cours subalternes non royalles à la prochaine cour superieure où ils auoient accoustumé aller, & subsequentemet iusques à la cour royalle, & de là par appel en parlement soient lesdittes sentences données par le seneschal ou lieutenant d'icelle cour subalterne, sans observer le moien de ressortir d'vn iuge à l'autre en mesme auditoire. Et en ce que sont les cours royalles ou ducalles, tous ressors viennent jusques aux seneschaux d'icelles cours, & de là en parlement, fors en ce que sont les sentences des seneschaux de Fougeres, sainct Aubin, Dinan, Hede, Lamballe, Moncontour, qui ressortiont par contredit à laditte cour de Rennes, ainsi qu'ils ont accoustumé.

S'il y a sermét differé à aucune partie qui soit en pays estrage, elle peut iurer par procureur, pourueu que la procuration soit speciale & qu'elle contienne clerement & entierement les faits dont il doit iurer, outre le pouuoir qu'elle donne à son procureur, le verissant par serment deuant les notaites qui passent celle procuration, ou bien pourra celle partie iurer & faire son deuoir du serment par deuant l'vn des iuges du lieu où elle sera sur les sainctes Euangiles, ou deuant corpus domini en l'vne des eglises d'iceluy lieu, au chois & election du delateur dudit serment. Et ainsi est entendu des parties qui seront en ce pays loing du lieu où seroit cause pen dante, ou seroient malades, ou autrement empeschez d'empeschement legitime, tels qu'ils ne pourroient commedément venir en leurs personnes pour iurer.

Le iuge peut mulcter par amende ou despens de la partie ou le procureur ou solliciteur en priué nom de sa demeure & negligence de fournir d'escritures, ou autrement obeir à ce qu'il vii.c.xlix. doit.

N'y aura plus de ressors d'enqueste en matiere quelconque, mais sera loisible aux parties de produire au principal de leurs matieres, iusques à vingt tesmoins sur chacun article di-

Pour l'aduenir les parties publieront encotre reproches & principal tout à vne fois, & leur fera fait droit sur le tout & par ordre.

Commission à esclarcir despens est perpetuelle, & n'est besoin la renouueller de terme en terme, comme on souloit: & si la partie qui a prins la commission n'y fait besongner, n'y à pos fait, ne despens à partie aduerse.

Ou il y a confiscation de meubles du mary, il appartient sur iceux prouisson à la femme & vii.c.liij.

Quiconques fabrique actes, lettres, proces ou instrumens faux, les conseille, les escrit, ou qui en vse scientement, quiconque en est aucteur & consentant, est tenu & subject à la peine vii.c.liiij.

Et au regard des clercs mariez, ils seront priuez de tout office, & perdront leurs meubles & leurs heritages à viage, sauf à estre fait prouisson raisonnable aux semme & enfans.

Deffaux obtenus etiam interpellez, discontinuez & punis par despens seruent à obtenir en cause par contumace, pourueu que partie face protestation du prossit & droit outre desdits des pens, ou le juge reservation. Et qu'apres le premier dessaut la demande soit bien & deuëment intimee és adiournemens & deffaux qui ensuiuront ledit premier deffaut. vii.c.lvj

Si aucun deffaillant va de vie à trespas auant sentence donnée par contumace, la partie qui veut reprendre les exploicts contre l'heritier doit expressemét intimer audit heritier les deffaux obtenus contre le predecesseur, & le nombre d'iceux auec sa demande & conclusion autrement ne seruiront ceux desfaux à obtenir victoire contre l'heritier.

Enfans de famille, marchas, fermiers, receueurs, maistres de mestier & autres negociateurs ou administrateurs qui notoirement & publicquement se marchandent & vsent d'office de receptes & de fermes qui font marchez & contracts pour le fait de leur vacation sont tenus efficacemet respondre de leursdits cotracts & marchez, ou estre poursuiuis & conuenus en iustice sans qu'ils puissent excepter qu'ils soient en pouvoir de pere viuant, & vaudront les cotracts marchez & les exploicts & procedeures sans qu'ils puissent estre reuoquez par lesdits pevii.c.lviij.

Par ordonnance du Roy Charles, enfans de famille faisans publique negociation & fait de marchandise separément & à leur prossit, & qui ne sont habitans & residens en vne mesme maison & habitation viuas en communauté auec leur pere & mere, ne sont reccuables

Digitized by Google

Ecce iij.

Coustumes du pays & Duché de Bretaigne

à decliner iugement, & excepter qu'ils sont en pouuoir de pere. vii.c.lix.

Et est ordonné aux sencichaux allouez & lieutenans, nonobstant laditte exception, les con traindre, prendre & accepter iugement & decision des matieres, tout ainsi que si laditte exception n'auoit esté alleguec.

vii.c.lx.

Et au regard de tous autres enfans de famille qui ne sont comprins sous les qualitez & conditions dessussitions des suffirs vn seul adjournemet contre le pere intimé, en demande de venir autoriser son enfant en telle matière qui pareillement sera par celuy adjournement intimee. Et si au terme le pere dessaut ou comparant ne dit cause suffisant e pour quoy il ne doiue donner son auctorite, la cour auctorisera celuy enfant, & sera tenu proceder, & sera le proces bon & valable.

Aux gens de chancellerie & conseil, sont les iours de Lundy & Vendredy pour les requestes & matieres qu'il est besoin conseiller selon l'occurrence des causes: Mardy & Ieudy sont ordinaires pour l'audience & despesche des proces introduits & pendans en iceluy: Mercredy & samedy ordinaires pour le seel & lettres de chancellerie, sans qu'on puisse emploier les dits iours à autres vsages, sinon pour vrgentes causes & bonnes considerations pour le bien de la iustice.

Au conseil doiuent tousiours estre residens quatre conseillers pour le moins, à ce que les parties plaidoyantees ne soyent pour leurs absences interesses, & leurs expeditions retardees.

vii.c.lxiij.

Tous offices royaux mesmes de notaires, tabellions & sergens & autres qui de leur nature & ancienneté ont esté ordinaires intitulez & non simples commission ou garde de place, sont perpetuels no vacas n'impetrables, sors par mort, resignatio ou forfaicture declaration deuëment faite par sentence de iuge competant.

vii.c.lxiiij.

Homme ne soit si osé d'acheter office de iudicature, ne pour iceluy bailler & permettre par luy n'autre, or, argent, ne chose equipolente: & de ce soit tenu faire serment solennel auat que estre receu audit office. Et s'il est trouué auoir fait ny faisant le contraire est ipso sacto priué & debouté dudit office, & est celuy office impetrable.

vii.c.lxv.

Ne peuuent les dittes offices de iudicature, notariats, tabellionnage & sergenties estre donnees, sors à gens sçauans, practiciens & experimentez qui les exercent, puissent & sçachent les exercer en leurs personnes, & ne serot impetrables par gés de robbe courte ou autre vacation. Et si autrement par saueur, inaduertéce ou importunité estoit sait, sont par ledit seigneur les dons & prouisions desdittes offices ex nunc, prout ex tunc declarez nuls & de nul effect: & ne doiuent les impetrans estre receuz n'instituez esdittes offices, ains sont declarez encores vacans & impetrables.

Item à ce que la iustice soit obeye & entieremet exercee, & que l'auctorité & force demeure aux seneschaux & autres officiers commis à l'exercice d'icelle, est ordonné que les sentences baillees par les dits seneschaux, bailliss & autres iuges dont ne sera reclamé n'appellé, soient reaument & de fait mises à execution selon leur forme & teneur. Et s'il y auoit ressus ou deso-beyssance telle que la puissance desdits iuges n'y peut doner ordre, on en pourra auoir recours au Roy ou à son lieutenant general pour icelle faire executer ou obeyr aux executeurs d'icelle.

Au proces verbal exploict & relation du comissaire baillee pour faire vne monstre ou veuë, doit estre plainement soy adioustee de ce qu'il refere touchant le fait de sa commission, pour-ueu qu'il y ait en sa relation deux tesmoins ou records nommez, sans que partie aduerse soit receue à dire ou alleguer le contraire.

vii.c.lxviij.

Et au iour qu'eschet le rapport de la ditte monstre, la partie est tenue declarer en quoy elle veut ceder ou contendre des choses contenues en icelle monstre, sans que pour ce faire il luy soit baillé aucun delay, comme autres fois a esté fait.

vii.c.lxix.

En tous cas ou la personne est conuenue de son fait & où il y a garent auant que celle personne soit receuë à clamer garent, elle est tenue respondre de son fait, sinon que ledit garent in promptu aduouast celuy sait & qu'il n'y eust aucun delict.

vii.c.lxx.

Les grosses amendes infligees & imposees pour exces, abus & rebellions à iustice, ou pour quelconque autre iuste & aisonnable cause, doiuent sans delay estre taxees & appurees, leuees & executees, assin que les delinquants soient punis, & que les autres y prennent exemple de mieux obeir & reuerer iustice.

vii.c.lxxj.

Iuge ou commissaire deputé à faire enqueste, lors qu'il y a adiournement en presentatio de tesmoins,

tesmoins, peut sur dessaut ou delay de la partie adiournee proceder à reception iuree & enqueste de tesmoins, sauf à laditte partie dessaillante ou dessoyante à iceux reprocher.

vii.c.lxxii.

Vne partie est tenue respondre à tous saits de partie aduerse, soient pertinés ou non, auec la protestation d'impertinence, sauf au juge de son ossice, s'il voit ceux saits manisestement impertinens à les rejetter & resuler.

vii.c.lxxiij.

Aucun ne peut se pleiger par cour superieure de non le traitter ou iusticier par l'inserieure, s'il ne veut excepter de toute la iurisdiction inserieure, ou que l'actemptat sust irreparable.

Il est prohibé & desendu à tous tuteurs, curateurs & autres personnes quelcoques de non vier vers les mineurs de suassos, inductios, persuasios, ou solicitatios en aucune maniere à cotracter mariage, sinon toutes sois qu'il sust ainsi par les parens & amis paternels & maternels desdits mineurs que ce sust leur grand prossit & auantage, & sans aucune troperie, corruption ou saueur desordonnee, sur peine d'insamie & autres peines tant corporelles que ciuiles à l'arbitrage des iuges qui en cognoistront en regardant la qualité & maniere du fait & des person nes.

Est ordonné que les nobles & autres qui ont iurisdiction facent icelle tenir & exercer és villes & bonnes bourgades sans les faire tenir par les villages & chapelles. vii.c.lxxvj.

Homme ne doit estre receu à alleguer compromis en dissimulant & retardant la cause commencee, si celuy allegant ne verisse promptement & presentement son allegation dudit compromis par lettre authenticque ou par le serment de partie aduerse sans iour changer, & au cas que ledit compromis est congneu ou autrement verissé, celuy qui s'en voudra ayder est tenu apporter dedans les prochains plaits certification de l'arbitre en forme saisant soy de l'acceptation d'icelle charge de compromis, autrement sera le compromis nul. vii.c.lxxvij.

Pareillement ne doit aucun estre receu à alleguer que sa partie aduerse luy ait sait gree ou octroyé remu s'il ne le monstre paracte. vii.c.lxxviij.

En matieres beneficiales celuy qui se veut ayder de resignation est tenu la apparoir ou l'aedisti Hèr. 2.

cte de la procure originale ad resignandum signee d'vn notaire apostolicque & du resignant,
ou bien de deux bons & notables personnages auec le notaire apostolicque.

Je je jemandu est
edisti Hèr. 2.

contra parmas
datas edistinu
datas edistinu
mu. 1551. 206

Et quant à l'instrument de possession doit estre signé d'un notaire apostolique & de deux ibi in cometaautres bons & notables personnages, autrement ne sera prins appuy ne eu regard esdittes resignation & prinse de possession eu vuydant les proces pendans au conseil.

am. 1551. 76
ibi in cometario mibi demnossissimo sur conseil.

vii.c.lxxviij. 1. Nune preci fe fermandü est fe fermandü est edictü Hër. 2. contra parmas datas editum ann. 1551. ve & de deux ibi in comëtatio milis damnosissimo siria spi.c.m.

Proces verbal.

L'AN mil cinq cens trenteneuf, le vingtieme du moys d'Aoust, A nous François crespin president en la cour de parlement de Bretaigne, & Nicole quelain president és enquestes de la cour de parlement à Paris estans en la ville de Paris, surent presentees certaines lettres patentes du Roy nostre souverain seigneur, par lesquelles iceluy seigneur nous auroit commis & deputez auecques autres commissaires pour proceder à la redaction, resormatio, & publication des coustumes du pays & duché de Bretaigne, desquelles lettres la teneur ensuit.

François par la grace de Dieu Roy de Frace, pere legitime administrateur & vsus-fructuaire des biens de nostre trescher & tresamé fils le Daulphin duc & seigneur proprietaire des pays & Duché de Bretaigne, à nos amez & seaux conseillers maistres François crespin president en nostre cour de parlement de Bretaigne, Nicole quelain conseiller & president és enquestes de nostre cour de parlement à Paris, Martin ruzé conseiller en icelle cour, Pierre d'ar gentre seneschal de Rennes, & Pierre marec maistre des requestes de Bretagne tous conseillers oudit parlement de Bretaigne Salut & dilection. Comme dés le moys de May dernier passé pour l'abbreuiation des causes & proces meuz & à mouuoir d'entre nos subiects dudit pays & duché de Bretaigne, & mesmemét pour oster toutes difficultez qui se sont meuës pour le passé & meuuent chacun iour sur l'interpretation des coustumes dudit pays, dont procede la longueur & retardation des dits proces, Nous ayons decerné nos lettres de commission à nos amez & seaux les gens du conseil dudit pays, pour assembler à Rennes les officiers E e e iiij.

ayans l'administration de la iustice d'iceluy pays, & là dresser als emblement le cayer entier de. icelles coustumes pour apres estre arresté par les commissaires qui à ce seront par nous depu tez, à quoy nous entendons que les gens dudit conseil & officiers de Bretaigne ayent satisfait, parquoy seroit besoin pour arrester iceluy cayer entendre les difficultez sur ce meuës, & sur le tout pourueoir, commettre & deputer aucuns bons personnages en ce experts & cognois fans & à nous seurs & feables. Pource est-il que nous deuëment informez de vos sens suthlance, probité, integrité & bonne diligence, vous mandons & commettons par ces presentes, & les quatre trois & deux de vous, que vous trasportez en laditte ville de Rennes & autres lieux audit pays de Breraigne que aduiserez, & illec receu par vous ledit cayer veuës & entendues toutes les difficultez y offertes, Et sur ce ouys & appellez les gens des estats dudit pays & autres qui pour ce seront à appeller, proceder à la redaction, arrest & publication desdittes coustumes ainsi que verrez estre à faire en vos loyautez & consciences, au bien de nous & de la chose publique dudit pays. Selon laquelle redaction & arrest nous voulons icelles coustumes estre leuës, publices & enregistrees en nostre cour de parlement audit coseil & en toutes les seneschausses & iurisdictions dudit pays gardees & observees de point en point, & que ce qui aura esté ainsi par vous aduisé & ordonné en l'assemblee & assistace desdits estats touchat le fait arrest & publication desdittes coustumes, sorte son plain & entier effect, nonobstant oppositions ou appellations quesicoques faites ou à faire, releuces ou à releuer, pour lesquelles ne voulons autrement estre differé n'y l'effect desdittes publication & redaction estre em pesché ne retardé en aucune maniere. Et si aucunes difficultez s'y trouuoyent sur lesquelles l'on ne puisse prendre conclusion ne resolution en l'assemblee desdits estats, Nous voulons lesdittes difficultez estre renuoyees par deuant nous en nostre conseil priné, & neantmoins cependant estre par vous pourueu sur les articles qui ainsi se trouueront en difficulté de telle provision que verrez estre raisonnable, laquelle nous voulons sortir son effect nonobstant co ine dessus oppositions ou appellations, en desendant bien expressement par ces presentes & à tous nos subiects dudit pays que apres la redaction, reformatió & publication desdittes cou stumes, & pour les cas qui suruiendroient apres le temps d'icelle publication, ils n'ayent à eux ayder, deduire ne mettre en auant autres coustumes que celles qui ainsi seront redigees & pu blices & qui se trouueront escrites, inserces & contenues dedas le liure coustumier ainsi par vous arresté. Et aussi à tous nos iuges, officiers dudit pays de ne receuoir nosdits subiects à alle guer, prouuer ne verifier autres coustumes que celles qui ainsi seront arrestees n'y auoir aucun regard, encores qu'elles fussent ou eussent esté articulees & verifiees contre la teneur de ces presentes, ains que sans auoir regard à icelles ils ayent à juger les proces fondez en coustu mes pendans par deuant eux sur ledit liure coustumier ainsi par vous arresté & publié que dit est, & sur les extraicts d'iceluy seulement. Et en outre vous mandons que vous informez de la multitude & proximité des barres & iurisdictions royalles dudit pays de Bretaigne, & si vous trouuez que par laditte multitude & proximité nosdits suiets soient interessez ou aucunemet trauaillez, & qu'il soit plus expedient, conuenable & prouffitable en assembler deux ou trois en vne où les parties puissent finer de bon & notable conseil, proceder à laditte reduction d'icelles ainsi que verrez estre à faire par raison. Semblablement vous informez du grand & effrené nombre que l'on dit estre des notaires audit pays de Breraigne, & selon que vous trouuerez estre expedient & proffitable pour nous & la chose publicque dudit pays faites en pareillement la reduction de lieu en lieu à tel nombre que vous verrez & cognoistrez pour ce raisonnable, & à ce les instituez, à la charge qu'ils seront tenus dedans six mois apres en venir recouurer & prendre leurs lettres sous le seel de nostre chancellerie: autrement vacantes & impetrables fur eux.

Consequemment voulons & vous ordonons qu'en saisant & executat ce que dessus, vous visitez les prisons des seneschausses, barres & iurisdictions royalles, voyez & entendez quels prisonniers y a, pour quelles causes & depuis quel temps. Et si vous trouuez que par la negligence de nos officiers ou autrement ils ayent esté plus longuemet detenus qu'ils ne deussent, ou que par faueur ou autrement la iustice en eust esté differee, proceder à l'encontre de nos officiers de ce chargez par suspension de leurs offices ou autrement ainsi que verrez estre à faire par raison. Et neantmoins ou vous trouuerez les proces desdits prisonniers en tel estat qu'il s'y puisse ou doiue asseoir iugement, soit à condemnation, absolution, essargissement par prouision ou autrement, procedez ou faites proceder audit iugement selon que pareillemet verrez estre à saire par raison. Et generallement en ce que touchera le fait & reformation de la iusti-

la iustice dudit pays & les ministres & officiers d'icelle dont on vous pourra faire plainte, vous enquerez diligemment & bien. Et si par lesdittes inquisition & information vous trouuez au cun ou aucuns de nosdits officiers chargez de cas de crimes qui requierét plus grade punitio que de suspension d'office, voulons que sur icelles informations rapportees par deuant les gés de nostre cour de parlement dudit Bretaigne, soit par eux & vous auecques eux ou ceux de vous qui y pourrez vacquer, procedez au jugement des coupables & delinquans par priuation de leurs offices, punition corporelle, & autrement ainsi qu'il verront estre à faite par raisson de faire & accomplir les choses dessus désuns ainsi & par la maniere que dit est, Vous auons & aux quatre, trois & deux de vous donné & donnons plain pouuoir, auctorité, commission & mandement especial, Mandos & comandons à tous nos institiciers, officiers & subiects qu'à l'execution de ces presentes ils obeyssent, facent, prestent & donnent conseil, confort & ayde si mestier est & requis en sont. Donné à Villiers costerets le seizieme iour d'Aoust l'an de grace mil cinq cens trenteneus. Et de nostre regne le vingcinquieme, signé par le Roy en son conseil Rapouel, & seellé sur simple queuë de cire iaulne.

Comparurent à Nantes pour le Clergé, venerable & discret maistre Michel le duc chanoi ne en l'eglise cathedralle dudit Rennes, vicaire & procureur de reuerend per en dieu Yues euesque dudit Rénes, maistre Sebastié thome thesaurier & chanoine en laditte eglise de Ren nes procureur des chanoines & chapitre dudit Rénes, m. Gilles quéper procureur de M. Iean le bigot abbé comendataire de l'abbaye de s. Pierre de Rille, m. Robert d'espinay docteur aux droits, chantre & chanoine dudit Rennes & prieur commendataire de Gahart par ledit m. Michel le duc son procureur: m. Guillaume lisiart prieur commendataire du prieuré de Liure & Iean temperan prieur commendataire du prieuré de Ploechastel presens en personne, strere Yues busseteau procureur de frere Iean de cahideuc commandeur de la Guerche de l'ordre de sain le san de Hierusalem, maistre Robert guillemin procureur des cheuecier & chapitre de la Guerche, Et encores ledit maistre Michel le duc procureur de maistre Iean le seneschal

prieur commendataire du prieuré de Hede.

Pour le clergé de l'euesché de Nantes comparurent venerable & discret maistre Gilles quemper abbé commédataire de l'abbaye de Beauport chanoine en l'eglise collegialle de nostre dame dudit Nantes, vicaire & procureur de reuerend pere en Dieu messire Loys dacigne euesque dudit Nantes, frere Bertrand de loyon abbé de Villenesue, maistre Mathurin glé abbé de Geneston & de Beaulieu, frere Iacques de la porte abbé de la chaulme, frere Pierre de la haye abbé de Meleray, maistre Leon tissart abbé commendataire de l'abbaye de Buzay, maistre Guillaume droillart archediacre & chanoine de Nantes, procureur des doyen & chapitre dudit Nantes, maistre Pierre de maubusson cheuecier de l'eglise de nostre dame de Nantes procureur des chanoines & chapitre de laditte eglise, maistre Guy droillart abbé comendaraire de l'abbaye de Prieres & preuost de l'eglise collegialle de s. Aubin de Guerrande, procureur des chanoines & chapitte dudit Guerrande, frere Yues buffeteau comandeur de s. Ican & faincte Katherine de Nantes de l'ordre de f.Iean de Hierufalem, m.Gilles de l'ifle pro cureur des preuost & couent de Vertou, m. Anseaume de Vauioieux procureur de m. Ioachin l'escouble prieur comendataire de nostre dame de toute joye de Naes, m.Raoul desmelliers licencié és droits procureur de l'vniuersité de Nantes, m. Iean hux prieur de S. Estienne de Clyő present, & Bertran charrier procureur des prieur & couent de s. Philebert du grand lieu maistre Loys du boderf cheualier du sain a esprit Dauray procureur de reuerend pere en dieu messire Iean de rieux euesque de saint Brieuc & seigneur chastellain de Chasteauneus, & pour les doyen & chapitre dudit sain & Brieuc maistre, Anseaume du Vauioyeux procureur de freres Georges du guemadeuc abbé de faint Iagu prieur de Henaufal & estoublac, maistre Guillaume des champs chanoine en l'eglise cathedralle de saint Malo vicaire & procureur de reuerend pere en dieu messire François bohier euesque dudit saint Malo, m. Iean l'argente aussi chanoine & procureur des doyen & chapitre dudit saint Malo, m. Guy droillatt procureur de reuerend pere en dieu messire Claude de rohan euesque de Cornoaille, m. Pierre marie seigneur la de Higourdaye procureur de reuerend pere en dieu messire Fráçois de laual esleu euesque de Dol & abbé commendataire du tronchet, Pour les doyen & chapitre dudit Dol & pour frere Guy du challonge abbé de la vieuxville, maistre Oliuier lolicatt official & procureur de reuerendissime le cardinal de saint quatre euesques de Vennes, maistre Olinier treuelo recteur de ploerlin procureur de venerable & discret messire Iean danielo archediacre & chanoine de Vennes & abbé commendataire de Reuys, maistre Guy droilliart procureur du

chapitre de Vennes, frere Loys du boderf prieur des prieurez Dars & de saint Guen, present frere François de brouel prieur du prieuré de Bourgerel & procureur de frere Bertran de brouel abbé de lanuaux & de messire Gilles du quirisec prieur de saint Grual, maistre Gilles go dec procureur de reuerend pere en dieu messire Anthoine de grignanx euesque de Leon & de maistre Hamó barbier archediacre de Quennemetdilly en l'eglise dudit Leon & abbé cómendataire de saint Mahé, & encore ledit godec procureur des chanoines & chapitre de les neuen, maistre François du sou doyen en l'eglise collegiale du solgouet, maistre Guillaume cormier vicaire & procureur de reuerendissime le cardinal de Bourbon euesque de Treguer, maistre Gilles quemper chanoine en l'eglise dudit Trequer, & abbé commendataire de nostre dame de Beauport procureur du chapitre de laditte eglise & des religieux & conuent de laditte abbaye de Beauport.

Et pour l'estat de noblesse dudit euesché de Rennes comparurent maistre Guillaume de porcon seigneur de la haye procureur de haut & puissant Guy côte de Laual, de Mont-sort & de Quintin vicôte de Rennes & Baron de Vitre, messire Fraçois gabart docteur és droits pro cureur de haut& puissant Iean de laual sires de Chasteau briend, de Derual & Malestroit cote de Ploehan & barron de Virreau cheualier de l'ordre, maistre Robert guillemin procureur en la jurisdiction de la Guerche appartenant à haute & puissante dame Anne d'Alençon mar quise douairiere de Montserrat requerant celuy Guillemin estre receu à comparoir pour laditte dame en ceste partie, iaçoit qu'il n'ait procuration specialle pour elle à cause qu'elle n'est demourante en ce pays, maistre lean bernard seigneur de Lesmaes procurent de haut & puis fant Iean sires Daccigne vicomte de Louat & Tonquedec & baron de Couecamé cheualier de l'ordre, maistre François de la tourneraye procureur de noble & puissant François sires de Maure & du Pleisseix angier, maistre François berard licencié en loix seigneur de la haute tou che procureur de haut & puissant Guy sires despinay & de Segre & de Radegonde desdesers damoiselle dame de brecquigne & de moreac en son nom & tutrice de Claude despinay fils d'elle & de feu Iean d'espinay seigneur du boisduleix, Anceau de la motte procureur de noble & puissant Claude de saint amadour vicomte de guignen & seigneur de thouaire, messire François brusson cheualier seigneur de la muce, François le port seigneur de l'archats & du plesseix de casson, Iean de saint gille seigneur du pordo, Gohier de champaigne seigneur de la montaigne, Pierre de cauernet seigneur de cauernet & de la fouchaye, Iean du bouchet seigneur de la haye de torize, M. Gilles chouart seigneur des clardieres tous presens en leurs personnes, Iean du boys fils aisné & procureur d'autre, Iean du boys seigneur de Baulac, m. Iean du pin procureur de Gilles du tiercent seigneur du Tiercent, Hector recan procureur de Oliuier dust seigneur Dust & du mollat, maistre Robert guillemin procureur de Richard paisnel seigneur de Vausleury.

Pour l'estat de la noblesse de l'euesché de Nantes comparurent messire Loys d'auaugour cheualier seigneur de Kergrois procureur de haut & puissant René vicomte de Rohan comte de Porhouet Baron de la Garnache seigneur de Bleign & yherie:ledit maistre Fraçois berard procureur de haute & puissante dame Susanne de bourbon dame douairiere de Rieux & de Rochefort baronnesse Dancenys en son nom & tutrice de haut & puissant Claude sires de Rieux son fils seigneur desdits lieux, messire François gabart procureur de haut & puissant messire François de Bretaigce baron d'auaugour seigneur de Cliczon, & de haut & puissant François de rohan gentilhomme de la chambre du Roy seigneur de Gye & de la chappelle glen, maistre Gilles de l'isle procureur de René de Bellay seigneur Doudon : messire Marc de carne cheualier seigneur de carne ledit messire Loys d'auaugour cheualier seigneur de Kergrois & procureur de messire Iean de crequy cheualier seigneur de Canaples & du boissollys, messire Mathurin ballue docteur aux droits procureur de noble & puissante Bonauenture l'esperuier dame de Laure, de Briot & du Loroux botereau en son nom & tutrice de Fraçois de l'aure son fils seigneur desdits lieux, Anseaume du Vauioyeux procureur de François du guemadeuc seigneur de la mare en son nom & tuteur d'autre Fraçois de guemadeuc seigneur du Guemadeuc & de Treuecar, maistre Iacques de chasteautro seigneur du Chesne par ledit maistre François berard son procureur, Iean de la lande seigneur de Veilleuigne, Iacques chau uin seigneur de la Muce, lacques de tehillac, seigneur de Tehillac, Loys de tennel seigneur de la Desnerie, François grunaud seigneur de Proce, Claude de la cheuerne seigneur de la Cheuerne, Bertran de pouuez seigneur de la Moriciere, messire Guillaume laurens seigneur de Montrelaix, Iean de lesmerac seigneur dudit lieu, François de montauban seigneur du Goust,

Iean de la riuiere seigneur de la chaueliere & de Crapado tous presens en leurs personnes, Pierre le vayer procureur de damoiselle Anne de la loiherie dame du Boaisrouaud, ledit maistre Gilles de l'isle procureur pour Gilles de peillac seigneur Desmontils serouceau, ledit maistre Raoul desmeilliers procureur pour Amaury de basoges seigneur de beauchesne.

1.

ĈĮ,

ŀ

Į,

ó

ľ

1

ŀ

1

de

10

de

mt

ШĹ

:lk

ÇĮ.

35,

015

; du

:11

;211

de

de

ul,

Et dudit estat de noblesse de l'euesché de saint Brieuc, Iean de robien seigneur dudit lieu de Robien par Iean gestin son procureur, maistre Iean soluaye procureur de François raffaut sei gneur de Guerhuel, Yuon de querraoul seigneur de Lannenez, & François perczart seigneur de Brehat presens, & Pierre le nepueu procureur de Iean de pezrien seigneur de Pezrien.

De l'euesché de saint Malo comparurent dudit estat de noblesse, Iean bernard procureur de noble & puissant François de voluire vicomte du Boais de la roche, baron de Cens & seigneur de saint Brice, messire Ioachin de Matignon cheualier seigneur dudit lieu & de la Roche tesson par ledit messire Mathurin ballue son procureur, Noble & puissant Charles de beaumanoir vicomte de Medreac & seigneur de Besso present, François dungnac sils aisné & procureur de Pierre dungnac seigneur Dungnac & de Plumaugat, Briend de treal seigneur de Beaubois & de l'Auenture, messire André galery cheualier seigneur de Boissehan & de Cresbe presens, maistre Estienne de lannehelaye procureur de Bertran serré seigneur de la Garaye, Anseaume du vauioyeux procureur de Guillaume desguyte seigneur de Vaucouleur & de damoiselle Ieanne la vache dame de la Touche à la vache & Gilles le prestre seigneur de la Lohiere & de menart presens.

De l'euesché de Cornoaille haut & puissant Iean du quelnec baron du Pont, vicomte du Fou & seigneur de Rostrenen par maistre Iean gelin son procureur, Allain rozemadec seigneur de tyouarlen, & messire Iacques de Menet cheualier seigneur dudit lieu, presens Henry de quellen procureur de Iean de Quellen seigneur dudit lieu & du Vieux chastel & de Fraçois de quellen seigneur de Questinic, Henry galliot procureur de seigneur de Quemmerch.

De l'euesché de Vennes haut & puissant Loys de Rohan seigneur baron de Guemené par ledit messire François gabart son procureur, Siluestre de questime seigneur de Questime & de Bomerel, Iean de Kerueno seigneur de Kerueno, messire Iulien d'auaugour cheualier seigneur de Tromeur & de Quelan, Iean de fresnay seigneur de Quenhouer, messire Georges de couedro cheualier seigneur de Pinienc, Rolland de sallarun seigneur de Sallarun & Iean du groesquer seigneur de Groesquer.

De l'euesché de Leon, François tournemine seigneur de Coetmeur en son nom & procu reur de nobles & puissans René du chastel seigneur du iuch, & damoiselle Marie du iuch dame du chastel tant en leurs noms, que comme curateurs de noble & puissant Claude sires du chastel baron de Marce & vicomte Promerit, Yuon de bouteuille vicomte de Couetquenan, Iean de la bouere seigneur de Trougoss, par François de la bouere son sils aisné & procu-reur.

Et de l'euesché de Treguer Alain pignart procureur de Raoul de Izoussi seigneur de Koussi & de Amaury de l'ezhildry seigneur de Lezhildry, comparurét aussi honorables personnes messire Christosse brexel docteur aux droits seneschal de Nantes, maistre François de guermengny maistre des requestes du Roy & alloué dudit Nantes, Jean de l'angle licencié aux loix lieutenant, messire Oliuier de l'escouent docteur aux droits preuost, messire Guillaume laurens aussi docteur aux droits procureur du Roy audit Nantes, maistre Iean glé licencié en loix alloué de Rennes, & messire François brusson docteur aux droits procureur du Roy audit Rennes conseiller du Roy ou parlement dudit pays de Bretaigne, maistre Charles le frere aussi conseiller oudit parlement & seneschal de Vennes, & maistre Olivier de lzerme no lieutenant dudit Vennes, maistre Augustin moro procureur du Roy en Cornoaille, maistre Pierre le cozic seneschal de Morlaix, de Lammeur & de Lannyon & procureur du Roy, à Guingamp, maistre François christien alloué du ressort de Gouello, messire Allain de la bouç xiere docteur aux droits seneschal de l'esneuen & procureur du Roy en sa châbre des coptes dudit pays de Bretaigne, messire Raoul de cleauroux docteur aux droits seneschal de Lamballe & Moncontour, maistre Iacques pinard seneschal de Brest & saint Renan, maistres Iean, du chastelier seneschal de Foulgeres, & Mathurin drillet substitut du procureur du Roy audir Foulgeres, maistre Guillaume de porcon seneschal de saint Aubin, & Nicolas perraud senes-

chal de Hede, maistre Michel le boteuc seneschal, & Nicolas thibaud procureur du Roy en Guerrande, maistre Raoulle lepureux procureur de Iugon, maistre Pierre de Villiers procureur Dauray, Iean du pin procureur de Mont-fort, Iean guillouet procureur de saint Malo, & Robert guillemin procureur de la Guerche. Et pareillement comparurent maistre Michel champion licencié en loix, procureur des nobles, bourgeois manans & habitans de la ville de Rennes, messire Mathurin ballue docteur aux droits procureur des nobles, bourgeois, manans & habitans de laditte ville de Nantes, Pierre certain procureur des nobles, bourgeois & habitans de la ville de Kempercorentin, Iean vento procureur des nobles, bourgeois & habitans de la ville de Vennes, Guillaume gicquel procureur des bourgeois & habitas de la ville de Dinan, Guillaume berthe procureur des bourgeois & habitans de la ville de Vitre, maistre Yues champion procureur des bourgeois & habitans de la ville de Foulgeres, Henry galliot procureur des bourgeois & habitans de la ville Kemparle, maistre Olivier le duc procu reur des bourgeois & habitans de la ville de Conq, messire Loys bellec docteur aux droits pro cureur des bourgeois & habitans de la ville de Hembond, Oliuier macé procureur des bourgeois de Morlaix, Geffroy guilleme procureur des bourgeois & habitans de la ville de saint Aubin, maistre Raoul desmelliers licencié en loix procureur des bourgeois & habitans de la ville de Lorroux, & Mathurin auquet procureur des bourgeois & habitans de la ville de Lam

balle comparant par maistre Guillaume de la bouexiere son procureur. Et ce fait, ledit procureur general du Roy nous remonstra que par l'ordonnance dudit seigneur au moyen de ses lettres patentes certains bons notables personnages sçauans & experimentez desdits pays & Duché de Bretaigne officiers dudit seigneur s'estoient assemblez en la ville de Rennes pour veoir le liure coustumier ancien dudit pays & duché, & d'icelluy extraire les articles desdittes coustumes & mettre par tiltres conuenables, & resequer ce quiseroit trouué superflu. Ce qu'ils auroient fait suyuant le commandement & ordonnance dudit seigneur, & d'iceluy liure prins les coustumes qu'ils auroient trouvé estre bonnes, vtiles & сб uenables pour le pays, icelles miles par bon'ordre, qu'ils auroient fait escrire en certain liure contenant exc. fueillets de papier escrits. Lequel liure par eux ainsi fait eledit procureur general du Roy nous presenta, requerant que eussions à proceder à laditte redaction, reformatió & publicatio des coustumes selon & ainsi qu'il estoit contenu audit liure. Et pource que l'heure estoit tardee, fut l'assignatio continuee au lendemain vne heure apres midy pour paracheuer laditte euocatió,& outre proceder ainfi que de raifon. Et le lendemain iij.dudit mois à laditte heure d'vn heure apres midy, Nous susdits Crespin, Quelain, Ruzé & Marec estas audit lieu & falle de laditte maifon episcopalle de Nâtes, fut par nostre ordonance cotinué l'appel & co uocation de ceux qui auroient esté adiournez, & dont les exploits auroient esté mis depuis le iour d'hier par deuers ledit Faisant nostre greffier. Et comparurent outre les dessus nommez Guillaume chauuin seigneur de l'esproniere, Christosse de Lesmaes seigneur dudit lieu, François de Chambellain seigneur de Chambellain, Guillaume boan seigneur du Chalôge, Abel rouaud seigneur de treguel, Pierre bertran seigneur de la Briordaye, Ioachin de la lande seigneur du Bignon lzercouet. Ledit maistre Iean de langle seigneur de Langle, maistre Iean du tertre seigneur du perray, maistre Iean du lix seigneur de L'estriuiere, de la Mothe seigneur du bourd gerard, maistre Bernard tregouet seigneur de s. Sauldien, de la Rouaudierie en rays, Cristofle de l'hospital seigneur de la Rouardaye, maistre René macé seigneur de la Bourdinie re, maistre Pierre penhouet seigneur de Ronuhel, Fraçois de la couldraye, seigneur de la coul draye, Pierre de louuerday seigneur de la Pasquelaye, Pierre cohan seigneur de Couect cande, Iean d'auray feigneur de Beaumer procureur de Bastienne diuignac dame de Grant-ville, Gil les d'auray feigneur de Kermadiou & François efines feigneur de Kerferfan prefens, m. Pierre de villiers procureur de René fraual seig. de Crenuhel, Ican de bouyer procureur de Guillaume de vieilleuigne seigneur de Villeneusue, Iean de Botdrual seigneur de coecteret : à tous lesquels procureurs dessus nomez ordonalmes mettre deuers nostredit greffier leurs let tres de procuratios, & audit greffier les prendre & garder deuers luy. Apres lequel appel ainsi particulierement fait, aurios au moyé des exploicts generaux qui auroiét esté faits àban outre les adiournemésparticuliers, fait euocquer & appeler en general tous euesques, abbez, doyés, preuosts & autres ayans la premiere dignité és eglises cathedralles & collegialles & chapitres d'icelles, comtes, barons, vicomtes, seigneurs ecclessastes & autres ayans haute instice oudit pays, & les procureurs & consuls des bourgeois marchans & habitans des villes dudit pays: & icelle euocation faite, nous auroit ledit procureur general requis deffaut contre les non comparans

parans, & que en leur absence fust procedé à laditte redaction, reformation, & publication desdittes coustumes au desir desdittes lettres patétes, suyuant laquelle requeste, aurions donné deffaut contre les non-comparans, sauf lundy prochan pour tout le jour: dedans lequel temps lesdits desfaillans pourront purger leurs desfaux en comparant par deuers ledit greffier, pour foy faire escrire comme presens, & ordonné neantmoins que en l'absence des deffaillans & auec les presens seroit par nous procedé à la redaction, reformation, & publication desdittes coustumes, selon & en ensuyuant lesdittes lettres: & auant y proceder aurions à la requeste dudit procureur general du Roy, fait iurer les presens desdits trois estats de nous dire, proposer & rapporter en leurs consciences, ce qu'ils entendroient & sçauroient estre bon, vtile & proffitable pour le bien commun & vtile du pays, sur le fait desdittes coustumes, & voulans proceder outre, nous fut par maistre Gilles du boisgueheneue licencié és droits, procureur desdits estats, remonstré qu'il estoit question de la redaction & reformation de la coustume du pays, qui leur estoit chose de tresgrade importace, & que par ledit cayer lon pourroit auoir changé quelque chose de l'ancienne coustume, qui leur seroit immuer leur sforme & maniere de viure, qui ne se deuoit faire, quoy que soit sans auoir par les gens desdits estats veu ledit cayer, & eu temps copetant pour sur iceluy meurement deliber: à ceste cause requeroit pour lesdits estats & come leur procureur, que sedit cayer luy fust baillé & comuniqué pour iceluy veoir en l'assemblee des gens des trois estats, deuat que par nous fust procedé à la redactió, reformatio, & publicatio desdittes coustumes: ouye laquelle remonstrance, & apres que eusmes comunique ensemble sur laditte requeste, sut par nous dit & remonstré audit procureur, que ledit caver auoit esté faict par ordonnance du Roy, & par bons & notables personnages de ce pays,&desquels n'est vray-semblable qu'ils eussent voulu chager ou muer les dittes coustumes, finon entant qu'elles eussent esté inutiles & preiudiciables au pays, ou pour autres bonnes, grã des & iustes causes, & toutes sois affin que les gens desdits estats n'eussent occasion d'eux dolloir de precipitation ne autrement, & à ce que plus facilemet l'on peust proceder à laditte reformation suyuat lesdittes lettres patêtes du Roy, Fut par nous ordonné que ledit procureur des estats auroit transumpt & copie dudit liure qui seroit paraphé dudit Faisant greffier, pour iceluy communiquer aux gens des trois estats: & au surplus leur sut baillé assignation audit lundy sixieme dudit moys à vne heure apres midy, pour estre procedé à laditte redaction & reformation desdittes coustumes, suyuant lesdittes lettres patentes du Roy, ainsi que appartiendroit par raison.

Et le dimanche cinquiesme dudit moys, se retirerent par deuers nous dits Crespin, Quelain & Ruzé, estans lors au logis & maison de nous dits Crespin, le dit maistre Michel le duc vicaire de l'euesque de Rennes, & Guillaume deschamps vicaire de l'euesque de saint Malo, les dits seigneurs de Tyouarlen, de Carne & de Cremeur, & les dits maistres Michel chápion & Mathurin ballue procureur des dits bourgeois de Rennes & Nantes, les quels par la voix & organe du dit champion, nous requirent de la part des dits estats, que vous surseoir de proceder à la ditte reformation & publication des coustumes, iusques au prochain parlemét, pour plusieurs raisons par eux proposess à quoy apres auoir communiqué ensemble, seismes response que de dans huy ils bailleroient & mettroient par deuers le dit Faisant nostre gressier leur requeste par escript, pour icelle veuë, leur estre demain heure de huich heures du matin au lieu & conuent des cordeliers, donné & faict response sur leur ditte requeste, en sournissant au laquelle ordonance cedit iour auroit la ditte requeste esté mise par deuers le dit Faisant gressier ainsi qu'il nous auroit rapporté, & de fait auroit le dit gressier mis icelle par deuers nous Crespin, Quelain, Ruzé & Marec estás audit lieu des cordeliers le l'endemain du matin sixieme dudit mois,

de laquelle la teneur ensuit.

A messeigneurs messeurs les commissaires du Roy, à la redaction & reformation des coustumes du pays & duché de Bretaigne, remonstrent les gens des estats audit pays, que voyant au cayer faict & redigé par les commissaires dudit seigneur en la ville de Rennes sur & du liure coustumier, ils ont trouué y auoir grande longueur & dissicultez en plusieurs chapitres, esquels ils ne pourroient ne voudroient conclurre ne donner aduis si promptement, tant pour l'importance d'iceux ausquels le fait touche singulierement, & tout l'vniuersel de la republique d'iceluy, mesmes qu'il est requis & necessaire veoir & visiter meurement ledit cayer ainsi redigé en laditte ville de Rennes, & le liure coustumier, pour sçauoir & entendre s'il y a obmission ou non audit cayer, qui ne se pourroit faire en brief temps. D'auantage que de grande partie desdittes dissicultez & articles, ils veulent & ont conclud, cossulté le Roy & messieurs de sont

priué conscil, & à celle fin enuoyez par deuers luy, pour ueu messeigneurs qu'ils ayent delay & temps pour ce faire, à ces causes supplient qu'il vous plaise, entendu l'importance du fait, & assin que les gens desdits estats puissent venir consultement respondre sur le faict de la ditte reformation & y donner leur aduis, suspendre & differer le negoce insques à la tenue des prochains estats ou ouverture du prochain parlement, & vous serez bien & grand proussit à toute la chose publicque dudit pays, Ainsi signé P. cohier gressier desdits estats.

Et apres icelle par nous veuë aurions fait appeller lesdits Deschamps, de Tyouarlen, champion & autres dessus nommez, qui seroient comparus, & leur autions remonstré que de long remps ils pouuoient estre aduertis du bon vouloir que le Roy auoit de faire proceder à la reda ction & publication desdittes coustumes, par ce que solennellement & publiquement il auroit faict convoquer & assembler grand nombre de ses officiers audit pays en la ville de Rennes, pour veoir les anciens liures coustumiers dudit pays, pour d'iceux extraire, tirer & faire escrire par articles les coustumes bonnes, vtiles & prouffitables au pays, & à ses subiects, à quoy faire auroient lesdits officiers vaqué par long temps, & fait le liure & cayer qui nous auroit esté presenté, & dont ils auroient eu copie, & que pour faire laditte assemblee, & aussi pour conuoquer & appeler les estats par deuant nous, auoient esté ia faits grands frais qui seroient & demeureroient inutiles, si lon faisoit surceance par eux requise, & d'auantage que le Roy ne vouloit ne entendoit en rien immuer ne changer leurs coustumes, ains pour euiter à infinis proces & pour le bien, soulagement & repos de son peuple & subiects, vouloit & entendoit que leurs coustumes qui se trouueroient bonnes, vtiles & proussitables au pays & à ses subiects, sussent mises & redigees par escript, leuës & solennellement publices en tel & si facile langage que chacun en peust auoir intelligence & cognoissance, & les inutiles & superflues oftees & rejectees, & que en ce que entendions faire n'y sçauroit auoir aucune precipitation, par ce que auions aduisé & deliberé faire lire publiquement & intelligiblement mot apres autre chacun article contenu audit cayer en leurs presences, & qu'ils seroient ouys sur chacun article à dire, proposer & debatre tout ce que bon leur sembleroit, & que si mestier estoit, & qu'ils tobassent en difficulté sur aucun article, leur seroit par nous baillé delay de jour à autre, ou autre plus grand si mestier estoit pour le disputer, discuter, conclure & accorder par entr'eux comme bon leur sembleroit, & à ceste cause & que l'intention du Roy estoit que cest affaire ne fust mis en surceance ne aucun delay, ne vn si grand bien & si necessaire à son pays & subiects aucunement differé ne protellé: Auons ordonné & ordonnons que nonobstant leur requeste, seroit par nous passé outre & procedé à laditte reformation & publication desdittes coustumes,&commencer ce iourd'huy snyuant l'assignation qui auoit esté par nous bail lee, laquelle ordonnance & response par lesdits Deschamps, & autres susnommez ouye, & apres qu'ils eurent quelque peu communiqué ensemble, nous fut par eux requis que vousiffions differer de proceder pour ce iourd'huy,& continuer laditte affignation iusques à l'endemain heure de sept heures du matin, à ce qu'ils peussent encores cedit iour comuniquer enseble, dire & rapporter nostreditte response & ordonance ausdits estats, ce qui leur sut par nous accordé,& fut l'affignation de ce iourd'huy vne heure apres midy continuee audit l'endemain septieme dudit moys, heure de sept heures du matin, audit lieu & maison episcopalle de cesteditte ville de Nantes, & l'endemain septieme dudit moys heure de sept heures du matin, deuant nous Crespin, Quelain, Ruzé & Marec estas en laditte salle & maison episcopalle de Nãtes: Seroyent comparus les gens des trois estats en grand nombre, auec ledit maistre Gilles du boilgueheneucleur procureur, & maistre Pierre cohier greffier desdits estats, garny de la copie dudit cayer par nous baillé audit procureur des trois estats, ausquels gens des estats demadasmes s'ils vouloient que le liure ancien coustumier fust leu ou ledit cayer, dont ils auoyét eu copie: A quoy nous respodiret q ledit cayer qui auoit esté faict par ordonance du Roy auoit esté par eux veu, & y auoiét trouué lesdittes coustumes mieux ordonces qu'elles n'estoient en leurs ancies liures coustumiers, & à ceste cause qu'ils vouloient auoir lecture desdittes coustumes selo qu'il estoit rapporté audit cayer, & que sur ledit cayer sust par nous procedé à laditte redactio, reformatio & publicatio des coustumes, sans veoir ne faire lire le liure de l'ancienne coustume dudit pays. Ce fait seismes par ledit Faisant nostre gressier comécer la lecture dudit cayer d'article en article, & apres plusieurs articles auoir esté leuz, q furét trouuez obscurs tat en langage que pour involution & multiplicatio de parolles, fut par nous ordonné du cosentement desdits estats, que les articles qui se trouueroiet obscurs seroient sans immutation de sens par nous mis en langage plus cler, aisé, & facile à entendre, appellez auec nous ceux qui ieroyent

seroyent nommez des estats, & furent par lesdits gens des estats nommez & deputez pour as sister auec nous à laditte declaration, & mutation de langage, c'est à sçauoir pour l'estat de l'e glise, ledit maistre Guillaume des chaps, vicaire & official de saint Malo, maistre Morice bou tin, official de Nantes, & messire Iaques de gaudemont, promoteur de Rennes, ou deux d'eux. Pour l'estat de la noblesse, lesdits seigneurs de Carne, de Cremeur, de Kergroys, de Ker meno, Gabart de Porçon, & Berard, ou deux d'eux: & pour le tiers estat les procureurs des bourgeois de Rennes, Nantes, Hennebond, ou deux d'eux, & outre ledit du Boisgueheneuc procureur de la communauté desdits trois estats, & nous ont les gens desdits estats remostré que en plusieurs & diuers lieux desdits pays & duché de Bretaigne, y auoit plusieurs & diuerses vsances & coustumes localles non contenuës, andit cayet, requerans toutes sois lesdittes vsances estre veues, & ne y estre abrogé ne preiudicié, que que soit sans l'aduis & consentement desdits estats: Surquoy ordonnasmes qu'il mettroit & bailleroit par deuers nostredit gref fier les dittes viances localles pararticles, pour sur le les pour le oir & doner ordre par l'aduis & deliberatió desdits estats, & ce dedans la conclusion & publication desdittes coustumes, ou autrement nous procederions à laditte conclusion & publication, sans avoir esgard ausdittes vsances & coustumes localles. Et depuis ledit iour sepriome dudit moys sur par nous audit lieu & assemblee desdits estats chacun jour sans discontinuation procedé & vaqué à la lecture redaction, reformation & publication dudit liure & cayer, à nous presente, continuant les dietes coustumes insques au vingt & troisieme iour dudit moysch Octobre, auquel iour fut paracheué la lecture & publication dudit cayer, & en y procedant furent tous les tiltres & rubriches des Aduocats, des Secretaires, Notaires & Tabellions. Des exceptions declinatoires & souspeçons sur iuges, & des exceptions peremptoires & de despouille. Des dilations, de iour iuge parlier, exonie, remu d'office & compromis. De fimport en crimes ou faict ciuil. De la prouue par faict de bataille, des conuentions doubteuses & interpretation d'icelles. Du ressus ou attente de garentie, des sorbans, & des sorbannis; des iureurs & infames, des boys, forests & eauës, & tous les articles contenus aus dires rubriches tollus & ostez du consentement desdits gens des trois estats, tant à raison que parles ordonnances du Roy de l'an mil cinq cens.xxxv. xxxvi. & xxxix. respectiuement receues & publices en la cour de parlement dudit pays, y auoit esté en la plusgrande partie pour ueu, que aussi pour la superfluité des dittes rubriches & articles, & autres railons & moyens deduits & proposez en laditte assemblee,&si accorderent autres plusieurs articles desdittes coustumes estre mis en autre plus cler & facile langage, par nous & lesdits personnages dessus conuentis par lesdits estats, selon qu'il est cy apres declairé, & en lisant en laditte assemblee vn article sapporté & contenu en la premiere rubriche dudit cayer, duquel la teneur ensuit.

[Et entant que touche les orphelins & femmes vesues, les iuges d'eglise men penuent co material con-

gnoiltre que entre purs laiz.

1

111

Autre prochain article apres subsequent contenant, [la cognoissance de la solennité des testamens appartient aux juges d'eglise. Et après estré declairez solennels, la déliurance des biens se fera par la iustice seculiere qui baillera les biens qui furençau defunct à ses executeurs fils les requierent, à fin que l'obseque soit saict & les debtes, legats & amendemens du defunct,& les aumoines comme ils sont contenues au testament, deuëmet accomplis& payez, laissant toutes fois prouision à l'hoir ou hoirs du desunct.

Et encores autre article en la mesme rubriche contenants stuge seculier peut prédre clere ou prebître en cas de meurtre, ou qu'il eust mis gens en peril de mort, ou qu'il en fust souspeconné, & aussi si l'on les trouue en fait present de larrecin, ou cousteaux, ou à especs, ou à pierres, ou à bastons desmesurez en eux messant, ou s'ils denient à donner seureté, il les deuroit prendre, & tédre à l'euesque ou son official, pour les cas dessusdits ou pour chacu, & ne les doit iustice seculiere tenir plus d'vne nuich & d'vn sour sans le saire se auoir à l'euesque, ou son official, ou a ceux qui sentremettroiet de son office, si l'on les peut trouuer par messagers, & enuoyer tant que lon les trouue,& ainsi adonc les peut l'on garder & tenir tant qu'ils les re quierent par eux ou par procureurs certains, & leur faire prison selon le cas, & qui le feroit aurremét encourroit en sentéce de canó, & au cas que l'euesque ou ses gens les retrairoient, ils font tenus à rendre tous les coustages à la iustice seculiere, qu'elle a eu en pourchassant celles choses, car le surplus des meubles au prisonnier sont à l'eucsque s'il estoit condemné, les gens de l'estat de l'eglise nous dirent & remonstrerent que les articles estoient cotraires & presudi ciables aux droits & libertez de l'eglise, & que par la vieille & anciene coustume dudit pays, il Ffff ij

n'estoit ainsi entendu, & en auoit esté autrement vsé, & auoient l'esdits gens d'eglise par laps de temps prescript & acquis droit à eux qu'ils requirent leur estre gardé, & les gens des deux autres estats, & ledit procureur general du Roy nous dirent & remonstrerent au contraire, que de toute ancienneté il auoit esté entendu & obserué audit pays selon le cotenu desdits articles, & si les si les subiets qui ne leur valoit pour acquerir droit, requerans que les suit articles demourassent selon qu'ils estoient escrits & rapportez audit cayer, qui estoit l'ancienne coustume: sur quoy auos ordonné que les dits gens d'eglise mettroyent par deuers nostredit gressier leurs causes & raisons plus amplement, qui seroyent communiquees audit procureur general du Roy pour y respodre, pour le tout mis & produit par deuers nous en ordonner au iour de la conclusion & publication desdittes coustumes ainsi que verrons estre à faire par raison.

Et apres la lecture de l'article estant audit cayer, en la rubriche des procureurs contenant, [Quant à establir procureurs par lettres à megocier generallement, il conuient que les mots qui s'ensuyuent, y soient mis, si elle est escripte en tierce personnne, il conuient qu'elle soit seellee du seel de cour, & dira par nostre cour de tel lieu: ou si elle parle en premiere personne, il dira: Sachent tous que ie tel, sais & establis mon alloué & procureur general, tel, & luy donne pouuoir de saire toutes les choses que ie seroys si present estoys de iurer en mon ame toutes manieres de sermens que ordre de droit requiert. & promets à auoir serme & stable quelconque chose qui sera saite par celuy mon procureur, tant pour moy que contre moy, & promets à payer le juge de la cour, pour luy mon procureur & alloué sur l'obligation de tous mes biens, si mestier est. Et que ce est vray ie le certisse, par ces lettres seellees de mon

propre seel.]

Autre article estant en la mesme rubriche contenant, [procureur & alloué peut requerir & demander, supplier & denoncer & faire adiourner & se pleiger contre autre comme procureur & negocieur, retraire les hommes, son maistre au iugement de sa cour, & le desendre en toutes ses causes, & ne sera rien qu'il face en outre vallable s'il n'a plus de pouuoir, ou plus especial mandement, & quelque pouuoir que le procureur ait, ne sera receu à donner auctorité, seureté de desendre son maistre quand il doit comparoir en personne,]& encores quatre autres articles en laditte mesme rubriche contenant l'vn, [Les choses que procureur ou officier seroit, deuroyent tenir, combien qu'il sus insame de parauant, ou excommunié de plus long temps quand partie ne l'auroit debatu lors de l'exploict.]

Autre[si le procureur se passe par dilation, il luy sera enioint qu'il ait son maistre és termes prochains, & ne laissera pas pourtant iustice à prendre son maistre, si le cas le donne, & si le

maistre ne vient & il deffaille, il sera en danger de perdre sa cause.]

Et autre, & come dit est [procureur ne peut ester en iugement pour son maistre pour le defendre au cas qu'il a esté parauant arresté ou adiourné à sa personne à comparoir personnellement, si ce n'est en monstre ou en requeste, ou en commissions qui sont de nulle deliurance, sur le principal de querelle,] ont esté l'esdits articles par l'aduis & deliberation desdits estats, tollus & rayez comme supersuz & remis à disposition de droit, sors que au lieu d'iceux sut escrit & accordé vn article selon qu'il ensuit.

[Es procurations ad lites sera le constituant tenu soy obliger à payer le iuge soubs l'obligation de ses biens, & esdittes procurations sera mis le lieu où elles sont consenties, & seront

feellees de seau authenticque ou du constituant s'il a seau.]

Et au regard d'autre article estant en laditte rubriche des procureurs, contenant, [Procu cureur au cas qu'il est fondé & receu, peut desendre son maistre pour la journee s'il n'y a pleince de son maistre, & s'il y a qui chee en crime ou en autre arrest de corps, le procureur sera arresté jusques à pleiger de droict] A esté ledit article par l'aduis & deliberation desdits estats de claré & interpreté comme il ensuit.

[Procureur fondé & receu en cause ciuile, peut desendre le constituant, ores que il escheust question de crime incidentement pour vn terme seulement, & luy sera baillé delay pour faire venir ledit constituant, & ou ledit procureur voudroit soustenir le fait dudit constituant, sera arresté insques à ce qu'il ait fait comparoir ledit constituant, & neantmoins ne laissera le inge à decerner promissons necessaires contre le constituant insques à capture de sa personne si le cas le requiert.

Quant à autre article estant audit cayer, au tiltre & rubriche des sergens seodez contenant,

[il est de coustume que quiconque veut soy appleiger contre aucune partie, ou faire adiourne ment, il doit aller au sergent du lieu, & le requerir que il face asçauoir à la partie, & le sergent est tenu de luy faire à sçauoir, & n'ira pas hors de la chastellenie ou baronnie, s'il n'a salaire suffissant, si ce n'est de sa bonne volonté: & s'il n'y a sergent, il peut aller au seigneur, ou a celluy qui est pour le seigneur, qui est tenu le saire, ou faire faire, apres en auoir esté faite lecture il a esté par l'aduis & deliberation desdits estats rayé & tollu du tout comme supersiu.

Au regatt d'autre article contenu pareillement audit tiltre des sergens contenant, [Nul sergent a seigneur pour execution, ou autre exploict qu'il face à son seigneur, en la seigneurie ne doit auoir sallaire autrement qu'il est ordonné par la constitution du duc Pierre, saicte en l'an mil quatre cens cinquante six. Et de toutes autres executions & exploicts que sergent saict à requeste de partie pour autre personne que son seigneur, le sergent en peut auoir salaire selon sa peine & trauail, & ainsi qu'il est accoustumé au pays & au terrouer, au cas que les sergens ne seroient tenuz à le faire sans sallaire, comme aucuns sergens qui sont sez qui le doiuent faire par raison de leur seage, ou pour autre cas,] apres la lecture dudit article ont esté par le consentement & deliberation desdits estats rayez & ostez les dits mots sautrement qu'il est ordonné par la constitution du duc Pietre, faicte en l'an mil quatre cens cinquante six et le ditarticle declaré & accordé comme il ensuit.

[Sergent executant ou exploictat pour son seigneur, ne peut demander aucun sallaire, mais quand il exploicte pour autre, aura salaire raisonnable, s'il n'estoit sergent seodé qui deust fai-

exploicts fans fallaire.

Pareillement ont esté rayez & tolluz comme superfluz, deux articles estans audit cayer au titre des adiournemens, l'vn contenant, [il convient tout premier cognoistre ladiournement par la coustume auant toute œuvre.] Et l'autre: [quand aucun faict adiourner sa partie adverse, il peut intenter action civile ou criminelle par autant que l'adiournement peut proceder, & s'il touche à exploict de cour, la partie en peut excepter en disant que respons ne luy en sçait s'il n'est adiourné selon les exploicts suffil touche de la cause principalle & il en sust tourné sur exploicts si en pourroit l'adiourné excepter.]

Et après auoir esté leuz deux articles contenant l'vn, [Nul terme n'est aduenant s'il n'est assigné de tiers lour, excepté des cas qui ensuyuent: c'est à sçauoir, du messaict du lour ou du faict d'entre marchans passans, ou de faict de marché, ou de soire, dont la iustice en peut deliurer de lour en lour, & d'heure en heure, ou de messaict d'entre termes, ou de despouille dont le premier assignement peut estre saict du lour à l'endemain, sans excepter les sesses.]

Etl'autre, [Il conuient en cause d'heritage que il y ayt en chacun terme huict iours d'intertualle, si ce n'est de monstre on de commission, si plus n'y a d'interualle. Et aussi quand semonce est faicte a plus de demie iournee, elle doit estre de huict iours, si ce n'est des cas precedés] ont esté les articles par l'aduis, consentement & deliberation des dits estats resormez, cor-

rigez & arrestez comme il ensuit.

[Nul terme n'est competant s'il n'est assigné de tiers iour pour le moins, excepté des cas qui ensuyuent: c'est à sçauoir, du messaict du iour, ou du saict d'entre marchans passans, ou du saict de marché ou de soyre, dont la iustice en peut deliurer de iour en iour, & d'heure en autre, ou de messaict d'entre termes, ou de spoliation de biens, dont la premiere assignation peut estre saicte du iour à l'endemain, sans excepter les sestes.

En toutes causes l'adiournement en premiere assignation est competant quand il y a huict iours d'interualle, quand celuy qui est adiourné est à distance de plus de trois lieuës, & au dessus de dix lieuës, y aura quinzaine, & au dessus de vingt lieuës trois sepmaines, s'il n'y a autre

convention entre parties.]

Au regard d'autre article escrit audit cayer, au tiltre des pleigemens contenant, [quand l'on voit saire edifices, l'on se doit opposer parauat l'an & le iour: car apres l'on ne s'en peut debattre en maniere qui doiue valloir,] a esté ledit article par l'aduis & consentement desdits estats

reformé & corrigé, comme il ensuit.

[Quand aucun faict edifice en sa terre au preiudice d'aurruy; si iceluy edifice est faict publiquement & au veu & sçeu de ceux à qui il pourroit porter preiudice, ils doiuent s'opposer parauant la perfection dudict edifice; & par apres n'y pourroyent venir par opposition: mais pourront dedans l'an & le iour apres celuy edifice parfaict; demander par action demolition dudict edifice payant les mises & coustages d'iceluy edifice; & apres ledict an & iour si l'edifice leur portoit preiudice, peuuent demander seulement estre dessonmagez dedans six F st si ii.

ans, à compter depuis la perfection dudit edifice.]

Quant aux articles de pleigement de paix, pos, declination, dilation, action & execution escrits audit tiltre des pleigemens: Ont esté du consentement & par l'aduis desdits estats lesdits articles rayez pour la grade supersuité d'iceux, & ou lieu d'iceux a esté escrit l'article qui ensuit.

[L'on pourra former pleigemens sur toutes choses qui se peuvent posseder tant meubles que immeubles, droits corporels qu'incorporels, à ce que le pleigeur ne soit troublé, inquieté ne molesté sur ses possessions pour la conservation de ses droits, & se fera le pleigement de das

l'an & le iour du trouble fait ou comminé.]

Et autres deux articles escrits oudit mesme tiltre & rubriche contenant l'vn, [Homme qui se pleige doit garder en quelle maniere & deuant quel iuge, car si l'on se pleige, & il soit trouué que le pleigement ne doiue tenir, celuy qui se pleigera doit amender à la cour, & saire despens à la partie aduerse contre qui pleigement sut sait.]

Et l'autre, [Quand le mineur se pleige pour rappeller son blecement, si l'on passe outre, il y a actemptat s'il est trouué que le mineur sust blecé parauant le faire à sçauoir du pleigement.]

Ont esté par l'aduis & deliberation des dessusdits tollus & rayez comme superflus.

Autre article estant oudit cayer ou tiltre des arrests & ostages contenant, [Le prisonnier ne doit pas estre pour forcé de tenir prison pour choses qui cheent en execution, sinon par autat de temps comme l'on mettroit ou pourroit l'on mettre à faire l'execution des choses, & exe cution peut estre faite dedans vn mois, des meubles ou immeubles, & s'il y auoit empeschement & discussion pendans, celuy qui seroit obligé deuroit tenir prison.] A este par l'aduis & deliberation desdits estats de claré & arresté comme il ensuit.

[Apres que le prisonnier arresté ou ostagé a fait cession de biens pour la dette pour laquelle il est arresté, il ne peut estre retenu en prison que par le temps qui sera arbitré par le iuge pour

faire par le creancier discussion & execution sur ses biens.]

Ou lieu d'autre article estant oudit cayer en laditte rubriche des arrests & ostages, contenant, [Les choses qui cheent en actio, iustice les peut arrester iusques à pleige de droit & non pas autrement, pour le peril s'ils estoient adiugez à la partie aduerse, & les choses sussent mal mises parquoy la iustice ne peut faire execution, le iuge ne luy vaudroit rien quant à ce, sauf à estre des dommagé, mais l'on ne doit pas faire autres arrests si crime n'y est entendu ou veu, ou que les choses peussent estre celees ou des cogneuës. Et en nul autre arrest qui chet en action ne doit l'on denier la recreance à celuy qui auparauant a la possession.] A esté par l'aduis & deliberation des dits estats arresté & escrit l'article qui ensuit.

[Quand meuble ou fruits sont arrestez en cas requerant celerité où il y a peril euident, le fergent sans autre ordonnance de iustice les peut & doit mettre en sauueté appellez auec luy deux tesmoins: & fera rapport, relation & proces verbal de la quantité & espece des fruits par

luy ainsi arrestez & mis en sauucté qu'il baillera aux parties s'ils le requierent.]

Larticle estant au tiltre & rubriche des dommages & despens & esclardissement d'iceux, disposant par quelles manieres compete action de desdommage, & pareillement autres deux articles prochains subsequens contenant l'vn, [Nul, ne nulle ne doit faire adiourner autre si action ne precede, car s'il le faisoit, il seroit tenu es despens par coustume, & l'autre qui nattéd garentie & se saucir desdommage & qui a attédu la garentie & est absoulz peut demander & auoir desdommage vers cour & partie. Jont esté par l'aduis & deliberation desdits estats tollus & rayez comme superfluz & remis à disposition de droit.

Quant à l'autre article estant audit tiltre & rubriche des despens, contenant, [Despens n'appartiennent pour soy faire non sçauant, ne pour information que l'acteur doit saire de sa demande contre le desendeur, au cas que l'acteur auroit saict l'information, si le desendeur apres icelle saicte & publice ne contrarie la demande de l'acteur, & ou cas qu'il la contrarieroit & il seroit iugé que lacteur informe, le desendeur payera despens depuis ladicte contrarieté, & aussi l'altegue peréptoire & il en soit debouté il payera despens du tout. & si l'acteur est vain cu de son information, il payera despens à partie aduerse jil a esté par aduis & deliberation desdits estats corrigé & arresté comme il ensuit.

[Celuy à qui lon fait demande de quelque debte qui ne vient de son fait, apres que la debte luy est verifiee, s'il persiste à la denier, il doit despens & interests de toute l'instance: mais apres la verification faicte, s'il veult recognoistre la dette & la payer, il ne deuroit aucuns despens,]
Autre article estant en laditte rubriche des despens, contenant, [Despes doiuét estre payez

u iceiuy



d'iceluy qui est vaincu; tant de debat, de iugement, d'adueuz, de desdit, que d'information qui seroit faite contre l'acteur o attrempement de iustice au desregne de celuy qui a fait sa gaigne contre la partie vaincue.

Et encores autres deux articles subsequens, contenant l'vn, [Les parties doiuent estre appellees par adiournement à veoir & ouyr esclarcir, selon le iuge, les dommages & despens: & s'ils estoient obligees & ayent voulu par le iuge que la partie en soit creuë par son serment, il y doit estre receu au premier adiournement, si partie ne se passe par aucune dilation, ou s'il ne baille peremptoire.]

Et l'autre, [Tout acteur, pleigeur ou autre donneur d'instance qui dessaut en son adjournement, est tenu és despens de la partie aduerse l'adjournement recordé.] ont esté pareillement du tout rayez, tollus & ostez comme supersus par l'aduis & deliberation desdits estats, & remis

à disposition de droit.

Et au lieu des articles contenus en la rubriche & tiltre du fimport, tous lesquels comme est dit cy dessus, ont esté par l'accord & auec l'aduis desdits estats, rayez, tollus & ostez, a

esté arresté & escrit l'article qui ensuit.

[Pour ce que le fimport a esté du tout tollu & aboly, vn desendeur pourra appeller tous ceux que bon luy semblera pour venir à la cause en toutes actions, tant ciuiles que criminelles, & leur pourra faire telles interpellations & sommations qu'il verra estre requises & necessaires: & sils ne viennent ou qu'ils ne desendent aus dittes sommations, seront forclos de toutes leurs actions vers ledit desendeur. Toutes sois pendant la principalle instance, ceux qui sont appellez se pourront ioindre au proces en l'estat qu'il sera pour deduire leurs interests, & sur iceluy proceder comme de raison: nonobstant le dessaut prins contre eux par saute de venir ou desendre.]

Quant à vn article estant au tiltre & rubriche des monstrees ou veuës, contenant, [Le seigneur peut par sa cour suyure ses hommes assin de luy monstrer ses siefs qu'ils tiennent de luy & est l'homme tenu à luy en saire monstree, nous ont les gens desdits trois estats apres la lecture dudit article, remonstré que ledit article auoit esté practiqué selon qu'ils ont consenty, &

que par leur aduis & deliberation à esté arresté & declaré en l'article cy apres.

[Le vassal est tenu de faire monstree & veuë de ce qu'il tiét de son seigneur seodal qui se ser ra aux despens dudit seigneur: excepté que le subiect & vassal sera sa despense, & si l'homme delaissoit aucune chose à monstrer, le seigneur la pourra prendre en sa main comme si l'homme

l'auoit desaduoué.]

Et au regard d'autre article estant audit mesme tiltre & rubriche de monstrees, contenant, [Quand aucun fait demande à vn autre partie en ce qu'il tient en certaines parroisses au tout ou partie, & il y a dismes ou teneurs, & il ne sçait pas toutes les pieces ou personnes surquoy les rentes ou dismes sont deuës, il peut aller sur aucunes d'icelles pieces, & au pillier de l'eglise quand monstree est iugee, & fera sa monstree selon sa demande & selon qu'il est diuisé: car l'on doit ainsi faire telles monstrees pour ce qu'il face diuis des parroisses ou parolles, comme ils doiuent estre saites selon la demande, & par tant suffist en ce cas,]apres en auoir esté fait lecture, les gens desdits estats nous ont remonstré que la monstree faite au cas mentionné audit article estoit chose supersules & non servante pour l'instruction des proces, mais plus tost consusion & retardement de proces: au moyen de laquelle remonstrance sus par nous ledit article tollu & rayé à la requeste & par deliberation de tous les gens desdits estats.

Quant à l'article estant audit cayer au tiltre des reprouues & cottereprouues sur tesmoins contenant, [Iustice n'officier ne doit appeller à tesmoin d'exploict de cour nul villain, ne nulles gens de basse condition de villages qui ne s'entremettent de droit ne de coustumes, ne ne s'en doiuent entremettre, ne ne les entendent: car vne coniunction peut porter vne cause de cent liures de rente, comme de trois deniers: & aussi vne dissunction. Et ceux recordent aussi tost le faux comme le droit tout cuidassent-ils bien recorder, ou pourroient estre plus tost subornez & corrompus par collusion qui ne seroient ou deuroient estre gentils-homes: & pour ce doiuent exploicts de cour estre prouuez par gentils-hommes & deliurez sans autres, fors que s'on peut y appeller bourgeois dancesserie à leur aide à porter leurs records des deliurances sattes deuant eux en dessaut d'autres gentils-hommes pour la cause que les bourgeois demeurent és villes où deliurances souloient & deuoiét estre saites, & peuuet sçauoir des droits

& des coustumes.]

:1

Et autre article prochain ensuyuant, contenant, [Vilenailles, ne semme, ne doiuent estre F fff iii].

tesmoins d'exploict de cour ainçois doiuent estre prouuez par nobles gens ou par bourgeois de noble ancesserie qui ont accoustumé à viure honnestement & tenir noble table & franche comme gentils-hommes.]ont esté lesdits deux articles par l'aduis & deliberation desdits estats du tout rayez, & remise la prouue des exploicts de cour à disposition de droit commun.

Au regard d'autre article prochain suyuant côtenant, [Nul homme roturier qui est insticiable à autre gétil-homme estager ne doit estre tesmoin pour son seigneur en cas qu'il seroit excepté & debattu, sinó des exploicts de sa cour contre ses homes: mais il peut bien en tout, soitil roturier, estre tesmoin contre suy des exploicts de sa cour, au cas que le seigneur ne pourroit prouuer qu'il y eust gentils-homes sussissammét pourquoy record peust & deust estre trouvé qu'il ne debatist pas, pource que quand le seigneur adiourne ses hommes, ils sont tenus y allers & ils ne pourront prouuer leurs aduous, que par ceux qui viennent à ses plaids, & qui y sont.] A esté ledit article par l'aduis & accord desdits estats arresté & declaré comme il ensuit.

[Nul roturier iusticiable d'aucu seigneur, soit ratione rei aut personæ, ne gentil-home estager ne peut estre tesmoin pour son seigneur, sors ou il seroit question de prouuer possession de

rente pretendue estre deuë audit seigneur.]

Quant aux deux articles contenans, [Nul infame trouué ou prouué par cour, ne doit estre tesmoin en nulle cause, que partie le vueille excepter auant qu'il soit greé ou iugé à tesmoin, & passé en chose iugee, ou sait la deliurance, & nul ne doit estre reputé infame, tant qu'il soit trouué & iugé par cour, ou s'il n'est prouué publiquement & chargé du fait, duquel s'il estoit condemné, il seroit infame. Tous gens qui sont prouuez de trahyson, ou de meurtre, ou de larrecin, ou de parturemens, ou d'autre infameté, & toutes où bonne soy n'est pas adioustee, mais au cotraire, & ceux à qui ne chaut: mais deux mettet leur corps en infameté pour moins qu'ils ne deussent, sont infames, & iustice ne doit rien croire qu'ils diét.] apres auoir esté les les leux articles leuz, ils ont esté par l'aduis & deliberation desdits estats remis à disposition de droit ciuil selon l'article qui en a esté accordé & arresté, comme il ensuit.

[Nulle personne infame d'infamie de droit, peut porter tesmoignage, sinon és cas exceptez de droit, & celuy est infame qui est censé & reputé infame par disposition de droit ciuil.

Et à l'article contenant, [Nul villain ne doit estre creu ne receu à tesmoin de fait de cour ne de noblesse des personnes, ne sur la noblesse des fiers maintenus nobles,] ont esté par l'aduis & deliberation des dits estats adioustez ces mots, [s'ils n'estoiet prestres ou gens de iustice,] parce que les gens desdits estats nous ont remonstré que ledit article auoit esté de tout temps

Et quant à l'article contenat, [Le pere ne peut ne doit estre tesmoin cotre l'enfant, ne l'enfant tesmoin contre le pere, ne l'homme pour sa semme espouse estre tesmoin, ne la semme pour son mary, ne l'vn contre l'autre que l'on le vueille excepter, qui ne les voudroit croire pour planiere garentie, pource qu'il y a saueur entr'eux, & que la cause leur doit appartenir comunément,]a esté ledit article par l'aduis & accord de tous les gens desdits estats rayé & remis à disposition de droit commun.

Et apres lecture d'autre article estant audit tiltre des reprouues contenant, [Et aussi ne doit cousin germain pour son cousin germain, ne dedans estre tesmoin en nulle action, s'il n'appartient autant & d'aussi pres de lignage à l'vn qu'à l'autre, ou si l'action n'est sous le nombre de vingt sols.] a esté ledit article par l'accord & deliberation de tous les dits estats arresté & corri-

gé comme il ensuit.

ainsi entendu, practiqué & obserué.

[Cousin germain & ceux qui sont au dessus ne peuuent estre tesmoins pour cousins germains, ou ceux qui sont au dessus en quelque action que ce soit, sinon que le tesmoin attaigne de lignage autant au demandeur qu'au desendeur, ou qu'il sust question de chose mobiliaire de

valeur de cent sols tournois vne sois payez, ou au dessous.]

Quant à l'article contenant, [En cause d'heritage nul qui est de lignage ou quart degré ou dedans à celuy qui doit prouuer ne doit estre tesmoin, sil n'appartient autant & d'aussi pres à l'vn comme à l'autre, si ce n'est des parolles de mariage dont les amis doiuent estre tesmoins qui ont esté és parolles d'vn costé & d'autre, & entre les donneurs & les preneurs & ceux qui representent les personnes, pource qu'ils soient bonnes gens & qu'ils ne soient du conseil depuis l'exploict esmeu, ou ayent donné le conseil de l'esmouvoir d'icelles choses, & aussi de l'ordonnance des testamens dont toutes gens doiuent estre tesmoins, s'ils ne sont infames, pource

que le malade ne peut aller querir ses tesmoins, & aussi doiue estre tesmoins tous les deuantdits de fait à pensé, ou de fait de nuict, quand il est iugé que garentie en doit parler, pource que ce soient personnes qui ayent bonne soy & qui doiuent faire serment, & en qui soy soit, & doit estre adioustee.

Autre cotenant, [L'on ne doit enquerir personne qui n'est en son sens & escient stable: car

tout ce qu'il fait doit estre mis à rien, tant qu'il y soit, s'il y doit estre.]

Et encores autre article cotenant, [Iustice ne nulle autre personne ne doit mettre les saits, dits ne parolles à pris de hocqueleurs contre les bons & loyaux, ne de larrons, meurtriers, engigneurs de contemps, garsailles, ribaudailles, truandailles, mauuais contracteurs, tricheurs, vsuriers, gasteurs de biens ou de leur bonne renommee, & autres mauuaises gens: & ne les doit l'on tenir de valuë entre bonnes personnes & gens de renom, n'en saire dommage à aucune personne pour rien.] Apres auoir esté leuz, ont esté les les trois articles par l'aduis & deliberation des strois estats rayez & remis à disposition de droit, sors en ce que le dit premier article par le de prouue de testamens qui a esté mis & rapporté en autre endroit du liure par nous arresté en la rubriche des testamens.

Autre article estant au tiltre des sentences prouisionnales, contenant, [Si par dessaut donné contre le desendeur apres monstre saite, la chose est prinse en main de cour iusques à pleige de droit des dessailles, si au terme apres il sournist à la dessaille vers cour & partie, il aura saisine de la chose o pleige, s'il le requiert,]aesté par l'aduis & consentement desdits estats rayé& tol-

lu, par ce que nous a esté remonstré par lesdits estats n'estre practiqué.

Et pareillement ont esté par ledit aduis & consentement rayez & remis à disposition de droit autres d'eux articles, contenant l'vn, [Si entre le seigneur de l'hostel ou celuy qui auroit sait les mises pour ledit hostel, & qui y auroit esté commis y auoit differend sur le compte, iustice y deuroit veoir & saire informer de plein par bonnes gens des choses dont seroit differend & du gouuernement, & ainsi de tous autres metteurs & receueurs, à toute iustice apparcient les causes abreger, & de sçauoir la verité pour bailler à chacun son droit & sa raison.]

Quant à l'article estant au tiltre des amendes, contenant, [Si le seigneur peut prouuer contre son homme qu'il luy doit plus de rentes qu'il ne luy a baillé par escrit, l'homme en se roiten l'amende du seigneur de soixante sols, pourueu qu'ils ayent esté en demeure de les payer plusieurs annees.] Il a esté par aduis & deliberation desdits estats clarissé & arresté com-

me il enfuit.

[Si le seigneur prouue contre son homme que l'aduou par luy baillé soit desectueux en terres, rentes ou deuoirs, ledit homme cherra en l'amende de lx. sols enuers son seigneur.]

Et autre article prochain subsequent, contenant, [Quand aucun acteur à fait conuenir aucii en iugement, s'il dessaut en adiournement, il est tenu en l'amende de la cour,] a esté interpreté & modisié par l'aduis & deliberation desdits estats, comme il ensuit.

[Quand aucun deffaut en iugemet, pour ledit deffaut est deuë améde à la cour qui ne pourra estre taxee plus de vingt deniers.] Et tous les autres articles dudit tiltre ont esté par l'aduis & consentement desdits estats rayez & tollus comme superflus, sors l'article touchant l'amen-

de de quinze sols pour appel ou contredit, quel article est demeuré.

Et en cest endroit nous sut par lesdits gens des estats remonstré qu'esdits pays & duché de Bretaigne se commettoient plusieurs abus sur la cueillette & perception des deniers, bleds & autres rentes & deuoirs seigneuriaux des seigneuries dudit pays, par ce qu'il n'y auoit coustume ne loy certaine touchant ce, laquelle chose cedoit au dommage desdits seigneurs, & mesmement à l'oppression de leurs subiects. Sur laquelle & autres plusieurs remonstrances à nous faites par lesdits gens des estats, sur ent par nous à leur requeste & par leurs aduis & deliberation, escrits & redigez de nouueau audit liure coustumier en la rubriche des droits du prince & autres seigneurs & des aides, les articles qui s'ensuyuent.

[Les roolles & rentiers des iurisdictions setont reformez de dix ans en dix ans, & pour ce faire pourront les seigneurs assigner par trois bannies de huictaine d'interualle pour le moins entre chacune bannie à certain lieu, & competant iour & heure aux hommes de venir nommer leurs rêtes, & s'enrooller: & en cas de dessaut pourra le seigneur enrooller son homme absent par ses suges & officiers par prouision, information sommairemet saite de sa rente accoustumce, tant par l'inspection des precedens roolles, que par ceux qui auront esté sergens, & recueilly les rentes des heritages, laditte prouision en tout ou partie toutes sois reuocable par

appel ou contredit par le prochain iuge royal. Et ledit roolle fait & accomply, tout home venant à nouvelle possession au parauat qu'il puisse faire les fruits d'icelle acquis, se fera au gresse dudit seigneur enrooller de la rente que deuoit celuy en la place duquel il est subrogé soit par

succession ou acquest, dont sera faite declaration.]

[Et ne pourra le seigneur contraindre ses hommes à saire la cueillette de ses rêtes que tout premier n'ait sourny de roolle signé du gressier ou d'vn notaire, à la requeste du seigneur pour la maniere deuant ditte. Et les homes qui sont subiects à saire cueillette des deniers, rentes & deuoirs de leurs seigneurs feront laditte cueillette des rentes du sief chacun en son bailliage à l'ordre du roolle, pour ueu qu'ils soient soluables, & respodront des deniers. Et n'est pour tout ce attribué droit aux seigneurs lesquels par cy deuant n'ont eu droicture & possession de contraindre leurs hommes & subiects à faire laditte cueillette & recepte de rentes & deuoirs. Et apres diligence deuë & sussissante saite par le sergent institué pour faire la cueillette des rentes du seigneur de se faire payer desdittes rentes.]

[Si aucun se pleige ou suy baille autre empeschement de payer la rente en portant & baillant par ledit sergent audit seigneur ou son procureur son exploit & relation dudit empeschement, il sera & demourera quitte d'autant comme ledit opposant sera imposé audit roolle &

rentier.]

[Tout subiect baillera son aduou, mynu & tenue dedans trois mois qu'il aura eu nouvelle possession d'heritage, sur peine de saisine & iouyssance d'autant de temps que ledit subiect sera en demeure de sournir à ce que dessus. Le seigneur, son procureur, n'officier ne prendront aucune chose de leurs subiects pour la reception des tenues, mynus & declaration des terres, têtes & deuoirs directement n'indirectement, sur peine de remboursemet sur eux au quadruple, & d'estre punis comme exacteurs, sauf que si le subiect veut prendre relation, il payera aux procureur & gressier par moitié, ou à celuy d'eux qui signera laditte relation, deux sols monnoyé, & non plus.]

Et autre article estant audit cayer en la rubriche de descence & retraict à cour inferieure & ressort a cour superieure, contenat, [Aucun ne doit auoir retraict des exploicts où y a eu descision de la cour de celuy qui l'on plaidoye, car nul subiect ne peut ne doit corriger son suzerain
ne ses saits, mais le suzerain peut bien corriger son subiect & ses saits.] Apres la lecture d'iceluy.

il a esté par l'aduis & consentement desdits estats, rayé & remis à disposition de droit.

Et au regard du prochain article suyuant, contenant, [Et aussi ne descend pas l'attemptat proposé de l'appleigement fait par cour suzeraine, ains demeure deuant celuy deuant qui il est proposé. Et seroit en ce cas tenu le subiect à rapporter l'amende au seigneur suzerain de la où l'attemptat seroit trouué ou prouué, car il appartient à celuy qui a la prochaine iurissicion, co-gnoistre de ses hommes plus qu'à nulautre, & aussi rendre au seigneur suzerain son droit.] Par l'aduis & à la requeste desdits estats ont esté lesdits articles corrigez & arrestez comme il ensuit.

[En matiere d'arrest ou de pleigement sait par cour superieure, le seigneur peut retirer son subject, ores qu'on pretende infraction d'arrest ou attemptat de pleigemet auoir esté saits par le subject. Et s'il se trouue infraction ou attemptat, le juge inferieur le condemnera en l'amenne enuers la cour suzeraine, de laquelle amende sera tenu certisser, & icelle rapporter au juge

fuzerain.

Et apres lecture faite de cinq articles ensuyuans, estans en laditte rubriche de descéce, contenant, [Nonobstant qu'vne partie ait fait adiourner par premier adiournemét vne partie par la cour du seigneur prochain à qui la iurisdiction appartient, ou s'il s'est pleigé, il peut ressortir & faire adiourner par cour suzeraine sa partie aduerse à proceder audit adiournement & pleigement, & en respondra le desendeur par suzeraine cour, & aussi de l'attemptat si aucun a esté fait audit pleigement, & à pareil le desendeur qui a esté adiourné és cas sussits pourra ressortir & faire ressortir & faire adiourner l'acteur à proceder par cour suzeraine, le tout sans retardement notable du temps baillé par adiournement à proceder par cour subiecte: mais si le prochain seigneur les vouloit retraire à sa cour, il les auroit si aucune des parties ne proposoit cottre le seigneur dessaut de iustice ou de torsait contre luy ou autre peremptoire. Et l'exploict esmeu & pédant par cour subiecte, & l'une des parties sistadiourner l'autre par la cour de son seigneur suzerain à respondre d'exploicts ensuyuans par la cour suzeraine, il ne le peut saire si ce n'est pour execution de iuge fait par cour du seigneur subiect , laquelle peut estre faite & poursuiuie par la cour souueraine, sinon que les parties exceptast d'appel ou d'accord : mais si l'acteur

l'acteur auoit fait conuenir sa partie aduerse deuant le seigneur subiect, & il ressortist deuant le iuge superieur pour grief luy fait & voulant decliner de toute la iurisdiction, s'il ne trouue grief luy auoir esté fait depuis l'exploict esmeu à la cour subiecte, il deuroit amender à la iustice, & faire les despens à la partie, & ainsi le deuroit aussi faire le desenseur qui auroit ressort des exploicts, quel par tant seroit renuoyé à la cour subiecte pour n'auoir trouvé grief suy fait à la cour subiecte, & pendant le ressortement de grief à laditte cour souveraine. Celle cour souveraine procedera, tant au fait de la matiere principalle, que dudit ressortissement & sans retardement affin de renuoyer le plus prestement qu'estre pourra les parties à la iustice subiecte, s'il n'y a cu cause d'en ressortir par grief fait & de decliner de toute la iurisdiction depuis que chef respons est fait par cour inferieure, pource que le iuge puisse cognoistre de la matiere, l'on ne peut ressortir à suzeraine cour, si ce n'est des griefs faits depuis le chef respos:mais si proces estoit pen dat par cour superieure, l'on peut bié estre retraict depuis le chef respos fait & accordé ésbasses cours dot les choses debatifues seroiet tenues, ou les exploiets indecis:mais qui s'appleigeroit, l'estat deuroit estre gardé, car qui ne le garderoit attépteroit, & seroit l'attéptat le premier allable:& l'il n'y auoit attéptat ou grieffait depuis le chef respos, il deuroit retourner au premier iu ge. Et si deuroit-il s'il est passé de l'attemptat au cas qu'il ne pourroit trouuer le grief fait de la iustice,& deuroit payer les despens du pleigement à la partie, & amender au juge: & aussi s'il auoit esté retraict de suzeraine cour, & depuis le retraictil s'appleigeast ou ressortist à suzeraine cour sans trouuer grief, il deuroit estre puny.] Lesdits gens des estats nous remonstrerent le, cotenu ausdits articles n'estre raisonnable, & aussi n'auoir esté accoustumé ne practiqué par le. passé, pour quoy à leur requeste, & par leur aduis & deliberatio furent les dits cinq articles comme obscurs, & non practiquez, rayez & tollus.

Quant à l'article estant audit cayer au tiltre des dessailles, contenant, [Nulle dessaille ne doit estre donnee iusques à l'heure de midy du iour, si les parties ne sont d'vn gré de assignement du terme & de l'heure, si n'est des exploicts du iour deuat qui seroient assignez comme de demourant.] Apres auoir esté ledit article leu, nous sut par plusieurs desdits estats remonstré que audit pays & duché de Bretaigne y auoit plusieurs & diuers stiles & observances en l'exercice des iurisdictions, & le contenu audit article n'auoir esté gardé par le passé vniuersellemét audit pays, ains les iurisdictions auoir esté en plusieurs endroits & territoires dudit pays exercees au matin, & les dessaux impetrez, mesmes parauant l'heure de midy, censez & reputez bons & valables. Ouye laquelle remonstrance par l'aduis & deliberatió desdits estats & à leur requeste sur par nous ordonné que les stiles & vsances des iurisdictions dudit pays seroyent en ce regard tenus & observez, comme ils auoiét esté par le passé, & ledit article du tout rayé & tol-

Au regard d'autre article contenant, [Si deffailles estoient donnees contre celuy qui seroit à maire & suzerain siege, pource qu'y sust par adiournement, & les choses dont les desfaux sussent donnez, sussent de la iurisdiction d'iceluy siege suzerain, elles ne deuroient pas tenir, pource que la partie s'en doleist.] Apres auoir esté leu, il sut par l'aduis & deliberation desdits, estats ravé.

Et quant aux articles contenans, [Coustume est quand monstre est faite, si le desendeur desfaut, & l'adiournement soit suffisammet trouvé, la chose doit cheoir en main de cour, iusques à pleige de droit:ou cas qu'il n'auroit dit & baillé raisons efficaces, ou peremptoires, ou exceptions, ou fait chef respons, parquoy l'acteur ne deust rien auoir en la chose. Et quand il deffaut & la chose est prinse en main de cour iusques à pleige de droit, la saisse luy doit estre faite à scauoir, & sera adiourné aux prochains termes, & s'il vient, sournira à laditte dessaille vers cour & vers partie, & le deffaillant aura saisine o pleige, s'il le requiert, & s'il deffaut, il doit estre iugé que la chose qui fut autre sois prinse en main de cour doit tenir, & sera adiourné le desfaillant à instance de sa partie aduerse : A sçauoir, s'il a que debattre que la partie n'ait la chose declaree par monstre, & doit estre gardé par main de cour & de instice, insques à tant qu'il sera veu qui aura raison en la chose, ou que l'vn d'eux en soit departy par exploicts, ou par accord, ou par autre voye. Quand le pleigement est iugé en vertu par deux contumaces données & recordees de l'adiournement, l'on doit prendre & rendre o pleige, si la partie le requiert par la coustume: Par la seconde prendre & tenir tant que l'on ait sourny à partie des despens de deux deffailles, & des amendes à iustice, & des autres deffailles la gaigne est selon l'action. Apres la lecture desdits articles nous sut par lesdits estats remonstré que le contenu esdits articles n'auoit esté practiqué, n'obserué pour le passé, à raison dequoy furent lesdits articles par

l'aduis & deliberation desdits estats rayez & tollus.

Pareillement apres lecture faite des articles prochains ensuyuans contenans, Quiconque deffaut en cause d'heritage, est vaincu par sept deffailles. Et celuy qui deffaut en actio de meuble, est vaincu par trois deffailles, & couient que les parties qui sont deffaillates soyent adjournees en chacune action vne autre fois o intimation, & celuy air pouuoir à luy donné de cour qui fera l'adiournement de le faire & qu'il soit tiers de tesmoins, où il n'y ait suspeçon, & est à sçauoir en cause d'heritage que les trois premieres desfailles sont données, & que partie requist que la chose fust prinse en main de cour, que si elle dessaut, elle y dost estre prinse, & doit estre adiourné, à sçauoir si elle a que debattre que partie n'ait la chose qui est en main de cour, & doit la chose estre en main de cour tant que les sept desfailles soiét faites & accoplies. Et 2pres qu'ils sont deffaillant plus d'vne fois és adiournemés, leur doit estre la demande esclardie, & si les parties qui sont deffaillantes ne peuuent les deffailles, ou aucunes d'icelles, ou les intimations desinembrez, elles seront iugees à vaincues, & fera l'on l'execution de la chose debattue à celuy qui aura fait la gaigne, en-tant que gaigne se peut : & doit estendre & des despens qu'il desregnera qui doiuét estre esclardis par vn autre simple desfaut, & par vn autre simple adiournement. Et si aucun auoit deffailly plusieurs fois en action de meuble, ou pareillement en action d'heritage, & il cust fait les despens par deuant l'intimation, elle ne leur seroit pas comptee: mais au cas qui seroient iugez à vaincus, ils deuroient faire les despens de tout le demené. Et au cas qu'il ne pourroit trouuer à plain les desfailles, parquoy vainque doit estre iugee, il feroit despens en-tant comme il auroit dessailly, & retourneroiet à leur querelle, & si l'acteur ou acteurs anoyent donné à entendre que la partie aduerse eust deffailly parquoy le defendeur deust estre & fust vaincu, & ils ne peussent soustenir leur aduou, ils ne deuroiet iouir d'icelle gaigne, ains seroient tenus à faire les despens à la partie aduerse, sauf droit d'autre gaigne. Partie qui deffaut en adiournement pendant par dilation apres le iugement fait, n'a iamais lieu de debattre le iugement, ainçois deuroit estre executé le iugement. Qui dessaut à amener son garant au terme où il est adiourné à l'auoir, est vaincu du garant. Si aucun iugement est fait contre aucune partie qui passe par dilation, sans appeller ou cotredire, & apres elle deffaut sur iceluy adiournement, elle n'a iamais lieu de debattre le iugement, ainçois deuroit estre executé, pource que des ordonnances royaux sur le stille de la plaidoyrie, receuës en la cour de parlement audit an, mil cinq cens trenteneuf, estoit & est pour ueu & ordonné ordre sur le contenu ausdits articles. Furent tous lesdits articles par l'aduis & consentement desdits estats tollus & ostez.

Et au regard des articles estans au tiltre & rubriche des obligations & dettes privilegees, contenant, [Contract peut estre fait par donnaison, par promesse, par recognoissance, par feage, par vente, par louage, par transaction, par composition, par permutation, par engaige, mariage, obligation peut estre faite en plusieurs manieres, comme qui receuroit l'autruy, ou de pecune, ou de service, ou d'autres choses en esperance & sur entente de faire retour ou recompense à celuy de qui il reçoit, ou autre pour luy, combien qu'il ne soit autrement obligé, ny obligation prouuce, & aussi est l'on obligé de pure volonté comme qui promet à donner ou à faire certain service ou autres choses. Et aussi est l'on obligé quand homme s'oblige pour autre, pource que la personne se doiue & puisse obliger, & peut l'on estre obligé pour iniures ou pour extortions faites ou dittes, & l'on est tenu à la partie à qui elles son faites ou dittes. Assentement peut estre fait par trois voyes:La premiere par parolles:La seconde pour vser de fait contre partie:La tierce par chose que l'on voyoit ou que l'on oyoit,& la laisse l'on passer & vser sans la debattre, ou par fait, ou par parolles, puis qu'vne personne a promis aucunes rentes à aucunes personnes, il ne doit rien leuer des choses ésquelles il doit faire l'assiette, car s'il en lene depuis la promesse, il est tenu les rendre, pource que les choses soient accomplies d'iceluy qui les deuroit fournir: Combien que celuy à qui les choses auoient esté prinses n'en ait fait demande, fil n'y a autre diuis. Furent tous lesdits articles par l'aduis & deliberation desdits estats tollus & rayez & remis à disposition de droit.

Et quant aux articles contenans, [Mais quand vn contract ou autre iuge qui fait mention de rentes ou d'aucuns heritages dont le contract ou iugé n'ait esté donné dedans les trois ans de la requeste, & la partie n'a eu saissine dedans le temps, & il n'est contenu audit iugé ne contract que de la chose qu'il demande, il en deust auoir ou venir à saissine audit temps comme aucunes leuces qui sont attribuees à autres à certain temps, l'on ne doit pas proceder à executio sans adiourner celuy sur qui l'on doit faire l'enterinance: à sçauoir, s'il y a que debattre qu'exe-

cution ne doit estre saite, & doit estre l'adiourné intimé. & sil dessaut l'adiournemet recordé, l'on deuroit saire execution donnant pleige de rendre & de restablir, si mestier est, en cas que la partie aduerse ne se pleige que ce ne peut estre, ou qu'elle ne mettra autre opposition. Et si celuy sur lequel l'on doit saire execution estoit desobeissant, le iuge ou celuy à qui il est comis, ou qui le doit saire, doit aller si fort qu'il ne soit forcé, parquoy son iuge soit enteriné. Executio doit estre premieremet saite sur les choses q l'on a adiugees, si elles sont trouuees, & au cas que ce sera en quantité de meuble, ou de terre, ou autre chose immeuble non diuisee, comme cent liures ou dix li. de rête ou autres choses, celuy qui va pour la iustice doit requerir sur celuy qui le iuge doit estre, s'il e trouue, ou celuy qui auroit de luy pouuoir, & la requeste saite, s'il'en est en resus ou absent, & l'executeur ne trouue à qui faire la requeste, il doit saire l'executio prom ptement & sans delay. Et quand il convient qu'execution soit saite par vertu de iuge contre aucun detteur pour quantité de meuble, l'execution doit premieremet estre saite sur les meubles au detteur. Furent pareillement par l'aduis & deliberation desdits estats, les sits articles rayez, pource que les dittes ordonnances royaux receues audit parlemet de Bretaigne, auoiét, & ont pourueu sur le contenu ausdits articles.

Et au regard d'autre article contenant, [Ceux peuuent prendre de leur auctorité ou enuoyer executeur sur ceux qui leur seroient tenus ou obligez pour service, comme sont ceux qui sont service par seur nommé, ou par serme, ou par iournee: car quand la serme ou la iournee est acheuee, ils se peuvent saire payer & prendre de leur auctorité sur ceux à qui ils ont sait la besongne, ou sur celuy qui la leur sist saire, & les exploicter en la chastellenie ou baronnie comme autres gages, pource qu'ils sacent la prinse, le iour, ou le l'endemain de l'accomplissement de l'œuure ou de leur iournee, & qui les empescheroit, les deuroit amender comme d'escousse saire à sergent au seigneur. Et aussi ceux qui ont bois en vente, & ont accoustumé à donner terme iusques à certain temps, peuvent par eux ou par autres prendre ou saire executer pour le deu de la vente de l'annee.] Fur et les dits articles par l'aduis & accord des dits estats modissiez & declarez comme il ensuit.

[Les mercenaires pour leurs services & loyer par marché fait, ou autrement peuvent dedas le iour ou le l'endemain de l'accomplissemet de l'œuure ou de leur iournees de leur auctorité prendre biens pour leursdits loyer & service appellant deux tesmoins quand ils prendront les dits biens, lesquels ils pourront exploicer en la chastellenie ou baronie où leursdits biens sont prins en la forme que dessus. Et qui empescheroit les dits mercenaires en la ditte prinse de bies, celuy qui l'auroit empesché, deuroit l'amender comme d'escousse faite à sergent.]

[Gens qui ont bois en vente pourront faire executer dedans l'an de la vente ceux qui auroient prins lesdis bois par sergens ou forestiers à ce commis, s'il n'y a autre obligation par lettres, auquel cas apres l'an pourront saire proceder par execution comme pour autres dettes.

Et apres lecture de deux articles, contenant l'vn, [Les gens d'eglise peuvent proceder par semonces, par inhibitions & par monitions: mais ne peuvent proceder par sentence d'excommunie contre aucun detteur seculier pour le contraindre à payer sa dette, s'il a biens meubles

ou immeubles sur lesquels le detteur peut faire proceder à execution.]

Et l'autre, [Item la iustice d'eglise n'a que veoir sur les seculiers, specialement és choses dot execution doit estre faite par corps, par meuble ou immeuble.] Nous fut par la partie des gens de l'estat de l'eglise remonstré par ledit maistre Guy droillart & Morice boutin, official de Nantes, que les dits articles estoient contre le vray entendement de l'ancienne coustume. Et aussi auoiét lesdits gens d'eglise preserit, & auoit esté vsé par le passé au contraire desdits deux articles, requerans à ce moyen reiection desdits deux articles, & qu'il fust permis ausdits gens d'eglise de proceder par excommunications, & recognoistre des matieres personnelles entre les seculiers par preuention comme ils auoient fait par le passé. Ce que le procureur general du Roy contraria & empelcha, nous requerant que voulissions passer outre, & laisser lesdits articles selon qu'ils estoient escrits, sans en auoir esgard au dire & remonstrance desdits gens d'eglise. Surquoy apres auoir ouy les gens des autres estats quels nous requeroiét lesdits articles estre escrits, rapportez & observez comme raisonnables, disans le contenu d'iceux auoir esté gardé & obserué par le passé. Ordonnasmes ausdits gens d'eglise de mettre & bailler par deuers nostredit greffier leurs causes & raisons pour le soustenement de leur dire & remonstrance, pour icelles communiquees audit procureur general du Roy, mettre ses defenses & raisons au contraire: & le rout par nous veu estre ordonné comme de raison au iour de la conclusion, arrest, & publication desdittes coustumes.

Gggg

Et quant à l'article estant audit tiltre & rubriche de l'execution & prisage sur l'heritage, cotenant, [Quand aucun a contract ou autre iugé pour auoir assiette en heritage, la partie sur qui l'on doit saire l'execution, sera appellee pour faire & veoir laditte assiette, & s'il dessaut en adiournement o deux tesmoins, l'on fera l'execution du gré ou contract donnant pleige de rendre & de restablir, si mestier est.]

Autre, Quand l'on ne trouve aucuns biens meubles mouuables, l'on doit bannir sur les immeubles. Et les bannies saites l'on les doit prisager par bonnes gens dignes de soy, qui soit pour ce iurez: & doit le detteur estre appellé à monstrer ses biens & ses pieces, & à dire sur les prisageurs, s'il sçait qu'il y ait à dire. Et doit l'on faire somme de la dette & de la mise des bannies & du prisage du salaire au sergent & des ventes,] Ont esté iceux articles abbreuiez, inter-

pretez & declarez du consentement desdit estats, comme il ensuit.

[Quand aucun a contract, condemnation ou autre jugé pour auoir affiette en heritage, la partie sur laquelle l'on doit faire l'execution sera appellee pour dire sur les appreciateurs & appreciation tout ce que bon luy semblera, & veoir faire laditte assiette qui sera faite à son option si elle compare, s'il n'y a autre conuention au contract. Et sula partie appellee dessaut à l'assignation, sera l'assiette faite à la discretion du commissaire en ensuyuant le contract ou jugé. Et doit le commissaire saire somme de la dette & de la mise des bannies & de l'appreciation du salaire du sergent & des ventes.]

Et d'autre article contenant, [Les autres choses qui seroient annexees en l'heritage qui ne pourront estre desplacees à prossit, deuroient demourer & estre prisagees auec la terre, comme ils se poursuyuent, gastees & vestues à douze ans quitte, rentes & seruices, & tous autres trehuages rabattus, & seroient au creancier pour sa dette. Ont esté par l'aduis & deliberation

desdits estats adioustez ces mots, sau cas qu'il ne se trouueroit autre acheteur.]

Quant aux articles contenans, [Et si heritages du detteur sur lesquels l'on veut saire execution estoient engagez iusques à certain temps, l'on doit regarder combien de temps il y auroit à escheoir dudit engage. Et seroit rabattu la moitié du pris qu'ils seroient prisages valoir durant le temps de l'engage, pource que l'on vse quand l'on baille terres en gaige que l'on les baille à my acquict & valeur. Et conuiendroit que le creancier à qui l'on bailleroit les heritages attédroit que le temps de l'engage qui resteroit sust escheu, & si le detteur tient heritages par engage, l'execution en sera saite pour le creancier. Auquel creancier l'engage sera baillé à en iouir comme le detteur eust peu saire. Et en sera rabattu la valeur & pris des annees dudit engage qui est à escheoir de ce que veritablement ledit engage pourroit valoir, & ne seroit tenu le creancier, si n'est de sa volonté à plus les prendre, pource que le sien luy est deu en present, & il est mestier à chacun que le sien luy vaille & luy porte prossit. Ont esté les les articles à la requeste & par l'aduis desdits estats tollus & rayez comme obscurs & supersus.

Apres lecture faite de l'article estant audit cayer au tiltre des donnaisons entre viss & par testament, contenant, [Toute personne qui est pourueuë de sens peut donner le tiers de son heritage à autres personnes qu'à ses hoirs, au cas qu'ils ne feroiet ce par fraude & inimitié contre leurs hoirs.] Furent par l'aduis & deliberation desdits estats rayez & ostez dudit article les-

dits mots, [& inimitié.]

Et à l'article contenant, [Et s'entrepourront faire, constant le mariage, donnaison mutue & commune de meuble au plus viuant d'eux deux quelle passera aux heritiers du suruiuant, & s'entrepeuuent donner par donnaison mutuelle leurs conquests faits durant leur mariage tout vallissent-ils plus que la tierce partie de leurs heritages. Et ne tiendra celle donnaison de conquests que le cours de lavie du suruiuant, & la proprieté retournera pour vne moitié és hoirs du premier mort.] Ont esté par l'aduis & deliberation de tous les gés desdits estats pour plusieurs remonstrances par eux faites adioustez ces mots. [Et aura le donnataire les dits biens à la charge qu'il sera tenu nourrir & substanter les enfans du donnateur, si les dits enfans n'ont autres biens, vacation, ou moyen d'eux nourrir selon leur estat.]

Et autres articles suyuans, contenans, [Et aussi le premier mourant peut donner en son testament au suruiuant les fruits & leuces des conquests saits durant leur mariage, pourueu qu'il y ait heritages qui vaillent plus que les conquests, & retournera la moitié desdits conquests és hoirs du premier mort apres la mort du dernier decedé. Et aussi le premier mourant en saisant son testament, peut donner au suruiuant les fruits de la tierce partie de son heritage à en iouir à sa vie, ou cas qu'ils ne s'entrefussent fait autre donnaison : ou bien le testateur peut donner à l'autre suruiuant les fruits des conquests d'entreux. Et celuy à qui la donnaison

auroit esté faite par testament des fruits des conquests & de la tierce partie des fruits de l'heritage, auroit choix duqués la imeroit mieux iouyr, car il ne iouyroit que de l'vne ou de l'autre.] Ont esté par l'aduis & à la requeste desdits estats du tout tollus & rayez, & au lieu d'iceux a esté arresté, accordé & escrit l'article qui ensuit.

[Homme & femme conioincts par mariage ne pourrôt donner I'vn à l'autre aucune chose

par testament ou autre disposition de derniere volonté.]

L'article contenant, [Le pere qui est gentil-homme & denoble sang, peut marier ses filles, & les apparager & donner à l'vne. Et ce qu'il luy donnera, son principal hoir ne le peut debattre, si le pere ne le greuost outre sa testee, & s'il donnoit moins à ses filles que leur droit ne deuroient elles plus en auoir, pour ueu qu'elles sussent suffisamment apparagees.] A esté par l'aduis & deliberation desdits estats declaré & interpreté comme il ensuit.

[Pere noble & de noble extraction en mariant l'vne de ses filles, luy peut donner, & ce qu'il luy doncra, son principal hoir ne le pourra debattre, si le pere ne le greuoit outre sa testee, come si tout le sie estoit partable. Et si en mariant ses filles il leur donnoit moins de leur droit, el-

·les n'en deuroient plus auoir, pourueu qu'elles fussent suffisamment apparagees.]

Les articles contenans, [Action d'aumosne ou d'autre donnée saite entre viss, est que l'on ait les choses qui ont esté aumosnees ou autrement données enuers autres qui les tiendront, ou par qui ils seront occupées : mais enuers celuy qui les deuroit auoir données ou aumosnees en presence des parties ou acceptees, ou par gré, ou cour, ou deuant notaires, n'en siet point respons en l'action qui seroit intentée enuers celuy que l'on diroit qui auroit sait l'aumosne ou la donnée. Et s'il aumosnoit ou donnoit les choses qui ne seroient siennes, ou qui ne seroit en vente, pource que l'on ne les peut auoir pour le sien à pris commun & raisonnable, l'aumosne ou la donnée ne tiendroient & deuroient estre nulles, si le donneur ne s'est obligé à recompenser & bailler la valuë au donnataire.] Ont esté par l'aduis & consentement desdits estats rayez & remis à disposition de droit.

Quant au premier article estant audit cayer au tiltre des appropriances, contenant, [L'on peut estre approprié par quatre tiltres deuestu & dessais par tenue d'an & iouric'est à sçauoir, par achat dont il convient que bannie en soit saite par la cour, à qui la iurisdiction appartient, par trois Dimanches, d'octaves en octaves, si plus n'y a, selon qu'il est accoustumé au terrouer, ou par permutation, ou par donnaison, ou par feage. Et appartient aussi que bannie ou certification en sust faite par cour. Après lecture dudit article, il a esté par l'aduis & accord dessits

estats declaré, arresté & escrit comme il ensuita

[Quand l'on s'approprie d'heritages par achat de celuy qui est possesseur & saisi, ou par achat de iustice quand la chose est baillee au creancier en payement, il conuient que bannie en soit saite par la cour à qui la iurissicion appartient, ou par cour superieure par trois Dimanches, de huictaine en huictaine, sans intervalle, incontinent apres l'issue de la grande messe parrochialle, en la congregation du peuple, à haute & intelligible voix, aux lieux accoustumez.]

Et après lecture dudit article lesdits gens des estats, nous requirent qu'en tous contracts sust pour l'aduenir telle sorme gardee quant aux appropriances d'heritage que par les cotracts de vendition. Sur laquelle requeste sut par nous adiousté & escrit & par eux accordé l'article

qui enluit.

100

[Et en tous contracts d'heritage l'on se pourra approprier selon la forme dessuditte. Et en toutes appropriances y aura lieu d'opposition iusques à l'information & certification des bannies qui ne se pourra faire plustost que huictaine après la derniere bannie en iugement aux prochains plaicts subsequens les bannies en l'endroit de l'obeissance du sief, si obeissance y a , appres laquelle certification ne sera aucun receu opposant, ains sera l'acquereur approprié.]

Et par ce moyen sut autre article suyuant contenant, [Il est de coustume que nul ne peut ne ne doit estre approprié d'heritage d'autruy par vente ne par achat, si ce n'est par vertu de bannie ou de longue tenue: mais combien qu'aucuns facent faire bannies, il ne sut oncques au temps passé estably n'accoustumé par les princes de Bretaigne qu'en pur eschage; n'en seage, n'en donnaison, n'en gaige, n'en louage que bannie en deust estre saite, ains est la coustume que puis que les choses estoient ainsi saites qu'il conuenoit tenir par an & par iour: & par-tant l'on est desendu des eschanges, des seages & des donnaisons, pource qu'il n'y eust ou marché fraudé.] Rayé & tollu comme resormé cy dessus.

Autres articles contenans, Tiltre de bannie des choses dessusdittes & autres contracts, &

Gggg 11.

speciallement de ventes & d'achet est de telle nature & condition, qu'apres les trois bans faits o suffisant intervalle, & les huist iours accomplis apres le dernier ban, celuy qui tien-droit durant les bannies la saisse du saisse sent desendu de ceux qui sont au Duché: & contre ceux qui sont dehors le Duché, il conviendroit tenir par an & par iour hors d'empeschement. Et aussi seroit desendu de tous, saus comme sera dit cy apres, pourtant qu'il n'y eust au marché fraude ou en la bannie, & est reservé le temps de trouver la fraude, iusques à trente ans.] Furent par l'aduis & desiberation desdits estats declarez & interpretez comme il ensuit.

[Celuy qui est approprié d'heritages par bannies en la forme susditte, est desendu contre tous ceux du Duché, & contre ceux qui sont hors le Duché, il couiendroit que l'acquereur les eust tenus par an & iour apres l'information & certification faite desdittes bannies sans empeschement, s'il n'y auoit dol ou fraude au cotract, ou bannies. Auquel cas competeroit action nonobstant lesdittes bannies & certification d'icelles iusques à dix ans apres laditte certifica-

tion.]

Et apres lecture de l'article contenant, [Droicture & seigneurie est acquise par seule saisine, à ceux qui ont eu saisme patiemment, tant eux, que ceux dont ils ont cause par soixante ans, dont il suffist de certain prouuer la saisine quarante cinq ans, & quinze ans de cuidance & creance en outre les quarante cinq ans, pource que c'est auiourd'huy le memoire d'homme & de semme.] Fut ledit article par aduis & deliberation desdits estats resormé & accordé comme il ensuit.

Droicture & seigneurse est acquise à celuy qui a pacifiquement iouy sans tiltre paril, ses

predecesseurs ou autres dont il a cause par l'espace & laps de quarante ans.]

Quant à autre article contenant, [Si aucun à tenu heritage vingt cinq ans, & autre en fait demande, & le defendeur aduouë tiltre, & laditte saisine est prouuee ou cogneuë, & l'acteur nie le tiltre, & le desenseur veut iurer que les mots de son tiltre qu'il a alleguez sont vrais, il est quitte faisant le serment, s'il est receu à le faire mais l'acteur le pourroit empescher de iurer disant qu'il ne iureroit vray, & en pourroit iecter son gaige: Et alors la bataille seroit iugee, si ce n'estoit entre freres & sœurs, car longue tenue ne nuist entr'eux.] Pource que les dits gens des estats nous remonstrerent le contenu audit article n'estre en vsage ne practiqué audit pays, & aussi n'estre d'accord d'en vser à l'aduenir, sut ledit article à leur requeste rayé & tollu.

Les articles estans audit cayer au tiltre des promesses, contenant, [Action de prochaineté touche deux choses, car elle peut estre en faueur de celuy qui la demande, ou en son presudice en le poursuiuant. En faueur comme celuy qui requiert auoir les biens de son presme fournissant ce que deuroit estre en son presudice: c'est comme celuy qui est parforcé d'estre gardé de son prochain & de ses biens.] Furent par l'aduis & du consentement desdits estats tollus &

rayez comme superflus.

Et l'article contenant, [Il est entendu que le vendeur n'est tenu garatir de nulle presme, car premesse est octroyee à tous ceux qui sont du lignage dedans le neusieme degré du ramage de l'heritage, & au prochain du ramage siet la premesse pour le pris qui est conuenu entre le vendeur & l'acheteur qu'il en doit auoir sans fraude & barat.] Fut par l'aduis & deliberation des dits estats corrigé, & au lieu d'iceluy par lesdits estats accordé & essert l'article qui ensuit.

[Tout presme & lignager peut retirer le chose subiecte à premesse, en payant par luy le vray pris conuenu entre le vendeur & l'acheteur, & loyaux fraiz, cousts & mises sans fraude. Et si le presme à fait saire vn adiournement à ban de quinzaine à la parroisse où les heritages sur lesquels il demade la premesse sont situez, & luy ait esté à laditte quinzaine ou apres la premesse indiciairement adiugee, autre plus prochain lignager n'aura les dittes choses par premesse.] Et apres la reformation & correction dudit article, sust encores par les dits estats accordé & à leur requeste adiousté l'article qui ensuit.

[Recognoissance de premesse ne sera censee & reputee valable, si elle n'est faite en iugemet

aux plaicts ou hors plaicts, au lieu où l'on a accoustumé à tenir la iurisdiction.]

Et l'article prochain subsequent contenant, [Et ont leur lieu ceux qui sont dedans le Duché à demander la premesse dedans huictaine apres la derniere bannie: & ceux de dehors le duché, dedans vn an & vn iour.] Fut par l'aduis & deliberation desdits estats corrigé & declaré comme il ensuit.

[Le presme qui n'est demourant au Duché, ou absent dudit Duché, a an & iour apres l'information & certification saite des bannies en iugement pour demander la premesse. Et s'il



retournoit audit Duché dedans l'an, il doit s'appleiger ou intenter son action en demande de premesse dedans vn mois apres son retour, autrement ne sera receu: & est tenu le presme ab-

sent prouuer son absence, si elle est deniec.]

Les articles contenans, Qui veut estre presme à auoir ou à retraite sa premesse, doit aller au seigneur ou à son sergent qui a seigneurie sur les lieux, ou au suz erain : C'est à sçauoir, ceux du Pays dedans huictaine apres la derniere bannie. Et ceux qui estoient dehors, dedans huict iours apres qu'ils seront venus au pays, & dirot: le me pleige que ie suis plus presme à tel achat ou prisage que tel a fait, & le nomera de tel mon parent, ou s'il se pleige par raison de sa semme ou d'autre, il le doit dire & offrir faire son deuoir de payemet & de ce qu'il deuoit faire. Et dira si l'acheteur le veut debattre qu'il luy mette iour aux termes prochains: & si le presme n'est cogneu dedans les huict iours apres la derniere bannie, il aura huict iours apres la recognoissance ou l'adiudication de premesse pour faire le payement, & non plus par coustume. Quand le presme qui est hors le Duché au temps de la bannie que l'on a fait sur celuy duquel il dit estre presme se pleige de premesse, il doit ainsi dire: Vous auez fait bannie sur tel mon paret par vertu du marché ou d'aduenantement, ie n'estois pas en la Duché, ne n'y fus onques puis auant les octaues de mon pleigement: Et vous n'auez pas tant tenu que vous soyez approprié de ceux de dehors qu'ils ne puissent auoir la premesse, & ie suis de lignage à celuy sur qui vous auez fait bannir, & les heritages sont de mon ramage: & s'il parloit pour autre de qui il representeroit la personne, aussi deuroit-il dire que celuy seroit prochain du lignage, & que les heritages seroient en ramage. Et du lignage, cens, seigneurie ou hommage, comme dit est, doit le pleigeur informer, si le bannisseur s'en fait non sçauant, & iurer qu'il n'en soit pas certain. Et par ceste maniere de parler, le pleigeur est desdiscur de la tenue & de sa presence, & couient que le bannisseur en soit prouueur, au cas qu'il voudroit mettre les choses en dessense.] Ont esté par l'aduis & deliberation desdits estats tous lesdits articles tollus & rayez comme superflus.

Et l'article contenant, [Mais en tout louage ou engaige dont y a plus d'une annee à efcheoir au temps de la demande, & en tout autre doit estre premesse adiugee & octroyee par coustume, car il appartient mieux que les presmes au bailleur ayent le prossit de son heritage, que plus estrange de luy quand il s'en depart par certaine somme d'argent, sans autre esmolument.] Fut par l'aduis & deliberation desdits estats corrigé, arresté & escrit comme il en-

fuit.

ICC

å

Cal

d

Et

ref.

nct

:hé

[Mais en tout louage ou engage où il y a plus de quatre ans à eschoir au téps de la demande

& en tout autre contract censuel, doit estre premesse adiugee & octroyee.]

Et les articles contenans, [Le presme se peut appleiger en toute la vendition ou à ce qu'il en pourra payer. Et si l'acheteur ou l'aduenateur requiert à la iustice au cas que le presme n'en voudroit payer que partie, que ledit presme iurast qu'il n'en peut plus payer sans mal mettre son estat, il le doit iurer ou accomplir le payement, luy, ou celuy qui s'entremet de luy. Et si le presme en retraict partie seulement par sa premesse, si n'auroit-il pas des pieces à son election, au cas qu'il n'y auroit qu'vn marché, lequel marché il pourroit tout auoir s'il s'y appleigeoit: mais lors doiuet aller és lots & departir entr'eux, s'ils ne sont autre accord, & ce que luy escher roit en son lot selon le marché & ce qu'il auroit payé, il l'auroit.] Furent par l'aduis & accord des dessussements des dessus des declarez comme il ensuit.

[Le presme peut demander & auoir premesse en tout le contenu ou contract subiect à premesse ou à ce qu'il en pourra payer, pourueu que les choses où il pretend la premesse se puissent comodément diuiser: & ou cas que le presme n'en voudroit payer que partie, si l'acheteur ou le creancier auquel auroient esté les heritages baillez en payement requeroit à la iustice que ledit presme iurast qu'il n'en peust plus payer sans malmettre son estat, il, ou son procureur speciallement sondé le doit iurer, ou accomplir le payement. Et audit cas n'auroit le presme par sa premesse des pieces à son election, s'il n'y auoit qu'vn marché qu'il peut tout auoir, s'il se appleigeoit: mais lors doiuent entr'eux departir par lotties, s'ils ne sont autre accord, & ce qu'escherroit audit presme en son lot selon le marché luy demeurera.]

Au tiltre des prescriptions estant audit cayer le premier article, contenant, [Action de meu ble est estaincte puis que trente ans sont passez pource que prouue est plus sort à faire de solution ou de quictance, que possession d'heritage.] Fut par l'aduis & à la requeste desdits estats

corrigé & reformé comme il ensuit.

[Chose mobiliaire se prescrit par le laps & espace de dix ans.]

Gggg iij.

Et les articles estas audit mesme tiltre contenas, [Et des heritages dont seroit esmeu plaict ou temps que l'action pouvoit proceder, le temps de proces pendant ne porteroit preiudice à l'acteur, pour ueu qu'il pour suive sa demande selon ses exploicts, car si le plaict tarde sans adiournement qui tensist entre parties, & le temps se passast pour quoy l'action qui premierement competeroit deust estre estaincte, il ne deuroit estre ouy en la ditte action, s'il ne touchoit de exploicts saits en temps deu sur celle action, pour ce qu'il semble que quand l'exploict est meu qui n'est pour sceu qu'il doiue y auoir eu aucun gré ou finaison de plaict ou de querelle, ou que celuy qui l'a esmeu puis qu'il a laissé le temps passé, n'eust raison de l'auoir esmeu. Et doit ce porter nuisance & preiudice à l'acteur plus que prossit au temps aduenir.] Furent par l'aduis & deliberation desdits estats tollus & rayez comme supersus.

Autre article estant audit tiltre contenant, [Tout torsait qui ne seroit pour sceu en l'annee est estaint par la coustume, & améde perdue, si elle n'est coditionnee ou respitee comme il est dit ailleurs.] Fut clarissé & interpreté par l'aduis & accord desdits estats comme il ensuit.

Tout torfait où eschet amende civile au seigneur, est estainct par an & iour, s'il n'est pour-

suiuy, & par ledit laps de temps d'an & iour tollu l'interest ciuil de la partie offensee.]

Et à l'article contenant, [Nonobstant longue tenue, ne saissine que le seigneur ait eu de ses hommes de les saire moudre à son moulin au cas que les subiects diront n'estre dedans la ban-lieuë, la lieuë sera mesuree aux despens des hommes.] Fut par l'aduis & à la requeste desdits estats adjousté l'article qui ensuit.

Et si le seigneur n'est en saissne & possession, & il vouloit contraindre ses subiects, seroit la

lieuë mesurce à ses despens.]

Les articles contenans, [Il appartient au Roy, au Duc, & à chacun en sa terre, corriger les mauuais vsemes, & à tous autres qui les pourroiet corriger, come est celuy dont aucus barons & seigneurs ont voulu vser, que les bestes sussent à celuy qui les auoit trouuees en sa terre,& fussent perdues à celuy à qui elles estoient: & posé que le Roy, le Duc, n'autres ne facent corrigement d'icelles choses ou semblables, & aucuns seigneurs veulent vser de ceux vsemens ou semblables,& dient qu'ils en ayét vsé ou leurs predecesseurs, ou ceux de qui ils ont cause cent ans parauant, & qu'autrefois plusieurs s'en sont dolus, & les choses debatiues en jugement aux cours du Roy, du Duc & autres seigneurs, & en ont trouué l'vsement par tesmoins, par lettres & autrement, & a esté iugé qu'ils en pouvoiet vser. Nonobstat si la partie le requeroit, ils doiuent dire vers qui ils ont vsé, & contre qui iugement en fut fait, car iugemens & vsemens ne peuuet lier ceux qui sont obligez, ou cotre qui les choses sont faites à cause raisonnable & certaine, car coustumes & vsemens qui sont contre bones meurs ne doiuet tenirn'estre essargis, ainçois les doit iustice ofter & restraindre autant qu'elle peut o raison sans faire garder vsemés de force & de fallace, qui sont contre bonne meurs & contre iustice, & leur doit suffire auoir amende affise, ou desdommage pour le bestail. Furent par l'aduis & deliberation desdits estats tollus & rayez comme superflus,& remis à disposition de droit.

Et apres la lecture de tous les articles estans audit tiltre des prescriptions, sut adiousté à la requeste & par l'aduis desdits estats pour plusieurs & certaines remonstrances par eux à nous

faites l'article qui ensuit.

[Toute action d'endommagement de bestes, payement de fouages, tailles, imposts, billots, guets & desfaux d'auoir moulu aux moulins, sont tollus par laps d'an & iour, s'il n'y a eu poursuite.]

Quant aux articles estans au tiltre des contracts non valables, contenans, [Par la coustume l'on ne doit passer contract ne lettres en lieux deshonnestes, ne sur personne qui n'est en son sens & escient stable. Nulle promesse ne nul contract ne sont valables s'ils sont faits par cour ou voistus, receus ou iurez. Nul ne peut obliger sa vie, s'il ne l'a deseruy par sa mauuaistié. Si aucun s'oblige à autre si la cause n'est raisonnable & honneste, l'obligation ne doit ne ne peut tenir, comme qui s'oblige à certaine somme à aucun pour tuer ou battre aucune personne, ou pour faire aucun malsait, ou par cause de fornication, l'action ne vaut rien, & respons n'en siet. Si vne partie se repentoit ou vouloit despecer le marché, s'il ne peut trouuer raison essicace ou cause raisonnable pourquoy le marché d'tér'eux ne peust tenir, il ne le pourroit saire de raison. Et tiendroit le contract ou le marché, se la partie aduerse vouloit. Conditions sont plus sortes que droit ne coustumes, si elles ne sont contre bonnes meurs. Conditions contre bonnes meurs ne doiuent tenir de droit, si debat n'en est entre parties. Par raison nul ne peut vendre n'aliener la saisine d'autruy, en-tant que touche le droit, sans l'assentement de celuy

celuy ou de celle à qui ils sont. Nul ne doit contracter à autre en fraudant le droit d'autruy, pourueu qu'il en soit sçauant, car s'il est trouué ou apperçeu qu'il en sust sçauant, il n'en deuroit pas iouyr ne possider: car quand il veut contracter, il doit contracter à celuy à qui le droit est, ou le appeller au procureur qui ait pouuoir à ce faire pour luy. Chacun se doit enquerir quand il veut contracter ou negocier à autres, & se garder de faire frauduleusement, sollement ou nycement, & que il puisse auoir retour, car de raison nul ne peut obliger le droit d'autruy sans cause certaine ou sans son assentement. Lettres & obligations ne peuuent lier fors ceux qui sont obligez, ou contre qui les choses sont saites à cause raisonnable & certaine.] Furent par l'aduis & deliberation desdits estats tollus, & rayez comme supersus & remis à disposition de droit.

Et les articles estans audit titre contenas, [Et quant à despecer le contract ou le marché, il conuiendroit qu'il dist qu'il fust deceu outre moytié de iuste pris, ou qu'il fust deceu par vin, ou par folle entente, ou que fraude y eust, ou qu'il fust mineur, ou en pouuoir d'autruy, ou qu'il y eust conditions qui ne sussent pas accomplies deuëment de l'autre partie, desquelles conditions conuiendroit que celuy qui viendroit despecer le contract ou le marché, enseignast & monstrast à effet & deuëment, car si c'est marché de meuble ou fouillement, fraude ou decepte re ipsa y peust apparoistre: celuy qui voudroit despecer le marché, ne le deuroit pas accepter, pource que sult personne qui peust contracter & negocier de soy, & si c'est heritage que le preneur eust tenu par tant de temps, qu'il en peust estre defendu & approprié enuers le bailleur de ses presmes & autres, aussi deuroit tenir le cotract sans qu'on le peut despecer, & si le marché est faict sur conditions, comme qui se obligeroit à aucune personne en certaine quatité de meuble ou de terre, oupour faire seruice, oupour rédre certaines choses les conditions deuroient estre accomplies & gardees entre les parties, auant que l'execution fust faitte de l'obligation, si autre deuis au gré n'auroit esté fait entre les parties. Apres auoir esté leus & entendus Furent par l'aduis & consentement desdits estats corrigez & declarez comme il sensuit.

[Vn contractant de chose mobiliaire pour ra pour iuste cause demander la rescission du contract, en intimant & declarant à la partie dedans vintquatre heures, qu'il ne le veut tenir, & sil demandoit la rescission par deception d'outre moytié de iuste pris, deuroit demander ou la rescission, ou que le iuste pris luy sust suppleé, & n'est tollue la redibitoire qu'elle ne se puisse intenter dedans le temps de droit qui est de six mois. Toutes rescissions de contracts, distrats ou d'autres actes quels conques sur heritages sondees sur dol, fraude, circonuention, crainte, violèce, ou deception, d'outre moytié de iuste pris, se prescriront par le laps de dix ans continuels, à compter du iour que les dits contracts, distracts, ou autres actes auront esté faits, & que la cause de crainte, violence, ou autre cause legitime empeschant de droit au fait, la poursuyte desdittes rescissons cesses.]

Et en l'endroit de l'article estant audit cayer, au tiltre des clercs delinquans contenat, Nul croisé s'il n'est clerc n'a point de privilege en cas de crime s'il a deservy à prédre mort qu'il ne foit executé par cour seculiere. Apres lecture d'iceluy frere Yues buffeteau, commandeur de saint Iean & saincte Katherine de Nantes de l'ordre de saint Iean de Hierusalem en son nom & procureur pour les grand prieur, cheualiers & religieux d'Aquitaine dudit ordre, nous remonstra le contenu dudit article estre contre raison & equité, & contre les libertez & priuileges dudit ordre de religion & profession:par ce que les gens dudit ordre, quels iournellement & ordinairement soy exposoient & exposent pour la tuition & desense de la foy chrestienne pourroient & deuroient raisonnablement iouyr & vser de pareil priuilege, que les cleres & au tres religieux, & aussi en auoit esté ainsi vsé & obserué par le passé par tout le royaume de Fran ce, & le contenu audit article non practiqué ne obserué: requerant ledit Buffeteau ledit article estre rayé, & au contraire declaration estre saite que les gens de laditte religion, iouyent & vsent dudit privilege clerical, ce que ledit procureur general & les gens de la noblesse & tiers estat contrarierent & empescherent, disans laditte coustume auoir esté de tous temps enten due & observee selon le contenu dudit article. Surquoy ordonnasmes audit Buffeteau de mettre deuers ledit Faisant nostre greffier lacte de procurarion desdits prieur cheualiers & religieux d'Aquitaine, & tout ce que bo luy sembleroit pour sur ce estre par nous ordoné au iour de la conclusion & publication desdittes coustumes.

Et au lieu de l'article cy apres, [Larron, meurtrier, ou autre mauuaise personne quelconque il sust, peut venir à garant à saincte eglise, & tant comme il seroit en la terre benoiste, il seroit Ggggiiij.

asseur du faict vers la iustice seculiere, s'il n'auoit messait à saincte eglise, auquel cas ne deuroit pas estre sauué.] Fut par deliberation & aduis desdits estats mis & escript l'article qui s'ensuit.

[En tous cas de delict y aura immunité, fors aux cas exceptez de droit.]

L'article estant au tiltre des accusations & donunciations, contenant, [Nul ne doit accuser autre sil n'y a raison, car ils doiuent auoir prison l'vn comme l'autre, & estre punis par vne mesme peine: & ne doit aucun accuser autre par raison d'autruy fait, s'il n'est du lignage comme cousingermain ou dedas, qui peut accuser de meurtre, ou d'autre trahison faite à son cousin germain ou dedans s'il n'est infame, & nul infame ne peut autre accuser si partie excepte. Ne aussi aucun qui seroit prins par cour, ne pareillement celuy qui auroit accusé autre de cas d'infamie pendant celle accusation.] Fut par laduis & deliberation desdits estats, tollu rayé, & remis à disposition de droit.

Et apres lecture de l'article, contenant, [Et si aucun accusoit autre par raison d'autruy sait, & que il sust iugé que respons ne suy sierroit pource qu'il ne sust de lignage, & dedans le cousin germain comme dit est, il doit estre vaincu de son accusement, & puny ainsi que deuroit estre l'accusé s'il estoit prouué du sait contre suy.] Pource que les gens desdits estats nous dirent & re monstreret ledit article n'auoir esté pour le passé obserué ne en vsage, sut ledit article de leurs

consentemens rayé.

Pareillement fut auec laduis & deliberation desdits estats rayé& tollu comme supersu l'ar

ticle qui l'ensuit.

[Les accusateurs & accusez qui sont arrestez de cas de crime, come de meurtre, ou d'autre tra hison, ou de roberie, ne doiuent point auoir la recreance si le messait n'est fait à celuy qui soy plaindra, lequel s'il s'en vouloit aller à pleige, iustice le peut bien en aoyer pour le fait qui toucheroit celuy accusateur, pource que par les ordonnances royaux y estoit & est pour-

ucu.]

Et apres lecture de l'article, contenant, [Quand aucun denocieur fait plainte, on doit pren dre assignement dudit denoncieur du desdommagement s'il est vaincu auant que lon sace arrest pour celuy cas, & quand denonciation est faite au cas que lon ne trouueroit chose dont lon peust faire doleance, doit iceluy qui est prins par denonciation s'en aller donnant caution de sournir à droit, & le denoncieur ne peut periller pour cas denoncy, fors desdommager & saire adressement par pecune]. Nous sut par plusieurs desdicts estats remonstré le contenu dudit article n'estre raisonnable, & estre occasion que plusieurs delicts demeurent impunis, pource que plusieurs pauures parties offenses ne pourroient sournir de cautions, mesmes que par les ordonnaces du Roy estoit & est assez pourueu & donné ordre sur le contenu dudit article. Surquoy à la requeste & par laduis desdits estats sut ledit article tollu & rayé.

Et au lieu de larticle, contenant. [Celuy que lon veut accuser de cas de crime pour lequel il deust sousser mort, peut resuser la garatie, C'est à dire excepter de ne respondre d'iceluy sait, ne attendre que l'on procede à enqueste contre luy du cas dont il seroit accusé, auoit esté demeurant au pays depuis les cinq ans viuant bien de bon rest, hantant les marchez & les eglises sans auoir esté arresté de son corps pour cas de crimes, & si ainsi le prouuoit iurant de sa main & de sa bouche que il sus faus du sait, il s'é deuroit aller quitte & deliure du dit cas.] Fut par la duis

& consentement desdits estats escript l'article qui ensuit.

[Action de crime est estaincte par cinq ans prouuant par l'accusé son bon nom. Si l'accusa-

teur ne vouloit prouuer le fait de certain.]

Les articles estans audit cayer aux tiltres de les largissement ou retention des prisonniers & de forban, furent par laduis & consentement desdits estats tollus & rayez: par ce que les ordonnances du Roy y ont pourueu, mais sut par ledit cousentement & aduis escript l'article qui ensuit.

[Si la partie interesse appelloit de lessargissement du prisonnier, nonobstant l'appel le prisonnier sera essargy en baillant caution suffisante du iuge & de soy representer par deuant le iu ge d'appel à l'assignation qui luy sera baillee, & ou le procureur auroit conclud à sin ciuile seu-lement, & neantmoins contrediroit par appel ou autrement les largissement du prisonniet, seroit neantmois ledit prisonnier essargy en baillant par luy caution comme dit est.]

L'article contenant, [Celuy qui nie payement luy auoir esté sait d'aucune debte, & il est prouué contre luy, il est insame & larron, escript audit cayer au tiltre des iureurs & insame.] Fut

par l'accord & aduis desdits estats rayé comme superfluspar ce qu'il y est pourueu & donné or-

dre par lesdittes ordonnances royaux.

Et les articles, [Mineur souz l'aage de quatorze ans ne chet en crime, ne en infamie. Qui emble plus de treize deniers, il chet en crime à celle fin qu'il est infame. Et peut iustice faire la volonté de ses meubles.] Furent par l'aduis & accord des dessus dissolutes em lus disposition de droit commun.

Quant à larticle contenant, [Siaucun qui autoit donné seurté, est prouué auoir depuis frappé en manuaise maniere celuy à qui seurté soroit donnée, il seroit dit traistre & infame.]il fut par les consentemens des dessudites interpreté & corrigé comme il ensuit.

Celuy qui auroit brisé la seurté par luy donnée en iugement, sera puny par amende hono-

rable ou pecuniaire ou autre à l'arbitrage du juge selon la qualité du delict.]

Quant à l'article, [Quand vile personne iniurie le noble, iustice le doit tenir en prison pour appailer le cueur du noble.] Fut par les aduis & consentement des dessussités corrigé & interpreté comme il ensuit.

[Quand gens de bas estat ou viles personnes iniurient le noble, ils doiuent estre punis par

prison ou autrement à l'arbitrage du juge.]

Les articles estans audit cayer ou tiltre des tortures & consessions en crimes, contenans, [Si contre celuy qui est accusé de crime dont il deust soussifict mort, n'y a plaine prouue du sait, & lon trouue commune renommee contre luy ou presumptions apertes, on doit proceder par ions & geheigne vers celuy accusé, & peut l'on luy donner iusques à trois sois. Et s'il se peut passer sans faire consession en la geheigne, il deuroit estre sauf du sait & seroit iugé aquitté & deliuré & sans qu'il soit desdommagé, & qui autrement procederoit à bailler geheigne le deuroit amender à suzeraine iustice & desdommager partie. Et si le seigneur à qui seroit la iurisdiction aduouoit les officiers qui ce auroient sait, il perdroit sa iurisdiction. Pour trouvailles d'or ou d'argent qui n'ont aduouerie & poursuitte de celuy qui les auroit perdues, ne doit estre procedé par presumptions à donner geheigne à celuy qui les auroit trouuces d'aduenture & sans l'auoir fait de pensoe & de courage, lors que seulement la iustice en sait poursuitte. Apres auoir esté leuz surent par l'aduis & consentement desdits estats tollus & rayez & remis à disposition de droit commun & desdittes ordonnances royaux, saites sur le fait des crimes.

Et à larticle contenant, [Confession faite en iugemet sait entiere prouue fors en cas de crime, auquel cas ne doit nuire confession à celuy qui confesse, s'il n'est accusé par autre que par

luy.]Furent adioustez ces mots,[&que autrement il apparoisse du delict.]

Et au lieu des articles contenans, [La plus petite amende de torsait simple à homme de village, est de sept sols six deniers, à bourgeois douze sols, à gentil-homme quinze sols: pour escousse faire à seigneur ou à ses officiers, despiecé brandon, prendre sur son arrest, attépter con tre le pleigement, desmentir son lieutenant, ou mettre main au sergent, pour chacune sois l'amende est de soixante sols autant le villain comme le noble.] Fut par l'aduis & consentemét des dessus des dessus de son de sur la latticle qui sensuit.

[Toutes amendes sont arbitraires selon la qualité & estat des personnes & du messait.]

L'article contenant, Si aucun auroit feru autre en mauuaise maniere, & celuy qui sust feru peust viure quarante iours, il seroit absouz du crime, sauf à amender par pecune à cour & à partie qui aura interests. Fut par les aduis & consentemens des dessussitions interpreté & clarifsé comme il ensuit.

[Si aucun auroit esté outragé, & apres l'outrage & blesseure il vit plus de quarante iours, & apres quarate iours il decede, celuy qui l'a outragé & blesse ne sera puny de peine de mort, mais

autrementà l'arbitrage du iuge.]

Et apres lecture des deux articles, contenans, [Qui force femme non purain, sera puny com me des autres crimes, s'il n'est si grand seigneur qu'il la puisse bien auancer, la prenant en mariage ou luy donnant tant, que son mariage soit auancé, & si elle est mariee soit purain ou non, il n'y a point de remede qu'il ne soit puny.] Furent par laduis & deliberation desdits estats, les dits articles corrigez & declarez comme il en suit.

[Rapteurs de femmes non publiques seront punis de mort. Et si la semme publique estoit mariee & demeurante auecques son mary, le rapteur seroit puny de semblable peine.]

Et apres lecture de l'article, contenant, [Nul ne doit estre pendus il n'a emblé plus de cinq sols ou la vallue, ou s'il n'est prins soustenant & aidant à faire plus grand messait, & s'il em-

ble plus de cinq sols ou la vallue, il doit estre pendu s'il n'y a remede de iustice.] Fut ledit article

modifié & esclarcy comme il ensuit.

[Furt qualifié insques à la valeur de cinq sols tournois, sera puny à mort. Et pour sutt non qualifié ne sera imposée peine de mort, sil ne monte & excede la somme de vingt sols tournois, auquel cas s'ensuyura peine de mort, sauf en tout l'arbitrage du iuge selon la qualité & circonstance du delict.]

Et l'arricle contenant, [Qui osteroit ou abateroit les bournes de sait appense, & il sust prou rué, il deuroit l'améder de soixante sols outre les dommages, & l'amende à la partie, & qui mettroit sausses en lieu des osters, il seroit pendable & estimé pire que larron.] Fut interpre

té & clarifié comme il s'ensuit.

[Celuy qui oste ou arrache bornes de faict appense, doit l'amender à l'arbitrage du iuge, outre les dominages & l'amende à la partie, & qui mettroit sausses bornes, doit estre puny come

larron:

311 113

Et à larticle contenant, Qui mettroit appensement de nuict les bestes és gaigneries ensemences en bleds, especiallement au temps que les dits bleds sont prints en grain ou en prez, en celle saison deuroit estre puny comme larron, & doit le seigneur auoir les bestes, & sur la vallue d'icelles des dommager partie. Furent par laduis & accord des dits estats adioustez ces mots, ou en vigne depuis qu'elles sont en bourgeon.

Quant à l'article, [Nul n'a cognoissance de seu si n'est le prince ou les barons.] Fut ledit ar-

ticle clarissé & interpreté comme il ensuit.

[Nul n'a cognoissance de punitió de seu si n'est le prince ou les barrons en leurs barónies,] & protesteret l'euesque de Nantes par messire Fraçois gabart, & l'euesque de Cornoaille par maistre Guy droillart, qu'ils n'étendent estre comprins ne pour le contenu audit article estre exclus d'auoir en leurs iurisdictions seculieres cognoissance de punition de seu: par ce qu'ils en auoient droit & en estoient en possession, Nous requerans rapporter leur ditte protestatió en nostre proces verbal, & declarer le contenu dudit article non preiudiciable à leurs droits ne possession: ce que leurs accordasmes, & ainsi ordonnasmes.

Ét l'article contenant, [Quand aucun homme se veut dessaisir de la foy qu'il doit à son seigneur, & la vousist bailler à ses enfans ou autres, le seigneur au cas que ce ne se feroit pour cau se raisonnable, ne le receura s'il ne veut. Et s'il le receuoit pource qu'il doit garder les droits de son homme & de ses hoirs, s'il est trouué que ce portast presudice ausdits hoirs, ledit seigneur seroit tenu le desdommager.] Fut par l'aduis, deliberatio & accord desdits estats tollu, & rayé

comme superflu & non practiqué.

Et apres lecture de l'article estant audit cayer cotenant, [Par la coustume anciennemet nul roturier ne se pouvoit accroistre en fief noble sans en payer rachapt,] le procureur general du Roy requist & demanda ledit article estre du tout tollu & rayé:par ce que par la constitutió du seu duc Pierrey estoit abrogé & declaré consiscation au Roy de tous heritages & siefs nobles acquis par gens roturiers. Ce que les gens desdits estats contrarierent & empescherét, au contraire requirent laditte constitution du duc Pierre en ce regard estre tollue & reiettee en ce qu'elle contenoit prohibition vniuerselle aux gens roturiers de simple estat & basse con dition non extraits de sang noble d'acquerir sies & terres nobles sans expres congé du Roy & duc. Et estre permis ausdits roturiets & gens du tiers estat de pouvoir acquerir sies nobles en payant par eux rachapt au Roy, qui est la leuee d'vne annee du sies acquis prochainement suy-uante laditte acquisition outre les autres droits seigneuriaux. A quoy sut par nous respodu aus dits gens des estats que verrions les dits articles & leur y ferions response au iour de la publica tion & conclusion de laditte coustume.

Et apres l'article estant audit cayer au tiltre des ventes, contenant, [Et posé qu'ils ne ven droient l'heritage si l'engage passoit neuf ans, ventes seroient deuës pour celuy engaige seu-lement.] Furent par l'aduis & consentement desdits gens des estats accordez & adioustez les articles qui ensuyuent.

[Et en contract d'engage qui ne passe neus ans, ventes ne sont deuës: & en contract de vente à condition de recineré & recousse ventes ne sont deuës pendant la condition de recousse si elle ne passe neus ans. En contracts deschange cense & donaison ne pour retraict de promes se n'appartiennent ventes.]

Les articles contenans, Ceux ont haute iustice qui ont leur fief qui se gouverne selon l'assisse au comte Geosfroy. Et doyuent avoir les ventes comme dit est, s'il n'y a aucun seigneur superieur

superieur qui eust la saissne d'auoir toute la iurisdictió sur les lieux en ses terres generallemet. Laissné n'a point de iustice haute sur son iuueigneur, ne ventes à luy demeurantes, mais s'il est accoustumé que les aisnez ayet les baus és terres de leurs iuueigneurs, ils peuuent en celuy cas prendre les ventes escheuës és siefs de leursdits iuueigneurs, & les garder iusques à quarante iours pour les rendre au seigneur lige, & s'il est trouvé que lesdits aisnez les auroient celees, ils seroient tenus les amender au seigneur lige.] Furent par l'accord& aduis desdits estats, tollus rayez comme obscurs & supersius.

Et l'article estant audit cayer ou tiltre des marlages, allienemens, & emancipation d'enfans, contenat, [Le pere peut faire assiette du mariage de ses silles en ses conquests, & au cas que le pere mourroit deuant la mere, l'hoir principal au pere est tenu à recompéser la semme au pere de ce que luy en pourroit appartenir. Leu & entendu, sut par l'aduis & du consentement

desdits estats corrigé & accordé comme il ensuit.

[Le pere peut faire assiette du mariage de ses filles en ses conquests sans le consentement de sa femme, & sans ce qu'elle en puisse demader recompense si les filles sont du mariage d'eux deux.]

Et apres la lecture de tous les articles dudit tiltre, Fut par laduis & deliberatio desdits estats

accordé& adiousté de nouveau l'article qui ensuit.

[Fils de famille qui aura excedé l'aage de vingt cinq ans ayant domicile separé d'auec le perere-sera célé & reputé emacipé à pouvoir cotracter&ester en iugemet sans authorité de pere.]

Et apres la lecture des articles qui estoient audit cayer au tiltre & rubriche des meubles des mariez & departement d'iceux & payement de leurs dettes, Fut par lesdits estats accordé & de nouveau adiousté l'article qui ensuit.

[Si la femme au parauant le mariage estoit obligee, le creacier apres la dissollutió du mariage se pourra addresser à elle pour laditte dette, sauf à elle ou à ses heritiers son recours à l'encôtre

des heritiers du mary par autant qu'ils y seront tenus.]

Quant à larticle qui est audit cayer ou tiltre des acquests des gens mariez & de la recopense deuë à la semme pour l'alienation d'iceux, contenant, [Le mary qui fait vendre l'heritage à sa semme au tout ou partie, le mary ou ses hoirs sont tenus à desdomager elle ou ses hoirs sur l'heritage au mary ou à ses hoirs, nonobstat que la semme ou ses hoirs auroiet eu leur part des meubles & acquests appellez ceux qui pour ce sont à appeller deuëmet deuat le iuge à qui la cognoissance appartiendroit.] Fut ledit article par laduis, consentement & deliberation desdits estats corrigé & resormé comme il ensuit.

[Si le mary & la femme védent l'heritage mouuat à cause d'elle, elle sera recopésee & pourra prendre celle recompense sur l'heritage du mary ou sur les coquests saits costant leur maria ge. Et si laditte recompense estoit saite sur l'heritage du mary, il, ou ses hoirs iouyront & auront les dits conquests à la concurrence de laditte recompense. Et le surplus des dits conquests sera party par moitié selon la coustume, & si la femme se consent à l'alienatio que sera le mari des conquests saits durant la communité de leur mariage, elle n'en aura ne pourra prendre au cune recompense. Et au regard des conquests non appropriez, le mary en pourra disposer co-

me de meuble, sans qu'il soit requis autre consentement de sa femme.]

Les articles contenans, [Femmes ne se doyuent entremettre des droits ne des coustumes ne estre en offices, ne faire deliurance, ne ne doyuent estre tesmoints d'exploict de cour, & auf si ne luy doit l'on pas bailler conseil d'aller en lieux qui ne seroient honnesses, & luy doit l'on denier baux & veilles & toutes autres mauuaises compaignies, & qui le seroit autrement en doit estre puny.] A semme siet respons du messaict que l'on luy à fait ou à son mary, comme qui l'auroit tué ou empiré ses membres, tellement qu'il ne se peust combatre. Aussi à toute semme siet respons de la villennie que l'on luy à fait ou que l'on luy a dit en action ciuile, ou criminelle, ou qui crimeroit son cousin germain, ou sa cousine germaine ou dedans, on qui les auroit meurtris.] Furent par laduis & à la requeste desdits estats tollus & rayez comme super-ssus à disposition de droit.

Et l'article contenant, [Femme est en aage à douze ans quant à estre hors de tutelle, pource que toutes malices croissent & se prouuent plustost en semme que en home. Et à la semme en aage de saire serment à douze ans, & dessors doit estre en garde du curateur tant qu'elle soit en pouvoir de mary ou d'autre ordre, pource que son sens est plus soible que le sens de l'home.]

Fut par l'aduis & deliberation desdits estats reformé & accordé comme il ensuit.

[Femme est en aage à douze ans, quant à estre hors de turelle, & dessors doit estre en garde

de curateur tant qu'elle ayt vingt ans passez, ou soit en pouuoir de mary.]

Et l'article contenant, [Le pere peut faire demande pour son enfant ou pour ses enfans, cat il est tuteur naturel d'eux, & luy en siet respons.] Fut par l'aduis & accord desdits estats interpre té & clarissé comme il ensuit.

[Le pere peut faire demade pour son enfant ou pour ses enfans mineurs de vingt ans, car il

est leur garde naturel & luy en compete action.]

Autre article, cotenat, [Quand la famille d'vn hostel ou aucune personne d'icelle samille sou l'vn adiournez par le saire à sçauoir à celuy ou celle qui a le gouvernement, ou à la samille, ou l'vn d'iceluy au cas que mention est faite en l'adiournemet que ce soit en demade d'heritage, celluy seigneur ou dame se peuvent desendre insques à la soy saire sans saire autre procuration, & s'il convient qu'ils deussent faire le serment, il luy seroit commandé qu'il les eust au prochain terme, & s'il ne les y avoit, ils dessaudroient s'ils ne se passoient par dilation. Et si c'estoit cause d'heritage dont il ne seroit sait mention par l'adiournement, aussi luy seroit-il enioinet qu'il les eust, & s'ils n'y estoient, ils dessaudroient.] Fut par l'aduis & accord dessats rayé & tollu comme non practiqué ne obserué.

Pareillement fut par les aduis & accord desfusitis tollu & rayé l'article contenat, [Si aucun auoir esté arresté par l'accusation de fils de famille, & depuis ledit fils de famille eust esté iugé à departy de son appel ou accusement que il eust fait, & le pere se pleigeast que iceluy proces ne peust tenir, & requist qu'il tust rappellé, pource que son fils sust en son pouvoir, le pere ne le fils ne deuroiet desdommager la partie aduerse, mais la iustice le deuroit desdomager & pource se doit aduiser iustice à soy assigner auant faire arrest sur corps ne sur autres choies.]

Les articles estans audit cayer ou tiltre des testamens, legats & successions, contenans, Suc cessió est diuisec en deux manier es: C'est asçauoir à hoirs de sanguinité, & à celuy qui est hoir par autre voye. Succession doit estre poursuyuie de celuy qui est successeur à auoir les bies de son predecesseur enuers celuy qui les tiendroit ou en auroit esté obligé par fait ou par contract, ou l'en seroit saisy depuis la mort ou de par auant au predecesseur, & à celuy hoir en siet respons, & aussi luy siet respons à auoir les amendes & dommages de son predecesseur, & les autres actions qui peussent appartenir au predecesseur, pource qu'il doit estre son hoir en celles choses, car il peut auoir succession par deux voyes. L'vne comme celuy qui est hoir de consanguinité, & succede és biens que son predecesseur auoit ou tenoit, ou luy deuoient appartenir: & l'autre hoir est qui succede és biens que autre tenoit en son viuant comme par raison de douaire ou de bien saict, ou d'autres choses, ou pour raison du contract, ou comme celuy qui succede és biens, és rentes de saincte eglise. A l'hoir de sanguinité appartiennent les actions personnelles & les meublages & les proprietez qui pouvoient appartenir au predecesseur fournissant enuers les creanciers, & enuers ceux à qui le predecesseur seroit tenu ou par fait, ou par contract, ou par aumosne ou autrement, & deuroit y estre fourny si l'hoir n'est departy parantre voye. A l'autre hoir n'appartient succession fors telle comme elle luy est deue, fors au cas que les choses ne seroient en deu estat, il les y pourroit faire mettre à celuy qui les deuroit faire, & pourroit estre son action iusques à l'execution, c'est à sçauoir enuers ceux qui auroient les choses en garde & enuers leurs hoirs, ou enuers ceux qui les choses auroient despouillees, ou par qui les choses seroient mal mises, ou empirees ou transportees, & l'action seroit double insques à l'execution, car lon ne doit auoir deux executions pour mesme fait.] Furent par accord auec l'aduis desdits estats tollus & rayez comme superflus, & au lieu d'iceux, sut par les aduis & accords dessussites escript l'article qui ensuit.

[Les heretiques de sang succederot aux clercs& gens d'eglise.] Pareillemet apres auoir esté seu autrearticle, cotenat, [Si l'hoir principal alloit cotre le sermet du pere ou de celuy de qui la succession luy viendroit, pour ueu que le serment ne sust fait contre bonnes meurs, il perdroit la succession qui luy deuroit estre venue, & deuroit aller au prochain hoir apres luy, & aussi s'il alloit contre son testament puis qu'il seroit regardé qu'il deust tenir & estre testamet de droit & auroit esté iugé en presence de celuy hoir & passé en chose iugee qu'il deust tenir le testament ou le serment, & pour ueu que l'hoir iure le testamét accomplir.] Fut ledit article par les aduis & accord dessussions est est le comme non practiqué ne obserué.

Et en faisant lecture des articles concernans les testamens, Fut par l'aduis & à la requeste

desdits estats accordé & adiousté de nouveau l'article qui ensuit.

[Si testament est fait durant la santé du testateur & au parauant la maladie dont il decede, il suffira

fuffira & fera foy s'il est escript & signé de luy, & s'il est fait durant la maladie ou par personnage qui ne sache signer, sera requis qu'il soit signé du recteur de la parroisse & d'vn notaire, ou du recteur presens deux tesmoings, ou de deux notaites, ou d'vn notaire auecques la presence de deux tesmoings gens de bien & dignes de foy, quels tesmoings signeront s'ils sçauet signer.]

Et apres lecture des articles estans audit cayer au tiltre des partages & rapports des edifices & autres choses, contenans, [Quiconques fait edifice en autruy heritage sans le congé de celuy ou celle à qui est l'heritage, le pert s'il n'y a cause. Le frere ou la seur ou celuy qui tient vn fraroys ou partie, si ses autres freres & seurs luy laissoient tenir, il n'est tenu à rien leur en rendre des leuces de ce qu'il en aura leué parauat le plaid meu.] Furent les dits articles par l'aduis &

accord desdits estats rayez & remis à disposition de droit.

Quant à l'article rapporté audit cayer au tiltre & rubriche des partages des heritages entre nobles, contenant, [Es fiefs nobles qui se gouvernent selon l'assisse au comte Geosfroy, ne doit pas estre compté le principal manoir, ne les terres dedans le pourprins & prochaines clo stures, pour ce qu'il y ayt de celuy heritage si grande quantité qu'il vousist tant, que aduenante portion ou pourueance en peust estre faite entre freres & seurs.] Pource que les gens desdits estats nous remonstrent que les litts mots és sies nobles qui se gouvernent selon l'assisse au cotte Gesfroy n'estoient bien entendus audit pays, & engendroient plusieurs proces, Furent par l'aduis & consentement de tous les dits estats & à leur requeste rayez les dits mots [selon l'assisse au cotte Geosfroy,] & au lieu d'iceux escripts ces mots, [és sies nobles qui se sont gouvernez no blement le temps passé & ont esté partagez noblement.] Quels mots les dits gens des estats nous dirent estre le vray sens & entendement de la coustume.

Et par semblable en tous autres endroits dudit liure & cayer ou estoit parlé de laditte assise au comte Geosfroy, Fut par les aduis & accords dessudits doné telle interpretation & clari-

fication que dessus.

Et à vn article contenant le partage des iuueigneurs, contenant, [Et si laisné y void que distraire & diminuer, il doit auoir terme pour ce faire: par ce que la dilation & le debat pendant il leur sera pourueance de toutes les choses que la iustice verra que leur seront necessaires, se-lon la quantité du sief & le nombre des ensans dont ils seront d'accord.] Furet par l'aduis & co sentement desdits estats adioustez ces mots, [& ou ils ne seroient d'accord, information sommairement faite du grand & valeur des heritages, le iuge pourra bailler prouisson aux iuuei-

gneurs pendant le proces.]

fié

Etapres lecture d'vn article, contenant, Quand l'homme ou femme meurent sans hoirs de leur chair, & ils ont pere ou mere, leurs biens meubles doiuet estre & tourner à leur pere & à leur mere l'ils sont viuas, ou à celuy qui sera viuant, pourueu que le decedé fust de loyal maria ge: & sont tenus de payer les debtes & les amendemens & l'obseque du decedé & son testament, pour ueu que le testament soit fait de la volonté du pere, en pouvoir de qui il seroit, & aussi les conquests qu'il auroit faits appartiennent au pere ou à celuy qui est vis comme dit est des meubles, & les autres heritages deuroient aller à la ligne dont ils seroient partis. Et au cas que le decedé n'auroit enfans engendrez en loyal mariage ou par mariage ne pere ne mere leurs biens meubles & leurs conquests deuroiet aller à leurs hoirs prochains, C'est asçauoir à la ligne deuers le pere la moytié, & l'autre moytié à celle deuers la mere, à estre departis le noble comme le noble, le partable comme le partable : & s'il y auoit conquests en fief noble qui se gouuernast noblement comme dessus est dit, il deuroit estre departy comme dit est moytié à la ligne deuers le pere, & l'autre moyté à la ligne deuers la mere, & pource que la ligne vient de plusieurs ramages, ils doiuent estre departis à chacun ramage, & le principal hoir de chacun ramage du noble doit auoir toute l'escheoiste du noble, sans ce que nuls des autres deussent rien prendre, combien qu'il fust pres ou loing du lignage. Les fiess roturiers doiuent estre departis teste à teste: C'est entendu que s'il y a quatre que freres que sœurs, & qu'il y eust vn ou plusieurs d'iceux à qui l'escheoiste deust venir qui fust decedé, & celuy eust plusieurs enfans, les heritiers qui escherroient de costé à sa testee se deuroient departir selon le nobre q le decedé auroit de freres & de feurs & de coufins ou de coufines à qui l'escheoiste deust aduenir,&deuroient auoir les nepueux&les niepces la testee de leur predecesseur,&les nepueux&niepces deuroient departir leurs testees qu'ils ont par cause de leur predecesseur te stee à teste entreux. Et aussi se deuroient departir les meubles des gens de basse conditió cofait l'heritage, & s'il y auoit debtes dont l'heritage sust ou peust estre empesché, chacun en deuroit payer à l'affeurant qu'il prendroit en l'heritage.] Fut par l'aduis & deliberation def-

Digitized by Google

Hhhh

dits estats adiousté & escript de nouveau l'article qui ensuit.

[Et si le decedé n'apere ne mere, mais seulemet ayeul ou ayeulle, & freres & sœurs, Les freres & sœurs ou ceux qui les representet, excluet les ayeul & ayeulle es dits acquests & meubles.] D'auantage sut par l'aduis & à la requeste desdits estats adiousté & escript de nouueau audit li-

ure coustumier l'article qui ensuit.

[En succession noble qui anciennement a esté gouvernee & partagee noblement come des sus, tous les iuveigneurs auront seulement la tierce partie aux heritages nobles de laditte succession, c'est asçavoir les masses à viage, & les silles par heritage, fors & excepté les comtes & barons qui se traicteront en leur partage comme ils ont sait par le passé.] & protesta le seigneur de Maure, par ledit de la Tourneraye son procureur, qu'il n'entendoit estre comprins audit article, par ce que luy & autres bannerets dudit pays & leurs predecesseurs avoiét accoustumez de toute ancienneté de partager par les aisnez leurs iuveigneurs tant sils que silles copetentemet à leur volonté & discretió, sans tenir ne garder laditte forme de partage, nous requerant declarer ledit article non preiudiciable à luy & à ses droits & possession, & rapporter saditte protestation en ce present nostre proces verbal, ce que luy octroyasmes & accordasmes.

L'article estant au tiltre des mineurs, contenat, [Quand le mineur se pleige à estre presme, il n'a que faire d'estre pourueu de pasteur, si celuy contre qui il s'est pleigé ne luy veut debatre sa premesse, car de droit tout mineur peut & est tenu saire son proussit, & le cotracteur n'a que faire que de raison & de receuoir son deu au cas qu'il ne voudroit debatre la premesse.] Fut par l'aduis & deliberation desdits estats interpreté & clarssé comme il ensuit.

[Quad le mineur se pleige à estre presme, il n'a que faire d'estre pourueu de tuteur ne curateur, si celuy contre qu'il s'est pleigé ne luy voudroit debatre sa premesse, & ou il la voudroit de

batre, il est tenu de faire pourueoir le mineur de tuteur ou curateur.]

Quant à l'article, [Nul mineur ne doit auoir la saisine ne garde de nuls de ses biens quand il est sous l'aage de quatorze ans, mais les quatorze ans passez, jouyra le mineur de ses biens s'il n'est despourueu de sens d'illecques en auant, C'est asçauoir bourgeois ou roturier & gens de basse condition, mais la noble personne pource qu'elle a plus à gouverner, attendra l'aage de vingt ans passez. Si les amis & la justice ne voyent qu'il soit pouruen de sens, adonc l'en peut l'on laisser jouyr sur l'aage de dixsept ans, ô le conseil de son curateur.] Fut par l'aduis & delibera tion desdits estats corrigé, accordé, & escript comme il ensuit.

[Mineur bourgeois ou autre de bas estat peut auoir l'administratió & garde de ses biens, l'aar ge de dixsept ans accompli & non deuant, & de ses biens pourra negocier & marchander en

choses mobiliaires apres ledit aage.]

[Et neantmoins le noble ne aura l'administration de ses biens qu'il ne ait vingt ans passez &

accomplis.]

Au regard de l'article contenant, [Et est asçauoir que nul mineur ne peut contracter ne negocier sans le conseil de son pasteur susques à tant qu'il ait vingt cinq ans passez par droit, mais par la coustume puis qu'il a vingt ans passez, il est hors de tutelle de curatelle.] Il sut par l'aduis & accord desdits estats clarissé comme il ensuit.

[Et ne doit mineur contracter ne aliener ses heritages & choses immeubles sans le cogé de

fon tuteur ou curateur iusques à ce qu'il ait vingt ans passez.]

Et à l'article prochain ensuyuant, contenant, [Mais puis qu'il a quatorze ans passez, il a congé de faire serment, & ce qu'il iurera sera tenu s'il n'est fait contre bonnes meurs, & ne peut estre rappellé si n'est par les prelats ou par les iuges de sainte eglise, pource que nul iuge seculier ne peut absoudre de serment.] Il sut par l'aduis & à la requeste desdits estats rayé & corrigé, & au lieu d'iceluy sut escrit l'article qui ensuit.

[Les contracts des mineurs soubs l'aage de vingt ans ne sont vallidez par les sermés desdits

mineurs.

Et apres l'article contenant, [Le pere est garde naturel de ses ensans, & ne doiuent auoir autre tuteur, pour ueu qu'il se porte bien en ses autres affaires, si n'est contre le sait d'iceluy pere.] Fut par l'accord & deliberation desdits estats escrit & adiousté de nouveau l'article qui ensuit.

[Lopere peut bailler à ses enfans mineurs tuteurs ou curateurs par son testament.]

Quant à l'article contenant, [Et se assignera la cour auant qu'elle leur baille saisine des biens de pleige du tuteur ou du curateur de rendre loyal compte des biens du mineur.] Il sut

par les aduis & accord des susdits clarissé & interpreté comme il ensuit.

[Et deuant que au tuteur ou curateur soyent deliurez les biens du mineur, il doit faire inuen taire, & bailler caution de rendre bon & loyal compte d'iceux biens.]

Et l'article contenant, [Et fil y a des amis suffisans deuers le pere, ils doiuent auoir la garde]

Fut declaré & escript comme il ensuit.

[Entre les parens du mineur, ceux qui sont du costé paternel sont preferez à la tutelle ou cu-

ratelle, pourueu qu'ils soyent suffisans.]

Et apres l'article contenat, [Féme ne sera tutrice, procuratrice, curatrice, ne s'étremettra de negociemet de cour, si ce n'estoit pour elle, ou pour son mary, ou pour se en sans, ou pour son pere, ou pour sa mere en cas de necessité, autrement ce qu'elle seroit seroit de nulle valleur.] Fut par les aduis & accord des susdits faisant mesme interpretation dudit article escript & adiousté l'article qui ensuit.

[Mais mere & aussi l'ayeulle peut estre tutrice & curatrice de ses ensans ou des ensans de ses ensans iusques à ce qu'elle soit en secondes nopces, au cas qu'elle soit suffisante & en vueille prendre la charge, & ne leur doit estre baillé autre tuteur qu'elle, si elle ne resuse en

prendre la garde.]

Ü.

100

d

JU.

12

Éde

000

UCC.

jlje:

11011

الالع

L'article contenant, [Si l'homme est en aage, il est curateur de sa femme quant au negociement, mais pour ester en iugement, il sera creé curateur, & s'il vouloit contracter de l'heritage de sa femme, adonc auroit-elle vn autre des amis deuers elle, & si le mary a pere, il luy donnera authorité, & si tous deux sont mineurs, ils auroiet l'vn & l'autre curateur au negociemet.] Fut par l'aduis & à la requeste desdits estats corrigé & escript comme il ensuit.

[Si l'homme est en aage, il est curateur de sa femme sans autre creation, & s'il vouloit contracter l'heritage de sa femme, saire le pourroit en gardant la solennité de droit & de coustume, &

si les maryez ont pere, ils auront authorité de leurs pere ou peres.]

Quant à l'article contenant, [Si le tuteur ou curateur l'apperçoit qu'il ait blecé son mineur, il peut appeller l'erreur par luy fait, au cas qu'il n'y auroit serment fait de blecement: car adonc seroit le blecement rappellé par vn autre tuteur ou curateur qui seroit baillé au mineur.] Il sut par l'aduis & deliberation desdits estats abbreuié & declaré comme îl ensuit.

[Si le tuteur ou curateur cognoist auoir blecé son minelz, il peut demander restitution.]
Et l'article contenant, [Qu'ind le mineur aura passé quatorze ans, il sera hors de tutelle, & le pouruoyra la cour de curateur à la requeste du mineur & des amis qui orront le compte du

mineur. | Fut corrigé & escript par l'aduis & accord des susdits comme il ensuit.

[Quand le mineur aura passe quatorze ans, il sera hors de tutelle, & le pouruoyra la cour de curateur les parens & amis appellez en la sorme que dessus est dit, à la declaration du tu-

Et quant à l'article contenant, [A tout tuteur ou curateur appartiet terme de soy aduiser de la querelle à son mineur & de sexploits, en quelque cas que ce soit, si les exploits ne suy ont esté intimez de terme suffisant. Et lors il peut alouer la cause sur quand seroit appelé à simporter.] Il sut par l'accord & deliberation desdits estats rayé, & le contenu d'iceluy remis à la discretion & arbitrage des iuges.

Apres l'article contenant, En declaration de prodigalité ou interdiction de biens, si le defendeur pretendu prodigué prend dela y, ou s'il desfaut en l'adiournement à luy donné, sera par le iuge permis au demandeur faire bannir l'estat du proces.] Fut par laduis, accord & deli-

beration desdits estats, adiousté & escript de nouveau l'article qui ensuit.

[Et si pendant le proces, soit deuant contestation ou apres, l'on void que la poussité prenne longueur, si le demandeur requiert que l'estat du proces soit banny, le iuge le pourra ordonne;

& permettre si faire se doit.]

Et apres la lecture de tous les articles estans audit cayer, demadalmes ausdits gens des trois estats s'il y auoit aucuns articles, coustumes & observances audit pays, autres que celles qui estoient escriptes audit cayer qui auoient esté seues en seur presence. A quoy nous sut par tous les dits estats respondu qu'ils n'auoient autre loy, coustume, ne practique audit pays que celle qui estoit escripte & rapportee audit cayer, & qu'ils accordoient les articles par nous en seur presence seuz, & par seur consentement & aduis redigez par escrit selon ce que dessis pour tout seur liure coustumier. Et nous suit lors par ses estats présenté un cayer de papier, auquel ils nous dirent auoir sait extraire & escrire en brief les articles de plusieurs constitutions & ordonnairces saites sur le sait de la iustice, tant par les precedens Roys, dues & prin-

ces de cedit pays que par ledit leigneur à present regnant, lesquels articles seismes à leur requeste & en leur presence lire & publier par nostredit gresser. Et surent par lesdits estats accor de z. & par leur aduis & deliberation redigez par escript pour estre gardez à l'aduenir selon & par la sorme qu'il est contenu à la sin du liure coustumier par nous fait & arresté.

Nous furent d'auantage par les lits procureurs des bourgeois de Rennes, Nantes & Vennes, & par le greffier de la iurisdiction du ressort de Gouelo presentez certains articles des vsances & coustumes localles qu'ils nous dirent & remonstrerent estre gardees respectiuement aus dits lieux, les quels articles nous seismes semblablement lire & publier à leur requeste par nostredit greffier, & surent par les dits estats accordez selon qu'il est côtenn à la fin dudit liure coustumier, & aussi furent par les dit Faisant nostre greffier mises par deuers nous certaines escriptures à luy baillees par l'estat des dits gens d'eglise & response à icelles par le procureur ge neral suyuant nostre ordonnance. Des quelles escriptures & responses la teneur s'ensuit.

A messieurs les commissaires du Roy au fait de la reformation des coustumes de Bretaigne en la congregation & assemblee des trois estats de Bretaigne fait en ceste ville de Nantes pour la reformation de la coustume de Bretaigne, & deuant vous messieurs les commissaires du Roy au fait de laditte reformation, remonstre l'estat de l'eglise, Que de tout temps im memorial, & par coustume deuement preseripte, ils sont en possession d'auoir iurisdictio & co gnoissance des testamens du personnel, des femmes vefues, des orphelins non pourueuz de pasteur, des pelerins, de ceux qui viennent contre les commandemens de nostre mere saincte eglise, ainsi que mesmes il est expressement contenu au volume des coustumes anciennes, aus fi des matieres & caules personnelles entre purs laiz, à la veuë, sçauance & cognoissance, & du consentement des ducs, Roys & princes, de leurs officiers & des gens des trois estats de Bretai gne ainsi qu'il est tout notoire, & de tout ce offrent informer dedans temps copetant si besoin en est. A ceste cause supplient humblement, & demandent à vous messieurs les commissaires du Roy ou fait de laditte reformation, que és choses susdittes, & quant à la capture des clercs & execution des sentences des iuges d'eglise par monitions & excommunications & autres chapitres & articles de laditte coustume ancienne faisans mention des droits, iurisdiction, privileges, immunitez & libertez de l'eglise, il ne soit aucune chose tollue ou adioustee, muce, changee ou innouee outre & contre la teneur, effect & substance de laditte coustume ancienne ou preiudice de l'eglise, & que la coustume ancienné quant aux choses sus declarees & autres concernantes le fait d'eglise, demeure en son entier sans auoir esgard au cayer & ex traict fait à Rennes, & sans tollir ne diminuer aucuns droits acquis à l'eglise de droit, & par la coustume deuëment prescripte. Autrement ledit estat de l'eglise se oppose formellement à tout ce que se feroit au contraire; vous prians & supplians humblement mesdits seigneurs les commissaires du Roy, receuoir & admettre leurditte opposition, & au cas que voudriez passer outre, ils l'en portent pour appellans au Roy & à son conseil priué. Vous supplient humblement mesdits seigneurs les commissaires, faire rapport de tout ce que dessus par vostre proces verbal, & le faire escrire & enregistrer par le greffier de la reformation, & leur en decerner acte pour leur seruir, ce que de raison. Ainsi signé. G. quemper vicaire de Nantes & Treguer. M. boutin official de Nantes, Ginius de fontana procurator reuerendissimi cardinalis sanctorum quatuor episcopi Venetensis, N. fabri procurator capituli Redonen. H. delannuzouarii procurator domini Hamonis barberii vicarii Leonensis episcopi . A vous messeigneurs les commissaires du Roy au fait de la reformatió & redaction des coustumes de Bre taigne, pour respondre & satisfaire aux remonstrances à vous faites par certaine requeste à vous presentee ainsi qu'elle porte de l'estat de l'eglise, cobien qu'elle ne soit signee de tous de ceux dudit estat ne du plus grand nombre & saine partie, ne de leur commandement, mais seulement par aucuns particuliers se disans officiers ou procureurs d'aucuns supposts dudit estat, vous remonstre le procureur general dudit seigneur esdits pays & duché de Bretaigne, Premier le dessault de signature de laditte requeste qu'est requis y estre apposé auant estre receu à ce qu'ils disent auoir cognoissance des testamens, il est escript au vieil & premier texte de la coustunie, que les testamens doiuét estre approuuez par les iuges d'eglise, mais laditte ap probation par eux faite le iuge seculier doit faire deliurer les biens aux excecuteurs du testateur &c. Et est bien à interer que le passeur de l'execution du testament appartient au juge seculier & non pas au juge de l'eglise, & par laditte redaction ne a esté rien changé ne innoué en ce cas. Secondement à ce qu'ils remonstrent avoir cognoissance des personnes des semmes vesues, orphelins non pourueuz de pasteur, des pelerins, vous remonstre ledie procureur general

general que par la coustume il est dit en plusieurs passages que telles manieres de ges, comme vesues, mineurs, sont en la garde de iustice seculiere, iusques à estre pourneus de pasteur, & leurs biens aussi, & en doit iustice respondre. Et sont eux & ceux qui vont au monstier, vt vtamur verbis propriis de la coustume en la protection & sauuegarde du prince de la terre, tellement que si leur est messait, iustice s'en doit esmouuoir& en faire proceder à information, sans denonciation de partie, selon la vieille coustume, & c'est suyuant le droit commun escrit. Quando imperator inter pupil. & viduas, &c. Et en ce qu'ils alleguent pour eux auoir cognois fance du fait de telles manieres de ges, l'entend que les iuges d'eglise doiuent auoir regard que tels personnages, vesues, orphelins & pelerins quels sont appellez miserables personnes, ne soient vexez, opprimez, endommagez ne trauaillez par leurs prestres, clercs & autres leurs subjects, & non pas generallement à privative qu'ils sont leurs juges, & ayent cognoissance de leurs personnels. Tiercement en ce qu'ils veullent dire auoir cognoissance de ceux qui vienent contre les commandemens de saincte eglise, cela peut estre reiglé & entendu selon droit commun de crimes merè ecclesiastes, comme heresie, ou mixtes dont chacun juge ou seculier ou de l'eglise, peut cognoistre quilibet in suo foro. Quartement ils disent auoir cognoissance des matieres & causes personnelles entre purs laiz à la veuë & cognoissance des Ducs, Roys & Princes de ce pays & duché, &c. Et l'auoir ainsi prescrit, &c. Dit ledit procureur general, Salua corum reuerentia, qu'il n'est dit, n'escrit par texte de l'ancienne coustume que iuge d'eglisé doiue ne puisse auoir cognoissance entre purs lais en matiere quelconque, fors és cas de droit:mais le contraire est par laditte coustume disposé. Quand elle dit que lors qu'vn clerc est marié, efficitur de foro seculari luy & ses biens pour y respondre en toutes actions civiles, mobiliaires & immobiliaires, & ne retient seulement que deux privileges. ca. si quis suadente diabolo, & si commet crime, sera sauué quant à la punition de sa personne, & a esté tousiours ainsi obserué & gardé. Et ne peuuét auoir prescrit la iurisdiction & cognoissance entre les purs laiz pour cognoissance qu'ayent fait, si aucune a esté: car ils auroient eu malle foy de cognoistre entre lesdits laiz, & se doit plustost dire entreprise que non pas prescription. Et par plusieurs ordonnances & constitutions des Ducs, Roys & Princes de ce pays, & mesmes du Roy de present regnant, en ont esté & sont prohibez. Et si aucuns priuez & particuliers ont plaidoyé deuant eux, ce ne leur doit attribuer iurisdiction. Quia consensus prinatorum, &c. Quintement qu'ils parlent de la capture des clercs, &c. Dit & remonstre ledit procureur general, que c'est chose sans doute & par droit commun & autrement que l'euesque n'a point de capture, quia non habet territorium. Aussi ne sont lesdits gens d'eglise capables, n'est leur estat de porter armes, qu'est chose requise pour faire capture de personnes fugitifs. A esté & est de tout temps obserué & gardé qu'au juge seculier appartiét la capture de toutes personnes, etiam des clercs malfaisans, & souvent à la requeste des iuges d'eglise a esté ainsi fait, sauf par apres les rendre ausdits euesques & iuges d'eglise, se faire se doit. Sextement en ce qu'ils requierent proceder à execution des sentences de iuge d'eglise par monitions & excommunications, &c. Remostre & dit ledit procureur general, qu'il est expressement dit par le texte de l'ancienne coustume qu'on ne doit proceder par voye d'excommunie contre aucun, tant qu'on trouuera bies à executer & pour les raisons au long mises en laditte coustume que le laisse pour brieneté, & pour les raisons & autres qu'on pourra deduire laditte reformation & redactio de laditte ancienne coustume ainsi que par aduis & deliberation des autres deux estats de noblesse & des villes à esté deliberee & accordee, doit par vous mesdits seigneurs estre conclue & parfaite, publice & commandé y obeir, & la garder & obseruer, & par prouisson suyuant & enterinant le mandement du Roy, & ne doit ledit estat d'eglise estre par vous mesdits seigneurs admis ne receu à fopposer n'interiecter appel, n'en proclamer ainsi que s'efforcent saire: & vous requiers Messieurs que ce nonobstant vous procediez outre & par prouisson à la parsaicte execution de vostre commission. Nanetis xx. Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo trigesi-I. Duhan, procurator sic requiro. mo nono: Ainfifigné,

Et aduenant le mardy vingt vnieme iour dudit mois d'Octobre, l'An mil cinq cens trenteneuf, Apres que par noître ordonnance il sur à son de trompe banny en laditte ville de Nantes qu'audit iour seroit par nous procedé à la publication desdittes coustumes, sut ledit iour commencé à faire lecture & publication d'icelle, & continué insques au jeudy vingtroisieme dudit mois audit lieu & arresté en la maison episcopalle de Nantes, par ledit Faisant nostre gressier, par nostre ordonnance, & és presences desdits maistres Mathurin glé, abbé de Beaulieu & de Genestion, Guillaume de lignières conseillers du Roy & abbé commendataire de sainct Aubin

Hhhh ig.

Proces verbal des Coustumes

des bois, Guy droillart commendataire de l'abbaye de nostre dame de Prieres, Morice boutin official de Nantes, Pierre de maubusson, cheuecier & chanoine de nostre dame dudit Nantes, maistre Guillaume de porcon procureur, comte de la Val, baron de Vitre, messire Lois danaugour, seigneur de Quergrois, en son nom, & procureur dudit seigneur vicomte de Rohan, Ieã besnard procureur desdits sires Dacigne & Vicomte du Bois de la Roche, messire François de . la tourneraye procureur dudit sire de Maure, le seigneur de Castillon grand maistre & reformateur general des bois, eauës & forests dudit pays de Bretaigne, maistre Iacques de Neuer, cheualier, seigneur dudit lieu, maistre Pierre paetral seigneur de Montnoael pour luy & procureur pour l'abbé de Melleray, & pour les seigneurs de Larchats & de Crapado, lesdits maistres Michel champion procureur des nobles bourgeois & habitans de Rennes, Mathurin ballue procureur des bourgeois de Nantes, & Iean vento des bourgeois de Vennes. Et mesmes en presence desdits maistre Christosse Brexel seneschal, François de Guernmenguy alloue, & Iean de l'angle lieutenant dudit Nantes, maistre Iean iorel alloue de Guerrade, maistre Iean du pin procureur de Montfort en son nom & procureur pour ledit seigneur du Tiercet, maistre Raoul de messiers procureur de l'vniuersité dudit Nantes, maistres Iean du tertre & Pierre giraut, aduocats en la cour royalle dudit Nantes, & autres represent as les dits trois estats dudit pays & Duché de Bretaigne. Et laditte lecture paracheuce ledit iour de ieudy vingt troisieme dudit mois nous fut de la part dudit seigneur de Castillon grand maistre & reformateur general des bois, eauës, & forests dudit pays, declaré qu'il protestoit de n'estre comprins en laditte coustume, d'autant qu'il y auroit quelque chose de diminution contraire ou prejudiciable aux droits & auctorité de sondit office: laquelle protestation & declaration nous luy octroyafmes & accordasmes estre mise & inseree en nostre proces verbal pour luy seruir & valoir à ce

Ce fait, nous auons publié & publions lesdittes coustumes selon & par la forme qu'elles ont esté leuës en laditte assemblee & congregation desdits estats & qu'elles sont escrites & rap-

portees audit cayer par nous fait & arresté.

Et suyuant le pouuoir à nous donné par lesdittes lettres patentes dudit seigneur, Auons ordonné & ordonnons lesdittes coustumes estre enregistrees, tant à la cour de parlement, chancellerie & conseil qu'aux seneschaussees & inrisdictios royalles de cedit pays, pour desormais & à l'aduenir estre lesdittes coustumes ainsi par nous publices, gardees & obseruces de poin& en poinct selon leur forme & teneur, & qu'elles sortirot leur plain & entier effect, nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, prohibons & desendons à tous les subjects dudit seigneur de non par cy apres s'aider, déduire ne mettre en auant autres coustumes que celles qui ont esté & sontainsi par nous redigees & publices & qui seront trouuees escrites, inserces & contenues dedans ledit cayer & liure coustumier ainsi par nous arresté & publié. Et à tous iuges & officiers de cedit pays & duché, de ne receuoir desormais aucũ à alleguer, prouuer ne verifier autres coustumes que celles qui ont esté par nous arrestees & publices & n'y auoir aucun elgard, ores qu'elles fussent & eussent esté articulees & verifices.

Et que sans auoir esgard à icelles ils ayent à iuger les proces fondez en coustume pendans par deuant eux sclon les coustumes miles & escrites audit liure coustumier par nous arresté & publié, ou selon les particulieres vsances & coustumes localles qui ont esté leuës en laditte affemblee desdits estats, & par nous publices:lesquelles auons ordonné & ordonnons estre inferces à la fin dudit liure& cayer de coustumes,& icelles gardees és lieux où sont lesdittes vsan

ces & coustumes localles.

Et outre auons ordonné & ordonnons qu'aux extraicts desdittes coustumes, prins sur ledit liure coustumier par nous arresté & publié, enregistré aux greffes desdittes cours de parlemét, chancellerie & conseil & iurisdictions royalles de cedit pays, foy planiere soit adioustee sans qu'il s'en face autre prouue. En desendant & inhibant à tous iuges & personnes quelconques de faire, & aux iuges receuoir ou suyure autre prouue que de l'extraict de la coustume par la forme susditte.

Et en faisant droit sur les articles de mourez en cotrouerse & difficulté: Premierement quat àla cognoissance des testamens, Auons ordonné & ordonnons que les iuges d'eglise cognoistront de la solennité des testamens selon qu'il est cotenu & escrit audit liure coustumier par nous fait & arresté au premier tiltre & rubriche d'iceluy, lequel article commence : La cognoissance de la solennité des testamens,&c.Er sur ce que les gens de l'estat de l'eglise dudit pays sont opposans, & requierent que la cognoissance de la probation totalle desdits testamés

Digitized by Google

foit declaree leur appartenir, les auons renuoyez & renuoyons au Roy & à son conseil priué pour y ordonner à son bon plaisir, & ce pendant & iusques à ce que par ledit seigneur y ait esté autrement pourueu, Auons ordonné & ordonnons par prouision, que les dits iuges d'eglise ne auront autre cognoissance de l'approbation desdits testamens, que celle par nous dessus ordonnee.

Et entant que touche la cognoissance des actions personnelles des vesues, orphelins n'ayas tuteur ne curateur, & des pellerins, & la cognoissance d'actions personnelles entre purs laiz requise par lesdits gens d'eglise, & opposee par le procureur general du Roy, auons renuoyé & renuoyons le tout au Roy & à sondit coseil priué pour en estre par ledit seigneur ordoné ainsi qu'il luy plaira.

Et au regard des articles concernans la capture des clercs, & les excommunications escrits audit premier tiltre & rubriche du cayer & liure coustumier, commençant l'yn, [Le iuge seculier pourra, & c.] & l'autre, [Les iuges d'eglise peuuent proceder, & c.] Auons ordonné & ordonnons que les dits articles demeureront & serot tenus & gardez selon qu'ils sont escrits au-

dit cayer & liure coustumier par nous publié.

Et quant à l'opposition de frere Yues busseteau commandeur de sainct Iean & saincte Katherine de Nantes, de l'ordre de sainct Iean de Hierusalem, en son nom & come procureur pour les Prieur, Cheualiers & Religieux d'Acquitaine dudit ordre, par laquelle il s'opposoit que l'article ne sust publié, n'arresté comme estant contraire à leurs priuileges, commençant, [Nul croizé, &c.] Et pareillement quant à la requeste faite par les dits estats, par laquelle ils auroient requis que le bail sut mis & commué en rachat, en tout cedit pays de Bretaigne. A laquelle requeste se seroient opposez le procureur general du Roy pour le regard de la baronnie de Fougeres, & le procureur de l'euesque de Nantes. Et aussi quant à la requeste des dits estats, par laquelle ils requeroient que la constitution du Duc Pierre sust tollue en ce qu'elle inhiboir & desendoit aux gens roturiers & du tiers estat acquerir sies nobles. Et supplioyent estre permis aussitis roturiers & gens du tiers estat de pouvoir acquerir sies nobles en payant par eux rachat au Roy, qui est la leuee d'vne annee du sies acqueir sies oppositió & requestes renuoyees & renuoyons audit seigneur & sondit conseil priué pour y ordonner selon son plaisir.

Faità Nantes sous nos seings & seaux, les iours & an que dessus.

Ainsi figné,

F.Crespin, Ch.Failant. N.Quelain,

M.Kuzė,

P.Marec,

FIN DE LA SECONDE PARTIE DV GRAND

COVSTVMIER GENERAL DES GAVLLES, RECVEILLIES

& nouvellement colloquees en l'ordre susdit : corrigees, & annotees par Mesfire Charles du molin ancien Docteur & Aduocat au Parlement de Paris, Conseiller & Maistre des Requestes de la Royne de Nauarre.

Digitized by Google

FIN DV GRAND ET GE-

neral Coustumier des Gaulles, imprimé à Paris pour Iaques du Puys, par Iean le Royer imprimeur du Roy és Mathematiques.



PARAPHRASE

SUR LA CONSULTATION LVII

DE M° CHARLES DU MOLIN,

Donnée sur les differens effets que produisent les offres pour la liberation du debiteur.

Consilium 57 ad interrogationem novi Senatoris.

ETTE Consultation fut faite par Me Charles du Molin à la priere d'un nouveau Magistrat, non sur une question dont la décision pût l'interesser personnellement; mais generalement sur la matiere des osfres, pour se former des principes qui pussent l'éclairer.

Me Charles du Molin répondant à ce louable desir, lui ouvre les trésors de la sagesse des Jurisconsultes, qui a formé les Loix de toutes les Nations; mais quelque temps après ayant rejetté les yeux sur son avis, il fut étonné de s'être livré avec trop de confiance à un sentiment formé sur des Loix mal entendues, mal expliquées, qui avoit fait assez de progrès pour entraîner plusieurs Docteurs & former un Usage chez les Praticiens: s'en étant apperçû, il crut se devoir à lui-même de marquer au pied de sa Consultation, son changement d'avis sur l'effet des offres pour la cessation des interests, & sur la forme des offres pour retirer la chose mise en gage. Ce grand Homme se retractant, ne pardonne pas à son erreur, il se sert contre lui-même des termes les plus durs, en disant que son avis étoit faux & inepte, ce qui doit lui faire pardonner ces mêmes expressions lorsqu'il s'en sert contre les autres; le caractere des grands genies est de ne connoître que la droite raison, de n'être touchez que de la seule verité; & comme ils ne sont pas accoutumez à se tromper, leur regret d'avoir été seduits par l'erreur, leur impatience de se retracter n'admet pas plus de ménagement pour eux-mêmes que pour les autres : cette ferocité pour la verité vaut mieux que tous les genres de politesse ensemble.

1. Obligatio fit ad mora purgationem, vel secundò ad usurarum prohibitionem; aut tertiò ad evitandam pæna commissionem, aut quartò fit ad pignoris liberationem, vel ad agendum pignoratitia, aut quintò ad transferendum periculum in ad-

versarium, aut sextò fit ad debiti liberationem.

M' Charles du Molin commence sa Consultation par la distribution de sa matiere, en expliquant les disserens essets que peuvent produire les offres, & les cas où elles doivent être suivies de dépost ou de consignation.

Digitized by Google

- 1°. Pour purger la demeure, c'est-à-dire se mettre à couvert des essets du retardement de payer une somme que l'on doit.
 - 2°. Pour arrêter le cours des interests.

3°. Pour s'affranchir d'une peine stipulée ou prononcée par le Juge.

4°. Pour pouvoir retirer la chose donnée en gage.

5°. Pour se mettre à couvert du danger de la diminution ou suppression des Especes, & en transferer le peril en la personne du creancier.

6°. Pour obtenir une liberation pleine & entiere.

Avant que de rapporter les décisions de ce grand Homme sur ces differens essets des offres, il y a deux observations que l'on croit necessaires

à proposer.

La premiere, que l'on ne peut pas dire que les debiteurs soient moins favorables dans un temps que dans un autre; lorsqu'ils se trouvent en état de se liberer, il leur est roujours permis de le faire avec la monoye qui a cours dans le Public; ils sont présumez se servir pour payer leurs creanciers de l'Espece dont leurs propres debiteurs se sont servis pour les rembourser, ce qui est une circulation indispensable & necessaire; si le creancier la refuse, il s'opose à un usage qui a contraint son debiteur à recevoir de ses creanciers les mêmes especes qu'il lui offre, ce que l'équité en soi ni la force d'une Loi qui a son execution ne peuvent pas permettre; sa condition étant donc commune avec tous les autres creanciers du Royaume, il sousser un mal qu'en même cas tous ses semblables ont sousser comme lui, & que le debiteur qui le rembourse a sousfert le premier.

Les exceptions que l'on apporte contre ceux qui abusant des occurrences des temps, se sont remplis d'un papier dont l'abus a été proscrit, ne peuvent renverser les Loix generales; que deviendroient-elles si des exceptions particulieres & arbitraires pouvoient prévaloir sur les regles s'écarter des principes, c'est s'écarter de la raison. L'Etat trouvera d'autres peines pour les priver de leur cupidité, qui n'avoit que des degrez,

& n'auroit jamais eu de fin.

La seconde observation est, que celui qui refuse, sans raison, d'accepter des offres, qui ne les conteste que pour gagner du temps dans l'attente d'un changement, est declaré par toutes les Loix être de mauvaise soi; l'équité soussire trop de le laisser le maître de faire supporter à son debiteur toutes les pertes, qui n'auroient d'autre cause que le resus injuste qu'il fait d'accepter les offres & recevoir son payement.

Les Loix définissent le debiteur, celui que l'on peut contraindre à faire un payement. (a) Par la même raison le creancier est celui à qui on peut offrir ce qui lui est dû malgré lui; de là viennent les regles si connues, que le debiteur ne fait point de violence à son creancier lorsqu'il use de son droit. (b) Que toutes les sois qu'il ne tient point au debiteur de satisfaire aux engagemens qu'il a pris, il est réputé y avoir satisfait. (c) Que l'on ne peut rien imputer à celui qui voulant payer n'a pas pû

(b) Non videtur vim facere qui suo jure utitur. L. 155. ff. de Regulis Juris.
(c) In Jure Civili receptum est quotiens per eum cujus interest, conditionem impleri, fiat quominus impediatur perinde haberi, ac si conditio impleta fuisset. L. 161. ff. de Reg. Jur.

In omnibus causis pro facto accipitur id in quo per alium moræ sit quominus siat. L. 39. ff. de Reg. fur.

⁽a) Debitor intelligitur is à quo invito pecunia peti potest. L. debitor 108. ff. de V. sign.

Gotoffred. Ibi si creditor aut actor est in mora debitor suisse intelligitur. L. 1. 5°. 3°. ff. de co per quem.

le faire par le refus de son creancier. (a) Qu'enfin, quand des offres sont faites réellement, & que rien n'empêche le creancier de recevoir, il faut que le creancier succombe aux pertes & qu'il supporte tous les dommages, tous les frais survenus depuis le jour des offres; l'Ordonnance de 1667 a reconnu la justice de ces regles, tir. 32. art. 2, & 3, où elle dit, que si le Défendeur fait des offres qui soient contestées, & que par l'évenement la demande n'excede pas la somme offerte, le creancier sera condamné en tous les frais & dépens du jour des offres.

Venons aux differens effets des offres proposées par Me Charles du

Molin.

2. Primo casu, quando sit oblatio ad mora purgationem, tunc sola sufficit absque depositione seu consignatione, L. illud. ff. de periculo & commodo rei vendit. L. Si servum. §. ult. ff. de verbor. obligat. Ideo datur remedium ad hot, ne creditor constituatur in morâ. Bartol. in L. penultimâ circa fin. de distract. pign. Quia quando debitor dicit: Sum paratus solvere, debet creditor respondere: Sum paratus recipere, quod remedium pro singulari commendat. Jas. in L. 2. Col. 62. C. de jure Emphy. Alexand. in L. Si mora. Col. 5. ff. soluto matrimonio versicul. omnes.

Les seules offres suffisent pour faire cesser les effets de la demeure & du retardement que le debiteur apporte à payer ce qu'il doit, & par là se délivrer des inconveniens que son retardement peut lui causer; & qui cessent par ses offres; il n'est pas necessaire pour leur faire produire cet effet d'y joindre ni dépôt, ni consignation, parceque quand le debiteur dit à son créancier: Je suis prest de vous payer, le créancier

doit répondre : Je suis prest de recevoir.

Le premier effet des offres de purger la demeure, fondé sur le texte de plusieurs Loix; n'est pas contesté par les Docteurs, & encore moins dans l'usage. Les mêmes Loix decident par une consequence naturelle, que quand un debiteur étoit en demeure de payer, s'il fait des offres, & que le créancier refuse de recevoir sans raison, la demeure du debiteur disparoît pour passer sur le créancier lui-même, & le constituer dans la même demeure où étoit son debiteur avant les offres, ce qui a formé la maxime que ce n'est que la derniere demeure qui est nui-Sible (b).

Toute demeure est personnelle, & vient du fait de l'homme: & pour le temps où elle commence à courir, elle est plus de fait que de

droit (c).

La demeure est de fait, quand le temps ou la chose la produisent; le temps; quand le debiteur a promis de payer à jour certain, & que le jour est échû; la chose; quand elle est perie; c'est ce que l'on appelle demeure de fait qui court contre le debiteur du jour qu'il a dû payer la somme, ou délivrer la chose; de même un acheteur à qui on a livré la chose vendue; se trouve par le seul fait en demeure; par la même raison un créancier qui refuse d'accepter les offres de son debiteur, le trouve par le fait seul de son refus en demeure (d).

(a) Quid enim potest imputari ei qui solvere etiam si vellet, non potuit. L. 17. §. 3° ff. de Usur. (b) Mora ultima nocet, L. illud ff de periculo & commodo rei vendita. L. moram ff. de Usuris. Unicuique sua mora nocet. L. 175. §. 2. ff. de Regulis furis.

(c) Mora sieri intelligitur non ex re, sed ex persona... an mora facta intelligatur, neque constitutione ullà, neque juris Authorum quastione decidi posse, cum sit magis facti quam juris. L. mora 32. ff. de Ujuris.

(d) L. moram. ff. de Usuris. Barthol. ad eamdem L. quia maluit litigare quam accipere, ideo

moræ in rem vitium contraxit. L. nemo rem suam. \$0. 10. ff. de V. ob.

Îl n'en est pas de même de la demeure de droit, qui ne court que du jour de l'interpellation ou demande en Justice, comme dans une obligation payable à la volonté du créancier, dont le debiteur n'est en demeure que du jour que le creancier a formé contre lui sa demande.

Ainsi donc, puisqu'après des offres le créancier refusant se trouve lui-même en demeure de fait, & qu'il ne faut ni interpellation, ni assignation pour l'y constituer; à plus forte raison il n'est pas besoin de dépôt, ni de consignation pour operer contre lui une demeure, qu'il a lui-même établie en sa personne par son seul refus ; c'est ce que M° Charles du Molin decide; & sa decision fondée sur le texte des Loix est universellement reçûe, & n'a point trouvé de contradicteurs (a).

Il résulte de cette verité importante, & la raison naturelle y conduit. que le créancier constitué en demeure par des offres, doit supporter tout ce que sa demeure peut causer de préjudice à son debiteur (b). Il se forme une obligation en la personne du créancier par son refus qui le livre à tous les dommages que son debiteur peut souffrir par le même

On peut donc conclure de cette premiere décisson de la Consultation de Me Charles du Molin trois choses; la premiere, que par les offres le debiteur cesse d'être en demeure; la seconde, que le créancier tombe par son refus injuste dans la demeure dont son debiteur est sorti; la troihéme, que le créancier est responsable de tous les dommages que son refus peut avoir causé à son debiteur (c).

3. Secundo, quando fit oblatio ad usurarum prohibitionem, tunc aut quaritur de prohibendo cursu earum incipiendo, aut de jam incepto. Si de jam incipiendo, tunc sola oblatio impedit, L. Si per te, & L. ex prædiis. C. De Usur. Sed de cursu jam incæpto, tunc sola oblatio non prohib et, sed requiritur consignatio & depositio, L. Si Creditori, C. de Usur. Paul. in D. L. acceptam, 3. columna post

Bald. ibidem, cujus dicta ad hoc multum commendat.

Me Charles du Molin declare que les offres seules sans dépôt ni consignation sont suffisantes pour faire cesser le cours des interests; mais avec une distinction des interests qui avoient un cours établi contre le debiteur avant les offres, d'avec ceux qui n'en avoient point encore, mais qui devoient, ou qui pouvoient commencer de courir.

On verra dans la suite de la Consultation, que Mc Charles du Molin

a retracté cette décisson de deux manieres.

L'une, qu'il n'y avoit aucun prétexte de distinguer le cours des interests déja établis contre le debiteur de celui qui ne l'étoit pas encore, la Loi devant être generale pour garantir le debiteur de tout domma-

ge present ou à venir.

L'autre, qu'après y avoir, dit-il, résléchi plus mûrement, les interests courans & à venir cessent contre le debiteur du jour de ses offres, sans qu'il soit besoin de dépôt ni de consignation; c'est ce que l'on examinera dans l'endroit où il fait sa retractation, avec la même severité contre lui-même, qu'il en use contre ceux à qui il reproche des er-

widuntur. ff. de V. ob.

⁽a) Moram autem purgamus quando creditori rem promissam commodo loco & tempore offerimus, nam ea rei oblatio, moram in qua lapsi eramus extinguit, & creditorem in mora constituit. L. quoties sf. de novat.

(b) Obligationi facti post moram succedit obligatio in id quod interest. L. stipulationes non di-

⁽c) L. qui decem 73. ff. de solut. L. 95. Si sticum. Ibid.

Les Jurisconsultes ont distingué deux sortes d'offres, les offres verbales, & les offres actuelles & presentes, ausquelles nous avons donné le nom d'offres réelles.

Les offres verbales, lorsqu'elles ne regardoient que les choses mobiliaires, n'avoient que peu ou point d'esset; mais lorsqu'elles étoient faites par rapport aux immeubles, dont on ne peut faire la tradition réelle, comme on peut la faire d'une somme d'argent, ou d'un meuble, elles étoient bonnes & valables, quoique faites verbalement, parcequ'il étoit impossible de les faire autrement. Le vendeur ne pouvoit pas osfrir réellement la possession de l'immeuble à l'acheteur (a), il ne pouvoit que lui donner par ses paroles l'assurance qu'il consentoit ou n'empêchoit point que l'acheteur se mît en possession; que si l'ossire verbale étoit faite en Jugement, elle mettoit à couvert celui qui la faisoit, de tous dépens, dommages, interests. C'est la dissernce qui se trouve tous les jours entre les ossires verbales judiciaires, & celles qui ne le sont pas.

L'offre actuelle & presente, qui se forme par la chose ou par la somme exposée aux yeux du creancier, est ce que nous appellons une offre réelle elle délivre le debiteur du peril de la demeure où il étoit, & constitue en même temps, comme nous venons de le dire, le creancier en demeure lui-même.

Ce ne sont donc plus à proprement parler, les effets des offres que nous cherchons; les offres en elles-mêmes n'ont que celui (que l'on vient de dire) de guerir la demeure du debiteur & constituer celle du creancier; ce sont donc veritablement les effets de la demeure que M° Charles du Molin explique dans la suite de sa Consultation.

Le dépôt & la confignation n'ajoûtent rien (comme on peut le concevoir aisément) à la demeure dans laquelle le creancier a été constitué par son resus d'accepter les offres, il n'en est ni plus ni moins en demeure; mais comme ce n'est pas assez pour le debiteur d'avoir mis son creancier en demeure, il faut qu'il obtienne sa liberation, qu'il soit déchargé purement & simplement de son obligation: or il n'est vrayement liberé que par le dépôt & la consignation qui lui tiennent lieu de quittance, quand le creancier resuse de la donner.

Il faut ici remarquer qu'il n'y avoit point dans le Droit Romain, comme parmi nous, de difference entre le dépôt & la confignation: nous entendons dans nos mœurs & dans notre usage par le nom de dépôt, une somme déposée hors Jugement entre les mains d'un Notaire; & par le nom de consignation, un dépôt fait d'autorité de Justice en vertu d'un Jugement entre les mains de l'Officier public, préposé à cet esset, le Receveur des Consignations.

Chez les Romains on déposoit entre les mains d'un tiers, & ce que l'on appelloit obsignation ou consignation, c'étoit le Cachet que l'on

Digitized by Google

⁽a) Si venditorem quod emerim deponere in mea domo jusserim possidere me certum est, quamquam id nemo dum attigerit, aut si vicinum fundum mercato, venditor in mea turre demonstret vacuamque possessionem se tradere dicat, non minus possidere cœpi quam si pedem sinibus intulissem. L. 18. §°. 2° sf. de acq. & amitt. possession rebus soli quæ cum proprie non tradantur, in his oblatio verborum sussicit. L. de statu liber. sf. de statu liberis. Dost. in Auth. dos dua Cod. de donat. ante nupt. in L. si rem §. ult. sf. de pignoratitia ast.

mettoit sur le sac où l'argent compté avoit été remis, c'étoit ce que l'on

appelle encore en plusieurs Provinces un dépôt cacheté (a).

Il ne se faisoit de l'autorité du Juge, que lorsque le creancier étoit al a sent & que le debiteur ignoroit le lieu où il étoit, le dépôt ainsi fait valoit une quittance & operoit la liberation entiere du debiteur (b).

Il y a donc cette difference entre les offres réelles, pures & simples, & les offres accompagnées de dépôt ou de consignation; les premieres ne donnent au debiteur que l'avantage d'avoir mis son creancier en demeu-

re, les autres operent son entiere liberation.

Au nombre des avantages que la demeure du creancier procure au debiteur, est à ce que propose Me Charles du Molin, la cessation des interests qui pouvoient commencer de courir contre lui, mais non la cessation des interests qui avoient pris cours; comme il a changé de sentiment sur cet Article, il faut remettre d'en parler dans l'endroit de sa retractation, pour ne point interrompre le cours de notre Paraphrase.

4. Tertio casu: Quando sit oblatio ad evitandam pænæ commissionem, tunc sola oblatio sufficit. Leg. Celsus in sin. sf. de arbit. L. trajectitiæ, sf. de actionibus & obligationibus, & sic in quolibet debito conditionali. L. si post diem s. Item

si qua, ff. quando dies legati cedat.

La peine acquise contre le debiteur à défaut de payement, ou autre. ment, soit qu'elle fût établie par la convention, ou qu'elle eût été prononcée par le Jugement, cesse par les seules offres réelles sans dépôt ni consignation; le debiteur en est exempt du jour de ses offres, ce qui a lieu dans toutes les dettes conditionnelles, la condition qui étoit à la charge du debiteur, cesse par les seules offres réelles sans dépôt ni consignation: c'est l'équité toute seule qui a prononcé cette décisson que l'on trouve repetée en plusieurs Loix; il ne seroit pas supportable qu'un creancier en refusant de recevoir son payement, pût se procurer une condition meilleure, cela s'appelleroit s'enrichir aux dépens d'autrui : cette question avoit souvent lieu chez les Romains, où faute de payer les interests convenus, & dont il étoit permis de convenir, on en stipuloit de plus forts, ce qu'ils appelloient minores & majores usuras, ces usures appellées plus fortes étoient regardées comme une peine. Or les seules offres faisoient tomber toutes ces peines, & en délivroient les debiteurs. (c) Il y a cependant une distinction que font les mêmes Loix. entre la peine acquise, avec celle qui ne l'étoit pas encore; parcequ'une peine encourue est un droit acquis au creancier; des offres tardives ne peuvent l'effacer, & le dépôt ou la confignation n'y auroient pas plus de pouvoir, quand elles seroient jointes aux offres.

M° Charles du Molin rend sa décision commune avec raison à toutes les obligations conditionnelles, où à faute de faire ou de donner une chose, on s'oblige d'en faire ou d'en donner une autre, les offres déterminent l'obligation & la rendent pure & simple, en faisant cesser la con-

dition ou la peine par les offres.

(b) L. Qui Rom. ff. de V. obl.

(c) Ex hoc paret quod sola oblatio facit cessare pænam, ut in eam non incidat. Gloss. ad L. qui

⁽a) L. Obsignatione Cod. de solut. L. qui decem ff. eod. L. acceptam. eod. de usuris.

servius ait, pecuniæ trajectitiæ pænam peti non posse, si per creditorem stetisset quominus eam intra certum tempus præstitutum accipiet, L. Servius sf. de nautico sænore, Glossa ibi. Nota ergo quod sola oblatio impedit quominus pæna committatur, vel major usura currere incipiat; sed si jam currit, non sufficit oblatio, ut & L. si creditori, L. si per te, Cod. de usuris.

5. Quarto casu: Quando sit ad pignoris liberationem, tunc aut sit in Judicio, & tunc sola oblatio operatur, itaque nascitur pignoratitia actio, L. si rem s. ultim. cum l. sequent. st. de pignoratitiis action. aut sitextra Judicium, & tunc aut quaritur nunquid operetur quantum ad jus actionis pignoratitia, aut quantum ad jus excipiendi. Si quantum ad actionem, tunc sola oblatio non operatur absque consignatione & depositione. D. L. acceptam, L. nec creditores in sin. Cod. de pign. act. L. invicem Cod. de compensat. L. si residuum Cod. de distract. pignor. Quantum ad exceptionem opponendam contra hypothecariam, tunc sufficit. L. Item liberatur, s. qui patitur, sf. quibus mod. pign. vel hyp. sol.

Me Charles du Molin demande quel est l'effet des offres par rapport aux gages & aux hypoteques, dont la difference à l'égard des immeubles ne consiste que dans la tradition de la possession de l'immeuble, qui dans le Droit Romain devenoit le gage du creancier, & la simple convention qui donnoit l'hypoteque sur l'immeuble; parmi nous le gage n'a lieu que pour les meubles, & l'hypoteque s'établit sur les immeubles, sans les mettre en la possession du creancier. Me Charles du Molin demande donc si le debiteur peut après avoir fait des offres, demander la restitution de son gage: il dit, que l'offre est judiciaire ou extrajudiciaire, il déclare suivant la disposition des Loix qu'il rapporte, que l'offre judiciaire donne au debiteur l'action pour retirer son gage, que si elles sont extrajudiciaires, les seules offres sans dépôt ni consignation ne lui donnent point d'action pour le retirer; la raison, présumée des Loix qui l'ordonnent ainsi, est qu'elles établissent qu'il n'y a que le payement ou une satisfaction dont le creancier soit content, (comme de lui donner un autre gage, de lui donner une caution) qui puisse donner une action directe au debiteur, pour demander qu'on lui rende son gage; parceque le debiteur n'acquiert pas sa liberation par des offres, mais par un payement ou chose équivalente.

Mais les Loix, dit-il, viennent au secours du debiteur, en lui donnant au lieu d'une action directe, l'exception du dol & de la mauvaise foi contre le creancier, qui au préjudice des offres voudroit vendre le gage ou exercer une action hypotequaire sur un acquereur, auquel le debiteur l'auroit vendu.

La décision est donc, que les offres empêchent le creancier de disposer du gage, ou de pouvoir inquietter le possesseur du gage, mais ne lui
donnent point d'action sans dépôt ou consignation pour retirer son gage;
c'est un sentiment reçû parmi les Docteurs: Le creancier, disent-ils, ne
peut vendre le gage, que quand le debiteur est en demeure de payer (a);
or celui qui fait des offres n'est point en demeure; mais ne faut-il pas
aller plus loin, & ne voit-on pas que ce n'est qu'une pure subtilité des
formes du Droit Romain, puisque l'exception par l'évenement met le
creancier en pire état que l'action? car l'action en lui faisant rendre la
terre, le mettoit à couvert des dommages interests, & de la restitution
des fruits qui lui étoient acquis contre le creancier du jour des offres,
par une obligation nouvelle (b). Ainsi, donc pourquoi resuser au debi-

priùs debitor sit in mora solvendi. L. cùm solvendo, ff. de dist. pign.

Negusantius de pigner. & hypotecis tertia part. tertii membri quint. part. principalis.

(b) L. Stipulationes non dividuntur, ff. de V. ob.

⁽a) Per solam oblationem impeditur venditio pignoris, quia talis venditio fieri non petest, nissi priùs debitor sit in mora solvendi. L. cùm solvendo. ss. de dist. pien.

teur le moyen de retirer son gage, puisqu'on lui laissoit une exception qui lui en conservoit la proprieté à jamais, avec une restitution assurée

des fruits & des dommages interests du jour des offres.

Suivons, si l'on veut, la premiere raison, que de simples offres qui ne liberent pas le payement & la liberation, sont la même chose; (a) d'où il s'ensuit qu'avant le payement, l'action pour repeter le gage n'est point acquise; mais puisque les seules offres mettent à couvert le debiteur du jour qu'il les a faites, de tous les inconveniens que le resus du creancier a pû lui causer; n'est-il pas vrai que dans l'évenement l'action & l'exception n'ont point de difference (b) ou n'en ont d'autre, si ce n'est que l'exception est plus nuisible au creancier que l'action?

On verra dans la suite de cette Consultation que Me Charles du Molin s'est encore retracté sur une partie de cette décisson en faveur du debiteur.

6&7. Quinto: Quando sit ad transferendum periculum in adversarium, tunc sola oblatio congruo loco & tempore sacta, ut in L. si soluturus, ss. de solution. sufficit non solum ad eximendum à periculo: sed etiam ad transferendum illud, si creditor recusaverit, vel aliàs in mora constitutus suerit, etiam si priùs offerens suerat in mora; quia ultima attenditur, text. in L. illud. ss. de peri. & commis. rei vend; text. in L. qui decem in prin. ss. de solution. L. si debitor, eodem tit. L. si ex legati causa sf. de verborum obligation. 6.

Et secundum communem glos. Bartol. & omnium doctrinam in D. L. qui decem. Debitor generis summa oblata perempta, liberatur ope exceptionis, debitor verò speviei ipso jure. Idem in debitore generis ex causa dotis & sequi. Philippus Decius,

L. quod te, num. 26. Col. ult. ff. si certum petat.

Le debiteur par les seules offres transfere à son creancier, quand il ne les accepte pas, le peril de la perte de la chose, le peril de la diminution ou de la suppression des especes, par le fait du Prince, qui est un cas fortuit. Il se fait dans l'instant des offres deux operations, l'une de le délivrer de ce peril, l'autre d'en charger le creancier, quand même auparavant les offres le debiteur auroit été en demeure de payer; parceque, comme nous l'avons dit, c'est la derniere demeure qui est nuisible, toutes les précedentes disparoissent par les offres, & l'espece étant perie par sa suppression ou autrement depuis les offres, sans qu'il y ait de la faute du débiteur, il en seroit liberé par l'exception du dol & de la mauvaise foi du creancier; que si c'étoit non une espece, mais une chose certaine, un esclave, un cheval, & qu'ils fussent morts depuis les offres, le debiteur seroit liberé de plein droit, & sans le secours de l'exception toutes les Loix s'expliquent de la même maniere, c'est la raison écrite qui ne peut souffrir de variation (c). Il y a des termes bien remarquables dans la Loi rapportée au bas de la page: Il faut, dit le Jurisconsulte Marcel, réputer pour payé tout ce qui a peri depuis les offres; il ne faut point alors, dit Godefroy, de dépôt ni de consignation pour operer

Gotoff. Ibid. etiam nude & citra depositionem cujus meminit. L. 19. Cod. de Usuris. L. 9. in sin. L. 30. 39. Ibid de solut. Oblationis nudæ legitime factæ hic effectus est, ut offerens liberetur exceptione. L. 37. §. ult. fl. de V. ob.

le payement



⁽a) L. 47 ff. de V. sign.

(b) Nihil interest ipso jure, an quis actionem non habeat, an per exceptionem infirmetur. L. 111.

ff. de Reg. furis. Cujacius. Ibid.

⁽c) Qui decem debet, si ea obtulerit creditori, & ille sine justa causa ea recipere excusavit, deinde debitor ea sine sua culpa perdiderit doli mali exceptione, potest se tueri, quamquam aliquando interpellatus non solverit; & enim non est æquum teneri pecunia amissa, qua non teneretur si creditor accipere voluisset; quare pro soluto id in quo creditor accipiendo moram secit oportet esse. L. qui decem 72. ss. de solut.

le payement, l'exception vient au secours du debiteur, c'est au creancier à s'imputer son resus injuste; aussi l'opinion la plus reçûe, & celle de Sabin & de ceux de son Ecole, étoit que la perte de la chose depuis les osses, operoit la liberation du debiteur de plein droit (a); mais la disserence des avis se réunit au même point, il est indisserent au debiteur d'être liberé de plein droit, ou par la voye de l'exception du dol (b). Ces distinctions inutiles parmi nous se réunissent ici; pour assûrer la décision prononcée par Mc Charles du Molin, ainsi que par Mc Cujas, Mc Godefroy, & les autres (c). La chose est donc en general à la perte du maître, à la perte de celui à qui elle appartient, elle est encore à la perte de celui que l'on en veut rendre le maître; ainsi la proprieté de la chose & la demeure par le resus de la recevoir, produisent le même esset.

En est-il de même de l'augmentation qui peut survenir sur les especes : voici encore quels sont les principes que Mc Charles du Molin établit: 2 Le payement ou la confignation sont la même chose; ainsi lorsque dans une dette claire & liquide, le debiteur dans l'unique vûe de se liberer, a consigné la somme qu'il doit, l'augmentation est au profit du creancier; mais quand il faut que le creancier satisfasse de son côté à une demande comme dans les retraits, qu'il remplisse une condition, qu'il parle & qu'il s'explique, comme dans les offres; alors l'augmentation survenue avant que le creancier ait cessé d'être en demeure par son acceptation; son acquiescement ou autrement, appartient à celui qui consigne ou qui poursuit la consignation; & quoique par l'évenement il la fasse déclares bonne & valable, & qu'il retire tous les avantages que sa diligence lui procure, il a droit encore de retirer le profit de l'augmentation; 3 parceque celui qui est diligent, n'est point obligé de rendre la condition meilleure de celui qui est negligent & en demeute de recevoir, + à plus forte raison, si celui qui poursuit n'avoit pas encore configné, ou qu'il eût retiré sa consignation, alors l'augmentation lui appartient sans aucune difficulté: Autre chole seroit, ajoûte-t-il; si la consignation avoit été faite (comme nous venons de le dire) pour une dette pure & simple; parcequ'après le payement ou la confignation, la chose appartient incommutablement au creancier. 6 Mais avant la confignation les offres ne sont qu'une espece de sequestre qui font supporter là diminution au creancier par sa demeure, & laisse l'augmentation au debiteur; parceque si le creancier n'est pas encore payé : c'est sa faute, & que son refus & sa contumace ne doivent pas lui fournir l'occasion de recevoir une plus grande somme; que celle qui lui est dûe.

8. Sexto & ultimo casu: Quando sit ad debiti liberationem, tunc sola oblatio non sufficit, sed requiritur depositio & consignatio, L. Si Debitor offeret, jun-

(a) Quin & iplo jure ex Sabini sententia infra eod. & continuo. L. 107. in fine sup. de V. ob. Gotofredus, ad. D. L. 72. ff. de solur.

(b) Si Stichi promissor post moram offerendo purgat moram, certè enim doli mali exceptio nocebit ei qui pecuniam oblatam accipere noluit. L. 73. § ult. ff. de V. ob. L. 18. §. 2. ff. de stipul. serv. L. interdum §. ult. ff. de V. ob. L. hujusmodi. §. se cui homo ff. de leg. 1. L. stipulatus sum, Damam, ff. de V. ob.

in omni moratoi Molin. q. 39. 2Q. 98. Tra

cont. usur.

3 Breviter
nonobstantibus,
co quod illud a
mentum supero
tum antequam s
acquiesceret &
sineret esse in me
spettat ad cos
gnantem qui l
vicerit, & om
commoda consig
tionis & victo
habeat, potest is
deducere. Mol
lbid.

4 Tum quia commodum mora ris, non debet a gens deterioris conditionis, qu negligens, Id. Il 5 Sed si non c signasset vel co. gnationem, ut terat, recuperal posset deducere a mentum. Id. Ibi 6 Non obstat q. dictum est de co gnatione causa, vendi , quia illa purè & absolu o de eo quod p debetur.

⁽c) Oblatio autem que sit opportuno locò & tempore, etiamsi nuda sit, nuda sit oblatio sine obsignatione & depositione, hos habet effectus moram emendat, moram & periculum oblate pecuniz in creditorem transfert; & ideò perempta pecunia post oblationem sine culpa debitoris, debitor liberatur ipso jure, ex Sabini sententia. L. stipulatus sum. Damam, sf. de V. ob. ex aliorum sententia per exceptionem, L. interaum & ult. eod. L. qui decem hoc tit. L. hujusmodi & si cui homo sf. de leg. 1. Cujacius, ad L. soluturus 39. sf. de solut. ad Affricanum. Trast. 8°.

cta glos. ff. de Solution. & L. Obsignatione. Cod. eo tit. Petr. Anchar. Cons. 331. in cap. Visis diligenter col. 2. in princ. Bart. in L. Prætor aic §. Si quis paratus, ff. de oper. novi nunt. Rom. Cons. 163. incip. Constitutio Curiæ in fin, Et Cons. 204. incip. pro discutienda 2 col. Bald. inc. Licet in tit. Si de feud. fuer. Cont.

Quand le debiteur veut se liberer, les seules offres ne suffisent pas; il faut que le dépôt & la consignation suivent les offres; cette décisson est justifiée par les Loix rapportées par Mc Charles du Molin, & par une infinité d'autres; il n'est pas possible qu'un debiteur soit pleinement liberé, tant que l'argent qu'il doit reste dans ses mains, il faut qu'il s'en désaisssse pour être quitte envers son debiteur, & le dépôt vient au secours du refus & de la demeure de son créancier; mais le moment des offres est toujours l'époque de sa liberation, où l'instant du payement. ou du Jugement qui la prononce, se refere. Nous le verrons inceslamment, après avoir fait quelques observations sur la pratique des offres.

Il faut d'abord remarquer qu'un debiteur qui fait des offres, ne les fait que pour se liberer, en sorte qu'il doit en cas de refus suivre sa liberation par les voyes qui lui sont prescrites; car s'il fait des offres pures & simples, qu'il n'en poursuive point l'execution, il est présumé n'y

avoir pas perseveré, & ses offres lui deviennent inutiles (4).

Tel étoit l'usage des Romains dans les offres que toutes les Loix rapportent, & dont M. Cujas rassemble les dispositions que le debiteur. après avoir fait ses offres, les portoit chez un Notaire, ou dans un Temple, où il demandoit au Juge de lui indiquer un lieu de dépôt; & là en presence de témoins on faisoit trois operations; la premiere, de compter l'argent, en verifier la quantité; la valeur; la seconde, de le remettre dans son sac, & le sceller ou cacheter du sceau des témoins; la derniere, de le laisser en dépôt chez le Notaire (b). Le debiteur après ses offres faisoit donc son dépôt, il le faisoit également de son autorité, ou de celle de la Justice; il n'étoit d'usage de le faire dans les Temples, que quand le créancier étoit absent. Le dépôt étant fait, le debiteur étoit liberé; & quand le créancier vouloit le poursuivre pour le payement, le Préteur lui refusoit toute action (c), sauf au créancier à le retirer, s'il n'avoit pas des moyens valables pour s'en défendre.

Parmi nous des offres n'operent point pareillement la liberation, elles produisent la demeure, & tous les autres effets dont nous avons parlé;

il faut pour tenir lieu de payement que le depôt soit fait.

Notre usage est donc le même. Celui qui fait des offres, & qui après le refus les dépose chez un Notaire après y avoir appellé le créancier,

Le plus frequent usage est de faire assigner le créancier sur les offres par lui refusées, pour les voir déclarer bonnes & valables, & obtenir la permission de configner; après quoi la consignation faite en vertu de Jugement, la quittance que le Receveur en donne, est la décharge pure & simple du debiteur.

⁽a) Et in illa oblatione perseverando, L. 1. in fin. ff. de act. empt. L. qui empt. Seia ff. de solut.

Gotof. ad L. 75. 6. ult. ff. de V. ob.

(b) Oblignatio inquam & depositio que solemnibus testibus presentibus ede sacra, vel in tabulatio urbis, vel ubi Judex arbitratus suerat. L. acceptam 9. Cod. de solut. Cujacius loco citato ad Affric.

Personiam accourante es probate. Cuiacius strid. Pecuniam annumerare & probare. Cujacius. Ibid.

⁽c) Prztor ei denegat actiones, L. 7. L. 30. ff. de folut. Gotof. Ibid.

On ne parle point ici d'un usage de réalisation des especes devant le Juge, cette procedure ne trouve point de fondement ni dans l'autorité des Loix, ni dans les anciens & nouveaux Praticiens, & moins encore dans la necessité de la faire; la preuve & la numeration des espec ces ne se fait quand le créancier refuse de recevoir, que devant le dépositaire public ou particulier; c'est une operation qui est fort au dessous du Tribunal du Juge & de ses fonctions, & qui ne donne aucune force nouvelle aux offres faites, ni à la confignation qu'on lui demande ; c'est d'ailleurs présumer sans prétexte la fausseté d'un acte révêtu des formes publiques, & qui contient la réalité des offres, comme si la réalisation qui se fait devant le Juge, & de la maniere dont elle s'y fait, n'étoit pas sujette aux mêmes inconveniens; le Juge descend alors de son Tribunal pour faire la fonction d'un créancier, & d'un créancier qui fuit sa presence, & ne veut pas paroître devant hii (a). Le debiteur demande au Juge de déclarer des offres bonnes & valables; on lui demande une confignation : voilà sur quoi il doit prononcer; & quand intermediairement il ordonne une réalisation, & qu'il force le debiteur de la demander, tout ce que l'on en peut dire de mieux; est que c'est une procedure inutile, trustratoire, & à la charge du debiteur : ne voit-on pas que les remedes aux inconvenions que l'on a voulu prévoir par cette réalisation, se trouvent établis dans la liberté que les offres donnent au créancier de recevoir son argent à toute heure; & dans la réalisation; qu'aprês les offres; la confignation réitere de plus : quand les offres sont suivies de dépôt, ou de consignation, de quel jour le debiteur doit il demeurer déchargé ? Il est sans difficulté que c'est du jour des offres, puisque c'est de ce jour que le créancier est en demeure, & non du jour de la réalisation faite devant le Juge: Il est donc vrai de dire que les offres réelles seules suffisent sans autre réalifation; que ce sont les offres qui commencent la liberation; mais que pour l'avoir pleine & entiere, & qu'elles tiennent lieu de payement, il faut qu'elles soient suivies de dépôt, ou de confignation, où la réalisation faite par les offres se verifie & se consomme:

9. Sed quid si debitor non offert neque deponit, sed se dicit paratum solvere, es solò verbo offert? Dicit Bart. in d. L. acceptam; quod in rebus qua offerri non possunt realiter ut in immobilibus, dicta verba babent vim valida oblationis. in auth: dos data. C. de donatio. ante nup. alias nullum baberent effectum; nisi post talia verba non acceptata creditor vendat pignus; quia tune potest debitor petere venditionem rescindi L. si residuum; C. de distrac. pig. L. penult. sf. de rescin.

vend. Bart. in d. L. Prætor ait. §. si quis paratus.

Mais, dit M° Charles du Molin, si le debiteur n'offre ni ne dépose, qu'il declare seulement à son créancier qu'il est prêt de le payer, ce sont des offres verbales, qui ne produisent aucun esset, si ce n'est qu'au préjudice d'une pareille declaration, le créancier ne peut vendre le gage, & que s'il vient à le vendre, le debiteur peut faire casser & annuller la vente : nous en avons parlé dans la distinction que nous avons faite des disserences manieres d'offrir.

10. Sed quid si dominus vel creditor non est prasens, nes aliquis pro co, an valeat confignatio & depositio sine oblatione? Paul. de Castr. in d. L. acceptam col. 4: in fin. dicit quod debei adire Judicem, & ibi potestari quod est paratus solvere, D. L. si creditori. in fin. & expressius in L. ult. sf. de lege commiss. & talis pro-

⁽a) Factum à Judice quod ad officium ejus non pertinet, ratum non est. L. 170, ff. de Reg. Juris:

sestatio habet vim realis oblationis secundum eumdem Paul. in L. 2. fl. de naut. fcno. L. pupillo. s. si quis ipsi Prætori. ff. de oper. nov. nun. alias autem non sufficeret debitori propria authoritate facere depositum, licet creditor abesset, nec propterea purgaret moram, & sic secundum eumdem Paul. debet intelligi text. L. pecuniam in fin. & L. cum quidam, §. si pupillo. ff. de usur. & si non potest habere copiam Judicis, deberet secundum eum facere istam protestationem coram honestis personis & rogare Notarium super eo D. L. fin. C. de his qui propter met. jud. non appel. & D. s. si quis ipsi Prætori.

Me Charles du Molin dit que le dépôt & la confignation peuvent se faire sans des offres precedentes en l'absence du créancier; mais nous avons un usage contraire fondé sur des Loix nouvelles qui ont établi une

forme meilleure que celle des anciens.

Il est d'abord vrai qu'une consignation ne peut jamais se faire, si ce n'est lorsque celui à qui on la fair, refuse son payement; c'est un principe de raison naturelle. (a) On peut ici rapporter les termes d'un Commentateur de la Coutume de Paris (b).

La confignation ne peut être faite qu'après un Exploit ou Acte con ,, tenant l'offre réelle faite en deniers à découvert à la personne ou domi-,, cile de l'Acquereur, suivie du resus, suivant la disposition vulgaire de ,, droit, parcequ'il seroit injuste de consigner une somme que celui auquel

", elle est dûe n'auroit pas refusée.

La confignation n'est autre chose qu'une ressource que la Loi donne au debiteur pour consommer son payement après avoir mis son créancier en demeure; le point fixe dont il ne faut point ici s'écarter, & dans lequel on trouvera les décisions qui sont à prononcer sur les offres, est la demeure dans laquelle le créancier est constitué après son refus, c'est de là que dérive la libération qui se consomme par la consignation qui n'est qu'une suite, un accessoire des offres qu'elle suppose necessairement pre-

L'Ordonnance de 1667 (c), explique l'usage du conseil que Me Charles du Molin donne de faire du moins une protestation devant le Juge ou en son absence devant des témoins, qu'il est prêt de payer avant que de faire son dépôt; cette protestation ne pourroit se faire hors la presence du créancier ou sans lui avoir signifiée, elle ne seroit pas même suffisante si elle ne contenoit pas des offres réelles, qui d'ailleurs doivent être faites à la personne ou au domicile du créancier, c'est à quoi nos Ordonnances ont donné un meilleur remede à l'absence du créancier, soit que son domicile soit inconnu, ou qu'il ait passé dans les Pays Etrangers.

11. Est etiam secundum quod ad hoc ut sit obligatio valida, debet sieri loco & tempore congruis, L. si soluturus, ff. de solutis. glos. in d. L. obsignatione, C. eo tit. L. mora ff. de usur. L. qui Romæ ff. de verb. oblig. cùm ibidem not. prascribentes, ideo sieri debet de die, & non de nocte, ut dicit Pet. de bella pertica in repetit. D. L. acceptam. Hac scripsi anno 1524. rogatus à juvene Senatore resolutionem hujus materia dare secundum communem doctrinam, quod seci.

Les offres doivent être faites en temps & lieu, c'est à dire, pour le lieu, à la personne du créancier ou à son domicile, ou à celui qui auroit été designé par la convention, on ne peut point payer dans un lieu ce qui doit Se payer dans un autre : (d) elles doivent être faites de jour & non de

(a) Offeras, ac si non suscipiant, in publico depone, L. acceptam. Cod. de usuris.

(b) Brodeau sur la Coutume de Paris.

(c) Tit. 2. des Ajournemens, art. 3. & suiv. (d) Toto Tit. de co quod certo loco dari oportet.

nuit, le péril de l'erreur & de la surprise ne permettent point d'autoriser des osses faites après la nuit ouverte, solis occasus suprema tempestas esto. L'expression diem dicere, apprennent que la Justice & les Actes judiciaires suivoient le cours du Soleil & se reposoient avec lui, nos Coutumes en ont des dispositions, tous nos Auteurs parlent de même (a).

Il y a un dernier defaut dont Me Charles du Molin ne parle pas, c'est l'insuffisance des offres; celui qui doit à differens titres à la même personne, peut se liberer d'une dette & laisser subsister les autres, mais la même dette ne peut se payer en partie & subsister pour le reste, que du consentement du créancier; il faut donc offrir le principal & les accessoires dûs jusques au jour des offres, elles doivent être integrales (b).

Mais si l'on trouve une somme modique de moins dans le principal ou dans les interêts, l'on voit des Jugemens declarer des offres nulles pour des sommes qui tout au plus ne feroient que des appoints; on avoue que l'on croit que cette sorte d'insuffisance ne doit être regardée que comme une erreur de fait, une erreur de calcul, sur-tout lorsque le debiteur a ajouté les mots (sauf à parsaire;) un debiteur peut être incertain de la somme, il peut l'avoir mal comptée; & quand il auroit obmis d'offrir de suppléer, s'il est prêt de le faire dans l'instant que l'erreur se découvre, cela ne doit pas porter atteinte à une offre dont on a rempli à quelques sols ou quelques liards près, le payement.

Cela est fondé sur la nature de la libération des debiteurs, est-elle favorable, ne l'est-elle pas? l'interêt du créancier n'est il pas conservé quand l'erreur est peu importante & que le debiteur est prêt à chaque instant de la reparer? où trouvera-t-on cette rigueur critique qui fait déchoir un debiteur de ses offres, qu'on la place dans les Retraits où celui qui manque à une syllabe en est déchu, mais entre le debiteur & le créancier, ne

peut on pas dire, erreur n'est pas compte? à bon compte revenir.

Toutes les fois que l'on se presente à lui pour le payer, il doit tendre la main & recevoir, c'est en comptant avec son debiteur qu'il se fera faire une entiere & parfaite raison; mais qu'un créancier resuse de répondre à des offres, cela n'est il pas contre le droit naturel, contre les premieres loix de l'équité? & supposé qu'il y apperçoive un manque d'un Ecu ou aux environs, qu'il garde le silence pour s'expliquer dans un temps où il aura trouvé de quoi placer son argent, où il sera à couvert d'une diminution, est-ce une raison valable pour excuser sa demeure? la Justice peut-elle soussirir que devant elle on prenne ces sortes d'avantages?

L'erreur de fait est-elle de nature à devenir critique & fatale à ce point? ce n'est que l'erreur de droit que l'on doit s'imputer, parcequ'il est inex-cusable d'ignorer les Loix de sa patrie; mais pour l'erreur de fair elle ne peut autoriser une sinesse artissicieuse, un piege qui n'ad'autre objet que de faire soussir un dommage injuste à un malheureux debiteur, ce n'est que le silence du créancier, son resus de recevoir qui fait son titre, il n'y en eut jamais de plus vicieux; & puisqu'un erreur de calcul ne se couvre point par rapport au créancier, peut-on s'en servir pour ruiner le debiteur? ces sortes d'erreurs tombent rarement sur le principal, & sont bien plus excusables quand elles tombent sur les interêts, dont le calcul est tou-

(a) Autheur du grand Coutumier, L. 2. fol. 235.

Boutillier, Somme rurale, titre des Exceptions dilatoires, chap. 18.

Antoine Loyzel, titre des Retraits, Coutume de Bretagne, art. 20. tit. 50.

Brodeau, art. 131. Coutume de Paris, n. 3 & 4.

Mornac, sur la Loi more Romano, ff. de Feriis.

(b) L. quamdiu, Cod. de dist. pign. L. 2. Cod. debit. vend.

D

jours incertain, ce n'est point là certainement le cas de la rigueur des Loix, qui déclare que l'on ne peut faire aucun reproche ni douter de la bonne foi d'un debiteur qui ignore le plus souvent combien il doit payer; (a) la faveur de la liberation n'autorise point l'excuse de la mauvaise intention ni de l'impuissance d'un debiteur qui doit satisfaire, mais elle pardonne son erreur quand elle est peu importante & qu'il est prest à tout instant de la rectifier (b); ne pourroit-on point concilier cette question par les paroles de Grimaudet? (c) les voici.

,, En ce cas la sagesse du Juge doit avoir grande force à regarder si la 5, quantité qui defaut être si petite qu'elle y ait pû arriver par erreur , alors " d'une grande équité il doit secourir celui qui a consigné, à ce que telle ,, faute ne lui porte nuisance: ou bien si la somme défaillante est telle ,, qu'il y ait apparence que le consignant a commis dol en suivant telle

,, faute, & lors la confignation ne lui profitera.

Quant aux nullitez que l'on tire des formes & des dispositions de l'Ordonnance sur les ajournemens, les delais, les exceptions & autres, l'abus que l'on en fait, les subtilitez que l'on imagine, les fuites, les détours si condamnables en soi, sont aujourd'hui le motif trop sérieux des jugemens & le prétexte dont on se sert pour rejetter des offres que l'on avoit toujours jugées valables jusqu'à present.

Un Huissier declare le domicile du debiteur suivant l'Ordonnance, rue & près de l'Echelle du Temple; on déboute des offres, parceque, dit-on, la rue où il demeure est sans nom, comme si le nom du Temple

n'étoit pas relatif également à la rue & à l'Echelle.

Un debiteur fait des offres sans donner copie ou Extrait de l'Obligation ou du Contrat dont il est debiteur, on le déboute de ses offres, comme si cet article de l'Ordonnance 2 regardoit d'autres personnes que les demandeurs dont les défendeurs peuvent ignorer la prétention, comme si cette disposition étoit necessaire quand le titre est commun entre l'une & l'autre des parties, & enfin comme si un créancier pouvoit ignorer sa créance; une obmission legere, une erreur, un vice de Clerc forme une nullité, ce qui est aussi nouveau qu'étrange dans les regles anciennes de la Jurisprudence des offres connues & pratiquées jusques à ce jour.

Mais il y a une autre raison décisive qui proscrit toutes les nullitez qui roulent sur la forme des Exploits, c'est qu'elles n'ont été établies que pour pouvoir donner une certitude juridique à la Justice, que l'Exploit a été reçû, comment donc celui qui malgré la prétendue nullité de l'Exploit l'a reçû, peut-il dire à l'Audiènce, l'ayant en ses mains, que l'Exploit est nul: l'Ordonnance n'est-elle pas remplie: n'a-t-on pas satisfait à ses dispolitions, lorsque l'Exploit a été veritablement remis? écoutons comme en parle le Commentateur Bornier, 3 la presentation de la partie couvre le défaut sier, derniere qui pourroit avoir été commis dans l'Exploit, tous les avantages que l'on veut tipag. 12. sur rer de ces sortes de nullitez, n'ont donc que la fuite & la coutumace pour principe; défaut bien plus grand que les minuties, les obmissions que l'on releve aujourd'hui avec tant de soin dans les Exploits d'offres; c'est abuser, on le repete, de la Loi, interpreter ses termes contre son esprit & son intention, c'est corrompre l'esprit & le cœur de la Nation, que de lui permettre de prendre de pareilles routes, & d'y voir applaudir les premiers Juges, c'est ôter à la liberation la faveur qui lui est dûe, c'est ré-

> (a) Non potest improbus videri qui ignorat quantum solvere debeat. (b) Favorabiliores ret quam actores habentur. L. 115. ff. de Regulis Juris.

(c) L. 7. shap. 16.

Digitized by Google

. 2. du tit. urnemens.

. 6. tit. des mens.

. des Ajour-

compenser la fuite, la demeure, la chicane & la mauvaise foi des créanciers. Dans un mal commun il n'y doit avoir ni prévention ni préserence, & s'il étoit permis d'en admettre, ce ne seroit pas en faveur d'un créancier qui sans raison resuse de recevoir, contre un debiteur qui est présumé avoir reçû malgré lui ce qu'il offre; débouter un debiteur de ses offres, c'est le ruiner aujourd'hui, l'inconvenient est bien moindre d'obliger un créancier à recevoir. Ensin, jamais les circonstances particulieres, (on l'a déja dit,) ne peuvent ni ne doivent prendre la place des regles generales.

12. Sed postea maturiùs cogitans, dispunctione sactà, inveni communem illam sententiam, de qua sup. num. 2 inveteratum esse errorem, quem plenè consutavi in tracta. com. & usur. quæst. 39, cum duabus sequentibus in Latin. & in lib. Gallico. quæst. 21 num. 276 cum seq. si enim compensatio ipso jure impedit cursum usurarum, qua incaperunt currere, etiamsi compensatio non opponatur ab homine L. cum alter. cum L. seq. st. de compen. L. si constat. L. etiam. C. cod. tit. & tenent. Glos. Bar. Bal. ang. Paul. sulg. & omnes in d. L. si constat. & generaliter ubicumque desetus solutionis posset afferre prajudicium vel damnum debitori. Alexand. cons. 45, num. 4, lib. 3, cons. 74, n. 4, lib. 5, socin. cons. 130, ad sin. lib. 4, franc. curt. sent. cons. 70, col. ult. Jas. §. in bonæ sidei. justit. de action. soc. in L. Julianus col. 2 num. 9 de condit. & demon. ubi ampliat. quanto fortius oblatio congrua sacta ab homine, qua plus est quam compensatio non oblata ab homine.

13. Et ad jura in contratium ab omnibus allegata, solu: onem dedi cum multis novis intellectibus in d. Tract. usur. Latin. quæst. 39. ubi ampliavi etiam ad reditus redimibiles, qua ampliatio debet intelligi quando liquidum est reditum esse redimibilem: secus si creditor habet justum errorem facti or putandi reditum non esse redimibilem, quia non tenetur dimittere jus indiscussum, nec propterea subire periculum, in L. illud. st. de pet. hered. ergo nec perdere interim reliqua, nisi factà consignatione per debitorem, vocato creditore, juxta. D. L. acceptam. C. de usuris. L. obsi-

gnatione. C. de solution.

14. Sed error juris hujusmodi creditorem non excusaret, secundum novam nostram Er veram sententiam, puta si creditor putaret 30 vel 40 annis prascriptam facultatem hujusmodi reditus redimendi, contra ea qua nove scripsi in d. tract. usur. La-

tino, quæst. 17 Galli. quæst. 3.

15. Pariter quod sup. num. 5 secundum communem sententiam, de ea tantum à mox suturo Consiliario rogatus respondi solam oblationem extra judicium non sufficere ad pignoris liberationem, ad agendum pignoratitia: falsum & ineptum est, quia libellus pignoratitia oblationem etiam judicialem continet, tum sive actione, & extra judicium sola realis & congrua oblatio impedit ipso jure pignorum venditionem. Text. in L. si residuum in 2 responso, ibi, sive oblato supersuo. C. de dist. pign. quod intelligitur etiam extra judicium, prout indistincte loquitur, quamvis princ. D. L. si residuum loquatur de oblatione judiciali, etiam non reali, & ita debet D. L. reste intelligi, & in utroque responso distingui, quamvis nemo ante nos animadverterit.

Je fis, dit Me Charles du Molin, cette Consultation en l'année 1514, à la priere d'un jeune Senateur, & je lui donnai suivant ce qui étoit alors établi par le sentiment commun des Docteurs: mais y ayant restéchi plus meurement, j'ai trouvé que ce sentiment commun des Docteurs que j'ai donné ci-dessus sur la question seconde, nombre 3, n'étoit qu'une erreur inveterée que j'ai resué depuis dans mon Traité Latin des Interests, & dans mon Traité François, question 21, n. 276, & suivans.

Dans la seconde question on vient de voir que Me Charles du Molin y a decidé que les offres ne faisoient point eesser les interests qui avoient commencé de courir; il s'en dédit ici, comme d'une erreur qui lui est échappée. Si dit il, la compensation empêche de plein droit le cours des interests, quoique la compensation ne soit alleguée, ni opposée par le debiteur, & que generalement toute compensation éteint la dette de plein droit; combien à plus forte raison une offre valable faite par le debiteur doit-elle avoir plus de force, qu'une compensation

qui n'est point demandée?

J'ai répondu, dit-il, aux textes que l'on m'a opposé pour prouver le contraire, & donné plusieurs explications nouvelles à des Loix malentendues, & j'ai étendu ma décision jusqu'aux arrerages des rentes constituées, à la réserve d'un seul cas où le créancier se trouveroit dans une erreur de fait qui lui donneroit juste raison de croire que la rente ne seroit pas rachetable : alors pendant le cours de la discussion & du Procès le debiteur ne pourroit se mettre à couvert du cours des interests

que par le secours de la consignation.

Voilà le premier argument de Me Charles du Molin, pour faire cesser les interests au moment des offres, parceque la somme qu'un créancier peut recevoir, & qu'il refuse sans raison, est semblable à une somme qu'il a reçûe & qui forme une compensation. Il ne trouve qu'une exception à sa décission, c'est, dit-il, lorsque le créancier qui refuse est dans une erreur de fait, parcequ'alors son refus ne doit pas lui être imputé, & que la confignation doit se faire pendant le cours du Procès, ce que l'on ne peut entendre que quand le Juge l'a ordont :; car autrement on ne peut s'empêcher de lui opposer que comme on ne pardonne point l'erreur de fait à un debiteur qui se trompe confiderablement dans ses offres, il n'est pas juste de la pardonner au créancier qui refuse de recevoir par une erreur de fait; joint à cela qu'il ne faut que consulter la Loi que cite Me Charles du Molin (a). C'est un heritier qui revendique les biens d'une succession des mains d'un possesseur, on demande si le possesseur condamné doit rendre les fruits qui ont peri pendant le cours du Procès?

Les Jurisconsultes se trouvent partagez; les uns disent que les fruits doivent se rendre, parceque l'heritier, s'il les avoit eu, en auroit disposé avant le déperissement; les autres disent que si le possesseur de l'heredité étoit de bonne foi, il ne doit pas les rendre: mais on ne peut comparer les fruits aux interests; les fruits qui sont naturels, font partie du fond, & se doivent rendre à celui qui est reconnu proprietaire, parcequ'ils n'ont pas cessé de lui appartenir: mais les fruits civils que l'argent produit ou par la demeure, ou par la convention, se produisent & reproduisent à chaque instant; en sorte que quand le créancier est en demeure de recevoir la somme qui lui est dûe, cette somme devient sans force & sans effet pour produire des interests; on n'ôte point au créancier un bien qui lui soit acquis, les offres empêchent qu'il ne puisse plus acquerir des interests: rien de plus indisserent que le créancier refuse par erreur de fait ou de droit, puisque dans l'un & l'autre cas l'erreur ne peut autoriser son refus. Voyons donc quel est l'effet de son refus par rapport aux interests de la somme offerte; & pour cela, suivons Me Charles du Molin dans l'examen qu'il a fait de cette question dans ses Traitez des interests (b).

On le sert, dit-il, de deux moyens pour soutenir que les offres réelles ne font point cesser le cours des interests; l'un, qu'ils courent par la force de la convention, que tant que la convention subsiste, elle

Digitized by Googlet

⁽a) L. illud ff. de petitione hareditatis. V. L. 2. ff. de usuris. (b) Q. 39.

doit avoir son effet en entier; l'autre, que lorsqu'il s'agit de la resolution d'une convention d'un engagement, les offres ne suffisent pas, si elles ne sont suivies d'une consignation; ce qui paroît conforme à la disposition de plusieurs Loix, ausquelles il répond dans la suite.

Nonobstant ces raisons, dit ce sçavant Jurisconsulte, il est évident que des offres réelles faites en temps & lieu, arrêtent de plein droit le cours des interests ou arrerages pour l'avenir, de quelque nature qu'ils

Premierement, parceque dans toute obligation, dans tout Contrat de constitution il y a une condition tacite pour le cours des arrerages; jusqu'à ce que le sort principal, les interests, frais & loyaux-cousts soient offerts, ou ce qui revient au même; il y a un temps limité sousentendu que les arrerages ou interests courreront, jusqu'à ce que ce qui est dû, soit payé ou offert; il ne faut point dire que les arrerages; ni les interests soient promis dans le cas des offres, ni qu'ils fassent partie de la convention, parcequ'au contraire il est tacitement convenuque dans le même cas ils n'étoient promis, ni dûs.

En second lieu, les fruits sont restituabels du jour des offres, les offres font naître la restitution des fruits. Un fond a été vendu sous la condition d'y rentrer, en rendant le prix, la Loi decide (a) que le fond doit êtrè rendu avec les fruits perçus depuis les offres : or si les offres donnent une action pour les fruits, à plus forte raison donnera-t elle une excep-

tion pour arrêter le cours des interests d'une somme offerte (b).

Une somme offerte reste entre les mains du debiteur jusqu'à ce que son creancier la reçoive, ou qu'elle soit consignée, pendant cet interval ce seroit une perte évidente que le debiteur soussirioit, si on l'obligeoit de payer les interests d'un argent, dont il ne peut plus faire d'usage; quel peut être le titre? Comment nommer l'action d'un créancier, lorsqu'il demande des interests échûs depuis son refus & sa demeure? & ce qui excite les reproches de M' Charles du Molin contre l'erreur des Docteurs, c'est qu'ils n'ont pas seulement erré contre l'équité; mais contre le veritable sens des Loix; en sorte que marchans dans une fausse route, les uns ont dit que les interests ne cessoient pas de plein droit, mais par le secours de l'exception, les autres que la demeure du créancier faisoit cesser les interests qui n'étoient dûs que par la demeure du créancier, & l'Office du Juge.

Il répond ensuite à tous les textes qu'on lui oppose, dont il seroit trop long de rendre compte en détail; il fait voir que le premier qu'on lui oppose (c), decide la question conformément à son sentiment; il ne faut que la lire (d). A la seconde (e), qu'elle decide que les interests cessent du jour des offres, & ne parle pas du dépôt comme d'une formalité necessaire, aux autres; que ce sont des preceptes generaux pour faire des offres valables, que ce sont des décisions qui regardent les

ff. de Reg. Firis.

ie

⁽a) L. 2. Cod. de pattis inter empt. Actio tibi dabitur habita ratione, corum quæ post oblatam

ex pacto quantitatem ex eo fundo ad adversarium pertinuerunt.

(b) Molinaus: Ibid. q. 39: no. Probatur etiam quod ejusmodi oblatio parit actionem etiam ad fructus. Igitur multo magis parit offerenti exceptionem, nec fructus vel reliqua debeat. Cui damus actiones eidem & exceptionem competere multo magis quis dicerit. L. 156. §. 19

⁽c) 1. gui Roma 5°. Seia, ff. de V. ob. (1) Respondit: si Seia non cessasse ex stipulatione pecuniam offerre usuras non deberi. Dott. \$0:

⁽e) Si creditrici, Cod. de usuris. Si creditrici quæ ex causa pignoris obligatam sibi tem tenuit, caque non accipiente obsignatam eam deposuisti præstare non cogeris. Digitized by Google

offres d'un tuteur à son pupille (a). Reprenons ensuite ses principes; il soutient (b) que par rapport aux offres & au depôt, & pour les effets de la demeure, on ne trouvera dans le Droit aucune difference entre les interests qui courent par la force de l'action, ou de la convention, ou par l'office du Juge, ni entre les interests qui ont commencé de courir, ou qui n'avoient pas encore courus, parcequ'il n'y a pas une Loi qui reconnoisse cette difference, ni une bonne raison qui en puisse trouver aucune; que dans les interests que la demeure a produits, la même demeure venant à cesser, la cause essective & productive des mêmes interests cesse pareillement (c); que pour ceux qui ne sont point produits par la demeure, mais par la nature de l'obligation ou de la convention, & qui peuvent se racheter & s'éteindre, les simples offres les font cesser de plein droit par la condition tacite, la limitation expresse de leur cours, jusqu'à ce que l'obligation soit acquitée, ou le Contrat de constitution remboursé; ce qui est présumé accompli par rapport aux arrerages ou interests à écheoir, aussi-tôt qu'il ne tient qu'au créancier de recevoir; toute obligation, tout engagement de payer des interests à l'avenir est une obligation conditionelle, les Loix le déclarent; elle n'est pas conditionelle par rapport à la quantité de la somme, mais parcequ'il est incertain de sçavoir combien de temps ils auront cours. Qu'est-ce que la condition : c'est ce qui donne l'existance à la chose quand elle arrive, ou qui la refuse quand elle n'arrive pas (d).

Il est (ajoûte-t-il)inutile d'opposer que la nature des offres n'est pas d'éteindre de plein droit une Obligation ou un Contrat; que cen'est que par la voye de l'exception que les offres font supporter le peril des especes au créancier, & en délivrer le debiteur; qu'il n'y a qu'une seule obligation dans les Contrats, qu'elle est indivisible, que le principal & accessoire ne sont qu'un; que ce qui produit les interests, n'est pas éteint par de simples offres, que les arrerages de la rente sont dûs en vertu du Contrat, quoiqu'ils ne soient exigibles que le jour de l'écheance du payement; parceque ces propositions (dit-il) ne sont vrayes que tant que le debiteur ne veut pas rembourser la rente; son obligation à la verité étoit pure & simple pour le principal & les interests, mais sous une condition de perpetuel rachat, sous une condition resolutive en tout temps par le payement, c'est une obligation momentanée dont la durée est conditionelle à la volonté du debiteur; & tant que la condition n'arrive pas, elle n'opere rien, si ce n'est de tenir en suspens une obligation qui peut à chaque instant être, & n'être plus: mais quand le debireur se presente pour payer, qu'il fait des offres, il n'est pas à la verité liberé par les offres, il lui faut un dépôt ou une quittance: mais qu'est-ce que cela signifie, c'est-à-dire qu'il n'est pas liberé du principal, ni des interests échûs? Mais après des offres peut-il jamais devoir davantage? sa dette augmentera-t-elle après des offres valables? sa dette augmentera t-elle

(t) Quest. 39. n. 302.

Digitized by Google

⁽a) L. acceptam. Cod. de usuris. L. Tutor perpupillo ff. de adm. Tut.

⁽¹⁾ Ideò currere desinunt, quia cessat causa effectiva. Dostores ad L. acceptam. Molin. q. 39. n. 305.
(1) Quæ verò citra moram currunt, sed redimi vel extingui possunt. Ideò secuta congrua oblatione ipso jure currere desinunt; quia obligationi ipsi inest tacita conditio & expressa limitatio, donec sors cum reliquis solvatur, quod respectu suturarum præstationum pro impleto habetur contra creditorem quamprimum per eum stat. L. Jure Civili ss. de cond. & demonst. Et quod obligatio usurarum sit conditionalis probat textus, L. ubi autem s. ult. ss. ob. Ubi textus dicit eam obligationem incertam, quod non est incertum quantitatis in se; sed quia incertum est debitum iri, & sic necessariò conditionalis est cum posset se habere ad esse vel non esse, & conditionalem tradit ipse Bartolus in ult. so. Ita etiam expressim tenent Paulus, Alex. & alii. In L. qui Roma in principio de V. obl. Probat etiam L. si lata sf. si certum petatur. Molinæus. Ibid.

parle refus & la mauvaile foi de son créancier ? & puisque les deux Parties opposées conviennent tous que la somme est aux risques & perils du créancier après les offres, parcequ'il est reputé en être, ou en pouvoir être le maître à chaque instant : comment veut-on qu'une somme dont il est le maître, ou dont il ne veut pas l'être par mauvaise intention. puisse produire des interests à son prosit contre un malheureux debiteur qui est obligé depuis ces offres de garder un argent desormais oisif & inutile pour sui, & plus encore lorsque le debiteur après ses offres poursuit la consignation ? Comment le Juge prononcera-t-il, déclarera-t-il les offres nulles, faute par le debiteur d'avoir offert les interests échûs. & à écheoir, jusqu'à ce que la confignation soit faite : cela seroit inexcufable: cependant s'il juge, comme il le doit, les offres valables, son Jugement ne contiendra que les interests échûs au jour des offres; il ne peut en adjuger d'autres; c'est une chose inexcusable qu'un Jugement qui en déclarant des offres valables, condamne au payement des interests depuis le jour des offres jusqu'à celui de la confignation, ce n'est que quand il n'y a pas eu d'offres précedentes, que l'on donne cours aux interests jusqu'au jour de la consignation.

Il resulte de ce que l'on vient de dire, que sur cette question deux principes renferment le système entier de M° Charles du Molin; le premier que la demeure où les offres constituent le créancier qui refuse, fair cesser les interests que la demeure du debiteur avoit fait courir contre lui; le second que dans tous les autres engagemens où les interests courent par la nature de l'action ou convention, même ceux des rentes constituées, il y a une condition inherente & resolutive du Contrat à la volonté du debiteur, en payant & rembourlant lon créancier; qu'à la verité de simples offres ne le liberent du principal & des interests ou arrerages échûs, mais le liberent absolument des interests à écheoir, parceque quoique la dette ne soit pas encore éteinte faute de dépost ou de quittance, la somme due est fixée & arrêtée par les offres, elle ne peut plus augmenter au profit du créancier; tout au contraire, elle peut diminuer à sa perte: une somme offerte n'est bonne qu'à recevoir, & tout ce que fait le créancier pour s'en dispenser n'a point d'autre nom dans les Loix, que celui de dol & de mauvaise foi que l'on doit écouter peu favorable. ment, sur-tout lors qu'ayant refusé sans raison des offres valables, il veut que depuis son refus & pendant tout le temps qu'il se donnera par ses fuites & ses delais affectez, son argent continue de lui produire des interests, c'est dans ces momens que les Loix regardent un debiteur qui offre, comme un debiteur qui a payé. (a)

Il ne faut que la raison commune & le moindre sentiment d'équité pour sentir qu'il ne faut pas de si longues dissertations pour connoître la verité à laquelle Me Charles du Molin est revenu avec un vifrepentir de s'être laissé aller au torrent de l'opinion commune, qu'il appelle une erreur inveterée.

M' Cujas (b) a été du sentiment contraire, sans aucune autre raison que celle de l'autorité des Loix, ausquelles Me Charles du Molin a répondu pleinement dans sa question 39; mais entre de si grands hommes on peut prendre pour digne conciliateur Me Charles Loyseau (6), voici

H

e

⁽a) Offerens par est solventi est textus, in §. final. auth. ut exact. instant. dot. L. fundus qui Lucit ff. de rescindenda vendit. L. si rem alienam. §. final. de pignorat. act. Negusantii respons. pag. 740. (b) Cujacius, ad L. 10. Cod. de pignorat. act. 2. Cod. de usuris. (c) Loyseau de la forme de Déguerpissement, L. 5. chap. 9.

en quels termes il s'explique, après avoir pense comme Cujas qui croyoit que les interests qui couroient par la demeure, cessoient par les offres, & non ceux qui couroient par la nature de l'action ou de la convention, comme les arrerages d'une Rente, &c.

,, Je pense toutefois que l'opinion de du Molin soit plutôt tenue en , France, comme aussi elle est plus équitable, & le Praticien de France

, Jean Fabert semble l'avoir tenue.

Il faut encore observer que dans le dernier article de sa Consultation; Me Charles du Molin se retracte d'une autre erreur, lorsqu'il a dit au Magistrat qui le consultoit, que les offres extrajudiciaires ne suffisoient point pour affranchir le gage, & donner l'action au debiteur pour le reclamer, parceque l'action contient en elle une offre judiciaire, ce qui est hors de doute.

Tels sont les offres que nous tenons de la plus pure intelligence des Loix que nous donne l'Oracle de la Jurisprudence Françoise; principes necessaires dans les temps presens, qui enfante autant de disserentes opinions que les disserens interests des hommes & leurs disserentes affections en imagine: si l'on s'écarte des principes de la raison écrite dans les Loix; pour se livrer à une multitude d'exceptions nuisibles aux uns, utiles aux autres, la Jurisprudence tombera dans une confusion qui causera des maux infinis, au lieu qu'en suivant inviolablement les regles; la fin des contestations sera facile.

Résumons les décisions que la Consultation renferme.

Les offres par la demeure dans laquelle se trouve le creancier après les avoir refusées, la condition perpetuelle de la liberation qui fait l'es-sence de toute Obligation, de tout Contrat, dont l'engagement ne dure que jusqu'au payement, donne aux offres plusieurs avantages qu'on ne peut leur resuser.

Le premier, de constituer le creancier en demeure.

Le second, de faire cesser les interests du jour des offres.

Le troisième, de délivrer le creancier de la peine prononcée ou commencée, à défaut de payement.

Le quatriéme, de transferer le peril de la diminution ou suppression

des Especes en la personne du creancier.

Le cinquiéme, d'affranchir le gage, & de contraindre le creancier de le rendre à son debiteur.

Quant au dépôt & à la confignation, c'est la sin & le terme qui enfante la parfaite liberation du debiteur, & qui a le même esset que le payement & la quittance. On a déja observé que les questions de sçavoir quel est l'esset des osses seules, ou des offres suivies de consignation, ne sont pas frequentes parmi nous; parceque l'usage est dans le moment des osses, de faire assigner pour les faire déclarer valables & en ordonner la consignation; d'où il s'ensuit que les interests cessent pendant l'intervalle, & que le Juge ne pouvant resuser de les déclarer bonnes, du jour qu'elles sont saites, le debiteur ne peut être obligé de consigner d'autres Especes que celles qu'il a ossertes, puisque si elles viennent à perir depuis les osses, la perte en tombe sur le creancier.

Tels sont les principes de la matiere dont il n'est pas permis de s'écarter, les exceptions sont livrées à la sagesse & à la prudence des Juges;

mais les Regles doivent être inviolables en tout temps.

REPLIQUE

POUR MADAME LA PRINCESSE DE CONTI.

A LA DE'FENSE

DE MADAME LA PRINCESSE. SUR LA QUESTION,

S I en Pays de Droit Ecrit les Freres Germains concourent avec la Mere en la succession des meubles & acquêts de leur Frere decedé, ou si l'Edit de S. Maur a abrogé ce concours.

E Système de Madame la Princesse est, que les Freres germains n'ont plus de Titre pour concourir avec la mere, parce-🛾 que la Novelle qui faisoit leur Titre a été pleinement abrogée, & qu'il n'en subsiste plus rien. Qu'en sa place l'Edit a fait succeder un nouveau droit, qui a rendu l'ordre des successions uniforme en tout le Royaume, & introduit en Droit écrit une Loi conforme à l'esprit, & à la disposition des Coutumes, que par ce nouveau droit tous les meubles & tous les acquets ont été donnez à la mere, suivant le modele de ce qui se pratique en Pays coutumier: que l'Edit, en donnant aux meres les meubles & les acquêts, a prétendu les récompenser de ce qu'il leur ôtoit sur les propres; mais que comme il a jugé cette récompense mal proportionnée à leur perte, il a cru devoir y ajouter pour supplément l'usufruit de la moitié des propres: que cela rend cet usufruit si propre & si particulier aux meres, que ce seroit temerité aux freres que de prétendre y concourir, & qu'enfin il suffit de trouver dans l'Edit en termes expres, que les meres succederont aux meubles & conquêts de leurs enfans: que cette expression indéfinie les constitue seules heritieres des meubles & acquêts, à peu près comme il suffit dans un Testament d'instituer un heritier, pour le constituer successeur de toute la masse, & comme il a suffi à la Coutume d'Auvergne, lorsqu'elle a voulu ôter de certains biens aux freres, d'y appeller les ascendans. Qu'ainsi l'esprit & la lettre de l'Edit conspirent également à l'abrogation du concours des freres; l'esprit, parcequ'il a été de suivre pas à pas l'œconomie des Coutumes, & par consequent de laisser à la mere les biens qui ne tiennent à aucune ligne, & qui se déferent à la simple proximité, tels que les meubles & les acquêts; & encore parceque l'esprit a été de récompenser & d'avantager la mere, en lui remplaçant largement sur de certains biens, ce qui lui étoit ôté sur les autres: la lettre, parcequ'elle est expresse pour appeller la mere à cette sorte de biens, & que la vocation des meres à des biens d'un certain genre, emporte d'elle-même dans ces biens l'exclusion des freres.

Par-là il est visible que la prétention de Madame la Princesse est fon-

dée sur ces quatre Paradoxes.

1°. Que la Novelle 118 qui établit le concours des freres avec la mere, a été en tout, & partout abrogée par l'Edit de S. Maur, & qu'ainsi les freres n'ont plus de Titre pour succeder avec la mere.

2°. Que l'esprit de l'Edit a été d'introduire en Droit écrit le même ordre de succeder qui est gardé en Pays de Coutume, & de rendre par

ce moyen la loi des successions, uniforme en tout le Royaume.

3°. Que son esprit étoit encore non seulement de dédommager la mere de ce qu'elle perdoit sur les propres, mais encore de l'avantager sur les mêmes propres, en lui assignant pour avantage l'usufruit de la moitié.

4°. Qu'à cet esprit s'accorde la lettre, lorsqu'il dit que les meres succederont aux meubles es conquêts de leurs enfans, parceque la succession des meubles & conquêts ne peut être accordée à la mere, qu'elle ne soit

ôtée aux freres & sœurs germains.

C'est donc ruiner absolument la désense de Madame la Princesse, que de resurer ces quatre erreurs, & c'est cette résutation qui doit saire la principale matiere du présent Memoire, après quoi on passera à l'examen des Arrêts & des autoritez.

REFUTATION DU PREMIER PARADOXE, où l'on montre que l'Edit de S. Maur n'a abrogé la Novelle 118 que dans le point qui admettoit la mere à la succession des biens paternels de son enfant, & qu'en tout le reste cette Novelle s'est maintenue en vigueur, comme droit ancien non abrogé.

L'Edit a pris soin de marquer dans sa préface ce qui l'offensoit dans la disposition des Loix Romaines, & ce qu'il en prétendoit retrancher. Aussi est-ce relativement à cet objet, qu'il a mesuré & temperé dans son dispositif l'abrogation par lui prononcée; il faut donc voir d'abord ce qui l'offense, & on verra ensuite ce qu'il retranche.

Or voici en quels termes il marque ce qui lui déplaît dans les Loix

Romaines.

En nos Pays, dit il, & Duché de Guyenne, Languedoc, Provence, Dauphiné & autres a été cy-devant pratiquée & observée une Loy & Constitution, autresfois faite par les anciens Empereurs de Rome, par laquelle la mere survivante à ses
ensans, leur succede, non seulement en leurs meubles & conquêts, mais encore ès propres
provenus & procedez de la ligne paternelle, privant ainsi & excluant les vrais heritiers des biens & patrimoines anciens. Suivant ce discours tout ce qui choque
le Legislateur, est la succession universelle de la mere en toute sorte de
biens. C'est en cela seul qu'il juge que l'ordre de succeder, établi par le
droit civil, expose les familles à une prochaine ruine, par la raison que la
mere ne peut succeder à tout, qu'elle ne transporte dans sa ligne & même quelquesois en maison étrangere, le patrimoine que son fils tenoit
de la ligne paternelle. La mere suivant l'Edit, étoit un ennemi placé en

poste avantageux, pour ravit aux vrais heritiers, c'est à dire aux heritiers du sang, aux heritiers du nom & des armes, leurs biens & leurs patrimoines anciens; sur cette consideration, il se dispose à délivrer de cet ennemi les grandes & illustres Maisons. Et pour user de la judicieuse expression du Désenteur de Madame la Princesse, il ne cherche qu'à sauver des mains de la mere l'ancien patrimoine des familles. C'est en esset à ce seul objet que se terminent toutes ses vues, & on désie la subtilité même d'en trouver un autre, du moins dans les termes de l'Edit, car on sçait bien que lorsqu'on voudra lâcher carriere à ses idées, il en sera de l'Edit comme des nues du Ciel, où chacun trouve ce qu'il veut: Mais ce n'est pas de quoi il s'agit; il faut trouver l'objet de l'Edit dans l'Edit même. Et après qu'il lui a plû de l'expliquer, il ne peut être permis à l'imagination de courir après ses phantômes.

Tout le but de l'Edit étant donc de mettre l'ancien 'patrimoine des familles à couvert des mains de la mere, il faut voir comment il s'y prend, & par quelle voye il atteint à ce but; or c'est ce qu'il faut chercher dans le

Dispositif.

Le Dispositif s'explique ainsi: Avons statué & ordonné, Voulons & nous plaît que dores navant telle observance & maniere de succeder, n'ait lieu & ne soit survie ni pratiquée en aucun endroit de nôtre Royaume, & laquelle en tant que besoin seroit, nous avons abrogé & abrogeons par ces présentes, voulons & nous plaît que les meres dores navant ne succedent à leurs enfans, & que les biens desdits enfans provenus du pere, de l'ayeul, d'oncles collateraux, & autres de quelque endroit que ce soit du côté paternel, retournent à qui ils doivent retourner, sans que les dites meres y puissent succeder.

Ici on demande au Défenseur de Madame la Princesse, si ces mots: Telle observance & maniere de succeder, ne sont pas des termes relatifs; & s'il n'en est pas de même de cet autre, laquelle observance nous avons entant que besoin abrogée. Si le terme telle, & le terme laquelle sont des pronoms relatifs, ils se rapportent donc à quelque chose. Mais de grace, à quoi peut-on les rapporter si ce n'est à l'observance & maniere de succeder, expliquée dans le préambule; c'est-à-dire, à l'observance & maniere par laquelle la mere survivant à ses enfans, leur succedoit non seulement ès meubles & conquêts, mais encore ès propres provenus & procedez de la ligne paternelle, privant ainsi, & c.

Que si cela est, l'abrogation de l'Edit ne tombe donc pas universellement sur toute l'observance & maniere de succeder, établie par le Droit Romain, mais seulement sur le point particulier de cette observance qui admettoit la mere à la succession confuse de tous les biens; car comme suivant le propre témoignage du Legislateur, cela seul attiroit son attention, cela seul aussi tomboit sous son abrogation; & par consequent cette abrogation n'a point empêché que l'ancien ordre de succeder, n'ait conservé en tout le reste sa force & vigueur; il n'est donc pas vrai que la Novelle ait été abrogée en tout & partout.

C'est par ce principe que les Arrêts ont jugé de l'Edit; c'est de-là qu'ils ont tiré pour consequence, que tout le dérangement par lui apporté dans l'ordre des successions en Droitécrit, consistoit en ce que la mere ne succedoit plus comme autressois, aux biens de la ligne paternelle; mais qu'à l'égard de tous les autres ascendans ou Collateraux de quelque

ligne qu'ils fussent, paternels ou maternels, leurs droits successifs s'étoient maintenus tels qu'ils étoient avant l'Edit. De-là vient qu'après la mêre excluse des biens paternels, l'ayeule maternelle, le frere uterin, l'oncle, le neveu, le cousin maternel, ont été admis au lieu de la mere, à

recueillir la dépouille de la ligne paternelle.

Tout cela est fondé sur deux regles incontestables. L'une qu'il en est des Loix comme de tous les autres Actes declaratifs de la volonté des hommes, dont les essets doivent recevoir leur borne & leur mesure de l'intention de celui qui a parlé ou disposé: Actus, dit en mille endroits M° Charles du Moulin, & entre autres sur la Loi premiere de verb. oblig. non possunt operari ultra intentionem agentium. L'Edit de S. Maur n'a eu d'autre intention que d'abroger la succession confuse de la mere en tous les biens de l'enfant, il le declare lui-même. Son esset doit donc se borner à retrancher la succession de la mere; mais quant à tous les autres, quels qu'ils soient, peres, freres, oncles, cousins, sans distinction de ligne, ils n'ont rien perdu de tout ce que l'ancien droit seur attribuoit.

L'autre regle est cet axiome si commun dans les écrits des Interpretes de Droit: In correctorus veteris juris non fit extensio. Les Loix qui corrigent, qui changent ou qui alterent en quelque point l'ancien droit, n'endommagent cet ancien droit que jusqu'au point par elles marqué, la raison est que l'ancien droit subsiste par son autorité, en tout ce qui n'est point changé par le nouveau : le nouveau a veritablement plus de force que l'ancien; mais s'il ne fait qu'entamer l'ancien; s'il n'en retranche qu'une partie, la partie non retranchée subsiste & conserve toute sa force, par cela même qu'elle n'est pas retranchée. C'est le raisonnement qu'a fait Me Charles du Moulin sur le propre sujet de la succession des meres. Par l'ancien droit, il n'y avoit que la ligne paternelle qui succedât, suivant la regle, proximus agnatus familiam habeto. Par le Senatus-Consulte Tertyllien qui a fait un nouveau droit, la mere a été admise en de certains cas à la succession de son enfant; sur cela les anciens Jurisconsultes demandent si la mere admise, ouvre la porte à l'ayeule maternelle, & ils répondent que non, comme il paroît par le tit. de Senat. Tertyll. Or sur cela du Moulin fait cette remarque dans le Conseil 15: Jus novum, quo mater ad successionem filiorum vocata est, strictum erat, nec extendendum, utpote veteris juris correctorium, ita quod non extendatur ad aviam, sed opus fuit speciali nova constitutione ad illam extensionem. Voila donc la regle des Arrests, lorsqu'ils ont eu à juger jusqu'où s'étendoit l'Edit de S. Maur : comme ils ont trouvé qu'il n'abrogeoit que la succession des meres, ils se sont arrêtez où il s'arrêtoit; & jugeant qu'une premiere playe faite à l'ancien droit, n'étoit pas une raison pour en faire une seconde, ils ont évité de toucher aux droits de tous les autres parens. Ainsi hors la mere, aucun degré, aucune ligne n'a rien perdu de tout ce que l'ancien droit lui donnoit; que si cela est, il est donc faux que la Novelle ait été abrogée en tout, & par tout, puisque c'est par elle, & en vertu de sa disposition, que le pere, que les ayeux, tant? paternels que maternels, que les freres, les oncles, les neveux & les cousins de toute ligne, succedent encore indifferemment aux biens de toute

Veut-on encore une confirmation de cette proposition par l'autorité d'un

d'un personnage grave, & de grand poids, c'est M. Bouguier, qui sur la L. E. nomb. 1. s'explique ainsi: Tant s'en faut que l'Edit de S. Maur puisse être étendu hors ses termes, qu'il se peut recueillir par ses paroles mêmes, que son intention n'a été de passer plus avant, attendu qu'il est disertement porté par icelui qu'il abroge la Loi faite par les Empereurs Romains en faveur des meres, qui est le Senat. Consult. Tertyllien, par lequel la mere, on non autres, est appellée à la succession de son fils. Il n'a donc pas aussi aboli l'Edit du Préteur, Unde cognati, ni la Novelle 118 de fustinien, declarative or amplificative d'icelui.... consequemment les droits de l'Edit du Préteur or de la Novelle, sauf en ce qu'ils avoient de conforme avec le Tertyllien, sont demeurez en leur entier.

Si la Novelle n'a été abrogée qu'en ce qu'elle avoit de conforme avec le Tertyllien, c'est-à-dire, en ce qu'elle accordoit à la mere la succession de son ensant, il s'ensuit donc qu'en tout le reste elle n'a soussert atteinte ni abrogation quelconque; & comme c'est dans ce reste que se trouve enveloppé le concours des freres avec la mere dans les biens qui lui sont laissez, il est évident que le concours n'a rien trouvé qui l'ait détruit, & qu'ainsi le titre de vocation des freres germains n'est pas moins incontestable depuis l'Edit, qu'il l'étoit auparavant; car ce qu'il faut remarquer, est que le raisonnement de M. Bouguier est celui-là même qui a servi de sondement à une multitude d'Arrests qu'il rapporte. Ainsi on peut dire sans crainte que c'est un raisonnement consacré, & comme disent les Gloses, canonisé.

Aussi voudroit-on bien sçavoir en quoi ce même concours auroit pû nuire à l'intention de l'Edit, & en quoi il auroit pû traverser l'objet qu'il s'étoit fait d'empêcher que les biens es patrimoines anciens ne sortissent des familles par l'interposition de la personne de la mere. Est-ce que la ligne paternelle conservera plus sûrement ou plus pleinement son ancien patrimoine, lorsque les freres germains ne concourront pas avec la mere dans les biens laissez à la mere ? Est-ce que les Familles seront plus dépouillées quand ils concourront? Bien au contraire, le concours est favorable aux Familles: car plus on ôte à la mere, plus on enrichit les Familles; & plus on donne à la mere, plus on expose les Familles à perdre ce qu'on lui donne: ce seroit donc non seulement sans vûe & sans motif, mais contre ses propres vûes, & contre son propre motif, qu'il auroit retranché le concours du double lien avec la mere. Il avoit en vûe de gratisser les Familles aux dépens de la mere, & il auroit gratissé la mere aux dépens des Familles.

Mais ce n'est pas la seule absurdité qu'entraîne la proposition du Défenseur de Madame la Princesse. Car si l'Edit a fait main-basse sur la Novelle, s'il ne l'a ménagée en rien, & s'il n'en n'a rien laissé subsister, il n'y a donc plus de double lien, ni en Droit écrit, ni en tout le reste du Royaume. En esset, ces mots de l'Edit: Laquelle observance & manière de succeder, Nous ne voulons être suivie ni pratiquée en aucun endroit de notre Royaume, emportent, suivant le Désenseur de Madame la Princesse, une abolition pleine & parfaite de la Novelle, & de toutes ses dispositions, entre lesquelles est la prérogative accordée au double lien. A ce compte donc, nous allons voir en Droit écrit les freres uterins, & consanguins, succeder pesse messe avec les freres germains: Bien plus, nous allons voir le double lien

Digitized by Google

abrogé en 22 Cout. qui l'ont reçu. Car enfin s'il en faut croire Madame la Princesse, ce double lien fait partie d'une observance abrogée en tous ses points & en tous ses articles. Et comme l'Edit ne veut plus qu'en aucun endroit du Royaume la même observance soit suivie en pratiquée en quoi que ce soit; voilà la distinction du double lien ensevelie pour jamais; voilà la moitié du Royaume qui perd ses Loix, & ses Usages; voilà 22 Coutumes qu'il faut réformer. Le Défenseur de Madame la Princesse n'a-t-il point peur d'un si grand fracas? Si cela ne l'épouvante pas, on aura encore plus de raison que jamais d'admirer son courage.

Il faut donc revenir à la verité, & dire que la Novelle subsisse à l'égard des freres germains, comme elle subsisse à l'égard de tous les autres

parens, hors la mere seule.

REFUTATION DU SECOND PARADOXE,

Où l'on montre que c'est parler contre l'évidence, & contre l'autorité des choses jugées, que de feindre dans l'Édit un système de conformité avec l'économie des Coutumes.

Le Défenseur de Madame la Princesse, qui, comme l'on a vû, n'a peur de rien, a bien osé entreprendre d'établir que l'esprit, & la lettre de l'Edit appuyoient également la prétention de Madame la Princesse. Son second, & son troisième Paradoxe servent à tirer l'esprit de son côté, & le quatrième à détourner la lettre en sa faveur. Il faut donc commencer par voir si ce second Paradoxe peut être tant soit peu coloré.

Mais avant toutes choses, il faut demander à cet intrépide adversaire pourquoi il s'épuise en speculations? pourquoi il se tourmente à chercher l'esprit qui regne dans l'Edit? Faut-il courir si loin pour trouver ce qu'on a, pour ainsi dire, sous la main? Faut-il aller à la découverte d'une verité qui se montre d'elle-même? Faut-il en un mot consulter son ima-

gination lorsque l'Edit a parlé ?

L'Edit a marqué, comme on a vû, qu'il n'avoit point d'autre esprit que de mettre une barriere entre la ligne paternelle & la mere, asin qu'il n'y eût point de communication de l'une à l'autre, & que les biens de celle-ci ne pussent passer à celle-là. Voilà l'unique esprit de la Loi; voilà tous ses vœux; voilà tout le centre où aboutissent ses termes. Interpretez l'Edit de telle maniere que la mere ne serve plus de vehicule au transport des biens paternels dans sa ligne, & vous aurez rempli tout son esprit, toutes ses intentions, tous ses desirs. Quant au reste, tenez vous en repos, & laissez les choses en l'état où le droit ancien les a mises, & où l'Edit les laisse.

Il faut pourtant par plaisir contempler ces vaines chimeres, car ce sera un vrai divertissement.

On nous dit d'abord que l'Edit dans sa Préface blâme le Droit Romain de n'avoir pas suivi dans l'arrangement des successions la politique de nos Coutumes, qui attache les biens à l'estoc d'où ils sont provenus: Laquelle Loi, dit-il, en parlant de la Loi Romaine, outre qu'elle est directement contraire à ce qui est observé dans les autres Pays de notre Royaume, où toujours a été observé et gardé que les patrimoines ne remontent et ne soient ôtez de l'estoc, tige ou souche dont ils sont dérivez, elle est cause d'une insiné de procès, et qui pis est, de la destruction de beau-

coup de bonnes maisons, & familles anciennes: comme donc, ajoûte-t-on, la sagesse des Coutumes est ici hautement louée & magnisiée, il n'est pas permis de douter que le Legislateur n'ait prétendu adopter leur système, & le prendre pour un modele sixe & assuré; il n'est pas même permis de douter qu'il n'ait prétendu établir dans tout le Royaume une précieuse unisormité de Loi, en sorte que les successions sussent reglées en Droit écrit, comme elles sont reglées en pays de Coutume.

Voilà sans mentir une merveilleuse consiance. Car si l'Edit a prétendu faire garder en Pays de Droit écrit l'ordre des Coutumes, il a été sans doute fort mal obéi, puisque encore aujourd'hui les successions en Droit écrit de quelques biens qu'elles soient composées, suivent toujours la proximité de degré, sans que cette regle soussire d'autre exception que par rapport à la mere. En Coutume au contraire les successions se divisent en deux branches, asin que chaque ligne reçoive les biens provenus d'elle; cette difference si grande & si essentielle, subsistant encore, a-t-on pû sans une extrême inconsideration avancer que l'Edit a rendu la Loy des successions uniforme en tout le Royaume.

Mais d'ailleurs la consequence est-elle bien concluante? L'Edit a loué la sagesse des Coutumes; donc il a prétendu en tout & par tout se conforme aux Coutumes. Un Architecte loue un édifice; donc lors même qu'il s'est éloigné du plan de cet édifice, il faut croire qu'il a prétendu en faire son modele. Voilà justement le raisonnement du Désenseur de Madame la Princesse, auquel on répond que ce n'est point par les louanges que la présace de l'Edit donne aux Coutumes, mais par l'Edit même, & par son Dispositif qu'il faut jugerde ce qu'il a fait, comme ce n'est point par l'estime qu'un Architecte a marquée pour un bâtiment, qu'il faut juger de l'ordre d'architecture qu'il a gardée dans l'édifice par lui construit; c'est par l'édifice même, c'est par ses propres yeux que l'on en doit décider.

Et voila la regle que les Arrêts ont suivie, lorsqu'ils ont jugé de l'Edit. Ils ne se sont point arrêtez à ces ornemens de présace qui ne signifient rien. Mais ils se sont attachez à la disposition de l'Edit, & à l'Ordonnance du Legislateur. Et c'est en se tenant à cette regle, qu'ils ont trouvé que toute la volonté de l'Edit se réduisoit à exclurre la mere des biens paternels, mais qu'en tout le reste il avoit conservé l'ordre tel

qu'il l'avoit trouvé établi en Droit écrit.

٦,

'n

105

Après cela, ce n'est pas en tout que l'Edit a loué, & recommandé la sagesse des Coutumes, il ne les a louées que dans le soin qu'elles avoient pris d'attacher à chaque estoc les biens qui en étoient provenus. Car de toutes les maximes du Pays coutumier il n'a exalté que celle-ci; Propres ne remontent. Mais que faut-il conclure de là, sinon que toute son attention s'est renfermée sur des biens anciens, sur des biens de ligne, sur des biens d'estoc, que par consequent c'est uniquement par rapport à ces biens qu'en langage de Coutume on appelle propres qu'il a prétendu changer l'ancien droit; car à l'égard des biens d'une autre espece qui n'auroient point encore pris, ou qui seroient incapables de prendre racine dans un estoc, ou dans une ligne; comme ils n'entroient point dans son objet, & comme il ne lui importoit gueres de quelle maniere l'ancien Droit en eût disposé; aussi ne voit-on pas qu'il ait songé à y appor-

ter aucun changement: c'est pourtant des biens de ce dernier genre qu'il

s'agit entre nous.

Enfin si on vient au Dispositif on y trouvera que veritablement il empêche que les propres ne remontent du sils à la mere. Mais empêche t-il qu'ils he remontent du petit-sils à l'ayeule, ou à quelqu'autre ascendant maternel. Sans doute, Non, puisqu'il y a plus de trente Arrêts qui l'ont ainsi décidé, & que le propre Désenseur de Madame la Princesse n'a pû opposer à ces Arrêts que des sons confus: & bien que la regle Propre ne remonte ne soit faite que pour empêcher qu'un ascendant ne transporte dans sa ligne les biens d'une autre ligne, ne labantur, comme dit Maître Charles Dumoulin, sur la Coutume d'Artois, in diversam lineam; ceèpendant l'Edit trouve bon non seulement que les biens, de quelque ligne qu'ils soient provenus, remontent indisferemment aux ascendans de toute ligne, hors la mere; mais encore il sousser qu'ils s'écartent en collarerale à droite & à gauche, en toute sorte de lignes, sans doute parceque le Droit Romain le veut ainsi, & qu'en ce point, comme en tout le reste, (hors le cas de la mere) il ne prétendoit rien innover.

Cela montre combien est foible & méprisable l'argument emprunté des louanges que l'Edit donne aux Coutumes: si cet argument avoit pu enfanter quelque juste consequence, c'étoit sans doute celle qu'entiroient les parens paternels contre l'ayeule, contre le frere uterin, & contre les autres collateraux, ou ascendans maternels. Voilà, disoient-ils, un Edit qui fait l'éloge de la regle, Propre ne remonte, & qui la regarde

comme le salut des familles.

Pourquoi la louer si magnifiquement, s'il ne vouloit pas la suivre en tout & par-tout? C'est donc ajoutoient ils, sur ce modele qu'il s'est re-glé, c'est sur les Coutumes qu'il a pris exemple, c'est à leur imitation qu'il a voulu établir en tout le Royaume un ordre uniforme de succession, & pour cet esset communiquer aux Provinces de Droit écrit, la regle paterna paternis, &c. dont l'experience a justissé que la pratique étoit

si salutaire aux pays de Coutume.

Ce raisonnement avoit une autre force que celui de Madame la Princesse, puisqu'enfin il argumentoit des propres aux propres, au lieu que Madame la Princesse argumente des propres aux acquêts; car de ce que l'Edit n'a pas voulu que les propres remontassent à la mere, elle conclut qu'il a donc voulu que les acquêts y remontassent sans concours, ce qui est une consequence visiblement fausse, & illusoire; parcequ'après tout, l'Edit a pu vouloir empêcher la retrogradation des propres vers la mere, sans songer à lui faire passer la totalité des acquêts. Non-seulement il a pu vouloir l'un sans vouloir l'autre, mais il a marqué l'un sans marquer l'autre. Or la Regle est certaine, qu'il n'a rien voulu de tout ce qu'il n'a point marqué vouloir.

L'argument des parens paternels avoit encore cet avantage par dessus celui de Madame la Princesse, qu'il se trouvoit fortifié, & soutenu de ces mots de l'Edit retourneront à qui ils doivent retourner, qui sembloient indiquer un retour, & par consequent une affectation à la ligne & à l'estoc.

Mais malgré tout cela, les Arrests ont jugé qu'il ne suffisoit pas que les Coutumes fussent louées dans la preface, si elles n'étoient suivies dans le dispositif. troduction de la Regle Paterna Paternis en Droit écrit.

Ces raisons confondent l'esprit imaginaire de conformité entre l'Edit & les Coutumes. Car il s'ensuit de-là que suivant la Doctrine des Arrests, les Coutumes, & l'Edit ne s'accordent que dans un point presque imperceptible, qui est l'exclusion de la mere quant aux biens provenus de la ligne paternelle. Mais qu'en tout le reste, l'Edit a si peu prétendu se regler sur le système des Coutumes, qu'il a laissé subsister en Droit écrit, toutes les regles de ce droit qui sont le plus opposées aux Coutumes. Que si cela est, pourquoi n'auroit-il pas laisser subsister le concours des freres avec la mere dans les meubles & acquêts? Ce concours est contraire à la pratique des Coutumes, cela est vrai; mais la succession confuse de toute sorte de parens aux biens de toute ligne, sans que rien décide de la préference entre eux, que la simple proximité, est une pratique qui resiste encore plus aux Coutumes. Cette pratique cependant s'est conservée depuis l'Edit hors un seul cas, qui est lorsque la mere se trouve en rang de succeder, & dans ce cas-là même ce n'est pas toujours la ligne paternelle qui receuille les biens venus d'elle, & qui profite de l'exclusion de la mere. Les parens maternels lorsqu'ils sont plus proches en excluent les paternels, de sorte que pour lors l'exclusion de la mere ne profite qu'à un parent de sa ligne, plus éloigné qu'elle; tout cela est-il plus conforme aux Courumes, que le concours du double lien avec la mere ? si donc les Coutumes sont si mal imitées en tout le reste, pourquoi faut-il d'avantage les imiter sur le point particulier du même concours, & certainement il y a de quoi admirer le Défenseur de Madame la Princesse, car comment peut-il prétendre que l'Edit ait pris les Coutumes pour modele fixe et assuré, tandis que suivant lui-même, l'Edit fait succeder la mere non seulement aux meubles & acquêts, mais encore en l'usufruit de la moitié des propres? Trouvera-t-il beaucoup de Coutumes qui partagent l'ulutruit des propres pour en donner la moitié à la mere?

Mais il y a infiniment plus, trouvera-t-il des Coutumes qui donnent les meubles & les acquêts à la mere sans y admettre le pere? Il faut cependant, comme on a montré dans le premier Memoire, & comme Henrys son grand auteur en convient, qu'il soutienne, que l'Edit a donné les meubles & les acquêts à la mere seule, sans vouloir que le pere y prît

aucune part.

312

(1)

jes

Digitized by Google

La proposition neanmoins est si monstrueuse, qu'il n'a osé la défendre que du bout des levres, & c'est contre cet écueil que cette grande intrepidité a échoué. D'abord il a franchi le pas, il a prétendu que le pere seroit exclus par la mere de toute participation aux meubles, & aux acquêts. Ensuite il a eu honte de sa proposition, & a dit que le pere, & non les freres, concourent avec la mere. C'est-à-dire que pour lui les Loix sont de cire, il les pétrit, il les étend, il les resserre comme il veut.

Mais quoi qu'il en soit, on lui fera voir dans la Résutation de son quatriéme Paradoxe que la prétention de Madame la Princesse est insoutenable si le pere concourt avec la mere; il n'a donc qu'à s'aprêter à chercher un grand nombre de Coutumes qui donnent les meubles, & les acquêts uniquement à la mere, à l'exclusion du pere. Mais tandis qu'il n'en trouvera pas, il faudra qu'il convienne que l'Edit interpreté suivant son sens , ne s'accorde pas plus avec les Coutumes qu'avec le Droit

écrit.

Il faut donc dire que l'Edit est une Loi de fantaisie, dans laquelle on chercheroit vainement des rapports, & des analogies, soit avec de certains principes, soit avec de certaines Loix. Tout y est l'ouvrage de la volonté du Législateur, c'est un droit singulier qui emprunte toute sa force de l'autorité du Souverain; ce Souverain n'a parlé que pour ôter à la mere la capacité de succeder en de certains biens. En cela veritablement il a fait contre la mere ce que la plûpart des Coutumes sont contre les ascendans en general; mais hors ce point, il a si peu songé à imiter les Coutumes, qu'il a laissé en tout le reste, pleine vigueur à un droit que l'on peut appeller l'antipode des Coutumes.

RE'FUTATION DU TROISIE'ME PARADOXE, où l'on montre qu'il n'est nullement veritable que l'Edit ait cru devoir, ni qu'il ait prétendu accorder un dédomagement, beaucoup moins un avantage à la mere.

L'idée que nous refutons ici, a cela de commun avec la précedente, que ce n'est qu'une conjecture, & même moins qu'une conjecture, c'est une simple raison de convenance. On trouve, dit-on, qu'il étoit convenable à la majesté de l'Edit de récompenser la mere aux dépens du concours des freres dans les meubles & acquêts, après que les freres avoient été gratissez dans les propres aux dépens de la mere. Mais on peut dire de ceraisonnement qu'il ne pouroit être bon à proposer qu'en cas qu'il sût question de concerter une Loi à faire, mais qu'il ne vaut rien pour expliquer une Loi faite; parceque dans la Loi faite, il n'y a jamais que ce que le Législateur y a mis. Les raisons de convenance que l'homme imagine, sont les ouvrages de son esprit, tandis que l'abrogation du concours dont il s'agit doit être l'ouvrage de la Loi. On demandera donc toujours à Madame la Princesse, où est la dispositionabrogative du même concours?

Mais l'Edit declare, dit-elle, qu'il ne veut point laisser les meres ainsi désolées de la perte de leurs enfans, sans leur faire quelqu'avantage pour se pouvoir entretenir, &c. Ainsi donc, ajoûte t-on, l'esprit de l'Edit est d'avantager les : meres: Or s'il a voulu leavantager, il a prétendu à plus forte raison les dédommager de ce qu'il leur ôtoit; & cela étant, on ne voit point qu'il leur assigne d'autre dédomagement que la totalité des meubles, & acu quêts: c'est ainsi que raisonne celui qui nous accuse de subtilité.

Mais d'abord l'interprétation des Loix nouvelles, & arbitraires telles que l'Edit de S. Maur, me soussire point de raisonnement de cette sorte. Ce sont des Loix de ser mon slexibles, non maniables, non susceptibles de consequences: non est producendum ad consequentias, c'est ce que M'Cujas a remarqué sur la Rubrique du Code de contr. vel. com. stipulatione; sus novum, dit-il, à l'occasion des Novelles qui sont des Loix de même nature que celle dont il s'agit, stricté est accipiendum, nec in ils admittitur argumentatio à pari, majori vel minori. Cependant le plaidoyer sait pour Madame la Princesse n'a été rempli que de ces sortes d'argumens, jusques-là qu'on diroit que le Désenseur de Madame la Princesse croyoit

raisonner sur la justice ou injustice d'un Contrat.

Secondement, le terme avantage sur lequel Madame la Princesse appuye si fort, ne signisse pas ce qu'elle prétend. Pour en trouver le sens il faut remonter plus haut, & se souvenir de la clause qui fait absolument cesser la succession des meres. Voulons et nous plait que doresnavam les meres ne succedent à leurs ensaus; en esset ces termes marquent que comme le Legislateur n'avoit de vûes que pour l'abrogation du Tertyllien, & de toutes les Constitutions qui favorisoient la succession des meres; aussi prétendoit-il rétablir la Jurisprudence Romaine dans l'état où elle étoit avant le Tertyllien, c'est à-dire, faire revivre cet ancien Droit qui tenoit les meres pour étrangeres, & ne leur laissoit aucune part dans les biens de leurs ensans décedez. C'est donc cette premiere, & originaire Jurisprudence qu'il rappelle lorsqu'il dit: Voulons que doresnavam les meres ne succedent à leurs ensans.

Et n'importe qu'immediatement après il ajoute: Et que les biens provenus à leurs dits enfans de leur pere, de l'ayeul, oncles, collateraux et autres de quelque endroit que ce soit du côté paternel; retournent à qui doivent resourner, sans que les dites meres y puissent succeder. Car cette derniere clause en excluant la mere des biens paternels ne leve point par rapport aux biens non paternels l'exclusion generale prononcée par la premiere; elle sert seulement à marquer que la mere est encore plus expressément excluse des biens paternels que des autres. Mais l'exclusion expresse des biens paternels, ne fait cesser en rien l'exclusion generale de toute sorte de biens

établie par la précedente clause.

Si donc l'Edit en fût demeuré là, sans dissiculté les meres auroient été comptées pour rien dans l'ordre des successions, & elles n'auroient pas eu plus de part aux meubles & aux acquers qu'aux biens provenus de la ligne paternelle, parceque l'abrogation du Tertyllien, & de toutes les constitutions relatives au Tertyllien, les auroit sait retomber dans leur exclusion, & incapacité originaire.

C'est pour quoi l'Edit revient sur ses pas, & pour ne laisser les meres ainsi desolées de la perie de seurs enfans, il lour perinet de succeder aux meubles o acquêts non provenus du côté et ligne paternelle. Si ensuite il parle de cette capacité qu'il leur rend, comme d'un uvantage, c'est parcequ'en les considerant comme il les consideroit un esset, dans seur état d'incapacité pri-

mitive, c'étoit leur faire un grand avantage que de les rendre capables de succeder à des biens d'une certaine sorte. Par elles-mêmes, par leur premier état, par l'ancienne Jurisprudence que le Legissateur rétablit, il ne leur est rien dû. Et à suivre la rigueur de cette Jurisprudence renouvelée, on auroit dû ne leur rien donner. Cependant par grace, par commiseration, l'Edit veut bien les admettre aux meubles & conquêts. En cela sans doute il les avantage: car c'est bien avantager que de faire entrer en participation d'un bien dont on est exclus. Il est bien vrai que si l'on ne consideroit que les derniers temps, où les meres succedoient à toute sorte de biens, ce ne seroit ni grace, ni avantage. Mais l'Edit ne considere plus ces temps immediatement anterieurs. Il ne considere plus la Jurisprudence introduite par le Tertyllien; cette Jurisprudence est essacée devant ses yeux par l'abrogation qu'il en prononce, & c'est par rapport à l'ancienne Jurisprudence nouvellement ressuscitée, qu'il compte de leur faire avantage lorsqu'il leur conserve le droit de succeder aux meubles & acquêts; voilà tout le mystere, & tout le sens du mot avantage. Ce sens est pris dans les propres termes, & dans la contexture de l'Edit. Il s'accorde avec la préface qui ne blâme que le Tertyllien, & les Loix relatives au Tertyllien, ce qui montre que le Legislateur n'en vouloit qu'à ce Senatus-Consulte, & qu'en l'abolissant il prétendoit faire revivre l'ancienne incapacité des meres. Il s'accorde encore avec le dispositif, car si le dispositif n'est ainsi entendu, la clause voulons que les meres ne succedent à leurs enfans iera fausse, ridicule, & extravagante.

On entend déja le Défenseur de Madame la Princesse qui se dégorge en odieuses Epithetes contre ce système d'explication, tout veritable, tout certain qu'il est. Car il lui semble qu'il n'y a rien de si favorable que la succession des meres, & on l'a plusieurs fois entendu demander, qu'est-ce donc que l'Edit auroit laissé à la mere? quelle seroit donc la part de la mere? comme s'il étoit necessaire que la mere eût une part bien considerable en la succession de son enfant.

On lui dira donc que la succession des ascendans est contraire à l'ordre de la nature; & que s'il est vrai, comme elle dit, que les Loix doivent s'accommoder à la nature; elles ne doivent donc pas favoriser une sorte de succession que la nature a en horreur: c'est par cette raison que la Loy divine ne connoissoit pas la succession des ascendans, & nos Loix mêmes ont dit que la commiseration seule avoit ouvert à la mere une porte à la succession de ses enfans: Sola ratio miserationis matrem admittit; ce qui est dire que naturellement la succession des enfans n'est point dûe aux meres, & de-là vient que par la Jurisprudence Romaine les meres en aucun temps n'ont succedé seules, mais toujours avec les freres, ou avec les sœurs. Aussi est-il clair que si les enfans sont faits pour succeder aux meres, les meres ne sont pas faites pour succeder aux enfans.

Cela étant, ne peut-on pas dire que c'est s'émanciper en idées licencieuses que de feindre dans l'Edit un esprit de dédommagement & de récompense pour la mere, comme si les Loix ne pouvoient rien ôter sans rendre l'équivalent, & comme si un Legislateur n'étoit autre chose qu'un qu'un arbitre, présidant à un partage, qui ne peut rien diminuer d'un lot, sans remplacer ce qu'il en ôte, par quelque soute, ou retour. Mais il n'en va pas ainsi, car il y a long-temps qu'on a comparé les Loix aux grandes rivières qui donnent, & qui ôtent suivant le cours qu'elles prennent; qui donnent en pur gain, & qui ôtent en pure perte.

Après tout, l'idée de dédommagement & de récompense, fût-elle cent fois plus solide qu'elle n'est, ne seroit jamais qu'une idée, & une production de la fantaisse des hommes, incapable par consequent de faire entrer dans l'Edit une exclusion des freres germains, qui n'y est pas

écrite.

RE'FUTATION DU QUATRIE'ME PARADOXE, où l'on montre que ces termes de l'Edit, Elles succederont aux meubles & conquêts provenus d'ailleurs que du côté & ligne paternelle, sont incapables par eux-mêmes d'emporter l'exclusion des freres germains, co que l'intention du Legislateur n'a point été en effet de les exclure.

Après avoir détruit les sophismes dont on s'est servi pour détourner du côté de Madame la Princesse l'esprit de l'Edit, il faut voir ceux qu'on a debitez sur la lettre, & ceux-ci sont uniquement sondez sur ces mots: Elles succederont aux meubles & conquests non provenus de la ligne paternelle.

La question est entre nous, de sçavoir si le terme succederont, doit être entendu d'une succession avec concours suivant l'ancien Droit, ou d'une succession sans concours suivant les idées du Désenseur de Madame

la Princesse.

Et sur cela on demeure bien d'accord que si les freres n'avoient jamais concouru avec les meres, le terme succederont aux meubles es acquêts pourroit naturellement s'entendre d'une succession universelle de tous meubles, & de tous acquêts, & ce seroit pour lors le cas de s'écrier, non après la Loi, mais après Brodeau: Intelligitur ex asse hares; car on

n'auroit pas de raison, pour restreindre une diction indéfinie.

Mais les freres se trouvant appellez par la Novelle à concourir avec la mere, cette Novelle ayant toujours été executée comme Droit commun, & n'ayant soussert de dérogation, que relativement aux Droits successifs de la mere, sans qu'il ait été touché à ceux des freres, il y a de la petitesse à pointiller sur la force du terme succederont, sous prétexte qu'il est indéfini. Car l'indéfini s'entend pro materia subjecta; l'indéfini est susceptible de toutes les restrictions, que l'on peut présumer sous-entendues par le Legislateur, & on ne peut pas raisonnablement douter que le Legislateur n'ait sous-entendu une restriction relative au Droit commun, par lequel les freres succedoient avec la mere. Car si son intention avoit été de faire préjudice aux freres, il auroit dérogé à leur droit, ou il auroit parlé d'eux, au lieu qu'il n'a pas même songé à eux, comme il a été invinciblement montré dans le premier Memoire.

Mais comme notre Adversaire capte contre nous les paroles & les syllabes, il faut le convaincre par les regles d'interprétation que toute l'E-

cole a enseignées.

On lui dit donc d'abord qu'il est constant que le terme succeder peut également signifier succederont sans concours; ou succederont avec concours;

Digitized by Google

cui celui qui succède avec concours, ne succede pas moins que celui qui succede sans concours. Or la regle qui leve l'équivoque est celle que les Docteurs ont empruntée de la Loi 31, [5, 6, au Code de Appelle dont le sens est que lorsque le Legislateur ne déroge point nommément à un ancien Droit, il est présumé & reputé le laisser tel qu'il étoit : Quidquid specialiser non videtur expressant, id neterum Legum constitutionumque, regulis intelligatur relictum:

Sur ce mot specialiter, Bartole remarque que la correction de l'ancien Droit demande une expression speciale de la volonté du Legislateur, il faut que la Loi nouvelle parle en Loi qui change particulierement, & nommément une autre Loi. Des termes vagues ne suffisent pas, il faut des termes specifiques: Adverte qui a dicittextus, quod non mutatur specialiter, es sicrequirit quadspecialiter en specifice mutetur, antequam dicatur hoc videtur correctum: Avant donc qu'on puisse dire que l'ancien droit est changé, ou corrigé; il faut que le nouveau ait specifiquement déclaré qu'il entendoit le changer, ou corriger. Lorsque l'Edit de S. Maur a dit que les meres succederont aux meubles & acquêts, a t-il dit qu'il faisoit cesser le concours des freres : a-t-il specialement nommément & indivisiblement dérogé à leur Droit ? Non sans doute. Il faut donc dire que ce concours subsiste encore.

Le même Bartole sur le §. de viro de la Loi 64. sol. matr. citée dans le précedent Memoire, enseigne que lorsqu'une Loi dispose contre le Droit commun, ce même Droit commun ne soussire de changement qu'autant qu'en porte la necessaire signification des termes: Quando lex providet, aliquid contra jus commune, illa lex non extenditur, niss quatenus exprimitur. Contre le Droit ancien des Provinces de Droit écrit, l'Edit restreint la succession des meres aux seuls meubles & aux seuls acquêts. Ainsi par la nécessaire signification des termes il est bien vrai que les meres ne peuvent plus succeder à des biens d'une autre sorte; mais il n'est pas vrai que dans les biens où elles succedent, les termes de l'Edit empêchent que d'autres ne succedent avec elles. Car dire qu'elles succederont aux meubles en acques, ce n'est pas dire que les freres n'y succederont pas lorsque les freres sont sont de tout temps succedé.

A ce principe de Bartole s'accorde celui du chapitre 29 de elect. in sexto, où il est dit qu'autant que la Loi nouvelle peut s'accorder avec l'ancienne, il faut embrasser l'interprétation qui concilie l'une avec l'autre, par la raison que l'on évite en suivant cette methode, de faire de trop prosondes playes à l'ancien Droit. Cum expediat jura juribus concordare, et corum correctiones, si sussineri valeant, evitare, etc. Ici on trouve un Droit ancien qui fait succeder les freres avec la mere, & un Droit nouveau qui fait succeder la mere: Expedit jura juribus concordare; il faut obéir au nouveau sans desobéir à l'ancien: il faut suivant le nouveau, & tout ensemble suivant l'ancien, faire succeder la mere; mais il faut en même temps suivant l'ancien, faire succeder les freres, puisque le nouveau en disant que la mere succedera, ne dit point que les freres ne succederont pas; & par ce moyen on sauve l'ancien Droit, auquel il n'est pas raisonnable de faire une seconde bréche, parcequ'il en a sousser une premiere, ni d'abolir le concours des freres, sous prétexte de l'abolition de la succes.

fion des meres dans les propres: Jariam enim correctiones, si sustineri, qualeam, oviiantar.

De-là vient qu'on ne trouve rien de si frequent dans les écrits des Docteurs que cette Doctrine de la Glose du Canon: Si quis-jam, can 21, qu. 2. Nist expresse corrigatur vetus jus, simul manchit cum novo; en quoties novum jus vel nova actio indulgetur, vetus jus non tolliture ce qui est encore enseigné dans la Glose du Chapitre de mulia, de prab. & celle de l'Extravagante execuabilis renferme le principe en ces trois ou quatre mots, jurium correcțio visanda est.

De-là s'est formée cette constante tradition de l'Ecole qu'une Loi nouvelle, quoique conçûe en termes generaux & indésinis, reçoit neanmoins ses limitations & restrictions de l'ancienne: Lex nova quantum cum que generaliter es indistincté loquens, debet intelligi, es distingui seçundum leges amiquas. Cette regle est repetée en mille endroits du Receuil des Sentences ou Notions communes de droit, composé par Antonius Gabrielius, & singulierement dans le Tome 1. liv, 1. de legibus n, 17. conformement auquel principe Mascardus à dit en sa conclusion 1287, Lex ipsa non intelligitur correcta, nisi hoc specialiter exprimatur. Il n'y a qu'une dérogation speciale qui puisse énerver le droit ancien; de même Menochius dans son Traité de arbitrariis, esc. ch. 499. n. 22. lex nova recipit interpretationem ab antiqua es veteri, & dans le Chapitre 517. n. 20. lex posterior declaratur ab anteriori.

Suivant cette regle ces mots de l'Edit elles succederont aux meubles, et conquests, doivent être entendus, restreints, & limitez par la Novelle. Et parceque la Novelle qui est la Loi anterieure admet les freres au concours avec la mere, on doit tenir que lorsque l'Edit admet la mere comme par grace à la succession de certains biens, il ne l'y admet qu'à la charge du concours des freres.

Il n'y a qu'un cas, dit le même Menochius dans son Traité de recup. poss. remed. 9. où cette regle cesse, & où la Loi posterieure, sans abroger expressement l'anterieure, fait néanmoins eclipser l'anterieure, c'est lorsque les deux Loix contiennent des dispositions diametralement contraires. Car comme pour lors il est impossible d'executer l'une & l'autre ensemble, il est juste que l'ancienne cede à la nouvelle.

Si par exemple on trouvoit dans l'Edit de Saint Maur qu'en toute sorte de cas les meres doivent succeder seules aux meubles & acquêts de leurs enfans, il seroit impossible d'executer tout à la fois, & la Novelle qui fait concourir les freres germains avec la mere, & l'Edit qui vou-droit sans distinction de cas que les meres succedassent toujours seules. Mais notre Edit a évité de parler ainsi; il a dit seulement que les meres succederont, & par consequent tout ce qu'il a dit est, que les meres succederoient suivant l'ancien droit, c'est-à-dire, avec concours. Lex enim nova quantumeumque generaliter con indistincte loquens intelligi, con distingui debet secundum leges antiques.

Tout cela étant certain dans les principes generaux, on demande si le grand Chancelier de l'Hôpital qui a redigé l'Edit, a pû ignorer des maximes si communes; que si on ne peut dire sans folie qu'il les ait ignorées, on demande comment il auroit pû arriver que son intention étant d'abroger le concours des freres; il eût neanmoins non-seulement évité d'exprincer aucune dérogation speciale à ce concours, mais encore af-

Cela sans doute seroit incomprehensible; lorsque le Législateur veut abroger un ancien droit, il ne trouve point de termes assez forts, point de clauses dérogatoires assez expressives, pour marquer l'envie qu'il a de lui ôter toute autorité; la preuve en est dans le propre Edit de Saint Maur, où l'on remarque que le Legislateur voulant abroger le Tertyllien ou la succession des meres qui faisoit alors le droit commun des Provinces de Droit Ecrit, a entassé dérogation sur dérogation, en sorte qu'on diroit qu'il ne pouvoit se rassasser de termes abrogatifs, & l'on veut que le même Legislateur voulant abroger le concours des freres avec la mere, ait laissé une abrogation si importante enveloppée dans ce mot appliqué aux meres, succederont aux meubles & conquests de leurs enfans.

Disons donc au Protecteur de cette belle prétention, ce que les Arrests ont dit aux parens paternels, lorsqu'en plaidant contre l'ayeule maternelle, ils prétendoient trouver dans les mots, retourneront à qui doivent retourner, une abrogation de la regle du Droit Romain, qui défere les successions à la simple proximité de degré, sans examiner de quelle ligne les biens sont provenus, cela est trop fin , ont dit les Arrests. Si l'Edit de Saint Maur avoit voulu introduire en Droit Ecrit la distinction des lignes, il s'en seroit plus clairement expliqué; il n'auroit pas laissé à deviner un changement de cette importance: & de ce qu'il ne l'a point marqué en termes exprès, on peut conclure, avec certitude, qu'il n'est point entré dans son projet. De même nous disons, si l'Edit de Saint Maur avoit prétendu abroger le concours des freres avec la mere, il auroit exprimé cette intention par quelque clause abrogative du même concours. Il n'auroit pas laissé un point si important à sous-entendre; du moins il ne se seroit pas contenté d'un terme indéfini, qui en admettant la mere, n'excluoit point les freres, & qui par consequent n'étoit point incompatible avec la succession des freres.

Bien loin donc que Madame la Princesse puisse dire aujourd'hui, comme l'on dit pour elle, que si le Legislateur avoit prétendu conserver le concours des freres, il les auroit nommément appellez; il faut au contraire, de ce qu'il ne les a point nommément exclus, ou plutôt de ce qu'il n'a pas même parlé d'eux, conclure qu'il n'a point prétendu leur rien ôter, ni par consequent les priver de leur concours; car il n'étoit pas besoin de les appeller, tandis que le Droit commun des Provinces de Droit Ecrit, à qui l'Edit ne portoit, à cet égard, aucune atteinte, les appelloit assez. Et il devoit suffire aux freres de trouver dans un Droit commun, non abrogé, une vocation précise & incontestable? Que si cela est, c'est à la mere à rapporter un titre destructif; ce n'est pas aux freres à rapporter un titre conservatif de ce concours.

Mais ce mot, de Droit commun, me révolte, s'écrie le Défenseur de Madame la Princesse, car on ne connoît point en France d'autre Droit com mun que celui des Coutumes. En verité il faut que la Cause de Madame la Princesse soit bien mauvaise, puisqu'il en coûte de si grands égaremens à ceux qui la défendent! Car suivant ce discours il s'ensuivroit que les Coutumes feroient le Droit commun des Provinces de Droit Ecrit; ainsi donc en Provence, en Dauphiné, il sera de Droit commun que les biens reviennent aux lignes, il sera de Droit commun qu'on y distin-

Digitized by Google

gue les propres des acquests, & qu'une partie des propres soit affectée à la ligne; en sorte que l'on n'en puisse disposer par Testament. Enfin il sera de Droit commun que l'institution d'heritier n'aura pas lieu. Voilà dans le 'vrai, de grandes merveilles que l'on nous aprend; mais si grandes, qu'il est bien dangereux qu'on ne les prenne pour des fables; car on distinguera toujours entre la France Coutumiere, & la France régie par le Droit Ecrit. Dans l'une, c'est la Coutume, & les principes generaux des Coutumes, qui font ce Droit commun. Dans l'autre, c'est la Loi Romaine; & lorsqu'on parle ici de Droit commun, on entend la Regle generale, par rapport à laquelle le Droit singulier n'est jamais qu'une exception; ainsi en Forests, à Lyon, à Mâcon, Pays de Droit Ecrit, le Droit commun & la Regle generale sont, que le plus prochain heritier succede indisseremment à toute sorte de biens. L'exception, depuis l'Edit de Saint Maur, est que la mere, quoique plus prochaine, ne succede point aux biens provenus de la ligne paternelle; cette exception, par sa nature d'exception, demeure renfermee dans son cas; on ne lui permet pas de s'étendre, parcequ'une premiere extension en engendreroit une seconde, & celle-ci une troisséme : en sorte que l'extension de l'exception deviendroit comme une cangraine qui consumeroit à la fin le Droit commun, & seroit disparoître la Regle generale; or voilà le principe que les Arrests n'ont jamais perdu de vûe, lorsqu'ils ont jugé de l'Edit de Saint Maur; ils ne l'ont jamais regardé que comme une exception au Droit commun des Provinces régies par le Droit Ecrit. Sur ce fondement ils se sont contenu dans les bornes qu'ils s'étoient faites; & comme ils n'y ont trouvé qu'une dérogation aux droits de la mere, aussi ont-ils conservé ceux de tous les autres parens paternels, ou maternels, & par consequent ceux des freres germains, qui meritent pour le moins autant d'être menagez, que ceux des arrieres cousins: de sorte que si ceux-ci n'ont rien perdu, on ne voit pas pourquoi les freres germains auroient perdu davantage.

Madame la Princesse de Conti a fortissé ce raisonnement d'un exemple capable d'en faire connoître l'infaillibilité. S'il étoit vrai, a-t'elle dit, que les mots, elles succederont aux meubles co conquests, donnassent à la mere tous les acquests, à l'exclusion des freres, il faudroit aussi que tous les acquests lui appartinssent, même à l'exclusion du pere; car aussi tôt que les termes de l'Edit auront, (si on peut le dire à cause de leur indéfinité) la force d'emporter la succession de tous meubles, & de tous conquests, il sera necessaire que la mere ne trouve plus de concurrens dans les biens de cette sorte, & qu'ainsi le pere ne soit pas plus en droit que les freres de lui en disputer aucune portion; cependant qui pourroit jamais digerer une Jurisprudence assez extravagante pour admettre l'exclusion du pere par la mere en des meubles, & en des acquests; mais exclusion si étrange, que dans le cas d'une succession toute composée d'acquests & de meubles, la mere auroit tout, & le pere n'auroit rien, non pas même sa legitime.

Cet argument étoit pressant, il faut voir comment on y a répondu pour Madame la Princesse.

Il est vrai, a-t'on dit d'abord, la mere succedera seule, & le pere n'aura rien; mais en revanche, dans une succession toute composée de propres,

le pere & les freres emporteront tout, & il ne demeurera rien à la mere. Mais de bonne foi cela s'apelle-t'il répondre? Si l'exclusion du pere par la mere traîne après elle une absurdité capable de déconcerter la plus obstinée gravité, sera ce par des compensations imaginaires que l'on rendra raisonnable ce qui est ridicule en soi? Les compensations sont de saison dans les matieres qui dépendent de la Justice commutative, dont la premiere regle est que l'on ne reçoive rien sans fournir l'équivalent de ce qu'on reçoit; mais dans les matieres de Droit public, & de succession, qui dépendent toutes du degré, ou de la qualité, & de l'origine des biens; imaginer qu'une absurdité se compense par une autre, c'est en verité une idée fort divertissante.

Allons plus loin, & pour se convaincre que la réponse de Madame la Princesse, si elle étoit recevable, ne seroit autre chose qu'une ruine de toute l'œconomie, de la Jurisprudence de Droit Ecrit; prenons l'exemple de ce qui est arrivé à un Auteur celebre du Pays gouverné par ce

Droit, qui est M' Claude Henrys.

Cet Auteur, après avoir marqué dans son premier Tome, Livre 6, quest. 7, que sur la question du concours des freres avec la mere, il panchoit beaucoup pour les freres, a cru devoir dans le second Tome, Livre 6, quest. 2, prendre un autre sentiment, sans que l'on en voye d'autre raison, sinon qu'il a cru bonnement sur la foi de Brodeau, que la question avoit été jugée en saveur de la mere, par les deux Arrests de 1631 & de 1635, discutez dans le premier Memoire.

Supposant donc que les termes de l'Edit, elles succederont aux meubles conquests, écartent le concours des freres, il en conclut que cette opinion engage necessairement à soutenir en même temps qu'ils écartent aussi le concours du pere; & dans cette présupposition il demande quelle sera la legitime du pere, & quelle sera celle de la mere, en cas que leur enfant ait institué un étranger heritier universel, & qu'il n'ait laissé que

des meubles & des acquests?

Il est certain, cela supposé, que pour connoître la legitime, il faut connoître la succession ab intestat, puisque la legitime n'est jamais qu'une portion de ce qu'on auroit recueilli, sans le Testament; & pour ce qui regarde en particulier les ascendans, leur portion legitimaire est toujours, ou presque toujours, le tiers de ce qui leur seroit revenu, si le

défunt n'avoit pas disposé.

Comme donc Henrys fait tomber dans la succession ab intestat de la mere tous les meubles, & tous les acquests, c'est-à-dire, tous les biens que le désunt avoit laissez, il est obligé de lui donner pour légitime un tiers de la masse totale de la succession. Mais après cela, que donner au pere ? car ensin voila la mere qui consume toute la portion destinée à la légitime des ascendans. Ce pere aura-t-il une légitime, où demeurera-t-il sans légitime? dire qu'il n'aura aucune légitime, c'est ne plus connoître de regles en pays de Droit écrit, où la légitime des ascendans jouît presque des mêmes privileges que celle des descendans, suivant le principe de la Loi, Nam & side inoss. Dire qu'il aura aussi sa légitime, à la bonheure; mais comment la composer, tandis que dans le cas particulier rien ne tombe dans la succession ab intestat du pere? car puisqu'on suppose que

route l'heredité ne consiste qu'en meubles ou acquests, dans lesquels le pere ne peut concourir avec la mere, il est visible que la succession ab intestat n'offroit rien au pere; & que par consequent on ne pouvoit plus trouver de proportion pour regler sa légitime. Et d'un autre côté, dès que la mere pour la sienne, consumoit le tiers entier qui est toute la portion que la Loi sacrisse à la légitime des Ascendans, il est clair qu'il ne restoit plus de fond pour la légitime du pere, ainsi où la trouver?

Dans cet embarras, Henrys prend le parti de donner au pere pour légitime le tiers des deux tiers qui restent après la légitime de la mere remplie. Mais si on pouvoit lui demander la raison de cette partition, il seroit sans doute fort embarassé; car s'il faut que le pere ait une légitime, elle doit dans le cas du concours de la mere être la moitié du tiers au total, & non le tiers des deux tiers. Le partage donc qu'il fait entre le pere & la mere, est de pur caprice; mais ce qu'il y a de pire est que sans Loi, sans titre & sans autorité, il ôte à l'heritier institué une bonne partie de son institution; car au lieu que la Loi n'en retranche qu'un tiers pour la légitime de tous les ascendans ensemble, il en retranche non seulement le tiers au total, mais encore le tiers des deux tiers restans. Et suivant ce plan l'Institué sousser de ce que le pere ne concourt pas avec la mere dans les meubles & acquêts.

Cela montre combien seroit grand le renversement que produiroit en Droit écrit l'exclusion du pere par la mere dans les mêmes meubles, & acquests; & puisque l'un des plus sçavans Auteurs de ce pays n'a pû en supposant cette exclusion, trouver aux operations de la Loi, aucune issue qui ne sût pleine d'extravagances, ou d'injustices, on doit conclure que d'admettre la mere seule, & sans concurrents à la succession de tous acquests, & de tous meubles, c'est ne plus laisser de principes en Droit écrit, c'est mettre toutes les familles en consusion; c'est y jetter une semence intarissable de Procès.

On peut après cela, se répandre en déclamations contre le Droit Romain, car il est naturel à la présomption de blâmer ce qu'elle n'entend pas. Mais cette audacieuse Critique n'empêchera pas que le Droit écrit ne soit la Loi de la moitié du Royaume, & qu'il ne soit toujours vrai qu'il y a du danger à ébranler les Loix, ausquelles les peuples sont pliez de longue-main ; c'est ce que la sagesse des Arrests a consideré, lorsqu'elle a eu à juger de l'Edit de S. Maur, mais c'est ce que tout le monde n'est pas capable de voir.

Pour venir au reste, le Désenseur de Madame la Princesse ne s'assurant pas beaucoup sur la confiance avec laquelle il avoit prononcé que la mere excluroit le pere dans les meubles & acquests, a crû devoir se prémunir d'une autre réponse.

Je veux, a-t-il dit, que le pere partage avec la mere les meubles, & les acquests; mais la condition du pere est toute autre que celle des freres. Le pere par les Coutumes est appellé avec la mere à la succession des meubles & des acquests, mais il n'en est pas de même des freres, aucune Coutume ne les met en concours avec les ascendans.

Mais s'agit il ici des Coutumes? nullement, car les Coutumes n'ont pas plus de force en Droit écrit, que le Droit écrit en pays de Coutume; il s'agit donc uniquement des termes de l'Edit, elles succederont aux meubles

& conquests, car nous en sommes à present sur la Lettre de la Loi, & nous

ne parlons plus de son esprit.

Or en se tenant à la lettre, on demande si un seul & même mot dans une seule & même construction de discours, appliqué à une seule & même personne qui est la mere, peut renfermer deux sens disserens, suivant la diversité de ceux à qui la mere aura affaire: en sorte que ces quatre syllabes, succederont, signifient tantôt que les meres succederont en partie, tantôt qu'elles succederont pour le tout. En partie, si elles rencontrent le pere en leur chemin; pour le tout, si elles ne rencontrent que des freres. Sans mentir voila une merveille dont on n'avoit pas encore oui parler, & ce sens versatile, qui va & vient; ce sens qui tantôt traîne le concours à sa suite, & tantôt marche sans concours, est une invention si rare, que pourvû qu'elle gagne vogue, les Edits, les Ordonnances; les Coutumes signifieront tout ce qu'on voudra.

Mais il reste à Madame la Princesse le grand & terrible argument que lui fournit la Coutume d'Auvergne. A l'entendre, rien de plus foudroyant; cependant il ne faut pas tout-à-fait s'en rapporter à elle.

Dans l'ancienne Coutume d'Auvergne en nul cas, & en nulle sorte de biens, les ascendans ne succedoient. Ainsi lorsqu'un fils mouroit sans enfans, il n'avoit jamais que des Collateraux pour heritiers. Car son pere, sa mere, ses ayeux, s'il en avoit, ne lui succedoient en rien. C'est ce que la Coutume exprimoit par ces termes generaux qui composent aujourd'hui l'article 2 du tit. 12, les pere, mere & autres ascendans, ne succedent aux descendans.

Mais en 1710, le Prémier President Duprat, depuis Chancelier de France, & pour lors préposé à la rédaction, & résormation de la Coutume, sit déliberer par les États de la Province que doresnavant les ascendans succederoient aux meubles & conquêts, autrement faits & avenus à leurs descen-

dans, que par hoirie & succession ab intestat.

Sur ces deux articles, voici l'argument qu'on a bâti pour Madame la Princesse. Le premier, dit-on, en excluant les ascendans, donnoit toute la succession aux Collateraux: le second a détaché de la succession des mêmes Collateraux de certains meubles & de certains conquêts, asin d'en composer une succession pour les ascendans. Et pour faire ce changement il lui a sussi de dire qu'en cette sorte de meubles, & d'acquêts, les ascendans succederoient. Il n'a pas été necessaire d'ajouter qu'ils succederoient seuls. Le mot simple, & indésini succedent, a été jugé assez fort pour emporter succession dans le tout, & pour exclure les Collateraux. Donc aussitot qu'une Loi établit pour regle qu'une certaine ligne, un certain degré, ou une certaine personne succederont en un certain genre de biens; le mot succeder emporte de lui-même une succession universelle, & par consequent une succession sans concours.

Si l'on s'étoit étudié à fabriquer un raisonnement qui fût capable de confirmer les principes ci-dessus établis pour l'interprétation des Loix

correctives de l'ancien Droit, on n'auroit pas mieux réussi.

Autresfois, il est vrai, les ascendans en Auvergne ne succedoient en rien à leurs descendans, parceque la proposition universelle negative les ascendans ne succedent, emportoit de necessité une exclusion totale de la lione

ligne ascendante, universalis enim negativa, disent les Docteurs, magis negat, quam affirmativa affirmat. Et cette exclusion des ascendans entraînoit encore de necessité la vocation des collateraux.

Mais lorsqu'on a voulu mitiger la rigueur de ce Droit, lever l'exclusion absolue des ascendans, & faire cesser en de certains biens la vocation des collateraux, comment a-t-il falu s'y prendre? Le Premier Président Duprat homme fort versé dans la lecture des Docteurs, & Interpretes, (car c'étoit la principale étude de son temps,) comprit bien que comme avant que d'édifier, il faut détruire; de même avant que d'introduire un Droit nouveau, il faut abolir l'ancien, c'est pourquoi il a commencé son article 3^e par une abrogation expresse de l'ancienne Coutume. Toutesfois, dit cet article, a été avisé par les Etats que pour l'avenir ladite Coutume n'ait lieu quant aux meubles & conquests, autrement faits & avenus esdits descendans que par hoirie & succession ab intestat. Voilà donc l'ancien Droit nommément & disertement aboli, par consequent voilà l'exclusion absolue des ascendans qui cesse, & par la même raison, voilà la vocation tacite des collateraux qui cesse aussi; ou du moins la voilà réduite aux seuls biens provenus par succession ab intestat; cela fait, & l'ancien Droit détruit, sur ses ruines l'article édifie le nouveau, & dit qu'en iceux (sup. meubles & conquêts) les ascendans succedent.

Qu'on nous trouve dans l'Edit de Saint Maur un tel arrangement de disposition; qu'on nous trouve qu'il y soit dit, que dorénavant le concours du pere, & des freres germains avec la mere, n'aura plus lieu; & pour lors nous accorderons que le mot succederont, signifie que les meres doivent succeder seules. Mais tandis que les meres n'auront pour elles que le terme vague & indéfini succederont, tandis que l'on ne trouvera dans l'Edit aucun terme précis, ou non précis, qui abroge, ou même qui porte atteinte au concours du pere, & des freres, il sera toujours vrai que ce concours subsistant, doit déterminer le sens du mot succederont à une succession en concours; cela montre combien peu d'attention on apporte à ce que l'on dit, lorsqu'on nous reproche de n'avoir pas étendu nos prétentions sur le Duché entier de Mercœur, & de n'avoir point reclamé de part dans les membres, ou mandemens régis par la Coutume d'Auvergne. Car s'il est vrai que les acquests non provenus de succession ab intestat sont dans cette Coutume le partage des ascendans, comment nous qui ne sommes que collateraux, aurions-nous pû y prétendre part? Madame la Princesse nous feroit grand plaisir si elle vouloit nous fournir quelque bonne subtilité pour surmonter l'article que l'on vient de citer, & pour faire voir qu'il n'exclud pas les collateraux des acquests, ou que le Duché de Mercœur n'étoit pas un acquest en Madame la Duchesse de Vendôme.

Elle nous feroit grand plaisir si elle vouloit nous apprendre comment nous pourrions dans la Coutume d'Auvergne faire valoir le privilege du double lien, tandis que cette Coutume dépouille le double lien de sa prérogative, comme il paroît par l'article 5 du titre 12.

10

Et indépendemment de tout cela, elle nous feroit grand plaisir si elle vouloit bien nous reveler par quel effort d'esprit ses gens d'affaires ont trouvé une évasion aux art. 6 & 7, dont le premier parle des acquêts faits

Digitized by Google

par le défunt, & par consequent s'applique au Duché de Mercœur, qui étoit un acquêt fait par la défunte, & le second s'explique ainsi, Mais en iceux, (c'est à dire eldits acquests) sont preferez les ascendans tant paternels que maternels, ainsi que dessus est dit par l'avis desdits Etats.

N'est-ce pas après cela une heureuse découverte que celle qu'on a faite pour Madame la Princesse, lorsqu'on a cru pouvoir argumenter de la

Coutume d'Auvergne, à l'Edit de Saint Maur.

Dans la Coutume d'Auvergne on trouve une abrogation expresse de l'ancien Droit, en ce qu'il excluoit les ascendans pour le tout: dans l'Edit de Saint Maur, on ne trouve l'ancien Droit abrogé que par rapport à la succession des meres; & par consequent nulle dérogation directe, ou indirecte, expresse ou tacite au concours du pere ou des frères germains.

Dans la Coutume d'Auvergne, abrogation expresse du double lien;

dans l'Edit de Saint Maur nulle mention du double lien.

Dans la Coutume d'Auvergne, on ne s'est pas borné à dire en l'art. 3. que les ascendans succederoient aux meubles & conquests d'une certaine origine, comme l'on n'a pas jugé qu'il fût suffisant de les avoir appellez, si l'on excluoit nommément les collateraux qui jusques là avoient succedé à tout, on s'est cru obligé de marquer cette exclusion en termes formels, & c'est ce que l'on a fait en déclarant que dans les meubles & conquests de cette origine, les ascendans servient préferez aux collateraux; pouvoit-t-on exclure plus fortement ces derniers, qu'en accordant aux premiers une préference sur eux. Préserer les uns, n'est-ce pas exclure les autres, ainsi l'exclusion se trouve disertement exprimée dans le texte de la Coutume. Dans celui de l'Edit, au contraire il n'y a de favorable aux meres que la locution indéfinie succederont, laquelle suivant les principes reçoit sa limitation de l'ancien Droit qui avoit établi le concours des freres avec la mere. Quant au reste, nulle exclusion des freres, nulle préserence de la mere à eux, nul coup porté sur eux, nulle marque que la Loi ait prétendu entamer, ou endommager leur droit.

Il y a plus encore, car la cause que nous désendons est si bonne, que les argumens se presentent en soule. Comment peut-on faire comparaison entre la Coutume d'Auvergne, & l'Edit de Saint Maur? Dans la Coutume d'Auvergne, il n'y avoit jamais eu de concours entre les ascendans, & les collateraux, & il n'y en a pas encore; anciennement les ascendans étoient pleinement exclus, par consequent les collateraux ne concouroient pas avec eux. Depuis la rédaction de la Coutume, les ascendans ont été admis à de certains biens, mais personne n'y a été admis avec eux. Ainsi l'idée du concours ne pouvant par aucune porte se faire entrée dans l'esprit des Rédacteurs, il étoit naturel que lorsqu'ils disoient; en iceux (supmeubles & conquêts,) les ascendans succedent, le mot succedent, désignat une succession sans concours, puisque ni l'ancien ni le nouveau Droit de la Coutume n'avoit jamais connu de concours.

Mais en étoit-il de même de l'Edit de S. Maur? Cet Edit n'avoit-il pas devant les yeux la Novelle, & toutes les Loix anterieures qui faisoient concourir la mere quelquesfois avec les freres, quelquesfois avec les seurs, quelquesfois avec les seurs conjointement, & pour tous ces cas établissoient des regles particulieres? l'Edit pouvoit-il avoir per-

du de vûe cette multitude de Constitutions successives qui ne s'accordoient dans le concours des freres & sœurs avec la mere. Et quand il auroit pu ignorer tout cela, l'usage public & notoire des Peuples de Droit écrit ne suffisoit-il pas pour l'instruire du droit des freres? Puisque donc il travailloit sur la Jurisprudence Romaine qui avoit de tout temps pratiqué le concours dont il s'agit, la raison veut que le mot succederont, dont il s'est servi, s'entende d'une succession avec concours, à la difference de la Coutume d'Auvergne, où le même terme ne peut signifier qu'une succession sans concours, dès que le concours y étoit la pratique du monde la plus inconue.

Venons presentement aux Arrêts, & autoritez.

ARRESTS ET AUTORITEZ.

Madame la Princesse en est réduite aux deux Arrests que Brodeau a cité à contre sens, & dont les hypotheses ont été discutées dans le précedent Memoire. Elle abandonne même le dernier, c'est à dire celui de 1635; ainsi elle se retranche au premier, qui est de l'année 1631: mais en verité il auroit été plus digne d'elle de convenir de bonne soi que celui-

ci ne la favorise pas plus que l'autre.

En effet l'usage des Arrests n'est-il pas de faire exemple & préjugé? Mais on demande comment un Arrest peut faire préjugé ou exemple, si celui qui s'en sert ne verifie une exacte conformité entre le cas jugé & celui qu'il s'agit de juger? C'est Madame la Princesse qui se sert de l'Arrest de 1631, c'est elle qui prétend le faire valoir, & qui le présente comme préjugé. Qu'elle commence donc par établir que les enfans de Benoist Gastier, qui plaidoient contre la mere de l'enfant défunt, étoient freres germains de ce même enfant défunt. Tant que ce fait demeurera incertain, il sera impossible de tirer aucune consequence de l'Arrest, parceque l'on ne sçauroit jamais asseoir une proposition certaine sur un fait douteux. Le Désenseur de Madame la Princesse est convenu que par l'Arrest on ne pouvoit rendre constante la conjonction du double lien entre le frere mort, & les freres survivans. Si cela est, qu'il cherche donc ailleurs une preuve assez forte pour faire juger qu'en esset le double lien avoit lieu entr'eux; mais il la chercheroit en vain cette preuve, car l'Arrest indique assez que les freres n'étoient que consanguins; & ce qu'il y a de plus fort, est que les conclusions conferées avec le Dispositif de l'Arrest, démontrent invinciblement qu'il n'étoit nullement question du concours des freres germains avec la mere; mais de la difficulté, si la mere succede à tous les meubles, ou seulement à ceux qui ne sont point provenus du côté paternel. C'est à cette démonstratration qu'il falloit répondre : c'est neanmoins sur quoi on est demeuré

Il n'en n'est pas de même de l'Arrest du 26 May 1662, que Madame la Princesse de Conti rapporte, avec la minute des Ecritures sur lesquelles il est intervenu. L'hypothese particuliere du fait se voit dans l'Arrest même, sans trouble, sans obscurité, sans nuage; & la question qu'il juge se connoît sans équivoque par le dispositif de la Sentence qu'il consir-

me. Tout cela reçoit encore un nouveau jour de la minute des Ecritures qui a été communiquée; ainsi on peut dire que s'il y a jamais eu préjugé certain, c'est celui dont il s'agit; & par cette raison Madame la Princesse de Conti n'a point craint de l'exposer au grand jour, elle l'a fait imprimer avec un fait, & des notes qui servent de preuves à ce fait,

ce qui dispense d'en rendre ici plus amplement compte.

Mais il y a une observation que l'on ne peut obmettre, parcequ'elle est tout à fait propre à rabattre cette extrême confiance avec laquelle on a indiscrettement hazardé toute sorte d'idées & de propositions, c'est que l'Arrest dont il s'agit juge en termes très exprès que les freres germains concourent avec la mere, non seulement dans les meubles & acquests, mais encore dans l'usufruit de la moitié des propres. Qu'on ne nous dise donc plus que ce seroit une insurportable témerité que de vouloir étendre jusques là le concours dès freres, & que sur ce fondement imaginaire on ne bâtisse plus des raisonnemens à perte de vûe. Il y a si peu de temerité à soumettre cet usufruit au concours, que ce n'est que suivre la Jurisprudence des Arrests, & celle des Sieges de Droit Ecrit, comme on a fait voir dans le premier Memoire; Jurisprudence même fondée en bonnes raisons, qu'on peut voir dans Theveneau & dans Mourgues.

A l'Arrest dont on vient de parler il faut joindre ceux du Parlement d'Aix, citez par ce dernier Auteur. Il faut encore joindre l'usage des Sieges de Droit Ecrit, rapporté dans le premier Memoire, & on trouvera que s'il y a sur la question dont il s'agit, une autorité de choses jugées, elle s'est déclarée pour la cause de Madame la Princesse de Conti.

Il faut maintenant parcourir les Auteurs qu'on nous oppose. Des quatre que Madame la Princesse a citez, il faut d'abord retrancher le plus celebre qui est Henrys; car on a vû que sa credulité pour les Arrests de Brodeau l'avoit jetté dans un précipice dont il n'avoit jamais pû sortir. Quand cela est, une telle autorité nuit plus qu'elle ne sert au parti qui en fait usage. Car peut-on mettre dans un plus beau jour la fausseté d'une opinion, que lorsque pour la défendre on est obligé d'adopter des Paradoxes; & lorsqu'après ces Paradoxes adoptez, on ne trouve plus de chemin pour revenir au principe, & pour rendre à la Loi ses operations : or voilà ce qui est arrivé à Henrys; il n'a pû rejetter le concours des freres, sans rejetter celui du pere; & le concours du pere rejetté, il n'a plus été possible de trouver ni proportion pour fixer sa legitime, ni fond pour la lui fournir; cependant c'est un phenomene fort étrange en Droit Ecrit, qu'un pere sans legitime. Cela montre que le plus petit dérangement fait de grands ravages dans l'économie des Loix; car cette économie est un sistème, dont les differentes parties sont tellement liées, & tellement enchaînées les unes avec les autres, que vous n'en pouvez rien ôter sans dissoudre toute la machine, comme vous ne pouvez ôter un seul anneau d'une chaîne que tout le reste ne s'en aille.

Des trois autres Auteurs qui restent à Madame la Princesse, il faur encore retrancher Renusson. Car un Interprete de l'Edit de S. Maur qui prend pour principe, que cet Edit exclud le pere des biens maternels, comme il exclud la mere des biens paternels, ne peut jamais être un Au-

· Digitized by Google

teur grave. Un interprete encore de l'Edit de S. Maur qui suppose perpetuellement que cet Edit a prétendu introduire en Droit écrit la regle
Paterna Paternis, &c. ne peut jamais passer pour un Glossateur qui ait
connu la nature & penetré le sens de son texte. Le malheur est qu'il n'a
pas eu assez de force pour démêler le principe suivi par les Arrêts interprétatifs de l'Edit. Il n'a pû s'élever jusqu'à dire, l'Edit de S. Maur n'est
pas un Droit commun qui puisse être étendu par le raisonnement, c'est
un Droit singulier; c'est une exception du Droit commun; c'est par consequent une Loi qui doit demeurer resserée dans son cas special. Ut tanto
minus ladatur jus commune. Voilà la regle que Renusson perd de vue. Or qui
conque s'en écarte, explique l'Edit de S. Maur contre les Arrêts, & par
consequent il l'explique mal.

Maître Denis le Brun, l'un des deux Auteurs qui restent à Madame la Princesse, n'a pû se garantir de cette faute; la demangeaison de raisonner l'a saissi, où il n'étoit pas question de raisonnement. Il a fallu qu'il se soit fait des idées, & qu'ensuite il en ait tiré des consequences. Mais on lui répond d'abord qu'il y a deux principes generaux de décision, la raison & l'autorité; & que l'abus le plus commun des écrivains, est de les confondre, en décidant par l'autorité ce qui n'est soumis qu'à la raison, ou par la raison ce qui n'est soumis qu'à l'autorité. Ici nous sommes dans le ressort de l'autorité; il faut donc que la raison se taise, & tous les raisonneurs aussi. Plus d'idées; plus de conjectures; plus de liberté à l'ima-

gination.

Mais d'ailleurs de quelle nature sont les idées de ce Docteur sur la question dont il s'agit; on peut dire que c'est la foiblesse & l'illusion même. L'Edit a voulu, dit-il, suivre les Coutumes. Chimeres, ni il n'a prétendu les suivre, ni il ne les a suivies, si ce n'est peut-être en un seul point qui s'est réduit à empêcher, non que les propres en general ne remontassent, mais en particulier qu'ils ne remontassent vers la mere. L'Edit a encore voulu, continue le même Docteur, récompenser sur les acquêts, & dédommager la mere de ce qu'il lui enlevoit sur les propres. Autre rêverie. Il n'y a pas un mot dans l'Edit qui marque cet esprit de remplacement. Toutes ses operations se réduisent à exhereder pleinement la mere par l'abrogation du Tertyllien, & des Constitutions relatives au Tertyllien, ensuite, par esprit; non de récompense & de justice, mais de grace & de commiseration rappeller cette mere desolée à la succession des meubles & acquêrs telle que le Droit ancien la lui donnoit, ce qui est appellé avantage, par la raison que rien n'étant dû à la mere, rien aussi ne pouvoit lui être laissé qui ne fût un avantage pour elle. Et quoi qu'il en soit, l'idée de dédommagement n'est qu'unesspeculation de cabinet. Or le concours des.freres avec la mere ayant pour fondement l'autorité publique de la Loi, ne peut ceder qu'à une autre Loi & à une autre autorité publique; & on ne dira jamais des visions d'aucun particulier qu'elles portent avec elles une impression de l'autorité publique.

Nous voici à la derniere des autoritez de Madame la Princesse, qui est celle de Maître Adam Theveneau, pour qui elle a été prodigue en louanges. A la bonne heure, nous voulons bien souscrire à ses Eloges

Digitized by Google

Mais plus Theveneau sera recommandable, plus la cause de Madame la Princesse sera mauvaise.

En esset il est bien vrai que cet Auteur fait un assez long étalage des raisons de la mere; mais toutes conjecturales, toutes puisées dans l'imagination. Il appuye beaucoup sur le mot avantage, d'où il tire pour consequence que si l'Edit n'avoit prétendu attribuer tous les meubles & tous

les acquêts à la mere, il ne l'auroit point avantagée.

Mais d'abord il ne considere pas que le terme avantage reçoit son interpretation de la clause précedente. Voulons que doresnavant les meres ne succedent à leurs enfans. Car comme les meres se trouvoient par-là réduites à la condition d'étrangeres, c'étoit leur faire avantage que de leur laisser dans une succession, où elles n'avoient plus rien à prétendre une part quelque petite qu'elle fût. Il ne considere pas encore que les meres ayant été formellement & nominativement excluses des propres, c'étoit aussi leur faire avantage, que de leur réserver un usufruit sur ces propres; car on ne peut plus précisément avantager qu'en donnant part à celui qui n'a point de part. Quoi qu'il en soit, Theveneau oublie tout cela, & néanmoins il ne décide pas pour la mere, il remarque seulement que la question s'étant deux fois presentée à l'Audience de la grand'Chambre sur deux appellations du Senéchal de Lyon qui avoit jugé conformément à la Novelle,& par consequent, en faveur des freres, la cause avoit été toute les deux fois appointée au Conseil, par la raison que la grand'Chambre s'étoit attachée à la disposition de la Novelle, qu'elle ne trouvoit point abrogée par l'Edit, du moins en ce qui regardoit les freres germains. Et pourtant, dit il, les Parlemens s'étant attachez au Droit Romain ont hesité à l'égard des freres & sœurs germains conjoints de deux côtez, lesquels sont appellez en partage avec la mere, mais non des conjoints d'un côté seulement par Arrêt du 5 Février 1600, les meubles ayant été adjugez à la mere, à l'exclusion de la sœur ute... rine, qui n'ésoit assistée du Droit Romain comme les autres.

Suivant cet Auteur il s'en faut bien que les Parlemens estiment la Novelle abrogée relativement aux freres conjoints par le double lien. Voilà pourquoi ils distinguent le frere germain, du frere uterin, ou consanguin: pour ce dernier ils ne font point de difficulté de l'exclure, parcequ'il n'est point assisté du Droit Romain; Mais pour l'autre, ils n'en n'usent pas ainsi.

Il ne suffit pas à Theveneau d'avoir fait connoître la raison pour laquelle les Parlemens ne tiennent pas les freres germains pour exclus du concours. Il va jusqu'à enseigner qu'ils concourent avec la mere dans l'usufruit de la moitié des propres. Voici ses termes. Mais l'Ordonnance donnant ici la moitié de l'usufruit des biens propres de l'enfant, il la faut entendre quand il n'y a point d'autres enfans, freres ou sœurs de celui qui est decedé, car par disposition de droit, ils succedent pro virili avec la mere, laquelle n'ayant que sa portion virile en proprieté, l'Ordonnance lui laisse seulement l'usufruit de ladite portion, au cas qu'il y ait des freres et des sœurs, et de la moitié s'il n'y en a point; ainsi faut interpreter l'Ordonnance par le Droit civil, puisqu'elle a été faite pour des Provinces qui en sont régies, et qu'il n'y a dérogation par l'Ordonnance à ce qui a été établi.

On demande maintenant si un Auteur qui a tenu si affirmativement

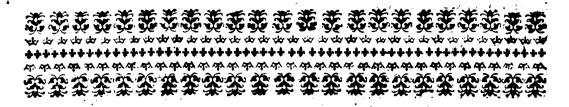
pour le concours dans l'usufruit de la moitié des propres, a pû exclure le

concours dans les meubles & acquêts.

Quand on seroit assez subtil pour imaginer une raison de disserence, certainement on n'empêcheroit pas que le fondement dont l'Auteur se sert, ne militât aussi fortement pour les acquêts, que pour l'usufruit des propres. Car ce sondement est qu'il n'y a dans l'Edit aucune clause abrogative du concours des freres, ni rien qui fasse cesser à cet égard l'autorité du Droit Romain: or cela sera toujours vrai des meubles, & des

acquêts, autant, & plus que de l'usufruit des propres.

Le raisonnement de Theveneau est encore remarquable en un autre point. Cet Auteur s'est apperçû d'une verité que Madame la Princesse de Conti a établi dans son premier Memoire; c'est-à-dire que l'Edit n'a donné à la mere & les meubles & acquêts & l'usustruit de la moitié des propres, qu'en supposant qu'il n'y auroit ni pere, ni frere, ou sœur en droit de concourir avec elle. D'où il s'ensuit que dans le cas de l'existance du pere & des freres, il n'a point touché à leur concours. Cela est démontré par le texte de l'Edit, & la chose est si claire, que l'opiniâtreté même rendroit les armes.



FACTVM SOMMAIRE

DUPROCE'S,

D'entre Messire Paul Freard de Chantelou, Chevalier Seigneur de Fontenaille & d'Ecomoy, Conseiller & Maistre d'Hostel ordinaire du Roy, & Gouverneur de la ville & chasteau de Chasteauduloir; & Dame Françoise Mariette son épouse, désendeurs.

Contre Mesdames Marie de Bourbon, Princesse du Sang, & de Carignan, & Marie d'Orleans, Duchesse de Nemours, demanderesses.

Et Monsieur le Procureur General, intervenant & demandeur.



E procés est de la derniere consequence au sieur de Chantelou, dans lequel, non seulement, l'on luy demande le payement des droits de lots & ventes de trois mutations, qui montent, suivant le calcul de ceux qui agissent sous les noms de ces Augustes Princesses, à plus de vingt mille livres. Mais en-

core si leurs pretentions ont lieu, la terre de Fontenaille sera dépouillée de tous les droits qui la rendent considerable, & qui l'ont fait acheter audit sieur de Chantelou, pour vne somme importante de prés de six-vingts mille livres.

Dans le fait.

I L'est important de remarquer, qu'en l'année 1641. ladite terre de Fontenaille, saisse reellement sur Messire René de Beauville, sut adjugée par decret à Dame Madelaine Payen, veuve de Messire Jean Martineau, Conseiller Secretaire du Roy, & Tresorier des Parties Casuelles. A peine cette adjudication sut-elle prononcée, que le sils sur lequel on venoit d'adjuger, qui s'appelloit aussi René de Beauville, retira cette terre par droit de retrait li-

gnager.

Comme ce Gentilhomme avoit emprunté vne somme importante pour exercer ce retrait, il sut contraint pour se liberer, de la vendre au sieur de Lancy, par contract du 18. Mars 1654. lequel six ans aprés, sçavoir le.7. Decembre 1660. en a fait la revente au sieur de Chantelou, qui a stipulé par son contract faculté de faire decreter sur lui, pour purger toutes actions & hypotheques: suivant laquelle stipulation il a fait saire au Parlement le decret de cette terre, qui a duré pendant deux ans entiers, & n'a esté interposé que le 3. du mois de May 1662. sans que les Dames Princesses ayent formé aucune opposition. Et comme cette terre releve de la Baronnie de Chasteauduloir, il a baillé son aveu à la Chambre des Comptes le 6. Juin de l'année 1663.

Les choses en cét état, & aprés vn decret si solemnel, le sieur de Chantelou se persuadoit devoir jouir paisiblement de son acquisition: neanmoins il a esté surpris, qu'en vertu d'une commission de la Cour du 7. Avril 1668. il a esté assigné le 10. ensuivant, pour voir declarer l'Arrest qui interviendra entre les Dames Princesses, intimées & demanderesses, d'une part, & les sieurs de Beauville & de Lancy, appellans & désendeurs, d'autre, commun avec le sieur de Chantelou, & pour se voir condamner d'exhiber ses contracts d'acquisition, & que les terres de Fontenaille & autres seront déclarées affectées & hypothequées au payement des droits de lots & ventes à cause de son decret, à la perte des fruits du jour des saisses seodales, & aux domma-

ges & interests.

Cette assignation l'a obligé d'entrer en connoissance de cause, & de s'instruire quel estoit le fondement des appellations interjettées par le sieur de Beauville, & des demandes formées contre luy & le sieur de Lancy. Il a trouvé qu'il y a eu deux Sentences renduës aux Requestes du Palais contre le sieur de Beauville; que la premiere n'est qu'vn debouté de défenses; & que la seconde est diffinitive, par laquelle il a esté condamné de payer les droits de lots & ventes de l'adjudication faite à la Dame Martineau, & que l'on demandoit vne parcille condamnation à cause de l'acquisition faite par le sieur de Lancy. L'on a engagé les Dames Princesses de bailler requeste le 4. May 1668. par laquelle comme Dames Engagistes de la Baronnie de Chasteauduloir, elles ont demandé que le sieur de Chantelou seroit condamné de reformer l'aveu par luy rendu à la Chambre: ce faisant, qu'il fust tenu de faire la foy & hommage pour raison de ladite terre de Fontenaille, avec défenses de se qualifier haut Justicier, ni Patron de l'Eglise d'Ecomoy, ni mesme de pretendre le droit de Foire & Marché dans ledit Bourg, ni ceux de Billette & Banvin. De sorte que l'on veut reduire cette terre noble, decorée de tous ces droits, comme vn simple Fies mouvant & relevant en plein Fies de la Baronnie de Chasteauduloir, sans Justice, ni les autres droits dont ledit sieur de Chantelou est en possession. Et comme si les Dames Princesses de Carignan & de Nemours, n'estoient pas des parties assez puissantes, dont la naissance & le nom ne meritassent pas assez de consideration pour soûtenir ces demandes: l'on a excité l'office de Monsieur le Procureur General, qui est intervenu, & a baillé requeste le premier Juillet 1671. qui contient les mesmes conclusions que celles employées dans la requeste du 4. May 1668. pour la reformation de l'aveu.

Tellement qu'il échet de prononcer sur les appellations interjettées des Sentences rendues aux Requestes du Palais, & d'vne saisse feodale du 3. Aoust 1660, qui a esté depuis renouvellée. Ce qui ne regarde point directement le sieur de Chantelou, mais les sieurs de Beauville & de Lancy, parties au procés. En second lieu, sur les demandes formées contre ledit sieur de Chantelou, pour raison des droits de lots & ventes des mutations desdits sieurs de Beauville & de Lancy, & de son acquisition particuliere de ladite

terre de Fontenaille, que pour la reformation de son aveu.

Les sieurs de Beauville & de Lancy se sont soûtenu qu'ils estoient induement poursuivis, à l'égard de l'vn, parce qu'il avoit exercé vn retrait pour lequel il ne devoit point de lots & ventes. Et à l'égard de l'autre, parce qu'il avoit payé la si le decret suiter somme de huit cens livres, à laquelle il avoit composéavec le nommé Pousse, Receveur general de la Baronnie de Chasteauduloir, au s'au chais suivant ses quittances des 7. & 28. Novembre 1658.

Pour ce qui regarde ledit sieur de Chantelou, il y a six chess de sopressi de Sa contestation à examiner, qui sont tous importans, & sont autant la sas pur ejection

de questions particulieres. *

Franc-aleu.

La seconde, est de sçavoir, si la terre de Fontenaille & le Domaine qui la compose, n'est pas affranchie de la soy & hommage, suivant la disposition de la Coustume du Maine, & tenuë en franc-aleu noble.

Haute, moyenne, & basse Iustice.

La troisième regarde la haute Justice, laquelle le sieur de

Loh ct 2

La prenuere est

si le decret pulci

garlunciu qui

au s' di Chai

proprieti di Sa

la pas pur geo

di droch de los

uns y bun qui

personnelles de

Les Dames ?

ne Sestain poi

Chantelou soûtient faire partie des droits de ladite terre de Fontenaille.

Patronage de l'Eglise d'Ecomoy.

La quatriéme regarde ce droit, les cinq & sixiéme regardent les droits de Foire & Marché, Prevosté, Billette & Banvin, dans lesquels il pretend que les Seigneurs de Fontenaille sont en pos-

session de tout temps immemorial.

Ces six chets se peuvent examiner en peu de paroles. Quant chef pour les au premier, il faut premierement presupposer, que le sieur de Chantelou ne pretend pas que les Dames de Carignan & de Nemours ayent dû s'opposer pour les droits qu'il doit, à cause de l'acquisition qu'il a faite de plusieurs Fiefs, des grande & petite Lante, Lisardier, la Hatonniere, & autres, qui relevent de la Baronnie de Chasteauduloir, & Chastellenie d'Outille, membre en dépendant. Car pour la terre de Fontevaille, & tout ce qui la compose, est en franc-aleu, & par consequent exempt de tous droits. Il est certain que les Seigneurs de droit commun ne doivent point s'opposer pour leurs droits vtiles. Mais les adjudications se font toûjours à la charge des droits seigneuriaux; ainsi le sieur de Chantelou pretend qu'il a payé les lots & ventes à cause de son contract. Et si le payement qu'il en a fait, n'estoit pas valable, il faudroit qu'il les acquitast.

> Mais il soûtient qu'il ne peut estre poursuivi, & que son decret le met à couvert de la demande contre luy formée, pour le payement des arrerages des droits de lots & ventes, à cause des

precedentes mutations.

Il est fondé dans le droit commun, vn decret purge toutes actions personnelles & hypothequaires. Les arrerages de lots & ventes ne se peuvent demander qu'en vertu d'vne action personnelle: consequemment si elle est partagée, elle est aneantie, & ne subsiste plus: donc elle ne peut estre exercée.

L'Ordonnance d'Henry II. touchant les criées, du 3. du mois de Septembre 1551. verifiée au Parlement le 23. de Novembre ensuivant, & l'Article xIII. le porte en termes formels: Que tous pretendans droits non seigneuriaux, ou censels, sur les choses criées, soit fonciers, ou autres, seront tenus eux opposer pour lesdits droits & pour les arrerages d'iceux, s'ils pretendent aucuns en estre deus.

Cét Article contient vne loy generale, que toute personne qui pretend des droits sur vn immeuble, est tenu de s'opposer pour la conservation de ce droit, ou pour estre payé des arrera-

ges qui en peuvent estre deus.

II

Il y a vne exception dans le mesme Article, qui est, que ceux qui pretendent des droits seigneuriaux ou censels, ne sont point obligez de s'opposer. Ce qui est certain pour ce qui est des droits qui sont deus à cause de la mutation actuelle qui se fait par l'adjudication. C'est pourquoi le sieur de Chantelou ne dispute point les droits de lots & ventes pour son acquisition; mais il soûtient qu'il ne doit vniquement que ces droits, & qu'il ne peut estre poursuivi pour les arrerages du passé, suivant la disposition de cét Article.

Monsieur le Maistre, Premier President du Patlement de Paris, qui estoit parfaitement instruit des maximes du Droit François, dans le Traité qu'il a fait des Criées, est de ce sentiment, sous le titre douze des Criées, chapitre quatre, & autres endroits: Que les Seigneurs sont tenus de s'opposer pour les arrerages des droits seigneuriaux qu'ils pretendent leur estre deus; ce qui a esté suivi par les Arrests. Il en rapporte vn celebre du 29. May 1554. par lequel vn Seigneur de Fief, qui ne s'estoit point opposé au decret du Fief, pour estre payé des arrerages de droits seigneuriaux, a esté debouté de la demande particuliere, qu'il en avoit depuis formée contre le nouvel acquereur. La Cour est suppliée de prendre la lecture de cette autorité de Monsseur le Maistre, elle est decisive. Et comme cette Jurisprudence est en vigueur, & s'observe dans l'étendue de la Province du Maine, le sieur de Chantelou en a rapporté deux actes de notorieté, qui sont en forme autentique, par lesquels il est formellement decidé, que dans le Presidial du Maine, l'vsage & la pratique sont tels, que les Seigneurs de Fief, pour estre payez des arrerages des droits seigneuriaux qui leur sont deus, sont obligez de s'opposer aux decrets qui se font des Fiefs, sur lesquels, ils pretendent ces arrerages.

Objections.

L'on soûtient au contraire, que par les termes de la Coûtume Objettions du Maine, en l'Article 489. les Seigneurs de Fief ne sont point pour deman-der les arreobligez de s'opposer aux decrets qui se poursuivent des Fiefs mou-rages des lets vans d'eux, pour les arrerages des droits de lots & ventes qui leur & ventes, à sont deux, se que sans opposition ils sont en droit de s'en faire precedentes payer, & que c'est une disposition singuliere de cette Coûtume. musations, Que Maistre Mathurin Louis, Avocat en la Senechaussée du Mans, dans ses Commentaires sur cét Article, l'a ainsi établi. & mesme avancé que Maistre René Chopin avoit tenu que l'Edict des Criées, Article x 111. n'a point dérogé à la Coûtume du Maine. Enfin l'on passe plus ayant, & l'on soûtient, que dans le procés

verbal de la reformation de cette Coûtume qui a esté fait en Octobre 1508. les trois Etats de la Province ont insisté pour l'execution de ce qui est contenu dans cet Article. Et l'on veut persuader que ce n'est autre chose, sinon que les Seigneurs de Fief pourront demander les arrerages des droits seigneuriaux à eux deus, sans qu'ils eussent formé opposition. Voilà où se renferme tout ce qui est avancé sous le nom des Dames demanderesses, touchant cette premiere difficulté du procés.

Réponses.

dre les lots des acquisitions des sieurs de Beauville

. It est aisé de faire voir, que tant s'en faut que ces moyens étaaux moyens blissent leur pretension, au contraire ils fortisient la proposition pour preten- avancée par le sieur de Chantelou. Qu'ainsi ne soit, il est prouvéau procés, que la Coûtume du Maine n'est d'aucune consideration pour la decision de cette premiere question, parce que la reformation de cette Coutlime est du mois d'Octobre 1508. & l'Ordonnance des Criées, qui porte vne derogation expresse à toutes & de Lancy. Coûtumes, est du mois de Septembre 1551. De sorte que cette loy generale l'emportant sans contredit sur la municipale & particuliere, il faut en demeurer dans les termes de l'Edit des Crices, par lequel, sans difficulté, les Seigneurs sont exclus de pouvoir demander des arrerages de droits seigneuriaux à vn acquereur qui a fait décrètes le Fief, à moins que lesdits Seigneurs ne se soient oppolez. Mais le sieur de Chantelou est passe plus avant, & a soûtenu, que soit que l'on examiné les termes de l'Article 489. soit que l'on fasse reslexion sur les commentaires de Maistre Mathurin Louis; solt mesme que l'on s'attache au sens du procés verbal de ladite Coutume: il ne se trouvera pas, que dans l'intenction de cette loy municipale, vn Seigneur de Fief ne doive point s'opposer pour les arrerages de droits seigneuriaux, à vn decret qui s'y poursuit du Fief, pour lequel les arrerages sont pretendus.

La Cour trouvera dans la discution particuliere des termes de a deux distinctions à faire: l'une des rentes foncieres creees sur héritage depuis 30. ans, & des rentes de

pareille qualité creées auparavant 30. ans.

La seconde, entre les creanciers de ces rentes, ou creanciers ordinaires à qui appartiennent ces rentes, ou si ce sont des Seigneurs de Fief, qui soient creanciers de semblables tentes.

Par cet Article 489, quand vn heritage est decreté en Justice, s'il est chargé de rentes foncieres anciennes auparavant trente ans, & que ce soient des Estrangers, c'est à dire, autres que les Seigneurs de Fief, qui soient proprietaires de ces rentes il est certain

qu'encore qu'il n'y air point d'opposition formée à la requeste des creanciers de ces rentes, le decret ne purge point ces rentes,

mais seulement les arrerages.

Que si l'heritage decreté est chargé de rentes creées depuis 30. ans; & qu'elles appartiennent à des creanciers ordinaires, qui n'ayent point formé opposition, le decret purge les heritages desdites rentes. Mais si ces rentes appartiennent au Seigneur de Fief au premier cas, il est certain que le decret ne purge point, ni pareillement au second, non pas mesme pour les arrerages, non

plus que pour les devoirs deus au Seigneur.

Tellement que cet Article 489. bien entendu, n'a son application que pour les devoirs deus au Seigneur de Fief, & pour les rentes creées auparavant 30. ans, à l'égard duquel le decret ne purge point ni les devoirs ni les arrerages. Que doit - on concevoir par le mot de devoirs? La foy & hommage, l'aveu & denombrement. Enforte que par cet Article il est dit, que l'on ne peut s'affranchir par le decret de la foy & hommage, & de bailler aveu & dénombrement, encore que le Seigneur ne s'oppose point pour conserver ses devoirs. De mesme dans cette Coûtume du Maine, le decret ne purge point les arretages d'une ancienne rente creée auparavant 30. ans en faveur du Seigneur de Fief. Voilà l'esprit & la disposition de cet Article 489. Tellement qu'il est inutile aux Dames demanderesses de se prévaloir de cet Article, parce qu'il n'a aucune application au fait particulier du procés. Il ne s'agit pas de devoirs de Fief: il est constant au sair, que ledit fieur de Beauville & de Lancy ont fait la foy & hommage dans le temps qu'ils ont acquis ladite terre de Fontenaille: les Dames demanderesses ne s'en plaignent point, & par leurs conclusions elles ne demandent point d'aveu & dénombrement. Il ne s'agit point non plus de rentes anciennes constituées sur la dite terre, par consequent il n'y a point de lieu de faire application dudit Article 489. à l'hypothele du proces. Il s'agit de droits de lots & ventes pour raison d'anciennes acquisitions, lesquels droits se poursuivent par action, se par consequent se purgent par le deoret.

Cét article 489. porte: Mais les Seigneurs de Bief ne perdent lours de voirs ni arrerages par telles criées, ni par moins de temps que de 30. ans. Ainsi il saut rensermer cet Article dans ces termes. Il porte que le decret ne purge point contre les Seigneurs le Fief, les devoirs, ni les arrerages il faut que l'on deineure d'accord, que par ces termes il n'est point parlé de lots & ventes.

Premièrement, sous le terme de devoirs, jamais son n'entend barles de dibits, ni de sois & ventes; mais les devoirs envers va Seigneur séodal comprennent la soy & hommage, les aveus & denombremens & autres devoirs personnels. Ainsi dans la Coûtume du Maine, & dans toutes les autres, il est porté que le Seigneur de Fief peut faire saissir feodalement le Fief saute d'hommes, droits & devoirs non saits; il n'a jamais esté dit que l'on ait voulu concevoir les lots & ventes par l'Article 138. de cette Coûtume du Maine: elle explique qu'est ce qu'il faut comprendre

par le terme de devoirs.

La Coûtume observée & gardée entre les personnes nobles est, Que le Seigneur peut doubler ses devoirs sur ses hommes en chacun des trois cas: c'est à sçavoir par sa Chevalerie, pour le mariage de sa sille aisnée emparagée noblement, & pour luy aider à payer sa rançon pour la délivrance de son corps. Ainsi par ce mot de devoirs, s'entendent les droits qui s'executent envers le Seigneur à l'ouverture du Fief, la soy & hommage, l'aveu & dénombrement, & droit de rachat; mais jamais il n'a esté dit que sous le terme

de devoirs, les lots & ventes soient comprises.

De mesme il faut saire restexion sur le mot d'arrerages, emploié dans lédit Article 489, qui se rapporte necessairement à ce qui est contenu dans iceluy, sçavoir, qu'il y est parlé seulement de rentes soncieres, ou de bail d'heritage, à l'égard desquelles le decret ne purge point, ni pour les arrerages d'icelles. Tellement que suivant la Coûtume du Maine, il est vray de dire que le decret que le sieur de Chantelou a fait interposer sur son contract du 7. Decembre 1660, a purgé toutes actions personnelles & hypothequaires, qui ont appartenu aux Dames demanderesses, pour recouverer les droits de lots & ventes pretendus pour les acquisitions saites par les sieurs de Beauville & de Lancy.

Le sieur de Chantelou a rapporté dans sa requeste emploiée pour salvations contre vne requeste de contredits du 16. Mars 1675. les Articles de la mesme Coûtume du Maine 42. 138. 139.359. & 399. pour confirmer la mesme proposition, que sous le terme de devoirs, le droit de lots & ventes n'est pas regulierement compris. En effet il ne se lit point dans aucun Auteur, que les lots & ventes loient vn devoir envers le Seigneur: c'est vn profit de Fief casuel & incertain, vn droit rigoureux introduit par les Seigneurs, qui n'est point dû par la nature & premiere lubstitution des Fiefs: dont aussi il n'est point fait mention dans les livres & vlages des Fiels, non plus que tous les autres droits vtiles, bursaux & pecuniaires de relief, rachat, quint, requint, & autres semblables, qui sont droits que les Seigneurs se sont attribuez par leurs concessions & investitures, & qui ont esté depuis conservez & autorisez par droit coûtumier de la France. Voilà pour ce qui regarde la disposition de la Coûtume du Maine, laquelle ne doit point

point estre appliquée à l'hypothese du procés; & quand il s'en pourroit faire application, ce seroit inutilement, parce que l'Ordonnance des Criées est au dessus, qui a son execution dans toute l'étenduë du Royaume, nommément dans la Province du Maine, à laquelle, aussi-bien qu'à toutes les autres, elle a formellement

derogé.

1

Įľ.

En second, lieu on n'a point eu raison de citet Maistre René Chopin, livre 2. de la Coûtume d'Anjou, titre 2. nombre 5. comme ayant avancé, à ce que l'on pretend, que cette Ordonnance de Criées n'avoit point derogé à la Coûtume, parce que le sieur de Chantelou a soûtenu, comme il est veritable, qu'vne semblable proposition ne se trouveroit point, ni dans l'endroit cité, ni dans aucun autre des ouvrages de cét Auteur. Il a dit au lieu cité, aprés estre demeuré d'accord des termes de l'Edit des Criées, qui porte vne dérogation à tous Statuts & Coûtumes à ce contraires. Credo tamen minime derogatum peculiari huic Andium mori provinciali, qui in rem est, jusque suo territorio prabet. Lesquels termes portent deux choses: l'vne qu'il croit, Credo tamen; & l'autre, peculiari huic Andium mori provinciali, que son opinion ne s'applique vniquement qu'à la Coûtume d'Anjou.

Sur quoy l'on a observé au procés, 1°. Que Maistre René Chopin, aussi bien que plusieurs autres Jurisconsultes François, comme Monsieur Cujas, Maistre Charles du Moulin, & plusieurs autres, avoient eu des opinions qui ont esté rejettées: & qu'ainsi en cette occasion Maistre René Chopin pouvoit avoir eu vn sentiment peu conforme à la veritable Jurisprudence. 2°. Que ce Jurisconsulte avoit renfermé son avis pour sa Coûtume d'Anjou, différente de la Coûtume du Maine en plusieurs Articles; comme elle a aussi diverses dispositions semblables. Pour ce qui regarde les Commentaires de Maistre Mathurin Louis, ils ne meritent pas grande consideration, parce qu'il a esté soûtenu qu'il alleguoit vne fausse Sentence, & d'ailleurs n'estoit pas vn Auteur assez accredité pour faire valoir son avis au dessus de raisons solides, par lesquelles il est confirmé que dans la Coûtume du Maine, le decret purge toutes actions, pour demander des arrerages de droits seigneuriaux, si les Seigneurs qui les pretendent, ne se font oppolez.

La seconde question est, de sçavoir si le Fiest de Fontenaille & Seconde queson Domaine particulier est tenu en franc-aleu: le sieur de Chan-stion pour telou pretend l'avoir clairement montré au procés. L'établissement-de cette proposition luy est d'autant plus avantageuse, qu'estant veritable, c'est vir second moyen pour faire voir que les Dames demanderesses sont non recevables-à demander des lots & ventes. Comme l'Article 153. de la Coûtume du Maine iert de fondement à cette verité, il est important d'en rapporter les termes, a-

fin qu'il soit plus aisé d'en faire l'application.

Il porte: Le sujet qui tient sa terre en franc-aleu, est exempt à cause d'icelle, de foy, d'hommage, de devoir, de rachat, de prise, par defaut d'homme, & de toutes autres servitudes quelconques: fors quand il est appellé en la Cour de son Seigneur, en demande de qui il s'avouë sujet, doit répondre de bouche, qu'il avouë tenir sa terre en franc-aleu, & s'en aller: & s'il se defaut en ce de terme, O intimation, il paiera l'amende par defaut: car tel affranchissement qui luy est donné, ne luy permet pas contemner la Jurisdiction de son Seigneur, qu'il ne doive vne fois venir declarer ce que dit est; & si la terre est venduë ou échangée, le Seigneur n'y prendra ventes ou autres émolumens de Fief.

De cét Article resultent deux veritez principales. La premiere, ce que c'est que franc-aleu, qui est vn affranchissement accordé au vassal de toutes servitudes, telles qu'elles sont exprimées dans ledit Article. Du moment qu'vne terre est en franc-aleu, le sujet qui la tient, ne doit point, à cause de ladite terre, de foy & hommage, il ne doit point de devoir, il ne doit point de rachat, & ne peut estre sujet aux saisses seodales par desaut d'homme : il ne doit point non plus de ventes ni d'émolumens de Fief. Voilà

la premiere verité.

La seconde est, qu'encore que qui tient vne terre en franc-aleu, ne doive aucune de ces servitudes; neantmoins il est obligé de reconnoistre son Seigneur dominant, lequel le peut faire appeller en sa Jurisdiction, pour luy demander de qui il s'avouë sujet: & en ce cas, lorsque le sujet est ainsi appellé, la Coûtume veut que le sujet réponde qu'il avouë tenir sa terre en franc-aleu, & s'en aille, parce que tel affranchissement ne luy permet pas de contemner la Jurisdiction de son Seigneur, qu'il ne doive vne sois venir déclarer ce que dit est.

Par cette disposition de la Coûtume du Maine, la Cour voit la difference qu'il y a entre le franc-aleu établi en icelle, & le

franc-aleu fondé dans la Coûtume de Paris.

Dans la Coûtume du Maine, encore que le franc-aleu soit vn assiranchissement de toutes servitudes, neantmoins il n'exempte pas le sujet de faire vne declaration, quand il est appellé par le Seigneur dominant, pour dire de qui il s'avouë sujet: tellement que le franc-aleu compatit avec cette sujétion d'obeir au Seigneur dominant, pour luy répondre que l'on tient franc-aleu: & si le sujet qui tient à franc-aleu, n'obéit à l'assignation qui luy est donnée pour faire cette declaration, il est condamnable à l'amende, suivant la disposition de l'Article cy-dessus rapporté.

Il n'en va pas de mesme du franc aleu reconnu dans la Coûtume de Paris, en laquelle le franc-aleu est indépendant de tous Seigneurs. La Cour trouvera dans l'examen du procés, que le sieur de Chantelou a prouvé que sa terre de Fontenaille & ses dépendances sont en franc-aleu, par tous les moyens par lesquels vn franc-aleu peut estre prouvé par titre & par possession. Il est certain, que la seule possession n'est pas suffisante pour établir vn franc-aleu; mais quand elle est soûtenuë par des titres autentiques, il faut demeurer d'accord qu'elle contribue pour l'établissement d'un semblable droit, parce que la possession qui est continuée par vn long vlage, est l'interprete des titres, & induit necessairement, qu'vn sujet est bien fondé à pretendre que sa terre est en franc-aleu, puisque ses predecesseurs & luy l'ont possedée pendant vn temps immemorial, comme libre & exempte de toute servitude. Le long temps qui explique dans la suite des années toutes choses, qui découvre ce qui est de plus caché, faisant voir que les proprietaires d'une terre n'ont jamais payé ni rachat aux mutations, ni droit de lots & ventes, & n'ont jamais baillé d'aveu ni denombrement, justifie & prouve parfaitement l'exemption & l'affranchissement de cette terre: par consequent qu'elle a toujours esté tenuë en franc-aleu. Ainsi il est vray de dire que la possession soutenue d'autres titres, vim habet veri & justi tituli.

a prouvé le franc-aleu de sa terre de Fontenaille, par des titres autentiques qui ne peuvent estre valablement combattus. Il les a produits au procés, qui sont des aveus contradictoires, comme sont ceux du 15. de Novembre 1533. & du 7. de Janvier 1543. par lesquels il se voit que François de Chauvigni, Seigneur de Fontenaille, estant assigné pardevant les Juges de Chasteaudusoir, à la requeste du Substitut de Monsieur le Procureur General audit Siege, pour se voir condamner à faire la soy & hommage, sinon au desaut, qu'il sust permis de faire saissir : ledit sieur de Chauvigny dénie tenir ladite terre & appartenances de Fontenaille à soy & hommage; & au contraire a consessé les tenir en

franc-aleu du Roy nostre Souverain.

Sur ces aveus il y a trois reflexions à faire, qui sont decisives. La premiere, que le sieur de Chauvigni a esté assigné à la pour-suite du Substitut de Monsieur le Procureur General au Siege de Chasteauduloir, & devant les Juges de la mesme Jurisdiction. Cette procedure doit estre considerée comme si c'estoit vne citation faite à la requeste du Seigneur dominant qui est le Roy: les Officiers agissant pour luy, ont appellé le sujet en sa Jurisdiction, suivant qu'il est prescrit par l'Article 153. de la Coûtume du Mai-

ne, dont les termes viennent d'estre rapportez.

Qu'a fait le sieur de Chauvigny, Seigneur de Fontenaille? il a obei à la citation des Officiers de son Seigneur dominant, il est comparu pardevant eux, & a declaré de bouche, que sa tetre de Fontenaille & dépendances estoient tenuës en franc-aleu, & non point à soy & hommage. C'est la declaration qu'il a faite, suivant ce que desire la Coustume, ainsi qu'il est porté par le-dit Article 153.

La seconde reflexion qui doit estre faite sur ces anciens aveus du 13. Novembre 1533. & 7. du mois de Janvier 1543 est cette obeissance executée de la part du sujet, tenant sa terre à francaleu.

Et la troisième doit estre faite sur les protestations du Substitut de Monsieur le Procureur General, que la declaration de franc-aleu ne pourroit prejudicier au Roy, & celles contraires faites par ledit sieur de Chauvigny. Car la Cour est suppliée de remarquer, que tant s'en faut que les protestations du Substitut de Monsieur le Procureur General puissent détruire l'autorité de ces anciens aveus rendus il y a à present cent quarante & tant d'années; au contraire elles en confirment & la force & la validité: parce qu'estant constant dans le fait, que depuis ces protestations, les Officiers de Chasteauduloir ont laissé jouir, non seulement ledit sieur de Chauvigny, mais tous ses successeurs jusques à present, de ladite terre de Fontenaille & de ses dépendances en franc-aleu noble. Le temps a interpreté la justice & la solidité de ce franc-aleu, & a fait connoiltre que les protestations du Substitut de Monsieur le Procureur General, c'est à dire, le desir qu'il avoit de l'attaquer, ont esté inutiles. Le temps a persuadé à ces Officiers, qui avoient grande ardeur de soûtenir les interests de leur Maistre & Souverain, qu'ils n'avoient aucun moyen pour combattre vn droit certain, & par luy originairement accordé au premier sujet qui a possedé ladite terre de Fontenaille en franc-alcu.

Outre ces deux anciens aveus, il y en a deux autres, l'vn du 6. Juillet 1609. & l'autre le 6. Juin 1663. qui est celuy rendu par le sieur de Chantelou à la Chambre des Comptes, en connoissance de cause.

Ce n'est pas encore assez, le sieur de Chantelou a produit au procés des actes anciens de foy & hommage, rendus par des Seigneurs de Fontenaille, à cause des Fiess de la Hatonniere, le Lisardier, grande & petite Lante, & autres, qui dépendent de ladite terre, & qui sont tenuës à foy & hommage de ladite Baronnie, & de la Chastellenie d'Outille, membre en dépendant.

Que

Que si cette terre de Fontenaille n'eust point esté tenuë en franc aleu, & affranchie de tous droits, les Seigneurs proprietaires de la Baronnie de Chasteauduloir n'auroient pas manqué d'exiger des foy & hommage, aveus & dénombrement, à cause de ladite terre de Fontenaille, comme ils en ont tiré, à cause de ces

Fiefs particuliers de la Hatonniere & autres.

Tellement que la Cour voit d'vn costé des actes de foy & hommage, des aveus & dénombremens pour raison de Fiers tenus à foy & hommage; & de l'autre pour raison de cette terre de Fontenaille, jamais aucune foy & hommage, & enfin aucun payement de droits de rachat, de lots & ventes, ni d'aucun autre. Donc il est vray de dire, que la terre de Fontenaille est tenue en franc-aleu.

Objections.

L'on soutient pour les Dames demanderesses, 1°. Que l'on ne peut pretendre de franc-aleu dans la Coûtume du Maine qui n'est contre le point allodiale, sans rapporter vn titre formel, & pieces pour prouver le franc-aleu. 27. Que les titres rapportez par le sieur de Chantelou ne sont pas suffisans, parce qu'ils contiennent des prorestations du Substitut de Monsieur le Procureur General sur les

Répenses.

A la premiere objection, le sieur de Chantelou répond, qu'il n'est point obligé de rapporter le titre originaire de la concession; pour établir mais que ce titre aussi - bien que plusieurs, ont esté ou brussez, alen. ou emportez par les Anglois, lorsqu'ils furent chassez de la Province du Maine, dont ils ont joui deux ou trois cens ans. Il suffit que ledit sieur de Chantelou montre d'anciens titres justificatifs du franc-aleu. Ce qui n'est pas susceptible de la moindre diffi-

Il a esté déja satisfait à l'avantage que l'on veut tirer, de ce que dans les anciennes Declarations du franc-aleu, du 15. Novembre 1533. & 7. Janvier 1543. l'on a inseré des protestations Lites par le Substitut de Monsseur le Procureur General sur les lieux, que la declaration faite par les Seigneurs de Fontenaille du franc-aleu, ne pourroit nuire ni prejudicier au Roy.

Haute Iustice.

IL est constant au procés, que le sieur de Chantelou fait voir qu'il a haute, moyenne & basse Justice dans le Bourg d'Ecomoy, re, moyenne où est la Paroisse de Fontenaille, par tous les moyens par lesquels vn Seigneur de Fief peut monstrer qu'il a haute Justice dans l'étenduë de sa terre.

Cette haute Justice est prouvée par titres, par possession immemoriale, & par l'exercice qu'en ont fait les Officiers des Sei-

gneurs de Fontenaille.

Le premier, est vne Sentence contradictoire renduë avec le Roy, se 13. Decembre 1474. par laquelle René Despeaux, Seigneur de Fontenaille, a esté maintenu precisément & formellement dans le droit de haute Justice.

Il est impossible de desirer vn titre plus autentique, parce que d'vn costé le Seigneur de Fontenaille a expliqué son droit de haute suffice, par tous les moyens qu'il a pû estre soûtenu. Il a dit qu'il avoit vn Maire ou Bailly qui administroit la Justice à ses vassaux, qu'il avoit vn sep à mettre & punir les delinquans, qu'il avoit prisons fermées, & mesmes sourches patibulaires. Il a soûtenu que ses predecesseurs Seigneurs de Fontenaille avoient toûjours joui de ce droit, & qu'ils l'avoient fait exercer. Il a representé les anciens aveus. Il a plus fait, il a demandé de faire preuve de sa possession immemoriale, & de ses predecesseurs, par té-

moins, & a fait son enqueste.

De la part du Substitut de Monsseur le Procureur General à Chasteauduloir, il a avancé toutes choses contraires, & s'est plaint de ce que le Seigneur de Fontenaille exerçant la haute Justice, avoit condamné les vassaux de ladite terre en l'amende, avoit ordonné qu'ils se serviroient d'vne telle mesure, & avoit ainsi fait exercer la haute Justice en plusieurs rencontres. Il a fourni de reproches contre les témoins ouis dans l'enqueste dudit Seigneur de Fontenaille. En vn mot, toute la contradiction qui se peut apporter pour combattre vn semblable droit, a esté employée de la part du Substitut de Monsieur le Procureur General, qui conclut, à ce que défenses fussent faites au Seigneur de Fontenaille, de faire exercer la haute Justice, ni la pretendre directement ni indirectement. Et éclui-ci concluoit, à ce qu'il fust maintenu dans le droit de la haute justice? Sur ces contestations les parties appointées, après une instruction contradictoire, est intervenu la Sentence, par laquelle le Seigneur de Fontenaille a esté maintenu dans le droit de haute Justice, lequel jugement a esté suivi d'vne possession paisible.

Le second titre est une autre Sentence contradictoire renduë par les Juges de Chasteauduloir, & avec le Substitut de Monsieur le Procureur General audit Siege, le 3. Octobre 1524, par laquelle le Seigneut de Fontenaille est maintenu dans les droits de Prevosté & Billette, dont sera parlé presentement, en laquelle Sentence le droit de haute Justice est énoncé, comme dépendant de ladite terre de Fontenaille.

Le troisseme titre est vne autre Sentence contradictoire avec le Substitut de M. le Procureur General à Chasteauduloir, & par les Juges du melme Siege, du 24. May 1597. dont la Cour aura: la bonté de prendre la lecture, n'y ayant pas vn mot dans cette Sentence, soit dans le veu, soit dans le dispositif, qui n'ait beaucoup de force & d'autorité pour établir le droit dont il s'agit.

Secondement, le sieur de Chantelou a produit la preuve par écrit de l'exercice de cette Justice, il a produit au procés vne Sentence rendue par le Bailly de Fontenaille le 17. Novembre 1612. par laquelle aprés avoir fait le procés au cadavre d'vn homme qui s'estoit défait soy-mesme, il a ordonné que le corps seroit pendu par les pieds; ce qui a esté executé. Et porte cette Sentence: Condamnons à estre pendu par les pieds à vne potence, qui pour ce faire, sera dressée près de la Halle, en une place publique d'Ecomoy, pour y demeurer, & ce fait, estre mené & mu à la Justice des fourches patibulaires. Donc fourches patibulaires marque principale de la haute Justice.

Dans cette melme instance il est fait mention de deux procés extraordinairement faits & instruits par le Bailly de Fontenaille, contre Estienne Gaussais & Jean Lanery accusez, & des jugemens contre eux rendus, par lesquels ils ont esté condamnez estre bat-

tus & fustigez de verges, en date du dernier Juin 1522.

c

Le sieur de Chantelou a produit l'Arrest contradictoire du 3. Fevrier 1622. rendu avec Monsieur le Procureur General, par lequel il a esté ordonné que le procés seroit fait & parfait à vn nomme François Careau accusé, par les Officiers du Bailliage de Fontenaille, avec défenses aux Officiers du Siege de Chasteauduloir de troubler le Seigneur de Fontenaille en la jouissance de sa Justice: lequel Arrest est sans réponse.

Objections.

L'On objecte seulement que le sieur de Chantelou ne rappor- contre la te pas le titre originaire de la concession de la haute Justice.

Objections bante fusti-

Réponses.

CETTE objection est inutile, & il y a déja esté répondu, que établir la bance Justi-

Réposes pour

le sieur de Chantelou n'estoit point obligé de rapporter ce titre originaire, en produisant d'autres qui en etablissent le droit & vne possession immemoriale.

Joint qu'il a esté montré au procés, qu'en matiere de haute Justice, la possession immemoriale s'en peut prouver par témoins,

comme il a esté jugé par plusieurs Arrests.

gualité de Fondateur de l'Eglise d'Ecomoy.

Si l'on ne peut contester au sieur de Chantelou la qualité de chef pour la haut Justicier, l'on ne peut non plus luy oster celle de Fondateur de l'Eglise d'Ecomoy. Ce qu'il prouve par titres importans, qui doivent avoir d'autant plus d'autorité, qu'ils paroissent aux yeux de tout le monde. Ladite Eglise est bastie sur son Fief, le Curé luy en fournit déclaration, & les Procureurs Fabriciers, & luy payent des droits de cens à cause de l'ancien domaine de la Cure. Il a son banc, qu'il tient de ses predecesseurs, dans le Chœur du costé de l'Evangile. Il jouit de tout temps immemorial de tous les droits hohorifiques, toutes les marques exterieures qui établissent la qualité de Fondateur, se trouvent dans cette Paroisse: il y a vne tombe élevée, qui est le lieu destiné à la sepulture des Seigneurs de Fontenaille, leurs Armes sont peintes & gravées en plusieurs endroits aux vitres & à la voûte de l'Eglise, les titres & ceintures funcbres s'y remarquent encore. Tellement qu'il est impossible de détruire ces preuves muerres & durables.

Objections.

Comme l'on connoist que l'on ne peut valablement contecontre le titre de Fondateur de la Paroisse d'Ecomoy, l'on a récours de Fondateur à vn discours general, qui est de dire, que toutes ces preuves exde l'Eglise terieures & convaincantes sont autant d'vsurpations. d'Ecomoy.

Réponses.

Réponses

L'ON ne détruit pas des preuves écrites par des discours, l'on ne pour établir sçauroit faire voir par la moindre circonstance, qu'il y ait eu de Fondateur. l'vsurpation de la part du Seigneur de Fontenaille, la moindre plainte contre eux renduë, qu'ils ayent exercé aucune violence pour parvenir à l'établissement de ces preuves, & pour s'attribuer tous les droits honorifiques de l'Eglise. Les Officiers du Chasteauduloir sont trop attachez à conserver les droits du Roy & des Dames Princesses Engagistes, pour avoir souffert l'estet d'aucune vsurpation. Ils ont veu les Seigneurs de Fontenaille jouir de ces droits, sans qu'ils s'y soient opposez, parce qu'ils ont esté persuadez qu'ils ne leur pouvoient estre contestez.

Lc

Le droit de foire & marché ne peut estre non plus contesté: Cinquiéme la Sentence du 24. May 1597. est vn titre solemnel & autentique chef. pour la preuve de ce droit, dans lequel il est nommément porté, qu'au mois de Mars 1594. il plut au Roy d'accorder des Lettres Patentes audit sieur de Beauville, par lesquelles sa Majesté érige trois foires dans le bourg d'Ecomoy, avec yn marché chaque semaine : lesquelles ont esté registrées au Siege de Chasteauduloir, le 29. Juillet 1595. depuis lequel temps les Seigneurs de Fontenaille ont joui paisiblement de ce droit de foire & marché, & de celuy de Prevosté & Billette, qui consiste en quelque tribut qui se paye par les Marchands qui étallent fous les Halles d'Ecomoy. Ce qui est confirmé par la Sentence contradictoire du 15. Octobre 1524. par laquelle il se voit que le Substitut de Monsieur le Procureur General au Siege de Chasteauduloir, ayant fait saisir les droits d'étallage, Prevosté & Billette, qui n'est qu'vne mesme chose, & voulant empescher que le Seigneur de Fontenaille n'en continuast la jouissance par ladite Sentence renduë sur productions respectives, ledit Seigneur de Fontenaille a esté maintenu dans la jouissance de ces droits, ce qui est formel & precis: depuis lequel temps il ya 170. années, que les Seigneurs de Fontenaille ont joui pailiblement de ce droit sans inquietation, jusques au jour que le sieur de Vauscillon assez connu dans Paris, sous le nom des Dames demanderesses, a excité le trouble au Suppliant, qui fait la matiere du present procés.

Objections.

C E droit de foire & marchez n'est pas tout-à-fait contesté: Objettions mais l'on allegue, seulement sous le nom des Dames demande-contre les soi-resses qu'il n'y a pas d'apparence que le sieur de Chaptelou rieresses, qu'il n'y a pas d'apparence que le sieur de Chantelou tien-chez. ne en franc-aleu ces droits, puisqu'il les a obtenus du Roy.

Réponses.

I L faut demeurer d'accord que cette cavillation ne merite pres-Réponses que pas de réponse, parce que le sieur de Chantelou ne pretend les foires & pas tenir tout ce qu'il possede, & qu'ont possedé ses predecesseurs marchez.

Seigneurs de Fontenaille, que des bontez du Roy.

Quand le franc-aleu a esté accordé, ç'a esté par la bonté du Roy: quand la Justice ou les autres droits ont esté concedez, c'est toûjours cette main Souveraine qui a départi ces bienfaits, il n'y a rien en cela qui ne derive de cette source de puissance. Aussi les Seigneurs de Fontenaille, & nommément le sieur de Chan-

Digitized by Google

telou, qui a l'honneur d'estre ancien Officier de la Maison du Roy, dans leurs aveus ont reconnu qu'ils tenoient en franc-aleu tous les avantages & les droits qui decorent cette terre: & ainsi il est vray de dire que l'on ne peut contester ces droits de foire & marchez.

Restent les droits de Prevosté & Billette, & Banvin, que dernier chef. l'on a joints ensemble, parce qu'ils s'établissent ou par les titres, dont les termes ont esté rapportez, comme les droits de Prevosté & Billette qui est vne mesme chose, ou par d'autres qui s'ex-

pliquent en peu de mots.

Pour ce qui est du droit de Banvin, qui n'est autre chose que la faculté accordée au Seigneur de Fontenaille, de vendre pendant 40. jours le vin de son crû, sans payer aucuns droits d'Aides: il suffit de remarquer que le Gendre Fermier General l'a contesté, ç'a esté vn contradicteur legitime. Le sieur de Chantelou a allegué sa possession tant par luy que par ses predecesseurs immemoriale, il a demandé à la prouver par témoins, il y a esté receu par Arrest contradictoire du 25. Septembre 1669. en execution duquel il a fait son enqueste, qu'il a produite devant les Juges de Chasteauduloir, lesquels en connoissance de cause & avec ledit le Gendre, Fermier General des Aides, ont maintenu ledit sieur de Chantelou dans la jouissance dudit droit.

Soit que l'on reconnoisse que ces droits ne peuvent estre valablement contestez, ou qu'ils sont si peu considerables, que quand le sieur de Chantelou en seroit dépouillé, ils ne produiroient pas d'vtilité aux Dames demanderesses : on se neglige de former des objections pour y donner atteinte, nommément à celuy de Banvin. De sorte que la Cour voit aprés vne discution assez exacte de tous les chefs qui forment ce procés, qu'il n'est suscité que par vn esprit de vexation & d'interest; & qu'encore que l'on se serve des noms d'Illustres Princesses & de Monsieur le Procureur General, neantmoins le sieur de Chantelou n'a pour veritables parties que certaines gens qui pretendent tirer de l'argent, & faire leurs affaires par de semblables recherches & vexations, dont

la Cour aura la bonté de le garantir.

Cause A1 le Vendre 8 de Jany

MEMOIRE,

POUR Dame Marie-Antoinette Dorcet, veuve de sieur Jean Dulacq, Ecuyer, Commissaire des Guerres, Demanderesse en entherinement de Lettres en forme de Requeste Civile & d'Ampliation, tant en son nom que comme Tutrice de ses Ensans mineurs & dudit Dulacq.

CONTRE Damoifelle Marguerite Doros, se disant aussi veuve dudit Dulacq Capé, quoiqu'elle n'ait jamais été sa femme; & un Prétendu, se disant fils & heritier dudit Capé & de la Doros, quoiqu'il ne soit qu'un Supposé & qu'un Imposteur.

A Casare male informato, ad Casarem melius informandum.

ARIE-Antoinette Dorcet vient annoncer ses malheurs à la Cour, & reclamer sa Justice contre l'Arrest du 18 Avril 1707.

Quoique ses Jugemens soient des oracles respectables, elle espere neanmoins d'être

favorablement écoutée dans ses justes plaintes.

Son recours n'attaque que le dol, l'artifice, les faits & pieces fausses, sur le fondement desquels cet Arrest a été surpris, lequel auroit été rendu en faveur de la Demanderesse, si la Cour avoit été informée de la verité, & de son juste droit, & de celui de ses Enfans mineurs, qui ont été mal & non valablement désendus.

La Demanderesse fille de condition (qui étoit suffisamment pourvûe de biens de la fortune) a été mariée en 1696 à Chambery, lieu de sa naissance, avec Jean Dulacq Capé, Commissaire des Guerres du lieu de Dogeu en Bearn, du consentement de toute sa famille, par

un Contrat de mariage fait dans toutes les formes les plus autentiques.

Un acte de celebration fait par le Curé des Parties en presence de témoins, gens de condition, à la face de l'Eglise, après deux proclamations de bans, & la dispense du troisième accordée par seu Monsieur le Cardinal le Camus, Evêque de Grenoble & de Chambery, dans le temps permis par les Canons, & suivant tous les préceptes de l'Eglise, & l'usage des lieux confirme cette verité.

M. le Cardinal le Camus qui s'est si fort distingué par son merite & sa vertu, voulut avoir une connoissance parfaite de la liberté de Dulacq, quoiqu'elle sût connue dans toute la ville de Chambery, où il avoit résidé dès l'année 1691 en qualité de Tresorier de l'Extraordi-

naire des Guerres.

Il sit rapporter neanmoins preuve de la liberté de ce Dulacq du Curé du lieu de sa naissance, & de tous ceux des Paroisses de la ville de Salins où il avoit demeuré, & des envi-

rons mêmes, qui ont certifié que Capé n'étoit aucunement engagé en mariage.

Il étoit d'une notorieté publique que ce Dulacq n'avoit aucun engagement précedent, & la Doros même, cette même femme qui se présente aujourl'hui pour sa prétendue veuve,, avoit passé deux Astes authentiques de Transactions & de Déclarations par main publique, l'un, à Chambery le 27 Juin 1692; l'autre, à Lyon le 7 Février 1696, quatre années quatre mois & demi avant que la Demanderesse connut ledit Dulacq, & avant leur mariage, par lesquels cette Doros a declaré qu'elle n'étoit point femme de Capé, qu'elle n'avoit eu aucun ensant de son fait ni de ses œuvres, & qu'elle consentoit qu'il se mariat avec qui bon lui sembleroit, & se désistoit de tous droits, & qu'elle étoit accouchée de deux ensans du suit & des œuvres du sicur Durivaux.

On n'a jamais eu aucun soupçon que Dulacq étoit engagé en mariage précedemment à celui de la Demanderesse, & moins avec cette Doros après ses aveux publics & conformes à da verité.

Deux enfans que la Demanderesse a eu de ce Dulacq ès années 1697 & 1698 ont été le struit de ce mariage fait précedemment en 1696.

Ce mariage a été public, uni & concordant suivi d'une habitation continuelle; ce Dulacq domicilié avec la Demanderesse & ses ensans à Chambery; & pendant le topps que ses affaires & son emploi l'ont appellé ailleurs, la Demanderesse a éte toujours chargé avec ses parens du soin & de l'administration de ses affaires domestiques & particulieres de Dulacq son mari.

Enfin la Demanderesse a demèuré en la paisible possession & jouissance de son état & dudit Dulacq son mari jusques en Avril 1704 temps de sa mort & pendant sept ans qua-

tre mois & demi qu'a duré leur mariage.

Mais qui le pourroit croire? Cette Doros qui n'avoit jamais été femme de Dulacq, qui l'avoit annoncé elle-même, ainsi que ses prostitutions par ces actes authentiques & réiterez, & qu'elle avoit approuvé par un silence continuel de plus de 17 ans entiers, cette Doros aussi-tôt qu'elle eut appris la mort de ce Dulacq decedé en Italie où il avoit été envoyé en qualité de Commissaire des Guerres, s'est avisé par une impossure extraordinaire de venir se dire sa semme legitime, & (sur la supposition qu'elle avoit eu un fils de lui) a fait dessein d'envahir sa succession de la valeur (environ) de cent mil livres.

Cette semme a commence à passer Contrat de vente de la Charge de Commissaire des Guerres à un particulier, lequel s'étant voulu faire pourvoir au sceau, sut arrêté par une opposition au titre sormée par Suzanne Dulacq sœur dudit seu Dulacq sur le sondement que cette Doros n'avoit aucun état de semme legitime, ni aucun fils de lui qui pût sui

succeder.

La Demanderesse en qualité de Tutrice de ses ensans avoit vendu la même Charge à un autre particulier, lequel trouva aussi des obstacles & des oppositions au sceau de la

part de cette Doros.

Cès differentes prétentions formerent au Conseil du Roy une contestation sur laquelle il intervint Arrest contradictoire le 16 Octobre 1705, par lequel il est dit que, avant faire droit sur les oppositions au titre des Dulacq Capé, Doros, & Dorcet, le Conseil a renvoyé le differend des Parties au Châtelet de Paris pour y proceder suivant l'état, qualité, droits & interests des Dames Doros, Dorcet, & de leurs enfans, & generalement sur toutes les prétentions respettives des Parties contenant la succession de feu Jean Dulacq Capé, circonstances & dépendances, &

par appel au Parlement de Paris.

En execurion de cet Arrest d'attribution de Jurisdiction, la Demanderesse a contesté au Châtelet contre la Doros, & par une Sentence préparatoire, ayant été accordé à un prétendu, se disant François Allexandre & se supposant fils dudit Dulacq & de la Doros, une provision de la somme de 500 livres, la Demanderesse se rendit Appellante en la Cour, & incidemment la Doros & la Demanderesse ayant interjetté appel comme d'abus respe-Aivement de leur mariage, & il a été rendu Arrest le 18 Avril 1707, par lequel il est dit que, en ce qui concerne la provision adjugée par ladite Sentence du Châtelet l'Appellation est mise au meant, ordonne-que ce dont est appel sostira à effet, & sans que la Cour ait évoqué le principal, il est dit que en tant que touche l'appel comme d'abus interjetté par la Doros du mariage de la Dorcet, dit qu'il a été mal, nullement & abustvement contracté & celebré; & en tant que touche l'appel comme d'abus interjetté par la Dorcet, dit qu'il n'y a abus, & la deboute de ses Requestes, qui tendoient à être maintenue dans la succession de Dulacq; & ayant égard à celles de la Doros, la maintient dans la qualité de veuve dudit défunt Jean Dulacq Capé, & le prétendu François Allexandre dans la qualité de fils legiume dudit Dulacq Capé, & condamne la Dorcet en l'amende de l'appel simple & appel comme d'abus, & en tous les dépens, & fait main-levée à la Doros & à ce François Allexandre des saisses & Arrests faits à la requeste de la Dorcet sur les Fermiers & debitcurs de cette succession, & leur ordonne de vuider leurs mains.

Cet Arrest qui a été surpris sur des faits & pieces fausses, a dépouillé la Demanderesse de son honneur, de son état, & de celui de ses enfans issus d'un legitime mariage contracté suivant toutes les Loix Civiles & Canoniques, Preceptes de l'Eglise & l'usage de la Ville de Chambery.

Cet Arrest la dépouille de tous ses biens qu'elle à consommez dans la poursuite de ses contestations.

Cet Arrest l'a réduit & ses enfans dans la derniere necessité, ne leur ayant été rien adjugé pas même pour leurs aliments.

Cet Arrest a déclaré une semme, legitime, qui n'a été qu'une publique avant & après son supposé mariage, & qui seroit même complice du crime de Poligamie dont elle accuse la memoire du seu Dulacq, si veritablement il étoit tombé dans cet excès.

Cet Arrest ensin a adjugé une succession non seulement à un ensant incertain, mais même à un supposé & à un imposteur, & a donné la qualité de sils à un étranger & un inconnu, & a consirmé un mariage non seulement saux, mais même (quand il ne servit tel) un mariage nul & clandessin, & l'a rendu legitime contre toutes les Loix.

La Demanderesse persuadée de l'équité de la Cour se promet, que bien éloigné qu'elle ait égard à cet Arrest, elle regardera au contraire avec indignation le procedé que la Doros à tenu pour l'obtenir. & la punira des su l'étée en orand nombre dont elle s'est ser-

Digitized by GOO

vie pour en surprendré la Réligion; ainsi que cet imposseur qui s'est donné un état contraire à celui qu'il veut usurper pour s'introduire dans une famille dont il n'est point issu, & pour envahir par un crime punissable une succession au préjudice des veritables heritiers.

Cet Arrest surpris a été attaqué de deux manieres & par deux personnes.

. Suzanne Dulacq sœur dudit désunt Dulacq qui n'avoit été ouie ni appellée au Châtelet, ni en la Cour, n'a pû souffrir qu'on lui ait donné pour belle sœur une semme qui ne l'a jamais été de seu son frere, & pour neveu & successeur à ses biens & à ceux de son frere un supposé de un imposseur.

frere un supposé de un imposseur.

Dans le dessen de ne pas souffrir cette injure, elle a formé opposition à cet Arrest, ses moyens sont connus à la Cour, elle a déja préjugé en faveur de la Demanderesse par l'Arrest qui a été se du le 7 Septembre dernier entre la Dame Suzanne Dulacq, & entre cette Doros & cet imposseur, par lequel il est reconnu n'être point fils de Dulacq, & n'ê-

tre point son heritier.

La Demanderesse qui est la seule femme legitime, dont les enfans sont aussi seuls legitimes sils & heritiers de ce Dulacq, s'est aussi pourvûe par Requeste civile contre cet Arrest, & elle ose assurer que ses moyens d'ouverture sont d'une justice incontestable, & qu'aux termes des Ordonnances l'entherinement ne lui peut être resusé.

PREMIER MOYEN

Incontestable d'ouverture de Requeste civile, que la Cour a jugé pertinent, & qui opere; aux termes de l'Ordonnance, l'entherinement de la Requeste civile.

La Demanderesse dans le mois d'Aoust de l'année 1710 sit plaider sa Requeste civile par seu M° Secousse son Avocat, & pour un de ses moyens ayant avancé que le prétendu François Alexandre n'étoit point né d'aucun mariage legitimement contracté entre la Marguerite Doros & Dulacq Capé, qui n'étoit pas même son sils naturel, qu'il n'avoit jamais été par lui reconnu, & qu'il avoit surpris la Religion de la Cour pour obtenir l'Arrest qui l'a declaré sils & heritier dudit Dulacq; M° Blarru Avocat de la Doros & de ce prétendu, auroit exhibé à l'Audience un Extrait Baptistaire dont il auroit fait la lecture, & il auroit declaré s'en vouloir servir, sur quoi M° Secousse ayant demandé à la Cour permission de s'inscrire en saux contre cet acte qui avoit été le sondement de l'Arrest du 18 Avril 1707, qui avoit declaré ce supposé sils, legitime de Jean Dulacq Capé & son heritier; LA COUR sur les Conclusions de Monsseur l'Avocat General de la Moignon a rendu Arrest le 29 Aoust 1710, par lequel il a été permis à la Demanderesse de s'inscrire en faux contre cet Atte Baptistaire, & cependant a surcis au Jugement de la Requeste civile.

Du depuis, la procedure de ce faux a été instruite, la piece a été mise au Grefse; les moyens de faux ont été admis par Arrest du 17 Janvier 1711, & par Arrest contradictoire du 4 Septembre 1711 rendu au Rapport de M'Gaudart Conseiller, cet Extrait Baptistaire de ce prétendu François Alexandre a été declaré faux, & ordonné que comme tel il seroit rejetté, l'amende rendue à la Demanderesse, & lâdite Doros & ce prétendu ont été condamnez aux dépens, & ordonne qu'il seroit passé outre au Jugement de la Requeste civile.

Il s'agit à present d'y prononcer.

Or comme l'Ordonnance de 1667, art. 1 du titre 37 des Requestes civiles permet de se pourvoir contre les Arrests rendus en dernier ressort, & que l'art. 34 du même titre, declare qu'il y aura ouverture de Requeste civile par le dol personnel; & quand on aura jugé sur pieces fausses, & que l'art. 33 du même titre, ordonne que quand il y aura ouverture de Requeste civile, les Parties seront remises en pareil état qu'elles étoient auparavant l'Arrest (encore que ce sût une pure question de droit on de Coutume qui vût été jugée;) il est d'une suite necessaire que la Requeste civile & d'ampliation de la Demanderesse soit entherinée, & que la Demanderesse soit entherinée, & que la Demanderesse soit entherinée, au même état qu'elle étoit auparavant; & ce moyen est d'aûtant moins contestable, qu'il se trouve être dans les termes de l'Ordonnance, & que la Cour l'a jugé pertinent par son Arrest du 29 Aoust 1711, étant évident que la Cour a été surprise par le dol personnel pratiqué par la Doros & ce supposée, qui ne s'est déterminée à rendre cet Arrest que sur le fondement de cette piece sausse des saux saits en resultans.

SECOND MOYEN,

Qui prouve que l'Arrest du 18 Avril 1707 est détruit par un autre Arrest rendu du depuis par la Cour.

La Demanderesse ajoûte un second moyen surabondemment.

Ce moyen est tiré de l'Arrest contradictoire de 7. Septembre 1711 rendu en la Cour au Rapport de M. Gandast Conseiller, entre la Doros & ce prétendu & supposé François Alle-

tendu fût fils de Dulacq; par lequel la Cour avant faire droit, & sans préjudice des droits des Parties au principal & des fins de non recevoir, a ordonné que ce prétendu fera preuve tant par titres que par témoins qu'il est fils de Dulacq Capé, & qu'il a été par lui reconnu, &c.

Or de la disposition de cet Arrest, il est convainquant que l'Arrest du 18 Avril 1707, qui a reconnu ce prétendu pour sils legitime & heritier de seu Jean Dulacq Capé est détruit, puisque la preuve qu'il lui est ordonnée de saire de son état, aneantit la certitude

.qu'il soit son fils.

Parcequ'il est contraire que se supposé soit sils de Dulacq Capé & qu'il ne le soit pas. Il est contraire qu'il soit reconnu sils par l'Arrest du 18 Avril 1709 au regard de la Demanderesse & de ses enfans mineurs, & que la même Cour ne l'ait pas reconnu sils au regard de la Suzanne Dulacq par son Arrest du 7 Septembre 1711, & es dispositions contraires dans deux Arrests rendus en même Cour, même Chambre, entre mêmes personnes interessées, sur l'existance de la même personne, est un moyen d'ouverture de Requeste civile aux termes de l'article 34 du même titre de la même Ordonnance de 1667.

TROISIE'ME MOYEN,

Qui justisse de la validité du mariage de la Demanderesse, & que la Cour ne l'a declaté nullement & abusivement contracté que sur le fondement d'une piece fausse produite par les Défendeurs.

Ce moyen est rescindant & rescisoire, il établit le droit de la Demanderesse & celui de

ses entans mineurs non valablement detendus.

La Demanderesse est fondee en titre & en possession, elle a un Contrat de mariage sait dans les formes, & un acte de celebration saite après deux publications des bans & la dispense du troisième (accordée par seu M. le Cardinal le Camus Evèque de Grenoble & de Chamberry) par le sieur Roux Curé de la Paroisse de S. Leger de la Ville de Chamberry qui étoit celui des Parties en présence de deux Gentils hommes dignes de soi, parens de la Demanderesse; ce mariage a été sait suivant les Canons & sormes prescrites par le Concile de Trente qui est la seule regle du pays de Savoye & de la Ville de Chamberry, lieu de la naissance & de la residence de la Demanderesse & de Dulacq Capé lors de ce mariage; & pour y parvenir, il justissa de sa liberté par les Certificats du Curé d'Ogeu en Bearn près d'Oleron lieu de sa naissance, par ceux des Curez de Notre Dame & de S. Anatoille de Salins où il avoit demeuré; & il étoit notoire que la Doros n'avoit jamais été sa femme, qu'elle n'avoit été au contraire qu'une prostituée, qu'elle avoit au contraire declare par deux astes authentiques quatre années avant ce mariage qu'elle n'étoit point seume de Dulacq, qu'elle n'avoit point eu d'ensans de son fait ni de ses œuvres, & qu'elle en avoit eu au contraire deux du fait de Durivaux.

La Demanderesse a été dans la possession continuelle & sans trouble de son état, suivie de la Cohabitation actuelle avec Dulacq son mari pendant sept ans quatre mois & demi de-

puis ce mariage jusques à la mort de ce Dulacq.

Cependant la Cour par son Arrest du 18 Avril 1707 l'a declare non valablement contracté sur le sondement d'un faux sait, & d'un usage saux & contraire à celui de Chambery, où le mariage de la Demanderesse a été celebré, les Desendeurs ayant soutenu que l'Extrait de mariage de la Demanderesse ne pouvoit établir la preuve d'un veritable mariage, attendu que Jean Dulacq Capé, ni la Demanderesse, ni les témoins n'avoient point signé sur le Registre, qu'ainsi il n'y avoit aucun mariage, & que la Demanderesse étoit sans droit, & sans état; & pour établir de leur part cette necessité que les Parties & les témoins devoient signer, ils se sont servis d'un certificat du sieur Poligny, se disant Vicaire general de l'Evêché de Grenoble (par lequel il u certifie que dans le Dioceze de Grenoble, tant en la partie de Savoye que celle de France il est d'usage que les Carez sassent signer les Parties & les témoins sur les Registres, ou sassent mention qu'ils ne sçavent signer.

Or ce fait certifié de cet usage est un fait faux, & une piece fausse dans sa substance qui n'à certifié que le mensonge & fausseté, puisque la Demanderesse soutient que dans la Ville de Chambery pays de Savoye où son mariage a été celebré, on ne suit que le Rituel Romain & le Concile de Trente, & qu'il est d'usage que les Parties ni les témoins ne sont point en obligation de signer sur les Registres, & que les Curez n'en sont point la

requisition.

La Demanderesse pour la preuve de la fausseté de ce Certificat que les Désendeurs ont mandié & produit, rapporte une premiere preuve authentique par le Certificat du sieur Roux Cure de S. Leger de Chambery, qui a certifié avoir épousé la Demanderesse & ledit sieur Jean Dulacq, & qu'ils étoient de sa Paroisse, & que l'usage des mariages audit pays de Chambery n'éxige ni la signature des Parties, ni celle des témoins.

Une seconde preuve est rapportée de cet usage par le Certificat du Reverend Official

de la Ville de Chambery.

Registres de la Paroisse de S. Leger de la Ville de Chambery sait de l'autorité du Senat de Savoye par le sieur Senateur Dusresnoy Commis en la presence & assistance du sieur Procureur General, par laquelle il paroît que l'acte de celebration de mariage de la Demanderesse est dûcement inscrit au sol. 37 dans les Registres qui se sont trouvez en bonne sorme, & qu'il est en tout consorme à l'extrait délivre par les sieurs Curez & Vicaires.

La 4° preuve résulte de la procedure saite, les Désendeurs duement appellez le 31 Juillet 1709, après l'Arrest rendu le 18 Avril 1707 en vertu des Lettres de compulsoire de assignation donnée en consequence; par le procès verbal de laquelle il paroît que les Registres des mariages de la Paroisse de Saint Leger de Chamberry sont en bonne sorme, que dans iceux l'Acte de celébration de mariage de la Demanderesse y est écrit de la maniere que l'extrait en a été délivré.

Le même procès verbal établit & prouve l'usage de Savoye, qu'il n'est pas necessaire que les Parties ni les Temoins signent sur les registres, mais seulement le Curé, Vicaire, ou Prêtre administrant.

Il paroît de plus que dans les Registres il y a 447 Actes de celebrations de mariages, dont 425 ne sont signez que par les Curez, Vicaires, & nullement par les Parties ni Témoins, ce qui établit constamment l'usage contraire à celui allegué par les Désendeurs.

La se preuve est tirée d'un Acte de notorieté donné par Arrest rendu par le Senat de Savoye, Chambres assemblées, le 15 Juillet 1707, après l'Arrest du 18 Avril 1707, par lequel il est établi que l'Usage de Chamberry en Savoye, Decanat du Diocese de Grenoble, est qu'il n'y à qu'un simple Régistre des mariages tenu par les Curez ou Vicaires déservans, dans lequel ils écrivent les Noms des Mariez, le jour de la celebration, la Publication des Bans, la dispense d'iceux, & de parenté, sans qu'il soit besoin que les Parties ni les Témoins signent, & qu'il sussit que le Curé ou Prêtre qui a donné la Benediction nuptiale signe le Registre, & que le sicur de Poligny, qui étoit lors Vicaire general de Grenoble, n'a pu donner an Certificat contraire à cet Usage attesté.

Toutes ces preuves rapportées justifient parfaitement que le mariage de la Suppliante a été fait dans toutes les formes prescrites par l'Eglise & l'Usage des lieux, & justifient aussi que le Certificat du sieur de Poligny, dont les Désendeurs se sont servis, est une piece fausse sa substance, qui n'a certifié que le faux & l'Usage contraire au veritable.

Si la Cour avoit été informée de cet Usage de Savoye, & de la fausseté de celui alles gué par les Désendeurs, elle auroit confirmé le Mariage-de la Demanderesse, au lieu de le declarer non valablement contracté.

Ainsi il est évident que ce Moyen de Requeste civile est victorieux & incontestable, puisqu'il est fondé sur le dol pratiqué par les Désendeurs qui ont surpris la Cour sur ce saux saix ; de cet Usage saux, & du Certificat qui l'atteste saussement, il est évident par consequent que les Ensans mineurs de la Demanderesse ont été non valablement désendus, pour lesquels on auroit dû demander à saire preuve contraire, & s'inscrire en saux contre ce Certificat.

QUATRIE ME MOYEN,

Qui justissie que le Certificat du sieur de Poligny a été le seul motif de l'Arrest du 18 Avril 1707, qui a declaré nul le Mariage de la Demanderesse.

Si le Certificat du sieur de Poligny & l'Usage par lui faussement attesté n'avoit pas été le motif de cet Arrest qui a privé sa Demanderesse & ses Enfans de leur état & de leurs biens, la Cour auroit declare les Enfans de la Demanderesse legitimes & heritiers de seu Dulacq leur pere, sur le sondement de l'erreur & de la juste ignorance de la Demanderesse de l'engagement supposé dudit Dulacq, comme il est decidé dans les Decretales au titre, Qui silis sint legitimi, où il est dit: Si matrimonium jure non valeat, dummodo alterutro conjuge impedimentum ignorante contrastum sit in facie Ecclesse, filii tamen legitimi sunt, cap. pervenit II, & cap. penult.

Les Jurisconsultes François examinant cette question, supposant qu'il y a nullité au mariage resultant de quesque empêchement canonique, Exeo quo, & impediretur contra-Etum; comme si le mariétoit Prêtre ou marié à une autre semme, demandent si les ensans d'un tel mariage sont legitimes.

Feburet, de l'abus, liv. 5, chap. 3, n. 6, dit qu'ils conviennent tous, qu'on considere principalement deux choses.

La premiere, Si le mariage a été celebré publiquement & avec les formes accoutu-

mées & prescrites.

La seconde, Si l'un ou l'autre ignoroit les empêchemens; & ils resolvent que ces deux circonstances s'y rencontrant, la bonne soi par ce moyen étant toute évidente en l'un ou l'autre des conjoints, les ensans issus d'un tel mariage sont declarez legitimes, & successibles.

La Glose du chap. 1. De eo qui daxit in matrimoniam quam polluit per adulterium, observe

Digitized by GOOGIC

d'êrre legitimes, bien que tel mariage sût nul; & cela en consideration de la juste igno-

rance de la femme, propter matris fidem.

C'est aussi le sentiment du même Feburet, qui dit aussi que c'est celui de Barth. in L. finali de condit. sine causa, où il s'explique ainsi: Hujusmodi errorem adhuc effectum excusure us silii sint legitimi ex parte ignorantis juxta Legem qua in provincia par vivus de rit. nupt. Et Mornac cite deux Arrests de la Cour sur la même Loi, qui one juge que Etiam in incesto sides alterius conjugum servabit statum hominum.

Menochius est dans ces mêmes maximes & du même sentiment, Lib. 3. præsumpt. 130. num. 10. cam sequent. & tous les Docteurs sur le chapitre: Per venerabilem qui filii sint legitimi, sont du même avis qu'ils sont légitimes. Et capaces successionum, substitutionum, majora-

tum, nonobstant clausula que vocat legitimos ex legitimo matrimonio procreatos.

Les ensans de la Demanderesse sont dans tous les cas savorables nez, procréez en loyal mariage, contracté & celebré dans toutes les sormes prescrites par l'Eglise & l'usage des lieux, avec une personne libre & connue pour tel, & cette liberté même approuvée par cette Marguerite Doros par deux Transactions faites quatre années trois mois avant ce mariage, qui ont été executées par un silence de plus de quinze années, & jusques à la mort de ce Dulacq, ce qui rend cette Doros non-recevable à l'attaquer.

Ainsi il est évident que la Cour lors de cet Arrest a consideré la Demanderesse n'avoir aucunement été engagée par aucun mariage sur le sondement du saux Certificat du sieur de Poligny; car autrement la Cour est trop équitable pour n'avoir pas déclaré les ensans de la Demanderesse legitimes, qui dès seur naissance ont été dans la possession continuelle

de leur état.,

On doit même ajouter que la Cour n'a pas même accordé à ces mineurs une portion de biens pour leurs alimens, qui leur étoit dûe de droit, quand même on les auroit consideré pour bâtards, & même adulterins, en quoi ces mineurs ont été mal défendus, puisque subsidiairement on auroit dû demander cette legitime necessaire & alimentaire.

Cette portion est dûe ex æquitate canonica licet ex necessario coitu sint, suivant la disposition du Chapitre, cum haberet juxta gloss. sinal. extr. de eo qui duxit in matrimonium quam pol-

buit per adulterium.

Par la disposition de l'ancien droit, les alimens non seulement sont dûs necessairement aux enfans naturels; mais la Loi leur accorde de succeder à leur pere naturel mort ab insessat, suivant l'Autentique licet Cod. de naturalibus liberis usque ad duas uncias legitima sobole desiciente. Et depuis cette portion a été augmentée par la Constitution de l'Empereur Justinien: usque ad duplicem portionem, hoc est sex uncias nulla existente legitima sobole, L. humanitati 8. cod. de natur. liber.

L'Autentique ajoute que quand même il y auroit des legitimes heritiers, les alimens sont neanmoins dûs aux enfans naturels: Hajusmodi enim naturales filios pasci boni viri arbitrio est necesse, sive sint legitimi; sive alii haredes, Novell. 89. quibus natur. & Novell. 18 de

Triente & Serenisse cod. 5.

La Jurisprudence & le Droit François sont entierement conformes à ces dispositions canoniques, & à celles du Droit Ecrit Romain, qui régit les Parties contestantes, & qui sont renvoyées en la Cour par attribution de Jurisdiction en cas d'appel; la Cour l'a aussi jugé par plusieurs Arrests; M' Dufresne en rapporte un du 9 Mars 1645, au Journal des Audiences Livre 5; un autre du 16 Janvier 1630 au Livre 2.

Il y a une infinité d'Arrests & de Prejugez de la Cour & de plusieurs autres Parlemens du Pays de Droit Ecrit rapportez par Brodeau sur Louet L. A. nomb. 8. n. 10. Un autre au num. 17, & sous la lettre D; il seroit inutile d'en rapporter les exemples & les préjugez, puis-

que la Jurisprudence est certaine.

Or puisqu'il est dû une portion legitimaire aux enfans naturels, & même adulterins pour le sonds de leurs alimens & entretiens, à plus sorte raison étoit il dû la portion héreditaire aux enfans de la Demanderesse dans les biens de seu Jean Dulacq leur pere, mort ab intestat, puisqu'ils sont nez & procréez en vrai & loyal mariage, & sous la bonne soi & juste ignorance de leur mere.

Cependant on n'a rien demandé pour eux, on ne leur a rien adjugé, pas même pour leur subsistance; au contraire tout a été adjugé à un inconnu, à un supposé & à un imposteur; marque visible que l'Arrest qui l'a déclaré fils & heritier de Dulacq Capé a été surpris sur des faits & pieces sausses, & que les ensans mineurs de la Demanderesse ont été

mal défendus.

CINQUIE'ME MOYEN DE LA DEMANDERESSE.

Qui établit que l'Arrest du 18 Avril 1707, qui a déclaré n'y avoir abus dans le mariage supposé de la Doros & de Jean. Capé, & qui l'a déclaré valable, a été rendu sur des faits faux & pieces fausses, & que même la preuve n'est pas établie qu'il ait été fait, & qu'il y a preuve au contraire que ce mariage n'a jamais été celebré.

Pour établir la verité des faits qui sont énoncez dans le titre de ce cinquiéme moyen, il est necessaire de transcrire ici au long les titres dont s'est servi & se servent cette Margue-rite Doros, & cet inconnu se disant son sils & dudit Dulacq, pour établir l'Acte supposé de cette Celebration de mariage.

PREMIER EXTRAIT DE MARIAGE.

Extrait des Registres des Mariages de la Paroisse de Saint Maurice de Besançon de l'année 1688.

Le 19 Avril de ladite année ont été épousez le sieur Jean Capé, du Diocese d'Oleron, & Damoiselle Marguerite Doros de Money, en présence du sieur Etienne Billerey, Secretaire de l'Archevêché, & Philippes Damoireau.

Lequel Extrait je sousigné Curé de la Paroisse de Saint Maurice, certifie être veritable & conforme à l'original. A Besançon ce 18 Juin 1692, C. TROUILLEUR, Prestre de l'Oratoire, & Curé de la Paroisse de Saint Maurice.

Cet Acte est legalisé par le Vicaire General de Besançon le 20 Jain 1692. Signé,

Cet Acte est encore legalisé par le sieur Bonzon, Notaire Royal de Salins, le 9 Avril

Cet Ace est encore legalisé à la Requeste de cette Doros le 28 Avril 1698 par les sieurs Mayeurs, Maire & Echevins de la ville de Salins.

Cer Acte est au Greffe de la Cour.

Reflexion sur cet Acte.

On reconnoît par la lecture de cet Acte, 1°, qu'il est extrait des Registres de la Paroisse de Saint Maurice de Besançon. 2°. Qu'il y a un original. 3°. Que les Parties n'ont point signé ni les Témoins. 4°. Qu'il n'y a que deux Témoins. 5°. Qu'il n'y a eu ni publication ni dispense de Bans. 6°. Qu'il n'y a eu aucune dispense d'épouser en temps prohibé. 7°. Qu'il n'y a eu ni commission ni permission adressée au Curé de Saint Maurice de Besançon pour épouser les Parties. 8°. Que ce Curé de Besançon ni aucun Prestre administrant ce prétendu Sacrement n'ont signé. 9°. Que ce Dulacq est énoncé être du Diocese d'Oleron & la Doros du lieu de Money. 10°. Que cet Acte a été délivré & legalisé à la Requeste de cette Doros.

SECOND EXTRAIT DE CELEBRATION DU MARIAGE prétendu, d'entre la Doros & Jean Dulacq Capé.

Ex Registro Matrimoniorum Ecclesia Parochialis Sancti Mauritii Civitatis Bizuntina.

Die decimâ nona Aprilis, anni millesimi sexcentesimi octogesimi octavi, celebratum est. Matrimonii Sacramentum inter Dominum Joannem Capé, Diœcesis Oleronensis, & Domicellam Margaritam Doros de Money hujus Diœcesis, cum debitis conditionibus coram Domino Stephano Billerey, Cameræ Archiepiscopalis Secretario, & Philippo Damoireau, & coram me administrante Parocho Sancti Mauritii Bisuntini. In cujus rei testimonium ita subcripsetum.

CAPE', MARGUERITE DOROS, PHILIPPE DAMOIREAU, BILLEREY & PATOR-NAY, Presbyter Oratorii Parochus quæ ex supradicto Registro me sideliter descripsisses Testor Vesuntione 1.6 Augustianni 1704, Dunod, Presbyter Oratorii & Rector dicta Ecclesia Parochialis Sancti Mauritii.

Cet Acte est legalisé par le sieur Vicaire General de l'Archevêché de Besançon le 26 de Septembre 1704.

Cet Acte a été produit par la Doros, & cet inconnu & supposé qui se dit son fils & de

Dulacq lors de l'Arrest du 18 Avril 1707, ils le produisent & s'en servent encore actuellement.

Reflexion sur cet Acte.

On reconnoît par la lecture de cet Acte qu'il est en latin, qu'il est extrait sidellement des Registres de la Paroisse de S. Maurice de Bsançon par le Curé, qu'il ne fait point mention d'aucune publication, ni dispense de bans, ni de la permission pou rêtre marié en temps prohibé, ni par un Curé étranger, qui ne l'étoit pas des Parties, & que Dulacq Capé est énoncé être du Diocese d'Oleron, & la Doros du lieu de Money du Diocese de Besançon.

TROISIE'ME ACTE,

Que la Doros & ce Supposé prétendent être l'original de ce prétendu Mariage, & qu'ils prétendent être inseré dans les Registres des Mariages de la Paroisse de S. Maurice de Besançon, (& les quels ont été remis au Greffe en execution d'Arrest de la Cour) attendu l'inscription en faux que la Demanderesse a formée, & à laquelle elle a été reçue, & dont les moyens de faux ont été admis.

Die decima nona Aprilis celebratum est Matrimonii Sacramentum inter Dominum Joannem Capé Diecesis Oleronensis, & Domicellam Margarittam Doros de Money hujus Diecesis cum debitis conditionibus, coram Domino Stephano Billerey Camera Archiepiscopalis Secretario, & Philippo Damoireau, coram me administrante Sacramentum Paroto Sausti Mauritii Bisuntini.

5 1688.

Cape', Margueritte Doros, Bilerey, Ph. Damoireau, J. F. Patornay.

Reflexion sur cet Acte.

On reconnoît par la lecture de cet Acte, 1°, qu'il est en latin; 2°, qu'il n'y a point de date dans le corps de l'Acte, qu'il ne fait mention que de deux témoins, qu'il énonce Capé du Diocese d'Oleron, & la Doros du lieu de Money, qu'il ne fait mention ni de publication, ni dispense de bans, ni de permission de marier en temps prohibé, par un Curé ou Prestre étranger (autre que celui des Parties) & qu'à la marge il y a les mots d'annus 1688.

Preuve des faussetz des trois Extraits ou Actes de celebration de ce prétendu Mariage, de leur différence.

La Demanderesse s'est inscrit en faux contre l'Aste prétendu de celebration de Mariage de la Doros, & de Jean Capé Dulacq, & cette inscription & ses moyens ont été admis.

La Demanderesse soutient que cet Acte prétendu est faux, ainsi que les Extraits : en voici la preuve.

Le premier signé par le sieur Troullier, Curé de Saint Maurice de Besançon, est en François daté du 19 Avril 1688, il est attesté avoir été tiré des Registres, & conforme à l'original. Il est donc vrai de dire que suivant cet Acte il y a un original sur lequel cet Acte a été extrait; or cet original ne paroît point, les Désendeurs ne l'ont point produit & ne le produisent point; d'où il s'ensuit que cet Extrait dont ils se sont servis & se servent est faux faute de représentation de cet original, que l'on doit présumer n'avoir jamais été fait,

parceque non entium aut non apparentium idem est judicium, de Reg. Juris.

Le second Extrait est latin date du 19 Avril 1688; il est signé par le sieur Duned, Curé de Saint Maurice de Besançon, & il est par lui attesté avoir été sidellement extrait des-

dits Registres.

La difference de ce second Extrait (different en Langue Latine d'avec la Françoise du premier Extrait) qui énonce les Parties & les Témoins, & le Prestre administrant avoir signé, est une marque évidente de la fausseté du premier Extrait qui est en Langue Françoise, qui ne fait mention ni de la signature des Parties, ni des Témoins, ni de celle du Prestre administrant, & dont l'original ne paroit pas.

Ainsi par évidence le premier Extrait est prouvé faux, & par lui même, & par le second

Extrait, dont les Parties se sont servi & se servent actuellement.

Le second Extrait en Batin, signé Danod est encore faux, parcequ'il ne paroît point d'original d'icelui, quoiqu'il soit attesté avoir été sidellement extrait des Registres par le sieur
Dunod Curé, & on doit saire le même jugement qui est appliqué au premier: Non entium aux
non apparentium idem est judicium, la différence de la Langue, de la substance de la chose,
différent en tout de ce premier Extrait, prouvent le faux; car l'attestation de ce premier
Extrait prouve la fausset du second, & ce second prouve la sausset du premier; ainsi la sausset.

Digitized by GOOGIC

Le troisséme Extrait où soit l'Acte que les Désendeurs prétendent être l'original, & être inseré dans le Registre de la Paroisse de S. Maurice de Besançon, qui a été remis au Gresse de la Cour, est encore un ouvrage de la derniere impieté & fausseté.

En voici la preuve.

Cet original prétendu est en latin, different du premier qui est en françois, & qui ne sait mention d'aucune signature, ni des Parties, ni des Témoins; & comme aux termes de ce premier il doit y avoir un original, la preuve est parsaite que ce prétendu original en latin est saux.

D'ailleurs cet original prétendu n'est point datté dans le corps de l'Acte comme le second Extrait signé Dunod, qui est datté par ces mots d'anni millesimi sexcentesimi octoge-

fimi ottavi, lesquels ne se trouvent point dans cet original.

Or si cet Acte est original, il doit être datté conformément à l'Ordonnance, il n'est point datté dans le corps, il est different du second Extrait qui est datté; ainsi il faut convenir que ce second Extrait est saux, & par la preuve du premier Extrait, & par la preuve de lui-même, & par la preuve de ce même original.

Et il faut convenir aussi que ce prétendu original est faux par lui même, parcequ'il n'est point datté, & par la preuve des deux premiers Extraits qui sont tous disserens, & desquels il est certisié y avoir des originaux qui justissent de la fausseté de celui remis au Gresse, & qui est inseré dans des supposez Registres de la Paroisse de S. Maurice de Besançon.

Mais (outre toutes ces faussetez évidentes & convaincantes qui détruisent ce prétendu original) c'est qu'à la marge de cet Ace supposé on y a ajouté d'une main étrangere & après coup ces mots d'annus 1688, sans que cette datte ait été parasée, ni avouée par les supposées Parties, ni le Prêtre supposé administrant.

Une autre fausseté se rencontre dans la signature prétendue de Capé inserée dans ce-

prétendu Acte, la Demanderesse a des preuves pour établir cette fausseté.

La premiere est la preuve négative, puisqu'elle a nié (comme elle persiste à nier) que Capé ait signé; & quoiqu'il ait été fait un rapport d'Experts, comme il a été fait par des Experts suspects & corrompus, qui ont prévariqué dans leur devoir, & que la Suppliante a demandé par sa Requeste du 15 Juin 1709 un nouveau rapport, sur laquelle les Parties ont été renvoyées en Audience par Arrest du 4 Septembre 1711; Ce rapport nul & informe ne peut subsister.

La seconde preuve de la Demanderesse est positive, elle est tirée du premier Extrait de cet Acte prétendu de celebration de mariage, pieces dont les Désendeurs se sont servis, & se servent, par lequel il paroît que les Témoins, ni le Prêtre administrant, ni les

Parties n'ont point signé, ce qui détruit tout d'un coup ce prétendu original.

Mais à toutes ces preuves, la Demanderesse en ajoute une sinale & victorieuse; c'est la preuve de la nullité & fausseté de ce prétendu Registre, dans leques on prétend cet original être inseré.

PREUVE

Que le Registre de la Paroisse de S. Maurice de Besançon (dans lequel on prétend cet Acte original être inseré) est nul & même faux.

Ce Registre a été remis au Greffe en execution d'Arrest de la Cour, il contient plus de 20 transpositions de datte, de jours, de mois, & d'années, ainsi qu'il paroît aux fol. 1er, 3, 5, 13, 17, 18, 20, 23, 34, 35, & 40, dans lesquels, dès le 16 May 1681, jusqu'au 13 Avril 1699, il y a trente-quatre Astes dont l'ordre de l'année, des mois, ni des jours n'a point été suivi, mais au contraire il a été changé, ce qui est une contravention non seulement à l'Article 10 du Tit. 20 de l'Ordonnance de 1667, mais qui établit des saussetz en grand nombre.

Ce Registre d'ailleurs contient dans la plus grande partie des Actes qui ne sont point signez par les Parties, ni Prêtre administrant, comme on le remarque aux fol- 2 verso, 5'

& 7 verso, fol. 18 & 11, 14 & 15 verso, fol. 17 & 22, 23, 25, 26, 27, & 35 verso.

Ce Registre contient plus de trente espaces laissez en blanc à pouvoir mettre des Actes, ce qui est une contravention à l'Ordonnance, ainsi & comme on le remarque aux fol. 1° verso, 2 resto & verso, 3 verso, 4 resto & verso, & 5 resto, 8 verso, & 10 resto, 11 resto & verso, 12 resto, 13 verso, 14 resto, 16 verso, 18 resto & verso, & 24 verso, 25 resto, 26 & 27 resto, 30 resto, 32 verso, 33 verso, 34 resto, 35 resto & verso, 36 resto, lesquels espaces ont été barrez lors du procès verbal dudit Registre fait par M. Gaudart Commissaire député par la Cour.

Ce Registre d'ailleurs a été tronque & alteré, & en place on y a substitué d'autres seuil-

lets, la preuve en est évidente par la lecture de ce prétendu Registre.

Quoiqu'il dût commencer par le premier jour de l'année, on ne le fait commencer qu'au 9 Avril 1687, & on a tronqué & suprimé les Actes des mois de Janvier, Février & Mars 1687.

Et des le 11 Avril 1691, jusqu'au 13 Avril 1698, qui sont 7 ans & 4 mois, il ne s'y trouve

. Dès le 13 Aoust 1698 jusqu'au 23 Avril 1699, qui sont encore 8 mois & 20 jours, il n'y a

ucun Acte.

Dès le 23 Avril 1699 jusqu'au 10 Mars 1700, qui sont entere dix mois & demt, il n'y a' encore aucun Acte, quoique ce Registre, que les Désendeurs representent aujourd'hui clos par le seuillet 35, renserme les Actes des années 1691, 1699, & un du 10 Mars 1700.

Ce Registre d'ailleurs n'est ni cotté ni parasé par aucun Juge, par première, ni dernière seuille, & de ce Registre il n'y a aucune grosse en aucun Gresse de Judicature, ce qui est une contravention à l'Article 8 du Tit. 20 de l'Ordonnance de 1667, ordonnée être suivie & enre-gistrée à Bosançon en Avril 1684.

La foi de ce Registre ne peut être soutenue par le Certificat du sieur Official de Besancon qui y est joint, quoiqu'il ait certisse être original en bonne forme, par plusieurs rai-

lons.

emarques.

La premiere, parceque ce Certificat ne regarde en aucune maniere ce prétendu Re-

gistre, quoiqu'il y soit joint.

La preuve resulte de ce que la seuille sur laquelle ce Certificat est écrit, est détachée du corps des autres seuillets, & on l'a appliquée & jointe, au lieu que le commencement de ce Certificat auroit dû commencer sur la derniere page dudit prétendu Registre, pour qu'on pût présumer que c'est pour ce même Registre qu'il a été donné.

La seconde preuve resulte de ce que cet Official n'a pas verbalisé sur l'état de ce suposé Registre, qu'il n'a pas nombré les Actes, ni les pages, ni fait mention en quel temps a

commence & fini la datte de ce suposé Registre.

Ce Certificat est donné en 1708, il peut être appliqué au Registre des années 1708, 1707, 1706, 1705, 1704, 1703, 1701, 1701, ou 1700, qui peuvent être en bonne sorme, mais il ne peut avoir aucune application à ce prétendu Registre dont il est question, qui a fini en 1698, d'autant qu'il ne fait pas mention pour quelles années il a été délivré. Mais il

est évident que c'est une subtilité & artifice des Désendeurs.

Ainsi il est démonstratif & convainquant que toutes ces défestuositez, nullitez & faussetez qui se rencontrent en grand nombre dans ce suposé Registre, le rendent absolument sans fei, & qu'on ne doit le considerer que comme une piece insorme, sausse, & rejettable; & par consequent ce suposé & prétendu original qui s'y trouve inscrit, ne peut saire soi, & il est évidemment saux, prouvé saux par lui même; prouvé saux par ce Registre saux & insorme; prouvé saux par le premier & le second Extrait.

Ainsi ce suposé mariage est absolument justifié nal & faux, & il est certainement vrai

qu'il n'a jamais été celebré.

La preuve est faite contradictoirement par les deux transactions & déclarations faites par cette Doros le 27 Juin 1692, & 7 Février 1696, par lesquelles elle a déclaré n'ètre point femme de Capé, & par lesquelles elle a consenti qu'il se mariat avec qui bon lui sembleroit.

Si ce mariage avoit été vrai & sincére, cette Doros n'auroit point fait ces déclarations, in renonce à sa fortune & à son état, elle n'auroit pas demeuré 17 ans dans le silence, &

pendant toute la vie de ce Dulacq Capé, qu'elle n'a jamais troublé.

Ainsi toutes ces circonstances sont des prenves, & des titres victorieux contre les Défendeurs, & l'on doit conclure qu'il n'y a jamais eu de mariage, & que ce Prétendu est saux, mais outre qu'il est faux il est nul.

CONSEQUENCES AFFREUSES.

Si on autorisoit de tels Registres, il n'y a point de mariage que l'on ne pût rendre inutile, deux Parties d'intelligence & de concert avec un Prêtre ou Curé mauvais, pour-roient trouver le moyen de faire inserer après coup dans un Registre un Acte de celebration de mariage d'une datte anterieure à un autre mariage, asin par cette anteriorité de rendre nul & desectueux le veritable mariage précedent, dont une des Parties ne seroit pas

C'est pour éviter tous les désordres qui pourroient arriver, que l'Ordonnance avec tant de précaution & de sagesse, a ordonné de faire parapher & cotter les seuillets des Registres, par premiere & derniere, par le Juge Royal du lieu où l'Eglise est située; qu'elle ordonne que l'un demeurera au Curé ou Vicaire pour servir de minute, & l'autre au Gresse pour grosse; qu'il en sera fait un par chaque année, qui commencera au premier Janvier, & sinira au dernier Decembre; que les Baptêmes, Mariages, & Sepultures seront en même tems enregistrées selon l'ordre des jours, sans laisser aucun blanc, & que les Actes de Mariages seront signez par les Parties & de quatre témoins dignes de soi.

SIXIE'ME MOYEN.

Qui établit que le supposé mariage de la Doros est faux, qu'il contient des nullitez essent tielles qui le rendent nul d'une nullité irritante, & que les Défendeurs ne l'ont soutenu valide que par plusieurs faussetz.

Ce mariage prétendu bien éloigné qu'il foit vrai & valide, il ne peut être prouvé.

1°. Parcequ'il est dans un Registre nul & faux.

2°. Parcequ'il ne s'y rencontre que deux témoins, au lieu de quatre qui sont requis par l'Article 9 du titre 20 des faits qui gissent en preuve de l'Ordonnance de 1667, enregistrée & verisée à Besançon en Avril 1684.

Ce nombre de quatre témoins est aussi ordonné par l'article 40 de l'Ordonnance de Henry III. faite à Blois, confirmée par celle de Henry IV. de l'an 1606, art. 12, par celle de Louis XIII. art. 39. de l'an 1629, par celle de Louis XIII. du 29 Decembre 1639.

L'Ordonnance de 1639 art. 7 défend à tous Juges, même à ceux d'Eglise, de recevoir la preuve des mariages autrement que par écrit, & qui soit attestée par quatre parents de l'une & l'autre des Parties; l'Ordonnance de 1667 prescrit aussi ce genre de preuve, d'où il faut conclure que ce mariage supposé (étant dénué des preuves ordonnées) n'est à considerer, & on ne peut pas dire qu'il ait été fait; toutes ces Ordonnances sont suivies & enregistrées à Besançon en 1682.

Mais on ajoûte encore, & on soutient que ces deux prétendus témoins nommez, ne con-

noissoient point le sieur Dulacq Capé; en voici la preuve.

Cette preuve resulte de la declaration judiciellement faite par l'un desdits témoins, se se soir, que le sieur Billerey se disant Secretaire de l'Archevêché de Besançon le 20 Mars 1707, par laquelle il a avoué qu'il ne connoissoit le nommé Capé & qu'il ne l'avoit jamais vû.

Or une personne qui ne connoît celle sur l'identité de laquelle il doit déposer, ne

peut être témoin; car le témoin doit connoître.

Le second témoin dénommé & que l'on appelle Damoireau, est un être de raison &

metaphysique, qui n'a jamais eu existence, & que l'on ne connoît point.

Mais quand il auroit eu existence, il ne pourroit servir de témoins par la regle que, sestis unus testis nullus; & puisque le principal témoin nommé Billerey ne connoissoit pas Capé, il est à présumer que ce Damoireau prétendu, quand il seroit rémoin, ne connoissoit pas de même ce Capé, & par ainsi cette preuve demeure reduite à rien, puisqu'il n'y à aucun témoin, & bien éloigné de quatre requis par les Ordonnances, il ne s'en trouve aucun, & on établira dans la suite par preuve litterale que ce Billerey est un faux témoin réconnu tel par ces actes & par lui-même.

Il n'y a point eu de dispense de Bans, ni de permission de marier en temps prohibé, ni de commissionalonnée, au Curé de S. Maurice de Besançon de marier les Parties, co-il n'étoit pas leur Curé, co les Désendeurs se sont servi de pieces fausses.

FAUSSETEZ.

Les Désendeurs se sont servi d'un faux Certificat délivré par le sieur Billerey Secre-

saire de l'Archevêché de Besançon pour surprendre l'Arrest du 18 Avril 1707.

Ils ont fait dire par ce certificat, que le 17 Avril 1688 il a été expedié la dispense de deux bans & la permission de se marier en temps prohibé, & ils ont fait ajoûter, qu'il a été delivré une commission adressante au Curé de S. Maurice de Besançon par M. le Vie caire General pour marier ledit Jean Capé & Marguerite Doros; ce certificat a été une piece sur laquelle les Désendeurs ont voulu établir & la dispense & la permission de marier par un Prêtre étranget.

Cependant ce Certificat est faux dans ses deux chefs.

Dans un des chefs la fausseté est établie par cinq preuves.

La premiere, par un extrait delivré à la Demanderesse le 27 Mars 1703. par ledit même Billerey de ce Certificat prétendu, parceque ces mots, (Et insuper commission direst pais per Reverendum Dominum Vicarium generalem Bisuntinum Restori Parochiali Ecclesse sancéti Mauritii hujus Bisuntinue Civitatis ad ipsis Partibus beneditionem matrimonialem impertiendam) ne sont point inserez dans l'original que l'on prétend être inseré dans les Registres le la Chambre Archiepiscopale de Besançon.

La seconde preuve est tirée de l'aveu propre & propre Certificat delivré par le même Billerey par lequel il a declaré n'y avoir inseré cette commission de marier, que parce qu'il en avoit été prié par la Damoiselle Doros (quoiqu'il ne suit possit dans l'original.) Cette

Verité paroît par l'acte du premier Avril 1705.

L'Extrait donné à la Doros commence, Die 17 Aprilis; celui delivré à la Demanderesse par le mot d'Anno 1688.

... Celui de la Doros dit, pre matrimonio Demini Joannis Cape, &c.

Celui de la Demanderesse dit seulement, pro Domino, &c.

Celui de la Doros dit à la fin, Salinis commorante; & celui de la Demanderesse ne nomme

pas le mot de commbrante, & cette difference établit trois faussetz évidentes.

La quatrieme preuve de fausseté est tirée de l'Extrait de cet acte prétendu de celebration de mariage & de l'original même dans lesquels il n'est fait aucune mention de cette commission de permission de marier, ce que l'on n'auroit pas obmis, si cette permission & commission avoit éte adressée & delivrée.

La cinquieme preuve est tirée du défaut d'enregistrement de cette supposée permission. & commission, puisqu'elle ne se trouve être dans aucun Registre, ce qui est une contravention à la Declaration & Ordonnance du Roy Louis XIII. du 19. Decembre 1639 en interpretation de celle de Blois, qui ordonne que les publications, dispenses de bans & permissions de marier seront enregistrées dans un Registre particulier, laquelle Ordonnance est enregistrée, suivie & reçue à Besançon en 1682.

Dans l'autre chef on peut presumer avec assurance qu'il n'y a eu aucune dispense des

deux prétendus bans par deux raisons bien sensibles.

La premiere, parceque dans l'Extrait de celebration dudit prétendu mariage, il n'est fait aucune mention de cette dispense prétendue, ce qui étoit necessaire conformement aux Ordonnances & aux articles 9 6 10 des Statuts Synodaux de l'Archeveché de Besançon, ce qui n'auroit pas été obmis si cette permission avoit été accordée, laquelle les Défense

deurs n'ont jamais sçû rapporter.

La seconde, parceque cet acte prétendu de dispense inseré dans ce prétendu Registre n'est aucunement signe par le Reverend Sieur Archevêque de Besançon que l'on suppose l'avoir donné, ce qu'il auroit fait, s'il avoit accordé, c'est la signature de l'Archevêque qui sait l'original, & c'est à cette signature que l'on doit recourir pour qu'il conste de la verité à la suture memoire, autrement tous les Secretaires seroient les Maîtres absolus de disposser à leur gre & à l'insçû de toutes les graces & independamment du Reverend Archevêque, des Vicaires generaux & Officiaux.

Ce Registre prétendu d'ailleurs n'est qu'une paperasse, il n'est ni cotté, ni numerotté; c'est le sieur Billerey, lequel à la priere des Désendeurs a declaré cet Extrait comme Extrait d'un original qui ne sut jamais, puisque le sieur Archevêque, ni Vicaire general, ni

Official ne l'ont signé.

Ce Billerey a delivré après coup cet acte pour rendre valide un mariage nul & défe-

Aueux, & lequel est sans preuve.

Mais comme ce même Billerey Secretaire a delivré un faux Extrait dans lequel il avoit inseré que la commission & permission de marier avoit été accordée & delivrée (ce qui est faux) comme lui-même a declaré & dit, qu'il ne l'avoit fait qu'à la priere de la Damoi-selle Doros.

Pourra ton croire qu'ayant été faussaire dans les quatre parties de son Extrait il ne le soit dans les autres? quia malus semper prasumitur malus in eodem genere mali, avec d'autant plus de raison que l'Archevêque n'a rien signé, que le Prêtre administrant n'en a fait aucune mention, & que les Désendeurs ne sçauroient rapporter cette prétendue dispense de bans, ni permission de se marier en temps prohibé par un Prêtre étranger.

Ainsi le désaut de permission de marier par un Prêtre étranger, le désaut de la dispense de bans opere aux termes des Ordonnances, des Statuts Synodaux, & du Concile de

Trente une nullité irritante de ce supposé mariage.

Mais ce n'est pas sur ces seules faussetez & nullitez, & contraventions aux Ordonnances que cet Arrest a été surpris, il y en a d'autres en grand nombre.

AUTRES FAUSSETEZ.

Ce sont les saux Certificats du sieur Bouvot Cure de Notre-Dame de Salins du 20. Octobre 1704 & 26 Aoust 1706, par lesquels:

1°. Il a certifié avoir publié un ban le 8 Février 1688 pour le mariage de Jean Capé & Damoiselle Marguerite Doros.

2°. Qu'ils étoient tous deux demeurans dans sa Paroisse.

3°. Que s'il n'a pas inscrit sur les Registres ladite publication de bans, ç'a été parceque la celebration de mariage ne s'est pas faire en sa Paroisse, & qu'il avoit donné la permission ausdits Doros & Capé de s'aller marier à Besançon.

4°. Qu'il n'est pas de l'usage de faire mention sur les Registres d'une Paroisse d'un ma-

riage qui ne s'y celebre pas.

Ces deux Certificats contiennent quatre faussetez, quatre faux faits, & quatre men-

To a numeriana na na nanan'il al fanta ana sa Cana Danman air maki: 1 2 12 2 10 Google

La preuve resulte d'un Certificat delivré par ce même Curé le 19. Juillet 1692, douze ou quatorze ans avant les deux faux Certificats qu'il a delivré du contraire, ainsi qu'il conste par ledit acte, par lequel il a declaré n'avoir publié aucun ban de mariage pour les dits sieur Jean Dulacq Capé & Marguerite Doros.

qu'il ne l'avoit dans ces derniers, & quatorze années ensuite : ensin en 1704 & 1706 il n'a

pâ certisser le contraire de ce qu'il avoit certisse en 1692.

Mais à l'évidence de cette fausseté prouvée par les actes, il faut ajoûter encore une autre certifude, c'est le défaut de representation de cette publication de bans que les Dé-

fendeurs n'ont jamais rapporte & ne peuvent rapporter.

C'est le désaut d'énonciation de cette publication dans l'acte prétendu de celebration du dit supposé mariage & dans l'Extrait saux d'icelui, qui n'auroit pas été obmise, si ce ban avoit été publié, ce qui étoit necessaire suivant la disposition des Ordonnances & des Statuts Synodaux.

C'est le défaut d'enregistrement de la prétendue publication qui n'est dans aucun Re.

gistre, parcequ'il n'y en a jamais eu effectivement.

Mais outre toutes ces preuves, ce Curé Bouvot a donné un second Certificat à la Demanderesse en date du 13 Mars 1705 confirmatif du premier de 1692, par lequel il certifie qu'il n'a rien trouvé dans les Registres de Mariages qui sist mention en aucune maniere du sienr: Jean Capé & de Margueritte Doros.

Si veritablement ce Curé avoit publié un ban, auroit-il pû certifier qu'il n'avoit rien; trouvé sur le Mariage de Capé & de la Doros? S'en seroit-il pas ressouvenu? Ensin voilà

deux Actes geminez, delivrez avant & après ces deux Certificats faux.

Voilà donc la premiere fausseté de ces deux Certificats produits par les Désendeurs par, faitement prouvée. Voici la preuve de la seconde.

Seconde Preuve de la fausseté des deux faux Certificats.

Ce Curé, par ces faux Certificats des Désendeurs, a certifié que la Doros & Capé étoiens de sa Paroisse: ce sait est faux. La fausseté est établie sur deux preuves. La premiere, sur une preuve négative, étant nié que Capé sût de la Paroisse de Notre Dame de Salins. La seconde, sur la preuve positive, étant affirmé au contraire que Capé étoit de la Paroisse d'Ogeu, Diocese d'Oleron, comme le prouvent les saux Astes & Extraits de Celebration de Mariage prétendu produit par les Désendeurs; & lorsque le sieur Dulacq a demeuré à Salins, sa résidence a été dans la Paroisse de Salint Anatoile, comme il est prouvé par le Certificat du sieur Faulquis, Curé de Saint Anatoile de Salins du 15 Juillet 1692, par lequel il a certifié n'avoir jamais sait autune publication de bans pour ledit Capé, ni pour ladite Doros; & il a été certifié de plus que ledit Capé a toujours resté dans la Paroisse de S. Anatoile pendant tout le temps qu'il avoit resté dans la ville de Salins.

Voilà la seconde fausseté de ces Certificats prouvée.

Troisième preuve de la troisième & quatrième fausseté des dits Certificats.

Ce Curé Bouvot certifie que s'il n'a pas inscrit sur les Registres cette supposée publication, c'est parceque le Mariage n'a pas été fait dans sa Paroisse, & qu'il avoit donné permission de s'aller marier à Besançon, & qu'il n'est pas d'usage de faire mention sur les Registres d'une Paroisse d'un Mariage qui ne s'y celebre pas.

Il est faux que ce Curé ait donné permission aus dits Capé & Doros de se marier à Besançon, cela n'est pas exprimé dans le prétendu Acte de Celebration de Mariage

dans l'Extrait.

Si ce Curé avoit donné cette permission, les Désendeurs l'auroient fait paroître, & le

Curé administrant l'auroit joint, comme il est d'usage, à ses Registres.

Les Défendeurs n'auroient pas eu la frauduleuse précaution de se servir d'un Extrair faux qu'ils ont arraché du sieur Billerey, Secretaire de l'Archevêché de Besançon, qu'ils ont corrompu pour faire paroître une permission.

Ce faux Extrait dudit Billerey prouve que ce Curé Bouvot n'a point donné cette permission; & ce faux Certificat dudit sieur Bouvot prouve que le Reverend Archeveque n'a donné aucune permission, car l'une des deux étoit suffisante, & toutes les deux

ensemble n'étoient pas necessaires : voilà qui est convainquant.

Ce Curé Bouvot, quand il a dit qu'il n'est pas d'usage de faire mention sur des Regissers d'une Paroisse d'un mariage qui ne s'y celebre pas, a certisse un faux fait; & pour la conviction de cette fausseté, il n'y a qu'à jetter les yeux sur l'article XI des Statuts Synodaux de l'Archeveché de Besançon, qui ordonne & enjoint aux Curez la necessité d'enregistrer la publication des bans, quand même le Mariage ne suivroit pas.

Cet usage de l'observance des Statuts Synodaux est attesté par le sieur Vicaire Gene-

Digitized by GOOGLE

Les Ordonnances de 1639, & autres faires en consequence qui ont ordonné cet enre. gistrement, & lesquelles sont suivies dans toute la Franche Comté où elles ont êté reçues & enregillrées en 1682, prouvent elles pas encore l'ulage contraire à celui attellé par ce

Toutes ces évidences prouvent en tout les fausseix en nombre & artifices pratiquez

par les Défendeurs.

Ensin en résumant toutes les nullitez & faussérez, on remarque que dans ce Mariage prétendu de la Doros & de Cape, l'acte de Celebration n'est point de lai signé; que l'origi. nal est sans date; qu'il est insere dans un cahier de paperasse que l'on veut nommer Regiat stre, lequel est nul & faux, qui n'est suivi par date de jours, mois & années, & qu'il contient au contraire un nombre infini de transportions de date, contenant une infinité d'espaces en blanc, dont les feuillets ont été tronquez & enlevez, au lieu desquels on en a substitué d'autres.

On a vû un Mariage fait par un Prêtre étranger, qui n'étoit le Curé ni de l'une ni de l'autre des Parties, qui n'avoit eu aucune permission des Curez des Parties, ni de l'Ordi-

· Un Mariage fait sans publication d'aucun ban par aucun des Curez des Paroisses des Parties, lesqueiles étoient celle d'Ogen près d'Oleron, du Diocese duquel étoit Capé. &: celle de Money, d'où étoit la Doros, comme il est énoncé dans le supposé Acte de Cele-

bration; un Mariage sans dispense des autres bans, ni du temps prohibé.

Les Défendeurs ont fait valoir ce prétendu Mariage informe comme un Mariage fait dans toutes les regles; & pour le faire présumer Canonique, ils ont tû les Ordonnances du Royaume faites au sujet des Mariages, qui ont été enregistrées au Parlement de Besancon, où l'on suppose ce Mariage avoir été fait, ainsi que les Statuts Synodaux du Diocese de l'Archevêche dudit Besançon.

Les Défendeurs à toutes ces nullitez ont ajouté le dol, la fraude & le crime pour surprendre la Religion de la Cour; c'est à la faveur de cette multirude de faussetez qu'ils

ont surpris l'Arrest qui déclare n'y avoir point d'abus dans ledit Mariage.

1. La premiere fausset dans le Certificat du sieur de Poligny Vicaire General de Gre-

2. La seconde fauffete dans le premier Extrait dudit suppose mariage.

3. La troisseme fausset dans le second Extrait de cet Ace prétendu de celebration de mariage.

4. Faussté dans l'original.

5. Fausset dans la signature de Capé dans ledit Acte de celebration, & des témoins qui ont figné après coup.

6. Fausseté dans tout le Registre de la Cure de S. Maurice de Besançon.

7. Fausseté dans la substitution du Certificat & de l'Acte de légalisation du sieur Official de Besançon pour ce prétendu Registre, quoiqu'il ait été donné pour un autre. 8. Fausseté dans le Certificat du sieur Billerey, d'avoir été délivré dispense de deux bans,

& du temps prohibé.

9. Fausseté dans le Certificat du même Billerey, que la permission de marier ladite Doros & Capé a été adressée au Curé de Besançon. 10. Fausseté du Certificat du sieur Bouvot Cure de Notre-Dame de Salins, d'avoir pu-

blie un ban le 8 Avril 1688. 11. Fausseté du Certificat dudit Bouvot, en ce qu'il a certisse la Doros & Capé être de

sa Paroille. 12. Fausseté du Certificat du même Bouvot, en ce qu'il a certifié d'avoir donné permission à ladite Doros & Capé de s'aller marier à Besançon.

13. Fausseté du Certificat dudit Bouvot, qu'il n'est pas d'usage de faire mention sur les

Registres d'une Paroisse d'un mariage qui ne s'y celebre pas.

Et la preuve de toutes ces faussetez & nullitez est consirmée par les transactions & déclarations que la Doros a faites de n'être point femme de Capé, du dessstement de tous ses droits, & du consentement qu'il se marie à qui bon lui sembleroit.

Ainst voilà toute la question & difficulté decidée, les Parties ayant rendu jugement,

& ayant traité, transigé, & reconnu qu'il n'y avoit eu aucun mariage entr'éux.

Il est punissable que ceme Doros après l'execution & l'approbation de ces Actes pendant toute la vie de ce Dulacq, qui n'ont accusé que la verité, elle ait ozé avec une hardiesse extraordinaire pratiquer cette multitude de faussetez & d'impietez

SEPTIE'ME ET DERNIER MOYEN.

Que la Demanderesse n'a point de legitime contradicteur pour lui contester son état, ni de celui de ses Enfans, & que Marguerite Doros, ni ce suposé & prétendu Fils ne sont pas parties capables ni recevables.

La Demanderesse a parsaitement établi que son mariage à été contracté & celebré dans toutes les sormes & regles prescrites par l'Eglise, suivant l'usage des lieux, qu'elle a été dans la paisible & continuelle possession de son état dès le jour de son mariage jusqu'à la mort de Dulacq Capé.

Que le mariage pretendu de la Doros est sans preuve; & bien éloigne qu'il soit sin-

cere, il est même faux (& quand il ne seroit tel) il est nul d'une nullité irritante.

Ainsi l'état de la Demanderesse & de ses enfans ne peut lui être contesté, pas mêmé

par cette Marguerite Doros.

Pour établir cette proposition, il faut observer que Marguerite Doros est née au lieu de Moncy village près de Polligny en Franche Comté; son pere putatif étoit un Officier qui se nommoit Doros (quoiqu'il ne sût point de la famille des Messieurs Doros de Besancon) sa mere se nommoit Jeanne Monot; on n'a pas appris que ce Doros & cette Monot ayent jamais été mariez ensemble. (Quoiqu'il en soit, cela est indisferent à la cause) La Marguerite Doros a été élevée avec une sœur par cette Monot leur mere; mais l'inclination de ses silles n'étant pas consorme au sentiment des Vestales, elles ont mené une vie très libertine.

Marguerite Doros faisoit des voyages frequens de Salins à Besançon, de Besançon à Lyon, & autres lieux; & dans ces lieux elle se donnoit toujours quelque mari pour cacher

ses débauches.

Cape & du Rivaux furent ceux que cette Doros s'étoit donné pour époux, suivant les

circonstances des temps & des lieux où elle se rencontroit.

Dulacq Capé qui étoit Tresorier de l'Extraordinaire des Guerres dans la ville de Chamberry en Savoye, s'étant apperçu que cette Doros y étoit venue dans la suite de ses courses, voulut avoir raison de l'injure que cette semme lui avoit sait de se dire la sienne; & pour cet effet, il prit resolution d'en avoir réparation par la voye de la Justice.

Comme le crime accuse toujours, cette Doros sut obligée d'annoncer au Public son impossure, & de découvrir la verité. Capé exigea que cette déclaration sût redigée en Acte

authentique pardevant Notaire; ce qui fut executé le 27 Juin 1692.

Par cette déclaration la Doros déclare qu'elle n'est point semme de Capé, & qu'elle

consent qu'il se marie ainsi & comme bon lui semblera.

Cependant Capé ne se contenta pas de cette seule déclaration, il prit la resolution d'obtenir un Jugement contradiétoire: & pour cet effet comme il ne pouvoit pas quitter son emploi, il donna Procuration au nommé Saint-Martin, son Commis, le 12 Novembre 1694, pour presenter Requeste à tous Juges Ecclesiastiques & Seculiers, pour faire debouter la Doros de toutes ses prétentions.

Ce Saint Martin alla en Franche-Comté pour executer sa Commission, & pour faire as signer cette Doros; & ne l'ayant point trouvé à Moncy, ni à Salins, il alla à Besançon, où il apprit qu'elle avoit été ensermée dans la Maison des Filles Penitentes, appellèes Notre-

Dame de Resuge, d'où elle s'étoit évadée, &il apprit qu'elle devoit être à Lyon.

Ce Saint-Martin en effet la trouva à Lyon, & lui ayant fait sçavoir le dessein dudit sieur Capé & les mauvaises suites qui en arriveroient, elle renouvella la Déclaration & Transaction qu'elle avoit sait à Chamberry en 1691, & passa un second Acte authentique pardevant les sieurs Besson & Delorme Notaires à Lyon le 7 Pevrier 1696, par lequel cette Doros a approuvé & ratissé ladite Transaction en tons ses points, clauses, chapitres, & conditions, vent qu'elle sorte son plein & entier effet, de laquelle lui a été fait lesture s en consequence qu'este quitte d'abondant ledit Capé de toutes prétentions qu'elle pourroit avoir contre lui au su sujet d'un enfant dont elle est acconchée le 15 Aoust 1687, & qu'elle a fait baptiser au nom dudit Capé, quoi-qu'elle ne sut point enceinte de ses œuvres, ainsi qu'elle le déclare pour la décharge de sa conscience, consentant de nouveau qu'il se marie avet qui bon lui semblera sans qu'elle puisse y apporter aucun empèchement sous quelque prétexte que ce soit, recunnoissant icelle Doros qu'elle ne peut prétendre aucune chose, parceque l'enfant n'est pas de lui, & elle déclare qu'elle est acconchée du depuis de deux ensans en l'Hotel-Dieu de la Ville de Lyon au mois de May de l'année 1694, des œuvres du sieur Durivaux.

Voilà donc deux Transactions & Déclarations geminées en differens temps, qui prouvent

La liberté de Dulacq Capé, & qu'il n'étoit aucunement marie avec cette Doros.

Ontre Doros après s'être délistée de tous droits, après avoir consenti que Cape se marie avec qui bon lui sembleroit, demeure sans droit, & sans actions.

Cette Doros est-elle recevable à contester l'état à la Demanderesse après ces consente-

Digitized by GOOGLE

mens donnez quatte années avant le mariage de la Demanderesse, qui a été dans l'erreur & dans l'ignorance de ce supposé engagement précedent.

Ces Actes sont sinceres, veritables, passez pardevant Notaires, ils ne sont point inscrits de saux, cette Doros les a avouez dans la Consultation qu'elle a saite sur l'appel comme d'abus du mariage de la Demanderesse.

Cette Doros ne s'est point pourvue contre ces Actes par Lettres de Rescision, elle ne pourroit y être reçue, le laps de dix ans prescrit par l'Ordonnance la rend non-recevable, il y a dix-neuf ans six mois d'écoulez depuis le premier, & s'is années dix mois depuis le dernier, & elle les a approuvez & executez jusques à present, ayant demeure dans le silence pendant toute la vie de Dulacq Capé, & jusques à sa mort,

Mais au fond elle n'y seroit pas fondee, puisqu'ellein'a déclaré que la verité, & que ce

suppose mariage se trouve être sans preuve, & que même tout est faux, & nul.

Cerre Doros n'a aucun Contract de mariage, ni execution d'icelui, aucun avantage, au-

cune possession, pas même d'un jour.

Elle n'a en sa faveur que des déclarations de n'être pas femme de Dulacq Capé, & que des Renonciations qu'elle a faites; ainsi à quel titre veut-elle prétendre celui de femme auquel elle a renonce?

Quand il seroit même vrai (ce qui n'est pas) que cette Doros est été veritablement & canoniquement mariée, elle seroit indigne de prositer des graces d'un Sacrement auquel

elle a renoncé.

On ne pourroit la regarder que comme une sacrilege; complice d'un crime de poliga-

mie, pour lequel elle meriteroit châtiment.

Les Loix n'ont jamais écouté les Trompeurs; cette Doros est dans le cas le plus inique qui fût jamais, elle sera toujours repousse (per exceptionem doli mali) qu'elle a pratiqué par la plus singuliere impieté.

C'est un des cas de la regle de Droit, qui dit que, Nemo ex suo fatinore, seu ex saa im-

probitate lucrum & commodum reportare debet, L. sive hæreditaria 23, &c.

Cette Doros a induit la Demanderesse a erreur, & elle prositeroit de tous les avantages de sa fortune, & se feroit un triomphe par son crime; la chose est trop odieuse pour s'y arrêter davantage, & elle répugne au bon sens; ainsi il est évident qu'elle ne peut être recevable à contester l'état de la Demanderesse ni celui de ses ensans. Voyons à present si l'Imposteur est dans un cas plus favorable.

Que ce supposé, & cet imposteur est non-recevable à contester l'état de la Demanderesse & de ses Enfans.

Ce supposé François Allexandre, qui a été reconnu pour fils legitime & heritier de défent Jean Dulacq Capé par l'Arrest du 18 Avril 1707, n'est à present qu'un être de raison, & qu'un fantôme sans corps & sans existance : ce n'est plus ce même François Allexandre reconnu par cet Arrest, c'est un prétendu, qui doit faire preuve de son état ordonnée pat autre Arrest du 7 Septembre 1711, rendu contradictoirement entre lui & Susanne Dulacq Capé sœur dudit desunt Sieur Jean Dulacq Capé.

Mais quoique cette preuve lui soit permise, elle n'est pas ordonnée avec la Demanderesse, c'est avec la sœur de Dulacq; & c'est sans préjudice des sins de non-recevoir dont cette

Dulacq a opposé, sur lesquelles il est reservé à faire droit en diffinitive.

Mais la Demanderesse a des preuves certaines de l'état contraire que ce supposé veut

nsurper, dont elle se servira dans le temps.

Ainsi ce dernier Arrest par ces dispositions a renversé & détruit ce premier, & Fran-

çois Allexandre ne vit plus que dans les chimeres & imaginations creuses.

Ce François Allexandre qui s'étoit donné un nom & une filiation à la faveur d'un Extrait Baptistaire faux, est debaptisé par l'Arrest du 4 Septembre 1711 rendu contradictoirement entre ce supposé & cette Doros, & entre la Demanderesse, par lequel cet Aste est declaré faux, & comme tel a été rejetté, les Défendeurs condamnez aux dépens.

Or ce supposé Titre qui vient de perir, fait perir avec lui le fils de Capé, qui n'a jamais

eté qu'en supposition.

A quel droit ce supposé pourroit-il prétendre de contester l'état à la Demanderesse,

puisque lui-même n'en a aucun?

Sa naissance (qu'il n'a accusée que sur le crime, s'ésant avoué né le 16 Aoust 1687. huit mois trois jours avant le supposé & faux mariage de la Doros & de Capé,) ne sçauroit lui donner un Titre legitime pour contester l'état de la Demanderesse & celui de ses ensans. (Quand même il pourroit établir cette naissance, & quand même il pourroit établir qu'il ait été reconnu pour sils de Capé,) il ne pourroit être consideré que comme un ensant de nature & de débauche, qui seroit exclu de la succession de Dulacq Capé, & qui ne pourroit l'enlever aux ensans de la Demanderesse, qui sont les seuls & legitimes sils & heritiers dudit désunt Dulacq Capé.

Mais bien éloigné que ce fantôme puisse se faire une vie, il n'y a jamais eu d'existance

Digitized by GOOS

de fils de Capé; aucun Acte Baptistaire, aucun Acte de reconnoissance en faveur d'au-

cun enfant de Cape & de la Doros.

Cette Doros a avoué n'avoir jamais en d'enfans de Capé; la mere doit être certaine: cette supposée mere l'a desavoué. Capé n'a jamais avoué avoir eu aucun enfant de la Doros.

Par quel mystere inconnu ce supposéqui se dit né hors le mariage, veut-il se donner un pere & une mere qu'il n'a jamais eu, & qu'il lui est impossible, suivant l'ordre civil, de prouver?

Mais quand il seroit ne (ce qui n'est pas) dans ce supposé mariage; quand il auroit

été (ce qui n'est pas) reconnu, ce mariage faux & nul ne lui donneroit aucun titre.

Et quand encore pour un moment nous voudrions supposer le supposé mariage bon; valide & sincere, & que ce supposé sût veritable sils & reconnu, (te qui n'est pas) il seroit privé de tous essets civils, & par la clandestineté de ce mariage tenu caché par toutes les Parties, & par la renonciation à ce mariage par cette Doros & Dulacq, suivant la riqueur de l'Article cinquième de l'Ordonnance de 1639.

A plus forte raison ce supposé & cet imposteur doit-il être declaré non recevable; ** interestant ni fils legitime, ni naturel, & ne s'étant fait un titre que par le crime & l'imposture,

& surpris un Arrest par cette multitude de Faits, Altes & Pieces fausses.

La Demanderesse par tous ses Moyens qui sont tous rescindans & rescisoires en faveur des Mineurs non valablement désendus, se promet l'enterinement de sa Requête Civile, dont les Moyens ont été jugez pertinens par l'Arrest de la Cour du 29 Aoust 1710, & lesquels à present suvent ouvers, suivant l'Ordonnance; l'Arrest ayant été rendu sur pieces fausses, & ces pieces fausses jugées sausses par l'Arrest du 4 Septembee 1711.

Et au fond, elle a lieu d'esperer que la justice de la Cour mettra sin à ses malheurs, en la rétablissant & ses ensans dans leurs biens, leur état & leur honneur, & qu'elle sera

triompher la vertu & l'innocence, du crime & de la calomnic.

DUPLESSIS, Procureur,

De l'Imprimerie de J.Quillau, rue Galande.





MEMOIRE,

POUR les Officiers du Bailliage & Presidial de Bourges, Intervenans dans une Instance.

D'ENTRE Jacques Bangy, Ecuyer Sieur de Puyvalée. ET Me Jean Fauvre de Ferriere, Chanoine de la Cathedrale de Bourges.

L s'agit de sçavoir si un membre de Chapitre qui a droit de Committimus peut s'en servir pour les causes particulieres, autres que celles qui concernent les biens qui composent le revenu de sa Dignité ou Prébende.

Le sieur Bangy soutient la negative.

Et les Intervenans adherent à cet égard à ses conclusions; & leur interest de le faire ainsi est, que si le sieur de Ferriere vient à bout d'étendre l'esset du Committimus de son Chapitre, à ses causes particulieres & de son patrimoine, il s'ensuivra un abus évident, qui est que y ayant six-vingts Beneficiers dans la Cathedrale de Bourges, & autant dans les Chapitres de la Sainte-Chapelle, & Saint Ursin, il se trouvera que tous ces Beneficiers, qui sont des principales samilles de la Ville & de la Province, seront en état de porter à Paris en premiere Instance toutes les affaires de leurs familles, ainsi le Présidial se trouvera privé de la meilleure partie des sonctions sur lesquelles ces Officiers ont compté quand ils se sonctions sur lesquelles ces Officiers ont compté quand ils se sont fait pourvoir de leurs Offices, & pour raison de quoy ils payent des taxes frequentes.

Le sieur de Ferriere convient que la contestation sur laquelle il a fait assigner le sieur Bangy aux Requestes du Palais ne concerne en aucune façon les biens qui composent le revenu de sa Prébende.

Les Lettres de Committimus en vertu desquelles il l'a fait assigner, sont obtenuës au nom des Doyen, Chanoines & Chapitre, pour leur faire payer les dettes à eux dûes tant en general qu'en particulier.

Le sieur Bangy demande le rapport de ces Lettres, comme obreptices & subreptices, & qu'il luy soit fait défenses de s'en servir pour ses affaires particulieres, & indépendentes de son Chapitre, & de sa Prébende particuliere.

Le sieur de Ferriere oppose que les Committimus qu'il rapporte tant avant que depuis l'Ordonnance de 1669. sont pour les Doyen,

Chanoines & Chapitre, tant en general qu'en particulier.

On luy répond que l'on ne luy conteste point pour les affaires du Chapitre & de ses membres, pour les biens & droits dépendans de leur Prébende; Mais que pour décider en sa faveur la question dont il s'agit à present, il faudroit qu'il sust porté par ces Committimus, même pour les affaires particulieres, autres que de leur Benefice & Prebende.

2°. Il oppose que les Chanoines de Bourges n'ont en particulier aucune affaire pour seur Prébende, parce qu'ils n'ont qu'une seule Manse Capitulaire, & conclut que puis qu'ils ont aussi droit de Committimus en particulier, il faut qu'il ait son esset pour seur

bien de patrimoine.

Ce fait posé par le sieut de Persiere n'est pas veritable, non seulement le Doyen & autres Dignitez ont des tevenus particuliers qui y som attribuez, mais les Chanoines même en ont aussi; entr'autres des maisons qu'ils donnent à serme & actuellement: ledit sieur de Ferriere a un Procés contre son Chapitre pour raison d'une maison qui luy a esté adjugée par acte capitulaire, & il ne peut combatre cet argument par le texte du droit Canon, qui ne permet pas de loger des Laïques dans les maisons Canoniales, puisque l'on sçait que ce Canon s'observe si peu, qu'un des principaux revenus des Chanoines de Paris, consiste en ce qu'ils louent de leurs maisons, que l'on en use ainsi dans les autres Villes, & pour le payement de ces loyers, & pour autres differens concernans ces maisons, ainsi que pour les autres biens qui composent leurs Prébendes, ils peuvent avoir des Procés.

C'est donc à ces biens & revenus que s'applique le droit de Com-

mittimus en particulier, & non à leur bien de patrimoine.

3°. Il allegue les articles 13 & 14 de la même Ordonnance, dont le premier porte que les Doyen, Dignitez, & Chanoines de Nôtre-Dame de Paris en jouïront, & le 14 que le Chapitre Saint Germain l'Auxerrois jouïra du droit de Committimus pour les affaires communes, & que les Doyen, Chantre, & le plus ancien Chanoine en jouïra aussi.

Les Intervenans veulent bien luy accorder l'induction qu'il en tire, que c'est pour leurs assaires de samille; que les Dignitez & Chanoines de la Cathedrale de Paris, & ces deux Dignitez, & le

plus ancien Chanoine de Saint Germain, doivent jouir du Committimus, mais ils en tirent cette consequence décisive, que si cette expression a esté necessaire pour les faire jouir du Committimus dans leurs assaires particulieres & de famille, les Dignitez & Chanoines en faveur desquels il n'y a point de pareille disposition, n'en peuvent pas jouir par cette maxime si constante, que inclusio unius est exclusio alterius. Ce qui rend aussi inutile la nouvelle production qu'il a faite de Committimus du sieur Theologal, & d'un Chanoine de S. Quentin, qui ne sont conçûs que dans les termes generaux & ordinaires.

Enfin, aucun Chanoine de la Cathedrale de Bourges n'a encore prétendu ce droit de Committimus pour ses affaires domestiques; & ledit sieur de Ferriere même procede en plusieurs affaires audit

Présidial.

Ų.

Mais s'il réussission à present dans la tentative qu'il fait, la consequence en seroit infinie pour les Intervenans, ainsi que pour tous les autres Juges ordinaires, puisque tous les Chanoines du Royaume auroient la même prétention, d'où s'ensuivroit un abus considerable; ce qui fait connoistre l'importance de cette question, & le juste motif de l'intervention des Officiers du Présidial.

Monsieur LEVAYER, Rapporteur.

Me COUET, Avocat.



MEMOIRE SIGNIFIÉ

POUR Pierre Martinet, Sieur de la Cour, & François Ragueau, Sieur du Chezal, Appellans de deux Sentences renduës en la Maîtrise Particuliere des Eaux & Forests de Bourges, les 27. Fevrier 1727. & 21. Juillet 1728.

CONTRE Mre Guillaume Seurat, Ecuyer Sieur de Clolandri, Intimé.



L est ordonné par les Sentences dont est appel, que les Appellans seront tenus de faire la vuidange des bois dont est question, plusieurs années avant les tems marquez par la vente qui leur en a été faite; & il est permis à l'Intimé de s'emparer de tous les bois ouvragez & non ouvragez qui se trouveront dans les taillis après le court délai de

quatre mois porté par les Sentences.

On ordonne qu'après ce délai de quatre mois le canton des bols sera vû & visité par Experts dont les Parties conviendront, ou qui seront nommez d'office; & Procès verbal dressé des délits, dégradations & malversations qui ont été commises dans l'exploitation, ensemble des dommages & interests si aucuns il y a, resultans de ce que les bois ouvragez & non ouvragez sont restez sur les taillis après la coupe; quoique par la vente les Appellans ne soient tenus de vuider les lieux qu'en 1730. & qu'ils soient déchargez de toutes mauvaises coupes & dégradations.

Les Appellans ne prétendent pas se soustraire à la Police prescrite pour les bois, qui peut interesser ou le Roy ou le Public; mais ils soûtiennent qu'il-leur a été permis de convenir, soit pour exploiter les bois à eux vendus, soit pour faire la vuidange, telles années qu'ils ont jugé à propos, & qu'ils ont pû composer par avance de toutes dégradations qui n'interessent que le particulier vendeur.

FAIT.

Par un Traité du 23. Avril 1723. Robert de Menou, Chevalier Seigneur de Narbonne, & Dame Geneviéve Seurat de Clolandri son épouse, de lui autorisée, vendirent aux Appellans la coupe & superficie de cinquante arpens de bois ou environ, situez Paroisse de Levé, ainsi qu'ils avoient été partagez avec l'Intimé, proprietaire d'autres pareils cinquante arpens de bois, pour couper ces bois sans autre reserve que celle de huit cens balliveaux qui seront laissez des plus droits, autant que saire se pourra.

Ne seront tenus les Appellans à aucune mauvaise coupe ni dégradations desdits bois dont ils sont déchargez : ne seront pareillement tenus de la dépense à quoi pouvoit assujettir la permission necessaire accordée aux vendeurs, pour ladite coupe, visite d'iceux,

& les vendeurs s'obligent de les faire jouir sans aucune charge.

Pour l'exploitation desquels bois, est accordé le tems de six années, à compter du

9. Octobre 1722. & deux années au-delà pour la vuidange desdits bois.

Est compris en ladite vente les bois merrein cordez, & autres bois ouvragez, qui sont actuellement dans ledit bois, suivant le fournal qui en a été tenu & écrit de la main du sieur Vivier, & les feüilles de Louis Pieuchon, dit le Maître, Commis à l'exploitation desdits bois par nous de Menou (c'est le Vendeur) & par les sieurs Briquet & Vivier, dont la societé a été annulée par Traité de ce jourd'hui, que j'ai remis avec ledit four-

Ladite Vente faite aux susdites conditions, pour & moyennant la somme de 28000 liv. de laquelle fut payée comptant celle de 18148 liv. le surplus montant à 9852 liv. payable, sçavoir au premier Septembre suivant 4852 liv. & le restant qui sera 5000 liv. au premier Janvier 1725.

Outre quoi reconnoissons avoir reçû desdits sieurs Martinet & Ragueau la somme de 8 2 2 liv. pour les avances faites pour l'exploitation desdits bois, conformement audit Fournal & feuilles 1 & où il s'en trouvera du aux Ouvriers au dessus de ladite somme, seront payez par lesdits sieurs Martinet & Ragueau, au moyen dequoi leur appartiendra ce qui est dû pour la vente & livraison des cordes & autres bois qui ont été enlevez desdits bois, suivant lesdites feuilles.

Augont lesaits sieurs la jouissance de la Chambre qui nous appartient au lieu de Clolandre, & de l'Ecurie pour y mettre un Cheval seulement : le tout pendant le tems ci-

dessus accorde pour la coupe & vuidange desdits bois.

Et promettons de donner à Madame de Menou vingt-six aulnes de taffetas d'Angleterre. Aux termes de cette Vente, les Appellans ont six années pour l'exploitation des bois, & deux années au delà pour la vuidange; ces six années ne devoient écheoir qu'au 9. Octobre 1728. & les deux années de vuidange au mois d'Octobre 1730. Mais pour l'intelligence de tout ce qui est porté par ce Marché, il faut observer qu'environ un an auparavant le sieur de Menou s'étoit associé pour l'exploitation des mêmes bois, avec les sieurs Briquet & Vivier : cette societé sut resiliée le même jour de la vente faite aux Appellans, & il y avoit déja des bois coupez & ouvragez, qui sont cedez par cette Vente.

Cette societé resiliée contenoit pareillement que lesdits sieurs Briquet & Vivier, ne seroient tenus d'aucune mauvaise coupe ni dégradation; ce qui aura son ap-

plication par la suite.

En 1723. le 18. Fevrier, les Sieur & Dame de Menou vendirent au sieur de Rifardeau le Fief de Clolandri, & la proprieté des cinquante arpens de bois, dont ils avoient vendu la coupe aux Appellans; & outre ils vendirent un bois appellé des Cinq Cormiers, annexé depuis peu audit Fief; & ils chargerent ledit sieur de Rifardeau d'entretenir les ventes qu'ils avoient faites de la superficie, au moyen de quoi il demeure dès à present subrogé aux droits desdits Sieur & Dame de Menou, pour exercer toutes actions contre les achepteurs desdits bois, à l'occasion des mauvaises coupes.

L'Intimé a exercé le Retrait lignager du Fief de Clolandri, circonstances & dépendances, qui lui a été adjugé au mois de Mars de ladite année 1725.

Il a laissé les Appellans tranquiles jusqu'au 4. Avril 1726, qu'il presenta sa Requeste au Maître des Eaux & Forests de la Maîtrise Particuliere de Bourges, où il expose qu'il a apris la Vente que les Sieur & Dame de Menou avoient faite au sieur Rifardeau du Fief de Clolandri, à la charge entr'autres choses d'entretenir par ledit sieur. Rifardeau la Vente faite aux Appellans de la superficie dudit bois, & qu'il a exercé le Retrait qui lui a été adjugé.

Qu'ayant eu besoin de bois pour le retablissement d'une Terre à lui appartenante, il n'en pût prendre que des laies qui sont ou qui doivent être dans les bois vendus aux Appellans, qu'il y avoit plus de deux ans que la coupe en étoit faite, & que les Appellans

étoient en demeure de sortir les bois, quoique le tems de vuidange fut expiré.

Il conclut, à ce que les Appellans sussent tenus dans le cours du mois de faire sortir & retirer du canton de bois dont est question, tous les bois à eux appartenans, de quelque nature & qualité qu'ils soient, pour être ensuite procedé à la visite & recollement desdits bois en la maniere accoutumée, sinon permis de s'emparer de tous les bois ouvragez & non ouvragez qui se trouveront dans le fond, & de faire proceder à la visite & recollement pour ensuite faire abattre & couper les arbres dont il peut avoir besoin.

L'Intimé convient par cette Requeste qu'il avoit connoissance de la Vente faite aux Appellans par les Sieur & Dame de Menou des bois en question, & que depuis les mêmes Sieur & Dame ayant vendu au sieur Rifardeau le fond & proprieté de ces mêmes bois, le Sr Rifardeau avoit été chargé d'entretenir la Vente de la surperficie : il sçavoit en effet que par le Traité qu'ils avoient fait avec les Sieur & Dame de Menou, ils avoient six années pour l'exploitation des bois, &

deux années pour la vuidange : c'est ce qu'il declare précisement par un dire du

16. Aoust 1726.

Les Appellans soutinrent l'Intimé non-recevable, 1°. parce qu'ils avoient par la Vente à eux faire des bois, six années de coupe, & deux années de vuidange, lesquelles ne devoient expirer qu'en 1730. 2°. Quant à la visite pour raison des dégradations qu'ils étoient par la même Vente déchargez de toutes mauvaises

coupes & dégradations.

Les Parties ayant été appointées en droit, l'Intimé qui connut l'induction violente qui resultoit des clauses & conditions portées par la Vente faite aux Appellans, s'efforça de rendre cet Acte suspect, & prétendit qu'il étoit frauduleux, & avoit été fabriqué après coup; que la preuve en resultoit de ce que par la Vente faite au sieur Risardeau, on l'avoit à la verité chargé d'entretenir la Vente des bois; mais qu'en même tems les Sieur & Dame de Menou lui avoient cedé leurs droits contre les achetteurs des bois, à l'occasion des mauvaises coupes, ce qu'ils n'auroient pas fait si les Appellans avoient été pour lors déchargez des mauvaises coupes. Que d'ailleurs un parell Acte sous seing privé, ne pouvoit préjudicier au Contrat aurentique qui avoit été passé au sieur Risardeau.

Les Appellans soutinrent la verité de leur Vente, & de toutes les clauses y contenues, au moyen dequoi ils persevererent dans leurs sins de non-recevoir, pro-

posez contre l'Intimé.

C'est dans ces circonstances qu'est intervenuë la Sentence dont est appel.

Cette Sentence ordonne la vuidange des bois avant le tems porté par le Marché, (premier grief.) Cette Sentence ordonne une visite pour connoître des délits, dégradations & malversations qui ont été commises dans l'exploitation, ensemble des dommages & interests, si aucuns il y a, resultans de ce que les bois ouvragez & non ouvragez sont restez sur les taillis après la coupe; & cette Sentence préjudicie encore aux Appellans, en ce que ils sont déchargez de toute mauvaise coupe & dégradations, & en ce que ayant eu six années pour exploiter, & deux années pour faire la vuidange, qui ne doivent expirer qu'au mois d'Octobre 1730. il n'est pas possible qu'ils soient tenus d'aucuns dommages & interests, pour raison des bois restez sur les taillis après la coupe.

Il n'est pas douteux qu'il faut distinguer dans l'Ordonnance de 1669. deux sortes de dispositions; il y en a qui sont de Police publique & generale, & à laquelle les particuliers même sont assujettis; & il y en a qui ne regardent que l'exploitation

des bois du Roy.

Quand il ne s'agit ni de l'un ni de l'autre, on ne sçauroit raisonnablement dire que les particuliers ne soient pas maîtres de disposer de leurs bois sous telles clau.

ses & conditions qu'ils jugent à propos.

Les bois dont est question, sont des bois particuliers qui n'appartiennent, & n'ont jamais appartenu au Roy, & ne sont point tenus de son domaine à titre de douaire, concession, engagement, usufruit, ou autrement; ainsi il a été permis aux vendeurs & aux acquereurs, de stipuler les conditions qui ont paru aux uns & aux autres les plus convenables.

Il a été accordé six années pour faire l'exploitation des bois, & deux années pour en faire la vuidange; cette premiere convention n'interesse que le particulier:

elle est donc très-licite en ellemême.

Les Appellans ont été déchargez de toute mauvaise coupe & dégradation, c'està-dire, de tout ce qui pourroit dégenerer en dommages & interests, au prosit du vendeur, & chacun est le maître de renoncer à ses droits; la maxime étant que

volenti non fit injuria.

C'est ce qui est prouvé par l'article 2. du titre des Bois appartenans aux particuliers, de l'Ordonnance de 1669. il est accordé au Grand Maître & autres Officiers des Eaux & Forests, un droit de visite & inspection dans les bois des particuliers, pour y faire observer l'Ordonnance, & reprimer les contraventions, sans qu'ils y exercent autre Jurisdiction, & prennent connoissance des ventes, garde, police & délits ordinaires, s'ils n'en sont requis par les proprietaires.

Les Appellans ne prétendent pas être à couvert de toute recherche, pour raison de ce qui peut s'appeller délits extraordinaires, malversations contre la police ge-

nerale; mais ils soutiennent qu'ils ne sont point garents de tout ce qui n'interes-

sera que les Vendeurs.

L'Intimé n'est par la voye du retrait qu'aux droits du sieur Rifardeau; & ce dernier étoit tenu d'entretenir la vente faite aux Appellans, & toutes les clauses

& conditions sous lesquelles elle a été faite.

Il ne faut pas croire que les Appellans ayent obtenu gratuitement les six années pour l'exploitation des bois, & deux autres années pour la vuidange, & que ce soit encore à titre gratuit qu'ils ont été déchargez des mauvaises coupes & dégradations; ils ont payé une somme de 28000 liv. d'un bois qui ne vaut pas cela à beaucoup près, le sief & domaine, la superficie des bois en dépendans, & celle du bois des Cinq Cormiers n'ayant été venduë au sieur Risardeau, que la somme de 10000 liv. & à leur égard ils ont payé cette somme de 28000 liv. avant d'avoir pû tirer aucune utilité des bois.

Mais outre qu'ils ont donné un prix pour toutes ces differentes conventions, il

y avoit d'ailleurs necessité de les stipuler.

Les bois dont est question sont situez dans un endroit où la vente n'est pas favorable, & où les Appellans ne pouvoient esperer un débit que par la succession de plusieurs années.

D'ailleurs ces bois sont à quatre lieuës de la riviere du Cher où il faut faire conduire les marchandises; pour cela il faut des Voituriers qui ne sont pas en grand

nombre.

L'on sçait d'ailleurs qu'outre l'abatage il faut faire ouvrager les bois, & il faut plusieurs années pour cela; cinquante arpens de bois ne laissent pas d'être d'un certain travail avant qu'il soit en état de vendre & de débiter.

Toutes ces considerations réunies ont engagé les Appellans à demander un tems

qui fut suffisant, tant pour l'exploitation que pour le débit.

Mais c'est ce tems même requis & accordé qui a donné lieu à la décharge de toutes dégradations ; les Appellans avoient la liberté de laisser séjourner leurs bois dans les taillis; ce séjour pouvoit nuire en quelque chose à la recruë, & il étoit juste par une espece de consequence, que les Appellans ne fussent point tenus de cette sorte de dégradation.

Enfin on sçait que les Ouvriers par inexperience ou inattention, peuvent offenser quelque souches; & les Appellans n'ont pas voulu être exposez aux recherches & aux dommages & interests pour raison de ce; & c'est ce qui rend raison des

clauses portées par le Marché.

Mais toutes ces clauses n'ont rien qui soit contraire à la police publique des bois,

& par consequent elles doivent être tenuës & executées.

L'Intimé a bien senti l'évidence de toutes ces raisons; il s'est fort attaché à détruire & à attaquer la verité des clauses & conditions portées par la vente faite aux Appellans.

Cette Vente est sous seing privé, il a prétendu qu'elle ne pouvoit préjudicier au Contrat autentique, & pardevant Notaires, passé au prosit du sieur Risardeau dont

il a les droits.

Il n'a pas arrêté long-tems sur cette objection, parce qu'on lui a fait voir que dans ce Contrat autentique, on y avoit rappellé la vente faite aux Appellans, & que l'on avoit chargé le sieur Rifardeau de l'entretenir.

Il s'est retourné d'un autre côté, & a prétendu que les clauses & conventions de la vente faite aux Appellans, avoient été changées & fabriquées après coup; & il n'y a point d'effort d'imagination qu'il n'ait fait pour établir son système.

Il est vrai qu'il compromet en cela l'honneur d'un Gentilhomme son beau-frere, & celui de sa propre sœur; mais dequoi ne sommes-nous pas capables quand la

cupidité nous aveugle?

Cette clause est si peu fabriquée après coup, qu'environ une année auparavant les Sieur & Dame de Menou avoient vendu les deux tiers des mêmes bois aux Srs Briquet & Vivier, & s'étoient associez avec eux; & cette societé contenoit les mêmes charges, les mêmes clauses & conditions que celles portées dans la vente faite aux Appellans.

L'Intimé dira-t-il encore que cet Acte de societé a été pareillement fabriqué

après coup? Mais un moyen est bien miserable en lui-même, quand il ne peut être soutenu qu'en imaginant que tant de personnes soient capables de se rendre complices de fraude & de mauvaise soy, & sur tout des personnes tels que les sieurs Briquet & Vivier, qui n'ont aujourd'hui nul interest dans la vente faite aux Ap-

pellans.

L'Intimé allegue un fait de fraude, une supercherie, un fait contre l'honneur & la probité; ce seroit à lui à prouver de pareils faits; & les Appellans ne pourroient être assujettis qu'à affirmer la verité de l'Acte qu'ils representent; mais ils consentent encore d'en établir la verité par la voye de l'enqueste. Ils ont plusieurs personnes dignes de foy en presence desquels cet Acte a été redigé & signé; ils ont même demandé qu'il leur sut permis de mettre en cause les Sieur & Dame de Menou, & ils sont prêts de se soumettre à toutes les preuves que la Cour pourra exiger d'eux, pour établir la verité de leur Acte, justifier leur bonne soy, & venger l'injure qu'on leur fait.

Mais enfin voyons quels sont les moyens que l'Intimé employe pour établir le

prétendu changement de clauses.

Il se fonde d'abord sur ce que les Appellans étant assignez le 5. Avril 1726. y ayant eu Sentence contradictoire du 12 Decembre suivant, qui les condamnoit à remettre ès mains de l'Intimé la vente à eux faite, ce n'est qu'à la fin de May 1727. qu'ils ont fait cette remise; pourquoi, s'écrie-t-il, ont-ils tant reculé à montrer une piece, selon eux, si victorieuse?

Ce retard à une cause fort innocente: l'un des Appellans qui avoit cette Vente entre les mains, étoit absent pour cause de commerce, & pendant cette absence

il n'étoit pas possible de le communiquer.

Mais cet Acte étoit lors de la demande, tout ce qu'il étoit lors de la communica-

tion, de l'aveu même de l'Intimé.

En effet il convient dans ses réponses à griefs, que dès le commencement de la demande, il lui a été remis une copie de l'Acte tel qu'il a été representé depuis : mais il ajoûte, que cette copie n'étoit que le projet de celui que les Appellans ont depuis fait rediger. Ainsi, selon l'Intimé, la copie sournie est semblable à l'Acte representé.

Or tombera-t il en présomption qu'ils eussent donné pour Acte fait & parfait, un simple projet d'un Acte à faire, sur la simple esperance que ce simple projet

seroit par la suite signé des Parties; cela blesse la vraisemblance.

N'imputons donc ni à fraude, ni à mauvaise soy, le retard de communiquer cet Acte: ce retard vient-il de l'absence d'un des associez, ou vient-il de ce qu'il a fallu du tems pour le fabriquer? Dans l'incertitude la justice demande que l'on panche plutôt pour la verité de l'Acte, que non pas du côté de son alteration, & fabrication fabuleuse.

D'ailleurs cette prétendue fabrication ne peut jamais tomber sur les six années accordées pour l'exploitation, & les deux années de vuidange; puisque, selon l'Intimé lui-même, il faudroit que cette fabrication eut été faite long-tems après sa demande, & depuis la copie à lui fournie, qu'il ne qualisse que de projet. Or sa demande est du 4. Avril 1726. & par un dire du 16. du même mois, il a lui-même allegué que par le Traité que les Appellans avoient fait avec les Sieur & Dame de Menou, ils avoient six années pour l'exploitation des bois, & deux années pour la vuidange; il s'en fait l'objection, & tâche d'y répondre; il est donc vrai que le tems de six années d'une part, & deux années de l'autre, n'a point été ajoûté après coup?

Qu'il ne dise pas qu'il n'a parlé en ces termes, que sur la foy de la copie qui lui avoit été donnée, & qu'il croyoit veritable; car il ne tombe pas en présomption qu'il eut regardé cette copie comme étant celle d'un Acte sérieux, si d'ailleurs il n'en avoit pas eu des preuves; aussi cette copie avoit elle été prise par son Pro-

cureur sur l'Original même.

Mais, ajoûte-t-il pour seconde Objection, il y a dans le Contrat autentique fait au sieur Rifardeau, une clause qui détruit celles qui se trouvent dans la vente faite aux Appellans: il y est dit que le sieur Rifardeau sera tenu d'entretenir les ventes que les Sieur & Dame de Menou ont fait des bois, au moyen dequoi il de-

meure dès à present subrogé aux droits desdits Sieur & Dame de Menou, pour exercer toutes actions contre les achetteurs desdits bois à l'occasion des mauvaises

coupes, de quelque nature qu'elles puissent être.

Observons, dit-il, que les achetteurs ne sont seulement pas nommez; 2°. Que la datte des ventes & la quantité des bois vendus ne sont point spécifiées; 3°. Que les Sieur & Dame de Menou n'en remettent point les Actes au sieur Risardeau; 4°. Que le sieur Risardeau est nommement subrogé pour exercer toutes actions contre les achetteurs des bois à l'occasion des mauvaises coupes.

Ces Objections n'ont rien qui presse fort; les Appellans peuvent-ils être garents des faits, ou des omissions de leurs Vendeurs? Ils sont sondez en une vente de bois, cette vente est certaine, & assurée par le Contrat même du sieur Risardeau; l'Acte est representé tel qu'il a toujours été, & les Sieur & Dame de Menou n'ont pas pû

depuis y donner la moindre atteinte.

Il est vrai que l'Intimé prétend que l'Acte a été changé après coup; mais ce changement seroit un dol & une fraude qui doivent être prouvées d'une maniere plus claire que le jour; jusques-là l'existance certaine de l'Acte en fait sub-sister toutes les clauses, & toutes les conditions qui y sont écrites, on ne peut pas les separer de l'Acte même, ni donner soy à une vente en general, sans ajouter

foy pareillement à toutes les conventions portées par cette vente.

Mais s'il est possible de rendre compte du procedé des Sieur & Dame de Menou, lors de la vente faite au sieur Rifardeau, on trouve qu'ils ont pû ne point nommer les achetteurs, & ne point donner de datte aux Actes, ni faire mention qu'ils étoient remis au sieur Rifardeau, pour n'être point exposé, soit à faire contrôller ces Actes, soit à tomber dans le cas d'une contravention, le Notaire en eut été garent, & il n'avoit garde de se compromettre, il falloit neanmoins parler des ventes, on prit le parti de le faire en general, sans expliquer si ces Actes étoient sous seing privé, ou pardevant Notaires; l'Officier par-là n'étoit point compromis: & l'on a appris que sçavoit été la veritable raison de l'énonciation vague qui se trouve dans le Contrat.

Mais le sieur Rifardeau, dit-on, est subrogé aux droits & actions des Vendeurs, pour exercer toutes actions contre les achetteurs, à l'occasion des mauvaises coupes; & une pareille clause n'auroit point été stipulée, si les Appellans avoient été déchargez des mauvaises coupes.

L'on ne peut pas facilement rendre compte du fait d'autrui, & on ne peut en

cette occasion raisonner que par conjecture.

L'on trouve dans le Contrat passé au prosit du sieur Risardeau, que les Sieur & Dame de Menou lui vendent le Fies & Seigneurie de Clolandri, avec toutes ses aissances, appartenances & dépendances, sans en rien excepter, reserver ni retenir, y compris le Bois appellé les cinq Cormiers, depuis peu annexé audit Fies.

Or il se peut faire que ces bois des cinq Cormiers ayent été vendus sans décharge des mauvaises coupes; ensorte que cette décharge n'ait eu sa relation qu'à ce Bois des cinq Cormiers, & l'on n'aura pas détaillé la clause plus particulierement par la connoissance que le sieur Rifardeau avoit des clauses de la vente faite aux Appellans; on ne prend pas de ces extrêmes précautions entre Gentilhommes

voisins, & qui se connoissent particulierement.

Et c'est ce qui répond a un autre raisonnement de l'Intimé, le sieur Risardeau, dit-il, est tenu d'entretenir les Ventes des bois; cependant les Appellans n'en exhibent qu'une faite à leur prosit; il saut donc que cet Acte ait été fait après coup, & que de plusieurs ventes on n'en ait sait qu'une, en changeant les Actes. Mais la réponse est prompte: Il y avoit réellement plusieurs ventes, puisqu'il y avoit celle saite des cinq Cormiers. Et si la Cour veut être instruite plus particulierement, qu'elle ait la bonté d'ordonner que les Sieur & Dame de Menou seront mis en cause, les Appellans le souhaitent volontiers, & ont donné une Requeste pour cet effet.

L'Intimé retombe ensuite sur le fond, & prétend que quand la vente faite aux Appellans seroit telle qu'elle paroît être, les deux années de vuidange seroient expirées, parce que, dit-il, ces deux années doivent courir du jour de la coupe sinie, & que cette coupe a été achevée dès 1724.

Autre illusion, le Marché porte non pas deux années de vuidange à compter de la coupe sinie, mais à compter des six années accordées pour l'exploitation. Ce terme, Exploitation, est un terme general qui renferme non seulement la coupe des bois, mais encore la façon d'iceux, & le tems de les ouvrager: il ne suffit pas d'avoir coupé, il faut ouvrager pour vendre & pour débiter; & les bois ne l'ont pas été dès 1724.

D'ailleurs l'exploitation d'un bois renferme le débit & la vente, aussi-bien que la coupe & la façon, & ç'a été pour accorder aux Appellans un tems sussifiant pour

toutes ces choses, que ces six années ont été convenues.

De-là la necessité de convenir encore d'une décharge des dégradations, parce qu'il n'auroit pas été juste qu'en permertant aux Appellans de laisser les bois pendant six ans dans les taillis, & leur accordant deux années pour la vuidange, ils eussent pû au bout de ce tems être inquietez par rapport au retard des rejets que la résidence des bois auroit pù occasionner.

Inutile d'alleguer que l'on n'acorde pas un délai si long, quand le bois se peut

exploiter en moins de tems, parce que l'on ne se nuit pas à soi-même.

Il n'est pas en effet question de ce que l'on a coutume de faire, mais de ce que l'on a fait réellement; & tous les jours on compense un tort que l'on peut souffrir d'une chose, avec le benefice qu'on en reçoit d'ailleurs; en sorte que les présomptions de l'Intimé sont toutes très-peu concluantes.

Mais, dit l'Intimé, la décharge des dégradations futures, ne vaut rien, ce seroit autoriser les délits, & tendre à la ruine totale des bois, & il faut exploiter suivant

l'Ordonnance.

De quel droit l'Intimé attaque-t-il une clause qu'il est chargé d'entretenir, c'est

revenir contre son propre fait.

Ce seroit autoriser les délits. Cette idée est bizarre. Un homme de propos déliberé ne ruine & ne dégrade pas des bois, mais il peut avoir interest de n'être pas recherché pour les dégradations qui peuvent arriver durant le cours d'une exploitation, sur-tout quand on lui accorde une residence des bois coupez, qui peut nuire & retarder la recruë.

On ne conçoit pas bien ce que prétend l'Intimé, quand il dit que la visite ordonnée n'est que préparatoire, & pour parvenir aux 15000 liv. de dommages & interests qu'il a prétendu s car la Sentence dont est appel ordonne cette visite, comme une suite de la condamnation prononcée contre les Appellans de fortir, ou faire fortir du canton de bois ceux par eux coupez, & ce dans l'espace & délai de quatre mois; & ce n'est qu'après ce délai que la visite est ordonnée, ce qui est proprement un recollement.

Mais soit visite, soit recollement, il ne peut y avoir lieu qu'après les deux années

de vuidange expirées.

Aussi l'Intimé ne demande-t-il 1 5000 liv. de dommages & interests, que sur ce qu'auparavant, & depuis l'action, & après le tems de la coupe expiré, les Appellans ont laissé les bois exploitez, ouvragez & non ouvragez, sur le taillis dont est question. Il faut donc préalablement décider, si les Appellans n'ont pas été en droit d'exploiter les bois pendant l'espace de six années à eux accordées, & de les laisser sur les taillis, soit pour les ouvrager, soit pour les débiter.

L'article 40. de l'Ordonnance de 1669. au titre de l'assiette, ballivage, martelage & vente de bois, veut que le tems des vuidanges soit reglé par le Grand Maître, suivant la possibilité des Forests; mais ce que le Grand Maître est en droit de regler pour les Forests du Roy, le simple particulier est maître de le faire pour ses bois, sans que le délai qu'il donne si long qu'il le juge à propos, pusse être critiqué, ni regardé comme blessant la disposition de l'Ordonnance.

La Sentence dont est appel, permet à l'Intimé de s'emparer de tous les bois de quelque nature qu'ils soient, aprés les quatre mois prescrits par cette Sentence pour faire la vuidange; & cette espece de confiscation est directement contraire

au Marché qui accorde jusqu'au mois d'Octobre 1730.

Ainsi les Appellans soutiennent deux choses: la premiere, que le Marché ou la Vente qui leur a été faite des bois dont est question, est veritable; ils offrent d'en affirmer la verité; ils offrent même de prouver par témoins que toutes les condi-

tions qui y sont énoncées, ont été convenues, écrites & redigées avant la vente faite au sieur Rifardeau.

La seconde, que toutes ces clauses, conditions & conventions, n'ont rien qui interesse le Roy, ni la Police publique des Bois, & par consequent doivent être executées dans tout leur contenu.

D'où il suit que les Sentences dont est appel qui les détruisent & les annéan-

tissent, ne sçauroient jamais subsister.

Monsieur, DE LA VAIGNE, Lieutenant General, Rapporteur.

Mº BOULLENOIS, Avocat.

BOYER, Proc.

De l'Imprimerie de la Veuve GARNIER, rui Galande, vis-à-vis saint Blaise 1729,

M E M O I R E

POUR M' Michel Periere, President au Presidial de Limoges, Defendeur:

CONTRE Me Jean-Baptiste Vincent, Lieutenant general au mesme Siege, Demandeur.

> OMSIEUR le Procureur General du Parlement de Bordeaux, instruit de la conduite du Sieur Vincent & de ses contraventions aux Ordonnances, Edits & Reglemens, en a porte sa plainte au Parlement de Bordeaux le 24. Mars 1692. & obtenu Arrest pour en faire informer.

Le lendemain 25 Mars Monsseur le Procureur General desira que le Sieur Periere luy donnasse des éclaircissemens sur les entreprises du Sieur Vincent. Le Sieur Periere, qui par le devoir de sa Charge est particulierement obligé de veiller à ce qu'il ne se commette aucuns abus, & que les Edits & Reglemens soient executés, luy sit sa declaration de ce qui estoit de sa connois-

sance, & la signa.

Le Procês a esté commencé au Parlement de Bordeaux. Comme la conduite du Sieur Vincent y estoit connue, & que ce Parlement par plusieurs Arrests avoit pris soin de la reprimer, le Sieur Vincent n'a rien negligé pour eviter ses Juges naturels. Enfin après que le recollement & confrontation commencés ont esté suspendus par un Arrest dù Conseil, il a obtenu son renvoy à la Cour pour estre le Proces continué suivant les derniers erremens.

Le recollement & confrontation n'ont point esté achevés: de 50, témoins entendus, il n'y en a eu que 14. recollés & confrontés, & il est intervenu Arrest le 30. Aoust dernier, par lequel le Sieur Vincent a esté renvoyé absous, sauf à luy à se pourvoir pour ses dommages & interests contre les denonciareurs, deffenses au contraire.

Il a fait assigner le Sieur Periere pour se voir condamner aux dommages & interests.

Le Sieur Periere pretend qu'il n'en peut estre tenu, parce qu'en donnant avis à Monsseur le Procureur General des contraventions du Sieur Vincent, & les certifiant, il n'a rien fait que ce à quoy il est obligé par le devoir de sa Charge, & n'a rien avancé qui ne soit clairement prouvé par les informations & autres pieces du Procês, & mesme avoué par le Sieur Vincent, comme il se verra par les pieces suivantes.

Arrest du Parlement de Bordeaux qui permet d'informer, du 24. Mars 1692.

UR ce qui a esté representé par le Procureur General du Roy, que Me Jean Baptiste malversations, violences, oppressions, & concussions, & plusieurs autres faits extraordinaires dont le public souffre beaucoup, requiert estre informé du tout pardevant un Conseiller de la Cour, qui soit deputé commis à cet effet. La Cour ayant égard à la requisi-tion du Procureur General du Roy, ordonne qu'il sera informé par le Sieur du Fayet Conseiller du Roy en icelle, des concussions, oppressions, malversations, & violences commises par le Sieur Vincent. Fait à Bordeaux en Parlement le 24. jour de Mars 1692 Collationné, signé, Vigneras.

EDIT de creation d'un Office de President en chacun Siege Presidial du Royaume, en datte du mois de Juin 1557.

HNRY par la grace de Dieu Roy de France; A tous presens & à venir, salut. Comme pour le bien de justice, & soulagement de nos Sujets, Nous avons par cy devant establi Sieges Presidiaux, & pourveu es Offices de Magistrats, Conseillers & Officiers esseits Sieges, personnes de probité; toutessois dautant que desirons veiller & avoir l'œil sur nosdits Officiers à ce qu'ils ne tombent en aucun des defauts cy-aprês declarés, specialement que contre l'ordre de ladite justice, & notre intention qui est de saire abroger les procês, qu'ils ne fissent grand nombre de Jugemens interlocutoires es procès qui pourroient estre par un seul appointé vuidés, qu'ils ne tombent en noise pour la distribution desdits procès, voulant chacun avoir le meilleur pour les épices, & qu'ils ne taxent lesdits épices outre la raison : qu'ils ne s'absentent pour executer les Commissions qu'ils devoient commettre aux Juges des lieux, dont par ce moyen nosdits sujets servient grandement soulés de dépense; & n'exigent des actes de justice plus qu'il ne leur appartient, & autres fautes esquelles pourroient tomber, qui ne seroient revelées ny reprimées, parce que nos Bailliss, Senechaux, leurs Lieutenans Generaux, Particuliers, Civils & Criminels, qui president aux Chambres & aux Audiences, sont participans des emolumens avec les dits Juges & Conseillers, & lesdits Conseillers avec eux. & par ce moyen pourroient se supporter l'un l'autre. A CES CAUSES, & afin de pourvoir à ce que telles choses n'adviennent. aprés avoir mis cette matiere en deliberation de notre Conseil, aurions trouvé qu'il estoit expedient de créer un President en chaque Siege Presidial pour y presider. NOUS par l'avis que dessus, avons par Edit perpetuel creé un President en chaque Siege, lequel President tiendra main, que les defauts, dont mention est faite cy-dessus, n'adviennent; & sera garder & observer tres étroitement tous les Edits & Reglemens saits sur le sait de la sustice. Donné à Compiegne au mois de suin, l'an de grace mille cinq cens einquante-sept, & de notre regne le onziéme. Signé, HENRY.

MEMOIRE des Contraventions fourny à Monsieur le Procureur General de Bordeaux en datte du 25. Mars 1692.

QUI contient que Me Jean Baptiste Vincent, Lieutenant General au Siege Presidial de Limoges, sait journellement des entreprises & concussions contre la prohibition expresse de l'Ordonnance de 1667, titre des matieres sommaires art, 10, le Reglement de la Chambre de Justice envoyé en Limosin du 15. Janvier 1689, & de l'Arrest du Conseil du 16, May 1691. en ce qu'il prend des Epices considerables en toutes les matieres sommaires, & il prend pour les appointements qu'il donne pour les saisses mobilieres, décharge de Commissaire, pour des condamnations qu'il donne contre les mesmes Commissaires saute par eux d'avoir sait les diligences, mainlevée des sommes sur la distribution du prix des baux, prend des Epices sur des appointements sans qu'il y ait Reglement, juge le Procès en seul & sans la participation d'aucun Officier, & prend pour chacun appointement tant en matiere sommaire qu'autrement donné en l'audience 15.s. prend un pareil droit pour les appointements sur Requeste & opposition envers les appointements ou Sentences rendues par defaut ou par forclusion, & des Requestes qui luy sont presentées quoique ce ne soit que de simples instructions : il se depute pour mettre en possession les fermiers des biens saisis au lieu qu'il devoit commettre un Huissier, & prend pour son droit six ecus par jour, lorsqu'il sort de la Ville, à proportion dans la Ville: il prend encore des droits pour la publication & insinuation qui se fait des donations qui se font dans l'audience, sçavoir 12.1. pour celle des nobles, & à l'égard des roturiers 6.1. d'autres fois 30.s. il prend sous le nom de son Secretaire 12. s. par écus pour les épices des Sentences en matieres som-maires ou autrement: pour la reception des Procureurs il prend 8. écus des uns, & 4. des autres, bien que cela n'ait esté jamais pratiqué: il prend encore pour la taxe des dépens 3. l. 2. s. bien que cela luy soit dessendu, & ajoute luy mesme cette somme au calcul fait par les Tiers Referendaires par entre ligne ou traçure, & le Greffier executant ses ordres ne délivre jamais d'executoire que ladite somme ne soit payée: & il commet journellement d'autres concussions dont il seta sourny des preuves, en datte du 25. jour de Mars 1692.

Ordonnances, Edits & Reglemens, & Arrests du Conseil, sur lesquels le Memoire du Sieur Periere est fondé.

Touchant les matieres sommaires.

Ordonnance de 1667. Titre des matieres sommaires. Art. 10.

Si le different ne peut estre vuidé sur le champ, les pieces seront laissées sur le bureau sans inventaire de production, pour y estre deliberé sans épices ny vacations, à peine de restitution du quadruple contre celuy qui aura presidé.

Reglement de Messieurs les Commissaires du Conseil, registré à Limoges, du 15 Janvier.

Defenses sont faites à tous fuges de prendre aucunes épices pour le fugement des matieres sommaires deliberé sur le Registre, sous pretexte d'usage, desaut de la publication de l'Ordonnance de 1667, ou d'inexecution d'icelle, à peine de concussion d'interdiction de leur Charge, sans que les peines puissent estre reputées comminatoires, qui demeureront encourues par le seul fait.

Arrest du Conseil du 16 May 1691 rendu entre les Officiers du Presidial de Limoges.

Art. 6. touchant le Lieutenant general.

Qu'il ne pourra prendre d'épices pour les fugemens des affaires sommaires, sur lesquelles il avoit jugé necessire de déliberer, conformément à l'article 10. du Titre des matieres sommaires, de l'Ordonnance de 1667.

Pieces qui justifient la contravention.

Procès verbal de M^r le Commissaire du Parlement de Bordeaux au Grefse de Limoges, qui contient l'Inventaire des Sentences renduës en seul, ensemble de Deliberé sur le Registre, avec épices & vacations sans Inventaire de production.

Att. 2. de l'Interrogatoire du 23. Novembre 1692.

Interrogé pour quelle raison il prend des épices des Sentences qu'il juge en seul & des matieres sommaires. Répond qu'il est en droit de prendre des épices des Sentences qu'il juge seul, & qu'il ne sçait pas que la matiere soit sommaire.

Art. 12. de celay du 10. Decembre 1692.

L'avons interpellé de nous dire, qu'est-ce que matieres sommaires. Répond que les matieres sommaires sont celles où il n'y a aucune contestation ni discussion à faire.

Interrogé si les Sentences que nous luy representons ne sont pas l'érenduës sur des matieres sommaires: s'il n'est pas vray qu'il y a plusieurs des des dites Sentences renduës sur des staises où il n'y a qu'un seul opposant, sur des décharges de Commissaire, sur des élargissemens de personnes emprisonnees, & autres semblables.

Répond que la Cour verra par l'examen des procedures que Monfieur le Commissaire a fait sur les lieux, les matieres où il y a contestation ou non, s'estant taxé au bas d'icelles; la Cour aura la bonté de regler le plus ou le moins de ses épices.

Aij 🦻

Touchant les sommes prises par le sieur Vincent pour les Ordonnances mises au bas des Requestes.

Ordonnance de 1673.

Art. 8.

Defendons à tous fuges de prendre aucune taxe ny salaire pour les permissions de saisir & d'assigner.

Art. 10.

Ne seront taxès ny pris aucuns épices pour Sentences renduës sur Requeste d'une partie sans ouir l'autre, à peine de concussion.

Reglement de Messieurs les Commissaires du Conseil.

Art. 5.

Defenses sont saites à tous suges de prendre aucuns épices pour les Ordonnances qu'ils mettent sur les Requestes qui leur sont presentées pour quelque matiere que ce soit, sans que sous pretexte d'usage, desaut de publication de l'Ordonnance de 1673. on d'inexecution d'icelle, il puisse prendre des épices esdits cas, à peine de concussion & d'interdiction de leurs Charges.

Preuves de la contravention.

Art. 3. de l'Interrogatoire du 23. Novembre 1692.

Interrogé s'il n'est pas vray qu'il se fait payer 15. s. pour chaque Requeste qui luy est presentée par les Procureurs.

Répond qu'il prend 15. se pour chaque Requeste qui porte utilité.

Art. 4.

Interrogé qu'est-ce qu'il entend par le mot d'utilité.

Rép. qu'il entend parler des Requestes qui ne sont réponduës que par Viennent, Fasse, ou Soit montré; mais que de toutes les autres il prend 15 sols.

Art. 8.

Inter. si ayant appointé une Requeste pour Paul Besoul de la Meze d'un apointement portant acte d'opposition, & soit signissé, il ne prit pas 15. s. pour ladite Requeste.

Répond qu'il ne se souvient pas de cet apointement: que s'il a pris 15. s. il se les est taxé; que s'il se les est taxé, il est en droit de le faire.

Touchant les sommes prises pour les Jugemens des audiences.

Reglement de Messieurs les Commissaires du Conseil.

Art. 5.

Defenses sont faites à tous fuges de prendre aucunes épices pour les fugemens & matieres qui se jugent à l'audience, à peine de concussion.

Preuves de la contravention.

Procês verbal de M¹ le Commissaire de Bordeaux, qui contient les Jugemens rendus à l'audience.

Art. 5, de l'Interrogatoire du 23. Novembre 1692.

Interrogé s'il n'est pas veritable que dans les issues ou basses audiences il se fait payer 15. s. pour chaque Jugement qu'il y prononce. Répond qu'il prend 15. s. pour chaque Jugement qui porte utili-

Art. 1. & 2. de celuy du 10. Decembre 1692.

Interrogé si les pieces que nous luy representons au nombre de 981. ne contiennent pas les Jugemens qu'il a prononcé aux basses audiences, & s'il n'est pas vray qu'il exige 15. sols ponr chaque appointement.

Répond comme il a cy-devant fait par son premier Interrogatoire, que lorsqu'il a paraphé les Jugemens, il a pris pour son droit 15. sols.

Touchant les Baux judiciaires.

Ordonnance de 1673.

Art. 8.

Defendons à tous fuges de prendre aucune taxe ny salaire pour les baux judizciaires, remise & adjudication.

Reglement de Messieurs les Commissaires du Conseil.

Art. 19.

Les fuges ne prendront rien sons pretexte d'épices on autrement pour les baux on pour remises faites pour parvenir ausdits baux, ny sous pretexte d'acte de reception desdits baux, à peine de concussion.

Preuve de la contravention.

Procès verbal de Monsieur le Commissaire de Bordeaux, par lequel il paroist que dans tous les baux à ferme il ne se trouve aucune requisition des parties, & qu'il se commettoit d'office, & traçoit la Commission adressée au premier Huissier, suivant le stile.

Art. 6. de l'Interrogatoire du 23. Novembre 1692.

Interrogé s'il n'est pas vray que luy qui répond prend 6. l. pour chaque delivrance des baux.

Répond qu'il est en droit de prendre pour la signature des baux tantôt 30. s. tantôt un écu, & quelquefois 2.

Art. 1. de celay du 24. Novembre 1692.

Interrogé s'il ne se commet pas luy mesme pour mettre en possession les adjudicataires des baux. & s'il n'est pas vray que cette mise de possession a toujours esté la fonction d'un Huissier.

Répond qu'il se commet lorsqu'il est requis par les parties.

Art. 12. de celay da 10. Decembre.

Interogé pourquoy il se commet luy mesme pour mettre les baillistes en possession sans qu'il en soit requis. Répond comme il a déja fait, qu'il n'a jamais fait aucun procês verbal de transport sans requisition.

Int. s'il n'est pas vray que lorsque le Greffier suivant le stile & usage avoit remply la Commission des baux au premier Huissier, suy qui répond l'essagoit, & se commettoit suymesme sans qu'il en sust requis. Répond comme il a déja fait, qu'il ne s'est jamais commis sans requisition: qu'il se peut faire que le Greffier ayant remply la commission du nom d'Huissier, la partie venant le querir, il se seroit commis.

Touchant les insinuations de donations.

Ordonnace de 1673.

Art. 8.

testamens & substitutions.

Reglement de Messieurs les Commissaires du Conseil.

Art. S

Desenses sont faites à tous fuges de prendre aucuns épices des causes qui se jugent à l'audience, à peine de concussion.

Preuves de la contravention.

Procês verbal de M¹ le Commissaire, qui fait mention de l'état du Registre des Insinuations de donations faites à l'audience.

Art. 7. de l'Interrogatoire du 13. Novembre 1692.

Luy avons representé le Registre des Infinuations, & l'avons interpellé de nous dire pourquoy il se trouve quantité d'actes qui ne sont pas signés de luy qui répond. Répond que c'est la faute des Gressiers, qui ne les luy ont pas portés pour signer, s'il y en a qui ne sont pas signés.

Art. 15.

Interrogé s'il n'est pas vray que luy qui répond a exigé 6. l. de quelques-uns desdits actes d'insinuation, & 12. l. des autres qui se trouvent signés: & s'il n'a pas resusé de signer ceux qui ne se trouvent pas signés, parce qu'on luy resusoit un droit si excessif.

Répond qu'il ne sçait ce que c'est que d'exiger, non pas mesme demander ses droits, & qu'il n'a pris que ce que les Gressiers luy ont donné.

Art. 16.

Int. pourquoy il n'a pas mis le solvit des droits qu'il prenoit desdits actes d'infinuation.

Répond que c'est un usage qu'il n'a pu changer.

Touchant les 12. s. par écu d'épices.

Reglement de Messieurs les Commissaires du Conseil.

Art. 4. Les titres que peuvent avoir les fuges de prendre 3. l. 12. f. par écu, seront par eux mis insellanment entre les mains de Monsieur le Chancelier, pour y estre par Sa Ma-

remis incessamment entre les mains de Monsieur le Chancelier, pour y estre par Sa Majesté pourvu: cependant sait ladite Chambre tres-expresses inhibitions & desenses de prendre plus de 3.l. 4.s. par écu des épices qui seront taxés par les dites Sentences dans les cas ausquels est permis de prendre des épices.

Preuves de la contravention.

Art. 8. de l'Interrogatoire du

Int. s'il n'est pas vray qu'il se fait payer les épices des Sentences qu'il donne, à raison de 3. l. 12. s. Répond qu'il prend 3.1.4. s. pour son droit, & qu'il croit qu'on donne 8. s. à son Clerc, qui font les 3.1. 12. s.

Touchant la reception des Procureurs.

Arrest du Conseil d'Estat du 16. May 1691, rendu entre les Officiers au Presidial de Limoges.

Art. 3.

Sera procedé toute la Compagnie assemblée, à laquelle le President presidera, à l'examen, reception & prestation de serment des Procureurs.

Preuves de la contravention.

Art. 3. de l'Interrogatoire du 24. Novembre 1692.

Inter. s'il n'est pas vray que lorsqu'il reçoit quelque Procureur, luy qui répond ne resuse pas de les écouter à l'Audience, & resuse de prendre ses cartels jusqu'à ce qu'ils luy ayent payé 24. l. 16. s. leur disant que sa Charge luy coûte de l'argent.

7.4

110

1/2

LIEL

نوورن مارزخ

1.13.

Répond que le Greffier prenoit soin de luy porter ses droits lorsque les Procureurs se faisoient recevoir.

Touchant les taxes de dépens.

Edit portant creation des Officiers de Tiers Referendaires du mois de Novembre 1689. Att. 2.

Faisons defenses à tous fages de s'immisser à la taxe & calcul de dépens, ni de prendre aucun droit pour raison de ce, à peine de restitution du quadruple.

Arrest du Conseil, du 24. Janvier 1690.

Les executoires serons delivrés sur les calculs faits par les Tiers Referendaires, sans qu'il soit besoin d'aucune approbation des fuges, faisant Sa Majesté tres.expresses defenses à tous fuges de s'y immiscer directement ny indirectement, à pesne d'interdiction, & de 3000. L'amende.

Arrest du Conseil du 14. Février 1690.

Sa Majesté a fait & fait steratives defenses à tons fuges de s'immiscer directement ny indirectement aux taxes ny calculs des dépens, à peine de 3000. l. d'amende.

Preuves de la contravention.

Procês verbal de M¹ le Commissaire, qui fait mention des rôlles augmentés & raturés.

Art. 9. de l'Interrogatoire du 23. Novembre.

Luy avons representé les rôles des dépens au nombre de 51. & avons interpellé luy qui répond de nous dire, s'il n'est pas vray que parmy ces rôles de dépens il y en a 21. qu'il a signé, desquels il a pris 3. l. 2. s. de chacun, quoiqu'il ne se trouve pas dans les dits rôles ny de solvit ny d'augmentation de calcul.

Luy avons representé cinq autres rôles, & iceluy interpellé de nous dire s'il n'a pas mis au delà du montant ces paroles, sans en ce comprendre le droit d'executoire ou des vacations de luy qui répond, & si pour cela il n'a pas pris 3 l.

Inter si dans huit autres rôles que nous luy avons representé, le calcul du taxateur n'a pasesté tracé, & augmenté de 3 l.

Inter. si dans 11. autres rôlles que nous luy avons representé, il n'a pas augmenté trois livres au delà de la somme qui estoit dans la taxe. Rep. qu'il ne peut se souvenir du nombre des rôles des dépens sur lesquels on luy a demandé executoire; mais qu'il a répondu plusieurs sois, que pour les executoires qu'il a signé, il a pris un droit que le Roy n'a pas abrogé.

Répond comme il a déja fait, qu'il a pris son droit pour son executoire.

Répond comme il a déja fait, que de chaque executoire qu'il a decerné, il a prisson droit.

Répond comme il a déja fait, que de chaque executoire qu'il a decerné, il a prisson droit, & non au delà.

I l'on ajoûte à ces preuves, & à ces confessions les preuves qui resultent des depositions de 30. ou 40. témbins, qui n'ayant point esté recollés ni confrontes, n'ont point fait de preuves lors du jugement, mais qui ne laissent pas, par raport au Sieur Periere, d'establir la verité des faits par luy avancés dans son Memoire, on ne pourra pas douter qu'il n'y ait une preuve complete. Ensin elle a paru telle à Monsieur le Procureur General, comme il se voit par ses Conclusions, dont il a esté délivré au Sieur Periere un Duplicata par son ordre depuis le Jugement du Procês.

CONCLUSIONS de Monsieur le Procureur General du 27. Avril 1694.

7U le Proces Criminel à moy communiqué, &c. Je requiers pour le Roy, pour les cas resultans du Procês, ledit Vincent estre mande en la Chambre de la Tournelle, & admoneté, & condamné aumoner au pain des prisonniers de la Conciergerie du Palais la somme de 100. l. deffenses à luy faites à l'avenir de contrevenir à l'Ordonnance : De prendre aucune taxe ny salaire pour les insinuations des Donations. Baux judiciaires, & pour les Ordonnances & Jugemens rendus sur Requeste d'une partie sans ouïr l'autre, ny pour les Appointemens & Jugemens qui se rendent aux grandes Audiences & à toutes autres, mesme à celles qui se tiennent aux issuës des grandes Audiences; Comme aussi de se commettre pour mettre en posses. sion les Fermiers judiciaires, soit qu'il en soit requis, ou non, S'immiscer dans aucun recouvrement au sujet du Ban & Arriereban, ny de connoistre comme Juge des affaires concernant un recouvrement de deniers qu'il écheroit de faire à sa diligence ou à son profit, & de prendre pour chaque écu d'épices plus de 3, l. 4. s. sans souffrir qu'ontre lesdits 3. l. 4. s. son Clerc prenne 8. s. à raison de chaque écu d'épices : Et pareille. ment de ne prendre pour la reception des Officiers que ce qui peut luy estre du legitimement, suivant l'ulage observé dans ledit Siege de Limoges, ny de prendre aucune taxe pour visiter les rôles des dépens, ou pour la signature des executoires d'iceux; & de faire consigner ou payer par avance les épices des Instances & Procês, auparavant qu'ils soient jugés dans les cas où il échet d'en prendre, sur telle autre peine qu'au cas appartiendra. Signé DE LA BRIFFE.

MEMOIRE.

POUR Anne CABOCHE veuve de François Hotor Bourgeois de la Ville d'Orleans, tant en son nom que comme ayant droit par transport de Marie Besnard, sille majeure, creanciere des successions de Jean Bunel & sa semme, Intimée, Désenderesse & Demanderesse.

CONTRE Pierre Thomas Hebert Messager Juré de l'Université de Paris, & Jacques Claude Hebert son frere, se disans legaraires universels de feu M. Jean Mahieu Diacre & Prévost de Thillay en l'Eglise Royalle de Saint Aignan d'Orleans, & en cette qualité se prétendans creanciers dudit Bunel, Appellans d'une Sentence rendue par le Prévost d'Orleans le 2. Septembre 1713. Appellans, Demandeurs & Désendeurs.

A Sentence dont est Appel declare executoire contre Charles Pinson Curateur créé aux successions vaccantes de Jean Bunel & sa femme, deux Contrats de Constitution passés devant Godeau Notaire les 26. Mars & 29. Decembre 1698. l'un de 20. livres de rente au principal de 400. livres au prosit de Marie Benard, & l'autre de 50 livres au principal de 1000 livres au prosit de la veuve Hotot, en consequence condamne ledit Pinson audit nom de passer titre nouvel de ces deux parties de rentes, au prosit de ladite Hotot, tant en son nom que comme étant aux droits de Marie Benard, à prendre par hyporeque specialle, & par privilege sur une Maison appellée le Jolly verbois, située à Orieans, en payer; sçavoir, cinq années d'arrerages de la première, & deux années de la seconde, continuer à l'avenir, & faute de payement desdits arrerages, frais & avances faites par ladite. Hotot, luy permet, attendu son privilege de rentrer en possession de cette Maison, par sorme de nantissement, visite & procés verbal de l'état & reparations à faire en icelle, prealablement sait.

La contestation se reduit à deux questions.

La premiere, est de sçavoir si les sieurs Hebert qui n'ont ni titres ni qualité, sont bien fondez en l'appel qu'ils ont interjetté de cette Sentence, & à demander que la maison dont il s'agit soit venduë en justice, après les offics qui leur ont esté faites par ladite veuve Hotor, sans se départir des fins de non recevoir par elle proposées, de leur abandonner ladite maison en la payant des sommes à elie dûës en principaux interests & frais, ou en se chargeant par leidits sieurs Hebert de faire vendre cette maison en justice à si haut prix que ladite veuve Hotot soit entierement payée de ses creances en principaux interests & frais, sans encourir par ladite veuve Hotot d'aucuns frais de veute, consignation & distribution, & de ce saire donner bonne & suffisence caution.

Et la seconde si ladite veuve Hotot est bien fondée à demander la main levée des saisses arrests que les seurs Hebert ont sait saire des loyers de ladite

maison, sans aucun droit.

Ladite veuve Hotot soutient que lesdits sieurs Hebert qui n'ont pas voulu accepter ces offres sont mal fondez dans leur appel, & qu'elle est au contraire bien fondée on sa demande afin de main-levée.

FAIT.

Le 26. Mars 1698. Bunel & sa semme Marchands à Orleans achetterent des sieurs Goury une Maison sise en la même Ville, nommée le Jolly-

verbois, moyennant la somme de 1500 liv.

A cet effet ils emprunterent le même jour de Marie Benard fille majeure 400 livres au profit de laquelle ils passerent Contrat de Constitution de 20 livres de rente, avec stipulation d'employ & de subrogation aux droits du Vendeur.

De ces 400 livres il en fut payé le même jour par Bunel 300 livres aux sieurs Goury, avec declaration que cette somme faisoit partie de cette constitution, à l'effet de quoy ladite Marie Benard demeura subrogée aux droits desdits Vendeurs.

Le 29. Decembre suivant Bunel & sa femme emprunterent pareillement de l'Intimée la somme de 1000 livres à constitution sous pareilles conditions stipulation d'employ, & subrogation, qui ont esté executées & accomplies

lus 30. Decembre 1698, 7. & 17. Janvier 1699.

Bunel & sa semme sont decedez en 1712. Pierre Thomas Hebert l'un des Appellans fut élututeur de leurs enfans mineurs; mais Marie Benard & ladice veuve Hotor l'ayant fait assigner en cette qualité dévant le Prevost d'Orleans pour voir declarer contre luy audit nom ces deux Contrats de Constitution executoires; ledit sieur Hebert évoqua cette demande au Châtellet de Paris, en vertu de ses Lettres de Garde Gardiennes, après laquelle évocation ayant interjetté appel en la Cour de la Sentence du Prevôt d'Orleans qui l'avoit nommé Tuteur, il se sit décharger de cette tutelle par Arrest du 15. Juillet 1713 en consequence du quel Arrest sur la demande évoquée au Chastellet intervint Sentence le 2. Aoust suivant, qui mit les Parties hors de Cour, depens compensez, sauf à Marie Benard & à ladite veuve Hotot à se pourvoir ser la succession de leur debiteur, tant pour les sommes principalles, arrerages que frais: Pierre Thomas Hebert s'estantainsi fait décharger de cette tutelle, Louis Brigot Chirurgien à Sully fut nommé Tuteur en sa place le 7. dudit mois d'Aoust, lequel par avis de parens renonça le 9. pour ses mineurs aux successions de leurs pere & mere.

Le 11. la veuve Hotot sit nommer Charles Pinson Bourgeois d'Orleans

pour Curateur à ces successions vaccantes.

Le 25. Marie Benard ceda & transporta à la veuve Hotot la rente de 20livres constituée à son prosit, avec les arrerages qui en étoient eschûs, & les dépens qu'elle avoit à repoter à ce sujet, en consequence de la Sentence du Châtelet du 2 precedent.

Le 26. la veuve Hotot tant en son nom que comme estant aux droits de Marie Benard, fit assigner en la Prevôté d'Orleans ce Curateur à l'esset de faire declarer ses titres executoires, & avoir payement des arrerages de ces deux reates, frais & dépens, & faute de payement, d'estre envoyée en pos-

séssion de la Maison dont il s'agie, comme son gage & hypoteque special & par sorme de nantissement, sur saquelle démande le 2. Septembre sui-vant intervint la Sentence contradictoire, qui est celle dont est appel, & dont les dispositions sont reprises au commencement de ce Memoire.

En execution de cette Sentence, se Curateur & la veuve Hotor convinrent de Pierre Lemperiere Maistre Charpentier pour faire la visite de la Maison dont il s'agit & en dresser son procès verbal, & des reparations qu'il etoit necessaire d'y faire, lequel sut nommé pour Expert par jugement du 13. accepta ladite Commission le 16. & affirma de s'y bien & sidellément comporter.

1

K.

ua

33

n

34

1

Y.3

η,

l f

10

100

11 6

12

55

ال بي

وز مواران

10.

10,0

Le 19. il proceda à la visite de sadite Maison, en dressa son procès verbal, ensuite dequoy la veuve Hotot saute de payement s'étant misen possession de ladite Maison en conformité de la Sentence dont est appel, ellea sait faire les reparations indiquées par ce même procès verbal, qui luy reviennent à plus de 600. livres, tellement qu'au moyen de ces reparations cette Maison qui n'étoit affermée que 100 livres sut affermée 110 ivres.

Mais les sieurs Hebert qui pendant le cours de cette procedure avoient affacté de garder le silence, sans avoir même pendant l'Instance rerminée au Châcelet de Paris par ladite Sentence du 2. Aoust, articulé aucune prétention sur cette succession vaccante, ayant projetté de troubler la veuve Hotot dans la pocession de cette Maison, s'aviserent au mois de Decembre suivant de cette même année 1713, de se dire legataires universels de seu M'. Jean Mahieu Diacre de l'Eglise Royalle de S. Aignan d'Orleans, & en cette qualité Creanciers de la succession dudit Bunel d'une somme de 2898. livres contenue dans un pretendu Billet sous signature privée dudit Bunel non reconnu, & affecterent le 12. de ce même mois de Decembre de prendre par dessaut une Sentence au Chastellet de Paris contre Louis Brigor demeurant à Sully sur Loire, tuteur des enfans mineurs dudit Buncl plus de quatre mois après la renonciation par luy faite pour ses mineurs aux fuccessions de leur pere & mere, par laquelle Sentence ils firent condamner ledit Brigot à leur payer cette somme de 2898 livres avec les interests jusqu'à parfait payement, & la firent signifier audit Brigot par un Huissier sans carractere, quoyque cette Sentence par dessaut & surprise contre Brigot, qui n'avoit plus de qualité au moyen de la renonciation par lui faire pour ses mineurs, ne puisse servir de titre contre le Curateur aux successions vaccantes de Bunel & sa femme; neanmoins les sieurs Hebert ne laisserent pas le 12. Septembre 1715, de faire des saisses & arrests comme prétendus creanciers de Jean Bunel és mains des locataires de la maison dont il s'agit, en vertu de l'Ordonnance du Sieur Lieutenant Civil, avec affignation pour affirmer, ce qui obligea la veuve Hotot d'intervenir en cette instance, & d'y prendre le fait & cause de ses locataires, & en consequence de ce qu'elle à soureau que lesdits sieurs Hebertsont sans action & sans titre contre les successions vaccantes dudit Buncl & sa femme, leurs titres n'estant point declarez executoires contre ce Curateur, elle a demandé main levée pure & simple de leurs saisses.

Mais lorique la veuve Hotot étoit sur le point d'obsenir main-levée desdites saisses, less sieur Hebert se tont avisez d'abandonner tacitement cetce Instance & d'interjetter appel en la Cour de la Sentence du 2. Septembre 1743 dont est question, en consequence la veuve Hotot y ayant esté assignée, elle a soûtenu par une Requeste du 24. May 1717, y estre sollement Intimée, ce qui a obligé les sieurs Hebert de donner une Requeste deleur part le 20. Novembre suivant, par laquelle ils ont restraints leurs pretendus moyens d'appel. A dire que la veuve Hotot s'est fait adjuger la Maison dont Ce qui fit que la veuve Hotot de sa part donna une seconde Requeste le 27. dudit mois de Novembre, par laquelle sans se départir des exceptions & fins de non recevoir qu'elle avoit à proposer contre l'appel, pour tâticher d'éviter toutes contestations, elle offrit d'abandonner ausdits sieur Hebert la Maison dont il s'agit, à la charge par eux de suy payer les arrerages eschûs & à escheoir des rentes à elles dües à la déduction des loyers de ladite Maison qu'elle se trouveroit avoir touché, continuer le payement des dits arrerages jusqu'au rachapt desdites rentes, en passer titre nouvel, & la rembourser de toutes reparations, frais & avances, loyaux-cousts, mises d'execution, frais & dépens, suivant la taxe qui en seroit faite en la maniere accoutumée, si mieux n'aimoient lesdits sieurs Hebert se charger de faire rendre ladite Maison, & la faire monter à si haut prix qu'elle toit payée de son dû en principaux & tous accessoires, & de se donner bonne & suffisante caution, ce qu'ils seront tenus d'opter dans huitaine à compter du jour de l'Arrest qui interviendra, sinon deschu.

Mais comme les sieurs Hebert n'ont point accepté ces offres, ni opté au contraire, comme ils ont continué de persister aux Conclusions de leur Requeste du 18. May 1717, la veuve Hotot soutient qu'ils sont non-recevables

& malfondez dans leur appel, & dans leur demande.

Non recevables dans leur appel. 1°. En ce que les appellations des Sentences de la Prevôté d'Orleans doivent estre relevées au Bailliage, & non pas shmisso medio, en la Cour, suivant l'article 20. de l'Ordonnance de Cremieu

2°. En ce que du moment que leurs vires ne sont point declarez executoires contre le Curateur aux successions vacantes de Jean Bunel & sa semme, ainsi qu'ils en conviennent eux-mêmes; ils sont sans titres & sans action sur la maison dont il s'agit, d'autant plus qu'ils se disent legataires du Sr Mahieu Diacre en l'Eglise royalle de Saint Aignant d'Orleans, & en cette qualité Creanciers dudit Bunel d'un billet de 2898 livres sous signature privée, quoyque d'un côté la délivrance de leur prétendu legs ne leur ait esté faite que sur une demande qui n'a point esté signissée au veritable domicile de la Demoiselle veuve Hebert leur mere, avec laquelle seule cette délivrance pouvoit estre ordonnée, mais seulement au domicile de Maistre de Boissay Procureur au Châtelet d'Orleans, qui n'est point qualissé de domicile élû, & que d'un autre côté le prétendu billet de Bunel ne soit point reconnu avec ledit Bunel, ni avec le Curateur à sa successiou vacante, lequel par consequent ne peut faire soy en Justice.

PREMIERE OBJECTION.

Les sieurs Hebert prétendent qu'il leur sussit d'avoir fait reconnoistre le prétendu billet par le sieur Brigot tuteur des enfans mineurs dudit Bunel, par une Sentence par dessaut du 12. Decembre 1713. & que s'ils ne l'ont pas fait reconnoistre par le Curateur aux successions vacantes dont ils'agit, c'est la veuve Hotot qui les en a empêché, & qui les a fait tomber dans l'erreur à ce sujet par une procedure qu'ils nomment clandestine & precipitée, en ce qu'elle ne leur a pas, disent-ils, donné avis de la renonciation faite par le sieur

ľ

P

21

fic

qu

24

elle

dik

sieur Brigot pour ses mineurs aux successions de leur pere & mere, ni de la nomination qu'elle avoit fait saire d'un Curateur à ces successions vacantes.

RERONSE

Le sieur Brigot a reconcé à ces successions pour ses mineurs, & par avis de parens, dont les sieurs Hebert sont du nombre dès le 9. Aoust 1713. quoyque les sieurs Hebert comme parens ne pussent pas ignorer de cette renonciation, cependant ils n'ont pas laissé de surprendre au Châtelet de Paris contre ce Tuteur sans caractere, cette Sentence par dessaut qu'ils mettent en avant & à 50. lieuës de son domicile le 12. Decembre suivant, quatre mois aprés la revocation de ce même Tuteur, & plus de troismois aprés la Sentence dont est appel, par laquelle la veuve Hotot aprés avoir fait nommer un Curateur aux successions vacantes dont il s'agit, avoit esté envoyée en possession de la maison en question par forme de nantissement comme anterieure & creanciere privilegiée, ensorte que cette Sentence contre ce Tuteur sans caractere ne peut servir de titre contre le Curateur aux successions vacantes dont il s'agit, cela est sans dissiulté.

D'ailleurs la procedure que la veuve Hotot a tensi pour faire nommer ce Curateur, & le faire envoyer en possession de la maison dont il s'agit est ordinaire & des plus reguliere, & elle n'à point esté obligée de doitner avis aux sieurs Hebert, ni de la renonciation du sieur Brigot, ni de la nomination qu'elle a fait faire du Curateur à ces successions vacantes, ni des poursuites qu'elle a pû faire à ce sujet, comme bailleresse de fond, ou du moins comme subrogée aux droits du bailleur de fond; c'est à un Creancier à s'informer luy-même de l'état de la succession de son debiteur & à connoistre ses heritiers, ou à faire nommer un Curateur à sa succession si elle se trouve vacante, ou ensin à se pourvoir contre celuy qui s'y trouve nommé, ensorte que si les sieurs Hebert ont eu l'affectation de s'adresser au sieur Brigot Tuteur qui avoit renoncé pour ses mineurs, à l'effet de luy faire reconnoistre le billet de Bunellen question, au lieu de le faire reconnoistre par le Curateur à la faceession vacante de ce deraier see n'est point la veuve Hotor qui les a induit dans ce pas de clerc, ils doivent uniquement s'en imputer la faute & l'irregularité de leur procedure; d'autant plus que quand bien même on pourroit presumer que la veuve Hotot ait esté dans l'obligation de donner avis de cette renonciation, nomination de Curateur & procedure ausdits sieurs Hebert, que non, il ne luy auroit pas esté possible de le faire, puisqu'elle ignoroit absolument leur prétention sur ces successions va cantes, sur lesquelles Pierre Thomas Hebert n'avoit pas même articulé aucune creance lors de la Sentence du 1. Aoust 1713, intervenue sur la demande par luy formée au Chastellet contre la veuve Hotot, à l'esset d'estre déchargé de la demande de cette derniere, & de sa qualité de Tutour des Mineurs dudit Bunel.

SECONDE OBJECTION.

Les sieurs Hebert prétendent que la vouve Hotot est non recevable elle-même à les prétendressonrecevables en leur appel, en ce qu'elle n'aplaidé disont ils, avec cux jusqu'àce jour qu'en qualité d'Appellans.

REPONSE

Des le commencement de la procedure la veuve Piotot par ses Requestes du 24. May 1717, a soutenu qu'elle étoit follement Intimée, & que les

sieurs Hebert étoient sant itres sur les biens de la succession vaccante de Bunel, cela suffit, & tout se qu'elle a dit depuis n'a esté que subsidiaire aux fins de non recevoir qui resultent de ces saits, d'autant plus que le désaut de ti-

tre & de qualité ne se couvrent jamais.

Les sieurs Hebert sont mal fondez dans leur appel, en ce que du moment que le sieur Brigot a renoncé pour ses mineurs aux successions vaccantes de leur pere & mere, la veuve Hotot n'a en que la voye de saire nommer un Curateur, & de saire declarer ses titres executoires contre luy, & saute de payement de demander comme elle a fait à être envoyée en possession de son ge special par forme de nantissement; en sorte que ce Curateur ayant même consent y à cet envoy en possession, on ne voit pas que la Sentence dont il s'agit renserme aucun mal jugé à cet égard, qui aie pû engager les sieurs Hebert d'en interjetter appel.

Les sieurs Hebert sont non-recevables dans leur demande, à ce que la procedure sur laquelle la Sentence dont est apel est intervenuë soit declarée nulle & ordonné que les joüissances que la veuve Hotot a cû de la maison dont il s'agit, soient imputées sur les arrerages de ses creances, puisque ces demandes qui ne sont aucun Moyen d'apel, sont principales & ne peuvent estre

formeés que devant les premiers Juges.

Ils sont malfondez dans ces demandes, en ce qu'outre, comme on l'a déja observé, la procedure sur laquelle la Sentence dont est appel est intervenuë est des plus regulieres, c'est que les jouissances ou loyers de la maison dont il s'agit ne peuvent estre imputés sur les arrerages des rentes dûes à la veuve Hotot qu'au prealable elle ne soit entierement remboursée, tant des frais qu'elle a esté obligée de faire en la Prevôté d'Orleans & au Châtelet de Paris que des reparations qu'elle a fait faire à la maison dont il s'agit en execution de la Sentence dont est appel.

PREMIERE OBJECTION.

Les sieurs Hebert prétendent que la veuve Hotot s'est rendué. Adjudicataire pure & simple de la maison dont il s'agit, & qu'elle ne l'a pû faire sans au moins trois publicationsprealables, en conformité, disent-ils, de l'articlo 343, de la Coutume d'Orleans, qui veut que le Curateur aux successions vacantes ne puisse vendre les immembles sans garder les solemnitez requisesses matiere de criées d'heritages.

REOONSES.

Quoyque la Coutume ait effectivement cette disposition dans le texte, elle est neanmoins abrogée par l'usage, ainsi que celle de Paris dans les bleus de peu de valeur, comme est la maison dont il s'agit, parce qu'il est difficile d'observer ces formalitez dans les grandes Villes à cause des grands frais qu'elles causeroient, de que d'ailleurs cette maxime n'ayant pour objet que d'empêcher le Curateur de vendre à vil prix au préjudice des Creanciers, elle deviens inutile du moment que le Curateur demeure garand de son affectation ou mauvaile soy à cet égard, mais quand cette disposition y servite où il n'est pas question d'une vente faite par un Curateur aux biens vacans, mais seulement d'un simple Envoy en possession par sorme de nantissement, rei servanda causa, auquel cas il n'a jamais esté dit qu'il faille observer les sormalitez requises en masière de créées, ni mêmeaucunes publications.

SECONDE OBJECTION.

Les sieurs Hebert pretendent que l'envoy en possession transmet la proprieté de la chose comme une pure vente ou adjudication, & que c'est par cette raison que la veuve Hotot s'est toujours dite en pessession de la Maison dont il s'agit, d'où ils concluent qu'il faut les mêmes formalitez & publications pour l'envoy en possession, que pour la vente faite par le Curateur à une succession vaccante.

REPONSE

La comparaison n'est pas juste, en ce que la vente se fais par le Curateur simplement & transmet la proprieté à l'acquereur, qui devient proprietaire incommutable de la chose, sans que ce Curateur ou autre y puisse rentrer, si ce n'est du consentement de l'acquereur, c'est la raison pour laquelle s'il ne fait faire trois publications, il demeure garand du vil prix s'il s'en trouve, mais il n'en est pas de même de l'envoy en possession qui est un espece de gage pretorien ex primo decreto. Comme il se pratiquoit dans l'ancien droit Romain, qui ne transfere point la proprieté de la chose * qui demeuro soujours au débiteur, & dans la possession duquel gage il pout sentrer tou- enim possestes-fois & quantes en payant le Créancier envoye en possession, c'est la rai- sores, sed in son pour laquelle il ne saut pas d'autre sormalité à cot égard que l'Osdon- poss-ssione, nance du Juge.

* Non funt custodiacanfa , l. 12.ff. quib.ex cans. in posses.

TROISIEME OBJECTION

Les seurs Hebert présendent que la veuve Hotot jouit de cette Maison à vil prix, en ce qu'elle estaffermée 110 liv. & qu'elle n'en jouit que pour surcié de 70. de renie.

REPONSES.

Cette maison que Bunel n'a achepté que 1500 liv. & qui estoit affermée 100 liv. par les defniers baux 20 moyen de quelques augmentations que Bunel y avoit fait faire, n'est aujourd'huy affermée 110 liv. qu'au moyen des reparations que la veuve Hotot y a encore fait faire en execution de la Sentence dont est appel, sur quoy il a fallu deduire au moins jusqu'à present 50 l. par an pour le dixiéme, ustancile & autres charges annuelles, ensorte qu'il n'est plus resté que 60 liv. qui n'ont pas esté suffisantes pour payer 70 liv. de rente dûës à la veuve Hotot, sans compter plus de 200 liv. d'anciens arrerages qui luy sont dûs, & 900 l. de frais avancez & grosses reparations, ensorte qu'il est dû à ladite veuve Hotot plus de 2500 livres en principaux, arrerages, frais & avances, qui par la jouissance si avantageule de cette maison ne luy raportent cependant pas 60 liv. par an.

ET QUATRIE'ME DERNIERE OBJECTION.

Les sieurs Hebert soutiennent que les fraisdont la veuve Hotot demande le payement doivent rester sur son compte, en ce qu'ils suposent qu'elle y a donné lieu, & d'un autre côté que les reparations qu'elle a fait fairene sont que locatives, & que les locataires les ont dû payer.

Dellingel into de la Venve LE FEBVAL, ros Seine Errain, an Solail d'On

REPONSES.

A l'égard des frais faits contre le sieur Pierre Thomas Hebert en qualité de Tuteur, ils luy sont ells l'ans contredit, puisque la Sentence du 2. Août 1713. a mis les Parties hors de Cour, lauf à ladite veuve Hotor à se pourvoir pour ses frais & avances sur les biens de son debiseur, pour ce qui est de ceux qu'elle à elle obligée de faire au lujer de la nomination d'un Curateur aux Inccessions' vaccantes dont il 3'agit 3"& pour faire declarer ses ritres executoires & autres à ce sujet; on ne peut pareillement pas les suy contester.

Et enfin pour ce qui est des réparations qu'elle a fait faire en execution de la Sentence dont est appel, elles ne peuvent rester sur son compte, puisqu'elle a fait le bien de la choie, en execution d'un jugement; 180 que d'un aurre côté ce sont toutes grosses reparations.

Mais toutes ces objections sont inutiles, du moment que les seurs Hebere font sans qualité & sans titres contre les biens des successions vaccantes donc il s'agit, & que d'un autre côté ladite veuve Hotot par surabondance de dion, & sans se départir de ses fins de non recevoir, a offert par la Requesta du 27. Novembre 1717. d'abandonner aux sieurs Hebert la Maison dont il s'agit, à la charge par eux de luy payer. son dû en principaux parrerages. frais, reparations & avandes, si mieux ils n'aiment la faire veudre & montered fi haut prix qu'elle en soit entierement payée, & dece donner bonne & suffisante caution, car au moyen de ces offres alternatives, on ne voit pas ce que les sieurs Hebert peuvent souhaitter davantage, les choses sont entieres & en meilleur état qu'en 1713. il ne dépend que d'eux de s'appliquer le pro-fit considerable qu'ils prétendent que ladite veuve !Hotot a fait sur cette Maison, ensorte que faute par eux d'accepter lesdits offres, ils est sans dif-Maison, ensorte que faute par eux d'accepter lesdits offres, ils est sans difficulté que la dite veuve Elbrondoit avoir main levée de leur laisses & ar-ារីណៈ លើក្នុងនៃស៊ីន សាលាលាស៊ី សាលាស៊ីសាសសា**ល ,** នៅស្មារី**សន៍**

Monsieur GENOUD, Rapporteur.

M. GRANGEON, Avocati A tear of the control relief grate for his gest not a type the distribution requery of a golden descence of the in the constant of the contract of the contrac de la venya Bear a lancacione in elección de castiva el cerso ancara es esque la ce

CARACOLE LA DER CERRE OBJECTION

L v ella de moto par ella ser par un membra de la fina de moto de marca qui su el cara de la fina d

rue Saint Severin, au Soleil d'Or.



FACTUM,

POUR Messire Philippes de Rigaud, Chevalier Marquis de Vaudreuil, Capitaine d'un des Vaisseaux du Roy, & Gouverneur de Montreal en Canada, Demandeur & Défendeur.

CONTRE le Sieur Pierre de Chabert, cy-devant Consul de la Nation Françoise en Hollande, se disant Poursui-vant les saisses réelles, criées es adjudication par decret des Terres de Vaudreüil, Cabanial es autres biens, saissi réellement sur Messire Arnaud de Rigaud, Désendeur es Demandeur.

ET contre les Sieurs Talon & Pajot, Intervenans.

A Question est de sçavoir si le Sieur de Vaudreuil Demandeur est apellé à la substitution des Terres de sa maison, si cette substitution dure encore, & si ces biens peuvent estre saissi réellement au préjudice de cette mesme substitution.

Quoique cette question se juge en la Cour; cependant comme ces Terres sont situées dans le ressort du Parlement de Thoulouse, & que la contestation n'a esté portée dans celui de Paris, qu'en vertu d'un renvoi ordonné par Arrêt du Conseil, il faut aux termes de l'Art. 46. du titre des évocations de l'Ordonnance de 1669. la décider par raport aux usages du Parlement de Thoulouse, ou les substitutions se portent jusqu'au 4° degré, & non point par raport aux usages du Parlement de Paris, où elles finissent au 2°.

$\sigma \circ m{F} : m{A} \cap m{I} \circ m{T}_{a}$ is a constant of $m{I} \circ m{I}$ in $m{T}_{a}$ is a constant of $m{I} \circ m{I}$ in $m{F} \circ m{A} \circ m{I} \circ m{I} \circ m{I}$ is a point on which is thin sin

EAN DE RIGAUD a fait son Testament le 12. Aoust 1563. qui contient une substitution graduelle & perpetuelle au prosit des Enfans de Charles de Rigaud son Fils, & en cas qu'il decedast sans Enfans au profit des Masses de la Maison de Rigaud en ligne Collaterale.

Charles de Rigaud n'a point eu d'Enfans, il à pareillement fait son Testament le 21. Avril 1580, qui contient aussi une substitution graduelle & perpetuelle en faveur des aisnes Masses de la mesme Masson de Rigaud en Collateral.

Jean 2^e. de Rigaud Seigneur de Greffeil recueillit les biens de Charles, ausquels Girard de Rigaud appellé avant luy dans le Testament avoit renoncé; il remplit le premier degré de la substitution de Jean premier, & il ne fait point de degré par raport à celle de Charles, parce qu'il se trouve dans l'institution.

A Jean 2°, succeda Charles 2°, son Fils, qui sit le second degré de la

substitution de Jean, & le 1er, de celle de Charles, il cût de Jeanne de Ra bartens sa femme Jean Louis de Rigaud son fils, qui consomma le 3°. de-

fur la

l'Arrel

Lal

que M

A mis

cembre

Rigau

Aoust

1580.

fur l.

& qu

ainli

que i

haut

ainf

fit c

icy

con

 \mathbb{D}^{c}

ne:

dr

d(

 \mathbf{n}

C

Cı С

gré de la substitution de Jean, & le 2°. de celle de Charles.

De Jean Louis son issus einq enfans masses, Arnaud de Rigaud qui est encore vivant & sur qui la saisse réelle est faite, Philipe 1er. de Rigaud, Capitaine aux Gardes decedé sans enfans le 25. Juin 1693. Antoine aussi decedé sans enfans le 1er. May 1699. François pareillement decedé sans enfans, & Philipes 2e. de Rigaud qui est se demandeur

Tous ces cinq enfans sont dans le 4°. & dernier degré de la substitution de Jean, & dans le 3e. de celle de Charles, car on sçait qu'a Thoulouze les degrés ne se comptent point par personnes comme à Paris, mais par generations, & quand douze freres recueilleroient l'un apres l'autre la sub-

stitution, ils ne seroient tous ensemble qu'un seul degre.

Philipes 2e, qui est le demandeur à 5. Enfans masses, en estat de soutenir la Maison & capables d'estre appellez à la substitution de Charles, parce

qu'ils se trouveront dans le 4°, degré.

Jean Louis de Rigaud Pere du demandeur avoit fait quelques dettes, deux Creanciers s'attacherent apres son decés à soutenir qu'il avoit possedé les biens librement, & pretendirent les faire vendre sur Arnaud de Rigaud son fils aisné, cette pretention sit la matiere d'un procez au Parlement de Toulouze, qui fut jugé par un Arrest rendu le 23. Mars 1660. & prononcé ensuite dans les prononciations solemnelles de ce Parlement le 14. Aoust suivant, ensorte que cet Arrest qui juge de grandes questions de droit par rapport aux substitutions fait Loy dans ce l'arlement pour les cas semblables qui se trouvent dans d'autres & par consequent il doit saire Loy dans la Famille mesme, où il a esté rendu, c'est pourquoy comme il decide une grande partie des mesmes questions qu'on renouvelle aujourd'huy, il n'est pas inutile de poser icy l'estat des questions qu'il a jugées.

Arnaud de Rigaud soutenoit qu'il estoit appellé à la substitution de Jean ie. de Rigaud, qu'il se trouvoit au 4e. degré, qu'il estoit pareillement appelle au 3° degré de celle de Charles, que cette seconde substitution estois valable, car encore que Charles de Rigaud sut grevé, il ne perdoit parlà que la liberté de donner atteinte à la substitution de son Pere, mais qu'il ne perdoit pas le droit de l'augmenter, de l'estendre, & de la conduire à un degré plus éloigné que celuy ou son Pere avoit pû la porter, qu'il est absurde de penser qu'un testateur qui lie les mains à son heritier par une substitution, ait dessein de l'empescher de persectionner & de consommer son propre ouvrage, que tout homme qui fait une substitution à regret de se voir gehenné par la Loy, & de se ttouver borné à 4. degrés, que s'il luy estoit permis de s'estendre plus loin, il s'y porteroit avec ardeur, qu'ainsi son heritier ne fait qu'entrer dans son esprit & dans ses veues quand il fair ceque luy melme n'a manque de faire, que parce qu'il n'en a pas eu le droit, que la substitution est du fait de l'homme & non pas de celuy de la Loy, que par consequent pour en juger il faut entrer dans l'intention de celuy qui à substitué, & quen y entrant il est impossible de s'imaginer que le testaceur eut trouvé mauvais que son heritier eût ajoûté un degré à sa substitution

Contre ces moyens les Creanciers opposoient qu'Arnaud de Rigaud nd prouvoit pas suffisament sa descendance, & qu'il ne justifioit pas asses qu'il estoit au 45. degré de la substitution de Jean, que selon ses propres faits Jean 26, sieur de Greffeil n'avoir recueilli les biens substitués qu'apres la renonciation de Girard, que Cirard en renonçant avoit consommé un degré, que quelques raisons qu'Arnaud alleguast pour donner de la couleur à la substitution faite par Charles, jamais un Grevé ne peut grever une autre

personne, & qu'il ne peut charger celuy qu'il n'honore point,

Sur ces moyens est intervenii l'Arrest dont voicy les propres termes tiré sur la minute du gresse datée du 14. Aoust 1660, c'est à dire du jour que l'Arrest à esté proponcé en robes rouges pour faire Loy à l'avenir.

La Cour les Chambres assemblées pour la prononciation des Arrests generaux; après que M. nsieur le Premier President à dû, &c. comme au Registre, eue Déliberation: A mis & met les appellations du Sénéchal de Lauragais, des 20. Avril & 13. Dezembre 1659, au neant, & faisant droit sur la Requête presentée par Arnaud de Rigaud, declare tant la substitution apposée au Testament de Jean de Rigaud, du 12. Aoust de l'année 1653, que celle de Charles, Fils dudit Jean, du 21. Avril de l'année 1580, ouvertes à son prosit, l'a maintenu & maintient, &c. Il faut observer que sur la minute le discours de Monsieur le Premier President n'est pas raporté qu'on ne le transcrit jamais dans les Arrêts prononcez en Robes Rouges, ainsi le Sieur Chabert ne doit pas se faire un moyen, comme il le fait de ce que ce discours n'est pas raporté.

Cet Arrest juge une question de Fait, & deux de Droit,

Celle de Fait est, que la Genealogie est telle qu'elle a esté raportée plus haut, & que les degrez ont esté remplis de la maniere qu'on l'a expliqué; ainsi quand le Demandeur n'en auroit pas des preuves d'ailleurs, il luy sufit de l'énonciation des titres dans le veu de cet Arrest, parce qu'il s'agit icy de Faits anciens & de prés d'un Siecle & demi; ce qui est d'autant plut considerable, que l'Arest juge conformement à ces titres, & que le sieur Désendeur ne raporte aujourd'huy aucune preuve qu'il y ait eu quelque generation obmise: cependant il a tous les titres de la Famille. & il est aux droits de la Dame Colombet qui a toûjours esté maistresse de tous les efféts & de tous les Papiers; d'ailleurs l'obmission d'un degré est un fait positif qui doit estre prouvè par celui qui l'articule, au lieu que le Fait contraire est negatif, & ne peut & ne doit point estre prouvé par le sieur Demandeur.

La premiere des questions de droit Jugées par l'Arrest, est que la renonciation ne fait pas de degré, & la deuxième est que le grevé peut substituer pourvu que ce soit dans le mesme ordre & en faveur des mesmes personnes qui sont apellèes à la premiere substitution, & qu'il n'y ait d'autre changement que l'extension à un nouveau degré, auquel le premier Testateur ne

l'a pas pû porter.

Le sieur de Chabert attaque cet Arrest par le soupçon de collusion, sous pretexte que les Creanciers ne l'estoient que de sommes legeres, & que les dépens ont esté compensez; mais la collusion dans un Arrest qui a merité d'estre choisi pour estre prononcé dans les prononciations solemnelles, & pour faire loy dans le Parlement, est un moyen si peu proposable, qu'il ne merite pas mesme les contredits que le Demandeur a expliquez amplement dans ses écritures.

Il en est de mesme d'une autre objection opposée encore contre cet Arrest, le sieur Dessendeur pretend que dans la minure dattée du 23. Mars 1660. qui est une autre minute que celle du 14. Aoust, on trouve les termes, comme essant au quatrième degré, ajoûtez en marge par forme de renvoy, & le Défendeur a pris un acte de notorieté de Messieurs les gens du Roy du Parlement de Thoulouse, pour justisser ce Fait, cet acte porte que ses termes sont ajoûtez par Guidon ou renvoy, & paroissent avoir esté écrits de la main de seu Monsseur de Garand Duranty President à Mortier dudit Parlement qui a signé ledit Arrest auquel il avoit preside.

1°. Cette apostille n'est ny signée ny paraphée, ainsi elle n'a aucune autorité.

2°. Messieurs les gens du Roy attestent bien que cette écriture paroiste estre de la main de Monsieur Duranty, mais non pas absolument qu'elle en soit.

3°. Ce renvoy jetteroit un ridicule sur l'Arrest; car les deux substitutions sont declarées ouvertes, & comme elles sont faites dans un degré différent, il est impossible qu'elles soient toutes deux ouvertes au mesme degré.

4°. L'Arrest en Robes Rouges qui est posterieur, ne fait point mention de cette apostille absurde; ainsi suposé qu'elle y sut déja ajoûtée, ce nouvel Arrest la resorme, & si elle ne l'estoit pas encore, elle est évidemment sausse en un mot le dernier Arrest sait connoistre manisestement l'esprit du premier, & il n'en faut pas d'avantage pour faire conclure que les deux substitutions ont esté declarées ouvertes par raport à leurs degrés differens.

Le mesme Arnaud de Rigaud qui avoit soutenu vigoureusement la substitution lors de cet Arrest, s'est laissé entraisner dans la suite par soiblesse pour sa semme, dans une intrigue qu'elle a conduite pour ruiner la substitution afin d'en prositer elle-mesme, au préjudice des freres de son Mary.

Arnaud de Rigaud a épousé Dame Antoinete de Colombet, on ne voit point par leur Contract de mariage qui est produit dans l'Instance en quoy consistoient les biens dotaux de la future Epouse, son ayeule luy fait une donation des droits qu'elle avoit à réprendre sur les biens de son Beau-pere & de son Mary, mais elle n'a pû faire voir qu'il luy en soit revenu la moindre chose,

La Dame de Colombet s'est renduë Maistresse, non-seulement de l'esprit de son Mary, mais encore de celuy de Philipes 1er de Rigaud son Beau-frere, qui estoit le premier appellé à la substitution après Arnaud son aisné. Philipes estoit Capitaine aux Gardes, c'estoit celuy de tous les freres, qui faisoit le plus de figure dans le monde, & qui avoit le plus d'autorité dans la famille, mais il se laissoit gouverner par sa Belle-sœur qui a demeuré avec luy depuis qu'elle s'est fait separer, comme il sera dit dans la suite, jusqu'à la mort de Philipes, il luy a fair des donations considerables entr'autres une de 30000 liv. du sept Mars 1692, pour la bonne amitié qu'il luy portoit, il luy a laissé recevoir tout le prix de sa Charge de Capitaine aux Gardes, il luy a même fait dans la suite une donation universelle de tous ses biens, dans lesquels il a compris nommement ceux qui estoient substituez, en un mot elle a profité generalement de tout son bien.' Toutes ces circonstances sont icy raportées, sans pretendre insinuer en aucune maniere le moindre soubçon contre la conduite du Beau-frere & de la Belle-sœur par raport à seur mœurs; ce n'a jamais esté l'intention du Sieur Demandeur de leur faire cette injure, la Dame Colombet n'a pas cu raison de s'en plaindre dans ses écritures, mais elle a pris l'occasion de se jetter sur une objection qu'on ne luy faisoit pas, pour laisser passer celle qu'on luy faisoit sans en parler.

Tout ce que le sieur Demandeur a pretendu dire dans l'Instance sur l'intelligence entre Philippes I. de Rigaud, & Dame Antoinette de Colombet, est qu'elle estoit assez sorte pour leur inspirer le dessein de travailler de concert à aneantir la substitution & à élever la fortune de ladite Dame de Colombet sur la ruine de celle des freres de son mary, Philippes I. de Rigaud qui la logeoit dans sa maison, avoit un sigrand soible pour elle, qu'il n'a songé qu'à lui saire passer ses propres biens, & ceux de toute sa Famille.

Le foible d'Arnaud de Rigaud estoit encore plus grand; car il l'avoit en mesme tems pour sa femme & pour son frere, & il donnoit aveuglement dans tous leurs projets.

La premiere démarche qu'ils luy firent faire fust de se laisser separer d'avec sa semme, elle obtint contre luy une Sentence de separation le 11. Avril 1669, qui porte les reprises à des sommes excessives, cette Sentence est manisestement l'ouvrage de la collusion; car encore aujourd'huy Dame Antoinette de Colombet ne peut pas raporter la moindre piece pour soûtenir aucune partie de la condamnation qu'elle a fait prononcer contre son Mary, elle n'a d'autre titre que sa Sentence, elle ose alleguer que c'en est assez contre des tiers, & qu'elle a droit d'excercer ses reprises sur les biens substituez; mais elle se trompe dans le Fait & dans le Droit; car dans le Fait il ne sussit pas qu'une semme ait passé une Sentence de concert avec

son Mary pour entamer les biens substituez, il faut raporter des titres à ceux qui sont appellez à la substitution & dans le droit la dot & l'augment ne se prennent point sur les biens substituez hors le premier degré, & principalement dans les substitutions collaterales, comme il sera prouvé dans les moyens.

La Sentence de separation a esté renduë le onze Avril 1669. comme il vient d'estre dit; mais elle n'a esté levée que le 17. Decembre 1671. parce qu'apparemment on en a point eu affaire avant ce temps-là; ce qui marque que c'estoit un moien qu'on se preparoit de loin pour les occasions ou on pour-roit en avoir besoin.

Ce n'estoit pas assez d'avoir fait passer la Dame de Colombet de la maifon de son Mary dans celle de son Beaufrere par cette separation collusoire, le projet estoit de ruiner la substitution & de vendre les biens pour luy en faire recevoir le prix: Voicy de qu'elle maniere on crut devoir l'executer.

Arnaud de Rigaud renonça d'abord à la substitution par un Acte du dix Mars 1671. Il rend deux raisons de sa restitution anticipée; l'une est le desordre de ses affaires qui le mettoit hors d'estat de soûtenir les Procez, que cette substitution luy attiroit; l'autre qu'il n'avoit qu'une sille excluse par son fexe de ce sideicommis masculin. Ces deux raisons sont bien sondées, ainsi il n'y a pas lieu de se plaindre de cette renonciation, & Arnaud de Rigaud ne s'en plaint point.

Mais sa renonciation n'estoit pas suffisante pour aneantir le sideicommis, il restoit encore trois freres outre Philipes premier de Rigaud, on crut qu'on devoit aussi les faire renoncer, & on dressa des renonciations qu'Antoine & François de Rigaud signerent le mesme jour qu'Arnaud de Rigaud avoit signé

la sienne, c'est à dire le dix Mars 1671.

On prit pour pretexte de ces renonciations, que Philippes en faveur de qui Arnaud venoit de faire un delaissement des biens substituez, avoit be-soin pour la liquidation & conservation desdits biens d'en faire des alienations qui pouroient estre empéchées par la crainte qu'auroient les achepteurs de l'évenement de la substitution; c'est pourquoy Antoine & François renoncent à toute esperance de droit qu'ils peuvent avoir dans les substitutions, & consentent que Philippes puisse faire telles alienations qu'il voudra en tout ou en partie, & disposer des biens substituez en telle manière qu'il luy plaira.

Qu'elle contrarieté dans ces motifs in justes, on parle de la conservation des biens, & pour y parvenir on donne pouvoir de les aliener en totalité, comme si l'alienation totale d'un bien estoit un moyen de le conserver, il y a dans

ces renonciations un ridicule qu'on ne peut pas soûtenir.

Philipes 2^e, qui est le Demandeur estoit encore trop jeune en 1671. pour faire une renonciation, on luy en fait faire une le 22. Janvier 1676. il estoit en ce tems-là jeune Mousquetaire sans experience, sans usage des affaires, & sans connoissance de celles de sa Famille, il attendoit sa fortune de son frere Philippes premier qui estoit Capitaine aux Gardes, & qui promettoit de l'avancer, on luy sit entendre qu'il n'y avoit rien a esperer pour un Cadet, qu'il ne devoit compter que sur son Epée, on luy sit signer ce qu'on voulut, sa renonciation à pour motifs la promesse que Philippes premier son frere luy fait de l'acquitter de toutes les dettes dont il pourroit estre tenu pour sa part à cause des biens substituez, comme si des biens substituez depuis pres de 120. ans, pouvoient estre sujets à quelques dettes; mais on voit bien qu'on luy avoit donné une fausse terreur de ces dettes imaginaires pour luy donner moins de peine à signer sa renonciation qui est toute nulle, comme il sera prouvé dans les moyens.

Quand on crust s'estre assuré par ces renonciations contre la substitution, on ne songea plus qu'à vendre les biens substituez, la terre de Cabanial estoit saisse réellement à la Requête du sieur de Thomas, rien n'estoit plus aisé que de faire insirmer cette saisse réelle en faisant valoir l'appel qu'Ar-

Digitized by Google

naud de Rigaud en avoit interjetté & en se servant pour cet esset de la substitution; mais au contraire on crut que la saisse réelle estoit un moyen plus propre pour parvenir à l'alienation qu'on vouloit saire, & on se mist dans l'esprit d'acquerir les droits du sieur de Thomas.

Dame Antoinette de Colombet se sit donner une procuration par Arnaud, de Rigaud son mary, & tant en son nom qu'en cette qualité de Procuratrice elle travailla de concert avec Philippes de Rigaud à l'alienation de la

Terre de Cabanial.

Il la vendirent à vil prix moyennant 68000. liv. à Dame Marquise de Lascaze Epouse non commune en biens du sieur Talon Tresorier Provincial de l'extraordinaire des Guerres, l'Acte en sust passé pardevant Chupin &

Sainfray Notaires au Chastelet de Paris le dix Juin 1679.

Par cet acte ils promettent solidairement à ladite Dame Talon de la rendre adjudicataire dans un an de ladite Terre moyennant 68000. liv. elle declare que sur cette somme elle en a mis 20000. livres entre les mains de Pierre. Cers Bourgeois de Paris, pour les employer en l'aquisition qui se doit faire sous le nom dudit Cers de la créance du sieur de Thomas, & il est ajoûté dans le mesme acte que Cers passera à la Dame Talon une declaration du transport que ledit sieur de Thomas luy sera de ses droits.

Outre les 20000. livres, la Dame Talon paye encore par le mesme acte 23760. liv. à Philippes premier de Rigault, & à Dame Antoinette de Colom-

bet, & elle se donne un tems pour payer le reste de son prix.

Cers ne manqua pas de prendre un transport des droits du sieur de Thomas, l'acte en sut passé pardevant les mesme Notaires le 29. Juillet 1679.

Ainsi la Dame Talon devint Poursuivante sous le nom du sieur de Thomas dont on ne faisoit point voir le transport, & Philippes premier de Rigaud, en consequence de la renonciation d'Arnaud de Rigaud, devint l'Appelant de la saisse réelle: on voit par là que les interests de la substitution estoient, en de bonnes mains, & que l'Instance qui d'abord estoit serieuse sur l'appel de la saisse réelle entre Arnaud de Rigaud Appellant & le sieur de Thomas Intimé, devint trés collusoire entre Philippes premier de Rigaud qui avoit repris l'appel, & la Dame Talon qui y désendoit sous le nom du sieur de Thomas dont elle avoit les droits: car comment Philippes premier de Rigaud auroit-il pû desendre les droits de la substitution contre la Dame Talon, puis qu'au contraire il luy avoit deja vendu la Terre, il luy avoit promis de l'en rendre adjudicataire dans un an, & ils n'avoient pris toutes les qualitez qu'ils avoient que pour concerter une fraude pour mieux trahir les droits de la substitution.

Il ne faut donc pas s'estonner si par Arrest du deux Septembre 1681. rendu entre toutes ces Parties qui agissoient collusoirement, la saisse réelle a esté confirmée sans avoir égard à la substitution; mais il faut s'estonner que le Sieur de Chabert qui à aujourd'huy les droits par transport de la Dame Talon, ose se faire une sin de non-recevoir de cet Arrest, & pretende

l'alleguer comme un préjugé contre la substitution.

Comme il n'avoit pas esté difficille de le faire rendre, il suis fort aisé de le faire declarer commun avec Antoine de Rigaud Abbé de Vaudreüil, qu'on avoit sait renoncer à la substitution, on obtint contre luy un Arrest de concert le seize Juillet 1685. & cet Arrest est encore un de ceux qu'on opose comme une sin de non-recevoir au Sieur Demandeur, mais cette sin de non-recevoir est mal sondée puisqu'il n'y estoit pas partie, que d'ailleurs cet Arrest est la suite de celuy quia esté rendu par collusion le deux Septembre 1681. & qu'ensin le Sieur Demandeur a sormé opposition à l'un & à l'autre.

Enfin ce qui marque encore plus le concert de collusion & de fraude, est qu'à peine la renonciation du Sieur Demandeur fût faite, que Philipes 1^{ex} son frere fît une donation universelle de tous ses biens à la Dame de

Colomber, il y comprir nommement ceux qui estoient substituez.

Cette donation est du 28. Avril 1678. & elle prouve que Philipes 198 n'avoit pensé à dépoüiller son frere que pour enrichir la Dame Colombet

de ses dépouilles.

Philipes premier, Antoine, & François de Rigaud sont decedez sans enfans, le decez du dernier de ces trois freres est arrivé le premier May 1699, ensorte que comme Arnaud qui est encore vivant a renoncé valablement à un sidei-commis qui estoit ouvert en sa faveur lors de sa restituzion anticipée, il ne reste que le Demandeur en estat de receüillir la substitution, elle est ouverte à son prosit, c'est le motif de la demande qui fait la matiere de l'Instance.

PREMIERE. QUESTION.

SI les Femmes peuvent reprendre leur dot & leur augment sur les biens substitue? en collateral, & si elles peuvent le faire même en directe au delà du premier degré.

Avant que d'entrer dans cette question, il n'est pas inutile de se remetre en memoire que la Dame de Colombet ne justifie par aucun titre qu'elle ait des reprises à excercer, & que sa Sentence de separation rendue collusoirement avec son Mary, ne peut point faire de prejudice à des tiers, d'autant plus qu'en matiere de creances ces jugemens ne sont que des titres declaratifs qui ne dispensent pas de rapoter les titres constitutifs & primordiaux.

Mais pour revenir au droit, le Sieut de Chabert qui ne peut répondre à tous les Auteurs, qui tiennent indistinctement que l'autentique (res que) n'a lieu que dans les substitutions directes & non point dans les collaterales. Est obligé de convenir que cette maxime avoit lieu autrefois, mais que la Jurisprudence est aujourd'huy changée, il prétend qu'on n'admet plus cette distinction entre les substitutions directes & les collaterales, & il allegue pour cet effet des Arrests raportez dans le Journal du Palais t. 6. & t.7.

Ces Arreits font veritablement connoistre qu'il y quelque incertitude dans l'usage des Parlemens de Paris & d'Aix, mais il n'y en a aucune dans l'usage du Parlement de Toulouse qui s'est conservé son droit particulier pour les substitutions, & qui les maintient plus long-temps, & avec plus d'exactitude & de rigueur que tous les autres Parlemens du Royaume.

Il ne faut pour establir cette verité que le propre livre cité par le Sieur de Chabert, c'est à dire le Journal du Palais, la question traitée dans le 10. 6. est de sçavoir si à Paris la Femme aura ses reprises sur les biens substituez en collateral, on propose en la page 115, une raison de douter tres forte, on la fonde sur les Arrests du Parlement de Toulouse tirez de Maynard, de Duranty, de Ferrerius & de Cambolas, & d'autres Auteurs de ce Parlement, d'où on tire la consequence qu'à Toulouse la Jurisprudence est uniforme contre la pretention des femmes, celuy qui a cette raison de douter à combatre ne pretend point qu'à Toulouse l'usage soit contraire à ce qui vient d'estre allegué, mais il y opose des Arrests du Parlement d'Aix qui ne distinguent point entre les substitutions directes & les collaterales par raport aux reprises des Femmes; cette maniere de tirer des inductions des Arrests d'Aix contre ceux de Toulouse pouvoit estre bonne dans une question qui devoit se decider dans un troisséme Parlement qui estoit celuy de Paris, car ce troisséme Parlement n'estoit pas plus obligé de s'attacher à l'usage de Toulouse qu'à celuy d'Aix: mais il n'est pas icy question de former un droit pour un troisséme Parlement, il ne s'agit que de sçavoir quel est l'usage de Toulouse, & on convient dans le Journal du Palais que les Arrests de ce Parlement sont contraires à l'extension de l'autentique (res que) aux substitutions collaterales.

En effet il s'agit de sçavoir si une Jurisprudence est changée, elle ne peut changer que par des Arrests, & on n'en trouve aucun à Toulouse qui donne à la Femme un droit d'excercer ses reprises sur les substitutions collaterales, tous les Arrests admettent la distinction entre les collaterales & les directes, & par consequent l'ancien usage qu'on trouve dans tous les auteurs dans Barthole, dans Cujas, Peregrinus, Menochius, Covartuvias, Fusarius & les autres, s'est toujours conservé sans changement dans le Parlement de Toulouse; c'est aussi ce qui est attesté par un Acte de notorieté de Messieurs les Gens du Roy du Parlement de Toulouse du 18. Juillet 1699, qui est produit dans l'Instance, cette piece est décisive, car comme suivant l'Ordonnance de 1669, il faut juger selon l'usage du Parlement de Toulouse, on est obligé de chercher cet usage & on ne peut mieux le trouver que dans un Acte de notorieté de Messieurs les Gens du Roy de ce Parlement.

Mais outre que la Femme ne peut pas excercer ses reprises sur les substitutions collateralles, elle ne le peut point aussi au-delà du premier degré, ce qui a lieu même dans les substitutions directes. & à plus forte raison

dans les collaterales.

La raison est, que si à chaque degré la Femme avoit droit de reprendre sa dot & son augment sur les biens substituez, ils se trouveroient à la sin estre reduits à rien: cet inconvenient est plus à craindre à Toulouse qu'ailleurs, car les substitutions y durent pendant quatre degrez, & passent à toutes les Personnes qui composent chaque degré, ensorte qu'il se peut faire que la substitution soit receüillie par douze ou quinze Personnes, & comme chacun de ceux qui y sont apellez peut estre marié, il s'ensuit que douze ou quinze dots & augments à prendre sur les biens substituez aneantiroient la substitution avant qu'elle suit parvenuë à son terme.

Il est vray que le motif de l'autentique (res que) est qu'en facilitant les reprises des Femmes sur les biens substituez ceux qui y sont apellez trouvent à se marier, car les Peres qui substituent leurs biens à leurs décendans supo-sent bien que pour avoir des Petits Enfans il faut que leurs Enfans se marient, & par consequent ils ne sont pas presumez avoir rendu les mariages

de leurs Enfans plus difficiles en leur substituant leur bien.

Mais si c'est donner dans une extremité vicieuse, que de ne pas accorder à la Femme du premier substitué sa dot & son doüaire sur des biens sujets à restitution, & si par là on tombe dans le risque pour vouloir conserver les biens de n'avoir point de Sujets qui puissent les receüillir, ce seroit
passer dans une autre extremité que de ruiner la substitution pour trop saciliter les mariages, ainsi en songeant à se procurer des Sujets pour receüillir
les biens, il faut aussi penser à conserver dans tous les degrez de la substitution des biens pour estre receüillis, car selon l'interest de la famille en general, il est plus avantageux que les mariages soient moins considerables &
que la substitution soit conservée que de faire des grands mariages aux dépens de la substitution, dans ces deux extremités on n'a pas pû trouver
d'autre moyen pour menager les choses entre la facilité qu'il faut aporter
aux mariages, & la conservation des biens, que de ne pas estendre l'autentique
(res qua) au delà du premier degré.

C'est ce qui se trouve decidé par les Arrests, & soûtenu par les Auteurs, Monsieur Louet let. D. n. 21. s'en explique en ces termes (le 14. Aoust 1607. en la cause de Rochesort & Comont en la Grand Chambre au raport de Monsieur Fleury jugé que l'autentique) res quæ (n'avoit lieu que) in liberis primi gradus (& non) in liberis liberorum (autrement aux substitutions gradnelles tous les biens servient absorbez par douaires, dots, & quartes Trebellianiques.)

les biens servient absorbez par douaires, dots, & quartes Trebellianiques.)

Maistre Jean-Marie Richard dans son traité des substitutions ch. 13. part.

2. section 1et nombre 109. dit (qu'il est plus expedient aux Enfans que leur Pere se contente du rencontre d'un mariage mediocre que non pas qu'il épuise une partie du sidei-commis fait en leur faveur pour les conventions d'une Femme plus relevée.

Digitized by Google

l'un & de l'autre costé.).

Il ajoûte au nombre suivant, que (le Père s'estant une fois acquité du devoir de doter ses Enfans il n'est pas tenu de la même obligation envers ses Petits Enfans, si bien qu'il est évident que la raison de la nouvelle cesse à cet égard, & si le contraire avoit lieu il n'y auroit presque pas de substitutions qui pussent continuer deux degrez, particulierement dans les Pais de Droit Ecrit, où nous avons dit que par un usage particulier qui s'y est introduit ils observent la detraction de deux quartes legitime & falcidie ou Trebellianique en faveur des Enfans instituez Heritiers; si bien qu'outre cela leur donnnant encore le droit de distraire des biens substituez la dot ou la donation à cause de noces dans chacun degré, ce seroit détraire absolument l'effet des fidei-commis.)

Cet inconvenient est plus considerable à Toulouse que dans tout le reste

du Païs de Droit Ecrit, parce que la substitution y dure 4. degrés.

DEUXIE'ME QUESTION. SI la substitution faite par Charles premier de Rigaud est valable:

La ualidité de cette substitution a esté jugée par l'Arrest du 14. Aoust 1660, prononce dans les prononciations solemnelles du Parlement de Toulouse, comme il a esté dit plus haut, les raisons en ont même esté expliquées en la page deuxième, ainsi il est inutile de les repeter en cet endroit.

Il sussit seulement d'y ajoûter un nouveau moyen pour saire valoir la substitution de Charles, c'est que Jean Premier son pere n'avoit pas pû luy lier les mains per une substitution, car outre la legitime & la Trebelianique dont il avoit la detraction à demander, Jean premier estoit lié luymême par son Contract de mariage de quinze Juillet 1537, produit dans l'instance, par lequel il avoit fait son heritier universel le premier Fils male qui naîtroit de son mariage; ce premier Fils mâle a esté Charles, il a possedé les biens en vertu du Contract de mariage de son Pere, & non point parce qu'il n'a pas pû mettre une Charge sur les biens qu'il possedoit déja par un titre libre.

Il est vray que par ce Contract de mariage Jean premier de Rigaud se reserve le pouvoir de faire une substitution, mais il se reserve de la faire seulement à ses Enfans, ce qui est conforme à l'usage du Parlement de Toulouse, ou quand le Pere a donné par son Contract de mariage à ses Enfans à naître, il peut dans la suite les grever par une substitution à ses autres Enfans, comme on le peut voir dans Maynard liv. 5. ch. 34. & 35. & dans d'Olive liv. 5. ch. 15. mais la substitution dont il s'agit n'est point dans ce cas-là, car Jean premier y appelle des Collateraux, & elle n'est pas bonne

à leur égard.

TROISIE'ME QUESTION.

SI la substitution finit des qu'elle est parvenue à la premiere Personne du quatrième degre, ou s'il faut qu'elle passe à toutes les autres qui le composent.

Il est certain entre toutes les Parties que les degrez ne se comptent pas à Toulouse par testes & par personnes, mais par souches & par generations, le sieur de Chabert convient, que si au premier, au second ou au troisséme degré, il y a plusieurs Freres & que les premiers decedent sans Enfans, la substitution se promene par toute la generation sans changer de degré, ce qui pourtant n'auroit pas lieu si l'Aîné avoit eu un Enfant qui eût receüilly les biens substituez, & qui par son decez sans Enfans les eût fait passer en la personne d'un de ses Oncles, car alors au lieu d'un degré il y en auroit trois, sçavoir celuy du Pere, celuy du Fils, & celuy de l'Oncle;

Digitized by Google

car quoyque l'Oncle soit au même degré que le Pere, cependant parcs que la substitution est sortie de ce degré pour aller dans un autre, elle n'y peut retourner que comme dans un degré nouveau qui par consequent

doit estre nouvellement compté.

Mais le Sieur de Chabert qui demeure d'accord que la substitution se promene dans les trois derniers degrez, prétend qu'il y a une exception pour le quarriéme, que des que la substitution est parvenuë à la premiere personne de ce quatriéme degré elle a remply tout son effet, & qu'elle prend sa fin sans aller aux autres Personnes du même degré.

Il faudroit pour establir sa proposition qu'il trouvât une raison de difference entre les trois premiers degrez & le quatrieme, mais il n'en ra-

porte aucune, & il est évident qu'il ne s'en peut point prouver.

Son seul moyen est fondé sur l'autorité unique de Maistre Antoine

d'Espeisses au titre des substitutions sect. 6. Article 4. n. 43.

Mais outre que le Sieur Demandeur a pour luy la raison qui est la même pour le quatrième degré que pour les trois augres, il a l'avantage que Messieur les Gens du Roy, & tous les Avocats du Parlement de Toulouse, s'élevent universellement contre cette pensée de d'Espeisses, l'Acte de notorieté signé par 19. Avocats est du 11. Septembre 1671, celuy de Messieurs les Gens du Roy est du quinzième du même mois, ils sont l'un & l'autre produits.

On y peut ajoûter le sentiment de Maistre Jean-Marie Ricard dans son traité des substitutions chap. 9. sect. part. 1et. n. 841. où aprés avoir posé l'estat de la question, & observé qu'il avoir esté consulté, il raporte sa réponse en ces termes, (j'ay répondu que j'estimois que la substitution devoit avoir Jon effet jusqu'à la derniere personne de la quatrième generation, en expliquant l'Ordonnance suivant l'esprit du Parlement de Toulouse , parce que l'Ordonnance souffrant l'estendue du fidei-commis graduel, jusqu'au quatrième degré inclusivement, il ne me doit point estre arresté jusqu'à ce que ce degré qui comprend la generation entiere ait esté absolument consommé, & ce d'autant plus qu'il s'agit d'une Loy, qui retranche la l berté de substituer, qui estoit auparavant indefinie, si bien que le Parlemens de Toulouse ayant étendu les degrez de l'Ordonn ance par generations, le fidei-commis n'est point entirement executé s'il n'a passé par toutes les personnes qui remplissent le quatrième degré de generation & qui ont esté en estat de le resemillir.

QUATRIEME ET DERNIERE QUESTION. El la restitution anticipée faite par Arnaud de Rigaud est valable, & si la renonciation faite par Philipes deux à un fidei-commis qui n'estoit pas encore ouvert en safaveur forme une fin de non-recevoir contre luy.

Le fieur de Chabert pretend que la renonciation faite par Arnaud de Rigaud au fidei-commis n'est pas valables au prejudice deses Creanciers, & qu'on ne peut douter de la validité de la renonciation de Philipes second Rigaud, mais Philipes soûtient au contraire que la renonciation de son Frere qui n'est autre chose qu'une restitution anticipée est valable, & que la sienne ne l'est pas.

Les restitutions anticipées faites par les grevez de substitution sont permises, & ne sout pas presumées estre faites en fraude des Creanciers; c'est la disposition precise de la Loy (Patrem 19.) & de la Loy (Debitorem

20. ff. que in fraudem creditorum facta sunt ut restituantur.)

- Ces Loix sont observées dans le Parlement de Toulouse, comme il est prouvé par les Arrests rapportez par Monsieur Maynard liv. 8. ch. 81. & par Monsieur d'Olive liv. 5. ch. 29. le même principe est attesté par l'Acte de notorieté de 19. Avocats du Parlement de Toulouse du 11. Septembre 1671. & par celuy de Messieurs les Gens du Roy du 15. du même mois, & enfin dans le fait la restitution d'Arnaud de Rigaud est fondée sur des raisons ires lages & tres lensées, comme il a esté prouvé plus haur.

Reste à faire voir que la renonciation de Philippes 2º de Rigaud à la sub-

flitution n'est pas valable.

1°. Elle est faire par un jeune Mousquetaire ignorant les affaires en general, & les siennes en particulier, elle a esté exigé par surprise, par Philipes premier de Rigaud qui avoit tout pouvoir sur luy, & qui luy promettoit de faire sa fortune & de l'avancer, on a Conné au sieur Demandeur une vaine terreur de fausses dettes, on luy a fait croire qu'un Cadet n'avoit rien à esperer du bien de sa Famille; d'ailleurs l'esprit de fraude & de surprise se découvre manises sement dans tout le procedé de Philippes premier de Rigaud, & de Dame Antoinette de Colombet: on voit qu'ils ont sormé de dessein premedité le projet de ruiner la substitution, & que ce ce n'est que pour y parvenir qu'ils ont surpris la renonciation du Domandeur, ce qui est si veritable, que Philippes I. de Rigaud a donné à ladite Dame de Colombet les mesmes biens ausquels il avoit fait renoncer son Frere.

2°. On ne peut renoncer à un droit de fideicommis, qui n'est pas ouvert, comme on ne peut pas renoncer à une succession qui n'est pas écheue ou à un legs écrit dans le Testament d'un homme qui n'est point encore decedé, substitutio qua nondum competit extra bona nostra est dit le Jurisconfulte Paulus en la loy 42. st. de aquirando rerum dominico, on ne peut traiter de

ce qui est hors de nos biens, & de ce qui ne nous appartient pas.

C'est la disposition précise de la Loi, sed si ante ff. ad Trebellianum, elle decide que celuy qui n'est institué que sous condition, ou à un jour incertain & qui est grevé de restitution, ne peut pas saire cette restitution avant l'evenement de la condition ou du jour, car comme le droit n'est pas ouvert pour suy-mesme, il ne peut pas se faire passer à un autre.

3°, La renonciation est faite sans cause, elle est aussi nulle qu'une obligation qui n'auroit point de cause, la Loy 26. au code de sideicommissis, n'autorise les renonciations aux sideicommis, qu'avec une juste cause, juste

causa intercedente: ce sont les propres termes de cette Loy.

Le seul cas ou on puisse renoncer à un Fideicommis qui n'est pas ouvert, est quand on à sujet d'apprehender de perdre plus que ce qu'on remet, par exemple un Pere par son Testament a substitué ses biens à un de ses Enfans, & il a donné à sa semme le droit de l'élire, les Enfans peuvent transiger entr'eux avant la détermination de la Mere, & partager le Fideicommis en plusieurs parties, dans la crainte raisonnable que chacun peut avoir qu'il ny aura aucune part, M. Mainard Liv. 2. ch. 69. rapporte un Arrest qui aprés un partage d'opinions a consirmé une Transaction de cette qualité qui mesme est consorme à la Loy premiere au Code (de pastir) mais ce cas là est tout différent de celuy, qui est à juger.

Le Sieur de Chabert cite des Loix pour prouver que quand ceux qui sont appellez à la Substitution & qui ont esperance de la recueillir ont consenty à la vente de l'effet substitué ils ne peuvent revenir contre leur consentement. Mais 1°, Une de ces Loix porte les termes qui ont déja esté rapportez, (justà causa intercedente) & icy il n'y a point de cause. 20, Les Substituez ayans traité personnellement avec l'Acquereur soit en vendant eux-mesmes, soit en consentant à la vente sont garants de l'éviction, ainsi ils ne peuvent eux-mesmes faire un trouble dont ils sont garants, suivant la regle (quem de evistione tenet astio, cumdem agentem repellit exceptio) & il y auroit contr'eux l'action (de dolo) mais les Parties ne sont point encore dans ce cas là, le Sieur Demandeur n'a point traité avec l'Acquereur, il n'a ny vendu ny cousenty à la vente, on luy a fait faire une renonciation generale qui ne l'engage envers personne, & qui ne le rend garent de rien, il y a bien de la différence entre celuy qui contracte avec une Partie, & celuy qui passe un acte tout seul: Le premier est en mauvaise soy s'il sait quelque chose contre son engagement, soit qu'il ait vendu, soit qu'il n'ait donné son consentement dans le Contract, mais on ne peut rien reprocher à l'autre. C'est

en vain qu'on oppose que la Dame Talon n'a acquis la Terre de Cabanial que sur le sondement de cette renonciation. Le Sieur de Vaudreüil n'a point traité avet elle, c'estoit à elle à examiner la validité de cette renonciation, pour peu qu'elle y cust donné d'attention, elle auroit aisement reconnu qu'elle n'estoit pas bonne, qu'elle estoit faite avant l'ouverture du droit, la Dame Talon n'à point dû s'engager sous la soy d'un acte dont la nullité est évidente. Elle devoit sçavoir avec qui elle contractoit, & qu'elles estoient les seuretez qu'on luy donnoit; mais aprés tout l'interest de la Dame Talon & de son Cessionnaire n'est pas sort savorable, ne voit-on pas qu'elle est entrée dans le projet de collusion & de fraude par lequel on a pretendu ruiner la Substitution, elle a agy de concert avec Philippes I. de Rigaud & laDame de Colombet, & bien loin qu'elle puisse reprocher ausieur Demandeur sa mauvaise soy, c'est luy qui est en droit de luy reprocher la sienne.

Enfin, Ranchin sur Guy Pape question 232. & Ricard aprés luy dans son traite des Substitutions ch. 9. sect. 3. part, premiere distinguent sort bien en matiere de renonciation aun Fideicommis avant qu'il soit ouvert, celle qui est faite purement & simplement par un acte gratuit, d'avec celle qui est faite par un Contract sinallagmatique ou plusieurs Parties qui traitent ensemble, relachent chacune de leur droit les unes en saveur des autres. La derniere sorte de renonciation est valable, mais la premiere ne l'est pas, les termes de Ranchin sont tres précis sur certum est jus Fideicommissi quod alicui competit per pastum remitti posse, quod posser procedere vol pasto convento sieret talis remissio, alias per simplicem renunciationem jus de suturo rémitti non posset.

On peut donner pour exemple de cette paction sinallagmatique ce qui a déja esté dit de plusieurs Freres, qui partagent entr'eux le Fideicommis avant la declaration de leur Mere qui a droit en élisant l'un d'entr'eux d'exclure les autres; mais l'espece de l'Instance n'est point dans un cas semblable. La renonciation est pure & simple, elle est sans cause, elle est sondée sur un faux exposé qui donne lieu à une crainte vaine de detres imaginaires.

sur un faux exposé qui donne lieu à une crainte vaine de dettes imaginaires. Les termes de Ricard ne sont pas moins forts, il decide au nombre 693. qu'il n'y a point de doute que lorsque le Fideicommis est eschu, on peut y renoncer, & il ajoûte au nombre 696. (qu'avant l'escheance du Fideicommis la renonciation qui est faite simplement par celuy qui y est appellé ne peut estre d'aucun esset, parce que le droit ne luy estant pas encore acquis, il n'y peut point faire l'application de sa volonté, laquelle ne doit concourir qu'avec celle du Testateur, Desorte qu'il ne peut valablement faire sa declaration ou la renonciation qu'au temps que le dessurt a prevû par son Testament; c'est-à-dire après l'escheance de la disposition, & s'il la fait plusost c'est un acte inutile qui n'empesche pas qu'il ne puisse changer de resolution & demeurer dans la liberté du choix au temps que le droit luy sera acquis.

Cet Autheur confirme son avis par une disposition de droit tres précise; c'est la Loy (45. S. sub conditione sf. de leg. 20. où il est dit que si un Legs est fait sous une condition ou à un jour certain, on ne peut y renoncer avant l'évenement de la condition ou l'escheance du jour (nam) dit le Jurisconsulte (nec per-

tinet ad nos antequam dies veniat, vel conditio existat.)

Le Sieur Demandeur peut ajoûter que si la renonciation estoit valable, ce qu'on ne peut pretendre aprés ce qui vient d'estre dit, ce seroit une veritable donation; puisque le caractete de liberalité si rencontre, & par consequent elle se trouveroit revoquée par la survenance de cinq Enfans Masses qui sont seuls en estat de soûtenir le nom & la famille des Testateurs, la renonciation de leur Pere au Fideicommis est anterieure à son Mariage.

Monsieur MERAULT, Rapporteur.

M. SECOUSSE Avoc.

LARÇENEUX.



淡綠溪甕蘂簽鉛綠綠綠綠綠綠鄉簽齡全張瓷瓷號

MEMOIRE,

POUR Pierre Grozelier, Avocat au Parlement, acquereur de l'Office de Conseiller du Roy, Lieutenant General au Bailliage & Siege Presidial de Dijon, & opposant au Titre.

CONTRE Jean Bernard Gautier, Avocat au Parlement, poursuivant l'expedition & Sceau des Provisions dudit Office.

ET ENCORE Contre Dame Claude Sylvestre de la Forest, Veuve de Mathieu de Badier, qui a vendu cet Office au sieur Grozelier, le 31. Janvier 1709. & au sieur Gautier le 20. Février de la même année, Intervenante.

CONCLUSIONS DU SIEUR GROZELIER.



U'IL plaise à Sa Majesté avant faire droit sur l'opposition formée par le sieur Grozelier, ordonner, que les Parties seront juger l'Instance pendante aux Requestes du Palais à Dijon, sur l'execution de la vente dudit Office, faite au sieur Grozelier, par la Dame de Badier le 31. Janvier 1709. où le sieur Gautier sera telles demandes qu'il avisera pour soûtenir l'execution de son traité; ensemble les appellations interjettées

par ladite Dame de Badier, & relevées au Parlement, pour le tout vû & rapporté au Conseil, être fait droit sur l'opposition au titre de l'Office dont il s'agit, & condamner tant ledit sieur Gautier, que la Dame de Badier aux dommages & interests du sieur Grozelier, & aux dépens chacun en ce qui les concerne.

FAIT.

Mathieu de Badier étant decedé, pourvû de la charge de Lieutenant General au Bailliage de Dijon, la Dame de Badier sa Veuve & donataire de fon mary la vendit à Me Pierre-Augustin Massenot, Avocat aux Conseils du Roy, qui n'ayant pû satisfaire aux conditions du traitté, la Dame de Badier la fit saisir réellement de l'autorité des Requestes du Palais de Dijon.

Pour se la conserver aprés la mort du sieur Massenot, elle sut obligée de nommer & presenter à Sa Majesté Me Pierre de la Place, Conseiller au Presidial de Dijon, qui en sut pourvu sur sa quittance du payement du huitième denier du marc d'or, & de l'annuel.

Comme le sieur de la Place prêtoit son nom, & n'avoit aucun dessein de se faire recevoir dans l'Office, la Dame de Badier paya le droit annuel pour les années 1708. & 1709. elle en a remis les quittances en original au sieur Grozelier le jour du traitté, comme aussi sa procuration & la demission du sieur de la Place pourvû de l'Office, & une Lettre pour retirer du sieur de Saint Hilaire, les provisions du sieur de la Place, & les faire reformer.

Le temps accordé aux Veuves pour faire reformer les provisions approchant, & la Dame de Badier voulant avoir un titre pour disposer de sa charge, se pourvût aux Requestes du Palais à Dijon, demanda permission de faire venir à l'audiance tous les Creanciers opposans à la saisse réelle qui avoit esté faite de la charge du sieur Massenot, de son vivant, peur voir dire que distraction suy en seroit faite sur le pied de 25000 liv. outre le prix de celle de Lieutenant General au Presidial qui est de 7920 liv. si mieux ils n'aimoient la prendre pour le même prix, ou encherir.

ils n'aimoient la prendre pour le même prix, ou encherir.

Par Sentence contradictoire du 18. Janvier 1709 les conclusions de la Dame de Badier luy furent adjugées, il luy fut permis de disposer de sa charge après quinzaine, pendant lequel temps les Creanciers interessez au de-

cret pourroient faire telles encheres qu'ils aviseroient bon être.

La quinzaine donnée aux Creanciers pour encherir expiroit le deuxième du mois de Février, & comme il ne paroissoit aucun Creancier opposant, interessé au decret qui eut encheri, la Dame de Badier voyant approcher le temps satal pour saire resormer les provisions de la charge, qu'elle avoit misse sous le nom du sieur de la Place, ne trouvant personne qui en voulut traitter, sit proposer au sieur Grozelier de l'acheter, il accepta cette proposition, & le traitté en sut sait & signé entre luy & la Dame de Badier le 3 1. Janvier 170 qu'à trois conditions.

L'une qu'outre le prix de l'ancienne charge de Lieutenant General du Bailliage, il payeroit la finance de 7920 liv. pour la charge nouvelle de Lieute-

nant General du Presidial.

L'autre que s'il survenoit une surenchere sur ledit Office de la part d'un Creancier interessé dans le decret de la charge, le traitté demeureroit resolu. & comme non à venu.

Et la troilième que s'il survenoit un encherisseur avant la quinzaine expirée, le sieur Grozelier pourroit suy saire prêter serment, s'il étoit Creancier interessé dans le decret, & si son enchere étoit serieuse & de bonne soy.

Sans cette clause, le sieur Grozelier d'auroit pas fait ce traitté, connoissant que cette Veuve pourroit saire sous un nom emprunté une enchere

simulée comme il est arrivé.

Ce traitté ainsi fait, la Dame de Badier declara au sieur Grozelier le 2. Février 1709, que le sieur Laureau, Thresorier, Payeur des gages du Bureau des Finances avoit sait une enchere le premier du même mois, & qu'au moyen de cette enchere le traitté sait entr'elle & suy étoit nul, & ne pouvoit être executé.

Les bonnes regles demandoient que cette question sur decidée entre se sieur Laureau, & le sieur Grozelier, parce que c'étoit au sieur Laureau à poursuivre l'esset de son enchere, la Dame de Badier en la dénonçant au sieur Grozelier, avoit rempli soutes ses obligations, & n'avoit plus rien à

faire.

Mais comme le sieur Laureau ne pouvoit esperer un heureux succez dans son entreprise, qu'en justissant qu'il avoit été en droit d'encherir, & en affirmant que son enchere étoit serieuse & de bonne soy, sentant bien qu'il ne pouvoit prouver l'un, & que le témoignage de sa conscience s'opposoit à l'affirmation qu'il auroit esté obligé de faire, il a gardé un profond silence, & n'a fait jusqu'apresent aucunes diligences pour faire prononcer sur son enchere.

Le sieur Grozelier persuadé dans ce moment de la mauvaile soy de la Dame de Badier, sit une sommation au sieur de Saint Hilaire, Secretaire

Le sieur Grozelier voyant que le sieur de Saint Hilaire eludoit de remettre les provisions, sit assigner aux Requêtes du Palais à Dijon, la Dame de Badier par Exploit du 21. Février 1709, pour se voir condamner à saire lever cet obstacle, & exceuter le traitté du 31. Janvier 1709, en tous ses points.

La Dame de Badier a fourni des dessenses le 28. Fevrier, & 2 dit que l'enchere de deux cens livres, faite par le steur Laureau avoit annullé ce traitté.

En cet état, il est certain que par la demande du sieur Grozelier, & par les dessenses de la Dame de Badier, les Requestes du Palais de Dijon ont été saisses de la question sur la validité ou nullité du traitté du 31. Janvier 1709, qui ne peut être jugée qu'à Dijon, où le procés se poursuit contradictoirement.

La poursuite du fond a été discontinuée aux Requêtes du Palais, à cause de deux appellations qui ont été interjettées par la Dame de Badier, de deux Sentences tendantes uniquement à l'instruction du procés principal.

Dans ces entrefaites, le sieur Grozelier estant averti que la Dame de Badier avoit dessein d'obtenir par surprise des Provisions au sceau, pendant qu'elle l'amuseroit en Procedures à Dijon, sut conseille de sormer opposition au titre de l'Ossice. Il l'a faitle 5. Mars dernier 1709. parce 'qu'il luy auroit esté inutil de poursuivre l'execution de son traité s'il avoit sousser qu'un autre sut pourveû; & avec cette précaution, il a continué à Dijon le Procès intenté sur la validité de son traité avec la Dame de Badier.

Jusqu'au 25. Mars 1709. le sieur Grozelier ne sçavoit pas que la Dame de Badier eut commis un stellionat, & vendu ce mesme office au sieur Gautier au prejudice de la vente qu'elle luy en avoit faite le 31. Janvier 1709.

Dans ces circonstances, la Dame de Badier n'a pas esté en droit de faire presenter des provisions au sceau sous le nom du sieur Gauthier, pendant que le sieur Grozelier estoit proprietaire de la Charge par son traité; encore moins pendant que le Procès se poursuivoit contradictoirement avec elle aux Requestes du Palais, au sujet de l'execution de son traité.

Le sieur Gautier conviendra que c'est la Dame de Badier qui a sait presenter les Provisions en consequence du traité qu'elle à sait avec luy; s'estant obligée de les saire expedier à ses frais, & au nom du sieur Gautier, mesme de les suy remettre dans deux mois au plus tard.

Dans ce mesme traité il est porté que si par l'effet de quelque opposition au titre, la Charge ne demeuroit pas au sieur Gautier, & que le traité n'eut point son effet; les domages & interests seroient reglez par Maistre Varenne l'aîné Avocat.

Cela suffit pour montrer que le sieur Hautier sçavoit que la Dame de Badier n'avoit pû valablement traiter de cet Ossice avec luy, ayant traité avec le sieur Grozelier, qu'auparavant elle n'eut fait pranoncer sur la nullité qu'elle pretendoit y avoir dans celus du 31. Janvier 1709.

Par d'autres clauses contenues dans le traité du sieur Gautier; il paroist que la Dame de Badier ne luy a pas dissimulé que pour raison du traité qu'elle avoit sait avec le sieur Grozelier il n'y avoit un procez porté aux Requestes du Palais de Dijon dans lequel il s'agis du sond. Les precautions que le sieur Gautier a prises de son costé, marquent qu'il en estoit pleinement informé, & qu'il avoit quelque pressentement qu'il pouvoit arriver dans la suite, que le premier traité du 31. Janvier 1709. subsisteroit, & que le sien du 25. Mars seroit sans effet.

En cet état, la Dame de Badier au lieu de faire juger l'Instance pendante aux Requestes du Palais à Dijon, sur la validité ou nullité du traité, est intervenue dans l'Instance d'opposition au titre, dans la pensée qu'elle pourroit faire juger au Conseil le Procès pendant aux Requestes du Palais à Dijon; c'est une tenrative inutile, parce que tous les Reglemens s'y opposent, particulierement celuy du 3. Janvier 1673 Art. 76. dont voicy la disposition.

Le Conseil ne connoistra d'aucune affaire qui sera de la competence des Cours

pour les juger au fond.

Et par l'Article 77. Il ordonne que les Instances de cette qualité qui sont ou seront pendantes au Conseil, seront renvoyées aux Compagnies qui en sont competentes.

La Dame de Badier n'osera pas dire que cette Instance pendante à Dijon,

soit une affaire de Finance.

Elle ne dira pas non plus que dans la question de sçavoir lequel des deux traitez du 3 r. Janvier, ou du 25. Mars doit estre executé, le Roy y ait interest; d'où le sieur Grozelier peut juridiquement conclure que ce Procès doit estre jugé au sond par les Juges des lieux, suivant tous les Reglemens du Conseil faits sur la competence des Juges.

La Dame de Badier a crû éluder la force de cet argument, disant que le traité sait entr'elle & le sieur Grozelier estant absolument nul par les clauses mesmes du traité, il est inutile de laisser cette cause à juger par les Juges or-

dinaires des Parties.

Quelque clause qu'il y ait dans un Acte fait entre des contractans, portant qu'il sera nul & comme non avenu, s'il arrive quelqu'incident qui puisse y donner lieu; c'est au Juge ordinaire à déclarer s'il y a des moyens qui puissent le faire déclarer nul; mais ce n'est point à la Partie d'estre Juge d'une clause d'un traité; c'est le Juge ordinaire qui doit decider.

A cette observation le sieur Grozelier ajoûte qu'il ne s'agit pas seulement devant les Juges de Dijon, de prononcer sur la validité du Contract du 31. Janvier 1709. mais encore sur la validité de celuy du sieur Gautier du 25.2 Mars que le sieur Grozelier pretend être nul, cependant ce sera le Juge ordi-

naire qui decidera sur ces deux prétentions differentes.

Il y a des loix & des ordonnances qui ont enjoint d'observer des formalitez à peine de nullité, cette peine doit être appliquée au fait particulier par le Juge ordinaire, quand l'une des Parties soûtient un acte nul, & que l'autre le soutient bon.

Il y a dans le traitté du sieur Grozelier un nombre de clauses qu'il convient examiner, par les Juges qui sont saisse du différent des Parties, ausquelles la Dame de Badier a formellement contrevenu, le sieur Grozelier le prou-

vera en tems & lieu.

Quant au sieur Gautier, il peut s'il le trouve à propos former à Dijon telles demandes qu'il avisera contre la Dame de Badier, qui luy a vendu cet Office aprés l'avoir vendu au sieur Grozelier, c'est le Jugement qui sera

rendu à Dijon, qui fera la decision de l'opposition au titre.

Par ces raisons & que le sieur Gautier n'est pas Partie capable, & n'a aucun droit pour opposer au sieur Grozelier, qu'il y a nullité dans son traitté du 3 1. Janvier 1709. puisqu'au contraire il a préveu par son traitté tout ce qui arrive aujourd'huy, & n'a voulu se charger d'aucunes poursuites, ny d'aucun evenement, le sieur Grozelier espere que ses conclusions luy seront adjugées avec dommages, interests & dépens.

Monsieur DUGUE' Rapporteur.

क्षित्रका स्थान क्षित्रका स्थान क्षित्रका स्थान
FACTUM,

POUR les Prieur & Religieux Carmes de la Ville de Dijon, Intimez.

CONTRE Monsieur de Massuau, Conseiller au Grand-Conseil, Marquis d'Arcelot, & la Dame son épouse, Appellans.

L s'agit de l'appel d'une Ordonnance contradictoire renduë par Monsieur Berthin, Maître des Requestes, comme Commissaire nommé pour l'instruction d'un Incident de faux. Monsieur & Madame de Massuau ont essayé de l'aneantir aux Requestes de l'Hôtel, d'abord par simple opposition, & ensuite par appel converti en opposition; mais s'estant reconnus non-recevables & mal fondez dans l'un & l'autre, ils en ont interjetté appel, qu'on va démontrer estre tres-injuste

En 1703, les Carmes ayant esté assignez aux Requestes de l'Hôtel en vertu du Committimus de Monsieur & Madame de Massuau, pour estre condamnez de leur payer des droits de lods & ventes, à cause de cinquante arpens de bois par eux acquis dans le Territoire d'Arcelot: il ont dit pour désenses, qu'Arcelot estant situé en Bourgogne, qui est une Coutume de liberté, où le Franc-Aleunoble & roturier a lieu, il falloit rapporter des titres

pour l'établir.

Au mois de Septembre de la même année, la caule, sur les demandes & défenses, ayant esté portée à l'Audience, Monsieur & Madame de Massuau sirent paroître dans le sac de leur Avocat, pour titre de leur prétention, une transaction du 1. May 1492. écrite sur deux peaux de parchemin cousues l'une au bout de l'autre, signée au bas de la seconde peau G. Bernard, avec grille & paraphe, & en marge sur la coûture des deux peaux, Bernard: sur laquelle les Carmes & leur Conseil ayant jetté les yeux, en attendant l'Audience pour plaider la cause, ils surent dés cet instant si vivement frappez de sa fausseté, que par le Factum qu'ils distribuerent pour le jugement du Déliberé intervenu, ils s'en expliquerent hautement en ces termes: 2 e la signature Bernard estant en marge sur la coûture des deux peaux, estoit saite sur maniere si brouittée, qu'il n'étoit presque pas possible de l'yreconnoître; qu'elle estoit faite sur la première peau d'une encre différente que sur la seconde; que les lettres n'avoient aucun rapport les unes avec les autres; & qu'il y en avoit asez pour sonder une inscription de faux. C'est ainsi qu'ils se sont expliquez contre cette piece, in limine litis, aussi-tôt qu'elle a paru.

Ce Déliberé ayant esté converti en appointement en droit, M. & M. de Massuausçachant l'importance qu'il leur estoit de ne se pas dessaisir de cette piece, ils n'ont rien oublié pour rêcher de s'exempter de l'exposer au grand jour; mais n'ayant pû y réussir, pour lasser & fatiguer les Carmes, ils ne l'ont produite qu'à l'extremité, lorsqu'ils n'ont pû davanta-

ge s'en dispenser par Requeste de production nouvelle du 6 May 1704.

Les Carmes ont aussi tôt formé inscription de faux contre; & ayant demandé que Mr & Me de Massuau sussent tenus d'en faire apporter la minute au Greffe, ils ont esté déchargez de cette demande par Sentence du 30 Septembre 1704. qui a ordonné l'instruction du faux sur la grosse en parchemin, laquelle ayant esté mise au Greffe, après Procez - Verbal dressé de son état, les Carmes en ayant pris communication, ils ont fourni leurs moyens de faux, qui n'ont regardé que la premiere peau dans son corps d'écriture & signature estant en marge sur la couture des deux peaux, lesquels ont esté declarez pertinens & admissibles par Sentence du 17 Juin 1705, qui leur a permis d'en informer & faire preuve tant par titres, témoins, qu'Experts qu'elle a nommés d'office sur pieces de comparaison qui seroient convenues

Le 11 Juillet 1705, en execution de cette Sentence, il y a eu un Procez-Verbal fait en l'Hôtel de M. Berthin pour raison de la verification de cette transaction, où M^e & Me de Massuau ont comparu, avec declaration que c'estoit aux perils & fortunes de leurs garans, entre autres, de la Dame de Tisserand leur mere & belle mere; ce qui prouve qu'ils croyoient leur piece, sinon absolument fausse, du moins tres suspecte de ce vice, n'y ayant point de ga-

rantie en matiere de faux.

M' & M' de Massuau, par leur premier dire, aprés avoir combattu les moyens de faux des Carmes, l'ont sini, en se reservant à saire de plus amples observations, lorsqu'on conviendrale de pieces de comparaison: sur quoi les Carmes, par leur dire en replique, ont soûtenu, in terminis, que leur inscription de faux ne concernant que l'écriture & signature estant sur la premiere peau, la verité des écriture & signature qui se trouvoient sur la seconde peau estant constante, & reconnuë telle par les parties, il estoit inutile de pieces de comparaison, parce que cette seconde peau en estoit une qui suffisoit seule pour proceder à la verissication en question, puisqu'il n'y avoit qu'à comparer les écriture & signature qui estoient sur celle-cy,

Digitized by GOOGIC

res de leur Art, pouvoient solidement juger de l'inscription de saux sur cette seule piece: c'est le langage précis des Carmes, à la force duquel Mr & Me de Massuau ne gouvant resister, par leur dernier dire, ils sont convenus que la difficulté de la verification consistoit au
seul point de sçavoir si l'écriture & signature estant sor la premiere peau, argués de faux,
estoient aussi anciennes que celles qui estoient sur la seconde peau, & qu'il n'y avoit que ce
fait à éclaireir, en quoy ils sont formellement demeurez d'accord de la seconde peau pour
piece de comparation, mêmeséule, contre la premiere, puisque selon eux la verification
ne consistoit que dans le parallele des écriture & signature estant sur ces deux diverses peaux
entre eux les uns aux autres.

Sur ces divers dires & contestations, M. Berthin a rendul'Ordonnance dont il s'agit, portant que les Experts procederoient à la verification; aprés avoir préalablement vil & examiné les dires & declarations des parties contenant leurs contestations sur la representation prétendué dévoir estre faite, ou non, de pieces de comparaison, pour y avoir tel égard que déraison; sauf à eux, après cet examen, de requerir, s'ils le jugeoient à propos, que les parties enssent à leur fournir de pieces de compassation, c'est-à-dire, qu'il a ordonnié qué les Experts, avant proceder à la verisseation, examineroient si la seconde peau sufficie seule pour la verisseation, examineroient si la seconde peau sufficie sour la verisseation, examineroient si la seconde peau sufficie sour la verisseation, examineroient si la seconde peau sufficie sour la verisseation, examineroient si la seconde peau sufficie sour la verisseation, examineroient si la seconde peau sufficie pour la verisseation, examineroient si la seconde peau sufficient les

parties de leur en fournir d'autres.

Tel est l'esprit de cette Ordonnance, qui resulte d'ailleurs de ce qui a esté sait en execution, ayant estéphocede par les Experts à la verisseation de la premiere peau de la transaction en question arguée de faux, sur la seconde peau reconnue veritable, au vu & se septie de

M' & Me de Massuau qui om assisté à toutes les Vacations.

Pendant le cours de la vérification, les Carmes ayans fourni une addition de moyens de faux, ils ont esté joints aux premiers par Sentence du 7 Aoust 1705, après quoi les Experts ont sini leur verification, & sait lour rapport le 11 du même mois d'Aoust, par lequel ils ont declaré d'une voix unanime qu'ils éroyoient la premiere peau de la transaction en question fausse, & qu'elle avoir esté substituée après coupa la place d'une autre qui y estoit originairement.

Les Carmes ayans demandé par Requeste du 9 Septembre 1703. la repetition des Experts dans leur rapport, même le recollement & confrontation, s'il estoit besoin, M & M de Massuau connoissans l'importance de cette Requeste, ont fait rendre Sentence le lendemain, portant qu'il ne seroit rien statué dessus, comme les conclusions en ayans esté trouvées contraires à la disposition de l'Ordonnance de 1670, mais que l'original & la co-

pie representez, demeureroient au Greffe.

M¹ & M⁶ de Massuau voulans avoir une expedition de ce Jugement, le 12 Juillet 1707. sous pretexte de mettre le procez en état de juger, ils ont obtenu Sentencesur un sur ce que, par laquelle ils ont sait ordonner que le Gressier leur délivreroit un certificat qui en seroit mention, sinon, que la Sentence leur vaudroit certificat, en consequence de laquelle ils se sont sait délivrer ce qu'ils souhaittoient.

Se flattans après cela qu'ils réussiroient à ancantir le rapport des Experts, leg Aoust 1707, ils ont donné une Requeste, entre autres, pour estre reçus opposans à l'Ordonnance de M. Berthin, faisant droit sur leur opposition, que le rapport des Experts sût declaré

ก่อไ

L'Ordonnance de M. Berthin estant contradictoire, & par cette raison, par la regle non bis in idem, ne pouvant estre retractée par opposition, ni autrement par les mêmes Juges, à la communication du Parquet, les Carmes ont fait connoître sur ce fondement que M. & Me de Massur dans la forme estoient non-recevables dans leur opposition, & au fond, que

leur Requeste estoit le comble de l'injustice.

M' & Me de Massuau convaincus de cette verité, ont cherché de saux suyans, & mauvaises adresses pour enveloper l'injustice de leur prétention de quelque pretexte specieux,
pour la porter ainsi voilée & déguisée av Tribunal superieur. Dans cet esprit ils se sont
avisez d'un rasinement de chicane aussi nouveau qu'extraordinaire, dont tout autre qu'eux
& leur Procuteur n'auroit pû sestre inventeur. Ils ont fait signifier un acte aux Carmes,
qu'ils éussent à leur declarer s'ils vouloient insister dans leur sin de non-recevoir, qu'en ce
eas ils intérjettoient appel de l'Ordonnance de M. Berthin, & le convertissoient en opposition, saquelle signification d'acte ayant esté faite exprés pour engager les Carmes d'y répondre: l'ayant fait, & dit par leur réponse qu'ils entendoient se servir des moyens que la
loy leur souraissoit, aprés ces précautions adroites & frauduleuses, pour tâcher de passier
l'injustice de seur procedé, ils ont ensin interjetté l'appel dont il s'agit, qui est sans sondement, de quelque maniere qu'on le considere.

Dans la forme, il y a deux fins de non-recevoir.

La premiere. La verification a esté faite sur la seconde peau au vû & seu de M^e & Me de Massuau, qui ont assistéaux Vacations, sans qu'ils ayent lors prétendu, ni qu'elle ne suffit pas pour piece de comparaison, ni que les Experts ne dûssent pas proceder à la ve-

Digitized by GOOGLE

injuste; ensorte que n'ayans rien sait de tout cela, au contraire l'ayans volontairement executée, leur silence & toutes leurs démarches les rendent non-recevables à s'en plaindre

anjourd'huy.

Et la soconde, qu'ils ont obtenu la Sentence du 22 Juiller 1707. fur le fondement du mosif formel de mettre le procez en état de juger : or ce procez est celuy d'incident de faux infatruit en vertu de l'Ordonnance dont il s'agis; d'où il s'ensuie que les démarches & proces dures saites pour le mettre en estat estans une suite & une continuité de cette Ordonnance, elles en sont autant d'approbations formelles, & par consequent des sins de non receyoir de s'en plaindre.

Au fond, l'injustice de l'appel de l'Ordonnance en question est incontestable.

Cette Ordonnance a renvoyé aux Experts l'examen & la decision de la contestation formée entre les parties par leurs dires; scavoir si la seconde peau suffisit seule pour pie-ce de comparaison pour proceder à la verification, ou s'il estoit necessaire d'en avoir d'autres; en quoy son équité est telle, que quand les choses seroient entieres, el les ne pourroient estre decidées autrement; car puisqu'il n'y avoit que les Experts qui pussent connoître par les lumieres de leur Art, si la seconde peau suffisoit, ou non, pour faire la verification, ou s'il enseroit encore besoin d'autres, ils pouvoient auss seuls decider ce différent; & c'est aussi par cette raison que Mr & Me de Massuau, bien loin de s'en estre plaints avant la verification, comme ils auroient dû le faire, s'ils l'avoient prétendu injuste, ils l'ont au contraire volontairement executée, comme on vient do le remarquer; ensorte qu'on peut jusrement leur opposer la maxime de Droit: Quedsemel plucuit, amplius disciplicere non debet.

Treis moyens d'appel contre la verification en question.

1. Qu'ollo oft contraire à l'art. 19. de l'Ordonmance de 1670, qui veut que la preuve des mojens de faax soit faite par titres, temoins, & comparaison d'écritures & signatures; que celle dont il s'agit a esté faite sans pieces de comparaison, les parties n'estans convenues d'ancunes, & le Juge ayant remis à la discrecion des Expres d'en requerir, s'ils la proposent à propos; & par consequent qu'ette est nulle, comme faite sans pieces de comparaifon.

Le moyenn'est pas veritable dans le fait. La verification de l'écriture & signature argués de faux estant sur la premiere peau de la transaction on quostion a esté faite sur l'écriture & lignature qui se trouvent sur la seconde peau de la même transaction reconnue veritable, qui a servi de piece de comparaison, comme il resulte du rapport des Experts; d'où il resulte qu'elle est reguliera & conforme à l'Ordonnance de 1670, bien loin de lui estre contraire.

La seconde peau de cerre transaction dans son corps d'écriture & signature estant au bas, est devenue de Droit, & d'ailleurs a esté reconnue & convenue pour piece de comparaison necessaire & indispensable pour verisier l'écriture & signature en marge, estanssur la

premiere peau de la même transaction argués de faux.

En premier lieu, cette seconde peau est devenue de Droit une piece de comparaison indispensable contre la premiere peau arguée de faux, non seulement comme une partie integrante de la transaction qu'elles composent ensemble, ensorte que la verité de celle ci a necessairement servi pour convainere de fausset l'autre: mais encore par les declarations réiterées de Mr & Me de Massuau, qu'ils entendoient se servir de cette transaction, c'est-àdire qu'ils en soûtenoient la verité dans ses deux peaux qui composent ses deux parties integrantes, & par les moyens de faux des Carmes, qui n'ont attaqué cette transaction que dans la premiere peau; ensorte que d'un côté Mª & Me de Massuau soutenans leur piece veritable dans ses deux peaux, & les Carmes ne l'attaquant que dans la premiere, il suit de là que la peau est devenue de Droit une piece de comparaison indispensable contre la premiere peau, tant par sa qualité de partie integrante, que par la reconnoissance respective-

ment faite par les parties de sa verité.

En second lieu, la verité de cette seconde peau ayant esté reconnue respectivement par les parties, désce moment elle est encore devenue par là une piece de comparaison indispensable contre la premiere peau arguée de faux, parce que par l'art. 5. du tit. 8. de l'Ordonnance de 1670, il suffit qu'une piece soit autentique, pour devenir de Droit piece de comparaison; ce qu'on ne peut pas contester à la seconde peau en question, estant autentique de toutes sortes de manieres, & que par l'article 6. du même titre, les pieces de comparaison sont uniquement fournies par le Juge, ou la partie, & jamais par les Désendeurs ou accusez de taux.

Et en troisième lieu, les parties sont convenues pour piece de comparaison de cette même seconde peau, laquelle ne pouvoit absolument estre resusée comme telle, puisque par le Procez-Verbal de verification, sur ce que les Carmes ont soutenu qu'il estoit inutile de pieces de comparaison, au moyen de cette seconde peau, M. & Me de Massuau sont convenus que la verification ne consistoir qu'à examiner si les écritures & signatures estans sur les deux peaux composans la transaction enquestion, estoient aussi anciennes dans l'une one dans l'autre: ce qui déperdant absolument du parallele des écritures & signatures

Digitized by '

Jeconde -

estans sur ces deux peaux, il suit de là qu'ils en sont formellement convenus pour verisser la premiere peau, puisque, selon eux, la verisseation de celle-cy ne pouvoit estre faite que sur l'autre, & qu'en Justiceon ne juge pas des choses selon la maniere artificieuse qu'une par tie parle, maisselon la droiture & la pureté que ses intentions doivent avoir, suivant la maxime plus valet que agitur, qu'an qued simulaté concipitur; joint qu'il estoit absolument inutile qu'ils en convinssent, parce que cette seconde peau a toûjours esté par elle-même une piece de comparaison inherente, & par consequent indispensable, & d'ailleurs suffisante pour cet usage, ne pouvant jamais y avoir une meilleure piece de comparaison, ni plus précise, jusques-là que tout autre n'auroit pû si bien servir à cet usage, puisqu'elle renfermoit dans elle seule toutes les qualitezensemble que les autres auroient pû avoir, en accumulant celles de chacune en particulier.

Le Juge n'a pas remis à la discretion des Experts de requerir en general des pieces de comparaison, commeon le dit; mais il leur a renvoyé l'examen & decision de la contestation, de sçavoir si la seconde peau suffisoit, ou non, pour piece de comparaison; & en cas qu'ils la jugeassent insuffisante, il leur a donné droit, en ce cas singulier seulement, de requerir d'autres pieces, ce qui est trés different de ce qu'on allegue; d'où il suit que le prequerir d'autres pieces, ce qui est trés different de ce qu'on allegue; d'où il suit que le pre-

mier moyen n'est pas veritable, ni dans le fait, ni dans le Droit.

II. Moyen d'appel. Que la verification est aussi contraire à la Sentence du 17 Juin 1705, qui a declaré les moyens de faux des Carmes persinens & admissibles, & à tout ce qui a esté fait & ordonné en execution de cette Sentence. Dés le moment qu'on vient de montrer que la verification est faite conformement à l'Ordonnance de 1670, sur pieces de comparaison, & qu'êlle est tres reguliere, il suit que le second moyen allegué; qui ne differe du premier; que dans la diverse maniere dont il est proposé, n'a aussi aucun sondement.

III. & dernier moyen d'appel. Que l'ars. 14 du même tit. 9. de l'Ordonnance de 1670, porte qu'il ne fera fait preuve d'aucuns autres moyens que de coux qui auront esté declarez admissibles; que par Sentence du 7 Aoust 1705. l'on a joint aux premiers une addition de moyens de faux fournis par les Carmes; que les Exports ont travaillé sur ces moyens de faux joints, quoique non admis; qu'ils ont par là transgressé leur pouvoir, ce qui produit encore, dit-on, une nullisé contre leur rapport.

Trois réponses.

La premiere, en matiere de saux, quand on a declaré des premiers moyens de saux pertinens & admissibles, tous ceux qui sont fournis de nouveau dans la suite sont toû-jours joints, & la jonction dans ce cas est une veritable admission, parce qu'en les joignant aux premiers, on les declare de leur même nature & qualiré, c'est-à-dire, admis comme eux, parce que cette jonction est une incorporation aux premiers.

La seconde, que les nouveaux moyens de faux fournis par les Carmes, & joints aux premiers, expliquoient en particulier les fausses alterations faites dans la signature estant en marge de la premiere peau arguée de faux; que par leurs premiers moyens de faux admis ils avoient soutenu en general cette signature estre fausse, au moyen de quoi le détail qu'ils ont fait des alterations singulieres, n'a esté que surabondant, & estoit compris dans leur premier moyen de faux general, de même que le tout comprend les parties, le general le particulier, & le plus le moins; & partant que c'est surabondamment que les Experts ont examiné ces nouveaux moyens joints; qu'il suffisoit que la signature en marge de la premiere peau sût soutenue fausse en general, pour qu'ils expliquassent en détail par leur rapport en quoi ils la trouvoient fausse.

Et la troisième, que M^r & M^e de Massuau, par leurs divers dires dans le Procez de verification, ont interpellé les Experts de s'expliquer disertement sur les alterations qui estoient dans la fausse signature estant en marge de la premiere peau; ce qui détruit ce der-

nier moyen.

A ces moyens il faut ajouter que par Arrest contradictoire de la Quatrième Chambre des Enquestes, l'on a declaré faux quatre Exploits qui avoient esté produits par la Dame de Ti-serand mere & belle-mere de M^r & M^e de Massuu, & qu'ils qualifient de leur prétendue garante, dans laquelle instance M^r & M^e de Massuu estoient parties; ce qui prouve que ce n'est pas d'aujourd'huy que les pieces qui ont sorti de la même source se sont trouvées infectées du même vice que celle en question.

Par ces raisons, & autres que la Cour aura la bonté de suppléer, les Carmes esperent la

confirmation de l'Ordonnance dont il s'agit, avec amende & dépens.

DE BUXEROLLES, Procureur.

وانقادا كرو



MEMOIRE

POUR Dame Antoinette Lecourt de Janville, veuve de Messire Louis-François du Fos.

ET pour les Sieurs Louis-Felix, Marquis du Fos; François-Marie, Officier au Regiment des Gardes Françoises; Louis-Antoine, Capitaine reformé de Cavalerie, & Antoine du Fos, Capitaine au Regiment Lyonnois, ensans coheritiers par benefice d'inventaire dudit seu sieur du Fos leur pere, Demandeurs & Désendeurs.

CONTRE Damoiselle Luce du Fos, sille majeure, André-Joseph Desfriches, Marquis d'Oria, ayant repris au lieu de Jacques de Villemandy, cy-devant son Tuteur, & Marie-Angelique Molin de la Vernede d'Auriac, épouse autorisée de Messire Charles-Adelbert, Comte de Sevrae, ès noms qu'ils procedent, Défendeurs & Demandeurs.

A Dame du Fos attend encore la fin d'une persécution qui dure depuis plus de 40 années, pendant lequel tems elle a eu le malheur d'essuyer toutes les horreurs de la chicane, de dépenser ser ser fans fruit avec défunt son mari des sommes immenses en procedures de toutes sortes, civiles & criminelles, & de voir le sieur du Fos succomber à la douleur d'être si violemment traité par ses propres sœurs, & de ne pouvoir plus trouver aucune ressource pour soûtenir des prétentions très-considerables & très-justes, & pour entretenir une famille née & nourrie dans les larmes.

Cet exposé n'a rien d'outré. Le recit du fait tiré des pieces du Procès le démontrera.

Heureusement pour la Dame du Fos, cette persécution n'a pas empêché qu'elle n'ait obtenu un dernier Arrêt de Nosseigneurs les Commissaires le 31 Août de l'année 1723 qui a fixé le partage de la succession qui étoit le prétexte & la cause en même temps de tant de vexations. Cet Arrêt a disertement jugé que le droit de chacune des sœurs du seu sieur du Fos dans la succession paternelle, n'étoit que de 819 liv. 12 s. 11 den. c'est pour empêcher la liquidation de ce droit qu'elles sçavoient parsaitement ne devoir être que très-modique, qu'elles ont mis en usage tant de détours, suscité tant de traverses, & fait naître tant d'incidents: Elles avoient l'argent & la force en main, & dans l'obscurité qu'elles

Digitized by Google

prenoient tant de soin de répandre & d'entretenir, elles envahissoient tout, touchoient les revenus, se faisoient par surprise adjuger des Provisions considerables, & se flatoient encore d'une entière impunité, par l'état miserable où elles réduisoient leur frere qui ne pouvoit trouver aucun secours.

Qu'avoient-elles à prétendre au fonds? Quel étoit l'objet réel de tant de poursuites? Une somme de 819 liv. 12 sols 11 den. laquelle a servi à leur faire toucher des biens de la succession plus de 100000 liv. à ruiner totalement leur frere & à lui causer un préjudice réel de plus d'un million.

Le même Arrêt du 31 Août 1723, après avoir fixé le partage, ordonna que sur le surplus des demandes, les Parties contesteroient plus amplement, c'est-à-dire sur la demande en restitution qui avoit été formée par la Dame du Fos, de tout ce que ses belles-sœurs avoient touché au-de-là de la somme qui leur devoit revenir, & sur la demande en dommages & interêts pour les pertes réelles & les frais immenses que tant de poursuites injustes faites uniquement dans un esprit de vexation ont causez.

C'est donc à ces deux points qu'il s'agit aujourd'hui de s'attacher: pour parvenir à les établir l'un & l'autre, il est necessaire d'expliquer le plus sommairement qu'il se pourra les principales circonstances du fait.

FAIT.

Le pere du seu sieur du Fos vécut plusieurs années sans avoir eu d'ensant mâle de son mariage. Ses biens étoient situez dans des Coutumes
qui ne sont pas savorables aux silles, ensorte que les Demoiselles du Fos
qui étoient au nombre de cinq, jouissant du plaisir de n'avoir point de
frere, avoient sait d'avance leurs arrangemens pour le partage égal de
la succession paternelle. La naissance du teu sieur du Fos leur apprit qu'elles
s'étoient trop hâtées de songer à recueillir le bien de leur pere vivant.
Cet ensant infortuné sut dès-lors l'objet d'une haine implacable qu'elles
lui jurerent, & la suite ne sit que trop voir les effets cruels de cette haine.

Leur pere se trouvoit chargé de dettes, ses revenus n'excedoient pas de beaucoup les interêts de ce qu'il devoit. Leur mere outre cela avoit apporté 30000 liv. en mariage qu'elle étoit en droit de reprendre.

Le premier piege qu'elles tendirent à leur frere fut d'extorquer un Testament de leur pere mourant, par lequel elles le firent nommer legataire universel, & se firent laisser à chacune un legs de 30000 liv.

Elles s'étoient flatées que l'appas d'un legs universel, obligeroit leur frere à renoncer à la succession qui étoit fort peu avantageuse, mais qui l'étoit plus pour lui qu'elle ne l'auroit été pour ses sœurs, attendu les avantages qui lui étoient reservez par les Coutumes.

Le pere déceda au mois d'Août de l'année 1687.

Il laissa cinq filles & un fils qui étoit le feu sieur du Fos, l'une des filles déceda sans avoir été mariée; l'autre fit Profession Religieuse, des trois autres l'une est restée fille & vit encore aujourd hui aussi animée contre la posterité de son frere, qu'elle l'étoit contre lui-même. Les deux autres

qui étoient les Dames d'Auriac & Desfriches d'Oria, sont décèdes &

ont laissé des enfans qui les representent.

Le Testament qu'on arracha du sieur du Fos étoit si-bien un piege qu'on vouloit tendre au sils, que quand il voulut renoncer à l'avantage prétendu porté par ce Testament pour se tenir aux avantages qu'il recevoit de la Loi, les sœurs mirent tout en usage pour empêcher l'effet de ce choix, & le voulurent forcer malgré lui à preserer la qualité de legataire universel à celle d'heritier: Six années de vexations & de procedures odieuses suffirent à peine pour assurer au sieur du Fos la liberté qu'il avoit eu de ne pas donner dans le piège qu'on avoit voulu lui preparer par le Testament du pere.

C'est sur ce premier incident qu'on fondera en partie la demande en

dommages & interêts.

Sa mere avoit à reprendre comme on l'a dit la somme de 300000 livi sur les biens de son mari; elle avoit encore trois maisons dans Paris & d'autres biens, mais on l'engagea à répondre pour les dettes de son mari, & après la mort ces trois mailons furent compriles dans les saisses réelles & furent venduës en Justice à très-bas prix & avec les frais qu'il est facile d'imagiuer. On avoit eu l'art de l'engager envers la Dame Roger sa mere pour une somme de 86000 liv. qu'elle ne lui devoit pas, & de prendre toutes les mesures possibles pour la priver de tout droit à la succession de sa mere, ses filles s'emparerent de l'esprit de leur ayeule decrepite âgée de plus de 90 ans, & surprirent d'elle le 12 Juillet de l'année 1692, une donation entre-vifs de la somme de 160000 livi outre les avantages qu'elles s'étoient menagez par un Testament arraché d'elle & qu'elles firent augmenter par un codicile, le tout avec le ministère d'un homme d'affaires, qui s'étant attiré la confiance de toute. la famille servit en tout les sœurs contre le frere, & de peur que leur mere ne fût en état de demander une legitime qui auroit diminué le present qu'elles s'étoient fait elles-mêmes; elles eurent la précaution maligne d'engager leur ayeule à exiger de sa fille une réconnoissance de la somme de 86000 liv. qui ne lui étoit pas dûe, & la Dame du Fos craignant le mal qui étoit déja arrivé sans qu'elle le sçut, signa cette reconnoissance, gagnée par les discours du même homme qui fit tant de mal à son fils.

Il est vrai que la Dame du Fos eut soin de faire des protestations soit avant, soit après la signature de la reconnoissance; elle signa cette reconnoissance le 14 Juillet 1692, & le 12 deux jours auparavant elle avoit sait ses protestations contre le compte verbal qu'on la contraignoit de signer; le 27 du même mois elle réitera les mêmes protestations, se plaignant en termes sormels des violences que lui faisoit la Dame sa mere & déclarant qu'elle avoit cedé à la reverence maternelle & à la crainte d'un plus grand mal dont sa mere la menaçoit; elle mourut le 15 Mars de l'année 1698.

La Dame Roger s'étant dépouillée elle-même reçut enfin la peine de l'injustice qu'elle avoit faite à sa fille, ses petites filles qu'elle avoit comblées de biens, l'obligerent à quitter la maison dans laquelle elle avoit toujours vêcu, elles la logerent dans un troisséme étage, & le chagrin inevitable dans un tel changement, surtout pour une personne si avan-

cée en âge, acheva le reste, elle mourut le 28 Octobre de la même année 1698.

L'usage que sirent les petites silles de tout ce qu'elles avoient touché des biens de leur ayeule, sut principalement de persecuter leur frere avec plus de violence.

La mere avoit été Tutrice, & suivant le compte de tutelle qu'elle rendit, on voit que ses filles avoient reçu différentes sommes, c'est ce

qui fera partie des restitutions dont elles sont tenuës.

On a observé que le frere renonça au legs universel porté par le Testament du pere. L'acte est du 30 Janvier de l'année 1695, & se trouve au premier sac: Non-seulement le sieur du Fos renonça au legs universel, mais il sit encore des offres par le même acte aux Dames ses sœurs, de leur payer leur legs, en cas qu'il y eut des biens suffisans pour payer les dettes & pour lui sournir ses legitime & droit d'aînesse suivant les Coutumes.

Des offres si justes n'étoient pas ce que les sœurs demandoient, quoiqu'elles n'eussent au fonds autre chose à prétendre que ce qui leur étoit offert, elles s'aviserent de soûtenir que leur frere n'étoit pas recevable à renoncer au legs universel, & de peur que la contestation ne finît trop tôt, elles surprirent sous le nom de leurs maris des Lettres d'Etat.

Enfin le sieur du Fos avec bien de la peine & de la dépense, ayant écarté tous les obstacles qu'on opposoit au Jugement de cette contestation frivole imaginée seulement pour le tourmenter, il intervint Sentence contradictoire aux Requêtes du Palais le 19 Juillet de l'année 1701, par laquelle sans s'arrêter aux sins de non-recevoir proposees par Anne, Angelique & Luce du Fos contre la renonciation faite par le dit Louis du Fos leur frere par acte du 30 Janvier de l'année 1695 au legs universel porté par le Testament de François du Fos leur pere, du 25 Août 1687, avec declaration qu'il se tenoit à sa qualité d'heritier principal & noble dudit defunt sous benefice d'Inventaire, ni à la requê e du 13 May 1700, ladite renonciation sut declarée bonne & valable, &c.

Il fut ordonné en outre que partag & division seroit faite entre les Parties des Terres de la succession du pere commun, situées dans les Coutumes de Peronne, Roye & Montdidier & de Clermont, par deux Gentilshommes, deux marchands de bois & deux Laboureurs, dont les Parties conviendroient, sinon nommez d'office.

Enfin sans s'arrêtet aux Requestes de Luce du Fos, ni aux Lettres de restitution par elle obtenuës le 12 Août 1699, de l'enterinement desquelles elle sut déboutée, il sut ordonné que la donation entre-viss faite par défunte Marie Elisabeth Roger veuve du Fos, audit Louis-François du Fos son

fils, le 13 Fevrier 1698, seroit executée selon sa forme & teneur.

Un pareil Jugement qui devoit terminer leurs chicanes les engagea à les redoubler; elles formerent mille incidens qui empêcherent l'estimation. Elles demanderent un partage provisionel des biens de la succession, ce partage sut ordonné par Sentence contradictoire du 29 Janvier de l'année 1705 avec la condition que le frere choisiroit deux lots. Il n'en fallut pas davantage pour leur saire rejetter ce partage qu'elles avoient elles-mêmes demandé & presenté.

Digitized by Google

Les créanciers pleins de confiance pour le sieur du Fos, attendoient sans inquietude qu'il eût pris quelque arrangement avec ses sœurs; leur tranquillité parut contraire aux desseins pernicieux des sœurs, & nonseulement elles ne voulurent accepter aucune voye d'accommodement avec leur frere, mais elles acquirent même les droits de quelques-uns des créanciers, dans la seule vûe de le consommer en frais. Des étrangers avoient la discretion de ne lui faire aucune peine & de lui épagner des frais ruineux, ses propres sœurs resoluës de le perdre se mirent en la place de ces paisibles créanciers, & ne negligerent aucune sorte de poursuites, saisses réelles & mobiliaires, tout sut mis en usage contre leur frere avec une chaleur qui ne se peut exprimer, elles provoquerent deux faisses réelles de tous les biens des successions paternelle & maternelle, l'une du 10 Novembre, & l'autre du 19 Decembre de l'année 1699, sous les noms de Genest Baudimant & Nicolas de Lor, deux hommes très-méprilables dont l'un a été même condamné à mort, mais ils étoient bons pour aider ces trois sœurs déchaînées, à persecuter leur frere.

Il est prouvé d'abord qu'un créancier de la succession paternelle sit un transport de la somme de 1500 liv. sur des arrerages qui lui étoient dûs, audit Baudimant, lequel par declaration du 11 Août 1699, reconnut que cette somme avoit été payée des deniers du sieur Desfriches d'Oria, consentant que le sieur Desfriches sit les poursuites sous son nom, à la charge de le garentir de tous les évenemens, c'est ce qui sut executé; Baudimant parut être le poursuivant; & c'étoient les sœurs du sieur du Fos, car ledit sieur Desfriches puîné prêtoit à son tour son nom au sieur d'Oria son frere, comme il est prouvé par toute la procedure qui sut faite sur l'inscription de saux, sormée dans le tems par le sieur du Fos, & entr'autres par le Procès verbal du 2 Septembre 1700, dans lequel les Experts reconnurent la fausseté de l'acte du 26 Juin 1699.

Il est prouvé encore que de Lor n'étoit qu'un prête-nom, sous lequel les Parties adverses poursuivoient les saisses réelles, la preuve est tirée de la contre-lettre dudit de Lor du 26 Juin 1699, saite au prosit dudit

sieur Desfriches.

Ces pieces se trouvent au 21 sac, cotte M. production du 18 Juin 1723. On y trouve aussi une Sentence, portant condamnation de mort contre ledit de Lor, pour faire voir quels étoient les hommes dont les sœurs du sieur du Fos employoient le ministere contre lui.

Le nommé Chalandas Sellier fit une troisième saisse réelle de tous les biens des Sieur & Dame du Fos, & c'est encore un prête-nom dont les Dames d'Auriac & d'Oria se servirent pour accabler leur frere; c'étoit le même Procureur qui occupoit pour Chalandas & pour elles; outre cela le sieur du Fos ayant offert de payer Chalandas, il resusa le payement. Ce n'étoit donc pàs dans le dessein d'être payé qu'il faisoit des poursuites; mais dans le dessein de servir la haine injuste des Dames d'Auriac & d'Oria, & de la Damoiselle du Fos: il est prouvé que Chalandas ne voulut point recevoir son payement, par le Procès verbal qui sut fait chez de Lambon Notaire, chez qui Chalandas envoya Thibault le Procureur des Dames d'Auriac & d'Oria sur la sommation qui lui avoit été

Digitized by Google

faite de la part du Sr du Fos de se trouver chez ledit Notaire, pour recevoir son payement, Thibault sit des comptes imaginaires, & ne témoigna que trop que son dessein n'étoit point de finir. On lui donna une assignation pour comparoître le Mercredy lors prochain, & il declara qu'il n'y comparoîtroit point, parce qu'il n'avoit point de charge d'y retourner, & parce qu'il n'avoit autre chose à dire que ce qu'il avoit déja dit: ainsi il n'est pas douteux que Thibault & Chalandas étoient les ministres des sœurs du sieur du Fos, lesquelles ne souhaitoient rien tant que de voir le sieur du Fos sans cesse dans la peine & dans l'oppression.

Ce Procès verbal du 19 Juillet de l'année 1706 se trouve sous la mê-

me côte M. du 21 sac.

Il n'est pas mal aisé de concevoir que cestrois saisses réelles durent coûter au Sr du Fos des sommes immenses; le nombre des opposans sut très-considerable, ainsi qu'on peut le voir par les extraits qui en ont été produits, & les procedures se multiplierent à proportion; on voit avec la même évidence que le sieur du Fos dut uniquement aux bons offices de

ses sœurs ces poursuites violentes & ruineuses.

Quelle est la Loi en pareil cas? C'est que les auteurs uniques du dommage sont obligez de le reparer. La Dame du Fos n'a pas porté trop haut ses prétensions pour le dédommagement des pertes & des dépenses causées par ces trois saisses réelles, en le sixant à la somme de 200 liv. ce préjudice sousser fut sans doute plus considerable, soit par le déperissement des biens, soit par les frais de procedures monstrueuses que les saisses réelles occasionnerent.

Le sieur du Fos accablé de tant de poursuites se trouva dans la triste necessité de faire un abandon general de tous ses biens aux créanciers de la succession, moyennant une pension de 2500 liv. par chacun an: Qui auroit pû penser que ses sœurs l'eussent encore traversé dans ce cruel sacrifice qu'il se voyoit forcé de faire pour arrêter les poursuites qu'ellesmêmes lui avoient suscitées?

Leur premier soin à cet égard sut de repandre un libelle dissantatoire contre leur strere, & d'en saire signifier sans détour une copie à chacun des créanciers à leur requête, ce libelle contenoit que le sieur du Fos avoit voulu saire un abandon de biens, qui ne lui appartenoient pas; que ces biens leur avoient été presque adjugez en entier par la Sentence de l'année 1707. On a vû que toute cette prétenduë proprieté se réduisoit au droit de prendre sur les leur devoit des somme de 819 liv. chacune; elles ajouterent que leur frere leur devoit des sommes considerables, dont le payement étoit exigible. Ensin que l'acte d'abandon des dits biens n'étoit qu'un tissu de tromperie & un ouvrage de fraude, que les Fermiers qui étoient dénomnez de même que les débiteurs n'étoient qu'une partie de ceux qui devoient & jouissoient, & que les baux avoient d'ailleurs été simulez, & faits sous la foi de contre-lettres & de pots-de-vin très-considerables.

Un tel éloge meritoit bien d'être imprimé, & le fut en effet, les significations sont du 10 Octobre de l'année 1716, chaque créancier eut un exemplaire d'un si belouvrage: on remarquera sur tout la protestation qui termina le libelle, qui est que les dites Dames feroient pour suivre la subrogation des dites saisses réelles, au cas que les créanciers donnassent main-levée.

Un tel acte n'est point équivoque, il démontre que le sieur du Fos

n'avoit proprement d'autres Parties que ses sœurs qui ne vouloient point

de paix à quelque prix que ce fût.

Il est constant que leurs oppositions criantes à un pareil abandonnement couterent infiniment au sieur du Fos, les pieces produites sur la côte O. du 21 sac prouvent tous les saits qu'on vient d'avancer à cet égard, le dédommagement dû pour un procedé si injuste ne sçauroit être au-dessous de la somme de 60000 liv. telle qu'elle a été demandée pour indemniser la Dame du Fos & ses ensans; ce ne sur qu'en l'année 1708, que les contestations suscitées au sujet de cet acte d'abandonnement surent terminées: le Parlement sans s'arrêter à tant d'oppositions & d'obstacles, homologua ledit acte par Arrest du 23 Aoust de l'année 1708.

Cet Arrêt ne delarma pas les sœurs du sieur du Fos, elles attendirent qu'il sut hors de peine pour lui preparer de nouveaux embarras & de nouveaux maux; elles surprirent pendant son absence un Arrest de forclusion, par lequel il leur sut accordé une provision de 3800 liv. par an. Pouvoient-elles surprendre & tromper plus indignement la religion de la Cour? L'évenement à justissé qu'elles n'avoient en tout à prétendre que 819 l. chacune, & cependant elles se firent adjuger 3800 l. de pro-

vision par chacun an.

Il n'est sortes de procedures que cette provision ne leur ait donné lieur de faire encore avec une nouvelle sur contre leur frere; elles toucherent des sommes très sortes pour cette provision qui leur étoit si peu dûë; elles sirent des saisses & executions, tant sur les Syndics des créanciers que sur les debiteurs, & leurs vives poursuites les mirent dans la necessité. de faire vendre 294 sacs de bled, à raison de 17 liv. le sac, & il arriva que sur le même marché quinze jours après le sac de bled sut vendu sur le pied de 100 liv. ce qui forme une disserence très-sacile à sentir, & qui ne sçauroit être portée à moins qu'à la somme de 30000 liv.

De-là résultent encore d'autres dommages & interêts: car avec cette somme de laquelle le sieur du Fos sut privé par l'injustice de ses sœurs, il

auroit payé des créances dont les interêts auroient été éteints.

La Dame du Fos dans le neuvième état de ses prétentions contre ses belles sœurs, comprit les differens voyages que son mari avoit été obligé de faire à grands frais à cause de ses incommoditez, pour parvenir aux estimations, ausquelles ses sœurs mettoient chaque jour de nouveaux obstacles.

Le dixième état comprend différentes sommes que les Dames d'Auriac & d'Oria, & la Damoiselle du Fos toucherent dans les années 1712, 1713 & 1714; toutes les dites sommes montant à 11675 liv. suivant les comptes & reçus produits au 21 sac, les interêts desquelles sommes ne sçauroient être resusez.

Dans l'année 1715 elles toucherent aussi plusieurs sommes des Fer-

miers, & il n'a pas été possible encore de les verisser en entier.

Elles toucherent dans la même année presque tout le revenu des Terres de la Taule & de Mery, par le moyen des saisses & executions qu'elles firent contre les fermiers & debiteurs.

L'année 1715 sut encore remarquable par les deux Procès criminels qu'elles intenterent contre leur frere avec aussi peu de sondement que

sur tout le reste.

C'est une hardiesse bien grande de la part de la Damoiselle du Fos & des heritiers de ses sœurs, d'oser demander encore aujourd'hui raison de ce qu'elles ne purent pas saire plus de mal à l'occasion de la provision injuste qu'elles extorquerent par forclusion, pendant l'absence de leur frere: L'évenement n'a-t-il pas justifié pleinement que cette provision excedoit infiniment ce qui devoit leur revenir pour les legs que le pere leur avoit laissez?

Le douzième état contient les sommes qui surent reçûes en l'année 1716, on sçait en general qu'elles toucherent des sermiers tous les revenus des Terres de la Taule & de Merry, ce qu'il n'a pas encore été

possible de justifier en détail.

Ce n'étoit point assez de toucher le revenu, il salloit ruiner les sonds; c'est dans cette vûe que les Dames d'Auriac & d'Oria & la Dle du Fos sirent décharger sort mal à propos Brehon du bail dont il étoit chargé, & les terres resterent en srîche pendant deux ans, ni la Dame du Fos ni le Syndic des creanciers ne purent absolument trouver de Fermiers, ce dommage ne sçauroit être estimé à moins qu'à la somme de 10000 liv. dont il doit revenir encore des interêts.

Le treizième état concerne les sommes reçûes en l'année 1718, sur quoi l'on n'a point encore recouvré toutes les quittances.

En l'année 1719, elles reçurent 4000 liv. les quittances sont pro-

duites.

Le quinzième état concerne les dommages & interêts resultans du partage fait en l'année 1704, de la succession de la Dame Roger, ayeule commune maternelle. On a observé que les sœurs s'étant fait faire des donations de presque tout ce que la Dame Roger leur ayeule maternelle avoit de bien; elles eurent l'art de prévenir la demande en legitime que leur propre mere auroit pû former sur les biens de sa mere, desquels elles s'étoient emparé, & pour cela elles engagerent l'ayeule à exiger de sa fille une reconnoissance de la somme de 86000 l. qu'elle ne devoit point; dans le partage qui fut fait en l'année 1704, le sieur du Fos qui avoit les droits de la mere en qualité de donataire universel, n'eut pour tout avantage que la décharge de cette somme qui n'étoit pas dûë, & les sœurs profiterent de tout ce qu'il y avoit de réel qui montoit à plus de 600000 l. le sieur du Fos obtint des lettres de rescision contre cette reconnoissance de la mere; mais la situation violente où ses sœurs l'avoient réduit, & la parole qu'elles avoient donnée de mettre une fin à leur chicanne, le déterminerent à ne pas poursuivre sur la demande en enterinement desdites Lettres: les promesses furent sans essets, & le frere sut dépouillé de tout.

Et pour exprimer en un mot tout le mal que ces cruelles sœurs sirent à leur strere, il sussit d'observer que de la succession opulente de l'ayeule maternelle, de celle du pere où il devoit trouver des legitimes & droits d'aînesse, & de celle de la mere qui étoit de 400000 liv. qu'il devoit recueillir comme donataire universel. De tout cela il n'a rien eu, le contrat d'abandonnement le prouve bien clairement; le fils a été traité en esclave & ses sœurs ont reçu des sommes immenses. Voilà l'abregé de l'histoire.

Il s'agir aujourd'hui d'achever l'ouvrage de la Justice.

Un premier Arrêt décisif de Nosseigneurs les Commissaires du 21 Juin de l'année 1721, fixa la masse de la succession du pere commun, enforte que par-là la plus grande partie des chicanes des Parties adverses sut dévoilée & arrêtée en même tems.

Le second Arrêt du 31 Août de l'année 1723, démasqua totalement la fraude & l'artifice des persécutrices des Sieur & Dame du Fos & de leurs enfans; il sut jugé bien précisement par cet Arrêt & par le partage qui sut sait en consequence, qu'il ne revenoit à chacune des sœurs que la somme de 819 liv. 12 sols 11 den. Voilà l'objet de tant de poursuites & de procedures si criantes pendant l'espace d'environ 40 années.

C'est sur le fondement de ce droit si modique & si méprisable en soi, qu'elles ont touché des sommes très-considerables dans l'embarras & le

cahos de procedures & de chicanes qu'elles avoient produit.

Et ce sont les mêmes sommes dont la restitution est demandée avec interêt du jour qu'elles ont été reçues, outre les dommages & interêts qui seront toujours au-dessous des pertes infinies que la Dame du Fos & sers ensans ont souffertes par les soins des Parties adverses à quelques som-

mes que ces dommages & interêts soient portez.

Le sieur du Fos ne put résister à toutes les traverses qu'il essuya de la part de ses sœurs, & au chagrin de se voir absmé de srais, sans esperance de pouvoir sortir de l'affreux labyrinthe où elles l'avoient malicieusement entraîné. Il mourut ne laissant pour tout bien à sa femme & à ses ensans que ce qu'ils pourroient sauver de l'avidité de ses sœurs. Son décès arriva en l'année 1714: Quel redoublement de peines & de traverses n'éprouverent pas depuis la veuve & ses ensans! On a vû que par une patience à toute épreuve la mere sit ensin entendre ses cris à la Justice; elle obtint les deux Arrêts victorieux dont on a parlé, mais elle n'en a pû jusqu'à present recueillir les fruits.

Le nombre de Nosseigneurs les Commissaires ayant enfin été fixé par les Arrêts du Conseil des années 1724 & 1726, les Parties adverses oserent presenter une nouvelle Requête le 27 Février 1728, d'un volume énorme, par laquelle on voit qu'elles ont grosserement affecté d'ignorer que l'Arrêt du 31 Août 1723 a terminé toutes leurs contestations pour le partage de la succession, & qu'il ne s'agit plus que de liquider les restitutions dont elles sont tenuës pour les sommes très-considerables qu'elles ont touchées au-delà de celle de 819 liv. 12 sols 11 den. & de liquider en même tems les dommages & interêts qui n'ont été dûs, on l'ose dire, dans aucune affaire, à plus juste titre, & qui meritent

toute l'attention de Nosseigneurs les Commissaires.

C'est ce qu'on va établir en peu de mots, en rappellant les circonstances qu'on vient d'expliquer dans le sait.

Demande en restitution des sommes reçuës.

On a observé que la Dame du Fos produisit le 8 Août de l'année 1720, quinze états concernans les restitutions & les dommages & interêts; & le 18 Juin de l'année 1723, par une production considerable contenue

Digitized by Google

au vingt-unième sac, elle justifia par des pieces décisives tous les articles contenus dans les dits états, à la reserve de ceux dont les saisses avoient empêché de rapporter la preuve; depuis la Dame du Fos sit une seconde production d'autres quittances des trois sœurs, en attendant qu'elle en puisse découvrir davantage.

Il faut separer de ces états ce qui concerne les restitutions des sommes reçues au-dessus de 819 liv. 12 sols 11 den. d'avec les dommages &

interêts.

Le premier état concerne les sommes reçûes par les trois sœurs depuis l'année 1687, jusqu'en l'année 1694, & ces sommes montent ensemble

à celle de 9774 liv. 17 sols.

L'interêt ne semble pas pouvoir être resusé, à compter du jour que les sommes ont été reçues, il s'agit du partage d'une succession; ceux qui ont trop reçu en pareil cas doivent faire raison aux autres avec interêt, outre que la question a été jugée par l'Arrêt du 31 Août 1723, ainsi qu'on l'observera dans la suite.

Le second état contient les sommes reçuës des débiteurs jusqu'en l'an-

née 1698, montant à celle de 24701 liv.

L'interêt comme dessus, à compter de ladite année 1698.

Le troisième état contient les sommes que le sieur du Fos paya à ses sœurs, contraint par des saisses & exécutions très-vives depuis l'année 1696 jusqu'en 1699, montant à 3820 liv. & les interêts depuis l'année 1699.

Quatriéme état pour les sommes reçues jusqu'en l'année 1702, mon-

tant à celle de 9250 liv.

L'interêt depuis ladite année 1702.

Cinquième état, pour ce qui a été pareillement reçu par les trois sœurs depuis l'année 1703 jusqu'en l'année 1705, montant à la somme

de 6879 liv. 10 sols, dont l'interêt est dû depuis l'année 1705.

Le huitième état contient les sommes reçuës en consequence de la provision surprise par un Arrêt de forclusion de la somme de 3800 liv. les dites sommes reçuës en 1709 & 1710, montant à celle de 4268 liv. 5 sols.

Et l'interêt depuis l'année 1710.

Dixième état, pour les sommes reçuës ès années 1712, 1713 & 1714 montant à 11675 liv.

Et l'interêt depuis la derniere de ces trois années.

Onzième état pour les sommes reçues en l'année 1715, montant à 1466 liv. il y a d'autres sommes à justifier qui furent touchées des Fermiers de la Taule & de Mery, dont il sera parlé dans la suite.

Le douzième état est pour les sommes touchées en l'année 1716, lesquelles sont très considerables, car les trois sœurs avoient l'art de toucher

presque tous les revenus de la Taule & de Mery.

De même pour l'année 1718. Pendant l'année 1717 il n'y eut point de Fermier, & les terres demeurerent en friche par la malice des trois

En l'année 1714 elles toucherent la somme de 4000 de l'un des Receveurs de Mery, c'est la somme contenuë au quatorziéme état.

Il n'est pas douteux que l'interêt ne doive être compté depuis ladite

année 1719.

Le quinzième état concerne les dommages & interêts dont il sera parlé pour justifier les articles de ces différents états sur les restitutions des sommes reçues par les trois sœurs. La Dame du Fos produisit une quantité de pieces décisives par Requête du 18 Juin de l'année 1723, ce sont les pieces contenues au vingt-unième sac.

Posterieurement à cette production, elle découvrit encore d'autres quittances données par les trois sœurs en disserens tems. Ce sont celles qui furent produites par Requête du 30 Juillet de la même année 1723, toutes les sommes justissées par les dernieres quittances, montent en-

semble à celle de 5906 liv. 2 sols 1 den.

Voilà quant à present tout ce que la Dame du Fos a pû justifier avoir été reçu par ses belles-sœurs, ces sommes montent ensemble à celle de 82730 liv. 14 sols 1 den. Il n'y a pas lieu de douter qu'elles n'en ayent reçu d'autres encore, dont on sera toujours à tems de former la demande

à mesure que les quittances se découvriront.

Le 21 Juin de l'année 1721 il intervint, comme il a été dit, un premier Arrêt de Nosseigneurs les Commissaires qui fixa les masses actives & passives de la succession du sieur du Fos, débouta les Dames d'Auriac, d'Oria & la Demoiselle du Fos de plusieurs de leurs demandes, & confirma ce qui avoit été ordonné par la Sentence du 19 Juillet de l'année 1701 sur quelques articles qui furent employez dans les masses: La masse active sut fixée à 552045 l. 4 sols 6 den. & la masse passive à 507528 l. 13 sols 6 den. partant il ne restoit de net dans la succession du sieur du Fos que la somme de 32516 liv. 11 s. Ledit Arrêt se trouve au 23°. sac.

Le 31 Août 1723 intervint enfin l'Arrêt qui termina le partage, il sut dit qu'il seroit sait distinction des meubles & immeubles, des immeubles nobles & des roturiers, pour dans les masses être sait distinction des biens regis par les Coutumes de Paris, de Valois, de Clermont & de Montdidier, il sut dit encore que chacun des ensans auroit les fruits des portions à eux afferantes, à compter du 27 Août de l'année 1687. L'Arrêt sixa la maniere dont le partage devoit être sait pour les arrerages & la contribution aux dettes, & par le partage sait en exécution, & étant à la suite dudit Arrêt, il se trouva qu'il ne revenoit à chacune de la dette, de clair & liquide, que la somme de 819 liv. 11 sols 11 den.

Une décission si formelle ne sembloit pouvoir laisser aucune ressource aux chicanes averées & totalement éclaircies des Parties adverses.

Voici cependant à quoi elles ont conclu par leur Requête du 27 Fé-

vrier de l'année 1727.

1°. A ce qu'en procedant au Jugement des contestations d'entre les Parties, la Dame du Fos & ses ensans sussent déboutez des demandes par eux sormées par les Requêtes du 8 Août 1720 & 30 Juillet 1723, saus à eux à coucher en dépense dans le compte de jouissance des fruits & revenus des biens de la succession du désunt Sr du Fos, les sommes qui ont été reçûes, tant par sorme de provision qu'autrement, saus à sournir de débats contre ladite dépense, ce faisant leur adjuger les conclusions prises par leurs Requêtes des 12 Août 1712 & 7 Septembre 1723.

2°. A ce qu'ils sussent mis en possession des portions de biens, suivant les dispositions des Coutumes à eux adjugées par la Sentence des Requêtes du Palais du 19 Juillet 1701; ce faisant condamner la veuve du Fos ès noms qu'elle procede, & ses enfans de s'en désister, & de leur en laisser la libre possession & jouissance avec restitution de fruits à compter du 27 Août de l'année 1687, jour du décès du pere & ayeul commun aux interêts de la somme à laquelle les fruits monteroient, sçavoir pour ce qui est en grains, suivant l'extrait des gros fruits; le surplus à dire d'Experts, à la charge par eux de compenser sur les interêts & sur les fruits les dettes que la Dame du Fos peut avoir payées.

3°. A ce que la Dame du Fos & ses ensans soient condamnez aux dommages & interêts résultans de toutes les coupes de bois de haute-sur saites depuis le 27 Août 1687, sans préjudice du prix des mêmes bois.

4°. Aux dommages & interêts résultans de la rebellion commise à l'exécution des Arrêts de la Cour & de la perte des pieces & titres contenus & énoncez dans le recepissé du seu sieur du Fos, du 26 Juin 1699, pour raison de quoi elles se restraignent à la somme de 300000 liv. & aux interêts, si mieux n'aiment suivant l'estimation avec dépens.

On ne peut rien voir de plus extraordinaire & de plus bizarre que de pareilles conclusions après la décision précise de l'Arrêt du 31 Août 1723, c'est on l'ose dire, avoir regardé cet Arrêt comme non avenu, que d'avoir osé prendre ces conclusions; car elles sont revivre les contestations décidées & terminées par l'Arrêt & par le partage fait en con-

fequence.

En effet, ce qui résulte de ce partage est, que les Parties adverses n'ont absolument à prétendre sur les biens paternels dont il s'agit, que la somme de 819 liv. 12 sols 11 den. Qu'elles se retournent de quelque sens que ce soit, la Loi a été prononcée: Elles n'ont rien à prétendre audelà de cette somme modique avec les interêts, à compter du jour du décès du pere, c'est donc uniquement de cette somme qu'il saut leur tenir compte; ainsi les chess de leurs conclusions tendans à ce que la Dame du Fos & ses ensans soient déboutez de leur demande en restitution des sommes reçues, & en payement des dommages & interêts immenses qui sont dûs pour tout le préjudice qu'elles ont causé pendant l'espace de 40 années, ne peut exciter que de l'indignation.

En effet, si les Parties adverses ont reçu des sommes très-considerables des biens d'une succession dans laquelle elles n'avoient à prétendre pour tout droit que la somme de 819 liv. n'est-il pas évident qu'elles doivent tenir compte de tout l'excedant & de l'interêt du jour que les sommes ont été reçues; il s'agit d'un partage pour lequel chacun des copartageans doit avoir sa portion avec interêts du jour du décès: ceux qui ont reçu fort au-delà de leur portion, doivent rendre sans difficulté l'excedant avec.

l'interêt du jour des sommes reçués.

C'est un expedient digne de pitié d'ajoûter par ces conclusions que la Dame du Fos pourta employer en dépense cet excedant à imputer sur les revenus, dont les Parties adverses prétendent qu'il leur est dû un compte.

Mais quels revenus peuvent être dûs à qui n'a à prétendre que 8191.

N'est-ce pas vouloir éluder encore un payement inévitable que de se répandre dans ces vaines suppositions? L'artifice est trop grossierement

imaginé.

Le second chef des conclusions est encore plus risible: Les Parties adverses demandent d'être mises en possession des biens, suivant les dispositions des Coutumes; mais l'Arrêt ne leur adjuge que 819 liv. Voilà dequoi elles devroient être mises en possession, si elles n'avoient rien reçu; & ayant reçu plus de cent sois au-delà, n'est-il pas clair qu'elles doivent être condamnées à rendre tout l'excedant avec interêt, bien-loin qu'elles

puissent avoir la moindre chose à prétendre?

Les prétendus dommages & interêts qu'elles demandent par le troisième chef pour des coupes de bois, sont encore des visions qui ne sçauroient trouver ici le moindre prétexte; car n'ayant droit absolument dans la succession du seu sieur du Fos pere & ayeul commun que pour 819 liv. elles n'ont d'autre compte à prétendre que de cette somme & des interêts; & en prétendant quelque chose au-delà, elles entreprennent de renverser l'Arrêt & le partage du 31 Août de l'année 1723: barrieres insurmontables que les Parties doivent respecter, sans entreprendre de faire revivre ce qui a été disertement jugé.

Le quatriéme chef pour dommages & interêts moderez à 300000 liv.' résultans de prétendues rebellions commises au sujet des vexations exercées pour le payement des provisions injustes que les Parties adverses avoient surprises & qu'elles sont aujourd'hui tenues de rendre, est le com-

ble de l'illusion & de la temerité.

Quoi! Leur injustice a exigé cent sois au-delà de ce qui leur étoit da; elles sont forcées de rendre tout ce qu'elles ont touché au-delà de 819 liv. 12 sols 11 den. & il saudra les dédommager de ce qu'elles n'ont pas reçu davantage, & de ce que les restitutions inévitables dont elles sont tenuës, ne sont pas encore plus fortes, & pour cela il saudra leur adjuger la somme modique de 300000 liv. Il y a un égarement insupportable dans une pareille prétention, & Nosseigneurs les Commissaires pourront bien connoître à ce trait, de quoi les Parties adverses ont été capables.

A l'égard de la prétendue perte des titres, l'Arrêt du 31 Août les a expressément déboutées de la Requête du 27 Avril de l'année 1723, laquelle n'avoit pour objet que cette prétendue perte de titres, à laquelle

Nosseigneurs les Commissaires n'eurent aucun égard.

On n'aura garde d'entrer dans la discussion & dans l'examen du volume énorme qui precede ces Conclusions. Ce sont des repetitions vaines & frivoles de tout ce qui a été dit au Procès, & de tout ce qui a été parconsequent jugé par les Arrêts des 21 Juillet 1721 & 31 Août 1723.

Les Parties adverses demandent que les conclusions par elles prises par les Requêtes des 12 Août 1712 & 7 Septembre 1723, leur soient

adjugées.

Mais les conclusions de ces Requêtes concernent les questions jugées; elles supposent qu'il n'y ait point eu encore de partage, puisqu'elles roulent sur de prétenduës restitutions de fruits, & sur un compte de tutelle dont il ne s'agit plus, en consequence de l'Arrêt & du partage du 31

Digitized by Google

Août 1723, tout ce qui revient aux Parties adverses c'est la somme de 819 liv. 12 sols 11 den. Voilà la fin du partage: plus de restitution de fruits, plus de compte de tutelle à prétendre, les masses des biens & des dettes ayant été fixées, le partage de la succession sut terminé par le dernier Arrêt. On ne peut sans honte entreprendre de saire revivre des contestations jugées, & des prétentions qui ont paru telles qu'elles sont, frivoles & chimeriques.

Tout ce qui reste à terminer, ce sont les restitutions prétendues contre les Parties adverses, & les dommages & interêts résultans de ces horribles chicanes qui ont causé tant de préjudice & de peines pendant

l'espace de 40 années.

On vient de faire voir que suivant les pieces produites par la Dame du Fos, les Parties adverses ont touché des biens de la succession du sieur du Fos, sur laquelle elles n'avoient à prétendre pour toutes choses que la somme de 819 liv. 12 s. 11 den. celle de 82730 liv. 14 s. 11 den. Par consequent il n'y a aucun doute que les Parties adverses ne doivent être condamnées à rendre tout l'excedant avec interêt du jour que ces differentes sommes ont été reçûes, & aux dommages & interêts résultans du préjudice causé par-là à la Dame du Fos & à ses enfans.

Il reste encore à prononcer sur des dommages & interêts infiniment plus considerables, qui sont dûs pour le préjudice inconcevable qu'ont causé des chicanes multipliées, & chaque jour renouvellées pendant l'espace de quarante années pour un objet de 819 liv. qu'on a sans cesse offert de faire liquider & de payer, c'est ce qu'il sera facile d'établir après ce

qui a été observé dans le recit du fait.

Demande en dommages & interêts.

On a déjaindiqué le fondement solide de cette demande par les circonstances du fait.

Il n'est pas douteux dans le principe que des plaideurs temeraires qui non-seulement ont soutenu une mauvaise cause sciemment, mais qui l'ont soutenue avec opiniâtreténe doivent être condamnez à des dommages & interêts pour la témerité de leurs poursuites outre la condamnation des

dépens qui ne souffre jamais de difficulté.

C'est la raison & la justice qui apprennent que quiconque cause du préjudice à autrui doit le reparer. L'ignorance & la bonne soi peuvent excuser un Plaideur, quand il est clair qu'il n'a point entrepris une mauvaise contestation dans le dessein de nuire à son adversaire; mais hors ce cas d'ignorance & de bonne soi, la temerité & la malice du Plaideur ne sont point assez punies par la condamnation des dépens, elles doivent l'être encore par un dédommagement proportionné au préjudice qu'elles ont causé; c'est sur ce sondement que les Loix Romaines assujettirent le Plaideur à jurer dès l'entrée de la cause, qu'il ne s'étoit point proposé d'intenter une action sciemment mauvaise & insoutenable, dans la vûe de faire de la peine à son adversaire. Elles soumirent aussi celui qui succomberoit, à payer les dépens & à reparer le dommage qu'il auroit causé:

Improbus litigator, dit l'Empereur Justinien aux Instit. de pæna temere litigantium, S. I. Et damnum & impensas litis inferre adversario suo cogatur.

Les Ordonnances de nos Rois ont adopté ces sages dispositions, & ont soumis pareillement le Plaideur temeraire à reparer le dommage cauté par sa mauvaise contestation.

Nous avons entr'autres l'Ordonnance celebre du Roy François I. de l'année 1539, qui s'est disertement expliqué sur ce point, art. 88.

En toutes matieres réelles, personnelles & possessoires, civiles & criminelles, porte cet article, y aura adjudication de dommages & interêts procedans de l'Instance, de la calomnie ou temerité de celui qui succombera en icelles, qui seront par la même Sentence & Jugement, taxez & moderez à certaine semme, pour un toutes ois que les dits dommages & interêts ayent été demandez par la Partie qui aura obtenu, & desquels les Parties pour ront faire remontrance sommaire par le Procès.

Voici dans quels termes s'explique à ce sujet l'Auteur des Loix Civiles, liv. 3, tit. 5, sect. 2, n. 14. Parmi toutes les causes, dit-il, dont il peut naître des dommages & interêts, il y en a peu d'aussi frequentes que l'insustice de ceux qui entreprenant ou soutenant des Procès injustes, causent à leurs Parties, & des frais que les comdamnations de dépens ne reparent presque jamais, & encore d'autres dommages, dont ces Procès sont les seules causes, comme la perte du tems & plusieurs autres suites de l'injustice & de la chicane des mauvais Plaideurs, ce qui rend très-juste la condamnation des donmages & interêts, lorsque la vexation est telle qu'elle y donne lieu: & quoique cette regle ne s'observe que si rarement qu'il semble qu'elle est abolie, comme elle a pour principe l'équité, qu'elle est du droit naturel, & qu'elle avoit été renouvellée par les Ordonnances, il est de la prudence des Juges de la mettre en usage dans les occasions où l'injustice, la chicane, la vexation peuvent le meriter.

S'il est vrai, comme on n'en peut douter après ces autoritez, qu'en general le Plaideur temeraire soit tenu des dommages & interêts; que ne doit-on pas penser de ceux qui pendant plus de quarante années, ont mis en usage les vexations les plus criantes & les plus honteuses, dans la seu-le vûe d'accabler leur adversaire?

Les Demoiselles du Fos jurerent la perte de leur frere dès sa naissance même, parce qu'il dérangea les projets qu'elles avoient formez sur la succession paternelle, & leur haine reçut chaque jour de nouvelles forces. Instruites de l'extrême modicité de ce qu'elles auroient à prétendre dans la succession par le concours d'un frere favorisé par les Coutumes, elles entreprirent de repandre une telle consusson & un tel desordre dans les affaires, qu'il ne sut jamais possible de parvenir à démêler la verité.

On a vû qu'elles commencerent par extorquer un Testament du pere mourant qui leur sit à chacune un legs de la somme de 30000 livres; l'évenement a justissé qu'elles ne pouvoient prétendre à quelque titre que ce sût, dans la succession paternelle, que la somme de 819 liv. la libera-lité n'étoit pas mediocre de se faire assurer 30000 liv. dans la même succession.

Mais le frere, quoiqu'élevé avec la qualité de legataire universel qu'on lui avoit fait prendre dans sa minorité, pour le priver des avantages que

la Coutume lui donnoit en qualité d'heritier, fut assez heureux pour prendre de bons conseils, dès qu'il eut atteint la majorité; le premier pas qu'on lui fit faire, sut de renoncer à ce legs universel ruineux qu'on avoit

menagé pour l'éblouir.

Les sœurs irritées de voir que ce premier artistice étoit inutile au moyen de la renonciation, mirent tout en usage pour empêcher l'effer de cette renonciation au legs universel, elle sut faite en l'année 1695, & ce ne sut que par la Sentence du 19 Juillet de l'année 1701, qu'elle sut declarée bonne & valable; jusques-là ses sœurs avoient suscité toutes sortes de chicanes, pour obliger leur frere à demeurer chargé de leur payer 30000 liv. à chacune dans une succession, où elles ne pouvoient absolument esperer de trouver que 819 liv. le sieur du Fos leur offrit par l'acte même de renonciation au legs universel, de leur payer ce qui pourroit leur revenir.

Ensorte qu'elles ne pouvoient absolument avoir aucun prétexte legitime pour plaider; mais elles connoissoient parfaitement l'état de la succession, parce qu'elles avoient elles-mêmes regi les biens du vivant de leur pere, ainsi qu'il paroît par les differens comptes qu'elles lui avoient rendus, & qui ont été produits dans l'Instance. C'est le dessein prémedité de nuire à leur frere qui les engagea à combattre ouvertement sa renon-

ciation, dès que la mere commune eut été décedée.

Cette résistance injuste & affectée, pour empêcher l'effet de la renonciation, est le premier chef qui sonde la demande en dommages & interêts.

Ce ne sut point assez de s'opposer à la renonciation, elles voulurent mettre leur frere hors d'état de pouvoir se désendre & de leur résister.

La mere, comme il a été dit, mourut au mois de Mars de l'année

1698.

Elle avoit fait une donation universelle de tous ses biens à son fils, sauf la legitime pour les filles; elles attaquerent cette donation qui ne souffroit pas plus de difficulté que la renonciation au legs universel; aussi surrent-elles confirmées l'une & l'autre par la Sentence du 19 Juillet de l'année 1701.

Dans le tems même qu'elles combattoient témerairement la renonciation au legs & la donation de la mere, elles s'aviserent de susciter à leur

frere de nouveaux genres de persecutions.

On a vû dans le fait qu'irritées de la tranquillité des créanciers, elles firent acquerir, par surprise & sous des noms empruntez, quelques créances modiques, à la faveur desquelles elles firent trois saisses réelles de tous les immeubles des seus Sieur & Dame du Fos; il y eutencore des saisses mobiliaires & une instance de préserence. Il est aisé d'entendre que toutes ces poursuites mirent le seu dans tous les biens, & les ravagerent presque totalement. Soixante-six Procureurs ausquels il falloit avoir à faire, multiplioient les frais à toutes les heures, & produisoient des volumes très-chers aux dépens & à la ruine de la chose; ces poursuites surrent terminées par des ventes judiciaires qui ne firent pas toucher la moitié du prix des maisons vendues, & qui consommerent presque entierement en frais ce qui sut reçû.

La premiere saisse réelle sut saite le 31 Decembre de l'année 1699, à la requeste en apparence de Genest Baudimant & de Nicolas de Lor, mais au sond sur les poursuites des trois sœurs qui voulurent accabler

leur frere de toutes parts.

Il seroit inutile de justifier en détail tout le dommage causé par de parceilles poursuites; quiconque est instruit des frais énormes qu'elles causent ordinairement au milieu d'une quantité d'opposans, qui tous ont leur Procureur, jugera sans peine du tort & du ravage qu'elles peuvent faire quand elles sont conduites dans le seul dessein de nuire au saiss, & de le ruiner.

Il est prouvé que c'étoient les sœurs qui avoient fait saissir réellement sous les noms interposez de Baudimant & de Lor, & encore sous le nom d'un nommé Chalandas Sellier qui prêta son nom pour faire une troisséme saisse réelle des mêmes immeubles le 19 Feyrier de l'année

1700.

Les saisses outre les frais infinis qu'elles causoient, empêchoient les créanciers de rien toucher, ce qui accumuloit les arrerages; les biens ne produisoient que peu de chose, parce qu'ils étoient presque abandonnez par le sieur du Fos, qui ne pouvoit s'absenter un instant, ayant chaque jour à répondre à quelque procedure nouvelle; enfin le sieur du Fos étoit obligé d'emprunter, pour pouvoir à la fois soutenir sa famille & sournir à tant de frais; tout cela forme autant de chess de dommages & interêts, dont les trois sœurs étoient sans difficulté responsables, puisqu'elles avoient causé seules tout le mal.

Les pieces produites sous la cotte M. justifient ce qui a été dit au sujet des saisses réelles & mobiliaires; la Dame du Fos n'a eu garde de produire toutes les significations qui furent faites à son mary au sujet de ces saisses, il faut des chambres entieres pour contenir les sacs qui en sont

remplis, c'est ce qu'il est très-facile de suppléer.

La Dame du Fos a porté sur ce point les dommages & interêts à la somme de 200000 liv. & quelque considerable que soit cette somme, elle n'est pas encore assez sorte pour reparer le dommage que les trois saisies réelles causerent au sieur du Fos.

Le contrat que le sieur du Fos sit avec ses créanciers en l'année 1706, contenant un abandon de ses biens, moyennant une simple pension de 2500 liv. sut encore une source de contradictions & de chicanes de la part de ses sœurs, elles seules s'opposerent à l'homologation de cet acte si convenable à l'interêt des créanciers, & si digne de la bonne soi & de la droiture du sieur du Fos. On a vû que les sœurs par des calomnies, par des libelles dissamatoires, & par toutes sortes de suppositions, vou lurent empêcher l'esset de cet acte, qu'elles donnerent lieu par cette résistance injuste & de très mauvaise soi à une infinité de procedures, dans lesquelles entrerent les soixante-six Procureurs des créanciers, avec lesquels cet acte avoit été fait: à ce nombre de Procureurs, il est ailé de juger des frais qui durent être faits pendant l'espace de deux années; car ce ne sut qu'en l'année 1708 que le contrat sut homologué par Arrêt.

La Dame du Fos a demandé la somme de 60000 liv. pour dédomma-

Digitized by Google

gement de tout ce que ses belles-sœurs causerent de frais & de dépense au sujet de ce contrat.

Avec certe somme qui fut dépensée très-inutilement le sieur du Fos

auroit acquité des dettes portant interêt.

Le sieur du Fos empruntoit & vendoit tout ce qu'il avoit pour sournir à tant de dépens, & c'est encore ce qui sonde non-seulement la demande en dommages & interêts, mais même la demande en interêts de ce qui

sera adjugé pour dédommagement.

Il a été fait mention de l'Arrest par forclusion qui adjugea aux trois sœurs une provision de 3800 liv. par chacun an; jamais surprise ne sut plus criante que celle qui donna lieu à cet Arrest, l'execution en sut suspenduë, quand le sieur du Fos eut pû faire connoître la verité, & ce qui concernoit cette provision sut renvoyé pardevant Nosseigneurs les Commissaires.

Cependant les Parties adverses ne laisserent pas que de continuer leurs executions pour cette même provision, & les Syndics des créanciers, & les débiteurs se trouverent dans la necessité de vendre deux cens quatre-vingt-quatorze sacs de bled, moyennant 17 liv. le sac; & quinze jours après sur le même marché, le sac de bled sut vendu à raison de roo liv. le sac, ce qui fait une perte réelle de 30000 liv. de laquelle somme les Parties adverses doivent tenir compte de même que des interêts, attendu que cette somme eut été employée à payer des créances qui portoient interêt.

Les estimations qu'il sut question de faire des biens, surent encore extrêmement traversées par les Parties adverses, parce qu'elles ne vou-loient rien souffrir qui pât accelerer le partage, & faire connoître le sond de la succession, c'est ce qui donna lieu à differens voyages que le sieur du Fos sut dans la necessité de faire en l'année 1711 à très-grands frais,

attendu les infirmitez dont il étoit accablé.

Les frais du voyage & autres qu'il fut necessaire de faire pour parvenir ausdites estimations, montent au moins à la somme de 12000 liv. dont la restitution est inévitable de la part des Parties adverses, puisque les trois sœurs causerent tous ces frais multipliez, elles doivent encote l'interêt de ladite somme.

Le sieur du Fos déceda en l'année 1714.

Les Procès criminels qui furent intentez contre la Dame du Fos & ses ensans, meritent non-seulement une reparation autentique, mais doivent même soumettre les Parties adverses à des dommages & interêts considerables.

En effet des Huissiers envoyez de la part du sieur Dessriches oserent arrêter la Dame du Fos & ses enfans qui alloient à la chasse avec leurs domestiques & leurs Gardes - chasse, pour la saint Hubert; les insultes marquées que sirent ces Huissiers, sont constatées par des informations qui surent saites pardevant M. l'Intendant de Soissons, sur une Commission expresse, dont il sut chargé; la Dame du Fos a produit 21° sac, cotte T. ce qui concerne cette procedure extraordinaire. Cependant les mêmes Huissiers sirent un Procès verbal au gré des Parties ad-

verses, & firent entendre les Témoins qu'ils jugerent à propos, ce qui donna lieu à un Decret de prise de corps contre la Dame du Fos & ses

ensans du 23 Decembre de l'année 1715.

Il y eut un second Decrer en l'année 1718 pour prétendue rebellion fur ce que la Dame du Fos & ses enfans trouvoient mauvais que les Parties adverses exigeassent avec violence la provision injuste de 3800 livres.

L'évenement a bien prouvé l'injustice de cette provision surprise de la religion de la Cour, puisque les Parties adverses sont obligées de rendre avec interêt tout ce qu'elles ont reçû au-delà de 819 livres 12 s. 11 d.

Nosseigneurs les Commissaires sont en état d'adjuger à la Dame du Fos & à ses enfans les dommages & interêts convenables pour de pareilles violences.

Une autre source de dommages & interêts, est le partage qui suit fait en l'année 1704 de la succession de la Dame Roger, mere de la seue Dame du Fos; le sieur du Fos étoit donataire universel de la Dame sa mere; & en cette qualité on prétendit qu'il étoit obligé de tenir compte à cette succession de la somme 86000 livres, pour laquelle somme la fille s'étoit forcement engagée envers la mere; mais le sieur du Fos avoit pris des lettres de rescission contre cet engagement forcé & injuste, & le succès n'en pouvoit pas être douteux, attendu les protestations qui avoient été saites avant & depuis l'acte d'engagement; mais les promesses qui surent saites de terminer toutes contestations, engagerent le sieur du Fos à subir la loy que ses sœurs voulurent lui imposer; & le partage fait, elle redoublerent leurs poursuites contre lui au lieu de les terminer.

Or ce partage causa évidemment un préjudice de plus de cent cinquante millelivres, dont par consequent les Parties adverses doivent

tenir compte.

Enfin il est constant que tout le bien de la seue Dame du Fos a disparu, elle avoit 300000 livres, à reprendre sur le bien de son mari, elle avoit trois maisons dans Paris, qui valoient plus de 100000 livres, tout cela appartenoit au sieur du Fos, comme Donataire universel; cependant ses sœurs ont tout sait disparoître par leurs persecutions, & l'on ne peut pas dire que le sieur du Fos en ait rien touché, puisqu'il n'en a jamais eu la jouissance, & qu'il a étéà la mercy des créanciers.

De trois successions des pere, mere & ayeule, dont les deux dernières étoient fort opulentes, le sieur du Fos n'a pas touché un sol. Les Parties adverses possedent une partie des biens, ont fait disparoître l'autre par les affreuses chicanes qu'elles ont suscitées pendant quarante années pour une somme de 819 liv. 12 sols 11 den. qu'on a toujours ofsert de leur payer, & sur quoi elles ont toujours éloigné avec grand soin toutes sortes d'accommodemens.

Il faut donc que les Parties soient tenues de rendre aux enfans du sieur du Fos, cette somme de 40000 livres pour le bien de la seuë Dame

du Fos.

Et il résulte qu'outre les restitutions des sommes reçues au-delà de celle de 819 livres 12 s. 11 den. c'est faire grace aux Parties adverses que de se restraindre à la somme de 1100000 livres pour dommages & interêts & frais résultans de tant d'odieuses chicanes, & de tant de pertes causées par les trois sœurs au frere & à ses enfans, c'est ce que ces enfans ruinez attendent de la Justice de Nosseigneurs les Commissaires, qui seront suffisamment instruits du dommage par les pieces produites au Procès.

Monsieur SEVER, Commissaire-Rapporteur.

Me. PONS, Avocat.

POULTIER, Proc.

De l'Imprimerie de PAULUS-DU-MESNIL, Imprimeur-Libraire, sue Sainte Croix en la Cité, attenant l'Eglise; & au Palais, au Pilier des Consultations, au Lion d'or, 1728,



MEMOIRE

POUR Elizabeth Angouillant, Veuve de Nicolas François, & Fran-Thomas geis-Collet Marchand, Défendeurs & Accusez.

CONTRE Pierre François, Demandeur & Accusateur en faux.

ICOLAS FRANÇOIS, Marchand Minde de Cette Ville de Paris, n'ayant pour heritier qu'un frere riche, & qui n'a point d'enfans, a fait un Testament qui ne contient point de legs universels, & dans lequel il ne dispose pas de la totalité de ses biens.

Il n'y a fait que des legs particuliers de 4 & 6000 livres chacun à cinq petits enfans nez de deux filles du premier mariage de sa femme, suivant la permission que l'Article 283 de la Coûtume luy donne.

Ces legs particuliers joints à quelques recompenses de domestiques, avec ce qu'il laisse à son Executeur Testamentaire, consomment à la verité une partie de ses biens; mais l'autre se trouve reservée à Pierre François son frere.

Aprés avoir travaillé utilement pendant le cours d'une longue Societé avec son frere, dont il a porté tout le poids tant qu'elle a duré, il a voulu laisser à cinq enfans mineurs, dont les uns n'ont rien, les autres

peu de chose de quoy commencer leur fortune.

Rien n'égale le ressentiment qu'une disposition si digne de faveur a fait naistre dans le cœur de Pierre François; il a tout tenté pour la détruire, moyens de nullité, suggestion, sidei-commis, tout a esté employé; & ne pouvant trouver de route, ny d'issue dans ses projets, son égarement l'a poussé jusques à intenter une accusation de faux.

Les moyens de faux ne pouvoient luy manquer; resolu de les sabriquer à son gré, il n'a eu en vûë que de leur donner une apparence, asin d'engager une instruction criminelle dont il n'a pas envisagé les suites, & ne cherchant qu'à se vanger, il a fait decreter la Veuve, son Gendre, deux Notaires d'une integrité connuë, & jusques à l'Avocat, des conseils de qui le défunt se servoit dans ses affaires, que sa probité ny la liberté de sa Profession n'a pû garantir de cette insulte. Chose inouie jusqu'à ce jour.

Il a chargé d'un pareil decret le Sieur Forest ami du désunt, qui venant luy dire adieu le jour qu'il sit son Testament, & qu'il partit pour les Eaux, l'avoit accompagné le matin à l'Eglise; l'on n'aperçoit gueres d'autres motifs dans l'accusation de tant de personnes, que la ruse grossiere d'oster aux Legataires le témoignage de tous ceux dont la probité

luy étoit suspecte.

L'appel eust promptement reparé l'injure; mais aucun des accusez n'a voulu éviter l'instruction; il leur estoit trop important de la suivre pour mettre au jour l'imposture des moyens de faux, & recevoir les

Digitized by Google

fatisfactions qui leur sont dues; ils n'avoient garde d'éviter une Jurisdiction qui a particulierement dans sa garde & sous sa protection, la foy & l'execution des Actes publics, & qui doit donner une égale preuve

de sa severité contre tous ceux qui osent l'attaquer.

Les deux moyens de Pierre François contre le Testament, sont que lorsque Nicolas son frere s'est transporté chez Me Doyen Notaire pour faire son Testament, il ne pouvoit ny parler, ny écrire; cependant le Testament porte qu'il a esté dicté & nommé, & le même Testament est signé & paraphé par le Testateur.

Voila une accusation capitale pour les Notaires, & tres grave pour les autres accusez; l'accusateur prétend qu'une apoplexie changée en paralysie avoit mis hors d'état Nicolas François de saite son Testament; il a suivi sa plainte, information, rapport d'Experts, recolle-

ment, confrontation avec tous les accusez.

Tel est l'état de la procedure; & comme les accusez sont instruits des preuves que Pierre François a cherchées, & qu'il n'a trouvées que contre luy, les accusez prouveront la verité du Testament par le Testament mesme; ils la prouveront par la procedure que l'on a faite pour en établir la fausseté, où la calomnie se découvre par la preuve concluante qu'elle donne, que Pierre François avoit une connoissance parfaite de la fausseré des moyens de saux lorsqu'il a osé les proposer, & que sans écouter aucun reproche interieur, il n'a songé qu'à deshonorer & perdre s'il le pouvoit, des personnes à qui le Public a justement donné son estime; & pour suivre un ordre qui mette tous les faits dans leur jour, les accusez prouveront la verité du Testament & la fausseté de l'accusation.

1°. Par les faits qui ont precedé le Testament.

2°. Par le Testament mesme, & les circonstances qui l'accompagnent.

3°. Par les dépositions des témoins.

4°. Par le rapport mesme des Experts, qui aprés avoir reconnu la verité de la signature du Testateur, ont semblé, ce qui est inconcevable, vouloir jetter des soupçons sur la verité du Testament.

Faits qui ont precedé le Testament.

On vient d'exposer une partie de ces faits par lesquels on a commencé de faire connoistre la faveur & l'équité des dispositions qu'il renferme, ce qui d'abord offre un grand argument de verité; on ajoutera à ces faits, que le Testament de Nicolas François n'est pas l'ouvrage d'une volonté nouvelle ny inspirée à la faveur de la foiblesse que l'on auroit pû attribuer à sa maladie; le Testament que Pierre François attaque, est le troisséme que son frere avoit fait.

Il en avoit fait un premier en maladie le 9 Juillet 1696, pardevant Maistre Delnots & du Puys Notaires; on y trouve les mesmes dispolitions pour les funerailles, melmes legs pieux. Il y nomme son legataire universel, Louis de Bard, Marchand Drapier son amy, choisit Elilabeth Angouillant sa femme, pour son Executrice Testamentaire,

& n'y parle point de son frere.

Cinq ans aprés le vingt Septembre 1701, étant en pleine santé, il

retourna chez les mesmes Notaires; il y sit un second Testament, dans lequel on trouve les mesmes dispositions pour ses sunerailles, mesmes aumosnes & récompenses de domestiques. Il legue à Jean-Nicolas Jolly son silleul, sils de Jean-Nicolas Jolly, & d'Elisabeth Leguillon, sille du premier mariage de sa femme, la somme de 4000 livres, (les autres enfans à qui il fait des legs dans son dernier Testament, n'étoient pas encore nez.) Il nomme son legataire universel, M. Denis Angouillant, Curé de Verrieres son beau-frere; & son executrice Testamentaire, Elisabeth Angouillant sa femme.

Dans ce second Testament, ainsi que dans le premier, il n'est fait aucune mention de Pierre François, il est entierement oublié; & comme les biens du Testateur n'étoient que des acquests, son frere en étoit

entierement exclus.

Le 30 May 1713, il fait un troisième & dernier Testament, qui est celuy que Pierre François accuse de fausseté, il est presque conforme aux deux precedens; & s'il change dans ce dernier Testament la disposition de sa volonté, ce n'est qu'en faveur de son frere; & supprimant le legs universel, il n'y fait que des legs particuliers, aprés lesquels il restera un tiers ou environ de ses biens à son frere.

Telle est donc l'accusation de faux formée par Pierre François, qu'il attaque celuy des Testamens qui luy est le plus favorable; si le dernier Testament est faux, il est exclus par les precedens; si le dernier Testa-

ment est suggeré, c'est en sa faveur.

On tire donc un premier argument de la verité du dernier Testament, des deux precedens, c'est la mesme intention, la mesme volonté qui regne, si ce n'est que le dernier est plus honorable, & plus utile à l'accusateur.

Faits qui concernent le dernier Testament accusé de faux.

On ne rapportera pas icy un seul fait qui ne soit prouvé au procès, ou dont les accusez n'offrent la preuve.

Le Dimanche 21 May 1713 aprés midy, Nicolas François étant chez la veuve Morin avec son frere, il fut pris d'un étourdissement qui ne l'empescha pas de se lever & de s'en retourner à pied chez luy. Son frere l'accompagna, & en arrivant il se trouva mieux; & ce ne sut qu'avec beaucoup de peine, que sa semme & son frere l'obligerent de

le coucher & de le faire leigner.

Il parla & s'entretint à son ordinaire avec ceux qui vinrent le voir; on le seigna encore le lendemain; il sut purgé le mardy; le mercredy il sortit dés le matin, & continua de vaquer à ses affaires; trois jours aprés excité par un de ses amis, il alla le Dimanche 28 du mesme mois de May, voir le Sieur Helvetius, qui luy ordonna de revenir le lendemain 29, & de luy apporter de son urine; le Sieur François y étant revenu à l'heure marquée, le Sieur Helvetius luy conseilla les Eaux de Bourbonne, & de partir incessamment, attendu que la saison étoit avancée: de là il alla au Carrosse de Langres, où ilne trouva point de place, il revint chez le sieur Gesly son Medecin ordinaire; & étant retourné dans sa maison vers le midy, le Sieur Marquis de Nesle & la Dame son épouse

vinrent le prendre, le firent monter dans leur carrosse, & le menerent à l'Hôtel de Mailly, prendre des mesures pour placer des glaces.

A son retour il trouva chez luy son frere qui luy offrit de l'argent pour faire son voyage, mais il vouloit avoir sept & demy pour cent d'interest, le Sieur François le resusa; & ensin ils convinrent à cinq pour cent, dont il luy sit trois billets payables au porteur, signez de luy & du Sieur Collet, gendre de sa semme; ces trois billets seront produits par la presente Requeste: ils sont signez du Sieur François, qui n'avoit alors certainement aucune indisposition assez forte dans la main ni sur la langue, qui pust l'empescher de parler, ni de signer. Pierre François l'a jugé ainsi, puisqu'il les a acceptez, & qu'il en a depuis esté payé. Il conviendra encore, que depuis le moment de la signature de ces trois billets qui sont du 29 May jusqu'au lendemain 30, jour du Testament, ni jusqu'au jour de la Feste-Dieu suivante, plus de quinze jours aprés le Testament, il est de notorieté publique qu'il n'est point survenu de nouvel accident au Sieur François.

Le 29 aprés soupé, Nicolas François sortit & alla chez Helie Limonadier causer à son ordinaire avec ses amis & ses voisins, & revint sur les onze heures se coucher.

Le lendemain 30, il sortit avec le Sieur Forest Marchand son amy, qui étoit venu luy dire adieu; il s'apperçut qu'il avoit oublié son mouchoir, & revint le prendre, le Sieur Forest l'accompagna jusqu'à saint Germain l'Auxerrois, où il se confessa à sept heures & demy au Sieur Geosfroy son Confesseur ordinaire, qui en a donné son Certificat qui sera pareillement produit, avec attestation qu'il remplit ce devoir avec un esprit sain, entier & solide.

Sortant de saint Germain l'Auxerrois, le Sieur François se transporta seul chez M. Doyen Notaire, où aprés avoir appellé pour second M. des Escures, il sit son Testament, & pria le Sieur Doyen de luy saire expedier promptement.

Une heure & demie aprés le Sieur François vint prendre l'Expedition de son Testament, & la porta à M. Bernard Herry, Avocat son conseil & son amy, & le pria de le remettre aprés son décés, à son Executrice Testamentaire.

Il n'est pas possible de comprendre quel peut estre le fait sur lequel M. Bernard Herry s'est trouvé decreté d'assigné pour estre ouy: est-ce pour avoir donné des conseils à son client, à son amy? Est-ce pour s'estre trouvé dépositaire de son Testament? car il n'y a aucun autre fait au procés qui le concerne; mais comme l'un & l'autre de ces secours loin d'estre reprochables, sont honneur à ceux à qui on les demande; que Me Herry est tres-digne d'une pareille consiance; & que s'il avoit eu part aux conseils qui ont déterminé le Testament de Nicolas François, il ne les désavoueroit point. On ne peut regarder le Decret prononcé contre luy, que comme une injure meditée, que l'estime & l'amitié de Nicolas François luy ont attirée. Il a donné sa requeste, dans laquelle il a expliqué plus particulierement les faits qui le concernent.

Aprés que Nicolas François eut remis son Testament à Me Bernard Herry, il s'en retourna chez luy, où il dîna avec sa semme & le Sieur Collet, & Pierre François son frere.

Il luy restoit pour achever l'arrangement qu'un homme sage donne en pareil cas à ses affaires, de regler ses comptes avec les Interessez en la Manusacture des Glaces: à peine eut-il dîné, qu'il monta avec sa semme & son frere dans un carrosse de louage; ils se rendirent tous trois chez Me Pean Notaire, rue de la Verrerie; où le Sieur François & sa semme passerent une Obligation de 35492 livres 14 sols, au prose des Interessez dans la Manusacture des Glaces; le Sieur François signa debout l'Obligation, & l'état des billets qui composoient la somme ce qui se passa comme on vient de l'observer, en la presence de son frere.

C'est ainsi que son Testament se trouve fait entre deux signatures contradictoires avec l'accusateur, & faites en sa presence, celle des trois Billets du 29 aprés midy, celle de l'Obligation & de l'état des Billets du 30 aprés midy: en sorte que le projet de l'accusation se reduit à vou-loir trouver que dans les mesmes 24 heures, Nicolas François a eu assez de connoissance & de santé d'esprit & de corps, pour s'engager avec les autres par des Obligations, & qu'il n'en a pas eu assez pour s'engager avec luy-mesme par un Testament.

Le Sieur François revenu chez luy, ne songea plus qu'à partir. Il avoit fait preparer une chaise de poste à deux pour luy & pour sa semme; il alla dire adieu à ses voisins, & ensuite monta dans un carrosse avec sa semme, son frere, & la semme du Sieur Collet, pour aller prendre la poste à Charenton, où n'ayant point trouvé de chevaux, il prit

le party d'y coucher.

Il en partit le lendemain, & arriva en mesme état à Bourbonne, où aprés avoir pris les eaux pendant plusieurs jours, il eut une nouvelle attaque plus forte que les precedentes, qui le contraignit de revenir des eaux à Paris, & de Paris à sa maison de campagne à Antony, où il a vêcu encore quelques mois, l'esprit toûjours sain, mais la langue alors empeschée, ne pouvant parler de suite, & la main & le bras avec trespeu de mouvement, & ensin est mort quelque temps aprés à Paris.

C'est dans les circonstances que l'on vient de rapporter, & dont la preuve se trouve dans la chose mesme que Pierre François a osé sonder son accusation sur deux faits également saux; l'un, que le 30 May son frere ne pouvoit point parler; l'autre, qu'il ne pouvoit écrire ni signer son nom; les signatures faites dans les 24 heures avant & aprés le Testament; tout ce qu'il a fait dans les mesmes 24 heures, Confession, Testament, Billets, Obligation, visites, & toutes sortes d'autres affaires; mesme prendre des mesures pour sournir des glaces, établissent necessairement qu'il pouvoit parler & signer: ce que son frere a mieux sçû qu'un autre, puisqu'il ne l'a presque pas quitté pendant tout ce temps.

Faits resultans de la déposition des Témoins.

Les accusez n'ont point esté confrontez à tous les Témoins, ce qui leur apprend que ces Témoins non seulement ne les chargent pas, mais encore qu'ils ont apparemment parlé ouvertement de l'état de Nicolas, François, que son indisposition n'avoit point mis dans l'impuissance

d'agir & de contracter. Voicy quels sont ceux susquels les accuséz ont esté confrontez.

Le premier Témoin confronté, est la veuve Morin, qui a esté reprochée pour avoir épousé en secret Pierre François. On en tire la preuve de ce qu'ils logent & mangent ensemble. La veuve Morin ne s'est excusée du reproche, qu'en disant que leur appartement étoit separé, mais elle n'a pas ajoûté que cet appartement se ferme sous une clef, & que leurs chambres ne sont separées que par une porte vîtrée. Elle a dit hardiment tout ce que Pierre François luy a inspiré. Elle a étageré les accidens de la maladie de Nicolas François. Elle a declaré qu'elle ne reconnoissoit point la signature de son Testament; & que l'étant venu voir le 29, Nicolas François ne la reconnut pas; qu'il ne put pas luy dire son nom; qu'il ne pouvoit parler; qu'il avoit le bras en écharpe; qu'il se mit à pleurer quand il la vit; & qu'elle avoit ouy dire que le lendemain 30, jour du Testament, luy, sa femme & le Sieur Collet sortirent ensemble.

Ce témoin soumis à l'autorité de l'accusateur, & que l'on ne peut regarder que comme son domestique, si elle ne veut pas avoiier qu'elle est sa femme, est le seul qui aye tenu ce langage qui est démenti par tous les autres témoins.

Marie-Reyne Sensier Veuve Fincq, a dit que le désunt Sieur François ne pouvoit manger avec sa main droite, que sa semme luy cou-

poit son pain & sa viande, qu'il avoit un peu de peine à parler.

Et dans sa confrontation, elle a dit qu'elle n'entendoit pas qu'en luy coupant son pain & sa viande, on luy coupât par petits morceaux sur son assiette, mais que sa femme luy coupoit un morceau de pain & un morceau de viande au plat, & qu'il la mangeoit avec sa main droite

comme avec la main gauche.

On a reproché d'abord ce témoin, parce qu'elle est cousine issue de germaine de Pierre François; mais on peut prendre droit par sa déposition, puisqu'elle reconnoist que le Sieur François n'avoit qu'un peu de peine à parler, ce qui n'empesche pas qu'il ne pût dicter & nommer son Testament. Elle a dans sa confrontation retracté ou expliqué sa déposition sur l'usage de sa main droite, dont elle dit qu'il mangeoit comme de sa main gauche; il n'en faut pas davantage pour prouver que le Sieur François a pû dicter & signer son Testament.

Louis le Grand, garçon de boutique du Sieur Collet, l'un des accusez, & reproché valablement par cette raison, a dit dans sa déposition,
que le Sieur François avoit peine à parler, ce qui n'est pas suffisant
pour détruire son Testament, comme on vient de le dire; c'est parler suffisamment que de parler avec peine; c'est parler assez pour se faire entendre, Non est matus qui tardé loquitur. Ce témoin dit que quand
le Sieur François vouloit manger de la main droite la cueilliere luy
tomboit des mains; mais comme il a reconnu la signature du Testament pour estre celle du Sieur François, ses discours sur l'empeschement de la main ne peuvent faire d'esset; il dit ensuite qu'il avoit vû
le Sieur François s'ensermer avec sa semme & Me Bernard Herry Avocaz, mais il s'est retracté au recollement; ainsi ce témoin joint au precedent forment l'un avec l'autre une preuve concluance de la verité du
Testament.

Il est de fait que Pierre François a mis tout en usage pour avoir des rémoins à la bien-leance dans le voisinage de son frere; mais ne les ayant pas trouvez disposer à déposer à son gré, ne sçachant plus où trouver des témoins tels qu'il les cherchoit, il a fait entendre le Cabaregier & la Cabaretiere de Charenton, chez lesquels Nicolas François concha, & luy qui avoit passé l'apresdîné avec son frère, qui luy avoit vû signer, des Actes importans chez Me Pean Notaire! Actes qui de mencoient tout ce que les dépositions des rémoins par luy choiss auroient pû faussement debiter. Il se trouve reduit à faire venir de Charenton ces deux temoins. La femme du Cabaretier a dit qu'elle s'étoit apperçue que le Sieur François estoit tombé en apoplexie, qu'il avoit un bras en écharpe sans pouvoir dire lequel, qu'il avoit beaucoup de peine à parler, & qu'elle s'estoit apperçue qu'il estoit, en ensance. Son mari parle d'une maniere opposée, il declare qu'il ne se souvient pas que le Sieur François eust le bras en écharpe, si ce n'est lors de son recour. Ces deux dépositions peu importantes sont démenties par les billets & les Actes passez la veille & le jour mesme du Testamenti Et par les dépositions précedentes bien plus certaines, puisque cette temme & son mari qui n'ont peut-estre vû le Sieur François qu'à la descente de son Carrosse, ont moins esté à portée de connoistre l'état de son indisposition que ses domestiques qui ont deposé, ny que ses voisins & ses amis que l'accusateur h'a osé faire entendre.

Il resulte donc des informations & des confrontations une nouvelle preuve concluante, que le Sieur François pouvoit assez parler & assez
écrire pour dicter & signer son Testament, ainsi voilà les moyens
de soux détruits. Il est prouvé non seulement par les dépositions des
témoins, mais encore par tout ce que Nicolas François a fait dans les
24 heures avant & aprés son Testament, qu'il n'a point esté obligé
d'avoir recours, comme l'accusateur l'a voulu faire entendre, à saire
dresser un projet de Testament, ny à le saire copier. D'ailleurs l'imposture de ce sait se découvre à la seule inspection du Testament où
il se trouve quatre reavois, dont trois sormez pour l'intelligence d'une
clause de substitution, & plusieurs ratures approuvées.

Enfin et qui seul suffiroit pour confondre l'accusateur, c'est la probité distinguée de Me Doyen Notaire qui a reçu & écrit de sa main le Testament aussi bien que celle de Me des Escures son Confrere.

Quand au prétendu projet copié par les Notaires, l'on sçait que la foy publique qui reside dans la personne des Notaires, doit non seu-lement chasser toutes les conjectures contraires, mais mesme prévaloir à toute preuve testimonisse, sur tout sorsque les mesmes Notaires sont con-

nus pour exercer leur Profession avec honneur, avec integrité. Me Doyen & Me des Escures ont subi l'un & l'autre Interrogatoire; la simplicité & la fermeté de leurs réponses portent avec elles un caractère de verité qui frappe & qui persuade, Credi debet Notario perseveranti in suo instrumento possuis quam resti perseveranti in suo dicto, propter publicam Officis autoritatem. Boërius, quast. 118.

Examen du Rapport des Experts.

C'est sur le rapport des deux Experts que tombe l'examen du second moyen de saux, que la signature du Testateur n'est pas veritable; mais on ose dire que l'on trouvera encore dans ce rapport, ainsi que dans les dépositions des témoins, la verité du Testament, quelque mal-intentionnés ou peu éclairés que les Experts ayent été dans seur ouvrage.

Ils ont ignoré que dans un art aussi perilleux, ils ne devoient pas rejetter toutes les notions qui naissent du Testament même, ni toutes les marques de verité qui l'environnent, & qui seules sussissionent pour la leur faire connoître.

Rien de plus terrible, on l'ose dire, que de voir des Ecrivains juger machinalement des traits de la main, sans esprit, sans reflexion; sans objet, & s'attacher à une dissemblance legere qui se trouve dans la même écriture, sans vouloir penser que le plus ou le moins de santé, la difterente polition de la main, la differente taille des plumes, la difference de l'ancre, une plume plus ou moins trempée dans un corner, ou passée sur une éponge imbibée d'eau, peuvent former des dissemblances; & sur tout qu'elles ne peuvent jamais former un moyen de faux lorsque l'on n'en peut tirer ni consequences, ni inductions contre la verité de la piece; & que celles que l'on en veut tirer se contrarient & se détruisent elles-mêmes. En un mot il ne faut point être Expert pour dire qu'une ligne est droite ou courbe, il ne faut que des yeux pour le voir; mais pour sçavoir si cette difference vient de deux mains differentes, c'est la reflexion sur les faits, le discernement dans les conjectures qui le font connoître, & c'est de quoy les Experts ont totalement manqué dans leur rapport. On ne sçauroit croire qu'ils l'ayent fait volontairement, mais cette erreur a été trop grossiere & trop égale entre eux pour n'en pas laisser le soupçon.

L'Accusateur a divisé en plusieurs parties la fausseté qui regarde le corps

du Testament.

La premiere, que son frere n'a pû signer, parce qu'il avoit la main paralitique & immobile.

La seconde, que la signature du Testament est disserente des autres

signatures de son frere.

La troisiéme, que les parasses des renvois sont disserents les uns des autres.

La quatriéme, que M. des Escures n'étoit pas present lors de la confection du Testament; que sa signature & ses parasses sont d'une ancre plus noire que celle de M. Doyen.

Sur le premier de ces moyens que le Testateur avoit la main paralitique & immobile, on croit avoir prouvé sans retour la calomnie par les dépositions dépositions des témoins que l'on vient de rapporter par trois billets payables au porteur, deux de 1020. livres, le troisséme de 1035. livres que son frere signa & luy donna le 29. May 1713. veille du Testament. On luy a payé le contenu de ces billets: il les a rendu, & il trouvera que dans celuy de 1035. livres, il a rempli de sa main le nom de Brisset laissé en blanc pour nommer celuy de qui la valeur a été reçûë; il y trouvera au bas du même billet écrit de sa main ces mots, au milieu de la ruë du Roulle au magasin des grandes glaces, & se souviendra qu'il a signé la vacation de l'inventaire contenant l'état des dettes dans lequel il est employé pour ces sommes & autres; & qu'ensin il a si bien reconnu que son frere pouvoit signer, qu'il a reçû pour pieces de comparaison les deux signatures de son frere apposées aux deux actes passez chez M. Pean le jour du Testament.

Sur le second, moyen que la signature du Testament est disserente de celles des actes donnez pour pieces de comparaison, qui sont des contrats & actes passez entre luy & son frere avant sa maladie, & les deux actes sigez chez M. Pean le même jour qu'il a passé son Testament, les Experts ont dit que le nom de François qui est au pied du Testament étant beaucoup mieux écrit & les lettres mieux formées que dans les deux actes passez chez M. Pean le jour même du Testament l'aprés-midy, ils reconnoissent que c'est la signature de dessurt Nicolas François,

mais qu'il ne l'a pû faire sans qu'on luy ait aidé la main.

Voila la verité du Testament assurée, c'est la signature de François, & voila où les Experts devoient s'en tenir; il ne leur falloit que l'usage du sens le plus commun pour sentir que ce qu'ils ont ajoûtez étoit au moins inutile.

Ils concluent, de ce que la signature du Testateur est mieux faite que les deux signatures posterieures reçûes par M. Pean, que l'on a conduit la main du Testateur: à quoy on leur oppose trois reslexions qui

ne devoient pas leur échaper.

La premiere, qu'un Testament étant l'un des actes le plus important de la vie civile, il n'est pas étonnant qu'un Testateur donne du soin & de l'attention à sa signature; que cette signature a été faite le matin & dans un temps où les parties du corps sont moins affligées que le soir des indispositions qui attaquent les nerts; que le long repos d'un homme qui est ailis & qui a dicté son Testament, donne plus de facilité à sa main, que lorsqu'aprés avoir couru la Ville en carrosse, il va signer débout des actes chez un Notaire où arrivant, l'agitation précedente peut causer un tremblement plus fort & une toiblesse plus grande dans une main qui dans une pareille maladie, (ne conserve pas un seul instant la même égalité de mouvement; il y en a un exemple bien marqué dans les trois signatures des billers que Nicolas François signa & remit le 29. à son frere; la signature est belle & assez ferme: mais dans l'un des billets il signe François, dans l'autre Francis, dans le dernier Francos, L'Acculateur osera-t-il disconvenir de la verité de ces trois billets nonobstant la difference des signatures; il y en a encore un autre exemple plus marqué dans les deux signatures faites chez M. Pean qui sont tres dissemblables, l'une étant d'un caractere plus serre, l'autre plus large, & sont aussi dissemblables entre

elles; que chacune d'elles l'est de la signature du Testament.

La seconde réflexion que les Expetts devoient saire est, que celuy dont on conduit la main ne sorme plus ses caracteres, mais eeux de la main qui conduit: c'est elle qui écrit & non celle qui tient la plume; & si le fait par eux allegué eût été veritable, on n'auroit jamais reconnu la signature de Nicolas François; on auroit au contraire dû reconnoistre la main du conducteut.

La troisséme réflexion est, que si Nicolas François n'avoir pû signer, & qu'on eût voulu fabriquer un Testament, il y avoit une voye ouverte & bien plus facile, qui étoit de l'interpeller de signer, & de luy faire declarer qu'il ne pouvoit signer à cause de sa paralisse.

Voila quelles sont les réflexions que les Experts par ignorance, inattention ou autrement, n'ont pas voulu faire, & qui leur a fait imaginer l'idée nouvelle & aussi peu raisonnable qu'elle est inutile, d'une signature veritable, mais formée par la conduite d'une main étrangere.

Sur le troisième moyen, que les paraphes du Testateur qui sont audessous des renvois sont differents les uns des autres. Ces Ecrivains inhabiles & peut-être séduits, ont dit qu'une partie des paraphes étoient veritables, les autres faits par une main étrangere.

Une seule réslexion encore échappée à leur peu de lumieres ou à leur

oubly volontaire, les auroit fait parler autrement.

La dissemblance des paraphes ne prouve point dans un pareil cas qu'aucun d'eux soit saux. Une main malade qui est presqu'en l'air, qui se leve six sois pour saire six paraphes, ne permet pas de saire des operations égales; & cela est si vrai, que suivant l'observation saire par les Notaires dans la confrontation avec les Experts, il n'y a gueres moins de dissemblance entre les 18. ou 20. paraphes des cinq pieces qui ont servy de comparaison passées en santé, qu'entre les paraphes du Testament, lesquels composez des deux lettres N. F. se sont trouvez tous disserents, tantôt separez, tantôt liez, & disserents soit separez ou liez; d'où il resulte que si les paraphes du Testament étoient saux, ils ne seroient pas si dissemblables: joint à ce que l'on donne moins d'attention aux paraphes qu'à la signature & que ceux qui ne sont pas d'une prosession ny dans des engagemens qui leur fassent passer souvent des actes, n'ayant aucun usage des paraphes, peuvent aisément varier én les saisant.

Il paroist mesme que les Experts n'ont sait de dissiculté que sur le paraphe du 2e renvoy de la page 3e; on n'a pas mesme besoin des yeux des Experts, pour reconnoistre qu'il y a plus de disserence de ce paraphe aux autres, que de tous les paraphes entre eux; mais l'inutilité parsaite de ce renvoy peut aisément faire connoître que l'on ne s'est point avisé de le faire inserer hors la presence du Testateur, il se peut saire seulement qu'aprés la lecture sinale du Testament, la signature du Testateur & des Notaires relisans encore la clause de substitution par un scrupule de clarté & de netteté, l'on ait voulu ajoûter ces mots (faits à chacun d'eux) qui composent le renvoy en question, qu'il auroit ensuite sallu parapher peut-être avec une plume disserente ou peut-être la mê-

me, mais fraischement trempée dans l'éponge: en un mot, dans cet circonstances capables d'oster la naïveté de la ressemblance, l'indisserence du renvoy venant se joindre, il en resulte une assectation visible de la part des Experts, sepe calami & attramenti immutatio, similitudinis per omnia ausert puritatem. Nor. 73.

On ne daigne pas s'arrêter à d'autres minuties que l'Accusateur a relevé; on trouve ces deux mots, a fait, rayez à la neuvième ligne de la premiere page, qui ne signifient rien dans l'endroit où ils sont, & qui se retrouvent dans la suite.

A la seconde page ligne 19 on trouve le mot de Marie changé par abbreviation en celuy de Marguerite; mais comme la legataire, qu'en cet endroit l'on avoit nommée Marie-Magdelaine Collet, étoit suffisamment désignée par la qualité de fille aînée de Thomas Collet. Me Doyen qui joint, on ne peut trop le repeter, à une probité connuë, une exactitude tres-scrupuleuse, & une attention tres-éclairée, n'a fait aucune difficulté d'ajoûter quelques lettres pour changer le mot de Marie en celuy de Marguerite; & quand le mot de Marie subsisteroit, l'erreur dans l'un des noms ne vitie point le legs quand la personne du legataire est d'ailleurs suffisamment designée: c'est une regle de Droit qui n'est ignorée de personne.

On trouve à la 29° ligne de la même page, le mot autre rayé : voicy la clause donne & legue à autre Marie-Magdelaine Collet, sille du sienr Collet, & filleule de ladite Damoiselle François, & de M. Bernard Herry Avocat au

Parlement, pareille somme de 4000. livres. &c.

Le mot d'autre avoit été mis, parce que l'on avoit donné précedemment le mesme nom de Marie Madelaine à Marguerite Madelaine, sille aînée. On a rayé le mot autre, parce qu'il ne convenoit plus aprés avoir reconnu qu'il n'y avoit que l'une des silles du sieur Collet qui s'appel-loit Marie-Madelaine, qui se trouve d'ailleurs sussissamment designée par-la qualité de silleulle de M. Bernard Herry, & de la Damoiselle François.

La même désignation répond à la derniere observation; qu'à la fin de la même ligne le mot de Madelaine a été ajoûté aprés coup. Me Doyen convient que le mot de Madelaine à été ajoûté à la fin de la ligne, mais dans l'instant même en presence du Testateur & de Me des Escures, ce qui d'ailleurs ne peut jamais avoir rien de reprochable,

puisqu'il n'apporte aucun changement à la disposition.

Sur le quatrième moyen, que Me des Escures n'a pas été present à l'acte, parce que sa signature & les renvois qu'il a fait sont d'une encre plus noire; on pardonnéroir peut être aux Experts d'avoir adheré à ce moyen dans un Testament suspect dans ses circonstances, injuste dans ses dispositions, & douteux par la réputation alterée des Officiers qui l'auroient passé: mais que sorsque la verité du Testament éclatte de toutes parts, ils ayent jugé à propos de donner une décision aussi temeraire, jamais partialité ne sur plus déclarée.

On l'a cy-dessus observé; l'experience journaliere l'apprend; la differente taille des plumes qui reçoit plus ou moins d'encre; les disserentes positions de la plume; le poids plus ou moins grand de la main forment cette disserence. Me Doyen a déclaré dans son interrogatoire, qu'il y avoit toûjours pluralité de plumes dans son écritoire, deux cornets sur son Bureau; l'un attaché à son pulpitre pour son usage personnel; l'autre ambulant sur son Bureau, avec une éponge pleine d'eau. Mais pourquoy avoir affecté d'observer que la signature & les paraphes de Me des Escures sont d'une encre beaucoup plus noire que la signature & les paraphes du Testateur & de Me Doyen, pendant que l'encre des signatures & paraphes du Testateur & de Me des Escures paroît la même. Il semble que ne pouvant rien décider en faveur de l'accusé s'ils ayent voulu le consoler par des observations affectées, inutiles, contraires à elles-mesmes, autant qu'à la verité; & cela avec tout l'appareil des grands mots de l'Art.

On ne peut mieux combattre ce rapport, qu'en luy opposant le seul Testament, où l'on trouvera que les renvois sont plutost d'exactitude que de necessité; & que Me Doyen ayant esté obligé de faire plusieurs ratures sous la dictée du Testateur, il luy a par cette raison fait approuver specialement la rature de plusieurs mots en la troisséme page, qui autrement changeroient le sens. Mais c'est trop s'arrêter à de pareilles moyens suggerez par la calomnie & par le mouvement d'une sordide avarice qui a fait entreprendre une fausse accusation à Pierre François, pour enlever à des enfans mineurs des legs modiques, lorsqu'il retrouve une partie de la succession de son frere dans la suppression des legs universels des précedents Testamens.

Si le Testateur a choisi pour objet de ses liberalitez, les petits enfans d'Elisabeth Angouillant sa semme, on ne peut alleguer aucuns moyens de suggestion contre une disposition permise; & l'on ne trouvera d'ailleurs aucun fait au procés qui puisse indiquer ny faire soupçonner aucun empressement, aucune affectation de sa part pour engager son mary de disposer: elle est prête de déclarer avec serment, qu'elle n'a jamais eu connoissance d'aucun des Testamens qu'il avoit fait, ny des premiers

ni du dernier, qu'aprés sa mort. Il faut donc l'avouer, on ne trouvera ny cause ny prétexte dans l'accusation intentée par Pierre François; on n'y trouvera qu'un fonds de calomnie meditée, & dont Pierre François ne se peut mettre à couvert aprés avoir osé donner pour cinquième & dernier moyen de faux, que son frere n'étoit plus en état de vaquer à ses affaires depuis l'attaque du 21. May; & que dans le fait il n'y vaquoit plus. On ne peut penser sans indignation, que celui qui propose ce moyen & qui en a formé une accusation capitale, avoit luy même traité affaires tres-serieuses & tresimportantes avec son frere le 29 & le 30 du mois de May, qu'ils avoient écrit, traité, signé & vêcu ensemble jusqu'à son départ. Cependant c'est sur cette imposture si averée & si calomnieuse, que François a fait charger de decrets des gens d'honneur, à qui il est dû des réparations d'autant plus fortes, que l'estime publique est leur seul bien, ils sont persuadez qu'elles leur seront amplement accordées, & que la Justice aura soin de se faire faire aussi celles qui luy sont dûës.

Me LE GENDRE, Avocat

De l'Imprimerie de P. A. LE MERCIER.



FACTUM,

POUR François Bachelier Hostelier à Chastellerault, Hilaire Papillaut Marchand en la même Ville, & Renée Bachelier sa femme, heritiere de Marie Phelippon sa mere, Intimez & Désendeurs.

CONTRE Jean Phelippon Maistre Horlogeur en la même Ville, François Fleuriau, Charlotte Phelippon sa semme; François Soriau, Jeanne Phelippon sa semme, Joseph Bottereau & Elizabeth Phelippon sa semme, tant en leurs noms, que comme se disans heritiers de Jean Phelippon; Perrine Phelippon semme de Daniel Jouffart, & Jacqueline Phelippon semme de Pierre de Maillé, Appellans des Sentences du Senéchal de Chastelleraut des 18. Janvier 1687. D 10. Juillet 1687. & Demandeurs en Lettres de Rescision contre la Transaction du 26. Février 1689.

EAN PHELIPPO N acheta par Contrat du 11. May 1660. l'Hostellerie du Cheval Blanc, size au Fauxbourg de Chasteauneuf de la Ville de Chastelleraut, moyennant une rente de 300 livres par an, rachetable de 6000 livres.

Il y joignit une petite maison & une piece de terre qui sont chargées de 13 liv. 5 s. de rente envers le Chapitre de Nôtre-Dame de Chastel-leraut, & il sit construire une Glaciere dans cette piece de terre.

Il mourut le 15. Septembre 1686. laissant neuf enfans de trois mariages,

sçavoir de Charlotte Texier sa premiere semme,

Jean Phelippon Maître Horlogeur à Chastelleraut, né le 29. Novembre 1659. & qui est à present âgé de quarante-quatre ans.

Charlotte Phelippon femme de François Fleuriau.

Et défunte Marie Phelippon femme de François Bachelier, & mere de Renée Bachelier.

De Perrine de Bourdeaux sa seconde femme.

Jeanne Phelippon femme de François Soriau, née le 11. Janvier 1664. & qui est presentement âgée de plus de trente-neuf ans.

Et Perrine Phelippon née le 7. Juin 1665. & morte en l'année 1690.

Et de Marie Martin sa troisieme femme.

Jean Phelippon qui est absent depuis quelques années.

David Phelippon né le 5. Avril 1671.

Elizabeth Phelippon semme de Joseph Bottereau, née le dix-sept Février 1675.

Et Jacqueline Phelippon femme de Pierre de Maillé, née le 22. Septembre 1677. & morte en l'année 1701.

Le scellé fut appose sur les effets de Jean Phelippon à l'instant de son de-

tes, & l'Inventaire sur commence le premier Octobre 1686? dans lequel

il y a deux observations à faire.

La premiere, qu'outre les reprises & conventions matrimoniales qui estoient duës à Marie Martin, & aux enfans des deux premiers lits, il y avoit plusieurs Creanciers qui pretendoient estre payez.

La seconde, que les meubles, les chevaux, les bestiaux, & les provisions inventoriez dans l'Hostellerie du Cheval Blanc, & dans la maison de

la Glaciere, ne montent qu'à la somme de 2986 liv. 12 s.

Le seul esser considerable de cette succession estoit cette Hostellerie, & cette petite maison de la Glaciere qui y estoit jointe, & qui estoit chargée de 13 liv. 5 s. de rente sonciere envers le Chapitre de Nostre-Dame de Chastelleraut, le reste consistoit dans une Borderie size au Village des Vaux.

Une Grange size à Chastelleraut chargée de 15 livres de rente fonciere

envers le Sieur Chameau Avocat au Presidial de Poitiers.

Une Cave pour serrer cinquante pipes de Vin.

Et des meubles, grains & bestiaux qui estoient dans la Borderie des Vaux, & dans quelques Métairies que Jean Phelippon tenoit à Ferme, & quelques Obligations & Promesses.

Ces essets estoient peu considerables par rapport aux dettes dont cette succession estoit chargée, & il estoit même impossible, quand toutes les

dettes auroient esté payées, d'en faire neuf lots pour neuf enfans.

Cela obligea Marie Phelippon, qui estoit autorisée par Justice, à la poursuite de ses droits au resus de François Bachelier son mary, de presenter sa Requeste le 5. Decembre 1686, au Senéchal de Chastellerault, & de lui demander la licitation de cette Hostellerie & de la Closerie de la Glaciere

qui y estoit jointe.

Les autres enfans, & Marie Martin qui estoit partie, tant enson nom, que comme tutrice de Jean, David, Elizabeth & Jáequeline Phelippon ses enfans, trouverent à propos non-seulement de consentir cette licitation; mais aussi d'y joindre une partie des meubles & des provisions qui estoient dans cette Hostellerie, desquels ils sirent un Memoire qu'ils déposerent au Greffe de la Senéchaussée de Chastelleraut, & le 11. du même mois de Decembre & jours suivans, ils sirent proceder à la vente d'une partie du surplus des meubles, chevaux, bestiaux & provisions.

Le 7. du même mois de Decembre Marie Martin offrit 8000 livres de cette Hostellerie, de la Closerie de la Glaciere, & des meubles mentionnez au Memoire qui avoit esté mis au Greffe: & le même jour le Senéchal de Chastellerault rendit une Sentence, par laquelle il ordonna que le tout

seroit adjugé par licitation sur cette Enchere.

Les publications & les remises ordinaires & accoûtumées dans la Coûtume de Poitou furent observées, & le 18. Janvier 1687. cette Hostellerie, la Closerie de la Glaciere, & les meubles mentionnez au Memoire, furent adjugez à François Bachelier pour la somme de 9920 livres.

Les droits respectifs des enfans des deux premiers lits, & de Marie Martin veuve de Jean Phelippon, furent reglez par une Sentence du Senéchal de Chastelleraut du 10. Juillet 1688, qui ordonna que les Parties compte-

roient de cette somme de 9920 livres.

Ce Compte a esté fait par la Transaction du 26. Février 1689, par laquelle François Bachelier a payé tout ce qu'il devoit, & une somme de 210 livres au delà.

Les Appellans & les autres enfans lui ont délaissé la Cave, & la Grange dont il a esté parlé cy-dessus, pour demeurer quittes de cette somme de deux cens dix livres, & à la charge qu'il continuëroit à payer la rente

fonciere de quinze livres par an due au Sieur Chameau.

Le 12. Novembre 1690, il fut passé un autre Acte, par lequel on délaissa la Borderie des Vaux à François Fleuriau & Charlotte Phelippon sa femme pour la somme de 1400 livres, sur laquelle on leur déduisse quelques sommes qu'ils avoient payées: on les chargea de payer à Marie Martin 884 livres dix-neuf sols qui lui restoient dûs de celle de 1740 livres, à laquelle avoient esté fixées ses conventions matrimoniales par la Sentence du 10. Juillet 1688. & par la Transaction du 26. Février 1689. le surplus sut partagé avec quelques Obligations qui restoient à recouvrer.

Bachelier qui voyoit ainsi tout consommé dans la famille, acheta deux Maisons qui lui coûterent 2300 liv. qu'il joignit à l'Hôtellerie du Cheval Blanc: il sit faire trois grandes Portes cocheres, il sit bâtir une Boulangerie, une Buanderie & une Ecurie: il sit bâtir un Escalier de pierre de taille, & une Gallerie pour la communication des chambres : il sit faire quatre-vingt toises de mur à la piece de terre de la Glaciere, & y sit planter un Jardin, & il meubla tres-proprement toutes les chambres de cette Hôtel-

lerie, où il a encores fait d'autres augmentations.

Les choses sont demeurées en cet état jusqu'au premier Decembre 1700. qu'il fut surpris de se voir assigner à la requeste de Jean Phelippon, Joseph Bottereau, Elizabeth Phelippon sa femme, Pierre de Maille, Jacqueline Phelippon sa femme, & David Phelippon, pour proceder au partage des biens de Jean Phelippon leur pere commun.

Il leur opposa pour défenses la Sentence du 18. Janvier 1687. & la Trausaction du 26. Février 1689, il intervint une Sentence le 21. Janvier 1701.

qui continua l'Audience au premier jour.

Jean Phelippon, David Phelippon, Joseph Bottereau, & Elizabeth Phelippon sa femme, interjetterent appel de ces Sentences des 18. Janvier 1687. & 21. Janvier 1701.

David Phelippon, Joseph Bottereau & Elizabeth Phelippon, ont incidemment obtenu des Lettres de Rescisson le premier Juin 1701. contre la

Transaction du 26. Février 1689.

Mais David Phelippon ayant reconnu la temerité de cette pretention, s'en est desisté par un Acte du 13. Aoust 1701.

Les parties ont esté appointées au Conseil sur cet appel, & en droit, &

joint sur ces Lettres par Arrest du 17. du même mois d'Aoust.

François Fleuriau, Charlotte Phelippon sa femme, François Soriau. & Jeanne Phelippon sa femme, ont presenté une Requeste le 28. Juin 1702. par laquelle ils ont demandé d'estre roçûs parties intervenantes, & acte de ce qu'ils adherent aux conclusions de Jean Phelippon, Joseph Bottereau, & Elizabeth Phelippon sa femme.

Ils ont presente une autre Requeste le 26. du même mais, par laquelle

ils ont offert de prendre cette Hôtellerie pour 18000 livres.

Ils ont fait assigner Hilaire Papillaut & Renée Bachelier sa femme, fille de François Bachelier & de Marie Phelippon, pour voir declarer l'Arrest

qui interviendra commun avec eux.

Er enfin ils ont obtenu des Lettres de Rescisson le 20. Juin 1703. en qualité d'heritiers de Jean Phelippon, de Perrine Phelippon, & de Jacqueline Phelippon contre la Transaction du 26. Février 1689, & ont en la même qualité intérjetté appel des Sentences des 18. Janvier 1687. & 10. Juillet

Toutes ces contestations ont esté reglées, les panties ont respectivement écrit & produit, & il n'est plus question que de montrer qu'ils sont non-recevables & malfondez.

Les Appellans soutiennent qu'ils sont bien fondez en leur appel, & en

leurs Lettres de Rescisson, & que les Intimez ne peuvent leur opposer aucune sin de non-recevoir; parce qu'encore qu'ils soient tous majeurs, Elizabeth Phelippon semme de Joseph Bottereau n'étoit âgée que de 30 ans, -& quelques mois, lors qu'elle a obtenu en son nom les Lettres de Rescision du premier Juin 1701. & qu'ils sont heritiers de Jean Phelippon, Perrine Phelippon, & Jacqueline Phelippon qui sont decedez mineurs, & qu'en cette qualité ils ont obtenu de nouvelles Lettres de Rescisson le 20. Juin 1703. & que comme le mineur releve le majeur, il n'y a pas de diffi. culté à aneantir la Transaction du 26. Février 1689. & subsidiairement à infirmer les Sentences des 18. Janvier 1687. & 10. Juillet 1688. d'autant plus qu'il y a une lesson d'outre moitié du juste prix dans l'Adjudication de l'Hostellerie du Cheval Blanc, & que cette lesson est d'autant plus sensible, qu'ils offrent aujourd'huy 18000 livres de cette Hostellerie, que la Sentence du 18. Janvier ne peut subsister, par plusieurs raisons. La premiere, que Marie Phelippon qui a demandé la licitation, & qui l'a poursuivie, n'estoit point autorisée. La seconde, qu'il n'y a pas eu de Procés verbal de Visite. La troisième, que la demande en licitation a esté signifiée de Procureur à Procureur, & qu'il n'y a eu aucune assignation qui leur ait esté donnée. La quatrième, qu'il n'y a point eu de tuteurs ou curateurs qui ayent esté créez aux mineurs pour cette procedure. La cinquième, qu'il n'y a eu que deux Affiches & deux Publications.

Les Intimez croyent estre obligez avant toutes choses, de faire voir qu'il n'y a aucune lesson dans l'Adjudication de l'Hostellerie du Cheval Blanc, faite pour la somme de 9920 livres; car s'ils établissent ce fait, ils estiment que les autres moyens des Appellans tomberont d'eux-mêmes.

Les Appellans ont affecté de grossir les objets pour établir cette lesson, & pour y parvenir ils ont dit que cette Hostellerie avoit esté acquise par Jean Phelippon par de Contrat du 11. May 1660, moyennant 300 livres de rente, rachetable de 6000 livres; qu'il avoit payé 500 livres de Pot de Vin, & 500 livres de Lots & Ventes; qu'il y avoit fait pour 2000 livres d'augmentations; que Bachelier ne s'étoit pas contenté de se faire adjuger cette Hôtellerie, qu'il s'estoit aussi fait adjuger les meubles & les provisions dont elle est garnie, & qui montoient à 8000 liv, qu'il s'estoit sait adjuger la Closerie de la Glaciere qui valoit 4000 liv, une Grange & une Cave pour serrer cinquante pipes de Vin, que tous ces essets valoient plus de 20000 livres, & qu'il n'en avoit payé que 9920 livres.

Les Intimez observent qu'il faut retrancher le pot de Vin de 500 livres, & les augmentations de 2000 liv. Ces deux articles ne sont pas justifiez 4 . & ses Appellans sont convenus dans leurs salvations du 21. Juin 1703. qu'ils

n'en ont point la preuve.

Il faut encorezettancher la Grange & la Cave, cette Grange est chargée de quinze livres de rente fonciere envers le Sieur Chameau Avocat à poitiers: les Appellans l'ont laissée à Bachelier, à la charge qu'il continuëroit cette rente, & il est prest de leur abandonner, à la charge qu'ils le feront décharger envers le Sieur Chameau.

A l'égard de la Cave, les Appellans l'ont aussi abandonnée à Bachelier pour demeurer quittes d'une somme de 210 livres qu'il leur avoit payée au delà de celle de 9920 livres: il est encore prest de leur abandonner, en lui

payant cette somme.

Les lots & ventes n'entrent jamais en consideration dans la valeur d'un Heritage: car si celui qui le vend en a payé, celui qui l'achete est aussi obligé d'en payer; & ainsi si les Appellans veulent rirer en ligne les lots & ventes que Jean Phelippon a payées en l'année 1660. Bachelier ajoûtera

la somme de 9920 livres les lots & ventes qu'il auroit esté obligé de payer

s'il estoit étranger dans la famille.

La Closerie de la Glaciere est un petit heritage proche l'Hostellerie du Cheval Blanc, qui est chargé de 13 l. 5 s. de rente sonciere envers le Chapitre de Nostre-Dame de Chastelleraut, & qui consiste en une petite maison & un morceau de terre, dans lequel on recüeilloit autresois dixsept boisseaux de seigle, & qui quand il a esté adjugé à Bachelier, valoit tout au plus les 13 liv. 5 s. de rente dont il est chargé: il est vray qu'il vaut à present davantage, parce que Bachelier y a fait faire quatre-vingt toisses de mur, & y a fait planter un Jardin.

Les Appellans ne sont pas même d'accord avec eux-mêmes sur le prix de cet heritage; car dans leurs additions à causes d'appel signifiées le 12. Juin 1702, ils ont dit qu'il valoit 4000 liv. & ils en ont reduit le prix à

1200 livres dans leurs salvations du 21. Juin 1703.

Il ne reste que les meubles & les provisions que les Appellans ont fixé dans leurs additions à cause d'appel du 12. Juin 1702. à 5094 liv. & 770 livres, & qu'ils ont poussé jusqu'à 8000 livres dans leurs salvations du 21.

Juin 1703.

Les Intimez ont produit l'Inventaire fait après le decès de Jean Phelipar pon le premier Octobre 1686. dans lequel il faut distinguer les meubles & provisions trouvez dans l'Hostellerie du Cheval Blanc, & que les Appelains pretendent avoir esté adjugez à Bachelier; & les meubles & estets inventoriez dans la Borderie des Vaux, dans la Ferme de Beaumont, & autres lieux.

Les meubles & les provisions inventoriez dans l'Hostellerie du Cheval. Blanc, & qui font la matiere de la contestation, ne montent, suivant la prisée de l'Inventaire, qu'à la somme de 2986 liv. 12 s. laquelle jointe avec celle de 6000 livres pour le prix de cette Hostellerie, ne fait que 8986 liv. 12 s. Et ainsi quand il seroit vray que la totalité de ces meubles & provisions auroit esté adjugée avec ladite Hossellerie pour 9920 livres, il n'y auroit aucune lesion.

Mais il n'est point vray que la totalité de ces meubles & provisions ait esté adjugée à Bachelier, il n'y en a eu qu'une partie, le surplus a esté vendu, comme il parost par une Sentence du 13. Février 1687, qui distin-

gue tres-bien tous ces faits.

Les offres que les Appellans sont de la somme de 18000 livres ne doivent pas estre considerées, par deux raisons. La premiere, que ce sont des offres sabiales, & qui n'ont rien de réel. La seconde, que les Appellans n'estans pas recevables en seurs appellations & en seurs Lettres de Rescision, les offres qu'ils sont, sont inutiles.

Les Intimez pourroient s'en tenir à ce moyen qui est peremptoire; mais pour lever toutes les difficultez, ils vont faire voir que les Appelans ne sont pas recevables, soit de leur chef, soit en qualité d'Heritiers

de Jean, de Perrine & de Jacqueline Phelippon.

Jean Phelippon est né le 29. Novembre 1659. & ainsi il étoit âgé de prés de 27. ans lorsque Jean Phelippon son Pere est mort le 152. Septembre 1686. il n'est point partie dans la Sentence du 18. Janvier 1687. mais il est partie dans celle du 10. Juillet 1688. & dans les, Transactions du 26. Fevrier 1689. & 12. Novembre 1690. & il n'a point obtenu de Lettres de Rescisson en son nom & de son chef contre ces deux Transactions, & ainsi il doit estre declaré non recevable.

Il en est de même de Charlotte Phelippon Femme de François

Fleuriau : elle étoit majeure lorsque Jean Phelippon son Pere est decedé, elle est partie dans les Sentences des 18. Janvier 1687. & 10. Juillet 1688. & dans les deux Transactions des 26. Fevrier 1689. & 12. Novembre 1690. & elle n'a obtenu aucunes Lettres de Rescisson en son nom contre ces deux Transactions.

Jeanne Phelippon femme de François Soriau est née le 11. Janvier 1664. elle étoit mineure lorsque Jean Phelippon son Pere est decedé, mais elle étoit majeure lorsqu'elle a signé les deux Transactions des 26. Fevrier 1689. & 12. Novembre 1690. & elle n'a aussi obtenu aucu-

nes Lettres de Rescisson en son nom contre les actes.

Jean Phelippon issu du troisième mariage de Jean Phelippon avec Marie Marsin, étoit mineur lors du deceds de son Pere, mais il approchoit de sa majorité. Marie Martin sa Mere a esté partie en qualité de sa tutrice dans les deux Sentences & dans les deux Transactions. El n'est point vray qu'il soit mort, il est absent depuis quelques années, & il ne se plaint point, & quand il le feroit, il ne seroit pas recevable à se pourvoir, attendu qu'il a plus de trente-cinq ans.

David Phelippon né le 5. Avril 1671, étoit mineur lorsque ces Sentences ont été renduës, & que ces Actes ont été passez; il s'étoit joint avec les Appellans, mais il s'est dessité par un Acte du 13.

Aoust 1701.

Il est vray que Perrine Phelippon qui étoit partie dans les deux Sentences des 18 Janvier 1687. & 10. Juillet 1688. & dans la Transaction du 26. Fevrier 1689. étoit mineure, étant née le 7. Juin 1665. mais elle est decedée en l'année 1690. & ses droits sont devolus à ses Ereres & Sœurs, pour chacun un huitième, & dés ce moment la sin de non-recevoir a commencé à courir contre Jean, Charlotte & Jeanne Phelippon, qui étoient majeurs; & ainsi ils ne sont pas recevables dans les Lettres de Rescisson qu'ils ont obtenues en qualité de ses heritiers le 20. Juin 1703, contre cètte Transaction & dans l'Appel qu'ils ont interjetté de ces Sentences.

Phelippon, sur la minorité desquelles on puisse faire quelque attention, mais qui ne doit pas faire de difficulté, parce que du moment qu'il n'y a point de lesion, elles ne sont pas recevables à se plaindre de ce qui a

été fait.

D'ailleurs, ny Elizabeth Phelippon, ny Jean Phelippon, ny Charlotte Phelippon, ny Jeanne Phelippon, n'ont point jusqu'à present obtenu des Lettres de Rescisson contre la Trasaction du 12. Novembre 1690. & comme elle confirme celle du 26. Fevrier 1689. & que celle-cy confirme la Sentence du 10. Justlet 1688. qui confirme celle du 18. Janvier 1687, il est indubitable que tant que cette derniere Transaction du 12. Novembre 1690. subsistera celle du 26. Fevrier 1689. & les deux Sentences dont est appel, doivent subsister.

Les Appellans ont soustenu que les mineurs qui se sont restituer, operent la restitution en faveur des majeurs, d'où ils ont conclu qu'Elizabeth Phelippon estant dans le temps de se pourvoir à cause de sa minori-

té, la condition étoit égale pour les majeurs.

Les Intimez opposent deux Réponses à ce moyen.

La premiere, que le mineur est restituable non tanquam minor, sed tanquam la sus; & ainst du moment qu'il n'y a pas de lesion, & que le mineur ne peut estre restitué, le majeur est non recevable.

La seconde est, qu'il est vray que le mineur qui se fait restituer, opere la restitution en saveur du majeur, en choses individues; mais il n'est

point vrai que lemineur lesé-& qui se fait restituét, opere la restitution du majeur en choses divisibles. Cette distinction qui a son application naturelle dans l'espece particuliere, & qui nous est enseignée par tous, nos Docteurs, est discrement marquée dans l'Article 34, de la Coustume de Bourbonnois: Quand aucune chose corporelle & divisible entre, plussieurs mineurs ensemble & l'un d'isceux est majeur avant les autres, la prescription commence à avoir lieu contre ledit majeur pour sa portion seulement, depuis qu'il est fait majeur. Et autre chose est quant és choses incorporelles & non divisibles, comme servitudes & autres choses semblables, esquelles la minorité de l'un des communs empéche que durant icelle ne court prescription à l'encontre des majeurs. Et c'est sur ce principe & cette distinction qu'il a été jugé par un Arrest du 13. Aoust 1574, rapporté par Louet Let, M, nomb, 15, qu'un Decret adjugé sur un mineur & sur un majeur, étoit nul à l'égard du mineur, & étoit valable pour le majeur.

Mais les Intimez ne sont pas reduits à se servir de cette distinction, puisqu'il n'y a aucune lesson, & qu'Elizabeth Phelippon qui est majeure, mais qui est encore dans le delay de la restitution, n'est pas elle-même

restituable.

Les Intimez ajoûtent à ces moyens trois Reflexions.

La premiere tirée de l'état où est aujourd'huy cette famille, où tout est consommé depuis prés de treize années, & des augmentations qu'il a faites dans cette maison.

La seconde tirée des deux écrits des 13. & 30. Novembre 1700, qui sont produits par les Appellans, par leur Requeste du 18. Janvier 1703, qui servent de fondement à la vexation qu'ils exercent anjourd'huy 2 on trouvera que c'est une ligue & une societé contractée entre les Appellans pour ruiner les Intimez, sedit Bachelier l'un d'iceux chargé de treize enfans.

La troisième tirée de la necessité qu'il y avoit de licitér cette maison, parce qu'elle ne pouvoir jamais estre partagée en neuf portions, & qu'il falloit necessairement trouver de l'argent comptant pour payer les dettes dont la succession de Jean Phelippon étoit char-

gé, & pour remplir les droits respectifs des neuf enfans.

Enfin il n'y a aucuns des moyens d'appel qui sont proposez, qui puisse être écouté, & il est inouy, que quand une licitation est faite entre des majeurs & des mineurs, aprés avoir observé les formalitez prescrites par la loy municipale, les mineurs & les majeurs soient recevables à interjetter appel de l'Adjudication, & encore moins quinze années aprés que tout est consommé, & que l'Adjudicataire a payé de bonne soy le prix de son Adjudication, & qu'il a changé & augmenté

de plus de moitié l'état des lieux.

Marie Phelippon qui a poursuivi cette licitation, étoit autorisée par Justice au resus de François Bachelier son mary; il est vray que les Intimez ne rapportent pas la Sentence d'autorisation, mais il paroist dans l'Inventaire du 1. Octobre 1686. qu'il declara qu'il ne vouloit pas l'autoriser, & qu'il n'empêchoit pas qu'elle ne sût autorisée en justice. Ils ont produit une Sentence du 13. Fevrier 1687, où elle est partie avec les appellans en qualité de semme autorisée par justice; & la procedure, sur laquelle est intervenue la Sentence du 18. Janvier 1687, luy donne aussi cette qualité. Ensin quand il seroit vray qu'elle ne seroit pas autorisée, la presence de François Bachelier son mary dans cette procedure. & l'Adjudication qui luy a été saite, auroient couvert ce désaut supposé qu'il sût réel.

Il n'estoit point necessaire de Procez verbal de visite prealable pour

sçavoir si certe Hostellerie pouvoit estre partagée en neuf portions, l'évidence du fait suffisit, & d'ailleurs toutes les parties interessées y ontconsenti,

Il n'est point vray qu'il n'yait eu que deux Assiches & deux Publications, il y a eu trois Publications, les 8. & 15. Decembre 1686. & 9. Janvier 1687. & deux Remises, l'une du 14. Decembre 1686. & l'autre du 11. Janvier 1687: & l'Adjudication du 18. du même mois, qui sont les seules formalitez qui s'observent dans la Coûtume de Poitou pour les Adjudications par licitation, à la difference des Adjudications par Decret, dans lesquelles on fait quatre Publications & trois Remises suivant les articles 438. 440. & 441.

La Procedure pour la demander est dans les Regles, toutes les parties avoient des Procureurs ausquels la Requeste a été signifiée, & elles ont toutes procedé volontairement, & ainsi il étoit inutile de faire

de nouveaux frais pour les assigner à leurs domiciles.

Ensin il n'étoit point necessaire de créér des Tuteurs & des Curateurs aux mineurs, puisqu'ils en avoient qui étoient établis, & avec lesquels la procedure a été faite.

Monsieur DE LA GRANGE, Rapporteur,

SARREBOURSE.

GORIOT.

Epuis que ce Factum est imprimé, les Appellans ont obtenu de nouvelles Lettres de Rescisson contre la Transaction du 12. Novembre 1690, mais les Intimez leur opposent les mêmes moyens & les mêmes fins de non recevoir qu'ils ont opposé contre celles qu'ils ont obtenues contre la Transaction du 26. Fevrier 1689.

FACTUM

POUR FRANÇOIS CREUSE' Marchand, Appellant.

CONTRE Pierre Fradin Orphévre, Intimé.

CAUSE DU PROCEZ.

U mois de Février 1703. Fradin frappa Creusé à la Teste d'un coup de Boulle, dont il sût arresté au lit pendant deux mois en danger de sa vie, information, deux visites, deux provisions & ensin transaction, par laquelle Fradin paya à Creusé 250. liv. les frais de Justice, & les Medecins & Chirurgiens jusqu'à parfaite guerison; & Fradin s'estant entesté que Creusé n'avoit point esté malade, se repentant de la transaction, a resolu de ravoir son argent, pourquoy dans les Places publiques il a accablé Creusé d'injures atroces, l'a provoqué à disserentes sois de le fraper, pour avoir pretexte de luy saire procez, à une Foire champestre où il l'appella. Eripon ruiné estaffronteur, &c.

FAIT.

Le 13. Aoust 1703. Paul Fromaget, Liger Beaupoil & ledit Fradin, rous trois Orsévres, estoient arrestez dans une ruë par où Creusé passa necessairement pour aller chez luy, & en passant les salua samilierement & en Voisins.

Fradin animé le trouva choqué que Creusé accostat ceux de sa compagnie, il l'appella grand B. de Fripon. Creusé répondit qu'il ne s'arrestoit pas à un Baveux of à un Morveux comme luy; & montrant sa teste aux deux autres, il dit, il en voudroit bien autant avoir pour le prix.

Cela irrita Fradin au point qu'il se voulût jetter sur Creusé, mais il sût retenu par Beaupoil qui repoussa Creusé, lequel s'en alla chez luy; & comme il vouloit se setiret des mains de Beaupoil son chapeau tomba, & le ramassant il s'avisa de dire saussement & d'une maniere joyeuse, que Creusé suy avoit donné un sousset de qu'il le tenoit.

PROCEDURE.

Creuse lassé de ces provocations & injures continuelles de Fradin, en sir plainte au Juge qui luy permir d'assigner Fradin à jour jour précis, pour faire reparation; ce qui fût fait.

Fradin pour flater le Juge de l'espoir du gain, sit plainte à l'extraordinaire, insoema, & sût decreté d'adjournement personnel

contre Creusé, quoyque Marchand & domicilié.

Le 23. Aoust dernier jour de l'assignation donnée par Creusé à Fradin, déniant les injures & provocations, l'Avocat du Roy requit que veu l'atrocité des injures & la dénegation de Fradin, qu'il en sût fait enqueste respective, & remontra que l'information de Fradin estoit nulle, par la parenté d'entre le Procureur du Roy & ledit Creusé, qui n'avoit pû estre adjoint à l'information & y prendre des conclusions, sur quoy sûs dit, sans avoir égard à la remontrance de l'Avocar du Roy, renvoye Fradin de la demande faite par Creusé, qui sût condamné aux depens, & ordonné que l'information de Fradin sera suivie, dont appel par Creusé.

Cette information a esté suivie au préjudice de cet apel toûjours avec ledit Procureur du Roy, & Creusé craignant que l'adjourue, ment personnel ne fût converti en prise de corps, ainsi forcé & sous ses protestations rendit son interrogatoire, par lequel il ré-

quit que le procez fût juge en l'état qu'il estoit.

Mais c'estoit trop peu, il n'y avoit pas assez d'argent receu pour une si grosse assaire, on ordonna le recollement & confrontation, que Creuse a subi encore sous les protestations: Ensin Jugement dissinitif le 25. Septembre dernier, par lequel Creuse, Pour raison du sousset mentionné au procez, dont on ne le declare point convaincu, est ignominieusement condamné d'aumosner trois livres, en deux cens sivres de dommages & interests & aux depens, qui se montoient à plus de trois cens sivres. On en peut juger, puisque pour les conclusions diffinitives le Procureur du Roy a pris trente livres, & le Juge soixante livres pour les espèces, dont appel par Creuse en adhérant à sa première appellation.

Griefs de la Sentence du 23. Aoust 1703?

1^e. D'avoir jugé valalable une procedure nulle, par la parenté du Procuseur du Roy.

D'avoir renvoyé Fradin de la demande en reparation d'injures diffamantes, de refusé à Creuse d'en faire preuve.

B'avoir condamné Creusé aux depens, quoyque sa demande sur juste se dans les regles.

4°. D'avoir dit que l'information de Fradin sera suivie

Griefs de la Sentence du 25. Septembre 1703,

27. Elle est rendue sur une information mulle & informe, le Pro-

eureur du Roy reculé estant le Cousin germain de Creusé.

2°. l'information est continuée au préjudice de l'appel de la Sentence qui ordonne qu'ellesera suivie.

3°. La maniere n'est pas de la qualité à estre instruite par recolle.

ment & confrontation.

4". Le procez n'a pas esté jugé en l'estat qu'il estoit lors de l'interrogatoire de Creusé qui avoit pris droit par les Charges.

3°. La premiere action de Fradin le doit faire presumer l'agres-

seur joint la preuve qu'il a appellé le premier Creusé fripon.

6. Quand ce sousset servit aussi veriente qu'il est faux, ny ayant pas de seandale, Creusé ne devoit pas estre distané par une condamnation d'aumône

7°. Il n'échoit pas 200, livres de dommages & înterests à un jeune homme qui auroit reçû un sousset d'un homme de 50, ans pour avoir esté insulté par suy de fripon.

8°. Ce soufflet est faux & supposé.

9°. Enfin Creusé est accusé par Fradin par sa Plainte d'avoir Blasphemé le saint Nom de Dieu, & il n'y a pas un mot au proces qui tende à la preuve de ce fait, cependant il n'est pas fait droit à Creusé d'une telle accusation.

Reflexions fur tinformation.

L'information est composée de onze Témoins, dont neuss ne disent point avoir vu ny entendu donner de sousser ny vu aucune marque de sousset.

Huir des neufs disent avoir ouy Pradin qui ayant son chapeau à la main disoit d'un air contant, qu'il avoit reçu un sousset, ha, ha, je le tiens

Liger Beaupoil un des neufs & qui estoit present à l'action, die qu'il a retenu Fradin & repoussé Creusé & qu'il n'a point vû donner de sousses.

Les deux autres Temoins, sçavoir Paul Fromaget & Catherine Beaupoil.

Le premier dit avoir vû donner d'un revers un soufflet ou un coup de poing & ne c'est ce que c'est, & le second qu'elle a vû donner un soufflet.

La deposition de cette Catherine Beaupoil doit estre rejettée.

1°. parce qu'elle n'est âgée que de dix ans, l'extrait de son âge est referé par le vû de la Sentence du 25. Septembre 1703. c'est la disposition des Loix & des Arrests.

2°. Le Juge a bien marqué qu'il doutoit de la solidité de son Jugement, puisque lors de la confrontation, il luy a demandé, si elle connoissoit sa main droite d'avec sa main gauche. 3°. Elle dit qu'ellene sçait de quelle main ce sousslet a esté donné. 4°. Il est prouvé au procez que la Mere de cettensant, & Creusé sont brouïllez, & Creusé à soûtenu que cette Mere s'est vantée, qu'elle seroit dire à sa sille & à sa servante ce qu'elle voudroit.

5°. Cette petite fille est dans la prohibition de l'Ordonnance étant.

parente de Creusé du trois ou quatriéme degré.

Paul Fromaget est donc le seul Témoin present à l'action, qui pourroit estre admis, mais il est inouy qu'un seul Témoin ait jamais fair apparence de preuve: Testimonium unius testimonium nullius: même la déposition de ce Témoin ne s'accorde, ny avec luy-même ny avec Fradin, & elle est dementie par la deposition de Beaupoil, qui retenoit Fradin & repoussoit Creusé, qui auroit mieux que Fromaget yû ou entendu donner le sousset, puisqu'il estoit le plus proche de Fradin.

Fradin dit avoir reçû un sousset de la palme de la main.

Fromaget dit qu'il a esté frappé d'un revers.

Fromaget dit qu'il ne sçait si c'est un coup de poing ou un soussilet, & au temps de l'action il avoit dit à Jeanne Guillon, premier Témoin que c'estoit un soussilet : il y a donc de l'incertitude & de l'équivoque dans sa déposition, & par consequent elle doit estre rejettée.

Dernier Grief.

Ensin Fradin est mis au sauf-conduit de Justice, c'est par là luy mettre les armes à la main, il peut tuer Creusé d'un coup de sussi pardessus une haye, il n'aura tué Creusé tout invectivé & tout plessé qu'il est, que sous pretexte d'une juste, mais supposée dessense.

Le Grief quand à la condamnation des dépens resulte de la fausseté des deux acculations, de la nullité de la procedure & de tous les moyens cy-dessus.

Mr BOISTEL CHASSIGNONVILLB, Rapporteur.

HOURDAULT, Proc.

Les de la companie de

earas e Dustant a e e esta f

જાલા, તાલુંના વિલ્લાન કરાયા છે. તાલું માટે માટે તેને માટે તાલું માટેલું જ્યારે તાલું માટેલું જ્યારે તાલું માટેલું જ



FACTVM

Pour Iean Rebaud, fils & heritier de defunte Ieanne Despinasse, appellant d'une Sentence rendue par le Lieutenant General de S. 'Feriol le dixneuf Avril 1670.

Contre Henry Faure Dechepier, sieur de Cornillon, & Damoiselle Marie Cibieu sa semme, intimez.



A Sentence dont l'appellant se plaint, condamne solidairement les intimez au payement de la somme de soixante livres pour l'augment porté en l'extraict du contract de mariage de ses pere & mere, & aux interests, & le deboute des autres chess de dommages & interests compris dans l'estat qu'il en a dressé, conformement à l'Arrest contradictoire du 12. Juillet 16 4, qui les a adjugées.

Il suffit d'exposer le sujet de la contestation sur laquelle cet Arrest est intervenu, & ce qu'il a prononcé, pour faire connoistre l'injustice de la Sentence, & montrer que le luge de Saint Feriol a jugé dierectement contrele dispositif

de cét Arrest, quoy qu'il ne fust commis que pour l'executer.

Pour cela l'on o bservera, que par le contract de mariage de lean Rebaud & de Icanne Despinasse, du sept Fevrier 1605. la dite Despinasse s'est constituée en dot tous ses biens, meubles & immeubles presens & à venir.

Pendant le cours de leur mariage Jean Rebaud a vendu tous les immeubles de sa femme, qu'il a obligée de souscrire aux contracts de vente, & l'a fait en-

trer avec luy dans plusieurs obligations.

Iean Rebaud mourut au mois d'Avril de l'année i643. & Ieanne Depinasse sa veuve ne l'ayant survécu que de trois semaines, elle institua avant sa mort Iean Rebaud son fils, aagé de quatorze ans seulement son heritier vniversel, il se pourveut par Lettres au mois de Decembre 1659. contre tous les contrats de vente & les obligarions que l'on avoitexigez de sa mere, & sonda ses Lettres sur la clause du contract de mariage de ses pere & mere, par laquelle Ieanne Despinasse s'est constituée en dot tous ses biens meubles & immeubles presens & à venir, & sur la disposition de la Loy Iulia de fundo dotali, qui defend l'alienation des biens dotaux parvente ou par hypotheque, & sur l'autorité des Arrests qui ont consirmé cette loy, & declare la dot inalienable.

Il ne pouvoit establir ce moyen decisif que par le contrat de mariage de ses pere mere, la grosse n'en avoit point esté levée, il eut avant que d'obtenir ses Lettres recours à la minutte qu'il apprit estre en la possession des sieur & damoiselle Cornillon tuteurs des enfans du premier lit de ladite damoiselle Cornillon heritiers de des unt maistre lacques de Lorme Notaire, qui avoit receu le dit contract de mariage du sept Fevrier 1605, la minute, ou cede sut representée par le sieur de Cornillon le dernier Octobre 1659. Maistre Iury Notaire en tira vne copie collationnée, qu'il signa conjointement avec le sieur de Cornillon, qui retira en suite la minute, ainsi que cet extrait & cette col-

lation en fait foy

Iean Rebaud ayant fait assigner les tiers acquereurs & creanciers de sa mere pardevant le Iuge de Saint Feriol, pour voir entheriner ses Lettres, & en conse venoncé le 28 Mars 1661. judiciairement & pardevant le mesme luge de Saint Feriol à la succession de Iean Rebaud son pere: ils luy opposerent d'abord qu'il devoit justifier des ventes & alienations, & ayant leve cette premiere dissiculté par la recherche & representation des contracts; ils luy en sirent vne seconde, dans laquelle ils se retrancherent que l'extrait du contract de mariage de ses pere & mere estoit insorme, & ne pouvoit pas prouver que les immeubles alienez sussent biens dotaux, parce qu'il n'avoit point este compulsé partie presente, ou deuëment appellée.

Sur ces contestations intervint Sentence le 5. Decembre 1661 qui ordonne que Rebaud communiquera le contract de mariage en forme, pour cet estet luy permet de compulser la minutte. & enjoint aux desendeurs en Lettres d'vser

des bois dépendans des domaines alienez en bon pere de famille.

En consequence, Rebaud voulut faire compusser la minute, dont les sieurs & damoiselle Cornillon estoient chargez; mais l'ayant suprimee & venduë à ces acquereurs & creanciers sous les indemnitez qu'ils seur ont donnez; ils turent condamnez par Sentence du 13. Novembre 1662, en tous les dépens, dommages & interests de Rebaud, saute d'avoir representé la minute du contract de mariage de ses pere & mere, suivant la siquidation qui en sera faite sur la demande & estat qu'il en donnera, & en tous les dépens.

Cette Sentence a esté confirmée par Arrest contradictoire du 12. Iuillet 1664 qui deboute les sieur & damoiselle Cornillos des Lettres incidentes qu'ils avoient obtenues contre la signature apposée par le sieur de Cornillon, au pied de la copse collationnée sur la minute, ayant pretendu que cette signature avoit esté surprise, & qu'ils n'avoient jamais eu la minute en leur possession.

En execution de cet Arrest consirmatif, Rebaud a donné son estat pardevant le luge des lieux des dommages & interests qui luy sont adjugez, & qui consistent principalement dans la restitution & payement de la valeur & du prix des biens dotaux de sa mere, aliene pendant son mariage, & desquels payement & restitution la Sentence dont est appel, a déchargé les intimez, & les a seulement condamnez à payer vue somme de soixante livres, que sean Rebaud & seanne Lespinasses s'estoient donnée mutuellement & au survivant par leur tract de maconriage de 1605.

L'appellant soustient, qu'il a esté mal jugé par cette Sentence, qui n'a pu détruise celle du 13 Novembre 1662, ny l'Arrest consirmatif du 12. Iuillet 1664, qui condamnent les sieur & damoiselle Cornillon en tous les dépens, dommages & interests de Rebaud, pour n'avoir pas representé la minutte du contract de mariage de ses pere & mere: S'ils avoient representé la minute, il l'auroit sait compusser avec les acquereurs & creanciers, desendeurs aux Lettres qu'il avoit obtenues des 1659 contre les ventes & obligations, auroit sait cesser la seule & vnique objection qu'ils luy faisoient, qu'il ne justissoit pas par vne copie bien & deuëment compussée du contract de mariage de sa mere, que les biens qu'elle avoit alienez, suy sussent dotaux, & seroit trouvé dans les immeubles dotaux alienez contre la prohibition de la loy suita, lors suivie dans le Païs de Droit escrit, & confirmée par les Arrests de la Cour.

Mais si la copie collarionnée du contract de mariage ne saisoit point de preuve contre les dessendeurs en Lettres, ainsi que l'avoit jugé la Sentence du 5. Decembre 1661, qui ordonne que Rebaud leur communiquera ledit contract de meriage en sorme: & à cét esset permis de compulser: cette mesme co. pie collationnée signée dudit sieur de Cornillon, produit à son esgard la mesme preuve & le mesme esset qu'auroit produit la representation de la minute contre les desendeurs en Lettres; Par cette representation les Lettres auroient esté entherinées, & Rebaud seroit rentre dans les biens dotaux de sa mere alienez, & par consequent perdant ces biens par le fait des sieurs & damoi-

selle Cornillon, qui ont esté condamnez en ses dommages & interests, saute d'avoir represente la minute du contract de mariage, par laquelles elle pouvoit prouver que ces biens estoient dotaux, & faire entheriner ses Leures : ces dommages & interests adjugez ne peuvent estre autres que le payement de la valeur des heritages qu'il perd par le fait des intimez, suivant la desinition que le Iurisconsulte Paulus a donnée de cét interest en la loy 13. sf. vatam rem haberi : in tantum competit, in quantum mea intersuit id est, quantum mini ab est, quantum que lucrari potui, & comme dit Monsieur Cujas sur cette Loy ergo in astimationem eius, quod interest, venit damnum datum id est diminuitio pairimony nostri, quod ve patrimonio ab est.

Les intimez ont opposé en cause principale & d'appel.

Premierement, que l'appellant n'auroit pû reussir dans ses Lettres, quand il auroit produit le contract de mariage de ses pere & mere en bonne sorme, par deux sins de non recevoir. La premiere, qu'il est heritier de Iean Rebaud son pere. Et la seconde, qu'il ne s'estoit pas pourveu dans les dix ans contre les rentes & obligations passées par samere: mais ces deux sins de non recevoir n'on; point esté opposées par les acquereurs & creanciers, desendeurs en Lettres, parce que Rebaud avoit renoncé judiciairement à la succession de son pere dés le vingt-huit Mars 1661. & que n'estant aagé en 1643, que ses pere & mere moururent, que de quatorze ans, il n'avoit en 1659, qu'il obtint ses Lettres que trente ans, & par consequent il estoit dans les dix ans de restitution.

En second lieu, que la mere de l'appellant avoit pû aliener sa dot, suivant les

Declarations de 1606. & du mois d'Avril 1664.

La disposition du Droict, qui delare la dot de la femme inalienable est precise dans le titre de fundo dotali, en la Loy vnique au Code de rei uxoria actione §. É cum lex Et en la Nouvelle 71. La Declaration de 1606. a si peu deroge à ces Loix formelles, qu'elles ont esté confirmées par les Arrests qui sont depuis intervenus, & particulierement par vn Arrest celebre du trois Septem-1661 produit au procez, De sorte que si l'apellant avoit raporté le contrat de mariage de ses pere en bonne forme, ses Lettres auroient esté entherinées, Ainsi que celles obtenues par Damoiselle Louise Iacquier le trente Iuillet 1659 contre les obligations & alienations de sa dot, surent entherinées par cét Arrest de 1661.

La Declaration du mois d'Avril 1664, qui a abrogé la disposition du Droit éscrit concernant l'allienation de la dot, marque qu'elle estoit observée auparavant, puis que si elle n'avoit point esté en vigueur, il n'eust point fallu de Declaration pour l'abroger. Mais cette Declaration ne peut avoir d'esset retroactif, ny donner atteinte à vne condamnation de dommages & interests prononcée dés l'année 1662, puis qu'elle n'a esté verissée que sous cette modidiscation, sauf aux particuliers de poursaivre les instances qu'ils ont cy devant inten-

sées, & deffenses au contraire.

Mais l'objection des meimez a esté formellement jugée & condamnée par l'Arrest contradictoire du douze Iuillet 1664. posterieur à cette Declaration & à cette verissication, puis que nonobstant cette Declaration du mois d'Avril precedent, la Cour a confirmé la Sentence du treize Novembre 1662, qui condamne les intimez aux dommages & interests: Cette condamnation de dommages & interests n'est fondée que sur le defaut de representer la minute du contract de mariage au sujet des Lettres obtenues par Rebaud, pour estre restitué contre les obligations & ventes des biens dotaux de sa mere, si ces biens, quoy que dotaux, n'avoient pas esté alienables dans le temps que les obligatious & ventes ont esté passées, il est certain qu'il n'estoit point deub, & que l'on n'avoit point adjugé des dommages & interests à Rebaud, parce que ses Lettres estant sondees vniquement sur ce que les biens do-

taux de sa mere ne pouvoient pas s'aliener peudant son meriage, elles n'auroient pû reüssir, quand il auroit produit le contract de mariage de ses pere
& mere en bonne forme: la Cour a iugé au contraire que Ieanne Despinasse
n'avoit pû aliener sa dot, & que les Lettres obtenues par l'appellant en 1659
auroient esté entherinées, s'il avoit justissé par vn contract de mariage en
bonne forme, que les biens qu'elle avoit alienez estoient dotaux, ainsi qu'elle
l'avoit juge en 1661, par vn Arrest solemnel au prosit de damoiselle Louise
Iacquier, & que s'il n'avoit pas obtenu vn pareil Arrest avant la Declaration de 1664, c'estoit par le fait des sieur & damoiselle Cornillon, qui ont
supprimé la minute, sans laquelle ils n'ont pû obtenir vn Arrest.

En troisième & dernier lieu, que la copie collationnée du contrad de mariage du septième Fevrier 605, n'est point vn extraits du contract de mariage des pere & mere de l'appellant; mais de Blaise Rebaud & d'Antoinette Chappella son ayeul & son ayeulle, qu'il n'apoint iustifié que les biens alienez appartinssent à sa mere, & qu'en tout cas vne partie de ces biens estoient adventifs, parce qu'ils procedoient d'vne donation que Benoisse Despi-

nasse sa tante luy avoit faite depuis son mariage.

Cette derniere objection n'est pas plus solide que les precedentes, puis que la seule conference du Contract du mariage de Blaize Rebaud & d'Antoinette Chappella auec celuy de Iean Rebaud & Ieanne Despinasse, marque que ce sont des contracts distincts, & dont les clauses sont differentes; que c'est vn point sugé par l'Arrest du douze Iuillet 1664. contre lequel il n'y a point de Lettres en sorme de Requeste civile, & mesme estably par la propre Sentence du dix-neus Septembre 1670, qui condamne les intimez à payer vne somme de soixante livres d'augment porté par le mesme contract de mariage des pere & mere de Rebaud, de laquelle Sentence les dits sieur & damoiselle

Cornillon n'ont point appellé.

Les biens que Ieanne Despinasse avoit receus de sa tante ne luy estoient point adventifs, puis qu'elle s'estoit constituée en dot tous ses biens presens & advenir: & à l'égard des autres objections, elles sont détruites par les repliques de l'appellant, signifiées le vingt-cinquième Septembre 1669, produites sous la cotte S. de sa production principale, & par toutes les autres pieces aussi produites en premiere instance, qui sussissent que tous les sonds alienez appartenoient à sa mere, & le sieur de Cornillon n'ayant point de bons moyens pour se dispenser d'en payer le prix & valeur, a eu recours à des voyes violentes & mauvais traitemens qu'il a exercez sur la personne de l'appellant, & dont il y a preuve tant par les Rapports en Chirurgie que par les informations saites en la Iustice de Feugerolles.

Monsiour LE MEVSNIER Rapporteur.

FIQUET.



MEMOIRE INSTRUCTIF

POUR Amable-Christophe Mallet Intimé, Appellant, Demandeur, & Défendeur.

CONTRE Claude Riviere Appellant, Intimé, Défendeur & Demandeur.

ALLET se trouve dans la plus triste situation qui se puisse imaginer: Riviere s'est introduit dans sa maison, il y a amené ses deux sœurs, ils y demeurent malgré lui depuis prés de deux ans, y vivent à discretion, & par leurs violences Mallet est exposé avec toute sa famille à perdre la vie à chaque instant.

Ce sont ces violences difficiles à croire dans une ville où de grands Magistrats veillent sans cesse au maintien du repos public & des particuliers, mais qui se commettent impunément dans le sond d'une Province, qui ont donné

lieu au Procés dont on va rendre compte.

Jean-Claude Riviere a épousé la sœur de Mallet, & a dissipé en peu de temps un bien assez considerable qu'elle lui avoit apporté en dot.

De ce mariage sont issus trois enfans, Claude Riviere qui est le défendeur,

& deux filles.

Après le decès de sa femme, Riviere pere a chassé son fils de sa maison, lequel a été obligé de venir se resugier à Paris, où il s'est engagé dans les Gardes Françoises.

· Aprés avoir passé neuf à dix ans dans cette école, il a eu le secret d'obtenir son congé. Il est revenu chez son pere; mais celui-ei l'a mis dehors

une seconde fois.

C'est alors que ne sçachant où donner de la tête, il est venu chez Mallet son oncle, en prositant d'un moment qu'il étoit sorti de chez lui. Il y entra armé de toute maniere, se sit servir à boire & à manger, choisit une chambre & un lit: ensin agit avec plus d'authorité que le mastre de la maison, sans qu'il sut possible à Mallet à son retour de l'obliger à sortir de chez lui: en sorte qu'il y passa la nuit & les jours suivans.

Soit que la maison de Mallet lui parut meilleure que celle de son pere, & qu'il crut que ses sœurs y seroient plus commodement, soit pour avoir du secours dans les violences qu'il avoit dessein de commettre, il sut peu de temps aprés chercher ses deux sœurs chez son pere, & les introduisit de sorce dans la maison de Mallet sur le même pied qu'il s'y étoit établi lui-même.

Quelque dur qu'il fur à Maller de voir demeurer chez lui, & manger tous les jours à sa table trois personnes malgré lui, il auroit cependant patienté, quelque temps, si les violences de Riviere eussent eu quelques bornes.

Mais Mallet ne pouvoit inviter ses amis à manger chez lui, qu'ils ne sussent exposez à recevoir des injures, & même des maltraitemens de Riviere. Ses domestiques las d'être continuellement injuriez, frappez, même expo-

sez à perdre la vie, ont tout abandonné.

C'étoit inutilement que Mallet profitant de ce que Riviere n'étoit pas tentré chez lui à une heure où les portes d'une maison bien reglée se ferment ordinairement, vouloit se servir de ces occasions pour lui en ôter entierement l'entrée: c'étoit un nouveau sujet d'emportemens pour Riviere, qui animé par les sumées du vin qu'il venoit de boire avec excés, vomissoit des injures atroces contre Mallet & sa famille, lui faisoit les menaces les plus terribles, rompoit les portes & senêtres à coups de leviers, tiroit des coups

& celui qu'il avoit le plus proche étoit cousin germain de Maller.

Les violences de Riviere ne se sont pas bornées là l'impunité des premiers excés l'a encouragé à de nouveaux. Non content de vivre à discretion chez Mallet avec ses deux sœurs, il s'est encore crû permis de partager avec lui ses fruits & ses recoltes.

Si Mallet vouloit faire pêcher un étang, Riviere choisissoit pour lui ce qu'il y avoit de plus beau poisson, & empêchoit de livrer le surplus aux Marchands qui l'avoient achetez, à moins qu'on ne lui donnât de l'argent, & lorsqu'on vouloit s'ingerer de lui faire des remontrances, les juremens les plus affreux & des coups étoient ce qu'on s'attiroit.

Souvent il a voulu enlever les bestiaux des Métairies de Mallet, & lors que celui-ci & son épouse ont voulu s'y opposer, Riviere n'a rien ménagé pour s'ôter ces obstacles, les sousset de ses coups de pieds qu'il a donnez dans une pareille occasion à l'épouse de Mallet l'ont réduite à garder le lit pen-

dant un trés-long-temps, elle en est encore aujourd'hui trés-incommodée.

Ces violences reiterées ont obligé Mallet d'en presenter ses plaintes au Lieutenant Criminel de Moulins dans les mois de Février, Mars, Avril & May 1727. Les informations ont été faites au mois de Juin, où l'on ne doute pas qu'il ne se trouve une preuve complette des faits qui lui viennent d'estre exposez.

Ces informations contenoient certainement la preuve de faits assez graves pour faire décreter Riviere de prise de corps, mais sa qualité de neveu de Mallet engagea les Juges de Moulins à ne decerner contre lui qu'un decret d'ajournement personnel le 3. Juillet 1727, qui fut signissé le 5, du même mois. Riviere n'a subi interrogatoire que le 13. Aoust suivant, dans lequel il con-

vient même de la plupart des faits.

Cependant il n'a pas plurôt eu avis des plaintes & procedures qui se faisoient contre lui, que jugeant bien qu'elles tendroient à le faire sortir d'un
endroit qu'il n'avoit aucun dessein de quitter: pour l'éviter, s'il lui étoit possible, il s'est en recriminant, & le 20 dudit mois de Juin adressé au nommé
Granet Praticien de Village, lequel se disant Curial ou Postulant en la Justice de Chittain, a sur le fondement d'une plainte & informations dont on
ne peut comprendre les motifs decerné un decret de prise de corps contre
Mallet domicilié, en vertu duquel Riviere lui a fait plusieurs insultes pour le
constituer prisonnier, & n'ayant pû y réussir, l'a fait crier à son de trompe,
saisir & annoter ses biens, & particulierement ses recoltes, desquelles il a
fait un ravage affreux en differentes sois.

Dans cette extremité Mallet n'a pû avoir recours qu'au Senechal de Moulins, dont il a obtenu une Ordonnance le 24. Juillet 1727, qui le reçoit Appellant, tant comme de Juge incompetent qu'autrement, de la procedure extraordinaire de Chittain, & ordonne que les charges & informations se-

tont apportées.

Sur le vû de ces charges & informations il a obtenu une seconde Ordonanice le 18. Aoust, par laquelle, en consequence de la procedure faite à Chittain à la requeste de Riviere, posterieure à celle faite à Moulins à la requeste de Mallet, il a esté ordonné que les parties procederoient sur le tous en la Senechausse de Moulins, avec dessenses d'executer le decret de prise de corps decerné contre Mallet, & main-levée de ses essessaiss.

Cette Ordonance a esté suivie d'une autre Sentence qui a joint les procedures de Chittain & Moulins; sur letout a appointé les parties à mettre. L'affaire s'est instruite à Moulins: il y avoit déja des conclusions du Parquet sa-

vorables à Mallet.

Lorsque Riviere qui en a craint l'évenement a surpris un Arrest en la Cour le ro. Septembre 1727. sur Requeste non communiquée & sans vû de charges qui l'a reçû Appellant des Ordonnances de Moulins des 24. Juillet & 18. Aoust 1727. avec désenses de les executer, & a ordonné que le procés commencé devant le Juge de Chittain seroit continué. Cet Arrest ayant exposé Mallet à de nouvelles insultes de la part de Rivière, il a été obligé pour les arrêter d'interjetter appel en la Cour de toute la procedure contre lui saite à Chittain, & d'y saire apporter les informations saites en cette Justice & à Moulins, sur le vû desquelles il a obtenu Arrest le 17.0 & obtenu Arrest le 17.0 & obtenu a fait désenses d'executer ledit decret de prise de corps, & lui a fait main-levée de ses effets saiss.

La Cour ainsi saisse de soutes les contestations, Mallet a demandé par une Requeste du 18. Decembre 1727, qu'il lui plût en prononçant sur l'appel de Riviere,

confirmer les Ordonnances de Moulins, avec amende & dépens.

Et à l'égard de l'appel dudit Mallet, mettre l'appellation & ce dont est appel au neant, émandant declarer toute la procedure faite par Granet comme Curial de Chittain, nulle, injurseuse, & incompetemment faite, décharger Mallet des accusations contre lui formées, avec dommages, interêts & dépens, & que dés à present Rivière & ses sœurs seroient tenus de sortir de la maison de Mallet dans le jour de la signification de l'Arrêt, à ce faire contraint par corps; à cet esse il lui sut permis de se faire assister de telles sorces qu'elles demeure à Justice, il leur sut sait désenses d'y rentrer, ni d'attenter aux personnes & biens dudit Mallet, sa femme, enfans & domestiques, à peine de punition exemplaire, & qu'il lui sut permis de prendre ledit Granet à partie.

Mallet a obtenu un Arrest par défaut qui lui à adjugé ses conclusions, excepté par rapport à la prise à partie. Riviere y a sormé opposition par une Requeste du 4. Mars dernier, par laquelle en interjettant appel de toute la procedure de Moulins, il a demandé d'être déchargé de l'accusation contre lui sormée, avec dommages, interêts; & à l'égard de la procedure de Chittain, que le procés y com-

mencé y fue parachevé jusqu'à Sentence diffinitive.

Tel est l'état de l'affaire, sur laquelle on va faire quelques courtes reflexions. 1°. A l'égard de la procedure criminelle de Moulins, il est bien certain, & les

dattes ci-dessus rapportées en sont soy, qu'elle est sort anterieure à celle de la Justice de Chittain, qu'ainsi cette derniere n'a été faire qu'en recriminant. D'ailleurs Mallet espere que la Cour trouvera dans les informations de Moulins une preuve complette des violences & voies de fait de Rivière, de son sejour avec ses deux sœurs dans la maison de Mallet malgré lui, enfin de tous les saits qui ont

été exposez dans le commencement de ce Memoire.

n'a pas postulé en cette Justice depuis plus de vingt-cinq ans, & n'a jamais fait aucunes son son désire de rapporter la moindre procedure qu'il ait faite depuis ce temps-là; lorsqu'il a reçû la plainte de Rivière & fait les autres procedures rous les veritables Officiers de cette Justice étoient sur les lieux, ausquels seuls il étoit des regles des'adresser.

Mallet a appris que le principal témoin qui dépose dans l'information saite en cette Justice est enommé Deveaux, contre lequel Mallet a gagné deux procés avec dépens depuis moins de deux ans, l'un en la Prévôté de l'Hôtel, l'autre en la Grand'Chambre, au rapport de M. Le Besgue de Majainville, & avec lequel Mallet est encore en procés en la cinquiéme Chambre des Enquêtes, au rapport de M. Sallaberry: la preuve de ces saits est rapportée par les pieces, ainsi la déposition de ce témoin recusable qui est la plus sorte, ne peut être d'aucune consideration.

Enfin quoi que Mallet ne puisse pénetrer le secret des charges & informations, il est cependant persuadé que la Cour y trouvera tout au plus qu'il s'est crû permis de se faire assister de main-forte pour chasser Riviere de chez luy. Si l'on ajoute à cela que c'est par un pareil Juge & sur une telle procedure que Mallet a

esté decreté de prise de corps, que ses biens ont esté annotez, & ses recoltes ravagées, il ne croit pas que les conclusions qu'il a prises sur ce chef puissent luy être refusees.

3°. Quant à sa demande pour faire sortir Riviere & ses sœurs desa maison, elle est fondée sur le droit des gens : le sejour de ces particuliers dans sa maison malgré lui est contraire à la police du Royaume, & à la liberté des sujets de SaMajesté.

C'est ce sejour qui est la source & l'occasion de routes les rixes d'entre les Parties, & si la Cour n'y met ordre il pourroit même conduire à quelque accident funeste de la part de Riviere, qui est le plus violent des hommes, enfin le sejour de Riviere & ses sœurs doit être prouvé par les informations.

En vain Riviere veut-il infinuer par sa Requeste qu'il n'est plus dans la maison de Mallet, & que d'ailleurs il avoit droit d'y prétendre parce que c'est son bien.

En premier lieu, il est certain que Riviere & ses sœurs sont encore dans la maison de Mallet. Leur fureur, leurs menaces, leurs emportemens & leurs violences n'ont même fait qu'augmenter depuis qu'ils, ont appris que Mallet poursuivoiten la Cour un Arrest pour les faire sortir. La preuve seroit facile à en rapporter, ti Mallet ne craignoit que cela ne le jettat dans de nouveaux délais, que sa triste situation ne lui permet pas d'attendre.

. En second lieu, Maller est si peu debiteur de Riviere, qu'au contraire il est creancier de son pere de plus de vingt mille livres pour enlevemens de grains & bestiaux qu'il a faits en differens temps avec des violences qui ne cedent pas à celles de son fils, & à l'égard d'une instance de compte pendante à Moulins entre les Parties, les Riviere empêchent par leurs chicanes qu'elle ne soit jugée: on rap-

porte la preuve de tous ces faits.

Enfin les voies de fait ne sont point permises en France; si les Riviere avoient quelque chose à prétendre contre Mallet, ce qui n'est point, ils pouvoient pren-

dre les voyes ordinaires, mais cela n'autorise pas leurs violences.

4°. Sur la demande de Mallet afin qu'il lui soit permis de prendre Granet à partie, il semble que cette espece de consolation ne lui peut être refusée, si l'on. joint au défaut de caractere de ce particulier (simple Praticien de village) une prévarication meditée contre la disposition de l'article 19. du titre des decrets de l'Ordonnance de 1670, par le decret de prise de corps qu'il a decernée contreMallet domicilié, & cela sans pouvoir & sans qualité, dans la seule vûe de savoriser des violences inouies sur des informations qui ne pouvoient exposer Mallet à une pareille insulte qui a été suivie de la perte de la meilleure partie de ses effets mobiliers. Il est échappé un fait important qui acheve de caracteriser Granet & Riviere, c'est que le fils de Mallet ayant voulu en vertu des Ordonnances du Lieute. nant Criminel de Moulins des 24. Juillet & 18. Aoust 1727. qui faisoient mainlevée à son pere de tous ses effets saiss, faire sortir un Commissaire d'une de ses granges pleine de gerbes, dont il faisoit un ravage affreux, Granet le decreta de prise de corps sur un simple procés verbal d'Huissier du 26. Septembre, & Riviere le fit arrêter à deux lieuës de la maison de son pere le 8. Octobre 1727. & le lendemain le fit conduire par plusieurs Archers en la prison de Chittain, dont il n'est sorti qu'avec peine, après avoir essuyé routes les longueurs d'une procedure. concertée. Ces faits sont encore prouvez par des pieces; & si Mallet n'a pas suivi certe affaire, ce n'a été que par rapport à l'insolvabilité de ses parties adverses, & par la crainte de differer le jugement de l'autre, en y faisant joindre celle de son fils.

Dans ces circonstances Mallet a lieu d'esperer que la Cour remediera au plûtôt à un abus qui est des plus crians & des plus extraordinaires qui se soit jusqu'à present rencontrez dans un Royaume policé, & que par son Arrestelle mettra Mallet, sa femme & ses enfans à l'abri des insultes de Riviere & de ses sœurs, qui sont à un degré si surprenant que Mallet & sa femme sont journellement & même à tous momens exposez de perdre la vie: faits graves & importaus qui méritent toute l'attention & l'animadversion des sages Magistrats qu'il a l'honneur d'avoir pour Juges.

M. MENNESSON, Avocat.

De l'Imprimerie de L. D'HOTELFORT, près S. Benoît, à la Refussection.



MEMOIRE SIGNIFIÉ

SERVANT DE SALVATIONS ET DE CONTREDITS.

POUR Jean-Baptiste Bastier, Avocat en Parlement, Appellant.

CONTRE Charles du Clos, Chevalier Seigneur de l'Etoille, Intimé.

'APPEL est interjetté d'une Sentence intervenue par désaut au Siege de Riom le premier Aoust 1720, par laquelle de certains Domaines achetez par l'Appellant du pere de l'Intimé en 1709, & actuellement payez dans le même temps, ont été adjugez à l'Intimé par droit de Retrait lignager.

Ces qualitez & ces dattes font connoître l'interest de la question, & l'injustice de

l'Intimé.

En 1709, le pere de l'Intimé pressé par ses Creanciers, qui alloient, comme il dit lui-même, mettre le seu dans ses affaires, pria l'Appellant d'acheter quelques immeubles qu'il possedoit en Auvergne, & l'Appellant ayant prête l'oreille à la proposition, le prix sut convenu à une somme de 21000 livres, qui sut peu après réellement payée & acquittée aux Creanciers du Vendeur. L'Appellant en vertu de son acquisition, est entré en jouissance; mais il a neglige la solemnité de la prise de possession, quoique necessaire par la Coutume des lieux, pour faire courir le temps du Retrait; car comme il avoitacheté sort cherement, il ne croyoit pas devoir craindre que personne eût jamais envie de se subroger à son marché.

Et en effet il a joui pendant onze ans entiers, sans entendre parler de Retrait ni de Retrayant; mais au bout de ce long espace de temps est survenue la revolution de 1720, qui a ouvert la porte au brigandage des Retraits. Alors s'est reveillée dans le cœur du pere de l'Intimé une affection pour des biens de samille qui avoit dormi pendant onze ans, & ne pouvant retraire sets son nom, parcequ'il avoit été Vendeur: il a successivement mis en jeu les noms de deux sils. S'il avoit eu dix ensans, il auroit fait essuyer dix Retraits à l'Appellant, tant il y avoit alors pro-

fit à retraire.

Pour affoiblir l'horreur qu'imprime son iniquité, il n'a pû trouver d'autre secret que de dire beaucoup d'injures à l'Appellant; faire une longue, mais fausse histoire des causes qui l'ont obligé à vendre, de celles qui ont excité l'Appellant à acheter, des prétendues pratiques de l'Appellant, pour acquerir à de bonnes conditions, & cent autres contes, démentispar le fait même; puisque le Retrait a demeuré ouvert pendant onze ans, sans que parsonne ait été tenté de l'exercer. Si l'Appellant vouloit suivre l'Intimé dans ses digressions calomnieuses, il ennuiroit beaucuup la Cour par de longues inutilitez, & la Cour auroit sujet de mépriser le present Memoire; c'est pourquoi il se bornera à répondre en un mot que les histoires ne coutent rien à composer, que le tout est de prouver, & que l'Intimé parlant en l'air, & sans preuves, tout ce qui reste de veritable, est qu'il a eu la mauvaise soi de retraire en 1720, un bien acheté & payé en 1709. Cela dit tout.

Encore si l'Intimé pouvoit donner à la monnoye qu'il a offerte une origine favorable, s'il pouvoit montrer qu'elle lui tenoit lieu d'un bien réel & solide, ce seroit une excuse; maisil n'a rien offert ni consigné, qu'il n'ait emprunté, comme il parost par ses propres actes; de sorte qu'il ne peut nier, ou qu'il n'ait prêté son nom à ceux qui ont paru lui prêter de l'argent, ou qu'il n'ait negocié du papier à vil prix, comptant de le faire passer pour toute sa valeur, à la ruine d'un légitime Acheteur; car son emprunt ést du 8 Juin, temps auquel le papier avoit reçû par l'Arrest du 11 May se coup mortel dont il n'a pû se relever; ce qui dunnoit à chacun grand empressement de s'en désaire, & sournissoit en même temps grande facilité pour en traiter

à vil prix. Ainsi de quelque côté que se tourne l'Intimé, son Retrait merite toujours les anathèmes de la Justice: s'il est pour les Préteurs de papier, il y a fraude & simulation: s'il est pour l'Intimé ou pour son pere, il y a negociation sordide, & indigne lucre, aux dépens d'un légitime Acheteur, qui doit en cas de Retrait sortir de son

acquisition sans aucune perte, & sans le plus leger dommage.

L'Appellant a raporte dans ses causes & moyens d'appel le fameux passage de M' Charles du Moulin, tire de la question 94 de son Livre des Contrats usuraires, où il traite pat rapport au Retrait des changemens & alterations que souffre la monnoye, il n'a pû à la verité pleinement prévoir l'évenement de l'année derniere; car il n'étoit pas de nature à tomber sous l'imagination humaine. Mais il a parlé d'un cas assez frequent, qui est celui où le surhaussement subit des monnoyes empêche que la valeur intrinseque ne réponde à l'extrinseque, & dans ce cas il regle par une distinction, les interests respectifs du Retrayant contre l'Acheteur, & de l'Acheteur contre le Retrayant, où il y a crainte, dit il, que ce surhaussement ne subsisse pas long temps, & que les especes ne viennent bien-tôt à baisser, comme il arrive toutes les sois qu'il est exorbitant & nouveau, & dans ce cas le Retrayant doit offrir caution à l'Acquereur de l'indemniser; ou ce même surhaussement est si ancien que le peuple y est plié, en sorte qu'il n'y a pas d'apparence à craindre un rabaissement prochain, & pour lors l'Acquereur doit recevoir les especes sur le pied de leur valeur courante; tout cela sondé sur le principe qui veut que non seulement l'Acheteur demeure hors de perte, mais encore hors de peril.

Il n'ya donc qu'à voir si le 10 Juin, jour de l'ajournement donné en Retrait à l'Appellant, il y avoit peril que les effets metamorphosez en monnoye perdissent bien-tôt leur prix. Mais certes ce n'étoit pas peril, c'étoit certitude; car outre qu'ils entroient dans leur déclin, & ne faisoient que baisser de jour en jour, il etoit impossible qu'ils ne perissent tout-à fait, dès qu'ils ne rensermoient en eux au-

cune valeur intrinseque.

Mauvaise excuse de dire qu'alors ils étoient encore de recherche; car ils ne pouvoient l'être que pour des Negociateurs de papier, des Marchands & autres à qui le commerce fournissoit ce que l'on appelloit des débouchez: mais pour un Officier de Justice, tel qu'est l'Appellant; nulle ressource, nulle issue pour s'en defaire sans perte, ni même pour échaper à une ruine complette. Car dans la Campagne & dans une Province ce n'est pas une petite somme que celle de 21000 liv.

En vain on dit que pour lors toutes autres monnoyes étoient bannies du commerce de la societé civile; car d'abord cela ne couvre pas l'odieuse avidité de celui qui se prévaut d'une telle occurrence pour engraisser sa fortune de la ruine d'un Acheteur, qui n'a acheté que pour lui faire plaisir, & empêcher que ses Créanciers ne missent, comme il dit lui-même, ses affaires en desordre, & combustion.

Mais de plus, pourquoi ne pourroit on pas dire après du Molin, que si quelqu'un doit perdre, ce doit être le Retrayant, & non l'Acquereur? car, dit ce grand homme, il y a grande disserence entre l'un & l'autre, c'est volontairement, c'est par choix & par déliberation libre (ici il faut dire par cupidité) que le Lignager se presente au Retrait: mais c'est par contrainte, par force & necessité que l'Acheteur s'y trouve exposé, l'un est Agent volontaire, l'autre Sujet, passif : or dans le concours de celui qui sait ce qu'il peut ne pas saire, & de celui qui soussire ce qu'il ne peut empêcher, la raison veut que la perte soit épargnée au dernier, & qu'elle tombe toute sur le premier.

Il y en a encore, dit du Moulin, une seconde raison non moins touchante, c'est dit-il, que tout Retrait est un lucre pour le Retrayant, car on ne retrait que pour s'approprier les conditions avantageuses d'un marché qu'autrui avoit sait pour soi, ce qui est un lucre réel, & au contraire on ne se désend du Retrait que pour se conserver le fruit d'un marché qu'on a sait pour soi même, ce qui n'est que suir la perte, & non courir après le gain, or dans la rencontre de celui qui aspire à gagner, & de celui qui s'ésorce de ne point perdre, le dernier est incontestablement plus savorable que l'autre.

L'Intimé peut bien dire après cela que les Loix, les Ordonnances & les Reglemens generaux ne prétendent pas aporter oblitacle à l'exercice du Retrait lignager, cela est très vrai, mais cela n'empêche pas que si la condition des temps est telle, que le Retrait soit tout ensemble une source de gain injuste & perside pour le Retrayant, & une source de rusne pour l'acheteur, il ne soit plus juste qu'en ce cas le Lignager

perde son Retrait, que si un legitime acheteur perdoit tout son bien, pour avoir contracté sur la soi du Droit naturel; car ensin les Contrats sont avant les Retraits, & le Droit naturel avant le Droit civil & municipal, qui est une troisième raison que du Moulin pouvoit ajouter aux deux autres.

Rien n'est donc tant à souhaiter que de trouver ce Retrait aussi nul dans sa forme,

qu'injuste & odieux par son propre fond, & c'est ce qui reste à montrer.

Camille du Clos pere de l'Intimé fait venir de Valenciennes, où étoit son fils, une Procuration pour retraire, dattée du 8 May, dans la Copie qui en a été baillée à l'Appellant, & qui fait seule son Original, elle se trouve remplie du nom de Pierre Gayte, ainsi c'est Pierre Gayte qui avoit seul pouvoir de sormer l'action de Retrait, sous le nom de l'Intimé.

Cependant ce n'est point Pierre Gayte, c'est Charles de la Richardie, sieur d'Auliat, qui a occupé cette Procuration; car à l'égard de Pierre Gayte on lui a fait jouer un autre personnage, on en a fait le Curateur de l'Intimé qui étoit Mineur, &

fils de famille.

Cela se prouve par l'Exploit de demande, où après qu'on a marqué que l'Intimé procéde comme autorisé de Pierre Gayte son Curateur; c'est Charles de la Richardie qui fait l'offre de Retrait, en qualité de Procureur constitué de l'Intimé, le mot y est sillabe pour sillabe, Gayte ne parle que pour autoriser, mais la Richardie offre & parle comme sondé de procuration, & asin qu'on n'en doute pas, voici les termes de l'Exploit. Vû lequel resus Messire Gaspard de la Richardie, Chevalier, Seigneur d'Auliat cy present, Procureur constitué dudit sieur Instant, (c'est à dire de l'Intimé) suivant sa procuration passée à Valenciennes le 8 May dernier, reçû de Lienard & de la Forte Notaires Royaux, ladite procuration dûëment legalisée, qu'il a exhibée & representée, & icelle occupant, a offert & réitere les offres, & c.

Ainsi la procuration telle qu'on la voit dans la Copie laissée à l'Appellant, ne constitue d'autre Procureur que le sieur Pierre Gayte, & néanmoins c'est Charles

de la Richardie qui occupe seul, & remplir seul le pouvoir qu'elle donne.

De là il s'ensuit que l'Appellant n'a point été obligé de recevoir des offres faites au nom de l'Intimé par un prétendu Procureur, qui n'avoit aucun pouvoir d'offrir; à la verité Pierre Gayte avoit ce pouvoir, maisil ne l'exerçoit point; & au contrai-

re Charles de la Richardie qui ne l'avoit pas, l'exerçoir.

De là il devoit arriver que l'Appellant venant à obtenir condamnation de dépens, l'Intimé auroit pû s'en mettre à couvert par un desaveu de la procedure; pour empêcher l'effet de ce desaveu, l'appellant n'auroit pû faire usage que de la seule Copie de procuration qui lui avoit été laissée; mais comme dans cette Copie on ne trouvoit que le nom de Pierre Gayte, l'Intimé auroit sans peine soutenu son desaveu, il n'auroit eu qu'à opposer que c'étoit à Gayte seul qu'il avoit consié son pouvoir, & que les offres saites & la demande sormée par un étranger sans pouvoir, tel qu'étoit Charles de la Richardie, n'avoient pû le lier, ce qui auroit reduit l'Appellant à poursuivre par procès ses dommages & interests, & attaquer le sieur d'Auliat pour l'y saire condamner; or toutes les sois que le Retrait expose l'acheteur à un procès, le Retrayant déchoit de son droit, parceque l'acheteur doit sortir du Retrait sans peril, & par consequent sans Procès.

Pour rendre la chose plus sensible, il faut dire qu'on est dans le cas de la Note posthume de du Moulin sur l'art. 173 de l'ancienne Coutume de Paris, où cet Au-

teur raisonne sur une hypotése tout à sait semblable à celle dont il s'agit.

Un pere forme demande en Retrait au nom de son fils dont il se dit Tuteur, le désendeur excipe de son désaut de qualité, & demande qu'il ait à representer sa Nomination de Tutelle, ce qu'il ne fait pas ; au lieu de satisfaire à l'exception, il pour suit un désaut, saute de désendre, & le désendeur de son côté poursuit un congé, saute de satisfaire à ses exceptions, & d'établir sa qualité de Tuteur.

Sur cette espece du Moulin décide que le Retrayant est déchû de son Retrait, & sa raison est que la procédure du pere non Tuteur, ne pouvoit lier l'enfant ni l'assujettir envers l'acheteur, aux dépens, dommages & interests: Quia judicium non tenebat, patet quod sic non habuisset astionem ad impensas & damna contra Minorem, quia non erat Tutor legitimus, & sic non debet infans teneri illà lite, quia judicium non debet claudicare.

Voilà le mot Dans l'espece dont il s'agit, le sieur d'Auliat n'avoit pas plus de pouvoir de saire des offres, qu'en avoit le pere du Mineur dont parle du Moulin, par consequent il est vrai de dire qu'ici, Judicium claudicavit; l'Appellant étoit lié envers le Mineur, & le Mineur ne l'étoit point envers lui; l'Appellant, s'il eût perdu sa cause, auroit dû des dépens au Mineur, & le Mineur en perdant la sienne, ne perdoit rien, parcequ'il en étoit quitte pour un desaveu: Et sic judicium non tenebat, patet quia non habuisset astionem ad impensas & damna. Si donc du Moulin a jugé qu'en ce cas il y avoit lieu de declarer le Retrayant déchû, on ne voit pas comment l'Intimé peut éviter un pareil sort.

La seconde nullité est encore plus sensible; l'Exploit de demande en Retrait qui est, comme on a dit, du 10 Juin, contient deux Assignations; l'une au 14, comme à jour présix, pour voir realiser les offres en l'Audience, & y voir permettre la consignation suivant les articles 4 & 5 du titre 23 de la Coutume, dont il sera parlé ciaprès; l'autre à la huitaine, délai de l'Ordonnance pour proceder sur le fonds du

Procès.

L'Appellant soutient cette premiere Assignation nulle, parcequ'aux termes de l'Ordonnance toutes les Assignations dans les Bailliages & Senéchaussées doivent être données à huitaine, lorsque la demeure du Désendeur est dans la distance où se trouvoit celle de l'Appellant. Or qui dit toutes Assignations, n'en excepte aucune: on ne pouvoit donc assigner l'Appellant qu'à la huitaine, même pour la réiteration des offres, & pour voir ordonner la consignation; cependant il a été assigné le 10 au 14, c'est-à-dire au quatriéme jour. C'est donc une Assignation nulle, précipitée & contraire à l'Ordonnance.

On ne nie pas cependant qu'il ne se présente des occasions, & sur-tout en Retrait, où la necessité oblige d'abreger le délai; mais lorsque cela est, il n'appartient point à la Partie de déterminer le délai, & de le faire bref ou long comme bon lui semble.

Premierement, il n'y a que l'extrême necessité qui puisse autoriser le changement du délai prescrit par l'Ordonnance, & pour sçavoir s'il y a necessité, il faut s'adres-

ser au Juge, car cela ne doit pas dépendre du caprice de la Partie.

Secondement, c'est encore au Juge à arbitrer le délai; car ce seroit un grand desordre s'il étoit libre aux Parties de le réserrer autant qu'elles voudroient; cet abus
donneroit lieu à une infinité de surprises & de fraudes : & de là vient qu'il ne se
donne jamais d'Assignation pour comparoître à des jours extraordinaires, que le jour
de la comparution ne soit reglé & déterminé par le Juge; c'est ce qui se verisse par
la pratique des confections d'Enquestes, & des Procès verbaux de visites & descentes sur les lieux, où l'on ne donne aucune Assignation à jour présix qu'en vertu
d'une Ordonnance du Juge qui marque le jour de la comparution; & c'est encore
la raison de la pratique du Châtelet, où les Assignations à jour certain pour voir réaliser des offres, sont toujours précedés d'une Ordonnance particuliere du Juge qui le
permet, & en même temps détermine le jour auquel il saut que la Partie comparoisse.

L'Intimé au contraire s'est donné la liberté d'assigner de son ches l'Appellant à un délai plus court que celui de l'Ordonnance, il s'est rendu Juge en sa propre cause; il a jugé qu'il y avoit necessité de prévenir le délai de l'Ordonnance; il a jugé qu'il y avoit lieu de le réduiré de huit à quatre jours; en un mot, il en a usé comme sa l'Ordonnance & les regles de la procedure devoient plier sous ses volontez, il les a

pétries comme il a voulu.

L'effet qui est résulté de-là est que l'Appellant assigné sans permission du Juge a un délai arbitraire, plus brief, que celui de l'Ordonnance n'a point été oblige de comparoître, ainsi le Juge de Riom n'a pû le 14 Juin donner désaut contre lui, ni sur le sondement de ce désaut accorder acte à l'Intimé de la réiteration de ses offres, & en même temps lui permettre de consigner: comme après cette prétendue permission l'Intimé n'a pû s'en autoriser pour faire sa consignation judicielle, le vice & l'Assignation, vicie la Sentence, & le vice de la Sentence vicie la consignation, comme le vice de la consignation corrompt le Retrait.

A cette seconde nullité succede une troisième qui est encore une contravention

à l'Ordonnance.

L'Ordonnance veut en l'article 3 du titre des Ajournemens, que le Demandeur soit tenu de declarer sa demeure dans l'Exploit, à peine de nullité contre la Partie, & de 200 liv. d'amende contre l'Huissier. Or l'Intimé par son Exploit de demande n'a point declaré sa demeure, il a seulement dit qu'il faisoit élection de domicile dans le



Château de Chabannes maison de son pere. Mais l'Ordonnance ne se contente pas d'une élection de domicile, elle veut une declaration expresse de la demeure veritable & actuelle: & tant s'en faut que l'élection de domicile emporte declaration de la veritable demeure, qu'au contraire elle emporte choix & constitution de domicile sicilif; car ce qu'on entend communement par élection de domicile, est la détermination d'une certaine maison dans laquelle on ne demeure pas, & neanmoins dans laquelle on veut que des Exploits de Justice puissent être portez, & qu'y étant portez, ils valent & produisent le même effet qu'ils produiroient s'ils étoient portez au vrai & actuel domicile. Ainsi toute élection de domicile emporte siction; & aussi est-il sensible que pour se donner un domicile chez soi il n'est nullement besoin de l'y élire, puisqu'il y est placé de droit. On n'élit donc domicile que parcequ'on ne démeure pas dans l'endroit élû; ainsi lorsque l'Appellant a vû l'Intimé élire son domicile au Château de Chabannes, il a eu sujet de croire que l'Intimé ne demeuroit pas au Château de Chabannes.

Si en disant qu'il faisoit élection de domicile au Château de Chabannes, il avoit ajoûté, lieu de sa demeure, peut-être pourroit-on pardonner l'improprieté du terme d'élection de domicile; car alors l'équivoque seroit levée: mais on n'a rien mis qui déterminât la veritable demeure de l'Intimé dans le Château de Chabannes, tout ce qu'on a ajoûté est que ce Château étoit la maison de son pere. Mais encore que regulierement le domicile du pere soit celui du mineur, cela n'est pas toujours vrai; un mineur tel que l'Intimé, âgé de vingt-un ans, peut avoir des établissemens ailleurs que dans la maison paternelle; & ce n'étoit pas à l'Appellant à

deviner si l'Intimé étoit ou n'étoit pas dans ce cas.

Pour toute réponse, l'Intimé se retranche sur l'usage de la Province d'Auvergne, & ajoûte seulement que l'Ordonnance n'exige la declaration de la demeure, qu'afin de rendre au Défendeur la personne du Demandeur plus connue & plus certaine: mais tout cela chimeres. Il n'y a en Auvergne sur le point dont il s'agit, aucun usage particulier; s'il y en avoit, ce seroit un abus qui ne surmonteroit pas, mais qui seroit surmonté par l'Ordonnance; & lorsque l'Ordonnance demande la declaration de la demeure, c'est asin que le Désendeur puisse y saire asfigner le Demandeur, au cas qu'il ait quelque reconvention à former contre lui: car il faut remarquer que par l'Ordonnance tous Exploits d'ajournement doivent Etre baillez à la personne, ou portez au domicile; & quand l'Ordonnance dit à domicile, elle entend le lieu de la veritable demeure, & non un simple domicile élû, qui n'est la demeure de la Partie que par siction. C'est pourquoi un Exploit d'ajournement qui seroit porté à un domicile simplement élû, ne seroit pas valable; on y peut bien faire des Significations, des Sommations, & même des Dénonciations sans ajournement; mais on n'y peut ajourner, dès que tous ajournemens non donnez à la personne doivent être portez au vrai & naturel domicile; & telle est la maxime constante du Palais.

Suivant ce principe, l'Ordonnance a voulu que la veritable demeure du Demandeur fût connue au Défendeur, afin que si le Défendeur avoit à le reconvenir, il scût où le faire ajourner. Supposé par exemple qu'un second Lignager autre que l'Ihtimé eût fait ajourner l'Appellant en Retrait aux Requestes du Palais, il est clair que l'Appellant auroit été obligé non-seulement de dénoncer cette nouvelle demandé à l'Intimé; mais encore de le faire ajourner & mettre en Cause aux Requestes du Palais, pour voir dire qu'il seroit tenu de s'accorder avec cet autre Retrayant: mais en quel domicile auroit-il pû le faire ajourner, tandis que dans l'Exploit du 10 Juin il n'auroit point trouvé son vrai domicile? auroit-il fait porter son ajournement au Château de Chabannes? mais en ce cas l'Intimé l'auroit debattu de nullité; & auroit dit qu'il n'avoit fait au Château de Chabannes qu'une simple élection de domicile; laquelle n'emportoit qu'un domicile de fiction, que l'Ordonnance ne permet pas d'ajourner à un simple domicile élû; mais qu'il faut porter l'Exploit au domicile réel & actuel, ce qui auroit été sans réponse; ainsi par la faute de l'Intimé, & par sa contravention à l'Ordonnance, l'Appellant auroit été exposé à une condamnation de dépens, lui qui comme Acheteur ne doit souffrit par le fait du Retrayant aucune inquiétude ni Procès : cela montre qu'aussi tôt que s'on s'écarté des termes de l'Ordonnance, on ne remplit plus son esprit, & que la lettre tant soit peu vio-- lée, blesse la Loi dans le vif; on croit que c'est la même chose de dire qu'on demeure en telle maison, ou de dire qu'on y fait élection de domicile, & cependant l'exem-

Digitized by Google

ple qui vient d'être cité, fait voir combien est grande la différence qu'il y a entre l'un & l'autre, & combien il est impossible que l'un soit rempli par l'autre.

Il y a une quatriéme & derniere nullité fondée sur une contravention tres-directe

à la Coutume d'Auvergne.

Cette Coutume qui ne donne aux Lignagers que trois mois pour retraire, a voulu que l'Arheteur fût remboursé, ou qu'à son refus son remboursement fût consigné en mains de Justice dans les trois mois, ensorte que l'action du Retrayant tombe d'ellemême, s'il n'y a consignation judiciaire dans ce temps de trois mois, à compter du jour que le Retrait est ouvert, car dans les principes de cette Coutume, c'est la consignation seule qui conserve & perpetue l'action du Lignager au delà des trois mois: c'est ce que porte l'art. 4 conçû en ces termes:

Le droit du Lignager qui veut retraire ou retenir la chose vendue par son Lignager, est conservé & perpetué en consignant par lui dans ledit temps de trois mois judiciellement, ou en main tierce hors Jugement, Partie présente, ou appellée à personne ou domicile le sort principal, & quelque somme pour les loyaux coûtemens par protestation de suppléer ou

repeter.

Si donc le Lignager veut conserver ou perpetuer son action au-delà des trois mois, il faut que dans les trois mois il consigne ou judiciellement, ou en main

tierce hors Jugement.

Mais cette confignation en main tierce ne lui sert de guéres; car il est dit par l'Article 5: Que si l'adite consignation est fatte hors Jugement en main tierce, elle se doit faire de rechef entre mains de Justice dedans ledit temps de trois mois, au jour de l'asse-gnation donnée sur ladite retenue à l'Acheteur ou détempteur de la chose à la requeste du

Lignager.

Par cet Article il est clair qu'il ne suffit pas de faire la consignation dans les trois mois, il faut encore la faire dans un certain jour de ces trois mois, lequel jour n'est autre que celui de l'assignation donnée à l'Acheteur sur ladite retenue, c'est-à-dire sur le fond du Retrait, & il n'est pas douteux que pour peu que l'on peche contre cet Article, PRESTO EST NOXA, la nullité est à la porte; car l'Article 7 ajoûte que saute de consigner par la maniere & choses dessusdites, le Lignager est débouté de son Retrait. Mais quel est donc ce jour fatal, auquel il faut consigner, à peine de décheance, & que signifient ces mots, l'assignation donnée sur ladite retenue?

L'Appellant a démontré par ses causes & moyens d'appel, que le jour de l'assergnation donnée sur ladite retenue, n'étoit autre que le jour de l'écheance de l'ajournement appellé jour de l'assignation, parceque c'est le jour assigné & marqué au Défendeur pour comparoir devant le Juge, & déduire ses désenses; ainsi le jour de l'assignation n'est pas le jour de l'Exploit, mais le jour auquel l'ajournement échoit. C'est donc à ce jour, & non en un autre que le Retrayant doit consigner, à peine de demeurer déchû de son Retrait; telle étant la Loi disertement écrite, il ne reste plus qu'à voir si l'Intimé a consigné au même jour, auquel son ajournement est échû.

Il a fait ajourner l'Appellant le 10 Juin pour comparoir à la huitaine qui emportoit dix jours, ainsi son ajournement écheoit le 20; cependant il n'a consigné que le 21, par consequent hors le jour déterminé par la Coutume; ce qui a operé

la décheance prononcée par l'Article sept.

Il oppose que l'Article cinq est sait pour le cas où le Retrayant a commencé par consigner en main tierce, & ensuite réiteré sa consignation en Jugement: mais que pour lui il a consigné de plein vol en main de Justice, sans saire passer sa consignation par une main tierce, & que par consequent il n'est point dans le cas de l'Article, qui d'ailleurs est abrogé par non usage, & qui a cessé d'être pratiquable, dès que les délais des ajournemens ont cessé d'être arbitraires.

Mais la premiere réponse est frivole; car bien que l'art. 5. commence par ces mots, & si ladite consignation est faite en main tierce hors Jugement elle se fera dereches entre mains de Justice, au jour de l'Assignation donnée sur la retenue; il ne s'ensuit nullement que la condition Si soit relative à toute la disposition de l'art. & qu'elle influe sur les mots, au jour de l'Assignation baillée sur la retenue; elle inslue uniquement sur la réiteration de consignation, qui devient necessaire, aussi tôt que l'on n'a consigné qu'en main tierce ou hors Jugement; car lorsqu'on a commencé par consigner en main de Justice, la consignation ne se réitere point. Voilà tout ce que fait entendre la particule conditionnelle Si: a-t.on consigné en main tierce? cela ne sussit pas,

Il faut consigner en Jugement; mais l'esset de la particule Si une sois consommé, par là, le reste de l'article demeure absolu & purgé de toutes conditions: ainsi en toute sorte de cas, soit qu'on ait consigné en main tierce, ou commencé par consigner en Justice; la consignation judiciaire ne peut jamais se saire qu'au jour de l'écheance de l'ajournement, & il n'y a raison ni apparence pour distinguer ces deux cas, étant impossible que la consignation préalable en main tierce, apporte aucune différence, qui dispense de consigner au jour de l'écheance de l'ajournement.

Prétendre après cela que l'article est abrogé par non usage, c'est parler en l'air, car les Coutumes sont des Loix toujours vivantes, qui ne varient pas suivant la variation des usages, dont la raison est que par leurs Procès verbaux tous usages contraires, presens ou futurs, sont proscrits & aneantis, jusque-là qu'il est même très expressément prohibé & désendu de les alleguer ou proposer comme regles, au pré-

judice des Textes.

Er au reste il est si faux que l'Article soit impratiquable, que M. le Prince de Conti l'a pratiqué, & regulierement observé dans le Retrait de la Terre de Mercœur, dont

la meilleure partie est en Auvergne.

Ce Retrait sut intenté le Dimanche 14 Novembre, en consequence d'une permission du Lieutenant Civil, l'ajournement sut donné à la huitaine, pour obeir à l'Ordonnance de 1667, & en même temps le Marquis de Lassey acheteur, sut assigné au Mardi 22, jour de l'écheance de la huitaine, pour voir accorder la permission de consigner auquel jour elle sut accordée, & encore dans le même jour executée. Par ce moyen l'Ordonnance & la Coutume, surent très bien conciliées. Suivant l'Ordonnance l'ajournement sut donné à la huitaine; suivant la Coutume, à l'écheance de cette huitaine la consignation sut faite. Rien n'a empêché l'Intimé d'executer de même ces deux Loix, qui comme l'on voit par cet exemple ne se combattent pas.

Contre l'autre Retrait que le pere de l'Intimé a exercé sous le nom de Maximilien du Clos son second fils.

Celui.ci a été intenté par exploit du 5 Août 1720, qui contient deux assignations, l'une au lendemain 6, trois heures de relevée pour voir reiterer les offres à l'Audience, & voir ordonner la consignation; l'autre à la huitaine, pour comparoir &

proceder sur le fond.

Celui ci est un attentat encore plus noir contre le droit des gens; car tout le monde sçait que le 5 du mois d'Août les essets du temps couroient précipitamment à leur caducité, on les jettoit à la tête, & c'est pourquoi le pere de l'Intimé, après avoir emprunté 22000 liv. pour le premier Retrait, n'a pas eu grande peine d'en trouver autant pour le second, & c'est ce qui rend ce second Retrait encore plus digne d'horreur que le premier, car il conduisoit l'Acheteur à une ruine encore plus évidente & plus certaine, & c'étoit proprement vouloir rentrer pour rien dans un bien dont on avoit reçu la juste valeur; si bien la juste valeur, que la famille de l'Intimé qui a pû retraire pendant onze ans, n'a pas été curieuse de se mettre en sa place, & de prendre son marché.

On l'a dit ci-dessus, & on est contraint de le repeter ici, si le Droit Civil & Municipal qui a introduit le Retrait, prévaut au Droit des Gens, qui l'exclut; du moins ce Droit des Gens est assez fort pour obliger le Droit Municipal à imposer pour condition à ses Retrayans la necessité de dédommager l'Acquereur; mais qu'est-ce, après tout qu'un Retrait du 5 Août 1720, si ce n'est un regrès, sans payer à un bien réellement payé? & cela étant, ne peut-on pas dire que c'est une destruction de tout Droit, Naturel, Civil & Municipal tout ensemble? Encore une fois le droit d'un Retrayant n'est pas assez savorable pour meriter qu'on lui sacrisse toutes

les Loix qui ont fait jusques à present la liaison de la societé civile.

Heureusement le Retrait du second fils n'est pas en meilleure sorme que celui du premier, il en a tous les vices, à la seule exception de celui qui résulte de la procuration en vertu de laquelle le premier a été exercé; mais en revanche les nullitez & contraventions éclatent encore mieux dans le second que dans le premier. Car, quoi de plus étrange que l'abus qu'a fait l'Intimé de la licence qu'il s'est donnée de faire assigner l'Appellant sans permission du Juge, à tel jour que bon lui a semblé pour la réiteration de ses offres à l'Audience, & pour l'obtention de la permission de configner.

L'Exploit est du 5, & il porte assignation pour le lendemain 6, quoique l'Appellant demeure à 10 grandes lieues du Siege de Riom, mais ces 10 lieues d'Auvergne en valent 20 de France, ainsi ce jour du lendemain venu, l'Intimé n'eut pas de peine à se faire accorder par désaut Acte de sa réiteration d'offres, & permission de consigner, il sie signisser le 7 sa Sentence à l'Appellant, & consigna le 9.

Cet exemple semble être fait pour montrer que les délais des Assignations à jour préfix, doivent dépendre de la prudence du Juge, & non du caprice des Parties, car ne donner à une Partie assignée que 24 heures pour comparoir à 20 lieues de l'endroit de sa demeure, c'est manisestement vouloir qu'elle ne comparoisse pas,

Les raisons dont l'Intimé se sert pour excuser une précipitation si énorme, ne ser-

vent qu'à montrer combien elle est inexcusable.

Il dit que la Coutume n'a point fixé de délais, il est vrai, mais l'Ordonnance en a fixé pour toutes les Assignations qui seroient données dans les Bailliages & Sénéchaussées, & ces délais doivent être gardez, à moins que pour des causes urgentes, le Juge ne les abrege, & lorsqu'il fait grace d'une partie du délai, il en doit laisser suffisamment à la Partie pour se désendre, car la désense est du droit naturel, & quiconque étrangle le délai jusqu'à oster la désense, peche d'autant plus contre l'Ordonnance, qu'il viole en même temps le droit de nature.

En vain l'Intimé se propose pour exemple, & prétend que l'Appellant a pû faire en un seul jour le trajet du lieu de sa demeure en la Ville de Riom, puisque luimême l'a fait & parcouru: car ce discours n'est que puerilité. Par où voit-on qu'il a parcouru tout ce chemin en un jour ? N'a-t'il pas pû se rendre à Riom? Ne s'y est-

il pas même vraisemblablement rendu dès la veille?

Mais de plus, il y a grande diférence entre la Partie qui assigne & celle qui est assignée, la premiere prend le temps de sa commodité, elle ne sait assigner que lorsque la commodité de ses affaires le lui permet, l'autre au contraire se trouve inopinément attaqué, & souvent en un temps où des affaires pressantes l'attachent à la maison, c'est donc vexation toute pure que d'assigner à un délai si demesurément précipité, si le Juge l'avoit arbitré, son Ordonnance seroit insoutenable, à plus forte raison la précipitation est-elle inexcusable, lorsque c'est l'Intimé qui a été juge & partie, & qui a accommodé le délai, non à la possibilité, mais à ses interests.

S'il dit que le temps pressoit, & que les trois mois donnez pour retraire, étoient prests à expirer, on lui répond que la preuve du contraire est dans la datte de sa Consparois consignation, car si le temps le pressoit si fort, d'où vient qu'après avoir obtenu le

Jorelevel 6 permission de consigner, il n'a cependant consigné que le 9.

fer trenne

La consequence qu'il faut tirer de là, est que si l'usage s'étoit, comme il dit, introduit à Riom de laisser de telles Assignations à la merci des Parties, ce seroit un ferwette de procéder. H

Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit pas à croire d'une premier Siege d'une Province, & Les autres nullirez ani meit publice d'une premier siege d'une province de cette nouvelle maniere de procéder. suelle maten très grand abus qu'il faudroit reprimer par un exemple, mais il n'est pas à croire

and les formalité Clos son frere, c'est pourquoi il sussit d'employer pour tous contredits & salva-tions ce qu'il a dit ci-dessus, esperant que la Cour voudra bien suppléer à ce qui

Sterves - manque à sa désense, c'est pourquoi il se recommande à sa bonne Justice.

Monsieur l'ABBE' PUCELLE, Rapporteur.

Me BEGON, Avocat;

DE LA MARRE, Proc.

De l'Imprimerie de J. Quillau, rue Galande, 1721

M E M O I R E,

POUR Me Jean Colon, Prestre du Diocese de Lyon, pourvu en Régale d'un Canonicat de Tournus; Demandeur & Défendeur.

CONTRE M' Jean-Joseph Clerc, prétendant droit au mesme Benefice; Défendeur & Demandeur.



Es droits & l'autorité du Roy sur toutes les possessions Beneficiales de son Royaume, les principes de la Régale, les circonstances particulieres de la cause, tout concourt pour établir la validité des provisions que le sieur Colon tient de la libéralité du Roy. Tout, au con-

traire, s'éleve contre la prétention du sieur Clerc; en mesme temps qu'il attaque le titre du sieur Colon; il combat les droits les plus respectables, les plus éminens de la Couronne; & pour appuy d'une entreprise si hardie, il n'a pas mesme un titre coloré; les provisions sur lesquelles il se fonde, sont absolument nulles & ne peuvent en aucun temps luy donner le moindre droit, parce qu'elles sont émanées d'un Chapitre qui n'avoit pas pouvoir de conferer, qui en tout cas quand on le supposeroit mesme legitime collateur, se trouveroit avoir esté prévenu par le Pape.

F A I T.

M^r le Cardinal de Bouillon estant sorti du Royaume, le Roy par sa Déclaration du sept Juillet 1710. ordonna qu'en cas de vacance des Benefices dont la collation appartenoit à Mr le Cardinal de Bouillon à cause de ses Abbayes de Cluny & de Tournus, il y seroit pourvu par les Evêques des lieux dans lesquels se trouveroient situez les Benefices vacans de quelque nature & qualité qu'ils sussent.

Ainsi M' le Cardinal de Bouillon estant, comme Abbé de Tournus, collateur des Benefices de cette Eglise, & ce Chapitre se trouvant situé dans le Diocese de Chalons sur Saone, il est sans difficulté qu'aux termes de la Déclaration, M. l'Evêque de Chalons pouvoit seul conferer les Canonicats de Tournus pendant l'incapacité de Mr le Cardinal de Boüillon.

Au mois de Novembre 1711. l'Evêché de Chalons a vaqué, & n'a

esté remply qu'au mois de Juin 1712.

Pendant cette vacance, & par consequent pendant l'ouverture de la Régale sur Chalons, le Canonicat dont il est aujourd'huy question, a vaqué par la mort de Theodore Mitoud, dernier titulaire.

Le sieur Colon s'est d'abord pourvu à Rome, où il a obtenu une signature le 13. Avril 1712. mais reflexion faite, que la collation du Benefice appartenoit au Roy à cause de sa Régale ouverte sur · Chalons, il a obtenu des provisions du Roy.

Le sieur Clerc de son côté s'est fait pourvoir du mesme Benefice le quinze Avril de la mesme année 1712, par le Chapitre de Chalons

le Siege vacant.

Tel est l'état de la contestation dans lequel on soutient que le Canonicat contentieux doit estre adjugé au sieur Colon, soit parce que le Chapitre de Chalons n'a point eu droit, le Siege vacant, de pourvoir à ce Benéfice; soit parce que ce Benefice a veritablement vaqué en Régale, & que le Roy seul a pu le conferer; soit enfin parce qu'en tout cas le Chapitre de Chalons a esté prévenu par le Pape,

PREMIER MOTEN.

Le Chapitre de Chalons estoit sans pouvoir.

Le Chapitre de saint Vincent de Chalons pour disposer du Benefice dont il s'agit, s'est fondé sur des droits qu'il prétend s'estre réservé à éxercer pendant la vacance du Siege, & sur la necessité d'obéir à la Déclaration de 1710.

Ce double fondement & par consequent tout le prétendu pouvoir du Chapitre se détruit par l'établissement de deux propositions.

L'une que le Chapitre de Châlons n'a pu se réserver aucuns droits à éxercer pendant la vacance du Siege en vertu desquels il ait pu pourvoir le fieur Clerc.

L'autre, que ce mesme Chapitre n'a point succedé à M. l'Evêque

de Chalons pour l'éxecution de la Déclaration de 1710.

Le pouvoir d'un Chapitre pendant la vacance du Siege Episcopal se renferme dans les actes de Jurisdiction & de necessité; il peut ju-2 Cap. ad abol. ger un heretique 2 avec l'avis des Evêques voisins, absoudre un excommunié & donner des démissoires; il peut encore conferer sur la présentation d'un patron, sur la réquisition d'un gradué, d'un indultaire ou autre expectan.

> Mais à l'égard de la collation volontaire qui est comptée parmi les fruits de l'Episcopat & qui en fait la portion la plus honorable, le Chapitre pendant la vacance du Siege ne peut absolument y toucher

il ne peut exercer ce droit de collation.

Il en est exclus, 1º. Par le droit de Régale particulier à la France. suivant lequel lorsqu'un Evêché ou Archevêché vient à vaquer, le Roy seul peut prendre tous les revenus & conferer pleno jure tous les Benefices dépendans de l'Evêché ou Archevêché, & qui vaquent ou b Nusquam in sont trouvez vacans, pendant l'ouverture de la Regale.

jure cautum, quod
capitulum sche va
2°. Par le Droit canonique, suivant lequel le Chapitre

2°. Par le Droit canonique, suivant lequel le Chapitre ne succede eante sante singetur vice point absolument à l'Evêque pour la collation des Benefices; le cha-ribus prabendari. pitre Illa devotionis b aux Decretales Ne sede vacante, y est formel, aussi-

Premiere propo-

extra de haret.

bien que la Glose a sur le chapitre, Cum olim extra de major. O obed. a Dicas quod capituli sede vacance
verbo capitulo; & tous les Canonistes conviennent que la collation vo- non potest confere lontaire doit estre réservée au successeur à l'Evêché, que c'est un fruit sinent ad Episseum que le Chapitre est tenu de luy conserver, & que si le Chapitre en quia omnes fructus

usoit autrement ce seroit une entreprise nulle & abusive.

On peut mesme dire que la force de ce droit commun est telle, coputatur intra fruque lorsqu'il plaist à nos Rois de remettre leur Régale, le Chapitre ret prejuditium En l'est pas pour cela en droit de conferer les Benefices par collation piscoposuccessoriper talem collationem volontaire, s'il le faisoit il y auroit abus; ces sortes de remises ne sont & ideo non potest qu'ad opus futuri Episcopi; tout leur esset est seulement de faire cesser le droit du Roy, & non pas de transferer à qui que ce soit un droit

Royal & perionnel.

Aussi voyons nous que ceux de nos Rois qui ont fait de pareilles remises, ont cu soin pour prévenir toute difficulté, d'ordonner la réserve en faveur du futur Evêque; ainsi le Roy Philippes Auguste en rememant son droit de Regale aux Eglises d'Arras & de Nevers, a formellement imposé aux Chapitres par ses Lettres Patentes b de Choppin, de Sacr, 1203. & 1208. l'obligation de conserver aux successeurs Evêques les Pol. L. 1. Tit. 7. st. revenus de l'Evêché, & la collation des Benefices qui pourroient? vaquer.

Cette exclusion des Chapitres a lieu dans les cas mesmes où la collation appartiendroit à l'Evêque par dévolution, c les raisons en sont c Traité de l'a-bus, L. 3. Chap. bien lenubles.

1°. La dévolution n'a lieu que de l'inferieur au superieur; or, si eum olim de major. l'Evêque est superieur des collateurs qui sont dans son Diocese, son so obtet aun in cap. quastiquam de Chapitre n'a pas la mesme qualité; de sorte que si l'Evêque peut su-vins. pléer ces collateurs, lorsqu'il n'y a plus d'Evêque, ce n'est point au Chapitre, qui dans cette occasion est regardé comme un étranger, mais au Prélat superieur de l'Evêque à qui appartiendroit en tous cas la dévolution. d

2°. La collation quoique venue jure devoluto, est toûjours une col- pol. l. 1. tit. 6. n. 21 lation volontaire, il n'y a point de difference entre le droit de conferer acquis par dévolution, & celuy qui appartient à l'Evêque jure communi, dans l'un & dans l'autre cas l'Evêque a également une entiere & naturelle puissance de conferer; d'où il suit que cette collation est toûjours in fructu, & qu'elle doit par consequent estre réservée au successeur Evêque, ou assujettie à la Regale, & jamais appartenir au Chapitre.

Il résulte que les Chapitres pendant la vacance des Sieges Episcopaux n'ont & ne peuvent avoir en aucune maniere & dans aucun cas, le moindre droit pour conferer volontairement les Benefices

simples qui sont à la disposition de l'Evêque.

Et comme il ne s'agit point icy d'un acte de Jurisdiction ou de necessité, qu'il ne s'agit point d'une collation forcée, mais uniquement de la collation volontaire d'un Canonic & Prébende, d'un Benefice sans charge d'ames, il est d'une consequence necessaire que le Chapitre de Châlons n'a pu avoir ny par consequent se réserver aucuns droits en vertu desquels il ait pu valablement conferer au sieur Clerc

d Chap. de Sacr.

le Benefice contentieux à quelque titre que la disposition de ce Benesice ait pu appartenir à M. de Chalons: ainsi le premier sondement sur lequel les provisions du sieur Clerc ont esté accordées se trouve abiolument aneanti.

Il est incontestable que la concession faite par la Déclaration de 1710. à M. de Chalons, comme à tous les autres Evêques des lieux où sont situez les Benesices dépendans de M. le Cardinal de Boüillon est un indult & un privilege special: pour en estre convaincu il ne faut qu'un peu d'attention sur les termes dans lesquels il a plû à Sa Majesté de s'expliquer par le préambule de cette Déclaration.

Le Roy nous dit qu'il interpole son autorité, non pour se réserver le droit de présenter aux Benefices suivant ce qui s'étoit pratiqué en d'autres occasions, mais pour en remettre la collation aux Personnes qu'il indique: Sa Majesté nous prévient d'abord qu'elle a des droits certains qu'elle pourroit éxercer; elle déclare ensuite, qu'elle ne veut point uler de ces droits : cette remile ou transmission n'est elle pas un veritable privilege dans les Evêques en faveur de qui elle

se fait? Et fut-il jamais une délegation mieux caracterisée?

Or en matiere'de privilege & de délégation tout est personnel, & il ne peut y avoir d'extention au delà de la personne déséguée; ainsi le Roy par sa Déclaration de 1710. n'ayant eû en vûë que les Evêques des lieux, & ayant remis à eux seuls le pouvoir de conferer, la délégation doit le renfermer dans leur personne, & cesser de subsisser lorsqu'il n'y a plus d'Evêque; si le Roy avoit voulu étendre ce Privilege jusqu'aux Chapîtres, le Siége vacant, il s'en seroit expliqué, il les auroit appellé au défaut des Evêques, il ne l'a point fait; il faut donc conclure qu'ils sont exclus.

Le Roy Saint Louis dans son second voyage d'Afrique, a commit de 1269, an pre-mier t. des preuves. l'Evêque de Paris pour conferer pendant son absence tous les Bénédes Lib chap. 16 fices de sa collation qui viendroient à vaquer; n'y auroit-il pas eû de l'absurdité de dire que le Chapitre de l'Eglise de Paris, auroit pû, le Siége vacant, succeder à l'Evêque pour l'execution des ordres laissez par le Roy? l'espece d'aujourd'huy est la même, il n'y a qu'à faire l'application.

En un mot, jamais ce qui appartient à l'Evêque par indult particulier, ne peut être transmis au Chapître, le Siége vacant; cela a La Traité de l'a- été jugé b contre le Chapître de Rouen, pour le Vicariat perpetuel de Pontoile, dont le titre avoit été réuni à l'Archevêché de Rouen par le Roy Saint Louis, & duquel les Archevêques de Rouen ne jouis-

soient que fiduciairement.

Il suit donc que le Chapitre de Chalons, n'a pû succeder absolument à l'Evêque pour l'execution de la Déclaration de 1710 ainsi tombe le second fondement, sur lequel le Chapitre a établi son droit de collation, & par consequent il demeure pour certain qu'il n'a eu aucun pouvoir de conferer sque les provisions qu'il a données sons nulles, & que le sieur Clerc n'a pas même un Titre coloré, qui luy puisse donner ici le moindre droit.

SECOND MOTEN.

Le Roy avoit seul droit de conferer.

La Régale est un droit éminent de la Couronne né avec la Monarchie, ou comme dit M. Pasquier, né l'instant même que nos Rois ont reçû le Baptême, c'est un droit que les Rois de France ne tiennent que de Dieu, qui est inséparable de leur personne & de leur

Sceptre, inalienable & imprescriptible.

Suivant les Déclarations & Edits de 1673.1675. & de 1682. qui fixent l'étenduë & l'usage de ce droit; La Régale a lieu sur tous les Evêchez & Archevêchez du Royaume, à la réserve seulement de ceux qui peuvent prouver en être exempts à titre onereux, & elle s'exerce sur tous les Bénésices non Cures dont la collation appartenoit à l'Evêque au tems de sa mort.

Or le Bénéfice dont il s'agit, est un simple Canonicat sans charge d'ames, la collation en appartenoit legitimement & uniquement à M l'Evêque de Chalons, en vertu de la Déclaration de 1710. il a vacqué pendant la vacance du Siège Episcopal; & par consequent,

Il est vrai que la Collation de ce Bénesice n'appartenoit point à M. de Chalons, sure proprio & antiquo; mais cela ne tire point ce Bénesice du cas de la vacance en régale, parce que tous les Bénésices non Cures, dont la Collation appartenoit à l'Evêque lors de son déceds, sont assujettis à la Régale indésiniment & sans distinction du Titre, en vertu duquel la Collation appartenoit à l'Evêque: La disposition de l'Edit de 1682. est générale, & ne met point de disserence entre les Bénésices, dont la disposition appartient aux Evêques par dévolution ou indult, & ceux dont la disposition leur appartient, sure proprio: Or quand la Loi ne distingue point, est il permit à des particuliers de le faire, sur tout pour restraindre les Droits sacrez de la Régale. Aprés tout, ces sortes de Collations ne sontelles pas toûjours un fruit de l'Evêché, puisqu'elles n'appartiennent à l'Evêque qu'à cause de son Evêché?

Il y a plus par l'Arrest de Berac, rendu au raport de M. l'Abbé Pucelle, le 14. Juillet 1713 il a été jugé que si pendant la vacance des Evêches, & l'ouverture de la Régale, il vient à vaquer des Bénésices dépendans d'Abbayes, qui se trouvent pareillement vacantes,

ces Bénéfices tombent en Régale.

Or telle est précisement l'espece qui est là juger; le Siège de Chalons étoit vacant, la Régale y étoit ouverte, pendant ce tems a vaqué le Canonicat contentieux, dépendant de l'Abbaye de Tournus, qui étoit aussi vacante; il suit que ce Canonicat doit être déclaré avoir vaqué en Régale, comme il a été décidé pour le Prieure de Berac.

Outre le droit qui se tiroit de la Régale ouverte sur l'Evêché de Chalons, le Roy avoit encore pour la Collation du Bénésice, dont il s'agit, des droits particuliers qui n'étoient pas moins certains.

Cela se resulte de ce que le Roy dans sa Déclaration de 1710. a transmis aux Evêques le pouvoir de conferer, ce qu'il n'auroit pû

M. Talon Traité

faire, s'il n'avoir pas eu luy-même ce pouvoir : de ce que le Roy dans cette même Déclaration nous assure lui-même qu'il avoit des droits pour présenter aux Bénéfices dépendans de M. le Card. de Bouillon; enfin de ce qu'au fond le Roy en qualité de gardien & sequestre de toutes les possessions bénésiciales de son Royaume, de protecteur & fondateur de toutes les Eglises de France, a interest que les de l'autorité des revenus Ecclessastiques soient bien administrez, & que les Eglises ne soient point sans titulaires; comme gardien & sequestre, il peut éta-· blir des occonomes aux revenus, & comme fondateur & patron il peut conferer les Bénéfices; ce qui doit d'autant plus avoir lieu dans le Cas présent, que le Roy se trouve véritablement fondateur de l'Abbaye de Tournus, comme ayant succedé aux Ducs d'Acquitaine, à qui cette Abbaye doit sa naissance.

> La remife que le Roy a faite de son droit par la Déclaration de 1710. ne peut être ici opposée, soit parce que cette concession étant un privilege & une délégation rentermée dans la personne des Evêques seuls, certe délégation, ce privilege cesse, & le Roy rentre dans tous ses droits, & se trouve dans le même état qu'il étoit avant sa Déclaration de 1710. des le moment qu'il n'y a plus d'Evêques; soit parce que le Roy ne donne jamais un pouvoir, quelque absolu qu'il foir, qu'il n'en rétienne encore un plus grand & plus souverain.

> Le Roy, par exemple, comme fondateur de toutes les saintes Chapelles, a seul droit d'en conferer tous les Bénéfices; cependant il remet aux Tréloriers le pouvoir de conferer les moindres Bénéfices; fe prive-t-il par là du pouvoir de conferer? non certainement; & cela a été jugé par Arrest du 14. Janvier 1665. sur les conclusions de M. l'Avocat Général Talon, pour une des six Chapelles perpetuelles de la Sainte Chapelle de Paris.

Moyen subsidiaire tiré des provisions de Rome.

Quand on feroit cesser pour un instant les droits du Roy, quand on supposeroit un moment que le Chapitre de Chalons a été légitime collateur, le Sieur Clerc se trouveroit toûjours sans droit, parce que le Sieur Colon a des provisions de Rome anterieures à celles du Chapitre de Chalons, ces dernieres sont seulement du 1/2 Avril 1712. & la signature de Rome est du 13. du même mois; elle est dattée des Ides d'Avril, & on sçait qu'en Avril les Ides sont le 13. ce n'est seulement qu'en Mars, Mai, Juillet & Octobre, qu'elles sont le 15

CONCLUSION.

On entend donc, 1º. que le Chapitre de Chalons a été sans pouvoir de conferer, soit parce qu'il n'avoit aucuns droits qu'il pût se réserver à exercer pendant la vacance du Siège, & en vertu desquels il ait pû donner des provisions au Sieur Clerc; soit parce qu'il n'a pû succeder à M. l'Evêque de Chalons pour l'exécution de la Déclaration de 1710, dont la concession qui est un privilege personnel aux Evêques

seuls, ne peut être transmis au Chapitre, le Siège vacant.

2°. Que le Roy seul a pû valablement conferer le Bénésice en question, soit en vertu de son droit de Régale, soit en vertu des autres prérogatives de la Couronne, & que la même chose a été jugée en 1713. pour le Prieuré de Berac.

3°. Qu'en tout cas le Chapitre de Chalons quand on le supposeroit seul collateur légitime, se trouve avoir été prévenu par le Pape, &

par consequent hors d'état de pouvoir conferer.

On one croit pas que dans ces circonstances, il puisse y avoir la moindre difficulté d'ajuger le Bénéfice au Sieur Colon.

M. DEBEAUBOIS, Adv.

Aulas, Procureur.

. . . . 1, 5. %

• ï . • • • , . • . • ,

KD 1122*
G7
1567
1.2

[6], 457[ie 460]ff

+ briefi

Digitized by Google





